Montréal

ASSEMBLÉE ORDINAIRE

DU CONSEIL MUNICIPAL

VERSION 2

Le lundi 27 mars 2017

à 13 h

AVIS DE CONVOCATION

Montréal, le jeudi 23 mars 2017

Prenez avis qu'une assemblée ordinaire du conseil municipal est convoquée, à la demande du comité exécutif, pour **le lundi 27 mars 2017, à 13 h**, dans la salle du conseil de l'hôtel de ville. Les affaires énumérées dans les pages suivantes seront soumises à cette assemblée.

(s) Yves Saindon

_____

Yves SAINDON
Greffier de la Ville

(English version available at the Service du greffe, City Hall, Suite R-134)

Montréal

ASSEMBLÉE ORDINAIRE

DU CONSEIL MUNICIPAL

VERSION 2

Le lundi 27 mars 2017

à 13 h

Ci-joint un nouvel avis de convocation de l'assemblée ordinaire du conseil municipal du lundi 27 mars 2017 ainsi que de l'ordre du jour remplaçant la version qui vous a été transmise le 16 mars 2017.

Nous attirons votre attention sur l'ajout des articles 4.04, 7.13 à 7.15, 8.01 à 8.03, 15.01 à 15.03, 20.48 à 20.56, 30.01, 41.16, 44.01 et 44.02 ainsi que les articles 80.01 (20.15) à 80.01 (20.28) et 80.01 (30.06).

Veuillez noter qu'une version électronique des dossiers accompagne cet ordre du jour et est accessible via la base de données sécurisée ADI.

Assemblée ordinaire du conseil municipal
du lundi 27 mars 2017

ORDRE DU JOUR

VERSION 2

01 – Période de questions du public

01.01 *Service du greffe*

Période de questions du public

02 – Période de questions des membres du conseil

02.01 *Service du greffe*

Période de questions des membres du conseil

03 – Ordre du jour et procès-verbal

03.01 *Service du greffe*

Adoption de l'ordre du jour de l'assemblée ordinaire du conseil municipal

03.02 *Service du greffe*

Approbation du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil municipal tenue le 20 février 2017

04 – Annonces et dépôt de documents par le comité exécutif

04.01 *Service du greffe*

Dépôt de la liste des contrats octroyés par le comité exécutif conformément à l'article 200 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal*

04.02 *Service du greffe*

Dépôt de la liste des subventions octroyées par le comité exécutif

04.03 *Service du greffe*

Dépôt de la liste des contrats octroyés par les fonctionnaires conformément à l'article 477.3 de la *Loi sur les cités et villes*

04.04 *Service du greffe* - 1163430030

Dépôt de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission sur le développement social et la diversité montréalaise relatif à l'examen public des impacts sur la population montréalaise de la décision de Postes Canada d'éliminer la livraison du courrier à domicile en milieu urbain

05 – Dépôt des résolutions de conseils d'arrondissement

05.01 *Service du greffe*

Résolution CA17 170080 du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce - Motion - Commission de la représentation électorale du Québec - Limites de circonscriptions

05.02 *Service du greffe*

Résolution CA17 170081 du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce - Participation - Une heure pour la Terre 2017

05.03 *Service du greffe*

Résolution CA17 29 0041 du conseil d'arrondissement de Pierrefonds–Roxboro - Une heure pour la Terre 2017 - Appui

06 – Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil

06.01 *Service du greffe*

Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil

07 – Dépôt

07.01 *Service du greffe*

Dépôt du rapport de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération du 23 février 2017

07.02 *Ville-Marie , Direction des travaux publics* - 1166071005

Bilan annuel 2016 de l'arrondissement de Ville-Marie faisant état de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) à l'égard de son territoire

07.03 *Service de l'Espace pour la vie , Jardin Botanique* - 1171114002

Bilan annuel 2016 du Jardin botanique de Montréal faisant état de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041)

07.04 *Montréal-Nord , Direction des travaux publics* - 1177367001

Bilan annuel 2016 de l'arrondissement de Montréal-Nord faisant état de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) à l'égard de son territoire

07.05 *Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles , Direction du développement du territoire et études techniques* - 1172726002

Bilan annuel 2016 de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles faisant état de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) à l'égard de son territoire

07.06 *Ahuntsic-Cartierville , Direction des travaux publics* - 1175094001

Bilan annuel 2016 de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville faisant état de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) à l'égard de son territoire

07.07 *Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics* - 1177413001

Bilan annuel 2016 de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce faisant état de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) à l'égard de son territoire

07.08 *Conseil Jeunesse* - 1167181008

Dépôt de l'avis du Conseil jeunesse de Montréal sur la prévention de l'itinérance jeunesse à Montréal intitulé « Jeunes et itinérance - Dévoiler une réalité peu visible » ainsi que les recommandations émises à cet effet

07.09 *Conseil des Montréalaises* - 1174233001

Dépôt de l'avis du Conseil des Montréalaises intitulé « L'itinérance des femmes à Montréal - Voir l'invisible » ainsi que les recommandations émises à cet effet

07.10 *Service de l'environnement* - 1167350001

Dépôt de la position du comité exécutif sur les recommandations du Rapport de consultation publique de l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) sur la réduction de la dépendance de Montréal aux énergies fossiles

07.11 *Service du greffe , Bureau de la présidence du conseil* - 1177600001

Dépôt des règlements débattus par le Jeune Conseil de Montréal (JCM) à l'occasion de la 30e simulation tenue du 20 au 22 janvier 2017

07.12 *Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'habitation* - 1170498001

Dépôt du bilan sur le Fonds de contribution à la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels en date du 31 décembre 2016

07.13 *Service de la diversité sociale et des sports* - 1176368001

Dépôt du document intitulé « Réponses de la Ville de Montréal aux recommandations de l'avis du Conseil jeunesse de Montréal sur la réalité montréalaise des jeunes Autochtones »

07.14 *Lachine , Direction des travaux publics* - 1177121001

Bilan annuel 2016 de l'arrondissement de Lachine faisant état de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) à l'égard de son territoire

7.15 *Service du greffe*

Dépôt du rapport de l'inspecteur général intitulé « Résiliation et recommandations relativement à l'octroi de contrats visant la location de remorqueuses lors d'opérations de déneigement - vigie de la décision du 26 septembre 2016 »

08 – Dépôt de rapports des commissions du conseil

08.01 *Service du greffe*

Dépôt des commentaires et des recommandations faisant suite au Rapport de recommandations de l'inspecteur général visant divers contrats octroyés (ou prévus d'être octroyés) à l'organisme à but non lucratif Montréal en histoires dans le cadre du 375^{e} anniversaire de Montréal

08.02 *Service du greffe*

Dépôt du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats intitulé « Bilan de la sixième année d'activité (2016) »

08.03 *Service du greffe*

Dépôt des commentaires et des recommandations faisant suite au mandat reçu du conseil municipal (CM16 1192) portant sur l'élargissement du mandat du Bureau de l'inspecteur général

11 – Dépôt de pétitions

11.01 *Service du greffe*

Dépôt de pétitions

15 – Déclaration / Proclamation

15.01 *Service du greffe*

Déclaration appelant au respect du poids démocratique de la Ville de Montréal

15.02 *Service du greffe*

Déclaration de Montréal pour souligner le 100e anniversaire de la Fédération CJA

15.03 *Service du greffe*

Reconnaissance du Tartan de Montréal 1642

20 – Affaires contractuelles

20.01 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers* - 1177443001

Accorder un contrat à Le Groupe St-Lambert inc. pour l'exécution des travaux de rénovation de la Bibliothèque Rosemont, située au 3131 boulevard Rosemont, dans l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie - Dépense totale de 1 332 102,91 $, taxes incluses - Appel d'offres public 5864 (7 soum.)

20.02 *Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat* - 1160881003

Accorder un soutien financier non récurrent de 475 000 $ à Printemps numérique pour la mise en oeuvre de sa programmation annuelle 2017 et 2018, financé par le budget du Service du développement économique et par l'Entente de 175 M$ avec le gouvernement du Québec / Augmenter la base budgétaire du Service du développement économique de 225 000 $ pour l'année 2018 / Approuver un projet de convention à cet effet

20.03 *Service des infrastructures voirie et transports* - 1160490003

Accorder un contrat à Les Terrassements Multi-Paysages inc. pour la fourniture de mobilier urbain complémentaire au projet d'aménagement du domaine public aux abords du Musée des beaux-arts de Montréal (MBAM), pour une somme maximale de 350 961,19 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-15813 (1 soum.)

20.04 *Service de la gestion et de la planification immobilière* - 1165323005

Approuver un projet de bail par lequel la Ville loue de Clurican inc., à des fins de bureaux, des locaux d'une superficie de 1 285 mètres carrés, au 1er et au 2e étage de l'immeuble, situé au 425, Place Jacques-Cartier, pour une période de 9 ans, à compter du 1er avril 2017, pour un loyer total de 3 465 060,93 $ taxes incluses

20.05 *Service de l'Espace pour la vie , Direction de l'exploitation* - 1166365002

Accorder un contrat à Marine entreprises internationale LLC pour la fourniture de mélange de sel pour la reproduction de l'eau salée du Saint-Laurent marin au Biodôme de Montréal, pour une durée de 36 mois, pour une somme maximale 262 440,83 $ CAD, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15577 (1 soum.)

20.06 *Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports* - 1177516001

Conclure des ententes-cadres pour une période de 24 mois, avec les firmes Électroméga ltée 311 433,93 $, taxes incluses, Orange Traffic inc. 1 660 552,80 $, taxes incluses, Tacel ltée 846 037,50 $, taxes incluses et Innovation MI-8 inc. 1 030 049,81 $, taxes incluses, pour la fourniture d'équipements de systèmes de transport intelligents et pour les feux de circulation - Appel d'offres public 16-15512 (4 soum.)

20.07 *Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission* - 1170025001

Accorder un contrat de gré à gré, à Cogeco Peer 1 pour réaliser des travaux sur son réseau câblé dans le cadre du projet de conversion de la rue Notre-Dame Est (projet de l'entente 83-89 - Fiche 43), pour une somme maximale de 150 576,35 $, taxes incluses

20.08 *Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA* - 1174631004

Exercer l'option de la deuxième et dernière prolongation, et autoriser une dépense additionnelle de 4 981 908,05 $, pour le déneigement clé en main dans l'arrondissement de Saint-Léonard dans le cadre des contrats accordés à Déneigement Fontaine Gadbois inc., à Groupe TMD inc., R. Racicot ltée et à Les Excavations Payette inc., majorant ainsi le montant total des contrats de 18 238 917,04 $ à 23 220 825,09 $, taxes incluses

20.09 *Service de l'Espace pour la vie , Jardin Botanique* - 1177227001

Accorder un contrat de gré à gré, à Landscape Architecture CORP. of China Shanghai Branch pour la fourniture de lanternes chinoises, pour une somme maximale de 115 100 $, taxes incluses

20.10 *Service du matériel roulant et des ateliers* - 1176859002

Accorder un contrat à Accessoires Outillage limitée pour l'acquisition d'un balai de trottoir de type aspirateur, pour une somme maximale de 103 069,34 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15682 (1 soum.)

20.11 *Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles* - 1170695001

Accorder un contrat à 9064-3032 Québec inc. (JR Services Sanitaires), pour une durée de 43 mois, pour la collecte et le transport de résidus de construction, rénovation, démolition et encombrants (CRD et encombrants), pour l'arrondissement de Montréal-Nord, pour une somme maximale de 562 055,29 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-15818 (4 soum.)

20.12 *Service des communications , Direction image de marque et stratégies numériques* - 1174949001

Accorder un contrat de gré à gré à Astral Média Affichage S.E.C. pour l'achat d'espace publicitaire dans le réseau de la Société de transport de Montréal pour les besoins de la Ville de Montréal, pour une somme maximale de 283 703 $, taxes incluses (fournisseur exclusif)

20.13 *Service de l'approvisionnement* - 1177360002

Conclure deux ententes-cadres collectives avec St-Germain Égouts et Aqueducs inc. et Wolseley Canada inc., pour une période approximative de 30 mois, pour la fourniture de tuyaux de cuivre et PVC pour le réseau d'égout et d'aqueduc de la Ville de Montréal - Appel d'offres public 17-15479 (2 soum.)

20.14 *Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures* - 1167231061

Accorder un contrat à Construction Urbex inc., pour des travaux de voirie, là où requis, aux arrêts d'autobus dans différentes rues de la Ville de Montréal (PMIR 2017 - réseau artériel et centre-ville) - Dépense totale de 1 665 320,47 $, taxes incluses - Appel d'offres public 287405 - (4 soum.)

20.15 *Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures* - 1167231068

Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc. pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau potable par chemisage sur diverses rues, dans les arrondissements de LaSalle, de Lachine, de Verdun et du Sud-Ouest - Dépense totale de 6 113 626,63 $, taxes incluses - Appel d'offres public 333702 (3 soum.)

20.16 *Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures* - 1167231070

Accorder un contrat à Insituform Technologies Limited, pour des travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage sur diverses rues, dans les arrondissements de Lachine, de LaSalle, d'Outremont, du Sud-Ouest et de Verdun - Dépense totale de 4 235 000,01 $, taxes incluses - Appel d'offres public 333707 (4 soum.)

20.17 *Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures* - 1167231069

Accorder un contrat à Clean Water Works inc. pour des travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage dans diverses rues, dans les arrondissements de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, du Plateau-Mont-Royal et de Ville-Marie - Dépense totale de 9 641 000,01 $, taxes incluses - Appel d'offres public 333706 (4 soum.)

20.18 *Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures* - 1177231005

Accorder un contrat à Clean Water Works inc. pour des travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage dans diverses rues, dans les arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville, de L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève, de Pierrefonds-Roxboro et de Saint-Laurent - Dépense totale de 4 633 000 $, taxes incluses - Appel d'offres public 333708 (3 soum.)

20.19 *Service des infrastructures_voirie et transports* - 1177409001

Accorder un contrat à Eurovia Québec Construction inc. pour la réalisation des travaux de pavage et de revêtement des chemins de détour du projet Turcot, dans la rue Saint-Patrick, entre la rue Dollard et la rue Léger - Dépense totale de 946 622,58 $, taxes incluses - Appel d'offres public 221303 (6 soum.)

20.20 *Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures* - 1177231001

Accorder un contrat à Les Entrepreneurs Bucaro inc. pour des travaux de voirie, dans les arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville et de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (PCPR 2017) - Dépense totale de 6 454 624,83 $, taxes incluses - Appel d'offres public 332303 (7 soum.)

20.21 *Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures* - 1167231067

Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc. pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau potable par chemisage dans diverses rues, dans les arrondissements de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, du Plateau-Mont-Royal et de Ville-Marie - Dépense totale de 4 669 987,13 $, taxes incluses - Appel d'offres public 333701 (2 soum.)

20.22 *Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures* - 1177231002

Accorder un contrat à Construction Bau-Val inc. pour des travaux de voirie, dans les arrondissements de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve et de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles (PCPR 2017) - Dépense totale de 9 267 003,20 $, taxes incluses - Appel d'offres public 332305 (8 soum.)

20.23 *Service des infrastructures_voirie et transports* - 1177409002

Accorder un contrat à Eurovia Québec Construction inc. pour la réalisation des travaux de pavage et de revêtement des chemins de détour du projet Turcot, dans la rue Saint-Patrick, entre le boulevard Monk et la rue Irwin - Dépense totale de 1 169 341,90 $, taxes incluses - Appel d'offres public 221304 (6 soum.)

20.24 *Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures* - 1177231004

Accorder un contrat à Construction G-NESIS inc. pour des travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie, dans la rue De Salaberry, le boulevard de l'Acadie, la rue Chambord et l'avenue Bruchési, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville - Dépense totale de 3 892 413,13 $, taxes incluses - Appel d'offres public 288601 (8 soum.)

20.25 *Ville-Marie , Direction des travaux publics* - 1170890003

Accorder un contrat de services professionnels à Les Services exp inc. pour la réalisation des plans et devis et la surveillance des travaux d'aménagement de la phase 2 du Quartier des gares - Dépense totale de 2 612 420,56 $, taxes incluses - Appel d'offres public VMP-17-002 (4 soum.) / Approuver un projet de convention à cet effet

20.26 *Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal* - 1176688002

Accorder un contrat de services professionnels à Les Consultants S.M. inc., Enviroservices inc. et Un Architecte inc. pour le renouvellement d'équipements de marina et le réaménagement du pôle d'accueil au port de plaisance de Lachine et au parc René-Lévesque, pour une somme maximale de 811 687,86 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-15592 (2 soum.) / Approuver un projet de convention à cet effet

20.27 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers* - 1165110004

Approuver un projet de convention de cession par lequel Dessau inc. cède à Stantec Experts-Conseils ltée tous ses droits, titres et intérêts, pour le reste de l'entente (CM15 0058)

20.28 *Service de l'Espace pour la vie , Direction de l'exploitation* - 1177575001

Autoriser une dépense additionnelle de 623 898,12 $, taxes incluses, pour la réalisation des plans et devis et la surveillance des travaux de construction du projet « Migration du Biodôme » dans le cadre du contrat accordé à Kanva Architecture inc., Neuf Architectes S.E.N.C.R.L., Bouthillette Parizeau inc. et NCK inc. (CM14 1121) majorant ainsi le montant total du contrat de 2 644 425 $ à 3 268 323,12 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention #2 à cet effet

20.29 *Service de l'eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau* - 1170112001

Approuver un projet de convention de partenariat de gré à gré entre le Service des stages de l'École Polytechnique de Montréal et la Ville de Montréal pour fournir la main-d'œuvre nécessaire à la campagne de dépistage des entrées de service en plomb pour l'année 2017, pour une somme maximale de 365 000 $, exempte de taxes

20.30 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité* - 1160783007

Approuver un projet d'acte par lequel la Ville vend à Construction Privico inc., aux fins d'assemblage, deux terrains vacants partiellement desservis totalisant une superficie de 1 395 mètres carrés, situés sur le côté nord-est de l'avenue Fernand-Gauthier, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, constitués des lots 4 936 659 et 5 029 876 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, pour une somme de 288 595 $, plus les taxes applicables / Fermer comme rue les lots 4 936 659 et 5 029 876 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal

20.31 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité* - 1163496011

Approuver un projet d'acte par lequel la Ville vend à Les Investissements Antonio Gesualdi inc., aux fins d'assemblage, deux terrains vacants d'une superficie de 1 436,3 mètres carrés, situés à l'est du boulevard Rivière-des-Prairies et au nord de la rue de la Martinière, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, pour une somme de 78 000 $, plus les taxes applicables / Fermer comme domaine public le lot 4 567 370 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal / Autoriser le règlement complet et final hors cour de la réclamation de Les Investissements Antonio Gesualdi inc., faisant l'objet d'une action devant la Cour du Québec - Chambre civile

20.32 *Service de la gestion et de la planification immobilière* - 1174435004

Approuver un projet d'acte par lequel la Ville vend à M. Vito Papasodaro et Mme Franca Crisalli, aux fins d'assemblage, un terrain d'une superficie de 182,3 mètres carrés, situé sur le boulevard Henri-Bourassa, entre les avenues Leblanc et Lausanne, dans l'arrondissement de Montréal-Nord, constitué du lot 1 175 037 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, pour une somme de 58 900 $, plus les taxes applicables / Fermer et retirer du domaine public le lot 1 175 037 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal

20.33 *Service de la gestion et de la planification immobilière* - 1174069001

Approuver un projet de bail par lequel la Ville loue à Ex aequo, à des fins administratives, un local au 3e étage de l'immeuble situé au 3680, rue Jeanne-Mance, d'une superficie de 2 009 pieds carrés, pour une période de 3 ans, à compter du 1er juillet 2017, pour un loyer total de 76 201,08 $, plus les taxes applicables

20.34 *Service de la gestion et de la planification immobilière* - 1174069002

Approuver un projet de bail par lequel la Ville loue à Le Centre des organismes communautaires, à des fins socioculturelles, un local d'une superficie de 1 194,8 pieds carrés, au 4e étage de l'immeuble situé au 3680, rue Jeanne-Mance, pour une période de 3 ans, à compter du 1er août 2017, pour un loyer total de 46 531,20 $, plus les taxes applicables

20.35 *Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements* - 1171197002

Accorder un soutien financier totalisant 120 000 $ au Festival international du Film sur l'Art (FIFA) et au Mois de la Photo à Montréal dans le cadre du Programme de soutien aux festivals et aux événements culturels 2017

20.36 *Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements* - 1160679026

Accorder un soutien financier de 930 000 $ à la Société du parc Jean-Drapeau pour la réalisation des Week-ends du monde en juillet 2017 au parc Jean-Drapeau / Autoriser un virement budgétaire de 285 000 $ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration vers le Service de la culture / Autoriser un ajustement à la base budgétaire de la Direction cinéma, festivals et événements du Service de la culture à hauteur de 285 000 $ pour les exercices subséquents / Mandater le Service de la culture pour le suivi du dossier

20.37 *Service de la culture* - 1171654002

Accorder un soutien financier de 70 000 $ à Danse Danse pour réaliser l'aménagement de ses nouveaux bureaux administratifs dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal - Programme Équipements - Aide d'urgence / Approuver un projet de convention à cet effet

20.38 *Service du développement économique , Direction Investissement et développement* - 1173931001

Accorder un soutien financier de 60 000 $ à l'École des entrepreneurs | MTL pour la mise en œuvre et la réalisation du Parcours C3 : Culture, Créativité et Croissance, dans le cadre de l'Entente de 175 M$ avec le gouvernement du Québec pour soutenir le développement de Montréal / Approuver un projet de convention à cet effet

20.39 *Service de la culture* - 1171654003

Accorder un soutien financier de 200 000 $ à Productions Réalisations Indépendantes de Montréal (PRIM) pour le développement de nouveaux espaces de création (studio de son, image, espace de production), dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal - Atelier d'artistes et vitrine - Programme « Aide aux initiatives et partenariat » (2012-2015) / Approuver un projet de convention à cet effet

20.40 *Service de la culture* - 1161654007

Accorder un soutien financier de 184 086 $ à L'Atelier circulaire pour l'acquisition de mobilier spécialisé et d'équipement liés à la pratique artistique pour les ateliers de production, de sérigraphie et l'atelier numérique, dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal - Atelier d'artistes et vitrine - Programme « Aide aux initiatives et partenariat » (2012-2015) / Approuver un projet de convention à cet effet

20.41 *Service de la diversité sociale et des sports* - 1177497001

Accorder un soutien financier totalisant la somme de 2 336 193 $, à 8 organismes dans le cadre du Plan d'action 2017 de la Politique de l'enfant de Montréal / Approuver les projets de convention à cet effet

20.42 *Service de la culture* - 1163205004

Accorder un soutien financier de 100 000 $ à la Corporation du Cinéma Beaubien pour la réalisation de son plan d'action 2016-2017 dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel 2016-2017 / Approuver un projet de convention à cet effet

20.43 *Service de la culture* - 1163205001

Accorder un soutien financier de 65 500 $ à la Maison québécoise du théâtre pour l'enfance et la jeunesse pour la réalisation de son programme de Pédago-diffusion dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2016-2017 / Approuver un projet de convention à cet effet

20.44 *Service de la culture* - 1171654001

Accorder un soutien financier de 26 000 $ à Atelier circulaire pour l'acquisition de matériel médiatique afin d'améliorer la communication et la diffusion, dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal - Programme Équipements - Aide d'urgence / Approuver un projet de convention à cet effet

20.45 *Service de l'Espace pour la vie , Jardin Botanique* - 1172912001

Accorder un soutien financier de 95 000 $, à l'Institut de recherche en biologie végétale (IRBV) relativement au financement de ses activités, pour l'année 2017 / Approuver un projet de convention à cet effet

20.46 *Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA* - 1174631005

Autoriser l'utilisation de la station de nivométrie « Montréal INTL A » située à l'aéroport international Pierre-Elliot-Trudeau de Montréal comme mesure de compilation de la neige et permettre l'utilisation d'un facteur de correction de 13,2%, représentant le différentiel moyen des précipitations de neige entre la station de nivométrie du Triangle de Montréal et la station de nivométrie Montréal INTL A, dans le cadre du contrat accordé à Environnement Routier NRJ inc. (CM16 0933) pour le déneigement du territoire de l'arrondissement Outremont / Approuver un projet d'addenda 1 à cet effet

20.47 *Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements* - 1170679005

Accorder un soutien financier de 65 000 $ à United Irish Societies of Montréal aux fins de la réalisation du Festival Irlandais de Montréal dans le cadre des festivités du 375^{e} anniversaire de Montréal

20.48 *Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures* - 1177231006

Accorder un contrat à 9129-2201 Québec inc. (Travaux routiers métropole), pour des travaux d'égout, de conduites d'eau et de voirie, dans le chemin Hill Park et de conduite d'eau, dans le sentier du Parc du Mont-Royal et une portion du chemin Remembrance, dans l'arrondissement de Ville-Marie - Dépense totale de 2 749 456,94 $, taxes incluses - Appel d'offres public 289301 (12 soum.)

20.49 *Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements* - 1160679025

Accorder un soutien financier maximal de 250 000 $ à Festival Solaire Nordique du Québec pour la 1ère édition du festival et l'accueil de l'avion solaire Solar Stratos du 9 au 22 juin 2017 à Montréal / Autoriser un virement budgétaire de 250 000 $ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration vers le Service de la culture / Mandater le Service de la culture pour le suivi du dossier / Approuver un projet de convention à cet effet

20.50 *Service de la culture* - 1161654008

Accorder un soutien financier de 405 000 $ à Ateliers Créatifs Montréal, pour la réalisation des travaux d'aménagement d'ateliers d'artistes dans l'immeuble situé au 3890-3910, rue Sainte-Catherine Est, dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, dans le cadre de l'Entente de 175 M$ du gouvernement du Québec, ce soutien incluant une somme de 75 000 $ non versée à Atelier Créatifs Montréal dans le cadre de la convention de contribution financière approuvée en vertu de la résolution CM15 1104 relative au même projet / Approuver un projet de convention à cet effet

20.51 *Service de l'approvisionnement* - 1177315003

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure des ententes-cadres collectives, pour une période de 24 mois, avec les firmes Construction DJL inc. (4 474 558,30 $, taxes incluses); Les Pavages Chenail inc. (100 258,20 $, taxes incluses); Construction & Pavages Portneuf inc. (741 860,67 $, taxes incluses); Bau-Val CMM, Division de Bau-Val inc. (327 877,08 $, taxes incluses) et Tech-Mix, Division de Bau-Val inc. (83 702,95 $ taxes incluses), pour la fourniture sur demande d'enrobés bitumineux à chaud, d'émulsion de bitume et d'asphalte tiède - Appel d'offres public 17-15759 (9 soum.)

20.52 *Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures* - 1177231003

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau potable par chemisage dans diverses rues, dans les arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville, de L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève et de Saint-Laurent - Dépense totale de 11 155 281,92 $, taxes incluses - Appel d'offres public 333703 (2 soum.)

20.53 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers* - 1164362002

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Les Constructions Lavacon inc. pour la construction de l'agrandissement et du réaménagement de la bibliothèque de Pierrefonds, située au 13555, boulevard de Pierrefonds, dans l'arrondissement de Pierrefonds–Roxboro - Dépense totale de 20 350 614,02 $, taxes incluses - Appel d'offres public 5887 (10 soum.)

20.54 *Service de la concertation des arrondissements* - 1160587006

Reconduire l'entente de 15 ans intervenue entre la Ville de Montréal et la Société de gestion des neiges Ville-Marie inc. relativement à l'élimination de la neige provenant de cette Société, au site Angrignon, dans l'arrondissement de Lasalle, pour les hivers 2013-2014 à 2027-2028

20.55 *Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures* - 1177231012

Accorder une subvention par le biais d'un don du mobilier de la Grande Terrasse Rouge de la rue Saint-Denis, installée durant les grands travaux d'infrastructures de 2015 et 2016 par la Ville de Montréal, à l'organisme à but non lucratif Société de développement commerciale Rue Saint-Denis, sans contrepartie financière

20.56 *Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat* - 1176352001

Accorder un soutien financier non récurrent de 1 020 000 $ à L'île du savoir, soit 425 000 $ en 2017, 340 000 $ en 2018 et 255 000 $ en 2019 pour la réalisation du Festival Eurêka! / Financer la contribution de 425 000 $ en 2017 par la dépense contingente d'administration locales et ajuster la base budgétaire du Service du développement économique de 340 000 $ en 2018 et de 255 000 $ en 2019 / Approuver un projet de convention à cet effet

30 – Administration et finances

30.01 *Service du greffe* - 1173430003

Adresser une demande au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire afin que la Ville de Montréal participe à la réalisation des projets pilotes visant à favoriser et à améliorer le taux de participation des électeurs lors de la prochaine élection générale du 5 novembre 2017 et autoriser le greffier et président d'élection à signer les projets d'entente entre le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, le Directeur général des élections du Québec et la Ville de Montréal

41 – Avis de motion

41.01 *Service de la gestion et de la planification immobilière* - 1164386005

Avis de motion - Règlement sur la fermeture d'une ruelle située au nord-ouest de la rue Victoria, entre la 4e Avenue et la 5e Avenue, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, aux fins de transfert aux propriétaires riverains

41.02 *Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1176323001

Avis de motion - Règlement modifiant le Règlement de contrôle intérimaire relatif aux nouveaux usages, aux nouvelles constructions, aux agrandissements, aux opérations cadastrales et aux morcellements de lots faits par aliénation (16-080)

41.03 *Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures* - 1162551002

Avis de motion - Règlement abrogeant le Règlement sur la fermeture d'une rue et d'une ruelle situées au sud-ouest de la rue Saint-Urbain et au nord-ouest de la rue Milton (9117)

41.04 *Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles* - 1174957001

Avis de motion - Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2017) (16-065)

41.05 *Service de la culture* - 1170387003

Avis de motion - Règlement autorisant un emprunt de 30 517 000 $ pour le financement de la réalisation des projets d'acquisition et de valorisation d'équipements culturels admissibles au forum des équipements culturels

41.06 *Service de l'Espace pour la vie* - 1170348002

Avis de motion - Règlement autorisant un emprunt de 19 105 000 $ pour le financement de travaux prévus au programme de maintien des actifs du Service de l'Espace pour la vie

41.07 *Service de l'Espace pour la vie* - 1176606001

Avis de motion - Règlement autorisant un emprunt de 15 340 000 $ pour le financement de travaux prévus dans le cadre du projet du Parcours des phytotechnologies au Jardin botanique, du Service de l'Espace pour la vie

41.08 *Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports* - 1173690002

Avis de motion - Règlement autorisant un emprunt de 159 750 000 $ pour le financement des travaux de réfection routière sur le réseau artériel de la Ville de Montréal

41.09 *Service de la diversité sociale et des sports* - 1177235006

Avis de motion - Règlement autorisant un emprunt de 5 000 000 $ pour financer l'acquisition et l'installation d'équipements et d'infrastructures permettant d'améliorer les conditions de vie des personnes aînées et des personnes ayant des limitations fonctionnelles

41.10 *Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports* - 1173690001

Avis de motion - Règlement autorisant un emprunt de 33 600 000 $ pour le financement des travaux de réfection, de remplacement et de réaménagement de structures routières

41.11 *Service de la diversité sociale et des sports , Direction des sports* - 1177235001

Avis de motion - Règlement autorisant un emprunt de 7 300 000 $ pour financer le programme de soutien destiné aux arrondissements pour l'aménagement des patinoires extérieures

41.12 *Service de la diversité sociale et des sports , Direction des sports* - 1177235003

Avis de motion - Règlement autorisant un emprunt de 6 400 000 $ pour le financement de travaux de réfection et d'amélioration des équipements sportifs relevant de la compétence du conseil de la Ville de Montréal

41.13 *Service de la diversité sociale et des sports , Direction des sports* - 1177235004

Avis de motion - Règlement autorisant un emprunt de 13 400 000 $ pour financer le programme de soutien destiné aux arrondissements pour la réfection des terrains de balle

41.14 *Service de la diversité sociale et des sports , Direction des sports* - 1177235005

Avis de motion - Règlement autorisant un emprunt de 10 000 000 $ pour financer le programme de soutien destiné aux arrondissements pour la mise aux normes d'installations aquatiques

41.15 *Service de la diversité sociale et des sports , Direction des sports* - 1177235002

Avis de motion - Règlement autorisant un emprunt de 9 000 000 $ pour financer le programme de soutien destiné aux arrondissements pour la réfection et l'aménagement des plateaux sportifs extérieurs

41.16 *Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1173558005

Avis de motion - Règlement autorisant l'occupation du bâtiment érigé sur le lot 2 087 021 du cadastre du Québec à des fins d'un centre d'hébergement collectif pour des personnes ayant des besoins particuliers

42 – Adoption de règlements - Dispense de lecture

42.01 *Service de la gestion et de la planification immobilière* - 1160390004

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 23 200 000 $ afin de financer les travaux de rénovation de l'hôtel de ville

42.02 *Anjou , Direction des services administratifs des relations avec les citoyens et du greffe* - 1162072016

Adoption - Règlement modifiant le Règlement concernant le régime complémentaire de retraite des employés de la Ville d'Anjou (1636)

42.03 *Service des infrastructures voirie et transports* - 1165322002

Adoption - Règlement modifiant le Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la Ville aux conseils d'arrondissement (02-002)

Adoption - Règlement modifiant le Règlement du conseil de la Ville sur l'occupation du domaine public (R.R.V.M. c. O-0.1)

42.04 *Service des technologies de l'information , Direction Bureau de projets TI* - 1164207002

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 108 316 000 $ afin de financer l'acquisition de biens, de services techniques et de services professionnels en informatique

42.05 *Service des infrastructures_voirie et transports* - 1171009002

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 10 925 000 $ afin de financer les services professionnels relatifs à la conception et à la production de plans et devis détaillés, les travaux préalables requis visant le démantèlement de la marquise, l'éclairage et la signalisation temporaires et de la surveillance des travaux lors de la réalisation du projet de réaménagement de la rue Saint-Hubert, entre les rues de Bellechasse et Jean-Talon Est

42.06 *Service de la culture* - 1171103001

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 6 000 000 $ pour le versement d'une contribution financière à la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière pour le financement du programme de fouilles archéologiques de la phase 3 du projet d'expansion du musée

42.07 *Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports* - 1163962001

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 6 250 000 $ afin de financer l'acquisition, l'installation et le déploiement de balises (ou panneaux) de jalonnement dynamique des stationnements hors rues

42.08 *Service de la concertation des arrondissements* - 1177102003

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 4 000 000 $ afin de financer des projets d'immobilisations qui seront réalisés par les arrondissements, dans le cadre du 375^{e} anniversaire de Montréal

42.09 *Service de la concertation des arrondissements* - 1165086012

Adoption - Règlement modifiant le Règlement régissant la cuisine de rue (15-039)

Adoption - Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2017) (16-065)

Adoption - Règlement modifiant le Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la Ville aux conseils d'arrondissements (02-002)

43 – Avis de motion et adoption d'un projet de règlement et procédure nécessaire à cette fin

43.01 *LaSalle , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1172363013

Avis de motion et adoption d'un projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de l'arrondissement de LaSalle (10-018) » / Tenue de consultation publique / Délégation de pouvoir au greffier

43.02 *Verdun , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1165291022

Avis de motion et adoption d'un projet de règlement intitulé « Règlement autorisant la construction d'une école sur un emplacement situé au carrefour des rues Churchill, Clemenceau et Lloyd-George, dans le quartier Crawford Park » / Tenue d'une consultation publique

43.03 *Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme* - 1164810001

Avis de motion et adoption d'un projet de règlement intitulé « Règlement autorisant la démolition du bâtiment portant les numéros 2155 et 2175, rue Saint-Patrick ainsi que la construction et l'occupation à des fins résidentielles, commerciales et communautaires de nouveaux bâtiments sur un emplacement situé à l'angle nord-ouest des rues Saint-Patrick et Island, dans l'arrondissement Le Sud-Ouest » / Tenue d'une consultation publique

44 – Rapport de consultation publique / Adoption du règlement d'urbanisme

44.01 *Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles , Direction du développement du territoire et études techniques* - 1166425012

Adoption, sans changement, du règlement intitulé « Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) » dans le but d'arrimer des éléments du Plan à la planification locale traduite à l'intérieur du PDUES de la rue Sherbrooke, le long d'un tronçon compris entre la rue Damien-Gauthier et la 91^{e} Avenue, situé dans district de La Pointe-aux-Prairies, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles

Mention spéciale: Avis de motion et adoption du projet de règlement donnés le 7 février 2017 par le conseil d'arrondissement

Assemblée de consultation publique tenue le 8 mars 2017

44.02 *Saint-Léonard , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1133385070

Adoption, sans changement, du règlement intitulé « Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) » afin de créer un nouveau secteur de densité 23-T9 à même une partie du secteur 23-02, pour les terrains occupés par les bâtiments situés aux 8500-50, boulevard Viau et aux 4850 à 4906, boulevard Robert (lot numéro 1 002 525 du cadastre du Québec)

Mention spéciale: Avis de motion et adoption du projet de règlement donnés le 3 septembre 2013 par le conseil d'arrondissement

Assemblée de consultation publique tenue le 26 septembre 2013

46 – Toponymie et voies publiques

46.01 *Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme* - 1174521005

Nommer le parc Yvonne-Maisonneuve dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal

65 – Motion des conseillers

65.01 *Service du greffe*

Motion de l'opposition officielle pour le respect du poids démocratique de la Ville de Montréal

65.02 *Service du greffe*

Motion de l'opposition officielle pour récupérer les sommes auparavant octroyées par Développement économique Canada aux CDEC de Montréal

65.03 *Service du greffe*

Motion de la troisième opposition visant à promouvoir un aménagement sécuritaire pour les femmes et les jeunes

80 – Conseil d'agglomération - Dossiers pour orientation

20 – Affaires contractuelles

20.01 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité - 1175840003*

Approuver le projet de neuvième convention de prolongation du bail par lequel la Ville de Montréal loue de Place Versailles inc., des espaces à bureaux au 7275, rue Sherbrooke Est, pour les besoins du Service de police de la Ville de Montréal, pour un terme de douze mois, soit du 1er janvier au 31 décembre 2018 - Dépense totale de 1 256 562,28 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération :	*Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants*

20.02 *Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs - 1173997001*

Conclure une entente-cadre de gré à gré, pour une période de 36 mois, avec M.D. Charlton Co. Ltd, pour l'acquisition et la fourniture d'armes à impulsion électrique de marque Taser X2, de cartouches, de batteries, de cibles et de câbles de téléchargement pour le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), pour une somme maximale de 686 621,31 $, taxes incluses (fournisseur unique)

Compétence d'agglomération :	*Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants*

20.03 *Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - plateformes et infrastructure - 1175035002*

Accorder un contrat de gré à gré à IBM Canada Ltée pour l'acquisition mensuelle de droits d'utilisation des logiciels pour l'ordinateur central consolidé, pour une période maximale d'un an, soit du 1er mai 2017 au 30 avril 2018, pour une somme maximale de 773 034,26 $, taxes incluses (fournisseur unique)

Compétence d'agglomération :	*Acte mixte*

20.04 *Service de l'approvisionnement - 1177487001*

Conclure une entente-cadre collective avec St-Germain Égouts et Aqueducs inc. pour la fourniture sur demande de pièces de béton pour aqueduc et égout, pour une période de trente-six mois avec possibilité de prolongation de douze mois pour un maximum de deux prolongations - Appel d'offres public 16-15667 (3 soum.)

Compétence d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

20.05 *Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal - 1176688001*

Accorder un contrat de gré à gré à Québecor Média pour la mobilisation d'espace publicitaire, l'habillage d'abribus et l'utilisation du réseau numérique « Jeunes urbains », dans le cadre du projet Escales découvertes du mont Royal (lot 2B), pour une période de huit mois - Dépense totale de 206 999,01 $, taxes incluses (fournisseur exclusif)

Compétence d'agglomération : *Annexe du décret - Contributions municipales et gestion d'ententes et de programmes gouvernementaux pour la mise en valeur des biens, sites et arrondissements reconnus par la Loi sur le patrimoine culturel*

20.06 *Service de l'approvisionnement - 1177528001*

Autoriser la prolongation de l'entente-cadre conclue avec Safety-Kleen Canada inc. (CG14 0130) pour une période additionnelle de douze mois, pour la fourniture sur demande de lubrifiants, graisses et antigels utilisés dans le cadre de l'entretien des véhicules et appareils du parc motorisé de la Ville

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

20.07 *Service de l'eau , Direction de l'eau potable - 1177111001*

Accorder un contrat à Filtrum inc. pour l'ajout d'un réacteur UV à l'usine de production d'eau potable Charles-J.-Des Baillets, pour une somme maximale de 623 952,08 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10214 (6 soum.)

Compétence d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

20.08 *Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées - 1163334020*

Accorder un contrat de gré à gré à Tetra Tech QI inc. pour les services de maintenance du système CIDI, pour une durée de trois ans, pour une somme maximale de 810 573,75 $, taxes incluses / Approuver un contrat de licence et de maintenance avec Tetra Tech QI inc. et un contrat d'entiercement avec Tetra Tech QI inc. et Lavery, De Billy, s.e.n.c.r.l. à cet effet, rétroactivement au 1er janvier 2017 (fournisseur unique)

Compétence d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

20.09 *Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures - 1177577001*

Conclure une entente-cadre de services professionnels avec la firme SNC-Lavalin inc. pour une période de soixante mois, pour la gestion et la surveillance des travaux du programme complémentaire de planage et revêtement ainsi que dans le domaine des infrastructures municipales du Service des infrastructures de la voirie et des transports, pour une somme maximale de 4 254 063,50 $, taxes incluses / Appel d'offres public 16-15683 (5 soum.) / Approuver un projet de convention à cette fin

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

20.10 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers - 1175367001*

Accorder un contrat de services professionnels en gestion de projets à CIMA + s.e.n.c. pour la mise en œuvre du Plan stratégique de densification des espaces administratifs de la Ville de Montréal - Dépense totale de 4 762 892,38 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15626 (3 soum.) / Approuver un projet de convention à cette fin

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

20.11 *Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures - 1161861001*

Conclure deux ententes-cadres de services professionnels avec Macogep inc. (contrat no 1: 519 399,56 $, taxes incluses) et Consultants Legico-CHP inc. (contrat no 2 : 559 640,81 $, taxes incluses) pour des services d'estimateur en construction afin d'évaluer les coûts des projets de construction en infrastructures urbaines / Appel d'offres public 16-15732 (4 soum.) / Approuver les projets de convention à cette fin

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

20.12 *Service de l'eau , Direction de l'eau potable - 1174745001*

Accorder un contrat de services professionnels en ingénierie et en architecture à SNC-Lavalin inc. et Girard Côté Bérubé Dion Architectes inc. pour la mise à niveau de l'usine de Pierrefonds, pour une somme maximale de 2 719 254,18 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-15596 (5 soum.) / Approuver un projet de convention à cette fin

Compétence d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

20.13 *Service de l'environnement - 1160720001*

Approuver le projet d'addenda No 1 modifiant la convention intervenue entre Ville de Montréal et Biomont Énergie, société en commandite à laquelle est intervenue Société en commandite Gazmont (CG15 0335) pour la valorisation énergétique du biogaz du Complexe environnemental Saint-Michel

Compétence d'agglomération : *Élimination et la valorisation des matières résiduelles, ainsi que tout autre élément de leur gestion si elles sont dangereuses, de même que l'élaboration et l'adoption du plan de gestion de ces matières*

20.14 *Service de l'eau - 1171158001*

Approuver le projet d'addenda au protocole d'entente intervenu entre le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) et la Ville de Montréal (CG14 0576) portant sur l'optimisation du réseau d'aqueduc et prévoyant une aide financière de 18 946 676 $ dans le cadre du Programme d'infrastructures Québec-municipalités sous-volet 1.4 (PIQM 1.4)

Compétence d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

20.15 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de l'exploitation immobilière_de l'entretien et de l'énergie - 1177157001*

Résilier l'entente-cadre collective avec l'entreprise Beauregard Environnement ltée (CG16 0700) d'une durée de vingt-quatre mois, pour la fourniture, sur demande, de services de vidange de séparateurs d'huile des goulottes et bassins de captation de différents édifices municipaux

Compétence d'agglomération :	*Élimination et la valorisation des matières résiduelles, ainsi que tout autre élément de leur gestion si elles sont dangereuses, de même que l'élaboration et l'adoption du plan de gestion de ces matières*

20.16 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité - 1173778001*

Décréter l'abandon de l'expropriation de la partie résiduelle du lot 2 437 119 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie d'environ 8 996,5 mètres carrés, constituée d'une partie d'un terrain vague, située à l'intersection des rues Fairway et François-Lenoir, dans l'arrondissement de Lachine

Compétence d'agglomération :	*Élimination et la valorisation des matières résiduelles, ainsi que tout autre élément de leur gestion si elles sont dangereuses, de même que l'élaboration et l'adoption du plan de gestion de ces matières*

20.17 *Service de la diversité sociale et des sports - 1166794007*

Accorder un soutien financier totalisant 607 278 $ à différents organismes en soutien à leur offre de service en matière d'hébergement d'urgence des personnes sans-abri, pour l'année 2017, dans le cadre du budget du Service de la diversité sociale et des sports / Approuver les projets de convention à cet effet

Compétence d'agglomération :	*Logement social et l'aide destinée spécifiquement aux sans-abri*

20.18 *Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat - 1175175001*

Accorder un soutien financier non récurrent de 75 000 $ à la Jeune chambre de commerce de Montréal pour son implication dans un volet relève et entrepreneuriat en lien avec le Défi PME MTL, dans le cadre de l'entente de 175 M$ avec le Gouvernement du Québec / Approuver un projet de convention à cet effet

Compétence d'agglomération :	*Élément du développement économique qu'est tout centre local de développement*

20.19 *Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat - 1160881002*

Accorder un soutien financier de 250 000 $ à C2 Montréal afin d'appuyer la réalisation de l'événement en 2017, dans le cadre de l'Entente de 175 M$ avec le Gouvernement du Québec / Approuver un projet de convention à cet effet

Compétence d'agglomération :	*Élément du développement économique qu'est la promotion du territoire de toute municipalité liée, y compris à des fins touristiques, lorsqu'elle est effectuée hors de ce territoire*

20.20 *Service des ressources humaines , Direction rémunération globale et systèmes d'information R.H. - 1176775001*

Approuver la résiliation de la convention de services professionnels en actuariat conseil, volet des régimes de retraite des policiers de la Ville de Montréal intervenue avec la firme Normandin Beaudry, Actuaires conseil inc. (CG14 0412) / Accorder un contrat de gré à gré pour services professionnels à la firme Morneau Shepell afin d'assister la Ville dans les litiges en cours avec la Fraternité des policiers et policières de Montréal dans le cadre de la négociation de la convention collective et de la Loi 15 / Réserver la somme de 249 460 $, taxes incluses, à cette fin

Compétence d'agglomération :	*Acte mixte*

20.21 *Service de l'environnement - 1162621005*

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Englobe corp. pour le traitement par compostage de 45 000 tonnes de résidus verts (15 000 tonnes par année) avec retour de compost, pour une période de 36 mois, pour une somme maximale de 3 061 209 $, taxes incluses (2 soum.) / Accorder un contrat à 142975 Canada ltée (Mironor) pour le traitement par compostage de 105 000 tonnes de résidus organiques mélangés (35 000 tonnes par année), pour une période de 36 mois, pour une somme maximale de 9 113 436 $, taxes incluses (3 soum.) - Dépense totale de 12 174 645 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15674

Compétence d'agglomération :	*Élimination et la valorisation des matières résiduelles, ainsi que tout autre élément de leur gestion si elles sont dangereuses, de même que l'élaboration et l'adoption du plan de gestion de ces matières*

20.22 *Service de l'eau , Direction de l'eau potable - 1170884001*

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Construction Vert Dure inc. pour la réalisation des travaux d'imperméabilisation et drainage du toit du réservoir Rosemont - Dépense totale de 16 174 579,24 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10203 (9 soum.)

Compétence d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

20.23 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers - 1167217002*

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Groupe Geyser inc. pour les travaux de rénovation majeure de la caserne de pompiers no 26 (0079) située au 2151, avenue du Mont-Royal Est, dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal - Dépense totale de 11 276 800,09 $, taxes incluses - Appel d'offres public 5862 (7 soum.)

Compétence d'agglomération : *Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants*

20.24 *Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées - 1177526003*

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Générale Électrique du Canada International inc. pour la conception et la construction du poste de transformation 315 kV/25 kV à la station d'épuration Jean-R.-Marcotte (phase I), pour une somme maximale de 31 140 422,27 $, taxes incluses - Appel d'offres public 7057-AE (3 soum.)

Compétence d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

20.25 *Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures - 1177231016*

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec Cima + s.e.n.c. (6 563 232,90 $, taxes incluses), Les Services EXP inc. (6 143 522,41 $, taxes incluses) et Axor Experts-Conseils inc. (5 461 488,41 $, taxes incluses) pour des services en conception, dans le cadre des programmes de réfection et de développement des infrastructures sur le territoire de l'agglomération de Montréal - Appel d'offres public 16-15643 (7 soum.) / Approuver les projets de convention à cette fin

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

20.26 *Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures - 1175249001*

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec SNC-Lavalin inc. (contrat no 1: 5 462 146,07 $, taxes incluses), Les Services exp inc. (contrat no 2: 5 706 209,25 $, taxes incluses) et Les Consultants S.M. inc. (contrat no 3: 5 792 727,94 $, taxes incluses) pour la gestion et la surveillance des travaux dans le domaine des égouts, de l'aqueduc, de la voirie et des structures - Appel d'offres public 17-15664 (5 soum.) / Approuver les projets de convention à cette fin

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

20.27 *Service des infrastructures_voirie et transports - 1175921001*

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à CIMA+ S.E.N.C. et Provencher Roy Urbanisme inc. pour les services professionnels d'ingénierie, d'aménagement urbain et d'architecture pour la conception et la surveillance des travaux du projet de la rue Sainte-Catherine Ouest (phase 1), pour une somme maximale de 12 897 697,35 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-15853 (4 soum.) / Approuver un projet de convention à cette fin

Compétence d'agglomération : *Actes inhérents ou accessoires à une compétence d'agglomération*

20.28 *Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat - 1170191002*

Accorder un soutien financier non récurrent de 500 000 $ à l'École de créativité La Factry pour supporter le démarrage de l'école des sciences de la créativité durant les années 2017 et 2018, financé par le budget du Service du développement économique et l'entente de 175 M$ avec le Gouvernement du Québec / Augmenter la base budgétaire 2018 du Service du développement économique de 250 000 $ / Approuver un projet de convention à cet effet

Compétence d'agglomération : *Actes inhérents ou accessoires à une compétence d'agglomération*

30 – Administration et finances

30.01 *Service de l'eau, Direction de l'épuration des eaux usées - 1177526001*

Adopter une résolution modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 53 800 000 $ afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention Rockfield situé dans l'arrondissement de Lachine et son raccordement au système des intercepteurs (RCG 15-060) afin de réduire le montant d'emprunt initialement autorisé (Service de l'eau, Direction de l'épuration des eaux usées - 1177526001

Compétence d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

Mention spéciale: *En lien avec l'article 42.05*

30.02 *Service des ressources humaines , Direction santé et mieux-être - 1164346007*

Autoriser le transfert du crédit supplémentaire au montant de 2,6 M$ accordé au chapitre corporatif d'assignation temporaire vers le budget 2017 du Service des ressources humaines

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

30.03 *Service des finances , Direction de la comptabilité et des informations financières - 1170029003*

Autoriser le report du dépôt des états financiers 2016 au bureau du greffier, du 31 mars au 24 avril 2017, au plus tard

Compétence d'agglomération : *Actes inhérents ou accessoires à une compétence d'agglomération*

30.04 *Service de l'eau - 1174136001*

Entériner l'engagement de l'agglomération de Montréal, auprès du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC), à déposer un plan de gestion des débordements d'égouts décrivant les mesures compensatoires globales à réaliser pour ne pas augmenter la fréquence des débordements observés sur l'ensemble de son territoire

Compétence d'agglomération :	*Alimentation en eau et assainissement des eaux*

30.05 *Service de l'environnement - 1160549001*

Autoriser le paiement des frais de parc de 1 446 707,10 $, taxes incluses, à la Ville de Montréal-Est en vertu de son règlement no 59-2016 pour le permis de lotissement de l'opération cadastrale sur l'immeuble constitué du lot 2 402 139 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, et appartenant à la Ville de Montréal

Compétence d'agglomération :	*Élimination et la valorisation des matières résiduelles, ainsi que tout autre élément de leur gestion si elles sont dangereuses, de même que l'élaboration et l'adoption du plan de gestion de ces matières*

30.06 *Service du développement économique - 1160191009*

Demander au ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du Territoire d'autoriser la Ville à conclure une entente de délégation en matière de développement local et régional avec Concertation régionale de Montréal / Réserver l'enveloppe budgétaire requise à la conclusion de l'entente

Compétence d'agglomération :	*Actes inhérents ou accessoires à une compétence d'agglomération*

42 – Adoption de règlements - Dispense de lecture

42.01 *Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat - 1161179018*

Adoption - Règlement établissant le Programme d'aide à l'accessibilité des commerces (PAAC)

Compétence d'agglomération :	*Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise*

42.02 *Service de la gestion et de la planification immobilière - 1160390005*

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 7 500 000 $ afin de financer les travaux de rénovation de l'hôtel de ville

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

42.03 *Service des technologies de l'information , Direction Bureau de projets TI - 1164207001*

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 112 872 000 $ afin de financer l'acquisition de biens, de services techniques et de services professionnels en informatique

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

42.04 *Service de l'eau , Direction de l'eau potable - 1163276001*

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 22 000 000 $ afin de financer les travaux de construction et de renouvellement de conduites primaires d'aqueduc

Compétence d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

42.05 *Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées - 1177526001*

Adoption - Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 35 000 000 $ afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention Lavigne situé dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville et son raccordement au système des intercepteurs (RCG15-058)

Compétence d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

Mention spéciale: *En lien avec l'article 30.01*

44 – Rapport de consultation publique / Adoption du règlement d'urbanisme

44.01 *Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme - 1162622011*

Approuver le document d'accompagnement du règlement RCG 14-029-1 modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal afin d'ajouter une dérogation à la plaine inondable dans le cadre du projet d'aménagement de la Plage de l'Est (lots 1 875 955, 2 159 487 et 2 159 488) situé sur le territoire de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles

Compétence d'agglomération : *Cas où la municipalité centrale a succédé à une municipalité régionale de comté ou à une communauté urbaine, toute autre matière sur laquelle la compétence appartient à la municipalité centrale et appartenait, en vertu d'une disposition législative, à l'organisme auquel la municipalité a succédé*

44.02 *Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme - 1172622003*

Approuver le document d'accompagnement du règlement RCG 14-029-2 modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal afin d'ajouter une dérogation à la plaine inondable dans le cadre du projet d'aménagement de la Plage de Verdun (parties des lots 3 943 640, 1 619 416 et 1 619 415) situé sur le territoire de l'arrondissement de Verdun

Compétence d'agglomération : *Cas où la municipalité centrale a succédé à une municipalité régionale de comté ou à une communauté urbaine, toute autre matière sur laquelle la compétence appartient à la municipalité centrale et appartenait, en vertu d'une disposition législative, à l'organisme auquel la municipalité a succédé*

50 – Ressources humaines

50.01 *Service des communications - 1163423001*

Approuver un projet de protocole d'entente par lequel la Ville de Montréal prête les services de Mme Martine Primeau à la Société du parc Jean-Drapeau pour une durée de trois ans à compter du 1er janvier 2017, afin de continuer les travaux entamés en 2016 lors de son assignation temporaire

Compétence d'agglomération : *Annexe du décret - Parc Jean-Drapeau*

Montréal

Article 3.02

Procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil municipal
du 20 février 2017
13 h

Séance tenue le lundi 20 février 2017
Salle du conseil de l'hôtel de ville

PRÉSENCES :

M. Denis Coderre, M. Dimitrios (Jim) Beis, M. Frantz Benjamin, M. Richard Bergeron, M. Michel Bissonnet, Mme Christine Black, Mme Karine Boivin Roy, M. Éric Alan Caldwell, M. Richard Celzi, M. Harout Chitilian, Mme Catherine Clément-Talbot, M. Jean-François Cloutier, M. Russell Copeman, M. François William Croteau, M. Claude Dauphin, Mme Suzanne Décarie, Mme Mary Deros, M. Richard Deschamps, M. Pierre Desrochers, M. Benoit Dorais, M. Sterling Downey, Mme Erika Duchesne, M. Luc Ferrandez, M. Marc-André Gadoury, M. Pierre Gagnier, Mme Manon Gauthier, M. Jean-Marc Gibeau, M. Richard Guay, Mme Andrée Hénault, Mme Laurence Lavigne Lalonde, Mme Patricia Lattanzio, M. Guillaume Lavoie, Mme Elsie Lefebvre, M. François Limoges, Mme Louise Mainville, M. Normand Marinacci, Mme Justine McIntyre, M. Peter McQueen, M. Réal Ménard, M. Francesco Miele, M. Luis Miranda, M. Alex Norris, M. Sylvain Ouellet, Mme Lorraine Pagé, M. Jean-François Parenteau, M. Lionel Perez, M. Dominic Perri, Mme Valérie Plante, Mme Magda Popeanu, M. Giovanni Rapanà, Mme Chantal Rossi, M. Marvin Rotrand, Mme Chantal Rouleau, M. Richard Ryan, M. Aref Salem, Mme Anie Samson, M. Craig Sauvé, M. Jeremy Searle, M. Steve Shanahan, Mme Anne-Marie Sigouin et Mme Monique Vallée.

PRÉSENCE EN COURS DE SÉANCE :

M. Alan DeSousa.

ABSENCE AVEC MOTIF AU SENS DU *RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES ÉLUS* :

Mme Émilie Thuillier.

ABSENCES SANS MOTIF AU SENS DU *RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES ÉLUS* :

Mme Manon Barbe et Mme Marie Cinq-Mars.

AUTRES PRÉSENCES :

M. Alain Marcoux, Directeur général
Me Yves Saindon, Greffier de la Ville

Le président du conseil, M. Frantz Benjamin, déclare la séance ouverte et demande d'observer un moment de recueillement à la mémoire des 6 victimes et 5 blessés de l'attentat qui a eu lieu dans la Grande mosquée de Québec, le 29 janvier 2017. Il débute la séance en saluant tous les invités présents au balcon parmi lesquels figurent les membres de l'Association professionnelle des guides touristiques de Montréal. En effet, il informe l'assemblée que des visites guidées gratuites sur rendez-vous sont offertes durant toute l'année à l'hôtel de ville et souligne que l'année 2016 a été une année record pour ces visites guidées avec plus de 50 000 visiteurs qui ont fréquenté le hall d'honneur. Il invite donc l'assemblée à accueillir les membres de ladite association et à les saluer chaleureusement ainsi que leur président.

Le président du conseil invite aussi l'assemblée à saluer la présidente du Conseil des Montréalaises, Mme Cathy Wong, la présidente du Conseil interculturel, Mme Marie-Aline Valdius, ainsi que le président du Conseil Jeunesse de Montréal, M. François Marquette, également présents au balcon.

Le président du conseil informe l'assemblée que dans le cadre de la Journée internationale des femmes, le 8 mars prochain, une exposition intitulée « Vivre ensemble : Place aux femmes ! », sera présentée par la Ville de Montréal, du 6 au 17 mars 2017, et fera un survol de la vie des femmes marquantes de la métropole. Cette exposition permettra de remonter le temps afin de se souvenir des femmes inspirantes mais également, de faire un portrait du travail de femmes employées et élues qui ont eu un impact positif sur l'organisation au fil du temps. Elle est réalisée par le Bureau de la présidence du conseil en partenariat avec le Conseil des Montréalaises, le Service des ressources humaines et le Service des sports et de la diversité sociale ainsi que l'heureux support de Mme Manon Gauthier, membre du comité exécutif.

Le président du conseil informe l'assemblée de la nouvelle initiative du Bureau de la présidence en collaboration avec le cabinet du maire et du comité exécutif concernant le développement durable à l'hôtel de ville, soit de rendre disponibles, des deux côtés de la salle, des tasses réutilisables pour le besoin des membres lors des séances du conseil de ville et du comité exécutif. Il remercie le Service du greffe et l'équipe de l'entretien de l'hôtel de ville pour leur soutien à la concrétisation de cette initiative. Le président du conseil indique que l'équipe de l'entretien ménager se chargera de laver les tasses après chaque séance. À cet effet, afin d'assurer la récupération des tasse utilisées, il prie les membres de les déposer dans les bacs gris installés à cette fin dans les antichambres. Il souligne l'heureuse contribution de la conseillère Elsie Lefebvre à cette initiative et indique que cette dernière a fortement incité les membres à travailler pour un tel résultat et la remercie pour son support.

Il signale les événements suivants : le 8 mars 2017 « Journée internationale de la femme », le 20 mars 2017 « Journée nationale de la francophonie », le 21 mars 2017 « Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale », le 22 mars 2017 « Journée internationale de l'eau », le 22 mars 2017 « Journée des chemises roses » pour lutter contre l'intimidation dans le milieu scolaire et le 27 mars 2017 « Journée mondiale du théâtre ».

Pour terminer, le président du conseil souligne les anniversaires de naissance du mois de février des conseillères et conseillers Francesco Miele, Anne-Marie Sigouin, Benoit Dorais, Jeremy Searle et Éric Alan Caldwell.

---

2 - Période de questions des membres du conseil

Le président du conseil appelle le point « Période de questions des membres du conseil ».

Les conseillers et conseillères ci-dessous formulent des questions aux membres du conseil indiqués en regard de leur nom :

Question de	À	Objet
Mme Valérie Plante	M. Denis Coderre	Projet de loi 122 - assurance que l'adoption de ce projet de loi respectera le droit démocratique des citoyens en matière de référendum dans sa forme actuelle / Approuver les projets des promoteurs immobiliers ou respecter le droit démocratique des Montréalais
M. François Limoges	M. Denis Coderre (M. Lionel Perez)	Réfection du viaduc Van Horne – Justification d'une telle annonce en année électorale sans informer les personnes concernées de l'arrondissement de Rosemont–La Petite Patrie / Travaux non prévus au PTI
M. Marvin Rotrand	M. Denis Coderre (M. Russell Copeman)	Discussions souhaitées entre les différents paliers gouvernementaux et la Fondation des monuments irlandais pour l'acquisition d'un terrain aux fins de construire un centre culturel commémoratif qui mettra en valeur la contribution de la communauté irlandaise à la vie montréalaise / Valorisation du site Black Rock
Mme Justine McIntyre	M. Denis Coderre	Engagement à long terme de l'administration pour une meilleure protection des réfugiés en lien avec la « Déclaration désignant Montréal ville sanctuaire » - Assurance que les effets de cette déclaration se concrétiseront dès que possible à l'instar du système d'appel découlant de la *Loi sur la protection des réfugiés* qui n'est toujours pas en application depuis 2002

Question de	À	Objet
M. Jeremy Searle	M. Denis Coderre (Mme Manon Gauthier)	Souhaite obtenir le coût total des dépenses pour couvrir les frais du design, de la fabrication et de la distribution des macarons soulignant le 375e anniversaire de Montréal à tous les employés
Mme Anne-Marie Sigouin	M. Denis Coderre (Mme Manon Gauthier)	Gestes concrets que la Ville entend poser pour la protection des immeubles patrimoniaux afin d'exiger que les propriétaires négligents entretiennent ces bâtiments

---

À 13 h 33,

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. François Limoges

de prolonger la période de questions des membres du conseil afin de terminer la liste de noms inscrits au tableau, conformément à l'article 57 du *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal (06-051).*

La proposition est agréée.

Mme Anne-Marie Sigouin	(M. Russell Copeman)	Donner plus de pouvoirs à court terme aux arrondissements afin de les aider à appliquer le *Règlement sur l'entretien des immeubles*
M. Luc Ferrandez	M. Denis Coderre (M. Russell Copeman)	Détérioration de l'immeuble situé sur la rue de l'Esplanade, entre l'avenue du Mont-Royal et la rue Duluth - Mesures concrètes pour aider les arrondissements à appliquer le *Règlement sur l'entretien des immeubles* afin d'éviter la détérioration et la démolition de tels bâtiments puisque les contraventions ne sont pas des mesures assez dissuasives pour décourager les propriétaires délinquants
M. Sylvain Ouellet	M. Denis Coderre	Justification du ballon d'essai et coût du projet d'héliport au centre-ville malgré l'opposition des citoyens des arrondissements du Sud-Ouest et de Verdun
M. Éric Alan Caldwell	M. Denis Coderre	Coût de l'investissement en fonds publics nécessaire pour la construction d'un nouveau stade favorisant le retour d'une équipe de baseball à Montréal

---

À l'expiration du délai imparti pour la période de questions des membres du conseil par le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal (06-051)*, le président du conseil déclare la période de questions des conseillers close à 13 h 44.

Le leader de l'opposition officielle, M. François Limoges, soulève une question de privilège pour dénoncer la teneur des propos du conseiller Lionel Perez émis lors de son intervention relative à la reconstruction du viaduc Van Horne qui prêtent de fausses intentions aux fonctionnaires. Il précise que les fonctionnaires cités n'ont jamais pris connaissance d'un procès-verbal confirmant les dires du conseiller Perez et que la démolition du viaduc Van Horne n'a jamais été abordée lors de la rencontre du 20 décembre 2016. Le président du conseil informe le leader de l'opposition officielle qu'il n'accueillera pas cette question de privilège parce qu'il ne juge pas que l'intervention du conseiller Perez a causé du tort à son égard.

Le conseiller François William Croteau soulève également une question de privilège pour expliquer à l'assemblée que l'intervention du leader de l'opposition officielle était bien une question de privilège parce qu'il considère que le conseiller Perez a induit l'assemblée en erreur et mis en cause la réputation de fonctionnaires et puisqu'il a la preuve écrite qu'à la rencontre du 20 décembre, convoquée à la demande de l'arrondissement de Rosemont–La Petite Patrie, dont fait mention le conseiller Perez, il n'a été question que de l'aménagement de pistes cyclables sur le viaduc et non de sa reconstruction.

Le président du conseil accorde la parole au conseiller Perez qui explique que ses propos sont basés sur les notes préliminaires qui lui ont été remises par les fonctionnaires des services centraux présents à cette rencontre et confirme que le sujet de la réfection du viaduc a bel et bien été abordé le 20 décembre dernier. Il souligne que son intervention n'a jamais été de prêter de fausses intentions aux fonctionnaires et précise que l'enjeu de la réfection de cette infrastructure a été présenté d'après les notes reçues. Il demande au leader de l'opposition officielle et au conseiller Croteau de retirer les propos tenus à son égard.

Le président du conseil accorde la parole au leader de l'opposition officielle qui poursuit sur le fait que le conseiller Perez, par son intervention, maintient le fait que les fonctionnaires de l'arrondissement de Rosemont–La Petite Patrie sont des menteurs de même que ceux des services centraux. Le président du conseil demande au leader de l'opposition officielle de retirer le mot « menteur » et lui précise qu'à aucun moment le conseiller Perez n'a utilisé ce qualificatif pour les fonctionnaires. Le leader de l'opposition officielle retire le mot « menteur ». Cependant, il déplore les insinuations du conseiller Perez. Il poursuit pour préciser que son intervention ne portait pas sur la réunion du 20 décembre dernier mais plutôt sur l'annonce de la possibilité de détruire le Viaduc, sujet qui n'a jamais été abordé avec les personnes concernées de l'arrondissement de Rosemont–La Petite Patrie. Il maintient que le conseiller Perez a induit le conseil en erreur et qu'il doit des excuses aux fonctionnaires et à l'assemblée.

Le président du conseil accorde de nouveau la parole au conseiller Perez qui précise que les informations partagées sont celles qu'il a reçues des fonctionnaires des services centraux tout simplement et il trouve inacceptable que l'on mette en doute les dires des fonctionnaires des services centraux.

Le conseiller Richard Bergeron soulève à son tour une question de privilège sur les propos de la cheffe de l'opposition officielle, Mme Valérie Plante, lorsque cette dernière a fait référence à la promotion de la Stratégie centre-ville auprès de promoteurs au coût de 350 $ le billet pour y participer. Il trouve que ses propos, formulés de cette façon, sonnent malveillants. Pour mettre en contexte son rôle relatif à la Stratégie centre-ville, il explique qu'à la suite d'une vaste consultation qui a duré tout l'automne, il a été invité à rencontrer les médias, deux universités, des citoyens, les chambres de commerces, les gens d'affaires, l'Institut de développement urbain et des colloques professionnels. Il mentionne que les organisateurs ont sûrement chargé des frais d'inscriptions aux personnes invitées tandis qu'il ne faisait que promouvoir la Stratégie centre-ville, sans être impliqué dans l'organisation de ces activités qui sont, par ailleurs, d'une grande importance pour la promotion de la Stratégie centre-ville.

Le leader de l'opposition officielle prend la parole pour questionner la pertinence de l'intervention du conseiller Bergeron qu'il considère comme étant plus plus un récit de son travail qu'une question de privilège comme telle.

Le président du conseil informe l'assemblée que par-delà les différends lors des débats, il arrive que les membres se rencontrent dans la joie comme dans la peine et, à cet effet, il présente, au nom de tous les membres du conseil, ses plus sincères condoléances au maire de Montréal, M. Denis Coderre, à la suite du décès de sa belle-mère.

Le président du conseil cède la parole au maire de Montréal qui offre à son tour, au nom de tous les Montréalais, ses plus sincères condoléances aux familles des victimes de l'acte terroriste perpétré dans la Grande mosquée de Québec, le 29 janvier dernier. Il remercie tous ceux qui ont permis l'organisation à Montréal, dans un délai très court, des funérailles de trois des victimes de cette tragédie. Il réitère la transmission de ses condoléances aux membres des 6 familles et aux 17 orphelins, il exprime une pensée pour le maire de la Ville de Québec, M. Régis Labaume, qui a fait un travail colossal, dans les circonstances. Il remercie toutes les classes politiques présentes aux cérémonies de commémoration qui étaient dignes de ce nom. Il termine en soulignant que ce triste événement démontre que dans les pires circonstances de grandes choses arrivent.

Le président du conseil invite la cheffe de l'opposition officielle à prendre aussi la parole. Mme Valérie Plante, dans un premier temps, remercie le maire de lui permettre de s'exprimer en son nom et au nom de sa formation politique « Projet Montréal » sur ce triste événement survenu à la Grande mosquée de Québec, le 29 janvier dernier. Elle fait la lecture d'un texte à cet effet qui souligne que le meurtre sauvage de ces 6 Québécois doit rester dans la mémoire de tous comme le signe d'un échec collectif, soit celui d'être incapable de vivre paisiblement en société malgré nos différences culturelles ou religieuses qui devraient être un signe de richesse plutôt qu'un facteur de division.

Le président du conseil invite également la leader de la formation politique « Vrai changement » pour Montréal, Mme Justine McIntyre, à prendre la parole. Cette dernière offre, au nom de sa formation, ses plus sincères condoléances aux familles des disparus et remercie le maire, les premiers ministres du Québec et du Canada, M. Philippe Couillard et M. Justin Trudeau, pour leurs actions lors de ce triste événement. Pour terminer, le président accorde la parole au leader de la formation politique « Coalition Montréal », M. Marvin Rotrand. Ce dernier ajoute sa voix à cette solidarité exprimée envers les familles des victimes et remercie le maire de Montréal pour son leadership lors de cette tragédie.

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 3.01 et 3.02 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM17 0094

Adoption de l'ordre du jour de l'assemblée ordinaire du conseil municipal

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'adopter l'ordre du jour de l'assemblée ordinaire du conseil municipal du 20 février 2017, tel que livré aux membres du conseil, ainsi que l'avis de convocation de la présente séance.

Adopté à l'unanimité.

03.01

CM17 0095

Approbation du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil municipal tenue le 23 janvier 2017

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'approuver le procès-verbal de l'assemblée extraordinaire du conseil municipal tenue le 23 janvier 2017, conformément à l'article 333 de la *Loi sur les cités et villes* et suivant le certificat du 14 février 2017 émis par le greffier.

Adopté à l'unanimité.

03.02

---

4 – Annonces et dépôt de documents par le comité exécutif

Le président du conseil appelle le point « Annonces et dépôt de documents par le comité exécutif »

Le leader de la majorité dépose les documents suivants

04.01 Dépôt de la liste des contrats octroyés par le comité exécutif conformément à l'article 200 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal* pour la période du 1er au 31 janvier 2017.

04.02 Dépôt de la liste des subventions octroyées par le comité exécutif pour la période du 1er au 31 janvier 2017.

04.03 Dépôt de la liste des contrats octroyés par les fonctionnaires conformément à l'article 477.3 de la *Loi sur les cités et villes* pour la période du 1er au 31 janvier 2017.

CM17 0096

Dépôt de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission permanente sur l'inspecteur général à la suite de l'étude du rapport de l'inspecteur général intitulé : Rapport annuel de l'inspecteur général de la Ville de Montréal pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015

Le leader de a majorité, M. Francesco Miele, dépose la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission permanente sur l'inspecteur général à la suite de l'étude du rapport de l'inspecteur général intitulé : Rapport annuel de l'inspecteur général de la Ville de Montréal pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015, et le conseil en prend acte.

04.04 1163430024

---

5 – Dépôt des résolutions de conseils d'arrondissements

Le président du conseil appelle le point « Dépôt des résolutions de conseils d'arrondissements »

Le leader de la majorité dépose les documents suivants

05.01 Résolution CA17 26 0030 du conseil d'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie – Motion d'appui au Regroupement pour un Québec en santé.

05.02 Résolution CA17 12020 du conseil d'arrondissement d'Anjou – Motion du conseil d'arrondissement.

---

6 - Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil

Le président du conseil appelle le point « Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil »

Par M. Lionel Perez

--- Réponse écrite à la question de madame Émilie Thuillier lors du conseil municipal du 19 décembre 2016 concernant la gestion du chantier de la rue Tolhurst, entre le boulevard Gouin jusqu'à la rivière, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville.

---

7 - Dépôt

Le président du conseil appelle le point « Dépôt »

Le leader de la majorité dépose les documents suivants :

7.01 Dépôt du rapport de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération du 26 janvier 2017.

CM17 0097

Dépôt du bilan annuel faisant état des réalisations de 2015 en accessibilité universelle de la Ville de Montréal

Le leader de la majorité, M. Francesco Miele, dépose le Bilan annuel faisant état des réalisations de 2015 en accessibilité universelle de la Ville de Montréal et de ses unités d'affaires, présenté dans le document intitulé « Accessibilité universelle - Bilan des réalisations de 2015 », et le conseil en prend acte.

07.02 1161643005

CM17 0098

Dépôt du bilan annuel 2016 de la qualité de l'eau potable de 15 réseaux de distribution desservis par les usines de production d'eau potable Atwater, Charles-J.- Des Baillets, Pointe-Claire, Pierrefonds, Lachine et Dorval, en vertu du Règlement sur la qualité de l'eau potable

Le leader de la majorité, M. Francesco Miele, dépose le bilan annuel 2016 de la qualité de l'eau potable de 14 réseaux de distribution desservis par les usines de production d'eau potable Atwater, Charles-J.-Desbaillets, Pointe-Claire, Pierrefonds, Lachine et Dorval, et le conseil en prend acte.

Un débat s'engage.

07.03 1177496001

CM17 0099

Dépôt du Bilan des activités - 37e édition - du 29 juin au 9 juillet 2016 du Festival international de jazz de Montréal, en vertu de la résolution CM13 1157

Le leader de la majorité, M. Francesco Miele, dépose le Bilan des activités - 37e édition - du 29 juin au 9 juillet 2016 du Festival international de jazz de Montréal, en vertu de la résolution CM13 1157, et le conseil en prend acte.

Un débat s'engage.

07.04

CM17 0100

Bilan annuel 2016 de l'arrondissement de Saint-Laurent faisant état de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) à l'égard de son territoire

Le leader de la majorité, M. Francesco Miele, dépose le Bilan annuel 2016 de l'arrondissement de Saint-Laurent sur l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) à l'égard de son territoire, et le conseil en prend acte.

07.05 1174378002

CM17 0101

Bilan annuel 2016 de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal faisant état de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) à l'égard de son territoire

Le leader de la majorité, M. Francesco Miele, dépose le Bilan annuel 2016 de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal faisant état de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) à l'égard de son territoire, et le conseil en prend acte.

07.06 1177009001

CM17 0102

Bilan annuel 2016 de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension faisant état de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) à l'égard de son territoire

Le leader de la majorité, M. Francesco Miele, dépose le Bilan annuel 2016 de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension faisant état de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) à l'égard de son territoire, et le conseil en prend acte.

Un débat s'engage.

07.07 1161478004

CM17 0103

Bilan annuel 2016 de l'arrondissement du Sud-Ouest faisant état de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) à l'égard de son territoire

Le leader de la majorité, M. Francesco Miele, dépose le Bilan annuel 2016 de l'arrondissement du Sud-Ouest faisant état de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) à l'égard de son territoire, et le conseil en prend acte.

07.08 1177193001

CM17 0104

Bilan 2016 de l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve faisant étant de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) à l'égard de son territoire

Le leader de la majorité, M. Francesco Miele, dépose le Bilan 2016 de l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve faisant étant de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) à l'égard de son territoire, et le conseil en prend acte.

Un débat s'engage.

07.09 1165133005

CM17 0105

Bilan 2016 de l'arrondissement de L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève faisant étant de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) à l'égard de son territoire

Le leader de la majorité, M. Francesco Miele, dépose le Bilan 2016 de l'arrondissement de L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève faisant étant de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) à l'égard de son territoire, et le conseil en prend acte.

07.10 1171893002

---

11 - Dépôt de pétitions

Le président du conseil appelle le point « Dépôt de pétitions »

Aucune pétition déposée.

CM17 0106

Déclaration désignant Montréal ville sanctuaire

Attendu que Montréal affirme son engagement à assurer la protection et l'accessibilité de ses services à toute personne sans statut légal qui vit sur son territoire, indépendamment de sa condition sociale et de son appartenance ethnique ou religieuse;

Attendu que Montréal est reconnue pour ses valeurs d'ouverture, de justice, d'équité et de fraternité universelle;

Attendu que depuis sa fondation et dans des périodes sombres de l'histoire de l'humanité, Montréal a accueilli diverses vagues de réfugiés et que cet apport humain a été bénéfique dans la construction de son économie, sa société et sa culture;

Attendu le mouvement international des villes se déclarant villes sanctuaires et à l'instar des villes telles que Toronto, Vancouver, Hamilton, Los Angeles, San Francisco et New York;

Attendu que le gouvernement fédéral a réitéré l'ouverture du Canada pour accueillir des réfugiés;

Attendu que l'Administration municipale a adopté la Déclaration de Montréal contre la discrimination raciale le 21 mars 1989, la Déclaration de Montréal pour la diversité culturelle et l'inclusion le 22 mars 2004, la Charte montréalaise des droits et responsabilités le 20 juin 2005 et la Déclaration de Montréal sur le vivre ensemble en juin 2015;

Attendu que les 22 membres du caucus des maires des grandes villes de la Fédération canadienne des municipalités réitéraient, le 31 janvier 2017, leur engagement à accueillir les réfugiés et autres nouveaux arrivants dans leurs collectivités;

Attendu que le Conseil interculturel de Montréal, en date du 7 février 2017, a saisi l'Administration municipale du souhait de voir Montréal devenir ville sanctuaire;

Il est proposé par M. Denis Coderre

appuyé par M. Dimitrios (Jim) Beis
Mme Mary Deros

Et résolu :

1 - que Montréal se déclare ville sanctuaire et assure la protection et l'accessibilité aux services municipaux aux personnes sans statut légal vivant sur son territoire;

2 - que Montréal offre l'accès à ses programmes et à ses services, particulièrement en matière d'habitation, à toute personne nonobstant son statut;

3 - que Montréal, à titre de deuxième ville d'immigration au Canada, offre sa participation, son expertise et son savoir-faire à tous les paliers de gouvernement qui entreprendront des démarches pour favoriser l'inclusion sociale des personnes sans statut légal;

4 - que le conseil municipal mandate le directeur général, le Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal (BINAM), le service de la diversité sociale et le service des Finances, d'élaborer un plan d'action qui, après consultation avec les différents partenaires de la Ville, verra à définir :

   a) les opportunités d'améliorer l'accès pour une personne sans statut légal aux services de la Ville et de ses partenaires sans crainte d'être dénoncée ou déportée;

   b) les besoins en éducation et en formation du personnel de première ligne afin que les résidents sans statut légal puissent avoir accès à tous les services de la Ville de Montréal sans crainte d'être dénoncés ou déportés;

   c) un protocole de plaintes et une stratégie de communication afin d'informer les Montréalais de la portée de l'engagement de la Ville de Montréal d'être une ville sanctuaire;

5 - que le comité exécutif mandate la Commission de la sécurité publique afin d'élaborer, de concert avec le Service de police de Montréal (SPVM), une approche pour s'assurer qu'une personne sans statut légal dans une situation de vulnérabilité puisse avoir accès aux services de sécurité publique municipaux sans risque d'être dénoncée aux autorités d'immigration ou déportée, sauf si cette personne est spécifiquement visée par une ordonnance exécutoire rendue par une instance juridictionnelle, notamment en matière criminelle et de sécurité.

6 - que le conseil municipal demande au gouvernement fédéral de mettre en place un programme de régularisation pour les résidents sans papier et qu'une lettre soit transmise au gouvernement et aux partis d'opposition à cette fin;

7 - que le conseil municipal demande au gouvernement du Québec de revoir ses politiques concernant les services financés par la province pour les résidents sans papier en vue de favoriser l'accès aux soins de santé, les services d'urgence, le logement communautaire et de soutien pour les résidents sans statut légal;

8 - que le conseil municipal transmette la présente déclaration au gouvernement du Canada, au gouvernement du Québec, à la Fédération canadienne des municipalités, à l'Union des municipalités du Québec et à la Fédération québécoise des municipalités et invite les villes membres de ces différentes instances à emboîter le pas;

9 - que le conseil municipal transmette la présente déclaration à l'Observatoire international des maires sur le Vivre ensemble afin qu'il la partage avec les villes membres

---

Un débat s'engage.

15.01

CM17 0107

Déclaration d'appui au regroupement de municipalités québécoises pour une protection accrue des prises d'eau potable

Attendu que la Ville de Montréal, à titre de producteur d'eau potable, tient à protéger ses sources d'eau et ne néglige aucun effort en ce sens;

Attendu qu'en 2014, le gouvernement du Québec a édicté le *Règlement sur le prélèvement des eaux et leur protection* (RPEP);

Attendu que plus tôt, dès 2011, la municipalité de Saint-Bonaventure, suivie de dizaines de municipalités du Québec, a adopté un règlement municipal pour protéger sa source d'eau potable particulièrement à l'égard des sites de forages gaziers et pétroliers;

Attendu qu'en vertu des règles, lorsque le gouvernement du Québec intervient par voie réglementaire dans un domaine particulier, les règlements municipaux portant sur le même objet deviennent caducs;

Attendu que le gouvernement du Québec possède néanmoins le pouvoir d'autoriser, par dérogation, une municipalité à adopter un règlement qui va au-delà des exigences minimales fixées dans un règlement du gouvernement;

Attendu qu'à ce jour, 331 municipalités provenant de 75 municipalités régionales de comté et agglomérations qui regroupent 1,2 millions de citoyens ont participé à la démarche commune des municipalités en faveur d'une dérogation au RPEP et que 295 d'entre elles ont présenté une requête commune au ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changement climatique (MDDELCC) afin de leur permettre de réglementer de façon plus sévère la proximité des sources d'eau des sites de forages gaziers ou pétroliers;

Attendu que le gouvernement a demandé à ces municipalités d'adopter un règlement municipal allant en ce sens avant de décider s'il permettrait la mise en vigueur de ceux-ci et que 70 d'entre elles l'ont adopté à ce jour;

Attendu qu'il s'agit là de mesures fondamentales pour protéger les sources d'eau potable de ces centaines de milliers de citoyens;

Attendu qu'en vertu de sa situation géographique particulière, les sources d'eau potable de la Ville de Montréal ne sont pas a priori vulnérables à ce type de menaces;

Attendu que la Ville de Montréal comprend et partage ce souci des villes du Québec qui demandent au gouvernement le pouvoir de réglementer plus strictement la proximité de leur source d'eau potable de forages gaziers et pétroliers;

Il est proposé par Mme Chantal Rouleau

appuyé par M. Jean-François Parenteau

Et résolu :

1 - de signifier au ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte aux changements climatiques (MDDELCC) que la Ville de Montréal appuie les demandes soumises par le regroupement des municipalités du Québec quant à l'obtention d'une dérogation du RPEP sur leur territoire pour pouvoir adopter des règles plus strictes à l'égard de la proximité de forages gaziers ou pétroliers des sources d'eau potable;

2 - de demander au gouvernement du Québec d'autoriser sans autre délai les villes du regroupement ayant adopté un règlement prévoyant des mesures de protection des sources d'eau potable plus restrictives que les mesures prévues au RPEP quant aux forages gaziers ou pétroliers à appliquer cette réglementation;

3 - de transmettre cette résolution au regroupement des municipalités, au premier ministre du Québec, de même qu'aux ministres responsables du MDDELCC et du MAMOT.

Un débat s'engage.

15.02

À 14 h 53, le conseil procède à l'étude des points en orientation au conseil d'agglomération de l'ordre du jour.

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (20.01) à 80.01 (20.05) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM17 0108

Accorder un contrat de gré à gré à l'organisme à but non lucratif Resto Plateau, pour la distribution de nourriture aux détenus, pour une période de 24 mois, pour une somme maximale de 420 532 $, taxes non applicables

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 23 février 2017 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à l'organisme à but non lucratif Resto Plateau, pour une période de 24 mois, pour la distribution de nourriture aux détenus, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 420 532 $, taxes non applicables, conformément à l'offre de service de cet organisme en date du 17 novembre 2016;

2 - d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1162844001
80.01 (20.01)

CM17 0109

Conclure une entente d'achat contractuelle avec Kemira Water Solutions Canada inc., pour une durée de 32 mois, pour la fourniture et la livraison de chlorhydrate d'aluminium pour les usines de production d'eau potable Atwater et Charles-J.-Des Baillets - Appel d'offres public 16-15685 (1 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 23 février 2017 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - de conclure une entente d'achat contractuelle, d'une durée de trente-deux mois, pour la fourniture et la livraison de chlorhydrate d'aluminium pour les usines de production d'eau potable Atwater et Charles-J.- Des Baillets;

2 - d'accorder au seul soumissionnaire, Kemira Water Solutions Canada inc., ce dernier ayant présenté une soumission conforme, le contrat à cette fin, aux prix unitaires de sa soumission, conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-15685 et au tableau de prix reçus joint au dossier décisionnel ;

3 - d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets de la Direction de l'eau potable du Service de l'eau, et ce, au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

1166362003
80.01 (20.02)

CM17 0110

Accorder un contrat à Service d'entretien ménager Alphanet inc. pour le service d'entretien sanitaire du quartier général du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) pour une durée de 36 mois à compter du 1er avril 2017, pour une somme maximale de 750 056,68 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15555 (6 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 23 février 2017 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'accorder à Services d'entretien Alphanet inc. le contrat pour le service d'entretien sanitaire du quartier général du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) pour une période de 36 mois, à compter du 1er avril 2017, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 750 056,68 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-15555 et au tableau de prix reçus joint au dossier décisionnel;

2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1164512005
80.01 (20.03)

CM17 0111

Conclure des ententes-cadres avec Réal Huot inc. (783 359,11 $), Nouvelle Technologie (TEKNO) inc. (1 046 103,12 $) et Les Compteurs Lecomte ltée (93 934,35 $) pour l'achat de compteurs d'eau et accessoires - Appel d'offres public 16-15781 (6 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 23 février 2017 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - de conclure des ententes-cadres, pour la fourniture des compteurs d'eau potable et des raccords afin d'assurer l'approvisionnement des équipements;

2 - d'accorder aux firmes ci-après désignées, plus bas soumissionnaires conformes pour les articles et pour les sommes maximales indiqués en regard de chacune d'elles, les commandes à cette fin, pour une période de vingt quatre mois, conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-15781 et au tableau de prix reçus joint au dossier décisionnel ;

Firmes	Articles	Montant (taxes incluses)
Réal Huot inc.	1	783 359,11 $
Nouvelle Technologie (TEKNO) inc.	2, 3, 4	1 046 103,12 $
Les Compteurs Lecomte ltée	5	93 934,35 $

3 - d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements et des services centraux, et ce, au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

1177518001
80.01 (20.04)

CM17 0112

Accorder un soutien financier non récurrent de 159 899,20 $ à PME MTL Est-de-l'Île dans le cadre du partage des actifs du Centre local de développement d'Anjou / Approuver le projet d'addenda 2 à cet effet

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 23 février 2017 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'accorder un soutien financier non récurrent de 159 899,20 $ à PME MTL Est-de-l'Île, dans le cadre du partage des actifs du Centre local de développement Anjou;

2 - d'approuver un projet d'addenda 2 à l'entente de délégation intervenue entre la Ville et PME MTL Est-de-l'Île à cet effet;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1167386003
80.01 (20.05)

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (20.06) à 80.01 (20.10) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM17 0113

Accorder un soutien financier de 200 000 $, à même le budget de fonctionnement du Service du développement économique, à l'incubateur en tourisme « MTLab » pour couvrir les coûts d'aménagement de ses locaux, dans le cadre de l'enveloppe du Fonds de développement des territoires / Approuver un projet de convention à cet effet

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 23 février 2017 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'accorder un soutien financier non récurrent de 200 000 $ à l'incubateur MTLab pour couvrir les coûts d'aménagement de ses locaux, dans le cadre de l'enveloppe du Fonds de développement des territoires;

2 - d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1167511001
80.01 (20.06)

CM17 0114

Conclure une entente-cadre de gré à gré avec l'organisme à but non lucratif Centre de recherche informatique de Montréal (CRIM) afin d'obtenir de l'expertise de pointe en recherche et développement informatique, pour la période du 1er mars 2017 au 31 décembre 2017, pour une somme maximale de 899 219,48 $, taxes incluses / Approuver une projet de convention à cette fin

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 23 février 2017 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - de conclure une entente-cadre, pour la période du 1er mars 2017 au 31 décembre 2017, pour la fourniture sur demande d'une expertise de pointe en recherche et développement informatique ;

2 - d'approuver, conformément à la loi, un projet de convention de gré à gré par lequel l'organisme à but non lucratif Centre de recherche informatique de Montréal inc. (CRIM) s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 899 219,48 $, taxes incluses, conformément à son offre de services en date du 2 décembre 2016 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention ;

3 - d'imputer ces dépenses de consommation à même le budget du Service des technologies de l'information, et ce au rythme des besoins à combler.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1177438001
80.01 (20.07)

CM17 0115

Accorder un soutien financier de 220 000 $ et le soutien en biens et services à la Commission sportive Montréal inc. pour le projet des Jeux de Montréal 2017 / Approuver le projet de convention à cet effet

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 23 février 2017 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'accorder un soutien financier de 220 000 $ et un soutien en biens et services à la Commission sportive de Montréal inc. pour le projet des Jeux de Montréal 2017;

2 - d'approuver le projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1161543007
80.01 (20.08)

CM17 0116

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure une entente-cadre, d'une durée de 60 mois, avec Hewitt Equipement limitée pour la maintenance sur demande des génératrices fixes et mobiles, commutateurs de transfert automatique (ATS) et panneaux de synchronisation pour les usines, les stations de pompage et les réservoirs de la Direction de l'eau potable - Appel d'offres public 16-15374 (2 soum., 1 seul conforme)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 23 février 2017 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2 - de conclure une entente-cadre, d'une durée de 60 mois, pour la fourniture sur demande de service de maintenance des génératrices fixes et mobiles, commutateurs de transfert automatique (ATS) et panneaux de synchronisation, pour les usines, les stations de pompage et les réservoirs de la Direction de l'eau potable;

3 - d'accorder au seul soumissionnaire conforme, Hewitt Equipement Limitée, le contrat à cette fin, aux prix unitaires de sa soumission, conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-15374;

4 - d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets de la Direction de l'eau potable du Service de l'eau, et ce, au rythme des besoins à combler.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1164087002
80.01 (20.09)

CM17 0117

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec les firmes suivantes : Solmatech inc. (3 174 402,26 $), Les Services EXP inc. (3 179 173,73 $), GHD Consultants ltée (3 476 614,05 $), Englobe Corp. (3 569 398,88 $), Groupe ABS inc. (3 312 832,16 $) et SNC-Lavalin GEM Québec inc. (3 452 124,37 $), toutes ces sommes taxes incluses, pour réaliser le contrôle qualitatif des matériaux sur les différents projets de construction, de réhabilitation ou de réfection, effectués par les services corporatifs et les arrondissements / Appel d'offres public no 16-15511 (7 soum.) / Approuver les projets de convention à cette fin

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 23 février 2017 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2 - de conclure six ententes-cadres pour la fourniture sur demande de services professionnels afin de réaliser le contrôle qualitatif des matériaux sur les différents projets de construction, de réhabilitation ou de réfection, effectués par les services corporatifs et les arrondissements ;

3 - d'approuver les projets de convention de services professionnels par lesquels les firmes ci-après désignées ayant obtenu les plus hauts pointages finaux en fonction des critères de sélection préétablis, à l'exception de la firme SNC-Lavalin GEM Québec inc., seule firme ayant obtenu la note de passage pour le contrat # 6, s'engagent à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour les contrats et les sommes maximales inscrits à l'égard de chacune d'elles, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-15511 et selon les termes et conditions stipulés aux projets de conventions ;

Firme	Somme maximale	Contrat
Solmatech inc.	3 174 402,26 $	1
Les Services EXP inc.	3 179 173,73 $	2
GHD Consultants ltée	3 476 614,05 $	3
Englobe Corp.	3 569 398,88 $	4
Groupe ABS inc.	3 312 832,16 $	5
SNC-Lavalin GEM Québec inc.	3 452 124,37 $	6

4 - d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements et des services corporatifs, et ce au rythme des besoins à combler.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1163855003
80.01 (20.10)

CM17 0118

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Approuver le projet de bail par lequel la Ville loue de CDM de Montréal inc., pour une période de 9 ans à compter du 1er juillet 2017, des espaces situés aux 3e et 4e étages de l'immeuble sis au 80, rue Queen et un espace contigu au 4e étage de l'immeuble sis au 87, rue Prince, d'une superficie totale de 28 598 pieds carrés, à des fins de bureaux, pour un loyer total de 9 235 992,50 $, taxes incluses / Ajuster la base budgétaire du Service des technologies de l'information de 8 433 700 $, net des ristournes de taxes, pour les exercices de 2017 à 2026

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 23 février 2017 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2 - d'approuver le projet de bail par lequel la Ville loue, de CDM de Montréal inc., pour une période de 9 ans à compter du 1er juillet 2017, des espaces aux 3e et 4e étages de l'immeuble sis au 80, rue Queen, et un espace situé au 4e étage de l'immeuble sis au 87, rue Prince, d'une superficie d'environ 28 598 pieds carrés, à des fins de bureaux, pour un loyer total de 9 235 992,50 $, taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail ;

3 - d'autoriser un virement budgétaire de 513 110,69 $, taxes incluses, en provenance du budget des dépenses contingentes vers le budget de fonctionnement 2017 du Service des technologies de l'information, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel;

4 - d'autoriser un ajustement de la base budgétaire d'un montant annuel de 1 026 221,39 $, taxes incluses, de 2018 jusqu'en 2025 inclusivement et de 513 110,69 $ en 2026;

5 - d'autoriser la dépense de 1 836 419,27 $, taxes incluses, pour les travaux d'aménagement et les contingences payables à CDM de Montréal inc. ;

6 - d'autoriser la dépense de 1 271 508,53 $, taxes incluses, en incidences ;

7 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1164069019
80.01 (20.11)

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (30.01) à 80.01 (30.03) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM17 0119

Autoriser une appropriation de 1 437 000 $ de la réserve de voirie locale et de 1 382 400 $ de la réserve de voirie d'agglomération afin de financer en 2017 des études et autres pour des travaux de voirie au budget de fonctionnement du Service des infrastructures, de la voirie et des transports / Autoriser une appropriation de 2 333 761 $ de la réserve de voirie locale à la suite du changement de compétence des travaux d'aménagement et d'infrastructures au centre-ville

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 23 février 2017 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

- Afin de financer en 2017 des études et autres pour des travaux de voirie au budget de fonctionnement du Service des infrastructures, de la voirie et des transports (SIVT) :

  1 - d'autoriser une appropriation de 50 000 $ de la réserve de voirie d'agglomération vers le budget de fonctionnement du SIVT pour la réalisation d'un plan de communication pour la mobilité dans le cadre du projet Turcot;

  2 - d'autoriser une appropriation de 120 000 $ de la réserve de voirie d'agglomération vers le budget de fonctionnement du SIVT pour la réalisation d'études et d'analyses d'avant-projet préliminaire dans le cadre du projet de prolongement de l'avenue Souligny et du boulevard l'Assomption et le nouvel accès au port;

  3 - d'autoriser une appropriation de 400 000 $ de la réserve de voirie d'agglomération vers le budget de fonctionnement du SIVT pour la réalisation des activités d'avant projet préliminaire et d'études environnementales dans le cadre du projet Boulevard – Emprise A440;

  4 - d'autoriser une appropriation de 500 000 $ de la réserve de voirie locale vers le budget de fonctionnement du SIVT pour la réalisation des activités d'avant projet préliminaire, d'arpentage, de concertation de chantier et de communication dans le cadre du projet de la rue Peel;

  5 - d'autoriser une appropriation de 77 400 $ de la réserve de voirie d'agglomération vers le budget de fonctionnement du SIVT pour la réalisation d'activités de concertations et la production d'illustrations dans le cadre du projet réaménagement de la rue Sherbrooke Est dans le secteur de Pointes-aux-Trembles;

  6 - d'autoriser une appropriation de 250 000 $ de la réserve de voirie locale vers le budget de fonctionnement du SIVT pour la réalisation des activités d'avant projet préliminaire et d'études de faisabilité dans le cadre du projet de l'intersection du chemin de la Côte-des-Neiges et du chemin Remembrance;

  7 - d'autoriser une appropriation de 150 000 $ de la réserve de voirie locale vers le budget de fonctionnement du SIVT pour la mise à jour de l'étude de 2001 (concept, tracé, géométrie, estimation) et la réalisation de certaines activités d'avant projet préliminaire dans le cadre du projet de raccordement du boulevard Langelier;

  8 - d'autoriser une appropriation de 150 000 $ de la réserve de voirie locale vers le budget de fonctionnement du SIVT pour la réalisation des activités d'avant projet définitif dans le cadre du projet de réaménagement des quatre intersections du flanc Est du Mont-Royal;

9 - d'autoriser une appropriation de 400 000 $ de la réserve de voirie d'agglomération vers le budget de fonctionnement du SIVT pour la réalisation de marquage et de signalisation de voies cyclables;

10 - d'autoriser une appropriation de 100 000 $ de la réserve de voirie d'agglomération vers le budget de fonctionnement du SIVT pour l'étude d'implantation d'une véloroute qui reliera la piste cyclable du nouveau pont Champlain au centre-ville;

11 - d'autoriser une appropriation de 100 000 $ de la réserve de voirie d'agglomération vers le budget de fonctionnement du SIVT pour l'étude de caractérisation des infrastructures cyclables du canal Lachine;

12 - d'autoriser une appropriation de 100 000 $ de la réserve de voirie d'agglomération vers le budget de fonctionnement du SIVT pour la réalisation du plan cadre vélo annoncé le 14 septembre 2016, par l'Administration, dans le cadre de sa stratégie « Vision zéro » en matière de sécurité routière;

13 - d'autoriser une appropriation de 55 000 $ de la réserve de voirie locale vers le budget de fonctionnement du SIVT pour finaliser le développement de l'outil nécessaire aux études de drainage des chaussées et trottoirs des rues qui n'a pu migrer avec Window7;

14 - d'autoriser une appropriation de 35 000 $ de la réserve de voirie d'agglomération vers le budget de fonctionnement du SIVT pour finaliser la partie du contrat pour l'aérotriangulation qui n'a pu se compléter en 2016, contrat nécessaire pour l'avant projet préliminaire et d'études de faisabilité des pistes cyclables;

15 - d'autoriser une appropriation de 200 000 $ de la réserve de voirie locale vers le budget de fonctionnement du SIVT pour l'achat de trois stations totales robotisées nécessaire pour le déploiement d'une nouvelle approche de levés terrains afin de maximiser les levés initiaux qui précédent les projets de construction de rues intégrés;

16 - d'autoriser une appropriation de 32 000 $ de la réserve de voirie locale vers le budget de fonctionnement du SIVT pour des services professionnels dans le cadre de l'inventaire de la voirie afin d'assurer et respecter les échéances 2017;

17 - d'autoriser une appropriation de 100 000 $ de la réserve de voirie locale vers le budget de fonctionnement du SIVT pour des services professionnels en arpentage de construction assurant la livraison des levés terrains préliminaires pour la voirie deux ans avant la réalisation des travaux prévus;

- À la suite du changement de compétence des travaux d'aménagement et d'infrastructures au centre-ville :

18 - d'autoriser une appropriation de 1 735 549 $ de la réserve de voirie locale vers le budget de fonctionnement du SIVT pour la réalisation des activités d'avant projet préliminaire et autres activités dans le cadre du projet de la rue Sainte-Catherine Ouest;

19 - d'autoriser une appropriation de 17 212 $ de la réserve de voirie locale vers le budget de fonctionnement du SIVT pour la réalisation d'études techniques dans le cadre du projet pilote de la galerie multi-réseaux;

20 - d'autoriser une appropriation de 200 000 $ de la réserve de voirie locale vers le budget de fonctionnement du SIVT pour des services professionnels et de marquage relatif à des travaux du projet de recouvrement Ville-Marie;

21 - d'autoriser une appropriation de 150 000 $ de la réserve de voirie locale vers le budget de fonctionnement du SIVT pour la réalisation des activités d'avant projet préliminaire dans le cadre du projet de l'intersection du chemin de la Côte-des-Neiges et du chemin Remembrance;

22 - d'autoriser une appropriation de 50 000 $ de la réserve de voirie locale vers le budget de fonctionnement du SIVT pour une évaluation de capacité portante des travées 22 à 26 de l'autoroute Bonaventure;

23 - d'autoriser une appropriation de 25 000 $ de la réserve de voirie locale vers le budget de fonctionnement du SIVT pour auscultation des surfaces de roulement localisées dans les arrêts d'autobus et détermination des besoins et priorités d'interventions;

24 - d'autoriser une appropriation de 125 000 $ de la réserve de voirie locale vers le budget de fonctionnement du SIVT dans le cadre du projet IMAP pour du monitoring du projet, de l'expérience et de l'orientation éditoriale et un sondage de satisfaction de la clientèle;

25 - d'autoriser une appropriation de 31 000 $ de la réserve de voirie locale vers le budget de fonctionnement du SIVT pour l'évaluation des panneaux proposés pour le jalonnement dynamique (activités en support à l'orientation de la ville intelligente).

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1177326001
80.01 (30.01)

CM17 0120

Mandater la Commission sur les transports et les travaux publics afin d'effectuer un état de la situation de la problématique concernant la cohabitation entre les usagers vulnérables et les véhicules lourds en milieu urbain et de recommander des pistes de solutions afin d'améliorer la sécurité des usagers de la route dans l'optique de la « Vision Zéro » en matière de sécurité routière

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 23 février 2017 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

de mandater la Commission sur les transports et les travaux publics afin d'effectuer un état de la situation de la problématique concernant la cohabitation entre les usagers vulnérables et les véhicules lourds en milieu urbain et de recommander des pistes de solutions afin d'améliorer la sécurité des usagers de la route dans l'optique de la « Vision Zéro » en matière de sécurité routière.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1170211001
80.01 (30.02)

CM17 0121

Approuver le programme d'activités des commissions permanentes du conseil d'agglomération pour l'année 2017

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 23 février 2017 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'approuver le programme d'activités 2017 des commissions permanentes du conseil d'agglomération ci-après:

Commission sur la culture, le patrimoine et les sports

- Politique de développement culturel 2017-2022;
- Plan d'action en patrimoine;

Commission sur le développement économique et urbain et l'habitation

- Étude de l'évolution des hausses de loyers pour les commerçants, leurs conséquences sur l'économie de Montréal et les solutions pour les limiter (CM14 0948);
- Motion concernant l'implantation d'un méga centre commercial à l'angle des autoroutes 15 et 40, à Ville Mont-Royal (CM15 0372 et CM15 1290);
- Optimiser le potentiel de développement économique et d'innovation des institutions d'enseignement supérieur à Montréal;
- Plan d'action de lutte à l'insalubrité des logements 2014-2017;

Commission sur le développement social et la diversité montréalaise

- Politique sur le développement social;
- Déclaration contre l'intimidation sous toutes ses formes (CM16 0174) et Motion de l'opposition officielle sur la prévention de l'intimidation (CM16 0268);

Commission sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs

- Évaluer la possibilité de réaliser un projet-pilote de « Water Square » (CM16 0997);

Commission sur l'examen des contrats

- Contrats soumis par le comité exécutif qui répondent aux critères d'examen définis par les résolutions CM11 0202 et CG11 0082;

Commission sur les finances et l'administration

- Rapport annuel du Vérificateur général pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016;
- Programme triennal d'immobilisations 2018-2020;
- Prévisions budgétaires 2018 et budgets des sociétés paramunicipales;

Commission sur l'inspecteur général

- Étudier la pertinence et la possibilité d'une modification de la *Loi concernant l'inspecteur général de la Ville de Montréal* dans le but d'élargir son mandat afin d'inclure les processus de changement de zonage et les situations de conflit d'intérêts d'élus, d'employés et d'anciens employés de la Ville (CM16 1192);

Commission sur le schéma d'aménagement et de développement de Montréal

- La redynamisation des zones industrielles en mutation à Montréal;

Commission de la sécurité publique

- Rapport des activités du Service de sécurité incendie de Montréal;
- Bilan annuel du Service de police de la Ville de Montréal;
- Profilage social et racial;

Commission sur le transport et les travaux publics

- Identifier les enjeux et défis de l'arrivée éventuelle de la voiture autonome à Montréal (CM16 0628);
- Motion pour une « Vision Zéro » dans les opérations de déneigement (CM17 0091);
- La place du camion dans la Ville.

De plus, les commissions permanentes peuvent également, par leur initiative, faire l'étude de tout autre sujet à l'intérieur de leur mandat.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1173430002
80.01 (30.03)

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (42.01) à 80.01 (42.04) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM17 0122

Adoption - Règlement du conseil d'agglomération visant à favoriser la cohérence des interventions en ce qui concerne l'exercice des compétences relatives aux matières résiduelles

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 23 février 2017 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement du conseil d'agglomération visant à favoriser la cohérence des interventions en ce qui concerne l'exercice des compétences relatives aux matières résiduelles ».

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1166717002
80.01 (42.01)

CM17 0123

Adoption - Règlement abrogeant le Règlement sur la subvention relative à l'amélioration de la sécurité incendie des résidences privées pour aînés (RCG 15-018)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 23 février 2017 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement abrogeant le Règlement sur la subvention relative à l'amélioration de la sécurité incendie des résidences privées pour aînés (RCG 15-018) ».

Adopté à l'unanimité.

1162725002
80.01 (42.02)

CM17 0124

Adoption - Règlement du conseil d'agglomération modifiant l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 23 février 2017 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement du conseil d'agglomération modifiant l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) ».

Adopté à l'unanimité.

1162748003
80.01 (42.03)

CM17 0125

Adoption - Règlement modifiant le Règlement sur le transport par taxi (RCG 10-009)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 23 février 2017 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur le transport par taxi (RCG 10-009) ».

_____

Un débat s'engage.

_____

Adopté à la majorité des voix.

Dissidences : Tous les membres présents de l'opposition officielle

1167215001
80.01 (42.04)

_____

CM17 0126

Approuver la nomination du directeur général au Bureau du taxi de Montréal et ce, rétroactivement au 1er février 2017

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 23 février 2017 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

de nommer M. André Poisson, à titre de directeur général du Bureau du taxi de Montréal, dans la classe salariale FM10, pour une période indéterminée, rétroactivement au 1er février 2017.

_____

Un débat s'engage.

_____

Adopté à l'unanimité.

1170177001
80.01 (50.01)

_____

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.01 à 20.05 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

_____

CM17 0127

Conclure avec UAP inc., une entente-cadre d'une période de 60 mois, pour le groupe d'articles no 2, pour la fourniture d'alternateurs et de démarreurs, dans le cadre de l'entretien des véhicules et équipements du parc motorisé de la Ville - Appel d'offres public 16-13890 (4 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 8 février 2017 par sa résolution CE17 0117;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1 - de conclure une entente-cadre, d'une durée de 60 mois, pour la fourniture sur demande d'alternateurs et de démarreurs, pour le groupe d'articles no 2, dans le cadre de l'entretien des véhicules et appareils du parc motorisé de la Ville;

2 - d'accorder à UAP inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix unitaires de sa soumission, conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-13890 et au tableau de prix reçus joint au dossier décisionnel;

3 - d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements et des services corporatifs, et ce au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

20.01 1167528002

CM17 0128

Accorder trois contrats à Groupe information travail inc. et GDI Services (Québec) S.E.C. pour la fourniture de services de gestion des brigades de propreté, pour une période de dix mois - Dépense totale de 2 537 263,57 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15761 (8 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 8 février 2017 par sa résolution CE17 0116;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1 - d'accorder aux firmes ci-après désignées, plus bas soumissionnaires conformes pour chacun des articles, pour une période de dix mois, les commandes pour la fourniture de services de gestion des brigades de propreté, aux prix de leur soumission, soit pour les sommes maximales indiquées en regard de chacune d'elles, conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-15761 et au tableau de prix reçus joint au dossier décisionnel;

Firmes	Articles	Montant (taxes incluses)
Groupe information travail inc.	Gestion des brigades de propreté - secteur 1 - (Ville-Marie)	947 464 $
GDI Services (Québec) S.E.C.	Gestion des brigades de propreté - secteur 2 -(Le Plateau-Mont-Royal)	751 982,49 $
GDI Services (Québec) S.E.C.	Gestion des brigades de propreté - secteur 3 - (Le Sud-Ouest et Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce)	837 817,08 $

2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.02 1177102002

CM17 0129

Conclure avec VWR International Co., une entente-cadre collective pour le groupe d'articles 4, pour une période de 36 mois, avec possibilité de 2 prolongations de 12 mois chacune, pour la fourniture de produits chimiques et d'accessoires pour les piscines de la Ville de Montréal - Appel d'offres public 16-15246 (2 soum., 1 seul conforme)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 8 février 2017 par sa résolution CE17 0109;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- de conclure une entente-cadre, d'une durée de 36 mois assorti de 2 options de prolongation de 12 mois supplémentaires jusqu'au 19 février 2022, pour la fourniture produits chimiques et d'accessoires pour les piscines de la Ville de Montréal;

2- d'accorder au seul soumissionnaire conforme, VWR International Co., le contrat à cette fin, aux prix unitaires de sa soumission, conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-15246 et au tableau de prix reçus joint au dossier décisionnel;

3- d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements, des services corporatifs, et ce au rythme des besoins à combler.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.03 1167360004

CM17 0130

Accorder un contrat à Altec industries ltd pour l'acquisition d'un camion-nacelle avec châssis-cabine, plateforme et engin élévateur, pour une somme maximale de 640 793,62 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15630 (1 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 8 février 2017 par sa résolution CE17 0110;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1 - d'accorder au seul soumissionnaire Altec industries ltd, ce dernier ayant présenté une soumission conforme, le contrat pour l'acquisition d'un camion-nacelle avec châssis-cabine, plateforme et engin élévateur, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 640 793,62 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-15630 et au tableau des prix reçus joint au dossier décisionnel;

2 - d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.04 1164922006

CM17 0131

Approuver une prolongation de 12 mois, soit du 25 mars 2017 au 24 mars 2018, aux mêmes conditions, du contrat accordé au Groupe de sécurité Garda senc. (CM14 0273) pour la fourniture d'un service de sécurité au Biodôme de Montréal et au Planétarium Rio Tinto Alcan, pour une somme maximale de 1 011 957,36 $, taxes incluses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 8 février 2017 par sa résolution CE17 0113;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1 - d'approuver, aux mêmes conditions, la prolongation de 12 mois du contrat à Groupe de sécurité Garda senc. (CM14 0273) pour la fourniture d'un service de sécurité au Biodôme de Montréal et au Planétarium Rio Tinto Alcan, soit du 25 mars 2017 au 24 mars 2018, pour une somme maximale de 1 011 957,36 $, taxes incluses;

2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.05 1175034001

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.06 à 20.10 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM17 0132

Accorder un contrat à Quadrax et associés entrepreneurs généraux, pour les travaux de mise aux normes de l'aréna Fleury - Dépense totale de 9 282 052,50 $, taxes incluses - Appel d'offres public 5877 (7 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 8 février 2017 par sa résolution CE17 0123;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1 - d'autoriser une dépense de 9 282 052,50 $, taxes incluses, pour les travaux de mise aux normes de l'aréna Fleury, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

2 - d'accorder à Quadrax et Associés Entrepreneurs généraux, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 8 840 050 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 5877;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.06 1166676002

CM17 0133

Accorder un contrat à Eurovia Québec Construction inc. pour des travaux de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Sherbrooke et le boulevard Langelier, dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve - Dépense totale de 2 759 564,49 $, taxes incluses - Appel d'offres public 288704 (5 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 8 février 2017 par sa résolution CE17 0124;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1 - d'autoriser une dépense de 2 759 564,49 $, taxes incluses, pour des travaux de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Sherbrooke et le boulevard Langelier, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

2 - d'accorder à Eurovia Québec Construction inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 2 487 564,49 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 288704 ;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.07 1167231062

CM17 0134

Accorder un contrat à Excavation Loiselle inc. pour les travaux d'égout et de conduites d'eau dans l'axe central et les avenues transversales, dans le cadre du projet du site Outremont, dans l'arrondissement d'Outremont - Dépense totale de 9 148 009,57 $, taxes incluses - Appel d'offres public 221709 (9 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 8 février 2017 par sa résolution CE17 0120;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1 - d'autoriser une dépense de 9 148 009,57 $, taxes incluses, pour des travaux d'égout et de conduites d'eau dans l'axe central et les avenues transversales dans le cadre du projet du site Outremont, dans l'arrondissement d'Outremont, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

2 - d'accorder à Excavation Loiselle inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 8 854 823,32 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 221709;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.08 1164021004

CM17 0135

Accorder un contrat à Axe construction inc. pour la rénovation de la cour de services Dickson (bâtiment 0435), lot 1, située au 2150 rue Dickson, dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve (MHM) - Dépense totale de 8 889 602,28 $, taxes incluses - Appel d'offres public 5881 (6 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 8 février 2017 par sa résolution CE17 0122;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1 - d'autoriser une dépense de 8 889 602,28 $, taxes incluses, pour la rénovation de la cour de services Dickson, lot 1, située au 2150 rue Dickson, dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

2 - d'accorder à Axe construction inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 8 065 496,25 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 5881;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.09 1165364001

CM17 0136

Approuver le renouvellement, pour une durée de 5 ans, de l'entente cadre de partenariat entre la Ville de Montréal et la Régie des Installations olympiques visant à formaliser et promouvoir leur volonté de collaboration axée sur le partage d'une vision commune du Parc olympique et d'Espace pour la vie, sur la coopération dans tous leurs domaines d'activités et sur la réalisation concertée de projets d'amélioration du territoire / Approuver le projet d'amendement no 1 à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 8 février 2017 par sa résolution CE17 0131;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'approuver un projet d'amendement no 1 à l'entente de partenariat entre la Ville de Montréal et la Régie des Installations olympiques (RIO), d'une durée de 5 ans, visant à formaliser et promouvoir leur volonté de collaboration axée sur le partage d'une vision commune du Parc olympique et d'Espace pour la vie, sur la coopération dans tous leurs domaines d'activités et sur la réalisation concertée de projets d'amélioration du territoire.

Adopté à l'unanimité.

20.10 1160348003

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.11 à 20.15 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM17 0137

Accorder un soutien financier annuel de 100 000 $, pour une période de cinq ans, pour un total de 500 000 $ à l'Orchestre symphonique de Montréal pour favoriser l'accès à la culture et le rayonnement international de Montréal métropole culturelle / Approuver le projet de convention à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 8 février 2017 par sa résolution CE17 0130;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1 - d'accorder un soutien financier annuel de 100 000 $, pour une période additionnelle de cinq ans, soit pour les années 2017, 2018, 2019, 2020 et 2021 à l'Orchestre symphonique de Montréal, pour favoriser l'accès à la culture et le rayonnement international de Montréal, métropole culturelle;

2 - d'approuver un projet de convention entre la Ville et cet organisme établissant les modalités et les conditions de versement de ce soutien financier;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.11 1166369003

CM17 0138

Décréter l'acquisition, par voie d'expropriation ou par tout autre moyen, de deux terrains situés en bordure de l'autoroute 20 à l'intersection de la 1re Avenue dans l'arrondissement de Lachine, constitué des lots 4 594 309 et 4 594 311, du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, de même que l'acquisition de servitudes d'empiètement sur une partie des lots 4 594 310 et 4 594 312 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, possédant respectivement des superficies de 5,2 et 4,6 mètres carrés, aux fins de régulariser l'aménagement d'une bretelle d'accès

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 8 février 2017 par sa résolution CE17 0133;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1 - de décréter l'acquisition, par voie d'expropriation ou par tout autre moyen, de deux (2) terrains situés en bordure de l'autoroute 20 à l'intersection de la 1re Avenue, dans l'arrondissement de Lachine, constitué des lots 4 594 309 et 4 594 311 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, de même que l'acquisition de servitudes d'empiètement sur une partie des lots 4 594 310 et 4 594 312 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, possédant respectivement des superficies de 5,2 et 4,6 mètres carrés, aux fins de l'aménagement d'une bretelle d'accès, tel que montré sur les plans d'expropriation préparés par François Houle, arpenteur-géomètre et joints au dossier décisionnel;

2 - d'autoriser l'arpenteur-géomètre en chef de la Ville et le chef de la Division de la géomatique à signer les documents cadastraux pour et au nom de la Ville de Montréal, et ce, à titre d'expropriant;

3 - de mandater le Service des affaires juridiques pour entreprendre toutes procédures requises à cette fin;

4 - d'autoriser une dépense budgétaire de 367 920 $, taxes incluses, pour ces acquisitions;

5 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.12 1160783003

CM17 0139

Approuver le projet d'entente de collaboration entre la Ville de Montréal et le ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports pour la construction et l'entretien d'un écran antibruit situé le long de l'autoroute 15, entre le boulevard Henri-Bourassa et la rue Sauvé, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 8 février 2017 par sa résolution CE17 0127;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'approuver un projet d'entente entre la Ville de Montréal et le sous-ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports du Québec pour la construction et l'entretien d'un mur antibruit le long de l'autoroute 15, entre le boulevard Henri-Bourassa et la rue Sauvé, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville.

Adopté à l'unanimité.

20.13 1167000005

CM17 0140

Accorder un soutien financier de 100 000 $ à Les Productions Feux Sacrés inc. afin de réaliser le Rendez-Vous des Arts Métissés 2017 dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal / Approuver un projet de convention à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 8 février 2017 par sa résolution CE17 0129;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1 - d'accorder un soutien financier de 100 000 $ à Les Productions Feux Sacrés inc. afin de réaliser le Rendez-Vous des Arts Métissés 2017, dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal;

2 - d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.14 1167233008

CM17 0141

Accorder un soutien financier de 319 100 $ à Réseau réussite Montréal, pour 2017-2018, pour la réalisation du projet « Des quartiers persévérants pour la jeunesse montréalaise » à même le budget de fonctionnement du Service de la diversité sociale et des sports prévu pour la Politique de l'enfant dans le cadre du budget 2017 / Approuver un projet de convention à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 8 février 2017 par sa résolution CE17 0141;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- d'accorder un soutien financier de 319 100 $, à Réseau réussite Montréal, pour 2017-2018, pour la réalisation du projet « Des quartiers persévérants pour la jeunesse montréalaise », à même le budget 2017 du Service de la diversité sociale et des sports prévu pour la Politique de l'enfant « Naître, grandir, s'épanouir à Montréal : de l'enfance à l'adolescence »;

2- d'approuver un projet de convention entre la Ville et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.15 1167392003

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.16 à 20.20 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM17 0142

Accorder un soutien financier de 150 000 $ à Montréal arts interculturels (MAI) pour la réalisation de son programme d'accompagnement et de mentorat, dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel 2016-2017 / Approuver un projet de convention à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 8 février 2017 par sa résolution CE17 0140;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- d'accorder un soutien financier de 150 000 $ à Montréal, arts interculturels (MAI) pour la réalisation de son programme d'accompagnement et de mentorat, dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel entre la Ville et le ministère de la Culture et des Communications 2016-2017;

2- d'approuver un projet de convention entre la Ville et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.16 1163205003

CM17 0143

Accorder un soutien financier de 500 000 $ à Unité de travail pour l'implantation de logement étudiant (UTILE) pour la réalisation d'un projet de logements abordables pour étudiants sur un emplacement situé dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal / Approuver un projet de convention à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 8 février 2017 par sa résolution CE17 0144;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- d'accorder un soutien financier de 500 000 $ à Unité de travail pour l'implantation de logement étudiant (UTILE), pour la réalisation d'un projet de logements abordables pour étudiants sur un emplacement situé dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal;

2- d'approuver un projet de convention entre la Ville et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.17 1160634002

CM17 0144

Accepter le bénéfice de la lettre d'engagement de la société 9172-7743 Québec inc. et ses administrateurs / Approuver un projet d'acte par lequel la Ville accorde la mainlevée totale du droit de résolution stipulé en sa faveur à l'acte de vente à la société 9172-7743 Québec inc., de l'emplacement situé au sud de la rue Victoria et à l'ouest de la 25e Avenue, constitué du lot 4 427 861 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dans l'arrondissement de Lachine / Autoriser la remise de la lettre de garantie bancaire au montant de 313 030 $ garantissant l'obligation de compléter la construction de la bâtisse

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 8 février 2017 par sa résolution CE17 0146;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1 - d'accepter le bénéfice de la lettre d'engagement signée par la société 9172-7743 Québec inc. (la « Société ») et par ses administrateurs en date du 24 janvier 2017;

2 - d'approuver le projet d'acte par lequel la Ville de Montréal accorde la mainlevée totale du droit de résolution stipulé en sa faveur à l'acte de vente intervenu avec la Société, le 31 octobre 2012 devant Me Michael Beaudry, notaire, dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, sous le numéro 19 535 107, sous réserve de la remise d'un chèque visé au montant de 12 195,30 $, libellé au nom de la Ville de Montréal, représentant la compensation financière équivalente au montant des taxes municipales que la Société aurait normalement payées sur l'Immeuble pour la période du 1er novembre 2016 au 23 décembre 2016, étant la date de la fin des travaux du bâtiment;

3 - de remettre la lettre de garantie bancaire de 313 030 $ à la Société, sous réserve de la remise de la compensation financière mentionnée à l'article 2 de la présente recommandation;

4 - d'autoriser la directrice des transactions immobilières et de la sécurité, à signer l'acte de mainlevée du droit de résolution, conformément au projet d'acte soumis, sous réserve de la remise de la compensation financière mentionnée à l'article 2 de la présente recommandation.

Adopté à l'unanimité.

20.18 1170783002

CM17 0145

Autoriser une dépense additionnelle de 280 908,06 $, taxes incluses, dans le cadre des contrats 1, 2 et 5 accordés à Les entreprises Michele & Angelo Cardillo ltée (CE16 0777), pour la prolongation des services de déchiquetage de branches d'arbres en bordure de rue, sur demande, majorant ainsi le montant total des contrats de 280 908,06 $ à 561 816,12 $, taxes incluses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 8 février 2017 par sa résolution CE17 0145;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- d'autoriser une dépense additionnelle de 208 908,06 $, taxes incluses, dans le cadre des contrats 1, 2 et 5 accordés à Les entreprises Michele & Angelo Cardillo Ltée (CE16 0777), pour la prolongation des services de déchiquetage de branches d'arbres en bordure de rue, sur demande, majorant ainsi le montant total du contrat de 280 908,06 $ à 561 816,12 $, taxes incluses;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.19 1174631002

CM17 0146

Accepter une somme de 100 000 $ en provenance de la Banque Toronto-Dominion pour la réalisation de la programmation 2017 et 2018 de la maison de l'arbre Frédéric-Back du Jardin botanique de Montréal / Approuver le projet d'entente de commandite à cet effet / Autoriser un budget additionnel de dépenses équivalent

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 8 février 2017 par sa résolution CE17 0132;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1 - d'accepter une somme de 100 000 $ en provenance de la Banque Toronto-Dominion (TD) pour la réalisation de la programmation 2017 et 2018 de la maison de l'arbre Frédéric-Back du Jardin botanique de Montréal;

2 - d'approuver un projet d'entente de commandite entre la Ville de Montréal et la banque TD, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3 - d'autoriser un budget additionnel de dépenses de 100 000 $ couvert par la contribution de la Banque TD;

4 - d'imputer cette dépense et ce revenu conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.20 1166157009

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.21 à 20.25 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM17 0147

Approuver un projet d'acte par lequel la Ville vend à l'organisme sans but lucratif le Centre de la petite enfance l'Escargot inc. (le « CPE ») un immeuble utilisé par un service de garde de la petite enfance, situé au 8055, rue Collerette, dans l'arrondissement de Saint-Léonard, pour une somme de 265 000 $, plus les taxes applicables, le tout, selon les dispositions d'une promesse d'achat signée en 1999, entre la Ville de Saint-Léonard et le CPE

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 8 février 2017 par sa résolution CE17 0134;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1 - d'approuver un projet d'acte par lequel la Ville vend à l'organisme sans but lucratif le Centre de la petite enfance l'Escargot inc., un immeuble constitué du lot 1 333 934 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie d'environ 978,3 mètres carrés, utilisé par un service de garde de la petite enfance, situé au 8055, rue Collerette, dans l'arrondissement de Saint-Léonard, pour une somme de 265 000 $, plus les taxes applicables, représentant la valeur marchande du terrain seulement, pour un usage commercial, le tout selon les termes et conditions stipulés au projet d'acte et les dispositions de la promesse d'achat signée en 1999, entre la Ville de Saint-Léonard et le CPE;

2 - d'imputer cette recette conformément aux informations inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.21 1153778002

CM17 0148

Approuver un projet de première convention de modification du bail par lequel la Ville loue de la compagnie 9169-6260 Québec inc., un espace d'une superficie de 5 329 pieds carrés au rez-de-chaussée de l'immeuble situé au 780, avenue Brewster, à des fins de bureaux, pour un terme de 4 ans et 2 mois, soit du 1er mars 2017 au 30 avril 2021, pour un loyer total de 557 303,32 $, taxes incluses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 8 février 2017 par sa résolution CE17 0135;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- d'approuver un projet de première convention de modification du bail par lequel la Ville loue de 9169-6260 Québec inc., à des fins de bureaux, un espace d'une superficie de 5 329 pieds carrés, au rez-de-chaussée de l'immeuble situé au 780, avenue Brewster, pour une période de 4 ans et 2 mois, soit du 1er mars 2017 au 30 avril 2021, pour un loyer total de 557 303,32 $, taxes incluses, le tout selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.22 1175840001

CM17 0149

Accorder à M. Jules Gagné et à M. Pierre Provencher un délai supplémentaire de 12 mois, soit jusqu'au 4 mars 2018, à titre gratuit, pour respecter l'obligation de construire sur l'emplacement situé à l'angle nord-est des rues Rousseau et Paul-Pau, dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 8 février 2017 par sa résolution CE17 0136;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'accorder à M. Jules Gagné et à M. Pierre Provencher un délai supplémentaire de 12 mois, soit jusqu'au 4 mars 2018, à titre gratuit, pour réaliser son obligation de construire, quant à un emplacement situé à l'angle nord-est des rues Rousseau et Paul-Pau, dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, tel que stipulé à l'acte intervenu devant M^{e} Marjorie Béchard, notaire, le 4 mars 2014 et inscrit au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, sous le numéro 20 595 345.

Adopté à l'unanimité.

20.23 1174501002

CM17 0150

Accorder un soutien financier de 200 000 $ à l'organisme Nuit Blanche à Montréal inc. pour soutenir le financement des organismes partenaires de diffusion de la Nuit blanche à Montréal 2017 / Approuver un projet de protocole d'entente à cette fin

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 8 février 2017 par sa résolution CE17 0138;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- d'accorder un soutien financier de 200 000 $ à Nuit blanche à Montréal inc., pour soutenir le financement des partenaires de diffusion de « La Nuit blanche à Montréal »;

2- d'approuver un projet de protocole d'entente entre la Ville et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.24 1170018001

CM17 0151

Accorder un contrat de gré à gré à 8D Technologies inc., pour l'achat de pièces et de composantes électroniques en lien avec le Plan d'optimisation du réseau Bixi, pour une somme maximale de 154 335,54 $, taxes incluses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 15 février 2017 par sa résolution CE17 0178;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1 - d'accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à 8D Technologies inc. pour la fourniture de pièces et de composantes électroniques dans le cadre du Plan d'optimisation du réseau BIXI pour une somme maximale de 154 335,54 $, taxes incluses, conformément à l'offre de service de cette firme en date du 31 janvier 2017;

2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.25 1174368001

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.26 à 20.30 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM17 0152

Accorder un contrat de gré à gré à Hydro-Québec pour le raccordement de 250 bornes de recharge pour les véhicules électriques dans le cadre des travaux d'installation de ces bornes, pour une somme maximale de 905 316,23 $, taxes incluses (fournisseur exclusif)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 15 février 2017 par sa résolution CE17 0176;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1 - d'accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à Hydro-Québec, fournisseur exclusif, pour le raccordement électrique de 250 bornes de recharge pour véhicules électriques dans le cadre des travaux d'installation de ces bornes, pour une somme maximale de 905 316,23 $, taxes incluses ;

2 - d'autoriser la directrice de la Direction des infrastructures à signer, pour et au nom de la Ville, les lettres d'acceptation des travaux à cet effet ;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.26 1177231007

CM17 0153

Accorder un contrat de gré à gré, conformément au Décret 839-2013, à AddÉnergie Technologies inc. pour la fourniture de 250 bornes de recharge sur rue pour véhicules électriques - Dépense totale de 1 698 125 $, taxes incluses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 15 février 2017 par sa résolution CE17 0177;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1 - d'autoriser une dépense de 1 698 125 $, taxes incluses, pour la fourniture de 250 bornes de recharge pour véhicules électriques;

2 - d'accorder, conformément au Décret 839-2013, un contrat de gré à gré à AddÉnergie Technologies inc. à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 543 750 $, taxes incluses;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.27 1170414001

CM17 0154

Approuver un projet d'entente de partenariat entre la Ville et Hydro-Québec pour le déploiement de bornes de recharge pour véhicules électriques, pour une période de 4 ans, renouvelable pour une période additionnelle de 5 ans

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 15 février 2017 par sa résolution CE17 0193;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- d'approuver un projet d'entente de partenariat pour le déploiement de bornes de recharge pour véhicules électriques à intervenir entre Hydro-Québec et la Ville de Montréal, pour une période de 4 ans renouvelable automatiquement pour une période additionnelle de 5 ans;

2- d'autoriser le directeur du Service des infrastructures, de la voirie et des transports à signer ledit projet d'entente pour et au nom de la Ville.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.28 1170335001

CM17 0155

Accorder un contrat à Ali Excavation inc., pour des travaux de voirie à divers endroits, dans les arrondissements de Saint-Laurent, de Pierrefonds-Roxboro et de L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève (PCPR 2017) - Dépense totale de 4 311 062,72 $, taxes incluses - Appel d'offres public 332301 (9 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du15 février 2017 par sa résolution CE17 0182;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1 - d'autoriser une dépense de 4 311 062,72 $, taxes incluses, pour des travaux de voirie à divers endroits dans les arrondissements de Saint-Laurent, de Pierrefonds-Roxboro et de L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève (PCPR 2017), comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

2 - d'accorder à Ali Excavation inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 4 091 062,72 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 332301 ;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.29 1167231056

CM17 0156

Accorder un contrat à La Compagnie Meloche inc., pour des travaux de voirie, dans les arrondissements de Lachine et de LaSalle (PCPR 2017) - Dépense totale de 3 908 533,54 $, taxes incluses - Appel d'offres public 332302 (14 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 15 février 2017 par sa résolution CE17 0183;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1 - d'autoriser une dépense de 3 908 533,54 $, taxes incluses, pour des travaux de voirie dans les arrondissements de Lachine et de Lasalle (PCPR 2017), comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

2 - d'accorder à La Compagnie Meloche inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 3 691 533,54 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 332302 ;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.30 1167231059

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.31 à 20.35 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM17 0157

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder 2 contrats de services professionnels, pour une période de 36 mois : contrat 1 à Tetra Tech QI inc. pour la surveillance des travaux de réhabilitation de conduites d'eau potable, le support technique et le contrôle de qualité, pour une somme maximale de 2 086 251,27 $, taxes incluses; contrat 2 à Cima+ S.E.N.C. (un seul soumissionnaire conforme) pour la surveillance des travaux de réhabilitation de conduites d'égout, le support technique et le contrôle de qualité, pour la somme maximale de 1 626 692,17 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15591 (5 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 15 février 2017 par sa résolution CE17 0190;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2- d'autoriser une dépense de 3 712 943,44 $, taxes incluses, pour la fourniture sur demande de services professionnels pour le support technique, le contrôle de qualité et la surveillance des travaux de réhabilitation de conduites d'eau potable et de conduites d'égout par chemisage;

3- d'accorder 2 contrats de services professionnels par lesquels les firmes ci-après désignées ayant obtenu les plus hauts pointages finaux en fonction des critères de sélection préétablis, s'engagent à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour les sommes maximales inscrites à l'égard de chacune d'elles, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-15591;

Firme	Somme maximale taxes incluses	Délai maximal	Contrat
Tetra Tech QI inc.	2 086 251,27 $	36 mois	1 (surveillance - eau potable)
Cima+ S.E.N.C.	1 626 692,17 $	36 mois	2 (surveillance - égout)

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

_____

Un débat s'engage.

_____

Adopté à l'unanimité.

20.31 1167231054

_____

CM17 0158

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Groupe Axino inc. pour des travaux de mise aux normes du Centre Étienne-Desmarteau - Dépense totale de 15 426 659,80 $ taxes incluses - Appel d'offres public 5867 (5 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 15 février 2017 par sa résolution CE17 0185;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1 - de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2 - d'autoriser une dépense de 15 426 659,80 $, taxes incluses, pour les travaux de mise aux normes du Centre Etienne-Desmarteau, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

3 - d'accorder à Groupe Axino inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 14 977 339,62 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 5867;

4 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.32 1160765001

CM17 0159

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Pronex Excavation inc. pour des travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie, dans l'avenue Merritt, de la rue Sauvé à la rue Prieur, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville - Dépense totale de 3 574 132,35 $, taxes incluses - Appel d'offres public 292501 (17 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 15 février 2017 par sa résolution CE17 0187;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1 - de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2 - d'autoriser une dépense de 3 118 573,49 $, taxes incluses, soit 87,25 % du coût total relié au contrat, pour des travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans l'avenue Merritt, de la rue Sauvé à la rue Prieur dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

3 - d'accorder à Pronex Excavation inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 3 216 232,35 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 292501 ;

4 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.33 1167231064

CM17 0160

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à GLT + inc. pour les services professionnels en économie de la construction, pour les projets du Programme de rénovation, d'agrandissement et de construction des bibliothèques de Montréal (Programme RAC), pour une somme maximale de 1 102 610,25 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15532 (2 soum.) / Approuver un projet de convention à cette fin

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 15 février 2017 par sa résolution CE17 0191;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1 - de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2 - d'approuver un projet de convention par lequel GLT + inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis en économie de la construction, pour les projets du Programme de rénovation, d'agrandissement et de construction des bibliothèques de Montréal (Programme RAC), pour une somme maximale de 1 102 610,25 $, taxes incluses, conformément aux documents d'appel d'offres public 16-15532 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention ;

3 - d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.34 1165951001

CM17 0161

Accorder un contrat de gré à gré à l'Association des restaurateurs de cuisine de rue du Québec pour la gestion du calendrier de cuisine de rue, pour une durée de 2 ans, pour somme approximative minimale de 132 221,25 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 15 février 2017 par sa résolution CE17 0175;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1 - d'approuver, conformément aux dispositions de la loi, un projet de convention de gré à gré, d'une durée de deux ans, entre la Ville et l'Association des restaurateurs de rue du Québec pour la gestion du calendrier de cuisine de rue, pour une somme approximative minimale de 132 221,25 $, taxes incluses, selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;

2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.35 1165086010

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.36 à 20.39 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM17 0162

Approuver un projet d'accord de subvention par lequel le ministre de la Sécurité publique Canada - Centre national de prévention du crime (CNPC) accorde un soutien financier d'un montant maximal de 867 601,71 $ à la Ville de Montréal pour la mise en œuvre du projet « Renforcer la capacité des municipalités pour une prévention efficace de la criminalité », pour la période du 1er octobre 2015 au 31 décembre 2018, dans le cadre du Fonds d'action en prévention du crime (FAPC)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 15 février 2017 par sa résolution CE17 0192;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1 - d'approuver un projet de modification d'entente numéro 1 à l'accord de subvention intervenu entre Sa Majesté la Reine du Chef du Canada représentée par le ministre de Sécurité publique Canada (Centre national de prévention du crime (CNCP)) et la Ville de Montréal (CM15 1084) établissant les modalités d'implication des parties relativement au versement d'une aide financière supplémentaire de 19 930 $ à la Ville de Montréal pour réaliser la mise en œuvre du projet du Réseau municipal pour la prévention de la criminalité (Réseau) « Renforcer la capacité des municipalités pour une prévention efficace de la criminalité », avant le 31 mars 2017;

2 - d'autoriser la réception d'une aide financière totalisant la somme maximale de 19 930 $ provenant du ministère de la Sécurité publique Canada et autoriser un budget additionnel de dépenses équivalent au revenu additionnel, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel;

3 - de mandater le Service de la diversité sociale et des sports pour assurer la coordination, le suivi et la mise en œuvre des actions en lien avec ce nouvel apport financier;

Adopté à l'unanimité.

20.36 1153381001

CM17 0163

Accorder un soutien financier non récurrent de 500 000 $ au Centre social et communautaire de la Petite Patrie, pour l'année 2017, pour l'acquisition et à la mise aux normes de l'immeuble situé au 6839, rue Drolet à Montréal, conditionnellement à l'acquisition de cet immeuble, dans le cadre du budget du Service de la diversité sociale et des sports (SDSS) / Approuver un projet de convention à cet effet - Autoriser un virement budgétaire de 500 000 $ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration de compétence locale vers le budget du Service de la diversité sociale et des sports (SDSS)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 15 février 2017 par sa résolution CE17 0198;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- d'accorder un soutien financier non récurrent de 500 000 $ au Centre social et communautaire de la Petite Patrie, pour l'année 2017, en soutien à l'acquisition et à la mise aux normes de l'immeuble situé au 6839, rue Drolet, conditionnellement à l'acquisition dudit immeuble;

2- d'autoriser un virement budgétaire de 500 000 $, en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration de compétence locale vers le budget 2017 du Service de la diversité sociale et des sports (SDSS);

3- d'approuver un projet de convention entre la Ville et cet organisme, établissant les modalités et les conditions de versement de ce soutien financier;

4- d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.37 1163570007

CM17 0164

Accorder un contrat à Demix construction, une division de Groupe CRH Canada inc., pour des travaux de voirie, dans les arrondissements du Plateau-Mont-Royal et de Rosemont–La Petite-Patrie (PCPR 2017) - Dépense totale de 4 918 993,96 $, taxes incluses - Appel d'offres public 332306 (8 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 15 février 2017 par sa résolution CE17 0186;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1 - d'autoriser une dépense de 4 918 993,96 $, taxes incluses, pour des travaux de voirie dans les arrondissements du Plateau-Mont-Royal et de Rosemont–La Petite-Patrie (PCPR 2017), comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

2 - d'accorder à Demix construction, une division de Groupe CRH Canada inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 4 623 993,96 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 332306 ;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.38 1167231065

CM17 0165

Autoriser une dépense additionnelle de 1 657 365 $, taxes incluses, afin de permettre l'achat des équipements mentionnés à l'annexe B, dans le cadre du contrat à PBSC Solutions urbaines inc. (CM16 1171), majorant ainsi le montant du contrat de 2 806 296 $ à 4 463 661 $, taxes incluses / Approuver un projet d'addenda no 1 à cette fin

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 15 février 2017 par sa résolution CE17 0199;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- d'autoriser une dépense additionnelle de 1 657 365 $, taxes incluses, afin de permettre l'achat des équipements mentionnés à l'annexe B du contrat d'approvisionnement initial (CM16 1171);

2- d'approuver un projet d'addenda no 1 modifiant le contrat d'approvisionnement intervenu entre la Ville et PBSC Solutions urbaines inc. (CM16 1171), majorant ainsi le montant du contrat de 2 806 296 $ à 4 463 661 $, taxes incluses;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.39 1174368003

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 30.01 à 30.05 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM17 0166

Adopter le Plan d'action 2017 de la Politique de l'enfant intitulé « Naître, grandir et s'épanouir à Montréal : de l'enfance à l'adolescence » / Mandater le Service de la diversité sociale et des sports d'en effectuer le suivi

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 8 février 2017 par sa résolution CE17 0150;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1 - d'approuver le Plan d'action 2017 de la Politique de l'enfant « Naître, grandir et s'épanouir à Montréal : de l'enfance à l'adolescence »;

2 - de mandater le Service de la diversité sociale et des sports (SDSS) pour effectuer le suivi de la réalisation des engagements du Plan d'action 2017 tels que spécifiés au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

30.01 1177392001

CM17 0167

Adopter le projet de Politique de développement culturel 2017-2022 / Mandater la Commission sur la culture, le patrimoine et les sports de tenir une consultation publique portant sur les orientations contenues dans le projet de politique

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 8 février 2017 par sa résolution CE17 0149;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'adopter le projet de Politique de développement culturel 2017-2022 et de confier à la Commission sur la culture, le patrimoine et les sports le mandat de tenir une consultation publique portant sur les orientations contenues dans le projet de politique.

_____

Un débat s'engage.

_____

Adopté à l'unanimité.

30.02 1166307003

CM17 0168

Offrir aux conseils d'arrondissement d'assumer la responsabilité de l'offre de service de déchiquetage et de collecte, en bordure de rue, des branches provenant du domaine privé sur le territoire des arrondissements participants pour l'année 2017 dans le cadre de la lutte contre la propagation de l'agrile du frêne sur le territoire de la Ville de Montréal, conformément à l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal*

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 8 février 2017 par sa résolution CE17 0147;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'offrir aux conseils d'arrondissement, conformément à l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal*, d'assumer la responsabilité du service de déchiquetage et de collecte, en bordure de rue, des branches provenant du domaine privé sur le territoire des arrondissements participants pour l'année 2017.

Adopté à l'unanimité.

30.03 1174631001

CM17 0169

Autoriser l'adhésion de la Ville de Montréal à l'Union des municipalités du Québec (UMQ) ainsi qu'au Carrefour du capital humain pour l'année 2017 - Dépense de 431 816,46 $, taxes incluses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 8 février 2017 par sa résolution CE17 0152;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- d'autoriser l'adhésion de la Ville de Montréal à l'Union des municipalités du Québec (UMQ) ainsi qu'au Carrefour du capital humain pour l'année 2017;

2- d'autoriser le paiement de la cotisation pour l'année 2017 à l'Union des municipalités du Québec (UMQ) ainsi qu'au Carrefour du capital humain, au montant de 431 816,46 $, taxes incluses;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

30.04 1174784001

CM17 0170

Autoriser l'adhésion de la Ville de Montréal à la Fédération canadienne des municipalités (FCM) pour la période du 1er avril 2017 au 31 mars 2018 - Dépense de 240 190,06 $

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 8 février 2017 par sa résolution CE17 0153;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- d'autoriser l'adhésion de la Ville de Montréal à la Fédération canadienne des municipalités, pour la période du 1er avril 2017 au 31 mars 2018;

2- d'autoriser le paiement de la cotisation 2017-2018 à la Fédération canadienne des municipalités, au montant de 240 190,06 $;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

30.05 1174784004

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 30.06 à 30.08 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

Article 30.06

Prolonger l'application des déclarations de compétence suivantes pour une période de deux ans à compter de la date d'échéance de la période d'application initiale conformément à l'article 85.5 de la *Charte de la Ville de Montréal* quant :

- **à l'occupation du domaine public à des fins de vente, de préparation et de consommation de nourriture et de boissons sur le domaine public, à l'exception des autorisations permettant la vente d'aliments sur le domaine public à l'occasion d'événements, de fêtes ou de manifestations ou lors de promotions commerciales (CM15 0186);**

- **au déneigement sur le réseau de voirie locale (CM15 1002);**

- **à l'octroi de subventions dans le cadre des deux programmes suivants : le programme de soutien financier des interventions, effectuées par un regroupement de gens d'affaires constitué en organisme à but non lucratif, qui ont pour objectif le développement des affaires dans un secteur touché par des travaux d'infrastructure majeurs et le programme de soutien financier des démarches d'un regroupement de gens d'affaires constitué en organisme à but non lucratif visant la création d'une société de développement commercial (CM15 1247)**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 15 février 2017 par sa résolution CE17 0202;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

de prolonger l'application des déclarations de compétence suivantes, pour une période de 2 ans, à compter de la date d'échéance de la période d'application initiale, conformément à l'article 85.5 de la *Charte de la Ville de Montréal* :

1- quant à l'occupation du domaine public à des fins de vente, de préparation et de consommation de nourriture et de boissons sur le domaine public, à l'exception des autorisations permettant la vente d'aliments sur le domaine public à l'occasion d'événements, de fêtes ou de manifestations ou lors de promotions commerciales (CM15 0186). Date initiale d'échéance : 23 février 2017; Nouvelle date d'échéance : 23 février 2019;

2- à l'égard du déneigement sur le réseau de voirie locale (CM15 1002). Date initiale d'échéance : 17 août 2017; Nouvelle date d'échéance : 17 août 2019;

3- relativement à l'octroi de subventions dans le cadre des deux programmes suivants : le programme de soutien financier des interventions, effectuées par un regroupement de gens d'affaires constitué en organisme à but non lucratif, qui ont pour objectif le développement des affaires dans un secteur touché par des travaux d'infrastructure majeurs et le programme de soutien financier des démarches d'un regroupement de gens d'affaires constitué en organisme à but non lucratif visant la création d'une société de développement commercial (CM15 1247). Date initiale d'échéance : 26 octobre 2017; Nouvelle date d'échéance : 26 octobre 2019.

Un débat s'engage.

Il est proposé par Mme Justine McIntyre

appuyé par M. Steve Shanahan

de procéder à un vote distinct pour chacune des trois déclarations de compétence.

Un débat restreint s'engage sur la proposition des conseillers McIntyre et Shanahan de procéder à un vote distinct pour chacune des déclarations de compétence.

Le leader de la majorité, M. Francesco Miele, informe l'assemblée que la proposition de procéder à un vote distinct pour chacune des déclarations de compétence de la conseillère McIntyre et du conseiller Shanahan met fin au débat sur l'article 30.06.

_____

Le débat restreint se poursuit sur la proposition de procéder à un vote distinct pour chacune des déclarations de compétence des conseillers McIntyre et Shanahan.

_____

À 16 h 58, le président du conseil, M. Frantz Benjamin, suspend les travaux jusqu'à 19 h, sans statuer, à ce stade, si la proposition des conseillers McIntyre et Shanahan mettait fin au débat.

_____

Montréal

Procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil municipal
du 20 février 2017
13 h

Séance tenue le lundi 20 février 2017 – 19 h
Salle du conseil de l'hôtel de ville

PRÉSENCES :

M. Denis Coderre, M. Dimitrios (Jim) Beis, M. Frantz Benjamin, M. Richard Bergeron, M. Michel Bissonnet, Mme Christine Black, Mme Karine Boivin Roy, M. Éric Alan Caldwell, M. Richard Celzi, M. Harout Chitilian, Mme Catherine Clément-Talbot, M. Jean-François Cloutier, M. Russell Copeman, M. François William Croteau, M. Claude Dauphin, Mme Suzanne Décarie, Mme Mary Deros, M. Richard Deschamps, M. Alan DeSousa, M. Pierre Desrochers, M. Benoit Dorais, M. Sterling Downey, Mme Erika Duchesne, M. Luc Ferrandez, M. Marc-André Gadoury, M. Pierre Gagnier, Mme Manon Gauthier, M. Jean-Marc Gibeau, M. Richard Guay, Mme Andrée Hénault, Mme Laurence Lavigne Lalonde, M. Guillaume Lavoie, Mme Elsie Lefebvre, M. François Limoges, Mme Louise Mainville, M. Normand Marinacci, Mme Justine McIntyre, M. Peter McQueen, M. Réal Ménard, M. Francesco Miele, M. Luis Miranda, M. Alex Norris, M. Sylvain Ouellet, Mme Lorraine Pagé, M. Jean-François Parenteau, M. Lionel Perez, M. Dominic Perri, Mme Valérie Plante, Mme Magda Popeanu, M. Giovanni Rapanà, Mme Chantal Rossi, M. Marvin Rotrand, Mme Chantal Rouleau, M. Richard Ryan, M. Aref Salem, Mme Anie Samson, M. Craig Sauvé, M. Steve Shanahan, Mme Anne-Marie Sigouin et Mme Monique Vallée.

PRÉSENCES EN COURS DE SÉANCE :

Mme Patricia Lattanzio et M. Jeremy Searle.

ABSENCE AVEC MOTIF AU SENS DU *RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES ÉLUS*:

Mme Émilie Thuillier.

ABSENCES SANS MOTIF AU SENS DU *RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES ÉLUS* :

Mme Manon Barbe et Mme Marie Cinq-Mars.

ABSENCE AVEC MOTIF AU SENS DU *RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES ÉLUS* LORS DES VOTES ENREGISTRÉS SUR LES ARTICLES 30.06 ET 65.01 :

Mme Émilie Thuillier.

ABSENCES SANS MOTIF AU SENS DU *RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES ÉLUS* LORS DES VOTES ENREGISTRÉS SUR L'ARTICLE 30.06 :

Mme Manon Barbe, Mme Marie Cinq-Mars.

ABSENCES SANS MOTIF AU SENS DU *RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES ÉLUS* LORS DES VOTES ENREGISTRÉS SUR L'ARTICLE 65.01 :

Mme Manon Barbe, Mme Marie Cinq-Mars et M. Luc Ferrandez.

AUTRES PRÉSENCES :

M. Alain Marcoux, Directeur général
Me Yves Saindon, Greffier de la Ville

Le président du conseil, M. Frantz Benjamin, déclare la séance ouverte.

---

1 - Période de questions du public

Le président du conseil appelle le point « Période de questions du public ».

Question de	À	Objet
M. Nicolas Gagnon	M. Denis Coderre (Mme Anie Samson)	État de la situation dans le dossier d'acquisition d'un terrain pour la construction d'une salle de concert afin de desservir les élèves de l'école Joseph-François-Perreault
M. Donald Hobus	M. Denis Coderre (M. Réal Ménard)	Souhaite que la Ville condamne la pose de trappes dans les parcs nature, geste qui a entraîné la mort d'un chien et qui pourrait causer celle d'un enfant / Interdire la pose de trappes sur tout le territoire de la Ville de Montréal **Dépôt de document**
Mlle Mireille Goulet	Mme Anie Samson	Justifications de 100 heures de travail facturées par la clinique de dressage des chiens pour seulement 3 heures travaillées - rendre publique la grille des critères morphologiques permettant d'identifier les races de chiens sur le site web de la Ville de Montréal
M. Henry Desbioles	Mme Anie Samson	Interdire la vente d'animaux de compagnie par les animaleries sur tout le territoire de la Ville de Montréal
Mme Geneviève Dufresne	M. Aref Salem	Engagement d'ajouter un feu de circulation afin d'assurer la sécurité des piétons ainsi que de prolonger la piste cyclable pour encourager le transport actif dans le projet de réaménagement de l'intersection de la rue Honoré-Beaugrand et de l'avenue Souligny

Le président du conseil, M. Frantz Benjamin, rappelle aux citoyens, conformément aux règles régissant l'assemblée du conseil, que seulement trois questions sur un même sujet sont autorisées.

Mme Catalina Gutierrez Lizcano	M. Denis Coderre (M. Richard Bergeron)	Assurance que les chevaux utilisés pour les activités hippomobiles par le propriétaire de l'écurie Lucky Luke soient suivis par un vétérinaire afin d'éviter d'autres décès de chevaux / Investissements de 500 000 $ pour protéger les animaux et les chevaux à l'instar de l'industrie de la calèche **Dépôt de document**
Mme Anissa Benomar	M. Denis Coderre (Mme Anie Samson)	Déplore les modifications au *Règlement régissant la cuisine de rue* (15-039) qui favorisent un service à deux vitesses - Plafonnement du prix des permis souhaité pour l'équité et pour donner la chance à tous d'expérimenter les points de service

La conseillère Laurence Lavigne Lalonde souligne au président du conseil qu'elle vient d'être informée que la sécurité refuse d'accepter des citoyens qui veulent poser une question sur les animaux de compagnie malgré le fait que le quota de trois questions sur un même sujet ne soit pas encore atteint pour ce sujet puisqu'elle ne considère pas la question sur les trappes d'animaux en rapport avec des animaux de compagnie. Elle demande au président d'informer la sécurité que l'accès devra être accordé à ces citoyens. Le président du conseil informe la conseillère Lavigne Lalonde qu'il est en contact avec la sécurité et qu'il n'a pas reçu de directives à cet effet. De plus, il indique qu'il n'a pas encore indiqué de ne plus accepter de question sur un sujet particulier, mais qu'il a tout simplement fait un rappel à cet effet.

Mme Louise Makovsky	M. Denis Coderre (Mme Anie Samson)	Déplore la mesure utilisée par les responsables de l'enregistrement des animaux à la Ville, soit de téléphoner aux propriétaires de chiens déjà enregistrés pour confirmer la race - souhaite connaître le coût d'une telle opération / Demande que la Ville ait recours à une caravane mobile de stérilisation

Question de	À	Objet
Mme Linda Gauthier	M. Denis Coderre	Félicitations au maire de Montréal pour l'adoption de la déclaration faisant de Montréal une « ville sanctuaire » / Raisons justifiant une dérogation autorisant la rénovation de deux bâtiments dans l'arrondissement de Ville-Marie sans tenir compte de l'accessibilité universelle – Permettre au Comité consultatif en urbanisme (CCU) d'autoriser des dérogations, incluant l'accessibilité universelle pour des bâtiments patrimoniaux lorsque nécessaire
Mme Chantal Cuggia	M. Denis Coderre (Mme Valérie Plante)	Demande l'annulation des activités de rodéo pour les festivités du 375e anniversaire de Montréal parce qu'elles ne respectent pas le bien-être et la sécurité des animaux – Justification du refus de tenir une consultation publique sur la tenue d'un tel événement **Dépôt de document**
M. Francisco Moreno	Mme Monique Vallée	Félicitations aux membres du conseil pour l'adoption unanime de la déclaration faisant de Montréal une « ville sanctuaire » / Questionnement sur les dépenses de l'arrondissement de LaSalle pour des avis distribués aux citoyens / Avis de Mme Vallée sur une telle utilisation des fonds publics
M. Ronald Fitzsimmons	M. Denis Coderre	Aide souhaitée pour solutionner les problèmes qui retardent l'acquisition du terrain afin de construire une salle de concert pour les élèves de l'école Joseph-François-Perreault
M. Alexander Nizov	Mme Anie Samson	État de la situation sur la mise en place de méthodes et de séances d'éducation pour sensibiliser les propriétaires de chien – Tenir compte de la *Charte des droits de la personne* dans l'application de l'article 2 du *Règlement sur le contrôle des animaux* qui permet à des agents de visiter les logements sans aucun mandat
M. Robert Michael Edgar	M. Denis Coderre (Mme Valérie Plante)	Questionnement sur le langage parlementaire du maire de Montréal qualifiant le parti Projet Montréal de secte - Avis de la cheffe de l'opposition officielle sur le sujet

---

À 20 h 01

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par Mme Laurence Lavigne Lalonde

de prolonger la période de questions des citoyens de 30 minutes, conformément à l'article 53 du *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal (06-051)*.

La proposition est adoptée à l'unanimité.

M. Steven Harnad	M. Denis Coderre	Énumération des 10 points qui prouvent que les activités du Rodéo Nomad Fest, dans le cadre du 375e anniversaire de Montréal, ne sont pas sécuritaires pour les chevaux / Explications sur la différence entre un animal de compagnie et un animal domestique

Question de	À	Objet
Mme Hélène Leroux	M. Denis Coderre (M. Russell Copeman)	Demande l'aide de l'administration pour que le terrain adjacent à l'école Joseph-François-Perreault lui soit cédé afin de permettre la construction d'une salle de concert et ainsi donner aux élèves accès à la culture
M. Harmar Choudhry	M. Denis Coderre (Mme Anie Samson)	Cuisine de rue - consultation des propriétaires souhaitée avant d'aller de l'avant avec l'augmentation du coût des permis d'occupation du domaine public afin de respecter les engagements de l'appel de service de la Ville à cet effet – Justification de l'augmentation du coût d'opération de 5 $ à 70 $ par jour
M. Louis Langevin	M. Denis Coderre (M. Pierre Desrochers)	Autoriser le paiement du compte de taxes en plusieurs versements au lieu de dépenser plus de 16 M$ de fonds publics pour des contrats accordés pour la tenue de la Formule E – Coût de la pénalité si le paiement s'effectue en plus de 2 versements
M. Steven Laperrière	M. Denis Coderre	Remercie le maire d'avoir fait amende honorable auprès de la présidente du RAPLIQ pour l'omission de la présence d'un membre de l'organisme à la conférence de presse sur l'accessibilité universelle des commerces / Mesures concrètes pour promouvoir le programme d'accessibilité universelle des commerces – Lier ce programme avec le PRAM-commerce afin de sensibiliser les commerçants à cette cause
Mme Gaelle Cerf	M. Denis Coderre	Remercie l'administration pour les modifications qui seront apportées au *Règlement régissant la cuisine de rue* (15-039) au nom de l'Association des restaurateurs de cuisine de rue du Québec
M. Carl Saucier-Bouffard	M. Denis Coderre (Mme Anie Samson)	Retirer les activités du Rodéo Nomad Fest au calendrier des festivités du 375e anniversaire de Montréal afin d'éviter les impacts négatifs sur la ville – Tenir compte de l'opposition de la majorité des experts à la tenue d'un tel événement

---

À l'expiration du délai imparti pour la période de questions des citoyens par le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil (06-051)*, le président du conseil déclare la période de questions des citoyens close à 20 h 31.

À 20 h 31, le conseil reprend ses travaux à la réunion des articles 30.06 à 30.08.

CM17 0171 - Article 30.06 - (Suite)

Prolonger l'application des déclarations de compétence suivantes pour une période de deux ans à compter de la date d'échéance de la période d'application initiale conformément à l'article 85.5 de la *Charte de la Ville de Montréal* quant :

- **à l'occupation du domaine public à des fins de vente, de préparation et de consommation de nourriture et de boissons sur le domaine public, à l'exception des autorisations permettant la vente d'aliments sur le domaine public à l'occasion d'événements, de fêtes ou de manifestations ou lors de promotions commerciales (CM15 0186);**

- **au déneigement sur le réseau de voirie locale (CM15 1002);**

- **à l'octroi de subventions dans le cadre des deux programmes suivants : le programme de soutien financier des interventions, effectuées par un regroupement de gens d'affaires constitué en organisme à but non lucratif, qui ont pour objectif le développement des affaires dans un secteur touché par des travaux d'infrastructure majeurs et le programme de soutien financier des démarches d'un regroupement de gens d'affaires constitué en organisme à but non lucratif visant la création d'une société de développement commercial (CM15 1247)**

Le débat restreint se poursuit sur la proposition de procéder à un vote distinct pour chacune des déclarations de compétence des conseillers McIntyre et Shanahan.

La conseillère Justine McIntyre retire sa proposition de procéder à un vote distinct pour chacune des déclarations de compétence puisqu'il n'était pas de son intention de faire cesser le débat à cette étape-ci du déroulement de l'assemblée.

La proposition est agréée.

Le débat reprend sur l'article 30.06.

Le conseiller Réal Ménard soulève une question de privilège et demande au maire de l'arrondissement d'Anjou, M. Luis Miranda, de cesser de faire des remarques désobligeantes à son égard quant à l'enjeu du déneigement dans son arrondissement.

Le débat se poursuit.

Il est proposé par Mme Justine McIntyre

appuyé par M. Steve Shanahan

de procéder à un vote distinct sur chacune des déclarations de compétence visées dans chacun des points du « Résolu ».

La proposition est agréée.

Le président du conseil met aux voix le point 1 du « Résolu » demandant de prolonger la compétence de la ville centre en matière de l'occupation du domaine public à des fins de vente, de préparation et de consommation de nourriture et de boissons sur le domaine public, à l'exception des autorisations permettant la vente d'aliments sur le domaine public à l'occasion d'événements, de fêtes ou de manifestations ou lors de promotions commerciales (CM15 0186) jusqu'au 23 février 2019, et le déclare adopté à l'unanimité.

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Laurence Lavigne Lalonde

de procéder à un vote enregistré sur le point 2 du « Résolu » demandant de prolonger la compétence de la ville centre en matière du déneigement sur le réseau de voirie locale (CM15 1002) jusqu'au 17 août 2019.

Le greffier fait l'appel des membres et le conseil se partage comme suit :

VOTE

Votent en faveur:	Mesdames et messieurs Coderre, Desrochers, Samson, Chitilian, Perez, Rouleau, Gauthier, Bergeron, Copeman, Ménard, Vallée, Beis, Salem, Miele, Gibeau, Deros, Parenteau, Guay, Rossi, Boivin Roy, Décarie, Lefebvre, Gadoury, Duchesne, Rapanà, Perri, Gagnier, Black, DeSousa, Clément-Talbot, Celzi, Bissonnet, Lattanzio, Rotrand, Dauphin, Dorais, Cloutier et Pagé (38)
Votent contre:	Mesdames et messieurs Plante, Limoges, Lavigne Lalonde, Ouellet, Sigouin, Ryan, Sauvé, Popeanu, Caldwell, McQueen, Norris, Ferrandez, Mainville, Croteau, Downey, Lavoie, McIntyre, Marinacci, Shanahan, Hénault, Miranda, Deschamps et Searle (23)
Résultat:	En faveur : 38 Contre : 23

Le président du conseil déclare le point 2 du « Résolu » demandant de prolonger la compétence de la ville centre en matière du déneigement sur le réseau de voirie locale (CM15 1002) jusqu'au 17 août 2019, et le déclare adopté à la majorité des voix, laquelle représente la majorité des membres du conseil.

Le président du conseil met aux voix le point 3 du « Résolu » demandant de prolonger la compétence de la ville centre en matière d'octroi de subventions dans le cadre des deux programmes suivants : le programme de soutien financier des interventions, effectuées par un regroupement de gens d'affaires constitué en organisme à but non lucratif, qui ont pour objectif le développement des affaires dans un secteur touché par des travaux d'infrastructure majeurs et le programme de soutien financier des démarches d'un regroupement de gens d'affaires constitué en organisme à but non lucratif visant la création d'une société de développement commercial (CM15 1247) jusqu'au 26 octobre 2019, et le déclare adopté à l'unanimité.

Le président du conseil déclare l'article 30.06 adopté à la majorité des voix, et il est

RÉSOLU

en conséquence.

30.06 1173570001

CM17 0172

Approuver le programme d'activités des commissions permanentes du conseil municipal pour l'année 2017

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 15 février 2017 par sa résolution CE17 0219;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'approuver le programme d'activités 2017 des commissions permanentes du conseil municipal ci-après :

Commission sur la culture, le patrimoine et les sports

- Politique de développement culturel 2017-2022;
- Plan d'action en patrimoine;

Commission sur le développement économique et urbain et l'habitation

- Étude de l'évolution des hausses de loyers pour les commerçants, leurs conséquences sur l'économie de Montréal et les solutions pour les limiter (CM14 0948);
- Motion concernant l'implantation d'un méga centre commercial à l'angle des autoroutes 15 et 40, à Ville Mont-Royal (CM15 0372 et CM15 1290);
- Optimiser le potentiel de développement économique et d'innovation des institutions d'enseignement supérieur à Montréal;
- Plan d'action de lutte à l'insalubrité des logements 2014-2017;

Commission sur le développement social et la diversité montréalaise

- Politique sur le développement social;
- Déclaration contre l'intimidation sous toutes ses formes (CM16 0174) et Motion de l'opposition officielle sur la prévention de l'intimidation (CM16 0268);

Commission sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs

- Évaluer la possibilité de réaliser un projet-pilote de « Water Square » (CM16 0997);

Commission sur l'examen des contrats

- Contrats soumis par le comité exécutif qui répondent aux critères d'examen définis par les résolutions CM11 0202 et CG11 0082;

Commission sur les finances et l'administration

- Rapport annuel du Vérificateur général pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016;
- Programme triennal d'immobilisations 2018-2020;
- Prévisions budgétaires 2018 et budgets des sociétés paramunicipales;

Commission sur l'inspecteur général

- Étudier la pertinence et la possibilité d'une modification de la *Loi concernant l'inspecteur général de la Ville de Montréal* dans le but d'élargir son mandat afin d'inclure les processus de changement de zonage et les situations de conflit d'intérêts d'élus, d'employés et d'anciens employés de la Ville (CM16 1192);

Commission de la présidence du conseil

- Clarifier les responsabilités relatives à la sécurité des occupants de l'hôtel de ville et des visiteurs et modification de la résolution CM02 0246 à cette fin (CM14 0934);
- Rapports annuels de l'Office de consultation publique de Montréal, de l'Ombudsman et des trois conseils (Interculturel, Jeunesse et des Montréalaises);

Commission sur le transport et les travaux publics

- Identifier les enjeux et défis de l'arrivée éventuelle de la voiture autonome à Montréal (CM16 0628);
- Motion pour une « Vision Zéro » dans les opérations de déneigement (CM17 0091);
- La place du camion dans la Ville.

de plus, les commissions permanentes peuvent également, par leur initiative, faire l'étude de tout autre sujet à l'intérieur de leur mandat.

Adopté à l'unanimité.

30.07 1173430001

CM17 0173

Adopter le projet de Plan d'action en patrimoine et confier à la Commission sur la culture, le patrimoine et les sports le mandat de tenir une consultation publique portant sur les orientations contenues au projet de plan d'action

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 15 février 2017 par sa résolution CE17 0207;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- d'adopter le projet de Plan d'action en patrimoine 2017-2022;

2- de confier à la Commission sur la culture, le patrimoine et les sports le mandat de tenir une consultation publique portant sur les orientations contenues au projet de plan d'action.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

30.08 1173643001

CM17 0174

Avis de motion - Règlement autorisant un emprunt de 23 200 000 $ afin de financer les travaux de rénovation de l'hôtel de ville

AVIS DE MOTION

Avis de motion est donné par monsieur Francesco Miele de la présentation à une séance subséquente du conseil municipal du règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 23 200 000 $ afin de financer les travaux de rénovation de l'hôtel de ville », l'objet du projet de règlement étant détaillé au sommaire décisionnel.

41.01 1160390004

CM17 0175

Avis de motion - Règlement modifiant le Règlement concernant le régime complémentaire de retraite des employés de la Ville d'Anjou (1636)

AVIS DE MOTION

Avis de motion est donné par monsieur Francesco Miele de la présentation à une séance subséquente du conseil municipal du règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement concernant le régime complémentaire de retraite des employés de la Ville d'Anjou (1636) », l'objet du projet de règlement étant détaillé au sommaire décisionnel.

41.02 1162072016

CM17 0176

Avis de motion - Règlement modifiant le Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la Ville aux conseils d'arrondissement (02-002)

Avis de motion - Règlement modifiant le Règlement du conseil de la Ville sur l'occupation du domaine public (R.R.V.M. c. O-0.1)

AVIS DE MOTION

Avis de motion est donné par monsieur Francesco Miele, de la présentation à une séance subséquente du conseil municipal du règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la Ville aux conseils d'arrondissements (02-002) », l'objet du projet de règlement étant détaillé au sommaire décisionnel.

AVIS DE MOTION

Avis de motion est donné par monsieur Francesco Miele, de la présentation à une séance subséquente du conseil municipal du règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement du conseil de la Ville sur l'occupation du domaine public (R.R.V.M. c. O-0.1) », l'objet du projet de règlement étant détaillé au sommaire décisionnel.

41.03 1165322002

CM17 0177

Avis de motion - Règlement autorisant un emprunt de 108 316 000 $ afin de financer l'acquisition de biens, de services techniques et de services professionnels en informatique

AVIS DE MOTION

Avis de motion est donné par monsieur Franceso Miele de la présentation à une séance subséquente du conseil municipal du règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 108 316 000 $ afin de financer l'acquisition de biens, de services techniques et de services professionnels en informatique », l'objet du projet de règlement étant détaillé au sommaire décisionnel.

41.04 1164207002

CM17 0178

Avis de motion - Règlement autorisant un emprunt de 10 925 000 $ afin de financer les services professionnels relatifs à la conception et à la production de plans et devis détaillés, les travaux préalables requis visant le démantèlement de la marquise, l'éclairage et la signalisation temporaires et de la surveillance des travaux lors de la réalisation du projet de réaménagement de la rue Saint-Hubert, entre les rues de Bellechasse et Jean-Talon Est

AVIS DE MOTION

Avis de motion est donné par monsieur Francesco Miele de la présentation à une séance subséquente du conseil municipal du règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 10 925 000 $ afin de financer les services professionnels relatifs à la conception et à la production de plans et devis détaillés, les travaux préalables requis visant le démantèlement de la marquise, l'éclairage et la signalisation temporaires et de la surveillance des travaux lors de la réalisation du projet de réaménagement de la rue St-Hubert, entre les rues de Bellechasse et Jean-Talon Est », l'objet du projet de règlement étant détaillé au sommaire décisionnel.

41.05 1171009002

CM17 0179

Avis de motion - Règlement autorisant un emprunt de 6 000 000 $ pour le versement d'une contribution financière à la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière pour le financement du programme de fouilles archéologiques de la phase 3 du projet d'expansion du musée

AVIS DE MOTION

Avis de motion est donné par monsieur Francesco Miele de la présentation à une séance subséquente du conseil municipal du règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 6 000 000 $ pour le versement d'une contribution financière à la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière pour le financement du programme de fouilles archéologiques de la phase 3 du projet d'expansion du musée », l'objet du projet de règlement étant détaillé au sommaire décisionnel.

41.06 1171103001

CM17 0180

Avis de motion - Règlement autorisant un emprunt de 6 250 000 $ afin de financer l'acquisition, l'installation et le déploiement de balises (ou panneaux) de jalonnement dynamique des stationnements hors rues

AVIS DE MOTION

Avis de motion est donné par monsieur Francesco Miele de la présentation à une séance subséquente du conseil municipal du règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 6 250 000 $ afin de financer l'acquisition, l'installation et le déploiement de balises (ou panneaux) de jalonnement dynamique des stationnements hors rues », l'objet du projet de règlement étant détaillé au sommaire décisionnel.

41.07 1163962001

CM17 0181

Avis de motion - Règlement autorisant un emprunt de 4 000 000 $ afin de financer des projets d'immobilisations qui seront réalisés par les arrondissements, dans le cadre du 375e anniversaire de Montréal

AVIS DE MOTION

Avis de motion est donné par monsieur Francesco Miele de la présentation à une séance subséquente du conseil municipal du règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 4 000 000 $ afin de financer des projets d'immobilisations qui seront réalisés par les arrondissements dans le cadre du 375e anniversaire de Montréal », l'objet du projet de règlement étant détaillé au sommaire décisionnel.

41.08 1177102003

CM17 0182

Avis de motion - Règlement modifiant le Règlement régissant la cuisine de rue (15-039)

Avis de motion - Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2017) (16-065)

Avis de motion - Règlement modifiant le Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la Ville aux conseils d'arrondissements (02-002)

AVIS DE MOTION

Avis de motion est donné par monsieur Francesco Miele de la présentation à une séance subséquente du conseil municipal du règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement régissant la cuisine de rue (15-039) », l'objet du projet de règlement étant déraillé au sommaire décisionnel;

AVIS DE MOTION

Avis de motion est donné par monsieur Francesco Miele de la présentation à une séance subséquente du conseil municipal du règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2017) (16-065) », l'objet du projet de règlement étant détaillé au sommaire décisionnel;

AVIS DE MOTION

Avis de motion est donné par monsieur Francesco Miele de la présentation à une séance subséquente du conseil municipal du règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la Ville aux conseils d'arrondissement (02-002) », l'objet du projet de règlement étant détaillé au sommaire décisionnel.

41.09 1165086012

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 42.01 à 42.05 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM17 0183

Adoption - Règlement modifiant le Règlement 1654 adopté par l'ancienne Ville de Montréal-Nord et abrogeant le Règlement 1653 à l'égard de la partie résiduelle de la ruelle située au nord-ouest du boulevard Léger, entre l'avenue Hénault et le boulevard Sainte-Gertrude, dans l'arrondissement de Montréal-Nord aux fins de transfert aux propriétaires riverains

Attendu qu'une copie du Règlement modifiant le Règlement 1654 adopté par l'ancienne Ville de Montréal-Nord et abrogeant le Règlement 1653 à l'égard de la partie résiduelle de la ruelle située au nord-ouest du boulevard Léger, entre l'avenue Hénault et le boulevard Sainte-Gertrude, dans l'arrondissement de Montréal-Nord aux fins de transfert aux propriétaires riverains a été distribuée aux membres du conseil plus de deux jours juridiques avant la séance;

Attendu que tous les membres du conseil déclarent, conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, avoir lu le règlement et renoncer à sa lecture;

Attendu que l'objet et la portée de ce règlement sont détaillés au règlement et au sommaire décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 janvier 2017, par sa résolution CE17 0031;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement 1654 adopté par l'ancienne Ville de Montréal-Nord et abrogeant le Règlement 1653 à l'égard de la partie résiduelle de la ruelle située au nord-ouest du boulevard Léger, entre l'avenue Hénault et le boulevard Sainte-Gertrude, dans l'arrondissement de Montréal-Nord, aux fins de transfert aux propriétaires riverains ».

Adopté à l'unanimité.

42.01 1163496002

Règlement 17-017

CM17 0184

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 25 000 000 $ afin de financer les travaux d'améliorations locatives incluant des travaux afin d'accueillir la technologie RFID, de rénovation, d'aménagement et du maintien d'actifs immobiliers de 14 des 26 bibliothèques publiques en arrondissements prévues au programme RAC

Attendu qu'une copie du Règlement autorisant un emprunt de 25 000 000 $ afin de financer les travaux d'améliorations locatives incluant des travaux afin d'accueillir la technologie RFID, de rénovation, d'aménagement et du maintien d'actifs immobiliers de 14 des 26 bibliothèques publiques en arrondissements prévues au programme RAC a été distribuée aux membres du conseil plus de deux jours juridiques avant la séance;

Attendu que tous les membres du conseil déclarent, conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, avoir lu le règlement et renoncer à sa lecture;

Attendu que l'objet, la portée et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au sommaire décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 janvier 2017, par sa résolution CE17 0033;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 25 000 000 $ afin de financer les travaux d'améliorations locatives incluant des travaux afin d'accueillir la technologie RFID, de rénovation, d'aménagement et du maintien d'actifs immobiliers de 14 des 26 bibliothèques publiques en arrondissements prévues au programme RAC », sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

Adopté à l'unanimité.

42.02 1160003003

Règlement 17-018

CM17 0185

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 31 019 599 $ afin de financer les travaux d'aménagement et de réaménagement du domaine public dans un secteur désigné comme le centre-ville relevant, avant le 7 décembre 2016, de la compétence du conseil d'agglomération et dont l'objet est visé par le Règlement autorisant un emprunt de 31 700 000 $ afin de financer les travaux d'aménagement d'une place publique aux abords du métro Champ-de-Mars (RCG 15-066)

Attendu qu'une copie du Règlement autorisant un emprunt de 31 019 599 $ afin de financer les travaux d'aménagement et de réaménagement du domaine public dans un secteur désigné comme le centre-ville relevant, avant le 7 décembre 2016, de la compétence du conseil d'agglomération et dont l'objet est visé par le Règlement autorisant un emprunt de 31 700 000 $ afin de financer les travaux d'aménagement d'une place publique aux abords du métro Champ-de-Mars (RCG 15-066) a été distribuée aux membres du conseil plus de deux jours juridiques avant la séance;

Attendu que tous les membres du conseil déclarent, conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, avoir lu le règlement et renoncer à sa lecture;

Attendu que l'objet, la portée et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au sommaire décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 18 janvier 2017, par sa résolution CE17 0069;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'adopter « Règlement autorisant un emprunt de 31 019 599 $ afin de financer les travaux d'aménagement et de réaménagement du domaine public dans un secteur désigné comme le centre-ville relevant, avant le 7 décembre 2016, de la compétence du conseil d'agglomération et dont l'objet est visé par le Règlement autorisant un emprunt de 31 700 000 $ afin de financer les travaux d'aménagement d'une place publique aux abords du métro Champ-de-Mars (RCG 15-066) », sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

Un débat s'engage.

Adopté à la majorité des voix.

Dissidences : Tous les membres présents de l'opposition officielle

42.03 1165929009

Règlement 17-019

CM17 0186

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 13 951 506 $ pour le financement de l'aménagement et du réaménagement du domaine public dans un secteur désigné comme le centre-ville relevant, avant le 7 décembre 2016, de la compétence du conseil d'agglomération et dont l'objet est visé par le Règlement autorisant un emprunt de 21 000 000 $ pour le financement des travaux d'infrastructures, d'aménagement et de réaménagement du domaine public aux abords du Centre Hospitalier de l'Université de Montréal, et la mise en place et les activités du Bureau de projet, qui aura le mandat de gérer la réalisation de ces travaux (RCG 08-005)

Attendu qu'une copie du Règlement autorisant un emprunt de 13 951 506 $ pour le financement de l'aménagement et du réaménagement du domaine public dans un secteur désigné comme le centre-ville relevant, avant le 7 décembre 2016, de la compétence du conseil d'agglomération et dont l'objet est visé par le Règlement autorisant un emprunt de 21 000 000 $ pour le financement des travaux d'infrastructures, d'aménagement et de réaménagement du domaine public aux abords du Centre Hospitalier de l'Université de Montréal, et la mise en place et les activités du Bureau de projet, qui aura le mandat de gérer la réalisation de ces travaux (RCG 08-005) a été distribuée aux membres du conseil plus de deux jours juridiques avant la séance;

Attendu que tous les membres du conseil déclarent, conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, avoir lu le règlement et renoncer à sa lecture;

Attendu que l'objet, la portée et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au sommaire décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 18 janvier 2017, par sa résolution CE17 0071;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 13 951 506 $ pour le financement de l'aménagement et du réaménagement du domaine public dans un secteur désigné comme le centre-ville relevant, avant le 7 décembre 2016, de la compétence du conseil d'agglomération et dont l'objet est visé par le Règlement autorisant un emprunt de 21 000 000 $ pour le financement des travaux d'infrastructures, d'aménagement et de réaménagement du domaine public aux abords du Centre Hospitalier de l'Université de Montréal, et la mise en place et les activités du Bureau de projet, qui aura le mandat de gérer la réalisation de ces travaux (RCG 08-005) », sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

42.04 1165929014

Règlement 17-020

CM17 0187

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 25 961 339 $ afin de financer les travaux d'aménagement et de réaménagement du domaine public dans un secteur désigné comme le centre-ville relevant, avant le 7 décembre 2016, de la compétence du conseil d'agglomération et dont l'objet est visé par le Règlement autorisant un emprunt de 28 000 000 $ afin de financer les travaux de réaménagement du Square Viger (RCG 15-079)

Attendu qu'une copie du Règlement autorisant un emprunt de 25 961 339 $ afin de financer les travaux d'aménagement et de réaménagement du domaine public dans un secteur désigné comme le centre-ville relevant, avant le 7 décembre 2016, de la compétence du conseil d'agglomération et dont l'objet est visé par le Règlement autorisant un emprunt de 28 000 000 $ afin de financer les travaux de réaménagement du Square Viger (RCG 15-079) a été distribuée aux membres du conseil plus de deux jours juridiques avant la séance;

Attendu que tous les membres du conseil déclarent, conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, avoir lu le règlement et renoncer à sa lecture;

Attendu que l'objet, la portée et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au sommaire décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 18 janvier 2017, par sa résolution CE17 0070;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 25 961 339 $ afin de financer les travaux d'aménagement et de réaménagement du domaine public dans un secteur désigné comme le centre-ville relevant, avant le 7 décembre 2016, de la compétence du conseil d'agglomération et dont l'objet est visé par le Règlement autorisant un emprunt de 28 000 000 $ afin de financer les travaux de réaménagement du Square Viger (RCG 15-079) », sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

Un débat s'engage.

Adopté à la majorité des voix.

Dissidences : Tous les membres présents de l'opposition officielle

42.05 1165929010

Règlement 17-021

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 42.06 à 42.10 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM17 0188

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 12 883 998 $ afin de financer les travaux d'aménagement et de réaménagement du domaine public dans un secteur désigné comme le centre-ville relevant, avant le 7 décembre 2016, de la compétence du conseil d'agglomération et dont l'objet est visé par le Règlement autorisant un emprunt de 13 750 000 $ pour le financement de travaux d'aménagement du domaine public PPU Quartier Latin (RCG 16-002)

Attendu qu'une copie du Règlement autorisant un emprunt de 12 883 998 $ afin de financer les travaux d'aménagement et de réaménagement du domaine public dans un secteur désigné comme le centre-ville relevant, avant le 7 décembre 2016, de la compétence du conseil d'agglomération et dont l'objet est visé par le Règlement autorisant un emprunt de 13 750 000 $ pour le financement de travaux d'aménagement du domaine public PPU Quartier Latin (RCG 16-002) a été distribuée aux membres du conseil plus de deux jours juridiques avant la séance;

Attendu que tous les membres du conseil déclarent, conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, avoir lu le règlement et renoncer à sa lecture;

Attendu que l'objet, la portée et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au sommaire décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 18 janvier 2017, par sa résolution CE17 0068;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 12 883 998 $ afin de financer les travaux d'aménagement et de réaménagement du domaine public dans un secteur désigné comme le centre-ville relevant, avant le 7 décembre 2016, de la compétence du conseil d'agglomération et dont l'objet est visé par le Règlement autorisant un emprunt de 13 750 000 $ pour le financement de travaux d'aménagement du domaine public PPU Quartier Latin (RCG 16-002), sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

Adopté à l'unanimité.

42.06 1165929007

Règlement 17-022

CM17 0189

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 20 210 370 $ pour le financement de l'aménagement et du réaménagement du domaine public dans un secteur désigné comme le centre-ville relevant, avant le 7 décembre 2016, de la compétence du conseil d'agglomération et dont l'objet est visé par le Règlement autorisant un emprunt de 30 000 000 $ afin de financer les travaux d'aménagement et de réaménagement du domaine public, incluant les travaux d'infrastructures, ainsi que l'acquisition d'immeubles, d'équipement et de mobilier urbain dans le cadre du projet Griffintown, secteur Peel-Wellington (RCG 10-013)

Attendu qu'une copie du Règlement autorisant un emprunt de 20 210 370 $ pour le financement de l'aménagement et du réaménagement du domaine public dans un secteur désigné comme le centre-ville relevant, avant le 7 décembre 2016, de la compétence du conseil d'agglomération et dont l'objet est visé par le Règlement autorisant un emprunt de 30 000 000 $ afin de financer les travaux d'aménagement et

de réaménagement du domaine public, incluant les travaux d'infrastructures, ainsi que l'acquisition d'immeubles, d'équipement et de mobilier urbain dans le cadre du projet Griffintown, secteur Peel-Wellington (RCG 10-013) a été distribuée aux membres du conseil plus de deux jours juridiques avant la séance;

Attendu que tous les membres du conseil déclarent, conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, avoir lu le règlement et renoncer à sa lecture;

Attendu que l'objet, la portée et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au sommaire décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 18 janvier 2017, par sa résolution CE17 0066;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 20 210 370 $ pour le financement de l'aménagement et du réaménagement du domaine public dans un secteur désigné comme le centre-ville relevant, avant le 7 décembre 2016, de la compétence du conseil d'agglomération et dont l'objet est visé par le Règlement autorisant un emprunt de 30 000 000 $ afin de financer les travaux d'aménagement et de réaménagement du domaine public, incluant les travaux d'infrastructures, ainsi que l'acquisition d'immeubles, d'équipement et de mobilier urbain dans le cadre du projet Griffintown, secteur Peel-Wellington (RCG 10-013) », sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

42.07 1165929013

Règlement 17-023

CM17 0190

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 41 585 688 $ afin de financer les travaux d'aménagement et de réaménagement du domaine public dans un secteur désigné comme le centre-ville relevant, avant le 7 décembre 2016, de la compétence du conseil d'agglomération et dont l'objet est visé par le Règlement autorisant un emprunt de 44 500 000 $ pour le financement de travaux d'aménagement du domaine public PPU Quartier des Gares (RCG 16-001)

Attendu qu'une copie du Règlement autorisant un emprunt de 41 585 688 $ afin de financer les travaux d'aménagement et de réaménagement du domaine public dans un secteur désigné comme le centre-ville relevant, avant le 7 décembre 2016, de la compétence du conseil d'agglomération et dont l'objet est visé par le Règlement autorisant un emprunt de 44 500 000 $ pour le financement de travaux d'aménagement du domaine public PPU Quartier des Gares (RCG 16-001) a été distribuée aux membres du conseil plus de deux jours juridiques avant la séance;

Attendu que tous les membres du conseil déclarent, conformément à l'article 356 de *la Loi sur les cités et villes*, avoir lu le règlement et renoncer à sa lecture;

Attendu que l'objet, la portée et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au sommaire décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 18 janvier 2017, par sa résolution CE17 0067;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 41 585 688 $ afin de financer les travaux d'aménagement et de réaménagement du domaine public dans un secteur désigné comme le centre-ville relevant, avant le 7 décembre 2016, de la compétence du conseil d'agglomération et dont l'objet est visé par le Règlement autorisant un emprunt de 44 500 000 $ pour le financement de travaux d'aménagement du domaine public PPU Quartier des Gares (RGC 16-001) », sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

Adopté à la majorité des voix.

Dissidences : Tous les membres présents de l'opposition officielle

42.08 1165929008

Règlement 17-024

CM17 0191

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 94 234 414 $ afin de financer les travaux d'aménagement et de réaménagement du domaine public dans un secteur désigné comme le centre-ville relevant, avant le 7 décembre 2016, de la compétence du conseil d'agglomération et dont l'objet est visé par le Règlement autorisant un emprunt de 95 000 000 $ afin de financer le projet de la rue Sainte-Catherine ouest incluant, notamment la mise à niveau des infrastructures souterraines et l'aménagement urbain (RCG 15-034)

Attendu qu'une copie du Règlement autorisant un emprunt de 94 234 414 $ afin de financer les travaux d'aménagement et de réaménagement du domaine public dans un secteur désigné comme le centre-ville relevant, avant le 7 décembre 2016, de la compétence du conseil d'agglomération et dont l'objet est visé par le Règlement autorisant un emprunt de 95 000 000 $ afin de financer le projet de la rue Sainte-Catherine ouest incluant, notamment la mise à niveau des infrastructures souterraines et l'aménagement urbain (RCG 15-034) a été distribuée aux membres du conseil plus de deux jours juridiques avant la séance;

Attendu que tous les membres du conseil déclarent, conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, avoir lu le règlement et renoncer à sa lecture;

Attendu que l'objet, la portée et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au sommaire décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 18 janvier 2017, par sa résolution CE17 0064;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 94 234 414 $ afin de financer les travaux d'aménagement et de réaménagement du domaine public dans un secteur désigné comme le centre-ville relevant, avant le 7 décembre 2016, de la compétence du conseil d'agglomération et dont l'objet est visé par le Règlement autorisant un emprunt de 95 000 000 $ afin de financer le projet de la rue Sainte-Catherine ouest incluant, notamment la mise à niveau des infrastructures souterraines et l'aménagement urbain (RCG 15-034) », sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

Adopté à l'unanimité.

42.09 1165929011

Règlement 17-025

CM17 0192

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 4 300 000 $ afin de financer les améliorations des lieux d'élimination de neige et des équipements connexes

Attendu qu'une copie du Règlement autorisant un emprunt de 4 300 000 $ afin de financer les améliorations des lieux d'élimination de neige et des équipements connexes a été distribuée aux membres du conseil plus de deux jours juridiques avant la séance;

Attendu que tous les membres du conseil déclarent, conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, avoir lu le règlement et renoncer à sa lecture;

Attendu que l'objet, la portée et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au sommaire décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 18 janvier 2017, par sa résolution CE17 0061;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 4 300 000 $ afin de financer les améliorations des lieux d'élimination de neige et des équipements connexes », sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

Adopté à l'unanimité.

42.10 1161175003

Règlement 17-026

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 42.11 à 42.13 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM17 0193

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 82 769 876 $ pour le financement de l'aménagement et du réaménagement du domaine public dans un secteur désigné comme le centre-ville relevant, avant le 7 décembre 2016, de la compétence du conseil d'agglomération et dont l'objet est visé par le Règlement autorisant un emprunt de 83 600 000 $ pour le financement du réaménagement du domaine public et de l'acquisition de terrains à des fins de parcs et places publiques dans le secteur Griffintown (RCG 13-021)

Attendu qu'une copie du Règlement autorisant un emprunt de 82 769 876 $ pour le financement de l'aménagement et du réaménagement du domaine public dans un secteur désigné comme le centre-ville relevant, avant le 7 décembre 2016, de la compétence du conseil d'agglomération et dont l'objet est visé par le Règlement autorisant un emprunt de 83 600 000 $ pour le financement du réaménagement du domaine public et de l'acquisition de terrains à des fins de parcs et places publiques dans le secteur Griffintown (RCG 13-021) a été distribuée aux membres du conseil plus de deux jours juridiques avant la séance;

Attendu que tous les membres du conseil déclarent, conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, avoir lu le règlement et renoncer à sa lecture;

Attendu que l'objet, la portée et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au sommaire décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 18 janvier 2017, par sa résolution CE17 0065;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 82 769 876 $ pour le financement de l'aménagement et du réaménagement du domaine public dans un secteur désigné comme le centre-ville relevant, avant le 7 décembre 2016, de la compétence du conseil d'agglomération et dont l'objet est visé par le Règlement autorisant un emprunt de 83 600 000 $ pour le financement du réaménagement du domaine public et de l'acquisition de terrains à des fins de parcs et places publiques dans le secteur Griffintown (RCG 13-021) », sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

Adopté à l'unanimité.

42.11 1165929012

Règlement 17-027

CM17 0194

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 210 000 000 $ pour le financement de l'aménagement et du réaménagement du domaine public dans un secteur désigné comme le centre-ville relevant, avant le 7 décembre 2016, de la compétence du conseil d'agglomération et dont l'objet est visé par un règlement adopté par le conseil d'agglomération

Attendu qu'une copie du Règlement autorisant un emprunt de 210 000 000 $ pour le financement de l'aménagement et du réaménagement du domaine public dans un secteur désigné comme le centre-ville relevant, avant le 7 décembre 2016, de la compétence du conseil d'agglomération et dont l'objet est visé par un règlement adopté par le conseil d'agglomération a été distribuée aux membres du conseil plus de deux jours juridiques avant la séance;

Attendu que tous les membres du conseil déclarent, conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, avoir lu le règlement et renoncer à sa lecture;

Attendu que l'objet, la portée et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au sommaire décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 18 janvier 2017, par sa résolution CE17 0062;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 210 000 000 $ pour le financement de l'aménagement et du réaménagement du domaine public dans un secteur désigné comme le centre-ville relevant, avant 7 décembre 2016, de la compétence du conseil d'agglomération et dont l'objet est visé par un règlement adopté par le conseil d'agglomération », sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

Adopté à l'unanimité.

42.12 1165929003

Règlement 17-028

CM17 0195

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 66 660 721 $ afin de financer les travaux d'aménagement et de réaménagement du domaine public dans un secteur désigné comme le centre-ville relevant, avant le 7 décembre 2016, de la compétence du conseil d'agglomération et dont l'objet est visé par le Règlement autorisant un emprunt de 67 159 000 $ afin de financer les travaux d'aménagement et de réaménagement du domaine public afin de poursuivre la réalisation du Quartier des spectacles (RCG 16-013)

Attendu qu'une copie du Règlement autorisant un emprunt de 66 660 721 $ afin de financer les travaux d'aménagement et de réaménagement du domaine public dans un secteur désigné comme le centre-ville relevant, avant le 7 décembre 2016, de la compétence du conseil d'agglomération et dont l'objet est visé par le Règlement autorisant un emprunt de 67 159 000 $ afin de financer les travaux d'aménagement et de réaménagement du domaine public afin de poursuivre la réalisation du Quartier des spectacles (RCG 16-013) a été distribuée aux membres du conseil plus de deux jours juridiques avant la séance;

Attendu que tous les membres du conseil déclarent, conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, avoir lu le règlement et renoncer à sa lecture;

Attendu que l'objet, la portée et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au sommaire décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 18 janvier 2017, par sa résolution CE17 0063;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 66 660 721 $ afin de financer les travaux d'aménagement et de réaménagement du domaine public dans un secteur désigné comme le centre-ville relevant, avant le 7 décembre 2016, de la compétence du conseil d'agglomération et dont l'objet est visé par le Règlement autorisant un emprunt de 67 159 000 $ afin de financer les travaux d'aménagement et de réaménagement du domaine public afin de poursuivre la réalisation du Quartier des spectacles (RCG 16-013) », sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

Adopté à l'unanimité.

42.13 1165929006

Règlement 17-029

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 43.01 et 43.02 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM17 0196

Avis de motion et adoption d'un projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) » afin de modifier l'affectation du sol sur le lot numéro 2 402 168 du cadastre du Québec et bordé par l'avenue du Mont-Royal Est et les rues Augustin-Frigon, William-Tremblay et Molson / Tenue d'une consultation publique

AVIS DE MOTION

Avis de motion est donné par monsieur Francesco Miele de la présentation à une séance ultérieure du conseil municipal du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) » afin de modifier l'affectation du sol sur le lot numéro 2 402 168 du cadastre du Québec et bordé par l'avenue du Mont-Royal Est et les rues Augustin-Frigon et William-Tremblay et Molson, l'objet du projet de règlement étant détaillé au sommaire décisionnel.

ADOPTION DE PROJET

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'adopter le projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) » afin de modifier l'affectation du sol sur le lot numéro 2 402 168 du cadastre du Québec et bordé par l'avenue du Mont-Royal Est et les rues Augustin-Frigon et William-Tremblay et Molson et de soumettre le dossier à l'Office de consultation publique de Montréal pour qu'il tienne l'assemblée publique prévue conformément à la loi.

Adopté à l'unanimité.

43.01 1162913020

Règlement P-04-047-183

CM17 0197

Avis de motion et adoption d'un projet de règlement intitulé « Règlement autorisant la construction de bâtiments mixtes d'une hauteur maximale de 6 étages et de 20 m sur le lot numéro 2 402 168 du cadastre du Québec, bordé par l'avenue du Mont-Royal Est et les rues Augustin-Frigon, William-Tremblay et Molson » / Tenue de consultation publique

AVIS DE MOTION

Avis de motion est donné par monsieur Francesco Miele de la présentation à une séance ultérieure du conseil municipal du projet de règlement intitulé « Règlement autorisant la construction de bâtiments mixtes d'une hauteur maximale de 6 étages et de 20 m sur le lot numéro 2 402 168 du cadastre du Québec, bordé par l'avenue du Mont-Royal Est et les rues Augustin-Frigon, William-Tremblay et Molson », l'objet du projet de règlement étant détaillé au sommaire décisionnel.

ADOPTION DE PROJET

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'adopter le projet de règlement intitulé « Règlement autorisant la construction de bâtiments mixtes d'une hauteur maximale de 6 étages et de 20 m sur le lot numéro 2 402 168 du cadastre du Québec, bordé par l'avenue du Mont-Royal Est et les rues Augustin-Frigon, William-Tremblay et Molson » et de soumettre le dossier à l'Office de consultation publique de Montréal pour qu'il tienne l'assemblée publique prévue conformément à la loi.

Adopté à l'unanimité.

43.02 1160963074

Règlement P-17-030

CM17 0198

Adoption, sans changement, du règlement intitulé « Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) » afin de modifier les paramètres de densité applicables au secteur 01-T2, et ce, pour permettre la réalisation d'un projet résidentiel sur un emplacement situé près de l'intersection sud-ouest de la rue Sauvé Ouest et du boulevard de l'Acadie, sur le lot 1 485 959 du cadastre du Québec

Attendu qu'à sa séance du 12 septembre 2016, le conseil d'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville a donné un avis de motion de la présentation du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) » afin de modifier les paramètres de densité applicables au secteur 01-T2, et ce, pour permettre la réalisation d'un projet résidentiel sur un emplacement situé près de l'intersection sud-ouest de la rue Sauvé Ouest et du boulevard de l'Acadie, sur le lot 1 485 959 du cadastre du Québec;

Attendu que le conseil d'arrondissement a adopté le projet de règlement à cette même séance;

Attendu qu'une assemblée publique de consultation a été tenue le 6 octobre 2016, à 19 h, à la salle du conseil d'arrondissement située au 555, rue Chabanel Ouest, 6^{e} étage, sur ce projet de règlement;

Attendu que l'objet et la portée de ce règlement sont détaillés au règlement et au sommaire décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 15 février 2017, par sa résolution CE17 0216;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'adopter, sans changement, le règlement intitulé « Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) » afin de modifier les paramètres de densité applicables au secteur 01-T2, et ce, pour permettre la réalisation d'un projet résidentiel sur un emplacement situé près de l'intersection sud-ouest de la rue Sauvé Ouest et du boulevard de l'Acadie, sur le lot 1 485 959 du cadastre du Québec.

Adopté à la majorité des voix.

Dissidences : Tous les membres présents de l'opposition officielle

44.01 1154039019

Règlement 04-047-184

CM17 0199

Nommer la place Rodolphe-Rousseau dans l'arrondissement de Saint-Laurent

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 8 février 2017 par sa résolution CE17 0170;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Alan DeSousa

Et résolu :

de nommer « place Rodolphe-Rousseau » la nouvelle place publique située sur le lot 2 190 602 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, au centre des deux voies formant le boulevard Edouard-Laurin, entre la rue Gohier et le boulevard Décarie, dans l'arrondissement de Saint-Laurent, comme indiqué sur le plan joint au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

46.01 1174521001

CM17 0200

Nomination de madame Alena Prochazka à titre de vice-présidente et de madame Nicole Valois, à titre de deuxième vice-présidente au Conseil du patrimoine de Montréal

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 8 février 2017 par sa résolution CE17 0154;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers
Mme Manon Gauthier

Et résolu :

1 - de nommer madame Alena Prochazka, maître en architecture et docteure en études urbaines, à titre de vice-présidente du Conseil du patrimoine de Montréal pour une durée de trois ans;

2 - de nommer madame Nicole Valois, architecte paysagiste et professeure, à titre de deuxième vice-présidente du Conseil du patrimoine de Montréal pour la durée de son mandat, soit jusqu'au 15 juin 2018;

3 - de remercier les vice-présidents sortants pour leurs contributions au Conseil du patrimoine de Montréal.

Adopté à l'unanimité.

51.01 1170132001

CM17 0201

Nominations aux Commissions permanentes du conseil

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers
Mme Valérie Plante

Et résolu :

1 - de nommer M. Luc Gagnon à titre de membre en remplacement de Mme Louise Mainville à la Commission sur l'examen des contrats;

2 - de nommer M. Alain Vaillancourt à titre de membre en remplacement de M. Sylvain Ouellet à la Commission sur les finances et l'administration;

3 - de nommer M. Sylvain Ouellet à titre de vice-président en remplacement de M. François Limoges et Mme Louise Mainville à titre de membre en remplacement de M. Craig Sauvé à la Commission de la présidence du conseil.

Adopté à l'unanimité.

51.02

CM17 0202

Motion de l'opposition officielle pour l'abolition des bonis liés à l'émission de contraventions

Attendu que le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) avait un objectif d'émission de constats d'infraction de 717 000 pour l'année 2016, soit l'équivalent de plus d'une contravention par minute ou d'environ une contravention par véhicule immatriculé sur le territoire de l'île de Montréal;

Attendu que les contraventions doivent servir à dissuader les comportements jugés dangereux pour la collectivité;

Attendu que l'avocat et docteur en droit constitutionnel, Alain-Robert Nadeau, mentionnait dans une lettre ouverte parue dans La Presse Plus le 13 novembre 2016, que la décision d'imposer des quotas en matière de contraventions porte atteinte aux principes constitutionnels les plus élémentaires et est en porte-à-faux avec la société de droit;

Attendu que l'administration Coderre a introduit, en 2016, un programme de bonis aux cadres liés à l'émission de contraventions et baptisé en dérision les « bonis Denis »;

Il est proposé par Mme Valérie Plante

appuyé par M. Alex Norris

que le conseil municipal mandate le comité exécutif afin d'abolir les bonis liés à l'émission de contravention.

_____

Un débat s'engage.

_____

À 22 h 01,

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. François Limoges

de poursuivre les travaux au-delà de 22 h afin de terminer l'étude des points inscrits à l'ordre du jour.

La proposition est agréée.

La cheffe de l'opposition officielle, Mme Valérie Plante, utilise son droit de réplique.

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

de procéder à un vote à main levée sur l'article 65.01.

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Laurence Lavigne Lalonde

de procéder à un vote enregistré sur l'article 65.01.

Le greffier fait l'appel des membres et le conseil se partage comme suit :

VOTE

Votent en faveur:	Mesdames et messieurs Rotrand, Plante, Limoges, Lavigne Lalonde, Ouellet, Sigouin, Ryan, Sauvé, Popeanu, Caldwell, McQueen, Norris, Mainville, Croteau, Downey, Lavoie, McIntyre, Marinacci, Shanahan, Hénault, Miranda, Dorais et Searle (23)

Votent contre:	Mesdames et messieurs Coderre, Desrochers, Samson, Chitilian, Perez, Rouleau, Gauthier, Bergeron, Copeman, Ménard, Vallée, Beis, Salem, Miele, Gibeau, Deros, Parenteau, Guay, Rossi, Boivin Roy, Décarie, Lefebvre, Gadoury, Duchesne, Rapanà, Perri, Gagnier, Black, DeSousa, Clément-Talbot, Celzi, Bissonnet, Lattanzio, Dauphin, Deschamps, Cloutier et Pagé (37)
Résultat:	En faveur : 23 Contre : 37

Le président du conseil déclare l'article 65.01 rejeté à la majorité des voix, et il est

RÉSOLU

en conséquence.

65.01

CM17 0203

Motion de l'opposition officielle pour l'interdiction des « taxes roses » à Montréal

Attendu que depuis plusieurs années, des reportages - Journal de Montréal en 2014, Radio-Canada en 2016, et l'émission La Facture en 2017 - mentionnent l'existence de « taxes roses » à Montréal, c'est-à-dire que les femmes montréalaises paient plus cher pour des produits équivalents à ceux des hommes;

Attendu qu'un écart se creuse entre le revenu moyen d'emploi des Montréalaises (81,4 %) et celui des Montréalais, selon le Conseil du statut de la femme dans son Portrait statistique égalité femmes-hommes;

Attendu que le maire de la Ville de New York, Bill de Blasio, a commandé en 2015 une étude sur la différenciation des prix en fonction du sexe à New York, qui a démontré que les femmes payaient en moyenne 7 % de plus que les hommes pour des produits équivalents. La Ville de New York a par la suite adopté une loi pour combattre les « taxes roses »;

Attendu qu'au Québec, une loi, la *Charte des droits et libertés de la personne*, interdit toute forme de discrimination et reconnaît l'égalité entre les femmes et les hommes. Celle-ci confère aux victimes le droit d'obtenir la cessation de cette atteinte et la réparation du préjudice moral ou matériel qui en résulte;

Il est proposé par Mme Laurence Lavigne Lalonde

appuyé par M. Craig Sauvé

que le conseil municipal demande au gouvernement du Québec de faire respecter la *Charte des droits et libertés de la personne* sur le territoire montréalais en interdisant la pratique des « taxes roses ».

Un débat s'engage.

Il est proposé par M. Pierre Desrochers

appuyé par M. Denis Coderre
Mme Manon Gauthier

d'amender le texte du « Résolu » de la motion sous étude afin qu'il se lise comme suit :

« que le conseil municipal demande au gouvernent du Québec de faire respecter la *Charte des droits et libertés de la personne* sur l'ensemble du territoire québécois en interdisant toutes pratiques de discrimination dans les prix, basées sur le genre, communément appelées « taxes roses ».

Le président du conseil juge la proposition d'amendement du conseiller Pierre Desrochers et du maire de Montréal, M. Denis Coderre, recevable. Le leader de l'opposition officielle, M. François Limoges, informe l'assemblée que les élus de Projet Montréal sont en accord avec la proposition d'amendement et elle est agréée. Conséquemment, les noms de Pierre Desrochers, Denis Coderre et Manon Gauthier seront ajoutés comme appuyeurs de la motion principale, telle qu'amendée.

Un débat s'engage sur l'article 65.02, tel qu'amendé.

La conseillère Laurence Lavigne Lalonde utilise son droit de réplique.

Le président du conseil met aux voix l'article 65.02, tel qu'amendé, et le déclare adopté à l'unanimité, et il est

RÉSOLU

en conséquence.

65.02

Article 65.03 - Motion de l'opposition officielle pour la protection de l'eau potable

La conseillère Magda Popeanu, avec le consentement unanime des membres du conseil présents, retire la motion conformément à l'article 88 du *Règlement sur la procédure et les règles de régie interne du conseil municipal (06-051)*.

À 22 h 24, tous les points de l'ordre du jour ayant été étudiés, le président du conseil déclare l'assemblée levée.

Frantz Benjamin PRÉSIDENT DU CONSEIL	Yves Saindon GREFFIER DE LA VILLE

Tous et chacun des règlements et résolutions ci-dessus relatés sont approuvés.

Denis Coderre
MAIRE

04.01

À LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU
27 MARS 2017

CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF
COMPÉTENCE VILLE

POUR LA PÉRIODE DU
1er AU 28 FÉVRIER 2017

CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE VILLE

PÉRIODE DU 01 FÉVRIER 2017 AU 28 FÉVRIER 2017

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	SIGNATURE	MONTANT
LES PAVAGES CHENAIL INC.	100% VILLE	SERVICE DES INFRASTRUCTURES_VOIRIE ET TRANSPORTS	DIRECTION	1161009017	ACCORDER UN CONTRAT À LES PAVAGES CHENAIL INC. POUR LA RÉALISATION, DANS LE CADRE DU PROJET DE LA PROMENADE URBAINE « FLEUVE-MONTAGNE », DE TRAVAUX DE VOIRIE, DE MARQUAGE ET D'ARCHITECTURE DU PAYSAGE DANS L'AVENUE MCGILL COLLEGE ET LES RUES SAINTE-CATHERINE, PLACE PHILLIPS, DE LA CÔTE DU BEAVER HALL, DU SQUARE-VICTORIA, MCGILL ET PLACE D'YOUVILLE. DÉPENSE TOTALE MAXIMALE DE 542 890,41 $, TAXES INCLUSES (TRAVAUX ET CONTINGENCES : 461 890,41 $ + INCIDENCES 81 000 $). APPEL D'OFFRES PUBLIC 329705 – 4 SOUMISSIONNAIRES.	CE17 0121	2017-02-08	461 890,00 $
LES TERRASSEMENTS MULTI-PAYSAGES INC.	100% VILLE	SERVICE DES INFRASTRUCTURES_VOIRIE ET TRANSPORTS	DIRECTION	1161009018	ACCORDER UN CONTRAT À LES TERRASSEMENTS MULTI-PAYSAGES INC. POUR LA RÉALISATION, DANS LE CADRE DU PROJET DE LA PROMENADE URBAINE « FLEUVE-MONTAGNE », DE TRAVAUX D'ARCHITECTURE DE PAYSAGE ET DE MARQUAGE AUX ABORDS DU PORTAIL RODDICK ET DANS L'INTERSECTION DE L'AVENUE MCGILL COLLEGE ET DE LA RUE SHERBROOKE. DÉPENSE TOTALE MAXIMALE DE 266 131,39 $, TAXES INCLUSES (TRAVAUX ET CONTINGENCES : 250 631,39 $ + INCIDENCES 15 500 $). APPEL D'OFFRES PUBLIC 329706 - 2 SOUMISSIONNAIRES.	CE17 0227	2017-02-22	250 631,00 $
ENGLOBE (LVM)	100% AUTRE	COMMISSION DES SERVICES ÉLECTRIQUES	DIVISION DE LA GESTION DES PROJETS ET DU DÉVELOPPEMENT	1166850007	SE PRÉVALOIR DE L'OPTION DE PROLONGATION DU CONTRAT POUR LA SURVEILLANCE DE CHANTIER AUX FIRMES ENGLOBE (LVM) ET INFRASTRUCTEL POUR LES SOMMES DE 196 492,28 $ MULTIPLIÉ PAR LE TAUX D'INFLATION TEL QUE PUBLIÉ PAR STATITIQUE CANADA (12 DERNIERS MOIS) ET 210 231,79 $ MULTIPLIÉ PAR LE TAUX D'INFLATION TEL QUE PUBLIÉ PAR STATITIQUE CANADA, CONFORMÉMENT AU CONTRAT OCTROYÉ LE 9 MARS 2016 - RÉSOLUTION CE16 0365 (APPEL D'OFFRES PUBLIC 1605) (5 SOUMISSIONNAIRES, DONT UN NON-CONFORME).	CE17 0126	2017-02-09	196 992,00 $
INFRASTRUCTEL	100% AUTRE	COMMISSION DES SERVICES ÉLECTRIQUES	DIVISION DE LA GESTION DES PROJETS ET DU DÉVELOPPEMENT	1166850007	SE PRÉVALOIR DE L'OPTION DE PROLONGATION DU CONTRAT POUR LA SURVEILLANCE DE CHANTIER AUX FIRMES ENGLOBE (LVM) ET INFRASTRUCTEL POUR LES SOMMES DE 196 492,28 $ MULTIPLIÉ PAR LE TAUX D'INFLATION TEL QUE PUBLIÉ PAR STATITIQUE CANADA (12 DERNIERS MOIS) ET 210 231,79 $ MULTIPLIÉ PAR LE TAUX D'INFLATION TEL QUE PUBLIÉ PAR STATITIQUE CANADA, CONFORMÉMENT AU CONTRAT OCTROYÉ LE 9 MARS 2016 - RÉSOLUTION CE16 0365 (APPEL D'OFFRES PUBLIC 1605) (5 SOUMISSIONNAIRES, DONT UN NON-CONFORME).	CE17 0126	2017-02-09	210 231,00 $
TRANSIT	100% AUTRE	COMMISSION DES SERVICES ÉLECTRIQUES	DIVISION DE LA GESTION DES PROJETS ET DU DÉVELOPPEMENT	1166850008	SE PRÉVALOIR DE L'OPTION DE PROLONGATION DU CONTRAT POUR LA SURVEILLANCE DE CHANTIER AUX FIRMES TRANSIT ET GÉNINOV POUR LA SOMME MAXIMALE DE 202 068,56 $ MULTIPLIÉ PAR LE TAUX D'INFLATION TEL QUE PUBLIÉ PAR STATITIQUE CANADA(12 DERNIERS MOIS) ET 197 527,05 $ MULTIPLIÉ PAR LE TAUX D'INFLATION TEL QUE PUBLIÉ PAR STATITIQUE CANADA(12 DERNIERS MOIS), CONFORMÉMENT AU CONTRAT OCTROYÉ LE 12 AVRIL 2016 - RÉSOLUTION CE16 0463 (APPEL D'OFFRES PUBLIC 1606) (5 SOUMISSIONNAIRES, DONT UN NON-CONFORME).	CE17 0125	2017-02-09	202 068,00 $
GÉNINOV	100% AUTRE	COMMISSION DES SERVICES ÉLECTRIQUES	DIVISION DE LA GESTION DES PROJETS ET DU DÉVELOPPEMENT	1166850008	SE PRÉVALOIR DE L'OPTION DE PROLONGATION DU CONTRAT POUR LA SURVEILLANCE DE CHANTIER AUX FIRMES TRANSIT ET GÉNINOV POUR LA SOMME MAXIMALE DE 202 068,56 $ MULTIPLIÉ PAR LE TAUX D'INFLATION TEL QUE PUBLIÉ PAR STATITIQUE CANADA(12 DERNIERS MOIS) ET 197 527,05 $ MULTIPLIÉ PAR LE TAUX D'INFLATION TEL QUE PUBLIÉ PAR STATITIQUE CANADA(12 DERNIERS MOIS), CONFORMÉMENT AU CONTRAT OCTROYÉ LE 12 AVRIL 2016 - RÉSOLUTION CE16 0463 (APPEL D'OFFRES PUBLIC 1606) (5 SOUMISSIONNAIRES, DONT UN NON-CONFORME).	CE17 0125	2017-02-09	197 527,00 $
SOLMATECH INC.	100% AUTRE	COMMISSION DES SERVICES ÉLECTRIQUES	DIVISION DE LA GESTION DES PROJETS ET DU DÉVELOPPEMENT	1166850009	ACCORDER UN CONTRAT DE SERVICES PROFESSIONNELS À LA FIRME SOLMATECH INC POUR LA CARACTÉRISATION DES SOLS, SUITE À L'APPEL D'OFFRES PUBLIC NO. 1636, DANS LE CADRE DE PROJETS DE CONSTRUCTION, DE BRANCHEMENT ET DE MODIFICATION DU RÉSEAU SOUTERRAIN DE LA CSEM AU MONTANT DE 239 469,93 $	CE17 0093	2017-02-01	239 470,00 $

CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE VILLE

PÉRIODE DU 01 FÉVRIER 2017 AU 28 FÉVRIER 2017

PAVAGES MÉTROPOLITAIN INC.	100% VILLE	SERVICE DES INFRASTRUCTURES_VOIRIE ET TRANSPORTS	DIRECTION DES INFRASTRUCTURES	1167231063	ACCORDER À PAVAGES MÉTROPOLITAIN INC., POUR DES TRAVAUX DE VOIRIE DANS LE CHEMIN DE LA CÔTE-DE-LIESSE, DE LA 52E AVENUE À UN POINT À L'EST DE LA 43E AVENUE DANS L'ARRONDISSEMENT DE LACHINE. DÉPENSE TOTALE DE 477 690,39 $ (CONTRAT: 433 690,39 $ + INCIDENCES: 44 000,00 $), TAXES INCLUSES. APPEL D'OFFRES PUBLIC 328001 - 13 SOUMISSIONNAIRES.	CE17 0184	2017-02-17	433 690,00 $
SOCIÉTÉ DU JARDIN DE CHINE	100% VILLE	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	DIRECTION DE L'EXPLOITATION	1167530001	APPROUVER UN PROJET DE CONVENTION ENTRE LA VILLE DE MONTRÉAL ET LA SOCIÉTÉ DU JARDIN DE CHINE DE MONTRÉAL AFIN DE LUI CONFIER LA GESTION D'UN SERVICE DE VESTIAIRE AU JARDIN BOTANIQUE DE MONTRÉAL POUR UNE PÉRIODE DE 12 MOIS.	CE17 0128	2017-02-09	1,00 $
« 9180-2710 QUÉBEC INC. (UNIGAZ) »	100% VILLE	SERVICE DU MATÉRIEL ROULANT ET DES ATELIERS	DIRECTION	1174922001	ACCORDER UN CONTRAT À « 9180-2710 QUÉBEC INC. (UNIGAZ) », POUR LA FOURNITURE DE ONZE (11) SOUDEUSES À MOTEUR DIESEL POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 176 998,26 $, TAXES INCLUSES – APPEL D'OFFRES PUBLIC 16-15821 (3 SOUM.).	CE17 0224	2017-02-22	176 998,00 $
GESTION 1001 DOMINION SQUARE INC.	100% VILLE	SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	DIRECTION	1175323001	APPROUVER UN PROJET DE BAIL PAR LEQUEL LA VILLE CONFIE L'EXPLOITATION D'UN STATIONNEMENT TARIFÉ À LA COMPAGNIE GESTION 1001 DOMINION SQUARE INC., SIS AU 1199, RUE PEEL, À MONTRÉAL, D'UNE CAPACITÉ APPROXIMATIVE DE 176 PLACES, POUR UNE DURÉE D'UN AN, DÉBUTANT LE 1ER FÉVRIER 2017, POUR UNE RECETTE TOTALE DE 273 000 $, EXCLUANT LES TAXES. BÂTIMENT 781	CE17 0230	2017-02-22	273 000,00 $
SAINT-GELAIS MONTMINY ET ASSOCIÉS ARCHITECTES	100% VILLE	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	DIRECTION DE L'EXPLOITATION	1175991001	AUTORISER UNE DÉPENSE ADDITIONNELLE DE 17 246,25 $, TAXES INCLUSES, POUR DES SERVICES PROFESSIONNELS RELATIFS AU PROJET DE RÉFECTION DES SERRES LOUIS-DUPIRE ET CONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT DE QUARANTAINE FÉDÉRALE AU JARDIN BOTANIQUE / APPROUVER UN PROJET DE CONVENTION MODIFIANT LA CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS INTERVENUE AVEC LA FIRME SAINT-GELAIS MONTMINY ET ASSOCIÉS ARCHITECTES, MAJORANT AINSI LE MONTANT TOTAL DU CONTRAT DE 374 257,42 $ À 391 503,67 $, TAXES INCLUSES.	CE17 0188	2017-02-17	391 504,00 $
ARDEC CONSTRUCTION INC.	100% VILLE	SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	DIRECTION DE LA GESTION DE PROJETS IMMOBILIERS	1176627001	ACCORDER UN CONTRAT DE CONSTRUCTION À ARDEC CONSTRUCTION INC., PLUS BAS SOUMISSIONNAIRE CONFORME, POUR LE PROJET DE RÉFECTION DES DOUCHES ET TRAVAUX DIVERS AU PAVILLON LA FONTAINE, SITUÉ AU 1301 SHERBROOKE EST (0891), DÉPENSE TOTALE DE 250 369,56 $ - APPEL D'OFFRES PUBLIC 5888 - NEUF (9) SOUMISSIONNAIRES	CE17 0119	2017-02-08	227 949,00 $

NOMBRE DE CONTRATS : 13

TOTAL : 3 261 951,00 $

04.01

À LA SÉANCE DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION DU
30 MARS 2017

CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF
COMPÉTENCE D'AGGLOMÉRATION

POUR LA PÉRIODE DU
1er AU 28 FÉVRIER 2017

CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE D'AGGLOMÉRATION

PÉRIODE DU 01 FÉVRIER 2017 AU 28 FÉVRIER 2017

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	SIGNATURE	MONTANT
GAZ MÉTRO INC.	100% AGGLO	SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	DIRECTION DE LA GESTION DE PROJETS IMMOBILIERS	1166342003	AUTORISER UNE DÉPENSE ADDITIONNELLE DE 17 925,30 $ TAXES INCLUSES À GAZ MÉTRO INC. POUR DES FRAIS DE CONTRIBUTION, SUITE AUX TRAVAUX D'EXTENSION DE LEUR RÉSEAU ET DE RACCORDEMENT AU GAZ DE LA NOUVELLE CASERNE 32, SITUÉE AU 16101, RUE SHERBROOKE EST, DANS L'ARRONDISSEMENT RIVIÈRE-DES-PRAIRIES-POINTE-AUX-TREMBLES, MAJORANT AINSI LE MONTANT TOTAL DE LEUR CONTRAT DE 110 376,00 $ À 128 301,30 $, TAXES INCLUSES.	CE17 0096	2017-02-01	17 925,00 $
VWR INTERNATIONAL CO.	86,64% AGGLO 13,36% VILLE	SERVICE DE L'EAU	DIRECTION DE L'EAU POTABLE	1166362002	CONCLURE AVEC VWR INTERNATIONAL CO., UNE ENTENTE-CADRE COLLECTIVE D'UNE DURÉE DE 36 MOIS AVEC L'OPTION D'UNE PROLONGATION DE DOUZE MOIS, POUR L'ACQUISITION DE PRODUITS HACH POUR LES ANALYSES DE CHLORE DANS L'EAU, POUR L'ENSEMBLE DES USINES DE LA DIRECTION DE L'EAU POTABLE ET POUR LES BESOINS DE LA DIVISION DE L'EXPERTISE TECHNIQUE - APPEL D'OFFRES PUBLIC 16-15631 - (3 SOUMISSIONNAIRES) - MONTANT ESTIMÉ : 174 642,43 $, TAXES INCLUSES	CE17 0114	2017-02-08	174 642,00 $
NOVEM DISTRIBUTION INC.	ENTENTE CADRE RÉPARTITION SELON UTILISATION	SERVICE DES RESSOURCES HUMAINES	DIRECTION SANTÉ ET MIEUX-ÊTRE	1174346001	CONCLURE UNE ENTENTE AVEC LA FIRME NOVEM DISTRIBUTION INC. POUR L'APPROVISIONNEMENT DE DISPOSITIFS DE CADENASSAGE CONCERNANT LES ACTIVITÉS AU NIVEAU D'AQUEDUC, POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 390 306,78 $, TAXES INCLUSES, POUR UNE PÉRIODE DE DEUX ANS (24 MOIS), SOIT DU 3 AVRIL 2017 AU 31 MARS 2019, AVEC UN RENOUVELLEMENT OPTIONNEL DE DEUX AUTRES ANNÉES, SOIT UN MAXIMUM DE QUATRE ANS. APPEL D'OFFRES PUBLIC NO AO16-15603 (4 SOUMISSIONNAIRES CONFORMES) / APPROUVER UN PROJET D'ENTENTE À CETTE FIN.	CE17 0180	2017-02-16	390 307,00 $
SM CONSTRUCTION INC.	50,2% AGGLO 49,8% VILLE	SERVICE DU MATÉRIEL ROULANT ET DES ATELIERS	DIRECTION	1176859001	ACCORDER UN CONTRAT À SM CONSTRUCTION INC. POUR LA FOURNITURE ET L'INSTALLATION DE SYSTÈMES DE SURVEILLANCE DE FUITES ET DE JAUGEAGE POUR VINGT-SIX (26) POSTES DE DISTRIBUTION DE CARBURANT POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 280 460,63 $, TAXES INCLUSES - APPEL D'OFFRES PUBLIC 16-15697.	CE17 0223	2017-02-22	280 461,00 $
NORDMEC CONSTRUCTION INC	100% AGGLO	SERVICE DE L'EAU	DIRECTION DE L'ÉPURATION DES EAUX USÉES	1177526002	ACCORDER UN CONTRAT À NORDMEC CONSTRUCTION INC., POUR L'INSTALLATION D'UN REFROIDISSEUR À ABSORPTION À LA STATION DE POMPAGE DE LA STATION D'ÉPURATION DES EAUX USÉES JEAN-R.-MARCOTTE - DÉPENSE TOTALE DE 203 593,07 $, TAXES INCLUSES - APPEL D'OFFRES PUBLIC 1874-AE-17 - (9 SOUMISSIONNAIRES)	CE17 0228	2017-02-22	193 593,00 $
GMR INC.	100% AGGLO	SERVICE DE L'EAU	DIRECTION DE L'EAU POTABLE	1177572001	ACCORDER UN CONTRAT À GMR INC, POUR LA FOURNITURE, L'INSTALLATION ET LA MISE EN SERVICE DE LA STATION PÉTROLIÈRE HORS TERRE POUR LE GROUPE MOTOPOMPE DIESEL DE L'USINE D'EAU POTABLE DE PIERREFONDS - DÉPENSE TOTALE DE 123 188,55 $, TAXES INCLUSES - APPEL D'OFFRES 10212 - (5 SOUMISSIONNAIRES)	CE17 0226	2017-02-22	118 188,00 $

NOMBRE DE CONTRATS : 6

TOTAL : 1 175 116,00 $

04.02

À LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU
27 MARS 2017

SUBVENTIONS OCTROYÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF
COMPÉTENCE VILLE

POUR LA PÉRIODE DU
1er AU 28 FÉVRIER 2017

SUBVENTIONS OCTROYÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE VILLE

PÉRIODE DU 01 FÉVRIER 2017 AU 28 FÉVRIER 2017

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	SIGNATURE	MONTANT
CERIU	100% VILLE	SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	DIRECTION	1160390009	AUTORISER UNE CONTRIBUTION FINANCIÈRE DE 10 000$ AU CENTRE D'EXPERTISE ET DE RECHERCHE EN INFRASTRUCTURES URBAINE (CERIU), POUR LE FINANCEMENT D'UN GUIDE MÉTHODOLOGIQUE POUR LA GESTION DES BÂTIMENTS MUNICIPAUX. - APPROUVER UN PROJET DE CONVENTION À CET EFFET.	CE17 0095	2017-02-01	10 000,00 $
ECOLE POLYTECHNIQUE DE MONTRÉAL	100% VILLE	SERVICE DES INFRASTRUCTURES_VOIRIE ET TRANSPORTS	DIRECTION DES INFRASTRUCTURES	1163878003	APPROUVER LE CONTRAT DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT PAR LEQUEL LA CORPORATION DE L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE DE MONTRÉAL S'ENGAGE À RÉALISER UNE ÉTUDE COMPARATIVE SUR LES MESURES DE MITIGATION MISES EN PLACES LORS DE LA RÉALISATION DE TRAVAUX PAR LA VILLE DE MONTRÉAL, POUR UN MONTANT FORFAITAIRE DE 51 310,00 $ / APPROUVER UN PROJET DE CONVENTION À CETTE FIN	CE17 0232	2017-02-24	51 310,00 $
LA TABLE RONDE DU MOIS DE L'HISTOIRE DES NOIRS	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION	1165066009	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER DE 40 000 $ À LA TABLE RONDE DU MOIS DE L'HISTOIRE DES NOIRS POUR LA PRODUCTION ET LA PROMOTION D'OUTILS DE COMMUNICATION DANS LE CADRE DU « MOIS DE L'HISTOIRE DES NOIRS, ÉDITION 2017 » DANS LE CADRE DU BUDGET DU SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS / APPROUVER UN PROJET DE CONVENTION À CET EFFET	CE17 0142	2017-02-08	40 000,00 $
ALCHIMIES, CRÉATIONS ET CULTURES / 17E FESTIVAL DU MONDE ARABE DE MONTRÉAL	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1171197001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT 789 500$ À 39 ORGANISMES DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX FESTIVALS ET AUX ÉVÉNEMENTS CULTURELS 2017.	CE17 0195	2017-02-16	30 000,00 $
ART SOUTERRAIN / 9E FESTIVAL ART SOUTERRAIN	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1171197001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT 789 500$ À 39 ORGANISMES DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX FESTIVALS ET AUX ÉVÉNEMENTS CULTURELS 2017.	CE17 0195	2017-02-16	30 000,00 $
ASSOCIATION POUR LA CRÉATION ET LA RECHERCHE ÉLECTRO-ACOUSTIQUES DU QUÉBEC / 18E FESTIVAL ELEKTRA	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1171197001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT 789 500$ À 39 ORGANISMES DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX FESTIVALS ET AUX ÉVÉNEMENTS CULTURELS 2017.	CE17 0195	2017-02-16	30 000,00 $
BACH ACADÉMIE / FESTIVAL BACH DE MONTRÉAL - 11E ÉDITION	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1171197001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT 789 500$ À 39 ORGANISMES DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX FESTIVALS ET AUX ÉVÉNEMENTS CULTURELS 2017.	CE17 0195	2017-02-16	12 500,00 $
COUP DE COEUR FRANCOPHONE - 31E ÉDITION	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1171197001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT 789 500$ À 39 ORGANISMES DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX FESTIVALS ET AUX ÉVÉNEMENTS CULTURELS 2017.	CE17 0195	2017-02-16	40 000,00 $
CRÉATIONS ETC... / FESTIVAL VUE SUR LA RELÈVE - 22E ÉDITION	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1171197001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT 789 500$ À 39 ORGANISMES DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX FESTIVALS ET AUX ÉVÉNEMENTS CULTURELS 2017.	CE17 0195	2017-02-16	12 500,00 $

SUBVENTIONS OCTROYÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE VILLE

PÉRIODE DU 01 FÉVRIER 2017 AU 28 FÉVRIER 2017

FESTIVAL DE FILMS CINÉMANIA - 23E ÉDITION	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1171197001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT 789 500$ À 39 ORGANISMES DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX FESTIVALS ET AUX ÉVÉNEMENTS CULTURELS 2017.	CE17 0195	2017-02-16	15 000,00 $
FESTIVAL DE MUSIQUE DE CHAMBRE DE MONTRÉAL - 22E ÉDITION	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1171197001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT 789 500$ À 39 ORGANISMES DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX FESTIVALS ET AUX ÉVÉNEMENTS CULTURELS 2017.	CE17 0195	2017-02-16	30 000,00 $
FESTIVAL INTERNATIONAL DE LA LITTÉRATURE (FIL) - 22E ÉDITION	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1171197001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT 789 500$ À 39 ORGANISMES DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX FESTIVALS ET AUX ÉVÉNEMENTS CULTURELS 2017.	CE17 0195	2017-02-16	27 000,00 $
FESTIVAL INTERNATIONAL DE MUSIQUE POP MONTRÉAL - 16E ÉDITION	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1171197001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT 789 500$ À 39 ORGANISMES DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX FESTIVALS ET AUX ÉVÉNEMENTS CULTURELS 2017.	CE17 0195	2017-02-16	45 000,00 $
FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM POUR ENFANTS DE MONTRÉAL / FIFEM - 20E ÉDITION	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1171197001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT 789 500$ À 39 ORGANISMES DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX FESTIVALS ET AUX ÉVÉNEMENTS CULTURELS 2017.	CE17 0195	2017-02-16	25 000,00 $
FESTIVAL ZOOFEST - 9E ÉDITION	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1171197001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT 789 500$ À 39 ORGANISMES DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX FESTIVALS ET AUX ÉVÉNEMENTS CULTURELS 2017.	CE17 0195	2017-02-16	15 000,00 $
FONDATION MÉTROPOLIS BLEU / 19E FESTIVAL LITTÉRAIRE INTERNATIONAL MÉTROPOLIS BLEU	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1171197001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT 789 500$ À 39 ORGANISMES DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX FESTIVALS ET AUX ÉVÉNEMENTS CULTURELS 2017.	CE17 0195	2017-02-16	25 000,00 $
LE MEG : LE MONTRÉAL ÉLECTRONIQUE GROOVE INC. / 19E FESTIVAL MEG MONTRÉAL	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1171197001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT 789 500$ À 39 ORGANISMES DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX FESTIVALS ET AUX ÉVÉNEMENTS CULTURELS 2017.	CE17 0195	2017-02-16	15 000,00 $
MUTEK - 17E ÉDITION	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1171197001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT 789 500$ À 39 ORGANISMES DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX FESTIVALS ET AUX ÉVÉNEMENTS CULTURELS 2017.	CE17 0195	2017-02-16	50 000,00 $
RENCONTRES INTERNATIONALES DU DOCUMENTAIRE DE MONTRÉAL - 20E ÉDITION	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1171197001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT 789 500$ À 39 ORGANISMES DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX FESTIVALS ET AUX ÉVÉNEMENTS CULTURELS 2017.	CE17 0195	2017-02-16	50 000,00 $
SOCIÉTÉ DE MUSIQUE CONTEMPORAINE DU QUÉBEC / FESTIVAL MONTRÉAL/NOUVELLES MUSIQUES - 8E ÉDITION	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1171197001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT 789 500$ À 39 ORGANISMES DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX FESTIVALS ET AUX ÉVÉNEMENTS CULTURELS 2017.	CE17 0195	2017-02-16	40 000,00 $

SUBVENTIONS OCTROYÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE VILLE

PÉRIODE DU 01 FÉVRIER 2017 AU 28 FÉVRIER 2017

TERRES EN VUES, SOCIÉTÉ POUR LA DIFFUSION DE LA CULTURE AUTOCHTONE / PRÉSENCE AUTOCHTONE - 27E ÉDITION	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1171197001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT 789 500$ À 39 ORGANISMES DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX FESTIVALS ET AUX ÉVÉNEMENTS CULTURELS 2017.	CE17 0195	2017-02-16	40 000,00 $
VUES D'AFRIQUE / FESTIVAL INTERNATIONAL DE CINÉMA VUES D'AFRIQUE - 33E ÉDITION	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1171197001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT 789 500$ À 39 ORGANISMES DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX FESTIVALS ET AUX ÉVÉNEMENTS CULTURELS 2017.	CE17 0195	2017-02-16	25 000,00 $
CASTELIERS / LES TROIS JOURS DE CASTELIERS - 12E ÉDITION	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1171197001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT 789 500$ À 39 ORGANISMES DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX FESTIVALS ET AUX ÉVÉNEMENTS CULTURELS 2017.	CE17 0195	2017-02-16	15 000,00 $
CENTRE DE PRODUCTION ET D'EXPOSITION EASTERN BLOC / FESTIVAL SON ET VUE - 9E ÉDTION	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1171197001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT 789 500$ À 39 ORGANISMES DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX FESTIVALS ET AUX ÉVÉNEMENTS CULTURELS 2017.	CE17 0195	2017-02-16	4 000,00 $
CINÉMATHÈQUE QUÉBÉCOISE / LES SOMMETS DU CINÉMA D'ANIMATION - 16E ÉDITION	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1171197001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT 789 500$ À 39 ORGANISMES DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX FESTIVALS ET AUX ÉVÉNEMENTS CULTURELS 2017.	CE17 0195	2017-02-16	5 000,00 $
DANSE IMÉDIA O.S.B.L. / 15E FESTIVAL QUARTIERS DANSES	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1171197001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT 789 500$ À 39 ORGANISMES DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX FESTIVALS ET AUX ÉVÉNEMENTS CULTURELS 2017.	CE17 0195	2017-02-16	10 000,00 $
DIFFUSIONS GAIES ET LESBIENNES DU QUÉBEC / IMAGE + NATION : 30E FESTIVAL INTERNATIONAL CINÉMA LGBT MONTRÉAL	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1171197001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT 789 500$ À 39 ORGANISMES DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX FESTIVALS ET AUX ÉVÉNEMENTS CULTURELS 2017.	CE17 0195	2017-02-16	12 500,00 $
FESTIVAL BD DE MONTRÉAL - 6E ÉDITION	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1171197001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT 789 500$ À 39 ORGANISMES DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX FESTIVALS ET AUX ÉVÉNEMENTS CULTURELS 2017.	CE17 0195	2017-02-16	10 000,00 $
FESTIVAL DE THÉÂTRE DE RUE DE LACHINE - 10E ÉDITION	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1171197001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT 789 500$ À 39 ORGANISMES DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX FESTIVALS ET AUX ÉVÉNEMENTS CULTURELS 2017.	CE17 0195	2017-02-16	10 000,00 $
FESTIVAL INTERCULTUREL DU CONTE DE MONTRÉAL - 14E ÉDITION	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1171197001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT 789 500$ À 39 ORGANISMES DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX FESTIVALS ET AUX ÉVÉNEMENTS CULTURELS 2017.	CE17 0195	2017-02-16	12 500,00 $
JAMAIS LU - FESTIVAL DU JAMAIS LU - 16E ÉDITION	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1171197001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT 789 500$ À 39 ORGANISMES DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX FESTIVALS ET AUX ÉVÉNEMENTS CULTURELS 2017.	CE17 0195	2017-02-16	15 000,00 $

LA SERRE ARTS VIVANTS / OFFTA - 11E ÉDITION	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1171197001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT 789 500$ À 39 ORGANISMES DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX FESTIVALS ET AUX ÉVÉNEMENTS CULTURELS 2017.	CE17 0195	2017-02-16	9 000,00 $
LES ESCALES IMPROBABLES DE MONTRÉAL - 14E ÉDITION	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1171197001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT 789 500$ À 39 ORGANISMES DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX FESTIVALS ET AUX ÉVÉNEMENTS CULTURELS 2017.	CE17 0195	2017-02-16	15 000,00 $
LES FILLES ÉLECTRIQUES / 6E FESTIVAL PHÉNOMENA	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1171197001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT 789 500$ À 39 ORGANISMES DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX FESTIVALS ET AUX ÉVÉNEMENTS CULTURELS 2017.	CE17 0195	2017-02-16	15 000,00 $
L'OFF FESTIVAL DE JAZZ DE MONTRÉAL - 18E ÉDITION	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1171197001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT 789 500$ À 39 ORGANISMES DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX FESTIVALS ET AUX ÉVÉNEMENTS CULTURELS 2017.	CE17 0195	2017-02-16	14 500,00 $
MAISON DE LA POÉSIE / 17E FESTIVAL DE LA POÉSIE	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1171197001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT 789 500$ À 39 ORGANISMES DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX FESTIVALS ET AUX ÉVÉNEMENTS CULTURELS 2017.	CE17 0195	2017-02-16	12 500,00 $
MONTRÉAL BAROQUE INC. / 15E FESTIVAL MONTRÉAL BAROQUE	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1171197001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT 789 500$ À 39 ORGANISMES DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX FESTIVALS ET AUX ÉVÉNEMENTS CULTURELS 2017.	CE17 0195	2017-02-16	12 500,00 $
PETITS BONHEURS DIFFUSION CULTURELLE / PETITS BONHEURS, LE RENDEZ-VOUS CULTURELS DES TOUT-PETITS - 13E ÉDITION	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1171197001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT 789 500$ À 39 ORGANISMES DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX FESTIVALS ET AUX ÉVÉNEMENTS CULTURELS 2017.	CE17 0195	2017-02-16	15 000,00 $
SOCIÉTÉ DES ARTS LIBRES ET ACTUELS / 16E FESTIVAL SUONI PER IL POPOLO	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1171197001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT 789 500$ À 39 ORGANISMES DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX FESTIVALS ET AUX ÉVÉNEMENTS CULTURELS 2017.	CE17 0195	2017-02-16	15 000,00 $
SOCIÉTÉ POUR LA PROMOTION DE LA DANSE TRADITIONNELLE QUÉBÉCOISE / LA GRANDE RENCONTRE - 25E ÉDITION	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1171197001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT 789 500$ À 39 ORGANISMES DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX FESTIVALS ET AUX ÉVÉNEMENTS CULTURELS 2017.	CE17 0195	2017-02-16	8 000,00 $
THÉÂTRE MAINLINE / 27E FESTIVAL ST-AMBROISE FRINGE MONTRÉAL	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1171197001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT 789 500$ À 39 ORGANISMES DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX FESTIVALS ET AUX ÉVÉNEMENTS CULTURELS 2017.	CE17 0195	2017-02-16	15 000,00 $
VIVA! ART ACTION MONTRÉAL	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1171197001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT 789 500$ À 39 ORGANISMES DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX FESTIVALS ET AUX ÉVÉNEMENTS CULTURELS 2017.	CE17 0195	2017-02-16	7 000,00 $

UNION DES MUNICIPALITÉS DU QUÉBEC (UMQ)	100% VILLE	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	DIRECTION	1174990001	AUTORISER UNE CONTRIBUTION DE 2 000 $ À L'UNION DES MUNICIPALITÉS DU QUÉBEC, EN SOUTIEN À LA JOURNÉE DES APPROVISIONNEURS MUNICIPAUX (JAM 2017), QUI SE TIENT DANS LE CADRE DES ASSISES ANNUELLES DE L'UMQ QUI AURONT LIEU À MONTRÉAL LES 4 ET 5 MAI 2017.	CE17 0197	2017-02-17	2 000,00 $
ALCHIMIES, CRÉATIONS ET CULTURES	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION	1176367001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 224 381 $, AUX 56 ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR L'ANNÉE 2017, POUR LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE PROJETS DANS LE CADRE DU PROGRAMME MONTRÉAL INTERCULTUREL (PMI) 2017	CE17 0231	2017-02-22	5 000,00 $
CARREFOUR D'AIDE AUX NOUVEAUX ARRIVANTS	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION	1176367001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 224 381 $, AUX 56 ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR L'ANNÉE 2017, POUR LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE PROJETS DANS LE CADRE DU PROGRAMME MONTRÉAL INTERCULTUREL (PMI) 2017	CE17 0231	2017-02-22	4 861,00 $
CENTRE D'APPUI AUX COMMUNAUTÉS IMMIGRANTES DE BORDEAUX-CARTIERVILLE	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION	1176367001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 224 381 $, AUX 56 ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR L'ANNÉE 2017, POUR LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE PROJETS DANS LE CADRE DU PROGRAMME MONTRÉAL INTERCULTUREL (PMI) 2017	CE17 0231	2017-02-22	4 000,00 $
CENTRE DE RESSOURCES ÉDUCATIVES ET COMMUNAUTAIRES POUR ADULTES	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION	1176367001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 224 381 $, AUX 56 ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR L'ANNÉE 2017, POUR LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE PROJETS DANS LE CADRE DU PROGRAMME MONTRÉAL INTERCULTUREL (PMI) 2017	CE17 0231	2017-02-22	4 000,00 $
CENTRE DE SERVICES ET D'INTÉGRATION DES MINORITÉS CULTURELLES (C.S.I.M.C.)	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION	1176367001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 224 381 $, AUX 56 ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR L'ANNÉE 2017, POUR LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE PROJETS DANS LE CADRE DU PROGRAMME MONTRÉAL INTERCULTUREL (PMI) 2017	CE17 0231	2017-02-22	4 250,00 $
REPÈRE, RELATION D'ENTRAIDE POUR UNE PATERNITÉ RENOUVELÉE	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION	1176367001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 224 381 $, AUX 56 ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR L'ANNÉE 2017, POUR LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE PROJETS DANS LE CADRE DU PROGRAMME MONTRÉAL INTERCULTUREL (PMI) 2017	CE17 0231	2017-02-22	4 250,00 $
CARREFOUR SOLIDARITÉ ANJOU	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION	1176367001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 224 381 $, AUX 56 ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR L'ANNÉE 2017, POUR LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE PROJETS DANS LE CADRE DU PROGRAMME MONTRÉAL INTERCULTUREL (PMI) 2017	CE17 0231	2017-02-22	1 786,00 $
À DEUX MAINS	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION	1176367001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 224 381 $, AUX 56 ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR L'ANNÉE 2017, POUR LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE PROJETS DANS LE CADRE DU PROGRAMME MONTRÉAL INTERCULTUREL (PMI) 2017	CE17 0231	2017-02-22	4 000,00 $

SUBVENTIONS OCTROYÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE VILLE

PÉRIODE DU 01 FÉVRIER 2017 AU 28 FÉVRIER 2017

ASSOCIATION DES PARENTS DE CÔTE-DES-NEIGES	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION	1176367001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 224 381 $, AUX 56 ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR L'ANNÉE 2017, POUR LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE PROJETS DANS LE CADRE DU PROGRAMME MONTRÉAL INTERCULTUREL (PMI) 2017	CE17 0231	2017-02-22	3 750,00 $
ASSOCIATION POUR LE DÉVELOPPEMENT JEUNESSE DE LOYOLA	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION	1176367001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 224 381 $, AUX 56 ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR L'ANNÉE 2017, POUR LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE PROJETS DANS LE CADRE DU PROGRAMME MONTRÉAL INTERCULTUREL (PMI) 2017	CE17 0231	2017-02-22	5 000,00 $
ASSOCIATION YEMBA DU CANADA	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION	1176367001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 224 381 $, AUX 56 ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR L'ANNÉE 2017, POUR LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE PROJETS DANS LE CADRE DU PROGRAMME MONTRÉAL INTERCULTUREL (PMI) 2017	CE17 0231	2017-02-22	3 750,00 $
BIENVENUE À NOTRE-DAME-DE-GRÂCE	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION	1176367001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 224 381 $, AUX 56 ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR L'ANNÉE 2017, POUR LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE PROJETS DANS LE CADRE DU PROGRAMME MONTRÉAL INTERCULTUREL (PMI) 2017	CE17 0231	2017-02-22	5 000,00 $
LE CENTRE DE RESSOURCES DE LA COMMUNAUTÉ NOIRE	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION	1176367001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 224 381 $, AUX 56 ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR L'ANNÉE 2017, POUR LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE PROJETS DANS LE CADRE DU PROGRAMME MONTRÉAL INTERCULTUREL (PMI) 2017	CE17 0231	2017-02-22	2 812,00 $
COMMUNAUTÉ SÉPHARADE UNIFIÉE DU QUÉBEC	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION	1176367001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 224 381 $, AUX 56 ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR L'ANNÉE 2017, POUR LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE PROJETS DANS LE CADRE DU PROGRAMME MONTRÉAL INTERCULTUREL (PMI) 2017	CE17 0231	2017-02-22	3 750,00 $
CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE DE CÔTE-DES-NEIGES	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION	1176367001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 224 381 $, AUX 56 ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR L'ANNÉE 2017, POUR LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE PROJETS DANS LE CADRE DU PROGRAMME MONTRÉAL INTERCULTUREL (PMI) 2017	CE17 0231	2017-02-22	3 500,00 $
DÉPÔT ALIMENTAIRE NDG	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION	1176367001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 224 381 $, AUX 56 ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR L'ANNÉE 2017, POUR LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE PROJETS DANS LE CADRE DU PROGRAMME MONTRÉAL INTERCULTUREL (PMI) 2017	CE17 0231	2017-02-22	3 750,00 $
FEMMES DU MONDE À CÔTE-DES-NEIGES	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION	1176367001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 224 381 $, AUX 56 ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR L'ANNÉE 2017, POUR LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE PROJETS DANS LE CADRE DU PROGRAMME MONTRÉAL INTERCULTUREL (PMI) 2017	CE17 0231	2017-02-22	5 000,00 $

SUBVENTIONS OCTROYÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE VILLE

PÉRIODE DU 01 FÉVRIER 2017 AU 28 FÉVRIER 2017

LA LIGUE DES NOIRS DU QUÉBEC	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION	1176367001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 224 381 $, AUX 56 ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR L'ANNÉE 2017, POUR LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE PROJETS DANS LE CADRE DU PROGRAMME MONTRÉAL INTERCULTUREL (PMI) 2017	CE17 0231	2017-02-22	4 250,00 $
PROMIS (PROMOTION-INTÉGRATION-SOCIÉTÉ NOUVELLE)	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION	1176367001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 224 381 $, AUX 56 ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR L'ANNÉE 2017, POUR LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE PROJETS DANS LE CADRE DU PROGRAMME MONTRÉAL INTERCULTUREL (PMI) 2017	CE17 0231	2017-02-22	4 000,00 $
ASSOCIATION RÉCRÉATIVE MILTON-PARC	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION	1176367001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 224 381 $, AUX 56 ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR L'ANNÉE 2017, POUR LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE PROJETS DANS LE CADRE DU PROGRAMME MONTRÉAL INTERCULTUREL (PMI) 2017	CE17 0231	2017-02-22	8 024,00 $
CUISINES COLLECTIVES DU GRAND PLATEAU	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION	1176367001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 224 381 $, AUX 56 ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR L'ANNÉE 2017, POUR LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE PROJETS DANS LE CADRE DU PROGRAMME MONTRÉAL INTERCULTUREL (PMI) 2017	CE17 0231	2017-02-22	3 750,00 $
MISE AU JEU MONTRÉAL, ANIMATION THÉÂTRALE ET DYNAMIQUE DE GROUPE	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION	1176367001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 224 381 $, AUX 56 ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR L'ANNÉE 2017, POUR LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE PROJETS DANS LE CADRE DU PROGRAMME MONTRÉAL INTERCULTUREL (PMI) 2017	CE17 0231	2017-02-22	5 000,00 $
RACINE CROISÉE SOLIDARITÉ SAWA	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION	1176367001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 224 381 $, AUX 56 ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR L'ANNÉE 2017, POUR LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE PROJETS DANS LE CADRE DU PROGRAMME MONTRÉAL INTERCULTUREL (PMI) 2017	CE17 0231	2017-02-22	3 375,00 $
SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE DE MONTRÉAL, (SODECM)	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION	1176367001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 224 381 $, AUX 56 ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR L'ANNÉE 2017, POUR LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE PROJETS DANS LE CADRE DU PROGRAMME MONTRÉAL INTERCULTUREL (PMI) 2017	CE17 0231	2017-02-22	3 750,00 $
ATELIER 850	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION	1176367001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 224 381 $, AUX 56 ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR L'ANNÉE 2017, POUR LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE PROJETS DANS LE CADRE DU PROGRAMME MONTRÉAL INTERCULTUREL (PMI) 2017	CE17 0231	2017-02-22	3 750,00 $
ALPHABÉTISATION QUÉBEC	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION	1176367001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 224 381 $, AUX 56 ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR L'ANNÉE 2017, POUR LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE PROJETS DANS LE CADRE DU PROGRAMME MONTRÉAL INTERCULTUREL (PMI) 2017	CE17 0231	2017-02-22	3 750,00 $

MAMIES IMMIGRANTES POUR LE DÉVELOPPEMENT ET L'INTÉGRATION (M.I.D.I.)	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION	1176367001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 224 381 $, AUX 56 ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR L'ANNÉE 2017, POUR LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE PROJETS DANS LE CADRE DU PROGRAMME MONTRÉAL INTERCULTUREL (PMI) 2017	CE17 0231	2017-02-22	4 000,00 $
ESCALE FAMILLE LE TRIOLET	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION	1176367001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 224 381 $, AUX 56 ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR L'ANNÉE 2017, POUR LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE PROJETS DANS LE CADRE DU PROGRAMME MONTRÉAL INTERCULTUREL (PMI) 2017	CE17 0231	2017-02-22	3 750,00 $
GAI ÉCOUTE INC.	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION	1176367001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 224 381 $, AUX 56 ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR L'ANNÉE 2017, POUR LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE PROJETS DANS LE CADRE DU PROGRAMME MONTRÉAL INTERCULTUREL (PMI) 2017	CE17 0231	2017-02-22	4 144,00 $
PROGRAMME HORIZON JEUNESSE	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION	1176367001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 224 381 $, AUX 56 ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR L'ANNÉE 2017, POUR LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE PROJETS DANS LE CADRE DU PROGRAMME MONTRÉAL INTERCULTUREL (PMI) 2017	CE17 0231	2017-02-22	3 920,00 $
INITIATIVE 1-2-3 GO! RIVIÈRE-DES-PRAIRIES	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION	1176367001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 224 381 $, AUX 56 ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR L'ANNÉE 2017, POUR LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE PROJETS DANS LE CADRE DU PROGRAMME MONTRÉAL INTERCULTUREL (PMI) 2017	CE17 0231	2017-02-22	3 560,00 $
COLLECTIF DES FEMMES IMMIGRANTES DU QUÉBEC	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION	1176367001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 224 381 $, AUX 56 ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR L'ANNÉE 2017, POUR LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE PROJETS DANS LE CADRE DU PROGRAMME MONTRÉAL INTERCULTUREL (PMI) 2017	CE17 0231	2017-02-22	5 000,00 $
SERVICE D'AIDE ET DE LIAISON POUR IMMIGRANTS LA MAISONNÉE	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION	1176367001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 224 381 $, AUX 56 ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR L'ANNÉE 2017, POUR LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE PROJETS DANS LE CADRE DU PROGRAMME MONTRÉAL INTERCULTUREL (PMI) 2017	CE17 0231	2017-02-22	5 000,00 $
CENTRE DES FEMMES DE SAINT-LAURENT INC.	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION	1176367001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 224 381 $, AUX 56 ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR L'ANNÉE 2017, POUR LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE PROJETS DANS LE CADRE DU PROGRAMME MONTRÉAL INTERCULTUREL (PMI) 2017	CE17 0231	2017-02-22	3 750,00 $
CRABE (CENTRE DE RECHERCHE ET D'ACTION POUR LE BIEN-ÊTRE ENVIRONNEMENTAL)	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION	1176367001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 224 381 $, AUX 56 ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR L'ANNÉE 2017, POUR LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE PROJETS DANS LE CADRE DU PROGRAMME MONTRÉAL INTERCULTUREL (PMI) 2017	CE17 0231	2017-02-22	4 000,00 $

MAINS UTILES	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION	1176367001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 224 381 $, AUX 56 ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR L'ANNÉE 2017, POUR LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE PROJETS DANS LE CADRE DU PROGRAMME MONTRÉAL INTERCULTUREL (PMI) 2017	CE17 0231	2017-02-22	2 813,00 $
MAISON DE JEUNES DE SAINT-LÉONARD	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION	1176367001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 224 381 $, AUX 56 ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR L'ANNÉE 2017, POUR LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE PROJETS DANS LE CADRE DU PROGRAMME MONTRÉAL INTERCULTUREL (PMI) 2017	CE17 0231	2017-02-22	3 484,00 $
REGROUPEMENT INTERCULTUREL SAINT-LÉONARD	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION	1176367001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 224 381 $, AUX 56 ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR L'ANNÉE 2017, POUR LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE PROJETS DANS LE CADRE DU PROGRAMME MONTRÉAL INTERCULTUREL (PMI) 2017	CE17 0231	2017-02-22	4 000,00 $
RENCONTRES-CUISINES	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION	1176367001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 224 381 $, AUX 56 ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR L'ANNÉE 2017, POUR LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE PROJETS DANS LE CADRE DU PROGRAMME MONTRÉAL INTERCULTUREL (PMI) 2017	CE17 0231	2017-02-22	4 000,00 $
CARREFOUR DE RESSOURCES EN INTERCULTUREL	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION	1176367001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 224 381 $, AUX 56 ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR L'ANNÉE 2017, POUR LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE PROJETS DANS LE CADRE DU PROGRAMME MONTRÉAL INTERCULTUREL (PMI) 2017	CE17 0231	2017-02-22	4 500,00 $
CENTRE DE RESSOURCES DE LA TROISIÈME AVENUE	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION	1176367001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 224 381 $, AUX 56 ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR L'ANNÉE 2017, POUR LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE PROJETS DANS LE CADRE DU PROGRAMME MONTRÉAL INTERCULTUREL (PMI) 2017	CE17 0231	2017-02-22	4 250,00 $
LE CENTRE INTERNATIONAL DE DOCUMENTATION ET D'INFORMATION HAÏTIENNE, CARAÏBÉENNE ET AFRO-CANADIENNE (CIDIHCA)	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION	1176367001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 224 381 $, AUX 56 ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR L'ANNÉE 2017, POUR LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE PROJETS DANS LE CADRE DU PROGRAMME MONTRÉAL INTERCULTUREL (PMI) 2017	CE17 0231	2017-02-22	4 000,00 $
FIERTÉ MONTRÉAL	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION	1176367001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 224 381 $, AUX 56 ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR L'ANNÉE 2017, POUR LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE PROJETS DANS LE CADRE DU PROGRAMME MONTRÉAL INTERCULTUREL (PMI) 2017	CE17 0231	2017-02-22	4 000,00 $
FEEJAD (FAMILLE POUR L'ENTRAIDE ET L'ÉDUCATION DES JEUNES ADULTES)	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION	1176367001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 224 381 $, AUX 56 ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR L'ANNÉE 2017, POUR LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE PROJETS DANS LE CADRE DU PROGRAMME MONTRÉAL INTERCULTUREL (PMI) 2017	CE17 0231	2017-02-22	2 813,00 $

SUBVENTIONS OCTROYÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE VILLE

PÉRIODE DU 01 FÉVRIER 2017 AU 28 FÉVRIER 2017

FONDATION RESSOURCES-JEUNESSE	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION	1176367001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 224 381 $, AUX 56 ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR L'ANNÉE 2017, POUR LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE PROJETS DANS LE CADRE DU PROGRAMME MONTRÉAL INTERCULTUREL (PMI) 2017	CE17 0231	2017-02-22	3 206,00 $
LES YMCA DU QUÉBEC	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION	1176367001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 224 381 $, AUX 56 ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR L'ANNÉE 2017, POUR LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE PROJETS DANS LE CADRE DU PROGRAMME MONTRÉAL INTERCULTUREL (PMI) 2017	CE17 0231	2017-02-22	3 712,00 $
OPÉRATION PLACEMENT JEUNESSE INC.	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION	1176367001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 224 381 $, AUX 56 ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR L'ANNÉE 2017, POUR LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE PROJETS DANS LE CADRE DU PROGRAMME MONTRÉAL INTERCULTUREL (PMI) 2017	CE17 0231	2017-02-22	4 000,00 $
SOCIÉTÉ POUR L'ACTION, L'ÉDUCATION ET LA SENSIBILISATION ENVIRONNEMENTALE DE MONTRÉAL	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION	1176367001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 224 381 $, AUX 56 ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR L'ANNÉE 2017, POUR LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE PROJETS DANS LE CADRE DU PROGRAMME MONTRÉAL INTERCULTUREL (PMI) 2017	CE17 0231	2017-02-22	4 000,00 $
AFRIQUE AU FÉMININ	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION	1176367001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 224 381 $, AUX 56 ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR L'ANNÉE 2017, POUR LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE PROJETS DANS LE CADRE DU PROGRAMME MONTRÉAL INTERCULTUREL (PMI) 2017	CE17 0231	2017-02-22	3 656,00 $
ALLIANCE SOCIOCULTURELLE ET AIDE PÉDAGOGIQUE (ASAP)	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION	1176367001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 224 381 $, AUX 56 ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR L'ANNÉE 2017, POUR LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE PROJETS DANS LE CADRE DU PROGRAMME MONTRÉAL INTERCULTUREL (PMI) 2017	CE17 0231	2017-02-22	4 250,00 $
LE BUREAU DE CONSULTATION-JEUNESSE INC.	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION	1176367001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 224 381 $, AUX 56 ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR L'ANNÉE 2017, POUR LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE PROJETS DANS LE CADRE DU PROGRAMME MONTRÉAL INTERCULTUREL (PMI) 2017	CE17 0231	2017-02-22	5 000,00 $
CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE SOLIDARITÉS VILLERAY	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION	1176367001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 224 381 $, AUX 56 ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR L'ANNÉE 2017, POUR LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE PROJETS DANS LE CADRE DU PROGRAMME MONTRÉAL INTERCULTUREL (PMI) 2017	CE17 0231	2017-02-22	4 250,00 $
FORUM DES CITOYENS AÎNÉS DE MONTRÉAL	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION	1176367001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 224 381 $, AUX 56 ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR L'ANNÉE 2017, POUR LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE PROJETS DANS LE CADRE DU PROGRAMME MONTRÉAL INTERCULTUREL (PMI) 2017	CE17 0231	2017-02-22	3 040,00 $

SUBVENTIONS OCTROYÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE VILLE

PÉRIODE DU 01 FÉVRIER 2017 AU 28 FÉVRIER 2017

HIMALAYA SÉNIORS DU QUÉBEC	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION	1176367001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 224 381 $, AUX 56 ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR L'ANNÉE 2017, POUR LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE PROJETS DANS LE CADRE DU PROGRAMME MONTRÉAL INTERCULTUREL (PMI) 2017	CE17 0231	2017-02-22	2 625,00 $
MON RESTO SAINT-MICHEL	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION	1176367001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 224 381 $, AUX 56 ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR L'ANNÉE 2017, POUR LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE PROJETS DANS LE CADRE DU PROGRAMME MONTRÉAL INTERCULTUREL (PMI) 2017	CE17 0231	2017-02-22	2 550,00 $
TRANS-ART 2000	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION	1176367001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 224 381 $, AUX 56 ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR L'ANNÉE 2017, POUR LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE PROJETS DANS LE CADRE DU PROGRAMME MONTRÉAL INTERCULTUREL (PMI) 2017	CE17 0231	2017-02-22	5 000,00 $

NOMBRE DE SUBVENTIONS : 99

TOTAL : 1 117 191,00 $

04.03

À LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU
27 mars 2017

DÉPÔT DES CONTRATS OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
(DÉLÉGATION DE POUVOIRS RCE02-004 DU 26 JUIN 2002)

SELON L'ARTICLE 477.3 DE LA LOI DES CITÉS ET VILLES

SERVICE CORPORATIFS
POUR LA PÉRIODE DU
1er AU 28 FÉVRIER 2017

LISTE SIMON

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2017

NOM FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
166579 CANADA INC.	1181162	07 FÉVR. 2017	MEUNIER, MICHEL	Secteur S-O-401 - Service de transport de la neige (S-O-81 - S-O-82) - Saison H16-17 (Contrat gré à gré) - Facture 5357	Concertation des arrondissements	Déblaiement et chargement de la neige	17 268,20 $
3096-7087 QUEBEC INC.	1181154	07 FÉVR. 2017	MEUNIER, MICHEL	Secteur S-O-401 - Service de transport de la neige (S-O-81 - S-O-82) - Saison H16-17 (Contrat gré à gré) - Facture 20161040	Concertation des arrondissements	Déblaiement et chargement de la neige	15 824,07 $
4528221 CANADA INC.	1184709	23 FÉVR. 2017	LEARY, GENEVIEVE	Achat de savons divers - Inventaire Viau	Approvisionnement	Entretien et nettoyage	69,80 $
4528221 CANADA INC.	1184709	22 FÉVR. 2017	LEARY, GENEVIEVE	Achat de savons divers - Inventaire Viau	Approvisionnement	Entretien et nettoyage	2 016,69 $
9014-3058 QUEBEC INC.	DIC839712	01 FÉVR. 2017	DESMARAIS, RICHARD	réparation direction et suspension camionnette	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 589,21 $
9082-8179 QUEBEC INC.	1181083	07 FÉVR. 2017	DESHAIES, DANIEL	REMPLACEMENT DE LA PORTION SITUÉE SOUS LE DOMAINE PUBLIC D'UN BRANCHEMENT D'ÉGOUT PRIVÉ DANS LE CADRE DE L'APPLICATION DU RÈGLEMENT 15-085 AU 526 RUE SAINTE-ANNE À P.A.T. / CONTRAT JOINT EN ANNEXE / NUMÉRO DE DEMANDE 3001279332	Rivières-des-Prairies - Pointes-aux-Trembles	Réseaux d'égout	4 409,47 $
9132-4137 QUEBEC INC. - VITRO PLUS	1172239	01 FÉVR. 2017	MASSE, PAUL	RÉPARATION DE PARE-BRISES ET INTÉRIEURS DE VÉHICULES EN 2017	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 249,37 $
9156-3916 QUEBEC INC.	1182526	13 FÉVR. 2017	TREMBLAY, GINA	Réaliser une analyse d'opportunité stratégique pour l'intégration d'un café et une boutique au nouveau Centre d'histoire de Montréal.	Culture	Autres - activités culturelles	7 989,88 $
9160-7580 QUEBEC INC. A/S GROUPE MACH INC.	1173090	10 FÉVR. 2017	BELLEMARE, NATHALIE	Remplacement de la toile des tempos.	Culture	Bibliothèques	4 622,97 $
9161-9676 QUEBEC INC.	1181483	08 FÉVR. 2017	MEUNIER, MICHEL	Secteur S-O-401 - Service de transport de la neige (S-O-81 - S-O-82) - Saison H16-17 (Contrat gré à gré) - Facture 1374	Concertation des arrondissements	Déblaiement et chargement de la neige	24 815,49 $
9207-9540 QUEBEC INC	1184795	23 FÉVR. 2017	LEMIRE, LUCIE	Aménagement de l'équipe Maxim'eau et la division projet DEP 14 et 15 février 2017	Service de l'eau	Hyg. du milieu - Soutien tech. et fonct. - À répartir	2 493,45 $
9258-6320 QUEBEC INC.	1181502	08 FÉVR. 2017	MEUNIER, MICHEL	Secteur S-O-401 - Service de transport de la neige (S-O-81 - S-O-82) - Saison H16-17 (Contrat gré à gré) - Facture 9	Concertation des arrondissements	Déblaiement et chargement de la neige	7 547,29 $
9265-0662 QUEBEC INC.	ou1121098a27	22 FÉVR. 2017	Système OUTILLAGE	0725055-Travaux d'aqueduc,17/02/2017	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce	Réseau de distribution de l'eau potable	2 295,29 $
9265-0662 QUEBEC INC.	ou1125392a20	08 FÉVR. 2017	Système OUTILLAGE	0725044-hydro excavation,03/02/2017	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	2 729,67 $
9265-0662 QUEBEC INC.	ou1125393a20	08 FÉVR. 2017	Système OUTILLAGE	0725044-hydro excavation,03/02/2017	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	2 559,07 $
9265-4268 QUEBEC INC	14884	15 FÉVR. 2017	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 764,20 $
9328-7225 QUEBEC INC.	1183867	20 FÉVR. 2017	LUU, VINH	Phase 1 : Intégration et configuration initiale de l'application LBI tel que décrit dans la proposition #LBI-S-2016-1003	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	11 799,20 $
AB TECH SERVICES POLYTECHNIQUES INC.	1183847	20 FÉVR. 2017	BROUSSEAU, DANIEL	Achat de mire double-face pour instruments d'arpentages (Pascal Boudrias) pour la division de la Géomatique.	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	2 015,76 $
ABBOTT OF ENGLAND 1981 LIMITED	0612859e	15 FÉVR. 2017	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 045,52 $
ACCESSOIRES OUTILLAGE LIMITEE	1181315	08 FÉVR. 2017	VEILLETTE, PATRICK	BCO-LAC-2017 pièces pour véhicules	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 099,75 $
ACCESSOIRES POUR VELOS O.G.D. LTEE	1182828	14 FÉVR. 2017	LONGPRE, ERIC	Acquisition de sac cargo local (noir/gris et orange/vert) pour vélos selon la commande 206403-00.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 763,80 $
ACCESSOTRONIK INC	1183124	15 FÉVR. 2017	LABOS, COSTAS	Outils et composants pour l'installation et entretien des communicateurs incendie et ammoniac.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 278,93 $
ACIER ARMOR STEEL	VER838831	08 FÉVR. 2017	MASSE, PAUL	UNITÉ 217-06531 (14) ACIER POUR FABRICATION DE PLATE FORME ARRIÈRE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 903,17 $
ACIER D'ARMATURE 2000 INC.	1184187	21 FÉVR. 2017	SIROIS, CELINE	1000 barres lisses 20M x 2'0''(pièce d'acier) / Soumission S-0174-17 du 14 février 2017/ TP-Aqueduc-Juan Carlos Restrepo	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	2 383,22 $
ACIER OUELLETTE INC	CAR840386	07 FÉVR. 2017	PORTELANCE, RAYMOND	FOURNITURES DE MÉTAL POUR RÉPARER MATÉRIEL ROULANT	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 286,48 $

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2017

ACKLANDS - GRAINGER INC.	1178134	23 FÉVR. 2017	DUFRESNE, ALAIN	Location pour 2017 -Équipement pour la détection de gaz avec système Inet.NETA 2000inet51039 à 510.70$/mois pour un total de 6 128.40$ pour 2017	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	613,86 $
ACKLANDS - GRAINGER INC.	1178134	10 FÉVR. 2017	DUFRESNE, ALAIN	Location pour 2017 -Équipement pour la détection de gaz avec système Inet.NETA 2000inet51039 à 510.70$/mois pour un total de 6 128.40$ pour 2017	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	6 434,05 $
ACKLANDS - GRAINGER INC.	9352410436	08 FÉVR. 2017	DAOUST, LINDA	bc-208926	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 380,39 $
ADF DIESEL MONTREAL INC.	AVM842809	27 FÉVR. 2017	OUIMET, GUY	RECONDITIONNER FUEL PUMP	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 692,93 $
ADF DIESEL MONTREAL INC.	DIC841618	16 FÉVR. 2017	LEBRUN, ANDRÉ	478742 TURBO	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 637,81 $
ADF DIESEL RIVE-SUD INC.	1180613	06 FÉVR. 2017	LONGPRE, ERIC	Test d'injecteur + réparation sur bateau unité 1857	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 228,30 $
ADJUDEX INC.	1179992	02 FÉVR. 2017	GAGNON, JEAN-YAN	Honoraires professionnels relativement au dossier "Différend : Médiation-arbitrage (art. 98 Code du travail) - facture 6034-16	Ressources humaines	Gestion du personnel	12 286,08 $
AEDIFICA INC.	1181332	08 FÉVR. 2017	GIRARD, NORMAND	Accompagnement dans le cadre d'un processus de conception intégrée pour le nouveau Centre d'histoire de Montréal	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	22 782,29 $
AGENCE METROPOLITAINE DE TRANSPORT	1184043	20 FÉVR. 2017	DUGUAY, MARIO	Volet communication: dans le cadre du projet intégré SRB Pie-IX. L'AMT a demandé plusieurs fournisseurs pour déployer des activités de communication. Le 25% doit être remboursé par la VdM. Période du 01jan2016 - 31dec2016.	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	10 055,05 $
AGENCE METROPOLITAINE DE TRANSPORT	1185224	24 FÉVR. 2017	DUGUAY, MARIO	Dans le cadre du projet SRB Pie-IX, l¿AMT a demandé la préparation et émission d¿un rapport d¿analyse foncière sur l¿emprise du boul. Pie-IX à Gendron Lefebvre. Le 30% doit être remboursé par la VdM. Facture 90011494 (1er janv. au 31 2016)	Infrastructures, voirie et transports	Construction d'infrastructures de voirie	9 732,34 $
AGREGATS WATERLOO INC. (AWI INC)	1181858	14 FÉVR. 2017	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT - SABLE DOLOMITE	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	724,41 $
AGREGATS WATERLOO INC. (AWI INC)	1181858	09 FÉVR. 2017	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT - SABLE DOLOMITE	Approvisionnement	Culture, sport et loisir	8 390,60 $
AIGUISAGE L.N.R.	CAR841064	10 FÉVR. 2017	BRANCONNIER, SERGE	C1167178 (UNITÉE DE 1.00$ COMMANDE OUVERTE POUR AIGUISAGE DE COUTEAU SURFACEUSE POUR APPAREIL ZAMBONI (CHAUVEAU))	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	20 997,50 $
AIRTRONIC CLIMATISATION INC.	1178403	06 FÉVR. 2017	ROY, SYLVAIN	Réparations sur le système de réfrigération de la chambre à humidité contrôlée du 999 rue de Louvain est	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	3 821,54 $
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	1178588	27 FÉVR. 2017	BRUNET, GAETAN	BCO 2017 - PIÈCES DIVERSES POUR DIVISION AQUEDUC TPAE-0105 APPRO. PJ JOLY	Pierrefonds - Roxboro	Réseau de distribution de l'eau potable	3 149,62 $
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	1178909	01 FÉVR. 2017	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT - MECHES	Approvisionnement	Outillage et machinerie	2 928,65 $
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	1180804	07 FÉVR. 2017	LEARY, GENEVIEVE	Achat de pièces d'aqueduc - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	3 808,33 $
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	1182915	15 FÉVR. 2017	ROUSSIN, VERONIQUE	REAPP COLBERT - PIECES POUR BORNE FONTAINE	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	22 477,83 $
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	1183408	16 FÉVR. 2017	ROUSSIN, VERONIQUE	REAPP COLBERT - TUYAU DE FONTE, QUINC. POUR BORNE FONTAINE	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	17 153,27 $
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	1183956	20 FÉVR. 2017	GAGNE-TRINQUE, MALINE	BOOKING COLBERT (3 AVRIL) - FOURNITURES AQUEDUC	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	35 277,89 $
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	1184424	21 FÉVR. 2017	ROUSSIN, VERONIQUE	REAPP COLBERT - ROBINET DE VANNE, COUDE, TUYAU	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	9 228,58 $
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	1184758	23 FÉVR. 2017	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT - FOURNITURES D'AQUEDUC	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	6 131,43 $

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2017

ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	1184763	23 FÉVR. 2017	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT - FOURNITURES D'AQUEDUC	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	2 436,51 $
ALEXANDER ROMER	1182725	14 FÉVR. 2017	HOUDE, ALAIN	Alexander Römer -Virement bancaire -Concours international - Module de Chantier	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	7 750,00 $
ALEXANDRE CARLE	1181322	08 FÉVR. 2017	LOISELLE, ERIC	Contrat de services professionnels (Alexandre Carle - Psychologue) pour le Programme d'aide aux policiers et policières (PAPP) - Direction santé, sécurité et mieux-être - Année 2017	Ressources humaines	Gestion du personnel	23 450,00 $
ALEXANDRE DESMARAIS-GAGNON	1181326	08 FÉVR. 2017	LOISELLE, ERIC	Contrat de services professionnels (Alexandre Desmarais-Gagnon - Psychologue) pour le Programme d'aide aux policiers et policières (PAPP) - Direction santé, sécurité et mieux-être - Année 2017	Ressources humaines	Gestion du personnel	10 584,00 $
ALFAGOMMA CANADA INC.	1181299	08 FÉVR. 2017	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT - BOYAUX	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	1 746,99 $
ALFAGOMMA CANADA INC.	1181299	08 FÉVR. 2017	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT - BOYAUX	Approvisionnement	Construction	333,70 $
ALFAGOMMA CANADA INC.	1182417	13 FÉVR. 2017	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Matériel roulant	2 018,07 $
ALFAGOMMA CANADA INC.	1184065	20 FÉVR. 2017	BEAULIEU, JOHANNE	BOOKING COLBERT (3 AVRIL) - BOYAUX, LANCES ET RACCORDS DE BOYAUX	Approvisionnement	Environnement et nature	2 078,75 $
ALFAGOMMA CANADA INC.	1184065	20 FÉVR. 2017	BEAULIEU, JOHANNE	BOOKING COLBERT (3 AVRIL) - BOYAUX, LANCES ET RACCORDS DE BOYAUX	Approvisionnement	Construction	217,32 $
ALFAGOMMA CANADA INC.	1184065	20 FÉVR. 2017	BEAULIEU, JOHANNE	BOOKING COLBERT (3 AVRIL) - BOYAUX, LANCES ET RACCORDS DE BOYAUX	Approvisionnement	Matériel roulant	278,74 $
ALFAGOMMA CANADA INC.	1184065	20 FÉVR. 2017	BEAULIEU, JOHANNE	BOOKING COLBERT (3 AVRIL) - BOYAUX, LANCES ET RACCORDS DE BOYAUX	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	4 318,14 $
ALL TAPE DISTRIBUTION	1184798	23 FÉVR. 2017	LEMAY, JULIE	Duct tape noir pour coller les rouleaux de tapis de caoutchou pour protéger le plancher de la salle omnisports	Diversité sociale et des sports	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	2 040,96 $
ALL TAPE DISTRIBUTION	1184891	23 FÉVR. 2017	LEMAY, JULIE	Polyvinyl clair	Diversité sociale et des sports	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	2 003,16 $
AMAZON WEB SERVICES CANADA, INC.	1182359	13 FÉVR. 2017	PAGE, MARTIN	Acquisition de services infonuagiques IAAS et PAAS-AWS Cloud services - AWS Support (Business) - Quote of January 18th, 2017	Technologies de l'information	Gestion de l'information	20 787,52 $
AMBIDEX	1184699	22 FÉVR. 2017	PARIS, YVES	Réalisation d'éléments muséographiques pour nos expos temporaires ou permanentes et d'outils éducatifs.	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	8 000,00 $
AMENAGEMENT PAYSAGER D.ST-CYR INC.	1182822	14 FÉVR. 2017	LEVESQUE, PIERRE	Déneigement 2017 au PDQ 26 ouest	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 899,40 $
AMIANTE PROCONSULT INC.	1180543	06 FÉVR. 2017	LALONDE, SOPHIE	CORPO - Services experts-conseils en matières dangereuses dans le cadre de la mise aux normes de l'aréna René-Masson - Incidence 14564	Gestion et planification immobilière	Gestion install. - Arénas et patinoires	16 796,74 $
AMINA BENRHAZI	1180447	03 FÉVR. 2017	MIRANDA CORCES, CLAUDIA	Animation d'une session de la formation : Communications interculturelle en milieu de travail- 13 Decembre 2016 de 8h30 a 16h30	Diversité sociale et des sports	Autres - activités culturelles	3 296,61 $
ANAIS MORIN-TURMEL	1181281	08 FÉVR. 2017	LOISELLE, ERIC	Contrat de services professionnels (Anaïs Morin-Turmel - Psychologue) pour le Programme d'aide aux policiers et policières (PAPP) - Direction santé, sécurité et mieux-être - Année 2017	Ressources humaines	Gestion du personnel	14 112,00 $
ANCHOR DANLY INC.	ROS840264	09 FÉVR. 2017	BEAULIEU, DAMIEN	PUNCH ET DIE (SPECIAL) POUR UTILISATION POUR U.T.M.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 538,13 $
ANDRE TRUDEAU	1183026	15 FÉVR. 2017	CLOUTIER, SYLVIE	Services professionnels - Membre externe - Comité d'entrevus - Concours pour le comblement des postes de professionnels - Campagne de recrutement TI	Technologies de l'information	Gestion de l'information	15 000,00 $
ANIXTER CANADA INC.	1184181	21 FÉVR. 2017	DESJARDINS, SYLVIE	ÉLECTRICITÉ - TEM 92691- 4/0 THHN (T90) TORONNE NOIR, 90C 600V P/N: 6G-4041-02 - ÉRIC TREMBLAY	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 244,85 $
ANNA-MARIA LACRIOLA	170202	06 FÉVR. 2017	NGUIDJOL, GRACE-NATHALIE	BALR - Ateliers d'animation et coordination	Culture	Bibliothèques	2 212,00 $
ANTONIO MOREAU (1984)LTEE	1179794	01 FÉVR. 2017	EMOND, LISE	Réapprovisionnement ponctuel du Centre de distribution Mtl. Vêtement / Manteau d'hiver, parka...	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	4 398,24 $
ANTONIO MOREAU (1984)LTEE	1182922	15 FÉVR. 2017	LEARY, GENEVIEVE	Achat de bottines et manteaux sur ententes cadres - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	4 242,85 $
ANTONIO MOREAU (1984)LTEE	1184590	22 FÉVR. 2017	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT - CHAUSSURES DE SECURITE	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	3 314,77 $
ANTONIO MOREAU (1984)LTEE	1184767	23 FÉVR. 2017	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT - MANTEAUX ET JEANS	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	4 797,51 $

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2017

ANTONIO MOREAU (1984)LTEE	1184828	23 FÉVR. 2017	LEARY, GENEVIEVE	Achat de pantalons cargo et droit - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	8 452,77 $
ANTONIO MOREAU (1984)LTEE	1185435	27 FÉVR. 2017	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBER T- PARKAS ET BOTTINES DE TRAVAIL	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	2 272,45 $
APSAM ASSOCIATION PARITAIRE SANTE & SECURITE AFFAIRES MUNICIPALES	1180704	06 FÉVR. 2017	LAVOIE, MARIE-CLAUDE	CADENASSAGE - FORMATION SUR LE PROGRAMME DE CADENASSAGE POUR GESTIONNAIRES ET COLS BLEUS DE LA DIVISION DE L'EXPLOITATION DES BÂTIMENTS SPÉCIALISÉS - RÉGION OUEST	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 260,00 $
APSAM ASSOCIATION PARITAIRE SANTE & SECURITE AFFAIRES MUNICIPALES	1181584	08 FÉVR. 2017	DUFRESNE, ALAIN	Formation "Travaux publics et de construction" les 6-7-8 et 9 mars 2017 pour 10 participants - TP aqueduc	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	3 060,00 $
AQUA DATA INC	1180303	03 FÉVR. 2017	LABERGE, MATHIEU-PIERRE	Octroyer un contrat à Aqua Data pour la mise à jour du programme de rinçage unidirectionnel du réseau d'aqueduc local de l'arrondissement Pierrefonds-Roxboro dans le cadre des travaux d'entretien 2017. Montant 12 584.01$ taxes incluses	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	11 490,89 $
AQUA DATA INC	1180603	06 FÉVR. 2017	BRUNET, SYLVIE A.	SLD-BCO-TP-Voirie 2017 pur le service d'urgence de corrélation des bris des conduites d'aqueducs pour l'année 2017.	Saint-Léonard	Réseau de distribution de l'eau potable	9 131,33 $
AQUAMERIK INC.	25390	07 FÉVR. 2017	CARDINAL, LINDA	BC 208780, Pompes et unité de refroidissement.	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 130,00 $
AQUAREHAB (CANADA) INC.	1180287	03 FÉVR. 2017	BRUNET, SYLVIE A.	SLD-BCO-TP-VOIRIE pour le service de désinfection d'urgence du réseau d'aqueduc	Saint-Léonard	Réseau de distribution de l'eau potable	7 305,07 $
AQUARIUM DU NORD INC.	677215	25 FÉVR. 2017	BRUNET, RICHARD	BC-208965 / 50 discus Santarem	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 600,00 $
AQUATECHNO SPECIALISTES AQUATIQUES INC.	1180946	07 FÉVR. 2017	DESJARDINS, SYLVIE	Divers pièces de plomberie	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 585,43 $
AQUATECHNO SPECIALISTES AQUATIQUES INC.	1181435	08 FÉVR. 2017	LABOS, COSTAS	PLOMBERIE - CONTROLE BECSYS3 - DEMANDE PAR AZIZE KAMIL C/M	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 028,90 $
AQUATECHNO SPECIALISTES AQUATIQUES INC.	1184026	20 FÉVR. 2017	DESJARDINS, SYLVIE	CONTRÔLEUR DE QUALITÉ DE L'EAU MODÈLE BECSYS 5 SEUL SANS CELLULE NI SONDES	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 199,50 $
ARBITRAGE J.P. LUSSIER INC.	1184916	23 FÉVR. 2017	GAGNON, JEAN-YAN	Services professionnels rendus dans les griefs V-AP-2011-0049, V-AP-2015-1088, 1102 ET 1103 - Bertrand Chabot - facture 6788-3	Ressources humaines	Gestion du personnel	5 097,00 $
ARBITRAGE MARCEL MORIN INC.	1182988	15 FÉVR. 2017	GAGNON, JEAN-YAN	Facture - Griefs 02-16-2014 à 55-16-2014 et patronal - Relation de travail	Ressources humaines	Gestion du personnel	7 138,05 $
ARCHEO-QUEBEC	1185162	24 FÉVR. 2017	MARTIN, NATHALIE	Paiement à Archéo-Québec de la carte d'adhésion, frais de participation au Mois de l'archéologie 2017 ainsi que de la promotion et de la publicité.	Service de la mise en valeur du territoire	Aménag. du territoire, réglementation et zonage	6 500,00 $
AREO-FEU LTEE	1182830	14 FÉVR. 2017	LONGPRE, ERIC	Frais pour espace d'entreposage d'embarcation nautique + électricité de Décembre 2016 à avril 2017 selon la soumission 54869.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	32 052,68 $
ARIANE ST-LOUIS	1183832	17 FÉVR. 2017	PELLERIN, GUY	Guide d'aménagement des rues - Recherche et rédaction - Ariane St-Louis mandat 3.	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	7 350,72 $
ARK IMPORTS LTD	si0023555	08 FÉVR. 2017	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 045,00 $
ARMSERV INC.	1180706	06 FÉVR. 2017	LEVESQUE, PIERRE	TNC - Caserne 74 (3076) - 10, avenue Roosevelt - Soumission Armserv : Q801866-R1 - Remplacement des purgeurs à vapeur défectueux suite au dernier relevé des purgeurs - 1 soumission	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 511,84 $
ARMSTRONG DARLING INC.***	1180994	07 FÉVR. 2017	DESJARDINS, SYLVIE	ACHAT D'UNE POMPE - LUC VÉZINA	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 060,39 $
ARMSTRONG DARLING INC.***	1182619	14 FÉVR. 2017	ST-ONGE, JEAN	ACHAT DESHUMIDIFICATEUR POUR LE BAIN MORGAN	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 012,20 $
ARNAUD MARIAT	1180227	03 FÉVR. 2017	LACOMBE, PIERRE	Convention de services professionnels à Arnaud Mariat pour la fourniture de services professionnels de travaux de montage sur les versions de distribution des films qui seront présentés au Planétarium.	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	12 000,00 $
ARTEFACTUEL, COOP DE TRAVAIL	1182695	14 FÉVR. 2017	LALONDE, SOPHIE	Inventaire archéologique dans le cadre des travaux à la vespasienne du Parc La Fontaine - Incidence 14501	Gestion et planification immobilière	Autres - Activités récréatives	34 886,93 $
ASCENSEURS INNOVATEC INC.	1182176	10 FÉVR. 2017	LEVESQUE, PIERRE	Travaux pour le transport vertical dans divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	8 211,34 $

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2017

ASPHALTE SAINT-PATRICK INC	1180323	03 FÉVR. 2017	CHARBONNEAU, GUY	2017 - BC ouvert pour achat d'enrobés bitumineux lors de travaux d'aqueduc en janvier 2017	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	20 997,50 $
ASSOCIATION DES COMMERCANTS AVENUE LAURIER OUEST	2175238001150217	15 FÉVR. 2017	GODBOUT, JULIE	GDD 2175238001 - Contribution financière dans le cadre du Règlement établissant le programme de soutien aux artères en chantier (15-089)	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	50 000,00 $
ASSOCIATION DES ETUDIANTS DE LA MAITRISE EN GESTION DE PROJET DE L'UQAM	1160906	17 FÉVR. 2017	CLOUTIER, SYLVIE	Service - l'association des étudiantes de la maitrise en gestion de projet de l'UQAM (AéMGP) en échange de la visibilité prévue à l'article 1 du contrat.	Technologies de l'information	Gestion de l'information	5 249,37 $
ASSOCIATION DES GALERIES D'ART CONTEMPORAIN DE MONTREAL	cm160335116197003	21 FÉVR. 2017	GAGNE, DIANE	RÉSOLUTION : CM16 0335 - 1161197003. CONDITION : POUR L'ANNÉE 2017 - 3.2.2 : UNE SOMME DE TRENTE MILLES DOLLARS DANS LES 30 JOURS AU PLUS TARD LE 1ER MARS 2017.	Dépenses communes	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	30 000,00 $
ASSOCIATION DES PHARMACIENS DU CANADA	100181	09 FÉVR. 2017	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	5 763,81 $
ASSOCIATION QUEBECOISE DES TRANSPORTS	1184020	20 FÉVR. 2017	CARETTE, CLAUDE	Cotisation Ville de Montréal 2017 - GRAND PARTENARIAT (renouvellement) selon la facture F-105127.	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Dir. et admin. - À répartir	15 748,12 $
ASTRAL MEDIA AFFICHAGE S.E.C.	1185408	27 FÉVR. 2017	BEAUCHAMP, LOUIS	Contrat 000053071 - Panneaux d'affichage sur l'autoroute 40 E, autoroute Décarie, autoroute 20 O.	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	46 197,64 $
ATELIER 7HZ INC.	1185501	27 FÉVR. 2017	GIRARD, NORMAND	Service d'accompagnement dans le cadre d'un processus de conception intégrée pour le nouveau Centre d'histoire de Montréal	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	3 674,56 $
ATELIER CHRISTIAN THIFFAULT S.E.N.C.R.L.	1185515	27 FÉVR. 2017	GIRARD, NORMAND	Production d'une analyse urbaine dans le cadre d'un processus de conception intégrée pour le nouveau Centre d'histoire de Montréal	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	20 997,50 $
AUDREY MALLET	1170308	22 FÉVR. 2017	PELLERIN, GUY	Rues piétonnes et partagées - Mandat 2 Audrey-Lise Mallet - Élaboration guide d'accompagnement	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	14 420,20 $
AUTOMOBILES SILVER STAR MONTREAL INC.	ROS839139	03 FÉVR. 2017	LONGPRE, ERIC	PAYER FACTURE DE RÉPARATION D'UN MOTEUR DE CAMION INCENDIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	7 799,44 $
AVH TECHNOLOGIES INC.	1183366	16 FÉVR. 2017	LAVOIE, MARIE-CLAUDE	Achat 5 projecteurs interactifs tactiles Epson 585 wi dans le cadre du déménagement du Service des Communications au 700 de la Gauchetière	Gestion et planification immobilière	Administration, finances et approvisionnement	3 800,20 $
AXOR EXPERTS-CONSEILS INC.	1183168	15 FÉVR. 2017	CARRIER, JEAN	Mise en plan des travaux dans le cadre du PCPR-2017 (rues locales), selon la soumission gré à gré CDN-NDG-17-GG-TP-018, réf. Farid Ouaret.	Infrastructures, voirie et transports	Entretien et réfection des chaussées et trottoirs	5 375,36 $
AXOR EXPERTS-CONSEILS INC.	1183172	15 FÉVR. 2017	CARRIER, JEAN	Mise en plan des travaux dans le cadre du PRR-4-2017 (rues artérielles), selon la soumission gré à gré CDN-NDG-17-GG-TP-017, réf. Farid Ouaret.	Infrastructures, voirie et transports	Entretien et réfection des chaussées et trottoirs	5 233,63 $
AXOR EXPERTS-CONSEILS INC.	1183174	15 FÉVR. 2017	CARRIER, JEAN	Mise en plan des travaux dans le cadre du PRR-2-2017 (rues locales), selon la soumission gré à gré CDN-NDG-17-GG-TP-015, réf. Farid Ouaret.	Infrastructures, voirie et transports	Entretien et réfection des chaussées et trottoirs	7 837,32 $
AXOR EXPERTS-CONSEILS INC.	1184386	21 FÉVR. 2017	CARRIER, JEAN	Mise en plan des travaux dans le cadre du PRR-3-2017 (rues artérielles), selon la soumission gré à gré CDN-NDG-17-GG-TP-016, réf. Farid Ouaret.	Infrastructures, voirie et transports	Entretien et réfection des chaussées et trottoirs	6 577,47 $
AXOR EXPERTS-CONSEILS INC.	1185556	27 FÉVR. 2017	LÊ, SON-THU	034-Ax - Photométrie de l'intersection Jean-Talon/Victoria - REF: SÉBASTIEN GERMAIN	Infrastructures, voirie et transports	Signalisation lumineuse	5 281,92 $
B.BOX	1185470	27 FÉVR. 2017	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT - BOITES D'ARCHIVAGE	Approvisionnement	Transport et entreposage	4 787,43 $
BATTERIES DIXON INC.	1182074	10 FÉVR. 2017	BUTEAU, FRANCOIS	ÉLECTRICITÉ - ACHAT DE DIVERSES BATTERIES POUR ÉCLAIRAGE D'URGENCE - ÉRIC TREMBLAY	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 341,71 $
BATTERIES NATECH INC.	CAR841605	15 FÉVR. 2017	BRANCONNIER, SERGE	C1167839 (ACHAT DE CAISSON (BATTERIE) POUR ZAMBONI MODEL 552 2008)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	10 446,26 $
BEAUDRY ANNE-MARIE	rmi000121749000122 7570004	04 FÉVR. 2017	Système RECLAM	BEAUDRY ANNE-MARIE\Paiement d'une indemnité pour le dossier 16-005539, sur la liste de paiement 1701IC011 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	2 127,04 $
BELAIRDIRECT_6	rmi000120186000118 2850001	04 FÉVR. 2017	Système RECLAM	BELAIRDIRECT\Paiement d'une indemnité pour le dossier 16-004611, sur la liste de paiement 1701IC010 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	2 764,94 $
BELAIRDIRECT_7	rmi000119794000118 2850001	21 FÉVR. 2017	Système RECLAM	BELAIRDIRECT\Paiement d'une indemnité pour le dossier 16-004401, sur la liste de paiement 1702IC002 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	3 681,49 $

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2017

BELANGER SAUVE, S.E.N.C.R.L.	1182175	10 FÉVR. 2017	BELPAIRE, VERONIQUE	avocats dossier 16-000708	Affaires juridiques	Affaires civiles	5 464,10 $
BENCO PIECES ET SERVICES	CAR842310	20 FÉVR. 2017	GAUVREAU, ALAIN	FOURNIR PO A BENCO CANADA POUR REPARATION FUITE HYDRAULIQUE AU DIFFERENTIEL TRACTEUR BENCO VOIR FCT#1243 AUTORISATION B.ALLARD	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 837,36 $
BERENDSEN FLUID POWER LTEE	CAR841750	16 FÉVR. 2017	LUSSIER, STEPHANIE	616222 GEAR RING AUBURN GEAR	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 596,69 $
BIBLIO RPL LTEE	1184598	23 FÉVR. 2017	BELLEMARE, NATHALIE	Achat de fournitures nécessaires à la préparation matérielle des documents des bibliothèques de la Ville de Montréal	Culture	Bibliothèques	5 399,51 $
BIG & DIGITAL LLC	1182140	10 FÉVR. 2017	LACOMBE, PIERRE	Flat fee license for Space Nest - Nov 2017 - Nov 2018	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	39 012,00 $
BLEU LAVANDE INC.	in333554	15 FÉVR. 2017	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 226,25 $
BMR MATCO RAVARY	1180244	03 FÉVR. 2017	PARIS, YVES	Exposition reptiles et amphibiens : Soumission 002 pour l'achat de matériel pour l'exposition	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	4 036,05 $
BOIS IDEAL INC.	1179863	02 FÉVR. 2017	FERREIRA, RUY PAULO	Achat de quincaillerie et bois pour 2017	Plateau Mont-Royal	Réseau de distribution de l'eau potable	2 099,75 $
BOIVIN & GAUVIN INC.	1180874	07 FÉVR. 2017	DOUCET, VERONIQUE	SLT-TP-AQUE.- Ensemble de vérification bi-annuelle des bornes fontaines	Saint-Laurent	Réseau de distribution de l'eau potable	4 874,83 $
BOO! DESIGN INC.	1181848	09 FÉVR. 2017	COTE, RICHARD	Facture 17915: Accroches portes: Avis ébullition, Non-consommation, Levée d'avis	Sud-Ouest	Réseau de distribution de l'eau potable	2 325,47 $
BOUTY INC	1183814	17 FÉVR. 2017	COURCHESNE, YVES	Achat de fauteuils ergonomiques pour les besoins du Service des finances selon les soumissions (14 et 15 février 2017).	Finances	Administration, finances et approvisionnement	2 493,79 $
BOYTECH DEMOLITION INC.	1179428	01 FÉVR. 2017	LEVESQUE, PIERRE	Centre sportif Pierre-Charbonneau (0087) - 2980, rue Viau - Enlèvement d'amiante sur la cheminée de la génératrice - 1 soumission	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	6 089,27 $
BPR-INFRASTRUCTURE INC.	1179996	02 FÉVR. 2017	BOULIANNE, MARTIN	SP Gré à Gré-20-001- DRM 001623-TR-01 - BPR Infrastructure - pour services rendus en surveillance afin de fermer des contrats de voirie de 2012- Divers endroits - Dem. : M.BOULIANNE	Infrastructures, voirie et transports	Entretien et réfection des chaussées et trottoirs	18 807,90 $
BRAULT DRAIN	ou1121017a27	01 FÉVR. 2017	Système OUTILLAGE	0296092-Travaux d'égouts,27/01/2017	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce	Réseaux d'égout	2 070,88 $
BRAULT DRAIN	ou1121705a24	08 FÉVR. 2017	Système OUTILLAGE	0296092-cureur combine,03/02/2017	Ahuntsic - Cartierville	Réseaux d'égout	2 097,65 $
BRIDGESTONE CANADA INC.	1182114	10 FÉVR. 2017	CHRETIEN, NORMAND	PNEU RECHAPE RÉAPPROVISIONEMENT INVENTAIRE DICKSON	Approvisionnement	Matériel roulant	2 848,01 $
BRIDGESTONE CANADA INC.	1183969	20 FÉVR. 2017	CHRETIEN, NORMAND	PNEUS CAMION POUR ONVENTAIRE DICKSON	Approvisionnement	Matériel roulant	2 889,22 $
BRIDGESTONE CANADA INC.	1184591	22 FÉVR. 2017	HAMELIN-PROVOST, GINETTE	RÉAP. PIR INVENTAIRE PNEUS	Approvisionnement	Matériel roulant	2 069,62 $
BRIDGESTONE CANADA INC.	1184879	23 FÉVR. 2017	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-02 VIAU POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Matériel roulant	4 216,72 $
BRIDGESTONE CANADA INC.	1184895	23 FÉVR. 2017	ROUSSIN, VERONIQUE	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Matériel roulant	13 797,46 $
BRODART CANADA COMPAGNY	1179973	02 FÉVR. 2017	SIMINARO, LISA	Réaménagement de l'aire d'accueil de la bibliothèque Salaberry	Ahuntsic - Cartierville	Bibliothèques	10 587,25 $
BRODI SPECIALTY PRODUCTS LTD	1180439	03 FÉVR. 2017	ROUILLARD, JOHANNE	Achat de produit pour deboucher	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 707,78 $
BUREAU DU CINEMA ET DE LA TELEVISION DU QUEBEC	1185260	24 FÉVR. 2017	BISSONNETTE, DANIEL	Visibilité pour l'événement Festival Fantasia de juillet 2016 et pour le Congrès AQPM de mai 2016	Culture	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	2 624,68 $
BUREAU PRINCIPAL DE DESIGN INC.	1170083	02 FÉVR. 2017	GOYETTE, STEPHANE	Création de l'identité graphique pour l'événement de Montréal, la ville intelligente et numérique - 30 janvier 2017.	Direction générale	Gestion de l'information	6 299,25 $
BUREAU PRINCIPAL DE DESIGN INC.	1182720	14 FÉVR. 2017	HOUDE, ALAIN	Bryan Lamonde (Bureau Principal) - Jury-Concepteur graphique - Membre du jury «Pour mieux informer sur le chantier»	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	2 204,74 $
BUREAU PRINCIPAL DE DESIGN INC.	1183497	16 FÉVR. 2017	HOUDE, ALAIN	Bureau Principal - Entrée de données sur le site de Design Montréal. Devis 170131A	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	5 511,84 $
C.F.H. SECURITE INC	1182705	14 FÉVR. 2017	LABOS, COSTAS	REMPLACEMENT DE BOYAU INCENDIE DANS DIVERS BÂTIMENTS	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	9 501,37 $

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2017

CAMILLE LEFEBVRE	1180226	03 FÉVR. 2017	LACOMBE, PIERRE	Convention de services professionnels à Camille Lefebvre pour la fourniture de services professionnels de recherchiste et consultante pour la production du spectacle EXO qui sera présenté au Planétarium Rio Tinto Alcan	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 000,00 $
CAMION ISUZU MONTREAL OUEST (2015) INC.	SLT840580	11 FÉVR. 2017	VERMETTE, SUZANNE	A-73635 - VEH 2712 - REPARATION DE MOTEUR SUR CAMION ISUZU	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 206,52 $
CAMIONS CARL THIBAULT INC.	1181120	07 FÉVR. 2017	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-02 VIAU POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Construction	2 437,13 $
CANADIEN NATIONAL	1180697	06 FÉVR. 2017	BROUSSEAU, DANIEL	#Facture: 91267956, #91281163, #91281164 #Client: 16189 #Référence ¿ Passage à niveau public.	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	7 972,50 $
CANADIEN NATIONAL	1180768	06 FÉVR. 2017	BOULIANNE, MARTIN	IN 282901 - DRM 2829-TR-01. MAIN-D'OEUVRE ET PÉNALITÉ POUR TRAVAIL SANS SIGNALEUR PRÈS DE LA VOIE FERRÉE. FACTURE # 91267598 ET 91267465. DEMANDEUR : DANIEL RODRIGUEZ. TR: CM15 0534. UTILITÉ	Infrastructures, voirie et transports	Construction d'infrastructures de voirie	6 845,18 $
CANAFLEX INC.	CAR836804	16 FÉVR. 2017	GAUVREAU, ALAIN	Achat boyau hyd. atelier CESM	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 703,18 $
CAPSANA INC.	1182405	13 FÉVR. 2017	DEROME, JOHANNE	Facturation des 2 ateliers sur la présence au travail et les saines habitudes de gestion du 1er décembre 2016 et du 2 février 2017.	Diversité sociale et des sports	Act. récréatives - Dir. et adm. - À répartir	2 519,70 $
CARLOS MARIANO LOPEZ	1181300	08 FÉVR. 2017	LOISELLE, ERIC	Contrat de services professionnels (Mariano Lopez - Psychologue) pour le Programme d'aide aux policiers et policières (PAPP) - Direction santé, sécurité et mieux-être - Année 2017	Ressources humaines	Gestion du personnel	22 371,77 $
CARREFOUR SOCIOCULTUREL DU CENTRE AFRIKA	1164251003170202	02 FÉVR. 2017	LESPERANCE, YANICK	Soutien financier / accompagnement du monde africain vers une integration durable. Dossier: 1164251003 / CE16 1163. 40% de 50 000 $ / 2ème versement. BINAM	Direction générale	Autres - activités culturelles	20 000,00 $
CARRIERE ST-JACQUES INC.	1174134	06 FÉVR. 2017	THIFFEAULT, MARTIN	BCO - Achat de pierre concasse pour l'arrondissement de Verdun.	Verdun	Réseau de distribution de l'eau potable	3 650,94 $
CARROSSERIE IBERVILLE INC.	010063	15 FÉVR. 2017	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:432021	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 157,36 $
CARROSSERIE IBERVILLE INC.	010110	25 FÉVR. 2017	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:432440	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 795,82 $
CASSANDRE ALLARD	1179841	02 FÉVR. 2017	LACOMBE, PIERRE	Convention de services professionnels à Cassandre Allard pour la fourniture de services d'assistance de production pour le projet EXO / Age of Darkness qui sera présenté au Planétarium Rio Tinto Alcan	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	11 000,00 $
CASSEROLE KREOLE TRAITEUR BOUTIQUE INC.	1183262	16 FÉVR. 2017	NORMANDIN, HENRI-PAUL	Service traiteur pour l'événement " La journée Solidarité internationale" le 6 février 2017 selon la facture 6 février.	Direction générale	Conseil et soutien aux instances politiques	2 918,09 $
CASSEROLE KREOLE TRAITEUR BOUTIQUE INC.	1185194	24 FÉVR. 2017	DEROME, JOHANNE	Forfait cocktail 5 a 7 du Jeudi 2 Février 2017 pour le lancement du mois de l'histoire des noirs	Diversité sociale et des sports	Act. récréatives - Dir. et adm. - À répartir	2 679,66 $
CATHERINE DUBOIS	1183009	15 FÉVR. 2017	BOISVERT, CHANTAL	PROJET DE MEDIATION CULTURELLE DES ARRONDISSEMENT POUR LE 375E	Anjou	Autres - activités culturelles	2 375,00 $
CDS INC.	dcs000007096	16 FÉVR. 2017	IORDACHE, ELENA	honoraires pour service de dépôt et de compensation	Dépenses financières	Autres frais de financement	2 271,93 $
CEGEP DE SAINT-LAURENT	1181847	09 FÉVR. 2017	CHARBONNEAU, GUY	OPA-Formation préalable des préposés à l'aqueduc-Montréal (Nordelec)-96270	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	10 139,59 $
CENTRE AGRICOLE J.L.D. INC.	1180460	24 FÉVR. 2017	BOMBARDIER, LUC	Pièces pour réparation boîte d'entrainement brosse 60 pouces (1445) accessoires du tracteur # 592-12300	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 016,89 $
CENTRE AGRICOLE J.L.D. INC.	1182890	24 FÉVR. 2017	GARNEAU, DOMINIC	Pièces pour différentiel avant, pignon couronne manchon joint shim roulement v-ring drive line pour tracteur 413-07507 V.M.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 528,95 $
CENTRE AGRICOLE J.L.D. INC.	DIC834603	02 FÉVR. 2017	TREMBLAY, MICHEL	8SV-JDTS02 PARE-BRISE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 129,32 $
CENTRE AGRICOLE J.L.D. INC.	DIC842356	27 FÉVR. 2017	CHRETIEN, NORMAND	PIECES DE REPARATION POUR TRACTEUR AGRICOLE/NEIGE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 535,23 $
CENTRE AGRICOLE J.L.D. INC.	LAS842406	27 FÉVR. 2017	VEILLETTE, PATRICK	PIECES 593-04544 TONDEUSE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 579,82 $
CENTRE DE L'AUTO RENE DOYON	20096a	02 FÉVR. 2017	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:431197	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 194,33 $

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2017

CENTRE DE RECHERCHE INDUSTRIELLE DU QUEBEC	1180466	03 FÉVR. 2017	LY, CHAN-HOA	Formation 1. «Optimisez vos recherches sur le WEB»2. «Systématisez la veille sur le WEB» selon la proposition de service 52884-R1.	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	17 480,42 $
CENTRE DE SERVICE 2010 ENR.	31967	18 FÉVR. 2017	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:432330	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 066,17 $
CENTRE DE SERVICES PARTAGES DU QUEBEC	1179969	02 FÉVR. 2017	DESJARDINS, SYLVIE	BC 2017 : Service - Téléphonie cellulaire pour le SPGI	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 249,37 $
CENTRE DE SERVICES PARTAGES DU QUEBEC	1182726	14 FÉVR. 2017	CHAMPAGNE, BENOIT	Abonnement IP à la bibliothèque virtuelle du MTQ pour l'accès en ligne aux normes "ouvrages routiers". Période: 2016-11-18 au 2017-11-17.	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	8 346,51 $
CENTRE DE SERVICES PARTAGES DU QUEBEC	0000	25 FÉVR. 2017	GOLINVAUX, ANNE-MARIE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	3 916,33 $
CENTRE DE SERVICES PARTAGES DU QUEBEC	am007574	16 FÉVR. 2017	DURAND, CATHERINE	Cellulaires EPLV	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 091,73 $
CENTRE DE SERVICES PARTAGES DU QUEBEC	am007835	24 FÉVR. 2017	DE ROME, SUZANNE	Service de mobilité cellulaire pour décembre 2016	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Dir. et admin. - À répartir	14 174,59 $
CENTRE DE SERVICES PARTAGES DU QUEBEC	am008333	28 FÉVR. 2017	GOULET, DIANE	Téléphonie cellulaire - janvier 2017	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	13 256,85 $
CENTRE DE SERVICES PARTAGES DU QUEBEC	am008516	24 FÉVR. 2017	DE ROME, SUZANNE	Service de mobilité cellulaire pour janvier 2017	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Dir. et admin. - À répartir	2 524,46 $
TECHNOLOGIE PHYSIQUE ET PHOTONIQUE DE MONTREAL	1185166	24 FÉVR. 2017	BISSONNETTE, JEAN-MARC	Évaluation photométrique des anti-graffitis - Mesures sur 17 échantillons - Selon soumission 1456_rev2	Concertation des arrondissements	Nettoyage et balayage des voies publiques	5 023,65 $
CENTRE DE TELEPHONE MOBILE LTEE	1175640	01 FÉVR. 2017	HAMEL, ROBERT	Commande ouverte 2017 pour contrat de location de radios mobiles CP200 comprenant le service d'entretien (Hôtel de Ville et cour municipale) - Sécurité	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	10 498,75 $
CENTRE DU TRAVAILLEUR F.H. INC.	1176876	27 FÉVR. 2017	ROUSSIN, VERONIQUE	MTLN-DISTR / REAPPROV. (INVENTAIRE - VETEMENT)	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	10 570,41 $
CENTRE DU TRAVAILLEUR F.H. INC.	1176876	27 FÉVR. 2017	ROUSSIN, VERONIQUE	MTLN-DISTR / REAPPROV. (INVENTAIRE - VETEMENT)	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	619,43 $
CENTRE DU TRAVAILLEUR F.H. INC.	1181774	09 FÉVR. 2017	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT - VETEMENTS DE PLUIE	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	3 584,27 $
CENTRE DU TRAVAILLEUR F.H. INC.	1184430	21 FÉVR. 2017	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT - GILET DE PLUIE	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	6 570,12 $
CENTRE DU TRAVAILLEUR F.H. INC.	1184760	23 FÉVR. 2017	GAGNE-TRINQUE, MALINE	COLBERT (BOOKING 3 AVRIL) - VETEMENTS DE PLUIE	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	29 984,44 $
CENTRE DU TRAVAILLEUR F.H. INC.	1184768	23 FÉVR. 2017	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT - VETEMENTS DE PLUIE	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	7 839,42 $
CENTRE DU TRAVAILLEUR F.H. INC.	1185434	27 FÉVR. 2017	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT - VETEMENTS DE PLUIE	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	7 165,39 $

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2017

CESIUM TELECOM INC.	1179733	01 FÉVR. 2017	LUU, VINH	étuis Defender pour Iphone 5S et Blackberry Classic - soum 2386	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	2 067,39 $
CHABOS INC.	1182210	10 FÉVR. 2017	GOYETTE, STEPHANE	Facture MTL-BVIN - Conception Montage Présentations Multimédias Pleins Feux et PPT pour HC	Direction générale	Gestion de l'information	4 304,49 $
CHARTRAND FORD (VENTES) INC.	LAS839033	09 FÉVR. 2017	MONTPETIT, SYLVAIN	2 2K4728-AB	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	142,62 $
CHARTRAND FORD (VENTES) INC.	LAS839033	08 FÉVR. 2017	MONTPETIT, SYLVAIN	06C3Z7R081CA TUYAU	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 117,12 $
CHARTRAND FORD (VENTES) INC.	LAS840727	21 FÉVR. 2017	MASSE, PAUL	9 2S6Z 5828624 BARILLET	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	213,72 $
CHARTRAND FORD (VENTES) INC.	LAS840727	20 FÉVR. 2017	MASSE, PAUL	0 9T1Z 8311A DEFELCTEUR	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	8 543,87 $
CHEMISE EMPIRE LTEE	1183351	16 FÉVR. 2017	LEARY, GENEVIEVE	Confection de chemises sur entente cadre - Inventaire Colbert (SIM)	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	6 136,12 $
CHEM-TECH ENVIRONNEMENT INC.	1170966	13 FÉVR. 2017	BUTEAU, FRANCOIS	ELECTRICITÉ - ACHAT DIVERS POUR LE 3444 ST-JOSEPH EST- ÉRIC TREMBLAY	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 021,20 $
CIRA SERVICES MEDICAUX INC.	1182216	10 FÉVR. 2017	LOISELLE, ERIC	Factures : 568135, 568189,568170, 568678, 5689000, 569470 et 569472 pour services médicaux des employés	Ressources humaines	Gestion du personnel	7 383,25 $
CIRA SERVICES MEDICAUX INC.	1185421	27 FÉVR. 2017	LOISELLE, ERIC	Expertises médicales - Cira Factures:572564, 572556, 571414, 571172, 571730, 571631	Ressources humaines	Gestion du personnel	10 906,89 $
CITE NISSAN - GABRIEL, S.E.C.	PIR839730	16 FÉVR. 2017	VEILLETTE, PATRICK	2017 PFDS BCG COMMANDE DE PIECES POUR L'UNITE 16-2	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	7 407,50 $
CITE NISSAN - GABRIEL, S.E.C.	PIR839730	27 FÉVR. 2017	VEILLETTE, PATRICK	2017 PFDS BCG COMMANDE DE PIECES POUR L'UNITE 16-2	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	8,15 $
CITRIX SYSTEME INC.	1176869	03 FÉVR. 2017	PAGE, MARTIN	Renouvellement - Contrat d'entretien - Licences logicielles Citrix XenApp Platinum - Période du 31 janvier 2017 au 31 janvier 2018	Technologies de l'information	Gestion de l'information	39 541,80 $
CLAIRE-ACELIE SENAT	1181930	09 FÉVR. 2017	TAILLEFER, FRANCINE	DA-479541. Soutien auteure en résidence et Soutien au projet Bibliothèque nomade	Montréal-Nord	Autres - activités culturelles	2 709,86 $
CLEAN WATER WORKS INC	1181219	07 FÉVR. 2017	MARTHET, DOMINIQUE	Travaux réparation sans tranchée de la conduite d'égout en brique sur la rue Saint-Elisabeth/ Soumission du 20 janv 2017/ TP-Jonathan Labonté	Ville-Marie	Réseaux d'égout	17 646,30 $
CLEAN WATER WORKS INC	1182756	14 FÉVR. 2017	MARTHET, DOMINIQUE	Travaux de réhabilitation par chemisage du drain 418 Saint-Sulpice/ Soum du 08 fév 2017/ TP-Jonathan Labonté	Ville-Marie	Réseaux d'égout	7 559,10 $
CLEMENT HYDRAULITECH INC.	1182760	14 FÉVR. 2017	DORAIS, SYLVAIN	Achat - Divers matériaux pour le département de l'aqueduc à Verdun	Verdun	Réseaux d'égout	2 643,86 $
CLIFFORD UNDERWOOD HYDRAULIQUE LTEE.	DIC839700	06 FÉVR. 2017	GARNEAU, DOMINIC	REPARATION D`UN VERIN AU GARAGE DICKSON	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 776,92 $
CLIFFORD UNDERWOOD HYDRAULIQUE LTEE.	MAD840969	10 FÉVR. 2017	MASSE, PAUL	REPARATION DU VERIN VM-739317 CYLINDRE ARRIERE COULE A LA DEMANDE DE STEPHANE BERGEVIN VOIR SOUMISSION 69758	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 160,12 $
CLS SALES INC.	b003487m	08 FÉVR. 2017	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	4 365,75 $
CLUB BALTIC INC	1226	24 FÉVR. 2017	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	4 495,00 $
CLUB TECHNO CULTURE	1181371	08 FÉVR. 2017	LAPOINTE, JOSEE	services professionnels Techno culture pour la diffusion de formations destinées aux professionnels généraux dans le cadre du Comité mixte de développement professionnel. - Dotation	Ressources humaines	Gestion du personnel	20 787,52 $
CLUB VOYAGES AFFAIRES	1181606	09 FÉVR. 2017	MARCOUX, ALAIN	Billet avion Montréal-Barcelone le 18 février 2017 pour Simon Langelier selon la facture 502099806 et billet avion Montréal-Shanghai le 16 février 2017 pour Henri-Paul Normandin selon la facture 502099741.	Direction générale	Conseil et soutien aux instances politiques	2 221,95 $
CLUB VOYAGES AFFAIRES	1183271	16 FÉVR. 2017	NORMANDIN, HENRI-PAUL	Club voyages Affaires: billet avion Dominique Poirier Mtl-Bruxelles le 6 mars 2017 selon la facture 502099934.	Direction générale	Conseil et soutien aux instances politiques	2 027,67 $
COALITION MONTREAL-ANDRE CORDEAU	allocationcoalition140207	17 FÉVR. 2017	SIMARD, JEAN-SEBASTIEN	Dépenses admissibles à un remboursement d'allocation aux partis autorisés (articles 474.0.4 de la Loi sur les Cités et Villes).	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	4 880,30 $

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2017

COFFRES-FORTS C.B. 2000 INC.	1179718	01 FÉVR. 2017	CYR, DENYS	Coffre-fort - BAM	Mercier-Hochelaga - Maisonneuve	Rel. avec les citoyens et communications	2 551,20 $
COFORCE INC.	1180074	02 FÉVR. 2017	LEVESQUE, PIERRE	Entretien ménager de juillet à décembre 2016 au Centre Jean-Claude Malépart	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	12 059,21 $
COFORCE INC.	1180253	03 FÉVR. 2017	LEVESQUE, PIERRE	Travaux d'entretien pour divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 652,10 $
COFORCE INC.	1180569	06 FÉVR. 2017	SAVAGE, CLAUDE	Entretien ménager --- facture IN035110 --- JANVIER 2017	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 381,93 $
COFORCE INC.	1185050	24 FÉVR. 2017	LEVESQUE, PIERRE	Travaux d'entretien dans divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	10 516,55 $
COGECO MEDIA INC.	1184253	21 FÉVR. 2017	LE NAY, ALBANE	Entente de radiodiffusion pour la relâche	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 550,00 $
COLLEGE DE ROSEMONT	1185389	27 FÉVR. 2017	LEFRANCOIS, SIMON	Services-conseils et accompagnement clés en main	Ressources humaines	Gestion du personnel	7 874,06 $
COMCOMTECH INC.	1182164	10 FÉVR. 2017	BRISSON, GUYLAINE	Traducteur - Effectuer la traduction vers l'anglais des lettres et autres communications du SCA selon convention de services	Concertation des arrondissements	Administration, finances et approvisionnement	15 748,12 $
COMMUNICATION PRD S.E.N.C.	1180833	07 FÉVR. 2017	PIROG, MACIEJ	Service de formation "Prévenir et gérer les situations difficiles avec la clientèle" - Atelier d'intégration qui aura lieu 1 à 2 mois plus - selon l'offre de service datée du 2 février 2017 - v.	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	3 044,64 $
COMMUNICATIONS INFRAROUGE INC.	1180573	06 FÉVR. 2017	VAILLANCOURT, SERGE	Contrat Services professionnels BVG-SP-2017-03	Bureau du vérificateur	Administration, finances et approvisionnement	20 997,50 $
COMMUNICATIONS INFRAROUGE INC.	1183458	16 FÉVR. 2017	LE NAY, ALBANE	Contrat de services professionnels à la firme pour une partie des services de relations avec les médias reliés à quatre événements médias d'EPLV	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	12 100,02 $
COMPUGEN INC.	1181243	07 FÉVR. 2017	LAVOIE, MARCEL	Achat de 30 écrans 27 pouces (haute résolution) pour compléter l'acquisition des MacBook Proi	Technologies de l'information	Gestion de l'information	13 877,88 $
COMPUGEN INC.	1181583	08 FÉVR. 2017	DE COURCY, DIANE	Achat de licences pour Andrée Ulrich et Shahrazade El Boujaddaini.	Direction générale	Conseil et soutien aux instances politiques	3 253,41 $
COMPUGEN INC.	1181583	24 FÉVR. 2017	DE COURCY, DIANE	Achat de licences pour Andrée Ulrich et Shahrazade El Boujaddaini.	Direction générale	Conseil et soutien aux instances politiques	68,79 $
CONCEPTION ET REALISATION BOSCUS INC.	1181878	09 FÉVR. 2017	CHARPENTIER, ANNE	Soumission Papillons en liberté 2017 / banc + mur accroche-mots + murêt + patine sur plancher	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	15 285,84 $
CONCEPTION ET REALISATION BOSCUS INC.	1183117	15 FÉVR. 2017	CHARPENTIER, ANNE	2 cages à papillons et livraison	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 230,90 $
CONCEPTS ECO ECCL INC.	ROS842486	21 FÉVR. 2017	VACHON, RICHARD	PRODUIT ANTI GRAFFITI POUR LA CARROSSERIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 249,37 $
CONCORDEL INC.	1181807	09 FÉVR. 2017	ST-ONGE, JEAN	KIRC9000	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 650,43 $
CONFECTIONS CARLO SAVO INC.	1183406	16 FÉVR. 2017	LEARY, GENEVIEVE	Commande ouverte pour la réparation de pièce d'uniforme cadre policier suite à la confection d'un lots d,uniforme avec un tissu qui s'est avéré défectueux	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	2 099,75 $
CONFORMIT	1179972	02 FÉVR. 2017	MARCHAND, NATHALIE	Renouvellement - Licences logicielles - Conformit (Procédures et Audits) - Période du 1er mars 2017 au 1er mars 2018	Technologies de l'information	Gestion de l'information	3 517,08 $
CONNECT 24	1183050	15 FÉVR. 2017	HAMEL, ROBERT	Bon de commande pour service d¿activation et d¿administration des équipements cellulaires et GSM	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 005,37 $
CONSEIL DES ARTS DE MONTREAL	1182162	10 FÉVR. 2017	LAVERDIERE, SUZANNE	Achat de billets pour le Grand Prix du Conseil des Arts.	Culture	Autres - activités culturelles	3 375,00 $
CONSEIL LOCAL INTERVENANTS COMMUNAUTAIRES BORDEAUX-CARTIERVILLE (C.L.I.C.)	cm150978115591700623022017	24 FÉVR. 2017	GAGNE, DIANE	CM15 0978 - 1155917006. CONDITIONS PRÉVUES AUX ARTICLES 3.2.3 & 3.2.4 ONT ÉTÉ RESPECTÉES À LA SATISFACTION DE LA RESPONSABLE DU PROJET.	Dépenses communes	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	79 174,00 $
CONSEILS ATELYA INC.	1183741	17 FÉVR. 2017	CHAPUT, CHRISTIAN	Services prof. externes d'un consultant en gestion de changement	Technologies de l'information	Gestion de l'information	11 350,81 $
CONSTRUCTION DLUX INC.	1182943	15 FÉVR. 2017	LEVESQUE, PIERRE	Travaux de menuiserie dans divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 932,30 $
CONSTRUCTION MAP 2000	1181254	07 FÉVR. 2017	LEVESQUE, PIERRE	TNC - Soumission MAP-17012-R1 - Centre Ste-Cunégonde (8663) - 525, rue Dominion - Divers travaux de rénovation - 3 soumissions	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 341,22 $

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2017

CONSTRUCTION MECANIQUE BOZZINI INC.	NME839031	06 FÉVR. 2017	GARNEAU, DOMINIC	98F-MNORD/Modifier épandeur de sel manuel Monster 2ieme commande /ajouté support	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 545,95 $
CONSTRUCTION SIMDEV INC.	1182946	15 FÉVR. 2017	ZILEMBO, BIAGIO	CORPO - Excavation de puits d'exploration dans le cadre de la mise aux normes des arénas du Centre Sportif Gadbois - Incidence 14804	Gestion et planification immobilière	Gestion install. - Arénas et patinoires	15 141,21 $
CONTANT INC.	1184452	22 FÉVR. 2017	GUINDON, PATRICE	Location d'une (1) souffleuse à neige amovible, pour le domaine publique, modèle D65 LARUE (ou équivalent) pour l'arrondissement Pierrefonds Roxboro - prix par mois	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	13 856,59 $
COOPERATIVE DE L'UNIVERSITE LAVAL	1179784	02 FÉVR. 2017	LAVOIE, MARCEL	Achat - Ipad Pro et accessoires pour le STI - # de dérogation R230887	Technologies de l'information	Gestion de l'information	1 323,87 $
COOPERATIVE DE L'UNIVERSITE LAVAL	1179784	01 FÉVR. 2017	LAVOIE, MARCEL	Achat - Ipad Pro et accessoires pour le STI - # de dérogation R230887	Technologies de l'information	Gestion de l'information	13 573,84 $
COOPERATIVE DE L'UNIVERSITE LAVAL	1179997	02 FÉVR. 2017	LAVOIE, MARCEL	Achat - MacBook pro et accessoires pour le STI - # de dérogation R230829, R230823, R230821, R230814 et R230715)	Technologies de l'information	Gestion de l'information	20 294,09 $
COOPERATIVE DE L'UNIVERSITE LAVAL	1180803	07 FÉVR. 2017	LAVOIE, MARCEL	Achat - MacBrook Pro et accessoires pour Isabelle Noury et Marcel Lavoie - # de dérogation R224874 et R231693	Technologies de l'information	Gestion de l'information	20 640,23 $
CORPORATION DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE (CDC) CENTRE-SUD	cm1508011145917003	24 FÉVR. 2017	GAGNE, DIANE	CM15 0801 - 1145917003 - DANS LE CADRE DES CONDITIONS DE L'ENTENTE 3.2.2 & 3.2.3.	Dépenses communes	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	211 660,00 $
COUVRE-PLANCHERS MFG INC.	1173850	07 FÉVR. 2017	GIRARD, NORMAND	Fourniture et installation d'un tapis extérieur de l'escalier principal de l'hôtel de ville - Incidence 14843	Gestion et planification immobilière	Autres - Administration générale	2 839,90 $
CPU SERVICE INC.	1183361	16 FÉVR. 2017	LAVOIE, MARIE-CLAUDE	Fourniture de 9 téléviseurs et 9 supports Ergotron pour écran plat dans le cadre du déménagement du Service des communications au 700 de la Gauchetière	Gestion et planification immobilière	Administration, finances et approvisionnement	2 504,22 $
CREUSAGE RL	1185066	24 FÉVR. 2017	DUFRESNE, ALAIN	BC ouvert 2017 - Disposition des boues lors de nettoyage de puisards	Ville-Marie	Réseaux d'égout	5 249,37 $
CROSSROADS C&I (TMA827266)	1182611	14 FÉVR. 2017	ST-ONGE, JEAN	Divers produits isolant	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 206,65 $
CT COPIEUR INC.	1180251	03 FÉVR. 2017	PELOQUIN, YVAN	Achat - Service - Impression réparation Belt et tensioner MR Kit SV 42 /HP DesignJet Z6100 - Service des infrastructures.	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	2 119,70 $
CUBEX LIMITED	ANJ839552	02 FÉVR. 2017	MILLETTE, ROBERT	86-405 TUBE D'ASPIRATION 90 DEGRÉS AVEC REVÊTEMENT/CADRE DE BROSSE/CONDUITE DE SUCCION/ROULEMENT	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 393,60 $
CUBEX LIMITED	DIC837862	09 FÉVR. 2017	GARNEAU, DOMINIC	PIECES POUR SALEUSE EPOKE ROULEAU COURROIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 415,00 $
CUBEX LIMITED	DIC842445	21 FÉVR. 2017	GARNEAU, DOMINIC	REPARATION DES DOMMAGES SUR APPAREIL LOUÉ	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 216,39 $
CUMMINS EST DU CANADA SEC.	CAR840410	08 FÉVR. 2017	BRANCONNIER, SERGE	ACHAT D'UNE GÉNÉRATRICE ET PIÈCES CONNEXES	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 700,11 $
CUMMINS EST DU CANADA SEC.	CAR840411	08 FÉVR. 2017	BRANCONNIER, SERGE	ACHAT D'UNE GÉNÉRATRICE ET PIÈCES CONNEXES	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 700,11 $
CYBER CAT INC.	1181053	07 FÉVR. 2017	DESJARDINS, SYLVIE	2017 - Frais de licences d'utilisation pour la synchronisation des appareils mobiles du SGPI	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	36 955,60 $
CYNTHIA BELLEMARE	1179615	01 FÉVR. 2017	LAVERDIERE, SUZANNE	Mises à jour éditoriales du portail www.artere.qc.ca. Année 2017	Culture	Autres - activités culturelles	11 310,00 $
DAFCO FILTRATION GROUP CORPORATION	1184694	22 FÉVR. 2017	LABOS, COSTAS	Achats Filtres divers	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	6 377,19 $
DANIELLE DAGENAIS	1184881	23 FÉVR. 2017	LEFRANCOIS, SIMON	Service - Accompagnement en coaching pour le mandat SPVM	Ressources humaines	Gestion du personnel	2 099,75 $
DANY TREMBLAY SOUDURE INC.	1184437	21 FÉVR. 2017	MARTHET, DOMINIQUE	Bon de commande ouvert pour 2017 pour travaux de soudure pour réparation de conduite/ TP-Jonathan Labonté	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	3 149,62 $
DASSYLOI	1184436	21 FÉVR. 2017	MARTHET, DOMINIQUE	Travaux de réparation sans tranchée de la conduite d'égout en brique sur la rue de la Visitation entre René-Lévesque E et Sainte-Catherine E/ Soumission " Visitation 17 " du 14 février 2017/ TP-Jonathan labonté	Ville-Marie	Réseaux d'égout	18 304,57 $
DATA DIS INC	1180741	06 FÉVR. 2017	SAINT-VIL, PHILIPPE	Dév. possibilité de scanner code à barres sur un bt imprimé, etc. et Modification dans GereBTMir + RécupTB_VdeM	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	32 458,50 $

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2017

DAY 6 PRODUCTIONS INC.	1181946	09 FÉVR. 2017	BISSONNETTE, DANIEL	Contribution à la remise en état des terrains du parc-nature du Bois-de- l'Île-Bizard.	Culture	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	3 000,00 $
DEBOUCHAGE & NETTOYAGE ACTION INC.	1180620	06 FÉVR. 2017	VASSART, CLAIRE	DA-481014. facture 20054 et 20055 aqueduc, réparation de la fuite d'eau au 2269 rue Viau, le 7 décembre	Montréal-Nord	Réseau de distribution de l'eau potable	5 259,87 $
DECASULT	1185442	27 FÉVR. 2017	BELPAIRE, VERONIQUE	expert dossier 15-001085	Dépenses communes	Autres - Administration générale	7 265,13 $
DELOITTE S.E.N.C.R.L/S.R.L	1183400	16 FÉVR. 2017	BOULVA, FREDERIC	Contrat de service pour l'audit des résultats financiers du service de l'Espace pour la vie pour l'exercice financier se terminant le 31 décembre 2016	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	19 975,00 $
DEMIX BETON	1180001	02 FÉVR. 2017	BRUNET, SYLVIE A.	SLD-BCO-TP-voirie 2017 achat de REMBLAI SANS RETRAIT AVEC CIMENT PORTLAND TYPE GU,GROS GRANULAT DE TYPE CLASSE GRANULAIRE 5-20 MM, AFFAISSEMENT MINIMUM DE 150 MM	Saint-Léonard	Réseau de distribution de l'eau potable	4 724,44 $
DESCAIR INC.	1181802	09 FÉVR. 2017	LABOS, COSTAS	VCR - ACHATS URGENTS DE MÉTERIEL RELIE AUX SYSTEMES DE CHAUFFAGE - DEMANDE PAR BENOIT BENOIT	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 099,75 $
DESCAIR INC.	1185023	24 FÉVR. 2017	DESJARDINS, SYLVIE	Bon de commande ouvert 2017 divers accessoires et pièces V.C.R.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 249,37 $
DESCHENES & FILS LTEE	1180693	06 FÉVR. 2017	LABOS, COSTAS	PLOMBERIE - ACHATS URGENTS DE MATÉRIEL RELIÉ AUX SYSTÈME DE PLOMBERIE - DEMANDÉ PAR AZIZE KAMIL C/M	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 624,69 $
DESCHENES & FILS LTEE	1184630	22 FÉVR. 2017	LABOS, COSTAS	Travaux d'entretien mineur-Région Ouest: Achat de manchons, coudes, TE, unions, adaptateurs. Tel que soumission 7559308. Demandé par Robert Amyot	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 941,49 $
DESIGN PAR JUDITH PORTIER INC.	1182723	14 FÉVR. 2017	HOUDE, ALAIN	Judith Portier - Membre du jury dans le cadre du concours international de design pour la conception de modules d'information de chantier «Pour mieux informer sur le chantier» .	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	2 204,74 $
DESJARDINS ASSURANCES GÉNÉRALES_93	rmi000121150000096 9500005	28 FÉVR. 2017	Système RECLAM	DESJARDINS ASSURANCES GÉNÉRALES\Paiement d'une indemnité pour le dossier 16-005150, sur la liste de paiement 1702IC005 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	4 286,39 $
DESJARDINS ASSURANCES_38	rmi000121280000121 9450001	14 FÉVR. 2017	Système RECLAM	DESJARDINS ASSURANCES\Paiement d'une indemnité pour le dossier 16-005241, sur la liste de paiement 1702IC001 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	5 721,98 $
DESJARDINS ASSURANCES_39	rmi000119388000096 9890003	21 FÉVR. 2017	Système RECLAM	DESJARDINS ASSURANCES\Paiement d'une indemnité pour le dossier 16-004189, sur la liste de paiement 1702IC003 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	2 401,57 $
DEXSTAR COMMUNICATIONS INC.	1183884	20 FÉVR. 2017	GINCE, MARTIN	Expertises pour les divers événements sportifs et autres se produisant au complexe sportif Claude-Robillard - Année 2017	Diversité sociale et des sports	Autres - Activités récréatives	4 199,50 $
DIANE SPICKLER	1183758	17 FÉVR. 2017	CHAPUT, CHRISTIAN	Service - Archiviste : ressource spécialisée dans le traitement des microformes, et la conservation et manipulation des documents d¿archives	Technologies de l'information	Gestion de l'information	24 940,00 $
DISTRIBUTIONS LG INC.	1181620	09 FÉVR. 2017	PIROG, MACIEJ	BC ouvert 2017 pour la relève des compteurs - Impression - Mise sous enveloppe - Distribution (non relié à l'entente-cadre)	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	4 383,22 $
DISTRIBUTIONS LG INC.	1183637	17 FÉVR. 2017	BEAUCHEMIN, SONIA	Avis aux résidents - Information relative à la nature et durée des travaux. - Laurentien-Lachapelle (Ahuntsic-Cartierville).	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	11 338,65 $
DR PIERRE COUSINEAU PH.D., PSYCHOLOGUE INC.	1179926	02 FÉVR. 2017	LAPOINTE, JOSEE	Formation La thérapie des schémas - Dans le cadre d'aide aux policiers et policière - # facture 44	Ressources humaines	Gestion du personnel	2 834,66 $
DRIVE PRODUCTS INC	1174213	27 FÉVR. 2017	BRANCONNIER, SERGE	Pièces de power take off pour veh # 316-13109 (TASSEUR) V.M.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 082,44 $
DRL BEAUDOIN EQUIPEMENT	1178314	08 FÉVR. 2017	BRANCONNIER, SERGE	Lame de charrue et embout de lame pour 928-78807 928-84000 V.M. et lame a souder bucket Outremont	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 278,23 $
DRL BEAUDOIN EQUIPEMENT	LAS840874	09 FÉVR. 2017	BERUBE, TOMMY	COUTEAU PLASTIQUE 40D 1X6	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 053,56 $
DUBO ELECTRIQUE LTEE	1178893	27 FÉVR. 2017	BUTEAU, FRANCOIS	ÉLECTRICITÉ - TNC 92706 - ACHAT DE FIXTURES -ÉRIC TREMBLAY	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 304,58 $
DUBO ELECTRIQUE LTEE	1179693	01 FÉVR. 2017	ROUILLARD, JOHANNE	ELECTRICITE - BALLASTS - DEMANDE PAR SEBASTIEN PARADIS	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 110,25 $
DUBO ELECTRIQUE LTEE	1181071	07 FÉVR. 2017	DESORMEAUX, LISE	ST-LAURENT / REAPPROV. (INVENTAIRE - ELECTRICITE)	Approvisionnement	Construction	59,30 $
DUBO ELECTRIQUE LTEE	1181071	07 FÉVR. 2017	DESORMEAUX, LISE	ST-LAURENT / REAPPROV. (INVENTAIRE - ELECTRICITE)	Approvisionnement	Matériel roulant	19,74 $
DUBO ELECTRIQUE LTEE	1181071	09 FÉVR. 2017	DESORMEAUX, LISE	ST-LAURENT / REAPPROV. (INVENTAIRE - ELECTRICITE)	Approvisionnement	Énergie et produit chimique	66,14 $

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2017

DUBO ELECTRIQUE LTEE	1181071	07 FÉVR. 2017	DESORMEAUX, LISE	ST-LAURENT / REAPPROV. (INVENTAIRE - ELECTRICITE)	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	2 472,20 $
DUBO ELECTRIQUE LTEE	1184432	21 FÉVR. 2017	ROUSSIN, VERONIQUE	REAPP COLBERT - FIL	Approvisionnement	Construction	18 988,46 $
DUFRESNE HEBERT COMEAU SOCIETE EN NOM COLLECTIF AVOCAT	1185285	27 FÉVR. 2017	GUAY, PATRICE	avocats dossier 15-003637	Dépenses communes	Autres - Administration générale	600,00 $
DUFRESNE HEBERT COMEAU SOCIETE EN NOM COLLECTIF AVOCAT	1185285	27 FÉVR. 2017	GUAY, PATRICE	avocats dossier 15-003637	Affaires juridiques	Affaires civiles	2 463,94 $
DUPRAS LEDOUX INC	1184247	21 FÉVR. 2017	SIMINARO, LISA	Services professionnels requis pour la modification de la fosse à neige et de la dalle de garage dans le cadre de la mise à niveau de l'aréna Ahuntsic	Ahuntsic - Cartierville	Gestion install. - Arénas et patinoires	12 260,46 $
EAST PENN / POWER BATTERY	1184320	21 FÉVR. 2017	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP VIAU - ACCUMULATEURS	Approvisionnement	Matériel roulant	2 604,72 $
EBSCO CANADA LTEE	8026188	01 FÉVR. 2017	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 162,05 $
EBSCO CANADA LTEE	8026212	01 FÉVR. 2017	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 498,17 $
ECHAFAUDAGE FALARDEAU INC.	1181922	09 FÉVR. 2017	TAILLEFER, FRANCINE	DA-480672 30 clôtures orange fluo 6 x 6 avec pattes et attaches	Montréal-Nord	Réseau de distribution de l'eau potable	4 461,96 $
ECHAFAUDAGES FAST (MONTREAL) INC.	1181023	07 FÉVR. 2017	LABOS, COSTAS	CHAUFFAGE - LOCATION D'ÉQUIPEMENT POUR LE PROJET TNC 90686 COMPLEXE GADBOIS - DEMANDÉ PAR ROBERT AMYOT	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 832,03 $
ECHAFAUDAGES FAST (MONTREAL) INC.	1182816	14 FÉVR. 2017	LABOS, COSTAS	Istallation et location d'echafaudage	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 989,52 $
ECHAFAUDS PLUS (LAVAL) INC	1179461	01 FÉVR. 2017	LORD, MICHEL	Complexe sportif Marie-Victorin (2621) - 7000, boul. Maurice-Duplessis - URGENCE Procéder à l'installation de protections en échafaudages et clôtures de sécurité - protection contre le risque de chute de neige et de glace provenant des toits	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 626,27 $
ECLIPSE SOLUTIONS AV INC.	fe0435	28 FÉVR. 2017	DURAND, CATHERINE	Réf # 85 / Location de matériel d'éclairage pour conférence de presse	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	4 930,00 $
ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	1184420	22 FÉVR. 2017	LÊ, SON-THU	Proposition quant à l'évaluation du potentiel de gestion de gestion des 3 chefs d'équipes - Ref : Hugues Bessette	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	2 677,18 $
EDITORIAL AVENUE INC.	1184023	20 FÉVR. 2017	LACOMBE, PIERRE	Licence de synchro / ¿uvre "Gore gore)	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 500,00 $
ELECTROMEGA LTEE	1179799	01 FÉVR. 2017	GAGNE-TRINQUE, MALINE	Réapprovisionnement ponctuel du Centre de distribution Mtl. Catégorie Travaux publics / Ens. de montage...	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	91 236,59 $
ELECTRONIQUE RAYBEL INC	1180568	06 FÉVR. 2017	FORTIN, FRANCINE	Intercom pour l'usine Des Baillets	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 140,18 $
ELIAS ESTHER	rmi000119968000121 0710006	28 FÉVR. 2017	Système RECLAM	ELIAS ESTHER\Paiement d'une indemnité pour le dossier 16-004495, sur la liste de paiement 1702IC004 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	2 000,00 $
ELREG DISTRIBUTORS LTD	ROS833991	22 FÉVR. 2017	LONGPRE, ERIC	Alternateur camion de pompier neuf	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 425,84 $
EMBALLAGES JEAN CARTIER INC.	1183337	16 FÉVR. 2017	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT - WYPALL	Approvisionnement	Entretien et nettoyage	5 356,88 $
EMMANUELLE LOSLIER	1183100	15 FÉVR. 2017	ARCAND, PATRICIA	Consultation en architecture de paysage-Place de Vimy	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce	Planification et gestion des parcs et espaces verts	7 000,00 $
ENCADREX INC.	1182531	13 FÉVR. 2017	TREMBLAY, GINA	Programme 2017 de mise en valeur de la collection d'¿uvres d'art de la Ville de Montréal.	Culture	Autres - activités culturelles	15 748,12 $
ENGLOBE CORP.	1180885	07 FÉVR. 2017	CHARBONNEAU, GUY	2017 - Bon de commande ouvert pour amendement pour disposition de sols boueux (hors entente)	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	10 498,75 $
ENGLOBE CORP.	1181378	16 FÉVR. 2017	MARTHET, DOMINIQUE	Réf.: 2017-P025-0021-01 VMP17-003. Préparation d'un devis technique, support et travaux de réhabilitation environnementale des sols. Réaménagement du parc La Presse. Saint-Antoine Ouest/côte de la Places d'armes.	Ville-Marie	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	8 845,20 $

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2017

ENGLOBE CORP.	1181378	20 FÉVR. 2017	MARTHET, DOMINIQUE	Réf.: 2017-P025-0021-01 VMP17-003. Préparation d'un devis technique, support et travaux de réhabilitation environnementale des sols. Réaménagement du parc La Presse. Saint-Antoine Ouest/côte de la Places d'armes.	Ville-Marie	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	6 929,17 $
ENGLOBE CORP.	1184057	20 FÉVR. 2017	BEAUDOIN, STEVE	SLD-BCR-DSA-BATISMENT SERVICES PRO. DE CONTROLE DES MATERIAUX DANS LE CADRE DES TRAVAUX DE MISE AUX NORMES DE LA PISCINE ET DU PAVILLON DES BAIGNEURS PIE XII (PHASE II), SITUÉS AU 5220 BLVD LAVOISIER - CONTRAT 300-154 - BTI 15-146891-061	Saint-Léonard	Gestion install. - Piscines, plages et ports de plaisance	10 396,99 $
ENTREPRISE DESJARDINS & FONTAINE LTEE	1177891	10 FÉVR. 2017	BRANCONNIER, SERGE	Pièces de lames de charrue et de godet pour veh # 437-12495--437-12402--929-12383--929-12382--435-89638 Outremont	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 143,76 $
ENTREPRISE DESJARDINS & FONTAINE LTEE	1182791	14 FÉVR. 2017	DESORMEAUX, LISE	ST-LEONARD / REAPPROV. (INVENTAIRE - PELLE - COIN)	Approvisionnement	Matériel roulant	2 868,70 $
ENTREPRISE DESJARDINS & FONTAINE LTEE	1183821	21 FÉVR. 2017	HAMELIN-PROVOST, GINETTE	RÉAP. PIR INVENTAIRE LAME, PATIN CHASSE-NEIGE	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	262,47 $
ENTREPRISE DESJARDINS & FONTAINE LTEE	1183821	17 FÉVR. 2017	HAMELIN-PROVOST, GINETTE	RÉAP. PIR INVENTAIRE LAME, PATIN CHASSE-NEIGE	Approvisionnement	Matériel roulant	5 818,83 $
ENTREPRISE ROBERT GREEN INC	1183970	20 FÉVR. 2017	HAMELIN-PROVOST, GINETTE	RÉAP. VER INVENTAIRE CONTRE-PLAQUÉ	Approvisionnement	Construction	2 236,23 $
ENTREPRISE ROBERT GREEN INC	1183970	21 FÉVR. 2017	HAMELIN-PROVOST, GINETTE	RÉAP. VER INVENTAIRE CONTRE-PLAQUÉ	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	47,24 $
ENTREPRISE ROBERT GREEN INC	1183995	20 FÉVR. 2017	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT - PIQUETS DE BOIS	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	7 294,53 $
ENTREPRISE ROBERT GREEN INC	1184097	23 FÉVR. 2017	ROUSSIN, VERONIQUE	BOOKING COLBERT (3 AVRIL) - BOIS	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	47,24 $
ENTREPRISE ROBERT GREEN INC	1184097	20 FÉVR. 2017	ROUSSIN, VERONIQUE	BOOKING COLBERT (3 AVRIL) - BOIS	Approvisionnement	Outillage et machinerie	2 960,65 $
ENTREPRISE ROBERT GREEN INC	1184097	20 FÉVR. 2017	ROUSSIN, VERONIQUE	BOOKING COLBERT (3 AVRIL) - BOIS	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	7 998,37 $
ENTREPRISE ROBERT GREEN INC	1185460	27 FÉVR. 2017	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT - PIQUETS DE BOIS	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	7 294,53 $
ENTREPRISE ROBERT GREEN INC	CAR840678	08 FÉVR. 2017	BEAULIEU, DAMIEN	FEUILLE DE PEULIER POUR TRAVAUX EFFECTUER PAR LA MENUISERIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 046,62 $
ENTREPRISE ROBERT GREEN INC	CAR842752	22 FÉVR. 2017	VACHON, RICHARD	ENSEMBLE DE PIECES POUR BANC TEL QUE LE PLA POUR LA MENUISERIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	8 587,97 $
DIVISION EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	1179796	01 FÉVR. 2017	LABELLE, MARC-ANDRÉ	Réapprovisionnement ponctuel du Centre de distribution Mtl. Catégorie vêtements / Bottine couvre-chaussure soulier...	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	8 333,50 $
DIVISION EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	1180811	07 FÉVR. 2017	LEARY, GENEVIEVE	Achat de couvre-chaussure et feutre - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	2 095,32 $
DIVISION EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	1181775	09 FÉVR. 2017	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT - CRAMPONS, COUVRE CHAUSSURES ET BOTTINES	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	3 555,71 $

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2017

DIVISION EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	1182923	15 FÉVR. 2017	LEARY, GENEVIEVE	Achat de bottes de sécurité et crampons sur ententes cadres - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	7 854,72 $
DIVISION EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	1183413	16 FÉVR. 2017	GAGNE-TRINQUE, MALINE	REAPP COLBERT - DOUBLURES DE CASQUES, CASQUES, BOTTINES	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	25 371,10 $
DIVISION EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	1184431	21 FÉVR. 2017	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT - BOTTINES ET COUVRE CHAUSSURES	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	2 530,09 $
DIVISION EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	1184762	23 FÉVR. 2017	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT - ECRAN, VISIERE, SERRE-TETE...	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	8 351,97 $
DIVISION EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	1185436	27 FÉVR. 2017	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT - LUNETTES, BOTTINES ET FEUTRES	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	6 926,72 $
ENTREPRISES PROFILECT	1180524	06 FÉVR. 2017	MANZONI DA SILVA, CARLOS	Travaux de raccordement électrique du palan de la cour de services Sud-Ouest - Incidence 14195	Gestion et planification immobilière	Construction d'infrastructures de voirie	3 111,45 $
ENTRETIEN DELORIMIER	1182809	14 FÉVR. 2017	LEVESQUE, PIERRE	Grand ménage 2016 durant congé des fêtes des locaux du gymnase du club IMCO au Pavillon Lafontaine	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 541,75 $
ENVIRONNEMENT ROUTIER NRJ INC.	1184853	23 FÉVR. 2017	LUU, VINH	C 1332 - Modifications et additions au réseau municipal de conduits souterrains dans l'emprise des rues Buchan et Paré.	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	1 429 611,76 $
ENVIRO-OPTION INC.	1181833	09 FÉVR. 2017	ZILEMBO, BIAGIO	CORPO - Étude et surveillance des travaux de décontamination amiante dans le cadre de la mise aux normes de l'aréna St-Donat - Incidence 14563	Gestion et planification immobilière	Gestion install. - Arénas et patinoires	16 379,73 $
ENVIROSERVICES INC	1179669	01 FÉVR. 2017	LALONDE, JACQUES	SLD-BCO-TP-VOIRIE 2017 pour le prélèvement d'un échantillon de sol	Saint-Léonard	Réseau de distribution de l'eau potable	9 131,29 $
EQUIPE DENIS CODERRE POUR MONTREAL	rechcoderre10022017	10 FÉVR. 2017	SIMARD, JEAN-SEBASTIEN	Dépenses admissibles à un remboursement de recherche et de soutien (articles 474.0.1 de la Loi sur les Cités et Villes et règlement sur le remboursement des dépenses de recherche et de soutien des conseillers)	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	4 219,00 $
EQUIPE DENIS CODERRE POUR MONTREAL ROBERT RICHARD	allocoderre24012017	02 FÉVR. 2017	SIMARD, JEAN-SEBASTIEN	Dépenses admissibles à un remboursement d'allocation aux partis autorisés (articles 474.0.4 de la Loi sur les Cités et Villes).	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	14 398,78 $
EQUIPEMENT COMAIRCO LTEE	10030256	08 FÉVR. 2017	DAOUST, LINDA	bc-208880	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 378,50 $
EQUIPEMENT MCCANN LTEE	MAD839928	02 FÉVR. 2017	BLAIS, JEAN-ROBERT	POUR TORQUE PNEUMATIQUE # DE VM 720363	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 370,62 $
EQUIPEMENT NCN LTEE	1158777	27 FÉVR. 2017	COTE, RICHARD	Boite de tranchee de serie PRO4 pour chantier 1650 rue St-Jacques ouest	Sud-Ouest	Réseaux d'égout	3 653,55 $
EQUIPEMENT NCN LTEE	1183851	20 FÉVR. 2017	DOUCET, VERONIQUE	SLT-TP AQUEDUC - Écran d'étayage en aluminium	Saint-Laurent	Réseau de distribution de l'eau potable	9 958,06 $
EQUIPEMENT NCN LTEE	1184418	21 FÉVR. 2017	NOLIN, RICHARD	Formation pour l'utilisation sécuritaire des systèmes d'étayage actifs et passifs - Offre de service OS17-0323	Ahuntsic - Cartierville	Réseau de distribution de l'eau potable	3 097,14 $
EQUIPEMENT SMS INC.	CAR841697	19 FÉVR. 2017	GAUVREAU, ALAIN	PIÈCES POUR RÉPARER TRACTEUR SUR CHENILLES DU C.E.S.M.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	18 494,98 $
EQUIPEMENT SMS INC.	SLT842754	22 FÉVR. 2017	GAUVREAU, ALAIN	A-73945 - VEH 6215 - PIECES POUR REPARATION DE CARROSSERIE SUR TRACTEUR KOMATSU	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 127,78 $
EQUIPEMENTS G. GAGNON INC.	CAR841847	25 FÉVR. 2017	VEILLETTE, PATRICK	RÉPARATION DE LA TRANSMISSION D'UN TRACTEUR DES PARCS DE L'ARRONDISSEMENT ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 310,09 $
EQUIPEMENTS J.K.L. INC.	1182841	14 FÉVR. 2017	SAINT-VIL, PHILIPPE	Réservoir embarqué de 317 gallons pour tracteur Holder C992. Article 10 de l¿appel d¿offres public 16-14795.	Materiel roulant et ateliers	Nettoyage et balayage des voies publiques	34 293,12 $

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2017

EQUIPEMENTS J.K.L. INC.	DIC838042	09 FÉVR. 2017	GARNEAU, DOMINIC	PARE BRISE CHAUFFANT SUR TRAC TEUR HOLDER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 958,04 $
EQUIPEMENTS J.K.L. INC.	DIC841683	15 FÉVR. 2017	POMPONI, GINO	FOURNIR UN PO POUR LA REPARATION D'UN BRIS ANORMAL SUR L'APPAREIL NON COUVERT PAR LA GARANTIE CAR PLEIN DE ROCHE DANS LE RESERVOIR A CARBURANT FACTURE 32444.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 006,25 $
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	1180521	06 FÉVR. 2017	COUTURE, MICHEL	CHENILLE SOUPLE DE CAOUTCHOUC HD	Approvisionnement	Matériel roulant	3 632,57 $
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	1181580	09 FÉVR. 2017	DESORMEAUX, LISE	ST-LAURENT / REAPPROV. (INVENTAIRE - BOMBARDIER)	Approvisionnement	Matériel roulant	144,55 $
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	1181580	08 FÉVR. 2017	DESORMEAUX, LISE	ST-LAURENT / REAPPROV. (INVENTAIRE - BOMBARDIER)	Approvisionnement	Matériel roulant	4 619,82 $
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	1181894	09 FÉVR. 2017	COUTURE, MICHEL	CHENILLE SOUPLE DE CAOUTCHOUC HD	Approvisionnement	Matériel roulant	3 632,57 $
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	1182263	13 FÉVR. 2017	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Matériel roulant	2 073,43 $
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	1182438	22 FÉVR. 2017	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Matériel roulant	3 865,20 $
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	1182438	13 FÉVR. 2017	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Matériel roulant	276,29 $
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	1182568	13 FÉVR. 2017	DESORMEAUX, LISE	ST-LAURENT / REAPPROV. (INVENTAIRE - BOMBARDIER)	Approvisionnement	Matériel roulant	3 331,35 $
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	1182672	14 FÉVR. 2017	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Matériel roulant	2 005,43 $
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	1183225	16 FÉVR. 2017	MONTPETIT, SYLVAIN	RESSORT,RAPPEL,VOLANT "BOMBARDIER"	Approvisionnement	Matériel roulant	2 555,60 $
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	1183952	20 FÉVR. 2017	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Matériel roulant	4 095,57 $
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	1184547	22 FÉVR. 2017	DESORMEAUX, LISE	MTLN-MECA / REAPPROV. (INVENTAIRE - BOMBARDIER)	Approvisionnement	Construction	6,43 $
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	1184547	22 FÉVR. 2017	DESORMEAUX, LISE	MTLN-MECA / REAPPROV. (INVENTAIRE - BOMBARDIER)	Approvisionnement	Matériel roulant	3 779,11 $
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	1184807	23 FÉVR. 2017	COUTURE, MICHEL	CHENILLE SOUPLE DE CAOUTCHOUC HD	Approvisionnement	Matériel roulant	3 632,57 $
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	1185308	27 FÉVR. 2017	LABELLE, MARC-ANDRÉ	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Matériel roulant	13 438,40 $
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	CAR840913	13 FÉVR. 2017	PORTELANCE, RAYMOND	PIÈCES POUR RÉPARER CHENILLETTE DE L'ARRONDISSEMENT ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	53,76 $
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	CAR840913	11 FÉVR. 2017	PORTELANCE, RAYMOND	PIÈCES POUR RÉPARER CHENILLETTE DE L'ARRONDISSEMENT ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 025,74 $
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	DIC841967	17 FÉVR. 2017	POMPONI, GINO	682013777 JOYSTICK ASSY.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 448,94 $
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	DIC842108	17 FÉVR. 2017	GARNEAU, DOMINIC	PIECES DE REPARATION POUR BOMBARDIER TRACTEUR A CHENILLE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 754,84 $
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	SLT839641	02 FÉVR. 2017	VERMETTE, SUZANNE	A-73504 - VEH 513-14017 - PIECES POUR REPARATION DE TRACTEUR PRINOTH	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 079,50 $
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	VER840646	08 FÉVR. 2017	MASSE, PAUL	UNITÉ 513-14011 (151)/ PLANÉTAIRE ET FREIN	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 122,97 $
EQUIPEMENTS TWIN INC.	1172976	21 FÉVR. 2017	BEAULIEU, JOHANNE	URGENT - REAPP DICKSON - GUIDE, MOTEUR, DISQUE	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	74,54 $
EQUIPEMENTS TWIN INC.	1172976	21 FÉVR. 2017	BEAULIEU, JOHANNE	URGENT - REAPP DICKSON - GUIDE, MOTEUR, DISQUE	Approvisionnement	Matériel roulant	2 199,80 $
EQUIPEMENTS TWIN INC.	1182046	10 FÉVR. 2017	BRIDEAU, ANDRE	Fournir et installer réservoir à colasse de 20 gallons sur boite à asphalte pour camion # 281-03004. Soumission I-5036026	Outremont	Réseau de distribution de l'eau potable	4 065,12 $
EQUIPEMENTS TWIN INC.	CAR840608	13 FÉVR. 2017	LEFEBVRE, MARIO	PANIER NACELLE NEUF FLOTTE 245-10	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 761,59 $
EQUIPEMENTS TWIN INC.	CAR841180	13 FÉVR. 2017	GAUVREAU, ALAIN	PIÈCES POUR RÉPARER 2 ÉPANDEURS DE L'ARRONDISSEMENT AHUSNTSIC/CARTIERVILLE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 934,11 $
EQUIPEMENTS TWIN INC.	DIC841123	14 FÉVR. 2017	LEBRUN, ANDRÉ	22155 POMPE HYDRAULIQUE AVEC MOTEUR ASSY	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 094,50 $
ERNEST HOTTE INC.	1185496	27 FÉVR. 2017	GIRARD, NORMAND	Sondages exploratoires sur la toiture de la Tour d'aiguillage Wellington - Incidence 14827	Gestion et planification immobilière	Autres - activités culturelles	3 319,44 $

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2017

ESI TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION INC.	1179919	02 FÉVR. 2017	MARCHAND, NATHALIE	Renouvellement contrat d'entretien -FORCEPOINT- Période du 13 février 2017 au 12 février 2018	Technologies de l'information	Gestion de l'information	5 713,42 $
ESRI CANADA LIMITED	1183196	15 FÉVR. 2017	PARENT, MARIE	Demande de service-conseil Esri Canada-Assistance technique Installation/Configuration ArcGIS Server Advanced¿ Conseiller principal en architecture de solutions-Coût total estimé : $ 14 935 soumission 13 janvier 2017.	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	15 679,88 $
EUROFINS ENVIRONMENT TESTING CANADA, INC.	1179426	01 FÉVR. 2017	DOUCET, VERONIQUE	SLT-TP-AQUEDUC- BCO 2017- Analyse de la qualité bactériologique et physicochimique de l'eau potable	Saint-Laurent	Réseau de distribution de l'eau potable	10 498,75 $
EVANS & SUTHERLAND COMPUTER CORP	1181815	09 FÉVR. 2017	LACOMBE, PIERRE	Licence pour spectacle	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	26 008,00 $
EXCELLENCE HYDRAULIQUE INC.	MAD839869	08 FÉVR. 2017	VEILLETTE, PATRICK	RÉPARATION DE VALVE HYDRAULIQUE AVEC ACHAT D`UNSE SECTION "SANDWICH"	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	1 992,18 $
EXCELLENCE HYDRAULIQUE INC.	MAD839869	17 FÉVR. 2017	VEILLETTE, PATRICK	RÉPARATION DE VALVE HYDRAULIQUE AVEC ACHAT D`UNSE SECTION "SANDWICH"	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	1 679,80 $
EXPERTISE NEUROSCIENCES INC.	1185530	27 FÉVR. 2017	LOISELLE, ERIC	Expertises médicales Dre Marie-Claude Côté factures:18993 et 19018	Ressources humaines	Gestion du personnel	6 299,25 $
EXPERTISE NEUROSCIENCES INC.	1185535	27 FÉVR. 2017	LOISELLE, ERIC	Expertise médicale Dr Marc-André Laliberté facture: 19062	Ressources humaines	Gestion du personnel	3 149,62 $
EXPROLINK INC.	CAR841622	15 FÉVR. 2017	GAUVREAU, ALAIN	PIÈCES POUR RÉPARER BALAIS DE RUE DE L'ARRONDISSEMENT ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 001,06 $
EXPROLINK INC.	CAR842437	21 FÉVR. 2017	PORTELANCE, RAYMOND	PIÈCES POUR RÉPARER BALAIS DE RUES DE L'ARRONDISSEMENT ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 281,38 $
EXPROLINK INC.	CAR842438	21 FÉVR. 2017	GAUVREAU, ALAIN	PIÈCES POUR RÉPARER BALAIS DE RUES DE L'ARRONDISSEMENT ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 743,07 $
EXPROLINK INC.	CAR843221	27 FÉVR. 2017	VEILLETTE, PATRICK	PIÈCES POUR RÉPARER BALAIS DE RUES DE L'ARRONDISSEMENT ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 824,95 $
EXTENSION CONCEPT	1182704	14 FÉVR. 2017	PARIS, YVES	Exposition reptiles et amphibiens : Soumission 1702 6826 : location titan avec housse imprimée	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 165,00 $
EXTENSION CONCEPT	4404	22 FÉVR. 2017	DURAND, CATHERINE	Réf # 40 / Arche concorde pour exposition	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 399,98 $
EXTRA CARAMEL	1183109	15 FÉVR. 2017	LE NAY, ALBANE	Contrat de service professionnel pour l'écriture du scénario, la coordination, la logistique et production vidéo du lancement de la programmation 2017	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	9 450,00 $
FAB.MAC INC.	ROS840826	09 FÉVR. 2017	MASSE, PAUL	FOURNIR PO # FACTURE 004394 FAB-MAC REPARATION GUIDE BRONZE ET SOUDURE SUR LA 3EME SECTION (TROUS ARR/ DROIT INTERIEUR ET REPARER LA SECTION AMOVIBLE DE LA 4EME SECTION SUR CAMION ÉCHELLE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 135,21 $
FASKEN MARTINEAU DUMOULIN SENCRL , S.R.L.	1185328	27 FÉVR. 2017	GERBEAU, ANNIE	avocats dossier 16-002031	Affaires juridiques	Affaires civiles	6 340,20 $
FASKEN MARTINEAU DUMOULIN SENCRL , S.R.L.	1185329	27 FÉVR. 2017	GERBEAU, ANNIE	avocats dossier 16-001979	Affaires juridiques	Affaires civiles	2 603,17 $
FASKEN MARTINEAU DUMOULIN SENCRL , S.R.L.	1185331	27 FÉVR. 2017	GERBEAU, ANNIE	avocats dossier 16-002031	Affaires juridiques	Affaires civiles	8 048,87 $
FASKEN MARTINEAU DUMOULIN SENCRL , S.R.L.	1185352	27 FÉVR. 2017	BELPAIRE, VERONIQUE	avocats dossier 16-000488	Affaires juridiques	Affaires civiles	21 157,61 $
FAUCHER INDUSTRIES	1181082	07 FÉVR. 2017	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-02 VIAU POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Construction	183,27 $

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2017

FAUCHER INDUSTRIES	1181082	07 FÉVR. 2017	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-02 VIAU POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Matériel roulant	3 283,90 $
FAUCHER INDUSTRIES	SLT840803	09 FÉVR. 2017	VERMETTE, SUZANNE	A-73579 - VEH 222-15309 - PIECES POUR REPARATION SUR CAMION FORD F350	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 052,11 $
FEDERATION DES CHAMBRES IMMOBILIERES DU QUEBEC	1180766	06 FÉVR. 2017	DESJARDINS, SYLVIE	Droits d'accès annuel à la base de données Centris ¿ 1er janvier au 30 juin 2017 (portion assumée par le SGPI = 40% de la facture - portion assumée par le SEF = 60 % de la facture)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 149,62 $
FEDERATION INTERDISCIPLINAIRE DE L'HORTICULTURE ORNEMENTALE DU QUEBEC (F.I.H.O.Q	2819	28 FÉVR. 2017	DURAND, GUILLAUME	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 900,00 $
FELIX MARZELL	1185375	27 FÉVR. 2017	HOUDE, ALAIN	Félix Marzell - Membre du jury «Pour mieux informer sur le chantier».	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	2 100,00 $
FESTIVAL FANTASIA	cm160229115001800331jan2017	01 FÉVR. 2017	GAGNE, DIANE	RÉSOLUTION : CM16 0229 - 1150018003 - CONDITION: ARTICLE 3.3.1 DE LA CONVENTION.	Dépenses communes	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	90 000,00 $
FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM POUR ENFANTS DE MONTREAL	1183909	20 FÉVR. 2017	BISSONNETTE, DANIEL	Visibilité additionnelle : Message vidéo de Manon Gauthier dans le cadre de la 20e édition du FIFEM du 4 au 12 mars 2017	Culture	Autres - activités culturelles	5 000,00 $
FESTIVAL TRANSAMERIQUES	cm160229115001800320022017	21 FÉVR. 2017	GAGNE, DIANE	RÉSOLUTION : CM16 0229 - 1150018003. CONDITIONS : 3.3.1 DE LA CONVENTION : UNE SOMME DE TROIS CENT MILLES DOLLARS AU PLUS TARD LE 1ER MAI 2017.	Dépenses communes	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	300 000,00 $
FIBRE MEDIA INC.	1182000	10 FÉVR. 2017	LUU, VINH	Contrat 1372 - fibre optique - facture #201028	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	28 010,81 $
FILTRATION PLUS INC.	1182191	10 FÉVR. 2017	LEVESQUE, PIERRE	Entretien des filtres de la salle de tir pour l'année 2016 (fourniture et installation de filtres et nettoyage du système de filtration d'air complet au CO Est	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	17 312,44 $
FLEET BRAKE QUEBEC LTD	MAD839773	09 FÉVR. 2017	BRISEBOIS, JOEL	FREIN AVANT/ARRIERE COMPLET AVEC S CAM ,SLACK ADJUSTER ,STUDS ET NUTS SELON SOUMISSION	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 643,00 $
FOIRE DU LIVRE DE BRUXELLES	1181603	09 FÉVR. 2017	NORMANDIN, HENRI-PAUL	FOIRE DU LIVRE DE BRUXELLES: frais de location de Stands à la Foire du livre à Bruxelles du 9 au 13 mars 2017. Montréal est l'invité d'honneur en 2017 selon la facture 20170170.	Direction générale	Conseil et soutien aux instances politiques	14 033,00 $
FONDATION QUEBEC CINEMA	cm160229115001800316022017	17 FÉVR. 2017	GAGNE, DIANE	CM16 0229 - 1150018003 - CONDITION : 3.3.1 - UNE SOMME DE CENT QUARANTE MILLE DOLLARS AU PLUS TARD LE 1ER MAI 2017.	Dépenses communes	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	140 000,00 $
FONDERIE FONDALCO INC.	CAR840191	06 FÉVR. 2017	VACHON, RICHARD	PATTES DE BANC PARC LAFONTAINE AVEC DOSSIER POUR LA MENUISERIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	12 808,47 $
FONDERIE LAPERLE DIR. TUYAUTERIES CANADA LTEE	1183999	20 FÉVR. 2017	HAMELIN-PROVOST, GINETTE	RÉAP. LAC INVENTAIRE COUVERCLE, CADRE, GUIDEUR	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	3 298,87 $
FONDERIE LAPERLE DIR. TUYAUTERIES CANADA LTEE	1184788	23 FÉVR. 2017	ROUSSIN, VERONIQUE	RÉAP. LAS INVENTAIRE	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	12 828,95 $
FONDERIE LAPERLE DIR. TUYAUTERIES CANADA LTEE	1184894	23 FÉVR. 2017	DESORMEAUX, LISE	ANJOU / REAPPROV. (INVENTAIRE - AQUEDUC)	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	2 565,79 $
FONDERIE LAPERLE DIR. TUYAUTERIES CANADA LTEE	1185429	27 FÉVR. 2017	LEBOEUF, CLAUDINE	PIÈCES POUR PUISARD ET AUTRES	Rivières-des-Prairies - Pointes-aux-Trembles	Réseau de distribution de l'eau potable	30 581,97 $
FORMADRAIN INC.	1179555	01 FÉVR. 2017	ROBERGE, MARTIN	Paiement de la facture 10165 - Formadrain Inc - Travaux de gainage au 703-709 Richard à Verdun - Contrat 37179.	Verdun	Réseaux d'égout	6 482,98 $
FORTERRA CONDUITE SOUS PRESSION, INC.	1140564	03 FÉVR. 2017	CHARBONNEAU, GUY	Réfection par soudure d'une conduite 150mm au 1674 Lincoln	Ville-Marie	Réseaux d'égout	7 198,99 $
FORTIER AUTO (MONTREAL) LTEE.	ROS840083	03 FÉVR. 2017	GARNEAU, DOMINIC	FAIRE INSP ET REP SELON PEP ET LOI 430 FACTURE # RF45071	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 472,81 $
FOURNITURES ELECTRIQUES FORD LTEE	1181348	08 FÉVR. 2017	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT - BOITES ELECTR., BRIDES, LAMPES VAPEUR	Approvisionnement	Construction	3 052,62 $

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2017

FOURNITURES ELECTRIQUES FORD LTEE	1181851	09 FÉVR. 2017	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT - FOURNITURES ELECTRIQUES DIVERSES	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	1 778,49 $
FOURNITURES ELECTRIQUES FORD LTEE	1181851	14 FÉVR. 2017	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT - FOURNITURES ELECTRIQUES DIVERSES	Approvisionnement	Construction	145,17 $
FOURNITURES ELECTRIQUES FORD LTEE	1181851	09 FÉVR. 2017	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT - FOURNITURES ELECTRIQUES DIVERSES	Approvisionnement	Construction	5 446,12 $
FOURNITURES ELECTRIQUES FORD LTEE	1182985	15 FÉVR. 2017	LEARY, GENEVIEVE	Achat divers en électricité - Inventaire colbert	Approvisionnement	Matériaux de fabrication et usinage	329,77 $
FOURNITURES ELECTRIQUES FORD LTEE	1182985	15 FÉVR. 2017	LEARY, GENEVIEVE	Achat divers en électricité - Inventaire colbert	Approvisionnement	Construction	452,08 $
FOURNITURES ELECTRIQUES FORD LTEE	1182985	15 FÉVR. 2017	LEARY, GENEVIEVE	Achat divers en électricité - Inventaire colbert	Approvisionnement	Énergie et produit chimique	876,86 $
FOURNITURES ELECTRIQUES FORD LTEE	1182985	15 FÉVR. 2017	LEARY, GENEVIEVE	Achat divers en électricité - Inventaire colbert	Approvisionnement	Outillage et machinerie	575,75 $
GAINAGE PRS INC	1182227	10 FÉVR. 2017	LAFOND, DANIEL	réparation d'une section de la conduite d'égout par gainage au 3550 Joliette(JV)	Rosemont- La Petite-Patrie	Réseaux d'égout	3 320,84 $
GAINAGE PRS INC	1184782	23 FÉVR. 2017	LAPOINTE, LOUIS	Travaux au 12 064 boulevard de l'Acadie - Installation d'une gaine Formadrain - selon soumission 37150	Ahuntsic - Cartierville	Réseaux d'égout	2 971,15 $
GANTS ET SECURITE MC CORDICK	1183968	20 FÉVR. 2017	BEAULIEU, JOHANNE	BOOKING COLBERT (3 AVRIL) CASQUES PROTECTEURS	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	2 299,65 $
GATEWAY TICKETING SYSTEMS INC.	1183391	16 FÉVR. 2017	GRENIER, MARTINE	Quote C170006 / Boca Print Heads	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	12 701,50 $
GAZ METRO INC.	13747500000780000 932367170214	25 FÉVR. 2017	DURAND, CATHERINE	Gaz naturel pour les serres Louis Dupire - Période du 17 jan au 13 fév. 2017	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	9 540,09 $
GAZ METRO INC.	720001295148	02 FÉVR. 2017	STORTINI, NATHALIE	Gaz naturel pour le bâtiment principal de la pépinière	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Horticulture et arboriculture	3 021,55 $
GDCF INC.	1183849	20 FÉVR. 2017	GAGNON, LUC	Service - Formation en développement interpersonnel/relationnel: La gestion des personnalités difficiles.	Service de la mise en valeur du territoire	Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir	2 332,82 $
GENERATRICE DRUMMOND	1179437	01 FÉVR. 2017	BUTEAU, FRANCOIS	URGENCE JACQUES SAVARIA - location de generatrice compte projet 92688 centre pierre Charbonneau (Remplace le bon de commande #1159146 faute mauvais fournisseur)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 761,56 $
GENERIQUE DESIGN & DEVELOPPEMENT	ca161123	15 FÉVR. 2017	MENARD, FRANCOISE	CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS / Présenté par l'arrondissemenet RDP-PAT le 23 novembre 2016	Rivières-des-Prairies - Pointes-aux-Trembles	Autres - activités culturelles	3 412,09 $
GENERIQUE DESIGN & DEVELOPPEMENT	ca170208	14 FÉVR. 2017	MENARD, FRANCOISE	CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS / Présenté par l'arrondissement RDP-PAT le 11et 25 janvier et 8 février 2017	Rivières-des-Prairies - Pointes-aux-Trembles	Autres - activités culturelles	3 412,09 $
GESTION OKIKO INC.	1169367	24 FÉVR. 2017	BASTIEN, NADIA	Achat de jeux et accessoires pour jeux Vidéo(PROJET AGENT DE LIAISON)	Diversité sociale et des sports	Autres - activités culturelles	2 116,19 $
GESTION PFB	1179521	01 FÉVR. 2017	LEVESQUE, PIERRE	TNC - Soumission SO-00411-RÉV - Caserne 65 (3070) - 1300, avenue Dollard - Réfection de salle de bain - 1 soumission	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	21 159,91 $
GESTION PFB	1179535	01 FÉVR. 2017	LEVESQUE, PIERRE	TNC - Soumission SO-00416 - Caserne 65 (3070) - 1300, avenue Dollard - Installation d'une trappe d'accès - 1 soumission	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 641,55 $
GESTION PFB	1179982	02 FÉVR. 2017	LEVESQUE, PIERRE	Travaux de menuiserie dans divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 314,42 $
GESTION PFB	1182198	10 FÉVR. 2017	LEVESQUE, PIERRE	Travaux pour divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	17 475,77 $
GESTION PFB	1182204	10 FÉVR. 2017	LEVESQUE, PIERRE	Travaux de menuiserie dans divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	6 893,75 $
GESTION PFB	1182931	15 FÉVR. 2017	LEVESQUE, PIERRE	Travaux de menuiserie dans divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	9 788,02 $
GESTION PFB	1182964	15 FÉVR. 2017	LEVESQUE, PIERRE	Travaux de menuiserie dans divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	10 212,72 $

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2017

GESTION PFB	1184617	22 FÉVR. 2017	LEMAY, JULIE	Gestion PFB - soumission # SO-00428 Meuble avec barrure et poignées - 2 supports pour drapeau 60 casiers	Diversité sociale et des sports	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	5 755,25 $
GHD CONSULTANTS LTEE	1180971	07 FÉVR. 2017	GIRARD, NORMAND	Assurer le contrôle qualité et superviser la gestion des sols contaminés pour les travaux de reconstruction des deux sections du mur de soutènement de la cour des Carrières - Incidence 14677	Gestion et planification immobilière	Construction d'infrastructures de voirie	6 971,60 $
GIFTCRAFT LTD	0277025m	06 FÉVR. 2017	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 988,88 $
GIFTCRAFT LTD	0277026m	06 FÉVR. 2017	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 045,66 $
GILBERT NETTOYEUR INC.	1179450	01 FÉVR. 2017	FERREIRA, RUY PAULO	Lavage de vêtements pour l'aqueduc	Plateau Mont-Royal	Réseau de distribution de l'eau potable	2 099,75 $
GILLES MATHON & LOUISE BORDUAS MATHON	rmi000121867000122 8680004	21 FÉVR. 2017	Système RECLAM	GILLES MATHON & LOUISE BORDUAS MATHON\Paiement d'une indemnité pour le dossier 16-005651, sur la liste de paiement 1702IC003 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	2 299,50 $
GIVESCO INC.	1181291	08 FÉVR. 2017	LIMOGES, MARIE-CLAUDE	Matelas isolant	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 157,90 $
GLOBEX COURRIER INTERNATIONAL INC.	1181524	08 FÉVR. 2017	LOISELLE, ERIC	BCO - Service - Postal, messagerie (GLOBEX - Année 2017) - Direction santé, sécurité et mieux-être.	Ressources humaines	Gestion du personnel	2 624,69 $
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	1184883	23 FÉVR. 2017	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Matériel roulant	3 337,76 $
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	CAR842833	23 FÉVR. 2017	LUSSIER, STEPHANIE	ACHAT STEERING BOX	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 523,03 $
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	DIC838281	01 FÉVR. 2017	LEBRUN, ANDRÉ	DDE/EA4710505802 CAMFRAME	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 261,56 $
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	DIC842161	20 FÉVR. 2017	DESMARAIS, RICHARD	réparations sur camion	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 421,65 $
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	DIC843321	27 FÉVR. 2017	GARNEAU, DOMINIC	REPARATION DES FREINS SUR CAMION STERLING	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 566,82 $
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	MAD840978	10 FÉVR. 2017	BLAIS, JEAN-ROBERT	POMPE A W/W	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 321,03 $
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	MAD841842	16 FÉVR. 2017	VEILLETTE, PATRICK	TURBO POUR LE 293-09124, POSSIBILITÉ DE GARANTIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	7 043,34 $
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	MAD842722	22 FÉVR. 2017	VEILLETTE, PATRICK	FOURNIR PO GLOBOCAM ANJOU SELON FACTURE 219503 POUR REMPLACEMENT POMPE D'INJCTION ET INJECTEURS COMPLET	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	9 217,75 $
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	ROS842294	20 FÉVR. 2017	VACHON, RICHARD	CAPOT DE FREIGHTLINER MODELE M2-112 2014^POUR LA CARROSSERIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 217,63 $
GLOBOCAM (MONTREAL) INC.	LAS840658	09 FÉVR. 2017	MONTPETIT, SYLVAIN	TAS65105X STEERING BOX	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 249,87 $
GLOBOCAM (MONTREAL) INC.	LAS840658	16 FÉVR. 2017	MONTPETIT, SYLVAIN	FRAIS DE TRANSPORT	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	56,63 $
GLOBOCAM (MONTREAL) INC.	SLT837100	08 FÉVR. 2017	GAUVREAU, ALAIN	Commande pour mécanique	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	13 606,01 $
GOODYEAR CANADA INC.	1185198	24 FÉVR. 2017	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR ACHAT REGULIER	Approvisionnement	Matériel roulant	2 223,33 $
GOODYEAR CANADA INC.	DIC840852	09 FÉVR. 2017	DESMARAIS, RICHARD	pneus pour camionnettes Ford	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 040,54 $
GORL'EAU INC.	1181630	09 FÉVR. 2017	BOISVERT, CHANTAL	ANJ - BCO - 2017 - TP -Service de localisation de conduites et fuites d'eau pour 2017	Anjou	Réseau de distribution de l'eau potable	2 099,75 $
GPVTL CANADA INC.	1182732	14 FÉVR. 2017	PAGE, MARTIN	Contrat annuel, support et souscription APPLI PIVOTAL,24/01/2017 au 24/01/2018QUOTE 012691	Technologies de l'information	Gestion de l'information	5 811,69 $

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2017

GRAY FOURNISSEURS DE MATERIAUX ELECTRIQUES INC	1184578	22 FÉVR. 2017	DESORMEAUX, LISE	MTLN-DISTR / REAPPROV. (INVENTAIRE - LAMPES)	Approvisionnement	Construction	2 428,98 $
GRAY FOURNISSEURS DE MATERIAUX ELECTRIQUES INC	1185474	27 FÉVR. 2017	ROUSSIN, VERONIQUE	REAPP COLBERT - FOURNITURES ELECTRIQUES	Approvisionnement	Construction	16 448,18 $
GROUPE ARCHAMBAULT INC.	1185256	24 FÉVR. 2017	LAVERDIERE, SUZANNE	Programme Accessibilité Universelle - Achat de divers livres pour le programme	Culture	Bibliothèques	2 263,87 $
RECHERCHE APPLIQUEE EN MACROECOLOGIE (GRAME)	1184370	21 FÉVR. 2017	BEAUCHAMP, LOUIS	Offre de service pour la sensibilisation relative à la collecte des matières organiques - Phase 2- Présentée à L'Arrondissement de Lachine	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	19 228,46 $
GROUPE DE TECHNOLOGIE QRX INC.	1172851	10 FÉVR. 2017	LAVOIE, MARIE-CLAUDE	BO 2017 : Cartouche d'encre pour imprimante pour le SGPI	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	23 097,25 $
GROUPE DIRECT ENR.	1172109	01 FÉVR. 2017	GARNEAU, DOMINIC	ANJ-BCO2017-ATELIER MECANIQUE - REMORQUAGE VÉHICULES DE LA VILLE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 249,37 $
GROUPE ENVIRONNEMENTAL LABRIE INC.	1182354	23 FÉVR. 2017	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	13,60 $
GROUPE ENVIRONNEMENTAL LABRIE INC.	1182354	21 FÉVR. 2017	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Matériel roulant	1 058,54 $
GROUPE ENVIRONNEMENTAL LABRIE INC.	1182354	13 FÉVR. 2017	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Matériel roulant	1 161,44 $
GROUPE ENVIRONNEMENTAL LABRIE INC.	1182354	21 FÉVR. 2017	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	33,47 $
GROUPE LINCORA INC	1185226	24 FÉVR. 2017	GIRARD, NORMAND	Achat de classeur pour aménagement du 3177 St-Jacques	Gestion et planification immobilière	Autres - Administration générale	4 570,06 $
GROUPE LINCORA INC	1185510	27 FÉVR. 2017	TURGEON, FRANCOISE	Fourniture, livraison et installation de classeurs de bureau dans le cadre du projet de relocalisation du Service des finances	Gestion et planification immobilière	Autres - Administration générale	152 727,74 $
GROUPE SANYVAN INC.	1185156	24 FÉVR. 2017	DESJARDINS, SYLVIE	Disposition de liquide et solide	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	18 366,00 $
GROUPE SDM INC	1181187	07 FÉVR. 2017	HERISCHI, BABAK	CONTRAT À L'ACTE POUR DÉGEL DE CONDUITE D'EAU MÉTALLIQUE DU RÉSEAU SECONDAIRE D'AQUEDUC APPEL D'OFFRE 16-15492	Sud-Ouest	Réseau de distribution de l'eau potable	21 110,88 $
GROUPE SDM INC	ou1160830a22	15 FÉVR. 2017	Système OUTILLAGE	0475081-dégeleuse,10/02/2017	Plateau Mont-Royal	Réseau de distribution de l'eau potable	2 888,21 $
GROUPE TRIUM INC.	1183721	17 FÉVR. 2017	DAFNIOTIS, DINO	Achat de vêtement corporatif pour le stade de soccer de Montréal, ave. Papineau	Diversité sociale et des sports	Exploitation des centres commun. - Act.récréatives	3 791,86 $
G-TEK	1180959	07 FÉVR. 2017	LUU, VINH	C 1245 - Exécution des travaux généraux pour des projets intermédiaires - construction ou modification des réseaux de conduits souterrains dans les limites de la Ville de Montréal	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	3 356 822,48 $
GUARD-X INC	e0117494	01 FÉVR. 2017	DURAND, GUILLAUME	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 063,88 $
GUARD-X INC	r0119300	01 FÉVR. 2017	DURAND, GUILLAUME	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	5 093,31 $
GUY AUDET	rmi000122820000123 8020005	28 FÉVR. 2017	Système RECLAM	GUY AUDET\Paiement d'une indemnité pour le dossier 17-000295, sur la liste de paiement 1702IC005 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	3 545,39 $
GYM PLUS INC.	1180015	02 FÉVR. 2017	LEMAY, JULIE	L'international Gymnix 2017 - Compétition internationale de gymnastique - Main d'¿uvre avant et après l'événement - Installation d'une toile noire - Frais de déplacements	Diversité sociale et des sports	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	4 514,46 $
H.C. VIDAL LTEE.	1185303	27 FÉVR. 2017	DESJARDINS, SYLVIE	REMPLACEMENT DE TOUSL LES TUBES DANS LA CHAUDIÈRE VOLCANO	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	7 212,64 $
HALTEROPHILIE MONTREAL	1183226	16 FÉVR. 2017	LEMAY, JULIE	Matériel et planches pour mise à jour du local d'haltérophilie	Diversité sociale et des sports	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	12 451,51 $

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2017

HEBDRAULIQUE INC.	ANJ839781	07 FÉVR. 2017	GARNEAU, DOMINIC	ATELIER MECANIQUE ANJOU - HUILE EN VRAC	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 596,90 $
HEBDRAULIQUE INC.	DIC842920	23 FÉVR. 2017	GARNEAU, DOMINIC	FOURNITURE DE RACCORDS HYDRAULIQUES POUR GARAGE DICKSON	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 999,67 $
HEC MONTREAL	1146774	27 FÉVR. 2017	BEAUREGARD, GENEVIEVE	BCO - Programme de développement des gestionnaires - Direction des partenaires d'affaires RH Service - Formation en développement organisationnel et technique	Ressources humaines	Gestion du personnel	3 412,09 $
HEC MONTREAL	1184121	20 FÉVR. 2017	HODDER, DANIEL	Accorder la participation de Daniel Bédard et Daniel Hodder à la formation : Assumez vos responsabilité de gestion de votre personnel - 4 jours	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Planification et gestion des parcs et espaces verts	4 191,09 $
HEC MONTREAL	1185074	24 FÉVR. 2017	HODDER, DANIEL	Autoriser et défrayer les frais d'inscription de 2 495.00$ plus les taxes relatifs à la participation de Véronique Angers (matricule 100076025), à la formation Programme intensif en développement organisationnel : Les enjeux stratégiques	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Planification et gestion des parcs et espaces verts	2 278,27 $
HEC MONTREAL	1185086	24 FÉVR. 2017	LEFRANCOIS, SIMON	Diffusion de formations destinées aux professionnels généraux dans le cadre du mandat du Comité mixte de développement professionnel	Ressources humaines	Gestion du personnel	51 657,55 $
HENRI SCABORO	1181581	08 FÉVR. 2017	BONNEAU, MARIE-EVE	Recherche et suivi pour le CjM entre le 24 janv. et le 7 mars 2017, participer aux réunions et assemblée, collaboration à l'organisation d'un événement, prendre connaissance des dossiers et suivis. Convention signée 24 janv. 2017.	Greffe	Conseil et soutien aux instances politiques	2 000,00 $
HERCULES SLR INC	1179864	02 FÉVR. 2017	BRUNET, GAETAN	BCO 2017 - ARTICLES DE SANTÉ, SÉCURITÉ, CALIBRATION D'ÉQUIPEMENTS DE LEVAGE POUR CERTIFICATION SÉCURITÉ (DIVISION AQUEDUC) EXTR-0222 GL 2130.0010000.303120.04121.56510.000000.0000.000000.000000.00000.00000 APPRO. PJ JOLY	Pierrefonds - Roxboro	Réseau de distribution de l'eau potable	2 099,75 $
HEWITT EQUIPEMENT LTEE	1184492	22 FÉVR. 2017	GAUVREAU, ALAIN	Paiement des factures #910042179 & #910041919 pour réparation de la machine CAT, modèle 430DITACA. Arrondissement Île-Bizard.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 727,21 $
HEWITT EQUIPEMENT LTEE	PIR840523	08 FÉVR. 2017	GAUVREAU, ALAIN	0ANNULAIRE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 737,06 $
HEWLETT PACKARD ENTREPRISE CANADA CO.	1181206	07 FÉVR. 2017	COUVAS, PHILIPPE	Renouvellement - Contrat d'entretien - HPE Proactive care (24x7) wDMR SVC - Période du 1er février 2017 au 31 janvier 2018 - Conformément au contrat 47301245	Technologies de l'information	Gestion de l'information	9 691,40 $
HORASPHERE INC.	1183080	15 FÉVR. 2017	HAMEL, ROBERT	Contrat d'entretien du logiciel SHIFT-Solution Support téléphonique illimité Valide du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2017	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 774,31 $
HOSKIN SCIENTIFIQUE LIMITEE	1180105	02 FÉVR. 2017	ROY, SYLVAIN	Achat d'une meuleuse à cylindres de béton pour la préparation des échantillons de béton en vue de réaliser des essais de laboratoire	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	21 627,43 $
HUNEAULT DESIGN ET COLLABORATION	00057	25 FÉVR. 2017	MENARD, FRANCOISE	CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS / Présenté par l'arrondissemenet RDP-PAT le 13 décembre 2016	Rivières-des-Prairies - Pointes-aux-Trembles	Autres - activités culturelles	2 967,68 $
HYDRAUMAX ATELIER D'USINAGE INC.	ANJ840110	03 FÉVR. 2017	GARNEAU, DOMINIC	393-11026 (85-812) POMPE HYDRAULIQUE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 796,92 $
HYDRO-QUEBEC	1180438	03 FÉVR. 2017	LUU, VINH	Frais de concessions HQ (décembre 2016)	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	18 031,60 $
HYDRO-QUEBEC - PROCESSUS RÉCLAMATIONS_5	rmi000120983000981630003	28 FÉVR. 2017	Système RECLAM	HYDRO-QUÉBEC - PROCESSUS RÉCLAMATIONS\Paiement d'une indemnité pour le dossier 16-005034, sur la liste de paiement 1702IC004 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	7 294,23 $
IBM CANADA LTEE	1184975	23 FÉVR. 2017	PAGE, MARTIN	Achat - 70900 - Services d¿infonuagiques IAAS et PAAS Bluemix - IBM - STI	Technologies de l'information	Gestion de l'information	10 455,70 $
IC FORMATION INC.	1179511	01 FÉVR. 2017	MARLEAU, JACQUES	Facture IM-58162 - Formation en gestion de projet - Leader stratégique : Réussir les projets. Participants : Bureau des régimes de retraite	Dépenses communes	Administration, finances et approvisionnement	2 935,45 $
IHS GLOBAL CANADA LIMITED	1180259	03 FÉVR. 2017	PELOQUIN, YVAN	facture - Renouvellement des normes pour la conception des devis dans l'équipe égout et aqueduc -	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	10 765,69 $
IMDS CANADA INC.	1163295	03 FÉVR. 2017	PERRAS, SYLVAIN	Service - Numérisation des archives ACQ# 2016-11-08 Service de numérisation pour le service des technologies et de l'information.	Technologies de l'information	Greffe	46 923,11 $
IMMEUBLES CENTURIAN PEEL/METCALFE INC.	1179876	02 FÉVR. 2017	VAILLANCOURT, SERGE	Facturation 3 espaces stationnements BVG année 2017	Bureau du vérificateur	Administration, finances et approvisionnement	11 259,91 $

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2017

IMMIGRANT QUEBEC	1185100	24 FÉVR. 2017	COTE GALARNEAU, JOHANNE	Immigrant Québec-2e accompte (20%) pour l'enquête auprès des personnes immigrantes nouvellement arrivées (sondage)	Direction générale	Autres - activités culturelles	4 304,49 $
IMPRESSION MULTI-SOURCES	1183835	17 FÉVR. 2017	BEAUCHAMP, LOUIS	Impression - Politique de l'épanouissement selon le devis 14508. - Service des communications.	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	2 677,18 $
IMPRIMERIE GROUPE LITHO INC.	1184521	22 FÉVR. 2017	LE NAY, ALBANE	N/Réf : 001448 / Dépliants pour la programmation 2017 d'EPLV	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	11 765,60 $
IMPRIMERIE STE-JULIE INC.	1182638	14 FÉVR. 2017	PARE, ROBERT	Achat - Vignettes carte Accès Montréal pour les mois de mars à septembre. - bureau de taxi.	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	4 069,98 $
INDUSTRIE DU PANIER	1183973	22 FÉVR. 2017	HAMELIN-PROVOST, GINETTE	RÉAP. VER INVENTAIRE PANIER DÉCHET	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	62,99 $
INDUSTRIE DU PANIER	1183973	20 FÉVR. 2017	HAMELIN-PROVOST, GINETTE	RÉAP. VER INVENTAIRE PANIER DÉCHET	Approvisionnement	Environnement et nature	3 334,40 $
INDUSTRIES JACQUES INC.	1184105	21 FÉVR. 2017	BEAULIEU, JOHANNE	BOOKING COLBERT (3 AVRIL) - ANNEAUX DE PLOMB	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	2 740,17 $
INDUSTRIES RAD	1182641	14 FÉVR. 2017	LONGPRE, ERIC	Acquisition de pneus maxxis sphinx 29 x 2 selon la facture 409332.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 425,22 $
INFO-EXCAVATION	1181220	07 FÉVR. 2017	LUU, VINH	Cotisation - Année 2016-2017 - 2ième paiement	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	39 701,79 $
INFORMATIQUE PRO-CONTACT INC.	1179953	02 FÉVR. 2017	CADIEUX, MAXIME	Achat - Connecteurs d'équipement de télécommunications requis pour les équipements des caméras de surveillance pour le 275 Notre Dame	Technologies de l'information	Gestion de l'information	10 045,20 $
INFORMATIQUE PRO-CONTACT INC.	1184778	23 FÉVR. 2017	DESJARDINS, SYLVIE	Imprimante à plans HP Designjet T1300 Postcript	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	7 664,09 $
INGETEC, EXPERTS-CONSEILS EN BATIMENT INC.	1182631	14 FÉVR. 2017	GIRARD, NORMAND	Surveillance en résidence des travaux de mise à niveau des extrémités des toitures des six halles du Marché Jean-Talon (292) près de la halle centrale - Incidence 14709	Gestion et planification immobilière	Autres biens - Rénovation urbaine	10 957,60 $
INNOVATION MI-8 INC.	1185178	24 FÉVR. 2017	LÊ, SON-THU	Coordination et support pour l'intégration de technologies de différentes compagnies dans le cadre des démonstrations liées au Congrès mondial sur les systèmes de transport intelligents - Ref : Yannick Roy	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	43 928,86 $
INSIGHT CANADA INC.	1183034	15 FÉVR. 2017	PAGE, MARTIN	Renouvellement - Licence Easysoft (Licence corporative) - Période du 17 février 2017 au 16 février 2018	Technologies de l'information	Gestion de l'information	3 093,68 $
INSTITUT D'ECHAFAUDAGE DU QUEBEC (I.E.Q.)	1183865	20 FÉVR. 2017	LEGER, RACHEL	Travaux d'échafaudages location de matériel et montage pour le Jardin de Chine au Jardin botanique de Montréal et Location de matériel, fin de location, démontage, transport retour au Jardin de Chine du Jardin botanique de Montréal	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 111,80 $
INSTITUT DU NOUVEAU MONDE	1170665	16 FÉVR. 2017	DE COURCY, DIANE	Services conseil et animation dans le cadre de la démarche de création du réseau des répondants de l'expérience client.	Direction générale	Conseil et soutien aux instances politiques	18 000,00 $
INSTRUMENTS ISAAC INC	1180528	06 FÉVR. 2017	LONGPRE, ERIC	Mensualité récurrente de 30$/vhé. pour solutions de service logiciel ISAAC InMetrics --- 6 véh. x 30$ = 180	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 250,41 $
INTACT ASSURANCE_234	rmi000120562000100 4710001	04 FÉVR. 2017	Système RECLAM	INTACT ASSURANCE\Paiement d'une indemnité pour le dossier 16-004810, sur la liste de paiement 1701IC010 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	8 602,28 $
INTACT ASSURANCE_237	rmi000119934000100 4710001	28 FÉVR. 2017	Système RECLAM	INTACT ASSURANCE\Paiement d'une indemnité pour le dossier 16-004478, sur la liste de paiement 1702IC005 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	7 453,55 $
INTEGRITE MONTREAL-FRANCOIS GAUTHIER	allointegrite012817	02 FÉVR. 2017	SIMARD, JEAN-SEBASTIEN	Dépenses admissibles à un remboursement d'allocation aux partis autorisés (articles 474.0.4 de la Loi sur les Cités et Villes).	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	4 421,78 $
INTERNATIONAL SEAFOOD AND BAIT	1183899	20 FÉVR. 2017	VAILLANCOURT, ROBERT	Alimentation animale - Éperlans 5 - 7''. Pêche de l'année courante, date d'emballage requise sur les boîtes.	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	20 550,00 $
INTERNATIONAL SOFTWARE PRODUCTS	1182743	14 FÉVR. 2017	COUVAS, PHILIPPE	Renouvellement de l'entretien des licences ASI2 6.5F SAS/IDMS Interface Software pour la période du 10 mars 2017 au 9 mars 2018	Technologies de l'information	Gestion de l'information	4 875,72 $
INVENTEX INC	1169709	23 FÉVR. 2017	HAMELIN-PROVOST, GINETTE	RÉAP. LAS INVENTAIRE THERMOSTAT AEROTHERME	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	26,25 $

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2017

INVENTEX INC	1169709	23 FÉVR. 2017	HAMELIN-PROVOST, GINETTE	RÉAP. LAS INVENTAIRE THERMOSTAT AEROTHERME	Approvisionnement	Construction	2 622,38 $
IRVING MITCHELL KALICHMAN S.E.N.C.R.L.	1181036	07 FÉVR. 2017	BIRON, PAULE	avocats dossier 14-002910	Affaires juridiques	Affaires civiles	16 965,46 $
IRVING MITCHELL KALICHMAN S.E.N.C.R.L.	1185296	27 FÉVR. 2017	BIRON, PAULE	avocats dossier 16-000328	Affaires juridiques	Affaires civiles	21 039,49 $
IRVING MITCHELL KALICHMAN S.E.N.C.R.L.	1185297	27 FÉVR. 2017	BIRON, PAULE	avocats dossier 16-002155	Affaires juridiques	Affaires civiles	3 694,51 $
ISABELLE GIASSON	1183633	17 FÉVR. 2017	SINCLAIR, NANCY	BCO - Paiement par jetons de présence pour les réunions du Comité Jacques-Viger et le comité mixte pour l'année 2017.	Greffe	Greffe	7 500,00 $
J.A. LARUE INC	1182365	13 FÉVR. 2017	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Matériel roulant	2 201,91 $
J.A. LARUE INC	1182365	21 FÉVR. 2017	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	128,50 $
J.A. LARUE INC	1184885	24 FÉVR. 2017	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	131,23 $
J.A. LARUE INC	1184885	23 FÉVR. 2017	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Matériel roulant	2 204,53 $
J.A. LARUE INC	1185122	27 FÉVR. 2017	HAMELIN-PROVOST, GINETTE	RÉAP. VER INVENTAIRE PATIN, CABLE ELECT. SOUFFLEUSE	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	89,24 $
J.A. LARUE INC	1185122	24 FÉVR. 2017	HAMELIN-PROVOST, GINETTE	RÉAP. VER INVENTAIRE PATIN, CABLE ELECT. SOUFFLEUSE	Approvisionnement	Matériel roulant	2 133,49 $
J.A. LARUE INC	CAR841603	15 FÉVR. 2017	BRANCONNIER, SERGE	ACHAT D'UN PLANÉTAIRE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 195,30 $
J.A. LARUE INC	DIC840118	07 FÉVR. 2017	GARNEAU, DOMINIC	RADIATEUR NEUF SOUFFLEUSE LARUE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 385,70 $
J.A. LARUE INC	DIC841676	16 FÉVR. 2017	GARNEAU, DOMINIC	PIECES DE REPARATION POUR SOUFFLEUSE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 204,31 $
J.A. LARUE INC	SLT835180	14 FÉVR. 2017	GAUVREAU, ALAIN	A-72932 - Commande pour mécanique	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	10 983,34 $
J.A. LARUE INC	SLT841477	14 FÉVR. 2017	GAUVREAU, ALAIN	P-14999 - VEH 825-13112 PIECES POUR REPARATION DE SOUFFLEUSE LARUE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 976,42 $
J.A. LARUE INC	SLT842280	24 FÉVR. 2017	TOMA, EMIL	V. 5524 LARUE 7060R44 Pieces	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 049,10 $
JEAN CHARLES RENE & CHANTAL LAROCHELLE	rmi000121133000122 1720004	28 FÉVR. 2017	Système RECLAM	JEAN CHARLES RENÉ & CHANTAL LAROCHELLE\Paiement d'une indemnité pour le dossier 16-005137, sur la liste de paiement 1702IC004 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	7 000,00 $
JEAN GUGLIA & FILS ENR.	1172226	01 FÉVR. 2017	MASSE, PAUL	SMRA- ATELIER STATION D'ÉPURATION FOURNITURE DE PIÈCES POUR SOUFFLEUSES À NEIGE EN 2017	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	8 399,00 $
JEAN-FELIX MAILLOUX ENR.	26022017	08 FÉVR. 2017	MARION, VERONIQUE	Projet de médiation culturelle avec la maison de la culture Rosemont--La Petite-Patrie 2017. " École Rose des vents avec Cordâme - 20 périodes de concert et rencontre avec les musiciens après le concert avec les élèves. "	Rosemont- La Petite-Patrie	Autres - activités culturelles	3 464,59 $
JEAN-YVES DUTHEL	1181298	08 FÉVR. 2017	LUU, VINH	Rencontres du 6 décembre 2016 et 19 janvier 2017	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	2 810,00 $
JENNIFER LOSCHIAVO	1180747	06 FÉVR. 2017	JUTRAS, PIERRE	(17-6979) Accorder un contrat de services techniques à Jennifer Loschiavo en support à notre équipe technique dans la réalisation d'un inventaire de frênes sur des propriétés municipales	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Horticulture et arboriculture	15 750,00 $
JOCELYNE HEBERT, REDACTRICE	1180616	06 FÉVR. 2017	MIRANDA CORCES, CLAUDIA	réécriture du plan directeur des plateaux sportifs municipaux.	Diversité sociale et des sports	Act. récréatives - Dir. et adm. - À répartir	5 039,40 $
JOCELYNE HEBERT, REDACTRICE	1180737	06 FÉVR. 2017	MIRANDA CORCES, CLAUDIA	Contrat de service à Mme Jocelyne Hébert pour la rédaction de 2 documents en lien avec l'accessibilité universalle à la Ville de Montréal soit le bilan 2015 en accessibilité universelle (synthèse et détaillé).	Diversité sociale et des sports	Autres - activités culturelles	6 577,47 $
JOE JOHNSON EQUIPEMENT INC.	CAR842856	23 FÉVR. 2017	PORTELANCE, RAYMOND	PIÈCE POUR RÉPARER ÉCUREURS D'ÉGOÛTS DE L'ARRONDISSEMENT ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 257,23 $

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2017

JOHANE FAVREAU	1183772	17 FÉVR. 2017	LAPOINTE, JOSEE	BCO - Participation à des comités d'évaluation dans le cadre d'entrevues de sélection pour différents affichages - services professionnels 2017 de Johane Favreau	Ressources humaines	Gestion du personnel	5 000,00 $
JOHNSTON INDUSTRIAL PLASTICS LTD	1180327	03 FÉVR. 2017	ROUILLARD, JOHANNE	MENUISERIE - FEUILLES DE LEXAN POUR ATELIER MENUISERIE - DEMANDÉ PAR PIERRE MAILLOUX	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 121,80 $
JOLICOEUR LTEE	1172108	01 FÉVR. 2017	GARNEAU, DOMINIC	ANJ-BCO2017-ATELIER MECANIQUE - LOCATION ET NETTOYAGE D'UNIFORMES, CHIFFONS ET ESSUIE-MAIN - ATELIER MÉCANIQUE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	10 498,75 $
JONATHAN CHA	1185537	27 FÉVR. 2017	ARNAUD, CLEMENT	Accorder un contrat de service professionnels à Jonathan Cha pour la réalisation d'une caractérisation identitaire des éléments historiques et patrimoniaux du tracé de la Promenade Fleuve-Montagne 17-1769	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Autres - Amén., urb. et développement	17 007,97 $
JOSEE BLAQUIERE	1180366	03 FÉVR. 2017	MARTIN, NATHALIE	Contrat de services professionnels pour l'accompagnement en gestion de projets pour septembre et octobre 2016. Paiement pour les services rendus facture(3026) du 20 octobre 2016	Service de la mise en valeur du territoire	Aménag. du territoire, réglementation et zonage	5 511,84 $
JOSEPH WESTRES ARANZAENS	1183799	17 FÉVR. 2017	PELLERIN, GUY	Joseph Westres - Mandat 3 - Analyse et soutien cartographique	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- A répartir	22 819,20 $
KEROUL	1184995	23 FÉVR. 2017	CHARPENTIER, ANNE	Service de consultant en accessibilité universelle pour évaluer l'accessibilité aux personnes en situation de handicap - Projet Métamorphose	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 920,00 $
KEY2ACCESS INC.	1179686	15 FÉVR. 2017	LÊ, SON-THU	Déploiement d'un projet pilote pour évaluer le système de guidage pour personnes à mobilité réduite aux intersections munies de feux de circulation - Ref : Marc-André Caron	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	18 038,95 $
KILICOM RELATIONS PUBLIQUES INC.	1180891	07 FÉVR. 2017	LAVERDIERE, SUZANNE	Contrat de services professionnels - Relations de presse pour CODE Souvenir Montréal 2015 - 2016	Culture	Biens patrimoniaux	2 792,67 $
KLENZOID COMPAGNIE LIMITEE	1180061	16 FÉVR. 2017	BUTEAU, FRANCOIS	Échantillonage legionella analyse, gestion des données pour divers arénas et frais d'administration	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	1 049,87 $
KLENZOID COMPAGNIE LIMITEE	1180061	02 FÉVR. 2017	BUTEAU, FRANCOIS	Échantillonage legionella analyse, gestion des données pour divers arénas et frais d'administration	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	7 868,81 $
L.L. FONDERIE	1181893	09 FÉVR. 2017	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT - PATTES DE BANCS	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	8 399,00 $
L.L. FONDERIE	1181893	10 FÉVR. 2017	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT - PATTES DE BANCS	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	157,48 $
L.L. FONDERIE	1184112	20 FÉVR. 2017	BEAULIEU, JOHANNE	BOOKING COLBERT (3 AVRIL) - PATTES DE BANCS	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	8 399,00 $
L.L. FONDERIE	1184112	22 FÉVR. 2017	BEAULIEU, JOHANNE	BOOKING COLBERT (3 AVRIL) - PATTES DE BANCS	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	157,48 $
LA CAPITALE ASSURANCES GÉNÉRALES_58	rmi000119704000090 4970006	21 FÉVR. 2017	Système RECLAM	LA CAPITALE ASSURANCES GÉNÉRALES\Paiement d'une indemnité pour le dossier 16-004354, sur la liste de paiement 1702IC002 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	4 900,00 $
LA COMPAGNIE ROBERT BURY LTEE	1184091	20 FÉVR. 2017	LABOS, COSTAS	MENUISERIE - FEUILLES DE CONTREPLAQUÉ ET PANNEAU DE FINITION ET MELAMINE - DEMANDE PAR PIERRE MAILLOUX	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 535,12 $
LA COMPAGNIE ROBERT BURY LTEE	1185033	24 FÉVR. 2017	CARRIER, RAYMOND	Équipement de manutention et transport	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce	Bibliothèques	2 100,36 $
LA COMPAGNIE ROBERT BURY LTEE	CAR840677	08 FÉVR. 2017	VACHON, RICHARD	FEUILLE DE CREZON POUR TRAVAUX EFFECTUER PAR LA MENUISERIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	14 311,68 $
LA LIBRAIRIE DE VERDUN	1180923	07 FÉVR. 2017	LAVERDIERE, SUZANNE	Accessibilité Universelle - achats de livres et de DVD divers	Culture	Bibliothèques	2 542,45 $
LA PERSONNELLE_70	rmi000119628000090 6760001	04 FÉVR. 2017	Système RECLAM	LA PERSONNELLE\Paiement d'une indemnité pour le dossier 16-004316, sur la liste de paiement 1701IC011 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	2 783,72 $
LA PERSONNELLE_71	rmi000119292000117 5570005	28 FÉVR. 2017	Système RECLAM	LA PERSONNELLE\Paiement d'une indemnité pour le dossier 16-004136, sur la liste de paiement 1702IC005 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	2 686,39 $
LA PRESSE LTEE	1184697	22 FÉVR. 2017	BEAUCHAMP, LOUIS	Campagne déneigement Hiver 2016 - Insertion order #IO#001036 - La Presse_ROS_300x250-300x600-Ciblé île de Montréal-Cap de 3 si possible	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	2 884,51 $
LA SAVONNERIE DES DILIGENCES	40865	20 FÉVR. 2017	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 180,97 $
LABO S.M. INC.	1183146	15 FÉVR. 2017	CARRIER, JEAN	Travaux de carottage dans la chaussée de différentes rues de l'arr. Côte-des-Neiges/Notre-Dame-de-Grâce dans le cadre du PCPR-2017 (rues locales), selon la soumission su	Infrastructures, voirie et transports	Entretien et réfection des chaussées et trottoirs	5 921,29 $

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2017

LABO S.M. INC.	1183154	15 FÉVR. 2017	CARRIER, JEAN	Travaux de carottage dans la chaussée de différentes rues de l'arr. Côte-des-Neiges/Notre-Dame-de-Grâce dans le cadre du PRR-2-2017, selon la soumission sur invitation C	Infrastructures, voirie et transports	Entretien et réfection des chaussées et trottoirs	9 734,44 $
LABO S.M. INC.	1183161	15 FÉVR. 2017	CARRIER, JEAN	Travaux de carottage dans la chaussée de différentes rues de l'arr. Côte-des-Neiges/Notre-Dame-de-Grâce dans le cadre du PRR-4-2017 (rues artérielles), selon la soumissi	Infrastructures, voirie et transports	Entretien et réfection des chaussées et trottoirs	7 874,06 $
LABO S.M. INC.	1184383	21 FÉVR. 2017	CARRIER, JEAN	Travaux de carottage dans la chaussée de différentes rues de l'arr. Côte-des-Neiges/Notre-Dame-de-Grâce dans le cadre du PRR-3-2017 (rues artérielles), selon la soumissi	Infrastructures, voirie et transports	Entretien et réfection des chaussées et trottoirs	8 000,05 $
LABRADOR LAURENTIENNE	1181292	08 FÉVR. 2017	THIBAULT, BRUNO	Achat d'eau potable - Mesure d'urgence. Commande ouverte pour l'année 2017.	Mercier-Hochelaga - Maisonneuve	Réseau de distribution de l'eau potable	3 149,62 $
LACHAPELLE LOGISTIQUE	1172475	02 FÉVR. 2017	LAVOIE, MARIE-CLAUDE	Déplacement et montage de mobilier localisé au 28e étage du 700 de Maisonneuve dans le cadre du déménagement du Service des communications, du Développement économique et du Service de la planification budgétaire	Gestion et planification immobilière	Administration, finances et approvisionnement	5 249,37 $
LACHAPELLE LOGISTIQUE	1182511	13 FÉVR. 2017	PEPIN, JULIE	LACHAPELLE LOGISTIQUE - transport et aménagement de mobiliers du 500 Place d'Armes au 1550 Metcalfe.Conforme à la facture 52748.CFPM.	Commission de la fonction publique de Montréal	Gestion du personnel	5 619,46 $
LAFLEUR & FILS INC.	1156610	17 FÉVR. 2017	LABOS, COSTAS	Porte Mobile - Panneau de porte de garage - peinture de finition -Caserne #46 demandé par Éric Desrochers C/m	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 251,99 $
LAFLEUR & FILS INC.	1180115	02 FÉVR. 2017	LEVESQUE, PIERRE	Travaux de réparation de portes de garage pour divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 497,15 $
LALEMA INC.	1184765	23 FÉVR. 2017	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT - ABSORBANT	Approvisionnement	Énergie et produit chimique	2 381,12 $
LAMCOM TECHNOLOGIES INC.	1180337	03 FÉVR. 2017	CHARPENTIER, ANNE	Bannières, vinyle pour plancher, divers panneaux, etc. assemblage, et instalaltion	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	5 702,07 $
LAMPADAIRES FERALUX INC.	1181770	09 FÉVR. 2017	LABELLE, MARC-ANDRÉ	REAPP COLBERT - FUT CONIQUE	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	26 064,03 $
LANGE PATENAUDE EQUIPEMENT LTEE - KUBOTA MONTREAL	CAR840887	09 FÉVR. 2017	MICHAUD, LOUIS-PHILIPPE	PIECES DE RECHANGE BENCO	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 209,37 $
LANGE PATENAUDE EQUIPEMENT LTEE - KUBOTA MONTREAL	DIC843312	27 FÉVR. 2017	GARNEAU, DOMINIC	BON DE COMMANDE POUR L'ANNÉE 2017 UNITÉE DE 1.00$	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 199,50 $
LANGE PATENAUDE EQUIPEMENT LTEE - KUBOTA MONTREAL	PIR840443	15 FÉVR. 2017	GAUVREAU, ALAIN	FRAIS DE TRANSPORT	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	14,17 $
LANGE PATENAUDE EQUIPEMENT LTEE - KUBOTA MONTREAL	PIR840443	07 FÉVR. 2017	GAUVREAU, ALAIN	PNEU AVANT 250/80R16	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 044,93 $
LANGEVIN ET TURCOTTE	1180495	03 FÉVR. 2017	SINCLAIR, NANCY	LANGEVIN ET TURCOTTE - Impression d'affiche 24X36 de la charte montréalaise expliquée aux jeunes. Chantier sur la démocratie, Service du greffe selon la soumission 27 janvier 2017.	Greffe	Conseil et soutien aux instances politiques	3 181,12 $
LAPIERRE FINE MECANIQUE INC.	162004	22 FÉVR. 2017	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:432246	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 095,43 $
LAPIERRE FINE MECANIQUE INC.	162006	16 FÉVR. 2017	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:432240	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 115,79 $
LASALLE FORD INC	AVM841150	12 FÉVR. 2017	BRANCONNIER, SERGE	RÉPARATION VÉHICULE HORS GARANTIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 214,73 $
LE CARREFOUR DES FEMMES DE SAINT-LEONARD	1164251003170222	22 FÉVR. 2017	LESPERANCE, YANICK	Soutien financier. Projet Femmes-relais de Saint-Léonard. Période du 01 juillet 2016 au 30 juin 2017. Dossier: 1164251003 - Résolution: CE16 1163. 2e paiement (40%) de 50 000 $.	Direction générale	Autres - activités culturelles	20 000,00 $
LE DEVOIR INC.	1182928	15 FÉVR. 2017	BEAUCHAMP, LOUIS	Paiement de factures pour les appels d'offres publiés dans le quotidien Le Devoir en janvier 2017.	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	5 383,95 $
LE DEVOIR INC.	1183005	15 FÉVR. 2017	BEAUCHAMP, LOUIS	Avis Public, Le Devoir, selon les factures #DE186167, 186168, 186169, 186337, 186338, 186497 et 186498.	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	2 369,20 $

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2017

LE DEVOIR INC.	1184331	21 FÉVR. 2017	LE NAY, ALBANE	Pub cahiers spéciaux pour campagne été et Jardins de lumière	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 573,60 $
LE DEVOIR INC.	1184351	21 FÉVR. 2017	BEAUCHAMP, LOUIS	Appel d'offres, Le Devoir, paiements de diverses factures (21).	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	3 854,77 $
LE FLAG SHOP	1183577	17 FÉVR. 2017	LEMAY, JULIE	Achat de hampe, socle pliant et fleuron	Diversité sociale et des sports	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	2 063,53 $
LE FLAG SHOP	1184362	21 FÉVR. 2017	LEMAY, JULIE	Hampe aluminium doré, socle pliant, fleuron	Diversité sociale et des sports	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	3 207,27 $
LE GARAGE SYLVAIN JOUBERT	79326	04 FÉVR. 2017	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:431502	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 143,21 $
LE GROUPE AGRITEX INC.	DIC841469	24 FÉVR. 2017	TREMBLAY, MICHEL	0KV73800 PLAQUE RENFORT	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 083,22 $
LE GROUPE AGRITEX INC.	DIC843167	27 FÉVR. 2017	GARNEAU, DOMINIC	BON DE COMMANDE POUR L'ANNÉE 2017 UNITÉE DE 1.00 $ PIÈCES AGRICOLES	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 249,37 $
LE GROUPE GUY INC.	CAR842301	20 FÉVR. 2017	GAUVREAU, ALAIN	REPARATION SUITE À INSPECTION DE CAMION FREIGHTLINER M2-112 AUTORISÉ PAR B.ALLARD VOIR FACTURE#BL50912	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 255,03 $
LE GROUPE J.S.V. INC	1181769	09 FÉVR. 2017	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT - PETITS OUTILS A MAIN, PELLES ET QUINCAILLERIE	Approvisionnement	Outillage et machinerie	9 057,26 $
LE GROUPE J.S.V. INC	1181882	09 FÉVR. 2017	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT - QUINCAILLERIE DIVERSE	Approvisionnement	Matériaux de fabrication et usinage	106,33 $
LE GROUPE J.S.V. INC	1181882	09 FÉVR. 2017	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT - QUINCAILLERIE DIVERSE	Approvisionnement	Construction	561,07 $
LE GROUPE J.S.V. INC	1181882	09 FÉVR. 2017	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT - QUINCAILLERIE DIVERSE	Approvisionnement	Transport et entreposage	159,37 $
LE GROUPE J.S.V. INC	1181882	10 FÉVR. 2017	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT - QUINCAILLERIE DIVERSE	Approvisionnement	Construction	97,11 $
LE GROUPE J.S.V. INC	1181882	09 FÉVR. 2017	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT - QUINCAILLERIE DIVERSE	Approvisionnement	Outillage et machinerie	1 249,19 $
LE GROUPE J.S.V. INC	1182919	15 FÉVR. 2017	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT - QUINCAILLERIE DIVERSE	Approvisionnement	Outillage et machinerie	2 391,15 $
LE GROUPE J.S.V. INC	1183342	16 FÉVR. 2017	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT - QUINCAILLERIE DIVERSE	Approvisionnement	Construction	119,00 $
LE GROUPE J.S.V. INC	1183342	17 FÉVR. 2017	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT - QUINCAILLERIE DIVERSE	Approvisionnement	Environnement et nature	842,84 $
LE GROUPE J.S.V. INC	1183342	16 FÉVR. 2017	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT - QUINCAILLERIE DIVERSE	Approvisionnement	Outillage et machinerie	1 057,33 $
LE GROUPE J.S.V. INC	1183430	16 FÉVR. 2017	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT - QUINCAILLERIE	Approvisionnement	Transport et entreposage	709,93 $
LE GROUPE J.S.V. INC	1183430	17 FÉVR. 2017	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT - QUINCAILLERIE	Approvisionnement	Construction	111,12 $
LE GROUPE J.S.V. INC	1183430	16 FÉVR. 2017	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT - QUINCAILLERIE	Approvisionnement	Construction	2 240,88 $
LE GROUPE J.S.V. INC	1183430	16 FÉVR. 2017	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT - QUINCAILLERIE	Approvisionnement	Outillage et machinerie	28,20 $
LE GROUPE J.S.V. INC	1183964	20 FÉVR. 2017	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT - PULVERISATEURS	Approvisionnement	Environnement et nature	2 204,61 $
LE GROUPE J.S.V. INC	1184093	20 FÉVR. 2017	BEAULIEU, JOHANNE	BOOKING COLBERT (3 AVRIL) - QUINCAILLERIE	Approvisionnement	Outillage et machinerie	3 149,62 $
LE GROUPE J.S.V. INC	1184173	21 FÉVR. 2017	DESORMEAUX, LISE	ST-LAURENT / REAPPROV. (INVENTAIRE - QUINC)	Approvisionnement	Transport et entreposage	46,61 $
LE GROUPE J.S.V. INC	1184173	21 FÉVR. 2017	DESORMEAUX, LISE	ST-LAURENT / REAPPROV. (INVENTAIRE - QUINC)	Approvisionnement	Construction	1,89 $
LE GROUPE J.S.V. INC	1184173	27 FÉVR. 2017	DESORMEAUX, LISE	ST-LAURENT / REAPPROV. (INVENTAIRE - QUINC)	Approvisionnement	Outillage et machinerie	46,35 $
LE GROUPE J.S.V. INC	1184173	24 FÉVR. 2017	DESORMEAUX, LISE	ST-LAURENT / REAPPROV. (INVENTAIRE - QUINC)	Approvisionnement	Construction	1 324,04 $
LE GROUPE J.S.V. INC	1184173	21 FÉVR. 2017	DESORMEAUX, LISE	ST-LAURENT / REAPPROV. (INVENTAIRE - QUINC)	Approvisionnement	Outillage et machinerie	106,67 $
LE GROUPE J.S.V. INC	1184173	22 FÉVR. 2017	DESORMEAUX, LISE	ST-LAURENT / REAPPROV. (INVENTAIRE - QUINC)	Approvisionnement	Construction	736,86 $

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2017

LE GROUPE J.S.V. INC	1184173	27 FÉVR. 2017	DESORMEAUX, LISE	ST-LAURENT / REAPPROV. (INVENTAIRE - QUINC)	Approvisionnement	Construction	7,35 $
LE GROUPE J.S.V. INC	1184428	21 FÉVR. 2017	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT - QUINCAILLERIE	Approvisionnement	Construction	253,99 $
LE GROUPE J.S.V. INC	1184428	21 FÉVR. 2017	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT - QUINCAILLERIE	Approvisionnement	Entretien et nettoyage	1 337,96 $
LE GROUPE J.S.V. INC	1184428	21 FÉVR. 2017	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT - QUINCAILLERIE	Approvisionnement	Outillage et machinerie	961,43 $
LE GROUPE MASTER INC.	1180410	03 FÉVR. 2017	ROUILLARD, JOHANNE	VCR. CONTROL DE GEL POUR CENTRE SPORTIF SAINT-CHARLES - DEMANDE PAR BENOIT BENOIT	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 311,15 $
LE GROUPE MASTER INC.	1181764	09 FÉVR. 2017	BUTEAU, FRANCOIS	VCR, ARÉNA ST-MICHEL BAT 196, REGRIGERANT R22, PLOURDE DOMINIC	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 314,36 $
LE GROUPE MASTER INC.	1181794	09 FÉVR. 2017	LABOS, COSTAS	VCR - ACHATS URGENTS DE MATERIEL RELIE AUX SYSTEME VCR - DEMANDE PAR BENOIT BENOIT	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 099,75 $
LE GROUPE MASTER INC.	1182003	10 FÉVR. 2017	LABOS, COSTAS	CHAUFFAGE - PROJET TNC ARENA ST-LOUIS - DEMANDE PAR ROBERT AMYOT	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	6 457,78 $
LE GROUPE MASTER INC.	1182490	13 FÉVR. 2017	LABOS, COSTAS	VCR- REFRIGERANT 407 C POUR DESHUMIDIFICATEUR PISCINE BENNY - CENTRE SPORTIF NOTRE-DAME -DE-GRACE - TNC90664 - DEMANDE PAR BENOIT, BENOIT	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 481,60 $
LE GROUPE MASTER INC.	1182623	14 FÉVR. 2017	LABOS, COSTAS	VCR - MANOMETRE REFRI, DETECTEUR, REGULATEUR AZOTE, BOYAU - DEMANDE PAR BENOIT BENOIT	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 508,55 $
LE GROUPE MASTER INC.	1183004	15 FÉVR. 2017	LABOS, COSTAS	VCR - PIÈCE POUR HUMIIDIFICATEUR POUR CASERNE #52 - DEMANDE PAR BENOIT, BENOIT	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 371,32 $
LE GROUPE SPORTS INTER PLUS INC.	1181359	08 FÉVR. 2017	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT - FILETS DE TENNIS	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	73,49 $
LE GROUPE SPORTS INTER PLUS INC.	1181359	08 FÉVR. 2017	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT - FILETS DE TENNIS	Approvisionnement	Culture, sport et loisir	3 023,64 $
LE GROUPE SPORTS INTER PLUS INC.	1184061	22 FÉVR. 2017	BEAULIEU, JOHANNE	BOOKING COLBERT (3 AVRIL) - ARTICLES POUR TENNIS ET SOCCER	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	131,23 $
LE GROUPE SPORTS INTER PLUS INC.	1184061	20 FÉVR. 2017	BEAULIEU, JOHANNE	BOOKING COLBERT (3 AVRIL) - ARTICLES POUR TENNIS ET SOCCER	Approvisionnement	Culture, sport et loisir	5 977,07 $
LE GROUPE SPORTS INTER PLUS INC.	1184061	20 FÉVR. 2017	BEAULIEU, JOHANNE	BOOKING COLBERT (3 AVRIL) - ARTICLES POUR TENNIS ET SOCCER	Approvisionnement	Construction	678,05 $
LECUYER & FILS LTEE	1179662	03 FÉVR. 2017	LUU, VINH	cornières fibre et support fixation - soum#71501	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	1 176,38 $
LECUYER & FILS LTEE	1179662	01 FÉVR. 2017	LUU, VINH	cornières fibre et support fixation - soum#71501	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	2 390,00 $
LECUYER & FILS LTEE	1181143	07 FÉVR. 2017	LUU, VINH	bases de lampadaires - vos soum. #71538 et 71501	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	9 266,63 $
LEDUC ELECTRIQUE LTEE.	1184413	21 FÉVR. 2017	LABOS, COSTAS	Achat pompe et moteur en remplacement pour piscine dryotron	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 669,58 $
LEMAY CO INC.	1185540	27 FÉVR. 2017	SAVIGNAC, PIERRE-PAUL	Accorder un contrat de service professionnels à Lemay pour la réalisation du plan global des aménagements de la promenade Fleuve-Montagne ainsi des modalisations 17-1765	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Autres - Amén., urb. et développement	22 650,00 $
L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC.	1179958	06 FÉVR. 2017	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT - PANCARTES ET FORMULAIRES	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	2 183,74 $
L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC.	1179958	06 FÉVR. 2017	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT - PANCARTES ET FORMULAIRES	Approvisionnement	Matériel de bureau, papeterie et imprimerie	944,89 $
L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC.	1180948	07 FÉVR. 2017	LECLERC, JEAN-FRANCOIS	Impression - Dépliants de la programmation 2017 du Centre d'histoire de Montréal. Soumission 8767.	Culture	Musées et centres d'exposition	2 415,00 $
L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC.	1181897	20 FÉVR. 2017	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT - FORMULAIRE FICHE DE RONDE DE SECURITE	Approvisionnement	Matériel de bureau, papeterie et imprimerie	2 620,49 $
L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC.	1183347	17 FÉVR. 2017	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT - FORMULAIRE RONDE SECUR. ENTR (SIM)	Approvisionnement	Matériel de bureau, papeterie et imprimerie	4 031,52 $
L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC.	1183347	16 FÉVR. 2017	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT - FORMULAIRE RONDE SECUR. ENTR (SIM)	Approvisionnement	Matériel de bureau, papeterie et imprimerie	3 628,37 $

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2017

L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC.	1184581	22 FÉVR. 2017	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT - PANCARTES DENEIGEMENT	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	2 519,70 $
LES CAMIONS INDUSTRIELS YALE MONTREAL LTEE	1183289	16 FÉVR. 2017	ST-ONGE, JEAN	Bon de commande ouvert 2017 Réparation/Entretien - Appareil spécialisé pour la mécanique	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 099,75 $
LES AGENCES BRUNET-GOULARD INC.	1180895	07 FÉVR. 2017	LABOS, COSTAS	MENUISERIE - ACHATS URGENTS DE DIVERS MATÉRIAUX DE QYINCAILLERIE - DEMANDÉ PAR PIERRE DESJARLAIS C/M	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 099,75 $
LES ATTACHES ETHIER INC.	1179510	01 FÉVR. 2017	SAVAGE, CLAUDE	Devis: 75116A11 Remorque de type plate-forme de 8 pieds de longueur. Appel d¿offres sur invitation 16-15822.	Materiel roulant et ateliers	Approv. et traitement de l'eau potable	59 827,12 $
LES CLOISONS CORFLEX INC.	1182962	15 FÉVR. 2017	LEVESQUE, PIERRE	Inspection/réparation de murs séparateurs amovibles de la salle de réunion au 2e étage et salle d'aérobie au 1er étage au Centre Jean-Claude Malépart	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 619,44 $
LES CONSULTANTS S.M. INC.	1181991	10 FÉVR. 2017	CHANTAL, HUGUES	Réaliser une caractérisation environnementale sur une partie du lot 2 555 264, située au 5227-5231, boulevard Gouin est dans l'arrondissement Montréal-Nord	Montréal-Nord	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	7 671,75 $
LES CONTRACTANTS D.P.E. LTEE	1180769	06 FÉVR. 2017	LABOS, COSTAS	DIV. EXPLOIT. DES BATIMENTS SPECIALISES - APPEL DE SERVIC POUR DISPOSER LE CONTENEUR À DÉCHETS DE MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION SITUÉ AU 600, NOTRE-DAME OUEST - DEMANDÉ PAR PIERRE DESJARLAIS C/M	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	6 824,19 $
LES CONTROLES ROGER HOGUES MTL INC	1184849	23 FÉVR. 2017	LABOS, COSTAS	CHAUFFAGE - MAIN BOARD 40-0068R POUR LA CASERNE #16 - DEMANDE PAR ROBERT AMYOT	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 995,06 $
LES DRAPERIES DE L'EST MICHEL LESSARD LTEE	1182139	10 FÉVR. 2017	LEVESQUE, PIERRE	Travaux de stores au 6767, Côte-des-Neiges	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 107,42 $
LES EDITIONS YVON BLAIS INC	1183185	15 FÉVR. 2017	LEVEILLE, MARIE-LYNE	Aff.juridiques - Renouvellement banque de données (frais pour service en ligne) - éditions Yvon blais Facture #1621255	Affaires juridiques	Affaires civiles	3 734,00 $
LES EMBALLAGES CARROUSEL INC	1179600	01 FÉVR. 2017	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT - SACS A ORDURES	Approvisionnement	Environnement et nature	4 215,46 $
LES EMBALLAGES CARROUSEL INC	1183773	17 FÉVR. 2017	LABELLE, MARC-ANDRÉ	REAPP COLBERT - SACS A ORDURES	Approvisionnement	Environnement et nature	11 004,12 $
LES EMPAQUETEURS UNIS DE FRUITS DE MER LTÉE	rmi000120878000121 9290005	21 FÉVR. 2017	Système RECLAM	LES EMPAQUETEURS UNIS DE FRUITS DE MER LTÉE\Paiement d'une indemnité pour le dossier 16-004977, sur la liste de paiement 1702IC003 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	5 512,00 $
LES ENT. DM LEO INC.	57565	22 FÉVR. 2017	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:432231	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 814,21 $
LES ENTREPRISES J-P COTE INC.	1178301	01 FÉVR. 2017	HAMEL, ROBERT	Commande ouverte 2017 pour travaux de réparation spécialisé en quincaillerie d'architecture électronique, serrurerie électrifiée, système de contrôle des accès et des issues - Sécurité	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	8 399,00 $
LES ENTREPRISES MARSOLAIS INC.	1078350	16 FÉVR. 2017	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 260,42 $
LES ENTREPRISES RUDOLF KOMSIC INC.	rmi000120080000121 1810005	28 FÉVR. 2017	Système RECLAM	LES ENTREPRISES RUDOLF KOMSIC INC.\Paiement d'une indemnité pour le dossier 16-004556, sur la liste de paiement 1702IC005 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	2 750,00 $
LES EQUIPEMENTS BENCO (CANADA) LTEE	CAR839951	02 FÉVR. 2017	LUSSIER, STEPHANIE	PAYER FACTURE BENCO 12251	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 035,32 $
LES EQUIPEMENTS BENCO (CANADA) LTEE	CAR839958	02 FÉVR. 2017	LUSSIER, STEPHANIE	PAYER FACTURE BENCO 12256	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 036,01 $
LES EQUIPEMENTS BENCO (CANADA) LTEE	CAR839960	02 FÉVR. 2017	LUSSIER, STEPHANIE	PAYER FACTURE BENCO 12259	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 278,46 $
LES EQUIPEMENTS BENCO (CANADA) LTEE	CAR839966	02 FÉVR. 2017	BRANCONNIER, SERGE	REPARATION EFFECTUER PAR BENCO JANVIER 2017	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	1 482,69 $
LES EQUIPEMENTS BENCO (CANADA) LTEE	CAR839966	07 FÉVR. 2017	BRANCONNIER, SERGE	REPARATION EFFECTUER PAR BENCO JANVIER 2017	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	1 729,88 $

LES EQUIPEMENTS BENCO (CANADA) LTEE	CAR839976	02 FÉVR. 2017	BRANCONNIER, SERGE	PAYER FACTURES DE RÉPARATIONS EFFECTUÉS PAR BENCO. CHANGER PNEUS	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 215,11 $
LES EQUIPEMENTS BENCO (CANADA) LTEE	CAR840553	08 FÉVR. 2017	BRANCONNIER, SERGE	RÉPARATIONS EFFECTUÉES PAR BENCO(CONTRAT)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 902,29 $
LES EQUIPEMENTS BENCO (CANADA) LTEE	CAR840558	08 FÉVR. 2017	LUSSIER, STEPHANIE	RÉPARATIONS EFFECTUÉES PAR BENCO(CONTRAT)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 506,39 $
LES EQUIPEMENTS BENCO (CANADA) LTEE	CAR840561	08 FÉVR. 2017	BRANCONNIER, SERGE	RÉPARATIONS EFFECTUÉES PAR BENCO (CONTRAT)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 677,66 $
LES EQUIPEMENTS BENCO (CANADA) LTEE	CAR840565	08 FÉVR. 2017	BRANCONNIER, SERGE	RÉPARATIONSEFFECTUÉES PAR BENCO (CONTRAT)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 781,14 $
LES EQUIPEMENTS BENCO (CANADA) LTEE	CAR841841	16 FÉVR. 2017	GARNEAU, DOMINIC	RÉPARATIONS EFFECTUÉES PAR BENCO (CONTRAT LOCATION)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 780,10 $
LES EQUIPEMENTS BENCO (CANADA) LTEE	CAR841848	16 FÉVR. 2017	LUSSIER, STEPHANIE	PAYER FACTURE BENCO 12298	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 249,09 $
LES EQUIPEMENTS BENCO (CANADA) LTEE	CAR841874	16 FÉVR. 2017	GARNEAU, DOMINIC	RÉPARATIONS FAIT PAR BENCO (CONTRAT LOCATION)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 290,91 $
LES EQUIPEMENTS BENCO (CANADA) LTEE	CAR841882	16 FÉVR. 2017	LUSSIER, STEPHANIE	PAYER FACTURE BENCO 12372	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 183,06 $
LES EQUIPEMENTS BENCO (CANADA) LTEE	CAR841886	16 FÉVR. 2017	GARNEAU, DOMINIC	RÉPARATION EFFECTUER PAR BENCO (CONTRAT LOCATION)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 813,85 $
LES EQUIPEMENTS BENCO (CANADA) LTEE	CAR841888	16 FÉVR. 2017	LUSSIER, STEPHANIE	RÉPARATIONS EFFECTUÉES PAR BENCO (CONTRAT LOCATION)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 249,74 $
LES EQUIPEMENTS COLPRON INC	MAD838729	14 FÉVR. 2017	VEILLETTE, PATRICK	PIECES POUR RÉPARER GEARBOX AVANT	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 719,55 $
LES EQUIPEMENTS D'ARPENTAGE CANSEL INC.	1180059	02 FÉVR. 2017	BERNIER, LISE	Renouvellement de licence Autodesk Infrastructure Design Suite Standard du 3 février 2017- 2018	Service de la mise en valeur du territoire	Aménag. du territoire, réglementation et zonage	5 867,75 $
LES EQUIPEMENTS D'ARPENTAGE CANSEL INC.	1184487	22 FÉVR. 2017	DRAPEAU, MATHIEU	Achat de licences AutoCAD 360 pour la division Bureau de projet	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Planification et gestion des parcs et espaces verts	17 282,28 $
LES EQUIPEMENTS MARSHALL LTEE	1179536	01 FÉVR. 2017	BRUNET, GAETAN	BCO 2017 - ACHAT ET RÉPARATION DE BOYAUX, FOURNITURES DIVERSES TPAE-0105	Pierrefonds - Roxboro	Réseau de distribution de l'eau potable	4 199,50 $
LES INDUSTRIES D'ACIER SABEC INC.	DIC843157	27 FÉVR. 2017	GARNEAU, DOMINIC	BON DE COMMANDE POUR L'ANNÉE 2017 UNITÉ UNITÉE DE 1.00 $	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 149,62 $
LES INDUSTRIES T.A.G. (1983) LTEE	DIC840005	06 FÉVR. 2017	DESMARAIS, RICHARD	REPARATION DU SYSTEME DE TOILE DE CAMION	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 191,68 $
LES INSTALLATIONS SPORTIVES AGORA INC.	VER840464	07 FÉVR. 2017	VAILLANCOURT, MARCO	UNITÉ 301-09589 (71) MOTEUR DE VRILLE HORIZONTAL E20-3760	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 581,42 $
LES INSTALLATIONS SPORTIVES AGORA INC.	VER840467	07 FÉVR. 2017	VAILLANCOURT, MARCO	UNITÉ 301-09589 (71) MOTEUR VERTICAL E20-3760	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 553,79 $
LES JARDINS DE L'ECOUMENE	664	15 FÉVR. 2017	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	8 121,66 $
LES PARCOMETRES MACKAY	1179518	01 FÉVR. 2017	BOISVERT, SUZANNE	Accès au portail et gestion à distance pour 8 lignes data cellulaire fournies par Mackay (4 au Biodôme et 4 au Jardin botanique) cartes SIM - 8 lignes à 22 $/mois	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 112,00 $
LES PAVAGES DANCAR (2009) INC.	1179980	02 FÉVR. 2017	LEVESQUE, PIERRE	Travaux de réparation de pavage de sections dangereuses dans le passage de la demi-lune au Pavillon Lafontaine	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 713,93 $

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2017

LES PAVAGES DANCAR (2009) INC.	1183153	15 FÉVR. 2017	ASHKAR, CHRISTOPHE	LAC - Réparation temporaire de pavage (2 à 6 mois) aux endroits spécifiés sur diverses rues.	Lachine	Réseau de distribution de l'eau potable	7 795,06 $
LES PLASTIQUES CY-BO INC	1182604	14 FÉVR. 2017	ST-ONGE, JEAN	RÉPARATION DE FIBRE DE VERRE SUR TUYAU PVC MATÉRIEL ET MAIN-D'OEUVRE	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 350,29 $
LES PONTS JACQUES CARTIER ET CHAMPLAIN INCORPOREE	1181290	08 FÉVR. 2017	FORTIN, FRANCINE	Bail 6076-001 : Service passage - Île Sainte-Hélène sous le pont Jacques-Cartier - Réf 8160-006	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 769,58 $
LES PROMOTIONS SYLVIE CLAVEAU	1181284	08 FÉVR. 2017	RICHARD, ERIC	Facture - Achat - Épinglette et cocarde prestige. Enquêteur fini doré fond sable relief poli vis au revers, boite plastique - SPVM	Ressources humaines	Gestion du personnel	3 952,08 $
LES SERVICES EXP INC.	1166377	06 FÉVR. 2017	MARTHET, DOMINIQUE	OS HAG-000 : Parc La Presse / Jardins de Paris, infrastructures urbaines.	Ville-Marie	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	22 782,29 $
LES SERVICES EXP INC.	1182712	14 FÉVR. 2017	GIRARD, NORMAND	Réalisation de tests environnementaux et géotechniques pour la construction du nouveau bâtiment de perception pour les tennis du parc La Fontaine - Incidence 13520	Gestion et planification immobilière	Autres - Administration générale	6 839,94 $
LES SERVICES EXP INC.	1185075	24 FÉVR. 2017	CAREAU, LUCIE	Services d'ingénierie associés à la préparation du devis technique en maintien de circulation-phase 5,avenue Victoria,projet Triangle	Service de la mise en valeur du territoire	Construction d'infrastructures de voirie	10 712,36 $
LES SYSTÈMES D'ENTREES ASSA ABLOY CANADA	1180826	07 FÉVR. 2017	BOUVRETTE, JEAN	Fourniture et installation d'une porte pétionne avec accès magnétique reliée au système d'accès existant (guérite) et identique aux porte d'accès déjà installée sur le site.	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	13 800,00 $
LIBRAIRIE RAFFIN INC.	7152487	01 FÉVR. 2017	CERON RAMIREZ, GABRIELA	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	3 192,30 $
LIBRAIRIE BERTRAND	129681	01 FÉVR. 2017	CERON RAMIREZ, GABRIELA	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 594,82 $
LIBRAIRIE BERTRAND	129683	03 FÉVR. 2017	CERON RAMIREZ, GABRIELA	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 212,91 $
LIBRAIRIE BERTRAND	129904	08 FÉVR. 2017	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 440,59 $
LIBRAIRIE CARREFOUR BD INC.	17100	27 FÉVR. 2017	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 616,25 $
LIBRAIRIE CARREFOUR BD INC.	17101	27 FÉVR. 2017	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 059,15 $
LIBRAIRIE CARREFOUR BD INC.	17102	27 FÉVR. 2017	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 289,25 $
LINDE CANADA LIMITEE	1169763	23 FÉVR. 2017	ROUSSIN, VERONIQUE	Réapprovisionnement ponctuel du Centre de distribution Mtl.	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	11 599,95 $
LINDE CANADA LIMITEE	1179798	01 FÉVR. 2017	EMOND, LISE	Réapprovisionnement ponctuel du Centre de distribution Mtl. Catégorie vêtements/ Diff. gants de travail.	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	2 431,20 $
LINDE CANADA LIMITEE	1180278	03 FÉVR. 2017	LUU, VINH	Gants de cuir "superior" #365DL6	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	3 367,68 $
LINDE CANADA LIMITEE	1180812	07 FÉVR. 2017	LEARY, GENEVIEVE	Achat d'équipements de sécurité sur entente cadre - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	2 291,92 $
LINDE CANADA LIMITEE	1182924	15 FÉVR. 2017	ROUSSIN, VERONIQUE	Achat de gants sur entente cadre - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	9 996,49 $
LINDE CANADA LIMITEE	1183415	16 FÉVR. 2017	LEARY, GENEVIEVE	REAPP COLBERT - GANTS	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	4 100,97 $
LINDE CANADA LIMITEE	1183423	16 FÉVR. 2017	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT - GANTS DE MONTEUR	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	2 156,04 $
LINDE CANADA LIMITEE	1183763	17 FÉVR. 2017	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT - GANTS DE TRICOT	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	3 169,53 $
LINDE CANADA LIMITEE	1183966	20 FÉVR. 2017	GAGNE-TRINQUE, MALINE	BOOKING COLBERT (3 AVRIL) - GANTS	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	59 117,85 $
LINDE CANADA LIMITEE	1185437	27 FÉVR. 2017	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT - GANTS	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	2 529,53 $
LINDE CANADA LIMITEE	LAS839059	09 FÉVR. 2017	MONTPETIT, SYLVAIN	000010 PISTOLET SPOOLMATIC	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 330,69 $
LLB CONSEIL INC.	1181104	07 FÉVR. 2017	LAPOINTE, JOSEE	Honoraires pour accompagnement personnalisé dans le cadre des activités de développement des cadres policiers	Ressources humaines	Gestion du personnel	2 679,44 $

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2017

LOCATION D'AUTOS ET CAMIONS DISCOUNT	1185082	24 FÉVR. 2017	JUTRAS, PIERRE	Location de voitures pour les mois de octobre à décembre 2016 et janvier 2017 (Corolla, Fiesta et Focus)	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Horticulture et arboriculture	2 509,58 $
LOCATION D'OUTILS SIMPLEX S.E.C.	1180073	02 FÉVR. 2017	DESJARDINS, SYLVIE	LOCATION SIMPLEX-BON DE COMMANDE OUVERT 2017-TRANSPORT POUR APPAREILS DE LEVAGE-ÉLECTRICITÉ-	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 249,37 $
LOCATION D'OUTILS SIMPLEX S.E.C.	1180302	03 FÉVR. 2017	DUFRESNE, ALAIN	2017 - Bon de commande ouvert pour la location d'outils divers - TP aqueduc	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	2 099,75 $
LOCATION JEAN LEGARE LTEE	1181280	08 FÉVR. 2017	CENCIG, MARIE-JOSE	Facture - Location Highlander VUS 8 places du 23 décembre 2016 au 22 janvier 2017. - Service du greffe	Greffe	Conseil et soutien aux instances politiques	3 099,54 $
LOCATION KIROULE INC.	1179433	01 FÉVR. 2017	LAVERDIERE, GISELE	St-Laurent - Location mensuelle d'un Ford E450, 2015, cube 18 pi (matricule 247-47010) pour 3 mois (jan-fév-mar 2017)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 401,59 $
LOCATION KIROULE INC.	1179910	02 FÉVR. 2017	ACHILLE, RICHARD	Location/mois - Dodge Journey No unité 7461 - Contrat 334015 - SCA et Contrat 334017 - SCA	Concertation des arrondissements	Transport - Soutien tech. et fonct.- A répartir	7 542,30 $
LOCATION LORDBEC INC.	1180237	03 FÉVR. 2017	BEAUDOIN, STEVE	SLD-BCO-TP-VOIRIE 2017 pour le service de réparation d'urgence des conduites d'aqueducs	Saint-Léonard	Réseau de distribution de l'eau potable	21 522,44 $
LOCATION LORDBEC INC.	1183598	17 FÉVR. 2017	COUTU, MARTIN	Remplacement de la portion située sous le domaine public d'un branchement d'égout privé dans le cadre de l'application du Règlement 15-085 - 3570, 40e Avenue (PAT).	Rivières-des-Prairies - Pointes-aux-Trembles	Réseaux d'égout	5 958,04 $
LOCATION SAUVAGEAU INC.	1172944	02 FÉVR. 2017	ST-LAURENT, CAROLINE	Factures M132491-06, M132491-07, M132491-08 Location d'un véhicule Ford Cube pour l'Aqueduc de RSMT-PP pour la période du 01 septembre au 30 novembre 2016 (D.D.)	Rosemont- La Petite-Patrie	Réseau de distribution de l'eau potable	5 102,44 $
LOCATION SAUVAGEAU INC.	1179524	01 FÉVR. 2017	CHARBONNEAU, GUY	2017 - BC ouvert pour location d'un Ford T-150 moyen sans vitres - TP aqueduc	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	13 593,78 $
LOCATION SAUVAGEAU INC.	1181081	07 FÉVR. 2017	LOGE, HERVE	BC ouvert 2017 pour la location de trois (3) véhicules (134-47001, 134-47002, 134-47003) - Toyota Corolla pour douze (12) mois - CR 112526	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	29 396,50 $
LONGUE POINTE CHRYSLER DODGE JEEP RAM LTEE	ROS843278	27 FÉVR. 2017	BOURRET, YANICK	FOURINIR PO # FACTURE 57688 LONGUE POINTE CHYSLER (INSPECTION SAAQ S / FAIRE REPARATION SELON ESTIME)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 230,63 $
LONGUS EQUIPEMENT INC.	AVM841867	17 FÉVR. 2017	OUIMET, GUY	PORTE C GAUCHE COMPLETE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 275,95 $
LONGUS EQUIPEMENT INC.	CAR839660	02 FÉVR. 2017	BRANCONNIER, SERGE	ACHAT DE TURBO ET PIÈCES CONNEXES	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 002,52 $
LONGUS EQUIPEMENT INC.	DIC838472	07 FÉVR. 2017	POMPONI, GINO	TP101124114 POMPE A GRAISSAGE AUTOMATIQUE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 086,90 $
LONGUS EQUIPEMENT INC.	DIC841478	14 FÉVR. 2017	GARNEAU, DOMINIC	pièces pour chargeur sur roues New-Holland	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 171,21 $
L'OREILLE BIONIQUE INC.	1183504	16 FÉVR. 2017	COUTURE, MICHEL	Acquisition de récepteur visuel, détecteur de sonnerie porte, récepteur d'événement, d'amplificateur téléphonie et service d'évaluation et d'intégration au travail poste de l'usager ayant une perte d'audition selon la facture 17153.	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	2 425,21 $
LUC AMYOT	1183586	17 FÉVR. 2017	VAILLANCOURT, SERGE	Contrat de services professionnels BVG-SP-2017-06	Bureau du vérificateur	Administration, finances et approvisionnement	4 199,50 $
LUC VEILLETTE CONSULTANT INC.	1185512	27 FÉVR. 2017	GIRARD, NORMAND	Services professionnels dans le cadre de la relocalisation temporaire du services des archives de l'hôtel de ville de Montréal - Incidence 13672	Gestion et planification immobilière	Autres - Administration générale	10 626,49 $
LUDEC ELECTRIQUE INC	1183177	15 FÉVR. 2017	LEVESQUE, PIERRE	TNC - Biblio/Maison de la culture Plateau Mont-Royal (8609) - 465, avenue du Mont-Royal - Remplacement du système de gradation pour l'éclairage de service - 1 soumission	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	14 426,33 $
LUDIK DESIGNER CONFISEUR INC.	37241	20 FÉVR. 2017	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 571,96 $
LUG CANADA INC.	i977939959	15 FÉVR. 2017	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 029,09 $
LUMEN DIVISION DE SONEPAR CANADA INC.	1170962	07 FÉVR. 2017	BUTEAU, FRANCOIS	ÉLECTRICITÉ - ACHAT POUR CERTIFICATION ÉQUIPEMENT POUR LE 3444, ST-JOSEPH EST (9996) - ÉRICT TREMBLAY	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 097,12 $
LUMEN DIVISION DE SONEPAR CANADA INC.	1178639	07 FÉVR. 2017	BUTEAU, FRANCOIS	ÉLECTRICITÉ - TNC 92699 - MISE À NIVEAU ÉCLAIRAGE D'URGENCE POUR LE CENTRE MASSON (0650) - ÉRIC TREMBLAY	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 839,40 $

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2017

LUMEN DIVISION DE SONEPAR CANADA INC.	1178678	07 FÉVR. 2017	BUTEAU, FRANCOIS	ÉLECTRICITÉ - TNC 92700 - MISE À NIVEAU ÉCLAIRAGE D'URGENCE POUR LA MAISON DU CITOYEN (0133) - ÉRIC TREMBLAY	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 028,36 $
LUMEN DIVISION DE SONEPAR CANADA INC.	1182087	10 FÉVR. 2017	ST-ONGE, JEAN	ÉLECTRICITÉ - ACHAT POUR ÉCLAIRAGE D'URGENCE - ÉRIC TREMBLAY	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 741,87 $
LUSSIER CENTRE DU CAMION LTEE	ROS829998	20 FÉVR. 2017	BEAULIEU, DAMIEN	CAPOT COMPLET DE FORD STERLING LT9500 2007 POUR LA CARROSSERIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 718,13 $
LUU THUY NGUYEN	1181179	07 FÉVR. 2017	PAQUETTE, CAROLE	17-1761 - Services professionnels, accompagnement à l'élaboration du plan directeur du parc La Fontaine, de gré à gré	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Planification et gestion des parcs et espaces verts	22 823,77 $
M. BRIEN ELECTRIQUE INC.	1182319	13 FÉVR. 2017	LÊ, SON-THU	SP pour les relevés associés à la conception plan feux temporaires liés aux travaux de mise aux normes -m Grand projet et projets intégrés - SP 1759002 401, SImon 166721 - Ref.: Martin Piché	Infrastructures, voirie et transports	Signalisation lumineuse	22 827,43 $
M.G. MARINE	1182217	10 FÉVR. 2017	LONGPRE, ERIC	BCO pour réparation/Entretien - Embarcation --- SIM	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 364,86 $
M.G. MARINE	1182331	13 FÉVR. 2017	LONGPRE, ERIC	Travaux d'humidité et délamination, réparation de l'unité urgence Hammerhead 1866(01608657)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	22 813,78 $
M.G. MARINE	1182347	13 FÉVR. 2017	LONGPRE, ERIC	Travaux d'humidité et délamination// Réparation de l'unité d'urgence Hammerhead 1857 (016 10449).	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	12 000,07 $
M.G. MARINE	1182349	13 FÉVR. 2017	LONGPRE, ERIC	Travaux d'humidité et délamination 2x babord : Réparation de l'unité d'urgence Hammerhead 1814 (016 11369).	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	15 359,67 $
M.G. MARINE	1182353	13 FÉVR. 2017	LONGPRE, ERIC	Travaux d'humidité et délamination 2x babord : Réparation de l'unité d'urgence Hammerhead. Soumission 1815 (016 08498).	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	16 383,30 $
M.G. MARINE	1182358	13 FÉVR. 2017	LONGPRE, ERIC	Service d'incendie// Travaux d'humidité et délamination : Réparation de l'unité d'urgence Hammerhead. Soumission 1835 (016 09343).	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	12 619,50 $
M.G. MARINE	1182364	13 FÉVR. 2017	LONGPRE, ERIC	Service d'incendie //Travaux d'umidité et délamination : Réparation de l'unité d'urgence Hammerhead. Soumission 1838 (016 10448)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	16 672,01 $
M.G. MARINE	1182370	13 FÉVR. 2017	LONGPRE, ERIC	Service d'incendie : Travaux de réparation de coque // réparation de l'unité d'urgence Hammerhead. Soumission 1855 (016 08655)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	17 889,87 $
M.G. MARINE	1182377	13 FÉVR. 2017	LONGPRE, ERIC	Service d'incendie // Réparation de l'unité d'urgence Hammerhead. Soumission 1864 (016 09344)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	9 616,85 $
MACOGEP INC.	1184821	23 FÉVR. 2017	SIMINARO, LISA	Démolition et reconstruction du pavillon de parc, de la pataugeoire et ajout de jeux d'eau au parc St-Paul-de-la-Croix	Ahuntsic - Cartierville	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	3 097,13 $
MACONNERIE MARTIN SANTERRE INC	1183028	15 FÉVR. 2017	MEUNIER, MICHEL	Secteur S-O-401 - Service de transport de la neige (S-O-81 - S-O-82) - Saison H16-17 (Contrat gré à gré) - Facture 000913.	Concertation des arrondissements	Déblaiement et chargement de la neige	8 694,48 $
MACONNERIE RICHARD TREMBLAY INC.	1183252	16 FÉVR. 2017	LEVESQUE, PIERRE	TNC - Centre Mgr Pigeon (0869) - 5550, rue Angers - Travaux de maçonnerie - 2 soumissions	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 829,42 $
MAISON SAINT-GABRIEL	1182158	10 FÉVR. 2017	LAVERDIERE, SUZANNE	Achat de billets pour la Soirée-bénéfice des Amis de la Maison Saint-Gabriel.	Culture	Autres - activités culturelles	2 501,64 $
MANON TESSIER	rmi000119494000120 6270004	21 FÉVR. 2017	Système RECLAM	MANON TESSIER\Paiement d'une indemnité pour le dossier 16-004243, sur la liste de paiement 1702IC003 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	7 384,32 $
MARC-ANTOINE AREL	rmi000119142000120 3270004	04 FÉVR. 2017	Système RECLAM	MARC-ANTOINE AREL\Paiement d'une indemnité pour le dossier 16-004058, sur la liste de paiement 1701IC010 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	2 500,00 $
MARCO GAGGINO AVOCAT INC.	de161221	23 FÉVR. 2017	IORDACHE, ELENA	remboursement frais d'avocats	Ressources humaines	Gestion du personnel	4 065,70 $
MARCO GAGGINO AVOCAT INC.	de161221b	23 FÉVR. 2017	IORDACHE, ELENA	remboursement frais d'avocats	Ressources humaines	Gestion du personnel	4 196,59 $
MARIA ROCIO GOLDFARB	1181308	08 FÉVR. 2017	LOISELLE, ERIC	Contrat de services professionnels (Maria Rocio Golfarb - Psychologue) pour le Programme d'aide aux policiers et policières (PAPP) - Direction santé, sécurité et mieux-être - Année 2017.	Ressources humaines	Gestion du personnel	14 560,00 $
MARIE-CLAUDE ETHIER-FOURNIER & SEBASTIEN DESGENS	rmi000120144000121 2330005	21 FÉVR. 2017	Système RECLAM	MARIE-CLAUDE ETHIER-FOURNIER & SEBASTIEN DESGENS\Paiement d'une indemnité pour le dossier 16-004590, sur la liste de paiement 1702IC002 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	2 273,06 $
MARIE-CLAUDE TOUCHETTE	1180504	03 FÉVR. 2017	BIRON, PAULE	enquête dossier 16-003191	Dépenses communes	Autres - Administration générale	5 177,20 $
MARIE-CLAUDE TOUCHETTE	1185291	27 FÉVR. 2017	BIRON, PAULE	enquête dossier 15-003191	Affaires juridiques	Affaires civiles	5 157,51 $
MARINDUSTRIEL ENR	AVM842801	23 FÉVR. 2017	OUIMET, GUY	FRAIS D INSTALLATION MOTEUR DEUTZ D2011L041 S/N 21510186	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 362,22 $

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2017

MARINE ENTERPRISES INTERNATIONAL , LLC	1182663	14 FÉVR. 2017	BOUVRETTE, JEAN	Sel synthétique pour fabrication d'eau de mer du Saint-Laurent Marin	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	16 426,08 $
MARION AUREL VINOU	1180023	02 FÉVR. 2017	JUTRAS, PIERRE	17-1755) Accorder un contrat de services professionnels à Mario Vinou pour la réalisation de travaux préalables à l'implantation d'un outil de gestion de projets.	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Horticulture et arboriculture	24 080,00 $
MARTECH SIGNALISATION INC.	1181885	09 FÉVR. 2017	LABELLE, MARC-ANDRÉ	REAPP COLBERT - PANNEAUX SIGNALISATION	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	9 868,82 $
MARTECH SIGNALISATION INC.	1185380	27 FÉVR. 2017	DESORMEAUX, LISE	ST-LEONARD / REAPPROV. (INVENTAIRE - PANNEAU)	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	4 117,60 $
MARTECH SIGNALISATION INC.	ROS839999	03 FÉVR. 2017	VACHON, RICHARD	IMPRESSION DE PANNEAU POUR LA SERIGRAPHIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	12 850,47 $
MATÉRIAUX DE PLOMBERIE RAY-JEAN INC.	1180733	06 FÉVR. 2017	LABOS, COSTAS	PLOMBERIE - ACHATS URGENTS DE MATÉRIEL RELIÉ AUX SYSTÈMES DE PLOMBERIE - DEMANDÉ APR AZIZE KAMIL C/M	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 624,69 $
MATTE GROUPE CONSEIL INC.	1184276	21 FÉVR. 2017	LAPOINTE, NORMAND	Service de coaching de carrière et d'intégration - F. Gervais selon la facture 12 septembre 2016.	Direction générale	Conseil et soutien aux instances politiques	6 299,25 $
MAUDE BOUCHARD DUPONT	1181867	09 FÉVR. 2017	LECLERC, JEAN-FRANCOIS	Rédaction de la chronique «Montréal, retour sur l'image», édition 2017, à paraître dans le Journal de Montréal.	Culture	Musées et centres d'exposition	8 225,00 $
MAXIM BERNARD	1182508	13 FÉVR. 2017	TREMBLAY, GINA	Service - Artiste musical. Spectacle du 7 mai 2017	Culture	Autres - activités culturelles	2 099,75 $
ME NAZANINE DADKHAH	1180404	03 FÉVR. 2017	BIRON, PAULE	avocats dossier 16-003191	Affaires juridiques	Affaires civiles	4 365,38 $
MECANO ALCA INC	CAR841636	19 FÉVR. 2017	GAUVREAU, ALAIN	PIÈCE POUR RÉPARER CAMION GRUE AU GARAGE DU C.E.S.M.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 327,40 $
MEDIAQMI INC.	1178058	23 FÉVR. 2017	LE NAY, ALBANE	Annonces	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	1 250,00 $
MEDIAQMI INC.	1178058	21 FÉVR. 2017	LE NAY, ALBANE	Annonces	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 500,00 $
MEDIAS O'DANDY INC.	1184951	23 FÉVR. 2017	LEFRANCOIS, SIMON	Formation Défi 100 jours l'effet A pour la période du 24 mars au 23 juin 2017	Ressources humaines	Gestion du personnel	2 230,98 $
MEDIAS TRANSCONTINENTAL S.E.N.C	1180744	06 FÉVR. 2017	AYLWIN, CHANTAL	Frais de publication d'addenda via SEAO pour la Direction des infrastructures 2017	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	45 654,86 $
MEDIAS TRANSCONTINENTAL S.E.N.C	1183621	17 FÉVR. 2017	BEAUCHEMIN, SONIA	Service de publicité d'un encart dans un hebdo local. - Service des communications.	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	3 598,13 $
MEDIAS TRANSCONTINENTAL S.E.N.C	1185053	24 FÉVR. 2017	BEAUCHAMP, LOUIS	Journal les affaires - 17/09/2016 - Page 12 - P Junior 4 4 C - L'ordre de Montréal -	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	6 457,78 $
METAL M-PACT INC.	ROS841489	18 FÉVR. 2017	VACHON, RICHARD	FEUILLE ACIER ET ALUMINIUM POUR FRABICATION POUR U.T.M.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 985,86 $
METAUX PROFUSION INC.	ROS840663	08 FÉVR. 2017	VACHON, RICHARD	TUBE EN ACIER DE 2-1/2 POUR FABRICATION FAIT PAR U.T.M.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 017,08 $
METAUX PROFUSION INC.	ROS842649	22 FÉVR. 2017	VACHON, RICHARD	DIVERS FEUILLE DE STANLESS STEEL POUR TRAVAUX EFFECTUER PAR U.T.M.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	8 973,28 $
METAUX PROFUSION INC.	SLT840234	06 FÉVR. 2017	VERMETTE, SUZANNE	A-73590 - FOURNITURE POUR ATELIER MECANIQUE ST-LAURENT	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 140,72 $
MFR INC.	1182654	14 FÉVR. 2017	GINCE, MARTIN	Platelage du pont mobile du bassin aquatique au complexe sportif Claude-Robillard	Diversité sociale et des sports	Gestion install. - Piscines, plages et ports de plaisance	7 139,16 $
MICHEL GUIMONT ENTREPRENEUR ELECTRICIEN LTEE	1181296	08 FÉVR. 2017	LABERGE, DENIS	Travaux d'installation et d'alimentation de deux aérothermes électriques dans le cadre du projet de mise à niveau de l'aréna Rodrigue-Gilbert - Incidence 14299	Rivières-des-Prairies - Pointes-aux-Trembles	Gestion install. - Arénas et patinoires	3 888,89 $
MICHELIN AMERIQUE DU NORD (CANADA INC.)	1182482	13 FÉVR. 2017	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Matériel roulant	3 892,62 $

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2017

MICHELLE SULLIVAN COMMUNICATIONS	1182103	10 FÉVR. 2017	GOYETTE, STEPHANE	Facture 20171501 - Traduction vers l'anglais du Bilan de mi-parcours MIN	Direction générale	Gestion de l'information	4 571,42 $
MICHELLE SULLIVAN COMMUNICATIONS	1182103	15 FÉVR. 2017	GOYETTE, STEPHANE	Facture 20171501 - Traduction vers l'anglais du Bilan de mi-parcours MIN	Direction générale	Gestion de l'information	676,12 $
MICRO LOGIC SAINTE-FOY LTEE	1179946	02 FÉVR. 2017	CADIEUX, MAXIME	Maintenance de logiciel qui permet d'utiliser les Clés RSA SecurID pour se connecter au réseau à distance. - STI	Technologies de l'information	Gestion de l'information	20 063,11 $
MIOVISION TECHNOLOGIES INC.	1184720	22 FÉVR. 2017	LÊ, SON-THU	Banque de 238 heures de comptages par imageries vidéos - Ref : Anna Vizioli	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	5 247,28 $
MITCHELL 1	1182669	14 FÉVR. 2017	SAINT-VIL, PHILIPPE	Licence d'accès aux manuels d'atelier en ligne pour véhicules et camions légers (Mitchel Prodemand)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 323,37 $
MITCHELL 1	VER841690	15 FÉVR. 2017	MASSE, PAUL	FACT: 19686676 / PRODEMAND /MTR ONLY COMBO GOVT 3 USER/UNLIM MACH MITCHELL 1	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 296,84 $
MMS LASER	ROS842391	21 FÉVR. 2017	VACHON, RICHARD	PIECES DECOUPER AU LASER POUR U.T.M.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	11 557,76 $
MONOLITHE MULTIMEDIA	1178431	21 FÉVR. 2017	LE NAY, ALBANE	Contrat de services professionnels pour la création de messages publicitaires	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	10 000,00 $
MORIN RELATIONS PUBLIQUES	1180039	02 FÉVR. 2017	GOYETTE, STEPHANE	Élaboration, exécution stratégie numérique et diffusion sur les médias sociaux pour l'événement Plein Feux!	Direction générale	Gestion de l'information	12 178,55 $
MORIN RELATIONS PUBLIQUES	1180421	03 FÉVR. 2017	DE COURCY, DIANE	BCO 2017 - Coordination de la rencontre du Réseau des répondants de l'expérience client du 23 février 2017.	Direction générale	Conseil et soutien aux instances politiques	6 299,25 $
MORNEAU SHEPELL LTD.	1181573	08 FÉVR. 2017	CLOUTIER, SYLVIE	Services professionnels Services individuels (non taxable) - Fourniture de services externes requis dans le cadre du Programme d¿aide aux employés, année 2017, Service des TI	Technologies de l'information	Gestion de l'information	20 140,00 $
MORNEAU SHEPELL LTD.	1183269	22 FÉVR. 2017	HODDER, DANIEL	Programme d'aide aux employés pour l'année 2017.	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Act. récréatives - Dir. et adm. - À répartir	19 000,00 $
MOTEURS (LEBO) ELECTRIQUES INDUSTRIELS LIMITEE	1181765	09 FÉVR. 2017	LABOS, COSTAS	VCR -ACHATS URGENTS DE MATÉRIEL RELIÉ AUX SYSTÈME VCR - DEMANDÉ PAR BENOIT, BENOIT	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 099,75 $
MOTION CANADA	ROS840417	07 FÉVR. 2017	VACHON, RICHARD	ACIER PLAT POUR TRAVAUX EFFECTUER PAR U.T.M.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 618,29 $
MP REPRODUCTIONS INC.	1172836	23 FÉVR. 2017	LAVOIE, MARIE-CLAUDE	BCO 2017 - Service - Impression pour le SGPI	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	13 648,37 $
MP REPRODUCTIONS INC.	1180066	02 FÉVR. 2017	GAGNON, VALERIE	achat - Impression de brochures (Cahier BIC) - Service des infrastructures	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	6 724,50 $
MULTI AUTOMATIQUE TRANSMISSION 2005 INC	ANJ840282	16 FÉVR. 2017	MILLETTE, ROBERT	85-510 TRANSMISSION 66RFE INSTALLÉE/REFROIDISSEUR 4590 INSTALLÉ	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 992,14 $
MULTI-PRESSIONS L.C. INC.	ROS841828	16 FÉVR. 2017	LONGPRE, ERIC	FOURNITURE ET INSTALLATION D'UNE MACHINE A PRESSION POUR NETTOYER SOUS LES VÉHICULES	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 483,60 $
MYLENE POTHIER-CHAMPAGNE & ALEXIS EISENBERG	rmi000120054000121 1550006	04 FÉVR. 2017	Système RECLAM	MYLENE POTHIER-CHAMPAGNE & ALEXIS EISENBERG\Paiement d'une indemnité pour le dossier 16-004543, sur la liste de paiement 1701IC009 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	2 000,00 $
NADEAU FORESTERIE URBAINE INC.	1182435	13 FÉVR. 2017	BIRON, PAULE	consultant dossier #15-003191	Dépenses communes	Autres - Administration générale	6 889,80 $
NATHALIE BACHAND	1184851	23 FÉVR. 2017	TREMBLAY, GINA	Suivi avec les artistes et rédaction de textes. Réseau Accès culture 2017	Culture	Autres - activités culturelles	5 280,00 $
NATURE-ACTION QUEBEC INC	1184030	20 FÉVR. 2017	BEAUCHAMP, LOUIS	Nature-Action Québec - Offre de service - implantation de la collecte des résidus alimentaires 2017- Porte à porte, billets de courtoisie, ligne téléphonique, séances d'information, coordination (recrutement, formation, préparation, suivi).	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	15 600,00 $
NATURE'S EXPRESSION	98752d	20 FÉVR. 2017	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	5 441,98 $

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2017

NECULAI PARASCHIV & ADRIANA BUZATU	rmi000118883000120 0830007	04 FÉVR. 2017	Système RECLAM	NECULAI PARASCHIV & ADRIANA BUZATU\Paiement d'une indemnité pour le dossier 16-003922, sur la liste de paiement 1701IC009 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	4 000,00 $
NEDCO	1182049	10 FÉVR. 2017	LABOS, COSTAS	ELECTRICITE - COMPTE PROJET 90683 - ARENA CAMILIEN-HOUDE - INSTALLATION DE NOUVELLE LUNIÈRE DES SUR LA GLACE - DEMANDE PAR ÉRIC DESROCHERS C/M	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	21 694,62 $
NEDCO	1182060	10 FÉVR. 2017	LABOS, COSTAS	ELECTRICITE - PROJET TNC INSTALLATION DE NOUVELLE LUMIERE DEL SUR LA GLACE ARENA SYLVIO MANTHA - COMPLEXE GADBOIS - DEMANDE PAR ERIC DESROCHERS C/M	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	21 694,62 $
NEDCO	1183872	20 FÉVR. 2017	CADIEUX, MAXIME	Achat - Outils requis pour le câblage pour le projet Wi-Fi. - STI	Technologies de l'information	Gestion de l'information	8 104,79 $
NEDCO	1183918	20 FÉVR. 2017	DESJARDINS, SYLVIE	ÉLECTRICITÉ - TEM 92717 - PACNLI PFPG-48-R-32T8-120 STRIP PACO - (BAT 0025)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 501,33 $
NEDCO	1184840	23 FÉVR. 2017	DESJARDINS, SYLVIE	ÉLECTRICITÉ -TEM 92696 -ACHAT DE FIXTURE LED POUR LE GARAGE P.AT. (761) ÉRIC TREMBLAY	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	9 850,35 $
NEDCO	1184989	23 FÉVR. 2017	DESJARDINS, SYLVIE	ÉLECTRICITÉ - TEM 92694 - ACHAT DE PIÈCES POUR LE CSCR (095) - ÉRIC TREMBLAY	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 274,80 $
NEDCO	1185035	24 FÉVR. 2017	DESJARDINS, SYLVIE	ÉLECTRICITÉ - # 92694 - PRTL-24-LED-80-40-H1-MVOLT PACO AU CSCR (095) - ÉRIC TREMBLAY	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	6 660,14 $
NEOPOS MONTREAL INC.	1183877	20 FÉVR. 2017	CHAPUT, CHRISTIAN	Évolution bureautique ACQ# 2017-02-14 Postes EPLV : 6 postes spécialisés tout-en-un pour Espace pour la Vie - # de dérogation R234253	Technologies de l'information	Gestion de l'information	8 092,28 $
NEOPOST CANADA LIMITEE	1182152	10 FÉVR. 2017	JODOIN, LUC	Contrat d'entretien du 1er mars 2017 au 28 février 2018 pour l'inséreuse plieuse Neopost	Culture	Bibliothèques	2 589,00 $
NIAGARA RIVER TRADING CIE	si1007901	09 FÉVR. 2017	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 041,86 $
NITEK LASER INC.	ROS831687	06 FÉVR. 2017	VACHON, RICHARD	DECOUPE AU LASER DE PIECES DE BBQ POUR U.T.M.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 336,93 $
NORTRAX QUEBEC INC.	1179175	14 FÉVR. 2017	LAMBERT, LYNE	Pierrefonds et Ahuntsic - Location mensuelle de 1 chargeuse, RDP-PAT, St-Léonard et Villeray 3, RSMT 6 et Plateau 2	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	975 301,97 $
NORTRAX QUEBEC INC.	CAR839938	02 FÉVR. 2017	BRANCONNIER, SERGE	RÉPARATIONS EFFECTUÉS PAR NORTRAX SUR LAME DE BUCKET ET CAMÉRA	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 011,47 $
NORTRAX QUEBEC INC.	CAR843206	27 FÉVR. 2017	LUSSIER, STEPHANIE	0FRAIS DE TRANSPORT	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 026,10 $
NORTRAX QUEBEC INC.	DIC841096	17 FÉVR. 2017	LEBRUN, ANDRÉ	AT377577 JANTE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 319,52 $
NORTRAX QUEBEC INC.	DIC842681	22 FÉVR. 2017	GARNEAU, DOMINIC	FOURNIR PO POUR REPARATION DE MOTEUR	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	9 735,52 $
NORTRAX QUEBEC INC.	DIC842906	23 FÉVR. 2017	TREMBLAY, MICHEL	FOURNIR PO A NORTRAX POUR VERIFICATION ET REPARATION DU SYSTEME TRACK CONTROL DE L'APPAREIL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 226,95 $
NORTRAX QUEBEC INC.	SLT839014	08 FÉVR. 2017	BRISEBOIS, LUC	Commande pour services mécanique	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 379,02 $
ODOTECH INC.	1181343	08 FÉVR. 2017	BELPAIRE, VERONIQUE	expert dossier 15-003478	Dépenses communes	Autres - Administration générale	5 597,15 $
OLIVE ORANGE INC.	1183267	16 FÉVR. 2017	NORMANDIN, HENRI-PAUL	OLIVE ORANGE: Service du traiteur lors des v¿ux du corps consulaire le 25 janvier 2017 selon la facture 12731.	Direction générale	Conseil et soutien aux instances politiques	5 900,30 $
OMBRAGES	1130069	23 FÉVR. 2017	PELLERIN, GUY	Services professionnels pour le projet de Mise à niveau de 5 bâtiments du Plan Lumière du Vieux-Montréal	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	20 537,28 $
OMR ALLIAGES INC	DIC840006	06 FÉVR. 2017	GARNEAU, DOMINIC	FOURNITURE D'ÉLECTRODES À SOUDER POUR GARAGE DICKSON	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 884,35 $
OPEN TEXT CORPORATION	1181844	09 FÉVR. 2017	PAQUETTE, CAROLE	Renouvellement de la licence DM5 pour 2017	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Horticulture et arboriculture	1 616,81 $
OPEN TEXT CORPORATION	1181844	09 FÉVR. 2017	PAQUETTE, CAROLE	Renouvellement de la licence DM5 pour 2017	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Planification et gestion des parcs et espaces verts	3 695,55 $
P.E.S. CANADA INC.	ROS837923	03 FÉVR. 2017	LONGPRE, ERIC	LUMIÈRE POUR ÉCLAIRÉ QUAND C'EST SOMBRE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 724,44 $
P.R. DISTRIBUTION INC.	1185307	27 FÉVR. 2017	GARNEAU, DOMINIC	Casier de rangement 40 compartiments, Base pour cabinet et Contour de coffres 2 tiroirs gris (non retournable)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 598,14 $
PAPER PRODUCTS DESIGN	152393	16 FÉVR. 2017	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 973,59 $

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2017

PAPRIKA COMMUNICATIONS INC.	1182864	14 FÉVR. 2017	PAQUETTE, CAROLE	Accorder un contrat de services professionnels à Paprika Communication pour le développement d'une solution graphique qui identifiera la promenade Fleuve-Montagne ainsi que les principaux éléments qui permettront son déploiement 17-1771	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Planification et gestion des parcs et espaces verts	78 215,69 $
PARREIRA TRAITEUR	1182342	13 FÉVR. 2017	NORMANDIN, HENRI-PAUL	Service - Traiteur Parreira - buffet staff - Funérailles attentat Québec à l'aréna Maurice-Richard selon la facture 10929.	Direction générale	Conseil et soutien aux instances politiques	2 100,27 $
PASARD INC.	1183961	20 FÉVR. 2017	BEAULIEU, JOHANNE	BOOKING COLBERT (3 AVRIL) - PEINTURE AEROSOL ET ACCESSOIRES	Approvisionnement	Construction	3 468,12 $
PASARD INC.	1183961	20 FÉVR. 2017	BEAULIEU, JOHANNE	BOOKING COLBERT (3 AVRIL) - PEINTURE AEROSOL ET ACCESSOIRES	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	2 805,56 $
PAYSAGISTE MONTREAL INC.	1180864	07 FÉVR. 2017	ROUILLARD, JOHANNE	AO-13076 - Déneigement de divers terrains d'immeubles municipaux - Lot #3	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	53 389,29 $
PAYSAGISTE SOLARCO INC.	1184008	20 FÉVR. 2017	LEMAY, JULIE	Le vendredi 17 février 2017, montage et le dimanche 19 février 2017, démontage des trappes de sable dans la salle omnisports pour la tenue d'une compétition internationale d'athlétisme	Diversité sociale et des sports	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	2 624,68 $
PAYSAGISTES J.R. DONATO INC.	1180063	02 FÉVR. 2017	LEVESQUE, PIERRE	Déneigement pour l'édifice Albert-Dumouchel saison 2016-2017	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 724,44 $
PERFECTION INC	1094577	09 FÉVR. 2017	LEARY, GENEVIEVE	CHEMISE CHEF, MANCHES LONGUES MARINE	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	3 810,42 $
PETER CHRISTENSEN	1179950	02 FÉVR. 2017	HOUDE, ALAIN	Services de traduction dans les deux langues officielles ainsi que des services de correction d¿épreuves et de révision dans le cadre des activités et projets du Bureau du design de la Ville de Montréal. Convention en annexe.	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	5 249,37 $
PHISHINGBOX, LLC	1182248	13 FÉVR. 2017	CHAPUT, CHRISTIAN	60110 - Acquisition de 15000 licences de sécurité auprès de la firme Phishing box	Technologies de l'information	Gestion de l'information	6 299,25 $
PIE IX DODGE CHRYSLER 2000 INC.	1182681	14 FÉVR. 2017	LONGPRE, ERIC	Acquisition de lumières barre arrière pour Charger.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 895,46 $
PIECES D'AUTO PHILIPPE GAGNON	ANJ839676	01 FÉVR. 2017	PICARD, CATHERINE	211-10099 (85-329) PIECES DE FREINS ET DE SUSPENSION	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 221,55 $
PIECES D'AUTO ST-HENRI	LAS841615	16 FÉVR. 2017	VEILLETTE, PATRICK	REPARATION CARROSSERIE 127-09216	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 821,54 $
PIERRE CASTAGNER	1182618	14 FÉVR. 2017	PARIS, YVES	Entretien, réparation et mise en place d'objets pour Naturalia et assurer soutien technique en muséo pour les expos temporaires	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	14 910,00 $
PLACEMENT SYNAIR	rmi000120434000121 4790004	04 FÉVR. 2017	Système RECLAM	PLACEMENT SYNAIR\Paiement d'une indemnité pour le dossier 16-004744, sur la liste de paiement 1701IC010 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	5 978,70 $
PLANT PRODUCTS	1184901	23 FÉVR. 2017	DESILETS, MICHEL	Achat d'engrais	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Horticulture et arboriculture	1 644,94 $
PLANT PRODUCTS	1184901	23 FÉVR. 2017	DESILETS, MICHEL	Achat d'engrais	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	411,24 $
PLASTIPRO CANADA	1183963	20 FÉVR. 2017	ROUSSIN, VERONIQUE	BOOKING COLBERT (3 AVRIL) - BALISES	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	14 353,89 $
PLOMBERIE MIRAGE INC	1181178	07 FÉVR. 2017	LAPOINTE, LOUIS	Travaux de branchement d'égout au 1741, avenue Pothier - selon soumission du 20 janvier 2017	Ahuntsic - Cartierville	Réseaux d'égout	7 454,11 $
PLOMBERIE MIRAGE INC	1181916	09 FÉVR. 2017	LAPOINTE, LOUIS	Travaux au 12035, boulevard O'Brien - selon soumission du 6 février 2017	Ahuntsic - Cartierville	Réseaux d'égout	6 866,18 $
PLOMBERIE MSM INC.	1183858	20 FÉVR. 2017	ROBITAILLE, GEORGES	LAS-BCR-TP2017 / CORRECTION DU BRANCHEMENT D'EGOUT COTE PUBLIC DE LA RÉSIDENCE 1073, RUE THIERRY DANS L'ARRONDISSEMENT DE LASALLE INCLUANT LES CONTINGENCES.	LaSalle	Réseaux d'égout	12 195,35 $
PNEUS ET RECHAPAGE SOUTHWARD MONTREAL INC.	1180051	02 FÉVR. 2017	BRANCONNIER, SERGE	MRA-BCO-LASTP2017 / RECHAPAGE DE PNEUS (SOUTHWARD MONTREAL INC.).	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 249,37 $
PNEUS METROPOLITAINS INC.	1179614	01 FÉVR. 2017	HAMELIN-PROVOST, GINETTE	RÉAP. PIR INVENTAIRE PNEUS	Approvisionnement	Matériel roulant	3 163,96 $
PNEUS METROPOLITAINS INC.	1185546	27 FÉVR. 2017	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Matériel roulant	2 933,85 $
PNEUS METROPOLITAINS INC.	DIC838579	01 FÉVR. 2017	GARNEAU, DOMINIC	pneu loader non réparable réparation crédité détail sur facture pmi-f0018910	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 843,30 $

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2017

PNEUS SP INC.	1172669	21 FÉVR. 2017	GARNEAU, DOMINIC	ANJ-BCO2017-ATELIER MECANIQUE - INSTALLER, BALANCER PNEUS - ACHAT DE PNEUS ET JANTES	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 099,75 $
PNEUS SP INC.	ANJ842231	23 FÉVR. 2017	MILLETTE, ROBERT	86-826 NETTOYAGE/MONTAGE/DEMONTAGE/PNEU	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 218,74 $
POISSANT EXCAVATION INC.	1181190	07 FÉVR. 2017	POITRAS, DOMINIC	AQUEDUC - TRAVAUX D'ÉGOUT AU 8588, 13E AVENUE.	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Réseaux d'égout	3 149,62 $
POMPES & MOTEURS REAL JEAN LTEE	1168026	08 FÉVR. 2017	BUTEAU, FRANCOIS	URGENCE nettoyage de 2 pompes flygt - Luc Vézina	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 462,48 $
PORTES DE GARAGE CITADELLE LTEE	CAR842250	20 FÉVR. 2017	GAUVREAU, ALAIN	FOURNIR P.O POUR INSTALLATION CONTROLE SANS FIL ET OEUIL MAGIQUE SECURITÉ DES PORTES 6-7-8 GARAGE 999 HENRIBOURASSA OUEST VOIR #FACTURE 83531 AUTORISÉ PAR B.ALLARD	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 900,31 $
PRAENESTE TECHNOLOGIES	1183053	15 FÉVR. 2017	ST-ONGE, JEAN	Frais annuels de licence d'utilisation et services relativement au logiciel SPACE pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2017	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	40 962,84 $
PRESCOTT S M INC	1180035	02 FÉVR. 2017	LEMAY, JULIE	Dévidoir portable pour hose Eley et dévidoir murale pour hose Eley	Diversité sociale et des sports	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	2 830,10 $
PRICEWATERHOUSECOOPERS S.R.L./ S.E.N.C.R.L.	1184972	23 FÉVR. 2017	GOYETTE, STEPHANE	Accompagnement dans la réflexion sur la portée et gouvernance du numérique selon les offres de services du 21 nov. 2016 et du 17 février 2017.	Direction générale	Gestion de l'information	39 550,89 $
PRODIESEL (2009)	ANJ842408	21 FÉVR. 2017	GARNEAU, DOMINIC	525-05127 (86-309) MOTEUR REBUILD LONG BLOC	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	14 173,31 $
PRODUCTIONS GUILLAUME ST-ARNAUD INC	1184958	23 FÉVR. 2017	GOYETTE, STEPHANE	Réalisateur Capsules vidéo Pleins Feux! selon la facture MTLNUMERIQUE_GSA.	Direction générale	Gestion de l'information	5 669,32 $
PRODUITS PRAXAIR	1184887	24 FÉVR. 2017	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	18,95 $
PRODUITS PRAXAIR	1184887	23 FÉVR. 2017	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Énergie et produit chimique	2 698,71 $
PRODUITS PRAXAIR	1184887	23 FÉVR. 2017	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Matériaux de fabrication et usinage	34,38 $
PRODUITS PRAXAIR	ROS840684	08 FÉVR. 2017	BEAULIEU, DAMIEN	TABLE POUR SOUDAGE DIVERS POUR U.T.M.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 601,84 $
PRODUITS RE-PLAST INC.	CAR830115	08 FÉVR. 2017	VACHON, RICHARD	MADRIER DE PLASTIQUE POUR TRAVAUX FAIT PAR LA MENUISERIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 916,03 $
PRODUITS RE-PLAST INC.	CAR835496	08 FÉVR. 2017	VACHON, RICHARD	MADRIER POUR DIVERS TRAVAUX EFFECTUER PAR LA MENUISERIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	10 787,46 $
PRODUITS RE-PLAST INC.	CAR835497	16 FÉVR. 2017	VACHON, RICHARD	MADRIER POUR DIVERS TRAVAUX EFFECTUER PAR LA MENUISERIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	11 225,78 $
PRODUITS RE-PLAST INC.	CAR835498	10 FÉVR. 2017	VACHON, RICHARD	MADRIER POUR DIVERS TRAVAUX EFFECTUER PAR LA MENUISERIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	12 168,05 $
PRODUITS RE-PLAST INC.	CAR838899	16 FÉVR. 2017	VACHON, RICHARD	MADRIER GRIS POUR TRAVAUX EFFECTUER PAR LA MENUISERIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	16 632,64 $
PRODUITS RE-PLAST INC.	CAR838958	27 FÉVR. 2017	VACHON, RICHARD	PLANCHE ET MADRIER POUR TRAVAUX EFFECTUER PAR LA MENUISERIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	11 475,13 $
PRODUITS SANY	1181277	08 FÉVR. 2017	LEMAY, JULIE	Achat d'un balai compact à commande arrière et à batterie pour le complexe sportif Claude-Robillard	Diversité sociale et des sports	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	3 129,83 $
PRODUITS SANY	1183962	20 FÉVR. 2017	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT - PRODUITS D'ENTRETIEN	Approvisionnement	Environnement et nature	3 992,46 $
PRODUITS SHELL CANADA LIMITEE.	41684123	14 FÉVR. 2017	GOULET, DIANE	Frais de carburant pour ANJOU	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	8 913,69 $
PRODUITS SHELL CANADA LIMITEE.	41696231	15 FÉVR. 2017	GOULET, DIANE	Frais de carburant pour ANJOU	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	12 152,21 $
PRODUITS SHELL CANADA LIMITEE.	41702931	24 FÉVR. 2017	GOULET, DIANE	Frais de carburant pour ANJOU	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	19 034,63 $
PROMUTUEL RÉASSURANCE_1	rmi000120590000109 7830001	14 FÉVR. 2017	Système RECLAM	PROMUTUEL RÉASSURANCE\Paiement d'une indemnité pour le dossier 16-004824, sur la liste de paiement 1702IC001 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	4 268,62 $
PSI PROLEW INC	52352	25 FÉVR. 2017	DURAND, GUILLAUME	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 476,00 $
PSI PROLEW INC	52368	25 FÉVR. 2017	DURAND, GUILLAUME	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 988,00 $

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2017

PUBINTERACTIVE SG INC.	1183823	17 FÉVR. 2017	LUSSIER, VERONIQUE	Impression - Plan média - Déneigement-Campagne publicitaire internet - Sites en anglais. Vertical "sites premium information" "Auto & Météo" Ile de Mtl seulement - Total de 5 formats	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	20 168,10 $
PUBLICITE SAUVAGE INC.	1178065	07 FÉVR. 2017	LE NAY, ALBANE	Publicité - affichage / Mira la Petite Étoile	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 811,50 $
PUBLICITE SAUVAGE INC.	1178070	22 FÉVR. 2017	LE NAY, ALBANE	Affichage publicitaire pour 2017	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 811,50 $
PYROTECH BEI INC.	1182166	10 FÉVR. 2017	BIRON, PAULE	expert dossier 14-003562	Dépenses communes	Autres - Administration générale	7 339,15 $
QUEBEC LINGE CO	1179421	17 FÉVR. 2017	MASSE, PAUL	Location et entretien de vêtement	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	524,94 $
QUEBEC LINGE CO	1179421	01 FÉVR. 2017	MASSE, PAUL	Location et entretien de vêtement	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	82 870,84 $
QUEBEC LINGE CO	1179580	01 FÉVR. 2017	LAVOIE, MARIE-CLAUDE	Bon de commande 2017 Location et entretien de vêtement de protection pour les électriciens de la Région Est et Télégestion - Entente : 1036431	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	44 094,75 $
QUEBEC LINGE CO	1179580	17 FÉVR. 2017	LAVOIE, MARIE-CLAUDE	Bon de commande 2017 Location et entretien de vêtement de protection pour les électriciens de la Région Est et Télégestion - Entente : 1036431	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 674,56 $
QUEBEC LINGE CO	1180048	02 FÉVR. 2017	GAUVREAU, ALAIN	LOCATION VÊTEMENT --- ST-LAURENT --- 900003341	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 716,56 $
QUEBEC LINGE CO	1180144	02 FÉVR. 2017	ROBITAILLE, GEORGES	MRA-BCO-LASTP2017 / POUR LA FOURNITURE ET L'ENTRETIEN DE LINGE POUR LES MÉCANICIENS ET LES SOUDEURS.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 149,62 $
QUEBEC LINGE CO	1181003	07 FÉVR. 2017	COUTURE, CHARLES	Tapis pour le centre de formation incluant service de nettoyage	Service de l'eau	Hyg. du milieu - Soutien tech. et fonct. - À répartir	5 291,37 $
QUEBEC LINGE CO	CAR838888	03 FÉVR. 2017	MICHAUD, LOUIS-PHILIPPE	LOCATION SERVIETTE INDUSTRIELLE POUR ATELIER MECANIQUE ANNÉE 2017	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 099,75 $
QUEBEC LINGE CO	ROS801004	13 FÉVR. 2017	BEAULIEU, DAMIEN	LOCATION DE GEUNILLE POUR LA SÉRIGRAPHIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 729,67 $
QUINCAILLERIE A.C.L. INC.	1184189	21 FÉVR. 2017	DESJARDINS, SYLVIE	Bon de commandes divers entretien PDQ	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 249,37 $
QUINCAILLERIE PONT MERCIER LTEE	1180703	06 FÉVR. 2017	HAMELIN-PROVOST, GINETTE	RÉAP. LAC INVENTAIRE CONTRE-PLAQUÉ, ÉPINETTE, COMPOSÉE À JOINT	Approvisionnement	Construction	2 620,58 $
QUINCAILLERIE RICHELIEU LTEE	1180685	06 FÉVR. 2017	LABOS, COSTAS	MENUISERIE - ACHATS URGENTS DE DIVERS MATÉRIAUX DE QUINCAILLERIE - DEMANDÉ PAR PIERRE DESJARLAIS, C/M	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 099,75 $
R.J.R. INNOVATIONS INC.	1180836	07 FÉVR. 2017	BEAUCHAMP, CARLE	Renouvellement - Contrat d'entretien - WinMagic SecureDoc des licences logicielles au SPVM - Période du 1er février 2017 au 31 janvier 2018.	Technologies de l'information	Gestion de l'information	35 901,81 $
RACICOT CHANDONNET LTEE	1185467	27 FÉVR. 2017	BIRON, PAULE	avocats dossier 16-003191	Affaires juridiques	Affaires civiles	13 648,37 $
RADIATEUR D'AUTO DECARIE (1976) INC.	PIR841086	21 FÉVR. 2017	GAUVREAU, ALAIN	RADIATEUR (FACT:00063067)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 084,61 $
RAINCOAST BOOKS	2322220	23 FÉVR. 2017	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 241,50 $
RAVENSBURGER USA INC.	23925812	06 FÉVR. 2017	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 580,50 $
RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON S.E.N.C.R.L	1168712	17 FÉVR. 2017	ALLARD, ARIANNE	057725-177 Chantier d'amélioration du Service des enquêtes	Performance organisationnelle	Administration, finances et approvisionnement	46 556,71 $
RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON S.E.N.C.R.L	1170681	23 FÉVR. 2017	GOYETTE, STEPHANE	Indicateurs de performances - Ville intelligente - Mandat de consultation - Opérationnalisation et mesure des IP.	Direction générale	Gestion de l'information	46 100,01 $
RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON S.E.N.C.R.L	1183276	16 FÉVR. 2017	CLOUTIER, SIMON	Service de production documentaire (révision linguistique et mise en page) selon l'offre de service M-17-014.	Performance organisationnelle	Administration, finances et approvisionnement	20 997,50 $
REAL HUOT INC.	1162656	28 FÉVR. 2017	LABELLE, MARC-ANDRÉ	REAPP COLBERT - COMPTEUR D'EAU	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	10 814,24 $

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2017

REAL HUOT INC.	1179453	01 FÉVR. 2017	ST-LAURENT, CAROLINE	Achat de pièces d'aqueduc pour Rosemont La-Petite-Patrie tel que soumission 1088013 (D.D.)	Rosemont- La Petite-Patrie	Réseau de distribution de l'eau potable	2 677,79 $
REAL HUOT INC.	1181121	07 FÉVR. 2017	LABELLE, MARC-ANDRÉ	Achat de compteurs d'eau 1" et 3/4" - Inventaire Colbert pour la Signalisation	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	24 478,09 $
REAL HUOT INC.	1182634	14 FÉVR. 2017	LABELLE, MARC-ANDRÉ	Achat de compteurs 3/4" - Inventaire Colbert (Signalisation)	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	23 279,93 $
RECY-BETON INC	1175938	22 FÉVR. 2017	DUFRESNE, ALAIN	2017 - BC ouvert pour disposition de rebuts de béton et d'asphalte - TP aqueduc (gré à gré)	Ville-Marie	Réseaux d'égout	7 874,06 $
RECY-BETON INC	1180710	06 FÉVR. 2017	VASSART, CLAIRE	DA 480115 - Dépôt asphalte - 2017 (# Entente : 910223)	Montréal-Nord	Réseau de distribution de l'eau potable	7 945,45 $
RECY-BETON INC	1183632	17 FÉVR. 2017	BEAUDOIN, STEVE	SLD-BCR-TP-VOIRIE 2017 ouvert-service de sites pour le valorisation de: Pierre. béton, asphalte selon les besoins pour l'année 2017.	Saint-Léonard	Réseau de distribution de l'eau potable	16 892,96 $
RECY-BETON INC	1184971	23 FÉVR. 2017	GRAVEL, YVES	BON DE COMMANDE OUVERT 2017 POUR LA REVALORISATION DE MATERIAUX DE CONSTRUCTION / VOIRIE ET AQUEDUC / ENTENTE 910223 VALIDE JUSQU'AU 19 DÉCEMBRE 2017	Rivières-des-Prairies - Pointes-aux-Trembles	Réseau de distribution de l'eau potable	9 390,08 $
RECYCLAGE NOTRE-DAME INC.	1165234	17 FÉVR. 2017	LEBOEUF, CLAUDINE	RECYCLAGE TERRE D'EXCAVATION ANALYSÉE - BON DE COMMANDE OUVERT JUSQU'AU 26 OCTOBRE 2017	Rivières-des-Prairies - Pointes-aux-Trembles	Réseau de distribution de l'eau potable	73 556,87 $
RECYCLAGE NOTRE-DAME INC.	1181846	09 FÉVR. 2017	CADRIN, ISABELLE	Disposition de terre de type BC non-contaminée	Plateau Mont-Royal	Réseau de distribution de l'eau potable	8 030,17 $
RECYCLAGE NOTRE-DAME INC.	1183495	16 FÉVR. 2017	OUELLET, GUY	Disposition de terre de type BC non-contaminée	Plateau Mont-Royal	Réseau de distribution de l'eau potable	11 872,33 $
RECYCLAGE NOTRE-DAME INC.	1184526	22 FÉVR. 2017	MORISSETTE, PIERRE	Élimination et traitement de sols contaminés.	Mercier-Hochelaga - Maisonneuve	Réseau de distribution de l'eau potable	44 777,08 $
RECYCLAGE NOTRE-DAME INC.	1185580	28 FÉVR. 2017	OUELLET, GUY	Disposition de terre non-contaminée	Plateau Mont-Royal	Réseau de distribution de l'eau potable	6 710,47 $
REGROUPEMENT DES PRODUCTEURS MULTIMEDIA	1144674001090217	09 FÉVR. 2017	GODBOUT, JULIE	GDD 1144674001 Soutien financier au développement de l'entrepreneuriat et à l'essor de l'industrie multimédia	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	27 393,00 $
REGROUPEMENT DES PRODUCTEURS MULTIMEDIA	1144674001130217	13 FÉVR. 2017	GODBOUT, JULIE	GDD 1144674001 Soutien financier au développement de l'entrepreneuriat et à l'essor de l'industrie multimédia	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	109 572,00 $
REMORQUE O.BEDARD ENR.	1174087	14 FÉVR. 2017	VEILLETTE, PATRICK	BCO-LAC 2017 Réparation/Entretien - Remorque non motorisée	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 149,62 $
REMORQUES SYLMAR INC	1182334	27 FÉVR. 2017	BRANCONNIER, SERGE	Pièces de frein complet back plate tambour roulement joint support boyau fausse aille et ailles pour remorque # 754-08471 Remorque Ville Marie	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 181,57 $
RENOVATION JUBINVILLE INC.	1179975	02 FÉVR. 2017	LEVESQUE, PIERRE	Divers travaux pour le Centre Multi-Ethnique	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 194,23 $
RENOVATION JUBINVILLE INC.	1180247	03 FÉVR. 2017	LEVESQUE, PIERRE	Réparer plâtre sur plusieurs murs dans le poste, bureau, passage et entrée au PDQ 22	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 456,71 $
RENOVATION JUBINVILLE INC.	1180716	06 FÉVR. 2017	LEVESQUE, PIERRE	TNC - Centre Ste-Cunégonde (8663) - 525, rue Dominion - Restauration de la porte d'entrée en bois - 2 soumissions	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	11 711,36 $
RENOVATION JUBINVILLE INC.	1181245	07 FÉVR. 2017	LEVESQUE, PIERRE	TNC - Centre St-Martyrs-Canadiens (8324) - 10125, rue Parthenais - Travaux dans casiers du 1er et 2e étages - 1 soumission	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 036,77 $
RENOVATION JUBINVILLE INC.	1181251	07 FÉVR. 2017	LEVESQUE, PIERRE	TNC - Centre St-Martyrs-Canadiens (8324) - 10125, rue Parthenais - Travaux sur portes et fenêtres - 1 soumission	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 464,59 $
RENOVATION JUBINVILLE INC.	1184489	22 FÉVR. 2017	LEVESQUE, PIERRE	TNC - Centre St-Martyrs-Canadiens (8324) - 10125, rue Parthenais - Faire réparations de plâtre et retouches de peinture dans différents locaux et passages - 1 soumission	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 771,67 $
RENOVATION JUBINVILLE INC.	1184518	22 FÉVR. 2017	LEVESQUE, PIERRE	TNC - Centre St-Martyrs-Canadiens (8324) - 10125, rue Parthenais - Faire réparations de plâtre et retouches de peinture dans local et cages d'escalier - 1 soumission	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 154,89 $
REP SOLUTION INTERACTIVE INC.	1183135	15 FÉVR. 2017	LE NAY, ALBANE	Contrat de service pour un accompagnement spécialisé, l'évolution et la maintenance du CRM d'EPLV	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	5 000,00 $
REPARATION D'AUTO CREMAZIE 2010	4306	25 FÉVR. 2017	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:432461	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 117,99 $
REPARATIONS CELLULAIRES PIDJIK INC.	1180423	03 FÉVR. 2017	DESJARDINS, SYLVIE	BO 2017 - Réparation de cellulaires et d'accessoires de remplacement	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 099,75 $

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2017

RESSORT IDEAL LTEE	CAR837666	21 FÉVR. 2017	BRANCONNIER, SERGE	RÉPARATION DE SUSPENSION	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 043,73 $
RESSORT IDEAL LTEE	ROS840483	07 FÉVR. 2017	ALTIMAS, JOHN-PATRICK	REPARATION DE SUSPENSION DE CAMION DE POMPIER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 023,15 $
RESSORTS MONTREAL-NORD LTEE	NME841600	15 FÉVR. 2017	GARNEAU, DOMINIC	396-11177/Bras de suspension arrière droite	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 756,33 $
RESSORTS MONTREAL-NORD LTEE	NME841600	16 FÉVR. 2017	GARNEAU, DOMINIC	396-11177/Bras de suspension arrière droite	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	35,46 $
RESSORTS UNIVERSEL INC.	DIC839315	01 FÉVR. 2017	DESMARAIS, RICHARD	REPARATION SUSPENSION DE FARDIER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 196,60 $
RESSORTS UNIVERSEL INC.	ROS842377	21 FÉVR. 2017	LONGPRE, ERIC	REPARATION DE SUSPENSION DE CAMION	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 202,61 $
RESSORTS UNIVERSEL INC.	ROS842379	21 FÉVR. 2017	LONGPRE, ERIC	REPARATION DE SUSPENSION DE CAMION	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 015,92 $
RESSORTS UNIVERSEL INC.	ROS842380	21 FÉVR. 2017	LONGPRE, ERIC	REPARATION DE SUSPENSION DE CAMION	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 981,05 $
ROBERT ALEXIS TRAITEUR INC	1180764	06 FÉVR. 2017	CENCIG, MARIE-JOSE	Greffe - Petit déjeuner à l'occasion de la Journée Martin Luther King, Division du soutien aux élus, Conformément à la facture 067584	Greffe	Conseil et soutien aux instances politiques	3 030,71 $
ROBERT ALEXIS TRAITEUR INC	1183782	17 FÉVR. 2017	MARTIN, NATHALIE	Service de traiteur dans le cadre de la tenue du Symposium Montréal transitoire. Facture 067742	Service de la mise en valeur du territoire	Aménag. du territoire, réglementation et zonage	4 761,65 $
ROBERT BOILEAU INC	CAR841083	10 FÉVR. 2017	BRANCONNIER, SERGE	C1167175 (ACHAT DE LAME (COUTEAU) POUR APPAREIL ZAMBONI (CHAUVEAU)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 401,61 $
ROGER GIRARD INC	1183435	16 FÉVR. 2017	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT - COFFRET ALUMINIUM	Approvisionnement	Construction	4 351,73 $
ROGERS AT&T***	749113502172341936 5	07 FÉVR. 2017	GOULET, DIANE	Frais téléphonie cellulaire	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 418,92 $
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1179941	02 FÉVR. 2017	DESJARDINS, SYLVIE	BO 2017 - Service de communication sans fil	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	52 493,75 $
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1180718	06 FÉVR. 2017	BRISSON, GUYLAINE	Service - Téléphonie cellulaire SCA - 24 jan. 2017 - Développement, exploitation et pilotage de systèmes	Concertation des arrondissements	Administration, finances et approvisionnement	49,10 $
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1180718	06 FÉVR. 2017	BRISSON, GUYLAINE	Service - Téléphonie cellulaire SCA - 24 jan. 2017 - Développement, exploitation et pilotage de systèmes	Concertation des arrondissements	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	117,58 $
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1180718	06 FÉVR. 2017	BRISSON, GUYLAINE	Service - Téléphonie cellulaire SCA - 24 jan. 2017 - Développement, exploitation et pilotage de systèmes	Concertation des arrondissements	Nettoyage et balayage des voies publiques	74,56 $
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1180718	06 FÉVR. 2017	BRISSON, GUYLAINE	Service - Téléphonie cellulaire SCA - 24 jan. 2017 - Développement, exploitation et pilotage de systèmes	Concertation des arrondissements	Rel. avec les citoyens et communications	7 063,31 $
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1180718	06 FÉVR. 2017	BRISSON, GUYLAINE	Service - Téléphonie cellulaire SCA - 24 jan. 2017 - Développement, exploitation et pilotage de systèmes	Concertation des arrondissements	Fourrière municipale et contrôle des animaux	185,47 $
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1181610	09 FÉVR. 2017	HACHEY, NORMAND	BC ouvert 2017- Normand Hachey et ARSO	Service de l'eau	Hyg. du milieu - Soutien tech. et fonct. - À répartir	377,95 $
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1181610	09 FÉVR. 2017	HACHEY, NORMAND	BC ouvert 2017- Normand Hachey et ARSO	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	6 299,25 $
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1703516758	14 FÉVR. 2017	MARCOTTE, CATHY	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Ressources humaines	Gestion du personnel	3 466,10 $
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1723419447	17 FÉVR. 2017	BOURQUE, RACHEL	Téléphonie cellulaire Rogers - 24 janvier 2017	Technologies de l'information	Gestion de l'information	15 047,90 $
ROSE ARCHITECTURE	1182696	14 FÉVR. 2017	HOUDE, ALAIN	Owen Rose -Architecte- Membre du jury dans le cadre du concours international de design pour la conception de modules d'information de chantier «Pour mieux informer sur le chantier»	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	2 204,74 $

RUFIN BOUDREAU	1180505	03 FÉVR. 2017	BIRON, PAULE	enquête dossier 16-003191	Dépenses communes	Autres - Administration générale	5 275,62 $
RUFIN BOUDREAU	1185293	27 FÉVR. 2017	BIRON, PAULE	enquête dossier 15-003191	Affaires juridiques	Affaires civiles	5 334,68 $
RUFIN BOUDREAU	1185294	27 FÉVR. 2017	BIRON, PAULE	enquête dossier 15-003191	Affaires juridiques	Affaires civiles	2 283,48 $
S. DESORMIERS EXCAVATION INC.	1182995	15 FÉVR. 2017	POITRAS, DOMINIC	AQUEDUC - Travaux d'excavation pour la réparation d'une fuite d'eau au 7081, 1ère avenue	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Réseau de distribution de l'eau potable	2 624,69 $
S.A.T. SOCIETE DES ARTS TECHNOLOGIQUES	1124674002130217	13 FÉVR. 2017	GODBOUT, JULIE	GDD 1124674002-Contribution financière à la Société des arts technologiques, pour la réalisation de son programme d'activités (2e versement 2016)	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	50 000,00 $
S.C.I. MONTREAL INC.	1152308	07 FÉVR. 2017	LORD, MICHEL	DIVERS ACHATS télélgestion - Jacques Croteau	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 423,52 $
SABLAGE AU JET GILLES LAPOINTE LTEE	ROS831882	02 FÉVR. 2017	VACHON, RICHARD	SABLAGE AU JET ET PEINTURE POUR U.T.M.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 535,47 $
SABLIERES CHEVRIER & FILS INC.	1179875	02 FÉVR. 2017	BRUNET, GAETAN	BCO 2017 - Sable de remplissage pour remplir les tranchées lors d'excavation TPAE-0601 TPAE-0601 GL 2130.0010000.303120.04121.56504.015007.0000.000000.000000.00000.00000 APPRO. PJ JOLY	Pierrefonds - Roxboro	Réseau de distribution de l'eau potable	2 099,75 $
SAFETY-KLEEN CANADA INC.	1105823	21 FÉVR. 2017	LONGPRE, ERIC	B/C OUVERT POUR RÉCUPÉRATION DE MATIÈRES RÉSIDUELLES POUR ATELIER DES INCENDIES AU 2269 RUE VIAU.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 819,02 $
SAFETY-KLEEN CANADA INC.	1182073	10 FÉVR. 2017	BRISEBOIS, JOEL	huile en vrac	Approvisionnement	Matériel roulant	2 531,53 $
SAFETY-KLEEN CANADA INC.	1184749	22 FÉVR. 2017	CHRETIEN, NORMAND	ACHAT HUILE EN VRAC SELON 1700758376	Approvisionnement	Matériel roulant	3 434,26 $
SAFETY-KLEEN CANADA INC.	1185144	24 FÉVR. 2017	GARNEAU, DOMINIC	CSP-MRA FOURNITURE D'HUILE EN VRAC POUR LE GARAGE POUR 2017	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	7 034,16 $
SAFETY-KLEEN CANADA INC.	DIC842812	23 FÉVR. 2017	TREMBLAY, MICHEL	FOURNIR PO POUR LE REMPLISSAGE DES HUILES EN VRAC	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 047,33 $
SAFETY-KLEEN CANADA INC.	PIR838883	01 FÉVR. 2017	MOCANU, SILVIU	2017 PFDS BCG COMMANDE D'HUILE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 532,25 $
SAFETY-KLEEN CANADA INC.	ROS799993	27 FÉVR. 2017	VACHON, RICHARD	RAMASSAGE DE RÉSIDU DIVERS POUR LA CARROSSERIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	12 534,15 $
SAFETY-KLEEN CANADA INC.	ROS837421	27 FÉVR. 2017	BEAULIEU, DAMIEN	DISOLVANT POUR NETTOYAGE DE FUSIL ETAUTRE POUR LA CARROSSERIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 729,67 $
SANDRA LACHANCE	de170214	23 FÉVR. 2017	BORDAGE, MARYLISE	Médiation pour l'exposition estivale du 375e du réseau Accès culture	Plateau Mont-Royal	Autres - activités culturelles	2 500,00 $
SBSC ENVIRONNEMENT INC.	1185298	27 FÉVR. 2017	BIRON, PAULE	expert dossier 14-002910	Dépenses communes	Autres - Administration générale	2 618,13 $
SBSC ENVIRONNEMENT INC.	1185300	27 FÉVR. 2017	BIRON, PAULE	expert dossier 14-002646	Dépenses communes	Autres - Administration générale	5 350,43 $
SCENE SCAPIN STAGING INC.	1183565	17 FÉVR. 2017	PARIS, YVES	Toiles	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 021,00 $
SCHLEICH NORTH AMERICA INC.	inv514563	23 FÉVR. 2017	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	4 072,29 $
SCIAGE DE BETON 2000 INC.	1184380	21 FÉVR. 2017	HOOPER, CHANTAL	Gré à Gré	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce	Réseau de distribution de l'eau potable	2 196,33 $
SCIAGE DE BETON 2000 INC.	1184380	24 FÉVR. 2017	HOOPER, CHANTAL	Gré à Gré	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce	Réseau de distribution de l'eau potable	837,80 $
SCIAGE DE BETON ST-LEONARD LTEE	1182054	10 FÉVR. 2017	BOISVERT, CHANTAL	ANJ - BCO - 2017 - TP - Travaux de sciage d'asphalte et de béton pour 2017	Anjou	Réseau de distribution de l'eau potable	3 149,62 $
SEBASTIEN DOSTIE & ISABELLE RIVA	rmi000121841000122 8460004	21 FÉVR. 2017	Système RECLAM	SEBASTIEN DOSTIE & ISABELLE RIVA\Paiement d'une indemnité pour le dossier 16-005626, sur la liste de paiement 1702IC002 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	3 152,81 $
SECURITE LANDRY INC	1184877	23 FÉVR. 2017	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT (BOOKING 3 AVRIL) - BOTTINES EMONDEUR	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	4 252,00 $
SEL WARWICK INC.	1175131	06 FÉVR. 2017	LABELLE, MARC-ANDRÉ	URGENT - REAPP COLBERT - CHLORURE DE SODIUM	Approvisionnement	Énergie et produit chimique	10 529,83 $
SERVICE DE FREINS MONTREAL LTEE	1172205	01 FÉVR. 2017	MASSE, PAUL	2017 - FOURNITURE DE FREINS ET ACCESSOIRES	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 149,62 $

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2017

SERVICE DE FREINS MONTREAL LTEE	1181037	09 FÉVR. 2017	CHRETIEN, NORMAND	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-02 VIAU POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Matériel roulant	47,49 $
SERVICE DE FREINS MONTREAL LTEE	1181037	07 FÉVR. 2017	CHRETIEN, NORMAND	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-02 VIAU POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Matériel roulant	8 303,61 $
SERVICE DE FREINS MONTREAL LTEE	1182357	13 FÉVR. 2017	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Matériel roulant	2 485,91 $
SERVICE DE FREINS MONTREAL LTEE	1182357	20 FÉVR. 2017	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Matériel roulant	538,59 $
SERVICE DE FREINS MONTREAL LTEE	1182357	13 FÉVR. 2017	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Construction	336,13 $
SERVICE DE FREINS MONTREAL LTEE	1184888	24 FÉVR. 2017	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Matériel roulant	461,65 $
SERVICE DE FREINS MONTREAL LTEE	1184888	23 FÉVR. 2017	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Matériel roulant	2 308,11 $
SERVICE D'ENTRETIEN INT-EXT	1180049	02 FÉVR. 2017	LEVESQUE, PIERRE	Travaux extérieurs pour divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 440,95 $
SERVICE D'ENTRETIEN PRO-PRET INC.	1179687	01 FÉVR. 2017	DESJARDINS, SYLVIE	Service d'entretien ménager pour l'année 2017	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	20 997,50 $
SERVICE D'ENTRETIEN PRO-PRET INC.	1179721	01 FÉVR. 2017	LEVESQUE, PIERRE	Entretien ménager pour divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	9 778,53 $
SERVICE GAGNON ELECTRIQUE INC.	1182833	14 FÉVR. 2017	LEVESQUE, PIERRE	Travaux électriques dans divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 205,55 $
SERVICE GAGNON ELECTRIQUE INC.	1182956	15 FÉVR. 2017	LEVESQUE, PIERRE	Travaux électriques dans divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 243,73 $
SERVICES CONSULTRAIL INTERNATIONAL INC.	1180359	03 FÉVR. 2017	GAGNIER, PHILIPPE	expert dossier 16-002375	Dépenses communes	Autres - Administration générale	24 829,54 $
SERVICES HISTOCO	1181866	09 FÉVR. 2017	LECLERC, JEAN-FRANCOIS	Rédaction des chroniques «Montréal, Retour sur l'image», édition 2017 (mars à octobre).	Culture	Musées et centres d'exposition	9 275,00 $
SERVICES INFORMATIQUES INSITU INC	1184941	23 FÉVR. 2017	LÊ, SON-THU	Mise-en-place d'un environnement de développement au CGMU - Ref : S. Provost	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	22 047,37 $
SHARP ELECTRONIQUE DU CANADA LTEE	1168745	24 FÉVR. 2017	DESJARDINS, SYLVIE	Achat de 5 imprimante Sharp Modèle MX-C300W SELON ENTENTE 949660	Gestion et planification immobilière	Autres - Administration générale	5 275,62 $
SHARP ELECTRONIQUE DU CANADA LTEE	1179989	02 FÉVR. 2017	DAFNIOTIS, DINO	Achat d'un photocopieur neuf au complexe sportif Marie-Victorin - Entente 949660	Diversité sociale et des sports	Exploitation des centres commun. - Act.récréatives	2 530,20 $
SHARP ELECTRONIQUE DU CANADA LTEE	1182932	15 FÉVR. 2017	ST-ONGE, JEAN	Achat de trois imprimantes multifonctions dans le cadre du déménagement de l'équipe du Bureau de projet au 6e étage	Gestion et planification immobilière	Autres - Administration générale	19 722,95 $
SHORTALL ELECTRIQUE LTEE	1179694	01 FÉVR. 2017	DESORMEAUX, LISE	ST-LAURENT / REAPPROV. (INVENTAIRE - LAMPES ET BALLAST)	Approvisionnement	Construction	2 844,01 $
SHORTALL ELECTRIQUE LTEE	1181125	13 FÉVR. 2017	DESORMEAUX, LISE	ST-LAURENT / REAPPROV. (INVENTAIRE - BALLAST)	Approvisionnement	Construction	3 642,23 $
SIGNALISATION S.A.I.C. INC	1183439	16 FÉVR. 2017	TREMBLAY, GINA	Panonceau type INPHO	Culture	Autres - activités culturelles	3 299,76 $
SIGNEL SERVICES INC	1184297	21 FÉVR. 2017	BRIDEAU, ANDRE	Paiement de facture #78382 pour l'aménagement de véhicules, flèche de signalisation pour véhicule # 227-16015	Outremont	Réseau de distribution de l'eau potable	3 225,64 $
SISCA SOLUTIONS D'AFFAIRES CANADA INC.	1183250	16 FÉVR. 2017	THERRIEN, ELISE	Impression numérique de plusieurs guides du participant selon la facture C187059.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 180,07 $
SITE INTEGRATION PLUS INC.	1181312	08 FÉVR. 2017	FORTIN, FRANCINE	Achat de 2000 cartes d'accès 34 bit et 100 au format 26 bit	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	6 099,78 $
SM CONSTRUCTION INC.	1182587	14 FÉVR. 2017	MASSE, PAUL	COMPTE OUVERT POUR RÉPARATION DE POMPES À CARBURANT	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 249,37 $

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2017

SNAP-ON BUSINESS SOLUTIONS	1084250	28 FÉVR. 2017	CHRETIEN, NORMAND	ENTENTE DE SERVICES D'ABONNEMENT ET D'EPQUIPEMENT GM	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	25 465,77 $
SNAP-ON BUSINESS SOLUTIONS	1084252	28 FÉVR. 2017	CHRETIEN, NORMAND	ENTENTE DE SERVICES D'ABONNEMENT ET D'EQUIPEMENT CHRYSLER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	14 053,59 $
SNAP-ON BUSINESS SOLUTIONS	1084258	28 FÉVR. 2017	CHRETIEN, NORMAND	ENTENTE DE SERVICES D'ABONNEMENT ET D'ÉQUIPEMENTS	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	14 479,91 $
SNC-LAVALIN INC	1182026	10 FÉVR. 2017	DUGUAY, MARIO	SNC LAVALIN INC. - Élaboration des plans et préparation d'appel d'offre pour les plantations du boul. Maurice-Duplessis. Projet Train de l'Est - Dem: Pascal Darveau - Gré à gré.	Infrastructures, voirie et transports	Construction d'infrastructures de voirie	18 722,66 $
SOC POUR L'ACTION L'EDUCATION ET LA SENSIBILISATION ENVIRONNEMENTALE DE MONTREAL	1180231	03 FÉVR. 2017	BISSONNETTE, JEAN-MARC	Étude de caractérisation - Implantation d'un système de collecte et de recyclage des mégots de cigarette dans des secteurs prioritaires de la Ville de Montréal - 1er versement fév. 2017 - 50% du montant	Concertation des arrondissements	Nettoyage et balayage des voies publiques	13 438,40 $
SOC POUR L'ACTION L'EDUCATION ET LA SENSIBILISATION ENVIRONNEMENTALE DE MONTREAL	1185090	24 FÉVR. 2017	BEAUCHAMP, LOUIS	SAESEM - Sensibilisation porte-à-porte et la distribution de bacs - Implantation du service de collecte des résidus alimentaires - Arrondissement - Le plateau-Mont-Royal 2017	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	78 758,47 $
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	1180708	17 FÉVR. 2017	CAREAU, LUCIE	Mandat de distribuer des invitations pour des portes ouvertes sur le projet site Outremont.	Service de la mise en valeur du territoire	Aménag. du territoire, réglementation et zonage	2 342,42 $
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	1181086	07 FÉVR. 2017	LOGE, HERVE	BC ouvert 2017 pour l'envoi de lettre de communication avec le citoyen (projet MCE) avec le service "express poste certifié - post-payés"	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	41 995,00 $
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	1183941	20 FÉVR. 2017	DESORMEAUX, LISE	ST-LEONARD / REAPPROV. (INVENTAIRE - ENVELOPPE)	Approvisionnement	Matériel de bureau, papeterie et imprimerie	2 532,04 $
DEVELOPPEMENT ENVIRONNEMENTAL DE ROSEMONT (SODER) INC.	1179442	01 FÉVR. 2017	BISSONNETTE, JEAN-MARC	Contrat SODER-Corvées de nettoyage 2017 - Entreposage du matériel/mois	Concertation des arrondissements	Nettoyage et balayage des voies publiques	16 084,06 $
SOCIETE DE L'ASSURANCE AUTOMOBILE DU QUEBEC (S.A.A.Q.)	1181877	09 FÉVR. 2017	LAVERDIERE, GISELE	SAAQ - Permis spéciaux de circulation selon la facture 90032348.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 814,70 $
SOCIETE DE L'ASSURANCE AUTOMOBILE DU QUEBEC (S.A.A.Q.)	1184490	22 FÉVR. 2017	LUU, VINH	Immatriculation Flotte de véhicule 2017	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	7 641,82 $
SOCIETE DE L'ASSURANCE AUTOMOBILE DU QUEBEC (S.A.A.Q.)	1185363	27 FÉVR. 2017	LAVERDIERE, GISELE	Permis spéciaux de circulation	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 392,80 $
SOCIETE DE MUSIQUE CONTEMPORAINE DU QUEBEC	1184009	27 FÉVR. 2017	BISSONNETTE, DANIEL	Visibilité pour le festival Montréal - Nouvelles Musiques 2017	Culture	Autres - activités culturelles	5 000,00 $
SOCIETE DE TRANSPORT DE MONTREAL (STM)	1172856	10 FÉVR. 2017	LAVOIE, MARIE-CLAUDE	BO 2017 : Frais - Transport en commun pour le SGPI	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 000,00 $
SOCIETE DES DIRECTEURS DES MUSEES MONTREALAIS	20161226	25 FÉVR. 2017	DURAND, GUILLAUME	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 730,00 $

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2017

SOCIETE LOGIQUE INC	1185170	24 FÉVR. 2017	PELLERIN, GUY	Services professionnels - Préparation et donner une formation en accessibilité universelle pour les professionnels en aménagement de la Ville de Montréal. Convention signée en annexe.	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	4 794,00 $
SOCIETE QUEBECOISE D'INFORMATION JURIDIQUE (SOQUIJ)	1181476	08 FÉVR. 2017	LEVEILLE, MARIE-LYNE	Banque de données affaires civiles - Période de consultation du 01/01/2017 au 31/01/2017. Voir l'annexe pour la facture # 586013.	Affaires juridiques	Affaires civiles	2 190,96 $
SOCIETE TELUS COMMUNICATIONS	1179940	02 FÉVR. 2017	EGESBORG, PIERRE	BCO 2017 - Service de téléphonie cellulaire pour le Bureau de l'inspecteur général - AO BIG-2016-001	Bureau de l'inspecteur général	Administration, finances et approvisionnement	20 997,50 $
SOCIETE XYLEM CANADA	1183113	15 FÉVR. 2017	ROBITAILLE, GEORGES	LAS-BCR-TP2017 / RÉPARATION DE LA POMPE LYETTE selon l'estimation R17-25-0020.	LaSalle	Réseau de distribution de l'eau potable	5 780,18 $
SOFTCHOICE LP	1179979	02 FÉVR. 2017	CAMPEAU, MARC	Achat de deux logiciels (pour Mii 11.4) pour M Hajanavalona Randriamangason et M. Fernando Collazos - # de dérogation R226183 et R226496	Technologies de l'information	Construction d'infrastructures de voirie	8 171,20 $
SOFTCHOICE LP	1180831	07 FÉVR. 2017	LAVOIE, MARCEL	Achat - Adaptateurs Startech USB-C vers gigabit et Adaptateurs multiport AV numérique USB type C - STI	Technologies de l'information	Gestion de l'information	2 880,47 $
SOLENIS CANADA ULC	1182880	14 FÉVR. 2017	LABOS, COSTAS	Achat de produits pour traitement de l'eau - Région Ouest (SIGI #1314)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	8 176,55 $
SOLENIS CANADA ULC	1184469	22 FÉVR. 2017	LABOS, COSTAS	VCR: Achat Brinehib pour divers arenas. Tel que soumission du 09 Février 2017. Demandé par Benoit Benoit	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	6 272,66 $
SOLMATECH INC.	1179948	02 FÉVR. 2017	ACHILLE, RICHARD	Suivi environnemental à l'endroit du site d'élimination des neiges usées de l'arrondissement d'Anjou - Année 2017 - Site Ray Lawson - Selon offre OSE4149-16	Concertation des arrondissements	Exploitation des sites de disposition de neige	18 897,75 $
SOLUTIONS ANAGRAPH INC.	1180477	03 FÉVR. 2017	LÊ, SON-THU	Anonymisation des données recueillis lors de l'étude sur les déplacements MTL Trajet - REF : O. AUDET	Infrastructures, voirie et transports	Autres - Transport	13 018,45 $
SOLUTIONS CONSORTECH INC.	1182652	14 FÉVR. 2017	PARENT, MARIE	Services FME Desktop et FME Serveur : création de banques d'heures pour support pour la division de la Géomatique	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	15 727,12 $
SOLUTIONS DIGITALES TRANSCAD INC.	1182692	14 FÉVR. 2017	PARENT, MARIE	Installation des logiciels GeoToMain et GeoToOsm (Open Street Map) formation et support technique après formation pour l'équipe de Richard Mongeau de la division de la Géomatique.	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	3 779,55 $
SOLUTIONS EPCC INC	1180717	06 FÉVR. 2017	BIRON, PAULE	Analyse de marché dossier 15-003191	Dépenses communes	Autres - Administration générale	5 741,50 $
SOLUTIONS NC INC.	1184515	22 FÉVR. 2017	LABOS, COSTAS	Travaux d'entretien mineur-Région Ouest: Remplacement lumière dans la salle d'haltérophilie. Soum: 20041552, demandé par Eric Desrochers	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	8 294,01 $
SOLUTIONS P.F.T. INC.	CAR841412	14 FÉVR. 2017	BEAULIEU, DAMIEN	DIVERS APPAREIL POUR LE SON POUR ELECTRO-RADIO	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 161,17 $
SOPHIE BORDES	1185117	24 FÉVR. 2017	BEAUCHAMP, LOUIS	Projet Campagne déneigement - forfait à 3000$ Concept campagne imprimée + radios	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	3 149,62 $
S-OR COMMUNICATIONS INC.	1181275	08 FÉVR. 2017	LAVOIE, MARIE-CLAUDE	Continuation du processus de coaching	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	22 463,07 $
SOREMAG INC.	1184109	20 FÉVR. 2017	BEAULIEU, JOHANNE	BOOKING COLBERT (3 AVRIL) - SIEGES BALANCOIRES	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	5 852,12 $
SOREMAG INC.	1184109	23 FÉVR. 2017	BEAULIEU, JOHANNE	BOOKING COLBERT (3 AVRIL) - SIEGES BALANCOIRES	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	26,25 $
SOUDURE BOISVERT	1185057	24 FÉVR. 2017	DESORMEAUX, LISE	ST-LAURENT / REAPPROV. (INVENTAIRE - ENS BOITE SERVICE)	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	2 624,69 $
SOUDURE BOISVERT	1185057	27 FÉVR. 2017	DESORMEAUX, LISE	ST-LAURENT / REAPPROV. (INVENTAIRE - ENS BOITE SERVICE)	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	73,49 $
SOUDURE KERR INC.	DIC843007	24 FÉVR. 2017	GARNEAU, DOMINIC	FOURNIR PO POUR INSTALLATION DE RESERVOIR HYDRAULIQUE SUR LA REMORQUE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 301,86 $
SOUDURE RENE THIBAULT INC.	DIC841129	10 FÉVR. 2017	LEBRUN, ANDRÉ	FOURNIR PO POUR MODIFICATIONS SUR SUPPORT DE TUYAUX HYDRAULIQUEMONTANT INITIAL: 2785$+TX, MONTANT FINAL:5177+TX (ECART 2392$ + TX)\REFERENCE FACTURE 23253 DE SOUDURE RENE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 511,30 $
SOUPAPES UNIVERSELLE VALVES	1183249	16 FÉVR. 2017	MARTEL, DIANE	Achat de bonnets de vanne 8" Jenkins et réparation de 6" Ludlow pour la Voirie de Rosemont La-Petite-Patrie tel que soumission en date du 9 février 2017 (D.D.)	Rosemont- La Petite-Patrie	Réseau de distribution de l'eau potable	9 498,74 $
SPB PSYCHOLOGIE ORGANISATIONNELLE INC.	1181376	08 FÉVR. 2017	LAPOINTE, JOSEE	Accompagnement dans le processus de sélection pour le poste de chef de division	Ressources humaines	Gestion du personnel	4 461,97 $

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2017

STAGELINE	DIC840240	06 FÉVR. 2017	GARNEAU, DOMINIC	REPARATION D`UNE ROULOTTE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 266,17 $
STAGELINE	DIC840242	06 FÉVR. 2017	GARNEAU, DOMINIC	REPARATION D`UNE ROULOTTE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	8 617,37 $
STANTEC EXPERT CONSEILS LTEE	1182230	10 FÉVR. 2017	MEILLEUR, JACINTHE	Services prof. d'experts-conseils en ingénierie pourInspection, analyse de l'impact structurale des défauts et proposition de travaux de réfection-Tunnel de service, rue Mansfield à Mtl/ Offre de service du 03 février 2017/Jonathan Labonté	Ville-Marie	Réseaux d'égout	13 228,42 $
STANTEC EXPERT CONSEILS LTEE	1185545	27 FÉVR. 2017	SAINTE MARIE, PIERRE	Contrat gré à gré pour des services prof. en architecture de paysage pour appuyer ponctuellement le bureau de projet. Projet Les Promenades urbaines.	Infrastructures, voirie et transports	Construction d'infrastructures de voirie	17 637,90 $
STEVE ROBERGE	1179619	01 FÉVR. 2017	HALLE, ANDREE	Technicien en audio-visuel du 30 janvier au 12 mai pour le Jardin botanique	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	5 250,00 $
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1178600	02 FÉVR. 2017	GAGNE-TRINQUE, MALINE	REAPP COLBERT - DIVERSES PIECES AQUEDUC	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	54 010,39 $
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1179995	03 FÉVR. 2017	MARTHET, DOMINIQUE	Chambre de vanne(hors entente) et différentes pièces d'aqueduc (base, anneaux, dalles diverses),pour chambre de vannes/ Entente 989948/ TP-Aqueduc-Juan Carlos Restrepo .	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	2 385,32 $
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1179995	02 FÉVR. 2017	MARTHET, DOMINIQUE	Chambre de vanne(hors entente) et différentes pièces d'aqueduc (base, anneaux, dalles diverses),pour chambre de vannes/ Entente 989948/ TP-Aqueduc-Juan Carlos Restrepo .	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	2 976,41 $
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1180805	07 FÉVR. 2017	LEARY, GENEVIEVE	Achat de pièces d'aqueduc sur entente cadre - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	6 176,96 $
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1183409	16 FÉVR. 2017	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT - QUINCAILLERIE POUR EGOUTS ET AQUEDUC	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	5 336,86 $
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1183958	20 FÉVR. 2017	BEAULIEU, JOHANNE	BOOKING COLBERT (3 AVRIL) - RACCORDS ET MANCHONS	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	6 058,94 $
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1184108	20 FÉVR. 2017	BEAULIEU, JOHANNE	BOOKING COLBERT (3 AVRIL) - ARTICLES POUR AQUEDUC	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	3 779,76 $
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1184425	21 FÉVR. 2017	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT - RACCORDS	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	3 142,28 $
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1184764	23 FÉVR. 2017	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT - RACCORDS	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	3 420,18 $
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1185430	27 FÉVR. 2017	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT - COLLET EN FONTE	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	2 245,43 $
ST-LAURENT/SUSPENSIONS D'AUTOMOBILE CANADA INC	SLT840046	12 FÉVR. 2017	BRISEBOIS, LUC	A-73570 V:4250-11 SERVICE JEU EXCESSIF KING PIN AVANT DROITE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 473,25 $
STM_25	rmi000121855000094 4810003	21 FÉVR. 2017	Système RECLAM	STM\Paiement d'une indemnité pour le dossier 16-005639, sur la liste de paiement 1702IC002 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	5 410,00 $
STOKER POMPE INC	1177915	09 FÉVR. 2017	BUTEAU, FRANCOIS	URGENCE - PIERRE DESGRANDMAISON REPARATION D'UNE POMPE	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 099,75 $
STUFFED ANIMAL HOUSE	0000210680	01 FÉVR. 2017	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 562,65 $
SUTTON LTEE	1180714	06 FÉVR. 2017	LABOS, COSTAS	PLOMBERIE - ACHATS URGENTS DE MATÉRIEL RELIÉ AUX SYSTÈME DE PLOMBERIE - DEMANDÉ PAR AZIZE KAMIL C/M	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 624,69 $
SUZANNE BARIL S.O.	1180358	03 FÉVR. 2017	BELPAIRE, VERONIQUE	sténo dossier 11-001745	Dépenses communes	Autres - Administration générale	11 100,12 $
SUZANNE COMEAU	1181297	08 FÉVR. 2017	LOISELLE, ERIC	Contrat de services professionnels (Suzanne Comeau - Psychologue) pour le Programme d'aide aux policiers et policières (PAPP) - Direction santé, sécurité et mieux-être - Année 2017	Ressources humaines	Gestion du personnel	22 371,77 $
SUZANNE COTE	170202balr	07 FÉVR. 2017	NGUIDJOL, GRACE-NATHALIE	BALR - Préparation et animation des ateliers du programme	Culture	Bibliothèques	2 278,50 $

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2017

SUZANNE DUCHESNE	1182194	10 FÉVR. 2017	LAPOINTE, JOSEE	Consultante en RH - recrutement et évaluation des compétences	Ressources humaines	Gestion du personnel	24 999,00 $
SYLVAIN TRUDEAU	1183030	15 FÉVR. 2017	CLOUTIER, SYLVIE	Services professionnels - Membre externe - Comité d'entrevus - Concours pour le comblement des postes de professionnels - Campagne de recrutement TI	Technologies de l'information	Gestion de l'information	9 000,00 $
SYSTEMES CANADIEN KRONOS INC	1180629	06 FÉVR. 2017	SAVAGE, CLAUDE	Support technique-horodateur -- Facture # 20051414 pour l'année 2017	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 452,16 $
SYSTEMES CANADIEN KRONOS INC	20051395	25 FÉVR. 2017	DURAND, CATHERINE	data collection 4000 + option	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 067,65 $
SYSTEMES DE PUISSANCE WAJAX	1181073	09 FÉVR. 2017	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-02 VIAU POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Matériel roulant	2 809,42 $
SYSTEMES DE PUISSANCE WAJAX	1181073	07 FÉVR. 2017	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-02 VIAU POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Matériel roulant	1 807,93 $
SYSTEMES DE PUISSANCE WAJAX	1181073	07 FÉVR. 2017	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-02 VIAU POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Construction	89,34 $
SYSTEMES DE PUISSANCE WAJAX	CAR843087	24 FÉVR. 2017	AUDY, MICHEL	C1172007 (ACHAT DE 205 LITRES D'HUILE TRANSMISSION SYNTHETIQUE POUR DÉPOT ROSEMONT)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 671,54 $
SYSTEMES DE PUISSANCE WAJAX	ROS842460	21 FÉVR. 2017	LONGPRE, ERIC	ACHAT PIÈCES MÉCANIQUES CAMION INCENDIE (ECM + PROGRAMMATION)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 878,08 $
TACEL LIMITEE	1179800	01 FÉVR. 2017	GAGNE-TRINQUE, MALINE	Réapprovisionnement ponctuel du Centre de distribution Mtl. Travaux publics coffret de branchement...	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	46 896,15 $
CHARGE.L'ASSOCIATION DE TAXI DIAMOND DE MONTREAL LTEE	1172858	23 FÉVR. 2017	LAVOIE, MARIE-CLAUDE	BCO 2017 : Frais - Transport en taxi pour le SGPI	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	6 299,25 $
CHARGE.L'ASSOCIATION DE TAXI DIAMOND DE MONTREAL LTEE	1179539	01 FÉVR. 2017	MIRANDA CORCES, CLAUDIA	Pour le compte 015224-Direction. Déplacement en taxi de la direction pour l'année 2017.	Diversité sociale et des sports	Act. récréatives - Dir. et adm. - À répartir	4 724,44 $
CHARGE.L'ASSOCIATION DE TAXI DIAMOND DE MONTREAL LTEE	1179542	01 FÉVR. 2017	MIRANDA CORCES, CLAUDIA	Pour le compte 012339-Sports Déplacement en taxi de la direction des sports pour l'année 2017.	Diversité sociale et des sports	Act. récréatives - Soutien tech. et fonct. - À répartir	2 099,75 $
CHARGE.L'ASSOCIATION DE TAXI DIAMOND DE MONTREAL LTEE	1181526	08 FÉVR. 2017	LOISELLE, ERIC	BCO - Service - Transport (TAXI-CHARGE - Année 2017) - Direction santé, sécurité et mieux-être.	Ressources humaines	Gestion du personnel	2 099,75 $
CHARGE.L'ASSOCIATION DE TAXI DIAMOND DE MONTREAL LTEE	1183000	15 FÉVR. 2017	LAPOINTE, JOSEE	BCO - Frais - Transport en commun, taxi, stationnement 2017 - Équipe Dotation cadres et cadres-conseils	Ressources humaines	Gestion du personnel	2 624,69 $
CHARGE.L'ASSOCIATION DE TAXI DIAMOND DE MONTREAL LTEE	1183003	15 FÉVR. 2017	LAPOINTE, JOSEE	BCO - Frais - Transport en commun, taxi, stationnement 2017 - Équipe Dotation professionnels	Ressources humaines	Gestion du personnel	2 624,69 $
CHARGE.L'ASSOCIATION DE TAXI DIAMOND DE MONTREAL LTEE	1183144	15 FÉVR. 2017	CHARTRAND, LOUISE	Bon de commande ouvert 2017 pour coupons de taxi.	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	7 874,06 $
CHARGE.L'ASSOCIATION DE TAXI DIAMOND DE MONTREAL LTEE	1183842	20 FÉVR. 2017	BERGERON, HELENE	Frais de taxi pour l'équipe de dotation - sout.adm., tehn, manuels et métiers de la Direction de la dotation, talents et développement organisationnel du Service des ressources humaines pour l'année 2017.	Ressources humaines	Gestion du personnel	4 724,44 $

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2017

CHARGE.L'ASSOCIATION DE TAXI DIAMOND DE MONTREAL LTEE	1184960	23 FÉVR. 2017	LEFRANCOIS, SIMON	Coupons de taxi pour l'année 2017 pour l'équipe de la Direction de la dotation, talents et développement organisationnel	Ressources humaines	Gestion du personnel	2 119,75 $
TD ASSURANCE_41	rmi000120512000096 0730003	04 FÉVR. 2017	Système RECLAM	TD ASSURANCE\Paiement d'une indemnité pour le dossier 16-004784, sur la liste de paiement 1701IC009 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	7 874,59 $
TD ASSURANCE_42	rmi000119784000118 4330003	04 FÉVR. 2017	Système RECLAM	TD ASSURANCE\Paiement d'une indemnité pour le dossier 16-004396, sur la liste de paiement 1701IC011 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	6 212,64 $
TD ASSURANCE_43	rmi000120476000090 0630006	14 FÉVR. 2017	Système RECLAM	TD ASSURANCE\Paiement d'une indemnité pour le dossier 16-004765, sur la liste de paiement 1702IC001 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	4 918,92 $
TECH VAC ENVIRONNEMENT INC.	1185151	24 FÉVR. 2017	DORAIS, SYLVAIN	Disposition non contamine de puissard travaux public	Verdun	Réseaux d'égout	2 268,15 $
TECH-MIX	1182918	15 FÉVR. 2017	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT - COLD PATCH	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	4 208,11 $
TECH-MIX	1184713	23 FÉVR. 2017	LEBOEUF, CLAUDINE	BON DE COMMANDE OUVERT 2017 POUR COLD PATCH EN VRAC POUR LA VOIRIE ET L'AQUEDUC / ENTENTE 1157776 VALIDE JUSQU'AU 11 OCTOBRE 2018	Rivières-des-Prairies - Pointes-aux-Trembles	Réseau de distribution de l'eau potable	19 422,69 $
TECHNO FEU INC	1181031	07 FÉVR. 2017	GAGNE-TRINQUE, MALINE	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-02 VIAU POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Construction	795,85 $
TECHNO FEU INC	1181031	07 FÉVR. 2017	GAGNE-TRINQUE, MALINE	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-02 VIAU POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	112,33 $
TECHNO FEU INC	1181031	10 FÉVR. 2017	GAGNE-TRINQUE, MALINE	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-02 VIAU POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Matériel roulant	591,98 $
TECHNO FEU INC	1181031	07 FÉVR. 2017	GAGNE-TRINQUE, MALINE	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-02 VIAU POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Matériel roulant	36 561,59 $
TECHNO FEU INC	1181031	10 FÉVR. 2017	GAGNE-TRINQUE, MALINE	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-02 VIAU POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	78,74 $
TECHNO FEU INC	1184318	21 FÉVR. 2017	ROUSSIN, VERONIQUE	Achat de pièces mécaniques diverses - Inventaire Viau (AO en cours)	Approvisionnement	Matériel roulant	15 513,83 $
TECHNO FEU INC	1184318	22 FÉVR. 2017	ROUSSIN, VERONIQUE	Achat de pièces mécaniques diverses - Inventaire Viau (AO en cours)	Approvisionnement	Matériel roulant	2 206,15 $
TECHNO FEU INC	1184318	22 FÉVR. 2017	ROUSSIN, VERONIQUE	Achat de pièces mécaniques diverses - Inventaire Viau (AO en cours)	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	78,74 $
TECHNO FEU INC	1184318	21 FÉVR. 2017	ROUSSIN, VERONIQUE	Achat de pièces mécaniques diverses - Inventaire Viau (AO en cours)	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	64,11 $
TECHNO FEU INC	1184721	23 FÉVR. 2017	LABELLE, MARC-ANDRÉ	Achat de pièces mécaniques pour camions incendie - Inventaire Viau (appel d'offres 17-15819 en cours, entente à venir)	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	131,23 $
TECHNO FEU INC	1184721	22 FÉVR. 2017	LABELLE, MARC-ANDRÉ	Achat de pièces mécaniques pour camions incendie - Inventaire Viau (appel d'offres 17-15819 en cours, entente à venir)	Approvisionnement	Matériel roulant	20 824,41 $
TECHNO FEU INC	1184721	22 FÉVR. 2017	LABELLE, MARC-ANDRÉ	Achat de pièces mécaniques pour camions incendie - Inventaire Viau (appel d'offres 17-15819 en cours, entente à venir)	Approvisionnement	Construction	2 122,26 $
TECHNO FEU INC	ROS840018	14 FÉVR. 2017	LONGPRE, ERIC	MECANISME DE SECURITÉ ACTIVE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 894,27 $
TECHNO FEU INC	ROS840479	07 FÉVR. 2017	MASSE, PAUL	FAIRE REPARATION CHEZ FOURNISSEUR AUTORISE E-ONE REF 101528	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	7 550,66 $
TECHNO FEU INC	ROS843277	27 FÉVR. 2017	LONGPRE, ERIC	FAIRE REP CHEZ FOURNISSEUR AUTORISE E-ONE # FACT: REF 101536	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	11 551,66 $
TECHNOLOGIA FORMATION	1181268	08 FÉVR. 2017	CHARRON, SYLVIE	Formation - Développer des pages Web dynamique avec JavaScript - 7 et 8 février 2017 - 15 participants. - STI	Technologies de l'information	Gestion de l'information	4 724,44 $
TECHNOLOGIA FORMATION	1183044	15 FÉVR. 2017	CHARRON, SYLVIE	Service - Formation - HTML5 - 22 au 24 février 2017 - 15 participants (en développement Web) - STI	Technologies de l'information	Gestion de l'information	6 824,19 $
TECHNOLOGIE OPTIC.CA	1182502	13 FÉVR. 2017	CADIEUX, MAXIME	GLC-LH-SMD 1.1 - SFP 1Gbps 10km, SFP-10G-LR 1.3 - SFP 10Gbps 10km et GLC-EX-SMD 1.2 - SFP 1Gbps 40km	Technologies de l'information	Gestion de l'information	8 390,59 $
TECHNOLOGIES PROPRES TGWT INC	1182752	14 FÉVR. 2017	LABOS, COSTAS	CHAUFFAGE - ACHAT D'OUTILS DEMANDE PAR ROBERT LAMOUREUX C/M	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	12 220,67 $
TECNIMA INC	1185184	24 FÉVR. 2017	ARCAND, PATRICIA	Travaux de construction parc NDG,soumission !01920	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce	Planification et gestion des parcs et espaces verts	11 871,57 $

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2017

TEKNION ROY ET BRETON INC.	1179634	01 FÉVR. 2017	LAVOIE, MARIE-CLAUDE	Fourniture de plaquettes d'identification au 28e étage du 700 de Maisonneuve dans le cadre du déménagement du Service des communications, du Développement économique et du Service de la planification budgétaire	Gestion et planification immobilière	Administration, finances et approvisionnement	2 533,72 $
TEKNION ROY ET BRETON INC.	1185346	27 FÉVR. 2017	CLOUTIER, SIMON	Achat de meubles pour réaménagement de l'étage (arrivée de nouveaux employés) selon la soumission AP-0588.	Performance organisationnelle	Administration, finances et approvisionnement	3 689,46 $
TENAQUIP LIMITED	1182724	14 FÉVR. 2017	LORD, MICHEL	CADENASSAGE - SACS DES ÉQUIPEMENTS DE CADENSSAGE = DEMANDE PAR KHALID KHARBOUCH	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 176,40 $
TENAQUIP LIMITED	1184681	22 FÉVR. 2017	LABOS, COSTAS	Achat de materiel de cadenassage pour les cols bleu	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	7 918,55 $
TENCO INC.	1169826	10 FÉVR. 2017	BRANCONNIER, SERGE	Chaines, arbre, barbotin, (système Montréal) pour convoyeur boîtes à sel # 393-13343 et 922-96104 Ville-Marie	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 763,15 $
TENCO INC.	1180518	06 FÉVR. 2017	MONTPETIT, SYLVAIN	SABOT,CARBURE,SOUFFLEUSE,24" X 4"	Approvisionnement	Matériel roulant	2 515,50 $
TENON MORTAISE, COMPAGNIE DE THEATRE-DANSE	10022017	08 FÉVR. 2017	MARION, VERONIQUE	Projet de médiation culturelle avec la maison de la culture Rosemont--La Petite-Patrie et l'école le vitrail durant les mois de février et mars 2017. " Le développement et la réalisation d'ateliers de médiation culturelle et discussion "	Rosemont- La Petite-Patrie	Autres - activités culturelles	2 000,00 $
TERRACYCLE CANADA ULC	1185427	27 FÉVR. 2017	BISSONNETTE, JEAN-MARC	Cendriers pour récupération de mégots de cigarettes - Selon soumission 02.17.17_1_CA	Concertation des arrondissements	Nettoyage et balayage des voies publiques	21 221,33 $
THE CANADIAN GUITAR QUARTET	161219	10 FÉVR. 2017	MAC QUHAE ALONZO, ISABEL	Spectacle du 2 avril 2017	Culture	Autres - activités culturelles	2 099,75 $
THE GAZETTE	1181466	08 FÉVR. 2017	BEAUCHAMP, LOUIS	Facture - Avis public the gazette pour le service des communications.	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	9 478,33 $
THE GAZETTE	1184361	21 FÉVR. 2017	BEAUCHAMP, LOUIS	Avis Public, The Gazette, Facture #5005103MON, 10 février 2017.	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	5 910,27 $
THEATRE BOUCHES DECOUSUES	1180660	06 FÉVR. 2017	LALIBERTE, SOPHIE	Convention de service professionnels: 116 rencontres de médiation avec artistes/médiateurs	Rivières-des-Prairies - Pointes-aux-Trembles	Autres - activités culturelles	15 223,19 $
THEATRE INCLINE INC.	ca170313	14 FÉVR. 2017	MENARD, FRANCOISE	CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS / Présenté par l'arrondissement de RDP-PAT du 1er février au 13 mars 2017	Rivières-des-Prairies - Pointes-aux-Trembles	Autres - activités culturelles	2 362,22 $
TIMM ENTERPRISES LTD	DIC841479	24 FÉVR. 2017	GARNEAU, DOMINIC	fournir po pour achat de pieces	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	8 795,10 $
TONY CAPORICCI INC.	1182193	10 FÉVR. 2017	PELLERIN, GUY	Paiement de facture #1678 pour installation d'une clôture à mailles de chaine.	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	4 080,34 $
TORREFACTION PLUS	1179508	01 FÉVR. 2017	PIERRE, JOSE	Soumission du 29 janvier 2017 : Séchage, classification du bois après séchage et torréfaction. Dans le cadre de l'Agrile du Frêne. Parcs VM.	Ville-Marie	Horticulture et arboriculture	6 944,92 $
TRACTION	1181052	07 FÉVR. 2017	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-02 VIAU POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Matériel roulant	2 086,86 $
TRACTION	1181052	09 FÉVR. 2017	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-02 VIAU POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Matériel roulant	91,37 $
TRACTION	1184269	21 FÉVR. 2017	ROCHETTE, JOCELYN	réapprovisionnement	Approvisionnement	Matériel roulant	2 461,37 $
TRACTION	1184275	21 FÉVR. 2017	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-02 VIAU POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Matériel roulant	3 054,00 $
TRACTR	1185004	23 FÉVR. 2017	TREMBLAY, GINA	Évolution et maintenance accesculture.com	Culture	Autres - activités culturelles	6 299,25 $
TRADUCTION DOCUMENS	1180461	03 FÉVR. 2017	LY, CHAN-HOA	Service de traduction pour l'appel d'offres #17-15888 selon la soumission 30 janvier 2017.	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	2 782,17 $
TRANS ARTIK INC.	PIR839961	03 FÉVR. 2017	LATOUR, REMI-PAUL	CHAUFRETTE PROGRAMMABLE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 153,46 $
TRANSELEC / COMMON INC.	1176337	02 FÉVR. 2017	MARTINEZ, DIEGO ANDRES	Signalisation - 2017	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce	Réseau de distribution de l'eau potable	20 997,50 $
TRANSELEC / COMMON INC.	1180967	07 FÉVR. 2017	DUGUAY, MARIO	Location - Signalisation routière - SO321401 Carrefour Pie IX et Sherbrooke - v/fact M000029191 pour avril 2016 et DM00029192 pour mai 2016.	Infrastructures, voirie et transports	Construction d'infrastructures de voirie	3 183,75 $
TRANSFERT ENVIRONNEMENT	1182262	13 FÉVR. 2017	MASSON, MARIO	17-1758 - Services professionnels, préparation et tenue de trois rencontres avec le Comité de suivi permanent du parc-nature du Bois-de-Saraguay, de gré à gré	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Planification et gestion des parcs et espaces verts	18 078,85 $
TRANS-MICO AUTOMOTIVE INC.	PIR840746	09 FÉVR. 2017	GAUVREAU, ALAIN	REPARER TRANSMISSION (FACT. # 042419)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 509,79 $
TRANSMISSION CR	DIC839896	07 FÉVR. 2017	DESMARAIS, RICHARD	RECONDITIONNE TRANSMISSION sur camionnette Ford	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 096,60 $

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2017

TRANSPORT CHRISTIAN DUPUIS INC.	1181501	08 FÉVR. 2017	MEUNIER, MICHEL	Secteur S-O-401 - Service de transport de la neige (S-O-81 - S-O-82) - Saison H16-17 (Contrat gré à gré) - Facture 929	Concertation des arrondissements	Déblaiement et chargement de la neige	8 694,48 $
TRANSPORT GARIEPY (CANADA) IMC.	rmi000122981000123 9670003	28 FÉVR. 2017	Système RECLAM	TRANSPORT GARIEPY (CANADA) IMC.\Paiement d'une indemnité pour le dossier 17-000453, sur la liste de paiement 1702IC005 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	2 710,80 $
TRANSPORT MOTTILLO ET FILS INC.	1176892	01 FÉVR. 2017	POITRAS, DOMINIC	ÉGOUT - TRAVAUX D'ÉGOUT AU 7711, 2E AVENUE	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Réseaux d'égout	2 939,65 $
TRANSPORT MOTTILLO ET FILS INC.	1180193	02 FÉVR. 2017	LAFOND, DANIEL	réparation d'une section de la conduite d'égout au 6276 de Normanville incluant la coupe, la signalisation, réfection temporaire hivernales et permanente après le dégel(2)(JV)	Rosemont- La Petite-Patrie	Réseaux d'égout	11 863,58 $
TRANSPORT MOTTILLO ET FILS INC.	1184157	21 FÉVR. 2017	POITRAS, DOMINIC	EXCAVATION - DRAIN 7521 ST-DENIS	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Réseaux d'égout	8 818,95 $
TRANSPORT MOTTILLO ET FILS INC.	1185116	24 FÉVR. 2017	BOUTIN, PIERRE	Réparation de drain privé à l'adresse : 4818 rue Melrose, CDN-NDG,	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce	Réseaux d'égout	22 467,32 $
TRAPPEXPERT INC.	1183994	20 FÉVR. 2017	DESJARDINS, SYLVIE	RECONSTRUCTION DE TRAPPE À GRAISSE	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	7 559,10 $
TREMBLAY SAVOIE LAPIERRE	1183106	15 FÉVR. 2017	BELPAIRE, VERONIQUE	avocats dossier 16-002710	Affaires juridiques	Affaires civiles	4 787,43 $
TRESORS DES OCEANS ENR.	2386	01 FÉVR. 2017	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	4 281,40 $
TRESORS DES OCEANS ENR.	2391	27 FÉVR. 2017	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 737,86 $
TRIO ORANGE MEDIA INC.	1183256	16 FÉVR. 2017	DE COURCY, DIANE	Captation d'un message de M. Alain Marcoux selon la soumission 17 février 2017.	Direction générale	Conseil et soutien aux instances politiques	3 563,22 $
TUBOQUIP	SLT840106	06 FÉVR. 2017	BRISEBOIS, LUC	A-73580 V:DI8211 INVENTAIRE HYDRAULIQUE GARAGE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 685,29 $
TURF CARE PRODUCTS CANADA LIMITED	LAS841869	22 FÉVR. 2017	MASSE, PAUL	60-7430 SEAL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 903,57 $
UBA INC.	1182804	14 FÉVR. 2017	GINCE, MARTIN	Livraison d'hypochloryte de sodium (javelo 12% bulk liquid) en vrac en liquide pour la piscine du CSCR - Année 2017	Diversité sociale et des sports	Gestion install. - Piscines, plages et ports de plaisance	12 750,73 $
ULINE CANADA	1179588	02 FÉVR. 2017	BELLEMARE, NATHALIE	Achat d'étiquettes pour la préparation matérielle des documents destinés aux bibliothèques de la Ville de Montréal	Culture	Bibliothèques	4 809,53 $
UNI-SELECT QUEBEC INC.	1179965	02 FÉVR. 2017	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT - LUBRIFIANT ET SCELLANT	Approvisionnement	Énergie et produit chimique	1 458,91 $
UNI-SELECT QUEBEC INC.	1179965	02 FÉVR. 2017	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT - LUBRIFIANT ET SCELLANT	Approvisionnement	Construction	1 751,19 $
UNI-SELECT QUEBEC INC.	1181046	07 FÉVR. 2017	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-02 VIAU POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Entretien et nettoyage	366,12 $
UNI-SELECT QUEBEC INC.	1181046	10 FÉVR. 2017	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-02 VIAU POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Construction	37,65 $
UNI-SELECT QUEBEC INC.	1181046	07 FÉVR. 2017	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-02 VIAU POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	42,73 $
UNI-SELECT QUEBEC INC.	1181046	07 FÉVR. 2017	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-02 VIAU POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Construction	440,22 $
UNI-SELECT QUEBEC INC.	1181046	07 FÉVR. 2017	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-02 VIAU POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Matériel roulant	5 039,69 $
UNI-SELECT QUEBEC INC.	1181046	09 FÉVR. 2017	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-02 VIAU POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Entretien et nettoyage	44,16 $
UNI-SELECT QUEBEC INC.	1181324	08 FÉVR. 2017	VEILLETTE, PATRICK	BCO-LAC-2017 pièces diverses	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 249,37 $
UNI-SELECT QUEBEC INC.	1182346	13 FÉVR. 2017	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Construction	128,26 $
UNI-SELECT QUEBEC INC.	1182346	15 FÉVR. 2017	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Construction	25,80 $
UNI-SELECT QUEBEC INC.	1182346	14 FÉVR. 2017	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Construction	21,64 $

UNI-SELECT QUEBEC INC.	1182346	13 FÉVR. 2017	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Entretien et nettoyage	69,75 $
UNI-SELECT QUEBEC INC.	1182346	14 FÉVR. 2017	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Matériel roulant	75,06 $
UNI-SELECT QUEBEC INC.	1182346	13 FÉVR. 2017	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Matériel roulant	3 269,81 $
UNI-SELECT QUEBEC INC.	1182346	15 FÉVR. 2017	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Matériel roulant	356,22 $
UNI-SELECT QUEBEC INC.	1184335	21 FÉVR. 2017	LEARY, GENEVIEVE	Achat de pièces mécaniques diverses - Inventaire Viau	Approvisionnement	Construction	133,34 $
UNI-SELECT QUEBEC INC.	1184335	21 FÉVR. 2017	LEARY, GENEVIEVE	Achat de pièces mécaniques diverses - Inventaire Viau	Approvisionnement	Entretien et nettoyage	348,77 $
UNI-SELECT QUEBEC INC.	1184335	21 FÉVR. 2017	LEARY, GENEVIEVE	Achat de pièces mécaniques diverses - Inventaire Viau	Approvisionnement	Matériel roulant	2 385,28 $
UNI-SELECT QUEBEC INC.	1184893	23 FÉVR. 2017	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	403,47 $
UNI-SELECT QUEBEC INC.	1184893	23 FÉVR. 2017	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Matériel roulant	5 320,90 $
UNI-SELECT QUEBEC INC.	1184893	23 FÉVR. 2017	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Construction	103,86 $
UNI-SELECT QUEBEC INC.	977744	15 FÉVR. 2017	JUTEAU, JACQUES	Inventaire pièces de remplacement, pour les magasins SCARM	Approvisionnement	Matériel roulant	2 692,80 $
UNI-SELECT QUEBEC INC.	977744	15 FÉVR. 2017	JUTEAU, JACQUES	Inventaire pièces de remplacement, pour les magasins SCARM	Approvisionnement	Construction	25,95 $
UTOPIA IMAGE INC.	1179866	02 FÉVR. 2017	THIBAULT, GERVAIS	Renouvellement - Module d'appréciation par les citoyens (SPVM) - Période du 1er février au 21 novembre 2017	Technologies de l'information	Gestion de l'information	21 784,90 $
V SPEC TECHNO INC.	4020	22 FÉVR. 2017	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:432072	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 039,91 $
VALERIE COUTURE	1180740	06 FÉVR. 2017	JUTRAS, PIERRE	(17-6979) Accorder un contrat de services techniques à Valérie Couture en support à notre équipe technique dans la réalisation d'un inventaire de frênes sur des propriétés municipales	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Horticulture et arboriculture	8 050,00 $
VALIQUETTE, MARTIN, MONTMARQUET, POISSANT ET ASSOCIES INC.	1180673	06 FÉVR. 2017	GAGNIER, PHILIPPE	expert évaluateurs dossier 14-001368	Dépenses communes	Autres - Administration générale	25 190,44 $
VELO QUEBEC EDITIONS	1184950	23 FÉVR. 2017	LE NAY, ALBANE	Publicité dans Mag Québec Science	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 700,00 $
VENTE DE PIECES DE BALAIS SPS INC.	1175268	21 FÉVR. 2017	GARNEAU, DOMINIC	PIECES (joints,bagues,boyaux,trousse) POUR RÉPARATION DE BALAIS # 539-07228-07172-07321 pour V.M.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 826,05 $
VENTE DE PIECES DE BALAIS SPS INC.	1180347	21 FÉVR. 2017	GARNEAU, DOMINIC	Pièces pour balai # 539-07172 V,M. pour overall de la machine	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 214,83 $
VENTE DE PIECES DE BALAIS SPS INC.	1184098	21 FÉVR. 2017	BEAULIEU, JOHANNE	BOOKING COLBERT (3 AVRIL) - SACS POUR MADVAC	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	36,75 $
VENTE DE PIECES DE BALAIS SPS INC.	1184098	20 FÉVR. 2017	BEAULIEU, JOHANNE	BOOKING COLBERT (3 AVRIL) - SACS POUR MADVAC	Approvisionnement	Entretien et nettoyage	3 779,55 $
VENTILATION MANIC INC.	1182245	13 FÉVR. 2017	BOUVRETTE, JEAN	Projet #1 : Fournir et installer une grille de retour 16 " x 12 X, un volet de contrôle et un manchon.Projet #2 : Replacer une transition 30" 0 de 40x20x44" de long avec isolation acoustique 1/2. Projet #3 : (en 2 phases si requis) : Iso	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	9 556,00 $
VERDUN TUILES ET CERAMIQUES	1182933	15 FÉVR. 2017	LEVESQUE, PIERRE	Dans les douches, enlever céramique existante, réparation de plancher et installation de nouvelle céramique au Centre aquatique RDP	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 402,54 $
VICROC INC.	1181021	09 FÉVR. 2017	ROUSSIN, VERONIQUE	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-02 VIAU POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	183,73 $
VICROC INC.	1181021	07 FÉVR. 2017	ROUSSIN, VERONIQUE	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-02 VIAU POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Matériel roulant	21 358,66 $
VIDEOTRON S.E.N.C	1175982	01 FÉVR. 2017	HAMEL, ROBERT	Commande ouverte 2017 pour service de télédistribution et connexion Internet pour les édifices suivants : 1402, rue des Carrières et le 2580, boul. Saint-Joseph Est (centre opérationnel de sécurité)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 782,17 $
VIDEOTRON S.E.N.C	1185555	27 FÉVR. 2017	LUU, VINH	Projet d'enfouissement rue Jean-Talon entre Christophe-Colomb et Iberville à Montréal (conversion)Catherine et La Fontaine et Orléans/Rachel (conversion)	Commission des services électriques	Autres biens - Rénovation urbaine	12 334,38 $

VILLE DE L'ASSOMPTION	097428231900000000f2017	02 FÉVR. 2017	STORTINI, NATHALIE	Taxes municipales pour le matricule 0974-28-2319-0-000-0000 F	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Horticulture et arboriculture	3 102,90 $
VILLE DE L'ASSOMPTION	097560212500000000f2017	02 FÉVR. 2017	STORTINI, NATHALIE	Taxes municipales pour le matricule 0975-60-2125-0-000-0000(F)	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Horticulture et arboriculture	11 134,42 $
VILLE DE L'ASSOMPTION	107405130300000000f2017	02 FÉVR. 2017	STORTINI, NATHALIE	Taxes municipales pour le matricule 1074-05-1303-0-000-0000 (F)	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Horticulture et arboriculture	46 600,75 $
VILLE EN VERT	1184365	21 FÉVR. 2017	BEAUCHAMP, LOUIS	Ville en vert - Proposition des résidents à la collecte de résidus alimentaires, district du Sault-au-Récollet- Sensibilisation auprès de 11661 logements à la nouvelle collecte de résidus alimentaires selon la proposition du 27 janvier 17.	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	36 782,37 $
VINCENT RADIATEUR INC	1181271	20 FÉVR. 2017	JUTEAU, JACQUES	REBATIR RADIATEUR	Approvisionnement	Matériel roulant	6 929,17 $
VRAI CHANGEMENT POUR MONTREAL-LUC BELHOMME	alocationchangement160117	24 FÉVR. 2017	SIMARD, JEAN-SEBASTIEN	Dépenses admissibles à un remboursement d'allocation aux partis autorisés (articles 474.0.4 de la Loi sur les Cités et Villes).	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	2 026,57 $
VULCAIN ALARME, DIVISION DE B.W. TECHNOLOGIES	1183567	17 FÉVR. 2017	LEVESQUE, PIERRE	TNC - Soumission QJFV20170214-1 - Remplacement système de détection de gaz toxique à l'Édifice du 6000, rue Notre-Dame ouest - 1 soumission	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 015,76 $
VULCAIN ALARME, DIVISION DE B.W. TECHNOLOGIES	1183575	17 FÉVR. 2017	LEVESQUE, PIERRE	TNC - Soumission QJFV20170123-1 - Remplacement système de détection de gaz toxique au Centre Jean-Claude Malépart (2390) - 2633, rue Ontario est - 1 soumission	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	6 194,26 $
W. COTE ET FILS LTEE	1179599	01 FÉVR. 2017	HAMELIN-PROVOST, GINETTE	RÉAP. PIR INVENTAIRE LAME CHASSE-NEIGE	Approvisionnement	Matériel roulant	2 286,63 $
W. COTE ET FILS LTEE	1179599	02 FÉVR. 2017	HAMELIN-PROVOST, GINETTE	RÉAP. PIR INVENTAIRE LAME CHASSE-NEIGE	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	67,11 $
W. COTE ET FILS LTEE	1182500	16 FÉVR. 2017	DESORMEAUX, LISE	ANJOU / REAPPROV. (INVENTAIRE - RESSORT)	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	118,44 $
W. COTE ET FILS LTEE	1182500	15 FÉVR. 2017	DESORMEAUX, LISE	ANJOU / REAPPROV. (INVENTAIRE - RESSORT)	Approvisionnement	Matériel roulant	1 599,19 $
W. COTE ET FILS LTEE	1182500	13 FÉVR. 2017	DESORMEAUX, LISE	ANJOU / REAPPROV. (INVENTAIRE - RESSORT)	Approvisionnement	Matériel roulant	449,77 $
W. COTE ET FILS LTEE	1183559	20 FÉVR. 2017	DESORMEAUX, LISE	ST-LEONARD / REAPPROV. (INVENTAIRE - GOUJON & VERIN)	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	121,12 $
W. COTE ET FILS LTEE	1183559	17 FÉVR. 2017	DESORMEAUX, LISE	ST-LEONARD / REAPPROV. (INVENTAIRE - GOUJON & VERIN)	Approvisionnement	Matériel roulant	2 067,24 $
W. COTE ET FILS LTEE	1185038	24 FÉVR. 2017	DESORMEAUX, LISE	ST-LAURENT / REAPPROV. (INVENTAIRE - SOUFFLEUSE)	Approvisionnement	Matériel roulant	3 330,30 $
W. COTE ET FILS LTEE	1185038	27 FÉVR. 2017	DESORMEAUX, LISE	ST-LAURENT / REAPPROV. (INVENTAIRE - SOUFFLEUSE)	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	68,67 $
W. COTE ET FILS LTEE	DIC838353	14 FÉVR. 2017	TREMBLAY, MICHEL	achat de lames de pelle pour bonbardier	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 686,69 $
W. COTE ET FILS LTEE	PIR841673	20 FÉVR. 2017	MOCANU, SILVIU	2017 PFDS BCG LAMES 11'	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 425,66 $
WESTBURNE	1180835	07 FÉVR. 2017	PIROG, MACIEJ	Achat de 5 000 tubes de gel DBR/Y6 - code de produit: MMMNLIW DBR/Y-6-BULK selon la soumission 7378078 datée du 26 janvier 2017	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	8 399,00 $
WOLSELEY CANADA INC.	1179648	01 FÉVR. 2017	ROUILLARD, JOHANNE	PLOMBERIE - RACCORD PROPRES - DEMANDE PAR SYLAVAIN CAYER	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 399,38 $
WOLSELEY CANADA INC.	1179670	01 FÉVR. 2017	ROUILLARD, JOHANNE	PLOMBERIE - POMPE POUR PITRE AVEC FLOTTE - DEMANDE PAR SYLVAIN CAYER	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 820,17 $
WOLSELEY CANADA INC.	1179955	20 FÉVR. 2017	BEAULIEU, JOHANNE	URGENT - REAPP COLBERT - RACCORDS	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	8 136,53 $
WOLSELEY CANADA INC.	1179955	20 FÉVR. 2017	BEAULIEU, JOHANNE	URGENT - REAPP COLBERT - RACCORDS	Approvisionnement	Matériel roulant	72,23 $
WOLSELEY CANADA INC.	1180653	06 FÉVR. 2017	LABOS, COSTAS	PLOMBERIE - TUYAU ET RACCORD COUIVRE POUR CENTRE LAURIER - DEMANDÉ PASR SYLVAIN CAYER	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 862,88 $
WOLSELEY CANADA INC.	1180806	07 FÉVR. 2017	LEARY, GENEVIEVE	Achat de pièces d'aqueduc - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	2 070,34 $
WOLSELEY CANADA INC.	1180987	07 FÉVR. 2017	DESJARDINS, SYLVIE	DIVERS PIÈCES PLOMBERIE	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 841,22 $

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2017

WOLSELEY CANADA INC.	1181508	08 FÉVR. 2017	LABOS, COSTAS	PLOMBERIE - VALVES, DRAINS ET ROBINETS DE DOUCHE - DEMANDE PAR SYLVAIN CAYER	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 607,20 $
WOLSELEY CANADA INC.	1181670	09 FÉVR. 2017	LABOS, COSTAS	VCR - ACHAT URGENTS DE MATÉRIEL RELIÉE AUX SYSTÈMES VCR	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 099,75 $
WOLSELEY CANADA INC.	1182763	14 FÉVR. 2017	LABOS, COSTAS	Achat de mitigeurs de douche- Région Ouest (SIGI #1317)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 206,61 $
WOLSELEY CANADA INC.	1182865	14 FÉVR. 2017	LABOS, COSTAS	Achat de valves et collets - Région Ouest (SIGI #1321)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 960,94 $
WOLSELEY CANADA INC.	1182916	15 FÉVR. 2017	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT - MANCHONS	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	3 561,87 $
WOLSELEY CANADA INC.	1184364	21 FÉVR. 2017	LABOS, COSTAS	Achat de divers accord de plomberie	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 935,68 $
WOLSELEY CANADA INC.	1184772	23 FÉVR. 2017	DESJARDINS, SYLVIE	VALVE COMPLÈTE AVEC MOTEUR	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 965,38 $
WOLSELEY CANADA INC.	1184775	23 FÉVR. 2017	DESJARDINS, SYLVIE	Achat de divers articles de plomberie	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 671,70 $
WOLSELEY CANADA INC.	1184783	23 FÉVR. 2017	DESJARDINS, SYLVIE	Achat de valve et actuateur	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 727,06 $
WOLSELEY CANADA INC.	1184787	23 FÉVR. 2017	DESJARDINS, SYLVIE	Achat de divers pièces de plomberie	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	7 705,00 $
WOLSELEY CANADA INC.	1184814	23 FÉVR. 2017	DESJARDINS, SYLVIE	Divers achat de plomberie pour salle de bain	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 084,78 $
WOLSELEY CANADA INC.	1185277	27 FÉVR. 2017	DESJARDINS, SYLVIE	PILE ENSEMBLE REMISE À NEUF VALVE DE CHASSE	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 394,78 $
WSP CANADA INC.	1179901	02 FÉVR. 2017	JACOB, DOMINIQUE	Mise à jour des plans de signalisation pour intervention sur le réseau local - GL 2130.0010000.303120.04121.54390.APPROB: S. BEAUDOIN	Pierrefonds - Roxboro	Réseau de distribution de l'eau potable	6 719,20 $
WSP CANADA INC.	1185154	24 FÉVR. 2017	ROBITAILLE, GEORGES	LAS-BCO-TP 2017 HONORAIRES PROFESSIONNELS POUR LA RÉALISATION DES CHAMBRES DE VANNE	LaSalle	Réseau de distribution de l'eau potable	7 874,06 $
WURTH CANADA LTEE	1183670	20 FÉVR. 2017	DESORMEAUX, LISE	ST-LEONARD / REAPPROV. (INVENTAIRE - QUINC)	Approvisionnement	Outillage et machinerie	1 204,61 $
WURTH CANADA LTEE	1183670	17 FÉVR. 2017	DESORMEAUX, LISE	ST-LEONARD / REAPPROV. (INVENTAIRE - QUINC)	Approvisionnement	Outillage et machinerie	2 833,83 $
WURTH CANADA LTEE	1183670	17 FÉVR. 2017	DESORMEAUX, LISE	ST-LEONARD / REAPPROV. (INVENTAIRE - QUINC)	Approvisionnement	Entretien et nettoyage	517,04 $
WURTH CANADA LTEE	1183670	17 FÉVR. 2017	DESORMEAUX, LISE	ST-LEONARD / REAPPROV. (INVENTAIRE - QUINC)	Approvisionnement	Construction	459,02 $
WURTH CANADA LTEE	1183670	17 FÉVR. 2017	DESORMEAUX, LISE	ST-LEONARD / REAPPROV. (INVENTAIRE - QUINC)	Approvisionnement	Matériel roulant	144,88 $
WURTH CANADA LTEE	1183670	17 FÉVR. 2017	DESORMEAUX, LISE	ST-LEONARD / REAPPROV. (INVENTAIRE - QUINC)	Approvisionnement	Énergie et produit chimique	328,31 $
ZESTE DU MONDE	1184337	21 FÉVR. 2017	AYLWIN, CHANTAL	Service - Traiteur pour : Rencontre Petit-déjeuner de la directrice le 27 janvier 2017 - Facture A0023830	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	2 099,49 $
ZONE TECHNOLOGIE ELECTRONIQUE INC.	AVM841153	12 FÉVR. 2017	BRANCONNIER, SERGE	INSTALLATION DE FLECHE SIGNALISATION SELON SOUMISSION 13270	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 068,31 $
ZONE TECHNOLOGIE ELECTRONIQUE INC.	AVM841154	12 FÉVR. 2017	BRANCONNIER, SERGE	INSTALLATION DE FLECHE SIGNALISATION SELON SOUMISSION 13214	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 068,31 $
						Total:	15 922 254,85 $

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 04.04

2017/03/27
13:00

Dossier # : 1163430030

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division des élections_du soutien aux commissions et réglementation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Prendre connaissance de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission sur le développement social et la diversité montréalaise relatif à l'examen public des impacts sur la population montréalaise de la décision de Postes Canada d'éliminer la livraison du courrier à domicile en milieu urbain

Il est recommandé au conseil d'agglomération de prendre connaissance de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission sur le développement social et la diversité montréalaise relatif à l'examen public des impacts sur la population montréalaise de la décision de Postes Canada d'éliminer la livraison du courrier à domicile en milieu urbain.
Il est recommandé au comité exécutif de mandater le Bureau des relations gouvernementales et municipales, en collaboration avec le Service de la concertation des arrondissements et le Service de la mise en valeur du territoire, pour colliger et consolider l'information sur les conséquences financières et opérationnelles, appréhendées ou observées, de l'application du Plan d'action en cinq points et du moratoire sur les champs de compétence de la Ville et de l'agglomération de Montréal ainsi que sur leur cadre réglementaire, notamment en matière d'urbanisme, de gestion du domaine public, de sécurité et d'accessibilité universelle (R-5 et R-6);

Il est recommandé au comité exécutif de mandater le Bureau des relations gouvernementales et municipales, en coordination avec le Service de la concertation des arrondissements, afin de documenter les ratés de l'implantation des boîtes postales communautaires et de faire toutes les représentations nécessaires dans le but de faire valoir notamment le non-respect des lignes directrices, guides et normes sur lesquels repose le Plan d'action en cinq points (R-5 et R-6).

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-03-20 10:36

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1163430030

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division des élections_du soutien aux commissions et réglementation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Prendre connaissance de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission sur le développement social et la diversité montréalaise relatif à l'examen public des impacts sur la population montréalaise de la décision de Postes Canada d'éliminer la livraison du courrier à domicile en milieu urbain

CONTENU

CONTEXTE

La Commission sur le développement social et la diversité montréalaise a déposé son rapport de consultation et ses recommandations au conseil municipal, le 23 février 2015, et au conseil d'agglomération, le 26 février 2015, à la suite de l'examen public relatif *aux impacts sur la population montréalaise de la décision de Postes Canada d'éliminer la livraison du courrier à domicile en milieu urbain* .
Le 11 mars 2015, le comité exécutif fut saisi de ce rapport.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

11 mars 2015 - CE15 0449 - Prendre acte du rapport et des recommandations de la Commission sur le développement social et la diversité montréalaise relatifs à l'examen public des impacts sur la population montréalaise de la décision de Postes Canada d'éliminer la livraison du courrier à domicile en milieu urbain

DESCRIPTION

Ayant pris connaissance des recommandations contenues au rapport de la commission, le comité exécutif dépose son rapport lui ayant trait.

JUSTIFICATION

Conformément à la résolution CE10 1682, adoptée le 20 octobre 2010, le comité exécutif prend connaissance des recommandations contenues au rapport d'une commission et dépose un rapport ayant trait à celui-ci.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les commissions permanentes du conseil sont des instances de consultation publique instituées par le conseil municipal et le conseil d'agglomération. Conformément à la *Loi sur les cités et villes* et à la *Charte de la Ville de Montréal* , leur mission consiste à éclairer la prise de décision des élus municipaux et à favoriser la participation des citoyennes et des citoyens aux débats d'intérêt public.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Emmanuel TANI-MOORE
Chef de division et Greffier-adjoint - Élections_ soutien aux commissions et réglementation

Tél : 514 872-6957
Télécop. : 514 872-5655

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-03-17

Emmanuel TANI-MOORE
Chef de division et Greffier-adjoint - Élections_ soutien aux commissions et réglementation

Tél : 514 872-6957
Télécop. : 514 872-5655

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves SAINDON
Greffier et directeur
Tél : 514 872-3007
Approuvé le : 2017-03-17

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1163430030

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division des élections_du soutien aux commissions et réglementation
Objet :	Prendre connaissance de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission sur le développement social et la diversité montréalaise relatif à l'examen public des impacts sur la population montréalaise de la décision de Postes Canada d'éliminer la livraison du courrier à domicile en milieu urbain



Réponse CE_Postes Canada_VF.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Emmanuel TANI-MOORE
Chef de division et Greffier-adjoint - Élections_
soutien aux commissions et réglementation

Tél : 514 872-6957
Télécop. : 514 872-5655

RÉPONSE DU COMITÉ EXÉCUTIF AU RAPPORT DE LA COMMISSION SUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET LA DIVERSITÉ MONTRÉALAISE SUR LES IMPACTS SUR LA POPULATION MONTRÉALAISE DE LA DÉCISION DE POSTES CANADA D'ÉLIMINER LA LIVRAISON DU COURRIER À DOMICILE EN MILIEU URBAIN

Mise en contexte

La Commission sur le développement social et la diversité montréalaise a procédé le 9 décembre 2014, les 20, 21 et 22 janvier 2015 et le 17 février 2015 à l'examen public des impacts sur la population montréalaise de la décision de Postes Canada d'éliminer la livraison du courrier à domicile en milieu urbain, et ce, tel que prévu à son programme d'activités (CG14 0158) et faisant suite à la déclaration adoptée par résolution du conseil municipal (CM13 1107). La Commission a adopté ses recommandations le 17 février 2015. Par la suite, le rapport a été déposé à la séance du conseil municipal du 23 février 2015 et à la séance du conseil d'agglomération du 26 février 2015. Le comité exécutif en fut saisi à sa séance du 4 mars 2015 (CE15 0449). Depuis, le gouvernement du Canada a annoncé en mai 2015 le lancement de l'examen du service postal canadien de même que la mise en place d'un moratoire concernant l'implantation du Plan d'action en cinq points de la Société de la couronne, et plus particulièrement des boîtes postales communautaires sur le territoire. Un groupe de travail et un comité parlementaire ont été mandatés pour mener des consultations et produire un rapport à l'attention du gouvernement fédéral, qui devrait rendre sa décision au printemps 2017.

La Commission a formulé six recommandations. Dans ce qui suit, le comité exécutif apporte une réponse à chacune des recommandations émises par la Commission.

PLAN D'ACTION EN 5 POINTS DE POSTES CANADA

R-1

Que la Ville et l'agglomération de Montréal considèrent tous les recours possibles et fassent pression auprès du gouvernement fédéral et de Postes Canada pour mettre fin à l'implantation de nouvelles boîtes postales communautaires sur leur territoire.

Réponse à R-1

Le comité exécutif est favorable à la recommandation voulant que la Ville et l'agglomération de Montréal considèrent tous les recours possibles et fassent pression auprès du gouvernement fédéral et de Postes Canada pour mettre fin à l'implantation de nouvelles boîtes postales communautaires sur leur territoire.

Le comité exécutif a mandaté les services juridiques de la Ville de Montréal, et une requête a été déposée et entendue dans le cadre du recours intenté par le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes et autres groupes, en Cour fédérale, pour contester la décision de Postes Canada de mettre fin à la livraison du courrier à domicile (CE15 0351).

Le comité exécutif a mandaté le Bureau des relations gouvernementales et municipales afin d'adresser une lettre au président-directeur général de Postes Canada, M. Deepak Chopra. Cette lettre a été transmise en août 2015. Elle avait pour objectifs : de

demander un moratoire à propos de la décision de Postes Canada d'éliminer la distribution du courrier à domicile en milieu urbain; de demander le rétablissement de ce service; d'effectuer un bilan des étapes franchies par la Ville de Montréal dans ce dossier; de résumer le positionnement de la Communauté métropolitaine de Montréal, de l'Union québécoise des municipalités, des villes liées et d'autres municipalités canadiennes; de demander de rendre public les études déjà effectuées et, enfin, de demander que soient réalisées des études supplémentaires (voir R-4) qui seront validées scientifiquement.

R-2

Que la Ville et l'agglomération de Montréal refusent l'application du Plan d'action en cinq points de Postes Canada, au nom des citoyens et citoyennes qu'elles représentent, et exhortent la société d'État à maintenir la livraison du service postal à domicile en milieu urbain.

Réponse à R-2

Le comité exécutif est favorable à la recommandation voulant que la Ville et l'agglomération de Montréal refusent l'application du Plan d'action en cinq points de Postes Canada au nom des citoyens et citoyennes qu'elles représentent et exhortent la société d'État à maintenir la livraison du service postal à domicile en milieu urbain.

Le comité exécutif a mandaté le Bureau des relations gouvernementales et municipales pour agir en tant que répondant de la Ville en matière de tout échange avec Postes Canada et mandate le Service de la concertation des arrondissements pour consolider l'ensemble de l'information sur les interventions de Postes Canada sur le territoire de la Ville et de l'agglomération de Montréal.

Le comité exécutif a mandaté la Direction générale pour adresser à l'ensemble des arrondissements une note (transmise en novembre 2014) rappelant la position de la Ville quant à la décision de Postes Canada et demandant de colliger et de transmettre toute information sur les interventions de Postes Canada sur le domaine public de leur territoire au Bureau des relations gouvernementales et municipales et au Service de la concertation des arrondissements.

Tel que mentionné précédemment, le comité exécutif a mandaté le Bureau des relations gouvernementales et municipales afin d'adresser une lettre au président-directeur général de Postes Canada, M. Deepak Chopra. Cette lettre a été transmise en août 2015. Elle avait pour objectifs de demander notamment la mise en place d'un moratoire sur la décision de Postes Canada, l'élimination de la mesure prévoyant la fin de la distribution du courrier à domicile en milieu urbain et le rétablissement de ce service sur le territoire de l'agglomération et de la Ville de Montréal.

R-3

Que la Ville et l'agglomération de Montréal déposent une requête en intervention en Cour fédérale afin qu'elle puisse intervenir et être informée du déroulement du dossier dans le cadre du recours entamé par le Syndicat des travailleurs et des travailleurs des postes (STTP), le Réseau d'action des femmes handicapées du Canada, l'Alberta

Network for Mental Health, l'Arch Disability Law Centre, la Confédération des organismes de personnes handicapées du Québec, la Fédération nationale des retraités, l'Association des syndicalistes retraités du Canada et mesdames Patricia Israel et Susan Dixon.

Réponse à R-3

Le comité exécutif est favorable à cette recommandation et, tel que mentionné, a mandaté le Service des affaires juridiques de la Ville de Montréal pour présenter une requête afin d'intervenir, dans le cadre du recours intenté par le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes et autres groupes en Cour fédérale afin de contester la décision de Postes Canada de mettre fin à la livraison du courrier à domicile (CE15 0351).

R-4

Que la Ville et l'agglomération de Montréal exigent de Postes Canada :

- Une étude sur l'évaluation des conséquences économiques de la perte d'emplois directs et indirects de ses employés;

- Une étude sur les risques de perte de valeur du patrimoine immobilier pour les propriétaires situés près des emplacements des boîtes postales communautaires.

Réponse à R-4

Le comité exécutif est favorable à cette recommandation et a mandaté le Bureau des relations gouvernementales et municipales afin d'adresser une lettre au président-directeur général de Postes Canada, M. Deepak Chopra, pour demander de réaliser et de rendre publiques, dans les meilleurs délais, les deux études recommandées.

LES IMPACTS SUR LES CHAMPS DE COMPÉTENCES DES VILLES

R-5

Que la Ville et l'agglomération de Montréal fassent valoir, auprès du gouvernement fédéral et de Postes Canada, les conséquences financières et opérationnelles, appréhendées ou prévisibles, notamment en matière d'urbanisme, de gestion du domaine public, de sécurité et d'accessibilité universelle.

Le comité exécutif est favorable à cette recommandation et a mandaté le Bureau des relations gouvernementales et municipales afin de suivre, d'analyser et de préparer les représentations de la Ville dans le cadre de toute consultation à venir à ce sujet. La Ville de Montréal a d'ailleurs participé aux consultations menées par le Groupe de travail, le 16 juin 2016. La Ville a également participé à l'étude sur la Société canadienne des postes du comité permanent des opérations gouvernementales et des prévisions budgétaires, le 26 septembre 2016. Un mémoire présentant les positions de la Ville a été déposé à ces deux occasions.

R-6

Que la Ville et l'agglomération de Montréal fassent valoir, auprès du gouvernement fédéral et de Postes Canada, les ratés de l'implantation des boîtes postales communautaires, notamment le non-respect des lignes directrices, guides et normes sur lesquels repose le Plan d'action en cinq points.

Réponse à R-5 et R-6

Le comité exécutif est favorable à ces deux recommandations et mandate le Bureau des relations gouvernementales et municipales, en collaboration avec le Service de la concertation des arrondissements et le Service de la mise en valeur du territoire, pour colliger et consolider l'information sur les conséquences financières et opérationnelles, appréhendées ou observées, de l'application du Plan d'action en cinq points et du moratoire sur les champs de compétence de la Ville et de l'agglomération de Montréal ainsi que sur leur cadre réglementaire, notamment en matière d'urbanisme, de gestion du domaine public, de sécurité et d'accessibilité universelle.

Le comité exécutif mandate le Bureau des relations gouvernementales et municipales, en coordination avec le Service de la concertation des arrondissements, afin de documenter les ratés de l'implantation des boîtes postales communautaires et de faire toutes les représentations nécessaires dans le but de faire valoir notamment le non-respect des lignes directrices, guides et normes sur lesquels repose le Plan d'action en cinq points.

Le comité exécutif remercie les membres de la Commission sur le développement social et la diversité montréalaise pour la qualité du rapport qui a été produit à la suite de l'examen public des impacts sur la population montréalaise de la décision de Postes Canada d'éliminer la livraison du courrier à domicile en milieu urbain et pour la pertinence des recommandations découlant de leurs travaux.

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du lundi 6 mars 2017	Résolution: CA17 170080

MOTION - COMMISSION DE LA REPRÉSENTATION ÉLECTORALE DU QUÉBEC - LIMITES DE CIRCONSCRIPTIONS

Motion pour soutenir le rapport de la Commission de la représentation électorale du 7 février, conservant intactes dans leur intégralité les limites des circonscriptions de Mont-Royal, Outremont et D'Arcy-McGee et déplorer son soudain revirement du 2 mars 2017.

ATTENDU QUE le 17 mars 2015 la Commission de la représentation électorale du Québec, (ci-après appelée «la Commission»), a déposé à l'Assemblée nationale son rapport préliminaire dans lequel est proposée la délimitation des circonscriptions électorales du Québec;

ATTENDU QUE le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce a jugé une telle proposition contraire aux intérêts de ses résidents et répondit unanimement en adoptant une motion le 13 avril 2015, intitulée *« Motion – Redécoupage des circonscriptions provinciales »*(CA15 170116),afin de manifester son opposition aux propositions de la Commission de fusionner les circonscriptions de Mont-Royal et d'Outremont et de modifier de manière substantielle les limites de la circonscription D'Arcy-McGee;

ATTENDU QUE, durant ses consultations publiques, la Commission a été informée par l'arrondissement que:

1) Sa proposition conduirait à diluer sérieusement le poids politique des résidents de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce;

2) Le développement actuel ou projeté de plusieurs projets de construction majeurs dans la zone du Triangle, de l'Hippodrome et ailleurs sur la portion territoriale de l'arrondissement qui se trouve actuellement à l'intérieur des limites de la circonscription de Mont-Royal conduirait à une augmentation considérable du nombre des électeurs, bien au-delà du maximum permis par la loi au sein d'une circonscription fusionnée Mont-Royal—Outremont;

3) La Ville de Montréal, une ville qui voit sa population croître de façon continue, s'oppose à tout effort de réduire le poids de la représentation de l'Île de Montréal au sein de l'Assemblée nationale, dans un contexte où de nombreuses circonscriptions rurales comptent bien moins d'électeurs que les circonscriptions urbaines;

ATTENDU QUE, le 7 février 2017, la Commission a déposé son second rapport au sein duquel elle propose une version révisée des délimitations des divisions électorales au Québec, acceptant la position de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce et proposant, de ce fait, une carte électorale finale qui maintient dans leur configuration actuelle les circonscriptions de Mont-Royal et

D'Arcy-McGee et qui modifie légèrement la circonscription d'Outremont, affectant ainsi la circonscription de Mercier;

ATTENDU QUE, le 2 mars 2017, la Commission a publié dans la Gazette officielle du Québec la version finale de la carte électorale établie qui, sans avertissements ou explications aucuns, modifie complètement sa décision du 7 février 2017 en imposant une fusion des circonscriptions de Mont-Royal et d'Outremont en une seule et modifiant considérablement les limites de la circonscription D'Arcy-McGee;

ATTENDU QU'un revirement vient sérieusement miner la confiance du public dans l'objectivité et l'indépendance de la Commission;

ATTENDU QUE la Commission avait fixé le nombre moyen de votants par circonscription dans son rapport du 7 février 2017 à 48 387 avec une variation possible de plus ou moins 25% par circonscription, faisant de cette variation l'une des plus hautes et controversées parmi toutes les provinces du Canada; un fait qui soulève de sérieuses questions quant à l'égalité des votes d'une circonscription à l'autre;

ATTENDU QUE, en dépit de ce paramètre qui permet une variation de plus ou moins 25%, la Commission, par l'entremise de son avis public du 2 mars 2017 dans la Gazette officielle du Québec autorise les circonscriptions d'Abitibi-Est, Abitibi-Ouest, Bonaventure, Gaspé, René-Lévesque et Ungava de s'affranchir encore plus du nombre minimum de votants autorisés par la loi, dans la mesure où ces circonscriptions présentent une proportion d'électeurs qui est entre 26,8% et 44,0% inférieure à la moyenne de votants proposés par circonscription;

ATTENDU QUE le revirement de la Commission vis-à-vis de son rapport du 7 février 2017 entérine les deux nouvelles circonscriptions de Mont-Royal—Outremont et D'Arcy-McGee qui compteront chacune autour de 56 000 électeurs plaçant ces deux circonscriptions parmi les plus populeuses du Québec.

Il est proposé par Marvin Rotrand

appuyé par Russell Copeman
Lionel Perez

QUE le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce exprime sa profonde déception vis-à-vis de la décision soudaine de la Commission de la représentation électorale du Québec de ne pas entériner sa proposition du rapport du 7 février de conserver les circonscriptions de Mont-Royal, Outremont et D'Arcy-McGee dans leur configuration actuelle, tel qu'exprimé dans la motion du conseil CA15 170116 du 13 avril 2015;

QUE le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce réaffirme ses arguments de 2015 auprès de l'Assemblée nationale, constatant que l'augmentation de la population à court et moyen terme fera passer la circonscription proposée de Mont-Royal—Outremont au-dessus du maximum d'électeurs autorisé par la loi électorale;

QUE le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce indique à l'Assemblée nationale que la perte de représentation causée par la disparition d'une circonscription sur son territoire et sur celui des municipalités adjacentes vient sérieusement diluer le poids politique des résidents de l'arrondissement;

QUE le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce invite l'Assemblée nationale à se rendre compte que la variation de plus ou moins 25% utilisée par la Commission crée de sérieuses inégalités en termes de poids politique du vote quand certaines circonscriptions pourraient compter près de 70% d'électeurs de plus que d'autres;

QUE le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce invite également l'Assemblée nationale à prendre en note qu'en dépit de toute disposition spécifique prévue par la loi

électorale afin d'autoriser des circonscriptions qui feraient figure d'exception à l'égard du paramètre utilisé de plus ou moins 25% d'électeurs , la Commission a jugé bon de permettre à six circonscriptions de figurer parmi ces exceptions, créant de ce fait une situation où certaines circonscriptions compteront tout bonnement 100% d'électeurs de plus que d'autres lors de la prochaine élection;

QUE le conseil d'arrondissement soutienne la proposition de la Ville de Montréal de n'autoriser aucune réduction du nombre de circonscriptions sur l'Île de Montréal et invite l'Assemblée nationale à rejeter la proposition de fusion des circonscriptions de Mont-Royal et d'Outremont et de modifier considérablement les limites de la circonscription D'Arcy-McGee;

QU'une copie de cette motion soit envoyée au Premier Ministre du Québec, au chef de l'Opposition officielle, à tous les chefs des autres partis présents à l'Assemblée nationale, à tous les membres de l'Assemblée nationale, élus sur le territoire de l'arrondissement Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, au Maire ainsi qu'aux conseillers de l'arrondissement d'Outremont, de Ville Mont-Royal, de Hampstead et de Côte-Saint-Luc, et qu'elle soit présentée au conseil municipal.

Un débat s'engage.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

65.02 1174570007

Katerine ROWAN

Secrétaire d'arrondissement substitut

Signée électroniquement le 7 mars 2017

COPIE CERTIFIÉE CONFORME, le 9 mars 2017

Katerine ROWAN
Secrétaire d'arrondissement substitut

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du lundi 6 mars 2017	Résolution: CA17 170081

PARTICIPATION - UNE HEURE POUR LA TERRE 2017

ATTENDU QUE le 25 mars prochain, de 20 h 30 à 21 h 30, se tiendra l'événement international *Une heure pour la Terre 2017* inauguré en 2007 à Sydney, Australie, et parrainé par le Fonds mondial pour la nature (*World Wildlife Foundation*);

ATTENDU QUE cet événement a été créé pour sensibiliser la population à l'importance de s'engager concrètement dans la conservation de l'énergie pour lutter contre les changements climatiques, en misant sur un geste simple, comme éteindre les lumières pendant une heure;

ATTENDU QU'en 2016, plus de 12 700 monuments et enseignes réparties dans 178 pays et territoires, ont éteint leurs lumières pendant une heure dans le but de combattre le réchauffement global.

Il est proposé par Marvin Rotrand

appuyé par Lionel Perez

De confirmer la participation de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce à l'événement *Une heure pour la Terre 2017*, événement parrainé par le Fonds mondial pour la nature et qui se tiendra le samedi 25 mars 2017 de 20 h 30 à 21 h 30;

D'inviter les commerces et les résidants de l'arrondissement à s'impliquer activement dans cet événement;

D'encourager les arrondissements de la Ville de Montréal et les municipalités de l'agglomération de Montréal à se joindre à l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce en confirmant leur participation respective à l'événement;

De transmettre une copie de la présente résolution à Me Yves Saindon, greffier de la Ville de Montréal, pour dépôt au conseil municipal.

Un débat s'engage.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

70.01 1174570002

Katerine ROWAN

Secrétaire d'arrondissement substitut

Signée électroniquement le 7 mars 2017

COPIE CERTIFIÉE CONFORME, le 14 mars 2017

Geneviève Reeves

Geneviève REEVES
Secrétaire d'arrondissement

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement		Genuine Extract from the minutes of a Borough Council Sitting
Séance ordinaire du lundi 6 février 2017 à 19 h	Résolution: CA17 29 0041	Regular sitting of Monday February 6, 2017 at 7 p.m.

UNE HEURE POUR LA TERRE 2017 - APPUI

Il est proposé
par le conseiller Yves Gignac
appuyé par
la conseillère Catherine Clément-Talbot

ET RÉSOLU

DE confirmer la participation de l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro à l'événement « Une heure pour la Terre 2017 », qui se tiendra le 25 mars prochain de 20 h 30 à 21 h 30;

D'inviter les commerçants et les résidents de l'arrondissement à s'impliquer activement dans cet événement;

DE transmettre une copie de la résolution au conseil municipal, au conseil d'agglomération et aux autres conseils d'arrondissement de la Ville de Montréal pour les encourager à adopter à leur tour une résolution confirmant leur participation respective à l'événement.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

EARTH HOUR 2017 - SUPPORT

It was moved
by Councillor Yves Gignac
seconded
by Councillor Catherine Clément-Talbot

AND RESOLVED

TO confirm the participation of the Borough of Pierrefonds-Roxboro in the event "Earth Hour 2017", which will take place on March 25, from 8:30 p.m. to 9:30 p.m.;

TO invite businesses' owners and borough residents to become actively involved in this event;

TO forward a copy of the present resolution to the Municipal Council, to the Agglomeration Council and to the boroughs of Ville de Montréal to urge them to be next adopting a resolution confirming their respective participation to this event.

UNANIMOUSLY ADOPTED

15.01 1172155003

Dimitrios (Jim) BEIS
Maire d'arrondissement
Mayor of the Borough

Suzanne CORBEIL
Secrétaire d'arrondissement
Secretary of the Borough

Signée électroniquement le 8 février 2017

RAPPORT SUR L'ASSEMBLÉE DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION DU jeudi 23 février 2017, à 17 h

Au CM du lundi 27 mars 2017, à 13 h

Article 7.01

20.01	Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs - 1162844001

Accorder un contrat de gré à gré à l'organisme à but non lucratif Resto Plateau, pour la distribution de nourriture aux détenus, pour une période de 24 mois, pour une somme maximale de 420 532 $, taxes non applicables

Adopté à l'unanimité.

20.02	Service de l'eau , Direction de l'eau potable - 1166362003

Conclure une entente d'achat contractuelle avec Kemira Water Solutions Canada inc., pour une durée de 32 mois, pour la fourniture et la livraison de chlorhydrate d'aluminium pour les usines de production d'eau potable Atwater et Charles-J.-Des Baillets - Appel d'offres public 16-15685 (1 soum.)

Adopté à la majorité des voix.

20.03	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de l'exploitation immobilière_de l'entretien et de l'énergie - 1164512005

Accorder un contrat à Service d'entretien ménager Alphanet inc. pour le service d'entretien sanitaire du quartier général du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) pour une durée de 36 mois à compter du 1er avril 2017, pour une somme maximale de 750 056,68 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15555 (6 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.04	Service de l'eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau - 1177518001

Conclure des ententes-cadres avec Réal Huot inc. (783 359,11 $), Nouvelle Technologie (TEKNO) inc. (1 046 103,12 $) et Les Compteurs Lecomte ltée (93 934,35 $) pour l'achat de compteurs d'eau et accessoires - Appel d'offres public 16-15781 (6 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.05	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat - 1167386003

Accorder un soutien financier non récurrent de 159 899,20 $ à PME MTL Est-de-l'Île dans le cadre du partage des actifs du Centre local de développement d'Anjou / Approuver le projet d'addenda 2 à cet effet

Adopté à l'unanimité.

20.06	Service du développement économique , Direction Investissement et développement - 1167511001

Accorder un soutien financier de 200 000 $, à même le budget de fonctionnement du Service du développement économique, à l'incubateur en tourisme « MTLab » pour couvrir les coûts d'aménagement de ses locaux, dans le cadre de l'enveloppe du Fonds de développement des territoires / Approuver un projet de convention à cet effet

Adopté à l'unanimité.

20.07	Service des technologies de l'information , Direction Bureau de projets TI - 1177438001

Conclure une entente-cadre de gré à gré avec l'organisme à but non lucratif Centre de recherche informatique de Montréal (CRIM) afin d'obtenir de l'expertise de pointe en recherche et développement informatique, pour la période du 1er mars 2017 au 31 décembre 2017, pour une somme maximale de 899 219,48 $, taxes incluses / Approuver une projet de convention à cette fin

Adopté à l'unanimité.

20.08	Service de la diversité sociale et des sports , Direction - 1161543007

Accorder un soutien financier de 220 000 $ et le soutien en biens et services à la Commission sportive Montréal inc. pour le projet des Jeux de Montréal 2017 / Approuver le projet de convention à cet effet

Adopté à l'unanimité.

20.09	Service de l'eau , Direction de l'eau potable - 1164087002

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure une entente-cadre, d'une durée de 60 mois, avec Hewitt Equipement limitée pour la maintenance sur demande des génératrices fixes et mobiles, commutateurs de transfert automatique (ATS) et panneaux de synchronisation pour les usines, les stations de pompage et les réservoirs de la Direction de l'eau potable - Appel d'offres public 16-15374 (2 soum., 1 seul conforme)

Adopté à l'unanimité.

20.10	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures - 1163855003

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec les firmes suivantes : Solmatech inc. (3 174 402,26 $), Les Services EXP inc. (3 179 173,73 $), GHD Consultants ltée (3 476 614,05 $), Englobe Corp. (3 569 398,88 $), Groupe ABS inc. (3 312 832,16 $) et SNC-Lavalin GEM Québec inc. (3 452 124,37 $), toutes ces sommes taxes incluses, pour réaliser le contrôle qualitatif des matériaux sur les différents projets de construction, de réhabilitation ou de réfection, effectués par les services corporatifs et les arrondissements / Appel d'offres public no 16-15511 (7 soum.) / Approuver les projets de convention à cette fin

Adopté à l'unanimité.

20.11	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - 1164069019

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Approuver le projet de bail par lequel la Ville loue de CDM de Montréal inc., pour une période de 9 ans à compter du 1er juillet 2017, des espaces situés aux 3e et 4e étages de l'immeuble sis au 80, rue Queen et un espace contigu au 4e étage de l'immeuble sis au 87, rue Prince, d'une superficie totale de 28 598 pieds carrés, à des fins de bureaux, pour un loyer total de 9 235 992,50 $, taxes incluses / Ajuster la base budgétaire du Service des technologies de l'information de 8 433 700 $, net des ristournes de taxes, pour les exercices de 2017 à 2026

Adopté à l'unanimité.

30.01	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction - 1177326001

Autoriser une appropriation de 1 437 000 $ de la réserve de voirie locale et de 1 382 400 $ de la réserve de voirie d'agglomération afin de financer en 2017 des études et autres pour des travaux de voirie au budget de fonctionnement du Service des infrastructures, de la voirie et des transports / Autoriser une appropriation de 2 333 761 $ de la réserve de voirie locale à la suite du changement de compétence des travaux d'aménagement et d'infrastructures au centre-ville

Adopté à l'unanimité.

30.02	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports - 1170211001

Mandater la Commission sur les transports et les travaux publics afin d'effectuer un état de la situation de la problématique concernant la cohabitation entre les usagers vulnérables et les véhicules lourds en milieu urbain et de recommander des pistes de solutions afin d'améliorer la sécurité des usagers de la route dans l'optique de la « Vision Zéro » en matière de sécurité routière

Adopté à l'unanimité.

30.03	Service du greffe , Direction - 1173430002

Approuver le programme d'activités des commissions permanentes du conseil d'agglomération pour l'année 2017

Adopté à l'unanimité.

41.01	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat - 1161179018

Avis de motion - Règlement établissant le Programme d'aide à l'accessibilité des commerces (PAAC)

Traité.

41.02	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - 1160390005

Avis de motion - Règlement autorisant un emprunt de 7 500 000 $ afin de financer les travaux de rénovation de l'hôtel de ville

Traité.

41.03	Service des technologies de l'information , Direction Bureau de projets TI - 1164207001

Avis de motion - Règlement autorisant un emprunt de 112 872 000 $ afin de financer l'acquisition de biens, de services techniques et de services professionnels en informatique

Traité.

41.04	Service de l'eau , Direction de l'eau potable - 1163276001

Avis de motion - Règlement autorisant un emprunt de 22 000 000 $ afin de financer les travaux de construction et de renouvellement de conduites primaires d'aqueduc

Traité.

41.05	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées - 1177526001

Avis de motion - Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 35 000 000 $ afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention Lavigne situé dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville et son raccordement au système des intercepteurs (RCG15-058)

Traité.

42.01	Service de l'environnement , Direction - 1166717002

Adoption - Règlement du conseil d'agglomération visant à favoriser la cohérence des interventions en ce qui concerne l'exercice des compétences relatives aux matières résiduelles

Adopté à l'unanimité.

42.02	Service de sécurité incendie de Montréal , Direction de la prévention et de la planification - 1162725002

Adoption - Règlement abrogeant le Règlement sur la subvention relative à l'amélioration de la sécurité incendie des résidences privées pour aînés (RCG 15-018)

Adopté à l'unanimité.

42.03	Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs - 1162748003

Adoption - Règlement du conseil d'agglomération modifiant l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005)

Adopté à l'unanimité.

42.04	Bureau du taxi de Montréal , Direction Administration - 1167215001

Adoption - Règlement modifiant le Règlement sur le transport par taxi (RCG 10-009)

Adopté à l'unanimité.

50.01	Service des ressources humaines , Direction partenaires d'affaires RH - 1170177001

Approuver la nomination du directeur général au Bureau du taxi de Montréal et ce, rétroactivement au 1er février 2017

Adopté à l'unanimité.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 07.02

2017/03/27
13:00

(1)

Dossier # : 1166071005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt du bilan au 31 décembre 2016 concernant l'utilisation des pesticides pour le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie et le transmettre au conseil municipal

De prendre acte du dépôt, conformément au Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041), du bilan sur l'utilisation des pesticides pour le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie au 31 décembre 2016;
De transmettre ce rapport au conseil municipal.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2017-01-11 16:09

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 14 février 2017	Résolution: CA17 240070

Prendre acte du dépôt du bilan au 31 décembre 2016 concernant l'utilisation des pesticides pour le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie et le transmettre au conseil municipal

Il est proposé par Jean-Marc Gibeau

appuyé par Karine Boivin-Roy

De prendre acte du dépôt, conformément au Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041), du bilan sur l'utilisation des pesticides pour le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie au 31 décembre 2016;

De transmettre ce rapport au conseil municipal.

Adoptée à l'unanimité.

60.01 1166071005

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 16 février 2017

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1166071005**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt du bilan au 31 décembre 2016 concernant l'utilisation des pesticides pour le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie et le transmettre au conseil municipal

CONTENU

CONTEXTE

À la demande de la Direction de l'environnement et du développement durable du Service du développement et des opérations, le conseil d'arrondissement doit déposer au conseil municipal le bilan annuel 2016 sur l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM04 0316 (dossier 1020696005) (26 avril 2004)
Adopter le règlement R.V.M. 04-041 "Règlement relatif à l'utilisation des pesticides"

CA05 240460 (dossier 1050915001) (7 juin 2005)
Édicter, en vertu du règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041, A. 27), une ordonnance visant à rendre applicable ce règlement sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie.

CM16 0274 (dossier 1166071001) (21 mars 2016)
Prendre acte du dépôt du bilan au 31 décembre 2015 concernant l'utilisation des pesticides pour le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie et le transmettre au conseil municipal

DESCRIPTION

Il est recommandé au conseil d'arrondissement de prendre connaissance du bilan annuel et de le déposer au conseil municipal.

JUSTIFICATION

Tel que stipulé dans le règlement 04-041, article 32 : « Une fois le présent règlement devenu applicable, le conseil d'arrondissement doit, avant le 28 février de chaque année, déposer un rapport au conseil municipal faisant état de l'application de ce règlement à l'égard de son territoire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le contrôle de l'utilisation des pesticides permet de diminuer la quantité et la toxicité des substances appliquées. De ce fait, ces contaminants se retrouveront en moins grande quantité dans l'environnement, la santé publique ne s'en portant que mieux.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Benoit LEPAGE
Agent(e) technique en horticulture et arboriculture

Tél : 514-872-9790
Télécop. : 514 868-3293

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-01-11

José PIERRE
Chef de division parcs

Tél : 514 872-1462
Télécop. : 514 872-6135

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Guy CHARBONNEAU
Directeur
Tél : 514 872-0100

Approuvé le : 2017-01-11

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1166071005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture
Objet :	Prendre acte du dépôt du bilan au 31 décembre 2016 concernant l'utilisation des pesticides pour le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie et le transmettre au conseil municipal



Bilan_applic_pesticides_2016_VMARIE.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Benoit LEPAGE
Agent(e) technique en horticulture et arboriculture

Tél : 514-872-9790
Télécop. : 514 868-3293



Bilan annuel 2016

relatif à l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041) et de la lutte intégrée

Arrondissement de Ville-Marie

Montréal

Table des matières

Lexique **3**

Introduction **5**

Orientation et objectifs de l'arrondissement 5

Historique – résolutions du Conseil d'arrondissement **6**

Résolutions adoptées à ce jour par le conseil d'arrondissement relativement à l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041) 6

Ressources budgétaires et humaines **8**

Personnel dédié à l'application du règlement **9**

Activités de communication et de sensibilisation **10**

Gestion des demandes de citoyens **12**

Formation des employés **14**

Inspections sur les pesticides **16**

Demandes de permis temporaire d'utilisation de pesticides **17**

Autorisations spéciales d'utilisations de pesticides **18**

Évolution des demandes de permis **19**

Infractions et poursuites judiciaires **20**

Lutte intégrée **23**

Conclusion **28**

Annexe 1 : Principaux outils de communication sur les pesticides et le jardinage écologique **29**

Lexique

Autorisations spéciales
Pouvoir d'ordonnance d'un conseil d'arrondissement permettant de nommer une personne, qui, malgré les interdictions prévues au règlement, peut, en cas de situation exceptionnelle, permettre l'utilisation de pesticides dans tous les cas d'urgence et de danger pour la santé humaine, y compris dans les zones sensibles.

Biopesticide
(entomologie) Pesticide fabriqué à partir d'organismes vivants.
(Santé Canada) Micro-organismes trouvés à l'état naturel ou génétiquement modifiés (agents microbiens); phéromones; ainsi que les pesticides, à l'inclusion des composés biochimiques, qui ont été acceptés et homologués à titre de biopesticides par l'U.S. EPA.

Corporation
Au sens du Règlement, une personne morale, une société, une entreprise, etc. Elle est de droit public ou privé, avec ou sans but lucratif.

Espèce envahissante
Une espèce exotique dont l'introduction ou la propagation peuvent constituer une menace pour l'environnement, l'économie ou la société.

Infestation
(tout espace extérieur) Présence d'herbes nuisibles, insectes, moisissures ou autres agents nuisibles, qui, peu importe l'étendue, crée une menace à la sécurité, à la santé humaine, à la survie des arbres et arbustes ou à la vie animale.
(surfaces gazonnées et plate-bande) Présence d'insectes, moisissures ou autres agents nuisibles, à l'exception d'herbes nuisibles, sur plus de 50 % de l'espace délimité par une pelouse ou sur plus de 5 mètres carrés de l'espace délimité par une plate-bande.

Insecte ravageur
(zoologie) Insecte nuisible qui endommage gravement ou détruit une culture, une récolte ou un aménagement.

Lutte intégrée
Méthode décisionnelle qui a recours à toutes les techniques nécessaires pour réduire les populations d'organismes nuisibles de façon efficace et économique, tout en respectant l'environnement. Celle-ci consiste à combiner divers moyens d'interventions physiques, biologiques et chimiques en dernier recours. Elle est axée sur la prévention – que ce soit par le dépistage des organismes indésirables ou par des pratiques d'entretien favorisant la bonne santé des végétaux. Le succès de la lutte intégrée dépend donc d'une bonne connaissance de l'écosystème local et des facteurs à l'origine de la prolifération des organismes indésirables.

Néonicotinoïdes
Pesticides qui sont employés en tant qu'insecticides pour lutter contre différents types d'insectes. Ce sont des pesticides systémiques qui, une fois appliqués, se distribuent dans toutes les parties de la plante, rendant cette dernière toxique pour les insectes, notamment les abeilles. Toute utilisation de pesticides de la famille des néonicotinoïdes est dorénavant interdite à l'extérieur des bâtiments. Les pesticides du groupe des néonicotinoïdes qui sont actuellement homologués au Canada sont à base de cinq matières actives soit l'acétamipride, la clothianidine, l'imidaclopride, le thiaclopride et le thiaméthoxame.

Pesticides
Toute substance, matière ou micro-organisme destiné à contrôler, détruire, amoindrir, attirer ou repousser directement ou indirectement un organisme nuisible, nocif ou gênant pour l'être humain, la faune, la végétation, les récoltes ou les autres biens, ou destiné à servir de régulateur de croissance de la végétation, à l'exclusion d'un médicament ou d'un vaccin, au sens de la Loi sur les pesticides.

Zone sensible
Terrains particuliers où, à moins de certaines exceptions prévues par le Règlement, seuls les produits considérés comme des biopesticides, l'huile minérale, l'azadirachtine ainsi que les ingrédients actifs de l'annexe II du Code de gestion des pesticides. Ces zones comprennent des garderies, des écoles, des établissements de santé, des lieux de culte, des résidences pour personnes âgées, des aires de jeux et des terrains sportifs des parcs municipaux. Le conseil d'arrondissement, peut également par un pouvoir d'ordonnance, déterminer que certains parcs, cimetières et jardins communautaires soient considérés comme des zones sensibles. Pour l'ensemble de ces terrains, la zone sensible comprend une bande de 5 m de large au-delà de la limite de chacun de ces terrains.

Introduction

Au terme d'une importante démarche de concertation, et suite à l'adoption du Code de gestion des pesticides par le gouvernement du Québec en 2003, la Ville s'est dotée d'une réglementation sur l'utilisation des pesticides en 2004. Les objectifs de cette réglementation sont de réduire les utilisations de pesticides à Montréal et d'implanter des pratiques de gestion de lutte intégrée sur les terrains municipaux afin de contribuer à l'amélioration de la qualité du milieu de vie des citoyens.

La présence de pesticides dans l'environnement et l'exposition à ces produits, même à de faibles doses, peuvent avoir des effets sur la santé des personnes. Dans le contexte des changements climatiques, où l'usage des pesticides peut s'accentuer en raison de la présence plus importante d'insectes nuisibles et de nouvelles maladies, le développement de solutions de rechange aux pesticides selon une approche en lutte intégrée devient essentiel. De plus, les interventions municipales faites à l'aide de pesticides, en plus de respecter le Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041), doivent se faire dans le respect de la loi fédérale sur les produits antiparasitaires (LPA) ainsi que des règlements découlant de la loi sur les pesticides du Québec.

Le bilan annuel de l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides et de la lutte intégrée est une exigence réglementaire (04-041, a. 32; 04-041-2, a. 5) par laquelle le conseil d'arrondissement doit, avant le 31 mars de chaque année, déposer un rapport au conseil municipal faisant état de l'application du Règlement à l'égard de son territoire.

Orientation et objectifs de l'arrondissement

Chaque année, l'arrondissement de Ville-Marie oriente ses actions afin de diminuer l'utilisation de pesticides sur son territoire. Les contremaitres s'assurent que leurs équipes n'utilisent les pesticides que lorsque qu'une alternative biologique n'est pas possible. La sensibilisation au grand public vis-à-vis les bio-pesticides et la lutte intégrée comme alternative aux pesticides conventionnels est fait via les éco-quartiers. L'agent technique en horticulture voit quant à lui à mettre l'emphase sur la conformité aux lois et règlements par rapport aux usages de pesticides lorqu'il répond aux demandes d'utilisation de pesticides des entrepreneurs et du public.

Historique – résolutions du Conseil d'arrondissement

Résolutions adoptées à ce jour par le conseil d'arrondissement relativement à l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041)

Mise en contexte

L'historique regroupe toutes les décisions prises par le conseil d'arrondissement relativement à l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides. Les résolutions visent l'adoption du bilan annuel sur les pesticides ainsi que les pouvoirs d'ordonnance de l'arrondissement (article 27). Un conseil d'arrondissement peut, par l'adoption d'une ordonnance : déterminer certains espaces en tant que zone sensible; limiter ou retirer certaines exceptions prévues au Règlement; limiter l'application de ces exceptions; réduire la période de validité du permis; imposer des conditions d'application de pesticides plus sévères et autoriser une personne à agir de manière exceptionnelle en situation d'urgence.

No de la résolution	Date (JJ/MM/AAAA)	Objet de la décision	Note complémentaire
VILLE DE MONTRÉAL			
CM04 0316	2004-04-26	Adoption du règlement sur l'utilisation des pesticides	
CE04 0867	2004-05-05	Virement de crédits en vertu de l'adoption du règlement relatif à l'utilisation des pesticides	20 000 $ accordé à l'arrondissement pour l'application du Règlement et 3000 $ pour les besoins relatifs à la formation continue
CM06 0855	2006-12-11	Modifications au Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041-1)	Pouvoir d'ordonnance pour ajouter certaines zones sensibles sur le territoire
CM15 0686	2015-05-25	Modifications au Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041-2)	Ajout de l'azadirachtine parmi la liste des matières actives de pesticides ne nécessitant pas de permis temporaire d'utilisation de pesticides

No de la résolution	Date (JJ/MM/AAAA)	Objet de la décision	Note complémentaire
CM16 0144	2016-01-25	Modifications au Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041-3)	Interdiction complète des pesticides faisant partie de la famille des néonicotinoïdes sur le territoire
ARRONDISSEMENT			
		Choix	Aucune résolution spécifique à l'arrondissement de Ville-Marie n'a été adoptée en 2016.
		Choix	
		Choix	
		Choix	
		Choix	
		Choix	
		Choix	
		Choix	
		Choix	
		Choix	
		Choix	
		Choix	

Ressources budgétaires et humaines

Mode de fonctionnement

Les montants accordés au dossier des pesticides et de la lutte intégrée et les ressources humaines qui y sont affectées donnent un portrait global des efforts consacrés à l'application du Règlement et de la lutte intégrée sur le territoire. Les principales dépenses concernent la sensibilisation du public, la mise en œuvre de la réglementation par les arrondissements, la formation du personnel et la poursuite de la lutte intégrée sur les terrains municipaux. C'est la division des Parcs et de l'Horticulture de l'arrondissement qui est responsable de ce dossier.

Postes budgétaires	Montant ($) (estimé)	Détails/description
Communication et sensibilisation	1 500,00 $	Sensibilisation au grand public
Formation	1 500,00 $	Formation applicateur de pesticides
Lutte intégrée	2 000,00 $	Luttes intégrée diverses
Salaires (RH)	5 000,00 $	Ressources humaines dédiées à l'application de la règlementation sur les pesticides.
Budget global	10 000,00 $	

Personnel dédié à l’application du règlement

Titre d’emploi	Nombre de semaines de travail (estimé)	Description des tâches rattachées au mandat des pesticides et de la lutte intégrée
Agent technique	1	Application de la règlementation sur les pesticides.
Contremaître	1	Application de la règlementation sur les pesticides + lutte intégrée
Inspecteur (horticulture)	1	Application de la règlementation sur les pesticides.
Jardinier	3	Application de la règlementation sur les pesticides + lutte intégrée
Total	6	

Commentaires et recommandations

L'arrondissement Ville-Marie n'a pas de personnel dédié engagé spécialement pour l'application du règlement sur les pesticides. Les demandes de permis ont été traitées par l'inspecteur et l'agent technique en horticulture et arboriculture de l'arrondissement. Les montants et nombres de semaines ont été évalués approximativement à partir du temps dédié à l'application du règlement par les employés mentionnés.

Activités de communication et de sensibilisation

Mise en contexte

Expliquer dans quel cadre vos activités de communication et de sensibilisation sont en lien avec le dossier des pesticides.[1] Les activités de communication peuvent comprendre, à titre d'exemple, une conférence de presse, un article à l'intérieur d'un bulletin ou d'un journal d'arrondissement, une publicité, un message sur un babillard électronique, etc. Les activités de sensibilisation peuvent comprendre, à titre d'exemple, une conférence ou un atelier d'information, un kiosque lors d'une fête de quartier, etc. Veuillez préciser le nom de l'activité ainsi qu'une brève description, l'objectif de sensibilisation de cette activité et le nombre estimé de citoyens rejoints.

Activités réalisées en 2016

Activité et description	Objectif	Nombre de citoyens rejoints (estimation)
Dans les BAM et les éco-quartiers. Distribution du feuillet d'information sur le règlement 04-041 et de guides traitant du jardinage écologique.	Mise en évidence du règlement 04-041 et suggestion aux citoyens de pratiques horticoles écologiques	200

[1] La liste des outils de communication accessibles à tous les citoyens de Montréal est présentée à l'annexe I du bilan.

Commentaires et recommandations

Gestion des demandes de citoyens

Provenance des demandes

La majorité des demandes des citoyens en lien avec le dossier des pesticides et de la lutte intégrée provient du BAM (311). Ces demandes relèvent parfois du domaine privé mais la mojorité du temps, elles relèvent du domaine public.

Nature des demandes

Nature	Nombre Demandes domaine privé	Nombre Demandes domaine public	Type de demandes
Agrile du frêne	6	7	Règlementation et traitement contre l'agrile
Araignées		2	Extermination
Arbres et arbustes	2	25	Traitements des maladies apparentes aux arbres et arbustes
Faune		4	Extermination rat
Fourmis	2	4	Extermination
Guêpes	5	12	Extermination
Mauvaises herbes	2	3	Éradication des mauvaises herbes
Choix			
Choix			
Choix			

Commentaires et recommandations

Formation des employés

Mise en contexte

Description des formations suivies dans le but de rester à jour dans le dossier des pesticides et de la lutte intégrée. La formation peut prendre la forme, à titre d'exemple, d'un webinaire, d'un atelier, un cours à distance, une participation à un colloque, congrès qui comprend des conférences sur les pesticides ou la lutte intégrée, de tables de discussion, etc. Si l'activité de formation est organisée à l'interne (Ex. Service de l'environnement, Service des grands parcs, Espace pour la vie), vous devez simplement indiquer Ville de Montréal dans la case appropriée.

Titre de la formation	Formateur/Organisateur	Date	Nombre de participants
Tronc commun sur les pesticides	SOFAD	2016-01-07	3
Pesticides- Applications en horticulture ornementale	SOFAD	2016-01-09	3

Commentaires et recommandations

Inspections sur les pesticides

Structure administrative

Le citoyen doit compléter un formulaire de demande d'utilisation de pesticides et déposer sa demande à l'un des bureaux Accès Montréal de l'arrondissement. La demande est en suite transmise à l'agent technique en horticulture pour inspection et approbation. Si l'approbation est accordée, le citoyen doit venir chercher son permis au BAM et payer les frais qui s'y rattachent.

Dans la section Internet Montréal sans pesticide, le citoyen trouvera des renseignements concernant le jardinage écologique, les solutions de rechange aux pesticides ainsi qu'une Liste des produits autorisés (pesticides à faible impact) en tout temps par le règlement.

Inspections

Type d'inspections	Nombre d'effectué
Visites - demandes de permis temporaire	3
Choix	
Choix	
Choix	
Choix	

Commentaires et recommandations

Demandes de permis temporaire d'utilisation de pesticides

Permis octroyés ou refusés	Raison	Personne physique	Personne morale	Total
Permis octroyés	Usine de produits alimentaires ou pharmaceutiques		1	1
	Fourmis charpentières		1	1
	Infestation		1	1
	Sous-total		3	3
Permis refusés	Choix			
	Choix			
	Sous-total			

Commentaires et recommandations

Autorisations spéciales d’utilisations de pesticides

Cas d’urgence et de danger pour la santé humaine, notamment dans les zones sensibles.

Raison	Citoyens	Corporations	Total
Choix			
Choix			
Choix			

Commentaires et recommandations

Évolution des demandes de permis

Mise en contexte

Il est recommandé de suivre l'évolution des demandes de permis sur une période de 3 ans.

Évolution des demandes de permis de (3 ans)

Année	Permis octroyés	Permis refusés	Total
2014	1		1
2015	2		2
2016	3		3
Total	6		6

Commentaires et recommandations

Infractions et poursuites judiciaires

Mise en contexte

Lorsque l'arrondissement constate une infraction au Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041), diverses mesures peuvent être faites auprès d'un contrevenant, principalement sous la forme d'un constat d'infraction ou d'un avis écrit. Les infractions constatées concernent généralement le non-respect de l'article 3 du Règlement : en ayant utilisé ou appliqué, ou même en ayant toléré ou permis l'utilisation des pesticides à l'extérieur des bâtiments. Ces infractions peuvent également viser, de manière générale, les conditions d'applications de pesticides ou le non-respect des exigences spécifiées pour les exploitants de terrains de golf ou de terrains visant la production agricole ou horticole

Aucune cause en 2016 ainsi que dans les dernières années.

Les contrevenants s'exposent à des poursuites judiciaires si une utilisation de pesticides non conforme est effectuée à l'extérieur des bâtiments. Ces poursuites peuvent mener à des amendes allant de 100 $ à 4 000 $. Les condamnations et les amendes perçues chaque année incluent certaines infractions commises lors d'années antérieures et réglées durant l'année en cours. De même, elles excluent certaines infractions commises pendant l'année courante, mais non réglées pendant cette année.

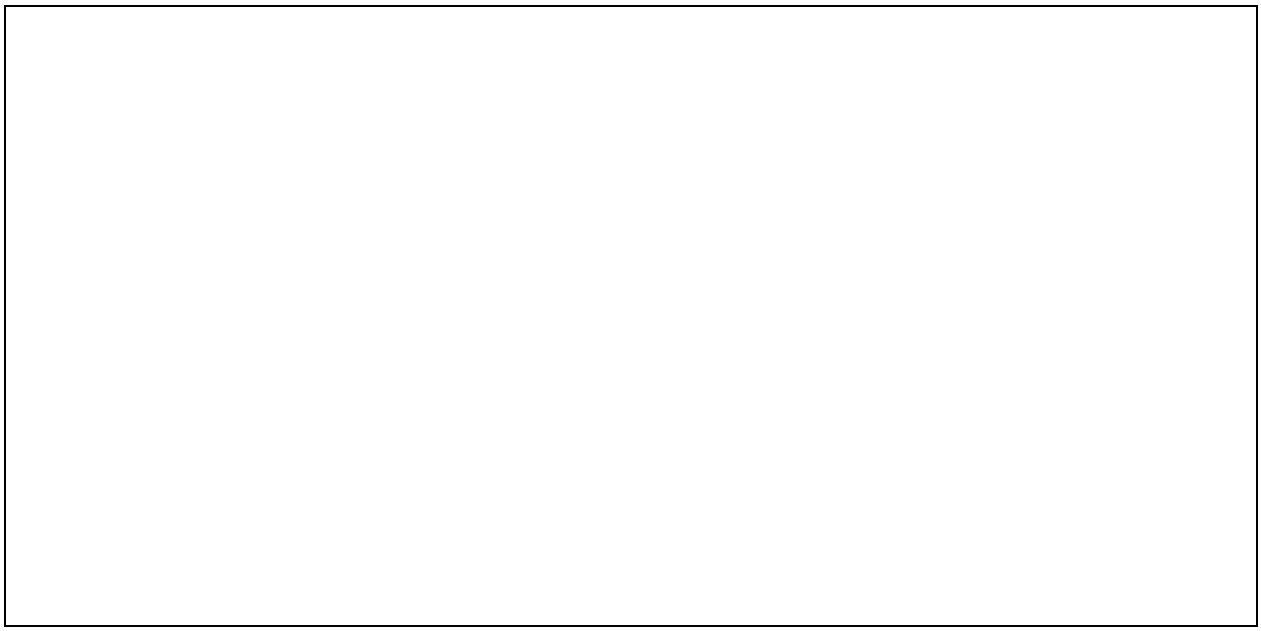
Suivi des infractions et poursuites judiciaires

Année	2016	2015	2014
Nombre d'avis écrits			
Nombre de constats d'infraction			
Nombre de constats non contestés et payés			
Nombre de chefs d'accusation déposés devant la cour municipale			
Nombre de contrevenants condamnés (infractions contestées et jugées)			
Amendes totales ($)			

Liste des personnes morales reconnues coupables en 2016

Nom et adresse du contrevenant	Infraction	Lieu de l'infraction	Date/Amende

Commentaires et recommandations



Lutte intégrée

Mise en contexte

Les principales actions en lutte intégrée qui ont été réalisées dans l'arrondissement sont en lien avec l'épidémie d'agrile du frêne. Le service des grands parcs ont caractérisé et inventorié les frênes pour ensuite faire des traitements par injection de TreeAzin. L'arrondissement s'est chargé de faire des abattages préventifs ainsi que d'abattre des frênes infestés.

Agrile du frêne

Action	Responsable	Période d'intervention (ex. : mai-juin)	Nombre d'interventions	Quantités/ Unités (si applicable)
Traitement injection Treeazin	SGPVMR	1 juin au 31 août	763	123 litres
Caractérisation et inventaire des frênes	SGPVMR			
Abattage arbres infestés	Arrondissement			
Abattage préventif de frênes	Arrondissement			
Traitement injection Treeazin	Propriétaires privés	1 juin au 31 août	91	15,05 litres

Rat

Action	Responsable	Période d'intervention (ex. : mai-juin)	Nombre d'interventions	Quantités/ Unités (si applicable)
Dératisation / rontendicide first strike / Cour le Royer	Entreprise privée mandatée par l'arrondissement	1 septembre au 30 octobre	1	2 kg
Dératisation / rontendicide first strike / Place Émilie-Gamelin	Entreprise privée mandatée par l'arrondissement	juin 2016	1	8 kg
Dératisation / rontendicide first strike /	Entreprise privée mandatée	juin 2016	3	950 grammes

Place J-P Riopelle	par l'arrondissement			

Guêpes

Action	Responsable	Période d'intervention (ex. : mai-juin)	Nombre d'interventions	Quantités/ Unités (si applicable)
Extermination / Pyréthrine	Entreprise privée mandatée par l'arrondissement	Août 2016	7	700 grammes

Nom du problème phytosanitaire

Action	Responsable	Période d'intervention (ex. : mai-juin)	Nombre d'interventions	Quantités/ Unités (si applicable)

Nom du problème phytosanitaire

Action	Responsable	Période d'intervention (ex. : mai-juin)	Nombre d'interventions	Quantités/ Unités (si applicable)

Nom du problème phytosanitaire

Action	Responsable	Période d'intervention (ex. : mai-juin)	Nombre d'interventions	Quantités/ Unités (si applicable)

Commentaires et recommandations

Conclusion

L'arrondissement étant fortement urbanisé et minéralisé, les espaces verts se font rares. Ceci explique fort probablement le fait qu'il y a moins de problèmes phytosanitaires, moins d'utilisations de pesticides et ainsi moins de demandes de permis pour l'utilisation de pesticides que dans d'autres arrondissements. Toutefois, l'arrondissement met la main à la pâtes pour la lutte contre l'agrile du frêne et doit aussi régler des problèmes de rats et de guêpes.

Annexe 1 : Principaux outils de communication sur les pesticides et le jardinage écologique

	Outil de sensibilisation	Descriptif
MONTRÉAL SANS PESTICIDES	ville.montreal.qc.ca/pesticides	Site de référence pour connaître la réglementation en vigueur ainsi que les produits autorisés ou interdits; l'adoption de bonnes pratiques de jardinage sans pesticides; la lutte intégrée et la lutte biologique en particulier.
	Guide Maison propre et Jardin vert	Guide d'entretien ménager et de jardinage écologique destiné au grand public.
	Montréal sans pesticides	Résumé du règlement sur l'utilisation des pesticides. Aide le citoyen à mieux comprendre le règlement qui a été adopté en avril 2004. - Retrait de l'exception visant le contrôle des araignées.
	Guide d'entretien écologique de la pelouse	Feuillet d'information nécessaire pour aider le citoyen à obtenir une belle pelouse sans l'aide de produits chimiques.
	Pesticides à faible impact	Dépliant portant spécifiquement sur la connaissance des pesticides à faible impact, sur les ingrédients actifs, les modes d'application et les mises en garde.
Banque d'info 311	- Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041) - Lutte biologique agrile - Puceron - Pucerons du tilleul - Psylle du micocoulier - Guêpes fouisseuses (de sable)	Fiches d'informations sur la réglementation en vigueur relativement aux pesticides, des projets en lutte intégrée menés par le Service de l'environnement (lutte biologique contre le puceron du tilleul, lutte biologique contre l'agrile du frêne) ainsi que des informations pratiques sur les problèmes causés par certains insectes (guêpes fouisseuses, puceron, psylle du micocoulier).

Arrondissement de Ville-Marie
Direction des travaux publics
Division des parcs et de l'horticulture

Auteur (s)
Benoît Lepage
Agent technique en horticulture et arboriculture

11 janvier 2017

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 07.03

2017/03/27
13:00

(1)

Dossier # : 1171114002

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Jardin Botanique , Division de la production horticulture et collections
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Recevoir et prendre connaissance du rapport faisant état de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) au Jardin botanique de Montréal pour l'année 2016.

Il est recommandé de:
Recevoir et prendre connaissance du rapport faisant état de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) au Jardin botanique pour l'année 2016.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2017-02-23 13:34

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1171114002**

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Jardin Botanique , Division de la production horticulture et collections
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Recevoir et prendre connaissance du rapport faisant état de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) au Jardin botanique de Montréal pour l'année 2016.

CONTENU

CONTEXTE

Le Conseil municipal de Montréal a adopté le 26 avril 2004 le règlement relatif à l'usage des pesticides (#04-041) qui bannit l'usage des pesticides à l'extérieur des bâtiments. Ce règlement s'applique aussi bien dans les espaces publics que sur les terrains privés. Une exception prévoit toutefois l'usage des pesticides aux fins de protection des végétaux des collections du Jardin botanique de Montréal. Le règlement (art. 22) stipule cependant qu'un bilan de l'utilisation des pesticides dans ces institutions doit être présenté au Conseil municipal tous les ans.
En lien avec sa mission, le service de l'Espace pour la vie, qui réunit le Jardin botanique, le Biodôme, l'Insectarium et le Planétarium Rio Tinto de Montréal, a adopté une politique interne visant à «préserver la diversité et la beauté des collections botaniques contre les atteintes des organismes nuisibles aux plantes, tout en protégeant l'environnement et la santé humaine par une utilisation rationnelle des pesticides». Ceci se traduit dans une démarche stratégique visant à favoriser la lutte intégrée (approche globale axée sur la prévention, le dépistage, un suivi rigoureux et une combinaison de mesures dans laquelle l'emploi de produits chimiques est limité à son strict minimum), la lutte biologique (méthode de lutte contre un ravageur au moyen de prédateurs naturels ou de parasitoïdes comme, par exemple, l'utilisation de coccinelles prédatrices contre le puceron) et la formation des employés.

Le Jardin botanique dépose ici son bilan d'utilisation des pesticides pour l'année 2016 dans ses jardins extérieurs.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM16 0384 (2016-04-22) Bilan annuel 2015 du Jardin botanique de Montréal faisant état de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) (#1161114001)
CM15 0242 (2015-03-26) Bilan annuel 2014 du Jardin botanique de Montréal faisant état de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) (#1151114001)
CM14 0203 (2014-03-27) Bilan annuel 2013 du Jardin botanique de Montréal faisant état de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) (#1141114001)
CM13 0173 (2013-03-22) Bilan annuel 2012 du Jardin botanique de Montréal faisant état de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) (#1131114001)

DESCRIPTION

La superficie du Jardin botanique est de 75 hectares. Ce musée à ciel ouvert abrite des collections horticoles prestigieuses. Bon an mal an, l'équipe du Jardin botanique doit faire face à environ 75 bio-agresseurs importants dans les jardins extérieurs. Elle doit également être en mesure d'intervenir contre le développement de certaines plantes vivaces indésirables envahissantes qui menacent l'intégrité des collections.
Globalement, 82% des pesticides utilisés au Jardin sont des insecticides / acaricides, 16% sont des fongicides et 2% sont des herbicides.

Depuis 2007, le Jardin botanique a réduit de 15% son utilisation d'insecticides/acaricides de synthèse, de 27% son utilisation de fongicides de synthèse et de 68% son utilisation d'herbicides de synthèse. En 2016, pour un total de 105,85 kg de matières actives d'insecticides utilisés: 1,14 kg était des insecticides de synthèse (chimique), le reste étant des bio-insecticides ou des produits alternatifs. Concernant les fongicides, pour un total de 21,04 kg de matières actives utilisées, 5,80 kg étaient des fongicides de synthèse (chimique) et 15,24 kg de matières actives, de biofongicides et de produits alternatifs. Pour les herbicides, un total de 123,6 kg de matières actives utilisées, 2,9 kg étaient des herbicides de synthèse (chimique).

Le Jardin botanique favorise, autant que possible, les solutions alternatives écologiques en terme de lutte contre les ravageurs. Ce domaine étant en constante évolution, plusieurs essais sont réalisés annuellement pour parfaire les connaissances et mettre au point des méthodes en lutte biologique et en lutte intégrée. Citons à titre d'exemple, la performance du programme de lutte intégrée dans la roseraie, l'introduction d'insectes auxiliaires à la Cour des sens et au Jardin japonais, l'utilisation de plantes compagnes dans les rosiers arbustifs pour le contrôle des mauvaises herbes et le contrôle manuel du scarabée japonais dans divers jardins.

Dans un contexte où l'intégrité des collections, dont la richesse est inestimable, doit être préservée, même s'il devient de plus en plus difficile de diminuer notre utilisation de pesticides déjà très restreinte, au même rythme qu'au cours des dernières années, nous continuons à mettre beaucoup d'efforts dans l'application de techniques respectueuses de l'environnement. Aussi, pour accroître encore notre performance à ce niveau, nous travaillons à développer davantage la lutte biologique en continuant nos recherches pour remplacer les produits les plus toxiques par des produits à faible impact et innover dans nos approches culturales. Ainsi, afin de ne plus utiliser de néonicotinoïdes dans les jardins extérieurs, tel que prescrit, nous avons dressé une liste des méthodes et des produits alternatifs et les utilisons depuis cette année (page 8 du rapport). Certaines de ces méthodes alternatives sont des produits biologiques (Ex. nématodes). Ils ont un degré d'efficacité moindre que les néonicotinoïdes, demandent plus de temps en main-d'oeuvre et doivent être jumelées à d'autres techniques (ex. dépistage, cueillette manuelle) pour obtenir des résultats avec un succès dont la garantie est moins élevée, mais nous considérons toutefois que les résultats obtenus en 2016 sont tout à fait acceptables.

JUSTIFICATION

Le contenu du présent rapport répond aux exigences du règlement (art. 22) qui fait référence à l'article 73 du Code de gestion des pesticides décrivant les éléments d'un tel rapport.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ne s'applique pas.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La stratégie d'utilisation des pesticides au Jardin botanique contribue aux orientations suivantes du Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010-2015:
- Adopter de bonnes pratiques de développement durable dans les industries, commerces et institutions.
- Adopter un système de gestion, une réglementation ou une politique qui permettent d'obtenir des certifications intégrant des notions de développement durable.
- Améliorer la protection de la biodiversité, des milieux naturels et des espaces verts: Diffuser l'information relative à la biodiversité afin de sensibiliser le public et l'inciter à agir pour sa préservation.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

En lien avec le Règlement sur l'utilisation des pesticides, la stratégie spécifique du Jardin botanique permet de réduire l'impact négatif sur l'environnement et la santé humaine, tout en permettant de préserver les prestigieuses collections de l'institution.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'enjeux de communication particuliers dans ce dossier.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Ne s'applique pas.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR** Le : 2017-02-09
Marie-Claude LIMOGES	René PRONOVOST

Chef de division de l'horticulture du Jardin botanique de Montréal

Tél : 514 872-1406
Télécop. : 514 872-1402

Directeur du Jardin botanique

Tél : 514 872-1452
Télécop. : 514 872-1455

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Charles-Mathieu BRUNELLE
Directeur
Tél : 514 872-1450
Approuvé le : 2017-02-23

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1171114002

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Jardin Botanique , Division de la production horticulture et collections
Objet :	Recevoir et prendre connaissance du rapport faisant état de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) au Jardin botanique de Montréal pour l'année 2016.

Bilan 2016



Rapport Bilan pesticides 2016.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Claude LIMOGES
Chef de division de l'horticulture du Jardin botanique de Montréal

Tél : 514 872-1406
Télécop. : 514 872-1402



RAPPORT SUR L'UTILISATION DES PESTICIDES

Dans les jardins extérieurs du Jardin botanique de Montréal

Espace pour la vie

Bilan 2016

espace pour la vie jardin botanique montréal

TABLE DES MATIÈRES

1. INTRODUCTION 3

2. POLITIQUE SUR L'UTILISATION DES PESTICIDES DE L'*ESPACE POUR LA VIE* 3

2.1 LA LUTTE INTÉGRÉE 4
2.2 LA LUTTE BIOLOGIQUE 4
TABLEAU 1 : LUTTE BIOLOGIQUE DANS LE JARDIN DE LA COUR DES SENS, SAISON 2016 5

3. BILAN DE L'UTILISATION DES PESTICIDES 2016 6

3.1 LES INSECTICIDES ET ACARICIDES DE SYNTHÈSES 7
TABLEAU 2 : QUANTITÉ DES INSECTICIDES ET ACARICIDES UTILISÉE ENTRE 2007 ET 2016 8
3.2 LES FONGICIDES 9
TABLEAU 3 : QUANTITÉ DES FONGICIDES UTILISÉE ENTRE 2007 ET 2016 9
3.3 LES HERBICIDES 10
TABLEAU 4 : QUANTITÉ DES HERBICIDES UTILISÉE ENTRE 2007 ET 2016 10
3.4 LES RODENTICIDES 11

4. FORMATION DES EMPLOYÉS 11

5. ORIENTATION DE L'*ESPACE POUR LA VIE* TOUCHANT L'UTILISATION DES PESTICIDES 12

6. CONCLUSION 12

ANNEXE I INVENTAIRE DES BIOAGRESSEURS DES JARDINS EXTÉRIEURS 2016 14
ANNEXE II A INSECTICIDES/ACARICIDES UTILISÉS ENTRE 2007 ET 2016 18
ANNEXE II B BIOINSECTICIDES ET PRODUITS ALTERNATIFS UTILISÉS ENTRE 2007 ET 2016 19
ANNEXE III A FONGICIDES UTILISÉS ENTRE 2007 ET 2016 20
ANNEXE III B BIOFONGICIDES ET PRODUITS ALTERNATIFS ENTRE 2007 ET 2016 21
ANNEXE IV HERBICIDES UTILISÉS ENTRE 2007 ET 2016 22
ANNEXE V POLITIQUE SUR L'UTILISATION DES PESTICIDES DE L'*ESPACE POUR LA VIE* DE MONTRÉAL 23

1. Introduction

La Ville de Montréal a adopté le 26 avril 2004 le règlement relatif à l'usage des pesticides (#04-041) qui bannit, à toutes fins pratiques, l'usage des pesticides à l'extérieur des bâtiments. Ce règlement s'applique aussi bien aux espaces publics qu'aux terrains privés. Une exception prévoit toutefois l'usage des pesticides aux fins de protection des végétaux qui composent les collections d'Espace pour la vie, particulièrement au Jardin botanique de Montréal. Notons, par contre, qu'aucune exception n'est permise dans ces institutions quant au traitement des pelouses contre les mauvaises herbes. Le règlement précise aussi qu'un bilan de l'utilisation des pesticides dans ces institutions doit être présenté annuellement au Conseil de Ville. En plus, comme il devient difficile de présenter un plan de réduction applicable à tous les trois ans compte tenu des faibles quantités de pesticide de synthèse utilisées, les responsables devront continuellement être à la recherche de nouveaux moyens afin de diminuer le plus possible l'utilisation de tous les produits confondus employés pour la phytoprotection des jardins extérieurs.

Selon ces exigences, le présent rapport présente la stratégie d'intervention phytosanitaire des jardins extérieurs du Jardin botanique de Montréal en lien avec la Politique sur l'utilisation des pesticides d'Espace pour la vie, dont, entre autres, le bilan concernant l'utilisation des pesticides dans les jardins extérieurs pour l'année 2016.

2. Politique sur l'utilisation des pesticides à *Espace pour la vie*

Depuis plusieurs années, l'impact des pesticides sur la santé humaine et l'environnement préoccupe les intervenants de nos institutions (Jardin botanique, Biodôme, Insectarium et Planétarium). Cette préoccupation s'est accrue par une sensibilisation plus grande des utilisateurs d'espaces verts publics ainsi que par l'entrée en vigueur d'un Code de gestion des pesticides du gouvernement du Québec en 2003. Au même moment, soit en mai 2003, la direction adoptait une Politique sur l'utilisation des pesticides qui avait comme objectif de soutenir la « *mission d'Espace pour la vie en préservant la diversité et la beauté de ses collections botaniques contre les atteintes des organismes nuisibles aux plantes, tout en protégeant l'environnement et la santé humaine par une utilisation rationnelle des produits antiparasitaires communément appelés pesticides* ». Cette Politique (Annexe V) a été révisée en 2011 pour actualiser nos interventions dans chaque institution muséale et elle a été adoptée par la direction du Jardin botanique le 1er juin 2011. Une démarche stratégique a été identifiée incluant les points suivants :

- L'application de la lutte intégrée
- La production de bilans annuels
- La recherche et l'expérimentation de nouveaux moyens de lutte alternative
- La formation des employés.



(Crédit photo Michel Tremblay)
Collection des pommetiers - Arboretum du Jardin botanique de Montréal

2.1 La lutte intégrée

Plusieurs stratégies ont été développées au cours des dernières années afin de réduire l'usage des pesticides de synthèse ou chimiques, tout en poursuivant les activités de protection des plantes. Après plusieurs années de maîtrise technique, le Jardin botanique de Montréal a pu adopter la lutte intégrée, applicable autant dans les serres d'exposition et de production que dans les jardins extérieurs.

La lutte intégrée est une approche stratégique de la phytoprotection qui vise la décroissance de la population d'un organisme nuisible (bioagresseur) au-dessous d'un certain seuil de tolérance, cela avec un minimum d'impact sur l'environnement et sur la santé humaine. Dans son sens le plus strict, cette méthode comprend les étapes suivantes :

1) Appliquer les diverses méthodes de prévention (choix de végétaux plus tolérants aux bioagresseurs et régie de culture appropriée);
2) Identifier les ennemis et les alliés;
3) Dépister et évaluer l'état de la situation;
4) Utiliser des seuils d'intervention;
5) Adapter l'écosystème;
6) Combiner les méthodes de luttes (physiques, biologiques, chimiques, etc.), les pratiquer au bon endroit et au bon moment;
7) Évaluer l'efficacité des actions (suivi) ainsi que les données recueillies et réévaluer la situation.

Le concept de la lutte intégrée existe depuis plus de 30 ans et il est appliqué au sein des jardins extérieurs du Jardin botanique depuis 1997. Pratiquée selon les « règles de l'art », la lutte intégrée contribue à réduire de façon significative, les quantités de pesticides utilisées et elle permet de sélectionner des produits moins toxiques pour la santé humaine et l'environnement. En effet, le processus décisionnel exige que l'emploi des pesticides de synthèse soit réservé en tout dernier recours, lorsque tous les autres moyens plus respectueux pour la santé des gens et de l'environnement ont été épuisés.

La mise en place de seuils d'interventions est une caractéristique importante de la lutte intégrée. Chez les producteurs agricoles, ces seuils sont, bien entendu, de nature économique et certaines pertes peuvent alors être tolérées. Cependant, dans une institution comme un Jardin botanique, ces seuils doivent permettre prioritairement la conservation de tous les végétaux des collections et leur assurer un aspect esthétique acceptable pour le visiteur. L'identification d'un seuil d'interventions est déterminée en fonction du degré d'infestation du bioagresseur et de l'état de santé de la plante. Cet exercice est réalisé pour chaque bioagresseur par le responsable en phytoprotection et l'horticulteur en charge du jardin.

La lutte intégrée rejoint donc parfaitement l'objectif de la Politique sur l'utilisation des pesticides d'*Espace pour la vie* qui est de réduire l'usage des pesticides les plus nocifs à la santé humaine et à l'environnement, tout en conservant l'intégrité physique et esthétique des végétaux. De plus, cet objectif concorde avec l'objectif de réduction contenu au règlement municipal.

2.2 La lutte biologique

La lutte biologique étant déjà en application au Biodôme et à l'Insectarium, les efforts de réduction de pesticides et d'application de méthodes culturales différentes se sont donc concentrés au Jardin botanique. Réduire l'utilisation des produits antiparasitaires dans les jardins extérieurs ne peut se faire sans évaluer l'impact que certains bioagresseurs peuvent avoir sur les collections présentées au public ou sur les plantes cultivées à des fins de conservation ou de recherche. Les missions d'éducation, de conservation et de recherche poursuivies par le Jardin botanique de Montréal exigent des végétaux en bonne condition. Par conséquent, certaines interventions antiparasitaires doivent être poursuivies.

L'utilisation d'agents de lutte biologique comme les prédateurs (insectes ou acariens qui se nourrissent des ravageurs) et des parasitoïdes (insectes qui utilisent les ravageurs pour se multiplier) constitue le principal moyen de lutte antiparasitaire au Biodôme, dans les serres de l'Insectarium et dans les serres d'exposition du Jardin botanique de Montréal.

Le jardin de la cour des sens fait l'objet depuis 2010 d'une lutte biologique par l'introduction d'auxiliaires indigènes spécifiques. En utilisant des plantes baromètres comme la garance, le fenouil et la viorne qui sont sensibles aux ravages des pucerons ; des introductions d'insectes et d'acariens indigènes bénéfiques furent réalisées afin de contrer le développement des bioagresseurs comme les pucerons et les acariens.



(Crédit photo Jardin botanique de Montréal (Annie Zielinski))
Cour des sens

Dans ce jardin, des coccinelles et des arachnides prédateurs d'acariens ont été introduits afin de contrer le développement des tétranyques de l'épinette et des tétranyques à deux points qui ravageaient plusieurs plantes comme la sauge et le cerfeuil. De plus, des guêpes parasitoïdes de pucerons, des chrysopes et des coccinelles indigènes prédatrices de pucerons ont été implantés afin de neutraliser le développement de deux types de pucerons soit le puceron noir de la fève et le puceron vert du pêcher, qui causaient des dommages sur les garances, les chardons, le fenouil et d'autres végétaux. Le tableau 1 résume nos observations dans ce jardin pendant la saison 2016.

Tableau 1 : Lutte biologique dans le jardin de la cour des sens, saison 2016

Localisation	Date	Bioagresseurs	Plante hôte	Interventions	Évaluation des résultats
Jardin Cour des sens	3 juin, 2016		fenouil, Perovskia, viornes		Pas de ravageurs
	9 juin 2016		garance,viornes		Pas de ravageurs
	17 juin, 2016	Pucerons	fenouil, Perovskia, viorne garance		Peu de pucerons
	17 juin, 2016	Acariens	Mantha, vigna		Peu d'acariens
	23 juin, 2016	Pucerons	Rubia, viorne, fenouil, perovskia	Présence de momie de pucerons et de larves de chrysope et d'aphidoletes	Début d'un contrôle naturel des pucerons par les auxiliaires introduits antérieurement
	23 juin, 2016	Acariens	Mantha, Txeedia	Présence de stéthorus punctillum	Début d'un contrôle naturel des acariens par Stéthorus
	13 juillet, 2016	Pucerons	Rubia, Stadys bozanbina, Perovski, viorne	Présence de momie de pucerons et de larves d'auxiliaires	Contrôle biologique des ravageurs sous le seuil d'une intervention
	13 juillet, 2016	Acariens	Mantha, picea, rubia	Présence de Stéthorus et de Amblyseius fallacis	Contrôle biologique des ravageurs sous le seuil d'une intervention
	25 juillet, 2016	Pucerons et acariens	Rubia, Stadys bozanbina, Perovski, viorne Mantha,	Présence de momie de pucerons et de larves d'auxiliaires	Contrôle biologique des ravageurs sous le seuil d'intervention
	19 août, 2016	Pucerons, acariens	Rubia, Stadys bozanbina, Perovski, viorne Mantha,	Présence de Stéthorus et de Amblyseius fallacis	Contrôle biologique des ravageurs sous le seuil d'intervention

En 2016, il n'y a eu aucune introduction d'agent de lutte biologique dans le jardin de la cour des sens car nos dépistages indiquaient que des larves de plusieurs auxiliaires indigènes bénéfiques que nous avions introduits dans les années antérieures étaient présentes dès le 23 juin. Par la suite, nos suivis ont confirmé que le contrôle biologique des ravageurs était satisfaisant puisque les dommages observés étaient négligeables donc sous le seuil d'une intervention. Les arthropodes indigènes alliés, introduits auparavant, se sont donc établis en permanence dans ce jardin. Après des années de recherche et d'expérimentations nos résultats nous permettent maintenant de confirmer qu'il devient possible de développer de la lutte biologique par l'introduction des arthropodes indigènes bénéfiques afin de maîtriser le développement des ravageurs comme les pucerons et les acariens dans nos jardins extérieurs.

Également, au cours de la saison 2016, des dépistages complémentaires ont été enregistrés dans le jardin japonais et dans le jardin des Premières-Nations. Dans ces jardins nous avons introduit, au cours des saisons 2009 à 2012, deux prédateurs indigènes d'acariens soit *Stethorus punctillun* et *Amblyseius fallacis*. Ces introductions avaient comme objectif de contrôler le développement de la tétranyque à deux points et de la tétranyque de l'épinette qui ravageaient les thuyas et les épinettes. Les résultats de nos inspections nous ont permis de constater que les dommages causés par les acariens ravageurs étaient sous le seuil d'une intervention phytosanitaire et que nos deux prédateurs étaient toujours présents.

.

D'autre part, le scarabée japonais, de plus en plus présent, constitue une menace importante. Dépisté en grand nombre dans la roseraie depuis 2010, nous arrivons à assurer un certain contrôle par la collecte manuelle des adultes et par leur capture grâce à l'utilisation de pièges à phéromones. Cette année, **35 570** insectes ont été ramassés manuellement dans les jardins extérieurs et **plus de 400 000** insectes ont été capturés dans les 50 pièges à phéromone répartis dans le Jardin botanique. De plus, afin de restreindre la prolifération de ce ravageur, des interventions à l'aide de nématodes bénéfiques ont été réalisées dans le but de contrer biologiquement le développement des larves de ce bioagresseur dans les plates-bandes du jardin des nouveautés, dans le gazon de la roseraie et le gazondu jardin du ruisseau fleuri.

3. Bilan de l'utilisation des pesticides 2016

Annuellement la phytoprotection des jardins extérieurs doit faire face à environ soixante-quinze bioagresseurs différents tels que définis à l'annexe I. Elle doit aussi être en mesure d'intervenir contre le développement de certaines plantes vivaces indésirables et envahissantes qui menacent l'intégrité de nos collections. En 2016, 82 % des pesticides utilisés étaient des insecticides/acaricides, 16 % des fongicides et finalement 2 % étaient des herbicides. L'utilisation judicieuse et en dernier recours de pesticides s'avère parfois nécessaire afin de répondre à nos objectifs de conservation des collections sans affecter la santé humaine et l'environnement. Depuis près d'une vingtaine d'années, grâce à des efforts soutenus, des produits biologiques et alternatifs ont graduellement remplacé les produits de synthèse. En définitive pour 2016, l'huile insecticide au stade dormant, le Trounce, le savon insecticide Safers, le End-all et les bio-insecticides Dipel et Treeazin sont les principaux produits alternatifs utilisés dans les jardins extérieurs, tels qu'indiqués dans l'annexe II-B. Ces produits à faible impact sont utilisés à plus de 99 % de tous les insecticides et acaricides employés pour la phytoprotection des jardins extérieurs. D'autre part, le bicarbonate de potassium, le sulfate de cuivre, la chaux hydratée et le Rhapsody (annexe III-B) sont les fongicides alternatifs que nous utilisons à plus de 75 % pour contrer le développement des pathogènes fongiques. Enfin, le vinaigre 12%, le Fiesta et le Top gun (annexe IV) sont les herbicides alternatifs que nous utilisons à plus de 98% de tous les herbicides employés dans les jardins extérieurs.

Dans ce bilan, les produits phytosanitaires sont regroupés en trois catégories : les insecticides et acaricides, les fongicides et les herbicides. L'utilisation des pesticides de synthèse ou chimique dans les jardins extérieurs du Jardin botanique a diminué substantiellement depuis 2007 comme le démontre les sections 3.1, 3.2 et 3.3.

3.1 Les insecticides et acaricides de synthèse

De 2007 à 2016, une diminution de près de 15% de l'utilisation des insecticides et des acaricides de synthèse a été enregistré au tableau 2. Ce résultat est attribuable à l'abandon de l'usage des néonicotinoïdes Admire et Intercep (annexe II-A) puisqu'en décembre 2015 la Ville de Montréal adopta un règlement interdisant l'utilisation des néonicotinoïdes à l'extérieur des bâtiments sur tout le territoire de la Ville. Par ailleurs, notre objectif de remplacer l'usage des insecticides et des acaricides de synthèse par des produits alternatifs peut parfois varier, compte tenu de la présence ou de l'absence de certains bioagresseurs. Ainsi, la présence en grand nombre des pucerons et des chrysomèles de la viorne dans la collection de viorne au cours de la saison 2016 a entraîné une augmentation de l'usage de l'insecticide Orthène 75 SP puisque c'est le seul insecticide systémique homologué dans les viornes pour lutter contre le puceron en application foliaire. De plus, l'Orthène 75 SP fut employé au cours de l'automne 2016 afin de remplacer l'usage des néonicotinoïdes pour traiter préventivement nos végétaux qui doivent être entreposés dans nos espaces de serre pendant l'hiver. Ces multiples usages ont fait varier à la hausse la quantité utilisée en 2016 de l'Orthène 75 SP (annexe II-A).

D'autre part, la diminution entre 2007 et 2016 de l'usage des bio-insecticides et des produits alternatifs de près de 13 % notée dans le tableau 2 est imputable à l'utilisation du Rhapsody. En effet, l'usage en fin de saison 2016 de ce bio-fongicide homologué dans les rosiers pour contrer le développement de la tache noire a fait diminuer l'emploi du savon insecticide. En résumé, le savon insecticide Safer's est homologué dans les plantes ligneuses ornementales en champ pour lutter contre le développement des pucerons et des acariens. Ce produit est utilisé dans la roseraie en mélange avec un fertilisant soit le bicarbonate de potassium pour lutter contre certains ravageurs. De plus, le caractère alcalin du mélange savon insecticide et du bicarbonate de potassium réduit de façon très significative le développement des pathogènes du rosier à l'exemple de la tache noire. Par conséquent l'usage du Rhapsody dans la roseraie en 2016 a fait varier à la baisse l'usage des insecticides alternatifs.

Tout compte fait, en se référant au graphique 1 il est intéressant de constater que les quantités d'insecticides et d'acaricides de synthèse utilisées entre 2007 et 2016 demeurent très limitées. Nous sommes donc forcés de reconnaître qu'il sera de plus en plus difficile dans le futur de réduire l'emploi des insecticides et des acaricides de synthèse compte tenu que certains bioagresseurs comme la cyllène du robinier exigent l'usage de ces pesticides.

Par ailleurs, le Jardin botanique a mis en place un programme d'interventions pour contrer l'agrile du frêne. Il y a sur le site du Jardin botanique environ 725 frênes. Suite à un exercice de priorisation, nous avons ciblé quelque 300 frênes que nous voulons conserver en raison de leur valeur historique, leur valeur de collection ou leur rôle structurant dans l'aménagement de certains jardins.
Ainsi, entre 2012 et 2014, environ 150 frênes ont été traités chaque année avec le Treeazin puisque le traitement requis était aux deux ans. Toutefois, suite à des directives modifiées en 2015 par Bioforest soit de traiter nos frênes à chaque année avec le Treeazin, en 2015 nous avons traité quelques 230 frênes sur le site du Jardin botanique.

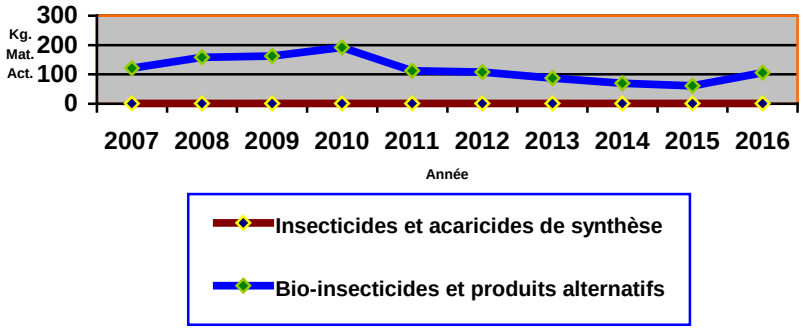
En 2016, suite à une nouvelle directive de Bioforest soit de traiter nos frênes deux années consécutives sur trois années, nous avons traité quelques 92 frênes étant donné que la majorité des frênes que nous désirons conserver avait déjà subi des interventions avec le Treeazin en 2014 et 2015. Cependant, nous sommes forcés de signaler que plusieurs arbres traités avec le Treeazin en 2014 et 2015 possèdent des signes importants de dépérissement. Mentionnons qu'en 2014, nous avons dû abattre 9 frênes, 1 frêne en 2015 et une trentaine de frênes en 2016.

Tableau 2 : Quantité d'insecticides et acaricides utilisés entre 2007 et 2016

Type d'insecticides et d'acaricides	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	% de réduction
Insecticides et acaricides de synthèse (kg de matière active)	1,34	1,09	1,52	1,46	1,04	1,00	0,69	1,38	1,42	1,14	14,93%
Bio-insecticides et produits alternatifs (kg de matière active)	121,42	158,04	162,92	191,79	112,58	108,29	87,37	69,68	60,55	105,85	12,82%
Quantité totale de matière active (kg)	**122,76**	**159,13**	**164,44**	**193,25**	**113,62**	**109,29**	**88,06**	**71,06**	**61,97**	**106,99**	12,85%

Graphique 1

Évolution de l'usage des insecticides et acaricides entre 2007 et 2016



De plus, depuis juin 2015 la Ville de Montréal nous demande de ne plus utiliser les néonicotinoïdes. Cette classe d'insecticide serait très toxique pour les insectes pollinisateurs. Nous présentons donc, dans ce bilan, un tableau qui dresse la liste des substituts aux néonicotinoïdes utilisés pour la phytoprotection des jardins extérieurs.

Néonicotinoïdes utilisés en phytoprotection des jardins extérieurs au cours des saisons 2014-2015

Néonicotinoïde	Utilisation	Substituts	Lutte biologique
ADMIRE 240	Chrysomèle du concombre, pucerons, altises, cicadelles, scarabée japonais	Orthène, Pyganic EC End-all, Thiodan Surround, Success	Possibilité d'utiliser des nématodes piégeage
INTERCEPT 60 WP	Pucerons, aleurodes, Cécidomyie du chou-fleur	Cygon, Success, Trounce, Savon, Enstar	Auxiliaires piégeage
TRISTAR 70 WSP	Aleurodes, pucerons, cicadelles, mineuse	Orthène, Savon insecticide, Sevin,	Auxiliaires piégeage
MERIT SOLUPAK 75%	Scarabée japonais gazon	Sevin, Acelepryn	Utilisation des nématodes

Finalement, tel qu'il apparait dans l'annexe II-A, depuis 2010, les insecticides et les acaricides de synthèse de classe 2 (niveau de toxicité élevé) ont été presqu'entièrement éliminés et ne sont utilisés dans les jardins extérieurs qu'en quantité négligeable.

3.2 Les fongicides

L'utilisation des fongicides de synthèse a diminué de plus de 27% entre la saison 2007 et celle de 2016 (tableau 3). Cette réduction est attribuable en grande partie à l'abandon de l'usage du Quintozène et du Truban en 2015. Ces fongicides chimiques étaient utilisés pour contrer le développement des pathogènes qui ravageaient les bulbes de tulipes dans les plates-bandes des jardins d'accueil. Comme déjà mentionné, plus de 75% des produits fongiques que nous utilisons pour la phytoprotection des jardins extérieurs (Annexe III-B) sont des produits alternatifs aux fongicides de synthèse. Plus précisément, près de 85% des fongicides de synthèse employés en 2016 étaient de l'Arbotec 20 S (annexe III-A). Ce fongicide chimique étant utilisé annuellement pour lutter contre la maladie hollandaise de l'orme.

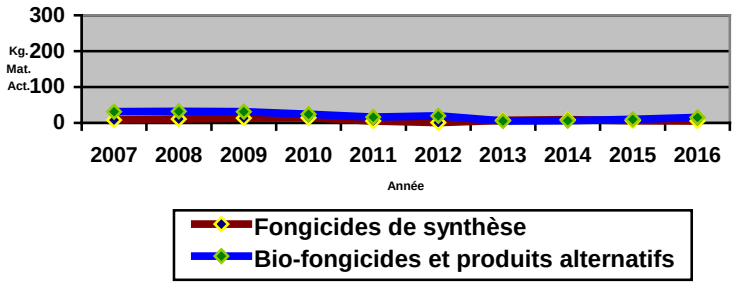
D'autre part, la réduction de l'usage des biofongicides et des produits fongiques alternatifs, de plus de 51% entre 2007 et 2016, s'explique par la diminution des quantités de bicarbonate de potassium employées dans la roseraie. En effet, du mois d'août à la fin de la saison le bio-fongicide Rhapsody, homologué pour lutter contre la tache noire dans les rosiers, a remplacé l'usage du mélange savon insecticide Safer's et bicarbonate de potassium, ce qui a fait varier à la baisse la quantité de bicarbonate de potassium utilisée en 2016. Dans les faits, en 2014 et 2015, nous avons utilisé exclusivement le Rhapsody pour lutter contre la tache noire dans la roseraie. Nos résultats nous ont confirmé que le Rhapsody n'était pas suffisamment efficace en début de saison pour contrer le développement de ce pathogène. En 2016, nous avons donc repris l'usage du mélange savon Safer's et bicarbonate de potassium du mois de mai au mois d'août pour terminer la saison avec le Rhapsody. Également, la réduction de l'usage des biofongicides et des produits fongiques alternatifs est attribuable à la diminution de l'emploi du Milstop qui est homologué pour la répression de l'oïdium dans la vigne dans les cucurbitacées et d'autres plantes ornementales. Au cours de la saison 2016, il y a eu peu de dommage qui fut dépisté concernant ces pathogènes d'où la faible utilisation du Milstop (annexe III-B) .

Tableau 3 : Quantité de fongicides utilisée entre 2007 et 2016

Type de fongicides	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	% de réduction
Fongicides de synthèse (kg de matière active)	7,96	11,08	13,79	**13,89**	**5,74**	**0,53**	**7,10**	**8,72**	**5,98**	**5,80**	**27,13 %**
Biofongicides et produits alternatifs (kg de matière active)	31,48	32,32	30,89	**24,48**	**16,32**	**19,82**	**5,43**	**6,57**	**9,65**	**15,24**	**51,58**
Quantité totale de matière active (kg)	**39,44**	**43,40**	**44,68**	**38,37**	**22,06**	**20,35**	**12,53**	**15,29**	**15,63**	**21,04**	**46.65%**

Graphique 2

Évolution de l'usage des fongicides entre 2007 et 2016



3.3 Les herbicides

Entre 2007 et 2016, nos résultats indiquent une baisse de l'usage des herbicides de synthèse de plus de 68% tel qu'indiqué dans le tableau 4. Cette réduction est la conséquence directe de l'usage du vinaigre 12% comme désherbant non sélectif dans les jardins extérieurs. Plus de 93% des produits utilisés pour contrer le développement des plantes indésirables dans les jardins extérieurs sont du vinaigre à une concentration de 12% d'acide acétique. Par conséquent, il y a peu de Glyphos (herbicide de synthèse) qui a été employé pendant la saison 2016 tel que détaillée dans l'annexe IV.

Concernant l'augmentation, de plus de 175% de l'emploi des produits herbicides alternatifs entre 2007 et 2016, elle est imputable pareillement à l'utilisation du vinaigre 12% comme produit désherbant non sélectif et aussi à l'usage du Fiesta sur nos gazons (Annexe IV). Ce dernier produit alternatif, sélectif est homologué pour lutter contre le développement des adventices à feuilles larges dans les gazons. À base de chélate de fer, le Fiesta s'avère très efficace pour contrôler les plantes indésirables vivaces à feuilles larges comme le pissenlit sur nos gazons. Au cours de la saison 2016, nous avons utilisé ce pesticide alternatif sur les gazons du jardin du ruisseau fleuri et du jardin japonais. Comme indiqué au tableau 4, l'emploi de ces deux produits alternatifs a fait varier à la hausse la quantité totale de matière active des produits alternatifs utilisée en 2016.

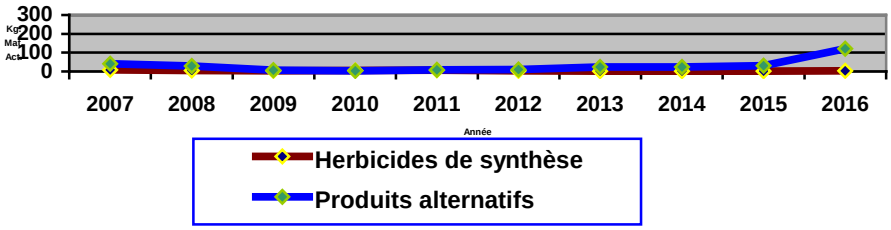
Tableau 4 :

Quantité d'herbicides utilisée entre 2007 et 2016

Type d'herbicides	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	% de réduction ou % d'augmentation
Herbicides de synthèse (kg de matière active)	**9,14**	**5,36**	**3,98**	**4,27**	**6,93**	**2,56**	**1,88**	**1,37**	**1,57**	**2,90**	**68,27%**
Produits alternatifs (kg de matière active)	**41,51**	**29,46**	**7,20**	**4,03**	**8,32**	**11,07**	**24,35**	**24,20**	**31,15**	**120,70**	**+ 175,58%**
Quantité totale de matière active (kg)	**50,65**	**34,82**	**11,18**	**8,30**	**15,25**	**13,63**	**26,23**	**25,57**	**32,72**	**123,6**	**+ 144,02%**

Graphique 3

Évolution de l'usage des herbicides entre 2007 et 2016



Il est important de mentionner qu'en dernier recours le Glyphos est utilisé pour contrôler certaines plantes vivaces indésirables dans les collections. Ce produit est toujours utilisé de façon très ciblée, appliqué au pinceau ou au pulvérisateur à dos de type solo.

Enfin, l'utilisation des plantes compagnes dans la roseraie réduit de façon importante la prolifération des plantes indésirables, ce qui évite les interventions manuelles et l'emploi de tous types de produit herbicide.



(Crédit photo Jardin botanique de Montréal (Claude Lafond))
Emploi des plantes compagnes dans la roseraie

3.4 Les rodenticides

Afin de protéger nos collections de végétaux pendant l'hiver contre les dommages causés par les petits rongeurs, le Jardin botanique de Montréal utilise parcimonieusement des rodenticides. Ces produits visent à contrôler en particulier le campagnol des champs (mulot) qui peut causer des dégâts importants aux végétaux pendant la saison hivernale.

Les rodenticides, sous forme de sachets de 25 grammes (Hombre), sont répartis principalement dans les couches d'entreposage de jeunes plantes en multiplication. Nous avons également recours à un répulsif sous forme liquide soit le Skoot, qui sont appliqués sur les plantes préférées par les rongeurs comme la collection de fusain de l'Arboretum et ceux du jardin japonais. Nous utilisons le Skoot également pour la protection des *Malus* du jardin japonais.

Les quantités de matière active des rodenticides et des répulsifs utilisées sont minimes, ce qui explique pourquoi elles ne sont pas indiquées sous forme de tableaux comme les autres produits. En 2016, nous avons diminué d'environ 95% l'utilisation de rodenticides et de 85% de l'usage des répulsifs. Ceci, dans le but d'abaisser au minimum les possibilités d'intoxication des animaux bénéfiques (renards, éperviers de Cooper) par l'ingestion de rodenticide ou par l'alimentation d'animaux contaminés par ces produits. De toute évidence, cette faune urbaine réalise un certain contrôle naturel des rongeurs dans les jardins extérieurs.

En 2017, il sera vraisemblablement possible d'utiliser des rodenticides à base de cellulose de maïs. Ce type de produit perturbe le système digestif des rongeurs et cause leur déshydratation. De plus, il n'y a aucun risque d'empoisonnement secondaire chez les animaux non ciblés ou les humains

4. Formation des employés

Parfois, certains de nos employés reçoivent une formation pour le renouvellement de leur certificat provincial d'utilisateur de pesticides. De plus, lorsqu'il y a des besoins spécifiques, l'horticulteur spécialisé responsable de la phytoprotection et de la lutte intégrée des jardins extérieurs demeure disponible pour développer de la formation.

5. Orientation d'Espace pour la vie de Montréal touchant l'utilisation des pesticides

Faisant suite aux résultats précédents, les défis d'*Espace pour la vie* de Montréal seront pour les années à venir :

- de poursuivre notre travail en lien avec la politique d'utilisation des pesticides;
- de continuer l'application de la lutte intégrée telle qu'initiée en 1997 dans les jardins extérieurs;
- de poursuivre nos recherches et nos expérimentations concernant les produits alternatifs;
- de réduire l'utilisation des pesticides de synthèse en utilisant des produits à faible impact;
- de perfectionner nos interventions de dépistage et de suivi afin de limiter l'utilisation des pesticides;
- de revoir dans certains cas le seuil de tolérance des bioagresseurs sur certaines plantes;
- d'exploiter davantage les bio-pesticides et les produits alternatifs. La mise en marché de nouveaux produits est prometteuse et nous devons poursuivre nos expériences;
- de proposer annuellement une formation adaptée concernant l'utilisation des pesticides aux employés d'Espace pour la vie.

6. Conclusion

De par sa mission, le Jardin botanique de Montréal - Espace pour la vie voit à la conservation de diverses collections uniques et exceptionnelles. À certaines occasions, l'utilisation de pesticides s'avère nécessaire pour contrôler, selon un seuil d'interventions préalablement défini, le bioagresseur identifié. Le bilan 2016 trace un portrait réaliste concernant les quantités de pesticides utilisées tout en démontrant la volonté de réduire au maximum l'utilisation de ces produits. Force est de constater que le pourcentage de réduction des pesticides de synthèse est fort appréciable depuis plusieurs années et que l'utilisation de ce type de produit demeure restreint.

Ce domaine étant en constante évolution, plusieurs recherches et essais seront réalisés annuellement pour parfaire nos connaissances et mettre au point nos méthodes de lutte biologique et de lutte intégrée. Des solutions alternatives et de nouveaux produits existent et nous les favorisons autant que possible. Citons, à titre d'exemple, le programme de lutte intégrée de la roseraie, l'introduction d'insectes auxiliaires indigènes à la cour des sens et au jardin japonais pour combattre les arthropodes ravageurs, l'utilisation de plantes compagnes dans les rosiers arbustifs pour le contrôle des mauvaises herbes et le contrôle manuel du scarabée japonais dans plusieurs jardins extérieurs.

De plus, nous constatons que la réduction des pesticides ne pourra être aussi importante dans les années à venir, car le portrait de la phytoprotection dans les jardins extérieurs préconise une utilisation minimale de pesticides de synthèse pour la conservation de nos collections. Les perspectives d'avenir consisteront donc à développer la lutte biologique malgré ses contraintes, à remplacer les produits de niveaux de toxicité 2 et 3 par des produits à faible impact et à innover dans nos investigations et nos approches culturales.

ANNEXES

Annexe I
Inventaire des bioagresseurs des jardins extérieurs 2016

Inventaire des bioagresseurs des jardins extérieurs 2016					
Localisation	**Chronologie des interventions**	**Ravageur**	**Plantes Hôtes**	**Moyens de lutte**	**Produits utilisés**
Arboretum	Mai à juillet	Agrile du bouleau *Agrilus anxius*	*Betula*	Lutte intégrée	Taille
Jardin botanique	Mai à septembre	Agrile du frêne	*Fraxinus Quercus*	Lutte chimique	Treeazin
Arboretum	Mai à juillet	Altise de la vigne *Altica chalibea*	Piment, Radis, Vigne	Lutte chimique	Sevin, end-all
Jardin botanique	Mai-juin	Anthracnose	Fraxinus Quercus	Lutte chimique	Daconil
Tous les jardins	Avril à juillet	Brûlure bact.des rosacées *Erwinia amylovora*	Rosacée (*Malus, Crataegus*)	Lutte chimique	Taille, cuivre
Tous les jardins	Avril à août	Brûlure phomopsienne	*Juniperus*	Lutte chimique	Taille, Mancozèbe, cuivre
Jardin pl. économiques	Mai à juillet	Carpocarpse	*Malus*	Biologique	Phéromone
Jardin pl. économiques	Juillet	Cécidomyie chou	Crucifères	Lutte chimique	Matador
Roseraie	Juillet, août	Cécidomyie rosier *Dasineura Rhodphaga*	*Rosa*	Biologique, chimique	Nématodes, Success
Jardin sous-bois	Juin à juillet	Cercopes	Vég. divers	Lutte intégrée	Assail
Jardin botanique	Mai-juin	Chancre cystosporéen	*Picea*	Lutte chimique	Cuivre
Jardin Leslie-Hancock	Mai à juillet	Charançon noir de la vigne	*Azalea*	Biologique	Pièges au sol
Jardin botanique	Mai-juin	Chenilles à tente	Fusain	Biologique	B.T.
Tous les jardins	Mai-juin	Chrysomèle de la viorne	*Viburnum*	Lutte chimique, régie de culture	End-all, Orthène, Taille
Arboretum	Juin-juillet	Chrysomèle versicolore du saule	*Salix*	Lutte chimique	Orthène
Jardin pl. économiques	Juin à août	Chrysomèle rayé du concombre	Concombre	Lutte chimique	Sevin, End-all
Jardin pl. économiques	Mai à juillet	Cicadelle	Crucifères	Lutte chimique	Sevin, End-all
Arboretum	Mai-juin	Cochenille de l'aubépine	*Crateagus*	Biologique	Huile de dormance, Jet d'eau
Tous les jardins	Mai-juin, de août à octobre	Cochenille à aiguille du pin	*Pinus*	Lutte chimique	Orthène, End-all , Lagon

Inventaire des bioagresseurs des jardins extérieurs 2016					
Localisation	**Chronologie des interventions**	**Ravageur**	**Plantes Hôtes**	**Moyens de lutte**	**Produits utilisés**
Jardin vivaces, japonais, fruticetum, chinois	Mai à septembre	cochenille du magnolia	*Magnolia*	Lutte intégrée	Savon, Huile
Arboretum	Juin à septembre	Cochenille floconneuse	*Crataegus*	Lutte chimique	Sevin, End-all
Jardin botanique	Mai	Cochenille virgule	*Cotoneaster*	Biologique	Huile de dormance, jet d'eau
Jardin ruisseau fleuri	Mai à juillet	Cryocère du lys	Lys	Lutte chimique	Malathion, End-all
Jardin pl. économiques, Jardin coin du Qc	Mai à juillet	Défoliateur houblon	Houblon	Lutte chimique	Orthène
Jardin botanique	Mai-juin	Diprion du pin	*Pinus*	Lutte chimique	Malathion, End-all
Tous les jardins	Juin à septembre	Guêpes	Sol végétaux	Lutte intégrée	Pounce, Jet d'eau
Jardin pl. économiques	Mai à août	Hoplocampe de la pomme	*Malus*	Lutte intégrée	Piège, Spinosad
Jardin botanique	Mai à septembre	Lécanie de fletcher	*Taxus*	Lutte intégrée	Huile, Malathion
Jardin japonais, fruticetum	Mai-juin	Lieuse de l'hydrangée	*Hydrangea*	Lutte intégrée	Manuel
Jardin botanique	Mai-juin	Livrée d'amérique *Malacosoma americanum*	Arbres	Lutte intégrée	B.T.
Jardin botanique	Mai à août	Maladie hollandaise de l'orme	*Ulmus*	Lutte chimique	Arbotec 20 S
Fruticetum	Septembre	Mégacyllène du robinier	*Robinia*	Lutte chimique	Lorsban
Jardin pl. économiques	Mai à août	Mildiou de la vigne	Vigne	Lutte intégrée	Serenade, Sovran
Jardin pl. économiques	Juin à août	Mildiou de la pomme de terre	Tomate	Lutte intégrée	Cuivre
Fruticetum, Jardin divers	Mai à juillet	Mineuse du bouleau	*Betula*	Lutte intégrée	Tolérance
Jardin botanique	Mai-juin	Mineuse du thuya	*Thuja*	Lutte chimique	Orthène, Malathion
Jardin pl. économiques, Roseraie	Juin à septembre	Mite à deux points	Vég. Divers	Biologique, régie de culture, chimique	Eau, Huile, End-all, Insecticide
Jardin japonais, annuelles, Fruticetum, Roseraie	Mai à juillet	Mite de l'épinette	*Picea, Rosa, Thuja* et autres	Biologique, régie de culture, chimique	Huile de dormance, Jet d'eau

Inventaire des bioagresseurs des jardins extérieurs 2016					
Localisation	**Chronologie des interventions**	**Ravageur**	**Plantes Hôtes**	**Moyens de lutte**	**Produits utilisés**
Jardin Leslie-Hancock	Juin à août	Mouche blanche des rhododendrons	Rhododendron	Lutte chimique	Assail, Orthène
Jardin pl. économiques	Juin-juillet	Mouche du chou	Chou	Lutte chimique	Lorsban
Jardin pl. économiques	Juillet, août	Mouche de la carotte	Carotte	Lutte chimique	Diazinon
Jardin pl. économiques	Juin à août	Mouche de la pomme	*Malus*	Lutte intégrée	Piège
Jardin pl. économiques	Juin, juillet	Mouche de l'oignon	Oignon	Lutte chimique	Lorsban
Jardin botanique	Mai-juin	Nodule noir	*Prunus*	Lutte intégrée	Taille
Jardin pl. économiques	Juin à octobre	Oïdium sur cucurbitacée	Cucurbitacée	Biologique, régie de culture, chimique	Bicarbonate, Fongicides
Roseraie, Jardin pl. économiques, Jardin de Ville	Juin à septembre	Oïdium sur rosier	*Rosa*	Lutte chimique et lutte intégrée	Bicarbonate de potassium, Nova
Jardin ruisseau fleuri, chinois, japonais	Mai	Perceur de l'iris	Iris	Biologique, chimique	Nématodes, Success, Lagon
Arboretum	Mai-juin	Petit perceur du pêcher	*Prunus*	Lutte intégrée	Phéromone
Arboretum	Mai-juin	Porte-case mélèse	*Larix*	Lutte chimique	Malathion, End-all
Fruticetum, annuelles	Avril-mai	Psylle du miccocoulier	*Celtis*	Lutte intégrée	End-all
Tous les jardins	Mai à septembre	Puceron vert du pêcher	Vég. divers	Biologique, chimique	Eau, Huile, End-all, Insecticide
Arboretum	Juillet à septembre	Puceron lanigère alnus	*Alnus*	Lutte intégrée	Savon
Arboretum	Mai à juillet	Puceron lanigère mélèze	*Larix*	Lutte intégrée	Assail
Multiplication	Mai-juin	Puceron lanigère pommier	*Malus*	Lutte intégrée	Assail
Jardin pl. économiques	Mai à juillet	Punaise terne	*Malus*	Lutte intégrée	Piège, Spinosad
Annuelles	Septembre-octobre	Rhizoctonia	Maladie du sol	Biologique	*Trichoderma* har.
Jardin pl. économiques, Roseraie	Mai à septembre	Rouille du rosier	*Rosa*	Lutte chimique	Fongicide
Arboretum	Mai à septembre	Rouille du genevrier	*Crateagus, Amelanchier*	Lutte chimique	Fongicide

Inventaire des bioagresseurs des jardins extérieurs 2016					
Localisation	**Chronologie des interventions**	**Ravageur**	**Plantes Hôtes**	**Moyens de lutte**	**Produits utilisés**
Insectarium, Roseraie	Mi-mai à septembre	Scarabé japonais	*Rosa*	Biologique	Phéromone et nématodes
arb. et jardins	Mai-,juin, octobre	Scolyte de l'orme	*Ulmus*	Lutte chimique	Lorsban
Arboretum	Mai à août	Sésie du lilas	*Syringa*	Biologique	Piège phéromone
Tous les jardins	Mai à juillet	Squeletteuse	*Viburnum*	Lutte chimique	End-all, Orthène
Jardin pl. économiques	Juin à août	Tache alternarienne des cucurbitacées	Cucurbitacée	Lutte intégrée	Cuivre
Jardin pl. économiques	Juin à août	Tache alternarienne de la tomate	Tomate	Lutte intégrée	Kocide
Jardin pl. économiques	Juin à septembre	Tache angulaire des cucurbitacées	Cucurbitacée	Lutte intégrée	Cuivre
Jardin pl. économiques	Juin à août	Tache septorienne des cucurbitacées	Cucurbitacée	Lutte intégrée	Cuivre
Roseraie - Jardin des nouveautés, pl. économiques	Mai à septembre	Tache Noire	*Rosa*	Lutte chimique	Bicarbonate et savon, fongicide
Tous les jardins	Mai-juin	Tavelure	*Malus*	Lutte chimique	Fongicides homologués
Jardin Leslie-Hancock	Mai	Tenthrède du rhododendron	*Azalea*	Lutte chimique	Orthène
Roseraie, Jardin pl. économiques	Mai-juin	Tenthrède limace des rosiers	*Rosa*	Lutte intégrée	Savon
Jardin des vivaces	Juillet-octobre	Thrips	*Dahlia*	Lutte intégrée	Taille, Spinosad
Arboretum	Juillet à septembre	Tigre du platane	*Platanus*	Lutte intégrée	Tolérance, Orthène
Jardin pl. économiques	Mai à juillet	Tordeuse à bande oblique	*Malus*	Attracticide, chimique	Phéromone
Roseraie	Mai à juillet	Tumeur du collet	*Rosa*	Lutte intégrée	Dygall
Tous les jardins	Avril à septembre	Mauvaises herbes	Sol, plates-bandes	Lutte chimique	Roundup, Topgun vinaigre
Tous les jardins	Novembre à avril	Rongeurs	Protection	Lutte chimique	Rorendicide
				INVENTORIÉ PAR	**RÉGENT HARVEY**

ANNEXE II – A

Insecticides/acaricides utilisés entre 2007 et 2016													
Insecticides et acaricides de synthèse (Kg de matière active)				**2007**	**2008**	**2009**	**2010**	**2011**	**2012**	**2013**	**2014**	**2015**	**2016**
Produits	**Matière active**	**Numéro d'homologation**	**Niveau de toxicité**										
Diazinon 500 EC	Diazinon 50%	24418	2	0,00	0,00	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Lagon 480	Diméthoate	16037	2	0,33	0,15	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Lorsban 50 W	Chlorpyrifos	20944	2	0,00	0,00	**0,04**	**0,02**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Matador	Lambda-cyalotine 12%	24984	2	0,00	0,06	**0,09**	**0,02**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Pirliss 50 DF	Pirimicarbe	22793	2	0,00	0,00	**0,02**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Sevin XLR plus	Carbaryl	19531	2	0,07	0,16	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Thiodan 4EC	Endosulfan 4 %	15747	2	0,01	0,00	**0,00**	**0,00**	**0,03**	**0,23**	**0,10**	**0,23**	**0,21**	**0,26**
Forbid 240 SC	spiromesifen	28590	3	0,00	0,00	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,01**
Admire 190 EC	Imidacloprid 19%	24094	3	0,22	0,10	**0,17**	**0,16**	**0,23**	**0,15**	**0,20**	**0,22**	**0,02**	**0,00**
Avid 1,9% EC	Abamectine	24484	3	0,02	0,01	**0,01**	**0,01**	**0,02**	**0,01**	**0,02**	**0,02**	**0,00**	**0,00**
Intercep 60 WP	Iidaclopride	27357	3	0,00	0,00	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,24**	**0,00**	**0,00**	**0,45**	**0,00**
Malathion 25 WP	Malathion	14656	3	0,06	0,05	**0,09**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Malathion 50 EC	Malathion	4709	3	0,10	0,00	**0,00**	**0,19**	**0,05**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Merit 75 WP	Imidaclopride 75 WP	25932	3	0,00	0,04	**0,04**	**0,36**	**0,11**	**0,17**	**0,37**	**0,66**	**0,00**	**0,00**
Orthène 75 sp	Acéphate	14225	3	0,53	0,52	**1,06**	**0,70**	**0,56**	**0,20**	**0,00**	**0,25**	**0,74**	**0,81**
Kontos	spirotétramat	29567	3	0,00	0,00	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,06**
Quantité totale en kg				**1,34**	**1,09**	**1,52**	**1,46**	**1,04**	**1,00**	**0,69**	**1,38**	**1,42**	**1,14**

Note : 0,00 correspond à une quantité négligeable
- correspond à une quantité nulle

ANNEXE II-B

Bioinsecticides et produits alternatifs utilisés entre 2007 et 2016													
Bioinsecticides et produits alternatifs (Kg de matière active)				**2007**	**2008**	**2009**	**2010**	**2011**	**2012**	**2013**	**2014**	**2015**	**2016**
Produits	**Matière active**	**Numéro d'homol o-gation**	**Niveau de toxicité**										
Assail 70 WP	Acetamipryde 70.35 %	27128	3	0,17	0,90	**0,40**	**0,69**	**0,06**	**0,11**	**0,15**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Botaniguard	Beauvaria	29321	3	0,00	0,00	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,18**	**0,10**	**0,22**	**0,00**	**0,00**
End-all	Savon et pyrhétrine	26587	3	0,28	0,02	**0,08**	**0,05**	**0,01**	**0,04**	**0,07**	**0,02**	**0,03**	**0,00**
End-all	Sel de potassium d'acide gras 20%	26587	3	2,87	2,09	**7,34**	**4,95**	**1,07**	**4,01**	**6,98**	**1,84**	**3,41**	**0,20**
Entrust 80 W	Spinosad 80 %	27825	3	0,00	0,00	**0,01**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,03**
Huile insecticide	Huile minérale 98,9%	28124	3	13,85	35,41	**28,17**	**39,07**	**34,56**	**21,62**	**37,71**	**48,12**	**47,70**	**31,58**
Success 480 SC	Spinosad 48%	26835	3	0,19	0,06	**0,08**	**0,05**	**0,03**	**0,07**	**0,22**	**0,07**	**0,05**	**0,00**
Tristard 70 wsp	Acatamipryde 70%	27127	3	0,00	0,00	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,01**	**0,17**	**0,13**	**0,02**	**0,00**
Trounce	Pyrétrine 0,2%	24363	3	0,18	0,03	**0,04**	**0,02**	**0,46**	**0,20**	**0,03**	**0,08**	**0,01**	**0,13**
Trounce	Sel de potassiun d'acide gras 20%	24363	3	1,75	2,50	**4,35**	**2,45**	**4,60**	**2,04**	**2,73**	**7,70**	**0,80**	**12,78**
Treeazin	Azadirachtine 5%	28929	3	0,00	0,00	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1,30**	**1,00**	**1,98**	**2,70**	**1,34**
Dipel WP	Bacillus Thuringiensis	26508	4	0,36	0,20	**0,19**	**0,03**	**0,16**	**0,06**	**0,05**	**0,04**	**0,58**	**1,18**
Savon insecticide Safer's	Sel de potassium d'acide gras 50,5%	14469	4	101,21	104,41	**107,76**	**119,18**	**67,82**	**71,25**	**32,21**	**4,73**	**4,37**	**58,61**
Surround	Kaolin 95%	61842-18	4	0,00	12,32	**11,92**	**24,70**	**3,20**	**6,65**	**5,18**	**4,75**	**0,00**	**0,00**
Vectobac 600 L	Bacillus thuringiensis	19455	4	0,00	0,00	**2,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Virosoft	Virus	26533	4	0,56	0,10	**0,58**	**0,60**	**0,61**	**0,75**	**0,77**	**0,66**	**0,88**	**0,00**
Quantité totale en Kg				**121,42**	**158,04**	**162,92**	**191,79**	**112,58**	**108,29**	**87,37**	**69,68**	**60,55**	**105,85**

Note : 0,00 correspond à une quantité négligeable

ANNEXE III-A

Fongicides utilisés entre 2007 et 2016 (Kg de matière active)				2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Produits	**Matières actives**	**Numéro d'homologation**	**Niveau de toxicité**										
Bouillie soufrée	Polysulfure de calcium 22%	16465	2	1,79	0,04	0,18	0,11	0,17	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
Daconil 2787	Chlorothalonil	15724	2	0,00	0,00	0,06	0,00	0,03	0,00	0,00	0,00	0,80	**0,05**
Alamo	Propiconazole	25798	3	0,00	0,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
Alliette	Fosetyl Al 80%	27557	3	0,05	0,06	0,23	0,55	0,24	0,00	0,49	0,20	0,00	**0,66**
Arbotect 20S	Thiobendazole 20%	16694	3	0,00	0,00	2,47	2,28	1,40	0,00	4,00	5,24	4,81	**4,83**
Acrobat 50 WP	Diméthomorphe	27700	3	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,02**
Funginex 190 EC	Triforine	14701	3	0,01	0,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
Maestro 75 DF	Captane	23350	3	0,00	0,11	0,00	0,01	2,10	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,01**
Nova 40 WP	Myclobutanil	22399	3	0,10	0,15	0,10	0,10	0,13	0,28	0,28	0,17	0,28	**0,15**
Quintozène 75WP	PCNB	11425	3	4,95	9,18	9,16	9,36	0,00	0,00	1,71	2,40	0,00	**0,00**
Rovral 50 WP	Iprodione	15213	3	0,07	0,08	0,12	0,24	0,17	0,15	0,11	0,13	0,07	**0,08**
Truban 30 WP	Etridiazol	11460	3	0,54	1,03	0,99	1,01	1,11	0,00	0,46	0,48	0,00	**0,00**
Benlate 50 WP	Benomyl	11062	4	0,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
Manzate 200 DF	Mancozeb	21057	4	0,34	0,16	0,17	0,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
Senator 70 WP	Thiophanate-méthyl	25343	4	0,07	0,17	0,26	0,11	0,35	0,00	0,00	0,07	0,00	**0,00**
Sovran	Krésomym méthyl	262578	4	0,03	0,04	0,05	0,04	0,04	0,03	0,05	0,03	0,02	**0,00**
Quantité totale en kg				**7,96**	**11,08**	**13,79**	**13,89**	**5,74**	**0,53**	**7,10**	**8,72**	**5,98**	**5,80**

ANNEXE III-B

Biofongicides et produits alternatifs (Kg de matière active)				2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Produits	**Matières actives**	**Numéro d'homolo-gation**	**Niveau de toxicité**										
Chaux hydratée	Chaux hydratée	1365-62-0	3	1,77	1,80	1,78	**1,82**	**1,78**	**1,85**	**1,83**	**1,40**	1,78	**1,77**
Kocide 101	Cuivre métallique 50%	14417	3	0,07	0,05	0,15	**0,11**	**0,08**	**0,14**	**0,14**	**0,02**	0,00	**0,00**
Sulfate de cuivre	Cuivre 25,2%	960048 B	3	0,60	0,52	0,60	**0,38**	**0,60**	**0,40**	**0,62**	**0,46**	0,56	**0,60**
Sulfate de cuivre	Cuivre 12,5%	960048 B	3	0,28	0,25	0,29	**0,18**	**0,29**	**0,20**	**0,31**	**0,00**	0,00	**0,00**
Bicarbonate de potassium	Bicarbonate de potassium 47%	090223	4	23,37	27,14	27,26	**21,46**	**10,84**	**15,72**	**0,00**	**0,01**	0,00	**10,95**
Milstop	Bicarbonate de potassium 85%	28095	4	5,30	2,15	0,11	**0,12**	**1,59**	**0,50**	**0,18**	**0,88**	2,22	**0,83**
Cuivre pm	Oxychlorure de cuivre	19146	4	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,79**	2,70	**0,47**
Rhapsody	Bacillus subtillis 1,34%	28627	4	0,00	0,00	0,00	**0,10**	**1,14**	**1,01**	**2,25**	**3,01**	2,39	**0,62**
Serenade MAX tm	Bacillus subtillis sec 14,6%	28549	4	0,09	0,11	0,70	**0,33**	**0,00**	**0,00**	**0,10**	**0,00**	0,00	**0,00**
Quantité totale en kg				**31,48**	**32,32**	**30,89**	**24,48**	**16,32**	**19,82**	**5,43**	**6,57**	**9,65**	**15,24**

ANNEXE IV

Herbicides de synthèse (Kg de matière active)				2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Produits	**Matières actives**	**Numéro d'homologation**	**Niveau de toxicité**										
Amytrol T	Amytrole	25684	3	0,22	0,12	0,20	0,17	0,00	0,05	0,00	0,00	0,14	0,00
Casoron 4 G	Dichlobenyl	12533	3	2,16	1,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Glyfos	Glyphosate 36%	24359	3	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,81	0,21	1,38	2,90
Roundup	Glyphosate 35,6%	13644	3	6,76	3,28	3,78	4,10	6,93	2,51	1,07	1,16	0,05	0,00
Quantité totale en kg				**9,14**	**5,36**	**3,98**	**4,27**	**6,93**	**2,56**	**1,88**	**1,37**	**1,57**	**2,90**
Produits alternatifs (Kg de matière active)													
Fiesta	Chélate de fer 4,43%			0,00	0,00	0,00	0,67	0,16	0,50	0,47	0,44	0,55	1,31
Top Gun	Acide gras	22245	4	4,90	4,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3,36
Écoclear	Acide acétique	25528	4	36,61	6,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,83
Vinaigre 12%	Acide acétique		4	0,00	18,00	7,20	3,36	8,16	7,92	23,88	23,76	30,60	115,20
Quantité totale en kg				**41,51**	**29,46**	**7,20**	**4,03**	**8,32**	**8,42**	**24,35**	**24,20**	**31,15**	**120,70**

ANNEXE V

Politique sur l'utilisation des pesticides

D'*Espace pour la vie* de Montréal



Roseraie du Jardin botanique de Montréal – Programme de lutte intégrée reconnu internationalement
(Crédit photo : Rock Rollin)

Jardin botanique de Montréal
Juin 2011

Comité de rédaction

André Benoit, contremaître des collections vivantes – végétaux - jardins extérieurs
Conrad Bertrand, contremaître des collections vivantes - végétaux- serres
Marie-Michèle Bouchard, horticultrice en phytoprotection - serres
Régent Harvey, horticulteur en phytoprotection - jardins extérieurs
Stéphane Labelle, agent de conservation des collections végétales et phytoprotection
Sylvie Perron, chef de section - jardins extérieurs
Marc St-Arnaud, botaniste - phytopathologie

Table des matières

1. Date d'entrée en vigueur 1

2. Préambule..…….. 1

3. Objectif de la politique 2

4. Énoncé de la politique. 2

5. Champ d'application 2

6. Définitions 2

7. Application 2

   7.1 Application de la lutte intégrée 3

   7.2 Bilan et plan de réduction de l'utilisation des pesticides 3

   7.3 Expérimentation de nouveaux moyens de lutte alternative……. 4

   7.4 Formation des employés 4

8. Révision 4

9. Références 5

Annexe A - Glossaire 6

Annexe B- Bilan d'utilisation des pesticides 8

1. Date d'entrée en vigueur

Le 1er juin 2011

2. Préambule

Depuis plus d'une décennie, l'usage des pesticides en milieu urbain préoccupe beaucoup les citoyens. Les municipalités et les gouvernements ont donc mis en place des règlements restreignant considérablement leur utilisation. Dès 2003, les Muséums nature de Montréal (maintenant *Espace pour la vie*), un complexe muséal dédié à la nature regroupant le Jardin botanique, l'Insectarium, le Biodôme et le Planétarium, ont adopté une première politique sur l'utilisation des pesticides. Un an plus tard, la Ville de Montréal a mis en vigueur son Règlement sur l'utilisation des pesticides (règlement 04-041). En 2010, *Espace pour la vie* s'est doté d'une Charte d'engagement en développement durable. Ces changements administratifs ainsi que l'atteinte de réductions importantes dans l'utilisation des pesticides rendent nécessaire la mise à jour de la politique instaurée en 2003

Restreindre l'utilisation des pesticides les plus toxiques dans *Espace pour la vie* ne peut se faire sans évaluer à la fois l'impact sur les végétaux qui y sont cultivés et le message que désire promouvoir ces institutions. En effet, leur mission de diffusion, d'éducation, de conservation et de recherche afin d'accompagner l'humain pour mieux vivre la nature nécessite non seulement des végétaux en bonne condition, mais également l'adoption d'une stratégie phytosanitaire respectueuse de l'environnement.

Le contrôle des ravageurs et des agents pathogènes dans ces institutions n'est pas facile, car le regroupement de végétaux en collections ou sur des aires de production favorise leur prolifération. De plus, la grande diversité des plantes qui y sont cultivées génère par le fait même des problèmes phytosanitaires très diversifiés. Depuis de nombreuses années, plusieurs démarches afin de réduire l'usage des pesticides de synthèse les plus toxiques ont été développées avec succès au Biodôme et au Jardin botanique.

La Politique sur l'utilisation des pesticides prescrit l'application de moyens pour consolider les acquis et assurer le développement de nouvelles approches phytosanitaires à la fois respectueuses de l'environnement et de la santé humaine tout en étant garantes de végétaux de qualité. Elle permet d'accroître la transparence et la connaissance des programmes de phytoprotection auprès des travailleurs, des élus municipaux et du public, d'améliorer la participation des employés à ces programmes et de mieux contrôler certains organismes nuisibles d'importance. Elle permet également de satisfaire aux exigences prévues au règlement relatif à l'utilisation des pesticides que la Ville de Montréal a mis en vigueur en 2004.

3. Objectif de la politique

Soutenir la mission d'*Espace pour la vie* en préservant la diversité et la qualité de ses collections végétales contre les atteintes des organismes nuisibles aux plantes tout en protégeant l'environnement et la santé humaine par une utilisation rationnelle des produits antiparasitaires (pesticides).

4. Énoncé de la politique

Minimiser l'utilisation des pesticides les plus nocifs à l'environnement et à la santé humaine d'*Espace pour la vie* en privilégiant tous les moyens alternatifs de contrôle des organismes nuisibles aux plantes, tout en conservant l'intégrité physique et esthétique de nos collections.

5. Champ d'application

La présente politique s'applique aux quatre établissements muséaux composant *Espace pour la vie*, soit le Jardin botanique, l'Insectarium, le Biodôme et le Planétarium.

6. Définitions

Voir l'annexe A

7. Application

Au fil des années, chaque institution a développé ses propres approches de phytoprotection compte tenu des contraintes particulières à chacune d'elles. Bien qu'il soit illusoire de vouloir uniformiser les technicités de la protection des plantes à tous ces endroits, la démarche stratégique doit inclure les points suivants :

1- L'application de la lutte intégrée

2- La production de bilans et d'un plan de réduction de l'utilisation des pesticides

3- L'expérimentation de nouveaux moyens de lutte alternative

4- La formation des employés

7.1 Application de la lutte intégrée

La lutte intégrée est une approche stratégique de phytoprotection qui vise l'abaissement de la population d'un organisme nuisible au-dessous d'un certain seuil de tolérance, cela avec un minimum d'impact sur l'environnement et la santé humaine. Dans son sens le plus strict, cette méthode comprend les étapes suivantes :

1) Prioriser les moyens de prévention

2) Identifier alliés et ennemis

3) Dépister et évaluer l'état de la situation

4) Utiliser des seuils d'intervention

5) Adapter l'écosystème

6) Combiner les méthodes de lutte (physique, biologique, chimique, etc.), en privilégiant les approches les moins nocives pour l'environnement et la santé humaine.

7) Évaluer l'efficacité des actions ainsi que les données recueillies et réévaluer la situation

Lorsqu'elle est pratiquée selon les «règles de l'art», la lutte intégrée contribue à réduire de façon significative les quantités de pesticides utilisées et la toxicité des produits sélectionnés. En effet, le processus décisionnel exige que l'emploi des pesticides les plus toxiques soit réservé en tout dernier recours, lorsque tous les autres moyens plus respectueux de l'environnement ont été épuisés. L'utilisation d'agents de lutte biologique accroît considérablement la performance de la lutte intégrée là où l'environnement le permet.

La mise en place de seuils d'intervention est une caractéristique de la lutte intégrée. Chez les producteurs agricoles, ces seuils sont bien entendu de nature économique et certaines pertes peuvent alors être tolérées. Toutefois, dans une institution muséale comme la nôtre, ces seuils doivent permettre la conservation de tous les végétaux de collection et leur assurer un aspect esthétique acceptable pour les visiteurs.

La lutte intégrée rejoint donc parfaitement l'objectif de la présente politique qui est de minimiser l'usage des pesticides les plus nocifs à l'environnement et à la santé humaine tout en conservant l'intégrité physique et esthétique des végétaux.

7.2 Bilan et plan de réduction de l'utilisation des pesticides

7.2.1 Avant le 31 janvier de chaque année, chaque responsable de la protection des plantes déposera au niveau de son institution un bilan de l'utilisation des pesticides au cours de l'année écoulée (Annexe B).

7.2.2 Une copie du bilan des pesticides appliqués dans les aires extérieures du Jardin botanique et de l'Insectarium devra être déposée au Conseil de ville avant le 28 février de chaque année (Règlement sur l'utilisation des pesticides, article 23).

7.2.3 Avec 2005 comme année de référence, un plan de réduction de l'utilisation des pesticides dans les aires extérieures du Jardin botanique et de l'Insectarium devra être déposé au Conseil de ville à tous les trois ans (Règlement sur l'utilisation des pesticides, article 22).

7.3 Expérimentation de nouveaux moyens de lutte alternative

Minimiser l'usage des pesticides les plus toxiques nécessite l'expérimentation de nouveaux moyens de lutte plus respectueux de l'environnement. Le milieu de la recherche ainsi que l'industrie livrent sans cesse de nouvelles informations ou de nouveaux produits qui ne demandent qu'à être mis à profit pour améliorer la performance des moyens de contrôle.

Les responsables de la phytoprotection d'*Espace pour la vie* s'engagent à exploiter toutes ces nouveautés afin d'expérimenter des stratégies phytosanitaires offrant un meilleur contrôle des ravageurs tout en minimisant l'impact sur l'environnement et la santé humaine.

7.4 Formation des employés

L'efficacité de la lutte intégrée repose en premier lieu sur la capacité de tous les intervenants, jardiniers et horticulteurs, à reconnaître rapidement les problèmes phytosanitaires ainsi que les conditions environnementales et culturales prédisposant à leur apparition. Éviter qu'un problème ne survienne ou encore intervenir avant qu'il ne soit trop répandu sont des facteurs clés pour la réussite d'un programme de lutte intégrée.

L'expertise au sein d'*Espace pour la vie* est déjà disponible et des séances de formation seront initiées au besoin.

8. Révision

La présente politique sera révisée en 2018.

9. Références

Ressources imprimées

- Gouvernement du Québec, 1995. Loi sur les pesticides, L.R.Q., chapitre P-9.3. Éditeur officiel du Québec. 33 p.
- Limoges, M-C. et M. Fecteau, 2002. Document d'orientation sur les politiques de lutte intégrée au Jardin botanique de Montréal. IQDHO. 90 p.
- Samuel, O., L. St-Laurent, P. Dumas, E. Langlois et G. Gingras, 2002. Pesticides en milieu serricole, Caractéristique de l'exposition des travailleurs et évaluation des délais de réentrée. IRSST. 79 p.
- Ville de Montréal, Direction des institutions scientifiques (Muséums), 2002. Plan stratégique de développement (rapport final). Le Groupe DBSF. 206 p.
- Ville de Montréal, Muséums nature de Montréal, 2010. Charte d'engagement en développement durable des Muséums nature de Montréal, 1p.

Ressources en ligne
Tous les sites mentionnés ont été consultés une dernière fois le 20 avril 2011.

- **Gouvernement du Canada, 2006. Loi sur les produits antiparasitaires, 60 p. http://laws-lois.justice.gc.ca/PDF/P-9.01.pdf**
- Gouvernement du Québec, 2003, Code de gestion des pesticides. Loi sur les pesticides, (L.R.Q., c. P-9.3, a. 101, 104, 105, 105.1, 106, 107 et 109) http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=3&file=/P_9_3/P9_3R0_01.HTM
- **Pennsylvania Integrated Pest Management Program, 2005. Greenhouse IPM Manual with an Emphasis on Biocontrols, 108 p.** http://extension.psu.edu/ipm/resources/pestproblemsolver/manuals/greenhousemanual/greenhousepdf/at_download/file
- Pennsylvania State University et Pennsylvania Department of Agriculture, 2003. Pest Management Standards for PA. http://paipm.cas.psu.edu/EQIP.html
- SAgE pesticides. http://www.sagepesticides.qc.ca/
- Santé Canada. Pesticides et lutte antiparasitaire http://www.hc-sc.gc.ca/cps-spc/pest/index-fra.php
- Ville de Montréal, Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041,modifié par 04-041-1).12p. http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/url/page/enviro_fr/rep_pesticides/rep_reglementation/coll_reglementation

ANNEXE A

Glossaire

Agent de lutte biologique :
Auxiliaire, antagoniste, compétiteur ou autre entité biologique capable de se reproduire, utilisé dans la lutte contre les organismes nuisibles.

Agent antiparasitaire microbien (déf. ARLA) :
Micro-organisme (bactérie, algue, champignon, protozoaire, virus, mycoplasme ou rickettsie ainsi que des organismes apparentés) et tout métabolite connexe auquel les effets antiparasitaires sont attribuables (voir pesticide microbien).

Agent pathogène :
Micro-organisme qui provoque une maladie.

Antagoniste :
Organisme (le plus souvent pathogène) qui n'occasionne pas de dégâts importants aux végétaux, mais dont la présence protège ses hôtes des dégâts d'autres organismes nuisibles.

Auxiliaire :
Organisme qui vit aux dépens d'un autre organisme et qui peut contribuer à limiter la population de son hôte, incluant les parasitoïdes, les parasites, les prédateurs et les organismes pathogènes.

DL50 :
La DL50 représente la dose (en mg d'i.a./kg de poids) administrée à un groupe expérimental (généralement un groupe de rats) et qui engendre la mort de 50 % de ce groupe. Plus la DL50 est élevée, moins le produit est toxique.

Ingrédient actif (i.a.) ou matière active (m.a.) :
Partie efficiente d'un pesticide chimique ou biologique utilisé dans la lutte contre un agent pathogène ou un parasite. Sont exclus les solvants, les diluants, les émulsifiants ou les composants qui ne sont pas eux-mêmes les principaux responsables de l'effet antiparasitaire du produit.

Lutte biologique :
Stratégie de lutte contre les organismes nuisibles faisant appel aux auxiliaires, antagonistes ou compétiteurs et autres entités biologiques aptes à se reproduire.

Lutte chimique :
La lutte chimique consiste à contrôler les ravageurs et les maladies des plantes à l'aide de pesticides de synthèse.

Lutte intégrée :
La lutte intégrée ou gestion intégrée des ennemis des cultures est une méthode décisionnelle qui a recours à toutes les techniques nécessaires pour réduire les populations d'organismes nuisibles de façon efficace et économique, tout en respectant l'environnement. Les principes de lutte biologique et de lutte chimique sont inclus dans la lutte intégrée.

Organisme :
Entité biologique capable de se reproduire ou de se multiplier : animaux vertébrés ou invertébrés, végétaux et micro-organismes.

Organisme nuisible :
Toute espèce, souche ou biotype de végétal, d'animal, ou d'agent pathogène microbien, nuisible aux végétaux ou aux produits végétaux.

Parasite :
Organisme qui vit aux dépens d'un hôte, ne causant pas la mort de ce dernier. En protection phytosanitaire, le terme «parasite » est souvent utilisé pour désigner les ennemis des cultures (ravageurs ou agents pathogènes).

Parasitoïde :
Arthropode parasite seulement aux stades immatures, qui détruit son hôte au cours de son développement et qui vit à l'état libre lorsqu'il est adulte.

Pesticide (déf. Loi sur les pesticides du Québec) :
Toute substance, matière ou micro-organisme destiné à contrôler, détruire, amoindrir, attirer ou repousser directement ou indirectement un organisme nuisible, nocif ou gênant pour l'être humain, la faune, la végétation, les récoltes ou les autres biens, ou destiné à servir de régulateur de croissance de la végétation à l'exclusion d'un médicament ou d'un vaccin.

Pesticide de synthèse :
Pesticide produit au moyen d'une synthèse chimique.

Pesticide microbien (déf. ARLA) :
Pesticide dont la matière active est un agent antiparasitaire microbien.

Phytoprotection :
Processus qui vise à comprendre les interactions entre les plantes et leurs ennemis naturels et à développer les approches de lutte aux organismes nuisibles.

Phytosanitaire :
Qui a trait à la santé des végétaux ainsi qu'aux traitements requis pour les maintenir en santé.

Prédateur :
Auxiliaire qui s'empare d'autres organismes animaux et s'en nourrit, et qui en tue plus d'un au cours de sa vie.

Ravageur :
Vertébré ou invertébré (incluant les insectes et les acariens) nuisible aux cultures.

SAgE pesticides:
SAgE pesticides est un outil d'information sur les risques pour la Santé et l'Environnement ainsi que sur les usages agricoles pour une gestion rationnelle et sécuritaire des pesticides au Québec.
http://www.sagepesticides.qc.ca

Toxicité aigüe :
L'intoxication aiguë se manifeste généralement immédiatement ou peu de temps (quelques minutes, heures ou jours) après une exposition unique ou de courte durée à un pesticide.

Toxicité chronique :
L'intoxication chronique survient normalement à la suite de l'absorption répétée pendant plusieurs jours, plusieurs mois et même plusieurs années, de faibles doses de pesticides qui peuvent s'accumuler dans l'organisme. Elle peut être aussi le résultat d'intoxications aiguës répétées.

ANNEXE B

Bilan d'utilisation des pesticides

Afin d'uniformiser la présentation du bilan d'utilisation des pesticides déposé auprès de leur institution par chaque responsable de la protection des plantes, il importe donc d'adopter ces deux conventions :

1. Classification des pesticides

Pour fins de comparaison, les pesticides sont groupés selon la classification du niveau de toxicité aiguë des matières actives tel qu'élaborée par SAgE pesticides (Tableau 1). Cette échelle est basée principalement sur les valeurs de la DL50.

Bien que cette classification ne tienne pas compte de toutes les formes de toxicité, il sera toutefois possible de considérer la toxicité chronique pour l'humain ainsi que d'autres facteurs de risques environnementaux afin de justifier l'utilisation ou la non-utilisation de certains produits antiparasitaires.

Tableau 1: Critères d'attribution des symboles de risques pour la toxicité aiguë

Critères de toxicité aiguë	**Symbole attribué sur la base de la gravité de l'effet**				
	 **(risque extrêmement élevé)**	 **(risque élevé)**	 **(risque modéré)**	 **(risque léger)**	 **(risque faible)**
	Valeur de l'indicateur				
DL_{50} orale (mg/kg)	≤ 5	> 5-50	> 50-300	> 300-2000	> 2000
DL_{50} cutanée (mg/kg)	≤ 50	> 50-200	> 200-1000	> 1000-2000	> 2000
CL_{50} inhalation (mg/l)	≤ 0,05	> 0,05- 0,5	> 0,5-1	> 1-5	> 5
Irritation cutanée		Sévèrement à extrêmement	Modérément	Légèrement	Très peu ou pas
Irritation oculaire		Sévèrement à extrêmement	Modérément	Légèrement	Très peu ou pas
Sensibilisation		Oui	Possible		Non

Réf. http://www.sagepesticides.qc.ca/Infos/SignificationSymbole.aspx

2. Calcul de l’indice de pression moyen

Cet indice représente le rapport entre la quantité totale d'ingrédient actif appliqué (kg) divisée par la superficie d’espaces traités (en hectare). Il donne un portrait relativement réaliste de la pression sur la santé attribuable aux pesticides. Il permet également la comparaison entre les différentes superficies traitées.

Pour les fins de la présente politique, l’indice de pression moyen sera calculé pour les cinq niveaux de toxicité aiguë définis par SAgE pesticides.

Présentation des résultats

Afin de simplifier la présentation des résultats, les sites d’interventions phytosanitaires sont ainsi regroupés :

- les serres d’exposition du Jardin botanique
- les serres de services du Jardin botanique et de l’Insectarium
- les jardins extérieurs du Jardin botanique et de l’Insectarium
- les écosystèmes du Biodôme
- les serres de services du Biodôme

Pour chacun de ces regroupements, les responsables de la protection des plantes présenteront les informations suivantes :

- Les quantités totales d’ingrédients actifs (i.a.) de chaque pesticide appliqué pendant l’année. Ces valeurs seront regroupées selon leur classe de toxicité et exprimées sous la forme d’un tableau.

- L'indice de pression moyen pour chacune des catégories de toxicité. Afin de relativiser ces moyennes, les superficies couvertes en hectare seront indiquées.

- L’évaluation de l’atteinte des objectifs de réduction sera faite à partir des quantités totales de matière active de chacune des catégories de toxicité utilisées dans chacun des regroupements en comparaison avec les années passées. Les superficies couvertes avec les agents de lutte biologique et les quantités de pesticides microbiens utilisés pourront servir à mettre en relief les résultats.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CM : 07.04

2017/03/27 13:00

(1)

Dossier # : 1177367001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Montréal-Nord , Direction des travaux publics , Horticulture et Arboriculture
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Déposer au conseil municipal le bilan annuel 2016 de l'arrondissement de Montréal-Nord sur l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041).

Il est recommandé :
QUE soit déposé au conseil municipal le bilan annuel 2016 de l'arrondissement de Montréal-Nord sur l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041).

Signé par Alain DUFORT **Le** 2017-02-17 13:51

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 07.04

2017/03/27
13:00

(1)

Dossier # : 1177367001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Montréal-Nord , Direction des travaux publics , Horticulture et Arboriculture
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Déposer au conseil municipal le bilan annuel 2016 de l'arrondissement de Montréal-Nord sur l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041).

Il est recommandé :
QUE soit déposé au conseil municipal le bilan annuel 2016 de l'arrondissement de Montréal -Nord sur l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041).

Signé par Rachel LAPERRIÈRE **Le** 2017-02-02 07:49

Signataire : Rachel LAPERRIÈRE

Directrice de l'arrondissement Montréal-Nord
Montréal-Nord , Bureau du directeur d'arrondissement

Montréal-Nord
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du lundi 13 février 2017	Résolution: CA17 10 067

Déposer au conseil municipal le bilan annuel 2016 de l'arrondissement de Montréal-Nord sur l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041).

Il est proposé par Mme Chantal Rossi

appuyé par M. Jean-Marc Gibeau

Et résolu :

QUE soit déposé au conseil municipal le bilan annuel 2016 de l'arrondissement de Montréal-Nord sur l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041).

Adopté à l'unanimité.

60.01 1177367001

Christine BLACK
_____
Mairesse d'arrondissement

Marie Marthe PAPINEAU
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 14 février 2017

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

PROJET

IDENTIFICATION

Dossier # :1177367001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Montréal-Nord , Direction des travaux publics , Horticulture et Arboriculture
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Déposer au conseil municipal le bilan annuel 2016 de l'arrondissement de Montréal-Nord sur l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041).

CONTENU

CONTEXTE

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie Marthe PAPINEAU
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 328-4027
Télécop. : 514 328-4299

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1177367001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Montréal-Nord , Direction des travaux publics , Horticulture et Arboriculture
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Déposer au conseil municipal le bilan annuel 2016 de l'arrondissement de Montréal-Nord sur l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041).

CONTENU

CONTEXTE

Le règlement sur l'utilisation des pesticides de la Ville de Montréal, ainsi que l'adoption de l'ordonnance par le conseil d'arrondissement à cet effet, imposent l'obligation de présenter un bilan annuel faisant état de l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA16 10338 Déposer au conseil municipal le bilan annuel 2015 sur l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041) de l'arrondissement de Montréal-Nord.

DESCRIPTION

Le bilan de l'Arrondissement 2016 est préparé à l'intention du conseil d'arrondissement de Montréal-Nord et comprend les demandes d'autorisation pour le traitement des nids de guêpe, les demandes de renseignements des citoyens, les demandes de permis temporaire d'application de pesticides et le suivi des inspections réalisées sur le territoire.
En 2016, il n'y a eu aucune intervention de la part des employés municipaux concernant l'utilisation de pesticides.

JUSTIFICATION

Il est prévu à la section XI intitulée « Application du règlement » et, plus particulièrement à l'article 32 du règlement sur l'utilisation des pesticides, qu'une fois le règlement devenu applicable, le conseil d'arrondissement dépose, avant le 28 février de chaque année, un rapport au conseil municipal faisant état de l'application de ce règlement à l'égard de son territoire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le Règlement sur l'utilisation des pesticides de la Ville de Montréal (04-041) vise une protection accrue de l'environnement en contribuant à la préservation des ressources

naturelles, à la conservation des milieux naturels et à la réduction des nuisances et des impacts sur l'environnement et les paysages.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Dépôt du bilan annuel 2016 au Comité exécutif de février et à la séance de mars du conseil municipal.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées; l'endosseur du sommaire décisionnel atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Isabelle MÉNARD, Montréal-Nord

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Gaétan GINGRAS
C/d parcs <<arr.>60000>>

Tél : 514 328-4000 ext 4121

Télécop. : 367 6602

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-01-24

Gilbert BÉDARD
Directeur

Tél : 514 328-4000 poste 4104

Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1177367001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Montréal-Nord , Direction des travaux publics , Horticulture et Arboriculture
Objet :	Déposer au conseil municipal le bilan annuel 2016 de l'arrondissement de Montréal-Nord sur l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041).



Bilan_applic_pesticides_2016_MTL-NORD (FINAL).pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Gaétan GINGRAS
C/d parcs <<arr.>60000>>

Tél : 514 328-4000 ext 4121
Télécop. : 367 6602



Bilan annuel 2016

relatif à l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041) et de la lutte intégrée

Arrondissement de Montréal-Nord

Montréal

Table des matières

Lexique **3**

Introduction **5**

Orientation et objectifs de l'arrondissement 5

Historique – résolutions du Conseil d'arrondissement **6**

Résolutions adoptées à ce jour par le conseil d'arrondissement relativement à l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041) 6

Ressources budgétaires et humaines **8**

Personnel dédié à l'application du règlement **9**

Activités de communication et de sensibilisation **10**

Gestion des demandes de citoyens **12**

Formation des employés **14**

Inspections sur les pesticides **16**

Demandes de permis temporaire d'utilisation de pesticides **17**

Autorisations spéciales d'utilisations de pesticides **18**

Évolution des demandes de permis **19**

Infractions et poursuites judiciaires **20**

Lutte intégrée **23**

Conclusion **26**

Annexe 1 : Principaux outils de communication sur les pesticides et le jardinage écologique **27**

Lexique

Autorisations spéciales
Pouvoir d'ordonnance d'un conseil d'arrondissement permettant de nommer une personne, qui, malgré les interdictions prévues au règlement, peut, en cas de situation exceptionnelle, permettre l'utilisation de pesticides dans tous les cas d'urgence et de danger pour la santé humaine, y compris dans les zones sensibles.

Biopesticide
(entomologie) Pesticide fabriqué à partir d'organismes vivants.
(Santé Canada) Micro-organismes trouvés à l'état naturel ou génétiquement modifiés (agents microbiens); phéromones; ainsi que les pesticides, à l'inclusion des composés biochimiques, qui ont été acceptés et homologués à titre de biopesticides par l'U.S. EPA.

Corporation
Au sens du Règlement, une personne morale, une société, une entreprise, etc. Elle est de droit public ou privé, avec ou sans but lucratif.

Espèce envahissante
Une espèce exotique dont l'introduction ou la propagation peuvent constituer une menace pour l'environnement, l'économie ou la société.

Infestation
(tout espace extérieur) Présence d'herbes nuisibles, insectes, moisissures ou autres agents nuisibles, qui, peu importe l'étendue, crée une menace à la sécurité, à la santé humaine, à la survie des arbres et arbustes ou à la vie animale.
(surfaces gazonnées et plate-bande) Présence d'insectes, moisissures ou autres agents nuisibles, à l'exception d'herbes nuisibles, sur plus de 50 % de l'espace délimité par une pelouse ou sur plus de 5 mètres carrés de l'espace délimité par une plate-bande.

Insecte ravageur
(zoologie) Insecte nuisible qui endommage gravement ou détruit une culture, une récolte ou un aménagement.

Lutte intégrée
Méthode décisionnelle qui a recours à toutes les techniques nécessaires pour réduire les populations d'organismes nuisibles de façon efficace et économique, tout en respectant l'environnement. Celle-ci consiste à combiner divers moyens d'interventions physiques, biologiques et chimiques en dernier recours. Elle est axée sur la prévention – que ce soit par le dépistage des organismes indésirables ou par des pratiques d'entretien favorisant la bonne santé des végétaux. Le succès de la lutte intégrée dépend donc d'une bonne connaissance de l'écosystème local et des facteurs à l'origine de la prolifération des organismes indésirables.

Néonicotinoïdes
Pesticides qui sont employés en tant qu'insecticides pour lutter contre différents types d'insectes. Ce sont des pesticides systémiques qui, une fois appliqués, se distribuent dans toutes les parties de la plante, rendant cette dernière toxique pour les insectes, notamment les abeilles. Toute utilisation de pesticides de la famille des néonicotinoïdes est dorénavant interdite à l'extérieur des bâtiments. Les pesticides du groupe des néonicotinoïdes qui sont actuellement homologués au Canada sont à base de cinq matières actives soit l'acétamipride, la clothianidine, l'imidaclopride, le thiaclopride et le thiaméthoxame.

Pesticides
Toute substance, matière ou micro-organisme destiné à contrôler, détruire, amoindrir, attirer ou repousser directement ou indirectement un organisme nuisible, nocif ou gênant pour l'être humain, la faune, la végétation, les récoltes ou les autres biens, ou destiné à servir de régulateur de croissance de la végétation, à l'exclusion d'un médicament ou d'un vaccin, au sens de la Loi sur les pesticides.

Zone sensible
Terrains particuliers où, à moins de certaines exceptions prévues par le Règlement, seuls les produits considérés comme des biopesticides, l'huile minérale, l'azadirachtine ainsi que les ingrédients actifs de l'annexe II du Code de gestion des pesticides. Ces zones comprennent des garderies, des écoles, des établissements de santé, des lieux de culte, des résidences pour personnes âgées, des aires de jeux et des terrains sportifs des parcs municipaux. Le conseil d'arrondissement, peut également par un pouvoir d'ordonnance, déterminer que certains parcs, cimetières et jardins communautaires soient considérés comme des zones sensibles. Pour l'ensemble de ces terrains, la zone sensible comprend une bande de 5 m de large au-delà de la limite de chacun de ces terrains.

Introduction

Au terme d'une importante démarche de concertation, et suite à l'adoption du Code de gestion des pesticides par le gouvernement du Québec en 2003, la Ville s'est dotée d'une réglementation sur l'utilisation des pesticides en 2004. Les objectifs de cette réglementation sont de réduire les utilisations de pesticides à Montréal et d'implanter des pratiques de gestion de lutte intégrée sur les terrains municipaux afin de contribuer à l'amélioration de la qualité du milieu de vie des citoyens.

La présence de pesticides dans l'environnement et l'exposition à ces produits, même à de faibles doses, peuvent avoir des effets sur la santé des personnes. Dans le contexte des changements climatiques, où l'usage des pesticides peut s'accentuer en raison de la présence plus importante d'insectes nuisibles et de nouvelles maladies, le développement de solutions de rechange aux pesticides selon une approche en lutte intégrée devient essentiel. De plus, les interventions municipales faites à l'aide de pesticides, en plus de respecter le Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041), doivent se faire dans le respect de la loi fédérale sur les produits antiparasitaires (LPA) ainsi que des règlements découlant de la loi sur les pesticides du Québec.

Le bilan annuel de l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides et de la lutte intégrée est une exigence réglementaire (04-041, a. 32; 04-041-2, a. 5) par laquelle le conseil d'arrondissement doit, avant le 31 mars de chaque année, déposer un rapport au conseil municipal faisant état de l'application du Règlement à l'égard de son territoire.

Orientation et objectifs de l'arrondissement

En ce qui concerne la sensibilisation auprès des citoyens de l'arrondissement de Montréal-Nord, des dépliants sont disponibles au bureau d'accès Montréal relatif à l'application des pesticides et de la lutte intégrée.

Concernant les applications de produits anti parasitaires effectués sur le domaine public (fleurs, guêpes, agrile du frêne, etc) les données sont compilées par le contremaître horticole ainsi que par l'agent technique horticole de l'arrondissement de Montréal-Nord ainsi qu'à l'aide du Service des grands parcs de la ville de Montréal (agrile du frêne).

En général, les mesures antiparasitaires sont effectuées par les employés en régie, en ce qui concerne les fleurs, les vivaces et végétations.
Pour le contrôle des nids de guêpes et de l'agrile du frêne, elles sont effectuées par une entreprise privée.

En 2016, nous avons répondu aux demandes des citoyens concernant le contrôle des nids de guêpes de l'espace public (chalets, arbres et autres végétations).
Pour le contrôle des nids de guêpes et de l'agrile du frêne, elles sont effectuées par des entrepreneurs.

Historique – résolutions du Conseil d'arrondissement

Résolutions adoptées à ce jour par le conseil d'arrondissement relativement à l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041)

Mise en contexte

L'historique regroupe toutes les décisions prises par le conseil d'arrondissement relativement à l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides. Les résolutions visent l'adoption du bilan annuel sur les pesticides ainsi que les pouvoirs d'ordonnance de l'arrondissement (article 27). Un conseil d'arrondissement peut, par l'adoption d'une ordonnance : déterminer certains espaces en tant que zone sensible; limiter ou retirer certaines exceptions prévues au Règlement; limiter l'application de ces exceptions; réduire la période de validité du permis; imposer des conditions d'application de pesticides plus sévères et autoriser une personne à agir de manière exceptionnelle en situation d'urgence.

No de la résolution	Date (JJ/MM/AAAA)	Objet de la décision	Note complémentaire
VILLE DE MONTRÉAL			
CM04 0316	2004-04-26	Adoption du règlement sur l'utilisation des pesticides	
CE04 0867	2004-05-05	Virement de crédits en vertu de l'adoption du règlement relatif à l'utilisation des pesticides	15 000 $ accordé à l'arrondissement pour l'application du Règlement et 3000 $ pour les besoins relatifs à la formation continue
CM06 0855	2006-12-11	Modifications au Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041-1)	Pouvoir d'ordonnance pour ajouter certaines zones sensibles sur le territoire
CM15 0686	2015-05-25	Modifications au Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041-2)	Ajout de l'azadirachtine parmi la liste des matières actives de pesticides ne nécessitant pas de permis temporaire d'utilisation de pesticides

No de la résolution	Date (JJ/MM/AAAA)	Objet de la décision	Note complémentaire
CM16 0144	2016-01-25	Modifications au Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041-3)	Interdiction complète des pesticides faisant partie de la famille des néonicotinoïdes sur le territoire
ARRONDISSEMENT			
CA 1167367004	2016-12-05	Autorisation exceptionnelle en situation d'urgence	Conformément au paragraphe 6 de l'article 27 du règlement 04-041.

Ressources budgétaires et humaines

Mode de fonctionnement

À l'arrondissement de Montréal-Nord, à la division des parcs, il y a un chef et deux contremaîtres (horticulture et arboriculture) ainsi qu'un agent technique à l'horticulture.

Les demandes concernant le domaine public sont traitées par la division des parcs (Direction des travaux publics) tandis que les demandes privées sont traitées par le service des permis à la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises (DAUSE).

En ce qui concerne l'agrile du frêne, les arbres situés sur les terrains privés, les Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal les prennent en charge.

Postes budgétaires	Montant ($) (estimé)	Détails/description
Communication et sensibilisation	0,00 $	
Formation	900,00 $	Rendez-vous arboricoles, aménagement à entretien minimal,conférences forêt Canada
Lutte intégrée	0,00 $	
Salaires (RH)	4 500,00 $	Un agent technique à l'horticulture et un contremaître horticole
Budget global	5 400,00 $	

Personnel dédié à l’application du règlement

Titre d’emploi	Nombre de semaines de travail (estimé)	Description des tâches rattachées au mandat des pesticides et de la lutte intégrée
Contremaître	1	Traitements contre les guêpes en coordination avec une firme privée et supporte l'agent technique avec l'inventaire de certains frênes pour le traitement contre l'agrile.
Jardinier		
Agent technique	3	Inventaire des frênes à faire traiter, au Triazin, et une compilation du rapport sur le règlement des pesticides.
Total	4	

Commentaires et recommandations

Activités de communication et de sensibilisation

Mise en contexte

Expliquer dans quel cadre vos activités de communication et de sensibilisation sont en lien avec le dossier des pesticides.[1] Les activités de communication peuvent comprendre, à titre d'exemple, une conférence de presse, un article à l'intérieur d'un bulletin ou d'un journal d'arrondissement, une publicité, un message sur un babillard électronique, etc. Les activités de sensibilisation peuvent comprendre, à titre d'exemple, une conférence ou un atelier d'information, un kiosque lors d'une fête de quartier, etc. Veuillez préciser le nom de l'activité ainsi qu'une brève description, l'objectif de sensibilisation de cette activité et le nombre estimé de citoyens rejoints.

Activités réalisées en 2016

Activité et description	Objectif	Nombre de citoyens rejoints (estimation)
Une lettre envoyée par le Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal qui indiquait aux propriétaires (165 propriétés) la présence possible d'un frêne sur leur terrain. (2 envois)	Contrer la propagation de l'agrile du frêne en vertu du Règlement municipal relatif à la lutte contre l'agrile du frêne (15-040).	330
Une lettre envoyée par le Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal qui indiquait aux propriétaires (303 propriétés) de vérifier la présence d'un frêne, car on ne pouvait pas en vérifier la présence ou l'absence (1 envoi)	Contrer la propagation de l'agrile du frêne en vertu du Règlement municipal relatif à la lutte contre l'agrile du frêne (15-040).	393

[1] La liste des outils de communication accessibles à tous les citoyens de Montréal est présentée à l'annexe I du bilan.

Commentaires et recommandations

Concernant le Service des communications de l'Arrondissement de Montréal-Nord, il n'y a eu aucuns frais de communication se rapportant aux pesticides, ni au traitement contre l'agrile du frêne. Cette dernière communication a été assumée par la Ville de Montréal par le biais d'un envoi postal aux propriétaires concernées.

Il est souhaitable de poursuivre les envois aux citoyens en 2017.

Gestion des demandes de citoyens

Provenance des demandes

Il n'y a pas de données détaillées qui ont été compilées, pour l'année 2016, pouvant se rapportées au règlement sur l'utilisation des pesticides à la division de la DAUSE (par exemple, à l'onglet herbes nuisible, il n'y a eu que 3 plaintes et elles ont rapport à des branches de haies ou d'arbres qui dépassent sur le trottoir, ce qui n'a rien à voir par exemple à de l'herbe à poux ou de l'herbe à la puce).

Durant l'année 2015, l'inspecteur à l'environnement compilait les données pour l'agrile du frêne, les araignées, l'entretien écologique, les fourmis, les guêpes, les mauvaises herbes, les pesticides et les vers blancs sur les terrains privés. Les données n'ont pas été compilées pour l'année 2016.

En ce qui concerne les plaintes sur les domaines publics (parcs, horticulture et arboriculture), les appels sont compilés selon les items suivant : agrile du frêne, maladie ou insectes se rapportant aux arbres, arbres divers et horticulture diverse. Les guêpes ou les fourmis ne sont pas répertoriées distinctement lors des appels.

Nature des demandes

Nature	Nombre Demandes domaine privé	Nombre Demandes domaine public	Type de demandes
Guêpes		5	Guêpes dans les arbres
Guêpes		1	Guêpes dans la corniche d'un cabanon
Agriles	43		Traitements contre l'agrile du frêne

Commentaires et recommandations

Il serait souhaitable qu'une standardisation soit effectuée à l'ensemble de la Ville de Montréal pouvant se rapporter à l'application du règlement portant sur l'utilisation des pesticides.

Formation des employés

Mise en contexte

Description des formations suivies dans le but de rester à jour dans le dossier des pesticides et de la lutte intégrée. La formation peut prendre la forme, à titre d'exemple, d'un webinaire, d'un atelier, un cours à distance, une participation à un colloque, congrès qui comprend des conférences sur les pesticides ou la lutte intégrée, de tables de discussion, etc. Si l'activité de formation est organisée à l'interne (Ex. Service de l'environnement, Service des grands parcs, Espace pour la vie), vous devez simplement indiquer Ville de Montréal dans la case appropriée.

Titre de la formation	Formateur/Organisateur	Date	Nombre de participants
Colloque et congrès: rendez-vous arboricoles-printemps 2016	Société internationale d'arboriculture du Québec	2016-04-13	2
L'art de créer des aménagements à entretien minimal et 50 plantes incontournables	Michel Renaud-Solutions alternatives environnement	2016-04-06	1
Conférence canadienne sur la forêt urbaine	Ville de Laval-Corporation du bois de l'équerre, Arbres Canada et Société Internationale d'arboriculture Québec	2016-09-27	1
Conférence canadienne sur la forêt urbaine	Ville de Laval-Corporation du bois de l'équerre, Arbres Canada et Société Internationale d'arboriculture Québec	2016-09-28	1
Conférence canadienne sur la forêt urbaine	Ville de Laval-Corporation du bois de l'équerre, Arbres Canada et Société Internationale d'arboriculture Québec	2016-09-29	1

Commentaires et recommandations

Ces conférences étaient très importantes afin de nous tenir à jour de ce qui se fait ailleurs au Canada et dans le monde et des améliorations que nous pouvons faire à l'échelle de notre arrondissement.

Par exemple :

Connaitre les essences d'arbres et avoir la capacité d'aménager une rue ou un parc avec différentes variétés pouvant ainsi offrir plus de résistance aux maladies et insectes.

La ville de Toronto a vécu, avant nous, les problèmes d'agrile du frêne et il est important de connaitre des essences d'arbustes ou de vivaces plus résistants aux insectes et maladies où l'utilisation de pesticides ne serait pas nécessaire.

Il est important de participer à ces formations et conférences afin de se maintenir à jour dans nos programmes de développement de la canopée et d'entretien de nos aménagements paysagers et de la forêt urbaine.

Inspections sur les pesticides

Structure administrative

Il n'y a pas d'inspecteur dans les domaines de l'horticulture à l'arrondissement.

Inspections

Type d'inspections	Nombre d'effectué
Choix	
Choix	
Choix	
Choix	
Choix	

Commentaires et recommandations

Pour une meilleur application du règlement, il serait souhaitable qu'une personne au service de la DAUSE soit dédié à cette activité durant les mois d'été.

Demandes de permis temporaire d’utilisation de pesticides

Permis octroyés ou refusés	Raison	Personne physique	Personne morale	Total
Permis octroyés	Infestation	0	0	0
	Fourmis charpentières	0	0	0
	Sous-total	0	0	0
Permis refusés				
	Sous-total			

Commentaires et recommandations

Il n'y a pas eu de permis octroyés et il n'y a pas de compilation de données pour les permis refusés pour l'année 2016.

Il serait souhaitable qu’on compile les données au cours de l’année 2017.

Autorisations spéciales d’utilisations de pesticides

Cas d’urgence et de danger pour la santé humaine, notamment dans les zones sensibles.

Raison	Citoyens	Corporations	Total
Nids de guêpe		Parcs publics	2

Commentaires et recommandations

Deux traitements ont été effectués en zone sensible; l'un au parc Primeau pour des guêpes situées dans une corniche de cabanon et l'autre dans le parc Le Carignan pour un nid de guêpes situé dans un arbre.

Évolution des demandes de permis

Mise en contexte

Il est recommandé de suivre l'évolution des demandes de permis sur une période de 3 ans.

Évolution des demandes de permis de (3 ans)

Année	Permis octroyés	Permis refusés	Total
2014	0	0	0
2015	0	3	3
2016	0	0	0
Total	0	3	3

Commentaires et recommandations

Aucune demande de permis durant l'année 2016.

Infractions et poursuites judiciaires

Mise en contexte

Lorsque l'arrondissement constate une infraction au Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041), diverses mesures peuvent être faites auprès d'un contrevenant, principalement sous la forme d'un constat d'infraction ou d'un avis écrit. Les infractions constatées concernent généralement le non-respect de l'article 3 du Règlement : en ayant utilisé ou appliqué, ou même en ayant toléré ou permis l'utilisation des pesticides à l'extérieur des bâtiments. Ces infractions peuvent également viser, de manière générale, les conditions d'applications de pesticides ou le non-respect des exigences spécifiées pour les exploitants de terrains de golf ou de terrains visant la production agricole ou horticole

Ce n'est que l'inspecteur à l'environnement qui peut émettre les constats d'infractions concernant les dérogations aux règlements de l'environnement et de l'utilisation des pesticides.

Il n'y a pas d'avis qui ont a été envoyés, ni de constats d'infractions en regard à ce règlement durant l'année 2016 (aucun en 2014 et 2015).

Les contrevenants s'exposent à des poursuites judiciaires si une utilisation de pesticides non conforme est effectuée à l'extérieur des bâtiments. Ces poursuites peuvent mener à des amendes allant de 100 $ à 4 000 $. Les condamnations et les amendes perçues chaque année incluent certaines infractions commises lors d'années antérieures et réglées durant l'année en cours. De même, elles excluent certaines infractions commises pendant l'année courante, mais non réglées pendant cette année.

Suivi des infractions et poursuites judiciaires

Année	2016	2015	2014
Nombre d'avis écrits	0	0	0
Nombre de constats d'infraction	0	0	0
Nombre de constats non contestés et payés	0	0	0
Nombre de chefs d'accusation déposés devant la cour municipale	0	0	0
Nombre de contrevenants condamnés (infractions contestées et jugées)	0	0	0
Amendes totales ($)	0	0	0

Liste des personnes morales reconnues coupables en 2016

Nom et adresse du contrevenant	Infraction	Lieu de l'infraction	Date/Amende

Commentaires et recommandations

Lutte intégrée

Mise en contexte

Afin de contrer l'infestation de l'agrile du frêne, avec la collaboration du Service des grands parcs de la Ville de Montréal, des injections de capsules de Triazin ont été effectuées durant le mois d'août 2016 sur les arbres du domaine public par l'entremise d'un entrepreneur.

Les relevés des frênes et leur mesurage de leur circonférence au tronc ont été effectués par l'agent technique horticole et arboricole de l'arrondissement. Certains frênes ont été vérifiés par un inspecteur horticole et arboricole relevant du Service des grands parcs.

Les traitements contre les nids de guêpes dans les arbres publics et dans un cabanon public ont été effectués par la compagnie Maheu extermination.

Les traitements chimiques sont utilisés en dernier recours.

Problèmes phytosanitaires

Action	Responsable	Période d'intervention (ex. : mai-juin)	Nombre d'interventions	Quantités/ Unités (si applicable)
Nid de guêpes dans un arbre au 10459, av. du Parc-Georges	Maheu extermination contrat #225848	20 juillet 2016	1	400g de resmethrine #25170
Nid de guêpes dans un arbre au 11175, av. Lausanne	Maheu extermination contrat #225922	1er août 2016	1	200g de phenothrine #31042
Nid de guêpes dans la corniche du cabanon parc Primeau	Maheu extermination contrat #225847	5 août 2016	1	100g de permethrine #30087
Nid de guêpes dans un arbre parc Le Carignan	Maheu extermination contrat #226765	26 août 2016	1	15g de permethrine #24175
Nid de guêpes dans un arbre au 4740, rue de Charleroi (bibliothèque)	Maheu extermination contrat #226986	1er septembre 2016	1	100g de PD5 #30418
Nid de guêpes dans un arbre au 3210, boul.Gouin	Maheu extermination contrat #30418	1er septembre 2016	1	200g de PD5 #30418

Nom du problème phytosanitaire

Action	Responsable	Période d'intervention (ex. : mai-juin)	Nombre d'interventions	Quantités/ Unités (si applicable)
Agrile du frêne sur les arbres du domaine public	Services des grands parcs et du verdissement	août 2016	422	74,34 litres de Treeazin #30559 pour 14868 cm
Agrile du frêne sur les arbres privé	Services des grands parcs et du verdissement (subventions)	août 2016	43	9,95 litres de Treeazin #30559

				Pout 1990 cm de DHP

Commentaires et recommandations

À la suite de l'analyse par l'agent technique horticole des endroits de traitements effectués par la compagnie Maheu extermination sur les lieux publics, il s'est aperçu que deux traitements contre les guêpes avaient été effectués dans deux parcs alors que nous n'avions pas la disposition du règlement qui le permettait. Il a aussitôt demandé de faire adopter une modification à cet effet selon le règlement 04-041. Le 5 décembre 2016, une résolution au conseil d'arrondissement de Montréal-Nord a été adoptée, conformément au paragraphe 6 de l'article 27, du règlement 04-041, nous autorisant à traiter dans les zones sensibles en situation d'urgence (tel que les nids de guêpes).

Conclusion

Dans l'ensemble, sur le domaine public, il y a très peu d'utilisation de pesticides dans l'arrondissement de Montréal-Nord. Ils sont limités au contrôle de l'agrile du frêne et à moins de 10 nids de guêpes présents dans des arbres et une corniche de cabanon.

Par contre, sur les terrains privés, nous ne pouvons tirer de conclusion puisqu'il n'y a pas d'inspection effectuée à cet effet, dans l'arrondissement de Montréal-Nord.

Si nous voulons avoir un meilleur contrôle du règlement, il faut revoir notre stratégie avec le Service de la DAUSE de l'arrondissement concernant son application.

Annexe 1 : Principaux outils de communication sur les pesticides et le jardinage écologique

	Outil de sensibilisation	Descriptif
MONTRÉAL SANS PESTICIDES	ville.montreal.qc.ca/pesticides	Site de référence pour connaître la réglementation en vigueur ainsi que les produits autorisés ou interdits; l'adoption de bonnes pratiques de jardinage sans pesticides; la lutte intégrée et la lutte biologique en particulier.
	Guide Maison propre et Jardin vert	Guide d'entretien ménager et de jardinage écologique destiné au grand public.
	Montréal sans pesticides	Résumé du règlement sur l'utilisation des pesticides. Aide le citoyen à mieux comprendre le règlement qui a été adopté en avril 2004. - Retrait de l'exception visant le contrôle des araignées.
	Guide d'entretien écologique de la pelouse	Feuillet d'information nécessaire pour aider le citoyen à obtenir une belle pelouse sans l'aide de produits chimiques.
	Pesticides à faible impact	Dépliant portant spécifiquement sur la connaissance des pesticides à faible impact, sur les ingrédients actifs, les modes d'application et les mises en garde.
Banque d'info 311	- Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041) - Lutte biologique agrile - Puceron - Pucerons du tilleul - Psylle du micocoulier - Guêpes fouisseuses (de sable)	Fiches d'informations sur la réglementation en vigueur relativement aux pesticides, des projets en lutte intégrée menés par le Service de l'environnement (lutte biologique contre le puceron du tilleul, lutte biologique contre l'agrile du frêne) ainsi que des informations pratiques sur les problèmes causés par certains insectes (guêpes fouisseuses, puceron, psylle du micocoulier).

Arrondissement de Montréal-Nord
Direction des travaux publics
Division des parcs, horticulture et arboriculture

Auteur (s)
Pierre Hébert
Agent technique à l'horticulture et à l'arboricole

Le 19 décembre 2016

ville.montreal.qc.ca

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CM : 07.05

2017/03/27 13:00

(1)

Dossier # : 1172726002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles , Direction du développement du territoire et études techniques , Division de l'ingénierie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 f) favoriser la protection et la mise en valeur des milieux naturels et de la forêt urbaine
Projet :	-
Objet :	Autoriser le dépôt du bilan annuel 2016 du Règlement relatif à l'utilisation des pesticides.

Il est recommandé :
De déposer au conseil municipal le bilan annuel 2016 de l'arrondissement relatif à l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides numéro 04-041 pour le territoire de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2017-02-21 12:01

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 07.05

2017/03/27 13:00

(1)

Dossier # : 1172726002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles , Direction du développement du territoire et études techniques , Division de l'ingénierie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 f) favoriser la protection et la mise en valeur des milieux naturels et de la forêt urbaine
Projet :	-
Objet :	Autoriser le dépôt du bilan annuel 2016 du Règlement relatif à l'utilisation des pesticides.

Il est recommandé :
De déposer au conseil municipal le bilan annuel 2016 de l'arrondissement relatif à l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides numéro 04-041 pour le territoire de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles.

Signé par Dany BARBEAU **Le** 2017-01-25 13:29

Signataire : Dany BARBEAU

Directrice d'arrondissement
Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles , Direction d'arrondissement

Rivière-des-Prairies
Pointe-aux-Trembles
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 7 février 2017	Résolution: CA17 30 02 047

AUTORISATION - DÉPÔT - BILAN ANNUEL 2016 - RÈGLEMENT RELATIF À L'UTILISATION DES PESTICIDES

CONSIDÉRANT l'adoption du Règlement relatif à l'utilisation des pesticides numéro 04-041;

CONSIDÉRANT l'obligation pour le conseil d'arrondissement de déposer un rapport annuel faisant état de l'application du règlement à l'égard de son territoire;

Il est proposé par madame la conseillère Nathalie Pierre-Antoine

appuyé par madame la conseillère Suzanne Décarie

et unanimement résolu :

DE déposer au conseil municipal le bilan annuel 2016 de l'arrondissement relatif à l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides numéro 04-041 pour le territoire de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles.

ADOPTÉ

60.01 1172726002

Alain R ROY
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 8 février 2017

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1172726002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles , Direction du développement du territoire et études techniques , Division de l'ingénierie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 f) favoriser la protection et la mise en valeur des milieux naturels et de la forêt urbaine
Projet :	-
Objet :	Autoriser le dépôt du bilan annuel 2016 du Règlement relatif à l'utilisation des pesticides.

CONTENU

CONTEXTE

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Julie BOISVERT
Secrétaire- recherchiste

Tél : 514 868-4317

Télécop. : 514 868-4312

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1172726002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles , Direction du développement du territoire et études techniques , Division de l'ingénierie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 f) favoriser la protection et la mise en valeur des milieux naturels et de la forêt urbaine
Projet :	-
Objet :	Autoriser le dépôt du bilan annuel 2016 du Règlement relatif à l'utilisation des pesticides.

CONTENU

CONTEXTE

Le règlement 04-041 (Règlement relatif à l'usage des pesticides) adopté en 2004, comporte à l'article 32, le paragraphe 2, la dispositions suivantes : « Une fois le présent règlement devenu applicable, le conseil d'arrondissement doit, avant le 28 février de chaque année, déposer un rapport au conseil faisant état de l'application de ce règlement à l'égard de son territoire ».

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM16 0166 Autoriser le dépôt du bilan annuel 2015 de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles faisant état de l'application du Règlement sur les pesticides (04-041) à l'égard de son territoire

DESCRIPTION

Voir le bilan annuel 2016 dans la section « pièces jointes ».

JUSTIFICATION

Le bilan qui est déposé fait état des démarches et réalisations accomplies dans l'arrondissement en 2016 dans le cadre de l'application de ce règlement. Il définit également l'usage des pesticides répertorié sur notre territoire et contribue par le fait même au développement durable.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

En contrôlant l'usage des pesticides sur notre territoire, la Ville s'assure d'une protection accrue de l'environnement.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Fatma Zohra TIBOURTINE
Inspectrice en arboriculture et horticulture

Tél : 514 872-9341
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-01-25

Martin COUTU
Directeur du développement du territoire et études techniques

Tél : 514 868-4363
Télécop. : 514 868-4312

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1172726002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles , Direction du développement du territoire et études techniques , Division de l'ingénierie
Objet :	Autoriser le dépôt du bilan annuel 2016 du Règlement relatif à l'utilisation des pesticides.



Bilan_applic_pesticides_2016_RDP-PAT_20170125F.docx



Iles de Montréal Bilan Pesticides 2016.pdf



rapport USAGE pesticides_parc-nature de la Pointe-aux-Prairies_2016.pdf



Registres utilisation_pesticides 2016 (C) RDP-PAT.pdf



Registre utilisation pesticides_RDP_PAT_2016_Atomix extermination.pdf



Inventaire pesticide ville de montréal 2016.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Fatma Zohra TIBOURTINE
Inspectrice en arboriculture et horticulture

Tél : 514 872-9341
Télécop. :



Bilan annuel 2016

relatif à l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041) et de la lutte intégrée

Arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles

Montréal

Table des matières

Lexique **3**

Introduction **5**

Orientation et objectifs de l'arrondissement 5

Historique – résolutions du Conseil d'arrondissement **6**

Résolutions adoptées à ce jour par le conseil d'arrondissement relativement à l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041) 6

Ressources budgétaires et humaines **8**

Personnel dédié à l'application du règlement **9**

Activités de communication et de sensibilisation **11**

Gestion des demandes de citoyens **13**

Formation des employés **15**

Inspections sur les pesticides **16**

Demandes de permis temporaire d'utilisation de pesticides **17**

Autorisations spéciales d'utilisations de pesticides **18**

Évolution des demandes de permis **19**

Infractions et poursuites judiciaires **20**

Terrains de golf et de boulingrin **22**

Lutte intégrée **24**

Conclusion **29**

Annexe 1 : Principaux outils de communication sur les pesticides et le jardinage écologique **30**

Lexique

Autorisations spéciales
Pouvoir d'ordonnance d'un conseil d'arrondissement permettant de nommer une personne, qui, malgré les interdictions prévues au règlement, peut, en cas de situation exceptionnelle, permettre l'utilisation de pesticides dans tous les cas d'urgence et de danger pour la santé humaine, y compris dans les zones sensibles.

Biopesticide
(entomologie) Pesticide fabriqué à partir d'organismes vivants.
(Santé Canada) Micro-organismes trouvés à l'état naturel ou génétiquement modifiés (agents microbiens); phéromones; ainsi que les pesticides, à l'inclusion des composés biochimiques, qui ont été acceptés et homologués à titre de biopesticides par l'U.S. EPA.

Corporation
Au sens du Règlement, une personne morale, une société, une entreprise, etc. Elle est de droit public ou privé, avec ou sans but lucratif.

Espèce envahissante
Une espèce exotique dont l'introduction ou la propagation peuvent constituer une menace pour l'environnement, l'économie ou la société.

Infestation
(tout espace extérieur) Présence d'herbes nuisibles, insectes, moisissures ou autres agents nuisibles, qui, peu importe l'étendue, crée une menace à la sécurité, à la santé humaine, à la survie des arbres et arbustes ou à la vie animale.
(surfaces gazonnées et plate-bande) Présence d'insectes, moisissures ou autres agents nuisibles, à l'exception d'herbes nuisibles, sur plus de 50 % de l'espace délimité par une pelouse ou sur plus de 5 mètres carrés de l'espace délimité par une plate-bande.

Insecte ravageur
(zoologie) Insecte nuisible qui endommage gravement ou détruit une culture, une récolte ou un aménagement.

Lutte intégrée
Méthode décisionnelle qui a recours à toutes les techniques nécessaires pour réduire les populations d'organismes nuisibles de façon efficace et économique, tout en respectant l'environnement. Celle-ci consiste à combiner divers moyens d'interventions physiques, biologiques et chimiques en dernier recours. Elle est axée sur la prévention – que ce soit par le dépistage des organismes indésirables ou par des pratiques d'entretien favorisant la bonne santé des végétaux. Le succès de la lutte intégrée dépend donc d'une bonne connaissance de l'écosystème local et des facteurs à l'origine de la prolifération des organismes indésirables.

Néonicotinoïdes

Pesticides qui sont employés en tant qu'insecticides pour lutter contre différents types d'insectes. Ce sont des pesticides systémiques qui, une fois appliqués, se distribuent dans toutes les parties de la plante, rendant cette dernière toxique pour les insectes, notamment les abeilles. Toute utilisation de pesticides de la famille des néonicotinoïdes est dorénavant interdite à l'extérieur des bâtiments. Les pesticides du groupe des néonicotinoïdes qui sont actuellement homologués au Canada sont à base de cinq matières actives soit l'acétamipride, la clothianidine, l'imidaclopride, le thiaclopride et le thiaméthoxame.

Pesticides

Toute substance, matière ou micro-organisme destiné à contrôler, détruire, amoindrir, attirer ou repousser directement ou indirectement un organisme nuisible, nocif ou gênant pour l'être humain, la faune, la végétation, les récoltes ou les autres biens, ou destiné à servir de régulateur de croissance de la végétation, à l'exclusion d'un médicament ou d'un vaccin, au sens de la Loi sur les pesticides.

Zone sensible

Terrains particuliers où, à moins de certaines exceptions prévues par le Règlement, seuls les produits considérés comme des biopesticides, l'huile minérale, l'azadirachtine ainsi que les ingrédients actifs de l'annexe II du Code de gestion des pesticides. Ces zones comprennent des garderies, des écoles, des établissements de santé, des lieux de culte, des résidences pour personnes âgées, des aires de jeux et des terrains sportifs des parcs municipaux. Le conseil d'arrondissement, peut également par un pouvoir d'ordonnance, déterminer que certains parcs, cimetières et jardins communautaires soient considérés comme des zones sensibles. Pour l'ensemble de ces terrains, la zone sensible comprend une bande de 5 m de large au-delà de la limite de chacun de ces terrains.

Introduction

Au terme d'une importante démarche de concertation, et suite à l'adoption du Code de gestion des pesticides par le gouvernement du Québec en 2003, la Ville s'est dotée d'une réglementation sur l'utilisation des pesticides en 2004. Les objectifs de cette réglementation sont de réduire les utilisations de pesticides à Montréal et d'implanter des pratiques de gestion de lutte intégrée sur les terrains municipaux afin de contribuer à l'amélioration de la qualité du milieu de vie des citoyens.

La présence de pesticides dans l'environnement et l'exposition à ces produits, même à de faibles doses, peuvent avoir des effets sur la santé des personnes. Dans le contexte des changements climatiques, où l'usage des pesticides peut s'accentuer en raison de la présence plus importante d'insectes nuisibles et de nouvelles maladies, le développement de solutions de rechange aux pesticides selon une approche en lutte intégrée devient essentiel. De plus, les interventions municipales faites à l'aide de pesticides, en plus de respecter le Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041), doivent se faire dans le respect de la loi fédérale sur les produits antiparasitaires (LPA) ainsi que des règlements découlant de la loi sur les pesticides du Québec.

Le bilan annuel de l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides et de la lutte intégrée est une exigence réglementaire (04-041, a. 32; 04-041-2, a. 5) par laquelle le conseil d'arrondissement doit, avant le 31 mars de chaque année, déposer un rapport au conseil municipal faisant état de l'application du Règlement à l'égard de son territoire.

Orientation et objectifs de l'arrondissement

L'arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles s'appuie sur les orientations de la Loi sur les pesticides et applique rigoureusement le règlement sur leurs utilisations depuis son entrée en vigueur en 2004.

L'objectif principal vise l'utilisation reponsable et rationnelle des pesticides pour minimiser leur impact sur l'environnemnet et, par voie de conséquence, sur la santé humaine, et d'y recourir qu'en cas de nécessité absolue.

Ceci se traduit par les différentes résolutions adoptées à ce jour par le conseil d'arrondissement, par la promotion du développement durable, à l'aide de son plan local 2013-2015 par lequel l'arrondissement s'engage à renforcer la gestion écologique des espaces verts et s'efforce d'outiller les citoyens à agir en matière de protection de l'environnement dans son plan d'action en développement social 2014 - 2018.

La lutte integrée occupe une place importante dans les activités de l'arrondissement. Les actions se pousuivent d'année en année pour contrer les problèmes phytosanitaires. Nos équipes sont en effet toujours à l'affût de nouvelles méthodes ou d'alternatives à l'utilisation des pesticides, tout en poursuivant la sensibilisation du grand public qui reste un enjeu de premier ordre.

En plus des efforts mis par les employés de l'arrondissement, deux contrats ont été accordés à l'externe, un premier à la compagnie Atomix Extermination pour l'exterminations des nids de guêpes et un second à la compagnie Herbanatur pour l'éradication de l'herbe à puce.

Historique – résolutions du Conseil d'arrondissement

Résolutions adoptées à ce jour par le conseil d'arrondissement relativement à l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041)

Mise en contexte

L'historique regroupe toutes les décisions prises par le conseil d'arrondissement relativement à l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides. Les résolutions visent l'adoption du bilan annuel sur les pesticides ainsi que les pouvoirs d'ordonnance de l'arrondissement (article 27). Un conseil d'arrondissement peut, par l'adoption d'une ordonnance : déterminer certains espaces en tant que zone sensible; limiter ou retirer certaines exceptions prévues au Règlement; limiter l'application de ces exceptions; réduire la période de validité du permis; imposer des conditions d'application de pesticides plus sévères et autoriser une personne à agir de manière exceptionnelle en situation d'urgence.

No de la résolution	Date (JJ/MM/AAAA)	Objet de la décision	Note complémentaire
VILLE DE MONTRÉAL			
CM04 0316	2004-04-26	Adoption du règlement sur l'utilisation des pesticides	
CE04 0867	2004-05-05	Virement de crédits en vertu de l'adoption du règlement relatif à l'utilisation des pesticides	30 000 $ accordé à l'arrondissement pour l'application du Règlement et 3000 $ pour les besoins relatifs à la formation continue
CM06 0855	2006-12-11	Modifications au Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041-1)	Pouvoir d'ordonnance pour ajouter certaines zones sensibles sur le territoire
CM15 0686	2015-05-25	Modifications au Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041-2)	Ajout de l'azadirachtine parmi la liste des matières actives de pesticides ne nécessitant pas de permis temporaire d'utilisation de pesticides
CM16 0144	2016-01-25	Modifications au Règlement sur l'utilisation des	Interdiction

No de la résolution	Date (JJ/MM/AAAA)	Objet de la décision	Note complémentaire
		pesticides (R.V.M. 04-041-3)	complète des pesticides faisant partie de la famille des néonicotinoïdes sur le territoire
ARRONDISSEMENT			
1630020038	2016-02-02	Dépôt du bilan annuel	Réception du bilan de l'année 2015 et dépôt au conseil municipal.
1151163001	2015-02-23	Dépôt du bilan annuel	Réception du bilan de l'année 2014 et dépôt au conseil municipal.
1140443001	2014-02-24	Dépôt du bilan annuel	Réception du bilan de l'année 2013 et dépôt au conseil municipal.
1130443001	2013-07-03	Dépôt du bilan annuel	Réception du bilan de l'année 2012 et dépôt au conseil municipal.
1230020043	2012-07-02	Dépôt du bilan annuel	Réception du bilan de l'année 2011 et dépôt au conseil municipal.
1130020040	2011-01-02	Dépôt du bilan annuel	Réception du bilan de l'année 2010 et dépôt au conseil municipal.
0511050146	2005-03-05	Autorisation exceptionnelle en situation d'urgence	
0411050139	2004-04-26	Conditions d'applications plus sévères	
		Choix	
		Choix	
		Choix	

Ressources budgétaires et humaines

Mode de fonctionnement

La Division de l'ingénierie, Section conception de parcs, est responsable du dossier des pesticides. La Division de l'horticulture et des parcs est chargée de la mise en œuvre des opérations liées à la lutte intégrée. Le BAM est la structure chargée de l'émission des permis sur l'utilisation des pesticides.

L'inspecteur en arboriculture et horticulture est la ressource première chargée de l'inspection et de l'application du règlement. D'autres ressources y sont aussi déployées en matière de lutte intégrée, soit un agent technique, deux contremaîtres, des jardiniers et des élagueurs. Tous consacrent leurs efforts à l'application du règlement et participent activement aux différents projets.

Les principales dépenses concernent la main d'œuvre dédiée à la lutte intégrée. Elle se chiffre à 163 672,17$. Comme mentionné précédemment, deux contrats seulement sont accordés à l'externe, totalisant un montant de 22 724,70 $ pour les opérations effectuées.

L'arrondissement consacre de grands efforts à la sensibilisation et la communication avec le public, particulièrement sur l'agrile du frêne, à l'aide de son plan de diffusion et de verdissement. Les données, quant au montant estimé pour cette activité, ne sont pas répertoriées de façon à pouvoir les extraire du budget de communication général.

Postes budgétaires	Montant ($) (estimé)	Détails/description
Communication et sensibilisation	0,00 $	Plan de diffusion sur l'agrile de frêne
Formation	419,00 $	Certificat sur l'application des pesticides
Lutte intégrée	22 724,70 $	Traitement de l'herbe à puce Extermination des nids de guêpes
Salaires (RH)	140 948,17 $	Coupe au ras le sol de la renouée Fauchage du phragmite Pose de toiles anti-végétation sur les plates-bandes des plantations futures Traitement du puceron lanigère au jet d'eau
Budget global	164 091,87 $	

Personnel dédié à l’application du règlement

Titre d’emploi	Nombre de semaines de travail (estimé)	Description des tâches rattachées au mandat des pesticides et de la lutte intégrée
Inspecteur (horticulture)	7	Rédaction du bilan annuel sur les pesticides Tenir le registre des pesticides Sensibiliser les citoyens sur l'utilisation adéquate des pesticides Émission des constats d'infraction et des autorisations spéciales Inspection et suivi des ravageurs ou des plantes envahissantes Caractérisation et catégorisation de l'agrile du frêne
Élagueur	17	Travail réalisé en équipes - Abattage et essouchage des frênes
Contremaître	5	Superviser les opérations de lutte intégrée Éradication mécanique de l'herbe à puce au niveau des plates- bandes
Jardinier	10	Travail réalisé en équipes Coupe au ras le sol de la renouée Japonaise Désherbage manuel des plates-bandes et pose du paillis Fauchage du phragmite Traitement au jet d'eau des pucerons lanigères Identification des sites de l'herbe à puce et pose d'affichettes Désherbage manuel et pose de toile anti-végétation au niveau des plates-bandes en attente de futures plantations
Total	40	

Commentaires et recommandations

Toutes les ressources de l'arrondissement dédiées à la lutte intégrée sont mobilisées pour contrer les effets néfastes des problèmes phytosanitaires.

Beaucoup d'efforts y sont déployés pour la réalisation de plusieurs projets. Le dépistage et la catégorisation de l'agrile du frêne, le suivi des populations de pucerons, de psylles, de l'herbe à puce, des nids de guêpes ainsi que les retours d'appels des citoyens, en lien avec l'agrile, ont requis au total 245 heures de travail de la part de l'inspecteur.

Les jardiniers et le contremaître ont passé 419 heures en équipes à intervenir au niveau des opérations pour lutter contre les problématiques récurrentes en matière de lutte intégrée.

L'abattage et l'essouchage des frênes ont mobilisé beaucoup de ressources et le temps alloué à cet effet a atteint 3 572 heures de la part des élagueurs totalisant ainsi un montant de 121 194,02$, inclus au montant estimé de 163 672,17 $. Ce chiffre est de loin supérieur aux années précédentes.

Activités de communication et de sensibilisation

Mise en contexte

Expliquer dans quel cadre vos activités de communication et de sensibilisation sont en lien avec le dossier des pesticides.[1] Les activités de communication peuvent comprendre, à titre d'exemple, une conférence de presse, un article à l'intérieur d'un bulletin ou d'un journal d'arrondissement, une publicité, un message sur un babillard électronique, etc. Les activités de sensibilisation peuvent comprendre, à titre d'exemple, une conférence ou un atelier d'information, un kiosque lors d'une fête de quartier, etc. Veuillez préciser le nom de l'activité ainsi qu'une brève description, l'objectif de sensibilisation de cette activité et le nombre estimé de citoyens rejoints.

Activités réalisées en 2016

Activité et description	Objectif	Nombre de citoyens rejoints (estimation)
Distribution de dépliants et de brochures sur l'entretien écologique des pelouses et sur l'agrile du frêne	Sensibilisation des citoyens sur le sujet	14
Diffusion de deux chroniques municipales	Sensibiliser la population sur l'enjeu de l'agrile du frêne et du verdissement dans les deux (2) journaux locaux (l'Avenir de l'Est et l'Informateur)	20785 + 27733
Tenue de deux séances publiques d'information sur l'agrile du frêne de concert avec le Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal (SGPVMR)	Informer davantage le public et les sensibiliser sur la réglementation de l'agrile frêne	52
Diffusion d'un Cyberbulletin	Sensibiliser sur l'agrile du frêne et le verdissement	1926
Publication mensuelle sur l'agrile (mai-juin-juillet) sur Facebook	Sensibiliser le public sur le sujet	767
Distribution de compost (Écoquartier)	Sensiliser les citoyens sur le jardinage écologique	280
Tenue de kiosques aux deux Fêtes de la famille à Rivière-des-Prairies et à Pointe-aux-Trembles (Écoquartier)	Sensibiliser les citoyens sur les enjeux environnementaux	42
Publication de 3 articles dans le journal Ecopap sur le jardinage écologique et la santé environnementale (Écoquartier)	Sensibiliser les citoyens sur enjeux environnementaux	1110

[1] La liste des outils de communication accessibles à tous les citoyens de Montréal est présentée à l'annexe I du bilan.

Activité et description	Objectif	Nombre de citoyens rejoints (estimation)
Organisation de l'événement horticole édition 2016 (conférence, ateliers culinaires, atelier de fabrication d'un bac de jardinage avec double fond (Écoquartier)	Sensibiliser les citoyens sur le jardinage écologique.	42
Mise en place d'un comité pilote intitulé: Politique Saines habitudes de vie (Écoquartier)	Élaboration d'une politique sur les saines habitudes de vie avec plan d'action.	683
Porte-à-porte de sensibilisation et d'information environnementale par la patrouille verte	Sensibiliser les citoyens sur les enjeux environnementaux	1186
Organisation de sept séances d'informations sur le projet ZLAU (zone libre d'agriculture urbaine) (Écoquartier)	Informer et former les citoyens sur la façon de jardiner collectivement dans des espaces partagés	67

Commentaires et recommandations

L'arrondissement, à l'aide de son plan de diffusion sur l'agrile du frêne et le verdissement , arrive à sensibiliser de nombreux citoyens, que ce soit par les communiqués, les entrevues accordées aux médias par la mairesse de l'arrondissement ou par l'intermédiaire des affichages dynamiques mis en place dans les différentes installations municipales.

En partenariat avec l'Écoquartier de Pointe-aux-Prairies, l'arrondissement multiplie ses activités en matière de communication avec les citoyens. À ce titre, plusieurs activités sont organisées, que ce soit sur l'initiation au jardinage écologique ainsi que sur les bonnes pratiques respectueuses de l'environnement. Dans ce contexte, l'Écoquartier a dispensé des formations sur le lombricompostage, l'herbicyclage et sur la protection de la biodiversité alors que les élèves des différentes écoles étaient invités à construire des hôtels à insectes pollinisateurs bénéfiques à l'agriculture urbaine. La liste de diffusion du journal Eco pap contient 400 noms plus 35 envois en version papier. Le site facebook de l'Écoquartier compte 675 abonnés.

Des kiosques de sensibilisation et des kiosques ambulants de la patrouille verte ont été exposés et ont rejoint beaucoup de citoyens, dont 330 sur l'agrile du frêne.

Des activités d'animation sont également offertes au niveau du CÉGEP Marie-Victorin, aux camps de jours, dans les centres communautaires, les CHSLD et la résidence Lionel-Bourdon. Le but étant de sensibiliser les citoyens sur l'entretien et les bienfaits psychologiques du jardinage.

Gestion des demandes de citoyens

Provenance des demandes

Les demandes en lien avec le dossier des pesticides et de la lutte intégrée proviennent principalement des demandes citoyennes traduites dans les GDT (demandes de gestion de travail) et les GDC (Gestion des demandes de citoyens). D'autres proviennent du BAM (Bureau Accès Montréal), du Greffe, du conseil d'arrondissement (CA), des élus, des entreprises privées et de la Division de l'urbanisme. Plusieurs appels téléphoniques ont été reçus pour obtenir de l'information sur différentes problématiques en lien avec la lutte intégrée.

Cette année, la majorité des demandes concernent l'agrile du frêne, en premier lieu, suivie de celles traitant des mauvaises herbes.

Une autre problématique qui inquiète les citoyens concerne les nids de guêpes qui génèrent de nombreuses demandes.

Très peu de requêtes sont enregistrées au sujet de l'émission de permis pour l'application des pesticides en vue d'éliminer les mauvaises herbes, que ce soit du domaine privé ou public.

Nature des demandes

Nature	Nombre Demandes domaine privé	Nombre Demandes domaine public	Type de demandes
Pesticides	2	1	Demande de permis pour le contrôle de la végétation ou mauvaises herbes
Agrile du frêne	91	151	Toutes demandes confondues
Mauvaises herbes		80	Signalement de la présence de toutes mauvaises herbes confondues
Guêpes		35	Extermination des nids
Herbe à la puce		1	Éradication de l'herbe à puce
Pucerons		22	Signalement de taches sur l'asphalte et les autos
Psylle du micocoulier		1	Signalement de la présence du psylle
Choix			
Choix			

Commentaires et recommandations

Nous intervenons auprès des citoyens afin de répondre aux différentes requêtes liée s aux demandes de permis pour l'utilisation des pesticides et aux problèmes phytosanitaires constituant un problème de santé publique.

Les demandes sur l'agrile du frêne concernent en général les informations sur les traitements, les demandes de permis d'abattage mais aussi sur l'identification des frênes.

Les populations des pucerons du tilleuil et du psylle du micocoulier ont nettement baissé cette année sur notre territoire. Cependant, nous avons noté quelques demandes de citoyens à titre préventif.

On constate que les citoyens n'utilisent pas beaucoup le service pour l'entretien écologique. Il y aurait lieu d'accentuer la sensibilisation sur les bonnes pratiques respectueuses de l'environnement. Cet aspect devrait être prioritaire dans les orientations de l'arrondissement.

Formation des employés

Mise en contexte

Description des formations suivies dans le but de rester à jour dans le dossier des pesticides et de la lutte intégrée. La formation peut prendre la forme, à titre d'exemple, d'un webinaire, d'un atelier, un cours à distance, une participation à un colloque, congrès qui comprend des conférences sur les pesticides ou la lutte intégrée, de tables de discussion, etc. Si l'activité de formation est organisée à l'interne (Ex. Service de l'environnement, Service des grands parcs, Espace pour la vie), vous devez simplement indiquer Ville de Montréal dans la case appropriée.

Titre de la formation	Formateur/Organisateur	Date	Nombre de participants
Certificat sur l'application des pesticides en horticulture ornementale (CD4)	Société de formation à distance des commissions scolaires du Québec SOFAD	2016-03-29	1
Comité municipal sur les pesticides	Ville de Montréal - Service de l'environnement	2016-03-31	3
Conférence canadienne sur la foresterie urbaine	Ville de Laval, SIAQ, Arbres Canada	2016-09-26	1
Table des responsables du dossier des pesticides	Ville de Montréal - Service de l'environnement	2016-05-18	1
Comité régional sur l'agrile du frêne	Ville de Montréal - Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal	2016-05-31	2

Commentaires et recommandations

Dans le souci de rester à jour en matière de d éveloppement sur la lutte intégrée et de l'application du règlement sur les pesticides, notre arrondissement participe aux différentes rencontres, que ce soit à la table des responsables du dossier des pesticides, au comité municipal sur les pesticides ou à la conférence canadienne sur la foresterie urbaine.

Cependant, la formation reste insuffisante et un besoin criant se fait sentir au niveau des employés.

L'arrondissement compte 23 horticulteurs mais seulement deux sont certifiés et formés sur l'application des pesticides alors qu'un minimum de quatre serait conseillé.

Inspections sur les pesticides

Structure administrative

La structure administrative qui assure le suivi du dossier des pesticides est la Division de l'ingénierie, Dection conception de parcs. L'inspecteur en arboriculture et horticulture est la ressource chargée de l'inspection et de l'autorisation des permis. Le BAM est la structure qui les octrois.

Inspections

Type d'inspections	Nombre d'effectué
Visites - demandes de permis temporaire	3
Choix	
Choix	
Choix	
Choix	

Commentaires et recommandations

Trois inspections ont eu lieu cette année en réponse aux demandes de permis sur l'utilisation des pesticides. Au sein de notre arrondissement, il existe une très bonne collaboration entre les différentes ressources impliquées dans le traitement des demandes de permis.

Demandes de permis temporaire d'utilisation de pesticides

Permis octroyés ou refusés	Raison	Personne physique	Personne morale	Total
Permis octroyés	Infestation	0	1	1
	Infestation	0	1	5
	Sous-total	0	2	6
Permis refusés	Exception non reconnue	1	0	1
	Choix			
	Sous-total	1	0	1

Commentaires et recommandations

Deux demandes du secteur privé pour le contrôle de la végétation, ont été accordées pour des raisons de sécurité à cause de la présence de silos combustibles. Il s'agit des compagnies Suncor et Gazmetro. La compagnie Suncor a obtenu 5 permis (1 permis + 4 renouvellements), ce qui totalise un nombre de 6 de tous les permis octroyés.

Une demande pour le contrôle de la végétation a été refusée pour un particulier. Ce dernier a été sensibilisé à l'utilisation du Topgun qui est un pesticide à faible impact. Plusieurs documents lui ont été remis pour le sensibiliser sur le sujet.

Autorisations spéciales d’utilisations de pesticides

Cas d’urgence et de danger pour la santé humaine, notamment dans les zones sensibles.

Raison	Citoyens	Corporations	Total
Nids de guêpe	35	Atomix Extermination	35
Choix			
Choix			

Commentaires et recommandations

Trente-cinq (35) lettres d'autorisation express ont été émises par l'inspecteur auprès de l'entreprise Atomix Extermination. Trente-deux (32) interventions seulement ont été facturées. Ceci peut s'expliquer par le fait que certains nids soient enlevés avant que l'entrepreneur se rende sur place.

Dans la mesure du possible, l'entrepreneur coupe la branche et traite le nid à l'ext érieur de la zone sensible comme ce fut le cas en 2016.

Évolution des demandes de permis

Mise en contexte

Il est recommandé de suivre l'évolution des demandes de permis sur une période de 3 ans.

Évolution des demandes de permis de (3 ans)

Année	Permis octroyés	Permis refusés	Total
2014	10	1	11
2015	11	1	12
2016	6	1	7
Total	27	3	30

Commentaires et recommandations

À l'aide de ce bilan, nous constatons que le nombre de demandes de permis est en nette diminution comparativement à l'année 2014 et 2015. En 2016, seulement six demandes ont été déposées. Cela est probablement dû à la sensibilisation des citoyens sur l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides et à leur prise de conscience des dangers liés à leur exposition, ou alors, il n'y a pas eu d'infestations majeures nécessitant ce service.

Il y a lieu de sensibiliser les citoyens sur le Règlement, sur la connaissance des pesticides à faible impact sur la santé humaine et l'environnement et sur l'importance de faire une demande de permis uniquement dans des cas exceptionnels.

Infractions et poursuites judiciaires

Mise en contexte

Lorsque l'arrondissement constate une infraction au Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041), diverses mesures peuvent être faites auprès d'un contrevenant, principalement sous la forme d'un constat d'infraction ou d'un avis écrit. Les infractions constatées concernent généralement le non-respect de l'article 3 du Règlement : en ayant utilisé ou appliqué, ou même en ayant toléré ou permis l'utilisation des pesticides à l'extérieur des bâtiments. Ces infractions peuvent également viser, de manière générale, les conditions d'applications de pesticides ou le non-respect des exigences spécifiées pour les exploitants de terrains de golf ou de terrains visant la production agricole ou horticole

L'inspecteur est responsable de l'émission et de la signature des constats d'infractions au niveau de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles. Il est aussi la personne-ressource dans le cadre de dossiers soumis à la cour municipale.

Pour l'année 2016, il n'y a pas eu de cas d'utilisation illégale de pesticides.

Les contrevenants s'exposent à des poursuites judiciaires si une utilisation de pesticides non conforme est effectuée à l'extérieur des bâtiments. Ces poursuites peuvent mener à des amendes allant de 100 $ à 4 000 $. Les condamnations et les amendes perçues chaque année incluent certaines infractions commises lors d'années antérieures et réglées durant l'année en cours. De même, elles excluent certaines infractions commises pendant l'année courante, mais non réglées pendant cette année.

Suivi des infractions et poursuites judiciaires

Année	2016	2015	2014
Nombre d'avis écrits	0	0	0
Nombre de constats d'infraction	0	0	1
Nombre de constats non contestés et payés	0	0	0
Nombre de chefs d'accusation déposés devant la cour municipale	0	0	0
Nombre de contrevenants condamnés (infractions contestées et jugées)	0	0	0
Amendes totales ($)	0	0	0

Liste des personnes morales reconnues coupables en 2016

Nom et adresse du contrevenant	Infraction	Lieu de l'infraction	Date/Amende

Terrains de golf et de boulingrin

Mise en contexte

L'utilisation de pesticides, autres que les néonicotinoïdes, est autorisée sous certaines conditions prévues à la section V du Règlement. Ces conditions concernent l'entreposage des pesticides et l'affichage à respecter après l'épandage d'un pesticide. Elles visent également les registres d'utilisations de pesticides de ces exploitants ainsi qu'un état d'avancement du plan de réduction des pesticides selon les dispositions du Code de gestion des pesticides.

Afin de se conformer à l'article 73 du Code de gestion des pesticides, les propriétaires ou les exploitants d'un terrain de golf qui appliquent ou font appliquer un pesticide doivent transmettre tous les trois ans un plan de réduction des pesticides au ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, et ce, depuis le 3 avril 2006. Ces plans doivent contenir les données sur les quantités de pesticides utilisés, les objectifs de réduction par catégorie de pesticides (fongicides, insecticides, herbicides, etc.), y compris les moyens mis en œuvre pour les atteindre, ainsi que les mesures prises en vue de réduire la migration des pesticides hors du site. De plus, chaque plan doit être signé par un agronome, membre de l'Ordre des agronomes du Québec (OAQ).

Club de Golf de l'île de Montréal

3700, rue Damien Gauthier, Montréal, QC H1A 5S2

Exigence réglementaire	Degré de conformité	Note complémentaire
Déclaration écrite – entreposage des pesticides	Non vérifié	Le consultant recommande que l'emplacement soit conforme aux articles 5 et 18 du code de gestion des pesticides et de mettre tout en œuvre pour s'y conformer.
Lieu d'entreposage	Non vérifié	Le consultant recommande que les pesticides soient entreposés sur des étagères dans des salles barrées à clé en tout temps.
Écriteaux à chaque entrée des terrains suite à l'épandage d'un pesticide	Non vérifié	Le consultant recommande la mise en place d'affichettes conformes aux exigences du Code de gestion des pesticides et du Règlement municipal et de mettre tout en œuvre pour s'y conformer.

Exigence réglementaire	Degré de conformité	Note complémentaire
Conditions d'application (section VIII du Règlement)	Non vérifié	Le consultant recommande de ne pas laver les équipements d'entretien près d'un cours d'eau.
Copie du registre des utilisations de pesticides transmis à l'arrondissement	OUI	Le consultant affirme qu'une copie de toutes les applications (par date, nom du produit, dosage, quantité,etc.) et les données s'y rattachant sont à la disposition de l'inspecteur du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) pour consultation.
État d'avancement du plan de réduction du terrain de golf	OUI	Plan transmis le 15 janvier 2015

Commentaires et recommandations

Le niveau de conformité de l'application des pesticides au terrain de golf de l' île de Montréal n'est pas vérifié par le personnel de l'arrondissement par manque de ressources. Toutefois, le consultant mandaté pour son entretien a fait une déclaration dans laquelle il atteste que les données du bilan des applications sont en conformité avec la Loi sur les pesticides (L.R.Q, c.P-9.3) en vigueur au Québec et que toutes les dispositions régissant l' Ordre des Agronomes du Québec (OAQ) ont été respectées lors de la rédaction du document. Le consultant s'est basé sur les renseignements qui lui ont été fournis.

Lutte intégrée

Mise en contexte

En matière de lutte intégrée, nous poursuivons les actions habituelles afin de contrer les problèmes phytosanitaires existants et nous utilisons les pesticides uniquement lorsque la situation le justifie.

La principale problématique à laquelle fait face l'arrondissement et qui constitue l'enjeu principal, concerne la lutte à l'agrile du frêne. Le Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal y a traité 2137 frênes. Bien qu'aucun piège collant ne fut installé en 2016, et que la tempête du 20 juin ait mobilisé beaucoup de temps au détriment de la caractérisation et de la catégorisation des frênes, nous avons tout de même multiplié les efforts en matière d'abattage et d'essouchage. Beaucoup d'inspections liées aux demandes de permis d'abattage des frênes ont été réalisées. Ceci s'explique principalement par l'augmentation fulgurante du nombre de foyers détectés sur notre territoire puisque l'arrondissement est passé de six (6) foyers d'infestation en 2015 à soixante-deux (62) en 2016.

Au niveau de l'arrondissement, nous introduisons la notion d'interventions préventives dans la planification des aménagements paysagers. Cette notion consiste en la mise en place de toiles anti-végétations installées sur les plates-bandes en attente de futures plantations pour contrer la prolifération de mauvaises herbes.

L'herbe à puce est un problème de santé publique. Cette année dix (10) sites d'intervention, dont sept (7) en parcs, ont été ciblés pour les traitements. La pose d'affichettes pour sensibiliser les citoyens sur la présence de cette plante a été effectuée. C'est la deuxième année que les colonies d'herbe à puce sont traitées au produit A.D.I.O.S (considéré comme une alternative efficace pour éliminer cette plante provoquant des réactions cutanées sévères). Nous avons constaté un affaiblissement des colonies d'herbe à puce suite aux traitements de l'année passée. Malgré l'efficacité de ce produit, il est nécessaire de répéter le traitement à plusieurs reprises jusqu'à l'éradication complète des individus. L'intervention a permis de couvrir une superficie de 3 165 mètres carrés. Les endroits qui ont été identifiés à la fin de l'été seront traités en 2017.
Au niveau des zones sensibles, un cas s'est présenté près de l'école Marie-Claire-Daveluy. Nous avons procédé au retrait d'une plate-bande infestée mécaniquement, suivi de la pose d'une toile et de paillis. Une deuxième excavation plus profonde a été nécessaire avec ajout de terreau et l'ensemencement est prévu au printemps 2017.

La renouée Japonaise est répertoriée au niveau de quatre (4) sites sur notre territoire. Nous procédons par sa coupe au ras le sol avant la floraison pour contrôler sa propagation, de même que pour le phragmite en effectuant des fauchages répétitifs dans le but d'épuiser ses réserves toujours avant la floraison.

Concernant le contrôle des populations de psylle et de pucerons du tilleul, un suivi a été effectué et des bâches collantes ont été installées sur des micocouliers. Nous nous référons aux seuils d'intervention pour justifier les traitements qui s'évaluent, entre autres, à l'aide du nombre de pucerons trouvés sur une feuille. Nous avons fait l'acquisition d'un canon hydrostatique qui n'a pas été utilisé en 2016 car le seuil n'a pas été atteint.Toutefois, le puceron lanigère a été traité au jet d'eau à forte pression qui a infecté les aulnes glutineux du parc Saint-Valérien, à proximité des jeux pour enfants.

Agrile du frêne

Action	Responsable	Période d'intervention (ex. : mai-juin)	Nombre d'interventions	Quantités/ Unités (si applicable)
Traitements à l'aide du pesticides TreeAzin (# homologation 30559)	Ville de Montréal (contrat confié à l'externe par le Service des Grands Parcs)	Juin à août	2137	327,6 litres
Catégorisation et caractérisation des frênes	Arrondissement	Juin	352 arbres	14472 cm de dhp
Inspections des demandes de permis d'abattage des frênes privés	Arrondissement	Juin à décembre	91	91
Abattage et essouchage des frênes	Arrondissement	Octobre à décembre	691 arbres abattus	691

Pucerons lanigères des aulnes glutineux

Action	Responsable	Période d'intervention (ex. : mai-juin)	Nombre d'interventions	Quantités/ Unités (si applicable)
Déloger les pucerons au jet d'eau	Arrondissement		5	5 arbres

Pucerons du tilleul

Action	Responsable	Période d'intervention (ex. : mai-juin)	Nombre d'interventions	Quantités/ Unités (si applicable)
Suivi des populations des pucerons	Arrondissement	Août à septembre	2	2

Psylle du micocoulier

Action	Responsable	Période d'intervention (ex. : mai-juin)	Nombre d'interventions	Quantités/ Unités (si applicable)
Suivi des populations des psylles	Arrondissement	Mai	4	4 arbres
Pose de bâches collantes pour capturer les psylles	Arrondissement	Septembre	4	4 arbres

Nids de guêpes

Action	Responsable	Période d'intervention (ex. : mai-juin)	Nombre d'interventions	Quantités/ Unités (si applicable)
Inspection et émission des lettres d'autorisation Express	Arrondissement	Juillet à septembre	35	35
Extermination des nids de guêpes avec du KONK 407 (# 24875)	Atomix Extermination	Juillet à septembre	32	510g

Herbe à la puce

Action	Responsable	Période d'intervention (ex. : mai-juin)	Nombre d'interventions	Quantités/ Unités (si applicable)
Inspection des sites infestés d'herbe à puce	Arrondissement	Juin	10	10
Éradication de l'herbe à puce à l'ADIOS (3)(#30940)	Herbanatur	Juin à septembre	10	1425 kg (150g/m2)
Pose d'affichettes	Arrondissement	Juin à septembre	100	100

Renouée japonaise

Action	Responsable	Période d'intervention (ex. : mai-juin)	Nombre d'interventions	Quantités/ Unités (si applicable)
Inspection des sites de la renouée	Arrondissement	Juin	4	4
Coupe au ras de sol manuellement de la renouée Japonaise	Arrondissement	Juillet à août	4	325 m2

Phragmite

Action	Responsable	Période d'intervention (ex. : mai-juin)	Nombre d'interventions	Quantités/ Unités (si applicable)
Fauchage repététif du phragmite	Arrondissement	Juin, juillet et août	4	165 m2

Berce du Caucase

Action	Responsable	Période d'intervention (ex. : mai-juin)	Nombre d'interventions	Quantités/ Unités (si applicable)
Inspection et sensibilsation au sujet de la berce du Caucase	Arrondissement	Août	3	3

Commentaires et recommandations

Les actions de lutte intégrée réalisées dans l'arrondissement, que ce soit sur les psylles, les pucerons, les nids de guêpes, le phragmite, la renouée ou l'herbe à puce, seront maintenues pour 2017.

La poursuite de l'identification et du traitement des nouveaux sites infestés d'herbe à puce est requise pour 2017. Des affichettes seront installées pour sensibiliser les citoyens afin qu'ils évitent tout contact avec cette plante qui provoque une douloureuse inflammation de la peau.

La berce du Caucase a été signalée par les citoyens à travers trois (3) requêtes. Ces signalements se sont avérés infondés car cette plante toxique est souvent confondue avec la carotte sauvage.

Des actions de sensibilisation doivent être multipliées afin d'aider les citoyens à mieux reconnaître cette plante et à prendre les précautions nécessaires pour l'éliminer.

Conclusion

L'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles poursuit ses efforts et prend des mesures favorables à la promotion et à la sensibilisation à la lutte intégrée et au recours des pesticides qu'en cas de nécessité absolue.

L'application du règlement se reflète à travers les différentes actions menées par l'arrondissement en matière de lutte intégrée. L'avènement de la lutte à de nouveaux ravageurs, tels l'agrile du frêne et sa prolifération exponentielle, exige une planification, des efforts et des interventions supplémentaires.

Les données, les commentaires et les recommandations permettent d'avoir un portrait réel de la situation et d'ajuster les orientations de manière à optimiser les interventions et les services aux citoyens et aux entreprises en matière d'utilisation des pesticides et de lutte intégrée. De plus, la cueillette de données pourra être ajustée pour les prochaines années en fonction du nouveau format du rapport.

Il a été démontré que l'arrondissement de Rivière-des-Prairies applique le règlement sur l'utilisation des pesticides avec les moyens mis en place. Le suivi auprès des citoyens est effectué en répondant aux requêtes de ces derniers mais il demeure que l'application du Règlement ne peut être vérifiée chez ces mêmes citoyens et auprès des entreprises compte tenu des conditions actuelles en matière de disponibilité de main-d'oeuvre. Un seul inspecteur est dédié à la foresterie urbaine, aux inspections, aux plantations ainsi qu'à toutes les mesures en matière de lutte intégrée. Les besoins en inspection sont grandissants et l'arrondissement ne sera en mesure de combler ces besoins qu'à la condition de se doter de ressources supplémentaires. Cela permettra de maintenir les interventions à jour et de mieux définir les opérations qui en découlent.

Une formation continue, s'adressant à plus d'employés, est aussi requise pour assurer une meilleure application du Règlement en vigueur et pour disposer d'une main-d'œuvre formée suffisante pour combler les absences.

Annexe 1 : Principaux outils de communication sur les pesticides et le jardinage écologique

	Outil de sensibilisation	Descriptif
MONTRÉAL SANS PESTICIDES	ville.montreal.qc.ca/pesticides	Site de référence pour connaître la réglementation en vigueur ainsi que les produits autorisés ou interdits; l'adoption de bonnes pratiques de jardinage sans pesticides; la lutte intégrée et la lutte biologique en particulier.
	Guide Maison propre et Jardin vert	Guide d'entretien ménager et de jardinage écologique destiné au grand public.
	Montréal sans pesticides	Résumé du règlement sur l'utilisation des pesticides. Aide le citoyen à mieux comprendre le règlement qui a été adopté en avril 2004. - Retrait de l'exception visant le contrôle des araignées.
	Guide d'entretien écologique de la pelouse	Feuillet d'information nécessaire pour aider le citoyen à obtenir une belle pelouse sans l'aide de produits chimiques.
	Pesticides à faible impact	Dépliant portant spécifiquement sur la connaissance des pesticides à faible impact, sur les ingrédients actifs, les modes d'application et les mises en garde.
Banque d'info 311	- Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041) - Lutte biologique agrile - Puceron - Pucerons du tilleul - Psylle du micocoulier - Guêpes fouisseuses (de sable)	Fiches d'informations sur la réglementation en vigueur relativement aux pesticides, des projets en lutte intégrée menés par le Service de l'environnement (lutte biologique contre le puceron du tilleul, lutte biologique contre l'agrile du frêne) ainsi que des informations pratiques sur les problèmes causés par certains insectes (guêpes fouisseuses, puceron, psylle du micocoulier).

Arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles
Direction du Développement du Territoire et des Études Techniques
Division de l'Ingénierie

Auteur (s)
Fatma Zohra Tibourtine

Janvier 2017

ville.montreal.qc.ca

CHRISTIAN PRUD'HOMME SERVICES-CONSEILS INC.

BILAN DES APPLICATIONS DE PESTICIDES EN CONFORMITÉ AVEC LE CODE DE GESTION DES PESTICIDES (ARTICLE 73) 2015-2016

POUR : Club de golf Île de Montréal

PRÉPARÉ ET RÉDIGÉ PAR :

CHRISTIAN PRUD'HOMME, agr
(no. de membre OAQ : 3758)

ST-CONSTANT, QC

CHRISTIAN PRUD'HOMME SERVICES-CONSEILS INC.

IDENTIFICATION

Nom du terrain de golf	Club de golf Île de Montréal
Adresse	3700 rue Damien Gauthier Montréal, QC H1A 5S2
Téléphone	
Télécopieur	514-642-2827
Site Internet	
Propriétaire	Club de golf Île de Montréal
Adresse (si différente)	3700 rue Damien Gauthier Montréal, QC H1A 5S2
Téléphone	
Télécopieur	514-642-2827
Responsable de l'entretien	BrunoDesroches (surintendant en 2016) Pierre Dufort (à partir de 2017)
Téléphone	
Cellulaire	Bruno Desroches 438-492-9401
Courriel	Bruno Desroches : bdesroches23@gmail.com Pierre Dufort : vergopdufort@hotmail.com
Responsable de l'application des pesticides & Numéro de certification d'applicateur de pesticides	Bruno Desroches C451137 Guillaume Pelletier C551695 Pierre Dufort C760946
Numéro de permis de pesticides de l'entreprise	P550968
Agronome responsable	Christian Prud'homme
No. de membre O.A.Q.	3758
Adresse	31 de la Mairie St-Constant, Qc J5A 2G8
Téléphone	450-633-9231
Télécopieur	450-632-2906
Cellulaire	514-809-1568
Courriel	cp.agronome@sympatico.ca

DESCRIPTION DU CLUB DE GOLF

Nombre de trous sur le parcours	36	
Superficies	**Endroits**	**Superficie**
	Verts (mètres carrés)	32000
	Départs (mètres carrés)	16900
	Allées (ha)	23,00
	Roughs (ha)	32,00
Superficie totale de la propriété (ha)	65	
Type de club de golf	Public	
Localisation	Rurale	
Certification	aucune	

ANALYSE DE LA SITUATION ACTUELLE

a. GESTION DES PESTICIDES

Registres d'achats et d'applications	Dans le document que j'ai fourni au surintendant, les achats et applications de pesticides sont à jour et conformes à la loi sur les Pesticides. Le surintendant et l'agronome ont une copie de ces registres qui peuvent être mis à la disposition d'un inspecteur du ministère de l'environnement pour fins de consultation.
Préparation des pesticides	vous pouvez consulter l'article 69 du *Code de gestion des pesticides*, lequel vous donne les normes suggérées quand à l'emplacement où préparer les pesticides. Je vous suggère donc de mettre tout en œuvre pour vous y conformer.
Entreposage des pesticides	L'emplacement doit être conforme aux articles 5 et 18 du *Code de gestion des pesticides*. Vous devez garder vos étagères ou salles d'entreposage barrées à clé en tout temps.
Applications de pesticides	Le surintendant et l'agronome ont une copie de toutes les applications (par date, nom de produit, dosage, quantité, etc.) qui ont été faites sur le terrain. Ces données peuvent être mises à la disposition d'un inspecteur du ministère de l'environnement pour fins de consultation.
Lavage des équipements	Vous devez vous assurer de ne pas laver vos équipements d'entretien (tondeuses, tracteurs, aérateurs, etc.) près d'un cours d'eau.
N.B. une copie du *Code de gestion des pesticides* est disponible sur le site du ministère de l'environnement à l'adresse suivante : http://www.mddep.gouv.qc.ca/pesticides/permis/code-gestion/index.htm	

b. FACTEURS BIOTIQUES PARTICULIERS

Maladies les plus récurrentes sur le terrain	-Tâche en dollar -Plaque brune rhizoctone -Fonte de semis (taches foliaires) -Fusariose -Moisissures des neiges -Piétin échaudage (Take-All Patch) -Anthracnose
Insectes rencontrés sur le terrain	-Charançons du pâturin annuel - Ataenius (scarabée noir des parcours) -Fourmis -Vers blancs (Hanneton européen)
Mauvaises herbes récurrentes	- Toutes les mauvaises herbes à feuilles larges de gazon dont les plus importantes (renouée, pissenlit, trèfle, plantain) - Digitaire

QUANTITÉS TOTALES DE PESTICIDES (KG ou L) APPLIQUÉES ANNUELLEMENT DE 2015 À 2017 (inclusivement) PAR CATÉGORIE DE PESTICIDE

	Nom commercial	Matière active	Numéro d'homologation	2015		2016		2017	
				Quantité appliquée	Superficie traitée	Quantité appliquée	Superficie traitée	Quantité appliquée	Superficie traitée
				L / kg	ha	L / kg	ha	L / kg	ha
FONGICIDES	Aliette Signature	Fosetyl-Al	28299			**32.7 kg**	**3.6**		
	Banner Maxx	Propiconazole	27003	**102.5 L**	**39.6**	**34.7 L**	**17**		
	Banol	Chlorhydrate de propamocarbe	29156			**3.6 L**	**0.6**		
	Cadence	Boscalide	27596	**7.8 kg**	**20.2**				
	Civitas	Huile minérale 98%	29825	**568.9 L**	**43.7**	**44.8 L**	**4.6**		
	Compass	Trifloxystrobine	27527						
	Concert					**242.1 L**	**18**		
	Daconil 2787	Chlorothalonile	15724						
	Daconil Ultrex	Chlorothalonile	28354			**74.8 kg**	**11.6**		
	Eagle	Myclobutanil	26585	**15.7 kg**	**9.2**				
	Heritage	Azoxystrobine	26155						
	Heritage Maxx	Azoxystrobine	28393	**11 L**	**3.2**	**15.4 L**	**3.2**		
	Insignia	Pyraclostrobine	28859	**9.6 kg**	**3.2**	**8.7 kg**	**3.2**		
	Instrata	Fludioxonil Chlorothalonile Propiconazole	28861	**96 L**	**8**	**102.9 L**	**3.2**		
	Interface	Iprodione 256 g/L Trifloxystrobine 16 g/L	31906						
	Iprodione Quali-Pro	Iprodione	29410						
	Kabuto 400SC	Isofétamide	31759	**44.7 L**	**29**	**46 kg**	**38**		
	Medallion	Fludioxonil 125 g/L	31528	**41.2 L**	**9.6**	**84.3 L**	**26.1**		
	Premis	Triticonazole	28387			**32 L**	**17**		

FONGICIDES (suite)	Nom commercial	Matière active	Numéro d'homologation	2015		2016		2017	
				Quantité appliquée	Superficie traitée	Quantité appliquée	Superficie traitée	Quantité appliquée	Superficie traitée
				L / kg	ha	L / kg	ha	L / kg	ha
	Green GT	Iprodione	24379						
	Senator	Thiophanate-Methyl	25343						
	Subdue Maxx	Metalaxyl	27055			**0.6 L**	**0.7**		
	Tourney	Metconazole	30928						
	Trilogy 34.02% ai	Iprodione Triticonazole Trofloxystrobin	29870	**80 L**	**7.8**	**66 L**	**4.1**		
	Triton	Triticonazole	29109						
	Truban 30WP	Etridiazole	11460						
	Velista	Penthiopyrad				**17.4 L**	**18**		

	Nom commercial	Matière active	Numéro d'homologation	2015		2016		2016	
				Quantité appliquée	Superficie traitée	Quantité appliquée	Superficie traitée	Quantité appliquée	Superficie traitée
				L / kg	ha	L / kg	ha	L / kg	ha
HERBICIDES	Acclaim Super	Fénoxaprop-p-éthyl	22886						
	Casoron	Dichlobenil	20233						
	Dimension	Dithiopyr	23003						
	Eco-Clear	Acide acétique 62.5 g/L	26522						
	Fiesta	Fer sous forme FeHEDTA	29535						
	Glyfos	Glyphosate	24359						
	Gramoxone	paraquat	25448						
	Killex	2,4-D, MCPP, Dicamba	9811						
	K-O-G	Dicamba 0.7%	14593						
	Mecoprop	mecoprop	27891						
	Oracle	Dicamba	26722	**3.4**	**36**				
	Organo-Sol	Acides citriques et lactiques	28603						
	Par III	2,4-D, MCPP, Dicamba	27884	**48 L**	**7.5**	**84.7 L**	**11.4**		
	Premium 3-Way	2,4-D, MCPP, Dicamba	18947						
	Quick Silver	Carfentrazone-éthyle 224g/L	30142						
	Renegade	Glyphosate	27946						
	Round Up original	Glyphosate	13644						
	Trillion	2,4-D, MCPP, Dicamba	18963						
	Vanquish	Dicamba	26980						
	Tri-Kill	2,4-D, MCPP, Dicamba	19400						

	Nom commercial	Matière active	Numéro d'homologation	2015		2016		2017	
				Quantité appliquée	Superficie traitée	Quantité appliquée	Superficie traitée	Quantité appliquée	Superficie traitée
				L / kg	ha	L / kg	ha	L / kg	ha
INSECTICIDES	Acelepryn	Chlorantraniliprole 200 g/L	28980			**4.6 L**	**5.9**		
	Arena	Clothianidine	29383			**0.9 kg**	**1**		
	Cygon 4E	Diméthoate	9807						
	Deltaguard	Deltaméthrine	28791						
	Demand CS	Lambda-Cyhalothrine	27428	**3.4 L**	**3.2**	**0.9 L**	**1.1**		
	Dursban Turf	Chlorpyrifos	20575						
	Imidacloprid Quali-Pro 0.5%	Imidaclopride	29185						
	Imidacloprid Quali-Pro 75 WSP	Imidaclopride	29130						
	Merit 0.5G	Imidaclopride	25933						
	Merit Solupak	Imidaclopride	25932						
	Nématodes								
	Pyrate	Chlorpyrifos	23704						
	Sevin XLR	Carbaryl	27876			**41.1 L**	**1.8**		
	Sevin T/O Chipco	Carbaryl	26873						
	Scimitar	Lambda-Cyhalothrine	28499						
	Savon Insecticide	(Sels de potassium d'acides gras)	22208						

AUTRES	Nom commercial	Matière active	Numéro d'homologation	2015		2016		2017	
				Quantité appliquée	Superficie traitée	Quantité appliquée	Superficie traitée	Quantité appliquée	Superficie traitée
				L / kg	ha	L / kg	ha	L / kg	ha
	Primo Maxx	Trinexapac-ethyl	26989	**43.6 L**	**84**	**101**	**127**		
	Quali-Pro T-Nex 11.3 ME	Trinexapac-ethyl	30683						
	Rodent Bait	Phosphure de zinc 2%	16122						
	Ramik Brun	Diphacinone	11670						
	Ramik Vert	Diphacinone	11669						

N.B. Les compilations ci-haut ont été calculées à partir des applications individuelles faites sur le terrain de golf (date, produit, quantité, superficie traitée, etc.). Je garde en dossier ces applications si des consultations futures s'avèrent nécessaires. Les calculs dans les tableaux ont été faits pour vous sauver du temps.

2- QUANTITÉS DE MATIÈRE ACTIVES APPLIQUÉES & SUPERFICIES TRAITÉES

PESTICIDES	MOYENNE DE 2012 à 2014		2015		2016		2017	
	Superficie Totale traitée (ha)	Quantité Totale de Matière Active (kg)	Superficie Totale traitée (ha)	Quantité Totale de Matière Active (kg)	Superficie Totale traitée (ha)	Quantité Totale de Matière Active (kg)	Superficie Totale traitée (ha)	Quantité Totale de Matière Active (kg)
Fongicides	**79.4**	**200.5**	**173.5**	**578.8**	**168.8**	**374.4**		
Insecticides	**4.8**	**9.2**	**3.2**	**0.34**	**9.8**	**19**		
Herbicides	**47.3**	**54.5**	**43.5**	**13.3**	**11.4**	**26.1**		
Primo Maxx	**53.9**	**2.4**	**84**	**4.9**	**127**	**11.4**		
Rodenticide	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**		

3- DÉCLARATION ET SIGNATURE DE L'AGRONOME MANDATÉ

J'atteste que ce document, conçu selon les règles de l'art, est conforme à Loi sur les pesticides (L.R.Q., c. P-9.3) en vigueur au Québec.

Je déclare que toutes les dispositions régissant l'ordre des agronomes du Québec (OAQ) ont été suivies lors de la conception de ce document et qu'il a été rédigé selon les renseignements qui m'ont été fournis, lesquels sont soumis au secret professionnel.



_____

Christian Prud'homme, B.Sc.Agr
Agronome-Conseil
Membre de l'OAQ #3758

12 décembre 2016
Date



RAPPORT D'UTILISATION DE PESTICIDES CHIMIQUES OU BIOLOGIQUES POUR INTERVENTION EN MILIEU NATUREL ET EXTERMINATION DANS LES BÂTIMENTS ET REGISTRE D'INTERVENTIONS

Parc-nature de la Pointe-aux-Prairies
2016

Rédigé par Sylvie Comtois, biologiste - conseillère en planification
Division des stratégies, programmes et politiques
Section Biodiversité et écologie urbaine
- Responsable du dossier pesticides pour le réseau des parcs-nature -
scomtois@ville.montreal.qc.ca

Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal

Montréal

INTERVENTIONS

TYPES D'INTERVENTIONS

- **Guêpes**

Encore cette année, certaines interventions ont dû être faites pour contrer des problèmes de guêpes afin d'assurer la sécurité des usagers et des employés, dans les espaces extérieurs du parc-nature de la Pointe-aux-Prairies. Il s'agit en fait d'un problème récurrent qui demande d'intervenir dans les zones où le public a accès. Il est à noter que les nids de guêpes en milieu naturel ne sont pas traités s'ils sont en dehors de la portée des visiteurs.

- Aucun autre type d'intervention n'a été fait dans ce parc-nature en 2016.

SOMMAIRE DES PROBLÈMES ET LEUR LOCALISATION DANS CHACUN DES PARCS-NATURE

	PARCS-NATURE	PROBLÈMES	LOCALISATION
Régie interne espaces extérieurs	**Pointe-aux-Prairies**	Guêpes	À proximité chalet d'accueil Héritage : table à pique-nique
			Secteur Rivière-des-Prairies : toilette sèche/aire de pique-nique

	PARCS-NATURE	PROBLÈMES	LOCALISATION
Régie interne espaces intérieurs	**Pointe-aux-Prairies**	s/o	s/o

Contrat donné à l'externe

Aucun contrat n'a été confié à une entreprise externe spécialisée dans le domaine en 2016.

PRODUITS UTILISÉS

Nous tentons d'utiliser des produits à faible impact pour l'environnement et pour la santé humaine. Par contre, pour les problèmes de guêpes, jusqu'à maintenant nous n'avons pas trouvé de produits à faible impact efficaces et d'application sécuritaire pour les employés. Toutefois, il s'agit de produits de classe 5 vendus en vente libre.

PROBLÈMES	PRODUITS	RÉGIE INTERNE	CONTRAT EXTERNE
Guêpes	ONE-SHOT pour frelons et guêpes de Wilson	x	

QUANTITÉ DE PRODUITS UTILISÉS

Quantité de chacun des produits par parc-nature

PARCS-NATURE	PROBLÈMES	PRODUITS	QUANTITÉ
Pointe-aux-Prairies	Guêpes	ONE-SHOT pour frelons et guêpes de Wilson	200 g (½ canette en aérosol) 2 nids

REGISTRES D'INTERVENTION EN RÉGIE INTERNE
POUR LES ESPACES EXTÉRIEURS
2016

Parc-nature de la Pointe-aux-Prairies

Nom du responsable de ce dossier pour le parc-nature : Benoit Davignon, chargé d'entretien
Nom du responsable du dossier pesticides et de la rédaction du rapport annuel pour les parcs-nature : Sylvie Comtois

Registre d'intervention pour les travaux en régie interne / espaces extérieurs

Date	Site	Localisation	Problème	Produit Nom commercial	Agent actif	No enrg produit	Type de produit et Classe	Quantité du produit (sans dilution) L ou g	Notes
18 juin 2016	Secteur Rivière-des-Prairies	Aire de pique-nique : toilette sèche	Guêpes	ONE-SHOT pour frelons et guêpes de Wilson	Tétraméthrine 0,200 % D-Phénothrine 0,125 %	30192	Insecticide	0,25 canette x 400 g/ch = 100 g 1 nid	Protection des visiteurs et des employés
3 juillet 2016	Secteur Bois-de-l'Héritage	À proximité chalet d'accueil Héritage : table à pique-nique	Guêpes	ONE-SHOT pour frelons et guêpes de Wilson	Tétraméthrine 0,200 % D-Phénothrine 0,125 %	30192	Insecticide	0,25 canette x 400 g/ch = 100 g 1 nid	Protection des visiteurs et des employés

REGISTRES D'INTERVENTION POUR LES TRAVAUX À CONTRAT POUR LES ESPACES EXTÉRIEURS
2016

Parc-nature de la Pointe-aux-Prairies

Nom du responsable de ce dossier pour le parc-nature : Benoit Davignon, chargé d'entretien
Nom du responsable du dossier pesticides et de la rédaction du rapport annuel pour les parcs-nature : Sylvie Comtois

Registre d'intervention pour les travaux à contrat / espaces extérieurs

Date	Site	Localisation	Problème	Produit Nom commercial	Agent actif	No enrg produit	Type de produit	Quantité du produit (sans dilution) L ou g	Notes

Note : Aucune intervention en 2016.

REGISTRES D'INTERVENTION EN RÉGIE INTERNE
POUR LES ESPACES INTÉRIEURS
2016

Parc-nature de la Pointe-aux-Prairies

Nom du responsable de ce dossier pour le parc-nature : Benoit Davignon, chargé d'entretien
Nom du responsable du dossier pesticides et de la rédaction du rapport annuel pour les parcs-nature : Sylvie Comtois

Registre d'intervention pour les travaux en régie interne / espaces intérieurs

Date	Site	Localisation	Problème	Produit Nom commercial	Agent actif	No enrg produit	Type de produit et Classe	Quantité du produit (sans dilution) L ou g	Notes

Note : Aucune intervention en 2016.

REGISTRES D'INTERVENTION POUR LES TRAVAUX À CONTRAT POUR LES ESPACES INTÉRIEURS
2016

Parc-nature de la Pointe-aux-Prairies

Nom du responsable de ce dossier pour le parc-nature : Benoit Davignon, chargé d'entretien
Nom du responsable du dossier pesticides et de la rédaction du rapport annuel pour les parcs-nature : Sylvie Comtois

Registre d'intervention pour les travaux à contrat / espaces intérieurs

Date	Site	Localisation	Problème	Produit Nom commercial	Agent actif	No enrg produit	Type de produit	Quantité du produit (sans dilution) L ou g	Notes

Note : Aucune intervention en 2016.

Registre d'utilisation des pestisides (C)

Nom du titulaire de permis : Herbanatur Inc
REGISTRE UTILISATION D'HERBICIDE (2016)
Nom et adresse de l'établissement : Herbanatur Inc, 212, de la Matamec, Terrebonne, QC. J6W 6H3 (514-992-3270)
Numéro du permis : P450488 **Vente en gros :** P450552 **Vente au détails :** P450553

		Client				Pesticide			
Date des travaux	**Lieu et objet du traitement**	**Client**	**Adresse**	**Organisme nuisible**	**Motif**	**Nom, classe et numéro d'homologation de l'herbicide**	**Superficie traitée (m2)**	**Quantité d'herbicide (Kg)**	**Responsable et numéro de certificat**
30/7/16	Parcs/Route	Arr. RDP-PAT	3535, 36ième Avenue, 2ième étage, Montréal, Qc.H1A 3K1	Herbe à la puce	Plainte	ADIOS (3) 30940	2 715	407	A.Gregoire C451985
4/8/16	Parcs/Route	Arr. RDP-PAT	3535, 36ième Avenue, 2ième étage, Montréal, Qc.H1A 3K1	Herbe à la puce	Plainte	ADIOS (3) 30940	450	67.5	A.Gregoire C451985
4/9/16	Parcs/Route	Arr. RDP-PAT	3535, 36ième Avenue, 2ième étage, Montréal, Qc.H1A 3K1	Herbe à la puce	Plainte	ADIOS (3) 30940	3 165	475	A.Gregoire C451985
25/9/16	Parcs/Route	Arr. RDP-PAT	3535, 36ième Avenue, 2ième étage, Montréal, Qc.H1A 3K1	Herbe à la puce	Plainte	ADIOS (3) 30940	3 165	475	A.Gregoire C451985

PUCE: 150g/m2
POUX: 20KG/Km

Montréal

1555, rue Carrie-Derick, Montréal (Québec), H3C 6W2
no. de permis Ville de Montréal: P550960

Registre des utilisations de pesticides de classe 1 à 5 - Interventions confiées à une entreprise externe

Arrondissement: **Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Tremble** **Année:** 2016

Nom du fournisseur	Adresse du fournisseur	Numéro de permis du fournisseur	Date d'intervention	Nom commercial du produit	Numéro homologation	Classe (1 à 5)	Quantité achetée/g
AtomixExtermination	5635,Grande Allée,Boite#30522,Brossard,Qc,J4Z 3R6	P-751948	04-août-16	KONK 407	24875	3	150
AtomixExtermination	5635,Grande Allée,Boite#30522,Brossard,Qc,J4Z 3R6	P-751948	23-août-16	KONK 407	24875	3	120
AtomixExtermination	5635,Grande Allée,Boite#30522,Brossard,Qc,J4Z 3R6	P-751948	31-août-16	KONK 407	24875	3	120
AtomixExtermination	5635,Grande Allée,Boite#30522,Brossard,Qc,J4Z 3R6	P-751948	14-sept-16	KONK 407	24875	3	75
AtomixExtermination	5635,Grande Allée,Boite#30522,Brossard,Qc,J4Z 3R6	P-751948	25-oct-16	KONK 407	24875	3	15
						TOTAL	480

Inventaire Pest. 2016
Club de Golf de l'Ile de Montréal

Produit	qtée début de la saison		Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Aout	Septembre	Octobre	Novembre	qtée fin de saison	
Acclaim	600	ml										500	ml
Acelepryn	7650	ml									*	4250	ml
Aliette	13,56	Kg									*	5.5	Kg
Arena	5,65	Kg										1	Kg
Banol	11,34	L									*	0	L
Callisto	9,6	L										9,6	L
Cadence	16	sac										0	sac
Civitas	17	L										60	L
compass	500	g									*	50	g
Compitox	12	L									*	0	L
Daconil 2787	10	L									*	0	L
Daconil Ultrex	0	kg										0	kg
Dursban	8	L										1	L
Dimension	14	L									*	8	L
Eagle wp	31	sac										31	sac
Ecoclear	10	L										10	L
Heritage	0,5	L										3.78	L
Fongicide X	175	lbs									*	175	lbs
Glyphos	60	L										10	L
Insigna	0	Kg										0	Kg
Instrata	0	L										55	L
Mecoprop	42,7	L										21	L
Mérit Solupak	990	Gr										990	Gr
Oracle	0	L										0	L
Par	60	L									*	19	L
Premis	3,2	L										12	L

Primo Maxx	4,6	L										5	L
Banner Maxx	1	L										4	L
Pyrate	0,5	L									*	0,5	L
Quicksilver	1,9	L									*	0	L
Rovral	4	L										3	L
Sevin	0	L										60	L
Subdue Maxx	4	L									*	0	L
Trillion	15	L									*	0	L
Trilogy	0	L										10	L
Par III	50	L										23	L
Velocity	1	sac										1	sac
Civitas Weed	0	L										47	L
Kabuto	0	ML										500	ML
zerotol	19	L										19	L

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CM : 07.06

2017/03/27 13:00

(1)

Dossier # : 1175094001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ahuntsic-Cartierville , Direction des travaux publics , Division des parcs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Déposer le Bilan annuel 2016 conformément au Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) pour l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville.

Il est recommandé au conseil municipal :
De déposer le bilan annuel 2016 de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville relatif à l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041).

Signé par Alain DUFORT **Le** 2017-02-23 11:46

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 07.06

2017/03/27
13:00

(1)

Dossier # : 1175094001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ahuntsic-Cartierville , Direction des travaux publics , Division des parcs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Déposer le Bilan annuel 2016 conformément au Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) pour l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville.

Il est recommandé au conseil municipal :
De déposer le bilan annuel 2016 de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville relatif à l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041).

Signé par Michèle GIROUX **Le** 2017-01-25 13:37

Signataire : Michèle GIROUX

Directrice d'arrondissement
Ahuntsic-Cartierville , Direction d'arrondissement

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du lundi 13 février 2017	Résolution: CA17 090030

Déposer et transmettre au conseil municipal, conformément au Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041), le bilan 2016 pour l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville.

Il est proposé par le conseiller Harout Chitilian

appuyé par le conseiller Pierre D Desrochers

et résolu

D'accuser réception et de transmettre au conseil municipal le bilan annuel 2016 de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville relatif à l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041).

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ.

61.01 1175094001

Pierre GAGNIER
_____
Maire d'arrondissement

Chantal CHÂTEAUVERT
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 21 février 2017

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1175094001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ahuntsic-Cartierville , Direction des travaux publics , Division des parcs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Déposer le Bilan annuel 2016 conformément au Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) pour l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville.

CONTENU

CONTEXTE

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Christiane DUPONT
Inspecteur(trice) en horticulture

Tél :
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1175094001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ahuntsic-Cartierville , Direction des travaux publics , Division des parcs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Déposer le Bilan annuel 2016 conformément au Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) pour l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville.

CONTENU

CONTEXTE

En vertu du règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041), le conseil de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville doit déposer un rapport au conseil municipal faisant état de l'application de ce règlement à l'égard de son territoire.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Résolution CA04 090184
Résolution CA04 090217
Ordonnance numéro OCA04 023
Résolution CA05 090056
Résolution CA06 090377
Résolution CA07 090031
Résolution CA08 090048
Résolution CA09 090053
Résolution CA10 090025
Résolution CA11 090072
Résolution CA12 090029
Résolution CA13 090031
Résolution CA14 090043
Résolution CA15 090036
Résolution CA16 090070

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux recommandations administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2017-01-25
Christiane DUPONT Inspecteur(trice) en horticulture	Louis LAPOINTE Directeur	
Tél : --- **Télécop. :** ---	**Tél :** --- **Télécop. :**	

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1175094001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ahuntsic-Cartierville , Direction des travaux publics , Division des parcs
Objet :	Déposer le Bilan annuel 2016 conformément au Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) pour l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville.



Bilan Pesticides 2016_Complet.pdf



rapport USAGE pesticides_parcs-nature_bois-de-liesse_visitation_saraguay_2016.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Christiane DUPONT
Inspecteur(trice) en horticulture

Tél : ---
Télécop. : ---



Bilan annuel 2016

relatif à l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041) et de la lutte intégrée

Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Montréal

Table des matières

Lexique **3**

Introduction **5**

Orientation et objectifs de l'arrondissement 5

Historique – résolutions du Conseil d'arrondissement **6**

Résolutions adoptées à ce jour par le conseil d'arrondissement relativement à l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041) 6

Ressources budgétaires et humaines **9**

Personnel dédié à l'application du règlement **10**

Activités de communication et de sensibilisation **11**

Gestion des demandes de citoyens **13**

Formation des employés **15**

Inspections sur les pesticides **17**

Demandes de permis temporaire d'utilisation de pesticides **18**

Autorisations spéciales d'utilisations de pesticides **19**

Évolution des demandes de permis **20**

Infractions et poursuites judiciaires **21**

Lutte intégrée **24**

Conclusion **29**

Annexe 1 : Principaux outils de communication sur les pesticides et le jardinage écologique **30**

Lexique

Autorisations spéciales
Pouvoir d'ordonnance d'un conseil d'arrondissement permettant de nommer une personne, qui, malgré les interdictions prévues au règlement, peut, en cas de situation exceptionnelle, permettre l'utilisation de pesticides dans tous les cas d'urgence et de danger pour la santé humaine, y compris dans les zones sensibles.

Biopesticide
(entomologie) Pesticide fabriqué à partir d'organismes vivants.
(Santé Canada) Micro-organismes trouvés à l'état naturel ou génétiquement modifiés (agents microbiens); phéromones; ainsi que les pesticides, à l'inclusion des composés biochimiques, qui ont été acceptés et homologués à titre de biopesticides par l'U.S. EPA.

Corporation
Au sens du Règlement, une personne morale, une société, une entreprise, etc. Elle est de droit public ou privé, avec ou sans but lucratif.

Espèce envahissante
Une espèce exotique dont l'introduction ou la propagation peuvent constituer une menace pour l'environnement, l'économie ou la société.

Infestation
(tout espace extérieur) Présence d'herbes nuisibles, insectes, moisissures ou autres agents nuisibles, qui, peu importe l'étendue, crée une menace à la sécurité, à la santé humaine, à la survie des arbres et arbustes ou à la vie animale.
(surfaces gazonnées et plate-bande) Présence d'insectes, moisissures ou autres agents nuisibles, à l'exception d'herbes nuisibles, sur plus de 50 % de l'espace délimité par une pelouse ou sur plus de 5 mètres carrés de l'espace délimité par une plate-bande.

Insecte ravageur
(zoologie) Insecte nuisible qui endommage gravement ou détruit une culture, une récolte ou un aménagement.

Lutte intégrée
Méthode décisionnelle qui a recours à toutes les techniques nécessaires pour réduire les populations d'organismes nuisibles de façon efficace et économique, tout en respectant l'environnement. Celle-ci consiste à combiner divers moyens d'interventions physiques, biologiques et chimiques en dernier recours. Elle est axée sur la prévention – que ce soit par le dépistage des organismes indésirables ou par des pratiques d'entretien favorisant la bonne santé des végétaux. Le succès de la lutte intégrée dépend donc d'une bonne connaissance de l'écosystème local et des facteurs à l'origine de la prolifération des organismes indésirables.

Néonicotinoïdes
Pesticides qui sont employés en tant qu'insecticides pour lutter contre différents types d'insectes. Ce sont des pesticides systémiques qui, une fois appliqués, se distribuent dans toutes les parties de la plante, rendant cette dernière toxique pour les insectes, notamment les abeilles. Toute utilisation de pesticides de la famille des néonicotinoïdes est dorénavant interdite à l'extérieur des bâtiments. Les pesticides du groupe des néonicotinoïdes qui sont actuellement homologués au Canada sont à base de cinq matières actives soit l'acétamipride, la clothianidine, l'imidaclopride, le thiaclopride et le thiaméthoxame.

Pesticides
Toute substance, matière ou micro-organisme destiné à contrôler, détruire, amoindrir, attirer ou repousser directement ou indirectement un organisme nuisible, nocif ou gênant pour l'être humain, la faune, la végétation, les récoltes ou les autres biens, ou destiné à servir de régulateur de croissance de la végétation, à l'exclusion d'un médicament ou d'un vaccin, au sens de la Loi sur les pesticides.

Zone sensible
Terrains particuliers où, à moins de certaines exceptions prévues par le Règlement, seuls les produits considérés comme des biopesticides, l'huile minérale, l'azadirachtine ainsi que les ingrédients actifs de l'annexe II du Code de gestion des pesticides. Ces zones comprennent des garderies, des écoles, des établissements de santé, des lieux de culte, des résidences pour personnes âgées, des aires de jeux et des terrains sportifs des parcs municipaux. Le conseil d'arrondissement, peut également par un pouvoir d'ordonnance, déterminer que certains parcs, cimetières et jardins communautaires soient considérés comme des zones sensibles. Pour l'ensemble de ces terrains, la zone sensible comprend une bande de 5 m de large au-delà de la limite de chacun de ces terrains.

Introduction

Au terme d'une importante démarche de concertation, et suite à l'adoption du Code de gestion des pesticides par le gouvernement du Québec en 2003, la Ville s'est dotée d'une réglementation sur l'utilisation des pesticides en 2004. Les objectifs de cette réglementation sont de réduire les utilisations de pesticides à Montréal et d'implanter des pratiques de gestion de lutte intégrée sur les terrains municipaux afin de contribuer à l'amélioration de la qualité du milieu de vie des citoyens.

La présence de pesticides dans l'environnement et l'exposition à ces produits, même à de faibles doses, peuvent avoir des effets sur la santé des personnes. Dans le contexte des changements climatiques, où l'usage des pesticides peut s'accentuer en raison de la présence plus importante d'insectes nuisibles et de nouvelles maladies, le développement de solutions de rechange aux pesticides selon une approche en lutte intégrée devient essentiel. De plus, les interventions municipales faites à l'aide de pesticides, en plus de respecter le Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041), doivent se faire dans le respect de la loi fédérale sur les produits antiparasitaires (LPA) ainsi que des règlements découlant de la loi sur les pesticides du Québec.

Le bilan annuel de l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides et de la lutte intégrée est une exigence réglementaire (04-041, a. 32; 04-041-2, a. 5) par laquelle le conseil d'arrondissement doit, avant le 31 mars de chaque année, déposer un rapport au conseil municipal faisant état de l'application du Règlement à l'égard de son territoire.

Orientation et objectifs de l'arrondissement

Les inspecteurs en horticulture et arboriculture et les agents techniques de la Division des parcs et des installations sont responsables de l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides. Les demandes de permis d'utilisation temporaire de pesticides, les signalements d'infraction au règlement, les demandes d'extermination de nids de guêpes et les demandes phytosanitaires sont enregistrées par le BAM et prises en charge par les inspecteurs en horticulture et arboriculture. Les inspecteurs échantillonnent les micocouliers pour vérifier le stade de développement des larves du psylle afin de déterminer le moment opportun pour les traitements au savon. Ils font de l'échantillonnage sur les tilleuls infestés par des pucerons pour vérifier si le seuil d'intervention est atteint pour faire des traitements au savon. Pour toutes les demandes d'extermination de nids de guêpes sur le domaine public, les inspecteurs vont valider si le nid est actif et l'extermination est ensuite confiée à une entreprise privée. Les agents techniques sont en support technique. Les traitements au TreeAzin contre l'agrile du frêne sont donnés à contrat géré par SGPVMR, l'arrondissement agit en support technique.

Historique – résolutions du Conseil d'arrondissement

Résolutions adoptées à ce jour par le conseil d'arrondissement relativement à l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041)

Mise en contexte

L'historique regroupe toutes les décisions prises par le conseil d'arrondissement relativement à l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides. Les résolutions visent l'adoption du bilan annuel sur les pesticides ainsi que les pouvoirs d'ordonnance de l'arrondissement (article 27). Un conseil d'arrondissement peut, par l'adoption d'une ordonnance : déterminer certains espaces en tant que zone sensible; limiter ou retirer certaines exceptions prévues au Règlement; limiter l'application de ces exceptions; réduire la période de validité du permis; imposer des conditions d'application de pesticides plus sévères et autoriser une personne à agir de manière exceptionnelle en situation d'urgence.

No de la résolution	Date (JJ/MM/AAAA)	Objet de la décision	Note complémentaire
VILLE DE MONTRÉAL			
CM04 0316	2004-04-26	Adoption du règlement sur l'utilisation des pesticides	
CE04 0867	2004-05-05	Virement de crédits en vertu de l'adoption du règlement relatif à l'utilisation des pesticides	20 000 $ accordé à l'arrondissement pour l'application du Règlement et 3000 $ pour les besoins relatifs à la formation continue
CM06 0855	2006-12-11	Modifications au Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041-1)	Pouvoir d'ordonnance pour ajouter certaines zones sensibles sur le territoire
CM15 0686	2015-05-25	Modifications au Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041-2)	Ajout de l'azadirachtine parmi la liste des matières actives de pesticides ne nécessitant pas de permis temporaire d'utilisation de pesticides

No de la résolution	Date (JJ/MM/AAAA)	Objet de la décision	Note complémentaire
CM16 0144	2016-01-25	Modifications au Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041-3)	Interdiction complète des pesticides faisant partie de la famille des néonicotinoïdes sur le territoire
ARRONDISSEMENT			
CA04090184	2004-05-03	Retrait d'une exception	Centre sportif Claude-Robillard
OCA04023	2004-06-07	Date d'application du règlement	Ordonnance relative à l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) sur le territoire de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville
CA04090217	2004-06-07	Date d'application du règlement	
CA04090189	2004-06-07	Retrait d'une exception	Centre sportif Claude-Robillard
CA05090056	2005-02-07	Dépôt du bilan annuel	Réception du bilan 2004 et dépôt au conseil municipal
CA05090253	2005-06-06	Autorisation exceptionnelle en situation d'urgence	Autorisation en cas d'urgence pour la santé humaine (directeur, chef de division, inspecteur et agent technique)
CA06090040	2006-02-06	Dépôt du bilan annuel	Réception du bilan 2005 et dépôt au conseil municipal
CA07090031	2007-02-05	Dépôt du bilan annuel	Réception du bilan 2006 et dépôt au conseil municipal

No de la résolution	Date (JJ/MM/AAAA)	Objet de la décision	Note complémentaire
CA08090048	2008-02-04	Dépôt du bilan annuel	Réception du bilan 2007 et dépôt au conseil municipal
CA09090053	2009-02-02	Dépôt du bilan annuel	Réception du bilan 2008 et dépôt au conseil municipal
CA10090025	2010-02-03	Dépôt du bilan annuel	Réception du bilan 2009 et dépôt au conseil municipal
CA11090072	2011-03-07	Dépôt du bilan annuel	Réception du bilan 2010 et dépôt au conseil municipal
CA12090029	2012-02-06	Dépôt du bilan annuel	Réception du bilan 2011 et dépôt au conseil municipal
CA13090031	2013-02-11	Dépôt du bilan annuel	Réception du bilan 2012 et dépôt au conseil municipal
CA14090043	2014-02-10	Dépôt du bilan annuel	Réception du bilan 2013 et dépôt au conseil municipal
CA15090036	2015-02-09	Dépôt du bilan annuel	Réception du bilan 2014 et dépôt au conseil municipal
CA16090070	2016-03-14	Dépôt du bilan annuel	Réception du bilan 2015 et dépôt au conseil municipal

Ressources budgétaires et humaines

Mode de fonctionnement

De mai à novembre, un jardinier, détenteur d'un certificat d'application de pesticides, a consacré 27 jrs/homme (9 347,44 $) à la lutte intégrée: pulvérisation de savon insecticide pour réduire les populations du puceron du tilleul; pose et enlèvement de pièges collants (267) pour le psylle du micocoulier; utilisation de Round Up pour éradiquer l'herbe à la puce; utilisation du Top Gun de Safer contre les mauvaises herbes sur les terrains de baseball et dans les pavés. Un chauffeur a été assigné 26 jrs/homme (9 269,55 $) pour ces différents travaux. Durant cette même période, 3 inspecteurs en horticulture et arboriculture ont travaillé pour un total de 16 jrs/homme (4 966,80$) à la prescription et au suivi de traitements phytosanitaires; à la validation de la présence de nids de guêpes; à la vérification d'utilisation illégale de pesticide; au traitement de demandes de permis d'application de pesticides; à la rédaction du rapport annuel. De plus, la présence de l'agrile du frêne a mobilisé 3 inspecteurs en horticulture et arboriculture (3 282,03 $) et 1 agent technique principal (168 $) pour un total de 78 hrs/homme en support technique; au choix de frênes pour les traitements de TreeAzin.

Postes budgétaires	Montant ($) (estimé)	Détails/description
Communication et sensibilisation	1 457,89 $	publicités pour soirée info agrile
Formation	0,00 $	
Lutte intégrée	5 443,47 $	achats pesticides- fabrication Lexan- piègeage castor- piégeage psylle
Salaires (RH)	27 034,46 $	lutte intégrée- agrile
Budget global	32 477,93 $	

Personnel dédié à l’application du règlement

Titre d’emploi	Nombre de semaines de travail (estimé)	Description des tâches rattachées au mandat des pesticides et de la lutte intégrée
Jardinier	7	applicateur pesticides
Opérateur appareils motorisés	7	chauffeur
Inspecteur (horticulture)	5	inspection- échantillonnage- demande de travail
Agent technique	1	support technique
Total	20	

Commentaires et recommandations

En 2015, un appel d'offres a été fait pour une demande de service d'extermination d'insectes nuisibles et de rongeurs; c'est le Groupe Surprenant qui depuis fait l'extermination des nids de guêpes et des rats dans l’arrondissement. En 2016, il y eu 38 nids de traités (3 932,24$).

Activités de communication et de sensibilisation

Mise en contexte

Expliquer dans quel cadre vos activités de communication et de sensibilisation sont en lien avec le dossier des pesticides.[1] Les activités de communication peuvent comprendre, à titre d'exemple, une conférence de presse, un article à l'intérieur d'un bulletin ou d'un journal d'arrondissement, une publicité, un message sur un babillard électronique, etc. Les activités de sensibilisation peuvent comprendre, à titre d'exemple, une conférence ou un atelier d'information, un kiosque lors d'une fête de quartier, etc. Veuillez préciser le nom de l'activité ainsi qu'une brève description, l'objectif de sensibilisation de cette activité et le nombre estimé de citoyens rejoints.

Activités réalisées en 2016

Activité et description	Objectif	Nombre de citoyens rejoints (estimation)
Soirée d'information - agrile du frêne - l'insecte, dépérissement de l'arbre, traitement ou abattage	Faire connaitre la subvention pour le traitement au TreeAzin et faire comprendre l'importance de traiter les frênes privés	60
Kiosque sur l'agrile du frêne à la fête des voisins de l'arrondissement	Faire connaître la problématique de l'agrile du frêne	100
Site internet de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville	Sensibilisation et information	
Le bulletin d'Ahuntsic-Cartierville vol.13, no 1 été 2016	Sensibilisation et information	

[1] La liste des outils de communication accessibles à tous les citoyens de Montréal est présentée à l'annexe I du bilan.

Commentaires et recommandations

Ville en vert, mandataire du programme Éco-quartier, effectue diverses activités d'information et de sensibilisation sur l'importance d'adopter des pratiques éco responsables. En 2016, il y a eu 45 activités (ateliers grand public, ateliers dans les écoles, conférences, formations, kiosques: 1671 participants). Indirectement, ces activités favorisent la mise en place de pratiques respectueuses de l'environnement, favorise la lutte intégrée et l'utilisation de produits écologiques.

Gestion des demandes de citoyens

Provenance des demandes

Nous recevons les demandes des citoyens par le biais du 311(GDT - gestion des demandes de travail). Quelques demandes d'exterminations de nids de guêpes proviennent également d'employés municipaux ou d'organismes de l'arrondissement.

Nature des demandes

Nature	Nombre Demandes domaine privé	Nombre Demandes domaine public	Type de demandes
Agrile du frêne	258	140	Demande de certificat d'autorisation d'abattage d'arbre privé - demande d'inspection - demande d'information
Araignées	1	0	Demande de permis d'utilisation de pesticides
Faune	0	5	Castor
Fourmis	0	13	Fourmis charpentières (extermination)
Guêpes	0	46	Demande d'extermination
Guêpes de sable	0	4	Signalement
Mauvaises herbes	0	58	Herbes hautes - parc butte
Pesticides	2	0	Signalement d'utilisation de pesticides (gazon)
Arbres et arbustes	5	10	Maladie fongique- scarabée japonais

Pucerons	0	35	Miellée - pucerons du tilleul

Commentaires et recommandations

La présence de l'agrile du frêne dans l'arrondissement mobilise beaucoup de temps. Il y a eu des larves de scarabée japonais dans certaines mottes d'arbres achetés au privé. Nous avons donc dû installer des pièges autour de la jauge et dans un parc près des nouvelles plantations.

Il serait bon de faire une fiche pour la banque d'information 311 qui est utilisée par les agents du BAM sur le scarabée japonais.

Formation des employés

Mise en contexte

Description des formations suivies dans le but de rester à jour dans le dossier des pesticides et de la lutte intégrée. La formation peut prendre la forme, à titre d'exemple, d'un webinaire, d'un atelier, un cours à distance, une participation à un colloque, congrès qui comprend des conférences sur les pesticides ou la lutte intégrée, de tables de discussion, etc. Si l'activité de formation est organisée à l'interne (Ex. Service de l'environnement, Service des grands parcs, Espace pour la vie), vous devez simplement indiquer Ville de Montréal dans la case appropriée.

Titre de la formation	Formateur/Organisateur	Date	Nombre de participants
Comité municipal sur les pesticides	Ville de Montréal	2016-03-31	2
Table des inspecteurs sur les pesticides	Ville de Montréal	2016-05-18	1
Table des inspecteurs sur les pesticides	Ville de Montréal	2016-08-03	1
Table des inspecteurs sur les pesticides	Ville de Montréal	2016-11-01	1

Commentaires et recommandations

Il est important que la Direction de l'environnement et du développement durable de la Ville de Montréal offres des formations sur les pesticides aux employés des arrondissements.

Inspections sur les pesticides

Structure administrative

Le Bureau accès Montréal reçoit les demandes de permis temporaires d'utilisation de pesticides (GDC). Elles sont prises en charge (GDT) par les inspecteurs en horticulture et arboriculture de la Division des parcs et des installations de l'arrondissement. Ceux-ci réalisent l'inspection et acceptent ou refusent la demande de permis; si la décision est positive le BAM remet le permis avec l'ensemble des documents d'information et encaisse le montant exigible pour l'émission du permis.

Inspections

Type d'inspections	Nombre d'effectué
Demandes de citoyens	2

Commentaires et recommandations

2 inspections ont été effectuées suite à des dénonciations d'utilisation illégale de pesticides sur des terrains privés. Aucune infraction n'a été constatée.

Demandes de permis temporaire d’utilisation de pesticides

Permis octroyés ou refusés	Raison	Personne physique	Personne morale	Total
Permis octroyés				
	Sous-total			
Permis refusés	Exception non reconnue	1		1
	Sous-total	1		1

Commentaires et recommandations

Aucune demande de permis temporaire d'utilisation de pesticides pour l'entretien des pelouses n'a été reçue en 2016, mais on peut se douter que certains citoyens en utilisent si on regarde l'aspect de leur parterre gazonné. Il est donc important de continuer les campagnes de sensibilisation sur l'importance d'un environnement sans pesticides.

Autorisations spéciales d’utilisations de pesticides

Cas d’urgence et de danger pour la santé humaine, notamment dans les zones sensibles.

Raison	Citoyens	Corporations	Total
			0

Commentaires et recommandations

Aucune demande d'autorisation spéciale n'a été reçue au cours de l'année 2016.

Évolution des demandes de permis

Mise en contexte

Il est recommandé de suivre l'évolution des demandes de permis sur une période de 3 ans.

Évolution des demandes de permis de (3 ans)

Année	Permis octroyés	Permis refusés	Total
2014	0	0	0
2015	1	0	1
2016	0	1	1
Total	1	1	2

Commentaires et recommandations

Infractions et poursuites judiciaires

Mise en contexte

Lorsque l'arrondissement constate une infraction au Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041), diverses mesures peuvent être faites auprès d'un contrevenant, principalement sous la forme d'un constat d'infraction ou d'un avis écrit. Les infractions constatées concernent généralement le non-respect de l'article 3 du Règlement : en ayant utilisé ou appliqué, ou même en ayant toléré ou permis l'utilisation des pesticides à l'extérieur des bâtiments. Ces infractions peuvent également viser, de manière générale, les conditions d'applications de pesticides ou le non-respect des exigences spécifiées pour les exploitants de terrains de golf ou de terrains visant la production agricole ou horticole

Aucune infraction n'a été constatée sur le territoire de l'arrondissement en 2016.

Les contrevenants s'exposent à des poursuites judiciaires si une utilisation de pesticides non conforme est effectuée à l'extérieur des bâtiments. Ces poursuites peuvent mener à des amendes allant de 100 $ à 4 000 $. Les condamnations et les amendes perçues chaque année incluent certaines infractions commises lors d'années antérieures et réglées durant l'année en cours. De même, elles excluent certaines infractions commises pendant l'année courante, mais non réglées pendant cette année.

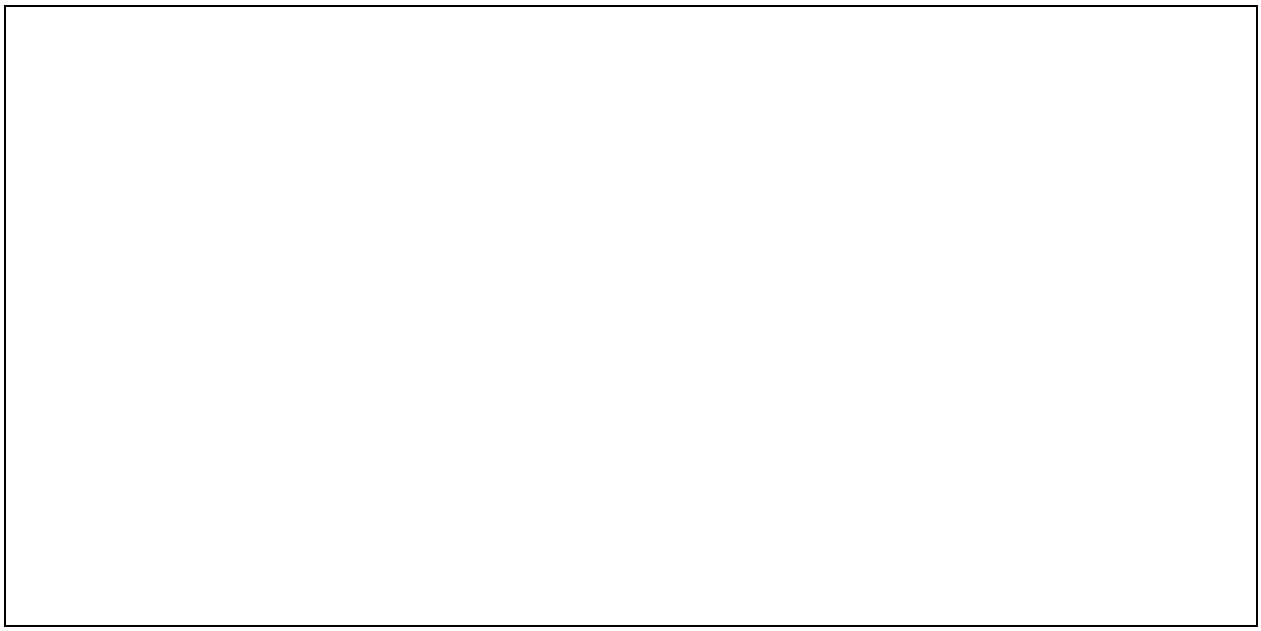
Suivi des infractions et poursuites judiciaires

Année	2016	2015	2014
Nombre d'avis écrits	0	0	0
Nombre de constats d'infraction	0	0	0
Nombre de constats non contestés et payés	0	0	0
Nombre de chefs d'accusation déposés devant la cour municipale	0	0	0
Nombre de contrevenants condamnés (infractions contestées et jugées)	0	0	0
Amendes totales ($)	0	0	0

Liste des personnes morales reconnues coupables en 2016

Nom et adresse du contrevenant	Infraction	Lieu de l'infraction	Date/Amende
Aucun			

Commentaires et recommandations



Lutte intégrée

Mise en contexte

En mai, un inspecteur en horticulture et arboriculture de l'arrondissement a échantillonné les nymphes du psylle du micocoulier pour connaître leur stade de développement et ainsi traiter au moment opportun. Cette année, les populations étaient basses, il n'y a donc pas eu de traitement au savon. À l'automne, 267 pièges collants ont été installés pour capturer l'insecte à son stade adulte. De juin à septembre, les inspecteurs en horticulture et arboriculture ont suivi les populations du puceron du tilleul et ont fait traiter les arbres dont le seuil d'intervention était atteint. Cette année la température aidant (grosse pluie au bon moment) seulement 27 arbres ont reçu un traitement au savon Safer (8 litres). L'extermination des nids de guêpes a été faite à l'externe (Groupe Surprenant). Les inspecteurs ont consacré un total de 32 hrs/homme à la validation de la présence de nids actifs et à la gestion des demandes. Les nids ont été exterminés rapidement dans un délai de 24-48 hrs à la satisfaction de tous. Pour ce qui est de l'entretien des terrains sportifs, le contremaître responsable a décidé d'utiliser du Top Gun de Safer (68 litres - 773,49$) au détriment des traitements faits avec l'Aquacide.

Le Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal (SGPVMR) chapeaute le plan d'action de lutte contre l'agrile du frêne. Dans le but de ralentir la propagation de l'insecte, une inspection des frênes situés dans un rayon autour de frêne identifiés positifs a été faite par un inspecteur horticulture et arboriculture du SGPVMR en équipe avec un inspecteur de l'arrondissement afin de déterminer les arbres à abattre et ceux à traiter au TreeAzin. 1 440 arbres de rues et 591 arbres de parcs ont été traités (contrat géré par le SGPVMR). Dans le but de conservation de frênes dans l'arrondissement, 2 inspecteurs de l'arrondissement ont catégorisé les frênes hors foyers d'infestations et ainsi 235 arbres de rues et 50 arbres de parcs supplémentaires ont été traités (contrat géré par le SGPVMR). Un agent technique principal et 2 inspecteurs en horticulture et arboriculture (3 450,67$) ont consacré un total de 78 hrs/homme à la sélection des arbres, en support technique et en suivis.

Psylle du micocoulier

Action	Responsable	Période d'intervention (ex. : mai-juin)	Nombre d'interventions	Quantités/ Unités (si applicable)
Dépistage des nymphes (printemps)	Arrondissement	mai	5	
Piégeage des adultes (automne)	Arrondissement	septembre-novembre	267 arbres	109 litres

Puceron du tilleul

Action	Responsable	Période d'intervention (ex. : mai-juin)	Nombre d'interventions	Quantités/ Unités (si applicable)
Suivi des populations	Arrondissement	juin-septembre	35	
Traitement au savon insecticide	Arrondissement	juin	27 arbres	8 litres

Agrile du frêne

Action	Responsable	Période d'intervention (ex. : mai-juin)	Nombre d'interventions	Quantités/ Unités (si applicable)
Dépistage par écorçage	SGPVMR			
Caractérisation et inventaire des frênes	Arrondissement et SGPVMR	mars et juin	3328 frênes	
Traitement par injection (TreeAzin)	SGPVMR	juillet	2317 frênes	427.91 litres
Abattage des arbres infestés et dépérissants	Arrondissement	janvier-avril septembre-décembre		
Traitement par injection (TreeAzin) frêne privé (subvention)	SGPVMR	juillet-août	494 frênes	98.79 litres

Maladie hollandaise de l'orme

Action	Responsable	Période d'intervention (ex. : mai-juin)	Nombre d'interventions	Quantités/ Unités (si applicable)
Détection et abattage des arbres atteints de la maladie hollandaise de l'orme	Arrondissement	juin- octobre	10	

Herbe à la puce et Mauvaises herbes

Action	Responsable	Période d'intervention (ex. : mai-juin)	Nombre d'interventions	Quantités/ Unités (si applicable)
Round Up (Herbe à la puce)	Arrondissement	juillet	1	63 ml
Top Gun de Safer (Mauvaises herbes)	Arrondissement	mai-octobre	14	68 litres

Guêpes et Guêpes de sable

Action	Responsable	Période d'intervention (ex. : mai-juin)	Nombre d'interventions	Quantités/ Unités (si applicable)
Extermination (Guêpes)	Arrondissement	juillet-septembre	36	360 g.
Pose d'affiche explicative dans les parcs (Guêpes de sable)	Arrondissement	juillet	2	

Commentaires et recommandations

Bien que le dossier de l'agrile mobilise beaucoup de temps (caractérisation des frênes, abattages, plantations de remplacement et suivis), il est impératif de ne pas délaisser les autres activités phytosanitaires.

Une réflexion est à faire quant au coût élevé de certains pesticides à faible impact utilisés versus l'utilisation de l'Aquacide.

La quantité de 360 grammes de produit utilisé pour exterminer les guêpes est sous-évaluée. Les rapports soumis par l'exterminateur sont standardisés et ne sont pas ajustés en fonction des grosseurs de nids traités.

Conclusion

Dans le cadre de ses opérations, la Division des parcs et des installations fait une bonne gestion de l'utilisation des pesticides dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville.

Bien que la problématique de l'agrile amène une augmentation des quantités de pesticides utilisés dans l'arrondissement, il demeure que cela est effectué strictement dans un but de conservation des frênes. De plus, l'utilisation de Savon Safer pour contrer les infestations de pucerons du tilleul et l'emploi de l'Opal pour contrôler les populations de psylle du micocoulier sont limités puisque les interventions sont toujours validées par du dépistage.

En ce qui concerne les terrains sportifs, il faut se questionner si l'arrondissement désire réduire davantage l'usage de tout pesticide, même à faible impact, et favoriser plutôt des méthodes de contrôle plus respectueuses comme avec l'Aquacide.

Lors de l'octroi des prochains contrats d'extermination, l'arrondissement doit être plus exigeant à l'égard des produits utilisés et du détail des rapports de traitements soumis par l'applicateur.

Depuis 2004 le règlement est en vigueur dans l'arrondissement. Avec la refonte du Code de gestion des pesticides du gouvernement du Québec, qui devrait être complété au cours de l'année 2017, et les modifications apportées au règlement relatif sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041) et de la lutte intégrée de la ville, il serait opportun de faire une nouvelle campagne de sensibilisation, particulièrement sur les impacts de l'utilisation des herbicides et des insecticides (scarabée japonais) sur la santé humaine.

Annexe 1 : Principaux outils de communication sur les pesticides et le jardinage écologique

	Outil de sensibilisation	Descriptif
MONTRÉAL SANS PESTICIDES	ville.montreal.qc.ca/pesticides	Site de référence pour connaître la réglementation en vigueur ainsi que les produits autorisés ou interdits; l'adoption de bonnes pratiques de jardinage sans pesticides; la lutte intégrée et la lutte biologique en particulier.
	Guide Maison propre et Jardin vert	Guide d'entretien ménager et de jardinage écologique destiné au grand public.
	Montréal sans pesticides	Résumé du règlement sur l'utilisation des pesticides. Aide le citoyen à mieux comprendre le règlement qui a été adopté en avril 2004. - Retrait de l'exception visant le contrôle des araignées.
	Guide d'entretien écologique de la pelouse	Feuillet d'information nécessaire pour aider le citoyen à obtenir une belle pelouse sans l'aide de produits chimiques.
	Pesticides à faible impact	Dépliant portant spécifiquement sur la connaissance des pesticides à faible impact, sur les ingrédients actifs, les modes d'application et les mises en garde.
Banque d'info 311	- Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041) - Lutte biologique agrile - Puceron - Pucerons du tilleul - Psylle du micocoulier - Guêpes fouisseuses (de sable)	Fiches d'informations sur la réglementation en vigueur relativement aux pesticides, des projets en lutte intégrée menés par le Service de l'environnement (lutte biologique contre le puceron du tilleul, lutte biologique contre l'agrile du frêne) ainsi que des informations pratiques sur les problèmes causés par certains insectes (guêpes fouisseuses, puceron, psylle du micocoulier).

Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville
Direction des travaux publics
Division des parcs et des installations

Auteur (s)
Christiane Dupont
Inspecteur en horticulture et arboriculture

24 janvier 2017

ville.montreal.qc.ca

Montréal

1555, rue Carrie-Derick, 2ème Étage
Montréal H3C 6W2
N° de permis: **401547218**

Arrondissement Ahuntsic - Cartierville
Bilan cumulatif des interventions phytosanitaires
Année 2016

Nombre de traitements	Type de produit	Nom commercial du produit (Homologation)	Nom de l'ingrédient actif	Quantité totale de matière active
			Produits d'exception	
14	Herbicide biologique	Herbicide concentré TOP GUN de Safer (29343)	*Acides gras*	*12 240,00 ml*
1	Insecticide biologique	Safer's btk (24536)	*B.T. var. Kurstaki*	*ml*
1	Insecticide chimique	Safer's savon insecticide concentré (14669)	*Acides gras*	*4 040,00 ml*
			Produits autorisés	
1	Herbicide chimique	Roundup (13644)	*Glyphosate*	*22,43 ml*
36	Insecticide chimique	Knockdown professionel KD130P Mousse guêpes frelons (30087)	*D-Trans alléthrine* *N-Octyl Bicycloheptene dicarbomixide* *Perméthrine*	*0,18 g* *0,90 g* *0,78 g*
1	Insecticide chimique	Knock Down Tue les Guêpes et les Frelons Blaster (28505)	*Resméthrine*	*0,03 g*

Total : 54

Montréal

1555, Rue Carrie-Derick, 2eme étage
Montréal H3C 6W2
N° de permis: **401547218**

Arrondissement Ahuntsic - Cartierville

Registre d'utilisation des pesticides des classes 1 à 5
Bilan détaillé des interventions phytosanitaires

Année 2016

Produits autorisés

Date de l'application	*Site des zones traitées*	*Superficie traitée*	*Objet du traitement*	*Raison de l'application*	*Nom commercial du produit (Homologation)*	*Classe*	*Quantité appliquée*	*Applicateur*	*No de certificat*
12.05.2016	AHUNTSIC	625 M2		Toutes mauvaises herbes	Herbicide concentré TOP GUN de Safer (29343)	3	6 L	MARTEL, LOUIS	C700512
19.05.2016	AHUNTSIC	625 M2		Toutes mauvaises herbes	Herbicide concentré TOP GUN de Safer (29343)	3	6 L	MARTEL, LOUIS	C700512
26.05.2016	AHUNTSIC	625 M2		Toutes mauvaises herbes	Herbicide concentré TOP GUN de Safer (29343)	3	6 L	Applicateur externe	
13.06.2016	AHUNTSIC	625 M2		Toutes mauvaises herbes	Herbicide concentré TOP GUN de Safer (29343)	3	6 L	MARTEL, LOUIS	C700512
15.06.2016	HENRI-JULIEN	400 M2		Toutes mauvaises herbes	Herbicide concentré TOP GUN de Safer (29343)	3	4 L	MARTEL, LOUIS	C700512
20.06.2016	HENRI-JULIEN	625 M2		Toutes mauvaises herbes	Herbicide concentré TOP GUN de Safer (29343)	3	6 L	MARTEL, LOUIS	C700512
23.06.2016	Parc Beauséjour	15 M2		Chenille	Safer's btk (24536)	4	175 ml	MARTEL, LOUIS	C700512
30.06.2016	CHARLES-FALKNER Entre FRANCIS et GARNIER -		27 Tilia cordata	Puceron	Safer's savon insecticide concentré (14669)	3	8 L	MARTEL, LOUIS	C700512
05.07.2016	HENRI-JULIEN	625 M2		Toutes mauvaises herbes	Herbicide concentré TOP GUN de Safer (29343)	3	8 L	MARTEL, LOUIS	C700512
06.07.2016	BEAUSÉJOUR	150 M2		Toutes mauvaises herbes	Herbicide concentré TOP GUN de Safer (29343)	3	2 L	MARTEL, LOUIS	C700512
	D'AUTEUIL	150 M2		Toutes mauvaises herbes	Herbicide concentré TOP GUN de Safer (29343)	3	2 L	MARTEL, LOUIS	C700512
	HENRI-JULIEN	150 M2		Toutes mauvaises herbes	Herbicide concentré TOP GUN de Safer (29343)	3	2 L	MARTEL, LOUIS	C700512
	MARCELIN-WILSON	150 M2		Toutes mauvaises herbes	Herbicide concentré TOP GUN de Safer (29343)	3	2 L	MARTEL, LOUIS	C700512
12.07.2016	FLEURY Entre SAINT-LAURENT et MEILLEUR -	1000 M2		Toutes mauvaises herbes	Herbicide concentré TOP GUN de Safer (29343)	3	6 L	MARTEL, LOUIS	C700512
18.08.2016	AHUNTSIC	625 M2		Toutes mauvaises herbes	Herbicide concentré TOP GUN de Safer (29343)	3	6 L	MARTEL, LOUIS	C700512
20.10.2016	AHUNTSIC	625 M2		Toutes mauvaises herbes	Herbicide concentré TOP GUN de Safer (29343)	3	6 L	MARTEL, LOUIS	C700512

Montréal
1555, Rue Carrie-Derick, 2eme étage
Montréal H3C 6W2
N° de permis: **401547218**

Arrondissement Ahuntsic - Cartierville

Registre d'utilisation des pesticides des classes 1 à 5
Bilan détaillé des interventions phytosanitaires

Année 2016

Produits d'exception

Date de l'application	*Site des zones traitées*	*Superficie traitée*	*Objet du traitement*	*Raison de l'application*	*Nom commercial du produit (Homologation)*	*Classe*	*Quantité appliquée*	*Applicateur*	*No de certificat*
06.07.2016	SAINT-ALPHONSE	1.86 Ha		Guêpe (Dolichovespula)	Knockdown professionel KD130P Mousse guêpes frelons (30087)	5	10 g	Applicateur externe	
15.07.2016	AHUNTSIC	14.53 Ha		Guêpe poliste (Polistes fuscata)	Knockdown professionel KD130P Mousse guêpes frelons (30087)	5	10 g	Applicateur externe	
	HENRI-JULIEN	12.43 Ha		Guêpe poliste (Polistes fuscata)	Knockdown professionel KD130P Mousse guêpes frelons (30087)	5	10 g	Applicateur externe	
	SAINT-SIMON-APÔTRE	3.05 Ha		Guêpe poliste (Polistes fuscata)	Knockdown professionel KD130P Mousse guêpes frelons (30087)	5	10 g	Applicateur externe	
19.07.2016	MARCELIN-WILSON	26.3 Ha		Guêpe (Dolichovespula)	Knockdown professionel KD130P Mousse guêpes frelons (30087)	5	10 g	Applicateur externe	
	POINCARÉ	25 M2		Herbes à la puce	Roundup (13644)	3	63 ml	MARTEL, LOUIS	C700512
	RAIMBAULT	5.26 Ha		Guêpe (Dolichovespula)	Knockdown professionel KD130P Mousse guêpes frelons (30087)	5	10 g	Applicateur externe	
22.07.2016	LOUISBOURG, DE	4.86 Ha		Guêpe (Dolichovespula)	Knockdown professionel KD130P Mousse guêpes frelons (30087)	5	10 g	Applicateur externe	
27.07.2016	LA ROCHE Entre PRIEUR et HENRI-BOURASSA -			Guêpe (Dolichovespula)	Knock Down Tue les Guêpes et les Frelons Blaster (28505)	3	10 g	Applicateur externe	
29.07.2016	HIRONDELLES, DES	14.99 Ha		Frelon (Vespa)	Knockdown professionel KD130P Mousse guêpes frelons (30087)	5	10 g	Applicateur externe	
01.08.2016	LOUISBOURG, DE	4.86 Ha		Guêpe poliste (Polistes fuscata)	Knockdown professionel KD130P Mousse guêpes frelons (30087)	5	10 g	Applicateur externe	
02.08.2016	SAINT-PAUL-DE-LA-CROIX	3.52 Ha		Guêpe poliste (Polistes fuscata)	Knockdown professionel KD130P Mousse guêpes frelons (30087)	5	10 g	Applicateur externe	
03.08.2016	PÉLOQUIN Entre PRIEUR et HENRI-BOURASSA -			Guêpe (Dolichovespula)	Knockdown professionel KD130P Mousse guêpes frelons (30087)	5	10 g	Applicateur externe	
05.08.2016	SAINT-DENIS Entre SAURIOL et FLEURY -			Guêpe (Dolichovespula)	Knockdown professionel KD130P Mousse guêpes frelons (30087)	5	10 g	Applicateur externe	
	SAINT-ALPHONSE	1.86 Ha		Guêpe (Dolichovespula)	Knockdown professionel KD130P Mousse guêpes frelons (30087)	5	10 g	Applicateur externe	
12.08.2016	BEAUSÉJOUR	7.77 Ha		Abeille (Apis mellifera)	Knockdown professionel KD130P Mousse guêpes frelons (30087)	5	10 g	Applicateur externe	
	NICOLAS-VIEL	3.12 Ha		Guêpe (Dolichovespula)	Knockdown professionel KD130P Mousse guêpes frelons (30087)	5	10 g	Applicateur externe	
13.08.2016	BEAUSÉJOUR Entre GOUIN et BÉIQUE - EST			Guêpe (Dolichovespula)	Knockdown professionel KD130P Mousse guêpes frelons (30087)	5	10 g	Applicateur externe	
	DE LORIMIER Entre SAUVÉ et SAURIOL -			Guêpe (Dolichovespula)	Knockdown professionel KD130P Mousse guêpes frelons (30087)	5	10 g	Applicateur externe	
	DE MEULLES Entre ROBERT-GIFFARD et LOUISBOURG - OUEST			Guêpe (Dolichovespula)	Knockdown professionel KD130P Mousse guêpes frelons (30087)	5	10 g	Applicateur externe	
	DÉPATIE Entre SAINTE-ODILE et FORBES - OUEST			Guêpe (Dolichovespula)	Knockdown professionel KD130P Mousse guêpes frelons (30087)	5	10 g	Applicateur externe	
	LAVERDURE Entre SAUVÉ et FLEURY - OUEST			Guêpe (Dolichovespula)	Knockdown professionel KD130P Mousse guêpes frelons (30087)	5	10 g	Applicateur externe	
	LOUIS-JOSEPH-GAUTHIER Entre LOUIS-ALPHONSE-VENNE et LOUIS-ALPHONSE-VENNE - SUD			Guêpe (Dolichovespula)	Knockdown professionel KD130P Mousse guêpes frelons (30087)	5	10 g	Applicateur externe	
	PHILIPPE-HÉBERT Entre LAURE-CONAN et ÉTIENNE-PARENT - EST			Guêpe (Dolichovespula)	Knockdown professionel KD130P Mousse guêpes frelons (30087)	5	10 g	Applicateur externe	

Montréal

1555, Rue Carrie-Derick, 2eme étage
Montréal H3C 6W2
N° de permis: **401547218**

Arrondissement Ahuntsic - Cartierville

Registre d'utilisation des pesticides des classes 1 à 5
Bilan détaillé des interventions phytosanitaires

Année 2016

Produits d'exception

Date de l'application	*Site des zones traitées*	*Superficie traitée*	*Objet du traitement*	*Raison de l'application*	*Nom commercial du produit (Homologation)*	*Classe*	*Quantité appliquée*	*Applicateur*	*No de certificat*
13.08.2016	ROBERT-CHARBONNEAU Entre BOIS-DE-BOULOGNE et MARCELIN-WILSON - SUD			Guêpe (Dolichovespula)	Knockdown professionel KD130P Mousse guêpes frelons (30087)	5	10 g	Applicateur externe	
	TANGUAY Entre HENRI-BOURASSA et DAZÉ - EST			Guêpe (Dolichovespula)	Knockdown professionel KD130P Mousse guêpes frelons (30087)	5	10 g	Applicateur externe	
	WAVERLY Entre LEGENDRE et CHABANEL - OUEST			Guêpe (Dolichovespula)	Knockdown professionel KD130P Mousse guêpes frelons (30087)	5	10 g	Applicateur externe	
19.08.2016	DE MARTIGNY Entre SAUVÉ et SAURIOL - OUEST			Guêpe (Dolichovespula)	Knockdown professionel KD130P Mousse guêpes frelons (30087)	5	10 g	Applicateur externe	
25.08.2016	FLEURY Entre PRIEUR et -			Guêpe (Dolichovespula)	Knockdown professionel KD130P Mousse guêpes frelons (30087)	5	10 g	Applicateur externe	
	NICOLAS-PERROT Entre PASTEUR et TARDIVEL - NORD			Guêpe (Dolichovespula)	Knockdown professionel KD130P Mousse guêpes frelons (30087)	5	10 g	Applicateur externe	
	SAINT-ANDRÉ-APÔTRE	2.25 Ha		Guêpe (Dolichovespula)	Knockdown professionel KD130P Mousse guêpes frelons (30087)	5	10 g	Applicateur externe	
31.08.2016	CUROTTE Entre FLEURY et PRIEUR -			Guêpe (Dolichovespula)	Knockdown professionel KD130P Mousse guêpes frelons (30087)	5	10 g	Applicateur externe	
06.09.2016	DEFOY Entre JACQUES-BIZARD et MARCELIN-WILSON -			Guêpe (Dolichovespula)	Knockdown professionel KD130P Mousse guêpes frelons (30087)	5	10 g	Applicateur externe	
	J.-J.-GAGNIER	1.66 Ha		Guêpe (Dolichovespula)	Knockdown professionel KD130P Mousse guêpes frelons (30087)	5	10 g	Applicateur externe	
09.09.2016	HENRI-JULIEN	12.43 Ha		Guêpe poliste (Polistes fuscata)	Knockdown professionel KD130P Mousse guêpes frelons (30087)	5	10 g	Applicateur externe	
	SAINT-PAUL-DE-LA-CROIX	3.52 Ha		Guêpes (Vespula)	Knockdown professionel KD130P Mousse guêpes frelons (30087)	5	10 g	Applicateur externe	
13.09.2016	ESPLANADE Entre HENRI-BOURASSA et GOUIN - OUEST			Guêpe (Dolichovespula)	Knockdown professionel KD130P Mousse guêpes frelons (30087)	5	10 g	Applicateur externe	

Montréal
1555, rue Carrie-Derick, 2ème Étage
Montréal H3C 6W2
N° de permis: **401547218**

Arrondissement Ahuntsic - Cartierville
Bilan cumulatif des interventions phytosanitaires
Année 2016

Firme: Bio-contrôle Arboricole inc.

Nombre de traitements	Type de produit	Nom commercial du produit (Homologation)	Nom de l'ingrédient actif	Quantité totale de matière active
			Produits d'exception	
1	Insecticide chimique	TreeAzin Insecticide Systémique (30559)	*Azadirachtine*	*21 400,00 ml*

TOTAL = 1

Montréal

1555, Rue Carrie-Derick, 2eme étage
Montréal H3C 6W2
N° de permis: **401547218**

Arrondissement Ahuntsic - Cartierville

Registre d'utilisation des pesticides des classes 1 à 5
Bilan détaillé des interventions phytosanitaires

Année 2016

Firme : Bio-contrôle Arboricole inc.

Produits autorisés

Date de l'application	*Site des zones traitées*	*Superficie traitée*	*Objet du traitement*	*Raison de l'application*	*Nom commercial du produit (Homologation)*	*Classe*	*Quantité appliquée*
29.07.2016	Arrondissement		2317 Fraxinus pennsylvanica	Agrile du frêne (Agrilus planipennis)	TreeAzin Insecticide Systémique (30559)	3	428 L

Total : 1

RAPPORT D'UTILISATION DE PESTICIDES CHIMIQUES OU BIOLOGIQUES POUR INTERVENTION EN MILIEU NATUREL ET EXTERMINATION DANS LES BÂTIMENTS ET REGISTRE D'INTERVENTIONS

Parc-nature du Bois-de-Liesse
Parc-nature du Bois-de-Saraguay
Parc-nature de l'Île-de-la-Visitation

2016

Rédigé par Sylvie Comtois, biologiste - conseillère en planification
Division des stratégies, programmes et politiques
Section Biodiversité et écologie urbaine
- Responsable du dossier pesticides pour le réseau des parcs-nature -
scomtois@ville.montreal.qc.ca

Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal

Montréal

INTERVENTIONS

TYPES D'INTERVENTIONS

- **Guêpes**

Encore cette année, plusieurs interventions ont dû être faites pour contrer des problèmes de guêpes afin d'assurer la sécurité des usagers et des employés, dans les espaces extérieurs des parcs. Il s'agit en fait d'un problème récurrent qui demande d'intervenir dans les zones où le public et les employés ont accès. Il est à noter que les nids de guêpes en milieu naturel ne sont pas traités s'ils ont en dehors de la portée de visiteurs et des employés.

- **Fourmis**

Des traitements pour contrôler la présence des fourmis ont été faits dans les espaces intérieurs et ce, pour contrer des infestations qui pourraient prendre de l'ampleur, de même que pour une question de salubrité des lieux. En 2016, il y a été nécessaire d'intervenir également pour une problématique de fourmis charpentières pour la protection d'une infrastructure de parc.

SOMMAIRE DES PROBLÈMES ET LEUR LOCALISATION DANS CHACUN DES PARCS-NATURE

	PARCS-NATURE	PROBLÈMES	LOCALISATION
Régie interne espaces extérieurs	**Bois-de-Liesse**	Guêpes	Secteur de la Péninsule/proximité bâtiments 5 et 6 Oakridge
	Bois-de-Saraguay	Aucune intervention	
	Île-de-la-Visitation	Fourmis	Grand pont de bois entre les deux secteurs du parc

	PARCS-NATURE	PROBLÈMES	LOCALISATION
Régie interne espaces intérieurs	**Bois-de-Liesse**	Fourmis	Maison Pitfield : bureaux
	Bois-de-Saraguay	Aucune intervention	
	Île-de-la-Visitation	Fourmis	Maison du Meunier : bistro

PRODUITS UTILISÉS

Nous tentons d'utiliser des produits à faible impact pour l'environnement et pour la santé humaine. Par contre, pour les problèmes de guêpes, jusqu'à maintenant nous n'avons pas trouvé de produits à faible impact efficaces et d'application sécuritaire pour les employés. Toutefois, il s'agit de produits de classe 5 vendus en vente libre.

PROBLÈMES	PRODUITS	RÉGIE INTERNE	CONTRAT EXTERNE
Guêpes	ONE-SHOT pour frelons et guêpes de Wilson	x	
Fourmis	Trappe à fourmis Wilson	x	
	Ortho Home Defense	x	
	Insectigone / terre de diatomées	x	

QUANTITÉ DE PRODUITS UTILISÉS

Quantité de chacun des produits par parc-nature

PARCS-NATURE	PROBLÈMES	LIEUX	PRODUITS	QUANTITÉ
Bois-de-Liesse	Guêpes	Espaces extérieurs	ONE-SHOT pour frelons et guêpes de Wilson	1 250 g
	Fourmis	Espaces intérieurs	Ortho Home Defense	45 g (9 trappes x 5 g/ch)
Bois-de-Saraguay	Aucune intervention			
Île-de-la-Visitation	Fourmis	Espaces intérieurs	Trappe à fourmis Wilson	36 g (6 trappes x 6 g/ch)
		Espaces extérieurs	Insectigone / terre de diatomées	20 g

REGISTRES D'INTERVENTION EN RÉGIE INTERNE
POUR LES ESPACES EXTÉRIEURS
2016

COMPILATION DES INTERVENTIONS EFFECTUÉES POUR LES PARCS-NATURE DU SECTEUR CENTRE :

Parc-nature du Bois-de-l'Île-Bizard
Parc-nature du Bois-de-Liesse
Parc-nature du Bois-de-Saraguay

Parc-nature du Bois-de-Liesse

Nom du responsable de ce dossier pour le parc-nature : Javier Castineira, chargé d'entretien
Nom du responsable du dossier pesticides et de la rédaction du rapport annuel pour les parcs-nature : Sylvie Comtois, bio – conseillère en planification

Registre d'intervention pour les travaux en régie interne / espaces extérieurs

Date	Site	Localisation	Problème	Produit Nom commercial	Agent actif	No enrg produit	Type de produit et Classe	Quantité du produit (sans dilution) L ou g	Notes
16 août 2016	Secteur de la Péninsule/proximité bâtiment 5 Oakridge	Passerelle	Guêpes (nid)	ONE-SHOT pour frelons et guêpes de Wilson	Tétraméthrine 0,200 % D-phénothrine 0,125 %	30192	Insecticide classe 5	400 g	Protection des visiteurs et des employés et groupes en animation
16 août 2016	Secteur de la Péninsule/proximité bâtiments 5 Oakridge	Bâtiment 5 Oakridge (bureau de GUEPE) : Porte	Guêpes (nid)	ONE-SHOT pour frelons et guêpes de Wilson	Tétraméthrine 0,200 % D-phénothrine 0,125 %	30192	Insecticide classe 5	450 g	Protection des visiteurs et des employés et groupes en animation
28 août 2016	Secteur de la Péninsule/proximité bâtiments 6 Oakridge	Bâtiment 5 Oakridge (bureau de GUEPE) : Fenêtre	Guêpes (nid)	ONE-SHOT pour frelons et guêpes de Wilson	Tétraméthrine 0,200 % D-phénothrine 0,125 %	30192	Insecticide classe 5	400 g	Protection des visiteurs et des employés et groupes en animation

Parc-nature du Bois-de-Saraguay

Nom du responsable de ce dossier pour le parc-nature : Javier Castineira, chargé d'entretien
Nom du responsable du dossier pesticides et de la rédaction du rapport annuel pour les parcs-nature : Sylvie Comtois, bio – conseillère en planification

Registre d'intervention pour les travaux en régie interne / espaces extérieurs

Date	Site	Localisation	Problème	Produit Nom commercial	Agent actif	No enrg produit	Type de produit et Classe	Quantité du produit (sans dilution) L ou g	Notes

Note : aucune intervention en 2016.

COMPILATION DES INTERVENTIONS EFFECTUÉES POUR LES PARCS-NATURE DU SECTEUR EST :

Parc-nature de l'Île-de-la-Visitation
Parc-nature du Ruisseau-De Montigny
Parc-nature du Bois-d'Anjou
Parc-nature de la Pointe-aux-Prairies

Parc-nature de l'Île-de-la-Visitation

Nom du responsable de ce dossier pour le parc-nature : Benoit Davignon, chargé d'entretien
Nom du responsable du dossier pesticides et de la rédaction du rapport annuel pour les parcs-nature : Sylvie Comtois, bio – conseillère en planification

Registre d'intervention pour les travaux en régie interne / espaces extérieurs

Date	Site	Localisation	Problème	Produit Nom commercial	Agent actif	No enrg produit	Type de produit et Classe	Quantité du produit (sans dilution) L ou g	Notes
2 août 2016	Grand pont de bois entre les deux secteurs du parc	Pont	Fourmis	Insectigone de Chemfree	Terre de diatomée Dioxyde de silice à 80 %	21342	Insecticide Classe 5	20 g	Protection de l'infrastructure

REGISTRES D'INTERVENTION POUR LES TRAVAUX À CONTRAT POUR LES ESPACES EXTÉRIEURS
2016

COMPILATION DES INTERVENTIONS EFFECTUÉES POUR LES PARCS-NATURE DU SECTEUR CENTRE :

Parc-nature du Bois-de-l'Île-Bizard
Parc-nature du Bois-de-Liesse
Parc-nature du Bois-de-Saraguay

Parc-nature du Bois-de-Liesse

Nom du responsable de ce dossier pour le parc-nature : Javier Castineira, chargé d'entretien
Nom du responsable du dossier pesticides et de la rédaction du rapport annuel pour les parcs-nature : Sylvie Comtois, bio – conseillère en planification

Registre d'intervention pour les travaux à contrat / espaces extérieurs

Date	Site	Localisation	Problème	Produit Nom commercial	Agent actif	No enrg produit	Type de produit et Classe	Quantité du produit (sans dilution) L ou g	Notes

Note : aucune intervention en 2016.

Parc-nature du Bois-de-Saraguay

Nom du responsable de ce dossier pour le parc-nature : Javier Castineira, chargé d'entretien
Nom du responsable du dossier pesticides et de la rédaction du rapport annuel pour les parcs-nature : Sylvie Comtois, bio – conseillère en planification

Registre d'intervention pour les travaux à contrat / espaces extérieurs

Date	Site	Localisation	Problème	Produit Nom commercial	Agent actif	No enrg produit	Type de produit et Classe	Quantité du produit (sans dilution) L ou g	Notes

Note : aucune intervention en 2016.

COMPILATION DES INTERVENTIONS EFFECTUÉES POUR LES PARCS-NATURE DU SECTEUR EST :

Parc-nature de l'Île-de-la-Visitation
Parc du Ruisseau-De Montigny
Parc-nature du Bois-d'Anjou
Parc-nature de la Pointe-aux-Prairies

Parc-nature de l'Île-de-la-Visitation

Nom du responsable de ce dossier pour le parc-nature : Benoit Davignon, chargé d'entretien
Nom du responsable du dossier pesticides et de la rédaction du rapport annuel pour les parcs-nature : Sylvie Comtois, bio – conseillère en planification

Registre d'intervention pour les travaux à contrat / espaces extérieurs

Date	Site	Localisation	Problème	Produit Nom commercial	Agent actif	No enrg produit	Type de produit et Classe	Quantité du produit (sans dilution) L ou g	Notes

Note : Aucune intervention en 2016.

REGISTRES D'INTERVENTION EN RÉGIE INTERNE
POUR LES ESPACES INTÉRIEURS
2016

COMPILATION DES INTERVENTIONS EFFECTUÉES POUR LES PARCS-NATURE DU SECTEUR CENTRE :

Parc-nature du Bois-de-l'Île-Bizard
Parc-nature du Bois-de-Liesse
Parc-nature du Bois-de-Saraguay

Parc-nature du Bois-de-Liesse

Nom du responsable de ce dossier pour le parc-nature : Javier Castineira, chargé d'entretien
Nom du responsable du dossier pesticides et de la rédaction du rapport annuel pour les parcs-nature : Sylvie Comtois, bio – conseillère en planification

Registre d'intervention pour les travaux en régie interne / espaces intérieurs

Date	Site	Localisation	Problème	Produit Nom commercial	Agent actif	No enrg produit	Type de produit et Classe	Quantité du produit (sans dilution) L ou g	Notes
15 juillet 2016	Secteur Accueil Pitfield/maison Pitfield	Maison Pitfield : bureaux	Fourmis	Ortho Home Defense	Spinosad	318838	Insecticide Classe 5	9 trappes x 5 g/ch = 45 g	

Parc-nature du Bois-de-Saraguay

Nom du responsable de ce dossier pour le parc-nature : Javier Castineira, chargé d'entretien
Nom du responsable du dossier pesticides et de la rédaction du rapport annuel pour les parcs-nature : Sylvie Comtois, bio – conseillère en planification

Registre d'intervention pour les travaux en régie interne / espaces intérieurs

Date	Site	Localisation	Problème	Produit Nom commercial	Agent actif	No enrg produit	Type de produit et Classe	Quantité du produit (sans dilution) L ou g	Notes

Note : Aucune intervention en 2016.

COMPILATION DES INTERVENTIONS EFFECTUÉES POUR LES PARCS-NATURE DU SECTEUR EST :

Parc-nature de l'Île-de-la-Visitation
Parc-nature du Ruisseau-De Montigny
Parc-nature du Bois-d'Anjou
Parc-nature de la Pointe-aux-Prairies

Parc-nature de l'Île-de-la-Visitation

Nom du responsable de ce dossier pour le parc-nature : Benoit Davignon, chargé d'entretien
Nom du responsable du dossier pesticides et de la rédaction du rapport annuel pour les parcs-nature : Sylvie Comtois, bio – conseillère en planification

Registre d'intervention pour les travaux en régie interne / espaces intérieurs

Date	Site	Localisation	Problème	Produit Nom commercial	Agent actif	No enrg produit	Type de produit et Classe	Quantité du produit (sans dilution) L ou g	Notes
2 novembre 2016	Secteur de la maison du Meunier	Maison du Meunier/Bistro	Fourmis	Trappe à fourmis Wilson	Borax 5 %	27017	Insecticide	3 trappes x 6g/ch = 18 g	
23 décembre 2016	Secteur de la maison du Meunier	Maison du Meunier/Bistro	Fourmis	Trappe à fourmis Wilson	Borax 5 %	27017	Insecticide	3 trappes x 6g/ch = 18 g	

REGISTRES D'INTERVENTION POUR LES TRAVAUX À CONTRAT POUR LES ESPACES INTÉRIEURS
2016

COMPILATION DES INTERVENTIONS EFFECTUÉES POUR LES PARCS-NATURE DU SECTEUR CENTRE :

Parc-nature du Bois-de-l'Île-Bizard
Parc-nature du Bois-de-Liesse
Parc-nature du Bois-de-Saraguay

Parc-nature du Bois-de-Liesse

Nom du responsable de ce dossier pour le parc-nature : Javier Castineira, chargé d'entretien
Nom du responsable du dossier pesticides et de la rédaction du rapport annuel pour les parcs-nature : Sylvie Comtois, bio – conseillère en planification

Registre d'intervention pour les travaux à contrat / espaces intérieurs

Date	Site	Localisation	Problème	Produit Nom commercial	Agent actif	No enrg produit	Type de produit et Classe	Quantité du produit (sans dilution) L ou g	Notes

Note : Aucune intervention en 2016.

Parc-nature du Bois-de-Saraguay

Nom du responsable de ce dossier pour le parc-nature : Javier Castineira, chargé d'entretien
Nom du responsable du dossier pesticides et de la rédaction du rapport annuel pour les parcs-nature : Sylvie Comtois, bio – conseillère en planification

Registre d'intervention pour les travaux à contrat / espaces intérieurs

Date	Site	Localisation	Problème	Produit Nom commercial	Agent actif	No enrg produit	Type de produit et Classe	Quantité du produit (sans dilution) L ou g	Notes

Note : Aucune intervention en 2016.

COMPILATION DES INTERVENTIONS EFFECTUÉES POUR LES PARCS-NATURE DU SECTEUR EST :

Parc-nature de l'Île-de-la-Visitation
Parc-nature du Ruisseau-De Montigny
Parc-nature du Bois-d'Anjou
Parc-nature de la Pointe-aux-Prairies

Parc-nature de l'Île-de-la-Visitation

Nom du responsable de ce dossier pour le parc-nature : Benoit Davignon, chargé d'entretien
Nom du responsable du dossier pesticides et de la rédaction du rapport annuel pour les parcs-nature : Sylvie Comtois, bio – conseillère en planification

Registre d'intervention pour les travaux à contrat / espaces intérieurs

Date	Site	Localisation	Problème	Produit Nom commercial	Agent actif	No enrg produit	Type de produit et Classe	Quantité du produit (sans dilution) L ou g	Notes

Note : Aucune intervention en 2016.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CM : 07.07

2017/03/27 13:00

(1)

Dossier # : 1177413001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division de la voirie et des parcs - Parcs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Recevoir le bilan sur l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides R.V.M.04-041 pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2016.

IL EST RECOMMANDÉ :
De recevoir le bilan sur l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides R.V.M.04 -041 pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2016.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2017-03-09 09:00

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 07.07

2017/03/27
13:00

(1)

Dossier # : 1177413001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division de la voirie et des parcs - Parcs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Recevoir le bilan sur l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides R.V.M.04-041 pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2016.

IL EST RECOMMANDÉ :
De recevoir le bilan sur l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides R.V.M.04-041 pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2016.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2017-02-27 09:54

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

PROJET

IDENTIFICATION

Dossier # :1177413001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division de la voirie et des parcs - Parcs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Recevoir le bilan sur l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides R.V.M.04-041 pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2016.

CONTENU

CONTEXTE

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Danièle LAMY
Secretaire d'unite administrative

Tél : 514 868-4561
Télécop. : 514 868-3538

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1177413001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division de la voirie et des parcs - Parcs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Recevoir le bilan sur l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides R.V.M.04-041 pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2016.

CONTENU

CONTEXTE

Suite à l'adoption du Règlement numéro 04-041 relatif à l'utilisation des pesticides, le conseil d'arrondissement doit déposer un rapport annuel faisant état de l'application de ladite réglementation à l'égard de son territoire.
Ce rapport doit être déposé au Conseil municipal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA16 170056	Recevoir le bilan sur l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides R.V.M.04-041 pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2015
CA15 170041	Recevoir le bilan sur l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides R.V.M.04-041 pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2014.
CA14 170059	Recevoir le bilan sur l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides R.V.M.04-041 pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2013.
CA13 170050	Recevoir le bilan sur l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides R.V.M.04-041 pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2012.
CA12 170245	Recevoir le bilan sur l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides R.V.M.04-041 pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2011.
CA10 170432	Recevoir le bilan sur l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides R.V.M.04-041 pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2010.
CA10 170068	Recevoir le bilan sur l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides R.V.M.04-041 pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2009.
CA09 170177	Recevoir le bilan sur l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides R.V.M.04-041 pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2008.

CA08 170168	Recevoir le bilan sur l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides R.V.M.04-041 pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2007.
CA06 170382	Recevoir le bilan sur l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides R.V.M.04-041 pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2006.
CA06 170052	Recevoir le bilan sur l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides R.V.M.04-041 pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2005.
CA05 170063	Recevoir le bilan sur l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides R.V.M.04-041 pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2004.
CA05 170199	Édicter une ordonnance pour que le chef de division de la Division des parcs et des installations de la Direction des travaux publics soit la personne désignée pour permettre l'utilisation des pesticides dans tous les cas d'urgence et de danger pour la santé humaine, y compris dans les zones sensibles, dans le cadre de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041).
CA04 170163	Édicter une ordonnance en vertu du Règlement relatif à l'utilisation des pesticides pour permettre l'application de ce Règlement à l'égard du territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

DESCRIPTION

Le bilan sur l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides dresse un portrait de l'utilisation des pesticides pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce. Ce bilan a été réalisé à partir d'une compilation des données.

JUSTIFICATION

Il est donc demandé au conseil d'arrondissement de prendre connaissance du bilan et déposer ce bilan annuel au conseil municipal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le Règlement sur l'utilisation des pesticides vise une protection accrue de l'environnement en contribuant à la préservation des ressources naturelles, à la conservation des milieux naturels et à la réduction des nuisances et des impacts sur l'environnement et les paysages.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Frédérik GENDRON
Agent technique en horticulture et arboriculture

Tél : 514-872-9390
Télécop. : 514-872-1670

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-21

Pierre P BOUTIN
Directeur

Tél : 514 872-5667
Télécop. : 514 872-1936

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du lundi 6 mars 2017	Résolution: CA17 170077

BILAN - RÈGLEMENT SUR L'UTILISATION DES PESTICIDES

Monsieur Russell Copeman dépose le bilan sur l'application *du Règlement sur l'utilisation des pesticides* R.V.M.04-041 pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2016.

60.01 1177413001

Katerine ROWAN

_____

Secrétaire d'arrondissement substitut

Signée électroniquement le 7 mars 2017

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1177413001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division de la voirie et des parcs - Parcs
Objet :	Recevoir le bilan sur l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides R.V.M.04-041 pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2016.

Annexe-Liste des interventions 2016.pdf

Bilan_applic_pesticides_2016_CDN-NDG - Final.doc

RESPONSABLE DU DOSSIER

Frédérik GENDRON
Agent technique en horticulture et arboriculture

Tél : 514-872-9390
Télécop. : 514-872-1670



Bilan annuel 2016

relatif à l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041) et de la lutte intégrée

Arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce

Montréal

Table des matières

Lexique **3**

Introduction **5**

Orientation et objectifs de l'arrondissement 5

Historique – résolutions du Conseil d'arrondissement **6**

Résolutions adoptées à ce jour par le conseil d'arrondissement relativement à l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041) 6

Ressources budgétaires et humaines **9**

Personnel dédié à l'application du règlement **10**

Activités de communication et de sensibilisation **11**

Gestion des demandes de citoyens **13**

Formation des employés **15**

Inspections sur les pesticides **16**

Demandes de permis temporaire d'utilisation de pesticides **17**

Autorisations spéciales d'utilisations de pesticides **18**

Évolution des demandes de permis **19**

Infractions et poursuites judiciaires **20**

Lutte intégrée **23**

Conclusion **26**

Annexe 1 : Principaux outils de communication sur les pesticides et le jardinage écologique **27**

Lexique

Autorisations spéciales
Pouvoir d'ordonnance d'un conseil d'arrondissement permettant de nommer une personne, qui, malgré les interdictions prévues au règlement, peut, en cas de situation exceptionnelle, permettre l'utilisation de pesticides dans tous les cas d'urgence et de danger pour la santé humaine, y compris dans les zones sensibles.

Biopesticide
(entomologie) Pesticide fabriqué à partir d'organismes vivants.
(Santé Canada) Micro-organismes trouvés à l'état naturel ou génétiquement modifiés (agents microbiens); phéromones; ainsi que les pesticides, à l'inclusion des composés biochimiques, qui ont été acceptés et homologués à titre de biopesticides par l'U.S. EPA.

Corporation
Au sens du Règlement, une personne morale, une société, une entreprise, etc. Elle est de droit public ou privé, avec ou sans but lucratif.

Espèce envahissante
Une espèce exotique dont l'introduction ou la propagation peuvent constituer une menace pour l'environnement, l'économie ou la société.

Infestation
(tout espace extérieur) Présence d'herbes nuisibles, insectes, moisissures ou autres agents nuisibles, qui, peu importe l'étendue, crée une menace à la sécurité, à la santé humaine, à la survie des arbres et arbustes ou à la vie animale.
(surfaces gazonnées et plate-bande) Présence d'insectes, moisissures ou autres agents nuisibles, à l'exception d'herbes nuisibles, sur plus de 50 % de l'espace délimité par une pelouse ou sur plus de 5 mètres carrés de l'espace délimité par une plate-bande.

Insecte ravageur
(zoologie) Insecte nuisible qui endommage gravement ou détruit une culture, une récolte ou un aménagement.

Lutte intégrée
Méthode décisionnelle qui a recours à toutes les techniques nécessaires pour réduire les populations d'organismes nuisibles de façon efficace et économique, tout en respectant l'environnement. Celle-ci consiste à combiner divers moyens d'interventions physiques, biologiques et chimiques en dernier recours. Elle est axée sur la prévention – que ce soit par le dépistage des organismes indésirables ou par des pratiques d'entretien favorisant la bonne santé des végétaux. Le succès de la lutte intégrée dépend donc d'une bonne connaissance de l'écosystème local et des facteurs à l'origine de la prolifération des organismes indésirables.

Néonicotinoïdes
Pesticides qui sont employés en tant qu'insecticides pour lutter contre différents types d'insectes. Ce sont des pesticides systémiques qui, une fois appliqués, se distribuent dans toutes les parties de la plante, rendant cette dernière toxique pour les insectes, notamment les abeilles. Toute utilisation de pesticides de la famille des néonicotinoïdes est dorénavant interdite à l'extérieur des bâtiments. Les pesticides du groupe des néonicotinoïdes qui sont actuellement homologués au Canada sont à base de cinq matières actives soit l'acétamipride, la clothianidine, l'imidaclopride, le thiaclopride et le thiaméthoxame.

Pesticides
Toute substance, matière ou micro-organisme destiné à contrôler, détruire, amoindrir, attirer ou repousser directement ou indirectement un organisme nuisible, nocif ou gênant pour l'être humain, la faune, la végétation, les récoltes ou les autres biens, ou destiné à servir de régulateur de croissance de la végétation, à l'exclusion d'un médicament ou d'un vaccin, au sens de la Loi sur les pesticides.

Zone sensible
Terrains particuliers où, à moins de certaines exceptions prévues par le Règlement, seuls les produits considérés comme des biopesticides, l'huile minérale, l'azadirachtine ainsi que les ingrédients actifs de l'annexe II du Code de gestion des pesticides. Ces zones comprennent des garderies, des écoles, des établissements de santé, des lieux de culte, des résidences pour personnes âgées, des aires de jeux et des terrains sportifs des parcs municipaux. Le conseil d'arrondissement, peut également par un pouvoir d'ordonnance, déterminer que certains parcs, cimetières et jardins communautaires soient considérés comme des zones sensibles. Pour l'ensemble de ces terrains, la zone sensible comprend une bande de 5 m de large au-delà de la limite de chacun de ces terrains.

Introduction

Au terme d'une importante démarche de concertation, et suite à l'adoption du Code de gestion des pesticides par le gouvernement du Québec en 2003, la Ville s'est dotée d'une réglementation sur l'utilisation des pesticides en 2004. Les objectifs de cette réglementation sont de réduire les utilisations de pesticides à Montréal et d'implanter des pratiques de gestion de lutte intégrée sur les terrains municipaux afin de contribuer à l'amélioration de la qualité du milieu de vie des citoyens.

La présence de pesticides dans l'environnement et l'exposition à ces produits, même à de faibles doses, peuvent avoir des effets sur la santé des personnes. Dans le contexte des changements climatiques, où l'usage des pesticides peut s'accentuer en raison de la présence plus importante d'insectes nuisibles et de nouvelles maladies, le développement de solutions de rechange aux pesticides selon une approche en lutte intégrée devient essentiel. De plus, les interventions municipales faites à l'aide de pesticides, en plus de respecter le Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041), doivent se faire dans le respect de la loi fédérale sur les produits antiparasitaires (LPA) ainsi que des règlements découlant de la loi sur les pesticides du Québec.

Le bilan annuel de l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides et de la lutte intégrée est une exigence réglementaire (04-041, a. 32; 04-041-2, a. 5) par laquelle le conseil d'arrondissement doit, avant le 31 mars de chaque année, déposer un rapport au conseil municipal faisant état de l'application du Règlement à l'égard de son territoire.

Orientation et objectifs de l'arrondissement

Les orientations et les objectifs actuels de l'arrondissement sont dirigés vers une réduction progressive de tout usage de pesticides et de biopesticides.

Nous visons à contrôler les problèmes d'ordre phytosanitaire par des méthodes de lutte mécaniques mais également par une augmentation de la biodiversité, notamment par l'implantation de végétaux insectifuges et de végétaux hôtes de populations d'insectes prédateurs.

La sensibilisation du grand public sur les alternatives aux pesticides ainsi que sur les bienfaits d'un écosystème diversifié et équilibré est également une priorité de l'arrondissement afin d'atteindre ces objectifs. La connaissance des problématiques et la tolérance envers les insectes nuisibles par le grand public contribue grandement à la réduction de demandes générées concernant le traitement et l'abattage d'arbre.

Un inspecteur en horticulture et arboriculture est responsable du dossier des pesticides. Cependant, tous les membres de l'équipe contribuent à développer, proposer et mettre en œuvre des projets de lutte intégrée. La collaboration entre les différents quarts de métiers est un gage de succès à l'atteinte de ces objectifs.

En 2016, deux projets de lutte intégrée ont été mis en application pour lutter contre le puceron du tilleul et pour réduire les interventions d'extermination de nids de guêpes. L'équipe de communication a apporté une contribution importante à la sensibilisation du grand public sur les alternatives aux pesticides.

Historique – résolutions du Conseil d'arrondissement

Résolutions adoptées à ce jour par le conseil d'arrondissement relativement à l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041)

Mise en contexte

L'historique regroupe toutes les décisions prises par le conseil d'arrondissement relativement à l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides. Les résolutions visent l'adoption du bilan annuel sur les pesticides ainsi que les pouvoirs d'ordonnance de l'arrondissement (article 27). Un conseil d'arrondissement peut, par l'adoption d'une ordonnance : déterminer certains espaces en tant que zone sensible; limiter ou retirer certaines exceptions prévues au Règlement; limiter l'application de ces exceptions; réduire la période de validité du permis; imposer des conditions d'application de pesticides plus sévères et autoriser une personne à agir de manière exceptionnelle en situation d'urgence.

No de la résolution	Date (JJ/MM/AAAA)	Objet de la décision	Note complémentaire
VILLE DE MONTRÉAL			
CM04 0316	2004-04-26	Adoption du règlement sur l'utilisation des pesticides	
CE04 0867	2004-05-05	Virement de crédits en vertu de l'adoption du règlement relatif à l'utilisation des pesticides	30 000 $ accordé à l'arrondissement pour l'application du Règlement et 3000 $ pour les besoins relatifs à la formation continue
CM06 0855	2006-12-11	Modifications au Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041-1)	Pouvoir d'ordonnance pour ajouter certaines zones sensibles sur le territoire
CM15 0686	2015-05-25	Modifications au Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041-2)	Ajout de l'azadirachtine parmi la liste des matières actives de pesticides ne nécessitant pas de permis temporaire d'utilisation de pesticides

No de la résolution	Date (JJ/MM/AAAA)	Objet de la décision	Note complémentaire
CM16 0144	2016-01-25	Modifications au Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041-3)	Interdiction complète des pesticides faisant partie de la famille des néonicotinoïdes sur le territoire
ARRONDISSEMENT			
CM16 0275	2016-02-13	Dépôt du bilan annuel	Recevoir le bilan sur l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides R.V.M.04-041 pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2015.
CA16 170056	2016-03-21	Dépôt du bilan annuel	Recevoir le bilan sur l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides R.V.M.04-041 pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2015.
CM15 0241	2015-03-23	Dépôt du bilan annuel	Recevoir le bilan sur l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides R.V.M.04-041 pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-

No de la résolution	Date (JJ/MM/AAAA)	Objet de la décision	Note complémentaire
			Neiges-Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2014.
CA15170041	2015-02-13	Dépôt du bilan annuel	Recevoir le bilan sur l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides R.V.M.04-041 pour territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2014.
CA14170439	2014-01-12	Autorisation exceptionnelle en situation d'urgence	Sommaire 1141371007 - Adopter un règlement modifiant le Règlement sur la propreté (RCA08 17155).

Ressources budgétaires et humaines

Mode de fonctionnement

La responsabilité du dossier des pesticides est chapeautée par la Division des parcs. Un agent technique en horticulture et arboriculture et deux inspecteurs en horticulture et arboriculture y sont principalement rattachés.
Deux inspecteurs et un agent technique ont travaillés sur l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides et sur la lutte intégrée. Un inspecteur a consacré 15 % de son temps sur une période d'environ 40 semaines. L'autre inspecteur a consacré environ 30% de son temps sur une période d'environ 45 semaines. L'agent technique a consacré 25 % de son temps sur une période d'environ 20 semaines. Les salaires des inspecteurs et de l'agent technique sont estimés à 23 187,50$.

Le travail de jardiniers a été requis pour l'installation de pièges collants, la pulvérisation de jets d'eau sur des tilleuls, râteler un carré de sable dans l'aire de jeux d'enfants et l'installation d'affiche de sensibilisation. Le total d'heures travaillées est de 195 et le salaire environ 5850$.

Le travail des élagueurs a été requis pour l'installation de pièges collants et de pièges répulsifs en hauteur. Le nombre d'heures travaillées est de 36.5 et le salaire est d'environ 1 095$.

Nous avons ajouté 35% à la somme des salaires investis afin de couvrir les frais des avantages sociaux. Le montant total approximatif est donc de 40 740$.

Postes budgétaires	Montant ($) (estimé)	Détails/description
Communication et sensibilisation	3 707,95 $	Conception, impression et distribution de dépliants, de lettres et d'affiches sur le projet de lutte intégrée du puceron du tilleul, conception et impression d'affiches pour le projet de nids de guêpes
Formation	0,00 $	
Lutte intégrée	1 943,15 $	Achat de pièges répulsifs, de pièges collants, de végétaux et location d'une nacelle
Salaires (RH)	40 740,00 $	Agent technique, inspecteur pesticides, inspecteur horticulture, jardiniers, élagueurs
Budget global	46 391,10$	

Personnel dédié à l'application du règlement

Titre d'emploi	Nombre de semaines de travail (estimé)	Description des tâches rattachées au mandat des pesticides et de la lutte intégrée
Agent technique	5	Collaboration avec le Service des Grands Parcs, du Verdissement et du Mont-Royal (SGPVMR) sur les différentes actions à entreprendre pour la lutte à l'agrile du frêne, inspections de frênes en vue de qualification et conservation
Inspecteur (pesticides)	14	Rédaction du bilan annuel, recommandation de délivrance de permis d'utilisation de pesticides, inspection et demandes d'exterminations pour nids de guêpes, développement de projets de lutte intégrée, participation aux différentes tables et comités municipal et régional sur les pesticides, inspections de frênes en vue de qualification et conservation
Inspecteur (horticulture)	6	Développement de projets de lutte intégrée, participation aux différentes tables et comités municipal et régional sur les pesticides, inspections de frênes en vue de qualification et conservation
Total	25	

Activités de communication et de sensibilisation

Mise en contexte

Expliquer dans quel cadre vos activités de communication et de sensibilisation sont en lien avec le dossier des pesticides.[1] Les activités de communication peuvent comprendre, à titre d'exemple, une conférence de presse, un article à l'intérieur d'un bulletin ou d'un journal d'arrondissement, une publicité, un message sur un babillard électronique, etc. Les activités de sensibilisation peuvent comprendre, à titre d'exemple, une conférence ou un atelier d'information, un kiosque lors d'une fête de quartier, etc. Veuillez préciser le nom de l'activité ainsi qu'une brève description, l'objectif de sensibilisation de cette activité et le nombre estimé de citoyens rejoints.

Activités réalisées en 2016

Activité et description	Objectif	Nombre de citoyens rejoints (estimation)
Article dans le journal le Citoyen	Sensibiliser les citoyens sur les enjeux de l'extermination des nids de guêpes et information sur le projet-pilote	170000
Avis sur Facebook	Sensibiliser les citoyens sur les enjeux de l'extermination des nids de guêpes et information sur le projet-pilote	170000
Avis aux citoyens	Cet avis avait pour objectif d'informer le citoyen que l'arbre public en façade de leur demeure faisait l'objet d'un projet pilote de lutte intégrée sur le puceron du tilleul	225
Dépliants informatifs	Cet outil avait pour objectif d'informer les citoyens des méthodes de lutte qui seraient utilisées dans le cadre du projet pilote de lutte intégrée sur le puceron du tilleul	125

[1] La liste des outils de communication accessibles à tous les citoyens de Montréal est présentée à l'annexe I du bilan.

Commentaires et recommandations

Il est difficile de dire combien de citoyens sont touchés par les différentes activités de communication. Le journal Le Citoyen est imprimé en 80 000 exemplaires et est également disponible en ligne. Il nous est impossible de savoir combien de gens ont visité le site internet et la page Facebook de l'arrondissement.
Nous estimons que ces informations visaient l'ensemble des résidents.

Lors du dernier bilan, un de nos objectifs était de mettre sur pied une campagne d'éducation et de sensibilisation de la population visant le contrôle des guêpes. En 2016, un article est paru sur Facebook et dans le journal Le Citoyen (Mai 2016) concernant les nids de guêpes. Les citoyens ont ainsi été informés des initiatives de la Ville dans ce dossier mais aussi d'être en mesure de reconnaître les situations où le danger est faible ou nul, tel en hiver.

Des lettres et avis ont été envoyés aux résidents en porte-à-porte sur les rues visées par le projet du puceron du tilleul.

Gestion des demandes de citoyens

Provenance des demandes

En 2016, nous avons reçu 191 appels dans la catégorie nommée "Arbre-Maladies et insectes" dans notre relevé des appels obtenus par le système de la Gestion des demandes des citoyens. De ce nombre, plusieurs appels concernent des arbres dépérissants, morts, cariés ou dangereux. Les appels pour des arbres dépérissants sont difficilement quantifiables mais ont été estimés à 60% des appels reçus cette année. Ce qui signifie que nous avons reçu environ 70 appels pour divers maladies et insectes tels que le puceron du tilleul, les fourmis, l'agrile du frêne, le psylle du micocoulier, diverses maladies fongiques et la maladie Hollandaise de l'orme. Pour l'activité "Extermination à l'extérieur", 28 appels ont été reçus pour des nids de guêpes et une demande a été fait à l'interne par un employé. Les demandes pour des nids situés à plus de 6 mètres de hauteur dans un arbre public, sur des propriétés privées, ou tard en automne n'ont pas été traitées. Certains nids ont généré plusieurs appels pour le même endroit. Afin de répondre aux demandes des citoyens, nous avons dû faire appel à une compagnie privée, qui a exécuté 10 services d'exterminations. Nous avons également reçu 28 appels concernant les mauvaises herbes, mais la nature de cette activité inclue également l'entretien du gazon. Les appels concernant l'herbe à poux sont aux nombre de quatre. Aucune intervention ne fut réalisée.

Nature des demandes

Nature	Nombre Demandes domaine privé	Nombre Demandes domaine public	Type de demandes
Guêpes	3	26	GDD, demande interne
Guêpes de sable	0	2	GDD
Psylle du micocoulier	0	2	GDD
Fourmis	0	17	GDD
Pucerons	0	15	GDD
Agrile du frêne	15	60	GDD
Arbres et arbustes		121	GDD, domaine public et privé
Herbe à poux		4	GDD, domaine public et privé

Commentaires et recommandations

Pour l'activité Agrile-Divers, 235 demandes ont été générées mais seulement 65 ont été faites par des citoyens, et les autres ont été crées à l'interne en prévision de nos travaux d'abattage. Environ douze demandes concernaient la lettre envoyée par le SGPVMR aux résidants mentionnant que des frênes se trouvaient sur leur propriété. Cette lettre a semé un peu de confusion car plusieurs citoyens n'avaient pas de frênes. Certains ont fait traités des Érables à Giguère et ont reçu la subvention offerte par la ville. Nous recommandons de ne pas affirmer que des frênes soient présents lorsque l'information n'est pas validée par un expert sur le terrain et de mettre en place certaines procédures, par exemple l'annexe de photographies de l'arbre à la demande de subvention, afin de s'assurer que les entrepreneurs ne profitent pas de la situation.

Formation des employés

Mise en contexte

Description des formations suivies dans le but de rester à jour dans le dossier des pesticides et de la lutte intégrée. La formation peut prendre la forme, à titre d'exemple, d'un webinaire, d'un atelier, un cours à distance, une participation à un colloque, congrès qui comprend des conférences sur les pesticides ou la lutte intégrée, de tables de discussion, etc. Si l'activité de formation est organisée à l'interne (Ex. Service de l'environnement, Service des grands parcs, Espace pour la vie), vous devez simplement indiquer Ville de Montréal dans la case appropriée.

Titre de la formation	Formateur/Organisateur	Date	Nombre de participants
Comité municipal sur les pesticides	Service de l'environnement	2016-03-31	3
Table des responsables sur les pesticides	Service de l'environnement	2016-05-18	2
Comité régional sur l'agrile du frêne	Service des Grands Parcs	2016-05-31	3
Table des responsables sur les pesticides	Service de l'environnement	2016-09-14	2

Inspections sur les pesticides

Structure administrative

La structure administrative et opérationnelle qui assure le suivi des inspections et des demandes de permis temporaire d'utilisation de pesticides fonctionne ainsi ;

Les citoyens font des demandes de permis temporaire d'utilisation de pesticides par le biais de Bureau Accès Montréal (311), où ils doivent remplir les formulaires et payer la somme de 10 $ pour l'octroie du permis. Les agents de bureaux transmettent ensuite ces demandes à l'inspecteur en horticulture responsable du dossier des pesticides. Suite à l'analyse de la demande et inspection terrain au besoin, l'inspecteur autorise ou non que l'agent octroie le permis.

Inspections

Type d'inspections	Nombre d'effectué
Choix	

Commentaires et recommandations

Aucune inspection n'a été réalisée en 2016

Demandes de permis temporaire d'utilisation de pesticides

Permis octroyés ou refusés	Raison	Personne physique	Personne morale	Total
Permis octroyés	Usine de produits alimentaires ou pharmaceutiques		x	1
	Sous-total			1
Permis refusés	Exception non reconnue	x		1
	Alternative écologique au problème	x		1
	Sous-total			2

Commentaires et recommandations

En 2016, trois demandes de permis ont été transmises à l'inspecteur.

Un permis a été émis pour une infestation de mouches domestiques dans un marché d'alimentation Provigo. Le pesticide utilisé a été le Dragnet FP no. Homologation: 24175

Une demande incomplète pour utilisation d'herbicide dans une entrée en pierres concassées a été refusée en octobre 2016. L'agent de bureau a été informé de la procédure à suivre pour la transmission des demandes et des alternatives à employer pour le contrôle des mauvaises herbes.

Une demande pour utilisation d'insecticide (Dragnet #24175 et acide borique # 19480) contre les fourmis et les araignées a été refusée. Les infestations d'araignées ne sont plus considérées comme étant une exception permettant l'utilisation de pesticides depuis le 1er Février 2016 et l'acide borique est un pesticide à faible impact autorisé en tout temps.

Autorisations spéciales d’utilisations de pesticides

Cas d’urgence et de danger pour la santé humaine, notamment dans les zones sensibles.

Raison	Citoyens	Corporations	Total
Choix			

Commentaires et recommandations

Aucune autorisation spéciale n’a été émise.

Évolution des demandes de permis

Mise en contexte

Il est recommandé de suivre l'évolution des demandes de permis sur une période de 3 ans.

Évolution des demandes de permis de (3 ans)

Année	Permis octroyés	Permis refusés	Total
2014	0	2	2
2015	4	0	4
2016	1	2	3
Total	5	4	9

Infractions et poursuites judiciaires

Mise en contexte

Lorsque l'arrondissement constate une infraction au Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041), diverses mesures peuvent être faites auprès d'un contrevenant, principalement sous la forme d'un constat d'infraction ou d'un avis écrit. Les infractions constatées concernent généralement le non-respect de l'article 3 du Règlement : en ayant utilisé ou appliqué, ou même en ayant toléré ou permis l'utilisation des pesticides à l'extérieur des bâtiments. Ces infractions peuvent également viser, de manière générale, les conditions d'applications de pesticides ou le non-respect des exigences spécifiées pour les exploitants de terrains de golf ou de terrains visant la production agricole ou horticole.

4355 Royal: Lors d'une inspection pour un permis d'abattage pour un frêne privé le 07-09-2016, la citoyenne affirme avoir fait traiter 4 frênes et avoir reçus les subventions offertes par la ville. Or, j'ai constaté qu'il s'agissait d'érables à Giguère. Dossier à l'étude

6270 Westbury. Demande de permis d'abattage privé 300114442 09-06-2016.
Raison de la demande: Fourmis charpentières. Demande refusée.
Demande de réclamation 16-004525 14-09-2016.
Objet de la demande: Dommage à la propriété causé par des fourmis dans arbre privé.
Joint à la demande de réclamation: Facture de Groupe Surprenant pour services rendus le 01-06-2016. Permis P550102 Certificat C553044 - Dossier à l'étude

Les contrevenants s'exposent à des poursuites judiciaires si une utilisation de pesticides non conforme est effectuée à l'extérieur des bâtiments. Ces poursuites peuvent mener à des amendes allant de 100 $ à 4 000 $. Les condamnations et les amendes perçues chaque année incluent certaines infractions commises lors d'années antérieures et réglées durant l'année en cours. De même, elles excluent certaines infractions commises pendant l'année courante, mais non réglées pendant cette année.

Suivi des infractions et poursuites judiciaires

Année	2016	2015	2014
Nombre d'avis écrits	0	0	
Nombre de constats d'infraction	0	0	
Nombre de constats non contestés et payés	0	0	
Nombre de chefs d'accusation déposés devant la cour municipale	0	0	
Nombre de contrevenants condamnés (infractions contestées et jugées)	0	0	
Amendes totales ($)	0	0	

Liste des personnes morales reconnues coupables en 2016

Nom et adresse du contrevenant	Infraction	Lieu de l'infraction	Date/Amende
Monsieur Gazon (3088-0702 Québec inc.) Adresse	Libellé d'infraction	Adresse	Infraction 2014.06.22 Jugement 2016.07.08 Montant payé 600 $

Commentaires et recommandations

Nous souhaitons établir un programme de surveillance à partir des requêtes Pesticides des années passées. Les adresses visées pourraient, par exemple, faire l'objet d'inspections ponctuelles au cour des saisons estivales. Un registre des adresses visées devraient être créé et maintenu à jour.

Lutte intégrée

Mise en contexte

Les principaux problèmes phytosanitaires de l'arrondissement sont l'agrile du frêne, la maladie Hollandaise de l'orme, le puceron du Tilleul et le psylle du micocoulier.

Agrile du frêne

Les actions de contrôle visant l'agrile du frêne sont gérées par le SGPVMR. Les frênes qualifiés pour un traitement ont reçu des injections de TreeAzin. Ces opérations ont été confiées en sous-traitance. Au total, 873 frênes publics ont été traités en 2016. La quantité de TreeAzin utilisée s'élève à 160,245 litres. Pour les interventions faites sur le domaine privé dans l'arrondissement CDN-NDG à l'aide du programme de subvention de la Ville visant le contrôle de l'agrile du frêne, 235 frênes furent traités, totalisant 9591 cm de DHP et 47,955 litres de TreeAzin (no. 30559)

Puceron du tilleul

Le Service de l'environnement de la Ville de Montréal a mené la dernière saison du projet-pilote de lutte biologique du puceron du tilleul dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce. Le projet, mené sur 3 ans (2014-2016) comprenait un dépistage hebdomadaire de mai à septembre pour suivre l'évolution des populations de pucerons du tilleul ainsi que le relâchement de guêpes parasitoïdes. Les interventions ont eu lieu sur la rue Old Orchard et sur la rue Oxford entre les rues Terrebonne et Monkland. Les résultats, qui semblent prometteurs, nous seront présentés au printemps 2017.

L'arrondissement a également mené un projet pilote contre le puceron du tilleul. Ce projet consiste essentiellement à contrôler les populations de pucerons à un niveau où les inconvénients sont tolérables pour les citoyens. Sur certaines sections des rues Marlowe, Northcliffe et Beaconsfield, un jet d'eau a été pulvérisé sur la cime des arbres ciblés une fois au mois de juillet, des pièges collants ont été installés sur les troncs et quelques pièges ont été accrochés dans certains arbres. Différentes variétés de vivaces ont été distribuées gratuitement aux résidants des rues identifiées lors d'une journée de distribution. Ces vivaces ont l'avantage d'attirer des insectes prédateurs du puceron.

Psylle du micocoulier

Le contrôle du psylle du micocoulier s'est résumé, en 2016 comme en 2015, à l'installation de bâche bleue et de film plastic recouvert de Tangle foot sur les troncs de huit micocouliers sur un tronçon de la rue de la Peltrie.

Maladie Hollandaise de l'orme

Aucune action entreprise en 2016.

Agrile du frêne

Action	Responsable	Période d'intervention (ex. : mai-juin)	Nombre d'interventions	Quantités/ Unités (si applicable)
Injection de TreeAzin sur arbres publics	SGPVMR	juillet	873	160 245 L
Injection de TreeAzin sur arbres privés	SGPVMR	juillet-août	235	47 955 L

Puceron du tilleul

Action	Responsable	Période d'intervention (ex. : mai-juin)	Nombre d'interventions	Quantités/ Unités (si applicable)
Relâchement de parasitoïdes	Service de l'environnement	mai à septembre	3	
Dépistages hebdomadaires	Service de l'environnement	mai à septembre	+- 16	
Pulvérisation de jet d'eau	Frédérik Gendron	Juillet-août	1	80 arbres
Installation de pièges collants jaunes au troncs	Frédérik Gendron	Juillet-août	1	80 pièges
Installation de pièges collants jaunes en hauteur	Frédérik Gendron	Juillet-août	1	10 pièges

psylle du micocoulier

Action	Responsable	Période d'intervention (ex. : mai-juin)	Nombre d'interventions	Quantités/ Unités (si applicable)
Installation de pièges collants bleus au troncs	Véronique Gauthier	fin août à fin octobre	1	8 pièges

Commentaires et recommandations

Nous recommandons de réintégrer les trois projets de lutte intégrée à nos opérations en 2017.

Les résultats sont très encourageants. Aucune extermination de nid de guêpes n'a été réalisée en parc suite aux installations. Cependant, deux nids ont été constatés, soit au parc Van Horne et au parc-école Bedford. Lors du constat de la présence de guêpes dans ce parc, le faux nid n'était plus présent. Aucune intervention n'a été planifiée pour cette problématique puisque l'entretient du parc n'est plus de la responsabilité de l'arrondissement, mais celle de la commission scolaire. Une demande d'extermination a été envoyée pour le parc Van Horne à deux reprises, mais le travail n'a pas été effectué pour diverses raisons. L'expérience devra être répétée dès le printemps, dans tous les parcs et idéalement sur les terrains des installations publiques de l'arrondissement. Nous planifions également de faire l'essai d'installation de pièges répulsifs près de vrais nids ayant fait l'objet de requête afin de déterminer si elles vont fuir. Dans l'affirmative, nous souhaitons connaître le délai de réaction.

Le projet du puceron du tilleul a également donné de bon résultat. Dans les rues où le projet a eu lieu, les citoyens ont dit avoir été satisfaits des interventions, contrairement aux citoyens où le projet n'a pas eu lieu et ont fait connaître leur mécontentement.

Nous souhaitons également ajouter la rue West Hill au projet.

Le contrôle du psylle du micocoulier semble suffisant au niveau de la demande citoyenne. Par contre, les dommages causés aux arbres devront être évalués de façon plus rigoureuse.

Nous sommes également en réflexion quant à l'élaboration d'un plan d'action visant le contrôle de la maladie Hollandaise de l'orme, qui a causé la mort chez plusieurs individus qui avaient été suivis dans les années précédentes.

Conclusion

En 2016, les interventions impliquant l'utilisation de pesticides dans l'arrondissement se sont limitées au contrôle de l'agrile du frêne par l'injection de TreeAzin et à l'extermination de nids de guêpes. Toutes ces interventions ont été confiées en sous-traitance.

Nous avons entrepris plusieurs actions de contrôle mécanique et avons obtenus les résultats escomptés. Nous souhaitons poursuivre nos efforts en ce sens et élargir nos pratiques par l'implantation de végétaux hôtes d'insectes prédateurs et de végétaux répulsifs contre les insectes nuisibles et bonifier nos programmes de contrôle mécanique.

En amont, nous travaillons également en prévention lors de la sélection et la plantation d'arbres. La diversité et la sélection d'espèces tolérantes aux stress urbains, aux maladies et aux insectes est une priorité lors de la planification. Nous tentons également d'améliorer les conditions de croissances et la vigueur des jeunes arbres dès la plantation notamment par l'agrandissement des fosses, le recouvrement des cuvettes avec un paillis organique, l'apport de mychoryzes en carrés de trottoir et la taille de formation dans les premières années. Ces bonnes pratiques visent à réduire les facteurs prédisposants aux stress et aux bris qui rendent les arbres plus vulnérables aux maladies et aux attaques d'insectes.

Annexe 1 : Principaux outils de communication sur les pesticides et le jardinage écologique

	Outil de sensibilisation	Descriptif
MONTRÉAL SANSPESTICIDES	ville.montreal.qc.ca/pesticides	Site de référence pour connaître la réglementation en vigueur ainsi que les produits autorisés ou interdits; l'adoption de bonnes pratiques de jardinage sans pesticides; la lutte intégrée et la lutte biologique en particulier.
	Guide Maison propre et Jardin vert	Guide d'entretien ménager et de jardinage écologique destiné au grand public.
	Montréal sans pesticides	Résumé du règlement sur l'utilisation des pesticides. Aide le citoyen à mieux comprendre le règlement qui a été adopté en avril 2004. - Retrait de l'exception visant le contrôle des araignées.
	Guide d'entretien écologique de la pelouse	Feuillet d'information nécessaire pour aider le citoyen à obtenir une belle pelouse sans l'aide de produits chimiques.
	Pesticides à faible impact	Dépliant portant spécifiquement sur la connaissance des pesticides à faible impact, sur les ingrédients actifs, les modes d'application et les mises en garde.
Banque d'info 311	- Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041) - Lutte biologique agrile - Puceron - Pucerons du tilleul - Psylle du micocoulier - Guêpes fouisseuses (de sable)	Fiches d'informations sur la réglementation en vigueur relativement aux pesticides, des projets en lutte intégrée menés par le Service de l'environnement (lutte biologique contre le puceron du tilleul, lutte biologique contre l'agrile du frêne) ainsi que des informations pratiques sur les problèmes causés par certains insectes (guêpes fouisseuses, puceron, psylle du micocoulier).

Arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce…
Direction des Travaux Publics
Division de Voirie et Parcs

Auteur (s)
Véronqiue Gauthier

26-01-2017

Montréal

1555, Rue Carrie-Derick, 2eme étage
Montréal H3C 6W2
N° de permis: **401559839**

Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Registre d'utilisation des pesticides des classes 1 à 5
Bilan détaillé des interventions phytosanitaires

Année 2016

Firme : Extermination Cameron Inc. (9312-8023 Québec inc.)

Produits d'exception

Date de l'application	*Site des zones traitées*	*Superficie traitée*	*Objet du traitement*	*Raison de l'application*	*Nom commercial du produit (Homologation)*	*Classe*	*Quantitée appliquée*
27.07.2016	4400 West Hill		1 Symphoricarpos spp.	Guêpes (Vespula)	Prelude 240 insecticide pyréthrinoïde de synthèse (26509)	2	1,50 L
	2431 Mariette		1 Acer platanoides	Guêpes (Vespula)	Konk mousse insecticide en aérosol (25413)	4	100,00 g
	3797 Old Orchard		1 Acer saccharinum	Guêpes (Vespula)	Konk mousse insecticide en aérosol (25413)	4	425,00 g
29.07.2016	4290 Kindersley		1 Acer platanoides	Guêpes (Vespula)	Konk mousse insecticide en aérosol (25413)	4	100,00 g
08.08.2016	4677 Beaconsfield			Guêpes (Vespula)	Prelude 240 insecticide pyréthrinoïde de synthèse (26509)	2	1,00 L
09.08.2016	5423 Grove Hill		1 Acer platanoides 'Columnare'	Guêpes (Vespula)	Prelude 240 insecticide pyréthrinoïde de synthèse (26509)	2	1,00 L
	4555 Draper		1 Acer saccharinum	Guêpes (Vespula)	Prelude 240 insecticide pyréthrinoïde de synthèse (26509)	2	1,00 L
19.08.2016	4324 Harvard		1 Acer platanoides	Guêpes (Vespula)	Prelude 240 insecticide pyréthrinoïde de synthèse (26509)	2	500,00 ml
	4334 Old Orchard		1 Tilia cordata	Guêpes (Vespula)	Prelude 240 insecticide pyréthrinoïde de synthèse (26509)	2	500,00 ml
	4945 Coronation		1 Acer platanoides	Guêpes (Vespula)	Prelude 240 insecticide pyréthrinoïde de synthèse (26509)	2	500,00 ml

Total firme: 10

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 07.08

2017/03/27 13:00

(1)

Dossier # : 1167181008

Unité administrative responsable :	Conseil Jeunesse , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 f) favoriser la représentation des femmes de toutes les origines, des autochtones, des minorités visibles, des membres des communautés ethnoculturelles et des jeunes au sein des instances décisionnelles et consultatives
Projet :	-
Objet :	Dépôt pour information de l'avis sur la prévention de l'itinérance jeunesse et des recommandations émises par le Conseil jeunesse de Montréal.

Il est recommandé de:

prendre connaissance du dépôt de l'avis sur la prévention de l'itinérance jeunesse et des recommandations émises par le Conseil jeunesse de Montréal.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-01-27 14:35

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1167181008**

Unité administrative responsable :	Conseil Jeunesse , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 f) favoriser la représentation des femmes de toutes les origines, des autochtones, des minorités visibles, des membres des communautés ethnoculturelles et des jeunes au sein des instances décisionnelles et consultatives
Projet :	-
Objet :	Dépôt pour information de l'avis sur la prévention de l'itinérance jeunesse et des recommandations émises par le Conseil jeunesse de Montréal.

CONTENU

CONTEXTE

Créé en février 2003, le Conseil jeunesse de Montréal (CjM) est une instance consultative de la Ville de Montréal responsable de conseiller l'administration municipale sur les questions relatives aux jeunes âgés de 12 à 30 ans.
Afin d'assurer de la prise en compte des préoccupations jeunesse dans l'élaboration des politiques de la municipalité, le CjM est appelé à rédiger divers avis abordant les besoins de la jeunesse montréalaise.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM02 0777 - Adopter le projet de règlement constituant le Conseil jeunesse de Montréal (CJM).

DESCRIPTION

Les chiffres indiquent qu'environ 235 000 Canadiens vivent l'itinérance chaque année, desquels environ 20% seraient âgés de moins de 25 ans. Aujourd'hui, si les jeunes en situation d'itinérance se font moins visibles dans les rues de Montréal, le phénomène ne disparaît pas pour autant : les milieux d'intervention remarquent une fréquentation accrue de leurs services ainsi qu'un changement du profil des jeunes qui les fréquentent.
Cet avis survient dans un contexte où les institutions gouvernementales donnent une nouvelle importance à la lutte contre l'itinérance, particulièrement par sa prévention. En 2014, le gouvernement du Québec adopte une première politique nationale de lutte à l'itinérance, intitulée *Ensemble, pour éviter la rue et en sortir* . Cette politique est accompagnée du Plan d'action interministériel en itinérance 2015-2020, intitulé *Mobilisés et engagés pour prévenir et réduire l'itinérance* . Montréal s'est également doté de son plan d'action 2014-2017 – *Parce que la rue est une impasse* . L'objectif de cet avis est de contribuer à ces efforts collectifs qui sont mobilisés autour de la prévention de l'itinérance,

mais en soulignant la nécessité de tenir compte des réalités particulières auxquelles est confrontée la jeunesse.

JUSTIFICATION

Le choix du thème d'un avis peut être fait à la demande du maire ou sur la base de l'initiative des membres du CjM. Ce premier cas de figure a mené au choix de l'étude sur la prévention de l'itinérance jeunesse.
L'article 13 du règlement 02-177 constituant le Conseil jeunesse de Montréal indique que le maire ou le comité exécutif doit répondre, par écrit, à tout avis lui étant adressé par le conseil.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les dépenses liées à la réalisation de l'avis ont été entièrement assumées par le budget de fonctionnement du CjM.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'implication de jeunes Montréalais.es au sein du Conseil jeunesse de Montréal permet d'assurer la prise en compte des préoccupations jeunesse dans les décisions de l'Administration municipale. Le travail de concertation réalisé, les échanges développés entre les élus et les jeunes citoyens et les recommandations soumises à travers divers avis et mémoires sont l'application des principes de développement durable et contribuent à augmenter la qualité de vie à Montréal.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les recommandations soumises dans cet avis contribuent à la réflexion et peuvent orienter les actions de la Ville de Montréal en ce qui concerne la prévention de l'itinérance jeunesse à Montréal.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Communiqué de presse émis lors du lancement public de l'avis en février 2017 et partagé sur le site Web et les médias sociaux du CjM.
À la suite du dépôt de l'avis au conseil municipal, le document sera disponible sur le site Web du CjM et sera envoyé aux partenaires de la Ville et du CjM qui sont concernés par le sujet abordé.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Lancement public prévu dans la semaine du 27 février 2017 (date à préciser).
Suivi des recommandations par le CjM auprès des services municipaux.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Cet avis a été produit en conformité avec le règlement 02-177 sur le Conseil jeunesse de Montréal.
À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève COULOMBE
Secretaire- recherchiste

Tél : 514-872-4801
Télécop. : 514-868-5810

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-01-26

Marie-Eve BONNEAU
Adjointe à la présidence

Tél : 514 872-6276
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves SAINDON
Greffier et directeur
Tél : 514 872-3007
Approuvé le : 2017-01-26



CONSEIL JEUNESSE DE MONTRÉAL

JEUNES ET ITINÉRANCE

DÉVOILER UNE RÉALITÉ PEU VISIBLE

AVIS SUR LA PRÉVENTION DE L'ITINÉRANCE JEUNESSE À MONTRÉAL

Montréal

CONSEIL JEUNESSE DE MONTRÉAL

Le Conseil jeunesse de Montréal (CjM) est un comité consultatif créé en février 2003 par la Ville de Montréal dans le but de mieux tenir compte des préoccupations des Montréalais et Montréalaises âgés de 12 à 30 ans et de les inviter à prendre part aux décisions qui les concernent.

Composé de quinze membres représentatifs de la diversité géographique, linguistique, culturelle et sociale de la jeunesse montréalaise, il a pour mandat de conseiller régulièrement le maire et le comité exécutif sur toutes les questions relatives aux jeunes et d'assurer la prise en compte des préoccupations jeunesse dans les décisions de l'Administration municipale.

ENSEMBLE DES MEMBRES

Omid Danesh Sharaki
Rym El-Ouazzani
Denise Felsztyna
Jérémy Gareau
Rami Habib
Amina Janssen
Kunze Li
Xiya Ma
Jessica Mandziya-Sathoud
François Marquette
Alice Miquet
Anne Xuan-Lan Nguyen
Albert Phung Khai-Luan
Kathryn Verville-Provencher
Michael Wrobel

MEMBRES DU COMITÉ AVIS

Omid Danesh Sharaki
Rym El-Ouazzani
Trisha Eli
Denise Felsztyna
Jérémy Gareau
Maxime Le Breton
Jessica Mandziya-Sathoud
François Marquette
Alice Miquet
Pascal Rousseau
Kathryn Verville-Provencher
Michael Wrobel

Le présent avis a été élaboré au cours de l'année 2016, soit la treizième année d'existence du Conseil jeunesse de Montréal, et a été adopté par ses membres le 23 novembre 2016.

CONSEIL JEUNESSE DE MONTRÉAL

1550, rue Metcalfe, bureau 1424
Montréal (Québec) H3A 1X6

Téléphone : 514 868-5809
Télécopieur : 514 868-5810

cjm@ville.montreal.qc.ca
www.cjmtl.com

Coordination
Geneviève Coulombe

Recherche et rédaction
Benoît Décary-Secours

Révision linguistique
Louise-Andrée Lauzière

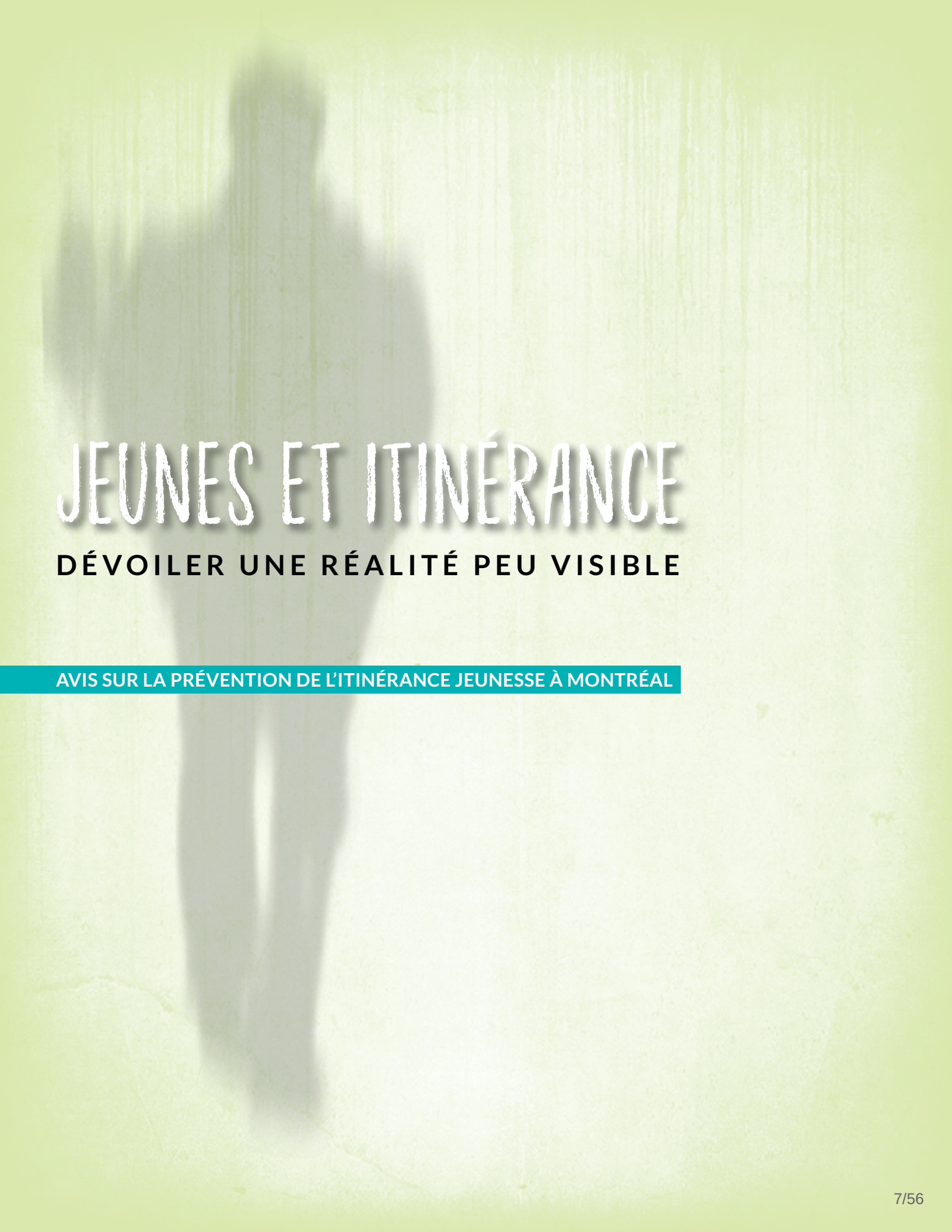
Conception et réalisation graphiques
RouleauPaquin.com

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives nationales du Québec

© Conseil jeunesse de Montréal, 2017

ISBN 978-2-7647-1484-3 (version papier)
ISBN 978-2-7647-1485-0 (version électronique)

La féminisation, partielle, de ce document utilise la méthode du point (par exemple : répondant.e, participant.es).



JEUNES ET ITINÉRANCE

DÉVOILER UNE RÉALITÉ PEU VISIBLE

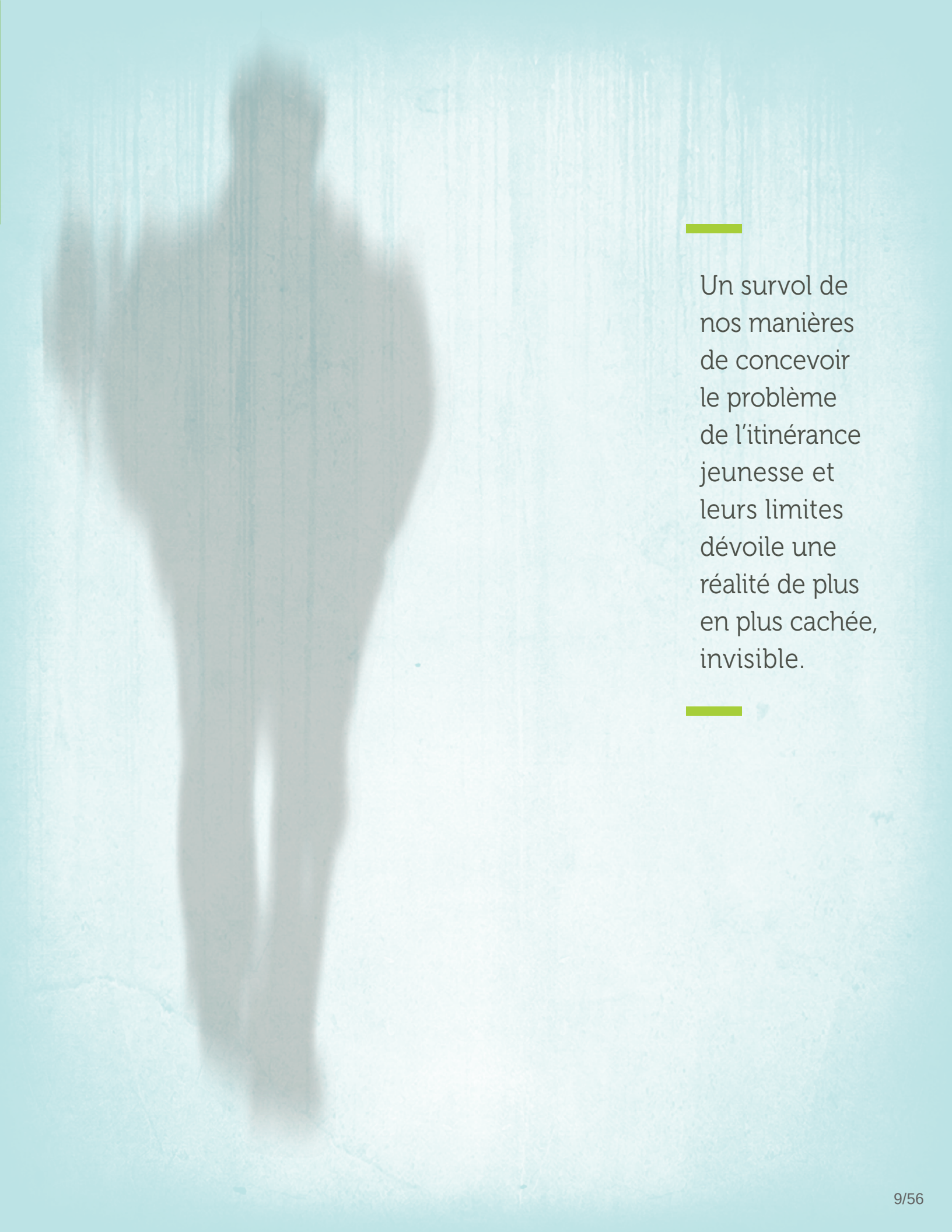
AVIS SUR LA PRÉVENTION DE L'ITINÉRANCE JEUNESSE À MONTRÉAL

RÉSUMÉ

Depuis les années 1980, l'itinérance jeunesse est une réalité bien présente dans la métropole. Toutefois, depuis deux décennies, celle-ci n'occupe plus la rue de la même manière. Nos regards sur cette problématique se modifient. Cet avis survient dans un contexte où les institutions gouvernementales et municipales donnent une nouvelle importance à la lutte contre l'itinérance, particulièrement par sa prévention. Notre objectif est de cerner les contours de la problématique de l'itinérance jeunesse aujourd'hui à Montréal, ce que les études et les intervenant.es en disent, afin de suggérer des approches préventives innovantes qui s'insèrent dans les champs de compétence de la Ville de Montréal.

La première partie de cet avis réalise un état de la situation. Il s'agit de définir l'itinérance, la jeunesse, la prévention et de faire le point sur ce que nous connaissons de l'itinérance jeunesse à Montréal. Ce survol de nos manières de concevoir le problème de l'itinérance jeunesse et de leurs limites dévoile une réalité de plus en plus cachée, invisible. L'espace public paraît de moins en moins occupé par les jeunes à risque d'itinérance, bien que l'itinérance jeunesse demeure un phénomène en constante évolution et progression.

Ce constat laisse place à la seconde partie de l'avis, qui se penche sur les solutions concrètes de prévention pour Montréal. Dans ce cadre, nous suggérons de concevoir les approches préventives en fonction de la proximité qui caractérise la gouvernance municipale. Trois champs d'action sont privilégiés pour faciliter le contact avec les jeunes à risque d'itinérance : le travail de rue, l'insertion socioprofessionnelle et le logement. Si ces champs d'action ne sont pas en soi de nouveaux domaines d'intervention, nous proposons des manières innovantes de les investir à partir d'exemples tirés de Montréal, du Canada et de l'étranger. Les recommandations qui en découlent sont essentielles à une démarche préventive propre à la proximité que l'Administration municipale peut entretenir avec ses citoyens et ses citoyennes et qui prenne en compte les aspirations sociales des jeunes en difficulté.



Un survol de nos manières de concevoir le problème de l'itinérance jeunesse et leurs limites dévoile une réalité de plus en plus cachée, invisible.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

Pourquoi s'intéresser à la prévention de l'itinérance jeunesse? 6

1 L'ITINÉRANCE, LES JEUNES ET MONTRÉAL : UN ÉTAT DE LA QUESTION 8

1.1 Que doit-on entendre par « itinérance jeunesse »? 9

1.1.1 Une approche globale de l'itinérance et de ses différentes réalités 9

1.1.2 Les jeunes et la rue, et l'itinérance « invisible » 11

1.1.3 Combien y a-t-il d'itinérant.es à Montréal? Les limites d'une approche quantitative de l'itinérance 13

1.2 L'itinérance jeunesse : vers une définition qualitative du phénomène 15

1.2.1 Concevoir la prévention au-delà de la victimisation et des « facteurs de risque » 15

1.2.2 Des approches adaptées aux multiples réalités de l'itinérance jeunesse : femmes, LGBTQ, immigrant.es et Autochtones 17

1.2.3 Définir l'itinérance jeunesse : éléments favorisant une reconnaissance positive des jeunes à la marge 19

2 DU CONTEXTE INSTITUTIONNEL DE LA LUTTE À L'ITINÉRANCE AU QUÉBEC À L'EXPÉRIENCE DES MILIEUX D'INTERVENTION MONTRÉALAIS 20

2.1 La place de la prévention dans la lutte à l'itinérance au Québec 20

2.2 Penser les approches préventives à l'intérieur des champs de compétence de la Ville : méthodologie d'enquête 22

2.3 Premier constat tiré des entretiens : approfondir les connaissances sur les nouvelles réalités de l'itinérance jeunesse à Montréal 23

2.3.1 Intégrer d'ancien.nes jeunes sans domicile au processus de recherche : l'exemple innovateur du projet de recherche Combating Social Exclusion Among Young Homeless Populations (Union européenne) 24

2.3.2 Recommandations pour l'amélioration des connaissances sur l'itinérance jeunesse 25

2.4 Second constat tiré des entretiens : remédier aux approches institutionnellement lourdes 26

3 DES PRATIQUES PRÉVENTIVES CONCRÈTES 28

3.1 **Établir les premiers liens de confiance : la valorisation et le soutien du travail de rue** 28

3.1.1 L'exemple de l'AGSport : l'appropriation positive de l'espace public par les jeunes à travers l'activité sportive 29

3.1.2 Ali et les Princes de la rue : travailler en collaboration avec les centres jeunesse 30

3.1.3 Recommandations concernant le travail de rue 31

3.2 **Des projets d'insertion socioprofessionnelle flexibles pour les jeunes** 32

3.2.1 Le succès du travail alternatif payé à la journée (TAPAJ) 32

3.2.2 Recommandations concernant l'insertion socioprofessionnelle 33

3.3 **Le droit au logement et le partage de l'espace : un hébergement adapté à la réalité des jeunes** 34

3.3.1 L'initiative de Homeward Trust (Edmonton) : une stratégie de logement qui valorise la parole des jeunes, leurs expériences et leur investissement du quartier 35

3.3.2 Le succès d'Odense (Danemark) : la prévention de l'itinérance à travers le développement d'une ville inclusive 36

3.3.3 Recommandations concernant le logement 37

4 RECOMMANDATIONS GÉNÉRALES 38

5 SOMMAIRE DES RECOMMANDATIONS 40

CONCLUSION 42

BIBLIOGRAPHIE 44

Figure 1 Répartition des personnes qui ont passé au moins 6 mois en centre jeunesse au cours de leur vie, selon l'âge et la catégorie d'itinérance 12

INTRODUCTION

POURQUOI S'INTÉRESSER À LA PRÉVENTION DE L'ITINÉRANCE JEUNESSE?

Les chiffres indiquent qu'environ 235 000 Canadien.nes vivent l'itinérance chaque année, desquels environ 20 % seraient âgés de moins de 25 ans (Gaetz, 2014a). La problématique de l'itinérance jeunesse surgit au tournant des années 1980 au Québec, au moment où les jeunes de la rue commencent à se rassembler en groupes dans certains coins au centre-ville de Montréal et de Québec. Ils deviennent un problème « visible », mais aussi bruyant. Leur désordre dérange. Aujourd'hui, si les jeunes en situation d'itinérance se font moins visibles dans les rues de Montréal, le phénomène ne disparaît pas pour autant : les milieux d'intervention remarquent une fréquentation accrue de leurs services ainsi qu'un changement du profil des jeunes qui les fréquentent.

Cet avis survient dans un contexte où les institutions gouvernementales donnent une nouvelle importance à la lutte contre l'itinérance, particulièrement par sa prévention. En 2014, le gouvernement du Québec adopte une première politique nationale de lutte à l'itinérance, intitulée *Ensemble, pour éviter la rue et en sortir*. Cette politique est accompagnée du plan d'action interministériel en itinérance 2015-2020, intitulé *Mobilisés et engagés pour prévenir et réduire l'itinérance*. Montréal s'est également dotée de son plan d'action 2014-2017 – *Parce que la rue est une impasse*. L'objectif de cet avis est de contribuer à ces efforts collectifs qui sont mobilisés autour de la prévention de l'itinérance, mais en soulignant la nécessité de tenir compte des réalités particulières auxquelles est confrontée la jeunesse.

L'itinérance, la jeunesse et la prévention. Trois éléments qui à la fois sont lourdement chargés de sens, mais aussi d'une absence de définition commune et consolidée. En effet, ces mots mobilisent chacun des images, des clichés et des représentations dominantes. L'itinérant, l'homme ivre aux vêtements délabrés et dormant sur la chaussée. La jeunesse, âge de remise en question des règles et de contestation de l'autorité. Finalement, la prévention, comme ensemble des mesures que l'on prend pour prévenir un risque, un danger, un mal. Ces images guident notre manière de concevoir l'itinérance jeunesse et déterminent les pratiques d'intervention à être adoptées. Par sa définition, la « prévention » ne renvoie pas qu'à l'ensemble des dispositions prises pour éviter

Prévenir l'itinérance jeunesse exige d'abord un travail sur les manières de cerner la réalité des jeunes de la rue à Montréal.

un mal, mais au « sentiment irraisonné d'attirance ou de répulsion antérieur à tout examen [1] » ou encore à « l'opinion préconçue, en général défavorable, à l'égard de quelqu'un ou de quelque chose [2] ». Prévenir l'itinérance jeunesse exige d'abord un travail sur les manières de cerner la réalité des jeunes de la rue à Montréal.

La première partie de cet avis réalise un état de la situation. Que connaissons-nous de la réalité des jeunes de la rue à Montréal? Quels chiffres et données sont disponibles? Comment l'itinérance est-elle vécue chez les jeunes et quelles raisons les poussent à la rue? Des sous-catégories sont-elles surreprésentées chez les jeunes de la rue? Devant le constat d'un flou définitionnel, nous dressons les différentes manières de concevoir le problème de l'itinérance jeunesse et leurs conséquences sur les pratiques d'intervention et de prévention.

La seconde partie de cet avis se penche sur des solutions concrètes de prévention pour Montréal. À la lumière d'entretiens réalisés auprès de responsables d'organismes d'intervention œuvrant auprès des jeunes en marge, nous ciblons trois champs d'activité où la Ville de Montréal peut favoriser une approche préventive : le travail de rue, l'insertion socio-professionnelle et le logement. Si ces champs d'action ne sont pas en soi de nouveaux domaines d'intervention, nous proposons des manières innovantes de les investir à partir d'exemples tirés de Montréal, du Canada et de l'étranger. La dernière partie constitue un sommaire des recommandations adressées à la Ville de Montréal en matière de prévention de l'itinérance jeunesse.

1 « Prévention », dans *Le nouveau Petit Robert de la langue française*, 2008.

2 « Prévention », dans *Larousse* en ligne (larousse.fr), 2016.

1 L'ITINÉRANCE, LES JEUNES ET MONTRÉAL : UN ÉTAT DE LA QUESTION

C'est à partir de la fin des années 1980 que les « jeunes » surgissent comme un aspect particulier du traitement de la question de l'itinérance à Montréal et au Québec. Antérieurement, durant les années 1960 et 1970, les jeunes de la rue sont essentiellement cernés sous le comportement de la fugue. Liés de manière générale à une crise de la jeunesse, ces jeunes étaient considérés comme « coupables » de leur propre situation et associés à la recherche d'aventure (Staller, 2003). À la différence de l'adulte, l'intervention auprès des jeunes de la rue était essentiellement guidée par une doctrine de réforme. Le jeune était représenté comme individu délinquant alors que la prévention prenait la forme d'une identification précoce des signes de « déviance » chez des individus pouvant être « entraînés » à changer à travers la discipline et l'obéissance (Platt, 1969).

La réalité de ces jeunes s'insère de plus en plus dans le phénomène de l'itinérance dite « invisible » et les pratiques de prévention doivent être en mesure de rendre compte de cette invisibilité.

La littérature des années 1980 modifie la problématique des jeunes de la rue, qui symbolisent désormais également un certain symptôme de pauvreté, de violence familiale et d'absence de ressources suffisantes ou accessibles des services publics (Wallot, 1992). Wallot soulignera par exemple qu'en matière de logement, les jeunes sont victimes de discrimination fondée sur l'âge, le revenu et l'origine ethnique. Or, il serait inexact d'affirmer que la représentation des jeunes de la rue passe simplement de « coupables » et délinquants à « victimes » d'un système qui les exclut, mais la plupart du temps ces images se superposent et expriment une tension dans nos approches (Karabanow, 2004). Le plus souvent ces projections « allant du "jeune victime" au "jeune méchant" ou au "jeune repoussant" sont alimentées par la permanente mise en scène médiatique d'un monde de la rue et d'une jeunesse perçues l'un et l'autre soit comme les victimes d'une société égoïste et irresponsable, soit comme étant dangereux et redoutables » (Colombo, 2008 : 2).

Ces représentations conflictuelles s'accentuent à partir de la fin des années 1980 alors que ces jeunes se regroupent et occupent collectivement certains secteurs du centre-ville de Montréal pour devenir très « visibles » (Bellot, 2001; Parazelli, 2002). C'est dans ce contexte que les travaux de Michel Parazelli souligneront que le statut de ces jeunes ne peut se résumer à celui de « victimes » ou de « dangereux délinquants », mais doit plutôt être compris comme celui d'un.e jeune ayant été contraint de « choisir » la rue comme lieu de socialisation et de construction identitaire alternatif à un milieu familial ou social devenu intenable. Nous verrons toutefois qu'aujourd'hui, les jeunes de la rue à Montréal n'occupent plus de la même manière ces espaces publics. Les intervenant.es soulignent que ces jeunes sont désormais moins visibles, davantage seuls, traînent de lourds problèmes de santé mentale et occupent des quartiers plus excentrés où l'itinérance est vécue de manière différente. La réalité de ces jeunes s'insère de plus en plus dans le phénomène de l'itinérance dite « invisible » et les pratiques de prévention doivent être en mesure de rendre compte de cette invisibilité.

Les axes de discussion qui seront ici privilégiés s'articuleront autour de la définition du problème de l'itinérance chez les jeunes et des débats auxquels donnent lieu les diverses grandes tendances de la recherche sur le sujet.

1.1 QUE DOIT-ON ENTENDRE PAR « ITINÉRANCE JEUNESSE »?

L'absence d'une définition claire et commune de l'« itinérance », de la « jeunesse » et même de la « prévention » demeure une caractéristique fondamentale de la littérature sur le sujet. Nous verrons que la variété des définitions entraîne la recherche vers différentes réalités de l'itinérance (chronique/épisodique, dans la rue/instabilité résidentielle), de la jeunesse (catégorie sociologique/catégorie descriptive) ou de la prévention (identification des comportements à risque/jeunes comme acteurs autonomes). Comme l'écrit Colombo, « une étude documentaire approfondie des travaux portant sur les jeunes de la rue révèle que la diversité des appellations, des approches et des réalités fait varier la définition de cette catégorie sociologique, à un tel point qu'il devient difficile de rendre compte d'une façon homogène de la réalité de ces jeunes » (Colombo, 2015 : 11). De ces différentes manières de définir la problématique de l'itinérance jeunesse découlent des approches qui influencent les modes d'intervention et de prévention.

1.1.1 Une approche globale de l'itinérance et de ses différentes réalités

La situation de l'itinérance ou du « sans-abri » réfère à une réalité beaucoup plus complexe que l'absence de logement. Les personnes qui vivent des situations d'itinérance se trouvent également souvent sans emploi, sans soutien social ou familial, sans fonction ou rôle leur permettant de valoriser leur participation à la communauté. La majorité des recherches s'entendent pour dire qu'il s'agit d'une population extrêmement hétérogène : mères monoparentales, familles évincées, personnes affectées de troubles mentaux lourds, personnes immigrantes illégales, jeunes de la rue, toxicomanes, etc.

Reconnaissant le besoin d'établir une définition générale et normalisée de l'itinérance, l'Observatoire canadien sur l'itinérance, en collaboration avec plusieurs intervenant.es nationaux, régionaux et locaux, élabore en 2012 une *Définition canadienne de l'itinérance*. Cette définition est le résultat d'un examen approfondi de la littérature ainsi que des expériences de responsables des domaines de la recherche, de la politique et de l'intervention[3].

Selon cette définition,

> [l]'itinérance décrit la situation d'un individu ou d'une famille qui n'a pas de logement stable, permanent et adéquat, ou qui n'a pas de possibilité ou la possibilité immédiate de s'en procurer un. C'est le résultat d'obstacles systémiques et sociétaux, d'un manque de logements abordables et adéquats, et/ou de défis financiers, mentaux, cognitifs, de comportement ou physiques qu'éprouvent l'individu ou la famille, et de racisme et de discrimination. La plupart des gens ne choisissent pas d'être un sans-abri et l'expérience est généralement négative, stressante et pénible (Observatoire canadien sur l'itinérance, 2012 : 1).

Cette définition est accompagnée d'une typologie permettant de distinguer les différentes circonstances de logement auxquelles peut faire référence l'itinérance.

La situation de l'itinérance ou du « sans-abri » réfère à une réalité beaucoup plus complexe que l'absence de logement.

3 L'Observatoire canadien sur l'itinérance, anciennement Réseau canadien de recherche sur l'itinérance, a rassemblé un groupe de travail étant composé de leaders des domaines de la recherche, des politiques et des pratiques afin d'élaborer, de perfectionner et de mettre à l'épreuve une nouvelle définition. Le groupe de travail de l'OCI/COH comprenait le docteur Stephen Gaetz, directeur, Réseau canadien de recherches sur l'itinérance, Université York; Carolann Barr, directrice générale, Chez toit; Anita Friesen, conseillère en politique principale, Politiques et planification des programmes, Family Violence Prevention and Homeless Supports, Alberta Human Services; Bradley Harris, conseiller en services sociaux, Armée du Salut; Charlie Hill, directeur général, Association nationale d'habitation autochtone; Docteure Kathy Kovacs-Burns, directrice adjointe, Health Sciences Council, Université de l'Alberta; Docteur Bernie Pauly, professeur adjoint, School of Nursing, Université de Victoria; Bruce Pearce, président, Association canadienne d'habitation et de rénovation urbaine; Alina Turner, vice-présidente de la stratégie, Calgary Homeless Foundation; Allyson Marsolais, directrice de projet, Réseau canadien de recherche sur l'itinérance.

Les recherches indiquent que plus de 235 000 Canadien.nes vivent différentes situations d'itinérance au cours d'une année et que beaucoup plus se retrouvent dans des situations « à risque ».

- **Personnes sans-abri :** cela comprend les personnes qui n'ont pas de logement et qui n'accèdent pas aux refuges ou aux hébergements d'urgence, sauf lorsque les conditions météorologiques sont extrêmes. Dans la plupart des cas, ces personnes restent dans des endroits qui ne sont pas conçus pour l'habitation humaine. Il s'agit de la portion la plus « visible », mais aussi la plus minoritaire de l'itinérance.
- **Personnes utilisant les refuges d'urgence :** il s'agit des personnes qui ne peuvent sécuriser un logement permanent et font usage des refuges d'urgence et des soutiens du système, généralement offerts à l'utilisateur gratuitement ou pour un coût modique. Un tel hébergement représente une réaction institutionnelle à l'itinérance fournie par des organismes gouvernementaux, sans but lucratif et confessionnels ou par des bénévoles.
- **Personnes logées de manière provisoire :** cette catégorie décrit les situations dans lesquelles des gens, qui sont en théorie sans-abri et qui n'ont pas de refuge permanent, accèdent à un hébergement qui n'offre pas de possibilités de permanence. Les personnes logées provisoirement peuvent accéder à des logements temporaires fournis par le gouvernement ou par le secteur sans but lucratif, ou prendront des mesures indépendantes pour accéder à un hébergement à court terme.
- **Personnes à risque d'itinérance :** cela comprend les individus ou les familles dont la situation de logement courante est dangereusement précaire ou instable et sont estimés comme étant à risque d'itinérance. Bien que ces personnes vivent dans un logement conçu pour l'habitation humaine permanente et qui pourrait potentiellement être permanent (contrairement aux logements provisoires), elles sont considérées « à risque d'itinérance » en raison de difficultés externes, de la pauvreté, de la discrimination, d'un manque d'autres logements disponibles et abordables, ou de l'état inadéquat de leur logement courant (qui peut être surpeuplé ou ne pas répondre aux normes de la santé et de la sécurité publique). Cette définition de l'Observatoire canadien sur l'itinérance a l'avantage d'inclure les situations d'itinérance moins visibles (personnes logées de manière provisoire et à risque) et de définir des sous-catégories qui reflètent des réalités différentes de l'itinérance. Notons toutefois que l'itinérance n'est généralement pas un état statique, mais une expérience fluide dans laquelle les circonstances et options de logement peuvent varier et changer de façon dramatique et fréquente. L'itinérance est vécue de façon différente selon les personnes, selon le sexe et l'âge, et les approches préventives doivent en ce sens pouvoir tenir compte de ces différentes manières d'être « amené.e » à la rue. Les recherches indiquent que plus de 235 000 Canadien.nes vivent différentes situations d'itinérance au cours d'une année et que beaucoup plus se retrouvent dans des situations « à risque » (Gaetz, 2014a).

1.1.2 Les jeunes et la rue, et l'itinérance « invisible »

L'itinérance jeunesse possède des causes, des conséquences ainsi que des pratiques de prévention qui se distinguent souvent du phénomène de l'itinérance adulte. Au Canada, les études estiment qu'environ 20 % de la population itinérante a moins de 25 ans (Gaetz : 2014a, Segaert : 2012); 40,1 % de ces jeunes ont connu une période d'itinérance avant l'âge de 16 ans (Gaetz *et al.*, 2016). À Montréal, ces jeunes âgés d'environ 14 à 25 ans seraient en majorité francophones, les garçons seraient un peu plus nombreux (les filles auraient davantage recours à des stratégies pour éviter la rue) et seraient pour la plupart originaires du Québec, bien que les intervenant.es témoignent d'une présence de plus en plus importante de jeunes issus de l'immigration (Bellot, 2001; Roy *et al.*, 2005). Dans leur étude, Fournier *et al.* (2001) estiment que 28 214 personnes fréquentaient les organismes d'aide et se trouvaient en situation d'itinérance en 1998-1999 dans les régions de Montréal et de Québec, dont 21 % étaient âgées de 18 à 29 ans.

Tout comme pour l'itinérance en général, il n'y a ni définition consensuelle ni critère établi pour caractériser la situation de l'itinérance « jeunesse ». Les estimations statistiques peuvent ainsi difficilement rendre compte d'une façon homogène de la réalité de ces jeunes, de la durée de leur vie de rue ou de la fréquence de leurs épisodes d'itinérance. De plus, ce qu'on entend par « jeunesse » oscille entre une définition *descriptive* et une définition *sociologique* du phénomène.

Au Québec, les études descriptives prennent appui sur des critères administratifs pour définir la catégorie des « jeunes » comme étant celle des 14-25 ans et parfois même des 14-30 ans. Toutefois, la définition de la jeunesse comme catégorie sociologique vise moins à déterminer une catégorie d'âge précise qu'à étudier les conditions sociales du passage du statut d'un âge (l'adolescence) à un autre (l'âge adulte). À Montréal, cette manière de définir les jeunes de la rue est présente dès la fin des années 1980 à travers la thèse de doctorat de Côté (1988). Ces études se concentrent sur la place des jeunes dans la structure sociale et sur leur construction identitaire. Si, à partir de la fin des années 1980, c'est dans ce cadre que plusieurs études au Québec abordent les « jeunes » occupant de manière collective et très visible certains quartiers du centre-ville de Montréal, on observe depuis une quinzaine d'années une diminution de leur présence au centre-ville, en raison entre autres d'une répression policière accrue (Moïse, 2006) et d'une transition vers l'« invisibilité » de l'itinérance jeunesse.

En effet, l'une des difficultés de l'étude de l'itinérance jeunesse tient au fait qu'elle est souvent voilée par des stratégies de survie qui lui confèrent une certaine invisibilité : hébergement chez des ami.es ou dans des squats[4] plutôt qu'au sein des refuges, refus de s'identifier à l'image de l'itinérant adulte, etc. L'une des typologies les plus fréquentes pour catégoriser le parcours des jeunes de la rue porte sur le temps passé sans domicile et sur le caractère plus ou moins « visible » de l'itinérance.

Au Canada, les études estiment qu'environ 20 % de la population itinérante a moins de 25 ans.

4 Le « squat » réfère à un local vacant ou destiné à la destruction occupé illégalement par des personnes sans logement.

Au Canada, de 81 à 86 % des jeunes itinérant.es sont en situation d'itinérance situationnelle et invisible.

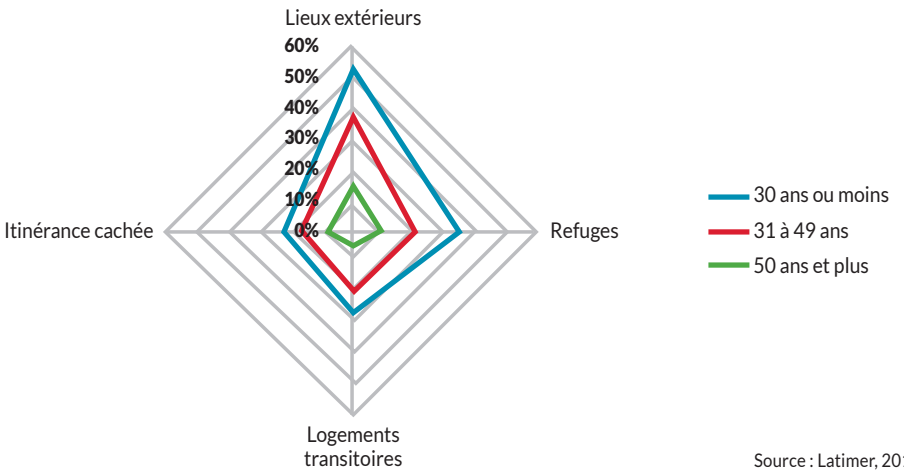
> **L'itinérance chronique** fait référence à la situation de ceux et celles qui ont connu des épisodes répétés d'itinérance et qui ont passé de longues périodes à la rue. La population des sans-abri qui se trouvent dans une situation chronique au Canada se situe entre 2 à 4 % (Aubry *et al.*, 2013). Il s'agit de l'aspect le plus visible de l'itinérance.

> **L'itinérance épisodique** fait référence à la situation des personnes qui vont et viennent entre un logement et la rue. Cela inclut les individus qui entrent et sortent de l'itinérance plusieurs fois au cours d'une période de trois ans. Au Canada, ces personnes représentent environ 9 % de la population des sans-abri (Gaetz *et al.*, 2013).

> **L'itinérance dite « situationnelle »** est à la fois la moins visible et la plus fréquente des situations d'itinérance. Elle fait référence à la situation des personnes qui, momentanément, se retrouvent sans logement et, après un moment passé sans abri, parviennent souvent à se reloger. Ces individus ont **tendance à être plus jeunes** et à avoir moins de problèmes complexes quant à la santé mentale, la toxicomanie et autres problèmes médicaux.

C'est à cette troisième catégorie qu'appartiennent la majorité des personnes en situation d'itinérance. **En effet, Gaetz estime qu'au Canada, de 81 à 86 % des jeunes itinérant.es sont en situation d'itinérance situationnelle et invisible** (Gaetz, 2014a : 16). Ils ont des relations plus ou moins stables avec leur famille et n'ont pas connu de longues expériences d'itinérance. Dans son enquête complémentaire au dénombrement ponctuel du 24 mars 2015 à Montréal, Éric Latimer révèle que 16 % des personnes itinérantes de moins de 30 ans se retrouvent en situation d'itinérance chronique contre 49 % des 50 ans et plus (Latimer *et al.*, 2016 : 20). L'un des constats les plus significatifs des études récentes sur l'itinérance à Montréal indique que le tiers des sans-abri de 30 ans et moins ont déjà vécu au moins six mois dans un centre jeunesse. Cette proportion grimpe cependant à 52 % chez les jeunes sans-abri qui dorment à l'extérieur.

Figure 1 **Répartition des personnes qui ont passé au moins 6 mois en centre jeunesse au cours de leur vie, selon l'âge et la catégorie d'itinérance**



Source : Latimer, 2016, p. 27.

1.1.3 Combien y a-t-il d'itinérant.es à Montréal? Les limites d'une approche quantitative de l'itinérance

Combien y a-t-il de personnes itinérantes à Montréal? L'itinérance demeure une réalité difficile à quantifier et le dénombrement de cette population pose donc des difficultés considérables. Il s'agit d'une population souvent en déplacement, parfois invisible, connaissant des conditions changeantes, qui utilise plusieurs services ou, à l'opposé, n'en utilise aucun. La littérature relève principalement deux méthodologies afin d'estimer le nombre d'itinérant.es : soit par des dénombrements ponctuels, soit par une analyse de données administratives concernant les divers services qu'ils utilisent. Ces deux méthodes ont toutefois le désavantage de sous-estimer les formes moins visibles d'itinérance.

Les dénombrements ponctuels

La nuit du 24 mars 2015, la Ville de Montréal a mené un dénombrement ponctuel destiné à savoir combien de personnes itinérantes se trouvent dans les rues. Commandé par la Ville de Montréal, cet exercice est encouragé par l'un des principaux constats du plan d'action montréalais en itinérance 2014-2017 : le manque criant de données sur l'itinérance. Aussi qualifiés de dénombrements *point-in-time* dans la littérature, les dénombrements ponctuels consistent à faire un décompte dans les rues durant une nuit déterminée à l'avance. Intitulé *Je compte MTL 2015*, l'exercice permet de recenser 3 016 personnes en situation d'itinérance à Montréal durant la nuit du 24 mars 2015. Au dévoilement de ces chiffres en juillet 2015, le Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM) a souligné le caractère restreint de cette méthodologie qui se limite à recenser la forme la plus visible de l'itinérance – l'itinérance chronique – et minimise les autres catégories auxquelles appartiennent la majorité des personnes itinérantes. Pierre Gaudreau, coordonnateur du RAPSIM, souligne que « ce type de recensement répond au besoin d'avoir un chiffre "précis", mais il ne permet pas d'établir un portrait juste de l'itinérance, ni du nombre d'itinérant.es, ni de leurs différentes réalités » (RAPSIM, 2016 : 4).

Parmi les limites de l'exercice, notons que *Je compte MTL 2015 – Dénombrement des personnes en situation d'itinérance à Montréal le 24 mars 2015* contient peu de données sur les jeunes. Par ailleurs, les jeunes sont souvent un exemple de l'itinérance cachée : ils vivent dans des squats, ils dorment sur le divan d'un.e ami.e, ils cohabitent dans des logements insalubres avec huit autres jeunes, ils louent une chambre de motel, ils dorment dans leur voiture ou ne s'identifient tout simplement pas comme « itinérants ». Parmi les autres catégories sous-estimées se retrouvent les femmes, qui sont moins nombreuses que les hommes à avoir recours à la rue et se retrouvent plus souvent hébergées un soir par des ami.es, des ex-conjoint.es ou des clients. Les personnes immigrantes, réfugiées et sans papiers sont aussi des catégories sous-estimées par les tentatives de dénombrement de l'itinérance alors qu'elles vivent souvent des situations d'hébergement précaires dans des logements trop petits, surpeuplés et inadéquats, sans garantie d'un toit stable. En 2016, la Ville de Montréal publie une *Enquête complémentaire sur les personnes en situation d'itinérance à Montréal le 24 août 2015* qui vise à compléter les résultats du dénombrement par l'analyse de certaines données qualitatives (Latimer, 2016).

« [Le dénombrement] répond au besoin d'avoir un chiffre "précis", mais il ne permet pas d'établir un portrait juste de l'itinérance, ni du nombre d'itinérant.es, ni de leurs différentes réalités. »

[Selon l'analyse des données des services], 12 666 personnes ont été sans domicile fixe à Montréal durant l'année 1996-1997.

Le dénombrement par analyse des données administratives

L'autre approche dominante au sujet de l'étude des populations itinérantes consiste en l'analyse de données administratives portant sur divers services utilisés par les personnes itinérantes, notamment la soupe populaire ainsi que les services offerts par les refuges et les centres de jour. C'est l'approche adoptée dans l'étude pilotée par Fournier et Chevalier (1998; 2001a; 2001b). Cette étude remonte aux années 1996-1997, mais représente encore à ce jour le recensement le plus complet de l'itinérance à Montréal. On y rapporte que durant une période de 12 mois, 28 214 personnes différentes ont fréquenté au moins une fois une ressource pour personnes en situation d'itinérance dans Montréal-Centre (centres d'hébergement pour personnes itinérantes, soupes populaires, centres de jour). Évidemment, toutes ces personnes ne sont pas sans domicile fixe, mais sont toutes itinérantes ou à risque d'itinérance. Selon cette méthode, **12 666 personnes** ont été sans domicile fixe à Montréal durant l'année 1996-1997. Dans son étude, Fournier développe une méthodologie permettant de réduire le risque qu'une même personne puisse être comptée plus d'une fois. Cette méthode risque toutefois d'entraîner elle aussi une sous-estimation de la population des sans-abri puisque les personnes en situation d'itinérance n'ont pas toutes recours aux services précités.

Le nombre d'individus connaissant une situation d'itinérance aujourd'hui à Montréal est inconnu. Les auteurs du rapport *Je compte MTL 2015* soulignent eux-mêmes les limites d'une méthodologie qui sous-estime l'importance quantitative de l'itinérance cachée. « Nous avons répertorié 356 personnes en situation d'itinérance cachée à Montréal [...]. Ce nombre ne représente qu'une fraction des personnes en situation d'itinérance cachée, dont il serait très difficile d'estimer le nombre exact » (Latimer *et al.*, 2015 : vi).

La méthodologie du dénombrement par analyse de données administratives, telle qu'employée par Fournier et Chevalier dans les années 1990, est une approche qui offre des données plus complètes que les dénombrements ponctuels. Contrairement aux dénombrements ponctuels, les dénombrements fondés sur l'analyse de la fréquentation des ressources pour personnes en situation d'itinérance permettent d'inclure plusieurs catégories d'individus qui ne sont pas sans domicile, mais sont à risque de le devenir (28 214 individus à Montréal en 1998). Les pratiques préventives en matière d'itinérance doivent précisément pouvoir reposer sur une connaissance de ces catégories à risque. Près de 20 ans après l'étude de Fournier, le RAPSIM souligne que les milieux d'intervention notent un important accroissement de la fréquentation des ressources pour personnes en situation d'itinérance à Montréal (RAPSIM, 2016 : 5).

1.2 L'ITINÉRANCE JEUNESSE : VERS UNE DÉFINITION QUALITATIVE DU PHÉNOMÈNE

1.2.1 Concevoir la prévention au-delà de la victimisation et des « facteurs de risque »

Les causes et les conséquences de l'itinérance chez les jeunes sont distinctes de celles qui affectent les adultes. Contrairement à la majorité des adultes, les jeunes sans-abri proviennent de foyers où ils étaient à la charge d'adultes. Ces relations ont souvent été caractérisées par des conflits familiaux quelconques, de l'abus et de la négligence ayant débouché sur un déni de reconnaissance (rejet, violence, incompréhension, abandon). Colombo remarque que c'est souvent dans le contexte d'un parcours institutionnel lourd (transferts de famille d'accueil en famille d'accueil, centres d'accueil, etc.) et de difficultés familiales que les jeunes seraient amenés à privilégier des formes de socialisation par la marge. La rue représente alors pour ces jeunes un milieu où ils se retrouvent entre pairs, où ils investissent de manière autonome un espace public, où ils acquièrent une identité et une reconnaissance et une valorisation de leur statut marginalisé. Malgré ses risques, la rue peut sembler plus sécuritaire que la maison.

Dans son étude approfondie de la littérature sur l'itinérance jeunesse, Colombo souligne que les recherches quantitatives au sujet de l'itinérance des jeunes contribuent souvent à représenter les jeunes sous la figure de la « victime passive » subissant les aléas de sa situation d'exclusion (Colombo, 2015 : 13). En effet, les données quantitatives mettent en évidence des corrélations sur la base d'un certain nombre de tendances et de comportements caractéristiques des jeunes de la rue. C'est sur la base d'une telle approche qu'une étude générale du Parlement du Canada a cerné en 2009 certains éléments dont le cumul accentue le « risque » de basculer dans l'itinérance : la pauvreté en général, un emploi précaire, la violence familiale, des problèmes de santé mentale, la consommation de drogues, un mauvais rendement scolaire, une implication dans l'aide sociale à l'enfance ou encore des problèmes de comportement (Echenberg et Jensen, 2009). Dans une telle perspective, les jeunes ne sont pas perçus comme acteurs autonomes, capables de faire des choix et de participer intentionnellement aux stratégies de prévention. Ce sont majoritairement des recherches qualitatives qui ont permis de mettre de l'avant l'importance de connaître les représentations que les jeunes se font de la rue, du travail, de la famille et de leur propre positionnement à la marge de la société (Colombo, 2008, 2015; Parazelli, 2002; Bellot, 2001).

Non seulement la prévention exige-t-elle d'intervenir de manière mécanique sur des « facteurs de risque » à partir de la distinction de déclencheurs observables, mais elle exige également de tenir compte du fait que ces mêmes facteurs (pauvreté, santé mentale, toxicomanie, échecs scolaires, absence d'emploi, etc.) sont le plus souvent conditionnés par des représentations sociales discriminatoires des jeunes de la rue.

La prévention de l'itinérance jeunesse commande d'abord une approche capable de contribuer à une reconnaissance des jeunes marginalisés et de remettre en question certaines des représentations sociales discriminatoires et victimisantes de ces derniers.

Il faut également rappeler comme le fait Moïse (2006) que ces jeunes sont moins exposés à [la judiciarisation] qu'auparavant du fait qu'ils occupent de moins en moins l'espace public.

Dans son avis sur la judiciarisation des personnes itinérantes à Montréal, la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (2009) souligne que la discrimination systémique des personnes marginalisées est ancrée dans des représentations sociales associant le phénomène des jeunes de la rue à la déviance et à une série de risques sociaux. On y indique que les 18-24 ans constituent le groupe le plus judiciarisé (29,1 %), suivi des 25-34 ans (23,2 %). On apprend également que cette « [...] répression pénale dont les personnes itinérantes font l'objet dans l'espace public montréalais s'opère majoritairement par le biais de réglementation municipale » (Campbell et Eid, 2009 : 32). Au cours de notre enquête, les organismes *Solidarité dans la rue* et *Dans la rue* ont exprimé leurs préoccupations concernant l'entrée en vigueur le 3 octobre 2016 du nouveau règlement sur le contrôle animalier (*Journal Métro*, 2016). Selon ces derniers, il est extrêmement difficile pour les personnes en situation d'itinérance de se conformer au nouveau règlement, ce qui les expose à des contraventions allant de 300 à 600 $ ainsi qu'à l'émission d'un ordre d'euthanasie pour leur animal.

Si les intervenant.es notent une nette amélioration dans la judiciarisation des jeunes à Montréal, il faut également rappeler comme le fait Moïse (2006) que ces jeunes sont moins exposés à cette situation qu'auparavant du fait qu'ils occupent de moins en moins l'espace public. Ce retrait de l'espace public au tournant des années 2000 est entre autres attribué à une répression policière accrue au sein des espaces du centre-ville traditionnellement occupés par les jeunes de la rue. Au-delà de la judiciarisation, les représentations sociales discriminatoires des jeunes marginalisés contribuent à nier leur « capacité » à disposer d'une place reconnue au sein d'une communauté et renforcent la marginalisation. À ce sujet, Laberge *et al.* soulignent que « si l'itinérance n'est jamais définie en dehors de la déviance, les tendances récentes à associer la catégorie à une multitude de risques sociaux, tout comme les réponses sociales mises en œuvre pour gérer ces risques, redessinent le rapport de l'itinérance au système pénal et à la délinquance » (Laberge *et al.*, 1998 : 14). En effet, elles autorisent non seulement une judiciarisation et une pénalisation des pratiques des jeunes en situation d'itinérance, de leur milieu de vie et de leur mode de socialisation, mais constituent également un obstacle à une reconnaissance positive de leur existence, de leurs compétences, de leurs qualités, de leur position sociale et de leurs choix de vie et de valeurs.

La prévention de l'itinérance jeunesse commande d'abord une approche capable de contribuer à une reconnaissance des jeunes marginalisés et de remettre en question certaines des représentations sociales discriminatoires et victimisantes de ces derniers. Si la *prévention* est « l'ensemble des dispositions prises pour prévenir un danger, un risque, un mal », elle réfère aussi à « l'opinion préconçue, en général défavorable, à l'égard de quelqu'un ou de quelque chose ». Parazelli souligne dans ses travaux que « l'analyse du phénomène des jeunes de la rue [doit viser] à dépasser la simple description des stratégies de débrouillardise d'une population marginalisée et à ne pas réduire les pratiques urbaines des jeunes de la rue à une addition de facteurs de risque » (Parazelli, 2002 : 3). La prévention exige donc non seulement une étude quantitative du problème, mais des données qualitatives nous permettant de connaître les représentations que ces jeunes marginalisés se font d'eux-mêmes en dehors des instances de socialisation habituelles afin de comprendre ce qui les amène à « choisir la rue ». C'est cette compréhension qui peut guider des pratiques d'intervention et de prévention innovatrices contribuant à la reconnaissance positive des jeunes.

1.2.2 Des approches adaptées aux multiples réalités de l'itinérance jeunesse : femmes, LGBTQ, immigrant.es et Autochtones

Certains groupes sociaux se retrouvant en situation d'itinérance subissent une double discrimination fondée sur leur genre, leur orientation sexuelle ou leurs origines ethniques et culturelles. Bien qu'elle demeure toujours partielle et partiale, la définition du phénomène de l'itinérance jeunesse doit pouvoir rendre compte des représentations sociales discriminatoires qui se retrouvent comme l'un des dénominateurs communs de l'ensemble des expériences vécues par les sous-catégories de l'itinérance jeunesse. Comme le remarque le RAPSIM, « les préjugés attribués à l'itinérance s'en trouvent renforcés et d'autres sources de discrimination s'ajoutent, surtout en ce qui a trait à l'apparence physique et à l'orientation sexuelle » (RAPSIM, 2016 : 8). C'est le cas des femmes, des individus issus de la communauté LGBTQ, des personnes issues de l'immigration et des Autochtones à Montréal.

Selon la recension de Fournier *et al.* (1998), **les femmes** représentent environ 22 % de la population itinérante à Montréal. Or, ces chiffres peuvent être contestables puisque les femmes sont à plus haut risque d'itinérance cachée : on sait que plusieurs évitent la rue pour passer d'un refuge à l'autre ou encore, du divan d'un.e ami.e ou d'une connaissance à l'autre. Lorsqu'elles deviennent sans-abri, les femmes sont sujettes à un plus grand risque de violence et d'agression, d'exploitation et d'abus sexuel (Paradis et Mosher, 2012; Gaetz *et al.*, 2010). Le processus qui conduit à l'absence de domicile fixe serait ainsi plus long chez les femmes que chez les hommes, les femmes cherchant davantage à se maintenir en hébergement, aussi précaire soit-il. Si les femmes développent de nombreuses stratégies pour éviter de se retrouver à la rue, « [...] ces stratégies de survie, comme la prostitution ou le vol à l'étalage, les rendent moins visibles, mais posent des risques pour leur santé, leur sécurité et leur intégrité et les enfoncent davantage dans l'itinérance » (Gouvernement du Québec, 2014b : 13). Le Conseil du statut de la femme souligne que « [...] certaines conditions sociales, sous-jacentes, placent les femmes dans diverses situations d'inégalité susceptibles d'engendrer l'émergence de facteurs sociaux suffisamment importants pour mener à l'itinérance » (Bourgault, 2012 : 6). Ces conditions sociales sous-jacentes sont notamment liées à un marché du travail inégalitaire. Les femmes québécoises vivent une plus grande pauvreté, avec un revenu médian correspondant à 68 % de celui des hommes (FRAPRU, 2015). Dans cette étude du FRAPRU, on apprend également qu'au Québec en 2011, 40,6 % des femmes locataires consacraient plus de 30 % de leurs revenus au loyer alors que cette situation touche 32,9 % des hommes. Les conditions dans lesquelles vivent les femmes constituent un terrain propice aux inégalités, et font que les femmes sont plus touchées et le sont plus durement.

À l'heure actuelle, il existe peu de données sur l'itinérance parmi les personnes s'identifiant à la communauté **LGBTQ**. Comme le souligne Bernard St-Jacques, organisateur communautaire au RAPSIM, « [...] on sait toutefois que la discrimination à laquelle ces personnes sont exposées prend le plus souvent racine dans leur jeunesse, celle-ci étant liée à une non-acceptation de la situation au sein de la famille et de l'école, principaux lieux de socialisation [...]. Cette discrimination se fait particulièrement sentir lors de la recherche d'un logement, et plus encore d'un emploi » (RAPSIM, 2016 : 8). Les données disponibles indiquent que les jeunes homosexuels et bisexuels qui s'enfuient de leur foyer familial ou en sont chassés par leurs parents sont surreprésentés parmi les jeunes itinérant.es. Dans son étude, Latimer (2016) note que 11 % des sans-abri de Montréal se définissent comme homosexuel.les ou bisexuel.les alors que cette proportion est

[En 2011], 40,6 % des femmes locataires consacraient plus de 30 % de leurs revenus au loyer alors que cette situation touche 32,9 % des hommes.

« Les banques alimentaires ont aussi observé, en 2013, une croissance de 50 % de leur clientèle immigrante vivant dans la rue. »

de 3 % dans la population générale. Chez les 30 ans et moins, 17 % des jeunes en logement transitoire à Montréal s'identifient à la communauté LGBT (Latimer, 2016 : 64). On souligne toutefois que cette proportion est en croissance et qu'au Canada, c'est 29,5 % des jeunes sans-abri entre l'âge de 14 et 24 ans qui s'identifient à la communauté LGBTQ (Gaetz *et al.*, 2016). **Ces résultats suggèrent que des mesures efficaces de prévention de l'itinérance spécifiques pour cette population aideraient à réduire le nombre global de jeunes en situation d'itinérance.**

Si au Québec la majorité des personnes en situation d'itinérance sont nées ici (Fournier, 1998), les ressources d'hébergement ou d'aide aux personnes en situation d'itinérance rapportent que le phénomène est en croissance chez les **personnes immigrantes** (Y des femmes de Montréal, 2012). Au Canada, c'est 10,1 % des jeunes itinérant.es de 14 à 24 ans qui sont nés à l'extérieur du Canada (Gaetz *et al.*, 2016). Latimer dévoile d'après le dénombrement de 2015 qu'environ 17 % des personnes en situation d'itinérance à Montréal sont issues de l'immigration (Latimer, 2016). Dans sa politique nationale de lutte à l'itinérance, Québec souligne que « les banques alimentaires ont aussi observé, en 2013, une croissance de 50 % de leur clientèle immigrante vivant dans la rue [et que] le nombre de personnes immigrantes à statut précaire, sans statut ou en attente de statut augmente dans les ressources spécialisées » (Gouvernement du Québec, 2014 : 15). Les populations issues de l'immigration font face à des obstacles d'intégration et d'accès à l'emploi qui entraînent des risques majeurs de pauvreté. Il s'agit d'une réalité qui a été relevée, entre autres, dans le quartier Côte-des-Neiges, qui est composé majoritairement d'immigrant.es de première ou de deuxième génération (RAPSIM, 2016). À Côte-des-Neiges, la diversité culturelle et la proximité des communautés d'origine auprès desquelles les populations issues de l'immigration peuvent trouver une certaine solidarité sont des éléments qui freinent le recours aux services offerts au centre-ville par les individus en situation ou à risque d'itinérance. **La proximité des services offerts aux populations pauvres issues de l'immigration semble être un élément central de la prévention de l'itinérance chez cette dernière.**

Le phénomène de l'**itinérance autochtone** à Montréal s'est particulièrement développé au centre-ville au début des années 2000. Au Canada, on estime que c'est 30,6 % des jeunes en situation d'itinérance qui sont Autochtones (Gaetz *et al.*, 2016). À Montréal, la population autochtone a connu un accroissement de 177 % entre 2001 et 2011 (Conseil jeunesse de Montréal, 2015). Dans le recensement de 2015, Latimer estime que 12 % de la population en situation d'itinérance à Montréal est autochtone alors qu'elle ne représente que 0,6 % de la population montréalaise. On note également la surreprésentation des Inuit[5] parmi la population itinérante autochtone à Montréal : bien que les Inuit ne représentent que 10 % de la population autochtone vivant à Montréal, ils forment 45 % des Autochtones itinérants (Savoie, 2011). Les femmes sont également surreprésentées dans la population itinérante autochtone alors qu'on y retrouve autant d'hommes que de femmes (RAPSIM, 2016). Malgré un plan d'action contre l'itinérance adopté par la Société Makivik visant la prévention et l'amélioration des conditions de vie des Inuit dans la région montréalaise, la situation demeure préoccupante (Savoie, 2011). Dans sa politique nationale de lutte à l'itinérance, Québec affirme que « les besoins des autochtones en matière d'itinérance). exigent des réponses qui tiennent compte de leur histoire, de leur culture, mais aussi de leur droit

5 Bien que l'Office québécois de la langue française et le Bureau de la traduction du Canada préconisent l'intégration du terme *Inuit*, nous choisissons ici de respecter la dénomination inuktitute : on écrira donc au singulier *un ou une Inuk* et au pluriel les *Inuit*.

à des environnements de vie décents : les problèmes de logement et de pauvreté ne peuvent pas être passés sous silence » (Gouvernement du Québec, 2014 : 27).

Ces sous-catégories de l'itinérance jeunesse révèlent une multiplicité de manière de vivre l'itinérance et d'être mené.e à occuper des espaces sociaux marginalisés. Les jeunes marginalisés ont besoin, d'une part, de mesures de prévention personnalisées en fonction de leurs besoins individuels et des spécificités des situations vécues (appartenance ethnique, sexe, genre, etc.) et, d'autre part, d'un accompagnement pour aborder les transitions inhérentes à la jeunesse (fin de scolarité, existence indépendante, accès au logement et insertion professionnelle).

1.2.3 Définir l'itinérance jeunesse : éléments favorisant une reconnaissance positive des jeunes à la marge

Les approches préventives doivent pouvoir tenir compte de la double discrimination vécue par ces sous-catégories de jeunes. Elles rendent compte du caractère complexe, fluide et aux multiples visages de l'itinérance jeunesse. À Montréal, la Table de concertation jeunesse/itinérance propose ainsi une définition à la fois analytique et descriptive des « jeunes de la rue ». Cette dernière tient compte de la répression des pratiques de socialisation marginalisées ainsi que des problèmes plus structuraux d'ordre social ou de santé auxquels peuvent faire face les jeunes de la rue :

> Nous entendons par *l'itinérance jeunesse* la population âgée entre 12 et 30 ans qui habite, fréquente ou transite dans le centre-ville et sa périphérie; qui a un mode de vie lié à l'espace public utilisé comme habitat et/ou lieu d'activités économiques et/ou espace de socialisation; qui présente des conditions de vie difficiles telles que la pauvreté, la désaffiliation sociale, l'instabilité résidentielle, les problèmes de toxicomanie et de santé physique et mentale; et enfin, qui subit une forte répression sociale et policière se traduisant par la judiciarisation (cité dans Aubry, 2012 : 12).

En mettant l'accent sur la répression sociale et policière subie par les jeunes de la rue dans leurs modes d'occupation des espaces publics plutôt que de les réduire à un problème de santé ou de sécurité publique, la définition adoptée par la Table de concertation jeunesse/itinérance est conforme à la thèse de plusieurs chercheurs et chercheuses travaillant sur les jeunes en situation ou à risque d'itinérance. Cette thèse défend que la rue, bien qu'elle comporte son lot de risques, puisse constituer un lieu de socialisation, par la marge, pour certains jeunes ayant fui un contexte familial ou institutionnel violent (Colombo, 2008, 2015; Parazelli, 2002; Bellot, 2001).

Plutôt que de favoriser la criminalisation et la répression des modes de socialisation par la marge, l'approche du phénomène de l'itinérance jeunesse doit viser à comprendre l'inscription des jeunes au sein des lieux urbains comme faisant partie d'une quête identitaire à partir de laquelle ils tenteraient de s'approprier par la suite une position moins marginalisée au sein de la société (Parazelli, 2002). C'est en ce sens que « [...] l'enjeu de la définition de la catégorie "jeunes de la rue" ne se situe pas qu'au niveau méthodologique et théorique, mais aussi au niveau sociopolitique. L'enjeu est politique dans la mesure où la position théorique adoptée pourrait déterminer les orientations sociales d'éventuelles propositions de mesures d'intervention » (Parazelli, 1997 : 15).

L'approche du phénomène de l'itinérance jeunesse doit viser à comprendre l'inscription des jeunes au sein des lieux urbains comme faisant partie d'une quête identitaire.

2 DU CONTEXTE INSTITUTIONNEL DE LA LUTTE À L'ITINÉRANCE AU QUÉBEC À L'EXPÉRIENCE DES MILIEUX D'INTERVENTION MONTRÉALAIS

2.1 LA PLACE DE LA PRÉVENTION DANS LA LUTTE À L'ITINÉRANCE AU QUÉBEC

La littérature sur l'itinérance dresse le constat de données parcellaires, d'un manque de cohésion dans les définitions du phénomène ou encore de l'utilisation de méthodologies peu compatibles. Devant cette réalité, le Québec a vu naître ces dernières années un contexte institutionnel axé sur la prévention et la nécessité d'actions concertées entre les différents paliers de gouvernement. C'est en effet la prétention du Plan d'action interministériel en itinérance (2015-2020), intitulé *Mobilisés et engagés pour prévenir et réduire l'itinérance*. Ce plan s'inscrit en continuité avec les orientations fondamentales de la Politique nationale de lutte à l'itinérance du gouvernement du Québec (2014b). Favorablement accueillie par les organismes qui travaillent avec les gens en situation ou à risque d'itinérance, cette politique s'appuie sur un effort de consultation et de collaboration entre les différents ministères, organismes gouvernementaux et milieux d'intervention. Ses orientations résultent de l'expertise d'un comité consultatif ainsi que de la mise en commun des connaissances et des expériences de près de 140 représentants et représentantes d'organisations réunis à l'occasion d'un important forum sur le sujet en juin 2013.

Dans la lutte contre l'itinérance, les responsabilités du gouvernement du Québec concernent différents champs de compétence en matière de santé et services sociaux, d'emploi, d'immigration, d'éducation, en administration du système judiciaire et en habitation par le biais de la Société d'habitation du Québec (SHQ). Ayant pour objectif la mise en œuvre concrète de cette politique, le Plan d'action interministériel en itinérance privilégie une approche préventive qui « se traduit par le souci d'agir *précocement* auprès des personnes en situation d'itinérance afin de leur offrir des occasions de sortir de la rue, dans le respect de leur cheminement et de leurs aspirations » (Gouvernement du Québec, 2014a : 3). La vision qui anime la Politique s'appuie sur la reconnaissance des droits et la promotion de l'inclusion sociale et de la lutte contre les préjugés et la stigmatisation des personnes en situation ou à risque d'itinérance. Elle valorise la prévention à travers un travail de soutien, d'accompagnement et de solidarité qui va bien au-delà de la stricte réponse aux situations d'urgence.

> La vision qui anime la Politique nationale de lutte à l'itinérance s'appuie sur l'affirmation de la dignité et des capacités et sur la **reconnaissance des droits** de chaque personne. Cette politique nous invite à refuser de baisser les bras et affirme la nécessité de développer de **nouvelles formes de soutien et de solidarité sociale, de participation et d'inclusion** à l'égard des personnes et des familles en situation d'itinérance ou à risque de l'être [...]. Cette conviction à l'égard de la dignité de la personne, de ses droits et de son besoin d'intégration et de participation guidera donc la philosophie, les choix politiques et les mesures concrètes de l'action gouvernementale visant à soutenir et à développer une approche d'accompagnement et de soutien (Gouvernement du Québec, 2014b : 28).

Cette politique énumère six principes directeurs devant favoriser le développement d'une approche globale, cohérente et durable de la lutte à l'itinérance ainsi que des réponses adaptées aux différentes réalités des personnes à risque ou en situation d'itinérance.

- Reconnaître le pouvoir d'agir des personnes concernées et le renforcer
- Considérer les personnes comme des citoyens ou citoyennes à part entière
- Se responsabiliser collectivement : une stratégie globale
- Miser sur une approche d'accompagnement et de soutien
- Reconnaître la diversité des visages, des parcours et des réponses
- Assurer un leadership interministériel et une concertation intersectorielle

Depuis 2010, la région de Montréal s'est dotée d'un comité directeur intersectoriel afin de faciliter les collaborations et de mettre en œuvre un plan d'action régional en matière d'itinérance. Regroupant 25 représentant.es de différents ministères, de la Ville de Montréal, d'établissements de santé et de services sociaux, d'organismes publics et communautaires, le comité directeur a élaboré en 2015 le *Plan d'action intersectoriel en itinérance de la région de Montréal 2015-2020* (CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, 2015). Supervisé par le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal qui coordonne les actions montréalaises de lutte à l'itinérance, le Plan d'action intersectioriel a été dévoilé le 16 octobre 2015 lors de la Nuit des sans-abri à Montréal, un événement de sensibilisation à la situation de pauvreté, de désafiliation sociale et d'itinérance. Cet effort de concertation en matière de lutte à l'itinérance comprend 116 mesures déployées dans cinq champs d'intervention privilégiés : le logement, les services de santé et les services sociaux, le revenu, la formation et l'insertion socio-professionnelle ainsi que la cohabitation sociale et citoyenne. L'approche préventive est privilégiée alors que ce « [...] plan d'action régional a pour objectif non seulement de réduire l'ampleur de l'itinérance mais aussi de la prévenir en amont. À cet égard, nous y avons intégré l'approche préventive audacieuse qui oriente déjà le plan d'action interministériel national » (CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, 2015 : 7).

Le *Plan d'action montréalais en itinérance 2014-2017* s'inscrit dans une logique de continuité avec ces initiatives nationales et régionales. À ce titre, il indique que la Ville compte « jouer un rôle des plus actifs dans l'élaboration du plan d'action régional qui découlera du Plan d'action interministériel en itinérance dont le dépôt est imminent ». Ce plan d'action vise ainsi à « [...] témoigner de l'engagement formel de la Ville envers la partie de sa population la plus démunie et met la table pour une intervention concertée de tous les partenaires impliqués » (Ville de Montréal, 2014 : 7). Il adopte quatre principes directeurs en cohésion avec ceux de la politique nationale et du Plan d'action interministériel.

- Le partage des connaissances
- Le renforcement de l'exercice de la citoyenneté
- L'offre d'alternatives à l'itinérance
- La réduction des problèmes de partage de l'espace urbain

Le Plan d'action interministériel en itinérance privilégie une approche préventive qui se traduit par le souci d'agir précocement auprès des personnes en situation d'itinérance.

La Ville possède les outils lui permettant de jouer un rôle de premier plan en matière de prévention de l'itinérance jeunesse.

2.2 PENSER LES APPROCHES PRÉVENTIVES À L'INTÉRIEUR DES CHAMPS DE COMPÉTENCE DE LA VILLE : MÉTHODOLOGIE D'ENQUÊTE

À travers ses compétences dans les champs de l'habitation et du développement économique local, communautaire, culturel et social, la Ville possède les outils lui permettant de jouer un rôle de premier plan en matière de prévention de l'itinérance jeunesse. À la différence des gouvernement provincial et fédéral, la gouvernance municipale est caractérisée par la proximité de son milieu de vie. Cette réalité favorise la mise en œuvre, la promotion et le financement d'approches flexibles et adaptées et d'alternatives facilement accessibles pour les jeunes à risque d'itinérance. À ce niveau, la prévention consiste à dénouer les tensions latentes ou récurrentes entre les jeunes marginalisés et les institutions.

La prévention de l'itinérance jeunesse à Montréal ne peut pas être réfléchie en dehors des expériences, constats et préoccupations des milieux d'intervention. C'est dans ce cadre que nous avons mené des entretiens documentaires semi-directifs auprès d'une douzaine de responsables de regroupements et d'organismes d'aide aux jeunes à risque d'itinérance à Montréal. De nature qualitative, cette démarche vise moins *a priori* un échantillon représentatif qu'une sélection raisonnée de sources d'information. Le corpus a été constitué de manière à avoir un panorama général des différentes ressources offertes aux jeunes à risque d'itinérance (intervenant.es de première ligne et de deuxième ligne, hébergement, travail de rue, insertion socioprofessionnelle, centres jeunesse) au sein de différents quartiers et secteurs (Ouest-de-l'Île, centre-ville, Hochelaga-Maisonneuve, Saint-Michel, etc.). Le corpus inclut aussi certains acteurs clés de la Ville de Montréal dans le domaine de l'itinérance (Serge Lareault, protecteur des personnes en situation d'itinérance, et Pierre-Luc Lortie, conseiller en développement communautaire – responsable du dossier de l'itinérance). La taille du corpus a été limitée par le modèle de la « saturation » des entretiens : moment où l'enquêteur relève l'augmentation des répétitions au sein des différents entretiens et la décroissance significative d'éléments nouveaux (Bertaux, 2005).

Liste des organismes et des regroupements consultés :

- Action jeunesse de l'Ouest-de-l'Île (AJOI)
- L'Anonyme
- La Maison Tangente (Auberge du cœur)
- Centre jeunesse de Montréal – Institut universitaire (services de réadaptation aux adolescents et service de réinsertion sociale)
- Dans la rue – direction des services aux jeunes
- Groupe Information Travail (programme Écolo-Boulot)
- Le Refuge des Jeunes de Montréal
- PACT de rue
- Protecteur des personnes en situation d'itinérance (Serge Lareault)
- Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM)
- Conseiller en développement communautaire – responsable du dossier itinérance (Pierre-Luc Lortie)
- Spectre de rue (programme TAPAJ)

Ces entretiens ont pour objectif de favoriser un accès direct aux problématiques actuelles vécues dans les milieux d'intervention ainsi que de permettre de compléter certaines informations absentes de la littérature grise ou scientifique. Ils s'inscrivent donc dans une visée compréhensive : ils ne visent pas à « démontrer » ou illustrer une thèse, mais plutôt à favoriser la compréhension des enjeux et problématiques propres à la prévention de l'itinérance jeunesse à Montréal. Ils ont permis de repérer deux principaux constats : le besoin de connaissances approfondies au sujet des nouvelles réalités de l'itinérance jeunesse à Montréal et la nécessité de favoriser des alternatives flexibles et accessibles à l'itinérance pour des jeunes qui désirent fuir les institutions habituelles d'aide et d'encadrement.

2.3 PREMIER CONSTAT TIRÉ DES ENTRETIENS : APPROFONDIR LES CONNAISSANCES SUR LES NOUVELLES RÉALITÉS DE L'ITINÉRANCE JEUNESSE À MONTRÉAL

Les réalités de l'itinérance jeunesse à Montréal ne sont plus ce qu'elles étaient durant les années 1990. Ce constat provient de l'expérience pratique des milieux d'intervention qui tentent de comprendre et de s'adapter à ces nouvelles réalités. Toutefois, plusieurs des études de référence sur l'itinérance et sur les jeunes de la rue à Montréal datent de la fin des années 1990 et se concentrent sur le centre-ville (Parazelli, 1997, 2002; Fournier et Chevalier, 2001a et 2001b).

Aujourd'hui, les organismes d'aide qui œuvrent au centre-ville constatent que les jeunes occupent de moins en moins les espaces publics et se rassemblent moins en groupes que durant les années 1990. Les interventions répressives dans la gestion urbaine de la marginalité auraient joué un rôle dans le démantèlement de ces groupes de jeunes au centre-ville (Colombo et Larouche : 2007). On remarque également que les jeunes à risque d'itinérance semblent de plus en plus seuls. Il y aurait une augmentation et une intensification des problèmes de santé mentale. L'itinérance jeunesse ne serait plus seulement vécue au centre-ville, mais de manière différente et croissante dans des arrondissements et des quartiers en périphérie. De nouvelles communautés culturelles feraient leur apparition au sein des jeunes qui fréquentent les ressources d'aide et engageraient de nouvelles dynamiques de groupe.

Ce ne sont là que quelques-uns des constats répétés par les responsables d'organismes d'aide. Le protecteur des personnes en situation d'itinérance à la Ville de Montréal, Serge Lareault, a souligné lors de notre entretien les lacunes actuelles en matière de recherche sur l'itinérance et l'importance d'une « prévention » ancrée dans la compréhension des causes et des réalités de l'itinérance d'aujourd'hui. Dans l'ouvrage clé de Parazelli (2002), *La rue attractive*, on souligne que les jeunes qui fuient la violence institutionnelle ou familiale peuvent être « attirés » par la rue comme espace permettant une « socialisation par la marge ». Or, qu'en est-il aujourd'hui alors que l'on constate la présence croissante de jeunes qui sont le plus souvent seuls au centre-ville de Montréal? Que représente désormais la rue chez les jeunes qui sont contraints d'y vivre? L'itinérance jeunesse est-elle vécue différemment au sein des arrondissements et quartiers à l'écart du centre-ville? Comment expliquer l'accroissement des problèmes de santé mentale ressenti par les intervenant.es?

Le premier principe directeur du *Plan d'action montréalais en itinérance 2014-2017* est le « partage de connaissance » et a pour objectif de documenter la situation de l'itinérance à Montréal. Cet effort visant à bâtir de la connaissance, incarné entre autres par le dénombrement (Latimer, 2016), ne peut faire l'économie d'une approche qualitative qui aborde en profondeur les particularités et les multiples dimensions de l'itinérance jeunesse aujourd'hui à Montréal. Nos entretiens auprès des milieux d'intervention révèlent que le dénombrement mené par la Ville de Montréal en 2015 fut reçu de manière souvent négative au sein des organismes d'aide aux personnes itinérantes. Le manque de collaboration et de concertation entre la Ville, les chercheurs du dénombrement et les milieux d'intervention a été évoqué à plusieurs reprises chez les intervenant.es.

Au-delà du manque de collaboration quant au dénombrement de 2015, les entretiens révèlent également un besoin de données qualitatives. À ce titre, par son projet d'étude *Jeunes à risque : situation et caractéristiques des jeunes du Plateau-Mont-Royal 2009-2010*, l'organisme Plein Milieu offre un exemple d'effort de recherche qualitatif tenant compte de la parole des jeunes et de leurs représentations d'eux-mêmes ainsi que des services offerts dans le but de mieux cerner la réalité de la jeunesse itinérante sur le Plateau-Mont-Royal (Aubry, 2012).

La Ville peut remédier à ce manque de connaissances en favorisant un soutien à la recherche qualitative portant sur les nouvelles réalités de l'itinérance jeunesse à Montréal ainsi qu'en favorisant une collaboration plus étroite avec les organismes d'aide et les milieux d'intervention lorsqu'il s'agit de mener des dénombrements ou des études sur l'itinérance. À la lumière de nos entretiens et de notre recherche documentaire, la compréhension des nouvelles réalités auxquelles font face les jeunes à risque d'itinérance à Montréal apparaît comme une étape essentielle et préalable à l'adoption d'approches préventives.

Les réalités de l'itinérance jeunesse à Montréal ne sont plus ce qu'elles étaient durant les années 1990.

2.3.1 Intégrer d'ancien.nes jeunes sans domicile au processus de recherche : l'exemple innovateur du projet de recherche Combating Social Exclusion Among Young Homeless Populations (Union européenne)

Combating Social Exclusion Among Young Homeless Populations (CSEYHP) est un projet de recherche mené de 2009 à 2011 en République tchèque, aux Pays-Bas, au Portugal et au Royaume-Uni[6]. Il vise à mieux comprendre la situation des jeunes sans domicile afin d'œuvrer résolument à des dispositifs de prévention et d'intervention. L'étude des politiques de lutte à l'itinérance jeunesse dans ces quatre pays est accompagnée d'une phase d'entretiens avec 54 jeunes de la rue. L'une des particularités de la recherche est toutefois d'avoir intégré au sein du processus de recherche des jeunes anciennement sans domicile au titre de « pairs-chercheurs associés ». Ces jeunes anciennement sans domicile ont été recrutés et formés pour la réalisation de récits de vie. Les résultats de cette démarche ont été évalués comme très enrichissants pour l'ensemble des parties concernées (Meinema, 2010; CSEYHP, 2010).

Dans un premier temps, le fait pour les intervieweurs d'avoir connu l'itinérance a contribué à gagner la confiance des jeunes de la rue. Leurs connaissances de la « sous-culture » des jeunes de la rue permettent également d'avoir accès à de nouveaux éléments lors de l'analyse des données (jargon, manières de raconter, etc.). Les chercheurs associés ont également proposé des améliorations : recourir davantage à des mises en situation dramatiques (jeux de rôle) lors des formations et donner des exemples pratiques. Les pairs-chercheurs associés ont également contribué à l'élaboration d'une annexe faisant la promotion du travail des pairs (CSEYHP, 2010).

La coordinatrice du projet, Thea Meinema, souligne que « [l]es jeunes chercheurs associés ont également acquis une expérience à inclure dans leur curriculum vitæ, bénéficié d'une formation à la conduite d'entretiens et à divers concepts sociologiques, appris à travailler en équipe avec d'autres chercheurs associés [...] » (Meinema, 2010 : 15). La valorisation de leur travail par les chercheurs et les jeunes interviewés a également renforcé leur estime de soi. Finalement, les jeunes interviewés ont eux-mêmes souligné la facilité de partager leurs expériences de vie avec d'autres jeunes ayant vécu un parcours similaire.

Au-delà des dénombrements menés par la Ville de Montréal, cette dernière peut s'inspirer de l'expérience européenne du CSEYHP et faire preuve d'innovation dans le domaine de la prévention de l'itinérance jeunesse. Favoriser ce genre de recherches permettrait à la Ville de produire les données qualitatives nécessaires à l'adoption de mesures préventives efficaces et adaptées à la problématique actuelle de l'itinérance jeunesse à Montréal tout en participant à la formation socioprofessionnelle et à l'intégration de jeunes récemment sortis de la rue. À Montréal, le Groupe d'intervention alternative par les pairs (GIAP) développe déjà une approche d'intervention fondée sur la proximité de vécu entre les pairs aidants et les jeunes. Cette expertise peut être mise à profit à Montréal dans un projet de recherche s'inspirant du CSEYHP.

6 Les résultats de la recherche peuvent être consultés ici : https://www.movisie.com/combating-youth-homelessness.

2.3.2 Recommandations pour l'amélioration des connaissances sur l'itinérance jeunesse

RECOMMANDATION 1 :

Que la Ville de Montréal entreprenne un partenariat et un processus de consultation avec le milieu universitaire afin d'intégrer l'expertise déjà existante sur l'itinérance jeunesse et de favoriser les projets de recherche portant sur les évolutions récentes de l'itinérance jeunesse à Montréal.

RECOMMANDATION 2 :

Que la Ville de Montréal développe, en collaboration avec les organismes d'aide et le milieu universitaire, des opportunités de recherche favorisant l'intégration d'ancien.nes jeunes de la rue au sein des processus de recherche et qu'elle contribue à leur formation en tant qu'assistant.es à la recherche.

RECOMMANDATION 3 :

Que la Ville de Montréal développe une collaboration plus étroite avec les organismes d'aide et les milieux d'intervention lorsqu'il s'agit de mener des dénombrements ou des études sur l'itinérance.

2.4 SECOND CONSTAT TIRÉ DES ENTRETIENS : REMÉDIER AUX APPROCHES INSTITUTIONNELLEMENT LOURDES

La prévention exige de complémenter les pratiques liées à l'urgence, faites d'interventions ponctuelles à court terme auprès des personnes qui vivent une situation d'itinérance, par une généralisation des pratiques qui visent l'accès à l'autonomie et à l'exercice de la citoyenneté des individus à risque d'itinérance. En effet, l'amélioration de l'exercice de la citoyenneté se retrouve au centre du plan d'action montréalais et de la politique nationale. Dans ce cadre, la prévention signifie plus que simplement favoriser l'accès à un logement adéquat. Elle mobilise un ensemble de **pratiques de soutien renforçant l'exercice démocratique de la citoyenneté** chez les jeunes afin d'établir un pont entre les individus qui vivent dans la marge et ceux qui ne sont pas marginalisés.

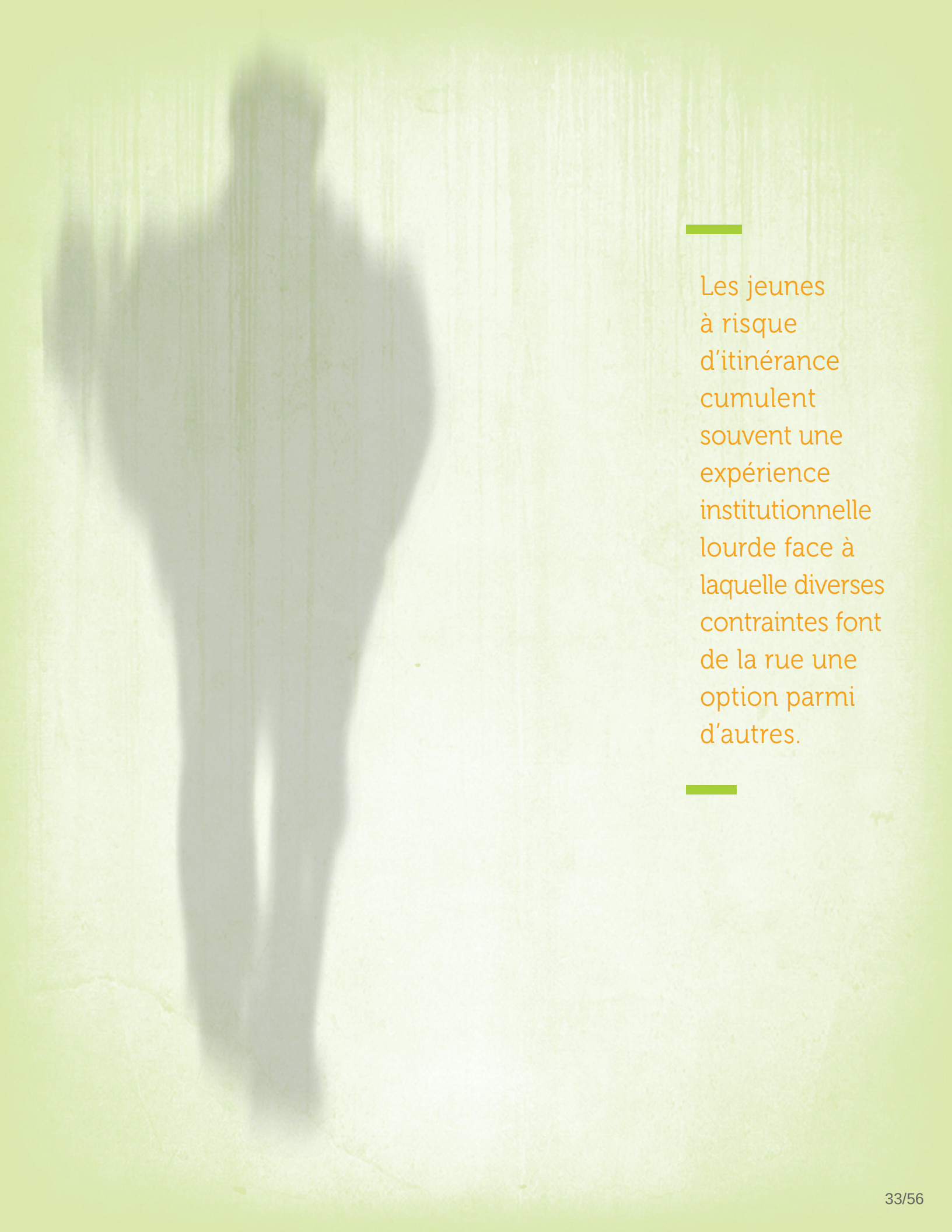
Marginalisés par leur milieu d'origine, les jeunes à risque d'itinérance cumulent souvent une expérience institutionnelle lourde face à laquelle diverses contraintes font de la rue une option parmi d'autres. Colombo a décrit trois formes de relations parentales qui marquent l'enfance des marginaux : rejet, abandon et incohérence (Colombo : 2015). Le rejeté a appris qu'il ne pouvait pas compter sur les adultes dès son jeune âge, l'abandonné est plus enclin à tomber dans les relations de dépendance et l'enfant qui a vécu des situations d'incohérence parentale est animé par un sens aigu de la liberté et une volonté de vivre sans contrainte. Ces différentes trajectoires sont traversées par une méfiance à l'égard des institutions habituelles de socialisation et d'aide. Une littérature de travail social sur le développement de pratiques citoyennes auprès des jeunes de la rue révèle ainsi **l'importance de reconnaître ce « trop-plein » d'institution et met en garde contre une approche institutionnellement lourde** (Parazelli et Colombo : 2006).

La recension des modes d'intervention menée par Parazelli et Colombo (2004) au Canada et par Rivard (2004) au niveau international révèle que les stratégies dites préventives sont de plus en plus centrées sur la satisfaction de besoins précis : prévention du VIH-sida, intervention auprès des toxicomanes, services d'hébergement, raccrochage familial et scolaire, etc.

> Bien qu'essentiels dans leur logique respective, ces modes d'intervention ont tendance à considérer l'existence sociale des jeunes de la rue soit dans une perspective épidémiologique de la santé publique programmée par l'État, soit dans une logique de protection de ces jeunes considérés essentiellement comme des **victimes à défendre**. Ces deux perspectives risquent d'occulter les questions politiques de l'appropriation des actes sociaux par les jeunes de la rue eux-mêmes en tant que citoyens et groupe social **vivant à la marge des institutions de socialisation juvéniles habituelles**[7] (Parazelli et Colombo, 2006 : 90).

Pour les auteurs, le concept d'« appropriation de l'acte », inspiré des travaux de l'anthropologue français Gérard Mendel, concerne une composante essentielle d'une pratique citoyenne. Il vise à faire des jeunes à risque d'itinérance des acteurs collectifs capables d'affronter le réel non pas à partir d'une posture de « victimes » auxquelles il faut porter « assistance », mais d'acteurs capables d'investir de manière autonome le pouvoir qu'ils détiennent sur leurs propres actes et leur environnement immédiat. Cette approche démocratique de l' « insertion sociale » des jeunes à risque d'itinérance peu s'arrimer aux champs de compétence de la Ville et à la proximité qui caractérise la gouvernance municipale. Il s'agit de maintenir des ponts entre la marge et le centre plutôt que d'éliminer la marge.

7 Nous soulignons.



Les jeunes à risque d'itinérance cumulent souvent une expérience institutionnelle lourde face à laquelle diverses contraintes font de la rue une option parmi d'autres.

3 DES PRATIQUES PRÉVENTIVES CONCRÈTES

Sur la base des entretiens et des recherches documentaires que nous avons menés, nous soulignons trois champs d'activité à Montréal qui peuvent être soutenus dans l'optique d'une prévention de l'itinérance jeunesse : i) la valorisation et le soutien du **travail de rue**; ii) le développement d'opportunités d'insertion socioprofessionnelle **flexibles et peu contraignantes**; iii) la promotion de programmes d'accès au logement **adaptés aux réalités des jeunes** en transition vers la vie adulte. Ces champs d'activité ne sont pas suffisants en soi, mais doivent servir de tremplin à une reconnaissance positive de l'autonomie, de la parole, des choix et de l'identité des jeunes qui sont marginalisés. Cette section-ci se penche sur la pertinence de ces champs d'activité dans une démarche de prévention qui peut être conforme aux champs de compétence de la Ville. Elle témoigne également de certaines pratiques novatrices et inspirantes à Montréal, au Canada et à l'étranger.

3.1 ÉTABLIR LES PREMIERS LIENS DE CONFIANCE : LA VALORISATION ET LE SOUTIEN DU TRAVAIL DE RUE

Les jeunes qui se retrouvent à risque d'itinérance peuvent voir leur accès aux ressources d'aide compromis par les distances qui séparent leur mode de vie et le fonctionnement souvent rigide des institutions formelles (Colombo et Parazelli, 2002; Cheval, 2001; Renaud, 1997; Fortier et Roy, 1996; Mendel, 1994). Le travail de rue intervient dans ce contexte comme **stratégie communautaire permettant de tisser des liens de confiance** avec les groupes qui se tiennent ou sont tenus à l'écart des espaces institués. La position d' « entre-deux » du travail de rue est essentielle pour prévenir l'itinérance jeunesse : assez proche des populations marginalisées pour tisser des liens interpersonnels, le travailleur ou la travailleuse de rue est en même temps suffisamment lié.e à la communauté et au réseau de ressources pour faciliter certaines réconciliations.

S'inscrivant dans une démarche de prévention, cette pratique consiste à aller vers les jeunes en rupture sociale là où ils se trouvent. La logique de proximité mise en œuvre comporte une démarche de reconnaissance existentielle des personnes visées et a comme finalité de se rapprocher culturellement de groupes plus ou moins marginalisés des structures sociales instituées. Le travail de rue permet de renforcer l'exercice de la citoyenneté des personnes visées en tenant compte du point de vue des acteurs et en considérant la singularité des expériences vécues par les jeunes.

Depuis l'apparition du travail de rue au Québec durant les années 1970, on observe une structuration croissante de ce milieu de pratique qui mène en 1993 à la création de l'ATTRueQ (Association des travailleurs et travailleuses de rue du Québec). Malgré une reconnaissance institutionnelle des bénéfices de cette pratique de prévention, c'est souvent autour de projets précaires que prend forme le travail de rue au Québec. À partir des années 2000, les organismes de travail de rue et l'ATTRueQ poussent leurs réflexions autour des conditions de mise en œuvre et d'exercice du travail de rue, entre autres, au sujet des conditions de travail et de rétention des travailleurs de rue, de la formation et de la supervision de cette pratique (Fontaine et Duval : 2003). On remarque une résistance à reconnaître la légitimité et l'autonomie de cette pratique d'accompagnement social dont le potentiel tend parfois à être réduit à une fonction de distribution de matériel de prévention (seringues, condoms, etc.) plutôt qu'à être considéré comme acteur clé dans la création de liens sociaux avec les jeunes à risque d'itinérance (Cheval : 2001).

Par son implication directe dans les milieux de vie des jeunes marginalisés, le travailleur de rue est également un témoin privilégié des difficultés spécifiques des jeunes de la rue et un médiateur offrant un accompagnement adapté aux différentes réalités des jeunes en difficulté. Considérant les défis qu'exige le rapprochement avec des personnes méfiantes à l'égard des intervenant.es et des institutions conventionnelles, il paraît essentiel de valoriser les processus interactifs par lesquels les travailleurs et les travailleuses de rue pénètrent les espaces marginalisés et construisent avec les jeunes un univers de sens partagé au profit d'une intervention adaptée.

Ce travail donne lieu à de riches occasions de médiation entre les univers culturels marginaux et institutionnels, nécessaires à la prévention de l'itinérance jeunesse. Comme le note Colombo dans son étude : « [...] pour plusieurs participants de l'enquête, la présence de ces organismes et surtout des travailleurs de rue, d'intervenants à l'écoute et de lieux où ils pouvaient sentir que le sens qu'ils attribuent à leur vie de rue et à leurs pratiques était reconnu et construire un lien significatif avec des adultes a largement contribué à éviter leur enfermement dans la rue » (Colombo, 2015 : 11).

Le travail de rue intervient dans ce contexte comme stratégie communautaire permettant de tisser des liens de confiance.

3.1.1 L'exemple de l'AGSport : l'appropriation positive de l'espace public par les jeunes à travers l'activité sportive

La création en 2011 du projet **AGSport** est une initiative de l'Action jeunesse de l'Ouest-de-l'Île (AJOI). À travers des ententes avec les écoles publiques, les arrondissements et les villes de l'Ouest-de-l'île, ce projet d'animation de milieu connaît une popularité croissante et a permis de répondre aux besoins grandissants des jeunes d'avoir accès gratuitement à des plateaux sportifs à proximité de leur lieu de résidence. Parmi les activités de gymnase offertes, nous comptons le basketball, le soccer et le yoga qui ont donné place en 2015-2016 à 132 animations ayant rejoint plus de 3 645 participant.es. Ce projet comporte également les Jeux de la rue de l'Ouest-de-l'Île se déroulant sur plus de 10 jours dans 42 parcs où 4 203 contacts ont pu être établis. Il s'agit d'un outil puissant pour accentuer la prise de contact avec les jeunes du milieu.

L'AGSport est un moyen d'établir et de maintenir des contacts avec les jeunes de l'Ouest-de-l'Île à travers l'accès des jeunes aux plateaux sportifs dans le but d'offrir un continuum d'intervention psychosocial. Une attention particulière est accordée aux jeunes marginalisés, exclus des réseaux sportifs habituels, ainsi qu'aux jeunes issus de différentes communautés culturelles. L'initiative permet de donner aux jeunes moins nantis ou à ceux et celles ne cadrant pas dans les offres d'activités structurées une opportunité de développer un sentiment d'appartenance et de sécurité face à leur milieu de vie. Dans un contexte où le décrochage scolaire mène à une présence accrue des jeunes dans les espaces publics, ce projet sert ainsi de base aux travailleurs de rue de l'AJOI pour rejoindre des centaines de jeunes et déceler préventivement celles et ceux qui se trouvent dans des situations difficiles et désirent une aide d'accompagnement. En 2015-2016, l'AJOI a investi 13 886 heures en travail de rue, a établi 14 002 contacts (dont 7 848 grâce au travail de milieu) auprès de jeunes à risque de l'Ouest-de-l'Île qui ont mené à 4 361 interventions et 146 accompagnements.

Par sa mission visant à améliorer la qualité de vie des jeunes et à briser le déni de la pauvreté dans l'Ouest-de-l'Île, l'AJOI répond au besoin d'adapter les démarches préventives aux différentes réalités de l'itinérance jeunesse au sein des différents arrondissements de Montréal.

L'originalité de l'organisme repose sur sa capacité à mettre de l'avant le potentiel d'attraction que peuvent représenter les arts martiaux pour les jeunes marginalisés tout en détournant les préjugés négatifs sur la pratique des sports de combat.

3.1.2 Ali et les Princes de la rue : travailler en collaboration avec les centres jeunesse

Fondé en 2001, l'organisme **Ali et les Princes de la rue** a pour objectif d'utiliser les arts martiaux comme moyen de favoriser l'intégration sociale de jeunes (14 à 25 ans) qui résident surtout dans les arrondissements de Saint-Léonard, de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, de Montréal-Nord et de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve. Provenant de milieux défavorisés, ils et elles se trouvent souvent engagés dans des situations de rupture sociale (décrochage scolaire, relations familiales conflictuelles, sans emploi, petite délinquance).

En 2014, un rapport d'évaluation soulignait que « [...] la mission de cet organisme s'avère nécessaire, et son existence pertinente pour faciliter l'intégration sociale de plusieurs jeunes dans la communauté » (Tichit *et al.*, 2014 : 91). Soutenu par la Ville de Montréal et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) du Québec, l'organisme entretient des rapports étroits avec les jeunes qui lui sont référés par les centres jeunesse et reçoit également un appui financier de la Fondation du Centre jeunesse de Montréal. L'organisme offre ainsi l'exemple d'une collaboration directe de la Ville à la transition et à l'intégration sociale des jeunes qui préparent leur sortie des centres jeunesse de Montréal. Rappelons à cet égard que l'étude de Latimer (2016) souligne que le tiers des sans-abri de 30 ans et moins à Montréal ont déjà vécu au moins six mois dans un centre jeunesse.

L'originalité de l'organisme repose sur sa capacité à mettre de l'avant le potentiel d'attraction que peuvent représenter les arts martiaux pour les jeunes marginalisés tout en détournant les préjugés négatifs sur la pratique des sports de combat. Ce potentiel favorise la relation de confiance avec les entraîneurs et les intervenant.es qui travaillent au sein de l'organisme. Il permet également d'insérer le jeune au sein d'un groupe où ce dernier a une occasion de se réaliser, d'avoir une meilleure connaissance de soi et une meilleure capacité de contrôler son agressivité dans diverses situations. Par le recours à ces activités physiques, l'organisme cherche également à sensibiliser les participant.es à des questions qui les concernent, telles que le décrochage scolaire, le manque d'expérience professionnelle, l'usage et l'abus de drogues et les démêlés avec la justice.

Comme le souligne le rapport d'évaluation d'Ali et les Princes de la rue (Tichit *et al.*, 2014), il est toutefois nécessaire de constamment veiller à la présence d'un contenu éducatif dans l'enseignement afin d'éviter qu'il se limite à des techniques de défense et d'attaque. Il est également primordial que les entraîneurs soient des modèles de cohérence et représentent une influence positive chez les jeunes.

> Il importe, pour obtenir des effets positifs sur les plans personnel et social, que les entraîneurs et intervenants discutent régulièrement avec les jeunes des valeurs associées à ces disciplines. Les discussions peuvent se dérouler sur une base individuelle ou groupale. Les codes moraux et les conduites pacifiques rattachés à ces activités psychocorporelles nécessitent de les appliquer tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la salle d'entraînement (Tichit *et al.*, 2014 : 8).

Cette collaboration innovatrice entre le milieu municipal et les jeunes des centres jeunesse repose sur une ressource communautaire possédant une expertise qui permet de contribuer directement au mieux-être d'une jeunesse en difficulté. Elle représente une avenue riche en termes de prévention de l'itinérance jeunesse qui gagne à être consolidée par un effort collectif visant à mettre en œuvre les recommandations du rapport d'évaluation de 2014 : i) embaucher un intervenant psychosocial pour créer des liens plus étroits entre les jeunes, les institutions et les organismes communautaires; ii) développer une collaboration plus étroite avec les différents partenaires qui réfèrent des jeunes à l'organisme; iii) obtenir un financement récurrent et suffisant pour embaucher du personnel permanent et maintenir ses activités sur une base régulière; iv) inviter des universités à s'impliquer dans l'organisme afin de répondre à des besoins de formation et de recherche (Tichit *et al.*, 2014).

Cette collaboration innovatrice entre le milieu municipal et les jeunes des centres jeunesse repose sur une ressource communautaire possédant une expertise qui permet de contribuer directement au mieux-être d'une jeunesse en difficulté.

3.1.3 Recommandations concernant le travail de rue

RECOMMANDATION 4 :

Que la Ville de Montréal valorise et mette de l'avant le travail de rue comme élément central d'une stratégie de prévention de l'itinérance jeunesse.

RECOMMANDATION 5 :

Que la Ville de Montréal assure un financement récurrent et suffisant du travail de rue afin de favoriser son expansion, l'amélioration des conditions de travail et des taux de rétention des travailleurs et des travailleuses de rue.

3.2 DES PROJETS D'INSERTION SOCIOPROFESSIONNELLE FLEXIBLES POUR LES JEUNES

Le marché du travail fait partie des processus d'exclusion pour les jeunes qui vivent en marge. L'absence d'un emploi constitue un facteur de vulnérabilité, tant du point de vue du revenu que de l'insertion sociale. En effet, les difficultés d'occuper un emploi stable pour les jeunes marginalisés (décrochage scolaire, certaines habitudes de vie, difficultés d'insertion professionnelle, etc.) favorisent le repli sur soi, l'isolement, la perte de repères sociaux et accentuent les risques de marginalisation. L'éloignement du marché du travail chez les jeunes à risque ou en situation d'itinérance ne peut être réduit à un manque de motivation : dans une proportion écrasante, ces derniers souhaitent occuper un emploi plutôt que de mendier ou de s'adonner à des activités illicites pour s'assurer un revenu précaire (Gwadz *et al.* : 2009; Gaetz et O'Grady : 2002).

Pour ces personnes, le marché traditionnel du travail est difficilement accessible. L'un des principaux freins à la réinsertion de ces jeunes est l'écart entre leur mode de vie et les exigences des dispositifs traditionnels de travail ou d'insertion. Les programmes d'insertion socioprofessionnelle doivent alors présenter la souplesse nécessaire pour leur permettre de s'inscrire dans un processus liant la marge à l'obtention d'emplois plus stables et conventionnels. Favoriser l'accès à un revenu, mais surtout à un travail qui puisse inscrire les jeunes marginalisés au sein d'un réseau social et le développement d'un rapport positif à soi et à son milieu est un élément clé du processus de prévention de l'itinérance jeunesse. Les expériences d'insertion socioprofessionnelle doivent permettre l'association des aspects économiques et sociaux du travail pour contribuer à la construction du sentiment de citoyenneté des jeunes à risque d'itinérance.

3.2.1 Le succès du travail alternatif payé à la journée (TAPAJ)

Mis en place par Spectre de rue en 2000 à Montréal, **TAPAJ** est un programme d'insertion sociale et professionnelle dont les succès lui ont permis de s'exporter dans d'autres villes du Québec et même à l'international. Ce programme est né de manière novatrice des suites des recommandations émises lors d'une étude menée en 1999 auprès des jeunes de la rue pratiquant le *squeegeeing* à Montréal. L'objectif était la création d'opportunités d'emplois alternatifs aux métiers de la rue, considérés comme illégaux. Le programme agit comme mesure préalable pour permettre aux jeunes d'accéder aux programmes publics conventionnels de pré-employabilité.

Depuis le début, la Ville appuie financièrement le fonctionnement de TAPAJ. D'autres organismes ont maintenant des projets inspirés de cette approche, notamment le projet M.A.R.C. de RAP Jeunesse, projet Job 18-30 de Dîners-St-Louis, la Brigade Verte de Sac à Dos, Brigade Plateau-Net du Groupe Information Travail (GIT) ainsi que Dans la rue. Ne nécessitant pas de qualifications ou d'expériences professionnelles particulières, TAPAJ permet aux jeunes en difficulté d'avoir facilement accès à quelques heures de travail au sein de leur milieu de vie et d'être rémunérés le soir même. Ce programme offre aux jeunes en difficulté un accès à une source de revenu légal dans un cadre journalier avec un minimum de contraintes.

Chez Spectre de rue, le programme TAPAJ privilégie une approche par étapes, adaptée à la réalité des jeunes, afin d'éviter les situations d'échec susceptibles de les décourager dans la poursuite d'une démarche de réinsertion sociale. Dans la première phase, TAPAJ demande que les jeunes, âgés de 16 à 30 ans, s'inscrivent au programme de manière ponctuelle, par téléphone, pour travailler le lendemain ou, parfois, la journée même. Cette inscription leur donne accès à des plateaux de travail de 2 à 3 heures. Pour les jeunes les plus motivés à s'inscrire dans une démarche de réinsertion sociale, la deuxième phase consiste à offrir des contrats de travail sur plusieurs jours ainsi qu'un soutien psychosocial. Le ou la participant.e est soutenu.e par un.e intervenant.e dans ses démarches de recherche d'emploi, d'hébergement, de consommation, de vie sociale ou de santé.

TAPAJ constitue un riche outil de réinsertion et de prévention permettant d'aller à la rencontre de jeunes souvent réfractaires à toute démarche auprès des institutions. Il vise à initier une démarche d'accompagnement afin que la ou le jeune puisse développer son autonomie. Plusieurs des contrats octroyés aux jeunes proviennent directement d'ententes avec la Ville. Bien que Spectre de rue ait déployé des efforts afin de prolonger la durée du projet et de rejoindre ainsi davantage de jeunes, TAPAJ n'arrive toujours pas à répondre à toutes les demandes et doit refuser un nombre important de participant.es (jusqu'à 15 personnes par jour).

Depuis 2014, le gouvernement français s'inspire du succès de TAPAJ Bordeaux (France) pour mener un projet national visant à étendre TAPAJ sur son territoire. La Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (MILDECA) est l'agence gouvernementale qui supervise ce processus à travers la mise sur pied d'un plan d'accompagnement de deux ans qui comprend une phase de conceptualisation des outils communs ainsi qu'une phase d'appui des futurs porteurs du dispositif (dans les régions de l'Alsace, Aquitaine, Île-de-France, Lorraine, Midi-Pyrénées et Paca). La Ville de Montréal peut en retour s'inspirer de l'expérience française. L'élaboration d'outils communs favorisant l'amélioration et la transférabilité du programme TAPAJ ailleurs à Montréal et au Québec peut être l'occasion pour la Ville de Montréal d'assumer son leadership en matière de prévention de l'itinérance jeunesse et de travailler de manière concertée avec le gouvernement provincial.

> Ce programme offre aux jeunes en difficulté un accès à une source de revenu légal dans un cadre journalier avec un minimum de contraintes.

3.2.2 Recommandations concernant l'insertion socioprofessionnelle

RECOMMANDATION 6 :

Que la Ville de Montréal poursuive son financement du programme TAPAJ et entreprenne des actions auprès des différentes instances gouvernementales afin que les programmes d'aide financière permettant la lutte à l'itinérance favorisent l'expansion des activités de type TAPAJ.

3.3 LE DROIT AU LOGEMENT ET LE PARTAGE DE L'ESPACE : UN HÉBERGEMENT ADAPTÉ À LA RÉALITÉ DES JEUNES

Pour 90 % des personnes itinérantes au Canada, la pauvreté et l'insuffisance de logements abordables sont les principaux facteurs qui mènent à l'itinérance (Gaetz *et al.*, 2014a : 41). Le manque de stabilité résidentielle est un élément qui place les jeunes en difficulté à un risque élevé d'itinérance. Le droit au logement constitue le premier axe d'intervention prioritaire de la *Politique nationale de lutte à l'itinérance* (2014). Le *Plan d'action montréalais en itinérance 2014-2017* affirme l'importance d'adapter les programmes d'accès au logement à des groupes peu touchés jusqu'à présent par les programmes d'habitation sociale. Selon un rapport détaillé de Gaetz (2014b) pour l'Observatoire canadien sur l'itinérance *Homeless Hub*, l'approche « Logement d'abord » connaît un important succès au Canada, aux États-Unis et en Europe, mais se révèle toutefois peu adaptée aux besoins des jeunes qui vivent l'itinérance ou sont à risque de la vivre (13 à 25 ans).

Logement d'abord n'est pas un programme, mais une approche globale qui est basée sur les droits et la philosophie qui veut que tous les gens méritent un logement et qu'un logement adéquat est une condition au rétablissement de liens sociaux et d'un mode de vie autonome. À la différence d'une approche « traitement d'abord », son objectif est de favoriser l'accès au logement et à l'accompagnement sans condition préalable (exemple : sobriété, problèmes de santé mentale, etc.). Depuis 2013, cette philosophie est au centre de la Stratégie des partenariats de lutte contre l'itinérance (SPLI) du gouvernement du Canada.

> *Logement d'abord* signifie plus que simplement loger les gens. Cela veut également dire : veiller à ce que les gens bénéficient des soutiens qu'ils désirent et dont ils ont besoin, de façons qui encouragent leur accession à l'indépendance, ou dans le cas des jeunes, leur transition vers le stade adulte. Il existe un ensemble de recherches imposant qui démontre de manière convaincante l'efficacité générale de Logement d'abord lorsqu'on la compare aux approches «traitement d'abord». En fait, il s'agit de l'une des rares interventions dans l'itinérance qui peut définitivement être considérée comme une « meilleure pratique » (Gaetz, 2014b : 2).

Au Canada, cette approche guide la philosophie de plusieurs programmes d'accès au logement qui visent à contrer ou à prévenir l'itinérance (Gaetz, Scott et Gulliver : 2013). Le **Projet Infinity** à Calgary est un exemple de programme axé sur l'approche Logement d'abord qui cible spécifiquement les jeunes. Selon les données recueillies en 2009 par le projet **Youth Housing Connection** de l'organisme Boys and Girls Clubs of Calgary (Gaetz, Scott et Gulliver : 2013 : 44), 44 % des jeunes de Calgary n'étaient pas admissibles aux programmes de logement déjà en place pour eux. On souligne également des sous-populations de jeunes dont les besoins particuliers sont ignorés par les services en place et qui les refusent la plupart du temps : parents adolescents, jeunes familles dont l'un des partenaires a moins de 18 ans, propriétaires d'animaux, etc. L'objectif du Projet Infinity est d'offrir des alternatives adaptées à la situation particulière de ces jeunes et de leur offrir l'accompagnement qu'ils nécessitent dans leur transition vers la vie adulte.

Le programme Logement d'abord accorde la priorité aux sans-abri chroniques atteints de problèmes importants de maladie mentale et d'accoutumance. Une réponse à l'itinérance des jeunes dans le cadre de Logement d'abord signifie des approches axées sur les besoins particuliers des jeunes en transition vers la vie adulte. Forchuk (2013) a noté que dans certains cas, et particulièrement dans le cas de jeunes atteints de problèmes de santé mentale ou d'accoutumance, les jeunes trouvent que le choix et l'indépendance offerts par le modèle Logement d'abord représentent trop à assumer et peuvent être ressentis comme une « préparation à l'échec ». L'approche exige une considération différente des modèles d'hébergement, qui doivent pouvoir préparer les jeunes non seulement à un accès à un logement autonome, mais également à un retour à la maison si c'est l'option désirée.

L'accent doit être mis sur un soutien qui vise non seulement l'indépendance, mais le bien-être, la santé, le retour aux études ainsi que l'assurance d'un revenu pour des jeunes qui souvent n'ont que peu ou pas du tout d'expérience d'un marché du travail qui peut leur paraître hostile. Selon Gaetz, un Logement d'abord adapté aux jeunes ne doit pas viser qu'une transition réussie vers une vie indépendante, mais plutôt encourager une transition vers l'âge adulte. Le type d'accompagnement et de soutien offert doit ainsi être différent de celui adapté à la situation de personnes adultes vivant l'itinérance chronique. L'accès au logement chez les jeunes exige une approche systémique axée sur l'établissement de liens de confiance (travail de rue/de milieu) et l'insertion sociale et professionnelle tout en mettant à profit les points forts, les rêves et les talents des jeunes de manière à les soutenir tout au long de leur trajectoire vers l'âge adulte.

À la différence d'une approche « traitement d'abord », son objectif est de favoriser l'accès au logement et à l'accompagnement sans condition préalable.

3.3.1 L'initiative d'Homeward Trust Edmonton : une stratégie de logement qui valorise la parole des jeunes, leurs expériences et leur investissement du quartier

Mise sur pied en 2015 par l'organisation Homeward Trust Edmonton, la **Community Strategy to End Youth Homelessness in Edmonton** vise à adapterl'approche Logement d'abord à la réalité des jeunes d'Edmonton. Elle prend appui sur les recommandations de Gaetz (2014b) décrites ci-haut et détermine des lignes directrices priorisant une approche préventive, concertée et engageant l'ensemble de la communauté en matière de logement pour les jeunes (Homeward Trust, 2015). Dans ce cadre, a été mis sur pied un comité consultatif composé des représentant.es des différents services et ressources communautaires engagés dans la prévention de l'itinérance jeunesse.

Au-delà de l'obtention d'un toit, le logement est pensé comme problème qui interpelle l'ensemble de la communauté et doit permettre au jeune de trouver sa place. C'est dans ce cadre que Homeward Trust a effectué un processus de consultation avec des jeunes à risque ou ayant vécu l'itinérance afin de déterminer les difficultés d'accès au logement (Puligandla *et al.*, 2016). Les jeunes ont été invités à s'exprimer sur les obstacles au logement, à l'éducation et à l'accès aux soins de santé ainsi que sur les manières de mettre fin à l'itinérance jeunesse. Dans leur rapport de l'activité, Puligandla, Gordon et Way soulignent que « central to all feedback was the

need to involve youth in program and service planning » (Puligandla *et al.*, 2016 : 191). L'inclusion des jeunes aux projets de logement qui leur sont destinés doit aller au-delà de la consultation épisodique pour intégrer leurs expriences de manière continue et du même coup valoriser leur autonomie. En effet, les jeunes ont essentiellement exprimé la distance qui sépare leur expérience vécue des solutions proposées par les institutions.

Homeward Trust a invité les jeunes intéressé.es à participer à deux activités leur permettant de partager leurs expériences de la rue avec les membres du comité responsable d'élaborer la stratégie de logement pour les jeunes. La première étape était une visite guidée des quartiers et lieux occupés par les jeunes lorsqu'ils se sont trouvés à la rue. Dirigées par d'anciens jeunes itinérants, ces tournées avaient pour objectif d'offrir une occasion de voir autrement ces lieux publics et leur utilisation en fonction du contexte plus général ayant amené le jeune à « choisir » la rue. Des réunions hebdomadaires entre les jeunes ont permis de mettre sur pied cette activité. Afin de permettre la participation de jeunes moins confortables à l'idée de partager leurs expériences dans le format des visites guidées, une seconde activité a été mise sur pied à travers la photographie. Le projet **Photovoice** a permis aux jeunes de représenter leurs perspectives sur l'itinérance jeunesse en photographiant des scènes qui mettent en lumière des barrières et problèmes particuliers aux jeunes de la rue. Les photographies ont été accompagnées d'un texte écrit présenté au comité responsable de la stratégie de logement pour les jeunes.

Ces stratégies d'inclusion des jeunes dans la recherche de possibilités d'adapter l'approche Logement d'abord à leur réalité gagnent à être généralisées et continuées. En plus de favoriser une meilleure connaissance de la réalité des jeunes à risque d'itinérance, ce genre d'initiatives peut prendre de multiples formes contribuant à une reconnaissance positive des jeunes, de leurs choix et de leurs représentations des espaces qu'ils occupent ou désirent occuper. Dans son texte sur la « question du logement », le philosophe Thierry Paquot rappelle que l'habitat déborde du logement. Un logement confortable constitue un atout pour « habiter », c'est-à-dire « construire votre personnalité, déployer votre être dans le monde qui vous environne et auquel vous apportez votre marque et qui devient vôtre » (Paquot, 2005 : 54).

3.3.2 Le succès d'Odense (Danemark) : la prévention de l'itinérance à travers le développement d'une ville inclusive

De 2009 à 2013, l'approche Logement d'abord a été placée au centre de la stratégie de lutte contre l'itinérance dans la ville d'Odense. Troisième plus grande ville du Danemark, Odense a vu l'itinérance baisser de 47 % durant ces quatre années alors qu'elle a augmenté à Copenhague de 6 % et dans l'ensemble du Danemark de 16 %. Selon Tom Ronning, consultant stratégique en matière de logement, ce succès repose sur une approche préventive qui met l'accent sur le développement d'une communauté inclusive, orientée vers un effort de **compréhension** des situations vécues par les individus à risque d'itinérance ainsi que l'institution de mécanismes de dialogue (Ronning, 2013).

Le premier de ces mécanismes de dialogue est la promotion d'un accès facile à la municipalité pour des voisin.es, ami.es ou membres de la famille s'inquiétant qu'un membre de la communauté se retrouve à la rue. Odense a sensibilisé les citoyen.nes à l'importance d'adopter une attitude préventive face à l'itinérance et a créé une adresse électronique à laquelle les gens peuvent envoyer leurs questions ou préoccupations au

sujet des difficultés que peut vivre un.e proche, collègue ou voisin.e. La personne qui envoie un courriel reçoit un accusé de réception et un suivi indiquant la marche éventuelle à suivre. Dans le cas de plaintes visant des individus sans-abri ou des jeunes de la rue, Odense a également mis sur pied un service consultatif visant à favoriser la conciliation. Ce service consultatif a pour mission d'entrer en contact avec les individus qui déposent une plainte au sujet des comportements dérangeants des sans-abri de manière à encourager la tolérance envers les individus qui adoptent un comportement différent de la majorité de la population.

Cette conciliation se traduit également par l'adoption de plans d'urbanisme qui visent à éviter la marginalisation des personnes financièrement défavorisées dans l'aménagement urbain. Des réunions régulières sont également organisées avec la police, les commerçant.es locaux, les sociétés de sécurité privée et les employé.es municipaux de manière à tenir tous les acteurs informés des actions et initiatives qui sont prises en matière de prévention de l'itinérance et à développer des notions communes. La municipalité, les propriétaires de logements locatifs et les tribunaux ont également uni leurs forces et ont mis l'accent sur la réduction du nombre de huissiers. Selon Ronning, des études nationales ont démontré que 25 % des personnes mises à la rue par les huissiers restent sans domicile.

À Odense, l'approche Logement d'abord est pensée à travers des mesures préventives qui prennent appui sur la mise en réseau du voisinage et des différents acteurs de la municipalité. Selon Ronning, c'est cette mise en réseau qui est essentielle pour le développement de nouvelles pratiques innovantes.

> Le développement d'Odense tend vers la création d'une ville inclusive où les groupes socialement marginalisés et les sans-abri sont considérés comme les autres personnes et sont inclus dans le développement futur de la ville. Au lieu de nier les faits sur le terrain, cette approche engendre davantage d'acceptation et de tolérance dans d'autres parties de la vie urbaine également (Ronning, 2013 : 5).

Dans cette approche, la question du logement est posée dans un cadre large visant à donner à la collectivité les moyens pour que les groupes socialement marginalisés puissent trouver leur place. L'expérience d'Odense démontre un potentiel d'implication de la municipalité, des résident.es et des différents acteurs de la lutte à l'itinérance dans le développement d'une ville inclusive. Un facteur important est le rôle central que joue la municipalité d'Odense dans le développement de la compréhension générale des réalités de l'itinérance.

La question du logement est posée dans un cadre large visant à donner à la collectivité les moyens pour que les groupes socialement marginalisés puissent trouver leur place.

3.3.3 Recommandations concernant le logement

RECOMMANDATION 7 :

Que la Ville de Montréal mène, auprès des gouvernements concernés, les représentations visant à augmenter l'offre d'alternatives en logement inspirées d'une approche Logement d'abord et d'un accompagnement adaptés à la réalité des jeunes, notamment dans le cadre de la stratégie fédérale de partenariat de lutte contre l'itinérance.

RECOMMANDATION 8 :

Que la Ville de Montréal favorise une offre d'alternatives résidentielles qui s'accompagne de mécanismes de consultation, de concertation et de dialogue entre les jeunes et les résident.es, commerçant.es et intervenant.es communautaires du quartier habité.

4 RECOMMANDATIONS GÉNÉRALES

RECOMMANDATION 9 :

Que la Ville de Montréal porte une attention particulière à la question de l'**itinérance cachée** des jeunes dans ses efforts de lutte et de prévention de l'itinérance, notamment dans son plan d'action sur l'itinérance qui viendra remplacer celui de 2014-2017.

RECOMMANDATION 10 :

Que la Ville de Montréal, dans ses efforts visant à documenter la situation de l'itinérance, favorise la production de données et d'analyses **qualitatives** portant sur la problématique particulière de l'itinérance jeunesse à Montréal, et ce, en appliquant l'analyse différenciée selon les sexes (ADS+).

RECOMMANDATION 11 :

Que la Ville de Montréal prenne appui sur des données et analyses qualitatives afin d'adapter l'approche préventive aux besoins particuliers des **jeunes femmes, des Autochtones, des personnes immigrantes et des membres de la communauté LGBTQ** à risque d'itinérance.

RECOMMANDATION 12 :

Que la Ville de Montréal, grâce à la proximité qui caractérise la gouvernance municipale, encourage les initiatives de prévention qui prennent appui sur le travail de rue, l'insertion socioprofessionnelle et le logement dans une perspective **flexible et accessible** de manière à permettre de rejoindre un maximum de jeunes.

RECOMMANDATION 13 :

Que la Ville de Montréal exprime son leadership en matière de lutte contre l'itinérance jeunesse en favorisant **une conception innovante de la prévention** où les jeunes n'ont pas une posture de victimes auxquelles il faut porter assistance, mais d'acteurs autonomes qui détiennent un pouvoir sur leurs propres actes et leur environnement. Cette posture renforce la pratique citoyenne des jeunes et invite à construire des ponts entre le centre et la marge plutôt qu'à éliminer cette dernière.



5 SOMMAIRE DES RECOMMANDATIONS

RECOMMANDATIONS POUR L'AMÉLIORATION DES CONNAISSANCES SUR L'ITINÉRANCE JEUNESSE

RECOMMANDATION 1 :

Que la Ville de Montréal entreprenne un partenariat et un processus de consultation avec le milieu universitaire afin d'intégrer l'expertise déjà existante sur l'itinérance jeunesse et de favoriser les projets de recherche portant sur les évolutions récentes de l'itinérance jeunesse à Montréal.

RECOMMANDATION 2 :

Que la Ville de Montréal développe, en collaboration avec les organismes d'aide et le milieu universitaire, des opportunités de recherche favorisant l'intégration d'ancien.nes jeunes de la rue au sein des processus de recherche et qu'elle contribue à leur formation en tant qu'assistant.es à la recherche.

RECOMMANDATION 3 :

Que la Ville de Montréal développe une collaboration plus étroite avec les organismes d'aide et les milieux d'intervention lorsqu'il s'agit de mener des dénombrements ou des études sur l'itinérance.

RECOMMANDATIONS CONCERNANT LE TRAVAIL DE RUE

RECOMMANDATION 4 :

Que la Ville de Montréal valorise et mette de l'avant le travail de rue comme élément central d'une stratégie de prévention de l'itinérance jeunesse.

RECOMMANDATION 5 :

Que la Ville de Montréal assure un financement récurrent et suffisant du travail de rue afin de favoriser son expansion, l'amélioration des conditions de travail et des taux de rétention des travailleurs et des travailleuses de rue.

RECOMMANDATIONS CONCERNANT L'INSERTION SOCIOPROFESSIONNELLE

RECOMMANDATION 6 :

Que la Ville de Montréal poursuive son financement du programme TAPAJ et entreprenne des actions auprès des différentes instances gouvernementales afin que les programmes d'aide financière permettant la lutte à l'itinérance favorisent l'expansion des activités de type TAPAJ.

RECOMMANDATIONS CONCERNANT LE LOGEMENT

RECOMMANDATION 7 :

Que la Ville de Montréal mène, auprès des gouvernements concernés, les représentations visant à augmenter l'offre d'alternatives en logement inspirées d'une approche Logement d'abord et d'un accompagnement adaptés à la réalité des jeunes, notamment dans le cadre de la stratégie fédérale de partenariat de lutte contre l'itinérance.

RECOMMANDATION 8 :

Que la Ville de Montréal favorise une offre d'alternatives résidentielles qui s'accompagne de mécanismes de consultation, de concertation et de dialogue entre les jeunes et les résident.es, commerçant.es et intervenant.es communautaires du quartier habité.

RECOMMANDATIONS GÉNÉRALES

RECOMMANDATION 9 :

Que la Ville de Montréal porte une attention particulière à la question de l'**itinérance cachée** des jeunes dans ses efforts de lutte et de prévention de l'itinérance, notamment dans son plan d'action sur l'itinérance qui viendra remplacer celui de 2014-2017.

RECOMMANDATION 10 :

Que la Ville de Montréal, dans ses efforts visant à documenter la situation de l'itinérance, favorise la production de données et d'analyses **qualitatives** portant sur la problématique particulière de l'itinérance jeunesse à Montréal, et ce, en appliquant l'analyse différenciée selon les sexes (ADS+).

RECOMMANDATION 11 :

Que la Ville de Montréal prenne appui sur des données et analyses qualitatives afin d'adapter l'approche préventive aux besoins particuliers des j**eunes femmes, des Autochtones, des personnes immigrantes et des membres de la communauté LGBTQ** à risque d'itinérance.

RECOMMANDATION 12 :

Que la Ville de Montréal, grâce à la proximité qui caractérise la gouvernance municipale, encourage les initiatives de prévention qui prennent appui sur le travail de rue, l'insertion socioprofessionnelle et le logement dans une perspective **flexible et accessible**, de manière à permettre de rejoindre un maximum de jeunes.

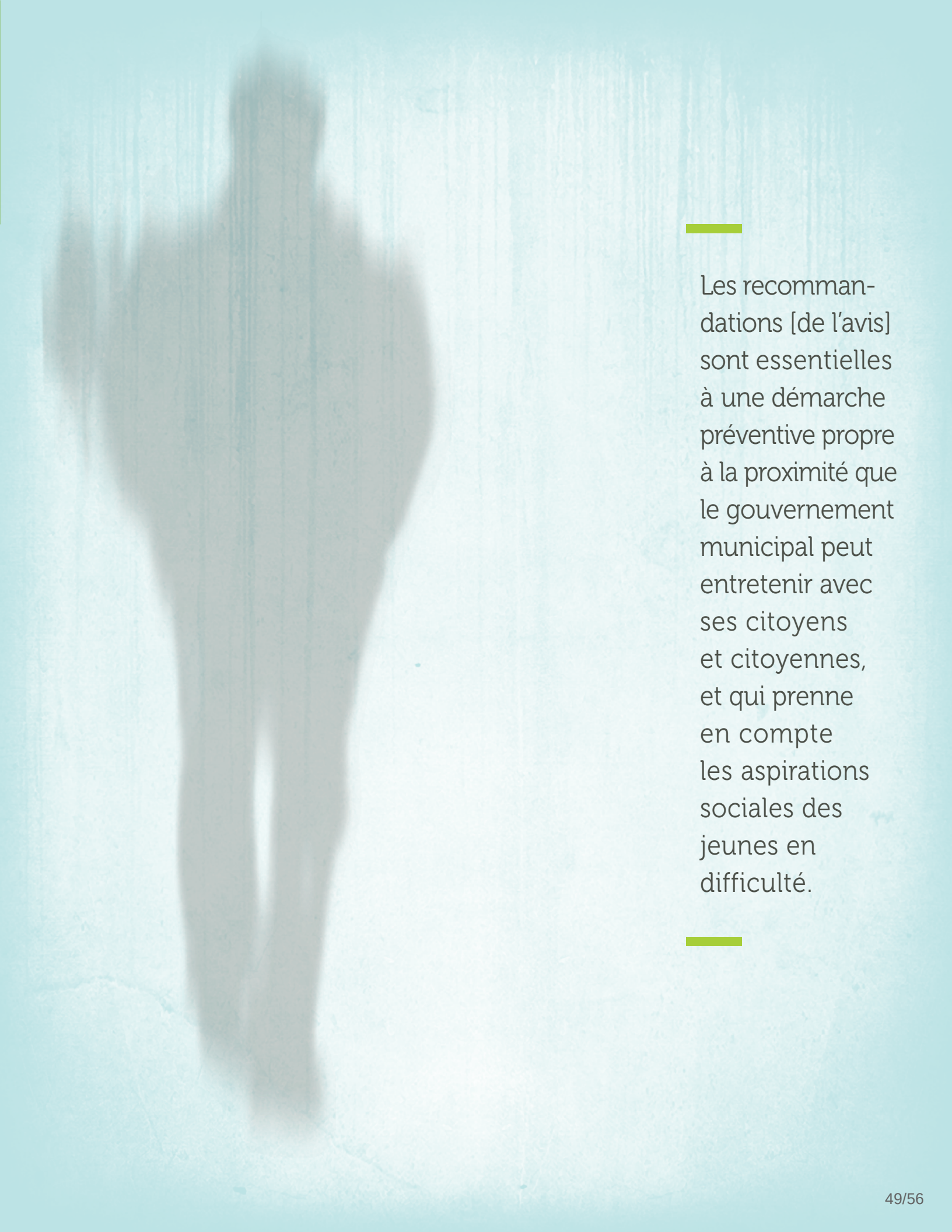
RECOMMANDATION 13 :

Que la Ville de Montréal exprime son leadership en matière de lutte contre l'itinérance jeunesse en favorisant **une conception innovante de la prévention** où les jeunes n'ont pas une posture de victimes auxquelles il faut porter assistance, mais d'acteurs autonomes qui détiennent un pouvoir sur leurs propres actes et leur environnement. Cette posture renforce la pratique citoyenne des jeunes et invite à construire des ponts entre le centre et la marge plutôt qu'à éliminer cette dernière.

CONCLUSION

Si la prévention peut permettre à certain.es jeunes d'éviter une situation d'itinérance, elle ne peut permettre à une société d'éviter complètement l'expérience de l'itinérance jeunesse. L'itinérance jeunesse ne peut pas être éliminée non pas à cause des capacités limitées de la Ville ou des organismes d'intervention, mais parce que la prévention doit reconnaître que la rue et la marge pourront toujours représenter un « choix contraint » nécessaire pour certain.es jeunes. Une stratégie de prévention effective ne peut avoir comme objectif l'élimination de l'itinérance ou de la marge. Elle ne peut non plus nier l'importance du paradoxe qui traverse une majorité de politiques de lutte à l'itinérance : prendre en charge la réintégration des individus en situation d'itinérance au sein d'une société qui a elle-même contribué à les marginaliser. La posture préventive est celle d'une capacité à aborder le phénomène complexe de l'itinérance à travers le dévoilement des images de victimisation ou de réprobation sociale. Ces images traversent les discours que porte la société sur l'existence des jeunes marginalisés et font obstacle à leur autonomie et leur reconnaissance positive.

Malgré cette problématique théorique complexe et en constante évolution, le présent avis rend compte de pratiques préventives concrètes qui peuvent être mises à profit dans le cadre des champs de compétence de la Ville de Montréal. Les alternatives à l'itinérance qui sont présentées procèdent non seulement d'une recherche documentaire et d'une revue de la littérature sur la prévention de l'itinérance jeunesse, mais s'enracinent dans un processus d'entretiens auprès de responsables d'organismes d'aide et d'intervention sur le territoire montréalais. Les recommandations qui en découlent sont essentielles à une démarche préventive propre à la proximité que le gouvernement municipal peut entretenir avec ses citoyens et citoyennes, et qui prenne en compte les aspirations sociales des jeunes en difficulté.



Les recommandations [de l'avis] sont essentielles à une démarche préventive propre à la proximité que le gouvernement municipal peut entretenir avec ses citoyens et citoyennes, et qui prenne en compte les aspirations sociales des jeunes en difficulté.

BIBLIOGRAPHIE

Aubry, S. (2012). *Jeunes à risque : situation et caractéristiques des jeunes du Plateau Mont-Royal 2009-2010*, Montréal : Plein milieu, 95 p.

Aubry, T., Farrell, S., Hwang, S., et Calhoun, M. (2013). « Identifying the Patterns of Emergency Shelter Stays of Single Individuals in Canadian Cities of Different Sizes », *Housing Studies*, vol. 28, n° 6, p. 3-12.

Bellot, C. (2001). *Le monde social de la rue : expériences des jeunes et pratiques d'intervention à Montréal*, Thèse de doctorat en criminologie, Montréal : Université de Montréal, 290 p.

Bertaux, D. (2005). *Le récit de vie – L'enquête et ses méthodes*, Paris : Armand Colin, 126 p.

Boesky, L. M., Toro, P. A. et Bukowski, P. A. (1997). « Differences in psychosocial factors among older and younger homeless adolescents found in youth shelters ». *Journal of Prevention and Intervention in the Community*, vol. 15, n° 2, p.19-36.

Bourgault, C. (2012). *Réflexion sur l'itinérance des femmes en difficulté : un aperçu de la situation*, Québec : Conseil du statut de la femme, 29 p.

Campbell, C. et Eid, P. (2009). *La judiciarisation des personnes itinérantes à Montréal : un profilage social*, Québec : Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, 202 p.

Cheval, C. (2001). « Des travailleurs de rue créateurs de liens sociaux », dans H. Dorvil et R. Mayer (dir.), *Problèmes sociaux – tome II – Études de cas et interventions sociales*, Montréal : Presses de l'Université du Québec, p. 362-385.

CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal (2015). *Agir ensemble, créer des solutions durables. Plan d'action intersectoriel en itinérance de la Région de Montréal (2015-2020)*, Montréal : CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, 38 p.

Colombo, A. (2015). *S'en sortir quand on est dans la rue. Trajectoires de jeunes en quête de reconnaissance*, Presses de l'Université du Québec, 270 p.

Colombo, A. (2008). *La reconnaissance : un enjeu pour la sortie de la rue des jeunes à Montréal*, Thèse de doctorat, Université du Québec à Montréal : département d'études urbaines, 565 p.

Colombo, A., et Larouche, A. (2007). « Comment sortir de la rue l'orsqu'on n'est "bienvenu nulle part"? », *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 20, n° 1, p. 108-127.

Colombo, A., et Parazelli, M. (2002). « Quand la revitalisation urbaine dévitalise la marge sociale juvénile : un enjeu pour la sortie de rue », *Revue Frontières : délires urbains, dangers de mort*, vol. 15, n° 1, 39-46.

Conseil jeunesse de Montréal (2015). *Avis sur la réalité montréalaise des jeunes Autochtones*, Montréal : Conseil jeunesse de Montréal, 99 p.

Côté, M.-M. (1988). *Les jeunes de la rue à Montréal. Une étude d'ethnologie urbaine*, Thèse de doctorat, Montréal : Université du Québec à Montréal.

CSEYHP *(Combating Social Exclusion Among Young Homeless Populations)* (2010). *Methodology Annex: Working with young homeless people as co-researchers*, London : Combating Youth Homelessness, 25 p.

Dumez, H. (2013). *Méthodologie de la recherche qualitative : les 10 questions clés de la démarche compréhensive*, Paris : Vuibert, 227 p.

Echenberg, H. et Jensen, H. (2009). « Facteurs de risque de l'itinérance », *Étude générale de la Bibliothèque du Parlement*, Publication nº PRB 08-51F, 2009, 10 p.

Fontaine, A. et Duval, M. (2003). *Le travail de rue... dans un entre-deux*, Montréal : Université du Québec à Montréal, Service aux collectivités, 101 p.

Forchuk, C. *et al.* (2013). « Service Preferences Of Homeless Youth With Mental Illness : Housing First, Treatment First, Or Both Together », dans Stephen Gaetz, B. O'Grady, K. Buccieri, J. Karabanow et A. Marsolais (dir.), *Youth Homelessness in Canada: Implications for Policy and Practice*, Toronto : Canadian Homelessness Research Network Press, p. 95-109.

Fortier, J. et Roy, S. (1996). « Les jeunes de la rue et l'intervention : quelques repères théoriques », *Cahiers de recherche sociologique*, n° 27, p. 127-152.

Fournier, L. et Chevalier, S. (2001a). *Enquête auprès de la clientèle des ressources pour personnes itinérantes des régions de Montréal-Centre et de Québec, 1998-1999*, vol. 1, Québec : Institut de la statistique du Québec, 133 p.

Fournier, L. et Chevalier, S. (2001b). *Enquête auprès de la clientèle des ressources pour personnes itinérantes des régions de Montréal-Centre et de Québec, 1998-1999*, vol. n° 2, Québec : Institut de la statistique du Québec, 128 p.

Fournier, L. et Chevalier, S. (1998). *Dénombrement de la clientèle itinérante dans les centres d'hébergement, les soupes populaires et les centres de jour des villes de Montréal et Québec, 1996-97*, Québec : Santé Québec, 21 p.

FRAPRU (Front d'action populaire en réaménagement urbain) (2015). *Femmes, logement et pauvreté*, Montréal : FRAPRU, 12 p.

Gaetz, S., O'Grady, B., Kidd, S. et Schwan, K. (2016). *Sans domicile : un sondage national sur l'itinérance chez les jeunes, Sommaire exécutif*, Toronto : Observatoire canadien sur l'itinérance, 17 p.

Gaetz, S. (2014a). *Coming of Age : Reimagining the Response to Youth Homelessness in Canada*, Toronto : The Canadian Observatory on Homelessness Press, 128 p.

Gaetz, S. (2014b). *Un endroit sûr et décent où vivre : vers un cadre Logement d'abord pour les jeunes. Synthèse du rapport*, Toronto : The Homeless Hub Press, 14 p.

Gaetz, S., Scott, F. et Gulliver, T. (2013). *L'approche Logement d'abord au Canada : Appuyer les collectivités pour mettre fin à l'itinérance*, Canadian Homeless Research Network Press, Toronto, 144 p.

Gaetz, S., O'Grady, B. et Buccieri, K. (2010). *Surviving Crime and Violence : Street Youth and Victimization in Toronto*, Toronto : Justice for Children and Youth & the Homeless Hub, série de rapport du Rond-point de l'itinérance n° 1, 97 p.

Gaetz, S. et O'Grady, B. (2002). « Making Money : Exploring The Economy Of Young Homeless Workers », *Work, Employment & Society*, septembre, vol. 16, n° 3, p. 433-456.

Gouvernement du Québec (2014a), *Plan d'action interministériel en itinérance 2015-2020 – Mobilisés et engagés pour prévenir et réduire l'itinérance*, Québec : Gouvernement du Québec, 55 p.

Gouvernement du Québec (2014b), *Politique nationale de lutte à l'itinérance – Ensemble pour éviter la rue et en sortir*, Québec : Gouvernement du Québec, 72 p.

Gwadz, M. V. *et al.* (2009). « The initiation of homeless youth into the street economy », *Journal of Adolescence*, vol. 32, n° 2, p. 357-377.

Homeward Trust Edmonton (2015). *Community Strategy to End Youth Homelessness in Edmonton*, Edmonton : Homeward Trust Edmonton, 92 p.

Karabanow, J. (2004). *Being Young and Homeless : Understanding How Youth Enter and Exit Street Life*, Toronto : Peter Lang, 107 p.

Laberge D., *et al.* (1998), *Le rôle de la prison dans la production de l'itinérance*, Montréal : Collectif de recherche sur l'itinérance, 109 p.

Latimer, E. *et al.* (2016). *Enquête complémentaire sur les personnes en situation d'itinérance à Montréal le 24 août 2015*, Ville de Montréal : Montréal, 122 p.

Latimer, E. *et al.* (2015). Dénombrement des personnes en situation d'itinérance à Montréal le 24 mars 2015, Montréal : Ville de Montréal, 88 p.

Léouzon, R. (2016). « Règlement sur les pitbulls : Inquiétudes pour les itinérants propriétaires de chiens », *Journal Métro*, 17 août 2016, [en ligne], [http://journalmetro.com/actualites/montreal/1009873/reglement-sur-les-pitbulls-inquietudes-pour-les-itinerants-proprietaires-de-chiens].

Meinema, T. (2010). « CSEYHP : Combating Social Exclusion Among Young Homeless Populations : "Lutter contre l'exclusion sociale de la jeunesse sans domicile" », *Sans-abri en Europe*, Automne 2010, p. 14-16.

Mendel, G. (1994). « Crise de société : le monde en profonde mutation. Mutations symboliques, nouvelles réalités sociales, crise des institutions, pistes de travail », dans J. Pector (dir.), *Les actes du Colloque du PIAMP : une génération sans nom ni oui* (23-31) (Montréal, 24-26 avril 1992), Montréal: PIAMP.

Ministère de la Santé et des Services sociaux (2014). *L'itinérance au Québec : premier portrait*, Québec : Les publications du Québec, 168 p.

Moïse, J. (2006). « Itinérance, toxicomanie et santé mentale chez les jeunes de la rue : mythes et préjugés », *L'intervenant*, vol. 22, n° 3, p. 13-15.

Observatoire canadien sur l'itinérance (2012). *La Définition canadienne de l'itinérance*, [en ligne], [http://homelesshub.ca/sites/default/files/COHhomelessdefinitionFR.pdf].

Paquot, T. (2005). « Habitat, habitation, habiter », *Informations sociales*, vol. 3, n° 123, p. 48-54.

Paradis, E. et Mosher, J. (2012). « "Take the Story, Take the Needs, and DO Something" : Grassroots Women's Priorities for Community-Based Participatory Research and Action on Homelessness », *The Homeless Hub report series*, n° 9, 34 p.

Parazelli, M. et Colombo, A. (2006). « Intervenir aux marges de la citoyenneté. Une application du dispositif Mendel adapté aux jeunes de la rue à Montréal », *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 18, n° 2, p. 88-109.

Parazelli, M. et Colombo, A. (2004). « Les jeunes de la rue », dans V. Cicchelli, T. Ragi et C. Cicchelli-Pugeault (dir.), *Ce que nous savons des jeunes*, Paris, Presses universitaires de France, p. 125-135.

Parazelli, M. (2002). *La rue attractive. Parcours et pratiques identitaires des jeunes de la rue*, Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec, 358 p.

Parazelli, M. (1997). *Pratiques de « socialisation marginalisée » et espace urbain : le cas des jeunes de la rue à Montréal (1985-1995)*, Thèse de doctorat en études urbaines, Montréal : Université du Québec à Montréal, 562 p.

Platt, A. (1969). *The Child Savers : The Invention of Delinquency*, Chicago : University of Chicago Press.

Puligandla, G., Gordon, N. et Way, R. (2016). « Creating a Community Strategy to End Youth Homelessness in Edmonton », dans Nichols, N. et Doberstein, C., *Exploring Effective Systems Responses to Homelessness*, Toronto : The Homeless Hub, p. 182-201.

Renaud, G. (1997). « L'intervention : de la technique à la clinique ou de l'objet au sujet », dans *Intervention : les savoirs en acte*, Sherbrooke : GGC éditions Université de Sherbrooke, p. 139-164.

Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes à Montréal (2016). *L'itinérance à Montréal. Au-delà des chiffres*, RAPSIM : Montréal, 31 p.

Rew, L. (2002). « Relationships Of Sexual Abuse, Connectedness, and Loneliness to Perceived Well-Being in Homeless Youth », *Journal for Specialists in Pediatric Nursing*, vol. 7, n° 2, p. 51-63.

Rew, L., Taylor-Seehafer, M. et Thomas, N. (2000). « Without Parental Consent : Conducting Research With Homeless Adolescents », *Journal for Specialists in Pediatric Nursing*, vol. 5, n°3, p. 131-138.

Ringwalt, C., Greene, J., Robertson, M. (1998). « Familial backgrounds and risk behaviors of youth with thrownaway experiences », *Journal of Adolescence*, vol. 21, n° 3, p. 241-252.

Rivard, J. (2004). « Des pratiques autour des jeunes/enfants des rues : une perspective internationale », *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 17, n° 1, p. 126-148.

Ronning, T. (2013). « La prévention du sans-abrisme. L'exemple de la municipalité d'Odense », *Sans-abri en Europe*, Hiver 2013, p. 4-11.

Roy, É., Haley, N., Godin, G., Boivin, J.-F., Cleassens, C., Vincelette, J., Leclerc, P. et Boudreau, J.-F. (2005). *L'hépatite C et les facteurs psychosociaux associés au passage à l'injection chez les jeunes de la rue. Rapport d'étape numéro 4*, Montréal : Direction de la santé publique.

Savoie, D. (2011). « Des Inuit déracinés et itinérants », Relations, n° 753, [en ligne], [http://www.cjf.qc.ca/fr/relations/article.php?ida=2780].

Segaert, A. (2012). *Étude nationale sur les refuges, 2005-2009*, Emploi et développement social Canada, 33 p.

Staller, K. (2003). « Constructing the Runaway Youth Problem : Boy Adventurers to Girls Prostitutes, 1960-1978 », *Journal of Communication*, Vol. 53, n° 2, p. 330-346.

Tichit, L., Hébert, J. et Umuhire, N. (2014). *Évaluation du projet Ali et les Princes de la rue*, Montréal : Ville de Montréal /UQAM/Emploi et solidarité sociale Québec, 125 p.

Toro, P., Lesperance,T. et Braciszewski, J. (2011). « The Heterogeneity Of Homeless Youth In America : Examining Typologies », *Homeless Research Institute*, National Alliance to End Homelessness, 12 p.

Ville de Montréal (2014), *Plan d'action montréalais en itinérance 2014-2017 – Parce que la rue est une impasse*, Montréal : Ville de Montréal, 21 p.

Wallot, C. (1992). *Les jeunes sans abri*, recherche entreprise dans le cadre du projet « La promotion active des droits de la personne comme voie de solution au problème des jeunes sans abri », Montréal, Consortium de formation sur la défense des droits humains de l'université McGill, 14 novembre.

Wayman, R. H. (2010). *Typology of America's Homeless Youth*, Washington, DC : National Alliance to End Homelessness.

Y des femmes de Montréal (2012), *Rapport annuel 2011-2012*, Montréal : YMCA, 22 p.

REMERCIEMENTS

ORGANISMES

- Action jeunesse de l'Ouest-de-l'Île (AJOI)
- L' Anonyme
- La Maison Tangente (Auberge du cœur)
- Centre jeunesse de Montréal –
  Institut universitaire (services de réadaptation aux adolescents
  et service de réinsertion sociale)
- Dans la rue – direction des services aux jeunes
- Groupe Information Travail (programme Écolo-Boulot)
- Le Refuge des Jeunes de Montréal
- PACT de rue
- Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM)
- Spectre de rue (programme TAPAJ)

VILLE DE MONTRÉAL

Serge Lareault
Protecteur des personnes en situation d'itinérance

Pierre-Luc Lortie
Conseiller en développement communautaire – responsable du dossier itinérance

CONSEIL JEUNESSE DE MONTRÉAL

CJMTL.COM

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 07.09

2017/03/27
13:00

(1)

Dossier # : 1174233001

Unité administrative responsable :	Conseil des Montréalaises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 g) soutenir l'égalité entre les femmes et les hommes
Projet :	-
Objet :	Dépôt pour information de l'avis '' L'itinérance des femmes à Montréal, Voir l'invisible '' et des recommandations émises par le Conseil des Montréalaises.

Il est recommandé :
de prendre acte du dépôt auprès du conseil municipal de la Ville de Montréal, de l'avis *L'itinérance des femmes, Voir l'invisible,* produit par le Conseil des Montréalaises.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-01-27 14:37

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1174233001**
Unité administrative responsable :	Conseil des Montréalaises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 g) soutenir l'égalité entre les femmes et les hommes
Projet :	-
Objet :	Dépôt pour information de l'avis '' L'itinérance des femmes à Montréal, Voir l'invisible '' et des recommandations émises par le Conseil des Montréalaises.

CONTENU

CONTEXTE

Le Conseil des Montréalaises (CM) a publié un mémoire *Un toit pour toutes : une réponse à adapter,* mettant en lumière les difficultés vécues par les femmes en situation d'itinérance, lors de la consultation publique menée par la Commission permanente du conseil municipal sur le développement culturel et la qualité du milieu de vie en 2008. Depuis, le CM suit de près les nombreuses actions de la Ville de Montréal en matière d'itinérance. Afin de suivre l'évolution de la situation, le Conseil des Montréalaises a réalisé une mise à jour en rencontrant divers organismes accompagnant les femmes en situation d'itinérance, des femmes ayant vécu l'itinérance elles-mêmes et des personnes de la Ville de Montréal travaillant à la prévention et à la lutte à l'itinérance. Alors que la Ville de Montréal travaille à l'élaboration du prochain plan d'action en itinérance, le CM croit que cet avis peut contribuer à la réflexion sur les pistes d'action à mettre en oeuvre pour lutter efficacement contre l'itinérance.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM04 0410 du 18 mai 2004
Adoption du Règlement sur le Conseil des Montréalaises.

DESCRIPTION

Cet avis du Conseil des Montréalaises intitulé *L'itinérance des femmes à Montréal, Voir l'invisible* est déposé au conseil municipal de la Ville de Montréal. Il est le fruit de consultations menées en 2015 et 2016. Il a pour objectif de rendre visibles aux actrices et aux acteurs municipaux les situations de femmes que la précarité rend invisibles. Dans un contexte d'augmentation et d'aggravation de l'itinérance des femmes, l'avis insiste sur l'importance des actions municipales développées selon une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+). Il fait état de 8 grandes recommandations pour améliorer les conditions de vie des femmes en situation d'itinérance.

JUSTIFICATION

Selon le règlement 04-064, le conseil exerce, entre autres, les fonctions suivantes : il fournit, de sa propre initiative ou à la demande du conseil municipal, du comité exécutif ou d'un conseil d'arrondissement, des avis sur toute question relative à l'égalité entre les femmes et les hommes et à la condition féminine et soumet ses recommandations.
.
Depuis sa création en 2004, le Conseil des Montréalaises s'est doté de plans d'action qui comportent divers axes dont un qui touche aux conditions de vie des Montréalaises. Outre le mémoire déposé en 2008, le CM suit de près l'enjeu de l'itinérance des femmes à Montréal en participant depuis 2011 à un comité de travail coordonné par la Table des groupes de femmes de Montréal. Le CM a contribué à l'organisation de plusieurs événements d'importance dont un forum de deux jours en 2012 pour mieux comprendre les réalités que vivent les femmes en situation d'itinérance. Le présent avis se veut un outil supplémentaire pour réfléchir aux meilleures interventions à mettre en place pour mieux tenir compte des besoins propres aux femmes, qui sont souvent passés sous silence.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les coûts reliés à la production de ce document sont pris dans le budget de fonctionnement annuel du Conseil des Montréalaises.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le travail mené par le Conseil des Montréalaises s'inscrit dans l'objectif d'atteindre l'égalité entre les femmes et les hommes et à ce titre, rejoint le principe de développement durable qui vise la collectivité au coeur du développement durable. De plus, le CM limite le nombre de copies imprimées à 300, dans le respect de la norme FSC.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le Conseil des Montréalaises souhaite que son avis fasse l'objet d'une réponse écrite et d'un suivi par les élu.es et les fonctionnaires travaillant sur le dossier de l'itinérance à Montréal. Les recommandations de l'avis visent à améliorer les conditions de vie des femmes en situation d'itinérance et le soutien aux organismes qui les accompagnent.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

À la suite du dépôt de l'avis au conseil municipal, le document sera disponible sur le site Web du Conseil des Montréalaises et sera envoyé aux partenaires de la Ville et du CM qui sont concernés par le sujet abordé.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Dépôt à la séance du conseil municipal du 20 février 2017 et lancement public le 28 janvier 2017 (date à confirmer).

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Guylaine POIRIER
Secrétaire-recherchiste

Tél : 514 872-9074
Télécop. : 514 868-5810

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-01-26

Marie-Eve BONNEAU
Adjointe à la présidence

Tél : 514 872-6276
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves SAINDON
Greffier et directeur
Tél : 514 872-3007
Approuvé le : 2017-01-26

AVIS

L'ITINÉRANCE DES FEMMES À MONTRÉAL

Voir l'invisible



Conseil des Montréalaises

Montréal

REMERCIEMENTS

Le Conseil tient à remercier chaleureusement toutes les personnes qui ont participé à cette démarche. Sans leur temps et leur parole, cet avis n'aurait pas été possible.

Les Passagères, membres résidentes de l'organisme Passages.

L'Arrêt-Source, le Centre d'éducation et d'action des femmes de Montréal (CÉAF), Le Chaînon, Chez Doris, La Dauphinelle, Femmes du monde à Côte-des-Neiges, Foyer pour femmes autochtones de Montréal, La rue des Femmes, Logifem, Logis Rose-Virginie, Madame Prend Congé, Les Maisons de l'Ancre, La Marie Debout, Passages, le Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM), Réseau Habitation Femmes (RHF), la Table des groupes de femmes de Montréal (TGFM), le Y des femmes de Montréal.

La Direction de l'habitation de la Ville de Montréal, le Service de la diversité sociale et des sports, le protecteur des personnes itinérantes de Montréal ainsi que le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), notamment l'Équipe mobile de référence et d'intervention en itinérance (ÉMRII).

Cet avis ne prétend pas traduire toutes les préoccupations des personnes rencontrées au cours de ces consultations. Par ailleurs, il reconnaît qu'en matière de condition féminine, différents points de vue de femmes sont essentiels afin de développer des politiques et des services à échelle humaine qui soient justes, efficaces et égalitaires.

Cet avis a été adopté par les membres du Conseil des Montréalaises lors de l'assemblée régulière tenue le 19 octobre 2016 et déposé au conseil municipal de la Ville de Montréal.

COMITÉ DE TRAVAIL
Marianne Carle-Marsan, Mariane Labrecque, Marie Louise Mumbu, Anne Richard-Webb

COORDINATION
Guylaine Poirier

RECHERCHE ET RÉDACTION
Maude Ménard-Dunn

RÉVISION LINGUISTIQUE
Louise-Andrée Lauzière

CONCEPTION ET RÉALISATION GRAPHIQUES
RouleauPaquin.com

Février 2017

DÉPÔT LÉGAL
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Bibliothèque et Archives Canada
ISBN : 978-2-7647-1478-2 – Imprimé français
978-2-7647-1479-9 – PDF français

Note : Bien que l'Office québécois de la langue française et le Bureau de la traduction du Canada préconisent l'intégration du terme *Inuit*, nous choisissons ici de respecter la dénomination inuktitute : on écrira donc au singulier *un ou une Inuk* et au pluriel *les Inuit* (tous deux invariables). Cependant, lorsque *inuit* est utilisé comme adjectif, nous l'accordons en genre et en nombre.

CONSEIL DES MONTRÉALAISES
1550, rue Metcalfe, 14e étage, bureau 1424
Montréal (Québec) H3A 1X6
Téléphone : 514 868-5809
conseildesmontrealaises@ville.montreal.qc.ca
ville.montreal.qc.ca/conseildesmontrealaises
conseildesmontrealaises
C_Montrealaises

AVIS

L'ITINÉRANCE DES FEMMES À MONTRÉAL

Voir l'invisible



TABLE DES MATIÈRES

SOMMAIRE 3

1 LE CONSEIL DES MONTRÉALAISES ET L'ITINÉRANCE DES FEMMES 4

1.1 LE CONSEIL DES MONTRÉALAISES 4
1.2 LA DÉMARCHE DU CONSEIL DES MONTRÉALAISES 4
1.3 LA DÉMARCHE DU COMITÉ SUIVI DES AVIS 6

2 LA VILLE DE MONTRÉAL ET L'ITINÉRANCE 8

2.1 AGIR RÉSOLUMENT POUR CONTRER L'ITINÉRANCE 8
2.2 PARCE QUE LA RUE EST UNE IMPASSE 9
2.3 LE LOGEMENT ET L'HÉBERGEMENT 9

3 L'ITINÉRANCE DES FEMMES À MONTRÉAL : UNE RÉALITÉ QUI OSE À PEINE SE MONTRER 10

3.1 COMPTER L'INVISIBLE 11
3.1.1 Le dénombrement de 2015 11
L'itinérance chez les femmes autochtones : les cicatrices de la colonisation 12
3.1.2 L'arbre qui cache la forêt 14
Femmes issues de l'immigration et itinérance : prendre racine dans la rue 15
3.2 SUR LE TERRAIN 16
3.2.1 Des organismes et des femmes à bout de souffle 16
3.2.2 Ce qu'en disent les femmes directement concernées 19
L'intervention féministe auprès des femmes en situation d'itinérance 20

4 RECOMMANDATIONS 22

5 CONCLUSION 26

BIBLIOGRAPHIE 28

ANNEXE I : CHRONOLOGIE 31

ANNEXE II : DÉFINITION DE L'ADS+ 32

SOMMAIRE

Cet avis est le fruit de consultations menées en 2015 et 2016 par le Conseil des Montréalaises auprès d'organisations et de personnes gravitant autour de la lutte à l'itinérance des femmes. Faisant écho aux préoccupations des travailleuses du milieu ainsi que des femmes ayant elles-mêmes une expérience de la rue, il a pour objectif de rendre visibles aux actrices et acteurs municipaux les situations de femmes que la précarité rend invisibles. Dans un contexte d'augmentation et d'aggravation de l'itinérance des femmes, l'avis insiste sur l'importance d'actions politiques et sociales municipales développées selon une analyse différenciée selon les sexes (ADS+ – voir Annexe II). Il fait état de 8 grandes recommandations pour améliorer les conditions de vie des femmes en situation d'itinérance.



1 LE CONSEIL DES MONTRÉALAISES ET L'ITINÉRANCE DES FEMMES

1.1 LE CONSEIL DES MONTRÉALAISES

Composé de 15 femmes bénévoles nommées sur la base de leur engagement féministe, le Conseil des Montréalaises a pour mandat d'offrir des avis en matière d'orientation des politiques élaborées par le conseil municipal et le comité exécutif sur les enjeux touchant les femmes. Créé en 2004, cette entité consultative a pour fonction de veiller à ce que l'élaboration des politiques municipales favorise l'amélioration des conditions de vie des femmes, l'atteinte de l'égalité entre les femmes et les hommes ainsi qu'entre les femmes de différentes origines et divers statuts sociaux. Le Conseil des Montréalaises souhaite refléter cette diversité au sein même de son organisation en valorisant l'implication de femmes d'horizons professionnels et culturels variés.

1.2 LA DÉMARCHE DU CONSEIL DES MONTRÉALAISES

En créant le Conseil des Montréalaises, la Ville de Montréal s'est dotée d'un organe consultatif lui permettant de demeurer vigilante quant à l'inclusion des femmes dans les différentes sphères touchées par la politique municipale, de manière à ce que les femmes participent pleinement aux instances démocratiques et aient voix au chapitre quant aux enjeux qui les concernent directement. Désirant représenter les préoccupations de toutes les Montréalaises, le Conseil porte une attention particulière aux voix des femmes dont les réalités sont « invisibilisées » du fait d'exclusion et de discrimination.

Cet avis s'inscrit dans une démarche du Conseil des Montréalaises visant à mieux comprendre le phénomène de l'itinérance vécu par les femmes afin de remplir son rôle de « courroie de transmission » entre les femmes sur le terrain et le conseil municipal. Depuis 2011, le Conseil collabore à titre de partenaire au comité Développement régional et local de la Table des groupes de femmes de Montréal (TGFM) sur l'itinérance. Cette implication l'a conduit à participer à l'organisation du forum de 2012 *Mieux voir pour mieux agir : Non à l'itinérance des femmes*, ainsi qu'à de nombreuses autres initiatives :

- un atelier au centre Femmes du monde à Côte-des-Neiges (2014);
- au sondage *L'itinérance des femmes, vers un meilleur partage des connaissances et des pratiques : Résultats du sondage auprès de groupes de femmes et de groupes communautaires travaillant auprès desfemmes en situation d'itinérance où à risque de le devenir dans la région montréalaise* (2015);
- à la journée *L'itinérance des femmes, construire une voix pour contrer l'invisibilité* (2015);
- aux Troisièmes États généraux de l'itinérance au Québec (2015) ainsi qu'à de nombreux autres forums et colloques;
- à l'élaboration d'une *déclaration féministe sur l'itinérance des femmes* (2016).

Après l'annonce par le conseil municipal de l'imminence d'un dénombrement des personnes en situation d'itinérance en 2015, le Conseil des Montréalaises établit qu'il est temps d'actualiser certains constats sur l'itinérance des femmes rapportés dans l'étude publique de 2008 *L'itinérance : des visages multiples, des responsabilités partagées*. Présentée à la Commission permanente du conseil municipal sur le développement culturel et la qualité du milieu de vie, cette étude publique avait été l'occasion pour le Conseil de rédiger le mémoire *Un toit pour toutes : une réponse à adapter!*. S'attardant aux liens inextricables entre l'accès au logement et l'itinérance, le mémoire soulignait l'absence notable de données sexuées sur le sujet et recommandait que le Plan intersectoriel en itinérance 2007-2012 tienne compte des besoins différenciés des femmes. Ce plan, qui formalisait l'engagement des administrations provinciales et municipales à travailler aux côtés des groupes communautaires en matière d'itinérance, détaillait des objectifs ambitieux dans un contexte de complexification du phénomène. Le Conseil des Montréalaises insistait alors pour que la Ville de Montréal s'assure que les besoins différenciés des femmes soient pris en compte et que des réponses adéquates leur soient apportées. Toutefois, à l'heure actuelle, la Ville n'a pas encore atteint l'objectif de mettre en place un mécanisme qui permette d'assurer que chaque politique et chaque mesure développée soit soumise à une analyse différenciée selon les sexes (ADS) [1].

L'ADS est un processus incontournable pour valoriser l'égalité entre les sexes : elle permet de s'attaquer aux discriminations systémiques vécues par les femmes et à l'invisibilisation de leurs préoccupations, de leurs réalités. Récemment, le Conseil des Montréalaises a cru bon d'actualiser cette définition de l'ADS pour y ajouter une composante intersectionnelle (voir Annexe II). L'objectif de cette nouvelle définition est de révéler l'existence de formes de discrimination basées sur la rencontre du genre et d'autres caractéristiques, par exemple l'origine culturelle ou la situation de handicap.

1 Selon le Secrétariat à la condition féminine : « L'analyse différenciée selon les sexes (ADS) est un processus d'analyse favorisant l'atteinte de l'égalité entre les femmes et les hommes par l'entremise des orientations et des actions d'instances décisionnelles de la société sur les plans local, régional et national. L'ADS discerne de façon préventive les effets distincts sur les femmes et les hommes que pourra avoir l'adoption d'un projet destiné aux citoyennes et aux citoyens, et ce, sur la base des réalités et des besoins différenciés des femmes et des hommes ». L'ADS s'effectue au cours des différentes étapes du projet : l'élaboration, la mise en œuvre, l'évaluation, le suivi.

1.3 LA DÉMARCHE DU COMITÉ SUIVI DES AVIS

EN UN CLIN D'ŒIL

- Mémoire *Un toit pour toutes : une réponse à adapter!* par le Conseil des Montréalaises (2008)
- Création du comité Suivi des avis pour veiller à l'évolution des dossiers (2015)
- Début de la consultation en juin 2015
- Rencontre de la Direction de l'habitation et du Service de la diversité sociale et des sports de la Ville de Montréal
- Consultation de directrices de diverses ressources d'hébergement et de logement pour femmes en situation ou à risque d'itinérance
- Rencontre du Service de police de la Ville de Montréal
- Consultation de travailleuses de centres de femmes accueillant des femmes en situation de vulnérabilité
- Consultation et mise à profit de l'expertise de femmes ayant vécu un épisode d'itinérance
- Production de l'avis *Voir l'invisible* et dépôt au conseil municipal en vue du prochain plan d'action en itinérance de la Ville de Montréal

En 2015, le Conseil des Montréalaises a mis sur pied une entité appelée comité Suivi des avis par souci de veiller à l'évolution des dossiers sur lesquels il s'était prononcé. Huit ans après la production du mémoire *Un toit pour toutes : une réponse à adapter!*, le Conseil souhaitait mesurer le chemin parcouru quant à ses recommandations et comprendre les réalités actuelles des femmes en situation d'itinérance [2] à Montréal. Après avoir rencontré le Service de la diversité sociale et des sports et la Direction de l'habitation, les membres du comité ont entamé une démarche de consultation auprès de groupes et de personnes travaillant avec des femmes en situation d'itinérance ou à risque de le devenir. En décembre 2015, des directrices de ressources d'hébergement et de logement pour femmes en situation de vulnérabilité ont été consultées. L'intention du Conseil était de recueillir, par la tenue de groupes de

2 Le présent avis privilégie l'expression *femmes en situation d'itinérance* plutôt que *femmes itinérantes*, de manière à ne pas attribuer une identité aux femmes. « Là où je suis n'est pas qui je suis ».

discussion, leurs points de vue sur le portrait actuel de l'itinérance chez les femmes et l'accessibilité des services leur étant destinés. Par la suite, le Conseil des Montréalaises a sondé le SPVM, avec lequel des membres du comité ont pu vivre une expérience de patrouille dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve. Au printemps 2016, les travailleuses de cinq centres de femmes ont été consultées, dont une ressource venant en aide aux femmes autochtones [3] en situation de grande précarité. Un peu plus tard, le Conseil a consulté une ressource accueillant de nombreuses femmes issues de l'immigration en situation d'itinérance, dont plusieurs avec des enfants. Préoccupées par l'importance de rapporter le point de vue des premières concernées par le phénomène de l'itinérance, des membres du comité de suivi sont allées à la rencontre de résidentes de logements sociaux développés par un organisme venant en aide aux femmes en situation d'itinérance.

3 Le terme *Autochtone* désigne les membres des communautés des Premières Nations, les Métis.ses et les Inuit.

2 LA VILLE DE MONTRÉAL ET L'ITINÉRANCE

EN UN CLIN D'ŒIL

- Consultation publique de la Ville de Montréal sur l'itinérance et mémoire déposé à l'Assemblée nationale (2008)
- Création de l'équipe mobile de référence et d'intervention en itinérance du SPVM (ÉMRII) (2009)
- Adoption du *Plan d'action interministériel en itinérance 2010-2013*
- Adoption par la Ville de Montréal de son premier plan d'action ciblé en itinérance (2010) : aucune mesure particulière pour les femmes vulnérables
- Mise en place par la Ville de Montréal de mesures structurantes : programmes sociaux à la Cour municipale, investissements dans les centres de jour, soutien à la recherche, etc.
- Lancement d'une politique en itinérance par le gouvernement du Québec (2014)
- Adoption par la Ville de Montréal de son deuxième plan d'action en itinérance (2014-2017) : création d'un poste de protecteur des personnes itinérantes et mesures ciblées pour les Autochtones en situation d'itinérance. Une seule mesure consacrée aux femmes, ciblant les femmes autochtones
- Actions de la Ville de Montréal en matière de logement : 1 900 unités de logement social destinées aux personnes en situation d'itinérance réalisées depuis vingt ans
- Membre du comité exécutif du Comité directeur intersectoriel en itinérance de la région de Montréal et de plusieurs comités de travail, dont le comité sur les services d'hébergement d'urgence

2.1 AGIR RÉSOLUMENT POUR CONTRER L'ITINÉRANCE

En 2008, la Ville de Montréal organise une vaste consultation publique sur la question de l'itinérance. De cet exercice naît un mémoire, lequel est déposé la même année à l'Assemblée nationale alors qu'un effort de consultation semblable se tient à l'échelle provinciale. En 2009, le gouvernement du Québec annonce l'adoption du *Plan d'action interministériel en itinérance 2010-2013* tandis que Montréal adopte son premier plan d'action ciblé en itinérance : *Agir résolument pour contrer l'itinérance*. Ce dernier a deux orientations principales : d'une part, répondre « aux besoins de base des personnes en situation d'itinérance » ou à risque de le devenir, d'autre part, travailler à améliorer le partage de l'espace public tout en renforçant « l'exercice de la citoyenneté ». Onze mesures sont prévues pour atteindre les objectifs fixés, du développement d'unités de logement social avec soutien communautaire à l'amélioration des services de déjudiciarisation des personnes itinérantes. Une seule mesure aborde les besoins particuliers des femmes, plus précisément des femmes inuites en situation d'itinérance. Tel que précédemment mentionné, ce plan n'intègre pas une analyse de l'itinérance qui soit différenciée selon les sexes (ADS).



2.2 PARCE QUE LA RUE EST UNE IMPASSE

En septembre 2014, la Ville publie son deuxième plan, intitulé *Parce que la rue est une impasse*, faisant écho à la première politique nationale en itinérance du gouvernement du Québec : *Ensemble pour éviter la rue et en sortir*, lancée un peu plus tôt. Si le plan 2014-2017 reprend essentiellement les principes directeurs du plan précédent, il introduit toutefois une orientation de « partage des connaissances » qui doit s'actualiser par un dénombrement de l'itinérance à Montréal et des formations pour les employé.es municipaux et les gestionnaires qui travaillent auprès des personnes en situation d'itinérance. Autres faits saillants, la nouvelle mouture du plan d'action prévoit la création d'un poste de protecteur des personnes itinérantes, promesse concrétisée en 2016, afin de renforcer l'objectif d'exercice de la citoyenneté. On y réaffirme également l'engagement de soutien aux sites d'injection supervisée (SIS). Du même souffle, la métropole annonce une contribution d'un million de dollars supplémentaires pour endiguer l'itinérance. Si le Plan est ambitieux et comprend des actions ciblées auprès des personnes issues de l'immigration et des Autochtones, il ne prévoit toujours pas de mesures concrètes répondant aux besoins particuliers des femmes, même si ces dernières sont désignées comme une « population prioritaire ».

2.3 LE LOGEMENT ET L'HÉBERGEMENT

La Ville de Montréal est partenaire de nombreux projets de logement qui sont portés par des groupes de femmes et destinés à des femmes; elle participe financièrement, avec l'appui de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM), aux programmes québécois qui subventionnent leur développement. Avec le soutien de groupes de ressources techniques (GRT), plusieurs organismes ont ainsi fait naître des initiatives de logement social avec soutien communautaire et de logement de transition. Depuis les vingt dernières années, le programme provincial AccèsLogis (volet 3) a permis de développer plus de 1 900 unités de logement destinées aux personnes en situation de grande vulnérabilité, malgré la rareté des terrains disponibles et des conditions de réalisation difficiles. D'autres programmes de subventions au palier fédéral, avec la Stratégie de partenariats de lutte à l'itinérance [4] (SPLI) par exemple, et au municipal ont permis de réaliser d'importants maillages financiers pour la réalisation d'une kyrielle de projets d'habitation pour personnes en situation d'itinérance ou à risque de le devenir.

Le plan montréalais 2014-2017 comprend, entre autres, un engagement à soutenir la réalisation d'un millier de logements, dont 600 logements sociaux avec soutien communautaire et 400 logements et chambres développés avec des partenaires. Selon la Direction de l'habitation de la Ville de Montréal [5], les projets spécifiquement élaborés pour des femmes dans ce cadre représentent 117 logements et chambres, soit 24 % des unités produites (ou en voie de réalisation) depuis 2014. Il s'agit d'un accroissement des projets pour femmes, qui, pendant la période précédente (2002-2014), représentaient un peu moins de 20 % des projets et des unités, soit légèrement en deçà du pourcentage que représentent les femmes dans la population itinérante en général.

En matière d'hébergement d'urgence, la Ville soutient financièrement près d'une dizaine d'organismes pour leur travail d'intervention, plus particulièrement d'accueil, de suivi, de référence et d'accompagnement. Elle a le mandat de compiler les données nécessaires pour surveiller les tendances d'utilisation des services qui permettent de les ajuster en fonction des besoins réels. En 2015, la Ville participait à la mise sur pied d'une halte-chaleur dans un centre de jour du centre-ville. Finalement, elle s'implique activement au sein du comité exécutif du Comité directeur intersectoriel en itinérance de la région de Montréal.

4 Plus de 120 millions de dollars ont été investis à Montréal grâce à ce programme subventionnaire.

5 Comptabilisation effectuée au 1er octobre 2016 par la Direction de l'habitation de la Ville de Montréal.

3 L'ITINÉRANCE DES FEMMES À MONTRÉAL : UNE RÉALITÉ QUI OSE À PEINE SE MONTRER

L'ITINÉRANCE DES FEMMES, C'EST :

- > Une itinérance moins visible : on la dit « cachée » ou « voilée »
- > Une réticence des femmes à dévoiler leur précarité et à afficher leur situation d'itinérance
- > Des stratégies de survie comme le travail du sexe, le *couchsurfing*, le vol à l'étalage
- > Une exposition plus grande aux violences dans la rue et à l'extérieur de la rue
- > Un passé et un présent marqués par différentes formes de violence et d'abus, entre autres sexuels
- > Une proportion plus grande de femmes autochtones et issues de l'immigration

Comme pour bon nombre d'enjeux sociaux, les femmes et les hommes vivent l'itinérance différemment. Parce qu'elle est beaucoup moins visible dans l'espace public (Amistani, 2005), l'itinérance des femmes questionne moins les autorités politiques en place, lesquelles agissent principalement en réaction à l'occupation problématique de l'espace public. Ainsi, certaines personnes parlent d'une itinérance « voilée » ou « cachée » et l'associent à des stratégies de survie comme le *couchsurfing* [6] et le travail du sexe. En raison de ces pratiques de survie, l'itinérance des femmes semble plus difficile à circonscrire et à mesurer. De plus, les femmes tenteraient fréquemment de taire leur condition itinérante par crainte de s'exposer davantage à la violence (Laberge, Morin et Roy, 2000). La formule désormais consacrée : « Une femme à la rue n'est pas nécessairement une femme dans la rue [7] » illustre bien notre propos.

Pour reconnaître les situations particulières des femmes, il faut d'abord des méthodes d'analyse et d'intervention adaptées à leurs trajectoires, souvent marquées par différentes formes de violences systémiques : conjugale, institutionnelle, coloniale, économique, etc. Pour plusieurs d'entre elles, les violences sont cumulées : par exemple, les femmes autochtones en situation d'itinérance vivent souvent à « l'intersection » de plusieurs discriminations et peinent à recevoir des services qui répondent à leurs besoins particuliers. Si leur situation particulièrement critique est de plus en plus reconnue, entre autres par la Ville de Montréal et le gouvernement du Québec, les services pour leur venir en aide tardent à voir le jour et sont parfois peu adaptés à leurs propres priorités.

Mais si les femmes en situation d'itinérance subissent de nombreuses injustices, les consultations menées par le Conseil des Montréalaises révèlent qu'elles font preuve de grande détermination pour survivre à l'extrême précarité. Leur résilience est, à beaucoup d'égards, inspirante. Il est primordial de les écouter, de les consulter, de reconnaître leurs expériences et d'en tenir compte.

6 Pratique qui consiste à dormir sur le divan d'un.e ami.e, d'un.e membre de la famille ou d'un.e client.e à défaut d'avoir un toit à soi.

7 Tiré de *La spirale de l'itinérance au féminin : Pour une meilleure compréhension des conditions de vie des femmes en situation d'itinérance de la région de Québec*, Regroupement de l'aide aux itinérants et itinérantes de Québec et le Regroupement des groupes de femmes de la région 03, 2008.

3.1 COMPTER L'INVISIBLE

3.1.1 Le dénombrement de 2015

Le 24 mars 2015, l'Institut universitaire en santé mentale Douglas et le YMCA, mandatés par la Ville de Montréal, effectuent un recensement des personnes en situation d'itinérance à cette date (le premier de deux volets). Aucune donnée n'étant disponible depuis 1998 (Fournier *et al.*, 2001), la nouvelle administration municipale juge impératif de conduire une étude pour avoir un portrait plus précis du nombre de personnes en situation d'itinérance et ainsi pouvoir ajuster en conséquence l'offre de services leur étant destinés. Le dénombrement poursuit deux objectifs conjoints : comptabiliser les personnes dans la rue mais également dans les ressources d'hébergement ou de logement. Ce jour-là, les bénévoles de l'initiative nommée *Je compte Montréal* dénombrent un total de 3 016 personnes [8]. De ce nombre, 24 % sont des femmes, soit près du quart des gens dénombrés. Le nombre de femmes varie de manière significative selon le lieu sondé par le recensement : 54 % des personnes dénombrées en logement transitoire sont des femmes contre 7 % dans la rue. Hormis ces résultats, le dénombrement révèle que la population itinérante féminine est globalement plus jeune que la masculine : on recense notamment beaucoup de jeunes femmes de trente ans et moins. Ainsi, l'itinérance ne frappe pas « également » les femmes. À l'autre bout du spectre, les femmes autochtones et issues de l'immigration sont aussi surreprésentées [9] et ces dernières sont les plus fréquemment accompagnées de leurs enfants dans la rue ou d'hébergement en hébergement [10]. À l'été 2015, une enquête complémentaire est lancée afin de recueillir des informations plus précises sur les différentes populations en situation d'itinérance, notamment les femmes. L'exercice révèle entre autres que ces dernières expliquent davantage leur situation d'itinérance par des problèmes financiers que les hommes et qu'elles sont plus souvent traitées pour des troubles de santé mentale. En outre, l'étude met en lumière la surreprésentation des membres des communautés LGBTQIA [11] dans la population en situation d'itinérance.

8 429 dans la rue; 1 066 dans un refuge; 1 041 dans un logement transitoire; 480 dans un autre lieu.

9 Elles constituent 39 % des personnes immigrantes en situation d'itinérance.

10 Dans une proportion de 22 %.

11 Lesbiennes, gays, bisexuel.les, transgenres, queer, intersexué.es, asexué.es.

L'ITINÉRANCE CHEZ LES FEMMES AUTOCHTONES : LES CICATRICES DE LA COLONISATION

En augmentation fulgurante depuis plusieurs années à l'échelle canadienne, « l'itinérance autochtone » doit être analysée en tenant compte de l'impact actuel et passé de la colonisation des communautés inuites et des Premières Nations. Cette colonisation s'est incarnée à travers différentes stratégies d'acculturation qui ont profondément mis à mal les liens sociaux des communautés, que l'on pense aux écoles résidentielles ou à la surreprésentation actuelle des enfants autochtones dans les Services de protection de la jeunesse (Menzies, 2006). Au chapitre de l'exclusion sociale, les femmes autochtones constituent le groupe de personnes le plus vulnérable au pays selon Amnistie internationale, ayant sept fois plus de risque d'être victimes d'un homicide que les femmes allochtones.

Plusieurs études canadiennes, dont le dénombrement de 2015 à Montréal, montrent que les Autochtones sont significativement surreprésentés parmi la population en situation d'itinérance [12]. Si le dénombrement de 2015 établit à 25 % le taux de femmes parmi les Autochtones en situation d'itinérance, d'autres études canadiennes évoquent des proportions encore plus importantes (Ruttan *et al*., 2008; Baskin, 2007; Novac *et al.*, 2002) La situation est particulièrement critique pour les femmes inuites, plus nombreuses que leurs consœurs des Premières Nations à vivre dans la rue. De surcroît, les femmes autochtones sont plus susceptibles de dormir directement dans la rue, s'exposant à des risques plus importants de violence (Whitzman, 2006, *in* Patrick, 2014). En outre, les séjours dans la rue des femmes autochtones, particulièrement des femmes inuites, seraient beaucoup plus longs que ceux des hommes (Kishigami, 2008).

Aussi, le sondage de la TGFM (2013) auprès des travailleuses du milieu de l'intervention révèle que les femmes autochtones semblent très peu fréquenter les ressources qui ne leur sont pas spécifiquement destinées. Incidemment, 51 % des travailleuses interrogées lors de ce sondage s'estiment très peu outillées pour intervenir auprès de cette population particulière. Ainsi, de nombreux ponts demeurent à construire pour le milieu.

12 À titre indicatif, alors que les Autochtones ne représentent que 0,6 % de la population générale montréalaise, ils constituent 10 % de l'échantillon recueilli lors du dénombrement.

Que réclament les femmes autochtones?

Le Réseau urbain de stratégie autochtone (RÉSEAU) est constitué de plusieurs comités bénévoles se penchant sur des enjeux sociaux importants pour les Autochtones. Il s'agit d'un outil de concertation central pour les communautés autochtones de Montréal qui souhaitent réfléchir et agir sur des enjeux les concernant directement. Les personnes consultées par le CM soulignent le manque de services pour les Autochtones – femmes et hommes confondus – et la nécessité d'injecter des fonds suffisants et récurrents pour l'intervention et la coordination de l'intervention. On dresse un portrait alarmant de la situation des femmes autochtones dans les ressources. Plusieurs se sont vu retirer leurs enfants sans se voir offrir des alternatives adaptées à leur culture et à leurs capacités parentales. Quelques femmes autochtones sont également accompagnées de leurs enfants en hébergement d'urgence à Montréal : on réclame des logements permanents destinés à cette population particulière.

En outre, le milieu demande des mesures adaptées à tous les niveaux de l'intervention, entre autres en matière de services policiers. On souhaite que les policiers soient davantage formés pour intervenir auprès des femmes autochtones et que les services de proximité soient assurés par une agente ou un agent d'origine autochtone. Selon les personnes interrogées, les femmes autochtones en situation d'itinérance seront moins réfractaires à chercher de l'aide auprès d'une policière ou d'un policier autochtone. Par ailleurs, on souhaite que le Square Cabot[13], dans l'arrondissement du Sud-Ouest, devienne davantage un espace de valorisation de la culture autochtone et qu'on cherche à y inclure encore plus les personnes en situation d'itinérance. On propose l'embauche à long terme d'une personne en soirée pour animer la vie communautaire au Square Cabot, un parc du centre-ville déjà fréquenté par beaucoup d'Autochtones.

13 Le Square Cabot est un endroit que les personnes des Premières Nations et les Inuit fréquentent depuis plusieurs années. Il s'agit également d'un des rares espaces de nature dans le centre-ville et se situe à proximité de ressources communautaires qui les accueillent.

3.1.2 L'arbre qui cache la forêt

Cependant, l'initiative *Je compte Montréal* ne fait pas consensus auprès de plusieurs personnes consultées par le Conseil des Montréalaises qui redoutent que l'on sous-estime le nombre de femmes dans le besoin ainsi que le nombre réel de personnes en situation d'itinérance. Par exemple, dans le quartier Côte-des-Neiges, alors que les organismes communautaires ainsi que le SPVM rapportent une augmentation accrue du nombre de personnes en situation d'itinérance, le dénombrement effectué comptabilise seulement six personnes (RAPSIM, 2016).

De plus, le dénombrement ne comptabilise pas les personnes à risque d'itinérance, ces femmes en situation de pauvreté ou ayant des problèmes de consommation qui sont momentanément logées chez une personne de leur entourage. Il ne tient pas compte non plus des femmes victimes de violence conjugale qui ont dû quitter leur logis et demeurent provisoirement dans une maison d'hébergement. Comment donc dénombrer celles qui tentent d'être invisibles? Comment comptabiliser les femmes sans domicile fixe qui passent leurs journées dans les centres commerciaux et les bibliothèques, ou encore qui pratiquent le travail du sexe dans des lieux tenus secrets? Si, comme le maintiennent les chercheurs Echenberg et Jensen (2008), une majorité de personnes itinérantes ne se trouvent pas en situation d'itinérance « absolue », c'est-à-dire dans la rue à proprement dit, le Conseil des Montréalaises croit que l'Administration municipale doit demeurer extrêmement prudente dans l'extrapolation des chiffres obtenus pour orienter l'allocation de sommes pour la dispensation de services. Le dénombrement effectué ne doit pas devenir un instrument de discrimination systémique à l'égard des femmes en situation d'itinérance. Dans la mesure où ces dernières sont peu visibles, l'allocation des ressources doit se faire selon les besoins exprimés par les organismes du milieu et les femmes concernées.



Photo : Christine Bourgier

Atelier de danse contre la violence faite aux femmes à la Dauphinelle

FEMMES ISSUES DE L'IMMIGRATION ET ITINÉRANCE : PRENDRE RACINE DANS LA RUE

Les résultats du dénombrement des personnes en situation d'itinérance à Montréal dévoilés l'an dernier ont corroboré ce que plusieurs suspectaient : à l'instar des femmes autochtones, les femmes issues de l'immigration sont proportionnellement plus nombreuses parmi la population itinérante générale lorsqu'on les compare aux femmes nées au Québec. Elles représentent 39 % des personnes immigrantes en situation d'itinérance, qui elles-mêmes constituent 16 % de la population itinérante générale. De surcroît, le dénombrement a révélé qu'elles sont généralement plus jeunes et plus susceptibles d'être accompagnées de leurs enfants. En outre, la violence conjugale et d'autres formes d'agressions sont souvent au premier rang des facteurs qui poussent ces femmes à la rue, des facteurs amplifiés par l'isolement des femmes et leur méconnaissance du système d'immigration et de la santé et des services sociaux.

Sur le terrain, les intervenantes rencontrées ont parlé d'une arrivée massive de femmes issues de l'immigration dans leurs ressources, particulièrement dans le quartier Côte-des-Neiges, un lieu important de résidence des personnes nouvellement arrivées. Malgré leur volonté à leur venir en aide, les travailleuses n'ont pas toujours le temps ni les outils nécessaires pour bien accompagner ces femmes, parfois sans statut, réfugiées ou en attente de recevoir leur résidence permanente, peinant à naviguer dans un système complexe alors qu'elles ne parlent souvent pas le français ou l'anglais. Pour les intervenantes rencontrées, il est primordial d'accueillir les femmes dans leur langue maternelle : une saine communication est à la base du rapport de confiance à construire. Pour cela, les travailleuses doivent être formées et avoir accès à davantage de fonds, par exemple pour des services d'interprétariat.

Possédant un très petit réseau social et souvent n'en ayant pas du tout dans leur nouvelle terre d'accueil, les femmes immigrantes en situation d'itinérance peuvent rapidement plonger dans une situation critique. C'est pour cette raison que les ressources plaident pour une réponse rapide à leurs besoins, par le biais d'interventions concertées. On insiste également pour qu'une veille soit instaurée pour s'assurer que les nouvelles venues, par exemple les réfugiées syriennes, ne sombrent pas dans l'extrême précarité. De nouvelles ressources financières doivent être allouées rapidement afin que ces femmes soient accompagnées et qu'elles évitent de prendre racine… dans la rue.

3.2 SUR LE TERRAIN

3.2.1 Des organismes et des femmes à bout de souffle

EN UN CLIN D'ŒIL

> Femmes en situation d'itinérance présentant des problèmes de santé mentale de plus en plus lourds

> Système incapable d'offrir une prise en charge psychologique ou psychiatrique de femmes en situation de vulnérabilité : pression accrue sur les ressources

> Intervenantes surmenées, ne se sentent pas entendues par les gouvernements

> Travailleuses souffrant de plus en plus de troubles de santé mentale liés à leur travail

> Pauvreté et aide sociale : facteur majeur d'arrivée à la rue pour les femmes, notamment les aînées

> Engorgement des ressources dû au manque de logements sociaux

Afin de prendre le pouls du terrain, le Conseil des Montréalaises est allé à la rencontre de celles qui travaillent aux côtés des femmes à risque ou en situation d'itinérance. Dans le cadre d'échanges informels, les intervenantes des organismes et des centres de femmes rencontrées ont dépeint un milieu en mal de reconnaissance et d'appui financier, porté à bout de bras par des intervenantes surmenées et fatiguées de sonner l'alarme. En effet, depuis les dix dernières années, les ressources d'hébergement pour femmes sont fréquemment en situation de débordement [14] et font face à une itinérance dont le portrait se complexifie, se durcit. En 2013, un sondage de la Table des groupes de femmes de Montréal révélait que 93,3 % des organismes avaient été contraints de refuser des femmes par manque de place. Par ailleurs, 76 % des répondantes à cette étude notaient une augmentation des femmes présentant un trouble de santé mentale dans leurs ressources respectives, tandis que 64 % affirmaient que les femmes aînées recouraient davantage à leurs services.

Ainsi, donc, les politiques néolibérales et l'effritement du filet social ont eu raison de plusieurs femmes en situation de pauvreté qui réussissaient autrefois à maintenir un niveau de vie minimal : elles ont désormais recours aux ressources d'hébergement, aux côtés d'autres femmes abandonnées par le système qui souffrent de problèmes de santé mentale ou de dépendances. À ce chapitre, les intervenantes rapportent des situations plus lourdes qu'autrefois, notamment à cause de la nature des drogues en circulation, beaucoup plus fortes et dommageables pour la santé physique et mentale des femmes qu'auparavant. Certaines situations critiques de femmes souffrant de troubles mentaux graves poussent

14 À titre d'exemple, selon l'organisme Le Chaînon, en 2015, seulement 2,5 % des demandes d'hébergement qui lui ont été faites ont reçu une réponse positive.

parfois les travailleuses à devoir interdire l'accès aux ressources par crainte de violences ou à devoir faire appel à UPS-Justice [15] pour éviter la judiciarisation. Les intervenantes estiment qu'il est impératif d'améliorer significativement les services offerts par le réseau de la santé et des services sociaux pour répondre aux besoins pressants des femmes quant à la santé psychologique et mentale.

L'aggravation des situations vécues par les femmes en situation de vulnérabilité a des échos également dans les centres de femmes, qui doivent composer avec la présence de nouvelles participantes : de plus en plus de femmes arrivent le ventre vide, demandent à se laver, à dormir, expriment d'autres besoins de base à combler. Par exemple, les petits biscuits durs servis habituellement aux femmes d'un centre ont dû être remplacés par des barres tendres molles car les nouvelles venues ont souvent une piètre dentition. Dans un autre centre, une boîte à seringues souillées a été installée pour la sécurité de toutes. Ainsi, certains centres de femmes situés dans des secteurs névralgiques deviennent des lieux de répit pour les femmes en situation de vulnérabilité qu'ils accueillent au meilleur de leurs capacités, et ce, bien que cela ne s'inscrive pas dans leur mission. Pour cela, ils ne bénéficient d'aucune ressource additionnelle.

Les travailleuses dénoncent l'arrivée de plus en plus massive de femmes âgées pauvres, dont certaines se retrouvent à la rue après une hospitalisation ou à la suite du décès de leur conjoint.e. Pour trop de femmes, âgées ou non, le montant versé d'aide sociale ou de solidarité sociale n'est plus suffisant pour louer un logement et s'alimenter. Rappelons qu'une femme sans contrainte à l'emploi reçoit un chèque d'aide sociale de 623 $ par mois. L'incapacité à avoir accès à un logement décent, salubre et sécuritaire pour les femmes est décrite par les travailleuses comme un facteur précipitant de nombreuses femmes à la rue ou les empêchant d'en sortir. Augmentation du prix du loyer, punaises de lit, agressions sexuelles par le propriétaire sont autant de problèmes auxquels les femmes font face. Si le logement social avec soutien communautaire est une solution durable, les places se font trop rares et il est urgent de remédier à la situation. Trop souvent, les femmes dans les ressources d'hébergement ou de logement transitoire ne sont pas en mesure d'obtenir un logement social permanent faute de place. Cette situation participe à l'engorgement des ressources, qui peinent à accueillir d'autres femmes nouvellement en situation d'itinérance. En outre, les travailleuses soulignent l'importance du soutien communautaire pour les femmes à risque ou en situation d'itinérance, une condition pour la stabilité résidentielle, selon elles. De l'avis des intervenantes, de nombreuses femmes auront toujours besoin de soutien communautaire pour assurer leur stabilité résidentielle; un tel soutien doit cesser d'être principalement envisagé comme « temporaire » par le gouvernement.

15 L'organisme se décrit comme un service conseil professionnel pour assister la Cour dans l'orientation clinique et légale des personnes accusées chez qui l'on soupçonne un problème de santé mentale.

De plus, de nombreuses femmes qui fréquentent les organismes sont mères, ayant conservé ou perdu la garde de leurs enfants. Ceci implique qu'elles entretiennent avec la Direction de la protection de la jeunesse (DPJ) des relations parfois complexes qui nécessitent de l'accompagnement centré sur le développement du pouvoir d'agir de la femme, de la mère. En outre, peu de ressources sont disponibles pour les femmes en situation d'itinérance avec enfants, dont les situations critiques sont amplifiées par la crainte de se voir retirer la garde de leurs enfants. Les femmes issues de l'immigration sont particulièrement vulnérables à ce propos car elles ne bénéficient pas d'un réseau social étendu.

Selon les intervenantes, les femmes qui utilisent les ressources ont tendance à ne pas se considérer itinérantes, bien qu'elles soient sans domicile fixe. En effet, leurs stratégies de survie se déploient souvent à l'abri des regards et hors de la rue : les travailleuses rapportent que les pratiques de *couchsurfing* ou d'échanges de services sexuels pour dormir à l'abri sont monnaie courante, voire en augmentation.

Si les intervenantes saluent l'instauration d'une halte-chaleur pour s'abriter par grands froids dans le centre-ville, elles déplorent que le personnel du service 311 ne soit pas à même de les informer de l'ouverture ou non de la halte. De plus, les travailleuses soulignent le caractère peu sécuritaire pour les femmes de telles installations, qu'elles préfèrent souvent ne pas fréquenter pour ne pas s'exposer aux violences d'hommes intoxiqués.

Toute l'année, et de façon plus intense en période hivernale, les places en hébergement sont insuffisantes. Dans certaines ressources, on ajoute des matelas sur le sol pour accueillir plus de femmes. Or, quand on sait que les femmes en situation de vulnérabilité manifestent des besoins d'intimité plus grands que les hommes, on peut penser que certaines femmes, après avoir essuyé de nombreux refus faute de place, optent pour des alternatives moins sécuritaires. De surcroît, les bailleurs de fonds qui soutiennent les organismes œuvrant auprès des femmes en situation d'itinérance auraient intérêt, tout en s'intéressant au taux d'occupation de certaines ressources, à tenir compte du nombre de refus [16]. Quand une femme dans le besoin se voit refuser l'accès à cinq ressources l'une après l'autre, il est fort possible que ces refus aient une incidence sur sa trajectoire.

Les personnes consultées ne sont pas inquiètes que pour les femmes de la rue. Dans les ressources, les intervenantes sont épuisées et souffrent de plus en plus de problèmes de santé mentale liés à leur travail. À l'instar des femmes en situation d'itinérance, les travailleuses ont l'impression que leurs actions sont invisibles aux gouvernements. Alors qu'on leur offre des formations pour comprendre l'itinérance, elles demandent plutôt du soutien clinique pour appuyer leur pratique.

Les défis demeurent donc immenses pour celles qui viennent en aide aux femmes en situation de vulnérabilité. Si la Ville de Montréal n'a que des pouvoirs partiels en matière d'itinérance, les femmes rencontrées espèrent que cette dernière continuera d'agir comme une alliée des organismes en portant les demandes du milieu aux paliers provincial et fédéral. De surcroît, les intervenantes souhaitent que la Ville agisse sur ce qu'elle contrôle et peut changer : on demande par exemple une tarification sociale pour faciliter le transport des personnes à faible revenu, dont les femmes et les hommes en situation de vulnérabilité et, surtout, une stratégie d'inclusion obligatoire de logements abordables dans de nouveaux projets, qui permette de créer beaucoup plus de logement social.

16 Si le nombre de refus n'est pas un indicateur à utiliser isolément car la même demanderesse pourrait être comptabilisée plusieurs fois par différentes ressources, il importe tout de même d'en tenir compte.

3.2.2 Ce qu'en disent les femmes directement concernées

EN UN CLIN D'ŒIL

- Expertise des femmes de la rue : incontournable et n'est pas prise en compte dans l'élaboration de programmes et de politiques qui les concernent
- Conditions de vie des femmes : extrêmement dures et marquées par la violence
- Besoin des femmes d'être accueillies « comme elles sont » et d'assouplir les codes de vie des ressources
- Difficulté à pratiquer le travail du sexe tout en fréquentant une ressource
- Femmes connaissent peu les ressources à leur disposition
- Victimes de discrimination, de harcèlement et d'abus de la part de policiers

Les personnes que nous avons rencontrées au cours de cet exercice ont dressé un portrait extrêmement dur des conditions de vie des femmes qui doivent survivre dans la rue. Il était essentiel pour le Conseil des Montréalaises de sonder l'expérience et l'expertise des femmes ayant vécu ou vivant une situation d'itinérance. Dans le cadre de cette démarche, les expériences partagées par les femmes à risque ou en situation d'itinérance ont un dénominateur commun : la violence. Violence conjugale avant ou dans la rue, violence d'un système qui crée des inégalités et offre peu de voies de sortie aux femmes de la rue, violence que l'on fuit parfois en développant un trouble de toxicomanie ou de santé mentale. Les femmes rencontrées ont évoqué l'importance pour elles d'être accueillies par les organismes d'aide, telles qu'elles sont, selon leurs capacités, leurs dépendances, leurs stratégies de survie. Pour certaines d'entre elles, les codes de vie stricts de certaines ressources témoignent des attentes démesurées du système à leur égard et rendent la sortie de la rue plus difficile. La conciliation ardue du travail du sexe avec l'hébergement et ses codes de vie à respecter demeure un enjeu important pour les femmes en situation de grande précarité. De manière générale, les femmes semblent peu au fait des ressources à leur disposition.

Leurs récits sont aussi marqués par des abus divers de la part des corps policiers, notamment de harcèlement prenant la forme de judiciarisation; les femmes disent avoir reçu des contraventions pour avoir « craché par terre », « jeté de la cendre par terre », « avoir traversé en diagonale dans une ruelle », entres autres. Certaines racontent se faire fouiller fréquemment leur sac à main et s'y faire prendre de l'argent ou casser leur pipe à crack. Peu importe le secteur, elles demeurent victimes de quolibets méprisants de la part des policiers et de la population en général. « Fais-tu du 2 pour 1? », aurait récemment demandé un policier à une des femmes interrogées pratiquant le travail du sexe.

Ces femmes ont partagé avec le CM certaines idées pour améliorer les conditions de vie des femmes en situation d'itinérance que nous avons tenté d'intégrer aux recommandations générales figurant en fin d'avis.

Ainsi, les femmes rencontrées ayant vécu une situation d'itinérance souhaitent que la Ville de Montréal :

- développe et offre une meilleure formation aux policières et aux policiers afin d'encourager l'ouverture et de réduire la répression des femmes en situation d'itinérance, entre autres des travailleuses du sexe;
- reconnaisse le besoin d'un centre de jour pour les femmes à risque ou en situation d'itinérance dans l'est de Montréal;
- facilite l'hygiène des femmes en mettant à leur disposition des douches non mixtes et sécuritaires ainsi que des toilettes publiques dans les parcs;
- facilite l'accès au transport en commun des femmes en situation de grande pauvreté, notamment en incitant la Société de transport de Montréal (STM) à offrir des billets gratuitement aux organismes qui travaillent auprès des personnes en situation de vulnérabilité;
- favorise l'accès à des événements culturels pour les femmes à faible revenu et élabore des activités culturelles gratuites ou à très faible coût.



Photo : Christine Bourgier

Une création du comité journal dans une des maisons du Réseau habitation femmes

L'INTERVENTION FÉMINISTE AUPRÈS DES FEMMES EN SITUATION D'ITINÉRANCE

Depuis des dizaines d'années, l'intervention féministe est une stratégie prisée par de nombreuses ressources montréalaises qui travaillent auprès des femmes à risque ou en situation d'itinérance. Selon ces ressources, il s'agit d'une réponse adaptée aux besoins de femmes confrontées à de multiples exclusions et qui permet d'aborder la marginalité dans toute sa complexité. De manière générale, l'intervention féministe propose de remettre en question les rapports de pouvoir qui traversent l'intervention en valorisant des rapports égalitaires où l'intervenante met de l'avant ce qu'elle partage avec la destinataire de l'intervention : son statut et son expérience de femme. Ce type d'intervention s'est particulièrement développé dans le champ de l'intervention en violence conjugale : les maisons d'hébergement pour femmes du Québec préconisent toutes cette approche, en y apportant chacune ses couleurs. Quatre principes guideraient la pratique de l'intervention féministe (Corbeil et Marchand, 2007) :

- reconnaître l'influence des structures et des institutions sociales dans la vie des femmes, ou « le privé est politique [17] »;
- se centrer sur le potentiel des femmes et reconnaître la valeur de leur expérience;
- favoriser des rapports égalitaires entre l'intervenante et la femme;
- s'engager à devenir un moteur de changement social.

Depuis les quinze dernières années, l'intervention féministe auprès des femmes marginalisées s'est grandement développée autour du concept d'intersectionnalité, lequel permet de tenir compte des différentes oppressions que peut subir une femme selon les catégories structurantes de l'identité racisée, du genre, de la classe, etc. L'intervention féministe dite « intersectionnelle » laisse donc aux femmes marginalisées la possibilité de discerner les oppressions qu'elles subissent, là où l'intervention féministe plus « traditionnelle » est critiquée pour sa tendance à hiérarchiser les oppressions et rendre difficile la prise en compte de récits alternatifs. À titre d'exemple, l'intervention féministe intersectionnelle peut être un outil de choix pour permettre aux femmes immigrantes d'exprimer elles-mêmes les violences et les discriminations qu'elles subissent afin de développer avec elles des stratégies appropriées de rétablissement et d'action sociale.

17 Ce principe sous-entend que les rapports de pouvoir dans la sphère domestique constituent des rapports de domination au même titre que ceux qui traversent la vie publique, voire que la sphère domestique constitue le lieu privilégié d'expression d'un système de domination favorisant la subordination des femmes.



4 RECOMMANDATIONS

Le Conseil des Montréalaises soumet à la Ville de Montréal ainsi qu'au protecteur des personnes itinérantes plusieurs recommandations abordant des enjeux majeurs qui affectent les conditions de vie des femmes à risque ou en situation d'itinérance. Tout en respectant les champs de compétence de l'Administration municipale, les membres du CM croient qu'elle peut adopter des orientations et faire des actions structurantes pour trouver des solutions concrètes et réalistes de lutte contre l'itinérance et la pauvreté, et soutenir les femmes se retrouvant à la rue et les organismes qui les accueillent.

ANALYSE DIFFÉRENCIÉE SELON LES SEXES

1 Que la Ville de Montréal intègre systématiquement une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+) en matière d'itinérance.

1.1 Que la Ville de Montréal adopte des orientations et des mesures qui en tiendront compte dans son prochain plan d'action en itinérance, en concertation avec les partenaires et en cohérence avec les démarches en cours au niveau régional (mise en place d'un plan d'action sur l'itinérance des femmes dans le cadre du Plan d'action intersectoriel en itinérance 2015-2020, recherche du Secrétariat à la condition féminine, etc.)

Le Conseil recommande à la Ville de Montréal et son protecteur des personnes itinérantes de :

1.2 Renforcer les capacités en ADS+ des actrices et des acteurs impliqués dans la lutte à l'itinérance.

1.2.1 Développer et dispenser une formation destinée aux ressources mixtes [18] communautaires pour introduire l'ADS+.

1.2.2 Développer une formation adaptée aux employé.es de la Ville de Montréal (corps policier, cols bleus, etc.) ainsi qu'aux élu.es municipaux.

1.3 Considérer les réserves exprimées par les organismes intervenant avec les femmes à risque ou en situation d'itinérance lors du dénombrement et s'assurer de tenir compte de l'itinérance cachée dans les réponses publiques apportées à la lutte contre l'itinérance et dans le choix de l'allocation des ressources.

LUTTE À LA PAUVRETÉ DES FEMMES

2 Que la Ville de Montréal mette en œuvre tous les moyens nécessaires pour favoriser l'accès à un revenu décent pour les femmes afin qu'elles subviennent à leurs besoins fondamentaux (logement, alimentation, soins de santé, transport, etc.). Pour ce faire, qu'elle assume un rôle de représentation actif en cette matière auprès du gouvernement du Québec.

18 Par ressources mixtes, nous entendons des organismes qui accueillent des femmes et des hommes. (logement, alimentation, soins de santé, transport, etc.). Pour ce faire, qu'elle assume un rôle de représentation actif en cette matière auprès du gouvernement du Québec.



Photo : Christine Bourgie

Le logement social avec soutien communautaire assure un toit sécuritaire, de qualité et abordable

LOGEMENT

3 Améliorer l'accès à un logement pour les femmes en situation d'itinérance ou à risque de le devenir.

3.1 Que la Ville de Montréal mette en œuvre les moyens nécessaires pour bonifier l'offre de logements sociaux avec soutien communautaire.

3.1.1 Recommandation tirée de l'avis de 2008

Que la Ville de Montréal s'assure que les unités construites répondent aux besoins des femmes :

1. que les unités soient de taille raisonnable (450 pieds carrés minimum), de type 2 ½ et 3 ½;
2. qu'elles soient sécuritaires et prioritairement non-mixtes;
3. qu'elles soient situées à proximité des services de première nécessité et du transport en commun;
4. qu'elles soient meublées et que les femmes y aient accès à un « kit de départ » pour combler leurs besoins de base (vaisselle, serviettes de bain, effets personnels pour elles et les enfants qui les accompagnent, etc.);
5. que les logements priorisés soient permanents, de manière à favoriser la stabilité résidentielle des femmes.

3.1.2 Que la Ville de Montréal agisse comme chef de file auprès des paliers fédéral et provincial pour valoriser un éventail de solutions en logement, transitoire et permanent, sans cantonner sa seule action dans l'approche « Logement d'abord ».

3.1.3 Que la Ville de Montréal continue ses représentations afin d'assurer la consolidation et la pérennisation du financement du soutien communautaire en logement social.

3.1.4 Que la Ville de Montréal rende obligatoire l'inclusion par les promoteurs immobiliers de logement social ou abordable dans toutes les nouvelles constructions de plus de 100 logements.

3.1.4.1 Que la Ville de Montréal prenne les mesures nécessaires afin que les promoteurs ne puissent pas contourner la stratégie d'inclusion en :

1. abaissant le nombre minimal de logements requis dans les projets immobiliers de façon à éviter un fractionnement des projets;
2. refusant d'octroyer aux promoteurs la possibilité de « monnayer » la stratégie d'inclusion, par exemple par le dépôt d'argent dans un fonds prévu à cet effet, de manière à s'assurer d'une mixité sociale dans tous les quartiers de Montréal.

3.1.4.2 Jusqu'à ce que l'inclusion devienne obligatoire, que la Ville de Montréal continue d'inciter les arrondissements à appliquer la stratégie d'inclusion dans la réalisation de projets sur leur territoire.

3.1.5 Que la Ville de Montréal crée une réserve de terrains et de bâtiments vacants afin que des organismes puissent développer des projets de logement et d'hébergement communautaires.

3.2 Que la Ville de Montréal favorise la protection des femmes locataires sur le marché privé, particulièrement celles en situation de vulnérabilité, notamment face aux situations de harcèlement ou d'agressions sexuelles.

3.2.1 Que la Ville de Montréal appuie les démarches pour l'instauration d'un registre des baux visant à contrer la hausse excessive des loyers sur le marché privé et à protéger les femmes locataires, particulièrement celles à faible revenu.

3.2.2 Que la Ville de Montréal fasse pression pour un meilleur accès à la Régie du logement par les locataires, entre autres dans les cas d'insalubrité des logements, particulièrement quand des enfants sont concernés.

3.2.3 Que la Ville de Montréal améliore sa rapidité d'action en matière d'inspection en santé et salubrité, que des délais d'action soient imposés aux propriétaires et que les amendes prévues dans le *Plan d'action de lutte à l'insalubrité des logements 2014-2017* soient appliquées de manière systématique.

FINANCEMENT

4 Que la Ville de Montréal réclame activement une part de financement adéquate pour Montréal dans les programmes sociaux et les budgets touchant à la prévention de l'itinérance auprès du gouvernement du Québec et du gouvernement fédéral.

4.1 Que la Ville de Montréal appuie l'augmentation et la récurrence du financement de la mission et des services de ressources d'hébergement et de logement diversifiées ainsi que des centres de femmes et des centres de jour qui viennent en aide aux femmes à risque ou en situation d'itinérance. Pour ce faire, qu'elle assume un rôle de représentation actif en cette matière auprès du gouvernement du Québec.

4.2 Que la Ville de Montréal diversifie ses programmes de subvention pour soutenir une variété de projets de lutte à l'itinérance des femmes.

AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE VIE

5 Que la Ville de Montréal améliore l'accès à des installations sécuritaires et non-mixtes pour les femmes à risque ou en situation d'itinérance et qu'elle favorise leur mobilité.

5.1 Que la Ville de Montréal construise des toilettes publiques gratuites dans les parcs.

5.2 Que la Ville de Montréal finance l'acquisition par les ressources de laveuses, de sécheuses, de matériel d'hygiène et la construction de douches.

5.3 Que la Ville de Montréal continue son implication dans l'implantation de sites d'injection supervisée (SIS).

5.4 Que la Ville de Montréal améliore l'ensemble du dispositif hivernal d'urgence, notamment en s'assurant de l'instauration à long terme de places supplémentaires d'hébergement et d'une meilleure communication des services et des ressources disponibles (à travers le service 311), notamment de l'ouverture de la halte-chaleur par grands froids.

5.5 Que la Ville de Montréal et la Société de transport de Montréal (STM) facilitent le déplacement des femmes à risque ou en situation d'itinérance en instaurant une tarification sociale qui permette une modulation des tarifs en fonction des revenus des femmes. En attendant l'instauration de cette tarification, que la STM s'engage à faire don de titres de transport aux organismes venant en aide aux femmes en situation de vulnérabilité.

5.6 Que la STM sensibilise tous ses agent.es de sécurité aux réalités vécues par les femmes de la rue, notamment les menaces plus grandes à leur sécurité.



Photo : Christine Bourgier

Atelier de jardinage avec des jeunes femmes, à Passages

JUDICIARISATION

6 Que la Ville de Montréal, avec le soutien du protecteur des personnes en situation d'itinérance, mette fin à la judiciarisation des femmes en situation d'itinérance; qu'elle leur assure un meilleur accès à la justice, notamment par le biais des programmes existants, valorise leur utilisation et fournisse l'accompagnement communautaire nécessaire.

6.1 Que la STM s'engage à réduire la judiciarisation des personnes en situation d'itinérance à l'intérieur de ses installations.

SOUTIEN DES FEMMES AUTOCHTONES

7 Que la Ville de Montréal et le SPVM améliorent leurs relations avec les membres des Premières Nations et les Inuit.

7.1 Que le SPVM crée un poste de conseillère ou conseiller autochtone en développement communautaire.

7.2 Que le SPVM favorise l'intervention de policières et de policiers autochtones auprès des femmes autochtones en situation d'itinérance.

SÉCURITÉ DES TRAVAILLEUSES DU SEXE

8 Que la Ville de Montréal renouvelle le *Plan d'action directeur sur la prostitution et la traite de personnes à des fins sexuelles 2014-2016* du SPVM en prenant en compte la situation particulière des femmes en situation d'itinérance et en prévoyant des actions pour améliorer la relation des policières et des policiers avec les travailleuses du sexe, tout en favorisant la cohabitation dans les quartiers où elles se trouvent.

8.1 Améliorer la formation des policières et des policiers en matière de pratiques adaptées à l'égard des femmes en situation d'itinérance et des travailleuses du sexe; valoriser auprès du corps policier des alternatives à la répression et à la judiciarisation, comme la réduction des méfaits ou l'accompagnement vers des services.

8.2 Consolider l'offre de services de proximité en matière de toxicomanie destinés aux travailleuses du sexe, entre autres le travail de rue, dans les quartiers où elles se trouvent.

8.3 Favoriser la cohésion sociale dans les quartiers où se trouvent les travailleuses du sexe en valorisant des initiatives citoyennes visant un meilleur vivre-ensemble et la déconstruction des préjugés.

8.4 Afin d'assurer une meilleure sécurité des travailleuses du sexe, instaurer un processus formel de traitement des plaintes, faciliter l'identification des clients violents, fournir un accompagnement communautaire dans le processus de dénonciation des abus, qu'ils soient perpétrés par des clients ou des policiers.

8.5 Favoriser le financement des organismes communautaires qui œuvrent auprès des travailleuses du sexe et des femmes en situation de prostitution.

5 CONCLUSION

Le Conseil des Montréalaises, à l'instar d'autres instances consultatives, rencontre le défi de suivre l'évolution des enjeux sur lesquels il dépose des recommandations auprès des élu.es de la Ville de Montréal. Ayant déposé un avis en 2008, le CM a souhaité mesurer le chemin parcouru, les obstacles toujours présents pour les femmes à risque ou en situation d'itinérance et pour les organismes qui les accompagnent. La démarche et les rencontres réalisées depuis 2015 ont permis d'entendre les préoccupations et les réalités des femmes ayant vécu des situations d'itinérance et des travailleuses des organismes. Leurs témoignages et leurs analyses ont alimenté les réflexions et l'analyse des membres du CM et permis de poser un regard féministe et très concret sur l'itinérance vécue par les femmes à Montréal. Les membres du CM souhaitent que cet avis éclaire des facettes de l'itinérance féminine laissées souvent dans l'ombre. Alors que la Ville de Montréal entreprend l'élaboration de son futur plan d'action en itinérance, elles soumettent un ensemble de recommandations et invitent la Ville à poser des actions structurantes qui soutiendront réellement les femmes et les organismes qui œuvrent auprès d'elles.



BIBLIOGRAPHIE

AMISTANI, C. (2005). « Femmes sans domicile et institutions; une visibilité ambiguë », *Les SDF. Visibles, proches, citoyens*, Paris : Presses Universitaires de France, 39-50.

BASKIN, C. (2007). « Aboriginal Youth Talk about Structural Determinants as the Causes of their Homelessness », *First Peoples Child and Familiy Review*, vol 3, no 3, p.31.

CONSEIL DES MONTRÉALAISES (2008). *Un toit pour toutes : une réponse à adapter!*, mémoire présenté à la Commission permanente du conseil municipal sur le développement culturel et la qualité du milieu devie sur l'étude publique *L'itinérance : des visages multiples, des responsabilités partagées*, Ville de Montréal. [http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/CONS_MONTREALAISES_FR/MEDIA/DOCUMENTS/CM_itinerance_2008.pdf]

CORBEIL, C. , ET I. MARCHAND (2007). *L'intervention féministe intersectionnelle : un nouveau cadre d'analyse et d'intervention pour répondre aux besoins pluriels des femmes marginalisées et violentées*, Montréal : Alliance des recherches IREF/Relais-Femmes, [https://unites.uqam.ca/arir/pdf/interventionfeminineintersectionnelle_marchand_corbeil.pdf].

CORRIVEAU, J., « Les ressources pour femmes itinérantes sont insuffisantes », *Le Devoir*, le 6 décembre 2014, [http://www.ledevoir.com/societe/actualites-en-societe/426019/les-ressources-pour-femmes-itinerantes-sont-insuffisantes].

DESJARDINS, G. (2015). *Un lieu à soi : une voie pour contrer la vulnérabilité et l'itinérance des femmes*, Mémoire (M.A.), Université du Québec à Montréal, [http://www.archipel.uqam.ca/7300/1/M13721.pdf].

DESSUREAULT, G. (2015). *Onze femmes inuit à Montréal : comprendre leur expérience d'itinérance et de sortie de rue*, Mémoire (M.A.), Université de Montréal, [https://papyrus.bib.umontreal.ca/xmlui/bitstream/handle/1866/12533/Dessureault_Genevieve_2015_memoire.pdf?sequence=2].

ECHENBERG, H., ET H. JENSEN (2012). *L'itinérance au Canada : définitions et recensements*, Bibliothèque du Parlement, [http://www.bdp.parl.gc.ca/content/lop/ResearchPublications/prb0830-f.pdf].

FOURNIER, L., M. OSTOJ, S. CHEVALIER, R. COURTEMANCHE ET N. PLANTE (2001). *Enquête auprès de la clientèle des ressources pour personnes itinérantes des régions de Montréal-Centre et de Québec, 1998-1999*, Québec, Institut de la statistique du Québec, 23, 116.

GOUVERNEMENT DU CANADA (2015). *Faits saillants de l'Étude nationale sur les refuges 2005-2014*, Emploi et développement social Canada, [http://www.edsc.gc.ca/fra/communautes/sans_abri/rapports/etude_refuges_2014.shtml].

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC (2009). *Pour leur redonner... un avenir : Plan d'action interministériel en itinérance 2010-2013*, [http://publications.msss.gouv.qc.ca/msss/fichiers/2009/09-846-01.pdf].

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC (2014). *Ensemble, pour éviter la rue et en sortir : Politique nationale de lutte à l'itinérance*, [http://publications.msss.gouv.qc.ca/msss/fichiers/2013/13-846-03F.pdf].

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC (2014). *Mobilisés et engagés pour prévenir et réduire l'itinérance : Plan d'action interministériel en itinérance 2015-2020*, [http://publications.msss.gouv.qc.ca/msss/fichiers/2014/14-846-02W.pdf].

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC (2015). *Agir ensemble, créer des solutions durables : Plan d'action intersectoriel en itinérancede la région de Montréal (2015-2020)*, Centre intégré universitaire de santé et des services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, [http://publications.santemontreal.qc.ca/uploads/tx_asssmpublications/Plan_d_action_regional_itinerance_MTL_2015-2020_FINAL_01.pdf].

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC (2015). *Structure de coordination intersectorielle en itinérance de la région de Montréal*, Centre intégré universitaire de santé et des services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, [http://www.rapsim.org/docs/Structure%20coordination%20itin%C3%A9rance%20mtl%202015.pdf].

KISHIGAMI, N. (2008). « Homeless Inuit in Montreal », *Études/Inuit/Studies*, 73-90, [https://www.erudit.org/revue/etudinuit/2008/v32/n1/029820ar.html?vue=biblio].

LABERGE, D., D. MORIN ET S. ROY (2000). « L'itinérance des femmes : les effets convergents de transformations sociétales », *L'errance urbaine*, 83-99.

LATIMER, E., J. MCGREGOR, M. URB ET C. MÉTHOT (2015). *Je compte MTL 2015 : Dénombrement des personnes en situation d'itinérance à Montréal le 24 mars 2015*, Institut universitaire en santé mentale Douglas, YCMA et Centre intégré universitaire de santé et des services sociaux de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal, [https://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/D_SOCIAL_FR/MEDIA/DOCUMENTS/RAPPORT_DENOMBREMENT_ITINERANCE_102015.PDF].

LATIMER, E., C. MÉTHOT ET C. ZHIRONG (2016). *Je compte MTL 2015 : Enquête complémentaire sur les personnes en situation d'itinérance à Montréal le 24 août 2015*, Institut universitaire en santé mentale Douglas, YWCA et Centre intégré universitaire de santé et des services sociaux de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal, [http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/page/d_social_fr/media/documents/rapport_enquete_complementaire_final_rev2.pdf].

LÉVESQUE, C., É. CLOUTIER ET A.-M. TURCOTTE (2013). *Caractéristiques et particularités de la condition itinérante chez les personnes autochtones : mieux comprendre pour mieux agir*, INRS, [http://www.reseaudialog.ca/Docs/ConditionItinranteAutochtoneMai2013.pdf].

LEWIS, C. (2016). *L'itinérance des femmes à Montréal – Les concepts et les approches*, Mouvement pour mettre fin à l'itinérance à Montréal, [http://www.mmfim.ca/litinerance-des-femmes-a-montreal-les-concepts-et-les-approches].

MENZIES, P. (2006). « Intergenerational Trauma and Homeless Aboriginal Men », *Canadian Review of Social Policy*, (58), 1-24.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX (2014). *L'itinérance au Québec – Premier portrait*, [http://publications.msss.gouv.qc.ca/msss/fichiers/2014/14-738-01W.pdf].

NOVAC, S., SERGE, L., EBERLE, M., & BROWN, J. (2002). *On Her Own: Young Women and Homelessness in Canada*. Ottawa:Canadian Housing and Renewal Association.
Retrieved from: http://publications.gc.ca/collections/Collection/ SW21-91-2002E.pdf

PATRICK, C. (2014). *Aboriginal Homelessness in Canada: A Literature Review*, Toronto : Canadian Homelessness Research Network Press.

REGROUPEMENT DE L'AIDE AUX ITINÉRANTS ET ITINÉRANTES DE QUÉBEC ET REGROUPEMENT DES GROUPES DE FEMMES DE LA RÉGION 03 (2008). *La spirale de l'itinérance au féminin : Pour une meilleure compréhension des conditions de vie des femmes en situation d'itinérance de la région de Québec*, sous la supervision scientifique de Lucie Gélineau, Québec, [http://raiiq.org/raiiq/images/recherches/La%20spirale%20de%20l'itin%C3%A9rance%20au%20f%C3%A9minin.pdf].

RÉSEAU D'AIDE AUX PERSONNES SEULES ET ITINÉRANTES DE MONTRÉAL (2016). *L'itinérance à Montréal : Au-delà des chiffres*, [http://rapsim.org/docs/Itin%C3%A9rance%20%C3%A0%20Montr%C3%A9al-version%20pdf.pdf].

ROBERGE-REMIGI, G. (2016). *La signification du chez-soi pour les femmes sans-abri : vers une théorisation ancrée du quotidien*, Mémoire (M.A.), Université du Québec à Montréal, [http://www.archipel.uqam.ca/8680/1/M14344.pdf].

RUTTAN, L., LABOUCANE-BENSON, P., & MUNRO, B. (2008). « A story I never heard before": Aboriginal young women, homelessness, and restoring connections », *Pimatisiwin: A journal of aboriginal and indigenous community health*, 6(3), 31-54.

SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE. *ADS*, [en ligne], [http://www.scf.gouv.qc.ca/index.php?id=29].

SPVM (2011). Des valeurs partagées, un intérêt mutuel : *Plan stratégique en matière de profilage racial et social* (2012-2014), Ville de Montréal, [https://www.spvm.qc.ca/upload/documentations/Plan_strategique_LOREZ.pdf].

TABLE DES GROUPES DE FEMMES DE MONTRÉAL (2012). *Mieux voir pour mieux agir : Non à l'itinérance des femmes*, Actes du forum des 20 et 21 mars 2012, [http://www.tgfm.org/files/actes-du-forum-sur-itinerance-des-femmes.pdf].

TABLE DES GROUPES DE FEMMES DE MONTRÉAL (2015). *L'itinérance des femmes, vers un meilleur partage des connaissances et des pratiques. Résultats du sondage auprès des groupes de femmes et des groupes communautaires travaillant auprès des femmes en situation d'itinérance ou à risque de le devenir dans la région montréalaise*, [http://www.tgfm.org/files/itinerance-des-femmes-2015.pdf].

VILLE DE MONTRÉAL (2007). *Projet de plan d'action intersectoriel en itinérance* (2007-2012), Comité de liaison en itinérance de Montréal, [http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/page/d_social_fr/media/documents/2007-05-15_Plan_daction_itinerance.pdf].

VILLE DE MONTRÉAL (2008). *L'itinérance : des visages multiples, des responsabilités partagées*, mémoire déposé à la Commission permanente du conseil municipal sur le développement culturel et la qualité du milieu de vie, Ville de Montréal, [http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/COMMISSIONS_PERM_V2_FR/MEDIA/DOCUMENTS/DOCCONSULTATION_20080410.PDF].

VILLE DE MONTRÉAL (2008). *Le leadership du gouvernement du Québec dans la lutte contre l'itinérance : une nécessité*, mémoire présenté lors de la consultation sur l'itinérance menée par la Commission des Affaires sociales, Ville de Montréal, [http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/page/d_social_fr/media/documents/3734133.pdf].

VILLE DE MONTRÉAL (2010). *Agir résolument pour contrer l'itinérance : Plan d'action ciblé en itinérance*, [http://ocpm.qc.ca/sites/ocpm.qc.ca/files/pdf/P66/4i2.pdf].

VILLE DE MONTRÉAL (2014). *Parce que la rue est une impasse : Plan d'action montréalais en itinérance 2014-2017*, [https://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/page/d_social_fr/media/documents/plan_action_itinerance_v3.pdf].

VILLE DE MONTRÉAL (2016). *Comptabilisation des unités effectuée au premier trimestre 2016, Document de travail*, Direction de l'habitation de la Ville de Montréal.

ANNEXE I : CHRONOLOGIE

2004	Création du Conseil des Montréalaises
2008	Consultation publique de la Ville de Montréal sur la question de l'itinérance et dépôt du mémoire *Un toit pour toutes : une réponse à adapter!* par le Conseil des Montréalaises
2008	Présentation du portrait *L'itinérance : des visages multiples, des responsabilités partagées* à la Commission permanente du conseil municipal sur le développement culturel et la qualité du milieu de vie
2008	Consultation sur l'itinérance menée par la Commission des affaires sociales et dépôt par la Ville de Montréal du mémoire *Le leadership du gouvernement du Québec dans la lutte contre l'itinérance : une nécessité*
2009	Adoption par le gouvernement du Québec de son *Plan d'action interministériel en itinérance 2010-2013 : Pour leur redonner un avenir*
2010	Lancement par la Ville de Montréal de son premier Plan d'action ciblé en itinérance 2010-2013 : *Agir résolument pour contrer l'itinérance*
2011	Début de la collaboration comme partenaire du Conseil des Montréalaises à la Table des groupes de femmes de Montréal (TGFM) sur la question de l'itinérance
2012	Forum *Mieux voir pour mieux agir : non à l'itinérance des femmes*, organisé par la TGFM
2014	Adoption par le gouvernement du Québec de la politique en itinérance *Ensemble pour éviter la rue et en sortir*
2014	Lancement par la Ville de Montréal de son deuxième plan d'action montréalais en itinérance 2014-2017 : *Parce que la rue est une impasse*
2014	*Plan d'action interministériel en itinérance 2015-2020 : Mobilisés et engagés pour prévenir et réduire l'itinérance*
2014	Publication du premier portrait national sur l'itinérance par le gouvernement du Québec
2015	Lancement du *Plan d'action intersectoriel (2015-2020) en itinérance de la région de Montréal : Agir ensemble, créer des solutions durables*
2015	Initiative *Je compte Montréal* : dénombrement, portrait des personnes en situation d'itinérance (24 mars 2015) et enquête complémentaire (24 août 2015)
2015	*Troisièmes États généraux de l'itinérance*
2015	Création d'un comité chargé de faire le suivi des recommandations du Conseil des Montréalaises
2015	Montréal accueille le congrès annuel de l'Alliance canadienne pour mettre fin à l'itinérance
2016	Annonce d'une commission d'enquête sur les femmes autochtones disparues ou assassinées
2016	Publication d'une *déclaration féministe sur l'itinérance des femmes* initiée par la TGFM et ses partenaires
2017	Dépôt d'un nouvel avis du Conseil des Montréalaises sur l'itinérance chez les femmes : *Voir l'invisible*

À venir :

Recherche du Secrétariat à la condition féminine sur les femmes en situation d'itinérance : *Mieux connaître le parcours des femmes en situation d'itinérance pour mieux agir* (2017)

ANNEXE II : DÉFINITION DE L'ADS+

ANALYSE INTERSECTIONNELLE ET DIFFÉRENCIÉE SELON LES SEXES

Depuis 2012, le Conseil des Montréalaises s'est engagé à pratiquer des analyses intersectionnelles et différenciées selon les sexes qui tiennent compte des discriminations croisées vécues par des femmes de diverses origines ou conditions.

L'analyse intersectionnelle et différenciée selon les sexes (ADS+) est une perspective permettant de développer des outils d'analyse et de gouvernance qui favorisent une vision éclairée des besoins des femmes et des hommes de différentes populations. L'ADS+ est un processus d'analyse qui vise à mettre en lumière les interactions entre le genre et d'autres différences sociales ou d'autres marqueurs identitaires tels que le statut socio-économique, le handicap, le statut autochtone ou l'ethnicité. C'est une forme d'analyse qui rejette le postulat selon lequel le genre est la seule forme valide de discrimination à combattre et qui reconnaît la complexité de l'identité et du statut pour les femmes et les hommes. L'objectif est de révéler l'existence de formes de discrimination basées sur la rencontre du genre et de ces autres distinctions (discriminations croisées), sans en présumer la présence ou l'absence. C'est un processus d'analyse qui favorise l'atteinte de l'égalité entre les personnes de toutes origines par la prise d'orientations et d'actions par les instances décisionnelles de la société, sur le plan local, régional et national. Elle a pour objet de discerner de façon préventive les effets distincts sur les femmes et les hommes – de divers statuts, origines et conditions – de l'adoption d'un projet à l'intention de l'ensemble des citoyennes et des citoyens. Cette analyse s'effectue au cours de l'élaboration, de la mise en œuvre, de l'évaluation et du suivi d'un projet. Dans certaines situations, l'ADS+ mènera à l'offre de mesures différentes aux femmes et aux hommes en vue de réduire les inégalités. Sa finalité est d'atteindre une égalité de fait. L'égalité est conçue comme une notion qui propose que les personnes de diverses origines et conditions aient des possibilités égales d'exercer pleinement leurs droits, d'exploiter leur potentiel ainsi que de contribuer à l'évolution politique, économique, sociale et culturelle tout en profitant également de ces changements [19].

19 Cette définition de l'ADS+ adoptée par le Conseil des Montréalaises s'inspire des définitions proposées de l'ADS par le Secrétariat à la condition féminine du gouvernement du Québec, des pratiques des mouvements féministes et des définitions de l'analyse comparative entre les sexes+ (ACS+) de Condition féminine Canada [http://www.cfc-swc.gc.ca/gba-acs/overview-apercu-fr.html].



Conseil des Montréalaises

ville.montreal.qc.ca

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 07.10

2017/03/27 13:00

(1)

Dossier # : 1167350001

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction , Division de la planification et du suivi environnemental
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 i) encourager la mise en œuvre du développement durable en tenant compte de l'évolution des connaissances et des pratiques dans ce domaine
Projet :	-
Objet :	Prendre connaissance de la position du comité exécutif sur les recommandations du Rapport de consultation publique de l'OCPM sur la réduction de la dépendance de Montréal aux énergies fossiles.

Il est recommandé :

1- D'approuver le document intitulé « Positions du comité exécutif sur les recommandations du rapport de l'OCPM sur la réduction de la dépendance aux énergies fossiles ».

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2017-03-03 13:54

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1167350001**
Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction , Division de la planification et du suivi environnemental
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 i) encourager la mise en œuvre du développement durable en tenant compte de l'évolution des connaissances et des pratiques dans ce domaine
Projet :	-
Objet :	Prendre connaissance de la position du comité exécutif sur les recommandations du Rapport de consultation publique de l'OCPM sur la réduction de la dépendance de Montréal aux énergies fossiles.

CONTENU

CONTEXTE

Le 6 mars 2015, un projet de pétition a été déposé au bureau du greffier aux fins de demander une consultation publique sur l'objet libellé comme suit : «Quelles initiatives concrètes, ambitieuses et réalisables les dirigeants de la Ville de Montréal sont-ils prêts à mettre en oeuvre afin de réduire notre dépendance aux énergies fossiles en virant vers des énergies propres, améliorant ainsi la santé et le bien-être des Montréalais présents et futurs et devenant ainsi un modèle municipal à l'échelle internationale?».
Après avoir analysé le projet de pétition, le greffier a transmis, le 20 mars 2015, une lettre confirmant la recevabilité du projet de pétition à la personne contact désignée et en a avisé le comité exécutif le 15 avril 2015. Ce dernier a résolu que l'OCPM serait mandatée pour tenir cette consultation publique sans la nécessité de rassembler les 15 000 signatures tel que prévu par la procédure du droit d'initiative (CE15 0704).

Cette consultation permet d'atteindre plusieurs objectifs dont :

- informer et sensibiliser les citoyens sur l'état de la situation en matière de consommation d'énergie fossile, incluant les secteurs émettant le plus de gaz à effet de serre (GES) qui devraient être abordés en priorité dans le cadre de la consultation;
- faire connaître les mesures de réduction de GES initiées par la Ville de Montréal;
- identifier de nouvelles pistes de solutions pour lutter contre les changements climatiques dans le contexte montréalais.

La première partie de la consultation a été lancée le 29 octobre 2015. Cette première partie consistait à recueillir les idées des citoyens par une consultation en ligne sur le site vertMtl.org et lors d'activités contributives auto-organisées, activités pour lesquelles l'OCPM fournissait une trousse « prêt-à-consulter ». Vingt et une activités rassemblant 319 participants ont été organisées (en date du 21 novembre) par des groupes très diversifiés.

La consultation en ligne permettait de proposer des défis et des solutions sur cinq thèmes différents, de voter pour ou contre ces propositions, d'argumenter sur ces propositions, de les partager sur les réseaux sociaux et de fournir des sources pour les appuyer. Elle a permis à 500 contributeurs d'effectuer 3 500 interventions en trois semaines.

Le 27 novembre, l'OCPM a publié la *Synthèse de la contribution citoyenne de la phase 1 de la consultation publique sur la réduction de la dépendance aux énergies fossiles* pour la remettre au Maire de Montréal avant son départ pour la Conférence de Paris sur les changements climatiques (COP21).

La deuxième partie de la consultation a été lancée lors de la soirée de reprise le 1er février 2016. Cette seconde partie consistait en un marathon créatif, ainsi qu'en une consultation publique traditionnelle avec dépôt de mémoires et présentations orales d'opinions. Six activités ont été organisées dans le cadre du marathon créatif et une soixantaine de personnes se sont engagées jusqu'à la fin du processus pour développer 18 projets, dont 12 d'entre eux ont été présentés lors du vernissage le 20 mars 2016. L'Office a également tenu sept séances d'audition des opinions. 85 mémoires et 7 présentations sans dépôt de mémoires ont été présentés à la commission.

Le rapport de la commission a été présenté le 15 juin 2016.

Le présent sommaire vise donc à répondre aux recommandations de l'OCPM sur la réduction de la dépendance aux énergies fossiles.

La Ville de Montréal a depuis adopté, révisé et actualisé plusieurs plans et stratégies touchant de près ou de loin à la réduction de la dépendance aux énergies fossiles (Stratégie d'électrification des transports, Plan de développement durable - Montréal Durable 2016-2020, Politique verte du matériel roulant 2016-2020). Pour d'autres, un suivi à court terme est prévu, comme le Plan de réduction des émissions de gaz à effet de serre de la collectivité montréalaise 2013-2020.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE15 1287 - 30 juin 2015 - mandater l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) pour tenir une consultation publique en 2015 sur les initiatives concrètes, ambitieuses et réalisables que la Ville de Montréal pourrait mettre en oeuvre afin de réduire notre dépendance aux énergies fossiles.
CE15 0704 - 15 avril 2015 - prendre acte de la réponse transmise par le greffier de la Ville, le 20 mars 2015, sur la recevabilité d'un projet de pétition et mandater le Service de l'environnement pour préparer un dossier décisionnel visant à ce que le comité exécutif puisse officiellement mandater l'Office de consultation publique de Montréal pour tenir une consultation sur ce sujet.

DESCRIPTION

Le rapport contient 15 recommandations. Afin de répondre au mandat, la commission a tenté d'identifier les grands domaines d'activité propices à une réduction significative des énergies fossiles, de dégager des perspectives porteuses et des initiatives concrètes à insérer dans les politiques de la Ville ou en cohérence avec ses responsabilités et, finalement, de mettre en lumière les efforts que les citoyens eux-mêmes sont prêts à consentir pour favoriser l'atteinte d'objectifs ambitieux en la matière et la façon dont la Ville pourrait soutenir cette volonté.
Pour réaliser une véritable transition énergétique, la commission conclut que quatre thématiques doivent s'ériger en principes dans toutes les actions et politiques de la Ville :

- La Ville doit se doter de mesures et d’indicateurs performants pour suivre les progrès de ses plans et politiques, ainsi que se donner une obligation de rendre des comptes à la population de façon périodique pour développer une culture du succès;
- La Ville doit favoriser en priorité les actions qui permettent de changer le paradigme du tout-à-l’auto et d’aménager une ville moins dépendante des énergies fossiles;
- La Ville doit développer des mécanismes et exercer un leadership fort afin de permettre de financer la transition énergétique;
- La Ville doit devenir exemplaire dans ses pratiques et sa propre gestion afin de devenir un modèle pour les Montréalais et ses partenaires, d’imprimer le mouvement et d’appuyer la mobilisation de la collectivité dans tous les domaines où la réduction de la consommation des énergies fossiles est possible.

Ce sommaire présente donc la position du comité exécutif aux recommandations de l'Office de consultation publique de Montréal sur la réduction de la dépendance de Montréal aux énergies fossiles (voir tableau Positions du comité exécutif sur les recommandations du rapport de l'OCPM sur la réduction de la dépendance aux énergies fossiles).

JUSTIFICATION

Le rapport de la commission fait état de 15 recommandations et confirme que la réduction de la dépendance aux énergies fossiles est une préoccupation. Elles sont représentatives des grandes sources d'émissions de gaz à effet de serre et viennent rejoindre les pistes d'actions énoncées dans d’autres consultations, politiques ou plans de la Ville. Ceci démontre une concordance des orientations de la ville de Montréal avec les recommandations visant la réduction de la dépendance aux énergies fossiles.
La consultation publique a démontré que la réduction de la dépendance aux énergies fossiles s’insère dans une action plus vaste qui touche la réduction des gaz à effet de serre (GES) et la lutte aux changements climatiques. Une mine de renseignements et de références ont été rassemblés. De plus, le processus de consultation constitue un succès en soi, puisque l’OCPM a introduit des moyens novateurs pour aller chercher l’apport des citoyens en élaborant une plateforme collaborative où les gens pouvaient directement s’exprimer et en appelant la communauté d’innovation (start-up) à participer à la démarche à travers le marathon créatif (hackathon).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Aucun

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le mandat de l'OCPM s'inscrit directement en lien avec le 1er défi du troisième plan de développement durable (Montréal Durable 2016-2020), soit Montréal, Sobre en carbone. Cette consultation publique portait, entre autres, sur deux des priorités de ce plan, dont la réduction des émissions de GES et la dépendance aux énergies fossiles.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Aucun

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Aucun

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Gilles DUFORT, Service de la mise en valeur du territoire
Philippe SAINT-VIL, Service du matériel roulant et des ateliers
André CAZELAIS, Service de la gestion et de la planification immobilière
Daniel HODDER, Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal
Danielle LUSSIER, Direction générale
Jean J THERRIEN, Direction générale
Marie-Pierre ROUETTE, Direction générale
Monique TESSIER, Service de la mise en valeur du territoire
Luc DENIS, Service de la diversité sociale et des sports
Benoit CHAMPAGNE, Service des infrastructures_voirie et transports

Lecture :

Marie-Pierre ROUETTE, 28 novembre 2016
Danielle LUSSIER, 25 novembre 2016
Philippe SAINT-VIL, 25 novembre 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sébastien WAGNER
Ingenieur - chef d'équipe - Changements climatiques et projets spéciaux

Tél : 514 280-8668
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-11-25

Marieke CLOUTIER
Chef de division Planification et suivi environnmental

Tél : 514-872-6508
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Pierre GRAVEL
Chef de division planification et operations (gest mat residuelles)
Tél : 514 872-4404
Approuvé le : 2017-03-02

MISE EN CONTEXTE

Le 6 mars 2015, un projet de pétition a été déposé au bureau du greffier aux fins de demander une consultation publique sur l'objet libellé comme suit :

> *Quelles initiatives concrètes, ambitieuses et réalisables les dirigeants de la Ville de Montréal sont-ils prêts à mettre en œuvre afin de réduire notre dépendance aux énergies fossiles en virant vers des énergies propres, améliorant ainsi la santé et le bien-être des Montréalais présents et futurs et devenant ainsi un modèle municipal à l'échelle internationale?*

Après avoir analysé le projet de pétition, le greffier a transmis, le 20 mars 2015, une lettre confirmant la recevabilité du projet de pétition à la personne-ressource désignée et en a avisé le comité exécutif le 15 avril 2015. Ce dernier a résolu que l'OCPM serait mandatée pour tenir cette consultation publique sans la nécessité de rassembler les 15 000 signatures comme prévu par la procédure du droit d'initiative (CE15 0704).

Cette consultation permet d'atteindre plusieurs objectifs dont :

- informer et sensibiliser les citoyens sur l'état de la situation en matière de consommation d'énergie fossile, incluant les secteurs émettant le plus de gaz à effet de serre (GES) qui devraient être abordés en priorité dans le cadre de la consultation;
- faire connaître les mesures de réduction de GES initiées par la Ville de Montréal;
- identifier de nouvelles pistes de solutions pour lutter contre les changements climatiques dans le contexte montréalais.

La première partie de la consultation a été lancée le 29 octobre 2015. Cette première partie consistait à recueillir les idées des citoyens par une consultation en ligne sur le site vertMtl.org et lors d'activités contributives auto-organisées, activités pour lesquelles l'OCPM fournissait une trousse « prêt-à-consulter ». Vingt-et-une activités rassemblant 319 participants ont été organisées par des groupes très diversifiés. La consultation en ligne permettait de proposer des défis et des solutions sur cinq thèmes différents, de voter pour ou contre ces propositions, d'argumenter sur ces propositions, de les partager sur les réseaux sociaux et de fournir des sources pour les appuyer. Elle a permis à 500 contributeurs d'effectuer 3 500 interventions en trois semaines.

Le 27 novembre, l'OCPM a publié la *Synthèse de la contribution citoyenne de la phase 1 de la consultation publique sur la réduction de la dépendance aux énergies fossiles* pour la remettre au Maire de Montréal avant son départ pour la Conférence de Paris sur les changements climatiques (COP21). La deuxième partie de la consultation a été lancée lors de la soirée de reprise le 1er février 2016. Cette seconde partie consistait en un marathon créatif, ainsi qu'en une consultation publique traditionnelle avec dépôt de mémoires et présentations orales d'opinions. Six activités ont été organisées dans le cadre du marathon créatif, une soixantaine de personnes se sont engagées jusqu'à la fin du processus pour développer 18 projets, dont 12 projets ont été présentés lors du vernissage le 20 mars 2016. L'Office a également tenu sept séances d'audition des opinions. 85 mémoires et 7 présentations sans dépôt de mémoires ont été présentés à la commission.

Le rapport de la commission a été présenté le 15 juin 2016. Le rapport contient 15 recommandations. Afin de répondre au mandat, la commission a tenté d'identifier les grands domaines d'activité propices à une réduction significative des énergies fossiles, de dégager des perspectives porteuses et des initiatives concrètes à insérer dans les politiques de la Ville ou en cohérence avec ses responsabilités et, finalement, de mettre en lumière les efforts que les citoyens eux-mêmes sont prêts à consentir pour favoriser l'atteinte d'objectifs ambitieux en la matière et la façon dont la Ville pourrait soutenir cette volonté.

Pour réaliser une véritable transition énergétique, la commission conclut que quatre thématiques doivent s'ériger en principes dans toutes les actions et politiques de la Ville :

- La Ville doit se doter de mesures et d'indicateurs performants pour suivre les progrès de ses plans et politiques, ainsi que se donner une obligation de rendre des comptes à la population de façon périodique pour développer une culture du succès;
- La Ville doit favoriser en priorité les actions qui permettent de changer le paradigme du tout à l'auto et d'aménager une ville moins dépendante des énergies fossiles;
- La Ville doit développer des mécanismes et exercer un leadership fort afin de permettre de financer la transition énergétique;
- La Ville doit devenir exemplaire dans ses pratiques et sa propre gestion afin de devenir un modèle pour les Montréalais et ses partenaires, d'imprimer le mouvement et d'appuyer la mobilisation de la collectivité dans tous les domaines où la réduction de la consommation des énergies fossiles est possible.

POSITIONS DU COMITÉ EXÉCUTIF SUR LES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT DE L'OCPM SUR LA RÉDUCTION DE LA DÉPENDANCE AUX ÉNERGIES FOSSILES

Ce sommaire présente donc la position du comité exécutif aux recommandations de l'Office de consultation publique de Montréal sur la réduction de la dépendance de Montréal aux énergies fossiles.

Par ailleurs, la Ville de Montréal a depuis adopté, révisé et actualisé plusieurs plans et stratégies touchant de près ou de loin à la réduction de la dépendance aux énergies fossiles :

Date d'adoption	Dossier
décembre 2016	Règlement relatif au stationnement des véhicules en libre-service (16-054)
décembre 2016	Inventaire des émissions de GES de la collectivité montréalaise de l'année 2013
novembre 2016	Politique verte du matériel roulant
juin 2016	Montréal durable 2016-2020
juin 2016	Stratégie d'électrification des transports 2016-2020
juin 2016	Politique de stationnement
Juin 2009	Politique de développement durable pour les édifices de la Ville de Montréal

Pour d'autres, un suivi à court terme est prévu, comme le Plan de réduction des émissions de gaz à effet de serre de la collectivité montréalaise 2013-2020.

Enfin, la ville a également lancé les consultations publiques suivantes, en lien avec certains enjeux soulevés par l'Office de consultation publique de Montréal sur la réduction de la dépendance de Montréal aux énergies fossiles, auxquelles le comité exécutif émettra ou a déjà émis ses positions:

Date d'octroi des mandats de consultation	Dossier	Commission responsable du dossier	Progrès
octobre 2016	l'aménagement des bâtiments dans une perspective de développement durable	Commission sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs	- Analyse des mémoires toujours en cours - Rapport de la commission à venir au printemps 2017
janvier 2016	Projet de politique de stationnement	Commission sur les transports et travaux publics	- Rapport de la commission déposé au conseil municipal le 16 mai 2016 et au conseil d'agglomération le 19 mai 2016. - Réponses du conseil exécutif émises le 20 juin 2016
juin 2015	Réduction de la dépendance aux énergies fossiles	OCPM	- Rapport de l'office publié le 15 juin 2016
mars 2015	Mesures administratives, fiscales ou incitatives en vue d'accroître l'utilisation du transport collectif et actif par les employés de la Ville de Montréal, pour les déplacements domicile-travail	Commission sur les transports et travaux publics	- Rapport déposé au conseil municipal le 20 juin 2016. - Réponses du conseil exécutif à venir au printemps 2017
mars 2014	Plan d'action canopée 2012-2021 et sur l'infestation de l'agrile du frêne	Commission sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs	- Rapport déposé au conseil municipal le 26 mai 2014 et au conseil d'agglomération le 29 mai 2014 - Réponses du conseil exécutif émises le 15 décembre 2014

RECOMMANDATION N°1

Recommandation	Positions du CE
La commission recommande que la Ville de Montréal développe une culture de transparence, de collecte de données et d'information, notamment :	Le CE se prononce en faveur avec les principes d'amélioration de la transparence, qui vont dans le sens des mesures déjà mises de l'avant par la Ville, notamment la politique de données ouvertes, l'accessibilité en ligne des indicateurs de performance de la Ville et ses obligations de déclarer annuellement ses progrès en matière de changements climatiques découlant de son engagement auprès du *Global Covenant of Mayors for Climate & Energy*.
• en produisant régulièrement des suivis et des bilans de ses nombreux plans et politiques;	Le CE se prononce en faveur avec le principe de la production régulière des suivis des bilans, plans d'action et politiques. Le Service de l'environnement produira annuellement ses progrès en matière de changements climatiques sur la plateforme du *Carbon Disclosure Project* (CDP). Ces déclarations annuelles font, entre autres, partie des conditions permettant le maintien de l'adhésion de la Ville au sein du *Global Covenant of Mayors for Climate & Energy* et du regroupement C40. Par ailleurs, le Bureau du développement durable de la Ville de Montréal publiera un premier bilan du plan Montréal durable 2016-2020 en 2018 et un bilan final en 2020. Ces bilans porteront sur les états d'avancement des cibles collectives de certains plans et politiques de la Ville (comme par ex. les émissions de GES, l'indice de canopée et les matières résiduelles) et des indicateurs du plan d'action de l'administration municipale. Le Service de la Gestion et de la planification immobilière (SGPI) mettra éventuellement en ligne un bilan des projets LEED de son portefeuille dont l'accréditation a été reconnue ou est en cours de reconnaissance. Il mettra aussi en ligne la liste des projets rendus à divers stades de planification ou de construction.
• en développant des indicateurs faciles à comprendre pour les citoyens, les élus et les fonctionnaires;	Le CE se prononce en faveur du développement d'indicateurs faciles à comprendre pour les citoyens, les élus et les fonctionnaires.. Le Bureau du développement durable de la Ville de Montréal publiera un premier bilan du plan Montréal durable 2016-2020 en 2018 et un bilan final en 2020 incluant des indicateurs faciles à comprendre. Ces bilans porteront sur les états d'avancement des cibles collectives de certains plans et politiques de la Ville (comme par ex. les émissions de GES, l'indice de canopée et les matières résiduelles) et des indicateurs du plan d'action de l'administration municipale.
• en y consacrant les ressources professionnelles, techniques et financières nécessaires.	Le CE alloue déjà des ressources substantielles pour la collecte d'information et la production de bilans et indicateurs au Service de l'environnement, au Bureau du développement durable et à l'ensemble des services et arrondissements sollicités lors de la collecte de données. Le CE continuera d'évaluer et de réviser les ressources jugées nécessaires pour mener à bien les engagements de la Ville et allouera de nouvelles ressources lorsque jugées nécessaires.

RECOMMANDATION N°2

Recommandation	Positions du CE
La commission est d'avis que la réduction de l'attractivité de l'automobile individuelle constitue l'un des premiers chantiers auquel la Ville de Montréal doit s'attaquer, et ce, particulièrement dans les quartiers centraux. Pour y parvenir, elle recommande que l'offre d'alternatives soit accélérée, en commençant par les actions suivantes :	Le CE se prononce en faveur avec les principes de réduction de l'attractivité de l'automobile individuelle, qui trouve écho dans de nombreux plans et projets de la Ville de Montréal, notamment le Plan de transport, la Politique de stationnement et le plan de réduction des émissions GES de la collectivité Montréalaise 2013-2020.
• définir une cible de réduction du nombre de places de stationnement destinées à l'auto individuelle;	La ville de Montréal a adopté une nouvelle Politique de Stationnement en juin 2016. Par l'application de cette politique, la ville entend dorénavant gérer le stationnement de façon stratégique afin de réduire la dépendance à l'auto, sans pour autant nuire au dynamisme économique et à l'atteinte de ses objectifs en matière de développement durable. Le CE continuera à faire le suivi de la gestion du stationnement suivant la vision préconisée dans sa politique de stationnement et ajustera les paramètres de celle-ci lorsque jugé nécessaire.
• faciliter et accélérer le développement de l'offre de l'autopartage et lui réallouer plus de places de stationnement;	Le CE est favorable au développement de l'autopartage et à l'allocation de places de stationnement qui lui sont destinées. Dans sa Politique de stationnement, la Ville propose aussi l'implantation de « Pôles de mobilité durable » qui visent à rééquilibrer l'occupation du domaine public en accordant plus de places aux modes alternatifs à l'auto traditionnelle comme l'autopartage, les véhicules en libre-service, les véhicules électriques, les BIXI, etc. Aussi, est entré en vigueur le 22 décembre 2016, le règlement relatif au stationnement des véhicules en libre-service (16-054) qui définit les modalités de l'émissions de vignettes universelles et le déploiement graduel des véhicules en libre-service (VLS) électriques. Le CE continuera à faire le suivi de la gestion du stationnement offerts aux modes alternatifs à l'auto suivant la vision préconisée dans sa politique de stationnement et ajustera le nombre de places destinées à ceux-ci lorsque nécessaire.
• inciter les arrondissements à adopter leur plan local de déplacements et les employeurs à adopter des plans de gestion des déplacements, en s'inspirant du règlement en vigueur dans l'arrondissement de Saint-Laurent;	Le CE se prononce en faveur d'inciter les arrondissements, qui ne l'ont pas déjà fait, à adopter leur plan local de déplacements, en plus de mesures et politiques déjà en place. Dans leur exercice d'élaboration des plans d'action locaux de développement durable, les arrondissements et villes liés sont encouragés à adopter un Plan local de déplacements d'ici 2020. Le CE se prononce également en faveur d'inciter les employeurs ou leurs représentants (ex : Chambre de commerce du Montréal métropolitain) à adopter des plans de gestion des déplacements suivant les objectifs principaux du Plan de transport de la Ville de Montréal et de les assister.
• exercer le leadership politique de la Ville au sein de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) et auprès du ministère des Transports du Québec (MTQ) pour convertir des voies sur le réseau autoroutier en milieu urbain en faveur, entre autres, du covoiturage.	Le CE est favorable à l'augmentation du nombre de tronçons dotés de voies réservées pour le transport en commun et aux covoitureurs sur les axes autoroutiers en milieu urbain qui vont dans le sens des objectifs du Plan de transport de la Ville de Montréal. Le CE réitérera les propositions de son plan de transport aux instances de la CMM et au ministère des Transports, Mobilité durable et de l'Électrification des transports.

RECOMMANDATION N°3

Recommandation	Positions du CE
La commission estime que la Ville de Montréal doit mieux penser son aménagement, freiner l'étalement urbain, soutenir la mixité des usages et planifier des quartiers complets, denses et conviviaux, en priorisant notamment les actions suivantes :	Le CE se prononce en faveur du principe d'amélioration de l'aménagement de la ville de façon à réduire la dépendance aux énergies fossiles, qui va dans le sens de son plan d'urbanisme et schéma d'aménagement et de développement. Par ailleurs, le CE juge que les mesures en place sont suffisantes et ne prévoit pas la mise en œuvre de mesures supplémentaires.
• exercer des pressions sur le gouvernement du Québec pour la mise en place de redevances ou de taxes qui internalisent le coût réel des projets de construction en zones non urbanisées et mal desservies par le transport en commun;	La Ville de Montréal a déjà le pouvoir d'exiger, sur son territoire, toute redevance permettant de contribuer au financement du régime de règlementation. Ce pouvoir vient d'être accordé à la Ville de Québec et il est probable qu'il sera également offert à l'ensemble des municipalités dans le cadre du projet de loi à venir sur les gouvernements de proximité.
• développer en priorité les « dents creuses » en simplifiant et facilitant les procédures pour l'obtention de permis de construction sur ces parcelles;	Le comité exécutif reconnaît l'importance de consolider les quartiers déjà desservis en services et infrastructures par l'aménagement ou la construction des « dents creuses ». En ce sens, le CE s'assurera que la situation soit documentée ainsi que les mesures propices à favoriser et soutenir la construction de ces parcelles.
• interdire la construction de stationnements étagés et permettre la réduction du nombre de places de stationnement requis dans les nouvelles constructions dans les quartiers centraux bien desservis par le transport en commun;	D'abord, en ce qui concerne l'interdiction de la construction de stationnements étagés, la réglementation de zonage ne permet la construction d'un stationnement étagé dans un bâtiment que s'il est occupé par un autre usage, comme des bureaux et seulement pour satisfaire les besoins de cet usage. Les exigences en matière de stationnement sont donc toujours liées à un usage autorisé dans un bâtiment. Ainsi, un bâtiment abritant uniquement un stationnement autonome étagé ne peut être construit conformément à la plupart des règlements de zonage en vigueur. Par ailleurs, la Politique de stationnement adoptée en juin 2016 aborde cette question en prévoyant la possibilité de construction de stationnements en structure dans la mesure où ils devront répondre à certaines conditions, en fonction des besoins et des situations particulières des secteurs visés, notamment au centre-ville. Ces nouvelles constructions devront s'insérer harmonieusement dans le cadre bâti. Ces stationnements, qu'ils soient étagés ou souterrains, ne seraient implantés que là où cela est pertinent et économiquement rentable, et après que toutes autres solutions alternatives soient examinées comme la mutualisation du stationnement. Ensuite, concernant la permission de réduire le nombre de places de stationnement requis dans les nouvelles constructions dans les quartiers centraux bien desservis par le transport en commun, la réglementation de zonage limite déjà ce nombre de places dans les quartiers centraux et ailleurs. Ceci conformément au Plan d'urbanisme qui exige de prévoir un maximum de places dans un rayon de 500 mètres d'une gare ou d'une station de métro, sauf pour un usage résidentiel, l'objectif étant de limiter l'utilisation de l'automobile dans la ville. Les expériences passées révèlent que de limiter le stationnement dans les habitations, non seulement ne diminuent pas l'utilisation de la voiture en ville, mais en plus crée un problème de rareté de stationnement sur les rues.
• soutenir davantage, par ses outils fiscaux ou règlementaires, une offre variée de services et de commerces de proximité;	Le CE se prononce en faveur avec le principe d'augmenter le soutien au développement commercial de proximité, qui va dans le sens des dispositions du programme PRAM-Commerce. Des mesures de compensations destinées aux commerçants affectés par des travaux majeurs réalisés sur une rue commerciale ont notamment été mises en place.
• préserver les usages commerciaux aux rez-de-chaussée sur les artères commerciales;	Le CE se prononce en faveur avec le principe de préservation des usages commerciaux aux rez-de-chaussée, tel que prévu dans le plan d'urbanisme 2004. Par ailleurs, le CE juge que les mesures en place sont suffisantes et ne prévoit pas la mise en œuvre de mesures supplémentaires.

Recommandation	Positions du CE
• accélérer les efforts de verdissement de la Ville, incluant le long des voies de circulation.	La ville de Montréal, depuis l'adoption de son plan d'action canopée 2012-2021 en 2012, dont le premier objectif est l'augmentation de l'indice canopée de 5 points de pourcentage, a augmenté les budgets consentis à sa mise en œuvre, le faisant passer de 1,7 M$ en 2012 à 12 M$ en 2016, ce qui témoigne de l'accélération des efforts consentis en ce qui concerne le verdissement. De plus, il est prévu au plan d'action canopée 2012-2021 de faire un suivi de l'indice de canopée en 2017, où les progrès par secteurs visés feront l'objet d'un suivi. Par la suite, la Ville sera en mesure de réévaluer les besoins et les secteurs prioritaires pour le maintien de l'indice canopée et l'atteinte des objectifs de son plan d'action, en prenant en compte le contexte de l'infestation de l'agrile du frêne.

RECOMMANDATION N°4

Recommandation	Positions du CE
La commission recommande que la Ville de Montréal exerce son influence auprès du gouvernement du Québec pour débloquer des fonds, notamment via le Fonds vert, afin d'améliorer en priorité l'offre de services d'autobus et de métro.	Le CE se prononce en faveur avec le principe d'améliorer les modes de financement du transport en commun, qui va dans le sens des efforts de sensibilisation concernant le financement du transport en commun effectué par la Ville de Montréal depuis plusieurs années, en plus de ses propres engagements financiers.

RECOMMANDATION N°5

Recommandation	Positions du CE
La commission recommande que la Ville de Montréal fasse preuve d'exemplarité et qu'elle imprime un nouvel élan à la collectivité, en priorisant les actions suivantes :	Le CE se prononce en faveur avec le principe d'exemplarité et de leadership au sein de la collectivité.
• transformer son parc de véhicules légers pour qu'il soit, à terme, majoritairement composé de véhicules électriques;	Le CE se prononce en faveur avec le principe de l'électrification de son parc de véhicules légers, qui va dans le sens des objectifs de sa Politique verte du matériel roulant 2016-2020. Le CE réévaluera la nécessité d'intensifier les efforts d'électrification après la réalisation des mesures prévues à sa Politique.
• adopter des plans de gestion des déplacements pour tous ses sites d'emploi regroupant plus de 50 employés;	Le CE a mandaté en mars 2015 la Commission sur le transport et les travaux publics à étudier les mesures administratives, fiscales ou incitatives en vue d'accroître l'utilisation du transport collectif et actif des employés de la Ville de Montréal pour les déplacements Domicile-travail. La commission a déposé son rapport au conseil municipal en juin 2016. Plusieurs des recommandations faites par la commission visent des enjeux similaires à ceux soulevés par l'OCPM lors de la présente consultation. Le CE formulera ses positions face aux recommandations de la Commissions au printemps 2017.
• mettre fin progressivement au stationnement gratuit pour ses employés;	
• doter l'ensemble de ses immeubles de stationnements pour vélos sécuritaires et bien aménagés;	
• introduire, quand c'est possible, le télétravail pour ses employés;	
• modifier ses appels d'offres afin d'y inclure des mesures favorisant la réduction de la consommation d'énergies fossiles, les principes de l'économie circulaire et la considération des coûts environnementaux;	Dans le cadre de Montréal durable 2016-2020, le Service de l'approvisionnement, en collaboration avec le Bureau du développement durable, s'est doté d'un plan d'action dont un des volets comporte une révision et une actualisation des pratiques et des outils de l'appareil municipal en matière d'approvisionnement responsable. Cette actualisation sera accompagnée d'un plan de formation des employés et permettra d'améliorer les processus et les performances de la Ville de Montréal en matière d'approvisionnement responsable.
• encourager l'innovation dans l'entretien, la rénovation et la construction des bâtiments municipaux et faire connaître ses initiatives et ses succès.	Le 17 mai 2016, le conseil municipal de la Ville de Montréal a mandaté la Commission sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs pour organiser une consultation publique dans le but de formuler des recommandations quant à l'adoption d'un règlement montréalais permettant le verdissement optimal du cadre bâti sous la responsabilité de la Ville de Montréal et les mesures innovantes pour des bâtiments durables, après avoir recensé l'expérience d'autres villes et les meilleures pratiques des arrondissements montréalais en matière de règlementation sur les bâtiments durables. L'exercice de consultation publique s'est tenu au cours des mois d'octobre et de novembre 2016. L'analyse des informations colligées est toujours en cours et il est prévu que la commission mène à terme ses travaux et dépose son rapport au printemps 2017. Le CE formulera ses positions face aux recommandations de la Commission sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs sur l'aménagement des bâtiments dans une perspective de développement durable à la suite du dépôt du rapport.

RECOMMANDATION N°6

Recommandation	Positions du CE
La commission recommande que la Ville de Montréal intensifie ses efforts afin d'atteindre minimalement son objectif de transfert modal de 5 % vers le transport en commun en 2020 et qu'elle priorise les actions suivantes :	Le CE se prononce en faveur du principe de l'intensification des efforts afin d'atteindre minimalement son objectif de transfert modal de 5 points de pourcentage vers le transport en commun en 2020. Cependant, le CE est d'avis que les efforts actuels sont suffisants pour atteindre l'objectif de transfert modal de 5 % vers le transport en commun d'ici 2020.
• augmenter significativement l'offre et la qualité des services de transport collectif, bus et métro, sur tout le territoire et dans les zones industrielles;	Le CE se prononce en faveur du principe de l'augmentation de l'offre et de la qualité des services de transport collectif, ce qui va dans le sens des actions déjà pausées et du plan stratégique 2020 de la STM.
• accélérer le développement de voies réservées pour autobus et des systèmes rapides par bus (SRB);	Le CE est favorable au développement des voies réservées pour autobus et SRB. Comme cette recommandation va dans le sens du programme de mesures préférentielles pour bus (MPB) de la STM et de la création par la Ville d'un bureau de projet dédié à la réalisation de MPB, le CE ne prévoit pas mettre de mesure supplémentaire en place à celles déjà prévues.
• prioriser le développement de technologies innovantes qui facilitent l'expérience des usagers;	Le développement de technologies innovantes qui facilitent l'expérience des usagers est une priorité pour le CE. Comme cette recommandation va dans le sens des objectifs du plan stratégique 2020 de la STM et de mesures déjà en cours d'exécution, le CE ne prévoit pas mettre de mesure supplémentaire en place à celles déjà prévues.
• exercer son leadership politique dans la gouvernance du transport collectif sur le territoire de la CMM afin que les services soient plus efficaces, abordables et attrayants.	Le CE est très sensible face à l'attractivité des services de transport collectif sur l'ensemble du territoire de la CMM et se prononce en faveur du principe d'amélioration de l'efficacité, d'attractivité et coûts pour les usagers des services, qui ont un impact sur les énergies fossiles consommées sur le territoire de la Ville. De plus, la CMM, dont le Maire de Montréal est le président, sera l'instance politique qui approuvera le plan stratégique de développement et effectuera les choix financiers de la future Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM) et du Réseau du transport métropolitain (RTM).

RECOMMANDATION N°7

Recommandation	Positions du CE
Afin d'encourager et de développer la part modale des déplacements à pied et en vélo, la commission recommande que la Ville de Montréal priorise les actions suivantes :	Le CE approuve le principe d'encourager et de développer la part modale des déplacements à pieds et à vélo. Cette recommandation va dans le sens des objectifs du plan de transport de la Ville de Montréal, du Schéma d'aménagement et de développement et des objectifs du plan de réduction des émissions GES de la collectivité montréalaise 2013-2020.
• adopter la Vision zéro pour sécuriser le transport à Montréal, en portant une attention particulière aux piétons et aux cyclistes;	Le CE est très sensible à la question de la sécurité des piétons et des cyclistes. Il est favorable à l'implantation de mesures pour augmenter la sécurité des piétons et cyclistes. Le 14 septembre 2016, la Ville a présenté sa Stratégie « vision zéro », avec un plan d'action à court terme et à plus long terme.
• accélérer le développement du réseau cyclable;	Le CE est en faveur du développement du réseau cyclable. La Ville entend poursuivre l'expansion du réseau cyclable, long de 730 km en 2015, au rythme d'environ 50 km par année et a déjà déterminé les nouveaux kilomètres de voies cyclables à réaliser pour un nouvel objectif de 1280 km. La programmation 2016-2017 vise à réaliser 57 km de plus traversant 13 arrondissements et 4 villes liées.
• installer des stationnements sécurisés pour vélos aux abords des stations de métro, de trains de banlieue et de lignes express d'autobus;	Le CE se prononce en faveur de l'installation de stationnements sécurisés pour vélos aux abords des stations de métro, de train et de lignes express d'autobus. La Ville travaille actuellement sur un projet de stationnements intelligents pour vélos afin d'améliorer l'offre et d'offrir un système sécuritaire.
• appuyer la mise en place des Trottibus dans les quartiers.	Le CE est en faveur de la mise en place de Trottibus. Cette recommandation va dans le sens des objectifs de Politique du sport et de l'activité physique, en plus de permettre la réduction de la circulation automobile autour des écoles et d'augmenter l'adhésion aux modes de transports actifs. La ville de Montréal, par le truchement de sa participation dans le Plan d'action Montréal Physiquement Active, appuie déjà la mise en place des Trottibus. En effet, la ville de Montréal est présente au sein de la table intersectorielle régionale, du comité de partenaires, du comité de pilotage et du comité de coordination de Montréal Physiquement Active. La ville est ainsi en mesure de soutenir les partenaires, dont le Trottibus de la Société canadienne du cancer, la Commission scolaire de Montréal, la Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys et les arrondissements de la Ville, pour la mise en place de Trottibus.

RECOMMANDATION N°8

Recommandation	Positions du CE
Afin d'assurer la fluidité de la circulation et la réduction de la consommation d'énergies fossiles, la commission recommande que la Ville de Montréal interdise la circulation des poids lourds et des camions de livraison dans la ville aux heures de pointe.	Le CE se prononce en faveur de la proposition d'étudier la mise en place de centre de distribution urbain (CDU) afin de réduire les impacts environnementaux et les risques liés à la sécurité des livraisons en milieu urbain, tel que proposé dans la politique du stationnement. Il réitère ainsi sa réponse émise en juin 2016 à la recommandation 17 de la Commission sur le transport et les travaux publics suite à l'examen public sur la politique de stationnement : *Le comité exécutif est favorable à la réalisation d'une étude de faisabilité portant sur l'implantation éventuelle d'un centre de distribution urbain et mandatera le Service de la mise en valeur du territoire, le Service du développement économique et le Service des infrastructures, de la voirie et des transports à cet effet.* Par ailleurs, le CE prend note de la recommandation d'interdiction de circulation des poids lourds et camions de livraison dans la ville aux heures de pointe, mais voudra tout d'abord proposer une action concertée avec les acteurs du milieu du camionnage et industriels avant d'imposer des contraintes règlementaires supplémentaires[2]. Enfin, en ce qui concerne les enjeux de sécurité, le conseil d'agglomération a mandaté en février 2017 la Commission sur les transports et les travaux publics pour effectuer un état de la situation de la problématique concernant la cohabitation entre les usagers vulnérables et les véhicules lourds en milieu urbain et de recommander des pistes de solutions afin d'améliorer la sécurité des usagers de la route dans l'optique de la « Vision Zéro » en matière de sécurité routière.

2 Dans sa version internet, la carte de camionnage de l'agglomération de Montréal permet une cartographie dynamique illustrant l'ensemble des règlements en vigueur sur tout le territoire de l'agglomération de Montréal. http://www2.ville.montreal.qc.ca/camionnage/

RECOMMANDATION N°9

Recommandation	Positions du CE
La commission recommande que la Ville de Montréal accorde une grande priorité à des projets pilotes dans les trois types de transport par camion : l'approvisionnement et l'expédition dans les zones industrielles, la livraison des biens de consommation dans les secteurs commerciaux et les services de messagerie et de petits colis.	Le CE réitère sa position à la recommandation n° 8.

RECOMMANDATION N°10

Recommandation	Positions du CE
La commission recommande que la Ville de Montréal adopte, sans attendre, des exigences élevées d'efficacité énergétique et de qualité du bâti, qu'elle en assure une mise à jour régulière, puis qu'elle intervienne auprès du gouvernement du Québec pour réviser le Code de construction provincial.	Le CE réitère sa position au 7ième point de la recommandation n° 5.

RECOMMANDATION N°11

Recommandation	Positions du CE
La commission recommande que la Ville de Montréal adopte de nouveaux standards règlementaires pour accroître l'efficacité énergétique des bâtiments, notamment :	Le CE réitère sa position au 7ième point de la recommandation n° 5.
• en matière de matériaux et de techniques de revêtement (murs et toits performants);	
• en matière de verdissement, en exigeant des promoteurs des objectifs plus ambitieux dans leurs projets immobiliers.	

RECOMMANDATION N°12

Recommandation	Positions du CE
Afin d'aider les petits propriétaires, dans les secteurs résidentiel et commercial, à rénover leurs immeubles et à en améliorer la performance énergétique, la commission recommande que la Ville de Montréal priorise les actions suivantes :	Le CE réitère sa position au 7ième point de la recommandation n° 5.
• mettre en place des programmes d'aide financière simples et faciles d'accès;	
• simplifier et harmoniser l'appareil règlementaire municipal en portant une attention particulière aux défis de rénovation du bâti montréalais.	

RECOMMANDATION N°13

Recommandation	Positions du CE
La commission recommande que la Ville de Montréal priorise le recyclage des bâtiments vides, notamment :	Le CE accueille favorablement la recommandation de prioriser le recyclage des bâtiments vides. L'agglomération est dotée d'une capacité d'accueil, en insertion dans les secteurs établis et sur les terrains vacants ou les emplacements à transformer, d'au moins 175 000 logements[3].
• en développant des outils fiscaux et règlementaires pour en accélérer la rénovation;	Le CE réitère sa position au 7ième point de la recommandation n° 5. Aussi, dans le cadre des travaux sur le statut de la métropole, la Ville a obtenu l'engagement de la Société d'habitation du Québec (SHQ) de lui transférer la responsabilité et les budgets relatifs au développement de l'habitation sur son territoire. Les négociations sont en cours pour déterminer les modalités du transfert de responsabilités et de l'enveloppe financière requise.
• en facilitant les usages transitoires qui permettent de freiner la détérioration de bâtiments vides.	Le CE accueille favorablement la recommandation de faciliter les usages transitoires qui permettent de freiner la détérioration de bâtiments vides. Le CE réitèrera d'ailleurs auprès du gouvernement du Québec sur le statut de la métropole, de prévoir l'aliénation ou la location d'un immeuble à titre gratuit ou à un prix moindre que sa valeur marchande.

[3] Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal, p.22

RECOMMANDATION N°14

Recommandation	Positions du CE
La commission recommande que la Ville de Montréal exerce des pressions sur le gouvernement du Québec pour revoir les règles d'appels d'offres pour les bâtiments municipaux. La règle du plus bas soumissionnaire doit être modifiée afin de stimuler l'innovation et l'efficacité énergétique.	Le CE réitère sa position au 6ième point de la recommandation n° 5. De plus, des discussions sont en cours avec le gouvernement du Québec dans le cadre du statut de la Métropole concernant les concours d'architecture et de design ainsi que les moyens de favoriser les petites entreprises. Aussi, le projet de loi 122 propose que les municipalités puissent accorder des contrats de gré à gré pour des montants de 100 000 $ et moins, ce qui permettrait plus de souplesse pour stimuler les mesures d'innovation et d'efficacité énergétique.

RECOMMANDATION N°15

Recommandation	Positions du CE
La commission recommande que la Ville de Montréal s'engage davantage dans des actions d'éducation auprès des Montréalais, notamment par l'intermédiaire de campagnes publiques d'information, d'éducation et de sensibilisation sur les comportements permettant de réduire la consommation d'énergies fossiles au quotidien.	Le CE s'engage à prendre des mesures de communications ayant pour objectif d'augmenter le niveau d'éducation et de sensibilisation des Montréalais sur les comportements permettant de réduire la consommation d'énergies fossiles au quotidien.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 07.11

2017/03/27
13:00

(1)

Dossier # : 1177600001

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Bureau de la présidence du conseil
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 a) promouvoir la participation publique et, à cet effet, fournir aux citoyennes et aux citoyens des informations utiles, énoncées dans un langage clair, et soutenir des pratiques de communication appropriées
Projet :	-
Objet :	Prendre connaissance des quatre (4) règlements débattus par le Jeune Conseil de Montréal (JCM) à l'occasion de la 30e simulation tenue du 20 au 22 janvier 2017

Il est recommandé:

1 - De prendre connaissance des quatre règlements débattus par le Jeune Conseil de Montréal à l'occasion de la 30e Simulation tenue les 20, 21 et 22 janvier 2017 portant sur la gestion animalière domestique et commerciale; l'embourgeoisement et le logement; gouvernance municipale et les technologies civiques; la création d'une monnaie locale.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-02-17 13:36

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1177600001**
Unité administrative responsable :	Service du greffe , Bureau de la présidence du conseil
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 a) promouvoir la participation publique et, à cet effet, fournir aux citoyennes et aux citoyens des informations utiles, énoncées dans un langage clair, et soutenir des pratiques de communication appropriées
Projet :	-
Objet :	Prendre connaissance des quatre (4) règlements débattus par le Jeune Conseil de Montréal (JCM) à l'occasion de la 30e simulation tenue du 20 au 22 janvier 2017

CONTENU

CONTEXTE

Fondé en 1987, le **Jeune Conseil de Montréal (JCM), un organisme à but non lucratif (OBNL)**, a pour mission de promouvoir l'engagement chez les jeunes en les initiant à la vie politique montréalaise et à la démocratie représentative. Chaque année, le Jeune Conseil permet à quelque 80 participants et participantes âgés de 16 à 30 ans de se familiariser avec le déroulement d'une assemblée du conseil de la Ville de Montréal. Accompagné par le Bureau de la présidence, le JCM tient ses activités de simulation dans la salle du conseil. Les 20, 21 et 22 janvier 2017, le JCM tenait, en présence de nombreux élues et élus municipaux, sa 30^{e} édition au cours de laquelle il a adopté les trois premiers des quatre projets de règlements débattus:

- Projet de règlement no. 1 : Règlement sur la gestion animalière domestique et commerciale
- Projet de règlement no. 2 : Règlement sur l'embourgeoisement et le logement
- Projet de règlement no. 3 : Règlement sur la gouvernance municipale et les technologies civiques
- Projet de règlement no. 4 : Règlement portant sur la création d'une monnaie locale

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

21 mars 2016 - CM16 0327 **:** Prendre connaissance des quatre (4) règlements adoptés par le Jeune Conseil de Montréal (JCM) à l'occasion de la 29e simulation tenue du 22 au 24 janvier 2016.

DESCRIPTION

Durant les trois jours de simulation de conseil de ville, quatre règlements ont fait l'objet de débats et trois d'entre eux on été adopté par les participants. Dans un objectif de faire circuler leur réflexion et d'alimenter les élues et élus du conseil de ville des propositions des jeunes, le Bureau de la présidence du conseil dépose les 4 règlements, en pièce jointe, ainsi que les résumés ci-dessous :

Projet sur la gestion animalière (adopté)

Le contrôle animalier, le respect des animaux en tant qu'êtres sensibles et dotés de besoins physiques et psychologiques, la gestion animalière désolante au niveau municipal et individuel, la difficulté de rendre imputable les propriétaires, le financement historiquement limité de la Ville quant à la surveillance et aux inspections, les difficultés parfois désastreuses des fourrières et des entreprises privées; tous ces aspects, même pris individuellement, engagent la réflexion sur notre gestion sociétale des animaux. C'est en réponse à ce portrait global que le projet de règlement sur la gestion animalière domestique est présenté. Il prend pour base le respect des droits fondamentaux des animaux et tente d'en faire découler logiquement plusieurs politiques s'imbriquant dans ce mode de pensée du renouvellement de notre relation avec l'animal. Pour y parvenir, le projet prend deux tangentes générales. D'une part, l'accroissement de la responsabilité des propriétaires, des éleveurs et des éleveuses envers les animaux domestiques ou utilisés à des fins d'exploitation commerciale ainsi que l'alourdissement de l'imputabilité en cas de dérives. D'autre part, la centralisation des pouvoirs concernant la gestion animalière au sein d'une seule et même organisation, le Centre de Services Animaliers Municipal (CSAM), pour améliorer l'efficacité et l'applicabilité de la gestion animalière.

Projet sur l'embourgeoisement (adopté)

Le principe fondamental du projet de règlement se décompose en trois principes sous-jacents ; la sauvegarde et le développement des logements abordables, l'amélioration de la situation des locataires et des ménages ainsi que le développement de la mixité sociale. Pour respecter ces principes, le projet de règlement propose, d'une part, une base générale applicable à l'ensemble de l'Île de Montréal, que l'arrondissement soit embourgeoisé ou non. D'autre part, ledit projet réserve une approche particulière à ce qui a trait aux arrondissements embourgeoisés ou en voie de l'être. La nature de cette approche est un ensemble de mesures spécifiques dont l'objet est de freiner l'embourgeoisement et d'améliorer la situation des ménages à faible revenu dans ces arrondissements. Ces deux points forment deux régimes distincts aux arrondissements, un régime commun et un régime particulier respectivement. Ce-dernier peut se superposer à celui qui est commun si l'arrondissement en question est embourgeoisé ou en voie de l'être.

Projet sur la gouvernance municipale (adopté)

Le projet de règlement sur la gouvernance municipale prend en considération que les pouvoirs en matière de gouvernance ont été cédés à la ville de Montréal. En utilisant les technologies civiques, le projet de règlement vise à réduire le cynisme des électeurs envers la politique et les élu.e.s. Le projet de règlement met sur pied l'IDTC : L'incubateur de la démocratie citoyenne et des technologies civiques. Ce dernier met sur pied différentes applications à travers lesquelles le citoyen peut s'exprimer sur différents sujets. PRAXIS est une plateforme sur laquelle les montréalais.e.s peuvent soumettre des projets pour leur arrondissement. NOMOS est une autre application pour soumettre des projets de règlement, en débattre et voter. La dernière, AIDOS, est une plateforme sur laquelle les citoyens peuvent porter plainte et voter la destitution des élu.e.s.

Projet de règlement sur la monnaie locale : le Ville-Marie (rejeté)

Ce projet de création d'une monnaie locale Montréalaise a pour but de favoriser la justice sociale, les comportements écologiques et une économie à échelle humaine. Il crée un comité d'inspection fiscale chargé de vérifier les comptes des commerces associés à la nouvelle monnaie locale montréalaise. 19 associations faisant partie du comité d'inspection fiscale sont créées afin de promouvoir l'utilisation du Ville-Marie. Le projet permet la création de carte de débit en Ville-Marie que les citoyens de 18 ans plus peuvent se

procurer. Ce projet de règlement vise à réduire les inégalités que le dollar canadien favorise par son accumulation et la spéculation.

Les membres du conseil d'administration ont également invités le 15 février 2017 à présenter la synthèse des règlements aux membres de la Commission de la présidence du conseil en 2016 pour une 2e année consécutive.

JUSTIFICATION

Le Bureau de la présidence du conseil est l'unité responsable d'accompagner le JCM (OBNL) dans la tenue des activités de simulation qui ont lieu dans la salle du conseil de la Ville.
Le Bureau de la présidence et le JCM souhaitent rendre compte de ses travaux aux élues et élus du conseil municipal par le dépôt symbolique des quatre règlements adoptés en 2016.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les activités de simulation du JCM contribuent à l'engagement et à la participation active des jeunes en politique et dans la société.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Présence de représentants du JCM au conseil municipal lors du dépôt des règlements;
Présentation des 4 règlements à la Commission de la présidence du conseil;
31e simulation du JCM en 2018.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Alain ROUSSEL
Agent de recherche

Tél : 438 402-9373
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-16

Marie-Eve BONNEAU
Adjointe à la présidence

Tél : 514 872-6276
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves SAINDON
Greffier et directeur
Tél : 514 872-3007
Approuvé le : 2017-02-16

JEUNE CONSEIL DE MONTRÉAL **XXX**E
ÉDITION

Projet de règlement no. 1 :
Règlement sur la gestion animalière domestique et commerciale

PRÉSENTATION
Présenté par Monsieur Mathieu Boldireff, membre du comité exécutif, responsable du développement durable, de l'environnement, des grands parcs et des espaces verts ainsi que de la gestion et la santé animalière.

Paru, amendé et adopté en commission le 14 janvier 2017.
Amendé par le Jeune Conseil le 21 janvier 2017.
Adopté/Rejeté par le Jeune Conseil.

Considérant que :

- Les animaux contribuent à la qualité de vie des habitant.e.s de la Ville de Montréal;
- Les animaux ne sont pas des biens meubles, mais des êtres doués de sensibilité avec des impératifs biologiques ;
- Près de 30 000 animaux domestiques sont abandonnés annuellement dans la région de Montréal ;
- L'utilisation des animaux à des fins commerciales, autant dans la vente que dans l'exploitation, amène des problématiques éthiques, soit par manque d'expertise des employé.e.s responsables des animaux, soit par manque d'intérêt des propriétaires et dirigeant.e.s ;
- La gestion des fourrières n'est pas encadrée de façon harmonisée, rendant difficile la mise en place de normes communes.

À l'assemblée du 21 janvier 2017, le Jeune Conseil décrète comme suit :—

CHAPITRE I DÉFINITIONS

1. Aux fins du présent règlement, les termes suivants sont ainsi définis :

   « **Animal de compagnie** » : tout animal domestique autre que les insectes, les arachnides et les mollusques qui vit auprès de l'humain, notamment dans s on foyer, en tant que compagnon et pour des fins d'agrément.

   « **Centre de services animaliers municipal (CSAM)** » : organisme du Jeune Conseil mandaté des activités de gestion animalière.

« **Cruauté animale** » : fait de blesser, de faire souffrir, ou de ne pas fournir à un animal la stimulation, la socialisation ou l'enrichissement environnemental qui conviennent à ses impératifs biologiques ou le fait d'encourager autrui à agir ainsi.

« **Éleveur, Éleveuse** » : personne morale exploitant une ferme animalière dans le but de vendre des animaux à des propriétaires ou des personnes morales exploitant une entreprise.

« Exploitation commerciale des animaux » : utilisation des animaux à des fins autres que de possession domestique; c'est-à-dire en tant qu'animal de compagnie.

« **Impératifs biologiques** » : besoins essentiels d'ordre physique, physiologique et comportemental liés, notamment, à l'espèce ou la race d'un animal, à son âge, à son stade de croissance, à sa taille, à son niveau d'activité physique ou physiologique, à sa sociabilité, à ses capacités cognitives, à son état de santé et à son bien-être.

« **Inspecteur, inspectrice** » : un.e médecin vétérinaire, un.e agronome, un.e analyste en gestion animalière ou toute autre personne ainsi nommée par le CSAM.

CHAPITRE II
CENTRE DE SERVICES ANIMALIERS MUNICIPAL (CSAM)

SECTION I
MANDAT

2. Le CSAM a le mandat de voir à la gestion animalière afin de s'assurer que les impératifs biologiques des animaux soient respectés, autant dans la possession domestique que l'exploitation commerciale.

3. Le CSAM met sur pied, coordonne et maintient la *Banque de Donnée Centrale de Possession Animalière* (*BDCPA*) qui enregistre les propriétaires d'animaux de compagnie ainsi que toute transaction impliquant un animal de compagnie.

4. Le CSAM met sur pied des campagnes de sensibilisation visant à l'amélioration de la situation animalière sur le territoire de la Ville de Montréal et ciblant une réduction du nombre d'abandons et d'infractions reliés aux animaux.

5. Le CSAM instaure une ligne de dénonciation anonyme pour relever les infractions au présent règlement. Il assigne des inspecteurs, inspectrices pour contrôler les situations ainsi relevées.

6. Le CSAM met en place des installations pour permettre aux personnes sans-abri de nourrir et soigner leurs animaux.

7. Le CSAM fournit un plan d'auto-financement au Jeune Conseil. Sujet à l'approbation de ce dernier, le CSAM fixe les prix des permis, formations et amendes. Ses activités sont financées par les revenus provenant de ces frais.

Amendement majeur 2 — Proposé par Monsieur le conseiller St-Pierre

7. Le CSAM fournit un plan d'auto-financement au Jeune Conseil. Sujet à l'approbation de ce dernier, le CSAM fixe les prix des permis, formations et amendes. [~~**Ses activités sont financées par les revenus provenant de ces frais.**~~] **Les revenus provenant de ces frais servent uniquement à financer les activités du CSAM. La ville de Montréal assume toute charge déficitaire du CSAM afin d'en assurer le bon fonctionnement.**

SECTION II
HARMONISATION DE LA STRUCTURE

8. La responsabilité des fourrières, de la gestion animalière et des ressources qui y sont liées est retirée aux arrondissements et relève dorénavant du CSAM.

9. L'attribution de contrats et le renouvellement de contrats aux fourrières privées sont interdits.

10. En cas de force majeure, le CSAM peut attribuer temporairement des contrats de sous-traitance de ses activités à des organismes sans but lucratif qui ont un lien avec le domaine animalier ou à des entreprises privées spécialisées dans un type d'activité. Un plan d'action est proposé pour surveiller les activités des OSBL et de ces entreprises privées pour assurer le rapatriement éventuel des activités au sein du CSAM.

CHAPITRE III GESTION DES ANIMAUX DOMESTIQUES SECTION I POSSESSION

11. Afin de responsabiliser les propriétaires, le CSAM encadre le processus d'acquisition, de possession et d'abandon des animaux de compagnie par le biais de formations de délivrance et de révision des permis.

12. Un.e résident.e de la Ville de Montréal doit détenir un permis de possession pour chaque animal de compagnie qu'il ou elle possède. Pour obtenir ou pour renouveler un permis, il ou elle doit remplir les conditions suivantes :

    a. Être enregistré.e comme propriétaire dans la *BDCPA* et qu'aucune autre personne du ménage ne soit visée par un interdit d'acquisition et de possession. Un.e propriétaire visé.e par un interdit d'acquisition peut être graciée de son interdit après un délais de 5 ans à condition de respecter les autres critères du présent article;

    b. Avoir suivi une formation auprès du CSAM dans les 5 dernières années ;

    c. Ne pas posséder plus de quatre animaux par ménage. Il n'y a pas de limite au nombre de poissons admis par ménage. Aux fins du règlement, tout type de poisson compte pour un seul

animal, quel qu'en soit le nombre ;

d. Ne pas avoir disposé d'un animal sans raison valable ;

e. Aucune personne du ménage n'ait été reconnue coupable de cruauté animale. Ce sous -article ne s'applique aux jeunes de moins de 16 ans qui ont été reconnu.e. s coupables de cruauté animale;

f. Accepter de s'exposer à des visites surprises des inspecteurs et inspectrices du CSAM ;

g. Acquitter toute somme due en vertu du présent règlement. Les personnes sans domicile fixe et sous le seuil de faible revenu sont exemptées de ces frais.

13. Il est interdit de laisser un animal sans surveillance, même enchaîné ou dans une voiture, sur le domaine public.

SECTION II DISPOSITION

14. Si un.e propriétaire doit disposer de son animal de compagnie, il ou elle doit le faire au CSAM, chez un.e sous-traitant.e du CSAM ou chez un.e vétérinaire et justifier la raison de la disposition.

15. Si la raison est jugée injustifiée, l'animal de compagnie est malgré tout pris en charge. Le ou la propriétaire est toutefois visé.e par un interdit d'acquisition et de possession d'un animal, porté à son dossier dans la BDCPA. Un comité interne du CSAM est créé pour déterminer ce qui constitue des motifs valables pour disposer d'un animal. Ce comité est constitué des membres du CSAM, de vétérinaires et de citoyen.nes.

16. Un.e individu souhaitant disposer de son animal de compagnie et ayant déjà trouvé un nouveau ou une nouvelle propriétaire doit informer le CSAM du transfert. Le nouveau ou la nouvelle propriétaire doit respecter les conditions pour être propriétaire.

17. Tout.e propriétaire ayant disposé de son animal de compagnie sans suivre ce processus s'expose à des amendes. Il est également visé par un interdit d'acquisition et de possession d'un animal, porté à son dossier dans la BDCPA.

18. Tout individu qui acquiert ou possède un animal de compagnie sans être dûment enregistré comme propriétaire dans la BDCPA ou en étant visé par un interdit d'acquisition et de possession doit se conformer au processus d'acquisition dans un délai de 1 mois, sans quoi une amende sera émise et majorée à chaque 30 jours de non-conformité.

CHAPITRE IV
POSSESSION ANIMALIÈRE À DES FINS COMMERCIALES

SECTION I
PRODUCTION ET DISTRIBUTION

19. Les éleveurs et éleveuses d'animaux doivent posséder un permis d'élevage, renouvelable annuellement, indépendamment de la taille de leur exploitation.

20. Pour obtenir ou pour renouveler le permis, les éleveurs et éleveuses doivent remplir les conditions suivantes:

    a. Être une personne morale dûment enregistrée ;

    b. Ne pas employer une ou plusieurs personnes ayant été déclarées coupable de cruauté animale;

    c. Posséder les installations nécessaires pour ne pas faire preuve de cruauté animale ;

    d. S'assurer que l'ensemble des employé.es ont suivi une formation du CSAM dans les deux dernières années ;

    e. Respecter les quotas d'animaux par employé.e fixés par le CSAM ;

    f. Accepter de s'exposer à des visites surprises des inspecteurs du CSAM ;

    g. Acquitter toute somme due en vertu du présent règlement.

21. Seuls le CSAM, les éleveurs, éleveuses et les sous-traitant.e.s du CSAM peuvent vendre des animaux. La vente doit avoir lieu dans l'établissement du vendeur, vendeuse.

22. Il est interdit aux propriétaires d'animaux de compagnie de vendre des espèces autres que celles du chien, du chat, du rat, du lapin, du furet, du poisson, de l'amphibien et leurs hybrides.

23. La vente ou le don de poules pondeuses est autorisé à la condition que les animaux proviennent d'un élevage pratiquant l'avortement masculin. Il est également interdit de dégriffer, de couper les oreilles et de tailler la queue des chats et des chiens.

24. Tout animal de compagnie vendu ou donné à un.e particulier, particulière doit être équipé d'une micro-puce permettant son identification. Un animal de compagnie non-stérilisé ne peut être vendu que d'un.e éleveur, éleveuse à un.e autre.

SECTION II
EXPLOITATION

25. Toute entreprise souhaitant exploiter des animaux dans le cadre d'une activité commerciale doit obtenir un permis à cette fin. Les conditions d'obtention d'un tel permis seront définies par le CSAM en fonction de l'activité commerciale de l'entreprise.

26. Tout évènement ayant recours à des animaux (festival, concours, spectacle) doit se tenir sous la supervision d'un.e ou des inspecteurs, inspectrices du CSAM. Ces derniers, dernières doivent avoir accès à toutes les installations et doivent interrompre partiellement ou complètement tout évènement qu'ils ou elles jugent inacceptable.

27. Il est interdit d'exploiter un animal à des fins de transport, de protection ou de sécurité mettant en danger l'animal.

CHAPITRE V
DISPOSITIONS FINALES

28. Le présent règlement entre en vigueur le jour de son adoption par le Jeune Conseil. Les Montréalais.e.s disposent de 40 jours ouvrables pour déclarer les animaux actuellement en leur possession et pour se conformer aux autres dispositions du présent règlement.

29. Le présent règlement ne s'applique pas aux services policiers, douaniers et aux forces armées.

JEUNE CONSEIL DE MONTRÉAL

XXXE ASSEMBLÉE

Projet de règlement no 2 :
Règlement sur l'embourgeoisement et le logement

PRÉSENTATION
Présenté par Madame Céline Gemmel, membre du comité exécutif, responsable de l'habitation, de l'urbanisme, de la gestion et de la planification immobilière et de l'Office de consultation publique de Montréal.

Paru, amendé et adopté en commission le 14 janvier 2017;
Amendé par le Jeune Conseil le
Adopté/Rejeté par le Jeune Conseil le

Considérant que :

- Plus de 35% des Québécois consacrent plus de 30% de leur revenu mensuel en loyer;
- Près de 65% des ménages montréalais sont locataires;
- Plus de 45% des ménages locataires montréalais ont un revenu sous le seuil de faible revenu et seulement un peu plus de 14 % des ménages propriétaires sont sous ce seuil;
- Le tiers des ménages locataires de Montréal a des difficultés financières à se loger;

À l'assemblée du XX janvier 2017, le Jeune Conseil décrète comme suit :—

CHAPITRE I
DÉFINITIONS

1. Aux fins du présent règlement, les termes suivants sont ainsi définis :

« Logement abordable » : logement où le prix ou loyer est fixé artificiellement en-deçà du prix du marché. Ce loyer ne doit pas représenter plus de 25% du revenu mensuel brut du ménage qui l'occupe.

« Programme de supplément au loyer » : programme de subvention servant à combler la différence entre le loyer convenu avec le propriétaire et la contribution que le ménage doit fournir (25 % de son revenu mensuel brut).

Amendement majeur 1 — Modification proposée par Madame la conseillère Neveu-Douville

« Programme de supplément au loyer » : programme de subvention servant à combler la différence entre le loyer **décidé par la médiane des loyers équivalents** [~~**convenu avec le propriétaire**~~] et la contribution que le ménage doit fournir (25 % de son revenu mensuel brut).

« Arrondissement en voie d'embourgeoisement » : tel que déterminé par le *Comité Montréalais pour la Mixité Sociale* en considérant entre autres la croissance des valeurs foncières, la croissance du revenu médian montréalais et la diminution des résidents à faible revenu.

« Arrondissement embourgeoisé » : tel que déterminé par le *Comité Montréalais pour la Mixité Sociale* ou lorsqu'un arrondissement est classé en voie d'embourgeoisement depuis plus de dix années consécutives.

« Zonage d'inclusion » : zonage qui requiert un pourcentage de logements abordables. Ce zonage ne sera applicable qu'aux nouvelles constructions ou aux développements et rénovations d'envergure tel que décidé par le *Comité Montréalais pour la Mixité Sociale*.

« Droit de préemption urbain » : permet à la ville d'acquérir prioritairement un bien foncier ou immobilier lorsque celui-ci est sur le point d'être vendu.

« Système de compensation des promoteurs » : lorsqu'un promoteur entreprend un projet de construction ou de développement qui attireront des résidants à revenu élevé dans un secteur, il lui est requis de payer les frais des effets négatifs de ce projet au *Fonds pour la mixité sociale* .

« Permis de travaux d'envergure » : permis autorisant la construction, le développement ou des rénovations d'envergure impliquant plus de dix logements dans la Ville de Montréal.

Amendement majeur 2 — Modification proposée par Madame la conseillère Poulin

« Permis de travaux d'envergure » : permis autorisant la construction, le développement ou des rénovations d'envergure impliquant [~~**plus de dix**~~] **trois** logements **ou plus** dans la Ville de Montréal.

CHAPITRE II
CRÉATION DU COMITÉ MONTRÉALAIS ET DU FONDS POUR LA MIXITÉ SOCIALE

2. Est créé le Comité Montréalais pour la mixité sociale, ci-après le CMMS, dont le mandat est de superviser et de mettre en application les initiatives de mixité sociale pour l'ensemble de la Ville de Montréal.

3. Est créé le Fonds pour la mixité sociale, ci-après FMS, dont le mandat est de financer et de mettre œuvre les initiatives du CMMS.

4. Le FMS et l'allocation de ses ressources sont gérés par le CMMS.

5. Les arrondissements de la Ville de Montréal ayant un revenu moyen supérieur à la moyenne des revenus de la ville doivent contribuer au FMS à équivalence de l'écart entre leur revenu moyen et la moyenne montréalaise.

6. Le CMMS est administré par un comité exécutif nommé par son conseil d'administration. Ce dernier est composé d'un représentant.e de chaque arrondissement et doit contenir au moins 50% de femmes. Chaque arrondissement détient un nombre de votes proportionnel à sa population.

7. Est créé un système de compensation des promoteurs pour les développements de logements privés ou commerciaux dans les quartiers embourgeoisés ou en voie d'embourgeoisement.

8. Le CMMS doit avoir au minimum un bureau dans chaque arrondissement embourgeoisé et au minimum un bureau dans les autres arrondissements. Chaque bureau du CMMS de chaque arrondissement doit tenir au minimum une audience publique annuellement sur les questions et enjeux de la mixité sociale.

CHAPITRE III
L'ACCÈS AU LOGEMENT LOCATIF ABORDABLE

SECTION I
CONVERSION DE LOGEMENTS ABORDABLES

9. Le CMMS, par l'entremise de la Ville de Montréal, possède un droit de préemption urbain sur la vente de tout bien foncier ou immobilier sur son territoire.

10. Le CMMS priorise les acquisitions publiques d'immeubles ou de terrains ayant une valeur patrimoniale. Le CMMS convertit ces acquisitions en logement abordable, social ou communautaire

11. Est créé un programme de supplément au loyer (PSL) pour les arrondissements de la Ville de Montréal. Le programme de supplément au loyer sera géré et les fonds seront alloués par le FMS.

12. Seuls les ménages à faibles revenus seront admissibles au PSL dans les arrondissements embourgeoisés ou en voie d'embourgeoisement.

SECTION II
NOUVEAUX LOGEMENTS ABORDABLES

13. Chaque nouvelle construction de dix logements et plus doit prévoir au minimum 20% de logements abordables.

14. Un logement considéré comme un logement abordable ne peut pas être loué ou vendu à un résident pour qui le coût du logement représente moins de 25% de son revenu mensuel brut.

15. Tous les arrondissements de la Ville de Montréal doivent financer la construction ou la conversion de nouveaux logements sociaux, communautaires ou coopératifs à équivalence de 10% des nouveaux

logements sur leur territoire sur les dix prochaines années.

Amendement majeur 3 — Ajout proposé par Monsieur le conseiller Bureau

Tous les arrondissements de la Ville de Montréal doivent financer la construction ou la conversion de nouveaux logements sociaux, communautaires ou coopératifs à équivalence de 10% des nouveaux logements sur leur territoire sur les dix prochaines années**, en priorisant les contrats à l'interne par les fonctionnaires municipaux si possible**.

CHAPITRE IV
ACCESSION À LA PROPRIÉTÉ

16. Tout.e propriétaire de logement dans un arrondissement en voie d'embourgeoisement ou embourgeoisé étant considéré comme un ménage à faible revenu sera admissible à une exemption de taxes foncières sur sa propriété pour une durée maximale de 20 ans.

17. Tout.e propriétaire de logement dans un arrondissement en voie d'embourgeoisement ou embourgeoisé ayant un revenu ménagé inférieur à la médiane de l'arrondissement sera admissible à un ajournement de taxes foncières pour une durée maximale de cinq ans.

Amendement majeur 5 — Modification proposé par la Commission permanente

Tout.e propriétaire de logement [~~**dans un arrondissement en voie d'embourgeoisement ou embourgeoisé]**~~ ayant un revenu ménagé inférieur à la médiane de l'arrondissement sera admissible à [~~**un ajournement**~~] **un allègement** de taxes foncières**, à la discrétion du CMMS,** pour une durée maximale de cinq ans.

18. Le montant total perdu en raison des ajournements de taxes foncières sera remboursé à chaque arrondissement par le FMS annuellement.

19. Une clause de premier refus doit obligatoirement être ajoutée aux baux signés dans l'ensemble des arrondissements de la Ville de Montréal.

CHAPITRE V
AMÉNAGEMENT URBAIN

20. Chaque arrondissement doit convertir au minimum 20% de son zonage résidentiel en zonage identifié comme un zonage d'inclusion.

21. Chaque logement perdu lors d'un développement résidentiel, commercial ou lors de travaux d'envergure dans un arrondissement embourgeoisé ou en voie d'embourgeoisement est remplacé par au moins un logement, peu importe l'arrondissement.

Amendement majeur 6 — Modification proposé par Madame la conseillère Gabrysz

21. Chaque logement perdu lors d'un développement résidentiel, commercial ou lors de travaux d'envergure dans un arrondissement embourgeoisé ou en voie d'embourgeoisement est remplacé par au moins un logement, [~~**peu importe l'**~~] **dans le même** arrondissement.

22. Chaque logement remplacé doit être d'une superficie, d'un nombre de pièces et d'un aménagement équivalents à celui qui est perdu et doit être remplacés dans un délai de trois ans à partir du moment où le logement perdu est considéré inhabitable par le CMMS.

23. Tout.e propriétaire doit obtenir auprès de la Ville un permis pour travaux d'envergure avant d'entreprendre quelconque projet de construction, de développement, de conversion ou de travaux d'envergure tel que défini par le CMMS impliquant trois logements ou plus.

24. La Ville de Montréal émet des permis de travaux d'envergue sur avis du CMMS. Les demandes de permis soumises seront évaluées entre autres en fonction de la demande ou le besoin pour un tel type de projet dans l'arrondissement, de l'intention du projet et de la mixité sociale.

25. Le CMMS organise annuellement un concours d'architecture destiné à la construction d'un projet de développement ou de conversion de logements abordables ou sociaux dans un arrondissement en voie d'embourgeoisement ou embourgeoisé. Le projet d'architecture gagnant reçoit l'appui du FMS pour sa réalisation.

CHAPITRE VI
DISPOSITIONS PÉNALES ET FINALES

26. Toute personne physique ou morale est passible d'une amende allant jusqu'à 100 000$ par logement abordable manquant si le quota de logement abordable dans les nouveaux développements de plus de 10 logements n'est pas respecté.

27. Toute personne physique ou morale est passible d'une amende allant jusqu'à 500 000$ par logement si un logement perdu n'est pas remplacé ou que le logement remplacé n'est pas considéré équivalent par le CMMS.

28. Les fonds amassés par la collecte des amendes servent à la construction de logements abordables.

29. Le présent règlement doit être vulgarisé et illustré pour faciliter sa compréhension auprès des citoyens et conseiller par le CMMS.

30. Le présent règlement entre en vigueur deux ans après le jour de son adoption.

JEUNE CONSEIL DE MONTRÉAL
XXX[E] ASSEMBLÉE

Projet de règlement no 3 :
Règlement sur la gouvernance municipale et les technologies civiques

PRÉSENTATION

Présenté par Madame Sophie Mauzerolle, membre du comité exécutif, responsable de la réforme démocratique, de la gouvernance et de l'éthique, de la Ville intelligente ainsi que des relations gouvernementales.

Paru, amendé et adopté en commission le 14 janvier 2017
Amendé par le Jeune Conseil le 22 janvier 2017
Adopté/Rejeté par le Jeune Conseil le 22 janvier 2017.

Considérant que :

- Le gouvernement du Québec cède ses pouvoirs en matière de gouvernance municipale à la Ville de Montréal.

- Des lacunes dans le système décisionnel entrainent un déficit de légitimité politique et alimente le cynisme des citoyens.

- L'utilisation des technologies peut améliorer l'efficacité de l'administration municipale et favoriser la participation citoyenne dans une perspective de démocratie directe.

À l'assemblée du XX, le Jeune Conseil de Montréal décrète comme suit :—

CHAPITRE I
DÉFINITIONS

1. Aux fins du présent règlement, les termes suivants sont ainsi définis :

   « Technologies civiques » : usage de la technologie dans le but de renforcer le lien démocratique entre les citoyens et le gouvernement. Englobe toute technologie permettant d'accroître le pouvoir des citoyens sur la vie politique ou de rendre le gouvernement plus accessible et efficace et les élus imputables.

   « *DEMOSMTL* » : application hébergeant les plateformes «PRAXIS », « NOMOS » et «AIDOS» qui est gratuite, neutre et universellement accessible.

   « *PRAXIS* » : plateforme de création et de financement de projets sociaux par et pour les citoyens.

   « *NOMOS* » : plateforme de rédaction de projets de règlement et d'amendements, permettant la tenue de vote. La plateforme permet aussi de suivre en temps réel la rédaction des projets de

règlements et les amendements en cours de discussion au conseil municipal et aux conseils d'arrondissement avec des renseignements sur les votes.

« *AIDOS* » : plateforme offrant la possibilité de comparer les programmes des différents partis ou entités politiques, les propositions, déclarations et promesses des élus et répertoriant les contradictions de ces derniers. La plateforme est alimentée par les citoyens et modérée par l'IDTC. Elle permet la mise en branle de processus de plaintes et de destitution d'élus.

CHAPITRE II
INCUBATEUR DE LA DÉMOCRATIE CITOYENNE ET DES TECHNOLOGIES CIVIQUES

2. Est créé l'Incubateur de la démocratie citoyenne et des Technologies civiques (IDTC), un organe du bureau de la Ville intelligente et numérique en partenariat avec l'Office de consultation publique de Montréal.

3. Le conseil d'administration de l'IDTC est composé de conseillers municipaux, de citoyens, d'experts en technologies civiques, de consultants en démocratie participative, de jeunes âgés de moins de 35 ans, d'une proportion homme-femme paritaire et le tout, dans un souci de représentativité de la population de la ville de Montréal. Chaque administrateur, administratrice est nommé.e aux deux-tiers des voix du Jeune Conseil pour un mandat de deux ans, renouvelable.

4. L'IDTC encadre et favorise l'innovation dans le domaine des technologies civiques, accroît la participation citoyenne dans les processus décisionnels et favorise l'imputabilité des élu.e.s.

5. La Ville de Montréal verse chaque année 0,5 % de son budget total à l'IDTC.

6. L'IDTC met sur pied l'application *DEMOSMTL*, laquelle héberge les plateformes *AIDOS*, *NOMOS* et *PRAXIS*.

7. Chaque citoyen.ne de la Ville, de 15 ans et plus possède un identifiant *DEMOSMTL* lequel recense, son nom, son adresse postale, son arrondissement de résidence, son âge, son statut légal qui lui permet d'intervenir sur la plateforme. Seuls les citoyen.ne.s de 18 ans et plus peuvent voter.

Amendement majeur — Proposé par Monsieur le conseiller Humbert

7. Chaque citoyen.ne de la Ville, de 15 ans et plus possède un identifiant *DEMOSMTL* lequel recense son nom, son adresse postale, son arrondissement de résidence, son âge, son statut légal qui lui permet d'intervenir sur la plateforme. Seuls les citoyen.ne.s de **[~~18~~] 16** ans et plus peuvent voter.

8. Un conseil d'arrondissement est présidé par un.e citoyen.ne choisi au hasard parmi les personnes de 18 ans et plus résidant dans ledit arrondissement et ce, pour un mandat obligatoire d'un an. Ne peuvent présider les conseils d'arrondissement les fonctionnaires ou élu.e.s de la Ville de Montréal ni les personnes ayant occupé ces fonctions par le passé.

Amendement majeur — Proposé par Messieurs les conseillers Beaulieu et Espérance

8. Un conseil d'arrondissement est présidé par un.e citoyen.ne choisi au hasard parmi les personnes de 18 ans et plus résidant dans ledit arrondissement et ce, pour un mandat [~~**obligatoire**~~] d'un an. Ne peuvent présider les conseils d'arrondissement les fonctionnaires ou élu.e.s de la Ville de Montréal ni les personnes ayant occupé ces fonctions par le passé.

9. Les citoyen.ne.s choisi.e.s pour présider les conseils d'arrondissement alimentent, tout au long de leur mandat, les diverses plateformes de *DEMOSMTL* après avoir suivi une formation rémunérée de l'IDTC.

CHAPITRE III
PRAXIS

10. Chaque arrondissement de la Ville met à la disposition de ses citoyen.ne.s 5% de son budget annuel via la plateforme *PRAXIS*.

11. Les citoyen.ne.s peuvent soumettre des projets afin d'améliorer la qualité de vie de l'arrondissement en question. Pour qu'un projet soit éligible, il doit obtenir l'appui d'au moins 8% de la population de l'arrondissement.

12. Les projets, qui seront accessibles de façon électronique et en version papier à tous.tes les citoyen.ne.s, sont soumis à un vote en ligne. Pour voter, une personne doit posséder un identifiant *DEMOSMTL* et résider dans l'arrondissement dans lequel le projet est proposé. L'option papier du vote est aussi mise à disposition des personnes n'ayant pas un identifiant DEMOSMTL.

13. Sauf contrainte mejeure, deux fois par année, la plateforme PRAXIS cesse de recevoir des nouveaux projets et les citoyen.ne.s sont appelé.e.s à se reprononcer sur l'ensemble des projets éligibles de leur arrondissement. La moitié des fonds seront distribués en ordre prioritaire aux projets ayant reçu le plus de votes et ce, jusqu'à épuisement des fonds. Les projets sont entérinés par le conseil d'arrondissement.

14. Un grand chantier est un projet de plus grande envergure que les modérateurs de *DEMOSMTL* jugent impossible à réaliser sans le concours de la Ville. Le Jeune Conseil met en œuvre le grand chantier en partenariat avec l'IDTC, qui s'assure d'une implication citoyenne constante tout au long de sa mise en oeuvre.

15. Pour être admissible, un grand chantier doit être approuvé par au moins 7% de la population des arrondissements touchés directement par le grand chantier et par au moins 2% de la population des arrondissements touchés indirectement par le grand chantier. L'IDTC informe les citoyen.ne.s via *PRAXIS* du déroulement du projet jusqu'à sa réalisation.

CHAPITRE IV
NOMOS

16. Les citoyen.ne.s soumettent des projets de règlement sur *NOMOS*.

17. L'IDTC met à la disposition des citoyen.ne.s des personnes ressources. Ces personnes peuvent inclure, sans toutefois s'y limiter, des juristes, des expert.e.s et des citoyen.ne.s ayant déjà proposé une idée de projet.

18. Une période de quatre mois permet aux citoyen.ne.s de débattre, de proposer des amendements et ultimement de voter sur les propositions via la plateforme.

19. Tous les projets de règlement proposés sur la plateforme, qui seront accessibles de façon électronique et en version papier à tou.te.s les citoyen.ne.s,seront soumis à un vote en ligne. Pour voter, une personne doit posséder un identifiant *DEMOSMTL*. L'option papier du vote est aussi mise à disposition aux personnes n'ayant pas un identifiant DEMOSMTL.

20. Tout projet de règlement obtenant l'approbation d'au moins 2% de la population de chaque arrondissement et d'une majorité des voix exprimées lors du vote en ligne est adopté et a force de loi.

21. Un projet de règlement citoyen adopté peut être renversé par un vote des deux tiers des voix du Jeune Conseil dans les trois mois suivant l'adoption du projet sur *NOMOS*.

22. La Ville a un an pour mettre en application un projet de règlement adopté via *NOMOS*.

CHAPITRE V
AIDOS

23. Un.e citoyen.ne insatisfait.e du travail d'un.e élu.e de son arrondissement peut initier un processus de plainte via la plateforme *AIDOS*. Un citoyen ne possédant pas d'identifiant DEMOSMTL peut initier un processus de plainte écrite à l'IDTC. Cette plainte se retrouvera automatiquement sur la plateforme AIDOS et sera accessible en version papier à tous les citoyens et citoyennes.

24. Une plainte est valide si 5% des électeurs, électrices de l'arrondissement de l'élu.e et trente citoyen.ne.s provenant d'au moins trois autres arrondissements l'appuient. Un.e élu.e visé.e par deux plaintes ou plus au cours d'un même mandat fait l'objet d'une période de probation.

Amendement majeur — Proposé par Monsieur le conseiller Bureau-Blouin

24. Une plainte est valide si 5% des électeurs, électrices de l'arrondissement de l'élu.e [~~**et trente citoyen.ne.s provenant d'au moins trois autres arrondissements l'appuient**~~] **sur une période de six mois**. Un.e élu.e visé.e par deux plaintes ou plus au cours d'un même mandat fait l'objet d'une période de probation.

Amendement majeur — Proposé par Messieurs les conseillers Espérance et Beaulieu

24. Une plainte est valide si 5% des électeurs, électrices de l'arrondissement de l'élu.e et trente citoyen.ne.s provenant d'au moins trois autres arrondissements l'appuient. Un.e élu.e visé.e par deux plaintes ou plus au cours d'un même mandat fait l'objet d'une période de probation. **Cette disposition ne s'applique pas au maire ou à la mairesse de Montréal.**

Amendement majeur — Proposé par Madame la conseillère Hemniene

(25). Une plainte à l'encontre du maire de Montréal peut être déposée par un citoyen provenant d'un quelconque arrondissement et est considérée comme valide si elle est appuyée par 10% des électeurs provenant d'au moins 10 arrondissements de la ville de Montréal.

25. La période de probation dure deux mois. À l'échéance de la période de probation, si une majorité des citoyen.ne.s plaignant.e.s est toujours insatisfaite de l'élu.e, un référendum de destitution est déclenché.

26. Le référendum de destitution a lieu via *AIDOS*. Il est organisé par l'IDTC en partenariat avec le président, la présidente d'élection de Montréal. Le vote en version papier est mis à la disposition des citoyens et citoyennes voulant se prononcer sur les questions du référendum.

27. Un.e élu.e est destitué.e s'il ou elle n'obtient pas la confiance d'une majorité des citoyen.ne.s de son arrondissement s'étant prévalu de leur droit de vote. Les résultats d'un référendum ne sont valides que si le taux de participation y est d'au moins 20%.

28. Si les résultats du référendum de destitution témoignent d'un taux d'insatisfaction élevé mais que le taux de participation se révèle insuffisant, l'IDTC peut décider de soumettre la question au Jeune Conseil.

29. La destitution de l'élu.e est effective si elle est entérinée par les deux tiers du Jeune Conseil.

CHAPITRE VI
DISPOSITIONS FINALES

30. Le présent règlement entre en vigueur le jour de son adoption par le Jeune Conseil.

JEUNE CONSEIL DE MONTRÉAL
XXX[E] ÉDITION

Projet de règlement no. 4 :
Règlement portant sur la création d'une monnaie locale

PRÉSENTATION
Présenté par Monsieur Léonardo G. Torosian, leader du second groupe d'opposition.

Considérant que :

- Les Montréalais.e.s se doivent de favoriser la justice sociale, les comportements écologiques et une économie à échelle humaine.
- L'usage que les Montréalais.e.s font des dollars canadiens cause une inégalité croissante
- Le système monétaire actuel favorise la spéculation et l'accumulation.
- Le dollar canadien ne tient pas en compte quelconque considération morale.
- Il est préférable que les revenus engendrés localement soient dépensés sur place.
- La thésaurisation ralentit les échanges commerciaux.

À l'assemblée du 2017, le Jeune Conseil de Montréal décrète comme suit :—

CHAPITRE I
DÉFINITIONS

1. Aux fins du présent règlement, les termes suivants sont ainsi définis :

   « **Demeurage** » : Coût que l'on intègre à la possession de la monnaie afin de favoriser sa circulation.

   « **Thésaurisation** » : Le fait de garder son argent en dehors du circuit économique.

CHAPITRE II
CRÉATION DE LA MONNAIE

2. Est créée une monnaie montréalaise virtuelle pour encourager le commerce local. Cette monnaie est appelée le Ville-Marie.

3. La valeur du Ville-Marie est indexée au dollar CAD (1 CAD = 1 Ville-Marie).

SECTION I
GESTION DE LA MONNAIE

4. Le Ville-Marie est géré et mis en circulation par le Comité Central de Gestion (CCG), un organisme à but non lucratif dont la moitié des administrateurs, administratrices sont nommé.e.s par le Jeune Conseil.

5. Trois de ces administrateurs, administratrices sont économistes et trois sont représentant.e.s des associations de commerçant.e.s de Montréal.

6. Un comité d'inspection fiscale (CIF), organe du CCG, est créé. Le CIF vérifie les comptes des commerces associés aux Ville-Marie.

7. Dix-neuf associations, une par arrondissement, sont créées. Celles-ci sont organes du CCG. Elles ont la tâche de promouvoir l'utilisation de la nouvelle devise dans leurs arrondissements respectifs. Elles ont aussi la tâche de conseiller le CCG sur les particularités de leur arrondissement et d'exécuter les décisions du CCG. Chaque association d'arrondissement est constituée de 5 citoyen.ne.s résidant dans l'arrondissement.

8. Les 19 associations d'arrondissements produisent la liste des commerces qui sont retenus pour participer au projet des Ville-Marie. Les consommateurs, consommatrices pourront dépenser leurs Ville-Marie dans ces commerces.

9. Les commerces retenus par les associations d'arrondissement sont ceux dont :

    a. Au moins 70% des produits sont produits au Québec ;

    b. Au moins 70% des produits sont écoresponsables ;

    c. Au moins 70% des produits sont produits dans le respect des travailleurs ;

CHAPITRE III
ÉCHANGES ET TRANSACTIONS

10. Le taux de change réglementaire est de 1 VM pour 0,98 CAD.

SECTION I
INDIVIDUS

11. Toute personne de 18 ans ou plus résidant Montréal s'inscrit auprès du CCG pour ouvrir un compte en Ville-Marie et recevoir une carte de débit. La carte de débit contient 10 Ville-Marie préchargés.

12. Toute personne possédant un compte Ville-Marie peut acheter des Ville-Marie supplémentaires au CCG au taux de change réglementaire.

13. Des cartes de débit vides ainsi que des lecteurs de cartes sont vendus par le CCG. Les Ville-Marie sont téléchargés sur les cartes de débit des utilisateurs.

14. Il est possible de payer pour les services administrés par la Ville avec des Ville-Marie. Il est aussi possible de payer des services d'un particulier avec cette monnaie.

SECTION II
COMMERCES

15. Chaque commerce retenu par l'assemblée d'arrondissement pour participer au programme des Ville-Marie reçoit un lecteur de carte de débit Ville-Marie.

16. Ces commerces respectant les trois piliers (localité, éco-responsabilité, équité) ont le droit de racheter des dollars CAD avec des Ville-Marie, au taux de change réglementaire. La Ville les rachète si le commerçant peut prouver que la transaction a réellement eu lieu.

17. Le CCG ne peut empêcher que des commerces ou entreprises non retenus par le comité mentionné ci-dessus acceptent des Ville-Marie comme mode de paiement mais se réserve le droit de refuser de racheter leurs Ville-Marie.

18. Les commerces présentent à la Ville leurs comptes en Ville-Marie à la fin de l'année financière.

SECTION III
DEMEURAGE

19. Les Ville-Marie se dévaluent à raison de 1% le premier jour de chaque mois.

20. La moitié des fonds recueillis par le demeurage sont redistribués également parmi tous les utilisateurs des cartes de débit le dixième jour du mois. L'autre moitié des fonds recueillis est remise à la vente par la Ville.

21. Les taxes et impôts correspondants sont payés pour toute transaction effectuée en Ville-Marie. Le commerçant procède à l'échange de devises puis remet les taxes en dollars CAD aux autorités compétentes.

CHAPITRE IV
MODALITÉS ADMINISTRATIVES

22. Un site web offrant entre autres des services bancaires est mis en ligne par le CCG pour les utilisateurs des Ville-Marie.

23. Un budget est alloué pour la création du CCG, du CIF et des associations d'arrondissements ainsi que pour la publicité servant à familiariser la population à la nouvelle devise, aux points de vente et aux services bancaires.

CHAPITRE V
DISPOSITIONS PÉNALES ET FINALES

24. Toute personne morale ou physique reconnue coupable par le CIF d'avoir fait une mauvaise gestion des Ville-Marie ou reconnue coupable de fraude est passible d'une amende d'un minimum de 500$ CAD et d'un maximum de 10 000$ CAD.

25. Le présent règlement entre en vigueur le jour de son adoption par le Jeune Conseil.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 7.12

2017/03/27
13:00

Dossier # : 1170498001

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'habitation , Division Stratégies et produits résidentiels
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	Habitation 2015-2020
Objet :	Dépôt du bilan sur le Fonds de contribution à la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels en date du 31 décembre 2016.

Il est recommandé :
de prendre acte du bilan sur le Fonds de contribution à la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels en date du 31 décembre 2016.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-02-22 18:46

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1170498001**
Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'habitation , Division Stratégies et produits résidentiels
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	Habitation 2015-2020
Objet :	Dépôt du bilan sur le Fonds de contribution à la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels en date du 31 décembre 2016.

CONTENU

CONTEXTE

En 2005, le comité exécutif adoptait la *Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels* qui constitue l'un des outils de mise en œuvre du Plan d'urbanisme et des orientations de la Ville en matière d'habitation. Au moment de l'adoption de la Stratégie, le contexte juridique ne permettait pas d'exiger l'inclusion de logements abordables par voie réglementaire, ce qui a mené la Ville à adopter une approche incitative. Le contexte juridique est demeuré le même à ce jour ; il sera cependant modifié suite à l'adoption du projet de loi du gouvernement du Québec confirmant le statut de métropole de Montréal et qui conférera à la Ville des pouvoirs habilitants en matière d'inclusion.
La Stratégie d'inclusion vise deux grands objectifs :

· Le maintien de la mixité sociale en encourageant le développement, dans les grands sites, d'une gamme diversifiée de logements pour répondre aux besoins de citoyens ayant des revenus variés, favorisant ainsi la création de communautés mixtes et inclusives;

· Le soutien de la production de logements abordables, en facilitant la réalisation de logements sociaux et communautaires et en stimulant la production de copropriétés abordables.

Les cibles visées par la Stratégie à cette époque sont l'inclusion de 15 % de logements sociaux et communautaires et de 15 % de logements abordables privés dans le cadre de la réalisation de projets résidentiels de 200 logements et plus (100 logements depuis décembre 2015) nécessitant une modification réglementaire importante. Certains objectifs « familles » ont été ajoutés à la suite de l'adoption de la Politique familiale de Montréal en 2008.

Dans le contexte particulier de projets où le promoteur et les autorités de la ville centre et de l'arrondissement concerné conviennent qu'il n'est ni souhaitable ni pertinent d'inclure sur site des composantes de logements sociaux et communautaires et de logements abordables privés, ou encore lorsque l'identification de projets hors site s'avère difficile voire impossible, le recours à une contribution financière constitue alors le moyen pour le promoteur de se conformer à la Stratégie d'inclusion.

La création du Fonds permettant la gestion des contributions financières reçues des promoteurs a été autorisée par le comité exécutif le 14 mars 2012 par la résolution CE12 0338. Cette résolution permettait :

1- d'approuver la création d'un Fonds de contribution à la *Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels (« le Fonds »),* afin de favoriser la réalisation de logements sociaux et communautaires, de logements abordables privés et de logements pour familles ;

2- de créer deux comptes de dépôt corporatifs dédiés à cet effet dont un pour le logement social et communautaire et un autre pour le logement abordable privé ou pour familles.

Les objets et principes de base de la Stratégie demeurent inchangés. Elle demeure de nature incitative et vise le développement de logements sociaux et communautaires et de logements abordables privés.

Lors de la création du Fonds, la Direction de l'habitation s'est engagée à informer périodiquement le comité exécutif et les arrondissements des contributions reçues, des sommes affectées et de l'état général du fonds. Des bilans ont été présentés annuellement depuis 2012. Le présent sommaire vise donc à présenter un nouveau bilan en date du 31 décembre 2016.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0171 (2015-03-24) - Dépôt du bilan sur le Fonds de contribution à la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels en date du 31 décembre 2015.
CM15 1498 (2015-12-14) - Accepter que tous les promoteurs signataires d'ententes comportant l'obligation de réaliser des logements abordables privés puissent se prévaloir, à leur choix, soit des critères tels que stipulés dans leur entente, soit de critères modifiés dans le cadre de l'application de la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans le nouveaux projets résidentiels.

CE15 2254 (2015-12-09) - Adopter les modifications à la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels.

CG15 0066 (2015-02-26) - Dépôt du bilan sur le Fonds de contribution à la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels en date du 31 décembre 2014.

CG15 0036 (2015-01-29) - Autoriser un versement du Fonds de contribution à l'inclusion équivalent au montant de 325 000 $ en vue de l'acquisition d'un immeuble sis au 5237-5239, rue Saint-Ambroise pour y réaliser un projet de logements sociaux et communautaires.

CG14 0068 (2014-02-27) - Dépôt du bilan sur le Fonds de contribution à la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels en date du 31 décembre 2013.

CE13 0439 (2013-04-10) - Dépôt du bilan sur le Fonds de contribution à la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels en date du 31 décembre 2012.

CE12 0338 (2012-03-14) - Création d'un Fonds de contribution à la *Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels* afin de favoriser la

réalisation de logements sociaux et communautaires, de logements abordables privés et de logements pour familles.

CE05 1708 (2005-08-24) - Adoption de *la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels.*

DESCRIPTION

A. Fonctionnement du Fonds de contribution

La dotation du Fonds

Les contributions financières des promoteurs pour le *logement soc ial et communautaire* , résultant d'ententes conclues par la Ville en vertu de la Stratégie d'inclusion, doivent être déposées dans le Fonds, y compris les contributions négociées en arrondissement en vertu de stratégies locales et pour des projets comportant moins de 100 logements. Chaque contribution devrait être accompagnée d'une lettre d'engagement du promoteur confirmant que la contribution est destinée aux seules fins de réalisation de logements sociaux et communautaires.

Les contributions pour le *logement privé abordable ou pour familles* prennent forme lors de l'encaissement par la Ville des lettres de garantie bancaire, fournies par les promoteurs dans le cadre d'accords de développement ou d'ententes d'inclusion pour la réalisation de logements privés abordables ou pour familles, dont les conditions n'ont pas été respectées.

Les contributions financières résultant d'ententes conclues avant la mise sur pied du Fonds doivent aussi y être déposées.

L'utilisation du Fonds

Les sommes versées au Fonds de contribution peuvent servir à deux fins:

1- au développement de logement social et communautaire (en priorité pour l'achat d'immeubles spécifiquement requis pour le développement de nouveaux projets sociaux et communautaires ou en second lieu, pour compléter le montage financier de projets en élaboration) ;

2- au développement du logement privé abordable ou pour familles (pour l'achat d'immeubles destinés au développement de nouveaux logements privés abordables ou pour familles ou pour le financement de subventions pour des projets de logements abordables privés ou pour familles).

Chaque affectation de sommes provenant du Fonds fait l'objet d'un dossier décisionnel préparé par la Direction de l'habitation. Ce dossier fait état des détails du projet auquel les sommes sont destinées. L'arrondissement d'où provient la contribution est invité à intervenir dans le dossier. Cette affectation est approuvée selon les règles de délégation en vigueur.

Le calcul du montant de la contribution pour les logements sociaux et communautaires

La méthode de calcul utilisée pour déterminer le montant de la contribution est basée sur la différence entre la valeur marchande (prédéterminée) par logement du terrain prêt à construire du secteur moins la capacité de payer des organismes (par logement) pour les projets sociaux subventionnés par le programme AccèsLogis, programme gouvernemental dans le cadre duquel les logements sociaux et communautaires sont réalisés.

B. Bilan du Fonds de contribution au 31 décembre 2016

Logement social et communautair e

Le solde de ce volet se chiffrait 4 531 600 $ le 31 décembre 2015. Au cours de l'année 2016, dix contributions provenant de cinq arrondissements ont été reçues pour un total de 3 472 123 $. Le tableau présenté en pièce jointe détaille chacune de ces transactions.

Deux déboursés pour un montant total de 1 450 000 $ ont été effectués (voir tableau en pièce jointe pour plus de détails).

Logement abordable privé

Aucune contribution ou déboursé n'a été fait en 2016. Le solde du fonds demeure de 260 000 $.

Un montant de 220 000 $ est réservé pour le projet La Montagne Verte (CG16 0319 - 19 mai 2016).

JUSTIFICATION

Lors de la création du Fonds de contribution, la Direction de l'habitation s'est engagée à informer périodiquement le comité exécutif et les arrondissements sur les contributions reçues, les sommes affectées et l'état général du Fonds.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Au 31 décembre 2016, le solde du Fonds de contribution pour le volet Logement social et communautaire était de 6 553 723 $; celui pour le volet Logement abordable privé et familles, de 260 000 $.
Le Fonds ne rapporte pas d'intérêts étant donné le caractère transitoire des sommes qui y sont déposées et du fait qu'il n'a pas été créé par règlement.

Les deux comptes corporatifs liés au Fonds de contribution à la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels sont sous la gouverne du Service des finances. La Direction de l'habitation tient à jour mensuellement un auxiliaire pour chacun des deux comptes qui fait état de la dotation et de l'utilisation des fonds par arrondissement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La création d'un Fonds de contribution, comme instrument de mise en oeuvre de la Stratégie d'inclusion, s'inscrit dans l'orientation du Plan de développement durable visant à assurer la qualité des milieux de vie résidentiels. Le Fonds permet d'accueillir les contributions qui seront ultérieurement utilisées afin de réaliser des logements sociaux et communautaires ainsi que des logements abordables privés, dont l’un des objectifs est de réduire le solde migratoire entre Montréal et sa périphérie en retenant des jeunes ménages familiaux.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le Fonds permet d'accepter et de disposer, en toute transparence, des contributions lorsque l'inclusion de logement abordable sur site ou hors site n'est pas possible.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y aura pas d'opération de communication, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le prochain bilan sera préparé en date du 31 décembre 2017.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectués, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Josée BÉLANGER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jean-Claude GIRARD
Conseiller en analyse et contrôle de gestion

Tél : 2-3323
Télécop. : 2.3883

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-01-23

Martin WEXLER
C/d planification de l'habitation

Tél : 514 872-8237
Télécop. : 514 872-3883

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marianne CLOUTIER
directrice par interim, Direction de l'habiation

Tél : 514 872-2887
Approuvé le : 2017-02-21

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marianne CLOUTIER
directrice par interim, Direction de l'habitation
Tél : 514 872-2887
Approuvé le : 2017-02-22

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1170498001

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'habitation , Division Stratégies et produits résidentiels
Objet :	Dépôt du bilan sur le Fonds de contribution à la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels en date du 31 décembre 2016.



Fonds d'inclusion par arrondissement -31 décembre 2016.xls



délégation directeur du service.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jean-Claude GIRARD
Conseiller en analyse et contrôle de gestion

Tél : 2-3323
Télécop. : 2.3883

Service de la mise en valeur du territoire
Direction de l'habitation

Fonds de contribution à l'inclusion de logement abordable
État de situation - 31 décembre 2016

	Ahuntsic-Cartierville	CDN-NDG	Le Sud-Ouest	Rosemont-La-Petite-Patrie	Ville-Marie	Villeray-St-Michel-Parc-Extension	Saint-Léonard	Verdun	Plateau Mont-Royal	TOTAL
Volet Logement social et communautaire										
Solde au 31 décembre 2015	500 000 $	799 250 $	176 480 $	- $	2 404 370 $	51 500 $	600 000 $	- $	- $	4 531 600 $
Contributions approuvées par CM/CG, versées en 2016 à un projet de logement social (montant déboursé)										
- Les Habitations Communautaires NDG (CG14 0417)	- $	(200 000 $)	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	(200 000 $)
- La Montagne Verte (CG16 0319)	- $	0 $	- $	- $	(1 250 000 $)	- $	- $	- $	- $	(1 250 000 $)
Sous-total	- $	(200 000 $)	- $	- $	(1 250 000 $)	- $	- $	- $	- $	(1 450 000 $)
Contributions reçues en 2016										
- 30, boulevard St-Joseph	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	375 000 $	375 000 $
- 3518, rue Durocher	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	15 000 $	15 000 $
- 4560, rue St-Denis	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	60 000 $	60 000 $
- 4895, rue Berri	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	45 000 $	45 000 $
- Griffintown II et III	- $	- $	557 346 $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	557 346 $
- Lowney sur Ville (phases 1 à 4)	- $	- $	1 273 800 $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	1 273 800 $
-1295, rue des Carrières	- $	- $	- $	198 803 $	- $	- $	- $	- $	- $	198 803 $
- Elaa	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	117 300 $	- $	117 300 $
- Le Drummond	- $	- $	- $	- $	193 874 $	- $	- $	- $	- $	193 874 $
- Quad Windsor -Tour des Canadiens 2	- $	- $	- $	- $	636 000 $	- $	- $	- $	- $	636 000 $
Sous-total	- $	- $	1 831 146 $	198 803 $	829 874 $	- $	- $	117 300 $	495 000 $	3 472 123 $
Solde au compte au 31 décembre 2016	**500 000 $**	**599 250 $**	**2 007 626 $**	**198 803 $**	**1 984 244 $**	**51 500 $**	**600 000 $**	**117 300 $**	**495 000 $**	**6 553 723 $**
Contributions réservées par CM/CG mais non encore versées										
- La Montagne Verte (CG16 0319)	- $	- $	- $	- $	(220 000) $	- $	- $	- $	- $	(220 000 $)
Sous-total	- $	0 $	- $	- $	(220 000) $	- $	- $	- $	- $	(220 000 $)
Solde réel au 31 décembre 2016	**500 000 $**	**599 250 $**	**2 007 626 $**	**198 803 $**	**1 764 244 $**	**51 500 $**	**600 000 $**	**117 300 $**	**495 000 $**	**6 333 723 $**
Volet Logement abordable privé et familles										
Solde au 31 décembre 2015	- $	- $	- $	260 000 $	- $	- $	- $	- $	- $	260 000 $
Contributions versées ou reçues durant l'année 2016										
- Aucune	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $
Sous-total	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $
Solde au compte et solde réel au 31 décembre 2016	**- $**	**- $**	**- $**	**260 000 $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**260 000 $**

Montréal

Tr : Délégation de pouvoirs - Remplacement du directeur du Service de la mise en valeur du territoire, ce 21 février 2017

Luc GAGNON A : Jean-Claude GIRARD 2017-02-21 09:03

Envoyé par : Nathalie BLOUIN

bonjour,
voici, le courriel de délégation ...
Nathalie
----- Transféré par Nathalie BLOUIN/MONTREAL le 2017-02-21 09:02 -----

De :	Luc GAGNON/MONTREAL
A :	
Date :	2017-02-21 08:18
Objet :	Délégation de pouvoirs - Remplacement du directeur du Service de la mise en valeur du territoire, ce 21 février 2017
Envoyé par :	Nathalie BLOUIN

Bonjour,

Conformément à l'article 25 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4), je désigne madame Marianne Cloutier, directrice par intérim, Direction de l'habitation, pour me remplacer ce 21 février 2017 dans l'exercice de mes fonctions de directeur du Service de la mise en valeur du territoire et exercer tous les pouvoirs qui y sont rattachés.

Et j'ai signé,

Luc Gagnon
Directeur
Service de la mise en valeur du territoire

303 Notre-Dame Est
Bureau 6A-25
Montréal (Québec) H2Y 3Y8
(514) 872-5216

vive375

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1170498001

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'habitation , Division Stratégies et produits résidentiels
Objet :	Dépôt du bilan sur le Fonds de contribution à la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels en date du 31 décembre 2016.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1170498001 Bilan fonds logements abordables.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Josée BÉLANGER
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514-872-3238

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-01-27

Jacques BERNIER
Chef de division - conseil et soutien financiers - Point Ser. Développement
Tél : 514 872-3417
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

GDD 1170498001
Fonds de contribution à l'inclusion de logements abordables

Information comptable (en dollars)

Imputer les dépenses comme suit:

	2017
1001.0000000.000000.00000.21197.000000.0000.000000 AF - Contribution logement social - Général	6 553 723.00 $
	6 553 723.00 $

	2017
2101.0000000.000000.00000.21198.000000.0000.000000 AF - Contribution logement privé abordable - Général	260 000.00 $
	260 000.00 $

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 07.13

2017/03/27 13:00

(2)

Dossier # : 1176368001

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction , Division des relations interculturelles et des clientèles spécifiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 f) favoriser la représentation des femmes de toutes les origines, des autochtones, des minorités visibles, des membres des communautés ethnoculturelles et des jeunes au sein des instances décisionnelles et consultatives
Projet :	-
Objet :	Prendre acte et entériner le document intitulé «Réponses de la Ville de Montréal aux recommandations de l'avis du Conseil jeunesse de Montréal sur la réalité montréalaise des jeunes Autochtones»

Il est recommandé :
de prendre acte et d'entériner le document intitulé «Réponses de la Ville de Montréal aux recommandations de l'avis du Conseil jeunesse de Montréal sur la réalité montréalaise des jeunes Autochtones.»

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2017-01-27 16:40

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1176368001**
Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction , Division des relations interculturelles et des clientèles spécifiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 f) favoriser la représentation des femmes de toutes les origines, des autochtones, des minorités visibles, des membres des communautés ethnoculturelles et des jeunes au sein des instances décisionnelles et consultatives
Projet :	-
Objet :	Prendre acte et entériner le document intitulé «Réponses de la Ville de Montréal aux recommandations de l'avis du Conseil jeunesse de Montréal sur la réalité montréalaise des jeunes Autochtones»

CONTENU

CONTEXTE

Le Conseil jeunesse de Montréal (CjM) a produit un avis portant sur les jeunes Autochtones intitulé « Avis sur la réalité montréalaise des jeunes Autochtones ». Celui-ci a été approuvé par le comité exécutif du 6 avril 2016 et déposé au conseil municipal du 18 avril 2016. Le lancement public a eu lieu le 12 mai 2016.
Les services de la ville centre concernés par l'avis ont élaboré des réponses aux 19 recommandations formulées par le CjM. Ce sont les services suivants : Culture (SC), Diversité sociale et sports (SDSS), Développement économique (SDE), Ressources humaines (SRH), Mise en valeur du territoire (SMVT) ainsi que le Bureau des relations gouvernementales et municipales (BRGM). Le SDSS a procédé à la collecte et à l'analyse des réponses. De son côté, le BRGM a analysé les recommandations à la lumière du projet de Métropole de la réconciliation qu'il pilote.La Ville reconnaît ainsi la place que les peuples autochtones ont occupée et occupent toujours dans l'histoire et le développement de Montréal. Élaboré dans le cadre d'un dialogue de gouvernement à gouvernement et d'un processus de co-construction avec la communauté, le projet de Métropole de la réconciliation vise, entre autres, à valoriser l'histoire autochtone de Montréal, à améliorer la visibilité de la population autochtone, et à former les fonctionnaires de la ville à l'histoire et aux réalités autochtones. Envisagée d'une manière transversale, la Métropole de la réconciliation permettra de consolider des partenariats avec les organisations autochtones en prévoyant des éléments de co-gouvernance sur certains dossiers.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM16 0428 du 18 avril 2016
Dépôt de l'Avis sur la réalité montréalaise des jeunes Autochtones et des recommandations émises par le Conseil jeunesse de Montréal
CE16 0561 du 6 avril 2016

Déposer à la prochaine assemblée du conseil municipal l'Avis sur la réalité montréalaise des jeunes Autochtones et des recommandations émises par le Conseil jeunesse de Montréal

DESCRIPTION

Entre 2001 et 2011, une augmentation importante de la migration des personnes autochtones vers les villes s'est traduite par un accroissement de 177 % de leur population à Montréal. Le phénomène n'est pas tout à fait nouveau, mais il a pris une ampleur considérable dans les dernières décennies et devrait s'intensifier dans les années à venir. Selon l'enquête auprès des ménages intitulée « Enquête nationale auprès des ménages (ENM) 2011 », le nombre d'Autochtones à Montréal est de 26 285 personnes. Nombreux sont les jeunes Autochtones âgés de 18 à 35 ans qui élisent domicile à Montréal pour de courts ou de longs séjours en quête d'une amélioration de leurs conditions de vie. C'est dans ce contexte que le CjM a décidé de collaborer avec le Centre de développement communautaire autochtone à Montréal, faisant aussi affaire sous Montréal Autochtone, pour la production d'une étude conjointe sur ce sujet.
L'ordre des réponses aux recommandations présenté dans le document en pièces jointes répond à un souci de respecter les enjeux qui touchent au premier chef les jeunes autochtones, à savoir :

1. l'appartenance et lutte à l'exclusion, les arts et la culture;
2. l'éducation, l'emploi et la formation;
3. l'accueil et la vie quotidienne.

Les réponses aux recommandations émises par les services de la ville centrale permettent de constater que :

- la Ville de Montréal entreprend déjà un certain nombre d'actions qui permettent de répondre à certains enjeux qui concernent les jeunes Autochtones à Montréal;
- certaines interventions de la Ville auprès des jeunes Autochtones s'inscrivent dans ses plans d'actions alors que d'autres pourraient être entreprises notamment dans le cadre du projet de Métropole de la réconciliation; et,
- les réponses aux recommandations du CjM pourraient servir dans le cadre de représentations que la Ville entreprendra auprès du gouvernement du Québec.

JUSTIFICATION

Depuis plusieurs années, la Ville de Montréal agit pour répondre aux enjeux qui concernent les personnes autochtones à Montréal. L'Administration municipale est très sensible aux questions qui concernent les Autochtones et plus particulièrement aux problématiques que vivent les jeunes Autochtones à Montréal. C'est ainsi que les réponses des différents services de la Ville aux recommandations du CjM constituent une occasion de considérer et de bonifier les actions entreprises par la Ville à la lumière des enjeux soulevés par l'avis tout en tenant compte du projet de Métropole de la réconciliation.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

N/A

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le travail de concertation réalisé, les échanges développés entre les élus et les jeunes citoyens et les recommandations soumises à travers divers avis et mémoires sont l'application des principes de développement durable et contribuent à augmenter la qualité de vie à Montréal.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les réponses aux recommandations de l'Avis du Conseil jeunesse de Montréal contribuent à la réflexion et peuvent orienter les actions de la Ville de Montréal en ce qui concerne l'amélioration de la qualité de vie des jeunes Autochtones à Montréal.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

À la suite du dépôt des réponses à l'Avis au conseil municipal, le document sera disponible sur le site Web du CjM et sera envoyé aux partenaires de la Ville et du CjM qui sont concernés par le sujet abordé.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Mars 2017 Présentation au comité exécutif

Dépôt au conseil municipal

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Peggy BACHMAN, Direction générale

Lecture :

Peggy BACHMAN, 26 janvier 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mokhtar Mehdi LEKEHAL
Conseiller en développement communautaire

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-01-20

Nadia BASTIEN
Chef de division au Service de la Diversité sociale et des sports.

Tél : 514 872-5614
Télécop. : 514 872-9848

Tél : 514 872-3979
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Johanne DEROME
directeur de service - diversite sociale et sports
Tél : 514 872-6133
Approuvé le : 2017-01-27

Montréal

RÉPONSES DE LA VILLE DE MONTRÉAL AUX RECOMMANDATIONS DE L'AVIS DU CONSEIL JEUNESSE DE MONTRÉAL

INTITULÉ

« AVIS SUR LA RÉALITÉ MONTRÉALAISE DES JEUNES AUTOCHTONES »

PROJET

Préambule

Le 21 juin 2016, lors de la journée nationale des peuples autochtones, le Maire annonçait, en territoire traditionnel non-cédé, que la Ville s'engageait résolument dans un processus de réconciliation. Faisant suite aux appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation (CVR), 2017 va permettre d'écrire un nouveau chapitre dans l'histoire des relations de la ville avec la population et les communautés autochtones et Montréal deviendra la Métropole de la réconciliation.

La Ville reconnaît ainsi la place que les peuples autochtones ont occupée et occupent toujours dans l'histoire et le développement de Montréal. Élaboré dans le cadre d'un dialogue de gouvernement à gouvernement et d'un processus de co-construction avec la communauté, le projet de Métropole de la réconciliation vise, entre autres, à valoriser l'histoire autochtone de Montréal, à améliorer la visibilité de la population autochtone, et à former les fonctionnaires de la ville à l'histoire et aux réalités autochtones. Envisagée d'une manière transversale, la Métropole de la réconciliation permettra de consolider des partenariats avec les organisations autochtones en prévoyant des éléments de co-gouvernance sur certains dossiers.

Finalement, faisant preuve de leadership dans ce dossier, la Ville porte une attention particulière aux recommandations du Conseil jeunesse pour améliorer la réalité des jeunes autochtones à Montréal.

Introduction

Le Conseil jeunesse de Montréal (CjM) a en effet produit un avis portant sur les jeunes Autochtones intitulé « Avis sur la réalité montréalaise des jeunes Autochtones ». Celui-ci a été approuvé par le comité exécutif du 6 avril 2016 et le conseil municipal du 18 avril 2016. Le lancement public a eu lieu le 12 mai 2016. À la demande du vice-président du comité exécutif et responsable de la jeunesse, de la Ville intelligente ainsi que des technologies de l'information, un suivi des 19 recommandations formulées par le CjM a été effectué.

Cette synthèse compile les réponses reçues des services centraux concernés, à savoir le Service de la culture (SC), le Service de la diversité sociale et des sports (SDSS), le Service du développement économique (SDE), le Service des Ressources humaines (SRH) ainsi que le Service de la mise en valeur du territoire (SMVT). Le Service de la diversité sociale et des sports (SDSS) a procédé à la collecte et à l'analyse des réponses des différents services centraux sollicités en collaboration avec le Bureau des relations gouvernementales et municipales (BRGM), qui pilote le projet de Métropole de la réconciliation.

Dans cette perspective, la Ville met de l'avant, dans sa réponse, l'importance de favoriser le sentiment d'appartenance, la culture et les arts autochtones à Montréal, d'appuyer des mesures qui encouragent l'éducation chez les jeunes autochtones, et de soutenir le logement social et abordable ainsi que le développement économique.

PROJET

1) APPARTENANCE ET LUTTE À L'EXCLUSION, ARTS ET CULTURE

a. Appartenance et lutte à l'exclusion

RECOMMANDATION 10 – Que la Ville de Montréal contribue au développement du leadership des jeunes Autochtones en faisant notamment la promotion de modèles de jeunes Autochtones inspirants dans ses publications et lors des événements qu'elle tient.

La question de la diversité est considérée avec attention dans les projets et les événements de la Ville, notamment à travers le projet #jeunesse375MTL. Une attention particulière sera apportée aux futurs projets afin de représenter davantage les jeunes Autochtones.

Aussi, le Service des communications de la Ville est en mesure de faire « la promotion de modèles de jeunes Autochtones inspirants » dans ses différentes plateformes de communication destinées aux Montréalais, telles que À Nous Montréal (versions Web et papier) et en favorisant leur représentation dans les différentes campagnes.

RECOMMANDATION 11 – Que la Ville de Montréal et ses arrondissements favorisent, dans un souci de réconciliation, le rapprochement entre les jeunes Autochtones et les jeunes Allochtones par leur offre de services et en développant de nouveaux programmes.

RÉPONSE

À travers ses programmes et projets, la Ville de Montréal réitère sa volonté de proposer à l'ensemble de ses citoyens une offre de services diversifiée. La question de la prise en compte des besoins et du rapprochement entre les jeunes Autochtones et les jeunes Allochtones est considérée avec attention notamment à travers certains projets soutenus par la Ville.

De plus, la Ville effectuera une séance d'information et de sensibilisation auprès des directions d'arrondissements pour les informer de la démarche municipale (Métropole de la réconciliation) et des actions possibles dans leur arrondissement (promouvoir des activités culturellement pertinentes et de rapprochement). Les demandes d'informations et de références des arrondissements sur la question des Autochtones en milieu urbain seront traitées en ce sens (ex. : référence pour de la formation, information sur le projet de métropole de la réconciliation, etc.).

PROJET

<u>RECOMMANDATION 12</u> – Que la Ville de Montréal développe, en collaboration avec les organisations autochtones, des campagnes de sensibilisation visant à lutter contre l'exclusion et à déconstruire les préjugés envers les jeunes Autochtones.

RÉPONSE

La Ville compte poursuivre les activités de formation et de sensibilisation sur les Autochtones en milieu urbain auprès de ses services et arrondissements. Une stratégie de communication autour du projet de Métropole de la réconciliation sera développée.

Par ailleurs, le Service des communications sera en mesure de jouer son rôle -conseil auprès des services et arrondissements dans le cadre d'initiatives menées en collaboration avec les organisations autochtones visant à accroître les efforts de sensibilisation auprès des Montréalais.

<u>b. Arts, culture et réappropriation culturelle</u>

<u>RECOMMANDATION 13</u> – Que la Ville de Montréal favorise la valorisation et le rayonnement de l'art autochtone en assurant un financement soutenu à des organismes de création, de diffusion et de vitrine pour l'art cités en exemple par la communauté autochtone.

RÉPONSE

Plusieurs événements culturels visant à mettre en valeur la création autochtone reçoivent le soutien de la Ville par l'entremise des programmes offerts par le Service de la culture et le Conseil des arts de Montréal:

- Le Festival Présence autochtone, fondé en 1990, jouit d'une renommée internationale. En 2016, cette fête contemporaine des cultures des Premières Nations et des Inuits se déroule à la Place des Festivals et dans de nombreux autres lieux. Au programme : spectacles de théâtre, de danse, de musique, mais aussi des colloques sur les enjeux autochtones contemporains. Un soutien financier de 40 000 $ a été octroyé par le biais du Programme de soutien aux Festivals et événements en 2014. Le Conseil des arts de Montréal offre également un soutien financier à cet événement.

- Le programme Vitrines et marchés du Service de la culture a soutenu Mundial, un événement présentant une série axée sur le numérique des Premières nations d'ici et d'ailleurs (Canada, États-Unis).

- Espace Ashukan : géré par Feux Sacrés, ce nouveau lieu sur la place Jacques-Cartier a ouvert ses portes en mai 2015. Situé place Jacques-Cartier, l'Espace culturel Ashukan est le premier et le seul établissement permanent qui se consacre à la diffusion des arts, des

PROJET

artistes et des cultures des nations autochtones du Canada. Cette galerie-boutique respecte les principes du commerce équitable et les clients peuvent y admirer et acheter des œuvres originales et d'autres produits typiques.

- Le Centre d'histoire de Montréal présente l'*Exposition permanente : Traces, lieux, mémoires* qui relate les premiers contacts avec les Français, la fondation par des missionnaires laïcs, et la Grande Paix de Montréal. Le Centre d'histoire a également produit un Guide de découverte du patrimoine et des cultures des Premières Nations de la région de Montréal en 2011.

- Le projet DestiNATIONS actuellement à l'étude dans les legs du 375e de la Ville, se présente comme un pôle de diffusion, de production et de création culturelle de calibre international dédié à la découverte autochtone. Ce projet est appuyé par l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador.

De plus, la Ville s'assurera, dans le cadre de sa future politique culturelle, de la cohérence des événements ou initiatives en arts et en culture autochtone (Ex. : DestiNations) en lien avec les principes de la Métropole de la réconciliation.

Par ailleurs, la Ville évaluera les arrimages possibles avec le projet de Maison des régions pour favoriser le développement économique des peuples autochtones. En cohérence avec l'appel à l'action 13 de la CVR, elle favorisera l'utilisation de certains mots autochtones dans des lieux publics montréalais.

+ Voir réponse du Conseil des arts (recommandation 15)

<u>RECOMMANDATION 14</u> – Que la Ville de Montréal s'engage à offrir une vitrine pour l'art autochtone de jeunes créateurs et créatrices, notamment en exposant leurs œuvres dans ses propres locaux et en mettant en place un concours d'art public destiné aux artistes autochtones.

RÉPONSE

La Ville possède dans sa collection des œuvres des artistes autochtones : Nadia Myre (2015), Sylvie Paré (artiste anonyme) (2015) et Alec Lawson Tuckatuck (2008). En termes d'art public, on retrouve, au parc Jean-Drapeau, l'œuvre Totem Kwakiult des frères Hunt et une murale inuit au pavillon administratif du Parc réalisée par Elijah Pootoogook, Pudlat et Kumakulk Saggiak, toutes deux acquises en 1967.

De plus, Nadia Myre fait partie du collectif lauréat du concours d'art public pour la nouvelle œuvre dans le projet d'aménagement du chemin de ceinture du Mont-Royal.

PROJET

<u>RECOMMANDATION 15</u> – Que le Conseil des arts de Montréal soutienne le développement de carrières artistiques des jeunes artistes autochtones, par le biais notamment de l'organisme Diversité artistique Montréal (DAM), afin de développer davantage son mandat envers les jeunes artistes autochtones.

RÉPONSE

Le Conseil des arts de Montréal s'est doté d'un plan d'action pour la diversité culturelle 2012-2015, dont le deuxième axe vise l'accessibilité des moyens et des réseaux aux artistes issus des Premières Nations ainsi que l'accueil et l'accompagnement des artistes autochtones. Il mène donc, depuis plusieurs années, diverses actions pour le développement de la carrière des artistes autochtones ainsi que des artistes de la relève et de ceux issus de la diversité culturelle.

Le collectif Solawa composé de l'artiste métis Moe Clark a reçu le prix Coup de cœur 2015 du Conseil des arts de Montréal à la Vitrine des musiques locales métissées. Le groupe a bénéficié d'heures de répétition dans les Studios du Conseil et d'accompagnement personnalisé.

La chorégraphe et interprète ojy-cri (ojibwaie et crie) Lara Kramer a bénéficié d'une résidence de création pour la relève en danse du Conseil des arts de Montréal incluant une bourse de création.

En 2015, l'organisme Terres en vues qui produit le Festival Présence Autochtone a reçu 26 000 $ du programme général de subventions du Conseil des arts de Montréal.

Par l'entremise du programme *Conseil des arts de Montréal en tournée,* les œuvres de différents artistes autochtones ont été présentées sur l'île de Montréal au cours des trois dernières saisons : le documentaire *Mesnak* présenté par la Fondation Québec Cinéma, les expositions *Là où est notre maison/Where our home is,* ainsi que *Reliques et passages* de Terres en vues, société pour la diffusion de la culture autochtone, sans oublier les documentaires *Le peuple de la rivière Kattawapiskak et Québékoisie* présentés par Les Productions Funambules Médias.

Par ailleurs, le Conseil des arts de Montréal appuie DestiNATIONS : Carrefour International des Arts et des Cultures des Peuples autochtones, dans le cadre de l'étude sur la qualité des emplois pour les Autochtones dans les organismes culturels et artistiques autochtones, sur la qualité de la place faite aux jeunes Autochtones dans le secteur culturel et artistique et sur la qualité des emplois occupés par des Autochtones dans des organisations artistiques non autochtones, ainsi que sur les besoins de l'industrie culturelle et artistique autochtone pour assurer des conditions de travail de qualité sur le long terme.

Les résultats de l'étude seront particulièrement utiles et pertinents dans l'analyse des

PROJET

initiatives et des programmes mis en œuvre par le Conseil des arts de Montréal pour les organismes et artistes autochtones.

<u>RECOMMANDATION 16</u> – Que le réseau Accès culture consolide son action auprès des artistes autochtones en offrant des programmes, des lieux de création, de diffusion et en facilitant l'incubation et la diffusion des projets artistiques autochtones, notamment par la création d'un appel de projets destiné à l'art autochtone.

RÉPONSE

Réseau Accès culture

Depuis 2008, la Ville et le ministère de la Culture et de la Communication ont manifesté une volonté claire de consolider et de soutenir la diffusion d'artistes autochtones sur le territoire montréalais, et plus particulièrement chez les diffuseurs du réseau Accès culture. Cet engagement s'exprime par une mesure spécifique de l'Entente (2.2.3 Accueil et diffusion d'artistes autochtones). En 2013 se tenait l'événement *Un printemps autochtone d'art,* à la maison de la culture Frontenac. Cet événement est coordonné par Les Productions Ondinnok, première compagnie de théâtre autochtone au Québec. Une seconde édition a été réalisée en 2015. L'édition 2017 investira plusieurs lieux du réseau.

D'autres projets de diffusion ponctuels ont également été mis en place notamment avec le Wapikoni mobile en 2014 et avec plusieurs artistes en arts de la scène et arts visuels comme Normand Guilbault, Shauilt (tournée en 2015) et Florent Vollant (tournée en 2016), exposition *La puissance du regard des femmes* en 2016.

Médiation

Le programme montréalais d'action culturelle a permis la réalisation de projets avec des organismes et des participants autochtones. *Diverse Cité* dans l'arrondissement de Saint-Laurent, cocréation avec de jeunes immigrants et Autochtones, *Sanctuaire* des Productions Onishka et le Foyer pour femmes autochtones de Montréal, *Rhizome* des Productions Rhizome et La Marie Debout.

PROJET

2. ÉDUCATION, EMPLOI ET FORMATION

RECOMMANDATION 5 – Que la Ville de Montréal développe une collaboration et une concertation avec les comités autochtones étudiants des universités montréalaises et les organismes qui travaillent à l'intégration socioéconomique des jeunes Autochtones sur son territoire.

RÉPONSE

La Ville, par l'entremise du Service des ressources humaines est membre du Cercle de l'éducation et de l'employabilité (CEE) du RÉSEAU pour la Stratégie urbaine de la communauté autochtone à Montréal. Le CEE a pour mission de veiller à ce que tous les Autochtones de la région de Montréal aient accès aux programmes et aux services qui leur permettront d'atteindre leur plein potentiel professionnel et académique. Un de ses objectifs est de partager l'information et de faire la promotion des services et des programmes en lien avec l'employabilité, la formation et l'éducation. Les membres du Cercle sont composés d'intervenants en emploi auprès des Autochtones, de représentants d'institutions scolaires, de représentants de services étudiants autochtones et d'employeurs. Le Service des ressources humaines participe aux réunions mensuelles et aux activités du Cercle. Un des principaux projets du Cercle est l'organisation d'un salon autochtone d'emploi annuel MAMU! au printemps.

De plus, la Ville vient d'accorder un soutien financier de 30 000 $ à la Commission de développement des ressources humaines des Premières Nations du Québec (CDRHPNQ) afin de réaliser le projet « Atesseun! Ateliers Emploi Autochtones » dans le cadre de l'entente Ville-MTESS. Le Service des ressources humaines est impliqué dans ce projet qui vise une meilleure insertion des jeunes autochtones au marché du travail en mettant l'accent sur la connaissance et l'amélioration des compétences essentielles vers la transition à l'emploi.

Par ailleurs, la Ville étudie la possibilité d'inclure les comités autochtones étudiants dans le processus entourant le projet de métropole de la réconciliation.

PROJET

<u>RECOMMANDATION 6</u> – Que la Ville de Montréal participe activement à l'employabilité des jeunes Autochtones par le biais de son Programme de parrainage professionnel.

RÉPONSE

Le Service des ressources humaines (SRH) répond favorablement, en partie, à cette recommandation. Les stages de Parrainage professionnel s'adressent à des travailleurs expérimentés des cinq groupes visés par l'accès à l'égalité en emploi , dont les personnes autochtones.

La Ville offrira 50 stages de Parrainage professionnel, chaque année, à compter de 2016. Les offres de stage seront diffusées aux organismes et intervenants préoccupés par l'emploi des Autochtones. Le Service des ressources humaines s'assurera que le taux de nomination préférentielle soit appliqué aux stages en tant que mesure de redressement prévue par la Loi sur l'accès à l'égalité en emploi dans des organismes publics.

<u>RECOMMANDATION 7 – Que</u> la Ville de Montréal poursuive ses actions pour augmenter de 50 % l'embauche d'Autochtones dans son prochain Plan d'action en accès à l'égalité en emploi, et ce, en accordant une attention particulière aux jeunes. Pour ce faire :

> qu'elle améliore la diffusion des opportunités d'emploi disponibles à la Ville de Montréal auprès des organismes autochtones;

> qu'elle offre un soutien financier constant au Salon Emploi Autochtone MAMU!.

RÉPONSE

Dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'action pour la diversité en emploi 2016-2019, des liens plus étroits seront développés, notamment par l'utilisation des médias sociaux, entre le Service des ressources humaines de la Ville et les intervenants ciblés par la recommandation.

<u>RECOMMANDATION 8</u> – Que la Ville de Montréal encourage ses partenaires qui œuvrent au développement de l'entrepreneuriat chez les jeunes, tels que PME MTL et le SAJE, (1) à faire davantage la promotion de leurs services auprès des organismes autochtones et (2) à faciliter l'accès des jeunes Autochtones aux services d'accompagnement, de mentorat et de réseautage actuellement accessibles.

RÉPONSE

Le réseau PME MTL, avec son école des entrepreneurs et ses six pôles de services en accompagnement et en financement, possède un site Internet complet et il est très présent sur les réseaux sociaux les plus populaires auprès des entrepreneurs. Il faudrait que les organismes qui ont pour mission de venir en aide aux jeunes Autochtones jouent

PROJET

un rôle de référence vers le réseau PME MTL. Le réseau PME MTL possède également des cellules de mentorat. Les entrepreneurs souhaitant bénéficier de ce service peuvent contacter directement le réseau PME MTL.

Une rencontre, entre le réseau PME MTL et les représentants des organismes qui ont pour mission de venir en aide aux jeunes Autochtones, pourra être organisée.

RECOMMANDATION 9 – Que la Ville de Montréal soutienne des initiatives et des programmes qui encouragent la persévérance scolaire chez les jeunes Autochtones, notamment par le biais du Réseau réussite Montréal et par les ententes entre la Ville et le gouvernement.

Montréal, à travers ses actions, soutient Réseau réussite Montréal en tant qu'instance de concertation régionale en matière de lutte au décrochage scolaire et de réussite éducative des jeunes. Par ailleurs, la Ville poursuivra les représentation s auprès des différents ordres de gouvernement afin de faire connaître les besoins et les initiatives de la métropole en matière d'intégration en emploi des jeunes Autochtones. Elle intégrera un volet autochtone dans ses représentations auprès de la CSDM, en cohérence avec l'appel à l'action 5 de la CVR et en s'inspirant du projet d'école autochtone en milieu urbain Tshiueten[1] au Saguenay.

De plus, la Ville offrira des séances de sensibilisation et de formation à l'histoire et aux réalités autochtones aux cadres et aux professionnels de la Ville. Finalement, la Ville répond aux demandes d'information et de références des Directions et Services sur la question des Autochtones en milieu urbain (ex. : référence pour de la formation, information sur le projet de métropole de la réconciliation, etc.).

3. ACCUEIL ET VIE QUOTIDIENNE

a. Des logements sociaux et abordables

RECOMMANDATION 1 – Que la Ville de Montréal soutienne des projets de logements sociaux qui s'adressent à des jeunes Autochtones et de jeunes familles autochtones
Et
RECOMMANDATION 2 – Que la Ville de Montréal poursuive ses actions auprès des différentes instances gouvernementales pour que les programmes d'aide financière

[1] Le projet d'école autochtone est né d'une collaboration entre le Centre d'amitié autochtone du Saguenay, la Commission scolaire des Rives-du-Saguenay, le ministère de l'Éducation du Québec et le Conseil en éducation des Premières Nations. Il permet à vingt jeunes Autochtones, répartis en deux classes de la maternelle jusqu'à la deuxième année, d'aller à l'école dans un endroit qui leur ressemble. http://ici.radio-canada.ca/regions/saguenay-lac/2016/08/30/010-nouvelle-ecole-primaire-premieres-nation-quebec-saguenay.shtml

PROJET

permettant la réalisation de logements sociaux et communautaires soient reconduits aux prochains budgets et que les Autochtones puissent bénéficier d'un financement dédié.

RÉPONSE

La production de logements sociaux constitue une réponse pertinente aux enjeux soulevés dans l'avis. Des projets destinés spécifiquement aux jeunes ou aux jeunes familles autochtones pourront en effet permettre de répondre aux problèmes de coût de logement et de discrimination à l'accès au logement.

De plus, puisque le programme actuellement en vigueur, AccèsLogis, permet de développer tant des logements de transition que des logements réguliers (« permanents »), il pourrait être utilisé pour répondre à une diversité de besoins qui sont évoqués dans l'avis.

Toutefois, la construction de logements ne sera pas suffisante, à elle seule, pour créer des milieux de vie véritablement aidants. Le rapport insiste à juste titre sur l'enjeu que représente « l'apprentissage de la vie en ville » et de la vie en logement. Il faudrait donc s'assurer que les projets de logement intègrent les ressources nécessaires à un réel accompagnement de leurs locataires.

Ceci implique, d'une part, que des organismes compétents assument le développement et la mise en exploitation de ces logements et, d'autre part, que ces organismes soient assurés de budgets de soutien communautaire suffisants. Il faut noter que ces budgets ne relèvent pas des programmes de logement social de la Société d'habitation du Québec, mais doivent être obtenus par d'autres sources.

Il faut rappeler que la Ville soutient, mais n'initie pas les projets : ceux-ci doivent provenir du milieu et être portés par des organismes coopératifs ou à but non lucratif.

Mis à part l'organisme Projets autochtones du Québec, dont le projet a été complété cette année, la Direction de l'habitation n'a à ce jour reçu aucun projet ou demande émanant d'organismes autochtones. Il apparaît donc prématuré de demander des fonds dédiés, puisque la Ville est en mesure d'accueillir des projets à même les allocations Accèslogis disponibles.

Ainsi, la Ville appuie les recommandations 1 et 2 du Conseil Jeunesse :

- en invitant les organismes œuvrant auprès des jeunes et jeunes familles autochtones à soumettre des projets (dans le cadre du programme Accèslogis, géré par la Direction de l'habitation de la Ville);
- en initiant des contacts avec des bailleurs de fonds gouvernementaux (au Québec, le Secrétariat aux Affaires Autochtones et le ministère de la Santé et des Services sociaux), afin que soit garantie la présence de soutien communautaire dans ces projets.

- ► en intégrant un volet autochtone aux besoins de la métropole en matière de logement social et abordable dans ses représentations auprès des différents ordres de gouvernement. (Notamment les négociations en cours avec la SHQ, la participation aux consultations de la SHQ et de la SCHL, le suivi de la mise en œuvre du PAMLSA de la CMM, les activités de représentation en collaboration avec les partenaires, etc.);
- ► en travaillant de concert avec les partenaires du milieu (organismes prestataires de services et organisations politiques autochtones et non-autochtones) pour faire connaître les besoins des Autochtones en milieu urbain, dans le cadre du projet de métropole de la réconciliation.

---

b. Santé et services sociaux

RECOMMANDATION 3 – Que la Ville de Montréal soutienne l'implantation de cliniques de soins de santé et de services sociaux traditionnels et culturellement sécurisants pour les jeunes Autochtones et complémentaires au réseau de la santé et des services sociaux du Québec, en facilitant notamment l'accès aux infrastructures et locaux nécessaires à ce type de projets.

Et

RECOMMANDATION 4 – Que la Ville de Montréal soutienne financièrement les maisons d'hébergement pour femmes autochtones en difficulté et les centres d'hébergement pour itinérant(e)s autochtones situés sur son territoire.

RÉPONSE

La Ville tient à préciser que ces recommandations sont principalement en lien avec des compétences provinciales. Cependant, en cohérence avec l'appel à l'action 22 de la CVR, la Ville de Montréal sollicitera le gouvernement relativement au système de soins de santé afin de considérer reconnaître la valeur des pratiques de guérison autochtones et permettre l'utilisation de ces pratiques dans le traitement de patients autochtones, en collaboration avec les aînés et les guérisseurs autochtones, lorsque ces patients en font la demande.

De plus, depuis le début de la période couverte par le Plan d'action montréalais en itinérance 2014-2017, la Ville a investi 1 476 909 $ pour des projets spécifiquement destinés à venir en aide aux personnes autochtones en difficultés, à risque ou en situation d'itinérance dont voici quelques exemples :

- ➢ Le projet « Maison autochtone » de l'organisme Projets autochtones du Québec (PAQ). PAQ est le seul site d'hébergement d'urgence destiné spécifiquement aux personnes autochtones. La Maison autochtone qui a débuté ses activités en mai 2015 dispose de 52 places de refuge et de 18 chambres et studios de transition. Le projet est dans l'arrondissement de Ville-Marie, tout près de l'ancien refuge de PAQ, sur la rue de la Gauchetière (près du CHUM). Ce projet vise à accueillir tant les femmes que les hommes autochtones et inuit qui sont dans la

PROJET

rue, et à les aider dans une démarche de réinsertion sociale qui respecte leur culture. La Ville et plusieurs partenaires gouvernementaux, ainsi que la Société Makivik, ont travaillé ensemble à soutenir ce projet unique.

- Dans le cadre de l'intervention de rue dans l'espace public et afin d'assurer un partage harmonieux de l'espace urbain, la Ville soutient l'organisme *Foyer pour Femmes autochtones* (110 761 $ en 2016) afin de consolider des pôles d'intervention ciblés au square Cabot notamment auprès des Autochtones.

- La Ville octroie également une contribution annuelle au fonctionnement de PAQ (48 408 $ - Aide au fonctionnement de l'hébergement d'urgence). Depuis 2016, elle soutient aussi un projet (22 176 $) d'accompagnement pour femmes autochtones victimes de violence.

- Grâce à l'entente visant la lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS), la Ville contribue financièrement aux activités de Chez Doris, un centre de jour destiné aux femmes en difficulté, notamment Autochtones. Depuis 2015, la contribution a été doublée, atteignant 67 811 $ annuellement, pour permettre l'ouverture du centre la fin de semaine.

Par ailleurs, un poste d'agent pivot a été créé pour faciliter les liens avec les communautés autochtones par le Service de police de la Ville de Montréal.

Ainsi, la Ville s'engage à :

- recueillir de l'information sur les centres de santé holistique autochtone mis en place à Ottawa et Toronto, à documenter le projet, en collaboration avec les services concernés et les autres paliers de gouvernement, puis à évaluer les suites à donner;
- promouvoir les projets qui visent à aider les femmes autochtones en difficulté à Montréal.

c. Recommandations générales

RECOMMANDATION 17 – Que la Ville de Montréal porte une attention particulière à la question des jeunes Autochtones dans ses plans d'action, planifications stratégiques ou tout autre document similaire produit, notamment, dans le cadre de la prochaine Stratégie jeunesse montréalaise qui viendra remplacer la Stratégie 2013-2017.

RÉPONSE

PROJET

La Ville de Montréal déploie son offre de service, par l'entremise de ses plans d'action, programmes et projets, de manière inclusive et porte une attention particulière aux différents groupes vulnérables sur son territoire. Dans le cadre du projet de Métropole de la réconciliation, la Ville fait preuve de leadership et améliore ses façons de faire en ce qui a trait aux populations autochtones. Les réponses formulées dans ce document font état de projets en cours et d'initiatives pertinentes mises en place par les différents Services de la Ville qui sont sollicités pour répondre aux recommandations du Conseil jeunesse.

En s'engageant résolument sur le chemin de la réconciliation, des séances de formation aux réalités et à l'histoire autochtones vont être présentées aux employés des différents Services et arrondissements afin de les aider à mieux répondre aux demandes qui leur seront adressées.

La Ville a l'intention de mettre en œuvre plusieurs appels à l'action issus du rapport de la CVR, dont l'appel 57:

> ***« Une formation de sensibilisation à l'intention des fonctionnaires :*** *Nous demandons aux gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux de même qu'aux administrations municipales de s'assurer que les fonctionnaires sont formés sur l'histoire des peuples autochtones, y compris en ce qui a trait à l'histoire et aux séquelles des pensionnats, à la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, aux traités et aux droits des Autochtones, au droit autochtone ainsi qu'aux enseignements et aux pratiques autochtones. À cet égard, il faudra, plus particulièrement, offrir une formation axée sur les compétences pour ce qui est de l'aptitude interculturelle, du règlement de différends, des droits de la personne et de la lutte contre le racisme.* ***»***

De plus, la Ville s'assurera, lors de la préparation d'activités de représentation et de la rédaction de différents documents stratégiques, d'inclure la question des Autochtones en milieu urbain.

<u>RECOMMANDATION 18</u> – Que la Ville de Montréal se dote d'un élu responsable du dossier autochtone. Cette personne aurait principalement à renforcer les liens entre la Ville et la communauté autochtone ainsi qu'à prendre la parole publiquement sur des enjeux relatifs à la communauté.

RÉPONSE

Le dossier de Métropole de la réconciliation est un dossier transversal porté par le maire de Montréal, témoignant de son importance pour la Ville.

La Ville de Montréal désire assurer une présence forte et constante sur la question des Autochtones en milieu urbain. Le maire est bien au fait de l'évolution du dossier et des démarches concernant la métropole de la réconciliation.

PROJET

<u>RECOMMANDATION 19</u> – Que la Ville de Montréal se dote de données plus exhaustives sur les jeunes Autochtones résidant sur son territoire, particulièrement des données sur leur intégration socioéconomique, et ce, en appliquant l'analyse différenciée selon les sexes (ADS).

RÉPONSE

L'équipe de Montréal en Statistiques, qui a déjà introduit l'ADS dans ses analyses, utilise, notamment, les données de Statistique Canada. Les données de recensement sur les Autochtones seront disponibles en 2017. L'analyse sur les jeunes Autochtones sera complétée par l'équipe de Montréal en Statistiques dans les semaines suivant la publication des données de Statistiques Canada.

PROJET

CONSEIL JEUNESSE DE MONTRÉAL

AVIS SUR LA RÉALITÉ MONTRÉALAISE DES JEUNES AUTOCHTONES

Native Montréal
Montréal Autochtone

Montréal

CONSEIL JEUNESSE DE MONTRÉAL

Le Conseil jeunesse de Montréal (CjM) est un comité consultatif créé en février 2003 par la Ville de Montréal dans le but de mieux tenir compte des préoccupations des Montréalais âgés de 12 à 30 ans et de les inviter à prendre part aux décisions qui les concernent.

Composé de quinze membres représentatifs de la diversité géographique, linguistique, culturelle et sociale de la jeunesse montréalaise, il a pour mandat de conseiller régulièrement le maire et le comité exécutif sur toutes les questions relatives aux jeunes et d'assurer la prise en compte des préoccupations jeunesse dans les décisions de l'administration municipale.

ENSEMBLE DES MEMBRES

Jessika Brosseau
Rym El-Ouazzani
Trisha Elie
Chahinaze Fala
Denise Felsztyna
Jérémy Gareau
Amina Janssen
Maxime Le Breton
Kunze Li
François Marquette
Albert Phung Khai-Luan
Pascal Rousseau
Kathryn Verville-Provencher
Michael Wrobel

MEMBRES DU COMITÉ AVIS (2015-2016)

Jessika Brosseau
Rym El-Ouazzani
Trisha Elie
Chahinaze Fala
Denise Felsztyna
Jean-Philippe Gagnon
Jérémy Gareau
Gopinath Jeyabalaratnam
Dhaneshan Kistnasamy
Maxime Le Breton
François Marquette
Pascal Rousseau
Mountagha Sow
Kathryn Verville-Provencher
Michael Wrobel

Le présent avis a été élaboré au cours de l'année 2015, soit la douzième année d'existence du Conseil jeunesse de Montréal, et a été adopté par ses membres le 28 janvier 2016.

Conseil jeunesse de Montréal
1550, rue Metcalfe, bureau 1424
Montréal (Québec) H3A 1X6
Téléphone : 514 868-5809
Télécopieur : 514 868-5810
cjm@ville.montreal.qc.ca
www.cjmtl.com

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
© Conseil jeunesse de Montréal, 2016

ISBN 978-2-7647-1409-6 (version papier)
ISBN 978-2-7647-1410-2 (version électronique)

La féminisation, partielle, de ce document utilise la méthode du point (par exemple : répondant.e, participant.es).

Coordination
Geneviève Coulombe
Martin Crépeau

Recherche et rédaction
Mathilde Forest Rivière, Bem & co.

Aide à la recherche
Laurence Godin, Bem & co.
Widia Larivière, Femmes autochtones du Québec

Révision linguistique
Louise-Andrée Lauzière

Conception et réalisation graphiques
RouleauPaquin.com

AVIS SUR LA RÉALITÉ MONTRÉALAISE DES JEUNES AUTOCHTONES

SOMMAIRE

Entre 2001 et 2011, une augmentation importante de la migration des personnes autochtones vers les villes s'est traduite par un accroissement de 177 % de leur population à Montréal. Le phénomène n'est pas tout à fait nouveau, mais a pris une ampleur considérable dans les dernières décennies. En raison des transformations démographiques en cours, qui touchent particulièrement la jeune génération, ce phénomène devrait s'intensifier dans les prochaines années. Nombreux sont les jeunes Autochtones âgés de 18 à 35 ans qui élisent domicile à Montréal pour de courts ou de longs séjours, en quête d'une amélioration de leurs conditions de vie. Celle-ci repose généralement sur une amélioration du statut socioéconomique et du niveau de scolarité.

C'est dans ce contexte et afin de déposer un avis informé au conseil municipal que le Conseil jeunesse de Montréal (CjM) a commandé une étude sur la réalité des jeunes Autochtones à Montréal. Il s'agissait ainsi de 1) dresser un portrait de la réalité montréalaise des jeunes Autochtones et de leur niveau d'intégration socioéconomique, 2) déterminer les obstacles et les conditions qui peuvent freiner leur intégration et 3) répertorier les leviers, les outils et les politiques en place, ici et ailleurs, qui puissent favoriser leur insertion. Tel que le démontre le portrait statistique et les consultations effectués dans le cadre de cette enquête, les défis auxquels doivent faire face les jeunes Autochtones sont multiples et profonds. Plusieurs enjeux et pistes de solution sont à explorer pour favoriser une meilleure intégration des jeunes Autochtones à Montréal.

De tous les éléments qui entrent en jeu en ce qui concerne **l'accueil et la vie quotidienne** des jeunes Autochtones à Montréal, le logement est sans contredit le plus important. Il a une influence fondamentale sur la qualité de vie et est intimement lié à l'état de santé et au sentiment général de bien-être. Les données disponibles démontrent que les ménages autochtones sont plus susceptibles de vivre dans un logement inadéquat que les ménages non autochtones. À cet effet, la mise en place de projets de logements sociaux qui s'adressent à des jeunes Autochtones et à de jeunes familles autochtones s'avère fondamentale à une meilleure intégration économique et sociale de cette population.

Il est essentiel de souligner le rôle des services d'accueil pour faciliter l'arrivée à Montréal et l'organisation de la vie personnelle et familiale des jeunes Autochtones. Ces services concernent notamment le logement et le transport, les services de garde et le développement des compétences nécessaires à la vie urbaine. Plusieurs Autochtones et Inuits arrivés du Nord et des réserves rapportent avoir eu du mal à apprivoiser la vie urbaine. Pour les jeunes Autochtones montréalais, le passage d'un milieu rural à un milieu urbain est rendu plus ardu par le manque de moyens financiers ainsi que par le coût élevé et la faible disponibilité des transports. Ces difficultés posent obstacle à l'accès aux services, aux activités et aux loisirs qui peuvent notamment favoriser l'adoption de saines habitudes de vie. Pour parvenir à rejoindre les jeunes Autochtones qui s'installent à Montréal, les organismes concernés doivent par ailleurs composer avec les défis posés par la grande mobilité de cette population.

En matière de **santé et de services sociaux**, le principal problème qui se pose est celui de l'accessibilité des soins et des services, y compris les soins de santé traditionnels et culturellement pertinents. Il importe de noter que l'état de santé est intimement lié aux conditions de logement, au statut socioéconomique, à l'inclusion ou à l'exclusion sociale et au sentiment général de bien-être.

Si les Autochtones qui vivent en milieu urbain présentent généralement un meilleur état de santé que les Autochtones enregistrés qui vivent sur les réserves, ces deux populations se comparent presque toujours négativement par rapport à la population non autochtone. Parmi les défis à surmonter pour les jeunes Autochtones, se trouvent les problèmes liés à la santé physique, mentale et psychosociale, y compris l'itinérance et la consommation abusive d'alcool ou de drogue. Celles-ci comptent d'ailleurs au nombre des préoccupations majeures des autorités publiques et des organismes qui travaillent avec les populations autochtones en milieu urbain.

Les jeunes Autochtones qui ont pris part à cette étude considèrent le réseau de la santé comme un milieu qui devrait être priorisé dans les actions de sensibilisation aux réalités autochtones et dans la définition de mesures de lutte contre le racisme. Le racisme et la discrimination perçus dans le système de santé est l'un des défis importants qu'ils doivent surmonter. D'ailleurs, plusieurs d'entre eux préfèrent les services offerts par les organismes autochtones. Ils souhaitent l'implantation d'une clinique de santé autochtone et déplorent l'absence de soins culturellement pertinents dans les cliniques et les hôpitaux.

La majorité des Autochtones qui arrivent à Montréal y viennent d'abord pour les possibilités d'amélioration du statut socioéconomique qu'offre la ville. En conséquence, le thème de **l'éducation, de l'emploi et de la formation** trône au sommet de leurs priorités.

L'intégration des Autochtones à la vie économique est une condition *sine qua non* de l'amélioration de l'ensemble des sphères de leur existence. C'est aussi sur ce plan que nombre d'entre eux cherchent à agir le plus activement. Si les obstacles sur le chemin de l'insertion socioprofessionnelle sont nombreux, l'obtention d'un emploi stable et de qualité se révèle être l'objectif le plus important à atteindre pour les jeunes Autochtones rencontrés.

L'augmentation de l'employabilité des jeunes Autochtones devrait être au cœur d'une stratégie montréalaise visant à l'amélioration de leurs conditions de vie et de leur statut socioéconomique. Si plusieurs d'entre eux parviennent à bien s'intégrer à la vie sociale et économique de Montréal, la lutte contre la discrimination et les préjugés dans le marché de l'emploi est essentielle. Les écarts de revenu entre Autochtones et Allochtones sont criants, alors que la pauvreté comme les inégalités socioéconomiques limitent significativement les possibilités qui s'offrent aux premiers en matière d'éducation et d'emploi. Le faible niveau de scolarité des jeunes Autochtones et les stéréotypes, les préjugés et les idées reçues sur les membres des Premières Nations sont aussi au nombre des problèmes qui réduisent l'accès à l'emploi.

SOMMAIRE

La difficulté d'accéder à des stages et d'ajouter des expériences de travail et des références professionnelles à leur dossier limitent également leurs possibilités de succès. La méconnaissance ou la faible maîtrise des langues officielles représente également une barrière à l'obtention d'un emploi et à l'intégration socioéconomique des jeunes Autochtones. Ils insistent donc sur l'importance de mettre en place des ressources de mise à niveau linguistique.

Les enjeux liés à l'éducation et à la formation sont centraux pour la pleine intégration des jeunes Autochtones à la vie sociale et économique de Montréal. Or, la persévérance scolaire est un problème de taille pour de nombreux jeunes Autochtones. Le faible taux de diplomation au secondaire et le retard général dans les études entravent fortement l'accès aux études postsecondaires. Les associations étudiantes autochtones présentes dans la plupart des universités montréalaises sont cependant très actives et jouent un rôle rassembleur auprès de leur communauté. Elles représentent de ce fait un partenaire de choix pour la Ville de Montréal dans la mise en œuvre d'actions et de mesures liées à l'éducation. Non seulement les étudiant.es universitaires autochtones entretiennent-ils l'espoir d'une mobilité sociale supérieure en développant les compétences nécessaires pour accéder à des emplois de qualité, mais ils souhaitent représenter un modèle positif pour la génération qui les suivra. De ce fait, ils et elles travaillent activement à paver la voie vers l'amélioration durable de la qualité de vie de leurs communautés.

Le thème de **l'appartenance communautaire et de la lutte à l'exclusion** permet d'aborder de front la question du racisme et de la discrimination qui s'infiltrent dans l'ensemble des dimensions de la vie des jeunes Autochtones. Les enjeux liés à l'intégration sociale et à la création de réseaux de solidarité autochtones s'y greffent également. Le développement d'un sentiment d'appartenance communautaire et l'importance d'une identité culturelle forte et positive en sont les thèmes centraux.

Le racisme et les dynamiques d'exclusion sociale traversent l'ensemble des thèmes abordés dans cette étude. La vaste majorité des Autochtones en milieu urbain y sont confrontés. Les stéréotypes et les préjugés peuvent affecter toutes les sphères de leur existence et poser problème quant à la recherche de logement ou d'emploi, à la possibilité d'obtenir une éducation de qualité, à l'accès aux services de santé et à leur utilisation, ou simplement quant à la possibilité de s'inscrire dans l'espace public.

Autant pour les jeunes consultés que pour les intervenant.es, le développement du leadership et de la participation publique des jeunes Autochtones sont centraux pour lutter contre toutes les formes de racisme. On peut ici penser à la mise en place de programmes de participation citoyenne ou à la promotion de modèles de jeunes Autochtones inspirants sur différentes plateformes de la Ville. En plus de contribuer à contrer les préjugés et à déconstruire les idées reçues, une telle approche permettrait d'encourager la participation sociale et politique. Dans un esprit semblable, il serait pertinent de mettre en place et d'encourager des initiatives de rapprochement entre les jeunes Allochtones et Autochtones.

La valorisation et le rayonnement **de l'art et de la culture autochtones** s'avèrent quant à eux incontournables pour le développement d'une identité culturelle forte et positive. Cette valorisation passe par le financement soutenu des organismes de création, de diffusion et de mise en valeur de l'art autochtone, mais aussi par le soutien au développement de la carrière des artistes autochtones émergents. Les jeunes créateurs autochtones rencontrés ont avant tout besoin d'un accompagnement pour mieux comprendre les rouages des organismes de financement, des lieux de création, de diffusion et de réseautage, entre autres éléments. Les organismes autochtones qui œuvrent dans le domaine de la culture mentionnent quant à eux l'importance de faciliter la création, la diffusion et la mise en valeur des projets artistiques autochtones afin de faciliter le passage au statut d'artiste professionnel.

La mise en valeur de la culture autochtone repose également sur la maîtrise des langues autochtones. Celle-ci permet de renforcer l'identité culturelle et le sentiment d'appartenance communautaire, deux facteurs importants d'intégration sociale. Or, non seulement la plupart des langues autochtones sont menacées, mais leur transmission dans les villes est relativement faible et généralement compromise. En fait, pour l'ensemble des langues autochtones parlées dans les communautés, en milieu rural et en milieu urbain, seuls le cri, l'inuktitut et l'ojibwé échappent à la menace de disparition. La variété même des langues parlées en ville présente un obstacle à leur survie, dans la mesure où la taille de la population qui les utilise se révèle faible et la transmission de génération en génération, en déclin. Il existe pourtant un vif intérêt pour l'apprentissage de ces langues, qui sont l'un des piliers de la culture et de l'identité des communautés autochtones.

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE		**VIII**
INTRODUCTION		**1**
PARTIE 1 : LEXIQUE, APPROCHE ET MÉTHODOLOGIE		**2**
1.1	Lexique	2
1.2	Approche et méthodologie utilisées	4
1.3	Recension des programmes et des services actuellement offerts aux Autochtones à Montréal	7
PARTIE 2 : POPULATIONS AUTOCHTONES AU CANADA, AU QUÉBEC ET À MONTRÉAL – SURVOL DES DONNÉES DÉMOGRAPHIQUES		**8**
2.1	Autochtones et jeunes Autochtones au Canada et au Québec	8
2.2	Autochtones et jeunes Autochtones à Montréal	12
PARTIE 3 : RÉSULTATS		**18**
3.1	Accueil et vie quotidienne	18
3.1.1	Revue de la littérature	18
3.1.2	Résultats des consultations sur l'accueil et la vie quotidienne	25
3.1.3	Recommandations pour l'accueil et la vie quotidienne	26
3.2	Santé et services sociaux	27
3.2.1	Revue de la littérature	27
3.2.2	Résultats des consultations sur les services de santé et les services sociaux	34
3.2.3	Recommandations pour les services de santé et les services sociaux	34
3.3	Éducation, emploi et formation	35
3.3.1	Revue de la littérature	35
3.3.2	Résultats des consultations sur l'éducation, l'emploi et la formation	47
3.3.3	Recommandations pour l'éducation, l'emploi et la formation	48
3.4	Appartenance communautaire et lutte à l'exclusion	49
3.4.1	Revue de la littérature	49
3.4.2	Résultats des consultations sur l'appartenance communautaire et la lutte à l'exclusion	54
3.4.3	Recommandations pour l'appartenance communautaire et la lutte à l'exclusion	55
3.5	Arts, culture et réappropriation culturelle	56
3.5.1	Revue de la littérature	56
3.5.2	Résultats des consultations sur les arts, la culture et la réappropriation culturelle	61
3.5.3	Recommandations pour les arts, la culture et la réappropriation culturelle	63
3.6	Recommandations générales	65
SOMMAIRE DES RECOMMANDATIONS		**66**
CONCLUSION		**70**
ANNEXES		**72**
Annexe 1 : Recension des services		**72**
Annexe 2 : Liste de pratiques inspirantes		**78**
2.1	Accueil et vie quotidienne	78
2.2	Santé et services sociaux	79
2.3	Éducation, emploi et formation	83
2.4	Appartenance communautaire et lutte à l'exclusion	85
2.5	Arts, culture et réappropriation culturelle	89
BIBLIOGRAPHIE		**94**
REMERCIEMENTS		**100**
Tableau 1 : Informations sur les personnes interviewées pour l'enquête		**5**

Liste des figures

Fig. 1	Répartition des répondant.es selon la nation.	6
Fig. 2	Répartition des répondant.es selon l'âge.	6
Fig. 3	Répartition des répondant.es selon les raisons de l'établissement à Montréal.	7
Fig. 4	Nombre d'Autochtones au Canada par année de recensement.	8
Fig. 5	Répartition des Autochtones selon la province ou le territoire de résidence (2011).	9
Fig. 6	Poids démographique de la population autochtone, selon la province ou le territoire (2011).	9
Fig. 7	Répartition de la population autochtone selon l'identité spécifique (2011).	10
Fig. 8	Répartition des langues autochtones selon l'identité (2011).	10
Fig. 9	Poids démographique des groupes d'âge selon l'identité autochtone (2011).	11
Fig. 10	Poids démographique de la population autochtone selon la région métropolitaine de recensement (2011).	11
Fig. 11	Nombre d'Autochtones à Montréal par année de recensement.	12
Fig. 12	Poids démographique des Autochtones dans les arrondissements et villes de l'agglomération de Montréal (2006).	13
Fig. 13	Répartition de l'identité autochtone spécifique à Montréal (2011).	14
Fig. 14	Connaissance des langues officielles selon l'identité et le lieu de résidence (2011).	14
Fig. 15	Lieu de naissance des Autochtones montréalais.es (2011).	15
Fig. 16	Durée de résidence à Montréal des Autochtones montréalais.es (2011).	15
Fig. 17	Tranches d'âge de la population selon l'identité autochtone et le lieu de résidence (2011).	16
Fig. 18	Raisons évoquées par les jeunes pour expliquer leur arrivée en milieu urbain (2009).	17
Fig. 19	Raisons expliquant que les répondant.es habitent à Montréal.	19
Fig. 20	Situation de logement selon l'identité et le lieu de résidence (2011).	21
Fig. 21	Adultes autochtones ayant consommé de l'alcool, par lieu de résidence (12 mois précédant l'enquête), en % (2006).	28
Fig. 22	Répartition des peuples autochtones et itinérance (2006).	29
Fig. 23	Taux d'activité, d'emploi et de chômage selon l'identité et le lieu de résidence, en % (2011).	36
Fig. 24	Personnes au travail et nombre moyen de semaines travaillées selon l'identité et le lieu de résidence, en % (2011).	37
Fig. 25	Revenu selon l'identité et le lieu de résidence, en $ (2011).	37
Fig. 26	Fréquence du faible revenu selon l'identité et le lieu de résidence, en % (2011).	38
Fig. 27	Revenu des Autochtones montréalais.es selon le sexe, en $ (2011).	38
Fig. 28	Situation familiale selon l'identité et le lieu de résidence, en % (2011).	39
Fig. 29	Situation familiale des Autochtones montréalais.es selon le sexe, en % (2011).	39
Fig. 30	Profession selon l'identité et le lieu de résidence, en % (2011).	40
Fig. 31	Niveau de scolarité des 15 ans et plus selon l'identité et le lieu de résidence, en % (2011).	41
Fig. 32	Comportements négatifs : « Je pense que les autres se comportent d'une manière injuste/négative envers les Autochtones ».	49
Fig. 33	Traitement injuste : « J'ai été l'objet de plaisanteries ou d'insultes en raison de mon origine autochtone ».	49

PRÉFACE

Kuei,

Bonjour,

Avec le 375e anniversaire de Montréal qui approche, il est important de voir à quel point l'initiative et l'implication du Conseil jeunesse de Montréal en vue de faire de Montréal une ville accueillante pour la jeunesse autochtone sont fondamentales.

La ville de Montréal a coulé ses fondations sur des terres occupées par les Premières Nations depuis le recul des eaux de la mer de Champlain. Le site Dawson, un des premiers sites archéologiques en Amérique du Nord, est maintenant entouré de dizaines de gratte-ciels. Comme pour l'ancien village d'Hochelaga, les Premières Nations ont une histoire et une appartenance riches liées au territoire, mais encore vivantes en 2016. Il apparaît tout naturel que les peuples qui appartiennent depuis si longtemps à ce territoire puissent enfin prospérer.

L'histoire des peuples autochtones, à travers la Loi sur les Indiens, la mise en réserves, les pensionnats, la rafle des années 1960 (*Sixties Scoop)* et les politiques de discrimination institutionnalisées, est truffée d'obstacles auxquels ont été confrontées les dernières générations. Les pistes qui sont offertes dans ce document, par ses recommandations, permettent un point de départ vers une nouvelle relation, porteuse d'avenir. Que ce soit par l'accueil, l'éducation, la santé, l'emploi, l'accès à des services, il arrive trop souvent encore que l'accès à la ville soit difficile.

Cependant, c'est par des initiatives comme celle-ci que la décolonisation des institutions municipales, provinciales et fédérales pourra enfin advenir, favorisant une guérison de la relation entre Autochtones et Allochtones. Que cette initiative soit née de la volonté de la jeunesse pour la jeunesse démontre encore mieux comment les générations futures en bénéficieront et qu'elles peuvent espérer accéder aux mêmes chances et à l'équité, grâce à un désir de justice de base universelle.

Tshinashkumitin!

Melissa Mollen Dupuis

Innue en territoire traditionnel non-cédé Kanien'kehá:ka

Melissa Mollen Dupuis



Melissa Mollen Dupuis est Innue, originaire d'Ekuanitshit sur la Côte-Nord. En 13 ans de travail d'animatrice scientifique au Jardin des Premières-Nations du Jardin botanique de Montréal, elle a pu exposer la richesse de cette culture aux visiteurs et aux jeunes de Montréal. Depuis des années, elle fait découvrir sa double appartenance – innue et québécoise –, les conflits et les métissages qui en sont issus. C'est par les arts visuels, l'animation, la vidéo, la performance et le conte qu'elle est amenée à explorer des avenues contemporaines d'interprétation de la culture des Premières Nations. Comédienne dans plusieurs séries autochtones à la télévision, elle est aussi impliquée comme présidente du CA du Wapikoni mobile et comme co-organisatrice pour Idle No More Québec.

INTRODUCTION

L'augmentation constante de la population autochtone à Montréal se conjugue aujourd'hui au manque de données permettant de mieux connaître leurs besoins et leurs aspirations. C'est dans ce contexte que les membres du CjM ont choisi d'élaborer un avis sur la réalité montréalaise des jeunes Autochtones.

Afin d'appuyer la formulation de recommandations adaptées à leurs réalités propres, le présent avis 1) cerne les principaux besoins et obstacles rencontrés par les jeunes Autochtones dans l'atteinte de l'autonomie économique, 2) vérifie s'il existe déjà des programmes ou services permettant de répondre à ces besoins, 3) recommande des stratégies afin de mieux répondre aux besoins exprimés et 4) recense des pratiques et des programmes déjà en place ici et ailleurs qui répondent à des besoins similaires.

Dans le but de dépeindre un portrait de la situation plus juste et actuel des jeunes Autochtones à Montréal, les méthodes de recherche suivantes ont été combinées :

Une *revue documentaire* a été réalisée sur les enjeux propres aux jeunes Autochtones vivant en contexte urbain et les obstacles à leur intégration. Elle comprend une analyse des statistiques disponibles, une recension des programmes et des services disponibles, une revue de la littérature portant sur les jeunes Autochtones en milieu urbain ainsi qu'une recension des pratiques inspirantes déjà en place.

Des *entrevues semi-directives* (16) ont été menées auprès d'intervenant.es du milieu autochtone montréalais, de responsables de la Ville de Montréal et d'expert.es en questions autochtones. De même, des entrevues ont été effectuées avec une sélection de jeunes Autochtones dont les parcours ont été jugés particulièrement inspirants. La tenue de sept *groupes de discussion* a permis non seulement de dresser un portrait général des obstacles à l'intégration rencontrés par les jeunes Autochtones, mais également des portraits par segments précis de cette population (adolescent.es, jeunes femmes, jeunes hommes, Métis.ses, Inuit.es, Mohawks, etc.). Un groupe de discussion a aussi été réalisé avec des intervenant.es qui œuvrent auprès des jeunes Autochtones. Ces entrevues et *groupes de discussion* ont été menés pour ancrer la recherche et l'analyse dans le contexte particulier de l'étude – la réalité montréalaise actuelle – et pour connaître la vision sur les enjeux dominants développée par les intervenant.es de terrain les plus informés et par les jeunes Autochtones eux-mêmes.

La présentation des résultats est structurée autour de cinq grandes catégories de services pour lesquelles des besoins et les défis spécifiques aux jeunes Autochtones à Montréal ont été déterminés : l'accueil et la vie quotidienne, la santé et les services sociaux, l'éducation, l'emploi et la formation, l'appartenance communautaire et la lutte à l'exclusion ainsi que l'art, la culture et la réappropriation culturelle.



1 LEXIQUE, APPROCHE ET MÉTHODOLOGIE

1.1 LEXIQUE

On trouve les collectivités autochtones dans des régions urbaines, rurales et éloignées du Canada. Elles comprennent les Premières Nations, ou les bandes indiennes, qui vivent généralement sur des terres appelées « réserves », mais sont également désignées dans ce texte et dans la plupart des documents consultés par le terme *communautés*.

- Au Canada, les **Inuit.es** vivent au Nunavut, dans les Territoires du Nord-Ouest, dans le Nord-du-Québec (Nunavik) et au Labrador;
- Les **Métis.ses** vivent principalement en Alberta, en Colombie-Britannique, au Manitoba, en Ontario et en Saskatchewan;
- Les **collectivités autochtones en milieu urbain** (qui comprennent des Métis, des Indiens non-inscrits, des Inuits et des membres des Premières Nations) vivent dans des villes ou des municipalités, qu'elles fassent partie ou non des réserves ou des territoires traditionnels (par exemple, la collectivité autochtone de Montréal).

On compte un total de 11 Nations reconnues au Québec, en plus des autres nations du reste du Canada. Il s'agit des :

- Abénaqui.es
- Algonquin.es
- Attikameks
- Cri.e
- Huron.nes-Wendats
- Malécites
- Micmac.ques
- Mohawks
- Montagnais.es-Innu.es
- Naskapis
- Inuit.es

Autochtone[1,2] **:**

Terme utilisé par le gouvernement du Canada et dans la Constitution pour désigner les Métis.ses et les membres des Premières Nations, alors regroupés dans un seul groupe. L'article 35(2) de la Loi constitutionnelle de 1982 précise que les peuples autochtones du Canada comportent notamment des Indien.nes et des Métis.ses du Canada. La désignation *Indiens inscrits* est un terme juridique issu de la Loi sur les Indiens[3] (1985).

Allochtone :

Terme utilisé pour désigner la population non autochtone.

Indien.ne inscrit.e[4] **:**

Autochtone admissible aux droits et avantages prévus par la Loi sur les Indiens et d'autres lois qui les concernent.

Inuit.e[5] **:**

Autochtone de langue esquimaude-aléoute dont la communauté est historiquement liée au milieu arctique, notamment le Nunavut, les Territoires du Nord-Ouest, le Nord-du-Québec (Nunavik) et le Labrador.

Inuktitut[6] **:**

Langue des Inuit.es, toujours comprise et parlée dans la plupart des communautés inuites.

Métis.se[7] **:**

Autochtone qui se distingue de ceux des Premières Nations par son ascendance mixte indienne et européenne. Les Métis.ses possèdent une culture et une langue propres et sont reconnus par la Loi constitutionnelle de 1982 comme peuple autochtone. Selon le Ralliement national des Métis : « Il s'agit d'une personne qui descend de souche métisse, qui se distingue des autres Autochtones et qui est acceptée par la nation métisse. Les Métis possèdent une histoire, une culture et une langue propres, issues de leurs diverses origines ancestrales, qui peuvent être écossaises, françaises, ojibwées et cries. Leurs territoires traditionnels comprennent les cours d'eau de l'Ontario, les environs des Grands Lacs et s'étendent à ce qui est défini dans les Droits autochtones des Métis du Nord Ouest, reconnus en vertu de l'article 35 de la Loi constitutionnelle de 1982. »

Réserve indienne[8] **:**

Territoire réservé aux Autochtones par la Loi sur les Indiens. Les terrains d'une réserve sont la propriété du gouvernement fédéral.

Identité autochtone[9] **:**

Cette expression désigne les personnes qui ont déclaré être des Autochtones, c'est-à-dire membres des Premières Nations (Indien.ne de l'Amérique du Nord), Métis.ses ou Inuit.es. Ce ne sont pas nécessairement des Indien.nes inscrit.es ou protégés par des traités.

1 IVTF et Ville d'Ottawa, *Portrait de la diversité. Les peuples autochtones : Premières Nations, Inuits et Métis*, 2010.

2 L'utilisation du terme *Autochtone* dans le présent avis se réfère à cette définition.

3 Notons que les Inuit.es ne sont pas régis par la Loi sur les Indiens.

4 IVTF et Ville d'Ottawa, *op. cit.*, p. 9.

5 Office québécois de la langue française, « Inuit », [En ligne], *Grand Dictionnaire terminologique*, [http://gdt.oqlf.gouv.qc.ca/ficheOqlf.aspx?Id_Fiche=1299241].

6 IVTF et Ville d'Ottawa, *op. cit.*, 2010 : http://ottawa.ca/fr/hotel-de-ville/decouvrir-votre-ville/profil-et-statistiques-economiques/optique-dequite-et

7 Office québécois de la langue française, « Métis », [En ligne], *Grand Dictionnaire terminologique*, [http://gdt.oqlf.gouv.qc.ca/ficheOqlf.aspx?Id_Fiche=1299269].

8 Office québécois de la langue française, « Réserve indienne », [En ligne], *Grand Dictionnaire terminologique,* [http://gdt.oqlf.gouv.qc.ca/ficheOqlf.aspx?Id_Fiche=1299493]

9 « Encadré 6 : concepts et définitions », [En ligne], Statistique Canada, [http://www12.statcan.gc.ca/nhs-enm/2011/as-sa/99-011-x/99-011-x2011001-fra.cfm#bx6].



1.2 APPROCHE ET MÉTHODOLOGIE UTILISÉES

Comme il existe peu de données et d'analyses portant spécifiquement sur les jeunes Autochtones à Montréal, l'approche de la présente étude a consisté, d'une part, à vérifier et bonifier les constats présents dans la littérature et, d'autre part, à compiler de nouvelles données sur cette population peu étudiée, par l'entremise d'entrevues et de groupes de discussion. Cette approche de terrain a permis de tracer un portrait plus juste des jeunes Autochtones, des enjeux auxquels ils sont confrontés et de leurs besoins en vue d'une plus grande intégration socioéconomique. Les recommandations – s'appuyant sur une compréhension des services et des programmes déjà en place et du fonctionnement de l'administration municipale montréalaise – s'inspirent de pratiques qui fonctionnent bien ailleurs.

L'analyse traverse cinq grands domaines pour lesquels les besoins, l'offre de services actuelle et les pratiques inspirantes ont été décrits et des recommandations élaborées. Les cinq domaines retenus, définis en introduction de chaque section, sont les suivants :

- Accueil et vie quotidienne (transport, logement et services de garde);
- Santé et services sociaux (soins de santé traditionnels, accès aux soins, racisme et discrimination lors de la recherche de soins, soins liés à la violence, consommation alcool/drogue);
- Éducation, emploi et formation (compétences linguistiques en anglais et en français, études, intégration socioéconomique, recherche d'emploi);
- Appartenance communautaire et lutte à l'exclusion (liens entre Autochtones, liens avec les Allochtones, sauvegarde de la culture et de la langue);
- Arts, culture et réappropriation culturelle (expression artistique et projets liés à la culture et à la langue).

Trois méthodes principales ont été utilisées dans le cadre de cette étude.

Une *revue documentaire* a d'abord été réalisée, comprenant :

1. Une compilation des statistiques disponibles;
2. Une recension des programmes et des services en place;
3. Une revue de la littérature portant sur les jeunes Autochtones en milieu urbain; et
4. Une recension des pratiques inspirantes existantes.

Des entrevues ont été menées afin à la fois d'ancrer la recherche et l'analyse dans le contexte particulier de l'étude – soit la réalité montréalaise actuelle – et d'accéder rapidement à la compréhension des enjeux telle que développée par les intervenant.es de terrain les plus informés et par les jeunes Autochtones eux et elles-mêmes. En plus des expertes et intervenant.es de terrain, des entrevues ont été effectuées avec une sélection de jeunes Autochtones dont les parcours ont été jugés particulièrement inspirants.

TABLEAU 1

Informations sur les personnes interviewées pour l'enquête

PERSONNES INTERVIEWÉES	DÉTAIL	NOMBRE D'ENTREVUES
Intervenant.es du milieu autochtone montréalais	Responsable du RÉSEAU pour la stratégie urbaine de la communauté autochtone à Montréal	1
	Intervenant.es qui travaillent auprès des jeunes Autochtones à Montréal	10
Responsables de la Ville de Montréal	Responsable du dossier autochtone à la Ville de Montréal	1
	Responsable du dossier des arts à la Ville de Montréal	1
	Responsable du dossier du logement à la Ville de Montréal	1
Expertes des questions autochtones	Chercheuse à l'Université Laval Experte des questions des jeunes Autochtones chez Femmes autochtones du Québec	2
TOTAL		**16**

En somme, 16 entrevues ont été réalisées entre le 30 juin et le 10 décembre 2015.

S'appuyant à la fois sur la revue de littérature et les entrevues, sept groupes de discussion ont été tenus le 26 juin et le 30 août 2015, soit un avec des intervenant.es[10] et six avec des jeunes Autochtones. Les groupes de jeunes ont été formés de manière à assurer la diversité de l'échantillon :

- 1 groupe de **jeunes Autochtones** de 17 ans et moins;
- 1 groupe de **jeunes femmes** autochtones âgées de 18 à 30 ans;
- 1 groupe de **jeunes hommes** autochtones âgés de 18 à 30 ans;
- 1 groupe **mixte** comprenant des jeunes Autochtones âgés de 18 à 30 ans.
- 1 groupe composé d'**Inuits** âgés de 12 à 30 ans[11];
- 1 groupe composé de **Mohawks** âgés de 12 à 30 ans.

10 Les personnes présentes étaient celles qui siègent au comité jeunesse du RÉSEAU.

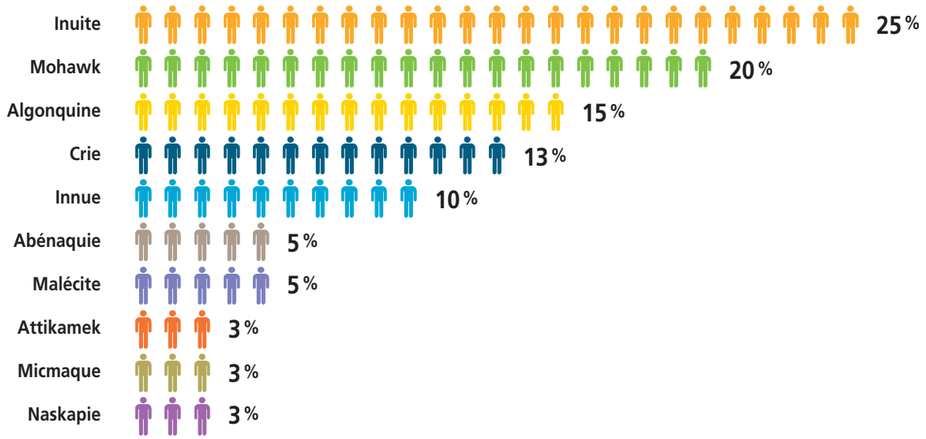
11 À noter que, conséquemment au faible niveau de participation pour ce groupe, des entrevues individuelles ont été effectuées afin d'atteindre un nombre suffisant de répondant.es inuits.



En général, l'interaction entre les personnes dans les groupes de discussion permet d'aller plus loin dans la réflexion, d'arriver à des constats généralisés et d'améliorer la compréhension d'une expérience vécue de façon isolée. La synergie créée contribue à isoler des constantes et des particularités relatives à l'expérience urbaine vécue et aux obstacles à l'intégration. Les graphiques suivants décrivent la composition très variée des groupes. En tout, c'est 40 jeunes d'horizons et de profils très diversifiés qui ont pris part aux groupes de discussion.

FIGURE 1

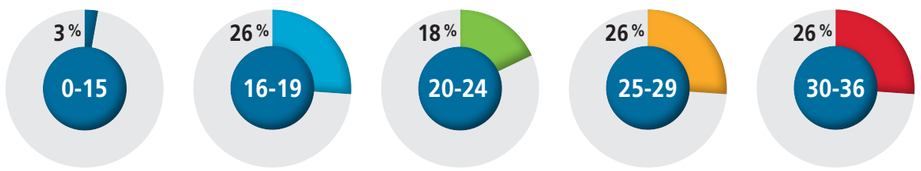
Répartition des répondant.es selon la nation



Source : Bem & Co., 2015.

FIGURE 2

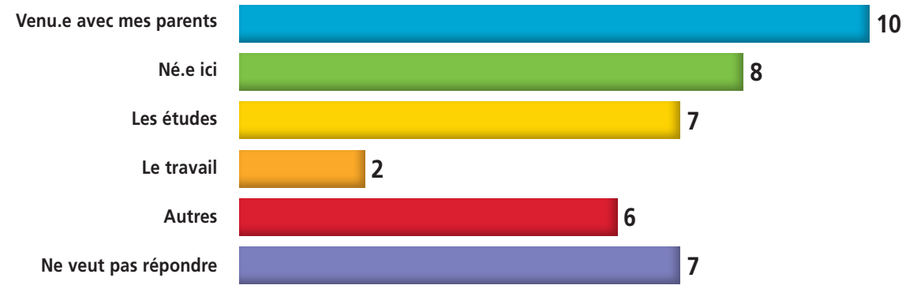
Répartition des répondant.es selon l'âge



Source : Bem & Co., 2015.

FIGURE 3

Répartition des répondant.es selon les raisons de l'établissement à Montréal



Source : Bem & Co., 2015.

1.3 RECENSION DES PROGRAMMES ET DES SERVICES ACTUELLEMENT OFFERTS AUX AUTOCHTONES À MONTRÉAL

Bien qu'on observe un nombre croissant de ressources dédiées aux Autochtones à Montréal, leur population s'accroît rapidement[12] et les organisations en place ne suffisent pas à répondre à la demande. De plus, le sous-financement chronique entrave leurs activités et quelques organismes, comme le Centre de formation pour Autochtones dans les métiers de la construction et secteurs connexes, ont récemment été contraints de fermer leurs portes.

En 2010, la Ville de Montréal recensait 32 organisations autochtones dans les secteurs de l'appartenance communautaire (8), des arts et de la culture (3), de la concertation (1), de l'éducation, de la formation et de l'emploi (5), du logement (1), de la représentation politique (5), de la santé et des services sociaux (7), des services de garde (1) et des services juridiques (1)[13]. Le *Guide de référence autochtone à Montréal* dénombre jusqu'à 52 organisations autochtones de toute sorte, à Montréal et dans ses environs[14,15].

Il faut également souligner que les centres administratifs de plusieurs organisations qui offrent du soutien, des services et de l'expertise aux communautés sont situés en ville. À Wendake, dans la proche banlieue de la ville de Québec, on trouve le secrétariat de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador (APNQL) et ses nombreuses divisions administratives. La Société de développement des Naskapis a un bureau à Québec. Femmes autochtones du Québec est établi à Montréal, de même que l'Administration régionale crie et la Société Makivik. On observe ainsi une circulation d'informations continue entre les communautés et les villes, qu'il s'agisse d'une grande agglomération comme Montréal ou de villes de plus petite taille comme Québec et Val-d'Or.

12 Plan stratégique communautaire pour la Stratégie pour les Autochtones vivant en milieu urbain (SAMU), 2015.

13 Direction de la diversité sociale du Service du développement et des opérations, *Bottin des ressources offertes aux personnes autochtones de Montréal*, 2010, Montréal.

14 SAMU, 2015.

15 Comité de travail Employabilité-Formation-Éducation du RÉSEAU pour la stratégie urbaine de la communauté autochtone à Montréal, *Guide de référence autochtone à Montréal*, [sans date].

2 POPULATIONS AUTOCHTONES AU CANADA, AU QUÉBEC ET À MONTRÉAL

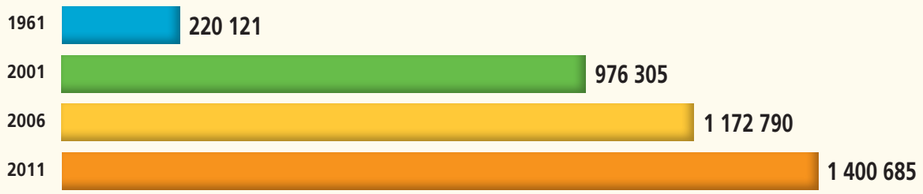
Survol des données démographiques

2.1 AUTOCHTONES ET JEUNES AUTOCHTONES AU CANADA ET AU QUÉBEC

- La population autochtone est de 1 400 685 personnes pour l'ensemble du Canada et de 141 915 personnes au Québec;
- L'âge médian de la population autochtone au Canada est de 27,7 ans (c. 40,6 ans pour l'ensemble des Canadiens) et de 32,7 ans au Québec;
- 28 % de la population autochtone du Canada a 14 ans et moins (c. 16,8 % pour l'ensemble de la population canadienne) et 23,6 % au Québec;
- 56 % des Autochtones du Canada vivent en milieu urbain;
- 17,2 % des Autochtones du Canada et 32,4 % de ceux du Québec peuvent soutenir une conversation dans une langue autochtone (63,7 % pour les Inuit.es du Canada et 88,1 % pour les Inuit.es du Québec).

FIGURE 4

Nombre d'Autochtones au Canada par année de recensement

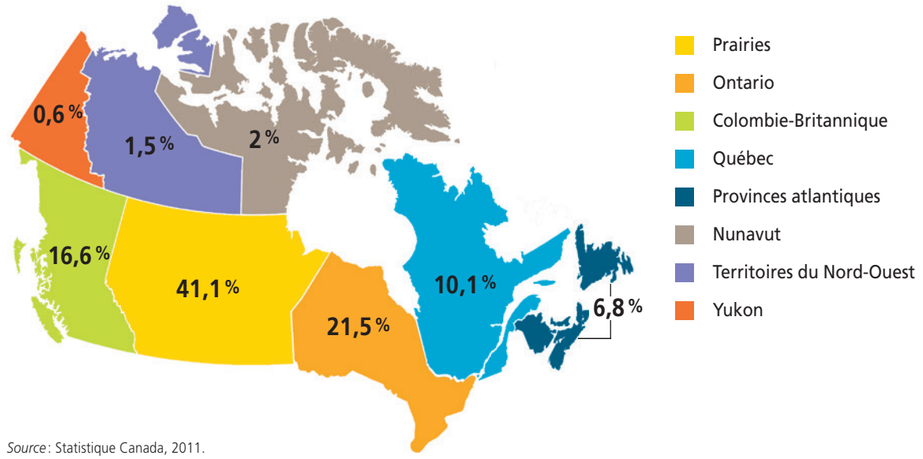


Source: Statistique Canada, 1961, 2001, 2006, 2011.

La population autochtone est en forte croissance au pays et Statistique Canada prévoit que cette croissance se poursuivra dans les prochaines décennies. Ainsi, des 1 400 685 personnes d'identité autochtone recensées en 2011, la population pourrait atteindre entre 1 700 000 et 2 200 000 personnes en 2031, ce qui représenterait une croissance annuelle de 1,1 % à 2,3 %. Notons que la croissance pour l'ensemble de la population canadienne est en moyenne de 0,9 %. Les personnes d'identité autochtone représenteraient alors près de 6 % de la population canadienne en 2036, comparativement à 4,4 % en 2011.

FIGURE 5

Répartition des Autochtones selon la province ou le territoire de résidence (2011)

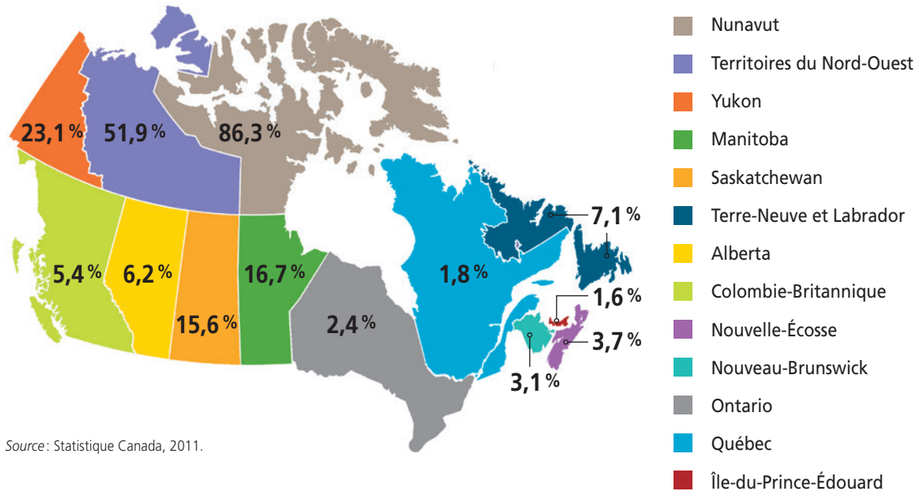


Source: Statistique Canada, 2011.

La population se répartit inégalement entre les différentes provinces canadiennes et le poids démographique des personnes autochtones varie considérablement d'une province ou d'un territoire à l'autre. Ainsi, les personnes autochtones comptaient pour 86,3 % de la population du Nunavut et respectivement 16,7 % et 1,8 % de celles du Manitoba et du Québec.

FIGURE 6

Poids démographique de la population autochtone, selon la province ou le territoire (2011)



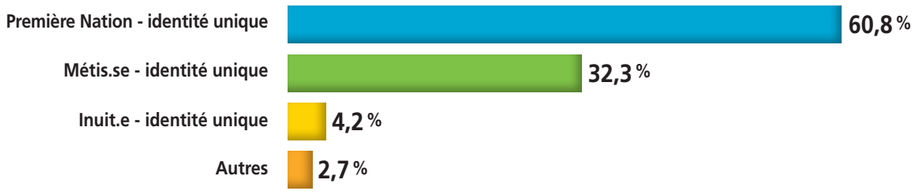
Source: Statistique Canada, 2011.



Il existe de multiples identités autochtones au Canada. Elles sont en général classées en trois catégories, soit celles des Premières Nations, des Inuit.es et des Métis.ses. Parmi tous les Autochtones, les Inuit.es et les Métis.ses sont respectivement les plus et les moins susceptibles de connaître ou d'avoir une langue maternelle autochtone. Une plus grande proportion des Autochtones du Québec peut soutenir une conversation dans une langue autochtone (32,4 % c. 17,2 % pour les Autochtones de l'ensemble du Canada).

FIGURE 7

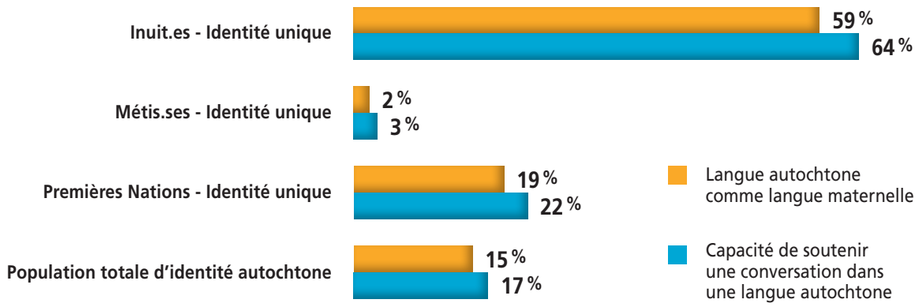
Répartition de la population autochtone selon l'identité spécifique (2011)



Source : Statistique Canada, 2011.

FIGURE 8

Répartition des langues autochtones selon l'identité (2011)

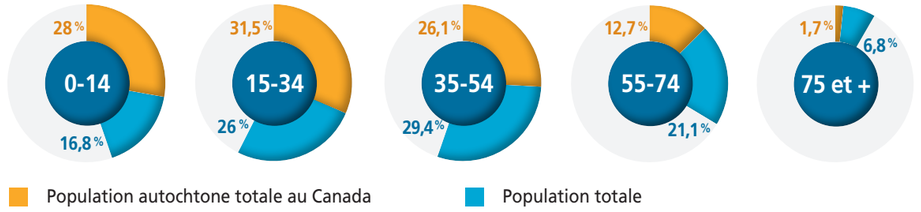


Source : Statistique Canada, 2011.

La population autochtone est plus jeune que la population générale. Ainsi, l'âge médian pour les Autochtones était en 2011 de 27,7 ans et celui de la population canadienne en général était de 40,6 ans. De plus, 28 % de la population autochtone et 16,8 % de la population canadienne était âgée de 14 ans et moins. Par ailleurs, 31,5 % de la population autochtone et 26 % de la population canadienne avaient entre 15 et 34 ans. La population autochtone québécoise est moins jeune que celle de l'ensemble du Canada (32,7 ans c. 27,7 ans pour les Autochtones de l'ensemble du Canada).

FIGURE 9

Poids démographique des groupes d'âge selon l'identité autochtone (2011)

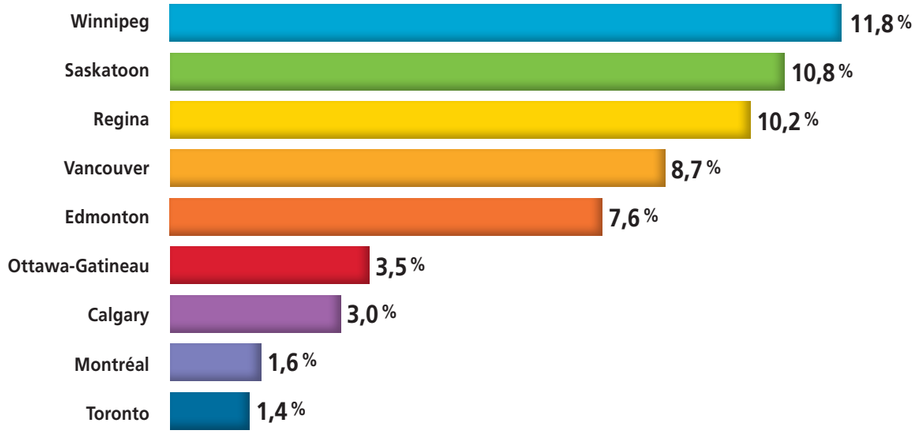


Source : Statistique Canada, 2011.

La proportion d'Autochtones vivant en milieu urbain a commencé à croître dans les années 1950, ayant été jusque-là relativement faible (Norris et Clatworthy, 2011). En 1951, seulement 7 % de la population autochtone totale du Canada vivait dans une zone métropolitaine (Norris et Clatworthy, 2011; Peters, 2004). Depuis, on a signalé une croissance continue de la population autochtone en milieu urbain (Norris et Clatworthy, 2011) avec une augmentation encore plus soutenue au cours des 10 dernières années (Browne *et al.*, 2009). Les personnes autochtones ont un poids démographique très varié selon la ville de résidence et se répartissent inégalement dans les différentes villes canadiennes : ainsi, elles comptent pour 11,8 % de la population à Winnipeg et pour 1,6 % à Montréal.

FIGURE 10

Poids démographique de la population autochtone selon la région métropolitaine de recensement (2011)



Source : Statistique Canada, 2011.



2.2 AUTOCHTONES ET JEUNES AUTOCHTONES À MONTRÉAL

La croissance et l'urbanisation de la population autochtone se constatent également au Québec. Entre 2001 et 2011, la population autochtone à Montréal a augmenté de 177 % en raison d'une importante migration hors réserve vers la ville. Montréal siège au premier rang des villes et municipalités du Québec pour le nombre d'Autochtones qui y habitent. La métropole accueille même davantage d'Autochtones que certaines des plus importantes communautés autochtones du Québec. De fait, on retrouve à Montréal 7,4 % des Autochtones du Québec et la région regrouperait même 39,4 % des Autochtones qui ne résident pas dans la communauté à laquelle ils appartiennent (réserve ou territoire désigné). La population autochtone à Montréal est ainsi passée de 6 930 personnes en 2001 à 10 505 en 10 ans à peine.

FIGURE 11

Nombre d'Autochtones à Montréal par année de recensement

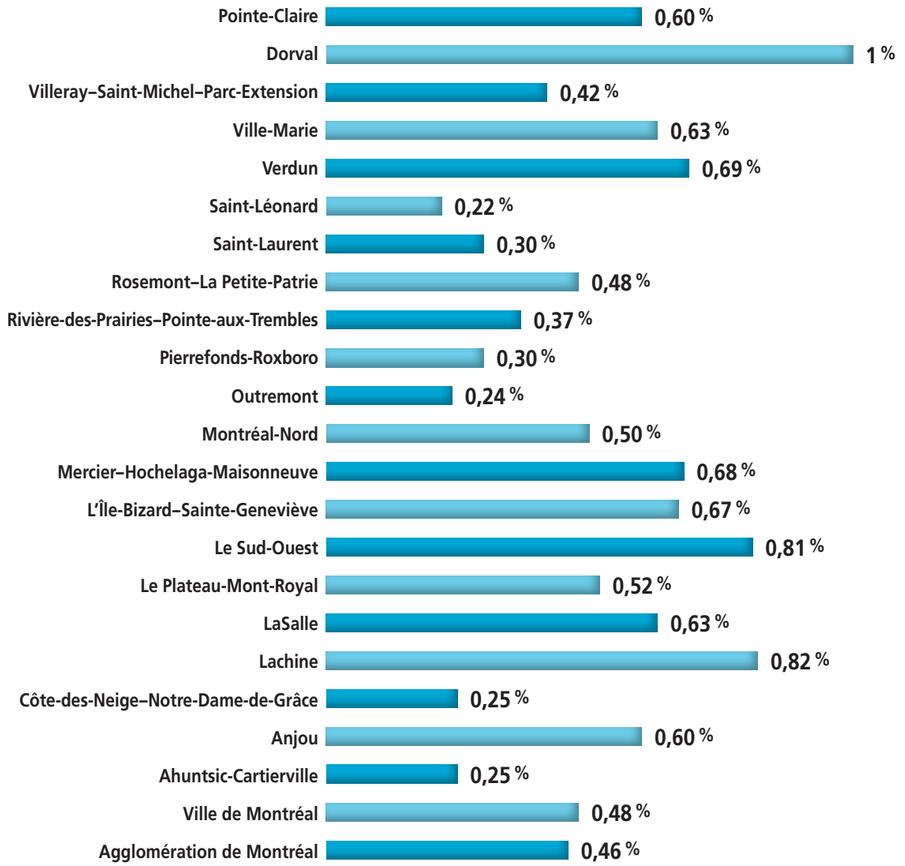


Source : Statistique Canada, 2011.

La population autochtone de la grande région métropolitaine est pour sa part passée de 11 160 personnes en 2001 à 26 280 en 2011. Les personnes autochtones résident de manière assez dispersée dans les différentes villes et arrondissements de l'agglomération de Montréal. Le poids démographique des Autochtones est le plus grand dans les arrondissements de Lachine et du Sud-Ouest (0,8 %) ainsi que de L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève, de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve et de Verdun (0,7 %). Du côté des villes liées, les Autochtones sont plus présents à Dorval (1 %) et à Pointe-Claire (0,6 %).

FIGURE 12

Poids démographique des Autochtones dans les arrondissements et villes de l'agglomération de Montréal (2006)



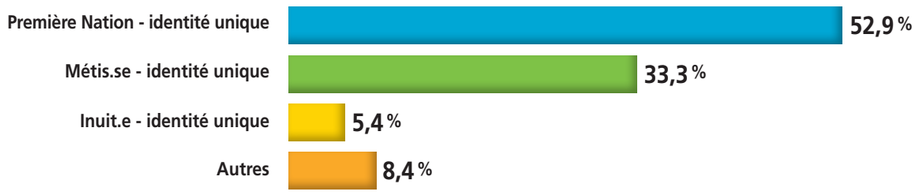
Source : *Un portrait de santé des Autochtones de Montréal*, Direction de santé publique du CIUSSS du Centre-Est-de-l'Île-de-Montréal, 2015, p. 58.



Les membres de Premières Nations comptent pour 53 % de tous les Autochtones de Montréal alors que les personnes déclarant une identité métisse et inuite comptent respectivement pour 33 % et 5 %.

FIGURE 13

Répartition de l'identité autochtone spécifique à Montréal (2011)

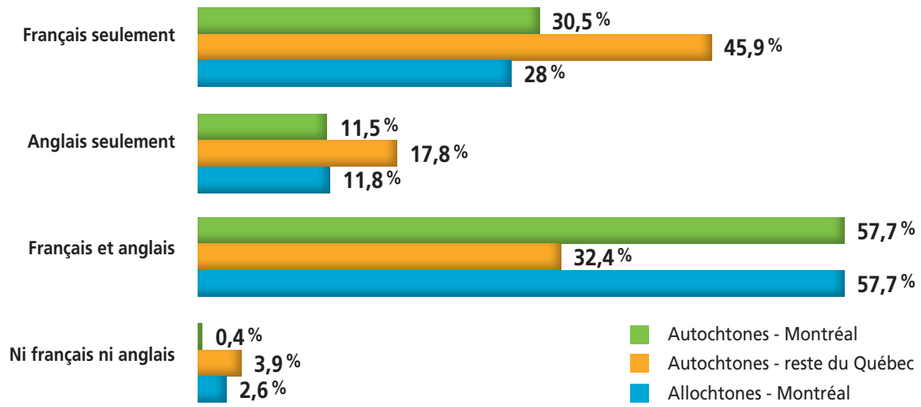


Source: Statistique Canada, 2011.

Selon le profil dressé en 2010 par la Division des affaires économiques et institutionnelles de la Ville de Montréal[16], sur le plan linguistique, 3 % des Autochtones de Montréal ont déclaré une langue maternelle autochtone, alors que cette proportion se situait à 5 % chez les jeunes Autochtones de moins de 18 ans. Seulement 5 % des Autochtones de l'île de Montréal connaissaient une langue autochtone alors que cette proportion est de 32 % pour l'ensemble des Autochtones du Québec. Finalement, 30,5 % des Autochtones montréalais ne parlaient que le français, 11,5 % ne parlaient que l'anglais, 57,7 % parlaient les deux langues officielles alors que 0,4 % seulement ne parlaient ni l'anglais ni le français.

FIGURE 14

Connaissance des langues officielles selon l'identité et le lieu de résidence (2011)



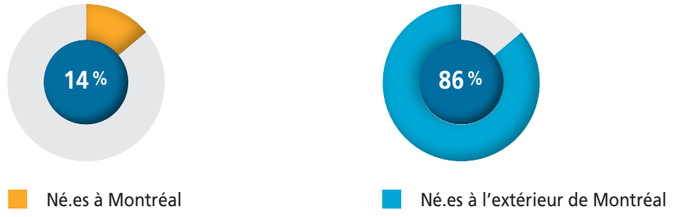
Source: Statistique Canada, 2011.

16 Ville de Montréal, « Portrait de la population autochtone à Montréal ». Division des affaires économiques et institutionnelles, 2010.

En 2011, la très grande majorité des Autochtones de Montréal étaient nés à l'extérieur de la ville. Ajoutons que 44 % y résidaient depuis moins de 10 ans.

FIGURE 15

Lieu de naissance des Autochtones montréalais.es (2011)



Source: *Urban Aboriginal Peoples Study. Montreal Report*. Environics Institute, 2011, p. 30.

FIGURE 16

Durée de résidence à Montréal des Autochtones montréalais.es (2011)



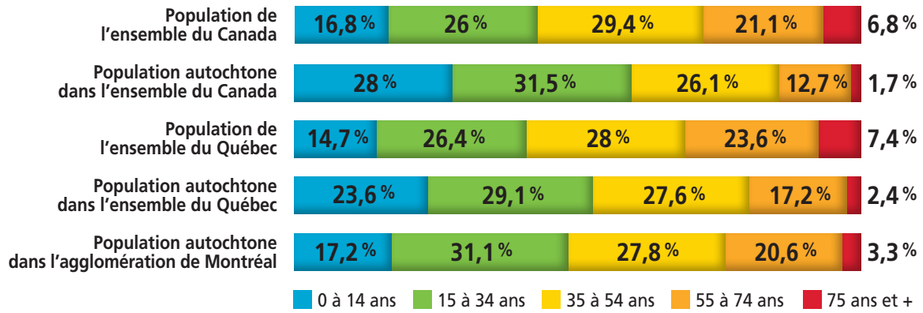
Source: Statistique Canada, 2011.



La population autochtone de l'agglomération de Montréal était en 2011 plus âgée que l'ensemble des Autochtones du Québec et du Canada. L'âge médian des hommes était de 35 ans et celui des femmes de 37 ans, comparativement à 31 ans et 34 ans pour les hommes et les femmes autochtones de l'ensemble du Québec. Précisons que la proportion de Montréalais âgés de moins de 15 ans est de 17 % tant chez les Autochtones que chez les Allochtones.

FIGURE 17

Tranches d'âge de la population selon l'identité autochtone et le lieu de résidence (2011)

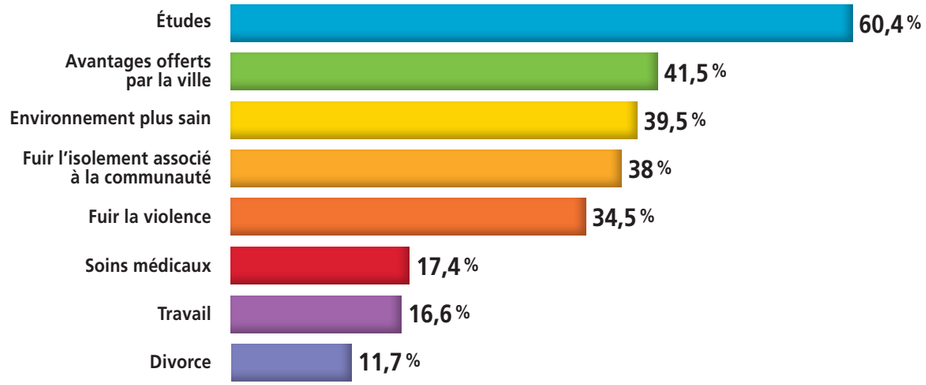


Source: Statistique Canada, 2011.

Lorsque questionnés sur les raisons de leur arrivée à Montréal, les jeunes Autochtones en évoquent plusieurs, dont les plus fréquemment rapportées sont les études (60,4 %), l'accès aux avantages offerts par la ville (41,5 %), vivre dans un environnement plus sain (39,5 %) et fuir l'isolement de la communauté (38 %). Il est à noter que seulement 16,6 % des jeunes interrogés ont évoqué le travail comme motivation importante.

FIGURE 18

Raisons évoquées par les jeunes pour expliquer leur arrivée en milieu urbain (2009)



Source : Évaluation des besoins en matière de services psychosociaux du Mouvement des centres d'amitié autochtones du Québec, Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec, 2009.

3 RÉSULTATS

3.1 ACCUEIL ET VIE QUOTIDIENNE

La section *accueil et vie quotidienne* recouvre les enjeux liés à l'arrivée à Montréal ainsi qu'à l'organisation de la vie personnelle et familiale des jeunes Autochtones. Elle inclut notamment les problématiques liées au logement et au transport, aux services de garde, aux compétences nécessaires à la vie urbaine et aux défis posés aux organismes par la grande mobilité de cette population. La présente section débute par une revue de la littérature sur les jeunes Autochtones à ces égards, poursuit avec une présentation des résultats des consultations et se conclue – au regard de la recension de services et de l'analyse de pratiques inspirantes – par deux recommandations.

3.1.1 Revue de la littérature

Si, au Québec comme au Canada, les Autochtones sont de plus en plus nombreux à vivre dans les milieux urbains, ils se démarquent de la population générale par leur très grande mobilité. En effet, que ce soit pour de courts ou de longs séjours, les migrations et déplacements entre les réserves, entre les milieux ruraux et les milieux urbains sont chez eux particulièrement courants, tout comme les déménagements à l'intérieur d'une même ville. Certains voient là un signe de la précarité et une caractéristique propre à cette population, alors que d'autres arguent plutôt que ces mouvements participent de transformations sociales plus larges qui font de la mobilité à court, moyen et long termes partie intégrante de la vie personnelle et professionnelle[17]. Les données amassées de 1997 à 1999 dans le cadre du programme de recherche en matière de politiques de Condition féminine Canada suggèrent en effet que pour les femmes autochtones de Montréal, cette mobilité accrue ne s'explique ni par la situation familiale ni par l'âge. Les déplacements fréquents seraient plutôt une caractéristique de leur mode de vie et de leur identité, et non pas une situation exceptionnelle qu'il faudrait transformer[18].

Un consensus existe chez les chercheurs et les organismes communautaires autochtones quant au fait que la présence autochtone en ville n'est pas un phénomène nouveau, mais qu'il a pris de l'ampleur dans les dernières décennies et que, en raison des transformations démographiques en cours, il est appelé à s'intensifier. De fait, 86 % des Autochtones installés à Montréal sont des résidents dits de première génération, c'est-à-dire qu'ils sont nés et ont grandi ailleurs qu'à Montréal. Les résidents de deuxième génération représentent 14 % : ils sont nés et ont grandi à Montréal de parents qui s'y sont installés à l'adolescence ou au début de l'âge adulte. En outre, 32 % d'entre eux habitent la métropole depuis plus de 20 ans, alors que 44 % y sont depuis moins de 10 ans[19]. Comme l'indique la figure 19, les motifs principaux de la migration vers Montréal sont l'éducation, l'emploi et la famille[20]. L'importance de l'éducation laisse deviner l'arrivée d'une population assez jeune.

17 C. Lévesque, « La présence des Autochtones dans les villes du Québec; mouvements pluriels, enjeux diversifiés », dans D. Newhouse et E. J. Peters, *Des gens d'ici : les Autochtones en milieu urbain. Projet de recherche sur les politiques*, 2003, p. 28.

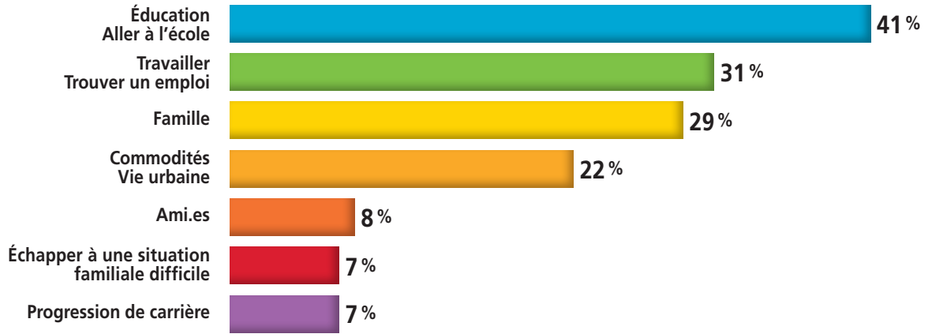
18 *Loc. cit.*

19 Environics Institute, *Urban Aboriginal Peoples Study. Montreal Report*, 2011, p. 18.

20 *Ibid.*, p. 19.

FIGURE 19

Raisons expliquant que les répondant.es habitent à Montréal



Source : *Urban Aboriginal Peoples Study. Montreal Report*, Environics Institute, 2011.

Malgré l'ensemble des défis que pose la vie urbaine décrits dans ces pages, les Autochtones montréalais semblent entretenir une vision globalement positive de leur expérience de la ville. Ainsi, 69 % d'entre eux affirment apprécier fortement la vie à Montréal en raison, entre autres, de la qualité de vie, de l'effervescence urbaine et de l'impression générale d'ouverture d'esprit et d'acceptation sociale qu'ils ressentent. Au nombre des éléments moins appréciés, on retrouve la pression propre à la vie urbaine qu'engendrent notamment la circulation dense, la pollution, le bruit, le rythme et le coût de la vie[21].

Le passage de la réserve à la ville ou d'un milieu rural à un milieu urbain ne s'opère pas pour autant sans heurts. Comme le souligne le Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec (RCAAQ)[22], le mouvement vers la ville est souvent porté par « l'espoir d'une vie meilleure ». Si certains voient leurs vœux s'exaucer, d'autres sont plutôt confrontés à une détérioration de leur situation, alors qu'aux problèmes qui les ont suivis jusqu'à Montréal s'ajoutent l'isolement et la précarité financière. Il faut mentionner, à l'instar du RCAAQ[23], que des différences majeures distinguent la vie urbaine de la vie dans les communautés autochtones, qui peuvent

21 *Ibid.*, p. 52.

22 Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec, *Mémoire du Mouvement des Centres d'amitié autochtones du Québec pour contrer le racisme et la discrimination envers les Autochtones du Québec*, 2013, p. 11.

23 *Ibid.*



rendre la transition d'un milieu à l'autre plus laborieuse qu'initialement estimée. Le RCAAQ mentionne à cet effet l'anonymat caractéristique de la vie en ville, qui s'oppose à la promiscuité vécue dans les petites communautés, et le fonctionnement très différent des institutions et services en milieu urbain. Finalement, le fait de quitter une communauté pour aller s'installer en ville peut se présenter comme un acte d'abandon ou d'exil, dans la mesure où, entre autres choses, les individus qui quittent les réserves n'ont plus accès aux services offerts par le Conseil de bande de leur communauté d'origine, le pouvoir de ce dernier étant confiné aux frontières de son territoire. Alors qu'aujourd'hui la vie urbaine est le fait d'une large proportion des Autochtones canadiens, la Loi sur les Indiens ne tient aucunement compte de cette réalité.

Les défis que pose l'arrivée en ville se couplent à ceux que rencontrent les organismes qui cherchent à soutenir les populations autochtones en milieu urbain. Les embûches sont nombreuses et parvenir à rejoindre une population très mobile est l'une d'entre elles. En effet, aux déplacements entre les réserves, les milieux ruraux et les milieux urbains s'ajoutent une instabilité et une forte mobilité résidentielle au sein d'une même ville. Entre 2001 et 2006, « [p]lus de la moitié de la population autochtone aurait déménagé au moins une fois », une proportion significativement plus élevée que ce qu'indiquent les données pour la population générale[24].

Bien qu'aucune étude ne semble avoir été menée sur le sujet, plusieurs suggèrent que cette forte propension à déménager puisse être liée à la mauvaise qualité des logements occupés. En effet, à Montréal, un Autochtone sur huit vit dans un logement qui nécessite des rénovations majeures (plomberie, installation électrique, charpente des murs, planchers et plafonds). Comme le démontre la figure 20, les ménages autochtones sont plus susceptibles de vivre dans un logement inadéquat au sens où l'entend la Société canadienne d'hypothèque et de logement (SCHL), qui définit un logement acceptable comme étant :

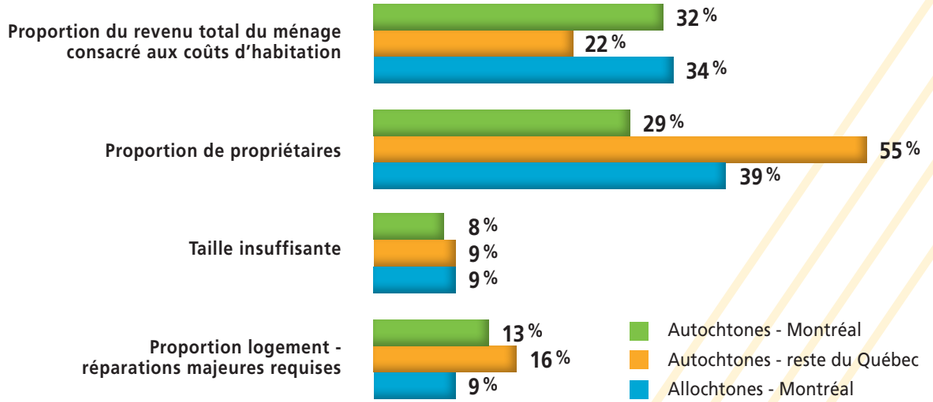
- de qualité convenable, c'est-à-dire que « de l'avis des occupants, il ne nécessite pas de réparations majeures »;
- de taille convenable, c'est-à-dire qu'il compte suffisamment de chambres pour accommoder tous les occupants;
- de prix abordable, c'est-à-dire que « le ménage y consacre moins de 30 % de son revenu avant impôt »[25].

24 Statistique Canada, « Profil de la population autochtone de 2006 pour Montréal », 2009 [En ligne].

25 Société canadienne d'hypothèque et de logement, *Le logement au Canada en ligne – Définitions*, [En ligne].

FIGURE 20

Situation de logement selon l'identité et le lieu de résidence (2011)



Source : Un portrait de la santé des Autochtones de Montréal, Direction de santé publique du CIUSSS du Centre-Est-de-l'Île-de-Montréal, 2015.

En 2006, 40 % des Autochtones habitant dans les moyennes et grandes villes canadiennes occupaient des logements nécessitant des réparations mineures ou majeures[26]. De même, à revenu égal, ils seraient plus susceptibles que la population générale de vivre dans un logement inadéquat ou surpeuplé[27], ce qui est d'autant plus problématique que la disponibilité et la qualité des logements agissent comme déterminants sociaux de la santé, du bien-être, de l'intégration à la vie économique et sociale ainsi que de l'accès à l'éducation[28].

Si les membres des Premières Nations indiquent qu'ils ont le sentiment de pouvoir choisir le quartier dans lequel ils vont s'installer[29], le RCAAQ insiste sur le fait que les besoins en matière de logement comptent au nombre des priorités exprimées par les participant.es à l'*Évaluation des besoins des Autochtones qui composent avec la réalité urbaine de Montréal*[30]. Ils soulignent entre autres la nécessité d'avoir accès à divers types de logement, entre autres un refuge pour hommes et des installations à faible coût pour des séjours de courte

26 Y. D. Belanger, G. Weasel Head et O. Awosoga, « Housing and Aboriginal People in Urban Centres : A Quantitative Evaluation », *Aboriginal Policy Studies*, 2012, vol. 2, nº 1, p. 16.

27 *Ibid.*, p. 18.

28 *Ibid.*, p. 4.

29 Environics Institute, *op. cit.*, p. 54.

30 RCAAQ, *Évaluation des besoins des Autochtones qui composent avec la réalité urbaine de Montréal*, 2008, p. iv.



3

durée[31]. Aucune donnée à ce sujet n'existe pour Montréal, mais il semble qu'à Winnipeg et à Edmonton, les ménages autochtones aient à héberger de nombreux « visiteurs » qui s'installent pour une plus ou moins longue période chez la famille ou des amis, faute de parvenir à trouver un logement adéquat. Si elle permet de réduire l'itinérance, cette situation contribue à la surpopulation dans les logements et, comme le moment du départ et de l'arrivée de ces visiteurs est le plus souvent imprévisible, elle représente un facteur de vulnérabilité pour les ménages déjà précaires, qui ont souvent une femme seule à leur tête[32].

De nombreux témoignages laissent entrevoir que le racisme et la discrimination économique compliquent la recherche d'un logement pour les Autochtones, qui sont confrontés aux préjugés et à l'incompréhension lorsque vient le temps de signer un bail. Les participant.es à des groupes de discussion menés en 2007 à Ottawa témoignent de la réticence des propriétaires à leur louer un appartement, réticence encore plus marquée lorsque ce sont des jeunes qui se cherchent un toit[33]. Dans la mesure où l'accès à des logements abordables et adaptés influence l'ensemble des dimensions de l'existence, depuis la santé jusqu'à l'intégration à la vie économique, les organismes autochtones en milieu urbain, le RCAAQ en tête, en font une priorité. Dans cet esprit, ils plaident pour la reconnaissance et la prise en compte de la spécificité de la réalité urbaine des Autochtones dans l'élaboration, par le gouvernement du Québec, de la *Politique nationale de l'habitation* et pour l'inclusion d'un volet qui touche spécifiquement les besoins des Premières Nations, des Inuit.es et des Métis.ses[34]. Par ailleurs, beaucoup de ceux qui arrivent en milieu urbain n'ont pas de dossier de crédit, une entrave majeure à la signature d'un bail.

De tous les éléments qui entrent en jeu dans l'accueil et la vie quotidienne des Autochtones à Montréal, le logement est sans doute le plus important. Néanmoins, les individus qui arrivent à Montréal et les familles qui y sont déjà installées expriment un certain nombre d'autres besoins qui, s'ils peuvent paraître de moindre importance, ont un fort impact sur la qualité de vie et les possibilités d'intégration à la vie économique et sociale.

Les possibilités qu'offre le transport en commun[35] comptent au nombre des particularités qui contribuent à la satisfaction des Autochtones quant à la vie urbaine[36]. Toutefois, si son fonctionnement va de soi pour ceux qui ont toujours vécu en ville, plusieurs Autochtones et Inuit.es arrivés du Nord et des réserves rapportent avoir eu du mal à l'apprivoiser[37]. Savoir où et comment acheter les titres de transport, comprendre le plan et le fonctionnement des lignes d'autobus et de métro, savoir comment demander un arrêt sont autant de gestes qui nécessitent un certain apprentissage et peuvent représenter une source de stress pour les nouveaux venus. Le RCAAQ compte d'ailleurs l'utilisation des transports publics au nombre des « connaissances de base de la vie en ville[38] » dont l'apprentissage pourrait être facilité par la mise en place d'un système de jumelage ou d'accompagnement visant à faciliter la transition vers la vie urbaine.

La question du transport est par ailleurs cruciale pour l'accès aux services et à l'emploi et le coût des déplacements représente un obstacle pour les ménages à faible revenu[39]. Les jeunes en milieu urbain souffrent du manque de disponibilité des transports et de leur coût quand vient le temps d'accéder aux services ou de se rendre aux activités et loisirs qui peuvent, entre autres, favoriser l'adoption de saines habitudes de vie[40].

La difficulté d'accès à des places en CPE et l'absence de services de garde culturellement adaptés sont aussi soulignés par le RCAAQ[41]. Il faut toutefois noter que depuis la parution de l'*Évaluation des besoins des Autochtones qui composent avec la réalité urbaine de Montréal* en 2008, un CPE autochtone, le Rising Sun Childcare Center/CPE Soleil Le Vent, a ouvert ses portes à Verdun. Dans son *Mémoire du Mouvement des centres d'amitié autochtones du Québec pour contrer le racisme et la discrimination envers les autochtones au Québec*, publié en 2013, le RCAAQ recommande néanmoins la création de places réservées aux enfants autochtones dans les CPE[42].

Afin de faciliter le passage à la vie urbaine, le RCAAQ[43] recommande d'offrir dans les communautés de l'information sur la vie en ville et les services et ressources disponibles de manière à ce que les Autochtones appelés à se déplacer vers Montréal ou d'autres villes aient déjà une connaissance du milieu qui les attend et des possibilités qui leur sont offertes. Dans le même esprit, la création d'un point de services central est recommandé et, éventuellement, la mise en place d'un système de jumelage qui pourrait adoucir la transition du milieu rural au milieu urbain. La création d'un catalogue des services disponibles, qui serait mis à jour annuellement, pourrait servir cet objectif.

31 *Ibid.*, p. 41.

32 R. C. Walker, « Improving the interface between urban municipalities and aboriginal communities », *Canadian Journal of Urban Research, Suppl. Canadian Institute of Planners*, 2008, vol. 17, nº 1, p. 27. Dans la mesure où la taille des villes, leurs caractéristiques démographiques et leur contexte socioéconomique diffèrent significativement, les comparaisons entre Montréal et les moyennes et grandes villes de l'Alberta, de la Saskatchewan et du Manitoba sont à traiter avec la plus grande prudence.

33 IVTF, 2010, *op. cit.*, et IVTF et Ville d'Ottawa, 2010, *op. cit.*, p. 9.

34 RCAAQ, *Vers une politique nationale de l'habitation*, 2014, p. 20.

35 Les difficultés liées au transport et l'accès à un service de garde abordable sont au nombre des préoccupations trouvées dans les documents produits par les organismes autochtones de Montréal, mais virtuellement absentes de la littérature scientifique ou des rapports gouvernementaux sur la question. On peut de ce fait remarquer un décalage entre les préoccupations exprimées sur le terrain et les thèmes jugés dignes d'intérêt par les chercheurs universitaires et ceux mandatés par les différents paliers de gouvernement.

36 Environics Institute, *op. cit.*, p. 52.

37 S. Vaudry-Gauthier, *Être Inuit, jeune et vivre en ville : le cas ottavien*, 2013, p. 3-48.

38 RCAAQ, 2008a, *op. cit.*, p. 40.

39 Wabano Center for Aboriginal Health, *I Belong Here : A Framework to Promote Healthy Development of Urban Aboriginal Children, 6-12 years*, cité dans IVTF, *op. cit.*, p. 11.

40 RCAAQ, *La jeunesse autochtone dans les villes : une force de l'avenir*, 2015, p. 12.

41 *Idem*, p. 43.

42 RCAAQ, 2013, *op. cit.*, p. 31.

43 *Loc. cit.*

3

Nahka Bertrand



32 ans

Dénée

« Je souhaite que la jeunesse autochtone puisse avoir les ressources pour s'épanouir parce qu'elle est porteuse d'avenir et qu'elle a des contributions à faire. »

Nahka Bertrand est écrivaine et actrice. Elle a grandi dans les Territoires du Nord-Ouest et a étudié la littérature anglaise et l'écriture créative à l'Université Concordia. Elle est actuellement coordonnatrice pour le comité jeunesse du RÉSEAU pour la stratégie urbaine de la communauté autochtone à Montréal et travaille également pour le Fonds indépendant dédié aux jeunes Autochtones du média Ricochet. Parmi ses autres expériences de travail, se trouvent des postes à l'Association nationale des centres d'amitié autochtones et au Wapikoni mobile. Depuis plusieurs années, elle s'implique au sein d'Odaya, un groupe de femmes autochtones qui souhaitent porter leur culture en créant des ponts entre les différents peuples par les chants traditionnels et le tambour. Ses implications l'ont menée à plusieurs reprises à l'étranger afin de faire connaître les cultures et les réalités autochtones dans le cadre d'événements d'envergure internationale, tels le Forum social mondial 2013 en Tunisie.

3.1.2 Résultats des consultations sur l'accueil et la vie quotidienne

« Je viens d'arriver et je ne sais pas où trouver des renseignements sur les ressources et activités pour les Premières Nations. J'aime pas les brochures, j'aime quand je peux accéder à ce type d'information en ligne. »

– Jeune Cri, 28 ans

« Pourquoi est-ce que nous n'avons pas un lieu pour nous rencontrer entre jeunes Autochtones, comme un type de maison des jeunes? Je connais des lieux pour aller si je ne vais pas bien mais il n'y a rien pour les jeunes qui vont et veulent simplement socialiser. »

– Jeune Mohawk, 25 ans

Les participant.es estiment que les Autochtones qui s'installent à Montréal doivent se familiariser rapidement avec une quantité considérable de notions. Ils mentionnent, par exemple, la lecture d'un plan de la ville ou encore l'utilisation du système de transport en commun. Ils soulignent qu'il n'existe actuellement aucun centre de références pour l'accueil des Autochtones (orientation au logement, aux réseaux de l'éducation, du transport et de la santé et des services sociaux). Ils mentionnent que l'adaptation au transport en commun constitue une épreuve majeure lors de l'arrivée à Montréal. Ils citent par exemple la peur du métro, le manque de connaissances concernant son fonctionnement et ses principaux points de repère. Ils considèrent que le coût des titres de transport, en décourageant les déplacements, constitue un frein à la participation et à l'intégration des Autochtones, notamment des jeunes. Les participant.es jugent par ailleurs que le manque d'accès aux services de garde à Montréal contribue à l'isolement des parents autochtones. Ils évoquent également les nombreuses difficultés rencontrées dans la recherche d'un logement : le manque de références et d'accès au crédit, la perception d'une discrimination de la part de certains propriétaires, la barrière de la langue, etc. Plusieurs d'entre eux préféreraient habiter un appartement dont le propriétaire ou le gestionnaire est autochtone. Enfin, les participants critiquent le manque d'accès à un service juridique permettant aux Autochtones de mieux connaître leurs droits et recours en tant que locataire, travailleur ou travailleuse, citoyen.ne, etc.

Pour leur part, les participant.es inuits considèrent l'absence d'un centre de références pour l'accueil des Premières Nations (orientation au logement, éducation, transport, santé) comme un réel problème à Montréal. Les nouveaux arrivants inuits doivent eux aussi se familiariser avec une multitude d'éléments inconnus. Ils disent éprouver beaucoup de difficulté à localiser les ressources et les organismes pouvant les aider. Les participant.es inuits considèrent également que le coût des titres de transport constitue un frein à la participation et à l'intégration des Autochtones, notamment des jeunes.



Les organismes spécialisés dans la prestation de services aux personnes autochtones font état de la difficulté à rejoindre la communauté autochtone à Montréal. Ils considèrent que la dispersion, le manque d'implication et la grande diversité de cette communauté sont des facteurs explicatifs importants. Afin de limiter le dédoublement de l'offre de services et de maximiser leur impact, les intervenant.es rencontrés jugent important de favoriser la concertation entre les organismes actifs dans les différents secteurs (culture, santé, éducation, etc.) et de travailler en réseau. Enfin, les intervenant.es soulignent les problématiques liées aux services de transport en commun à Montréal. Pour eux, la mobilité des jeunes Autochtones sur le territoire de la Ville doit être facilitée afin qu'ils puissent accéder aux services. On suggère notamment de mettre à disposition des services d'autobus dans le cadre de certaines activités proposées par les organismes ou, encore, que la Société de transport de Montréal (STM) consente à offrir un tarif réduit pour les jeunes Autochtones.

En somme, les principaux programmes et services jugés manquants ou insuffisants par les participant.es autochtones et les intervenant.es sont :

- Un programme d'accueil basé sur l'acquisition de compétences essentielles pour la vie en ville (*life skills*);
- Un accès amélioré aux services (gardiennage, soins de santé pour les enfants) dans toute la région de Montréal;
- Un service d'information juridique;
- Des occasions de réseautage entre les organismes autochtones et non autochtones ayant des missions similaires;
- Des groupes de travail multisectoriels pouvant mieux répondre aux problématiques touchant plusieurs domaines de services.

3.1.3 Recommandations pour l'accueil et la vie quotidienne

Recommandation 1 :

Que la Ville de Montréal soutienne des projets de logements sociaux qui s'adressent à des jeunes Autochtones et de jeunes familles autochtones.

Recommandation 2 :

Que la Ville de Montréal poursuive ses actions auprès des différentes instances gouvernementales pour que les programmes d'aide financière permettant la réalisation de logements sociaux et communautaires soient reconduits aux prochains budgets et que les Autochtones puissent bénéficier d'un financement dédié.

3.2 SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

La section *santé et services sociaux* traite des problèmes liés à la santé physique, mentale et psychosociale, y compris ceux liés à l'itinérance et à la consommation abusive d'alcool ou de drogue. À ces problématiques, se greffent un ensemble d'enjeux en lien avec l'accès aux soins et services ainsi qu'avec les soins de santé traditionnels. Le racisme et la discrimination rencontrés dans le système de santé sont l'un de ces enjeux. Cette section couvre également les problèmes que rencontrent les Autochtones avec le système de justice, entre autres l'impossibilité d'obtenir des conseils juridiques, le manque d'informations quant à leurs droits et la surreprésentation des membres des Premières Nations dans le système de justice et la population carcérale. La présente section débute par une revue de la littérature sur le sujet, poursuit avec une présentation des résultats des consultations et se conclue – au regard de la recension de services et de l'analyse de pratiques inspirantes – par deux recommandations.

3.2.1 Revue de la littérature

Comme c'est le cas pour les différents éléments qui entrent en jeu dans la qualité de vie et l'organisation générale de la vie quotidienne, la santé est intimement liée aux conditions de logement, au statut socio-économique, à l'inclusion ou à l'exclusion sociale et au sentiment général de bien-être. Malgré l'influence cruciale de la santé physique et mentale sur les possibilités d'intégration sociale et économique, la recherche scientifique en la matière est, à bien des égards, déficiente. En effet, elle échoue à refléter les caractéristiques démographiques et la répartition géographique des Premières Nations au Canada. Si la santé des jeunes Autochtones a fait l'objet de beaucoup d'attention, les Métis.ses et les jeunes en milieu urbain sont sous-représentés dans la littérature. De même, les travaux sur la santé des jeunes Autochtones ne permettent pas d'obtenir un portrait global et laissent de côté plusieurs des déterminants de la santé tels que définis par l'Agence de santé publique du Canada[44]. Ce faisant, nombre des enjeux majeurs concernant la santé des jeunes Autochtones canadiens sont encore mal compris ou méconnus[45].

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) insiste sur le fait que « les déterminants structurels et les conditions de vie au quotidien constituent les déterminants sociaux de la santé, qui sont à l'origine d'une grande part des inégalités en santé observées entre pays et dans les pays[46] ». Pour sa part, la Direction de santé publique de Montréal utilise les termes « inégalités sociales de santé » pour référer « à ces écarts de santé systématiques entre les individus selon leur classe sociale[47] ». Les déterminants sociaux de la santé sont indissociables des inégalités sociales, qui représentent le point focal des écrits sur la santé des jeunes Autochtones au Canada. En 2006, 73 % des membres des Premières Nations et des Métis.ses âgés de 15 ans et plus vivant hors réserve ont déclaré être en bonne, très bonne ou excellente santé[48]. Néanmoins, si ceux du milieu urbain présentent généralement un meilleur état de santé que les Autochtones enregistrés qui vivent sur les réserves[49], ces deux populations se comparent presque toujours négativement par rapport à la population non autochtone. On peut entre autres noter un écart notable dans l'espérance de vie.

44 Ces douze déterminants de la santé sont 1) le niveau de revenu et le statut social, 2) les réseaux de soutien social, 3) l'éducation et l'alphabétisme, 4) l'emploi et les conditions de travail, 5) les environnements sociaux, 6) les environnements physiques, 7) les habitudes de santé et la capacité d'adaptation personnelles, 8) le développement de la petite enfance, 9) le patrimoine biologique et génétique, 10) les services de santé, 11) le sexe et 12) la culture. Agence de santé publique du Canada, *Déterminants de la santé*.

45 A. Ning et K. Wilson, « A Research Review : Exploring the Health of Canada's Aboriginal Youth », *International Journal of Circumpolar Health*, 2012, vol. 71, p. 1-10.

46 CDSS, *Combler le fossé en une génération : instaurer l'équité en santé en agissant sur les déterminants sociaux de la santé, Rapport final de la CDSS*, 2009, p. 1.

47 M.-F. Le Blanc *et al.*, *Rapport du directeur de santé publique 2011 : Les inégalités sociales de santé à Montréal*, Agence de la santé et des services sociaux de Montréal, 2011, p. 3.

48 Statistique Canada, « Profil de la population autochtone de 2006 pour Montréal », 2009.

49 L. Wilson et N. Cardwell, « Urban Aboriginal Health ; Examining Inequalities Between Aboriginal and Non-Aboriginal Populations in Canada », *The Canadian Geographer/Le géographe canadien*, 2012, vol. 56, nº 1, p. 111.

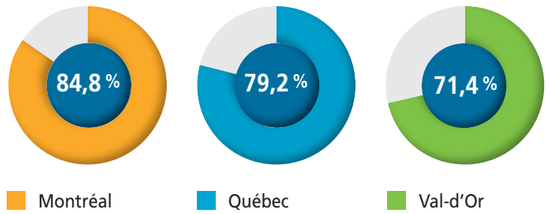
Statistique Canada prévoit notamment que « [e]n 2017, l'espérance de vie de l'ensemble de la population canadienne devrait être de 79 ans pour les hommes et de 83 ans pour les femmes. Dans la population autochtone, la plus faible espérance de vie prévue en 2017 est celle des Inuit.es, soit 64 ans pour les hommes et 73 ans pour les femmes. Les Métis.ses et les membres des Premières Nations ont une espérance de vie semblable, soit 73 ou 74 ans pour les hommes et 78 à 80 ans pour les femmes[50] ». Finalement, 51,7 % des Autochtones de 18 à 34 ans qui vivent en milieu urbain souffrent d'embonpoint ou d'obésité, comme 56,7 % des adultes autochtones qui vivent à Montréal.

En bref, notons que :

- Les adultes qui vivent à Montréal sont significativement plus nombreux à consommer de l'alcool que ceux qui vivent à Québec et à Val-d'Or (voir la figure 21);
- Dans les douze mois qui ont précédé l'enquête de la Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador (CSSSPNQL), 74,2 % des jeunes Autochtones qui vivent hors communauté en milieu urbain avaient consommé au moins une drogue non prescrite[51].

FIGURE 21

Adultes autochtones ayant consommé de l'alcool, par lieu de résidence (12 mois précédant l'enquête), en % (2006)



Source : CSSSPNQL, *Enquête régionale longitudinale sur la santé des Premières Nations de la région du Québec. Rapport des Premières Nations vivant hors communauté en milieu urbain*, 2006.

Au Québec, 82,2 % des jeunes Autochtones en milieu urbain perçoivent leur santé mentale comme étant bonne, très bonne ou excellente[52]. Toutefois, il semble qu'aucune comparaison systématique n'ait été réalisée et il serait souhaitable que le thème de la santé mentale attire davantage l'attention des chercheurs et des chercheuses dans un futur proche.

Les données concernant les pensées suicidaires démontrent par ailleurs l'urgence de mieux saisir les enjeux du bien-être psychologique des jeunes Autochtones en milieu urbain. Toujours d'après le CSSSPNQL, 62,3 % des 18 à 34 ans vivant en milieu urbain ont déjà entretenu des pensées suicidaires, contre 50,5 % de ceux installés dans les communautés. L'organisme insiste cependant sur le fait que « tous les résultats hors communauté en milieu urbain ne sont pas représentatifs de l'ensemble des Premières Nations vivant hors communauté en milieu urbain et ne sont applicables qu'aux répondants[53] ».

50 Statistique Canada, *Projections des populations autochtones, Canada, provinces et territoires, 2001 à 2017*, 2010.

51 CSSSPNQL, 2006, *op. cit.*, p. 64.

52 Statistique Canada, *Enquête auprès des peuples autochtones*, 2012, cité dans RCAAQ, 2015, *op. cit.*

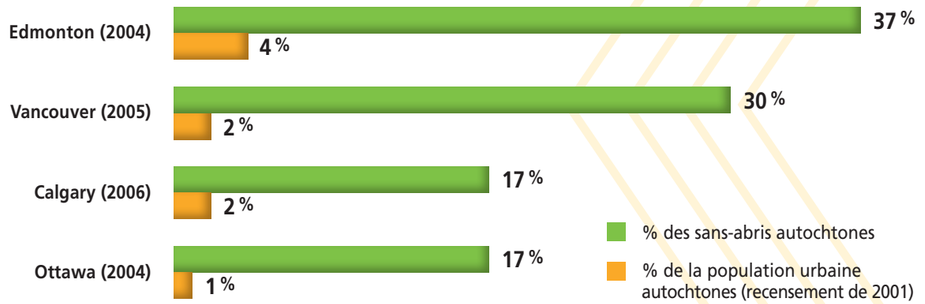
53 CSSSPNQL, 2006, *op. cit.*, p. 71.

Il y a consensus quant au fait que les données existantes sur l'itinérance chez les jeunes Autochtones sont à la fois peu fiables et insuffisantes[54]. Les résultats d'une enquête menée à Toronto laissent cependant entrevoir une relation entre l'itinérance et le fait d'avoir grandi dans la pauvreté ou d'avoir été pris en charge par les services de protection de l'enfance[55]. Il est de même largement reconnu que les problèmes de santé mentale sont au nombre des causes structurelles de l'itinérance[56].

S'il ne s'y réduit pas, le problème de l'itinérance chez les Autochtones est indissociable de la question du logement, un des domaines dans lesquels ils sont nettement défavorisés. Plus encore, s'ils représentent « environ 3 % de la population canadienne, les peuples autochtones représentent 10 % de la population itinérante du Canada[57] ». À la lumière des données présentées à la figure 22, la surreprésentation des Autochtones chez les individus en situation d'itinérance semble particulièrement marquée à Edmonton et à Vancouver, et les jeunes Autochtones seraient encore plus susceptibles de vivre en situation d'itinérance dans toutes les grandes villes canadiennes. Les Autochtones semblent également surreprésentés dans la population vivant en situation d'itinérance à Montréal[58]. Finalement, les femmes qui arrivent en ville sans soutien familial ou communautaire seraient particulièrement vulnérables non seulement à l'itinérance, mais aussi à l'exploitation et au harcèlement sexuels[59].

FIGURE 22

Répartition des peuples autochtones et itinérance (2006)



Source : Conseil national du bien-être social, *Agissons maintenant pour les enfants et les jeunes métis, inuits et des Premières Nations*, 2007, Ottawa, rapports du Conseil national du bien-être social, vol. 127.

54 C. Baskin, « Aboriginal Youth Talk about Structural Determinants as the Cause of their Homelessness », *First Peoples Child & Family Review*, 2007, vol. 3, nº 3, p. 32.

55 *Ibid.*

56 Le ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec considère qu'une personne est en situation d'itinérance si elle « n'a pas d'adresse fixe, de logement stable, sécuritaire et salubre, [est] à très faible revenu, avec une accessibilité discriminatoire à son égard de la part des services, avec des problèmes de santé physique, de santé mentale, de toxicomanie, de violence familiale ou de désorganisation sociale et dépourvue de groupe d'appartenance stable ». Tiré de Gouvernement du Québec, *Le phénomène de l'itinérance au Québec*, 2008, document de consultation, Commission des affaires sociales, Québec, p. 3., cité dans APNQL et CSSSPNQL, *Le phénomène de l'itinérance chez les Premières Nations au Québec*, 2008.

57 D. Sider, *A Sociological Analysis of Root Causes of Aboriginal Homelessness in Sioux Lookout, Ontario,* The Canadian Race Relations Foundation, 2005, p. 3., cité dans APNQL et CSSSPNQL, 2008, *op. cit.*, p. 21.

58 Société de développement social de Ville-Marie, 2013.

59 V. Carli, 2012, « The City as a "Space of Opportunity" : Urban Indigenous Experiences and Community Safety Partnerships » dans D. Newhouse *et al.*, *Well-Being in the Urban Aboriginal Community : Fostering Biimaadiziwin, A National Research Conference on Urban Aboriginal Peoples*, p. 87.



La consommation d'alcool et de drogue est au nombre des préoccupations majeures des autorités publiques et des organismes qui travaillent avec les populations autochtones urbaines. Dans une enquête menée au début des années 2000 auprès de 202 Autochtones, Métis.ses et Inuit.es enregistrés et non enregistrés installés à Montréal, le tiers des individus interrogés présentait un problème d'alcoolisme ou de toxicomanie, que l'on sait lié à un ensemble de problématiques d'ordre psychosocial pouvant prendre place en amont ou en aval du problème de consommation lui-même[60]. Les auteures ont clairement démontré qu'une forte relation existe entre un historique de toxicomanie dans la famille et la consommation actuelle d'alcool ou de drogue. Chez les participant.es à l'enquête, ceux qui présentaient un problème de consommation étaient proportionnellement plus nombreux à avoir subi divers abus sexuels, physiques et émotionnels au long de leur vie comme dans le passé récent, à avoir souffert de dépression, à avoir entretenu des idées suicidaires ou à être déjà passé à l'acte. Ils étaient également plus nombreux à s'être fait prescrire des médicaments pour contrer un problème de nature psychologique et à rencontrer des difficultés à contrôler des comportements violents.

L'ensemble des données laisse deviner une détresse psychologique importante chez les individus aux prises avec un problème d'alcool ou de drogue, une détresse qui risque fort de se trouver amplifiée par la consommation elle-même. Nombre d'obstacles se dressent devant les personnes qui souhaitent mettre un terme à leur consommation. Le manque de services accessibles ou culturellement pertinents est l'un d'entre eux, mais également le fait que l'usage d'alcool et de drogue est souvent partie intégrante de l'organisation du réseau social et d'une « stratégie de survie » qui, en l'absence d'un soutien approprié, peut ne pas trouver son équivalent ailleurs[61].

Les personnes aux prises avec un problème de toxicomanie sont également beaucoup plus nombreuses à avoir rencontré des problèmes légaux, à avoir passé du temps en prison, à être en probation ou libérté sur parole, ou encore à être en attente d'un procès[62]. La surreprésentation des Autochtones dans les systèmes de justice fédéral et provinciaux ainsi que dans les institutions pénitentiaires est un phénomène bien connu, mais très peu compris. En 2007-2008, au Québec, les Autochtones représentaient 3,3 % de la population correctionnelle, alors qu'ils ne formaient que 1,2 % de la population totale[63]. Le problème de la surreprésentation des Autochtones dans les systèmes correctionnels est néanmoins beaucoup moins marqué au Québec que dans les provinces de l'Ouest[64]. Les suspicions sont vives quant à la présence d'une forme de racisme institutionnalisé qui ferait en sorte que le système soit beaucoup moins clément envers les Autochtones qu'envers les Allochtones. La réalité paraît cependant plus complexe et plus nuancée.

60 K. Jacobs et K. Gill, « Substance Abuse in an Urban Aboriginal Population : Social, Legal and Psychological Consequences », *Journal of Ethnicity in Substance Abuse*, 2002, vol. 1, nº 1, p. 7-25.

61 *Ibid.*

62 *Ibid.*

63 R. Brassard, L. Giroux et D. Lamothe-Gagnon, *Les Autochtones confiés aux Services correctionnels*, 2011.

64 *Ibid.*; C. LaPrairie, « Aboriginal Over-Representation in the Criminal Justice System : A Tale of Nine Cities », *Canadian Journal of Criminology/Revue canadienne de criminologie*, 2002, p. 181-208.

En fait, le problème en serait d'abord un de statut socioéconomique. D'un côté, les données semblent bien indiquer que « les jeunes Autochtones seraient susceptibles de se faire infliger une peine de garde de plus longue durée que les autres jeunes et cela, indépendamment des facteurs aggravants classiques (antécédents criminels, gravité du crime, etc.)[65] ». De l'autre, ils ne seraient pas plus susceptibles de se faire infliger une peine de garde[66]. Cette apparente contradiction est le fruit de questionnements depuis de nombreuses années. Pour la résoudre, Carole La Prairie a formulé au début des années 1990 une hypothèse devenue classique, qui explique la surreprésentation des Autochtones dans le système de justice par leur statut socioéconomique moins élevé, qui les pousse, dans les provinces de l'Ouest à tout le moins, à s'installer dans des quartiers défavorisés, où ils sont plus à même de se faire arrêter pour des offenses plus ou moins graves[67].

L'hypothèse initiale de La Prairie, si elle s'applique aux provinces de l'Ouest mieux qu'au Québec, semble confirmée par ses travaux plus récents[68] et par ceux de Latimer et Casey[69].

« Le problème n'est peut-être pas que le système traite différemment les Autochtones, mais qu'il les traite au contraire tous de la même façon. […] Les résultats de notre recherche semblent indiquer que les caractéristiques des détenus autochtones admis dans les établissements correctionnels ne diffèrent pratiquement pas de celles de la population non autochtone. Il faut toutefois souligner que les détenus autochtones sont les plus défavorisés selon tous les indicateurs socioéconomiques, qu'un nombre disproportionné d'entre eux font partie de la catégorie des plus démunis et que les théories criminologiques dominantes peuvent aussi s'appliquer à la société autochtone. Il semble par conséquence que le statut socioéconomique exerce une influence plus grande que la race sur l'incarcération ». (LaPrairie)

Afin de réduire la présence autochtone dans les prisons québécoises et canadiennes, plusieurs insistent sur la nécessité de mettre en place des programmes en phase avec les particularités culturelles autochtones, entre autres la justice communautaire et la justice réparatrice. Les cercles de justice implantés dans les communautés autochtones au Canada et au Québec sont au nombre des exemples mis de l'avant. Leur principe de base est « la reconnaissance que la responsabilité du délit a des fondements collectifs; conséquemment, il revient à l'ensemble de la communauté de déterminer ce qu'il faut faire pour remédier à la situation ». Les cercles ont pour objectif de « rétablir la communication et de réparer les liens brisés entre les membres de la communauté, de stimuler le pardon et de réunir plutôt que de diviser[70] ». On insiste aussi sur la pertinence de permettre aux contrevenant.es de renouer avec leur culture de manière à ce qu'ils puissent regagner leur confiance personnelle[71].

65 J. Latimer et L. F. Casey, « The Sentencing of Aboriginal and Non-Aboriginal Youth under the Young Offender Act : A Multivariate Analysis », *Canadian Journal of Criminology and Criminal Justice*, 2005, p. 482.

66 *Ibid.*

67 C. LaPrairie, *Dimensions of Aboriginal Over-Representation in Correctional Institutions and Implications for Crime Prevention/La surreprésentation des Autochtones dans les établissements correctionnels et ses répercussions sur la prévention du crime*, 1992.

68 C. LaPrairie, 2002, *op. cit.*

69 J. Latimer et L. F. Casey, 2005, *op. cit.*, p. 482.

70 C. LaPrairie, 1992, *op. cit.*

71 *Ibid.*, p. 37.

Les organismes œuvrant auprès des Autochtones, le RCAAQ en tête, soulignent l'importance de mettre en place des « services de santé et services sociaux culturellement pertinents et sécurisants[72] ». L'enquête de l'Environics Institute à Montréal a permis de déterminer que 50 % des Autochtones montréalais avaient souvent ou occasionnellement recours aux services et organisations autochtones, ce qui démontre leur pertinence[73]. La même enquête montre que les Autochtones sont nombreux à souhaiter recevoir des soins et services qui correspondent à la vision holistique de la santé, laquelle intègre les dimensions physiques, mentales, émotionnelles et spirituelles. Dans cette perspective, on cherche à répondre aux besoins par une approche globale qui reflète la complexité des besoins humains[74]. Le RCAAQ souligne également les obstacles à la mise en place de saines habitudes de vie, notamment le racisme et la discrimination, le manque d'éducation et de sensibilisation ainsi que le coût élevé des activités sportives et des aliments sains[75]. L'organisme propose la mise en place de programmes d'accompagnement aux services et d'aiguillage en milieu urbain, de counselling et d'orientation, d'intervention sur les problèmes de santé mentale[76], de sensibilisation au VIH-SIDA et de prévention du suicide[77].

De son côté, le Comité sénatorial permanent des peuples autochtones souligne la nécessité de lancer des campagnes de sensibilisation aux divers aspects de la santé sexuelle et de faire la promotion des compétences parentales. Il recommande d'élargir le Programme national de lutte contre l'abus de l'alcool et des drogues chez les Autochtones pour qu'il atteigne les jeunes autochtones qui vivent en milieu urbain et pour que les services et les centres de traitement tiennent compte de l'âge et de la culture des bénéficiaires[78]. Il convient finalement de mentionner que les inégalités de santé comptent au nombre des obstacles à la pleine participation à l'économie exprimés dans le *Plan stratégique communautaire pour la Stratégie pour les Autochtones vivant en milieu urbain (SAMU)*, qui a pour objectif premier de soutenir et de renforcer l'intégration économique de ces populations. La santé et le mieux-être des individus, incluant un logement de qualité et abordable, est d'ailleurs au nombre des piliers d'action prioritaires du SAMU[79], ce qui représente en fin de compte un argument de plus pour la mise en place de services de santé et de services sociaux adaptés à la population que l'on tente de rejoindre, des services qui représentent à bien des égards des outils fondamentaux pour sa pleine intégration.

72 C. La Prairie, 2002, *op. cit.*

73 J. Latimer et L. F. Casey, *op. cit.*; voir aussi R. T. Fitzgerald et P. J. Carrington, « The Neighbourhood Context of Urban Aboriginal Crime », *Canadian Journal of Criminology and Criminal Justice*, 2008, vol. 50, nº 5, p. 523-557.

74 J. Cunningham et É. Cloutier, « Justice communautaire autochtone », *Cahiers ODENA*, 2010, nº 2, p. 4.

75 *Ibid.*

76 RCAAQ, 2013, *op. cit.*, p. 31.

77 Environics Institute, *op. cit.*, p. 47.

78 Plan stratégique communautaire pour la Stratégie pour les Autochtones vivant en milieu urbain (SAMU), document interne.

79 *Ibid.*

Mélanie Lumsden

29 ans

Inuvialuit



© Nessa Ghassemi

« *Je souhaite que la jeunesse autochtone puisse avoir les ressources pour s'épanouir parce qu'elle est porteuse d'avenir et qu'elle a des contributions à faire.* »

Mélanie Lumsden est engagée pour la cause autochtone depuis plusieurs années, notamment au sein du Cercle des Premières Nations de l'UQAM et du comité jeunesse du RÉSEAU pour la stratégie urbaine de la communauté autochtone à Montréal. Elle a travaillé pendant plusieurs années pour le programme Trickster de l'organisme Exeko, qui vise à renforcer la confiance en soi des jeunes Autochtones à travers la créativité. Grâce au Wapikoni mobile, un studio ambulant de création audiovisuelle et musicale, elle a coréalisé deux courts-métrages : Un nouveau souffle, qui s'intéresse à la vision de la jeunesse autochtone sur l'autodétermination, et Où sont tes plumes?, qui traite avec humour des préjugés auxquels font face les Autochtones. Son plus récent projet est l'organisme Mikana, qui a pour mission d'œuvrer au changement social en sensibilisant divers publics sur les réalités actuelles des Autochtones au Canada.

3.2.2 Résultats des consultations sur les services de santé et les services sociaux

> *« Pour les jeunes Inuits qui sont dans la rue, je crois qu'il est important de redoubler d'efforts pour aller à leur rencontre et leur offrir un soutien le plus individualisé possible. L'art et la culture sont d'excellentes façons de les intéresser à l'extérieur de la rue »*
>
> – Intervenante auprès des jeunes Inuit.es

Les participant.es considèrent le réseau de la santé comme un milieu d'action prioritaire dans la sensibilisation aux réalités autochtones et la définition de mesures de lutte contre le racisme. En effet, plusieurs d'entre eux disent avoir vécu de mauvaises expériences dans ce secteur, soulignent le sentiment d'être victime de discrimination et même de racisme. Ils ont aussi été confrontés à des difficultés logistiques dans le réseau de la santé, notamment la non-reconnaissance de la carte de statut d'Indien, le manque d'information sur le fonctionnement ainsi que sur l'organisation du temps et des priorités. Pour ces raisons, plusieurs jeunes Autochtones préfèrent les services offerts par les organismes autochtones et déplorent l'inexistence de soins autochtones dans les cliniques et les hôpitaux, et même d'une clinique de soins autochtones. En général, ils approuvent l'usage de la médecine traditionnelle et valorisent la réappropriation des techniques traditionnelles. Certains participants croient cependant que certains services dédiés aux Autochtones sont méconnus. En termes de champs d'intervention prioritaires dans ce domaine de services, les participant.es évoquent l'importance de la stabilité et du maintien d'un mode de vie sain afin d'assurer une présence et des soins adéquats à leurs enfants. Ils notent également des besoins très importants en matière de santé mentale et de rehaussement de la confiance en soi. Ils considèrent qu'un certain retour aux sources, dans la nature et à l'extérieur de la ville, peut lutter efficacement contre les problèmes de consommation de drogue et d'alcool.

Évoquant les différences culturelles et le racisme présent dans le secteur de la santé et des services sociaux, les jeunes Inuit.es manifestent eux aussi un inconfort important quant au recours aux soins de santé non autochtones. Pour eux, l'offre de services en santé maternelle (soins prénataux et postnataux) est insuffisante.

En somme, les principaux programmes et services jugés manquants ou insuffisants par les participant.es autochtones et les intervenant.es sont :

- Des formations de sensibilisation aux réalités autochtones destinées aux professionnel.les du secteur de la santé et des services sociaux;
- Un accès à des services médicaux adaptés culturellement. Des soins intégrant, dans le respect, les pratiques traditionnelles et les pratiques occidentales;
- Un accès accru à la médecine traditionnelle;
- Un service de promotion de la santé et du mode de vie sain;
- Des services en santé mentale accessibles;
- Le développement d'un plan de lutte à la consommation de drogue intégrant l'organisation de sorties en nature et la collaboration avec l'un des organismes d'accueil.

3.2.3 Recommandations pour les services de santé et les services sociaux

Recommandation 3 :
Que la Ville de Montréal soutienne l'implantation de cliniques de soins de santé et de services sociaux traditionnels et culturellement sécurisants pour les jeunes Autochtones et complémentaires au réseau de la santé et des services sociaux du Québec, en facilitant notamment l'accès aux infrastructures et locaux nécessaires à ce type de projets.

Recommandation 4 :
Que la Ville de Montréal soutienne financièrement les maisons d'hébergement pour femmes autochtones en difficulté et les centres d'hébergement pour itinérant.es autochtones situés sur son territoire.

3.3 ÉDUCATION, EMPLOI ET FORMATION

Cette section traite des problèmes dans l'accès au marché du travail, dans la disponibilité de services de formation pertinents, notamment en ce qui a trait à la maîtrise des langues officielles, dans le développement des compétences nécessaires à la recherche d'emploi et des déficits quant au soutien à l'intégration socioéconomique et socioprofessionnelle. Les enjeux liés à l'accès aux études supérieures s'y retrouvent également. La présente section débute par une revue de la littérature sur les jeunes Autochtones en lien avec ce sujet, poursuit avec une présentation des résultats des consultations et se conclue – au regard de la recension de services et de l'analyse de pratiques inspirantes – par cinq recommandations.

3.3.1 Revue de la littérature

Du logement à la santé en passant par la lutte à l'exclusion et au racisme, la pleine participation à la vie économique représente la pierre d'angle de l'intégration sociale. C'est d'ailleurs la préoccupation au cœur du *Plan stratégique communautaire pour la Stratégie pour les Autochtones vivant en milieu urbain (SAMU)*, qui lie l'intégration économique à une forte identité autochtone et à une bonne estime de soi, à l'engagement communautaire et à l'insertion dans des réseaux ainsi qu'à la santé et au mieux-être des individus. De ce fait, afin de favoriser la participation des Autochtones à l'économie, les auteurs préconisent l'intervention sur l'ensemble des dimensions de l'existence des individus dans les communautés, en milieu rural et en milieu urbain[80]. Si l'intégration des Autochtones à la vie économique est une condition *sine qua non* de l'amélioration de l'ensemble des sphères de leur existence, c'est aussi sur ce plan que nombre d'entre eux cherchent à agir le plus activement.

Les obstacles que rencontrent les Autochtones en milieu urbain comme ailleurs sont lourds et nombreux, mais si les ambitions exprimées par la génération montante se matérialisent, on peut s'attendre à une amélioration du sort de ces populations dans les décennies à venir. La majorité des Autochtones qui arrivent à Montréal y viennent d'abord pour les possibilités d'emploi et d'éducation qu'offre la ville. L'éducation est au sommet de leurs priorités : ces jeunes entretiennent l'espoir de gravir l'échelle sociale en développant les compétences nécessaires pour accéder à des emplois de qualité. En fait, non seulement l'éducation trône au sommet de leurs priorités, mais c'est sur elle que repose une grande partie de leurs espoirs. Ils souhaitent bien entendu améliorer leur propre qualité de vie et celle de leur famille, mais espèrent par-dessus tout que la génération qui les suivra reconnaîtra l'importance de l'éducation, vivra en contact rapproché avec sa culture, qu'elle sera globalement plus heureuse, en meilleure santé et que sa vie sera plus stable[81].

80 SAMU, 2015, *op. cit.*

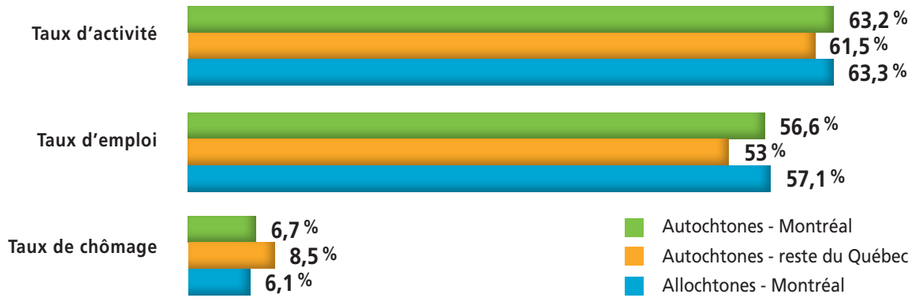
81 Environics Institute, *op. cit.*, p. 59.

Par l'éducation, non seulement les jeunes Autochtones cherchent-ils à participer activement au développement et au mieux-être de leur communauté, mais ils tentent également de représenter un modèle positif pour ceux qui les suivront[82]. En d'autres termes, les jeunes Autochtones qui tentent aujourd'hui d'investir pleinement les milieux de l'éducation et du travail visent à marquer une rupture entre la génération de leurs parents, plombée par une somme de problèmes sociaux en grande partie ancrés dans l'héritage colonial, et celle des enfants qui les suivront. Ils cherchent à leur laisser la voie libre pour une pleine intégration à la vie sociale et économique, qu'ils veulent voir conjugée à une identité culturelle forte et positive.

Le vent d'optimisme qui souffle actuellement ne doit cependant pas masquer les difficultés d'accès à l'éducation et à l'emploi. Il importe d'abord de mentionner que tant la pauvreté que les inégalités économiques limitent significativement les possibilités qui s'offrent aux Autochtones en matière d'éducation et d'emploi. Si, comme on le voit aux figures 23 et 24, les données démontrent l'existence d'un écart relativement faible entre les taux d'activité, d'emploi et de chômage pour les populations autochtones et allochtones à Montréal, ainsi qu'entre la proportion de personnes au travail et le nombre de semaines travaillées, les écarts de revenu sont quant à eux criants.

FIGURE 23

Taux d'activité, d'emploi et de chômage selon l'identité et le lieu de résidence, en % (2011)

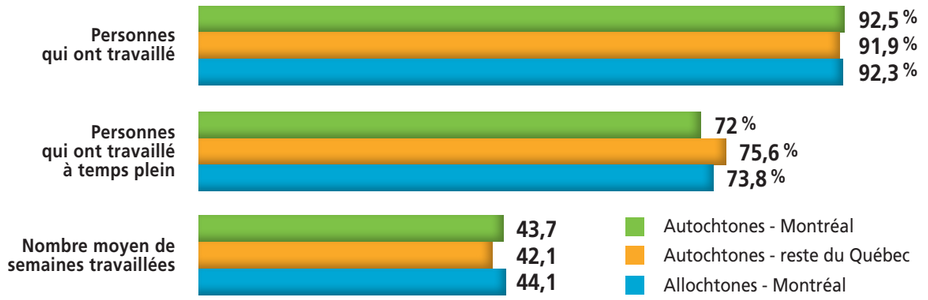


Source : Un portrait de santé des autochtones de Montréal, Direction de santé publique du CIUSSS du Centre-Est-de-l'Île-de-Montréal, 2015.

82 M. Loiselle, *Une analyse des déterminants de persévérance et de réussite des étudiants autochtones à l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue*, rapport de recherche, 2010, p. 76.

FIGURE 24

Personnes au travail et nombre moyen de semaines travaillées selon l'identité et le lieu de résidence, en % (2011)

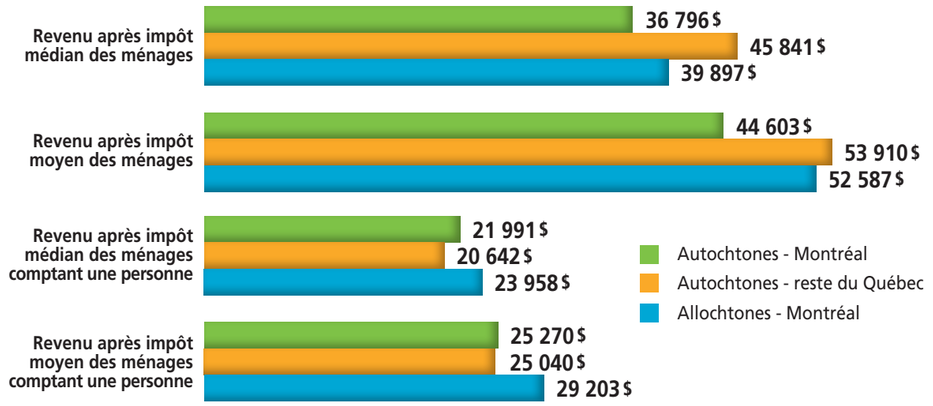


Source : Un portrait de santé des autochtones de Montréal, Direction de santé publique du CIUSSS du Centre-Est-de-l'Île-de-Montréal, 2015.

La figure 25 permet de constater que les différences se chiffrent en milliers de dollars pour des taux d'activité somme toute semblables, alors que la figure 26 démontre que la situation économique des Autochtones est généralement beaucoup plus faible que celle des Allochtones en milieu urbain.

FIGURE 25

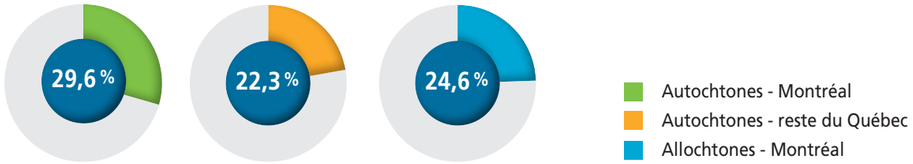
Revenu selon l'identité et le lieu de résidence, en $ (2011)



Source : Un portrait de santé des autochtones de Montréal, Direction de santé publique du CIUSSS du Centre-Est-de-l'Île-de-Montréal, 2015.

FIGURE 26

Fréquence du faible revenu selon l'identité et le lieu de résidence, en % (2011)



Source: *Un portrait de santé des autochtones de Montréal*, Direction de santé publique du CIUSSS du Centre-Est-de-l'Île-de-Montréal, 2015.

La figure 27 permet quant à elle de constater que les femmes autochtones, par ailleurs souvent seules avec leurs enfants, gagnent significativement moins que leurs homologues masculins.

FIGURE 27

Revenu des Autochtones montréalais.es selon le sexe, en $ (2011)

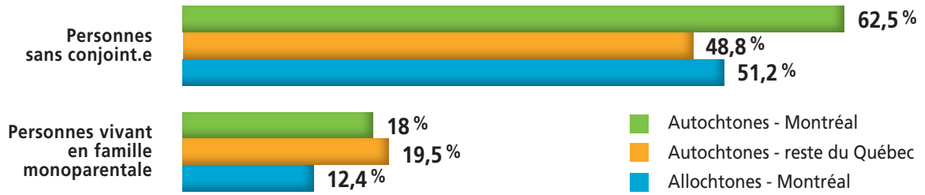


Source: *Un portrait de santé des autochtones de Montréal*, Direction de santé publique du CIUSSS du Centre-Est-de-l'Île-de-Montréal, 2015.

De même, les données indiquées dans la figure 28 mettent en lumière le fait que les Autochtones vivent aussi plus souvent seuls ou dans des familles monoparentales, alors que la figure 29 indique que les femmes sont plus souvent dans une telle situation familiale que les hommes.

FIGURE 28

Situation familiale selon l'identité et le lieu de résidence, en % (2011)



Source: *Un portrait de santé des autochtones de Montréal*, Direction de santé publique du CIUSSS du Centre-Est-de-l'Île-de-Montréal, 2015.

FIGURE 29

Situation familiale des Autochtones montréalais.es selon le sexe, en % (2011)

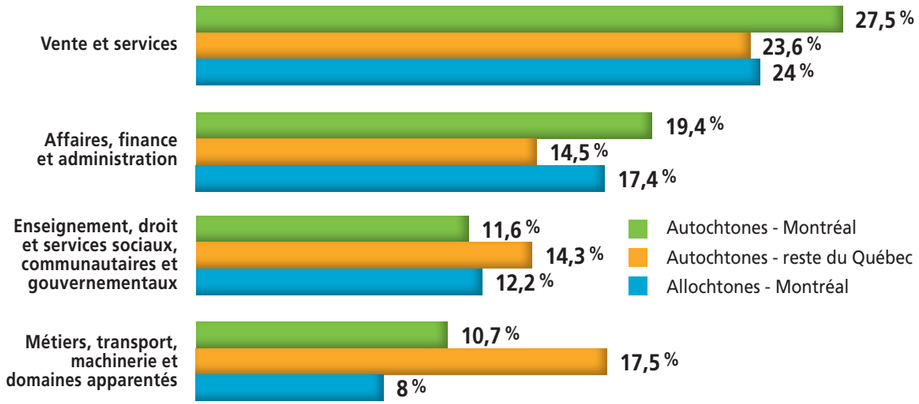


Source: *Un portrait de santé des autochtones de Montréal*, Direction de santé publique du CIUSSS du Centre-Est-de-l'Île-de-Montréal, 2015.

De ce fait, tant sur le plan du revenu que de la situation familiale, les Autochtones montréalais tendent à cumuler les facteurs de vulnérabilité qui, en eux-mêmes, compliquent l'accès à l'emploi qui permettrait pourtant de sortir de cet espace « à risque ». Cette situation perdure alors que la répartition des Autochtones et des Allochtones entre les professions et les domaines d'emploi est, ainsi qu'indiqué dans la figure 30, à peu près la même.

FIGURE 30

Profession selon l'identité et le lieu de résidence, en % (2011)

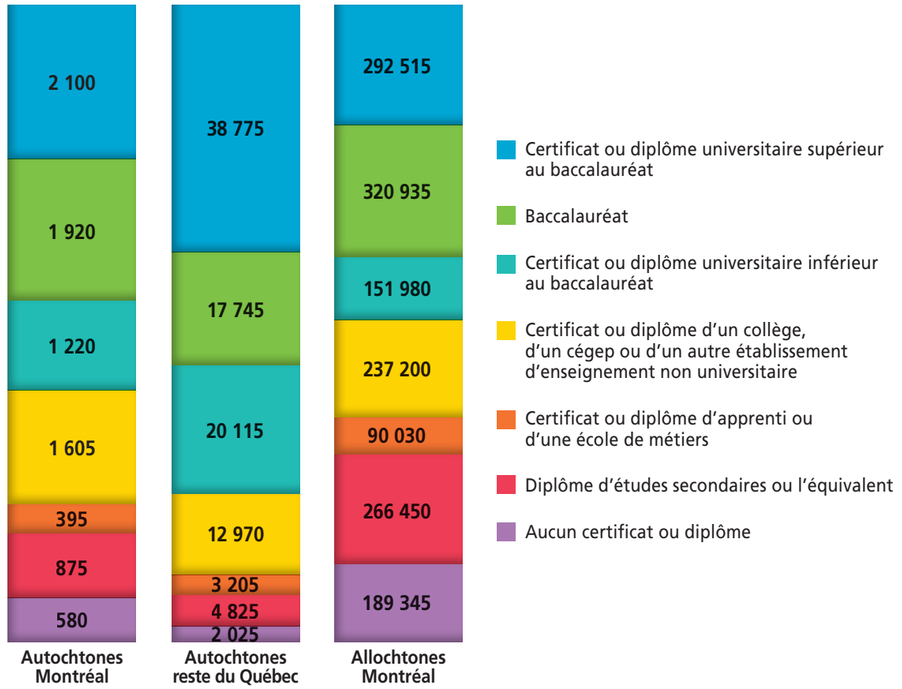


Source : Un portrait de santé des autochtones de Montréal, Direction de santé publique du CIUSSS du Centre-Est-de-l'Île-de-Montréal, 2015.

Outre les problèmes inhérents au statut socioéconomique et au faible revenu, les deux obstacles les plus importants qui limitent l'accès à l'emploi semblent être, d'une part, le faible niveau d'éducation des jeunes Autochtones et, d'autre part, les stéréotypes, préjugés et idées reçues sur les membres des Premières Nations[83]. Au chapitre des désavantages sur le plan de la formation, Bruce et Marlin notent que « [s]elon le recensement pancanadien le plus récent, seulement 40 p. 100 des jeunes Inuits, 50 p. 100 des jeunes des Premières Nations et 75 p. 100 des jeunes Métis âgés de 20 à 24 ans ont terminé leurs études secondaires[84] ». La figure 31 permet de constater qu'à Montréal, les Autochtones sont beaucoup plus nombreux à n'avoir pas terminé leurs études secondaires ou à n'avoir pas poursuivi d'études supérieures que les Allochtones et ils sont de la même manière moins présents dans les universités.

FIGURE 31

Niveau de scolarité des 15 ans et plus selon l'identité et le lieu de résidence, en % (2011)



Source : Un portrait de santé des autochtones de Montréal, Direction de santé publique du CIUSSS du Centre-Est-de-l'Île-de-Montréal, 2015.

83 D. Bruce et A. Marlin, *Analyse documentaires des facteurs affectant la transition des études au marché du travail pour les jeunes Autochtones*, rapport présenté au Conseil des ministres de l'Éducation (Canada), 2012, p. 55; voir aussi SAMU, 2015, *op. cit.*, p. v.

84 D. Bruce et A. Marlin, *op. cit.*, p. 56.



Pour ce qui est des stéréotypes et idées reçues, ils s'expriment à la fois par la discrimination directe et indirecte. Bruce et Marlin avancent ainsi qu'« il arrive souvent que les employeurs ne connaissent pas bien la culture et les protocoles des Autochtones et ils ont parfois des inquiétudes concernant les malentendus possibles qui pourraient affecter leurs relations de travail[85] ». Dans la même veine, les Autochtones eux-mêmes disent trouver le climat de travail en milieu non autochtone « stressant, rigide, individualiste et compétitif », alors qu'ils se sentent plus en confiance en milieu autochtone, plutôt marqué par « la souplesse, l'ouverture et la collaboration[86] ». En fait, tous semblent s'entendre sur le fait que la discrimination directe ou indirecte à l'embauche est l'un des principaux obstacles à l'emploi que rencontrent les jeunes Autochtones[87]. Toutefois, le problème ne semble pas avoir fait l'objet d'une étude approfondie ou systématique. En ce sens, il ne se donne à lire qu'à travers des témoignages ponctuels ou par une interprétation libre des données statistiques sur le chômage et l'emploi dans ces populations. Les acteurs et intervenant.es le considèrent pourtant comme un problème persistant et il trouve sa place dans la plupart des plans d'action dessinés pour favoriser l'intégration socioéconomique des membres des Premières Nations.

Il semble également que les stéréotypes, les idées reçues et la discrimination directe et indirecte puissent expliquer au moins partiellement les écarts de revenu entre les Autochtones et la population générale[88]. De plus, le faible statut socioéconomique des populations autochtones est lié à un ensemble de problématiques sociales et psychologiques qui contribuent à les tenir loin du marché de l'emploi[89]. En d'autres termes, les inégalités sociales de santé posent en elles-mêmes entrave à la participation à la vie économique. Elles se conjuguent, pour ce faire, à une faible estime de soi liée à une identité culturelle négative et, en ville, à l'absence d'un réseau de soutien familial et collectif[90]. À Montréal, les Autochtones mentionnent aussi les difficultés posées par des antécédents criminels ou de toxicomanie, les coûts du transport et des dépenses connexes pour accéder au lieu de travail et le manque d'information conviviale quant aux emplois disponibles[91]. Plusieurs disent aussi « [n]e pas savoir comment se présenter pour un emploi, y compris comment participer à un entretien d'emploi avec confiance et compétence[92] ».

La langue semble également poser problème, dans la mesure où des Autochtones de partout au Canada viennent s'installer à Montréal et qu'une proportion non négligeable ne parle que l'anglais ou l'anglais et leur langue autochtone. Or, la plupart des emplois exigent la maîtrise du français et, bien souvent, les services et les ressources ne sont disponibles que dans cette langue[93]. À Montréal, les proportions sont semblables entre les Autochtones et les Allochtones (voir la figure 14), mais il faut prendre en considération que la méconnaissance de la langue chez les Autochtones s'ajoute à de nombreux obstacles auxquels n'est généralement pas confrontée la population générale et que son effet limitant est, de ce fait, beaucoup plus marqué pour les membres des Premières Nations.

85 *Ibid.*, p. 55.
86 C. Lévesque, 2003, *op. cit.*, p. 30.
87 RCAAQ, 2015, *op. cit.*, p. 19; SAMU, 2015, *op. cit.*, p. 16.
88 C. Lévesque, 2003, *op. cit.*
89 *Ibid.*, p. 58.
90 SAMU, 2015, *op. cit.*, p. 5.
91 SAMU, 2015, *op. cit.*, p. 20-21.
92 *Ibid.*, p. 21.
93 RCAAQ, 2008a, *op. cit.*, p. 43.

Sur une note plus positive, il semble que l'on assiste présentement à l'émergence d'une classe moyenne autochtone et que ses membres permettent à plusieurs égards de créer des liens entre les Premières Nations et le reste de la population. À Val-d'Or, par exemple, « on constate que des Autochtones sont des gens d'affaires, détiennent des postes d'administrateurs au sein de l'UQAT, d'agents de projets, de direction pour le CAAVD[94], de député[95] ». Cette élite montante joue en quelque sorte un rôle d'ambassadeur des communautés autochtones et représente un modèle positif pour la communauté, une position d'autant plus importante que l'absence de modèles ou de mentors est régulièrement citée au nombre des défis qui se posent dans l'accès à l'éducation et à l'emploi, tout comme l'absence de soutien ou d'accompagnement lorsque vient le temps de fonder une entreprise ou d'investir le marché du travail[96]. Il semble par ailleurs que l'entrepreneuriat figure en tête de liste des emplois et tâches envisagés par les jeunes Autochtones. Ici encore, les données sont maigres mais, comme le note le RCAAQ, « [l]es entreprises collectives autochtones, par leurs approches culturellement pertinentes, contribuent à la richesse collective, au développement et à la reconnaissance des compétences des jeunes Autochtones. Elles contribuent également à l'inclusion et à la promotion d'une main-d'œuvre autochtone, tout en valorisant le mieux-être personnel et collectif[97] ».

Les projets d'entrepreneuriat collectif sont par ailleurs au nombre des programmes d'intégration socioprofessionnelle et d'employabilité favorisés par le RCAAQ, qui recommande vivement de leur accorder un soutien financier adéquat[98]. Compte tenu des nombreux obstacles qui se dressent devant les jeunes Autochtones lorsque vient le temps d'investir le marché du travail, les programmes de soutien à l'emploi jouent un rôle crucial dans leur intégration socioéconomique. Pourtant, dans la Stratégie pour les Autochtones vivant en milieu urbain (SAMU), on note au nombre des difficultés « [l]e manque de formation et de services d'acquisition de compétences fondamentales/essentielles et préalables à l'emploi[99] » qui soient culturellement pertinents et sécurisants, ainsi que l'absence « de stratégies efficaces d'intégration, d'accès et de maintien à l'emploi[100] ». À ce chapitre, on insiste sur l'importance d'un environnement d'apprentissage et de formation qui soit confortable, efficace et adapté sur le plan culturel, alors que les déficits dans les services se traduisent par le « manque d'accès à une formation linguistique efficace », « [l]e manque de possibilité d'emploi dans des entreprises sociales », « [l]'absence de services de garde abordables et l'absence d'un financement approprié pour le stagiaire ou l'étudiant, et l'absence de centres de formation[101] ». Compte tenu des avantages majeurs que représente l'intégration des jeunes Autochtones sur le marché du travail en regard de l'amélioration de leurs conditions de vie, du développement d'une identité culturelle forte et positive, de la lutte à l'exclusion sociale, de la diminution des inégalités de santé et de l'intégration sociale en général, il est impératif de mettre toutes les mesures en place pour la favoriser à Montréal.

94 Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or.
95 F. Cornellier, « Investir la ville sur les plans spatial et social : le cas de Val-d'Or », *Bulletin Dialog*, juin 2009, p. 6.
96 RCAAQ, 2015, *op. cit.*, p. 19.
97 *Ibid.*, p. 20.
98 Nous vous invitons aussi à consulter l'avis publié en 2015 sur l'entrepreneuriat par le Conseil jeunesse de Montréal à l'adresse suivante : http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/CONS_JEUNESSE_FR/MEDIA/DOCUMENTS/J%92ENTREPRENDS%20MA%20VILLE_AVIS%20CJM%20ENTREPRENEURIAT%20JEUNESSE.PDF.
99 SAMU, 2015, *op. cit.*, p. 18.
100 *Ibid.*, p. 19.
101 *Ibid.*



De même, il a été démontré que l'obtention d'un diplôme universitaire a des effets spectaculaires sur le statut socioéconomique et la qualité de vie en général[102]. Plus encore, les étudiants avec un niveau scolarité plus élevé que la moyenne semblent plus à même d'affirmer qu'ils sont traités avec le même niveau de respect que la population générale[103]. Or, les embûches sont ici encore nombreuses. Outre le faible taux de diplomation au secondaire et le retard général dans les études observé au nombre des éléments qui bloquent l'accès aux études postsecondaires, on compte au premier chef les différences culturelles avec lesquelles doivent composer les Autochtones qui investissent les universités. Pour ceux qui font le passage de la communauté au milieu urbain avec pour objectif premier de poursuivre leurs études, il ne s'agit pas seulement de s'adapter au milieu institutionnel propre à l'université ou à un style d'enseignement qui peut différer significativement de ce qu'ils ont connu auparavant, un travail d'adaptation culturelle s'ajoute. Outre cette particularité de l'expérience autochtone qui marque la trame de fond de l'entrée au baccalauréat, le manque de financement et la conciliation études-travail-famille, le déménagement, l'éloignement du milieu d'origine ou l'isolement, le racisme et les préjugés, le manque de motivation ou de confiance en soi, la langue ou le logement comptent également au nombre des obstacles à surmonter[104].

Dans la mesure où l'obtention d'un diplôme d'études postsecondaires contribue à réduire l'écart entre les revenus des populations autochtones et non autochtones et à améliorer sensiblement la qualité de vie des premières, il convient de poser le regard sur les éléments susceptibles d'améliorer l'accès aux études postsecondaires et les taux de diplomation des jeunes Autochtones, et ainsi améliorer considérablement leur sort, celui de leur entourage et de la génération à venir. Une étude menée à l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue[105] a permis de dégager un certain nombre de facteurs qui contribuent à la réussite des études universitaires. Ainsi, la détermination personnelle est fondamentale pour la réussite des études : ceux qui obtiennent leur diplôme sont généralement des étudiants et des étudiantes fortement motivés par la perspective d'atteindre leurs buts. Dans cette optique, ceux-ci peuvent mettre en place un certain nombre de stratégies pour assurer leur succès, comme l'aménagement d'un lieu propice à l'étude, le recours aux services offerts par l'université ou, dans le cas des parents, « discuter avec ses enfants des sacrifices qu'ils doivent consentir étant donné que ces sacrifices amélioreront le mieux-être de toute la famille[106] ».

En outre :

- La question financière est également fondamentale. Sans une aide financière, « l'inscription n'est simplement pas considérée possible[107] ».
- À Val-d'Or, l'incapacité à se trouver un logement adéquat peut rendre impossible l'accès aux études. Il n'y a pas d'information à ce sujet pour les étudiant.es qui s'installent plutôt à Montréal.
- La motivation à poursuivre des études peut être renforcée par le désir de prendre part au développement de la communauté et à l'amélioration des conditions de vie de son entourage.

102 P. Maxim et J. White, « School Completion and Workforce Transitions Among Urban Aboriginal Youth » dans White *et al.*, *Moving Forward, Making a Difference, Aboriginal Policy Research, Volume III*, p. 35.

103 *Ibid.*, p. 43.

104 Service Premières Nations, *Résultats de l'analyse des besoins de formation chez les Premières Nations*, cité dans J.-L. Ratel, « Comment les universités peuvent-elles contribuer au mieux-être des Autochtones? Quelques cas d'étudiants et de diplômés universitaires autochtones au Québec », dans D. Newhouse *et al.*, *Well-Being in the Urban Aboriginal Community : Fostering Biimaadiziwin, A National Research Conference on Urban Aboriginal Peoples*, p. 206.

105 M. Loiselle, *op. cit.*

106 *Ibid.*, p. 76.

107 *Ibid.*, p. 77.

- De nombreux étudiants universitaires ont dit espérer représenter un modèle positif pour les enfants et adolescent.es de leur communauté.
- Il semble que la communication entre « l'université et les familles des étudiants[108] » ait un impact sur l'inscription des Autochtones à l'université, qui serait également encouragée par des partenariats mis en place entre les universités et les conseils de bande.
- Le soutien moral, pratique et, si c'est possible, financier des familles peut grandement faciliter les études.
- Une « masse critique » d'Autochtones sur un campus permet d'atténuer le sentiment d'isolement. L'accès à un lieu de rassemblent et à des services spécialisés est également au nombre des facteurs qui favorisent la poursuite et la réussite des études. Il convient ici de noter la présence d'associations étudiantes autochtones dans presque toutes les universités québécoises.
- Certain.es aimeraient « [a]voir la possibilité de progresser à petits pas[109] », comme entreprendre un certificat plutôt que de s'engager immédiatement dans un baccalauréat.

Il importe de tenir compte de cet ensemble de facteurs dans la mise en place de programmes destinés à encourager ou faciliter la réussite universitaire des Autochtones à Montréal. Afin de réduire l'écart dans les taux de réussite au secondaire et dans l'accès aux études universitaires entre les Premières Nations et le reste de la population, le RCAAQ propose notamment de soutenir l'aide aux devoirs pour les élèves du secondaire en milieu urbain, d'autant plus que le taux de décrochage y est particulièrement élevé[110]. Les jeunes Autochtones de Montréal auraient également exprimé le besoin de voir leur culture promue et reconnue dans leur milieu scolaire, tant par l'intégration au programme que par des activités destinées à contrer le racisme et l'ignorance, le premier prenant souvent racine dans la deuxième[111]. Ils souhaitent aussi voir des mesures mises en place afin de « [f]avoriser l'entraide et le soutien entre pairs, pour briser l'isolement et favoriser des relations saines entre jeunes[112] ».

Le RCAAQ insiste sur la pertinence des interventions précoces et la nécessité d'instaurer « des services en continuité et des actions de proximité fréquentes et intenses[113] » pour favoriser la réussite scolaire. Sur le plan de l'emploi, le RCAAQ milite pour l'instauration d'un soutien financier pour les projets d'entreprises et de programmes qui favorisent directement l'accès et le maintien en emploi. Il souligne aussi l'urgence de répondre à une demande directe des jeunes Autochtones montréalais en instaurant un service de mentorat et d'accompagnement[114] et l'importance de fournir des ressources de mise à niveau linguistique[115]. Les divers projets d'entrepreneuriat collectif semblent quant à eux donner des résultats intéressants en favorisant la participation à l'économie comme à la vie citoyenne en milieu urbain, tout en contribuant à une identité culturelle forte, positive et en stimulant la vitalité de la communauté[116].

108 *Ibid.*, p. 79.

109 *Ibid.*, p. 80.

110 RCAAQ, 2008b, *op. cit.*, p. 9.

111 RCAAQ, 2015, *op. cit.*, p. 16.

112 *Ibid.*

113 *Ibid.*, p. 17.

114 *Ibid.*, p. 19.

115 RCAAQ, 2008a, *op. cit.*

116 RCAAQ, 2015, *op. cit.*, p. 20.

André-Yanne Parent

28 ans

Micmaque



© Giuseppe Pascale

« Je souhaite que la jeunesse autochtone puisse avoir des espaces de célébration de ses identités, de manière positive, qui s'inscrivent dans l'espace urbain. Ce souhait vient du fait que la culture, la présence et l'histoire autochtones ne sont ni reconnues ni visibles en milieu urbain alors que la présence démographique autochtone y est indéniable. »

Titulaire d'une maîtrise en anthropologie, André-Yanne Parent a occupé le poste de chargée de projets au Conseil du patrimoine religieux du Québec (CPRQ) pendant deux ans avant de rejoindre l'équipe de Fusion Jeunesse comme directrice des programmes éducatifs pour les communautés autochtones. Elle est administratrice et une membre fondatrice de DestiNATIONS – Carrefour international des arts et cultures des Peuples autochtones. Elle siège également comme représentante jeunesse au conseil d'administration du Centre de développement communautaire autochtone à Montréal et au conseil d'administration du Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec, tout en étant une membre active du comité jeunesse du RÉSEAU pour la stratégie urbaine de la communauté autochtone à Montréal. Très impliquée, elle est régulièrement sollicitée pour animer des événements autochtones montréalais, notamment le Festival Présence Autochtone.

3.3.2 Résultats des consultations sur l'éducation, l'emploi et la formation

« Je n'ai aucune expérience professionnelle à Montréal et aucun employeur ne me rappelle! Je suis vraiment travaillante et motivée mais j'ai besoin d'une première chance. Aussi, j'aurais besoin d'aide pour savoir comment me comporter dans un contexte de travail hors réserve. »

– Jeune Innue, 22 ans

« J'ai reçu beaucoup d'aide et d'encadrement de la part de l'association étudiante autochtone de mon université quand je suis déménagé. Sans le travail de ces bénévoles à mon arrivée, je ne me serais jamais intégré aussi facilement! »

– Jeune Cri, 30 ans

Les participant.es autochtones aux consultations reconnaissent en général la nécessité de l'éducation et particulièrement de l'obtention d'un diplôme d'études secondaires. Ils estiment que les universités et les collèges, en particulier ceux ayant des associations étudiantes autochtones, sont des milieux relationnels importants pour les communautés autochtones. Ils apprécient les événements organisés dans le réseau scolaire qui mettent en valeur les cultures autochtones, mais soulignent cependant la nécessité de corriger les lacunes en ce qui concerne l'enseignement des thèmes touchant à l'histoire des Autochtones. Ils estiment enfin que l'accès à l'éducation est limité par la nécessité de posséder certains préalables académiques. Ils considèrent que cet accès pourrait faire l'objet d'une plus grande flexibilité, comme la prise en compte des expériences de travail. Pour les participant.es, la méconnaissance ou la faible maîtrise des langues officielles représente un obstacle à l'obtention d'un emploi et à leur intégration socioéconomique. Plusieurs soulignent le manque d'opportunités pour l'apprentissage et le perfectionnement des langues officielles, notamment dans le cadre de la recherche d'emploi et après l'embauche. L'obtention d'un emploi stable est également un objectif très important pour les jeunes Autochtones rencontrés. Ceux qui ont pris part aux programmes d'insertion socioprofessionnelle y voient un atout considérable et sont d'avis que ces programmes permettent de structurer le quotidien, d'avoir accès à des stages, de mieux connaître leurs droits en tant que citoyens et en tant que travailleurs. Ils mentionnent que le manque d'expériences de travail et de références professionnelles est un obstacle à l'obtention d'un emploi.

Pour leur part, les participant.es inuits manquent d'informations sur les établissements scolaires et l'offre de formation à Montréal. Ils apprécient le service d'employabilité Ivirtivik et estiment que celui-ci permet d'atteindre des résultats concrets dans leur recherche d'emploi. Ils mentionnent que leur manque de savoir-faire et de savoir-être en entrevue d'embauche constitue un obstacle majeur à la recherche d'emploi. Enfin, les participant.es inuits estiment que les employeurs devraient être plus informés sur les réalités de leur culture.

Pour les intervenant.es consultés, il est essentiel d'obtenir davantage de collaboration de la part des employeurs. Pour eux, la lutte contre la discrimination et les préjugés dans le marché de l'emploi est essentielle à l'amélioration des conditions socioéconomiques des jeunes Autochtones.

En somme, les principaux programmes et services jugés manquants ou insuffisants par les participant.es autochtones et les intervenant.es sont :

- Un accompagnement général à l'insertion socioprofessionnelle;
- L'accès à l'emploi, à l'éducation et à la formation pour les jeunes Autochtones;
- Les services d'un conseiller d'orientation permettant de connaître et d'accéder aux possibilités de formation et de perfectionnement;
- Des services d'accompagnement à la recherche d'emploi et à la préparation d'entrevues;
- Le mentorat auprès d'entrepreneurs;
- L'aide et l'accompagnement à l'entrepreneuriat;
- Des programmes de stage et d'employabilité dédiés aux femmes;
- Des formations aux employeurs sur les réalités, les particularités et les enjeux des jeunes Inuit.es à Montréal.

3.3.3 Recommandations pour l'éducation, l'emploi et la formation

Recommandation 5 :
Que la Ville de Montréal développe collaboration et concertation avec les comités autochtones étudiants des universités montréalaises et les organismes qui travaillent à l'intégration socioéconomique des jeunes Autochtones sur son territoire.

Recommandation 6 :
Que la Ville de Montréal participe activement à l'employabilité des jeunes Autochtones par le biais de son Programme de parrainage professionnel.

Recommandation 7 :
Que la Ville de Montréal poursuive ses actions pour augmenter de 50 % l'embauche d'Autochtones dans son prochain Plan d'action en accès à l'égalité en emploi, et ce, en accordant une attention particulière aux jeunes. Pour ce faire :

- qu'elle améliore la diffusion des opportunités d'emploi disponibles à la Ville de Montréal auprès des organismes autochtones;
- qu'elle offre un soutien financier constant au Salon Emploi Autochtone MAMU!.

Recommandation 8 :
Que la Ville de Montréal encourage ses partenaires qui œuvrent au développement de l'entrepreneuriat chez les jeunes, tels que PME Mtl et le SAJE, (1) à faire davantage la promotion de leurs services auprès des organismes autochtones et (2) à faciliter l'accès des jeunes Autochtones aux services d'accompagnement, de mentorat et de réseautage actuellement accessibles.

Recommandation 9 :
Que la Ville de Montréal soutienne des initiatives et des programmes qui encouragent la persévérance scolaire chez les jeunes Autochtones, notamment par le biais de Réseau réussite Montréal et par les ententes entre la Ville et le gouvernement.

3.4 APPARTENANCE COMMUNAUTAIRE ET LUTTE À L'EXCLUSION

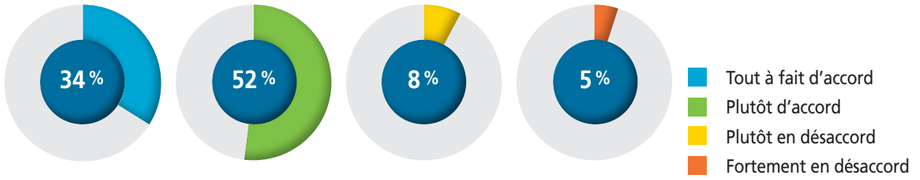
La section *appartenance communautaire et lutte à l'exclusion* permet d'aborder de front la question du racisme et de la discrimination qui s'infiltrent dans l'ensemble des dimensions de la vie des jeunes Autochtones. Elle explore les enjeux liés à l'intégration à la société de façon plus large, mais aussi la création de réseaux de solidarité autochtones. Le développement d'un sentiment d'appartenance communautaire et l'importance d'une identité culturelle forte et positive sont ici centraux. La présente section débute par une revue de la littérature sur les jeunes Autochtones à ce sujet, poursuit avec une présentation des résultats des consultations et se conclue – au regard de la recension de services et de l'analyse de pratiques inspirantes – par trois recommandations.

3.4.1 Revue de la littérature

Le racisme et les dynamiques d'exclusion sociale imprègnent les thèmes abordés ici, en plus d'être une expérience commune à la vaste majorité des Autochtones en milieu urbain. Les stéréotypes et les préjugés peuvent affecter l'ensemble des sphères de l'existence et poser problème quant à la recherche de logement ou d'emploi, à la possibilité d'obtenir une éducation de qualité, au confort vis-à-vis des services de santé ou simplement entraver l'accès à l'espace public. La majorité des Autochtones montréalais s'entendent sur le fait qu'ils sont souvent traités de manière injuste ou négative et rapportent avoir été insultés sur la base de leurs origines, comme l'indiquent les données présentées dans les figures 32 et 33.

FIGURE 32

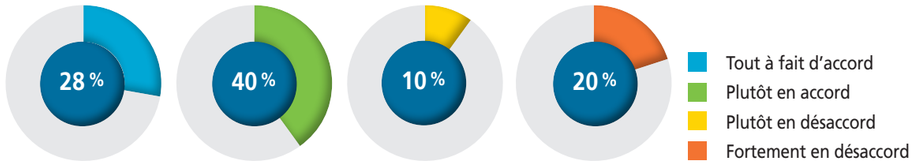
Comportements négatifs : « Je pense que les autres se comportent d'une manière injuste/négative envers les Autochtones »



Source : Urban Aboriginal Peoples Study. Montreal Report, Environics Institute, 2011.

FIGURE 33

Traitement injuste : « J'ai été l'objet de plaisanteries ou d'insultes en raison de mon origine autochtone »



Source : Urban Aboriginal Peoples Study. Montreal Report, Environics Institute, 2011.



Plusieurs auteurs avancent que le problème du racisme et de la discrimination plonge ses racines dans une méconnaissance profonde ou une ignorance pure et simple de la culture et de la réalité autochtones contemporaines. Nombreux sont donc les arguments en faveur d'un effort majeur et concerté pour éduquer la population générale et, dans un même mouvement, déconstruire les préjugés et les stéréotypes[117].

Tout porte à croire que les attitudes négatives envers les Autochtones se développent dans la petite enfance, entre autres à travers la socialisation familiale, mais qu'elles sont renforcées par le système scolaire à même son programme éducatif qui véhicule une vision archaïque et folklorisante des cultures autochtones. Le Conseil en Éducation des Premières Nations (CEPN) se fait à ce sujet pour le moins critique. Sur le contenu des programmes scolaires, il avance : « […] tout en faisant l'effort d'intégrer les Premières Nations dans l'univers social québécois, [ils] leur attribuent une place et un rôle essentiellement folklorique et figé dans le temps autour de 1600, ce qui fait que les jeunes Québécois ne connaissent pas réellement la réalité contemporaine des Premières Nations, ni leur réelle et très importante contribution à l'essor de la communauté humaine à l'échelle mondiale[118]. »

De ce fait, la lutte contre le racisme et la discrimination gagnerait à prendre place dès l'école primaire par la mise en place de divers programmes d'éducation populaire, mais aussi par un remaniement en profondeur de ce qui est enseigné sur les cultures et les réalités autochtones dans les écoles. Certain.es arguent par ailleurs que c'est la notion même de culture qu'il convient de revisiter dans la mesure où une attention trop appuyée sur la culture vue comme tradition contribue à alimenter et renforcer les stéréotypes[119].

« De quelles informations disposons-nous à l'égard des citoyens autochtones des villes? Si l'on se réfère aux informations issues de reportages médiatiques, on peut facilement être amené à penser qu'il s'agit d'une population essentiellement désœuvrée et démunie, réunissant des individus en quête d'une vie meilleure, en perte d'identité et confrontés à l'obligation d'adopter un mode de vie urbain, dont on présume souvent qu'il s'oppose au mode de vie communautaire des réserves. Pour cette raison, l'expérience urbaine serait marquée par une succession de situations de crise : toxicomanie, itinérance, prostitution, etc. En somme, selon les images véhiculées dans les médias, les Autochtones vivant en ville ont des problèmes, et pour cette raison, ils posent problème aux yeux de la société en général[120]. »

117 I. Comat, K. O'Bomsawin, É. Cloutier, C. Lévesque et D. Salée, « Comprendre pour mieux agir afin d'éliminer la discrimination et le racisme à l'endroit des Premiers Peuples », *Cahiers ODENA*, 2010, nº 1. Voir aussi Conseil en éducation des Premières Nations (CEPN), *Vers une politique gouvernementale contre le racisme et la discrimination*, 2010.

118 CENP, *op. cit.*, p. 5, cité dans Comat *et al.*, *op. cit.*, p. 44.

119 T. L. Friedel, *Finding a Place for Race at the Policy Table : Broadening the Indigenous Education Discourse in Canada*, Institut sur la gouvernance, University of British Columbia, Vancouver.

120 J. Cunningham, « 13e Journées annuelles de santé publique (JASP), Montréal, 9 mars 2010 », *Bulletin Dialog*, mai 2010, p. 3.

Si les stéréotypes et les préjugés négatifs commencent à se former dès l'enfance et se consolident à l'école, ils sont aussi le fruit de dynamiques de discrimination systémique[121] qui s'expriment aussi dans les actions gouvernementales. À ce propos, plusieurs dénoncent le fait que les Autochtones sont généralement exclus des actions gouvernementales en matière de racisme et discrimination, une situation qu'ils jugent ironiquement comme étant une expression de discrimination en soi[122].

Plus généralement, l'action gouvernementale dans la lutte à l'exclusion et au racisme se fait plutôt timide. Certains insistent néanmoins sur la contribution significative que pourraient apporter les municipalités en incluant systématiquement et formellement les Autochtones dans le processus de décision[123]. Plus encore, il pourrait être approprié que les gouvernements fédéral et provinciaux transfèrent des ressources aux municipalités, positionnées pour en faire un meilleur usage en raison même des caractéristiques des administrations municipales. En effet, les ressources y sont généralement plus faibles et les employés moins nombreux, ce qui favorise la concertation et stimule la créativité, et ce, dans une administration qui est par définition plus proche de sa population, donc plus à même de bien comprendre ses besoins[124]. Il semble en fait pressant d'établir une collaboration entre les Autochtones et les municipalités et d'encourager la participation citoyenne des membres des Premières Nations en milieu urbain. Cela leur permettrait de faire connaître leurs besoins aux autorités municipales, de contribuer à en dessiner les réponses et de participer pleinement à la vie de la communauté, en plus de contribuer à enrayer leur sentiment d'être des citoyens de seconde classe et de ne pas être pris au sérieux[125].

Du point de vue de la population autochtone et des institutions autochtones solides, une identité culturelle forte, positive et un sentiment d'appartenance communautaire peuvent contribuer à atténuer ou contrecarrer les effets du racisme et de l'exclusion sociale. Ces trois éléments fonctionnent main dans la main quand vient le temps de mettre en place un système de solidarité qui contribue à protéger ou à armer les individus contre les agressions qu'ils peuvent subir dans leur vie quotidienne en raison de leur origine culturelle[126]. Les centres d'amitié autochtone sont au nombre des institutions qui favorisent le sentiment d'appartenance communautaire. Pour le RCAAQ, c'est le « besoin le plus fréquent des Autochtones de Montréal […]. Les participants le définissent comme le besoin de trouver une façon de sentir qu'ils font partie d'une communauté dans la ville, qu'ils disposent d'un lieu pour se réunir et interagir avec d'autres Autochtones, pour établir un système de soutien à l'intention des individus et des familles et favoriser l'établissement de réseaux[127] ».

L'organisme mentionne à plusieurs reprises la pertinence de créer des centres communautaires et des lieux de rassemblement destinés aux Autochtones. Cette demande émane à la fois de constatations quant à l'isolement dont souffrent nombre d'entre eux à Montréal,

121 Selon Comat *et al.*, *op. cit.*, p. 40, « On parle de discrimination systémique lorsque diverses pratiques, décisions ou comportements se combinent à d'autres pratiques au sein d'un organisme ou à celles d'autres institutions sociales pour produire de la discrimination. Les pratiques de discrimination sont alors des maillons de chaînes parfois longues et complexes, où les pratiques discriminatoires se renforcent mutuellement. La responsabilité n'est pas imputable à un élément particulier. La discrimination directe, la discrimination indirecte et la discrimination systémique peuvent également se combiner et renforcer l'exclusion, économique et sociale ».

122 RCAAQ, *Lutte à l'intimidation envers les Autochtones dans les villes*, mémoire du RCAAQ déposé dans le cadre de la consultation publique sur la lutte à l'intimidation, 2014a, p. 14.

123 R. C. Walker, *op. cit.*, p. 28.

124 *Ibid.*

125 RCAAQ, 2015, *op. cit.*, p. 22.

126 K. O'Bomsawin, 2011, *op. cit.*, p. 137.

127 RCAAQ, 2008a, *op. cit.*, p. iv.

à l'éparpillement actuel des services ainsi que d'entrevues menées auprès de membres des Premières Nations qui vivent à Montréal. Autrement dit, c'est là un souhait exprimé clairement et directement par la communauté autochtone de Montréal. Le RCAAQ souligne encore que les Autochtones, « [p]eu importe où ils se rendent, ils ont tendance à établir de petites communautés étroitement liées dont le but est d'offrir du soutien et d'agir comme une famille étendue. Au cours du projet, il s'est dégagé que ce "sentiment d'appartenance" était en voie d'être perdu. Plusieurs répondants ont signalé un manque de lien avec d'autres habitants autochtones de la ville[128] ». La faible visibilité des Autochtones à Montréal peut au moins partiellement expliquer la situation, qui pourrait grandement s'améliorer par la mise en place d'espaces de rencontre favorisant la création de réseaux.

Pour contrer le racisme et l'exclusion sociale, tous s'entendent sur la nécessité de :

- Mettre en place des interventions culturellement pertinentes, culturellement sécurisantes et holistiques[129];
- Poser des actions et développer des services ciblés dans l'ensemble des politiques et des services municipaux[130], en concertation avec les institutions autochtones;
- Assurer la représentativité des Autochtones et des jeunes Autochtones dans les instances municipales[131];
- Soutenir activement les initiatives de développement portées par les Autochtones[132];
- Reconnaître et respecter la diversité des populations dans la création des services[133].

En d'autres termes, il s'agit de tenir compte de la présence autochtone dans l'ensemble des services municipaux et de réfléchir systématiquement aux besoins de cette population dans leur conception et leur implantation, ce qui impose d'inclure des représentant.es autochtones à toutes les étapes des processus politique et administratif – en incluant la nécessité de favoriser le recrutement dans la fonction publique municipale. Une telle posture permettrait non seulement de renforcer les institutions autochtones déjà en place qui jouent un rôle crucial dans la formation d'un sentiment de solidarité et d'appartenance communautaire, mais aussi de lutter activement contre l'exclusion en levant les barrières qui entravent l'accès aux services et la participation citoyenne, en plus de contrer les préjugés et les stéréotypes en favorisant la pleine participation des Autochtones à la vie sociale, politique et économique.

128 *Ibid.* Voir aussi SAMU, 2015, *op. cit.*, p 17.

129 Les interventions holistiques s'appuient sur « une compréhension véritable par les intervenants des contextes historiques, légaux, politiques, économiques et sociaux dans lesquels se trouvent les Autochtones ». Cette vision des interventions vise à « bâtir la confiance avec les personnes autochtones et reconnaître le rôle des conditions socioéconomiques, de l'histoire et de la politique en matière de prestation des services » et « s'inspire d'une conception intégrée de l'humain » RCAAQ), 2014a, *op. cit.*, p. 12.

130 RCAAQ, *op. cit.*, p. 16-17.

131 RCAAQ, 2008, *op. cit.*, p. 14.

132 RCAAQ, 2013a, *op. cit.*, p. 30.

133 R. C. Walker, 2008, *op. cit.*, p. 26. Voir aussi RCAAQ, 2013a, *op. cit.*, p. 31.

Natasha Kanapé Fontaine



25 ans

Innue

« *Nous sommes aujourd'hui à une époque où nous devons entrer dans la décolonisation des consciences. Nous devons prendre acte de l'impact du colonialisme dans nos vies actuelles.* »

Natasha Kanapé Fontaine est une poète, peintre, comédienne et militante en environnement et droits autochtones. Innue de Pessamit, elle a passé la majeure partie de sa vie en milieu urbain. Elle a publié deux recueils de poésie salués par la critique : **N'entre pas dans mon âme avec tes chaussures** ***(Mémoire d'encrier, 2012) et*** **Manifeste Assi** ***(Mémoire d'encrier, 2014). Natasha Kanapé Fontaine a été récompensée en 2013 en recevant le Prix de poésie de la Société des Écrivains francophones d'Amérique pour son premier livre. Elle a également été finaliste au Prix Émile-Nelligan en 2015 pour*** **Manifeste Assi.** ***Son parcours l'a menée à séjourner à travers le pays et à l'étranger afin de partager ses œuvres dans le cadre de conférences, de performances et de collaborations avec des artistes de toutes origines. Représentante du mouvement autochtone pancanadien*** **Idle No More,** ***son message est celui du dialogue, de la réconciliation, de la guérison et de l'échange.***



3.4.2 Résultats des consultations sur l'appartenance communautaire et la lutte à l'exclusion

« Le projet Cabot Square, ça marche. Les personnes qui passent dans la rue vont entrer en contact avec des cultures autochtones et voir que les Autochtones à Montréal ne sont pas tous dans la rue. »

– Jeune Inuit, 29 ans

« Je veux voir dans les médias, sur les réseaux sociaux et ailleurs sur Internet des portraits de jeunes Autochtones "normaux" et modernes. »

– Jeune Micmac, 29 ans

Les participant.es insistent sur l'omniprésence du racisme ordinaire dont ils sont victimes dans les différentes sphères de leur vie : à l'école, au travail, dans les lieux publics, dans leurs relations de voisinage et avec leur propriétaire. Ils sont fréquemment l'objet de propos racistes et de préjugés et estiment par ailleurs que les Autochtones sont l'objet de beaucoup moins de tolérance que les autres communautés culturelles minoritaires. Selon les participant.es, il est primordial de continuer à sensibiliser le public aux réalités autochtones. Pour eux, les liens entre Autochtones et Allochtones doivent être renforcés, notamment par la multiplication des possibilités d'échange et de collaboration entre eux. Cette plus grande sensibilisation et la multiplication des occasions de rencontre et d'échange contribueraient à une meilleure compréhension des réalités autochtones par l'ensemble des citoyen.nes. Les participant.es estiment également que davantage de représentation politique dans les événements autochtones serait bénéfique et qu'il faudrait trouver des moyens de susciter plus d'implication et de participation des Autochtones dans la prise de décisions. Ils soulignent la nécessité pour les instances politiques de consulter plus systématiquement les différents représentants des milieux autochtones. Selon eux, il serait opportun de faire la promotion de modèles positifs d'Autochtones impliqués dans leur communauté et dans la société québécoise. Enfin, certains participants font allusion à leur inconfort à fréquenter les services de loisirs municipaux, particulièrement les installations sportives, estimant qu'ils ne sont fréquentés que par des Allochtones.

Pour leur part, les participant.es inuits proposent la mise sur pied d'un service de jumelage entre Inuit.es résidents et Inuit.es nouvellement arrivés. Ils considèrent très important d'encourager une plus grande participation des Autochtones au sein des institutions publiques et des lieux décisionnels. Ils déplorent également un manque criant de modèles autochtones et inuits inspirants. Selon eux, il serait intéressant de diffuser les portraits de jeunes Inuit.es au parcours inspirant afin de briser les idées préconçues et les préjugés. Ces portraits pourraient prendre la forme de capsules Web, d'expositions de photos ou d'articles. Enfin, les participant.es inuit.es et les intervenant.es considèrent que le sport et les loisirs pourraient faciliter l'intégration socioéconomique des jeunes et contribuer à la lutte contre le racisme.

« Les présentations sur les réalités autochtones en vue de faire tomber les préjugés s'adressent à ceux qui s'intéressent déjà aux peuples autochtones, il faut rejoindre M. et Mme Tout le monde! Il y a énormément de racisme lié à un manque de connaissances des Non-Autochtones sur les nations autochtones. »

– Intervenante au programme de réinsertion socioéconomique Ka Mamukanit

En somme, les principaux programmes et services jugés manquants ou insuffisants par les participant.es autochtones et les intervenant.es sont :

- Des programmes et ateliers de sensibilisation au racisme envers les Autochtones dans les milieux professionnels en contact avec eux (par ex. : santé et éducation);
- Des ateliers de formation et des événements de sensibilisation sur les réalités autochtones dans les écoles non autochtones afin de déconstruire les mythes et préjugés;
- Un programme de jumelage Autochtones-Allochtones pour des activités ciblées;
- Des programmes d'échanges culturels favorisant les liens avec les Allochtones directement dans les communautés autochtones;

« Ne pas bien parler français est une barrière pour rencontrer de nouvelles personnes à Montréal. »

– Jeune Innu, 25 ans

- Un service de jumelage entre Inuit.es résidents et Inuit.es nouvellement arrivés.
- Des programmes pour jeunes Autochtones d'apprentissage des activités traditionnelles (pêche, chasse, trappage);
- Des ateliers d'information sur le fonctionnement des institutions et du système démocratique à Montréal.

3.4.3 Recommandations pour l'appartenance communautaire et la lutte à l'exclusion

Recommandation 10 :
Que la Ville de Montréal contribue au développement du leadership des jeunes Autochtones en faisant notamment la promotion de modèles de jeunes Autochtones inspirants dans ses publications et lors des événements qu'elle tient.

Recommandation 11 :
Que la Ville de Montréal et ses arrondissements favorisent, dans un souci de réconciliation, le rapprochement entre les jeunes Autochtones et les jeunes Allochtones par son offre de services et en développant de nouveaux programmes.

Recommandation 12 :
Que la Ville de Montréal développe, en collaboration avec les organisations autochtones, des campagnes de sensibilisation visant à lutter contre l'exclusion et à déconstruire les préjugés envers les jeunes Autochtones.



3.5 ARTS, CULTURE ET RÉAPPROPRIATION CULTURELLE

La section *arts, culture et réappropriation culturelle* traite à la fois de la sauvegarde des cultures traditionnelles (langue, pratiques artistiques et traditionnelles) et de la production artistique contemporaine. La promotion de la culture autochtone est un outil de choix dans la lutte contre le racisme et la discrimination et un pilier du développement d'une identité culturelle forte et positive ainsi que du travail de réappropriation culturelle. La présente section débute par une revue de la littérature sur les jeunes Autochtones à ce sujet, poursuit avec une présentation des résultats des consultations et se conclue – au regard de la recension de services et de l'analyse de pratiques inspirantes – par quatre recommandations

3.5.1 Revue de la littérature

La vaste majorité des auteur.es et des organismes au fait de la situation des Autochtones en milieu urbain s'entend pour dire qu'une identité culturelle forte et positive est un élément essentiel à l'intégration économique et sociale. Si, dans une certaine mesure, les Autochtones de Montréal semblent confiants de pouvoir maintenir leur identité culturelle[134], les inquiétudes en la matière demeurent vives. En fait, il semble que les jeunes Autochtones de Montréal entretiennent une relation ambiguë avec leur identité culturelle, relation marquée d'un côté par la fierté face à leur langue, et par la honte d'être associé à un groupe qui cumule les problèmes sociaux, la dépendance aux drogues et à l'alcool en particulier[135]. La diversité de la population autochtone quant à ses origines culturelles, son statut socioéconomique et ses rattachements identitaires compliquent la tâche. En effet, les politiques échouent souvent à tenir compte de l'hétérogénéité de la population autochtone en milieu urbain[136]. Il importe également de tenir compte des différences dans la relation à la culture entre les Autochtones qui sont nés et ont grandi en ville et ceux qui s'y sont installés plus tard dans leur vie[137].

La maîtrise d'une langue autochtone est un facteur important du développement d'une identité culturelle forte et positive. Or, non seulement la plupart des langues autochtones sont menacées, mais leur transmission dans les villes est relativement faible et généralement compromise. En fait, pour l'ensemble des langues autochtones parlées dans les communautés, en milieu rural et en milieu urbain, seuls le cri, l'inuktitut et l'ojibwé échappent à la menace de disparition[138]. La variété même des langues parlées en ville présente un obstacle à leur survie, dans la mesure où la taille de la population qui utilise chacune d'elles est faible et la transmission de génération en génération, en déclin. La situation est d'autant plus précaire à Montréal que la proportion d'Autochtones parmi les habitant.es de la ville y est plus faible qu'ailleurs au Canada.

À l'échelle provinciale, le RCAAQ mentionne que « [l]e contexte québécois fait en sorte que les ressources et la valorisation des cultures et langues autochtones sont souvent reléguées au second plan au niveau provincial vu l'urgence de protéger la langue française dans un contexte canadien[139] ». Il semble donc nécessaire de faire activement la promotion des langues autochtones au niveau provincial autant que municipal.

Le développement d'une identité culturelle forte et positive peut également s'appuyer sur la promotion des traditions et de la culture autochtones, mais aussi sur celle des artistes contemporains issus des Premières Nations. À ce propos, le manque de visibilité des cultures autochtones à Montréal[140] et le manque de services axés sur la culture et d'opportunités pour les jeunes Autochtones de s'approprier leur culture[141] semblent être des préoccupations répandues[142], alors que Montréal offre peu d'espaces et d'opportunités pour maintenir les relations intergénérationnelles, qui sont pourtant cruciales à la transmission des langues et des pratiques culturelles[143]. Pourtant, la diversité qu'offrent les cultures et traditions des Premières Nations peut enrichir significativement la vie culturelle de la ville, contribuer au développement d'un sentiment d'appartenance communautaire, favoriser l'intégration économique, sociale et contribuer à déconstruire les stéréotypes et à vaincre les préjugés.

Alors que la population autochtone dans les villes est appelée à augmenter dans les prochaines années, les municipalités pourraient profiter de leur richesse culturelle et économique en intégrant ces communautés dans les processus de planification de l'aménagement urbain et de l'offre culturelle. La promotion du patrimoine et des traditions, la mise en valeur des cultures autochtones dans l'art public et les monuments, entre autres exemples[144], pourraient servir la vitalité culturelle et économique de la ville. Autrement dit, les possibilités sont nombreuses et les temps sont mûrs pour établir des partenariats économiques et culturels qui puissent profiter à tout le monde, notamment en termes de développement touristique.

Le travail de réappropriation culturelle toujours à accomplir peut aussi être lu comme un élément parmi d'autres d'un processus de guérison collective et comme un outil pour promouvoir et améliorer la santé des Autochtones en milieu urbain. Il s'agit ici d'œuvrer au développement d'une identité culturelle forte et positive, d'améliorer l'estime de soi et la santé psychosociale en général, mais aussi de contribuer à l'assainissement des relations entre les Autochtones et la population générale. De ce point de vue, l'art comme outil de promotion de la santé s'inscrit dans la vision holistique de l'être humain et de son bien-être qui prédomine dans les conceptions bien vivantes des membres des Premières Nations[145].

Au-delà de ces considérations générales, on peut noter quelques projets qui semblent avoir grandement contribué au processus de guérison dans les communautés autochtones et dans les populations urbaines. Le Wapikoni mobile, un « studio ambulant de formation et de création audiovisuelle des Premières Nations[146] », paraît avoir eu un impact positif marqué, notamment dans la communauté de Manawan où il s'est arrêté, entre autres au niveau de la cohésion des communautés et de l'estime de soi des participant.es[147]. Le projet a été grandement salué à l'échelle nationale et a bénéficié d'une visibilité internationale. Toutefois, son financement provincial a été grandement diminué dans les

134 Environics Institute, *op. cit.*, p. 22.

135 E. Fast, 2014, *Exploring the Role of Culture Among Urban Indigenous Youth in Montreal*, thèse de doctorat, Université Concordia, Montréal, p. 165.

136 E. J. Peters, « Emerging Themes in Academic Research in Urban Aboriginal Identities in Canada, 1996-2010 », *Aboriginal Policy Studies*, 2011, vol. 1, nº 1, p. 78-105.

137 E. Fast, *op. cit.*

138 M. J. Norris et L. Jantzen, « Les langues autochtones en milieu urbain au Canada : caractéristiques, considérations et conséquences », 2003, dans D. Newhouse et E. J. Peters, *Des gens d'ici : les Autochtones en milieu urbain. Projet de recherche sur les politiques*, 2003, p. 103.

139 RCAAQ, 2009b, *Portrait de la littératie dans le Mouvement des centres d'amitié autochtones du Québec*, p. 8.

140 RCAAQ, 2009a, *op. cit.*, p. 39.

141 RCAAQ, 2015, *op. cit.*, p. 22.

142 IVTF, 2010, *op. cit.*, p. 6.

143 SAMU, 2015, *op. cit.*, p. 17.

144 R. C. Walker, *op. cit.*, p. 30.

145 Centre de collaboration nationale de la santé autochtone, *Art et santé : l'importance de l'art pour la santé et la guérison des peuples autochtones*, 2012, Université du Nord de la Colombie-Britannique, Prince George, BC.

146 Wapikoni, 2015, consulté en ligne le 12 septembre 2015.

147 C. Laurent Sédillot, *Le projet du Wapikoni mobile, médiation et représentation. Création audiovidéo et changement socioculturel dans la communauté atikamekw de Manawan*, 2009, mémoire de maîtrise, Université de Montréal.



dernières années, ce qui fait que plusieurs ateliers sont menacés pour l'année 2016. Ailleurs, à Edmonton, le projet Beat of Boyle Street a été mis en place pour rejoindre les jeunes Autochtones décrocheurs et les encourager à reprendre leurs études. Le projet table sur l'adhésion de nombre d'entre eux aux cultures rap et hip-hop, leur offre les outils nécessaires pour composer leur musique puis enregistrer, mixer et interpréter leurs compositions. Le programme a connu un succès éclatant, offrant un exutoire à des jeunes qui cumulent les obstacles à l'intégration économique et sociale et leur permet d'acquérir une reconnaissance publique, de développer une identité forte et de devenir des modèles positifs pour d'autres jeunes de leur communauté[148].

Les activités et manifestations culturelles traditionnelles sont importantes et largement appréciées, mais à leurs côtés existe également toute une production artistique contemporaine qui s'enracine dans les traditions autochtones, mais s'ancre aussi dans la réalité d'aujourd'hui. Certaines infrastructures pour soutenir à la fois la production et la visibilité de l'art autochtone traditionnel et contemporain existent déjà, mais elles méritent grandement d'être développées plus avant. Sur le plan de la promotion et de la transmission de la culture traditionnelle, on peut par exemple noter la vitalité de l'organisme Montréal Autochtone/Native Montreal[149] qui, en plus de services de santé, offre des cours de langues autochtones (innue, mohawk, crie [eeyou]), des cours de danse de cerceaux et organise des activités d'artisanat traditionnel.

En ce qui concerne l'art actuel, le milieu artistique semble s'éveiller et les chantiers de réflexion sur les possibilités d'encourager et de soutenir les artistes autochtones tendent à se multiplier, bien qu'ils prennent le plus souvent place dans des discussions sur la diversité en général. En novembre 2015, s'est tenu à Montréal le 13e Congrès québécois du théâtre, qui a été l'occasion de réfléchir aux stratégies à employer pour favoriser l'intégration des artistes issus de la diversité, y compris des Premières Nations, à la communauté artistique ainsi que sur les possibilités de diversifier les publics[150]. De même, le Conseil des arts de Montréal s'est doté pour 2012 à 2015 d'un *Plan d'action pour la diversité culturelle dans les arts*, qui a été l'occasion de mettre en place un ensemble de mesures pour favoriser la reconnaissance, le développement professionnel et la participation des artistes issus des minorités culturelles, ainsi que de favoriser la concertation entres les différents intervenant.es et valoriser les pratiques artistiques qui émanent de la diversité culturelle montréalaise[151].

Au nombre des initiatives et organisations qui se consacrent uniquement à la promotion des arts et de la culture autochtones, on peut aussi souligner le travail des Productions Feux Sacrés, qui ont pour mission de « faire rayonner les artistes autochtones par l'entremise de plates-formes de visibilité et d'accès au marché ainsi que par la production d'événements artistiques, tout en favorisant leur développement économique, personnel, professionnel, artistique et social[152] ». Elles sont notamment à l'origine de l'exposition 11 Nations, où les œuvres de 22 artistes autochtones ont été exposées et vues par plus de 30 000 personnes, du Rendez-vous des arts métissés, qui réunit artistes des Premières Nations et artistes d'autres communautés culturelles, ainsi que du projet d'économie sociale *L'Accès au marché de l'art pour les artistes autochtones*, qui « va au-delà d'une exposition temporaire et ouvre la voie à une présence et une visibilité permanentes de l'art autochtone à Montréal[153] ». L'objectif est que les artistes autochtones puissent rapidement s'insérer dans le marché montréalais de l'art majeur.

De son côté, l'organisme Terres en vues chapeaute notamment le festival Présence autochtone qui, à chaque année, permet aux artistes autochtones de nombreuses disciplines d'investir l'espace public et, de ce fait, de contribuer à faire connaître la production artistique actuelle, mais aussi la culture et les traditions des Premières Nations. Il participe également à la mise en place de DestiNations – Carrefour international des arts et cultures des Peuples autochtones, une initiative inscrite dans les priorités du RÉSEAU pour la stratégie urbaine de la communauté autochtone à Montréal[154].

Les arts et la culture autochtones semblent être dans une période de foisonnement et la communauté artistique paraît elle aussi prête à se mobiliser pour favoriser cette éclosion. Compte tenu de l'intrication entre la vitalité culturelle, artistique et la santé psychosociale d'une communauté, il importe de soutenir ce mouvement qui, s'il prend de l'ampleur, pourra agir au plus grand bénéfice de tous, Autochtones comme Allochtones.

148 E. L. Wang, « The Beat of Boyle Street : Empowering Aboriginal Youth Through Music Making », *New Directions for Youth Development*, 2010, nº 125, p. 61-70.

149 Montréal Autochtone, consulté en ligne le 12 septembre 2015.

150 Conseil québécois du théâtre, consulté en ligne le 10 novembre 2015.

151 Conseil des arts de Montréal, *Plan d'action pour la diversité culturelle dans les arts 2012-2015*, 2011.

152 Productions Feux Sacrés, consulté en ligne le 9 novembre 2015.

153 *Ibid.*

154 RÉSEAU pour la stratégie urbaine de la communauté autochtone à Montréal, *Améliorons notre qualité de vie ensemble! Planification stratégique du RÉSEAU 2012-2017*, 2015.

3

Marie-Céline Charron



28 ans

Naskapie

« Je suis vraiment motivée à aider mon peuple à être en bonne santé, autant à l'extérieur qu'à l'intérieur! »

Diplômée en psychologie de l'Université Concordia, Marie-Céline Charron est animatrice culturelle et danseuse de cerceaux autochtones. Elle est régulièrement sollicitée afin d'animer des ateliers culturels ou de faire des performances de danse lors de festivals et de pow-wow. Elle a participé au documentaire* Working It Out Together*, une série télévisée qui pousse des personnes autochtones à se réapproprier leur vitalité à travers la santé, le bien-être et la forme physique. Elle a travaillé et s'est impliquée dans plusieurs organisations autochtones, telles que Femmes autochtones du Québec. Elle travaille présentement au cabinet de relations publiques National.

3.5.2 Résultats des consultations sur les arts, la culture et la réappropriation culturelle

« Je fais de l'art depuis de nombreuses années et mes peintures semblent appréciées par mon entourage. Mais comment faire pour me faire connaître, avoir des bourses et pouvoir exposer mes œuvres? Je ne sais tellement pas par où commencer! »

– Jeune Inuit, 27 ans

« J'ai vu tellement de jeunes qui désirent se réapproprier les coutumes et traditions de leurs grands-parents sans savoir où pouvoir le faire. Plusieurs m'ont dit qu'ils avaient besoin de ça pour mieux comprendre d'où ils viennent… et où ils s'en vont.

– Intervenante dans un organisme culturel autochtone de Montréal

Les participant.es sont nombreux à souhaiter avoir accès à des cours de langues autochtones et participer à des événements autochtones. Ils disent prendre part à un grand nombre d'activités culturelles autochtones (pow-wow, festival Présence autochtone, ateliers de percussions, etc.). Pour beaucoup, ces événements permettent de se reconnecter à leurs racines identitaires. Les participant.es déplorent que les événements autochtones manquent de visibilité et soient, selon eux, sous-financés. Ils constatent également de grands bienfaits aux retours occasionnels dans les réserves autochtones. Ils mentionnent que ce sont des occasions de pratiquer des activités traditionnelles et d'avoir un mode de vie plus actif. Ils rapportent par ailleurs un vif intérêt pour la pratique d'activités traditionnelles comme la pêche et la chasse. Ils disent s'ennuyer du lien avec les aîné.es de leur communauté et évoquent l'importance de la réappropriation de la culture traditionnelle auprès de ceux-ci. Ils soulignent leur intérêt pour la cuisine traditionnelle, l'artisanat, les cours de langues et l'industrie du cinéma autochtone. Par contre, certains participants ne se définissant pas comme des Autochtones traditionnels ont peu d'intérêt pour les événements et cérémonies traditionnels. Plusieurs soulèvent dans une même veine la nécessité de valoriser le volet plus moderne de l'art réalisé par les Autochtones, par exemple, les arts de la rue et le slam. Les participant.es évoquent aussi la nécessité de faire la promotion des jeunes artistes autochtones et de valoriser, promouvoir et rendre plus visible la communauté autochtone active. Selon eux, il est nécessaire d'offrir une programmation culturelle qui réponde aux besoins de toutes les communautés autochtones.

Les participant.es inuits désirent pour leur part se réapproprier les techniques artistiques traditionnelles. Plusieurs souhaitent apprendre ou améliorer leur niveau d'inuktituk. Le participant inuit d'Ivirtivik était très intéressé par la possibilité d'aller faire du camping à l'extérieur de Montréal. De nombreux jeunes Inuit.es pratiquent l'art comme un passe-temps. Plusieurs ont exprimé le besoin de rendre cette pratique plus professionnelle, mais sans savoir où et à qui s'adresser. Les participant.es inuits considèrent que la mise sur pied d'un centre d'exposition inuit serait souhaitable.



Les intervenant.es interrogés ont du mal à rejoindre les jeunes Autochtones et demeurent incertains quant aux endroits où les rencontrer pour promouvoir les activités de leur organisme et susciter leur participation. Ils affirment manquer de ressources dans la région de Montréal afin d'offrir des ateliers culturels et des cours de langues. La créativité et les arts constituent, selon eux, une bonne façon d'impliquer les jeunes Autochtones. Pour eux, il est important de déconstruire les clichés et les préjugés sur le côté folklorique des œuvres artistiques autochtones. Ils considèrent qu'une visibilité constante plutôt qu'événementielle – notamment par des installations artistiques et culturelles permanentes – serait mieux à même de valoriser ces cultures. Les intervenant.es soulignent enfin qu'une telle valorisation des cultures autochtones pourrait avoir des retombées positives sur le tourisme international.

En somme, les principaux programmes et services jugés manquants ou insuffisants par les participant.es autochtones et les intervenant.es sont :

- Des cours de langues autochtones;
- La recension des personnes habilitées à offrir des cours de langues traditionnelles et des ateliers sur les arts traditionnels;
- La création d'un service d'information et d'orientation sur les opportunités de pratiquer des activités traditionnelles à Montréal ou dans les environs;
- Des cours/ateliers de techniques et de savoir-faire liés à l'art et la culture traditionnels (la sculpture sur pierre est notamment donnée en exemple);
- La présence de centres autochtones internations, mais également pour chacune des nations vu les réalités très différentes;
- La création d'un club intergénérationnel favorisant la transmission de la culture entre les générations;
- Un programme d'assistance financière pour faciliter les visites à la communauté d'origine;
- Des activités en forêt offertes par les organismes fréquentés par les Autochtones (les sorties en camping proposées par le programme Ka Mamukanit);
- Des capsules, émissions télé, séries, articles de journaux offrant une plus grande visibilité aux Autochtones dans la culture populaire;
- Des projets d'entrepreneuriat consacrés à l'art autochtone pour les jeunes (le projet TAKU est notamment donné en exemple).

3.5.3 Recommandations pour les arts, la culture et la réappropriation culturelle

Recommandation 13 :
Que la Ville de Montréal favorise la valorisation et le rayonnement de l'art autochtone en assurant un financement soutenu à des organismes de création, de diffusion et de vitrine pour l'art cités en exemple par la communauté autochtone[155].

Recommandation 14 :
Que la Ville de Montréal s'engage à offrir une vitrine pour l'art autochtone de jeunes créateurs et créatrices, notamment en exposant leurs œuvres dans ses propres locaux et en mettant en place un concours d'art public destiné aux artistes autochtones.

Recommandation 15 :
Que le Conseil des arts de Montréal soutienne le développement de carrières artistiques des jeunes artistes autochtones, par le biais notamment de l'organisme Diversité artistique Montréal (DAM), afin de développer davantage son mandat envers les jeunes artistes autochtones.

Recommandation 16 :
Que le réseau Accès culture consolide son action auprès des artistes autochtones en offrant des programmes, des lieux de création, de diffusion et en facilitant l'incubation et la diffusion des projets artistiques autochtones, notamment par la création d'un appel de projets destiné à l'art autochtone.

155 Notons par exemple les organismes suivants : Wapikoni mobile, Musique nomade, Espace culturel Ashukan, les Productions Feux Sacrés, Terres en vues, Ondinnok, etc.

Alexandre Nequado



23 ans

Attikamek

« Pour être entendu, vous devez vous intéresser aux autres. Pour certains, les premiers temps peuvent être éprouvants. Mais à mesure que vous sortez de l'isolement, ça devient plus facile. Vous pouvez vous faire plus d'amis en deux mois en vous intéressant aux autres, qu'en deux ans si vous attendez que les autres s'intéressent à vous. »

Alexandre Nequado est un jeune Attikamek de Manawan installé à Montréal depuis 2008. Après avoir traversé des années difficiles, Alexandre est sorti de l'isolement en participant en 2011 au projet d'insertion socioprofessionnelle pour jeunes Autochtones Ka Mamukanit. Cette expérience lui a permis de développer des compétences et un réseau socioprofessionnel dans la communauté autochtone de Montréal. Depuis sa sortie du programme, il a obtenu un poste de conseiller au service à la clientèle dans une banque. Il s'implique également au sein du comité jeunesse du RÉSEAU pour la stratégie urbaine de la communauté autochtone à Montréal. Il est notamment à l'origine du projet de carte interactive qui regroupe différentes ressources destinées aux jeunes Autochtones. Cette carte a été mise en place afin de contribuer à briser l'isolement des jeunes Autochtones nouvellement installés à Montréal.

3.6 RECOMMANDATIONS GÉNÉRALES

Recommandation 17 :
Que la Ville de Montréal porte une attention particulière à la question des jeunes Autochtones dans ses plans d'action, planifications stratégiques ou tout autre document similaire produit, notamment, dans le cadre de la prochaine Stratégie jeunesse montréalaise qui viendra remplacer la Stratégie 2013-2017.

Recommandation 18 :
Que la Ville de Montréal se dote d'un.e élu.e responsable du dossier autochtone. Cette personne aurait principalement à renforcer les liens entre la Ville et la communauté autochtone ainsi qu'à prendre la parole publiquement sur des enjeux relatifs à la communauté.

Recommandation 19 :
Que la Ville de Montréal se dote de données plus exhaustives sur les jeunes Autochtones résidant sur son territoire, particulièrement des données sur leur intégration socioéconomique, et ce, en appliquant l'analyse différenciée selon les sexes (ADS).

SOMMAIRE DES RECOMMANDATIONS

Accueil et vie quotidienne

Recommandation 1 :
Que la Ville de Montréal soutienne des projets de logements sociaux qui s'adressent à des jeunes Autochtones et de jeunes familles autochtones.

Recommandation 2 :
Que la Ville de Montréal poursuive ses actions auprès des différentes instances gouvernementales pour que les programmes d'aide financière permettant la réalisation de logements sociaux et communautaires soient reconduits aux prochains budgets et que les Autochtones puissent bénéficier d'un financement dédié.

Santé et services sociaux

Recommandation 3 :
Que la Ville de Montréal soutienne l'implantation de cliniques de soins de santé et de services sociaux traditionnels et culturellement sécurisants pour les jeunes Autochtones et complémentaires au réseau de la santé et des services sociaux du Québec, en facilitant notamment l'accès aux infrastructures et locaux nécessaires à ce type de projets.

Recommandation 4 :
Que la Ville de Montréal soutienne financièrement les maisons d'hébergement pour femmes autochtones en difficulté et les centres d'hébergement pour itinérant.es autochtones situés sur son territoire.

Éducation, emploi et formation

Recommandation 5 :
Que la Ville de Montréal développe collaboration et concertation avec les comités autochtones étudiants des universités montréalaises et les organismes qui travaillent à l'intégration socioéconomique des jeunes Autochtones sur son territoire.

Recommandation 6 :
Que la Ville de Montréal participe activement à l'employabilité des jeunes Autochtones par le biais de son Programme de parrainage professionnel.

Recommandation 7 :
Que la Ville de Montréal poursuive ses actions pour augmenter de 50 % l'embauche d'Autochtones dans son prochain Plan d'action en accès à l'égalité en emploi, et ce, en accordant une attention particulière aux jeunes. Pour ce faire :

- qu'elle améliore la diffusion des opportunités d'emploi disponibles à la Ville de Montréal auprès des organismes autochtones;
- qu'elle offre un soutien financier constant au Salon Emploi Autochtone MAMU!.

Recommandation 8 :
Que la Ville de Montréal encourage ses partenaires qui œuvrent au développement de l'entrepreneuriat chez les jeunes, tels que PME Mtl et le SAJE, (1) à faire davantage la promotion de leurs services auprès des organismes autochtones et (2) à faciliter l'accès des jeunes Autochtones aux services d'accompagnement, de mentorat et de réseautage actuellement accessibles.

Recommandation 9 :
Que la Ville de Montréal soutienne des initiatives et des programmes qui encouragent la persévérance scolaire chez les jeunes Autochtones, notamment par le biais de Réseau réussite Montréal et par les ententes entre la Ville et le gouvernement.

Appartenance communautaire et lutte à l'exclusion

Recommandation 10 :
Que la Ville de Montréal contribue au développement du leadership des jeunes Autochtones en faisant notamment la promotion de modèles de jeunes Autochtones inspirants dans ses publications et lors des événements qu'elle tient.

Recommandation 11 :
Que la Ville de Montréal et ses arrondissements favorisent, dans un souci de réconciliation, le rapprochement entre les jeunes Autochtones et les jeunes Allochtones par son offre de services et en développant de nouveaux programmes.

Recommandation 12 :
Que la Ville de Montréal développe, en collaboration avec les organisations autochtones, des campagnes de sensibilisation visant à lutter contre l'exclusion et à déconstruire les préjugés envers les jeunes Autochtones.

SOMMAIRE DES RECOMMANDATIONS

Arts, culture et réappropriation culturelle

Recommandation 13 :
Que la Ville de Montréal favorise la valorisation et le rayonnement de l'art autochtone en assurant un financement soutenu à des organismes de création, de diffusion et de vitrine pour l'art cités en exemple par la communauté autochtone[156].

Recommandation 14 :
Que la Ville de Montréal s'engage à offrir une vitrine pour l'art autochtone de jeunes créateurs et créatrices, notamment en exposant leurs œuvres dans ses propres locaux et en mettant en place un concours d'art public destiné aux artistes autochtones.

Recommandation 15 :
Que le Conseil des arts de Montréal soutienne le développement de carrières artistiques des jeunes artistes autochtones, par le biais notamment de l'organisme Diversité artistique Montréal (DAM), afin de développer davantage son mandat envers les jeunes artistes autochtones.

Recommandation 16 :
Que le réseau Accès culture consolide son action auprès des artistes autochtones en offrant des programmes, des lieux de création, de diffusion et en facilitant l'incubation et la diffusion des projets artistiques autochtones, notamment par la création d'un appel de projets destiné à l'art autochtone.

Recommandations générales

Recommandation 17 :
Que la Ville de Montréal porte une attention particulière à la question des jeunes Autochtones dans ses plans d'action, planifications stratégiques ou tout autre document similaire produit, notamment, dans le cadre de la prochaine Stratégie jeunesse montréalaise qui viendra remplacer la Stratégie 2013-2017.

Recommandation 18 :
Que la Ville de Montréal se dote d'un.e élu.e responsable du dossier autochtone. Cette personne aurait principalement à renforcer les liens entre la Ville et la communauté autochtone ainsi qu'à prendre la parole publiquement sur des enjeux relatifs à la communauté.

Recommandation 19 :
Que la Ville de Montréal se dote de données plus exhaustives sur les jeunes Autochtones résidant sur son territoire, particulièrement des données sur leur intégration socioéconomique, et ce, en appliquant l'analyse différenciée selon les sexes (ADS).

156 Notons par exemple les organismes suivants : Wapikoni mobile, Musique nomade, Espace culturel Ashukan, les Productions Feux Sacrés, Terres en vues, Ondinnok, etc.

CONCLUSION

Les besoins et les aspirations des jeunes Autochtones qui migrent à court ou à long terme vers Montréal sont multiples et propres à chacun.e d'eux, mais tous et toutes doivent surmonter des obstacles semblables. Dans le cadre de cet avis, le CjM a énoncé dix-neuf recommandations qui visent à mieux tenir compte des besoins des jeunes Autochtones et à mettre en place des mesures pour les appuyer et assurer leur pleine intégration.

Nous souhaitons que la Ville porte une attention particulière à la question des jeunes Autochtones lors de l'élaboration de ses plans d'action, planifications stratégiques ou tout autre document similaire produit, notamment, dans le cadre de la prochaine Stratégie jeunesse montréalaise qui viendra remplacer la Stratégie 2013-2017.

À la lumière de cette étude, il apparaît indispensable que les jeunes Autochtones soient mieux représentés au sein de la Ville. Non seulement les liens entre la Ville et la communauté autochtone doivent être renforcés, mais il est nécessaire que ces jeunes soient mieux représentés au sein de la Ville afin qu'ils puissent contribuer pleinement au dynamisme de la métropole. Pour assurer le bien-être et l'épanouissement de ces jeunes aux horizons divers, la Ville doit aussi contribuer à mettre de l'avant de nouvelles initiatives de recherche et de collecte de données en vue de dresser un meilleur profil de cette population dont la présence augmente rapidement. Une vision claire de sa situation et de son contexte est essentielle pour que les partenaires puissent agir de façon concertée et bonifier adéquatement les programmes et les services pertinents.

Tel que le démontrent le portrait dressé et les consultations effectuées dans le cadre de cet avis, le chemin vers une réelle intégration sociale, politique et économique des jeunes Autochtones vivant à Montréal est semé d'embûches. Cependant, tout porte à croire que cette démarche s'inscrit dans un contexte favorable, dans la mesure où les relations entre les communautés autochtones et non autochtones sont en train de se redéfinir. Nombre de ceux et celles qui quittent leur communauté pour s'installer dans les villes sont portés par l'espoir d'une vie meilleure, et la métropole est en bonne posture pour les soutenir dans la réalisation de leurs projets.



ANNEXES

ANNEXE 1 RECENSION DES SERVICES

Liste des organismes prestataires de services pour les jeunes Autochtones à Montréal[1,2]

ACCUEIL ET VIE QUOTIDIENNE

Services parajudiciaires autochtones du Québec (SPAQ)	2001, boul. Saint-Laurent Montréal (Québec) H2X 2T3 514 499-1854 www.spaq.qc.ca cpmontreal@spaq.qc.ca
Habitat Métis du Nord / Corporation Waskahegen	3455, rue Robert-Chevalier, bureau 218 Pointe-aux-Trembles (Québec) H1A 3R7 514 527-4884 www.waskahegen.com montreal@waskahegen.com
Femmes autochtones du Québec / Quebec Native Women	Business Complex, bureau 118 River Road, C.P. 1989 Kahnawake (Québec) JOL 1B0 450 632-0088 / 1 800 363-0322 www.faq-qnw.org/fr
CPE Soleil Le Vent / Rising Sun Childcare Centre	600, av. Desmarchais Montréal (Québec) H4H 1S6 514 769-9355 www.cperisingsun.ca
Centre d'amitié autochtone de Montréal*	2001, boul. Saint-Laurent Montréal (Québec) H2X 2T3 514 499-1854 www.nfcm.org info@nfcm.org
Centre des femmes de Montréal – Volet femmes autochtones	3585, rue Saint-Urbain Montréal (Québec) H2X 2N6 514 842-4780, poste 2333 www.centredesfemmesdemtl.org/spl/autochtones.html spl@cendredesfemmesdemtl.org (service de première ligne)
Chez Doris*	1430, rue Chomedey Montréal (Québec) H3H 2A7 514 937-2341, poste 221 www.chezdoris.ca information@chezdoris.ca

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

Projets autochtones du Québec*	90, rue de la Gauchetière Est Montréal (Québec) H2X 1P5 514 879-3310 www.paqc.org
Foyer pour femmes autochtones de Montréal	Adresse confidentielle Pour correspondance : CP. 183, Station A Montréal (Québec) H3C 2S1 514 933-4688 / 1 866 403-4688 www.nwsm.info nakuset@gmail.com
Onen'To:Kon Treatment Services Point de services de Montréal	3177, rue Saint-Jacques Ouest, bur. 302 Montréal (Québec) H4C 1G7 514 281-8456 www.onentokon.com otsmontrealoutreach@hotmail.com
Tasiutigitt : Association for Cross-Cultural Families of Inuit and Native Children	2052, av. Trenholme, bureau 3 Montréal (Québec) H4B 1X6 450 479-6827

1 Les organismes suivis d'un astérisque offrent des services qui sont spécifiquement destinés aux jeunes Inuit.es.

2 Cette liste n'est pas exhaustive, mais elle vise tout de même à être la plus complète possible. Les organismes actifs dans plusieurs domaines ont été classés dans la catégorie « Accueil et vie quotidienne ». Les organismes à la mission plus ciblée qui s'inscrivent néanmoins dans plusieurs domaines de services ne sont nommés qu'une fois. En raison du caractère transversal de la problématique, seuls trois organismes se trouvent dans la catégorie « Appartenance communautaire et lutte à l'exclusion ».

ANNEXES

ÉDUCATION, EMPLOI ET FORMATION

Cercle des Premières Nations de l'UQAM	320, Sainte-Catherine Est 3e étage, local DS-3223 Montréal (Québec) **Adresse postale :** C.P. 8888, Succ. Centre-ville Montréal (Québec) H3C 3P8 514 987-3000, poste 6793 www.cpn.uqam.ca cpn@uqam.ca
Centre de ressources autochtones du Collège John Abbott	Collège John Abbott 21275, rue Lakeshore Sainte-Anne-de-Bellevue (Québec) H9X 3L9 514 457-1178 www.johnabbott.qc.ca/services-to-students/aboriginal-resource-centre firstnations@johnabbott.qc.ca
Aboriginal Students Resource Center, Université Concordia	Université Concordia, Sir George Williams Campus 1455, boul. De Maisonneuve Ouest, bureau H-641 Montréal (Québec) H3G 1M8 514 848-2424, poste 7327 www.concordia.ca/offices/asrc.html
Maison des peuples autochtones (MPA), Université McGill	Université McGill 3505, rue Peel Montréal (Québec) H3A 1W7 514 398-3217 www.mcgill.ca/fph/home-page firstpeopleshouse@mcgill.ca
Service aux Inuits du Québec – CLE de Verdun	1055, rue Galt Montréal (Québec) H3G 2R1 514 864-6646, poste 249
Service de développement des ressources humaines des Premières Nations de Montréal	1255, rue du Square-Phillips, bureau 1007 Montréal (Québec) H3B 3G1 514 283-0901 employnations.com
Société de crédit commercial autochtone (SOCCA)	2936, rue de la Faune, bureau 200 Wendake (Québec) G0A 4V0 418 842-0972 / 1 800 241-0972 www.socca.qc.ca administration@socca.qc.ca
Ivirtivik*	4590, av. de Verdun, bureau 200 Montréal (Québec) H4G 1M3 514 564-3051 www.ivirtivik.org
Banque de développement du Canada / Entrepreneur autochtone	5, Place Ville-Marie, bureau 400 Montréal (Québec) H3B 5E7 1 877 232-2269 www.bdc.ca/FR/je_suis/entrepreneur_autochtone/Pages/entrepreneur_autochtone.aspx



ANNEXES

APPARTENANCE COMMUNAUTAIRE ET LUTTE À L'EXCLUSION

Association des Inuits de Montréal (AIM) / Société Makivik*	111, boul. Dr.-Frederik-Philips, 3e étage Montréal (Québec) H4M 2X6 514 745-8880 www.makivik.org
Centre Wampum	1160, rue Panet Montréal (Québec) H2L 2Y7 514 525-5133 http://w115.cnd-m.org/organismes/fr/wampum.htmlcnd@cnd-m.org
Exeko	5445, av. de Gaspé, bureau 405 Montréal (Québec) H2T 3B2 514 528-9706 www.exeko.org info@exeko.org

ARTS, CULTURE ET RÉAPPROPRIATION CULTURELLE

Jardin des Premières Nations / Jardin botanique	4101, Sherbrooke Est Montréal (Québec) H1X 2B2 514 872-9613 www.espacepourlavie.ca/jardin-des-premieres-nations
Institut culturel AVATAQ	215, av. Redfern, bureau 400 Westmount (Québec) H3Z 3L5 514 989-9031 / 1 800 361-5029 www.avataq.qc.ca avataq@avataq.qc.ca
Montréal Autochtone / Native Montreal	2306, Sherbrooke Est, bureau 1 Montréal (Québec) H2K 1E5 514 331-6587 www.nativemontreal.com info@nativemontreal.com
Les Productions Ondinnok	6645, avenue des Érables Montréal (Québec) H2G 2M9 514 593-1990 www.ondinnok.org
Wapikoni mobile	3155, chemin de la Côte-de-Liesse Montréal (Québec) H4N 2N4 514 283-3542 www.wapikoni.ca info@wapikoni.ca
Présence Autochtone / Montréal First Peoples Festival	Terres en vues / Land InSights 5445, av. de Gaspé, bureau 508 Montréal (Québec) H2T 3B2 Ligne INFO-FESTIVAL : 514 813-6663 www.presenceautochtone.ca tev@nativelynx.qc.ca
Les Productions Feux Sacrés	431, Place Jacques-Cartier Montréal (Québec) H2Y 3B1 514 875-2772 www.productionsfeuxsacres.ca info@productionsfeuxsacres.ca
Onishka	www.onishka.org info@onishka.org

ANNEXE 2 LISTE DES PRATIQUES INSPIRANTES

2.1 Accueil et vie quotidienne

PRINCIPAUX OBSTACLES ÉNONCÉS	STRATÉGIES PRÉCONISÉES	PRATIQUES EXISTANTES D'INTÉRÊT	LOCALISATION	INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES
Difficultés liées à la recherche de logement (prix, manque de connaissances sur le fonctionnement, discrimination, barrière linguistique, absence de références, etc.	Service d'accompagnement	**1) Service d'accompagnement à la recherche de logement – Propulsion Lanaudière**	Lanaudière	**Description de la pratique :** Le service d'accompagnement à la recherche de logement aide les personnes dont l'état de santé requiert qu'on les assiste dans leur recherche de logement. Si les personnes n'ont aucun soutien extérieur, l'organisme peut les aider à s'installer et, par la suite, leur offrir un suivi. Le soutien postinstallation vise à faciliter l'adaptation de la personne dans son nouvel environnement. **Description de l'organisme :** Propulsion Lanaudière est un organisme qui offre différents services en lien avec le logement. Cela inclut l'accompagnement à la recherche de logement, le soutien en logement, l'acquisition d'immeubles d'habitation à but non lucratif et la sensibilisation des propriétaires. **Site Web :** http://www.propulsion-lanaudiere.com/ServAccRechLog.html
Méconnaissance des services et programmes existants	Difficulté des organismes à rejoindre les jeunes Autochtones	**2) Coupe communautaire**	Ottawa	**Description de la pratique :** La Coupe communautaire cherche à favoriser l'intégration des nouveaux arrivants par le sport et le bénévolat. C'est un événement communautaire gratuit, multigénérationnel et multiculturel qui offre plusieurs activités : tournoi de football, tente communautaire (regroupant des organismes), démonstrations sportives, danse multiculturelle, cuisine locale, activités familiales, etc. **Description de l'organisme :** Coupe communautaire est un programme à but non lucratif créé en 2005 par Dan Dubeau et initié par le Catholic Center for Immigrants. Cette initiative ottavienne se développe à présent dans d'autres villes du Canada. Le programme vise une meilleure ouverture des collectivités aux nouveaux arrivants, en plus de permettre à ces derniers de se construire un réseau d'entraide dans leur communauté. **Site Web :** http://www.communitycup.ca/?lang=fr *** Pratique conçue pour les personnes immigrantes devant être adaptée aux jeunes Autochtones**

2.2 Santé et services sociaux

PRINCIPAUX OBSTACLES ÉNONCÉS	STRATÉGIES PRÉCONISÉES	PRATIQUES EXISTANTES D'INTÉRÊT	LOCALISATION	INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES
Problèmes d'accès à des soins de santé traditionnels	Bonification de l'offre de soins de santé traditionnels Adaptation de la prestation de soins de santé et de services sociaux en prenant davantage en compte les besoins et les réalités spécifiques des jeunes Autochtones	**3) Clinique Minowé au Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or**	Val-d'Or	**Description de la pratique :** La Clinique Minowé est une ressource intégrée au réseau local de santé et de services sociaux de la Vallée-de-l'Or. Elle facilite aux Autochtones l'accès à des services culturellement pertinents et sécurisants en santé et services sociaux. Elle contribue activement à engager la communauté autochtone comme acteur premier dans l'amélioration de la santé globale par des pratiques propres à la culture des Premiers Peuples. **Description de l'organisme :** Le Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or est un carrefour de services urbain, un milieu de vie et un ancrage culturel pour les Premiers Peuples; voué au mieux-être, à la justice et à l'inclusion sociale, il favorise la cohabitation harmonieuse dans son milieu. **Site Web :** http://www.caavd.ca/clinique-minowe.html
Problèmes d'accès à des soins de santé traditionnels Crainte d'être mal compris ou victime de discrimination dans la prestation des soins de santé	Bonification de l'offre de soins de santé traditionnels Adaptation de la prestation de soins de santé et de services sociaux en prenant davantage en compte les besoins et les réalités spécifiques des jeunes Autochtones	**4) Centre Wabano pour la santé des Autochtones**	Ottawa	**Description de la pratique et de l'organisme :** Le Centre Wabano pour la santé des Autochtones est un centre de santé urbain qui : fournit des services de santé de qualité, holistiques et culturellement pertinents aux communautés inuite, métisse et des Premières Nations d'Ottawa; prend part à des projets cliniques, sociaux, économiques et culturels qui favorisent la santé des tous les Autochtones; promeut le renforcement de la communauté par l'éducation et l'échange; agit comme centre d'excellence pour la santé des Autochtones urbains. **Site Web :** http://www.wabano.com

ANNEXES

PRINCIPAUX OBSTACLES ÉNONCÉS	STRATÉGIES PRÉCONISÉES	PRATIQUES EXISTANTES D'INTÉRÊT	LOCALISATION	INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES
Problèmes d'accès à des soins de santé traditionnels Crainte d'être mal compris ou victime de discrimination dans la prestation des soins de santé	Bonification de l'offre de soins de santé traditionnels Adaptation de la prestation de soins de santé et de services sociaux en prenant davantage en compte les besoins et les réalités spécifiques des jeunes Autochtones Ateliers de sensibilisation aux réalités autochtones pour le personnel du secteur de la santé et des services sociaux	**5) Programme de santé autochtone de l'hôpital et du centre de santé pour femmes de la Colombie-Britannique**	Vancouver	**Description de la pratique et de l'organisme :** La programme fournit des services sur place de soutien pour améliorer la santé des femmes et des filles autochtones et celle de leur famille. Les agent.es de liaison offrent aux personnes et aux organismes autochtones des services d'information, de référence et de conseil, d'intervention et de développement et la mise en œuvre de services de santé culturellement adaptés et sécurisants. Les activités communautaires incluent de l'éducation sur la santé des femmes, des formations sur la sensibilité culturelle auprès du personnel infirmier et des représentant.es de la santé communautaire ainsi que les cliniques de mieux-être pour femmes qui offrent notamment le dépistage en santé de la reproduction, dans et hors la communauté. **Site Web :** http://redbookonline.bc211.ca/service/9492827_9492827/aboriginal_health_program
Obstacles multiples liés à la consommation de drogue et d'alcool Manque d'éducation et de sensibilisation à un mode de vie sain	Bonification des programmes de prévention de la consommation d'alcool et de drogue Bonification de l'offre de formation et d'ateliers à un mode de vie sain	**5) Ma vie, j'en fais mon affaire!**	Montréal	**Description de la pratique :** Le projet « Ma vie, j'en fais mon affaire! » de l'organisme Dianova a pour objectif d'amener des jeunes à risque vers des modes de vie plus sains. Le projet mise d'une part sur le développement de compétences et d'habiletés dans les relations interpersonnelles, l'estime de soi, et la gestion de la colère et du stress. D'autre part, il vise à développer une meilleure connaissance des différentes drogues et des problèmes liés à l'abus de celles-ci, tels que les pratiques sexuelles à risque. **Description de l'organisme :** Dianova est un organisme qui a pour objectif d'aider les personnes à retrouver leur autonomie. Dianova offre ses services aux hommes et aux femmes adultes aux prises avec des problèmes de consommation de drogue, d'alcool et de médicaments et aux personnes itinérantes, à risque d'itinérance ou vivant de l'instabilité résidentielle avec de la difficulté à se loger sur le marché locatif. Le centre de traitement des dépendances de Dianova est certifié par le ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec. **Site Web :** http://www.dianova.ca/index.php/short-code/projets/projet-de-prevention

PRINCIPAUX OBSTACLES ÉNONCÉS	STRATÉGIES PRÉCONISÉES	PRATIQUES EXISTANTES D'INTÉRÊT	LOCALISATION	INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES
Crainte d'être mal compris ou victime de discrimination dans la prestation des soins de santé	Ateliers de sensibilisation aux réalités autochtones pour le personnel du secteur de la santé et des services sociaux	**6) Formation Piwaseha**	L'ensemble du Québec	**Description de la pratique :** Ces ateliers permettent de : - déterminer les différents obstacles qui nuisent à la communication et aux relations avec les Autochtones; - reconnaître l'impact des perceptions négatives sur l'estime de soi chez les Autochtones; - reconnaître ses propres valeurs culturelles et tenir compte de l'identité autochtone dans les rapports interculturels; - comparer sa propre culture et celle des Autochtones. Cette formation est régulièrement offerte au sein d'organismes ainsi que des milieux de l'éducation et professionnels. **Description de la formatrice :** Membre de la nation crie et titulaire d'un baccalauréat en enseignement préscolaire et primaire et d'une maîtrise en psycho-éducation, Janet Mark se préoccupe depuis toujours du bien-être des Autochtones et elle a au cours de ses emplois mis de l'avant une gamme de services pour la population autochtone. Elle travaille à l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT) depuis dix ans. Elle y coordonne, depuis l'automne 2011, les dossiers autochtones au Service de la formation continue et elle donne elle-même des cours en lien avec la culture et les réalités autochtones. Elle est aussi vice-présidente du conseil d'administration du Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or et membre du Conseil supérieur de l'éducation du Québec. **Site Web :** http://formationcontinue.uqat.ca/fr/DCH-605.html

PRINCIPAUX OBSTACLES ÉNONCÉS	STRATÉGIES PRÉCONISÉES	PRATIQUES EXISTANTES D'INTÉRÊT	LOCALISATION	INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES
Manque de service d'aide juridique à faible coût	Service de référence pour l'accueil de jeunes Autochtones	**7) Programme d'assistance parajudiciaire aux Autochtones**	L'ensemble du Québec	**Description de la pratique et de l'organisme :** Ce programme a pour but d'aider les personnes autochtones aux prises avec le système de justice pénale à obtenir un traitement juste, équitable et adapté à leur réalité culturelle. Les objectifs : - aider les Autochtones à comprendre leurs droits de parler en leur propre nom ou de faire appel aux services d'un avocat, ainsi qu'à comprendre la nature des accusations portées contre eux et le fonctionnement du système de justice criminelle et pénale; - sensibiliser les personnes impliquées dans l'administration de la justice aux valeurs, aux coutumes, aux langues et aux conditions socioéconomiques des Autochtones; - établir une liaison afin de faciliter les communications entre les Autochtones et les intervenant.es du système de justice. **Site Web :** http://www.justice.gc.ca/fra/fina-fund/gouv-gov/apc-acp/index.html

2.3 Éducation, emploi et formation

PRINCIPAUX OBSTACLES ÉNONCÉS	STRATÉGIES PRÉCONISÉES	PRATIQUES EXISTANTES D'INTÉRÊT	LOCALISATION	INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES
Grande difficulté à accéder au marché de l'emploi Besoin d'un accompagnement plus personnalisé pour la recherche d'emploi	Service visant à favoriser les liens entre les employeurs et les chercheurs d'emploi	**8) Service de développement des ressources humaines des Premières Nations de Montréal**	Montréal	**Description de la pratique :** Sa principale mission est d'offrir des services et des programmes d'emploi et de formation aux membres des Premières Nations, aux Inuit.es et aux Métis.ses pour les soutenir et les aider à intégrer le marché du travail. Pour faciliter leurs démarches, le Service mise sur une approche globale, individuelle et confidentielle dispensé dans l'un des points de services de la Commission de développement des ressources humaines des Premières Nations du Québec (CDRHPNQ). **Description de l'organisme :** En tant qu'une des commissions régionales de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador (APNQL), la CDRHPNQ représente un ensemble de 33 points de services axés sur l'emploi et la formation, situés dans 29 communautés de Premières Nations et dans quatre centres urbains. **Site Web :** http://employnations.com
Problèmes d'insertion au marché du travail	Formations, ateliers et outils visant le développement de la confiance en soi et du potentiel socioprofessionnel des jeunes Autochtones	**9) Programme Étinc'elle du YWCA**	Québec	**Description de la pratique :** Étinc'elle est un programme de retour à l'emploi axé sur la réalisation de soi et le savoir-être. Les participantes bénéficient de rencontres avec une « marraine » qui agit comme mentor. Des ateliers avec des stylistes, esthéticiennes et coiffeuses bénévoles sont aussi prévus au programme. **Description de l'organisme :** Depuis 160 ans, les YMCA du Québec œuvrent à l'instauration de communautés dynamiques et en santé. Dans cette optique, ils offrent des services pour tous, incluant des installations sportives, des activités pour personnes âgées, des cours de langue pour les nouveaux arrivants et des services aux personnes en situation de vulnérabilité. **Site Web :** http://www.ymcaquebec.org/fr *** Pratique conçue pour les femmes devant être adaptée aux jeunes femmes autochtones**

PRINCIPAUX OBSTACLES ÉNONCÉS	STRATÉGIES PRÉCONISÉES	PRATIQUES EXISTANTES D'INTÉRÊT	LOCALISATION	INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES
Problèmes d'insertion au marché du travail	Formations, ateliers et outils visant le développement de la confiance en soi et du potentiel socioprofessionnel des jeunes Autochtones	**10) Programme Antidote**	L'ensemble du Québec	**Description de la pratique :** Il s'agit d'une démarche collective en deux temps, soit prendre conscience de son identité et de ses points communs avec les autres femmes (Antidote 1), puis accroître son autonomie affective (Antidote 2). Le programme permet de créer des liens de solidarité avec les autres femmes, tout en s'attardant à la prise de conscience de sa propre identité, la croissance de l'estime personnelle, l'affirmation de soi et la redéfinition de ses relations avec les autres. **Description de l'organisme :** Antidote a été créé en 1990 par la psycho-pédagogue Nikole Dubois. La formation a été proposée dans de nombreux centres de femmes du Québec. **Site Web :** http://www.mamrot.gouv.qc.ca/developpement-regional-et-rural/ruralite/reussites-rurales/les-formations-antidote-monde/ *** Pratique conçue pour les femmes devant être adaptée aux jeunes femmes autochtones**
Problèmes d'insertion au marché du travail	Augmenter l'employabilité des jeunes Autochtones et leur offrir des expériences de travail	**11) Wâbidîjan – Parcours en développement des compétences**	Val-d'Or	**Description de la pratique :** Le parcours Wâbidîjan (« montre-moi ») vise à accroître les connaissances et les compétences professionnelles des jeunes Autochtones âgés de 18 à 30 ans en leur offrant des ateliers et des stages professionnels. Ceux-ci incluent l'employabilité et les expériences de travail en hôtellerie : accueil et réception, restauration, hébergement, entretien et maintenance. Ils offrent aussi des ateliers et des stages professionnels. **Description de l'organisme :** Le centre d'amitié autochtone de Val-d'Or est un carrefour urbain qui offre des services aux Autochtones vivant en ville. Il a été créé en 1974 et est aujourd'hui un des plus grands fournisseurs de services aux personnes autochtones – il est classé 4e sur les 122 existants au Canada. **Site Web :** http://www.caavd.ca/parcours-en-deacuteveloppement-des-compeacutetences.html

2.4 Appartenance communautaire et lutte à l'exclusion

PRINCIPAUX OBSTACLES ÉNONCÉS	STRATÉGIES PRÉCONISÉES	PRATIQUES EXISTANTES D'INTÉRÊT	LOCALISATION	INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES
Manque d'images et de modèles positifs	Initiatives visant à mettre de l'avant des jeunes Autochtones qui se sont démarqués	**12) Gala Mëmëgwashi du Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or**	Val-d'Or	**Description de la pratique :** Ce gala annuel reconnaît et récompense la persévérance et la réussite scolaire des enfants autochtones qui fréquentent les écoles des commissions scolaires de l'Or-et-des-Bois et Western Québec. **Description de l'organisme :** Le Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or est un carrefour de services urbain, un milieu de vie œuvrant à la mise en place d'un ancrage culturel pour les Autochtones de la région. Le centre est avant tout voué au mieux-être, à la justice et à l'inclusion sociale. Il favorise la cohabitation harmonieuse dans son milieu. **Site Web :** http://www.caavd.ca/gala-memegwashi.html
Manque d'images et de modèles positifs	Formation en développement du leadership pour les jeunes Autochtones Initiatives visant à mettre de l'avant des jeunes Autochtones qui se sont démarqués	**13) École Femmes et démocratie — Session jeunes leaders**	L'ensemble du Québec	**Description de la pratique :** D'une durée de 4 à 5 jours, ces séances intensives de formation et de réseautage sont offertes aux femmes désireuses de briguer un poste électif à l'échelle scolaire, municipale, provinciale ou fédérale, ou encore, d'investir les lieux de pouvoir grâce à une participation accrue des étudiantes et étudiants et des organismes jeunesse (session jeunes leaders). **Description de l'organisme :** La mission du Groupe Femmes, Politique et Démocratie est d'éduquer la population en général, et plus particulièrement les femmes, à l'action citoyenne et démocratique, de promouvoir une plus grande participation des femmes à la vie politique et de soutenir, auprès de tou.tes, l'exercice plein et entier de la citoyenneté. **Site Web :** http://www.gfpd.ca/formations/les-ecoles-femmes-et-democratie-6-40 *** Pratique conçue pour les femmes devant être adaptée aux jeunes femmes autochtones**

PRINCIPAUX OBSTACLES ÉNONCÉS	STRATÉGIES PRÉCONISÉES	PRATIQUES EXISTANTES D'INTÉRÊT	LOCALISATION	INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES
Manque d'images et de modèles positifs	Campagne de promotion présentant les succès de personnes immigrantes dans l'agglomération	**14) Portrait de personnes immigrantes de la Ville de Sherbrooke**	Sherbrooke	**Description de la pratique :** Ce projet a permis la création d'un partenariat avec le journal local, *Tribune de la diversité*, qui présente, entre autres, des articles mettant en valeur des projets en matière de promotion de la diversité et des portraits de citoyen.nes issus de l'immigration. **Description de l'organisme :** Ville de Sherbrooke *** Pratique conçue pour les personnes immigrantes devant être adaptée aux jeunes Autochtones**
Manque d'images et de modèles positifs	Campagne de promotion présentant les succès de personnes immigrantes dans l'agglomération	**15) Vidéos, films et séries promotionnels**	Gatineau, Abitibi-Témiscamingue	**Description de la pratique :** En partenariat avec la télévision communautaire Vox-Outaouais, la Ville de Gatineau a produit la série télévisée *Une planète dans ma ville*. Cette série, qui comporte 14 émissions d'une heure sur l'accueil et la richesse de la diversité ethnoculturelle, a été diffusée pendant trois ans; elle est maintenant disponible en bibliothèque. **Description de l'organisme :** Gatineau est la deuxième région de destination des immigrant.es au Québec et ils représentent 10 % de sa population. La Ville a d'ailleurs mis en place un plan d'action 2013-2105 en matière d'immigration qui comprend trois grands axes : - promotion et communication; - rétention et intégration; - concertation, convergence et complémentarité. La CRÉ de l'Abitibi-Témiscamingue est l'organe qui chapeaute la table régionale en immigration. Elle a pour objectif de déterminer les besoins relatifs à l'immigration, de concerter les partenaires régionaux et d'assurer une compréhension commune de tous les organismes sur la question de l'immigration. **Site Web :** www.conferenceregionale.ca/commissions-comites/14/table-regionale-de-concertation-en-immigration *** Pratique conçue pour les personnes immigrantes devant être adaptée aux jeunes Autochtones**

PRINCIPAUX OBSTACLES ÉNONCÉS	STRATÉGIES PRÉCONISÉES	PRATIQUES EXISTANTES D'INTÉRÊT	LOCALISATION	INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES
Manque d'images et de modèles positifs	Programmes et actions favorisant une plus grande représentation des jeunes Autochtones dans les instances décisionnelles, les postes d'élu.es, les tribunes publiques et les postes de grande visibilité	**16) Le projet de médiation interculturelle « Vivre ensemble » de l'arrondissement de Saint-Laurent**	Équipe culture de l'arrondissement de Saint-Laurent, Montréal	**Description de la pratique :** « Vivre ensemble » est une invitation aux jeunes de 15 à 17 ans, issus des communautés juives et arabes, à présenter leur famille et leur vie quotidienne. La photographe et réalisatrice Amanda Tétrault propose aux jeunes de l'arrondissement Saint-Laurent une forme d'animation pour qu'ils développent leur créativité de façon ludique par le biais de la photographie numérique et de la prise de vue image par image (*stop motion*). Avec cette approche, les jeunes découvrent une nouvelle technique qui permet aux objets inanimés de se déplacer et de prendre vie tout en expérimentant des modes d'expression artistique non verbale. La deuxième étape du projet, nommée À travers la lentille, vise le rapprochement interculturel. Ce projet contribue à faire tomber des barrières et à éliminer les préjugés entre ces groupes considérés parfois comme antagonistes et invite ces jeunes à vivre des rencontres artistiques et humaines. L'initiation à cette technique permet aux participant.es de raconter leur histoire à travers les photos et à exprimer tant leur individualité que leur collectivité. Les jeunes de ces communautés n'ont pas souvent l'occasion de se côtoyer, en voilà une qui repose sur l'art et l'échange. **Description de l'organisme :** Arrondissement de Saint-Laurent, Montréal **Site Web :** http://montreal.mediationculturelle.org/les-projets/vivre-ensemble-un-projet-avec-les-communautes-juives-et-arabes *** Pratique conçue pour les personnes immigrantes devant être adaptée aux jeunes Autochtones**

PRINCIPAUX OBSTACLES ÉNONCÉS	STRATÉGIES PRÉCONISÉES	PRATIQUES EXISTANTES D'INTÉRÊT	LOCALISATION	INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES
Manque d'échanges et de liens entre les jeunes Autochtones et Allochtones Manque d'échanges et de liens entre les jeunes Autochtones de différentes nations Manque d'images et de modèles positifs	Bonification des occasions de rencontre, des programmes de parrainage et de jumelage entre les jeunes Autochtones Programmes et actions favorisant une plus grande représentation des jeunes Autochtones dans les lieux décisionnels, les postes d'élu.es, les tribunes publiques et les postes de grande visibilité	**17) Projet de développement du leadership DiverseCity à Toronto**	Toronto, Richmond Hill	**Description de la pratique :** Les objectifs de ce projet sont d'étendre le réseautage, de renforcer les institutions publiques et privées et de faire avancer la connaissance quant au rôle de la diversité dans le leadership. Parmi les initiatives lancées dans le cadre de cette initiative, notons DiverseCity Nexus (conférences établissant un pont entre les leaders corporatifs et ceux émergents), DiverseCity Advantage (production de connaissances sur les bénéfices économiques et sociaux de la diversité sur le leadership), DiverseCity Perspectives (dialogues explorant la signification de la diversité et ses bienfaits), DiverseCitySchool4Civics et Building Blocks (mentorat et programme de stages). Il y a aussi DiverseCity on Board qui permet de lier des candidat.es qualifiés à des instances gouvernementales (p. ex. : commissions, conseils, etc.) pour s'assurer une meilleure représentation des personnes de minorités visibles dans les postes décisionnels. **Description de l'organisme :** Lancé par la fondation Maytree et The Greater Toronto CivicAction Alliance, l'objectif de DiverseCity est d'encourager l'émergence d'un leadership diversifié comme moyen d'accroître la prospérité de la région de Toronto. **Site Web :** http://www.richmondhill.ca/subpage.asp?textonly=&pageid=hotnews_2011_awards http://diversecitytoronto.ca

2.5 Arts, culture et réappropriation culturelle

PRINCIPAUX OBSTACLES ÉNONCÉS	STRATÉGIES PRÉCONISÉES	PRATIQUES EXISTANTES D'INTÉRÊT	LOCALISATION	INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES
Manque de soutien au développement de carrière artistique à Montréal	Service-conseil pour le développement de carrière artistique adapté aux besoins des jeunes Autochtones	**18) Accompagnement en gestion de projet artistique et service-conseil**	Estrie	**Description de la pratique :** Le service-conseil en gestion de projet artistique du Conseil de la culture de l'Estrie permet à un artiste ou à un travailleur culturel de bénéficier d'un accompagnement de courte durée vers l'atteinte d'un ou de plusieurs objectifs professionnels. Au cours de cet accompagnement, il est possible de : - approfondir sa connaissance des réseaux de diffusion et de promotion; - clarifier et chiffrer ses objectifs professionnels; - développer ou bonifier un ou plusieurs outils de travail utiles à sa carrière artistique; - élaborer son budget de projet en déterminant à la fois ses besoins (postes de dépenses) et sa clientèle (sources de revenu). L'objectif du service est de favoriser le développement de l'autonomie entrepreneuriale et de la carrière artistique de la personne. **Description de l'organisme :** Organisme à but non lucratif, le Conseil de la culture de l'Estrie regroupe des organismes, des artistes et des travailleurs culturels. Il intervient à l'échelle disciplinaire, soit en arts de la scène, en arts visuels, en arts médiatiques, cinéma/vidéo, dans le domaine du livre et de la littérature, des métiers d'art, de la muséologie et du patrimoine. Il joue aussi un rôle en participant à l'élaboration de politiques culturelles municipales ou encore en soutenant des initiatives locales axées sur le développement des arts et de la culture. **Site Web :** http://www.cultureestrie.org/oracle/gpa.php

PRINCIPAUX OBSTACLES ÉNONCÉS	STRATÉGIES PRÉCONISÉES	PRATIQUES EXISTANTES D'INTÉRÊT	LOCALISATION	INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES
Manque de techniques et de savoir-faire liés à l'art traditionnel	Bonification de l'offre de formations et d'ateliers sur la culture autochtone adaptée aux jeunes Autochtones	**19) Centre de développement communautaire autochtone à Montréal**	Montréal	**Description de la pratique et de l'organisme :** La mission du CDCAM est d'améliorer la qualité de vie des Autochtones vivant dans la région de Montréal en offrant un carrefour de services urbains, un milieu positif et un ancrage culturel. Les activités culturelles offertes sont variées (p. ex. : cours de danse traditionnelle, cours de langues autochtones, fabrication de mocassins, etc.). Ces activités apportent des connaissances qui ne sont pas facilement accessibles hors des communautés. Par ces activités, le CDCAM vise à renforcer le sentiment de fierté culturelle et à diminuer le sentiment de déracinement, tout en combattant l'isolement qui est souvent le lot des Autochtones qui s'installent en ville ou sont issus du milieu urbain. **Site Web :** http://www.nativemontreal.com
Manque de valorisation et de rayonnement de l'art autochtone Manque de valorisation de l'art moderne réalisé par les Autochtones Manque de valorisation et de rayonnement de la culture autochtone	Bonification de l'offre de formations et d'ateliers sur l'art autochtone adaptée aux jeunes Autochtones	**20) Le programme de formation de nouveaux cinéastes du Wapikoni mobile**	Montréal et ailleurs au Québec	**Description de l'organisme :** Cofondé en 2003 par Manon Barbeau, le Conseil de la Nation Atikamekw et le Conseil des jeunes des Premières Nations du Québec et du Labrador, avec le soutien de l'Assemblée des Premières Nations et la collaboration de l'Office national du film du Canada, le lancement du Wapikoni mobile a eu lieu en 2004 dans le cadre du festival Présence autochtone à Montréal. Le Wapikoni mobile a pour mission de : - combattre l'isolement et le suicide chez les jeunes des Premières Nations en développant des compétences artistiques, techniques, sociales et professionnelles; - diffuser les films réalisés et de sensibiliser différents publics aux enjeux des Premières Nations en valorisant une culture riche et trop souvent méconnue; - contribuer à la sauvegarde du patrimoine culturel des Premières Nations. **Site Web :** http://www.wapikoni.ca

PRINCIPAUX OBSTACLES ÉNONCÉS	STRATÉGIES PRÉCONISÉES	PRATIQUES EXISTANTES D'INTÉRÊT	LOCALISATION	INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES
Manque de soutien au développement de carrière artistique à Montréal	Banque de personnes détenant les compétences liées aux pratiques culturelles et artistiques dans la région de Montréal	**21) Le programme Audition de la diversité de Diversité artistique Montréal (DAM)**	Montréal	**Description de la pratique :** Le programme Audition de la diversité permet aux artistes issus de la diversité de rencontrer des professionnels du milieu (p. ex. : réalisateur.trices, agences de distribution, équipes de production, etc.). Ce programme est né du constat qu'il y a un manque flagrant de comédien.nes issus des communautés ethnoculturelles. Il se présente comme le rendez-vous annuel incontournable qui permet aux gens de l'industrie de découvrir ces talents.
Manque de soutien au développement de carrière artistique à Montréal Manque de valorisation et de rayonnement de l'art autochtone Manque de valorisation et de rayonnement de la culture autochtone	Service-conseil pour le développement de carrière artistique adapté aux besoins des jeunes Autochtones Bonification de l'offre de formation et d'ateliers sur l'art autochtone adaptée aux jeunes Autochtones	**22) Le programme DemArt Montréal de Diversité artistique Montréal (DAM)**	Montréal	**Description de la pratique :** Ce programme propose aux entreprises culturelles d'accueillir des stagiaires issus de la diversité, des nouveaux arrivant.es et des immigrant.es de première génération. Il a pour objectif de développer les compétences de ces artistes et de favoriser la diversité culturelle. **Description de l'organisme :** Depuis 2006, DAM a pour mission de promouvoir la présence des artistes et des organismes artistiques de la diversité culturelle dans le paysage artistique montréalais. Afin d'y parvenir, il prend position publiquement sur les sujets touchant les champs d'intérêt de ces artistes et ces organismes et offre une trousse de services visant à les outiller pour la réalisation de leurs projets artistiques ou d'affaires. **Site Web :** http://www.diversiteartistique.org/fr *** Pratique conçue pour les immigrant.es devant être adaptée aux jeunes Autochtones**

PRINCIPAUX OBSTACLES ÉNONCÉS	STRATÉGIES PRÉCONISÉES	PRATIQUES EXISTANTES D'INTÉRÊT	LOCALISATION	INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES
Manque de soutien au développement de carrière artistique à Montréal		**23) Service d'accompagnement des artistes immigrants de l'organisme DAM**	Montréal	**Description de la pratique :** DAM propose de l'accompagnement en développement de projets artistiques, des rencontres d'orientation et des conseils, des outils d'introduction facilitant l'accès aux réseaux artistiques montréalais, des activités de réseautage et des ressources informatives sur l'actualité artistique montréalaise, la promotion des projets artistiques par des outils de communication (p. ex. : revue *TicArtToc*, infolettre, réseaux sociaux). **Site Web :** http://www.diversiteartistique.org *** Pratique conçue pour les immigrant.es devant être adaptée aux jeunes Autochtones**
Manque de soutien au développement de carrière artistique à Montréal	Service-conseil pour le développement de carrière artistique adapté aux besoins des jeunes Autochtones	**24) Centre de diffusion favorisant les artistes émergents (Première Ovation)**	Montréal	**Description de la pratique :** Première Ovation propose divers programmes et fonds aux artistes leur permettant de créer et de bénéficier de l'encadrement d'artistes de renom, en plus de s'intégrer dans le milieu artistique en tant que professionnels. Il a pour but d'encourager le développement de carrière et l'émergence de nouveaux talents.
Manque de valorisation et de rayonnement de l'art autochtone	Sensibiliser le Conseil des arts de Montréal, les centres de diffusion, les centres d'artistes, les maisons de la culture, les bibliothèques municipales aux réalités propres aux artistes autochtones émergents.	**25) Formation de sensibilisation aux réalités autochtones**	Montréal	**Description de la pratique :** Le Centre de développement communautaire autochtone à Montréal offre des ateliers de sensibilisation sur les réalités et les cultures des Autochtones vivant en milieu urbain au Québec et au Canada afin de réduire la méconnaissance pouvant mener au racisme et à la discrimination. **Site Web :** http://www.nativemontreal.com/fr/accueil.html

BIBLIOGRAPHIE

AGENCE DE SANTÉ PUBLIQUE DU CANADA, *Déterminants de la santé*, [En ligne]. [http://www.phac-aspc.gc.ca/ph-sp/determinants/index-fra.php). (Consulté en ligne le 12 septembre 2015).

ASSEMBLÉE DES PREMIÈRES NATIONS DU QUÉBEC ET DU LABRADOR (APNQL) et COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DES PREMIÈRES NATIONS DU QUÉBEC ET DU LABRADOR (CSSSPNQL) (2008). *Le phénomène de l'itinérance chez les Premières Nations au Québec*, Wendake, QC, 42 p.

BASKIN, C. (2007). « Aboriginal Youth Talk About Structural Determinants as The Cause of Their Homelessness », *First Peoples Child & Family Review*, vol. 3, nº 3, p. 31-42.

BÉLANGER, Y. D., WEASEL HEAD, G. et O. AWOSOGA (2012). « Housing and Aboriginal People in Urban Centres : A Quantitative Evaluation », *Aboriginal Policy Studies*, vol. 2, nº 1, p. 4-25.

BOUCHARD, G. et C. TAYLOR (2008). *Fonder l'avenir. Le temps de la conciliation*, Commission de consultation sur les pratiques d'accommodement reliées aux différences culturelles, Québec, [En ligne]. [https://www.mce.gouv.qc.ca/publications/CCPARDC/rapport-final-integral-fr.pdf] (Consulté le 12 septembre 2015).

BRASSARD, R., GIROUX, L. et D. LAMOTHE-GAGNON (2011). *Les Autochtones confiés aux Services correctionnels*. Québec, ministère de la Sécurité publique, [En ligne]. [http://www.securitepublique.gouv.qc.ca/services-correctionnels/publications-et-statistiques/profil-autochtones-2007-2008/]. (Consulté le 12 septembre 2015).

BROWNE, A. J., MCDONALD, H. et D. Elliott (2009). *First Nations Urban Aboriginal Health Research Discussion Paper. A Report for the First Nations Centre*, National Aboriginal Health Organization, Ottawa. [En ligne]. [http://www.naho.ca/documents/fnc/english/rbanFirstNationsHealthResearchDiscussionPaper.pdf]. (Consulté le 29 septembre 2015).

BRUCE, D. et A. MARLIN (2012). *Analyse documentaires des facteurs affectant la transition des études au marché du travail pour les jeunes autochtones*, rapport présenté au Conseil des ministres de l'Éducation (Canada), Toronto, 126 p.

CARLI, V. (2012). « The City as a "Space of Opportunity" : Urban Indigenous Experiences and Community Safety Partnerships » dans D. Newhouse, K. D. Fitzmaurice, T. McGuire-Adams et D. Jetté, *Well-Being in the Urban Aboriginal Community : Fostering Biimaadiziwin, A National Research Conference on Urban Aboriginal Peoples*, Toronto : Thompson Educational Publishing.

CENTRE DE COLLABORATION NATIONALE DE LA SANTÉ AUTOCHTONE (2012). *Art et santé : l'importance de l'art pour la santé et la guérison des peuples autochtones*, Université du Nord de la Colombie-Britannique, Prince George, BC, [En ligne]. [http://www.nccah-ccnsa.ca/Publications/Lists/Publications/Attachments/26/art_wellness_FR_web.pdf]. (Consulté le 7 août 2015).

COMAT, I., O'BOMSAWIN, K., CLOUTIER, É., LÉVESQUE, C. et D. SALÉE (2010). « Comprendre pour mieux agir afin d'éliminer la discrimination et le racisme à l'endroit des Premiers Peuples », *Cahiers ODENA*, nº 1.

COMITÉ SENATORIAL PERMANENT DES PEUPLES AUTOCHTONES (2003). *Les jeunes autochtones vivant en milieu urbain. Plan d'action pour le changement. Rapport final*, Ottawa, [En ligne]. [http://www.parl.gc.ca/Content/SEN/Committee/372/abor/rep/repfinoct03-f.pdf]. (Consulté le 12 septembre 2015).

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DES PREMIÈRES NATIONS DU QUÉBEC ET DU LABRADOR (CSSSPNQL) (2006). *Enquête régionale longitudinale sur la santé des Premières Nations de la région du Québec. Rapport des Premières Nations vivant hors communauté en milieu urbain*, Wendake, QC.

COMMISSION DES DÉTERMINANTS SOCIAUX DE LA SANTÉ (CDSS) (2009). *Combler le fossé en une génération : instaurer l'équité en santé en agissant sur les déterminants sociaux de la santé. Rapport final de la CDSS*, Genève : OMS.

CONSEIL DES ARTS DE MONTRÉAL (2012). *Plan d'action pour la diversité culturelle dans les arts 2012-2015*, Montréal.

CONSEIL EN ÉDUCATION DES PREMIÈRES NATIONS (CEPN) (2006). *Vers une politique gouvernementale contre le racisme et la discrimination*, Mémoire présenté par le Conseil en Éducation des Premières Nations, Wendake.

CONSEIL NATIONAL DU BIEN-ÊTRE SOCIAL (2007). *Agissons maintenant pour les enfants et les jeunes Métis, Inuits et des Premières Nations*, Ottawa, rapports du Conseil national du bien-être social, vol. 127.

CONSEIL QUÉBÉCOIS DU THÉÂTRE (2015). *Événements.* [En ligne]. [http://www.cqt.ca/evenements/congres]. (Consulté le 10 novembre 2015).

CORNELLIER, F. (2009). « Investir la ville sur les plans spatial et social : le cas de Val-d'Or », *Bulletin Dialog*, juin 2009, p. 5-7.

CUNNINGHAM, J. (2010). « 13e Journées annuelles de santé publique (JASP), Montréal, 9 mars 2010 », *Bulletin Dialog*, mai 2010, p. 3-6.

CUNNINGHAM, J. et É. CLOUTIER (2010). « Justice communautaire autochtone », *Cahiers ODENA*, nº 2.

DIRECTION DE SANTÉ PUBLIQUE DU CIUSSS DU CENTRE-EST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL (2015). *Un portrait de santé des Autochtones de Montréal*, Québec.

DIVISION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET INSTITUTIONNELLES (2010). *Portrait de la population autochtone à Montréal, Ville de Montréal*, [En ligne]. [http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/page/mtl_stats_fr/media/documents/PROFIL%20DE%20LA%20POPULATION%20AUTOCHTONE_V3.PDF]. (Consulté le 8 août 2015).

ENVIRONICS INSTITUTE (2011). *Urban Aboriginal Peoples Study. Montreal Report*, Toronto, [En ligne]. [http://www.uaps.ca/wp-content/uploads/2010/02/UAPS-Montreal-report1.pdf]. (Consulté le 7 août 2015).

FAST, E. (2014). *Exploring the Role of Culture Among Urban Indigenous Youth in Montreal*, thèse de doctorat, Université Concordia, Montréal.

FITZGERALD, R. T. et P. J. CARRINGTON (2008). « The Neighbourhood Context of Urban Aboriginal Crime », *Canadian Journal of Criminology and Criminal Justice*, vol. 50, nº 5, p. 523-557.

FRIEDEL, T. L. (2010, Janvier). *Finding a Place for Race at the Policy Table : Broadening the Indigenous Education Discourse in Canada*, Institut sur la gouvernance, University of British Columbia, Vancouver.

BIBLIOGRAPHIE

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC (2008). *Le phénomène de l'itinérance au Québec*, document de consultation, Commission des affaires sociales, Québec, QC.

« Inuit », [En ligne], *Grand Dictionnaire terminologique*, Office québécois de la langue française. [http://gdt.oqlf.gouv.qc.ca/ficheOqlf.aspx?Id_Fiche=1299241]

IVTF ET VILLE D'OTTAWA (2010). *Portrait de la diversité. Les peuples autochtones : Premières Nations, Inuits et Métis. Optique d'équité et d'inclusion*, [En ligne]. [http://documents.ottawa.ca/sites/documents.ottawa.ca/files/documents/aboriginal_fr.pdf]. (Consulté le 12 septembre 2015).

JACOBS, K. et K. GILL (2002). « Substance Abuse in an Urban Aboriginal Population : Social, Legal and Psychological Consequences », *Journal of Ethnicity in Substance Abus*e, vol. 1, nº 1, p. 7-25.

LAPRAIRIE, C. (1992). *Dimensions of Aboriginal Over-Representation in Correctional Institutions and Implications for Crime Prevention/La surreprésentation des Autochtones dans les établissements correctionnels et ses répercussions sur la prévention du crime*, Ottawa, Solliciteur général Canada.

LAPRAIRIE, C. (2002, Avril). « Aboriginal Over-Representation in the Criminal Justice System : A Tale of Nine Cities », *Canadian Journal of Criminology/Revue canadienne de criminologie*, p. 181-208.

LATIMER, J. et L. F. CASEY (2005, Juillet). « The Sentencing of Aboriginal and Non-Aboriginal Youth under the Young Offender Act : A Multivariate Analysis », *Canadian Journal of Criminology and Criminal Justice*, p. 481-500.

LAURENT SÉDILLOT, C. (2009). *Le projet du Wapikoni mobile, médiation et représentation. Création audiovidéo et changement socioculturel dans la communauté atikamekw de Manawan*, Mémoire de maîtrise, Faculté des études supérieures, Université de Montréal, Montréal.

LE BLANC, M.-F., RAYNAULT, M.-F. et R. LESSARD (2011). *Rapport du directeur de santé publique 2011 : Les inégalités sociales de santé à Montréal*, Agence de la santé et des services sociaux de Montréal, Montréal, [En ligne]. [http://publications.santemontreal.qc.ca/uploads/tx_asssmpublications/978-2-89673-115-2.pdf]. (Consulté le 12 septembre 2015).

LÉVESQUE, C. (2003). « La présence des Autochtones dans les villes du Québec; mouvements pluriels, enjeux diversifiés », dans D. Newhouse, & E. J. Peters (2003), *Des gens d'ici : les Autochtones en milieu urbain. Projet de recherche sur les politiques*, Gouvernement du Canada, [En ligne] [http://publications.gc.ca/collections/Collection/CP22-71-2003F.pdf]. (Consulté le 7 août 2015).

MAXIM, P. et J. WHITE (2013). « School Completion and Workforce Transitions Among Urban Aboriginal Youth » dans J. P. White, S. Wingert, D. Beavon et P. Maxim (dirs.). *Moving Forward, Making a Difference. Aboriginal Policy Research Volume III*, Toronto : Thompson Educational Publishing, p. 33-52.

MONTRÉAL AUTOCHTONE (2015). *Accueil*, [En ligne]. [http://www.nativemontreal.com/fr/accueil.html]. (Consulté le 12 septembre 2015)

« Métis », [En ligne] *Grand Dictionnaire terminologique*, Office québécois de la langue française. [http://gdt.oqlf.gouv.qc.ca/ficheOqlf.aspx?Id_Fiche=1299269].

NEWHOUSE, D. & E. J. PETERS (2003). *Des gens d'ici : les Autochtones en milieu urbain. Projet de recherche sur les politiques*, Gouvernement du Canada, [En ligne]. [http://publications.gc.ca/collections/Collection/CP22-71-2003F.pdf]. (Consulté le 7 août 2015).

NING, A. et K. WILSON (2012). « A Research Review : Exploring the Health of Canada's Aboriginal Youth », *International Journal of Circumpolar Health*, vol. 71, p. 1-10.

NORRIS, M. J. et L. JANTZEN (2003). « Les langues autochtones en milieu urbain au Canada : caractéristiques, considérations et conséquences », dans Newhouse, D. & E. J. Peters (2003). *Des gens d'ici : les Autochtones en milieu urbain. Projet de recherche sur les politiques*, Gouvernement du Canada, [En ligne]. [http://publications.gc.ca/collections/Collection/CP22-71-2003F.pdf]. (Consulté le 7 août 2015).

NORRIS M. J et S. CLATWORTHY (2011). « Urbanization and Migration Patterns of Aboriginal Populations in Canada: A Half Century in Review », *Aboriginal Policy Studies*, Volume 1, Number 1, p. 13-77.

O'BOMSAWIN, K. (2011). *Le racisme à l'égard des Autochtones en milieu urbain au Québec : expériences, enjeux et défis*, Mémoire de maîtrise, Université du Québec à Montréal, Montréal.

PETERS, E. J. (2011). « Emerging Themes in Academic Research in Urban Aboriginal Identities in Canada, 1996-2010 », *Aboriginal Policy Studies*, vol 1, nº 1, p. 78-105.

PRODUCTIONS FEUX SACRÉS (2015). *Qui nous sommes*. [En ligne]. [http://productionsfeuxsacres.ca/qui-nous-sommes/#mandat]. (Consulté le 9 novembre 2015).

RATEL, J.-L. (2013). « Comment les universités peuvent-elles contribuer au mieux-être des Autochtones? Quelques cas d'étudiants et de diplômés universitaires autochtones au Québec », dans D. Newhouse *et al., Well-Being in the Urban Aboriginal Community : Fostering Biimaadiziwin, A National Research Conference on Urban Aboriginal Peoples*, Toronto : Thompson Educational Publishing, p. 201-224.

REGROUPEMENT DES CENTRES D'AMITIÉ AUTOCHTONES DU QUÉBEC (RCAAQ) (2008a). *Évaluation des besoins des Autochtones qui composent avec la réalité urbaine de Montréal*, Wendake, [En ligne]. [http://www.rcaaq.info/images/stories/docs/final_eval.pdf]. (Consulté le 7 août 2015).

REGROUPEMENT DES CENTRES D'AMITIÉ AUTOCHTONES DU QUÉBEC (RCAAQ) (2008b). *Mémoire sur le renouvellement de la Stratégie d'action jeunesse. Présenté au Secrétariat à la jeunesse*, Wendake. [En ligne]. [http://www.rcaaq.info/images/stories/docs/memoire_strategie_jeunesse.pdf]. (Consulté le 12 septembre 2015).

REGROUPEMENT DES CENTRES D'AMITIÉ AUTOCHTONES DU QUÉBEC (RCAAQ) (2009a). *Évaluation des besoins en matière de services psychosociaux du Mouvement des centres d'amitié autochtones du Québec*, RCAAQ, Wendake. [En ligne]. [http://www.rcaaq.info/images/stories/docs/eva_f.pdf]. (Consulté le 12 septembre 2015).

BIBLIOGRAPHIE

REGROUPEMENT DES CENTRES D'AMITIÉ AUTOCHTONES DU QUÉBEC (RCAAQ) (2009b). *Portrait de la littératie dans le Mouvement des centres d'amitié autochtones du Québec*, RCAAQ, Wendake. [En ligne]. [http://www.rcaaq.info/images/stories/docs/portrait_de_la_litteratie_%202009.pdf.]. (Consulté le 12 septembre 2015).

REGROUPEMENT DES CENTRES D'AMITIÉ AUTOCHTONES DU QUÉBEC (RCAAQ) (2013). *Mémoire du mouvement des Centres d'amitié autochtones du Québec pour contrer le racisme et la discrimination envers les Autochtones du Québec*, RCAAQ, Québec, [En ligne]. [http://www.rcaaq.info/images/stories/docs/Memoire_RCAAQ_2013_Racisme-SAA.pdf]. (Consulté le 7 août 2015).

REGROUPEMENT DES CENTRES D'AMITIÉ AUTOCHTONES DU QUÉBEC (RCAAQ) (2014a). *Lutte à l'intimidation envers les Autochtones dans les villes*, Mémoire du RCAAQ déposé dans le cadre de la consultation publique sur la lutte à l'intimidation, Wendake, [En ligne]. [http://www.rcaaq.info/images/stories/docs/Me%CC%81moire_RCAAQ_2014_Intimidation_MFA_francais.pdf]. (Consulté en ligne le 7 août 2015).

REGROUPEMENT DES CENTRES D'AMITIÉ AUTOCHTONES DU QUÉBEC (RCAAQ) (2014b). *Vers une politique nationale de l'habitation*, RCAAQ, Québec, [En ligne]. [http://www.rcaaq.info/images/stories/docs/Memoire_RCAAQ_2014_Habitation-SHQ.pdf]. (Consulté le 7 août 2015).

REGROUPEMENT DES CENTRES D'AMITIÉ AUTOCHTONES DU QUÉBEC (RCAAQ) (2015). *La jeunesse autochtone dans les villes : une force de l'avenir*, RCAAQ, Wendake, [En ligne]. [https://www.jeunes.gouv.qc.ca/consultations-jeunesse/documents/memoires/regroupement-centres-amitie-autochtones.pdf]. (Consulté le 30 octobre 2015).

« Réserve indienne », [En ligne] *Grand Dictionnaire terminologique*, Office québécois de la langue française. [http://gdt.oqlf.gouv.qc.ca/ficheOqlf.aspx?Id_Fiche=1299493].

RÉSEAU POUR LA STRATÉGIE URBAINE DE LA COMMUNAUTÉ AUTOCHTONE À MONTRÉAL (2015). *Améliorons notre qualité de vie ensemble! Planification stratégique du RÉSEAU 2012-2017*. Montréal, Québec.

SERVICE PREMIÈRES NATIONS (2008). *Résultats de l'analyse des besoins de formation chez les Premières Nations*. Val-d'Or : UQAT, 15 p.

SIDER, D. (2005). A Sociological Analysis of Root Causes of Aboriginal Homelessness in Sioux Lookout, Ontario, The Canadian Race Relations Foundation.

SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUE ET DE LOGEMENT. *Le logement au Canada – Définitions*, [En ligne]. [http://cmhc.beyond2020.com/HiCODefinitions_FR.html]. (Consulté le 12 septembre 2015.

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL DE VILLE-MARIE (2013). *Étude statistique. L'itinérance à Montréal*, projet « Premier pôle de services en itinérance », [En ligne]. [http://www.collectifquartier.org/wp-content/uploads/2013/08/ITINERANCE_2013-08-06-%C3%89tude-statistique.pdf]. (Consulté le 12 septembre 2015).

STATISTIQUE CANADA (2009). « Profil de la population autochtone de 2006 pour Montréal », [En ligne]. [http://www.statcan.gc.ca/pub/89-638-x/2009002/article/11059-fra.htm]. (Consulté le 7 août 2015).

STATISTIQUE CANADA (2010). *Projections des populations autochtones, Canada, provinces et territoires, 2001 à 2017*, [En ligne]. [http://www.statcan.gc.ca/pub/89-645-x/2010001/life-expectancy-esperance-vie-fra.htm]. (Consulté le 12 septembre 2015).

STATISTIQUE CANADA (2015). « Encadré 6 : concepts et définitions », [En ligne], [http://www12.statcan.gc.ca/nhs-enm/2011/as-sa/99-011-x/99-011-x2011001-fra.cfm#bx6].

STRATÉGIE POUR LES AUTOCHTONES VIVANT EN MILIEU URBAIN (SAMU) (2015). *Les Autochtones en milieu urbain à Montréal*, Montréal, [à paraître].

VAUDRY-GAUTHIER, S. (2013). *Être Inuit, jeune et vivre en ville : le cas ottavien*, Mémoire de maîtrise, Département de sociologie et d'anthropologie, Faculté des Sciences sociales, Université d'Ottawa.

VILLE DE MONTRÉAL (2010). « Portrait de la population autochtone à Montréal », Division des affaires économiques et institutionnelles, [En ligne]. [http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/page/mtl_stats_fr/media/documents/PROFIL%20DE%20LA%20POPULATION%20AUTOCHTONE_V3.PDF]. (Consulté le 8 août 2015).

WABANO CENTER FOR ABORIGINAL HEALTH (2008). *I Belong Here : A Framework to Promote Healthy Development of Urban Aboriginal Children, 6-12 years*, Ottawa.

WALKER, R. C. (2008). « Improving the Interface Between Urban Municipalities and Aboriginal Communities ». *Canadian Journal of Urban Research, Suppl. Canadian Institute of Planners*, vol. 17, nº 1, p. 20-36.

WANG, E. L. (2010). « The Beat of Boyle Street : Empowering Aboriginal Youth Through Music Making », *New Directions for Youth Development*, nº 125, p. 61-70.

WAPIKONI. Accueil, [En ligne]. [http://www.wapikoni.ca/accueil]. (Consulté le 12 septembre 2015).

WILSON, L. et N. CARDWELL (2012). « Urban Aboriginal Health : Examining Inequalities Between Aboriginal and non-Aboriginal Populations in Canada », *The Canadian Geographer/Le géographe canadien*, vol. 56, nº 1, p. 98-116.

Remerciements

- Centre d'amitié autochtone
- Concordia Aboriginal Student Resource Centre
- Femmes autochtones du Québec
- Ivirtivik
- Ka Mamukanit
- Khanawake Youth Center
- Montréal Autochtone
- RÉSEAU pour la stratégie urbaine de la communauté autochtone à Montréal
- Service de la culture de la Ville de Montréal
- Service de la diversité sociale et des sports de la Ville de Montréal
- Service des ressources humaines de la Ville de Montréal

Un remerciement spécial à tous les jeunes qui ont participé aux groupes de discussion et aux entrevues pour leur ouverture et leur confiance!





CONSEIL JEUNESSE DE MONTRÉAL

CJMTL.COM

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CM : 07.14

2017/03/27 13:00

(2)

Dossier # : 1177121001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Lachine , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Dépôt du bilan annuel 2016 - Règlement numéro 04-041 sur l'utilisation des pesticides sur le territoire de l'arrondissement de Lachine

De déposer au conseil municipal le bilan annuel 2016 faisant état de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (numéro 04-041) sur le territoire de l'arrondissement de Lachine.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2017-03-20 09:24

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 07.14

2017/03/27
13:00

(2)

Dossier # : 1177121001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Lachine , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Dépôt du bilan annuel 2016 - Règlement numéro 04-041 sur l'utilisation des pesticides sur le territoire de l'arrondissement de Lachine

De déposer au Conseil municipal le rapport pour l'année 2016 faisant état de l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides (numéro 04-041) à l'égard de l'arrondissement de Lachine.

Signé par Martin SAVARD **Le** 2017-02-27 12:58

Signataire : Martin SAVARD

Directeur d'arrondissement
Lachine , Bureau du directeur d'arrondissement

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du lundi 13 mars 2017	Résolution: CA17 19 0094

Dépôt du bilan annuel 2016 faisant état de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (numéro 04-041) sur le territoire de l'arrondissement de Lachine

Il est proposé par Kymberley Simonyik

appuyé par Daniel Racicot

De déposer au conseil municipal le bilan annuel 2016 faisant état de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (numéro 04-041) sur le territoire de l'arrondissement de Lachine.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

60.01 1177121001

Benoit GLORIEUX

_____

Secrétaire d'arrondissement substitut

Signée électroniquement le 16 mars 2017

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1177121001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Lachine , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Dépôt du bilan annuel 2016 - Règlement numéro 04-041 sur l'utilisation des pesticides sur le territoire de l'arrondissement de Lachine

CONTENU

CONTEXTE

Selon l'article 32 du Règlement numéro 04-041 sur l'utilisation des pesticides, l'arrondissement est tenue de déposer un bilan annuel au conseil municipal faisant état de l'application de ce règlement à l'égard de son territoire.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Résolution CA16 19 0098 (14 mars 2016) dossier 1167121001 - Dépôt du bilan annuel 2015 - Règlement numéro 04-041 sur l'utilisation des pesticides sur le territoire de l'arrondissement de Lachine
Résolution CA15 19 0100 (16 mars 2015) dossier 1152421006 - Dépôt du bilan annuel 2014 - Règlement numéro 04-041 sur l'utilisation des pesticides sur le territoire de l'arrondissement de Lachine
Résolution CA14 19 0172 (12 mai 2014) dossier 1142421021 - Dépôt du bilan annuel 2013 - Règlement numéro 04-041 sur l'utilisation des pesticides sur le territoire de l'arrondissement de Lachine
Résolution CA13 19 0072 (14 mars 2013) dossier 1132324006 - Dépôt du bilan annuel 2012 - Règlement numéro 04-041 sur l'utilisation des pesticides sur le territoire de l'arrondissement de Lachine
Résolution CA08 19 0500 (8 décembre 2008) dossier 1082333088 - Déposer au Conseil municipal le rapport pour l'année 2008 faisant état de l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) à l'égard de l'arrondissement de Lachine
Résolution CA08 19 0096 (10 mars 2008) dossier 1082333011 - Déposer au conseil municipal le rapport pour l'année 2007 faisant état de l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) à l'égard de l'arrondissement de Lachine

DESCRIPTION

Bilan de l'application du règlement en 2016, bilan des achats et bilan cumulatif des interventions sous forme de rapport intégré aux pièces jointes.

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Anne-Marie DION
C/m horticulture & parcs <<arr.>>

Tél : 514-634-3471 poste 393
Télécop. : 514 634-8166

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-16

Christophe ASHKAR
Directeur - travaux publics

Tél : 514-634-3471 poste 380
Télécop. : 514-634-8166

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1177121001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Lachine , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Dépôt du bilan annuel 2016 - Règlement numéro 04-041 sur l'utilisation des pesticides sur le territoire de l'arrondissement de Lachine

CONTENU

CONTEXTE

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Diane MARTINEAU
Secretaire de direction

Tél : 514 634-3471 # 262
Télécop. : 514-780-7711

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1177121001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Lachine , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Objet :	Dépôt du bilan annuel 2016 - Règlement numéro 04-041 sur l'utilisation des pesticides sur le territoire de l'arrondissement de Lachine



Bilan_applic_pesticides_2016_LACHINE.pdf



Registre des achats de pesticides 2016_LACHINE.pdf



Registre des utilisations de pesticides 2016.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Anne-Marie DION
C/m horticulture & parcs <<arr.>>

Tél : 514-634-3471 poste 393
Télécop. : 514 634-8166



Bilan annuel 2016

relatif à l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041) et de la lutte intégrée

Arrondissement de Lachine

Montréal

Table des matières

Lexique **3**

Introduction **5**

Orientation et objectifs de l'arrondissement 5

Historique – résolutions du Conseil d'arrondissement **6**

Résolutions adoptées à ce jour par le conseil d'arrondissement relativement à l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041) 6

Personnel dédié à l'application du règlement **8**

Activités de communication et de sensibilisation **9**

Gestion des demandes de citoyens **10**

Formation des employés **11**

Inspections sur les pesticides **12**

Évolution des demandes de permis **12**

Lutte intégrée **13**

Conclusion **14**

Annexe 1 : Principaux outils de communication sur les pesticides et le jardinage écologique **15**

Lexique

Autorisations spéciales
Pouvoir d'ordonnance d'un conseil d'arrondissement permettant de nommer une personne, qui, malgré les interdictions prévues au règlement, peut, en cas de situation exceptionnelle, permettre l'utilisation de pesticides dans tous les cas d'urgence et de danger pour la santé humaine, y compris dans les zones sensibles.

Biopesticide
(entomologie) Pesticide fabriqué à partir d'organismes vivants.
(Santé Canada) Micro-organismes trouvés à l'état naturel ou génétiquement modifiés (agents microbiens); phéromones; ainsi que les pesticides, à l'inclusion des composés biochimiques, qui ont été acceptés et homologués à titre de biopesticides par l'U.S. EPA.

Corporation
Au sens du Règlement, une personne morale, une société, une entreprise, etc. Elle est de droit public ou privé, avec ou sans but lucratif.

Espèce envahissante
Une espèce exotique dont l'introduction ou la propagation peuvent constituer une menace pour l'environnement, l'économie ou la société.

Infestation
(tout espace extérieur) Présence d'herbes nuisibles, insectes, moisissures ou autres agents nuisibles, qui, peu importe l'étendue, crée une menace à la sécurité, à la santé humaine, à la survie des arbres et arbustes ou à la vie animale.
(surfaces gazonnées et plate-bande) Présence d'insectes, moisissures ou autres agents nuisibles, à l'exception d'herbes nuisibles, sur plus de 50 % de l'espace délimité par une pelouse ou sur plus de 5 mètres carrés de l'espace délimité par une plate-bande.

Insecte ravageur
(zoologie) Insecte nuisible qui endommage gravement ou détruit une culture, une récolte ou un aménagement.

Lutte intégrée
Méthode décisionnelle qui a recours à toutes les techniques nécessaires pour réduire les populations d'organismes nuisibles de façon efficace et économique, tout en respectant l'environnement. Celle-ci consiste à combiner divers moyens d'interventions physiques, biologiques et chimiques en dernier recours. Elle est axée sur la prévention – que ce soit par le dépistage des organismes indésirables ou par des pratiques d'entretien favorisant la bonne santé des végétaux. Le succès de la lutte intégrée dépend donc d'une bonne connaissance de l'écosystème local et des facteurs à l'origine de la prolifération des organismes indésirables.

Néonicotinoïdes
Pesticides qui sont employés en tant qu'insecticides pour lutter contre différents types d'insectes. Ce sont des pesticides systémiques qui, une fois appliqués, se distribuent dans toutes les parties de la plante, rendant cette dernière toxique pour les insectes, notamment les abeilles. Toute utilisation de pesticides de la famille des néonicotinoïdes est dorénavant interdite à l'extérieur des bâtiments. Les pesticides du groupe des néonicotinoïdes qui sont actuellement homologués au Canada sont à base de cinq matières actives soit l'acétamipride, la clothianidine, l'imidaclopride, le thiaclopride et le thiaméthoxame.

Pesticides
Toute substance, matière ou micro-organisme destiné à contrôler, détruire, amoindrir, attirer ou repousser directement ou indirectement un organisme nuisible, nocif ou gênant pour l'être humain, la faune, la végétation, les récoltes ou les autres biens, ou destiné à servir de régulateur de croissance de la végétation, à l'exclusion d'un médicament ou d'un vaccin, au sens de la Loi sur les pesticides.

Zone sensible
Terrains particuliers où, à moins de certaines exceptions prévues par le Règlement, seuls les produits considérés comme des biopesticides, l'huile minérale, l'azadirachtine ainsi que les ingrédients actifs de l'annexe II du Code de gestion des pesticides. Ces zones comprennent des garderies, des écoles, des établissements de santé, des lieux de culte, des résidences pour personnes âgées, des aires de jeux et des terrains sportifs des parcs municipaux. Le conseil d'arrondissement, peut également par un pouvoir d'ordonnance, déterminer que certains parcs, cimetières et jardins communautaires soient considérés comme des zones sensibles. Pour l'ensemble de ces terrains, la zone sensible comprend une bande de 5 m de large au-delà de la limite de chacun de ces terrains.

Introduction

Au terme d'une importante démarche de concertation, et suite à l'adoption du Code de gestion des pesticides par le gouvernement du Québec en 2003, la Ville s'est dotée d'une réglementation sur l'utilisation des pesticides en 2004. Les objectifs de cette réglementation sont de réduire les utilisations de pesticides à Montréal et d'implanter des pratiques de gestion de lutte intégrée sur les terrains municipaux afin de contribuer à l'amélioration de la qualité du milieu de vie des citoyens.

La présence de pesticides dans l'environnement et l'exposition à ces produits, même à de faibles doses, peuvent avoir des effets sur la santé des personnes. Dans le contexte des changements climatiques, où l'usage des pesticides peut s'accentuer en raison de la présence plus importante d'insectes nuisibles et de nouvelles maladies, le développement de solutions de rechange aux pesticides selon une approche en lutte intégrée devient essentiel. De plus, les interventions municipales faites à l'aide de pesticides, en plus de respecter le Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041), doivent se faire dans le respect de la loi fédérale sur les produits antiparasitaires (LPA) ainsi que des règlements découlant de la loi sur les pesticides du Québec.

Le bilan annuel de l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides et de la lutte intégrée est une exigence réglementaire (04-041, a. 32; 04-041-2, a. 5) par laquelle le conseil d'arrondissement doit, avant le 31 mars de chaque année, déposer un rapport au conseil municipal faisant état de l'application du Règlement à l'égard de son territoire.

Orientation et objectifs de l'arrondissement

Les responsables de l'application du Règlement pour l'arrondissement sont :
- Une inspectrice en horticulture et arboriculture
- Deux contremaîtres horticulture et parcs
- Trois élagueurs

Les efforts ont été principalement orientés envers la lutte intégrée en arrondissement ainsi qu'à la sensibilisation du grand public sur les alternatives aux pesticides (sensibilisation et informations transmises lors d'inspections sur le terrain).

Historique – résolutions du Conseil d'arrondissement

Résolutions adoptées à ce jour par le conseil d'arrondissement relativement à l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041)

Mise en contexte

L'historique regroupe toutes les décisions prises par le conseil d'arrondissement relativement à l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides. Les résolutions visent l'adoption du bilan annuel sur les pesticides ainsi que les pouvoirs d'ordonnance de l'arrondissement (article 27). Un conseil d'arrondissement peut, par l'adoption d'une ordonnance : déterminer certains espaces en tant que zone sensible; limiter ou retirer certaines exceptions prévues au Règlement; limiter l'application de ces exceptions; réduire la période de validité du permis; imposer des conditions d'application de pesticides plus sévères et autoriser une personne à agir de manière exceptionnelle en situation d'urgence.

No de la résolution	Date (JJ/MM/AAAA)	Objet de la décision	Note complémentaire
VILLE DE MONTRÉAL			
CM04 0316	2004-04-26	Adoption du règlement sur l'utilisation des pesticides	
CE04 0867	2004-05-05	Virement de crédits en vertu de l'adoption du règlement relatif à l'utilisation des pesticides	20 000 $ accordé à l'arrondissement pour l'application du Règlement et 3000 $ pour les besoins relatifs à la formation continue
CM06 0855	2006-12-11	Modifications au Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041-1)	Pouvoir d'ordonnance pour ajouter certaines zones sensibles sur le territoire
CM15 0686	2015-05-25	Modifications au Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041-2)	Ajout de l'azadirachtine parmi la liste des matières actives de pesticides ne nécessitant pas de permis temporaire d'utilisation de pesticides

No de la résolution	Date (JJ/MM/AAAA)	Objet de la décision	Note complémentaire
CM16 0144	2016-01-25	Modifications au Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041-3)	Interdiction complète des pesticides faisant partie de la famille des néonicotinoïdes sur le territoire
ARRONDISSEMENT			
CA16190098	2016-03-14	Dépôt du bilan annuel	Bilan 2015
CA15190100	2015-06-15	Dépôt du bilan annuel	Bilan 2014
CA14190172	2014-12-05	Dépôt du bilan annuel	Bilan 2013
CA13190072	2013-03-11	Dépôt du bilan annuel	Bilan 2012
CA08190500	2008-12-08	Dépôt du bilan annuel	Bilan 2008
CA08190096	2008-03-08	Dépôt du bilan annuel	Bilan 2007
CA07190125	2007-03-12	Dépôt du bilan annuel	Bilan 2006
CA06190187	2006-04-10	Dépôt du bilan annuel	Bilan 2005
CA04190192	2004-05-10	Date d'application du Règlement	Entrée en vigueur du règlement le 01-09-2004.

Personnel dédié à l’application du règlement

Titre d’emploi	Nombre de semaines de travail (estimé)	Description des tâches rattachées au mandat des pesticides et de la lutte intégrée
Inspecteur (horticulture)	12	Suivi des requêtes et demandes des citoyens
Contremaître	25	Gestion du département horticulture et parcs
Élagueur	9	Application des pesticides et/ou lutte intégrée
Total	46	

Commentaires et recommandations

L'arrondissement n'a pas de budget spécifique attribué à l'application du règlement sur les pesticides.

Activités de communication et de sensibilisation

Activités réalisées en 2016

Activité et description	Objectif	Nombre de citoyens rejoints (estimation)
Distribution gratuite de compost aux citoyens	Sensibilisation des citoyens sur le compostage	220
Dépliants et formulaires disponibles au bureau d'arrondissement	Formulaires de demande d'utilisation de pesticides et autres dépliants sur les méthodes alternatives aux pesticides: les pesticides à faible impact et jardiner sans pesticides.	-
Information sur le site intranet	Informer les citoyens des divers règlements de l'arrondissement.	-
Distribution d'arbres pour les nouveaux-nés	Augmentation de la canopée en terrain privé.	1
Remplacement des frênes abattus en terrains publics.	Maintenir notre canopée	25
Plantation massive d'alignement en terrains publics dans le secteur industriel.	Augmenter de manière significative la canopée dans le secteur industriel et d'y diminuer le phénomène d'ilot de chaleur.	430
Suivi du remplacement d'arbres abattus en terrain privé	Faire respecter la règlementation dans le but que chaque arbre abattu soit remplacé et s'assurer de maintenir notre canopée.	15
Projet de verdissement « Un arbre pour mon quartier » pris en charge par le GRAME (Groupe de recherche appliquée en macroécologie.	Augmenter la biodiversité de la forêt urbaine et augmenter le couvert forestier.	153

Gestion des demandes de citoyens

Provenance des demandes

La totalité des demandes proviennent du 311 (GDC-GDT).

Nature des demandes

Nature	Nombre Demandes domaine privé	Nombre Demandes domaine public	Type de demandes
Agrile du frêne	55	20	Permis d'abattage, information à propos des lettres sur l'agrile du frêne envoyées aux citoyens, information sur les subventions pour les traitements des frênes privés, demandes d'inspections des arbres malades.
Faune	2	6	Présence d'écureuils dans les arbres
Arbres et arbustes	25	53	Inspection d'arbres et d'arbustes
Fourmis	2	3	Présence de fourmis charpentières dans les arbres
Guêpes	1	7	Nids de guêpes
Guêpes de sable	0	1	Présence de guêpes dans les terrains de jeux.
Chenilles à tentes estivales (Livrée d'Amérique)	2	16	Chenilles à tentes estivales dans des cerisiers ou des bouleaux.
Mauvaises herbes	1	12	Demande de nettoyage
Pucerons	1	7	Pucerons dans des tilleuls ou érables de Norvèges.
Cochenilles	0	2	Cochenilles du Magnolia

Formation des employés

Titre de la formation	Formateur/Organisateur	Date	Nombre de participants
Pratiques sécuritaires en arboriculture près des lignes électriques	Hydro-Québec	04-07-2016	8
Table des responsables sur les pesticides	Nicolas Dedovic et Maryse Barrette	14-09-2016	2
Haubanage de cordes synthétiques	Maurice Pilotte	15-09-2016	7
Soins de santé des végétaux et importance du bois de blessures, des cals et du CODIT par rapport à la carie et la gestion des arbres.	Dr. Christopher J. Luley / S.I.A.Q	26-09-2016	3
Insectes phytophages des arbres et arbustes ornementaux: Détection et solutions de répression écoresponsables.	Bernard Comtois / S.I.A.Q	26-09-2016	3
L'identification des champignons de carie: Un atelier express avec le Dr. Christopher Luley	Dr. Christopher J. Luley / S.I.A.Q.	26-09-2016	3
Plantes envahissantes : roseau commun (AME-U034)	Service de la formation continue de l'Université Laval	25-10-2016	2
Rédaction des contenus du nouveau format de bilan du Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041) et de la lutte intégrée	Nicolas Dedovic et Maryse Barrette	01-11-2016	1

Commentaires et recommandations

Notre objectif est de poursuivre la formation continue des employés cols bleus, inspecteurs et gestionnaires.

Inspections sur les pesticides

Structure administrative

Le suivi des inspections et l'autorisation des permis temporaires sont fait par l'inspectrice en horticulture et arboriculture.
Les permis autorisés sont octroyés par la division des permis et inspection de l'arrondissement.

Inspections

Type d'inspections	Nombre d'effectué
Aucune	0

Commentaires et recommandations

Aucune demande n'a été faite en 2016.

Évolution des demandes de permis

Évolution des demandes de permis de (3 ans)

Année	Permis octroyés	Permis refusés	Total
2014	0	0	0
2015	5	0	5
2016	0	0	0
Total	5	0	5

Lutte intégrée

Cochenille du magnolia

Action	Responsable	Période d'intervention	Nombre d'interventions	Quantités/ Unités (si applicable)
Traitement à l'huile horticole pour asphyxier l'iinsecte au stade dormant.	Services des espaces verts (pour Lachine)	18-04-2016	1	-
Traitement de safon insecticide Safers pour neutraliser l'insecte au stade rampant.	Services des espaces verts (pour Lachine)	08-06-2016	1	-

Agrile du frêne

Action	Responsable	Période d'intervention	Nombre d'interventions	Quantités/ Unités (si applicable)
Traitement au Treeazin par injection sur frênes publics	Service des grands parcs	juin à août	478	76.275 Litres
Traitement au Treeazin par injection sur frênes privés	Entrepreneurs privés engagés par les citoyens	juin à août	42	7.485 Litres
Abattage de frênes infestés ou dépérissant selon les recommandations du service des grands parcs.	Division parcs et espaces verts - Arrond. Lachine	octobre à mars	25	N/A

Nids de guêpes

Action	Responsable	Période d'intervention	Nombre d'interventions	Quantités/ Unités (si applicable)
Élimination des nids avec produit 'Raid Tue-Guêpes insecticide 6 (no hom. 28686)	Division parcs et espaces verts - Arrond. Lachine	août à nov.	5	1800 gr.

Conclusion

Notre arrondissement continue d'appliquer rigoureusement le principe de lutte intégrée par rapport aux pesticides et nous maintenons notre objectif "zéro pesticide" dans nos pratiques culturales. De plus, nous continuons de maintenir notre partenariat avec le G.R.A.M.E pour la sensibilisation et le verdissement en terrain public ou privé ainsi qu'avec le service des grands parcs pour le projet Canopée ainsi que pour la gestion de l'agrile du frêne.

Annexe 1 : Principaux outils de communication sur les pesticides et le jardinage écologique

	Outil de sensibilisation	Descriptif
MONTRÉAL SANS PESTICIDES	ville.montreal.qc.ca/pesticides	Site de référence pour connaître la réglementation en vigueur ainsi que les produits autorisés ou interdits; l'adoption de bonnes pratiques de jardinage sans pesticides; la lutte intégrée et la lutte biologique en particulier.
	Guide Maison propre et Jardin vert	Guide d'entretien ménager et de jardinage écologique destiné au grand public.
	Montréal sans pesticides	Résumé du règlement sur l'utilisation des pesticides. Aide le citoyen à mieux comprendre le règlement qui a été adopté en avril 2004. - Retrait de l'exception visant le contrôle des araignées.
	Guide d'entretien écologique de la pelouse	Feuillet d'information nécessaire pour aider le citoyen à obtenir une belle pelouse sans l'aide de produits chimiques.
	Pesticides à faible impact	Dépliant portant spécifiquement sur la connaissance des pesticides à faible impact, sur les ingrédients actifs, les modes d'application et les mises en garde.
Banque d'info 311	- Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041) - Lutte biologique agrile - Puceron - Pucerons du tilleul - Psylle du micocoulier - Guêpes fouisseuses (de sable)	Fiches d'informations sur la réglementation en vigueur relativement aux pesticides, des projets en lutte intégrée menés par le Service de l'environnement (lutte biologique contre le puceron du tilleul, lutte biologique contre l'agrile du frêne) ainsi que des informations pratiques sur les problèmes causés par certains insectes (guêpes fouisseuses, puceron, psylle du micocoulier).

Arrondissement de Lachine
Direction des travaux publics
Division des parcs et espaces verts

Auteures
Amélie Paquin, inspectrice en horticulture et arboriculture
Anne-Marie Dion, Contremaître horticulture et parcs

7 février 2017

ville.montreal.qc.ca

Montréal

1555, rue Carrie-Derick, Montréal (Québec), H3C 6W2
no. de permis Ville de Montréal: P550960

Registre des achats-pesticides de classe 1 à 5

Arrondissement: **LACHINE** **Année:** 2016

Nom du fournisseur	Adresse du fournisseur	Numéro de permis du fournisseur	Date d'achat du pesticide	Nom commercial du produit	Numéro homologation	Classe (1 à 5)	Quantité achetée
Centre du bricoleur Lachine	650, Notre Dame		08-08-2016	Raid tue guêpes insecticide 6	28886	5	12

Montréal

1555, rue carrie-Derick, 2e étage, Montréal (Québec), H3C 6W2
no. de permis Ville de Montréal: P550960

Registre d'utilisation des pesticides
Bilan détaillé des interventions phytosanitaires

Arrondissement: Lachine **Année:** **2016**

Date de l'application	Emplacement	Raison de l'application (problème)	Superficie, quantité ou volume traité	Nom commercial du produit	Numéro d'homologation	Classe (1 à 5)	Quantité appliquée	Applicateur	no. de certificat applicateur	Signature applicateur
24-08-2016	885, 42e avenue	Guêpes (Vespula)		Raid tue-guêpes	28686	5	400 g	Bernard Timbro	C552657	
30-08-2016	830, 43e avenue	Guêpes (Vespula)		Raid tue-guêpes	28686	5	400 g	Bernard Timbro	C552657	
08-09-2016	1825, Provost	Guêpes (Vespula)		Raid tue-guêpes	28686	5	400 g	Bernard Timbro	C552657	
11-10-2016	2157, Boul. St-Joseph	Guêpes (Vespula)		Raid tue-guêpes	28686	5	400 g	Bernard Timbro	C552657	
15-11-2016	695, 36e avenue	Guêpes (Vespula)		Raid tue-guêpes	28686	5	200 g	Bernard Timbro	C552657	

BUREAU DE
L'INSPECTEUR GÉNÉRAL
VILLE DE MONTRÉAL

Le 23 mars 2017

Monsieur Denis Coderre, maire

Monsieur Yves Saindon, greffier
Ville de Montréal
275, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Objet : Décision – Résiliation et recommandations relativement à l'octroi de contrats visant la location de remorqueuses lors d'opérations de déneigement - Vigie de la décision du 26 septembre 2016

Monsieur le Maire,
Monsieur le Greffier,

Vous trouverez ci-joint, conformément à l'article 57.1.10 de la *Charte de la Ville de Montréal*, une décision relativement à l'octroi de contrats visant la location de remorqueuses lors d'opérations de déneigement.

En vertu de cet article, le greffier de la Ville devra, sur réception, la transmettre immédiatement aux cocontractants, soit :

- Excavation Anjou inc.
  8755, boul. des Sciences
  Montréal (Québec) H1J 1H8

- 9499237 Canada inc.
  2079, rue Glen Abbey
  Mascouche (Québec) J7L 4G6

- Remorquage BL (9335-5139 Québec inc.)
  9071, rue De Grosbois
  Montréal (Québec) H1K 2H1

ainsi qu'aux conseils concernés de la Ville, en l'occurrence le conseil municipal de la Ville de Montréal et les conseils d'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, de Rosemont–La Petite-Patrie, de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, de Ville-Marie, de Montréal-Nord, du Sud-Ouest, de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce et de LaSalle, qui

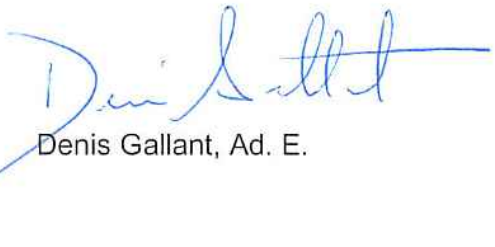
1550, rue Metcalfe
12e étage, bureau 1200
Montréal (Québec)
H3A 1X6

514 280-2800
big@bigmtl.ca

devront la déposer à la première séance de leur conseil qui suit la réception de la décision.

Veuillez recevoir, Monsieur le Maire et Monsieur le Greffier, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

L'inspecteur général,



Denis Gallant, Ad. E.



Résiliation et recommandations relativement à l'octroi de contrats visant la location de remorqueuses lors d'opérations de déneigement – vigie de la décision du 26 septembre 2016

(art. 57.1.10 de la *Charte de la Ville de Montréal*)

23 mars 2017

Bureau de l'inspecteur général
1550, rue Metcalfe, bureau 1200
Montréal (Québec) H3A 1X6
Téléphone : 514 280-2800
Télécopieur : 514 280-2877
BIG@bigmtl.ca
www.bigmtl.ca

Montréal

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le 26 septembre 2016, l'inspecteur général rendait une décision dans laquelle il concluait que Jean-Marc Lelièvre, président de Remorquage Taz inc., Steve Lenfesty, président de Remorquage Mobile, et Réal Tourigny, président d'Auto Cam 2000, s'étaient livrés à des ententes de nature collusoire dans le cadre de plusieurs appels d'offres visant l'adjudication de contrats pour la location de remorqueuses durant les opérations de déneigement. L'enquête avait alors permis de découvrir que ces entrepreneurs s'étaient partagés certains contrats et avaient déposés des soumissions après avoir communiqué ensemble, et avec d'autres entrepreneurs, afin de connaître leur intention respective à l'égard des contrats en appel d'offres et les prix auxquels ils désiraient soumissionner.

Puisque les entrepreneurs contrevenaient aux dispositions de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal, laquelle fait partie intégrante des documents d'appel d'offres, l'inspecteur général a résilié de son propre chef – en vertu de l'article 57.1.10 de la Charte de la Ville de Montréal – les contrats qui étaient toujours en cours d'exécution. Au surplus, il a recommandé que les entrepreneurs soient écartés de tout appel d'offres et de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville pendant cinq (5) ans. Le 21 novembre 2016, le conseil municipal de la Ville a alors ajouté Jean-Marc Lelièvre, Steve Lenfesty, Réal Tourigny et leurs compagnies respectives, soit notamment Remorquage Taz inc., Remorquage Mobile et Auto Cam 2000, sur le Registre des personnes écartées en vertu de la politique de gestion contractuelle, et ce jusqu'au 25 septembre 2021.

Le Bureau de l'inspecteur général a ensuite exercé une vigie étroite des activités menées par ces entrepreneurs afin de s'assurer qu'ils ne tentent pas d'obtenir à nouveau des contrats de la Ville de Montréal. Cette surveillance a amené le Bureau à se pencher sur une série de contrats accordés par divers arrondissements, depuis la publication de la décision du 26 septembre 2016, aux entreprises suivantes qui n'avaient jamais œuvré dans le domaine du remorquage de véhicules auparavant : Excavation Anjou inc., 9499237 Canada inc. et Remorquage BL (9335-5139 Québec inc.).

Les faits recueillis révèlent l'existence de diverses manœuvres frauduleuses au sens de l'article 17 de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal utilisées dans le cadre des appels d'offres 16-15650 et 16-15716 afin de permettre à Jean-Marc Lelièvre (Remorquage Taz inc.), Steve Lenfesty (Remorquage Mobile) et Réal Tourigny (Auto Cam 2000) de continuer à obtenir des contrats de la Ville, malgré leur exclusion de la Ville.

En effet, il s'avère que Réal Tourigny (Auto Cam 2000) s'est entendu avec sa conjointe, Brigitte Lévesque, afin d'acheter les remorqueuses appartenant à Auto Cam 2000 via la compagnie Remorquage BL (9335-5139 Québec inc.), initialement créée et dirigée par Réal Tourigny et n'exerçant alors aucune activité économique. L'enquête démontre que l'entreprise a ensuite été acquise gratuitement par Brigitte Lévesque, en prenant soin de retirer Réal Tourigny de la liste des dirigeants et actionnaires, pour ainsi procéder à l'achat des remorqueuses et qu'elle a été entièrement financée par Auto Cam 2000 pour exercer les contrats de remorquage obtenus de la Ville.

De la même façon, Excavation Anjou inc. est une entreprise qui a été utilisée comme prête-nom au profit de Jean-Marc Lelièvre et de Remorquage Taz inc. et dans les faits, c'est Jean-Marc Lelièvre qui exécute les contrats de remorquage obtenus par Excavation Anjou inc., grâce à une entente intervenue avec Yvan Dubé, président et actionnaire majoritaire de cette compagnie.

Finalement, l'enquête menée par l'inspecteur général révèle que 9499237 Canada inc. est une entreprise utilisée comme prête-nom au profit de Steve Lenfesty et de Remorquage Mobile. Au surplus, l'entente intervenue entre Steve Lenfesty et Raymond Lizotte, président de 9499237 Canada inc., visait, dans les faits, à ce que 9499237 Canada inc. loue les remorqueuses utilisées pour exécuter les contrats obtenus de la Ville par Remorquage Mobile, une entreprise inscrite au Registre des personnes écartées en vertu de la PGC ne pouvant exercer de la sous-traitance sur des contrats de la Ville,

contrevenant ainsi à l'article 19 de la PGC. En dernier lieu, l'enquête démontre que 9499237 Canada inc. a transmis à la Ville de Montréal à la fois de faux renseignements et des documents dont les signatures étaient falsifiées afin de dissimuler notamment le fait qu'en réalité, Remorquage Mobile agit à titre de sous-traitant pour 9499237 Canada inc.

De l'avis de l'inspecteur général, les arrangements intervenus constituent de véritables manœuvres frauduleuses ayant pour objectif de masquer la réelle identité des personnes exécutant les contrats de la Ville de Montréal. Les accords conclus visaient tous à permettre aux entrepreneurs inscrits sur le Registre des personnes écartées en vertu de la Politique de gestion contractuelle de continuer leurs opérations de remorquage auprès de la Ville, via de nouvelles entreprises, comme si de rien n'était.

Les conditions cumulatives retrouvées à l'article 57.1.10 de la Charte de la Ville de Montréal sont réunies. Les soumissions déposées par Excavation Anjou inc., 9499237 Canada inc. et Remorquage BL contreviennent aux documents d'appel d'offres, plus précisément à la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal. L'inspecteur général estime que les faits révélés en cours d'enquête sont graves et démontrent de façon flagrante les manœuvres frauduleuses employées par Jean-Marc Lelièvre (Remorquage Taz inc.) et Yvan Dubé (Excavation Anjou inc.), Steve Lenfesty (Remorquage Mobile) et Raymond Lizotte (9499237 Canada inc.) ainsi que Réal Tourigny (Auto Cam 2000) et Brigitte Lévesque (Remorquage BL/9335-5139 Québec inc.).

Les manœuvres frauduleuses employées par les entrepreneurs ont été utilisées non seulement pour permettre aux entrepreneurs inscrits sur le Registre des personnes écartées en vertu de la politique de gestion contractuelle de continuer à obtenir des contrats de la Ville, mais pire encore, ces manœuvres leur ont permis de réobtenir les secteurs de remorquage qu'ils s'étaient vu accorder et dont les contrats avaient été résiliés suite à la décision de l'inspecteur général du 26 septembre 2016. Les gestes posés par les entrepreneurs constituent un véritable affront aux décisions de l'inspecteur général, mais également aux mesures mises en place par la Ville de Montréal.

De l'avis de l'inspecteur général, les faits révélés par l'enquête justifient, sans aucun doute, la résiliation ***de tous les contrats octroyés par la Ville*** *à Excavation Anjou inc., 9499237 Canada inc. et 9335-5139 Québec inc., mais également que ces compagnies, ainsi qu'Yvan Dubé, Raymond Lizotte et Brigitte Lévesque, de même que toutes les entreprises auxquelles ils sont liés, soient écartés de tout appel d'offres et de la possibilité de conclure des contrats de gré à gré avec la Ville pendant une période de cinq (5) ans.*

L'inspecteur général déplore le fait que la Politique de gestion contractuelle ne prévoit pas de sanction supplémentaire applicable lorsqu'une personne qui est déjà écartée de la possibilité de conclure des contrats avec la Ville commet, pendant sa période d'exclusion, de nouvelles manœuvres contraires aux dispositions de la politique. L'inspecteur général constate au surplus que Jean-Marc Lelièvre, Steve Lenfesty et Réal Tourigny n'étaient pas soumis à la Politique de gestion contractuelle dans le cadre des appels d'offres 16-15650 et 16-15716, puisqu'ils ne sont pas considérés comme étant des « personnes liées » aux entreprises adjudicatrices au sens de la politique.

L'inspecteur général recommande ainsi activement à la Ville de Montréal d'entreprendre une nouvelle révision de la Politique de gestion contractuelle et d'évaluer les recours et sanctions possibles contre Jean-Marc Lelièvre, Steve Lenfesty et Réal Tourigny.

Table des matières

1. Portée et étendue des travaux 1

1.1 Mise en garde 1

1.2 Standard de preuve applicable 1

2. Contexte de l'enquête 1

2.1 Rappel de la décision de l'inspecteur général du 26 septembre 2016 1

2.2 Suites de la décision du 26 septembre 2016 3

2.3 Secteurs dans lesquels opéraient Remorquage Taz inc., Remorquage Mobile et Auto Cam 2000 avant leur exclusion 4

2.4 Avis aux parties intéressées 5

3. Contrats visés par l'enquête de l'inspecteur général 6

4. Contrats de remorquage obtenus par Remorquage BL 8

4.1 Accord intervenu entre Réal Tourigny (Auto Cam 2000) et Brigitte Lévesque (Remorquage BL) 8

4.1.1 Nature de l'entente et achat des remorqueuses d'Auto Cam 2000 8

4.1.2 Contexte de la création de Remorquage BL 9

4.1.3 Ouverture des soumissions de l'appel d'offres 16-15716 10

4.2 Remorquage BL : une façade d'Auto Cam 2000 11

4.2.1 Statut de Remorquage BL au moment du dépôt des soumissions 11

4.2.2 Fonctionnement de la compagnie 11

4.3 Financement de Remorquage BL par Auto Cam 2000 12

4.3.1 Virements bancaires importants et paiement des garanties de soumission déposées 12

4.3.2 Frais de transfert de propriété des remorqueuses et transactions au Bureau du taxi de Montréal 13

4.3.3 Paiement des employés affectés à l'exécution des contrats de remorquage 14

4.3.4 Locaux utilisés, entreposage et réparations des remorqueuses 15

4.3.5 Frais d'assurances et d'essence des remorqueuses 15

4.3.6 Total des sommes dues à Auto Cam 2000 16

5. Contrats de remorquage obtenus par Excavation Anjou inc. 17

5.1 Accord intervenu entre Jean-Marc Lelièvre (Remorquage Taz inc.) et Yvan Dubé (Excavation Anjou inc.) 17

5.1.1 Contacts initiés et nature de l'entente 17

5.1.2 Inexpérience d'Excavation Anjou inc. et d'Yvan Dubé dans le domaine du remorquage de véhicules 18

5.2 Achat des remorqueuses de Remorquage Taz inc. par Excavation Anjou inc. .. 19

5.2.1 Contrats de vente 19

5.2.2 Transfert des titres de propriété des remorqueuses et transactions au Bureau du taxi de Montréal 20

5.2.3 Réparations, entreposage et lettrage des remorqueuses 21

5.3 Rôle de Jean-Marc Lelièvre au sein d'Excavation Anjou inc. 23

5.3.1 Statut de Jean-Marc Lelièvre au sein de l'entreprise 23

5.3.2 Préparation de la soumission déposée par Excavation Anjou inc. 24

5.3.3 Paiement des garanties de soumission déposées par Excavation Anjou inc. 25

5.3.4 Gestion de l'exécution des contrats de remorquage obtenus par Excavation Anjou inc. 26

5.3.5 Liens avec les individus affectés aux contrats de remorquage d'Excavation Anjou inc. 28

6. Contrats de remorquage obtenus par 9499237 Canada inc. 29

6.1 Accord intervenu entre Steve Lenfesty (Remorquage Mobile) et Raymond Lizotte (9499237 Canada inc.) 29

6.1.1 Nature de l'entente 29

6.1.2 9499237 Canada inc. 30

6.2 Rôle de Steve Lenfesty au sein de 9499237 Canada inc. 30

6.2.1 Préparation de la soumission déposée par 9499237 Canada inc. 30

6.2.2 Gestion de l'exécution des contrats de remorquage obtenus par 9499237 Canada inc. 31

6.2.3 Liens avec les employés affectés aux contrats de remorquage 32

6.2.4 Entreposage et réparations des remorqueuses 33

6.2.5 Financement des activités de 9499237 Canada inc. 33

6.3 Faux renseignements et documents transmis à la Ville lors du processus d'appel d'offres 16-15716 34

6.3.1 Location des remorqueuses de Remorquage Mobile par 9499237 Canada inc. et transferts de propriété effectués à la SAAQ 34

6.3.2 Contrefaçons de signatures 35

7. Analyse des faits 36

7.1 Pouvoirs d'intervention de l'inspecteur général 36

7.2 Contrats de remorquage obtenus par Remorquage BL 38

7.3 Contrats de remorquage obtenus par Excavation Anjou inc 42

7.4 Contrats de remorquage obtenus par 9499237 Canada inc. 47

8. Conclusions 50

1. Portée et étendue des travaux

1.1 Mise en garde

En vertu de l'article 57.1.8 de la *Charte de la Ville de Montréal* (R.L.R.Q. c. C-11.4) (ci-après : Charte), l'inspecteur général a pour mandat de surveiller les processus de passation des contrats et leur exécution par la Ville de Montréal ou une personne morale qui lui est liée.

L'inspecteur général n'effectue aucune enquête criminelle. Il procède à des enquêtes de nature administrative. À chaque fois qu'il sera fait référence au terme « enquête » dans la présente décision, celui-ci signifiera une enquête administrative et en aucun cas il ne devra être interprété comme évoquant une enquête criminelle.

1.2 Standard de preuve applicable

L'inspecteur général se donne comme obligation de livrer des rapports de qualité qui sont opportuns, objectifs, exacts et présentés de façon à s'assurer que les personnes et organismes sous sa juridiction soient en mesure d'agir suivant l'information transmise.

Par conséquent, au soutien de ses avis, rapports et recommandations, l'inspecteur général s'impose comme fardeau la norme civile de la prépondérance de la preuve[1].

Dans l'exercice de ses fonctions juridictionnelles comme en l'espèce[2], l'inspecteur général appliquera, *a fortiori*, cette norme.

2. Contexte de l'enquête

2.1 Rappel de la décision de l'inspecteur général du 26 septembre 2016

Le 26 septembre 2016, l'inspecteur général rendait une décision par laquelle il résiliait certains contrats octroyés par des arrondissements pour la location de remorqueuses avec opérateurs pour le remorquage de véhicules lors d'activités de déneigement[3]. Dans le cadre de la même décision, il recommandait que des entreprises et des individus soient écartés de la possibilité de contracter avec la Ville de Montréal pour les cinq (5) prochaines années.

---

[1] Si la preuve permet de dire que l'existence d'un fait est plus probable que son inexistence, nous sommes en présence d'une preuve prépondérante (voir l'article 2804 du *Code civil du Québec*).

[2] Utilisation des pouvoirs prévus à l'article 57.1.10 de la *Charte de la Ville de Montréal*.

[3] *Résiliation et recommandations visant divers contrats octroyés par des arrondissements pour la location de remorqueuses avec opérateurs lors d'opérations de déneigement*, 26 septembre 2016, disponible en ligne : https://www.bigmtl.ca/wp-content/uploads/2016/06/decision-resiliation-recommandations-remorqueuses-deneigement_20160926.pdf.

En effet, l'enquête avait alors permis à l'inspecteur général de constater que les soumissions déposées par Remorquage Taz inc. (9147-1953 Québec inc.), Remorquage Mobile (9273-5893 Québec inc.) et Auto Cam 2000 (9096-1681 Québec inc.), dans le cadre de plusieurs appels d'offres, avaient fait l'objet d'ententes de nature collusoire en contravention avec la *Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal* (ci-après : PGC) alors en vigueur. Les présidents de ces entreprises (respectivement, Jean-Marc Lelièvre, Steve Lenfesty et Réal Tourigny) – également signataires des soumissions déposées – avaient avoué s'être partagé certains contrats de la Ville de Montréal visant la location de remorqueuses pour les opérations de déneigement.

Jean-Marc Lelièvre, Réal Tourigny et Steve Lenfesty avaient confirmé qu'ils discutaient entre eux, avant et pendant les périodes de publication des appels d'offres, pour s'échanger des informations relativement au prix et au nombre de remorqueuses qu'ils prévoyaient proposer dans leur soumission, mais également en vue de connaître leurs intentions respectives quant aux contrats sur lesquels chacun désirait soumissionner. Réal Tourigny soutenait qu'il s'était déjà entendu avec Jean-Marc Lelièvre pour ne pas soumissionner l'un contre l'autre sur certains contrats en appel d'offres.

L'enquête avait permis de démontrer qu'il existait un « respect mutuel » entre les trois (3) entrepreneurs et qu'ils s'empêchaient de soumissionner sur les contrats qu'ils considéraient « appartenir » à l'un d'eux.

Au terme de l'enquête, l'inspecteur général avait été en mesure de conclure que, dans le cadre de l'appel d'offres 15-14685 de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, les trois (3) entrepreneurs s'étaient entendus pour se partager les trois (3) secteurs de l'arrondissement et s'étaient engagés à ne pas soumissionner les uns contre les autres afin de s'assurer que chacun obtienne un (1) contrat.

Dans le cadre des appels d'offres 15-14616, 14-13814 et 13-13147 de l'arrondissement de Verdun, l'enquête révélait que Steve Lenfesty et Réal Tourigny s'entendaient, depuis 2013, pour soumissionner au même taux horaire unitaire, déjouant ainsi les règles et leur permettant d'obtenir des contrats à un tarif plus élevé que si la libre concurrence avait joué entre eux.

Finalement, dans le cadre de l'appel d'offres 15-14538 de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension et 14-14050 de l'arrondissement de Ville-Marie, Jean-Marc Lelièvre avait confirmé avoir contacté par téléphone des compétiteurs afin de connaître leurs intentions par rapport aux contrats en appel d'offres, le prix auquel ils allaient soumissionner et le nombre de remorqueuses qu'ils entendaient proposer.

De l'avis de l'inspecteur général, les stratagèmes décrits et employés par les entrepreneurs constituent de véritables manœuvres dolosives qui leur ont permis de contourner les processus d'appel d'offres public, de réduire indûment le nombre de soumissionnaires et de priver la Ville et les arrondissements de la possibilité d'obtenir le meilleur service au meilleur prix.

Compte tenu de l'ensemble de ces faits, l'inspecteur général a résilié de son propre chef, en vertu de l'article 57.1.10 de la Charte, les trois (3) contrats suivants, tous octroyés à Remorquage Taz inc. Ces contrats étaient les seuls qui étaient toujours en cours d'exécution au moment du prononcé de la décision :

- le contrat accordé par l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles à la suite de l'appel d'offres 15-14685;
- le contrat accordé par l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension à la suite de l'appel d'offres 15-14538; et
- le contrat accordé par l'arrondissement de Ville-Marie à la suite de l'appel d'offres 14-14050, dans l'éventualité où le contrat est renouvelé.

Dans le cadre de cette décision, l'inspecteur général recommandait également que, conformément aux dispositions de la PGC, les trois (3) compagnies, leur président respectif et toute personne liée à ces entreprises soient écartés de tout appel d'offres, de tout sous-contrat et de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville de Montréal pendant cinq (5) ans à compter de sa décision.

2.2 Suites de la décision du 26 septembre 2016

Conformément à la décision prononcée par l'inspecteur général, en octobre 2016, les arrondissements de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension et de Ville-Marie ont chacun procédé à la résiliation des contrats octroyés à Remorquage Taz inc. et, entre décembre 2016 et février 2017, chacun de ces arrondissements a relancé un processus d'appel d'offres pour accorder les contrats à de nouveaux entrepreneurs[4].

Au surplus, d'autres arrondissements en relation contractuelle avec l'un des trois (3) entrepreneurs visés par la décision ont procédé à la résiliation de leurs contrats, même si ces contrats n'avaient pas fait l'objet de l'enquête de l'inspecteur général.

C'est ainsi que le 5 décembre 2016, l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie a résilié le contrat adjugé à Auto Cam 2000 suite à l'appel d'offres 15-14628 et que le 16 janvier 2017, l'arrondissement de LaSalle a fait de même à l'égard des deux (2) contrats accordés à Remorquage Mobile suite aux appels d'offres 15-14685 et 15-14622[5].

En ce qui concerne la recommandation de l'inspecteur général d'exclure les entrepreneurs, leur président et toute personne liée de tout appel d'offres, de tout sous-contrat et de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville pour une période de cinq (5) ans, le conseil municipal a donné suite à cette volonté le 21

[4] Voir les résolutions des conseils d'arrondissement CA16 30 120421, CA16 14 0370, CA17 24 0012 et CA17 24 0013.
[5] Voir les résolutions suivantes : CA16 26 0336 et CA17 20 0018.

novembre 2016[6]. Dorénavant, les personnes suivantes sont inscrites au *Registre des personnes écartées en vertu de la PGC*, et ce jusqu'au 25 septembre 2021 :

- Jean-Marc Lelièvre et les entreprises suivantes auxquelles il est lié à titre de dirigeant, d'actionnaire ou d'administrateur : Remorquage Taz inc., 9147-1953 Québec inc. et Sciage de béton Métropole inc.
- Steve Lenfesty et les entreprises suivantes auxquelles il est lié à titre de dirigeant, d'actionnaire ou d'administrateur : Remorquage Mobile, 9273-5893 Québec inc. et Carrosserie S.E.
- Réal Tourigny et les entreprises suivantes auxquelles il est lié à titre de dirigeant, d'actionnaire ou d'administrateur : Auto Cam 2000, 9096-1681 Québec inc. et Carrosserie Rapido Auto.

2.3 Secteurs dans lesquels opéraient Remorquage Taz inc., Remorquage Mobile et Auto Cam 2000 avant leur exclusion

Le tableau suivant illustre les secteurs dans lesquels opéraient Remorquage Taz inc., Remorquage Mobile et Auto Cam 2000 avant leur inscription au *Registre des personnes écartées en vertu de la PGC* :

ADJUDICATAIRES	ARRONDISSEMENTS
Remorquage Taz inc.	Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles (appel d'offres 15-14685 - 3 remorqueuses)
	Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (appel d'offres 15-14538 - 4 remorqueuses)
	Ville-Marie (appel d'offres 14-14050 - 6 remorqueuses)
	Le Plateau-Mont-Royal (appel d'offres 15-14685 - 3 remorqueuses)
Auto Cam 2000	Rosemont–La Petite-Patrie (suite à l'appel d'offres 15-14628 - 6 remorqueuses)
	Le Plateau-Mont-Royal (appel d'offres 15-14685 - 3 remorqueuses)
	Verdun (appel d'offres 15-14616 – 2 remorqueuses)
Remorquage Mobile	Sud-Ouest (appel d'offres 13-13149 - 4 remorqueuses)
	Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (appel d'offres TP-TECH-2011-16 4 remorqueuses)
	LaSalle (appels d'offres 15-14685 et 15-14622 - 4 remorqueuses)
	Montréal-Nord (appel d'offres 15-14685)
	Le Plateau-Mont-Royal (appel d'offres 15-14685 - 3 remorqueuses)
	Verdun (appel d'offres 15-14616 – 1 remorqueuse)

Afin de s'assurer du respect des mesures adoptées, l'inspecteur général a entamé une vigie des activités menées par Jean-Marc Lelièvre, Steve Lenfesty et Réal Tourigny.

[6] CM16 1256.

Rapidement, la surveillance exercée lui a permis de se rendre compte que Jean-Marc Lelièvre, Steve Lenfesty et Réal Tourigny ont chacun conclu des accords avec des amis ou encore leur conjointe, respectivement Yvan Dubé (président d'Excavation Anjou inc.), Raymond Lizotte (président de 9499237 Canada inc.) et Brigitte Lévesque (aujourd'hui, présidente de Remorquage BL).

Ces arrangements avaient pour objectif de permettre aux entrepreneurs visés par la décision du 26 septembre 2016 de contourner leur inscription au *Registre des personnes écartées en vertu de la PGC* et de continuer à obtenir des contrats de la Ville de Montréal via d'autres compagnies qui ne menaient d'ailleurs pas d'activités de remorquage.

Les faits exposés dans la présente décision résument les manœuvres frauduleuses auxquelles les entrepreneurs ont eu recours.

2.4 Avis aux parties intéressées

Conformément à son devoir d'équité procédurale, avant de rendre publics les résultats de son enquête, l'inspecteur général a transmis aux parties concernées un Avis à une partie intéressée (ci-après : Avis).

Le 1er mars 2017, les entrepreneurs suivants ont ainsi reçu une copie de l'Avis indiquant les faits pertinents recueillis au cours de l'enquête afin qu'ils puissent prendre connaissance de ces faits, mais également formuler par écrit leurs commentaires et représentations au Bureau de l'inspecteur général :

- Jean-Marc Lelièvre (Remorquage Taz inc.);
- Steve Lenfesty (Remorquage Mobile);
- Réal Tourigny (Auto Cam 2000);
- Yvan Dubé (Excavation Anjou inc.);
- Raymond Lizotte (9499237 Canada inc.); et
- Brigitte Lévesque (Remorquage BL).

Le 10 mars 2017, le Bureau de l'inspecteur a reçu la réponse à l'Avis de Brigitte Lévesque, à titre de présidente de Remorquage BL. Quant à Excavation Anjou inc., l'entreprise a envoyé sa réponse au Bureau de l'inspecteur général par l'entremise de son avocat le 17 mars 2017. Les faits et arguments qui ont été invoqués par ces entrepreneurs ont été considérés par l'inspecteur général et seront abordés dans la présente décision.

Le Bureau de l'inspecteur général n'a cependant pas reçu de réponse des autres entrepreneurs.

3. Contrats visés par l'enquête de l'inspecteur général

Lors de son enquête, le Bureau de l'inspecteur général s'est penché sur divers contrats de location de remorqueuses pour les opérations de déneigement qui ont été octroyés à Excavation Anjou inc., 9499237 Canada inc. et Remorquage BL (9335-5139 Québec inc.) depuis la publication de la décision du 26 septembre 2016, laquelle recommandait l'exclusion de Jean-Marc Lelièvre, Steve Lenfesty, Réal Tourigny et de leurs compagnies respectives de la possibilité de conclure des contrats avec la Ville pendant cinq (5) ans.

Excavation Anjou inc., 9499237 Canada inc. et Remorquage BL ont obtenu de divers arrondissements à la fois des contrats suite à des appels d'offres publics et des contrats de gré à gré.

L'appel d'offres 16-15650 a été publié sur le Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec (ci-après : S.É.A.O.) le 12 octobre 2016. Il vise l'adjudication de contrats pour des services de remorquage pour les opérations de déneigement pour les saisons hivernales 2016-2017 et 2017-2018 pour divers arrondissements. Au total, la Ville de Montréal désirait louer quarante (40) remorqueuses avec opérateurs pour les utiliser dans le cadre d'opérations de déneigement qui seraient déployées dans neuf (9) arrondissements. L'ouverture des soumissions a eu lieu le 31 octobre 2016 et, au total, la Ville de Montréal a reçu six (6) soumissions.

Excavation Anjou inc. a déposé une soumission proposant vingt (20) remorqueuses dans six (6) arrondissements visés par l'appel d'offres. L'entreprise s'est vu octroyer des contrats pour quinze (15) de ces remorqueuses.

L'appel d'offres 16-15716, quant à lui, a été publié sur le S.É.A.O. le 9 novembre 2016. Tout comme le premier, il vise l'adjudication de contrats pour des services de remorquage pour les opérations de déneigement pour divers arrondissements. Au total, la Ville de Montréal visait la location de vingt-quatre (24) remorqueuses avec opérateurs pour six (6) arrondissements. L'ouverture des soumissions a eu lieu le 28 novembre 2016 et la Ville a reçu huit (8) soumissions.

Excavation Anjou inc. a déposé une soumission proposant quatre (4) remorqueuses dans deux (2) arrondissements et s'est vu octroyer un (1) contrat pour deux (2) de ces remorqueuses.

De son côté, 9499237 Canada inc. a déposé une soumission proposant six (6) remorqueuses dans deux (2) arrondissements. L'entreprise s'est vu octroyer deux (2) contrats pour l'ensemble des remorqueuses proposées dans sa soumission.

Finalement, Remorquage BL a déposé une soumission proposant dix-neuf (19) remorqueuses dans cinq (5) arrondissements. L'entreprise s'est vu octroyer quatre (4) contrats pour un total de onze (11) remorqueuses.

Le tableau suivant résume l'ensemble des contrats obtenus par Excavation Anjou inc., 9499237 Canada inc. et Remorquage BL via ces appels d'offres publics.

Adjudicataire	Numéro d'appel d'offres	Arrondissement	Date d'octroi	Période de validité	Nombre de remorqueuses	Montant estimé du contrats (taxes incluses)
Excavation Anjou inc.	16-15650	Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension	5 déc. 2016	2016-2020	4	544 521,60 $
		Le Plateau-Mont-Royal	5 déc. 2016	2016-2018 option 1 an	3	313 364,36 $
		Rosemont–La Petite-Patrie	6 déc. 2016	2016-2019 option 1 an	2	108 996,30 $
		Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles	15 déc. 2016	2016-2017 option 1 an	2	73 510,42 $
		Ville-Marie	14 fév. 2017	2016-2018	4	231 789,60 $
	16-15716	Montréal-Nord	16 déc. 2016	2016-2017 option 2 ans	2	45 415,13 $
9499237 Canada inc.	16-15716	Sud-Ouest	15 déc. 2016	2016-2018 option 2 ans	4	268 581,60 $
		Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce	16 jan. 2017	2016-2018 option 2 ans	2	212 473,00 $
Remorquage BL	16-15716	Montréal-Nord	16 déc. 2016	2016-2017 option 2 ans	1	22 995,00 $
		Rosemont–La Petite-Patrie	16 déc. 2016	2016-2019 option 1 an	4	220 752,00 $
		Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce	16 déc. 2016	2016-2018 option 2 ans	2	220 752,00 $
		LaSalle	20 fév, 2017	2016-2017 option 3 ans	4	91 980,00 $

Au surplus, les trois (3) entrepreneurs se sont vu octroyer plusieurs contrats de gré à gré de divers arrondissements pour participer au remorquage de véhicules lors d'opérations de chargement de la neige précises[7].

[7] Excavation Anjou inc. s'est vu octroyer des contrats de gré à gré par les arrondissements de Rivière-des-Prairies–Pointe aux Trembles et de Ville-Marie.
9499237 Canada inc. s'est vu octroyer des contrats de gré à gré par les arrondissements de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce et du Sud-Ouest.
Remorquage BL s'est vu octroyer des contrats de gré à gré par les arrondissements de Rosemont–La Petite-Patrie, de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, de Montréal-Nord et de LaSalle.

L'inspecteur général tient à souligner que 9499237 Canada inc. agit également comme sous-traitant offrant des services de remorquage pour trois (3) compagnies qui ont obtenu des contrats de déneigement de la Ville de Montréal dans les arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville, de Ville-Marie et de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension. Au total, huit (8) remorqueuses de 9499237 Canada inc. ont été affectées à ces opérations depuis le début de la saison hivernale 2016-2017.

4. Contrats de remorquage obtenus par Remorquage BL

L'enquête de l'inspecteur général permet de conclure que dans les faits, l'entente intervenue entre Réal Tourigny et Brigitte Lévesque avait pour objectif de poursuivre les activités de remorquage d'Auto Cam 2000 et de continuer à obtenir des contrats de la Ville, malgré que celle-ci ait été inscrite au *Registre des personnes écartées en vertu de la PGC*.

4.1 Accord intervenu entre Réal Tourigny (Auto Cam 2000) et Brigitte Lévesque (Remorquage BL)

4.1.1 Nature de l'entente et achat des remorqueuses d'Auto Cam 2000

Brigitte Lévesque et Réal Tourigny sont conjoints depuis plus de quinze (15) ans. L'entente intervenue entre Brigitte Lévesque et Réal Tourigny consistait à acheter les remorqueuses d'Auto Cam 2000.

Dans les faits, il s'avère que Remorquage BL, dont le seul administrateur et l'unique actionnaire est – en date de la présente décision – Brigitte Lévesque, s'est engagé à acheter les remorqueuses que possédait Auto Cam 2000, conditionnellement à ce qu'elle obtienne des contrats de remorquage de la Ville.

C'est ce que confirme la preuve documentaire obtenue en cours d'enquête. En effet, parmi les documents de soumission déposés par Remorquage BL dans le cadre de l'appel d'offres 16-15716 se retrouve une lettre datée du 21 novembre 2016 et signée par Brigitte Lévesque et Réal Tourigny. Celle-ci stipule que Remorquage BL s'engage à acheter les remorqueuses d'Auto Cam 2000 et mentionne que cet engagement est conditionnel à l'obtention de contrats par Remorquage BL. Aucune remorqueuse n'est cependant identifiée dans la lettre.

Le Bureau de l'inspecteur général a eu accès, en date du 1er février 2017, à douze (12) contrats de vente de remorqueuses. Tous datés du 25 novembre 2016, ces contrats prévoient que les remorqueuses seront livrées à Remorquage BL le 13 décembre, mais ne prévoient aucune modalité de paiement. Le 7 février 2017, le Bureau obtient copie de deux (2) contrats supplémentaires, également datés du 25 novembre 2016 et indiquant la même date de livraison pour les remorqueuses. Encore une fois, les détails quant aux modalités de paiement sont absents.

Les quatorze (14) remorqueuses appartenant à Auto Cam 2000 sont vendues à Remorquage BL pour un montant total de 146 431,33 $, taxes incluses.

Brigitte Lévesque explique que démarrer une entreprise nécessite beaucoup d'investissements monétaires et admet que Remorquage BL ne possède pas suffisamment de fonds pour acheter les remorqueuses d'Auto Cam 2000. L'entente intervenue entre les deux (2) conjoints prévoit ainsi que Réal Tourigny aide financièrement Brigitte Lévesque pour qu'elle puisse démarrer son entreprise en remorquage. Réal Tourigny confirme ce fait au Bureau de l'inspecteur général en disant : « Je la pars au complet, elle va me le remettre ».

La question du financement de Remorquage BL par Auto Cam 2000 sera abordée plus en détail à la section 6.3 de la présente décision. Cependant, pour l'instant, il suffit de mentionner que, de l'aveu même de Réal Tourigny, il n'y a jamais eu de discussion entre lui et Brigitte Lévesque au sujet des modalités de financement et qu'en date du 1er février 2017, les remorqueuses achetées par Remorquage BL n'avaient toujours pas été payées à Auto Cam 2000, alors que le transfert de propriété auprès de la SAAQ avait été complété.

4.1.2 Contexte de la création de Remorquage BL

Remorquage BL est une entreprise qui a initialement été inscrite au Registre des entreprises du Québec sous le nom 9335-5139 Québec inc.

9335-5139 Québec inc. a été créée le 15 janvier 2016, le nom de Remorquage BL n'apparaissant pas à l'époque. Le président de la compagnie était alors Réal Tourigny, qui a conservé ce poste jusqu'au 1er août 2016. Brigitte Lévesque confirme au Bureau de l'inspecteur général qu'elle n'était, au moment de la création de l'entreprise, aucunement impliquée au sein de celle-ci.

Selon les informations apparaissant au Registre des entreprises du Québec, Brigitte Lévesque occupe la fonction de présidente de 9335-5139 Québec inc. et est devenue son unique actionnaire en date du 1er août 2016.

Cependant, lorsque rencontrée par le Bureau, Brigitte Lévesque déclare être devenue présidente et unique actionnaire de 9335-5139 Québec inc. le 9 ou le 10 novembre 2016. C'est à ce moment, confie-t-elle, qu'elle a procédé à l'ajout du nom « Remorquage BL » auprès du registraire des entreprises du Québec.

Même lorsque confrontée aux inscriptions apparaissant au Registre des entreprises, Brigitte Lévesque maintient sa version et indique que malgré ce qui est écrit, elle est devenue présidente uniquement à partir du 9 ou 10 novembre 2016.

Des vérifications effectuées par le Bureau de l'inspecteur général permettent de conclure que la version donnée par Brigitte Lévesque est la plus crédible. Le Bureau a obtenu copie de documents provenant de Revenu Québec et de l'Agence du revenu du Canada. Un accusé de réception provenant de Revenu Québec atteste que les

renseignements concernant l'inscription de Remorquage BL (9335-5139 Québec inc.) comme entreprise en démarrage ont été transmis le 10 novembre 2016. Dans une lettre datée du 21 novembre 2016, Revenu Québec et l'Agence du revenu du Canada confirment que 9335-5139 Québec inc. a été inscrite aux fichiers de la TPS/TVH et de la TVQ le 21 novembre 2016, via téléphone.

Brigitte Lévesque précise au Bureau de l'inspecteur général qu'elle n'a pas eu à payer Réal Tourigny pour acquérir l'entreprise 9335-5139 Québec inc.

Lorsque questionnée sur les raisons qui l'ont amenée à acquérir 9335-5139 Québec inc., Brigitte Lévesque avoue au Bureau de l'inspecteur général qu'il s'agit de la publication de la décision de l'inspecteur général en septembre 2016 qui recommandait que Réal Tourigny et Auto Cam 2000 soient exclus des contrats de la Ville pour une période de cinq (5) ans. Elle mentionne que n'eût été de ce rapport, Réal Tourigny aurait probablement conservé les remorqueuses d'Auto Cam 2000 et aurait soumissionné lui-même sur les contrats en appel d'offres.

Pour sa part, Réal Tourigny explique que c'est une idée d'un avocat qui leur a dit : « Pourquoi Brigitte ne se part-elle pas une compagnie à son nom dans le remorquage ? »

À ce stade-ci, il est important de souligner qu'avant l'octroi des contrats suite à l'appel d'offres 16-15716, Remorquage BL (9335-5139 Québec inc.) n'avaient jamais opéré dans le domaine du remorquage.

4.1.3 Ouverture des soumissions de l'appel d'offres 16-15716

Au cours de l'enquête, un témoin a relaté que lors de la séance publique d'ouverture des soumissions de l'appel d'offres 16-15716, le 28 novembre 2016, Réal Tourigny et Brigitte Lévesque étaient tous deux (2) présents. Le témoin qui a assisté à l'ouverture des soumissions affirme que les deux (2) individus n'étaient cependant pas assis l'un à côté de l'autre.

Le témoin explique que lorsque le greffier a annoncé le prix des soumissions et que sur certains contrats, il s'est avéré que le prix proposé par Remorquage BL était le plus bas, Réal Tourigny s'est exclamé : « On l'a ! », en regardant Brigitte Lévesque.

Plus tard, le témoin déclare avoir vu Réal Tourigny et Brigitte Lévesque quitter les lieux à bord du même véhicule.

Questionnée sur la séance d'ouverture des soumissions, Brigitte Lévesque confirme que Réal Tourigny et elle-même étaient présents. Cependant, elle soutient que Réal Tourigny n'est pas entré dans le local où se déroulait la séance, et qu'il est plutôt resté dans le hall d'entrée. Elle admet cependant avoir quitté les lieux en sa compagnie.

4.2 Remorquage BL : une façade d'Auto Cam 2000

4.2.1 Statut de Remorquage BL au moment du dépôt des soumissions

L'enquête permet d'apprendre que, même après avoir déposé des soumissions sur l'appel d'offres 16-15716, Brigitte Lévesque ne savait pas comment sa compagnie fonctionnerait et de quelle façon elle procèderait pour exécuter des contrats de remorquage de la Ville.

Rencontrée le 1er décembre 2016, soit après avoir déposé la soumission de Remorquage BL dans le cadre de l'appel d'offres 16-15716 et assisté à l'ouverture des soumissions, Brigitte Lévesque confie, à plusieurs reprises, au Bureau de l'inspecteur général que sa compagnie est en démarrage et qu'elle n'existe encore que sur papier. Elle précise que Remorquage BL ne mène aucune activité pour le moment et n'a pas encore embauché d'employés.

En date du 1er décembre 2016, Brigitte Lévesque admet que Remorquage BL n'a toujours pas de local pour opérer.

Toujours le 1er décembre 2016, Brigitte Lévesque confie qu'elle ne sait pas quel sera le coût d'achat des remorqueuses. Elle déclare qu'elle n'est pas « rendue là ». Elle explique qu'elle ne sait pas non plus comment elle allait faire pour payer les remorqueuses à Auto Cam 2000, en supposant simplement qu'elle lui devrait de l'argent.

Pour justifier qu'elle ne connaisse pas le prix de vente des remorqueuses, Brigitte Lévesque soutient qu'elle a pris la décision de démarrer l'entreprise Remorquage BL trop rapidement, « un matin de même ».

Pourtant, les quatorze (14) contrats visant l'achat des remorqueuses d'Auto Cam 2000 par Remorquage BL sont tous datés du 25 novembre 2016 et indiquent le prix d'achat.

4.2.2 Fonctionnement de la compagnie

L'enquête révèle que pour exécuter les contrats obtenus par la Ville, Remorquage BL fonctionne exactement de la même façon qu'Auto Cam 2000. En fait, les témoignages recueillis permettent de démontrer que le fonctionnement d'Auto Cam 2000 a simplement été reproduit sous Remorquage BL.

Brigitte Lévesque explique au Bureau de l'inspecteur général qu'elle travaille depuis 2002 comme secrétaire administrative et secrétaire réceptionniste chez Auto Cam 2000. Elle affirme qu'elle s'occupe de toutes les soumissions de la compagnie : de leur préparation, au scellage de l'enveloppe, au dépôt des soumissions au moment requis. De plus, Brigitte Lévesque déclare qu'elle est en charge de la facturation à la Ville, des dépôts et de la publication d'annonces dans les journaux. Elle est également la signataire du compte commercial d'Auto Cam 2000 et s'occupe de tous les papiers de l'entreprise, et même du volet comptable.

Brigitte Lévesque tient un rôle important au sein d'Auto Cam 2000, elle dit : « c'est moi qui fait toutes les démarches », en soulignant que Réal Tourigny n'a « jamais touché à un papier de sa vie ». Pour sa part, Réal Tourigny confirme l'ensemble de ces faits. Il déclare : « c'est elle qui a tout le temps fait les soumissions pis qui s'occupait des papiers. »

Au cours de l'enquête, Brigitte Lévesque dévoile au Bureau de l'inspecteur général qu'elle travaillait toujours pour Auto Cam 2000 en date du 1er février 2017 pour un salaire de 340 $ par semaine.

Le 1er février 2017, Brigitte Lévesque affirme que sous Remorquage BL, elle tient le même rôle et s'occupe des mêmes tâches que sous Auto Cam 2000, à la seule différence qu'elle est maintenant actionnaire de la compagnie.

Lorsque questionnée sur le rôle que Réal Tourigny sera appelé à jouer si Remorquage BL obtient des contrats de remorquage de la Ville, Brigitte Lévesque confirme sans hésitation, en date du 1er décembre 2016, qu'il va l'aider. Ses propos à cet égard sont très révélateurs :

> « C'est sûr qu'il va m'aider quand même parce qu'il faut être honnête, les towings sont pas à moi. C'est sûr qu'il va m'aider, c'est sûr. »

Brigitte Lévesque ajoute qu'il était prévu que Réal Tourigny continue tout de même de travailler pour Auto Cam 2000 et que c'est cette dernière compagnie qui va le payer. De son côté, Réal Tourigny affirme qu'il n'exerce aucun rôle au sein de Remorquage BL.

En date du 1er février 2017, Brigitte Lévesque se ravise et mentionne que Réal Tourigny ne participe pas à l'exécution des contrats de remorquage obtenus par Remorquage BL. Elle indique toutefois qu'il lui porte assistance dans tout ce qui concerne l'entretien mécanique des remorqueuses, la commande de pièces automobiles et la répartition des remorqueuses.

En date du 1er décembre 2016, Brigitte Lévesque identifie une personne qui agira à titre de gérant des chauffeurs. Il s'avère que cet individu est la personne qui occupe cette fonction au sein d'Auto Cam 2000. Le 1er février 2017, Brigitte Lévesque révèle aux représentants de l'inspecteur général que ce gérant travaille à la fois pour Auto Cam 2000 et pour Remorquage BL, et qu'il module son temps en fonction de la charge de travail à effectuer dans chacune des entreprises.

4.3 Financement de Remorquage BL par Auto Cam 2000

4.3.1 Virements bancaires importants et paiement des garanties de soumission déposées

Le 1er décembre 2016, Brigitte Lévesque explique qu'Auto Cam 2000 a déposé, via deux (2) versements, 48 000 $ dans le compte bancaire de Remorquage BL. Les relevés bancaires obtenus par le Bureau confirment qu'un premier virement de 40 000 $

a été déposé le 28 novembre 2016 dans le compte de Remorquage BL et qu'un second, au montant de 8 000 $, a été déposé exactement un (1) mois plus tard, soit le 28 décembre 2016.

Brigitte Lévesque soutient que le premier versement de 40 000 $ a été utilisé pour payer le cautionnement de soumission, totalisant 38 000 $, déposé par Remorquage BL dans le cadre de l'appel d'offres 16-15716. En effet, cet appel d'offres exigeait le dépôt d'une garantie de soumission de 2 000 $ pour chaque remorqueuse proposée par les soumissionnaires[8]. Cette garantie pouvait prendre la forme d'un cautionnement de soumission.

Les cautionnements de soumission de Remorquage BL ont ainsi été entièrement financés par Auto Cam 2000.

Quant au second versement de 8 000 $, Brigitte Lévesque précise que c'est parce que la compagnie manquait de fonds. Tel qu'il le sera détaillé dans la section 6.3.5, Remorquage BL a utilisé les fonds provenant de ce deuxième versement pour payer une partie des frais d'assurances des remorqueuses.

En date du 1er février 2017, Remorquage BL n'avait toujours pas remboursé les versements à Auto Cam 2000.

4.3.2 Frais de transfert de propriété des remorqueuses et transactions au Bureau du taxi de Montréal

Le 22 décembre 2016, Remorquage BL fait parvenir au Service de l'approvisionnement une copie des certificats d'immatriculation pour les douze (12) remorqueuses visées par sa soumission. Délivrés le 13 décembre 2016, les certificats identifient Remorquage BL comme propriétaire des remorqueuses.

Cependant, l'enquête de l'inspecteur général permet d'apprendre que les transactions effectuées à la SAAQ ont toutes été payées par Auto Cam 2000.

En effet, le Bureau a obtenu copie des transactions qui ont eu lieu le 13 décembre 2016. Le montant prélevé par la SAAQ pour le paiement des droits d'immatriculation des douze (12) remorqueuses et les taxes pour trois (3) d'entre elles s'élevait à 4 498,32 $. Les 1er et 7 février 2017, Brigitte Lévesque confirme au Bureau de l'inspecteur général que ces frais ont été assumés par Auto Cam 2000 qui a émis un chèque à la SAAQ et que Remorquage BL n'a toujours pas remboursé ces dépenses.

Le relevé de compte bancaire d'Auto Cam 2000 permet de corroborer ces dires. Un retrait totalisant 4 498,32 $ apparaît en date du 19 décembre 2016 et le numéro de chèque indiqué est le même que celui qui a été ajouté à la main dans la copie du relevé des transactions à la SAAQ.

[8] Article 13.1 des Instructions aux soumissionnaires et 9.1 des Clauses administratives particulières.

Le 25 janvier 2017, de nouvelles transactions ont été effectuées à la SAAQ pour payer les droits d'immatriculation pour les deux (2) remorqueuses restantes et les taxes sur l'une d'elles. Il s'avère que les frais chargés, au montant total de 672,91 $, ont également été payés par Auto Cam 2000, via carte bancaire. Brigitte Lévesque confirme ces faits et ajoute, le 7 février 2017, que Remorquage BL n'a toujours pas remboursé Auto Cam 2000.

L'inspecteur général tient à rappeler que Remorquage BL n'avait toujours pas payé le coût d'achat des quatorze (14) remorqueuses à Auto Cam 2000, en date du 1er février 2017. Selon les contrats de vente datés du 25 novembre 2016 auxquels le Bureau de l'inspecteur général a eu accès, ce coût s'élevait à 146 431,33 $, taxes incluses.

En ce qui concerne les transactions effectuées auprès du Bureau du taxi de Montréal (ci-après : BTM), celles-ci ont eu lieu le 21 décembre 2016. Le dossier de Remorquage BL a été ouvert, il y a eu émission d'un permis d'exploitation au nom de la compagnie et d'un permis de transport pour douze (12) remorqueuses. Au total, les transactions ont coûté 3 297 $.

Le 1er février 2017, Brigitte Lévesque avoue au Bureau de l'inspecteur général que ces frais ont été entièrement assumés par Auto Cam 2000 et que Remorquage BL ne l'a toujours pas remboursée. Elle souligne cependant que Remorquage BL a payé la transaction au BTM du 31 janvier 2017 pour l'émission de permis de transport pour les deux (2) remorqueuses restantes, transaction dont les frais s'élevaient à 420 $.

4.3.3 Paiement des employés affectés à l'exécution des contrats de remorquage

L'enquête menée par le Bureau de l'inspecteur général permet d'apprendre que Auto Cam 2000 paie certains employés de Remorquage BL affectés à l'exécution des contrats de la Ville de Montréal.

Le 1er décembre 2016, Brigitte Lévesque affirmait au Bureau que si Remorquage BL obtenait des contrats de la Ville, elle prévoyait embaucher les employés d'Auto Cam 2000 qui avaient été affectés aux contrats de remorquage avant l'inscription de la compagnie au *Registre des personnes écartées en vertu de la PGC*. Brigitte Lévesque déclarait qu'ils seraient cependant tous payés par Remorquage BL pour leurs tâches.

Toutefois, des vérifications effectuées par le Bureau de l'inspecteur général en date du 1er février 2017 démontrent que tel n'est pas le cas. Brigitte Lévesque a donné l'exemple concret d'un employé de Remorquage BL qui a été payé en partie par Auto Cam 2000 pour le travail effectué pour le compte de Remorquage BL. Des relevés de compte bancaire et des inscriptions au document « Dette envers Auto Cam 2000 » permettent à l'inspecteur général de confirmer ces dires. Dans certains cas, Brigitte Lévesque est elle-même dans l'impossibilité d'établir si l'employé a été payé par Auto Cam 2000.

4.3.4 Locaux utilisés, entreposage et réparations des remorqueuses

Au Registre des entreprises du Québec de même que sur les documents de soumission déposés, Remorquage BL apparaît comme étant domiciliée sur la rue De Grosbois, à une adresse qui est la propriété d'Auto Cam 2000.

En fait, en date du 1er décembre 2016, Brigitte Lévesque admet au Bureau de l'inspecteur général que si Remorquage BL obtenait des contrats de la Ville, il est prévu que l'entreprise s'installe sur De Grosbois. Elle poursuit en soulignant que Carrosserie Rapido Auto est installée dans ces locaux. Or il s'agit là d'un garage de débosselage automobile dont Réal Tourigny est le seul administrateur et l'unique actionnaire. Cette entreprise avait d'ailleurs été inscrite sur le *Registre des personnes écartées en vertu de la PGC*, suite à la décision de l'inspecteur général du 26 septembre 2016, puisqu'il s'agit d'une entreprise liée à Réal Tourigny.

Le 1er février 2017, Brigitte Lévesque déclare que finalement, elle administre Remorquage BL à partir de bureaux situés sur la rue Papineau, mais précise que les remorqueuses de la compagnie sont entreposées sur De Grosbois. Cependant, les locaux sur la rue Papineau correspondent à l'adresse d'Auto Cam 2000, telle qu'elle apparaît au Registre des entreprises du Québec. Brigitte Lévesque confirme qu'il s'agit des locaux du garage d'Auto Cam 2000.

Lorsque questionnée sur le sujet, Brigitte Lévesque admet qu'il n'existe aucun contrat de location entre Remorquage BL et Auto Cam 2000 et que l'entreprise ne paie aucun loyer.

En ce qui concerne les réparations des remorqueuses de Remorquage BL, Brigitte Lévesque avoue que celles-ci sont effectuées au garage d'Auto Cam 2000 situé sur la rue Papineau.

4.3.5 Frais d'assurances et d'essence des remorqueuses

Parmi les documents de soumission déposés par Remorquage BL dans le cadre de l'appel d'offres 16-15716 se trouve une lettre, datée du 21 novembre 2016, dans laquelle Remorquage BL déclare qu'elle assurera toutes les remorqueuses si elle obtient des contrats de la Ville et s'engage à obtenir une assurance responsabilité civile de deux (2) millions de dollars dans les 48 heures de l'octroi.

Le 1er décembre 2016, lorsque rencontrée par le Bureau de l'inspecteur général, Brigitte Lévesque confirme que c'est la façon par laquelle elle a choisi de procéder et ajoute qu'Auto Cam 2000 avancera alors les fonds pour payer les assurances.

En date du 1er février 2017, toutes les remorqueuses de Remorquage BL avaient été assurées. Brigitte Lévesque précise que les frais d'assurance s'élevaient à environ 12 000 $ et que Remorquage BL avait versé un premier paiement de 6 485 $.

Dans les faits, des vérifications plus poussées du Bureau permettent de démontrer que ces frais ont également été financés par Auto Cam 2000. En effet, le relevé de compte émis par la compagnie d'assurances de Remorquage BL énonce que le montant total des assurances s'élève à 12 935,91 $ et qu'un paiement de 6 468 $ a été reçu.

Le relevé de compte bancaire de Remorquage BL affiche bel et bien un retrait de 6 468 $ en date du 30 décembre 2016. Cependant, le Bureau remarque que n'eût été du versement de 8 000 $ d'Auto Cam 2000 dans le compte de Remorquage BL le 28 décembre 2016, Remorquage BL n'aurait pas eu les fonds suffisants pour procéder au paiement de la facture provenant de la compagnie d'assurances. Avant de recevoir cet important versement, le solde du compte bancaire de Remorquage BL était de 1 591,96 $.

Il faut rappeler qu'en date du 1er février 2017, le versement de 8 000 $ n'avait toujours pas été remboursé par Remorquage BL.

Du côté des frais d'essence, Brigitte Lévesque déclare que les remorqueuses de Remorquage BL s'approvisionnent en essence à même le réservoir appartenant à Auto Cam 2000, situé à l'arrière du garage de cette compagnie sur la rue Papineau.

Questionnée sur le sujet, Brigitte Lévesque admet qu'il n'existe pas de mécanisme précis pour connaître la quantité d'essence utilisée par Remorquage BL et la distinguer de l'essence consommée par Auto Cam 2000. Brigitte Lévesque mentionne simplement qu'Auto Cam 2000 utilise une (1) seule remorqueuse pour du transport de véhicules entre des garages situés à proximité du sien. Le reste de l'essence, dit-elle, est consommé par les remorqueuses de Remorquage BL.

Une copie du relevé de compte émis par une compagnie de livraison d'essence à Auto Cam 2000 indique, en date du 31 décembre 2016, trois (3) factures totalisant 4 639 $. Brigitte Lévesque prétend que l'une de ces factures, datée du 30 décembre 2016 et au montant de 3 893,77 $, a été payée par chèque par Auto Cam 2000 et qu'en date du 6 février 2017, Remorquage BL ne l'a toujours pas remboursée.

4.3.6 Total des sommes dues à Auto Cam 2000

Le 1er février 2017, Brigitte Lévesque admet au Bureau de l'inspecteur général que Remorquage BL doit environ 200 000 $ à Auto Cam 2000.

Au terme de son enquête, le Bureau a effectué l'analyse de l'ensemble des faits révélés au chapitre des montants d'argent avancés par Auto Cam 2000 à Remorquage BL. Après compilation des montants, le Bureau évalue que la somme totale due à Auto Cam 2000 est de 207 293,33 $.

5. Contrats de remorquage obtenus par Excavation Anjou inc.

Les faits révélés par l'enquête menée par le Bureau de l'inspecteur général démontrent que la compagnie Excavation Anjou inc. agit à titre de prête-nom pour Jean-Marc Lelièvre (président de Remorquage Taz inc.) afin de lui permettre de continuer à obtenir des contrats de la Ville de Montréal en dépit de son inscription sur le *Registre des personnes écartées en vertu de la PGC*.

5.1 Accord intervenu entre Jean-Marc Lelièvre (Remorquage Taz inc.) et Yvan Dubé (Excavation Anjou inc.)

5.1.1 Contacts initiés et nature de l'entente

Rencontré par le Bureau de l'inspecteur général, Jean-Marc Lelièvre affirme qu'après que l'inspecteur général ait recommandé son exclusion des contrats de la Ville de Montréal pour cinq (5) ans, il a entrepris des démarches afin de vendre l'ensemble de la flotte de remorqueuses que possédait sa compagnie, Remorquage Taz inc.

En octobre 2016, soit quelque temps avant la publication de l'appel d'offres 16-15650, il déclare avoir lui-même eu des discussions avec trois (3) entrepreneurs dans cette optique, dont Yvan Dubé qu'il est allé voir personnellement. Ce dernier s'avère être le président et premier actionnaire d'Excavation Anjou inc.[9], mais également l'un des amis personnels et un proche voisin de Jean-Marc Lelièvre. Les deux (2) individus se connaissent depuis les années 2008-2009.

Jean-Marc Lelièvre explique qu'il désirait trouver un acheteur fiable, capable d'acheter entièrement sa flotte de remorqueuses et qu'Yvan Dubé était le seul à pouvoir le faire. Ce n'est cependant qu'une (1) semaine ou deux (2) avant l'ouverture des soumissions qu'Yvan Dubé a accepté son offre.

Lorsque rencontré par le Bureau, Yvan Dubé livre une version différente des faits. Il affirme qu'il a, de sa propre initiative, contacté Jean-Marc Lelièvre dans le but d'acheter les remorqueuses de Remorquage Taz inc., sans donner plus de détails quant aux démarches entreprises.

Toutefois, les deux (2) s'entendent pour dire qu'Yvan Dubé était au courant du fait que Jean-Marc Lelièvre et Remorquage Taz inc. avaient été exclus de la possibilité de contracter avec la Ville de Montréal. Selon Jean-Marc Lelièvre, il a mentionné ce fait à Yvan Dubé lorsqu'il l'a approché pour l'achat des remorqueuses. De son côté, Yvan Dubé confie au Bureau qu'il a appris ce fait en lisant les journaux.

Les deux (2) entrepreneurs ont donc conclu une entente selon laquelle Excavation Anjou inc. achèterait l'ensemble des remorqueuses que possédait Remorquage Taz inc. L'entente était cependant conditionnelle à l'obtention de contrats de remorquage. En d'autres termes, ce n'est que si Excavation Anjou inc. obtenait des contrats de

[9] Yvan Dubé détient 55 % des actions votantes d'Excavation Anjou inc.

remorquage de la Ville, que la compagnie achèterait les remorqueuses de Remorquage Taz inc. Jean-Marc Lelièvre précise au Bureau de l'inspecteur général qu'il s'agissait là d'une condition imposée par Yvan Dubé.

D'ailleurs, c'est ce que confirme la preuve documentaire obtenue en cours d'enquête. En effet, parmi les documents de soumission déposés par Excavation Anjou inc. dans le cadre de l'appel d'offres 16-15650 se retrouvent deux (2) contrats de vente datés du 29 octobre 2016 et signés par Jean-Marc Lelièvre et Yvan Dubé. Le premier contrat est conclu entre Remorquage Taz inc. et Excavation Anjou inc. et vise l'achat de dix-huit (18) remorqueuses pour un montant total de 274 200 $. Le second, quant à lui, est conclu entre Excavation Anjou inc. et Sciage de Béton Métropole inc., une entreprise dont Jean-Marc Lelièvre est le seul administrateur et le premier actionnaire et qui a également été inscrite au *Registre des personnes écartées de la PGC*. Ce second contrat vise l'achat de deux (2) remorqueuses pour 29 000 $.

Dans ces contrats, Jean-Marc Lelièvre garantit avoir la capacité de vendre les remorqueuses qui y sont identifiées et il est bien indiqué que ces ventes sont conditionnelles à l'obtention de contrats de remorquage par Excavation Anjou inc.

L'analyse de ces contrats et des documents de soumission déposés par Excavation Anjou inc. révèle au surplus que les remorqueuses identifiées dans les deux (2) contrats de vente sont celles avec lesquelles Excavation Anjou inc. a l'intention d'exécuter les contrats de remorquage de la Ville si elle les obtient. En effet, les copies des certificats d'immatriculation fournis par l'entreprise au Service de l'approvisionnement de la Ville dans le cadre des appels d'offres 16-15650 et 16-15716 concernent des remorqueuses qui font l'objet des contrats de vente conditionnelle.

5.1.2 Inexpérience d'Excavation Anjou inc. et d'Yvan Dubé dans le domaine du remorquage de véhicules

L'enquête permet d'apprendre qu'Excavation Anjou inc. et Yvan Dubé n'ont jamais exercé d'activités en lien avec le remorquage de véhicules avant d'être approchés par Jean-Marc Lelièvre.

En effet, Excavation Anjou inc. se présente plutôt comme une entreprise qui œuvre dans le domaine de la location d'équipements de déneigement et celui des travaux publics. Le seul secteur d'activité de l'entreprise indiqué au Registre des entreprises du Québec est d'ailleurs les travaux publics pour ce qui est des routes, rues et ponts.

Le second actionnaire d'Excavation Anjou inc., qui est aussi le frère d'Yvan Dubé et un ancien administrateur de l'entreprise, Jacques Dubé, explique au Bureau de l'inspecteur général que la compagnie se spécialise dans le déneigement et le transport de neige et qu'au cours des dernières années, elle a également commencé à effectuer du transport de machinerie lourde et de balayage.

Rencontrés lors de l'enquête, Jacques Dubé et Jean-Marc Lelièvre confirment qu'Yvan Dubé et sa compagnie n'avaient aucune expérience dans le domaine du remorquage de

véhicules avant la saison hivernale 2016-2017. Yvan Dubé a lui-même admis aux représentants de l'inspecteur général qu'il ne connaissait rien au remorquage.

5.2 Achat des remorqueuses de Remorquage Taz inc. par Excavation Anjou inc.

5.2.1 Contrats de vente

L'enquête révèle que plusieurs contrats de vente visant le même objet sont conclus à divers moments entre Remorquage Taz inc./Sciage de Béton Métropole inc. et Excavation Anjou inc.

L'inspecteur général a déjà mentionné qu'initialement, l'entente intervenue entre Jean-Marc Lelièvre et Yvan Dubé visait à ce que Remorquage Taz inc. et Sciage de Béton Métropole inc. vendent vingt (20) remorqueuses à Excavation Anjou inc., à condition que cette dernière obtienne des contrats de remorquage de la Ville de Montréal. Deux (2) contrats ont été signés à cet effet en date du 29 octobre 2016 et font partie des documents de soumission d'Excavation Anjou inc. dans le cadre de l'appel d'offres 16-15650.

Or, du 11 novembre 2016 au 12 décembre 2016, six (6) nouveaux contrats seront conclus entre Remorquage Taz inc./Sciage de Béton Métropole inc. et Excavation Anjou inc., cette fois-ci, pour la vente de dix-huit (18) de remorqueuses pour un montant total de 226 200 $.

À ce stade-ci, il est important de noter que les dix-huit (18) remorqueuses identifiées dans ces six (6) contrats sont des remorqueuses qui étaient déjà visées par les deux (2) contrats datés du 29 octobre 2016. De plus, en l'espace d'une dizaine de jours, le prix d'achat pour l'une (1) de ces remorqueuses a varié, passant de 17 000 $ le 29 octobre 2016 à 12 000 $ le 11 novembre 2016, et ce ne sont plus vingt (20) remorqueuses qui sont achetées, mais dorénavant dix-huit (18).

Sur les six (6) nouveaux contrats conclus, seulement trois (3) sont signés par les parties.

Le tableau suivant indique les spécificités pour chacun de ces six (6) contrats :

Contrat	Date du contrat	Particularités	Nombre de remorqueuses achetées	Valeur du contrat (taxes exclues)
Contrat 1	11 nov. 2016	Non signé	7	57 000 $
Contrat 2	11 nov. 2016	Non signé	2	24 000 $
Contrat 3	11 nov. 2016	Signé	5	48 200 $
Contrat 4	11 nov. 2016	Non signé	1	17 000 $
Contrat 5	1er déc. 2016	Signé	2	44 000 $
Contrat 6	12 déc. 2016	Signé	1	36 000 $

Les seuls contrats comptabilisés dans le registre des fournisseurs d'Excavation Anjou inc. sont les quatre (4) contrats datés du 11 novembre 2016. Les deux (2) contrats de vente conditionnelle datés du 29 octobre 2016 et fournis dans les documents de soumission d'Excavation Anjou inc., de même que les deux (2) contrats des 1er et 12 décembre 2016 n'apparaissent pas au registre de la compagnie.

Enfin, l'enquête menée par le Bureau de l'inspecteur général a permis d'apprendre qu'en date du 17 janvier 2017, les remorqueuses achetées par Excavation Anjou inc. n'avaient toujours pas été payées à Remorquage Taz inc., ni à Sciage de Béton Métropole inc. C'est ce que confirme l'ensemble des témoins rencontrés par le Bureau de l'inspecteur général, incluant les deux (2) principaux intéressés : Yvan Dubé et Jean-Marc Lelièvre.

Individuellement confrontés sur ce fait par le Bureau de l'inspecteur général, Yvan Dubé et Jean-Marc Lelièvre livrent des versions contradictoires au sujet des termes de leur entente. Yvan Dubé explique qu'Excavation Anjou inc. paiera la moitié du montant de l'achat à la fin du mois de janvier 2017 et que l'autre moitié sera déboursée à la fin de la saison hivernale 2016-2017. De son côté, Jean-Marc Lelièvre affirme que la deuxième moitié sera plutôt payée à l'expiration des contrats de remorquage octroyés par la Ville, en précisant que pour plusieurs d'entre eux, cela peut s'avérer être dans plusieurs années. En effet, certains des contrats de remorquage accordés à Excavation Anjou inc. ne se terminent qu'en 2018, 2019 ou même 2020, sans compter les options de renouvellement prévues pour la majorité d'entre eux.

L'inspecteur général constate que Jean-Marc Lelièvre et Yvan Dubé ne s'entendent pas sur les modalités des contrats de vente qu'ils ont conclus. Ceci n'est pas étonnant, puisque les contrats ne contiennent aucun détail relativement aux termes et modalités de la vente et des paiements ni même au sujet du taux de financement ou du taux d'intérêt consenti. Il s'agit pourtant d'éléments importants dans le cadre d'une vente.

5.2.2 Transfert des titres de propriété des remorqueuses et transactions au Bureau du taxi de Montréal

Les contrats de vente conclus entre Remorquage Taz inc./Sciage de Béton Métropole inc. et Excavation Anjou inc. ne précisent aucune date de prise de possession des remorqueuses. Jean-Marc Lelièvre affirme cependant au Bureau de l'inspecteur général que les dix-huit (18) remorqueuses visées par les contrats datés entre le 11 novembre 2016 et le 12 décembre 2016 ont toutes été transférées à Excavation Anjou inc.

Pour pouvoir exploiter une remorqueuse, l'article 7 du *Règlement sur le remorquage des véhicules* (03-098) exige d'être détenteur d'un permis d'exploitation valide délivré par le BTM. Lorsque des changements surviennent relativement à la propriété d'une remorqueuse ou la raison sociale sous laquelle celle-ci opère, il faut aviser le BTM. C'est

ainsi qu'après l'achat des remorqueuses, Excavation Anjou inc. a dû procéder à certaines transactions au BTM.

L'enquête a d'abord permis d'apprendre qu'en date du 2 décembre 2016, Yvan Dubé a signé une procuration au bénéfice de Jean-Marc Lelièvre l'autorisant à agir à titre de représentant d'Excavation Anjou inc. auprès du BTM et ainsi à procéder aux changements de véhicules et à l'achat des permis.

Dans un premier temps, Jean-Marc Lelièvre et Yvan Dubé se sont tous deux (2) présentés aux bureaux du BTM afin d'ouvrir un dossier au nom d'Excavation Anjou inc. Par la suite, les 5 et 7 décembre 2016, Jean-Marc Lelièvre s'est présenté seul au BTM afin d'obtenir l'émission de permis d'exploitation et de permis de transport pour les remorqueuses achetées par Excavation Anjou inc. Il a également procédé au changement d'immatriculation, aux changements de véhicules, demandé l'attribution de nouveaux numéros de vignettes au profit d'Excavation Anjou inc. et demandé l'émission de certificats mécaniques relativement aux remorqueuses.

Au total, les transactions effectuées nécessitaient le paiement d'une somme de 4 221 $ qu'a déboursée Jean-Marc Lelièvre. Ce dernier confirme au Bureau de l'inspecteur général qu'il a lui-même payé la totalité des frais exigés via carte bancaire et précise que ces frais lui seront remboursés par Yvan Dubé. Cependant, en date du 17 janvier 2017, le remboursement n'a toujours pas eu lieu.

De son côté, Yvan Dubé livre une version différente des faits. Il déclare au Bureau avoir assumé une partie des frais, soit 3 000 $, et que Jean-Marc Lelièvre a payé le reste. Il admet n'avoir toujours pas remboursé Jean-Marc Lelièvre, mais explique que c'est parce que ce dernier ne lui a toujours pas fourni de facture à cet effet.

5.2.3 Réparations, entreposage et lettrage des remorqueuses

Avant de donner suite à l'achat des remorqueuses, Yvan Dubé et Jean-Marc Lelièvre expliquent au Bureau de l'inspecteur général qu'il a été convenu entre eux que les remorqueuses devaient être opérationnelles et que les réparations et inspections requises incombaient à Jean-Marc Lelièvre, à ses frais.

De l'aveu même de Jean-Marc Lelièvre, c'est lui et les employés de Remorquage Taz inc. qui se sont chargés d'effectuer les réparations et les inspections sur les remorqueuses. Jean-Marc Lelièvre admet avoir lui-même payé pour l'ensemble des frais afférents, incluant le prix des pièces.

Au niveau de l'entreposage des remorqueuses, il appert que les remorqueuses affectées à l'exécution des contrats obtenus par Excavation Anjou inc. ne sont pas entreposées au garage de la compagnie, mais bien au garage de Remorquage Taz inc.

En effet, un témoin a informé le Bureau de l'inspecteur général que des remorqueuses quittaient le garage de Remorquage Taz inc. lorsqu'elles étaient utilisées lors d'opérations de chargement de la neige. Jacques Dubé, second actionnaire

d'Excavation Anjou inc. et frère d'Yvan Dubé, confirme que les remorqueuses ne sont pas entreposées au garage ou sur le terrain d'Excavation Anjou inc.

Le 17 janvier 2017, le Bureau de l'inspecteur général a effectué une visite au garage de Remorquage Taz inc. Rapidement, les représentants du Bureau ont été à même de remarquer la présence de plusieurs remorqueuses, dont certaines arboraient le logo d'Excavation Anjou inc.

Une analyse croisée des numéros d'immatriculation des remorqueuses a ensuite permis de conclure que sur les dix-neuf (19) remorqueuses stationnées dans le garage de Remorquage Taz inc., quinze (15) étaient immatriculées au nom d'Excavation Anjou inc. Parmi ces quinze (15) remorqueuses, six (6) étaient toujours lettrées au nom de Remorquage Taz inc. Également, l'enquête démontre qu'une (1) remorqueuse qui est immatriculée au nom de Remorquage Taz inc. à la Société de l'assurance automobile du Québec (ci-après : SAAQ) et qui se trouvait dans le garage de Remorquage Taz inc. arborait le logo d'Excavation Anjou inc.

Confrontés sur ce sujet, à la fois Yvan Dubé et Jean-Marc Lelièvre admettent que les remorqueuses immatriculées au nom d'Excavation Anjou inc. sont entreposées au garage de Remorquage Taz inc. sans qu'aucuns frais ne soient réclamés.

Relativement au lettrage, Jean-Marc Lelièvre confie avoir payé, non seulement pour faire retirer le logo de Remorquage Taz inc. sur les remorqueuses, mais également pour faire ajouter le lettrage au nom d'Excavation Anjou inc.

Sur ce dernier point, Jean-Marc Lelièvre déclare au Bureau de l'inspecteur général que l'ajout du lettrage d'Excavation Anjou inc. lui sera remboursé. Toutefois, en date du 17 janvier 2017, aucun remboursement n'a été effectué.

Cependant, ce qui étonne davantage l'inspecteur général est d'apprendre que certaines remorqueuses enregistrées au nom d'Excavation Anjou inc., mais lettrées au nom de Remorquage Taz inc. sont utilisées à l'exécution des contrats de remorquage de la Ville de Montréal.

À ce titre, Excavation Anjou inc. a reçu deux (2) avertissements de la part d'arrondissements. En effet, une telle situation entre en contravention avec les prescriptions de l'article 26 du *Règlement sur le dépannage et le remorquage des véhicules* (03-098) lequel stipule que toute remorqueuse doit être identifiée au nom du détenteur du permis d'exploitation, dans le cas actuel Excavation Anjou inc. :

> **26.** Le véhicule de dépannage doit être identifié au centre des portières par le nom du détenteur du permis d'exploitation, son adresse, sa raison sociale ou sa marque de commerce, s'il y a lieu et son numéro de téléphone. Ces inscriptions doivent avoir une hauteur minimale de 4 cm.

Le 14 décembre 2016, Excavation Anjou inc. a d'abord reçu un courriel provenant de l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie à l'effet que les véhicules utilisés étaient lettrés au nom de Remorquage Taz inc., en violation de l'article 26 du *Règlement sur le dépannage et le remorquage des véhicules*. Puis, le 5 janvier 2017, Excavation Anjou

inc. a reçu une lettre signifiée par huissier, cette fois-ci en provenance de l'arrondissement de Ville-Marie, l'informant que des remorqueuses exécutant le contrat obtenu par Excavation Anjou inc. arboraient le logo de Remorquage Taz inc.

5.3 Rôle de Jean-Marc Lelièvre au sein d'Excavation Anjou inc.

5.3.1 Statut de Jean-Marc Lelièvre au sein de l'entreprise

Yvan Dubé informe le Bureau de l'inspecteur général que Jean-Marc Lelièvre travaillera pour Excavation Anjou inc. pour les deux (2) prochaines saisons hivernales.

Jean-Marc Lelièvre explique qu'il s'agit là d'une condition à l'achat des remorqueuses de Remorquage Taz inc. que lui a imposée Yvan Dubé. Ce dernier voulait que Jean-Marc Lelièvre s'occupe des activités de remorquage d'Excavation Anjou inc. pendant au moins une (1) saison hivernale.

Le Bureau de l'inspecteur général a effectué une inspection dans les locaux d'Excavation Anjou inc., tel que le lui permettent les alinéas 2 et 3 de l'article 57.1.9 de la Charte. Il appert qu'il n'existe aucun contrat d'emploi liant Jean-Marc Lelièvre et Excavation Anjou inc. Une demande d'emploi au nom de Jean-Marc Lelièvre a cependant été retrouvée. Non datée et non signée, cette demande contient la mention manuscrite « 600,00 $ net », inscrite en bas à droite de la feuille.

Yvan Dubé informe le Bureau de l'inspecteur général qu'il paie Jean-Marc Lelièvre 600 $ net par semaine pour ses tâches au sein d'Excavation Anjou inc., et ce peu importe le nombre d'heures qu'il travaille. Jean-Marc Lelièvre confirme ces faits.

Jean-Marc Lelièvre déclare au Bureau qu'en date du 17 janvier 2017, il n'a reçu qu'un (1) seul chèque en guise de paie qui couvre la période du 1er au 7 janvier 2017.

Il est à noter que lors de l'inspection menée par le Bureau de l'inspecteur général aux bureaux d'Excavation Anjou inc., un chèque – non signé – au montant de 600 $, daté du 7 janvier 2017 et libellé à l'ordre de Jean-Marc Lelièvre a été retrouvé. Il s'agit là du premier chèque de paie versé à Jean-Marc Lelièvre pour le travail qu'il a effectué entre le 1er et le 7 janvier 2017. Cependant, l'enquête permet d'apprendre que ce n'est que le lendemain où le Bureau a convoqué en entrevue Jacques Dubé, soit le 11 janvier 2017, qu'Yvan Dubé a demandé de préparer ce chèque en l'antidatant.

Au surplus, Jean-Marc Lelièvre affirme au Bureau qu'il a travaillé pour Excavation Anjou inc. depuis le début de la saison hivernale 2016-2017. Jean-Marc Lelièvre explique ne pas encore avoir été rétribué pour le travail effectué en décembre 2016. Au cours de sa rencontre avec le Bureau, il a néanmoins tenté de convaincre les représentants de l'inspecteur général qu'il sera payé plus tard pour cette période.

5.3.2 Préparation de la soumission déposée par Excavation Anjou inc.

La soumission déposée par Excavation Anjou inc. dans le cadre de l'appel d'offres 16-15650 a été signée par Yvan Dubé, le président de la compagnie.

Rencontré par le Bureau de l'inspecteur général, Yvan Dubé affirme d'abord s'être procuré les documents de l'appel d'offres 16-15650 un (1) à deux (2) jours avant la date limite pour déposer les soumissions, soit aux alentours du 29-30 octobre 2016. Il précise qu'il a lui-même rempli, à la main, les informations dans les documents de soumission d'Excavation Anjou inc. et que sa conjointe les a ensuite retranscrites sur la version électronique des documents d'appel d'offres. Yvan Dubé déclare avoir consulté Jean-Marc Lelièvre relativement aux secteurs sur lesquels soumissionner et à la répartition des chauffeurs, mais n'avoir reçu aucune aide ni conseil de sa part pour déterminer le prix de la soumission. Il prétend qu'il a établi les prix proposés dans la soumission en fonction d'informations qu'il a reçues sur la valeur du service offert par personne interposée.

De son côté, Jean-Marc Lelièvre affirme s'être procuré les documents de l'appel d'offres 16-15650 via Remorquage Taz inc. environ une (1) semaine avant l'ouverture des soumissions, alors qu'Yvan Dubé n'avait pas encore accepté d'acheter les remorqueuses de sa compagnie. Selon les vérifications effectuées par le Bureau, Jean-Marc Lelièvre s'est procuré ces documents le 25 octobre 2016.

Cependant, il livre des versions contradictoires relativement au rôle qu'il a joué dans l'élaboration de la soumission d'Excavation Anjou inc. Dans un premier temps, il admet de façon claire que c'est lui qui a rempli les documents de soumission de la compagnie (« J'ai rempli les papiers ») et qu'il les a ensuite remis à Yvan Dubé. Puis, plus tard lors de la même rencontre avec le Bureau de l'inspecteur général, Jean-Marc Lelièvre modifie sa version des faits et nie avoir rempli les documents de soumission d'Excavation Anjou inc. (« c'est pas moé qui a rempli rien »). Il décide alors de se ranger à la version donnée par Yvan Dubé voulant que ce soit la conjointe de ce dernier qui a rempli les documents de soumission de la compagnie.

Néanmoins, même dans cette dernière version des faits, Jean-Marc Lelièvre avoue avoir conseillé Yvan Dubé sur les informations à inscrire dans les documents de soumission d'Excavation Anjou inc. et qu'Yvan Dubé s'y est fié. Il indique lui avoir suggéré les secteurs sur lesquels soumissionner, le nombre de remorqueuses à proposer pour chaque secteur et les tarifs horaires auxquels soumissionner. Il déclare au Bureau de l'inspecteur général : « C'est sûr que je lui ai donné des informations sur les prix que ça valait environ […] Je lui ai suggéré d'y aller avec des prix semblables à ça ».

À la fois Yvan Dubé et Jean-Marc Lelièvre confirment que le 31 octobre 2016, ils se sont rencontrés à la banque où Yvan Dubé venait d'obtenir la traite bancaire utilisée à titre de garantie de soumission et que c'est Jean-Marc Lelièvre qui est ensuite allé, seul, déposer la soumission d'Excavation Anjou inc. pour l'appel d'offres 16-15650.

Yvan Dubé affirme au Bureau de l'inspecteur général, qu'au moment où il a remis à Jean-Marc Lelièvre l'enveloppe contenant les documents de soumission d'Excavation

Anjou inc., celle-ci avait été préalablement scellée. Toutefois, constatant que le numéro de CNESST de l'entreprise avait été inscrit à la main sur les documents de soumission, les représentants du Bureau ont interrogé Yvan Dubé sur le sujet. Ce dernier a alors tout bonnement affirmé, sans changer sa version des faits, que c'était Jean-Marc Lelièvre qui avait inscrit ce numéro CNESST, car il avait lui-même oublié de l'ajouter et il n'avait pas de crayon en sa possession. Cette version est clairement incompatible avec la première.

Pour sa part, Jean-Marc Lelièvre déclare que l'enveloppe contenant la soumission d'Excavation Anjou inc. n'était pas scellée lorsqu'elle lui a été remise par Yvan Dubé. Il explique qu'il a ainsi pu en réviser le contenu avant de la déposer et qu'il a remarqué que le numéro de CNESST d'Excavation Anjou inc. n'avait pas été indiqué. Il a ainsi remédié à la situation en l'ajoutant à la main.

5.3.3 Paiement des garanties de soumission déposées par Excavation Anjou inc.

L'enquête révèle que, dans les faits, les garanties de soumissions déposées par Excavation Anjou inc. dans le cadre de l'appel d'offres 16-15650 ont été payées par Jean-Marc Lelièvre.

En effet, en plus de prévoir que l'achat des remorqueuses est conditionnel à l'obtention de contrats de remorquage de la Ville, il existait une condition supplémentaire à l'entente. Jean-Marc Lelièvre révèle au Bureau de l'inspecteur général qu'Yvan Dubé lui a demandé d'émettre un chèque de 40 000 $ au nom d'Excavation Anjou inc.

Au cours de l'enquête, le Bureau a obtenu copie d'un chèque de 40 000 $, daté du 31 octobre 2016, provenant de Remorquage Taz inc. et adressé à Excavation Anjou inc. Signé par Jean-Marc Lelièvre, le chèque contenait la mention « acompte pour souffleur » (sic). Des vérifications du relevé de compte bancaire d'Excavation Anjou inc. ont permis d'apprendre que le chèque a été déposé le 13 décembre 2016. Au journal des encaissements de la compagnie, le paiement apparaît sous l'intitulé « Dépôts divers Taz inc. ».

Puis, le Bureau a eu accès à un contrat écrit à la main daté du 31 octobre 2016 et signé par Jean-Marc Lelièvre et Yvan Dubé. Ce contrat concerne la vente d'une souffleuse pour un montant de 65 000 $ et prévoit un acompte de 40 000 $ sous forme de chèque en « attendant l'optation du contrat » (sic).

Or, la même journée, Excavation Anjou inc. a émis une traite bancaire de 40 000 $ à titre de garantie de soumission pour l'appel d'offres 16-15650[10].

Questionné au sujet de l'acompte de 40 000 $ émis par Remorquage Taz inc., Jacques Dubé, le second actionnaire d'Excavation Anjou inc. et frère d'Yvan Dubé, s'exclame « Vous venez de découvrir le Jackpot ! ».

[10] L'appel d'offres exigeait le dépôt d'une garantie de soumission de 2 000 $ pour chaque remorqueuse proposée par les soumissionnaires (article 13 des Instructions aux soumissionnaires et 9 des Clauses administratives particulières).

Jacques Dubé explique que la souffleuse dont il est question appartient toujours à Excavation Anjou inc. et qu'il se trouve entreposé dans le garage de la compagnie. Une visite du garage par des représentants de l'inspecteur général a permis de confirmer ces faits. Un autocollant au nom d'Excavation Anjou inc. était apposé sur la souffleuse et le certificat d'immatriculation – d'ailleurs expiré depuis décembre 2014 – démontre qu'elle est toujours propriété d'Excavation Anjou.

Lorsque rencontré par le Bureau de l'inspecteur général, Yvan Dubé affirme qu'il a vendu une souffleuse à Jean-Marc Lelièvre en septembre 2016, car ce dernier désirait soumissionner sur un contrat de déneigement dans l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve. Yvan Dubé déclare qu'il n'y a aucun lien entre cette transaction et les soumissions déposées par Excavation Anjou inc. pour obtenir des contrats de remorquage de la Ville.

Pour sa part, Jean-Marc Lelièvre indique d'abord n'avoir rien à voir avec les garanties de soumission fournies par Excavation Anjou inc. dans le cadre de l'appel d'offres 16-15650. Puis, un peu plus tard au cours de la même rencontre, il admet qu'Yvan Dubé, hésitant à l'idée de déposer des garanties de soumission de 40 000 $, lui a demandé de signer un chèque du même montant, au profit d'Excavation Anjou, afin de démontrer le sérieux de ses démarches :

> « Si ça le fatiguait de sortir de l'argent, je peux lui en passer. J'ai le droit d'y passer de l'argent, lui s'il veut pas la sortir. Dans le but que j'y donnais comme une garantie à lui qu'il faisait pas tout ça pour se mettre les pieds dans le pétrin pis lui y voulait pas perdre la garantie de soumission comme toutes les affaires qu'on attend. »
>
> « De voir que c'était sérieux pis que lui y voulait pas s'embarquer dans des affaires pis déposer de l'argent sans qu'il soit sûr d'avoir les contrats. »

Dans les faits, Jean-Marc Lelièvre explique ainsi que l'émission du chèque de 40 000 $ constituait une condition imposée par Yvan Dubé pour s'assurer de sa bonne foi et que si Excavation Anjou inc. obtenait les contrats de remorquage de la Ville, Remorquage Taz inc. allait lui vendre ses remorqueuses.

Jean-Marc Lelièvre a fini par admettre au Bureau de l'inspecteur général qu'il n'a jamais été question d'acheter la souffleuse et que c'est Yvan Dubé qui a eu l'idée de mettre la mention « acompte pour souffleur » (sic) sur le chèque pour faire croire au versement d'un paiement.

5.3.4 Gestion de l'exécution des contrats de remorquage obtenus par Excavation Anjou inc.

L'enquête menée par le Bureau de l'inspecteur général révèle que Jean-Marc Lelièvre est la personne en charge de l'exécution des contrats de location de remorqueuses de la Ville de Montréal qu'a obtenus Excavation Anjou inc.

Interrogé sur le rôle qu'il tient au sein d'Excavation Anjou inc. en lien avec les contrats de remorquage, Jean-Marc Lelièvre s'exclame : « C'est moé qui m'occupe de toute ».

Le Bureau a appris que pour préparer les factures adressées à la Ville pour les services de remorquage rendus, Yvan Dubé doit communiquer avec Jean-Marc Lelièvre pour obtenir les informations relatives aux taux horaires et aux heures travaillées par les chauffeurs des remorqueuses.

Jacques Dubé, le deuxième actionnaire d'Excavation Anjou inc. et le frère du président Yvan Dubé, déclare au Bureau que Jean-Marc Lelièvre est le gérant des activités de remorquage de la compagnie et qu'il s'occupe de tout ce qui concerne le remorquage. Il est en charge de la répartition des remorqueuses, de recueillir les feuilles de temps des chauffeurs et de vérifier si les feuilles de temps sont bien remplies. Il ajoute que lorsque son frère, Yvan Dubé, reçoit un appel de la Ville de Montréal au sujet des contrats de remorquage, il transfère l'appel à Jean-Marc Lelièvre.

De son côté, Yvan Dubé confirme au Bureau de l'inspecteur général que le département « remorquage » d'Excavation Anjou inc. est opéré par Jean-Marc Lelièvre, lequel supervise et gère l'ensemble des opérations, notamment la répartition des remorqueuses, les appels aux chauffeurs, la formation donnée aux chauffeurs, les réparations mineures des remorqueuses et le ramassage des feuilles de temps des chauffeurs.

Enfin, Jean-Marc Lelièvre admet au Bureau qu'il est la seule personne en charge de la gestion des activités de remorquage d'Excavation Anjou inc. Il explique être responsable de l'embauche du personnel, de la répartition des remorqueuses, de l'appel aux chauffeurs lors des opérations de chargement de la neige, des réparations et inspections des remorqueuses ainsi que de la cueillette et de la vérification des feuilles de temps des chauffeurs indiquant les heures travaillées à l'exécution des contrats. D'ailleurs, Jean-Marc Lelièvre affirme : « C'est sûr que c'est moi qui engage tout le monde, pis qui essaie de faire rouler la business pour donner le service à la Ville ».

Il confirme également être en charge de la réception des appels provenant de la Ville de Montréal et affirme que bien que Jacques Dubé et Yvan Dubé en reçoivent certains, « en général, c'est pas mal moé là ». Au surplus, Jean-Marc Lelièvre précise que lorsque la Ville communique avec lui – que ce soit pour l'aviser du début des opérations de chargement de la neige, du nombre de remorqueuses requises pour une opération de déneigement ou encore d'un bris mécanique – elle le fait via le numéro de téléphone attribué à Remorquage Taz inc., et non via le numéro d'Excavation Anjou inc. Il cite les arrondissements de Montréal-Nord, de Rosemont–La Petite-Patrie, de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension et de Ville-Marie comme étant ceux qui communiquent directement avec lui via la ligne téléphonique de Remorquage Taz inc.

À cet effet, Jean-Marc Lelièvre informe le Bureau que le numéro de téléphone associé à Remorquage Taz inc. sera cédé à Yvan Dubé lorsqu'il cessera de travailler pour Excavation Anjou inc.

5.3.5 Liens avec les individus affectés aux contrats de remorquage d'Excavation Anjou inc.

Lors de l'enquête, le Bureau de l'inspecteur général a voulu savoir quels étaient les individus affectés à l'exécution des contrats de remorquage d'Excavation Anjou inc. et comment ces derniers étaient rémunérés.

Dans un premier temps, Jean-Marc Lelièvre admet au Bureau que la quinzaine d'individus qui travaillent, depuis le début de la saison hivernale 2016-2017, à l'exécution des contrats de remorquage d'Excavation Anjou inc. ne sont pas employés par Excavation Anjou inc. et ne sont pas sur la liste de paie de la compagnie. Il précise que tous ont travaillé pour Remorquage Taz inc. dans le passé et qu'ils étaient alors payés en argent comptant. Cependant, plus tard, au cours de la même entrevue, Jean-Marc Lelièvre se ravise et déclare que ces individus ne sont pas tous des anciens employés de Remorquage Taz inc.

Lorsque questionné plus en détail sur la façon de procéder pour rémunérer ces individus, Jean-Marc Lelièvre affirme initialement que personne n'avait encore été payé pour leur travail pour finalement avouer qu'à l'exception d'une (1) personne ou deux (2), ils avaient tous été payés en argent comptant avec son argent personnel. En fait, il s'avère que le paiement des travailleurs s'effectue de la même façon qu'à l'époque où Remorquage Taz inc. obtenait des contrats de la Ville.

Il appert qu'Excavation Anjou inc. n'a jamais payé ceux qui travaillent sur les contrats de remorquage obtenus et n'a jamais reçu de facture à cet effet.

Rencontré par le Bureau le 12 janvier 2017, Yvan Dubé explique, quant à lui, qu'il fait affaire avec une agence de placement pour payer les individus affectés à l'exécution des contrats de remorquage d'Excavation Anjou inc. Il précise que cette agence existe déjà et que son responsable connaît Jean-Marc Lelièvre. Il déclare n'avoir reçu aucune facture de l'agence, mais est convaincu que l'agence a déjà payé les travailleurs.

Cependant, le Bureau de l'inspecteur général a appris qu'à la mi-janvier 2017, Excavation Anjou inc. n'avait encore jamais fait affaire avec une agence de placement pour embaucher ou rémunérer les travailleurs.

De son côté, Jean-Marc Lelièvre mentionne qu'Excavation Anjou inc. fera affaire avec une agence de placement et qu'étant donné qu'il n'en connaissait pas, au début du mois de janvier 2017, il a demandé à un de ses amis comptable d'en créer une. Jean-Marc Lelièvre confirme qu'Yvan Dubé et lui ont choisi de procéder ainsi parce qu'ils ne voulaient pas ajouter d'employés à la liste de paie d'Excavation Anjou inc. et que Remorquage Taz inc. ne peut pas être utilisée pour rémunérer les travailleurs depuis son inscription au *Registre des personnes écartées en vertu de la PGC*.

Questionné par le Bureau de l'inspecteur général sur le sujet, Jean-Marc Lelièvre a avoué qu'après avoir été rencontré par le Bureau, Yvan Dubé lui a demandé de trouver une agence de placement pour rémunérer les travailleurs. À noter qu'Yvan Dubé a été

rencontré le 12 janvier 2017, alors que Jean-Marc Lelièvre a été rencontré le 17 janvier 2017.

En date du 17 janvier 2017, aucune agence de placement n'avait encore été créée.

6. Contrats de remorquage obtenus par 9499237 Canada inc.

L'enquête menée par le Bureau de l'inspecteur général démontre que 9499237 Canada inc. agit comme véritable prête-nom pour Steve Lenfesty (président de Remorquage Mobile) afin de lui permettre de continuer à obtenir des contrats de la Ville de Montréal, en dépit de son inscription sur le *Registre des personnes écartées en vertu de la PGC*. Au surplus, l'enquête révèle que de faux renseignements et des faux documents ont été transmis à la Ville de Montréal dans le cadre du processus de passation des contrats.

6.1 Accord intervenu entre Steve Lenfesty (Remorquage Mobile) et Raymond Lizotte (9499237 Canada inc.)

6.1.1 Nature de l'entente

Steve Lenfesty décrit Raymond Lizotte comme un ami de longue date, qu'il connaît depuis vingt (20) ans. De son côté, Raymond Lizotte déclare avoir développé une relation d'amitié avec Steve Lenfesty dans les années 90, pour ensuite dire qu'il s'agit simplement de l'une de ses connaissances.

Steve Lenfesty informe le Bureau de l'inspecteur général qu'il a contacté Raymond Lizotte pour lui offrir d'acheter ou de louer les remorqueuses de Remorquage Mobile après avoir été exclu de la possibilité de conclure des contrats avec la Ville de Montréal pour cinq (5) ans suite au dépôt de la décision de l'inspecteur général du 26 septembre 2016. Steve Lenfesty souligne que Raymond Lizotte lui a alors proposé de commencer de procéder par location.

De son côté, Raymond Lizotte confirme au Bureau qu'il loue des remorqueuses appartenant à Remorquage Mobile, mais que c'est uniquement au moment où il a obtenu les contrats de remorquage de la Ville qu'il a commencé à les louer. Il mentionne qu'il ne voulait pas les louer avant d'obtenir les contrats.

Steve Lenfesty soutient qu'il loue quatorze (14) à quinze (15) remorqueuses à 9499237 Canada inc. À ce stade-ci, il est utile de rappeler que 9499237 Canada inc. a obtenu deux (2) contrats visant la location de six (6) remorqueuses et que la compagnie a également placé huit (8) remorqueuses en sous-traitance pour des entrepreneurs ayant obtenu des contrats de déneigement clés en main de la Ville. Ainsi, au total, quatorze (14) remorqueuses seraient utilisées par 9499237 Canada inc. sur des contrats de la Ville de Montréal.

Steve Lenfesty déclare au Bureau de l'inspecteur général que malgré le fait que les remorqueuses soient actuellement utilisées par 9499237 Canada inc., en date du 25 janvier 2017, le coût de location n'avait pas encore été déterminé.

Pour sa part, Raymond Lizotte affirme, en date du 26 janvier 2017, que le coût de location a été établi à 25 $ de l'heure par remorqueuse.

6.1.2 9499237 Canada inc.

9499237 Canada inc. a été créée le 4 novembre 2015. Raymond Lizotte et sa conjointe apparaissent au certificat de constitution de l'entreprise comme étant ses fondateurs. Initialement, Raymond Lizotte était président et premier actionnaire de 9499237 Canada inc., alors que sa conjointe occupait le poste de vice-présidente et était deuxième actionnaire. Une consultation du Registre des entreprises du Québec permet de confirmer que telles étaient les informations relatives à la compagnie en date du 7 décembre 2016.

Steve Lenfesty affirme qu'avant le début de la saison hivernale 2016-2017, 9499237 Canada inc. n'avait aucune expérience dans le domaine du remorquage. Raymond Lizotte déclare même que l'entreprise ne menait aucune activité avant d'obtenir des contrats de remorquage de la Ville de Montréal. D'ailleurs, en date du 7 décembre 2016, 9499237 Canada inc. apparaissait au Registre des entreprises comme étant une compagnie œuvrant dans l'immobilier, plus précisément, comme étant une société d'investissements n'ayant aucun salarié au Québec.

Au cours de l'enquête cependant, des modifications furent apportées aux informations affichées sur le Registre des entreprises du Québec.

Le 20 février 2017, soit moins d'un (1) mois après que le Bureau de l'inspecteur général ait rencontré Raymond Lizotte et Steve Lenfesty, la conjointe de Raymond Lizotte a été retirée de la liste des actionnaires et des administrateurs de 9499237 Canada inc.

Qui plus est, la modification au Registre des entreprises est indiquée comme étant rétroactive au 4 novembre 2015, soit à la date de constitution de l'entreprise. Dans l'historique de 9499237 Canada inc., la conjointe de Raymond Lizotte apparaît ainsi comme ayant occupé le poste de vice-présidente de la compagnie à partir du 4 novembre 2015, mais que sa charge fut révoquée le jour même. En outre, elle ne fait dorénavant plus partie des actionnaires de la compagnie. Raymond Lizotte est donc, depuis ces modifications, l'unique administrateur et actionnaire de 9499237 Canada inc.

6.2 Rôle de Steve Lenfesty au sein de 9499237 Canada inc.

6.2.1 Préparation de la soumission déposée par 9499237 Canada inc.

Initialement, lorsque rencontré par le Bureau de l'inspecteur général le 25 janvier 2017, Steve Lenfesty prétend n'avoir joué aucun rôle dans l'élaboration des documents de

soumission déposés par 9499237 Canada inc. dans le cadre de l'appel d'offres 16-15716.

Cependant, il déclare au Bureau que Raymond Lizotte l'a contacté à ce sujet. Steve Lenfesty explique que Raymond Lizotte lui a alors demandé dans quels secteurs Remorquage Mobile avait soumissionné dans le passé, et qu'il lui avait répondu qu'il s'agissait des arrondissements du Sud-Ouest, de LaSalle et de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

Au surplus, Steve Lenfesty mentionne qu'il a conseillé à Raymond Lizotte d'aller voir quels étaient les prix auxquels les contrats avaient été octroyés lors des années antérieures. Il précise toutefois qu'il ne lui a pas indiqué les prix auxquels 9499237 Canada inc. devrait soumissionner. Plus tard au cours de la rencontre, il affirme au Bureau de l'inspecteur général qu'il lui a divulgué les prix des soumissions déposées par Remorquage Mobile lors des appels d'offres antérieurs pour finalement revenir sur ses paroles et dire qu'il n'a jamais fait une telle chose.

Pour sa part, Raymond Lizotte prétend que Steve Lenfesty ne l'a pas conseillé pour la soumission, mais qu'il lui a « juste dit comment [s]'enligner pour les appels d'offres ». Plus tard dans l'entrevue, il confirme en disant que « oui, OK, Steve m'a dit comment remplir les soumissions » tout en soulignant que c'est cependant lui-même qui a décidé de soumissionner aux prix indiqués dans les documents. Raymond Lizotte finira par admettre que le formulaire de soumission déposé par 9499237 Canada inc. dans le cadre de l'appel d'offres 16-15716 a été rempli par Steve Lenfesty et lui : « on a rempli ça ensemble Steve et moi. »

6.2.2 Gestion de l'exécution des contrats de remorquage obtenus par 9499237 Canada inc.

Steve Lenfesty affirme au Bureau de l'inspecteur général qu'il donne ce qu'il appelle un « coup de main » à Raymond Lizotte, en spécifiant qu'il gère les activités de 9499237 Canada inc. Ses propos à cet égard visent à atténuer son rôle :

> « Je fais rien. Je suis comme gérant. J'y donne un coup de main pour les contrats. »

La description qu'il donne des tâches qu'il effectue au sein de 9499237 Canada inc. contraste cependant avec l'idée qu'on se fait de quelqu'un qui ne « fait rien ». En effet, Steve Lenfesty déclare qu'il gère les remorqueuses, qu'il s'occupe de leur répartition, qu'il supervise les opérations sur le terrain, qu'il publie les annonces dans les journaux et qu'il explique à Raymond Lizotte comment fonctionne le remorquage. Steve Lenfesty souligne qu'il ne peut pas laisser Raymond Lizotte s'occuper seul des remorqueuses et qu'il doit donc l'aider. Steve Lenfesty mentionne également qu'il accompagne Raymond Lizotte aux réunions tenues par la Ville.

À ce sujet, le 13 décembre 2016, Steve Lenfesty était présent à une rencontre réunissant Raymond Lizotte et trois (3) représentants de l'arrondissement du Sud-Ouest.

Selon des témoins qui ont assisté aux échanges, Steve Lenfesty secondait Raymond Lizotte dans les opérations de remorquage de 9499237 Canada inc.

De la même façon, le 25 janvier 2017, Steve Lenfesty a avoué au Bureau qu'il devait se rendre à une réunion de l'arrondissement du Sud-Ouest prévue se dérouler le matin même, mais qui a finalement été annulée à la demande du Bureau de l'inspecteur général en raison de la présente enquête.

L'inspecteur général note qu'encore une fois, Steve Lenfesty est revenu sur ses paroles lors de sa rencontre avec le Bureau de l'inspecteur général et qu'il nie dorénavant s'occuper de la répartition des remorqueuses et des chauffeurs.

Cependant, lorsque le Bureau de l'inspecteur général questionne Raymond Lizotte sur la répartition des chauffeurs de remorqueuses travaillant pour 9499237 Canada inc., ce dernier est incapable de préciser où la moitié d'entre eux a été déployée. Il n'est pas plus en mesure de d'identifier l'un des trois (3) arrondissements où 9499237 Canada inc. agit à titre de sous-traitant pour une compagnie de déneigement.

Raymond Lizotte confirme que Steve Lenfesty participe, à titre de gérant, à l'exécution des contrats de remorquage obtenus par 9499237 Canada inc. et qu'il lui montre comment fonctionne le remorquage.

Au sujet du salaire versé à Steve Lenfesty pour le travail qu'il effectue pour 9499237 Canada inc., les versions livrées par Steve Lenfesty et Raymond Lizotte divergent. Alors que Steve Lenfesty déclare ne recevoir aucun salaire, Raymond Lizotte affirme qu'il est payé 800 $ par semaine tout en précisant qu'en date du 26 janvier 2017, il n'a toujours pas été payé.

Pour terminer, l'enquête révèle que Steve Lenfesty est autorisé par procuration signée par Raymond Lizotte en date du 6 décembre 2016 de représenter 9499237 Canada inc. auprès du BTM et de procéder aux changements de véhicules pour le compte de la compagnie. D'ailleurs, le 6 décembre 2016, Steve Lenfesty et Raymond Lizotte se sont présentés ensemble au BTM pour l'ouverture d'un dossier pour 9499237 Canada inc., l'émission d'un permis d'exploitation pour la compagnie et l'émission de permis de transport pour neuf (9) remorqueuses.

6.2.3 Liens avec les employés affectés aux contrats de remorquage

L'enquête menée par le Bureau de l'inspecteur général permet d'apprendre que les employés affectés à l'exécution des contrats de remorquage obtenus par 9499237 Canada inc. sont des anciens employés de Remorquage Mobile.

Raymond Lizotte admet qu'une dizaine d'employés ayant travaillé pour Remorquage Mobile dans le passé sont actuellement employés de 9499237 Canada inc. Il précise qu'il s'agit là de la presque totalité des employés de 9499237 Canada inc. et que seulement deux (2) employés ne proviennent pas de Remorquage Mobile.

Au surplus, Raymond Lizotte explique que c'est la secrétaire de Remorquage Mobile qui s'occupe de recueillir les heures travaillées par les employés de 9499237 Canada inc.

Selon Steve Lenfesty, ce ne sont que cinq (5) employés de 9499237 Canada inc. – et non une dizaine – qui ont déjà travaillé pour Remorquage Mobile. Il tente d'atténuer son rôle au niveau de leur embauche en mentionnant au Bureau que c'est Raymond Lizotte qui a contacté les employés pour leur offrir de travailler comme chauffeur de remorqueuses pour sa compagnie. Cependant, Steve Lenfesty affirme avoir fourni les noms de ces employés à Raymond Lizotte.

Steve Lenfesty indique que les autres employés de 9499237 Canada inc. ont été recrutés via une annonce dans les journaux. C'est cependant Steve Lenfesty qui, de son propre aveu, a publié l'annonce pour embaucher des chauffeurs et c'est son numéro de téléphone qui apparaissait comme contact. En date du 25 janvier 2017, Steve Lenfesty avoue n'avoir toujours pas été remboursé pour les frais engendrés par la publication de cette annonce.

Il s'avère donc que Steve Lenfesty est en charge des chauffeurs de remorqueuses. En outre, l'inspecteur général tient à souligner un autre élément qui contribue à démontrer le rôle de Steve Lenfesty à cet égard. Lorsque rencontré par le Bureau de l'inspecteur général, Steve Lenfesty a mentionné qu'il recevait tous les jours des appels d'employés de 9499237 Canada inc. qui désiraient se faire payer, puisqu'aucun d'entre eux n'avait encore été payé en date du 25 janvier 2017.

6.2.4 Entreposage et réparations des remorqueuses

Un employé de la Ville de Montréal déclare au Bureau de l'inspecteur général qu'il a été témoin du fait que les remorqueuses utilisées par 9499237 Canada inc. sur les contrats de la Ville étaient entreposées au garage de Remorquage Mobile et que des chauffeurs travaillant pour 9499237 Canada inc. possédaient les clés du garage de Remorquage Mobile.

Steve Lenfesty et Raymond Lizotte confirment tous deux (2) que certaines remorqueuses utilisées par 9499237 Canada inc. étaient entreposées au garage de Remorquage Mobile et Steve Lenfesty précise que Raymond Lizotte ne paie pas pour ce faire.

De plus, Steve Lenfesty affirme procéder aux réparations mécaniques sur les remorqueuses utilisées par 9499237 Canada inc.

6.2.5 Financement des activités de 9499237 Canada inc.

Rencontré par le Bureau de l'inspecteur général, Steve Lenfesty explique que 9499237 Canada inc. ne possède pas de liquidités dans son compte bancaire et qu'il est celui qui absorbe l'ensemble des coûts et dépenses de la compagnie :

> « Y'a pas d'argent dans l'autre compte. Fais que c'est normal. J'absorbe toute pour qu'il me rembourse après là. »

Steve Lenfesty poursuit en soulignant cependant, qu'en date du 25 janvier 2017, il n'avait toujours pas été remboursé et qu'il continue de « toute absorber encore ».

À ce titre, Steve Lenfesty et Raymond Lizotte affirment que c'est Remorquage Mobile qui a payé pour les frais de transfert de propriété des remorqueuses à la SAAQ ainsi que pour les frais de transactions au BTM. Au BTM, les frais de transaction s'élevaient d'ailleurs à 2 604 $ et la preuve documentaire obtenue permet de confirmer que c'est Remorquage Mobile qui les a payés. En date du 25 janvier 2017, Steve Lenfesty avoue cependant n'avoir toujours pas été remboursé par 9499237 Canada inc.

Raymond Lizotte admet, pour sa part, qu'il n'a toujours pas payé pour la location des remorqueuses, mais il indique au Bureau qu'il attend d'être payé par la Ville avant de pouvoir le faire.

6.3 Faux renseignements et documents transmis à la Ville lors du processus d'appel d'offres 16-15716

6.3.1 Location des remorqueuses de Remorquage Mobile par 9499237 Canada inc. et transferts de propriété effectués à la SAAQ

Tel qu'il l'a déjà été mentionné, l'entente intervenue entre Raymond Lizotte et Steve Lenfesty prévoit que 9499237 Canada inc. loue les remorqueuses appartenant à Remorquage Mobile pour exécuter les contrats de location de remorqueuses obtenus de la Ville.

Cependant, les certificats d'immatriculation des remorqueuses fournis à la Ville de Montréal par 9499237 Canada inc. dans le cadre de l'appel d'offres 16-15716 et délivrés par la SAAQ entre les 21 et 22 novembre 2016 attestent du fait que les remorqueuses ont été enregistrées au nom de 9499237 Canada inc.

Steve Lenfesty admet au Bureau de l'inspecteur général que les remorqueuses ont été transférées au nom de 9499237 Canada inc. auprès de la SAAQ. Il précise cependant que leur entente demeure inchangée et que malgré ces transferts, les remorqueuses n'appartiennent pas à 9499237 Canada inc., mais bel et bien à Remorquage Mobile et qu'il s'agit d'une simple location. Voici ses propos à cet égard :

> « On les loue là. Là, là je suis en train d'y louer. Je les ai transférées mais là c'est une location. »

Pour sa part, Raymond Lizotte confirme au Bureau qu'il loue les remorqueuses de Remorquage Mobile et qu'il n'y a pas eu de réel transfert de propriété :

> « Il n'y a pas eu de transfert, il a mis les remorqueuses au nom de ma compagnie à la SAAQ, mais pas d'achat. C'est loué, toutes les remorqueuses sont encore la propriété de Mobile. »

Raymond Lizotte justifie les transferts effectués en disant que pour obtenir les contrats à la Ville, il fallait que les remorqueuses soient enregistrées au nom de sa compagnie.

Or l'appel d'offres 16-15716 n'exigeait pas que les adjudicataires des contrats soient propriétaires des remorqueuses. L'appel d'offres prévoyait même la possibilité que les remorqueuses soient louées à l'article 18 des Clauses administratives particulières. Tel qu'il le sera abordé à la section 7.3 de la présente décision, c'est plutôt parce que 9499237 Canada inc. ne pouvait pas louer les remorqueuses d'une entreprise inscrite au *Registre des personnes écartées en vertu de la PGC*, que les transferts de propriété ont eu lieu à la SAAQ.

6.3.2 Contrefaçons de signatures

L'enquête menée par le Bureau de l'inspecteur général a permis de révéler que, sur certains documents qui ont été transmis à la Ville dans la soumission de 9499237 Canada inc., la signature de Raymond Lizotte a été contrefaite.

En effet, de façon flagrante, la signature de Raymond Lizotte, telle qu'elle apparaît sur le formulaire de procuration au BTM ne correspond pas à la signature apposée sous le nom de Raymond Lizotte dans le formulaire de soumission déposé par 9499237 Canada inc. dans le cadre de l'appel d'offres 16-15716, mais également sur les certificats d'immatriculation des remorqueuses fournis à la Ville. Les signatures dans le formulaire de soumission et dans les certificats d'immatriculation présentent de nombreuses différences calligraphiques importantes lorsque comparées à celle se trouvant sur le formulaire de procuration au BTM.

Par contre, à leur face même, les signatures apparaissant au formulaire de soumission et aux certificats d'immatriculation sont semblables et présentent plusieurs similitudes évidentes avec la signature de Steve Lenfesty retrouvée sur des documents de soumission déposées par Remorquage Mobile lors d'un appel d'offres antérieur.

À la fois Steve Lenfesty et Raymond Lizotte ont été confrontés à ces observations du Bureau de l'inspecteur général. Au cours de l'enquête, leurs versions ont changé.

D'abord, le 25 janvier 2017, Steve Lenfesty déclare : « Je ne sais pas quoi dire. Demande ça à lui », en faisant référence à Raymond Lizotte. Steve Lenfesty nie avoir signé le nom de Raymond Lizotte dans le formulaire de soumission déposé par 9499237 Canada inc. et affirme : « Moi j'ai rien signé. C'est lui qui a signé ».

Cependant, plus tard dans la même journée, Steve Lenfesty admet au téléphone à un représentant de l'inspecteur général que ce n'est pas Raymond Lizotte qui est l'auteur des signatures apparaissant sur les certificats d'immatriculation, mais refuse de dévoiler qui a signé à sa place.

De son côté, le 25 janvier 2017, Raymond Lizotte explique qu'il ne se souvient plus qui a signé le formulaire de soumission déposé par 9499237 Canada inc. dans le cadre de l'appel d'offres 16-15716. Il réitère alors le fait qu'il a rempli les documents de soumission avec Steve Lenfesty. Un peu plus tard dans le cadre de la rencontre, en ce qui concerne les signatures qui apparaissent aux certificats d'immatriculation des remorqueuses provenant de la SAAQ, Raymond Lizotte avoue ne pas être celui qui a signé les documents. Il déclare alors que c'est Steve Lenfesty qui les a signés à sa place.

Le lendemain, soit le 26 janvier 2017, le Bureau de l'inspecteur général a rencontré à nouveau Raymond Lizotte et est revenu sur la signature apposée à son nom sur le formulaire de soumission de 9499237 Canada inc. Le Bureau lui a alors demandé si c'est également Steve Lenfesty qui a signé le document à sa place. Raymond Lizotte a alors répondu « sûrement » en précisant qu'il ne se souvenait pas pourquoi Steve Lenfesty avait signé le nom de Raymond Lizotte.

7. Analyse des faits

7.1 Pouvoirs d'intervention de l'inspecteur général

Les pouvoirs d'intervention de l'inspecteur général sont notamment prévus à l'article 57.1.10 de la Charte :

> **57.1.10.** L'inspecteur général peut annuler tout processus de passation d'un contrat de la ville ou de toute personne morale visée au paragraphe 1° du cinquième alinéa de l'article 57.1.9, résilier tout contrat de la ville ou de cette personne morale ou suspendre l'exécution d'un tel contrat lorsque les deux conditions suivantes sont remplies :
>
> 1° s'il constate le non-respect d'une des exigences des documents d'appel d'offres ou d'un contrat, ou que des renseignements donnés dans le cadre du processus de passation d'un contrat sont faux;
>
> 2° s'il est d'avis que la gravité des manquements constatés justifie l'annulation, la résiliation ou la suspension.
>
> [...]

En vertu de cette disposition, pour être en mesure de résilier un contrat, l'inspecteur général doit être en présence du non-respect d'une des exigences des documents d'appel d'offres ou du contrat, ou encore en présence de renseignements faux donnés dans le cadre du processus de passation du contrat. Il doit au surplus être d'avis que les manquements constatés sont suffisamment graves pour justifier la résiliation des contrats.

La PGC a fait l'objet de modifications importantes en août 2016. Elle fait partie intégrante des documents d'appels d'offres et les dispositions qu'elle contient sont des

clauses contractuelles auxquelles les soumissionnaires et leur signataire s'engagent dès le moment où ils déposent une soumission sur un appel d'offres lancé par la Ville de Montréal.

Tant à l'égard de l'appel d'offres 16-15650 que de l'appel d'offres 16-15716, la nouvelle version de la PGC était applicable.

À son article 17, la PGC prévoit une interdiction générale d'effectuer ou de tenter d'effectuer de la collusion ou une manœuvre frauduleuse :

> **17.** Nul ne peut, directement ou indirectement, dans le contexte de la préparation ou présentation d'une soumission, ou d'un contrat de gré à gré, effectuer ou tenter d'effectuer de la collusion, de la corruption, une manœuvre frauduleuse ou participer ou tenter de participer à un autre acte illégal de même nature susceptible de compromettre l'intégrité du processus d'appels d'offres ou de sélection du cocontractant de gré à gré ou de la gestion du contrat qui en résulte.
>
> En déposant une soumission ou en concluant un contrat de gré à gré avec la Ville, son signataire affirme solennellement que le soumissionnaire ou le cocontractant de gré à gré n'a pas contrevenu, directement ou indirectement, au premier alinéa.

À l'article 19, la PGC interdit également à tout cocontractant de la Ville de Montréal de faire affaire avec un sous-traitant qui est inscrit au *Registre des personnes écartées en vertu de la PGC* :

> **19.** Le cocontractant de la Ville ne peut faire affaire avec un sous-contractant écarté de tout appel d'offres ou de la possibilité de conclure un contrat gré à gré avec la Ville.

Au chapitre des sanctions, la PGC prévoit, à son article 32, qu'en cas de non-respect de l'article 17, le cocontractant de la Ville se voit écarté de tout appel d'offres ou de la possibilité de conclure un contrat avec la Ville pendant cinq (5) ans à compter de la découverte de la contravention :

> **32.** Le cocontractant dont le contrat a été résilié ou aurait pu être résilié conformément à l'article 29, se voit écarté de tout appel d'offres ou de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville pendant :
>
> […]
>
> 3° cinq (5) années de la découverte qu'un renseignement contenu à l'affirmation solennelle effectuée en vertu du deuxième alinéa de l'article 17 est incomplet ou inexact ou du non- respect du premier alinéa de l'article 17.

De la même façon, selon l'article 34 de la PGC, le cocontractant de la Ville qui fait affaire avec un sous-traitant inscrit au *Registre des personnes écartées en vertu de la PGC* est sujet à la même pénalité :

> **34.** Le cocontractant dont le contrat a été résilié ou aurait pu être résilié conformément à l'article 30, en raison d'une violation du 2e alinéa de l'article 18 ou de l'article 19, se voit écarté de tout appel d'offres ou de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville pendant trois (3) années de la découverte de cette violation.

Au surplus, l'article 35 de la PGC stipule que toute personne liée à un cocontractant de la Ville qui pose un geste contraire à la PGC, ainsi que toute personne morale et société à laquelle elle est liée, se voient également écartés de la possibilité de conclure un contrat avec la Ville pour la même période :

> **35.** La personne liée à un soumissionnaire ou à un autre cocontractant de la Ville, qui a posé un geste contraire à la présente politique qui a emporté ou aurait pu emporter le rejet de la soumission ou la résiliation du contrat, se voit écarté de tout appel d'offres ou de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville pour la même période que celle prévue pour le soumissionnaire ou le cocontractant à la présente politique, sous réserve de l'exception prévue à la fin de l'article précédent.
>
> L'exclusion du premier alinéa s'applique également durant la même période :
>
> 1° aux personnes morales où la personne liée visée est administratrice, dirigeante ou détentrice d'actions du capital-actions qui lui confère au moins 10 % des droits de vote, pouvant être exercés en toutes circonstances et rattachés aux actions de la personne morale;
>
> 2° aux sociétés en nom collectif, en commandite ou en participation où la personne liée visée est associée ou dirigeante.

C'est à l'aide de ces dispositions, que l'inspecteur général a analysé minutieusement l'ensemble des faits recueillis au cours de l'enquête.

7.2 Contrats de remorquage obtenus par Remorquage BL

L'enquête menée par l'inspecteur général permet de démontrer que l'entente intervenue entre Réal Tourigny et Brigitte Lévesque constitue une manœuvre frauduleuse au sens de l'article 17 de la PGC. L'entente visait à poursuivre les activités de remorquage et de continuer à obtenir des contrats de la Ville, malgré l'inscription de Réal Tourigny et d'Auto Cam 2000 au *Registre des personnes écartées en vertu de la PGC*.

En effet, les deux (2) conjoints se sont entendus pour acheter les remorqueuses appartenant à Auto Cam 2000 via la compagnie 9335-5139 Québec inc. Cette compagnie, initialement créée et dirigée par Réal Tourigny le 15 janvier 2016, n'exerçait alors aucune activité. Elle a été acquise gratuitement par Brigitte Lévesque, en prenant soin de retirer Réal Tourigny de la liste des dirigeants et actionnaires et ainsi procéder à

l'achat des remorqueuses, à la condition que la compagnie obtienne des contrats de remorquage de la Ville.

De l'aveu même de Brigitte Lévesque, c'est en raison de la décision de l'inspecteur général du 26 septembre 2016 qu'elle a décidé d'acquérir la compagnie 9335-5139 Québec inc. et que n'eût été de l'exclusion de Réal Tourigny et d'Auto Cam 2000 de la Ville de Montréal, son conjoint aurait conservé les remorqueuses et continué à opérer avec la compagnie Auto Cam 2000. Elle précise que la décision a été prise « un matin de même », alors que Réal Tourigny informe le Bureau que c'est un avocat qui lui a suggéré que Brigitte Lévesque se parte une entreprise.

Selon les informations apparaissant au Registre des entreprises du Québec, Réal Tourigny n'est plus impliqué à titre de président et actionnaire au sein de 9335-5139 Québec inc. depuis le 1er août 2016 et a été remplacé dans ses fonctions par Brigitte Lévesque. Cependant, questionnée à ce sujet, Brigitte Lévesque déclare que ce n'est que le 9 ou le 10 novembre 2016 qu'elle est devenue présidente et unique actionnaire de l'entreprise et qu'elle a alors ajouté le nom de « Remorquage BL » pour opérer des activités de remorquage. Des documents provenant de Revenu Québec et de l'Agence du revenu du Canada attestent d'ailleurs de la transmission de renseignements relatifs à la compagnie le 10 novembre 2016 et de l'inscription de la compagnie aux fichiers TPS/TVH et TVQ le 21 novembre 2016.

Dans sa réponse à l'Avis du Bureau de l'inspecteur général, Brigitte Lévesque réitère sa version des faits. Celle-ci est conforme aux raisons qu'elle avance pour justifier l'acquisition de la compagnie de son conjoint, soit la décision de l'inspecteur général. En effet, le 1er août 2016, l'inspecteur général n'avait alors pas encore rendu de décision recommandant que Réal Tourigny et Auto Cam 2000 soient exclus de la possibilité de conclure un contrat avec la Ville de Montréal.

Même après que la soumission de Remorquage BL ait été déposée et que l'ouverture des soumissions ait eu lieu pour l'appel d'offres 16-15716, Remorquage BL n'existait que sur papier, ne menait aucune activité, n'avait aucun employé à sa charge et ne possédait pas de local. Brigitte Lévesque ne savait pas non plus comment son entreprise fonctionnerait pour exécuter les contrats. Or, à ce moment, Brigitte Lévesque savait que son entreprise était le plus bas soumissionnaire dans plusieurs arrondissements de la Ville et avait déjà déposé les garanties de soumission requises, lesquelles équivalaient à 38 000 $ et qu'elle risquait de perdre advenant son impossibilité d'exécuter les contrats.

Plus étonnant encore, en date du 1er décembre 2016, Brigitte Lévesque confie au Bureau de l'inspecteur général ne pas savoir quel serait le coût d'achat des remorqueuses car elle n'était, selon ses dires, pas encore « rendue là ».

Pourtant, les quatorze (14) contrats visant l'achat des remorqueuses d'Auto Cam 2000 par Remorquage BL sont tous datés du 25 novembre 2016 et indiquent le prix total d'achat des remorqueuses, incluant les taxes.

L'inspecteur général est face à une situation où la preuve documentaire et la preuve testimoniale se contredisent. D'un côté, les contrats de vente sont datés du 25 novembre 2016, de l'autre, Brigitte Lévesque informe le Bureau que le 1er décembre 2016 les parties n'avaient toujours pas déterminé le coût d'achat des remorqueuses.

La seule façon de rendre la version des faits de Brigitte Lévesque crédible est de conclure que les quatorze (14) contrats ont été préparés et antidatés au 25 novembre 2016. L'inspecteur général note à cet égard que ce n'est que les 1er et 7 février 2017 qu'il a eu accès aux quatorze (14) contrats conclus entre Remorquage BL et Auto Cam 2000 et ce, après que Brigitte Lévesque ait été rencontrée par les représentants de l'inspecteur général le 1er décembre 2016.

Dans sa réponse à l'Avis, Brigitte Lévesque réitère qu'au 1er décembre 2016, elle ne connaissait pas le coût total d'acquisition des remorqueuses incluant les taxes et l'ensemble des frais, puisque l'achat ne s'est fait que le 13 décembre 2016, après qu'elle ait été rencontrée par le Bureau. L'inspecteur général apprend ainsi que les contrats de vente n'ont pas été conclus le 25 novembre 2016, tel qu'indiqué, mais bien le 13 décembre 2016.

L'inspecteur général s'interroge donc sérieusement sur le contexte dans lequel ont été conclus ces contrats. D'autant plus que Brigitte Lévesque mentionne, le 1er décembre 2016, qu'« il faut être honnête, les towings sont pas à moi ».

Le 1er février 2017, Brigitte Lévesque est à nouveau rencontrée par le Bureau de l'inspecteur général. À ce moment, les contrats de remorquage obtenus par Remorquage BL sont alors en cours d'exécution. Brigitte Lévesque déclare qu'elle travaille encore pour Auto Cam 2000 en contrepartie d'un salaire de 340 $ par semaine pour s'occuper du volet administratif de l'entreprise, de la comptabilité, de la préparation de soumissions et de la facturation. Brigitte Lévesque ajoute qu'elle exécute exactement les mêmes fonctions au sein de Remorquage BL, à la seule différence qu'elle est actionnaire de la compagnie.

Il semble ainsi que le fonctionnement d'Auto Cam 2000 ait été reproduit sous Remorquage BL. D'ailleurs, Remorquage BL occupe les mêmes locaux et le même garage qu'Auto Cam 2000, le gérant des chauffeurs de Remorquage BL travaille également à ce titre pour Auto Cam 2000 et les employés affectés à l'exécution des contrats obtenus par Remorquage BL ont presque tous travaillé pour Auto Cam 2000 dans le passé. L'ensemble de ces faits est confirmé par Brigitte Lévesque dans sa réponse à l'Avis du Bureau de l'inspecteur général.

Lorsque questionnée sur le rôle occupé par Réal Tourigny, malgré une version changeante entre le 1er décembre 2016 et le 1er février 2017, Brigitte Lévesque admet que son conjoint lui porte assistance au niveau de l'entretien mécanique des remorqueuses, des commandes de pièces automobiles et de la répartition des remorqueuses. Dans sa réponse à l'Avis, Brigitte Lévesque précise cependant que les pièces automobiles ont été payées par Remorquage BL et que ce n'est pas Réal Tourigny qui effectue les réparations sur les remorqueuses.

Dans les faits, Réal Tourigny aide également financièrement Brigitte Lévesque pour soutenir les activités de Remorquage BL, sans qu'il n'y ait eu de discussion quant aux modalités de remboursement.

L'enquête révèle qu'Auto Cam 2000 assume presque la totalité des dépenses de Remorquage BL. Dans sa réponse à l'Avis, Brigitte Lévesque confirme ce fait.

Deux (2) virements importants d'Auto Cam 2000 totalisant 48 000 $ ont été utilisés par Remorquage BL pour payer les garanties de soumissions dans le cadre de l'appel d'offres 16-15716 et pour payer les frais d'assurance des remorqueuses. Auto Cam 2000 a également payé les frais de transactions effectuées au nom de Remorquage BL à la SAAQ et au BTM, ainsi qu'une partie de la paie d'un employé de Remorquage BL. Ces frais n'avaient toujours pas été remboursés par Remorquage BL en date du 1er février 2017.

Finalement, il apparaît que Remorquage BL n'avait toujours pas payé le coût d'achat des remorqueuses en date du 1er février 2017 et que l'entreprise ne débourse pas un sou pour l'utilisation des locaux et du garage d'Auto Cam 2000. Remorquage BL se sert même du réservoir d'essence appartenant à Auto Cam 2000 pour les remorqueuses qu'elle utilise sur les contrats de la Ville sans qu'un système permette de départager les quantités d'essence consommées par chaque entreprise.

Au total, l'enquête permet d'apprendre que 207 293,33 $ seraient dus par Remorquage BL à Auto Cam 2000.

Dans sa réponse à l'Avis du Bureau de l'inspecteur général, Brigitte Lévesque explique qu'elle procède actuellement au remboursement des sommes dues à Auto Cam 2000 au fur et à mesure qu'elle reçoit les versements de la Ville pour l'exécution des contrats obtenus. Les relevés du compte bancaire de Remorquage BL permettent de corroborer que le remboursement d'Auto Cam 2000 a débuté.

Ce n'est cependant qu'après avoir été rencontrée deux (2) fois par le Bureau de l'inspecteur général que le remboursement est amorcé. Mais, n'eût été de l'enquête menée par le Bureau de l'inspecteur général, aurait-ce été le cas ? L'inspecteur général se permet d'avoir de nombreuses réserves à cet égard, d'autant plus que Réal Tourigny et Brigitte Lévesque n'ont jamais discuté entre eux des modalités de remboursement.

Qui plus est, depuis le début de l'enquête, Brigitte Lévesque et Réal Tourigny ont posé plusieurs gestes visant à faire croire que l'entente intervenue entre eux était légitime. L'inspecteur général rappelle à ce titre qu'il a émis de sérieux doutes quant au fait que les contrats de vente n'auraient été conclus qu'après que le Bureau ait rencontré Brigitte Lévesque et Réal Tourigny le 1er décembre 2016 et auraient été antidatés au 25 novembre 2016.

Dans sa réponse à l'Avis du Bureau, Brigitte Lévesque explique qu'elle travaille toujours pour Auto Cam 2000, puisque les contrats obtenus par Remorquage BL sont saisonniers et que cela ne l'« empêche pas d'accomplir un travail respectueux envers la Ville ». Elle informe également l'inspecteur général qu'après que son conjoint ait perdu ses contrats de la Ville, elle a vu l'opportunité de se partir en affaires, car elle avait

acquis de l'expérience dans le domaine du remorquage en travaillant pour Auto Cam 2000.

À ce stade-ci, l'inspecteur général tient à préciser que Brigitte Lévesque a toujours offert sa collaboration aux représentants du Bureau lors de l'enquête et que Brigitte Lévesque ne semble pas avoir caché sa participation aux manœuvres entreprises par elle et Réal Tourigny à l'automne 2016.

Cependant, cela ne change pas la conclusion à laquelle en arrive l'inspecteur général.

Dans les faits, Remorquage BL agit comme façade pour Auto Cam 2000. Réal Tourigny s'est d'ailleurs sciemment retiré à titre de dirigeant et d'actionnaire de la compagnie et a transféré l'entreprise à sa conjointe. Les modifications inscrites au Registre des entreprises de Québec laissent croire que l'entreprise a été acquise par Brigitte Lévesque le 1er août 2016, avant que l'inspecteur général ait prononcé sa décision excluant Réal Tourigny et Auto Cam 2000 de la possibilité de conclure des contrats avec la Ville. Or, selon Brigitte Lévesque, cette date n'est pas exacte. Elle soutient que c'est plutôt à la mi-novembre qu'elle est devenue présidente et actionnaire de la compagnie créée par son conjoint, soit après la décision de l'inspecteur général. Selon l'inspecteur général, l'effet concret de la modification rétroactive au 1er août 2016 était de faire croire à l'absence de lien entre les manœuvres entreprises et la décision de l'inspecteur général du 26 septembre 2016.

L'inspecteur général conclut de l'ensemble des faits présentés que l'intention initiale de Réal Tourigny et Brigitte Lévesque était d'utiliser Remorquage BL pour pouvoir continuer à exercer les activités d'Auto Cam 2000 et obtenir des contrats de remorquage de la Ville de Montréal, en dépit de la décision de l'inspecteur général du 26 septembre 2016 et de l'inscription de la compagnie et de Réal Tourigny au *Registre des personnes écartées de la PGC* jusqu'au 25 septembre 2021.

7.3 Contrats de remorquage obtenus par Excavation Anjou inc.

L'enquête menée par l'inspecteur général révèle que l'entente intervenue entre Jean-Marc Lelièvre et Yvan Dubé constitue une manœuvre frauduleuse au sens de l'article 17 de la PGC. En effet, Excavation Anjou inc. est une entreprise utilisée comme prête-nom au profit de Jean-Marc Lelièvre et de Remorquage Taz inc., permettant ainsi à ces derniers de continuer à obtenir des contrats de remorquage de la Ville de Montréal, en dépit de la décision de l'inspecteur général du 26 septembre 2016 et de leur inscription au *Registre des personnes écartées de la PGC* jusqu'au 25 septembre 2021.

Les faits recueillis en cours d'enquête révèlent qu'après que l'inspecteur général ait recommandé son exclusion des contrats de la Ville le 26 septembre 2016, Jean-Marc Lelièvre a entrepris des démarches pour vendre la flotte de remorqueuses de Remorquage Taz inc. à Excavation Anjou inc.

Lorsqu'approché par Jean-Marc Lelièvre, Yvan Dubé savait que Jean-Marc Lelièvre avait été exclu de la possibilité de conclure des contrats avec la Ville. Malgré que son entreprise et lui-même n'aient jamais exercé d'activités dans le domaine du remorquage, Yvan Dubé finit par accepter la proposition de Jean-Marc Lelièvre, conditionnellement à ce qu'Excavation Anjou inc. obtienne des contrats de remorquage de la Ville de Montréal.

Dans la réponse à l'Avis transmise, l'avocat d'Excavation Anjou inc. invite l'inspecteur général à analyser la transaction conclue entre sa cliente et Remorquage Taz inc. en tenant compte d'une série de faits. D'abord, dit-il, la transaction a eu lieu deux (2) jours avant la date limite fixée à l'appel d'offres 16-15650 pour le dépôt des soumissions. Ensuite, souligne-t-il, Yvan Dubé s'est fait confirmer par un représentant de la Ville qu'il devait être propriétaire des remorqueuses qu'il entendait utiliser pour exécuter les contrats et qu'il pouvait les acheter de quiconque, même si cette personne avait été inscrite au *Registre des personnes écartées en vertu de la PGC*. Excavation Anjou inc. prétend ainsi qu'en toute logique, les contrats conclus ne pouvaient qu'être conditionnels à l'obtention de contrats de la Ville.

De l'avis de l'inspecteur général, ces arguments n'altèrent pas la conclusion à laquelle il en arrive, après une analyse attentive des faits recueillis en cours d'enquête. Excavation Anjou inc. pouvait effectivement acheter les remorqueuses de Remorquage Taz inc. afin d'exécuter les contrats de la Ville. Cependant, l'enquête permet de découvrir que dans les faits, Excavation Anjou inc. a servi de façade à Jean-Marc Lelièvre afin de contourner son exclusion de la Ville de Montréal.

En effet, l'enquête menée révèle beaucoup de confusion dans l'entente intervenue entre Jean-Marc Lelièvre et Yvan Dubé. Plusieurs contrats conclus à différents moments par Remorquage Taz inc./Sciage de Béton Métropole inc. et Excavation Anjou inc. visent l'achat des mêmes remorqueuses. D'abord, deux (2) contrats pour l'achat de vingt (20) remorqueuses sont signés le 29 octobre 2016 et sont inclus dans les documents de soumissions déposés par Excavation Anjou inc. dans le cadre de l'appel d'offres 16-15650. Ensuite, une dizaine de jours plus tard, soit le 11 novembre 2016, interviennent quatre (4) autres contrats pour la vente de quinze (15) de ces mêmes remorqueuses. Trois (3) de ces contrats ne sont pas signés et le prix d'une des remorqueuses a même varié. Puis, les 1er et 12 décembre 2016, deux (2) contrats supplémentaires sont signés pour l'achat de trois (3) remorqueuses, elles aussi déjà visées par les contrats du 29 octobre 2016.

Or seuls les quatre (4) contrats datés du 11 novembre 2016 sont comptabilisés dans le registre des fournisseurs d'Excavation Anjou inc. En date du 17 janvier 2017, aucune remorqueuse n'a été payée par Excavation Anjou inc. L'enquête permet même de démontrer que Jean-Marc Lelièvre et Yvan Dubé ne s'entendent pas sur le moment où Excavation Anjou inc. paiera Remorquage Taz inc. et Sciage de Béton Métropole inc. pour les remorqueuses achetées.

Les contrats conclus ne spécifient aucunement plusieurs éléments clés, soit les termes de la vente, les modalités de paiement ou encore la date de prise de possession des remorqueuses. Dans les faits, il s'avère que rien n'est en ordre.

D’autre part, l’inspecteur général observe que Jean-Marc Lelièvre et Remorquage Taz inc. assument de nombreuses dépenses d’Excavation Anjou inc. relativement aux activités de remorquage et qu’en date du 17 janvier 2017, les frais n’ont toujours pas été remboursés par Excavation Anjou inc.

En effet, en plus de ne s’être toujours pas fait payer le prix d’achat des remorqueuses, Remorquage Taz inc. a émis un chèque de 40 000 $ à Excavation Anjou inc. pour absorber le coût des garanties de soumission déposées par Excavation Anjou inc. dans le cadre de l’appel d’offres 16-15650. D’ailleurs, l’enquête a permis de découvrir que Jean-Marc Lelièvre et Yvan Dubé ont tenté de dissimuler ce paiement en faisant croire à l’achat d’une souffleuse.

Au chapitre des réparations et des inspections des remorqueuses, c’est Jean-Marc Lelièvre et les employés de Remorquage Taz inc. qui les effectuent, en absorbant les frais qu’elles engendrent. Les remorqueuses achetées par Excavation Anjou inc. sont aussi entreposées au garage de Remorquage Taz inc. sans qu’aucuns frais ne soient réclamés. Jean-Marc Lelièvre est également celui qui a procédé au lettrage des remorqueuses au nom d’Excavation Anjou inc. et payé le coût de cette opération.

Finalement, Jean-Marc Lelièvre a admis avoir lui-même payé, en argent comptant, presque la totalité des individus qui ont été affectés à l’exécution des contrats de remorquage de la Ville obtenus par Excavation Anjou inc. Bien qu’Yvan Dubé ait tenté de convaincre le Bureau de l’inspecteur général que c’est une agence de placement qui a payé les travailleurs, l’enquête révèle que ce n’est pas le cas et que, dans les faits, Yvan Dubé a plutôt entrepris des démarches pour créer cette agence après que les représentants de l’inspecteur général l’aient rencontré et confronté à l’enquête en cours.

En ce qui concerne les frais afférents aux transactions effectuées au BTM pour le compte d’Excavation Anjou inc., la confusion est telle que Jean-Marc Lelièvre et Yvan Dubé ne s’entendent même pas sur celui qui a effectué le paiement. D’après Jean-Marc Lelièvre, il a payé l’ensemble des frais qui s’élevaient à 4 221 $, alors que selon Yvan Dubé, Jean-Marc Lelièvre n’aurait payé qu’une partie, soit 1 221 $.

Un autre point qui amène l’inspecteur général à s’interroger sur l’identité de la personne qui exécute réellement les contrats de remorquage obtenus par Excavation Anjou inc. est le rôle joué par Jean-Marc Lelièvre à ce titre.

Yvan Dubé et Jean-Marc Lelièvre soutiennent que Jean-Marc Lelièvre est dorénavant un employé d’Excavation Anjou inc., malgré qu’aucun contrat de travail n’existe. Au surplus, l’enquête permet d’apprendre que ce n’est que lorsque le Bureau de l’inspecteur général a commencé à rencontrer certains représentants d’Excavation Anjou inc., que Jean-Marc Lelièvre a reçu sa première paie. Alors qu’il travaille pour Excavation Anjou inc. depuis le début de la saison hivernale 2016-2017, son premier chèque de paie – daté du 7 janvier 2017 – ne vise que la période du 1er au 7 janvier 2017 et a été préparé sous les ordres d’Yvan Dubé le 11 janvier 2017, en prenant soin de l’antidater.

La description des tâches effectuées par Jean-Marc Lelièvre – de la préparation des documents de soumission à l'exécution des contrats de remorquage – tend à conclure que Jean-Marc Lelièvre est plus qu'un simple employé.

En effet, Jean-Marc Lelièvre a, de son propre aveu, conseillé Yvan Dubé sur les informations clés à inscrire dans les documents de soumission déposés par Excavation Anjou inc. dans le cadre de l'appel d'offres 16-15650. Il lui a notamment indiqué les secteurs où l'entreprise devait soumissionner, le nombre de remorqueuses qu'elle devrait proposer et les tarifs horaires auxquels elle devrait soumissionner.

De plus, Jean-Marc Lelièvre agit comme représentant autorisé d'Excavation Anjou inc. au BTM, bénéficiant d'une procuration signée par Yvan Dubé le 2 décembre 2016. C'est ainsi Jean-Marc Lelièvre qui s'est présenté seul au BTM les 5 et 7 décembre 2016 pour obtenir le permis d'exploitation et les permis de transport de remorqueuses pour le compte d'Excavation Anjou inc.

Au niveau de l'exécution des contrats de remorquage de la Ville obtenus par Excavation Anjou inc., Jean-Marc Lelièvre est la personne en charge. De l'aveu de Jean-Marc Lelièvre, c'est lui qui s'occupe de tout. Il gère et surveille les opérations de remorquage, organise la répartition des remorqueuses, appelle les chauffeurs, s'occupe de la formation donnée aux chauffeurs, recueille et vérifie les feuilles de temps des chauffeurs, reçoit les appels de la Ville, effectue les réparations sur les remorqueuses, embauche le personnel et paie les travailleurs. Selon ses propres paroles, il fait « rouler la business pour donner le service à la Ville ». Finalement, ce sont des anciens employés de Remorquage Taz inc. qui travaillent pour Excavation Anjou inc. à l'exécution des contrats de remorquage.

Yvan Dubé semble délaisser les activités de remorquage menées par Excavation Anjou inc. au profit de Jean-Marc Lelièvre. Il lui laisse carte blanche sur les opérations de remorquage. Ce n'est d'ailleurs pas Yvan Dubé, mais bien Jean-Marc Lelièvre qui a déposé la soumission d'Excavation Anjou inc. et qui a assisté à l'ouverture des soumissions des appels d'offres 16-15650 et 16-15716.

Dans sa réponse à l'Avis, Excavation Anjou inc. déclare que l'expérience de Jean-Marc Lelièvre a été mise à contribution dans la préparation des soumissions et la mise en place des opérations, mais son avocat explique qu'il ne pouvait en être autrement étant donné que les activités principales menées par Excavation Anjou inc. ont toujours été reliées au déneigement. Excavation Anjou inc. confirme ainsi le rôle important joué par Jean-Marc Lelièvre, tant dans l'élaboration des soumissions que dans la mise en place des opérations de remorquage au sein de la compagnie. Sans lui, Excavation Anjou inc. n'aurait pas pu soumissionner aux appels d'offres 16-15650 et 16-15716.

L'inspecteur général est d'avis que le rôle assumé par Jean-Marc Lelièvre est un élément additionnel permettant de remettre en doute l'objectif poursuivi par l'entente intervenue entre Jean-Marc Lelièvre et Yvan Dubé.

Tout porte à croire que l'entente pour la vente des remorqueuses est simulée et vise à déguiser le véritable état des faits, afin de permettre à Jean-Marc Lelièvre d'opérer et de

continuer à obtenir des contrats de la Ville. Lorsque Jean-Marc Lelièvre et Yvan Dubé prétendent que Jean-Marc Lelièvre est dorénavant un employé d'Excavation Anjou inc., il semble que cela soit plutôt une manœuvre visant à faire croire au respect des dispositions de la PGC.

L'inspecteur général en conclut qu'une manœuvre frauduleuse au sens de l'article 17 de la PGC a été employée. Comment un vendeur peut-il notamment accepter de transférer la propriété de ses remorqueuses sans obtenir de paiement de l'acheteur ? Une telle façon de procéder défie les règles de prudence.

L'inspecteur général s'interroge ainsi sur le fait que les remorqueuses de Remorquage Taz inc. aient réellement été cédées à Excavation Anjou inc. D'ailleurs, plusieurs remorqueuses immatriculées au nom d'Excavation Anjou inc. qui arboraient encore le logo de Remorquage Taz inc. avaient même été utilisées sur des contrats obtenus par Excavation Anjou inc. Même Jacques Dubé, qui est le deuxième actionnaire d'Excavation Anjou inc. et le frère d'Yvan Dubé, affirme croire que sa compagnie sert de prête-nom pour les activités de remorquage de Remorquage Taz inc.

Dans sa réponse à l'Avis, Excavation Anjou inc., par l'entremise de son avocat, admet qu'il y a eu « un certain chevauchement des rôles et obligations de chacune des parties » pouvant laisser croire au fait que l'entreprise agit comme prête-nom pour Jean-Marc Lelièvre. L'avocat explique que la « situation chaotique » est due au court laps de temps entre la mise en place des activités de remorquage, l'obtention de contrats et le début des opérations. Il soutient qu'Yvan Dubé et Jacques Dubé entendent maintenant remédier à la situation et que c'est justement la raison pour laquelle ils ont retenu les services d'un avocat, pour « que cette nouvelle activité soit partie intégrante de Excavation Anjou inc. et qu'elle soit dirigée et contrôlée uniquement » par eux.

D'autre part, toujours dans sa réponse à l'Avis, Excavation Anjou inc. s'engage à finaliser le paiement des sommes dues à Remorquage Taz inc. d'ici la fin avril 2017, moment auquel Jean-Marc Lelièvre cessera de travailler pour la compagnie. L'entreprise s'engage également à transmettre les documents qui font état des démarches entreprises et prétend aujourd'hui que les gestes posés sont « le résultat d'une situation d'urgence mal gérée par les principaux intervenants ».

De l'avis de l'inspecteur général, ces éléments constituent une tentative de justifier *a posteriori* les faits révélés par l'enquête. Aujourd'hui, Excavation Anjou inc. informe l'inspecteur général qu'elle tentera de remédier à la situation « chaotique » et que l'activité de remorquage sera dorénavant réorganisée, en ayant recours aux services d'un avocat, pour être dirigée et contrôlée par Yvan Dubé et Jacques Dubé. Or, en cours d'enquête, jamais il ne fut question de réorganiser l'entreprise et de rembourser l'intégralité des sommes dues à Remorquage Taz inc. à la fin avril. De la même façon, alors qu'aujourd'hui, Excavation Anjou inc. mentionne que Jean-Marc Lelièvre ne travaillera plus pour l'entreprise en avril 2017, l'inspecteur général rappelle qu'Yvan Dubé indiquait au Bureau, lors de l'enquête, que Jean-Marc Lelièvre travaillerait pour Excavation Anjou inc., pour les deux (2) prochaines saisons hivernales, soit jusqu'en 2018.

Ce n'est donc que face aux résultats de l'enquête que l'entreprise et ses représentants se ravisent. Mais, n'eût été de l'enquête menée par le Bureau de l'inspecteur général, aurait-ce été le cas ? L'inspecteur général se permet d'en douter sérieusement.

L'inspecteur général tient à souligner les nombreuses contradictions exprimées par Jean-Marc Lelièvre et Yvan Dubé lors de leur entrevue respective. Ces derniers livrent non seulement des versions différentes, mais se contredisent dans leur propre version et reviennent sur leur parole à l'intérieur de la même rencontre avec le Bureau de l'inspecteur général. À la fois Jean-Marc Lelièvre et Yvan Dubé apparaissent comme étant non crédibles aux yeux de l'inspecteur général. Lorsque confrontés à certains faits, tous deux (2) tentent de se justifier et de trouver une stratégie pour légitimer leurs actions.

7.4 Contrats de remorquage obtenus par 9499237 Canada inc.

Tout comme ce fût le cas pour Remorquage Taz inc. et Excavation Anjou inc., l'enquête menée par l'inspecteur général révèle que l'entente intervenue entre Steve Lenfesty et Raymond Lizotte constitue une manœuvre frauduleuse au sens de l'article 17 de la PGC. En effet, 9499237 Canada inc. est une entreprise utilisée comme prête-nom au profit de Steve Lenfesty et de Remorquage Mobile, permettant ainsi à ces derniers de continuer à obtenir des contrats de remorquage de la Ville de Montréal, en dépit de la décision de l'inspecteur général du 26 septembre 2016 et de leur inscription au *Registre des personnes écartées de la PGC* jusqu'au 25 septembre 2021.

Au surplus, l'enquête démontre que 9499237 Canada inc. a transmis à la Ville de Montréal à la fois de faux renseignements et des documents falsifiés dans le cadre de l'appel d'offres 16-15716, afin de dissimuler que dans les faits, Remorquage Mobile agit à titre de sous-traitant pour 9499237 Canada inc., en contravention de l'article 19 de la PGC.

Selon les faits recueillis lors de l'enquête, après que l'inspecteur général ait recommandé son inscription au *Registre des personnes écartées en vertu de la PGC*, Steve Lenfesty a approché son ami de longue date, Raymond Lizotte, afin de lui offrir de louer ou d'acheter les remorqueuses appartenant à Remorquage Mobile. Les individus ont alors décidé de procéder par location, plutôt que par achat.

Au total, quatorze (14) à quinze (15) remorqueuses de Remorquage Mobile ont été louées à 9499237 Canada inc., alors que celle-ci ne menait aucune activité économique depuis sa création, le 4 novembre 2015.

Déjà à ce stade-ci, les versions livrées par Steve Lenfesty et Raymond Lizotte divergent. Selon Steve Lenfesty, au 25 janvier 2017, le coût de location des remorqueuses n'avait toujours pas été déterminé, alors que Raymond Lizotte déclare que chaque remorqueuse est louée au prix de 25 $ de l'heure.

Le rôle détenu par Steve Lenfesty au sein de 9499237 Canada inc. confirme que, dans les faits, celui-ci continue d'exécuter des contrats de remorquage de la Ville de Montréal,

comme c'était le cas sous Remorquage Mobile, à l'époque où il n'était pas inscrit au *Registre des personnes écartées en vertu de la PGC*.

Malgré les versions changeantes données par Steve Lenfesty et ses tentatives d'atténuer son rôle, l'inspecteur général retient des faits recueillis en cours d'enquête que Steve Lenfesty a participé à l'élaboration des documents de soumission déposés par 9499237 Canada inc. à l'appel d'offres 16-15716.

De plus, l'enquête révèle que Steve Lenfesty gère l'ensemble des activités de remorquage menées par 9499237 Canada inc. De son propre aveu, c'est lui qui supervise les opérations de remorquage, s'occupe de la répartition des remorqueuses, publie des annonces dans les journaux visant l'embauche de personnel, accompagne Raymond Lizotte aux réunions tenues par les arrondissements avec lesquels 9499237 Canada inc. a des contrats de remorquage et reçoit les appels des employés de la compagnie lorsqu'ils désirent se faire payer. C'est également Steve Lenfesty qui explique à Raymond Lizotte comment fonctionne le remorquage.

D'ailleurs, les employés de 9499237 Canada inc. attitrés à l'exécution des contrats de remorquage de la Ville sont, presque en totalité, d'anciens employés de Remorquage Mobile. C'est même la secrétaire de Remorquage Mobile qui recueille les feuilles de temps des employés. Quant aux autres employés embauchés par 9499237 Canada inc., ils ont été recrutés via une annonce publiée dans les journaux par Steve Lenfesty dans laquelle il apparaissait comme étant la personne contact.

Steve Lenfesty est finalement le représentant autorisé de 9499237 Canada inc. auprès du BTM, bénéficiant d'une procuration signée par Raymond Lizotte le 6 décembre 2016.

D'autre part, Steve Lenfesty et Remorquage Mobile sont ceux qui financent réellement les activités de 9499237 Canada inc. Alors qu'en date du 25 janvier 2017, 9499237 Canada inc. n'a toujours pas payé pour la location des remorqueuses, l'ensemble des dépenses de la compagnie est assumé par Steve Lenfesty et Remorquage Mobile. Steve Lenfesty admet ne s'être toujours pas fait rembourser les frais déboursés pour les annonces dans les journaux, les frais de transfert de propriété des remorqueuses à la SAAQ et les frais engendrés par les transactions effectuées au BTM. De plus, les remorqueuses immatriculées au nom de 9499237 Canada inc. sont entreposées au garage de Remorquage Mobile et sont réparées par Steve Lenfesty, sans qu'aucuns frais ne soient chargés à cet égard.

Steve Lenfesty explique la situation en disant que 9499237 Canada inc. ne possède pas encore de liquidités et soutient qu'il est « normal » qu'il absorbe tous les coûts, alors qu'il ne s'agit pourtant pas de sa compagnie.

Tout porte à croire que l'entente intervenue entre Steve Lenfesty et Raymond Lizotte vise à permettre à Steve Lenfesty et à Remorquage Mobile d'opérer et de continuer à obtenir des contrats de la Ville. En effet, comment Steve Lenfesty peut-il accepter d'assumer les dépenses d'une compagnie ne lui appartenant pas, alors qu'il déclare lui-même ne pas recevoir de salaire pour le travail effectué au sein de 9499237 Canada inc. ?

Mais il y a plus. Alors que 9499237 Canada inc. se présente auprès de la Ville de Montréal comme étant le véritable propriétaire des remorqueuses utilisées pour exécuter les contrats de remorquage obtenus, l'enquête révèle qu'en réalité, l'entreprise loue plutôt les remorqueuses de Remorquage Mobile, une entreprise inscrite au *Registre des personnes écartées en vertu de la PGC*.

Steve Lenfesty et Raymond Lizotte admettent tous deux (2) que malgré que les remorqueuses aient été transférées au nom de 9499237 Canada inc. à la SAAQ, leur entente stipule que 9499237 Canada inc. loue les remorqueuses de Remorquage Mobile.

Les certificats d'immatriculation de la SAAQ attestant du transfert de propriété des remorqueuses utilisées par 9499237 Canada inc. pour exécuter les contrats de remorquage obtenus ne s'avèrent être qu'un écran. Malgré une propriété « sur papier », dans les faits l'entente intervenue entre Steve Lenfesty et Raymond Lizotte visait la location des remorqueuses possédées par Remorquage Mobile.

9499237 Canada inc. a fourni à la Ville les certificats d'immatriculation des remorqueuses, dans le cadre de l'appel d'offres 16-15716, à titre de preuve de propriété. Raymond Lizotte justifie cette façon de procéder en prétendant que les documents d'appel d'offres exigeaient que les remorqueuses soient enregistrées au nom du soumissionnaire. Cependant, une analyse de ces documents révèle que tel n'était pas le cas et que la Ville acceptait que les soumissionnaires louent les remorqueuses utilisées.

Cependant, 9499237 Canada inc. ne pouvait pas louer les remorqueuses de Remorquage Mobile sur les contrats obtenus de la Ville, puisque sinon l'entreprise se serait trouvée à octroyer un sous-contrat à une entreprise inscrite au *Registre des personnes écartées en vertu de la PGC*, contrevenant ainsi à l'article 19 de la PGC.

L'inspecteur général conclut ainsi que 9499237 Canada inc. a fourni de faux renseignements à la Ville dans le cadre du processus d'adjudication des contrats au sens de l'article 57.1.10 de la Charte, en transmettant des certificats d'immatriculation laissant croire que les remorqueuses lui appartenaient alors qu'elles étaient toujours propriété de Remorquage Mobile. Au surplus, l'inspecteur général estime que, dans les faits, Remorquage Mobile agit à titre de sous-traitant pour 9499237 Canada inc. et qu'ainsi 9499237 Canada inc. se trouve en situation de contravention à l'égard de l'article 19 de la PGC. Aux yeux de l'inspecteur général, cette situation constitue également une manœuvre frauduleuse au sens de l'article 17 de la PGC.

Et ce n'est pas tout. L'enquête révèle que des documents falsifiés ont également été fournis à la Ville de Montréal par 9499237 Canada inc. dans le cadre de l'appel d'offres 16-15716, puisque Steve Lenfesty a contrefait la signature de Raymond Lizotte à la fois sur le formulaire de soumission déposé et sur les certificats d'immatriculation des remorqueuses transmis.

Ici encore, l'inspecteur général tient à souligner les nombreuses contradictions exprimées par Steve Lenfesty et Raymond Lizotte lors de leurs entrevues respectives. Ces derniers livrent non seulement des versions différentes sur certains sujets, mais se

contredisent également dans leur propre version en revenant sur leurs propos. Steve Lenfesty et Raymond Lizotte apparaissent comme étant non crédibles aux yeux de l'inspecteur général. Lorsque confrontés aux faits accablants, tous deux (2) tentent de se justifier et de trouver une stratégie pour légitimer leurs actions.

8. Conclusions

Il est important de souligner que le Bureau de l'inspecteur général exerce une vigie constante des dossiers qu'il a enquêtés et dans lesquels il est intervenu, que ce soit par le biais d'un rapport de recommandation, d'une décision ou d'une intervention à l'interne sans qu'un rapport public n'ait été déposé.

Dès le lendemain du prononcé de la décision du 26 septembre 2016, l'inspecteur général a décidé d'effectuer une surveillance des activités menées par Jean-Marc Lelièvre, Steve Lenfesty et Réal Tourigny de même que par leurs entreprises respectives. Déjà, l'inspecteur général voulait éviter que ces personnes aient recours à des manœuvres et tentent d'obtenir à nouveau des contrats de la Ville de Montréal.

Le travail d'enquête a ainsi continué et a permis d'amasser de nombreux renseignements avant même que les personnes visées par l'enquête soient rencontrées. Ces informations se sont avérées extrêmement utiles et ont permis de réaliser que les justifications données *a posteriori* lors des rencontres avec les représentants de l'inspecteur général ne tenaient pas la route. Rapidement, il est apparu évident que les gestes posés par Jean-Marc Lelièvre, Yvan Dubé, Steve Lenfesty, Raymond Lizotte, Réal Tourigny et Brigitte Lévesque constituaient des tentatives de protéger leurs intérêts et de trouver une stratégie pour s'en sortir lorsqu'ils étaient confrontés aux faits accablants présentés devant eux.

Compte tenu de l'ensemble des faits décrits en abondance dans la présente décision, l'inspecteur général conclut de la preuve recueillie que les soumissions déposées par Excavation Anjou inc., 9499237 Canada inc. et Remorquage BL dans le cadre des appels d'offres 16-15650 et 16-15716 contreviennent toutes à l'article 17 de la PGC.

Les arrangements intervenus constituent de véritables manœuvres frauduleuses ayant pour objectif de masquer la réelle identité des personnes exécutant les contrats de la Ville de Montréal. Les accords conclus visaient tous à permettre aux entrepreneurs inscrits sur le *Registre des personnes écartées en vertu de la PGC*, soit Jean-Marc Lelièvre (Remorquage Taz inc.), Steve Lenfesty (Remorquage Mobile) et Réal Tourigny (Auto Cam 2000) de continuer leurs opérations de remorquage auprès de la Ville, via de nouvelles entreprises, comme si de rien n'était.

Ainsi, les soumissions déposées par Excavation Anjou inc. (appels d'offres 16-15650 et 16-15716), 9499237 Canada inc. (appel d'offres 16-15716) et Remorquage BL (appel d'offres 16-15716) ne respectent pas les exigences des documents d'appels d'offres au sens de l'article 57.1.10 de la Charte.

Au surplus, la soumission déposée par 9499237 Canada inc. dans le cadre de l'appel d'offres 16-15716 contrevient à l'article 19 de la PGC, puisque dans les faits, 9499237 Canada inc. se trouve à louer les remorqueuses à Remorquage Mobile. L'entreprise a ainsi recours à un sous-traitant qui a été écarté de tout appel d'offres et de la possibilité de conclure un contrat gré à gré avec la Ville.

Finalement, la soumission déposée par 9499237 Canada inc. dans le cadre de l'appel d'offres 16-15716 contient de faux renseignements et des documents falsifiés au sens de l'article 57.1.10 de la Charte. En effet, au cours du processus de passation des contrats, l'entreprise a fourni à la Ville des documents selon lesquels elle était propriétaire des remorqueuses, dissimulant ainsi la véritable entente intervenue entre elle et Remorquage Mobile. De la même façon, la signature de Raymond Lizotte apparaissant dans le formulaire de soumission de 9499237 Canada inc. et dans les certificats d'immatriculation des remorqueuses délivrés par la SAAQ a été falsifiée et contrefaite par Steve Lenfesty. Des documents falsifiés ont ainsi été transmis à la Ville par 9499237 Canada inc. dans le cadre de l'appel d'offres 16-15716.

L'inspecteur général estime que les faits révélés en cours d'enquête sont graves et démontrent de façon flagrante les manœuvres frauduleuses employées par Jean-Marc Lelièvre (Remorquage Taz inc.) et Yvan Dubé (Excavation Anjou inc.), Steve Lenfesty (Remorquage Mobile) et Raymond Lizotte (9499237 Canada inc.), ainsi que Réal Tourigny (Auto Cam 2000) et Brigitte Lévesque (Remorquage BL/9335-5139 Québec inc.).

Les manœuvres frauduleuses employées par les entrepreneurs ont été utilisées non seulement pour permettre aux entrepreneurs inscrits sur le *Registre des personnes écartées en vertu de la PGC* de continuer à obtenir des contrats de la Ville, mais pire encore, ces manœuvres leur ont permis de réobtenir les secteurs de remorquage qu'ils s'étaient vu accorder et dont les contrats avaient été résiliés suite à la décision de l'inspecteur général du 26 septembre 2016.

En effet, après une recherche dans les dossiers décisionnels de la Ville, l'inspecteur général a été surpris d'apprendre qu'après que la Ville soit retournée en appel d'offres, Excavation Anjou inc., 9499237 Canada inc. et Remorquage BL (9335-5139 Québec inc.) ont réussi à conserver des secteurs pour lesquels Remorquage Taz inc., Remorquage Mobile et Auto Cam 2000 avaient vu leurs contrats être résiliés à l'automne 2016.

Anciens adjudicataires	Arrondissement	Nouvel appel d'offres lancé	Nouveaux adjudicataires
Remorquage Taz inc. suite à l'appel d'offres 15-14685 pour 3 remorqueuses	Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles	**16-15650**	**Excavation Anjou inc.** pour 2 remorqueuses. (Sommaire décisionnel 1162726032)
Remorquage Taz inc. suite à l'appel d'offres 15-14538 pour 4 remorqueuses	Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension	**16-15650**	**Excavation Anjou inc.** pour 4 remorqueuses. (Sommaire décisionnel 1164969007)
Remorquage Taz inc. suite à l'appel d'offres 14-14050 pour 6 remorqueuses	Ville-Marie	**16-15650**	**Excavation Anjou inc.** pour 4 remorqueuses. (Sommaire décisionnel 1167203013)
Remorquage Taz inc. suite à l'appel d'offres 15-14685 pour 3 remorqueuses	Le Plateau-Mont-Royal	**16-15650**	**Excavation Anjou inc.** pour 3 remorqueuses. (Sommaire décisionnel 1167521001)
Auto Cam 2000 suite à l'appel d'offres 15-14628 pour 6 remorqueuses	Rosemont–La Petite-Patrie	**16-15716**	**Remorquage BL** pour 4 remorqueuses. (Sommaire décisionnel 1166957005)
		16-15650	**Excavation Anjou inc.** pour 2 remorqueuses. (Sommaire décisionnel 1166957005)
Remorquage Mobile suite à l'appel d'offres 13-13149 pour 4 remorqueuses	Sud-Ouest	**16-15716**	**9499237 Canada inc.** pour 4 remorqueuses. (Sommaire décisionnel 1160663005)
Remorquage Mobile suite à l'appel d'offres TP-TECH-2011-16 pour 4 remorqueuses	Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce	**16-15716**	**9499237 Canada inc.** pour 2 remorqueuses. (Sommaire décisionnel 1164795003)
			Remorquage BL pour 2 remorqueuses. (Sommaire décisionnel 1164795003)
Remorquage Mobile suite aux appels d'offres 15-14685 et 15-14622 pour 4 remorqueuses	LaSalle	**16-15716**	**Remorquage BL** pour 4 remorqueuses. (Sommaire décisionnel 2173837001)
Remorquage Mobile suite à l'appel d'offres 15-14685	Montréal-Nord	**16-15716**	**Excavation Anjou inc.** pour 2 remorqueuses. (Sommaire décisionnel 1163602021)
			Remorquage BL pour 1 remorqueuse. (Sommaire décisionnel 1163602021)

Les gestes posés par les entrepreneurs constituent un véritable affront aux décisions de l'inspecteur général, mais également aux mesures mises en place par la Ville de Montréal pour empêcher Jean-Marc Lelièvre, Steve Lenfesty et Réal Tourigny d'obtenir des contrats de la Ville. Les gestes posés visent à contourner la décision du conseil municipal d'inscrire ces entrepreneurs et leurs compagnies respectives au *Registre des personnes écartées en vertu de la PGC* jusqu'au 25 septembre 2021, décision qui fût prise conformément aux recommandations formulées en ce sens par l'inspecteur général dans sa décision du 26 septembre 2016.

Le législateur a accordé une grande importance à l'autorité de l'inspecteur général. Il prévoit notamment que quiconque entrave ou tente d'entraver l'exercice des fonctions de l'inspecteur général, en le trompant, refusant de lui fournir un renseignement ou en détruisant un renseignement pertinent à l'exercice de son mandat, commet une infraction pénale punissable par amende[11].

L'inspecteur général rappelle que sa mission est notamment de s'assurer du respect des mesures mises en place par la Ville, particulièrement en ce qui a trait à la lutte contre la collusion et aux autres manœuvres frauduleuses qui nuisent à la saine concurrence. En l'espèce, en ajoutant Jean-Marc Lelièvre, Steve Lenfesty et Réal Tourigny, ainsi que leurs compagnies respectives, au *Registre des personnes écartées en vertu de la PGC*, les élus avaient agi afin de protéger l'intégrité des processus contractuels à la Ville de Montréal. Or les entrepreneurs ont ici sciemment contourné la décision des élus.

De l'avis de l'inspecteur général, les faits révélés par l'enquête menée justifient, sans aucun doute, la résiliation **de tous les contrats octroyés par la Ville de Montréal** à Excavation Anjou inc., 9499237 Canada inc. et 9335-5139 Québec inc., mais également l'exclusion des personnes suivantes de tout appel d'offres et de la possibilité de conclure des contrats de gré à gré avec la Ville pendant une période de cinq (5) ans :

- les entreprises cocontractantes avec la Ville, en vertu des articles 32 (3) et 34 de la PGC, soit : Excavation Anjou inc., 9499237 Canada inc. et Remorquage BL (9335-5139 Québec inc.).
- les personnes liées à ces entreprises qui ont posé un geste contraire à la PGC, en vertu de l'article 35 de la PGC, soit : Yvan Dubé, Raymond Lizotte et Brigitte Lévesque.
- toutes les personnes morales et sociétés dont Yvan Dubé, Raymond Lizotte et Brigitte Lévesque sont des personnes liées.

En ce qui concerne la formulation de recommandations à l'égard de Jean-Marc Lelièvre, Steve Lenfesty et Réal Tourigny, l'inspecteur général fait face à plusieurs obstacles.

[11] Articles 57.1.16 de la Charte.

D’abord, l’inspecteur général observe que Jean-Marc Lelièvre, Steve Lenfesty et Réal Tourigny n’étaient pas soumis à la PGC dans le cadre des appels d’offres 16-15650 et 16-15716, puisqu’ils ne sont pas considérés comme étant des « personnes liées » à un soumissionnaire ou à un cocontractant de la Ville. En effet, la PGC définit ainsi l’expression « personne liée » :

> « lorsqu'il s'agit d'une personne morale, un de ses administrateurs ou un de ses dirigeants de même que la personne qui détient des actions de son capital-actions qui lui confèrent au moins 10 % des droits de vote, pouvant être exercés en toutes circonstances rattachés aux actions de la personne morale et, lorsqu'il s'agit d'une société en nom collectif, en commandite ou en participation, un de ses associés ou un de ses dirigeants. »

Dans un deuxième temps, l’inspecteur général constate qu’il n’existe pas de principe de gradation des sanctions au sein de la PGC. Ainsi, une personne qui est déjà écartée de la possibilité de conclure des contrats avec la Ville et qui commet, alors qu’elle est inscrite au *Registre des personnes écartées en vertu de la PGC*, de nouvelles manœuvres contraires aux dispositions de la PGC, ne se voit pas imposer de pénalité supplémentaire.

L’inspecteur général déplore cette situation, puisque tel que l’enquête a permis de le révéler, ces personnes n’ont maintenant plus rien à perdre et peuvent tenter, en toute impunité, de contrevenir de nouveau à la PGC, sans que leur période d’exclusion ne soit élargie.

Compte tenu du libellé de la PGC, l’inspecteur général ne peut pas recommander que Jean-Marc Lelièvre, Steve Lenfesty et Réal Tourigny, ainsi que leurs compagnies respectives, fassent l’objet de sanctions supplémentaires.

L’inspecteur général estime pourtant que les personnes inscrites au *Registre des personnes écartées en vertu de la PGC* qui tentent de continuer d’obtenir des contrats de la Ville, en contournant les mesures mises en place par le conseil municipal de la Ville, ne devraient plus avoir le droit de contracter avec la Ville de Montréal. En défiant ainsi les décisions des élus et de l’inspecteur général, le lien de confiance nécessaire à l’établissement d’une relation contractuelle est irrémédiablement rompu.

Tel que le démontrent les résultats de la présente enquête, il est impératif de prendre des mesures hautement dissuasives afin de s’assurer que l’ensemble des démarches entreprises en vue de lutter contre la collusion, la corruption et les manœuvres frauduleuses dans le cadre de la passation et de l’exécution des contrats soit respecté.

L’inspecteur général considère ainsi que certaines modifications devraient être apportées à la PGC. L’inspecteur général recommande activement à la Ville de Montréal d’entreprendre une nouvelle révision de la PGC et d’évaluer, en l’espèce, les recours et sanctions disponibles contre Jean-Marc Lelièvre, Steve Lenfesty et Réal Tourigny.

Compte tenu des faits recueillis en cours d’enquête, l’inspecteur général estime que lors de la révision de la PGC, l’Administration municipale devrait se repencher sur la

définition donnée à « personne liée » et évaluer la possibilité que des personnes contrevenant à la PGC pendant leur période d'exclusion, alors qu'elles ne sont pas liées aux soumissionnaires ou aux cocontractants de la Ville, puissent faire l'objet de sanctions additionnelles, notamment au regard de leur exclusion de la Ville.

L'Administration municipale est également invitée à examiner les liens de nature à entraîner le rejet d'une soumission et la résiliation d'un contrat déjà octroyé en vertu de la PGC. Notamment, il serait utile d'examiner la possibilité d'ajouter, comme motif de rejet des soumissions, de résiliation des contrats et d'inscription au *Registre des personnes écartées en vertu de la PGC*, le fait que le soumissionnaire soit financé, dans ses activités courantes liées à l'exécution des contrats de la Ville, par une personne ou une entreprise écartée de la possibilité de conclure des contrats avec la Ville.

Finalement, au terme de ses vérifications et de son enquête, l'inspecteur général estime que des contraventions à des lois fédérales et du Québec impliquant de la collusion et de la fraude pourraient avoir été commises par certains entrepreneurs. Conformément à sa loi habilitante, l'inspecteur général dénoncera les situations observées à l'Unité permanente anticorruption (ci-après : UPAC).

Au surplus, l'inspecteur général transmettra à l'Autorité des marchés financiers certains renseignements pertinents eu égard à son mandat relatif à l'émission d'une autorisation préalable à l'obtention de contrats ou de sous-contrats publics.

En effet, la Charte, à son article 57.1.18, stipule ce qui suit :

> **57.1.18.** L'inspecteur général doit, s'il estime qu'une contravention à une disposition d'une loi fédérale ou du Québec ou à un règlement pris en application d'une telle loi impliquant de la corruption, de la malversation, de la collusion, de la fraude ou du trafic d'influence dans, entre autres, la passation ou l'exécution de contrats pourrait avoir été commise, effectuer sans délai une dénonciation au commissaire à la lutte contre la corruption.
> En outre, il transmet à l'Autorité des marchés financiers tout renseignement qui peut lui être pertinent eu égard à son mandat en vertu du chapitre V.2 de la Loi sur les contrats des organismes publics (chapitre C-65.1).

POUR CES MOTIFS,

L'inspecteur général

> **RÉSILIE l'ensemble des contrats** accordés par la Ville de Montréal à **Excavation Anjou inc.**, notamment les suivants.

RÉSILIE le contrat accordé à **Excavation Anjou inc.** suite à l'appel d'offres **16-15650** pour le remorquage de véhicules dans l'**arrondissement du Plateau-Mont-Royal** le 5 décembre 2016, pour un montant total de 313 364,36 $.

RÉSILIE le contrat accordé à **Excavation Anjou inc.** suite à l'appel d'offres **16-15650** pour le remorquage de véhicules dans l'**arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie** le 6 décembre 2016, pour un montant total de 108 996,30 $.

RÉSILIE le contrat accordé à **Excavation Anjou inc.** suite à l'appel d'offres **16-15650** pour le remorquage de véhicules dans l'**arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** le 5 décembre 2016, pour un montant total de 544 521,60 $.

RÉSILIE le contrat accordé à **Excavation Anjou inc.** suite à l'appel d'offres **16-15650** pour le remorquage de véhicules dans l'**arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles** le 15 décembre 2016, pour un montant total de 73 510,42 $.

RÉSILIE le contrat accordé à **Excavation Anjou inc.** suite à l'appel d'offres **16-15650** pour le remorquage de véhicules dans l'**arrondissement de Ville-Marie** le 14 février 2017, pour un montant total de 231 789,60 $.

RÉSILIE le contrat accordé à **Excavation Anjou inc.** suite à l'appel d'offres **16-15716** pour le remorquage de véhicules dans l'**arrondissement de Montréal-Nord** le 16 décembre 2016, pour un montant total de 45 415,13 $.

RÉSILIE l'ensemble des contrats accordés par la Ville de Montréal à **9499237 Canada inc.**, notamment les suivants.

RÉSILIE le contrat accordé à **9499237 Canada inc.** suite à l'appel d'offres **16-15716** pour le remorquage de véhicules dans l'**arrondissement du Sud-Ouest** le 15 décembre 2016, pour un montant total de 268 581,60 $.

RÉSILIE le contrat accordé à **9499237 Canada inc.** suite à l'appel d'offres **16-15716** pour le remorquage de véhicules dans l'**arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce** le 16 janvier 2017, pour un montant total de 212 473,00 $.

RÉSILIE l'ensemble des contrats accordés par la Ville de Montréal à **Remorquage BL (9335-5139 Québec inc.)**, notamment les suivants.

RÉSILIE le contrat accordé à **Remorquage BL (9335-5139 Québec inc.)** suite à l'appel d'offres **16-15716** pour le remorquage de véhicules dans l'**arrondissement de Montréal-Nord** le 16 décembre 2016, pour un montant total de 22 995,00 $.

RÉSILIE le contrat accordé à **Remorquage BL (9335-5139 Québec inc.)** suite à l'appel d'offres **16-15716** pour le remorquage de véhicules dans

l'**arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie** le 16 décembre 2016, pour un montant total de 220 752,00 $.

RÉSILIE le contrat accordé à **Remorquage BL (9335-5139 Québec inc.)** suite à l'appel d'offres **16-15716** pour le remorquage de véhicules dans l'**arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce** le 16 décembre 2016, pour un montant total de 220 752,00 $.

RÉSILIE le contrat accordé à **Remorquage BL (9335-5139 Québec inc.)** suite à l'appel d'offres **16-15716** pour le remorquage de véhicules dans l'**arrondissement de LaSalle** le 20 février 2017, pour un montant total de 91 980,00 $.

INFORME la Ville de Montréal de la commission d'actes contraires à la *Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal*, par **Jean-Marc Lelièvre (Remorquage Taz inc.), Steve Lenfesty (Remorquage Mobile), Réal Tourigny (Auto Cam 2000), Yvan Dubé (Excavation Anjou inc.), Raymond Lizotte (9499237 Canada inc.) et Brigitte Lévesque (Remorquage BL aussi connu sous le nom de 9335-5139 Québec inc.)**, dans le cadre des appels d'offres **16-15650 et 16-15716**.

RECOMMANDE que, conformément aux dispositions de la *Politique de gestion contractuelles de la Ville de Montréal*, **Excavation Anjou inc., 9499237 Canada inc., Remorquage BL (9335-5139 Québec inc.), Yvan Dubé, Raymond Lizotte et Brigitte Lévesque, ainsi que toute personne morale et/ou société auxquelles ils sont liés** soient écartés de tout appel d'offres, de tout sous-contrat et de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville de Montréal **pendant cinq (5) années**, à compter de la date de la présente décision.

RECOMMANDE que certaines modifications soient rapidement apportées à la *Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal* et que la Ville de Montréal évalue les recours et sanctions possibles contre **Jean-Marc Lelièvre (Remorquage Taz inc.), Steve Tourigny (Remorquage Mobile) et Réal Tourigny (Auto Cam 2000)**.

DÉNONCE les situations observées au commissaire à la lutte contre la corruption.

TRANSMET les renseignements recueillis à l'Autorité des marchés financiers.

TRANSMET, en vertu de l'article 57.1.10 de la *Charte de la Ville de Montréal*, une copie de cette décision au **maire de la Ville** ainsi qu'au **greffier** afin que celui-ci l'achemine aux conseils concernés de la Ville, en l'occurrence le **conseil municipal de la Ville de Montréal et les conseils d'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, de Rosemont–La Petite-Patrie, de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, de Rivière-**

des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, de Ville-Marie, de Montréal-Nord, du Sud-Ouest, de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce et de LaSalle.

L'inspecteur général,



Denis Gallant, *Ad. E.*

Montréal

Commission permanente sur l'inspecteur général

Commentaires et recommandations faisant suite au Rapport de recommandations de l'inspecteur général visant divers contrats octroyés (ou prévus d'être octroyés) à l'organisme à but non lucratif Montréal en histoires dans le cadre du 375e anniversaire de Montréal

Rapport déposé au conseil municipal
le 27 mars 2017

Rapport déposé au conseil d'agglomération
le 30 mars 2017

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

La commission permanente sur l'inspecteur général

Présidente

Mme Lorraine Pagé
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Vice-présidents

M. Richard Bergeron
Arrondissement de Ville-Marie

M. Benoit Dorais
Arrondissement Le Sud-Ouest

Mme Erika Duchesne
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Edgar Rouleau
Cité de Dorval

Membres

Mme Manon Barbe
Arrondissement de LaSalle

M. Éric Alan Caldwell
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Manon Gauthier
Arrondissement de Verdun

M. Jean-Marc Gibeau
Arrondissement de Montréal-Nord

M. Beny Masella
Ville de Montréal-Ouest

Mme Marie-Andrée Mauger
Arrondissement de Verdun

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Montréal, le 27 mars 2017

M. Denis Coderre
Maire de Montréal
Membres des conseils municipal et d'agglomération
Hôtel de ville de Montréal
275, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Mesdames,
Messieurs,

Conformément aux règlements 14-013 et RCG 14-014, la Commission permanente sur l'inspecteur général a l'honneur de déposer au conseil municipal ses commentaires et recommandations faisant suite au dépôt par l'inspecteur général du Rapport de recommandations visant divers contrats octroyés (ou prévus d'être octroyés) à l'organisme à but non lucratif Montréal en histoires dans le cadre du 375e anniversaire de Montréal.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

(ORIGINAL SIGNÉ)

Lorraine Pagé
Présidente

(ORIGINAL SIGNÉ)

Pierre G. Laporte
Secrétaire recherchiste

MISE EN CONTEXTE

Le 5 décembre 2016, le Bureau de l'inspecteur général (BIG) a rendu public un rapport portant sur divers contrats octroyés (ou prévus être octroyés) à l'organisme à but non lucratif (OBNL) Montréal en histoires (MEH) dans le cadre du 375e anniversaire de Montréal. Ce rapport porte sur des contrats et projets de contrats émanant des arrondissements de Lachine et du Sud-Ouest ainsi que du Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal (SGPVMR). Le rapport a aussi été déposé au conseil municipal à sa séance du 19 décembre 2016.

Il est à noter qu'à la suite du dépôt du Rapport du BIG, les arrondissements de Lachine et du Sud-Ouest ont résilié les contrats les liant à MEH. Dans le cas du contrat avec le SGPVMR, l'Administration n'a pas donné suite au processus d'octroi de gré à gré.

L'inspecteur général, Me Denis Gallant a exposé à la Commission ses conclusions quant à ces trois contrats, ainsi que les recommandations s'adressant aux conseils municipal et d'agglomération et portant sur les interventions du Service des affaires juridiques (SAJ) dans les dossiers d'octroi de contrats de gré à gré avec des OBNL.

Les membres de la Commission ont, par la suite, poursuivi leur analyse et convenu des recommandations consignées au présent rapport.

LE RAPPORT DE RECOMMANDATIONS DE l'INSPECTEUR GÉNÉRAL

L'enquête du BIG a révélé que l'organisme à but non lucratif Montréal en histoires (MEH) a obtenu des contrats alors qu'il n'était pas en mesure de réaliser lui-même les projets prévus au contrat. En effet, l'essentiel des contrats accordés par les arrondissements de Lachine et du Sud-Ouest consistaient à éclairer ou illuminer des bâtiments ou structures. Or, MEH ne possède ni l'équipement, ni l'expertise, ni les compétences, ni le personnel lui permettant de réaliser seul l'objet principal de ces contrats. Tant pour la réalisation du projet de l'arrondissement de Lachine que pour celle du projet de l'arrondissement du Sud-Ouest, les trois-quarts des coûts de réalisation étaient associés à l'achat et à l'installation d'équipements, volet pour lequel MEH devait avoir recours à des fournisseurs et des sous-traitants.

Ce qui a frappé l'inspecteur général est que l'enquête sur MEH a révélé les mêmes irrégularités qu'il avait mis au jour dans le cadre de son enquête sur le Projet de revalorisation et de développement Horizon 2017 de la Société du parc Jean-Drapeau. Dans les faits, MEH se trouve à avoir obtenu des contrats de gré à gré en raison de son statut d'organisme à but non lucratif, alors que d'importantes parties de ces contrats ne peuvent être réalisées par son personnel et doivent être confiées à des fournisseurs, à des consultants ou à des sous-traitants. MEH a agi ainsi comme une véritable courroie de transmission permettant à des entreprises commerciales d'obtenir de l'argent public, alors qu'il a dérogé aux règles d'adjudication pour conclure des contrats frôlant 1 M$ de gré à gré avec un organisme à but non lucratif.

La preuve recueillie par l'inspecteur général au cours de son enquête a démontré que MEH, en plus d'agir comme une courroie de transmission pour des fournisseurs et sous-traitants, était une façade pour Torrentiel, une entreprise commerciale détenue par Martin Laviolette et Georges Fournier, respectivement directeur général/producteur délégué et directeur administratif de MEH.

Par le biais de l'entente contractuelle intervenue entre l'organisme et Torrentiel, l'entreprise était en mesure d'obtenir de l'argent public provenant de contrats conclus de gré à gré avec MEH qui se présentait comme étant un organisme à but non lucratif, mais qui est en réalité géré et sous l'emprise d'une entreprise commerciale. La confusion entre Torrentiel et MEH dénature et compromet le statut d'organisme à but non lucratif de MEH. Dans les faits, la Ville et les arrondissements croyaient qu'ils transigeaient avec un organisme à but non lucratif, mais ont fait affaires avec des entreprises commerciales alors que le jeu de la concurrence n'a pas été suscité grâce à une procédure d'appel d'offres, tel que le requièrent la loi et les règles assurant la bonne gouvernance et la bonne gestion des deniers publics.

Me Gallant a conclu que l'exception permettant à un organisme à but non lucratif d'obtenir un contrat de gré à gré malgré sa valeur substantielle a été détournée de sa raison d'être. Cette exception a été utilisée comme véritable «fourre-tout» afin de déléguer à l'organisme des volets du contrat qui auraient dû être obtenus par des entreprises spécialisées par voie d'appel d'offres, afin de susciter la concurrence. Sous le prétexte de la facilité, il a ainsi été dérogé aux règles impératives et d'ordre public encadrant l'adjudication des contrats.

Il a ajouté que s'il avait pu résilier les contrats de son propre chef, il l'aurait fait sans la moindre hésitation. Pour l'inspecteur général, les irrégularités constatées dans ces deux contrats sont très graves.

Le BIG a, enfin formulé deux recommandations interpellant le Service des affaires juridiques :

1- Que tout contrat conclu par la Ville de Montréal ou l'un de ses arrondissements avec un organisme à but non lucratif, dont la dépense est supérieure à 100 000 $, fasse l'objet d'une intervention du Service des affaires juridiques de la Ville de Montréal

2- Que l'unité administrative responsable du contrat avise les élus de toute demande d'avis juridique auprès du Service des affaires juridiques de la Ville de Montréal en lien avec un contrat à être octroyé, mette cet avis à la disposition des élus pour consultation et informe les élus de la raison pour laquelle l'avis n'a pas été suivi, le cas échéant.

La Commission a tenu une séance le 19 janvier 2017 pour étudier ce rapport. Le BIG a alors résumé l'ensemble du dossier et souligné qu'il s'était entendu avec le Service des affaires juridiques sur une approche visant à remplacer les deux recommandations mentionnées plus haut. Le BIG et le SAJ ont travaillé à l'élaboration d'un formulaire de type «pense-bête» qui serait utilisé par les services municipaux pour des contrats avec des OBNL et qui se retrouverait dans les sommaires décisionnels.

LES COMMENTAIRES DU SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES

Les représentants du Service des affaires juridiques ont eu l'occasion de préciser à la Commission la nature du formulaire proposé conjointement avec le BIG.

Ils ont d'abord signalé leur accord avec la préoccupation manifestée par le BIG. Le SAJ s'est donc penché sur le type d'accompagnement qu'il pourrait faire auprès des divers intervenants en matière de gestion contractuelle.

L'idée d'une intervention dans tous les contrats de plus de 100 000 $ à des OBNL est étrangère à la mission première du SAJ. Pour le Service, la meilleure approche serait de définir un formulaire incluant toutes les questions liées aux divers critères nécessaires pour octroyer un contrat de gré à gré à un OBNL. L'unité d'affaires devrait donc documenter chaque point de passage pour déterminer s'il s'agit d'un contrat qui peut être octroyé de gré à gré. Le formulaire serait construit de façon à être une pièce incluse au dossier décisionnel.

Le formulaire pourrait aussi être utile aux unités d'affaires se demandent souvent s'ils doivent procéder par subvention ou par contrat de services. La frontière entre les deux est souvent mince. Le formulaire pourrait être un outil privilégié pour valider la justesse de la démarche. L'utilisation du formulaire pourrait être obligatoire, faire l'objet d'une directive du directeur général et être classé comme un enjeu stratégique.

Enfin, le formulaire devrait faire en sorte d'éviter l'émission d'avis juridiques dans chaque dossier de contrat avec un OBNL.

L'ANALYSE DE LA COMMISSION

La Commission constate que, deux ans après le rapport du BIG sur le projet de revitalisation et de développement Horizon 2017 de la Société du parc Jean-Drapeau, un stratagème de même nature est mis à jour par le BIG. Cette situation est préoccupante et des mesures de contrôle plus efficaces devront être mises en œuvre.

Les membres de la Commission ont pris connaissance des deux recommandations du BIG et constaté que celles-ci posaient des problèmes de mise en œuvre. Des échanges avec le SAJ ont conduit à proposer une autre façon d'atteindre les objectifs, soit la création d'un formulaire normalisé dans les cas de contrats de plus de 100 000 $ conclus de gré à gré avec des OBNL.

La Commission a bien compris que ce formulaire ferait partie du dossier décisionnel de ces contrats. Cette proposition semble adéquate comme solution. Il conviendrait sans doute que cela fasse l'objet d'une décision des instances pour être mise en œuvre.

La question des modalités de paiement aux fournisseurs dans les cas de contrats avec des OBNL est importante à la lumière des dossiers de MEH. La Commission est d'avis

que les lignes directrices devraient être précisées pour éviter qu'une part trop élevée du coût du contrat ne soit versée à l'adjudicataire dès la signature.

Un dernier élément est hautement préoccupant aux yeux de la Commission : le fait qu'un des associés de MEH (et de Torrentiel) soit un employé de la Ville de Montréal en congé sans solde depuis de nombreuses années. Une réflexion sur un tel phénomène s'impose et devrait conduire à des décisions et des lignes directrices de la part de la Direction générale ou du Service des ressources humaines. Il est, en effet, difficile de concevoir qu'une personne ayant conservé des liens d'emploi avec la Ville de Montréal signe des contrats de biens et services avec cette dernière.

LES RECOMMANDATIONS

La Commission remercie l'inspecteur général, Me Denis Gallant et les membres de son équipe. Elle remercie également les représentants du Service affaires juridiques pour leur collaboration à ses travaux dans le présent dossier.

La Commission soumet les recommandations suivantes au conseil municipal :

CONSIDÉRANT le Rapport de recommandations de l'inspecteur général portant sur divers contrats et projets de contrats à l'OBNL Montréal en histoires dans le cadre du 375^{e} anniversaire de Montréal;

CONSIDÉRANT les règles en vigueur visant l'octroi de contrats de gré à gré à des OBNL;

CONSIDÉRANT les mesures proposées conjointement par le Bureau de l'inspecteur général et le Service des affaires juridiques - et validées par la Commission - pour encadrer l'octroi de contrats de gré à gré à des OBNL;

CONSIDÉRANT les calendriers et les modalités de paiement prévus dans les contrats octroyés de gré à gré à des OBNL;

CONSIDÉRANT que le versement de la presque totalité du montant d'un contrat à un OBNL dès la signature ne constitue pas une bonne pratique d'affaires;

CONSIDÉRANT l'importance d'établir des distinctions claires entre un contrat octroyé de gré à gré à un OBNL et une contribution à un OBNL;

CONSIDÉRANT les possibles situations de conflits d'intérêts dans l'octroi de contrats à des OBNL;

R-1
La Commission recommande que, dans les cas de contrats avec des OBNL, le dossier décisionnel comporte un formulaire obligatoire*, tel que préparé par le Service des affaires juridiques, dans lequel l'unité d'affaires devra documenter chaque point de passage pour déterminer s'il s'agit bel et bien d'un contrat qui peut être octroyé de gré à gré.

R-2
La Commission recommande à l'Administration de resserrer les règles en matière de gestion contractuelle en ce qui a trait aux modalités de paiement aux fournisseurs dans le cas de contrats avec des OBNL.

R-3
La Commission recommande à l'Administration que la Direction générale et le Service des ressources humaines établissent des règles claires en ce qui a trait à la présence de personnes ayant des liens d'emploi avec la Ville de Montréal et agissant comme administrateur ou comme gestionnaire d'OBNL qui contractent avec la Ville de Montréal.

* Le formulaire mentionné en R-1 est présenté en annexe

ANNEXE

Formulaire

QUALIFICATION DU CONTRAT CONCLU AVEC UN OBNL

(Le présent formulaire est un guide pour qualifier le type de contrat à conclure avec un OBNL.
En cas de doute, communiquez avec la Direction des affaires civiles.)

IDENTIFICATION DE L'ORGANISME

Nom de l'organisme : _____

Numéro d'entreprise (REQ) : _____

Numéro de sommaire décisionnel : _____

CONFIRMATION DU TYPE DE CONTRAT CONCLU AVEC L'OBNL

Considérant que _____
Nom de l'organisme
est un organisme à but non lucratif;

Considérant que le contrat à conclure entre la Ville et _____
Nom de l'organisme
est un contrat de _____
dont l'objet principal vise à _____ ;

Je confirme avoir vérifié les informations décrites ci-dessous et je confirme que la Ville peut :

- conclure de gré à gré ce contrat avec l'OBNL ☐
- verser une contribution financière à cet OBNL ☐

Signé à Montréal, ce _____e jour de_____ 20 _____

_____
Nom du responsable du dossier

INFORMATIONS À VÉRIFIER POUR QUALIFIER LE CONTRAT

Il est à noter que si la dépense nette du contrat est inférieure à 25 000,00 $, puisque la Ville peut conclure le contrat de gré à gré, la qualification du contrat n'est pertinente qu'en regard de l'application des taxes.

1- VÉRIFICATION DU STATUT JURIDIQUE DE L'ORGANISME

(Faire une recherche au registre des entreprises : http://www.registreentreprises.gouv.qc.ca)

Organisme constitué en vertu de : ☐

- Partie III, Loi sur les compagnies du Québec ☐
- Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif

Association constituée en vertu du Code civil du Québec, coopérative, fondation ou fiducie ☐
(Vérifier avec la Direction des affaires civiles si l'organisme se qualifie comme OBNL)

Organisme public (école, hôpital, université, commission scolaire ou autre) ☐

Note : *Si aucune des cases ci-dessus n'est cochée, l'organisme ne se qualifie pas à titre d'OBNL, donc il n'est pas possible de lui verser une contribution financière. Aussi, on ne peut conclure de gré à gré avec l'organisme un contrat de services, de fourniture de matériel ou de matériaux ou d'assurances dont la dépense est de 25 000,00 $ et plus.*

Les lettres patentes, l'acte constitutif ou un autre document (dont le registre des entreprises) démontrant le statut juridique de l'OBNL a-t-il été obtenu?

OUI ☐ NON ☐

Si NON, pourquoi? _____

Note : L'obtention de ces documents permet de vérifier le caractère à but non lucratif et la mission de l'OBNL.

2- OBJET DU CONTRAT

Mis à part l'octroi d'une contribution financière pour laquelle il n'y a pas de seuil de dépense établi, tout contrat dont la dépense est de moins de 25 000,00 $ (taxes incluses) peut être conclu de gré à gré avec un OBNL.

2.1 Convention de contribution financière

- Est-ce que le contrat vise à verser une contribution financière à l'OBNL dans le but qu'il réalise son projet/son activité/son événement dans le cadre de sa mission?

OUI ☐ NON ☐

- Si l'OBNL pouvait obtenir le financement requis sans la contribution financière de la Ville, est-ce qu'il réaliserait le projet/l'activité/l'événement de façon indépendante?

OUI ☐ NON ☐

Si vous répondez OUI aux questions précédentes, ceci est une indication que le contrat à conclure est une contribution financière. Voir également les questions concernant le contrat de services pour vous assurer que c'est bien une contribution financière.

- L'OBNL a-t-il d'autres sources de financement que la Ville?

OUI ☐ NON ☐

Si OUI, ceci est un indice additionnel que c'est une convention de contribution financière qui sera conclue avec l'OBNL

2.2 Contrat de services

L'article 573.3.3.1 de la Loi sur les cités et villes stipule : « *Tout contrat par lequel une municipalité confie implicitement l'exercice d'une compétence municipale est assimilé à un contrat dont l'objet est la fourniture de services.* ».

Exemples de prestations de services par des OBNL qui consistent en l'exercice d'une compétence de la Ville :

organisation, promotion, gestion d'activités ou de loisirs (camp de jour, cours de danse…);

administration, exploitation et gestion d'un bien appartenant à la Ville (gestion de l'accueil et des activités d'un chalet de parc, d'un centre de soccer, d'une piscine);

services et services professionnels (coordination et gestion d'un projet comme le circuit de Montréal en histoire, aide aux sinistrés, application du programme montréalais de sécurité ubaine ou d'un autre programme de la Ville).

- Est-ce que le contrat vise à ce que l'OBNL rende un service à la Ville?

OUI ☐ NON ☐

- Est-ce que la prestation de services de l'OBNL consiste en l'exercice d'une compétence qui relève de la Ville?

OUI ☐ NON ☐

Si vous répondez OUI aux questions précédentes, il s'agit d'un contrat de services.

- S'il s'agit d'un contrat de services en matière de collecte, de transport, de transbordement, de recyclage ou de récupération de matières résiduelles, la dépense est-elle :
  - d'une valeur de moins de 25 000,00 $? ☐
  - d'une valeur de 25 000,00 $ et plus? ☐

Si la dépense de ce contrat de services en matière de collecte, de transport, de transbordement, de recyclage ou de récupération de matières résiduelles est de 25 000,00 $ et plus, ce type de contrat de services <u>ne peut être conclu</u> de gré à gré avec un OBNL, il faut procéder par un appel d'offres sur invitation ou public, selon le cas.

- Est-ce qu'il s'agit d'un contrat de services dont la dépense est :
  - d'une valeur de moins de 1 000 000,00 $, incluant tous les renouvellements de contrat? ☐
  - d'une valeur de 1 000 000,00 $ et plus incluant tous les renouvellements de contrat? ☐

Si la dépense de ce contrat de services est de 1 000 000,00 $ et plus (incluant tous les renouvellements), l'OBNL doit détenir une autorisation de l'Autorité des marchés financiers (AMF) pour conclure le contrat avec la Ville. Vous pouvez vérifier si l'OBNL a cette autorisation au registre de l'AMF : http://www.lautorite.qc.ca/fr/registre-entreprise-individu.

- L'OBNL a-t-il une autorisation de l'AMF? OUI ☐ NON ☐

2.2 Contrat de fourniture de matériel ou de matériaux ☐

2.3 Contrat d'assurance ☐

2.4 Contrat d'exécution de travaux

S'il s'agit d'un contrat d'exécution de travaux, la dépense est-elle :

- d'une valeur de moins de 25 000,00 $? ☐
- d'une valeur de 25 000,00 $ et plus? ☐

Si la dépense de ce contrat d'exécution de travaux est de 25 000,00 $ et plus, ce type de contrat ne peut être conclu de gré à gré avec un OBNL, il faut procéder par un appel d'offres sur invitation ou public, selon le cas.

3. MISSION DE L'OBNL

Tant pour l'octroi d'une contribution financière que pour la conclusion d'un contrat de services, de fourniture de matériel, de matériaux ou d'assurances, il faut s'assurer que l'objet du contrat s'inscrive dans le cadre de la mission de l'OBNL. Vous pouvez vérifier cette mission dans l'acte constitutif, les lettres patentes et aussi sur le site Internet de l'OBNL.

- Est-ce que l'objet du contrat à conclure avec l'OBNL s'inscrit dans le cadre de sa mission?

OUI ☐ NON ☐

Si OUI, vous pouvez conclure le contrat avec l'OBNL.

4. EXÉCUTION DU CONTRAT

Le contrat de services, de fourniture de matériel, de matériaux et d'assurances doit être exécuté essentiellement par l'OBNL, c'est-à-dire que l'OBNL doit avoir la compétence, les ressources et les connaissances pour produire et fournir l'essentiel des services et biens visés par le contrat avec la Ville.

- Est-ce que l'OBNL a les ressources, la compétence et les connaissances pour produire et fournir l'essentiel des services et des biens?

OUI ☐ NON ☐

- Si l'OBNL doit sous-traiter pour exécuter son contrat, est-ce que ce sera de manière accessoire?

OUI ☐ NON ☐

À noter que si l'OBNL doit sous-traiter une partie du contrat, il devra vous fournir préalablement les informations confirmant que la sous-traitance est accessoire.

Si vous répondez OUI aux questions précédentes, il est possible de conclure le contrat de gré à gré avec l'OBNL.

Montréal

Commission permanente sur l'examen des contrats

Bilan de la sixième année d'activité (2016)

Rapport et recommandations

Rapport déposé au conseil municipal
Le 27 mars 2017

Rapport déposé au conseil d'agglomération
Le 30 mars 2017

Service du greffe
Division des élections, du soutien aux Commissions et de la règlementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

La Commission :

Présidente

Mme Émilie Thuillier
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Vice-présidentes

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Membres

Mme Dida Berku
Ville de Côte-Saint-Luc

M. Richard Celzi
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Marie Cinq-Mars
Arrondissement d'Outremont

M. Richard Deschamps
Arrondissement de LaSalle

M. Marc-André Gadoury
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Luc Gagnon
Arrondissement de Verdun

M. Manuel Guedes
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Montréal, le 27 mars 2017

M. Denis Coderre
Maire
Hôtel de ville de Montréal
275, rue Notre-Dame Est
Bureau 1.113
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Monsieur le maire,

Nous avons l'honneur de déposer au conseil le *Bilan de la sixième année d'activité* de la Commission permanente sur l'examen des contrats. Ce rapport, faisant suite à l'examen de quatre-vingt-un (81) contrats en 2016, présente le bilan des travaux réalisés et fait état de huit (8) recommandations découlant des dossiers étudiés durant l'année et des actions prises par l'administration suite aux recommandations antérieures de la commission.

Nous tenons à remercier les représentants des différentes unités administratives qui ont participé aux travaux de la Commission en 2016.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le maire, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

ORIGINAL SIGNÉ	*ORIGINAL SIGNÉ*
Émilie Thuillier	Pierre G. Laporte
Présidente	Secrétaire recherchiste

TABLE DES MATIÈRES

Introduction 4

La Commission permanente sur l'examen des contrats 4

Le bilan des activités de 2016 7

Les constats et recommandations 10

Annexe 1 : Liste des contrats étudiés par la Commission permanente sur l'examen des contrats en 2016 15

Annexe 2 : Recommandations ponctuelles faites par la Commission permanente sur l'examen des contrats en 2016 29

INTRODUCTION

En 2016, la Commission a approfondi les enjeux rencontrés lors de ses six premières années d'activité. La Commission a pu, tout au long de l'année, réaliser l'étude des contrats soumis avec une grande cohérence et de dégager des positions communes, qui font l'objet de recommandations.

La Commission a compilé des statistiques sur les quatre-vingt-un (81) mandats qui lui ont été confiés en 2016. Ces données témoignent de la diversité des dossiers traités, ainsi que de la charge de travail qui en découle avec la tenue de vingt-cinq (29) séances de travail et la lecture de milliers de pages de documentation.

LA COMMISSION PERMANENTE SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

En novembre 2009, la Commission de la présidence du conseil s'était vue confier par le conseil municipal le mandat d'évaluer le rôle et les responsabilités des commissions, ainsi que les liens entre les commissions et le comité exécutif, en ayant pour objectifs de mieux définir et d'élargir les responsabilités des commissions, incluant l'examen des octrois de contrats, et ainsi permettre aux élus d'être plus imputables et davantage partie prenante aux décisions, et de rendre plus transparent le processus décisionnel relié à l'octroi de contrats (CM09 0993).

Le 14 juin 2010, la Commission de la présidence du conseil déposait au conseil municipal un rapport de consultation et des recommandations en lien avec ce mandat. Dans son rapport, celle-ci recommandait notamment la création d'une Commission d'examen des contrats.

Dans sa réponse du 25 octobre 2010 (CM10 0753), le comité exécutif confirmait que « la mise en place d'une Commission d'examen des contrats s'avère un outil indispensable pour tous les élus qui sont imputables des décisions prises au conseil municipal ».

À sa séance du 14 décembre 2010, le conseil municipal créait la Commission permanente sur l'examen des contrats.

La mission

La Commission permanente sur l'examen des contrats a pour mission de s'assurer de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et d'en faire état aux instances compétentes, avant l'octroi. Elle peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de cette Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les membres

La Commission permanente sur l'examen des contrats, à l'instar des autres commissions permanentes, comporte deux volets : un volet municipal, pour les contrats qui concernent des

fonds strictement montréalais, et un volet d'agglomération, pour les contrats impliquant des fonds d'agglomération. La Commission à volet municipal comprend neuf membres auxquels s'ajoutent deux représentants des villes liées pour constituer le volet agglomération.

La composition de la Commission a été la même pour toute l'année 2016 :

Mme Émilie Thuillier, présidente
Mme Paola Hawa, vice-présidente
Mme Karine Boivin Roy, vice-présidente
Mme Dida Berku, membre
M. Richard Celzi, membre
Mme Marie Cinq-Mars, membre
M. Richard Deschamps, membre
M. Marc-André Gadoury, membre
M. Manuel Guedes, membre
Mme Louise Mainville, membre
Mme Lili-Anne Tremblay, membre

Tout au long de l'année 2016, les membres de la Commission ont participé assidument et consciencieusement aux travaux dans un climat de grande collaboration. La motivation et l'intérêt manifestés par les membres dans l'étude des mandats reçus du comité exécutif ont été à la hauteur des conclusions et des recommandations qui ont été soumises à l'administration.

Les critères d'examen

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Les contrats répondant à l'un ou l'autre des critères suivants ont ainsi fait l'objet d'un examen de la conformité du processus d'appel d'offres ou d'octroi de contrat :

1. Contrat de plus de 10 M$;

2. Contrat de biens et services ou contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M$ ou contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$ et répondant à l'une des conditions suivantes :

    - Une seule soumission conforme reçue suite à un appel d'offres;

    - Aucun appel d'offres effectué, le fournisseur étant considéré unique en vertu du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 573.3 de la *Loi sur les cités et villes*;

    - Contrat accordé à un consortium;

    - Écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme ou celui ayant obtenu la deuxième meilleure note totale suite à l'utilisation d'une grille d'évaluation;

    - Écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire;

    - L'adjudicataire en est à son troisième octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent;

    - Transaction immobilière conclue de gré à gré à un montant différent de la juste valeur marchande.

3. Contrat que le comité exécutif ou un conseil d'arrondissement juge nécessaire de soumettre à la Commission.

Le fonctionnement des séances de travail

Compte tenu du caractère confidentiel et stratégique de l'information partagée, les séances de la Commission se déroulent à huis clos. Chaque personne invitée à prendre part à une séance de travail de la Commission, de même que les élus qui en sont membres, sont tenus au respect de la plus stricte confidentialité à l'égard de l'information reçue dans le cadre de l'examen d'un dossier.

Pour chaque contrat étudié, les commissaires reçoivent au préalable le sommaire décisionnel, incluant les annexes et les documents joints. Par la suite, les responsables des unités administratives sont invités à se présenter devant la Commission pour exposer brièvement leur dossier et répondre aux questions des commissaires. Enfin, la Commission délibère et adopte ses conclusions.

Chaque contrat fait l'objet d'un rapport distinct, soumis au comité exécutif.

LE BILAN DES ACTIVITÉS 2016

En 2016, la Commission a tenu vingt-neuf (29) séances de travail. Elle a étudié un total de quatre-vingt-un (81) contrats, ce qui constitue une année record et représente 25 % de tous les contrats étudiés par la Commission depuis sa création. Cinquante-six (56) de ces contrats relevaient de la compétence du conseil d'agglomération et vingt-cinq (25) de la compétence du conseil municipal. En 2016, la Commission a étudié sept (7) contrats de plus qu'en 2015, qui était la dernière année record.

Mandats reçus du comité exécutif en 2016

Mois	Agglomération	Municipal
Janvier	2	0
Février	2	1
Mars	7	3
Avril	4	3
Mai	16	4
Juin	6	3
Juillet	0	0
Août	3	2
Septembre	4	2
Octobre	1	1
Novembre	4	2
Décembre	7	4
Total	**56**	**25**

Le tableau suivant indique la répartition mensuelle des contrats étudiés par la Commission. On constate que le mois de mai a été le plus occupé. Il faut noter que la Commission a aussi consacré plusieurs séances, en février et en mars, à la préparation du bilan 2016 de ses activités.

Séances et dossiers traités par mois en 2016

Mois	Séances	Dossiers étudiés
Janvier	1	2
Février	3	3
Mars	4	10
Avril	3	11
Mai	4	16
Juin	4	9
Juillet	0	0
Août	2	5
Septembre	2	6
Octobre	1	2
Novembre	2	6
Décembre	3	11
Total	**29**	**81**

Le tableau suivant montre l'évolution du nombre de dossiers étudiés annuellement par la Commission depuis sa création. Il convient de noter que la Commission a entrepris ses travaux au printemps 2011, ce qui explique le faible nombre de contrats étudiés durant sa première année d'existence. Par ailleurs, la volonté de l'administration d'augmenter le niveau de réalisation des projets du Programme triennal d'immobilisations (PTI) a entraîné une hausse substantielle du nombre de dossiers étudiés à compter de 2015.

Nombre de dossiers étudiés annuellement par la Commission

Année	Dossiers municipaux	Dossiers d'agglomération	TOTAL
2011	12	18	30
2012	17	32	49
2013	11	32	43
2014	13	34	47
2015	16	58	74
2016	25	56	81
Total	**94**	**230**	**324**

Le tableau ci-dessous indique de quelles unités administratives provenaient les contrats examinés par la Commission en 2016. Les dossiers en provenance du Service des infrastructures, de la voirie et des transports et du Service de la gestion et de la planification immobilière comptent à eux seuls pour 53 % des dossiers étudiés.

Dossiers traités par unité administrative responsable - 2016

Unité administrative	***Nombre de dossiers***
Service des infrastructures, de la voirie et des transports	***26***
Service de la gestion et de la planification immobilière	***17***
Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal	***11***
Service des technologies de l'information	***9***
Service de l'eau	***4***
Arrondissement de Ville-Marie	***2***
Service de l'approvisionnement	***2***
Service de la culture	***2***
Service de l'environnement	***2***
Arrondissement de Lachine	***1***
Arrondissement de Pierrefonds-Roxboro	***1***
Service des affaires juridiques	***1***
Service de la concertation des arrondissements	***1***
Service du développement social et des sports	***1***
Service de sécurité incendie	***1***
TOTAL	***81***

La Commission a également recensé le nombre de dossiers traités par critère d'examen. Seize (16) dossiers étudiés en 2016 répondaient à plus d'un critère.

Répartition des contrats étudiés en 2015 selon les critères d'examen

Critères d'examen	Nombre de contrats
Contrats de plus de 10 M$	29
Contrats de biens et services ou d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M$	
- Écart de plus de 20 % entre l'estimation et la soumission de l'adjudicataire	30
- Écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le 2e plus bas soumissionnaire conforme	7
- Une seule soumission conforme reçue suite à un appel d'offres	5
- Transaction immobilière conclue de gré à gré à un montant différent de la juste valeur marchande	5
- L'adjudicataire en est à son 3e octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent	3
- Aucun appel d'offres effectué – fournisseur considéré unique	2
Contrats de services professionnels de plus de 1 M$	
- Écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le soumissionnaire ayant obtenu la 2e meilleure note suite à l'utilisation d'une grille d'évaluation	9
- Une seule soumission conforme reçue suite à un appel d'offres	7
- Écart de plus de 20 % entre l'estimation et la soumission de l'adjudicataire	6
- Aucun appel d'offres effectué – fournisseur considéré unique	1

Il convient de souligner que la Commission a constaté la conformité du processus d'appel d'offres ou d'octroi de contrat dans quatre-vingt (80) des quatre-vingt-un (81) mandats étudiés. Le dossier pour lequel la Commission n'avait pu constater la conformité fut présenté une seconde fois à la Commission avec des modifications. La conformité fut alors constatée.

CONSTATS ET RECOMMANDATIONS

De façon générale et comme ce fut le cas au cours des deux dernières années, les membres de la Commission ont constaté, en cours d'année, une certaine amélioration dans le contenu des sommaires décisionnels soumis. À l'évidence, des efforts ont été faits pour rendre les contenus plus précis, plus concis et plus compréhensibles. La Commission constate, cependant, qu'il y a encore place pour de l'amélioration, quant à la nature et à la pertinence des renseignements colligés dans les sommaires.

Recommandations à l'égard des renseignements contenus dans les sommaires décisionnels et de l'information soumise à la Commission

Le contexte dans lequel un contrat est octroyé revêt une importance capitale pour bien comprendre sa finalité et sa complémentarité par rapport à d'autres contrats relevant d'un même grand projet ou se situant dans un même environnement. La Commission a constaté, en cours d'année, que les efforts de mise en contexte des contrats sont variables et reposent souvent sur la bonne volonté des auteurs plutôt que sur la nécessité d'offrir la meilleure compréhension possible des liens entre les projets ou les diverses phases d'un même projet.

La Commission est bien au fait de l'existence d'un guide d'élaboration des sommaires décisionnels. Elle comprend également que les sommaires ne sont pas nécessairement des outils formels de reddition de comptes. À ce sujet, la Commission a pris bonne note de la réponse du comité exécutif à sa recommandation R-6 du Bilan 2015 de ses activités, mais elle juge néanmoins nécessaire de revenir à la charge et de réitérer cette recommandation.

La Commission rappelle, par ailleurs, que la Commission sur les finances et l'administration a fait la recommandation suivante en juin 2016 à l'occasion de l'étude du Rapport annuel du Vérificateur général de la Ville de Montréal : *«Que soit ajoutée aux sommaires décisionnels soumis à la Commission sur l'examen des contrats l'information relative aux résultats des contrats antérieurs en lien avec le contrat étudié, notamment en ce qui a trait aux dépassements du coût, à l'utilisation des contingences et aux retards dans leur réalisation.»*

R-1
Que les unités d'affaires s'assurent de consigner dans leurs sommaires décisionnels les renseignements pertinents relatifs à d'autres contrats passés ou présents relevant du même projet ou se déroulant dans un même environnement de façon à offrir une vue d'ensemble du contexte du contrat

À l'approche du 375^{e} anniversaire de Montréal, la Commission a été appelée à étudier divers contrats s'inscrivant dans de vastes projets (Escales découvertes du mont Royal, promenade fleuve-montagne, transformation de l'autoroute Bonaventure en boulevard urbain, etc.).

Si certaines unités d'affaires apportent un soin particulier à situer le contrat étudié dans l'une ou l'autre des phases d'un projet plus vaste, il faut constater que cette pratique n'est pas systématique. Pour les commissaires, ces renseignements sont pourtant essentiels à la compréhension de la finalité des projets et surtout ils permettent une meilleure compréhension du processus d'appel d'offres et d'octroi du contrat étudié. Dans la mesure où les membres du conseil votent pour l'adoption de projets spécifiques dans le Programme triennal

d'immobilisation (PTI), notamment, il est légitime qu'ils soient informés de l'avancement de ces mêmes projets.

R-2
Que, dans le cas où un contrat porte sur un ou quelques objets qui s'inscrivent dans un projet plus large, les unités d'affaires présentent au sommaire décisionnel de chaque contrat un portrait des diverses phases du projet avec les prévisions budgétaires et les échéanciers prévus de réalisation.

Dans beaucoup de dossiers d'infrastructures, les services municipaux utilisent souvent certains prix de référence pour établir leurs estimations (coût des matériaux, coûts d'installation ou de construction, etc.). Bien que chaque projet comporte des caractéristiques particulières qui ne permettent pas de faire des comparaisons parfaites, il peut néanmoins être intéressant de retrouver dans les sommaires décisionnels des coûts unitaires ou des coûts au mètre linéaire, là où de tels coûts sont mesurables.

Un tel renseignement serait de nature à permettre des comparaisons prudentes (il y a, bien sûr, une grande variabilité dans les facteurs qui influencent les coûts d'un projet) et une meilleure compréhension des prix de certains soumissionnaires.

Pour ces raisons, la Commission réitère une recommandation déjà faite dans le passé sur cette question.

R-3
Que les unités d'affaires, dans les situations qui s'y prêtent (réhabilitation de conduites d'aqueduc ou d'égout, construction de chaussées, de bordures et de trottoirs, etc.), s'assurent de présenter dans les sommaires décisionnels des coûts unitaires de construction ou de réalisation (par exemple, au mètre linéaire).

Il est de mise dans la plupart, sinon la totalité, des contrats de retrouver des montants au titre des incidences. Ces montants sont parfois détaillés, parfois non. La Commission croit que le détail des incidences est une information pertinente, particulièrement, mais pas uniquement, lorsque les coûts des incidences dépassent les normes habituelles.

R-4
Que les unités d'affaires, dans tous les contrats où il y a des montants prévus pour les incidences, présentent dans les sommaires décisionnels la ventilation détaillée de ces montants.

Recommandations à l'égard des processus d'appel d'offres et d'octroi de contrat

Au cours de l'année 2016, le Service des infrastructures, de la voirie et des transports (SIVT) a, à plusieurs reprises, inclus à ses documents d'appel d'offres une clause de qualification des soumissionnaires portant sur l'expérience des soumissionnaires pour certains travaux. Cette clause de l'expérience du maître d'œuvre a été utilisée particulièrement dans les cas de contrats majeurs se déroulant sur des artères à forte circulation et pour lesquels des entrepreneurs ayant l'habitude de tels environnements étaient recherchés.

Pour la Commission, cette approche est tout à fait légitime, compte tenu de la complexité d'exécuter de tels travaux au cœur de quartiers densément peuplés où la circulation est particulièrement dense. Par exemple, pour les premiers contrats où cette clause a été appliquée, elle était libellée ainsi :

> « *Le soumissionnaire doit avoir exécuté au cours de cinq dernières années, un minimum de deux contrats de nature similaire et d'une valeur de 10 000 000 $ et plus, en coût des travaux, taxes incluses. Pour chaque contrat exécuté, il doit indiquer l'année de réalisation, la description de la nature des travaux, le nom de rue et de la municipalité, la valeur du contrat, le nom de l'ingénieur responsable de la surveillance des travaux et ses coordonnées. Un contrat de nature similaire est défini comme étant un projet de construction ou de reconstruction d'égout, aqueduc et de voirie dans un milieu urbain et sur une artère fortement achalandée.* »

L'expérience a montré que cette approche n'a pas fait en sorte de limiter la concurrence ou de carrément fermer le marché.

La Commission a cependant noté que certaines des exigences prévues par cette clause auraient gagné à être plus précises et à ne pas laisser trop de place à de l'interprétation.

R-5
Considérant l'inclusion de clauses relatives à l'expérience du maître d'œuvre pour qualifier les soumissionnaires dans certains contrats;

Que les unités d'affaires s'assurent de définir le plus précisément possible les termes des critères utilisés dans les clauses de qualification des soumissionnaires pour assurer l'objectivité du processus d'appel d'offres.

En août 2016, lors de l'étude d'un contrat préparé par le Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal, la Commission a constaté une situation qui présentait un potentiel de conflit d'intérêt. Dans le cadre du mandat SMCE166316014 pour la reconstruction de passerelles et de sentiers au parc-nature de l'Île-Bizard, il a été expliqué que la même firme avait été appelé à réaliser à la fois les inventaires préalables aux travaux dans ce milieu sensible et les plans et devis de ces mêmes travaux. Pour la Commission, il conviendrait d'éviter que de telles situations ne se reproduisent.

R-6
Considérant l'importance d'éviter toute situation potentielle de conflit d'intérêt dans l'octroi des contrats;

Que les unités d'affaires s'assurent, dans l'octroi de contrats où la réalisation d'inventaires préalables et la préparation de plans et devis sont nécessaires, que ces activités soient menées par des firmes distinctes.

Recommandations à portée générale

Au cours de 2016, la Commission a vu le nombre de dossiers émanant du Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) doubler par rapport à 2015. Cela témoigne sans doute d'une activité fébrile au sein du SGPI, mais cela représente également un nouveau défi pour la Commission.

Il s'agit souvent d'acquisitions de propriétés ou de baux immobiliers à long terme négociés de gré à gré. Contrairement aux contrats généralement étudiés par la Commission, il n'y a pas pour ces dossiers de processus d'appel d'offres, ni d'analyse d'écarts de prix entre soumissionnaires, puisque les transactions immobilières et les baux sont généralement négociés de gré à gré. La Commission doit donc décider de son constat sur des bases autres que pour les contrats «habituels». Dans ce contexte, il serait opportun pour la Commission d'être informée des grandes orientations de l'Administration en matière de gestion et de planification immobilière. Mieux outillés, les membres de la Commission seraient alors en mesure de porter des jugements et adopter des constats encore plus éclairés.

La Commission a entrepris, en début d'année 2017, des démarches pour qu'on lui présente la Stratégie immobilière de la Ville de Montréal, ce qui devrait se réaliser prochainement. Mais, pour les membres de la Commission, une telle présentation serait aussi profitable à l'ensemble des élus.

R-7
Qu'une présentation de la Stratégie immobilière de la Ville de Montréal soit offerte à l'ensemble des membres des conseils municipal, d'agglomération et d'arrondissement au cours de l'année 2017.

La Commission a déjà demandé dans le passé un certain élargissement de son mandat, notamment en ce qui a trait au suivi de l'exécution de certains contrats.

Au cours de l'année 2016, la Commission permanente sur l'inspecteur général (CPIG) en est venu à la même conclusion. Dans ses *Commentaires et recommandations faisant suite à la résiliation par l'inspecteur général du contrat visant l'acquisition de 14 groupes motopompes pour l'usine Atwater (appel d'offres 14-12725)*, la CPIG a adopté la recommandation suivante : «*La Commission recommande d'élargir le mandat de la Commission permanente sur l'examen des contrats pour lui permettre d'aller plus en profondeur dans l'étude et le suivi des mandats qui lui sont confiés par le comité exécutif, notamment en lui permettant de recevoir et d'analyser le suivi des déboursés et de l'utilisation des contingences des contrats qu'elle a étudiés.*»

La Commission est d'avis que le Rapport de l'inspecteur général mentionné plus haut est un plaidoyer en faveur d'un élargissement du mandat de la Commission sur l'examen des contrats.

Il convient également de rappeler la recommandation adoptée par la Commission sur les finances et l'administration en juin 2016 sur ce sujet : «*Que soient soumis à la Commission sur l'examen des contrats les rapports de clôture de projet et redditions de comptes des contrats qui ont été étudiés par cette dernière.»*

R-8
Que l'Administration travaille de concert avec l'inspecteur général afin de proposer un élargissement du mandat de la Commission permanente sur l'examen des contrats.

Commentaires finaux

Comme l'ensemble des élus, les membres de la Commission ont pris connaissance du Rapport annuel 2015 du Bureau de l'inspecteur général. À la page 50 de ce rapport, l'inspecteur général dresse une liste des éléments qui devraient, selon lui, se retrouver systématiquement dans les sommaires décisionnels.

Il est vrai que, dans la majorité des dossiers étudiés par la Commission, les éléments identifiés par l'inspecteur général se retrouvent dans les sommaires décisionnels. Cependant, il existe encore des disparités importantes dans la présentation des divers renseignements requis.

Il convient de rappeler que les sommaires décisionnels et les pièces qui y sont jointes constituent l'outil essentiel à la prise de décision par les élus municipaux sur les nombreux contrats octroyés annuellement par la Ville de Montréal. La Commission tient donc à réitérer l'importance pour les responsables de la préparation des sommaires décisionnels de faire montre de la plus grande rigueur dans l'exercice de leurs fonctions.

Enfin, la Commission tient à remercier les représentants des services municipaux qui ont participé à ses travaux au cours de l'année 2016 ainsi que le personnel du Service du greffe pour son soutien et pour la coordination des séances de travail.

Annexe 1

Liste des contrats étudiés par la Commission permanente sur l'examen des contrats en 2016

Liste des contrats étudiés par la Commission permanente sur l'examen des contrats en 2016

	Objet du mandat	Conseil municipal	Conseil d'agglomération
1	Mandat SMCE151701018 Accorder un contrat de services professionnels à NIPPAYSAGE inc. pour le réaménagement du square Viger pour une somme maximale de 2 779 685,10 $, taxes incluses - Appel d'offres public (15-14832) - (2 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin.		28 janvier
2	Mandat SMCE156316013 Accorder un contrat de services professionnels en architecture et en ingénierie à Girard Côté Bérubé Dion architectes pour la réfection des bâtiments dans les parcs-nature pour une somme maximale de 1 808 760,85 $, taxes incluses - Appel d'offres public 15-14831 - (1 soumissionnaire conforme) / Approuver un projet de convention à cette fin.		28 janvier
3	Mandat SMCE162891001 Accorder, conjointement avec l'Agence métropolitaine de transport, un contrat à Aecom Consultants inc. pour la réalisation des plans et devis du tronçon montréalais du projet intégré de service rapide par bus (SRB) sur le boulevard Pie-IX - Dépense totale de 9 074 807 $, taxes incluses (comprenant une option d'accompagnement de chantier pouvant ainsi porter le montant total du contrat à 10 722 520 $) - Autoriser une dépense de 2 722 442 $, taxes incluses, représentant la contribution de la Ville de Montréal (30 %) - Appel d'offres public no 15-14829 (3 soumissionnaires) - Approuver un projet de convention à cet effet.		25 février
4	Mandat SMCE153706001 Accorder un contrat à Decimal Technologies Inc, pour des services logiciels en infonuagique pour la gestion par activités, pour une période de 5 ans, pour une somme maximale de 1 517 555,03 $, taxes incluses - Appel d'offres public (15-14468) - (un soumissionnaire) / Autoriser un virement budgétaire de 118 400 $ au net pour 2016 en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration vers le Service des technologies de l'information et les ajustements récurrents à la base budgétaire à compter de 2017.		25 février
5	Mandat SMCE151009018 (Octroyer à Rousseau Lefebvre Inc., seul soumissionnaire conforme, un contrat de services professionnels en architecture de paysage, ingénierie, design urbain et éclairage d'ambiance pour la conception des plans et devis des lieux publics centraux du Projet Bonaventure et de surveillance des travaux dans le cadre du même projet - Dépense maximale de 6 002 261,37 $, taxes incluses - Appel d'offres public no 15-14866. (2 soumissionnaires dont 1 conforme).		25 février
6	Mandat SMCE154102007 Accorder un contrat à Aquarehab (Canada) inc., pour la réalisation de travaux de réhabilitation de conduites d'eau potable par chemisage sur diverses rues dans les arrondissements de Côte-des-neiges−Notre-Dame-de-Grâce, de Lachine, de LaSalle, du Plateau-Mont-Royal, du Sud-Ouest, de Verdun et de Ville-Marie. Dépense totale de 11 822 395,46 $, taxes incluses (contrat - secteur Centre: 11 562 395,46 $ + incidences: 260 000 $) - Appel d'offres public 329402 - 2 soumissionnaires.		24 mars

	Objet du mandat	Conseil municipal	Conseil d'agglomération
7	Mandat SMCE154102009 Accorder un contrat à Insituform Technologies Limited, pour les travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage sur diverses rues dans les arrondissements de Côte-des-Neiges−Notre-Dame-de-Grâce, de Lachine, de LaSalle, du Plateau-Mont-Royal, du Sud-Ouest, de Verdun et de Ville-Marie. Dépense totale de 11 477 000,00 $ (Contrat - secteur Centre: 11 277 000,00 $ + incidences: 200 000,00$, taxes incluses) Appel d'offres public 329406 - 4 soumissionnaires.		24 mars
8	Mandat SMCE SMCE165015002 Accorder un contrat de services professionnels à Girard Côté Bérubé Dion Architectes, Stantec et Le Groupe BC2, pour les services en architecture et en génie du bâtiment dans le cadre du projet de construction des nouvelles salles de tir du Service de police de la Ville de Montréal pour une somme maximale de 1 473 728,71 $, taxes incluses - Appel d'offres public 15-14255 - (5 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin.		24 mars
9	Mandat SMCE155304001 Accorder un contrat de services professionnels de gré à gré et autoriser la convention à cette fin avec la firme Keleny inc. pour la fourniture de services professionnels d'interprètes et de traducteurs judiciaires requis à la cour municipale de la Ville de Montréal dans le cadre de ses activités, pour la somme maximale de 2 878 330,14 $, taxes incluses, couvrant la période du 21 mars 2016 au 22 mars 2019.		24 mars
10	Mandat SMCE162645002 Conclure avec Boivin & Gauvin inc. une entente-cadre pour la fourniture d'appareils de protection respiratoire isolant autonome (APRIA) ainsi que pour la fourniture de pièces et accessoires pour leur entretien, pour une période de 120 mois - Appel d'offres public 15-14691 - (3 soumissionnaires) - Montant estimé de 9 932 508,85 $, taxes incluses / Autoriser une dépense de 10 201 548,20 $, taxes incluses pour l'acquisition d'APRIA, d'équipements et accessoires et la fourniture de pièces de remplacement pour leur entretien pour une période de 120 mois.		24 mars
11	Mandat SMCE154102012) Accorder un contrat à Les Entreprises Michaudville inc. pour des travaux de reconstruction des conduites d'égout, d'eau potable, des toits de chambre de vannes, de réhabilitation de regard d'égout, de bases et conduits, d'éclairage, de feux de circulation, de réaménagement géométrique, de bordures en granite, de trottoirs, de trottoirs armés et de la chaussée dans l'avenue Papineau . Arrondissements : Ahuntsic-Cartierville et Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension. Dépense totale de 22 592 475,53 $ (contrat: 20 520 000,00 $ + incidences: 2 072 475,53 $ incluant le coût du contrat à Gaz Métro), taxes incluses. Appel d'offres public 293601 - 5 soumissionnaires. Accorder un contrat de gré à gré à Gaz Métro, dans le cadre du réaménagement de l'avenue Papineau (entre la rue Jacques-Casault et l'avenue Charland), pour le déplacement de conduites pour la somme maximale de 182 000,00 $ taxes incluses - fournisseur exclusif.	20 juin	

	Objet du mandat	Conseil municipal	Conseil d'agglomération
12	Mandat SMCE154102013 Accorder un contrat à Pavages D'Amour Inc. pour des travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans le boulevard Décarie, la rue Ferrier, l'avenue Mountain Sights et la rue Paré. Arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce. Dépense totale de 6 138 798,85 $ (contrat: 5 518 798,85 $ + incidences: 620 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 209204 - 13 soumissionnaires.	21 mars	
13	Mandat SMCE154102011 Accorder un contrat à Groupe TNT inc. pour des travaux d'égout, de conduites d'eau, d'éclairage, de voirie et sur le réseau de la CSEM dans le boulevard Saint-Michel, du boulevard Shaughnessy à la rue Jarry. Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension. Dépense totale de 17 839 141,95 $ (contrat: 16 501 967,01 $ + incidences: 1 337 174,94 $), taxes incluses. Appel d'offres public 283901 - 3 soumissionnaires conformes.	20 juin	
14	Mandat SMCE154102010 Accorder un contrat à Les Excavations Gilbert Théorêt inc. pour des travaux de reconstruction d'un égout combiné, des conduites d'eau secondaires, d'une structure de chambre de débitmètre, de chaussée, de trottoirs, de bordures, de bases, de la mise aux normes du réseau de la CSEM et de Bell Canada, de travaux d'éclairage et de construction de conduits électriques, là où requis dans le Chemin de la Côte-Sainte-Catherine, de l'avenue Westbury au Chemin de la Côte-des-Neiges. Arrondissement: Côte-des-Neiges−Notre-Dame-de-Grâce. Dépense totale de 11 801 587,80 $ (contrat: 10 878 083,94 $ + incidences: 1 035 058,55 $), taxes incluses. Appel d'offres public 280001 - 4 soumissionnaires conformes.		21 avril
15	Mandat SMCE164139002 Accorder un contrat à Entreprise de construction Ventec Inc. pour la réalisation des travaux de réaménagement de la rue Saint-Paul entre la Place Jacques-Cartier et la rue Berri, de la rue du Marché-Bonsecours, de la rue Bonsecours entre la rue Saint-Paul et la rue de La Commune et du trottoir nord de la rue de la Commune entre la rue du Marché-Bonsecours et la rue Bonsecours - lot 2B de la phase 1 du projet de réaménagement de la rue Saint-Paul - Arrondissement Ville-Marie - Dépense totale de 12 678 400,11 $ (contrat: 11 916 003,09$ + incidences: 762 397,02 $), taxes incluses. Appel d'offres public 329902 - 3 soumissionnaires.		24 mars
16	Mandat SMCE166316001 Accorder un contrat à Ceveco inc., pour le réaménagement de la place Vauquelin - Dépense totale de 13 198 858,82 $, taxes incluses - Appel d'offres public (16-6775) - (2 soumissionnaires).		21 avril
17	Mandat SMCE164102002 Accorder un contrat au Groupe T.N.T. inc., pour des travaux d'égout, de conduites d'eau principale et secondaire, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Saint-Patrick, d'un point à l'ouest de l'avenue Atwater à la rue Wellington. Arrondissement du Sud-Ouest. Dépense totale de 14 750 457,73 $ (contrat: 13 139 139,00 $ et incidences: 1 620 804,17 $), taxes incluses. Appel d'offres public 232003 - 4 soumissionnaires conformes.		21 avril
18	Mandat SMCE166196001 Accorder un contrat à Trempro Construction Inc. pour réaliser les travaux de fermeture des façades de filtres des galeries 1, 2 & 3 de l'usine de filtration (0396) du complexe de production d'eau potable Atwater dans l'arrondissement du Sud-Ouest situé au 3161 rue Joseph - Dépense totale de 2 867 345,73 $ taxes incluses - Appel d'offres 5762 (7 soumissionnaires).		21 avril

	Objet du mandat	Conseil municipal	Conseil d'agglomération
19	Mandat SMCE165891001 Accorder un contrat à la firme Trempro construction inc. pour réaliser des travaux de réfection de l'enveloppe de l'usine de filtration (0396), phase 2, du complexe de l'usine de production d'eau potable Atwater dans l'arrondissement Le Sud-Ouest situé au 3161 rue Joseph – Dépense totale de 2 242 509,78 $ taxes incluses – Appel d'offres 5826 (9 soumissionnaires).		21 avril
20	Mandat SMCE167126001 Octroyer un contrat à l'entreprise Norclair inc., plus bas soumissionnaire conforme, au montant total maximal de 2 236 514,09 $, pour des travaux de réfection de la station de pompage Camille à Lachine - Appel d'offres public numéro LAC-PUB-1524 - Six (6) soumissionnaires.	18 avril	
21	Mandat SMCE166765008 Accorder un contrat à Roxboro Excavation inc. pour la reconstruction de la chaussée, travaux de drainage, remplacement des conduites d'aqueduc, des branchements d'aqueduc et d'égouts, bordures, trottoirs, pavage et travaux connexes sur les rues Laurin (au sud du boulevard Gouin ouest), Hortie (au sud du boulevard Gouin ouest) et Olympia dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro - Dépense totale de 3 244 857,59 $, taxes incluses (contrat 3 061 186,41 $ + incidences 183 671,18 $) - Appel d'offres public ST-16-05 (12 soumissionnaires)	18 avril	
22	Mandat SMCE 166848001 Accorder un contrat à Néolect inc., pour la fourniture et l'installation de 185 caméras motorisées pour le Centre de la Gestion de la mobilité urbaine (CGMU), pour une période de 24 mois et autoriser une dépense maximale de 2 445 893,54 $, taxes incluses (contrat: 2 223 539,58 $; incidences: 222 353,96 $) - Appel d'offres public 16-14982 - (3 soumissionnaires).	18 avril	
23	Mandat SMCE167237001 Accorder un contrat à Néolect inc., pour la fourniture et l'installation des panneaux et du nouveau système de jalonnement dynamique pour une période de 12 mois pour une somme maximale de 6 515 414,22 $, taxes incluses (contrat: 5 665 577,58 $; incidences: 849 836,64 $) - Appel d'offres public 16-14789 - (3 soumissionnaires).		19 mai
24	Mandat SMCE167231008 Accorder un contrat aux Entreprises Michaudville inc., pour des travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, d'éclairage, de feux de circulation et d'aménagement paysager dans le boulevard Maurice-Duplessis, du boulevard Rivière-des-Prairies à la rue Olivier-Lejeune. Arrondissement de Rivière-des-Prairies−Pointe-aux-Trembles. Dépense totale de 11 481 000,00 $ (contrat: 10 395 000,00 $ + incidences: 1 086 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 233506 - 9 soumissionnaires.		19 mai
25	Mandat SMCE161009008 Accorder un contrat à SADE Canada inc. pour la réalisation, dans le cadre du projet de la Promenade urbaine « Fleuve-Montagne », de travaux de reconstruction d'infrastructures souterraines, de reconstruction d'escalier et de réaménagement du domaine public dans la rue McTavish, entre l'avenue du Docteur-Penfield et la rue Sherbrooke, de même que dans l'avenue du Docteur-Penfield, entre la rue Peel et l'extrémité est de la rampe McTavish. Dépense totale de 17 606 506,05 $, taxes incluses (travaux, contingences et boni potentiel : 16 624 006,05 $ + incidences 982 500 $). Appel d'offres public 329702 - Un soumissionnaire.		19 mai

	Objet du mandat	Conseil municipal	Conseil d'agglomération
26	Mandat SMCE161009007 (Accorder un contrat à Les Excavations Gilbert Théorêt inc. pour la réalisation, dans le cadre du projet de la Promenade urbaine « Fleuve-Montagne », de travaux de reconstruction d'infrastructures souterraines et de réaménagement du domaine public dans la rue Sherbrooke, entre la rue Peel et le boulevard Robert-Bourassa. Dépense totale de 16 152 228,96 $, taxes incluses (travaux et contingences : 14 974 791,46 $ + boni potentiel de performance : 287 437,50 $ + incidences : 890 000 $). Appel d'offres public 329701 - 2 soumissionnaires, dont 1 conforme.		19 mai
27	Mandat SMCE164956004 Accorder un contrat d'exécution de travaux à "Aménagement Côté Jardin inc." pour le lot 1A du projet des Escales découvertes du mont Royal, au montant de 3 446 368,11 $, pour une dépense totale de 3 523 368,11 $ (taxes incluses). - Appel d'offres public (16-6864). - Deux (2) soumissionnaires.		19 mai
28	Mandat SMCE167035002 Accorder un contrat à la firme Vidolo Excavation au montant de 5 400 778 $ taxes incluses et un contrat à Mélimax Transport au montant de 4 013 122 $ taxes incluses, pour la fourniture et transport de matières par conteneur pour les écocentres, pour une période de 39 et 42 mois, avec une option de deux (2) prolongations d'une année chacune - Dépense totale de 9 413 890 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15121 (5 soumissionnaires).		19 mai
29	Mandat SMCE165260002 Accorder un contrat de services professionnels à la firme SIR Solutions Inc pour l'acquisition, le paramétrage et l'entretien d'un logiciel de points de vente (PDV) pour une somme maximale de 1 495 249,88 $, taxes incluses - Appel d'offres public 15-14704 - 2 soumissionnaires conformes / Approuver un projet de convention à cette fin / Autoriser un ajustement récurrent de la base budgétaire du Services des TI de 75 600 $ au net à compter de 2018.		19 mai
30	Mandat SMCE166075002 Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec les firmes suivantes : Pro2p Services Conseils Inc. (Entente #2 au total de 374 732,27$ taxes incluses), STI Maintenance Inc. (Entente #3 au total de 1 600 888,91$ taxes incluses), R3D Conseil Inc. (Entente #4 au total de 1 006 318,69$ taxes incluses) et CIMA+ (Entente #5 au total de 518 210,72$ taxes incluses), pour l'acquisition de services professionnels informatiques spécialisés, pour une durée de 4 ans, pour le projet 71550 Gestion des actifs municipaux / Appel d'offres public no. 15-14943 - 9 soumissionnaires / Approuver les projets de conventions à cette fin.		19 mai
31	Mandat SMCE166316008 Accorder un contrat à Les Excavations Super inc., pour l'aménagement de l'entrée Saint-Laurent et Jarry pour une dépense totale de 4 067 792,00 $, taxes incluses - Appel d'offres public (16-6713) - (12 soumissionnaires).	16 mai	

	Objet du mandat	Conseil municipal	Conseil d'agglomération
32	Mandat SMCE164102005 (Accorder un contrat à Sade Canada inc., pour les travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage sur diverses rues dans les arrondissements d'Anjou, de Mercier−Hochelaga-Maisonneuve, de Montréal-Nord, d'Outremont, de Rosemont−La Petite-Patrie et de Villeray−Saint-Michel−Parc-Extension. Dépense totale de 10 928 272,00 $ (Contrat - secteur Est : 10 728 272,00 $ + incidences : 200 000,00 $, taxes incluses) Appel d'offres public 329407 - 9 soumissionnaires.	16 mai	
33	Mandat SMCE166628002 Conclure une entente-cadre de gré à gré, d'une durée de 30 mois, avec la firme BioForest Technologies Inc., fournisseur unique, pour la fourniture de l'insecticide TreeAzin. Montant de l'entente-cadre: 9 363 564 $, taxes incluses. Autoriser une dépense de 2 926 114 $ pour l'année 2016, taxes incluses.	16 mai	
34	Mandat SMCE166688008 Accorder un contrat à Entrepreneurs Paysagistes Strathmore (1997) ltée pour la fourniture, la plantation, l'entretien et l'arrosage d'environ 2 328 arbres pour une période de trois (3) ans (2016-2018) ainsi qu'un contrat à Pépinière Jardin 2000 Inc. pour la fourniture, la plantation, l'entretien et l'arrosage d'environ 1 945 arbres pour une période de trois (3) ans (2016-2018) - Dépense totale de 4 245 823,92 $, contingences et taxes incluses - Appel d'offres public 16-15070 - sept (7) soumissionnaires.	16 mai	
35	Mandat SMCE160660004 Accorder un contrat à la firme 9006-9311 Québec Inc. DEVCOR (1994) pour les travaux de réfection de la toiture et autres travaux au 1800, chemin Remembrance (218) - Dépense totale de 2 322 682,96 $, taxes incluses - Appel d'offres public 5796 - 4 soumissionnaires.		19 mai
36	Mandat SMCE166316011 Accorder un contrat à Ramcor Construction Inc. pour les travaux de préparation du site en vue du réaménagement du square Viger (îlots I et II) - Dépense totale de 2 842 059,56 $, taxes incluses - Appel d'offres publics (16-6869) - (3 soumissionnaires).		19 mai
37	Mandat SMCE160890005. Accorder un contrat de 3 418 740,60 $ à Aménagement Côté Jardin pour les travaux d'infrastructures souterraines et d'aménagement de la rue Emery et autoriser une dépense maximale de 3 760 614,66 $ (appel d'offres public VMP-16-004 – 1 soumissionnaire).		19 mai
38	Mandat SMCE166441003 Accorder un contrat de 4 781 097,18 $ à Les Constructions RRN inc. pour les travaux de reconstruction d'infrastructures sur la rue Saint-François-Xavier entre les rues Notre-Dame Ouest et Saint-Paul Ouest, dans l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 5 177 597,19 $ (appel d'offres public VMP-16-003 – 1 soumissionnaire).		19 mai
39	Mandat SMCE166861001 Accorder un contrat à Les Constructions et Pavage Jeskar Inc. pour la réalisation des interventions et aménagements en signalétique, mobilier et mise en lumière pour le Complexe environnemental de Saint-Michel (CESM), pour une dépense totale de 3 512 512,29 $ (contrat et incidences), taxes incluses. Appel d'offres public (15-6858) - (2 soumissionnaires).		19 mai

	Objet du mandat	Conseil municipal	Conseil d'agglomération
40	Mandat SMCE164114001 Conclure des ententes de services professionnels avec Conseillers en gestion et informatique CGI inc. (Entente no. 1 au montant de 935 726,30 $, Entente no. 2 au montant de 11 099 926,90 $, Entente no. 3 au montant de 8 438 937,48 $, Entente no. 5 au montant de 2 462 501,08 $, Entente no. 6 au montant de 5 797 509,86 $, Entente no. 8 au montant de 1 603 707,57 $, Entente no. 10 au montant de 5 221 266,49 $ et Entente no. 11 au montant de 1 018 423,70 $) et avec la Société Conseil Groupe LGS (Entente no. 9 au montant de 2 552 100,08 $, Entente no. 12 au montant de 748 221,48 $), incluant les taxes, pour une durée de 24 mois, pour la fourniture, sur demande, de services professionnels variés en informatique dans le but de supporter le Service des technologies de l'information / Appel d'offres 15-14420 - 13 soumissionnaires / Approuver dix (10) projets de convention à cette fin.		19 mai
41	Mandat SMCE166075001 Conclure une entente de services professionnels spécialisés en solution Oracle avec Conseillers en gestion et informatique CGI inc. dans le cadre du projet Approvisionnement III, pour une durée de 36 mois, pour une somme maximale de 3 723 446,41 $, taxes incluses - Appel d'offres public 15-14889 (4 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin.		19 mai
42	Mandat SMCE166075004 Conclure une entente de services professionnels avec Conseillers en gestion et informatique CGI inc. pour l'acquisition de services professionnels en informatique dans le cadre du projet Cour municipale numérique, pour une durée de 3 ans, pour une somme maximale de 1 094 008,36 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-14810 (4 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin.		19 mai
43	Mandat SMCE161009010 Accorder un contrat à Deric Construction inc. pour la réalisation, dans le cadre du projet de la Promenade urbaine « Fleuve-Montagne », de travaux d'infrastructures souterraines et d'aménagement dans la rue McTavish, entre l'avenue du Docteur-Penfield et l'avenue des Pins, de même que dans l'avenue des Pins, entre les rues McTavish et Redpath Crescent. Dépense totale maximale de 10 529 221,34 $, taxes incluses (travaux, contingences et boni potentiel : 9 859 221,34 $ + incidences 670 000 $). Appel d'offres public 329703 - Deux soumissionnaires.		22 juin
44	Mandat SMCE163113002 Accorder un contrat à Energère Consultant Inc. pour la fourniture et l'installation du système intelligent de gestion de l'éclairage de rue. Dépense totale de 28 026 840,05 $ (contrat: 27 576 840,05 $ + contingences: 300 000$ + incidences:150 000$), taxes incluses. Appel d'offres public 15-14912 - 4 soumissionnaires.		22 juin
45	Mandat SMCE166871001 Accorder un contrat à Rogers Communications, pour la fourniture d'une solution et des services professionnels pour les centres de contacts clients, pour une somme maximale de 3 622 793,27 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-14038 - (2 soumissionnaires).		22 juin

	Objet du mandat	Conseil municipal	Conseil d'agglomération
46	Mandat SMCE163820001 Octroyer un contrat à Les architectes FABG Inc., Fauteux et associés architectes paysagistes et WSP Canada Inc. d'une valeur totale de 3 228 087,55 $, taxes incluses pour la fourniture de services professionnels en architecture, ingénierie et architecture du paysage pour la phase 4B du Quartier des spectacles - Dépenses totales de 3 550 896,31 $, taxes incluses (contrat : 2 770 890,60 $ + 457 196,95 $ de contingences + 322 808,76 $ d'incidences). Appel d'offres public 16-15226, 7 soumissions déposées, 2 soumissions conformes / Approuver un projet de convention à cette fin.		22 juin
47	Mandat SMCE161029002 Accorder un contrat à Norgéreq Ltée pour remplacer les fenêtres et procéder à la mise aux normes de la plomberie et de l'électricité du garage des Carrières (0113) - Dépense totale de 2 691 579,95 $, taxes incluses - Appel d'offres public 5839 - cinq soumissionnaires - Contrat 14677.		22 juin
48	Mandat SMCE162961001 Accorder un contrat à Entreprise de construction T.E.Q. inc. pour la construction d'un nouvel atelier et bâtiment administratif sur le site du complexe Atwater dans l'arrondissement du Sud-Ouest situé au 999 rue Dupuis - Dépense totale de 34 359 289,97 $ taxes incluses - Appel d'offres 5832 (6 soumissionnaires).		22 juin
49	Mandat SMCE167231012 Accorder un contrat à Groupe TNT inc., pour des travaux de voirie, de conduites d'eau, d'égout et d'éclairage dans le boul. Langelier, de la rue Marie-Victorin à la rue Tardif dans l'arrondissement Montréal-Nord. Dépense total de 2 255 875,69 $ (contrat: 2 144 775,69 $ + incidences: 111 100,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 309901 - 6 soumissionnaires.	20 juin	
50	Mandat SMCE164631004 Accorder vingt contrats aux firmes 9055-0344 Québec inc. (DM Choquette), Déneigement Moderne inc., Groupe IMOG inc., J.L. Michon Transports inc., Les Entrepreneurs Bucaro inc., Les Entreprises Michaudville inc., Les Excavations Payette ltée, Les Excavations Super inc., Pavages d'Amour inc., Marina Matériaux et Équipements (Pépinière et paysagiste Marina inc.), Pépinière Michel Tanguay inc., Transport Rosemont inc. pour des services de déneigement des chaussées et des trottoirs pour des durées variant entre 2 et 5 ans, avec une option de prolongation d'une année - Dépense maximale totale de 113 736 495,88 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15049 - 24 soumissionnaires.	20 juin	
51	Mandat SMCE167231028 Accorder un contrat à la compagnie Les Entreprises Michaudville inc., pour des travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans les rues Jarry et Saint-Dominique dans l'arrondissement de Villeray−Saint-Michel−Parc-Extension. Dépense totale de 13 052 160,71 $ (contrat: 11 052 000,00 $ et des incidences: 2 140 482,48 $), taxes incluses. Appel d'offres public 223801 - 6 soumissionnaires. Accorder un contrat de gré à gré à Gaz Métro, dans le cadre du réaménagement de la rue Jarry, pour le déplacement de conduites pour la somme maximale de 132 685,37 $ taxes incluses - fournisseur exclusif.	20 juin	

	Objet du mandat	Conseil municipal	Conseil d'agglomération
52	Mandat SMCE167315003 Conclure avec les firmes Compass Minerals (10 087 584,57 $) et Mines Seleine, une division de K+S Sel Windsor ltée (3 931 149,89 $), des ententes-cadres pour une période approximative de 8 mois, pour la fourniture et la livraison de sel de déglaçage des chaussées à la suite de l'appel d'offres public # 16-15141 (3 soumissionnaires). (Montant total estimé des ententes: 14 018 734,46 $).		25 août
53	Mandat SMCE165891002 Accorder un contrat à la firme Saint-Denis Thompson Inc. pour réaliser des travaux de réfection de l'enveloppe de l'usine de filtration (0396), phase 3, du complexe de production d'eau potable Atwater dans l'arrondissement Le Sud-Ouest situé au 3161 rue Joseph – Dépense totale de 5 323 663,86 $ taxes incluses – Appel d'offres 5853 (4 soumissionnaires).		25 août
54	Mandat SMCE166316014 Accorder un contrat à Construction Généphi inc., pour la reconstruction de belvédères, de passerelles et de sentiers au parc-nature du Bois-de-l'Île-Bizard - Dépense totale de 11 284 767,25 $, taxes incluses - Appel d'offres public (16-6853) - (2 soumissionnaires) et autoriser un ajustement budgétaire annuel et récurrent de 115 000 $, au budget de fonctionnement du Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal		25 août
55	Mandat SMCE164021003 Accorder un contrat à Excavation Loiselle inc. pour les travaux de réhabilitation des sols des lots 5 207 393, 5 207 394 et 5 207 395 dans le cadre du projet du campus Outremont dans l'arrondissement d'Outremont - Dépense totale de 2 518 059,19 $, taxes incluses (contrat : 2 461 365,19 $ contingences incluses; incidences: 56 694,00 $- Appel d'offres public 221710 (7 soumissions).	22 août	
56	Mandat SMCE165897004 Accorder un contrat d'une durée de 18 mois à Pierre Brossard (1981) Ltée pour la réalisation de travaux électriques et civils de mise aux normes de signalisation lumineuse de 40 intersections sur le réseau artériel et local de la Ville de Montréal. Dépense totale de 11 707 453,87 $, taxes incluses (contrat de 7 804 969,25 $ et incidences de 3 902 484,62 $). Appel d'offres public # 16-44002 (3 soumissionnaires).	22 août	
57	Mandat SMCE161368003 Approuver un projet d'acte par lequel la Ville acquiert du Centre d'activités physiques et communautaires de l'Est (CAPCE) les droits détenus dans un emphytéose, pour la somme de 15 400 000 $, ainsi qu'un terrain appartenant au Cégep Marie-Victorin (CMV) pour la somme de 3 100 000 $, relativement à un immeuble situé au 7000, boulevard Maurice-Duplessis, dans les arrondissements de Montréal-Nord et de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, et obtient un droit d'usufruit en faveur de la Ville pour une durée de trente (30) années relativement à un immeuble appartenant au Cégep Marie-Victorin, situé au 7000, rue Marie-Victorin, dans l'arrondissements de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles, le tout selon les termes et conditions prévus à cet acte N/Réf. 31H12-005-3963-03.	26 septembre	

	Objet du mandat	Conseil municipal	Conseil d'agglomération
58	Mandat SMCE164815005 Accorder un contrat à la firme Conception et gestion intégrées Inc. pour la gestion du Complexe sportif Marie-Victorin pour une période de vingt-sept (27) mois pour une somme maximale de 3 692 003,62 $, taxes incluses - Appel d'offres public n° 16-15187 - 2 soumissionnaires. Pour 2016, autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses au montant de 219 026,07 $, taxes incluses.	26 septembre	
59	Mandat SMCE163447002 Conclure une entente-cadre avec la firme J. René Lafond inc. d'une période de quatre (4) ans, pour l'acquisition sur demande de tracteurs compacts articulés d'une puissance minimale de 47 HP à voie étroite et à poste de conduite arrière — Appel d'offres no 16-15257 (1 soumissionnaire conforme). (Montant estimé de 2 507 866.89 $ taxes incluses).		29 septembre
60	Mandat SMCE164069005 Approuver le projet de bail par lequel la Ville loue de 630 René-Lévesque West Property Co., pour un terme de 9 ans à compter du 1er juin 2017, des espaces situés au 1er, 2e, 3e, 4e et 6e étages de l'immeuble sis au 630, boulevard René-Lévesque Ouest, d'une superficie d'environ 94 795 pi², à des fins de bureaux, pour un loyer total de 35 333 296,01 $, incluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail. La dépense totale pour ce projet est de 38 838 895,14 $ taxes incluses.		29 septembre
61	Mandat SMCE163334015 Accorder un contrat à la firme EBC inc. pour la construction du bassin de rétention Rockfield d'une capacité de 45 000 m^3 dans l'arrondissement de Lachine pour une somme maximale de 21 951 419,52 $ taxes incluses - Dépenses totales de 23 951 419,52 $ taxes incluses - appel d'offres 5005-EC-143-02-06C - 13 soumissionnaires.		29 septembre
62	Mandat SMCE163334021 Accorder un contrat à Allia Infrastructures ltée pour la préparation de sites (ozonation et poste électrique) dans le cadre du projet de désinfection à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une somme maximale de 4 546 696,38 $, taxes incluses - Appel d'offres public 7309-AE - 8 soumissionnaires.		29 septembre
63	Mandat SMCE164368004 Octroyer un contrat à PBSC Solutions urbaines inc. d'une valeur maximale de 2 806 296,00 $ (taxes comprises) pour l'acquisition en 2016 de pièces et d'équipements permettant une optimisation du système de vélo en libre-service BIXI et approuver un projet de convention à cette fin.	24 octobre	
64	Mandat SMCE161550001 Accorder un contrat de services professionnels à la firme Conseillers en gestion informatique CGI inc. pour l'hébergement, l'exploitation et l'évolution du système Imagétique de la cour municipale, pour la période du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2018, pour une somme maximale de 1 939 168,35 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-14944 - 1 soumissionnaire / Approuver un projet de convention à cette fin.		27 octobre

	Objet du mandat	Conseil municipal	Conseil d'agglomération
65	Mandat SMCE165884003 Accorder un contrat de design-construction à Cosoltec inc. pour la conception et la construction de la cour de services d'Outremont située sur le site Atlantic dans l'arrondissement d'Outremont (bâtiment 1194) - Dépense totale de 20 616 914,52 $, taxes incluses - Appel d'offres 5854 (3 soumissionnaires).	21 novembre	
66	Mandat SMCE165954006 Conclure avec CPU Design inc. (famille 1 - 9 027 574,56 $), Compugen inc. (famille 2 : Lot A - 535 314,17 $, Lot B - 1 666 785,55 $, Lot C - 787 542,06 $, Lot D - 992 413,90 $, Lot E - 365 952,50 $, Lot F - 3 445 147,42 $ et famille 5 - 1 277 291,77 $), Informatique ProContact inc. (famille 3 - 543 267,20 $) et Coopérative de l'Université Laval (famille 4 - 4 075 234,84 $), des ententes-cadres d'une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande d'ordinateurs de table, portatifs, semi-robustes et robustes, de tablettes électroniques et de moniteurs - Appel d'offres public 16-15371 - (7 soumissionnaires).		24 novembre
67	Mandat SMCE167100001 Accorder un contrat de services professionnels à SNC-Lavalin inc. pour les études, la conception, la préparation de plans et devis, la surveillance de travaux et la gestion de projet de conduites principales d'aqueduc, pour une somme maximale de 4 922 544,92 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15195 - (5 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin.		24 novembre
68	Mandat SMCE167231045 Accorder un contrat à Construction Bau-Val inc., pour des travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation, dans les avenues Laurier et de l'Épée et dans le boulevard Saint-Joseph. Dépense totale de 15 697 353,27 $ (contrat: 13 847 691,64 $ + incidences: 1 869 416,63 $), taxes incluses. Appel d'offres public 284401 - 6 soumissionnaires.	21 novembre	
69	Mandat SMCE167231047 Accorder un contrat à Groupe TNT inc., pour des travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans le boulevard Laurentien, la rue Lachapelle, la rue Vanier et le boulevard Gouin - Phase 1. Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville. Dépense totale de 21 930 446,49 $ (contrat: 18 424 424 $ et incidences: 3 540 954,15 $), taxes incluses. Appel d'offres public 261601- 7 soumissionnaires.		24 novembre
70	Mandat SMCE164962005 Approuver une promesse de vente par laquelle 176061 Canada inc. s'engage à vendre à la Ville pour la réalisation de logements sociaux et communautaires, le lot 2 248 765 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de 3 299,9 m², situé du côté nord-est de l'avenue Querbes, à l'angle de la rue Beaumont, dans l'arrondissement de Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension pour la somme de 4 250 000 $, plus les taxes applicables. N/Réf. : 31H12-005-0961-09.		24 novembre

	Objet du mandat	Conseil municipal	Conseil d'agglomération
71	Mandat SMCE160695004 Accorder 7 contrats de collecte et transport des matières résiduelles aux firmes : Derichebourg Canada Environnement, RCI environnement division WM Québec Inc., Services environnementaux Richelieu et Services Ricova Inc. pour des durées de 35 ou 43 mois. Dépense totale de 21 349 964 $ taxes incluses - Appel d'offres public # 16-15252 - 7 soumissionnaires.	19 décembre	
72	Mandat SMCE160765001 Accorder un contrat à la firme Groupe Axino inc. pour des travaux de mise aux normes du Centre Étienne-Desmarteau - Dépense totale de 15 426 659.80 $ taxes incluses - Appel d'offres public no 5867, cinq (5) soumissionnaires - contrat 14975.	Non déposé au conseil en 2016	
73	Mandat SMCE164069004 Approuver le projet de bail par lequel la Ville loue, de Gestion Saint-Laurent Angus inc., pour une période de 6 ans et 9 mois, à compter du 1er avril 2019 des espaces situés au 1er étage, de l'immeuble sis à l'intersection de la rue Sainte-Catherine et du boulevard Saint-Laurent, d'une superficie d'environ 3 188 m², à des fins culturelles, pour un loyer total de 13 187 038,68 $, incluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail.	19 décembre	
74	Mandat SMCE164315002 Approuver une promesse de vente et d'achat bilatérale par laquelle les Religieuses Hospitalières de Saint-Joseph offrent de vendre à la Ville de Montréal, laquelle accepte d'acheter l'immeuble situé au 201 à 251A, avenue des Pins Ouest ainsi qu'un lot vacant situé sur l'avenue Duluth Ouest, à des fins municipales, dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, pour la somme de 14 550 000 $ / Approuver une dépense de 100 000 $ à titre de dépôt, par chèque, traite bancaire ou virement bancaire fait à l'ordre de Fasken Martineau DuMoulin, S.E.N.C.R.L., s.r.l., en fiducie / Approuver un projet de contrat de services professionnels à cet effet. N/Réf. : 31H12-005-0568-02.	19 décembre	
75	Mandat SMCE164962005-2 Approuver une promesse de vente par laquelle 176061 Canada inc. s'engage à vendre à la Ville pour la réalisation de logements sociaux et communautaires, le lot 2 248 765 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de 3 299,9 m², situé du côté nord-est de l'avenue Querbes, à l'angle de la rue Beaumont, dans l'arrondissement de Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension pour la somme de 4 250 000 $, plus les taxes applicables. N/Réf. : 31H12-005-0961-09.		22 décembre
76	Mandat SMCE165288010 Dans le cadre de la présentation de la Formule E, accorder un contrat à Deric Construction inc., pour la fourniture des éléments de protection de la piste dans le centre-ville de Montréal en 2017 et autoriser un dépense maximale de 7 525 502.02 $ (appel d'offres public VMP-16-029 - 2 soumissionnaires).		22 décembre

	Objet du mandat	Conseil municipal	Conseil d'agglomération
77	Mandat SMCE165288011 Dans le cadre de la présentation de la Formule E, accorder un contrat à Entreprise Techline inc. au montant de sa soumission (appel d'offres public VMP-16-030 - 2 soumissionnaires) et autoriser une dépense maximale de 8 966 755.95$ (TTC).		22 décembre
78	Mandat SMCE166316021 Accorder un contrat à Deric Construction Inc., pour la reconstruction de belvédères, de passerelles et de sentiers aux parcs-nature du Bois-de-Liesse et de la Pointe-aux-Prairies - Dépense totale de 7 070 948,30 $, taxes incluses - Appel d'offres public (16-6855) - (5 soumissionnaires) et autoriser un ajustement budgétaire annuel et récurrent de 115 000 $, au budget de fonctionnement du Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal.		22 décembre
79	Mandat SMCE167000007 Accorder un contrat à Stantec Experts-conseils ltée pour les services professionnels d'ingénierie pour la conception du projet de réfection de l'autoroute Bonaventure entre les axes 22 et 26 et de la rampe Brennan (projet 15-05) - Dépense maximale de 1 160 746,21 $ taxes et contingences incluses. Appel d'offres public 16-15359 - 8 soumissionnaires dont 6 conformes / Approuver le projet de convention à cette fin.		22 décembre
80	Mandat SMCE167014001 Accorder un contrat à Les Entreprises Michaudville inc., pour la construction de conduites d'eau de 900 mm et 1200 mm, sur les rues Léonard-de-Vinci, Bélanger et 16e Avenue entre les rues Crémazie et Beaubien - Arrondissements de Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension et de Rosemont - La Petite-Patrie - Dépense totale de 22 667 039,99 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10118 - (8 soumissionnaires)		22 décembre
81	Mandat SMCE167443001 Accorder un contrat de services professionnels en gestion de projets à CIMA+ s.e.n.c. pour la réalisation du programme d'implantation du système de détection avec identification par radiofréquence (RFID) – Phase 3 dans les bibliothèques identifiées, pour une somme maximale de 7 461 814,27 $$, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15016 (1 soumissionnaire) / Approuver un projet de convention à cette fin.	19 décembre	

Annexe 2
Recommandations ponctuelles faites par la Commission permanente sur l'examen des contrats en 2016

Recommandations ponctuelles 2016

	Mandat	Date de la séance	Objet de la recommandation
1	Mandat SMCE151009018 Octroyer à Rousseau Lefebvre Inc., seul soumissionnaire conforme, un contrat de services professionnels en architecture de paysage, ingénierie, design urbain et éclairage d'ambiance pour la conception des plans et devis des lieux publics centraux du Projet Bonaventure et de surveillance des travaux dans le cadre du même projet - Dépense maximale de 6 002 261,37 $, taxes incluses - Appel d'offres public no 15-14866. (2 soumissionnaires dont 1 conforme).	10 février	La Commission recommande, à l'unanimité, que l'administration rappelle aux services municipaux l'importance de prendre tous les moyens, notamment dans la préparation des documents d'appel d'offres, pour favoriser une saine concurrence dans l'ensemble des contrats de services professionnels.
2	Mandat SMCE SMCE155304001 Accorder un contrat de services professionnels de gré à gré et autoriser la convention à cette fin avec la firme Keleny inc. pour la fourniture de services professionnels d'interprètes et de traducteurs judiciaires requis à la cour municipale de la Ville de Montréal dans le cadre de ses activités, pour la somme maximale de 2 878 330,14 $, taxes incluses, couvrant la période du 21 mars 2016 au 22 mars 2019.	9 mars	*Considérant qu'il n'y a présentement qu'un seul fournisseur pour l'ensemble des services d'interprétariat et de traduction judiciaire requis pour la cour municipale;* La Commission recommande que la Direction des services judiciaires réfléchisse à une nouvelle approche pour la sollicitation de ce marché de façon à favoriser l'émergence d'une concurrence dans la rétention des services d'interprétariat, notamment pour les langues les plus utilisées par la cour municipale.
3	Mandat SMCE SMCE154102010 Accorder un contrat à Les Excavations Gilbert Théorêt inc. pour des travaux de reconstruction d'un égout combiné, des conduites d'eau secondaires, d'une structure de chambre de débitmètre, de chaussée, de trottoirs, de bordures, de bases, de la mise aux normes du réseau de la CSEM et de Bell Canada, de travaux d'éclairage et de construction de conduits électriques, là où requis dans le Chemin de la Côte-Sainte-Catherine, de l'avenue Westbury au Chemin de la Côte-des-Neiges. Arrondissement: Côte-des-Neiges−Notre-Dame-de-Grâce. Dépense totale de 11 801 587,80 $ (contrat: 10 878 083,94 $ + incidences: 1 035 058,55 $), taxes incluses. Appel d'offres public 280001 - 4 soumissionnaires conformes.	10 mars	*Considérant l'inclusion de clauses relatives à l'expérience du maître d'œuvre pour qualifier les soumissionnaires dans certains contrats;* La Commission recommande que les unités d'affaires s'assurent de définir le plus précisément possible les termes des critères utilisés dans les clauses de qualification des soumissionnaires pour assurer l'objectivité du processus d'appel d'offres.

	Mandat	Date de la séance	Objet de la recommandation
4	Mandat SMCE SMCE164139002 Accorder un contrat à Entreprise de construction Ventec Inc. pour la réalisation des travaux de réaménagement de la rue Saint-Paul entre la Place Jacques-Cartier et la rue Berri, de la rue du Marché-Bonsecours, de la rue Bonsecours entre la rue Saint-Paul et la rue de La Commune et du trottoir nord de la rue de la Commune entre la rue du Marché-Bonsecours et la rue Bonsecours - lot 2B de la phase 1 du projet de réaménagement de la rue Saint-Paul - Arrondissement Ville-Marie - Dépense totale de 12 678 400,11 $ (contrat: 11 916 003,09$ + incidences: 762 397,02 $), taxes incluses. Appel d'offres public 329902 - 3 soumissionnaires.	10 mars	*Considérant l'inclusion de clauses relatives à l'expérience du maître d'œuvre pour qualifier les soumissionnaires dans certains contrats;* La Commission recommande que les unités d'affaires s'assurent de définir le plus précisément possible les termes des critères utilisés dans les clauses de qualification des soumissionnaires pour assurer l'objectivité du processus d'appel d'offres.
5	Mandat SMCE161009007 Accorder un contrat à Les Excavations Gilbert Théorêt inc. pour la réalisation, dans le cadre du projet de la Promenade urbaine « Fleuve-Montagne », de travaux de reconstruction d'infrastructures souterraines et de réaménagement du domaine public dans la rue Sherbrooke, entre la rue Peel et le boulevard Robert-Bourassa. Dépense totale de 16 152 228,96 $, taxes incluses (travaux et contingences : 14 974 791,46 $ + boni potentiel de performance : 287 437,50 $ + incidences : 890 000 $). Appel d'offres public 329701 - 2 soumissionnaires, dont 1 conforme.	4 mai	La Commission recommande que, dans le cas de dossiers où les sommes prévues au chapitre des incidences sont plus élevées que les normes habituelles, les unités d'affaires présentent une ventilation détaillée de celles-ci.

Mandat		Date de la séance	Objet de la recommandation
6	Mandat SMCE161009008 Accorder un contrat à SADE Canada inc. pour la réalisation, dans le cadre du projet de la Promenade urbaine « Fleuve-Montagne », de travaux de reconstruction d'infrastructures souterraines, de reconstruction d'escalier et de réaménagement du domaine public dans la rue McTavish, entre l'avenue du Docteur-Penfield et la rue Sherbrooke, de même que dans l'avenue du Docteur-Penfield, entre la rue Peel et l'extrémité est de la rampe McTavish. Dépense totale de 17 606 506,05 $, taxes incluses (travaux, contingences et boni potentiel : 16 624 006,05 $ + incidences 982 500 $). Appel d'offres public 329702 - Un soumissionnaire.	4 mai	La Commission recommande que, dans le cas de dossiers où les sommes prévues au chapitre des incidences sont plus élevées que les normes habituelles, les unités d'affaires présentent une ventilation détaillée de celles-ci.
7	Mandat SMCE164956004 Accorder un contrat d'exécution de travaux à "Aménagement Côté Jardin inc." pour le lot 1A du projet des Escales découvertes du mont Royal, au montant de 3 446 368,11 $, pour une dépense totale de 3 523 368,11 $ (taxes incluses). - Appel d'offres public (16-6864). - Deux (2) soumissionnaires.	4 mai	La Commission recommande que, dans le cas où un contrat porte sur un ou quelques objets qui s'inscrivent dans un projet plus large, les unités d'affaires présentent au sommaire décisionnel de chaque contrat un portrait des diverses phases du projet avec les prévisions budgétaires et les échéanciers prévus de réalisation.
8	Mandat SMCE161009010 Accorder un contrat à Deric Construction inc. pour la réalisation, dans le cadre du projet de la Promenade urbaine « Fleuve-Montagne », de travaux d'infrastructures souterraines et d'aménagement dans la rue McTavish, entre l'avenue du Docteur-Penfield et l'avenue des Pins, de même que dans l'avenue des Pins, entre les rues McTavish et Redpath Crescent. Dépense totale maximale de 10 529 221,34 $, taxes incluses (travaux, contingences et boni potentiel : 9 859 221,34 $ + incidences 670 000 $). Appel d'offres public 329703 - Deux soumissionnaires.	8 juin	La Commission recommande que les services municipaux intègrent à leurs sommaires décisionnels, lorsque cela s'applique, des renseignements détaillés sur les coûts unitaires ou au mètre linéaire pour certains travaux, comme la réhabilitation de conduites d'aqueduc ou d'égout et la construction de chaussées, de bordures et de trottoirs.

Mandat		Date de la séance	Objet de la recommandation
9	Mandat SMCE165891002 Accorder un contrat à la firme Saint-Denis Thompson Inc. pour réaliser des travaux de réfection de l'enveloppe de l'usine de filtration (0396), phase 3, du complexe de production d'eau potable Atwater dans l'arrondissement Le Sud-Ouest situé au 3161 rue Joseph – Dépense totale de 5 323 663,86 $ taxes incluses – Appel d'offres 5853 (4 soumissionnaires).	10 août	*Considérant l'importance d'avoir un portrait complet des projets comprenant plusieurs phases et pour lesquels la Commission permanente sur l'examen des contrats est appelée à étudier certains contrats;* La Commission recommande que les services municipaux présentent, dans les sommaires décisionnels de contrats s'inscrivant dans un projet plus large, l'estimation budgétaire totale des diverses phases du projet.
10	Mandat SMCE166316014 Accorder un contrat à Construction Généphi inc., pour la reconstruction de belvédères, de passerelles et de sentiers au parc-nature du Bois-de-l'Île-Bizard - Dépense totale de 11 284 767,25 $, taxes incluses - Appel d'offres public (16-6853) - (2 soumissionnaires) et autoriser un ajustement budgétaire annuel et récurrent de 115 000 $, au budget de fonctionnement du Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal	10 août	*Considérant que, pour le présent contrat, la même entreprise a réalisé les inventaires préalables et produit les plans et devis;* *Considérant que cette situation présente un certain potentiel de conflit d'intérêt;* La Commission recommande au Service de s'assurer, dans l'octroi des prochains contrats de même nature, de modifier ses façons de faire pour éviter que la même firme réalise à la fois les inventaires préalables et les plans et devis.
11	Mandat SMCE164069005 Approuver le projet de bail par lequel la Ville loue de 630 René-Lévesque West Property Co., pour un terme de 9 ans à compter du 1er juin 2017, des espaces situés au 1er, 2e, 3e, 4e et 6e étages de l'immeuble sis au 630, boulevard René-Lévesque Ouest, d'une superficie d'environ 94 795 pi², à des fins de bureaux, pour un loyer total de 35 333 296,01 $, incluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail. La dépense totale pour ce projet est de 38 838 895,14 $ taxes incluses	14 septembre	La Commission recommande que, dans chaque dossier à caractère immobilier (acquisitions, locations), les contrats soient expliqués et justifiés à la lumière de la stratégie immobilière globale de la Ville. La Commission recommande que la stratégie immobilière de la Ville fasse l'objet d'une présentation à l'ensemble des élus des conseils municipal et d'agglomération.

Mandat		Date de la séance	Objet de la recommandation
12	Mandat SMCE164962005-2 Approuver une promesse de vente par laquelle 176061 Canada inc. s'engage à vendre à la Ville pour la réalisation de logements sociaux et communautaires, le lot 2 248 765 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de 3 299,9 m², situé du côté nord-est de l'avenue Querbes, à l'angle de la rue Beaumont, dans l'arrondissement de Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension pour la somme de 4 250 000 $, plus les taxes applicables. N/Réf. : 31H12-005-0961-09.		La Commission, à l'unanimité, recommande au Service de la gestion et de la planification immobilière de considérer la possibilité de procéder par appels de propositions dans des dossiers futurs de même nature.

Montréal

Commission permanente sur l’inspecteur général

Commentaires et recommandations faisant suite au mandat reçu du conseil municipal (CM16 1192) portant sur l'élargissement du mandat du Bureau de l'inspecteur général

Rapport déposé au conseil municipal
le 27 mars 2017

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

La commission permanente sur l'inspecteur général

Présidente

Mme Lorraine Pagé
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Vice-présidents

M. Richard Bergeron
Arrondissement de Ville-Marie

M. Benoit Dorais
Arrondissement Le Sud-Ouest

Mme Erika Duchesne
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Edgar Rouleau
Cité de Dorval

Membres

Mme Manon Barbe
Arrondissement de LaSalle

M. Éric Alan Caldwell
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Manon Gauthier
Arrondissement de Verdun

M. Jean-Marc Gibeau
Arrondissement de Montréal-Nord

M. Beny Masella
Ville de Montréal-Ouest

Mme Marie-Andrée Mauger
Arrondissement de Verdun

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Montréal, le 27 mars 2017

M. Denis Coderre
Maire de Montréal
Membres du conseil municipal
Hôtel de ville de Montréal
275, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Mesdames,
Messieurs,

Conformément au règlement 14-013 et au mandat reçu du conseil municipal le 24 octobre 2016, la Commission permanente sur l'inspecteur général a l'honneur de déposer au conseil municipal ses commentaires et recommandations faisant suite au mandat reçu du conseil municipal d'étudier la motion de la troisième opposition pour l'élargissement du mandat du Bureau de l'inspecteur général.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

(ORIGINAL SIGNÉ)

Lorraine Pagé
Présidente

(ORIGINAL SIGNÉ)

Pierre G. Laporte
Secrétaire recherchiste

MISE EN CONTEXTE

Le 24 octobre 2016, le conseil municipal a mandaté la Commission permanente sur l'inspecteur général d'étudier la «Motion de la troisième opposition pour l'élargissement du Bureau de l'inspecteur général» (CM16 1192).

La Commission a procédé à l'étude de cette motion lors de séances de travail les 3 novembre et 1er décembre 2016, ainsi que les 19 janvier et 2 mars 2017. Pour ce faire, elle a rencontré dans un premier temps l'inspecteur général, Me Denis Gallant ainsi que des membres de son personnel. Elle a poursuivi en échangeant avec des représentants du Service de la mise en valeur du territoire, du Service des affaires juridiques et du Service du Contrôleur général.

Les membres de la Commission ont, par la suite, poursuivi leur analyse et convenu des recommandations consignées au présent rapport.

LA MOTION DE LA TROISIÈME OPPOSITION POUR L'ÉLARGISSEMENT DU MANDAT DU BUREAU DE L'INSPECTEUR GÉNÉRAL

Voici le texte de la résolution CM16 1192 pour laquelle la Commission a été mandatée :

«Attendu que la Loi concernant l'inspecteur général de la Ville de Montréal est entrée en vigueur le 13 juin 2014;

Attendu qu'à la suite de l'adoption de la Loi concernant l'inspecteur général de la Ville de Montréal, la Charte de la Ville de Montréal fut modifiée et l'inspecteur général obtint en conséquence ses pouvoirs actuels;

Attendu que l'inspecteur général a pour mandat de surveiller les processus de passation de contrats et l'exécution de ceux-ci par la Ville de Montréal et de toute personne morale qui lui est liée, telles que la Société de transport de Montréal (STM), la Société d'habitation et de développement de Montréal (SHDM) et la Société du parc Jean-Drapeau (SPJD);

Attendu que l'inspecteur général peut annuler tout processus de passation d'un contrat de la Ville ou de toute personne morale qui lui est liée, résilier tout contrat de la Ville ou de cette personne morale ou suspendre l'exécution d'un tel contrat selon certaines conditions établies par la loi;

Attendu que malgré ce pouvoir d'annuler, de résilier ou de suspendre un contrat, la décision de l'inspecteur général peut toutefois être renversée par le conseil concerné de la Ville ou par le conseil de la Ville qui est compétent à l'égard du mandat de la personne morale qui est liée à la Ville;

Attendu que les problèmes de corruption et de collusion ne se limitent pas au processus d'octroi de contrats, mais que le potentiel de gain financier relié au développement immobilier met à risque les processus de changement de zonage;

que le conseil municipal mandate la Commission permanente sur l'inspecteur général d'étudier la pertinence et la possibilité d'une modification de la Loi concernant l'inspecteur général de la Ville de Montréal dans le but d'élargir son mandat afin d'inclure les processus de changement de zonage et les situations de conflit d'intérêts d'élus, d'employés et d'anciens employés de la Ville. »

LE POINT DE VUE DE L'INSPECTEUR GÉNÉRAL

Essentiellement, l'inspecteur général, Me Denis Gallant, s'est dit favorable à l'élargissement de son mandat aux processus de changement de zonage. Il a souligné à la Commission qu'il conviendrait d'ajouter aux processus de changement de zonage le recours à l'un des outils dérogatoires présents dans les règlements d'urbanisme, notamment :

- les dérogations mineures;
- les usages conditionnels;
- les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (PPCMOI);
- les plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA).

Pour le Bureau de l'inspecteur général (BIG), les problèmes de corruption ou de collusion et les gains potentiels liés au développement immobilier ne se limitent pas aux seuls changements de zonage.

Dans tous les cas, il y a exercice d'un pouvoir discrétionnaire qui devrait faire l'objet d'une surveillance par un organisme indépendant, selon le BIG, afin d'éviter que les processus ne soient détournés de leur objectif premier.

Présentement, aucune instance indépendante n'est saisie de la surveillance de ces processus. Me Gallant est d'avis que le BIG a la capacité opérationnelle de mener ce type d'enquête et est l'entité la plus à même de remplir un tel mandat. Il rappelle cependant que la *Charte de la Ville de Montréal* devrait être modifiée en conséquence, si le conseil municipal décidait d'adopter la motion de la troisième opposition, afin d'inclure les processus de changement de zonage et le recours aux outils dérogatoires d'urbanisme aux champs d'intervention du BIG.

Si le mandat du BIG était élargi, il serait essentiel de définir son cadre d'action en fonction des impératifs particuliers du processus de changement de zonage et des recours aux outils dérogatoires présents dans les règlements d'urbanisme. En effet, l'approche d'enquête et d'analyse à partir de dénonciations ou de signalements pourrait être utilisée, mais dans un contexte différent de celui du processus d'octroi et de gestion de contrats.

En ce qui a trait au mandat relatif aux conflits d'intérêt d'élus et d'employés de la Ville, Me Gallant s'est montré beaucoup plus réticent. Il a rappelé que l'inspecteur général est indépendant, qu'il ne participe aucunement aux affaires courantes de la Ville et ne fait pas partie de sa structure. Il peut traiter de situations de conflits d'intérêts lorsqu'elles influencent indûment les processus de passation et de gestion de contrats. Advenant l'élargissement du mandat du BIG aux changements de zonage et au recours aux outils

dérogatoires, il pourrait aussi traiter les situations de conflits d'intérêt relatives à ces dossiers.

Mais l'élargissement du mandat du BIG à l'ensemble des situations de conflits d'intérêt pourrait, de son point de vue, mettre en péril sa mission même, alors qu'il se doit de garder tout le recul nécessaire à l'égard de la Ville dans le cadre de sa mission, pour être en mesure de critiquer, lorsqu'il le juge nécessaire, les positions prises par l'administration municipale.

L'inspecteur général considère que le contrôleur général de la Ville pourrait être mieux placé que lui pour exercer la compétence sur les situations de conflits d'intérêt d'élus, d'employés et d'anciens d'employés de la Ville.

D'un point de vue opérationnel, l'inspecteur général a expliqué qu'il procéderait, pour ses éventuels nouveaux mandats, de la même manière que pour les contrats en tenant compte des signalements et des dénonciations reçues et en procédant à des enquêtes. Évidemment, le BIG se donnerait des priorités à l'interne, compte tenu des ressources à sa disposition.

LE POINT DE VUE DES SERVICES MUNICIPAUX

Le Service de la mise en valeur du territoire

Le représentant du Service de la mise en valeur du territoire a d'abord rappelé que l'intention derrière la motion déposée au conseil était intéressante. Il a souligné que plusieurs actes, comme les changements de zonage, les PPCMOI, les projets en vertu de l'article 89 de la C*harte de la Ville de Montréal* et autres, suivaient une voie discrétionnaire avec un potentiel de corruption dans tous les cas. Selon lui, il y a donc des maillons faibles dans le processus qui peuvent mener à des jeux d'influence.

Il a souligné avoir déjà collaboré avec le Contrôleur général dans certains dossiers et a été satisfait des gestes posés. Il a ajouté aussi que le Contrôleur général avait la possibilité d'accéder à tous les outils des employés (ordinateurs, téléphones, etc.) lors de ses enquêtes.

Il ne voit pas la nécessité de donner un rôle supplémentaire à l'inspecteur général. Pour lui, les interventions du BIG dans ce type de dossiers pourraient avoir pour effet de ralentir des projets majeurs.

Il a été appelé à échanger avec les membres de la Commission et a souligné que la composition et le fonctionnement des comités consultatifs d'urbanisme (CCU) était très variable d'un arrondissement à l'autre et qu'une réflexion sur cette question pourrait être utile.

Le Service des affaires juridiques

Le représentant du Service des affaires juridiques, a reconnu d'entrée de jeu qu'il y avait une préoccupation légitime quant aux questions d'influence dans les processus de

changement de zonage, notamment. Il serait, selon lui, souhaitable que le gouvernement du Québec réfléchisse plus largement sur la question.

Il n'est pas contre l'idée de donner des compétences supplémentaires au BIG, mais est d'avis qu'il faut réfléchir face à la juxtaposition éventuelle de plusieurs juridictions : UPAC, Commissaire au lobbysme, Commission municipale, etc. Il y a des outils qui existent actuellement et il conviendrait de se demander quel serait l'effet de nouveaux chevauchements.

Enfin, pour lui, l'ajout de nouvelles compétences pour le BIG entraînerait inévitablement une réflexion sur ses besoins et ses ressources. De même, le BIG pourrait se retrouver dans une situation où il interviendrait dans les compétences de plusieurs organismes.

Le Bureau du Contrôleur général

Le représentant du Service du Contrôleur général a d'abord rappelé les principales dispositions de la *Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale* et les divers mécanismes d'application qui y sont prévus.

Il a présenté ensuite les grandes lignes du Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la Ville et des conseils d'arrondissement et du Code de conduite des employés de la Ville de Montréal.

Il a aussi souligné les distinctions entre les rôles de l'Inspecteur général et du Contrôleur général.

Il a expliqué le rôle de la Commission municipale du Québec qui peut imposer des sanctions à tout membre d'un conseil d'une municipalité qui a commis un manquement à une règle prévue au code d'éthique et de déontologie qui lui est applicable. Ces sanctions peuvent aller de la simple réprimande à la suspension pour une période d'au plus 90 jours.

Il a enfin souligné que le BIG, en tant que gestionnaire de la ligne éthique, recevait les dénonciations et autres plaintes portant sur des employés municipaux et les transmettait au Bureau du Contrôleur général, qui a pleine compétence en ce qui a trait au personnel de la Ville.

Pour lui, il y a suffisamment d'instances en place pour répondre aux problèmes et les responsabilités de chacune des instances sont claires.

L'ANALYSE DE LA COMMISSION

Le BIG est un organisme de surveillance indépendant qui s'est imposé dans la vie municipale montréalaise au cours des trois dernières années et qui jouit d'une excellente réputation auprès des élus municipaux.

Les processus de changement de zonage ou le recours aux outils dérogatoires présents dans les règlements d'urbanisme sont susceptibles de faire l'objet de manœuvres

dolosives semblables à celles que l'on peut retrouver dans les processus d'adjudication et d'exécution des contrats. En effet, les enjeux sont tels que la corruption, la collusion ou le trafic d'influence peuvent être au rendez-vous. Comme il est indiqué dans les «attendus» de la motion déposée au conseil municipal par la troisième opposition, le potentiel de gain financier lié au développement immobilier peut mettre à risque les processus de changement de zonage.

Pour la Commission, le BIG a fait ses preuves par ses enquêtes et ses rapports portant sur l'adjudication et l'exécution des contrats. De plus, sa reddition de comptes publique est largement appréciée des élus.

La Commission est bien consciente que l'élargissement du mandat du BIG suppose un long processus de représentation auprès des instances gouvernementales et des modifications à la *Charte de la Ville de Montréal*. Elle considère cependant que le jeu en vaut la chandelle.

Par ailleurs, la Commission a pu constater de grandes disparités dans la composition des CCU d'un arrondissement à l'autre. Lors des échanges avec le directeur du Service de la mise en valeur du territoire, il est ressorti clairement que certaines lignes directrices gagneraient à être établies, dans le respect, de la loi et des règlements, pour favoriser une certaine homogénéité dans la composition des ces comités dont l'importance n'a pas à être démontrée.

En ce qui a trait aux conflits d'intérêt d'élus, d'employés et d'anciens employés de la Ville, la situation n'est pas aussi évidente. Le BIG n'est pas en accord pour qu'on élargisse son mandat dans cette direction et la Commission partage ce point de vue.

Les questions de conflits d'intérêts sont intimement liées à la gestion des élus et des employés par la Ville et supposent la prise de mesures disciplinaires, en conformité avec les codes de conduite et d'éthique en place et les contrats d'emploi applicables. Astreindre le BIG à appliquer des mesures disciplinaires liées à des codes d'éthique ou des contrats de travail placerait l'inspecteur général en contradiction avec son rôle de surveillance et avec les garanties d'indépendance qu'il doit apporter à son mandat.

En ce qui a trait aux questions d'éthique et de conflits d'intérêts touchant les employés, on doit considérer que le Service du contrôleur général est l'instance appropriée, compte tenu de la nature de son mandat et de ses activités, comme l'a démontré le Contrôleur général l'a démontré aux membres de la Commission.

Reste la question des conflits d'intérêts d'élus. Le Service du Contrôleur général et le Service des affaires juridiques ont abondé dans le même sens : l'instance compétente pour traiter des questions de conflits d'intérêts des élus est la Commission municipale du Québec (CMQ).

Pour les membres de la Commission, la CMQ n'est pas une instance efficace, du moins pour les questions d'éthique et de conflit d'intérêts des élus montréalais. Ils croient qu'une intervention de la Ville de Montréal invitant le gouvernement du Québec à développer une solution pratique et efficace en ce qui a trait aux questions éthiques chez les élus municipaux pourrait être déterminante.

LES AUTREES MODIFICATIONS AU MANDAT DEMANDÉES OU SOUHAITÉES PAR L'INSPECTEUR GÉNÉRAL

Pour la Commission, la motion présentée par la troisième opposition, parce qu'elle propose l'élargissement du mandat du BIG, offre l'occasion de se pencher sur les demandes du BIG et sur les remarques ponctuelles que l'on retrouve dans ses rapports quant aux limites de ses compétences. En effet, il n'est pas rare de lire dans les rapports du BIG que l'inspecteur général n'aurait pas hésité à résilier un contrat ou à annuler un processus de passation de contrat s'il en avait eu le pouvoir.

La Commission comprend que l'inspecteur général souhaiterait avoir plus de pouvoir pour annuler des processus ou résilier des contrats, notamment dans les cas où il observe le non-respect d'une disposition légale liée au processus de passation de contrats ou encore quand il constate qu'un appel d'offres est dirigé.

Le BIG a maintenant trois ans d'existence. Pour la Commission, le moment est propice à une révision des mandats et des pouvoirs de cette jeune institution, mais cela ne devrait pas se faire à la pièce. Il conviendrait de regrouper les diverses demandes ponctuelles du BIG visant des changements à la *Charte de la Ville de Montréal* ou à d'autres lois et règlements et permettre à la Commission de donner son avis aux conseils municipal et d'agglomération sur ces demandes.

LES RECOMMANDATIONS

La Commission remercie les représentants du Bureau de l'inspecteur général, du Service de la mise en valeur du territoire, du Service des affaires juridiques et du Service du Contrôleur général pour leurs observations et leurs commentaires qui ont enrichi la réflexion des commissaires.

La Commission soumet les recommandations au conseil municipal :

CONSIDÉRANT la motion de la troisième opposition pour l'élargissement du mandat du Bureau de l'inspecteur général déposée au conseil municipal lors de sa séance du 24 octobre 2016;

CONSIDÉRANT le mandat donné à la Commission permanente sur l'inspecteur général par le conseil municipal lors de sa séance du 24 octobre 2016;

CONSIDÉRANT les commentaires et les observations du Bureau de l'inspecteur général, du Contrôleur général, du Service des affaires juridiques et du Service de la mise en valeur du territoire;

CONSIDÉRANT que les processus de changement de zonage sont à risque d'être entachés du même type de stratagèmes que l'on retrouve dans les processus de passation et d'exécution des contrats;

R-1
La Commission recommande l'élargissement du mandat de l'inspecteur général de la Ville de Montréal aux questions liées aux changements de zonage et aux projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (PPCMOI) et invite l'Administration à faire les représentations appropriées auprès des instances gouvernementales.

CONSIDÉRANT le mandat actuel du Contrôleur général;

R-2
La Commission recommande le maintien de la compétence du Bureau du Contrôleur général pour toutes les questions liées à l'éthique et aux conflits d'intérêts des employés de la Ville de Montréal.

CONSIDÉRANT le mandat et le fonctionnement de la Commission municipale du Québec;

CONSIDÉRANT l'importance pour la Ville de Montréal d'avoir accès à un outil efficace en matière d'éthique des élus;

R-3
La Commission recommande que l'Administration revendique auprès du gouvernement du Québec la mise en place d'une structure pratique et efficace en matière de questions d'éthique et de conflits d'intérêts chez les élus municipaux.

CONSIDÉRANT les disparités observables dans les arrondissements montréalais en ce qui a trait à la composition et au fonctionnement des comités consultatifs d'urbanisme (CCU);

R-4
La Commission recommande que le conseil municipal mandate la Commission permanente sur le développement économique et urbain et l'habitation pour qu'elle se penche sur le fonctionnement et la composition des comités consultatifs d'urbanisme et propose des orientations sur ces questions au conseil municipal et aux arrondissements.

CONSIDÉRANT les commentaires ponctuels dans les rapports de l'inspecteur général sur les limites de son mandat, notamment en ce qui a trait au pouvoir de résilier un contrat ou d'annuler un processus de passation d'un contrat;

R-5
La Commission recommande que l'inspecteur général regroupe les diverses modifications législatives ou réglementaires qu'il souhaite voir apporter à son mandat et les lui présentent dans le cadre d'une séance de travail. La Commission pourra, par la suite, faire les recommandations qu'elle jugera appropriées aux conseils municipal et d'agglomération.

Montréal

15.01

Déclaration
Séance du conseil municipal du 27 mars 2017

Déclaration appelant au respect du poids démocratique de la Ville de Montréal

Attendu que la Commission de la représentation électorale du Québec a déposé, le 17 mars 2015, le rapport préliminaire dans lequel est proposée la fusion des comtés de Mont-Royal et d'Outremont;

Attendu que la Commission de la représentation électorale (CRE) a tenu des auditions publiques le 28 avril 2015 à Montréal, afin d'entendre les citoyens; les députés et les organismes souhaitant s'exprimer sur cette proposition initiale;

Attendu que lors de ces auditions, la Ville de Montréal a déposé le mémoire « *Maintenir la voix de la métropole »,* lequel contenait trois recommandations;

Attendu que ces trois recommandations appelaient au maintien des circonscriptions actuelles, à prendre en compte la population dans le calcul établissant les circonscriptions et à s'assurer d'un nombre plancher de 28 députés représentant l'Île de Montréal à l'Assemblée nationale;

Attendu que la Commission de la représentation électorale (CRE) a déposé, le 7 février 2017, son second rapport décrivant sa proposition révisée de délimitation des circonscriptions électorales;

Attendu que ce second rapport annonçait la disparition de la circonscription provinciale de Sainte-Marie–Saint-Jacques;

Attendu que la mobilisation des citoyens de Sainte-Marie–Saint-Jacques, du maire de Montréal, de plusieurs élu(e)s du conseil municipal et d'autres acteurs de la société civile fut entendue;

Attendu que la publication dans la Gazette officielle du Québec du 2 mars 2017 de la liste des nouvelles circonscriptions électorales confirmait le maintien du comté de Sainte-Marie–Saint-Jacques;

Attendu que la CRE confirmait la fusion des circonscriptions électorales de Mont-Royal et d'Outremont;

Attendu que les critères relatifs à la délimitation des circonscriptions électorales du Québec ne sont plus adéquats pour assurer une juste représentation de la Ville de Montréal, métropole du Québec;

Il est proposé par Denis Coderre, maire de Montréal et appuyé par Lionel Perez et Russel Copeman:

Que le conseil municipal dénonce la décision de la Commission de la représentation électorale de fusionner les circonscriptions électorales de Mont-Royal et Outremont;

Que le conseil municipal réitère les trois recommandations contenues dans son mémoire déposé le 19 mai 2015;

Que le conseil municipal invite les membres de l'Assemblée nationale du Québec à mandater la Commission de la représentation électorale pour modifier les critères relatifs à la délimitation des circonscriptions électorales du Québec, notamment en tenant comte des recommandations contenues dans son mémoire.

Montréal

15.02

Déclaration
Séance du conseil municipal du 27 mars 2017

DÉCLARATION DE MONTRÉAL POUR SOULIGNER LE 100e ANNIVERSAIRE DE LA FÉDÉRATION CJA

Attendu que les premiers Juifs se sont établis au Québec dans les années 1760, démontrant un enracinement profond des membres de la communauté juive envers Montréal et le Québec tout entier;

Attendu que la Fédération CJA, l'institution centrale d'entraide, de représentation et de philanthropie de la communauté juive montréalaise et québécoise, célèbre cette année son 100e anniversaire;

Attendu que l'Assemblée nationale du Québec a souligné le 100e anniversaire de la Fédération CJA;

Attendu que l'organisation, au cours de son histoire, a agi à titre de bouclier de la communauté juive, qu'elle a joué un rôle crucial dans l'intégration de nouveaux arrivants, venant en aide aux plus démunis et aux aînés et à l'accueil, à Montréal, d'un nombre important de survivants de la Shoah;

Attendu que la Fédération CJA contribue au succès économique, culturel et académique de Montréal et qu'elle soutient, encore aujourd'hui, grâce à son travail caritatif, un large éventail d'activités au service des Juifs de Montréal et du Québec;

Attendu que la Fédération CJA célèbre les contributions importantes faites dans de nombreux domaines par la communauté juive de Montréal, contribuant ainsi au succès et à la croissance de Montréal, du Québec et du Canada;

Attendu que l'Administration municipale a adopté la Déclaration de Montréal contre la discrimination raciale le 21 mars 1989, la Déclaration de Montréal pour la diversité culturelle et l'inclusion le 22 mars 2004, la Charte montréalaise des droits et responsabilités le 20 juin 2005 et la Déclaration de Montréal sur le Vivre ensemble en juin 2015;

Attendu que Montréal est reconnue pour ses valeurs d'ouverture, de justice, d'équité et de fraternité universelle;

Attendu que le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, où est située la Fédération CJA, a reconnu son travail remarquable à faciliter le dialogue et les échanges interculturels;

Il est proposé par Denis Coderre

Et appuyé par Dimitrios Beis, Lionel Perez, Russell Copeman et Marvin Rotrand

Que le conseil municipal félicite la Fédération CJA pour le 100e anniversaire de sa fondation;

Que le conseil municipal reconnaisse l'importance historique du travail accompli par la Fédération CJA à aider la communauté juive et à servir de pont pour faciliter le dialogue, la tolérance et la coopération entre la population juive et les sociétés montréalaises et québécoises dont elle fait partie intégrante.

Montréal

15.03

Déclaration
Séance du conseil municipal du 27 mars 2017

Reconnaissance du *Tartan de Montréal 1642*

Attendu que l'immigration écossaise a débuté au XVIIIe siècle, les Écossais étant particulièrement actifs dans le commerce et la traite des fourrures;

Attendu que l'immigration écossaise s'est poursuivie au XIXe siècle, alors que le Canada était en plein essor industriel;

Attendu que les Écossais ont continué à venir s'établir à Montréal après la Première guerre mondiale afin d'espérer un avenir meilleur;

Attendu que la communauté écossaise a contribué à modeler notre ville de façon significative;

Attendu que la Société St-Andrew de Montréal, fondée à Montréal en 1835, est l'un des organismes associatifs les plus anciens œuvrant à l'intégration et à la participation des immigrants et nouveaux arrivants originaires d'Écosse à la société montréalaise;

Attendu que Peter McGill, premier président de la Société St-Andrew de Montréal, fût également maire de Montréal;

Attendu que le tartan est un symbole écossais reconnu mondialement;

Attendu que le Tartan de Montréal 1642 représente les Écossais et nos organismes civils et militaires;

Attendu que le chardon, un symbole écossais reconnu mondialement, est représenté dans les armoiries de Montréal aux côtés des autres peuples fondateurs de Montréal;

Attendu que les nuances étroitement liées du tartan expriment l'intégration pacifique des peuples fondateurs ainsi que des autres nations et cultures qui sont arrivés ici de partout dans le monde;

Attendu que les Premières Nations sont représentées dans ce tartan;

Attendu que le gouvernement du Québec a proclamé le 6 avril Jour du Tartan en 2003;

Attendu que le conseil municipal de Montréal a reconnu le 6 avril comme *Jour du tartan,* lors de son assemblée du 23 mars 2015;

Il est proposé par Denis Coderre, maire de Montréal, et appuyé par Sterling Downey, conseiller de Desmarchais-Crawford et Justine McIntyre, conseillère de Bois-de-Liesse :

Que le conseil municipal reconnaisse officiellement le *Tartan de Montréal* 1642, offert par la Société St-Andrew aux citoyens de Montréal dans le cadre du 375^{e} anniversaire de la Ville Montréal.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.01

2017/03/27
13:00

(1)

Dossier # : 1177443001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division programmes de projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	MCCQ 2012-2015 (Entente sur le développement culturel)
Objet :	Accorder un contrat à la compagnie Le Groupe St-Lambert inc. pour l'exécution des travaux de rénovation de la Bibliothèque Rosemont (0183), située au 3131 boulevard Rosemont, dans l'arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie - Dépense totale de 1 332 102.91 $, taxes incluses - Appel d'offres public (5864) - (7 soumissionnaires)

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 1 332 102,91$, taxes incluses, pour l'exécution des travaux de rénovation de la Bibliothèque Rosemont (0183), située au 3131 boulevard Rosemont, dans l'arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

2. d'accorder à Le Groupe St-Lambert, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 186 183,98 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public **(5864)** ;
3. d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-01-30 09:50

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1177443001**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division programmes de projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	MCCQ 2012-2015 (Entente sur le développement culturel)
Objet :	Accorder un contrat à la compagnie Le Groupe St-Lambert inc. pour l'exécution des travaux de rénovation de la Bibliothèque Rosemont (0183), située au 3131 boulevard Rosemont, dans l'arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie - Dépense totale de 1 332 102.91 $, taxes incluses - Appel d'offres public (5864) - (7 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Créé en 2008, le programme de rénovation, d'agrandissement et de construction des bibliothèques de Montréal (le Programme RAC) s'inscrit dans le cadre de l'entente sur le développement culturel conclue entre le Ministère de la Culture et des Communications du Québec (MCCQ) et la Ville de Montréal. Il consiste à soutenir la consolidation et le développement du réseau des bibliothèques de Montréal. La répartition du financement se fait comme suit : 40% MCCQ et 60% Service de la culture de la Ville de Montréal.
Un des volets du Programme RAC soutient le déploiement du libre-service par l'implantation d'un système de détection avec identification de livres par radiofréquence (RFID) et le réaménagement des bibliothèques existantes pour accueillir cette nouvelle technologie.

Le programme RFID a été structuré en trois (3) phases. Les phases un (1) et deux (2) ont déjà été réalisées par le Service de la culture. La phase trois (3) concerne le réaménagement du secteur du hall d'entrée et l'intégration de solutions de retour et de tri automatisé.

La bibliothèque Rosemont a été sélectionnée comme projet pilote pour le programme RFID – phase 3. Le choix a été effectué en fonction des caractéristiques particulières et des contraintes d'espace de ce bâtiment.

Afin de prévoir un seul chantier de construction, le projet de la bibliothèque Rosemont intègre également plusieurs interventions prévues dans le Programme d'accessibilité universelle. Ce programme est financé par le Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI).

L'appel d'offres public du projet de construction a été annoncé dans le journal Le Devoir ainsi que sur le système électronique d'appel d'offres (SÉAO). Cet appel d'offres d'une durée de trente-trois (33) jours a été lancé le 17 novembre 2016 et les offres ont été ouvertes le 19 décembre 2016. Cinq (5) addendas ont été émis durant la période d'appel d'offres. La nature des addendas est résumée dans le tableau suivant :

Addenda	Date d'émission	Description	Impact monétaire
No. 1	2016-11-18	Correction de la date d'ouverture des soumissions inscrite par le Greffe (date de remise le 12 décembre au lieu de 21 décembre)	Non
No. 2	2016-12-01	Remise du bordereau de soumission en format Excel éditable	Non
No. 3	2016-12-05	Report de la date d'ouverture des soumissions	Non
No. 4	2016-12-09	Réponses aux questions des soumissionnaires, corrections au bordereau des portes et cadres, au bordereau des finis, corrections aux plans d'architecture, 2 croquis (DSA-01), plans de structure existante à titre indicatif seulement.	Oui
No. 5	2016-12-16	Instructions supplémentaire : allocation de 5000$ à ajouter à la soumission pour les accessoires de toilettes.	Non

Le délai de validité des soumissions est de cent-vingt (120) jours. Le contrat doit être octroyé avant le 18 avril 2017.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM12 0129 21 février 2012 : Offrir au réseau des Bibliothèques de Montréal des 19 arrondissements, en vertu de l'article 85 de la Charte, la gestion d'un programme d'implantation de la technologie RFID ainsi que des équipements de libre-service et d'autoriser le lancement du ou des appels d'offres dans le but de conclure toutes les ententes pour ce faire.
CE15 1099 3 juin 2015 : Autoriser la poursuite du projet de rénovation de la bibliothèque de Rosemont dans l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie, au coût de 1 953 593,89 $, taxes incluses; Autoriser, dans le cadre du Programme de rénovation, d'agrandissement et de construction des bibliothèques publiques (RAC), un montant de 1 091 014,76 $, taxes incluses, nécessaire à la réalisation de ce projet; Autoriser, dans le cadre du Programme d'accessibilité universelle, un montant de 480 280,85 $, taxes incluses; Autoriser les virements budgétaires requis lors de l'octroi des contrats relatifs au projet.

CA15 260321 7 décembre 2015 : Octroi d'un contrat de services professionnels en architecture et en ingénierie aux firmes « Les Architectes Labonté Marcil S.E.N.C. » et « Les Services exp inc. » relativement à l'implantation d'un système de détection avec identification par radiofréquences (RFID) et aménagements en accessibilité universelle de la bibliothèque de Rosemont (0183) pour une somme maximale de 217 719,52 $, taxes incluses - Appel d'offres public 15-14086 (2 soumissionnaires) - Approbation d'un projet de convention à cette fin.

CE16 0861 25 mai 2016 : Approuver le plan de gestion de mise en œuvre des projets du Programme de rénovation, d'agrandissement et de construction (RAC) des bibliothèques.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à accorder un contrat à la compagnie Le Groupe St-Lambert inc. pour la rénovation de la Bibliothèque Rosemont, située au 3131 boulevard Rosemont.
Les travaux de rénovation comprennent, sans s'y restreindre, les éléments suivants :

Intégrer les éléments du programme RFID – Phase 3, soit :

- Comptoirs de services;
- Chutes à documents;
- Portique antivol;
- Bornes de prêt libre-service;
- Locaux vitrés pour les robots de tri automatisé

Réaliser les interventions identifiées en accessibilité universelle, soit :

- Rendre l'entrée secondaire accessible;
- Ajout de quincaillerie, d'équipements et d'accessoires dans les salles de toilettes accessibles;
- Amélioration de la circulation intérieure et extérieure;
- Ajout d'une rampe d'accès à l'arrière du bâtiment;
- Signalisation.

Le pourcentage de contingences inscrit au bordereau de soumission est de 15 %.

Un montant de 3% est prévu pour les incidences générales, telles que :

- Surveillance environnementale supplémentaire;
- Informatique-téléphonie;
- Frais d'arpentage;
- Travaux reliés aux services d'eau et d'électricité;
- Végétaux.

Des montants incidents spécifiques sont également prévus pour les éléments suivants :

- Équipements libre-service;
- Déménagement et entreposage;
- Câblage et équipements réseau;
- Laboratoires (amiante, moisissure, béton).

JUSTIFICATION

Parmi les 12 preneurs du cahier des charges, 7 ont déposé une soumission.
Les 12 preneurs de cahier des charges sont :

- Le Groupe St-Lambert inc.;
- Corporation de construction Germano;
- Construction Gesmo inc.;
- Construction Sojo inc;.
- Procova inc.;
- Afcor Construction inc.;
- Roland Grenier Construction Ltée;
- Armatures Bois-Francs inc.;
- Association patronale des entreprises en construction (APECQ);
- Groupe Unigesco;
- Media construction;
- MELK construction.

Les 7 preneurs de cahier des charges ayant remis une soumission sont :

- Le Groupe St-Lambert inc.;

- Corporation de construction Germano;
- Construction Gesmo inc.;
- Construction Sojo inc.;
- Procova inc.;
- Afcor Construction inc.;
- Roland Grenier Construction Ltée .

L'analyse de conformité des soumissions révèle que les sept (7) soumissionnaires sont jugés conformes (voir pièce jointe no 1 : Analyse d'admissibilité et de conformité).

Les résultats de l'appel d'offres sont résumés dans le tableau suivant :

Firmes soumissionnaires	Prix de base (taxes incluses)	Contingence 15% (taxes incluses)	Total (taxes incluses)
Le Groupe St-Lambert inc.	1 031 464.33 $	154 719.65 $	1 186 183.98 $
Corporation de construction Germano	1 032 135.17 $	154 820.28 $	1 186 955.45 $
Construction Gesmo inc.	1 138 109.28 $	155 716.39 $	1 193 825.67 $
Construction Sojo inc.	1 095140.40 $	54 757.02 $	1 259 137.67 $
Procova inc.	1 106 300.00 $	55 315.00 $	1 271 968.43 $
Afcor construction inc.	1 186 263.42 $	177 939.51 $	1 364 202.93 $
Roland Grenier Construction Ltée	1 355 538,35 $	67 776,92 $	1 558 530.22 $
Dernière estimation réalisée	1 142 230.64 $	171 334.59 $	1 313 565.23 $
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)*			1 288 686,33 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*			8,64 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)*			372 346.24 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*			31.39 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			(127 381.25 $)
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			-9,69%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			771.47 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			0.06%

La dernière estimation réalisée par les professionnels le 01 novembre 2016 est au montant de 1 313 565.23 $, taxes incluses.

La différence entre la plus basse soumission conforme et l'estimation représente un écart négatif de 9,69 %. Les professionnels justifient principalement cet écart par les montants attribués aux clauses générales et administratives et aux ouvrages métalliques. Ils recommandent à la Ville d'octroyer le contrat à la compagnie Le Groupe St-Lambert inc. (voir pièce jointe no. 2 : Lettre de conformité).

La compagnie Le Groupe St-Lambert inc. n’est pas sur le Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), ni sur le Registre des firmes sanctionnées en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville (voir pièce jointe no 1 : Analyse d'admissibilité et de conformité). Selon la dernière mise à jour du registre de l'Autorité des marchés financiers (17 janvier 2017), la compagnie détient le numéro de client suivant: 3000653016.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale à autoriser est de 1 332 102,91 $, taxes incluses, comprenant un montant de 1 031 464,33 $, taxes incluses, relatif au contrat du plus bas soumissionnaire, un montant de contingences de 15 %, soit 154 719,65 $, taxes incluses, et un montant pour les incidences, soit 145 918,93 $, taxes incluses, (voir pièce jointe no 3 : Calcul des coûts SGPI).
Le Service de la culture prévoit déposer à la séance du CE du 8 février 2017 un sommaire décisionnel concernant la mise à jour de la répartition du financement du projet de rénovation de la Bibliothèque Rosemont (GDD 1177462001). L'approbation du sommaire décisionnel 1177462001 est préalable à l'approbation du présent sommaire décisionnel. La nouvelle répartition est la suivante :

RÉPARTITION DES CONTRIBUTIONS

PARTIES PRENANTES	**GDD 1156291001 (CE15 1099)**	**GDD 1177462001 (CE visée: 8 février 2017)**
Arrondissement de Rosemont - La Petite-Patrie	12,63 %	0 %
Service de la culture	25,25 %	42,96 %
Service des technologies	5,08 %	0 %
Ministère de la Culture et des Communications	30,33 %	30,33 %
Service de la gestion et de la planification immobilière	26,71 %	26,71 %
TOTAL:	100,0 %	100,0 %

Le coût total maximal de ce contrat de 1 332 102,91 $ sera assumé comme suit :

1) Service de la culture :

Un montant maximal de 891 490,41 $ sera financé par le règlement d’emprunt de compétence locale 11-023 Const. rénovation bibliothèque et achat de collection initiale .

La dépense est réalisée dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2012-2015.

La dépense de 891 490,41 est subventionnée au montant de 368 930.33 $ dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal, ce qui laisse un emprunt net à la charge de la Ville de 522 560.08 $ et a fait l'objet de la recommandation de crédit suivante: 12-3.1.1-246.

2) Service de la gestion et de la planification des immeubles (accessibilité universelle) :

Un montant maximal de 324 897,10 $ sera financé par le règlement d’emprunt de compétence locale à venir 17-999 «Travaux de protection d'immeubles».

Cette dépense sera assumée à 100% par la ville centre.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce projet respecte les objectifs de la Politique de développement durable pour les édifices de la Ville de Montréal.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le report ou l'annulation de ce contrat aurait un impact majeur sur la réalisation du projet de rénovation de la Bibliothèque Rosemont.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

L'arrondissement Rosemont - La Petite-Patrie informera ses citoyens et organismes concernés des travaux qui seront réalisés dans la Bibliothèque Rosemont. Les opérations de communication seront effectuées conformément aux normes définies dans l'Entente sur le développement cultrel de Montréal.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif: 8 février 2017
Conseil municipal: 20 février 2017
Début des travaux: mars 2017
Fin des travaux: août 2017

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le présent projet a suivi le processus normal d'appel d'offres et d'octroi de contrat au plus bas soumissionnaire conforme.
À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Ibtissam ABDELLAOUI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Richard ADAM, Service de la culture
Jean-Philippe DECARIE, Service de la culture

Brigitte LEFEBVRE, Rosemont - La Petite-Patrie
Jean-Francois M MATHIEU, Service de la gestion et de la planification immobilière

Lecture :

Richard ADAM, 19 janvier 2017
Jean-Philippe DECARIE, 19 janvier 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Paulo CERQUEIRA
Gestionnaire immobilier

Tél : 514 872-5527
Télécop. : 514 872-2222

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-01-19

Carlos MANZONI
Chef de division
Division Programmes de projets

Tél : 514 872-3957
Télécop. : 514 872 2222

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sophie LALONDE
Directrice
Direction-Gestion des projets immobiliers
Tél : 514-872-2619
Approuvé le : 2017-01-24

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI

Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2017-01-27

Montréal

RÉSUMÉ DES RÉSULTATS D'ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSIONS

Numéro d'AO :	**5864**
Titre d'AO :	**Bibliothèque Rosemont - 3131 boul. Rosemont Installation système RFID et aménagemen**
Projet :	**Bibliothèque Rosemont**
Date d'ouverture :	**19-déc-16**
Heure d'ouverture :	**14h**

ADJUDICATAIRE

No. soumission :	5864
Nom de l'entrepreneur :	Le Groupe St-Lambert
Nom de l'entrepreneur :	

Nombre de soumissions déposées : 7

NOTE : le rang est déterminé selon la valeur croissante du prix soumis sans égard au statut ou au défaut

Rang	Soumissionnaire	Prix soumis $	Statut intérimaire	Statut final	Remarque
1	Le Groupe St-Lambert	1 186 184	Défaut mineur-rép. satisfaisante	Conforme	Annexe H reçu
2	Construction Germano	1 186 955	Défaut mineur-rép. Satisfaisante	Conforme	Formulaire $ séparés reçu
3	Construction Gesmo	1 193 826	Défaut mineur -rép. Satisfaisante	Conforme	Formulaire électronique reçu
4	Construction Sojo	1 259 138	Défaut mineur	Conforme	Défaut mineur. Cet item est non inscrit à la cartographie du processus d'analyse et d'admissiilité des soumissions : formulaire des prix séparés manquants.
5	Procova inc	1 271 968	Défaut mineur	Conforme	Défaut mineur. Cet item est non inscrit à la cartographie du processus d'analyse et d'admissiilité des soumissions : formulaire des prix séparés incomplet.
6	Afcor Construction	1 364 203		Conforme	
7	Roland Grenier Construction	1 558 530	Défaut mineur	Conforme	Défaut mineur. Cet item est non inscrit à la cartographie du processus d'analyse et d'admissiilité des soumissions : documents numériques manquants.
8					
9					
10					

COMMENTAIRES

Montréal

ANALYSE DES DOCUMENTS DE SOUMISSION

Analyse faite par :	Pierre Labonté, architecte MOAQ
Vérifié par :	

Architectes Labonté Marcil
DÉFIONS VOTRE RÉALITÉ

Montréal, le 09 janvier 2017

Ville de Montréal
Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI)
Direction de la planification immobilière
Division de la gestion du portefeuille immobilier
M. Paulo Cerqueira, gestionnaire immobilier
303, rue Notre-Dame est, 3e étage
Montréal, Québec

Projet: **BIBLIOTHÈQUE ROSEMONT**
3131 boulé Rosemont
Installation système RFID et aménagement en accessibilité universelle

Appel d'offres no 14987
No SEAO : 5864

N/dossier : 2015-2259

Objet : Analyse des soumissions reçues (09-01-2017)
Recommandation d'octroi de contrat.

Monsieur,

Nous avons procédé à l'analyse des soumissions reçues le 19 décembre 2016 pour le projet de la Bibliothèque Rosemont.

Sept (7) soumissions ont été reçues et ouvertes. Vous trouverez annexe les documents suivants :

- L'analyse d'admissibilité et de conformité de soumission;
- Le tableau comparatif synthèse illustrant les soumissions reçues avec les montants soumis;
- Le formulaire C du bordereau de soumission comparant l'estimation des professionnels avec les montants des soumissionnaires par section de devis.

Le plus bas soumissionnaire est *Le Groupe St-Lambert* avec un prix total (incluant taxes et contingences de construction) de 1 186 184,00$.

Les éléments de notre analyse sont les suivants (notez que tous les montants indiqués sont avec taxes et contingences) :

1. Le résultat de l'appel d'offres public, tel que noté plus haut, est que la compagnie ***Le Groupe St-Lambert*** est le plus bas soumissionnaire.

2. Après analyse de conformité des soumissions, selon les exigences et prescriptions des Documents de soumission, nous confirmons que la soumission de ***Le Groupe St-Lambert*** est conforme.

3. Six (6) autres soumissions sont également conformes. Vous trouverez en annexe le tableau «Résumé des résultats d'analyse d'admissibilité et de conformité de soumissions».

4. Le montant de la soumission de ***Le Groupe St-Lambert*** **(1 186 184,00$)** est inférieur de **127 381,23 $** au montant estimé par les professionnels **(1 313 565,23 $)**, soit un écart de **9,70 %.**

5. La moyenne des soumissions reçues **(1 288 686,33 $)** est inférieure aux estimés des professionnels **(1 313 565,23 $)** d'un montant de **24 878,00 $,** soit un écart de **1,90%,** ce qui confirme dans les faits notre estimation.

6. L'écart entre le plus bas soumissionnaire et le 3e plus bas soumissionnaire, n'est que de 0.064%. Ceci nous confirme que les documents d'appel d'offres ont été compris et analyser par les soumissionnaires avec la même vision.

7. Trois (3) des sept (7) soumissionnaires conformes ont un montant inférieur aux estimés des professionnels, ce qui n'est pas préoccupant suite au commentaire du point 6.

8. Les écarts de notre estimé avec le prix du plus bas soumissionnaire se justifient principalement comme suit (notez que pour cette analyse, les prix sont avant taxes et contingences) :

   i) Chapitre 00 et chapitre 01 «Clauses générales et Clauses administratives» :
   Ces deux chapitres sont, au total, inférieurs aux autres soumissionnaires (26 548$ en comparaison à 45 502.91 pour un des soumissionnaires). La distribution des différents prix, entre ces deux chapitres, varie au gré du soumissionnaire. Ces montants sont conséquents des coûts fixes de l'entreprise. Nous croyons que les coûts réels ont été distribués au chapitre 05- Ouvrages métalliques (voir plus bas).

   ii) Chapitre 05 «Ouvrages métalliques» :
   L'écart entre notre estimation et son coût est de 61 935$ (103 935 en comparaison à 42 000$). L'écart entre le plus bas soumissionnaire et le 2e est de 35 640$ plus élevé. Celui avec le 3e est de 67 560$ de plus élevé. Ces montants sont relatifs à des travaux à effectuer tôt dans le projet. Nous croyons que le supplément est en partie un montant de «Clauses générales et Clauses administratives», que l'entrepreneur peut réclamer tôt dans le processus et ainsi alléger ses liquidités pendant le processus.

Suite à l'examen des soumissions reçues pour les travaux de la Bibliothèque Rosemont «Installation système RFID et aménagement en accessibilité universelle», nous recommandons à la Ville de Montréal d'octroyer le contrat à la compagnie *2862-5622 Québec inc. FASRS,* ***Le Groupe St-Lambert,*** avec un prix total (incluant taxes et contingences de construction) de 1 186 184,00$, conformément aux documents de l'appel d'offres public no 14987.

En espérant le tout conforme à vos attentes.

Veuillez agréer, Monsieur, nos salutations distinguées.

LES ARCHITECTES LABONTÉ MARCIL SENC

Pierre Labonté, MOAQ,

Pièces jointes :

- L'analyse d'admissibilité et de conformité de soumission;
- Le tableau comparatif synthèse illustrant les soumissions reçues avec les montants soumis;
- Le formulaire C du bordereau de soumission comparant l'estimatoin des professionnels avec les montants des soumissionnaires par section de devis.

Service de la gestion et de la planification immobilière Direction de la gestion de projets immobiliers	Projet: Appel d'offres public 5864 Travaux de rénovation de la Bibliothèque Rosemont Calcul du coût

	Montant	TPS 5,000%	TVQ 9,975%	TOTAL
Soumission Le Groupe St-Lambert	897 120,53 $	44 856,03 $	89 487,77 $	1 031 464,33 $
Contingeance 15%	134 568,08 $	6 728,40 $	13 423,17 $	154 719,65 $
total soumission	**1 031 688,61 $**	**51 584,43 $**	**102 910,94 $**	**1 186 183,98 $**
Travaux incidents:				
3% de la soumission	26 913,62 $	1 345,68 $	2 684,63 $	30 943,93 $
Mobiler libre-service	10 000,00 $	500,00 $	997,50 $	11 497,50 $
Déménagement et entreposage	45 000,00 $	2 250,00 $	4 488,75 $	51 738,75 $
Câblage et équipements réseau	20 000,00 $	1 000,00 $	1 995,00 $	22 995,00 $
Laboratoires	25 000,00 $	1 250,00 $	2 493,75 $	28 743,75 $
Total	**126 913,62 $**	**6 345,68 $**	**12 659,63 $**	**145 918,93 $**
Coût des travaux (montant à emprunter)				**1 332 102,91 $**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1177443001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division programmes de projets
Objet :	Accorder un contrat à la compagnie Le Groupe St-Lambert inc. pour l'exécution des travaux de rénovation de la Bibliothèque Rosemont (0183), située au 3131 boulevard Rosemont, dans l'arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie - Dépense totale de 1 332 102.91 $, taxes incluses - Appel d'offres public (5864) - (7 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Virement crédit - GDD 1177443001.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ibtissam ABDELLAOUI
Préposée au budget
Tél : 872-8914

Co-auteur:
Abdelkodous YAHYAOUI
Agent comptable analyste
514 872 5885

Mario Primard
Agent comptable analyste
Tél. : 514 868-4439

Pierre-Luc Stében
Préposée au budget
514 872 1021

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-01-24

Daniel D DESJARDINS
Conseiller(ere) budgetaire
Tél : 514 872-5597

Division : Div. Conseil Et Soutien Financier - Point De Serv. Brennan

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.02

2017/03/27
13:00

(1)

Dossier # : 1160881003

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent de 475 000 $ à Printemps numérique afin de supporter la mise en oeuvre de sa programmation annuelle 2017 et 2018, financé par le budget du Service du développement économique et l'entente de 175 M$ avec le Gouvernement du Québec / Augmenter la base budgétaire du Service du développement économique de 225 000 $ pour l'année 2018/ Approuver un projet d'entente à cet effet

Il est recommandé :
1. d'accorder un soutien financier totalisant 475 000 $ à *Printemps numérique* afin de supporter la mise en oeuvre de sa programmation annuelle 2017 et 2018, financé par le budget régulier du Service du développement économique et l'Entente de 175 M$ avec le Gouvernement du Québec;

2. d'approuver un projet de convention entre la Ville et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel; cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale;

4. d'ajuster la base budgétaire du Service du développement économique pour l'année 2018 conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-02-10 16:03

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1160881003**
Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent de 475 000 $ à Printemps numérique afin de supporter la mise en oeuvre de sa programmation annuelle 2017 et 2018, financé par le budget du Service du développement économique et l'entente de 175 M$ avec le Gouvernement du Québec / Augmenter la base budgétaire du Service du développement économique de 225 000 $ pour l'année 2018/ Approuver un projet d'entente à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

Fruit d'un effort collectif sans précédent, le Printemps numérique œuvre au développement et à la promotion de la créativité numérique montréalaise. Il permet d'initier un large public aux œuvres des créateurs numériques et d'attirer une clientèle internationale grâce à l'ampleur et la diversité de sa programmation. Cette grande initiative renforce le positionnement de Montréal comme capitale créative, favorise les pratiques émergentes et inédites, et encourage les collaborations en mettant en lien les milieux qui l'animent, soit ceux de la création, de la culture, de la production, de la diffusion, de la recherche, de l'industrie, du tourisme et des institutions, telles que les musées et les universités.
Le Printemps numérique favorise l'essor des créateurs, des producteurs et des diffuseurs, ici et à l'international. Son calendrier comprend une variété d'activités : conférences sur l'industrie des effets visuels, du jeu vidéo et de la réalité virtuelle et augmentée, festival, événements de musique électronique et d'arts numériques, espaces interactifs, performances visuelles, expériences immersives, productions 3D, visites de studios, projections et installations publiques.

Devenu un OBNL, afin d'assurer sa pérennité et son autonomie, le Printemps numérique joint à sa mission des maillages entre les arts et l'industrie du numérique, entre les créateurs du numérique et le milieu des affaires et la mise en valeur de la relève. Un moyen supplémentaire pour assurer le maintien et l'essor de cette effervescence qui fait de Montréal une capitale mondiale de la créativité numérique.

Montréal se démarque dans trois secteurs. Elle est la capitale nord-américaine en arts numériques, la 3e ville au monde pour la production de jeux vidéo, la 4e ville en importance pour l'industrie des effets visuels et une ville incontournable en projections et installations interactives et immersives dans l'espace public. La créativité numérique joue un rôle stratégique indéniable à Montréal. C'est un moteur de développement de premier ordre.

Suite à la fermeture de la CRÉ, imposée par la Loi concernant principalement la mise en oeuvre de certaines dispositions du discours du budget du 4 juin 2014 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2015-2016, l'OBNL Printemps numérique fut créé en juin 2015

pour poursuivre les activités. Un conseil d'administration a été mis en place.

Le Service du développement économique a financé le Printemps numérique pour un montant de 250 000 $ en 2016 pour permettre de poursuivre ses activités. Les faits saillants du bilan des activités de 2016 du Printemps numérique sont :

- 90 jours de créativité numérique
- un total d'un demi-million de participants
- 269 partenaires
- 282 activités
- un lancement au Musée McCord avec 1100 personnes
- 605 participants aux Vendredis numériques
- 5 laboratoires de recherche et de création par des artistes numériques au sein d'entreprises
- 5 prototypes de jeux vidéo créés en 48 heures par des étudiants
- une cartographie numérique des corridors verts montréalais, qui servira notamment à planter des milliers d'arbres
- 11 projets créatifs par une cinquantaine d'étudiants, en réponse à des défis d'innovation de six grandes entreprises
- un dôme de light painting testé par plus de 1000 visiteurs
- 16 700 abonnés Facebook
- 397 entrevues et mentions dans les médias locaux et internationaux
- production d'une étude sur la créativité numérique en collaboration avec MITACS

L'OBNL s'est consolidé; un conseil d'administration de haut calibre a été constitué. Ce dernier a piloté la production d'un plan stratégique 2017-2019 réalisé par Price Waterhouse Coopers. Devant ces résultats positifs, Printemps numérique a déposé auprès de l'administration municipale une demande de contribution financière de l'ordre de 250 000 $ sur 3 ans, pour un total de 750 000 $. Après analyse, il est proposé de lui accorder 250 000 $ en 2017 et 225 000 $ en 2018 pour un total de 475 000 $.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG120369 - 27 septembre 2012 - Approuver la programmation partielle 2013-2017 des projets inclus dans la stratégie Imaginer-Réaliser Montréal 2025 à financer par le protocole d'entente avec le gouvernement du Québec sur l'aide financière de 175 M$
CE 121131 - 4 juillet 2012 - Approuver le projet de protocole d'entente entre le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT) et la ville de Montréal établissant les modalités d'implication des parties relativement au versement d'une aide financière à la ville de 175M$, en vue de permettre la réalisation de projets s'inscrivant dans la stratégie Imaginer-Réaliser Montréal 2025

CE110975 - 22 juin 2011 - Approuver la nouvelle stratégie de développement économique 2011-2017

CM 160103 - 25 janvier 2016 - Accorder un soutien financier non récurrent de 250 000 $ à Printemps numérique pour la réalisation de la programmation 2016, dans le cadre de l'entente de 175 M$ avec le Gouvernement du Québec

DESCRIPTION

Le Printemps numérique est un événement récurrent qui se tient du 21 mars au 21 juin à Montréal. Artistes du numérique, producteurs et diffuseurs, entreprises du jeu vidéo et des effets visuels, milieu scientifique, médias et intervenants institutionnels de tous ordres, tels que les musées et les universités, regroupent leurs activités sous une bannière commune afin de d'obtenir un plus grand impact de leurs initiatives auprès de la population.

Le Printemps numérique est une plateforme qui rassemble, amplifie, rend visible, lie et promeut le travail des différents acteurs de la créativité numérique. Plus spécifiquement, cette plateforme permet de mettre en scène et présenter en vitrine les propositions existantes en créativité numérique, notamment en consolidant dans un calendrier commun les activités qui ont cours au printemps et en mettant en œuvre une vaste campagne de promotion des activités.

Le plan stratégique développé par Price Waterhouse sous la supervision du nouveau conseil d'administration de Printemps numérique identifie la mission suivante de l'organisme : Promouvoir Montréal comme capitale de la créativité numérique.

La vision proposée : Faire du Printemps Numérique le rendez-vous phare de la créativité numérique à Montréal.

Le Printemps numérique a pour mission de favoriser l'essor des créateurs, des producteurs et des diffuseurs du secteur numérique, ici et à l'international. Il poursuit les objectifs suivants :
- décupler la visibilité et la notoriété des acteurs créatifs par la création d'outils, de méthodologies de promotion;
- accroître la notoriété de Montréal comme capitale mondiale de la créativité numérique;
- récolter, analyser et restituer des données stratégiques liées à la créativité numérique (veille stratégique);
- développer des synergies entre les entrepreneurs en général, ceux de l'industrie numérique et les créateurs;
- faciliter l'arrimage entre les événements et les interventions avec les intérêts des différents acteurs numériques afin de promouvoir le développement économique du secteur;
- développer des initiatives structurantes pour accompagner la croissance numérique;
- développer des outils et des mécanismes de maillage pour les acteurs de la créativité numérique;
- intéresser le grand public à la créativité numérique afin d'obtenir un bassin suffisant d'amateurs pour générer une plus grande relève pour les entreprises du secteur du numérique;
- contribuer à l'activité touristique montréalaise
- favoriser le développement d'une culture numérique et la mise en place d'outils de médiation culturelle.

La programmation spécifique à l'entente entre la Ville et le PN en 2017 comprend :

- campagne de promotion dans les grands médias, les médias sociaux et à l'international;
- organisation d'un lancement du Printemps numérique 2017 au musée McCord avec plus de 1000 invités;
- organisation de 6 événements "#Intersections" (anciennement appelés les "vendredis numériques") permettant de susciter des échanges et de faire progresser la réflexion sur divers défis à relever, aider les entreprises à identifier des solutions aux problèmes qu'elles rencontrent, provoquer des jumelages et le développement des relations d'affaires, favoriser le développement des compétences, etc.;
- réalisation d'un DigiCamp sous le thème :"Soutenir la transformation numérique du secteur manufacturier". Il s'agit de compétitions d'équipes multidisciplinaires qui proposent des solutions aux problématiques d'entreprises;
- réalisation d'un "Game Jam Battle" en collaboration avec la Guilde des développeurs de jeux vidéo du Québec. Des équipes de jeunes étudiants, encadrés par des professionnels de l'industrie des jeux vidéo, ont 48 heures pour concevoir et produire un jeu vidéo. Cette compétition se réalise en collaboration avec 7 institutions québécoises et les entreprises de jeux vidéo de Montréal;
- développement d'une plate forme numérique présentant l'écosystème numérique,

promotion des acteurs montréalais, entrepôt de données sur la créativité numérique, analyse et restitution des données auprès de la communauté montréalaise;
- mise en place d'un passeport numérique permettant aux participants de suivre un parcours thématique avec des avantages exclusifs;
- grâce à une invitation de la Belgique, le Printemps numérique compte identifier un projet pilote en partenariat avec Bordeaux en France et Bruxelles en Belgique afin de développer un projet commun.

Printemps numérique 2017-2018 – Budget prévisionnel

Dépenses	2017	2018	Total
Administration et ressources humaines	**251 000 $**	**310 000 $**	**561 000 $**
Promotion et communication	**290 000 $**	**394 000 $**	**684 000 $**
Campagne de relations médias	**75 000 $**	**80 000 $**	**155 000 $**
Événements de lancement et de clôture	**44 000 $**	**47 000 $**	**91 000 $**
Programmation	**160 000 $**	**180 000 $**	**340 000 $**
Développement de la plateforme numérique	**150 000 $**	**-**	**150 000 $**
Vigie stratégique	**100 000 $**	**168 000 $**	**268 000 $**
Total	**1 070 000 $**	**1 179 000 $**	**2 249 000 $**
Financement			
Ville de Montréal	**250 000 $**	**225 000 $**	**475 000 $**
Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire	**200 000 $**	**200 000 $**	**400 000 $**
Partenaires privés (commandites)	**380 000 $**	**430 000 $**	**810 000 $**
Autres partenaires (Fonds jeunesse gouv. du Québec, DEC et autres)	**220 000 $**	**306 000 $**	**526 000 $**
Tourisme Montréal	**20 000 $**	**30 000 $**	**50 000 $**
Total	**1 070 000 $**	**1 191 000 $**	**2 261 000 $**

La contribution directe de la Ville à l'événement serait de 250 000 $ la première année, 225 000 $ la deuxième année, pour un total de 475 000 $.

En 2017, le financement offert par la Ville représenterait 23 % du financement total du projet alors que le financement privé représenterait 36% du budget de l'édition.

L'entente prévoit que la contribution serait versée en deux (2) versements, soit 200 000 $ dans les trente jours suivant la signature de l'entente, puis 50 000 $ dans les soixante jours suivant la présentation au directeur du Service du développement économique du bilan annuel de la réalisation du projet (1er septembre 2017). Par la suite, le promoteur devra soumettre un autre plan d'action pour l'année suivante au directeur du Service de développement économique, puis un autre bilan annuel de la réalisation du projet.

JUSTIFICATION

La contribution à *Printemps numérique* s'inscrit dans le soutien que la Ville accorde déjà au milieu de la créativité numérique (Regroupement des producteurs multimédias, Société des

Arts technologique, Sommet international des jeux vidéo, Partenariat du quartier des Spectacles, etc.).

La programmation *Printemps numérique* permet de consolider Montréal comme capitale de la créativité numérique. Elle permet un meilleur ancrage des industries avec le milieu de la créativité numérique. Ainsi, les industries innovent et deviennent davantage compétitives à l'échelle internationale. Cet événement développe l'attrait de Montréal pour de nouvelles startups et attire de grandes entreprises. Aussi, les nouvelles activités de la programmation permettront d'accélérer les processus d'innovation au sein des entreprises, de trouver des solutions numériques aux obstacles de croissance de ces dernières. Par ailleurs, la tenue du *Printemps numérique* contribue à renforcer le statut de Montréal métropole culturelle et permet un maillage entre les artistes et l'industrie.

Il s'agit d'un projet qui contribue aussi au rayonnement de Montréal à l'international, notamment en renforçant son image de ville de savoir, de créativité et d'innovation.

A noter également que le gouvernement du Québec a reconnu le Printemps numérique comme partenaire privilégié pour mettre en action la stratégie jeunesse "volet numérique" pour tout le Québec.

Compte tenu de tous ces facteurs, il est important de consolider cet organisme sur un horizon de 2 ans pour lui permettre de mener à bien son plan stratégique.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour donner suite à ce dossier, il y a lieu d'autoriser une dépense totale de 475 000 $. En 2017, les crédits nécessaires sont prévus à l'enveloppe de 175 M$ avec le Gouvernement du Québec pour 150 000 $ ainsi qu'au budget du Service du développement économique pour 100 000 $. Pour l'année 2018, un ajustement à la base budgétaire du Service du développement économique de 225 000 $ est requis.

Année	Somme	Source budgétaire
2017	250 000 $	Budget SDÉ et Enveloppe de 175 M$
2018	225 000 $	Budget SDÉ - Ajustement budgétaire requis

Cette dépense serait entièrement assumée par la ville centrale.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Printemps numérique promeut les bonnes pratiques de développement durable au sein des entreprises et des partenaires.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Cet événement consolide Montréal comme capitale de la créativité numérique en Amérique du Nord. Il permet de faire rayonner Montréal à l'échelle internationale, facilite l'attraction des meilleurs talents créatifs de la planète et des entreprises majeures du numérique, en plus de stimuler des projets de recherches.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ce projet est financé dans le cadre de l'entente du 175 M$; toutes les communications et les actions donnant de la visibilité devront se conformer aux dispositions de l'entente. Une

opération de communication a été élaborée en accord avec le Service des communications de la Ville.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

· Lancement de la programmation 2017 : 15 mars 2017
· Lancement de la première version de la plateforme numérique : 21 mars 2017
· Lancement de la version bêta du passeport numérique : 21 mars 2017
· Soirée de lancement de la 4e édition du Printemps numérique : 30 mars 2017
· DigiCamp : 12 au 14 mai 2017
· Game Jam : 12 au 14 mai 2017
· #Intersections: Big Data & e-gouvernance : 6 juin 2017
· Soirée de clôture de la 4e édition du Printemps numérique : 21 juin 2017

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratif

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Christian DICAIRE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Suzanne LAVERDIÈRE, Service de la culture

Lecture :

Suzanne LAVERDIÈRE, 10 janvier 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR** Le : 2017-01-09
Sylvie LABELLE Commissaire développement économique-Innovation	Géraldine MARTIN Directrice
Tél : 514 872 5999 **Télécop. :** 514 872 6249	**Tél :** 514-872-2248 **Télécop. :**

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Alain HOUDE
Directeur
Tél : 514 872-1908
Approuvé le : 2017-01-27

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1160881003

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent de 475 000 $ à Printemps numérique afin de supporter la mise en oeuvre de sa programmation annuelle 2017 et 2018, financé par le budget du Service du développement économique et l'entente de 175 M$ avec le Gouvernement du Québec / Augmenter la base budgétaire du Service du développement économique de 225 000 $ pour l'année 2018/ Approuver un projet d'entente à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1160881003 - Printemps numérique.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Christian DICAIRE
Préposé budgétaire
Tél : 514 872-3752

Co-Auteur

Pascal-Bernard Ducharme
Conseiller budgétaire
Tél: 514-872-2059

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-10

Yves COURCHESNE
Directeur des finances et trésorier
Tél : 514 872-6630

Division : Service des finances

CONVENTION

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par monsieur Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836 ;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET : **PRINTEMPS NUMÉRIQUE**, personne morale constituée sous l'autorité de la troisième partie de la *Loi sur les compagnies*, dont l'adresse principale est le 1550, rue Metcalfe, bureau 810, Montréal, Québec, H3A 1X6, agissant et représentée par madame Suzanne Gouin, présidente, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu d'une résolution adoptée à une réunion de son conseil d'administration tenue le 19 janvier 2017.

N° d'inscription TPS : 77961 8123 RT0001
N° d'inscription TVQ : 1222845188

Ci-après appelée l' « **ORGANISME** »

ATTENDU QUE les fonds nécessaires au support financier octroyé à l'Organisme en vertu de la présente convention proviennent notamment du Protocole d'entente intervenu entre la Ville et le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (le « ministre des Affaires municipales ») le 4 juillet 2012 (le « Protocole »);

ATTENDU QUE le Protocole établit les modalités de l'octroi par le ministre des Affaires municipales à la Ville d'une aide financière en vue de lui permettre de réaliser, selon son choix, des projets qui s'inscrivent dans les cinq (5) axes identifiés dans la stratégie de développement *Imaginer-Réaliser Montréal 2025* et qui respectent les objectifs de développement de la Ville, tels que précisés dans ses politiques, stratégies et plans;

ATTENDU QUE le Décret 378-2014, pris par le Gouvernement du Québec le 24 avril 2014, confère au ministre responsable de la Région de Montréal (le « Ministre ») la responsabilité de l'application de la section IV.5 de la *Loi sur le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire*, ainsi que celle des effectifs et des crédits afférents à ces fonctions;

ATTENDU QUE le Protocole entend maximiser les retombées économiques, sociales, culturelles et environnementales des projets soutenus ainsi que susciter notamment des investissements privés;

ATTENDU QUE le Projet qu'entend réaliser l'Organisme s'inscrit dans un de ces cinq (5) axes du Protocole;

ATTENDU QUE la Ville souhaite soutenir l'Organisme dans la mise en œuvre de son Projet;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique à l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme peut recevoir des contributions de différents ministères autres que la subvention provenant du Ministre;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

1.1 « **Annexe 1** » : le document intitulé « Description du Projet »;

1.2 « **Annexe 2** » : la liste des dépenses non admissibles dans le cadre du Projet;

1.3 « **Annexe 3** » : le document intitulé « Communications »;

1.4 « **Directeur** » : le Directeur du Service du développement économique ou son représentant dûment autorisé;

1.5 « **Projet** » : le Projet décrit à l'Annexe 1.

Le préambule et les Annexes 1, 2 et 3 font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui de l'Annexe 1.

ARTICLE 2
OBJET

La présente convention établit les modalités et conditions du versement de la contribution financière de la Ville à l'Organisme.

ARTICLE 3
OBLIGATIONS DE LA VILLE

3.1 En considération du respect par l'Organisme de toutes et chacune des obligations qui lui incombent en vertu de la présente convention et conditionnellement à la disponibilité des crédits en provenance du Ministre, couvrant toute la durée de l'entente, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de quatre cent soixante quinze mille dollars (475 000 $) pour deux ans (2017-2018) incluant, le cas échéant, toutes les taxes applicables sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.).

3.2 La somme prévue au paragraphe 3.1 est versée à l'Organisme comme suit :

Pour l'année 2017 :

3.2.1 une somme de deux cent mille dollars (200 000 $) dans les trente (30) jours suivant la signature de la présente convention;

3.2.2 une somme de cinquante mille dollars (50 000 $) dans les soixante (60) jours de la présentation au Directeur du bilan annuel de la réalisation du projet.

3.3 Pour l'année 2018 :

3.3.1 une somme de deux cent mille dollars (200 000 $) dans les trente (30) jours suivant le dépôt de la programmation 2018;

3.3.2 une somme de vingt-cinq mille dollars (25 000 $) dans les soixante (60) jours de la présentation au Directeur du bilan annuel de la réalisation du projet.

3.4 La Ville peut suspendre tout versement si l'Organisme est en défaut d'exécuter en tout ou en partie ses obligations.

3.5 La Ville peut suspendre tout versement si l'Organisme ne démontre pas, à la satisfaction du Directeur, que le financement global du Projet est assuré.

3.6 La Ville se réserve le droit de diminuer sa contribution financière si le coût du Projet est inférieur à celui présenté pour l'obtention de cette contribution.

3.7 L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

3.8 La Ville se réserve le droit de suspendre ou de diminuer sa contribution financière si l'Organisme doit des sommes à la Ville.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 utiliser la contribution financière de la Ville aux seules fins de réaliser le Projet décrit à l'Annexe 1, étant entendu que les sommes versées ne peuvent être employées pour défrayer les coûts indiqués à l'Annexe 2;

4.2 transmettre au Directeur, pour approbation, la programmation annuelle du Projet, au plus tard le 1er février 2017, et lorsque le Projet se réalise sur plus d'une année, transmettre au Directeur, au plus tard le 1er février de chaque année subséquente de la convention, la programmation annuelle du Projet;

4.3 transmettre au Directeur pour approbation, et ce, dans les plus brefs délais, toute modification au Projet, à sa programmation, à ses échéanciers ou à tout autre élément qui contribue à le définir, pouvant intervenir après la signature de cette convention ou l'approbation par le Directeur prévue à l'article 4.2;

4.4 réaliser le Projet selon le calendrier convenu;

4.5 transmettre au Directeur, au plus tard le 1er septembre, de chaque année de la présente convention, un bilan faisant état des réalisations du Projet; le bilan des réalisations doit comprendre notamment, dans une section en annexe, les bénéfices ou retombées obtenus en lien avec les indicateurs suivants :

- nombre de projets réalisés (en fonction de la programmation);
- nombre de participants global aux différentes activités incluant les activités du milieu;
- nombre d'événements offerts;
- nombre de partenaires;
- nombre de participants aux activités spécifiques de l'Organisme (soirée d'ouverture, soirée de clôture, les #intersections, les Digilabs, le GameJam, le DigiCamp);
- nombre d'entreprises participantes aux différentes activités initiées par l'Organisme (les Vendredis numériques, les Digilabs, le GameJam, le DigiCamp);
- nombre de défis réalisés (dans le cadre du projet DigiCamp);
- nombre de problématiques résolus (dans le cadre du DigiLab);
- nombre d'articles relatifs au Projet publiés dans les médias imprimés;
- liste des d'émissions de télévision ayant parlé du Projet;
- liste des d'émissions de radios ayant parlé du Projet;
- nombre de mentions relatives au Projet dans les médias électroniques.

4.6 transmettre au Directeur, au plus tard le 1er septembre de chaque année de la présente convention, un bilan de la visibilité accordée au Projet conformément aux dispositions prévues à l'article 2.6 de l'Annexe 3;

4.7 transmettre au Directeur, au plus tard le 1er décembre de chaque année de la présente convention, les prévisions budgétaires du projet pour l'année suivante lorsque le Projet se réalise sur plus d'une année; ces prévisions doivent faire état de toutes les subventions obtenues;

4.8 informer le Directeur, dans les plus brefs délais, de toute nouvelle subvention reçue d'un ministère ou d'une agence du Gouvernement du Québec dans le cadre de la réalisation de la présente convention et l'aviser de toute nouvelle demande de subvention faite par l'Organisme dans le cours de celle-ci;

4.9 obtenir, le cas échéant, tous les permis et autorisations requis en vertu des lois et règlements en vigueur;

4.10 assumer tous les coûts de réalisation du Projet et le financement de tout dépassement des coûts requis pour la réalisation de celui-ci, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 3.1;

4.11 tenir des comptes et des registres appropriés, précis et exacts, à l'égard des travaux réalisés et rendre accessibles au Directeur et au Ministre, durant les heures normales de bureau, après un avis écrit de vingt-quatre (24) heures, tous les livres comptables et registres se rapportant à ces travaux. L'Organisme collabore avec le Directeur et le Ministre et leur laisse prendre, gratuitement, des photocopies des documents que ceux-ci demandent. Les pièces justificatives originales et les registres afférents à ces travaux devront être conservés par l'Organisme pour une période d'au moins trois (3) ans après la date de la fin du Projet;

4.12 transmettre ses états financiers vérifiés, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes,* au Directeur ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal (Québec) H3A 3P1), au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier, soit le 1er avril de chaque année, comportant le nom de ses partenaires et de toutes les contributions financières confirmées ou reçues pour la réalisation du projet, incluant une ventilation par ministère pour les contributions publiques, ainsi qu'une ventilation détaillée des dépenses identifiant notamment les dépenses non admissibles indiqués à l'annexe 2; si les revenus et dépenses du Projet ne sont pas présentés distinctement des autres activités de l'Organisme dans ses états financiers vérifiés, transmettre, en plus des états financiers vérifiés, un état des revenus et dépenses vérifié du Projet avec les ventilations énoncées dans le présent article;

4.13 rendre fait et cause pour la Ville dans toutes réclamations ou poursuites intentées contre elle résultant directement ou indirectement de ce qui fait l'objet de la présente convention et à l'indemniser de tous jugements et de toutes condamnations qui pourraient être prononcés contre elle et de toutes sommes qu'elle aura déboursées avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.14 constituer, à la demande du Directeur, un comité de suivi du Projet, composé d'au moins un représentant de l'Organisme et du Directeur, qui peuvent s'adjoindre, au besoin, d'autres collaborateurs;

4.15 convoquer, dans l'éventualité de la constitution d'un comité de suivi, le Comité et obtenir de celui-ci son avis et ses recommandations sur les propositions de l'Organisme relatives à l'élaboration de chacun des éléments et des étapes

majeures de réalisation du programme;

4.16 transmettre au Directeur les procès-verbaux des réunions du Comité de suivi dans le mois suivant la tenue d'une réunion ainsi que toute information que ce dernier peut requérir quant au contenu des rapports qui doivent lui être remis par l'Organisme;

4.17 transmettre au Directeur tout document ou rapport requis en vertu de la présente convention sous forme électronique et sous forme papier;

4.18 transmettre sans délai au Directeur, lorsqu'il en fait la demande par écrit, toute information en lien avec la présente convention;

4.19 conserver son statut d'organisme à but non lucratif pendant toute la durée de la convention;

4.20 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Directeur en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance plénière du conseil municipal selon le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal*, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 5
COMMUNICATION

5.1 Pour l'année 2017, l'Organisme doit faire état de la participation financière de la Ville et de celle du Ministre~~,~~ conformément aux dispositions concernant la visibilité contenues dans l'Annexe 3, dans toute publicité, affichage ou document d'information relatif à l'objet de la présente convention et faire en sorte que ces documents reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le Ministre par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet; tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Directeur et par le Ministre avant diffusion.

5.2 Pour l'année 2018, l'Organisme doit faire état de la participation financière de la Ville~~,~~ conformément aux dispositions concernant la visibilité contenues dans l'Annexe 3, dans toute publicité, affichage ou document d'information relatif à l'objet de la présente convention et faire en sorte que ces documents reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet; tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Directeur avant diffusion.

5.3 En 2017, l'Organisme doit associer la Ville, le Ministre et le Secrétariat à la Région de Montréal (le « Secrétariat ») aux différents événements de reconnaissance soulignant l'excellence du Projet. En 2018, l'Organisme doit associer la Ville aux différents événements de reconnaissance soulignant l'excellence du Projet.

ARTICLE 6
DÉFAUT

6.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

6.1.1 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours de la réception d'un avis du Directeur l'enjoignant de remédier à son défaut;

6.1.2 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

6.1.3 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

6.1.4 s'il perd son statut d'organisme à but non lucratif;

6.1.5 s'il a fait une fausse déclaration ou commis une fraude en regard de la présente convention.

6.2 Dans les cas mentionnés aux articles 6.1.1 et 6.1.2, la Ville peut, à son entière discrétion, résilier la convention sur simple avis écrit. Toute contribution financière non versée cesse alors d'être due à l'Organisme et celui-ci doit rembourser à la Ville, au choix de celle-ci, tout ou partie de la contribution financière qui lui a été versée dans les cinq (5) jours suivant une demande à cet effet.

6.3 Dans les cas mentionnés à l'article 6.1.3, 6.1.4 et 6.1.5, la convention est résiliée de plein droit dès la survenance de tel événement ou la connaissance de celui-ci et l'article 6.2 s'applique en faisant les adaptations nécessaires.

6.4 La Ville peut suspendre tout versement de l'aide en cas de défaut de l'Organisme. Ce dernier renonce de plus à tout recours à l'encontre de la Ville du fait de la résiliation de la convention, quel qu'en soit le motif.

ARTICLE 7
DÉCLARATION ET GARANTIES

7.1 L'Organisme déclare et garantit qu'il a le pouvoir et l'autorité de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de la présente convention.

7.2 L'Organisme reconnaît que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu du présent protocole constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celui-ci, et le défaut par l'Organisme de respecter l'une quelconque de ces conditions permettra à la Ville de résilier ce protocole sur simple avis écrit, sans que l'Organisme ne puisse réclamer aucune indemnité ou compensation. Dans un tel cas, toute somme versée par la Ville à

l'Organisme à titre de participation financière devra, le cas échéant, lui être remise dans les cinq (5) jours d'une demande à cet effet.

ARTICLE 8
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux parties et se termine, sous réserve de l'article 6 (défaut), lorsque chaque partie a rempli ses obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2018.

ARTICLE 9
DÉONTOLOGIE

9.1 L'Organisme doit, dans la réalisation du Projet, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

9.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Directeur à cet égard.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, une police d'assurance-responsabilité civile accordant une protection pour dommages corporels et dommages matériels d'au moins deux millions de dollars (2 000 000 $) par accident ou événement et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.2 L'Organisme doit remettre, à la signature de la présente convention, un certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 10.1 et remettre, à chaque année, au Directeur, le certificat de renouvellement de la police et de son avenant, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
CONDITIONS GÉNÉRALES

11.1 Élection de domicile

Les parties élisent domicile à l'adresse mentionnée à la première page de la présente convention. Cependant, une partie pourra aviser l'autre d'une autre adresse dans le district judiciaire de Montréal à laquelle tout avis subséquent devra lui être envoyé.

11.2 Avis

Tout avis qu'une partie doit donner à l'autre en vertu de la présente convention doit être expédié sous pli recommandé comme suit :

POUR LA VILLE :	**POUR L'ORGANISME :**
Service du développement économique À l'attention du directeur M. Alain Houde, directeur p.i. 700, rue De la Gauchetière Ouest 28e étage Montréal (Québec) H3B 5M2	Printemps numérique À l'attention de la présidente Mme Suzanne Gouin 1550, rue Metcalfe, bureau 810 Montréal (Québec) H3A 1X6

11.3 Cession

L'Organisme ne peut céder ou autrement transporter les droits et obligations lui résultant de la présente convention sans l'accord préalable écrit de la Ville.

11.4 Absence de mandat

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

11.5 Invalidité d'une clause

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

11.6 Lois applicables

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute action s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

11.7 Exemplaire ayant valeur originale

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a la valeur d'un original.

EN FOI DE QUOI LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le …… e jour de …… 2017

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le …… e jour de …… 2017

PRINTEMPS NUMÉRIQUE

Par : _____
Suzanne Gouin, présidente

Cette convention a été approuvée par le ……de la Ville de Montréal, le ……. e jour du mois de …….. 2017 (Résolution ……..).

ANNEXE 1

DESCRIPTION DU PROJET 2017

1. Description du projet

1.1 Mission :

Le Printemps numérique a pour mission de favoriser l'essor des créateurs, des producteurs et des diffuseurs du secteur numérique, ici et à l'international. Il poursuit les objectifs suivants :

- donner une plus grande visibilité à la créativité numérique montréalaise;
- accroître la notoriété de Montréal comme capitale mondiale de la créativité numérique;
- contribuer à l'activité touristique montréalaise;
- développer des synergies entre les entrepreneurs en général, ceux de l'industrie numérique et les créateurs;
- intéresser le grand public à la créativité numérique afin d'obtenir un bassin suffisant d'amateurs pour générer une plus grande relève pour les entreprises du secteur du numérique.

1.2 Les objectifs stratégiques du Printemps numérique :

- **VISIBILITÉ :** Décupler la visibilité et la notoriété des acteurs créatifs (local, national, international) par la création d'outils, de méthodologies de promotion (ex. reconnaissance des histoires de succès d'individus et d'entreprises) et développer des vitrines de la créativité numérique à l'international.

- **VEILLE :** Récolter, analyser et restituer des données stratégiques liées à la créativité numérique.

- **DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE :** Faciliter l'arrimage entre les interventions des différents acteurs numériques et le milieu des affaires afin de maximiser la pénétration du numérique et de la créativité au sein du développement économique.

- **PROJETS STRUCTURANTS:** Développer des initiatives structurantes pour accompagner la croissance du numérique.

- **MAILLAGE :** Développer des outils et mécanismes de maillage pour les acteurs de la créativité numérique.

- **MÉDIATION :** Favoriser le développement d'une culture numérique et la mise en place d'outils de médiation culturelle.

1.3 Le Printemps numérique : Pour l'essor de la créativité montréalaise

Le Printemps numérique est un événement récurrent qui se tient du 21 mars au 21 juin à Montréal. Artistes du numérique, producteurs et diffuseurs, entreprises du jeu vidéo et des effets visuels, milieu scientifique, médias et intervenants institutionnels de tous ordres, tels que les musées et les universités, regroupent leurs activités sous une bannière commune afin de se donner une meilleure force de frappe au plan de la promotion.

Le Printemps numérique est une plateforme qui rassemble, amplifie, rend visible, lie et promeut le travail des différents acteurs de la créativité numérique. Plus spécifiquement, cette plateforme permet de :

- mettre en scène et mettre en vitrine les propositions existantes en créativité numérique, notamment en consolidant dans un calendrier commun les activités qui ont cours au printemps et en mettant en œuvre une vaste campagne de promotion des activités;
- proposer un fil conducteur entre les événements ou les acteurs (ex. : thématique, parcours, narration, etc.);
- présenter une vue d'ensemble des différentes formes que prend la créativité numérique : expositions, installations, performances, etc.;
- créer une concentration menant à une émulation des milieux de la créativité numérique (lieux d'échanges et de rassemblement);
- identifier et cartographier les acteurs de la créativité numérique à Montréal.

Activités complémentaires

En plus de la vaste campagne de promotion des activités proposées au grand public, le Printemps numérique multiplie les activités de réseautage et de maillage arts et industries qui contribuent à dynamiser le milieu. Des activités éducatives servent également à intéresser les jeunes à la grande variété de carrières possibles dans le domaine.

1.4 Partenaires

Depuis sa création en 2014, le Printemps numérique bénéficie du soutien de partenaires privés et publics toujours plus nombreux. L'écosystème qui se bâtit permet de positionner le Printemps numérique comme pôle de référence pour la créativité numérique montréalaise.

Le Printemps numérique a notamment été ainsi consulté à titre d' « artisan de Montréal intelligente et numérique » par le Bureau de la ville intelligente et numérique lors de la venue du juge Robert Bell de l'Intelligent Community Forum. La collaboration du Printemps numérique dans la préparation et la réalisation de cette visite a contribué au

succès de cette visite qui a joué dans l'élection de Montréal à titre de communauté intelligente de l'année (Intelligent Community of the Year Award 2016). Le Printemps numérique agit ainsi au cœur d'un écosystème qui produit et valorise ce que Montréal a de meilleur en matière d'innovation et de collaboration.

Par ailleurs, en mai 2016, le cabinet de conseil PwC a tenu à devenir partenaire du Printemps numérique pour l'élaboration de son plan d'affaires. En accompagnant le conseil d'administration pendant plusieurs semaines, cette précieuse collaboration a permis d'aboutir à un plan stratégique consolidé pour les 4 prochaines années.

Le Printemps numérique fédère ainsi un écosystème de 269 partenaires : des acteurs du milieu de la créativité numérique ainsi que des acteurs institutionnels et médiatiques.
Les partenaires suivants sont les partenaires de l'édition 2016 qui ont d'ores et déjà fait part de leur intérêt à poursuivre cette collaboration pour l'édition 2017.

2. Programmation

Afin de promouvoir le travail des acteurs de la créativité numérique, de consolider Montréal comme capitale de la créativité numérique et de favoriser les interactions entre les acteurs de la scène numérique :

2.1 Activités mises en place en 2016, réitérées en 2017 :

- Production du calendrier d'activités
- Campagne de promotion dans les grands médias et les médias sociaux
- Campagne de promotion dans l'espace public
- Campagne de promotion à l'international
- Activités de maillage et de réseautage :

    - La soirée officielle de lancement du PRINTEMPS NUMÉRIQUE 2017 se tiendra le 30 mars 2017 au Musée McCord.

    - En 2017, les Vendredis numériques seront remplacés par **#intersections**, six événements qui marque**r**ont la rencontre entre le numérique et des secteurs en transformation comme les villes, l'éducation, l'architecture, le développement économique, etc.

- Activités structurantes :

    - **DigiCamp** :
        - Le DigiCamp 2017 aura lieu début mai également. Le journal Les Affaires a mentionné son intérêt à être partenaire et à suivre l'évolution des projets. L'ETS sera partenaire. Le thème : soutenir la transformation numérique du secteur manufacturier.

- **Game Jam Battle** :
  - Fin mai 2017, le Printemps numérique créera une nouvelle édition du Game Jam Battle en collaboration avec la Guilde des développeurs de jeux vidéo du Québec. Il s'agit de développer un jeu vidéo en une fin de semaine. Ce projet vise à mixer les seniors avec les juniors. Cette compétition se réalise en collaboration avec 7 institutions québécoises et les entreprises de jeux vidéo de Montréal.

2.2 Nouveaux projets prévues en 2017 :

- Développement d'une plateforme numérique articulant guichet unique de l'écosystème numérique, calendrier intelligent personnalisé, promotion des acteurs montréalais et entrepôt de données sur la créativité numérique.

- Mise en place d'un passeport numérique permettant à chaque participant du Printemps numérique de suivre un parcours thématique avec des avantages exclusifs (réduction des coûts, etc.). L'objectif du passeport est une meilleure compréhension et le développement des publics.

- Identification d'un projet pilote à l'international qui jumellera Montréal à 2 villes (Bordeaux en France et Bruxelles en Belgique, par exemple) autour d'un axe de créativité numérique (réalité virtuelle et arts numériques, par exemple.)

- Lancement d'activités de veille en phase avec le plan stratégique du Printemps numérique; récolter, analyser et restituer des données stratégiques liées au numérique à travers la plateforme numérique, pour la communauté montréalaise.

2.3 La campagne de promotion du Printemps numérique

La campagne de promotion du printemps numérique est massive. Elle se déploie pendant 3 mois, de façon multiplateforme : dans l'espace public, sur le web, les réseaux sociaux, dans les radios et les médias imprimés.

- Avec son site Internet bilingue, le Printemps numérique propose un calendrier des activités de l'ensemble des organisations participantes. Il génère également de nombreux contenus (articles dans les médias partenaires, capsules audio, capsules vidéo, billets de blogues, etc.) en lien avec la créativité numérique.

- Dans l'espace publique et chez nos partenaires, notre promotion imprimée se retrouve à travers 10 000 affiches, 100 000 cartes postales, 50 oriflammes et 40 colonnes Astral.

- Une campagne promotionnelle de trois mois est diffusée à répétition sur les 71 écrans du métro de Montréal, ainsi que sur ceux d'Aéroports de Montréal.

- Sur les réseaux sociaux, la présence soutenue de Printemps numérique se retrouve sur Facebook, Twitter, Vimeo et Instagram. Une centaine de campagnes sur Facebook à travers le Canada, les États-Unis, le France, la Belgique, la Suisse et l'Angleterre sont menées.

- Les évènements de la programmation du Printemps numérique sont diffusés également sur les agendas culturels de : La Vitrine, Lapresse.ca, La Fabrique culturelle de Télé-Québec, Murmitoyen.com, Quoifaireaujourdhui.com, Géotourisme, Passeport vacance.com, Nightlife.ca, QuebecFranceExpress.com et les applications mobiles Igotcha et Shop Wise des Pages Jaunes.

- En tant que partenaire principal du Printemps numérique, le journal Métro déploie une grande campagne promotionnelle, avec des publications spécialisées et du contenu exclusif. D'autres campagnes promotionnelles mix média en collaboration avec CIBL, Éditions Infopresse, Inspiro, Le Lien Multimédia, Magazine CONVERGENCE, Magazine ETC et MTL Blog.com sont menées.

- Une campagne promotionnelle multiplateforme est menée par La Vitrine.

- Des dizaines de publicités sont diffusées dans des médias imprimés.

- Des centaines de bannières web sont diffusées par les sites partenaires.

2.4 Calendrier général de l'édition 2017 :

ACTIVITÉS	ÉCHÉANCES
Ententes de collaborations avec les médias	Novembre 2016 à janvier 2017
Lancement de la campagne de relations médias [priorisation des supports (ex. magazines) aux dates de tombées rapprochées]	Novembre 2016
#intersections VOL.1 : Ville & numérique	29 novembre 2016
Production des outils promotionnels	Janvier à février 2017
#intersections VOL.2 : Intelligence artificielle	7 mars 2017
Lancement de la programmation	15 mars 2017
Campagne de promotion	21 mars au 21 juin 2017
Lancement de la première version de la plateforme numérique	21 mars 2017
Lancement de la version béta du passeport numérique	21 mars 2017
Soirée de lancement de la quatrième édition du Printemps numérique	30 mars 2017

DigiCamp	12 au 14 mai 2017
Game Jam	26 au 28 mai 2017
#intersections VOL.3 : Big Data & e-gouvernance	6 juin 2017
Soirée de clôture de la quatrième édition du Printemps numérique	21 juin 2017
Production d'un bilan et diffusion des résultats	Août 2017

2.5 PERSPECTIVES POUR LES PROJETS POUR 2018

- MTL NUM INVEST : mieux connaître les besoins en financement du secteur numérique (ex. : industrie de l'intelligence artificielle) et identifier les sources de financement pour guider les entrepreneurs en émergence.

- Grâce à une reconnaissance du gouvernement du Québec dans le cadre de sa politique jeunesse (Stratégie d'action jeunesse 2016-2021), mettre sur pied des activités visant à donner accès à la technologie et à ses possibilités transformatives aux jeunes notamment issus de milieux défavorisés, de façon à prévenir l'élargissement d'une « fracture numérique ».

- Projet iMMERGENCE : transfert de compétences et d'expertises entre les différents secteurs du numérique et les secteurs plus traditionnels de l'industrie (ex. : manufacturier) afin d'accélérer la croissance des entreprises. Ex. : Ateliers d'experts du numérique offerts aux chefs d'entreprises.

Annexe 1.1

Les partenaires du Printemps numérique

Organisations participantes au Printemps numérique
Les organisations participantes ont inscrit un ou plusieurs de leurs événements dans la programmation du Printemps numérique. En 2016, le Printemps numérique a compté 269 organisations partenaires et 282 activités numériques.

Secteurs représentés : arts numériques, jeux vidéo, effets visuels, réalité virtuelle, cinéma, musique électronique, éducation et recherche, musées, bibliothèques, e-Commerce, publicité, hébergement web, média, incubateurs, environnement, organismes d'affaires, etc.

Organisations : 3DVF, ACM Siggraph, Agence f&co, Agence TOPO, AKOUSMA (Festival des musiques numériques immersives), Alchemy 24, Allied, Alsago, Anagraph, Anges Québec, Animation Magazine, Animation Xpress, Animaze, Arc Productions, Archives de la Ville de Montréal, Arbres-Canada, Arsenal Montréal, Art and Earth Magazine, Art of VFX, Artbangbang, Artifact 5, ArtStation, Association francophone pour le savoir (Acfas), Association Québécoise des Technologies (AQT), Atomic Fiction, Autodesk, Banque Nationale, BCF (Avocats d'affaires), Beam Me Up games inc, Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ), Biennale International d'art numérique (BIAN), bleuOrange, Bloc Oral, BMO Groupe Financier, C2 Montréal, CAMPUS ADN, , Cathédrale Verte, Cégep de Matane, Centre Canadien d'Architecture (CCA), Centre de Développement et de Recherche en Imagerie Numérique (CDRIN), Centre des Arts de Baie-Comeau, Centre des sciences de Montréal, Centre for Interdisciplinary Research in Music Media and Technology (CIRMMT), Centre Phi, Centre TURBINE, Chaire de recherche du Canada EN arts et littératures numériques – CRSH (UQAM), Chromatic, Cinéfilm, Cinémathèque Québécoise, Cinesite Studios, CIRCA, Club Conjure de l'ÉTS, Commentts, Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys, Communautique, Compagnie F, Conseil de recherches en sciences humaines du Canada, Conseil de Recherches en Sciences naturelles et en génie du Canada (CRSNG), Conseil des Arts du Canada, Conservatoire de musique de Montréal, Cossette, CreativeMornings Montréal, Culture Montréal, Culture pour tous, Dell, Deloitte, DÉRAPAGE 16 (drpg16), Desjardins, DHC/ART, DHX Media, Dix au carré, DogSync, Dossier Média, Double Negative, Dulcinée Langfelder & Cie, Eastern Bloc, Ecole de l'Innovation Citoyenne (EIC), Ecole de technologie supérieure (ETS), École secondaire Pierre-Laporte, eCOMMTL, Éco-quartier Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, Effects Montreal, ELEKTRA, ELLEPHANT, Ellicom, Elyseis, Espace pour la vie, Espaces temps, Espresso-Jobs, Execution Labs, , EY Canada, Faculté de musique de l'Université de Montréal, Fantasia, Farweb, Festival du Nouveau Cinéma de Montréal (FNC), Festival Eurêka!, Festival Stop Motion de Montréal, FIFA, Festival TransAmériques (FTA), Figura Concordia, Centre de recherche sur le texte et l'imaginaire, Filmkoop wien, Float 4, Folks, Fondation Arte Musica, Framestore, Galerie Leonard & Bina Ellen, Goethe

Institut Montréal, Google's Projet Tango, Groupe Intervention Vidéo (GIV), Hacking Health, Hibernum, Hybride, Hydro-Québec, Ianimate, Industrial Light & Magic, Ingenio, Innocité MTL, Innovitech, Institut de statistique de l'UNESCO, Isart Digital, iWeb, Jeune Chambre de commerce de Montréal, Kohlenstoff, Kontejner, L'Espace ludique / GamePlay Space, L'Idylle I arts vivants, La face cachée de la pomme, La Guilde, Laboratoire NT2, Ladies Learning Code, Lavery, Le Salon 1861, Maison Notman, MASSIVart, Maxon, McCarthy Tétrault, Minimal, Ministère de l'Économie de l'Innovation et des Exportations (MEIE), Ministère des Relations internationales et de la Francophonie (16 de ses délégations à l'étranger), Mitacs, Moment Factory, Monarque, Mondial des jeux Loto-Québec, Montréal in Motion (MIM), Montréal inc, Montréal International, Montréal NewTech, Montréal, plaque tournante des échanges : histoire, patrimoine, devenir, Mosaic HEC Montréal, MTL Data, MTL NewTech, MTL Ville en mouvement, Musée d'art contemporain de Montréal, Musée McCord, Musées Montréal, MusiQC numériQC, Mutek, NAD, Netelligent, O2 web, OBORO, Observatoire de la culture et des communications de l'Institut de la statistique du Québec, Office National du Film du Canada (ONF), Olameter, Osmos Academy, OVH, Parallèle 40, Peak Media, Perte de Signal, Piknic Électronik, Pixel Audio, Pixomondo, Place des Arts, Planétarium Rio Tinto Alcan, PopcornFx, Prix Numix, Productions Réalisations Indépendantes de Montréal (PRIM), Prompt, Quartier de l'innovation de Montréal, Quartier des spectacles de Montréal, Québecor, Qui fait Quoi, Radical, Radio-Canada, RECODE, Regroupement des éco-quartiers, Regroupement des producteurs multimédia (RPM), Réseaux des arts médiatiques, SAM, Scalar, SDC Vieux-Montréal, Silex Créations, Société de Transport de Montréal (STM), Société des Arts Technologiques (SAT), SODER, SOVERDI, Spearhead Games, Squeeze Studio Animation, Stay 22, STM, Stradigi Ventures, Studio Robocut, Studio XX, Studios Tom's Up, TACT, Takeoff, The Foundry, Théâtre de Centaur, Théâtre la Rubrique, Ticketpro, Université Concordia, Tuque Games, Université de Montréal, Université de Sherbrooke, Université du Québec à Montréal, UQAM, UQAT, UQO – Institut des sciences de la forêt tempérée, Variety, Verdir, Vidéographe, Video Phase, Visual Effects Society, Vrac-environnement, Volta, WearHacks, Wework, WikiFX, WSP, XDSummit (external development summit), Yannick Gueguen studio, Yelp Montréal, Yokai.

Partenaires institutionnels
Les partenaires institutionnels contribuent au financement, à la diffusion ou à la concertation avec les parties prenantes.

Organisations : Alliance numérique, Bureau du cinéma et de la télévision du Québec (BCTQ), Concertation Montréal, Conseil des arts de Montréal, Conseil québécois des arts médiatiques (CQAM), Gouvernement du Québec, La Vitrine, TechnoMontréal, Tourisme Montréal, Ville de Montréal.

Partenaires médias
Les partenaires médias offrent une couverture médiatique maximale pendant la saison du Printemps numérique.

Organisations : CIBL, CTVM, Destination Centre-Ville, Infopresse, Journal Métro, Les Affaires*, Le Lien Multimédia, L'initiative, Magazine Convergence, Magazine ETC, Montréal Centre-Ville, MTL Blog, Narcity.

*Pour l'édition 2017, le projet « Transformation numérique » est en cours de développement avec le journal Les Affaires. Il tâchera de faire découvrir à la communauté d'affaires les bénéfices et les avantages d'investir dans les nouvelles technologies afin d'assurer le développement et la croissance des entreprises du Québec. L'objectif sera également de mettre en avant les alliances possibles dans l'amélioration des processus entre les secteurs manufacturier et numérique.

ANNEXE 1.2

BILAN 2016

FAITS SAILLANTS : 3ÈME ÉDITION DU PRINTEMPS NUMÉRIQUE

- **90 JOURS** DE CRÉATIVITÉ NUMÉRIQUE
- UN **DEMI-MILLION DE PARTICIPANTS**
- UN ÉCOSYSTÈME HALLUCINANT DE **269 PARTENAIRES**
- **282 ACTIVITÉS** POUR TOUS LES GOÛTS
- UN **MÉGA LANCEMENT** AU MUSÉE MCCORD AVEC 1100 PERSONNES
- **605 CURIEUX** AUX VENDREDIS NUMÉRIQUES
- **5 LABORATOIRES DE RECHERCHE ET DE CRÉATION** PAR DES ARTISTES NUMÉRIQUES AU SEIN D'ENTREPRISES
- **5 PROTOTYPES DE JEUX VIDÉO** CRÉÉS EN 48 HEURES PAR DES ÉTUDIANTS
- UNE **CARTOGRAPHIE NUMÉRIQUE DES CORRIDORS VERTS MONTRÉALAIS**, QUI SERVIRA NOTAMMENT À PLANTER DES MILLIERS D'ARBRES
- **11 PROJETS CRÉATIFS**, RÉFLÉCHIS PAR UNE CINQUANTE D'ÉTUDIANTS, EN RÉPONSE À DES DÉFIS D'INNOVATION DE SIX GRANDES ENTREPRISES
- UN **DÔME DE LIGHT PAINTING** TESTÉ PAR PLUS DE 1000 VISITEURS
- **16 700 ABONNÉS FACEBOOK**
- **397 ENTREVUES ET MENTIONS** DANS LES MÉDIAS LOCAUX ET INTERNATIONAUX
- L'ANNÉE DE LA **RÉALITÉ VIRTUELLE**
- LE **FINANCEMENT PRIVÉ** REPRÉSENTE 47 % DU BUDGET DE L'ÉDITION 2016, SOIT 345 000$

OBJ

ANNEXE 2

DÉPENSES NON ADMISSIBLES

Les dépenses suivantes ne sont pas admissibles :

- Les coûts engagés après le 31 décembre 2017 pour la première année d'activités;
- les coûts de réparation ou de maintenance généraux ou périodiques;
- les coûts des travaux réalisés avant la signature de la présente convention;
- les achats d'immeubles, de terrains et de servitudes;
- les frais juridiques;
- les frais de financement temporaire.

ANNEXE 3

COMMUNICATIONS

OBLIGATIONS DE L'ORGANISME PRINTEMPS NUMÉRIQUE

A - VILLE DE MONTRÉAL

1. VISIBILITÉ

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences de la présente Annexe.

1.2. Soumettre au directeur pour approbation le partage de la visibilité entre tous les partenaires du projet.

1.3. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française comme cela est prévu à la présente annexe.

2. COMMUNICATIONS

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal.

- Faire état de la contribution de la Ville dans toutes ses communications relatives au projet ou à l'activité.
- En 2017, mentionner verbalement la participation financière du Secrétariat lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Apposer le logo de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, les sites Internet, les bandeaux Internet, les infolettres, les communiqués de presse.

  Dans le cas où l'insertion de la signature graphique n'est pas possible, l'organisme doit mentionner le partenariat de la Ville de Montréal. Le libellé sera le suivant : ***Fier partenaire de la Ville de Montréal***
- Soumettre pour approbation tous les textes soulignant la contribution de la Ville de Montréal, dix jours ouvrables avant leur diffusion.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville de Montréal (incluant les bloggeurs et/ou les caméramans) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville de Montréal à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.
- Dans le cadre de relations médias, convenir au préalable, avec la Ville de Montréal, des opérations de communication, du scénario, des allocutions, du contenu des communiqués et des avis médias concernant le projet ou l'activité.

2.3. Normes graphiques et linguistiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logo de la Ville (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo).
- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement des signatures Ville – ministère et des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).
- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville de Montréal, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur le site Internet ou tout autre support média.
- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du projet ou de l'événement.
- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels avant leur impression et leur diffusion.
- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme (format papier). La publicité sera fournie par la Ville de Montréal.

2.5. Événements publics

- Inviter la Ville de Montréal à participer aux événements publics organisés dans le cadre du projet.
- Aviser le cabinet du maire et du comité exécutif par écrit trois semaines avant l'événement.
- Transmettre au plus tôt le scénario de déroulement de l'événement et les dates de tombée pour la citation du maire.
- Coordonner et effectuer le suivi avec le cabinet du maire ou des élus.

- Respecter les règles protocolaires officielles en matière d'événements publics.
- Offrir d'inclure un message officiel de la mairie ou des élus dans le guide de l'événement. La demande doit être transmise au moins trois semaines avant la date limite de livraison du matériel.

2.6. Bilan de visibilité

- Remettre à la Ville de Montréal un bilan de la visibilité accordée, dont un exemplaire numérique de chaque outil de communication développé pour la publicité et l'information publique relatives aux activités du projet ou de l'événement.
- Un bref descriptif ou une présentation du programme, de l'événement ou du projet (30-50 mots) incluant les dates de l'événement, les principales clientèles rejointes ainsi que le rayonnement et/ou la fréquentation globale.
- Une revue de presse incluant les mentions, textes, logos à la radio, télévision, journaux imprimés et électroniques.
- Une image des mentions ou logos sur les dépliants ou affiches imprimées et électroniques. Un bref descriptif ou une présentation du programme.

Si vous avez des questions concernant la visibilité de la Ville de Montréal vous pouvez rejoindre le Service des communications de la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : **communications@ville.montreal.qc.ca** du Service des communications de la Ville de Montréal.
À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet du maire pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. L'adresse courriel pour rejoindre le cabinet est la suivante : maire@ville.montreal.qc.ca. Il est important de préciser que le projet est subventionné par le biais de l'entente du 175 M$ lorsque vous communiquez avec le cabinet.

B. VISIBILITÉ - MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE MONTRÉAL ET SECRÉTARIAT

En 2017, l'Organisme doit respecter le protocole de visibilité qui lie la Ville de Montréal au gouvernement du Québec et à cet égard, il doit :

- Faire en sorte que la présence du MINISTRE, notamment son nom et son image institutionnelle, soit reconnue, affichée et associée à son statut de partenaire financier dans l'ensemble des outils de communication produits dans le cadre des projets liés au présent protocole d'entente.
- Offrir au MINISTRE ou à un de ses représentants de participer à toute annonce ou toute cérémonie officielle concernant les projets liés au présent protocole d'entente.

- Aviser le MINISTRE, par écrit, au moins trois semaines avant la date d'une telle cérémonie pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises.
- Apposer la signature du gouvernement du Québec dans l'ensemble des outils de communication imprimés ou de format électronique produits dans le cadre des projets liés au présent protocole d'entente, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, les sites internet, les communiqués de presse, les infolettres.
- Apposer la signature du gouvernement du Québec sur les outils de communication qui seront diffusés hors Québec.
- Mentionner verbalement la participation financière du Secrétariat lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Mentionner le partenariat du Secrétariat dans les communiqués de presse;
- Offrir au Secrétariat d'insérer un communiqué dans les pochettes remises lors des événements de presse et lors du bilan.
- Offrir au Secrétariat ou au gouvernement du Québec un espace publicitaire dans le programme officiel de l'événement, si de tels espaces sont offerts gratuitement aux partenaires publics.
- Offrir d'insérer un message du MINISTRE dans le programme officiel ou, selon le cas, un message gouvernemental conjoint avec les signatures des ministres concernés.
- Offrir au Secrétariat des invitations pour assister aux activités officielles liées au projet, telles que les conférences de presse, lancements, etc.
- Offrir au Secrétariat d'installer un panneau ou une bannière gouvernementale à l'occasion des conférences de presse ainsi que dans les principaux lieux où se déroulera l'événement, si le contexte s'y prête.
- Positionner la signature du gouvernement du Québec dans le respect des normes d'utilisation de la signature gouvernementale disponible sur le Web à l'adresse suivante : http://www.metropole.gouv.qc.ca/visibilite.
- Aviser le Secrétariat, en s'adressant à la direction des communications (communication.srm@mce.gouv.qc.ca), dès que possible ou au moins 15 jours ouvrables à l'avance, de la tenue des activités publiques relatives au projet et des dates de tombées des documents à fournir: message, communiqué ou autre.
- Faire approuver les éléments de visibilité où apparaissent la signature ou la dénomination du MINISTRE, du Secrétariat ou du gouvernement du Québec par la Direction des communications du Secrétariat avant leur diffusion auprès du public, et ce, dans un délai minimum de 5 jours ouvrables avant leur impression.
- Ne pas utiliser le nom ou la signature du MINISTRE, du Secrétariat ou du gouvernement du Québec sans avoir préalablement obtenu le consentement de la Direction des communications du Secrétariat.

Si vous avez des questions concernant la visibilité gouvernementale ou l'application du Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec, veuillez communiquer avec la Direction des communications au Secrétariat à l'adresse suivante : communication.srm@mce.gouv.qc.ca

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.03

2017/03/27 13:00

(1)

Dossier # : 1160490003

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 4
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	375e Anniversaire de Montréal
Objet :	Accorder un contrat à Les Terrassements Multi-Paysages Inc. pour la fourniture de mobilier urbain complémentaire au projet d'aménagement du domaine public aux abords du Musée des beaux-arts de Montréal (MBAM). Dépense totale de 350 961,19 $, taxes et contingences incluses. Appel d'offres public no 17-15813 - 1 soumissionnaire

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense maximale de 350 961,19 $, taxes incluses, pour la fourniture de mobilier urbain complémentaire au projet d'aménagement du domaine public aux abords du Musée des beaux-arts de Montréal (MBAM), comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

2. d'accorder à Les Terrassements Multi-Paysages Inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, pour une somme maximale de 350 961,19 $, taxes et contingences incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public numéro 17-15813;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100% par la ville-centre.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2017-02-27 11:54

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1160490003**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 4
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	375e Anniversaire de Montréal
Objet :	Accorder un contrat à Les Terrassements Multi-Paysages Inc. pour la fourniture de mobilier urbain complémentaire au projet d'aménagement du domaine public aux abords du Musée des beaux-arts de Montréal (MBAM). Dépense totale de 350 961,19 $, taxes et contingences incluses. Appel d'offres public no 17-15813 - 1 soumissionnaire

CONTENU

CONTEXTE

Dans un premier temps, un projet d'aménagement a été conçu en 2010 quant au domaine public aux abords du Musée des beaux-arts de Montréal (MBAM), en collaboration avec celui -ci. La première phase de ce projet a été réalisée en 2012. Cette première réalisation incluait l'avenue du Musée et le côté nord de la rue Sherbrooke. La deuxième phase porte sur le réaménagement du trottoir sud de la rue Sherbrooke entre les rues Bishop et Crescent. Par ailleurs, la Ville a inclus à cette phase le réaménagement de la rue Bishop entre le boulevard de Maisonneuve et la rue Sherbrooke en accompagnement de la construction du nouveau pavillon de la Paix du MBAM qui a été inauguré à l'automne 2016 (voir schéma de localisation en pièce jointe au présent dossier).
Le 24 mars dernier, la Ville a octroyé un contrat de réalisation des travaux à l'entreprise Catalogna et Frères ltée. Cependant, la fourniture de mobilier urbain a été exclue du contrat octroyé afin de permettre le début des travaux et de permettre de finaliser la conception des compléments d'aménagement spécifiques à ce projet en concertation avec le MBAM. Ces aménagements comprennent notamment du mobilier urbain emblématique pouvant servir de socles similaires à ceux installés lors de la phase1.

Mentionnons que 2 appels d'offres pour la fourniture des compléments d'aménagement ont été effectués en 2016 mais qu'aucune soumission n'a été reçue. Le troisième appel d'offres, effectué en janvier 2017, a permis d'obtenir une soumission conforme.
Le présent sommaire décisionnel vise l'octroi d'un contrat distinct pour la fourniture de mobilier urbain, la fourniture des dessins d'atelier, le traitement, la finition, l'entreposage et la livraison du mobilier urbain, conformément aux règles d'octroi de contrats d'acquisition de biens et de services autres que professionnels par la Ville de Montréal.

Précisons que les travaux d'aménagement réalisés par Catalogna et Frères ltée ont été suspendus en décembre 2016 et reprendront à la mi-mars 2017. Les travaux à compléter comprennent notamment la construction d'une chaussée rehaussée, de la mise en place de pavés, de la plantation d'arbres et arbustes ainsi que l'installation du mobilier urbain.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE16 0666 - 27 avril 2016 - Approuver le projet d'entente entre le Musée des beaux-arts de Montréal (MBAM) et la Ville de Montréal précisant les termes et conditions de réalisation d'une partie du projet d'aménagement aux abords du MBAM et de l'Université Concordia; autoriser la réception d'un revenu de 80 387,72 $, taxes incluses, provenant du MBAM;
CE16 0665 - 27 avril 2016 - Approuver un projet d'entente entre la Ville de Montréal et l'Université Concordia précisant les termes et conditions de réalisation d'une partie du projet d'aménagement aux abords de l'Université Concordia et du Musée des beaux-arts de Montréal; autoriser la réception d'un revenu de 235 917,51 $, taxes incluses, provenant de l'Université Concordia;
CG16 0181 - 24 mars 2016 - Octroi d' un contrat à Catalogna & Frères ltée pour des travaux de réaménagement du domaine public aux abords du Musée des beaux-arts de Montréal (MBAM) et de l'Université Concordia;
CE16 0322 - 2 mars 2016 - Approbation de la convention de services professionnels avec WSP Canada inc., pour la surveillance de travaux pour le projet de réaménagement du domaine public aux abords du Musée des beaux-arts de Montréal et de l'Université Concordia;
CG14 0486 - 14 novembre 2014 - Adoption du Programme triennal d'immobilisations 2015-2017 de la Ville de Montréal (volet agglomération) (1143843014);
CG07 0524 - 20 décembre 2007 - Règlement autorisant un emprunt de 100 000 000 $ afin de financer la réalisation du programme de réfection routière sur le réseau routier relevant de la compétence du conseil d'agglomération (1072689009);

DESCRIPTION

Conformément au devis technique intégré à l'appel d'offres public, l'octroi du contrat permettra l'acquisition d'éléments décoratifs minéraux, similaires à ceux installés lors de la phase 1, qui serviront de mobilier urbain emblématique ainsi que, pour certains d'entre eux, de socles à des oeuvres d'art sur le domaine public, prêtées par le MBAM en conformité avec le protocole d'entente qu'il a signé avec la Ville (décision CE16 0666).

JUSTIFICATION

Le projet, qui résulte d'une collaboration étroite entre la Ville, le MBAM et l'Université Concordia, est réalisé dans le cadre des legs du 375ème anniversaire de Montréal et constitue une contribution de la Ville à la création de la "Zone Éducation-Culture" par les deux institutions partenaires. Il implique, entre autres, certaines interventions d'aménagement sur les propriétés de ces deux institutions qui seront payées par elles, ainsi que l'installation par le MBAM d'oeuvres d'art sur le domaine public de la Ville.
L'acquisition du mobilier urbain emblématique recommandé par le présent dossier fait partie intégrante des interventions de la Ville pour compléter le projet d'aménagement.

Analyse des soumissions

Le tableau ci-dessous présente le résultat de l'appel d'offres, soit le nom du soumissionnaire conforme, le prix proposé, l'estimation de contrôle, le tout incluant les taxes. Il présente également l'écart entre la plus basse soumission et l'estimation de contrôle.

RÉSULTATS DE SOUMISSION *(taxes incluses)*

FIRME SOUMISSIONNAIRE CONFORME		**PRIX**
Les Terrassements Multi-Paysages Inc.		319 055,63 $
ESTIMATION DE CONTRÔLE		241 807,77 $
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation de contrôle	**($)** **(%)**	**77 247,86 $** **31,9%**

Le processus d'appel d'offres public no. 17-15813 s'est déroulé du 23 janvier au 8 février 2017. Sur sept (7) preneurs du cahier des charges, quatre (4) firmes ont mentionné ne pas

pouvoir fournir le produit exigé, une (1) firme a mentionné que le projet était trop éloigné pour l'intéresser, une (1) firme a expliqué qu'elle ne pouvait pas fournir la garantie de soumission et une (1) firme a déposé une soumission. Le délai de validité des soumissions est de 120 jours à partir de la date d'ouverture, soit jusqu'au 8 juin 2017.

Les prix de soumission et l'autorisation de l'AMF furent vérifiés pour la soumission reçue. Également, les documents fournis lors du dépôt de la soumission furent vérifiés (cautionnement, lettre d'engagement, licence de la Régie du bâtiment du Québec, attestation de Revenu Québec, déclaration relative aux conflits d'intérêts et autres).

L'offre déposée par le plus bas soumissionnaire conforme, Les Terrassements Multi-Paysages Inc., est supérieure à l'estimation de contrôle, laquelle s'élève à 241 807,77 $, incluant les taxes.

L'estimation de contrôle est établie à partir des documents d'appel d'offres, pendant la période d'appel d'offres, et selon les prix des matériaux et des équipements ainsi que les taux de la main d'œuvre réels du marché actuel.

L'écart entre le prix soumis par le plus bas soumissionnaire conforme et l'estimation de contrôle est de +77 247,86 $, soit 31,9 %. Le court délai de fabrication demandé, soit de 6 semaines suivant l'octroi du contrat, et l'approvisionnement du calcaire au mois de mars (conditions hivernales) pourraient expliquer l'écart avec l'estimation de contrôle.

Le présent dossier donne suite à un appel d'offres assujetti à la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics conformément au décret # 1049-2013 adopté le 23 octobre 2013. L'adjudicataire recommandé, Les Terrassements Multi-Paysages Inc. détient une attestation de l'Autorité des marchés financiers, laquelle est en vigueur depuis le 2 mai 2014. Une copie de cette attestation se trouve en pièce jointe au dossier.

Les validations requises selon lesquelles l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec ont été faites. Le numéro de la licence RBQ de l'adjudicataire recommandé, Les Terrassements Multi-Paysages Inc., est le suivant: 1140-3825-90. Une attestation valide délivrée le 25 janvier 2017 par Revenu Québec fut déposée avec sa soumission.

À la suite du lancement de l'appel d'offres public no. 17-15813, il est recommandé de retenir les services de Les Terrassements Multi-Paysages Inc. pour la somme maximale de 350 961,19 $, taxes et contingences de 10% (31 905,56 $) incluses.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal de ce contrat de 350 961,19 $, taxes et contingences incluses, sera assumé comme suit :
Un montant maximal de 320 474,35 $, net des ristournes de taxes, sera financé par le règlement d'emprunt de compétence locale 16-006 - Règlement autorisant un emprunt de 146 270 000 $ pour le financement des travaux de réfection routière sur le réseau artériel de la ville de Montréal.

Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centre.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce projet vise l'atteinte de plusieurs objectifs en matière de développement durable. L'ensemble du projet prévoit:

- l'augmentation du verdissement par l'ajout de fosses d'arbres agrandies et la plantation de 33 arbres et 563 arbustes;
- l'augmentation du confort pour les piétons par l'élargissement des trottoirs, la construction de saillies aux intersections, la réduction de la vitesse, la création d'une zone partagée sur la rue Bishop et l'amélioration des traverses piétonnes de la rue Sherbrooke;
- l'amélioration de l'accessibilité universelle par l'amélioration et l'ajout de rampes pour handicapés;
- la réduction de l'utilisation de la voiture et la promotion des transports actifs et collectifs par la réduction du nombre de places de stationnement et la réduction de la largeur de la chaussée;
- l'amélioration de la performance des systèmes d'éclairage urbain par une gestion éco-énergétique et le remplacement des sources lumineuses par des sources DEL.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le Musée des beaux-arts de Montréal prévoit installer des oeuvres d'art sur le domaine public d'ici la fin du mois d'avril 2017 dans le cadre du projet majeur d'art public "La Balade pour la Paix". À la suite de l'octroi du contrat, prévu le 8 mars, l'adjudicataire aura 6 semaines, dont jusqu'au 19 avril 2017 afin de fournir le mobilier urbain qui permettra l'installation de ces oeuvres d'art. Conséquemment, tout report dans l'octroi de ce dossier entraînera un retard de l'installation des oeuvres d'art.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication particulière pour ce dossier, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat (CE)	8 mars
Réalisation du mandat (fourniture et livraison des biens et services)	mi-avril
Travaux (installation sur le site)	fin avril

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Naceur AYARA)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jorge PALMA-GONZALES)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Claude DUBOIS, Ville-Marie
Jean CARRIER, Service des infrastructures_voirie et transports

Lecture :

Claude DUBOIS, 23 février 2017
Jean CARRIER, 23 février 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Olivier VAUDRIN-CHARETTE
Ingénieur et Sébastien Deshaies Chef de section

Tél : 514 872-3139
Télécop. : 514 872-9471

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-17

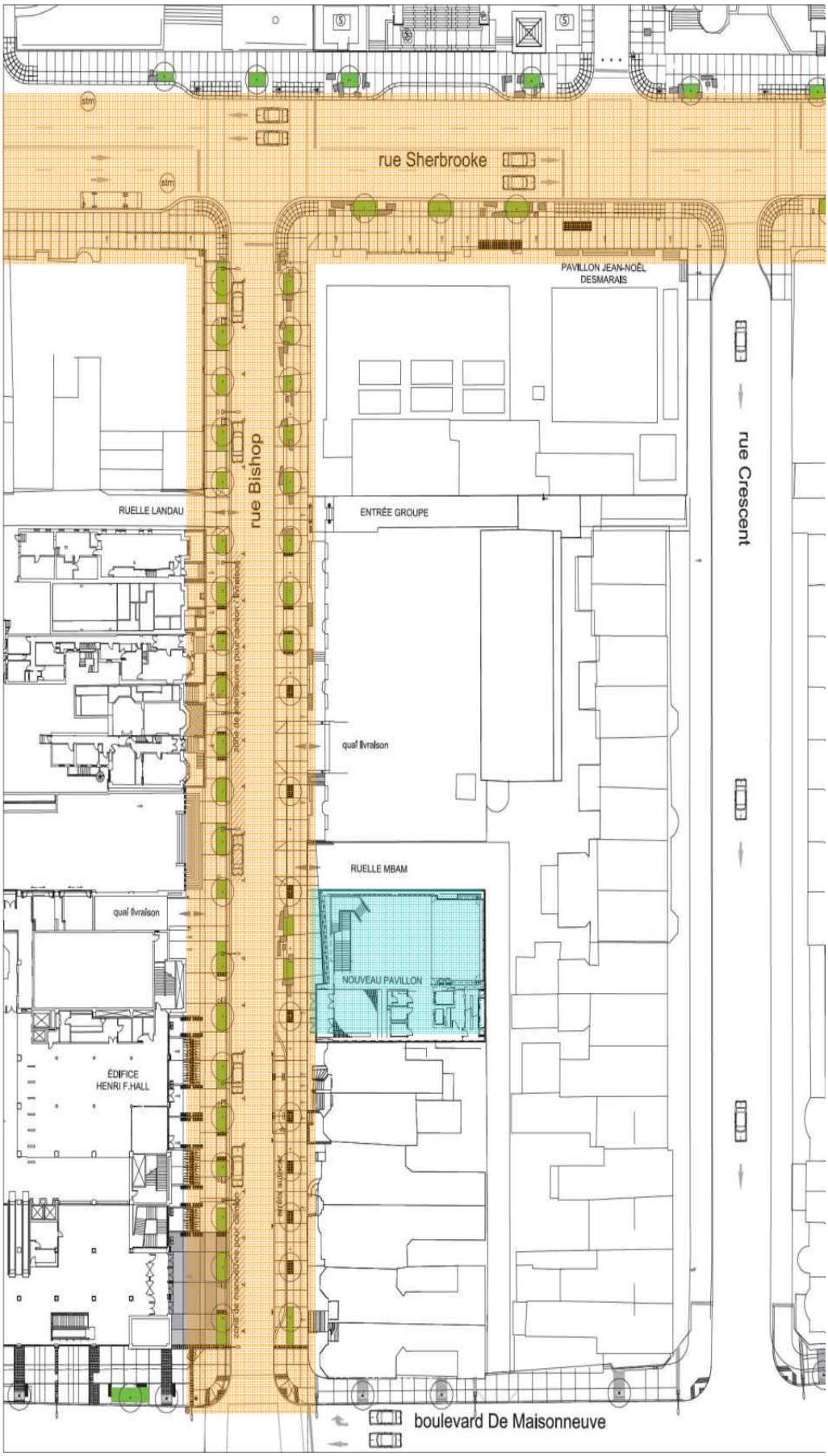
Pierre SAINTE-MARIE
Chef de division

Tél : 514 872-4781
Télécop. : 514 872-9471

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2017-02-24

Schéma de localisation



17 février 2017

Olivier Vaudrin-Charette

Limites du projet d'aménagement

Nouveau Pavillon Hornstein de la paix du MBAM

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 2 mai 2014

LES TERRASSEMENTS MULTI-PAYSAGES INC.
A/S MONSIEUR LOUIS CHARLES JOLICOEUR
1355, LÉPINE
JOLIETTE (QC) J6E 4B7

N° de décision : 2014-CPSM-1026822
N° de client : 3000194986

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'Autorité) accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65.1 (la LCOP). LES TERRASSEMENTS MULTI-PAYSAGES INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **1er mai 2017** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1160490003

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 4
Objet :	Accorder un contrat à Les Terrassements Multi-Paysages Inc. pour la fourniture de mobilier urbain complémentaire au projet d'aménagement du domaine public aux abords du Musée des beaux-arts de Montréal (MBAM). Dépense totale de 350 961,19 $, taxes et contingences incluses. Appel d'offres public no 17-15813 - 1 soumissionnaire

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

17-15813 Det Cah Final.pdf
17-15813 TCP.pdf
15813-PV.pdf
Avis d'intervention 17-15813.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Naceur AYARA
Agent d'approvisionnement II
Tél : 514-872-0486

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-17

Danielle CHAURET
Chef de section
Tél : 514-872-6935
Division : Voirie

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 17-15813 — No du GDD : 1160490003

Titre de l'appel d'offres : Fourniture de blocs de pierre calcaire - Aménagement des abords du Musée des beaux-arts de Montréal

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 23 - 1 - 2017

Ouverture originalement prévue le : 8 - 2 - 2017

Ouverture faite le : 8 - 2 - 2017

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 0

Date du dernier addenda émis : - -

Délai total accordé aux soumissionnaires : 15 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 7

Nbre de soumissions reçues : 1

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 14,29

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 8 - 6 - 2017

Date d'échéance révisée : 8 - 6 - 2017

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Les terrassements multi-paysages Inc.	319 055,63 $	√	

Information additionnelle

Ilya eu sept (7) preneurs de cahier de charge, mais un seul soumissionnaire conforme: quatre (4) de preneurs de cahier de charge ne peuvent pas fournir le produit exigé dans l'appel d'offres, un (1) sa localisation est trop loin, par contre un autre ne peut pas fournir la garantie de soumission, car lors de processus d'appel d'offres l'entreprise a été achetée par une autre organisation.

Préparé par : Naceur Ayara — Le 17 - 2 - 2017



Tableau comparatif des prix reçus

#	Objet	Informations
1	Nom de l'agent d'approvisionnement	Naceur Ayara ✔
2	Titre de l'appel d'offres	**Fourniture de blocs de pierre calcaire - Aménagement des abords du Musée des beaux-arts de Montréal**
3	Description (si nécessaire en complétement du titre)	
4	No de l'appel d'offres	17-15813 ✔
5	**Préposée au secrétariat**	**Hafida Mouhandiz (13 février 2017)**
6	Type de sollicitation	Publique
7	Date d'ouverture	08-02-2017 ✔
8	Service requérant	28- SIVT
9	Requérant	François Gagné

#	Soumissionnaire	Commentaires	Condition de paiement	Garantie de soumission	%/ $	Délai de livraison	Conformité	No de soumission
1	**LES TERRASSEMENTS MULTI-PAYSAGES INC.**	Délais de livraison des échantillons de pré production : 7 jours Délais de livraison de commande : 42 jours	30 jours	Fournie	5%	Voir commentaire	Conforme	**19882**

Agent d'approvisionnement	Numéro de l'appel d'offres:	17-15813	Titre de l'appel d'offres:	Fourniture de blocs de pierre calcaire - Aménagement des abords du Musée des beaux-arts de Montréal
Naceur Ayara		LES TERRASSEMENTS MULTI-PAYSAGES INC.		

No	Articles	Unité	Qté	Coût unitaire	Total
1	Bloc type 01	Bloc	3	13 400,00 $	40 200,00 $
2	Bloc type 01_Socle A	Bloc	2	13 400,00 $	26 800,00 $
3	Bloc type 01_Socle B	Bloc	1	13 400,00 $	13 400,00 $
4	Bloc type 02	Bloc	7	8 600,00 $	60 200,00 $
5	Bloc type 03	Bloc	5	10 300,00 $	51 500,00 $
6	Bloc type 03_Socle	Bloc	1	10 300,00 $	10 300,00 $
7	Bloc type 04	Bloc	3	6 100,00 $	18 300,00 $
8	Bloc type 04_Socle	Bloc	1	6 100,00 $	6 100,00 $
9	Bloc type 05_	Bloc	3	1 900,00 $	5 700,00 $
10	Bloc type 06_	Bloc	5	7 500,00 $	37 500,00 $
11	Bloc type 06_Socle	Bloc	1	7 500,00 $	7 500,00 $
				Total	277 500,00 $
				TPS	13 875,00 $
				TVQ	27 680,63 $
				TOTAL	319 055,63 $

Soumissionnaire le moins cher au total							
LES TERRASSEMENTS MULTI-PAYSAGES INC.	277 500,00 $	+ TPS	13 875,00 $	+ TVQ	27 680,63 $	=	**319 055,63 $**

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Recherche avancée

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 17-15813
Numéro de référence : 1044504
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Fourniture de blocs de pierre calcaire - Aménagement des abords du Musée beaux-arts de Montréal

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Aménagement Coté Jardin Inc 4303 rue Hogan Montréal, QC, H2H 2N2 NEQ : 1143147123	Monsieur Jean-Patrick Blanchette Téléphone : 514 939-3577 Télécopieur : 514 939-3174	**Commande : (1230487)** 2017-02-06 13 h 58 **Transmission :** 2017-02-06 13 h 58	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Bordures Polycor Inc 139 rue St-Pierre Québec, QC, G1K 8B9 http://www.polycor.com NEQ : 1143280379	Monsieur Rémi Guillemette Téléphone : 418 558-7740 Télécopieur : 418 323-2046	**Commande : (1229038)** 2017-02-02 16 h 38 **Transmission :** 2017-02-02 16 h 38	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Carrières St-Dominique 700 rue Principale Saint-Dominique, QC, J0H 1L0 http://carrieresstdominique.com NEQ : 1142167122	Monsieur David Jodoin Téléphone : 450 774-2591 Télécopieur : 450 773-9447	**Commande : (1223508)** 2017-01-24 10 h 24 **Transmission :** 2017-01-24 10 h 24	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Déneigement Daniel Lachance	Monsieur	**Commande**	Mode privilégié

	inc 2860 av. Royal St-Ferreol-Lesn Saint-Ferréol-les-Neiges, QC, G0A 3R0 NEQ : 1141953126	Daniel Lachance Téléphone : 418 826-2666 Télécopieur : 418 826-0953	**: (1226119)** 2017-01-27 16 h 36 **Transmission :** 2017-01-27 16 h 36	(devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Graymont (Qc) Inc. 25 De Lauzon Boucherville, QC, J4B 1E7 NEQ : 1141839135	Madame Marie-Line Rhéaume Téléphone : 450 645-2446 Télécopieur : 450 449-2256	**Commande : (1227384)** 2017-01-31 14 h 20 **Transmission :** 2017-01-31 20 h 24	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Sierra Monde Inc 1130 Chemin Olivier Lévis, QC, G7A2M8 NEQ : 1168349422	Monsieur Sébastien Boutin Téléphone : 418 741-1015 Télécopieur : 418 741-1017	**Commande : (1231513)** 2017-02-08 7 h 47 **Transmission :** 2017-02-08 9 h 26	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Terrassement Multi-Paysages 1355 rue Lépine Joliette, QC, J6E 4B7 NEQ : 1140382590	Monsieur Stéphane Valois Téléphone : 450 756-1074 Télécopieur : 450 756-8997	**Commande : (1230597)** 2017-02-06 15 h 13 **Transmission :** 2017-02-06 15 h 13	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Sélectionner Annuler

l'éducation.

admissibles

Autorité des marchés financiers

© 2003-2017 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1160490003

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 4
Objet :	Accorder un contrat à Les Terrassements Multi-Paysages Inc. pour la fourniture de mobilier urbain complémentaire au projet d'aménagement du domaine public aux abords du Musée des beaux-arts de Montréal (MBAM). Dépense totale de 350 961,19 $, taxes et contingences incluses. Appel d'offres public no 17-15813 - 1 soumissionnaire

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

SIVT - 1160490003.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jorge PALMA-GONZALES
Preposé au budget
Tél : (514) 872-4014

Co-auteur
Jean-François Rondou
Agent comptable analyste - Conseil et soutien financier - PS Développement
(514) 868-3837

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-23

Paul KANAAN
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-2857

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.04

2017/03/27
13:00

(1)

Dossier # : 1165323005

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section location
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet de bail par lequel la Ville loue de la compagnie Clurican inc., pour une période de 9 ans, à compter du 1er avril 2017, des locaux situés au 1er et au 2e étage de l'immeuble, sis au 425, Place Jacques-Cartier, pour les fins de bureaux, pour un loyer total de 3 465 060,93 $ taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail. Bâtiment 8118

Il est recommandé :

1. d'approuver un projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue de Clurican inc., pour une période de 9 ans, à compter du 1er avril 2017, des espaces à bureaux, situés au 1er et au 2e étage, d'une superficie d'environ 1 285 m², à des fins de bureaux, moyennant un loyer annuel de 3 465 060,93 $, taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail;
2. d'autoriser la dépense de 255 313,95 $, taxes incluses, pour les travaux d'aménagement, payable à la compagnie Clurican inc.;
3. d'autoriser la dépense de 204 598,01 $, taxes incluses, en incidence;
4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-02-27 17:31

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1165323005**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section location
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet de bail par lequel la Ville loue de la compagnie Clurican inc., pour une période de 9 ans, à compter du 1er avril 2017, des locaux situés au 1er et au 2e étage de l'immeuble, sis au 425, Place Jacques-Cartier, pour les fins de bureaux, pour un loyer total de 3 465 060,93 $ taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail. Bâtiment 8118

CONTENU

CONTEXTE

Depuis 2008, la Ville loue de la compagnie Clurican inc., des locaux d'une superficie approximative de 642,70 m² situés au 1er étage du 425, Place Jacques-Cartier, à des fins de bureaux pour le Service de la concertation des arrondissements. Le bail viendra à échéance le 30 novembre 2018.
Dû à la restructuration organisationnelle, le Service de la concertation des arrondissements a subi au cours des dernières années de nombreux changements suite à l'ajout de nouveaux mandats. La création d'une direction des travaux publics en lien avec la centralisation de la gestion des contrats de déneigement, le mandat de pilotage des applications technologiques en arrondissement et la mise en place d'une patrouille de contrôle animalier ne sont que quelques exemples de mandats qui nécessitent l'ajout de personnel. En conséquence, les espaces occupés présentement à l'édifice du 425, Place Jacques-Cartier s'avèrent insuffisants pour accueillir les nouveaux employés qui travailleront dans le cadre de ces mandats. L'ajout d'espace supplémentaire au 2e étage du 425, Place Jacques-Cartier devient donc nécessaire et permettra dès 2017, la réalisation des objectifs du Service de la concertation des arrondissements.

En octobre 2016, le Service de la concertation des arrondissements a mandaté le Service de la gestion et de la planification immobilière (« SGPI ») afin de négocier une entente de location afin d'ajouter des locaux pour répondre aux besoins opérationnels du service. Le présent sommaire décisionnel a pour objet d'approuver un nouveau projet de bail, qui inclura les espaces actuels, pour une durée de 9 ans, débutant vers le 1er avril 2017, pour une superficie totale de 1 285,40 m². Ce projet de bail, annule et remplace le bail existant.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM13 0786 - 27 août 2013 - Approuver un projet de convention de prolongation de bail par lequel la Ville loue de Clurican inc., à des fins de bureaux, un local d'une superficie de 642,70 m², au 1er étage de l'immeuble situé au 425, Place Jacques-Cartier, pour une

période additionnelle de 5 ans, à compter du 1er décembre 2013, moyennant une dépense totale de 1 207 906,90 $, taxes incluses.

DESCRIPTION

Il est recommandé d'approuver un projet de bail par lequel la Ville loue de Clurican inc., pour une période de 9 ans, débutant le 1er avril 2017, des locaux d'une superficie approximative 1 285,40 m² situés au 1er et au 2e étage du 425, Place Jacques-Cartier, à des fins de bureaux, moyennant un loyer total de 3 465 060,93 $, taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail. Durant le terme du bail, le loyer annuel fluctuera uniquement selon les modalités prévues au projet de bail. Ce dernier est pourvu d'une option de renouvellement de 5 ans, aux mêmes termes et conditions sauf quant au loyer à négocier. Le Locateur s'est également engagé à construire une salle à vélos dans l'immeuble pour l'ensemble des locataires.

JUSTIFICATION

Étant donné que le Service de la concertation des arrondissements est appelé à intervenir pour tous les types d'événements, le choix de la localisation à proximité du pôle de l'hôtel de Ville de Montréal est stratégique. On retrouve à cet endroit toutes les facilités nécessaires pour les activités des différents médias. Afin de permettre à la Ville d'accueillir de nouveaux employés, le Locateur a permis à la Ville d'occuper des locaux temporaires au rez-de-chaussée de l'immeuble, à titre gratuit, durant la période d'aménagement des espaces situés au 2e étage de l'immeuble et le loyer de base est le même que le bail antérieur. Également, le Locateur s'est engagé à construire et à aménager, à ses frais, une salle à vélos qui sera pour le bénéfice de l'ensemble des usagers de l'immeuble.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le tableau suivant représente la dépense en loyer pour tout le terme de la location à partir du 1er avril 2017 au 31 mars 2026.

	Loyer antérieur 2016	**Loyer total 1er avril 2017 au 31 mars 2026**
Loyer de base	76 097,56 $	1 388 203,97 $
Frais d'exploitation	42 407,09 $	783 401,31 $
Taxes foncières	40 677,60 $	842 146,34 $
Total avant taxes	159 182,25 $	3 013 751,62 $
TPS (5 %)	7 959,11 $	150 687,60 $
TVQ (9,975 %)	15 878,43 $	300 621,71 $
Total incluant taxes	183 019,79 $	3 465 060,93 $
Ristourne de TPS	(7 959,11 $)	(150 687,60 $)
Ristourne de TVQ	(7 939,22 $)	(150 310,90$)
Coût total net	167 121,46 $	3 164 062,43 $
Taux moyen/ M² (avant taxes)	247,68 $	265,44 $

En vertu du nouveau bail, il est prévu d'annuler le bail actuel.
Pour le détail des loyers annuels, voir le document « détail annuel du loyer » en pièce jointe.
Le Locateur a accordé une gratuité de 4 mois de loyer net pour les lieux additionnels.
Le taux unitaire annuel moyen pour cette location est de 256,72 $/m², incluant les frais d'exploitation et les taxes foncières.
Le taux de location dans le secteur oscille entre 237 $/m² et 280 $/m².

TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT

Le tableau suivant représente les dépenses reliées aux travaux d'aménagement pour cette location.

	Coûts estimés
Travaux d'aménagement	192 060,40 $
Contingences	30 000,00 $
Incidences	177 950,00 $
Total avant taxes	400 010,40 $
TPS (5 %)	20 000,52 $
TVQ (9,975 %)	39 901,04 $
Total taxes incluses	459 911,96 $
Ristourne de TPS	(20 000,52 $)
Ristournes de TVQ	(19 950,52 $)
Coût total net	419 960,92 $

Le coût des incidences inclut l'achat du mobilier et de la télécommunication.
Les travaux sont au PTI du SGPI.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce dossier n'est pas en lien avec la politique de développement durable

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas donner suite au présent dossier aura pour conséquence de ne pouvoir accueillir les nouvelles équipes en lien avec le Service de la concertation des arrondissements.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune action n’est requise

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation du bail : CE de mars
Approbation du bail : CM de mars

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Daniel BOUGIE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Guylaine BRISSON, Service de la concertation des arrondissements

Lecture :

Guylaine BRISSON, 13 février 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martine D'ASTOUS
Conseillère en Immobilier

Tél : 514-872-2493
Télécop. : 514-872-3597

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-13

Guylaine CORMIER
Chef de division

Tél : 514-872-8484
Télécop. : 514-872-3597

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

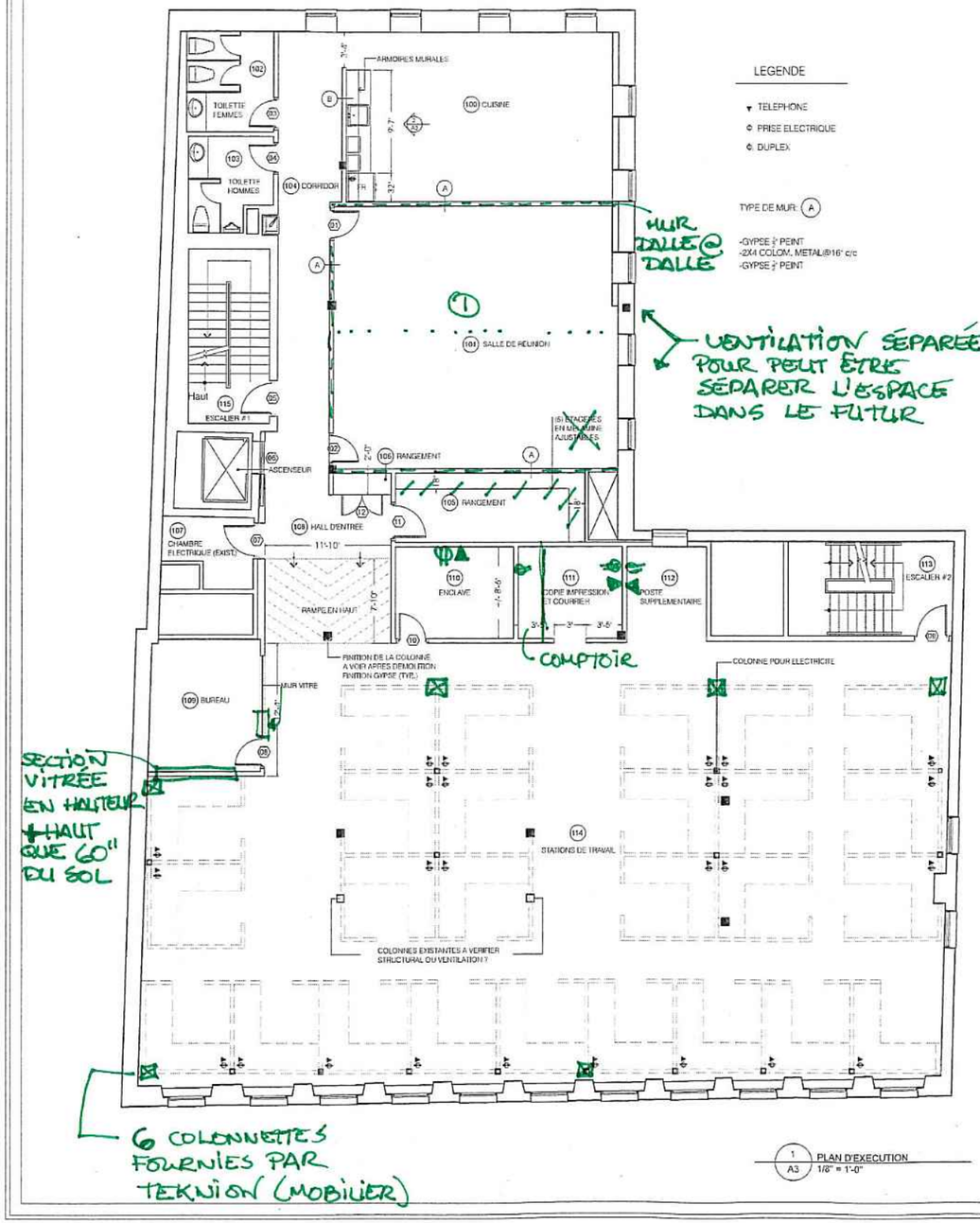
Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières et de la sécurité
Tél : 514-872-0153
Approuvé le : 2017-02-24

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI

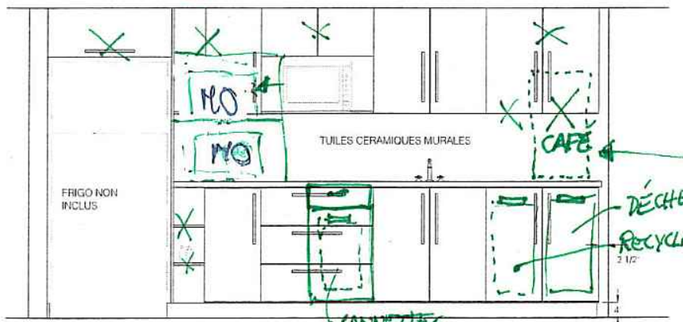
Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2017-02-27

① ÉQUIPEMENT SALLE RÉUNION @VENIR (PROJECTEUR OU ÉCRAN AU MUR)



1 A3 PLAN D'EXECUTION 1/8" = 1'-0"

2 MICRO-ONDES @3



2 A3 ELEVATIONS ARMOIRES DE CUISINE 1/2" = 1'-0"

# PIECES	TABLEAU DES FINISSIONS	PLANCHER EN TAPIS	PLANCHER EN TUILE V.A.T.	PLANCHER EN CERAMIQUE	PLANCHER EXISTANT	PLAFOND TUILE ACOUSTIQUE	PLAFOND GYPSE	PLAFOND EXIST. À PEINDRE	CERAMIQUES MURALES SPECIFICATIONS
100	CUISINE		•			•			•
101	SALLE DE REUNION	•				•			
102	TOILETTE FEMMES			•				•	•
103	TOILETTE HOMMES			•				•	•
104	CORRIDOR	•				•			
105	RANGEMENT	•				•			
106	RANGEMENT	•				•			
107	Ch. ELECTRIQUE				•				
108	HALL D'ENTREE						•	•	
109	BUREAU	•				•			
110	ENCLAVE	•				•			
111	COPIES ET IMPRESSIONS					•			
112	POSTE SUPPLEMENTAIRE	•				•			
113	ESCALIER #2				•		•		
114	BUREAUX OUVERT	•				•			
115	ESCALIER #1				•		•		

3 A3 TABLEAU DES FINIS 1/8" = 1'-0"

# PORTES	TABLEAU DES PORTES	AME PLEINE MASONITE PRET A PEINTURER	PORTE EXIST.	PORTE VITREE VERRE TREMPÉ	POIGNEE DE PASSAGE	POIGNEE A VERROU	À PEINTURER	QUANTITE DE PORTES	CADRE EN ACIER	CADRE EN BOIS PEINTURÉ	DIMENSIONS
01	SALLE DE REUNION	•					•	1	•		3'-0" X 7'-0"
02	SALLE DE REUNION	•					•	1	•		3'-0" X 7'-0"
03	TOILETTE FEMMES		•				•				
04	TOILETTE HOMMES		•				•				
05	ESCALIER #1		•				•				
06	ASCENSEUR		•				•				
07	Ch. ELECTRIQUE		•				•				
08	BUREAU	•					•	1	•		3'-0" X 7'-0"
09	ESCALIER #2		•				•				
10	ENCLAVE	•					•				
11	RANGEMENT	•					•	1	•		
12	RANGEMENT	•					•	2	•		

4 A3 TABLEAU DES FINIS 1/8" = 1'-0"

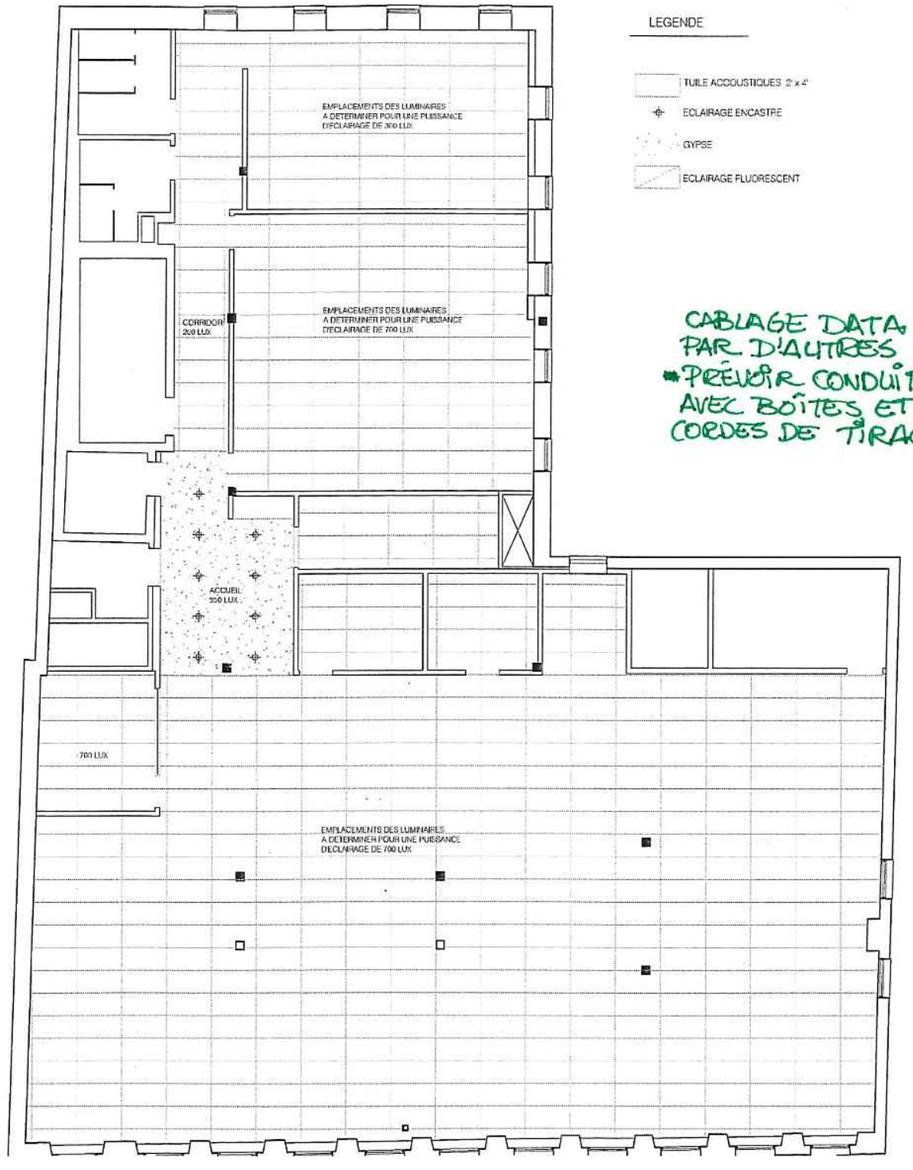
DEBRA BROWN ARCHITECT
4710 Saint Ambroise, suite 233,
Montréal, QC
514 939 7777
dbrown@debrabrownarchitect.com

Project:
MANDEVCO
425 place Jacques Cartier
Montréal, Québec

Rev #	Date	Comments
01	14 OCT. 2016	POUR APPROBATION ET SOUMISSION
02		
03		

PLANS D'EXECUTION
2ème ETAGE

Echelle	Dessin
TEL QU'INDIQUE	C.R
	Dwg No: A3



1 A2 PLAN DE PLAFOND 1/8" = 1'-0"

LEGENDE

- TUILE ACCOUSTIQUES 2' x 4'
- ECLAIRAGE ENCASTRE
- GYPSE
- ECLAIRAGE FLUORESCENT

CABLAGE DATA PAR D'AUTRES
*PRÉVOIR CONDUITS AVEC BOÎTES ET CORDES DE TIRAGE.

NOTES GENERALES:

1. PEINTURE : Tous les murs doivent être bien préparé pour recevoir de la peinture. Avant de les peindre, sabler les trous et les reboucher etc... Finir avec une couche d'apprêt et deux couches de « finish coat ». Couleur définie par l'architecte.

2. SYSTEME DE VENTILATION: Prévoir un thermostat dans chaque pièce fermé. Le chauffage et la climatisation devront être balances et ajustés afin de s'assurer du bien être de occupants.
En été: température minimale de 23 degré. C et maximale de 24 degré C. Taux d'humidité relative maximum de 55%. En hiver, température minimale de 21 degré C et maximale de 23 degré C. Taux d'humidité relative maximum de 55%.

3. ELECTRICITE : Les systèmes d'éclairage doivent être uniformes et respecter les normes Ville de Montréal – VOIR SCHEDULE PLAFOND : A2) 700 lux pour les aires de bureaux et salle de conférence, aire de documentation etc. 2) 550 lux pour les aires de bureau du Hall, accueil, vestiaires, etc 3) 300 lux pour les aires générales, ex. cafeteria, hall d'entrée salle de repos etc. et 4) 200 lux pour les aires de circulation et services.

4. PRISES ELECTRIQUES : Fournir dans chaque station de travail une prise duplex ainsi qu'un prise téléphonique et data. Dans les pièces fermées, Salle de conférence, bureau, etc fournir des prises selon le standards du code du bâtiment en Electricité. Fournir et installer un interrupteur pour chaque pièce. Les prises dans la cuisine devraient être par dessous du comptoir, et près de l'evier un « ground fault plug ». Fournir et installer aussi une prise pour le frigo et micro onde.

5. TUILES CERAMIQUES : Nouvelles tuiles en céramique à poser sur le mur et plancher dans les salles de bains. Plancher : Murs :

6. MOBILIER : Nouveaux comptoir en stratifier dans les toilettes (2) et dans la cuisine – haut et bas (1) Couleur définie par l'architecte.

7. MURS EN VITRE TREMPEE : Mur en vitre pour le bureau # 109; installer avec un cadre en acier intégrée avec la porte (bois plein, cadre en acier).

8. RECOUVREMENT DES PLANCHERS : Ou c'est indiqué, installer le tapis (couleur définie par architecte). La cuisine #100, fournir et installer les tuiles vinyle avec plinthe en vinyle. Choix définie par architecte. TAPIS : Millikin Southern Analog tuiles ou équivalent.

9. PLAFONDS SUSPENDUS : Fournir et installer nouveaux plafonds en tuile acoustique modèle cortega, en 2 x 4. Luminaires fluorescent pour arriver avec les niveau d'éclairage décrit dans #3 ci haut mentionné. Fournir et installer un plafond en gypse dans l'entrée #108 , avec des lumières encastrées 4 pouces dia.

DEBRA BROWN ARCHITECT
4710 Saint Ambroise, suite 233,
Montréal, QC
514 939 7777
dbrown@debrabrownarchitect.com

Project:

MANDEVCO

425 place Jacques Cartier
Montréal, Québec

Rev #	Date	Comments
01	14 OCT. 2016	POUR APPROBATION ET SOUMISSION
02		
03		

PLAN DE PLAFOND
2ème ETAGE

Echelle:	Dessin:
1/8" = 1' - 0"	C.R
	Dwg No: A2

Détail annuel du loyer

	Loyer antérieur	2017 (1er avril au 31 décembre)	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026 (1er janvier au 28 février 2016 (2 mois))	Total
Superficie (pi²)	**6 917,96 $**	**13 835,92 $**	**13 835,92 $**	**13 835,92 $**	**13 835,92 $**	**13 835,92 $**	**13 835,92 $**	**13 835,92 $**	**13 835,92 $**	**13 835,92 $**	**13 835,92 $**	
Loyer de base	76 097,56 $	114 146,34 $	152 195,12 $	152 195,12 $	152 195,12 $	152 195,12 $	152 195,12 $	160 842,57 $	162 572,06 $	162 572,06 $	27 095,34 $	1 388 203,97 $
Frais d'exploitation	42 407,09 $	65 893,57 $	87 858,09 $	87 858,09 $	87 858,09 $	87 858,09 $	87 858,09 $	87 858,09 $	87 858,09 $	87 858,09 $	14 643,02 $	783 401,31 $
Taxes foncières	40 677,60 $	91 870,51 $	91 870,51 $	91 870,51 $	91 870,51 $	91 870,51 $	91 870,51 $	91 870,51 $	91 870,51 $	91 870,51 $	15 311,75 $	842 146,34 $
Total avant taxes	159 182,25 $	271 910,42 $	331 923,72 $	331 923,72 $	331 923,72 $	331 923,72 $	331 923,72 $	340 571,17 $	342 300,66 $	342 300,66 $	57 050,11 $	3 013 751,62 $
TPS (5%)	7 959,11 $	13 595,52 $	16 596,19 $	16 596,19 $	16 596,19 $	16 596,19 $	16 596,19 $	17 028,56 $	17 115,03 $	17 115,03 $	2 852,51 $	150 687,60 $
TVQ (9,975%)	15 878,43 $	27 123,06 $	33 109,39 $	33 109,39 $	33 109,39 $	33 109,39 $	33 109,39 $	33 971,97 $	34 144,49 $	34 144,49 $	5 690,75 $	300 621,71 $
Total incluant taxes	**183 019,79 $**	**312 629,00 $**	**381 629,30 $**	**381 629,30 $**	**381 629,30 $**	**381 629,30 $**	**381 629,30 $**	**391 571,70 $**	**393 560,18 $**	**393 560,18 $**	**65 593,37 $**	**3 465 060,93 $**
Ristourne de TPS	(7 959,11) $	(13 595,52) $	(16 596,19) $	(16 596,19) $	(16 596,19) $	(16 596,19) $	(16 596,19) $	(17 028,56) $	(17 115,03) $	(17 115,03) $	(2 852,51) $	(150 687,60) $
Ristourne de TVQ (50%)	(7 939,22) $	(13 561,53) $	(16 554,70) $	(16 554,70) $	(16 554,70) $	(16 554,70) $	(16 554,70) $	(16 985,99) $	(17 072,25) $	(17 072,25) $	(2 845,38) $	(150 310,90) $
Coût total net	167 121,46 $	285 471,95 $	348 478,41 $	348 478,41 $	348 478,41 $	348 478,41 $	348 478,41 $	357 557,15 $	359 372,90 $	359 372,90 $	59 895,48 $	3 164 062,43 $
Taux annuel moyen $/p²		19,65 $	23,99 $	23,99 $	23,99 $	23,99 $	23,99 $	24,61 $	24,74 $	24,74 $	24,74 $	24,66 $

BAIL

8118

Paraphes	
Locateur	Locataire

TABLE DES MATIÈRES

ARTICLE 1 – DÉFINITIONS

1.1 Aires et installations communes
1.2 Bail
1.3 Dépenses de nature capitalisable
1.4 Édifice
1.5 Expert
1.6 Frais d'administration et de gestion
1.7 Frais d'exploitation
1.8 Immeuble
1.9 Lieux loués
1.10 Taxes foncières
1.11 Transformations
1.12 Travaux d'aménagement
1.13 Travaux de base

ARTICLE 2 – LIEUX LOUÉS

2.1 Désignation
2.2 Superficie locative des Lieux loués
2.3 Superficie locative de l'Édifice
2.4 Quote-part d'occupation

ARTICLE 3 – DURÉE

3.1 Durée
3.2 Renouvellement
3.3 Reconduction tacite

ARTICLE 4 – LOYER

4.1 Loyer
4.2 Loyer unitaire et Taxes foncières
4.3 Loyer unitaire et Taxes foncières
4.4 Ajustement des Frais d'exploitation

ARTICLE 5 – TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT

5.1 Modalités
5.2 Fin des travaux
5.3 Acceptation provisoire
5.4 Acceptation définitive
5.5 Période d'emménagement
5.6 Retard
5.7 Pénalité
5.8 Paiement des Travaux d'aménagement
5.9 Remise en état

ARTICLE 6 – TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT ADDITIONNELS

6.1 Travaux sous la responsabilité du Locataire
6.2 Travaux sous la responsabilité du Locateur
6.3 Paiement

ARTICLE 7 – OBLIGATIONS DU LOCATEUR

Paraphes	
Locateur	Locataire

7.1 Accès
7.2 Heures normales d'occupation
7.3 Respect des exigences
7.4 Entretien ménager
7.5 Entretien intérieur
7.6 Entretien extérieur
7.7 Bris de vitres
7.8 Température
7.9 Air frais
7.10 Eau
7.11 Éclairage
7.12 Électricité
7.13 Assurance
7.14 Sécurité incendie
7.15 Développement durable
7.16 Voies d'accès
7.17 Affichage
7.18 Désignation de responsables et remise des clés
7.19 Transformations
7.20 Sous-location et cession

ARTICLE 8 – OBLIGATIONS DU LOCATAIRE

8.1 Publication
8.2 Usage
8.3 Responsabilité et assurance
8.4 Avis
8.5 Réparations
8.6 Visites

ARTICLE 9 – DOMMAGES ET DESTRUCTION DES LIEUX LOUÉS

9.1 Destruction partielle
9.2 Destruction totale
9.3 Résiliation

ARTICLE 10 – DÉFAUT DU LOCATEUR

10.1 Modalités
10.2 Résiliation

ARTICLE 11 – DÉFAUT DU LOCATAIRE

11.1 Modalités

ARTICLE 12 – AMIANTE

12.1 Déclaration
12.2 Test d'air
12.3 Correctifs
12.4 Défaut

ARTICLE 13 – DIVERS

13.1 Rubriques
13.2 Renonciation
13.3 Accord complet
13.4 Force majeure
13.5 Lois applicables

Paraphes	
Locateur	Locataire

ARTICLE 14 – POLITIQUE DE GESTION CONTRACTUELLE

14.1 Adoption
14.2 Application
14.3 Respect

ARTICLE 15 – ANNEXES

15.1 Énumération
15.2 Interprétation

ARTICLE 16 – ÉLECTION DE DOMICILE

16.1 Adresses
16.2 Modification
16.3 Avis

ARTICLE 17 – AUTRE CLAUSE

17.1 Annulation et remplacement du bail

ARTICLE 18 – COURTIER

18.1 Commission

Paraphes	
Locateur	Locataire

BAIL

ENTRE :

CLURICAN INC, une personne morale constituée suivant la Loi sur les sociétés par actions, ayant son siège au 425, Place Jacques-Cartier, suite 400, Ville de Montréal, province de Québec, H2Y 1C6 ci représentée par monsieur Harvey Wolfe, son président et, dûment autorisé aux fins des présentes; tel qu'il le déclare :

(Ci-après appelée le « Locateur »)

TPS : **101027928**
TVQ : **10011803031 TQ00001**

Ci-après nommée le « **Locateur** »

ET :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représenté par, Yves Saindon, dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal* et de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*.

TPS : 121364749
TVQ : 1006001374

Ci-après nommée le « **Locataire** »

LESQUELLES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

Le Locateur loue, par les présentes, au Locataire, qui accepte, les Lieux loués décrits à l'article 2, le tout sujet aux clauses et conditions suivantes, savoir :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans ce Bail et ses annexes, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes et expressions qui suivent prennent la signification suivante :

1.1 **Aires et installations communes** : aires, installations, aménagements et équipements de l'Immeuble, excluant les stationnements intérieur et extérieur, qui ne sont pas loués ou désignés pour l'être et qui sont disponibles ou désignés, de temps à autre, par le Locateur pour l'usage ou le bénéfice de tous les locataires de l'Immeuble, y compris le Locataire, ainsi que leurs invités et employés.

1.2 **Bail** : le présent Bail, incluant le préambule et les annexes.

1.3 **Dépenses de nature capitalisable** : dépenses reliées à l'Immeuble qui concernent les travaux de remise à neuf (rénovation) ou de remplacement de tout système, structure, ouvrage ou construction, notamment de système architectural, structural, de fenêtres, du toit, de système mécanique ou électrique et la réfection du stationnement, dont la dépense est habituellement capitalisable selon les pratiques comptables reconnues.

1.4 **Édifice** : le bâtiment dans lequel sont situés les Lieux loués décrit à l'article 2.

Paraphes	
Locateur	Locataire

1.5 **Expert** : tout architecte, ingénieur, comptable agréé, arpenteur-géomètre ou autre professionnel qui, dans chaque cas, sera désigné par le Locateur avec l'approbation préalable du Locataire, sauf mention contraire au Bail, comme étant qualifié pour exécuter les fonctions pour lesquelles ses services seront retenus.

1.6 **Frais d'administration et de gestion** : dépenses du Locateur pour gérer l'Immeuble et administrer le Bail qui ne peuvent représenter plus de dix pour cent (10%) des Frais d'exploitation.

1.7 **Frais d'exploitation** : toutes les dépenses habituellement encourues par le Locateur pour l'énergie, incluant la consommation électrique, les contrats de service généralement reconnus pour les immeubles locatifs de cette catégorie, l'entretien ménager, les primes d'assurance, la surveillance, l'entretien et les réparations mineures de l'Immeuble et des Lieux loués. Toutes les Dépenses de nature capitalisable sont exclues des Frais d'exploitation de l'Immeuble. Sont également exclues des Frais d'exploitation les Taxes foncières ainsi que toutes dépenses encourues par le Locateur pour le compte des autres locataires de l'Immeuble, incluant, sans limitation, les frais engagés pour faire respecter les baux des autres locataires et les pertes résultant des loyers impayés.

1.8 **Immeuble** : l'Édifice, le terrain sur lequel est érigé l'Édifice.

1.9 **Lieux loués** : les espaces loués au Locataire décrits à l'article 2.

1.10 **Taxes foncières** : les taxes municipales et scolaires, incluant la taxe générale ainsi que toutes taxes spéciales imposées sur la valeur ou une autre caractéristique de l'Immeuble ou partie de celui-ci (frontage, superficie, stationnements, etc.) et, s'il y a lieu, le montant tenant lieu de telles taxes que doit assumer le Locateur, selon les lois en vigueur, à l'exclusion de toute autre taxe ou impôt, notamment toute taxe sur le capital et toute taxe ou impôt sur les grandes corporations.

1.11 **Taxes de vente** : la taxe fédérale sur les produits et services (TPS), la taxe de vente provinciale (TVQ), toutes taxes les remplaçant ou toutes nouvelles taxes payables par le Locateur ou le Locataire, selon le cas, suivant les modalités des lois applicables.

1.12 **Transformations** : toutes modifications apportées par le Locateur à ses frais à l'Immeuble, y compris aux Lieux loués.

1.13 **Travaux d'aménagement** : les travaux requis par le Locataire pour adapter les Lieux loués aux besoins spécifiques de l'occupant, selon les exigences décrites au document Annexe « A », et réalisés par le Locateur ou le Locataire, ou tous autres travaux d'aménagement à être réalisés par le Locateur ou le Locataire pendant la durée du Bail.

1.14 **Travaux de base** : les travaux requis et réalisés par le Locateur, à ses frais, excluant les Travaux d'aménagement, pour rencontrer les exigences du Programme fonctionnel et technique ou pour rendre et maintenir l'Immeuble conforme aux lois et règlements applicables, incluant, sans limitation, l'enveloppe de l'Édifice, les murs périphériques et la dalle des Lieux loués ainsi que tous les systèmes mécaniques et électriques de l'Édifice, à l'exclusion de la distribution dans les Lieux loués.

ARTICLE 2
LIEUX LOUÉS

2.1 **Désignation :** Des locaux situés au 1er et au 2e étage du bâtiment sis au 425, Place Jacques-Cartier, à Montréal, province de Québec, H2Y 3B1, tel que montré sur le plan joint au Bail comme Annexe B. Cet emplacement est connu et désigné comme étant le lot 1 181 795 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

Paraphes	
Locateur	Locataire

2.2 **Superficie locative des Lieux loués :** La Superficie locative des Lieux Loués au 1er étage est fixée à SIX CENT QUARANTE-DEUX ET SOIXANTE-DIX CENTIÈMES DE mètres carrés (642,70 m^2).

2.3 **Superficie locative des Lieux loués** au 2er étage est fixée à SIX CENT QUARANTE-DEUX ET SOIXANTE-DIX CENTIÈMES DE mètres carrés (642,70 m^2).

La Superficie locative des Lieux loués sera mesurée par un Expert selon la norme BOMA (ANSI-Z-65.1-1996) ou sa version la plus récente, au plus tard trois (3) mois de la date de signature du Bail et liera les parties à compter de la première journée du Bail. Le Locateur doit faire parvenir une copie certifiée de ce rapport de mesurage au Locataire dans les cinq (5) jours de son obtention. Les parties conviennent que nonobstant le mesurage des Lieux loués, la Superficie locative des Lieux loués ne peut excéder celle fixée ci-dessus.]

2.4 **Superficie locative de l'Édifice :** La Superficie locative de l'Édifice est fixée à deux mille cinq cent-quatre-vingt-sept et trente-cinq centième de mètres carrés (2 587,35 m^2).

2.5 **Quote-part d'occupation :** La Superficie locative des Lieux loués équivaut à QUARANTE-NEUF ET SOIXANTE-HUIT CENTIÈME de pour cent (49,68 %) de la Superficie locative de l'Édifice.

Cette quote-part sera ajustée à la suite du mesurage effectué conformément aux dispositions des articles 2.2, 2,3 et 2.4, le cas échéant.

Par ailleurs, si la Superficie locative de l'Édifice est augmentée, le Locateur devra faire mesurer par un Expert, selon la norme BOMA (ANSI-Z-65.1-1996) ou sa version la plus récente, la superficie de tous les espaces de l'Édifice destinés à la location incluant cette augmentation de superficie, qu'ils soient loués ou non, au plus tard trois (3) mois de la fin des travaux visant toute telle augmentation de la Superficie locative de l'Édifice. Cette modification liera les parties à compter de la date de la fin des travaux et le Locateur devra faire parvenir une copie certifiée de ce rapport de mesurage au Locataire dans les cinq (5) jours de son obtention.

ARTICLE 3
DURÉE

3.1 **Durée** : Le Bail est consenti pour un terme de neuf (9) ans, commençant après la période d'emménagement prévue à l'article 5.5, soit vers le premier (1er**)** avril deux mille dix-sept (2017) et se terminant le trente et un (31) mars deux mille vingt-six (2026**)**. Si le Bail débute à une date différente de celle indiquée ci-dessus, le Locateur confirmera par écrit au Locataire les nouvelles dates qui constitueront la première et la dernière journée du Bail, tel que prévu à l'article 5.5.

3.2 **Renouvellement** : Le Locateur accorde au Locataire l'option de renouveler le Bail à son échéance pour un (1) terme additionnel et consécutif de cinq (5) ans chacun, aux mêmes termes et conditions, sauf quant au loyer qui sera alors à négocier selon le taux du marché, le tout sous réserve de l'approbation des autorités compétentes du Locataire au moment de ce renouvellement.

Pour exercer une option, le Locataire devra en aviser le Locateur par écrit, à ses bureaux, au moins neuf (9) mois avant l'échéance du Bail ou de l'option en cours. Si le Locataire ne donne pas un tel avis écrit dans le délai prescrit, le Locateur devra alors demander par écrit au Locataire son intention quant à l'option de renouvellement. Le Locataire devra, dans un délai de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la demande du Locateur, donner un avis écrit de son intention de se prévaloir de l'option, à défaut de quoi cette option et toutes celles restantes, le cas échéant, deviendront nulles et non avenues.

Paraphes	
Locateur	Locataire

Si le Locataire exerce une option mais que les parties n'arrivent pas à un accord sur le loyer payable pendant cette période de renouvellement dans un délai de trente (30) jours suivant la date à laquelle le Locataire aura signifié au Locateur son intention de se prévaloir de cette option de renouvellement, la question sera soumise à l'arbitrage, le tout conformément aux dispositions des articles 2638 à 2643 inclusivement du *Code civil du Québec* et des articles 940 et suivants du *Code de procédure civile de la province de Québec*, sous réserve que l'arbitrage aura lieu devant un seul arbitre désigné d'un commun accord entre les parties. Pour fixer le loyer, l'arbitre nommé par les parties devra s'appuyer sur le taux du marché pour un espace similaire et un usage semblable, sans tenir compte des améliorations locatives apportées aux Lieux loués, pour une location de même durée. Les frais d'arbitrage seront à la charge égale de chacune des parties. Chaque partie sera responsable de ses propres frais.

3.3 **Reconduction tacite** : Nonobstant les dispositions de l'article 1878 du *Code civil du Québec*, le Bail ne pourra être reconduit tacitement. Ainsi, si le Locataire ne donne pas avis de son intention de se prévaloir d'une option de renouvellement dans le délai prescrit, il sera réputé ne pas vouloir exercer toute telle option de renouvellement et, dans ce cas, le Bail se terminera de plein droit à son échéance.

Si le Locataire continue néanmoins à occuper les Lieux loués après l'échéance du Bail ou de l'option de renouvellement en cours, selon le cas, tous les termes et conditions du Bail continueront de s'appliquer et auront plein effet durant cette période d'occupation prolongée par le Locataire. Sous réserve des dispositions de l'article 3.2, le Locateur pourra mettre fin à cette occupation prolongée par le Locataire sur préavis écrit de soixante (60) jours.

ARTICLE 4
LOYER

4.1 **Loyer** : Le Bail est consenti en considération d'un loyer annuel de deux cent trente-huit mille et trois cent treize dollars et seize cents (238 313,16 $), payable en douze (12) versements mensuels, égaux et consécutifs de dix-neuf mille huit cent cinquante-neuf dollars et quarante-trois cents (19 859,43 $) chacun, auxquels s'ajoutent les Taxes de vente, d'avance au début de chaque mois à compter de la première journée du Bail. Si cette date ne coïncide pas avec le premier (1er) jour du mois, un ajustement du loyer devra être fait pour ce mois au prorata du nombre de jours restant dans ce mois. Il en sera de même pour le dernier mois du Bail, le cas échéant. Le loyer sera ajusté selon les modalités contenues au Bail et au prorata d'occupation tel qu'établi à l'article 2.4.

4.2 **Loyer unitaire et Taxes foncières** : Pour la période d'emménagement jusqu'au 28 février 2023, le loyer unitaire se compose des coûts unitaires suivants :

► Loyer de base	118,40$/m^2
► Frais d'exploitation	68.45 $/m^2
► Frais d'administration et de gestion	inclus $/m²
Total :	186.85 $/m^2

4.3 Pour la période du 1er mars 2023 au 28 février 2026, le loyer unitaire se compose des coûts unitaires suivants :

► Loyer de base	126,48$/m^2
► Frais d'exploitation	Selon l'Article 4.4
► Frais d'administration et de gestion	inclus $/m²

Paraphes	
Locateur	Locataire

Les Taxes foncières seront payées par le Locataire au Locateur dans un délai raisonnable suivant la réception d'une copie des comptes dûment acquittés, le tout calculé au prorata d'occupation établi conformément aux dispositions de l'article 2.4. Pour l'année 2017, les Taxes foncières représentent un montant de 71.50$/$m^2$.

Les parties devront tenir compte, le cas échéant, de toute variation du montant des Taxes foncières payables pendant la durée du Bail suite à une révision de l'évaluation municipale due à une contestation devant l'organisme compétent. Le Locateur s'engage à aviser le Locataire, sans délai, de toute telle révision, et ce, même après l'expiration du Bail.

4.4 **Ajustement des Frais d'exploitation** : Chaque année, à la date d'anniversaire du Bail, un ajustement automatique des Frais d'exploitation sera fait selon la variation entre l'indice général des prix à la consommation (tous les éléments), publié par Statistique Canada (Montréal), pour le troisième mois précédant la première journée du Bail et le troisième mois précédant la date d'anniversaire du Bail. Advenant le cas où l'indice des prix à la consommation est ramené à une nouvelle base, la formule s'appliquera en fonction de l'équivalence établie par Statistique Canada (Montréal).

4.5 **Gratuité** : Le Locateur accorde au Locataire une gratuité de Loyer d'un mois, à compter de la date du début de la Durée du présent Bail indiquée à l'article 3.1 ci-dessus et ceci pendant les 4 premières années du Bail, pour l'espace occupé au 2^{e} étage uniquement.

ARTICLE 5
TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT

5.1 **Modalités** : Le Locateur devra effectuer, à ses frais, selon un projet clé en main et les Travaux d'aménagement requis par le Locataire et livrer les Lieux loués dans un bon état de propreté générale dans les délais et selon les modalités suivantes :

5.1.1. Les plans préliminaires approuvés par le Locataire serviront de base aux plans d'exécution qui devront être préparés par un Expert.

5.1.2. Les plans d'exécution devront être soumis au Locataire pour approbation préalable. Ces plans, une fois approuvés par le Locataire, seront considérés comme finaux et les travaux du Locateur devront être conformes à ceux-ci. L'approbation du Locataire se limite toutefois à l'aspect architectural des Lieux loués et n'aura pas pour effet de dégager le Locateur de sa responsabilité d'effectuer les travaux conformément aux normes et standards prévus au Programme fonctionnel et technique.

5.1.3. Le Locateur et le Locataire conviennent qu'aucun coût supplémentaire (extra), s'il y a lieu, ne sera payé sans avoir fait préalablement l'objet d'une approbation écrite du Locataire.

5.1.4. Si le Locateur effectue des travaux non conformes au Programme fonctionnel et technique ou aux plans d'exécution, il sera responsable de tous les coûts supplémentaires résultant de tous tels travaux.

5.1.5. Dans tous les cas, le Locateur sera responsable de conclure les contrats avec les architectes, ingénieurs, consultants, entrepreneurs, surveillants de travaux et autres intervenants, le tout en son nom et pour son compte. Le Locateur tiendra indemne le Locataire de toute poursuite, action ou réclamation, de quelque nature que ce soit, qui pourrait lui être adressée relativement aux Travaux d'aménagement.

Paraphes	
Locateur	Locataire

5.1.6. L'entrepreneur et les principaux sous-traitants devront être des entreprises connues, faisant affaires au Québec et ayant une réputation établie dans le domaine. Le Locataire pourra soumettre une liste d'entrepreneurs que le Locateur s'engage à inviter à soumissionner s'ils lui sont acceptables. Le Locateur s'engage à communiquer au Locataire, par écrit, le nom de l'entrepreneur choisi.

5.1.7. Le Locateur devra obtenir un permis de construction et tout autre permis nécessaire dont il assumera les frais.

5.1.8. Le Locataire pourra suivre l'évolution des Travaux d'aménagement afin de s'assurer, notamment, que ceux-ci sont réalisés conformément aux dispositions des présentes. La présence du représentant du Locataire, le cas échéant, n'aura pas pour effet de dégager le Locateur de sa responsabilité quant aux Travaux d'aménagement.

5.1.9. Le Locateur s'engage à faire en sorte que l'architecte, l'entrepreneur, les sous-traitants, fournisseurs de matériaux et de services, ouvriers et tout autre intervenant coopèrent raisonnablement avec le représentant du Locataire pour permettre à ce dernier de suivre l'évolution des Travaux d'aménagement afin de s'assurer que ceux-ci sont réalisés conformément aux dispositions des présentes.

5.1.10. Le Locataire pourra désigner toute autre personne que son représentant désigné pour visiter le chantier pendant les travaux, pour prendre des mesures ou pour faire toute inspection concernant les travaux. Un tel geste ne devra pas être interprété comme étant une prise de possession de la part du Locataire, ni une renonciation à quelque droit prévu au Bail.

5.2 **Fin des travaux** : Les Travaux d'aménagement devront être terminés et avoir fait l'objet d'une acceptation provisoire selon les modalités prévues à l'article 5.3 au plus tard le 1 avril 2017.

5.3 **Acceptation provisoire** : Dès que les Travaux d'aménagement seront terminés et que les Lieux loués seront prêts à l'usage auxquels ils sont destinés, un Expert accompagné du représentant du Locataire en fera l'examen en vue de leur acceptation provisoire. L'Expert attestera par écrit la conformité des Travaux d'aménagement, sous réserve de certains travaux à corriger ou à parachever dont il dressera une liste. Le certificat de parachèvement des Travaux, lequel indiquera les délais dans lesquels les déficiences devront être corrigées par le Locateur, devra être approuvé par le Locataire. Le délai maximum sera de quinze (15) jours, à moins qu'il s'agisse de travaux d'une complexité nécessitant un délai plus long.

5.4 **Acceptation définitive** : Lorsque tous les Travaux d'aménagement à corriger et à parachever mentionnés à la liste dressée lors de l'acceptation provisoire auront été complétés, l'Expert attestera par écrit l'acceptation définitive des Travaux d'aménagement.

Cette acceptation définitive des travaux ne couvre pas les vices ou malfaçons non apparents, de même que les travaux pour lesquels une inspection raisonnable ne peut être faite à cause d'une non-utilisation temporaire ou autre raison similaire, tel que le système de chauffage lorsque l'acceptation des travaux se fait pendant l'été ou la climatisation et l'état du stationnement lorsque l'acceptation des travaux a lieu en hiver.

5.5 **Période d'emménagement** : Après l'acceptation provisoire, le Locataire bénéficiera d'une période d'emménagement de quinze (15) jours pendant laquelle il ne paiera aucun loyer ni compensation de quelque nature que ce soit.

Le Bail débutera à la fin de la période d'emménagement. À cet effet, le Locateur devra confirmer par écrit au Locataire les dates qui constitueront la première et la dernière journée du Bail si celles-ci ne coïncident pas avec les dates stipulées à

Paraphes	
Locateur	Locataire

l'article 3.1.

5.6 **Retard** : Si les Travaux d'aménagement ne sont pas terminés à la date prévue à l'article 5.2, à moins que le retard soit dû à un acte ou à une faute du Locataire, auquel cas cette date sera reportée d'un nombre de jours équivalant à la période d'un tel retard, le Locataire pourra, à sa seule et entière discrétion, exercer l'une ou l'autre des options suivantes:

a) consentir au Locateur un délai supplémentaire pour lui permettre de terminer les Travaux d'aménagement, auquel cas les dates prévues au Bail seront reportées en conséquence; ou

b) terminer lui-même les Travaux d'aménagement, aux entiers frais du Locateur. Le Locataire devra être remboursé pour les coûts de construction encourus (qui comprennent, entre autres, les coûts de base et les coûts accessoires), plus des frais d'administration et de gestion de cinq pour cent (5%) sur les coûts encourus. Le Locataire sera autorisé à opérer compensation, contre toute somme payable au Locateur en vertu du Bail.

5.7 **Pénalité** : Le Locataire aura droit au remboursement de tous les dommages, coûts, frais, dépenses, débours et pénalités qu'il aura subis ou encourus compte tenu de l'exercice de l'une ou l'autre des options prévues à l'article 5.6.

5.8 **Paiement des Travaux d'aménagement** : Le coût des Travaux d'aménagement, incluant les honoraires professionnels, représente un montant forfaitaire de cent quatre-vingt-douze mille soixante dollars et quarante cents (192 060,40 $), excluant les Taxes de vente ainsi que tout coût supplémentaire (extra) ayant fait l'objet d'une approbation écrite du Locataire au préalable conformément aux dispositions de l'article 5.1.3, le cas échéant, et est payable au Locateur sur présentation d'une facture comme suit : quatre-vingt-cinq pour cent (85%) lors de l'acceptation provisoire et le solde, soit dix pour cent (15%), lors de l'acceptation définitive.

5.9 **Remise en état** : À l'échéance du Bail, le Locataire pourra, à son choix, abandonner les aménagements ou les enlever, en tout ou en partie, incluant le mobilier intégré, auquel cas il devra remettre les Lieux loués dans l'état de leur réception, compte tenu de leur vieillissement ou de l'usure normale. De plus, le Locateur devra, sans frais, remettre au Locataire dans les dix (10) jours suivants la fin du Bail, toute la signalisation du Locataire et, dans la mesure où ceux-ci appartiennent au Locataire, les serrures numériques, les chemins de clés, ainsi que toutes les composantes du système d'alarme.

Tout bien appartenant au Locataire ou à toute autre personne laissé dans ou sur les Lieux loués après la résiliation ou à l'échéance du Bail est réputé avoir été abandonné au profit du Locateur et ce dernier pourra en disposer à sa guise, sans qu'il ne doive quelque compensation ni indemnité que ce soit au Locataire ou à des tiers.

ARTICLE 6
TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT ADDITIONNELS

6.1 **Travaux sous la responsabilité du Locataire** : Le Locataire pourra, à ses frais, après en avoir avisé le Locateur par écrit, effectuer des Travaux d'aménagement additionnels à ceux réalisés au début du Bail dans les Lieux loués. Dans son avis, le Locataire devra décrire la nature et l'étendue des travaux visés.

Toutefois, si ces travaux influent sur la structure ou les systèmes électromécaniques des Lieux loués, le Locataire devra obtenir, préalablement à l'exécution des travaux, la permission du Locateur, laquelle ne pourra être refusée ni retardée sans motifs raisonnables.

Paraphes	
Locateur	Locataire

Le Locataire retiendra les services de l'Expert de son choix.

6.2 **Travaux sous la responsabilité du Locateur** : Si le Locataire demande au Locateur d'effectuer ces Travaux d'aménagement additionnels, un prix pour ces travaux devra être négocié avant leur réalisation et, à cet effet, le Locateur devra fournir au Locataire les informations requises à l'établissement d'un juste prix.

À défaut d'entente sur le prix, le Locateur s'engage à remettre au Locataire, dans les meilleurs délais, des directives concernant les travaux à être réalisés et à demander pour ces travaux des prix à trois (3) entrepreneurs désignés par le Locataire. L'entrepreneur ayant soumis la plus basse soumission conforme devra être retenu par le Locateur.

Dans tous ces cas, le Locateur devra, sous sa seule et entière responsabilité, faire réaliser tous les travaux, soit au prix convenu et par l'entrepreneur de son choix, soit par l'entrepreneur ayant soumis la plus basse soumission conforme au prix soumis. Dans ce dernier cas, le Locateur pourra majorer d'au plus cinq pour cent (5%) ce prix, incluant les Frais d'administration et de gestion ainsi que les profits.

Le Locateur devra réaliser les travaux dans le délai convenu avec le Locataire.

6.3 **Paiement** : Il est convenu entre les parties que le coût total des Travaux d'aménagement additionnels payé par le Locateur, incluant tous les coûts chargés par l'entrepreneur et le coût de financement, seront amortis sur la période comprise entre la fin des travaux et la fin du Bail ou payés comptant, au choix du Locataire.

ARTICLE 7
OBLIGATIONS DU LOCATEUR

Le Locateur s'engage à :

7.1 **Accès** : donner libre accès aux Lieux loués aux employés du Locataire ainsi qu'au public, en tout temps pendant la durée du Bail.

7.2 **Heures normales d'occupation** : fournir à l'occasion dans les Lieux loués, sur demande du Locataire, en dehors des heures normales d'occupation, sans frais additionnels, les mêmes conditions que durant les heures normales d'occupation. Les heures normales d'occupation sont : du lundi au dimanche, entre 6 heures et 22 heures.

7.3 **Respect des exigences** : fournir et maintenir les Lieux loués ainsi que l'Immeuble conformes aux exigences des lois, codes, règlements, ordonnances et décrets applicables ainsi qu'à celles décrites au Programme fonctionnel et technique, le cas échéant. Il produira à ses frais, sur demande du Locataire, les certificats requis (systèmes électromécaniques, protection des incendies, plans d'évacuation, etc.).

7.4 **Entretien ménager** : faire l'entretien ménager des Lieux loués et de l'Immeuble tel que prévu au devis joint au Bail comme Annexe C. De plus, le Locateur devra, sur demande, fournir avec diligence un registre des travaux d'entretien, à l'exception des travaux quotidiens.

7.5 **Entretien intérieur** : maintenir, en tout temps au cours du Bail, les Lieux loués, leurs améliorations et Transformations ainsi que l'Édifice en bon état et propres à l'occupation et il devra, dès qu'il en sera requis, remédier à tout défaut et procéder aux réparations. De plus, le Locateur devra effectuer l'entretien et le remplacement, au besoin, des équipements électromécaniques et de protection tel que prévu au devis joint au Bail comme Annexe D.

7.6 **Entretien extérieur** : maintenir l'extérieur de l'Immeuble propre et en bon état, et notamment :

Paraphes	
Locateur	Locataire

a) tondre la pelouse et entretenir les plates-bandes, les trottoirs, les haies, les clôtures, les espaces de stationnement et tous autres éléments paysagers extérieurs, le tout sans faire l'utilisation de pesticides et d'herbicides ; et

b) enlever la neige et la glace sur toutes les voies d'accès, dégager les marches, les entrées, les sorties d'urgence, les trottoirs, les espaces de stationnement et répandre les abrasifs et du fondant lorsque requis.

7.7 **Bris de vitres** : remplacer, en cas de bris, les vitres intérieures et extérieures nonobstant la cause (feu, vol, vandalisme ou autre).

7.8 **Température** : chauffer, ventiler, climatiser et maintenir dans les Lieux loués, durant les heures normales d'occupation, les conditions suivantes :

Été : température minimale de 23°C et maximale de 24°C;
Taux d'humidité relative maximum de 55%.

Hiver : température minimale de 21°C et maximale de 23°C;
Taux d'humidité relative minimum de 30%.

7.9 **Air frais** : maintenir dans les Lieux loués, durant les heures normales d'occupation, une gestion d'air frais respectant les normes généralement applicables pour les immeubles locatifs de cette catégorie.

7.10 **Eau** : fournir le service d'eau domestique (froide et chaude) selon les besoins du Locataire.

7.11 **Éclairage** : remplacer tout ballast, ampoule, fusible ou tout tube fluorescent défectueux ou grillé.

7.12 **Électricité** : fournir l'électricité nécessaire à l'utilisation des Lieux loués selon les besoins du Locataire.

7.13 **Assurance** : souscrire et maintenir en vigueur, pendant la durée du Bail, à ses frais, une assurance de responsabilité civile formule générale contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile, incluant la responsabilité contractuelle découlant du Bail, que le Locateur peut encourir pour quelque raison que ce soit du fait de la propriété, de la location, de l'opération, de l'occupation ou de l'usage de l'Immeuble, accordant une protection pour une somme minimum de cinq millions de dollars (5 000 000,00 $), limite globale, par personne et par événement, pour blessures corporelles ou dommages matériels subis par qui que ce soit, y compris le Locataire. Cette police d'assurance doit contenir un avenant à l'effet qu'elle n'est ni annulable ni modifiable sans un avis préalable de trente (30) jours adressé au Locataire et une copie de cette police et de cet avenant devra être fournie au Locataire.

7.14 **Sécurité incendie** : assurer la protection des occupants des Lieux loués et fournir, à ses frais, un plan d'évacuation des Lieux loués, le tout conformément aux règles en vigueur.

7.15 **Voies d'accès** : voir à ce que l'accès de la voie publique à l'Édifice soit pavé et que l'accès des piétons soit séparé de celui des véhicules motorisés.

7.16 **Affichage** : voir à ce que tout affichage placé à l'intérieur des Lieux loués et des Aires et installations communes soit conforme à la *Charte de la langue française* et ses règlements.

7.17 **Désignation de responsables et remise des clés** : fournir au Locataire une liste complète des noms, adresses et numéros de téléphone des employés, préposés et mandataires du Locateur qui recevront les plaintes du Locataire, le cas échéant, et qui peuvent être rejoints en tout temps en cas d'urgence ou de panne de tout service qui doit être assuré par le Locateur en vertu du Bail, et ce, en vue

Paraphes	
Locateur	Locataire

d'effectuer les réparations qui pourraient être nécessaires au rétablissement de ces mêmes services dans les meilleurs délais. De plus, le Locateur devra remettre les clés uniquement au représentant désigné par le Locataire.

7.18 **Transformations** : prendre toutes les mesures requises pour minimiser les inconvénients et assurer la jouissance paisible des Lieux loués par le Locataire s'il désire effectuer, à ses frais, des Transformations ou des Travaux de base. Le Locateur devra, au préalable, avoir obtenu l'autorisation écrite du Locataire avant d'entreprendre des travaux dans les Lieux loués.

7.19 **Sous-location et cession** : permettre et par les présentes, permet au Locataire de sous-louer les Lieux loués, en tout ou en partie, le tout étant sujet aux conditions suivantes :

a) le sous-locataire devra s'engager à respecter toutes les obligations du Locataire en vertu du Bail ;

b) le sous-locataire devra souscrire et maintenir en vigueur, pendant la durée de la sous-location, à ses frais, une assurance de responsabilité civile formule générale contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile, que le sous-locataire peut encourir pour quelque raison que ce soit du fait de la sous-location, de l'occupation ou de l'usage des Lieux loués, accordant une protection pour une somme minimum de cinq millions de dollars (5 000 000,00 $), limite globale, par personne et par événement, pour blessures corporelles ou dommages matériels subis par qui que ce soit, y compris le Locateur. Cette police d'assurance doit contenir un avenant à l'effet qu'elle n'est ni annulable ni modifiable sans un avis préalable de trente (30) jours adressé au Locateur et une copie de cette police et de cet avenant devra être fournie au Locateur ; et

c) le Locataire et le sous-locataire demeureront solidairement responsables de l'accomplissement de toutes les obligations du Locataire prévues au Bail.

Par ailleurs, le Locataire ne pourra céder ses droits dans le Bail à moins d'avoir obtenu au préalable le consentement écrit du Locateur, lequel ne pourra refuser ce consentement sans motif raisonnable.

ARTICLE 8
OBLIGATIONS DU LOCATAIRE

Le Locataire s'engage à :

8.1 **Publication** : prendre à sa charge le coût de la publication du Bail, le cas échéant, sous la forme d'un avis de bail seulement.

8.2 **Usage** : n'utiliser les Lieux loués qu'à des fins de bureau. Le Locateur reconnaît qu'il met à la disposition, non exclusive du Locataire une salle à vélo, laquelle sera pourvu d'une douche et des casiers pour les usagers du bâtiment. Ladite salle sera disponible pour l'usage pour l'ensemble de tous les locataires de l'immeuble en tout temps.

8.3 **Responsabilité et assurance** : tenir le Locateur indemne de tous dommages, de quelque nature que ce soit, de toutes réclamations, de tous jugements y compris les frais, et prendre le fait et cause du Locateur et intervenir dans toutes actions intentées contre ce dernier résultant directement ou indirectement de cette location, sauf en cas de négligence du Locateur, de ses employés, préposés, mandataires ou représentants. De plus, le Locataire se tiendra responsable de tous dommages qu'il pourra causer aux Lieux loués résultant de ses activités ou de l'entreposage de ses produits ou matériaux. Le Locataire déclare qu'il s'auto-assure et en conséquence, il ne sera tenu de souscrire à aucune assurance de quelque nature que ce soit.

8.4 **Avis** : aviser immédiatement le Locateur, par écrit, de toute défectuosité, fuite, de

Paraphes	
Locateur	Locataire

tout incendie ou dommage causé de quelque façon que ce soit aux Lieux loués ou à ses accessoires.

8.5 **Réparations** : permettre au Locateur de faire toutes réparations urgentes et nécessaires, d'exécuter tout acte d'entretien dans l'Immeuble ou dans les Lieux loués, d'examiner ces derniers et d'y entrer à ces fins ou pour toute autre fin qu'il pourrait juger nécessaire à l'exploitation ou à l'entretien de l'Immeuble ou ses équipements, sans aucune réduction de loyer ni indemnité, pourvu que les travaux soient complétés avec une diligence raisonnable.

8.6 **Visites** : permettre, pendant les six (6) derniers mois du Bail, à toute personne intéressée à louer les Lieux loués de les visiter, les jours ouvrables entre neuf heures (9h00) et dix-sept heures (17h00).

ARTICLE 9
DOMMAGES ET DESTRUCTION DES LIEUX LOUÉS

Si, pendant la durée du Bail, l'Édifice et/ou les Lieux loués sont, en tout ou en partie, endommagés ou détruits par incendie ou par toute autre cause, et que, de l'avis du Locateur, les Lieux loués sont devenus, en tout ou en partie, impropres à l'occupation, on appliquera alors les règles suivantes :

9.1 **Destruction partielle** : Dans le cas d'une destruction partielle de l'Édifice et/ou des Lieux loués, le Locateur s'engage à aviser par écrit le Locataire, dans un délai de trente (30) jours, de la durée des travaux de réparation et si applicables, les modalités de relocalisation du Locataire.

Le Locateur devra procéder à la réparation de l'Édifice et/ou des Lieux loués avec toute la diligence nécessaire. Le loyer sera alors réduit et réparti selon la partie encore utilisable des Lieux loués jusqu'à la réintégration complète du Locataire dans les Lieux loués.

Pour la partie non utilisable des Lieux loués, le Locateur devra, si des locaux dans l'Édifice sont disponibles, relocaliser, à ses frais, le Locataire dans des locaux comparables aux Lieux loués et le loyer sera ajusté en conséquence, étant entendu que le Locataire ne sera jamais appelé à payer un loyer supérieur à celui prévu au Bail. Si aucun local n'est disponible dans l'Édifice, alors le Locateur ne sera pas tenu de relocaliser le Locataire.

Nonobstant ce qui précède, si dans l'éventualité où le Locateur détermine que la réparation à l'Édifice et/ou aux Lieux Loués n'est pas financièrement avantageuse, il pourra, dans le délai ci-avant mentionné de trente (30) jours, aviser le Locataire qu'il met fin au Bail sans encourir aucune responsabilité envers le Locataire, sauf faute grave de sa part, le Bail prendra alors fin et le Locataire devra évacuer les Lieux Loués et ne sera tenu de payer son loyer que jusqu'à la date de tels dommages ou destruction.

9.2 **Destruction totale** : Si l'Édifice et/ou les Lieux loués sont totalement détruits, le Locateur pourra, à son choix, décider de réparer ou non l'Édifice et/ou les Lieux loués et avisera par écrit le Locataire de son choix dans un délai de trente (30) jours.

S'il décide de ne pas procéder aux réparations, le Locateur n'encourra aucune responsabilité envers le Locataire, sauf faute grave de sa part, le Bail prendra alors fin et le Locataire devra évacuer les Lieux loués et ne sera tenu de payer son loyer que jusqu'à la date de tels dommages ou destruction.

S'il décide de procéder aux réparations, le Locateur devra le faire avec toute la diligence nécessaire, et le Locataire sera exempté du paiement du loyer pour toute la période allant de la date de tels dommages ou destruction jusqu'à la date de

Paraphes	
Locateur	Locataire

relocalisation prévue ci-après.

Le Locateur devra entre-temps relocaliser, à ses frais, le Locataire dans des locaux comparables aux Lieux loués et le loyer sera ajusté en conséquence, étant entendu que le Locataire ne sera jamais appelé à payer un loyer supérieur à celui prévu aux présentes.

9.3 **Résiliation** : Nonobstant ce qui précède, le Locataire aura toujours le droit, tant dans les cas de destruction partielle que dans ceux de destruction totale, et ce, même si le Locateur décide de procéder aux réparations, de mettre fin au Bail par avis écrit au Locateur dans un délai de trente (30) jours des dommages ou de la destruction et il sera alors tenu de ne payer que le loyer jusqu'à la date de tels dommages ou destruction, à l'exclusion de toute autre somme.

ARTICLE 10
DÉFAUT DU LOCATEUR

10.1 **Modalités** : Dans le cas où le Locataire signifierait au Locateur un avis écrit de l'inexécution de l'une des obligations qui doit être assumée par ce dernier en vertu du Bail, et si le Locateur ne remédie pas à ce défaut :

a) dans les dix (10) jours à compter de la réception de cet avis écrit ; ou

b) dans le délai moindre indiqué par le Locataire dans cet avis, si, en raison de la nature de cette inexécution, le Locataire est susceptible de subir une perte ou un dommage;

alors, le Locataire pourra, sans autre avis au Locateur, prendre les mesures qui peuvent selon lui s'avérer nécessaires pour remédier à ce défaut et, sous réserve de tous les autres droits et recours du Locataire, le Locateur devra assumer tous les frais engagés par le Locataire pour remédier à ce défaut et, s'il n'acquitte pas ces frais lorsqu'il en sera requis, le Locataire est autorisé à déduire ces frais du loyer ou de tout autre montant payable par le Locataire au Locateur en vertu du Bail.

Pour les réparations jugées urgentes et nécessaires par le Locataire, pour la conservation ou l'usage des Lieux loués, le Locataire pourra y procéder, sous réserve de tous ses autres droits et recours, après en avoir informé ou tenté d'en informer le Locateur. Le Locateur devra rembourser au Locataire les dépenses raisonnables ainsi encourues. À défaut par le Locateur d'en effectuer le remboursement lorsqu'il en sera requis, le Locataire pourra déduire ces dépenses du loyer ou de tout autre montant payable par lui au Locateur en vertu du Bail.

Toute réparation effectuée par le Locataire pour le compte du Locateur demeurera néanmoins la responsabilité de ce dernier.

Par ailleurs, l'encaissement par le Locateur d'un chèque après toutes telles déductions ne constituera pas en soi une acceptation par le Locateur d'une telle déduction.

Le droit du Locataire prévu ci-dessus de procéder aux réparations jugées par lui urgentes et nécessaires ne s'appliquera pas dans les cas de « DOMMAGES ET DESTRUCTION DES LIEUX LOUÉS » prévus à l'article 9.

ARTICLE 11
DÉFAUT DU LOCATAIRE

11.1 **Modalités** : Dans le cas où le Locateur signifierait au Locataire un avis écrit de

Paraphes	
Locateur	Locataire

l'inexécution de l'une des obligations qui doit être assumée par ce dernier en vertu du Bail, et si le Locataire ne remédie pas à ce défaut :

a) dans les dix (10) jours à compter de la réception de cet avis écrit ; ou

b) dans le délai moindre indiqué dans cet avis s'il y a urgence ou si, en raison de la nature de cette inexécution, le Locateur est susceptible de subir une perte ou un dommage;

alors, le Locateur pourra, sans autre avis au Locataire, prendre les mesures qui peuvent selon lui s'avérer nécessaires pour remédier à ce défaut et, sous réserve de tous les autres droits et recours du Locateur, le Locataire doit assumer tous les frais raisonnables engagés par le Locateur pour remédier à ce défaut, à moins que le Locataire ait commencé à remédier avec diligence à ce défaut auquel il ne peut être remédié raisonnablement dans les délais exigés. Dans ce cas, le Locataire pourra présenter au Locateur un plan de correction accompagné d'un échéancier.

ARTICLE 12
AMIANTE

12.1 Déclaration : Le Locateur déclare qu'il n'y a pas actuellement d'amiante friable dans l'Édifice.

12.2 Test d'air : Le Locateur s'engage, dès la découverte d'amiante friable dans l'Édifice, à en informer le Locataire. Le Locateur devra alors, à ses entiers frais, réaliser un test d'air par année, le tout selon les normes et règlements du milieu de travail (CSST). Le Locateur fournira au Locataire, sans frais, une copie des résultats de ces tests d'air.

12.3 Correctifs : Le Locateur s'engage de plus, si les résultats des tests d'air ne respectent pas les normes prescrites, à apporter les correctifs nécessaires à ses frais et à soumettre son plan d'action au Locataire dans les meilleurs délais.

12.4 Défaut : Advenant le défaut du Locateur de respecter ses engagements, le Locataire pourra, à son choix, mettre fin au Bail, sans aucun recours en dommage de quelque nature que ce soit de la part du Locateur. De plus, le Locataire pourra réclamer du Locateur tous les coûts inhérents à la relocalisation des occupants.

ARTICLE 13
DIVERS

13.1 Rubriques : Les rubriques précédant les clauses du Bail n'y figurent que pour la commodité de sa consultation à titre de référence seulement et ne peuvent servir à l'interpréter.

13.2 Renonciation : Le fait que le Locataire ou le Locateur n'ait pas exigé de l'autre l'exécution d'une quelconque obligation contenue au Bail ou qu'il n'ait pas exercé un droit prévu au Bail, ne peut en aucun cas être considéré comme une renonciation à l'exécution d'une obligation du Locataire ou du Locateur ou à l'exercice d'un droit d'une partie, qui garde son plein effet.

13.3 Accord complet : Les parties conviennent que le Bail constitue une entente complète et rescinde toute entente antérieure, convention, pourparler, offre de location, garantie ou autre accord intervenu entre elles antérieurement à la signature du Bail et que ce dernier ne peut être modifié que par une nouvelle convention écrite toute aussi formelle que la présente.

13.4 Force majeure : Aucune des parties ne peut être considérée en défaut dans l'exécution de ses obligations en vertu du Bail si telle exécution est retardée,

Paraphes	
Locateur	Locataire

retenue ou empêchée par suite de force majeure. La force majeure est toute cause ne dépendant pas de la volonté des parties, qu'elles n'ont pu raisonnablement avoir prévue et contre laquelle elles n'ont pu se protéger. La force majeure comprend, mais sans limitation, toute grève, tout arrêt partiel ou complet de travail, tout lock-out, tout incendie, toute émeute, toute intervention par les autorités civiles ou militaires, tout acquiescement aux règlements ou aux ordonnances de toutes autorités gouvernementales et tout fait de guerre, qu'elle soit déclarée ou non.

13.5 Lois applicables : Le Bail est régi par les lois du Québec.

ARTICLE 14
POLITIQUE DE GESTION CONTRACTUELLE

14.1 Remise : Le Locataire a adopté une politique de gestion contractuelle conformément aux dispositions de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (L.R.Q., c. C-19) et il a remis une copie de cette politique au Locateur.

ARTICLE 15
ANNEXES

15.1 Énumération : Les documents suivants sont annexés au Bail et en font partie intégrante :

- ► Annexe A : Plan des Lieux loués
- ► Annexe B : Devis d'entretien ménager
- ► Annexe C :Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal.

15.2 Interprétation : En cas de contradiction entre le texte du Bail et celui des annexes, les termes, clauses et conditions du Bail auront préséance sur ceux des annexes.

ARTICLE 16
ÉLECTION DE DOMICILE

16.1 Adresses : Chacune des parties élit domicile à son adresse ci-après mentionnée et convient que tout avis à être donné en vertu du Bail devra être soit posté par courrier recommandé, soit remis de la main à la main ou soit encore signifié par huissier aux adresses suivantes ou encore transmis par télécopieur ou courrier électronique :

► Pour le Locateur :

CLURICAN INC.
425, Place Jacques-Cartier
Montréal, Québec, H2Y 3B1
Téléphone : 514-861-1001

► Pour le Locataire :

VILLE DE MONTRÉAL
Service de la gestion et planification immobilière
303, rue Notre Dame Est, 2ème étage
Montréal, Québec, H2Y 3Y8
Téléphone : (514) 872-2493

16.2 Modification : Les adresses ci-dessus peuvent être modifiées sur avis écrit, mais ce, uniquement à l'intérieur du district judiciaire de Montréal. Si l'une des parties négligeait d'aviser l'autre d'un changement d'adresse, cette partie sera réputée avoir élue domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure du district judiciaire

Paraphes	
Locateur	Locataire

de Montréal.

16.3 Avis : Tout avis transmis par courrier recommandé sera réputé avoir été reçu dans les cinq (5) jours suivant sa mise à la poste, si le service postal fonctionne normalement. Dans le cas contraire, l'avis devra être soit remis de la main à la main soit signifié par huissier ou transmis par télécopieur ou par courrier électronique. Dans le cas de remise de la main à la main de cet avis, de sa signification par huissier ou de transmission par télécopieur ou courrier électronique, l'avis sera réputé avoir été reçu le jour même de sa remise, de sa signification ou de sa transmission.

Toute transmission d'avis par télécopieur ou courrier électronique doit être accompagnée d'un envoi par la poste, sous pli recommandé, du texte original de cet avis portant la signature manuscrite du représentant autorisé pour valoir comme avis valide aux termes du Bail.

ARTICLE 17
AUTRE CLAUSE

17.1 Annulation et remplacement du bail : Aux termes d'un bail signé en 2008 publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, le 15 janvier 2009, sous le numéro 15 894 801, le Locateur, a loué au Locataire des locaux situés au 1er étage de l'édifice, sis au 425, Place Jacques-Cartier, à Montréal, ayant une superficie locative de 642,70 m², pour un terme de 5 ans commençant le 1er décembre 2008 et se terminant au 30 novembre 2013. Ce bail a été prolongé aux termes d'une convention signée le 17 septembre 2013, publiée par avis au bureau de la publicité des droits de la circonscription de Montréal le 24 avril 2014, sous le numéro 20 692 294, pour une période additionnelle de 5 ans débutant le 1er décembre 2013 et se terminant au 30 novembre 2018.

Les parties conviennent que le présent Bail annule et remplace le bail ci-dessus relaté et annule à toutes fins de droit le bail à compter de la date du début de la Durée du présent Bail indiquée à l'article 3.1 ci-dessus.

ARTICLE 18
COURTIER

18.1 Commission : Toute commission ou autre rémunération de quelque nature que ce soit payable à un courtier ou agent relativement à la présente location sera assumée exclusivement par le Locateur, le tout à la complète exonération du Locataire.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé, en triple exemplaire, à Montréal, à la date indiquée en regard de leur signature respective.

Paraphes	
Locateur	Locataire

Le _____ 2016

LOCATEUR

CLURICAN INC.

_____

par : M. Harvey Wolfe

Le _____ 2016

VILLE DE MONTRÉAL

_____

par : M. Yves Saindon

Ce bail a été approuvé le Résolution CM

Paraphes	
Locateur	Locataire

Annexe B

DEVIS DES TRAVAUX D'ENTRETIEN MÉNAGER

TABLE DES MATIÈRES

6.1 GÉNÉRALITÉS
- 6.1.1 PORTÉE
- 6.1.2 HORAIRES DES TRAVAUX
- 6.1.3 PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ
- 6.1.4 IDENTIFICATION DES EMPLOYÉS
- 6.1.5 REGISTRE DES TRAVAUX

6.2 EXIGENCES FONCTIONNELLES
- 6.2.1 DISPOSITION DES ORDURES / GESTION DES DECHETS
- 6.2.2 APPAREILS D'ÉCLAIRAGE
- 6.2.3 LOCAL POUR ENTRETIEN MÉNAGER
- 6.2.4 ENTRÉES
- 6.2.5 STATIONNEMENT

6.3 TRAVAUX
- 6.3.1 DÉTACHAGE QUOTIDIEN
- 6.3.2 LUMINAIRES
- 6.3.3 FOURNITURES
- 6.3.4 POLITIQUE D'ENTRETIEN À FAIBLE IMPACT ENVIRONNEMENTAL
- 6.3.5 PLANCHERS
- 6.3.6 VITRES INTÉRIEURES ET EXTÉRIEURES DES FENÊTRES
- 6.3.7 GARNITURES DE FENÊTRES
- 6.3.8 MAINTIEN DE LA QUALITÉ DE L'AIR INTERIEUR
- 6.3.9 NETTOYAGE ÉCOLOGIQUE (GREEN CLEANING)

6.4 TÂCHES À ACCOMPLIR
- 6.4.1 LISTE
- 6.4.2 FRÉQUENCE

6.5 TÂCHES DU CLIENT

6.1 GÉNÉRALITÉS

6.1.1 PORTÉE

Le Locateur doit fournir toute la main-d'œuvre, les matériaux, les échafaudages, les outils et autres accessoires nécessaires pour exécuter tous les travaux décrits au présent chapitre au même niveau de qualité, quelles que soient les fluctuations d'occupation et d'achalandage et la période de l'année. Les matériaux utilisés ne doivent pas détériorer les biens du Locataire, ni être nocifs pour la santé.

6.1.2 HORAIRES DES TRAVAUX

Les travaux d'entretien ménager doivent être effectués après 17:00 heures, tous les jours indiqués au tableau intitulé "LISTE DES TRAVAUX ET FRÉQUENCES". À son départ, le responsable de l'entretien ménager doit vérifier les portes et les fenêtres afin qu'elles soient fermées et verrouillées.

Toutefois, le Locataire pourra en tout temps, par avis écrit au Locateur, changer cet horaire en tout ou en partie. Cet avis devra toutefois parvenir au Locateur sept (7) jours avant son entrée en vigueur.

6.1.3 PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ

Les employés du Locateur ne doivent déplacer aucun papier, document ou objet laissé sur le mobilier. En aucune circonstance, il n'est permis aux employés du Locateur d'ouvrir les tiroirs du mobilier.

Il est strictement interdit de déposer les chaises, paniers à papier, etc., sur le mobilier, à moins d'avoir, au préalable, recouvert les meubles d'une toile protectrice appropriée. En aucun cas, le personnel ne doit se servir du mobilier, comme échafaudage pour exécuter ses travaux.

6.1.4 IDENTIFICATION DES EMPLOYÉS

Le Locateur doit fournir sur demande du Locataire les renseignements énumérés ci-dessous au Locataire, pour chaque employé, dès le début d'occupation des lieux par le locataire. Par la suite, il doit faire de même pour toute modification de personnel.

Renseignements requis:

- le nom de l'employé
- sa date de naissance

6.1.5 REGISTRE DES TRAVAUX

Le Locateur doit fournir un registre des travaux d'entretien à l'exception des travaux quotidiens.

6.2 EXIGENCES FONCTIONNELLES

6.2 .1 DISPOSITION DES ORDURES/GESTION DES DECHETS

Toute ordure doit être transportée quotidiennement en dehors des espaces loués au point central d'entreposage des ordures. Le Locateur doit disposer des ordures en se conformant au service de collecte des ordures et à son calendrier et défrayer le coût de tout service additionnel. De plus, le Locateur devra s'assurer que la collecte des ordures à l'intérieur des lieux loués inclut un processus de recyclage de papier.

Mettre en place et gérer un programme de recyclage. À cette fin, effectuer un audit des déchets de manière à déterminer la nature et les volumes des types de déchets générés dans le bâtiment. Caractériser au minimum le papier, le carton, le verre, le plastique le métal. Mettre en place un système permettant d'effectuer le tri de ces déchets à la source, d'identifier des filières de recyclage ainsi qu'un système de mesure de la performance atteinte sur une période de deux mois.

6.2.2 APPAREILS D'ÉCLAIRAGE

Le Locateur doit remplacer à ses frais les ampoules, les démarreurs, les régulateurs et les tubes fluorescents dès qu'ils sont défectueux ou brûlés et nettoyer en même temps les luminaires. Ces frais seront rechargés au Locataire.

Mettre en place un programme pour maintenir le niveau de mercure en dessous de la limite de 100 picogrammes/lumenheure pour toutes les ampoules contenant du mercure, par moyenne pondérée de toutes les ampoules contenant du mercure pour le bâtiment existant et son terrain.

Lors du remplacement d'un ballast de fluorescent, le nouveau ne contiendra aucun BPC.

6.2.3 LOCAL POUR ENTRETIEN MÉNAGER

Les locaux mis à la disposition des préposés à l'entretien ménager doivent être propres en tout temps; ils ne doivent pas dégager de mauvaises odeurs et doivent être désinfectés au besoin.

6.2.4 ENTRÉES

Du 15 mai au 1r novembre, les entrées extérieures doivent être balayées et lavées aussi souvent que nécessaire.

De plus, du 1r novembre au 15 mai, les entrées extérieures doivent être déneigées et maintenues libres de toute glace, boue et sable. Le Locateur doit fournir, installer et entretenir des tapis absorbants, avec bordure de caoutchouc, dans les vestibules, les halls d'entrée, etc. Dans des conditions particulières, le Locataire pourra exiger des tapis supplémentaires.

En tout temps, les entrées principales et de service s eront maintenues libres de débris tels que papiers, cartons, boites vides, etc.

Toutes les entrées où il y a une forte circulation seront munies de systèmes d'entrée permanents (paillassons, grilles gratte-pieds, etc.) pour capter la saleté, les particules, etc.

6.2.5 STATIONNEMENT

Le stationnement sera nettoyé en tout temps et maintenu libre de glace, s'il a lieu.

6.3 TRAVAUX

6.3.1 DÉTACHAGE QUOTIDIEN

En plus des activités journalières indiquées dans ce chapitre, le Locateur doit effectuer le détachage quotidien de toute surface qui le nécessite. Tout élément chromé ou en acier inoxydable doit être tenu exempt de taches et d'empreintes digitales.

6.3.2 LUMINAIRES

Au besoin, le Locateur doit nettoyer les diffuseurs intérieurs et extérieurs d e toute accumulation d'insectes.

6.3.3 FOURNITURES / ÉQUIPEMENTS

Les poubelles et récipients doivent être munis de sacs de plastique avec un contenu recyclé post-consommation d'au moins 50%.

Ces derniers devront être remplacés une fois par semaine ou plus fréquemment, à la demande du Locataire, lorsqu'il y a des risques de contamination et de dégagement de mauvaises odeurs.

Le Locateur doit installer et pourvoir en matériel tous les accessoires requis dans les salles de toilette: essuie-mains ou séchoirs, savon liquide ou autres, papier hygiénique (2 plies), désinfectant, miroir, poubelle sanitaire, réceptacle et distributeur de serviettes sanitaires. De plus, le Locateur doit également installer et pourvoir en matériel tous les accessoires requis dans les salles de repos spécifiquement les essuie-mains et le savon liquide ou autre.

Tous les produits papier (papier hygiénique, des gobelets de papier, les essuie-mains)

Auront un contenu recyclé d'au moins 30% post-consommation.

Pour tout urinoir non pourvu d'une chasse d'eau automatique, un désinfectant solide doit être continuellement maintenu. Le remplacement des sacs de papier des réceptacles de serviettes sanitaires doit être effectué chaque jour.

Tous les produits d'entretien, notamment ceux utilisés pour le détachage, doivent être conformes à la norme GS-37. La norme se retrouve au :

http://www.greenseal.org/standards/industrialcleaners.htm.

Les produits qui ne sont pas couverts par cette norme (e.g. : les nettoyants de tapis, les finis et décapants à finis de plancher) doivent être conformes aux limites VOC décrites dans le document « Regulation for Reducing VOC Emissions from Consumer Products » du « California Air Resource Board ». Il est disponible sur l'Internet au :

http://www.arb.ca.gov/consprod/regs/cp.pdf .

6.3.4 POLITIQUE D'ENTRETIEN À FAIBLE IMPACT ENVIRONNEMENTAL

Les aspirateurs utilisés doivent rencontrer les normes du programme « Green label testing Program » du « Carpet and Rug Institute » et retenir 96 % des particules dont la dimensions est de .3 microns. Le fonctionnement de l'appareil ne doit pas générer de bruit supérieur à 70dba.

Les processus humides de nettoyage en profondeur des tapis devront permettre le séchage complet de ceux-ci en moins de 24 heures.

Les équipements mécanisés d'entretien (polisseuses, laveuses automatiques, etc.) doivent être munis de garde, de système d'aspiration et être en mesure de retenir les particules fines. Le fonctionnement de ces appareils ne doit pas générer de bruit supérieur à 70 DBA. Les laveuses automatiques doivent être munies de dispositifs d'alimentation des liquides de nettoyage à vitesse variable.

Les équipements au propane doivent être du type à haute efficacité et à émissions faibles.

Les outils et équipements fonctionnant à pile doivent utiliser des piles à gel ou d'autres piles à faible impact environnemental.

Lorsqu'applicable, la technologie des micros fibres actives doit mise en œuvre pour réduire la consommation de produits chimiques et prolonger la durée des brosses.

Les équipements d'entretien doivent être conçus ergonomiquement de manière à minimiser les vibrations le bruit et la fatigue des opérateurs. Ils doivent aussi être munis de pare -chocs afin de réduire les dommages potentiels à l'immeuble.

Un programme d'entretien préventif des équipements de nettoyage doit être mis en œuvre, lequel devra comprendre un registre des équipements, ou figurera la date d'achat, la fiche technique de l'équipement et le calendrier mis à jour de leur entretien.

6.3.5 PLANCHERS

Pour le décapage des planchers recouverts de linoléum, de carreaux de linoléum ou de vinyle

Etc., de même que pour le lavage des tapis à la machine, tout le mobilier y compris les écrans acoustiques, les plantes, etc. à l'exception des classeurs et des armoires, doivent être déplacés et replacés au même endroit par le Locateur sauf si autrement spécifié par le Locataire.

Toutefois, étant donné leur fragilité, les appareils informatiques et les meubles avec annexe ne seront pas déplacés.

Le Locateur doit prendre toutes les précautions nécessaires pour prévenir les taches de rouille ou autres sur le plancher. Il sera de plus tenu responsable de tout bris et de toute détérioration causés au mobilier et au revêtement au cours de ces travaux.

6.3.6 VITRES INTÉRIEURES ET EXTÉRIEURES DES FENÊTRES

Le lavage de vitres comprend le lavage des vitres proprement dites, des meneaux, des cadres et des châssis.

6.3.6 VITRES INTÉRIEURES ET EXTÉRIEURES DES FENÊTRES (suite)

Lorsque les fenêtres sont ouvrantes et non scellées, toutes les surfaces de verre et de cadre doivent être lavées. Le démontage et la remise en place des contre-fenêtres, moustiquaires ou autres, requis pour le lavage doivent se faire en assurant une coordination du lavage des deux côtés de la surface vitrée (intérieure ou extérieure).

6.3.7 GARNITURES DE FENÊTRES

Dans le cas de garnitures de fenêtres qui appartiennent au Locataire, toute défectuosité qui nécessite une réparation doit être rapportée par écrit à ce dernier. Si les défectuosités ne sont pas rapportées avant d'enlever le store ou les tentures, le Locataire considérera qu'ils ont été endommagés durant le nettoyage et le Locateur devra les remettre en bon état à ses propres frais.

Le nettoyage doit être fait selon les recommandations du fabricant. De plus, le Locateur doit faire des essais de nettoyage sur les draperies afin de prévenir toute détérioration, en particulier le rétrécissement, la décoloration et la dégradation du traitement ignifuge des draperies.

Les garnitures doivent être réinstallées à leur place respective. Au besoin, les ajuster afin d'en assurer le bon fonctionnement.

6.3.8 MAINTIEN DE LA QUALITÉ DE L'AIR INTERIEUR

Développer et mettre en place un programme continu de gestion de la qualité de l'air intérieur du bâtiment basé sur le document « Building Air Quality : A Guide for Building Owners and Facility Managers, » numéro de référence de l'« Environmental Protection Agency (EPA) » 402-F-91-102, publié en décembre 1991. Cette norme est disponible au site Internet de l'EPA : www.epa.gov/iaq/largebldgs/graphics/iaq.pdf.

6.3.9 NETTOYAGE ÉCOLOGIQUE (GREEN CLEANING)

6.3.9.1 Politique de nettoyage à faible impact environnemental

Mettre en place et maintenir une Politique de nettoyage à faible impact environnemental qui adresse :

- des systèmes d'entretien écologique ;
- l'utilisation de produits d'entretien écologique ;
- l'utilisation de produits concentrés chimiques et les systèmes de dillution appropriés ;
- la formation du personnel d'entretien pour les dangers, l'utilisation, l'entretien et l'évacuation des produits d'entretien chimiques, des distributrices et de leurs emballages ;
- l'utilisation de savons à mains qui ne contiennent aucun agent antimicrobes, sauf ou requis par des normes de Santé ou autre réglementation (e.g. exigences restauration et secteur de santé) ;
- l'utilisation d'équipement d'entretien qui réduit les effets sur la qualité d'air intérieur.

6.3.9.2 CONTROLE DES ORGANISMES NUISIBLES

Mettre en place et gérer une politique de lutte intégrée contre les organismes nuisibles à l'intérieur du bâtiment de manière à minimiser le recours à des produits à haute toxicité.

La politique mettra en vigueur :

- Les méthodes intégrées ;
- Les inspections de bâtiment ou d'organismes nuisibles ;
- Des contrôles de population d'organismes nuisibles ;
- Une analyse du besoin de lutte intégrée contre les organismes nuisibles ;
- Une ou plusieurs méthodes de lutte intégrée, incluant le nettoyage, des réparations structurales, des contrôles mécaniques et vivants, d'autres méthodes non-chimiques et, si des moyens non toxiques sont irréalistes, le recours au pesticide le moins toxique possible.

Ce plan doit être accompagné d'une stratégie de communication et d'un programme de formation des occupants. On doit y retrouver la liste des produits potentiellement toxiques, les coordonnées de la personne responsable à contacter en cas d'intoxication, l'information pertinente sur le produit (fiches MSDS).

Un avis doit être émis à tous les occupants 72 heures avant l'épandage d'un produit toxique. Indiquer dans le plan les circonstances où cette règle ne pourrait être respectée et avisées au moins 24 heures à l'avance avant l'application en urgence de tout produit.

6.4 TÂCHES À ACCOMPLIR

6.4.1 LISTE

Les tâches à accomplir sont énumérées à la liste des tâches et fréquences ci -jointes. Les exigences minimales établies dans cette liste ne limitent en rien la responsabilité du Locateur d'effectuer, selon les règles du métier, tous les travaux d'entretien requis pour assurer toute la qualité et la continuité de service exigées au présent chapitre, en tenant compte des fluctuations physiques périodiques et irrégulières.

6.4.2 FRÉQUENCE

Les fréquences énoncées pour chaque tâche sont un strict minimum requis que le Locateur doit ajuster selon les besoins. Quels que soient l'utilisation, le taux d'occupation, l'achalandage du public, la période de l'année, etc., il doit assurer toute la qualité et la continuité de services exigés au présent chapitre et cela à la satisfaction du Locataire.

LISTE DES TÂCHES ET FRÉQUENCES

LÉGENDE	
J	tous les jours
2J	tous les 2 jours
S	toutes les semaines
2S	toutes les 2 semaines
M	tous les mois
4A	4 fois par année (aux 3 mois)
2A	2 fois par année (aux 6 mois)
1A	4 fois par année (aux 3 mois)
B	2 fois par année (aux 6 mois)

ARTICLE, ENDROIT OU APPAREIL	TÂCHES	FRÉQ./MIN.
1. PLANCHERS SANS TAPIS	- vadrouillage humide - lavage et rinçage - cirage - polissage - décapage, cirage et polissage	J+B J+B 2A
2. ESCALIERS - rampes pour handicapés	- vadrouillage - rampes pour handicapés	
3. PLANCHERS AVEC TAPIS - aires de circulation - aires de bureaux	- nettoyage à la machine - aspiration au complet - aspiration au complet	2A J 2S

ARTICLE, ENDROIT OU APPAREIL	TÂCHES	FRÉQ./MIN.
4. PLANCHER SURÉLEVÉ DE SALLE D'INFORMATIQUE	- aspiration - nettoyage au linge humide et vadrouille	J B
5. GRILLE ET BASSIN GRATTE-PIEDS, PERRON, GALERIE, ESCALIERS, ETC	- nettoyage	S+B
6. PLAFOND	- nettoyage ou détachage (si requis)	B
7. MURS ET CLOISONS - fini tapis - fini plâtre, bois, placoplâtre - fini brique	- époussetage et lavage - détachage - aspiration	1A B M
8. ÉCRANS ACOUSTIQUES	- détachage - aspiration - époussetage	B 1A M
9. VITRES - portes et cloisons d'entrée vitrées - portes et cloisons intérieures vitrées - fenêtres: - vitres intérieures - vitres extérieures - cloisons vitrées de sécurité - rez-de-chaussée extérieures	 - lavage - lavage - lavage (mai et octobre) - lavage (mai, août, octobre) - nettoyage - lavage	 S 2S+B 2A 3A S+B M
10. FENÊTRES - appui et rebord	- nettoyage - époussetage	M M
11. STORES - verticaux - horizontaux	 - nettoyage - nettoyage	 1A 2A
12. PORTES et cadres de portes	- nettoyage	M+B
13. SALLES - polyvalente, rencontre de groupes et entrevue (multiservice)	-entretien et nettoyage régulier	J
14. CUISINES - AIRES DE REPOS - planchers - murs - mobilier (comptoir) - céramique - papier, serviettes - savon - compost	 - lavage - époussetage et détachage - lavage - lavage - lavage - approvisionnement - approvisionnement - vider les contenants dans le bac à compost central	 J+B B J J S+B J J J

ARTICLE, ENDROIT OU APPAREIL	TÂCHES	FRÉQ./MIN.
15. SALLES DE TOILETTES		
- planchers	- lavage et balayage	J+B
	- décapage	M
- murs (céramique)	- lavage	J
- cloisons (intér.)	- détachage	B
	- lavage complet	s
- cloisons (ext.)	- lavage	s
- murs	- lavage	s
- urinoirs	- lavage et désinfection	J
- cuvettes et sièges	- lavage et désinfection	J
- éviers et douches	- lavage et désinfection	J
- miroirs	- lavage	J
- réceptacle à savon	- lavage	J
- séchoirs à main	- lavage	J
- poubelles + accès.	- désinfection	J
- sacs de plastique	- remplacement	J
- papier et serviettes	- approvisionnement	J
- savon	- approvisionnement	J
- désinfectant	- approvisionnement	J
16. ASCENSEURS		
- planchers, mains courantes	- nettoyage	J
- intérieur	- nettoyage complet	S
- rainures de portes	- nettoyage complet	S
- portes et encadrement	- nettoyage où requis	J
- plafond	- nettoyage complet	1A
~~17. ESCALIERS MÉCANIQUES~~		
~~- rainures, mains courantes~~	~~- nettoyage et aspiration~~	~~J~~
~~- panneaux métalliques~~	~~- nettoyage~~	S
~~18. MONTE-CHARGE~~		
~~- planchers~~	~~- nettoyage~~	~~J~~
~~- cabine~~	~~- nettoyage~~	~~S~~
19. MOBILIER		
- chaises et fauteuils bois, cuirette, plastique, fibre de verre	- lavage	4A
- tissus	- aspiration	1A
	- détachage	B
- bureaux, tables, classeurs et étagères	- époussetage	S
	- détachage	B
- bureaux, tables,	- lavage	1A
20. FONTAINES À BOIRE	- nettoyage	J
	- désinfection	2S
21. CENDRIERS	- vider et nettoyer	J
	- changer le sable	M
- corbeilles à rebuts	- vider et nettoyer	J
- poubelles à déchets alimentaires	- vider et nettoyer	J
	- désinfecter	J

ARTICLE, ENDROIT OU APPAREIL	TÂCHES	FRÉQ./MIN.
22. BACS DE RÉCUPÉRATION		
- aux postes (papier)	- vider dans bac de récupération de papier principal du bâtiment	J
- du département ou de l'étage (papier, carton, verre, plastique et métal)	- vider dans bacs de récupération principaux du bâtiment	J
23. TÉLÉPHONES		
- appareils de bureau	- nettoyage	M
- appareils dans la salle multiservice	- nettoyage en profondeur	s
24. TABLEAUX POUR ÉCRIRE	- nettoyage	J
	- lavage	J
25. BABILLARDS D'AFFICHAGE	- époussetage	M
26. EXTINCTEURS	- époussetage	M
	- lavage	1A
27. ARMOIRES BOYAUX INCENDIE	- époussetage	1A
	- lavage	1A
28. PANNEAUX SIGNALISATION		
- (interne)	- époussetage	2A
- (externe)	- lavage	2A
29. RADIATEURS, CALORIFÈRES, CONVECTEURS	- époussetage	s
	- nettoyage	2A
30. GRILLES, DIFFUSEURS D'AIR	- nettoyage	1A
31. GARAGE ET ENTREPOT	- lavage du plancher	B+2A
	- nettoyage des murs	1A
32. ÉCLAIRAGE INCANDESCENT ET FLUORESCENT (luminaires, diffuseurs, réflecteurs, lampes)	- nettoyage à l'aide d'une solution antistatique	1A+B
33. AIRES PAVÉES, COURS INTÉRIEURES, STATIONNEMENT	- nettoyage	B
~~34. BACS DE COMPOSTAGE~~		
~~- dans les cafés des départements, dans les salles de repos~~	~~- vidé dans le bac de compostage central du bâtiment., nettoyer les contenants locaux~~	~~J~~
	~~- entretenir le bac à compost central et assurer son fonctionnement~~	~~B~~
	~~- récolter le compost du bac central et le distribué selon les directives du programme retenu.~~	~~B~~

6.5 TÂCHES DU PROPRIÉTAIRE

6.5.1 AJUSTER LES POLITIQUES D'APPROVISIONNEMENT

Une fois l'audit des déchets est complétée, ajuster les politiques d'approvisionnement pour répondre aux résultats en réduisant la quantité de déchets de l'édifice le plus possible à la source (ex. choisir des produits avec un emballage recyclable, ou sans emballage).

6.5.2 FORMATION DES USAGERS DU BÂTIMENT

Mettre en place et gérer un programme d'éducation et de sensibilisation des usagers au programme de recyclage et tri des déchets du bâtiment. S'assurer que les bacs locaux de recyclage (par étage ou département) sont clairement identifiés et accessibles aux usagers.

NO GDD : **1165323005**

Taux 2017: 1,0951303727

Engagement de gestion : CA74631003

Imputation

Location - Bail 425 Place Jacques-Cartier, superficie 1285,40 m^2		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Location 2017 1er avr au 31 déc	2101.0010000.114006.01301.55201.014700.0000.000000.000000.00000.00000	312 629,00 $	285 471,95 $	285 472 $
Location 2018		381 629,30 $	348 478,41 $	348 479 $
Location 2019		381 629,30 $	348 478,41 $	348 479 $
Location 2020		381 629,30 $	348 478,41 $	348 479 $
Location 2021		381 629,30 $	348 478,41 $	348 479 $
Location 2022		381 629,30 $	348 478,41 $	348 479 $
Location 2023		391 571,70 $	357 557,15 $	357 558 $
Location 2024		393 560,18 $	359 372,90 $	359 373 $
Location 2025		393 560,18 $	359 372,90 $	359 373 $
Location 2026 1er jan au 28 fév		65 593,37 $	59 895,48 $	59 896 $
Location Total		**3 465 060,93 $**	**3 164 062,43 $**	**3 164 067 $**

La dépense totale de loyer pour le terme de 9 ans représente un montant de 3 164 062,49 $, net des ristournes de taxes. Les crédits sont disponibles au

budget de fonctionnement du SCA.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1165323005

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section location
Objet :	Approuver un projet de bail par lequel la Ville loue de la compagnie Clurican inc., pour une période de 9 ans, à compter du 1er avril 2017, des locaux situés au 1er et au 2e étage de l'immeuble, sis au 425, Place Jacques-Cartier, pour les fins de bureaux, pour un loyer total de 3 465 060,93 $ taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail. Bâtiment 8118

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1164069018 - Location 425 Place Jacques-Cartier .xls

GDD 1165323005 - information comptable SGPI.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Daniel BOUGIE
Préposée au budget
Tél : 514-872-4254

Co-auteurs: Pierre-Luc H.STÉBEN &
Abdelkodous YAHYAOUI
Service des finances - Point de service HDV

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-22

André POULIOT
Conseiller en analyse - contrôle de gestion
Tél : 514 872-5551

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.05

2017/03/27
13:00

(1)

Dossier # : 1166365002

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Direction de l'exploitation , Division des services techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à l'entreprise Marine enterprises internationale LLC pour la fourniture de mélange de sel pour la reproduction de l'eau salée du Saint-Laurent marin au Biodôme de Montréal, pour une durée de 36 mois, et pour une somme maximale de 262 440,83 $ CAD taxes incluses - Appel d'offres public #16-15577 (un soumissionnaire)

Il est recommandé :

1. d'accorder au seul soumissionnaire Marine enterprises internationale LLC, ce dernier ayant présenté une soumission conforme, pour une période de 36 mois, le contrat pour la fourniture de mélange de sel pour la reproduction de l'eau salée du Saint-Laurent marin au Biodôme, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 197 112,96 $ USD taxes incluses (262 440,83 $ CAD à la date de conversion du 1er décembre 2016), conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-15577;

2. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2016-12-19 16:33

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1166365002**
Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Direction de l'exploitation , Division des services techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à l'entreprise Marine enterprises internationale LLC pour la fourniture de mélange de sel pour la reproduction de l'eau salée du Saint-Laurent marin au Biodôme de Montréal, pour une durée de 36 mois, et pour une somme maximale de 262 440,83 $ CAD taxes incluses - Appel d'offres public #16-15577 (un soumissionnaire)

CONTENU

CONTEXTE

Véritable "mer intérieure", le bassin du Saint-Laurent marin, au Biodôme, abrite de nombreuses espèces représentatives de la faune de l'estuaire du fleuve Saint-Laurent (morues, saumons, bars rayés, flétans...).
Il s'agit d'un réservoir fermé de près de 2,5 millions de litres d'eau.

Afin d'en garantir la qualité, périodiquement, il est nécessaire de faire le renouvellement d'une portion de cette eau, ce qui se fait par petit volume, tout au long de l'année.

Afin de reproduire, dans le bassin, l'eau salée du fleuve et donc les conditions de vie réelles de la faune, le Biodôme utilise un mélange de sel qui se rapproche de la formule de l'eau de mer naturelle avec plus de 70 éléments essentiels. La composition du produit est celle recommandée par l'Association of Zoos ans Aquariums (AZA) et par Aquariums et Zoos accrédités du Canada (AZAC/CAZA), qui accréditent tous deux le Biodôme.

Un renouvellement complet de l'eau du bassin requiert 64 sacs de 2 000 kilos de mélange de sel.

À noter, tel que validé avec la division des Collections vivantes du Biodôme, les travaux prévus dans l'écosystème du St-Laurent marin (murale, passerelle) ne nécessitent pas de relocaliser les poissons de ce bassin. Celui-ci sera protégé par une toile adaptée. Aussi, le bassin devra être entretenu pendant la période de travaux couverte par le présent appel d'offres.

Précédemment l'achat du mélange de sel se faisait par appel d'offres sur invitation en vue d'octroyer un contrat d'un an. Afin de favoriser la concurrence dans un marché très restreint (deux fournisseurs ont été identifiés pour fournir ce produit en Amérique du Nord et ceux-ci se trouvent aux États-Unis) et de sécuriser les prix sur une plus longue période, le service de l'Espace pour la vie a lancé un appel d'offres public pour octroyer un contrat d'une durée de trois ans, augmentant ainsi le volume d'achat.

L'appel d'offres public mené sous le numéro 16-15577 a été publié sur le site du SEAO et dans la presse écrite (Le Devoir) en date du 5 octobre 2016 pour une remise des soumissions le 2 novembre 2016.

Deux (2) addenda ont été publiés :

- Addenda 1, publié le 21 octobre 2016, pour répondre à des questions des soumissionnaires;
- Addenda 2, publié le 26 octobre 2016, pour répondre à une question d'un soumissionnaire et reporter la date d'ouverture au 7 novembre 2016;

La durée de validité des soumissions est de 180 jours.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à octroyer un contrat à prix unitaire fixe sur la durée totale du contrat de trois(3) ans, à Marine enterprises internationale LLC. unique soumissionnaire conforme, pour l'acquisition de mélange de sel pour la reproduction de l'eau salée dans le bassin du Saint-Laurent au Biodôme de Montréal.
La quantité d'achat est évaluée à 489 600 livres pour une durée de 36 mois.

Le délai de livraison du mélange de sel est de 10 jours suite à l'émission d'un bon de commande. Le service va émettre un bon de commande par année avec des dates de livraison spécifiques, selon les besoins des opérations.

JUSTIFICATION

Deux (2) entreprises ont acheté le cahier des charges. Parmi elles, une a déposé une soumission (50% du nombre d'acheteurs du cahier des charges), et une s'est désistée en indiquant qu'elle ne pouvait pas offrir ce produit (il s'agit d'un autre fournisseur que les deux identifiés sur le marché).
Le fait qu'il n'y ait eu qu'un seul soumissionnaire s'explique par un marché extrêmement restreint et par le fait que le cahier des charges ne peut pas être traduit en anglais.

Le résultat de l'offre reçue se détaille comme suit, les taxes ne s'appliquent pas ici étant donné que le fournisseur sera payé en dollars américains.

Soumissions	**Coût de base en dollars américains**
Marine enterprises internationale, LLC.	197 112,96 $US
Dernière estimation réalisée	206 470,00 $US
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation réalisée ($)	- 9 357 $US
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) (plus basse -estimation) / estimation*100	- 4,5%

En 2013, le coût était de 0,34 $USD la livre. En 2015, il était de 0,39 $USD la livre. La stratégie d'aller en appel d'offres public pour 3 ans permet de limiter la hausse des coûts à 0,40 $USD la livre, et de les sécuriser sur une plus longue période.

Ce contrat n'est pas visé par la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette dépense est estimée à 262 440,83 $ canadien selon le taux de change en date du 1e décembre 2016 (197 112,96 $ USD). Toutefois, à la suite de l'adoption du dossier, le virement des crédits devra être effectué en utilisant le taux de change en vigueur au moment du paiement de la facture au fournisseur.
Le budget nécessaire à ce dossier est prévu au Service de l'Espace pour la vie.
Conséquemment, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville.
Cette dépense sera échelonnée sur 3 années, 2017, 2018 et 2019.

Cette dépense sera assumée à 100 % par la Ville centre.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans l'acquisition d'un tel bien, il ne sera pas possible de maintenir en vie la faune dans l'écosystème du Saint-Laurent dans les conditions réglementées.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue étant donné que le projet n'a pas d'impact sur le visiteur du Biodôme de Montréal.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat : mars 2017
Début du contrat : mars 2017
Fin du contrat : mars 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Hui LI)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Francesca RABY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Penelope DARCY
Contrôleur de projet

Tél : 514 872-7214
Télécop. : 514 868-3065

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-12-07

Jean BOUVRETTE
C/D services techniques

Tél : 514 868-3010
Télécop. : 514 872-7199

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Charles-Mathieu BRUNELLE
Directeur
Tél : 514 872-1450
Approuvé le : 2016-12-15

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1166365002

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Direction de l'exploitation , Division des services techniques
Objet :	Accorder un contrat à l'entreprise Marine enterprises internationale LLC pour la fourniture de mélange de sel pour la reproduction de l'eau salée du Saint-Laurent marin au Biodôme de Montréal, pour une durée de 36 mois, et pour une somme maximale de 262 440,83 $ CAD taxes incluses - Appel d'offres public #16-15577 (un soumissionnaire)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

AO16-15577 Intervention.pdf16-15577 Det Cah Final.pdfAO16-15577 tableau prix.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Francesca RABY
Agent d'approvisionnement II
Tél : 514-872-4907

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-12-12

Danielle CHAURET
Chef de section
Tél : 514-872-5282
Division : Division Acquisition de biens et services

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 16-15577

No du GDD : 1166365002

Titre de l'appel d'offres : Acquisition de mélange de sel pour la reproduction de l'eau salée du Saint-Laurent au Biodôme de Montréal

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 5 - 10 - 2016

Ouverture originalement prévue le : 2 - 11 - 2016

Ouverture faite le : 7 - 11 - 2016

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 2

Date du dernier addenda émis : 26 - 10 - 2016

Délai total accordé aux soumissionnaires : 32 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 2

Nbre de soumissions reçues : 1

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 50

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 6 - 5 - 2017

Date d'échéance révisée : 6 - 5 - 2017

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Marine Enterprises International, LLC	197,112,96 $ **US**	√	

Information additionnelle

1 désistement: (1) Produit non offert

Préparé par : Francesca Raby

Le 5 - 12 - 2016

Tableau comparatif des prix reçus

#	Objet	Informations
1	Nom de l'agent d'approvisionnement	Francesca Raby
2	Titre de l'appel d'offres	**Acquisition de mélange de sel pour la reproduction de l'eau salée du Saint-Laurent au Biodôme de Montréal**
3	Description (si nécessaire en complétement du titre)	
4	No de l'appel d'offres	16-15577
5	**Préposée au secrétariat**	**Hafida Mouhandiz (17 novembre 2016)**
6	Type de solicitation	Publique
7	Date d'ouverture	07-11-2016
8	Service requérant	28- Service de l'espace pour la vie
9	Requérant	Jean Bouvrette



#	Soumissionnaire	Commentaires	Condition de paiement	Garantie de soumission	%/ $	Délai de livraison	Conformité	No de soumission
1	**Marine Entreprises International, LLC**		30 jours	Non requise		10 jours	Conforme	**19356**

Agent d'approvisionnement	Numéro de l'appel d'offres:	16-15577	Titre de l'appel d'offres:	Acquisition de mélange de sel pour la reproduction de l'eau salée du Saint-Laurent au Biodôme de Montréal	
Francesca Raby		**Marine Entreprises International, LLC**			

No	Article	Terme	Qté (livres)	Coût unitaire (US)	Total (US)	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total
1	Mélange synthétique de sel pour la reproduction de l'eau salée du Saint-Laurent marin au Biodôme de Montréal Marques acceptées : Instant ocean (Super sack) Crystal sea marinemix (Bulk bag) Marque proposée : CRYSTAL SEA BIOASSAY LABORATORY FORMULA MARINEMIX@ 32 PARTS PER THOUSAND. ITEM CODE: CS-BB1OKBA Poids de chaque sac : 2 550 LIVRES Nombre de sacs pour un chargement complet d'un camion (« Truckload ») : 16 Chaque sac doit avoir une cheminée en dessous et quatre (4) courroies sur le dessus		489600	0,4026	197 112,96 $				
				Total	197112,96	**Total**		**Total**	
				TPS		**TPS**		**TPS**	
				TVQ		**TVQ**		**TVQ**	
				TOTAL	**197112,96**	**TOTAL**		**TOTAL**	

Soumissionnaire le moins cher au total					
Marine Entreprises International, LLC	197112,96	+ TPS	+ TVQ	=	**197112,96**

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Recherche avancée

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 16-15577
Numéro de référence : 1018819
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Acquisition de mélange de sel pour la reproduction de l'eau salée du Saint-Laurent marin au Biodôme de Montréal

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
MARINE ENTERPRISES INTERNATIONAL, LLC 8800 - A KELSO DRIVE BALTIMORE, MD, 21221 NEQ :	Monsieur ROBERT SPELLMAN Téléphone : 410 682-5303 Télécopieur :	**Commande : (1188634)** 2016-10-12 12 h 44 **Transmission :** 2016-10-12 13 h 14	2664657 - 16-15577 Addenda N° 1 2016-10-21 15 h 48 - Courriel 2666115 - 16-15577 Addenda N° 2 - Report de date 2016-10-26 10 h 28 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Univar Canada 2200 chemin St-François Montréal, QC, H9P 1K2 NEQ : 1143544105	Monsieur Loreine Gonga Téléphone : 514 421-0303 Télécopieur :	**Commande : (1186875)** 2016-10-06 13 h 30 **Transmission :** 2016-10-06 13 h 30	2664657 - 16-15577 Addenda N° 1 2016-10-21 15 h 48 - Courriel 2666115 - 16-15577 Addenda N° 2 - Report de date 2016-10-26 10 h 28 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

Sélectionner Annuler

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?

- Aide en ligne
- Formation en ligne
- Glossaire
- Plan du site
- Accessibilité
- UPAC-Signaler un acte répréhensible

Service clientèle

- Grille des tarifs
- Contactez-nous
- Nouvelles
- Marchés publics hors Québec
- Registre des entreprises non admissibles
- Autorité des marchés financiers

À propos

- À propos de SEAO
- Info sur Constructo
- Conditions d'utilisation
- Polices supportées

Partenaires

© 2003-2016 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1166365002

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Direction de l'exploitation , Division des services techniques
Objet :	Accorder un contrat à l'entreprise Marine enterprises internationale LLC pour la fourniture de mélange de sel pour la reproduction de l'eau salée du Saint-Laurent marin au Biodôme de Montréal, pour une durée de 36 mois, et pour une somme maximale de 262 440,83 $ CAD taxes incluses - Appel d'offres public #16-15577 (un soumissionnaire)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Virement crédit - GDD 1166365002.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hui LI
Préposée au budget

Tél : 514 872-3580

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-12-15

François COURCHESNE
Conseiller(ère) en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-4066
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.06

2017/03/27 13:00

(1)

Dossier # : 1177516001

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports , Division de l'exploitation du réseau artériel
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Conclure des ententes cadres pour une période de 24 mois, pour la fourniture d'équipements de systèmes de transport intelligents et pour les feux de circulation avec les firmes Électroméga Ltée (311 433,93$ avec taxes incluant 35 331,00$ de contingences), Orange Traffic Inc. (1 660 552,80$ avec taxes incluant 188 383,43$ de contingences), Tacel Ltée (846 037,50 avec taxes incluant 95 979,75$ de contingences) et Innovation MI-8 Inc. (1 030 049,81$ avec taxes incluant 116 855,25$ de contingences) - Appel d'offres public # 16-15512 (4 soumissionnaires)

Il est recommandé :

1. de conclure des ententes cadres, pour une période de 24 mois, pour la fourniture sur demande des équipements de systèmes de transport intelligents pour les feux de circulation de la Ville;

2. d'accorder aux firmes ci-après désignées, plus bas ou seuls soumissionnaires conformes, ou fournisseur unique, pour les biens mentionnés en regard de leur nom, le contrat à cette fin aux prix unitaires de leur soumission respective, ajustés selon les dispositions prévues au cahier des charges, le tout conformément aux documents d'appel d'offres public # 16-15512 et au tableau de prix reçus joint au dossier décisionnel;

Firmes	**Prix** (Taxes et contingences incl.)	**Articles/ Description / Commentaire**
Électroméga ltée	311 433,93 $	3 / Caméra PTZ / Seul soumissionnaire 5 / Convertisseur Optique - Ethernet 8 / Agrégateur de données / Fournisseur unique
Orange Trafic inc.	1 660 552,80 $	1 / Micro-ordinateur SBS-100 / Fournisseur unique 2 / Interface bouton piéton / Fournisseur unique 6 / Convertisseur Série - Ethernet 7 / Injecteur de puissance 9 / Interface Bluetooth / Fournisseur unique
Tacel ltée	846 037,50 $	10 / Trafisense - FLIR / Fournisseur unique
Innovation MI-8 inc.	1 030 049,81 $	11 / 3DHD - SmartMicro / Fournisseur unique

3. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des unités d'affaires, et ce au rythme des besoins à combler.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2017-03-03 11:59

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1177516001**

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports , Division de l'exploitation du réseau artériel
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Conclure des ententes cadres pour une période de 24 mois, pour la fourniture d'équipements de systèmes de transport intelligents et pour les feux de circulation avec les firmes Électroméga Ltée (311 433,93$ avec taxes incluant 35 331,00$ de contingences), Orange Traffic Inc. (1 660 552,80$ avec taxes incluant 188 383,43$ de contingences), Tacel Ltée (846 037,50 avec taxes incluant 95 979,75$ de contingences) et Innovation MI-8 Inc. (1 030 049,81$ avec taxes incluant 116 855,25$ de contingences) - Appel d'offres public # 16-15512 (4 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Dans ses pratiques usuelles, la ville tient un stock de pièces d'équipements en prévision de ses besoins d'entretien des feux de circulation existants et d'installation de nouveaux feux de circulation. À cette fin, elle sollicite régulièrement le marché afin de renouveler son stock.
La Ville souhaite recourir à cette même approche d'approvisionnement pour certains équipements en systèmes de transport intelligents tel certains modèles de commutateurs.

Cette approche permettra de faciliter l'implantation de plusieurs projets tel que les corridors à mobilité intégrée.

Ce mode d'acquisition, qui consiste à séparer l'installation et la fourniture, permet également de réduire les coûts quant aux achats de détecteurs véhiculaires, un atout important pour le déploiement de notre plan de comptage véhiculaire.

La Ville de Montréal souhaite mettre en place un plan de collecte de données. Ce plan consiste à réaliser des comptages de circulation à des endroits prédéfinis pour connaître l'utilisation du réseau et son évolution. Pour ce faire, une cinquantaine de postes de comptage véhiculaire seront déployés au courant de l'année 2017. Ces postes nécessitent des composantes tel que des détecteurs et des équipements de télécommunication spécifiés dans l'appel d'offres.

Le présent dossier fait suite à l'appel d'offres numéro 16-15512 et a pour objet de conclure quatre (4) ententes cadres pour une période de 24 mois, afin d'assurer l'approvisionnement des équipements de systèmes de transport intelligents (caméras de télésurveillance, convertisseur de signaux, caméras de détection véhiculaire thermique et radar, détecteur Bluetooth, agrégateur de données, ...) en lien avec les feux de circulation de la Ville de Montréal.

Pour cet appel d'offres, chaque item est octroyé individuellement au plus bas soumissionnaire conforme. Le résultats du processus d'octroi se résume comme suit :

1. L'entente à conclure avec Électroméga Ltée concerne trois (3) articles de l'appel d'offres (3, 5 et 8) et comporte une prévision de consommation estimée à 311 433,93$, avec taxes;

2. L'entente à conclure avec Orange Traffic inc. concerne cinq (5) articles de l'appel d'offres (1, 2, 6, 7 et 9) et comporte une prévision de consommation estimée à 1 660 552,80$, avec taxes;

3. L'entente à conclure avec Tacel Ltée concerne l'article 10 de l'appel d'offres et comporte une prévision de consommation estimée à 846 037,50$, avec taxes;

4. L'entente à conclure avec Innovation MI-8 inc. concerne l'article 11 de l'appel d'offres et comporte une prévision de consommation estimée à 1 030 049,81$, avec taxes.

Ces marchandises seront tenues en inventaire chez les distributeurs selon le principe de juste à temps avant la prise en charge par l'entrepreneur désigné pour leur installation aux intersections spécifiées par la Ville.

L'appel d'offres a été lancé le 14 septembre 2016 pour une période de 22 jours de calendrier. L'ouverture des soumissions a donc été réalisée le 5 octobre 2016. Il a été publié dans SEAO et dans Le Devoir.

Les soumissions sont valides pour une durée de 180 jours, soit jusqu'au 3 avril 2017.

Deux addenda en lien avec cet appel d'offres ont été publiés :

- Addenda 1 publié le 28 septembre 2016 : Questions / Réponses. Précisions demandées sur l'équipement de l'article 11;

- Addenda 2 publié le 3 octobre 2016 : Questions / Réponses. Précisions demandées sur l'équipement de l'article 8.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0523 - 29 septembre 2016 - Conclure avec les firmes Électroméga Ltée (3 671 692,59$ avec taxes incluant un montant de 57 487.50$ de contingence), Orange Traffic Inc. (3 694 838,28$ avec taxes), Tacel Ltée (808 791,64$ avec taxes), Industries Precision Plus inc. (857 770,99$ avec taxes) et Les Ventes Techniques Trelec enr (676 053,00$ avec taxes), des ententes cadres pour une période de 24 mois, pour la fourniture des équipements de feux de circulation dans le cadre du projet de signalisation lumineuse de la Ville -Appel d'offres public # 15-14382 (8 soumissionnaires)
CG13 0286 - 25 avril 2013 - Conclure avec chacune des firmes suivantes Power Lite Industrie Inc (1 388 162,16$), Électroméga Ltée (2 869 725,59$), Tacel Ltée (1 451 087,98 $), Métal Pôle-Lite Inc (419 405,81$), Pro Ballast Inc (6 478,85$) et Les Ventes Techniques Trelec enr (548 430,75$), une entente-cadre d'une durée de 24 mois, pour la fourniture de feux de circulation, fûts, potences et accessoires de signalisation, suite à l'appel d'offres public # 12-12548 (9 soum.) (Montant total estimé des ententes 6 683 291,14$).

DESCRIPTION

Cet appel d'offres concerne la fourniture sur demande des équipements de systèmes de transport intelligents pour feux de circulation selon les spécifications et devis fournis par la Ville, pour une période de 24 mois, à compter de la date de signature des ententes.
L'appel d'offre sous-jacent au présent dossier concernait onze (11) articles d'équipement de systèmes de transport intelligents aux feux de circulation:

1. Micro-ordinateur SBS-100;
2. Interface bouton piéton;
3. Système de caméra motorisée de type PTZ;
4. Fibre optique;
5. Convertisseur Optique - Ethernet;
6. Convertisseur Série - Ethernet;
7. Injecteur de puissance 60W (PoE);
8. Agrégateur de données;
9. Interface Bluetooth;
10. Détecteur thermique - TrafiSense de FLIR;
11. Détecteur radar - 3DHD de SmartMicro.

Des contingences de 15% ont été ajoutées à chaque article du bordereau pour palier aux variations des besoins au fil de l'entente-cadre.

JUSTIFICATION

Sur un total de sept (7) preneurs du cahier des charges, quatre (4) firmes ont déposé des offres, soit 57%.
Un preneur du cahier des charges a confirmé qu'il n'offre pas les produits demandés.

Conformité administrative:

Toutes les offres déposées à la Ville ont été jugées conformes.

Des soumissions conformes ont été reçues pour dix (10) des onze (11) articles et aucune soumission n'a été reçue pour l'article 4. Ce dernier article est de l'équipement spécialisé qui sera ajouté dans un prochain appel d'offres d'équipements de télécommunications.

Conformité technique:

Toutes les offres déposées à la Ville ont été jugées conformes techniquement.

Cet appel d'offres comprend une clause relative à l'absence de collusion, manœuvres frauduleuses ou malversation au cours des cinq ans précédant l'appel d'offres.

Conformément à l'article 477.4 de la Loi sur les cités et villes, la Direction des transports a effectué un estimé préalable de la dépense s'élevant à 3 691 947,85$, avec taxes incluant un montant de 418 837,50$ de contingences, pour l'ensemble des articles. Cette estimation a été effectuée selon les prix des achats précédents faits par la division de l'exploitation du réseau artériel pour des projets spécifiques, ainsi que les prix payés pour des achats à la pièce effectués précédemment par cette même division.

En excluant l'article (4), pour lequel aucune soumission n'a été reçue, l'estimé préalable à la dépense s'élève à 3 612 615,10$. Pour les dix autres articles, la dépense totale des quatre (4) ententes cadres est de 3 848 074,05$, taxes et contingences incluses. Ce montant représente la somme de l'ensemble des prix minimums soumis et correspond à un coût supérieur de 6,52% aux estimations totales.

Résultats de l'appel d'offres

Article 1 - Micro-ordinateur - SBS-100

Firmes soumissionnaires	Prix de base	contingence 15%	Total
Orange Traffic inc.	742 177,50 $	111 326,63 $	981 316,37 $
Dernière estimation réalisée	600 000 $	90 000 $	793 327,50 $
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)* Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*			N/A
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)* Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*			N/A
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)* Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			187 988,87 $ 23,7 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)* Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			N/A

Pour cet article, un seul fournisseur a déposé une offre conforme puisqu'il est distributeur unique pour ce produit, voir fichier *16-15512 - soumissionnaire unique.xls* et *la lettre de confirmation de manufacturier* en pièce jointe.

Cette composante consiste en un micro-ordinateur compatible aux environnements hostiles et conçu dans un format typique pour les coffrets de feux de circulation au standard NEMA enfichable. Ce micro-ordinateur permet l'ajout de fonctionnalités à l'intersection telles que la détection bluetooth et wifi, l'acquisition de données de trafic ainsi que les futurs besoins. Aucun produit équivalent n'existe présentement sur le marché.

L'écart entre l'estimation et la soumission est essentiellement dû au fait qu'il s'agit d'un tout nouveau produit sans précédent et difficile à évaluer. De plus, l'ajout de fonctions au produit à fait augmenter le prix du fournisseur.

Article 2 - Interface bouton piéton avec fonction de rétro activité

Firmes soumissionnaires	Prix de base	contingence 15%	Total
Orange Traffic inc.	27 500,00 $	4 125,00 $	36 360,84 $

Dernière estimation réalisée	25 000,00 $	3 750,00 $	33 055,31 $
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)* Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*			N/A
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)* Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*			N/A
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)* Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			3 305,53 $ 10,0 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)* Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			N/A

Pour cet article, un seul fournisseur a déposé une offre conforme puisqu'il est distributeur unique pour ce produit, voir fichier *16-15512 - soumissionnaire unique.xls* et *la lettre de confirmation de manufacturier* en pièce jointe.

Cette composante consiste en une interface de communication entre les boutons pour piéton et le coffret de feux de circulation. Cette nouvelle interface permet d'activer de nouvelles fonctions pour la rétroaction du bouton pour piéton. Cette composante est développée par le fabricant des coffrets de feux de circulation actuellement utilisé par la Ville de Montréal. Seul ce produit est compatible avec notre coffret de feux de circulation.

Article 3 - Caméra PTZ

Firmes soumissionnaires	Prix de base	contingence 15%	Total
Électroméga ltée	132 140,00 $	19 821,00 $	174 717,16 $
Dernière estimation réalisée	91 000,00$	13 650,00$	120 321,34 $
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)* Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*			N/A

Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)* Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*	N/A
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)* Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*	54 395,82 $ 45,21 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)* Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*	N/A

Pour cet article, un seul fournisseur a déposé une offre. Malgré qu'il ne soit pas distributeur unique aucun autre fournisseur n'a déposé d'offre pour cet équipement.

L'écart entre l'estimation et la soumission est essentiellement dû au fait que l'estimation était basée sur l'expérience des dernières soumissions qui incluaient la fourniture et l'installation des caméras. Nous pouvons observer ici un déplacement certain de la zone de profit du fournisseur. De plus, la quantité demandée est grandement réduite comparativement aux derniers appels d'offres d'achat de caméras où l'on se procurait plus de 100 caméras à la fois comparativement aux 20 demandées ici.

Article 5 - Convertisseur Optique - Ethernet

Firmes soumissionnaires	Prix de base	contingence 15%	Total
Électroméga ltée	66 900,00 $	10 035,00 $	88 456,02 $
Orange Traffic inc.	88 675,00 $	13 301,25 $	117 247,19 $
Dernière estimation réalisée	63 500,00 $	9 525,00 $	83 960,49 $
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)* Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*			102 851,61 $ 16,27 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)* Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*			28 791,17 $ 32,55 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)* Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			4 495,52 $ 5,35 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			28 731,17 $

Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*	32,55 %

Article 6 - Convertisseur Série - Ethernet

Firmes soumissionnaires	Prix de base	contingence 15%	Total
Électroméga ltée	49 350,00 $	7 402,50 $	65 251,19 $
Orange Traffic inc.	44 097,00 $	6 614,55 $	58 305,61 $
Dernière estimation réalisée	45 750,00 $	6 862,50 $	60 491,22 $
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)* Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*			61 177,40 $ 5,96 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)* Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*			6 945,58$ 11,91 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)* Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			- 2 185,62 $ - 3,61 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)* Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			6 945,58 $ 11,91 %

Article 7 - Injecteur de puissance

Firmes soumissionnaires	Prix de base	contingence 15%	Total
Électroméga ltée	114 400,00 $	17 160,00 $	151 261,11 $
Orange Traffic inc.	101 686,00 $	15 252,90 $	134 450,51 $
Dernière estimation réalisée	105 000,00 $	15 750,00 $	138 832, 31 $
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)*			142 855,81 $

Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*	6,25 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)* Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*	16 810,60 $ 12,5 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)* Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*	- 4 381,81 $ - 3,16 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)* Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*	16 810,60 $ 12,5 %

Article 8 - Agrégateur de données

Firmes soumissionnaires	Prix de base	contingence 15%	Total
Électroméga ltée	36 500,00 $	5 475,00 $	48 260,76 $
Dernière estimation réalisée	30 000,00 $	4 500,00 $	39 666,38 $
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)* Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*			N/A
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)* Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*			N/A
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)* Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			8 594,38 $ 21,67 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)* Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			N/A

Pour cet article, un seul fournisseur a déposé une offre conforme puisqu'il est distributeur unique pour ce produit, voir fichier *16-15512 - soumissionnaire unique.xls* et *la lettre de confirmation de manufacturier* en pièce jointe.

Cet équipement consiste en un agrégateur de données que nous testerons dans les prochains mois pour sa capacité à communiquer avec le protocole V2I (vehicle to infrastructure), un nouveau standard lié aux véhicules connectés.

L'écart entre l'estimation et la soumission est essentiellement dû au fait qu'il s'agit du premier achat de ce type d'équipement pour notre département et que l'estimation a été produite à l'aide d'une évaluation budgétaire fournie par le fabricant et non le fournisseur.

Article 9 - Interface Bluetooth

Firmes soumissionnaires	Prix de base	contingence 15%	Total
Orange Traffic inc.	340 429,00 $	51 064,35 $	450 119,48 $
Dernière estimation réalisée	350 000,00 $	52 500,00 $	462 774,38 $
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)* Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*			N/A
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)* Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*			N/A
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)* Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			- 12654,90 $ - 2,73 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)* Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			N/A

Cet équipement consiste en un simple détecteur bluetooth traditionnel. Ce modèle spécifique est requis pour l'ajout ou le remplacent de détecteur dans les zones déjà déployées. Ces détecteurs bluetooth ce doivent d'être compatibles avec les infrastructures existantes qui sont très majoritairement de ce type. Un équivalent ouvert aurait pu être accepté, mais aucun soumissionnaire ne l'a proposé. Les détecteurs bluetooth existant sur le marché sont à notre connaissance, tous propriétaires. Les anciens appel d'offres concernant la fourniture et l'installation ayant tous été gagnés par le même entrepreneur, nos infrastructures à entretenir doivent être de cette marque si l'on veut conserver l'ensemble des fonctions ancrées du système. Nous sommes toutefois à améliorer la situation pour modifier notre système actuel afin de permettre les mêmes fonctions, mais de façon à ouvrir le marché aux autres solutions.

Article 10 - Détecteur TrafiSense - FLIR

Firmes soumissionnaires	Prix de base	contingence 15%	Total
Tacel ltée	639 865,00 $	95 979,75 $	846 037,50 $
Dernière estimation réalisée	762 125,00 $	114 318,75 $	1 007 391,20 $
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)* Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*			N/A
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)* Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*			N/A
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)* Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			- 161 653,70 $ - 16,04 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)* Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			N/A

Pour cet article, un seul fournisseur a déposé une offre conforme puisqu'il est distributeur unique pour ce produit, voir fichier *16-15512 - soumissionnaire unique.xls* et *la lettre de confirmation de manufacturier* en pièce jointe.

L'écart entre l'estimation et la soumission est essentiellement dû au fait que nous avons basé l'estimation sur le seul achat précédent de la division de l'exploitation du réseau artériel qui a été fait lorsque le produit venait d'être mis en marché et qu'il s'agissait d'une nouvelle technologie innovante. Avec le temps, le prix du distributeur semble avoir chuté.

Article 11 - Détecteur 3DHD - SmartMicro

Firmes soumissionnaires	Prix de base	contingence 15%	Total
Innovation MI-8 inc.	779 035,00 $	116 855,25 $	1 030 049,81 $

Dernière estimation réalisée	659 875,00 $	98 981,25 $	872 494,97 $
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)* Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*			N/A
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)* Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*			N/A
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)* Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			157 554,84 $ 18,06 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)* Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			N/A

Pour cet article, un seul fournisseur a déposé une offre conforme puisqu'il est distributeur unique pour ce produit, voir fichier *16-15512 - soumissionnaire unique.xls* et *la lettre de confirmation de manufacturier* en pièce jointe.

L'écart entre l'estimation et la soumission est dû au fait que l'estimation est basée sur un seul achat précédent pour la réalisation de deux projets pilotes pour évaluer le produit et que pour cet achat le distributeur nous avait vendu l'équipement à bas prix. Pour cette soumission, le distributeur à donc soumissionné avec un prix reflétant le marché.

Le présent dossier d’appel d’offres ne requiert pas la présentation d’une attestation de l’Autorité des marchés financiers.

Aucun des soumissionnaires n’est inscrit au Registre des entreprises non admissibles (RENA).

Aucun des soumissionnaires dans ce dossier ne doit être déclarés non conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle.

Les adjudicataires recommandés, par leur soumission respective, affirment s'être conformé en tout point à la Politique de gestion contractuelle de la Ville.

Dans un tel contexte, la direction des transports doit s'assurer que les produits nécessaires à la réalisation des projets visés sont disponibles pour les entrepreneurs ayant obtenu les contrats d'installation de ces équipements.

Cette stratégie d'approvisionnement permet également d'éviter que certains installateurs soient exclus de nos appels d'offres car ils n'ont pas de lien d'affaire avec certains distributeurs d'équipements. De cette façon la compétition est juste pour tous.

Ces marchandises sont aussi requises par les équipes de la Ville chargées d'assurer l'entretien du réseau des feux de circulation. La conclusion des ententes-cadres permettra

d'assurer la constance et la facilité d'approvisionnement tout en constituant des stocks économiques profitables.

Les quantités inscrites au bordereau de soumission sont basées sur les prévisions de consommation pour les deux (2) prochaines années, et sont utilisées aux fins d'un scénario permettant de déterminer la meilleure proposition de prix en vue de la conclusion des ententes cadres.

Les prix soumis demeurent fermes pour toutes commandes émises dans la première année suivant la signature de l'entente.
Par la suite, une demande écrite de révision de prix accompagnée des pièces justificatives pourra être soumise à la Ville pour les douze mois subséquents selon les dispositions prévues au cahier des charges.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Il s'agit d'ententes sans imputation budgétaire pour la fourniture, sur demande, des équipements de systèmes de transport intelligents pour les feux de circulation.
Les achats seront effectués sur demande au fur et à mesure des besoins des requérants. Chaque bon de commande devra faire l'objet d'une appropriation de crédits. La Direction des Transports est le principal utilisateur de ces ententes-cadres. À ce titre, elle sera responsable du suivi des dites ententes.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'absence d'ententes cadres alourdirait le processus d'approvisionnement en obligeant la négociation à la pièce, allongerait les échéanciers de projets, réduirait le marché des installateurs lors des appels d'offres et il y aurait un risque d'augmentation des prix.
La première livraison souhaitée des équipements soumissionnés serait 6 semaines après la signature des ententes, soit fin mai en prenant en considération que ces dites ententes seront signées au plus tard deux semaines après le conseil municipal du 27 mars 2017.

Un report entraînerait comme conséquences que les contrats d'installation de ces équipements prévus à partir de juin devront être reportés.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une communication interne sera transmise aux utilisateurs, afin de les informer de la conclusion des ententes cadres et des modalités d'achat convenues.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Mars 2017 : Signature des ententes cadres suite à l'approbation de la présente résolution.
Avril 2017 - mars 2019 : Fourniture des équipements sur demande.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Daniel LÉGER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marc-André C CARON
Ingénieur

Tél : 514-872-6282
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-01-25

Son Thu LÊ
C/d exploitation du reseau arteriel

Tél : 514 872-5181
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Benoit CHAMPAGNE
Directeur
Tél : 514 872-9485
Approuvé le : 2017-02-20

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2017-03-02

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1177516001

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports , Division de l'exploitation du réseau artériel
Objet :	Conclure des ententes cadres pour une période de 24 mois, pour la fourniture d'équipements de systèmes de transport intelligents et pour les feux de circulation avec les firmes Électroméga Ltée (311 433,93$ avec taxes incluant 35 331,00$ de contingences), Orange Traffic Inc. (1 660 552,80$ avec taxes incluant 188 383,43$ de contingences), Tacel Ltée (846 037,50 avec taxes incluant 95 979,75$ de contingences) et Innovation MI-8 Inc. (1 030 049,81$ avec taxes incluant 116 855,25$ de contingences) - Appel d'offres public # 16-15512 (4 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

16-15512 - tcp 1 final.pdf16-15512 - tcp 2 final.pdf16-15512 Nouvelle Appel D'offres.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Daniel LÉGER
Agent d'approvisionnement II
Tél : 514 872-1059

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-01-30

Isabelle LAZURE
Chef de section
Tél : 514 872-6935
Division : app. strat. en biens

Appel d'offres 16-15512 - Résultats VS Estimations

				Résultat		Estimation		Écart
			Commentaires	Valeur total	Valeur total + taxes (incluant contingences)	Valeur total	Valeur total + taxes (incluant contingences)	((la plus basse conforme - estimation) / estimation) x 100
Article 1	GPS/Buetooth SBS-100	Orange Trafic inc.	Fournisseur unique	853 504,13 $	981 316,37 $	690 000,00 $	793 327,50 $	23,70%
Article 2	Interface bouton piéton	Orange Trafic inc.	Fournisseur unique	31 625,00 $	36 360,84 $	28 750,00 $	33 055,31 $	10,00%
Article 3	Caméra PTZ	Électroméga Ltée	Un seul soumissionnaire	151 961,00 $	174 717,16 $	104 650,00 $	120 321,34 $	45,21%
Article 4	Fibre optique		Pas de soumission					
Article 5	Conv. Optique - Ethernet	Électroméga Ltée		76 935,00 $	88 456,02 $	73 025,00 $	83 960,49 $	5,35%
Article 6	Conv. Série - Ethernet	Orange Trafic inc.		50 711,55 $	58 305,60 $	52 612,50 $	60 491,22 $	-3,61%
Article 7	Injecteur de puissance	Orange Trafic inc.		116 938,90 $	134 450,50 $	120 750,00 $	138 832,31 $	-3,16%
Article 8	Agrégateur de données	Électroméga Ltée	Fournisseur unique	41 975,00 $	48 260,76 $	34 500,00 $	39 666,38 $	21,67%
Article 9	Interface Bluetooth	Orange Trafic inc.	Fournisseur unique	391 493,35 $	450 119,48 $	402 500,00 $	462 774,38 $	-2,73%
Article 10	Trafisence - FLIR	Tacel Ltée	Fournisseur unique	735 844,75 $	846 037,50 $	876 443,75 $	1 007 691,20 $	-16,04%
Article 11	3DHD - SmartMicro	Innovation MI-8 inc.	Fournisseur unique	895 890,25 $	1 030 049,81 $	758 856,25 $	872 494,97 $	18,06%
			Électroméga Ltée	270 871,00 $	311 433,93 $	212 175,00 $	243 948,21 $	27,66%
			Orange Trafic inc.	1 444 272,93 $	1 660 552,80 $	1 294 612,50 $	1 488 480,72 $	11,56%
			Tacel Ltée	735 844,75 $	846 037,50 $	876 443,75 $	1 007 691,20 $	-16,04%
			Innovation MI-8 inc.	895 890,25 $	1 030 049,81 $	758 856,25 $	872 494,97 $	18,06%
			Total	3 346 878,93 $	3 848 074,05 $	3 142 087,50 $	3 612 615,10 $	6,52%

Marc-André Caron, ing.

Orangetraffic

Washington, le 10 Janvier 2017

À qui de droit,

La présente afin de confirmer qu'Orange Traffic est le distributeur exclusif de ses produits pour le territoire de la province de Québec.

Ces produits incluent les équipements pour coffrets de circulation dont les cartes interface piéton MCU fabriquées sous la marque Orange Traffic, ainsi que les équipements SBS-100 et Intersect également fabriqués sous la marque Orange Traffic.

Pour plus de détails n'hésitez-pas à communiquer au besoin avec nous ou avec le soussigné

Espérant le tout complet et conforme,

Sincères salutations,



Patrick Lauzière,
VP Technologie et Développement,
Orange Traffic

January 10, 2017

Thierry Lamoureux
Vice-Président Opérations
Chief Operating Officer, COO
Electromega Ltée/Ltd

Dear Thierry;

This letter is to confirm that Electromega, Ltd. is Reno A&E's Preferred Distributor for all Reno A&E (RAE) traffic control products for Canada. Electromega is also the sole distributor for the DA-300 and iCITE product line for the provinces of Quebec, Newfoundland, and Labrador, New Brunswick, Prince Edward Island, and Nova Scotia.

Please do not hesitate to contact me with any questions or concerns.

Best regards and many thanks,



Matt Zinn
Sales Manager

January 10, 2017

To whom it may concern;

This letter intends to inform you that TACEL LTD. is the exclusive distributor for FLIR ITS product offering for the Country of Canada and the Province of Quebec.

Please feel free to contact me with any questions.

Sincerely,

Dan Dietrich

Dan Dietrich
Director, North America – ITS
FLIR Systems Inc.
70 Castilian Dr
Goleta, CA 93117

PH: 775-815-8481

TRAFICON USA TRAFFIC VIDEO DETECTION is now FLIR | Intelligent Transportation Systems

smartmicro
SMS.SMART MICROWAVE SENSORS GMBH

s.m.s, smart microwave sensors GmbH . In den Waashainen 1 . 38108 Braunschweig

MI-8 Innovation Inc.
Mr. Michael De Santis
2275 43rd Ave.
Lachine, Quebec H8T 2K1

Canada

Braunschweig, January 16, 2017

Confirmation of Distributorship for UMRR-Radars

Dear Mr. De Santis,

Smartmicro would like to confirm that MI-8 Innovation Inc. is our sole distributor in Québec for the following radar types and related accessories:

UMRR-0A Type 29 with the following Applications:
Stop Bar+, Stop + Advance, Forward+

UMRR-0A Type 30 with the following Applications:
Stop Bar+, Stop + Advance, Forward+

UMRR-0C Type 40 with the following Applications:
Stop + Advance 2DHD, Forward+ 2DHD

UMRR-0C Type 42 (replacing Type 39) with the following Applications:
Stop + Advance 3DHD, Forward+ 3DHD

Best regards,

Dr. Ralph Mende
Managing Director

smartmicro
SMS.SMART MICROWAVE SENSORS GMBH

In den Waashainen 1 | 38108 Braunschweig | Germany
Phone +49 (531)390 230 | Fax +49 (531)390 23599
www.smartmicro.de

In den Waashainen 1
38108 Braunschweig
Telefon: +49 (0) 531-39023-0
Fax: +49 (0) 531-39023-599
www.smartmicro.de

Sitz der Gesellschaft:
Braunschweig
Geschäftsführer:
Dr.-Ing. Ralph Mende
Amtsgericht Braunschweig
HRB 4525

Bankverbindung:
HypoVereinsbank
BLZ 200 300 00
Kontonummer 725 9153

IBAN:
DE95 2003 0000 0007 2591 53
Swift (BIC): HYVEDEMM300
USt.-ID: DE193324798
St.-Nr.: FA 13/207/02357

Tableau comparatif des prix reçus

#	Objet	Informations
1	Nom de l'agent d'approvisionnement	Daniel Léger
2	Titre de l'appel d'offres	Interfaces (GPS/Bluetooth/bouton piéton), systèmes de caméras motorisées, fibre optique, détecteurs thermiques, composantes, équipements et accessoires divers pour le système de transport intelligent (STI) – 24 mois
3	Description (si nécessaire en complétement du titre)	
4	No de l'appel d'offres	16-15512
5	**Préposée au secrétariat**	**Méline Morin (21 octobre 2016)**
6	Type de solicitation	Publique
7	Date d'ouverture	mercredi 05-10-2016
8	Service requérant	Service des infrastructures de la voirie et des transports
9	Requérante	Marc-André Caron



#	Soumissionnaire	Commentaires	Condition de paiement	Garantie de soumission	%/ $	Délai de livraison	Conformité	No de soumission
1	Electromega Ltée	Conforme articles 3, 5, 8.	30 jours	Fournie	10%		Conforme	19163
2	Innovation MI-8 Inc.	Conforme article 11	30 jours	Fournie	10%		Conforme	19164
3	Tacel Ltée	Conforme article 10	30 jours	Fournie	10%		Conforme	19165
4	Orange Trafic Inc.	Conforme pour les articles 1, 2, 6, 7 et 9.	30 jours	Fournie	10%		Conforme	19166

Agent d'approvisionnement	Numéro de l'appel d'offres:	16-15512	Titre de l'appel d'offres:	Interfaces (GPS/Bluetooth/bouton piéton), systèmes de caméras motorisées, fibre optique, détecteurs thermiques, composantes, équipements et accessoires divers pour le système de transport intelligent (STI) – 24 mois

	Daniel Léger			Electromega Ltée		Innovation MI-8 Inc.		Tacel Ltée		Orange Trafic Inc.	
No	**Articles**	**Terme**	**Qté**	**Coût unitaire**	**Total**	**Coût unitaire**	**Total**	**Coût unitaire**	**Total**	**Coût unitaire**	**Total**
1	**Interface Bluetooth et GPS tout-en-un pour cabinet de contrôleur**										
1.1	**Interface GPS/Bluetooth SBS-100** Interface enfichable GPS/Bluetooth SBS-100	1	150							4 239,52 $	635 928,00 $
1.2	**Accessoires de raccordement** Accessoires de raccordement incluant antennes, verrous anti-vandales, parafourdres, câbles et connecteurs	1	150							708,33 $	106 249,50 $
	Contingences 15 %										111 326,63 $
				Total		**Total**		**Total**		**Total**	742 177,50 $
				Total avec contingences		**Total avec contingences**		**Total avec contingences**		**Total avec contingences**	853 504,13 $
				TPS		**TPS**		**TPS**		**TPS**	42 675,21 $
				TVQ		**TVQ**		**TVQ**		**TVQ**	85 137,04 $
				Grand total avec contingences		**Grand total avec contingences**		**Grand total avec contingences**		**Grand total avec contingences**	981 316,38 $

Soumissionnaire le moins cher au total pour l'article 1.1 à 1.2 sans contingences →

Orange Trafic Inc.	742 177,50 $	+ TPS	37 108,88 $	+ TVQ	74 032,21 $	=	**853 318,59 $**

Agent d'approvisionnement	Numéro de l'appel d'offres:	16-15512	Titre de l'appel d'offres:	Interfaces (GPS/Bluetooth/bouton piéton), systèmes de caméras motorisées, fibre optique, détecteurs thermiques, composantes, équipements et accessoires divers pour le système de transport intelligent (STI) – 24 mois

Daniel Léger

No	Articles	Terme	Qté	Electromega Ltée Coût unitaire	Electromega Ltée Total	Innovation MI-8 Inc. Coût unitaire	Innovation MI-8 Inc. Total	Tacel Ltée Coût unitaire	Tacel Ltée Total	Orange Trafic Inc. Coût unitaire	Orange Trafic Inc. Total
				Électroméga Ltée		**Innovation Mi-8 Inc.**		**Tacel Ltée**		**Orange Trafic Inc.**	
2	**Interface bouton piéton** Interface bouton piéton avec fonction de vérouillage (latching) du témoin lumineux sur bouton.	1	50							550,00 $	27 500,00 $
	Contingences 15 %										4 125,00 $
				Total		**Total**		**Total**		**Total**	27 500,00 $
				Total avec contingences		**Total avec contingences**		**Total avec contingences**		**Total avec contingences**	31 625,00 $
				TPS		**TPS**		**TPS**		**TPS**	1 581,25 $
				TVQ		**TVQ**		**TVQ**		**TVQ**	3 154,59 $
				Grand total avec contingences		**Grand total avec contingences**		**Grand total avec contingences**		**Grand total avec contingences**	36 360,84 $

Soumissionnaire le moins cher au total pour l'article 2 sans contingences →

Orange Trafic Inc.	27 500,00 $	+ TPS	1 375,00 $	+ TVQ	2 743,13 $	=	**31 618,13 $**

3	**Système de caméras motorisées de type PTZ** Système complet de caméras motorisées de type PTZ	1	20	6 607,00 $	132 140,00 $						
	Contingences 15 %				19 821,00 $						
				Total	132 140,00 $	**Total**		**Total**		**Total**	
				Total avec contingences	151 961,00 $	**Total avec contingences**		**Total avec contingences**		**Total avec contingences**	

Agent d'approvisionnement	**Numéro de l'appel d'offres:**	16-15512	**Titre de l'appel d'offres:**	Interfaces (GPS/Bluetooth/bouton piéton), systèmes de caméras motorisées, fibre optique, détecteurs thermiques, composantes, équipements et accessoires divers pour le système de transport intelligent (STI) – 24 mois

Daniel Léger

No	Articles	Terme	Qté	**Electromega Ltée**		**Innovation MI-8 Inc.**		**Tacel Ltée**		**Orange Trafic Inc.**	
				Coût unitaire	**Total**	**Coût unitaire**	**Total**	**Coût unitaire**	**Total**	**Coût unitaire**	**Total**
				TPS	7 598,05 $	**TPS**		**TPS**		**TPS**	
				TVQ	15 158,11 $	**TVQ**		**TVQ**		**TVQ**	
				Grand total avec contingences	174 717,16 $	**Grand total avec contingences**		**Grand total avec contingences**		**Grand total avec contingences**	

Soumissionnaire le moins cher au total pour l'article 3 sans contingences →

Electromega Ltée	132 140,00 $	+ TPS	6 607,00 $	+ TVQ	13 180,97 $	=	**151 927,97 $**

Agent d'approvisionnement	Numéro de l'appel d'offres:	16-15512	Titre de l'appel d'offres:	Interfaces (GPS/Bluetooth/bouton piéton), systèmes de caméras motorisées, fibre optique, détecteurs thermiques, composantes, équipements et accessoires divers pour le système de transport intelligent (STI) – 24 mois

Daniel Léger	Electromega Ltée	Innovation MI-8 Inc.	Tacel Ltée	Orange Trafic Inc.

No	Articles	Terme	Qté	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total
4	**Fibre optique (Câble O)** **NOTE IMPORTANTE:** La Ville souhaite obtenir du câble sans coupure par tourret retournable. Le soumissionnaire doit inclure dans son prix soumis, sans s'y limiter, tous les autres coûts relatif entre autres à ceux de la main d'oeuvre, du matériel et des matériaux pour la conception, la fabrication, la fourniture, les tests et essais d'acceptation en usine (du manufacturier) des câbles de fibre optique, toute la documentation requie, tous les coûts de manutention, transbordement, frais de permis, courtage, douanes et de transport des produitss requis du lieu de fabrication jusqu'au lieu spécifié sur le bon de commande. Câble de fibre optique	1	6000 m								
	Contingences 15 %										
				Total		**Total**		**Total**		**Total**	
				Total avec contingences		**Total avec contingences**		**Total avec contingences**		**Total avec contingences**	
				TPS		**TPS**		**TPS**		**TPS**	
				TVQ		**TVQ**		**TVQ**		**TVQ**	

Agent d'approvisionnement	Numéro de l'appel d'offres:	16-15512	Titre de l'appel d'offres:	Interfaces (GPS/Bluetooth/bouton piéton), systèmes de caméras motorisées, fibre optique, détecteurs thermiques, composantes, équipements et accessoires divers pour le système de transport intelligent (STI) – 24 mois

Daniel Léger	Electromega Ltée	Innovation MI-8 Inc.	Tacel Ltée	Orange Trafic Inc.

No	Articles	Terme	Qté	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total
				Grand total avec contingences		Grand total avec contingences		Grand total avec contingences		Grand total avec contingences	

Soumissionnaire le moins cher au total pour l'article 4 →

Aucun Soumissionnaire pour cet article		0,00 $	+ TPS		+ TVQ	=	

No	Articles	Terme	Qté	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total
5	**Convertisseur optique - Ethernet** Convertisseur Optique - Ethernet incluant module SFP.	1	100	669,00 $	66 900,00 $					886,75 $	88 675,00 $
	Contingences 15 %				10 035,00 $						13 301,25 $
				Total	66 900,00 $	**Total**		**Total**		**Total**	88 675,00 $
				Total avec contingences	76 935,00 $	**Total avec contingences**		**Total avec contingences**		**Total avec contingences**	101 976,25 $
				TPS	3 846,75 $	**TPS**		**TPS**		**TPS**	5 098,81 $
				TVQ	7 674,27 $	**TVQ**		**TVQ**		**TVQ**	10 172,13 $
				Grand total avec contingences	88 456,02 $	**Grand total avec contingences**		**Grand total avec contingences**		**Grand total avec contingences**	117 247,19 $

Soumissionnaire le moins cher au total pour l'article 5 →

Electromega Ltée		66 900,00 $	+ TPS	3 345,00 $	+ TVQ	6 673,28 $	=	**76 918,28 $**

Agent d'approvisionnement	**Numéro de l'appel d'offres:**	16-15512	**Titre de l'appel d'offres:**	Interfaces (GPS/Bluetooth/bouton piéton), systèmes de caméras motorisées, fibre optique, détecteurs thermiques, composantes, équipements et accessoires divers pour le système de transport intelligent (STI) – 24 mois

Daniel Léger

No	Articles	Terme	Qté	**Electromega Ltée** Coût unitaire	**Electromega Ltée** Total	**Innovation MI-8 Inc.** Coût unitaire	**Innovation MI-8 Inc.** Total	**Tacel Ltée** Coût unitaire	**Tacel Ltée** Total	**Orange Trafic Inc.** Coût unitaire	**Orange Trafic Inc.** Total
6	**Convertisseur série - Ethernet** Convertisseur Série - Ethernet incluant le câble d'alimentation DC avec conneceur vérouillable.	1	150	329,00 $	49 350,00 $					293,98 $	44 097,00 $
	Contingences 15 %				7 402,50 $						6 614,55 $
				Total	49 350,00 $	**Total**		**Total**		**Total**	44 097,00 $
				Total avec contingences	56 752,50 $	**Total avec contingences**		**Total avec contingences**		**Total avec contingences**	50 711,55 $
				TPS	2 837,63 $	**TPS**		**TPS**		**TPS**	2 535,58 $
				TVQ	5 661,06 $	**TVQ**		**TVQ**		**TVQ**	5 058,48 $
				Grand total avec contingences	65 251,19 $	**Grand total avec contingences**		**Grand total avec contingences**		**Grand total avec contingences**	58 305,61 $

Soumissionnaire le moins cher au total pour l'article 6 →

Orange Trafic Inc.	44 097,00 $	+ TPS	2 204,85 $	+ TVQ	4 398,68 $	=	**50 700,53 $**

7	**Injecteur de puissance 60W** Injecteur de puissance 60W (Power Injector - PoE)	1	200	572,00 $	114 400,00 $					508,43 $	101 686,00 $
	Contingences 15 %				17 160,00 $						15 252,90 $
				Total	114 400,00 $	**Total**		**Total**		**Total**	101 686,00 $
				Total avec contingences	131 560,00 $	**Total avec contingences**		**Total avec contingences**		**Total avec contingences**	116 938,90 $
				TPS	6 578,00 $	**TPS**		**TPS**		**TPS**	5 846,95 $

Agent d'approvisionnement	**Numéro de l'appel d'offres:**	16-15512	**Titre de l'appel d'offres:**	Interfaces (GPS/Bluetooth/bouton piéton), systèmes de caméras motorisées, fibre optique, détecteurs thermiques, composantes, équipements et accessoires divers pour le système de transport intelligent (STI) – 24 mois

Daniel Léger	**Electromega Ltée**	**Innovation MI-8 Inc.**	**Tacel Ltée**	**Orange Trafic Inc.**

No	**Articles**	**Terme**	**Qté**	**Coût unitaire**	**Total**	**Coût unitaire**	**Total**	**Coût unitaire**	**Total**	**Coût unitaire**	**Total**
				TVQ	13 123,11 $	**TVQ**		**TVQ**		**TVQ**	11 664,66 $
				Grand total avec contingences	151 261,11 $	**Grand total avec contingences**		**Grand total avec contingences**		**Grand total avec contingences**	134 450,51 $

Soumissionnaire le moins cher au total pour l'article 7 →

Orange Trafic Inc.	101 686,00 $	+ TPS	5 084,30 $	+ TVQ	10 143,18 $	=	**116 913,48 $**

8	**Agrégateur de données** Agrégateur de données (Data aggregator)	1	10	3 650,00 $	36 500,00 $						
	Contingences 15 %				5 475,00 $						
				Total	36 500,00 $	**Total**		**Total**		**Total**	
				Total avec contingences	41 975,00 $	**Total avec contingences**		**Total avec contingences**		**Total avec contingences**	
				TPS	2 098,75 $	**TPS**		**TPS**		**TPS**	
				TVQ	4 187,01 $	**TVQ**		**TVQ**		**TVQ**	
				Grand total avec contingences	48 260,76 $	**Grand total avec contingences**		**Grand total avec contingences**		**Grand total avec contingences**	

Soumissionnaire le moins cher au total pour l'article 8 →

Electromega Ltée	36 500,00 $	+ TPS	1 825,00 $	+ TVQ	3 640,88 $	=	**41 965,88 $**

Agent d'approvisionnement	Numéro de l'appel d'offres:	16-15512	Titre de l'appel d'offres:	Interfaces (GPS/Bluetooth/bouton piéton), systèmes de caméras motorisées, fibre optique, détecteurs thermiques, composantes, équipements et accessoires divers pour le système de transport intelligent (STI) – 24 mois

	Daniel Léger	Electromega Ltée		Innovation MI-8 Inc.		Tacel Ltée		Orange Trafic Inc.	
No	**Articles**	**Terme**	**Qté**	**Coût unitaire**	**Total**	**Coût unitaire**	**Total**	**Coût unitaire**	**Total**
9	**Interface Bluetooth** Ensemble Bluetooth incluant unité Bluetooth, antenne, verrou, anti-vandales, parafoudre et câblage	1	100					3 404,29 $	340 429,00 $
	Contingences 15 %								51 064,35 $
				Total		**Total**		**Total**	340 429,00 $
				Total avec contingences		**Total avec contingences**		**Total avec contingences**	391 493,35 $
				TPS		**TPS**		**TPS**	19 574,67 $
				TVQ		**TVQ**		**TVQ**	39 051,46 $
				Grand total avec contingences		**Grand total avec contingences**		**Grand total avec contingences**	450 119,48 $

Soumissionnaire le moins cher au total pour l'article 9 →

Orange Trafic Inc.	340 429,00 $	+ TPS	17 021,45 $	+ TVQ	33 957,79 $	=	**391 408,24 $**

10	**Détecteur thermique - Trasfisense de flir**									
10.1	**Ensemble TrafiSense** Ensemble TrafiSense incluant déecteur, fixation et support d'installation et de configuration.	1	85					5 824,00 $	495 040,00 $	
10.2	**Carte interface TI x-Stream Edge** Carte interface enfichable TI x-Stream EDGE.	1	75					1 636,00 $	122 700,00 $	
10.3	**Carte interface TI x-Stream** Carte interface non-enfichable TI x-Stream (rail DIN).	1	10					1 821,00 $	18 210,00 $	

Agent d'approvisionnement	Numéro de l'appel d'offres:	16-15512	Titre de l'appel d'offres:	Interfaces (GPS/Bluetooth/bouton piéton), systèmes de caméras motorisées, fibre optique, détecteurs thermiques, composantes, équipements et accessoires divers pour le système de transport intelligent (STI) – 24 mois
Daniel Léger				

No	Articles	Terme	Qté	Electromega Ltée		Innovation MI-8 Inc.		Tacel Ltée		Orange Trafic Inc.	
				Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total
10.4	**Carte expansion PIM module** Carte d'expansion de modèle PIM module.	1	5					783,00 $	3 915,00 $		
	Contingences 15 %								95 979,75 $		
				Total		**Total**		**Total**	639 865,00 $	**Total**	
				Total avec contingences		**Total avec contingences**		**Total avec contingences**	735 844,75 $	**Total avec contingences**	
				TPS		**TPS**		**TPS**	36 792,24 $	**TPS**	
				TVQ		**TVQ**		**TVQ**	73 400,51 $	**TVQ**	
				Grand total avec contingences		**Grand total avec contingences**		**Grand total avec contingences**	846 037,50 $	**Grand total avec contingences**	

Soumissionnaire le moins cher au total pour l'article 10.1 à 10.4 →

	Tacel Ltée			639 865,00 $	+ TPS	31 993,25 $	+ TVQ	63 826,53 $	=	**735 684,78 $**	
11	**Détecteur véhiculaire par radar - 3DHD de Smarthmicro**										
11.1	**Ensemble 3DHD** Ensemble 3DHD incluant détecteur (type 42), boîte de jonction JBOX et support d'installation et de configuration	1	75			7 604,00 $	570 300,00 $				
11.2	**Interface TMIB_AB enfichable** Interface TMIB_AB enfichable pour détecteurs SmartMicro	1	70			2 593,00 $	181 510,00 $				

Agent d'approvisionnement	Numéro de l'appel d'offres:	16-15512	Titre de l'appel d'offres:	Interfaces (GPS/Bluetooth/bouton piéton), systèmes de caméras motorisées, fibre optique, détecteurs thermiques, composantes, équipements et accessoires divers pour le système de transport intelligent (STI) – 24 mois
Daniel Léger				

No	Articles	Terme	Qté	Electromega Ltée		Innovation MI-8 Inc.		Tacel Ltée		Orange Trafic Inc.	
				Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total
11.3	**Interface TMIB_AB non-enfichable** Interface TMIB_AB non-enfichable pour détecteurs SmartMicro	1	5			2 904,00 $	14 520,00 $				
11.4	**Carte expansion TMIB_C** Carte d'expansion enfichable de modèle TMIB_C	1	5			228,00 $	1 140,00 $				
11.5	**Fixation pour fût rond** Système de fixation pour détecteur 3DHD sur fût rond.	1	65			141,00 $	9 165,00 $				
11.6	**Fixation pour fût carré** Système de fixation pour détecteur 3DHD sur fût carré.	1	10			240,00 $	2 400,00 $				
	Contingences 15 %						116 855,25 $				
				Total		**Total**	779 035,00 $	**Total**		**Total**	
				Total avec contingences		**Total avec contingences**	895 890,25 $	**Total avec contingences**		**Total avec contingences**	
				TPS		**TPS**	44 794,51 $	**TPS**		**TPS**	
				TVQ		**TVQ**	89 365,05 $	**TVQ**		**TVQ**	
				Grand total avec contingences		**Grand total avec contingences**	1 030 049,81 $	**Grand total avec contingences**		**Grand total avec contingences**	

Soumissionnaire le moins cher au total pour l'article 11.1 à 11.6 →

Innovation MI-8 Inc.	779 035,00 $	+ TPS	38 951,75 $	+ TVQ	77 708,74 $	= **895 695,49 $**

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Recherche avancée

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 16-15512
Numéro de référence : 1013615
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Interfaces(GPS/Bluetooth/bouton piéton), systèmes de caméras motorisées, fibre optique, détecteurs thermiques, composantes, équipements et accessoires divers pour système de transport intelligent (STI) - 24 mois

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Cisco Systems Canada Cie. 500 Grande-Allée Est, Suite#201 Québec, QC, G1R 2J7 NEQ : 1147366851	Madame Marie-Claude Dallaire Téléphone : 418 634-5648 Télécopieur :	**Commande : (1177447)** 2016-09-14 12 h 31 **Transmission :** 2016-09-14 12 h 31	2655301 - 16-15512 Addenda no 1 2016-09-28 9 h 50 - Courriel 2657488 - 16-15512 Addenda no 2 2016-10-03 16 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Électroméga Ltée. 105 Avenue Liberté Candiac, QC, J5R 3X8 http://www.electromega.com NEQ : 1143177658	Monsieur Pascal Lamoureux Téléphone : 450 635-1020 Télécopieur : 450 635-1021	**Commande : (1177559)** 2016-09-14 14 h 47 **Transmission :** 2016-09-14 14 h 47	2655301 - 16-15512 Addenda no 1 2016-09-28 9 h 50 - Courriel 2657488 - 16-15512 Addenda no 2 2016-10-03 16 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

				Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Innovation MI-8 inc. 2275, 43e avenue Montréal, QC, H8T2K1 http://www.mi8innovation.com NEQ : 1170478268	Monsieur Michael De Santis Téléphone : 514 637-1000 Télécopieur : 514 631-0015	**Commande : (1179299)** 2016-09-19 14 h 25 **Transmission :** 2016-09-19 14 h 25	2655301 - 16-15512 Addenda no 1 2016-09-28 9 h 50 - Courriel 2657488 - 16-15512 Addenda no 2 2016-10-03 16 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Orange Traffic 18195 J.A. Bombardier Mirabel, QC, J7J0E7 http://www.orangetraffic.com NEQ : 1164353626	Monsieur Philippe Fugère Téléphone : 450 477-5262 Télécopieur :	**Commande : (1177547)** 2016-09-14 14 h 27 **Transmission :** 2016-09-14 14 h 27	2655301 - 16-15512 Addenda no 1 2016-09-28 9 h 50 - Courriel 2657488 - 16-15512 Addenda no 2 2016-10-03 16 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Resologis 6 rue Beaudry Saint-Jacques, QC, J0K 2R0 http://www.resologis.com NEQ : 1163138077	Monsieur Julien Ciesla Téléphone : 450 547-8834 Télécopieur : 514 394-7815	**Commande : (1177566)** 2016-09-14 14 h 55 **Transmission :** 2016-09-14 14 h 55	2655301 - 16-15512 Addenda no 1 2016-09-28 9 h 50 - Courriel 2657488 - 16-15512 Addenda no 2 2016-10-03 16 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Tacel ltée 8008 Jarry Montréal, QC, H1J 1H5 http://www.tacel.ca NEQ : 1147386263	Monsieur Yassine Benamghar Téléphone : 514 252-4443 Télécopieur : 514 252-6915	**Commande : (1177704)** 2016-09-15 7 h 52 **Transmission :** 2016-09-15 7 h 52	2655301 - 16-15512 Addenda no 1 2016-09-28 9 h 51 - Télécopie 2657488 - 16-15512 Addenda no 2 2016-10-03 16 h 27 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur

				Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Télécommunications Grimard 1855, Bernard-Lefebvre Laval, QC, H7C 0A5 http://www.grimard.ca NEQ : 1161248498	Monsieur Patrice Allard Téléphone : 450 665-5553 Télécopieur : 450 665-3655	**Commande : (1178134)** 2016-09-15 15 h 33 **Transmission :** 2016-09-15 15 h 33	2655301 - 16-15512 Addenda no 1 2016-09-28 9 h 50 - Courriel 2657488 - 16-15512 Addenda no 2 2016-10-03 16 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Sélectionner Annuler

© 2003-2016 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.07

2017/03/27 13:00

(1)

Dossier # : 1170025001

Unité administrative responsable :	Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à Cogeco Peer 1, pour réaliser des travaux sur son réseau câblé dans le cadre du projet de conversion de la rue Notre-Dame Est (projet de l'entente 83-89 - Fiche 43) pour une somme maximale de 150 576,35 $, taxes incluses

Il est recommandé:
1. d'accorder un contrat de gré à gré à Cogeco Peer 1, pour réaliser des travaux sur son réseau câblé dans le cadre du projet de conversion de la rue Notre-Dame Est (projet de l'entente 83-89 - Fiche 43) pour une somme maximale de 150 576,35 $, taxes incluses.

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel.

3. d'autoriser le président de la Commission des services électriques de Montréal à signer tous les documents requis pour et au nom de la Ville.

Signé par Serge A BOILEAU **Le** 2017-02-09 16:37

Signataire : Serge A BOILEAU

_____

Président
Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1170025001**

Unité administrative responsable :	Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à Cogeco Peer 1, pour réaliser des travaux sur son réseau câblé dans le cadre du projet de conversion de la rue Notre-Dame Est (projet de l'entente 83-89 - Fiche 43) pour une somme maximale de 150 576,35 $, taxes incluses

CONTENU

CONTEXTE

Depuis le 1er janvier 2000, la CSEM s'est vu confier la gestion des ententes concernant certaines modalités des réseaux câblés entre la Ville de Montréal et les usagers possédant des câbles aériens présents dans les poteaux sur rue. Pour ce, elle est dotée d'un plan qui tient compte des prévisions budgétaires et de la capacité de réalisation de ses partenaires. Le projet de la rue Notre-Dame Est, prévue à l'entente 83-89, vise à faire le déplacement hors rue et l'enfouissement des réseaux câblés aériens et existants.
L'entente 83-89 a été conclue entre la Ville et Hydro-Québec afin de procéder à l'enfouissement ou au déplacement hors rue des réseaux câblés d'électricité, de télécommunications et de câblodistribution. Ce projet vise le tronçon de la rue Notre-Dame Est situé entre la 55e avenue et la rue Sainte-Maria-Goretti, qui a une longueur d'environ 1600 mètres et prévoit l'enlèvement de 74 poteaux.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM16 1314 - 14 décembre 2016 - Adoption du budget de la Ville de Montréal

DESCRIPTION

Il s'agit d'accorder un contrat de gré à gré à Cogeco Peer 1, pour réaliser les travaux de démantèlement de leur réseau câblé aérien. Ces travaux visent le réaménagement, le déplacement hors rue et l'enfouissement du réseau câblé par Cogeco Peer 1 de la rue Notre -Dame Est entre la 55e avenue et la rue Sainte-Maria-Goretti.

JUSTIFICATION

Ce contrat d'exécution de travaux doit être accordé de gré à gré, puisqu'il s'agit de travaux de nature exclusive que Cogeco Peer 1 doit réaliser sur son réseau. Les travaux seront payés selon les coûts réels facturés avec factures à l'appui. La CSEM a validé l'estimation de Cogeco Peer 1 en comparant les coûts à d'autres projets de nature similaire et en validant les quantités de câbles et d’équipements à démanteler.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour donner suite à ce dossier, il y a lieu d'autoriser une dépense de 150 576,35 $, taxes incluses.
Les crédits sont prévus au poste budgétaire:
2101.0010000.100810.06303.66503.016637.0000.000000.053002.00000.0000

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce projet contribue à une meilleure qualité de vie.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Projet qui débutera au cours de l'année 2017 et qui se complétera à la fin de 2017.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Commission des services électriques , Division de l'administration des ressources humaines et financières (Raymond GRAVEL)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER		**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2017-02-09
Gilles G - Ext GAUDET Directeur STI-Planification		Serge A BOILEAU Président	
Tél :	514-384-6840 poste 244	**Tél :**	514 384-6840

Télécop. : 514-384-7298

Télécop. : 514 384-7298

Consentement à des travaux sur commande

Date : 12 Décembre 2016
Client : Commission des services électriques de Montréal

Référence client :

- 20130949

Référence Cogeco:

- 00-00-24-3695

Localisation des travaux :

- Rue Notre-Dame Est entre la 55e avenue et la rue Sainte-Maria-Gorretti.

Ventilation des frais reliés aux travaux demandés :

Ingénierie:	
Concepteur, dessinateur - Transposition des plans et ou devis reçus en un format normalisé par Cogeco et ses entrepreneurs	
Commis technique - Création et gestion des demandes de permis nécessaires à la pose de nouveau réseau	
Superviseur, chargé de projet: Inspection terrain, coordination de projet, administration	
Montant total :	**$10,472.00**
Relevé de poteau:	
Releveur, inspection et prise de mesure des poteaux en vue des demandes du démantèlement de structures	
Commis technique, création des grilles UDS	
Dessinateur, transposition des plans des releveurs en version électronique	
Commis technique - Création et gestion des demandes de permis nécessaires au démantèlement de structures	
Ingénieur, calcul d'ingénierie et validation de travaux.	
Montant total :	**$12,457.50**
Transfert client :	
Technicien requis chez les clients pour fin de reconfiguration d'équipements du aux travaux effectués - Travaux de nuit	
Montant total :	**$792.00**
Fibre Optique (câbles):	
144 Fibres	
48 Fibre	
24 Fibres	
Montant total :	**$10,337.73**

Construction; pose et enlèvement de câble, démantèlement de structures :

Enfilage en conduit libre ou occupé

Pose de câble en conduit libre ou occupé

Pose de câble additionnel en conduit libre ou occupé

Thermographie

Pose de câble intérieur, site client

Scellement de conduit (QT 2027)

Garde en U

Fourniture de ruban

Déligaturer câble accessible

Déligaturer câble additionnel

Attacher câble temporaire

Attacher câble additionnel

Enlever câble attacher temporaire

Enlever câble additionnel

Enlever toron accessible

Enlever hauban de tête

Monteur de ligne

Aide monteur

Chef d'équipe

Camion nacelle

Camion cube

Permis / autrisation/ Signalisation

Équipe de signaleurs

Montant total : **$51,017.64**

Construction; travaux d'épissure :

Épissure Aérienne

Épissure Souterraine

Nettoyage de fibre

Ouvrir et refermer un boîtier existant - Aérien ou Souterrain

Installation d'un nouveau boîtier - Aérien ou Souterrain

Permis d'obstruction de la voie publique - Signalisation

Thermographie

Équipe d'épisseur - Travaux de nuit

Travaux d'épissage

Protecteur de fusion "SMOUV"

Ensemble de matériaux mineur

"Pigtail"

"CCH-CP12-59 // SC-UPC DUPLEX"

Fosc 450-D6

Fosc-ACC-D-Tray-96

Montant total :	**$45,887.56**
Montant total des frais reliés au(x) projet(s) identifié(s) ci-dessus :	**$130,964.43**

Section à remplir par le demandeur des travaux :

Nom de l'entité devant être facturé:_____
Adresse de facturation:_____
Nom de la personne à qui la facture doit être adressée:_____
Numéro de téléphone de la personne identifiée ci-dessus:_____
Numéro de fax de la personne identifiée ci-dessus:_____
Adresse courriel de la personne identifiée ci-dessus:_____

Approbation des frais :

Signature :_____

Nom du signataire en lettre moulée :_____

Date :_____

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Commission des services électriques , Division de l'administration des ressources humaines et financières

Dossier # : 1170025001

Unité administrative responsable :	Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à Cogeco Peer 1, pour réaliser des travaux sur son réseau câblé dans le cadre du projet de conversion de la rue Notre-Dame Est (projet de l'entente 83-89 - Fiche 43) pour une somme maximale de 150 576,35 $, taxes incluses

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Certificat de fonds et de conformité GDD 1170025001.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Raymond GRAVEL
Chef de division des Ressources financières et matérielles
Tél : 514-384-6840-228

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-17

Serge A BOILEAU
Président

Tél : 514-384-6840-242
Division :

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.08

2017/03/27
13:00

(1)

Dossier # : 1174631004

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , Division du soutien technique et opérationnel
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Exercer l'option de la deuxième et dernière prolongation, et autoriser une dépense additionnelle de 4 981 908,05 $, pour le déneigement clé en main dans l'arrondissement de Saint-Léonard dans le cadre des contrats à Déneigement Fontaine Gadbois inc., à Groupe TMD inc., R. Racicot Ltée et à Les Excavations Payette inc. (CA13 13 0270), majorant ainsi le montant total de 18 238 917,04 $ à 23 220 825,09 $, taxes incluses

Il est recommandé:

1. d'autoriser une dépense additionnelle de 760 748,44 $, taxes incluses, pour la prolongation du contrat de déneigement pour le secteur SLE-03 accordé à Déneigement Fontaine Gadbois inc., majorant ainsi le montant total de ce contrat de 2 729 300,94$ à 3 490 049,38 $;
2. d'autoriser une dépense additionnelle de 845 807,92 $, taxes incluses, pour la prolongation du contrat de déneigement pour le secteur SLE-04 accordé à Groupe TMD inc., majorant ainsi le montant total de ce contrat de 3 179 826,88 $ à 4 025 634,80 $;
3. d'autoriser une dépense additionnelle de 854 277,04 $, taxes incluses, pour la prolongation du contrat de déneigement pour le secteur SLE-05 accordé à R. Racicot Ltée, majorant ainsi le montant total de ce contrat de 3 132 858,66 $ à 3 987 135,70 $;
4. d'autoriser une dépense additionnelle de 827 396,77 $, taxes incluses, pour la prolongation du contrat de déneigement pour le secteur SLE-06 accordé à Groupe TMD inc., majorant ainsi le montant total de ce contrat de 3 173 182,09 $ à 4 000 578,86 $;
5. d'autoriser une dépense additionnelle de 706 251,45$, taxes incluses, pour la prolongation du contrat de déneigement pour le secteur SLE-07 accordé à Les Excavations Payette Ltée, majorant ainsi le montant total de ce contrat de 2 503 998,65 $ à 3 210 250,10 $;
6. d'autoriser une dépense additionnelle de 987 426,43 $, taxes incluses, pour la prolongation du contrat de déneigement pour le secteur SLE-08 accordé à Les Excavations Payette Ltée, majorant ainsi le montant total de ce contrat de 3 519 749,82 $ à 4 507 176,25 $;

7. d'imputer ces dépenses conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2017-02-27 11:31

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1174631004**

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , Division du soutien technique et opérationnel
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Exercer l'option de la deuxième et dernière prolongation, et autoriser une dépense additionnelle de 4 981 908,05 $, pour le déneigement clé en main dans l'arrondissement de Saint-Léonard dans le cadre des contrats à Déneigement Fontaine Gadbois inc., à Groupe TMD inc., R. Racicot Ltée et à Les Excavations Payette inc. (CA13 13 0270), majorant ainsi le montant total de 18 238 917,04 $ à 23 220 825,09 $, taxes incluses

CONTENU

CONTEXTE

Les six contrats visés par la demande de dépense additionnelle ont été octroyés par l'arrondissement St-Léonard en 2013. Cependant, depuis janvier 2016, le Service de la concertation des arrondissements (SCA) est responsable de la planification intégrée des opérations de déneigement, du lancement des appels d'offres et l'octroi des contrats qui rattachant.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM16 0932 - 23 août 2016 - Autoriser une dépense additionnelle de 4 795 906,47 $, taxes incluses, pour la prolongation des contrats de déneigement de l'arrondissement de Saint-Léonard accordés à Déneigement Fontaine Gadbois inc. (2013-03), Groupe TMD inc. (2013-04 et 2013-06), R. Racicot ltée (2013-05) et Les Excavations Payette ltée (2013-07 et 2013 -08) majorant ainsi le montant total des contrats de 13 443 010,57 $ à 18 238 917,04 $, taxes incluses.
CA16 13 0013 - 1er février 2016 - D'autoriser une dépense supplémentaire au montant total de 472 132 $ aux compagnies DÉNEIGEMENT FONTAINE GADBOIS INC., GROUPE TMD (9150-2732 QUÉBEC INC.), R. RACICOT LTEE et LES EXCAVATIONS PAYETTE LTÉE, pour les contrats de déneigement numéros 2013-03, 2013-04, 2013-05, 2013-06, 2013-07 et 2013-08 (appel d'offres numéro 13-12914).

CA14 13 0012 - 3 février 2014 - Autoriser une dépense supplémentaire - Contrats de déneigement numéros 2013-03, 2013-04, 2013-05, 2013-06, 2013-07 et 2013-08 (appel d'offres numéro 13-12914) - DÉNEIGEMENT FONTAINE GADBOIS INC., GROUPE TMD (9150 -2732 QUÉBEC INC.), R. RACICOT LTEE ET LES EXCAVATIONS PAYETTE LTÉE - au montant de 1 304 135,35 $, taxes incluses.

CA13 13 0312 - 1er octobre 2013 - Autoriser la cession du contrat octroyé à la compagnie Déneigement Fontaine Gadbois inc. pour le déneigement, secteur industriel et grandes artères, appel d'offres numéro 13-12914 (contrat numéro 2013-08) à la compagnie Les

Excavations Payette ltée

CA13 13 0311 - 1er octobre 2013 - D'autoriser la cession du contrat octroyé, le 3 septembre 2013, à la compagnie Les excavations Payette ltée pour le déneigement, secteur nord-ouest, appel d'offres numéro 13-12914 (contrat numéro 2013-03) à la compagnie Déneigement Fontaine Gadbois inc., et ce, aux mêmes conditions que celles prévues au contrat initial.

CA13 13 0271 - 3 septembre 2013 - Soumission - Déneigement - Secteur centre-ouest - Appel d'offres numéro 13-12914 (contrat numéro 2013-04) - GROUPE TMD (9150-2732 QUÉBEC INC.)

CA13 13 0272 - 3 septembre 2013 - Soumission - Déneigement Secteur sud-ouest - Appel d'offres numéro 13-12914 (contrat numéro 2013-05) - R. RACICOT LTÉE

CA13 13 0273 - 3 septembre 2013 - Soumission - Déneigement, secteur sud-est - Appel d'offres numéro 13-12914 (contrat numéro 2013-06) - GROUPE TMD (9150-2732 QUÉBEC INC.)

CA13 13 0274 - 3 septembre 2013 - Soumission - Déneigement - Secteur nord-est - Appel d'offres numéro 13-12914 (contrat numéro 2013-07) - LES EXCAVATIONS PAYETTE LTÉE

CA13 13 0275 - 3 septembre 2013 - Soumission - Déneigement - Secteur industriel et grandes artères - Appel d'offres numéro 13-12914 (contrat numéro 2013-08) - DÉNEIGEMENT FONTAINE GADBOIS INC.

CA13 13 0270 - 3 septembre 2013 - Autoriser une dépense supplémentaire - Contrats de déneigement numéros 2013-03, 2013-04, 2013-05, 2013-06, 2013-07 et 2013-08 (appel d'offres numéro 13-12914) - DÉNEIGEMENT FONTAINE GADBOIS INC., GROUPE TMD (9150 -2732 QUÉBEC INC.), R. RACICOT LTEE ET LES EXCAVATIONS PAYETTE LTÉE - au montant de 472 132 $.

DESCRIPTION

Les contrats de déneigement pour l'arrondissement St-Léonard ont commencé à l'hiver 2013-2014 et la durée initiale était de trois saisons hivernales. Les contrats incluent deux options de prolongation d'une année chacune. Ceci est la deuxième et dernière demande de prolongation.
Les prolongations se font au gré de la Ville et avec l'approbation de l'adjudicataire. Dans le cas présent, les adjudicataires ont signifié leur intérêt face à la prolongation de leurs contrats pour l'hiver prochain.

JUSTIFICATION

La prolongation de ces contrats de déneigement clé en main permet de répartir dans le temps le renouvellement des contrats, tel que demandé par le Bureau de l'inspecteur général dans son *Rapport sur le déneigement et ses pratiques à Montréal* (2015). L'arrondissement St-Léonard a donné son accord pour la prolongation de ces contrats.

Le cahier des charges inclut déjà des opérations d'épandage trottoirs, ce qui est maintenant la norme lors de tous les renouvellements de contrats.

Le mode de paiement des adjudicataires est en fonction de l'opération (ex: paiement par mètre cube de neige ramassée lors du chargement), ce qui est maintenant la norme lors de tous les renouvellements de contrats et qui permet un paiement basé sur les opérations réellement effectuées.

Pour toutes ces raisons, le SCA recommande la prolongation des contrats de déneigement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût pour chacun des contrats a été majoré pour compenser l'augmentation de l'IPC (évalué à 1,5 %) et pour couvrir, en termes de précipitations, approximativement 75 % des hivers (majoration de 21,5 %), comme cela est fait dans toutes les demandes de prolongation de contrats.
Le montant total demandé pour chacun des contrats est présenté dans le tableau suivant.
Le détail des calculs peut être consulté en pièce jointe.

Secteur	Adjudicataire	Montant (taxes incluses)
SLE-03	Déneigement Fontaine Gadbois inc.	760 748,44 $
SLE-04	Groupe TMD inc.	845 807,92 $
SLE-05	R. Racicot Ltée	854 277,04 $
SLE-06	Groupe TMD inc.	827 396,77 $
SLE-07	Les Excavations Payette inc.	706 251,45 $
SLE-08	Les Excavations Payette inc.	987 426,43 $
TOTAL		4 981 908,05 $

Les crédits prévus pour les contrats de déneigement sont prévus au budget du Service de la concertation des arrondissements.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Non applicable

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le refus de prolonger les contrats entraînera le lancement d'un appel d'offres.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Non applicable

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Début de la prolongation des contrats : 1er novembre 2017.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Daniel BOUGIE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Daniel FLEURY, Saint-Léonard

Lecture :

Daniel FLEURY, 27 février 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Valérie MATTEAU
Conseillère en planification

Tél : 514-872-7222
Télécop. : 514-868-3692

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-13

Richard ACHILLE
Chef de section harmonisation des activités de déneigement

Tél : 514 872-1599
Télécop. : 514 868-3692

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

André HAMEL
Directeur travaux publics
Tél : 514 872-8900
Approuvé le : 2017-02-13

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Guylaine BRISSON
Directrice
Tél : 514 872-4757
Approuvé le : 2017-02-13

Prévisions - Coût prolongation HIVER 2017-2018

Secteur	Ajdudicataire	GDD	Montant autorisé (octroi et prolongation 1) (avec taxes)	Opérations	Quantités	Prix unitaires H16-17
SLE-03	Déneigement Fontaine Gadbois inc.	1133693007 - CA13 130270 1133022022 - CA13 130311 (Cession Payette à Gadbois) 1146146001 - CA14 130012/ 1163693001 - CA16 130013 1164631007 - CM16 0932 (P1) (2017 - Prolongation 2)	2 729 300.94 $	Déblaiement rues et trottoirs *(sorties)*	12	7 210.58 $
				Déblaiement trottoirs *(sorties)*	5	2 060.16 $
				Chargement *(mètres cubes)*	90 000	3.61 $
				Déglaçage *(mètres cubes)*	10 000	5.92 $
				Épandage trottoirs *(sorties)*	10	4 635.37 $
				Déblocage puisards *(puisard)*	250	20.60 $

Estimé saison hivernale 2017-2018							
Prix unitaires estimés* H17-18	**Total par opération (sans taxes)**	**Total (sans taxes)**	**Total (avec taxes)**	**Contingences (21,5%)**	**Carburant****	**Total H17-18**	**Total du contrat (autorisé + prolongation)**
7 318.73 $	87 824.82 $	540 018.07 $	620 885.78 $	133 490.44 $	6 372.21 $	760 748.44 $	3 490 049.38 $
2 091.07 $	10 455.34 $						
3.66 $	329 343.06 $						
6.01 $	60 118.18 $						
4 704.90 $	47 049.01 $						
20.91 $	5 227.67 $						

*Indexés d'un IPC de 1,5%

**Ajustement carburant	
Taux d'ajustement	1.18%
Total annuel	540 018.07 $
Total ajustement	6 372.21 $

Prévisions - Coût prolongation HIVER 2017-2018

Secteur	Ajdudicataire	GDD	Montant autorisé (octroi et prolongation 1) (avec taxes)	Opérations	Quantités	Prix unitaires H16-17
SLE-04	Groupe TMD inc.	1136146008 - CA13 130271 1146146001 - CA14 130012/ 1163693001 - CA16 130013 1164631007 - CM16 0932 (P1) (2017 - Prolongation 2)	3 179 826.88 $	Déblaiement rues et trottoirs *(sorties)*	12	2 575.21 $
				Déblaiement trottoirs *(sorties)*	5	618.05 $
				Chargement *(mètres cubes)*	90 000	5.41 $
				Déglaçage *(mètres cubes)*	10 000	5.41 $
				Épandage trottoirs *(sorties)*	10	1 030.08 $
				Déblocage puisards *(puisard)*	250	25.75 $

Estimé saison hivernale 2017-2018							
Prix unitaires estimés* H17-18	**Total par opération (sans taxes)**	**Total (sans taxes)**	**Total (avec taxes)**	**Contingences (21,5%)**	**Carburant****	**Total H17-18**	**Total du contrat (autorisé + prolongation)**
2 613.83 $	31 366.01 $	600 397.63 $	690 307.18 $	148 416.04 $	7 084.69 $	845 807.92 $	4 025 634.80 $
627.32 $	3 136.60 $						
5.49 $	494 014.60 $						
5.49 $	54 890.51 $						
1 045.53 $	10 455.34 $						
26.14 $	6 534.58 $						

*Indexés d'un IPC de 1,5%

**Ajustement carburant	
Taux d'ajustement	1.18%
Total annuel	600 397.63 $
Total ajustement	7 084.69 $

Prévisions - Coût prolongation HIVER 2017-2018

Secteur	Ajdudicataire	GDD	Montant autorisé (octroi et prolongation 1) (avec taxes)
SLE-05	R. Racicot Ltée	1136146009 - CA13 130272 1146146001 - CA14 130012/ 1163693001 - CA16 130013 1164631007 - CM16 0932 (P1) (2017 - Prolongation 2)	3 132 858.66 $

Opérations	Quantités	Prix unitaires H16-17
Déblaiement rues et trottoirs *(sorties)*	12	7 674.11 $
Déblaiement trottoirs *(sorties)*	5	2 008.66 $
Chargement *(mètres cubes)*	90 000	4.27 $
Déglaçage *(mètres cubes)*	10 000	6.04 $
Épandage trottoirs *(sorties)*	10	4 377.85 $
Déblocage puisards *(puisard)*	250	25.75 $

Estimé saison hivernale 2017-2018							
Prix unitaires estimés* H17-18	**Total par opération (sans taxes)**	**Total (sans taxes)**	**Total (avec taxes)**	**Contingences (21,5%)**	**Carburant****	**Total H17-18**	**Total du contrat (autorisé + prolongation)**
7 789.22 $	93 470.70 $	606 409.45 $	697 219.27 $	149 902.14 $	7 155.63 $	854 277.04 $	3 987 135.70 $
2 038.79 $	10 193.95 $						
4.34 $	390 506.78 $						
6.13 $	61 268.27 $						
4 443.52 $	44 435.18 $						
26.14 $	6 534.58 $						

*Indexés d'un IPC de 1,5%

**Ajustement carburant	
Taux d'ajustement	1.18%
Total annuel	606 409.45 $
Total ajustement	7 155.63 $

Prévisions - Coût prolongation HIVER 2017-2018

Secteur	Ajdudicataire	GDD	Montant autorisé (octroi et prolongation 1) (avec taxes)	Opérations	Quantités	Prix unitaires H16-17
SLE-06	Groupe TMD inc.	1136146010 - CA13 130273 1146146001 - CA14 130012/ 1163693001 - CA16 130013 1164631007 - CM16 0932 (P1) (2017 - Prolongation 2)	3 173 182.09 $	Déblaiement rues et trottoirs *(sorties)*	12	2 575.21 $
				Déblaiement trottoirs *(sorties)*	5	618.05 $
				Chargement *(mètres cubes)*	90 000	5.41 $
				Déglaçage *(mètres cubes)*	10 000	4.12 $
				Épandage trottoirs *(sorties)*	10	1 030.08 $
				Déblocage puisards *(puisard)*	250	25.75 $

Estimé saison hivernale 2017-2018							
Prix unitaires estimés* H17-18	**Total par opération (sans taxes)**	**Total (sans taxes)**	**Total (avec taxes)**	**Contingences (21,5%)**	**Carburant****	**Total H17-18**	**Total du contrat (autorisé + prolongation)**
2 613.83 $	31 366.01 $	587 328.47 $	675 280.90 $	145 185.39 $	6 930.48 $	827 396.77 $	4 000 578.86 $
627.32 $	3 136.60 $						
5.49 $	494 014.60 $						
4.18 $	41 821.34 $						
1 045.53 $	10 455.34 $						
26.14 $	6 534.58 $						

*Indexés d'un IPC de 1,5%

**Ajustement carburant	
Taux d'ajustement	1.18%
Total annuel	587 328.47 $
Total ajustement	6 930.48 $

Prévisions - Coût prolongation HIVER 2017-2018

Secteur	Ajdudicataire	GDD	Montant autorisé (octroi et prolongation 1) (avec taxes)
SLE-07	Les Excavations Payette Ltée	1136146011 - CA13 130274 1146146001 - CA14 130012/ 1163693001 - CA16 130013 1164631007 - CM16 0932 (P1) (2017 - Prolongation 2)	2 503 998.65 $

Opérations	Quantités	Prix unitaires H16-17
Déblaiement rues et trottoirs *(sorties)*	12	7 210.58 $
Déblaiement trottoirs *(sorties)*	5	1 545.12 $
Chargement *(mètres cubes)*	90 000	3.30 $
Déglaçage *(mètres cubes)*	10 000	5.67 $
Épandage trottoirs *(sorties)*	10	4 120.33 $
Déblocage puisards *(puisard)*	250	20.60 $

Estimé saison hivernale 2017-2018							
Prix unitaires estimés* H17-18	**Total par opération (sans taxes)**	**Total (sans taxes)**	**Total (avec taxes)**	**Contingences (21,5%)**	**Carburant****	**Total H17-18**	**Total du contrat (autorisé + prolongation)**
7 318.73 $	87 824.82 $	501 333.33 $	576 408.00 $	123 927.72 $	5 915.73 $	706 251.45 $	3 210 250.10 $
1 568.30 $	7 841.50 $						
3.35 $	301 113.66 $						
5.75 $	57 504.34 $						
4 182.13 $	41 821.34 $						
20.91 $	5 227.67 $						

*Indexés d'un IPC de 1,5%

**Ajustement carburant	
Taux d'ajustement	1.18%
Total annuel	501 333.33 $
Total ajustement	5 915.73 $

Prévisions - Coût prolongation HIVER 2017-2018

Secteur	Ajdudicataire	GDD	Montant autorisé (octroi et prolongation 1) (avec taxes)	Opérations	Quantités	Prix unitaires H16-17
SLE-08	Les Excavations Payette Ltée	1136146012 - CA13 130275 1133022023 - CA13 130312 (Cession Gadbois à Payette) 1146146001 - CA14 130012/ 1163693001 - CA16 130013 1164631007 - CM16 0932 (P1) (2017 - Prolongation 2)	3 519 749.82 $	Déblaiement rues et trottoirs *(sorties)*	12	3 296.26 $
				Déblaiement trottoirs *(sorties)*	5	1 545.12 $
				Chargement *(mètres cubes)*	90 000	6.07 $
				Déglaçage *(mètres cubes)*	10 000	6.48 $
				Épandage trottoirs *(sorties)*	10	3 090.25 $
				Déblocage puisards *(puisard)*	250	6.18 $

Estimé saison hivernale 2017-2018							
Prix unitaires estimés* H17-18	**Total par opération (sans taxes)**	**Total (sans taxes)**	**Total (avec taxes)**	**Contingences (21,5%)**	**Carburant****	**Total H17-18**	**Total du contrat (autorisé + prolongation)**
3 345.71 $	40 148.49 $	700 925.68 $	805 889.31 $	173 266.20 $	8 270.92 $	987 426.43 $	4 507 176.25 $
1 568.30 $	7 841.50 $						
6.16 $	554 237.33 $						
6.58 $	65 764.06 $						
3 136.60 $	31 366.01 $						
6.27 $	1 568.30 $						

*Indexés d'un IPC de 1,5%

**Ajustement carburant	
Taux d'ajustement	1.18%
Total annuel	700 925.68 $
Total ajustement	8 270.92 $

	Montant autorisé (octroi et prolongation 1) (avec taxes)	Montant autorisé prolongation 2 (avec taxes)	Total par contrat
SLE-03	2 729 300.94 $	760 748.44 $	3 490 049.38 $
SLE-04	3 179 826.88 $	845 807.92 $	4 025 634.80 $
SLE-05	3 132 858.66 $	854 277.04 $	3 987 135.70 $
SLE-06	3 173 182.09 $	827 396.77 $	4 000 578.86 $
SLE-07	2 503 998.65 $	706 251.45 $	3 210 250.10 $
SLE-08	3 519 749.82 $	987 426.43 $	4 507 176.25 $
Total	18 238 917.04 $	4 981 908.05 $	23 220 825.09 $

Secteur	Adjudicataire	Montant (taxes incluses)
SLE-03	Déneigement Fontaine Gadbois inc.	760 748.44 $
SLE-04	Groupe TMD inc.	845 807.92 $
SLE-05	R. Racicot Ltée	854 277.04 $
SLE-06	Groupe TMD inc.	827 396.77 $
SLE-07	Les Excavations Payette inc.	706 251.45 $
SLE-08	Les Excavations Payette inc.	987 426.43 $
TOTAL		4 981 908.05 $

Répartion pour 2017 (33%)	Répartition pour 2018 (67%)
251 046.99 $	509 701.45 $
279 116.61 $	566 691.31 $
281 911.42 $	572 365.62 $
273 040.93 $	554 355.84 $
233 062.98 $	473 188.47 $
325 850.72 $	661 575.71 $

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1174631004

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , Division du soutien technique et opérationnel
Objet :	Exercer l'option de la deuxième et dernière prolongation, et autoriser une dépense additionnelle de 4 981 908,05 $, pour le déneigement clé en main dans l'arrondissement de Saint-Léonard dans le cadre des contrats à Déneigement Fontaine Gadbois inc., à Groupe TMD inc., R. Racicot Ltée et à Les Excavations Payette inc. (CA13 13 0270), majorant ainsi le montant total de 18 238 917,04 $ à 23 220 825,09 $, taxes incluses

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1174631004 85 Prolongation contrats N 13-12914.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Daniel BOUGIE
Préposée au budget
Tél : 514-872-5911

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-24

André POULIOT
Conseiller en analyse - contrôle de gestion
Tél : 514 872-5551
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.09

2017/03/27
13:00

(1)

Dossier # : 1177227001

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Jardin Botanique , Division de l'animation et des programmes publics
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à la Landscape Architecture CORP of China Shanghai Branch pour la fourniture de lanternes chinoises, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 115 100 $, taxes incluses (si applicable), conformément à l'offre de service de cette firme en date du 13 février 2017.

Il est recommandé :
1- d'accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à la Landscape Architecture CORP. of China Shanghai Branch pour la fourniture de lanternes chinoises, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 115 100 $, taxes incluses, conformément à l'offre de service de cette firme en date du 13 février 2017;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par la Ville centre.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2017-02-21 17:44

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1177227001**
Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Jardin Botanique , Division de l'animation et des programmes publics
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à la Landscape Architecture CORP of China Shanghai Branch pour la fourniture de lanternes chinoises, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 115 100 $, taxes incluses (si applicable), conformément à l'offre de service de cette firme en date du 13 février 2017.

CONTENU

CONTEXTE

Le Jardin de Chine est l'un des joyaux du Jardin botanique de Montréal, contribuant sans aucun doute, notamment par son authenticité, à distinguer ce dernier à travers le monde. C'est au printemps 1990 qu'une centaine de conteneurs en provenance de Chine arrivent au Port de Montréal. Ils renferment tous les éléments pour la construction d'un jardin traditionnel chinois de type privé, inspiré de ceux construits au sud du Fleuve bleu sous les Ming (1368-1644). Ces conteneurs renferment des milliers de pièces en pierre et en bois, toutes façonnées par des sculpteurs et des ébénistes de Shanghai. En juin de la même année, une quarantaine d'artisans chinois sont sur place afin d'assembler ce casse-tête géant. Pendant qu'ils érigent les sept pavillons, les murs, les couvre-sols et les fresques, les horticulteurs du Jardin botanique plantent ça et là quelques 75 000 spécimens de végétaux en respectant minutieusement les règles d'art du jardin traditionnel chinois. C'est ainsi que le 20 juin 1991, l'un des plus spectaculaires jardins chinois hors d'Asie ouvrait ses portes à Montréal, soulignant les liens d'amitié désormais tissés serrés entre Montréal et sa ville jumelle chinoise, Shanghai.
Depuis 25 ans, le Jardin de Chine du Jardin botanique de Montréal organise *La Magie des lanternes* , intégré depuis 2012 à l'événement Jardins de lumière. Cet événement, lauréat de plusieurs prix, est devenu un incontournable de l'automne montréalais. Si la conception de la Magie des lanternes est confiée à une conceptrice artistique montréalaise, la fabrication des lanternes traditionnelles est effectuée à Suzhou, non loin de Shanghai. Le Jardin botanique respecte ainsi la fondamentale authenticité des lieux en confiant, depuis un quart de siècle, la fabrication des pièces à des artisans spécialisés dans la fabrication de lanternes traditionnelles. La conceptrice artistique prépare un cahier technique où est précisément dessinée chaque lanterne thématique et les dessins sont ensuite envoyés en Chine pour la réalisation des lanternes.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

- CM16 0336 - 21 mars 2016 : Accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à la Landscape Architecture CORP. of China Shanghai Branch pour la fourniture de

lanternes chinoises, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 110 000 $, taxes incluses. (# 1167227001)
- CE15 0043 - 14 janvier 2015 : Accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à la Fondation Espace pour la vie pour la fourniture de lanternes chinoises fabriquées à proximité de Shanghai, en Chine, pour une somme maximale de 99 000 $, taxes incluses. (# 1143815004)
- CE14 1035 – 25 juin 2014 - Accorder un contrat de gré à gré à la Fondation Espace pour la vie pour la fourniture de lanternes chinoises fabriquées à Shanghai pour une somme maximale de 95 000 $, taxes incluses. (# 1143815002)

DESCRIPTION

Depuis 2014, Espace pour la vie a choisi de développer sa programmation autour d'une thématique annuelle commune. Après le thème de la lenteur en 2014, celui de la lumière en 2015 et celui de la relation enfants-nature en 2016, le fil conducteur qui reliera les 4 institutions en 2017 porte sur la célébration des bienfaits de la nature: la nature qui nourrit, la nature qui inspire, la nature qui fait du bien. Les trois cultures représentées au Jardin botanique offrent toutes une lunette, un regard singulier sur la nature. À travers ce regard différent, le visiteur est amené à revisiter son propre lien avec certains éléments de la nature et à s'en inspirer.
Construite à partir de ce que la nature a à offrir, la civilisation chinoise est née aux abords du fleuve Jaune, là où la nature était d'abord nourricière, mais surtout source inépuisable d'inspiration. Tout un système de pensée s'est articulé autour de cette perception de l'Univers, où la nature est une entité complexe composée d'éléments constamment en mouvement et en interaction les uns avec les autres. Les systèmes de correspondances entre ces éléments assurent son équilibre, notion centrale sans laquelle rien n'est possible. Au Jardin de Chine, la 25e édition des lanternes illuminées explore la perception chinoise de l'Univers et de la nature à travers la lunette des cinq éléments (eau, terre, feu, bois et métal). Au cœur de cette théorie se trouve l'eau. Source de toute chose, l'eau est l'élément qui unit les quatre autres. Elle est intelligence, sagesse, douceur et souplesse. L'eau est également associée au dragon, créature mythique vivant au fond des océans et au coeur des nuages. À la fois bénéfique et dangereux, il est craint des Chinois pour sa colère, mais on espère aussi son aide pour faire venir la pluie nécessaire aux récoltes. Plusieurs lanternes représenteront le dragon d'eau en 2017, dont une de très grande taille, surgissant du Lac de rêve, célébrant une tradition deux fois millénaire.

Le cahier de commande des lanternes (dessins techniques) peut être consulté en pièce jointe.

JUSTIFICATION

La Loi sur les cités et villes prévoit qu'une municipalité peut conclure de gré à gré un contrat dont l'objet est la fourniture de biens meubles ou de services reliés au domaine artistique et culturel. La travail effectué par les artisans chinois, qui maîtrisent une technique et un savoir-faire uniques permettant de produire des lanternes dont l'authenticité s'intègre harmonieusement au Jardin de Chine du Jardin botanique de Montréal relève du domaine artistique.
Ces lanternes, de fabrication artisanale, sont réalisées par les équipes de la Shanghai Landscape Architecture CORP. of China Shanghai branch. La Ville de Montréal fait affaire avec cette compagnie depuis 1993 pour la réalisation de ses lanternes. Ces dernières continuent d'être produites en Chine compte tenu de l'expertise de longue date des artisans chinois, de l'authenticité et de la qualité du produit.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette dépense est estimée à 115 100 $ canadien selon le taux en date du 13 février 2017. Toutefois, à la suite de l'adoption du dossier, le virement de crédits devra être effectué en utilisant le taux de change en vigueur au moment du paiement de la facture au fournisseur. Le budget nécessaire à ce dossier est prévu au service de l'Espace pour la vie. Conséquemment, ce dossier ne comporte aucune incidence sur la cadre financier de la Ville.

Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centre.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce projet répond à plusieurs orientations du Plan de développement durable de la collectivité montréalaise.

1. Assurer la qualité des milieux de vie résidentiels
L'événement Jardins de lumière est un incontournable pour les jeunes familles montréalaises, il fait désormais partie des attraits qui favorisent la rétention des familles dans la métropole.

2. Pratiquer une gestion responsable des ressources
Énergie : Depuis 2008, les ampoules des lanternes ont toutes été remplacées par des DEL, ce qui permet de faire des économies d'énergie considérables et une réutilisation des lumières d'année en année (durée de vie de 100 000 heures). L'utilisation des DEL contribue aussi à réduire les émissions de GES de la collectivité montréalaise
Matières résiduelles : De nombreuses pièces récupérables provenant des éditions antérieures sont réutilisées dans les éditions successives.

3. Volet social

Cet événement contribue à faire connaître divers aspects méconnus de la culture chinoise dans la communauté montréalaise.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'événement Jardins de lumière est l'activité d'Espace pour la vie qui attire la plus grande fréquentation en seulement huit semaines. Cet événement a su fidéliser sa clientèle depuis plus de 20 ans. L'événement s'est classé Lauréat national 2009 dans la catégorie Or du Prix Astral Media : attractions touristiques 100 000 visiteurs ou plus de Tourisme Québec et a récolté plusieurs prix au cours de son histoire.
Fréquentation du Jardin botanique durant l'événement:
2011 : 239 285
2012 : 231 229
2013 : 480 000 (Mosaïcultures internationales de Montréal)
2014 : 236 127
2015 : 262 985
2016 : 296 000 (fréquentation record !)

Le fait de ne pas accorder de contrat mettrait en péril la tenue de l'événement de l'automne 2017 et hypothéquerait les fréquantations et revenus annuels d'Espace pour la vie.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

.
Un plan de communication sera développé au cours de l'été pour la promotion de l'événement Jardins de lumière.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Arrivée des conteneurs de lanternes à Montréal Premières semaines de juin 2017
Montage de l'événement Juillet-août 2017
Inauguration officielle de l'événement 7 septembre 2017
Fin de l'événement 31 octobre 2017

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs en vigueur à la Ville de Montréal.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Suzanne RODIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Émilie CADIEUX
Agente culturelle

Tél : 514-872-9678
Télécop. : 514-872-2800

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-17

René PRONOVOST
Directeur du Jardin botanique de Montréal

Tél : 514 872-1452
Télécop. : 514 872-1455

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Charles-Mathieu BRUNELLE
Directeur
Tél : 514 872-1450
Approuvé le : 2017-02-21

Offre de service - Magie des lanternes 2017 - Jardin du Lac de Rêve

Partie A : Jardin du Lac de Rêve, Jardin botanique de Montréal, Espace pour la Vie, Montréal, Québec, Canada

Partie B : **Landscape Architecture CORP. of China Shanghai Branch**
上海中外园林建设有限公司

1. **Contenu du contrat** : voir les dessins techniques de la partie A et la liste de commande

2. **Le prix au contrat** : 605 000.00 RMB

3. **Calendrier de paiements et conversion des devises** :

a. La partie A s'engage à émettre le premier paiement **30 jours** après la signature du contrat, la partie B devant émettre une facture. Une fois la réception de la facture par la partie A, cette dernière a un délai de **30 jours** pour remettre le premier paiement à la partie B. Le premier paiement doit être de 50% du montant total, soit de 302 500 RMB.

b. La partie A s'engage à payer la partie B après l'inauguration de la Magie des lanternes, la partie B devant émettre une deuxième facture. Le montant sera égal au montant du premier paiement.

   Le jour où la partie B fera émettre la facture, elle se basera sur la valeur exacte de la conversion du renminbi en dollars canadiens, selon le taux émis par la Banque de Chine. En même temps, la liste publiée des taux en cours de la Banque de Chine sera transmise à la partie A.

4. **Département ou unité de paiement** : VILLE DE MONTRÉAL

5. **Calendrier de livraison** : la livraison sera effectuée en un envoi. Les conteneurs quitteront la Chine à la fin du mois de mai 2017**.**

6. **Envoi international** : la partie A est responsable de commissionner la compagnie de transport international adéquate via son courtier en douanes. Les frais de transport sont payés directement par la partie A à la compagnie de transport international.

7. Les autres questions ou les questions futures seront réglées entre les deux parties par voie de négociation.

Négocié entre :

Émilie Cadieux, Agente culturelle
Jardin botanique de Montréal

Ding Yi
Landscape Architecture CORP. Of China
Shanghai Branch

17 février 2017



La Magie des lanternes 2017
蒙特利尔植物园第二十三届灯会





La 24e édition de la Magie des lanternes a connu un succès grandiose et nous avons établi un record de fréquentation : plus de 295 000 visiteurs ont pu visiter le Jardin de Chine cet automne ! En 2016, les visiteurs ont découvert la vie des petits empereurs Ming et Qing dans la Cité interdite. Les détails d'architecture des palais étaient très bien réalisés. L'empereur à cheval était également très réussi. Nous tenons particulièrement à vous remercier pour votre collaboration et votre travail des vingt-quatre dernières années. Nous sommes choyés de compter sur un partenaire aussi précieux !







Lanternes 2016 : 第二十四届灯会

A-1

© Jardin botanique de Montréal / © 蒙特利尔植物园



L’édition 2014 comportait beaucoup de structures avec des ancrages qui nécessitaient un soin particulier. Le fait que tous les éléments étaient compatibles a facilité le travail du soudeur et de l’équipe de montage. Nous avons donc beaucoup apprécié l’attention portée à la compatibilité des structures.

Nous avons aussi beaucoup aimé l’attention portée à la réalisation des trois palais et des éléments de décor de la Cité interdite. Ils étaient réalisés avec minutie et souci du détail. Nous vous transmettons nos félicitations !











© Jardin botanique de Montréal / © 蒙特利尔植物园



Pour installer le système électrique, nous devons ouvrir et démonter la lanterne presque au complet. S'il manque du tissu, il est très difficile pour les ouvriers de la refermer adéquatement. Nous apprécions que chaque lanterne ait de larges bordures de tissu tout autour de la pièce. Il est ainsi plus facile de recoller le tissu sur la lanterne et de couper ensuite l'excédent. Merci de continuer à laisser beaucoup de tissu supplémentaire.

Merci d'également veiller à bien emballer les lanternes pour le transport jusqu'à Montréal.









© Jardin botanique de Montréal / © 蒙特利尔植物园











En 2017, le Jardin de Chine a de bonnes raisons de célébrer ! Montréal fête son 375e anniversaire, le Jardin de Chine complète sa restauration et les lanternes ont 25 ans ! Pour l'occasion, nous souhaitons présenter les manières dont le peuple chinois célèbre la nature, à travers la lunette des Cinq Éléments (eau, feu, terre, bois, métal). Au cœur de cette théorie : l'eau. L'eau est l'élément qui unit les autres et elle est source de toute chose. Elle est intelligence, sagesse, flexibilité, douceur et souplesse. Mais elle est aussi DRAGON. Le dragon chinois, qui vit au cœur des océans et des nuages est à la fois bénéfique et dangereux. Représentant la Chine toute entière, il sera accompagné, sur le Lac de rêve, de ses neuf fils et de grues à têtes rouges, symbolisant la longévité de l'amitié entre Montréal et Shanghai.

Concept de la Magie des lanternes 2017

A-4



LES NEUF FILS DU DRAGON : PROTECTEURS DES BÂTIMENTS



Chīshǒu (螭首) protège les terrasses



Bìxì (狴犴) protège les stèles



Suān’ní (狻猊) protège les encensoirs

Bì’àn (狴犴) protège les tribunaux



Púláo (蒲牢) protège les cloches



Chīwěn (螭吻) protège l’angle des toitures contre les incendies



Jiāotú (椒图) protège les portes



Cháofēng (嘲风) protège les toitures



Gonfu (虮蝮) protège les ponts

Inspirations dans la peinture traditionnelle chinoise





A-5

© Jardin botanique de Montréal / © 蒙特利尔植物园

Nous sollicitons encore cette année votre talent et votre minutie afin de réaliser des animaux tels que les dragons, les grues, le phénix etc. Ils ravivent nos visiteurs !

Laisser 5 cm de tissu supplémentaire tout le long de la structure pour faciliter le collage.

Comme celles des papillons, les ailes des oiseaux auront 15 cm d'épaisseur et diminuent vers les extrémités. Les ailes sont détachables pour faciliter l'insertion de l'éclairage.

Dessiner les écailles, les plumes et les yeux des animaux avec le plus de réalisme possible. Le qilin de 2011 était par exemple magnifiquement dessiné.















Réalisations des lanternes des années antérieures

A-6

Cet ensemble est la pièce majeure de l'exposition, nous aimerions effectuer un suivi sur sa réalisation, merci de nous envoyer des photos à fur et à mesure de l'avancement des travaux.

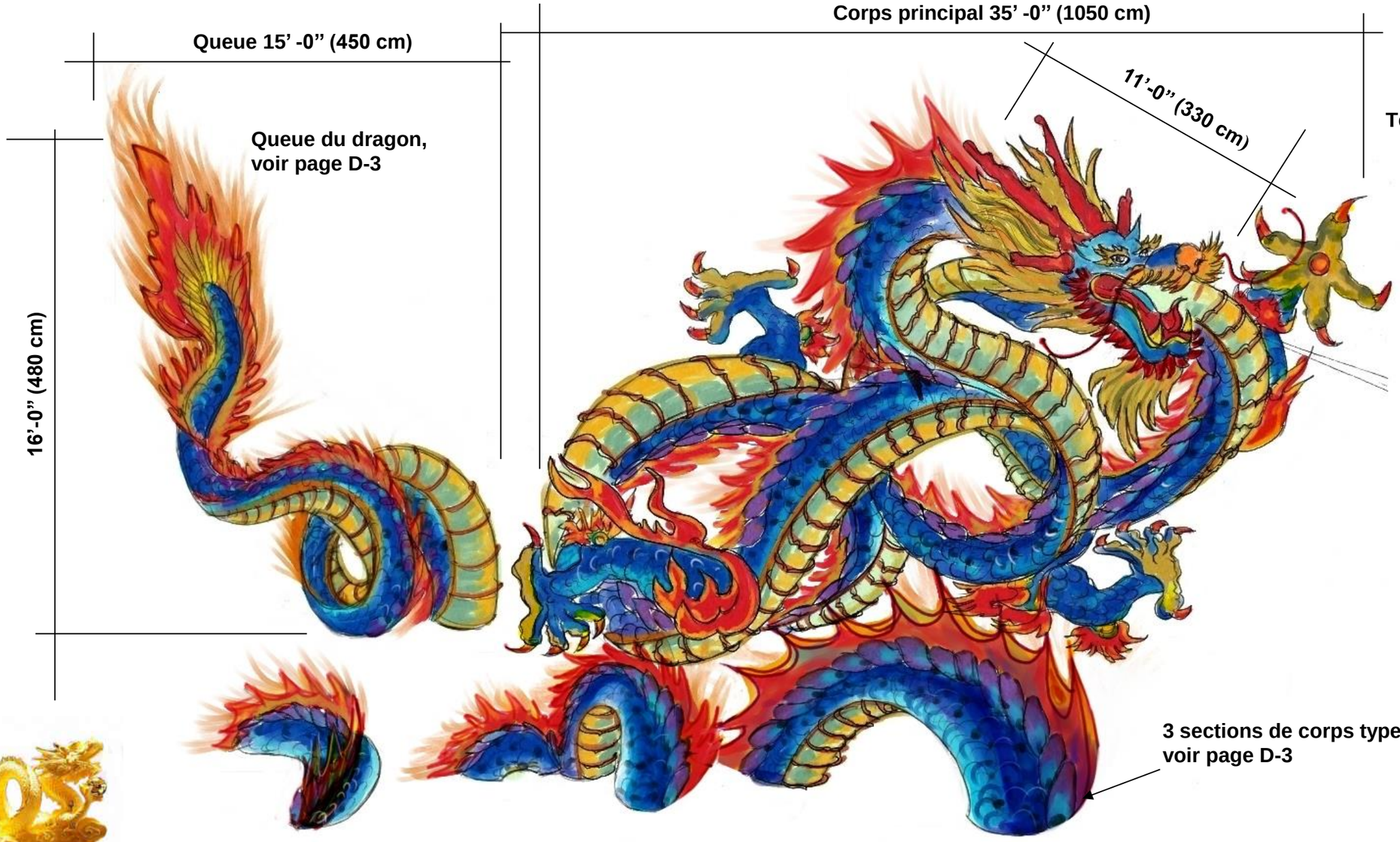
SVP vérifier la compatibilité des pièces avant l'envoi.

L'ensemble est composé d'un corps principal, une queue et 4 X 3 sections de corps type. Voir les pages D-2 à D-5 pour plus de détails.

Compte tenu de la grande taille du dragon, toutes les pièces doivent être réalisées en relief et peintes avec soin. SVP respectez les couleurs et les détails. Vous pouvez vous inspirer des modules comportant du relief des éditions précédentes.



Inspiration



Composition de l'ensemble 55' -0" (1650 cm)

Vue de l'ensemble

Shen Long et sa perle : Qt 1 fois



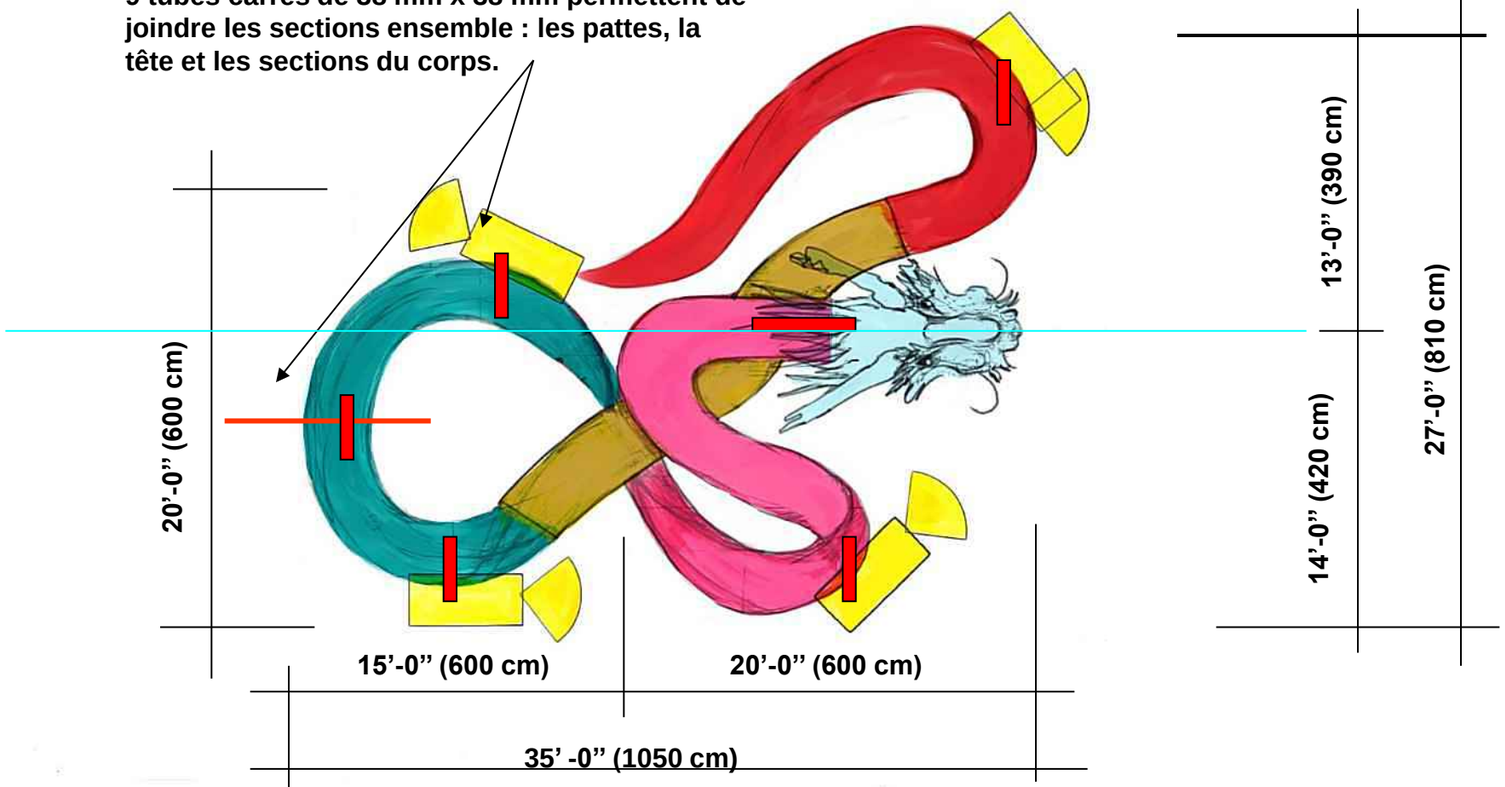
© Jardin botanique de Montréal / 蒙特利尔植物园

Le corps principal du dragon est sectionné en 13 parties : la tête, 4 pattes et 8 parties du corps (4 hors de l'eau – en couleurs et 4 semi-immergées – en vert). Si vous jugez que les 4 parties du corps hors de l'eau sont trop grosses et difficiles à réaliser, vous pouvez encore les sectionner en 2 parties.

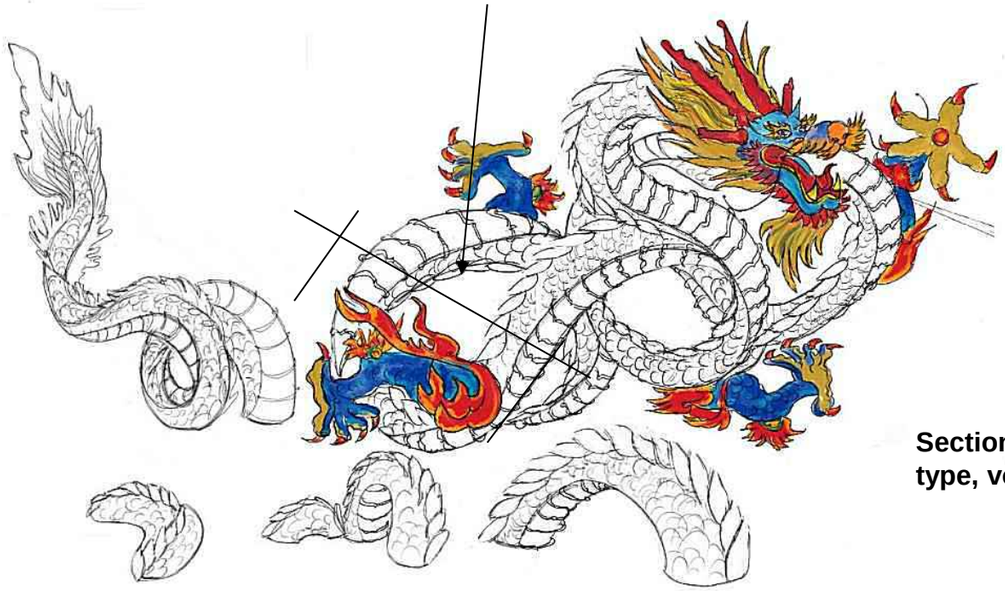
Le corps principal compte plusieurs ancrages : au moins 8 tubes de 76 mm de diamètre aux structures principales, installés aux parties du corps et au moins 9 tubes carrés de 38 mm x 38 mm permettant de joindre les sections ensemble (pattes, tête, parties du corps).
La structure est très organique et aérienne, mais elle doit être solide.
SVP vérifier la compatibilité des pièces avant l'envoi.

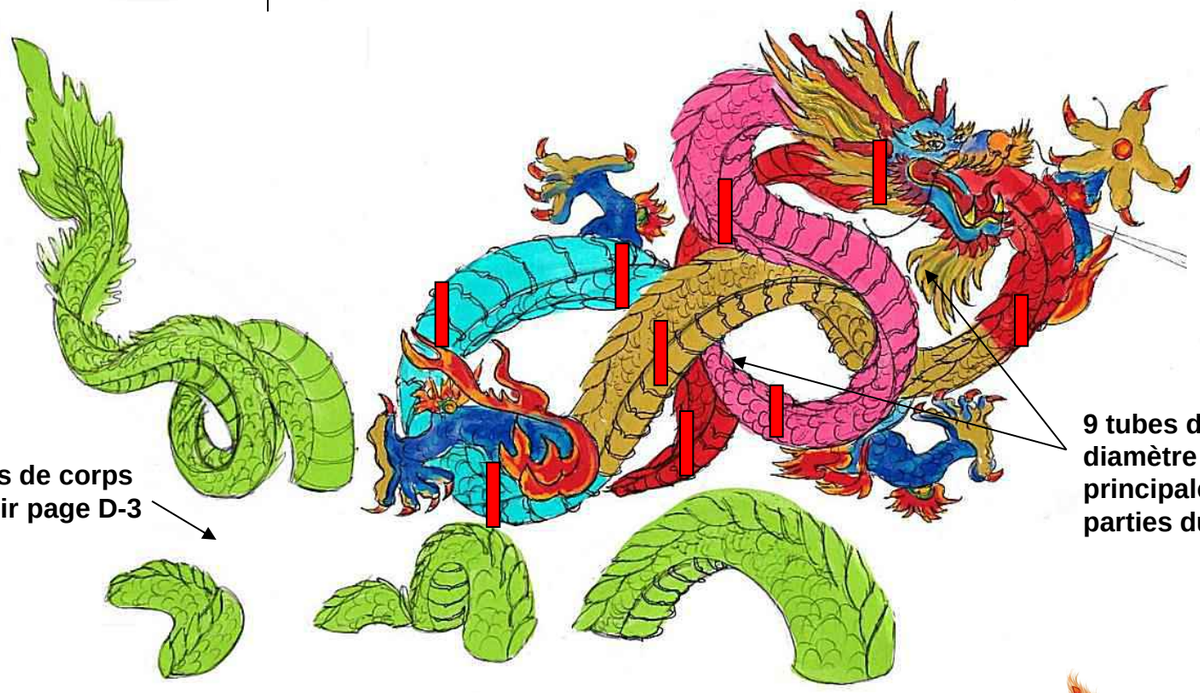
Plan du corps principal

9 tubes carrés de 38 mm x 38 mm permettent de joindre les sections ensemble : les pattes, la tête et les sections du corps.



Les pattes mesurent 9'-0" (270 cm), incluant les flammes.





Sections de corps type, voir page D-3

9 tubes de 76 mm de diamètre aux structures principales, installés aux parties du corps

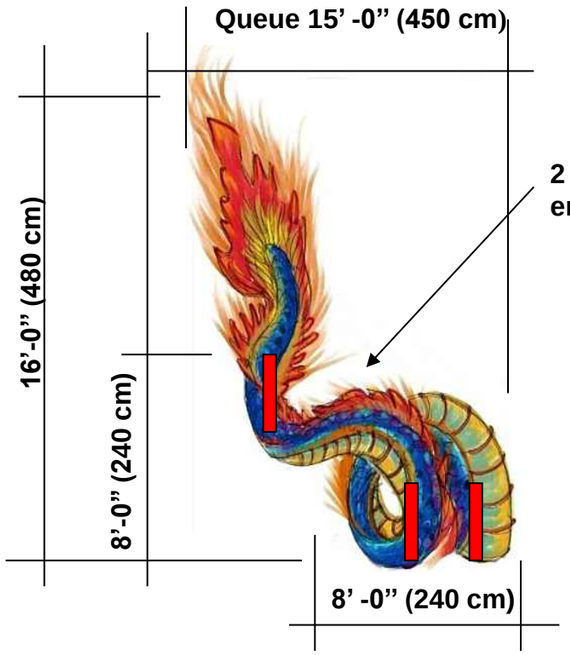
Sections principales de Shen Long : 4 sections hors de l'eau et 4 pattes



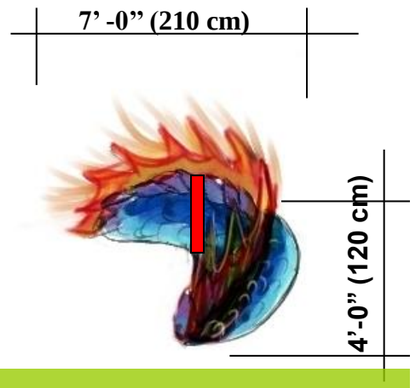
© Jardin botanique de Montréal / 蒙特利尔植物园



Corps sans vague

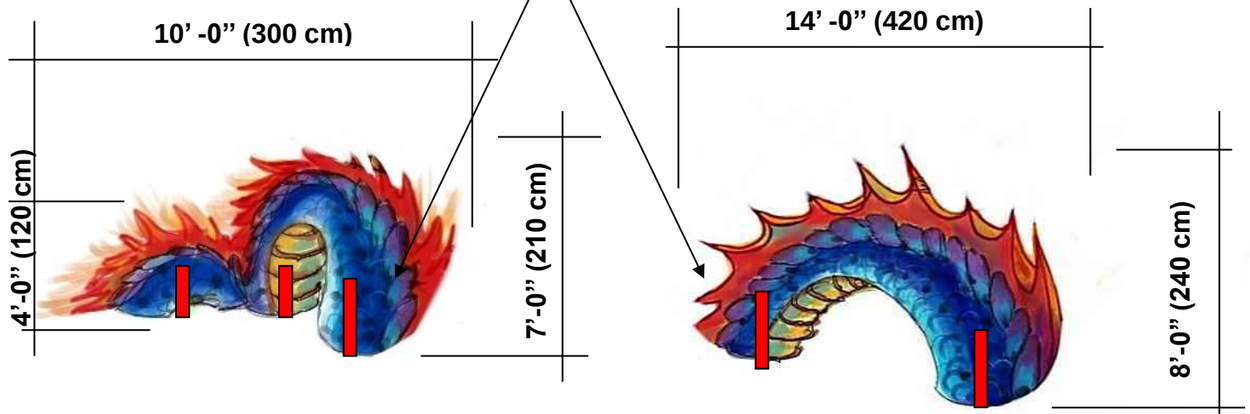


2 tubes de 76 mm de diamètre en bas et en haut de la structure



Corps type 1 sans vague: 3 fois

Tubes de 76 mm de diamètre en bas de chaque structure.



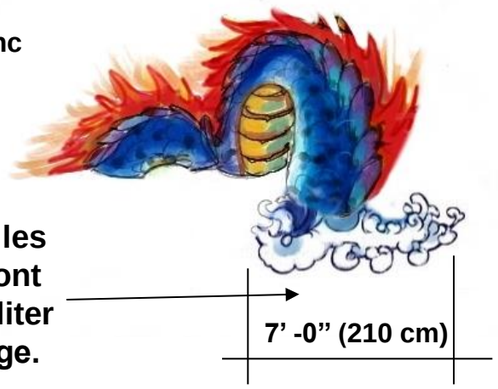


L’épaisseur des vagues varie entre 15 et 50 cm et les extrémités rapetissent afin de se joindre (voir croquis). Utiliser du **bleu clair** et nuancer pour créer de la profondeur (laisser beaucoup de blanc tel que suggéré sur les croquis).

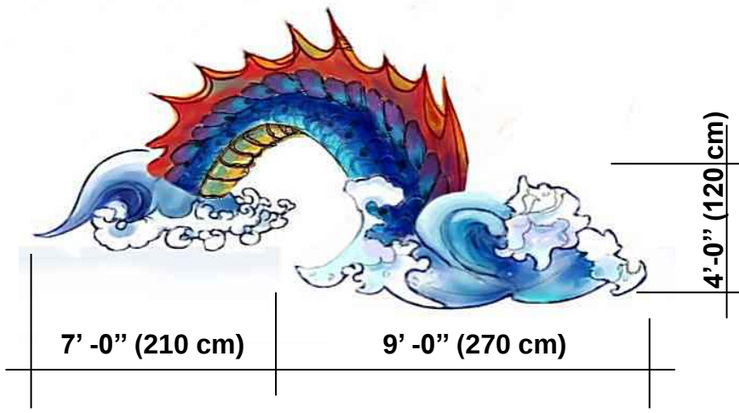
Les ouvertures se situent aux endroits les plus discrets, laisser 5 cm de tissu tout le long de la structure.

Queue du dragon avec vague: Qt : 1 fois

Note générale: toutes les pièces avec vagues sont détachables pour faciliter l’insertion de l’éclairage.



Corps type 2 avec vague: 3 fois



Corps type 3 avec vague: 3 fois

Sections secondaires de Shen Long avec et sans vagues: Qt totale: 10 fois



D-3

© Jardin botanique de Montréal / 蒙特利尔植物园



Bande de finition



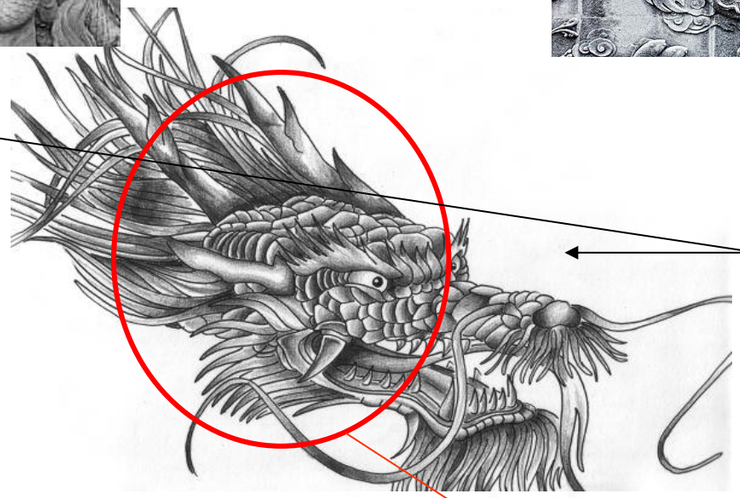






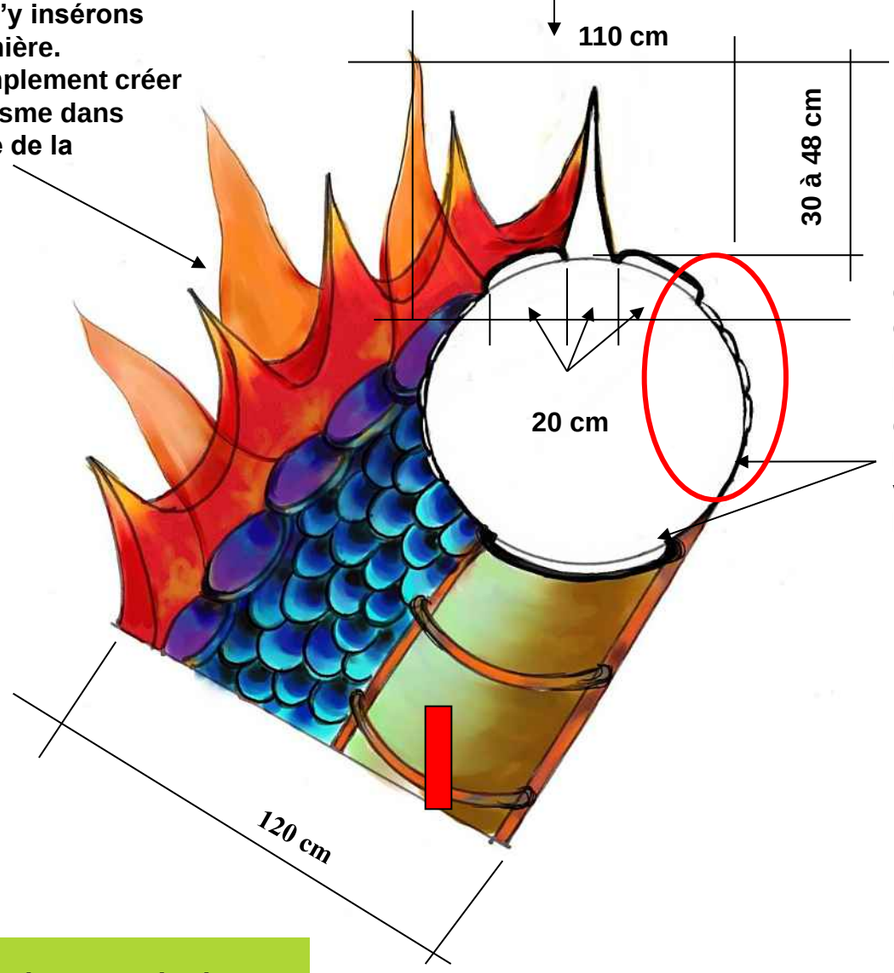
Inspirations

La nageoire dorsale principale mesure 20 cm à sa base et rétrécit vers le haut (hauteur de 30 à 48 cm).
Réaliser la nageoire secondaire avec une seule épaisseur de tissu, car nous n'y insérons pas de lumière.
Elle va simplement créer du dynamisme dans l'ensemble de la structure.



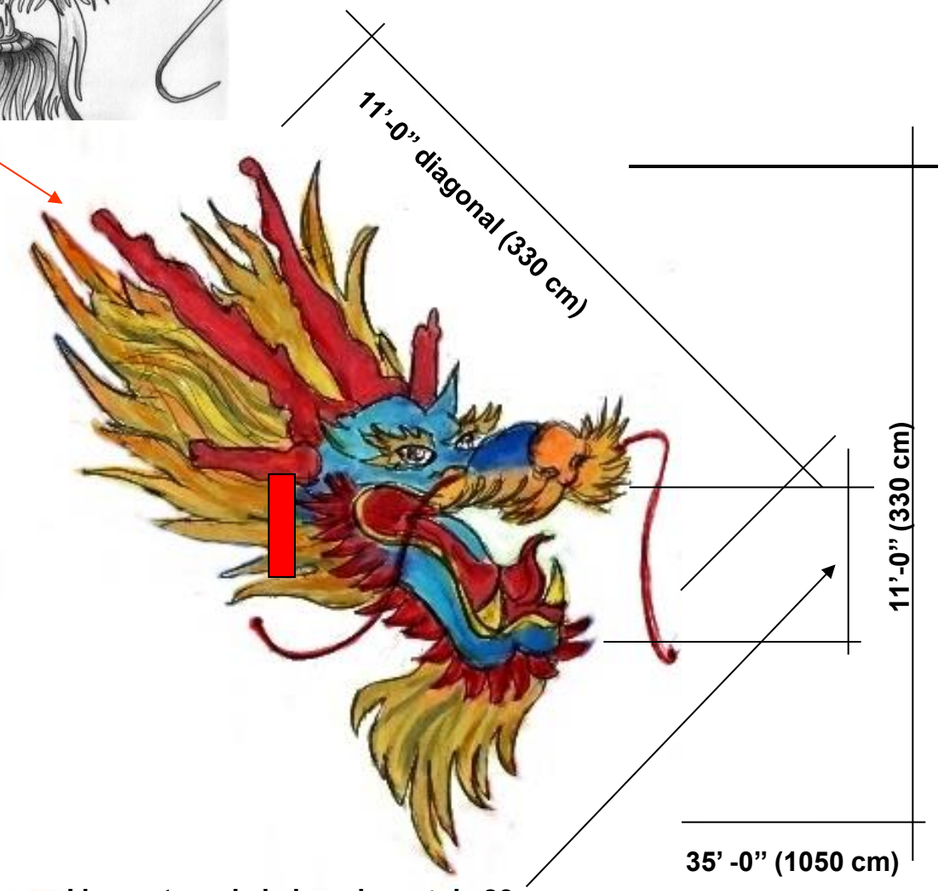
Réaliser la tête avec beaucoup d'expression. Dessiner les écailles sur le visage, les pupilles des yeux ainsi que les poils de la barbe et de la crinière (voir croquis ci-joints). Note : Le contour de l'ensemble du dragon doit être collé avec des bandes de finition.

Le corps du dragon mesure entre 100 et 120 cm de diamètre



Compte tenu de la grandeur du dragon, toute pièce doit être réalisée en relief et peinturée avec nuance de couleur. Il est important de dessiner des écailles, les nageoires dorsales ainsi que le vendre avec netteté. SVP respecter les nuances de couleurs.





L'ouverture de la bouche est de 90 cm

Coupe du corps du dragon

Écailles du dragon

Tête de Shen Long

Détail de la tête et du corps de Shen Long : 1 tête



D-4

© Jardin botanique de Montréal / 蒙特利尔植物园





Nous souhaitons réaliser une tête de dragon en lanterne qui sera exposée à l'intérieur du Pavillon de l'amitié. Cette tête sera complétée par une ossature que nous réaliserons sur place. L'idée est que les visiteurs puissent y rajouter des écailles qu'ils décoreront eux-mêmes (œuvre collective).

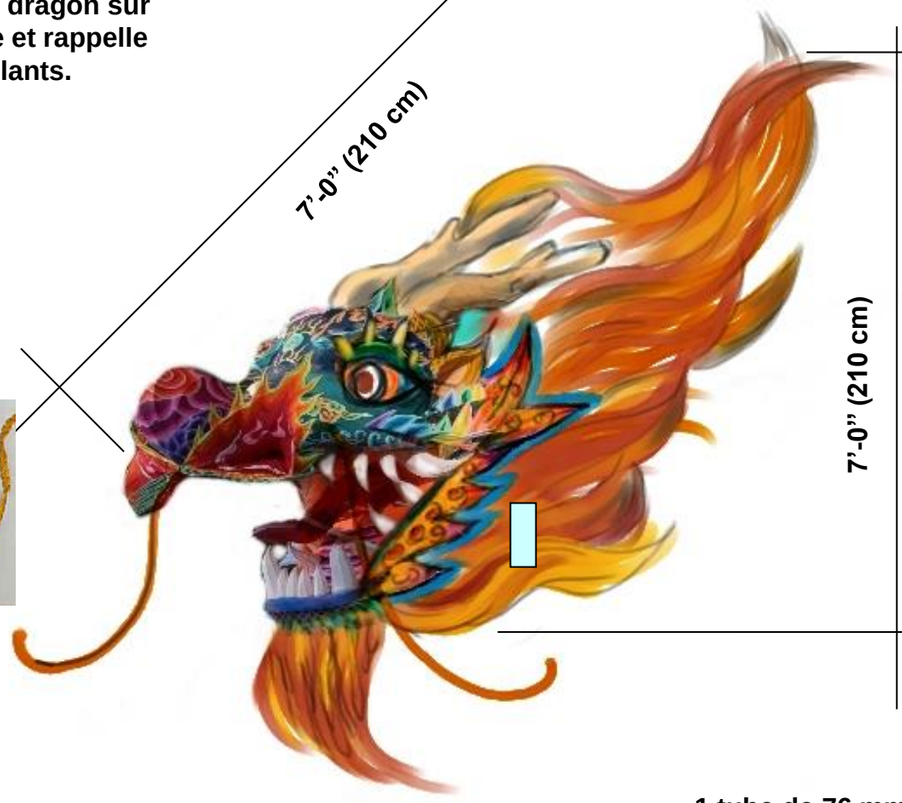
Inspirations

Réaliser cette tête en vous inspirant des images ci-dessus : avec beaucoup d'expression, de couleurs et de motifs. Elle doit différer de la tête du dragon sur le Lac, elle est plus artistique et rappelle les têtes des grands cerfs-volants.

La perle du dragon mesure 100 cm de diamètre. Elle est de couleur beige et est teintée de bleu très clair. Elle comporte un motif délicat et raffiné qui lui ajoute de la texture et un effet de rondeur.

Les flammes sont de couleur rouge orangé et jaune. Elles mesurent entre 25 et 35 cm d'épaisseur et se rétrécissent vers les pointes (voir les extrémités sur la lanterne en photo).







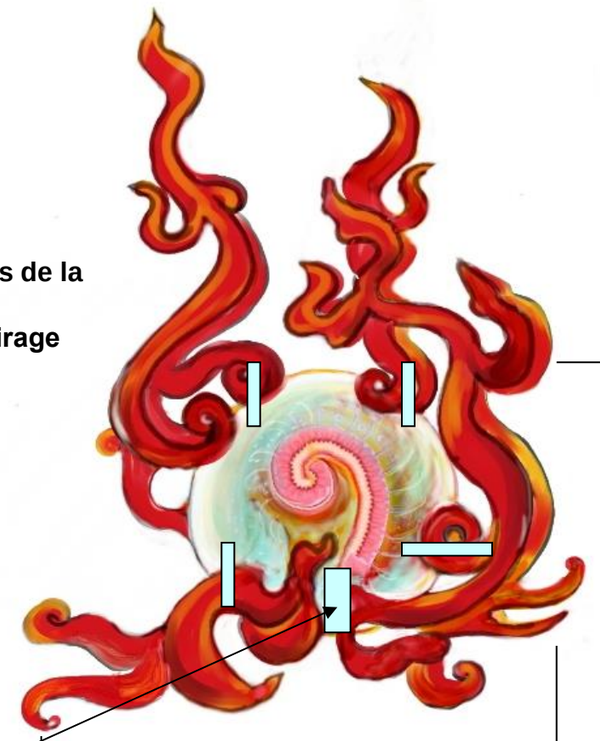


Le contour de l'ensemble de la tête doit être collé avec des bandes de finition.

Les ouvertures se situent aux endroits les plus discrets, laisser 5 cm de tissu tout le long de la structure.

Tête de cerf-volant : Qt : 1 fois

Séparer les flammes de la perle pour faciliter l'insertion de l'éclairage



1 tube de 76 mm de diamètre en bas et au moins 4 tubes carrés de 38 mm x 38 mm

6' -0" (180 cm)

Perle de Shen Long : Qt: 1 fois

Tête de cerf-volant du Pavillon de l'amitié et perle de Shen Long : Qt 1 fois chacun



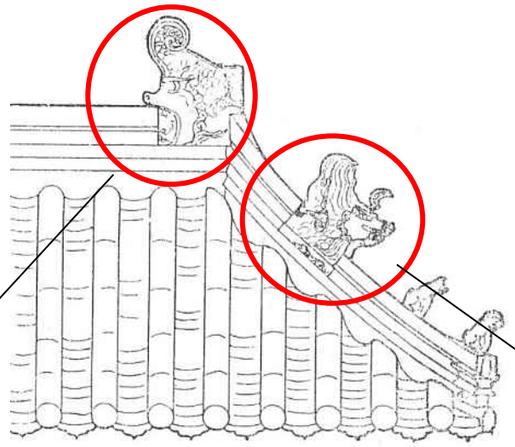
D-5

© Jardin botanique de Montréal / 蒙特利尔植物园



Chīwěn (螭吻) protège l’angle des toitures contre les incendies

Les ouvertures se situent aux endroits les plus discrets, laisser 5 cm de tissu tout le long de la structure.

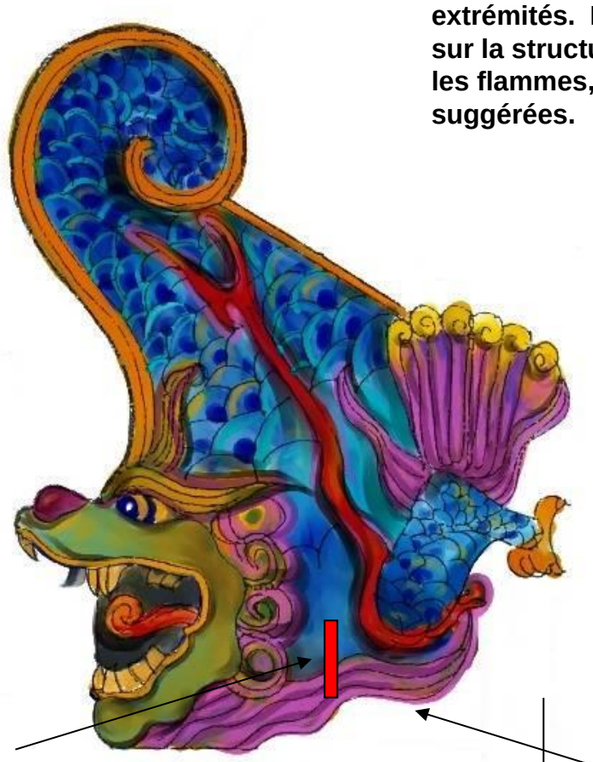




Cháofēng (嘲风) protège les toitures



Ces pièces sont réalisées en 3D et leur l’épaisseur varie entre 30 à 50 cm, en rétrécissant vers les extrémités. Dessiner tous les éléments avec soin sur la structure, tels que les écailles, les crinières, les flammes, etc. SVP respecter les couleurs suggérées.



3’ -3” (100 cm)

Tube carré de 38 mm x 38mm

4’-0” Hauteur totale des 2 pièces (120 cm)

3’ -3” (100 cm)



2’ -0” (60 cm)

Chiwen: Qt 2

Chaofeng: Qt 2

Chiwen et Chaofeng : Qt totale: 4 fois (2 de chaque modèle)

D-6

© Jardin botanique de Montréal / 蒙特利尔植物园

Bi’àn (狴犴) protège les tribunaux

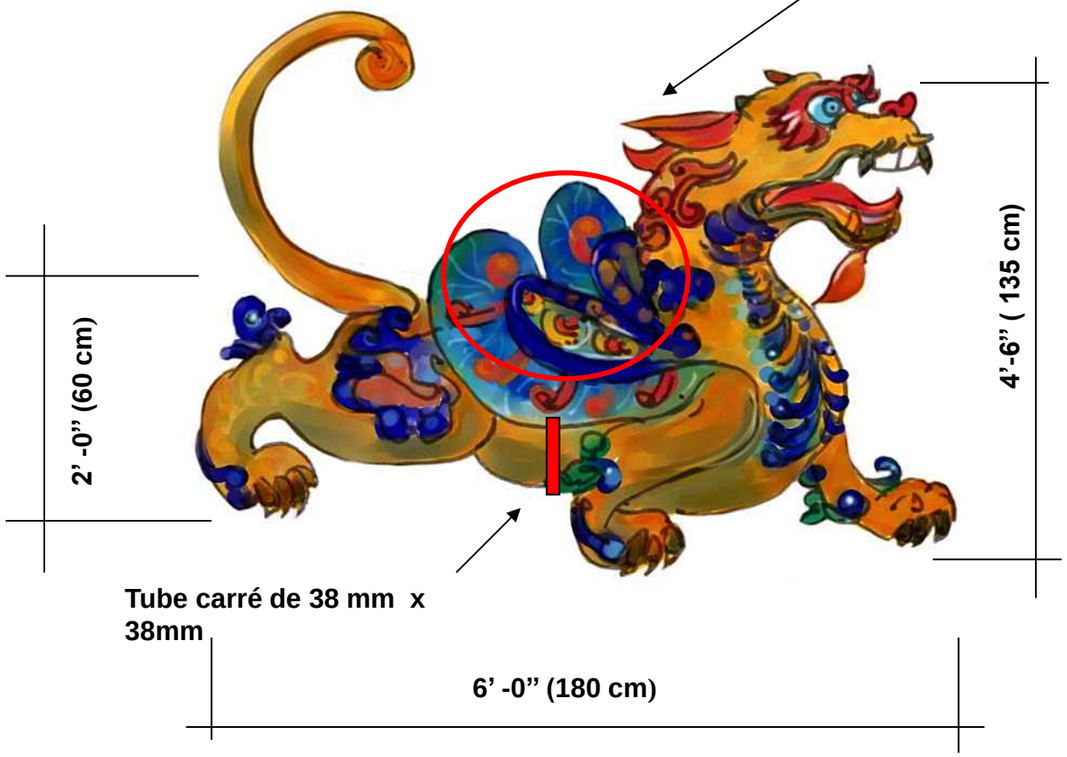


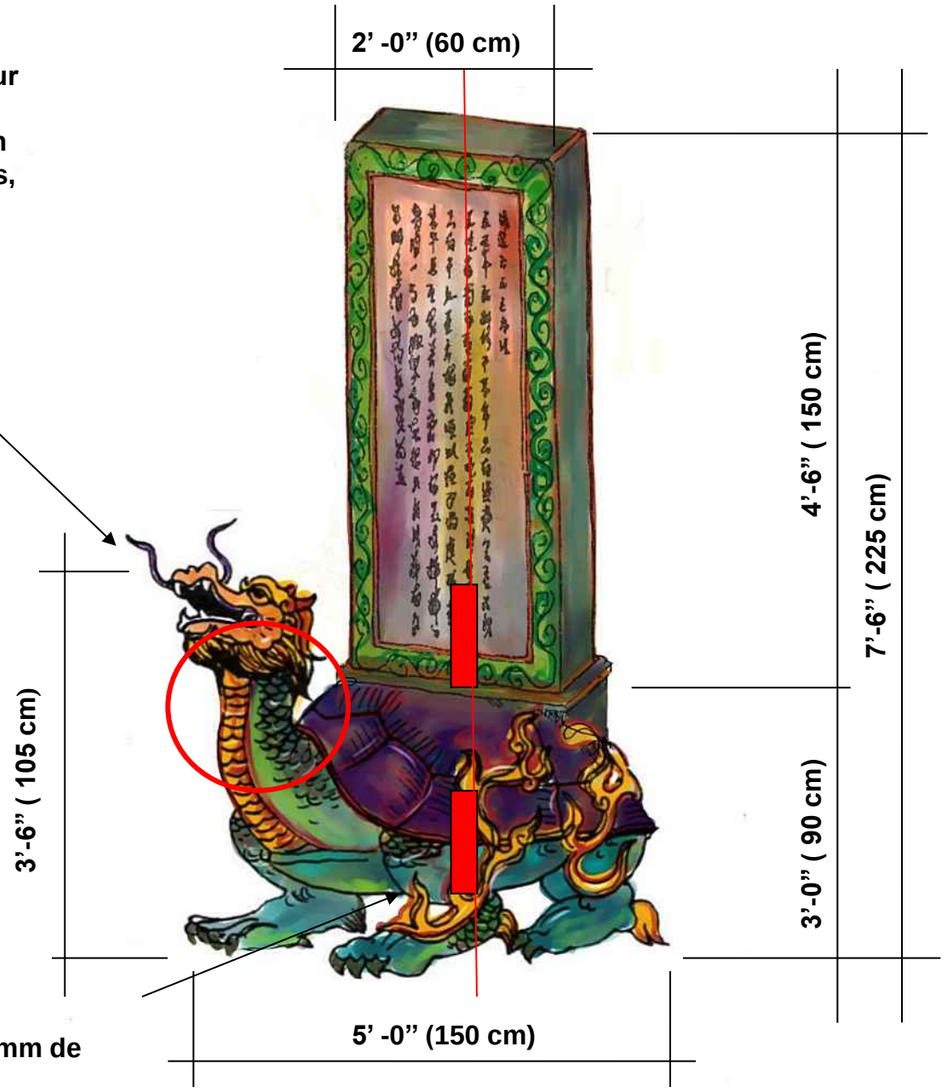


Bìxì (贔屭) protège les stèles

Les ouvertures se situent aux endroits les plus discrets, laisser 5 cm de tissu tout le long de la structure.

Ces pièces sont réalisées en 3D et leur l’épaisseur varie entre 30 à 50 cm, en rétrécissant vers les extrémités. Dessiner tous les éléments avec soin sur la structure, tels que les écailles, les crinières, les flammes, etc. SVP respecter les couleurs suggérées.





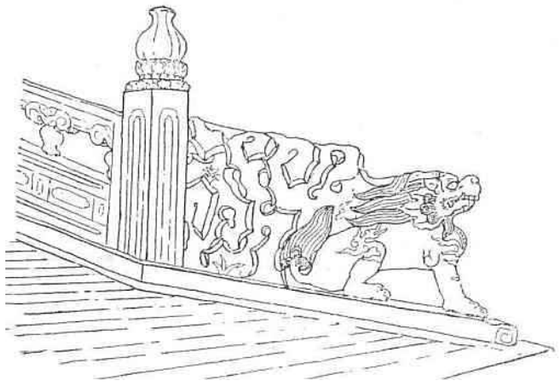
Bi’An: Qt : 1 fois

Bixi: Qt 1 fois

Bi’An et Bixi : Qt totale: 2 fois

D-7

© Jardin botanique de Montréal / 蒙特利尔植物园

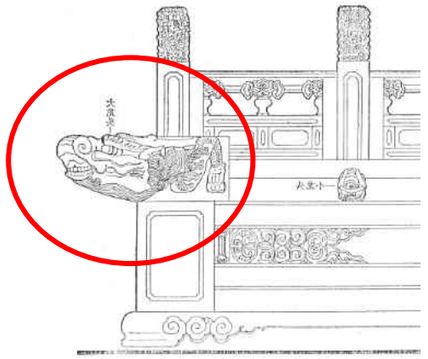




Gonfu (虮蝮) protège les ponts

Chīshǒu (螭首) protège les terrasses

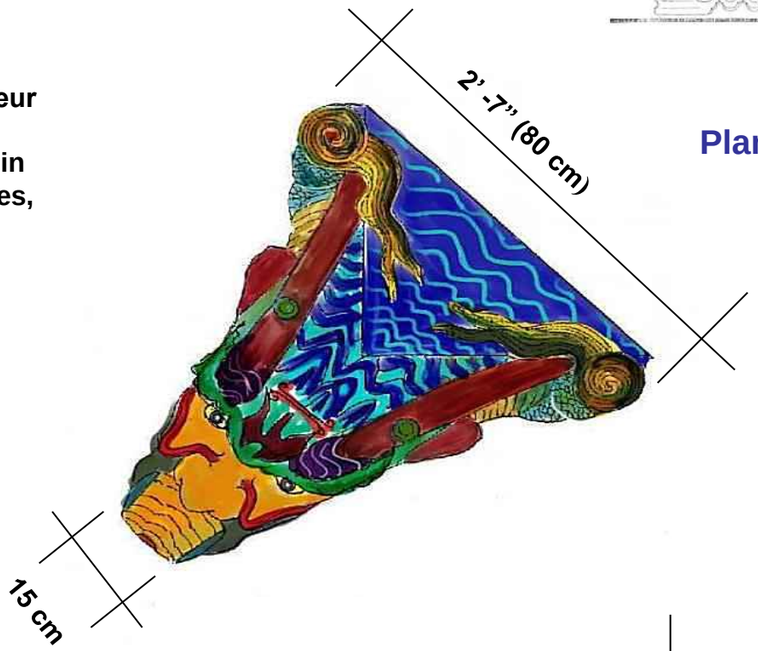


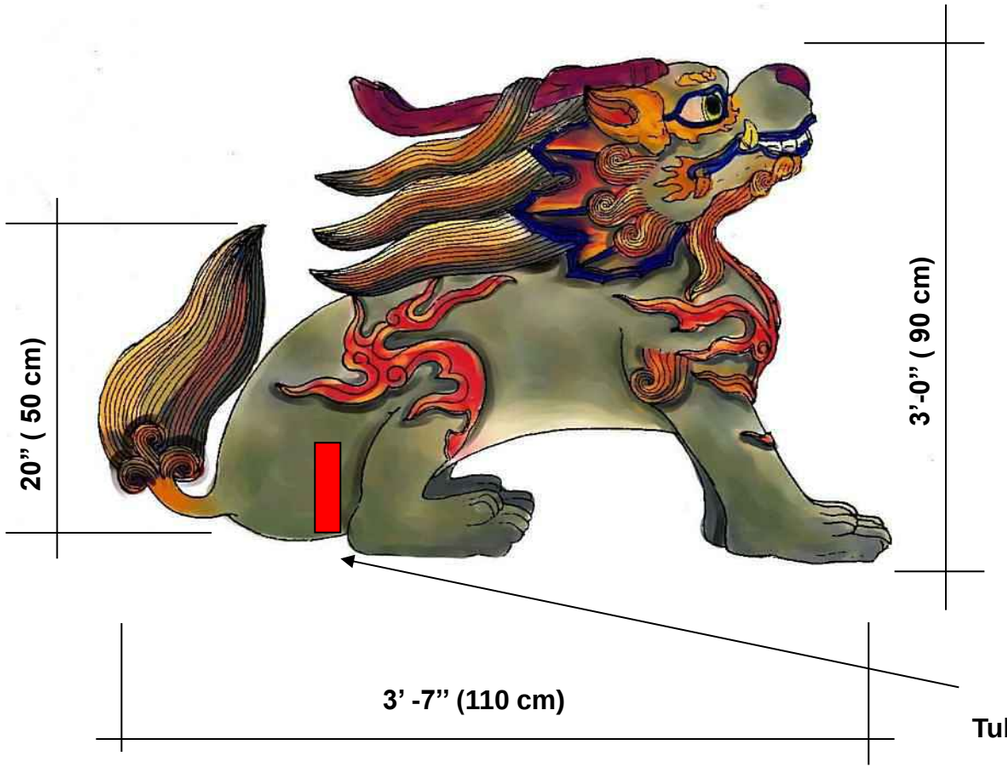


Les ouvertures se situent aux endroits les plus discrets, laisser 5 cm de tissu tout le long de la structure.

Ces pièces sont réalisées en 3D et leur l'épaisseur varie entre 40 à 50 cm, en rétrécissant vers les extrémités. Dessiner tous les éléments avec soin sur la structure, tels que les écailles, les crinières, les flammes, etc. SVP respecter les couleurs suggérées.

Plan







Tube carré de 38 mm x 38mm

Gonfu: Qt : 4 fois

Chi Shou: Qt : 6 fois

Gonfu et Chishou: Qt totale: 10 fois

D-8

© Jardin botanique de Montréal / 蒙特利尔植物园



Jiaotú (椒图)
protège
les portes



Suān’ní (狻猊)
protège les
encensoirs





Púláo (蒲牢)
protège les
cloches

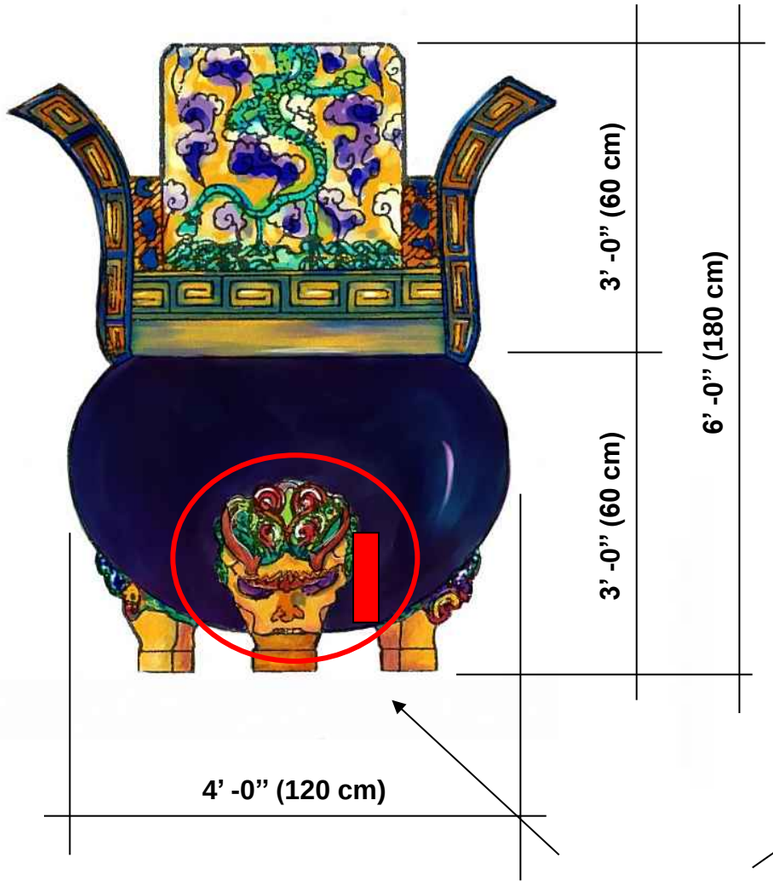
Les ouvertures se situent aux endroits les plus discrets, laisser 5 cm de tissu tout le long de la structure.

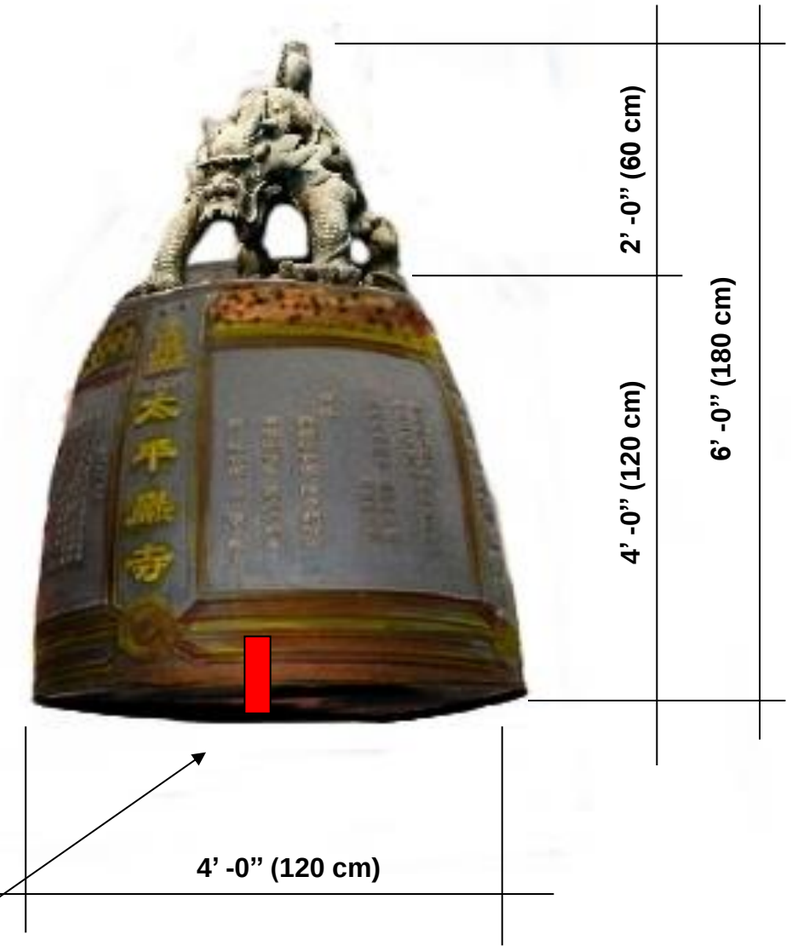
Ces pièces sont réalisées en 3D et leur l’épaisseur varie entre 30 à 50 cm, en rétrécissant vers les extrémités. Dessiner tous les éléments avec soin sur la structure, tels que les écailles, les crinières, les flammes, etc. SVP respecter les couleurs suggérées.

L’épaisseur de cette pièce varie entre 30 et 60 cm, en rétrécissant vers les extrémités. Réaliser le centre avec des reliefs prononcés. SVP réaliser le même motif des DEUX côtés de la lanterne.



Tube carré de 38 mm x 38mm, en haut et en bas





Jiaotu: Qt : 1 fois

Suanni: Qt : 2 fois

Tube rond de 76mm de diamètre

Pulao: Qt 1 fois

Jiaotu, Suanni et Pulao: Qt totale: 4 fois

D-9

© Jardin botanique de Montréal / 蒙特利尔植物园

Les ouvertures se situent aux endroits les plus discrets, laisser 5 cm de tissu tout le long de la structure.







Inspiration

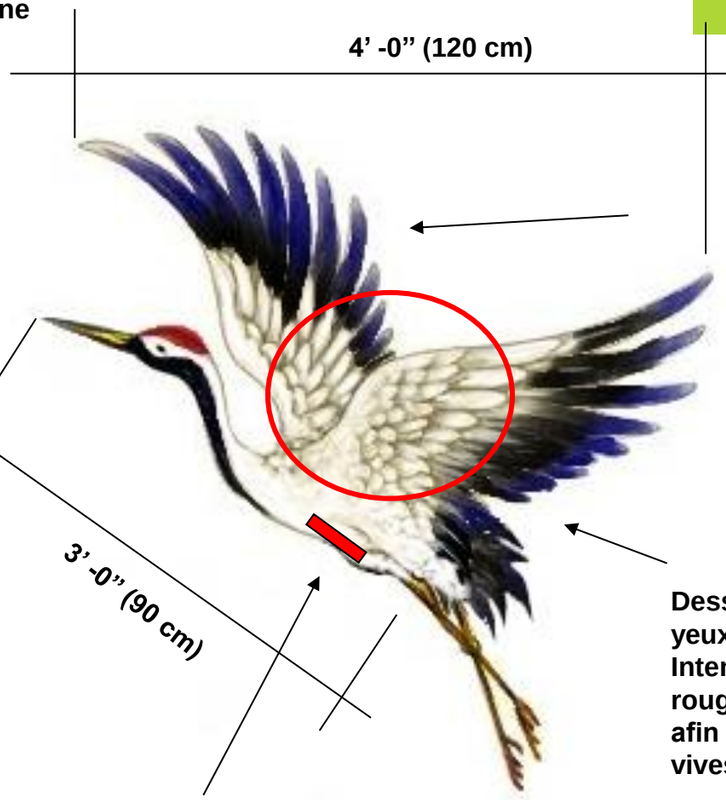


La grue N3 est similaire à la grue N2, à l'exception des ailes et du cou courbés vers le bas.



Toutes les ailes ouvertes ont une épaisseur de 18 cm et sont détachables,
afin de faciliter l'insertion de l'éclairage

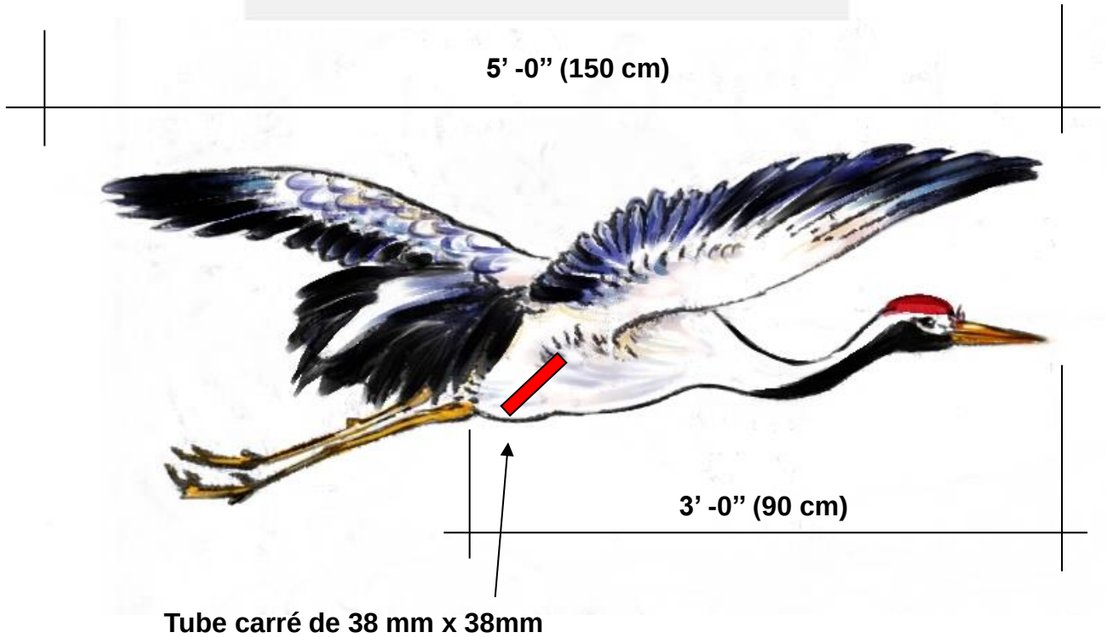
Grue N3: 5 fois



Ailes ouverts déployés.

Dessiner le plumage, les yeux et le cou avec soin. Intensifier les couleurs rouge, beige, bleu et noir afin qu'elles soient le plus vives possible.

Tube carré de 38 mm x 38 mm



Tube carré de 38 mm x 38mm

Grue N2: 5 fois

Grue N1: 5 fois

Grue N1 , N2 et N3 : Qt totale : 15 fois

D-10

© Jardin botanique de Montréal / 蒙特利尔植物园

Les ouvertures se situent aux endroits les plus discrets, laisser 5 cm de tissu tout le long de la structure.





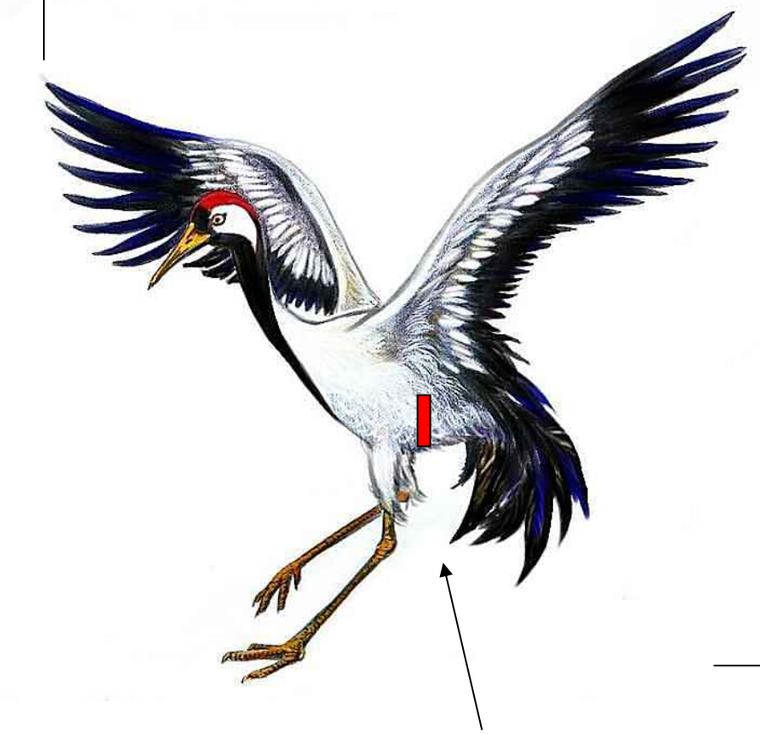
Inspiration

Dessiner le plumage, les yeux et le cou avec soin. Intensifier les couleurs rouge, beige, bleu et noir afin qu'elles soient le plus vives possible.

Toutes les ailes ouvertes ont une épaisseur de 18 cm et sont détachables,
afin de faciliter l'insertion de l'éclairage

Ailes ouvertes et déployées.

5' -0" (150 cm)

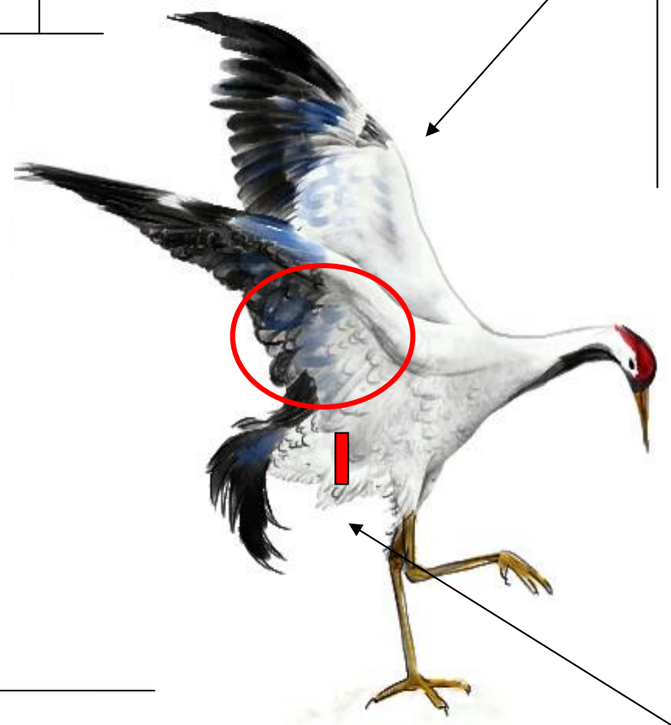


Tube carré de 38 mm x 38 mm

Grue N4: 5 fois

4' -6" (135 cm)

5' -0" (150 cm)



Grue N5: 5 fois

4' -6" (135 cm)

4' -6" (135 cm)



Tube carré de 38 mm x 38 mm

Grue N6: 5 fois

Grue N4 , N5 et N6 : Qt totale 15 fois

D-11

© Jardin botanique de Montréal / 蒙特利尔植物园

Les ouvertures se situent aux endroits les plus discrets, laisser 5 cm de tissu tout le long de la structure.



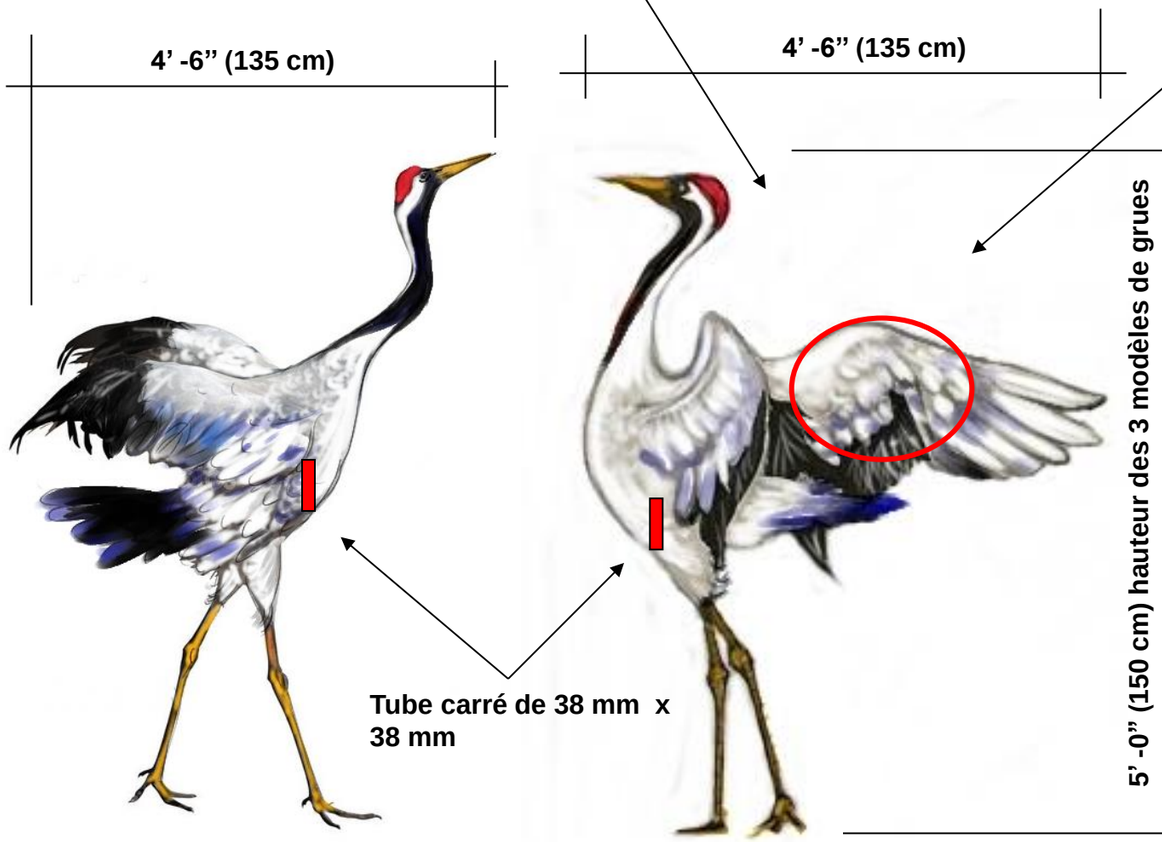


Inspiration

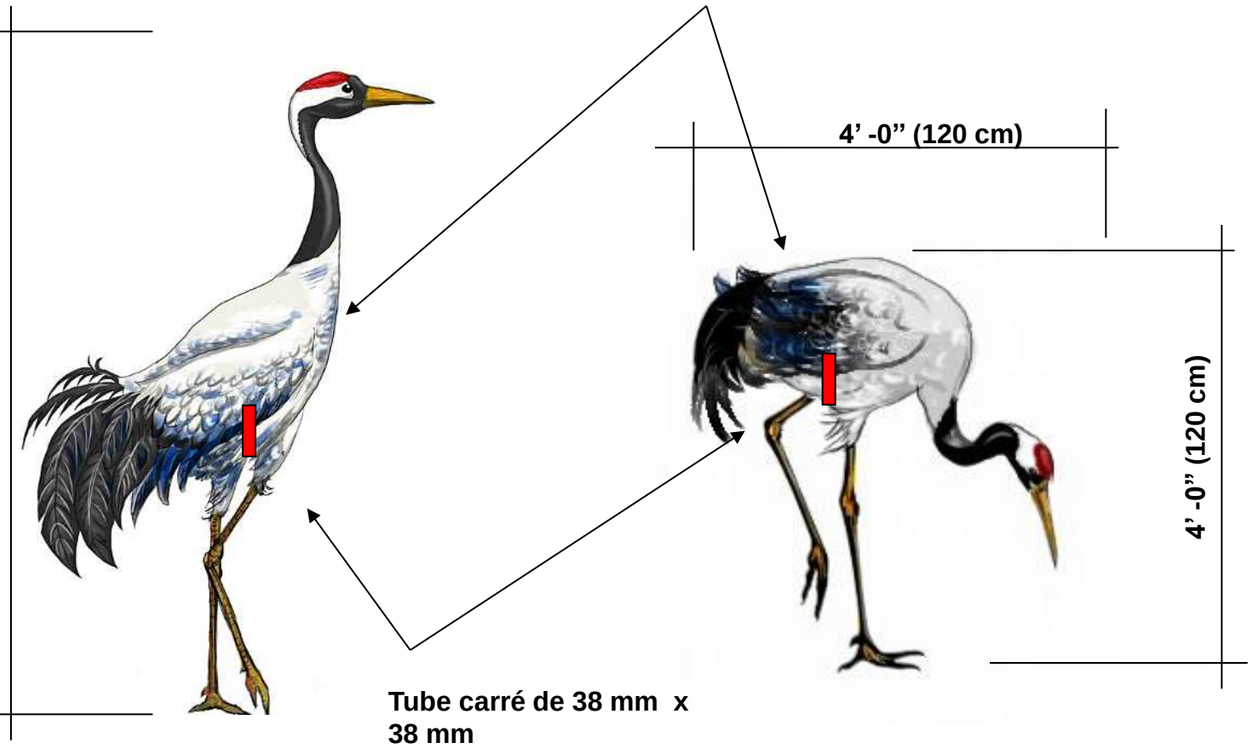
Dessiner le plumage, les yeux et le cou avec soin. Intensifier les couleurs rouge, beige, bleu et noir afin qu'elles soient le plus vives possible.

**Toutes les ailes ouvertes ont une épaisseur de 18 cm et sont détachables,
afin de faciliter l'insertion de l'éclairage**

Ailes ouvertes et déployées



Toutes les ailes fermées sont détachables, afin de faciliter l'insertion de l'éclairage



Grue N7: 5 fois | **Grue N8: 5 fois** | **Grue N9: 5 fois** | **Grue N10: 5 fois**

Grue N7, N8, N9 et N10 : Qt totale: 20 fois

D-12

© Jardin botanique de Montréal / 蒙特利尔植物园

Les ouvertures se situent aux endroits les plus discrets, laisser 5 cm de tissu tout le long de la structure.

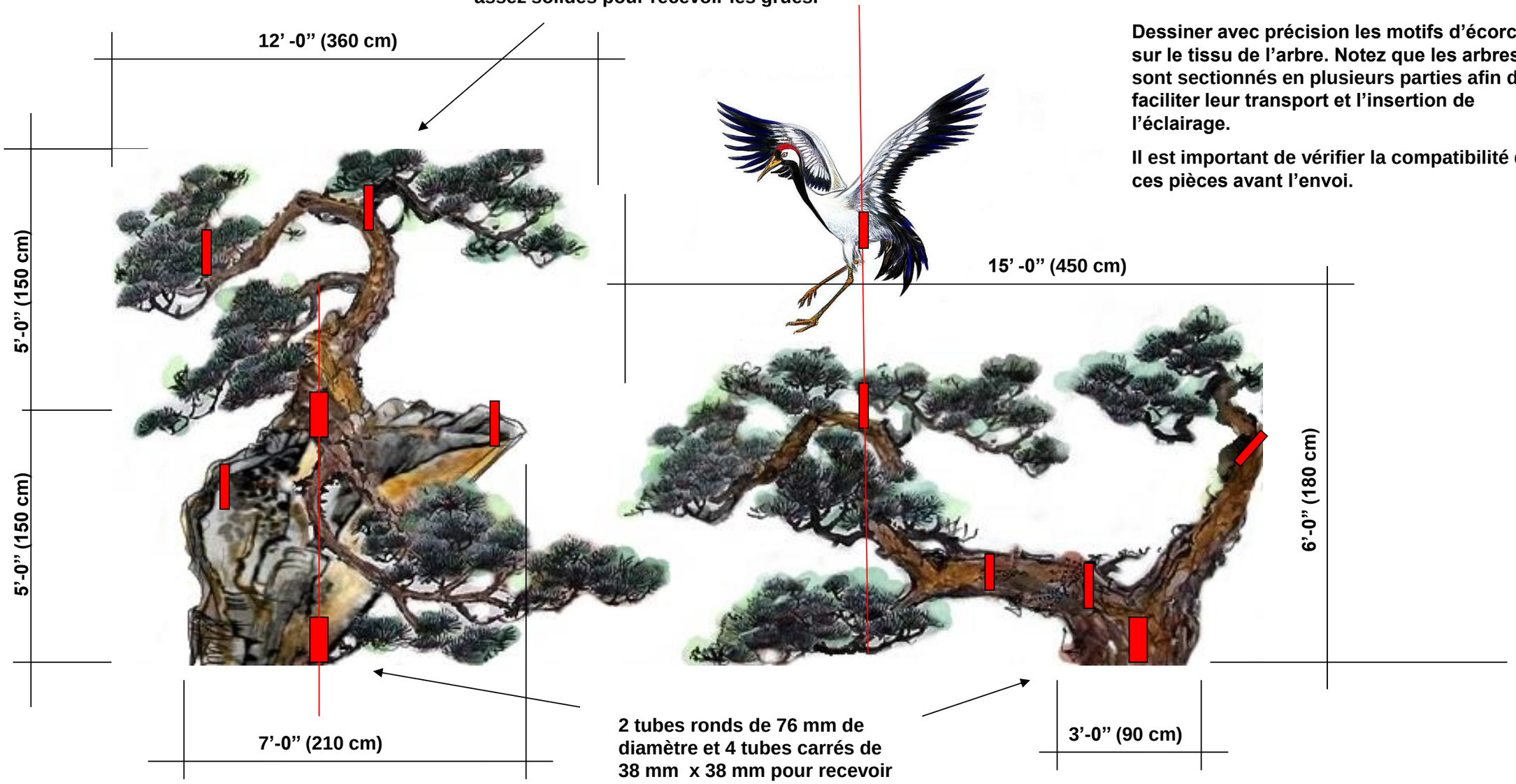


Visuel de l’effet recherché

Les branches des pins doivent être solides, SVP vous assurer que les structures soient assez solides pour recevoir les grues.

Dessiner avec précision les motifs d’écorce sur le tissu de l’arbre. Notez que les arbres sont sectionnés en plusieurs parties afin de faciliter leur transport et l’insertion de l’éclairage.

Il est important de vérifier la compatibilité de ces pièces avant l’envoi.



2 tubes ronds de 76 mm de diamètre et 4 tubes carrés de 38 mm x 38 mm pour recevoir les grues

Pin N1: 1 fois

Pin N2: 1 fois

Pin N1 et pin N2 : Qt totale : 2 fois

D-13

© Jardin botanique de Montréal / 蒙特利尔植物园



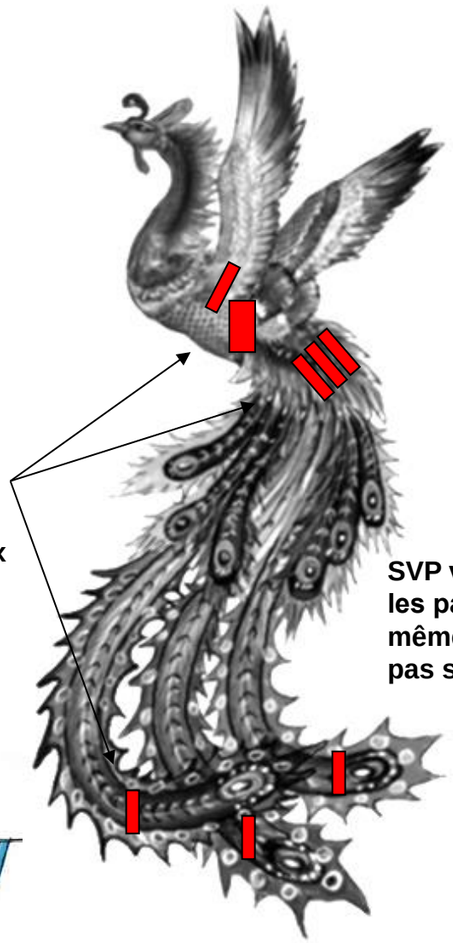




Inspirations

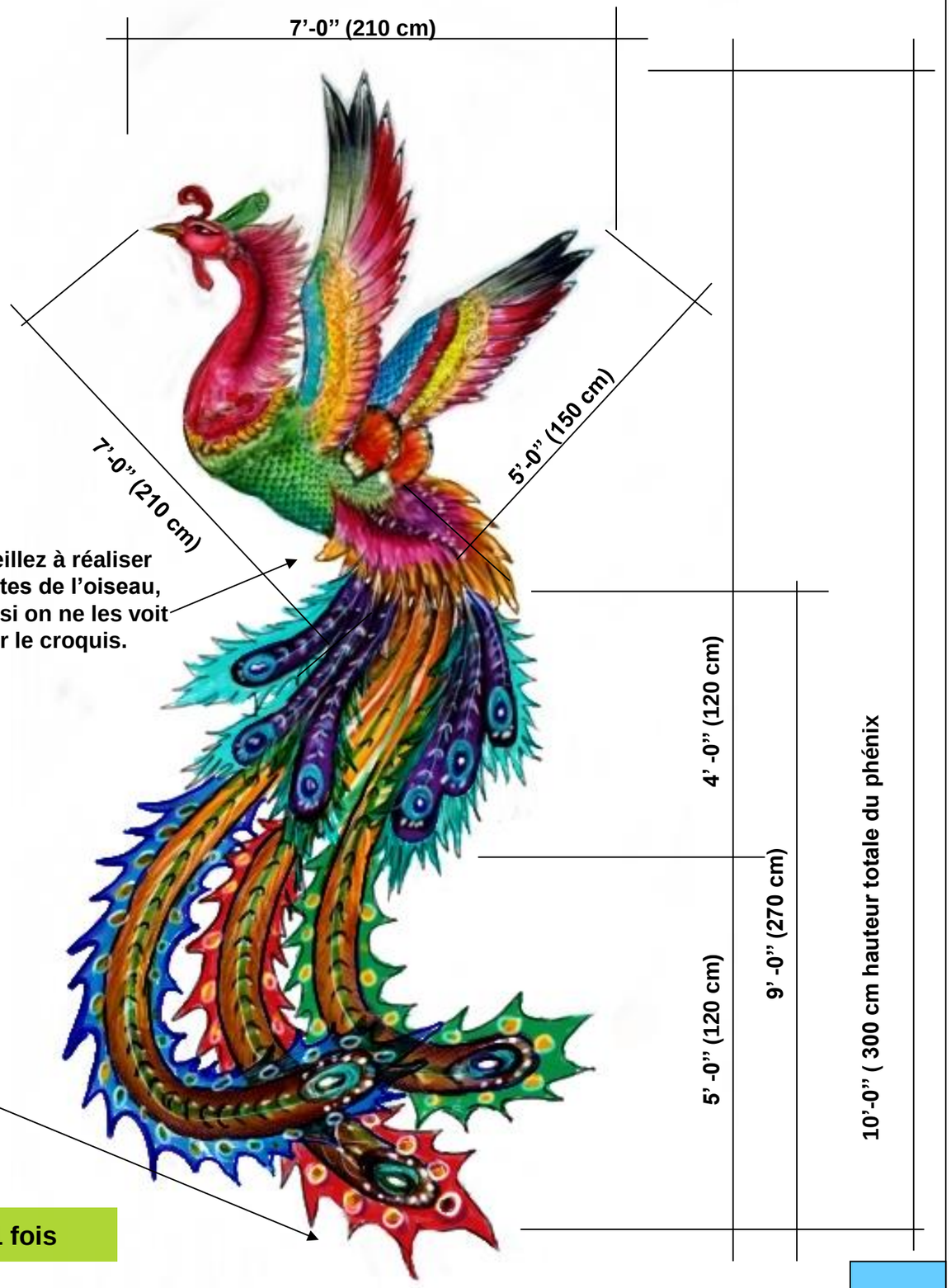


Les ouvertures se situent aux endroits les plus discrets, laisser 5 cm de tissu tout le long de la structure.



1 tube rond de 76 mm et 8 tubes carrés de 38 mm x 38mm

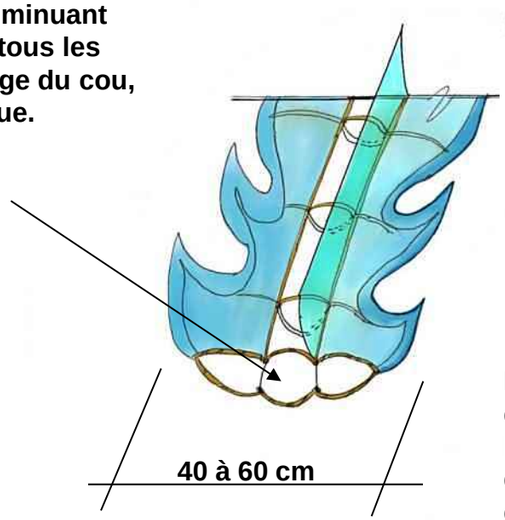
SVP veillez à réaliser les pattes de l'oiseau, même si on ne les voit pas sur le croquis.



Les ailes et plumage des oiseaux ont une épaisseur de 15 cm, en diminuant vers les extrémités. Dessiner tous les détails avec soin, tel le plumage du cou, des ailes et du bout de la queue.

Utilisez des couleurs vives.





Les 3 grandes plumes varient en largeur, partant du corps de l'oiseau à 40 cm et en élargissant pour atteindre 60 cm au bout de la plume.

Phénix N1 : QT totale : 1 fois

Phénix N2 : Qt 1 fois (300 cm de haut)

D-14

© Jardin botanique de Montréal / 蒙特利尔植物园

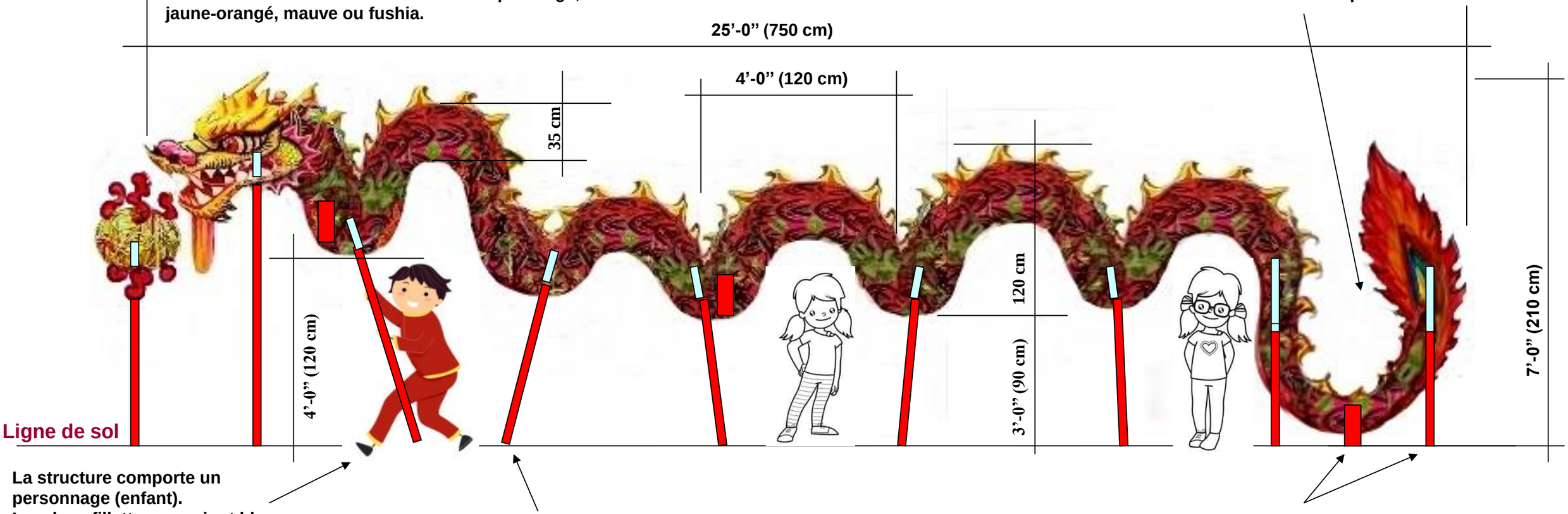
Les ouvertures se situent aux endroits les plus discrets, laisser 5 cm de tissu tout le long de la structure.



Cette structure doit être très <u>SOLIDE</u>, car elle doit être sécuritaire pour les jeunes enfants qui voudront s'amuser à faire la danse du dragon en se plaçant devant ou dessous. Il faut par exemple s'assurer qu'il n'y ait aucun métal qui dépasse du corps du dragon.

SVP utiliser des tissus très colorés tels que rouge, jaune-orangé, mauve ou fushia.

Nous avons conçu le dragon afin qu'il soit sectionné en 3 parties.
Le haut du corps est de 35 cm de diamètre et atteint 20 cm de diamètre au bout de la queue.



La structure comporte un personnage (enfant).
Les deux fillettes en noir et blanc sont à titre d'exemple seulement. Réaliser ce garçon avec une expression très joyeuse.

Il y a un total de <u>9 tiges de métal de 35 mm de diamètre</u> sous le dragon. Elles sont peinturées en rouge et doivent être compatibles avec des insertions carrées de 38 mm x 38 mm placés à l'intérieur du dragon. Voici la hauteur des tiges : 7 x 5'-0" (150cm) de long, 1 x 6'0"(180cm) de long et 1 x 7'0"(210cm) de long.

3 tubes rond de 76 mm de diamètre et 9 tubes carrés de 38 mm x 38 mm

Danse de dragon N1 (un dragon, une perle et un personnage): Qt 1 fois

D-15

© Jardin botanique de Montréal / 蒙特利尔植物园



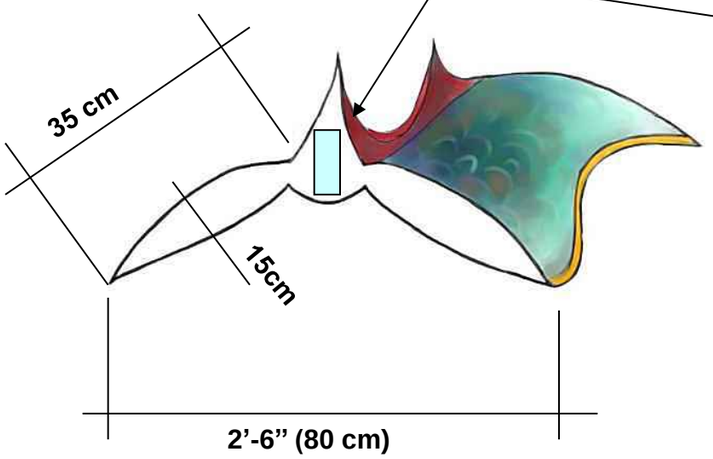
Le dragon pourrait être sectionné en 3 parties pour faciliter le transport. Veillez intensifier les couleurs et de dessiner les motifs avec soin.

Dimensions : 8’-0” (240 cm) de large et 26’-0” linéaire (780 cm), de la tête au bout de la queue

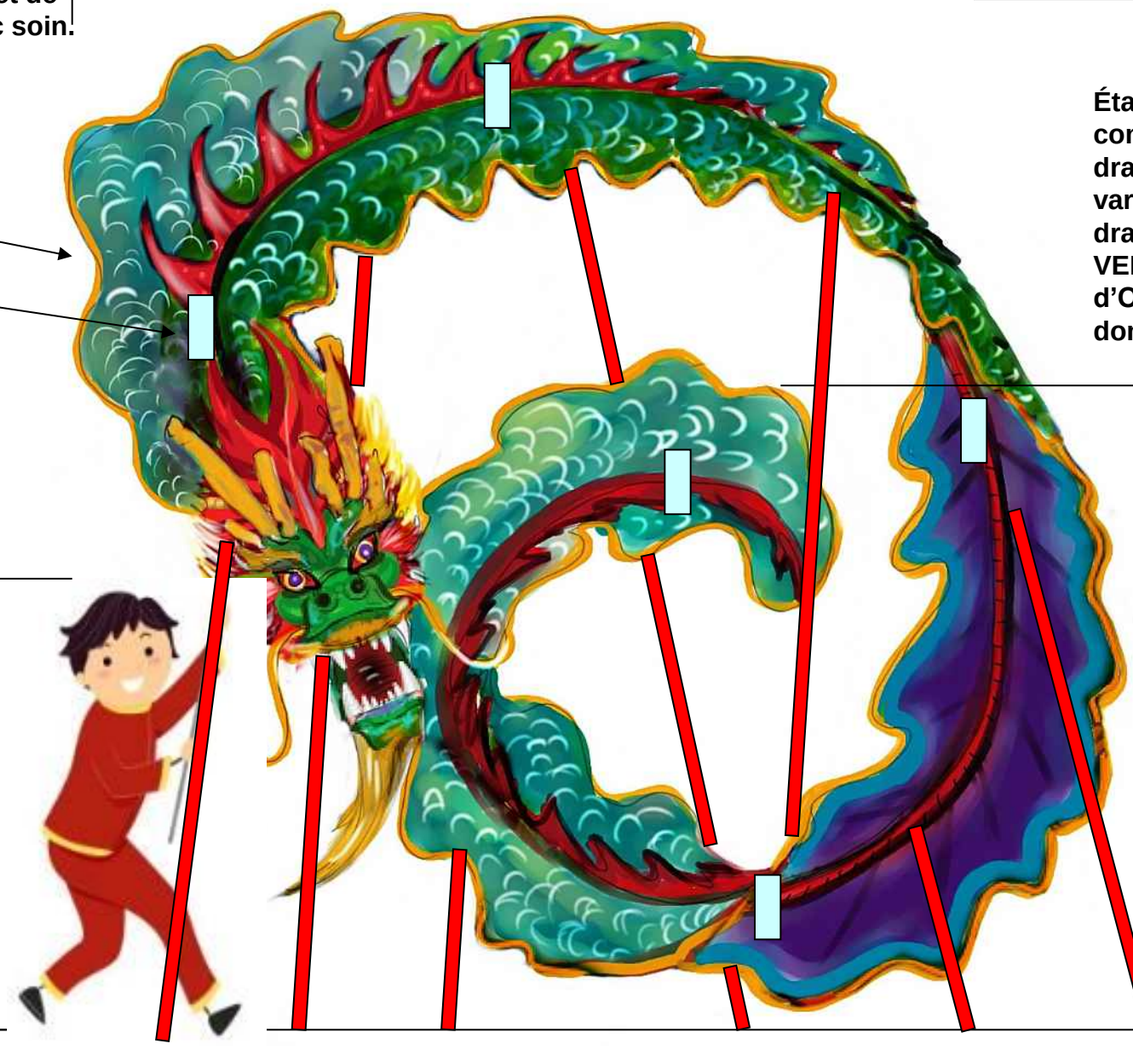
Les ouvertures se situent aux endroits les plus discrets, laisser 5 cm de tissu tout le long de la structure.

Étant donné que nous commandons 3 de ces dragons, il est possible de varier les couleurs : un dragon à dominance de VERT, un à dominance d’ORANGÉ et un à dominance de MAUVE.

Tous les ancrages ronds et carrés se situent au centre de l’arrête dorsale du dragon.



L’épaisseur du corps mesure 15 cm et rétrécit vers les pointes.



Ligne de sol

Cette structure doit être très SOLIDE, car elle doit être sécuritaire pour les jeunes enfants qui voudront s’amuser à faire la danse du dragon en se plaçant devant ou dessous. Il faut par exemple s’assurer qu’il n’y ait aucun métal qui dépasse du corps du dragon.

Dans cette structure, il y a un total de 5 tubes ronds de 76 mm de diamètre et 7 tiges carrés de 38 mm x 38 mm pour recevoir 7 tubes de métal peints en rouge et ayant 35 mm de diamètre.
Voici la hauteur des 7 tiges : 1x 90 cm , 1x 120 cm, 1 x 150 cm, 1 x 180 cm, 1 x 210 cm , 1 x 240 cm et 1 x 270 cm long.

Danse de dragon N2 (un dragon et un personnage): Qt 1 fois

D-16

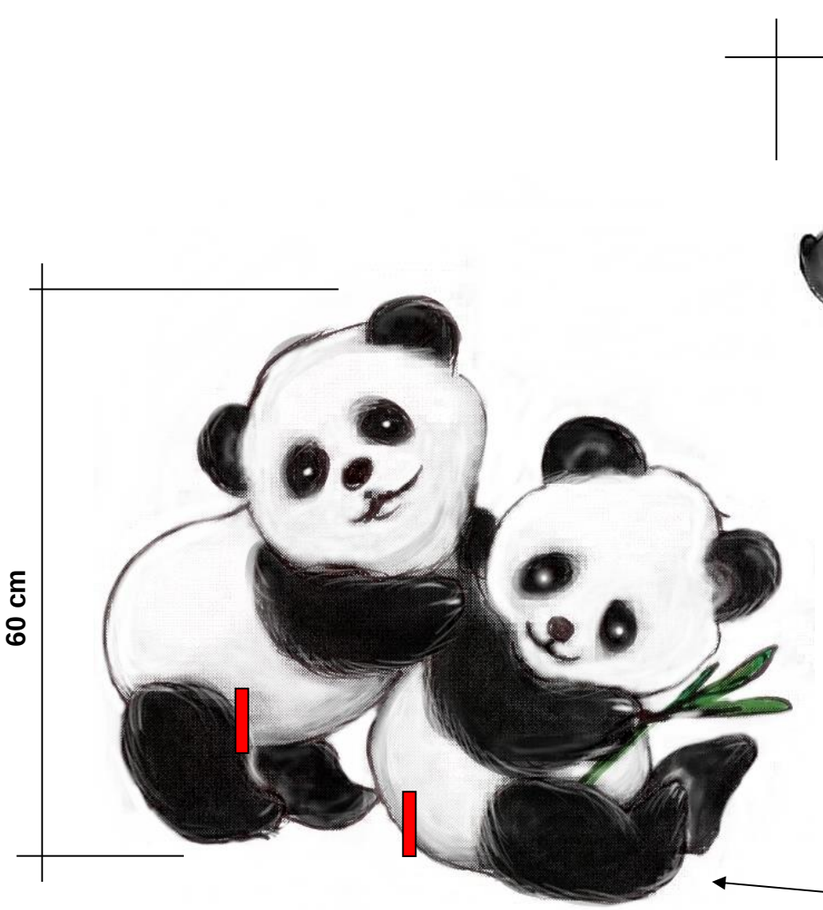
© Jardin botanique de Montréal / 蒙特利尔植物园

Les ouvertures se situent aux endroits les plus discrets, laisser 5cm de tissu tout le long de la structure.

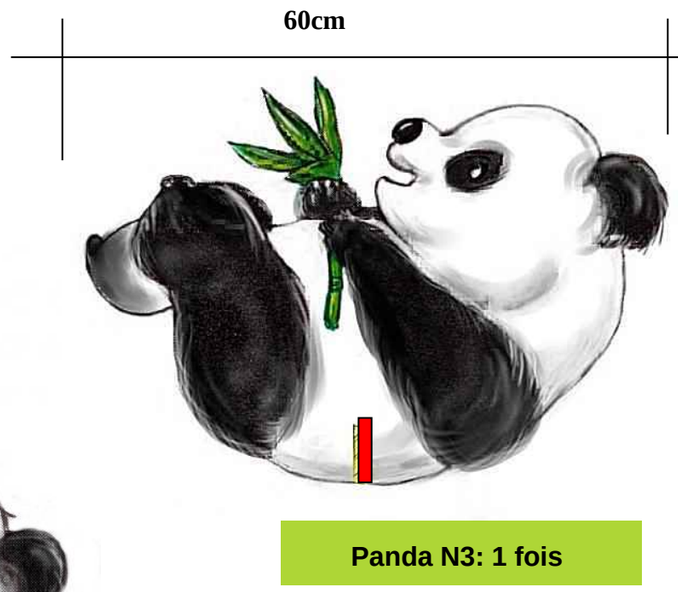
Réaliser les pandas afin qu'ils aient l'air vivants, en dessinant minutieusement leurs yeux, leurs griffes et leur pelage. Voir inspiration ci-contre :



Inspiration



Panda N1 et N2: 1 fois chaque



Panda N3: 1 fois



Panda N4: 1 fois

Tubes carrés de 38 mm x 38 mm

Famille de pandas: Qt 4 fois (1 grands et 3 petits)

D-17

© Jardin botanique de Montréal / 蒙特利尔植物园

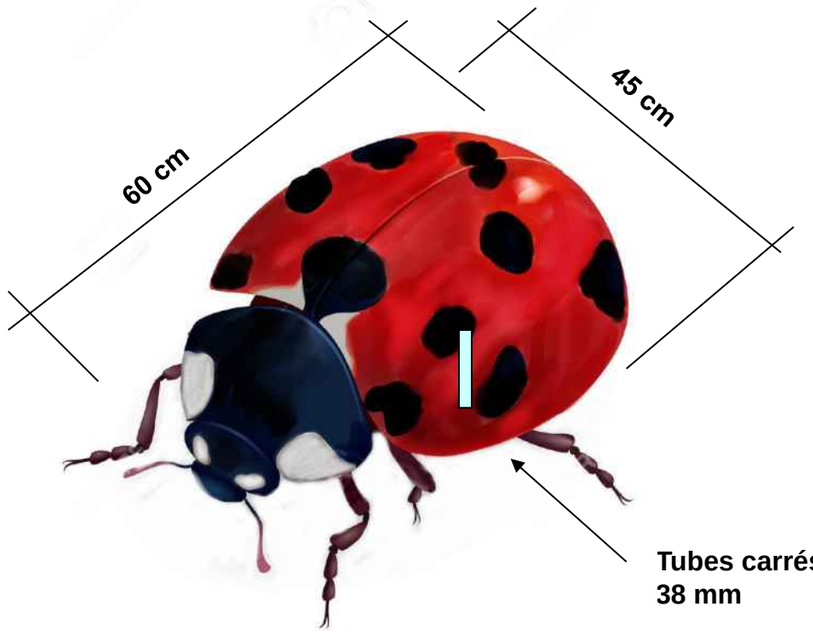




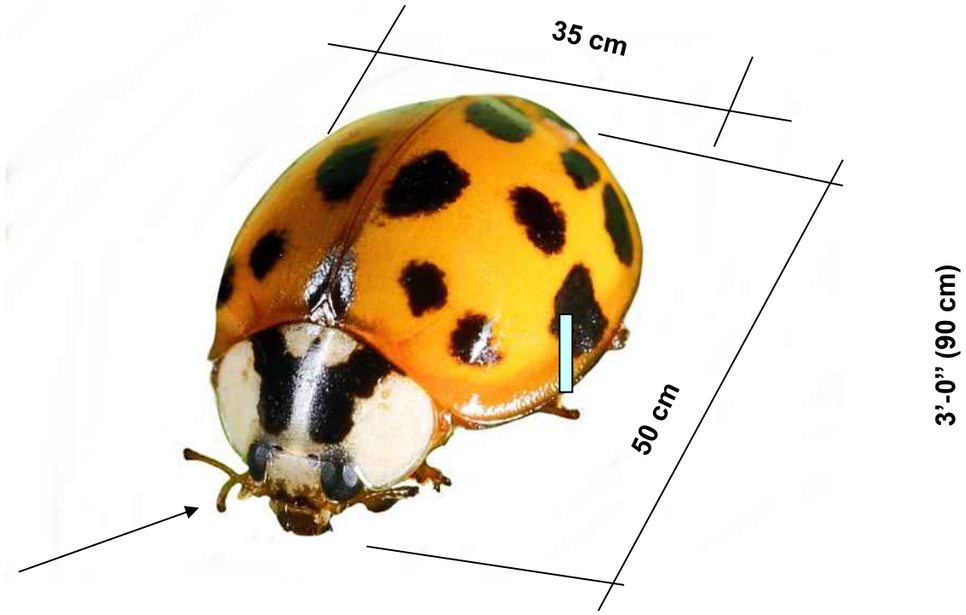




Réaliser les coccinelles afin qu'elles aient l'air vivantes, en dessinant les yeux, la bouche, les pattes et les points avec soin.
Ces coccinelles seront installées sur les branches d'arbres, très proches des visiteurs. Elles sont visibles à 360 degrés, le ventre doit donc aussi être dessiné.



Coccinelle N1:5 fois



Coccinelle N2: 5 fois

Les ouvertures se situent aux endroits les plus discrets, laisser 5cm de tissu tout le long de la structure.

Coccinelle N1 et N2: Qt 10 fois

D-18



Le Physalis est un genre de plantes de la famille des *Solanaceae*. On les appelle couramment *Amour en cage ou Lanterne chinoise.*

2’-6” (75 cm)

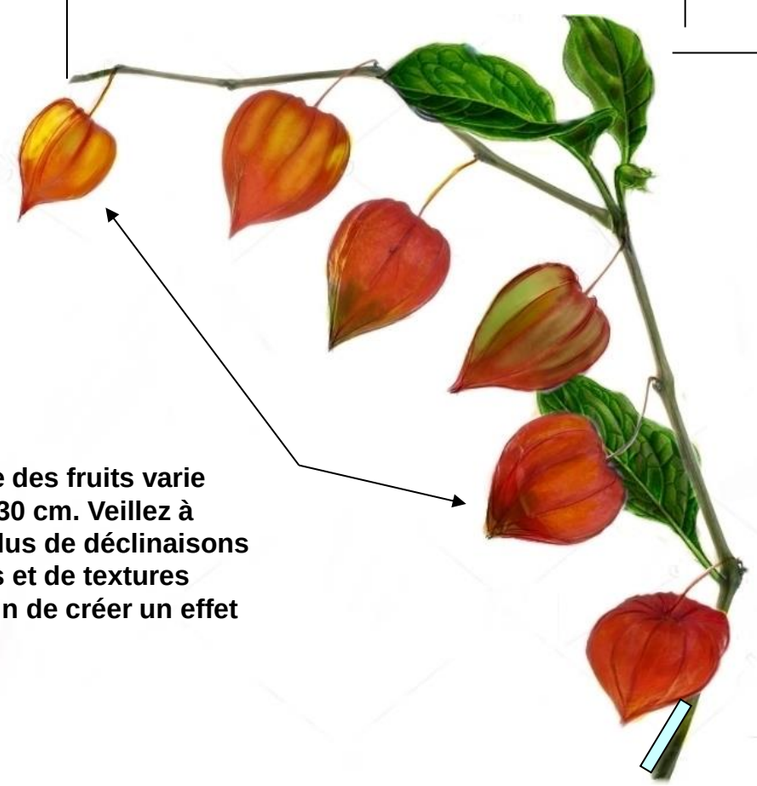
7’-0” (210 cm)

3’-0” (90 cm)

4’-0” (120 cm)

5’-0” (150 cm)

6’-0” (180 cm)







Le diamètre des fruits varie entre 20 et 30 cm. Veillez à ajouter le plus de déclinaisons de couleurs et de textures possible afin de créer un effet réel.

Utiliser du tissu translucide beige pour réaliser l’effet voilé. Les petits fruits à l’intérieur ont de 15 cm de diamètre.

Physalis N1: 5 fois

Physalis N1: 5 fois

Physalis N1: 5 fois

Tubes carrés de 38 mm x 38 mm

Les ouvertures se situent aux endroits les plus discrets, laisser 5 cm de tissu tout le long de la structure.

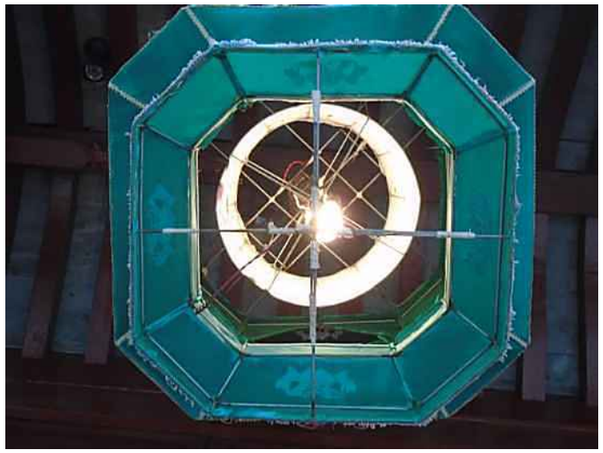
Physalis N1, N2 et N3: Qt totale : 15 fois

D-19

© Jardin botanique de Montréal / 蒙特利尔植物园

Environ 2’-0” (60 cm)

Ces deux modèles ont les mêmes mesures





4’0” (120 cm)



Lanterne tournante verte: 2 fois



Lanterne tournante rose: 2 fois

Les lanternes rouges ont toutes 25 cm de diamètre et sont ouvertes en haut et en bas.

Les lanternes ne sont pas reliées entre elles lors de la confection, elles y seront au montage seulement.

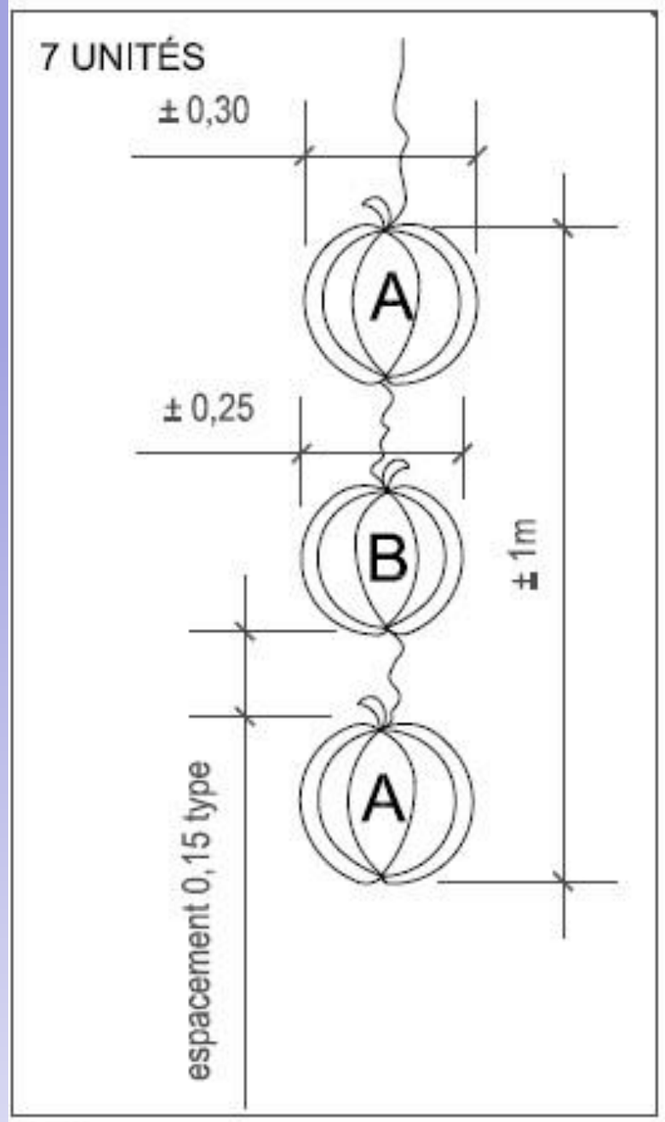


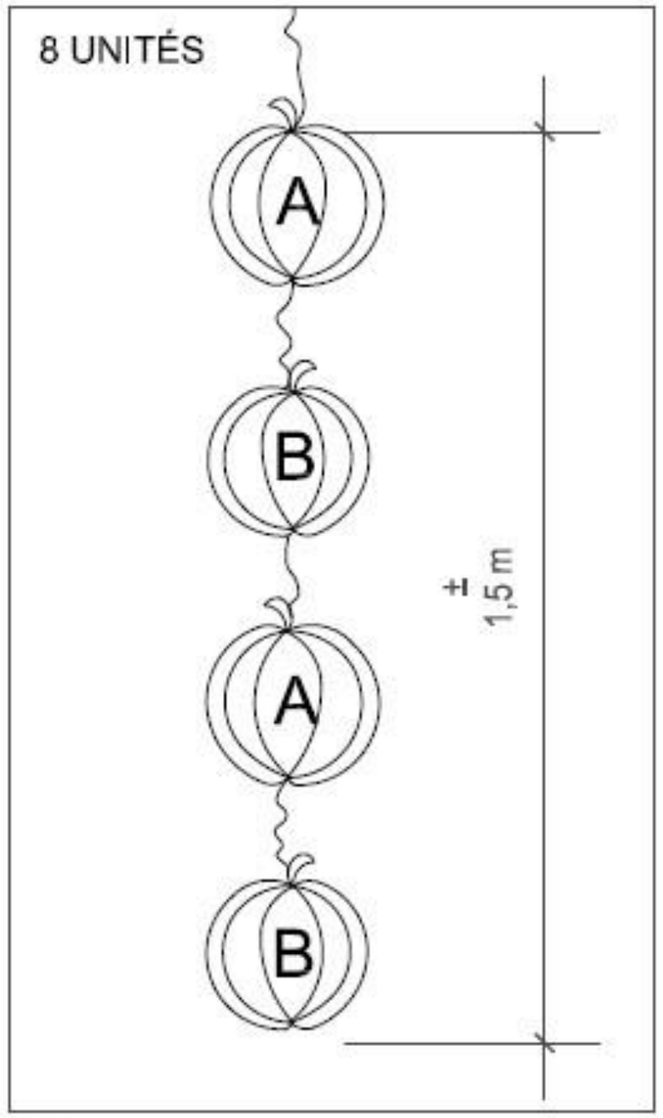
Lanterne ronde rouge : Qt 100

Lanternes tournantes et lanternes rondes rouges : Qt totale 104 fois

D-20

© Jardin botanique de Montréal / 蒙特利尔植物园









Inspiration de citrouille



GUIRLANDE 1

GUIRLANDE 2

Ces lanternes sont pour l'événement « Grand Bal des Citrouilles » qui se déroule au mois d'octobre.
Il faut confectionner sept « GUIRLANDE 1 » (gauche) et huit « GUIRLANDE 2 » (droite).
Le modèle no 1 compte deux lanternes de type A (30 cm de diamètre) et une lanterne de type B (25 cm de diamètre) et le modèle no 2 compte deux lanternes de type A et deux lanternes de type B. Entre chaque lanterne citrouille, laissez 15 cm.
Veillez à dessiner la citrouille et sa queue comme sur le dessin du haut.

Guirlande de citrouilles pour l'événement « Grand bal des Citrouilles » : total 15

D-21

© Jardin botanique de Montréal / 蒙特利尔植物园

Emplacement des lanternes thématiques sur le Lac de Rêve





La Magie des lanternes 2017

Entre le Ciel et l'eau

第二十五届灯展

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1177227001

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Jardin Botanique , Division de l'animation et des programmes publics
Objet :	Accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à la Landscape Architecture CORP of China Shanghai Branch pour la fourniture de lanternes chinoises, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 115 100 $, taxes incluses (si applicable), conformément à l'offre de service de cette firme en date du 13 février 2017.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1177227001 Contrat de gré à gré pour lanternes chinoises - Landscape Architecture CORP of China Shanghai Branch.xls

---

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Suzanne RODIER
Préposée au budget
Tél : 872-7070

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-20

Laura VALCOURT
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-0984
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.10

2017/03/27 13:00

(1)

Dossier # : 1176859002

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Accessoires Outillage Limitée pour l'acquisition d'un balai de trottoir de type aspirateur d'une capacité nominale de 1m³ pour une somme maximale de 103 069,34 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15682 (1 soumissionnaire)

Il est recommandé:

1. d'accorder à, Accessoires Outillage Limitée le contrat pour l'acquisition d'un balai de trottoir de type aspirateur pour une somme maximale de 103 069,34 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-15682.

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par la Ville centre, pour un montant de 94 117 $ (net de ristourne).

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-02-27 09:42

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1176859002**

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Accessoires Outillage Limitée pour l'acquisition d'un balai de trottoir de type aspirateur d'une capacité nominale de 1m³ pour une somme maximale de 103 069,34 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15682 (1 soumissionnaire)

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre de sa planification d'achat annuelle, le Service du matériel roulant et des ateliers souhaite acquérir un balai de trottoir de type aspirateur pour les besoins de l'équipe des travaux publics de l'arrondissement de Ville-Marie.
Le balai sera utilisé dans le cadre des opérations quotidiennes de l'équipe pour le balayage des trottoirs, des rues piétonnières et des esplanades.

Pour acquérir le balai de trottoir, l'appel d'offres 16-15682 s'est tenu du 16 novembre au 7 décembre 2016. Le délai de réception des soumissions a été de 21 jours incluant les dates de publication et d'ouverture des soumissions. La période
de validité des soumissions indiquée à l'appel d'offres était de 150 jours civils suivant la date fixée à l'ouverture de la soumission. Durant la période de sollicitation, aucun addenda n'a été émis.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Sans objet

DESCRIPTION

Ce dossier vise l'octroi d'un contrat à Accessoires Outillage Limitée au montant de 103 069,34 $, taxes incluses, pour l'achat d'un balai de trottoir de type aspirateur d'une capacité nominale de 1m³ tel que décrit au devis technique 53716A11. Le balai de marque et modèle Bucher, CityCat 100 sera sous garantie pour une période de 12 mois.

JUSTIFICATION

Le tableau ci-dessous présente les résultats de l'appel d'offres public 16-15682 pour lequel il y a eu un (1) soumissionnaire conforme.

Firmes soumissionnaires conformes	Prix de base	Autre (préciser)	Total
Accessoires Outillage Limitée	103 069,34 $		103 069,34 $

Estimation			149 467,50 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme – estimation)			-46 398,16 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100			-31,04%

Le SMRA n'était pas en mesure d'estimer la dépense à partir d'achat antérieur puisque cet appareil est unique à la Ville. L'évaluation de la dépense au montant de 149 467,50 $, taxes incluses, repose sur un prix budgétaire obtenu avant le lancement de l'appel d'offres. Le coût d'acquisition de l'appareil est moins élevé que le budget initialement prévu dû à la variation de la valeur de l'appareil sur le marché canadien. En effet, il est reconnu que sur le marché européen les fournisseurs *Tennant* et *Bucher* sont en concurrence et affichent des prix très similaires pour ce type d'appareil et c'est pourquoi nous avons sollicité un seul fournisseur *(Tennant).* Pour des raisons que nous ignorons, il semble que sur le marché nord-américain, l'appareil proposé par *Tennant* affiche un prix majoré comparativement à son concurrent *Bucher* qui semble conserver un prix constant indépendamment du marché.

Il y a eu deux (2) preneurs du cahier des charges et parmi eux, un seul a présenté une offre. La raison de non-dépôt du second fournisseur est la difficulté de réalisation de cet appareil qui comporte des pièces d'un distributeur auquel ce fournisseur n'était pas familier. Or, le fournisseur aurait préféré assoir sa réputation sur des appareils avec lequel il a plus d'expérience.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût maximal de ce contrat de 94 116.05 $, taxes incluses, sera assumé comme suit :
Un montant maximal de 94 117 $ (net de ristourne) sera financé par le règlement d'emprunt de compétence locale (13-030) destiné aux achats de véhicules et leurs équipements (projet 68102).
Cette dépense sera assumée à 100 % par la Ville centre.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Sans objet

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Des délais dans l'achat de cet appareil entraîneraient le recours à la location pour éviter des délais dans les opérations.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Sans objet

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Livraison: 90 à 150 jours suite à l'émission du bon de commande.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

A la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Geneviève FORTIN)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mustapha CHBEL)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève MILOT
Agente de recherche

Tél : 514 872-6523
Télécop. : 000-0000

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-21

Philippe SAINT-VIL
c/d planification et soutien aux operations (mra)

Tél : 514 872-1080
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude SAVAGE
Directeur
Tél : 514 872-1076
Approuvé le : 2017-02-27

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1176859002

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction
Objet :	Accorder un contrat à Accessoires Outillage Limitée pour l'acquisition d'un balai de trottoir de type aspirateur d'une capacité nominale de 1m³ pour une somme maximale de 103 069,34 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15682 (1 soumissionnaire)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

16-15682 Det Cah Final.pdf16-15682 Intervention.pdf16-15682-tcp.pdf15682-PV.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Geneviève FORTIN
Agente d'approvisionnement II
Tél : 514 872-4437

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-21

Denis LECLERC
Chef de section
Tél : 514 872-5241
Division :

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 16-15682 — No du GDD : 1176859002

Titre de l'appel d'offres : Acquisition d'un (1) balai de trottoir de type aspirateur d'une capacité nominale de 1m³

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 16 - 11 - 2016

Ouverture originalement prévue le : 16 - 11 - 2016

Ouverture faite le : 7 - 12 - 2016

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 0

Date du dernier addenda émis : - -

Délai total accordé aux soumissionnaires : 20 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 2

Nbre de soumissions reçues : 1

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 50

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 150 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 6 - 5 - 2017

Date d'échéance révisée : 6 - 5 - 2017

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
ACCESSOIRES OUTILLAGES LIMITÉE	103 069,34 $	√	

Information additionnelle

La raison invoquée pour le non-dépôt de soumission de l'autre preneur est une mauvaise planification de son temps. Il n'a pas eu le temps de compléter l'appel d'offres.

Préparé par : Renée Veillette — Le 21 - 2 - 2017

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe
Services institutionnels -

255, boulevard Crémazie Est,
4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1M"

Montréal

Tableau de prix

Soumission publique

TITRE: Acquisition d'un (1) balai de trottoir de type aspirateur d'une capacité nominale de 1m³	**Ouverture des soumissions**			**N° d'appel d'offres**
	jour	**mois**	**année**	
	7	12	2016	**16-15682**

NOM DU FOURNISSEUR	Accessoires Outillage Limitée
Adjudicataire	*
N° de soumission	19586

Article		**Qtée**	**Prix unitaire**	**Motant total**
1	Acquisition d'un (1) balai de trottoir de type aspirateur, avec équipements et accessoires, incluant le droit environnemental sur les pneus neufs, selon les caractéristiques décrites au devis technique.	1	89 645,00 $	89 645,00 $

TOTAL AVANT TAXES :	89 645,00 $
T.P.S. 5 % :	4 482,25 $
T.V.Q. 9,975 % :	8 942,09 $
MONTANT TOTAL :	103 069,34 $

CONDITION DE PAIEMENT :	Net 30 jours
DÉLAI DE LIVRAISON :	90 à 150 jours
SIGNATURE :	Oui
GARANTIE DE SOUMISSION :	Non requis
ACHAT DU CAHIER DES CHARGES VIA SEAO	Oui
VÉRIFICATIONS - REQ- RENA- AMF - LNPC	Oui
NEQ	Oui

Rempli par : Hafida Mouhandiz	**Jour**	**Mois**	**Année**	Renée Vaillette
	21	12	2016	

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Recherche avancée

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 16-15682
Numéro de référence : 1029152
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Acquisition d'un (1) balai de trottoir compact de type aspirateur d'une capacité nominale de 1 m³

	Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
☐	Accessoires Outillage Limitee 8755 St-Laurent Montréal, QC, H2N 1M2 http://aolaml.com NEQ : 1143395730	Monsieur Sylvain Mallette Téléphone : 514 387-6466 Télécopieur : 514 387-4054	**Commande : (1202213)** 2016-11-16 17 h 20 **Transmission :** 2016-11-16 17 h 20	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Tennant Ventes et Service 2265 rue Michelin Laval, QC, H7L 5B8 http://www.tennantco.com NEQ : 1167031377	Monsieur Samuel Alix Téléphone : 800 361-9050 Télécopieur :	**Commande : (1202249)** 2016-11-17 7 h 56 **Transmission :** 2016-11-17 7 h 56	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Sélectionner Annuler

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?

- Aide en ligne
- Formation en ligne
- Glossaire
- Plan du site
- Accessibilité
- UPAC-Signaler un acte répréhensible

Service clientèle

- Grille des tarifs
- Contactez-nous
- Nouvelles
- Marchés publics hors Québec
- Registre des entreprises non admissibles
- Autorité des marchés financiers

À propos

- À propos de SEAO
- Info sur Constructo
- Conditions d'utilisation
- Polices supportées

Partenaires

© 2003-2016 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1176859002

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction
Objet :	Accorder un contrat à Accessoires Outillage Limitée pour l'acquisition d'un balai de trottoir de type aspirateur d'une capacité nominale de 1m³ pour une somme maximale de 103 069,34 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15682 (1 soumissionnaire)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD numéro 1176859002 Achat de balai Ville-Marie.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mustapha CHBEL
Agent de gestion des ressources financières
Tél : 514-872-0470
Abdelkodous Yahyaoui
Agent comptable analyste

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-23

Lyne LAMBERT
Conseillère Budgetaire
Tél : 514-872-1093

Division : Service des finances
Direction Conseil et du soutien financier - Pôle HDV

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.11

2017/03/27 13:00

(1)

Dossier # : 1170695001

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	Plan stratégique de développement durable
Objet :	Accorder un contrat de collecte et transport de résidus de construction, rénovation, démolition et encombrants (CRD et encombrants) pour l'arrondissement Montréal-Nord à la firme : 9064-3032 Québec inc. (JR Services Sanitaires) pour une durée de 43 mois. Dépense totale de 562 055,29 $ taxes incluses - Appel d'offres public # 17-15818 - 4 soumissionnaires.

Il est recommandé :
1. d'accorder à la firme ci-après désignée, plus bas soumissionnaire conforme pour l'arrondissement Montréal-Nord, pour une période de 43 mois, les services de collecte et transport de résidus de construction, rénovation, démolition et encombrants, au prix de sa soumission, soit pour la somme maximale indiquée, conformément aux documents de l'appel d'offres public N° 17-15818 et au tableau de prix reçus;

Firme	Arrondissement	Débutant le	Nombre de mois	Montant (taxes incluses)
CRD et encombrants				
9064-3032 Québec Inc.	**Montréal-Nord**	**31-03-2017**	**43**	**562 055 $**
N.B. : Le contrat se termine le 31 octobre 2020				

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100% par la Ville centrale.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2017-03-01 10:37

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1170695001**

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	Plan stratégique de développement durable
Objet :	Accorder un contrat de collecte et transport de résidus de construction, rénovation, démolition et encombrants (CRD et encombrants) pour l'arrondissement Montréal-Nord à la firme : 9064-3032 Québec inc. (JR Services Sanitaires) pour une durée de 43 mois. Dépense totale de 562 055,29 $ taxes incluses - Appel d'offres public # 17-15818 - 4 soumissionnaires.

CONTENU

CONTEXTE

En vertu de l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, le conseil municipal a prolongé jusqu'au 31 décembre 2018 l'application de la déclaration de compétence visée par la résolution CM14 1126 afin de se déclarer compétent à l'égard de l'enlèvement, du transport et du dépôt des matières résiduelles. Ainsi, le Service de l'environnement est responsable de planifier les contrats de collecte et de transport des matières résiduelles auprès des citoyens dans les arrondissements de Montréal.
Dans ce cadre, à la demande de l'arrondissement Montréal-Nord et en accord avec le Service de l'Environnement un contrat additionnel permettant une augmentation des collectes des résidus de CRD et encombrants doit être octroyé, faisant passer le nombre de collectes de 18 à 53 annuellement (maximum annuel : 35 nouvelles collectes).

L'appel d'offres public N° 17-15818 a été lancé le 16 janvier 2017. Les soumissions ont été ouvertes le 1er février 2017.

L'appel d'offres a été publié dans le SEAO ainsi que le journal Le Devoir et les soumissionnaires ont eu 17 jours pour préparer leur dossier. Les soumissions ont un délai de validité de 180 jours calendrier.

Un (1) addenda a été produit, précisant les kilométrages des secteurs de collecte.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM16 1455 20 décembre 2216 Prolonger jusqu'au 31 décembre 2018 l'application de la déclaration de compétence visée par la résolution CM14 1126 concernant les objets suivants dont :

- l'enlèvement, le transport et le dépôt de matières résiduelles.

DESCRIPTION

Sous la compétence du conseil municipal de la Ville de Montréal, le contrat de collecte et transport de résidus de CRD et encombrants pour l'arrondissement de Montréal-Nord permettra une mise à niveau des services de collecte afin de répondre adéquatement aux besoins de valorisation des matières résiduelles et de propreté.
La durée du contrat permettra d'arrimer ce dernier aux contrats de collecte et transport existants pour les autres matières. Le but est de permettre un appel d'offres pour l'ensemble des services de collecte et transport au sein d'un même arrondissement à l'échéance de ceux-ci.

Il y a eu 7 preneurs du cahier de charges et de ce nombre 4 entreprises ont déposé une soumission.

Les raisons de désistements des 3 firmes sont les suivantes : l'achat du cahier des charges à titre informatif seulement et le carnet de commandes des entreprises était plein pour les jours de collectes identifiés au devis.

L'entreprise ayant présenté l'offre conforme la plus basse étant un autre entrepreneur que celui qui offre déjà les 18 collectes (Entreprise Sanitaire F.A. Ltée), il y aura donc deux différentes entreprises pour desservir le territoire au cours de l'année.

JUSTIFICATION

Les tableaux présentés dans l'intervention du Service de l'approvisionnement illustrent les résultats des analyses.
Les quatre (4) soumissions déposées sont conformes.

Ce dossier ne nécessite pas d'analyse par la Commission d'examen des contrats.

Voici le tableau normalisé :

A/O 17-15818	**CONTRAT - Collecte / transport - CRD**	
Contrat octroyé au plus bas soumissionnaire conforme		
Soumissions conformes (sans indexation - taxes incluses)	**Montréal-Nord**	
	Collecte transport	**Prix**
	9064-3032 Québec Inc. (JR Services Sanitaires)	562 055 $
	Derichebourg Canada Environnement	990 104 $
	Services Matrec Inc.	1 519 602 $
	Entreprise Sanitaire F.A. Ltée	1 621 596 $
Estimation des professionnels		973 004 $
Coût moyen des soumissions conformes reçues (total du coût des soumissions conformes reçues/nombre de soumissions)		1 173 339 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) ((Coût moyen des soumissions conformes-la plus basse)/la plus basse x 100)		109%
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) (la plus haute - la plus basse)		1 059 541 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) ((la plus haute - la plus basse conforme) / la plus basse x 100)		189%

Écart entre l'estimation des professionnels ($) et la plus basse conforme (la plus basse conforme - estimation)	(410 949) $
Écart entre l'estimation des professionnels et la plus basse conforme (%) ((la plus basse - l'estimation) / estimation x 100)	-42,24%
Écart entre la plus basse et la deuxième plus basse ($) (la deuxième plus basse - la plus basse)	428 049 $
Écart entre la plus basse et la deuxième plus basse (%) ((la deuxième plus basse - la plus basse) / la plus basse x 100)	76%

À la lumière du tableau, on constate une différence du double entre la moyenne et la soumission la plus basse.

Le prix projeté par le Service de l'environnement se situe dans l'écart des prix reçus par les quatre firmes.

La tendance observée dans d'autres appels d'offres de collecte / transport depuis 2015 sous la compétence du conseil municipal se confirme encore ici, par un prix agressif d'un entrepreneur voulant s'assurer le contrat.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le contrat est d'une durée de 43 mois, soit du 31 mars 2017 au 31 octobre 2020.
La somme requise pour financer le contrat s'élève à 562 055,29 $ taxes incluses. La répartition du coût est présentée comme suit :

Année	2017	2018	2019	2020	Total
Collecte CRD - taxes incluses	**111 928,16 $**	**158 320,58 $**	**161 942,29 $**	**129 864,26 $**	**562 055,29 $**

Pour plus de détail, voir la pièce jointe 'Aspect financier'.

Le coût par collecte à l'issue de cet appel d'offres est de 4 139,1$ taxes incluses en 2017, ce qui représente un écart favorable de 2 844,03 $ par rapport à celui du contrat en cours (6 983,13$) à l'arrondissement Montréal-Nord.

Cette dépense sera imputée au budget de fonctionnement du Service de l'environnement au poste budgétaire des services techniques - collecte et transport arrondissement. Les crédits requis pour l'année 2017 sont prévus au budget de fonctionnement.

Elle sera entièrement assumée par la Ville centre.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Dans le cadre du Plan de développement durable 2016-2020, le présent dossier contribue à l'atteinte de la cible suivante: *Atteindre les objectifs gouvernementaux de valorisation des CRD (70 %).* Il contribue de plus à l'action 7 des organisations partenaires de ce plan, soit de réduire et de valoriser les matières résiduelles.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les services offerts permettent à la Ville de s'acquitter de ses obligations de salubrités et d'atteintes des objectifs de détournement de l'enfouissement des matières résiduelles, édictées par le gouvernement.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

L'arrondissement concerné réalisera des communications de proximité afin d'informer, le cas échéant, les citoyens de l'augmentation de fréquence des collectes.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat : CM du 27 mars 2017
Début du contrat: 31 mars 2017
Fin du contrat : 31 octobre 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Aicha ZAMPALEGRE)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Laetitia DELTOUR)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Gilbert BÉDARD, Montréal-Nord

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Alain LEDUC
Conseiller en aménagement C/E

Tél : 514 872-2210
Télécop. : 514 872-8146

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-22

Pierre GRAVEL
Chef de division

Tél : 514 872-4404
Télécop. : 514 872-8146

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Pierre GRAVEL
Désigner comme Directeur du Service de l'environnement - Délégation de pouvoirs - 23 février 2017
Tél : 514 872-4404
Approuvé le : 2017-03-01

Année	2017	2018	2019	2020	Total
Collecte CRD - taxes incluses	111 928.16 $	158 320.58 $	161 942.29 $	129 864.26 $	562 055.29 $

Coût de collecte et de transport des résidus de construction,
de rénovation et de démolition (CRD) résidentiels et encombrants
valorisables - Arrondissement Montréal-Nord (2017 - 2020)
GDD 1170695001

Année	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**Total**
Prix unitaire	3 600.00 $	3 720.00 $	3 810.00 $	3 900.00 $	
Nombre de collectes	26	35	35	28	
Contrat de base	**93 600.00 $**	**130 200.00 $**	**133 350.00 $**	**109 200.00 $**	**466 350.00 $**
Prix unitaire	3 750.00 $	3 750.00 $	3 750.00 $	3 750.00 $	
Nombre de collectes	1	2	2	1	
Collecte optionnelle	**3 750.00 $**	**7 500.00 $**	**7 500.00 $**	**3 750.00 $**	**22 500.00 $**
Grand total - avant taxes	**97 350.00 $**	**137 700.00 $**	**140 850.00 $**	**112 950.00 $**	**488 850.00 $**
TPS 5%	4 867.50 $	6 885.00 $	7 042.50 $	5 647.50 $	24 442.50 $
TVQ 9,975%	9 710.66 $	13 735.58 $	14 049.79 $	11 266.76 $	48 762.79 $
Grand total - taxes incluses	**111 928.16 $**	**158 320.58 $**	**161 942.29 $**	**129 864.26 $**	**562 055.29 $**
Grand total - taxe nette	**102 205.33 $**	**144 567.79 $**	**147 874.89 $**	**118 583.38 $**	**513 231.39 $**

Imputation comptable: 2101.0010000.103314.04381.54503.014483

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1170695001

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Objet :	Accorder un contrat de collecte et transport de résidus de construction, rénovation, démolition et encombrants (CRD et encombrants) pour l'arrondissement Montréal-Nord à la firme : 9064-3032 Québec inc. (JR Services Sanitaires) pour une durée de 43 mois. Dépense totale de 562 055,29 $ taxes incluses - Appel d'offres public # 17-15818 - 4 soumissionnaires.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

17-15818_tableau intervention.pdf
17-15818_tcp_détail des prix soumissionnés.pdf
17-15818_tcp_informations générales.pdf
17-15818- Det Cah final.pdf
17-15818 pv.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Laetitia DELTOUR
Agente d'approvisionnement II

Tél : 514 872-7346

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-28

Denis LECLERC
Chef de section approvisionnement stratégique en biens
Tél : 514-872-5241
Division : Division de l'acquisition de biens et services

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 17-15818

No du GDD : 1170695001

Titre de l'appel d'offres : Collecte et transport des résidus de construction, de rénovation et de démolition (CRD) résidentiels et encombrants valorisables pour Montréal-Nord 2017-2020

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 16 - 1 - 2017

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Ouverture originalement prévue le : 1 - 2 - 2017

Date du dernier addenda émis : 20 - 1 - 2017

Ouverture faite le : 1 - 2 - 2017

Délai total accordé aux soumissionnaires : 17 jrs

Date du comité de sélection : - -

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 7

Nbre de soumissions reçues : 4

% de réponses : 57,14

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 31 - 7 - 2017

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 31 - 7 - 2017

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
9064-3032 QUÉBEC INC. (JR SERVICES SANITAIRES)	562 055,29 $	√	
DÉRICHEBOURG CANADA ENVIRONNEMENT	990 103,84 $		
SERVICES MATREC INC.	1 519 601,58 $		
ENTREPRISE SANITAIRE F.A. LTÉE	1 621 595,90 $		

Information additionnelle

Trois (3) preneurs du cahier des charges se sont désistés. L'un a son carnet de commande plein, l'autre s'est procuré les documents d'appel d'offres à titre informatif et le dernier n'a pas donné suite.

Préparé par : Laetitia Deltour

Le 24 - 2 - 2017

Agent d'approvisionnement		Numéro de l'appel d'offres:	17-15818	Titre de l'appel d'offres:	Service de collecte et transport des résidus de construction, de rénovation et de démolition (CRD) résidentiels et encombrants valorisables pour l'arrondissement de Montréal Nord – 2017-2020
Laetitia Deltour					

Item	Territoire	Type de collecte	Nombre de portes	Nombre de collectes annuelles	9064-3032 Québec Inc. (JR Services Sanitaires)		Derichebourg Canada Environnement		Services Matrec Inc.		Entreprise Sanitaire F.A. Ltée	
					Coût unitaire par collecte	Total	Coût unitaire par collecte	Total	Coût unitaire par collecte	Total	Coût unitaire par collecte	Total
1	Montréal-Nord (Le contrat débutera le 31 mars 2017, pour se terminer le 31 octobre 2020)	CRD et encombrants valorisables Année 2017	36 433	26	3 600,00 $	93 600,00 $	6 425,98 $	167 075,48 $	9 800,00 $	254 800,00 $	10 500,00 $	273 000,00 $
2		CRD et encombrants valorisables Année 2018	36 433	35	3 720,00 $	130 200,00 $	6 554,50 $	229 407,50 $	10 000,00 $	350 000,00 $	10 710,00 $	374 850,00 $
3		CRD et encombrants valorisables Année 2019	36 433	35	3 810,00 $	133 350,00 $	6 685,59 $	233 995,65 $	10 200,00 $	357 000,00 $	10 924,00 $	382 340,00 $
4		CRD et encombrants valorisables Année 2020	36 433	28	3 900,00 $	109 200,00 $	6 819,30 $	190 940,40 $	10 500,00 $	294 000,00 $	11 143,00 $	312 004,00 $
5		CRD et encombrants valorisables Collectes additionnelles *	36 433	6	3 750,00 $	22 500,00 $	6 621,34 $	39 728,04 $	10 980,00 $	65 880,00 $	11 366,00 $	68 196,00 $
					Total	488 850,00 $	**Total**	861 147,07 $	**Total**	1 321 680,00 $	**Total**	1 410 390,00 $
					TPS	24 442,50 $	**TPS**	43 057,35 $	**TPS**	66 084,00 $	**TPS**	70 519,50 $
					TVQ	48 762,79 $	**TVQ**	85 899,42 $	**TVQ**	131 837,58 $	**TVQ**	140 686,40 $
					TOTAL	**562 055,29 $**	**TOTAL**	**990 103,84 $**	**TOTAL**	**1 519 601,58 $**	**TOTAL**	**1 621 595,90 $**

Soumissionnaire le moins cher au total	**9064-3032 Québec Inc. (JR Services Sanitaires)**	488 850,00 $	+ TPS	24 442,50 $	+ TVQ	48 762,79 $	=	**562 055,29 $**

Tableau comparatif des prix reçus

#	Objet	Informations
1	Nom de l'agent d'approvisionnement	Laetitia Deltour
2	Titre de l'appel d'offres	**Service de collecte et transport des résidus de construction, de rénovation et de démolition (CRD) résidentiels et encombrants valorisables pour l'arrondissement de Montréal Nord – 2017-2020**
3	Description (si nécessaire en complétement du titre)	
4	No de l'appel d'offres	17-15818
5	**Préposée au secrétariat**	**Hafida Mouhandiz (15 février 2017)**
6	Type de solicitation	Publique
7	Date d'ouverture	mercredi 01-02-2017
8	Service requérant	23 - Service de l'environnment
9	Requérante	Luc Robinson

#	Soumissionnaire	Commentaires	Condition de paiement	Garantie de soumission	%/ $	Délai de livraison	Conformité	No de soumission
1	**9064-3032 Québec Inc. (JR Services Sanitaires)**		4 semaines	Fournie	2%	N/A	Conforme	**19910**
2	**Derichebourg Canada Environnement**	Lettre de garantie irrévocable	30 jours	Fournie	2%	N/A	Conforme	**19911**
3	**Services Matrec Inc.**		30 jours	Fournie	2%	N/A	Conforme	**19912**
4	**Entreprise Sanitaire F.A. Ltée**		30 jours	Fournie	2%	N/A	Conforme	**19913**

Liste des commandes

Numéro : 17-15818
Numéro de référence : 1042682
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Service de collecte et transport des résidus de construction, de rénovation et de démolition (CRD) résidentiels et encombrants valorisables pour l'arrondissement de Montréal-Nord - 2017-2020

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Derichebourg Canada Environnement 9000 boulevard ray lawson Montréal, QC, H1J1K8 NEQ : 1170824479	Monsieur Stanislas Le Moine Téléphone : 514 824-4715 Télécopieur :	**Commande : (1219584)** 2017-01-16 12 h 05 **Transmission :** 2017-01-16 12 h 05	2695283 - 17-15818 Addenda N°1 2017-01-20 12 h 18 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
EBI Montréal inc. 9400, de l'Innovation Montréal, QC, H1J 2X9 NEQ : 1146887220	Madame Roxanne Bélanger Téléphone : 514 645-5200 Télécopieur : 514 645-4422	**Commande : (1220023)** 2017-01-17 8 h 22 **Transmission :** 2017-01-17 8 h 22	2695283 - 17-15818 Addenda N°1 2017-01-20 12 h 20 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Entreprise Sanitaire F.A. Ltee 4799 rue Bernard-Lefebvre Laval, QC, H7C 0A5 NEQ : 1160633906	Madame Sylvie Sedawey Téléphone : 450 661-5080 Télécopieur : 450 661-8079	**Commande : (1225646)** 2017-01-27 9 h 27 **Transmission :** 2017-01-27 9 h 27	2695283 - 17-15818 Addenda N°1 2017-01-27 9 h 27 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Environnement	Madame Louise	**Commande**	2695283 - 17-15818

	Routier NRJ Inc . 23 av Milton Lachine Montréal, QC, H8R 1K6 http://www.nrj.ca NEQ : 1142611939	Genest Téléphone : 514 481-0451 Télécopieur : 514 481-2899	**: (1224031)** 2017-01-25 7 h 43 **Transmission :** 2017-01-25 7 h 43	Addenda N°1 2017-01-25 7 h 43 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	J.R Services Sanitaires 2565 chemin comtois Terrebonne, QC, j6x 0h6 NEQ : 1147749080	Monsieur Jean-Pierre Labelle Téléphone : 514 648-4222 Télécopieur : 514 648-3359	**Commande : (1222889)** 2017-01-23 11 h 20 **Transmission :** 2017-01-23 11 h 20	2695283 - 17-15818 Addenda N°1 2017-01-23 11 h 20 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Rebuts Solides Canadiens Inc. 1635 rue Sherbrooke O Bureau 300 Montréal, QC, H3H 1E2 NEQ : 1145165966	Madame Caroline Jacques Téléphone : 514 987-5151 Télécopieur : 514 987-9642	**Commande : (1220554)** 2017-01-17 15 h 54 **Transmission :** 2017-01-17 15 h 54	2695283 - 17-15818 Addenda N°1 2017-01-20 14 h 38 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Services Matrec Inc... 4 Chemin du Tremblay Boucherville, QC, J4B 6Z5 NEQ : 1162713870	Madame Michèle Lamarre Téléphone : 450 645-3181 Télécopieur : 450 641-2535	**Commande : (1220356)** 2017-01-17 12 h 42 **Transmission :** 2017-01-17 12 h 42	2695283 - 17-15818 Addenda N°1 2017-01-20 12 h 18 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

Sélectionner Annuler

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?
Aide en ligne
Formation en ligne
Glossaire
Plan du site
Accessibilité
UPAC-Signaler un acte répréhensible

Service clientèle
Grille des tarifs
Contactez-nous
Nouvelles
Marchés publics hors Québec
Registre des entreprises non admissibles
Autorité des

À propos
À propos de SEAO
Info sur Constructo
Conditions d'utilisation
Polices supportées

Partenaires
Secrétariat du Conseil du trésor Québec
CGI
tc media

marchés financiers

© 2003-2017 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1170695001

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Objet :	Accorder un contrat de collecte et transport de résidus de construction, rénovation, démolition et encombrants (CRD et encombrants) pour l'arrondissement Montréal-Nord à la firme : 9064-3032 Québec inc. (JR Services Sanitaires) pour une durée de 43 mois. Dépense totale de 562 055,29 $ taxes incluses - Appel d'offres public # 17-15818 - 4 soumissionnaires.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Environnement - GDD 1170695001R.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Aicha ZAMPALEGRE
Préposée au budget

Tél : 514 872-7232

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-28

Janet MARCEAU
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 868-3354
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.12

2017/03/27 13:00

(1)

Dossier # : 1174949001

Unité administrative responsable :	Service des communications , Direction image de marque et stratégies numériques , Division création de contenu et production
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à Astral Média Affichage S.E.C. pour l'achat d'espace publicitaire dans le réseau de la Société de transport de Montréal pour les besoins de la Ville de Montréal - pour une somme maximale de 283 703 $, taxes incluses (fournisseur exclusif).

Je recommande d'accorder un contrat de gré à gré à Astral Média Affichage S.E.C. pour l'achat d'espace publicitaire dans le réseau de la Société de transport de Montréal pour les besoins de la Ville de Montréal pour une somme maximale de 283 703 $ taxes incluses (fournisseur exlusif).

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-03-01 19:57

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1174949001**

Unité administrative responsable :	Service des communications , Direction image de marque et stratégies numériques , Division création de contenu et production
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à Astral Média Affichage S.E.C. pour l'achat d'espace publicitaire dans le réseau de la Société de transport de Montréal pour les besoins de la Ville de Montréal - pour une somme maximale de 283 703 $, taxes incluses (fournisseur exclusif).

CONTENU

CONTEXTE

Le Service des communications a le mandat d'informer et de faire la promotion de ses services et de ses produits auprès de ses différentes clientèles (citoyens, travailleurs, visiteurs ou touristes). L'un des moyens identifiés comme étant le plus efficace pour ce faire est l'affichage sur les écrans numériques intérieurs du réseau intérieur de la Société de transport de Montréal. La Ville de Montréal utilise ce réseau d'écrans depuis quelques années déjà. Considérant la fréquentation et le fait que la diffusion est en continu durant les heures d'ouverture, ce moyen a été identifié comme étant un placement publicitaire très efficace et utile en cas de mesures d'urgence (ex. pour les avis d'ébullition).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM16 0237 - 22 février 2016 - Accorder un contrat de gré à gré à Cogeco Métromédia pour l'achat d'espace publicitaire dans le réseau de la Société de transport de Montréal pour les besoins de la Ville de Montréal, pour une somme maximale de 280 263 $, taxes incluses (fournisseur exclusif);
CM15 0169 – 24 février 2015 - Accorder un contrat de gré à gré à Cogeco Métromédia pour l'achat d'espace publicitaire dans le réseau de la Société de transport de Montréal pour les besoins du Service de l'Espace pour la vie, pour une somme maximale de 220 459,96 $, taxes incluses (fournisseur exclusif);

CM14 0481 - 26 mai 2014 - Octroyer un contrat de gré à gré à Cogeco Métromédia pour l'achat d'espace publicitaire dans le réseau de la Société de Transport de Montréal pour les besoins du Service de l'Espace pour la vie, pour une somme maximale de 220 780,87 $, taxes incluses (fournisseur exclusif);

CE CG08 0425 - 28 août 2008 - Conclure avec le Centre de services partagés du Québec une entente cadre d'une durée de 3 ans pour la fourniture de services de placement médias jusqu'à concurrence d'une somme maximale de 6 000 000 $, selon les termes et conditions formulés dans l'offre de services du CSPQ en date du 30 juin 2008. Autoriser, en conséquence, madame Colombe Cliche, directrice principale, à effectuer les dépenses requises dans le cadre des opérations de placement médias avec le CSPQ.

DESCRIPTION

Diffusion quotidienne sur le réseau Métrovision de 50 panneaux d'introduction suivi d'une capsule d'information de 30 secondes pour terminer avec une publicité de 15 secondes. Le contrat est d'une durée de 52 semaines (diffusion 7 jours par semaine).

JUSTIFICATION

Plus de 2 000 000 de personnes utilisent le métro à tous les jours. Ils passent en moyenne 47 minutes dans les trains et attendent 16 minutes sur les quais. Le réseau d'écrans numériques de Astral Média Affichage S.E.C. c'est 337 écrans dans 67 stations d'attente. Selon un sondage de Substances stratégies, 91 % de ces usagers consultent les écrans lorsqu'ils attendent sur les quais.
Selon ce même sondage, 35 % des Montréalais se déplacent en métro et 73 % des gens se rendant au centre-ville sont des travailleurs. Comme la Ville doit informer sa population sur de nombreux sujets, les écrans intérieurs du réseau de la STM permettent de le faire facilement et efficacement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le budget nécessaire à ce dossier soit, une somme maximale de 283 703 $, taxes incluses est prévu au budget annuel du Service des communications. Conséquemment, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville.
Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux des dépenses mixtes d'administration générale imputée au budget d'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Aucune incidence.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

En négociant un contrat global annuel, la Ville bénéficie d'une valeur publicitaire beaucoup plus élevé que si elle achetait l'espace au mois. La valeur de ce contrat, s'il était négocié à la pièce serait de 669 614 $ alors que le coût actuel est de 283 703 $, soit une économie de 59 %.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Début du contrat prévu pour le 1er avril 2017.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Alpha OKAKESEMA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Robert PARÉ
Chef de division

Tél : 514 872-8129
Télécop. : 514 872-1739

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-20

Louis BEAUCHAMP
Directeur de service

Tél : 514 872-3275
Télécop. : 514 872-8221

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Robert PARÉ
Chef de division relation médias

Tél : 514 872-8129
Approuvé le : 2017-03-01

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Véronique LUSSIER
Directrice - partenaires d'affaires en communication
Tél : 514 872-9285
Approuvé le : 2017-03-01

astral affichage

Client: VILLE DE MONTREAL
Rep: Nathalie Tardif
Marque: VILLE DE MONTREAL
Contact: Robert Paré
Opportunité: 2016-04548
Imprimé: 01/25/2017

Digital

Montreal CMA (12+)

Métrovision/Metrovision

Rang #	Produit	No du panneau	Zone	Description	Durée (sec.)	Occasions quotidie	Nombre de semain	Valeur média brut ($)	Valeur Media Escomptée Brut ($)
1	Métrovision	MVAMR003	Métro de Montréal	Fréq/Freq Plan AM (3 x hr) Mo-Su 6a-3p, 189 occ	15	27	26	$ 153 217.00	$ 75 075.00
2	Métrovision	MVAMR003	Métro de Montréal	Fréq/Freq Plan AM (3 x hr) Mo-Su 6a-3p, 189 occ	15	27	26	$ 153 217.00	$ 75 075.00
					30	**54**	**26**	**$ 306 434.00**	**$ 150 150.00**
3	Métrovision	MVAMR003	Métro de Montréal	Fréq/Freq Plan AM (3 x hr) Mo-Su 6a-3p, 189 occ	15	27	17	$ 100 180.00	$ 31 581.00
4	Métrovision	MVAMR003	Métro de Montréal	Fréq/Freq Plan AM (3 x hr) Mo-Su 6a-3p, 189 occ	15	27	17	$ 100 180.00	$ 31 581.00
					30	**54**	**17**	**$ 200 360.00**	**$ 63 162.00**
5	Métrovision	MVAMR003	Métro de Montréal	Fréq/Freq Plan AM (3 x hr) Mo-Su 6a-3p, 189 occ	15	27	9	$ 55 394.00	$ 16 720.00
6	Métrovision	MVAMR003	Métro de Montréal	Fréq/Freq Plan AM (3 x hr) Mo-Su 6a-3p, 189 occ	15	27	9	$ 55 394.00	$ 16 720.00
					30	**54**	**9**	**$ 110 788.00**	**$ 33 440.00**

Rang #	février	mars 2017				avril 2017				mai 2017					juin 2017				juillet 2017					août 2017		
	27	6	13	20	27	3	10	17	24	1	8	15	22	29	5	12	19	26	3	10	17	24	31	7	14	21
1	✔	✔	✔	✔	✔	✔	✔	✔	✔	✔	✔	✔	✔	✔	✔	✔	✔	✔	✔	✔	✔	✔	✔	✔	✔	✔
2	✔	✔	✔	✔	✔	✔	✔	✔	✔	✔	✔	✔	✔	✔	✔	✔	✔	✔	✔	✔	✔	✔	✔	✔	✔	✔
3																										
4																										
5																										
6																										

Rang #		septembre 2017				octobre 2017					novembre 2017				décembre 2017				janvier 2018					février 2018		
	28	4	11	18	25	2	9	16	23	30	6	13	20	27	4	11	18	25	1	8	15	22	29	5	12	19
1																										
2																										
3	✔	✔	✔	✔	✔	✔	✔	✔	✔	✔	✔	✔	✔	✔	✔	✔	✔									
4	✔	✔	✔	✔	✔	✔	✔	✔	✔	✔	✔	✔	✔	✔	✔	✔	✔									
5																		✔	✔	✔	✔	✔	✔	✔	✔	✔
6																		✔	✔	✔	✔	✔	✔	✔	✔	✔

Entente 2017-2018

Durée	**30 secondes**
Nbr d'occasion quotidienne	**54 occasions**
Nbr d'occasion semaine	**378 occasions**
Nbs de semaines	**52 semaines**
Valeure Média	**617 582.00 $**
Investissement	**246 752.00 $**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1174949001

Unité administrative responsable :	Service des communications , Direction image de marque et stratégies numériques , Division création de contenu et production
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à Astral Média Affichage S.E.C. pour l'achat d'espace publicitaire dans le réseau de la Société de transport de Montréal pour les besoins de la Ville de Montréal - pour une somme maximale de 283 703 $, taxes incluses (fournisseur exclusif).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1174949001 - Informations financières et comptables.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Alpha OKAKESEMA
Préposé au budget
Tél : 514 872-2598

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-28

Isabelle BESSETTE
Agente de gestion des ressources financieres
Tél : 514 872-2541
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.13

2017/03/27 13:00

(1)

Dossier # : 1177360002

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction , Division de l'acquisition de biens et services , Approvisionnement stratégique et collectif
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Conclure avec les firmes St-Germain Égouts et Aqueducs inc. (610 280,37 $, taxes incluses) et Wolseley Canada inc. (282 743,49 $, taxes incluses), deux ententes-cadres collectives pour une période approximative de 30 mois, pour la fourniture de tuyaux de cuivre et PVC pour le réseau égout et aqueduc de la Ville de Montréal, à la suite de l'appel d'offres public # 17-15479 (2 soumissionnaires conformes). (Montant total estimé des ententes: 893 023,86 $, taxes incluses).

1. de conclure une entente-cadre, d'une durée de 30 mois, avec les firmes St-Germain Égouts et Aqueducs Inc. (610 280,37 $, taxes incluses) et Wolseley Canada Inc. (282 743,49 $, taxes incluses), pour la fourniture de tuyaux de cuivre et PVC pour le réseau égout et aqueduc de la Ville de Montréal – Appel d'offres 17-15479 au montant total estimé des ententes de 893 022,93 $, toutes taxes incluses. La durée est de 30 mois à partir du 27 mars 2017 au 26 septembre 2019 et le contrat est assorti de deux (2) options de prolongation de douze (12) mois supplémentaires jusqu'au 25 septembre 2021.
2. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements, des services corporatifs, et ce au rythme des besoins à combler.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-03-03 10:40

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1177360002**
Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction , Division de l'acquisition de biens et services , Approvisionnement stratégique et collectif
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Conclure avec les firmes St-Germain Égouts et Aqueducs inc. (610 280,37 $, taxes incluses) et Wolseley Canada inc. (282 743,49 $, taxes incluses), deux ententes-cadres collectives pour une période approximative de 30 mois, pour la fourniture de tuyaux de cuivre et PVC pour le réseau égout et aqueduc de la Ville de Montréal, à la suite de l'appel d'offres public # 17-15479 (2 soumissionnaires conformes). (Montant total estimé des ententes: 893 023,86 $, taxes incluses).

CONTENU

CONTEXTE

Conclure avec les firmes St-Germain Égouts et Aqueducs inc. et Wolseley Canada inc., deux ententes-cadres collectives pour une période approximative de 30 mois à partir de la date d'autorisation d'octroi, pour la fourniture de tuyaux de cuivre et PVC pour le réseau égout et aqueduc de la Ville de Montréal, avec la possibilité de deux prolongations d'une période de 12 mois chacune. Le groupe d'articles A est composé de tuyaux en PVC de dimensions variables, tandis que le groupe d'articles B est composé de tuyaux de cuivre de type « K », également de dimensions variables, pour l'ensemble du réseau égout et aqueduc de la Ville. Ces ententes-cadres font partie d'un portefeuille d'ententes gérées par le Service de l'approvisionnement. La Ville octroie le contrat en entier au plus bas soumissionnaire conforme pour chaque groupe d'articles. Chaque arrondissement et les services centraux confirment leurs achats par des bons de commande auprès des adjudicataires, au fur et à mesure de leurs besoins. Le Service de l'approvisionnement assure la coordination de l'appel d'offres et la gestion contractuelle des ententes-cadres. Ces marchandises sont tenues en inventaire au Centre de distribution de la Ville de Montréal.

La première entente-cadre concernant les pièces de cuivre et de PVC pour égout et aqueduc pour l'ensemble du territoire de la Ville de Montréal remonte au 26 janvier 2009 à la suite de l'appel d'offres 08-10712. La Ville de Montréal a octroyé aux firmes Albert Viau division de Emco corporation, Lécuyer & Fils ltée, Réal Huot inc. et Wolseley Canada inc., pour un montant total estimé de 3 851 485,58 $, taxes incluses, pour une période de trente-six (36) mois. Cette entente-cadre concernait la fourniture sur demande de pièces en fonte pour aqueduc et égout, tubes en cuivre, tuyaux et raccords en PVC pour égout.

Le dernier appel d'offres public, 13-13047, a été octroyé le 27 janvier 2014 à St-Germain Égouts et Aqueducs Inc, dont l'entente-cadre était d'une période de trente-six (36) mois, avec une option de prolongation de douze (12) mois. L'option de prolongation a été refusée par l'adjudicataire. L'entente-cadre précédente, d'une valeur totale de 690 762,23 $, taxes incluses, a été en vigueur du 14 septembre 2014 au 26 janvier 2017 (entente G932697) et

sa consommation réelle a été de 531 268,22 $, soit 76,91 % du montant total de l'entente.

Ce regroupement d'achats est composé des dix-neuf (19) arrondissements de la Ville de Montréal et des services centraux. Le Centre de distribution de la Ville de Montréal, a effectué une estimation des besoins de la Ville pour permettre ce regroupement d'achats et réaliser d'importantes économies d'échelle en s'appuyant sur le volume de consommation. Les besoins du regroupement de la Ville de Montréal pour les tuyaux de cuivre et PVC pour 2017-2019 ont connu une hausse de 27 % par rapport à l'entente précédente couvrant les années 2014 à 2017. Le regroupement de la Ville de Montréal connaît un accroissement de sa demande en fourniture de pièces pour égout et aqueduc.

L'appel d'offres public (17-15479) a été publié sur le système électronique d'appel d'offres (SÉAO) ainsi que dans le journal Le Devoir. La publication s'est faite sur une période de vingt-sept (27) jours calendrier, soit du 11 janvier 2017 au 6 février 2017. Trois addenda ont été publiés les 20, 26 janvier 2017 et le 3 février 2017 pour préciser des informations au devis technique, au bordereau de soumission ainsi que pour reporter la date d'ouverture au 6 février 2017. Les soumissions reçues sont valides pour cent quatre-vingts (180) jours calendrier, soit jusqu'au 12 août 2017.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM14 0042 - 27 janvier 2014 - Conclure avec St-Germain Égouts et Aqueducs inc. une entente-cadre d'une période de 36 mois, avec une option de renouvellement de 12 mois, pour la fourniture, incluant la livraison, de diverses pièces d'égout et d'aqueduc - Appel d'offres public 13-13047 - (4 soum.) (Montant total estimé de l'entente-cadre : 690 762,23 $, taxes incluses).
CM12 1096 - 17 décembre 2012 - Autoriser la prolongation des ententes-cadres conclues avec Lécuyer & Fils ltée, Réal Huot inc. et Wolseley Canada inc., pour la fourniture sur demande de pièces en fonte pour aqueduc et égout, tubes de cuivre, tuyaux et raccords en PVC pour égout, pour une période additionnelle de 12 mois se terminant le 31 décembre 2013 - Appel d'offres public 08-10712 - (6 soum.) (Montant total estimé des ententes-cadres : 669 158,11 $, taxes incluses).

CM11 0997 - 19 décembre 2011 - Autoriser la prolongation des ententes-cadres conclues avec Lécuyer & Fils ltée, Réal Huot inc. et Wolseley Canada inc., pour la fourniture sur demande de pièces en fonte pour aqueduc et égout, tubes de cuivre, tuyaux et raccords en PVC pour égout, pour une période additionnelle de 12 mois se terminant le 31 décembre 2012 - Appel d'offres public 08-10712 - (6 soum.) (Montant total estimé des ententes-cadres : 669 158,11 $, taxes incluses).

DESCRIPTION

La Ville de Montréal recherche, par cet appel d'offres, des firmes qui sont en mesure de lui fournir, pour une période de trente (30) mois avec deux possibilités de prolongation de douze (12) mois, à compter de la date d'émission des ententes-cadres, des tuyaux de cuivre et de PVC, le tout suivant les spécifications et les exigences définies aux documents d'appel d'offres. L'appel d'offres est composé de deux groupes distincts, celui du cuivre et celui du PVC. La stratégie de laisser deux groupes distincts permet à la Ville de bénéficier d'économies réelles.
La fourniture sur demande de tuyaux de cuivre et de tuyaux de PVC, sera principalement pour la mise en inventaire au Centre de distribution de la Ville de Montréal ainsi que l'ensemble des magasins. Le requérant aura la possibilité de s'approvisionner aussi directement chez le fournisseur en utilisant les taux d'escompte prévus au cahier des charges. Ces marchandises sont requises par les équipes d'entretien qui effectuent les travaux de réparation et assurent la maintenance du réseau d'aqueduc et d'égout de la Ville. Les adjudicataires devront fournir un rapport de consommation semestriel à la Ville.

Non seulement ce rapport permettra le suivi des consommations tout au long de l'entente, mais aussi permettra à la Ville de répondre à ses obligations légales.

Les prévisions sont basées sur les consommations antérieures et les besoins futurs. Par contre, elles sont fournies à titre indicatif seulement. Elles représentent pour la période 2017-2019, un potentiel d'approvisionnement d'une quantité approximative de 4 000 tuyaux de cuivre et de PVC, mais n'engagent aucunement la Ville et les autres participants à acheter la totalité de ces quantités. Les quantités réelles requises seront déterminées en fonction, notamment, des besoins des différentes parties prenantes et des interventions à effectuer sur le réseau d'aqueduc et d'égout.

L'appel d'offres a été constitué des prévisions de consommation des dix-neuf (19) arrondissements de la Ville, ainsi que des services centraux. Il a également été constitué en collaboration avec le centre de distribution principal de la Ville qui tient en inventaire ces pièces pour l'ensemble de la Ville de Montréal.

Puisqu'il s'agit de produits à grande consommation, nous avons exigé une garantie de soumission égale à cinq (5 %) pourcent du montant total de la soumission, toutes taxes comprises. De plus, nous avons demandé une garantie d'exécution équivalente à quinze (15 %) pourcent de la valeur de la première année du contrat.

JUSTIFICATION

Dans le cadre de l'appel d'offres 17-15479, le nombre de preneurs pour le cahier des charges est de quatre (4) fournisseurs :
- J. Anctil inc.;
- St-Germain Égouts et Aqueducs inc.;
- Ville de L'Assomption;
- Wolseley Canada inc.

Nous avons reçu deux (2) soumissions de la part de :

- St-Germain Égouts et Aqueducs inc.;

- Wolseley Canada inc.

Les preneurs de cahier des charges n'ayant pas déposé de soumission se sont abstenus en raison d'un manque de ressources disponibles pour travailler sur l'élaboration d'une soumission.

Analyse des soumissions :

Groupe d'article A - Tuyaux en PVC avec joints

Firmes soumissionnaires	Prix de base	Autre (préciser)	Total
Wolseley Canada inc.	282 743,49 $		282 743,49 $
St-Germain Égouts et Aqueducs inc.	307 878,51 $		307 878,51 $
Dernière estimation réalisée	298 600,00 $		298 600,00 $
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)*			295 311,00 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)			4,44 %

((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100	
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)* Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*	25 135,02 $ 8,89 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)* Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*	-15 856,51 $ -5,31 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)* Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*	25 135,02 $ 8,89 %

Groupe d'article B - Tuyaux de cuivre de type « K »

Firmes soumissionnaires	Prix de base	Autre (préciser)	Total
St-Germain Égouts et Aqueducs inc.	610 280,37 $		610 280,37 $
Wolseley Canada inc	905 631,66 $		905 631,66 $
Dernière estimation réalisée	611 400,00 $		611 400,00 $
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)* Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*			757 956,02 $ 24,20 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)* Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*			295 351,29 $ 48,40 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)* Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			-1 119,63 $ -0,18 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)* Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			295 351,29 $ 48,40 %

Adjudicataires recommandés :

Firmes	Groupes d'articles	Montant estimé des ententes (taxes incluses)
Wolseley Canada inc.	A	282 743,49 $
St-Germain Égouts et Aqueducs inc.	B	610 280,37 $

		Total des ententes: 893 023,86 $

Les ententes-cadres permettent d'assurer la constance et la facilité d'approvisionnement tout en constituant des volumes économiques profitables.

Afin d'assurer à la Ville de Montréal un approvisionnement constant des quantités requises tout en profitant des meilleures conditions du marché, l'appel d'offres permet à la Ville d'octroyer des contrats à des fournisseurs tout en ayant le même prix pour chaque unité requérante, ainsi qu'un délai de livraison uniforme et adéquat tout en respectant les conditions optimales pour assurer un service de qualité aux citoyens.

Conformément à l'article 477.4 de la Loi sur les cités et villes, le Service de l'approvisionnement a effectué un estimé préalable de la dépense pour la fourniture de pièces de cuivre et PVC pour égout et aqueduc, pour la période 2017-2019 (30 mois), pour un montant estimé à 910 000,00 $, taxes incluses. Cette estimation est basée sur les prévisions de consommation des dix-neuf (19) arrondissements ainsi que des services centraux, en fonction des prix moyens obtenus par le regroupement d'achats lors du précédent appel d'offres, avec une majoration de 26,20 % pour les tuyaux de PVC. Cette majoration inclut, notamment, l'inflation et la dépréciation de la devise canadienne par rapport à la devise américaine. Cette majoration représente l'évolution de l'indice des prix industriels pour la catégorie des produits sanitaires en plastique, telle que publiée par Statistique Canada dans son rapport mensuel d'octobre 2016. Ce rapport est le plus récent au moment où a été établie l'estimation en novembre 2016. En ce qui concerne les tuyaux de cuivre, lors de l'estimation, nous avons pris en compte la dépréciation de la devise canadienne par rapport à la devise américaine et l'évolution de l'indice des prix industriels pour la catégorie des pièces de cuivre et alliages de cuivre sous forme brute, telle que publiée par Statistique Canada dans son rapport mensuel d'octobre 2016, représentant une augmentation de 23,75 %.

Avant d’entamer l’analyse proprement dite des soumissions, nous avons procédé aux vérifications d’usage liées à une éventuelle inscription de l’un des soumissionnaires sur l’une des listes qui nous obligerait à considérer le rejet ou la restriction pour certaines des soumissions reçues.

Aucun des soumissionnaires dans ce dossier ne doit être déclaré non conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle ou n’est inscrit au Registre des entreprises non admissibles. Le présent dossier d’appel d’offres ne requiert pas la présentation d’une attestation de l’Autorité des marchés financiers.

Les adjudicataires recommandés, par leurs soumissions, affirment s'être conformés en tout point à la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'estimation du coût total des ententes-cadres est de 893 023,86 $, taxes incluses, soit de 202 261,63 $ de plus que l’entente précédente qui était d’un montant de 690 762,23 $, taxes incluses. Il s'agit d'ententes-cadres collectives sans imputation budgétaire. Les achats seront effectués sur demande. Chaque bon de commande devra faire l'objet d'une approbation de crédits.
L’écart de prix entre ces deux ententes se justifie par une légère augmentation du coût des matières premières libellé en devise américaine, ainsi que la forte baisse de la devise canadienne, ce qui a fait augmenter considérablement les prix des pièces de cuivre et PVC requis aux opérations régulières du réseau égout et aqueduc de la Ville.

En comparaison avec les données de 2014, la baisse de la devise canadienne a influencé les

prix à la hausse d'environ 21 % ce qui a engendré une majoration incluant l'indice des prix industriels publié par Statistique Canada, de 26,20 % pour les tuyaux de PVC et de 23,75 % pour les tuyaux de cuivre.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'absence d'une entente-cadre alourdirait le processus d'approvisionnement en obligeant la négociation à la pièce en plus de faire perdre à la Ville la possibilité d'économie d'échelle. De plus, en laissant le soin à chaque utilisateur de procéder à leurs achats, la sécurité du réseau pourrait être compromise (ex. : pièces qui ne répondent pas aux normes de la Ville ou à la réglementation en vigueur).

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une communication sera transmise aux utilisateurs internes par le biais d'un bulletin «Info-achats» afin de les informer de la conclusion de l'entente-cadre ainsi que des modalités d'achat convenues.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Émission des ententes-cadres collectives à la suite de l'adoption de la résolution.

- Comité exécutif : le 15 mars 2017.
- Conseil municipal : le 27 mars 2017.
- Début du contrat prévu : le 27 mars 2017.
- Fin du contrat: 26 septembre 2019.
- Fin de contrat avec deux prolongations : 26 septembre 2021.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Étienne LANGLOIS
Agent d'approvisionnement niveau 2

Tél : 514 872-2988
Télécop. : 514 872-0863

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-03-02

Isabelle LAZURE
Chef de section

Tél : 514-872-6935
Télécop. : 514-872-0863

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Benoit DAGENAIS
Directeur général adjoint
Tél : 514 872-9466
Approuvé le : 2017-03-03

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Benoit DAGENAIS
Directeur général adjoint
Tél : 514 872-9466
Approuvé le : 2017-03-03

Tableau comparatif des prix reçus

#	Objet	Informations
1	Nom de l'agent d'approvisionnement	**Étienne Langlois**
2	Titre de l'appel d'offres	Fourniture de tuyaux de cuivre et PVC pour égout et aqueduc
3	Description (si nécessaire en complétement du titre)	**Groupe d'article A - Tuyaux en PVC avec joints**
4	No de l'appel d'offres	17-15479
5	**Préposée au secrétariat**	**Wi Lay Vannet**
6	Type de solicitation	Publique
7	Date d'ouverture	30 janvier 2017
8	Service requérant	
9	Requérant	Véronique Roussin



#	Soumissionnaire	Commentaires	Condition de paiement	Garantie de soumission	%/ $	Délai de livraison	Conformité	No de soumission
1	St-Germain Égouts et Aqueducs Inc.		30 jours	Fournie	45 907,90 $	3 à 5 jours	Conforme	19941
2	Wolseley Canada Inc.		30 jours	Fournie	5%		Conforme	19942

Tableau comparatif des prix reçus

No l'appel d'offres	17-15479	Titre de l'appel d'offres	Fourniture de tuyaux de cuivre et PVC pour égout et aqueduc			Nom de l'agent d'approvisionnement	Étienne Langlois
Date d'ouverture	30 janvier 2017	Appel d'offres	Publique	Service requérant		Requérant	Véronique Roussin

		Adjudicataire recommandé	
	St-Germain Égouts et Aqueducs Inc.	Wolseley Canada Inc.	0
Total avant taxes	267 778,69 $	245 917,36 $	
TPS	13 388,93 $	12 295,87 $	
TVQ	26 710,92 $	24 530,26 $	
TOTAL	**307 878,54 $**	**282 743,49 $**	

Commentaires	

Tableau comparatif des prix reçus

#	Objet	Informations
1	Nom de l'agent d'approvisionnement	**Étienne Langlois**
2	Titre de l'appel d'offres	Fourniture de tuyaux de cuivre et PVC pour égout et aqueduc
3	Description (si nécessaire en complétement du titre)	**Groupe d'article B - Tuyaux de cuivre de type « K »**
4	No de l'appel d'offres	17-15479
5	**Préposée au secrétariat**	**Wi Lay Vannet**
6	Type de solicitation	Publique
7	Date d'ouverture	30 janvier 2017
8	Service requérant	
9	Requérant	Véronique Roussin



#	Soumissionnaire	Commentaires	Condition de paiement	Garantie de soumission	%/ $	Délai de livraison	Conformité	No de soumission
1	St-Germain Égouts et Aqueducs Inc.		30 jours	Fournie	45 907,90 $	3 à 5 jours	Conforme	19943
2	Wolseley Canada Inc.		30 jours	Fournie	5%		Conforme	19944

Tableau comparatif des prix reçus

No l'appel d'offres	17-15479	Titre de l'appel d'offres	Fourniture de tuyaux de cuivre et PVC pour égout et aqueduc			Nom de l'agent d'approvisionnement	Étienne Langlois
Date d'ouverture	30 janvier 2017	Appel d'offres	Publique	Service requérant		Requérant	Véronique Roussin

	Adjudicataire recommandé		
	St-Germain Égouts et Aqueducs Inc.	Wolseley Canada Inc.	0
Total avant taxes	530 793,97 $	787 677,03 $	
TPS	26 539,70 $	39 383,85 $	
TVQ	52 946,70 $	78 570,78 $	
TOTAL	**610 280,37 $**	**905 631,66 $**	

Commentaires	

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Recherche avancée

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 17-15479
Numéro de référence : 1041265
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Fourniture de tuyaux de cuivre et PVC pour égout et aqueduc

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
J. Anctil inc. - Nathalie Dupont 3110 Route #222 Saint-Denis-de-Brompton, QC, j0b2p0 http://www.janctil.com NEQ : 1142400465	Madame Nathalie Dupont Téléphone : 819 846-2747 Télécopieur : 819 846-4100	**Commande : (1228586)** 2017-02-02 10 h 50 **Transmission :** 2017-02-02 10 h 50	2695401 - 17-15479 Addenda N°1 2017-02-02 10 h 50 - Téléchargement 2697914 - 17-15479 Addenda N°2 2017-02-02 10 h 50 - Téléchargement 2701975 - 17-15479 Addenda N°3 2017-02-03 11 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
St-Germain Égouts et Aqueducs Inc 3800, boul. Sir Wilfrid-Laurier, (voie de service de la 116) Saint-Hubert, QC, J3Y 6T1 NEQ : 1147464847	Madame Pascale Bombardier Téléphone : 450 671-6171 Télécopieur : 450 671-3930	**Commande : (1218611)** 2017-01-13 9 h 01 **Transmission :** 2017-01-13 9 h 01	2695401 - 17-15479 Addenda N°1 2017-01-20 14 h 57 - Courriel 2697914 - 17-15479 Addenda N°2 2017-01-26 9 h 04 - Courriel 2701975 - 17-15479 Addenda N°3

				2017-02-03 11 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Ville de L'Assomption. 399, rue Dorval L'Assomption, QC, J5W 1A1 NEQ :	Monsieur André Boisvert Téléphone : 450 589-5671 Télécopieur : 450 589-4512	**Commande : (1224264)** 2017-01-25 10 h 33 **Transmission :** 2017-01-25 10 h 33	2695401 - 17-15479 Addenda N°1 2017-01-25 10 h 33 - Téléchargement Mode privilégié : Ne pas recevoir
☐	Wolseley Canada Inc. 600 Bériault Longueuil, QC, J4G 1S8 NEQ : 1160289493	Madame Marie-Josée Cantara Téléphone : 450 651-9011 Télécopieur : 450 651-7492	**Commande : (1218063)** 2017-01-12 10 h **Transmission :** 2017-01-12 10 h	2695401 - 17-15479 Addenda N°1 2017-01-20 14 h 57 - Courriel 2697914 - 17-15479 Addenda N°2 2017-01-26 9 h 04 - Courriel 2701975 - 17-15479 Addenda N°3 2017-02-03 11 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Sélectionner Annuler

Autorité des
marchés financiers

© 2003-2017 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.14

2017/03/27 13:00

(1)

Dossier # : 1167231061

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Construction Urbex inc., pour des travaux de voirie, là où requis, aux arrêts d'autobus dans différentes rues de la ville de Montréal (PMIR 2017 - réseau artériel et centre-ville). Dépense totale de 1 665 320,47 $ (contrat: 1 519 320,47 $ + incidences: 146 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 287405 - 4 soumissionnaires

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 1 665 320,47 $, taxes incluses, pour des travaux de voirie, là où requis, aux arrêts d'autobus dans différentes rues de la ville de Montréal (P.M.I.R. 2017 - réseau artériel et centre-ville), comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

2. d'accorder à Construction Urbex inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 519 320,47 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 287405 ;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2017-01-30 08:53

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1167231061**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Construction Urbex inc., pour des travaux de voirie, là où requis, aux arrêts d'autobus dans différentes rues de la ville de Montréal (PMIR 2017 - réseau artériel et centre-ville). Dépense totale de 1 665 320,47 $ (contrat: 1 519 320,47 $ + incidences: 146 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 287405 - 4 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

La Direction des transports du Service des infrastructures, de la voirie et des transports (SIVT) poursuit – via son *Programme de réfection du réseau routier artériel* – sa mission de planifier les activités de réhabilitation sur le réseau routier, et ce, aux fins d'en préserver le niveau de service établi tout au long du cycle de vie des différents actifs.
Tous les investissements alloués à la protection du réseau routier artériel témoignent de l'engagement de la Ville de Montréal à améliorer tant le confort et la sécurité des usagers de la route, la qualité de vie des citoyens, que l'efficacité des déplacements des personnes et des marchandises.

En plus de son programme de réfection routière (PRR) et de son programme complémentaire de planage et revêtement (PCPR), la Direction des transports – via son *Programme de maintien des infrastructures routières (PMIR)* – vise à assurer la pérennité des investissements consacrés à la remise à niveau de la condition du réseau routier et à prolonger la durée de vie des chaussées par l'application de meilleures techniques d'interventions. Le PMIR comporte des interventions pour l'entretien préventif, le maintien de la condition et des mesures palliatives. Il constitue un effort additionnel à ceux déployés par les arrondissements. Ce programme implique des dépenses autant capitalisables que payées au budget de fonctionnement du Service.

Tous ces programmes viennent donc contribuer au développement et à la croissance de Montréal, en atténuant le problème de dégradation des infrastructures routières et en améliorant l'état global des chaussées.

Le présent dossier vise une des activités du P.M.I.R, soit la reconstruction de la chaussée aux arrêts d'autobus. La Société de transport de Montréal a identifié une liste de vingt-neuf

(29) arrêts d'autobus nécessitant des interventions. À certains arrêts, la chaussée étant affaissée par les arrêts fréquents et le poids des autobus, la circulation des autobus ne peut se faire sans entrave. Il faut donc revoir la composition de la chaussée et reconstruire une chaussée en béton plus solide.

La Direction des transports a mandaté la Direction des infrastructures du SIVT afin de préparer les documents requis au lancement de l'appel d'offres et de réaliser les travaux mentionnés à l'objet du présent dossier.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas.

DESCRIPTION

Les travaux de ce contrat consistent principalement en des travaux de reconstruction de chaussée, aux arrêts d'autobus dans différentes rues de la ville de Montréal - (PMIR 2017 - réseau artériel et centre-ville). Les travaux, là où requis, seront exécutés sur une distance totalisant environ 775 m de chaussée. En effet, la chaussée de certains arrêts d'autobus étant affaissée à cause du poids et de la chaleur dégagée par les autobus, il faut reconstruire la chaussée endommagée en enrobé bitumineux par une chaussée en béton, afin d'augmenter la durée de vie utile de cet actif, et ce à vingt-neuf (29) arrêts d'autobus. La reconstruction de trottoirs est prévue à certains endroits où la chaussée est davantage affaissée afin de refaire la bordure du trottoir et de maintenir cet actif en état. Cette reconstruction est accessoire et nécessaire sur une distance totalisant 285 m de trottoirs. Veuillez trouver en pièces jointes la description des principaux actifs visés par les travaux ainsi qu'une liste des intersections visées.

Dans notre démarche de concertation, les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties prenantes avant le lancement de l'appel d'offres. Des demandes de commentaires ont été transmises au requérant lors de l'élaboration des plans et devis, aux différentes étapes d'avancement, lesquelles ont été prises en compte.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 138 120,04 $ (taxes incluses), soit 10 % du coût des travaux avant les taxes, tel que décrit au bordereau d'appel d'offres.

Les dépenses incidentes au présent dossier comprennent des dépenses en matière d'utilités publiques, de marquage et signalisation, de gestion des impacts, ainsi que des frais de laboratoire pour le contrôle qualitatif des matériaux et pour la gestion des sols excavés. Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document *Incidences et ristournes* en pièce jointe.

Il y a lieu de préciser que deux appels d'offres portant les numéros 287403 et 287404 pour le même type de travaux ont été publiés simultanément du 14 octobre au 9 novembre 2016. Ces deux appel d'offres ont été annulés car les prix soumissionnés des plus bas soumissionnaires, soit 1 692 624,38 $ pour l'appel d'offres #287403 et 1 061 222,84 $ pour l'appel d'offres 287404, étaient à plus de 30 % supérieurs aux estimations des professionnels de la Division de la gestion des projets et de l'économie de la construction (DGPÉC). Les résultats d'ouverture de ces appels d'offres sont joints au dossier.

La Direction des infrastructures a décidé de modifier sa stratégie de sollicitation du marché en intégrant le contenu des deux soumissions initiales pour former la présente soumission (287405) afin d'offrir aux entrepreneurs la possibilité de soumissionner sur un contrat de plus grande envergure. Cette stratégie s'est avérée positive, l'écart de prix est de 1 234 526,75 $, favorable à la Ville, entre le prix total des deux plus basses soumissions des

appels d'offres annulés, soit 2 753 847,22 $ et le prix du plus bas soumissionnaire du présent appel d'offres. Ceci a permis à un entrepreneur qui n'avait pas soumissionné dans les appels d'offres précédents, de déposer une soumission agressive.

Lors de la publication du présent appel d'offres #288705, dix (10) preneurs du cahier des charges n'ont pas soumissionné. Voici les motifs de désistement mentionnés:
- les exigences demandées non rencontrées (1),
- les délais de livraison sont hors d'atteinte (1),
- la période de soumission ne convient pas (1),
- la difficulté à obtenir la garantie requise (1),
- un surplus de soumissions (1),
- cinq (5) firmes n'ont pas motivé leur désistement à soumissionner.

La liste des preneurs du cahier des charges (SEAO) se trouve en pièce jointe.

JUSTIFICATION

Le tableau des résultats de soumission présenté dans le formulaire Annexe résume la liste des soumissionnaires et des prix soumis, l'écart de prix entre les deux plus basses soumissions reçues et l'écart entre l'estimation des professionnels et le montant du contrat à accorder.
L'équipe de l'économie de la construction de la DGPEC a procédé à l'analyse des soumissions déposées par quatre (4) entrepreneurs. Les prix des articles de dalle de béton et de maintien de la circulation fournis par le plus bas soumissionnaire sont nettement inférieurs à ceux de l'estimation de soumission et de la moyenne des soumissions reçues. En considérant un écart de 30,2 %, favorable à la Ville, la DGPEC recommande l'octroi du contrat.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal relatif à ce contrat est de 1 665 320,47 $, taxes incluses incluant des incidences de 146 000,00 $, taxes incluses. Cette dépense est entièrement assumée par la ville centrale.
Cette dépense de 1 665 320,47 $ représente un coût net de 1 520 659,56 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale, lequel est financé par le règlement d'emprunt 16-010 « Réfection du réseau routier ».

Cette dépense est prévue au PTI de la Direction des transports.

La répartition du coût des travaux et des incidences est présentée en pièces jointes dans les documents «Incidences et ristournes» et «Budget requis».

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure à la date d'échéance de la validité de la soumission, soit le 11 mai 2017, le plus bas soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les coûts afférents.
L'impact sur la circulation est décrit en pièce jointe dans le document « Principes de gestion de la circulation ».

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication a été approuvée par le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES:
Octroi du contrat : à la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées
Début des travaux : juillet 2017
Fin des travaux : septembre 2017

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jorge PALMA-GONZALES)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jean CARRIER, Service des infrastructures_voirie et transports

Lecture :

Jean CARRIER, 19 janvier 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Robert CARDIN
.

Tél : 514 872-0451
Télécop. : 514 872-9973

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-01-18

Yvan PÉLOQUIN
Chef de division - Conception des travaux

Tél : 514 872-7816
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Chantal AYLWIN

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE

Directrice des infrastructures
Tél : 514 872-4101
Approuvé le : 2017-01-26

Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2017-01-27

ANNEXE - CONTRAT DE CONSTRUCTION

INFORMATIONS RELATIVES AU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET À SON RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 287405 — No du GDD : 1167231061

Titre de l'appel d'offres : Travaux de voirie, là où requis, aux arrêts d'autobus dans différentes rues de la Ville de Montréal (P.M.I.R. 2017 réseau artériel et centre-ville)

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 28 - 11 - 2016 — Ouverture originalement prévue le : 21 - 12 - 2016

Ouverture faite le : 11 - 1 - 2017 — Délai total accordé aux soumissionnaires : 43 jrs

Addenda émis

Nombre d'addenda émis durant l'appel d'offres : 2 — ***Si addenda, détailler ci-après***

Date de l'addenda	Description sommaire de l'addenda	Impact sur le coût estimé du contrat ($)
9 - 12 - 2016	Correction quantité de bitume 50 mm épaisseur	(131 580.00)
14 - 12 - 2016	Correction quantité de bitume 150 mm épaisseur et report de la date d'ouverture	46 800.00

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 14 — Nbre de soumissions reçues : 4 — % de réponses : 29

Nbre de soumissions rejetées : — % de rejets : 0.0

Soumissions rejetées (nom)	Motif(s) de rejet: administratif et / ou technique

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs — Date d'échéance initiale : 11 - 5 - 2017

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs — Date d'échéance révisée : JJ - MM - AAAA

Résultats de l'appel d'offres

Soumissions conformes	Prix soumis incluant taxes et corrections au besoin		
	Avant contingences	Contingences	Total
CONSTRUCTION URBEX INC.	1 381 200.43	138 120.04	1 519 320.47
LES ENTREPRISES VENTEC INC.	2 392 319.32	239 231.93	2 631 551.25
EUROVIA QUEBEC CONSTRUCTION INC.	2 421 549.81	242 154.99	2 663 704.80
LES ENTREPRENEURS BUCARO INC.	2 473 327.24	247 332.74	2 720 659.98
Estimation **interne**	1 980 004.63	198 000.47	2 178 005.10

Écart entre la plus basse soumission et l'estimation **-30.2%**

Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse **73.2%**

Dossier à être étudié par la CEC : **Oui** **NON** **X**

Validation du droit de contracter du soumissionnaire recommandé (cocher la case appropriée)

	N.A.	OK		N.A.	OK	
RBQ		x	AMF		x	***Joindre l'attestation de l'AMF, le cas échéant***
RENA		x	Revenu Qc		x	

Recommandation

Nom du soumissionnaire : CONSTRUCTION URBEX INC.

Montant du contrat (incluant les contingences) ($) : 1 519 320.47

Montant des incidences ($) : 146 000.00

Date prévue de début des travaux : 3 7 - 2017 — Date prévue de fin des travaux : 15 - 9 - 2017

Montréal

Actifs visés par le projet

Soumission: 287405

Titre: **Reconstruction de chaussée et de trottoirs, là où requis, aux arrêts d'autobus, dans différentes rues de la Ville de Montréal (PMIR 2017- réseau artériel et centre-ville)**

Arrondissement: **Plusieurs**

Voirie

	Nature des travaux	Quantité	Unité	Commentaires
Chaussée	Reconstruction de chaussée rigide (**29 arrêts d'autobus**)	2715	m²	Longueur des tronçons: ± 775 mètres lineaires
Trottoir, Bordure et Mail	Trottoirs	725	m²	Longueur, ± 485 mètres linéaires
			m²	
			m²	

Égout / Aqueduc

Type d'Intervention et Diamètre	Quantité	Unité	Commentaires
		m	
		m	
		m	
		m	
		m	
		m	

Éclairage / Feux

Type d'Intervention	Quantité	Unité	Commentaires
		unité	
		unité	
		m lin.	
		m	
		intersection	

Préparé par:	Robert Cardin, ing.	Date:	13/01/2017

Réfection des arrêts d'autobus 2017 - Soumission 287405
Liste des rues et localisation de l'arrêt

Arrondissement	Rue	Intersection	ID_TRC	COIN	PLAN
Plateau-Mont-Royal	du Parc	Prince-Arthur	1250218	S / E	C-5355-000
Plateau-Mont-Royal	du Parc	Saint-Viateur	1240273	S / O	C-5356-000
Plateau-Mont-Royal	du Parc	Van Horne	1240274	S / E	C-5357-000
RDP-PAT	Gouin Est	Sherbrooke Est		N / E	C-5340-000
RDP-PAT	Maurice-Duplessis	Armand-Bombardier	1624520	S / O	C-5339-000
RDP-PAT	Maurice-Duplessis	Rivière-des-Prairies	1480668	S / O	C-5338-000
RDP-PAT	Notre-Dame Est	32e avenue	1500336	S / O	C-5358-000
Montréal-Nord	Lacordaire	Charleroi	1611058	N / O	C-5341-000
Montréal-Nord	Henri-Bourassa Est	Saint-Michel	1609975	S / O	C-5352-000
Montréal-Nord	Henri-Bourassa Est	Saint-Vital	1609934	N / E	C-5353-000
Montréal-Nord	Lacordaire	Henri-Bourassa	1611044	N / O	C-5354-000
Ahuntsic - Cartierville	Henri-Bourassa Est	Francis	1050451	S / O	C-5347-000
Ahuntsic - Cartierville	Henri-Bourassa Est	Georges-Baril	1050459	S / O	C-5348-000
Ahuntsic - Cartierville	Sauvé Ouest	Meilleur	1030477	N / E	C-5349-000
Saint-Laurent	Côte-Vertu	Grimard (265)	1607736	N / O	C-5343-000
Saint-Laurent	Côte-Vertu	Jules-Poitras (395)	1607740	N / O	C-5342-000
Saint-Laurent	Côte-Vertu	Sainte-Croix (1325)	1608123	N / O	C-5345-000
Saint-Laurent	Côte-Vertu (dir. Est)	Gohier	1608155	S / E	C-5362-000
Saint-Laurent	Côte-Vertu (dir. Ouest)	Gohier	1608156	N / E	C-5362-000
Rosemont	Bélanger	Pie IX	1080033	S / O	C-5337-000
Rosemont	Saint-Michel	Masson	1190220	S / E	C-5336-000
Rosemont	Saint-Michel	Mont-Royal Est	1190216	S / E	C-5335-000
Rosemont	Davidson	Rachel Est	1190052	S / E	C-5334-000
Rosemont	Bélanger	19e avenue	1080030	S / O	C-5359-000
Rosemont	Rosemont	35e avenue	1180244	N / E	C-5360-000
Rosemont	Rosemont	D'Iberville	1160387	S / O	C-5361-000
Villeray - Saint-Michel	Jarry Est	Pie IX	1081109	S / O	C-5346-000
Mercier-Hochelaga	Langelier	Rosemont	1430474	S / O	C-5351-000
Mercier-Hochelaga	Dickson	Ontario	4008042	S / O	C-5350-000

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Résultats d'ouverture

Numéro : 287403
Numéro de référence : 1019611
Statut : Annulé
Titre : Travaux de voirie, là où requis, aux arrêts d'autobus dans différentes rues de la Ville de Montréal - (P.M.I.R. 2016 réseau artériel).

Raison de l'annulation

Aucune soumission retenue

Informations sur l'avis

Titre de l'avis :	Travaux de voirie, là où requis, aux arrêts d'autobus dans différentes rues de la Ville de Montréal - (P.M.I.R. 2016 réseau artériel).
Date de fermeture de l'avis :	2016-11-09 Avant 14h, Heure légale du Québec
Date de publication des résultats d'ouverture :	2016-11-14 10 h 06
Organisme :	**Ville de Montréal** **Ville de Montréal / SITE - Direction des infrastructures**

Soumissionnaires

Prendre note que tous les montants saisis incluent les taxes.

Soumissionnaire	NEQ	Contact	Prix soumis
Les Entrepreneurs Bucaro Inc. 10,441 rue Balzac Montréal-Nord Montréal, (QC) CAN H1H 3L6	1144756336	Monsieur Andrea BUcaro Téléphone : 514 325-7729 Télécopieur : 514 325-7183	1 692 624,38 $
Eurovia Québec Construction Inc. (Montréal) 6200 St-Patrick Montréal, (QC) CAN H4E1b3	1169491884	Madame Ghislaine Dujmovic Téléphone : 514 766-2550	1 701 887,00 $
Les Entreprises Ventec Inc 5600 rue Notre-Dame O Bureau 104 Montréal, (QC) CAN H4C 1V1	1145668878	Monsieur Gino Ventura Téléphone : 514 932-5600 Télécopieur : 514 932-8972	1 787 499,08 $
Les Entreprises Michaudville Inc. 270 rue Brunet Mont-Saint-Hilaire, (QC) CAN J3G 4S6 http://www.michaudville.com	1142707943	Monsieur Sylvain Phaneuf Téléphone : 450 446-9933 Télécopieur : 450 446-1933	1 800 000,00 $

© 2003-2017 Tous droits réservés

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Résultats d'ouverture

Numéro : 287404
Numéro de référence : 1022336
Statut : Annulé
Titre : Travaux de voirie, là où requis, aux arrêts d'autobus dans différentes rues de la Ville de Montréal - (P.M.I.R. 2017 réseau artériel et centre-ville).

Raison de l'annulation

Aucune soumission retenue

Informations sur l'avis

Titre de l'avis :	Travaux de voirie, là où requis, aux arrêts d'autobus dans différentes rues de la Ville de Montréal - (P.M.I.R. 2017 réseau artériel et centre-ville).
Date de fermeture de l'avis :	2016-11-09 Avant 14h, Heure légale du Québec
Date de publication des résultats d'ouverture :	2016-11-16 9 h 24
Organisme :	**Ville de Montréal** **Ville de Montréal / SITE - Direction des infrastructures**

Soumissionnaires

Prendre note que tous les montants saisis incluent les taxes.

Soumissionnaire	NEQ	Contact	Prix soumis
Les Entrepreneurs Bucaro Inc. 10,441 rue Balzac Montréal-Nord Montréal, (QC) CAN H1H 3L6	1144756336	Monsieur Andrea BUcaro Téléphone : 514 325-7729 Télécopieur : 514 325-7183	1 061 222,84 $
Les Entreprises Ventec Inc 5600 rue Notre-Dame O Bureau 104 Montréal, (QC) CAN H4C 1V1	1145668878	Monsieur Gino Ventura Téléphone : 514 932-5600 Télécopieur : 514 932-8972	1 144 038,62 $
Eurovia Québec Construction Inc. (Montréal) 6200 St-Patrick Montréal, (QC) CAN H4E1b3	1169491884	Madame Ghislaine Dujmovic Téléphone : 514 766-2550	1 241 184,03 $

© 2003-2017 Tous droits réservés

Montréal

BUDGET REQUIS

Dossier n° 116 7231061

Service des infrastructures, de la voirie et des transports

SERVICE REQUERANT : 28-06
SERVICE EXECUTANT : 28-03

Soumission: 287405

INTITULE : Travaux de voirie, là où requis, aux arrêts d'autobus dans différentes rues de la Ville de Montréal - (réseau artériel et centre-ville).

PROJET: 55859

Sous-projet : 1655859029		2017	2018	2019	Ult.	Total
REQUIS	INVESTI NET	1329	0	0	0	1329
	B.F.	0	0	0	0	0
	EMPRUNT NET	1329	0	0	0	1329

Sous-projet : 1655859026		2017	2018	2019	Ult.	Total
REQUIS	INVESTI NET	58	0	0	0	58
	B.F.	0	0	0	0	0
	EMPRUNT NET	58	0	0	0	58

Sous-projet : 1655859030		2017	2018	2019	Ult.	Total
REQUIS	INVESTI NET	73	0	0	0	73
	B.F.	0	0	0	0	0
	EMPRUNT NET	73	0	0	0	73

Sous-projet : 1655859031		2017	2018	2019	Ult.	Total
REQUIS	INVESTI NET	60	0	0	0	60
	B.F.	0	0	0	0	0
	EMPRUNT NET	60	0	0	0	60

TOTAL		2017	2018	2019	Ult.	Total
REQUIS	INVESTI NET	1520	0	0	0	1520
	B.F.	0	0	0	0	0
	EMPRUNT NET	1520	0	0	0	1520

Signature	Nom en majuscules	Téléphone	Date	Page
	Robert Cardin, ing.	514-872-0451	16 janv. 2017	1 de 1

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

SOMMAIRE PAR SOUS-PROJETS (PROJETS SIMON)		SOUMISSION:	287405	DATE:
#GDD:	1167231061	DRM:	2874	2017/01/16
RESPONSABLE:	Robert Cardin	GROUPE:		
INTITULÉ DU PROJET:	Travaux de voirie, là où requis, aux arrêts d'autobus dans différentes rues de la Ville de Montréal - (P.M.I.R. 2017 réseau artériel et centre-ville).			

PROJET INVESTI: 55859 Desc et client-payeur: **Infrastructures-Division des gestion des actifs**

info additionnelle

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences	
1655859029	164662	1 329 235.19 $	1 455 685.83 $	0.00 $	132 335.08 $	C
1655859030	164663	73 050.66 $	0.00 $	80 000.00 $	0.00 $	C
1655859031	164664	60 266.80 $	0.00 $	66 000.00 $	0.00 $	C
1655859026	164659	58 106.91 $	63 634.64 $	0.00 $	5 784.97 $	C
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**1 520 659.56 $**	**1 519 320.47 $**	**146 000.00 $**	**138 120.04 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	

TOTAL	**1 520 659.56 $**	**1 519 320.47 $**	**146 000.00 $**	**138 120.04 $**
TOTAL (Contrat + Incidences)		**1 665 320.47 $**		

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**GRAND TOTAL**	**SOUMISSION:** 287405	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**GROUPE:** 0	**16/01/2017**
INTITULÉ DU PROJET:	**Travaux de voirie, là où requis, aux arrêts d'autobus dans différentes rues de la Ville de Montréal - (P.M.I.R. 2017 réseau artériel et centre-ville).**		

			Toutes taxes incluses
MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			1 519 320.47 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	138 120.04 $		
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques		38 000.00 $	
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.		0.00 $	
Laboratoire, contrôle qualitatif		40 000.00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation		11 000.00 $	
Communication		0.00 $	
Gestion des impacts		17 000.00 $	
Gestion des sols excavés		40 000.00 $	
XXX		0.00 $	
	TOTAL À REPORTER	146 000.00	146 000.00 $
Dépenses à autoriser - GRAND TOTAL			1 665 320.47 $
Imputation (crédits)			1 520 659.56 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		72 420.98	144 479.86
Ristournes TPS et TVQ à 50%		144 660.91	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ›	Robert Cardin

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1655859029**	**SOUMISSION:**	**287405**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**164662**	**GROUPE:**	**0**	**16/01/2017**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Reconstruction de la chaussée et de trottoirs aux arrêts d'autobus de la Ville de Montréal**			
ENTREPRENEUR	**Construction Urbex Inc.**			

Toutes taxes incluses

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			1 455 685.83 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	132 335.08 $		
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Communication			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			1 455 685.83 $
Imputation (crédits)			1 329 235.19 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		63 304.45	126 292.38
Ristournes TPS et TVQ à 50%		126 450.64	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR	Robert Cardin

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1655859030**	**SOUMISSION:**	**287405**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**164663**	**GROUPE:**	**0**	**16/01/2017**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Reconstruction de la chaussée et de trottoirs aux arrêts d'autobus de la Ville de Montréal**			
ENTREPRENEUR ▸	**Services professionnels**			

Toutes taxes incluses

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE			
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif		40 000.00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Communication			
Gestion des impacts			
Gestion des sols excavés		40 000.00 $	
XXX			
	TOTAL À REPORTER	80 000.00	80 000.00 $
Dépenses totales à autoriser			80 000.00 $
Imputation (crédits)			73 050.66 $
Montant de dépôt			

		TPS 5%	TVQ 9,975%
TAXES:			
À payer avant ristournes (100%)		3 479.02	6 940.64
Ristournes TPS et TVQ à 50%		6 949.34	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Robert Cardin

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1655859031**	**SOUMISSION:**	**287405**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**164664**	**GROUPE:**	**0**	**16/01/2017**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Reconstruction de la chaussée et de trottoirs aux arrêts d'autobus de la Ville de Montréal**			
ENTREPRENEUR ▸	**Services techniques**			

Toutes taxes incluses

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE			
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques		38 000.00 $	
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation		11 000.00 $	
Communication			
Gestion des impacts		17 000.00 $	
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	66 000.00	66 000.00 $
Dépenses totales à autoriser			66 000.00 $
Imputation (crédits)			60 266.80 $
Montant de dépôt			

	TPS 5%	TVQ 9,975%
TAXES: À payer avant ristournes (100%)	2 870.19	5 726.03
Ristournes TPS et TVQ à 50%	5 733.20	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Robert Cardin

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1655859026**	**SOUMISSION:**	**287405**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**164659**	**GROUPE:**	**0**	**16/01/2017**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Reconstruction de la chaussée et de trottoirs aux arrêts d'autobus de la Ville de Montréal (centre-ville)**			
ENTREPRENEUR ▸	**Construction Urbex Inc.**			

Toutes taxes incluses

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			63 634.64 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	5 784.97 $		
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Communication			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			63 634.64 $
Imputation (crédits)			58 106.91 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	2 767.33	5 520.81
Ristournes TPS et TVQ à 50%	5 527.73	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Robert Cardin

SOUMISSION NO. 287405

TRAVAUX DE VOIRIE, LÀ OÙ REQUIS, AUX ARRÊTS D'AUTOBUS DANS DIFFÉRENTES RUES DE LA VILLE DE MONTRÉAL – (P.M.I.R. 2017 RÉSEAU ARTÉRIEL ET CENTRE-VILLE).

ENTRAVES ET ENJEUX DE CIRCULATION *Liste des rues touchées par les travaux* : – *Boul. Gouin;* – *boul. Maurice-Duplessis;* – *rue Notre-Dame;* – *boul. Lacordaire;* – *boul. Henri-Bourassa;* – *rue Sauvé;* – *boul. de la Côte-Vertu;* – *rue Bélanger;* – *boul. Saint-Michel;* – *boul. Rosemont;* – *boul. Langelier;* – *Av. du Parc;* – *rue Dickson;* – *rue Jarry;* – *rue Davidson.* *Arrondissements touchés par les travaux* : – *Rosemont-La Petite Patrie;* – *Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension;* – *Mercier-Hochelaga-Maisonneuve;* – *Plateau-Mont-Royal* – *Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles;* – *Montréal-Nord;* – *Ahuntsic-Cartierville;* – *Saint-Laurent.*	▪ Horaire des travaux : Du lundi au vendredi de 07 h 00 à 19 h 00 (sauf indications contraires). Les travaux ayant un impact important sur la circulation doivent être effectués entre 09 h 30 et 15 h 00 (hors-pointe), de fin de semaine allongée (vendredi 9 h 00 à lundi 05 h 00), ou de nuit entre 20 h 00 et 05h 00 en fonction du type de travaux. ▪ L'Entrepreneur effectue les travaux requis immédiatement. Les voies doivent être redonnées à la circulation à la fin de chaque quart de travail excepté lors de la cure du béton. ▪ Mobilisation (hors-fonction) et démobilisation des dispositifs nécessaires au maintien de la circulation de nuit. ▪ **Phase 1** : les travaux trottoirs doivent être réalisés à l'aide de fermetures partielles, selon la largeur et la géométrie de la chaussée. ▪ **Phase 2** : les travaux de planage, de correction doivent être réalisés à l'aide de fermetures partielles, selon la largeur et la géométrie de la chaussée. ▪ **Phase 3** : les travaux de construction de dalles en béton doivent être réalisés à l'aide de fermetures partielles, selon la largeur et la géométrie de la chaussée. ▪ **Phase 4** : les travaux de pavage final doivent être réalisés à l'aide de fermetures partielles ou complètes, selon la largeur et la géométrie de la chaussée. Dans la plupart des cas, il s'agit de fermeture complète d'une direction avec mise en place d'un contresens dans l'autre direction. ▪ Chaque phase et sous-phase de travaux doit être exécutée dans sa totalité de manière séquentielle pour chaque rue ou localisation, suivant l'ordre présenté aux tableaux du cahier C de prescriptions spéciales, et ne peut être réalisée de manière concourante. ex : 1, 2, 3, 4… ▪ L'Entrepreneur n'est autorisé qu'à fermer une seule intersection routière à la fois et qu'à effectuer les travaux sur deux (2) tronçons consécutifs simultanément de part et d'autre d'une même intersection lors de l'avancement des travaux. ▪ Deux (2) axes parallèles ne doivent en aucun cas être entravés de manière simultanée dans le secteur des travaux, incluant les axes d'autres chantiers à proximité. ▪ Les arrêts d'autobus concernés devront être annulés ou relocalisés de concert avec la STM et le Directeur. L'Entrepreneur et le représentant du Directeur doivent travailler étroitement avec la STM pour confirmer les travaux au quotidien.

Préparé par : Florian Peignier, ing.

MESURES DE GESTION DES IMPACTS	▪ L'installation de panneaux d'information générale (1 200 mm x 900 mm) est prévue avant le début des travaux pour chaque rue. ▪ L'Entrepreneur doit installer au moins deux PMVMS (panneaux à messages variables mobiles) par phase ou sous-phase de travaux pour les artères principales suivantes : avenue du Parc, rue Dickson, boulevard Lacordaire, boulevard Henri-Bourassa, boulevard Lacordaire et boulevard de la Côte-Vertu; ▪ Les plages horaires des travaux ainsi que les chemins de détour ont été optimisés afin de limiter les contraintes sur la circulation. ▪ La gestion des mouvements sur le réseau routier doit se faire à l'aide de signaleurs, notamment pour le maintien des services publics et d'urgence en tout temps. ▪ Les accès aux riverains et aux commerces doivent être maintenus en tout temps et les trottoirs doivent être laissé libres de tout obstacle. ▪ Les plages horaires ou journées de restriction doivent apparaître sur les panneaux de stationnement/arrêt interdit.

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 2 mai 2014

CONSTRUCTION URBEX INC.
A/S MONSIEUR MARC-ANDRÉ BASTIEN
3410, HORMIDAS-DESLAURIERS
LACHINE (QC) H8T 3P2

N° de décision : 2014-CPSM-1026658
N° de client : 3000227068

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'Autorité) accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires URBEX CONSTRUCTION INC., une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65.1 (la LCOP). CONSTRUCTION URBEX INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **1er mai 2017** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 287405
Numéro de référence : 1032469
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Travaux de voirie, là où requis, aux arrêts d'autobus dans différentes rues de la Ville de Montréal (P.M.I.R. 2017 réseau artériel et centre-ville)

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Aménagement De Sousa 1865 #C rue fortin Laval, QC, H7S1P1	Monsieur Wilson De Sousa Téléphone : 450 663-3000 Télécopieur : 450 663-2000	**Commande : (1210175)** 2016-12-09 14 h 16 **Transmission :** 2016-12-09 14 h 16	2682924 - 287405_Addenda 1 2016-12-09 16 h 42 - Courriel 2682925 - 287405_Formulaires de soumission (devis) 2016-12-09 16 h 47 - Courriel 2682926 - 287405_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-12-09 16 h 47 - Téléchargement 2684278 - 287405_Addenda 2_incluant report de date 2016-12-14 17 h 33 - Courriel 2684279 - 287405_Formulaires de soumission (devis) 2016-12-14 17 h 42 - Courriel 2684280 - 287405_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-12-14 17 h 42 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Charex 14940 rue Louis M Taillon Mirabel, QC, J7N 2K4	Monsieur Stéphan Charette Téléphone : 450 475-1135 Télécopieur : 450 475-1137	**Commande : (1207045)** 2016-11-30 16 h 49 **Transmission :** 2016-11-30 16 h 49	2682924 - 287405_Addenda 1 2016-12-09 16 h 42 - Courriel 2682925 - 287405_Formulaires de soumission (devis) 2016-12-09 16 h 47 - Courriel 2682926 - 287405_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-12-09 16 h 47 - Téléchargement 2684278 - 287405_Addenda 2_incluant report de date 2016-12-14 17 h 33 - Courriel 2684279 - 287405_Formulaires de soumission (devis) 2016-12-14 17 h 42 - Courriel

			2684280 - 287405_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-12-14 17 h 42 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Construction GC-Merineau ltée 2481, Dollard Montréal, QC, H8N 1S2	Monsieur Joe Ciconte Téléphone : 514 768-0222 Télécopieur : 514 768-7450	**Commande : (1208073)** 2016-12-05 8 h 26 **Transmission :** 2016-12-05 8 h 26	2682924 - 287405_Addenda 1 2016-12-09 16 h 42 - Courriel 2682925 - 287405_Formulaires de soumission (devis) 2016-12-09 16 h 47 - Courriel 2682926 - 287405_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-12-09 16 h 47 - Téléchargement 2684278 - 287405_Addenda 2_incluant report de date 2016-12-14 17 h 33 - Courriel 2684279 - 287405_Formulaires de soumission (devis) 2016-12-14 17 h 42 - Courriel 2684280 - 287405_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-12-14 17 h 42 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Demix Construction, une division de CRH Canada inc. 26 rue Saulnier Laval, QC, H7M 1S8 http://www.crhcanada.com	Madame Julie Boudreault Téléphone : 450 629-3533 Télécopieur : 450 629-3549	**Commande : (1206689)** 2016-11-30 9 h 31 **Transmission :** 2016-11-30 9 h 52	2682924 - 287405_Addenda 1 2016-12-09 16 h 42 - Courriel 2682925 - 287405_Formulaires de soumission (devis) 2016-12-09 16 h 47 - Courriel 2682926 - 287405_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-12-09 16 h 47 - Téléchargement 2684278 - 287405_Addenda 2_incluant report de date 2016-12-14 17 h 33 - Courriel 2684279 - 287405_Formulaires de soumission (devis) 2016-12-14 17 h 42 - Courriel 2684280 - 287405_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-12-14 17 h 42 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Environnement Routier NRJ Inc . 23 av Milton Lachine	Madame Louise Genest Téléphone : 514 481-0451	**Commande : (1206831)** 2016-11-30 11 h 47 **Transmission :** 2016-11-30 11 h 47	2682924 - 287405_Addenda 1 2016-12-09 16 h 42 - Courriel

Montréal, QC, H8R 1K6 http://www.nrj.ca	Télécopieur : 514 481-2899		2682925 - 287405_Formulaires de soumission (devis) 2016-12-09 16 h 47 - Courriel 2682926 - 287405_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-12-09 16 h 47 - Téléchargement 2684278 - 287405_Addenda 2_incluant report de date 2016-12-14 17 h 33 - Courriel 2684279 - 287405_Formulaires de soumission (devis) 2016-12-14 17 h 42 - Courriel 2684280 - 287405_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-12-14 17 h 42 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Eurovia Québec Construction Inc. (Montréal) 6200 St-Patrick Montréal, QC, H4E1b3	Madame Ghislaine Dujmovic Téléphone : 514 766-2550 Télécopieur :	**Commande : (1207038)** 2016-11-30 16 h 37 **Transmission :** 2016-11-30 16 h 37	2682924 - 287405_Addenda 1 2016-12-09 16 h 43 - Courriel 2682925 - 287405_Formulaires de soumission (devis) 2016-12-09 16 h 47 - Courriel 2682926 - 287405_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-12-09 16 h 47 - Téléchargement 2684278 - 287405_Addenda 2_incluant report de date 2016-12-14 17 h 33 - Courriel 2684279 - 287405_Formulaires de soumission (devis) 2016-12-14 17 h 42 - Courriel 2684280 - 287405_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-12-14 17 h 42 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Groupe TNT Inc. 20845 Chemin de la Côte Nord, bureau 200 Boisbriand, QC, J7e4H5 http://www.groupetnt.com	Madame Line Proulx Téléphone : 450 431-7887 Télécopieur : 450 420-0414	**Commande : (1206316)** 2016-11-29 10 h 52 **Transmission :** 2016-11-29 10 h 58	2682924 - 287405_Addenda 1 2016-12-09 16 h 43 - Courriel 2682925 - 287405_Formulaires de soumission (devis) 2016-12-09 16 h 47 - Courriel 2682926 - 287405_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-12-09 16 h 47 - Téléchargement 2684278 - 287405_Addenda 2_incluant report de date 2016-12-14 17 h 33 - Courriel

			2684279 - 287405_Formulaires de soumission (devis) 2016-12-14 17 h 42 - Courriel 2684280 - 287405_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-12-14 17 h 42 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Les Constructions et Pavage Jeskar Inc. 5181 Amiens, suite 202 Montréal, QC, H1G 6N9	Monsieur Richard Morin Téléphone : 514 327-5454 Télécopieur : 514 327-4198	**Commande : (1206403)** 2016-11-29 13 h 16 **Transmission :** 2016-11-29 13 h 40	2682924 - 287405_Addenda 1 2016-12-09 16 h 42 - Courriel 2682925 - 287405_Formulaires de soumission (devis) 2016-12-09 16 h 47 - Courriel 2682926 - 287405_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-12-09 16 h 47 - Téléchargement 2684278 - 287405_Addenda 2_incluant report de date 2016-12-14 17 h 33 - Courriel 2684279 - 287405_Formulaires de soumission (devis) 2016-12-14 17 h 42 - Courriel 2684280 - 287405_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-12-14 17 h 42 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Les Entrepreneurs Bucaro Inc. 10,441 rue Balzac Montréal-Nord Montréal, QC, H1H 3L6	Monsieur Andrea BUcaro Téléphone : 514 325-7729 Télécopieur : 514 325-7183	**Commande : (1206685)** 2016-11-30 9 h 27 **Transmission :** 2016-11-30 9 h 27	2682924 - 287405_Addenda 1 2016-12-09 16 h 43 - Télécopie 2682925 - 287405_Formulaires de soumission (devis) 2016-12-09 17 h 21 - Télécopie 2682926 - 287405_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-12-09 16 h 47 - Téléchargement 2684278 - 287405_Addenda 2_incluant report de date 2016-12-14 17 h 34 - Télécopie 2684279 - 287405_Formulaires de soumission (devis) 2016-12-14 17 h 43 - Télécopie 2684280 - 287405_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-12-14 17 h 42 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

Les Entreprises Michaudville Inc. 270 rue Brunet Mont-Saint-Hilaire, QC, J3G 4S6 http://www.michaudville.com	Monsieur Sylvain Phaneuf Téléphone : 450 446-9933 Télécopieur : 450 446-1933	**Commande : (1206802)** 2016-11-30 11 h 10 **Transmission :** 2016-11-30 11 h 10	2682924 - 287405_Addenda 1 2016-12-09 16 h 42 - Courriel 2682925 - 287405_Formulaires de soumission (devis) 2016-12-09 16 h 47 - Courriel 2682926 - 287405_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-12-09 16 h 47 - Téléchargement 2684278 - 287405_Addenda 2_incluant report de date 2016-12-14 17 h 33 - Courriel 2684279 - 287405_Formulaires de soumission (devis) 2016-12-14 17 h 42 - Courriel 2684280 - 287405_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-12-14 17 h 42 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Entreprises Ventec Inc 5600 rue Notre-Dame O Bureau 104 Montréal, QC, H4C 1V1	Monsieur Gino Ventura Téléphone : 514 932-5600 Télécopieur : 514 932-8972	**Commande : (1206446)** 2016-11-29 14 h 08 **Transmission :** 2016-11-29 14 h 22	2682924 - 287405_Addenda 1 2016-12-09 16 h 43 - Télécopie 2682925 - 287405_Formulaires de soumission (devis) 2016-12-09 17 h 21 - Télécopie 2682926 - 287405_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-12-09 16 h 47 - Téléchargement 2684278 - 287405_Addenda 2_incluant report de date 2016-12-14 17 h 33 - Télécopie 2684279 - 287405_Formulaires de soumission (devis) 2016-12-14 17 h 43 - Télécopie 2684280 - 287405_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-12-14 17 h 42 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Ramcor Construction Inc. 8085 rue Champ D'Eau Arrondissement Saint-Léonard Montréal, QC, H1P 1Y1	Monsieur Guy Cormier Téléphone : 514 329-4545 Télécopieur : 514 329-4818	**Commande : (1206329)** 2016-11-29 11 h 06 **Transmission :** 2016-11-29 11 h 13	2682924 - 287405_Addenda 1 2016-12-09 16 h 43 - Télécopie 2682925 - 287405_Formulaires de soumission (devis) 2016-12-09 17 h 21 - Télécopie 2682926 - 287405_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-12-09 16 h 47 - Téléchargement 2684278 - 287405_Addenda 2_incluant report de date 2016-12-14 17 h 33 - Télécopie

			2684279 - 287405_Formulaires de soumission (devis) 2016-12-14 17 h 43 - Télécopie 2684280 - 287405_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-12-14 17 h 42 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Réhabilitation Du O inc 5270 boul Cléroux Laval, QC, H7T 2E8	Monsieur Danick Dufresne Téléphone : 450 682-2733 Télécopieur : 450 682-9651	**Commande : (1207540)** 2016-12-01 17 h 07 **Transmission :** 2016-12-01 17 h 09	2682924 - 287405_Addenda 1 2016-12-09 16 h 42 - Courriel 2682925 - 287405_Formulaires de soumission (devis) 2016-12-09 16 h 47 - Courriel 2682926 - 287405_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-12-09 16 h 47 - Téléchargement 2684278 - 287405_Addenda 2_incluant report de date 2016-12-14 17 h 33 - Courriel 2684279 - 287405_Formulaires de soumission (devis) 2016-12-14 17 h 42 - Courriel 2684280 - 287405_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-12-14 17 h 42 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Urbex construction inc 3410 Hormidas-Deslauriers, Lachine, Montréal, QC, H8T 3P2 http://www.urbexconstruction.com	Monsieur Marc-André Bastien Téléphone : 514 556-3075 Télécopieur : 514 556-3077	**Commande : (1206360)** 2016-11-29 11 h 46 **Transmission :** 2016-11-29 11 h 46	2682924 - 287405_Addenda 1 2016-12-09 16 h 42 - Courriel 2682925 - 287405_Formulaires de soumission (devis) 2016-12-09 16 h 47 - Courriel 2682926 - 287405_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-12-09 16 h 47 - Téléchargement 2684278 - 287405_Addenda 2_incluant report de date 2016-12-14 17 h 33 - Courriel 2684279 - 287405_Formulaires de soumission (devis) 2016-12-14 17 h 42 - Courriel 2684280 - 287405_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-12-14 17 h 42 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Ville de Trois-Rivières 2425, rue Louis-Allyson Direction de l'approvisionnement Rez-de-chaussée Trois-Rivières, QC, G8Z 4G4	Madame Secrétaire Approvisionnement Téléphone : 819 379-3735 Télécopieur : 819 379-4057	**Commande : (1208701)** 2016-12-06 10 h 15 **Transmission :** 2016-12-06 10 h 15	Mode privilégié : Ne pas recevoir

© 2003-2017 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1167231061

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Construction Urbex inc., pour des travaux de voirie, là où requis, aux arrêts d'autobus dans différentes rues de la ville de Montréal (PMIR 2017 - réseau artériel et centre-ville). Dépense totale de 1 665 320,47 $ (contrat: 1 519 320,47 $ + incidences: 146 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 287405 - 4 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

SIVT - 1167231061.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jorge PALMA-GONZALES
Preposé au budget
Tél : (514) 872-4014

Co-auteur
Jean-François Rondou
Agent comptable analyste - Conseil et soutien financier - PS Développement
(514) 868-3837

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-01-26

Stéphanie MORAN
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-2813

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.15

2017/03/27 13:00

(1)

Dossier # : 1167231068

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau potable par chemisage sur diverses rues dans les arrondissements de LaSalle, de Lachine, de Verdun et du Sud-Ouest. Dépense totale de 6 113 626,63 $ (contrat: 5 993 626,63 $ + incidences: 120 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 333702 - 3 soumissionnaires

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 6 113 626,63 $, taxes incluses, pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau potable par chemisage sur diverses rues des arrondissements de LaSalle, de Lachine, de Verdun et du Sud-Ouest, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

2. d'accorder à Sanexen Services Environnementaux inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 5 993 626,63 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 333702 ;

3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2017-02-23 11:48

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1167231068**

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau potable par chemisage sur diverses rues dans les arrondissements de LaSalle, de Lachine, de Verdun et du Sud-Ouest. Dépense totale de 6 113 626,63 $ (contrat: 5 993 626,63 $ + incidences: 120 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 333702 - 3 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

Les travaux de réhabilitation de conduites d'eau potable par la technique de chemisage sont proposés par la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau (DGSRE) du Service de l'eau. Ces travaux s'inscrivent dans la stratégie de la gestion de l'eau des infrastructures performantes et font partie des interventions qui contribuent à améliorer les infrastructures collectives et la qualité de vie des citoyens.
Cette technique de chemisage sans tranchée représente de nombreux avantages comparativement aux méthodes plus traditionnelles de reconstruction par excavation, notamment :

- réduction importante des coûts d'exécution comparativement à la reconstruction par excavation;
- rapidité dans la réalisation des travaux;
- réduction des perturbations sur les infrastructures environnantes;
- rapidité de la remise en état des lieux;
- réduction de la disposition des sols et des matériaux d'excavation;
- maintien de la circulation durant les travaux.

Dans un contexte de déficit d'entretien des réseaux d'aqueduc, les techniques de réhabilitation permettent le renouvellement d'un très grand nombre de conduites d'aqueduc.

Pour mesurer l'évolution du coût par kilomètre des contrats accordés depuis 2008, une liste est présentée en pièce jointe.

Pour l'année 2017, il est prévu exécuter des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires sur une longueur totale de vingt-sept (27) kilomètres.

Étant donné l'envergure des travaux et la volonté de la Ville à ouvrir le marché et encourager la concurrence, la Direction des infrastructures (DI) a scindé le grand projet de travaux de réhabilitation en cinq secteurs. La présente demande d'octroi de contrat vise la réhabilitation des conduites d'aqueduc des arrondissements de LaSalle, de Lachine, de Verdun, du Sud-Ouest. Deux (2) autres projets, soit #333701 et #333703 font actuellement l'objet d'un dossier d'octroi (1167231067 et 1177231003), tandis que les deux (2) derniers projets #333704 et #333705 ont fait l'objet d'un lancement d'appels d'offres respectivement les 6 et 13 février dernier. Les ouvertures de ces appels d'offres sont prévues le premier et le 8 mars 2017.

La DGSRE a mandaté la Direction des infrastructures du Service des infrastructures, de la voirie et des transports (SIVT) afin de préparer les documents requis au lancement de l'appel d'offres et de réaliser les travaux mentionnés à l'objet du présent dossier.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM17 0157 - 20 février 2017 - Accorder deux (2) contrats de services professionnels pour une période de 36 mois : contrat #1 avec Tetra Tech QI inc. pour une somme maximale de 2 086 251,27 $, taxes incluses pour la surveillance des travaux de réhabilitation de conduites d'eau potable, le support technique et le contrôle de qualité et contrat #2 (un seul soumissionnaire conforme) avec Cima+ S.E.N.C. pour la somme maximale de 1 626 692,17 $, taxes incluses pour la surveillance des travaux de réhabilitation de conduites d'égout, le support technique et le contrôle de qualité. Appel d'offres public 16-15591 - 5 soumissions reçues (1167231054) ;
CM16 0586 - 16 mai 2016 - Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc. pour des travaux de réhabilitation sans tranchée de conduites d'eau par technique de chemisage sur diverses rues, dans les arrondissements d'Anjou, de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, de Montréal-Nord et de Saint-Léonard - Dépense totale de 5 854 704,21 $, taxes incluses (contrat secteur Est: 5 730 704,21 $ + incidences: 124 000,00 $) - Appel d'offres public 329403 - 3 soumissionnaires (1167231003);

CM16 0585 - 16 mai 2016 - Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc. pour des travaux de réhabilitation sans tranchée de conduites d'eau par technique de chemisage sur diverses rues, dans les arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville, de Rosemont –La Petite-Patrie et de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension - Dépense totale de 7 322 332,62 $, taxes incluses (contrat secteur Nord: 7 172 332,62 $ + incidences: 150 000,00$) - Appel d'offres public 329404 - 3 soumissionnaires (1167231004);

CG16 0197 - 24 mars 2016 - Accorder un contrat à Aquarehab (Canada) inc., pour la réalisation de travaux de réhabilitation de conduites d'eau potable par chemisage sur diverses rues dans les arrondissements de Côte-des-neiges−Notre-Dame-de-Grâce, de Lachine, de LaSalle, du Plateau-Mont-Royal, du Sud-Ouest, de Verdun et de Ville-Marie. Dépense totale de 11 822 395,46 $, taxes incluses (contrat - secteur Centre: 11 562 395,46 $ + incidences: 260 000 $) - Appel d'offres public 329402 - 2 soumissionnaires (1154102007);

CM16 0339 - 21 mars 2016 - Accorder un contrat à Aquarehab (Canada) inc., pour la réalisation de travaux de réhabilitation de conduites d'eau potable par chemisage sur diverses rues dans les arrondissements de L'Île-Bizard−Sainte-Geneviève et de Saint-Laurent - Dépense totale de 3 859 118,27 $, taxes incluses (contrat - secteur Ouest : 3 769 118,27 $ + incidences : 90 000 $) - Appel d'offres public 329401 - 3 soumissionnaires (1154102006).

DESCRIPTION

La longueur totale des conduites d'eau secondaires à réhabiliter par chemisage en 2017 est de 27 km, ce qui représente un taux de renouvellement de l'ordre de 0,8 % pour l'ensemble du réseau de la ville de Montréal. Le présent contrat prévoit 4,1 km et regroupe les arrondissements suivants : LaSalle, Lachine, Verdun, Le Sud-Ouest.
La liste des rues où des travaux de réhabilitation de conduites d'eau potable auront lieu est jointe au présent dossier ainsi que la description des actifs visés par les travaux.

Dans notre démarche de concertation, les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties prenantes avant le lancement de l'appel d'offres. Des demandes de commentaires ont été transmises au requérant et aux arrondissements concernés lors de l'élaboration des plans et devis, aux différentes étapes d'avancement, lesquelles ont été prises en compte.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 544 875,15 $ (taxes incluses), soit 10 % du coût des travaux avant les taxes, tel que décrit au bordereau d'appel d'offres.

Les dépenses incidentes comprennent des dépenses en matière d'utilités publiques, de gestion des impacts, de marquage et signalisation ainsi que des frais de laboratoire pour le contrôle qualitatif des matériaux et pour la surveillance environnementale. Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document *Incidences et ristournes* en pièce jointe.

Sur huit (8) preneurs du cahier des charges, trois (3) firmes ont déposé une soumission et cinq (5) n’en ont pas déposé, soit une proportion respective de 38 % et 62 %. Parmi les cinq (5) qui n’en ont pas déposé, 2 firmes sont connues comme étant des sous-traitants et trois (3) firmes n'ont pas motivé leur désistement. La liste des preneurs du cahier des charges (SEAO) est en pièce jointe.

JUSTIFICATION

Le tableau des résultats de soumission présenté dans le formulaire Annexe résume la liste des soumissionnaires et des prix soumis, l'écart de prix entre les deux plus basses soumissions reçues et l'écart entre l'estimation des professionnels et le montant du contrat à accorder.
L'estimation des professionnels de la Division de la conception des travaux est établie, avant la période d'appel d'offres, à partir de l'historique des appels d'offres pour des travaux de même nature tout en tenant compte de la complexité particulière des contrats.

L'écart entre la plus basse soumission conforme et l'estimation étant inférieur à 10 %, la Division de la conception des travaux appuie la recommandation de l'octroi du contrat.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal relatif à ce contrat est de 6 113 626,63 $, taxes incluses incluant des incidences de 120 000 $, taxes incluses.
Cette dépense, entièrement assumée par la ville centrale, représente un coût net de 5 582 566,00 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale. lequel est financé par le Règlement d'emprunt # 16-062 de compétence locale «Renouvellement du réseau secondaire d'aqueduc et d'égout».

Le coût de certaines rues de ce contrat sera subventionné par le programme FEPTEU (Fonds de l'eau potable et le traitement des eaux usées) à 83 %, laissant ainsi un impact de 17 % à la charge des contribuables alors que le coût des autres rues sera entièrement

subventionné par le programme TECQ (taxe sur l'essence et de la contribution du Québec).

La répartition du coût des travaux et des dépenses incidentes est présentée dans le document « Incidences et ristournes » en pièce jointe.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Action 7 du plan d'action Montréal durable 2016-2020 : « Optimiser la gestion de l'eau ».

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est refusé, le fait de ne pas procéder aux travaux dans un délai relativement rapproché pourrait avoir pour conséquence de devoir reconstruire certaines conduites au lieu de les réhabiliter, ce qui entraînerait des coûts beaucoup plus importants. De plus, si les travaux sont réalisés dans un délai ultérieur, ceci risque de provoquer une augmentation des coûts de la main-d'oeuvre et des matériaux. Également, advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure au 25 mai 2017, soit la date d'échéance de la validité de la soumission, le plus bas soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les coûts afférents.

L'impact sur la circulation est décrit en pièce jointe dans le document « Principes de gestion de la circulation ».

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication a été approuvée par le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES :
Octroi du contrat : à la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées
Début des travaux : avril 2017
Fin des travaux : octobre 2017

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Linda PHARAND)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Kathy DAVID, Service de l'eau
Christianne CYRENNE, LaSalle
Estelle ANDRÉ, Le Sud-Ouest
Robert MALEK, Lachine
Jean CARDIN, Verdun

Lecture :

Kathy DAVID, 13 février 2017
Christianne CYRENNE, 11 février 2017
Estelle ANDRÉ, 10 février 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dominique FILION
Ingénieur(e)

Tél : 514 872-3945
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-10

Mohamed BECHIR BOUZAIDI
Chef de division

Tél : 514 872-0264
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Chantal AYLWIN
Directrice des infrastructures
Tél : 514 872-4101
Approuvé le : 2017-02-21

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2017-02-21

ANNEXE - CONTRAT DE CONSTRUCTION

INFORMATIONS RELATIVES AU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET À SON RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 333702 — No du GDD : 1167231068

Titre de l'appel d'offres : Travaux de réhabilitation de conduites d'eau potable par chemisage sur diverses rues dans les arrondissements de Lachine, de LaSalle, de Verdun et du Sud-Ouest

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 19 - 12 - 2016 — Ouverture originalement prévue le : 25 - 1 - 2017

Ouverture faite le : 25 - 1 - 2017 — Délai total accordé aux soumissionnaires : 36 jrs

Addenda émis

Nombre d'addenda émis durant l'appel d'offres : 1 — ***Si addenda, détailler ci-après***

Date de l'addenda	Description sommaire de l'addenda	Impact sur le coût estimé du contrat ($)
17 - 1 - 2017	Modification de l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle	-

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 8 — Nbre de soumissions reçues : 3 — % de réponses : 38

Nbre de soumissions rejetées : 0 — % de rejets : 0,0

Soumissions rejetées (nom)	Motif(s) de rejet: administratif et / ou technique

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs — Date d'échéance initiale : 25 - 5 - 2017

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs — Date d'échéance révisée : JJ - MM - AAAA

Résultats de l'appel d'offres

Soumissions conformes	Prix soumis incluant taxes et corrections au besoin		
	Avant contingences	Contingences	Total
SANEXEN SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC.	5 448 751,48	544 875,15	5 993 626,63
AQUAREHAB (CANADA) INC.	5 617 258,85	561 725,88	6 178 984,73
RÉHABILITATION DU O INC.	6 408 181,81	640 818,19	7 049 000,00
Estimation **INTERNE**	5 529 785,86	552 978,59	6 082 764,45

Écart entre la plus basse soumission et l'estimation : **-1,5%**

Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse : **3,1%**

Dossier à être étudié par la CEC : **Oui** [ ] **NON** [X]

Validation du droit de contracter du soumissionnaire recommandé (cocher la case appropriée)

	N.A.	OK		N.A.	OK	
RBQ		X	AMF		X	***Joindre l'attestation de l'AMF, le cas échéant***
RENA		X	Revenu Qc		X	

Recommandation

Nom du soumissionnaire : SANEXEN SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC.

Montant du contrat (incluant les contingences) ($) : 5 993 626,63

Montant des incidences ($) : 120 000,00

Date prévue de début des travaux : 3 - 4 - 2017 — Date prévue de fin des travaux : 31 - 10 - 2017

Montréal

ACTIFS VISÉS PAR LES TRAVAUX

Soumission: 333702
Titre: Travaux de réhabilitation des conduites d'eau potable par chemisage sur diverses rues de la ville de Montréal.

Arrondissements: Lachine, LaSalle, Le Sud-Ouest et Verdun

Voirie

	Nature des travaux	Quantité	Unité	Commentaires
Chaussée				
Trottoir, Bordure et Mail				

Égout / Aqueduc

Type d'Intervention et Diamètre	Quantité	Unité	Commentaires
Aqueduc réhabilitation sans tranchée 150 mm	2636	m	
Aqueduc réhabilitation sans tranchée 200 mm	1012	m	
Aqueduc réhabilitation sans tranchée 250 mm	389	m	
Aqueduc réhabilitation sans tranchée 300 mm	102	m	

Éclairage

Type d'Intervention	Quantité	Unité	Commentaires

Feux

Type d'Intervention	Quantité	Unité	Commentaires

CSEM

Type d'Intervention	Quantité	Unité	Commentaires

Préparé par:	Dominique Filion ing.		Date:	16/03/2017

Service des infrastructures, de la voirie et des transports
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux
801, rue Brennan, 7e étage
Montréal, Québec, H3C 0G4

Réhabilitation AQ 2017 - Liste de rues

Contrat 333702

Arrondissement	No. Plan	Rue	De	A	Agglo/Corpo	Diamètre projeté (mm)	Longueur DGSRE (m)
Lachine	LAC-AQ-2017-02	11e Av	Provost	Sherbrooke	Corpo	150	336
Lachine	LAC-AQ-2017-01	13e Av	Sherbrooke	#965 13e	Corpo	150	147
Lachine	LAC-AQ-2017-08	38e	#340 38e	Dixie	Corpo	150	155
Lachine	LAC-AQ-2017-09	39e	Dixie	Sir-George-Simpson	Corpo	150/200	1025
Lachine	LAC-AQ-2017-10	46e	Saint-Joseph	Victoria	Corpo	150	356
Lachine	LAC-AQ-2017-12	54e Avenue	René-Huguet	Dixie	Corpo	150	332
Lachine	LAC-AQ-2017-09	Dixie	39e	38e	Corpo	150	110
Lachine	LAC-AQ-2017-03	Hormidas-Deslauriers	46e Av	Croissant Brandon	Corpo	300	102
Lachine	LAC-AQ-2017-06	McLaughlin	LaSalle	Canal	Corpo	150	61,0
Lachine	LAC_AQ-2017-11	Saint-Antoine	27e	25e	Corpo	150	140
Lachine	LAC-AQ-2017-04	Vincent	Richmond	Saint-Jacques	Corpo	200	145

Arrondissement	No. Plan	Rue	De	A	Agglo/Corpo	Diamètre projeté (mm)	Longueur DGSRE (m)
Lasalle	LAS-AQ-2017-01	Airlie	Behrens	Orchard	Corpo	250	96
Lasalle	LAS-AQ-2017-02	Gérald	Bannon	Champlain	Corpo	250	293
Verdun	VER-AQ-2017-02	David	Crawford	#7161 David (cul-de-sac)	Corpo	150	120
Verdun	VER-AQ-2017-01	Hors rue	Gaspé	Elgar	Corpo	150 200	161
Verdun	VER-AQ-2017-04	Rielle	Bannantyne	Champlain	Corpo	150	93
Sud-Ouest	SDO_AQ-2017-02	Jolicoeur	Drake	Laurendeau	Corpo	200	467
					TOTAL		**4139**

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 333702
Numéro de référence : 1037996
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Travaux de réhabilitation des conduites d'eau potable par chemisage sur diverses rues de la ville de Montréal.

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Aquaréhab (Canada) inc. 2145 rue Michelin Laval, QC, H7L 5B8 http://www.aquarehab.com NEQ : 1166358797	Madame France Marcil Téléphone : 450 687-3472 Télécopieur : 450 687-4570	**Commande : (1213052)** 2016-12-20 6 h 51 **Transmission :** 2016-12-20 6 h 51	2693290 - 333702_Addenda 1 2017-01-17 13 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
BOISCLAIR ET FILS 14405 Chemin Dupuis Mirabel, QC, J7n3H7 http://www.boisclairetfils.ca NEQ : 1140359127	Monsieur Philippe Boisclair Téléphone : 450 227-2468 Télécopieur : 450 227-1698	**Commande : (1217470)** 2017-01-11 10 h 24 **Transmission :** 2017-01-11 10 h 24	2693290 - 333702_Addenda 1 2017-01-17 13 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Construction et expertise PG 500 Robert Mckenzie Beauharnois, QC, J6N 0N9 NEQ : 1164719693	Monsieur Sébastien Tessier Téléphone : 514 633-1000 Télécopieur : 514 633-8229	**Commande : (1217074)** 2017-01-10 14 h 01 **Transmission :** 2017-01-10 14 h 01	2693290 - 333702_Addenda 1 2017-01-17 13 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
ENTREPRISE VAILLANT (1994) 420, chemin du Petit-Brûlé Rigaud, QC, J0P 1P0 NEQ : 1140472128	Monsieur GILLES GAUTHIER Téléphone : 514 386-6000 Télécopieur : 514 685-1520	**Commande : (1213692)** 2016-12-21 12 h 08 **Transmission :** 2016-12-21 18 h 06	2693290 - 333702_Addenda 1 2017-01-17 13 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
LE GROUPE LÉCUYER LTÉE. 17 Du Moulin Saint-Rémi, QC, J0L 2L0 NEQ : 1145052065	Monsieur David Guay Téléphone : 450 454-3928 Télécopieur : 450 454-7254	**Commande : (1217402)** 2017-01-11 9 h 28 **Transmission :** 2017-01-11 9 h 28	2693290 - 333702_Addenda 1 2017-01-17 13 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Entreprises Gevilco inc. 20386 Boulevard Henri-Bourassa Québec, QC, G2M 1L1 NEQ : 1141201781	Monsieur Jean-Philippe Bédard Téléphone : 418 849-1289 Télécopieur : 418 849-1169	**Commande : (1221470)** 2017-01-19 9 h 49 **Transmission :** 2017-01-19 9 h 49	2693290 - 333702_Addenda 1 2017-01-19 9 h 49 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐	Réhabilitation Du O inc 5270 boul Cléroux Laval, QC, H7T 2E8 NEQ : 1168298256	Monsieur Danick Dufresne Téléphone : 450 682-2733 Télécopieur : 450 682-9651	**Commande : (1213338)** 2016-12-20 15 h 19 **Transmission :** 2016-12-20 16 h 26	2693290 - 333702_Addenda 1 2017-01-17 13 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Sanexen Services Environnementaux inc.. 9935, rue de Châteauneuf, entrée 1 - bureau 200 Brossard, QC, j4z3v4 http://www.sanexen.com NEQ : 1141989021	Madame Andrée Houle Téléphone : 450 466-2123 Télécopieur : 450 466-2240	**Commande : (1212850)** 2016-12-19 13 h 37 **Transmission :** 2016-12-19 14 h 39	2693290 - 333702_Addenda 1 2017-01-17 13 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

© 2003-2017 Tous droits réservés

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

SOMMAIRE PAR SOUS-PROJETS (PROJETS SIMON)		SOUMISSION:	333702	DATE:
#GDD:	1167231068	DRM:	3337	2017/02/05
RESPONSABLE:	Dominique Filion	GROUPE:		
INTITULÉ DU PROJET:	Travaux de réhabilitation des conduites d'eau potable par chemisage sur diverses rues de la ville de Montréal.			

PROJET INVESTI: 56000 Desc et client-payeur: DGSRE

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences *info additionnelle*	Agglo (A) /Corpo (C)
1756000702	166139	5 510 418,47 $	5 993 626,63 $	41 000,00 $	544 875,15 $	C
1756000702	166139	72 137,53 $	0,00 $	79 000,00 $	0,00 $	C
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
SOUS-TOTAL		**5 582 556,00 $**	**5 993 626,63 $**	**120 000,00 $**	**544 875,15 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
SOUS-TOTAL		**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
SOUS-TOTAL		**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
SOUS-TOTAL		**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
SOUS-TOTAL		**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	

TOTAL	**5 582 556,00 $**	**5 993 626,63 $**	**120 000,00 $**	**544 875,15 $**
TOTAL (Contrat + Incidences)		**6 113 626,63 $**		

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**GRAND TOTAL**	**SOUMISSION:**	**333702**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**GROUPE:**	**0**	**05/02/2017**
INTITULÉ DU PROJET:	**Travaux de réhabilitation des conduites d'eau potable par chemisage sur diverses rues de la ville de Montréal.**			

		Toutes taxes incluses		
MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET				5 993 626,63 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	544 875,15 $			
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:				
Utilités publiques			21 000,00 $	
			0,00 $	
Laboratoire, contrôle qualitatif			65 000,00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation			13 000,00 $	
Communication			0,00 $	
Gestion des impacts (présence policière, déplacement de stationnement, etc..)			7 000,00 $	
			0,00 $	
Surveillance environnementale			14 000,00 $	
		TOTAL À REPORTER	120 000,00	120 000,00 $
Dépenses à autoriser - GRAND TOTAL				6 113 626,63 $
Imputation (crédits)				5 582 556,00 $
Montant de dépôt				
TAXES:			TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)			265 867,65	530 405,96
Ristournes TPS et TVQ à 50%			531 070,63	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ›	Dominique Filion

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1756000702**	**SOUMISSION:**	**333702**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**166139**	**GROUPE:**	**0**	**05/02/2017**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Travaux de réhabilitation des conduites d'eau potable par chemisage sur diverses rues de la ville de Montréal. Corpo**			
ENTREPRENEUR ›	**Sanexen Services environnementaux inc. et incidences techniques**			

			Toutes taxes incluses
MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			5 993 626,63 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	544 875,15 $		
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques		21 000,00 $	
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation		13 000,00 $	
Gestion des impacts (présence policière, déplacement de stationnement, etc..)		7 000,00 $	
	TOTAL À REPORTER	41 000,00	41 000,00 $
Dépenses totales à autoriser			6 034 626,63 $
Imputation (crédits)			5 510 418,47 $
Montant de dépôt			
TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		262 432,12	523 552,08
Ristournes TPS et TVQ à 50%		524 208,16	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ›	Dominique Filion

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1756000702**	**SOUMISSION:**	**333702**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**166139**	**GROUPE:**	**0**	**05/02/2017**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Travaux de réhabilitation des conduites d'eau potable par chemisage sur diverses rues de la ville de Montréal. Corpo**			
ENTREPRENEUR ›	**Services Professionnels**			

			Toutes taxes incluses
MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE			
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Laboratoire, contrôle qualitatif		65 000,00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Communication			
Gestion des impacts (présence policière, déplacement de stationnement, etc..)			
Surveillance environnementale		14 000,00 $	
	TOTAL À REPORTER	79 000,00	79 000,00 $
Dépenses totales à autoriser			79 000,00 $
Imputation (crédits)			72 137,53 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	3 435,53	6 853,88
Ristournes TPS et TVQ à 50%	6 862,47	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ›	Dominique Filion

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

DÉCISION N° : 2013-CPSM-0129

Québec, le 15 juillet 2013

Sanexen Services Environnementaux inc.
À l'attention de : Monsieur Réjean Loiselle
9935, avenue de Catania
Brossard (Québec) J4Z 3V4

Objet : Autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public à Sanexen Services Environnementaux inc.
Autorisation n° 2013-CPSM-0129 n° d'identification de l'Autorité : 2700007373

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous SANEXEN, une autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65-1 (la « LCOP »). Sanexen Services Environnementaux inc. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **14 juillet 2016** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et la réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification pouvant survenir aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité (www.lautorite.qc.ca).

Le Surintendant de l'assistance aux clientèles et
de l'encadrement de la distribution,

Eric Stevenson

Québec ☒
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, 3e étage
Québec (Québec)
G1V 5C1
tél. : 418.525.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
téléc. : 418.525.9512

Montréal ☐
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec)
H4Z 1G3
tél. : 514.395.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
téléc. : 514.873.3090

www.lautorite.qc.ca

Luc Paquet

De: Réjean Loiselle
Envoyé: janvier 26 2017 16:24
À: Luc Paquet
Objet: TR: Votre reçu de transaction

De : Nepasrepondre.Paiement@lautorite.qc.ca [mailto:Nepasrepondre.Paiement@lautorite.qc.ca]
Envoyé : avril 13 2016 15:54
À : Réjean Loiselle
Objet : Votre reçu de transaction

==========RELEVÉ DE TRANSACTION=========

Autorité des marchés financiers- Services en ligne
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec
Québec
G1V 5C1
Tél. : 418-525-0337
Télécopieur : 418-525-9512
==========
TRANSACTION : ACHAT
COMPTE : MASTER CARD
#CARTE : 556909XXXXXX0996

MONTANT : 416,00$

DATE/HEURE : 2016/04/13 15:54:14
#RÉFÉRENCE : 0000000072
#AUTORISATION : 155414 H
#TRANSACTION : 000185059011
#FACTURE : 002700007373

==========
APPROUVÉE-MERCI
==========

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1167231068

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau potable par chemisage sur diverses rues dans les arrondissements de LaSalle, de Lachine, de Verdun et du Sud-Ouest. Dépense totale de 6 113 626,63 $ (contrat: 5 993 626,63 $ + incidences: 120 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 333702 - 3 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1167231068_Info_comptable.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Linda PHARAND
Préposée au budget
Tél : 872-5916

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-17

Mélanie BRISSON
Conseillère en gestion ressources financières
Tél : 872-6052
Division : Direction du conseil et du soutien financier - Point service EAU-ENVIRONNEMENT

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.16

2017/03/27 13:00

(1)

Dossier # : 1167231070

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Insituform Technologies Limited, pour des travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage sur diverses rues dans les arrondissements de Lachine, de LaSalle, d'Outremont, du Sud-Ouest et de Verdun. Dépense totale de 4 235 000,01 $ (contrat: 4 155 000,01 $ + incidences: 80 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 333707 - 4 soumissionnaires

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 4 235 000,01 $, taxes incluses, pour des travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage sur diverses rues dans les arrondissements de Lachine, de LaSalle, d'Outremont, du Sud-Ouest et de Verdun, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

2. d'accorder à Insituform Technologies Limited, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 4 155 000,01 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 333707 ;

3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2017-02-23 11:49

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1167231070**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Insituform Technologies Limited, pour des travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage sur diverses rues dans les arrondissements de Lachine, de LaSalle, d'Outremont, du Sud-Ouest et de Verdun. Dépense totale de 4 235 000,01 $ (contrat: 4 155 000,01 $ + incidences: 80 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 333707 - 4 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

Les travaux de réhabilitation de conduites d'égout par la technique de chemisage sont proposés par la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau (DGSRE) du Service de l'eau. Ils s'inscrivent dans la stratégie de la gestion de l'eau des infrastructures performantes et font partie des interventions qui contribuent à améliorer les infrastructures collectives et la qualité de vie des citoyens.
Cette technique de chemisage sans tranchée représente de nombreux avantages comparativement aux méthodes plus traditionnelles de reconstruction par excavation, notamment :

· Réduction importante des coûts d'exécution comparativement à la reconstruction par excavation;
· Rapidité dans la réalisation des travaux;
· Réduction des perturbations sur les infrastructures environnantes;
· Rapidité de la remise en état des lieux;
· Réduction de la disposition des sols et des matériaux d'excavation;
· Réduction des émissions de gaz à effet de serre comparativement à la reconstruction par excavation;
· Maintien de la circulation durant les travaux.

Dans un contexte de déficit d'entretien des réseaux d'égout, les techniques de réhabilitation permettent le renouvellement d'un très grand nombre de conduites d'égout.

Pour mesurer l'évolution du coût par kilomètre des contrats octroyés en travaux de réhabilitation de conduites d'égout depuis 2008, une liste est annexée en pièce jointe.

Pour la période 2017-2018, il est prévu exécuter des travaux de réhabilitation de conduites d'égout sur une longueur totale d'environ cinquante et un (51) kilomètres.

Étant donné l'envergure des travaux et la volonté de la Ville à ouvrir le marché et encourager la concurrence, la Direction des infrastructures (DI) a scindé le grand projet de ces travaux de réhabilitation en cinq secteurs. La présente demande d'octroi de contrat vise la réhabilitation des conduites d'égout des arrondissements de Lachine, de LaSalle, d'Outremont, du Sud-Ouest et de Verdun. Deux (2) autres projets, soit #333706 et #333708 font actuellement l'objet d'un dossier d'octroi (1167231069 et 1177231005), tandis que les deux (2) derniers projets #333709 et #333710 ont fait l'objet d'un lancement d'appels d'offres respectivement les 6 et 13 février dernier. Les ouvertures de ces appels d'offres sont prévues le premier et le 8 mars 2017.

La DGSRE a mandaté la Direction des infrastructures du Service des infrastructures, de la voirie et des transports (SIVT) afin de préparer les documents requis au lancement des cinq (5) appels d'offres et de réaliser les travaux de conduites d'égout à réhabiliter, incluant ceux mentionnés à l'objet du présent dossier.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM17 0157 - 20 février 2017 - Accorder deux (2) contrats de services professionnels pour une période de 36 mois : contrat #1 avec Tetra Tech QI inc. pour une somme maximale de 2 086 251,27 $, taxes incluses pour la surveillance des travaux de réhabilitation de conduites d'eau potable, le support technique et le contrôle de qualité et contrat #2 (un seul soumissionnaire conforme) avec Cima+ S.E.N.C. pour la somme maximale de 1 626 692,17 $, taxes incluses pour la surveillance des travaux de réhabilitation de conduites d'égout, le support technique et le contrôle de qualité. Appel d'offres public 16-15591 - 5 soumissions reçues (1167231054);
CG16 0529 - 29 septembre 2016 - Accorder un contrat à Clean Water Works inc. pour des travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage sur diverses rues de la Ville de Montréal - Dépense totale de 2 721 000 $ taxes incluses (Contrat: 2 661 000,00 $ + incidences: 60 000,00 $) - Appel d'offres public 329408 - 5 soumissionnaires (1167231042);

CM16 0607 - 16 mai 2016 - Accorder un contrat à Sade Canada inc., pour les travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage sur diverses rues dans les arrondissements d'Anjou, de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, de Montréal-Nord, d'Outremont, de Rosemont-La Petite-Patrie et de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension. Dépense totale de 10 928 272,00 $, taxes incluses (Contrat - secteur Est : 10 728 272,00 $ + incidences : 200 000,00 $) - Appel d'offres public 329407 - 3 soumissionnaires (1164102005);

CM16 0340 - 21 mars 2016 - Accorder un contrat à Sade Canada inc. pour les travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage sur diverses rues dans les arrondissements d'Ahuntsic–Cartierville, de Pierrefonds-Roxboro et de Saint-Laurent - Dépense totale de 3 948 323,80 $, taxes incluses (Contrat - secteur Ouest: 3 868 323,80 $ + incidences: 80 000,00$) - Appel d'offres public 329405 - 4 soumissionnaires (1154102008);

CG16 0198 - 24 mars 2016 - Accorder un contrat à Insituform Technologies limited pour les travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage sur diverses rues dans les arrondissements de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, de Lachine, de LaSalle, du Plateau-Mont-Royal, du Sud-Ouest, de Verdun et de Ville-Marie - Dépense totale de 11 477 000 $ (Contrat - secteur Centre: 11 277 000,00 $ + incidences: 200 000,00$) - Appel d'offres public 329406 - 4 soumissionnaires (1154102009).

DESCRIPTION

La longueur totale des conduites d'égout à réhabiliter par chemisage structural en 2017-2018 sera de 51,3 km, ce qui représente un taux de renouvellement de l'ordre de 1,19 % de l'ensemble du réseau. Le présent contrat prévoit 7,2 km. La liste des rues où les travaux de réhabilitation auront lieu est jointe au présent dossier ainsi que la liste des actifs visés par le projet.
Dans notre démarche de concertation, les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties prenantes avant le lancement de l'appel d'offres. Des demandes de commentaires ont été transmises aux arrondissements et au requérant lors de l'élaboration des plans et devis, aux différentes étapes d'avancement, lesquelles ont été prises en compte.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 377 727,28 $, taxes incluses, soit 10 % du coût des travaux avant les taxes, tel que décrit au bordereau d'appel d'offres.

Les dépenses incidentes comprennent des dépenses en matière d'utilités publiques, de gestion des impacts, de marquage et signalisation ainsi que des frais de laboratoire pour le contrôle qualitatif des matériaux et pour la surveillance environnementale. Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document *Incidences et ristournes* en pièce jointe.

La liste des preneurs du cahier des charges (SEAO) est en pièce jointe.

JUSTIFICATION

Le tableau des résultats de soumission présenté dans le formulaire Annexe résume la liste des soumissionnaires et des prix soumis, l'écart de prix entre les deux plus basses soumissions reçues et l'écart entre l'estimation des professionnels et le montant du contrat à accorder.
Les prix de soumission ont été vérifiés pour l'ensemble des soumissions reçues. Cependant, seuls les documents fournis avec les trois (3) plus basses soumissions ont été vérifiés (cautionnement, lettre d'engagement, licence de la RBQ, attestation de Revenu Québec, certificat d'attestation et déclaration relative aux conflits d'intérêt).

L'estimation des professionnels de la Division de la conception des travaux est établie, avant la période d'appel d'offres, à partir de l'historique des appels d'offres pour des travaux de même nature tout en tenant compte de la complexité particulière des contrats.

L'écart favorable à la Ville, entre la plus basse soumission conforme et l'estimation, étant inférieur à 10 %, la Division de la conception des travaux appuie la recommandation de l'octroi du contrat.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal relatif à ce contrat est de 4 235 000,01 $, taxes incluses, incluant des incidences de 80 000,00 $, taxes incluses.
Cette dépense est entièrement assumée par la ville centrale, représente un coût net de 3 867 119,49 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale, lequel est financé par le Règlement d'emprunt # 16-062 de compétence locale «Renouvellement du réseau secondaire d'aqueduc et d'égout».

Le coût de certaines rues de ce contrat sera subventionné par le programme FEPTEU (Fonds de l'eau potable et le traitement des eaux usées) à 83 %, laissant ainsi un impact de 17 % à la charge des contribuables alors que le coût des autres rues sera entièrement

subventionné par le programme TECQ (taxe sur l'essence et de la contribution du Québec).

La répartition du coût des travaux et des dépenses incidentes est présentée dans le document « Incidences et ristournes » en pièce jointe.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Action 7 du plan d'action Montréal durable 2016-2020 : « Optimiser la gestion de l'eau ».

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est refusé, le fait de ne pas procéder aux travaux dans un délai relativement rapproché pourrait avoir pour conséquence de devoir reconstruire certaines conduites au lieu de les réhabiliter, ce qui entraînerait des coûts beaucoup plus importants. De plus, si les travaux sont réalisés dans un délai ultérieur, ceci risque de provoquer une augmentation des coûts de la main-d'oeuvre et des matériaux. Également, dans le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure au 25 mai 2017, soit la date d'échéance de la validité de la soumission, le plus bas soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les frais afférents.

L'impact sur la circulation est décrit en pièce jointe dans le document « Principes de gestion de la circulation ».

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication a été approuvée par le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES :
Octroi du contrat : à la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées
Début des travaux : avril 2017
Fin des travaux : février 2018

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Linda PHARAND)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Kathy DAVID, Service de l'eau
Mathieu-Pierre LABERGE, Service de l'eau
Christianne CYRENNE, LaSalle
Robert MALEK, Lachine
Sophie LABERGE, Outremont
Jean CARDIN, Verdun
Estelle ANDRÉ, Le Sud-Ouest

Lecture :

Christianne CYRENNE, 21 février 2017
Kathy DAVID, 20 février 2017
Estelle ANDRÉ, 14 février 2017
Mathieu-Pierre LABERGE, 14 février 2017
Jean CARDIN, 13 février 2017
Robert MALEK, 13 février 2017
Sophie LABERGE, 13 février 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Wilson WONG
Ingénieur

Tél : 514 872-5929
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-13

Martin GAUDETTE
C/s conception & realisation des projets d'ingenierie

Tél : 514 872-5622
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Chantal AYLWIN
Directrice des infrastructures
Tél : 514 872-4101
Approuvé le : 2017-02-21

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2017-02-21

ANNEXE - CONTRAT DE CONSTRUCTION

INFORMATIONS RELATIVES AU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET À SON RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 333707 — No du GDD : 1167231070

Titre de l'appel d'offres : Travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage sur diverses rues dans les arrondissements de Lachine, de LaSalle, d'Outremont, du Sud-Ouest et de Verdun.

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 20 - 12 - 2016 — Ouverture originalement prévue le : 25 - 1 - 2017

Ouverture faite le : 25 - 1 - 2017 — Délai total accordé aux soumissionnaires : 35 jrs

Addenda émis

Nombre d'addenda émis durant l'appel d'offres : 1 — ***Si addenda, détailler ci-après***

Date de l'addenda	Description sommaire de l'addenda	Impact sur le coût estimé du contrat ($)
16 - 1 - 2017	Modification de l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle et modification de l'article 11.1 du cahier RE - Devis technique.	Aucun

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 7 — Nbre de soumissions reçues : 4 — % de réponses : 57

Nbre de soumissions rejetées : 0 — % de rejets : 0.0

Soumissions rejetées (nom)	Motif(s) de rejet: administratif et / ou technique

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs — Date d'échéance initiale : 25 - 5 - 2017

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs — Date d'échéance révisée : - -

Résultats de l'appel d'offres

Soumissions conformes	Prix soumis incluant taxes et corrections au besoin		
	Avant contingences	Contingences	Total
INSITUFORM TECHNOLOGIES LIMITED	3 777 272.73	377 727.28	4 155 000.01
CLEAN WATERS WORKS INC.	4 273 636.37	427 363.64	4 701 000.01
SADE CANADA INC.	4 449 754.41	444 975.44	4 894 729.85
9215-2909 QUEBEC INC. (FJORD FUSION)	6 354 453.26	635 445.32	6 989 898.58
Estimation **interne**	4 156 877.44	415 687.74	4 572 565.18

Écart entre la plus basse soumission et l'estimation : **-9.1%**

Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse : **13.1%**

Dossier à être étudié par la CEC : **Oui** ☐ **NON** X

Validation du droit de contracter du soumissionnaire recommandé (cocher la case appropriée)

	N.A.	OK		N.A.	OK	
RBQ	☐	x	AMF	☐	x	***Joindre l'attestation de l'AMF, le cas échéant***
RENA	☐	x	Revenu Qc	☐	x	

Recommandation

Nom du soumissionnaire : INSITUFORM TECHNOLOGIES LIMITED

Montant du contrat (incluant les contingences) ($) : 4 155 000.01

Montant des incidences ($) : 80 000.00

Date prévue de début des travaux : 3 - 4 - 2017 — Date prévue de fin des travaux : 28 - 2 - 2018

Montréal

ACTIFS VISÉS PAR LES TRAVAUX

Soumission: 333707
Titre: Travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage sur diverses rues de la Ville de Montréal.

Arrondissements: Lachine, LaSalle, Outremont, Sud-Ouest et Verdun.

Voirie

	Nature des travaux	Quantité	Unité	Commentaires
Chaussée				
Trottoir, Bordure et Mail				

Égout / Aqueduc

Type d'Intervention et Diamètre	Quantité	Unité	Commentaires
Égout réhabilitation sans tranchée 300 mm	2375	m	
Égout réhabilitation sans tranchée 375 mm	1770	m	
Égout réhabilitation sans tranchée 600 mm	200	m	
Égout réhabilitation sans tranchée 600x900 mm	2500	m	
Égout réhabilitation sans tranchée 900x1350 mm	330	m	

Éclairage

Type d'Intervention	Quantité	Unité	Commentaires

Feux

Type d'Intervention	Quantité	Unité	Commentaires

CSEM

Type d'Intervention	Quantité	Unité	Commentaires

Préparé par:	Wilson Wong, ing.		Date:	16/03/2017

Montréal

Service des infrastructures, de la voirie et des transports
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux

LISTE DES RUES

Travaux de réhabilitation de conduite d'égout par chemisage sur diverses rues
Soumissions : 333707

# Plan (TENTATIVE)	Révision	Arrondissement	Rue	De	À	Type de chaussée	Diamètre (mm)	Longueur (m)
LAC-EG-2017-02AB		Lachine	**14e Avenue**	Provost	Sherbrooke	souple	300	335
LAC-EG-2017-04		Lachine	**42e Avenue**	Sherbrooke	D'urfé	souple	300	190
LAC-EG-2017-05		Lachine	**47e Avenue**	#165 47e	#245 47e	souple	300	165
LAC-EG-2017-06AB		Lachine	**54e Avenue**	René-Huguet	Dixie	souple	300	330
LAC-EG-2017-07AB		Lachine	**56e Avenue**	René-Huguet	Victoria	souple	300	490
LAC-EG-2017-09		Lachine	**Saint-Joseph**	21e avenue	25e avenue	souple	300	250
LAC-EG-2017-10AB		Lachine	**46e Avenue**	Provost	Sherbrooke	souple	375	360
LAS-EG-2017-01		LaSalle	**63e Avenue**	Lasalle	Centrale	souple	375	100
OUT-EG-2017-01		Outremont	**Atlantic**	Durocher	Hutchison	souple	900x1350	100
OUT-EG-2017-02		Outremont	**Bloomfield**	Elmwood	Saint-Viateur	souple	300	165
OUT-EG-2017-03		Outremont	**De L'Épée**	Saint-Viateur	Elmwood	souple	600x900	145
OUT-EG-2017-04		Outremont	**du Manoir**	Pratt	Dunlop	souple	300	70
OUT-EG-2017-06		Outremont	**Durocher**	Beaubien	Atlantic	souple	900x1350	230
OUT-EG-2017-07		Outremont	**Durocher**	Saint-Viateur	Bernard	souple	600x900	280
OUT-EG-2017-08		Outremont	**Duverger**	Wiseman	Outremont	souple	300	95
OUT-EG-2017-09		Outremont	**Elmwood**	Mcdougall	Bloomfield	souple	600x900	85
OUT-EG-2017-10		Outremont	**Glencoe**	Willowdale	Côte-Sainte-Catherine	souple	600x900	175
OUT-EG-2017-11		Outremont	**McDougall**	Côte-Sainte-Catherine	Elmwood	souple	375	215
OUT-EG-2017-12		Outremont	**Pagnuelo**	Mont-Royal	Maplewood	souple	600x900	210
OUT-EG-2017-13		Outremont	**Robert**	Côte-Sainte-Catherine	Limite nord arrondissement	souple	300	135
OUT-EG-2017-14		Outremont	**Rockland**	Bernard	Lajoie	souple	600x900	170
OUT-EG-2017-15		Outremont	**Saint-Viateur**	Champagneur	Querbes	souple	600x900	225
OUT-EG-2017-16AB		Outremont	**Springgrove**	Pagnuelo	Springgrove	souple	300	55
							600x900	45
SDO-EG-2017-01		Sud-Ouest	**Ash**	Favard	Wellington	rigide	600x900	205
SDO-EG-2017-02AB		Sud-Ouest	**Augustin-Cantin**	Shearer	Laprairie	rigide	600x900	140
							300	55
							600	200
SDO-EG-2017-04		Sud-Ouest	**De Montmagny**	Boulevard des Trinitaires	Allard	rigide	600x900	75
SDO-EG-2017-05		Sud-Ouest	**Delisle**	Rose-de-Lima	Atwater	rigide	600x900	300
SDO-EG-2017-06AB		Sud-Ouest	**Dubois**	Laurendeau	Hadley	rigide	600x900	345
SDO-EG-2017-07AB		Sud-Ouest	**Hadley**	Émard	Jacques-Hertel	rigide	375	405
							300	40
SDO-EG-2017-09		Sud-Ouest	**Lenoir**	Saint-Jacques	Saint-Antoine	rigide	600x900	100

VER-EG-2017-01AB		Verdun	**1ere avenue**	Verdun	Bannantyne	souple	375	320
VER-EG-2017-02		Verdun	**Beurling**	Osborne	Egan	souple	375	85
VER-EG-2017-03		Verdun	**Fayolle**	LaSalle	Churchill	souple	375	130
VER-EG-2017-04		Verdun	**Leclair**	David	Churchill	souple	375	155
							Total	7175

Montréal

Soumission 333707 – Travaux de réhabilitation de conduite d'égout par chemisage sur diverses rues de la Ville de Montréal

Résumé des mesures de maintien de la circulation et de gestion des impacts

Secteur	Mesures de mitigation
Applicable à toutes les rues	Les travaux sont répartis sur diverses rues pour lesquelles les exigences spécifiques sont décrites à l'annexe C1 du cahier C. - Protéger les aires de travail et les excavations dans la zone de travaux à l'aide de clôtures autoportantes temporaires au pourtour de l'aire de travail afin d'éviter l'intrusion des piétons ou des cyclistes; - Maintenir en tout temps les mouvements permis aux intersections à moins d'indication contraire tel que décrit à l'annexe C1; - Maintien, en tout temps, des trottoirs et passages piétonniers libres d'obstacles. Sinon fournir la signalisation complète afin que les piétons et cyclistes puissent contourner l'obstacle; - L'entrepreneur doit en tout temps laisser une voie carrossable pour les services d'urgence.
Mesures de gestion des impacts applicables à tous les projets	- Présence de signaleur(s) qualifié(s) pour assurer une saine gestion des mouvements sur le réseau routier adjacent la zone des travaux incluant les piétons et cyclistes. - En présence d'école, de corridor scolaire et/ou de parc, l'entrepreneur doit prévoir : présence d'un signaleur, réalisation des travaux en été, maintien de la circulation piétonnière, sécurisation des matériaux entreposés dans la rue; - En présence d'hôpital, l'entrepreneur doit prévoir : présence d'un signaleur, maintien des accès aux services d'urgence, maintien de la circulation piétonnière et à mobilité réduite, sécurisation des matériaux entreposés dans la rue; - Dans un secteur commercial, l'entrepreneur doit prévoir : maintien des zones de livraison et débarcadères, maintien des accès aux commerces, maintien de la circulation piétonnière, sécurisation des matériaux entreposés dans la rue; - Dans un secteur résidentiel, l'entrepreneur doit prévoir : stationnement interdit de 7h00 à 19h00 seulement, si possible, maintien de la circulation piétonnière, sécurisation des matériaux entreposés dans la rue; - L'entrepreneur doit implanter un chemin de détour et/ou un itinéraire facultatif lors d'une fermeture complète de rue ou d'une direction; - Maintenir la piste cyclable en tout temps via un détour ou permettre l'interruption sur une courte distance avec déplacement à pied et/ou présence d'un signaleur; - Maintenir les voies réservées aux autobus en tout temps ou relâchement sur un maximum d'un tronçon. L'entrepreneur doit coordonner ces travaux avec la STM et obtenir leur approbation préalablement. La STM doit être avisée de la date et de la nature des entraves via l'adresse courriel suivante : gestiondesreseaux@stm.info; - Des plaques d'acier pour circulation doivent être prévues pour redonner accès aux riverains en dehors des heures de travail, si spécifié à l'annexe C1;

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 333707
Numéro de référence : 1037651
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Travaux de réhabilitation de conduite d'égout par chemisage dans les arrondissements de Lachine, de LaSalle, d'Outremont, de Sud-Ouest et de Verdun

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Clean Water Works Inc. (CWW Réhabilitation) 1800 rue Bantree Ottawa, ON, K1B5L6 http://www.cwwcanada.com	Monsieur Nicolas Brennan Téléphone : 613 745-9536 Télécopieur : 613 745-9994	**Commande : (1214114)** 2016-12-22 10 h 02 **Transmission :** 2016-12-22 10 h 29	2692759 - 333707_Addenda 1 2017-01-16 14 h 53 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Construction Camara 1041-5, route Harwood Vaudreuil-Dorion, QC, J7V 8P2 http://constructioncamara.ca	Monsieur Alexandre Dubé Téléphone : 450 455-9726 Télécopieur : 450 455-4165	**Commande : (1213940)** 2016-12-22 8 h 03 **Transmission :** 2016-12-22 9 h 22	2692759 - 333707_Addenda 1 2017-01-16 14 h 53 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
ENTREPRISE VAILLANT (1994) 420, chemin du Petit-Brûlé Rigaud, QC, J0P 1P0	Monsieur GILLES GAUTHIER Téléphone : 514 386-6000 Télécopieur : 514 685-1520	**Commande : (1213692)** 2016-12-21 12 h 08 **Transmission :** 2016-12-21 18 h 06	2692759 - 333707_Addenda 1 2017-01-16 14 h 54 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Fjord Fusion Inc. 340 Émile Couture Chicoutimi, QC, G7H 8B6	Monsieur Eric Martin Téléphone : 418 545-1698 Télécopieur : 418 545-1206	**Commande : (1213949)** 2016-12-22 8 h 10 **Transmission :** 2016-12-22 9 h 23	2692759 - 333707_Addenda 1 2017-01-16 14 h 54 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Insituform Technologies Limited 139 rue Barr Montréal, QC, H4T 1W6 http://www.insituform.com	Monsieur Nicolas Sauvé Téléphone : 514 739-9999 Télécopieur : 514 739-9988	**Commande : (1213386)** 2016-12-20 16 h 02 **Transmission :** 2016-12-20 16 h 07	2692759 - 333707_Addenda 1 2017-01-16 14 h 54 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
LES EXCAVATIONS LAFONTAINE INC. 872, rue Archimède Lévis, QC, G6V 7M5 http://www.excavationslafontaine.com	Monsieur Mathieu Lafontaine Téléphone : 418 838-2121 Télécopieur : 418 835-9223	**Commande : (1213503)** 2016-12-21 8 h 45 **Transmission :** 2016-12-21 10 h 55	2692759 - 333707_Addenda 1 2017-01-16 15 h 55 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

Sade Canada Inc. 1564, rue Ampère Québec, QC, G1P 4B9	Madame Guylaine Fortin Téléphone : 581 300-7233 Télécopieur : 581 300-7234	**Commande : (1213337)** 2016-12-20 15 h 18 **Transmission :** 2016-12-20 15 h 57	2692759 - 333707_Addenda 1 2017-01-16 14 h 53 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

© 2003-2017 Tous droits réservés

2.1a

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 9 janvier 2017

INSITUFORM TECHNOLOGIES LIMITED
A/S MONSIEUR NICOLAS SAUVÉ
139, RUE BARR
SAINT-LAURENT (QC) H4T 1W6

N° de décision : 2017-CPSM-1000939
N° de client : 2700007934

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- INSITUFORM CANADA
- INSITUFORM CANADA LIMITÉE
- INSITUFORM QUÉBEC
- TECHNOLOGIES INSITUFORM

le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). INSITUFORM TECHNOLOGIES LIMITED demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **29 mai 2019** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

2.1 b

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

SOMMAIRE PAR SOUS-PROJETS (PROJETS SIMON)		SOUMISSION:	333707	DATE:
#GDD:	1167231070	DRM:	3337	2017/02/09
RESPONSABLE:	Wilson Wong	GROUPE:		
INTITULÉ DU PROJET:	Travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage sur diverses rues de la Ville de Montréal.			

PROJET INVESTI: 56000 Desc et client-payeur: DGSRE

info additionnelle

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences	Agglo (A) /Corpo (C)
1756000707	166142	3 867 119.49 $	4 155 000.01 $	80 000.00 $	377 727.28 $	C
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**3 867 119.49 $**	**4 155 000.01 $**	**80 000.00 $**	**377 727.28 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	

TOTAL	**3 867 119.49 $**	**4 155 000.01 $**	**80 000.00 $**	**377 727.28 $**
TOTAL (Contrat + Incidences)		**4 235 000.01 $**		

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**GRAND TOTAL**	**SOUMISSION:**	**333707**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**GROUPE:**	**0**	**09/02/2017**
INTITULÉ DU PROJET:	**Travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage sur diverses rues de la Ville de Montréal.**			

	Toutes taxes incluses		
MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			4 155 000.01 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	377 727.28 $		
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques		35 000.00 $	
Surveillance environnementale		7 500.00 $	
Laboratoire, contrôle qualitatif		30 000.00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation		5 000.00 $	
Communication		0.00 $	
Gestion des impacts (présence policière, déplacement de stationnement, etc..)		2 500.00 $	
		0.00 $	
		0.00 $	
	TOTAL À REPORTER	80 000.00	80 000.00 $
Dépenses à autoriser - GRAND TOTAL			4 235 000.01 $
Imputation (crédits)			3 867 119.49 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	184 170.47	367 420.09
Ristournes TPS et TVQ à 50%	367 880.52	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ›	Wilson Wong

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1756000707**	**SOUMISSION:**	**333707**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**166142**	**GROUPE:**	**0**	**09/02/2017**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage sur diverses rues de la Ville de Montréal.**			
ENTREPRENEUR ›	**Insituform Technologies Limited et services techniques et professionnels**			

Toutes taxes incluses

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			4 155 000.01 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	377 727.28 $		
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques		35 000.00 $	
Surveillance environnementale		7 500.00 $	
Laboratoire, contrôle qualitatif		30 000.00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation		5 000.00 $	
Communication			
Gestion des impacts (présence policière, déplacement de stationnement, etc..)		2 500.00 $	
	TOTAL À REPORTER	80 000.00	80 000.00 $
Dépenses totales à autoriser			4 235 000.01 $
Imputation (crédits)			3 867 119.49 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		184 170.47	367 420.09
Ristournes TPS et TVQ à 50%		367 880.52	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ›	Wilson Wong

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1167231070

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Insituform Technologies Limited, pour des travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage sur diverses rues dans les arrondissements de Lachine, de LaSalle, d'Outremont, du Sud-Ouest et de Verdun. Dépense totale de 4 235 000,01 $ (contrat: 4 155 000,01 $ + incidences: 80 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 333707 - 4 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1167231070_Info_comptable.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Linda PHARAND
Préposée au budget
Tél : 872-5916

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-17

Mélanie BRISSON
Conseillère en gestion ressources financières
Tél : 872-6052
Division : Direction du conseil et du soutien financier - Point service EAU-ENVIRONNEMENT

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.17

2017/03/27
13:00

(1)

Dossier # : 1167231069

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Clean Water Works inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage sur diverses rues dans les arrondissements de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, du Plateau-Mont-Royal et de Ville-Marie. Dépense totale de 9 641 000,01 $ (contrat: 9 471 000,01 $ + incidences: 170 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 333706 - 4 soumissionnaires

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 9 641 000,01 $, taxes incluses, pour des travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage sur diverses rues dans les arrondissements de Côte-des-Neiges−Notre-Dame-de-Grâce, du Plateau-Mont-Royal et de Ville-Marie, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

2. d'accorder à Clean Water Works inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 9 471 000,01 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 333706 ;

3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2017-02-23 11:49

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1167231069**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Clean Water Works inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage sur diverses rues dans les arrondissements de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, du Plateau-Mont-Royal et de Ville-Marie. Dépense totale de 9 641 000,01 $ (contrat: 9 471 000,01 $ + incidences: 170 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 333706 - 4 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

Les travaux de réhabilitation de conduites d'égout par la technique de chemisage sont proposés par la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau (DGSRE) du Service de l'eau. Ils s'inscrivent dans la stratégie de la gestion de l'eau des infrastructures performantes et font partie des interventions qui contribuent à améliorer les infrastructures collectives et la qualité de vie des citoyens.
Cette technique de chemisage sans tranchée représente de nombreux avantages comparativement aux méthodes plus traditionnelles de reconstruction par excavation, notamment :

· Réduction importante des coûts d'exécution comparativement à la reconstruction par excavation;
· Rapidité dans la réalisation des travaux;
· Réduction des perturbations sur les infrastructures environnantes;
· Rapidité de la remise en état des lieux;
· Réduction de la disposition des sols et des matériaux d'excavation;
· Réduction des émissions de gaz à effet de serre comparativement à la reconstruction par excavation;
· Maintien de la circulation durant les travaux.

Dans un contexte de déficit d'entretien des réseaux d'égout, les techniques de réhabilitation permettent le renouvellement d'un très grand nombre de conduites d'égout.

Pour mesurer l'évolution du coût par kilomètre des contrats octroyés en travaux de réhabilitation de conduites d'égout depuis 2008, une liste est annexée en pièce jointe.

Pour la période 2017-2018, il est prévu exécuter des travaux de réhabilitation de conduites d'égout sur une longueur totale d'environ cinquante et un (51) kilomètres.

Étant donné l'envergure des travaux et la volonté de la Ville à ouvrir le marché et encourager la concurrence, la Direction des infrastructures (DI) a scindé le grand projet de ces travaux de réhabilitation en cinq secteurs. La présente demande d'octroi de contrat vise la réhabilitation des conduites d'égout des arrondissements de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, du Plateau-Mont-Royal et de Ville-Marie. Deux (2) autres projets, soit #333707 et #333708 font actuellement l'objet d'un dossier d'octroi (1167231070 et 1177231005), tandis que les deux (2) derniers projets #333709 et #333710 ont fait l'objet d'un lancement d'appels d'offres respectivement les 6 et 13 février dernier. Les ouvertures de ces appels d'offres sont prévues le premier et le 8 mars 2017.

La DGSRE a mandaté la Direction des infrastructures du Service des infrastructures, de la voirie et des transports (SIVT) afin de préparer les documents requis au lancement des cinq (5) appels d'offres et de réaliser les travaux de conduites d'égout à réhabiliter, incluant ceux mentionnés à l'objet du présent dossier.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM17 0157 - 20 février 2017 - Accorder deux (2) contrats de services professionnels pour une période de 36 mois : contrat #1 avec Tetra Tech QI inc. pour une somme maximale de 2 086 251,27 $, taxes incluses pour la surveillance des travaux de réhabilitation de conduites d'eau potable, le support technique et le contrôle de qualité et contrat #2 (un seul soumissionnaire conforme) avec Cima+ S.E.N.C. pour la somme maximale de 1 626 692,17 $, taxes incluses pour la surveillance des travaux de réhabilitation de conduites d'égout, le support technique et le contrôle de qualité. Appel d'offres public 16-15591 - 5 soumissions reçues (1167231054);
CG16 0529 - 29 septembre 2016 - Accorder un contrat à Clean Water Works inc. pour des travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage sur diverses rues de la Ville de Montréal - Dépense totale de 2 721 000 $ taxes incluses (Contrat: 2 661 000,00 $ + incidences: 60 000,00 $) - Appel d'offres public 329408 - 5 soumissionnaires (1167231042);

CM16 0607 - 16 mai 2016 - Accorder un contrat à Sade Canada inc., pour les travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage sur diverses rues dans les arrondissements d'Anjou, de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, de Montréal-Nord, d'Outremont, de Rosemont-La Petite-Patrie et de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension. Dépense totale de 10 928 272,00 $, taxes incluses (Contrat - secteur Est : 10 728 272,00 $ + incidences : 200 000,00 $) - Appel d'offres public 329407 - 3 soumissionnaires (1164102005);

CM16 0340 - 21 mars 2016 - Accorder un contrat à Sade Canada inc. pour les travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage sur diverses rues dans les arrondissements d'Ahuntsic–Cartierville, de Pierrefonds-Roxboro et de Saint-Laurent - Dépense totale de 3 948 323,80 $, taxes incluses (Contrat - secteur Ouest: 3 868 323,80 $ + incidences: 80 000,00$) - Appel d'offres public 329405 - 4 soumissionnaires (1154102008);

CG16 0198 - 24 mars 2016 - Accorder un contrat à Insituform Technologies limited pour les travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage sur diverses rues dans les arrondissements de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, de Lachine, de LaSalle, du Plateau-Mont-Royal, du Sud-Ouest, de Verdun et de Ville-Marie - Dépense totale de 11 477 000 $ (Contrat - secteur Centre: 11 277 000,00 $ + incidences: 200 000,00$) - Appel d'offres public 329406 - 4 soumissionnaires (1154102009).

DESCRIPTION

La longueur totale des conduites d'égout à réhabiliter par chemisage structural en 2017-2018 sera de 51,3 km, ce qui représente un taux de renouvellement de l'ordre de 1,19 % de l'ensemble du réseau. Le présent contrat prévoit 11,8 km. La liste des rues où les travaux de réhabilitation auront lieu est jointe au présent dossier ainsi que la liste des actifs visés par le projet.
Dans notre démarche de concertation, les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties prenantes avant le lancement de l'appel d'offres. Des demandes de commentaires ont été transmises aux arrondissements et au requérant lors de l'élaboration des plans et devis, aux différentes étapes d'avancement, lesquelles ont été prises en compte.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 861 000,00 $, taxes incluses, soit 10 % du coût des travaux avant les taxes, tel que décrit au bordereau d'appel d'offres.

Les dépenses incidentes comprennent des dépenses en matière d'utilités publiques, de gestion des impacts, de marquage et signalisation ainsi que des frais de laboratoire pour le contrôle qualitatif des matériaux et pour la surveillance environnementale. Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document *Incidences et ristournes* en pièce jointe.

La liste des preneurs du cahier des charges (SEAO) est en pièce jointe.

JUSTIFICATION

Le tableau des résultats de soumission présenté dans le formulaire Annexe résume la liste des soumissionnaires et des prix soumis, l'écart de prix entre les deux plus basses soumissions reçues et l'écart entre l'estimation des professionnels et le montant du contrat à accorder.
Les prix de soumission ont été vérifiés pour l'ensemble des soumissions reçues. Cependant, seuls les documents fournis avec les trois (3) plus basses soumissions ont été vérifiés (cautionnement, lettre d'engagement, licence de la RBQ, attestation de Revenu Québec, certificat d'attestation et déclaration relative aux conflits d'intérêt).

L'estimation des professionnels de la Division de la conception des travaux est établie, avant la période d'appel d'offres, à partir de l'historique des appels d'offres pour des travaux de même nature tout en tenant compte de la complexité particulière des contrats.

L'écart favorable à la Ville, entre la plus basse soumission conforme et l'estimation étant inférieur à 10 %, la Division de la conception des travaux appuie la recommandation de l'octroi du contrat.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal relatif à ce contrat est de 9 641 000,01 $, taxes incluses, incluant des incidences de 170 000,00 $, taxes incluses.
Cette dépense, entièrement assumée par la ville centrale, représente un coût net de 8 803 518,06 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale, lequel est financé par le Règlement d'emprunt # 16-062 de compétence locale «Renouvellement du réseau secondaire d'aqueduc et d'égout».

Le coût de certaines rues de ce contrat sera subventionné par le programme FEPTEU (Fonds de l'eau potable et le traitement des eaux usées) à 83 %, laissant ainsi un impact de 17 % à la charge des contribuables alors que le coût des autres rues sera entièrement

subventionné par le programme TECQ (taxe sur l'essence et de la contribution du Québec).

La répartition du coût des travaux et des dépenses incidentes est présentée dans le document « Incidences et ristournes » en pièce jointe.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Action 7 du plan d'action Montréal durable 2016-2020 : « Optimiser la gestion de l'eau ».

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est refusé, le fait de ne pas procéder aux travaux dans un délai relativement rapproché pourrait avoir pour conséquence de devoir reconstruire certaines conduites au lieu de les réhabiliter, ce qui entraînerait des coûts beaucoup plus importants. De plus, si les travaux sont réalisés dans un délai ultérieur, ceci risque de provoquer une augmentation des coûts de la main-d'oeuvre et des matériaux. Également, dans le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure au 23 mai 2017, soit la date d'échéance de la validité de la soumission, le plus bas soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les frais afférents.

L'impact sur la circulation est décrit en pièce jointe dans le document « Principes de gestion de la circulation ».

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication a été approuvée par le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES :
Octroi du contrat : à la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées
Début des travaux : avril 2017
Fin des travaux : mars 2018

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Linda PHARAND)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Abdelwahid BEKKOUCHE, Service de l'eau
Kathy DAVID, Service de l'eau
Mathieu-Pierre LABERGE, Service de l'eau
Benoît MALETTE, Le Plateau-Mont-Royal
Pascal TROTTIER, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Claude DUBOIS, Ville-Marie

Lecture :

Kathy DAVID, 20 février 2017
Mathieu-Pierre LABERGE, 14 février 2017
Benoît MALETTE, 13 février 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Wilson WONG
Ingénieur

Tél : 514 872-5929
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-13

Martin GAUDETTE
C/s conception & realisation des projets d'ingenierie

Tél : 514 872-5622
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Chantal AYLWIN
Directrice des infrastructures
Tél : 514 872-4101
Approuvé le : 2017-02-21

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2017-02-21

ANNEXE - CONTRAT DE CONSTRUCTION

INFORMATIONS RELATIVES AU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET À SON RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 333706 — No du GDD : 1167231069

Titre de l'appel d'offres : Travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage sur diverses rues dans les arrondissements de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, du Plateau—Mont-Royal et de Ville-Marie.

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 20 - 12 - 2016 — Ouverture originalement prévue le : 23 - 1 - 2017

Ouverture faite le : 23 - 1 - 2017 — Délai total accordé aux soumissionnaires : 33 jrs

Addenda émis

Nombre d'addenda émis durant l'appel d'offres : 1 — ***Si addenda, détailler ci-après***

Date de l'addenda	Description sommaire de l'addenda	Impact sur le coût estimé du contrat ($)
16 - 1 - 2017	Modification de l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle et modification de l'article 11.1 du cahier RE - Devis technique.	Aucun

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 8 — Nbre de soumissions reçues : 4 — % de réponses : 50

Nbre de soumissions rejetées : 0 — % de rejets : 0.0

Soumissions rejetées (nom)	Motif(s) de rejet: administratif et / ou technique

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs — Date d'échéance initiale : 23 - 5 - 2017

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs — Date d'échéance révisée : - -

Résultats de l'appel d'offres

Soumissions conformes	Prix soumis incluant taxes et corrections au besoin		
	Avant contingences	Contingences	Total
CLEAN WATERS WORKS INC.	8 610 000.01	861 000.00	9 471 000.01
INSITUFORM TECHNOLOGIES LIMITED	8 788 181.82	878 818.18	9 667 000.00
SADE CANADA INC.	11 912 403.85	1 191 240.38	13 103 644.23
LES EXCAVATIONS LAFONTAINE INC.	12 334 929.34	1 233 492.94	13 568 422.28
Estimation — **Interne**	8 890 469.47	889 046.95	9 779 516.42

Écart entre la plus basse soumission et l'estimation : **-3.2%**

Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse : **2.1%**

Dossier à être étudié par la CEC : **Oui** ☐ **NON** X

Validation du droit de contracter du soumissionnaire recommandé (cocher la case appropriée)

	N.A.	OK		N.A.	OK	
RBQ	☐	x	AMF	☐	x	***Joindre l'attestation de l'AMF, le cas échéant***
RENA	☐	x	Revenu Qc	☐	x	

Recommandation

Nom du soumissionnaire : CLEAN WATERS WORKS INC.

Montant du contrat (incluant les contingences) ($) : 9 471 000.01

Montant des incidences ($) : 170 000.00

Date prévue de début des travaux : 3 - 4 - 2017 — Date prévue de fin des travaux : 30 - 3 - 2018

Montréal

ACTIFS VISÉS PAR LES TRAVAUX

Soumission: 333706
Titre: Travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage sur diverses rues de la Ville de Montréal.

Arrondissements: Côte-des-neiges—Notre-Dame-de-Grâce, Le Plateau—Mont-Royal et Ville-Marie

Voirie

	Nature des travaux	Quantité	Unité	Commentaires
Chaussée				
Trottoir, Bordure et Mail				

Égout / Aqueduc

Type d'Intervention et Diamètre	Quantité	Unité	Commentaires
Égout réhabilitation sans tranchée 300 mm	490	m	
Égout réhabilitation sans tranchée 375 mm	580	m	
Égout réhabilitation sans tranchée 450 mm	125	m	
Égout réhabilitation sans tranchée 750 mm	30	m	
Égout réhabilitation sans tranchée 600x900 mm	10600	m	

Éclairage

Type d'Intervention	Quantité	Unité	Commentaires

Feux

Type d'Intervention	Quantité	Unité	Commentaires

CSEM

Type d'Intervention	Quantité	Unité	Commentaires

Préparé par:	Wilson Wong, ing.		Date:	16/03/2017

Montréal

Service des infrastructures, de la voirie et des transports
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux

LISTE DES RUES

Travaux de réhabilitation de conduite d'égout par chemisage sur diverses rues
Soumissions : 333706

# Plan	Révision	Arrondissement	Rue	De	À	Type de chaussée	Diamètre (mm)	Longueur (m)
Secteur Centre								
CDN-EG-2017-02		Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	**Bayard**	Kirkfield	Douglas	rigide	375	65
CDN-EG-2017-03		Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	**Connaught**	Saint-Jacques	Harley	rigide	450	60
CDN-EG-2017-04AB		Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	**de Hampton**	Notre-Dame-de-Grâce	de Monkland	rigide	600x900	385
CDN-EG-2017-05		Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	**Deacon**	Clinton	Van Horne	rigide	375	200
CDN-EG-2017-06		Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	**Decelles**	Queen-Mary	Jean-Brillant	rigide	600x900	220
CDN-EG-2017-07		Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	**Decelles**	Jean-Brillant	Edouard-Montpetit	rigide	600x900	220
CDN-EG-2017-08		Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	**Fendall**	Decelles	McKenna	rigide	600x900	270
CDN-EG-2017-09A		Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	**Harvard**	Chemin de la Côte-Saint-Antoine	Monkland	rigide	600x900	585
CDN-EG-2017-09B								
CDN-EG-2017-10A		Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	**Marlowe**	Sherbrooke	Notre-Dame-de-Grâce	rigide	600x900	585
CDN-EG-2017-10B								
CDN-EG-2017-11A		Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	**Northcliffe**	Chemin de la Côte-Saint-Antoine	Brillon	rigide	600x900	520
CDN-EG-2017-11B								
CDN-EG-2017-12		Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	**Place Kenmore**	Fin de rue	Décarie	rigide	375	125
CDN-EG-2017-13		Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	**Sherbrooke**	Hingston	Hampton	rigide	600x900	100
Secteur Centre								
PMR-EG-2017-02AB		Plateau-Mont-Royal	**Bernard**	Hutchison	Saint-Urbain	rigide	600x900	410
PMR-EG-2017-03		Plateau-Mont-Royal	**Boucher**	Drolet	Berri	rigide	600x900	145
							300	5
							450	65
PMR-EG-2017-04AB		Plateau-Mont-Royal	**Cartier**	Laurier	Masson	rigide	600x900	320
				Masson	Limite Nord			
PMR-EG-2017-05ABCD		Plateau-Mont-Royal	**Chabot**	Mont-Royal	Masson	rigide	600x900	840
							300	20
							375	55
PMR-EG-2017-07A		Plateau-Mont-Royal	**Christophe- Colomb**	Rachel	Marie-Anne	rigide	600x900	1065
PMR-EG-2017-07B				Marie-Anne	Mont-Royal			
PMR-EG-2017-07C				Mont-Royal	Gilford			
PMR-EG-2017-07D				Gilford	Laurier			
PMR-EG-2017-08		Plateau-Mont-Royal	**de Bordeaux**	Masson	Limite Nord	rigide	600x900	175
PMR-EG-2017-09		Plateau-Mont-Royal	**de Bordeaux**	Gilford	Laurier	rigide	600x900	250
PMR-EG-2017-10AB		Plateau-Mont-Royal	**de Brébeuf**	Laurier	Saint-Grégoire	rigide	300	310
							600x900	80
PMR-EG-2017-11AB		Plateau-Mont-Royal	**de Lorimier**	Laurier	Masson	rigide	600x900	270
PMR-EG-2017-12AB		Plateau-Mont-Royal	**Fabre**	Mont-Royal	Gilford	rigide	600x900	320
PMR-EG-2017-17AB		Plateau-Mont-Royal	**Hôtel-de-ville**	Villeneuve	Laurier	rigide	600x900	325
							750	15
PMR-EG-2017-18		Plateau-Mont-Royal	**Laurier**	Papineau	de Lorimier	rigide	300	95
							600x900	145
PMR-EG-2017-20		Plateau-Mont-Royal	**Milton**	Hutchison	du Parc	rigide	300	40
PMR-EG-2017-22		Plateau-Mont-Royal	**Resther**	Saint-Joseph	Laurier	rigide	600x900	115

PMR-EG-2017-25		Plateau-Mont-Royal	**Saint-Joseph**	l'Hotel-de-Ville	Henri-Julien	rigide	600x900	85
PMR-EG-2017-26		Plateau-Mont-Royal	**Rivard**	Marie-Anne	Mont-Royal	rigide	600x900	265
PMR-EG-2017-27		Plateau-Mont-Royal	**Guilbault**	Saint-Dominique	Saint-Laurent	rigide	600x900	45
							750	15
Secteur Centre								
VMA-EG-2017-01AB		Ville-Marie	**Bercy**	Sainte-Catherine	Ontario	rigide	600x900	610
VMA-EG-2017-02		Ville-Marie	**Bercy**	Rouen	Hochelaga	rigide	600x900	255
VMA-EG-2017-03		Ville-Marie	**Bordeaux**	Dubuc	Rouen	rigide	600x900	175
VMA-EG-2017-04		Ville-Marie	**Côte-des-Neiges**	Saint-Mathieu	Docteur-Penfield	rigide	600x900	280
VMA-EG-2017-05		Ville-Marie	**De Boisbriand**	Sainte-Élisabeth	Sanguinet	rigide	600x900	55
VMA-EG-2017-06		Ville-Marie	**De Bullion**	Viger	René-Lévesque	rigide	600x900	260
VMA-EG-2017-07		Ville-Marie	**De Champlain**	Logan	La Fontaine	rigide	600x900	115
VMA-EG-2017-08		Ville-Marie	**D'Iberville**	Rouen	Hochelaga	rigide	600x900	205
VMA-EG-2017-09		Ville-Marie	**Dubuc**	Bordeaux	De Lorimier	rigide	600x900	70
VMA-EG-2017-10		Ville-Marie	**Larivière**	De Lorimier	Fullum	rigide	375	135
							600x900	115
VMA-EG-2017-11		Ville-Marie	**Logan**	Panet	Alexandre-DeSève	rigide	300	20
							600x900	140
VMA-EG-2017-12		Ville-Marie	**Parthenais**	René-Lévesque	Sainte-Catherine	rigide	600x900	255
VMA-EG-2017-13AB		Ville-Marie	**Sherbrooke**	Visitation	De Champlain	rigide	600x900	325
							Total	11825

Montréal

Soumission 333706 – Travaux de réhabilitation de conduite d'égout par chemisage sur diverses rues de la Ville de Montréal

Résumé des mesures de maintien de la circulation et de gestion des impacts

Secteur	Mesures de mitigation
Applicable à toutes les rues	Les travaux sont répartis sur diverses rues pour lesquelles les exigences spécifiques sont décrites à l'annexe C1 du cahier C. - Protéger les aires de travail et les excavations dans la zone de travaux à l'aide de clôtures autoportantes temporaires au pourtour de l'aire de travail afin d'éviter l'intrusion des piétons ou des cyclistes; - Maintenir en tout temps les mouvements permis aux intersections à moins d'indication contraire tel que décrit à l'annexe C1; - Maintien, en tout temps, des trottoirs et passages piétonniers libres d'obstacles. Sinon fournir la signalisation complète afin que les piétons et cyclistes puissent contourner l'obstacle; - L'entrepreneur doit en tout temps laisser une voie carrossable pour les services d'urgence.
Mesures de gestion des impacts applicables à tous les projets	- Présence de signaleur(s) qualifié(s) pour assurer une saine gestion des mouvements sur le réseau routier adjacent la zone des travaux incluant les piétons et cyclistes. - En présence d'école, de corridor scolaire et/ou de parc, l'entrepreneur doit prévoir : présence d'un signaleur, réalisation des travaux en été, maintien de la circulation piétonnière, sécurisation des matériaux entreposés dans la rue; - En présence d'hôpital, l'entrepreneur doit prévoir : présence d'un signaleur, maintien des accès aux services d'urgence, maintien de la circulation piétonnière et à mobilité réduite, sécurisation des matériaux entreposés dans la rue; - Dans un secteur commercial, l'entrepreneur doit prévoir : maintien des zones de livraison et débarcadères, maintien des accès aux commerces, maintien de la circulation piétonnière, sécurisation des matériaux entreposés dans la rue; - Dans un secteur résidentiel, l'entrepreneur doit prévoir : stationnement interdit de 7h00 à 19h00 seulement, si possible, maintien de la circulation piétonnière, sécurisation des matériaux entreposés dans la rue; - L'entrepreneur doit implanter un chemin de détour et/ou un itinéraire facultatif lors d'une fermeture complète de rue ou d'une direction; - Maintenir la piste cyclable en tout temps via un détour ou permettre l'interruption sur une courte distance avec déplacement à pied et/ou présence d'un signaleur; - Maintenir les voies réservées aux autobus en tout temps ou relâchement sur un maximum d'un tronçon. L'entrepreneur doit coordonner ces travaux avec la STM et obtenir leur approbation préalablement. La STM doit être avisée de la date et de la nature des entraves via l'adresse courriel suivante : gestiondesreseaux@stm.info; - Des plaques d'acier pour circulation doivent être prévues pour redonner accès aux riverains en dehors des heures de travail, si spécifié à l'annexe C1;

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 333706
Numéro de référence : 1037567
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Travaux de réhabilitation de conduite d'égout par chemisage dans les arrondissements de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, du Plateau—Mont-Royal et de Ville-Marie

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
AGI Environnement Inc. 1440 Rue Hocquart, Suite#114 Saint-Bruno-de-Montarville, QC, J3V 6E1	Madame Sylvie Jolin Téléphone : 514 281-1919 Télécopieur : 514 281-1919	**Commande : (1219469)** 2017-01-16 10 h 47 **Transmission :** 2017-01-16 10 h 49	2692755 - 333706_Addenda 1 2017-01-16 14 h 52 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Clean Water Works Inc. (CWW Réhabilitation) 1800 rue Bantree Ottawa, ON, K1B5L6 http://www.cwwcanada.com	Monsieur Nicolas Brennan Téléphone : 613 745-9536 Télécopieur : 613 745-9994	**Commande : (1214089)** 2016-12-22 9 h 43 **Transmission :** 2016-12-22 10 h 28	2692755 - 333706_Addenda 1 2017-01-16 14 h 52 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Construction Camara 1041-5, route Harwood Vaudreuil-Dorion, QC, J7V 8P2 http://constructioncamara.ca	Monsieur Alexandre Dubé Téléphone : 450 455-9726 Télécopieur : 450 455-4165	**Commande : (1213932)** 2016-12-22 7 h 45 **Transmission :** 2016-12-22 9 h 21	2692755 - 333706_Addenda 1 2017-01-16 14 h 52 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
ENTREPRISE VAILLANT (1994) 420, chemin du Petit-Brûlé Rigaud, QC, J0P 1P0	Monsieur GILLES GAUTHIER Téléphone : 514 386-6000 Télécopieur : 514 685-1520	**Commande : (1213692)** 2016-12-21 12 h 08 **Transmission :** 2016-12-21 18 h 06	2692755 - 333706_Addenda 1 2017-01-16 14 h 52 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Fjord Fusion Inc. 340 Émile Couture Chicoutimi, QC, G7H 8B6	Monsieur Eric Martin Téléphone : 418 545-1698 Télécopieur : 418 545-1206	**Commande : (1213970)** 2016-12-22 8 h 35 **Transmission :** 2016-12-22 9 h 24	2692755 - 333706_Addenda 1 2017-01-16 14 h 52 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Insituform Technologies Limited 139 rue Barr Montréal, QC, H4T 1W6 http://www.insituform.com	Monsieur Nicolas Sauvé Téléphone : 514 739-9999 Télécopieur : 514 739-9988	**Commande : (1213409)** 2016-12-20 16 h 24 **Transmission :** 2016-12-20 16 h 27	2692755 - 333706_Addenda 1 2017-01-16 14 h 52 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

LES EXCAVATIONS LAFONTAINE INC. 872, rue Archimède Lévis, QC, G6V 7M5 http://www.excavationslafontaine.com	Monsieur Mathieu Lafontaine Téléphone : 418 838-2121 Télécopieur : 418 835-9223	**Commande : (1213503)** 2016-12-21 8 h 45 **Transmission :** 2016-12-21 10 h 55	2692755 - 333706_Addenda 1 2017-01-16 15 h 23 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Sade Canada Inc. 1564, rue Ampère Québec, QC, G1P 4B9	Madame Guylaine Fortin Téléphone : 581 300-7233 Télécopieur : 581 300-7234	**Commande : (1213430)** 2016-12-20 16 h 57 **Transmission :** 2016-12-21 10 h 03	2692755 - 333706_Addenda 1 2017-01-16 14 h 52 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

© 2003-2017 Tous droits réservés

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

RECEIVED JUN 2 7 2013

DÉCISION N° : 2013-CPSM-0101

Québec, le 13 juin 2013

Clean Water Works Inc.
À l'attention de : Monsieur Jocelyn Chouinard
1800, Bantree Street
Ottawa (Ontario) K1B 5L6

Objet : Autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public à Clean Water Works Inc.
Autorisation n°2013-CPSM-0101 n° d'identification de l'Autorité : 2700007337

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous

- CWW RÉHABILITATION

une autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c C-65-1 (la « LCOP »). Clean Water Works Inc. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au 12 juin 2016 et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et la réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification pouvant survenir aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité (www.lautorite.qc.ca).

Le Surintendant de l'assistance aux clientèles et
de l'encadrement de la distribution,

Eric Stevenson

Québec ☒
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, 1e étage
Québec (Québec)
G1V 5C1
tél : 418 525.0337
ligne sans frais : 877 525-0337
téléc : 418 525-9512

Montréal ☐
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec)
H4Z 1G3
tél : 514.395.0337
ligne sans frais : 877 525-0337
téléc : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

2.1 a

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
www.lautorite.qc.ca

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

Le 9 février 2016

CLEAN WATER WORKS INC.
1800, BANTREE ST
OTTAWA ON K1B 5L6

Objet : Accusé de réception - Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Nous avons bien reçu votre formulaire de « Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public ». Vous trouverez ci-dessous les renseignements importants concernant cette demande :

N° de client :	2700007337
N° de demande :	1630958236
N° de confirmation de paiement :	000182187015

Si vous avez accès aux services en ligne de l'Autorité et que vous êtes l'initiateur de cette demande, vous pouvez en consulter l'état à la section « Suivi des demandes » dans le menu « Dossier client ».

Pour toute question relative à votre demande, vous pouvez communiquer avec un agent de notre Centre d'information au 1 877 525-0337.

Nous vous prions de recevoir nos salutations distinguées.

L'Autorité des marchés financiers

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

SOMMAIRE PAR SOUS-PROJETS (PROJETS SIMON)		SOUMISSION:	333706	DATE:
#GDD:	1167231069	DRM:	3337	2017/02/09
RESPONSABLE:	Wilson Wong	GROUPE:		
INTITULÉ DU PROJET:	Travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage sur diverses rues de la Ville de Montréal.			

PROJET INVESTI: 56000 Desc et client-payeur: DGSRE

info additionnelle

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences	Agglo (A) /Corpo (C)
1756000706	166141	8 803 518.06 $	9 471 000.01 $	170 000.00 $	861 000.00 $	C
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**8 803 518.06 $**	**9 471 000.01 $**	**170 000.00 $**	**861 000.00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	

TOTAL	**8 803 518.06 $**	**9 471 000.01 $**	**170 000.00 $**	**861 000.00 $**
TOTAL (Contrat + Incidences)		**9 641 000.01 $**		

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**GRAND TOTAL**	**SOUMISSION:**	**333706**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**GROUPE:**	**0**	**09/02/2017**
INTITULÉ DU PROJET:	**Travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage sur diverses rues de la Ville de Montréal.**			

	Toutes taxes incluses		
MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			9 471 000.01 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	861 000.00 $		
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques		75 000.00 $	
Surveillance environnementale		10 000.00 $	
Laboratoire, contrôle qualitatif		70 000.00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation		10 000.00 $	
Communication		0.00 $	
Gestion des impacts (présence policière, déplacement de stationnement, etc..)		5 000.00 $	
		0.00 $	
		0.00 $	
	TOTAL À REPORTER	170 000.00	170 000.00 $
Dépenses à autoriser - GRAND TOTAL			9 641 000.01 $
Imputation (crédits)			8 803 518.06 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	419 265.06	836 433.79
Ristournes TPS et TVQ à 50%	837 481.95	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ›	Wilson Wong

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1756000706**	**SOUMISSION:**	**333706**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**166141**	**GROUPE:**	**0**	**09/02/2017**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage sur diverses rues de la Ville de Montréal.**			
ENTREPRENEUR ›	**Clean Water Works Inc. et services techniques et professionnels**			

			Toutes taxes incluses
MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			9 471 000.01 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	861 000.00 $		
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques		75 000.00 $	
Surveillance environnementale		10 000.00 $	
Laboratoire, contrôle qualitatif		70 000.00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation		10 000.00 $	
Communication			
Gestion des impacts (présence policière, déplacement de stationnement, etc..)		5 000.00 $	
TOTAL À REPORTER		170 000.00	170 000.00 $
Dépenses totales à autoriser			9 641 000.01 $
Imputation (crédits)			8 803 518.06 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	419 265.06	836 433.79
Ristournes TPS et TVQ à 50%	837 481.95	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ›	Wilson Wong

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1167231069

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Clean Water Works inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage sur diverses rues dans les arrondissements de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, du Plateau-Mont-Royal et de Ville-Marie. Dépense totale de 9 641 000,01 $ (contrat: 9 471 000,01 $ + incidences: 170 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 333706 - 4 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1167231069_Info_comptable.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Linda PHARAND
Préposée au budget
Tél : 872-5916

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-20

Mélanie BRISSON
Conseillère en gestion ressources financières
Tél : 872-6052
Division : Direction du conseil et du soutien financier - Point service EAU-ENVIRONNEMENT

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.18

2017/03/27
13:00

(1)

Dossier # : 1177231005

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Clean Water Works inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage sur diverses rues dans les arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville, de L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève, de Pierrefonds-Roxboro et de Saint-Laurent. Dépense totale de 4 633 000,00 $ (contrat: 4 551 000,00 $ + incidences: 82 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 333708 - 3 soumissionnaires

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 4 633 000,00 $, taxes incluses, pour des travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage sur diverses rues dans les arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville, de L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève, de Pierrefonds-Roxboro et de Saint-Laurent, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

2. d'accorder à Clean Water Works inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 4 551 000,00 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 333708 ;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2017-02-23 11:50

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1177231005**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Clean Water Works inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage sur diverses rues dans les arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville, de L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève, de Pierrefonds-Roxboro et de Saint-Laurent. Dépense totale de 4 633 000,00 $ (contrat: 4 551 000,00 $ + incidences: 82 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 333708 - 3 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

Les travaux de réhabilitation de conduites d'égout par la technique de chemisage sont proposés par la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau (DGSRE) du Service de l'eau. Ils s'inscrivent dans la stratégie de la gestion de l'eau des infrastructures performantes et font partie des interventions qui contribuent à améliorer les infrastructures collectives et la qualité de vie des citoyens.
Cette technique de chemisage sans tranchée présente de nombreux avantages comparativement aux méthodes plus traditionnelles de reconstruction par excavation, notamment :

· Réduction importante des coûts d'exécution comparativement à la reconstruction par excavation;
· Rapidité dans la réalisation des travaux;
· Réduction des perturbations sur les infrastructures environnantes;
· Rapidité de la remise en état des lieux;
· Réduction de la disposition des sols et des matériaux d'excavation;
· Réduction des émissions de gaz à effet de serre comparativement à la reconstruction par excavation;
· Maintien de la circulation durant les travaux.

Dans un contexte de déficit d'entretien des réseaux d'égout, les techniques de réhabilitation permettent le renouvellement d'un très grand nombre de conduites d'égout.

Pour mesurer l'évolution du coût par kilomètre des contrats octroyés en travaux de réhabilitation de conduites d'égout depuis 2008, une liste est annexée en pièce jointe.

Pour la période 2017-2018, il est prévu exécuter des travaux de réhabilitation de conduites d'égout sur une longueur totale d'environ cinquante et un (51) kilomètres.

Étant donné l'envergure des travaux et la volonté de la Ville à ouvrir le marché et encourager la concurrence, la Direction des infrastructures (DI) a scindé le grand projet de ces travaux de réhabilitation en cinq (5) secteurs. La présente demande d'octroi de contrat vise la réhabilitation des conduites d'égout des arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville, de L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève, de Pierrefonds-Roxboro et de Saint-Laurent. Deux (2) autres projets, soit #333706 et #333707 font actuellement l'objet d'un dossier d'octroi (1167231069 et 1167231070), tandis que les deux (2) derniers projets #333709 et #333710 ont fait l'objet d'un lancement d'appels d'offres respectivement les 6 et 13 février dernier. Les ouvertures de ces appels d'offres sont prévues le premier et le 8 mars 2017.

La DGSRE a mandaté la Direction des infrastructures du Service des infrastructures, de la voirie et des transports (SIVT) afin de préparer les documents requis au lancement des cinq (5) appels d'offres et de réaliser les travaux de conduites d'égout à réhabiliter, incluant ceux mentionnés à l'objet du présent dossier.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM17 0157 - 20 février 2017 - Accorder deux (2) contrats de services professionnels pour une période de 36 mois : contrat #1 avec Tetra Tech QI inc. pour une somme maximale de 2 086 251,27 $, taxes incluses pour la surveillance des travaux de réhabilitation de conduites d'eau potable, le support technique et le contrôle de qualité et contrat #2 (un seul soumissionnaire conforme) avec Cima+ S.E.N.C. pour la somme maximale de 1 626 692,17 $, taxes incluses pour la surveillance des travaux de réhabilitation de conduites d'égout, le support technique et le contrôle de qualité. Appel d'offres public 16-15591 - 5 soumissions reçues (1167231054);
CG16 0529 - 29 septembre 2016 - Accorder un contrat à Clean Water Works inc. pour des travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage sur diverses rues de la Ville de Montréal - Dépense totale de 2 721 000 $ taxes incluses (Contrat: 2 661 000,00 $ + incidences: 60 000,00 $) - Appel d'offres public 329408 - 5 soumissionnaires (1167231042);

CM16 0607 - 16 mai 2016 - Accorder un contrat à Sade Canada inc., pour les travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage sur diverses rues dans les arrondissements d'Anjou, de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, de Montréal-Nord, d'Outremont, de Rosemont-La Petite-Patrie et de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension. Dépense totale de 10 928 272,00 $, taxes incluses (Contrat - secteur Est : 10 728 272,00 $ + incidences : 200 000,00 $) - Appel d'offres public 329407 - 3 soumissionnaires (1164102005);

CM16 0340 - 21 mars 2016 - Accorder un contrat à Sade Canada inc. pour les travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage sur diverses rues dans les arrondissements d'Ahuntsic–Cartierville, de Pierrefonds-Roxboro et de Saint-Laurent - Dépense totale de 3 948 323,80 $, taxes incluses (Contrat - secteur Ouest: 3 868 323,80 $ + incidences: 80 000,00$) - Appel d'offres public 329405 - 4 soumissionnaires (1154102008);

CG16 0198 - 24 mars 2016 - Accorder un contrat à Insituform Technologies limited pour les travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage sur diverses rues dans les arrondissements de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, de Lachine, de LaSalle, du Plateau-Mont-Royal, du Sud-Ouest, de Verdun et de Ville-Marie - Dépense totale de 11 477 000 $ (Contrat - secteur Centre: 11 277 000,00 $ + incidences: 200 000,00$) - Appel d'offres public 329406 - 4 soumissionnaires (1154102009).

DESCRIPTION

La longueur totale des conduites d'égout à réhabiliter par chemisage structural en 2017-2018 sera de 51,3 km, ce qui représente un taux de renouvellement de l'ordre de 1,19 % de l'ensemble du réseau. Le présent contrat prévoit 9,3 km et regroupe les arrondissements suivants : Ahuntsic-Cartierville, L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève, Pierrefonds-Roxboro et Saint-Laurent
La liste des rues où les travaux de réhabilitation auront lieu est jointe au présent dossier ainsi que la liste des actifs visés par le projet.

Dans notre démarche de concertation, les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties prenantes avant le lancement de l'appel d'offres. Des demandes de commentaires ont été transmises aux arrondissements et au requérant lors de l'élaboration des plans et devis, aux différentes étapes d'avancement, lesquelles ont été prises en compte.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 413 727,27 $, taxes incluses, soit 10 % du coût des travaux avant les taxes, tel que décrit au bordereau d'appel d'offres.

Les dépenses incidentes comprennent des dépenses en matière d'utilités publiques, de gestion des impacts, de marquage et signalisation ainsi que des frais de laboratoire pour le contrôle qualitatif des matériaux et pour la surveillance environnementale. Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document *Incidences et ristournes* en pièce jointe.

La liste des preneurs du cahier des charges (SEAO) est en pièce jointe.

JUSTIFICATION

Le tableau des résultats de soumission présenté dans le formulaire Annexe résume la liste des soumissionnaires et des prix soumis, l'écart de prix entre les deux plus basses soumissions reçues et l'écart entre l'estimation des professionnels et le montant du contrat à accorder.
L'estimation des professionnels de la Division de la conception des travaux est établie, avant la période d'appel d'offres, à partir de l'historique des appels d'offres pour des travaux de même nature tout en tenant compte de la complexité particulière des contrats.

L'écart entre la plus basse soumission conforme et la dernière estimation est de -18,5 %. La Division de la conception des travaux appuie la recommandation de l'octroi du contrat. L'explication de cet écart favorable s'explique principalement par les raisons suivantes :

- la stratégie adoptée par la Ville à l'effet de procéder avec cinq (5) appels d'offres pour chacun des contrats et de procéder à l'ouverture des soumissions à différentes semaines d'intervalle;
- le contexte de marché favorable et l'effet de concurrence ont obligé les entrepreneurs à soumissionner à la baisse afin de conserver leur part du marché.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal relatif à ce contrat est de 4 633 000,00 $ taxes incluses, incluant des incidences de 82 000,00 $, taxes incluses.
Cette dépense, entièrement assumée par la ville centrale, représente un coût net de 4 230 546,53 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale, lequel est financé par le Règlement d'emprunt # 16-062 de compétence locale «Renouvellement du réseau

secondaire d'aqueduc et d'égout».

Le coût de certaines rues de ce contrat sera subventionné par le programme FEPTEU (Fonds de l'eau potable et le traitement des eaux usées) à 83 %, laissant ainsi un impact de 17 % à la charge des contribuables alors que le coût des autres rues sera entièrement subventionné par le programme TECQ (taxe sur l'essence et de la contribution du Québec).

La répartition du coût des travaux et des dépenses incidentes est présentée dans le document « Incidences et ristournes » en pièce jointe.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Action 7 du plan d'action Montréal durable 2016-2020 : « Optimiser la gestion de l'eau ».

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est refusé, le fait de ne pas procéder aux travaux dans un délai relativement rapproché pourrait avoir pour conséquence de devoir reconstruire certaines conduites au lieu de les réhabiliter, ce qui entraînerait des coûts beaucoup plus importants. De plus, si les travaux sont réalisés dans un délai ultérieur, ceci risque de provoquer une augmentation des coûts de la main-d'oeuvre et des matériaux. Également, dans le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure au 8 juin 2017, soit la date d'échéance de la validité de la soumission, le plus bas soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les frais afférents.

L'impact sur la circulation est décrit en pièce jointe dans le document « Principes de gestion de la circulation ».

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication a été approuvée par le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES :
Octroi du contrat : à la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées
Début des travaux : avril 2017
Fin des travaux : mars 2018

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Linda PHARAND)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Mathieu-Pierre LABERGE, Service de l'eau
Karen DUHAMEL, Pierrefonds-Roxboro
Claude LAVOIE, L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève
Dang NGUYEN, Saint-Laurent
Michel BORDELEAU, Ahuntsic-Cartierville
Hafed LARABI, Service de l'eau
Normand MARINACCI, L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève

Lecture :

Claude LAVOIE, 20 février 2017
Michel BORDELEAU, 16 février 2017
Hafed LARABI, 16 février 2017
Mathieu-Pierre LABERGE, 16 février 2017
Normand MARINACCI, 16 février 2017
Karen DUHAMEL, 16 février 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Wilson WONG
Ingénieur

Tél : 514 872-5929
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-15

Martin GAUDETTE
C/s conception & realisation des projets d'ingenierie

Tél : 514 872-5622
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Chantal AYLWIN
Directrice des infrastructures
Tél : 514 872-4101
Approuvé le : 2017-02-21

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2017-02-21

ANNEXE - CONTRAT DE CONSTRUCTION

INFORMATIONS RELATIVES AU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET À SON RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 333708 — No du GDD : 1177231005

Titre de l'appel d'offres : Travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage sur diverses rues dans les arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville, de L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève, de Pierrefonds-Roxboro et de Saint-Laurent.

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 16 - 1 - 2017 — Ouverture originalement prévue le : 8 - 2 - 2017

Ouverture faite le : 8 - 2 - 2017 — Délai total accordé aux soumissionnaires : 22 jrs

Addenda émis

Nombre d'addenda émis durant l'appel d'offres : 2 — ***Si addenda, détailler ci-après***

Date de l'addenda	Description sommaire de l'addenda	Impact sur le coût estimé du contrat ($)
16 - 1 - 2017	Modification de l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle	Aucun
27 - 1 - 2017	Modification à l'avis d'appel d'offres (p.ii)	Aucun

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 5 — Nbre de soumissions reçues : 3 — % de réponses : 60

Nbre de soumissions rejetées : — % de rejets : 0.0

Soumissions rejetées (nom)	Motif(s) de rejet: administratif et / ou technique

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs — Date d'échéance initiale : 8 - 6 - 2017

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs — Date d'échéance révisée : - -

Résultats de l'appel d'offres

Soumissions conformes	Prix soumis incluant taxes et corrections au besoin		
	Avant contingences	Contingences	Total
CLEAN WATER WORKS INC.	4 137 272.73	413 727.27	4 551 000.00
INSITUFORM TECHNOLOGIES LIMITED	4 360 000.00	436 000.00	4 796 000.00
SADE CANADA INC.	4 422 516.26	442 251.62	4 864 767.88
Estimation **Interne**	5 077 422.47	**507 742.25**	5 585 164.72

Écart entre la plus basse soumission et l'estimation : **-18.5%**

Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse : **5.4%**

Dossier à être étudié par la CEC : **Oui** ☐ **NON** **X**

Validation du droit de contracter du soumissionnaire recommandé (cocher la case appropriée)

	N.A.	OK		N.A.	OK	
RBQ	☐	x	AMF	☐	x	***Joindre l'attestation de l'AMF, le cas échéant***
RENA	☐	x	Revenu Qc	☐	x	

Recommandation

Nom du soumissionnaire : CLEAN WATER WORKS INC.

Montant du contrat (incluant les contingences) ($) : 4 551 000.00

Montant des incidences ($) : 82 000.00

Date prévue de début des travaux : 3 - 4 - 2017 — Date prévue de fin des travaux : 30 - 3 - 2018

Montréal

ACTIFS VISÉS PAR LES TRAVAUX

Soumission: 333708
Titre: Travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage sur diverses rues de la Ville de Montréal.

Arrondissements: Ahuntsic-Cartierville, L'Île-Bizard-Sainte-Geneviève, Pierrefonds-Roxboro et Saint-Laurent

Voirie

	Nature des travaux	Quantité	Unité	Commentaires
Chaussée				
Trottoir, Bordure et Mail				

Égout / Aqueduc

Type d'Intervention et Diamètre	Quantité	Unité	Commentaires
Égout réhabilitation sans tranchée 250 mm	630	m	
Égout réhabilitation sans tranchée 300 mm	3960	m	
Égout réhabilitation sans tranchée 375 mm	1610	m	
Égout réhabilitation sans tranchée 450 mm	560	m	
Égout réhabilitation sans tranchée 600 mm	345	m	
Égout réhabilitation sans tranchée 600x900 mm	2155	m	

Éclairage

Type d'Intervention	Quantité	Unité	Commentaires

Feux

Type d'Intervention	Quantité	Unité	Commentaires

CSEM

Type d'Intervention	Quantité	Unité	Commentaires

Préparé par:	Wilson Wong, ing.		Date:	16/03/2017

Montréal

Service des infrastructures, de la voirie et des transports
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux

LISTE DES RUES

Travaux de réhabilitation de conduite d'égout par chemisage sur diverses rues
Soumissions : 333708

# Plan	Révision	Arrondissement	Rue	De	À	Type de chaussée	Diamètre (mm)	Longueur (m)
AHU-EG-2017-01		Ahuntsic-Cartierville	**André-Jobin**	Fleury	Prieur	rigide	600	250
AHU-EG-2017-02		Ahuntsic-Cartierville	**Bois-de-Boulogne**	Viel	Gouin	rigide	600x900	290
AHU-EG-2017-05		Ahuntsic-Cartierville	**Hamel**	Sauriol	Fleury	rigide	600x900	265
AHU-EG-2017-06		Ahuntsic-Cartierville	**Lajeunesse**	Chabanel	Louvain	rigide	600x900	240
AHU-EG-2017-07		Ahuntsic-Cartierville	**Lajeunesse**	Louvain	Frémont	rigide	600x900	160
AHU-EG-2017-09		Ahuntsic-Cartierville	**Lille**	Fleury	Prieur	rigide	600x900	255
AHU-EG-2017-10		Ahuntsic-Cartierville	**Rancourt**	Sauriol	Fleury	rigide	450	140
AHU-EG-2017-11		Ahuntsic-Cartierville	**Rancourt**	Fleury	Prieur	rigide	600x900	270
AHU-EG-2017-12		Ahuntsic-Cartierville	**Saint-François-d'Assise**	Gouin	Parc-Nature de l'Île de la Visitation	rigide	600x900	210
AHU-EG-2017-13		Ahuntsic-Cartierville	**Saint-Hubert**	Sauriol	Fleury	rigide	600x900	265
AHU-EG-2017-14		Ahuntsic-Cartierville	**Saint-Hubert**	Sauvé	Sauriol	rigide	600x900	200
IBG-EG-2017-01		L'Île-Bizard-Sainte-Geneviève	**Bertrand**	Saint-Pierre	Bertrand	souple	300	85
IBG-EG-2017-02		L'Île-Bizard-Sainte-Geneviève	**Saint-Pierre**	Bertrand	Boulevard Gouin	souple	300	150
PIR-EG-2017-01AB		Pierrefonds-Roxboro	**8e Avenue**	7e Rue	Boulevard Gouin	souple	250	630
PIR-EG-2017-02AB		Pierrefonds-Roxboro	**11e Avenue**	14e Rue	8e Rue	souple	375	565
							450	80
PIR-EG-2017-03AB		Pierrefonds-Roxboro	**Bourassa**	Berry	Fortin	souple	300	360
PIR-EG-2017-04		Pierrefonds-Roxboro	**Camirand**	#12773 Camirand	Bourassa	souple	300	240
PIR-EG-2017-05		Pierrefonds-Roxboro	**Gascon**	Léger	#12469 Gascon	souple	300	190
PIR-EG-2017-06		Pierrefonds-Roxboro	**Perreault**	Dupuis	Chauvin	souple	300	160
SLA-EG-2017-01		Saint-Laurent	**Abbott**	Saint-Louis	Valade	souple	300	85
							450	85
SLA-EG-2017-02		Saint-Laurent	**Boulevard Marcel-Laurin**	Chemin Laval	#2170 Marcel-Laurin	souple	375	115
							600	95
SLA-EG-2017-03AB		Saint-Laurent	**Brunet**	Valade	Beaudet	souple	300	290
SLA-EG-2017-04		Saint-Laurent	**Cardinal**	Coughtry	Poirier	souple	300	90
							375	115
							450	105
SLA-EG-2017-05		Saint-Laurent	**Decelles**	Roy	Sainte-Croix	souple	300	110
SLA-EG-2017-06		Saint-Laurent	**Dépatie**	Deguire	Poirier	souple	300	275
SLA-EG-2017-07		Saint-Laurent	**Dorais**	Stevens	de l' Église	souple	300	90
SLA-EG-2017-08		Saint-Laurent	**du Caven Circle**	Nantel	Stevens	souple	300	490

SLA-EG-2017-09		Saint-Laurent	**Fraser**	Stevens	Dorais	souple	300	260
SLA-EG-2017-10		Saint-Laurent	**Grou**	Hébert	Lapalme	souple	375	85
SLA-EG-2017-11		Saint-Laurent	**Lapalme**	Grou	Trudeau	souple	300	210
SLA-EG-2017-12		Saint-Laurent	**Mantha**	Abbott	Fraser	souple	300	175
SLA-EG-2017-13ABCD		Saint-Laurent	**Sainte-Croix**	Boulevard de la Côte-Vertu	Rochon	souple	300	245
		Saint-Laurent	**Sainte-Croix**	Rochon	Tassé	souple	300	90
							375	205
		Saint-Laurent	**Sainte-Croix**	Tassé	Deguire	souple	375	295
		Saint-Laurent	**Sainte-Croix**	Deguire	Lapointe	souple	375	230
SLA-EG-2017-14		Saint-Laurent	**Saint-Louis**	Abbott	Fraser	souple	300	210
SLA-EG-2017-15		Saint-Laurent	**Tassé**	Barré	Champigny	souple	450	150
SLA-EG-2017-16		Saint-Laurent	**Trudeau**	Hislop	Houde	souple	300	155
							Total	9260

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 333708
Numéro de référence : 1042265
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage sur diverses rues de la Ville de Montréal.

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
AGI Environnement Inc. 1440 Rue Hocquart, Suite#114 Saint-Bruno-de-Montarville, QC, J3V 6E1	Madame Sylvie Jolin Téléphone : 514 281-1919 Télécopieur : 514 281-1919	**Commande : (1219797)** 2017-01-16 14 h 57 **Transmission :** 2017-01-16 17 h 44	2692764 - 333708_Addenda 1 2017-01-16 15 h 01 - Courriel 2698918 - 333708_Addenda 2 2017-01-27 14 h 45 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Clean Water Works Inc. (CWW Réhabilitation) 1800 rue Bantree Ottawa, ON, K1B5L6 http://www.cwwcanada.com	Monsieur Nicolas Brennan Téléphone : 613 745-9536 Télécopieur : 613 745-9994	**Commande : (1218895)** 2017-01-13 13 h 47 **Transmission :** 2017-01-13 14 h 47	2692764 - 333708_Addenda 1 2017-01-16 15 h 01 - Courriel 2698918 - 333708_Addenda 2 2017-01-27 14 h 45 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Construction Camara 1041-5, route Harwood Vaudreuil-Dorion, QC, J7V 8P2 http://constructioncamara.ca	Monsieur Alexandre Dubé Téléphone : 450 455-9726 Télécopieur : 450 455-4165	**Commande : (1222905)** 2017-01-23 11 h 31 **Transmission :** 2017-01-23 11 h 49	2692764 - 333708_Addenda 1 2017-01-23 11 h 31 - Téléchargement 2698918 - 333708_Addenda 2 2017-01-27 14 h 45 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Insituform Technologies Limited 139 rue Barr Montréal, QC, H4T 1W6 http://www.insituform.com	Monsieur Nicolas Sauvé Téléphone : 514 739-9999 Télécopieur : 514 739-9988	**Commande : (1218974)** 2017-01-13 14 h 56 **Transmission :** 2017-01-13 15 h 26	2692764 - 333708_Addenda 1 2017-01-16 15 h 01 - Courriel 2698918 - 333708_Addenda 2 2017-01-27 14 h 45 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Sade Canada Inc. 1564, rue Ampère Québec, QC, G1P 4B9	Madame Guylaine Fortin Téléphone : 581 300-7233	**Commande : (1219961)** 2017-01-16 19 h 11 **Transmission :** 2017-01-16 21 h 44	2692764 - 333708_Addenda 1 2017-01-16 19 h 11 - Messagerie 2698918 - 333708_Addenda 2 2017-01-27 14 h 45 - Courriel

Télécopieur : 581 300-7234

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

© 2003-2017 Tous droits réservés

Montréal

Soumission 333708 – Travaux de réhabilitation de conduite d'égout par chemisage sur diverses rues de la Ville de Montréal

Résumé des mesures de maintien de la circulation et de gestion des impacts

Secteur	Mesures de mitigation
Applicable à toutes les rues	Les travaux sont répartis sur diverses rues pour lesquelles les exigences spécifiques sont décrites à l'annexe C1 du cahier C. - Protéger les aires de travail et les excavations dans la zone de travaux à l'aide de clôtures autoportantes temporaires au pourtour de l'aire de travail afin d'éviter l'intrusion des piétons ou des cyclistes; - Maintenir en tout temps les mouvements permis aux intersections à moins d'indication contraire tel que décrit à l'annexe C1; - Maintien, en tout temps, des trottoirs et passages piétonniers libres d'obstacles. Sinon fournir la signalisation complète afin que les piétons et cyclistes puissent contourner l'obstacle; - L'entrepreneur doit en tout temps laisser une voie carrossable pour les services d'urgence.
Mesures de gestion des impacts applicables à tous les projets	- Présence de signaleur(s) qualifié(s) pour assurer une saine gestion des mouvements sur le réseau routier adjacent la zone des travaux incluant les piétons et cyclistes. - En présence d'école, de corridor scolaire et/ou de parc, l'entrepreneur doit prévoir : présence d'un signaleur, réalisation des travaux en été, maintien de la circulation piétonnière, sécurisation des matériaux entreposés dans la rue; - En présence d'hôpital, l'entrepreneur doit prévoir : présence d'un signaleur, maintien des accès aux services d'urgence, maintien de la circulation piétonnière et à mobilité réduite, sécurisation des matériaux entreposés dans la rue; - Dans un secteur commercial, l'entrepreneur doit prévoir : maintien des zones de livraison et débarcadères, maintien des accès aux commerces, maintien de la circulation piétonnière, sécurisation des matériaux entreposés dans la rue; - Dans un secteur résidentiel, l'entrepreneur doit prévoir : stationnement interdit de 7h00 à 19h00 seulement, si possible, maintien de la circulation piétonnière, sécurisation des matériaux entreposés dans la rue; - L'entrepreneur doit implanter un chemin de détour et/ou un itinéraire facultatif lors d'une fermeture complète de rue ou d'une direction; - Maintenir la piste cyclable en tout temps via un détour ou permettre l'interruption sur une courte distance avec déplacement à pied et/ou présence d'un signaleur; - Maintenir les voies réservées aux autobus en tout temps ou relâchement sur un maximum d'un tronçon. L'entrepreneur doit coordonner ces travaux avec la STM et obtenir leur approbation préalablement. La STM doit être avisée de la date et de la nature des entraves via l'adresse courriel suivante : gestiondesreseaux@stm.info; - Des plaques d'acier pour circulation doivent être prévues pour redonner accès aux riverains en dehors des heures de travail, si spécifié à l'annexe C1;

OK

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

RECEIVED JUN 2 7 2013

DÉCISION N° : 2013-CPSM-0101

Québec, le 13 juin 2013

Clean Water Works Inc.
À l'attention de : Monsieur Jocelyn Chouinard
1800, Bantree Street
Ottawa (Ontario) K1B 5L6

Objet : Autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public à Clean Water Works Inc.
Autorisation n°2013-CPSM-0101 n° d'identification de l'Autorité : 2700007337

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous

- CWW RÉHABILITATION

une autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c C-65-1 (la « LCOP »). Clean Water Works Inc. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au 12 juin 2016 et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et la réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification pouvant survenir aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité (www.lautorite.qc.ca).

Le Surintendant de l'assistance aux clientèles et de l'encadrement de la distribution,

Eric Stevenson

Québec ☒
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, 1e étage
Québec (Québec)
G1V 5C1
tél : 418 525.0337
ligne sans frais : 877 525.0337
télec : 418 525.9512

Montréal ☐
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec)
H4Z 1G3
tél : 514.395.0337
ligne sans frais : 877 525.0337
télec : 514 873 3090

www.lautorite.qc.ca

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
www.lautorite.qc.ca

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

Le 21 juillet 2016

CLEAN WATER WORKS INC.
1800, BANTREE ST
OTTAWA ON K1B 5L6

Objet : Accusé de réception - Demande d'ajout et modification de liens d'affaires (Contrats publics)

Nous avons bien reçu votre formulaire de « Demande d'ajout et modification de liens d'affaires (Contrats publics) ». Vous trouverez ci-dessous les renseignements importants concernant cette demande :

N° de client : 2700007337

N° de demande : 1631139816

Si vous avez accès aux services en ligne de l'Autorité et que vous êtes l'initiateur de cette demande, vous pouvez en consulter l'état à la section « Suivi des demandes » dans le menu « Dossier client ».

Pour toute question relative à votre demande, vous pouvez communiquer avec un agent de notre Centre d'information au 1 877 525-0337.

Nous vous prions de recevoir nos salutations distinguées.

L'Autorité des marchés financiers

Code d'identification : 2700007337 Aide | Déconnexion

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

SERVICES EN LIGNE DE L'AUTORITÉ

1 877 525-0337

Accueil | Dossier client | Contrats publics | Autres

Suivi des demandes

- **Le document a été ajouté à la demande.**

Carte de crédit – Pour des raisons de sécurité, n'indiquez pas de numéro de carte de crédit dans un document électronique que vous transmettez à l'Autorité. Utilisez plutôt l'onglet État de compte/Paiement de votre dossier client ou procédez par la poste pour effectuer votre paiement.

La colonne « statut » indique l'état actuel de votre demande. Pour plus de détails sur les différents statuts possibles, veuillez consulter l'aide en ligne.

Département [ ] Afficher

Date	N° de demande	Type de demande	Statut	Date statut	Formulaire soumis	Ajout de document
2016-07-21	1631139816	Demande d'ajout et modification de liens d'affaires (Contrats publics)	En attente d'un avis de l'UPAC	2016-08-22		
2016-07-21	1631139242	Demande d'ajout et modification de liens d'affaires (Contrats publics)	Demande traitée	2016-07-21		
2016-07-04	1631122402	Demande d'information générale	Demande traitée	2016-07-13		
2016-02-09	1630958236	Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public	En analyse à l'Autorité	2016-02-10		
2016-02-09	1630985893	Demande d'ajout et modification de liens d'affaires (Contrats publics)	En attente d'un avis de l'UPAC	2016-02-10		
2016-02-09	1630985633	Demande d'ajout et modification de liens d'affaires (Contrats publics)	Demande traitée	2016-02-09		

1

Afficher les items 1 - 6 de 6

Retour au menu

© 2013 Autorité des marchés financiers | Conditions d'utilisation

Nouvelle recherche

Dernière mise à jour : **mercredi, 24 août 2016 à 19:30**

Fiche de l'entreprise

Nom : CLEAN WATER WORKS INC.
Adresse du siège social : 365, BAY ST, BUREAU 800, TORONTO, ON, M5H 2V1, CANADA

Numéro de client à l'Autorité : 2700007337
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1164980162

Autres noms d'affaires

- CWW RÉHABILITATION

Nouvelle recherche

Si vous avez des commentaires ou des questions concernant ce registre, nous vous invitons à le faire par le biais de la demande d'information.

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

SOMMAIRE PAR SOUS-PROJETS (PROJETS SIMON)		SOUMISSION:	333708	DATE:
#GDD:	1177231005	DRM:	3337	2017/02/15
RESPONSABLE:	Wilson Wong	GROUPE:		
INTITULÉ DU PROJET:	Travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage sur diverses rues de la Ville de Montréal.			

PROJET INVESTI: 56000 Desc et client-payeur: DGSRE

info additionnelle

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences	Agglo (A) /Corpo (C)
1756000708	166143	4 230 546.53 $	4 551 000.00 $	82 000.00 $	413 727.27 $	C
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**4 230 546.53 $**	**4 551 000.00 $**	**82 000.00 $**	**413 727.27 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	

TOTAL	**4 230 546.53 $**	**4 551 000.00 $**	**82 000.00 $**	**413 727.27 $**
TOTAL (Contrat + Incidences)		**4 633 000.00 $**		

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**GRAND TOTAL**	**SOUMISSION:**	**333708**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**GROUPE:**	**0**	**15/02/2017**
INTITULÉ DU PROJET:	**Travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage sur diverses rues de la Ville de Montréal.**			

				Toutes taxes incluses
MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET				4 551 000.00 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	413 727.27 $			
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:				
Utilités publiques		36 000.00 $		
Surveillance environnementale		7 500.00 $		
Laboratoire, contrôle qualitatif		30 000.00 $		
Division de la voirie - Marquage et signalisation		5 000.00 $		
Communication		0.00 $		
Gestion des impacts (présence policière, déplacement de stationnement, etc..)		3 500.00 $		
		0.00 $		
		0.00 $		
	TOTAL À REPORTER	82 000.00		82 000.00 $
Dépenses à autoriser - GRAND TOTAL				4 633 000.00 $
Imputation (crédits)				4 230 546.53 $
Montant de dépôt				
TAXES:			TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)			201 478.58	401 949.77
Ristournes TPS et TVQ à 50%			402 453.47	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ›	Wilson Wong

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1756000708**	**SOUMISSION:**	**333708**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**166143**	**GROUPE:**	**0**	**15/02/2017**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage sur diverses rues de la Ville de Montréal.**			
ENTREPRENEUR ›	**Clean Water Works inc. et services techniques et professionnels**			

			Toutes taxes incluses
MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			4 551 000.00 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	413 727.27 $		
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques		36 000.00 $	
Surveillance environnementale		7 500.00 $	
Laboratoire, contrôle qualitatif		30 000.00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation		5 000.00 $	
Communication			
Gestion des impacts (présence policière, déplacement de stationnement, etc..)		3 500.00 $	
	TOTAL À REPORTER	82 000.00	82 000.00 $
Dépenses totales à autoriser			4 633 000.00 $
Imputation (crédits)			4 230 546.53 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		201 478.58	401 949.77
Ristournes TPS et TVQ à 50%		402 453.47	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ›	Wilson Wong

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1177231005

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Clean Water Works inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage sur diverses rues dans les arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville, de L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève, de Pierrefonds-Roxboro et de Saint-Laurent. Dépense totale de 4 633 000,00 $ (contrat: 4 551 000,00 $ + incidences: 82 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 333708 - 3 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1177231005_Info_comptable.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Linda PHARAND
Préposée au budget
Tél : 872-5916

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-20

Mélanie BRISSON
Conseillère en gestion ressources financières
Tél : 872-6052
Division : Direction du conseil et du soutien financier - Point service EAU-ENVIRONNEMENT

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.19

2017/03/27
13:00

(1)

Dossier # : 1177409001

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 1
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	Programme complémentaire de planage-revêtement (PCPR)
Objet :	Accorder un contrat à Eurovia Québec Construction inc. pour la réalisation des travaux de pavage et revêtement des chemins de détour du projet Turcot sur la rue Saint-Patrick entre la rue Dollard et la rue Légers. Dépense totale de 946 622,58$ taxes incluses (contrat: 823 150,07$ +incidences: 123 472,51$) - Appel d'offres public 221303 - 6 soumissionnaires.

Il est recommandé de:

1. d'autoriser une dépense de 946 622,58$, taxes incluses, pour des travaux de pavage et revêtement des chemins de détour du projet Turcot sur la rue Saint-Patrick entre la rue Dollard et Légers, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;
2. d'accorder à Eurovia Québec Construction inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission soit pour une somme maximale de 823 150,07$ taxes incluses conformément au document de l'appel d'offres public 221302.
3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la Ville centrale.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2017-03-03 14:09

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1177409001**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 1
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	Programme complémentaire de planage-revêtement (PCPR)
Objet :	Accorder un contrat à Eurovia Québec Construction inc. pour la réalisation des travaux de pavage et revêtement des chemins de détour du projet Turcot sur la rue Saint-Patrick entre la rue Dollard et la rue Légers. Dépense totale de 946 622,58$ taxes incluses (contrat: 823 150,07$ +incidences: 123 472,51$) - Appel d'offres public 221303 - 6 soumissionnaires.

CONTENU

CONTEXTE

Le projet de réfection de l'échangeur Turcot par le Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'électrification des transports (MTMDET) est en cours et devrait se terminer en 2020. Il vise la construction de quatre échangeurs, totalisant plus de 145 km de voies routières. Plus de 300 000 véhicules et camions le traversent à chaque jour. Plusieurs bretelles et voies de circulation sur le réseau supérieur seront fermées pour permettre leur reconstruction. La circulation est alors détournée sur le réseau artériel municipal (chemin de détour).
Déjà, plusieurs artères enregistrent une augmentation substantielle de la circulation. Il importe pour la Ville de Montréal de s'assurer que ces voies puissent accueillir ce volume de circulation tout en assurant la sécurité des usagers.

Au cours des trois prochaines années, la rue Saint-Patrick, entre la rue Dollard et la rue Léger, sera utilisée comme chemin de détour au projet Turcot et comme voie de camionnage pour l'accès à certains chantiers majeurs du MTMDET. Compte tenu de l'état actuel de la chaussée et des trottoirs dans ce secteur, il importe pour la Ville d'assurer une surface de roulement adéquate et des trottoirs sécuritaires jusqu'en 2020.

Le présent sommaire décisionnel vise à octroyer un contrat de planage et revêtement à titre de mesure de mitigation mise de l'avant par la Ville de Montréal dans le cadre de la mise en place des chemins de détour pour ce projet du MTMDET sur la rue Saint-Patrick.

Un appel d'offre public a été publié du 30 Janvier 2017 au 15 Février 2017 dans le journal Le Devoir et sur le site électronique d'appel d'offres SEAO. La durée de publication a été de 16 jours, ce qui respecte le délai prescrit par la Loi sur les cités et Villes.

La soumission est valide pendant 120 jours qui suivent sa date d'ouverture, soit jusqu'au 15 Juin 2017.

Deux addenda ont été émis pour cet appel d'offres.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG12 0236 - 21 Juin 2012: Règlement autorisant un emprunt de 19 100 000 $ afin de financer les interventions municipales afférentes à la réalisation du projet de reconstruction du complexe Turcot
CE15 0338 - 4 Mars 2015: Ratification de l'entente intervenue entre le ministère des Transports du Québec et la Ville de Montréal visant la collaboration en ressources professionnelles municipales dans le cadre du projet Turcot, pour la période du 1er janvier 2013 au 31 décembre 2015, pour une somme maximale de 3 700 000 $, taxes non incluses, et d'approuver le document intitulé << Marché >> .

DESCRIPTION

Il s'agit d'accorder un contrat d'une valeur maximale de 823 150,07$ (taxes incluses) à Eurovia Québec Construction inc pour procéder à la réalisation des travaux de planage et de revêtement des chaussées, sur les différents tronçons de rues en mauvais état, tel qu'identifié ci-dessous.

Il s'agit de travaux de mitigation qui consistent, en grande partie, à réhabiliter la surface de roulement pour s'assurer que les rues puissent accueillir camions et autos et que les piétons puissent emprunter les trottoirs de façon sécuritaire.

Tronçons des rues:

Ville	Arrondissement	Rue	De	À	Commentaires	Superficie (m2)
Montréal	LaSalle	Saint-Patrick	Legers	Dollars	Chaussée en mauvais état	20529

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 74 831,82$ (taxes incluses), soit 10% du coût des travaux taxes incluses, tel que décrit au bordereau d'appel d'offres.

Le montant des incidences s'élève à 123 472,51$ taxes incluses, soit 15% du montant du contrat. Celui-ci comprend des dépenses en matière d'utilités publiques, ainsi que des frais de laboratoire pour le contrôle qualitatif des matériaux pour la gestion des sols excavés.

Sur 11 preneurs du cahier des charges, 6 firmes ont déposé une soumission et 5 n'en ont pas déposé, soit des proportions respectives de 55% et 45%. La liste des preneurs du cahier des charges est en pièce jointe.

JUSTIFICATION

À la suite du constat de l'état des chaussées des rues de l'arrondissement, iI est important et nécessaire d'investir les sommes requises pour pallier à la dégradation accrue du réseau routier. Compte tenu de l'augmentation substantielle des débits de circulation sur ces rues, les travaux de réfection sont requis afin d'assurer des chemins de détour du projet Turcot et de maintenir la qualité de la surface de roulement. Une dégradation des chaussées pourrait compromettre le maintien des chemins de détour et pourrait avoir un impact sur la mobilité dans le secteur.
Le tableau des résultats d'analyse des soumissions ci-dessous présente la liste des soumissionnaires et des prix soumis, les écarts de prix entre les soumissions reçues et l'écart entre l'estimation des professionnels et le montant du contrat à accorder:

RÉSULTATS DE SOUMISSION *(taxes incluses)*

	FIRMES SOUMISSIONNAIRES CONFORMES	PRIX	CONTINGENCES	TOTAL
1	Eurovia Québec Construction inc. (Licence RBQ # 5681-2563-01) (Attestation Revenu Québec valide du 23 janvier au 30 avril 2017)	748 318,25 $	74 831,82 $	823 150,07 $
2	Pavages Métropolitain inc.	752 008,82 $	75 200,88 $	827 209,70 $
3	Les Pavages Chenail inc.	784 000,64 $	78 400,06 $	862 400,70 $
4	Sintra inc. (Région Montérégie-Rive-sud)	814 553,04 $	81 455,30 $	896 008,34 $
5	Construction Bau-Val inc.	877 008,60 $	87 700,86 $	964 709,46 $
6	Les Entrepreneurs Bucaro inc.	1 052 862,58 $	105 286,26 $	1 158 148,84 $
	Estimation des professionnels préparée par LCHP	723 939,37 $	72 393,94 $	796 333,31 $
	Coût moyen des soumissions reçues ($)			**921 937,85 $**
	Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)			**12,0%**
	Écart entre la plus haute et la plus basse conforme		**($)**	**334 998,77 $**
			(%)	**40,7%**
	Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation		**($)**	**26 816,76 $**
			(%)	**3,4%**
	Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse		**($)**	**4 059,63 $**
			(%)	**0,5%**

Les prix de soumission furent vérifiés pour l'ensemble des soumissions reçues. Également, les documents fournis lors du dépôt des soumissions furent vérifiés pour les trois plus basses soumissions conformes (licence de la Régie du bâtiment du Québec, attestation de Revenu Québec, déclaration relative aux conflits d'intérêts et autres).

Le coût total du contrat estimé par la Ville est de 796 333,31$, plus taxes. L'offre déposée par le plus bas soumissionnaire est donc supérieure à l'estimation effectuée par la Ville de Montréal. La différence est de 26 816,76$, un écart de 3,4% par rapport à l'estimation des professionnels. Cet écart peut être relié à de nombreux facteurs dont la situation des marchés au moment du dépôt des soumissions ainsi que des décisions d'affaires des entreprises ayant soumissionné.

Le présent dossier donne suite à un appel d'offres assujetti à la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics (Loi 1) conformément au décret # 1049-2013 adopté le 23 octobre 2013. L'adjudicataire recommandé, Eurovia Québec Construction inc., détient une attestation de l'Autorité des marchés financiers, laquelle est en vigueur depuis le 2 février 2015. Une copie de cette attestation se trouve en pièce jointe au dossier.

Des validations ont été faites selon lesquelles l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises à licence restreinte de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) ni du Registre des entreprises non admissibles, laquelle sera encore valide au moment de l'octroi du contrat.

L'adjudicataire recommandé est conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale pour la réalisation des travaux s'élève à un montant maximum de 946 622,58$ taxes incluses, incluant un montant de 823 150,07$ pour les travaux à effectuer par l'adjudicataire et un montant de 123 472,51$ pour les incidences. Le coût net à la charge des contribuables montréalais s'élève à 864 392,59 lorsque diminué des ristournes fédérale et provinciale. Cette dépense est prévue au budget PTI 2017-2019 de la Division de la gestion des actifs de la Direction des transports. Elle sera assumée entièrement par la

ville centrale via le règlement d'emprunt 16-010 - Travaux de réfection du réseau routier. Le détail des informations budgétaires et comptables se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les travaux de réfection routière du présent sommaire décisionnel portant sur les travaux de chaussées principalement, visent à améliorer l'infrastructure routière et à assurer la sécurité du public ainsi que des usagers du réseau routier de l'arrondissement tout en utilisant les techniques, les matériaux et les matériels qui respectent les normes environnementales en vigueur.
Aussi, la réalisation de ces travaux s'inscrit dans le cadre suivant :

- maintenir des conditions de circulation dans les chemins de détour du Projet Turcot;
- améliorer l'état des infrastructures routières à moyen terme;
- assurer la sécurité du public;
- prolonger la pérennité des infrastructures routières.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Une décision tardive ou défavorable pour l'octroi du contrat faisant l'objet du présent dossier aurait pour conséquence un délai pour la réalisation des travaux et ainsi des problèmes au niveau de la mobilité.

Une gestion rigoureuse et un suivi permanent seront assurés en ce qui a trait au volet "signalisation et circulation". Des mesures de mitigation seront élaborées.

Une coordination avec le Bureau d'intégration et de coordination des chantiers (BIC) et KPH Turcot sera assurée afin d'optimiser les plans de mobilité dans ce secteur et minimiser les entraves sur le domaine public.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une coordination se fera auprès du service des communications de la Ville afin d'élaborer une stratégie de communication.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat : à la suite de l'adoption du présent dossier par le conseil municipal
Début des travaux: 24 Avril 2017
Fin des travaux: 27 Mai 2017

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Julie GODBOUT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jean CARRIER, Service des infrastructures_voirie et transports

Lecture :

Jean CARRIER, 23 février 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Hajar ABOUTAMMAM
Ingénieur

Tél : 514-872-0656
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-22

James BYRNS
Chef de Divison Grands Projets

Tél : 514 868-4400
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2017-02-28

Montréal

RÉSULTATS DE SOUMISSION

SOUMISSION NO 221303
ANNONCE NO 3 DATE DE L'ANNONCE: 30/01/2017
DATE D'OUVERTURE 15/02/2017
DÉCRET 1049-2013
CHARGÉ DE PROJET: Hajar Aboutammam

TITRE: Travaux de voirie dans l'arrondissement Lasalle sur la rue Saint-Patrick de l'avenue Dollard à la rue Léger (chemins de détour Projet Turcot)

PRÉPARÉ PAR: Majida Tabit DATE DE TRAITEMENT: 21-Feb-17

RÉSULTATS DE SOUMISSION *(taxes incluses)*

	FIRMES SOUMISSIONNAIRES CONFORMES	PRIX	CONTINGENCES	TOTAL
1	Eurovia Québec Construction inc. (Licence RBQ # 5681-2563-01) (Attestation Revenu Québec valide du 23 janvier au 30 avril 2017)	748 318.25 $	74 831.82 $	823 150.07 $
2	Pavages Métropolitain inc.	752 008.82 $	75 200.88 $	827 209.70 $
3	Les Pavages Chenail inc.	784 000.64 $	78 400.06 $	862 400.70 $
4	Sintra inc. (Région Montérégie-Rive-sud)	814 553.04 $	81 455.30 $	896 008.34 $
5	Construction Bau-Val inc.	877 008.60 $	87 700.86 $	964 709.46 $
6	Les Entrepreneurs Bucaro inc.	1 052 862.58 $	105 286.26 $	1 158 148.84 $
	Estimation des professionnels préparée par LCHP	723 939.37 $	72 393.94 $	796 333.31 $
	Coût moyen des soumissions reçues ($)			**921 937.85 $**
	Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)			**12.0%**
	Écart entre la plus haute et la plus basse conforme		**($)**	**334 998.77 $**
			(%)	**40.7%**
	Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation		**($)**	**26 816.76 $**
			(%)	**3.4%**
	Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse		**($)**	**4 059.63 $**
			(%)	**0.5%**

**** Les prix ont été vérifiés pour l'ensemble des soumissions recevables. Cependant, seuls les documents relatifs aux 3 plus basses soumissions conformes ont été vérifiés (cautionnement, lettre d'engagement, attestation de Revenu Québec, licence RBQ, certificat d'attestation et déclaration relative aux conflits d'intérêts, etc.).***

En ce qui concerne les informations relatives à l'analyse des résultats de soumission, veuillez vous référer aux rubriques "Description" et "Justification" du document "Complément au guide de rédaction des dossiers décisionnels".

	FIRMES SOUMISSIONNAIRES NON CONFORMES	PRIX	CONTINGENCES	TOTAL
1				
2				
3				

Caution Conforme

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 2 février 2015

EUROVIA QUÉBEC CONSTRUCTION INC.
A/S MONSIEUR PATRICK OCTAVE ACHILLE SULLIOT
1550, AMPÈRE, BUREAU 200
BOUCHERVILLE (QC) J4B 7L4

N° de décision : 2015-CPSM-1006556
N° de client : 3000230492

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'Autorité) accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous EUROVIA QC CONSTRUCTION, une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65.1 (la LCOP). EUROVIA QUÉBEC CONSTRUCTION INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **1er février 2018** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 221303
Numéro de référence : 1046551
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Travaux de voirie dans l'arrondissement Lasalle sur la rue Saint-Patrick de l'avenue Dollard à la rue Léger (chemins de détour Projet Turcot).

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Ali Excavation Inc. 760 boul des Érables Salaberry-de-Valleyfield, QC, J6T 6G4 http://www.aliexcavation.com NEQ : 1143616580	Madame Ana Fernandes Téléphone : 450 373-2010 Télécopieur : 450 373-0114	**Commande : (1229358)** 2017-02-03 10 h 10 **Transmission :** 2017-02-03 19 h 56	2701996 - 2017-02-03_ADDENDA_1 2017-02-03 12 h 03 - Courriel 2702002 - 2017-02-03 FORMULES DE SOUMISSION-422 (devis) 2017-02-03 12 h 06 - Courriel 2702003 - 2017-02-03 FORMULES DE SOUMISSION-422 (bordereau) 2017-02-03 12 h 06 - Téléchargement 2703075 - 2017-02-06_221303 - Cahier_charges Addenda-221303 2017-02-07 12 h 01 - Courriel 2703092 - addenda 2 2017-02-07 9 h 07 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction Bau-Val Inc. 87 Emilien Marcoux, Suite#101 Blainville, QC, J7C 0B4 http://www.bauval.com NEQ : 1143718063	Madame France Laverdure Téléphone : 514 636-4400 Télécopieur : 514 636-9937	**Commande : (1226978)** 2017-01-31 8 h 02 **Transmission :** 2017-01-31 10 h 44	2701996 - 2017-02-03_ADDENDA_1 2017-02-03 12 h 03 - Courriel 2702002 - 2017-02-03 FORMULES DE SOUMISSION-422 (devis) 2017-02-03 12 h 06 - Courriel 2702003 - 2017-02-03 FORMULES DE SOUMISSION-422 (bordereau) 2017-02-03 12 h 06 - Téléchargement 2703075 - 2017-02-06_221303 - Cahier_charges Addenda-221303 2017-02-07 12 h 01 - Courriel 2703092 - addenda 2 2017-02-07 9 h 07 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Eurovia Québec Construction Inc. (Montréal) 6200 St-Patrick Montréal, QC, H4E1b3 NEQ : 1169491884	Madame Ghislaine Dujmovic Téléphone : 514 766-2550 Télécopieur :	**Commande : (1227430)** 2017-01-31 15 h 02 **Transmission :** 2017-01-31 15 h 02	2701996 - 2017-02-03_ADDENDA_1 2017-02-03 12 h 03 - Courriel 2702002 - 2017-02-03 FORMULES DE SOUMISSION-422 (devis) 2017-02-03 12 h 06 - Courriel

				2702003 - 2017-02-03 FORMULES DE SOUMISSION-422 (bordereau) 2017-02-03 12 h 06 - Téléchargement 2703075 - 2017-02-06_221303 - Cahier_charges Addenda-221303 2017-02-07 12 h 01 - Courriel 2703092 - addenda 2 2017-02-07 9 h 07 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Groupe TNT Inc. 4085 Rang St-Elzéar Est Laval, QC, H7E 4P2 http://www.groupetnt.com NEQ : 1160480704	Madame Line Proulx Téléphone : 450 431-7887 Télécopieur : 450 420-0414	**Commande : (1227473)** 2017-01-31 15 h 34 **Transmission :** 2017-02-01 7 h 56	2701996 - 2017-02-03_ADDENDA_1 2017-02-03 12 h 03 - Courriel 2702002 - 2017-02-03 FORMULES DE SOUMISSION-422 (devis) 2017-02-03 12 h 06 - Courriel 2702003 - 2017-02-03 FORMULES DE SOUMISSION-422 (bordereau) 2017-02-03 12 h 06 - Téléchargement 2703075 - 2017-02-06_221303 - Cahier_charges Addenda-221303 2017-02-07 12 h 01 - Courriel 2703092 - addenda 2 2017-02-07 9 h 07 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Legico CHP Consultants 4080 boul. Le Corbusier bur. 203 Laval, QC, H7L5R2 NEQ : 1166631847	Madame Vanessa Mosselli Téléphone : 514 842-1355 Télécopieur :	**Commande : (1229604)** 2017-02-03 13 h 18 **Transmission :** 2017-02-06 7 h 24	2701996 - 2017-02-03_ADDENDA_1 2017-02-03 13 h 18 - Téléchargement 2702002 - 2017-02-03 FORMULES DE SOUMISSION-422 (devis) 2017-02-03 13 h 18 - Téléchargement 2702003 - 2017-02-03 FORMULES DE SOUMISSION-422 (bordereau) 2017-02-03 13 h 18 - Téléchargement 2703075 - 2017-02-06_221303 - Cahier_charges Addenda-221303 2017-02-07 12 h 01 - Courriel 2703092 - addenda 2 2017-02-07 9 h 07 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Les Entrepreneurs Bucaro Inc. 10,441 rue Balzac Montréal-Nord Montréal, QC, H1H 3L6 NEQ : 1144756336	Monsieur Andrea BUcaro Téléphone : 514 325-7729 Télécopieur : 514 325-7183	**Commande : (1233117)** 2017-02-10 8 h 31 **Transmission :** 2017-02-10 8 h 31	2701996 - 2017-02-03_ADDENDA_1 2017-02-10 8 h 31 - Téléchargement 2702002 - 2017-02-03 FORMULES DE SOUMISSION-422 (devis) 2017-02-10 8 h 31 - Téléchargement 2702003 - 2017-02-03 FORMULES DE SOUMISSION-422 (bordereau) 2017-02-10 8 h 31 - Téléchargement 2703075 - 2017-02-06_221303 - Cahier_charges Addenda-221303 2017-02-10 8 h 31 - Téléchargement

				2703092 - addenda 2 2017-02-10 8 h 31 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Les Entreprises Canbec Construction inc. 145 rue Richer (Lachine) Montréal, QC, H8R 1R4 NEQ : 1142106435	Monsieur Gustavo Cabanillas Téléphone : 514 481-1226 Télécopieur : 514 481-0508	**Commande : (1232332)** 2017-02-09 9 h 14 **Transmission :** 2017-02-09 9 h 14	2701996 - 2017-02-03_ADDENDA_1 2017-02-09 9 h 14 - Téléchargement 2702002 - 2017-02-03 FORMULES DE SOUMISSION-422 (devis) 2017-02-09 9 h 14 - Téléchargement 2702003 - 2017-02-03 FORMULES DE SOUMISSION-422 (bordereau) 2017-02-09 9 h 14 - Téléchargement 2703075 - 2017-02-06_221303 - Cahier_charges Addenda-221303 2017-02-09 9 h 14 - Téléchargement 2703092 - addenda 2 2017-02-09 9 h 14 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Manorex Inc 1555 Chicoine Vaudreuil-Dorion, QC, J7V8P2 NEQ : 1170763842	Monsieur Luc Charbonneau Téléphone : 514 977-2688 Télécopieur :	**Commande : (1226629)** 2017-01-30 12 h 47 **Transmission :** 2017-01-30 18 h 37	2701996 - 2017-02-03_ADDENDA_1 2017-02-03 12 h 03 - Courriel 2702002 - 2017-02-03 FORMULES DE SOUMISSION-422 (devis) 2017-02-03 12 h 06 - Courriel 2702003 - 2017-02-03 FORMULES DE SOUMISSION-422 (bordereau) 2017-02-03 12 h 06 - Téléchargement 2703075 - 2017-02-06_221303 - Cahier_charges Addenda-221303 2017-02-07 12 h 01 - Courriel 2703092 - addenda 2 2017-02-07 9 h 07 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Pavage Chenail 104, St-Rémi, C.P. 3220 Saint-Rémi, QC, J0L2L0 NEQ : 1142533042	Madame Christine Barbeau Téléphone : 450 454-0000 Télécopieur : 450 454-5219	**Commande : (1227040)** 2017-01-31 8 h 57 **Transmission :** 2017-01-31 11 h 15	2701996 - 2017-02-03_ADDENDA_1 2017-02-03 12 h 04 - Télécopie 2702002 - 2017-02-03 FORMULES DE SOUMISSION-422 (devis) 2017-02-03 12 h 07 - Télécopie 2702003 - 2017-02-03 FORMULES DE SOUMISSION-422 (bordereau) 2017-02-03 12 h 06 - Téléchargement 2703075 - 2017-02-06_221303 - Cahier_charges Addenda-221303 2017-02-07 12 h 38 - Messagerie 2703092 - addenda 2 2017-02-07 9 h 38 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐	Pavages Métropolitain Inc. 3500, boul. Sir-Wilfrid-Laurier Saint-Hubert, QC, J3Y6T1 NEQ : 1168058395	Madame Julie Milon Téléphone : 450 321-2442 Télécopieur : 1888 802-9689	**Commande : (1226817)** 2017-01-30 15 h 25 **Transmission :** 2017-01-30 21 h 13	2701996 - 2017-02-03_ADDENDA_1 2017-02-03 12 h 03 - Courriel 2702002 - 2017-02-03 FORMULES DE SOUMISSION-422 (devis) 2017-02-03 12 h 06 - Courriel 2702003 - 2017-02-03 FORMULES DE SOUMISSION-422 (bordereau) 2017-02-03 12 h 06 - Téléchargement 2703075 - 2017-02-06_221303 - Cahier_charges Addenda-221303 2017-02-07 12 h 01 - Courriel 2703092 - addenda 2 2017-02-07 9 h 07 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Sintra (Région Montérégie / Rive-Sud) 9975. rue de Chateauneuf, local B Brossard, QC, J4Z3V6 NEQ : 1145755295	Madame Marie Josée Roy Téléphone : 450 638-0172 Télécopieur : 450 638-2909	**Commande : (1230255)** 2017-02-06 10 h 51 **Transmission :** 2017-02-06 19 h 44	2701996 - 2017-02-03_ADDENDA_1 2017-02-06 10 h 51 - Téléchargement 2702002 - 2017-02-03 FORMULES DE SOUMISSION-422 (devis) 2017-02-06 10 h 51 - Téléchargement 2702003 - 2017-02-03 FORMULES DE SOUMISSION-422 (bordereau) 2017-02-06 10 h 51 - Téléchargement 2703075 - 2017-02-06_221303 - Cahier_charges Addenda-221303 2017-02-07 12 h 01 - Courriel 2703092 - addenda 2 2017-02-07 9 h 07 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

© 2003-2017 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1177409001

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 1
Objet :	Accorder un contrat à Eurovia Québec Construction inc. pour la réalisation des travaux de pavage et revêtement des chemins de détour du projet Turcot sur la rue Saint-Patrick entre la rue Dollard et la rue Légers. Dépense totale de 946 622,58$ taxes incluses (contrat: 823 150,07$ +incidences: 123 472,51$) - Appel d'offres public 221303 - 6 soumissionnaires.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

SIVT - 1177409001.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie GODBOUT
Préposée au budget
Tél : 872-0721

Co-auteur
Jean-François Rondou
Agent comptable analyste - Conseil et soutien financier - PS Développement
(514) 868-3837

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-24

Stéphanie MORAN
Conseillere budgetaire
Tél : 872-2813

Division : Direction du conseil et du soutien financier - Pôle développement

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.20

2017/03/27
13:00

(1)

Dossier # : 1177231001

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	Programme complémentaire de planage-revêtement (PCPR)
Objet :	Accorder un contrat aux Entrepreneurs Bucaro inc., pour des travaux de voirie dans les arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville et de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (PCPR 2017). Dépense totale de 6 454 624,83 $ (contrat: 6 154 624,83 $ + incidences: 300 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 332303 - 7 soumissionnaires

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 6 454 624,83 $, taxes incluses, pour des travaux de voirie dans les arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville et de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (PCPR 2017), comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

2. d'accorder aux Entrepreneurs Bucaro inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 6 154 624,83 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 332303 ;

3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2017-02-24 10:33

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1177231001**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	Programme complémentaire de planage-revêtement (PCPR)
Objet :	Accorder un contrat aux Entrepreneurs Bucaro inc., pour des travaux de voirie dans les arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville et de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (PCPR 2017). Dépense totale de 6 454 624,83 $ (contrat: 6 154 624,83 $ + incidences: 300 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 332303 - 7 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du Programme triennal d'immobilisations (PTI) 2017-2019, le Service des infrastructures, de la voirie et des transports (SIVT) s'est vu allouer un budget de 99 M$ en 2017 afin de poursuivre la réalisation du Programme complémentaire de planage et revêtement (PCPR). Le PCPR vise à améliorer rapidement la qualité du réseau routier. Selon les experts dans le domaine[1], le traitement d'une chaussée d'autoroute par la technique de planage et revêtement permet d'en prolonger la vie sur une période allant jusqu'à 15 ans. En milieu urbain, la Direction des transports soutient que la durée de vie de la chaussée serait prolongée pour une période de 7 à 12 ans.
Parmi toutes les activités de maintien, le PCPR demeure l'activité à privilégier par le plan d'intervention intégrée 2016/25 (PII) pour la remise à niveau de la condition des chaussées à court terme. Nonobstant cette stratégie prometteuse, l'objectif demeure fort ambitieux et pour espérer l'atteindre, il devenait essentiel de revoir nos façons de faire, notamment sur l'assouplissement des critères de conception. En effet, la correction du drainage en place amenait à refaire certains trottoirs en bon état et créait ainsi une insatisfaction et une incompréhension de la part des citoyens. De plus, ces travaux accessoires prolongent considérablement la durée des interventions, diminuent l'attrait de ces projets auprès des entrepreneurs et sont la cause de difficultés nécessitant la mobilisation de ressources importantes.

C'est dans ce contexte d'optimisation qu'il a été établi que l'élimination des réparations ponctuelles de trottoirs au sein des contrats du PCPR améliorerait grandement notre capacité de réalisation. Les projets de ce programme se limitent donc à des travaux de planage et de revêtement sans intervention sur les trottoirs et sans bonification de l'aménagement existant. Toutefois, il peut exister certaines conditions susceptibles de mettre en cause la sécurité des piétons. Dans l'éventualité où des trottoirs nécessitant des

interventions n’aient pas déjà fait l’objet de travaux correctifs par l’arrondissement, le SIVT financera le coût de ces travaux par le biais de son PTI. Une provision pourra alors être ajoutée aux contrats de réparations mineures de trottoirs (RMT) de l’arrondissement. Dans ce contexte, afin d'assurer une certaine flexibilité aux arrondissements dans la gestion de leurs interventions, la liste des rues faisant l’objet du PCPR 2017 leur a été transmise en novembre dernier. Pour l'année 2018 ainsi que pour les années ultérieures, la liste leur sera transmise un peu plus à l’avance de façon à ce qu'ils puissent réparer les sections jugées critiques avant les travaux de réfection de la chaussée.

La sélection des projets est effectuée par la Division de la gestion d'actifs à la Direction des transports du SIVT, alors que la gestion et la réalisation du programme sont sous la responsabilité de la Direction des infrastructures du SIVT.

Ces investissements alloués à la conservation du réseau routier témoignent de l'engagement de la Ville de Montréal à améliorer tant le confort et la sécurité des usagers de la route, que l'efficacité des déplacements des personnes et des marchandises, contribuant ainsi à la qualité de vie des citoyens, au développement et à la croissance économique de Montréal. Ces investissements viennent donc atténuer la problématique de dégradation des infrastructures routières et permettent d'améliorer l'état global des chaussées.

La Direction des transports a mandaté la Direction des infrastructures afin de préparer les documents requis au lancement de l'appel d'offres et de réaliser les travaux mentionnés à l'objet du présent dossier.

(NOTE 1: HAAS, Ralph et W. Ronald HUDSON. *Pavement Asset Management,* avec la collaboration de Lynne COWE FALLS, Beverly, MA, Scrivener publishing, 2015.)

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0121 - 25 février 2016 - Conclure une entente-cadre de services professionnels avec Beaudoin Hurens inc. pour la gestion et la surveillance des travaux pour le Programme complémentaire de planage et revêtement (PCPR) du Service des infrastructures, de la voirie et des transports, pour une somme maximale de 7 669 522,35 $, taxes incluses / Appel d'offres public 15-14826 (3 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin (1164102001)

DESCRIPTION

Les travaux de ce contrat consistent au planage et revêtement bitumineux à divers endroits dans les arrondissements d’Ahuntsic-Cartierville et de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (PCPR 2017). Les travaux, là où requis, seront exécutés sur une distance totalisant environ 10,9 km.
Veuillez trouver en pièces jointes la description des principaux actifs visés par les travaux ainsi qu'une liste de rues.

Dans la démarche de concertation, les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties prenantes avant le lancement de l'appel d'offres. Des demandes de commentaires ont été transmises aux arrondissements et au requérant lors de l'élaboration des plans et devis, aux différentes étapes d'avancement, lesquels ont été pris en compte.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences s'élève à 802 777,16 $, taxes incluses, soit 15 % du coût des travaux avant les taxes, tel que décrit au bordereau d'appel d'offres. Les contingences s'élèvent à 15 % en raison des risques reliés aux ajustements sur le terrain du profil proposé afin d'assurer un drainage efficient.

Les dépenses incidentes au présent dossier comprennent des dépenses en matière d'utilités

publiques, de communication ainsi que des frais de laboratoire pour le contrôle qualitatif des matériaux et la gestion des sols excavés. Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document «Incidences et ristournes» en pièce jointe.

JUSTIFICATION

Le tableau des résultats de soumission présenté dans le formulaire annexe résume la liste des soumissionnaires et des prix soumis, l'écart de prix entre les deux plus basses soumissions reçues et l'écart entre l'estimation des professionnels et le montant du contrat à accorder.
Les prix de soumission ont été vérifiés pour l'ensemble des soumissions reçues. Cependant, seuls les documents fournis avec les 3 plus basses soumissions ont été vérifiés (cautionnement, lettre d'engagement, licence de la RBQ, attestation de Revenu Québec, certificat d'attestation et déclaration relative aux conflits d'intérêt).

L'écart entre la plus basse soumission conforme et l'estimation de la Division gestion de projets et économie de la construction (DGPEC) étant inférieur à 10 %, la DGPEC appuie la recommandation d'octroi du contrat.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal relatif à ce contrat est de 6 454 624,83 $, taxes incluses incluant des incidences de 300 000,00 $, taxes incluses. Cette dépense est entièrement assumée par la ville centrale et représente un coût net de 5 893 932,81 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale, lequel est financé par le Règlement d'emprunt # 16-010 «Travaux de réfection du réseau routier».

Les travaux relatifs au contrat sont entièrement admissibles à la subvention offerte par le Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2014-2018 (TECQ). Ce qui laissera un impact sur l'emprunt net de 273 939,98 $, soit la portion des incidences.

Le montant de la subvention est un montant anticipé. Dans le cas où la subvention ne serait pas reçue, le montant équivalent devra être dégagé à même l’enveloppe globale du SIVT et les virements budgétaires requis devront être effectués.

La répartition du coût des travaux et des incidences est présentée en pièces jointes dans les documents «Incidences et ristournes» et «Budget requis».

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure à la date d'échéance de la validité de la soumission, soit le 1er juin 2017, le plus bas soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les coûts afférents.
De plus, il est à noter que les travaux faisant l'objet du présent dossier ainsi que les autres travaux du programme complémentaire de planage et revêtement 2017 sont planifiés selon un échéancier très serré. Tout retard sur la réalisation des travaux aurait donc des conséquences sur les échéanciers de réalisation de l'ensemble du programme.

L'impact sur la circulation est décrit en pièce jointe dans le document «Principes de gestion de la circulation».

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication a été approuvée par le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES:
Octroi du contrat : à la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées
Début des travaux : 15 mai 2017
Fin des travaux : 22 septembre 2017.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Julie GODBOUT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jean CARRIER, Service des infrastructures_voirie et transports
Michel BORDELEAU, Ahuntsic-Cartierville
Richard C GAGNON, Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension

Lecture :

Jean CARRIER, 21 février 2017
Richard C GAGNON, 21 février 2017
Michel BORDELEAU, 20 février 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Ngoc Thao DUONG
Ingenieur

Tél : 5148723192
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-06

Yvan PÉLOQUIN
Chef de division - Conception des travaux

Tél : 514 872-7816
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Chantal AYLWIN
Directrice des infrastructures
Tél : 514 872-4101
Approuvé le : 2017-02-22

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2017-02-23

ANNEXE - CONTRAT DE CONSTRUCTION

INFORMATIONS RELATIVES AU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET À SON RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 332303 — No du GDD : 1177231001

Titre de l'appel d'offres : Travaux de voirie dans les arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville et Villeray-Saint- Michel-Parc-Extension (PCPR 2017).

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 9 - 1 - 2017 — Ouverture originalement prévue le : 1 - 2 - 2017

Ouverture faite le : 1 - 2 - 2017 — Délai total accordé aux soumissionnaires : 22 jrs

Addenda émis

Nombre d'addenda émis durant l'appel d'offres : 1 — ***Si addenda, détailler ci-après***

Date de l'addenda	Description sommaire de l'addenda	Impact sur le coût estimé du contrat ($)
24 - 1 - 2017	Modifications mineures dans le Cahier des charges et devis technique Voirie. Modifications des quantités de certains items au bordereau et modification du Formulaire de soumission en conséquence.	220 000.00

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 12 — Nbre de soumissions reçues : 7 — % de réponses : 58

Nbre de soumissions rejetées : — % de rejets : 0.0

Soumissions rejetées (nom)	Motif(s) de rejet: administratif et / ou technique

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs — Date d'échéance initiale : 1 - 6 - 2017

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs — Date d'échéance révisée : JJ - MM - AAAA

Résultats de l'appel d'offres

Soumissions conformes	Prix soumis incluant taxes et corrections au besoin		
	Avant contingences	Contingences	Total
LES ENTREPRENEURS BUCARO INC.	5 351 847.67	802 777.16	6 154 624.83
EUROVIA QUEBEC CONSTRUCTION INC.	5 421 240.36	813 186.05	6 234 426.41
PAVAGES METROPOLITAIN INC.	5 741 461.29	861 219.19	6 602 680.48
CONSTRUCTION BAU-VAL INC.	5 859 107.32	878 866.09	6 737 973.41
DEMIX CONSTRUCTION	5 927 507.38	889 126.11	6 816 633.49
GROUPE TNT INC.	5 945 359.26	891 803.89	6 837 163.15
LES ENTREPRISES MICHAUDVILLE INC.	6 918 260.86	1 037 739.14	7 956 000.00
Estimation **Interne**	5 421 857.70	**813 278.65**	6 235 136.35

Écart entre la plus basse soumission et l'estimation : **-1.3%**

Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse : **1.3%**

Dossier à être étudié par la CEC : **Oui** ☐ **NON** **X**

Validation du droit de contracter du soumissionnaire recommandé (cocher la case appropriée)

	N.A.	OK		N.A.	OK	
RBQ		x	AMF		x	***Joindre l'attestation de l'AMF, le cas échéant***
RENA		x	Revenu Qc		x	

Recommandation

Nom du soumissionnaire : LES ENTREPRENEURS BUCARO INC.

Montant du contrat (incluant les contingences) ($) : 6 154 624.83

Montant des incidences ($) : 300 000.00

Date prévue de début des travaux : 15 - 5 - 2017 — Date prévue de fin des travaux : 22 - 9 - 2017

Montréal

Actifs visés par le projet

Soumission: 332303
Titre: Travaux de voirie dans les arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville et de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension (PCPR 2017)

Arrondissement: Ahuntsic-Cartierville et Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension

Voirie

	Nature des travaux	Quantité	Unité	Commentaires
Chaussée	Planage et revêtement bitumineux (30 mm à 85 mm)	167000	m²	Longueur des tronçons: ± 10 900 mètres linéaires
Trottoir, Bordure et Mail				

Égout / Aqueduc

Type d'Intervention et Diamètre	Quantité	Unité	Commentaires
		m	
		m	
		m	
		m	
		m	
		m	

Éclairage / Feux

Type d'Intervention	Quantité	Unité	Commentaires
		unité	
		unité	
		m lin.	
		m	
		intersection	

Préparé par:	Ngoc-Thao Duong, ing.	Date:	2017-02-06

SO332303

Arrondissement Ahuntsic-Cartierville

- C-5439 : Rue Berri, de la rue Prieur Est au boulevard Gouin Ouest;
- C-5440 : Rue Camille, de la rue Hervé au boulevard Gouin Ouest;
- C-5441 : Rue Charles-De-La Tour, de la rue Beauharnois Ouest à la rue Antoine-Barbeau;
- C-5542 : Avenue Christophe-Colomb, de la rue Fleury Est au boulevard Gouin Ouest;
- C-5443 : Boulevard Crémazie Ouest, du boulevard Saint-Laurent à l'avenue Casgrain;
- C-5445 : Boulevard Crémazie Ouest, de la rue Tolhurst à Waverly;
- C-5447 : Avenue de la Miséricorde, du boulevard Gouin Ouest à la rue du Bocage;
- C-5448 : Rue de Lille, de la rue Sauriol Est à la rue Prieur Est;
- C-5449 : Rue de Louisbourg, du boulevard Laurentien à la rue Grenet;
- C-5450 : Rue de Louvain Est, de l'avenue Millen à la rue Basile-Routhier;
- C-5454 : Avenue Émile Journault, de la rue Basile-Routhier à la rue Foucher;
- C-5455 : Rue Fleury Est, de la rue Chambord au boulevard Olympia;
- C-5456 : Rue Fréchette, du boulevard Gouin Ouest à la rue du Bocage;
- C-5458 : Boulevard Gouin Ouest, de la rue Saint-Évariste à la rue Lavigne;
- C-5459 : Boulevard Gouin Ouest, de la rue Bohlé à l'avenue de Poutrincourt;
- C-5460 : Avenue Henri-Julien, du boulevard Crémazie Est à la rue Legendre Est;
- C-5463 : Boulevard O'Brien, de la rue Salaberry à Louisbourg et de la rue Dudemaine à la limite d'arrondissement

Arrondissement Villeray--Saint-Michel--Parc-Extension

- C-5492 : Rue Clark, de la rue Jean-Talon Ouest à la rue de Castelnau Ouest;
- C-5494 : Avenue Châteaubriand, de la rue Villeray à la rue du Rosaire;
- C-5554 : Avenue de l'Esplanade, de la rue Jarry Ouest à la rue Guizot Ouest;
- C-5495 : Avenue de Lorimier, de la rue Jarry à la rue Everett;
- C-5497 : Rue d'Iberville, de la rue Jarry Est au boulevard Crémazie Est;
- C-5499 : Rue Jean-Talon, de l'avenue de l'Épée à la rue Hutchison;
- C-5500 : Rue Michel-Ange, de la rue Villeray à la rue François-Perrault;
- C-5501 : Avenue Papineau, du boulevard Crémazie Est à la rue Jarry Est;
- C-5504 : Rue Saint-Hubert, de la rue Rosaire à la rue Mistral;
- C-5505 : Rue Saint-Hubert, du boulevard Crémazie à la rue de Liège Est;
- C-5506 : Boulevard Saint-Laurent, de la rue de Castelnau à la rue Jean-Talon Est;
- C-5507 : Boulevard Saint-Michel, de la rue Denis-Papin à Champdoré;
- C-5510 : rue Villeray, de la rue d'Iberville à la 2e Avenue;
- C-5511 : Rue Villeray, de la 9e Avenue au Boulevard Saint-Michel;
- C-5509 : Rue Villeray, de l'avenue Christophe-Colomb à l'avenue Papineau;
- C-5508 : Rue Villeray, de la rue Lajeunesse à la rue Foucher;
- C-5513 : Boulevard Crémazie, de la rue de l'Épée à l'avenue Querbes

SOUMISSION NO. 332303

TRAVAUX DE VOIRIE DANS LES ARRONDISSEMENTS D'AHUNTSIC-CARTIERVILLE ET DE VILLERAY-SAINT-MICHEL-PARC-EXTENSION

ENTRAVES ET ENJEUX DE CIRCULATION *Liste des rues touchées par les travaux* : – *rue Berri;* – *rue Camille;* – *rue Charles-de-la-Tour;* – *boulevard Christophe-Colomb;* – *boul. Crémazie Est, entre le boulevard Saint-Laurent et l'avenue Casgrain;* – *boul. Crémazie Ouest, entre les rues Tolhurst et Waverly;* – *avenue de la Miséricorde;* – *rue de Lille;* – *rue Louisbourg* – *rue de Louvain;* – *avenue Émile-Journault;* – *rue Fleury;* – *rue Fréchette;* – *boul. Gouin, entre les rues Saint-Évariste et Lavigne;* – *boul. Gouin, entre la rue Bohlé et l'avenue De Poutrincourt;* – *avenue Henri-Julien;* – *boul. O'Brien;* – *rue Clark;* – *rue de Castelnau;* – *avenue Châteaubriand;* – *avenue de l'Esplanade;* – *avenue De Lorimier;* – *rue D'Iberville;* – *rue Jean-Talon;* – *rue Michel-Ange;* – *avenue Papineau;* – *rue Saint-Hubert;* – *boul. Saint-Laurent;*	▪ Horaire des travaux : Du lundi au vendredi de 09 h 00 à 19 h 00 (sauf indications contraires). Les travaux nécessitant une circulation en alternance ou des fermetures complètes doivent être effectués entre 09 h 00 et 15 h 30 (hors-pointe). ▪ L'Entrepreneur effectue les travaux requis immédiatement. Les voies doivent être redonnées à la circulation à la fin de chaque quart de travail. ▪ Mobilisation (hors-fonction) et démobilisation des dispositifs nécessaires au maintien de la circulation de nuit. ▪ **Phase 1** : les travaux de planage, de correction et d'ajustement des structures doivent être réalisés à l'aide de fermetures partielles, selon la largeur et la géométrie de la chaussée. ▪ **Phase 2** : les travaux de pavage final doivent être réalisés à l'aide de fermetures complètes. ▪ Chaque phase et sous-phase de travaux doit être exécutée dans sa totalité de manière séquentielle pour chaque rue ou localisation, suivant l'ordre présenté aux tableaux du cahier C de prescriptions spéciales, et ne peut être réalisée de manière concourante. ex : 0, 1A, 1B, …, 2A, 2B, … ▪ L'Entrepreneur n'est autorisé qu'à fermer une seule intersection routière à la fois et qu'à effectuer les travaux sur deux (2) tronçons consécutifs simultanément de part et d'autre d'une même intersection lors de l'avancement des travaux. ▪ Deux (2) axes parallèles ne doivent en aucun cas être entravés de manière simultanée dans le secteur des travaux, incluant les axes d'autres chantiers à proximité. ▪ Quelques arrêts d'autobus devront être annulés ou relocalisés de concert avec la STM et le Directeur. L'Entrepreneur et le représentant du Directeur doivent travailler étroitement avec la STM pour confirmer les travaux au quotidien. ▪ Les travaux à proximité d'une école doivent obligatoirement être réalisés durant les mois de juillet et août. Boul. Christophe-Colomb : ▪ Lors des travaux à l'intersection, maintien de la circulation en tout temps sur le boul. Henri-Bourassa. Boul. Crémazie Est, entre le boulevard Saint-Laurent et l'avenue Casgrain : ▪ Voie réservée et autobus de nuit; ▪ Fermeture complète pour une nuit, la fin de semaine (courte portion du boul. Crémazie). Boulevard Crémazie Ouest, entre les rues Tolhurst et Waverly : ▪ Travaux à effectuer de nuit, la fin de semaine (voie de desserte de l'A-40), selon le phasage prévu. Avenue de la Miséridorde : ▪ Proximité de l'Hôpital Sacré-Cœur. Rue Fleury : ▪ Aucune fermeture complète; ▪ Débarcadère pour personnes à mobilité réduite à l'intersection de Fleury et Sacré-Cœur; ▪ École Saint-Paul-De-La-Croix sur l'av. Georges-Baril et école Louis-Colin sur la rue Sauriol E.

– *boul. Saint-Michel;* – *rue Villeray, entre la rue d'Iberville et la 2e avenue;* – *rue Villeray, entre la 9e avenue et le boulevard Saint-Michel;* – *rue Villeray, entre les avenues Papineau et Christophe-Colomb;* – *rue Villeray, entre les rues Lajeunesse et Foucher;* – *boul. Crémazie, entre la rue de l'Épée et l'avenue Querbes.*	<u>Boul. Gouin, entre les rues Saint-Évariste et Lavigne</u> : ▪ Aucune fermeture complète; ▪ Proximité de l'Hôpital Sacré-Cœur; ▪ Travaux à réaliser au cours des mois de juillet et août (proximité de l'École Sainte-Odile). <u>Avenue Papineau</u> : ▪ Travaux prévus de nuit; ▪ Proximité de la voie desserte de l'A-40 (carrefour giratoire avec feux de circulation).
MESURES DE GESTION DES IMPACTS	▪ La gestion des mouvements sur le réseau routier doit se faire à l'aide d'un minimum de trois (3) signaleurs, notamment pour le maintien des services publics et d'urgence en tout temps. ▪ Les plages horaires des travaux ainsi que les chemins de détour ont été optimisés afin de limiter les contraintes sur la circulation. ▪ Les accès aux riverains et aux commerces doivent être maintenus en tout temps et les trottoirs doivent être laissé libres de tout obstacle. Selon l'emplacement des travaux, des chemins de détour sont prévus pour maintenir de manière sécuritaire les liens cyclables. ▪ L'installation de panneaux d'information générale (1 200 m x 900 m) est prévue avant le début des travaux pour chaque rue. ▪ Les plages horaires ou journées de restriction doivent apparaître sur les panneaux de stationnement interdit.

Montréal

BUDGET REQUIS

Dossier n° **117 7231001**

Service des infrastructures, de la voirie et des transports

SERVICE REQUERANT : 28-06
SERVICE EXECUTANT : 28-03

Soumission: 332303

INTITULE : Travaux de voirie dans les arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville et de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension (PCPR 2017)

PROJET : **55856**

Sous-projet : 1655856050		**2016**	**2017**	**2018**	**Ult.**	**Total**
REQUIS	**INVESTI NET**	0	5 620	0	0	5 620
	SUBVENTION	0	5 620	0	0	5 620
	EMPRUNT NET	0	0	0	0	0

Sous-projet : 1655856052		**2016**	**2017**	**2018**	**Ult.**	**Total**
REQUIS	**INVESTI NET**	0	129	0	0	129
	SUBVENTION	0	0	0	0	0
	EMPRUNT NET	0	129	0	0	129

Sous-projet : 1655856051		**2016**	**2017**	**2018**	**Ult.**	**Total**
REQUIS	**INVESTI NET**	0	145	0	0	145
	SUBVENTION	0	0	0	0	0
	EMPRUNT NET	0	145	0	0	145

TOTAL		**2016**	**2017**	**2018**	**Ult.**	**Total**
REQUIS	**INVESTI NET**	0	5 894	0	0	5 894
	SUBVENTION	0	5 620	0	0	5 620
	EMPRUNT NET	0	274	0	0	274

Signature	Nom en majuscules	Téléphone	Date	Page
	N-T DUONG, ING.	(514) 872 3192	15 mars 2017	1 de 1

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

SOMMAIRE PAR SOUS-PROJETS (PROJETS SIMON)		SOUMISSION:	332303	DATE:
#GDD:	1177231001	DRM:	3323	2017/03/15
RESPONSABLE:	Ngoc-Thao Duong, ing.	GROUPE:		
INTITULÉ DU PROJET:	Travaux de voirie dans les arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville et de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension (PCPR 2017)			

PROJET INVESTI: 55856 Desc et client-payeur: **Direction des Transports-Gestion des actifs de la voirie**

info additionnelle

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences	Agglo (A) /Corpo (C)
1655856050	166104	5 619 992.82 $	6 154 624.83 $	0.00 $	802 777.16 $	C
1655856052	166106	128 751.79 $	0.00 $	141 000.00 $	0.00 $	C
1655856051	166105	145 188.19 $	0.00 $	159 000.00 $	0.00 $	C
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**5 893 932.81 $**	**6 154 624.83 $**	**300 000.00 $**	**802 777.16 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	

TOTAL	**5 893 932.81 $**	**6 154 624.83 $**	**300 000.00 $**	**802 777.16 $**
TOTAL (Contrat + Incidences)		**6 454 624.83 $**		

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**GRAND TOTAL**	**SOUMISSION:**	**332303**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**GROUPE:**	**0**	**15/03/2017**
INTITULÉ DU PROJET:	**Travaux de voirie dans les arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville et de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension (PCPR 2017)**			

			Toutes taxes incluses
MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			6 154 624.83 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	802 777.16 $		
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques		116 000.00 $	
Gestion des sols excavés		5 000.00 $	
Laboratoire, contrôle qualitatif		154 000.00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation		0.00 $	
Communication		25 000.00 $	
Gestion des impacts		0.00 $	
XXX		0.00 $	
XXX		0.00 $	
	TOTAL À REPORTER	300 000.00	300 000.00 $
Dépenses à autoriser - GRAND TOTAL			6 454 624.83 $
Imputation (crédits)			5 893 932.81 $
Montant de dépôt			
TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		280 696.88	559 990.28
Ristournes TPS et TVQ à 50%		560 692.02	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ›	Ngoc-Thao Duong, ing.

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1655856050**	**SOUMISSION:**	**332303**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**166104**	**GROUPE:**	**0**	**15/03/2017**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Travaux de voirie dans les arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville et de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension (PCPR 2017)**			
ENTREPRENEUR	**Les Entrepreneurs Bucaro inc.**			

			Toutes taxes incluses
MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			6 154 624.83 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	802 777.16 $		
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Communication			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			6 154 624.83 $
Imputation (crédits)			5 619 992.82 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	267 650.57	533 962.88
Ristournes TPS et TVQ à 50%	534 632.01	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR	Ngoc-Thao Duong, ing.

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1655856052**	**SOUMISSION:**	**332303**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**166106**	**GROUPE:**	**0**	**15/03/2017**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Incidences techniques**			
ENTREPRENEUR ▸				

			Toutes taxes incluses
MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE			
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques		116 000.00 $	
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Communication		25 000.00 $	
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	141 000.00	141 000.00 $
Dépenses totales à autoriser			141 000.00 $
Imputation (crédits)			128 751.79 $
Montant de dépôt			
TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		6 131.77	12 232.88
Ristournes TPS et TVQ à 50%		12 248.21	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Ngoc-Thao Duong, ing.

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1655856051**	**SOUMISSION:**	**332303**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**166105**	**GROUPE:**	**0**	**15/03/2017**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Incidences professionnelles (contrôle qualitatif et réhabilitation environnementale)**			
ENTREPRENEUR ▸				

			Toutes taxes incluses
MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE			
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Gestion des sols excavés		5 000.00 $	
Laboratoire, contrôle qualitatif		154 000.00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Communication			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	159 000.00	159 000.00 $
Dépenses totales à autoriser			159 000.00 $
Imputation (crédits)			145 188.19 $
Montant de dépôt			

		TPS 5%	TVQ 9,975%
TAXES:			
À payer avant ristournes (100%)		6 914.55	13 794.52
Ristournes TPS et TVQ à 50%		13 811.81	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Ngoc-Thao Duong, ing.

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 332303
Numéro de référence : 1040640
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Travaux de voirie dans les arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville et Villeray-Saint- Michel-Parc-Extension (PCPR 2017)

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Ali Excavation Inc. 760 boul des Érables Salaberry-de-Valleyfield, QC, J6T 6G4 http://www.aliexcavation.com	Madame Ana Fernandes Téléphone : 450 373-2010 Télécopieur : 450 373-0114	**Commande : (1218662)** 2017-01-13 9 h 41 **Transmission :** 2017-01-13 14 h 45	2696662 - 332303_Addenda 1_rev 2017-01-24 13 h 45 - Courriel 2696667 - 332303- annexe addenda 1 2017-01-24 16 h 06 - Courriel 2696668 - 332303_Formulaires de soumission (devis) 2017-01-24 14 h 46 - Courriel 2696669 - 332303_Formulaires de soumission (bordereau) 2017-01-24 14 h 46 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction Bau-Val Inc. 87 Emilien Marcoux, Suite#101 Blainville, QC, J7C 0B4 http://www.bauval.com	Madame France Laverdure Téléphone : 514 636-4400 Télécopieur : 514 636-9937	**Commande : (1217813)** 2017-01-11 16 h 09 **Transmission :** 2017-01-11 20 h 08	2696662 - 332303_Addenda 1_rev 2017-01-24 13 h 45 - Courriel 2696667 - 332303- annexe addenda 1 2017-01-24 16 h 07 - Courriel 2696668 - 332303_Formulaires de soumission (devis) 2017-01-24 14 h 46 - Courriel 2696669 - 332303_Formulaires de soumission (bordereau) 2017-01-24 14 h 46 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Demix Construction, une division de CRH Canada inc. 26 rue Saulnier Laval, QC, H7M 1S8 http://www.crhcanada.com	Madame Julie Boudreault Téléphone : 450 629-3533 Télécopieur : 450 629-3549	**Commande : (1216856)** 2017-01-10 10 h 21 **Transmission :** 2017-01-10 11 h 11	2696662 - 332303_Addenda 1_rev 2017-01-24 13 h 45 - Courriel 2696667 - 332303- annexe addenda 1 2017-01-24 16 h 06 - Courriel 2696668 - 332303_Formulaires de soumission (devis) 2017-01-24 14 h 46 - Courriel 2696669 - 332303_Formulaires de soumission (bordereau) 2017-01-24 14 h 46 - Téléchargement

			Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Eurovia Québec Construction Inc. (Montréal) 6200 St-Patrick Montréal, QC, H4E1b3	Madame Ghislaine Dujmovic Téléphone : 514 766-2550 Télécopieur :	**Commande : (1217326)** 2017-01-11 8 h 31 **Transmission :** 2017-01-11 8 h 31	2696662 - 332303_Addenda 1_rev 2017-01-24 13 h 45 - Courriel 2696667 - 332303- annexe addenda 1 2017-01-24 16 h 06 - Courriel 2696668 - 332303_Formulaires de soumission (devis) 2017-01-24 14 h 46 - Courriel 2696669 - 332303_Formulaires de soumission (bordereau) 2017-01-24 14 h 46 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Groupe TNT Inc. 4085 Rang St-Elzéar Est Laval, QC, H7E 4P2 http://www.groupetnt.com	Madame Line Proulx Téléphone : 450 431-7887 Télécopieur : 450 420-0414	**Commande : (1216939)** 2017-01-10 11 h 29 **Transmission :** 2017-01-10 12 h 49	2696662 - 332303_Addenda 1_rev 2017-01-24 13 h 45 - Courriel 2696667 - 332303- annexe addenda 1 2017-01-24 16 h 06 - Courriel 2696668 - 332303_Formulaires de soumission (devis) 2017-01-24 14 h 46 - Courriel 2696669 - 332303_Formulaires de soumission (bordereau) 2017-01-24 14 h 46 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Installume inc. 1087 rue des Forges Terrebonne, QC, J6Y0J9	Madame Nathalie Brunette Téléphone : 450 434-3499 Télécopieur : 450 434-4235	**Commande : (1227403)** 2017-01-31 14 h 43 **Transmission :** 2017-01-31 14 h 43	2696662 - 332303_Addenda 1_rev 2017-01-31 14 h 43 - Téléchargement 2696667 - 332303- annexe addenda 1 2017-01-31 14 h 43 - Téléchargement 2696668 - 332303_Formulaires de soumission (devis) 2017-01-31 14 h 43 - Téléchargement 2696669 - 332303_Formulaires de soumission (bordereau) 2017-01-31 14 h 43 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Entrepreneurs Bucaro Inc. 10,441 rue Balzac Montréal-Nord Montréal, QC, H1H 3L6	Monsieur Andrea BUcaro Téléphone : 514 325-7729 Télécopieur : 514 325-7183	**Commande : (1216843)** 2017-01-10 10 h 13 **Transmission :** 2017-01-10 10 h 13	2696662 - 332303_Addenda 1_rev 2017-01-24 13 h 45 - Télécopie 2696667 - 332303- annexe addenda 1 2017-01-24 16 h 07 - Télécopie 2696668 - 332303_Formulaires de soumission (devis) 2017-01-24 14 h 46 - Télécopie 2696669 - 332303_Formulaires de soumission (bordereau) 2017-01-24 14 h 46 - Téléchargement

			Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Les Entreprises Michaudville Inc. 270 rue Brunet Mont-Saint-Hilaire, QC, J3G 4S6 http://www.michaudville.com	Monsieur Sylvain Phaneuf Téléphone : 450 446-9933 Télécopieur : 450 446-1933	**Commande : (1217007)** 2017-01-10 13 h 09 **Transmission :** 2017-01-10 13 h 09	2696662 - 332303_Addenda 1_rev 2017-01-24 13 h 45 - Courriel 2696667 - 332303- annexe addenda 1 2017-01-24 16 h 06 - Courriel 2696668 - 332303_Formulaires de soumission (devis) 2017-01-24 14 h 46 - Courriel 2696669 - 332303_Formulaires de soumission (bordereau) 2017-01-24 14 h 46 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Excavations Gilbert Théorêt Inc. 124 rue Huot Notre-Dame-de-l'Ile-Perrot, QC, J7V 7Z8	Monsieur David Hodgson Téléphone : 514 425-2600 Télécopieur : 514 425-4784	**Commande : (1218655)** 2017-01-13 9 h 36 **Transmission :** 2017-01-13 14 h 41	2696662 - 332303_Addenda 1_rev 2017-01-24 13 h 46 - Télécopie 2696667 - 332303- annexe addenda 1 2017-01-24 16 h 07 - Télécopie 2696668 - 332303_Formulaires de soumission (devis) 2017-01-24 14 h 47 - Télécopie 2696669 - 332303_Formulaires de soumission (bordereau) 2017-01-24 14 h 46 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Pavages Métropolitain Inc. 3500, boul. Sir-Wilfrid-Laurier Saint-Hubert, QC, J3Y6T1	Madame Julie Milon Téléphone : 450 321-2442 Télécopieur : 1888 802-9689	**Commande : (1216016)** 2017-01-09 9 h 14 **Transmission :** 2017-01-09 9 h 19	2696662 - 332303_Addenda 1_rev 2017-01-24 13 h 45 - Courriel 2696667 - 332303- annexe addenda 1 2017-01-24 16 h 07 - Courriel 2696668 - 332303_Formulaires de soumission (devis) 2017-01-24 14 h 46 - Courriel 2696669 - 332303_Formulaires de soumission (bordereau) 2017-01-24 14 h 46 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Roxboro Excavation INC.. 1620 Croissant Newman Dorval, QC, H9P 2R8	Monsieur Yvon Théoret Téléphone : 514 631-1888 Télécopieur : 514 631-1055	**Commande : (1216334)** 2017-01-09 13 h 18 **Transmission :** 2017-01-09 13 h 18	2696662 - 332303_Addenda 1_rev 2017-01-24 13 h 45 - Courriel 2696667 - 332303- annexe addenda 1 2017-01-24 16 h 06 - Courriel 2696668 - 332303_Formulaires de soumission (devis) 2017-01-24 14 h 46 - Courriel 2696669 - 332303_Formulaires de soumission (bordereau) 2017-01-24 14 h 46 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

			Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Sintra (Région Montérégie / Rive-Sud) 9975. rue de Chateauneuf, local B Brossard, QC, J4Z3V6	Madame Jade Bourassa Téléphone : 450 638-0172 Télécopieur : 450 638-2909	**Commande : (1218643)** 2017-01-13 9 h 26 **Transmission :** 2017-01-13 14 h 36	2696662 - 332303_Addenda 1_rev 2017-01-24 13 h 45 - Courriel 2696667 - 332303- annexe addenda 1 2017-01-24 16 h 07 - Courriel 2696668 - 332303_Formulaires de soumission (devis) 2017-01-24 14 h 46 - Courriel 2696669 - 332303_Formulaires de soumission (bordereau) 2017-01-24 14 h 46 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

© 2003-2017 Tous droits réservés

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

DÉCISION N° : 2013-CPSM-0128

Québec, le 11 juillet 2013

Les Entrepreneurs Bucaro inc.
À l'attention de : Monsieur Andrea Bucaro
10441, avenue Balzac
Montréal (Québec) H1H 3L6

Objet : Autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public à Les Entrepreneurs Bucaro inc.
Autorisation n° 2013-CPSM-0128 n° d'identification de l'Autorité : 2700022178

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, une autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65-1 (la « LCOP »). Les Entrepreneurs Bucaro inc. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **10 juillet 2016** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et la réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification pouvant survenir aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité (www.lautorite.qc.ca).

Le Surintendant de l'assistance aux clientèles et
de l'encadrement de la distribution,

Eric Stevenson

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, 3e étage
Québec (Québec)
G1V 5C1
tél. : 418.525.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
téléc. : 418.525.9512

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec)
H4Z 1G3
tél. : 514.395.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
téléc. : 514.873.3090

www.lautorite.qc.ca

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
www.lautorite.qc.ca

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

Le 29 mars 2016

LES ENTREPRENEURS BUCARO INC.
10441, AV BALZAC
MONTRÉAL-NORD QC H1H 3L6

Objet : Accusé de réception - Demande de renouvellement de l’autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Nous avons bien reçu votre formulaire de « Demande de renouvellement de l’autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public ». Vous trouverez ci-dessous les renseignements importants concernant cette demande :

N° de client :	2700022178
N° de demande :	1630989933
N° de confirmation de paiement :	000184290379

Si vous avez accès aux services en ligne de l'Autorité et que vous êtes l'initiateur de cette demande, vous pouvez en consulter l'état à la section « Suivi des demandes » dans le menu « Dossier client ».

Pour toute question relative à votre demande, vous pouvez communiquer avec un agent de notre Centre d'information au 1 877 525-0337.

Nous vous prions de recevoir nos salutations distinguées.

L'Autorité des marchés financiers

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1177231001

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat aux Entrepreneurs Bucaro inc., pour des travaux de voirie dans les arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville et de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (PCPR 2017). Dépense totale de 6 454 624,83 $ (contrat: 6 154 624,83 $ + incidences: 300 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 332303 - 7 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

SIVT - 1177231001.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie GODBOUT
Préposée au budget
Tél : 514-872-0721

Co-auteur
Jean-François Rondou
Agent comptable analyste - Conseil et soutien financier - PS Développement
(514) 868-3837

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-22

Stéphanie MORAN
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-2813

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier-Pôle Développement

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.21

2017/03/27 13:00

(1)

Dossier # : 1167231067

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau potable par chemisage sur diverses rues dans les arrondissements de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, du Plateau-Mont-Royal et de Ville-Marie. Dépense totale de 4 669 987,13 $ (contrat: 4 574 987,13 $ + incidences: 95 000 $), taxes incluses. Appel d'offres public 333701 - 2 soumissionnaires

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 4 669 987,13 $ taxes incluses, pour des travaux de réhabilitation des conduites d'eau potable par chemisage sur diverses rues dans les arrondissements de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, du Plateau-Mont-Royal et de Ville-Marie, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

2. d'accorder à Sanexen Services Environnementaux inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 4 574 987,13 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 333701 ;

3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2017-02-23 11:48

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1167231067**

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau potable par chemisage sur diverses rues dans les arrondissements de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, du Plateau-Mont-Royal et de Ville-Marie. Dépense totale de 4 669 987,13 $ (contrat: 4 574 987,13 $ + incidences: 95 000 $), taxes incluses. Appel d'offres public 333701 - 2 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

Les travaux de réhabilitation de conduites d'eau potable par la technique de chemisage sont proposés par la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau (DGSRE) du Service de l'eau. Ces travaux s'inscrivent dans la stratégie de la gestion de l'eau des infrastructures performantes et font partie des interventions qui contribuent à améliorer les infrastructures collectives et la qualité de vie des citoyens.
Cette technique de chemisage sans tranchée représente de nombreux avantages comparativement aux méthodes plus traditionnelles de reconstruction par excavation, notamment :

- réduction importante des coûts d'exécution comparativement à la reconstruction par excavation;
- rapidité dans la réalisation des travaux;
- réduction des perturbations sur les infrastructures environnantes;
- rapidité de la remise en état des lieux;
- réduction de la disposition des sols et des matériaux d'excavation;
- maintien de la circulation durant les travaux.

Dans un contexte de déficit d'entretien des réseaux d'aqueduc, les techniques de réhabilitation permettent le renouvellement d'un très grand nombre de conduites d'aqueduc.

Pour mesurer l'évolution du coût par kilomètre des contrats accordés depuis 2008, une liste est présentée en pièce jointe.

Pour l'année 2017, il est prévu exécuter des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires sur une longueur totale de vingt-sept (27) kilomètres.

Étant donné l'envergure de l'ensemble de ces travaux et la volonté de la Ville à ouvrir le marché et encourager la concurrence, la Direction des infrastructures (DI) a scindé le grand projet de travaux de réhabilitation en cinq secteurs. La présente demande d'octroi de contrat vise la réhabilitation des conduites d'aqueduc des arrondissements de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, du Plateau-Mont-Royal et de Ville-Marie. Deux (2) autres projets, soit #333702 et #333703, font actuellement l'objet d'un dossier d'octroi (1167231068 et 1177231003), tandis que les deux derniers projets #333704 et #333705 ont fait l'objet d'un lancement d'appels d'offres respectivement le 6 et le 13 février 2017. Les ouvertures de ces appels d'offres sont prévues le premier et le 8 mars 2017.

La DGSRE a mandaté la Direction des infrastructures du Service des infrastructures, de la voirie et des transports (SIVT) afin de préparer les documents requis au lancement de l'appel d'offres et de réaliser les travaux mentionnés à l'objet du présent dossier.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM17 0157 - 20 février 2017 - Accorder deux (2) contrats de services professionnels pour une période de 36 mois : contrat #1 avec Tetra Tech QI inc. pour une somme maximale de 2 086 251,27 $, taxes incluses pour la surveillance des travaux de réhabilitation de conduites d'eau potable, le support technique et le contrôle de qualité et contrat #2 (un seul soumissionnaire conforme) avec Cima+ S.E.N.C. pour la somme maximale de 1 626 692,17 $, taxes incluses pour la surveillance des travaux de réhabilitation de conduites d'égout, le support technique et le contrôle de qualité. Appel d'offres public 16-15591 - 5 soumissions reçues (1167231054);
CM16 0586 - 16 mai 2016 - Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc. pour des travaux de réhabilitation sans tranchée de conduites d'eau par technique de chemisage sur diverses rues, dans les arrondissements d'Anjou, de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, de Montréal-Nord et de Saint-Léonard - Dépense totale de 5 854 704,21 $, taxes incluses (contrat secteur Est: 5 730 704,21 $ + incidences: 124 000,00 $) - Appel d'offres public 329403 - 3 soumissionnaires (1167231003);

CM16 0585 - 16 mai 2016 - Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc. pour des travaux de réhabilitation sans tranchée de conduites d'eau par technique de chemisage sur diverses rues, dans les arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville, de Rosemont –La Petite-Patrie et de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension - Dépense totale de 7 322 332,62 $, taxes incluses (contrat secteur Nord: 7 172 332,62 $ + incidences: 150 000,00$) - Appel d'offres public 329404 - 3 soumissionnaires (1167231004);

CG16 0197 - 24 mars 2016 - Accorder un contrat à Aquarehab (Canada) inc., pour la réalisation de travaux de réhabilitation de conduites d'eau potable par chemisage sur diverses rues dans les arrondissements de Côte-des-neiges−Notre-Dame-de-Grâce, de Lachine, de LaSalle, du Plateau-Mont-Royal, du Sud-Ouest, de Verdun et de Ville-Marie. Dépense totale de 11 822 395,46 $, taxes incluses (contrat - secteur Centre: 11 562 395,46 $ + incidences: 260 000 $) - Appel d'offres public 329402 - 2 soumissionnaires (1154102007);

CM16 0339 - 21 mars 2016 - Accorder un contrat à Aquarehab (Canada) inc., pour la réalisation de travaux de réhabilitation de conduites d'eau potable par chemisage sur diverses rues dans les arrondissements de L'Île-Bizard−Sainte-Geneviève et de Saint-Laurent - Dépense totale de 3 859 118,27 $, taxes incluses (contrat - secteur Ouest : 3 769 118,27 $ + incidences : 90 000 $) - Appel d'offres public 329401 - 3 soumissionnaires (1154102006).

DESCRIPTION

La longueur totale des conduites d'eau secondaires à réhabiliter par chemisage en 2017 est de 27 km, ce qui représente un taux de renouvellement de l'ordre de 0,8 % pour l'ensemble du réseau de la ville de Montréal. Le présent contrat prévoit 2,1 km et regroupe les arrondissements suivants : Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, Le Plateau-Mont-Royal et Ville-Marie.
De plus, dans le cadre de ces travaux, le remplacement d'environ quatre-vingt-quatre (84) entrées de service en plomb est prévu.

La liste des rues où des travaux de réhabilitation de conduites d'eau potable auront lieu est jointe au présent dossier ainsi que la description des actifs visés par les travaux.

Dans notre démarche de concertation, les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties prenantes avant le lancement de l'appel d'offres. Des demandes de commentaires ont été transmises au requérant et aux arrondissements concernés lors de l'élaboration des plans et devis, aux différentes étapes d'avancement, lesquelles ont été prises en compte.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 415 907,92 $ taxes incluses, soit 10 % du coût des travaux avant les taxes, tel que décrit au bordereau d'appel d'offres.

Les dépenses incidentes comprennent des dépenses en matière d'utilités publiques, de gestion des impacts, de marquage et signalisation ainsi que des frais de laboratoire pour le contrôle qualitatif des matériaux et pour la surveillance environnementale. Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document *Incidences et ristournes* en pièce jointe.

Sur huit (8) preneurs du cahier des charges, deux (2) firmes ont déposé une soumission et six (6) n’en ont pas déposé, soit une proportion respective de 25 % et 75 %. Parmi les six (6) qui n’en ont pas déposé, deux (2) firmes sont connues comme étant des sous-traitants et quatre (4) firmes n'ont pas motivé leur désistement. La liste des preneurs du cahier des charges (SEAO) est en pièce jointe.

JUSTIFICATION

Le tableau des résultats de soumission présenté dans le formulaire Annexe résume la liste des soumissionnaires et des prix soumis, l'écart de prix entre les deux plus basses soumissions reçues et l'écart entre l'estimation des professionnels et le montant du contrat à accorder.
L'estimation des professionnels de la Division de la conception des travaux est établie, avant la période d'appel d'offres, à partir de l'historique des appels d'offres pour des travaux de même nature.

L'écart entre la plus basse soumission conforme et l'estimation des professionnels de la Division de la conception des travaux du SIVT est de 732 082,28 $ (+19.1 %). Cet écart, défavorable à la Ville, peut s'expliquer par les facteurs suivants:
- la complexité des secteurs où sont situés les travaux sur des rues achalandées (Ville-Marie, Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, et Le Plateau Mont-Royal),
- la quantité de conduites d'aqueduc à réhabiliter est moindre que les quantités inscrites aux contrats précédents,
- le nombre élevé de remplacements de services d'eau.
Nous pensons que ces facteurs ont influencé à la hausse les prix unitaires des items du bordereau.

Malgré cet écart, le Service de l'eau et la Division de la conception appuient la recommandation de l'octroi du contrat. Les conduites d'aqueduc à réhabiliter sont déjà en mauvais état et le report des travaux peut entraîner une plus grande détérioration des conduites et rendre le chemisage impossible. Le coût d'une reconstruction sera alors bien plus élevé.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal relatif à ce contrat est de 4 669 987,13 $ taxes incluses, incluant des incidences de 95 000 $, taxes incluses.
Cette dépense, entièrement assumée par la ville centrale, représente un coût net de 4 264 320,71 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale, lequel est financé par le Règlement d'emprunt # 16-062 de compétence locale «Renouvellement du réseau secondaire d'aqueduc et d'égout».

Le coût de certaines rues de ce contrat sera subventionné par le programme FEPTEU (Fonds de l'eau potable et le traitement des eaux usées) à 83 %, laissant ainsi un impact de 17 % à la charge des contribuables alors que le coût des autres rues sera entièrement subventionné par le programme TECQ (taxe sur l'essence et de la contribution du Québec).

La répartition du coût des travaux et des dépenses incidentes est présentée dans le document « Incidences et ristournes » en pièce jointe.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Action 7 du plan d'action Montréal durable 2016-2020 : « Optimiser la gestion de l’eau ».

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est refusé, le fait de ne pas procéder aux travaux dans un délai relativement rapproché pourrait avoir pour conséquence de devoir reconstruire certaines conduites au lieu de les réhabiliter, ce qui entraînerait des coûts beaucoup plus importants. De plus, si les travaux sont réalisés dans un délai ultérieur, ceci risque de provoquer une augmentation des coûts de la main-d'oeuvre et des matériaux. Également, advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure au 23 mai 2017, soit la date d'échéance de la validité de la soumission, le plus bas soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les coûts afférents.

L'impact sur la circulation est décrit en pièce jointe dans le document « Principes de gestion de la circulation ».

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication a été approuvée par le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES :
Octroi du contrat : à la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées
Début des travaux : avril 2017
Fin des travaux : août 2017

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Linda PHARAND)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Abdelwahid BEKKOUCHE, Service de l'eau
Kathy DAVID, Service de l'eau
Mathieu-Pierre LABERGE, Service de l'eau
Claude DUBOIS, Ville-Marie
Benoît MALETTE, Le Plateau-Mont-Royal
Pascal TROTTIER, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

Abdelwahid BEKKOUCHE, 28 février 2017
Pascal TROTTIER, 21 février 2017
Claude DUBOIS, 14 février 2017
Kathy DAVID, 13 février 2017
Benoît MALETTE, 10 février 2017
Mathieu-Pierre LABERGE, 10 février 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dominique FILION
Ingénieur(e)

Tél : 514 872-3945
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-10

Mohamed BECHIR BOUZAIDI
Chef de division

Tél : 514 872-0264
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Chantal AYLWIN
Directrice des infrastructures
Tél : 514 872-4101
Approuvé le : 2017-02-21

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2017-02-21

ANNEXE - CONTRAT DE CONSTRUCTION

INFORMATIONS RELATIVES AU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET À SON RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 333701 — No du GDD : 1167231067

Titre de l'appel d'offres : Travaux de réhabilitation de conduites d'eau potable par chemisage sur diverses rues dans les arrondissements de Côte-des-neiges-Notre-Dame-de-Grâce, du Plateau-Mont-Royal et de Ville-Marie

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 19 - 12 - 2016 — Ouverture originalement prévue le : 23 - 1 - 2017

Ouverture faite le : 23 - 1 - 2017 — Délai total accordé aux soumissionnaires : 34 jrs

Addenda émis

Nombre d'addenda émis durant l'appel d'offres : 1 — ***Si addenda, détailler ci-après***

Date de l'addenda	Description sommaire de l'addenda	Impact sur le coût estimé du contrat ($)
17 - 1 - 2017	Modification de l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle	-

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 8 — Nbre de soumissions reçues : 2 — % de réponses : 25

Nbre de soumissions rejetées : 0 — % de rejets : 0.0

Soumissions rejetées (nom)	Motif(s) de rejet: administratif et / ou technique

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs — Date d'échéance initiale : 23 - 5 - 2017

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs — Date d'échéance révisée : - -

Résultats de l'appel d'offres

Soumissions conformes	Prix soumis incluant taxes et corrections au besoin		
	Avant contingences	Contingences	Total
SANEXEN SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC.	4 159 079.21	415 907.92	4 574 987.13
AQUAREHAB (CANADA) INC.	4 529 267.66	452 926.77	4 982 194.43
Estimation **INTERNE**	3 493 549.86	349 354.99	3 842 904.85

Écart entre la plus basse soumission et l'estimation **19.1%**

Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse **8.9%**

Dossier à être étudié par la CEC : **Oui** ☐ **NON** ☒ X

Validation du droit de contracter du soumissionnaire recommandé (cocher la case appropriée)

	N.A.	OK		N.A.	OK	
RBQ	☐	X	AMF	☐	X	***Joindre l'attestation de l'AMF, le cas échéant***
RENA	☐	X	Revenu Qc	☐	X	

Recommandation

Nom du soumissionnaire : SANEXEN SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC.

Montant du contrat (incluant les contingences) ($) : 4 574 987.13

Montant des incidences ($) : 95 000.00

Date prévue de début des travaux : 3 - 4 - 2017 — Date prévue de fin des travaux : 31 - 8 - 2017

Montréal

ACTIFS VISÉS PAR LES TRAVAUX

Soumission: 333701
Titre: Travaux de réhabilitation des conduites d'eau potable par chemisage sur diverses rues de la ville de Montréal.

Arrondissements: Côte-des-neiges—Notre-Dame-de-Grâce, Le Plateau—Mont-Royal et Ville-Marie

Voirie

	Nature des travaux	Quantité	Unité	Commentaires
Chaussée				
Trottoir, Bordure et Mail				

Égout / Aqueduc

Type d'Intervention et Diamètre	Quantité	Unité	Commentaires
Aqueduc réhabilitation sans tranchée 150 mm	165	m	
Aqueduc réhabilitation sans tranchée 200 mm	1289	m	
Aqueduc réhabilitation sans tranchée 250 mm	0	m	
Aqueduc réhabilitation sans tranchée 300 mm	630	m	

Éclairage

Type d'Intervention	Quantité	Unité	Commentaires

Feux

Type d'Intervention	Quantité	Unité	Commentaires

CSEM

Type d'Intervention	Quantité	Unité	Commentaires

Préparé par:	Dominique Filion ing.		Date:	16/03/2017

Réhabilitation AQ 2017 - Liste des rues et des plans
Contrat 333701

Arrondissement	No. Plan	Rue	De	A	Type de rue	Diamètre (mm)	Longueur probable (m)
Côte-des-Neiges Notre-Dame-de-Grâce	CDN-AQ_2017-06	Bedford	Darlington	Wilderton	Local	200	320
Côte-des-Neiges Notre-Dame-de-Grâce	CDN-AQ-2017-04	Décarie	Van Horne	Bourret	Artériel	200	297
Côte-des-Neiges Notre-Dame-de-Grâce	CDN-AQ-2017-01	Mountain Sights	Lacombe	Dupuis	Local	200	245
Côte-des-Neiges Notre-Dame-de-Grâce	CDN-AQ-2017-02	Place Cochrane	Fin de rue	Décarie	Local	200	161
Plateau-Mont-Royal	PMR-AQ-2017-02	Saint-Urbain	des Pins	Duluth	Artériel	300	391
Ville-Marie	VMA-AQ-2017-01	Bercy	de Rouen	Hochelaga	Local	200	266
Ville-Marie	VMA-AQ-2017-02	Fullum	Ontario	Larivière	Collectrice	150	165
Ville-Marie	VMA-AQ-2017-03	De Bullion	Viger	René-Lévesque	Local	300	239
					TOTAL		**2084**

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 333701
Numéro de référence : 1037553
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Travaux de réhabilitation des conduites d'eau potable par chemisage sur diverses rue de la Ville de Montréal

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Aquaréhab (Canada) inc. 2145 rue Michelin Laval, QC, H7L 5B8 http://www.aquarehab.com NEQ : 1166358797	Madame France Marcil Téléphone : 450 687-3472 Télécopieur : 450 687-4570	**Commande : (1213052)** 2016-12-20 6 h 51 **Transmission :** 2016-12-20 6 h 51	2693287 - 333701_Addenda 1 2017-01-17 13 h 15 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
BOISCLAIR ET FILS 14405 Chemin Dupuis Mirabel, QC, J7n3H7 http://www.boisclairetfils.ca NEQ : 1140359127	Monsieur Philippe Boisclair Téléphone : 450 227-2468 Télécopieur : 450 227-1698	**Commande : (1217462)** 2017-01-11 10 h 16 **Transmission :** 2017-01-11 13 h 58	2693287 - 333701_Addenda 1 2017-01-17 13 h 15 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Construction et expertise PG 500 Robert Mckenzie Beauharnois, QC, J6N 0N9 NEQ : 1164719693	Monsieur Sébastien Tessier Téléphone : 514 633-1000 Télécopieur : 514 633-8229	**Commande : (1216952)** 2017-01-10 11 h 41 **Transmission :** 2017-01-10 11 h 41	2693287 - 333701_Addenda 1 2017-01-17 13 h 15 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
ENTREPRISE VAILLANT (1994) 420, chemin du Petit-Brûlé Rigaud, QC, J0P 1P0 NEQ : 1140472128	Monsieur GILLES GAUTHIER Téléphone : 514 386-6000 Télécopieur : 514 685-1520	**Commande : (1213692)** 2016-12-21 12 h 08 **Transmission :** 2016-12-21 18 h 06	2693287 - 333701_Addenda 1 2017-01-17 13 h 15 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
LE GROUPE LÉCUYER LTÉE. 17 Du Moulin Saint-Rémi, QC, J0L 2L0 NEQ : 1145052065	Monsieur David Guay Téléphone : 450 454-3928 Télécopieur : 450 454-7254	**Commande : (1217377)** 2017-01-11 9 h 15 **Transmission :** 2017-01-11 9 h 15	2693287 - 333701_Addenda 1 2017-01-17 13 h 15 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Entreprises Gevilco inc. 20386 Boulevard Henri-Bourassa Québec, QC, G2M 1L1 NEQ : 1141201781	Monsieur Jean-Philippe Bédard Téléphone : 418 849-1289 Télécopieur : 418 849-1169	**Commande : (1221470)** 2017-01-19 9 h 49 **Transmission :** 2017-01-19 9 h 49	2693287 - 333701_Addenda 1 2017-01-19 9 h 49 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐	Réhabilitation Du O inc 5270 boul Cléroux Laval, QC, H7T 2E8 NEQ : 1168298256	Monsieur Danick Dufresne Téléphone : 450 682-2733 Télécopieur : 450 682-9651	**Commande : (1213345)** 2016-12-20 15 h 23 **Transmission :** 2016-12-20 16 h 27	2693287 - 333701_Addenda 1 2017-01-17 13 h 15 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Sanexen Services Environnementaux inc.. 9935, rue de Châteauneuf, entrée 1 - bureau 200 Brossard, QC, j4z3v4 http://www.sanexen.com NEQ : 1141989021	Madame Andrée Houle Téléphone : 450 466-2123 Télécopieur : 450 466-2240	**Commande : (1212859)** 2016-12-19 13 h 43 **Transmission :** 2016-12-19 14 h 45	2693287 - 333701_Addenda 1 2017-01-17 13 h 15 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

© 2003-2017 Tous droits réservés

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

DÉCISION N° : 2013-CPSM-0129

Québec, le 15 juillet 2013

Sanexen Services Environnementaux inc.
À l'attention de : Monsieur Réjean Loiselle
9935, avenue de Catania
Brossard (Québec) J4Z 3V4

Objet : Autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public à Sanexen Services Environnementaux inc.
Autorisation n° 2013-CPSM-0129 n° d'identification de l'Autorité : 2700007373

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous SANEXEN, une autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65-1 (la « LCOP »). Sanexen Services Environnementaux inc. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **14 juillet 2016** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et la réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification pouvant survenir aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité (www.lautorite.qc.ca).

Le Surintendant de l'assistance aux clientèles et
de l'encadrement de la distribution,

Eric Stevenson

Québec ☒
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, 3e étage
Québec (Québec)
G1V 5C1
tél. : 418.525.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
téléc. : 418.525.9512

Montréal ☐
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec)
H4Z 1G3
tél. : 514.395.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
téléc. : 514.873.3090

www.lautorite.qc.ca

Luc Paquet

De: Réjean Loiselle
Envoyé: janvier 26 2017 16:24
À: Luc Paquet
Objet: TR: Votre reçu de transaction

De : Nepasrepondre.Paiement@lautorite.qc.ca [mailto:Nepasrepondre.Paiement@lautorite.qc.ca]
Envoyé : avril 13 2016 15:54
À : Réjean Loiselle
Objet : Votre reçu de transaction

==========RELEVÉ DE TRANSACTION=========

Autorité des marchés financiers- Services en ligne
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec
Québec
G1V 5C1
Tél. : 418-525-0337
Télécopieur : 418-525-9512
==========
TRANSACTION : ACHAT
COMPTE : MASTER CARD
#CARTE : 556909XXXXXX0996

MONTANT : 416,00$

DATE/HEURE : 2016/04/13 15:54:14
#RÉFÉRENCE : 0000000072
#AUTORISATION : 155414 H
#TRANSACTION : 000185059011
#FACTURE : 002700007373

==========
APPROUVÉE-MERCI
==========

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

SOMMAIRE PAR SOUS-PROJETS (PROJETS SIMON)		SOUMISSION:	333701	DATE:
#GDD:	1167231067	DRM:	3337	2017/02/05
RESPONSABLE:	Dominique Filion	GROUPE:		
INTITULÉ DU PROJET:	Travaux de réhabilitation des conduites d'eau potable par chemisage sur diverses rues de la ville de Montréal.			

PROJET INVESTI: 56000 Desc et client-payeur: DGSRE

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences *info additionnelle*	Agglo (A) /Corpo (C)
1756000701	166138	4 204 967.05 $	4 574 987.13 $	30 000.00 $	415 907.92 $	C
1756000701	166138	59 353.66 $	0.00 $	65 000.00 $	0.00 $	C
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**4 264 320.71 $**	**4 574 987.13 $**	**95 000.00 $**	**415 907.92 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences	Agglo (A) /Corpo (C)
		0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
		0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	

TOTAL	**4 264 320.71 $**	**4 574 987.13 $**	**95 000.00 $**	**415 907.92 $**
TOTAL (Contrat + Incidences)		**4 669 987.13 $**		

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**GRAND TOTAL**	**SOUMISSION:** 333701	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**GROUPE:** 0	**05/02/2017**
INTITULÉ DU PROJET:	**31**		

Toutes taxes incluses

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			4 574 987.13 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	415 907.92 $		
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques		15 000.00 $	
		0.00 $	
Laboratoire, contrôle qualitatif		50 000.00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation		10 000.00 $	
Communication		0.00 $	
Gestion des impacts (présence policière, déplacement de stationnement, etc..)		5 000.00 $	
		0.00 $	
Surveillance environnementale		15 000.00 $	
	TOTAL À REPORTER	95 000.00	95 000.00 $
Dépenses à autoriser - GRAND TOTAL			4 669 987.13 $
Imputation (crédits)			4 264 320.71 $
Montant de dépôt			
TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		203 087.07	405 158.70
Ristournes TPS et TVQ à 50%		405 666.42	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ›	Dominique Filion

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1756000701**	**SOUMISSION:**	**333701**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**166138**	**GROUPE:**	**0**	**05/02/2017**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Travaux de réhabilitation des conduites d'eau potable par chemisage sur diverses rues de la ville de Montréal. Corpo**			
ENTREPRENEUR ›	**Sanexen Services environnmentaux inc. et incidences techniques**			

			Toutes taxes incluses
MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			4 574 987.13 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	415 907.92 $		
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques		15 000.00 $	
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation		10 000.00 $	
Gestion des impacts (présence policière, déplacement de stationnement, etc..)		5 000.00 $	
	TOTAL À REPORTER	30 000.00	30 000.00 $
Dépenses totales à autoriser			4 604 987.13 $
Imputation (crédits)			4 204 967.05 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		200 260.37	399 519.43
Ristournes TPS et TVQ à 50%		400 020.08	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ›	Dominique Filion

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1756000701**	**SOUMISSION:**	**333701**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**166138**	**GROUPE:**	**0**	**05/02/2017**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Travaux de réhabilitation des conduites d'eau potable par chemisage sur diverses rues de la ville de Montréal. Corpo**			
ENTREPRENEUR ›	**Services Professionnels**			

			Toutes taxes incluses
MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE			
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Laboratoire, contrôle qualitatif		50 000.00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Communication			
Gestion des impacts (présence policière, déplacement de stationnement, etc..)			
Surveillance environnementale		15 000.00 $	
	TOTAL À REPORTER	65 000.00	65 000.00 $
Dépenses totales à autoriser			65 000.00 $
Imputation (crédits)			59 353.66 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		2 826.70	5 639.27
Ristournes TPS et TVQ à 50%		5 646.34	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ›	Dominique Filion

Montréal

Soumission 333701 – Travaux de réhabilitation de conduite d'eau potables par chemisage sur diverses rues de la Ville de Montréal

Résumé des mesures de maintien de la circulation et de gestion des impacts

Secteur	Mesures de mitigation
Applicables à toutes les rues	Les travaux sont répartis sur diverses rues pour lesquelles les exigences spécifiques sont décrites à l'annexe C1 du cahier C. - Protéger les aires de travail et les excavations dans la zone de travaux à l'aide de clôtures autoportantes temporaires au pourtour de l'aire de travail afin d'éviter l'intrusion des piétons ou des cyclistes et glissières de sécurité pour chantier lorsque spécifié à l'annexe C1; - Maintenir en tout temps les mouvements permis aux intersections à moins d'indication contraire tel que décrit à l'annexe C1; - Maintien, en tout temps, des trottoirs et passages piétonniers libres d'obstacles. Sinon fournir la signalisation complète afin que les piétons et cyclistes puissent contourner l'obstacle; - L'entrepreneur doit en tout temps laisser une voie carrossable pour les services d'urgence.
Mesures de gestion des impacts applicables à tous les projets	- Présence de signaleur(s) qualifié(s) pour assurer une saine gestion des mouvements sur le réseau routier adjacent la zone des travaux incluant les piétons et cyclistes; - En présence d'école, de corridor scolaire et/ou de parc, l'entrepreneur doit prévoir : présence d'un signaleur, réalisation des travaux en été, maintien de la circulation piétonnière, sécurisation des matériaux entreposés dans la rue; - En présence d'hôpital, l'entrepreneur doit prévoir : présence d'un signaleur, maintien des accès aux services d'urgence, maintien de la circulation piétonnière et à mobilité réduite, sécurisation des matériaux entreposés dans la rue; - Dans un secteur commercial, l'entrepreneur doit prévoir : maintien des zones de livraison et débarcadères, maintien des accès aux commerces, maintien de la circulation piétonnière, sécurisation des matériaux entreposés dans la rue; - Dans un secteur résidentiel, l'entrepreneur doit prévoir : stationnement interdit de 7h00 à 19h00 seulement, si possible, maintien de la circulation piétonnière, sécurisation des matériaux entreposés dans la rue; - L'entrepreneur doit implanter un chemin de détour et/ou un itinéraire facultatif lors d'une fermeture complète de rue ou d'une direction; - Maintenir la piste cyclable en tout temps via un détour ou permettre l'interruption sur une courte distance avec déplacement à pied et/ou présence d'un signaleur. Pour le projet de la rue Saint-Urbain : maintenir la bande cyclable existante de part et d'autre des travaux. À la hauteur des travaux prévoir la fermeture de la bande cyclable avec un chemin de détour cycliste. Prévoir des panneaux d'interdiction de stationnement sur la rue Duluth, côté nord de la rue afin de faire passer les cyclistes dans la voie de stationnement et de prévoir l'installation de repères visuels de type T-RV-7 afin de séparer la bande cyclable de la circulation véhiculaire. Détour de la bande cyclable de la rue Saint-Urbain entre les rues Duluth et l'avenue des Pins : avenue Duluth en direction ouest, du côté nord de la chaussée, jusqu'à l'avenue de l'Esplanade, prendre le chemin dans le parc qui est parallèle à l'avenue Duluth, ensuite utiliser la piste cyclable existante vers le sud, via la rue Hutchison et la rue Prince Arthur O. jusqu'à la rue Saint-Urbain. - Maintenir les voies réservées aux autobus en tout temps ou relâchement sur un maximum d'un tronçon. L'entrepreneur doit coordonner ces travaux avec la STM et obtenir leur approbation préalablement. La STM doit être avisée de la date et de la nature des entraves via l'adresse courriel suivante : gestiondesreseaux@stm.info;

	- Des plaques d'acier pour circulation doivent être prévues pour redonner accès aux riverains en dehors des heures de travail, si spécifié à l'annexe C1; - Le réseau d'aqueduc temporaire ne doit pas constituer un obstacle sur les trottoirs. Des pentes d'accès et sécuritaire doivent être réalisé, au besoin, afin de permettre le passage des personnes à mobilité réduite.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1167231067

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau potable par chemisage sur diverses rues dans les arrondissements de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, du Plateau-Mont-Royal et de Ville-Marie. Dépense totale de 4 669 987,13 $ (contrat: 4 574 987,13 $ + incidences: 95 000 $), taxes incluses. Appel d'offres public 333701 - 2 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1167231067_Info_comptable.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Linda PHARAND
Préposée au budget
Tél : 872-5916

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-17

Mélanie BRISSON
Conseillère en gestion ressources financières
Tél : 872-6052
Division : Direction du conseil et du soutien financier - Point service EAU-ENVIRONNEMENT

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.22

2017/03/27 13:00

(1)

Dossier # : 1177231002

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	Programme complémentaire de planage-revêtement (PCPR)
Objet :	Accorder un contrat à Construction Bau-Val inc., pour des travaux de voirie dans les arrondissements de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve et Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles (PCPR 2017). Dépense totale de 9 267 003,20 $ (contrat: 8 795 003,20 $ + incidences: 472 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 332305 - 8 soumissionnaires

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 9 267 003,20 $, taxes incluses, pour des travaux de voirie dans les arrondissements de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve et Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles (PCPR 2017), comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

2. d'accorder à Construction Bau-Val inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 8 795 003,20 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 332305 ;

3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2017-02-24 10:36

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1177231002**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	Programme complémentaire de planage-revêtement (PCPR)
Objet :	Accorder un contrat à Construction Bau-Val inc., pour des travaux de voirie dans les arrondissements de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve et Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles (PCPR 2017). Dépense totale de 9 267 003,20 $ (contrat: 8 795 003,20 $ + incidences: 472 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 332305 - 8 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du Programme triennal d'immobilisations (PTI) 2017-2019, le Service des infrastructures, de la voirie et des transports (SIVT) s'est vu allouer un budget de 99 M$ en 2017 afin de poursuivre la réalisation du Programme complémentaire de planage et revêtement (PCPR). Le PCPR vise à améliorer rapidement la qualité du réseau routier. Selon les experts dans le domaine[1], le traitement d'une chaussée d'autoroute par la technique de planage et revêtement permet d'en prolonger la vie sur une période allant jusqu'à 15 ans. En milieu urbain, la Direction des transports soutient que la durée de vie de la chaussée serait prolongée pour une période de 7 à 12 ans.
Parmi toutes les activités de maintien, le PCPR demeure l'activité à privilégier par le plan d'intervention intégrée 2016/25 (PII) pour la remise à niveau de la condition des chaussées à court terme. Nonobstant cette stratégie prometteuse, l'objectif demeure fort ambitieux et pour espérer l'atteindre, il devenait essentiel de revoir nos façons de faire, notamment sur l'assouplissement des critères de conception. En effet, la correction du drainage en place amenait à refaire certains trottoirs en bon état et créait ainsi une insatisfaction et une incompréhension de la part des citoyens. De plus, ces travaux accessoires prolongent considérablement la durée des interventions, diminuent l'attrait de ces projets auprès des entrepreneurs et sont la cause de difficultés nécessitant la mobilisation de ressources importantes.

C'est dans ce contexte d'optimisation qu'il a été établi que l'élimination des réparations ponctuelles de trottoirs au sein des contrats du PCPR améliorerait grandement notre capacité de réalisation. Les projets de ce programme se limitent donc à des travaux de planage et de revêtement sans intervention sur les trottoirs et sans bonification de l'aménagement existant. Toutefois, il peut exister certaines conditions susceptibles de mettre en cause la sécurité des piétons. Dans l'éventualité où des trottoirs nécessitant des

interventions n'aient pas déjà fait l'objet de travaux correctifs par l'arrondissement, le SIVT financera le coût de ces travaux par le biais de son PTI. Une provision pourra alors être ajoutée aux contrats de réparations mineures de trottoirs (RMT) de l'arrondissement. Dans ce contexte, afin d'assurer une certaine flexibilité aux arrondissements dans la gestion de leurs interventions, la liste des rues faisant l'objet du PCPR 2017 leur a été transmise en novembre dernier. Pour l'année 2018 ainsi que pour les années ultérieures, la liste leur sera transmise un peu plus à l'avance de façon à ce qu'ils puissent réparer les sections jugées critiques avant les travaux de réfection de la chaussée.

La sélection des projets est effectuée par la Division de la gestion d'actifs à la Direction des transports du SIVT, alors que la gestion et la réalisation du programme sont sous la responsabilité de la Direction des infrastructures du SIVT.

Ces investissements alloués à la conservation du réseau routier témoignent de l'engagement de la Ville de Montréal à améliorer tant le confort et la sécurité des usagers de la route, que l'efficacité des déplacements des personnes et des marchandises, contribuant ainsi à la qualité de vie des citoyens, au développement et à la croissance économique de Montréal. Ces investissements viennent donc atténuer la problématique de dégradation des infrastructures routières et permettent d'améliorer l'état global des chaussées.

La Direction des transports a mandaté la Direction des infrastructures afin de préparer les documents requis au lancement de l'appel d'offres et de réaliser les travaux mentionnés à l'objet du présent dossier.

(NOTE 1: HAAS, Ralph et W. Ronald HUDSON. *Pavement Asset Management,* avec la collaboration de Lynne COWE FALLS, Beverly, MA, Scrivener publishing, 2015.)

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0121 - 25 février 2016 - Conclure une entente-cadre de services professionnels avec Beaudoin Hurens inc. pour la gestion et la surveillance des travaux pour le Programme complémentaire de planage et revêtement (PCPR) du Service des infrastructures, de la voirie et des transports, pour une somme maximale de 7 669 522,35 $, taxes incluses / Appel d'offres public 15-14826 (3 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin (1164102001)

DESCRIPTION

Les travaux de ce contrat consistent au planage et revêtement bitumineux à divers endroits dans les arrondissements de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve et de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles (PCPR 2017) et seront exécutés sur une distance totalisant environ 17,5 km.
Veuillez trouver en pièces jointes la description des principaux actifs visés par les travaux ainsi qu'une liste de rues.

Dans la démarche de concertation, les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties prenantes avant le lancement de l'appel d'offres. Des demandes de commentaires ont été transmises aux arrondissements et au requérant lors de l'élaboration des plans et devis, aux différentes étapes d'avancement, lesquels ont été pris en compte.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences s'élève à 1 147 174,33 $ (taxes incluses), soit 15 % du coût des travaux avant les taxes, tel que décrit au bordereau d'appel d'offres. Les contingences s'élèvent à 15 % en raison des risques reliés aux ajustements sur le terrain du profil proposé afin d'assurer un drainage efficient.

Les dépenses incidentes au présent dossier comprennent des dépenses en matière d'utilités

publiques, de communication, de marquage et signalisation ainsi que des frais de laboratoire pour le contrôle qualitatif des matériaux et pour la gestion des sols excavés. Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document «Incidences et ristournes» en pièce jointe.

JUSTIFICATION

Le tableau des résultats de soumission présenté dans le formulaire annexe résume la liste des soumissionnaires et des prix soumis, l'écart de prix entre les deux plus basses soumissions reçues et l'écart entre l'estimation des professionnels et le montant du contrat à accorder.
Les prix de soumission ont été vérifiés pour l'ensemble des soumissions reçues. Cependant, seuls les documents fournis avec les 3 plus basses soumissions ont été vérifiés (cautionnement, lettre d'engagement, licence de la RBQ, attestation de Revenu Québec, certificat d'attestation et déclaration relative aux conflits d'intérêt).

L'écart entre la plus basse soumission conforme et l'estimation de la Division gestion de projets et économie de la construction (DGPEC) étant inférieur à 10 %, la DGPEC appuie la recommandation d'octroi du contrat.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal relatif à ce contrat est de 9 267 003,20 $, taxes incluses incluant des incidences de 472 000 $, taxes incluses. Cette dépense est entièrement assumée par la ville centrale et représente un coût net de 8 462 009,12 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale, lequel est financé par le Règlement d'emprunt # 16-010 «Travaux de réfection du réseau routier».

Les travaux relatifs au contrat sont entièrement admissibles à la subvention offerte par le Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2014-2018 (TECQ). Ce qui laissera un impact sur l'emprunt net de 430 998,91 $, soit la portion des incidences.

Le montant de la subvention est un montant anticipé. Dans le cas où la subvention ne serait pas reçue, le montant équivalent devra être dégagé à même l’enveloppe globale du SIVT et les virements budgétaires requis devront être effectués.

La répartition du coût des travaux et des incidences est présentée en pièces jointes dans les documents «Incidences et ristournes» et «Budget requis».

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure à la date d'échéance de la validité de la soumission, soit le 8 juin 2017, le plus bas soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les coûts afférents.
De plus, il est à noter que les travaux faisant l'objet du présent dossier ainsi que les autres travaux du programme complémentaire de planage et revêtement 2017 sont planifiés selon un échéancier très serré. Tout retard sur la réalisation des travaux aurait donc des conséquences sur les échéanciers de réalisation de l'ensemble du programme.

L'impact sur la circulation est décrit en pièce jointe dans le document «Principes de gestion de la circulation».

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication a été approuvée par le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES:
Octroi du contrat : à la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées
Début des travaux : 15 mai 2017
Fin des travaux : 15 septembre 2017.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Danièle HANDFIELD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Eric FAUTEUX, Mercier - Hochelaga-Maisonneuve
Martin COUTU, Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles
Jean CARRIER, Service des infrastructures_voirie et transports

Lecture :

Jean CARRIER, 22 février 2017
Martin COUTU, 21 février 2017
Eric FAUTEUX, 21 février 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Ngoc Thao DUONG
Ingenieur

Tél : 5148723192
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-21

Yvan PÉLOQUIN
Chef de division - Conception des travaux

Tél : 514 872-7816
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Chantal AYLWIN
Directrice des infrastructures
Tél : 514 872-4101
Approuvé le : 2017-02-22

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2017-02-23

ANNEXE - CONTRAT DE CONSTRUCTION

INFORMATIONS RELATIVES AU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET À SON RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 332305 — No du GDD : 1177231002

Titre de l'appel d'offres : Travaux de voirie dans les arrondissements de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve et Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles. (PCPR 2017).

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 9 - 1 - 2017 — Ouverture originalement prévue le : 1 - 2 - 2017

Ouverture faite le : 8 - 2 - 2017 — Délai total accordé aux soumissionnaires : 29 jrs

Addenda émis

Nombre d'addenda émis durant l'appel d'offres : 2 ***Si addenda, détailler ci-après***

Date de l'addenda	Description sommaire de l'addenda	Impact sur le coût estimé du contrat ($)
25 - 1 - 2017	Modifications mineures au devis et bordereau ainsi qu'un report de date d'ouverture des soumissions.	0.00
30 - 1 - 2017	Tableau des questions et réponses	0.00

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 10 — Nbre de soumissions reçues : 8 — % de réponses : 80

Nbre de soumissions rejetées : — % de rejets : 0.0

Soumissions rejetées (nom)	Motif(s) de rejet: administratif et / ou technique

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs — Date d'échéance initiale : 8 - 6 - 2017

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs — Date d'échéance révisée : JJ - MM - AAAA

Résultats de l'appel d'offres

Soumissions conformes	Prix soumis incluant taxes et corrections au besoin		
	Avant contingences	Contingences	Total
CONSTRUCTION BAU-VAL INC.	7 647 828.87	1 147 174.33	8 795 003.20
ROXBORO EXCAVATION INC.	7 728 308.73	1 159 246.31	8 887 555.04
EUROVIA QUÉBEC CONSTRUCTION INC.	7 884 735.77	1 182 710.37	9 067 446.14
DEMIX CONSTRUCTION, UNE DIVISION DE CRH CANADA INC.	8 020 048.93	1 203 007.34	9 223 056.27
PAVAGES MÉTROPOLITAIN INC.	8 025 691.53	1 203 853.73	9 229 545.26
GROUPE TNT INC.	8 126 467.50	1 218 970.12	9 345 437.62
LES ENTREPRENEURS BUCARO INC.	8 380 338.73	1 257 050.81	9 637 389.54
LSE ENTREPRISES MICHAUDVILLE INC.	8 640 000.00	1 296 000.00	9 936 000.00
Estimation **interne**	7 300 685.08	1 095 102.76	8 395 787.84

Écart entre la plus basse soumission et l'estimation **4.8%**

Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse **1.1%**

Dossier à être étudié par la CEC : **Oui** **NON** X

Validation du droit de contracter du soumissionnaire recommandé (cocher la case appropriée)

	N.A.	OK		N.A.	OK	
RBQ		X	AMF		X	***Joindre l'attestation de l'AMF, le cas échéant***
RENA		X	Revenu Qc		X	

Recommandation

Nom du soumissionnaire : CONSTRUCTION BAU-VAL INC.

Montant du contrat (incluant les contingences) ($) : 8 795 003.20

Montant des incidences ($) : 472 000.00

Date prévue de début des travaux : 15 - 5 - 2017 — Date prévue de fin des travaux : 15 - 9 - 2017

Montréal

Actifs visés par le projet

Soumission: 332305

Titre: Travaux de voirie dans les arrondissements de Mercier-Hochelaga- Maisonneuve et Rivières-des-Prairies-Pointes-aux-Trembles(PCPR 2017)

Arrondissement: Plusieurs

Voirie

	Nature des travaux	Quantité	Unité	Commentaires
Chaussée	Planage et revêtement bitumineux (40 mm à 80 mm)	210000	m²	Longueur des tronçons: ± 17 500 mètres linéaires
Trottoir, Bordure et Mail				

Égout / Aqueduc

Type d'Intervention et Diamètre	Quantité	Unité	Commentaires
		m	
		m	
		m	
		m	
		m	
		m	

Éclairage / Feux

Type d'Intervention	Quantité	Unité	Commentaires
		unité	
		unité	
		m lin.	
		m	
		intersection	

Préparé par:	Ngoc-Thao Duong, ing.	Date:	2017-02-16

SO332305

Arrondissement Mercier-Hochelaga-Maisonneuve

- C-5532 : Rue Adam, de la rue Alphonse-D.-Roy à la rue Moreau;
- C-5533 : Rue Alphonse-D.-Roy, de la rue Notre-Dame à la rue Adam;
- C-5534 : Rue Omer-Ravary, de la rue Alphonse-D.-Roy à la rue Sainte-Catherine;
- C-5535 : Avenue Bourbonnière, de la rue de Rouen à l'avenue Pierre-de-Coubertin;
- C-5536 : Avenue de Carignan, de la rue de Marseille à la rue de Marseille;
- C-5537 : Avenue de Granby, de la rue de Marseille à la rue Sherbrooke;
- C-5538 : Avenue de la Pépinière, de l'avenue Faribault à la rue de Marseille;
- C-5539 : Rue de Marseille, du boulevard Viau à la rue Dickson;
- C-5541 : Rue du Trianon, de la rue Sherbrooke à la rue Pierre-Corneille;
- C-5542 : Avenue Faribault, de l'avenue de la Pépinière à l'avenue de Granby;
- C-5543 : Rue Joliette, de la rue Ontario à la rue Hochelaga;
- C-5546 : Rue Ontario, de la rue Winnipeg à la rue Cuvillier;
- C-5547 : Rue Ontario, de l'avenue Jeanne-d'Arc à la rue Viau;
- C-5548 : Rue Pierre-Corneille, de la rue du Trianon à la rue De Boucherville;
- C-5549 : Rue Pierre-Gadois, de la rue Louis-Dupire à la rue Saint-Zotique;
- C-5551 : Rue Saint-Donat, de la rue Hochelaga à la rue Sherbrooke;
- C-5552 : Rue Sainte-Catherine, de la rue Alphonse-D.-Roy à la rue Davidson;
- C-5553 : Rue Saint-Zotique, de la rue François-Boivin à la limite de l'arrondissement;

Arrondissement Rivière-des-Prairies—Pointe-aux-Trembles

- C-5556 : Rue Jacques Rousseau, du boulevard Armand-Bombardier à la 24e avenue;
- C-5557 : 24e avenue, du boulevard Armand-Bombardier au boulevard Gouin Est;
- C-5558 : 4e avenue, de la 8e avenue à l'avenue René-Descartes;
- C-5559 : 53e avenue, de la rue Victoria à la rue Notre-Dame;
- C-5560 : 5e avenue, de la 8e rue au boulevard Maurice-Duplessis;
- C-5561 : 6e avenue, du boulevard Henri-Bourassa au boulevard Maurice-Duplessis;
- C-5561 : 6e avenue, de la 8^{e} rue au boulevard Henri-Bourassa;
- C-5562 : 81e avenue, de la rue Notre-Dame à la rue Sherbrooke;
- C-5563 : Rue Rolland-Jeanneau, de l'avenue Armand-Chaput à la 89e avenue;
- C-5564 : 89e avenue, du boulevard Maurice-Duplessis à la rue Rolland-Jeanneau;
- C-5565 : 8e rue, de la 4e avenue à la 6e avenue;
- C-5566 : Boulevard Armand-Bombardier, du boulevard Perras à la 24e avenue;
- C-5567 : Avenue Armand-Chaput, du boulevard Henri-Bourassa à la rue Rolland-Jeanneau;
- C-5568 : Rue Arthur-Léveillé, du boulevard Louis-H-Lafontaine à la 5e avenue;
- C-5569 : Rue De Montigny, du boulevard du Tricentenaire à la 32e avenue;
- C-5571 : Rue Étienne-Volant, de la rue Étienne-Volant à la 5e avenue;

- C-5572 : Rue Honoré-Vaillancourt, de la 4e avenue à la 6e Avenue;
- C-5573 : Avenue Louis-Desaulles, du boulevard Rodolphe-Forget à l'avenue Jean-Yves-Bigras;
- C-5576 : Avenue René-Descartes, de la 4e avenue à l'avenue Philippe-Panneton;
- C-5577 : Rue René-Lévesque, de la rue Dorchester (lim. ouest) à la rue des Saules;

Montréal

BUDGET REQUIS

Dossier n° **117 7231002**

Service des infrastructures, de la voirie et des transports

SERVICE REQUERANT : 28-06
SERVICE EXECUTANT : 28-03

Soumission: 332305

INTITULE : Travaux de voirie dans les arrondissements de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve et Rivières-des-Prairies-Pointes-aux-Trembles (PCPR 2017)

PROJET : **55856**

Sous-projet : 1655856056		**2016**	**2017**	**2018**	**Ult.**	**Total**
REQUIS	**INVESTI NET**	0	8 031	0	0	8 031
	SUBVENTION	0	8 031	0	0	8 031
	EMPRUNT NET	0	0	0	0	0

Sous-projet : 1655856058		**2016**	**2017**	**2018**	**Ult.**	**Total**
REQUIS	**INVESTI NET**	0	266	0	0	266
	SUBVENTION	0	0	0	0	0
	EMPRUNT NET	0	266	0	0	266

Sous-projet : 1655856057		**2016**	**2017**	**2018**	**Ult.**	**Total**
REQUIS	**INVESTI NET**	0	165	0	0	165
	SUBVENTION	0	0	0	0	0
	EMPRUNT NET	0	165	0	0	165

TOTAL		**2016**	**2017**	**2018**	**Ult.**	**Total**
REQUIS	**INVESTI NET**	0	8 462	0	0	8 462
	SUBVENTION	0	8 031	0	0	8 031
	EMPRUNT NET	0	431	0	0	431

Signature	Nom en majuscules	Téléphone	Date	Page
	N-T DUONG, ING.	(514) 872 3192	15 mars 2017	1 de 1

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

SOMMAIRE PAR SOUS-PROJETS (PROJETS SIMON)		SOUMISSION:	332305	DATE:
#GDD:	1177231002	DRM:	3323	2017/03/15
RESPONSABLE:	Ngoc-Thao Duong, ing.	GROUPE:		
INTITULÉ DU PROJET:	Travaux de voirie dans les arrondissements de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve et Rivières-des-Prairies-Pointes-aux-Trembles PCPR 2017			

PROJET INVESTI: 55856 Desc et client-payeur: **Direction des Transports-Gestion des actifs de la voirie**

info additionnelle

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences	Agglo (A) /Corpo (C)
1655856056	166110	8 031 010.21 $	8 795 003.20 $	0.00 $	1 147 174.33 $	C
1655856058	166112	265 721.79 $	0.00 $	291 000.00 $	0.00 $	C
1655856057	166111	165 277.13 $	0.00 $	181 000.00 $	0.00 $	C
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**8 462 009.12 $**	**8 795 003.20 $**	**472 000.00 $**	**1 147 174.33 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	

TOTAL	**8 462 009.12 $**	**8 795 003.20 $**	**472 000.00 $**	**1 147 174.33 $**
TOTAL (Contrat + Incidences)		**9 267 003.20 $**		

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**GRAND TOTAL**	**SOUMISSION:**	**332305**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**GROUPE:**	**0**	**15/03/2017**
INTITULÉ DU PROJET:	**Travaux de voirie dans les arrondissements de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve et Rivières-des-Prairies-Pointes-aux-Trembles PCPR 2017**			

	Toutes taxes incluses		
MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			8 795 003.20 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	1 147 174.33 $		
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques		220 000.00 $	
Gestion des sols excavés		5 000.00 $	
Laboratoire, contrôle qualitatif		176 000.00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation		44 000.00 $	
Communication		27 000.00 $	
Gestion des impacts		0.00 $	
XXX		0.00 $	
XXX		0.00 $	
	TOTAL À REPORTER	472 000.00	472 000.00 $
Dépenses à autoriser - GRAND TOTAL			9 267 003.20 $
Imputation (crédits)			8 462 009.12 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	403 000.79	803 986.58
Ristournes TPS et TVQ à 50%	804 994.08	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ›	Ngoc-Thao Duong, ing.

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1655856056**	**SOUMISSION:**	**332305**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**166110**	**GROUPE:**	**0**	**15/03/2017**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Travaux de voirie à divers endroits dans les arrondissements de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve et Rivières-des-Prairies-Pointes-aux-Trembles (PCPR 2017)**			
ENTREPRENEUR	**LA COMPAGNIE BAU-VAL INC.**			

			Toutes taxes incluses
MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			8 795 003.20 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	1 147 174.33 $		
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Communication			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			8 795 003.20 $
Imputation (crédits)			8 031 010.21 $
Montant de dépôt			
TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		382 474.59	763 036.81
Ristournes TPS et TVQ à 50%		763 992.99	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR	Ngoc-Thao Duong, ing.

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1655856058**	**SOUMISSION:**	**332305**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**166112**	**GROUPE:**	**0**	**15/03/2017**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Incidences techniques**			
ENTREPRENEUR ▸				

			Toutes taxes incluses
MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE			
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques		220 000.00 $	
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation		44 000.00 $	
Communication		27 000.00 $	
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	291 000.00	291 000.00 $
Dépenses totales à autoriser			291 000.00 $
Imputation (crédits)			265 721.79 $
Montant de dépôt			

		TPS 5%	TVQ 9,975%
TAXES:			
À payer avant ristournes (100%)		12 654.92	25 246.58
Ristournes TPS et TVQ à 50%		25 278.21	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Ngoc-Thao Duong, ing.

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1655856057**	**SOUMISSION:**	**332305**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**166111**	**GROUPE:**	**0**	**15/03/2017**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Incidences professionnelles (contrôle qualitatif et réhabilitation environnementale)**			
ENTREPRENEUR ▸				

Toutes taxes incluses

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE			
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Gestion des sols excavés		5 000.00 $	
Laboratoire, contrôle qualitatif		176 000.00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Communication			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	181 000.00	181 000.00 $
Dépenses totales à autoriser			181 000.00 $
Imputation (crédits)			165 277.13 $
Montant de dépôt			

		TPS 5%	TVQ 9,975%
TAXES:			
À payer avant ristournes (100%)		7 871.28	15 703.20
Ristournes TPS et TVQ à 50%		15 722.87	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Ngoc-Thao Duong, ing.

SOUMISSION NO. 332305

TRAVAUX DE VOIRIE DANS LES ARRONDISSEMENTS DE MERCIER-HOCHELAGA-MAISONNEUVE ET DE RIVIÈRE-DES-PRAIRIES- POINTE-AUX-TREMBLES

ENTRAVES ET ENJEUX DE CIRCULATION *Liste des rues touchées par les travaux* : – *rue Adam;* – *rue Alphonse-D.-Roy;* – *rue Omer-Ravary;* – *avenue Bourbonnière;* – *avenue de Carignan;* – *avenue de Granby;* – *rue de la Pépinière;* – *rue de Marseille;* – *rue du Trianon;* – *avenue Faribault;* – *rue Joliette;* – *rue Ontario Est, entre les rues Winnipeg et Cuvillier;* – *rue Ontario Est, entre l'avenue Jeanne-d'Arc et la rue Viau;* – *rue Pierre-Corneille;* – *rue Pierre-Gadois;* – *rue Saint-Donat;* – *rue Sainte-Catherine;* – *rue Saint-Zotique Est;* – *rue Jacques-Rousseau;* – *24e avenue;* – *4e avenue;* – *53e avenue;* – *5e avenue;* – *6e avenue;* – *81e avenue;* – *89e avenue;* – *8e rue;* – *Boul. Armand-Bombardier;* – *Avenue Armand-Chaput;* – *Rue Arthur-Léveillé;* – *Rue De Montigny;*	▪ Horaire des travaux : Du lundi au vendredi de 09 h 00 à 19 h 00 (sauf indications contraires). Les travaux nécessitant une circulation en alternance ou des fermetures complètes doivent être effectués entre 09 h 00 et 15 h 30 (hors-pointe). ▪ L'Entrepreneur effectue les travaux requis immédiatement. Les voies doivent être redonnées à la circulation à la fin de chaque quart de travail. ▪ Mobilisation (hors-fonction) et démobilisation des dispositifs nécessaires au maintien de la circulation de nuit. ▪ **Phase 1** : les travaux de planage, de correction et d'ajustement des structures doivent être réalisés à l'aide de fermetures partielles, selon la largeur et la géométrie de la chaussée. ▪ **Phase 2** : les travaux de pavage final doivent être réalisés à l'aide de fermetures complètes. ▪ Chaque phase et sous-phase de travaux doit être exécutée dans sa totalité de manière séquentielle pour chaque rue ou localisation, suivant l'ordre présenté aux tableaux du cahier C de prescriptions spéciales, et ne peut être réalisée de manière concourante. ex : 0, 1A, 1B, …, 2A, 2B, … ▪ L'Entrepreneur n'est autorisé qu'à fermer une seule intersection routière à la fois et qu'à effectuer les travaux sur deux (2) tronçons consécutifs simultanément de part et d'autre d'une même intersection lors de l'avancement des travaux. ▪ Deux (2) axes parallèles ne doivent en aucun cas être entravés de manière simultanée dans le secteur des travaux, incluant les axes d'autres chantiers à proximité. ▪ Quelques arrêts d'autobus devront être annulés ou relocalisés de concert avec la STM et le Directeur. L'Entrepreneur et le représentant du Directeur doivent travailler étroitement avec la STM pour confirmer les travaux au quotidien. ▪ Les travaux à proximité d'une école doivent obligatoirement être réalisés durant les mois de juillet et août. Avenue Bourbonnière : ▪ Travaux dans l'intersection avec la rue Hochelaga seulement prévue dans une nuit. Avenue de Granby : ▪ Plages horaires réduites pour les travaux du côté est de l'avenue de Granby en raison de la présence d'accès au centre commercial et à l'épicerie. Rue de Marseille : ▪ Caserne de pompier 39 à proximité (à l'est); ▪ Travaux à effectuer de nuit, entre autre pour favoriser la mobilité des travailleurs du secteur industriel. Rue du Trianon : ▪ Fermetures complètes de nuit afin de limiter l'impact sur le va-et-vient des piétons entre la station de métro Radisson (ligne verte) à proximité, sur la rue Sherbrooke Est, le terminus d'autobus au sud de la rue Faradon et le centre commercial. Rue Sainte-Catherine Est : ▪ Pavage prévu en phase afin de maintenir un accès à la caserne de pompier 13 via la rue Sainte-Catherine directement.

– *Rue Étienne-Volant;* – *Rue Honoré-Vaillancourt;* – *Avenue Louis-Desaulles;* – *Avenue René-Descartes;* – *rue René-Lévesque;* – *rue Rolland-Jeanneau.*	Rue Rolland-Jeanneau et 89e avenue : ▪ Travaux à faire en phase de manière conjointe pour les deux (2) rues, en maintenant l'accès au centre de distribution Métro.
MESURES DE GESTION DES IMPACTS	▪ La gestion des mouvements sur le réseau routier doit se faire à l'aide d'un minimum de trois (3) signaleurs, notamment pour le maintien des services publics et d'urgence en tout temps. ▪ Les plages horaires des travaux ainsi que les chemins de détour ont été optimisés afin de limiter les contraintes sur la circulation. ▪ Les accès aux riverains et aux commerces doivent être maintenus en tout temps et les trottoirs doivent être laissé libres de tout obstacle. Selon l'emplacement des travaux, des chemins de détour sont prévus pour maintenir de manière sécuritaire les liens cyclables. ▪ L'installation de panneaux d'information générale (1 200 m x 900 m) est prévue avant le début des travaux pour chaque rue. ▪ Les plages horaires ou journées de restriction doivent apparaître sur les panneaux de stationnement interdit.

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 332305
Numéro de référence : 1040641
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Travaux de voirie dans les arrondissements de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve et Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles. (PCPR 2017)

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Construction Bau-Val Inc. 87 Emilien Marcoux, Suite#101 Blainville, QC, J7C 0B4 http://www.bauval.com NEQ : 1143718063	Madame France Laverdure Téléphone : 514 636-4400 Télécopieur : 514 636-9937	**Commande : (1217227)** 2017-01-10 16 h 19 **Transmission :** 2017-01-11 8 h 27	2697677 - 332305_Addenda 1_incluant report de date 2017-01-25 18 h 42 - Courriel 2697680 - 332305_Formulaires de soumission (devis) 2017-01-25 18 h 44 - Courriel 2697681 - 332305_Formulaires de soumission (bordereau) 2017-01-25 18 h 44 - Téléchargement 2699641 - 332305_Addenda 2 2017-01-30 16 h 24 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Demix Construction, une division de CRH Canada inc. 26 rue Saulnier Laval, QC, H7M 1S8 http://www.crhcanada.com NEQ : 1164634611	Madame Julie Boudreault Téléphone : 450 629-3533 Télécopieur : 450 629-3549	**Commande : (1216151)** 2017-01-09 10 h 32 **Transmission :** 2017-01-09 11 h 57	2697677 - 332305_Addenda 1_incluant report de date 2017-01-25 18 h 42 - Courriel 2697680 - 332305_Formulaires de soumission (devis) 2017-01-25 18 h 44 - Courriel 2697681 - 332305_Formulaires de soumission (bordereau) 2017-01-25 18 h 44 - Téléchargement 2699641 - 332305_Addenda 2 2017-01-30 16 h 24 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Eurovia Québec Construction Inc. (Montréal) 6200 St-Patrick Montréal, QC, H4E1b3 NEQ : 1169491884	Madame Ghislaine Dujmovic Téléphone : 514 766-2550 Télécopieur :	**Commande : (1217336)** 2017-01-11 8 h 38 **Transmission :** 2017-01-11 8 h 38	2697677 - 332305_Addenda 1_incluant report de date 2017-01-25 18 h 42 - Courriel 2697680 - 332305_Formulaires de soumission (devis) 2017-01-25 18 h 44 - Courriel 2697681 - 332305_Formulaires de soumission (bordereau)

				2017-01-25 18 h 44 - Téléchargement 2699641 - 332305_Addenda 2 2017-01-30 16 h 24 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Groupe TNT Inc. 4085 Rang St-Elzéar Est Laval, QC, H7E 4P2 http://www.groupetnt.com NEQ : 1160480704	Madame Line Proulx Téléphone : 450 431-7887 Télécopieur : 450 420-0414	**Commande : (1216942)** 2017-01-10 11 h 30 **Transmission :** 2017-01-10 12 h 51	2697677 - 332305_Addenda 1_incluant report de date 2017-01-25 18 h 42 - Courriel 2697680 - 332305_Formulaires de soumission (devis) 2017-01-25 18 h 44 - Courriel 2697681 - 332305_Formulaires de soumission (bordereau) 2017-01-25 18 h 44 - Téléchargement 2699641 - 332305_Addenda 2 2017-01-30 16 h 24 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Les Entrepreneurs Bucaro Inc. 10,441 rue Balzac Montréal-Nord Montréal, QC, H1H 3L6 NEQ : 1144756336	Monsieur Andrea BUcaro Téléphone : 514 325-7729 Télécopieur : 514 325-7183	**Commande : (1216843)** 2017-01-10 10 h 13 **Transmission :** 2017-01-10 10 h 13	2697677 - 332305_Addenda 1_incluant report de date 2017-01-25 18 h 42 - Télécopie 2697680 - 332305_Formulaires de soumission (devis) 2017-01-25 19 h 15 - Télécopie 2697681 - 332305_Formulaires de soumission (bordereau) 2017-01-25 18 h 44 - Téléchargement 2699641 - 332305_Addenda 2 2017-01-30 16 h 24 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Les Entreprises Michaudville Inc. 270 rue Brunet Mont-Saint-Hilaire, QC, J3G 4S6 http://www.michaudville.com NEQ : 1142707943	Monsieur Sylvain Phaneuf Téléphone : 450 446-9933 Télécopieur : 450 446-1933	**Commande : (1217011)** 2017-01-10 13 h 12 **Transmission :** 2017-01-10 13 h 12	2697677 - 332305_Addenda 1_incluant report de date 2017-01-25 18 h 42 - Courriel 2697680 - 332305_Formulaires de soumission (devis) 2017-01-25 18 h 44 - Courriel 2697681 - 332305_Formulaires de soumission (bordereau) 2017-01-25 18 h 44 - Téléchargement 2699641 - 332305_Addenda 2 2017-01-30 16 h 24 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐				

	Les Excavations Gilbert Théorêt Inc. 124 rue Huot Notre-Dame-de-l'Ile-Perrot, QC, J7V 7Z8 NEQ : 1142215210	Monsieur David Hodgson Téléphone : 514 425-2600 Télécopieur : 514 425-4784	**Commande : (1218655)** 2017-01-13 9 h 36 **Transmission :** 2017-01-13 14 h 41	2697677 - 332305_Addenda 1_incluant report de date 2017-01-25 18 h 43 - Télécopie 2697680 - 332305_Formulaires de soumission (devis) 2017-01-25 19 h 15 - Télécopie 2697681 - 332305_Formulaires de soumission (bordereau) 2017-01-25 18 h 44 - Téléchargement 2699641 - 332305_Addenda 2 2017-01-30 16 h 24 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Pavages Métropolitain Inc. 3500, boul. Sir-Wilfrid-Laurier Saint-Hubert, QC, J3Y6T1 NEQ : 1168058395	Madame Julie Milon Téléphone : 450 321-2442 Télécopieur : 1888 802-9689	**Commande : (1216016)** 2017-01-09 9 h 14 **Transmission :** 2017-01-09 9 h 19	2697677 - 332305_Addenda 1_incluant report de date 2017-01-25 18 h 42 - Courriel 2697680 - 332305_Formulaires de soumission (devis) 2017-01-25 18 h 44 - Courriel 2697681 - 332305_Formulaires de soumission (bordereau) 2017-01-25 18 h 44 - Téléchargement 2699641 - 332305_Addenda 2 2017-01-30 16 h 24 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Pomerleau Inc... 500 rue St-Jacques O. Suite 900 Montréal, QC, H2Y 0A2 NEQ : 1142005934	Madame Nancy Lazure Téléphone : 514 789-2728 Télécopieur : 514 789-2288	**Commande : (1216584)** 2017-01-09 16 h 09 **Transmission :** 2017-01-09 16 h 09	2697677 - 332305_Addenda 1_incluant report de date 2017-01-25 18 h 42 - Courriel 2697680 - 332305_Formulaires de soumission (devis) 2017-01-25 18 h 44 - Courriel 2697681 - 332305_Formulaires de soumission (bordereau) 2017-01-25 18 h 44 - Téléchargement 2699641 - 332305_Addenda 2 2017-01-30 16 h 24 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Roxboro Excavation INC.. 1620 Croissant Newman Dorval, QC, H9P 2R8 NEQ : 1142760280	Monsieur Yvon Théoret Téléphone : 514 631-1888 Télécopieur : 514 631-1055	**Commande : (1216334)** 2017-01-09 13 h 18 **Transmission :** 2017-01-09 13 h 18	2697677 - 332305_Addenda 1_incluant report de date 2017-01-25 18 h 42 - Courriel 2697680 - 332305_Formulaires de soumission (devis) 2017-01-25 18 h 44 - Courriel 2697681 - 332305_Formulaires de soumission (bordereau) 2017-01-25 18 h 44 - Téléchargement

2699641 - 332305_Addenda 2
2017-01-30 16 h 24 - Courriel

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

© 2003-2017 Tous droits réservés

4-1

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

DÉCISION N° : 2013-CPSM-0257

Québec, le 5 décembre 2013

Les Pavages Dorval inc.
À l'attention de : Monsieur Jean-Pierre Malo
2282, rue Montée St-Rémi
Pointe-Claire (Québec) H9P 1L1

Objet : Autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public à Les Pavages Dorval inc. V
Autorisation n° 2013-CPSM-0257 n° d'identification de l'Autorité : 2700017843

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, une autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65.1 (la « LCOP »). Les Pavages Dorval inc. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **4 décembre 2016** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et la réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification pouvant survenir aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité (www.lautorite.qc.ca).

Le Surintendant de l'assistance aux clientèles et
de l'encadrement de la distribution,

Eric Stevenson

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, 3e étage
Québec (Québec)
G1V 5C1
tél. : 418 525.0337
ligne sans frais : 877 525.0337
telec. : 418 525.9512

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec)
H4Z 1G3
tél. : 514.395.0337
ligne sans frais : 877 525.0337
télec. : 514.873.6970

www.lautorite.qc.ca

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
www.lautorite.qc.ca

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

Le 20 juillet 2016

CONSTRUCTION BAU-VAL INC.
87, RUE ÉMILIEN-MARCOUX
SUITE 101
BLAINVILLE QC J7C 0B4

Objet : Accusé de réception - Demande de renouvellement de l’autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Nous avons bien reçu votre formulaire de « Demande de renouvellement de l’autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public ». Vous trouverez ci-dessous les renseignements importants concernant cette demande :

N° de client :	2700017843
N° de demande :	1631130779
N° de confirmation de paiement :	000200160860

Si vous avez accès aux services en ligne de l'Autorité et que vous êtes l'initiateur de cette demande, vous pouvez en consulter l'état à la section « Suivi des demandes » dans le menu « Dossier client ».

Pour toute question relative à votre demande, vous pouvez communiquer avec un agent de notre Centre d'information au 1 877 525-0337.

Nous vous prions de recevoir nos salutations distinguées.

L'Autorité des marchés financiers

Nouvelle recherche

Dernière mise à jour : **Mardi, 27 mai 2014**

Fiche de l'entreprise

Nom : CONSTRUCTION BAU-VAL INC
Adresse du siège social : 2282, CH SAINT-RÉMI, DORVAL, QC, H9P 1L1, CANADA

Numéro de client à l'Autorité : 2700017843
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1143718063

Autres noms d'affaires

- LES PAVAGES DOR VAL

Nouvelle recherche

Si vous avez des commentaires ou des questions concernant ce registre, nous vous invitons à le faire par le biais de la demande d'information des services en ligne.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1177231002

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Construction Bau-Val inc., pour des travaux de voirie dans les arrondissements de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve et Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles (PCPR 2017). Dépense totale de 9 267 003,20 $ (contrat: 8 795 003,20 $ + incidences: 472 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 332305 - 8 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

SIVT - 1177231002.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Danièle HANDFIELD
Préposée au budget
Tél : 514-872-9547

Co-auteur
Jean-François Rondou
Agent comptable analyste - Conseil et soutien financier - PS Développement
(514) 868-3837

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-22

Stéphanie MORAN
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-2813

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.23

2017/03/27
13:00

(1)

Dossier # : 1177409002

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 1
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	Programme complémentaire de planage-revêtement (PCPR)
Objet :	Accorder un contrat à Eurovia Québec Construction inc. pour la réalisation des travaux de pavage et revêtement des chemins de détour du projet Turcot sur la rue Saint-Patrick entre la rue Monk et la rue Irwin. Dépense totale de 1 169 341,9$ taxes incluses (contrat: 1 016 819,04$ +incidences: 152 522,86$) - Appel d'offres public 221304 - 6 soumissionnaires.

Il est recommandé de:

1. d'autoriser une dépense de 1 169 341,9$$, taxes incluses, pour des travaux de pavage et revêtement des chemins de détour du projet Turcot sur la rue Saint-Patrick entre la rue Monk et la rue Irwin, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;
2. d'accorder à Eurovia Québec Construction inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission soit pour une somme maximale de 1 016 819,04$ taxes incluses conformément au document de l'appel d'offres public 221303.
3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la Ville centrale.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2017-03-03 14:09

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1177409002**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 1
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	Programme complémentaire de planage-revêtement (PCPR)
Objet :	Accorder un contrat à Eurovia Québec Construction inc. pour la réalisation des travaux de pavage et revêtement des chemins de détour du projet Turcot sur la rue Saint-Patrick entre la rue Monk et la rue Irwin. Dépense totale de 1 169 341,9$ taxes incluses (contrat: 1 016 819,04$ +incidences: 152 522,86$) - Appel d'offres public 221304 - 6 soumissionnaires.

CONTENU

CONTEXTE

Le projet de réfection de l'échangeur Turcot par le Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'électrification des transports (MTMDET) est en cours et devrait se terminer en 2020. Il vise la construction de quatre échangeurs, totalisant plus de 145 km de voies routières. Plus de 300 000 véhicules et camions le traversent à chaque jour. Plusieurs bretelles et voies de circulation sur le réseau supérieur seront fermées pour permettre leur reconstruction. La circulation est alors détournée sur le réseau artériel municipal (chemin de détour).
Déjà, plusieurs artères enregistrent une augmentation substantielle de la circulation. Il importe pour la Ville de Montréal de s'assurer que ces voies puissent accueillir ce volume de circulation tout en assurant la sécurité des usagers.

Au cours des trois prochaines années, la rue Saint-Patrick, entre Monk et Irwin, sera utilisée comme chemin de détour au projet Turcot et comme voie de camionnage pour l'accès à certains chantiers majeurs du MTMDET. Compte tenu de l'état actuel de la chaussée et des trottoirs dans ce secteur, il importe pour la Ville d'assurer une surface de roulement adéquate et des trottoirs sécuritaires jusqu'en 2020.

Le présent sommaire décisionnel vise à octroyer un contrat de planage et revêtement à titre de mesure de mitigation mises de l'avant par la Ville de Montréal dans le cadre de la mise en place des chemins de détour pour ce projet du MTMDET sur la rue Saint-Patrick.

Un appel d'offre public a été publié du 30 Janvier 2017 au 15 Février 2017 dans le journal Le Devoir et sur le site électronique d'appel d'offres SEAO. La durée de publication a été de 16 jours, ce qui respecte le délai prescrit par la Loi sur les cités et villes.

La soumission est valide pendant 120 jours qui suivent sa date d'ouverture, soit jusqu'au 15 Juin 2017.

Deux addenda ont été émis pour cet appel d'offres.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG12 0236 - 21 Juin 2012: Règlement autorisant un emprunt de 19 100 000 $ afin de financer les interventions municipales afférentes à la réalisation du projet de reconstruction du complexe Turcot
CE15 0338 - 4 Mars 2015: Ratification de l'entente intervenue entre le ministère des Transports du Québec et la Ville de Montréal visant la collaboration en ressources professionnelles municipales dans le cadre du projet Turcot, pour la période du 1er janvier 2013 au 31 décembre 2015, pour une somme maximale de 3 700 000 $, taxes non incluses, et d'approuver le document intitulé << Marché >> .

DESCRIPTION

Il s'agit d'accorder un contrat d'une valeur maximale de 1 016 819,04$ (taxes incluses) à Eurovia Québec Construction inc pour procéder à la réalisation des travaux de planage et de revêtement des chaussées, sur les différents tronçons de rues en mauvais état, tel qu'identifié ci-dessous.

Il s'agit de travaux de mitigation qui consistent, en grande partie, à réhabiliter la surface de roulement pour s'assurer que les rues puissent accueillir camions et autos et que les piétons puissent emprunter les trottoirs de façon sécuritaire.

Tronçons des rues:

Ville	Arrondissement	Rue	De	À	Commentaires	Superficie (m2)
Montréal	Sud-Ouest	Saint-Patrick	Monk	Irwin	Chaussée en mauvais état	18490

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 92 438,09$ (taxes incluses), soit 10% du coût des travaux taxes incluses, tel que décrit au bordereau d'appel d'offres.

Le montant des incidences s'élève à 152 522,86$ taxes incluses, soit 15% du montant du contrat. Celui-ci comprend des dépenses en matière d'utilités publiques, ainsi que des frais de laboratoire pour le contrôle qualitatif des matériaux pour la gestion des sols excavés.

Sur 11 preneurs du cahier des charges, 6 firmes ont déposé une soumission et 5 n'en ont pas déposé, soit des proportions respectives de 55% et 45%. La liste des preneurs du cahier des charges est en pièce jointe.

JUSTIFICATION

À la suite du constat de l'état des chaussées des rues de l'arrondissement, iI est important et nécessaire d'investir les sommes requises pour pallier à la dégradation accrue du réseau routier. Compte tenu de l'augmentation substantielle des débits de circulation sur ces rues, les travaux de réfection sont requis afin d'assurer des chemins de détour du projet Turcot et de maintenir la qualité de la surface de roulement. Une dégradation des chaussées pourrait compromettre le maintien des chemins de détour et pourrait avoir un impact sur la mobilité dans le secteur.
Le tableau des résultats d'analyse des soumissions ci-dessous présente la liste des

soumissionnaires et des prix soumis, les écarts de prix entre les soumissions reçues et l'écart entre l'estimation des professionnels et le montant du contrat à accorder:

RÉSULTATS DE SOUMISSION *(taxes incluses)*

	FIRMES SOUMISSIONNAIRES CONFORMES	PRIX	CONTINGENCES	TOTAL
1	Eurovia Québec Construction inc. (Licence RBQ #5681-2563-01) (Attestation Revenu Québec valide du 23 janvier au 30 avril 2017)	924 380,95 $	92 438,09 $	1 016 819,04 $
2	Pavages Métropolitain inc.	1 007 137,29 $	100 713,73 $	1 107 851,02 $
3	Construction Bau- Val inc.	1 177 288,81 $	117 728,88 $	1 295 017,69 $
4	Pavages Chenail inc.	1 208 034,69 $	120 803,47 $	1 328 838,16 $
5	Sintra inc. (Région Montérégie Rive-Sud)	1 381 168,26 $	138 116,83 $	1 519 285,09 $
6	Les Entrepreneurs Bucaro inc.	1 556 090,05 $	155 609,00 $	1 711 699,05 $
	Estimation des professionnels préparée par LCHP	1 056 895,85 $	105 689,58 $	1 162 585,43 $
	Coût moyen des soumissions reçues ($)			**1 329 918,34 $**
	Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)			**30,8%**
	Écart entre la plus haute et la plus basse conforme		**($)**	**694 880,01 $**
			(%)	**68,3%**
	Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation		**($)**	**-145 766,39 $**
			(%)	**-12,5%**
	Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse		**($)**	**91 031,98 $**
			(%)	**9,0%**

Les prix de soumission furent vérifiés pour l'ensemble des soumissions reçues. Également, les documents fournis lors du dépôt des soumissions furent vérifiés pour les trois plus basses soumissions conformes (licence de la Régie du bâtiment du Québec, attestation de Revenu Québec, déclaration relative aux conflits d'intérêts et autres).

Le coût total du contrat estimé par la Ville est de 1 162 585,43$, plus taxes. L'offre déposée par le plus bas soumissionnaire est donc inférieure à l'estimation effectuée par la Ville de Montréal. La différence est de 145 766,39 $, écart favorable à la Ville, soit 12,5%. Cet écart peut être relié à de nombreux facteurs dont la situation des marchés au moment du dépôt des soumissions ainsi que des décisions d'affaires des entreprises ayant soumissionné.

Le présent dossier donne suite à un appel d'offres assujetti à la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics (Loi 1) conformément au décret # 1049-2013 adopté le 23 octobre 2013. L'adjudicataire recommandé, Eurovia Québec Construction inc., détient une attestation de l'Autorité des marchés financiers, laquelle est en vigueur depuis le 2 février 2015. Une copie de cette attestation se trouve en pièce jointe au dossier.

Des validations ont été faites selon lesquelles l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises à licence restreinte de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) ni du Registre des entreprises non admissibles, laquelle sera encore valide au moment de l'octroi du contrat.

L'adjudicataire recommandé est conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale pour la réalisation des travaux s'élève à un montant maximum de 1 169 341,9$ taxes incluses, incluant un montant de 1 016 819,04$ pour les travaux à effectuer par l'adjudicataire et un montant de 152 522,86$ pour les incidences. Le coût net à la charge des contribuables montréalais s'élève à 1 067 765,03$ lorsque diminué des

ristournes fédérale et provinciale.
Cette dépense est prévue au budget PTI 2017-2019 de la Division de la gestion des actifs de la Direction des transports. Elle sera assumée entièrement par la ville centrale via le règlement d'emprunt 16-010 - Travaux de réfection du réseau routier.

Le détail des informations budgétaires et comptables se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les travaux de réfection routière du présent sommaire décisionnel portant sur les travaux de chaussées principalement, visent à améliorer l'infrastructure routière et à assurer la sécurité du public ainsi que des usagers du réseau routier de l'arrondissement tout en utilisant les techniques, les matériaux et les matériels qui respectent les normes environnementales en vigueur.
Aussi, la réalisation de ces travaux s'inscrit dans le cadre suivant :

- maintenir des conditions de circulation dans les chemins de détour du Projet Turcot;
- améliorer l'état des infrastructures routières à moyen terme;
- assurer la sécurité du public;
- prolonger la pérennité des infrastructures routières.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Une décision tardive ou défavorable pour l'octroi du contrat faisant l'objet du présent dossier aurait pour conséquence un délai pour la réalisation des travaux et ainsi des problèmes au niveau de la mobilité.

Une gestion rigoureuse et un suivi permanent seront assurés en ce qui a trait au volet "signalisation et circulation". Des mesures de mitigation seront élaborées.

Une coordination avec le Bureau d'intégration et de coordination des chantiers (BIC) et KPH Turcot sera assurée afin d'optimiser les plans de mobilité dans ce secteur et minimiser les entraves sur le domaine public.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une coordination se fera auprès du service des communications de la Ville afin d'élaborer une stratégie de communication.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat : à la suite de l'adoption du présent dossier par le conseil municipal
Début des travaux: 24 Avril 2017
Fin des travaux: 27 Mai 2017

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jorge PALMA-GONZALES)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jean CARRIER, Service des infrastructures_voirie et transports

Lecture :

Jean CARRIER, 23 février 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Hajar ABOUTAMMAM
Ingénieur

Tél : 514-872-0656
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-22

James BYRNS
Chef de Divison Grands Projets

Tél : 514 868-4400
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2017-02-28

Montréal

RÉSULTATS DE SOUMISSION

SOUMISSION NO 221304
ANNONCE NO 3 DATE DE L'ANNONCE: 30/01/2017
DATE D'OUVERTURE 15/02/2017
DÉCRET 1049-2013
CHARGÉ DE PROJET: Hajar Aboutammam

TITRE: Travaux de voirie sur la rue Saint-Patrick du boulevard Monk à l'avenue Irwin dans l'arrondissement Le Sud Ouest

PRÉPARÉ PAR: Majida Tabit DATE DE TRAITEMENT: 21-Feb-17

RÉSULTATS DE SOUMISSION *(taxes incluses)*

	FIRMES SOUMISSIONNAIRES CONFORMES	PRIX	CONTINGENCES	TOTAL
1	Eurovia Québec Construction inc. (Licence RBQ #5681-2563-01) (Attestation Revenu Québec valide du 23 janvier au 30 avril 2017)	924 380.95 $	92 438.09 $	1 016 819.04 $
2	Pavages Métropolitain inc.	1 007 137.29 $	100 713.73 $	1 107 851.02 $
3	Construction Bau- Val inc.	1 177 288.81 $	117 728.88 $	1 295 017.69 $
4	Pavages Chenail inc.	1 208 034.69 $	120 803.47 $	1 328 838.16 $
5	Sintra inc. (Région Montérégie Rive-Sud)	1 381 168.26 $	138 116.83 $	1 519 285.09 $
6	Les Entrepreneurs Bucaro inc.	1 556 090.05 $	155 609.00 $	1 711 699.05 $
	Estimation des professionnels préparée par LCHP	1 056 895.85 $	105 689.58 $	1 162 585.43 $
	Coût moyen des soumissions reçues ($)			**1 329 918.34 $**
	Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)			**30.8%**
	Écart entre la plus haute et la plus basse conforme		**($)**	**694 880.01 $**
			(%)	**68.3%**
	Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation		**($)**	**-145 766.39 $**
			(%)	**-12.5%**
	Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse		**($)**	**91 031.98 $**
			(%)	**9.0%**

**** Les prix ont été vérifiés pour l'ensemble des soumissions recevables. Cependant, seuls les documents relatifs aux 3 plus basses soumissions conformes ont été vérifiés (cautionnement, lettre d'engagement, attestation de Revenu Québec, licence RBQ, certificat d'attestation et déclaration relative aux conflits d'intérêts, etc.).***

En ce qui concerne les informations relatives à l'analyse des résultats de soumission, veuillez vous référer aux rubriques "Description" et "Justification" du document "Complément au guide de rédaction des dossiers décisionnels".

	FIRMES SOUMISSIONNAIRES NON CONFORMES	PRIX	CONTINGENCES	TOTAL
1				
2				
3				

Note de correction:

Le montant total de la soumission des Pavages Métropolitain est corrigé en passant de 1 109 909,71$ à 1 107 851,02$ dû à une erreur de calcul du montant total de l'Item "planage de chaussée d'asphalte"

Caution Conforme

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 2 février 2015

EUROVIA QUÉBEC CONSTRUCTION INC.
A/S MONSIEUR PATRICK OCTAVE ACHILLE SULLIOT
1550, AMPÈRE, BUREAU 200
BOUCHERVILLE (QC) J4B 7L4

N° de décision : 2015-CPSM-1006556
N° de client : 3000230492

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'Autorité) accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous EUROVIA QC CONSTRUCTION, une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65.1 (la LCOP). EUROVIA QUÉBEC CONSTRUCTION INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **1er février 2018** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 221304
Numéro de référence : 1046582
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Travaux de voirie sur la rue Saint-Patrick du boulevard Monk à l'avenue Irwin dans l'Arrondissement Le Sud Ouest

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Ali Excavation Inc. 760 boul des Érables Salaberry-de-Valleyfield, QC, J6T 6G4 http://www.aliexcavation.com NEQ : 1143616580	Madame Ana Fernandes Téléphone : 450 373-2010 Télécopieur : 450 373-0114	**Commande : (1230430)** 2017-02-06 13 h 12 **Transmission :** 2017-02-07 6 h 12	2703076 - 2017-02-06_221304 Cahier_charges Addenda-221304 2017-02-07 12 h 01 - Courriel 2703088 - 2017-02-07_ADDENDA_1 2017-02-07 9 h 06 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction Bau-Val Inc. 87 Emilien Marcoux, Suite#101 Blainville, QC, J7C 0B4 http://www.bauval.com NEQ : 1143718063	Madame France Laverdure Téléphone : 514 636-4400 Télécopieur : 514 636-9937	**Commande : (1227003)** 2017-01-31 8 h 24 **Transmission :** 2017-01-31 10 h 52	2703076 - 2017-02-06_221304 Cahier_charges Addenda-221304 2017-02-07 12 h 01 - Courriel 2703088 - 2017-02-07_ADDENDA_1 2017-02-07 9 h 06 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Eurovia Québec Construction Inc. (Montréal) 6200 St-Patrick Montréal, QC, H4E1b3 NEQ : 1169491884	Madame Ghislaine Dujmovic Téléphone : 514 766-2550 Télécopieur :	**Commande : (1227443)** 2017-01-31 15 h 15 **Transmission :** 2017-01-31 15 h 15	2703076 - 2017-02-06_221304 Cahier_charges Addenda-221304 2017-02-07 12 h 01 - Courriel 2703088 - 2017-02-07_ADDENDA_1 2017-02-07 9 h 06 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Groupe TNT Inc. 4085 Rang St-Elzéar Est Laval, QC, H7E 4P2 http://www.groupetnt.com NEQ : 1160480704	Madame Line Proulx Téléphone : 450 431-7887 Télécopieur : 450 420-0414	**Commande : (1227479)** 2017-01-31 15 h 37 **Transmission :** 2017-02-01 8 h 02	2703076 - 2017-02-06_221304 Cahier_charges Addenda-221304 2017-02-07 12 h 01 - Courriel 2703088 - 2017-02-07_ADDENDA_1 2017-02-07 9 h 06 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Legico CHP Consultants 4080 boul. Le Corbusier bur. 203	Madame Vanessa Mosselli Téléphone : 514	**Commande : (1229608)** 2017-02-03 13 h 19	2703076 - 2017-02-06_221304 Cahier_charges Addenda-221304 2017-02-07 12 h 01 - Courriel

	Laval, QC, H7L5R2 NEQ : 1166631847	842-1355 Télécopieur :	**Transmission :** 2017-02-06 7 h 38	2703088 - 2017-02-07_ADDENDA_1 2017-02-07 9 h 06 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Les Entrepreneurs Bucaro Inc. 10,441 rue Balzac Montréal-Nord Montréal, QC, H1H 3L6 NEQ : 1144756336	Monsieur Andrea BUcaro Téléphone : 514 325-7729 Télécopieur : 514 325-7183	**Commande : (1233117)** 2017-02-10 8 h 31 **Transmission :** 2017-02-10 8 h 31	2703076 - 2017-02-06_221304 Cahier_charges Addenda-221304 2017-02-10 8 h 31 - Téléchargement 2703088 - 2017-02-07_ADDENDA_1 2017-02-10 8 h 31 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Les Entreprises Canbec Construction inc. 145 rue Richer (Lachine) Montréal, QC, H8R 1R4 NEQ : 1142106435	Monsieur Gustavo Cabanillas Téléphone : 514 481-1226 Télécopieur : 514 481-0508	**Commande : (1232353)** 2017-02-09 9 h 22 **Transmission :** 2017-02-09 9 h 22	2703076 - 2017-02-06_221304 Cahier_charges Addenda-221304 2017-02-09 9 h 22 - Téléchargement 2703088 - 2017-02-07_ADDENDA_1 2017-02-09 9 h 22 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Pavages D'Amour Inc. 1635 Croissant Newman Dorval, QC, H9P 2R6 http://pavagesdamour.com NEQ : 1142398818	Madame Viviana Mejia Téléphone : 514 631-4570 Télécopieur : 514 631-6002	**Commande : (1229931)** 2017-02-06 7 h **Transmission :** 2017-02-06 10 h 41	2703076 - 2017-02-06_221304 Cahier_charges Addenda-221304 2017-02-07 12 h 01 - Courriel 2703088 - 2017-02-07_ADDENDA_1 2017-02-07 9 h 06 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Pavage Chenail 104, St-Rémi, C.P. 3220 Saint-Rémi, QC, J0L2L0 NEQ : 1142533042	Madame Christine Barbeau Téléphone : 450 454-0000 Télécopieur : 450 454-5219	**Commande : (1227040)** 2017-01-31 8 h 57 **Transmission :** 2017-01-31 11 h 15	2703076 - 2017-02-06_221304 Cahier_charges Addenda-221304 2017-02-07 12 h 35 - Messagerie 2703088 - 2017-02-07_ADDENDA_1 2017-02-07 9 h 06 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Pavages Métropolitain Inc. 3500, boul. Sir-Wilfrid-Laurier Saint-Hubert, QC, J3Y6T1 NEQ : 1168058395	Madame Julie Milon Téléphone : 450 321-2442 Télécopieur : 1888 802-9689	**Commande : (1226812)** 2017-01-30 15 h 21 **Transmission :** 2017-01-30 21 h 13	2703076 - 2017-02-06_221304 Cahier_charges Addenda-221304 2017-02-07 12 h 35 - Messagerie 2703088 - 2017-02-07_ADDENDA_1 2017-02-07 9 h 06 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Sintra (Région Montérégie / Rive-Sud) 9975. rue de Chateauneuf, local B Brossard, QC, J4Z3V6 NEQ : 1145755295	Madame Marie Josée Roy Téléphone : 450 638-0172 Télécopieur : 450 638-2909	**Commande : (1230255)** 2017-02-06 10 h 51 **Transmission :** 2017-02-06 19 h 44	2703076 - 2017-02-06_221304 Cahier_charges Addenda-221304 2017-02-07 12 h 01 - Courriel 2703088 - 2017-02-07_ADDENDA_1 2017-02-07 9 h 06 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

© 2003-2017 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1177409002

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 1
Objet :	Accorder un contrat à Eurovia Québec Construction inc. pour la réalisation des travaux de pavage et revêtement des chemins de détour du projet Turcot sur la rue Saint-Patrick entre la rue Monk et la rue Irwin. Dépense totale de 1 169 341,9$ taxes incluses (contrat: 1 016 819,04$ +incidences: 152 522,86$) - Appel d'offres public 221304 - 6 soumissionnaires.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

SIVT - 1177409002.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jorge PALMA-GONZALES
Preposé au budget
Tél : (514) 872-4014

Co-auteur
Jean-François Rondou
Agent comptable analyste - Conseil et soutien financier - PS Développement
(514) 868-3837

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-24

Stéphanie MORAN
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-2813

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.24

2017/03/27 13:00

(1)

Dossier # : 1177231004

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Construction G-NESIS inc., pour des travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans la rue De Salaberry, le boulevard de l'Acadie, la rue Chambord et l'avenue Bruchési dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville. Dépense totale de 3 892 413,13 $ (contrat: 3 461 295,08 $ + incidences: 431 118,05 $), taxes incluses. Appel d'offres public 288601 - 8 soumissionnaires

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 3 843 724,09 $, taxes incluses, soit 98,75% de la dépense maximale relative à ce contrat, pour des travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans la rue De Salaberry, le boulevard de l'Acadie, la rue Chambord et l'avenue Bruchési, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

2. d'accorder à Construction G-NESIS inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 3 461 295,08 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 288601 ;

3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2017-03-06 09:12

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1177231004**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Construction G-NESIS inc., pour des travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans la rue De Salaberry, le boulevard de l'Acadie, la rue Chambord et l'avenue Bruchési dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville. Dépense totale de 3 892 413,13 $ (contrat: 3 461 295,08 $ + incidences: 431 118,05 $), taxes incluses. Appel d'offres public 288601 - 8 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de l'eau a pour mandat, entre autres, d'identifier et de prioriser les travaux de renouvellement d'infrastructures d'aqueduc et d'égouts secondaires sur le territoire de la ville de Montréal.
Ces travaux s'inscrivent dans la stratégie de la gestion de l'eau pour des infrastructures performantes. Ils font partie des interventions qui contribuent à améliorer les infrastructures collectives et la qualité de vie des citoyens.

À la suite de différentes analyses et inspections télévisées et considérant leurs âges avancés et leurs états de dégradation structurale, les conduites d'égout unitaires de la rue De Salaberry entre les rues Pasteur et le boulevard de l'Acadie, celles de la rue Chambord et de l'avenue Bruchési entre les boulevards Henri-Bourassa Est et Gouin Est installées respectivement en 1914, 1919 et 1919 ont été identifiées par la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau (DGSRE) du Service de l'eau comme prioritaires pour ce qui est de leur remplacement. De plus, le remplacement des conduites d'eau secondaire devient également nécessaires étant donné qu'elles se trouvent à proximité de ces conduites d'égout.

De plus, la DGSRE a également jugé prioritaire d'intervenir sur les conduites d'égout unitaires dans le boulevard de l'Acadie entre les rues De Louisbourg et De Salaberry et dans la rue Chambord entre la rue Prieur et le boulevard Henri-Bourassa Est à travers le programme d'intervention avec la technique de réhabilitation.

La Direction des transports du Service des infrastructures, de la voirie et des transports (SIVT) poursuit – via son *Programme de réfection du réseau routier artériel* – sa mission de

planifier les activités de réhabilitation sur le réseau routier, et ce, aux fins d'en préserver le niveau de service établi tout au long du cycle de vie des différents actifs. Les investissements alloués à la protection du réseau routier artériel témoignent de l'engagement de la Ville de Montréal à améliorer tant le confort et la sécurité des usagers de la route, la qualité de vie des citoyens, que l'efficacité des déplacements des personnes et des marchandises. Dans le présent contrat, la reconstruction des rues De Salaberry et Chambord est venue s'inscrire dans ce programme, dans le but de redonner une chaussée durable aux citoyens suite aux travaux d'égouts et d'aqueduc.

Ces investissements viennent donc contribuer au développement et à la croissance de Montréal, atténuer le problème de dégradation des infrastructures routières et améliorer l'état global des chaussées par l'application de meilleures techniques d'intervention, le tout en fonction de l'état de la chaussée et des contraintes de circulation.

La DGSRE et la Direction des transports ont mandaté la Direction des infrastructures du SIVT afin de préparer les documents requis au lancement de l'appel d'offres et de réaliser les travaux mentionnés à l'objet du présent dossier.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Les travaux ont lieu dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, sur une distance totalisant environ un kilomètre, et consistent en :
Rue De Salaberry
- la reconstruction de 220 mètres d'égout unitaire de diamètre variant entre 375 mm et 1050 mm ;
- la reconstruction de 273 mètres de conduite d'eau secondaire de diamètre variant entre 200 mm et 300 mm ;
- la construction de 4 saillies végétalisées à l'intersection de la rue Pasteur ;
- la reconstruction complète de la chaussée sur 220 mètres ,
- la reconstruction des trottoirs là où requis.

Boulevard de l'Acadie
- la réhabilitation de 311 mètres d'égout unitaire ovoïde de 600mm par 900mm ;

Rue Chambord
- la reconstruction de 102 mètres d'égout unitaire de 375 mm de diamètre ;
- la reconstruction de 112 mètres de conduite d'eau secondaire de 200 mm de diamètre ;
- la réhabilitation de 285 mètres d'égout unitaire de 750 mm de diamètre ;
- la reconstruction complète de la chaussée sur 110 mètres ;
- la reconstruction des trottoirs là où requis.

Avenue Bruchési
- la reconstruction de 135 mètres d'égout unitaire de 375 mm de diamètre ;
- la reconstruction de 150 mètres de conduite d'eau secondaire de diamètre variant entre 200 mm et 300 mm ;
- la reconstruction de la chaussée et des trottoirs là où requis ;
- le planage et le revêtement des superficies non-reconstruites à l'intérieur des limites de travaux.

Veuillez trouvez en pièce jointe la description des principaux actifs visés par les travaux ainsi qu'un plan de localisation.

Dans notre démarche de concertation, les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les

parties prenantes avant le lancement de l'appel d'offres. Des demandes de commentaires ont été transmises à l'arrondissement et aux requérants lors de l'élaboration des plans et devis, aux différentes étapes d'avancement, lesquelles ont été prises en compte.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 314 663,19 $ taxes incluses, soit 10 % du coût des travaux avant les taxes, tel que décrit au bordereau d'appel d'offres.

Les dépenses incidentes au présent dossier comprennent des dépenses en matière d'utilités publiques, de chloration des conduites d'eau, d'horticulture, de gestion des impacts, de marquage et signalisation, ainsi que des frais de laboratoire et de services professionnels pour le contrôle qualitatif des matériaux et la gestion des sols excavés. Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document *Incidences et ristournes* en pièce jointe.

Dix-neuf (19) preneurs du cahier des charges n'ont pas soumissionné. Voici les motifs de désistement mentionnés par les preneurs:
- sous-traitants (5),
- le devis technique trop spécialisé (1),
- les délais de la soumission insuffisants (1),
- la période de soumission ne convient pas (2),
- le carnet de commande est complet (1),
- les délais pour les travaux de fin de semaine sont trop courts(1),
- spécialisé en égout et aqueduc seulement (1),
- plusieurs autres soumissions en cours (1),
- désistement à soumissionner non motivé (6).

La liste des preneurs du cahier de charges est en pièce jointe.

JUSTIFICATION

Le tableau des résultats de soumission présenté dans le formulaire Annexe résume la liste des soumissionnaires et des prix soumis, l'écart de prix entre les deux plus basses soumissions reçues et l'écart entre l'estimation des professionnels et le montant du contrat à accorder.
Les prix de soumission ont été vérifiés pour l'ensemble des soumissions reçues. Cependant, seuls les documents fournis avec les trois (3) plus basses soumissions ont été vérifiés (cautionnement, lettre d'engagement, licence de la RBQ, attestation de Revenu Québec, certificat d'attestation et déclaration relative aux conflits d'intérêt).

L'estimation des professionnels de la Division de la gestion de projets et de l'économie de la construction (DGPEC) est établie à partir des documents d'appel d'offres, pendant la période d'appel d'offres, et selon les prix des matériaux et des équipements ainsi que le taux de la main d'oeuvre du marché actuel.

L'écart entre la plus basse soumission conforme et l'estimation de la DGPEC étant inférieur à 10 %, la DGPEC appuie la recommandation de l'octroi du contrat.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale relative au contrat est de 3 892 413,13 $, taxes incluses incluant des incidences de 431 118,05 $, taxes incluses.
Cette dépense est répartie entre les différents PTI des unités administratives comme suit :

· 77,66 % au PTI de la DGSRE du Service de l'eau pour un montant de 3 022 973,53 $, taxes incluses, financé par le Règlement d'emprunt de compétence locale 16-062 «Renouvellement réseau secondaire d'aqueduc et d'égout»;

· 21,09 % au PTI de la Direction des transports du SIVT pour un montant de 820 750,56 $, taxes incluses, financé par le Règlement d'emprunt de compétence locale 16-006 «Trav. réfection routière réseau artériel»;
· 1,25 % au PTI de l'arrondissement Ahuntsic-Cartierville pour un montant de 48 689,04 $, taxes incluses.

Une décision déléguée, portant le numéro D1176492001, du 28 février 2017 confirme la participation financière de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville au présent dossier, en autorisant une dépense de 48 689,04 $ taxes incluses (2176492001).

La dépense totale de 3 892 413,13 $, entièrement assumée par la ville centrale, représente un coût net de 3 554 292.00 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale, Une partie de ce coût net est admissible à une subvention estimée à 2 760 377,76 $ au programme de la TECQ (taxe sur l'essence et de la contribution du Québec), ce qui laissera un impact de 793 914,24 $ à la charge des contribuables.

La répartition du coût des travaux et des dépenses incidentes est présentée en pièces jointes dans les documents «Incidences et ristournes» et «Budget requis».

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Action 7 du plan d'action Montréal durable 2016-2020 : « Optimiser la gestion de l'eau ».

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est refusé, la DGSRE nous informe que le fait de ne pas procéder aux travaux dans un délai relativement rapproché, implique une détérioration accrue des infrastructures existantes des conduites d'eau, des conduites d'égout et de la chaussée.
Également, advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure au 8 juin 2017, soit la date d'échéance de la validité de la soumission, le plus bas soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les frais afférents.

L'impact sur la circulation est décrit en pièce jointe dans le document « Principes de gestion de la circulation ».

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication a été approuvée par le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES :
Octroi du contrat : à la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées
Début des travaux : 22 mai 2017
Fin des travaux : 25 août 2017

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Linda PHARAND)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Mathieu-Pierre LABERGE, Service de l'eau
Sylvie DUBREUIL, Ahuntsic-Cartierville
Michel BORDELEAU, Ahuntsic-Cartierville
Jean CARRIER, Service des infrastructures_voirie et transports

Lecture :

Sylvie DUBREUIL, 28 février 2017
Michel BORDELEAU, 27 février 2017
Mathieu-Pierre LABERGE, 27 février 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Guillaume LABRIE
Ingénieur

Tél : 514 872-6413
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-24

Yvan PÉLOQUIN
Chef de division - Conception des travaux

Tél : 514 872-7816
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Yvan PÉLOQUIN
Chef de division - Conception des travaux, en remplacement de la directrice de direction
Tél : 514 872-7816
Approuvé le : 2017-03-03

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur

Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2017-03-03

ANNEXE - CONTRAT DE CONSTRUCTION

INFORMATIONS RELATIVES AU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET À SON RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 288601 — No du GDD : 1177231004

Titre de l'appel d'offres : Travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans la rue De Salaberry, le boulevard de l'Acadie, la rue Chambord et l'avenue Bruchési.

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 16 - 1 - 2017 — Ouverture originalement prévue le : 8 - 2 - 2017

Ouverture faite le : 8 - 2 - 2017 — Délai total accordé aux soumissionnaires : 22 jrs

Addenda émis

Nombre d'addenda émis durant l'appel d'offres : 1 — ***Si addenda, détailler ci-après***

Date de l'addenda	Description sommaire de l'addenda	Impact sur le coût estimé du contrat ($)
31 - 1 - 2017	Clarifications, précisions et ajout d'articles manquants au formulaire de soumission	20 000.00

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 27 — Nbre de soumissions reçues : 8 — % de réponses : 30

Nbre de soumissions rejetées : 1 — % de rejets : 12.5

Soumissions rejetées (nom)	Motif(s) de rejet: administratif et / ou technique
Les Excavations Gilbert Théorêt inc.	Manque le prix d'un item du sous projet 1361242011: roulotte de chantier

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs — Date d'échéance initiale : 8 - 6 - 2017

Prolongation de la validité de la soumission de : N/A jrs — Date d'échéance révisée : - -

Résultats de l'appel d'offres

Soumissions conformes	Prix soumis incluant taxes et corrections au besoin		
	Avant contingences	Contingences	Total
CONSTRUCTION G-NESIS INC.	3 146 631.89	314 663.19	3 461 295.08
CONSTRUCTION BAU-VAL INC.	3 396 607.55	339 660.75	3 736 268.30
GROUPE TNT INC.	3 478 181.82	347 818.18	3 826 000.00
PRONEX EXCAVATION INC.	3 609 470.79	360 947.08	3 970 417.87
LES ENTREPRISES MICHAUDVILLE INC.	3 805 363.63	380 536.37	4 185 900.00
9200-2088 QUEBEC INC. (DUROKING CONSTRUCTION)	3 830 703.53	383 070.36	4 213 773.89
COJALAC INC.	4 531 669.49	453 166.95	4 984 836.44
Estimation **Interne**	3 283 109.88	**328 310.99**	3 611 420.87

Écart entre la plus basse soumission et l'estimation : **-4.2%**

Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse : **7.9%**

Dossier à être étudié par la CEC : **Oui** ☐ **NON** X

Validation du droit de contracter du soumissionnaire recommandé (cocher la case appropriée)

	N.A.	OK		N.A.	OK	
RBQ	☐	x	AMF	☐	x	***Joindre l'attestation de l'AMF, le cas échéant***
RENA	☐	x	Revenu Qc	☐	x	

Recommandation

Nom du soumissionnaire : CONSTRUCTION G-NESIS INC.

Montant du contrat (incluant les contingences) ($) : 3 461 295.08

Montant des incidences ($) : 431 118.05

Date prévue de début des travaux : 22 - 5 - 2017 — Date prévue de fin des travaux : 25 - 8 - 2017

Montréal

Division de la conception des travaux

Actifs visés par le projet

Soumission: 288601

Titre: Travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans la rue De Salaberry, le boulevard de l'Acadie, la rue Chambord et l'avenue Bruchési

Arrondissement: Ahuntsic-Cartierville

Voirie

	Type d'Item	Type d'Intervention	Quantité	Unité	Commentaires
Chaussée	Chaussée Flexible	Reconstruction	5 770	m.ca	467 m.l.
Sous total Chaussée				**- $**	
Trottoir, Bordure et Mail	Trottoir monolithe en béton	Reconstruction	420	m.ca.	316 m.l.
	Trottoir boulevard en béton	Reconstruction	53	m.ca.	71 m.l.
	Bordure de béton	Reconstruction	33	m	
	Îlots	Reconstruction	12	m	
				-	
Sous total Trottoir					
TOTAL VOIRIE					

Égout / Aqueduc

Type d'Intervention et Diamètre	Quantité	Unité	Commentaires
Aqueduc 200 mm - Reconstruction	377	m	
Aqueduc 300 mm - Reconstruction	157	m	
Égout uni. 375 mm - Reconstruction	242	m	
Égout uni. 450 mm - Reconstruction	18	m	
Égout uni. 750 mm - Reconstruction	49	m	
Égout uni. 1050 mm - Reconstruction	147	m	
Égout uni. 600x900 mm - Réhabilitation	311	m	
Égout uni. 750 mm - Réhabilitation	285	m	
TOTAL ÉGOUT / AQUEDUC			

m

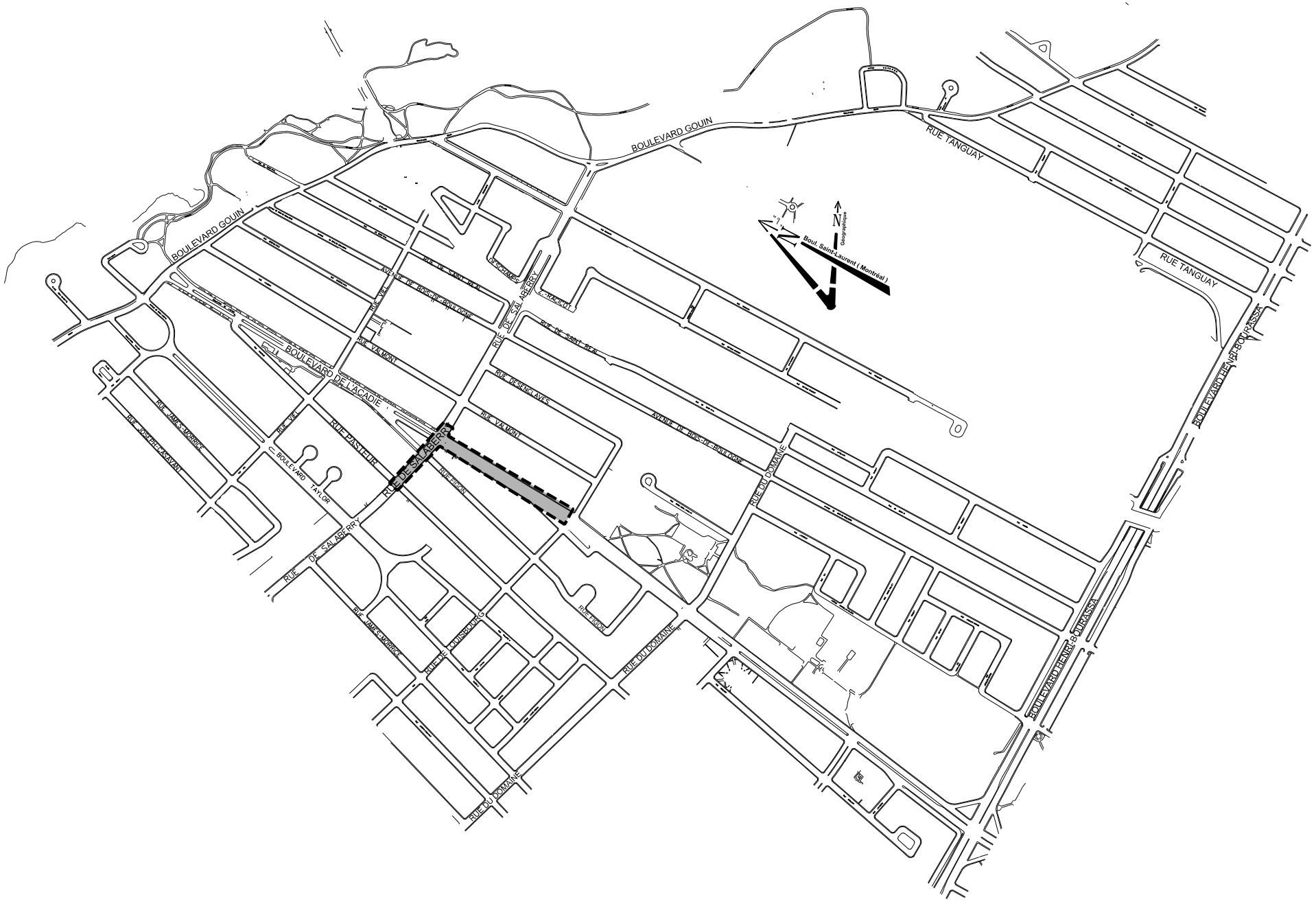
Type d'Intervention	Quantité	Unité	Commentaires
TOTAL ÉCLAIRAGE / FEUX			

Préparé par:	Guillaume Labrie, ing.

Montréal

Service des infrastructures
de la voirie et des transports
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux
801, rue Brennan, 7e étage, Montréal (Québec) H3C 0G4

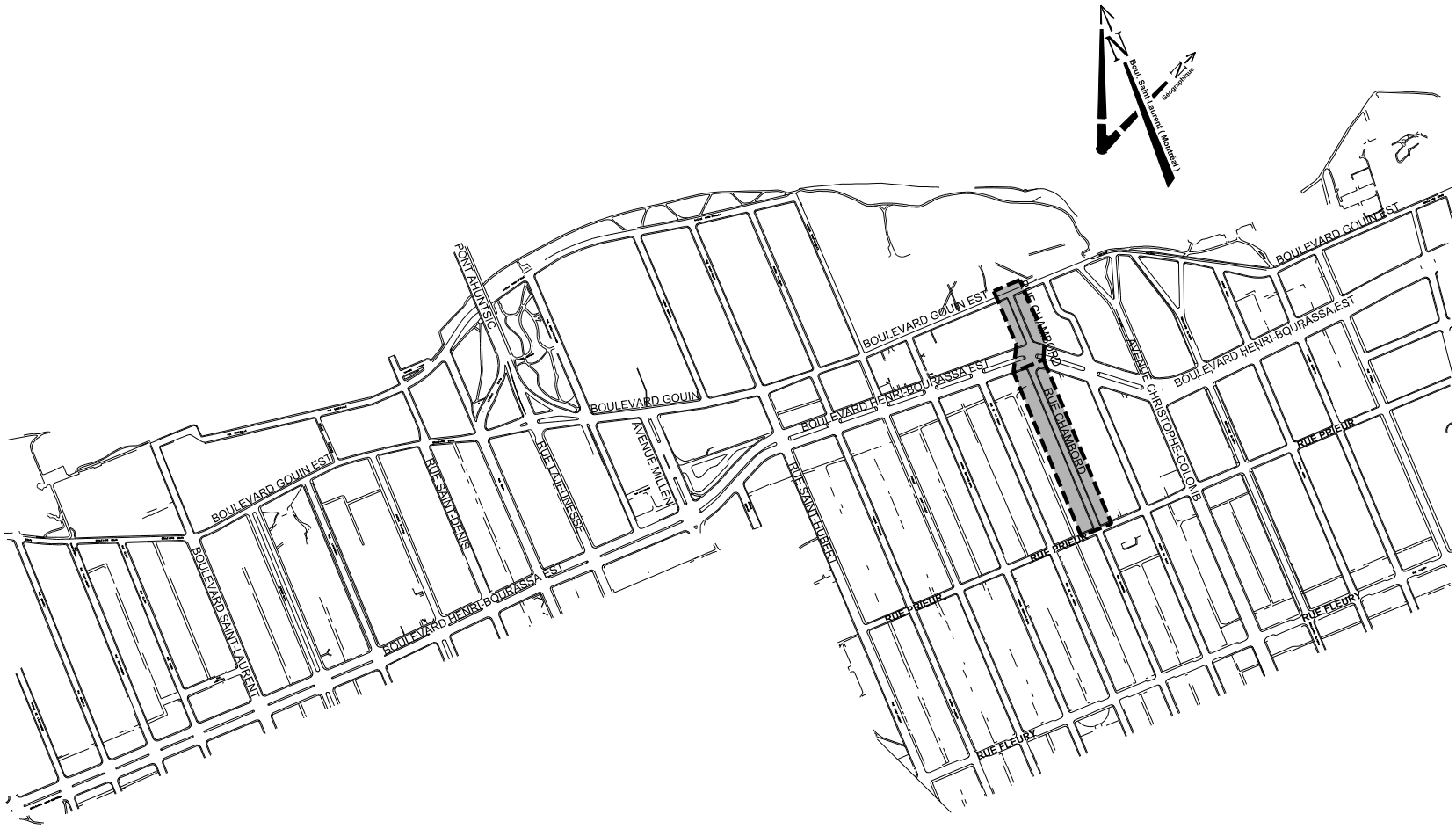
PLAN DE LOCALISATION - APPEL D'OFFRES 288601



Montréal

Service des infrastructures
de la voirie et des transports
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux
801, rue Brennan, 7e étage, Montréal (Québec) H3C 0G4

PLAN DE LOCALISATION - APPEL D'OFFRES 288601



Montréal

Service des Infrastructures
de la voirie et des transports
Direction des Infrastructures
Division de la conception des travaux
801, rue Brennan, 7e étage, Montréal (Québec) H3C 0G4

PLAN DE LOCALISATION - APPEL D'OFFRES 288601



Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

SOMMAIRE PAR SOUS-PROJETS (PROJETS SIMON)		SOUMISSION:	288601	DATE:
#GDD:	1177231004	DRM:	2886, 2888 et 2955	2017/02/20
RESPONSABLE:	Guillaume Labrie	GROUPE:		
INTITULÉ DU PROJET:	Travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans la rue De Salaberry, le boulevard de l'Acadie, la rue Chambord et l'avenue Bruchési			

PROJET INVESTI: 55845 Desc et client-payeur: **Programme de réfection d'artères - Direction des transports**

info additionnelle

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences	Agglo (A) /Corpo (C)
1655845117	165628	52 681.93 $	57 693.58 $	0.00 $	5 244.87 $	C
1655845119	165631	34 859.75 $	0.00 $	38 175.97 $	0.00 $	C
1655845118	165629	622 204.35 $	681 394.88 $	0.00 $	61 944.99 $	C
1655845120	165632	39 708.63 $	0.00 $	43 486.12 $	0.00 $	C
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**749 454.66 $**	**739 088.46 $**	**81 662.10 $**	**67 189.86 $**	

PROJET INVESTI: 56124 Desc et client-payeur: **Programme de renouvellement des réseaux d'aqueduc et d'égoût - DGSRE**

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences	Agglo (A) /Corpo (C)
1361242111	146012	182 726.80 $	193 342.68 $	6 766.99 $	17 576.61 $	C
1361242161	146013	22 112.70 $	0.00 $	24 216.29 $	0.00 $	C
1361242140	146009	179 124.83 $	189 531.44 $	6 633.60 $	17 230.13 $	C
1361242160	146010	27 744.88 $	0.00 $	30 384.26 $	0.00 $	C
SOUS-TOTAL		**411 709.22 $**	**382 874.12 $**	**68 001.15 $**	**34 806.74 $**	

PROJET INVESTI: 56124 Desc et client-payeur: **Programme de renouvellement des réseaux d'aqueduc et d'égoût - DGSRE**

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences	Agglo (A) /Corpo (C)
1361242511	146285	309 714.85 $	327 708.35 $	11 469.79 $	29 791.67 $	C
1361242561	146286	34 798.15 $	0.00 $	38 108.51 $	0.00 $	C
1361242540	146283	298 030.47 $	315 345.14 $	11 037.08 $	28 667.74 $	C
1361242560	146284	38 761.52 $	0.00 $	42 448.92 $	0.00 $	C
1361241640	146000	395 896.51 $	418 896.90 $	14 661.39 $	38 081.54 $	C
SOUS-TOTAL		**1 077 201.50 $**	**1 061 950.39 $**	**117 725.69 $**	**96 540.94 $**	

PROJET INVESTI: 56124 Desc et client-payeur: **Programme de renouvellement des réseaux d'aqueduc et d'égoût - DGSRE**

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences	Agglo (A) /Corpo (C)
1361241160	145809	42 802.47 $	0.00 $	46 874.28 $	0.00 $	C
SOUS-TOTAL		**42 802.47 $**	**0.00 $**	**46 874.28 $**	**0.00 $**	

PROJET INVESTI: 56124 Desc et client-payeur: **Programme de renouvellement des réseaux d'aqueduc et d'égoût - DGSRE**

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences	Agglo (A) /Corpo (C)
1361242011	146004	579 786.21 $	613 470.04 $	21 471.45 $	55 770.00 $	C
SOUS-TOTAL		**579 786.21 $**	**613 470.04 $**	**21 471.45 $**	**55 770.00 $**	

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

SOMMAIRE PAR SOUS-PROJETS (PROJETS SIMON)		SOUMISSION:	288601	DATE:
#GDD:	1177231004	DRM:	2886, 2888 et 2955	2017/02/20
RESPONSABLE:	Guillaume Labrie	GROUPE:	0	
INTITULÉ DU PROJET:	Travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans la rue De Salaberry, le boulevard de l'Acadie, la rue Chambord et l'avenue Bruchési			

PROJET INVESTI: 56124 Desc et client-payeur: **Programme de renouvellement des réseaux d'aqueduc et d'égoût - DGSRE**

info additionnelle

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences	Agglo (A) /Corpo (C)
1361241061	145808	44 999.41 $	0.00 $	49 280.22 $	0.00 $	C
1656124043	165295	287 170.49 $	303 854.23 $	10 634.90 $	27 623.11 $	C
1656124056	167072	9 718.81 $	0.00 $	10 643.37 $	0.00 $	C
1656124050	165322	299 203.16 $	316 585.96 $	11 080.51 $	28 780.54 $	C
1656124055	167071	7 786.48 $	0.00 $	8 527.21 $	0.00 $	C
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**648 878.36 $**	**620 440.19 $**	**90 166.21 $**	**56 403.65 $**	

PROJET INVESTI: 55733 Desc et client-payeur: **Programme de réfection routière - Ahuntsic-Cartierville**

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences	Agglo (A) /Corpo (C)
1755733015	165276	44 459.59 $	43 471.88 $	5 217.16 $	3 951.99 $	C
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**44 459.59 $**	**43 471.88 $**	**5 217.16 $**	**3 951.99 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	
TOTAL		**3 554 292.00 $**	**3 461 295.08 $**	**431 118.05 $**	**314 663.19 $**	

TOTAL (Contrat + Incidences) **3 892 413.13 $**

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**GRAND TOTAL**	**SOUMISSION:** 288601	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**GROUPE:** 0	**20/02/2017**
INTITULÉ DU PROJET:	**Travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans la rue De Salaberry, le boulevard de l'Acadie, la rue Chambord et l'avenue Bruchési**		

		Toutes taxes incluses	
MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			3 461 295.08 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	314 663.19 $		
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques		112 755.72 $	
Laboratoire, contrôle des matériaux pour chemisage		1 000.00 $	
Laboratoire, contrôle qualitatif		84 215.06 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation		17 171.18 $	
Horticulture		4 000.00 $	
Gestion des impacts		54 999.99 $	
Chloration des conduites d'eau		17 500.00 $	
Surveillance environnementale et géotechnique		139 476.10 $	
	TOTAL À REPORTER	431 118.05	431 118.05 $
Dépenses à autoriser - GRAND TOTAL			3 892 413.13 $
Imputation (crédits)			3 554 292.00 $
Montant de dépôt			
TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		169 272.15	337 697.94
Ristournes TPS et TVQ à 50%		338 121.12	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ›	Guillaume Labrie

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1655845117**	**SOUMISSION:**	**288601**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**165628**	**GROUPE:**	**0**	**20/02/2017**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**REAMENAGEMENT GEOMETRIQUE DANS LES RUES DE SALABERRY ET CHAMBORD**			
ENTREPRENEUR ›	**Construction G-NESIS inc.**			

			Toutes taxes incluses
MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			57 693.58 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	5 244.87 $		
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
~~Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.~~			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
~~Communication~~			
Gestion des impacts			
Chloration des conduites d'eau			
Surveillance environnementale et géotechnique			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			57 693.58 $
Imputation (crédits)			52 681.93 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	2 508.96	5 005.38
Ristournes TPS et TVQ à 50%	5 011.65	

PLAN NUMÉRO:	C-5685; C-5713	CALCULÉ PAR ›	Guillaume Labrie

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1655845119**	**SOUMISSION:**	**288601**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**165631**	**GROUPE:**	**0**	**20/02/2017**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**REAMENAGEMENT GEOMETRIQUE DANS LES RUES DE SALABERRY ET CHAMBORD**			
ENTREPRENEUR ›	**Incidences techniques**			

			Toutes taxes incluses
MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE			
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques		19 000.00 $	
~~Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.~~			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation		7 000.00 $	
~~Communication~~			
Gestion des impacts		12 175.97 $	
Chloration des conduites d'eau			
Surveillance environnementale et géotechnique		0.00 $	
	TOTAL À REPORTER	38 175.97	38 175.97 $
Dépenses totales à autoriser			38 175.97 $
Imputation (crédits)			34 859.75 $
Montant de dépôt			

		TPS 5%	TVQ 9,975%
TAXES:			
À payer avant ristournes (100%)		1 660.19	3 312.07
Ristournes TPS et TVQ à 50%		3 316.22	

PLAN NUMÉRO:	C-5685; C-5713	CALCULÉ PAR ›	Guillaume Labrie

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1655845118**	**SOUMISSION:**	**288601**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**165629**	**GROUPE:**	**0**	**20/02/2017**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**RECONSTRUCTION DES RUES DE SALABERRY ET CHAMBORD**			
ENTREPRENEUR ›	**Construction G-NESIS inc.**			

Toutes taxes incluses

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			681 394.88 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	61 944.99 $		
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
~~Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.~~			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
~~Communication~~			
Gestion des impacts			
Chloration des conduites d'eau			
Surveillance environnementale et géotechnique			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			681 394.88 $
Imputation (crédits)			622 204.35 $
Montant de dépôt			

	TPS 5%	TVQ 9,975%
TAXES:		
À payer avant ristournes (100%)	29 632.31	59 116.45
Ristournes TPS et TVQ à 50%	59 190.53	

PLAN NUMÉRO:	C-5685; C-5713	CALCULÉ PAR ›	Guillaume Labrie

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1655845120**	**SOUMISSION:**	**288601**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**165632**	**GROUPE:**	**0**	**20/02/2017**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**RECONSTRUCTION DES RUES DE SALABERRY ET CHAMBORD**			
ENTREPRENEUR ›	**Incidences professionnels**			

Toutes taxes incluses

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE			
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
~~Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.~~			
Laboratoire, contrôle qualitatif		16 261.12 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
~~Communication~~			
Gestion des impacts			
Chloration des conduites d'eau			
Surveillance environnementale et géotechnique		27 225.00 $	
	TOTAL À REPORTER	43 486.12	43 486.12 $
Dépenses totales à autoriser			43 486.12 $
Imputation (crédits)			39 708.63 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	1 891.11	3 772.77
Ristournes TPS et TVQ à 50%	3 777.50	

PLAN NUMÉRO:	C-5685; C-5713	CALCULÉ PAR ›	Guillaume Labrie

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1361242111**	**SOUMISSION:**	**288601**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**146012**	**GROUPE:**	**0**	**20/02/2017**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**RECONSTRUCTION D'ÉGOUT DANS LA RUE CHAMBORD**			
ENTREPRENEUR ›	**Construction G-NESIS inc.**			

Toutes taxes incluses

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			193 342.68 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	17 576.61 $		
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques		6 766.99 $	
~~Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.~~			
Laboratoire, contrôle qualitatif		0.00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation		0.00 $	
~~Communication~~			
Gestion des impacts			
Chloration des conduites d'eau			
Surveillance environnementale et géotechnique		0.00 $	
	TOTAL À REPORTER	6 766.99	6 766.99 $
Dépenses totales à autoriser			200 109.67 $
Imputation (crédits)			182 726.80 $
Montant de dépôt			

	TPS 5%	TVQ 9,975%
TAXES:		
À payer avant ristournes (100%)	8 702.31	17 361.11
Ristournes TPS et TVQ à 50%	17 382.87	

PLAN NUMÉRO:	2888-EGA-01	CALCULÉ PAR ›	Guillaume Labrie

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1361242161**	**SOUMISSION:**	**288601**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**146013**	**GROUPE:**	**0**	**20/02/2017**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**RECONSTRUCTION D'ÉGOUT DANS LA RUE CHAMBORD**			
ENTREPRENEUR ›	**Services techniques et professionnels**			

		Toutes taxes incluses	
MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE			
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
~~Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.~~			
Laboratoire, contrôle qualitatif		5 954.95 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
~~Communication~~			
Gestion des impacts		2 098.84 $	
Chloration des conduites d'eau			
Surveillance environnementale et géotechnique		16 162.50 $	
	TOTAL À REPORTER	24 216.29	24 216.29 $
Dépenses totales à autoriser			24 216.29 $
Imputation (crédits)			22 112.70 $
Montant de dépôt			
TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		1 053.11	2 100.96
Ristournes TPS et TVQ à 50%		2 103.59	

PLAN NUMÉRO:	2888-EGA-01	CALCULÉ PAR ›	Guillaume Labrie

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1361242140**	**SOUMISSION:**	**288601**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**146009**	**GROUPE:**	**0**	**20/02/2017**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**RECONSTRUCTION D'UNE CONDUITE D'EAU DANS LA RUE CHAMBORD**			
ENTREPRENEUR ▸	**Construction G-NESIS inc.**			

			Toutes taxes incluses
MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			189 531.44 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	17 230.13 $		
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques		6 633.60 $	
~~Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.~~			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
~~Communication~~			
Gestion des impacts			
Chloration des conduites d'eau			
Surveillance environnementale et géotechnique			
	TOTAL À REPORTER	6 633.60	6 633.60 $
Dépenses totales à autoriser			196 165.04 $
Imputation (crédits)			179 124.83 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		8 530.77	17 018.88
Ristournes TPS et TVQ à 50%		17 040.21	

PLAN NUMÉRO:	2888-EGA-01	CALCULÉ PAR ▸	Guillaume Labrie

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1361242160**	**SOUMISSION:**	**288601**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**146010**	**GROUPE:**	**0**	**20/02/2017**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**RECONSTRUCTION D'UNE CONDUITE D'EAU DANS LA RUE CHAMBORD**			
ENTREPRENEUR ›	**Services techniques et professionnels**			

Toutes taxes incluses

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE			
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
~~Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.~~			
Laboratoire, contrôle qualitatif		5 837.57 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation		1 326.72 $	
~~Communication~~			
Gestion des impacts		2 057.47 $	
Chloration des conduites d'eau		5 000.00 $	
Surveillance environnementale et géotechnique		16 162.50 $	
	TOTAL À REPORTER	30 384.26	30 384.26 $
Dépenses totales à autoriser			30 384.26 $
Imputation (crédits)			27 744.88 $
Montant de dépôt			

	TPS 5%	TVQ 9,975%
TAXES:		
À payer avant ristournes (100%)	1 321.34	2 636.08
Ristournes TPS et TVQ à 50%	2 639.38	

PLAN NUMÉRO:	2888-EGA-01	CALCULÉ PAR ›	Guillaume Labrie

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1361242511**	**SOUMISSION:**	**288601**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**146285**	**GROUPE:**	**0**	**20/02/2017**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**RECONSTRUCTION D'ÉGOUT ET VOIRE DANS L'AVENUE BRUCHÉSI**			
ENTREPRENEUR ›	**Construction G-NESIS inc.**			

Toutes taxes incluses

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			327 708.35 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	29 791.67 $		
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques		11 469.79 $	
~~Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.~~			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
~~Communication~~			
Gestion des impacts			
Chloration des conduites d'eau			
Surveillance environnementale et géotechnique			
	TOTAL À REPORTER	11 469.79	11 469.79 $
Dépenses totales à autoriser			339 178.14 $
Imputation (crédits)			309 714.85 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	14 750.08	29 426.41
Ristournes TPS et TVQ à 50%	29 463.29	

PLAN NUMÉRO:	2955-EGA-01	CALCULÉ PAR ›	Guillaume Labrie

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1361242561**	**SOUMISSION:**	**288601**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**146286**	**GROUPE:**	**0**	**20/02/2017**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**RECONSTRUCTION D'ÉGOUT ET VOIRE DANS L'AVENUE BRUCHÉSI**			
ENTREPRENEUR ›	**Services techniques et professionnels**			

Toutes taxes incluses

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE			
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
~~Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.~~			
Laboratoire, contrôle qualitatif		10 093.42 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation		2 293.96 $	
~~Communication~~			
Gestion des impacts		5 096.13 $	
Chloration des conduites d'eau			
Surveillance environnementale et géotechnique		20 625.00 $	
	TOTAL À REPORTER	38 108.51	38 108.51 $
Dépenses totales à autoriser			38 108.51 $
Imputation (crédits)			34 798.15 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		1 657.25	3 306.22
Ristournes TPS et TVQ à 50%		3 310.36	

PLAN NUMÉRO:	2955-EGA-01	CALCULÉ PAR ›	Guillaume Labrie

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1361242540**	**SOUMISSION:**	**288601**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**146283**	**GROUPE:**	**0**	**20/02/2017**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**RECONSTRUCTION D'UNE CONDUITE D'EAU DANS L'AVENUE BRUCHÉSI**			
ENTREPRENEUR ▸	**Construction G-NESIS inc.**			

			Toutes taxes incluses
MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			315 345.14 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	28 667.74 $		
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques		11 037.08 $	
~~Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.~~			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
~~Communication~~			
Gestion des impacts			
Chloration des conduites d'eau			
Surveillance environnementale et géotechnique			
	TOTAL À REPORTER	11 037.08	11 037.08 $
Dépenses totales à autoriser			326 382.22 $
Imputation (crédits)			298 030.47 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	14 193.62	28 316.27
Ristournes TPS et TVQ à 50%	28 351.75	

PLAN NUMÉRO:	2955-EGA-01	CALCULÉ PAR ▸	Guillaume Labrie

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1361242560**	**SOUMISSION:**	**288601**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**146284**	**GROUPE:**	**0**	**20/02/2017**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**RECONSTRUCTION D'UNE CONDUITE D'EAU DANS L'AVENUE BRUCHÉSI**			
ENTREPRENEUR ›	**Services techniques et professionnels**			

Toutes taxes incluses

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET		
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE		
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:		
Utilités publiques		
~~Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.~~		
Laboratoire, contrôle qualitatif	9 712.63 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation	2 207.42 $	
~~Communication~~		
Gestion des impacts	4 903.87 $	
Chloration des conduites d'eau	5 000.00 $	
Surveillance environnementale et géotechnique	20 625.00 $	
TOTAL À REPORTER	42 448.92	42 448.92 $
Dépenses totales à autoriser		42 448.92 $
Imputation (crédits)		38 761.52 $
Montant de dépôt		

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	1 846.01	3 682.78
Ristournes TPS et TVQ à 50%	3 687.40	

PLAN NUMÉRO:	2955-EGA-01	CALCULÉ PAR ›	Guillaume Labrie

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1361241640**	**SOUMISSION:**	**288601**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**146000**	**GROUPE:**	**0**	**20/02/2017**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**RECONSTRUCTION D'UNE CONDUITE D'EAU DANS LA RUE DE SALABERRY**			
ENTREPRENEUR ›	**Construction G-NESIS inc.**			

	Toutes taxes incluses		
MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			418 896.90 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	38 081.54 $		
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques		14 661.39 $	
~~Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.~~			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
~~Communication~~			
Gestion des impacts			
Chloration des conduites d'eau			
Surveillance environnementale et géotechnique			
	TOTAL À REPORTER	14 661.39	14 661.39 $
Dépenses totales à autoriser			433 558.29 $
Imputation (crédits)			395 896.51 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	18 854.46	37 614.65
Ristournes TPS et TVQ à 50%	37 661.78	

PLAN NUMÉRO:	2886-EGA-01	CALCULÉ PAR ›	Guillaume Labrie

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1361241160**	**SOUMISSION:**	**288601**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**145809**	**GROUPE:**	**0**	**20/02/2017**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**RECONSTRUCTION D'UNE CONDUITE D'EAU DANS LA RUE DE SALABERRY**			
ENTREPRENEUR ›	**Services techniques et professionnels**			

Toutes taxes incluses

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE			
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
~~Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.~~			
Laboratoire, contrôle qualitatif		12 902.02 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
~~Communication~~			
Gestion des impacts		7 909.76 $	
Chloration des conduites d'eau		7 500.00 $	
Surveillance environnementale et géotechnique		18 562.50 $	
	TOTAL À REPORTER	46 874.28	46 874.28 $
Dépenses totales à autoriser			46 874.28 $
Imputation (crédits)			42 802.47 $
Montant de dépôt			

	TPS 5%	TVQ 9,975%
TAXES:		
À payer avant ristournes (100%)	2 038.46	4 066.72
Ristournes TPS et TVQ à 50%	4 071.81	

PLAN NUMÉRO:	2886-EGA-01	CALCULÉ PAR ›	Guillaume Labrie

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1361242011**	**SOUMISSION:**	**288601**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**146004**	**GROUPE:**	**0**	**20/02/2017**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**RECONSTRUCTION D'ÉGOUT DANS LA RUE DE SALABERRY**			
ENTREPRENEUR ▸	**Construction G-NESIS inc.**			

Toutes taxes incluses

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			613 470.04 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	55 770.00 $		
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques		21 471.45 $	
~~Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.~~			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
~~Communication~~			
Gestion des impacts			
Chloration des conduites d'eau			
Surveillance environnementale et géotechnique			
	TOTAL À REPORTER	21 471.45	21 471.45 $
Dépenses totales à autoriser			634 941.49 $
Imputation (crédits)			579 786.21 $
Montant de dépôt			

	TPS 5%	TVQ 9,975%
TAXES:		
À payer avant ristournes (100%)	27 612.15	55 086.25
Ristournes TPS et TVQ à 50%	55 155.28	

PLAN NUMÉRO:	2886-EGA-01	CALCULÉ PAR ▸	Guillaume Labrie

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1361241061**	**SOUMISSION:**	**288601**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**145808**	**GROUPE:**	**0**	**20/02/2017**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**RECONSTRUCTION D'ÉGOUT DANS LA RUE DE SALABERRY**			
ENTREPRENEUR ›	**Services techniques et professionnels**			

			Toutes taxes incluses
MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE			
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
~~Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.~~			
Laboratoire, contrôle qualitatif		19 133.97 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
~~Communication~~			
Gestion des impacts		11 583.75 $	
Chloration des conduites d'eau			
Surveillance environnementale et géotechnique		18 562.50 $	
	TOTAL À REPORTER	49 280.22	49 280.22 $
Dépenses totales à autoriser			49 280.22 $
Imputation (crédits)			44 999.41 $
Montant de dépôt			
TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		2 143.08	4 275.45
Ristournes TPS et TVQ à 50%		4 280.81	

PLAN NUMÉRO:	2886-EGA-01	CALCULÉ PAR ›	Guillaume Labrie

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1656124043**	**SOUMISSION:**	**288601**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**165295**	**GROUPE:**	**0**	**20/02/2017**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**RÉHABILITATION DE CONDUITE D'ÉGOUT SUR LE BOUL. DE L'ACADIE (DE SALABERRY À DE LOUISBOURG)**			
ENTREPRENEUR ›	**Construction G-NESIS inc.**			

	Toutes taxes incluses		
MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			303 854.23 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	27 623.11 $		
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques		10 634.90 $	
~~Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.~~			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
~~Communication~~			
Gestion des impacts			
Chloration des conduites d'eau			
Surveillance environnementale et géotechnique			
	TOTAL À REPORTER	10 634.90	10 634.90 $
Dépenses totales à autoriser			314 489.13 $
Imputation (crédits)			287 170.49 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	13 676.41	27 284.44
Ristournes TPS et TVQ à 50%	27 318.64	

PLAN NUMÉRO:	AHU-EG-2017-04	CALCULÉ PAR ›	Guillaume Labrie

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1656124056**	**SOUMISSION:**	**288601**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**167072**	**GROUPE:**	**0**	**20/02/2017**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**RÉHABILITATION DE CONDUITE D'ÉGOUT SUR LE BOUL. DE L'ACADIE (DE SALABERRY À DE LOUISBOURG)**			
ENTREPRENEUR ›	**Services techniques et professionnels**			

			Toutes taxes incluses
MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE			
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Laboratoire, essai sur gaine		500.00 $	
Laboratoire, contrôle qualitatif		1 519.27 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation		2 126.98 $	
Gestion des impacts		5 737.48 $	
Chloration des conduites d'eau			
Surveillance environnementale et géotechnique		759.64 $	
	TOTAL À REPORTER	10 643.37	10 643.37 $
Dépenses totales à autoriser			10 643.37 $
Imputation (crédits)			9 718.81 $
Montant de dépôt			
TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		462.86	923.40
Ristournes TPS et TVQ à 50%		924.55	

PLAN NUMÉRO:	AHU-EG-2017-04	CALCULÉ PAR ›	Guillaume Labrie

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1656124050**	**SOUMISSION:**	**288601**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**165322**	**GROUPE:**	**0**	**20/02/2017**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**RÉHABILITATION DE CONDUITE D'ÉGOUT SUR LA RUE CHAMBORD (DE PRIEUR À BOUL. HENRI BOURASSA)**			
ENTREPRENEUR ›	**Construction G-NESIS inc.**			

			Toutes taxes incluses
MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			316 585.96 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	28 780.54 $		
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques		11 080.51 $	
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
Chloration des conduites d'eau			
Surveillance environnementale et géotechnique			
	TOTAL À REPORTER	11 080.51	11 080.51 $
Dépenses totales à autoriser			327 666.47 $
Imputation (crédits)			299 203.16 $
Montant de dépôt			
TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		14 249.47	28 427.68
Ristournes TPS et TVQ à 50%		28 463.31	

PLAN NUMÉRO:	AHU-EG-2017-03	CALCULÉ PAR ›	Guillaume Labrie

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1656124055**	**SOUMISSION:**	**288601**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**167071**	**GROUPE:**	**0**	**20/02/2017**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**RÉHABILITATION DE CONDUITE D'ÉGOUT SUR LA RUE CHAMBORD (DE PRIEUR À BOUL. HENRI BOURASSA)**			
ENTREPRENEUR ›	**Services techniques et professionnels**			

Toutes taxes incluses

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE			
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Laboratoire, essai sur gaine		500.00 $	
Laboratoire, contrôle qualitatif		1 582.93 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation		2 216.10 $	
Gestion des impacts		3 436.72 $	
Chloration des conduites d'eau			
Surveillance environnementale et géotechnique		791.46 $	
	TOTAL À REPORTER	8 527.21	8 527.21 $
Dépenses totales à autoriser			8 527.21 $
Imputation (crédits)			7 786.48 $
Montant de dépôt			

		TPS 5%	TVQ 9,975%
TAXES:			
À payer avant ristournes (100%)		370.83	739.80
Ristournes TPS et TVQ à 50%		740.73	

PLAN NUMÉRO:	AHU-EG-2017-03	CALCULÉ PAR ›	Guillaume Labrie

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1755733015**	**SOUMISSION:**	**288601**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**165276**	**GROUPE:**	**0**	**20/02/2017**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Ajout de saillies rue De Salaberry et voirie avenue Bruchési**			
ENTREPRENEUR ›	**Construction G-NESIS inc.**			

			Toutes taxes incluses
MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			43 471.88 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	3 951.99 $		
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif		1 217.16 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Horticulture		4 000.00 $	
Gestion des impacts			
Chloration des conduites d'eau			
Surveillance environnementale et géotechnique			
	TOTAL À REPORTER	5 217.16	5 217.16 $
Dépenses totales à autoriser			48 689.04 $
Imputation (crédits)			44 459.59 $
Montant de dépôt			
TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		2 117.38	4 224.16
Ristournes TPS et TVQ à 50%		4 229.46	

PLAN NUMÉRO:	2886-EGA-01; 2955-EGA-01	CALCULÉ PAR ›	Guillaume Labrie

Montréal

BUDGET REQUIS

Service des infrastructures, de la voirie et des transports

Dossier n°	**1177231004**
Soumission	**288601**

INTITULE : Travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans la rue De Salaberry, le boulevard de l'Acadie, la rue Chambord et l'avenue Bruchési.

SERVICE REQUERANT : 28-06
SERVICE EXECUTANT : 28-03

PROJET : 55845

Sous-projet : **1655845117**

REAMENAGEMENT GEOMETRIQUE DANS LES RUES DE SALABERRY ET CHAMBORD

	2017	2018	2019	Ult.	Total
REQUIS - INVESTI NET	53	0	0	0	53
SUBVENTION	0	0	0	0	0
REQUIS - EMPRUNT NET	53	0	0	0	53

Sous-projet : **1655845119**

Serv.techniques - RECONSTRUCTION et REAMENAGEMENT GEOMETRIQUE - RUES DE SALABERRY ET CHAMBORD

	2017	2018	2019	Ult.	Total
REQUIS - INVESTI NET	35	0	0	0	35
SUBVENTION	0	0	0	0	0
REQUIS - EMPRUNT NET	35	0	0	0	35

Sous-projet : **1655845118**

RECONSTRUCTION DES RUES DE SALABERRY ET CHAMBORD

	2017	2018	2019	Ult.	Total
REQUIS - INVESTI NET	622	0	0	0	622
SUBVENTION	0	0	0	0	0
REQUIS - EMPRUNT NET	622	0	0	0	622

Sous-projet : **1655845120**

Serv. prof. - RECONSTRUCTION et REAMENAGEMENT GEOMETRIQUE - RUES DE SALABERRY ET CHAMBORD

	2017	2018	2019	Ult.	Total
REQUIS - INVESTI NET	40	0	0	0	40
SUBVENTION	0	0	0	0	0
REQUIS - EMPRUNT NET	40	0	0	0	40

Montréal

BUDGET REQUIS

Service des infrastructures, de la voirie et des transports

Dossier n°	**1177231004**
Soumission	**288601**

INTITULE : Travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans la rue De Salaberry, le boulevard de l'Acadie, la rue Chambord et l'avenue Bruchési.

SERVICE REQUERANT : 49-05
SERVICE EXECUTANT : 28-03

PROJET : 56124

Sous-projet : 1361242111	**2017**	**2018**	**2019**	**Ult.**	**Total**
RECONSTRUCTION D'ÉGOUT DANS LA RUE CHAMBORD					
REQUIS - INVESTI NET	183	0	0	0	183
SUBVENTION	183	0	0	0	183
REQUIS - EMPRUNT NET	0	0	0	0	0

Sous-projet : 1361242161	**2017**	**2018**	**2019**	**Ult.**	**Total**
Services techniques et professionnels - RECONSTRUCTION D'ÉGOUT DANS LA RUE CHAMBORD					
REQUIS - INVESTI NET	22	0	0	0	22
SUBVENTION	22	0	0	0	22
REQUIS - EMPRUNT NET	0	0	0	0	0

Sous-projet : 1361242140	**2017**	**2018**	**2019**	**Ult.**	**Total**
RECONSTRUCTION D'UNE CONDUITE D'EAU DANS LA RUE CHAMBORD					
REQUIS - INVESTI NET	179	0	0	0	179
SUBVENTION	179	0	0	0	179
REQUIS - EMPRUNT NET	0	0	0	0	0

Sous-projet : 1361242160	**2017**	**2018**	**2019**	**Ult.**	**Total**
Services techniques et professionnels - RECONSTRUCTION D'UNE CONDUITE D'EAU DANS LA RUE CHAMBORD					
REQUIS - INVESTI NET	28	0	0	0	28
SUBVENTION	28	0	0	0	28
REQUIS - EMPRUNT NET	0	0	0	0	0

Sous-projet : 1361242511	**2017**	**2018**	**2019**	**Ult.**	**Total**
RECONSTRUCTION D'ÉGOUT ET VOIRE DANS L'AVENUE BRUCHÉSI					
REQUIS - INVESTI NET	309	0	0	0	309
SUBVENTION	309	0	0	0	309

Montréal

Service des infrastructures, de la voirie et des transports

Dossier n°	**1177231004**
Soumission	**288601**

INTITULE : Travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans la rue De Salaberry, le boulevard de l'Acadie, la rue Chambord et l'avenue Bruchési.

	2017	2018	2019	Ult.	Total
REQUIS - EMPRUNT NET	0	0	0	0	0

Sous-projet : 1361242561

Services techniques et professionnels - RECONSTRUCTION D'ÉGOUT ET VOIRE DANS L'AVENUE BRUCHÉSI

	2017	2018	2019	Ult.	Total
REQUIS - INVESTI NET	35	0	0	0	35
SUBVENTION	35	0	0	0	35
REQUIS - EMPRUNT NET	0	0	0	0	0

Sous-projet : 1361242540

RECONSTRUCTION D'UNE CONDUITE D'EAU DANS L'AVENUE BRUCHÉSI

	2017	2018	2019	Ult.	Total
REQUIS - INVESTI NET	298	0	0	0	298
SUBVENTION	298	0	0	0	298
REQUIS - EMPRUNT NET	0	0	0	0	0

Sous-projet : 1361242560

Services techniques et professionnels - RECONSTRUCTION D'UNE CONDUITE D'EAU DANS L'AVENUE BRUCHÉSI

	2017	2018	2019	Ult.	Total
REQUIS - INVESTI NET	39	0	0	0	39
SUBVENTION	39	0	0	0	39
REQUIS - EMPRUNT NET	0	0	0	0	0

Sous-projet : 1361241640

RECONSTRUCTION D'UNE CONDUITE D'EAU DANS LA RUE DE SALABERRY

	2017	2018	2019	Ult.	Total
REQUIS - INVESTI NET	396	0	0	0	396
SUBVENTION	396	0	0	0	396
REQUIS - EMPRUNT NET	0	0	0	0	0

Sous-projet : 1361241160

Services techniques et professionnels - RECONSTRUCTION D'UNE CONDUITE D'EAU DANS LA RUE DE SALABERRY

	2017	2018	2019	Ult.	Total
REQUIS - INVESTI NET	43	0	0	0	43
SUBVENTION	43	0	0	0	43
REQUIS - EMPRUNT NET	0	0	0	0	0

Montréal

BUDGET REQUIS

Service des infrastructures, de la voirie et des transports

Dossier n°	**1177231004**
Soumission	**288601**

INTITULE : Travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans la rue De Salaberry, le boulevard de l'Acadie, la rue Chambord et l'avenue Bruchési.

Sous-projet : 1361242011	**2017**	**2018**	**2019**	**Ult.**	**Total**
RECONSTRUCTION D'ÉGOUT DANS LA RUE DE SALABERRY					
REQUIS - INVESTI NET	580	0	0	0	580
SUBVENTION	580	0	0	0	580
REQUIS - EMPRUNT NET	0	0	0	0	0

Sous-projet : 1361241061	**2017**	**2018**	**2019**	**Ult.**	**Total**
Services techniques et professionnels - RECONSTRUCTION D'ÉGOUT DANS LA RUE DE SALABERRY					
REQUIS - INVESTI NET	45	0	0	0	45
SUBVENTION	45	0	0	0	45
REQUIS - EMPRUNT NET	0	0	0	0	0

Sous-projet : 1656124043	**2017**	**2018**	**2019**	**Ult.**	**Total**
RÉHABILITATION DE CONDUITE D'ÉGOUT SUR LE BOUL. DE L'ACADIE (DE SALABERRY À DE LOUISBOURG)					
REQUIS - INVESTI NET	287	0	0	0	287
SUBVENTION	287	0	0	0	287
REQUIS - EMPRUNT NET	0	0	0	0	0

Sous-projet : 1656124056	**2017**	**2018**	**2019**	**Ult.**	**Total**
Services techn.et prof. RÉHAB. CONDUITE D'ÉGOUT BOUL. DE L'ACADIE (DE SALABERRY À DE LOUISBOURG)					
REQUIS - INVESTI NET	10	0	0	0	10
SUBVENTION	10	0	0	0	10
REQUIS - EMPRUNT NET	0	0	0	0	0

Sous-projet : 1656124050	**2017**	**2018**	**2019**	**Ult.**	**Total**
RÉHABILITATION DE CONDUITE D'ÉGOUT SUR LA RUE CHAMBORD (DE PRIEUR À BOUL. HENRI BOURASSA)					
REQUIS - INVESTI NET	299	0	0	0	299
SUBVENTION	299	0	0	0	299
REQUIS - EMPRUNT NET	0	0	0	0	0

Montréal

BUDGET REQUIS

Service des infrastructures, de la voirie et des transports

Dossier n°	**1177231004**
Soumission	**288601**

INTITULE : Travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans la rue De Salaberry, le boulevard de l'Acadie, la rue Chambord et l'avenue Bruchési.

Sous-projet : 1656124055	**2017**	**2018**	**2019**	**Ult.**	**Total**
Serv tech et prof. - RÉHAB.CONDUITE D'ÉGOUT RUE CHAMBORD (DE PRIEUR À BOUL. HENRI BOURASSA)					
REQUIS - INVESTI NET	8	0	0	0	8
SUBVENTION	8	0	0	0	8
REQUIS - EMPRUNT NET	0	0	0	0	0

SERVICE REQUERANT : 56-00
SERVICE EXECUTANT : 28-03

PROJET : 55733

Sous-projet : 1755733015	**2017**	**2018**	**2019**	**Ult.**	**Total**
Ajout de saillies rue De Salaberry et voirie avenue Bruchési					
REQUIS - INVESTI NET	44	0	0	0	44
SUBVENTION	0	0	0	0	0
REQUIS - EMPRUNT NET	44	0	0	0	44

TOTAL	**2017**	**2018**	**2019**	**Ult.**	**Total**
REQUIS - INVESTI NET	3 555	0	0	0	3 555
SUBVENTION	2 761	0	0	0	2 761
REQUIS - EMPRUNT NET	794	0	0	0	794

NO GDD : **1177231004**

Taux 2017: 1.0951303727

No d'engagement **EAUX231004**

Financement de 100% implique une dépense nette à la charge des contribuables de 749 454,65 $

Provenance

Programme de réfection d'artères		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Règlement 16-006	6101.7716006.802701.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000	820 750.55 $	749 454.65 $	749 457 $

Imputation

Travaux de voirie rue Salaberry et Chambord (SO288601) - Construction G-NESIS inc.		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Contrat et contingences - Chaussée	6101.7716006.802719.03107.57201.000000.0000.165629.000000.17020.00000	681 394.88 $	622 204.35 $	622 205 $
Contrat et contingences - Trottoirs	6101.7716006.802719.03107.57201.000000.0000.165628.000000.17030.00000	57 693.58 $	52 681.93 $	52 682 $
Incidences techniques	6101.7716006.802719.03107.54590.000000.0000.165631.000000.17020.00000	19 175.97 $	17 510.22 $	17 511 $
Incidences techniques-Utilités publiques	6101.7716006.802719.03107.54590.000000.0000.165631.070003.17020.00000	19 000.00 $	17 349.53 $	17 350 $
Incidences professionnelles	6101.7716006.802719.03107.54301.000000.0000.165632.070003.17020.00000	43 486.12 $	39 708.62 $	39 709 $

Total imputation	**820 750.55 $**	**749 454.65 $**	**749 457 $**

Demande de virement de crédits

Activités d'investissement

Les virements de crédits reliés à un dossier décisionnel (GDD) AVEC INTERVENTION DE LA COMPTABILITÉ seront effectués sans que vous ne complétiez ce formulaire. Ils seront effectués à la réception de la résolution à la Direction de la comptabilité.

Demandeur : Jean-François Rondou Téléphone : 514-868-3837
Service/Arrondissement :

Période : Année : 2016 **-16** Description de l'écriture :

Virement de crédits demandé en vertu de : (•) la délégation de pouvoir du Service dont le montant maximum est de
( ) l'entente cadre autorisée par le dossier décisionnel no.

Veuillez expliquer dans l'espace "Remarques" toute demande de virement de moins de 10 000$.

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	S.-objet	Inter.	Projet	Autre	C. actif	Futur	Débit	Crédit	Description de ligne
1														
2														
3														
4														
5														
6														
7														
8														
9														
10														
11														
12														
13														
14														
15														
16														
17														
18														
19														
20														
Total de l'écriture :												**0.00**	**0.00**	

Remarques

Une fois complété, veuillez enregistrer ce formulaire sur votre poste de travail et le transmettre par la suite à l'utilisateur autorisé de votre service ou arrondissement.

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 288601
Numéro de référence : 1042951
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Travaux d'égouts, de conduites d'eau et de voirie sur la rue De Salaberry, le boulevard de l'Acadie, la rue Chambord et l'avenue Bruchési.

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Ali Excavation Inc. 760 boul des Érables Salaberry-de-Valleyfield, QC, J6T 6G4 http://www.aliexcavation.com	Madame Ana Fernandes Téléphone : 450 373-2010 Télécopieur : 450 373-0114	**Commande : (1221356)** 2017-01-19 8 h 30 **Transmission :** 2017-01-19 8 h 34	2700192 - 288601_Addenda 1 2017-01-31 16 h 14 - Messagerie 2700197 - 2888-Plan _EGA-01 2017-02-01 20 h 14 - Messagerie 2700201 - 288601_ Formulaires de soumission (devis) 2017-01-31 15 h 51 - Courriel 2700202 - 288601_ Formulaires de soumission (bordereau) 2017-01-31 15 h 51 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Allia Infrastructures 2000, rue de Lierre Laval, QC, H7G 4Y4	Monsieur Pierre Luc Fournier Téléphone : 514 326-5200 Télécopieur : 450 668-5989	**Commande : (1219924)** 2017-01-16 16 h 43 **Transmission :** 2017-01-16 16 h 43	2700192 - 288601_Addenda 1 2017-01-31 16 h 21 - Messagerie 2700197 - 2888-Plan _EGA-01 2017-02-01 12 h 40 - Courriel 2700201 - 288601_ Formulaires de soumission (devis) 2017-01-31 15 h 51 - Courriel 2700202 - 288601_ Formulaires de soumission

			(bordereau) 2017-01-31 15 h 51 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Charex 14940 rue Louis M Taillon Mirabel, QC, J7N 2K4	Monsieur Stéphan Charette Téléphone : 450 475-1135 Télécopieur : 450 475-1137	**Commande : (1222940)** 2017-01-23 11 h 53 **Transmission :** 2017-01-23 11 h 53	2700192 - 288601_Addenda 1 2017-01-31 16 h 33 - Messagerie 2700197 - 2888-Plan _EGA-01 2017-02-01 12 h 40 - Courriel 2700201 - 288601_ Formulaires de soumission (devis) 2017-01-31 15 h 51 - Courriel 2700202 - 288601_ Formulaires de soumission (bordereau) 2017-01-31 15 h 51 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
CMS Entrepreneurs Généraux Inc. 3828, rue Saint-Patrick Montréal, QC, H4E1A4	Monsieur André Bolduc Téléphone : 514 765-9393 Télécopieur : 514 765-0074	**Commande : (1219675)** 2017-01-16 13 h 33 **Transmission :** 2017-01-16 20 h 20	2700192 - 288601_Addenda 1 2017-01-31 16 h 15 - Messagerie 2700197 - 2888-Plan _EGA-01 2017-02-01 20 h 14 - Messagerie 2700201 - 288601_ Formulaires de soumission (devis) 2017-01-31 15 h 51 - Courriel 2700202 - 288601_ Formulaires de soumission (bordereau) 2017-01-31 15 h 51 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
cojalac inc. 325 notre-dame des champs Repentigny, QC, j6a3b4	Monsieur Jacques Lachapelle	**Commande : (1219384)** 2017-01-16 10 h 02	2700192 - 288601_Addenda 1

	Téléphone : 450 932-4605 Télécopieur :	**Transmission :** 2017-01-16 12 h 40	2017-01-31 16 h 35 - Messagerie 2700197 - 2888-Plan _EGA-01 2017-02-01 20 h 18 - Messagerie 2700201 - 288601_ Formulaires de soumission (devis) 2017-01-31 15 h 51 - Courriel 2700202 - 288601_ Formulaires de soumission (bordereau) 2017-01-31 15 h 51 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction Bau-Val Inc. 87 Emilien Marcoux, Suite#101 Blainville, QC, J7C 0B4 http://www.bauval.com	Madame France Laverdure Téléphone : 514 636-4400 Télécopieur : 514 636-9937	**Commande : (1221604)** 2017-01-19 11 h 23 **Transmission :** 2017-01-19 15 h 43	2700192 - 288601_Addenda 1 2017-01-31 16 h 19 - Messagerie 2700197 - 2888-Plan _EGA-01 2017-02-01 20 h 16 - Messagerie 2700201 - 288601_ Formulaires de soumission (devis) 2017-01-31 15 h 51 - Courriel 2700202 - 288601_ Formulaires de soumission (bordereau) 2017-01-31 15 h 51 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction G-nesis Inc. 4915, Louis-B.-Mayer Laval, QC, H7P 0E5	Monsieur Stephane Chaumont Téléphone : 514 370-8303 Télécopieur : 450 681-7070	**Commande : (1220684)** 2017-01-18 8 h 07 **Transmission :** 2017-01-18 8 h 07	2700192 - 288601_Addenda 1 2017-01-31 16 h 21 - Messagerie 2700197 - 2888-Plan _EGA-01 2017-02-01 12 h 40 - Courriel 2700201 - 288601_ Formulaires de soumission (devis) 2017-01-31 15 h 51 - Courriel

			2700202 - 288601_ Formulaires de soumission (bordereau) 2017-01-31 15 h 51 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
DUROKING Construction / 9200 2088 Québec Inc. 370, rue Larry-Ball Saint-Jérôme, QC, J5L 2P6 http://www.duroking.com	Monsieur Mathieu Kingsbury Téléphone : 450 436-3474 Télécopieur : 450 436-2273	**Commande : (1219661)** 2017-01-16 13 h 23 **Transmission :** 2017-01-16 19 h 24	2700192 - 288601_Addenda 1 2017-01-31 16 h 18 - Messagerie 2700197 - 2888-Plan _EGA-01 2017-02-01 20 h 15 - Messagerie 2700201 - 288601_ Formulaires de soumission (devis) 2017-01-31 15 h 51 - Courriel 2700202 - 288601_ Formulaires de soumission (bordereau) 2017-01-31 15 h 51 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Excavation C.G. 2 Inc. 133, rue Messier, suite 201 Mont-Saint-Hilaire, QC, J3H2W8	Monsieur Stéphen Roy Téléphone : 450 464-0452 Télécopieur : 450 464-0101	**Commande : (1224596)** 2017-01-25 15 h 27 **Transmission :** 2017-01-25 21 h 59	2700192 - 288601_Addenda 1 2017-01-31 16 h 34 - Messagerie 2700197 - 2888-Plan _EGA-01 2017-02-01 20 h 17 - Messagerie 2700201 - 288601_ Formulaires de soumission (devis) 2017-01-31 15 h 51 - Courriel 2700202 - 288601_ Formulaires de soumission (bordereau) 2017-01-31 15 h 51 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

Excavation Loiselle inc. 280 boul Pie XII Salaberry-de-Valleyfield, QC, J6S 6P7 http://www.loiselle.ca	Monsieur Olivier Gaignard Téléphone : 450 373-4274 Télécopieur : 450 373-5631	**Commande : (1220292)** 2017-01-17 11 h 18 **Transmission :** 2017-01-17 11 h 18	2700192 - 288601_Addenda 1 2017-01-31 16 h 29 - Messagerie 2700197 - 2888-Plan _EGA-01 2017-02-01 12 h 40 - Courriel 2700201 - 288601_ Formulaires de soumission (devis) 2017-01-31 15 h 51 - Courriel 2700202 - 288601_ Formulaires de soumission (bordereau) 2017-01-31 15 h 51 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Gérald Théorêt Inc. 2 Boul. Maple Grove Beauharnois, QC, J6N 1K3	Monsieur Jean Théorêt Téléphone : 450 429-7051 Télécopieur : 450 691-1116	**Commande : (1225128)** 2017-01-26 11 h 48 **Transmission :** 2017-01-26 16 h 28	2700192 - 288601_Addenda 1 2017-01-31 16 h 34 - Messagerie 2700197 - 2888-Plan _EGA-01 2017-02-01 20 h 17 - Messagerie 2700201 - 288601_ Formulaires de soumission (devis) 2017-01-31 15 h 51 - Courriel 2700202 - 288601_ Formulaires de soumission (bordereau) 2017-01-31 15 h 51 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Gestion S.Forget inc 205 boul. Curé Labelle 105 Laval, QC, H7L 2Z9	Monsieur Stéphane Forget Téléphone : 450 937-7330 Télécopieur :	**Commande : (1219928)** 2017-01-16 16 h 46 **Transmission :** 2017-01-17 7 h 31	2700192 - 288601_Addenda 1 2017-01-31 16 h 13 - Messagerie 2700197 - 2888-Plan _EGA-01 2017-02-01 20 h 11 - Messagerie 2700201 - 288601_ Formulaires de soumission (devis)

			2017-01-31 15 h 51 - Courriel 2700202 - 288601_ Formulaires de soumission (bordereau) 2017-01-31 15 h 51 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Groupe TNT Inc. 4085 Rang St-Elzéar Est Laval, QC, H7E 4P2 http://www.groupetnt.com	Madame Line Proulx Téléphone : 450 431-7887 Télécopieur : 450 420-0414	**Commande : (1219848)** 2017-01-16 15 h 30 **Transmission :** 2017-01-16 21 h 59	2700192 - 288601_Addenda 1 2017-01-31 16 h 29 - Messagerie 2700197 - 2888-Plan _EGA-01 2017-02-01 20 h 16 - Messagerie 2700201 - 288601_ Formulaires de soumission (devis) 2017-01-31 15 h 51 - Courriel 2700202 - 288601_ Formulaires de soumission (bordereau) 2017-01-31 15 h 51 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Insituform Technologies Limited 139 rue Barr Montréal, QC, H4T 1W6 http://www.insituform.com	Monsieur Nicolas Sauvé Téléphone : 514 739-9999 Télécopieur : 514 739-9988	**Commande : (1220051)** 2017-01-17 8 h 42 **Transmission :** 2017-01-17 8 h 42	2700192 - 288601_Addenda 1 2017-01-31 16 h 17 - Messagerie 2700197 - 2888-Plan _EGA-01 2017-02-01 12 h 40 - Courriel 2700201 - 288601_ Formulaires de soumission (devis) 2017-01-31 15 h 51 - Courriel 2700202 - 288601_ Formulaires de soumission (bordereau) 2017-01-31 15 h 51 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

			Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Laurin et Laurin (1991) Inc.. 12000 Arthur Sicard Mirabel, QC, J7J 0E9 http://www.laurinlaurin.ca	Madame Martine Chouinard Téléphone : 450 435-9551 Télécopieur : 450 435-2662	**Commande : (1225523)** 2017-01-27 8 h 12 **Transmission :** 2017-01-27 8 h 12	2700192 - 288601_Addenda 1 2017-01-31 16 h 28 - Messagerie 2700197 - 2888-Plan _EGA-01 2017-02-01 12 h 40 - Courriel 2700201 - 288601_ Formulaires de soumission (devis) 2017-01-31 15 h 51 - Courriel 2700202 - 288601_ Formulaires de soumission (bordereau) 2017-01-31 15 h 51 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
LE GROUPE LÉCUYER LTÉE. 17 Du Moulin Saint-Rémi, QC, J0L 2L0	Monsieur David Guay Téléphone : 450 454-3928 Télécopieur : 450 454-7254	**Commande : (1220146)** 2017-01-17 9 h 39 **Transmission :** 2017-01-17 9 h 39	2700192 - 288601_Addenda 1 2017-01-31 16 h 12 - Messagerie 2700197 - 2888-Plan _EGA-01 2017-02-01 12 h 40 - Courriel 2700201 - 288601_ Formulaires de soumission (devis) 2017-01-31 15 h 51 - Courriel 2700202 - 288601_ Formulaires de soumission (bordereau) 2017-01-31 15 h 51 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les entreprises Claude Chagnon Inc. 3500, boul. Sir-Wilfrid-Laurier Saint-Hubert, QC, J3Y 6T1	Madame Brigitte cloutier Téléphone : 450 773-5515 Télécopieur : 888 729-2760	**Commande : (1220833)** 2017-01-18 9 h 51 **Transmission :** 2017-01-18 13 h 51	2700192 - 288601_Addenda 1 2017-01-31 16 h 30 - Messagerie 2700197 - 2888-Plan _EGA-01 2017-02-01 20 h 17 - Messagerie

			2700201 - 288601_ Formulaires de soumission (devis) 2017-01-31 15 h 51 - Télécopie 2700202 - 288601_ Formulaires de soumission (bordereau) 2017-01-31 15 h 51 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Les Entreprises Cogenex Inc. 10685 boul. Henri-Bourassa Est, bureau 300 Montréal, QC, H1C1G7	Monsieur Carlo Rivera Téléphone : 514 327-7208 Télécopieur : 514 327-7238	**Commande : (1219822)** 2017-01-16 15 h 14 **Transmission :** 2017-01-16 21 h 45	2700192 - 288601_Addenda 1 2017-01-31 16 h 35 - Messagerie 2700197 - 2888-Plan _EGA-01 2017-02-01 20 h 19 - Messagerie 2700201 - 288601_ Formulaires de soumission (devis) 2017-01-31 15 h 51 - Courriel 2700202 - 288601_ Formulaires de soumission (bordereau) 2017-01-31 15 h 51 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Les Entreprises Michaudville Inc. 270 rue Brunet Mont-Saint-Hilaire, QC, J3G 4S6 http://www.michaudville.com	Monsieur Sylvain Phaneuf Téléphone : 450 446-9933 Télécopieur : 450 446-1933	**Commande : (1220440)** 2017-01-17 14 h 01 **Transmission :** 2017-01-17 14 h 01	2700192 - 288601_Addenda 1 2017-01-31 16 h 22 - Messagerie 2700197 - 2888-Plan _EGA-01 2017-02-01 12 h 40 - Courriel 2700201 - 288601_ Formulaires de soumission (devis) 2017-01-31 15 h 51 - Courriel 2700202 - 288601_ Formulaires de soumission (bordereau) 2017-01-31 15 h 51 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier

			électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Entreprises Ventec Inc 5600 rue Notre-Dame O Bureau 104 Montréal, QC, H4C 1V1	Monsieur Gino Ventura Téléphone : 514 932-5600 Télécopieur : 514 932-8972	**Commande : (1225846)** 2017-01-27 11 h 34 **Transmission :** 2017-01-27 18 h 03	2700192 - 288601_Addenda 1 2017-01-31 16 h 10 - Messagerie 2700197 - 2888-Plan _EGA-01 2017-02-01 20 h 20 - Messagerie 2700201 - 288601_ Formulaires de soumission (devis) 2017-01-31 16 h 38 - Télécopie 2700202 - 288601_ Formulaires de soumission (bordereau) 2017-01-31 15 h 51 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Les Excavations Gilbert Théorêt Inc. 124 rue Huot Notre-Dame-de-l'Ile-Perrot, QC, J7V 7Z8	Monsieur David Hodgson Téléphone : 514 425-2600 Télécopieur : 514 425-4784	**Commande : (1219366)** 2017-01-16 9 h 54 **Transmission :** 2017-01-16 9 h 54	2700192 - 288601_Addenda 1 2017-01-31 16 h 13 - Messagerie 2700197 - 2888-Plan _EGA-01 2017-02-01 20 h 13 - Messagerie 2700201 - 288601_ Formulaires de soumission (devis) 2017-01-31 15 h 52 - Télécopie 2700202 - 288601_ Formulaires de soumission (bordereau) 2017-01-31 15 h 51 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Les Excavations Payette ltée 7900, rue Bombardier Montréal, QC, H1J1A4	Monsieur François Morin Téléphone : 514 322-4800 Télécopieur : 514 322-1770	**Commande : (1224050)** 2017-01-25 8 h 16 **Transmission :** 2017-01-25 8 h 16	2700192 - 288601_Addenda 1 2017-01-31 16 h 32 - Messagerie 2700197 - 2888-Plan _EGA-01 2017-02-01 12 h 40 - Courriel 2700201 - 288601_ Formulaires de

			soumission (devis) 2017-01-31 15 h 51 - Courriel 2700202 - 288601_ Formulaires de soumission (bordereau) 2017-01-31 15 h 51 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Pavages D'Amour Inc. 1635 Croissant Newman Dorval, QC, H9P 2R6 http://pavagesdamour.com	Madame Viviana Mejia Téléphone : 514 631-4570 Télécopieur : 514 631-6002	**Commande : (1220595)** 2017-01-17 16 h 31 **Transmission :** 2017-01-17 21 h 57	2700192 - 288601_Addenda 1 2017-01-31 16 h 35 - Messagerie 2700197 - 2888-Plan _EGA-01 2017-02-01 20 h 19 - Messagerie 2700201 - 288601_ Formulaires de soumission (devis) 2017-01-31 15 h 51 - Courriel 2700202 - 288601_ Formulaires de soumission (bordereau) 2017-01-31 15 h 51 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Pronex Excavation Inc 320-346 av Hamford Lachute, QC, J8H 3P6	Madame Julie Brodeur Téléphone : 450 562-9651 Télécopieur : 450 562-9480	**Commande : (1222018)** 2017-01-20 8 h 55 **Transmission :** 2017-01-20 8 h 55	2700192 - 288601_Addenda 1 2017-01-31 16 h 20 - Messagerie 2700197 - 2888-Plan _EGA-01 2017-02-01 12 h 40 - Courriel 2700201 - 288601_ Formulaires de soumission (devis) 2017-01-31 15 h 51 - Courriel 2700202 - 288601_ Formulaires de soumission (bordereau) 2017-01-31 15 h 51 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

			Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Roxboro Excavation INC.. 1620 Croissant Newman Dorval, QC, H9P 2R8	Monsieur Yvon Théoret Téléphone : 514 631-1888 Télécopieur : 514 631-1055	**Commande : (1220931)** 2017-01-18 11 h 06 **Transmission :** 2017-01-18 11 h 06	2700192 - 288601_Addenda 1 2017-01-31 16 h 28 - Messagerie 2700197 - 2888-Plan _EGA-01 2017-02-01 12 h 40 - Courriel 2700201 - 288601_ Formulaires de soumission (devis) 2017-01-31 15 h 51 - Courriel 2700202 - 288601_ Formulaires de soumission (bordereau) 2017-01-31 15 h 51 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Super Excavation Inc. 5900 Saint-Jacques Ouest Montréal, QC, H4A 2E9	Monsieur Natalino Cappello Téléphone : 514 488-6883 Télécopieur : 514 488-1791	**Commande : (1219891)** 2017-01-16 16 h 13 **Transmission :** 2017-01-16 22 h 46	2700192 - 288601_Addenda 1 2017-01-31 16 h 15 - Messagerie 2700197 - 2888-Plan _EGA-01 2017-02-01 20 h 14 - Messagerie 2700201 - 288601_ Formulaires de soumission (devis) 2017-01-31 15 h 51 - Télécopie 2700202 - 288601_ Formulaires de soumission (bordereau) 2017-01-31 15 h 51 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Télécon Inc 7450 rue du Mile End Montréal, QC, h2r2z6 http://Telecon.ca	Madame Dominique Audet Téléphone : 514 644-2333 Télécopieur :	**Commande : (1225967)** 2017-01-27 13 h 57 **Transmission :** 2017-01-27 13 h 57	2700192 - 288601_Addenda 1 2017-01-31 16 h 30 - Messagerie 2700197 - 2888-Plan _EGA-01 2017-02-01 12 h 40 - Courriel 2700201 - 288601_ Formulaires de

			soumission (devis) 2017-01-31 15 h 51 - Courriel 2700202 - 288601_ Formulaires de soumission (bordereau) 2017-01-31 15 h 51 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Ville de Montréal - Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville 555, rue Chabanel Ouest Bureau 600 Montréal, QC, H2N 2H8 http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=7957,88435594&_dad=portal&_schema=PORTAL	Madame Valérie Simard Téléphone : 514 872-3124 Télécopieur :	**Commande : (1229351)** 2017-02-03 10 h 06 **Transmission :** 2017-02-03 10 h 06	2700192 - 288601_Addenda 1 2017-02-03 10 h 06 - Téléchargement 2700197 - 2888-Plan_EGA-01 2017-02-03 10 h 06 - Téléchargement 2700201 - 288601_ Formulaires de soumission (devis) 2017-02-03 10 h 06 - Téléchargement 2700202 - 288601_ Formulaires de soumission (bordereau) 2017-02-03 10 h 06 - Téléchargement Mode privilégié : Ne pas recevoir

© 2003-2017 Tous droits réservés

Montréal

Soumission 288601- Travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans la rue De Salaberry, le boulevard de l'Acadie, la rue Chambord et l'avenue Bruchési

Résumé des mesures de maintien de la circulation et de gestion des impacts

Secteur	Mesures de mitigation
Avenue Bruchési, rue Chambord et rue de Salaberry	Les travaux concernant l'avenue Bruchési sont répartis en trois (3) phases distinctes décrites et illustrés au cahier C. - PHASE 1 : Travaux d'égout et d'aqueduc à l'intersection du boul. Gouin E. et de l'avenue Bruchési. *(Fermeture complète de l'intersection Gouin E./Bruchési, horaire de travail : lundi au vendredi de 7h-19h);* - PHASE 2 : Travaux d'égout et d'aqueduc sur l'avenue Bruchési entre le boul. Gouin E. et le boul. Henri-Bourassa. *(Fermeture complète avec circulation locale de la rue Bruchési, horaire de travail : lundi au vendredi 7h-19h);* - PHASE 3 : Travaux d'égout et d'aqueduc à l'intersection de l'avenue Bruchési et le boul. Henri-Bourassa. *(Fermeture complète de l'intersection Henri-Bourassa E./Bruchési, horaire de travail : lundi au vendredi de 7h-19h).* Les travaux concernant la rue Chambord sont répartis en cinq (5) phases distinctes décrites et illustrés au cahier C. - PHASE 1 : Installation réseau d'aqueduc temporaire. *(Entrave de la voie de gauche ou droite, horaire de travail : lundi au vendredi de 7h-19h)*; - PHASE 2 : Travaux d'égout, d'aqueduc et de reconstruction de chaussée à l'intersection du boul. Gouin et de la rue Chambord. *(Fermeture complète de l'intersection Gouin E./Chambord, horaire de travail : lundi au vendredi de 7h-19h)*; - PHASE 3 : Travaux d'égout, d'aqueduc, de reconstruction de la chaussée et des trottoirs sur la rue Chambord entre le boul. Gouin et le boul. Henri-Bourassa. *(Fermeture complète de la rue Chambord avec circulation locale, horaire de travail : lundi au vendredi de 7h-19h);* - PHASE 4 : Travaux d'égout et d'aqueduc à l'intersection de la rue Chambord et du boul. Henri-Bourassa. *(Entrave de la voie de droite sur le boul. Henri-Bourassa et fermeture complète de la rue Chambord avec circulation locale, horaire de travail : lundi au vendredi de 7h à 19h);* - PHASE 5 : Travaux de réhabilitation de la conduite d'égout sur la rue Chambord de la rue Prieur au boul. Henri-Bourassa E. *(Fermeture complète de la rue Chambord avec circulation locale et entrave du côté nord de la rue Prieur, horaire de travail : lundi au vendredi de 7h-19h).* Les travaux concernant la rue de Salaberry sont répartis en neuf (9) phases distinctes décrites et illustrés au cahier C. - PHASE PRÉPARATOIRE : Installation d'un réseau d'eau temporaire au niveau de l'intersection de la rue de Salaberry et du boul. de l'Acadie et l'arasement du mail central à l'intersection Acadie/Louisbourg préalablement au contresens; - PHASE 1 : Reconstruction de la conduite d'eau secondaire et reconstruction de trottoir dans le quadrant nord-est de l'intersection du boul. de l'Acadie et de la rue de Salaberry. *(Fermeture complète de la direction nord du boul. de l'Acadie, au nord de la rue de Salaberry et fermeture complète de la rue Salaberry direction ouest à l'avenue Bois-de-Boulogne, horaire de travail : travaux de fin de semaine de 9h-17h)*;

Préparé par : Patrick Ziccardi, ing. jr
Division de la Conception - Circulation
Direction des transports

- PHASE 2 : Reconstruction de conduite d'eau secondaire, d'égout et de trottoir dans le quadrant sud-est de l'intersection du boul. de l'Acadie et de la rue de Salaberry et travaux de réhabilitation de la conduite d'égout sur le boul. de l'Acadie entre la rue de Louisbourg et la rue de Salaberry. *(Contresens sur boul. de l'Acadie du côté ouest, horaire de travail : lundi au vendredi de 7h-19h)*;
- PHASE 3 : Reconstruction de la chaussée et pavage de base dans la portion est de l'intersection du boul. de l'Acadie et de la rue de Salaberry. *(Contresens sur boul. de l'Acadie du côté ouest, horaire de travail : fin de semaine de 9h-17h)*;
- PHASE 4 : Reconstruction de conduite d'eau secondaire, d'égout et de trottoirs dans le quadrant sud-ouest de l'intersection du boul. de l'Acadie et de la rue de Salaberry. *(Fermeture complète de la direction sud sur le boul. de l'Acadie, horaire de travail : lundi au vendredi de 7h-19h)*;
- PHASE 5 : Reconstruction de la chaussée dans la portion ouest de l'intersection du boul. de l'Acadie et de la rue de Salaberry. *(Fermeture complète de la direction sud du boul. de l'Acadie et fermeture complète de la rue de Salaberry, horaire de travail : lundi au vendredi de 9h-17h)*;
- PHASE 6 : Reconstruction de conduite d'eau secondaire, d'égout, de chaussée et de pavage de couche de base du côté sud de la rue de Salaberry de la rue Pasteur au boul. de l'Acadie (intersection boul. de l'Acadie et rue de Salaberry exclus). *(Une voie de maintenue par direction sur la rue de Salaberry du côté nord. Lors des travaux au regard unitaire RU-05 durant la phase 6, seulement la direction ouest doit être maintenue, horaire de travail : lundi au vendredi de 7h-19h);*
- PHASE 7 : Reconstruction de conduites d'eau secondaire, d'égout, de trottoirs et de la chaussée et pavage de couche de base du côté nord de la rue de Salaberry entre la rue Pasteur et le boul. de Salaberry. *(Une voie de maintenue par direction sur la rue de Salaberry du côté sud, horaire de travail : lundi au vendredi de 7h-19h);*
- PHASE 8 : Travaux de pavage de la couche de roulement et marquage final sur la rue de Salaberry entre la rue Pasteur et le boul. de l'Acadie. *(Fermeture complète de la rue de Salaberry et du boul. de l'Acadie, horaire de travail : samedi au dimanche de 22h-5h)*;
- PHASE 9 : Remise en état original du mail central à l'intersection Acadie /Louisbourg. *(Fermeture de la voie de gauche dans les deux directions, horaire de travail : lundi au vendredi de 7h-15h30)*;
- Lors des travaux des trottoirs et de l'installation du réseau d'eau temporaire, l'entrepreneur doit en tout temps maintenir un trottoir d'un côté libre aux piétons;
- Installation des chemins de détour et la mise en fonction avant la mise en place des entraves;
- Maintenir, en tout temps, les trottoirs et les passages piétonniers libres d'obstacles. Si un trottoir ou un passage piétonnier est entravé dans une direction, l'entrepreneur doit fournir la signalisation complète afin de détourner les piétons sur le trottoir opposé;
- Ajuster la signalisation existante à la configuration temporaire des travaux;
- Protéger les aires de travail et les excavations dans la zone de travaux à l'aide de clôtures autoportantes temporaires au pourtour de l'aire de travail afin d'éviter l'intrusion des piétons ou des cyclistes;
- Séparer les aires de travail des voies de circulation à la de glissières de sécurité pour chantier;
- L'entrepreneur doit mettre en place une signalisation temporaire et prévoir modifier la signalisation existante pour permettre le double sens lorsque les travaux ferment ou entravent les rues à sens unique afin de faciliter les entrées et les sorties des riverains.

Préparé par : Patrick Ziccardi, ing. jr
Division de la Conception - Circulation
Direction des transports

	- Présence d'un minimum de deux (2) signaleurs qualifiés, en tout temps, pour assurer une saine gestion des mouvements sur le réseau routier adjacent la zone des travaux incluant les piétons et cyclistes.
Mesures de gestion des impacts applicables à tous les projets	- Durant les travaux, s'il n'y a que deux entrées menant à un même stationnement, au moins une entrée doit demeurer accessible. - La S.T.M. doit être avisée de la date et de la nature des entraves au moins 30 jours à l'avance à l'adresse courriel : gestiondesreseaux@stm.info) ; - Lors de mouvements interdit pour les camions à l'intersection du boul. de l'Acadie et de la rue de Salaberry, des itinéraires facultatifs doivent être mis en place ainsi que des PMVM; - Installation, à l'approche du chantier de construction, d'un panneau d'information générale pour informer les usagers que des travaux auront lieu. - L'entrepreneur doit faciliter, durant les travaux, la circulation des personnes à mobilité réduite. - Les accès aux garderies doivent être maintenus en tout temps et des chemins de détours doivent être mis en place afin de contourner les travaux.

Préparé par : Patrick Ziccardi, ing. jr
Division de la Conception - Circulation
Direction des transports

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Le 23 octobre 2015

CONSTRUCTION G-NESIS INC.
A/S MONSIEUR STÉPHANE CHAUMONT
4915, LOUIS-B.-MAYER
LAVAL (QC) H7P 0E5

N° de décision : 2015-CPSM-1055314
N° de client : 3000376012

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « LCOP »). CONSTRUCTION G-NESIS INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au 22 octobre 2018 et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation/de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1177231004

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Construction G-NESIS inc., pour des travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans la rue De Salaberry, le boulevard de l'Acadie, la rue Chambord et l'avenue Bruchési dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville. Dépense totale de 3 892 413,13 $ (contrat: 3 461 295,08 $ + incidences: 431 118,05 $), taxes incluses. Appel d'offres public 288601 - 8 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Info_Comptable_DGSRE_1177231004.xlsx

SIVT - 1177231004.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Linda PHARAND
Préposée au budget

Tél : 514 872-7232

Co-auteure:
Julie Godbout
(514) 872-0721

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-03-03

Sophie GASCON
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514-280-6614

Division : Direction du conseil et du soutien financier - Point de services EAU-ENVIRONNEMENT

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.25

2017/03/27
13:00

(1)

Dossier # : 1170890003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des grands projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels de 2 394 718,85 $ à Les Services exp inc. pour la réalisation des plans et devis et la surveillance des travaux d'aménagement de la phase 2 du Quartier des gares et autoriser une dépense maximale de 2 612 420,56 $ (appel d'offres public VMP-17-002 - 4 soumissionnaires)

D'autoriser une dépense maximale de 2 612 420,56 $ taxes incluses pour la réalisation des plans et devis et la surveillance des travaux d'aménagement de la phase 2 du Quartier des gares (appel d'offres public VMP-17-002 - 4 soumissionnaires);
D'accorder, à cette fin, un contrat à Les Services exp inc., ayant obtenu la meilleure note, au prix de sa soumission, soit au prix total de 2 394 718,85 $ taxes incluses, conformément aux cahiers des charges;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2017-03-08 10:41

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1170890003**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des grands projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels de 2 394 718,85 $ à Les Services exp inc. pour la réalisation des plans et devis et la surveillance des travaux d'aménagement de la phase 2 du Quartier des gares et autoriser une dépense maximale de 2 612 420,56 $ (appel d'offres public VMP-17-002 - 4 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre de la mise en oeuvre du programme particulier d'urbanisme (PPU) du Quartier des gares, le Bureau de projets du centre-ville de l'arrondissement de Ville-Marie désire retenir les services professionnels d'une équipe multidisciplinaire dirigée par un consultant en génie civil pour 1) élaborer la conception préliminaire de la rue Peel, du parc Ville-Marie, de l'entrée de l'autoroute 720, du passage Overdale et de la promenade Albert et 2) réaliser le concept d'aménagement détaillé, les plans et devis et la surveillance complète du projet d'aménagement et d'infrastructures souterraines de la phase 2 du Quartier des gares. L'équipe en aménagement sera appuyée par des ingénieurs civil, électrique et de toute autre expertise nécessaire à la réalisation du mandat.
La portée physique des travaux de construction de la phase 2 inclut :

- rue Stanley entre le boulevard René-Lévesque et l'avenue des Canadiens-de-Montréal : aqueduc + aménagement de surface
- avenue des Canadiens-de-Montréal : aménagement de surface
- rue De La Gauchetière entre la rue Peel et le boulevard Robert-Bourassa : aménagement de surface
- avenue Overdale : aqueduc + aménagement de surface
- rue Mackay entre le boulevard René-Lévesque et l'avenue Overdale : aqueduc + aménagement de surface
- rue Peel : reconstruction de deux aqueducs secondaires entre René-Lévesque et Saint -Jacques; reconstruction partielle d'un égout secondaire entre René-Lévesque et De La Gauchetière; réhabilitation d'un égout secondaire entre René-Lévesque et De La Gauchetière et entre Saint-Antoine et St-Jacques; déplacement de l'égout et de l'aqueduc sous le terrain de Cadillac Fairview (à proximité de l'intersection Peel et Saint-Antoine) sous les rues Peel et Saint-Antoine
- rue Lucien l'Allier entre les rues Saint-Jacques et Victor-Hugo : aménagement de surface

Étapes antérieures :
· Réalisation des travaux d'aménagement de la phase 1 du Quartier des gares : juin 2016 à mai 2017

Étapes à autoriser dans le présent dossier :
· Rétention de services professionnels pour l'élaboration de concepts préliminaires pour les phases subséquentes du Quartier des gares et la réalisation du concept d'aménagement détaillé, des plans et devis et de la surveillance complète du projet d'aménagement et d'infrastructures souterraines : avril 2017 à décembre 2019

Étapes à venir ultérieurement :
· Réalisation des travaux d'aménagement de la phase 2 du Quartier des gares : avril 2018 à décembre 2019

L'appel d'offres public a été lancé le 1er février 2017. Après vingt trois (23) jours alloués pour la période de soumission, le dépôt des offres a été fait le 24 février 2017 à 11 h. Le processus d'appel d'offres a été assumé par le Bureau de projets du centre-ville.

Un (1) addenda a été émis durant la période d'appel d'offres :

- Addenda n°1 (émis le 17 février 2017) : précisions apportées sur le contenu administratif de l'appel d'offres, sur la production des plans et devis et sur la surveillance des travaux

L'émission de cet addenda a eu un impact sur l'estimation des coûts des services professionnels émis au début du processus d'appel d'offres car la surveillance des travaux en résidence a dû être bonifiée. L'estimation de la Ville a donc été ajustée en conséquence.

Le délai prévu pour la validité des soumissions est de cent-vingt (120) jours calendrier suivant la date de l'ouverture des soumissions.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0393 - 22 juin 2016 : Accorder un contrat à Excavation Loiselle inc. pour les travaux d'infrastructures souterraines et d'aménagement du Quartier des gares - Phase 1 - Dépense totale de 8 069 287,19 $, taxes incluses - Appel d'offres public VMP-16-020 (4 soum.)
CM16 0152 - 26 janvier 2016 : Adoption, avec changements, du règlement intitulé « Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) » afin d'y intégrer le programme particulier d'urbanisme (PPU) du Quartier des gares délimité par les boulevards René-Lévesque et Robert-Bourassa et les rues Notre-Dame, de la Montagne, Saint-Jacques et Lucien-L'Allier

CG15 0790 - 17 décembre 2015 : Règlement autorisant un emprunt de 44 500 000 $ pour le financement de travaux d'aménagement du domaine public PPU Quartier des gares

CG15 0554 - 24 septembre 2015 : Autoriser une dépense de 646 614,80 $, taxes incluses, pour la fourniture de services professionnels en architecture et en ingénierie, afin de réaliser les plans et devis et la surveillance des travaux d'aménagement de la phase 1 du Quartier des gares

CA15 240456 - 9 septembre 2015 : Offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la charte de la Ville de Montréal (RLRQ, c. C 11.4), au Service des infrastructures, de la voirie et des transports, de prendre en charge la conception, la coordination et la réalisation des travaux d'aménagement de la phase 1 du Quartier des gares dans le cadre de la mise en oeuvre du PPU du Quartier des gares

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à retenir les services professionnels de la firme Les Services exp inc. en vue d'élaborer la conception préliminaire de la rue Peel, du parc Ville-Marie, de l'entrée de l'autoroute 720, du passage Overdale et de la promenade Albert et de réaliser le concept d'aménagement détaillé, les plans et devis et la surveillance complète du projet d'aménagement et d'infrastructures souterraines.
La valeur maximale du contrat est de 2 394 718,85 $ et les services seront rémunérés selon la méthode forfaitaire. Aucun pourcentage de contingences n'était inscrit aux documents d'appel d'offres.

Le mandat de la firme comprendra, entre autres, la prestation de services en architecture, en ingénierie et en éclairage urbain, pour chacune des étapes de l'étude.

Ces travaux s'inscrivent dans la stratégie de la gestion de l'eau des infrastructures performantes. Ils font partie des interventions qui contribuent à améliorer les infrastructures collectives et la qualité de vie des citoyens.

L'arrondissement de Ville-Marie agissant en tant qu'exécutant du projet devra tenir la DGSRE informée de l'avancement des travaux et respecter l'enveloppe budgétaire allouée. L'arrondissement de Ville-Marie devra également transmettre les décomptes progressifs au fur et à mesure de l'exécution du mandat. À la fin des travaux, les plans "tels que construits" devront être fournis en conformité avec l'encadrement administratif C-OG-DG-D-12-011. Une copie devra également être transmise à la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau.

JUSTIFICATION

Le processus d'appel d'offres public a été suivi et les documents contractuels ont été mis en ligne sur le Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec (SEAO) le 1er février 2017.
Les offres reçues ont été présentées conformément aux politiques, règlements et encadrements administratifs prévoyant une évaluation en deux étapes à partir des documents fournis, et ce, dans deux enveloppes scellées. Les quatre offres de service reçues ont été analysées en première étape (Évaluation de la conformité et qualification de l'offre de services professionnels sans les honoraires - enveloppe no 1). Deux d'entre elles ont obtenu le pointage minimal requis, afin d'être admissible à la deuxième étape du processus (Évaluation de l'offre de services professionnels incluant les honoraires - enveloppe no 2).

Soumissions conformes	Note Intérim	Note finale	Montant forfaitaire incluant taxes	Contingence (10%) Incluant taxes	Total
Exp	87,40	0,63	2 177 017,13 $	217 701,71 $	2 394 718,85 $
WSP	71,40	0,61	1 978 708,25 $	197 870,83 $	2 176 579,08 $
CIMA	68,60	N/A			
SM	68,60	N/A			
Dernière estimation réalisée			2 435 379,55 $	243 537,96 $	2 678 917,51 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)*					- 284 198,66 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *(((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*					10,61 %

Écart entre la 2e meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 e meilleure note finale – adjudicataire)*	- 218 139,77 $
Écart entre la 2e meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *((2 e meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*	9,11 %

Le prix de l'adjudicataire est de 10,61% (284 198,66 $) plus bas que l'estimation faite par le Bureau de projets du centre-ville qui était de 2 678 917,51 $. Cet estimé a été établi à l'aide du barème des honoraires de l'association des firmes de génie-conseil du Québec.

Après l'analyse des offres reçues par le comité de sélection, celui-ci recommande de retenir l'offre de services de Les Services exp inc. puisque la firme a obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis et connus de tous les soumissionnaires.

Les Services exp inc. ne sont pas inscrits sur la liste des personnes non admissibles en vertu de la Politique de gestion contractuelle. Cette entreprise n'est pas non plus inscrite au RENA.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant maximal des honoraires prévus au contrat est de 2 394 718,85 $ (taxes incluses). Ce montant comprend le prix forfaitaire de 2 177 017,13 $ (taxes incluses) et un budget de contingence de 217 701,71 $ (taxes incluses). Un budget de dépenses incidentes de 217 701,71 $ (taxes incluses) est demandé pour des dépenses générales et pour permettre l'engagement de divers consultants qui seront requis en parallèle du contrat principal. Le montant de la dépense à autoriser est de 2 612 420,56 $ (taxes incluses). Les honoraires prévus aux contrat seront répartis entre l'arrondissement de Ville-Marie et le Service de l'eau et sont décrits ci-dessous.

Le montant maximal des honoraires prévus au contrat qu'assumera l'arrondissement de Ville-Marie est de 2 218 750,69 $ (taxes incluses). Ce montant comprend le prix forfaitaire de 2 017 046,08 $ (taxes incluses) et un budget de contingence de 201 704,61 $ (taxes incluses). Un budget de dépenses incidentes de 201 704,61 $ (taxes incluses) est demandé pour des dépenses générales et pour permettre l'engagement de divers consultants qui seront requis en parallèle du contrat principal. Le montant de la dépense à autoriser par l'arrondissement de Ville-Marie est de 2 420 455,29 $ (taxes incluses).

Le Service de l'eau assumera une portion du coût des services professionnels en lien avec la conception et la surveillance des travaux de certaines infrastructures souterraines de la rue Peel, dont le montant prévu au contrat est de 175 968,16 $ (taxes incluses). Un budget de dépenses incidentes de 15 997,11 $ (taxes incluses) est demandé. Le montant de la dépense à autoriser par le Service de l'eau est de 191 965,27 $ (taxes incluses).

La Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau (DGSRE) a examiné le dossier et est d'accord pour recommander au conseil municipal la dépense et de voter les crédits tels que décrits dans le sommaire décisionnel.

Les coûts assumés par la DGSRE pour ces services professionnels sont définis dans l'intervention du Service des finances. Une partie des travaux prévus est admissible au programme de subvention de la TECQ. La DGSRE se réserve le droit de modifier la nature des interventions au niveau des réseaux d'aqueduc et d'égout faisant l'objet du présent sommaire suite à des analyses plus approfondies. La DGSRE est en attente des résultats d'inspections à la caméra conventionnelle (CCTV) qui ont été réalisées par l'arrondissement sur certains tronçons. Ces services professionnels seront réalisés entre 2017 et 2019.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les professionnels auront le mandat de concevoir le projet conformément aux directives de la politique de développement durable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ce contrat doit être octroyé dans les meilleurs délais afin que le processus de conception des plans et devis débute dès ce printemps. Les travaux de la phase 2 doivent être complétés pour l'ouverture des projets immobiliers du YUL et de Cadillac Fairview ainsi que pour ne pas compromettre l'échéancier global du PPU du Quartier des gares.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Non applicable.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avant projet d'éléments des phases ultérieures : avril – août 2017
Réalisation du plan d'aménagement préliminaire : août 2017
Production des plans et devis : novembre 2017
Appel d'offres, octroi du contrat des travaux : décembre 2017 - mars 2017
Début des travaux : avril 2018
Plantations, acceptation provisoire des travaux : décembre 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Linda PHARAND)

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Nathalie N HÉBERT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jean CARRIER, Service des infrastructures_voirie et transports
Kathy DAVID, Service de l'eau

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Raynald MACHER-POITRAS
Ingénieur préposé à la planification

Tél : 514 872-2172
Télécop. : 514-872-5607

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-07

Louis-François MONET
Chef de division

Tél : 514-868-4395
Télécop. : 514-872-5607

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Guy CHARBONNEAU
Directeur
Tél : 514 872-0100
Approuvé le : 2017-03-03

Ville-Marie
Montréal

Services professionnels pour l'aménagement du Quartier des gares phase 2

VMP-17-002

Procès-verbal d'une séance d'ouverture de soumissions tenue le 24 février 2017, à 11 heures, au bureau d'arrondissement situé au 17e étage du 800, boulevard De Maisonneuve Est, Montréal.

Aux date, heure et lieu mentionnés dans l'avis d'appel d'offres publié le 1er février 2017 dans *Le Devoir*, les soumissions reçues dans le délai requis sont ouvertes publiquement par monsieur Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, et en présence de madame Sandra Picard, ingénieure, et de madame Nathalie Deret, agente de recherche.

Les Consultants S.M. inc.
Les Services EXP inc.
WSP Canada inc.
CIMA+ S.E.N.C.

17/02/24
Nathalie Deret — date
Agente de recherche

17/02/24
Sandra Picard — date
Ingénieure

2017/02/24
Domenico Zambito — date
Secrétaire d'arrondissement

Bureau de projets du centre-ville Direction des travaux publics de l'arrondissement de Ville-Marie 800, boulevard De Maisonneuve Est, 20e étage Montréal (Québec) H2L 4L8	**SECTION IV** FORMULAIRES DE SOUMISSION Bordereau de soumission	Appel d'offres public N° VMP-17-002 services professionnels Aménagement du Quartier des gares phase 2

Aménagement du Quartier des gares phase 2

Description

Aménagements de surface	**1 597 437,00** $
Infrastructures souterraines (égout et aqueduc)	**296 033,00** $
SOUS-TOTAL	**1 893 470,00** $
Taxe sur les produits et services (5 %) :	**94 673,50** $
Taxe de vente provinciale (9,975 %) :	**188 873,63** $
TOTAL :	**2 177 017,13** $

Informations complémentaires

Veuillez insérer ce document dans l'« Enveloppe n°2 ».

Important :

Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions du cahier des charges pourra entraîner le rejet de la soumission

Identification du soumissionnaire

Nom de la compagnie

exp. Les Services **exp** inc.

Adresse

1001, boul. de Maisonneuve Ouest, bureau 800-B

Ville	Code postal	Téléphone	Télécopieur
Montréal	**H3A 3C8**	**514 931-1080**	**514 935-1645**

Nom de la personne responsable (en majuscules)

GUILLAUME HALDE, ing.

Signature du responsable	Date Jour	Mois	Année
G Halde	**24**	**02**	**2017**

Le montant soumis doit être exprimé en dollars canadiens

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

DÉCISION N° : 2014-CPSM-0010

Québec, le 14 mars 2014

Les Services EXP inc.
À l'attention de : Madame Amélie Bérard
150, rue de Vimy
Sherbrooke (Québec) J1J 3M7

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public
Autorisation n° 2014-CPSM-0010 n° d'identification de l'Autorité : 2700027173

Madame,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- EXP SERVICES INC.
- DELSAER-GESTIONNAIRES DE PROJETS
- DELSAER-PROJECT MANAGERS
- GÉODÉFOR
- LABORATOIRE DE CONSTRUCTION 2000
- LES CONSULTANTS L.B.C.D.
- LES LABORATOIRES SHERMONT
- PROCD TECHNOLOGIES
- PROJI-CONTROLE
- TEKNIKA HBA

une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65.1 (la « LCOP »). Les Services EXP inc. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Québec ☒
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, 3e étage
Québec (Québec)
G1V 5C1
tél. : 418.525.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
téléc. : 418.525.9512

Montréal ☐
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec)
H4Z 1G3
tél. : 514.395.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
téléc. : 514.873.3090

www.lautorite.qc.ca

...2

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **13 mars 2017** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et la réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification pouvant survenir aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité (www.lautorite.qc.ca).

Le Surintendant de l'assistance aux clientèles et
de l'encadrement de la distribution,

E. St

Eric Stevenson

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
www.lautorite.qc.ca

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

Le 14 décembre 2016

LES SERVICES EXP INC.
56, QUEEN ST E
SUITE 301
BRAMPTON ON L6V 4M8

Objet : Accusé de réception - Demande de renouvellement de l’autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Nous avons bien reçu votre formulaire de « Demande de renouvellement de l’autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public ». Vous trouverez ci-dessous les renseignements importants concernant cette demande :

N° de client :	2700027173
N° de demande :	1631212808
N° de confirmation de paiement :	000207692389

Si vous avez accès aux services en ligne de l'Autorité et que vous êtes l'initiateur de cette demande, vous pouvez en consulter l'état à la section « Suivi des demandes » dans le menu « Dossier client ».

Pour toute question relative à votre demande, vous pouvez communiquer avec un agent de notre Centre d'information au 1 877 525-0337.

Nous vous prions de recevoir nos salutations distinguées.

L'Autorité des marchés financiers

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Yves Saindon, Directeur du Service du greffe, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836 ;

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET :

Les Services exp inc., personne morale ayant sa principale place d'affaires au 1001, boulevard de Maisonneuve Ouest, bureau 800-B, Montréal, Québec, H3A 3C8, agissant et représentée par Guillaume Halde, Directeur - Infrastructures et Transports, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare;

No d'inscription T.P.S. : 89463 7008 RT0001
No d'inscription T.V.Q. : 1217145241 TQ0001

Ci-après appelé le « **CONTRACTANT** »

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « **Directeur** » : le directeur de la Direction des travaux publics de l'arrondissement de Ville-Marie ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « **Annexe 1** » : les termes de référence pour services professionnels, en date du 1er février 2017 relatifs à la phase 2 du Quartier des gares;

1.3 « **Annexe 2** » : l'offre de service présentée par le Contractant le 24 février 2017.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2 jointes aux présentes, à 1) élaborer la conception préliminaire de la rue Peel, du parc Ville-Marie, de l'entrée de l'autoroute 720, du passage Overdale et de la promenade Albert et 2) réaliser le concept d'aménagement détaillé, les plans

et devis et la surveillance complète du projet d'aménagement et d'infrastructures souterraines de la phase 2 du Quartier des gares.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.2 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses services, celui-ci demeurant tenu au respect de ses autres obligations envers la Ville.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

6.1 exécuter la convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations sur la façon d'exécuter le travail confié;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2;

6.3 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;

6.4 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

6.5 divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

6.6 remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

6.7 assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.8 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ;

6.9 transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Directeur, un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités;

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la convention;

7.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Contractant quant à l'interprétation de la convention et des Annexes 1 et 2;

7.3 refuser les travaux, recherches et rapports du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la convention ou des Annexes 1 et 2;

7.4 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de deux millions trois cent quatre vingt quatorze mille sept cent dix huit et quatre vingt cinq cents (2 394 718,85 $), couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

Cette somme est payable comme suit : Le Contractant doit soumettre ses comptes après chacune des étapes prévues pour la réalisation des présentes une fois que ses services auront été rendus.

Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8.

ARTICLE 10
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 8, le Contractant: :

10.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention, et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

11.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

11.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
CONDITIONS GÉNÉRALES

12.1 **ÉLECTION DE DOMICILE**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

12.2 **HÉRITIERS ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX**

La présente convention lie les héritiers et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

12.3 **MODIFICATION**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

12.4 **VALIDITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.5 **LOIS APPLICABLES**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.6 **LIEN D'EMPLOI**

La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2017

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier de la Ville

Le e jour de 2017

Les Services exp inc.

Par : _____
Guillaume Halde, Directeur Infrastructures et Transports

Cette convention a été approuvée par la résolution _____.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1170890003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des grands projets
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels de 2 394 718,85 $ à Les Services exp inc. pour la réalisation des plans et devis et la surveillance des travaux d'aménagement de la phase 2 du Quartier des gares et autoriser une dépense maximale de 2 612 420,56 $ (appel d'offres public VMP-17-002 - 4 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Info_comptable_1170890003.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Linda PHARAND
Préposée au budget

Tél : 872-5916

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-03-07

Mélanie BRISSON
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-6052
Division : Direction du conseil et du soutien financier - Point de service Eau-Environnement

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.26

2017/03/27 13:00

(1)

Dossier # : 1176688002

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , Division bureau de projets aménagements - grands parcs , Section planification et contrôle
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 c) favoriser l'accessibilité aux activités et aux équipements collectifs
Compétence d'agglomération :	Protection des rives et création de parcs riverains
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à la firme Les Consultants S.M. inc. pour le renouvellement d'équipements de marina et le réaménagement du pôle d'accueil au Port de plaisance de Lachine et au parc René-Lévesque, pour une somme maximale de 811 687,86 $ taxes incluses - Appel d'offres public 17-15592 (2 soumissionnaires) / Approuver une convention à cette fin

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 811 687,86 $, taxes incluses, pour le renouvellement d'équipements de marina et le réaménagement du pôle d'accueil au Port de plaisance de Lachine et au parc René-Lévesque;
2. d'approuver un projet de convention par lequel Les Consultants S.M. inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 811 687,86 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public (17-15592) et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;
3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la Ville-centre.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2017-03-02 12:35

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1176688002**

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , Division bureau de projets aménagements - grands parcs , Section planification et contrôle
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 c) favoriser l'accessibilité aux activités et aux équipements collectifs
Compétence d'agglomération :	Protection des rives et création de parcs riverains
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à la firme Les Consultants S.M. inc. pour le renouvellement d'équipements de marina et le réaménagement du pôle d'accueil au Port de plaisance de Lachine et au parc René-Lévesque, pour une somme maximale de 811 687,86 $ taxes incluses - Appel d'offres public 17-15592 (2 soumissionnaires) / Approuver une convention à cette fin

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre de la réforme du financement des arrondissements (RFA) et conformément à l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, la Ville-centre a offert au conseil d'arrondissement de Lachine de prendre en charge le Port de plaisance de Lachine, à l'exception de la gestion contractuelle et de l'entretien quotidien. À la suite du transfert de compétence et à l'entrée en vigueur de la RFA, en janvier 2015, le Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal (SGPVMR) a eu le mandat de redéployer le Port de plaisance de Lachine et d'en développer le potentiel.

Le 20 mars 2015, le maire de Montréal, M. Denis Coderre, accompagné de Mme Chantal Rouleau, responsable de l'eau et des infrastructures de l'eau au comité exécutif et mairesse de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles, a présenté le Plan de l'Eau de Montréal, qui met de l'avant différents projets et programmes visant à confirmer l'importance de l'eau dans la métropole. Le Plan s'appuie sur une philosophie de développement durable et répond au souhait exprimé par les Montréalais lors des consultations entourant les préparatifs du 375^{e} anniversaire de la ville, soit de se réapproprier leur fleuve, l'eau et les berges. Le projet de renouvellement d'équipements de marina et de réaménagement du pôle d'accueil au Port de plaisance de Lachine fait partie du Plan de l'Eau.

Le Port de plaisance de Lachine est situé en bordure du lac Saint-Louis et avantageusement

localisé au cœur d'un secteur patrimonial, offrant une desserte aux amateurs d'activités nautiques de Montréal. Il peut accueillir jusqu'à 500 embarcations, ce qui lui confère un statut d'importance en matière de nautisme au Québec. Il est adjacent au parc René-Lévesque, lui-même stratégiquement situé en bordure du fleuve Saint-Laurent, au confluent du lac Saint-Louis et du canal de Lachine.

Le parc René-Lévesque permet de découvrir des vues panoramiques incomparables sur le lac Saint-Louis et le fleuve Saint-Laurent. Siège de l'un des trois secteurs du Musée plein air de Lachine, on peut y admirer 22 sculptures monumentales réalisées par des artistes professionnels du Québec et d'ailleurs. À l'origine une simple jetée, ce parc s'est développé au fil d'une succession de travaux de remblayage effectués sur une période de plus d'un demi-siècle.

Bien qu'ils soient sous la responsabilité de la Ville de Montréal, le Port de plaisance de Lachine et le parc René-Lévesque font partie intégrante du Lieu historique national du Canal -de-Lachine dont les autres secteurs sont majoritairement sous la responsabilité de Parcs Canada.

En 2015-16, afin d'orienter les actions requises pour le développement du potentiel du Port de plaisance, aménagé en 1927 sous l'appellation de Club de Yacht Iroquois, le SGPVMR a demandé une évaluation des installations, menée par des professionnels en développement / innovation et en aménagement, qui se divisait en quatre volets : diagnostic, scénario de développement, plan d'affaires, synthèse et recommandations.

Un plan d'aménagement préliminaire et des esquisses ont été développés lors de cette évaluation pour alimenter la réflexion et les discussions sur le type d'interventions à faire au Port de plaisance de Lachine. Afin d'en faciliter la lecture, le plan a été divisé en trois pôles d'interventions, soit l'Accueil, le Pôle central et la Pointe.

En tête de liste des propositions d'interventions, élaborées en 2015-16, vient une série de travaux prioritaires pour le renouvellement d'équipements désuets dont certains ont été installés il y a plus de 30 ans. Ces travaux sont : le remplacement des réservoirs et pompes à essence, le remplacement des réservoirs sanitaires pour le traitement des eaux usées, le remplacement de quais et brise-lames flottants en mauvais état ainsi que la mise aux normes et l'amélioration du réseau de distribution électrique.

Dans le présent mandat, la firme retenue a à fournir les services professionnels pour la réalisation des travaux prioritaires identifiés précédemment. Elle a aussi à faire un plan d'ensemble actualisé et à proposer des phases d'aménagement des différents secteurs du Port de plaisance de Lachine. Le réaménagement de l'accueil est la première phase à mettre en œuvre et fait partie des travaux à réaliser dans le contrat actuel en plus des travaux prioritaires.

La firme a aussi à fournir des études de caractérisation biophysique pour le Port de plaisance de Lachine et le parc René-Lévesque dans le présent mandat. Elles sont nécessaires pour répondre aux exigences du MDDELCC lors des travaux de renouvellement d'équipements de marina et d'aménagement inclus au projet, et seront aussi utilisées lors des travaux de stabilisation de berges qui sont prévus ultérieurement. En effet, les berges de ces deux entités adjacentes sont aux prises avec des problèmes d'érosion importants qui s'aggravent d'année en année.

Compte tenu de l'envergure du projet et de la nature des services professionnels requis, il est proposé de retenir les services professionnels pour la gestion et la surveillance des travaux pour ce dossier.

Le processus suivi dans le présent cas est un appel d'offres public. L'appel d'offres a débuté

le 9 janvier 2017 et s'est terminé 34 jours plus tard, soit le 13 février 2017. Les soumissions ont été ouvertes le 13 février 2017, à 10 h 30, et la rencontre du comité de sélection a eu lieu le 23 février 2017, à 9 h 30.

L'appel d'offres public a été publié dans le journal Le Devoir la première journée et sur le site Internet de la Ville et celui du SÉAO.ca durant toute la période de l'appel d'offres.

Les six addendas suivants ont été émis durant l'appel d'offres :

- Addenda no 1 – 12 janvier 2017 : précisions sur le cahier des charges visant l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle; cet addenda n'a aucun impact sur les prix;

- Addenda no 2 – 18 janvier 2017 : précisions sur le cahier des charges, visant la composition de l'équipe de travail; les questions et réponses de cet addenda n'ont aucun impact sur les prix;

- Addenda no 3 – 19 janvier 2017 : report de la date de dépôt des soumissions d'une semaine, soit le 6 février 2017; cet addenda n'a aucun impact sur les prix;

- Addenda no 4 – 25 janvier 2017 : précisions sur le cahier des charges, visant la composition de l'équipe de travail et les travaux inclus dans l'un des secteurs; les questions et réponses de cet addenda n'ont aucun impact sur les prix;

- Addenda no 5 – 1er février 2017 : report de la date de dépôt des soumissions d'une semaine, soit le 13 février 2017; précisions sur le cahier des charges, visant la composition de l'équipe de travail et la localisation de certains équipements; le report de la date et les questions et réponses de cet addenda n'ont aucun impact sur les prix;

- Addenda no 6 – 10 février 2017 : précisions sur le cahier des charges, visant divers équipements à remplacer, l'enveloppe budgétaire des travaux de réalisation et l'acquisition de permis; les questions et réponses de cet addenda n'ont aucun impact sur les prix.

Les six addenda ont été envoyés à tous les preneurs de documents d'appel d'offres dans les délais prescrits.

Selon les termes des clauses administratives particulières incluses au cahier des charges, les soumissions sont valides pour 180 jours suivant la date d'ouverture. Elles sont donc valides jusqu'au 12 août 2017.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

BC 1059103 – 15 juillet 2015 - Accorder un contrat de services professionnels à la firme Zins Beauchesne et associés ltée pour l'étude de l'évaluation du potentiel de développement du Port de plaisance de Lachine - Contrat 15-1478 - 84 817,06 $ taxes incluses.
CA15 19 0069 - 16 mars 2015 - Accepter l'offre du conseil de la Ville en vertu de l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal* , de prendre en charge le Port de plaisance de Lachine, le tout à compter de l'adoption par le conseil d'arrondissement d'une résolution acceptant la fourniture de services; d'accepter que seuls l'entretien mineur, la gestion opérationnelle et contractuelle, notamment à l'égard des obligations, des travaux et des pénalités qui sont prévus, ainsi que les requêtes des citoyens relativement à cet équipement demeurent de la responsabilité de l'arrondissement de Lachine.

CM14 1127 - 25 novembre 2014 - Dans le cadre de la réforme du financement des arrondissements et conformément à l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal* , la Ville

-centre offre au conseil d'arrondissement de Lachine de prendre en charge le Port de plaisance de Lachine, à l'exception de la gestion contractuelle et de l'entretien quotidien.

DESCRIPTION

Le présent dossier concerne l'octroi d'un contrat de services professionnels multidisciplinaire. La firme retenue doit rendre des services professionnels en architecture de paysage, en architecture, en ingénierie (gestion des eaux usées, produits pétroliers, électricité, structure, géotechnique et caractérisation environnementale), en arpentage et en biologie (milieu riverain, habitat du poisson, herpétofaune, avifaune et végétation). L'enjeu principal du mandat est de fournir des équipements sécuritaires et fonctionnels aux usagers du Port de plaisance de Lachine. Le projet permet aussi d'amorcer le processus de stabilisation des berges par la caractérisation du milieu biophysique sur un territoire élargi, en incluant le parc René-Lévesque.

Pour les travaux prioritaires, la firme retenue doit couvrir les services professionnels de planification, de conception, d'élaboration des plans et cahiers des charges jusqu'au suivi et la surveillance de chantier. L'exécution de ces travaux sera répartie dans deux lots, l'un en 2017 et l'autre en 2018, ou selon les exigences du MDDELCC.

Pour l'actualisation du plan d'ensemble et le réaménagement de l'accueil, la firme retenue doit couvrir les services professionnels de planification, de conception, d'études, d'élaboration des plans et cahiers des charges jusqu'au suivi et la surveillance des travaux. La première phase de mise en oeuvre du plan d'ensemble, identifiée comme le réaménagement de l'accueil, fait partie des travaux à réaliser dans l'appel d'offres du deuxième lot.

La répartition des travaux en deux lots est faite selon les périodes prévues pour l'obtention des permis et autorisations. La firme retenue doit préparer les plans et cahiers des charges de deux appels d'offres pour l'exécution des travaux :

Lot 1

- le lot 1 est constitué des travaux prioritaires de renouvellement des quais et brise-lames flottants, le premier appel d'offres vise la réalisation des travaux du lot 1;

Lot 2

- le lot 2 est constitué des travaux prioritaires d'électricité, de renouvellement des équipements pétroliers, de renouvellement des dispositifs de traitement des eaux usées et des travaux de réaménagement de l'accueil du Port de plaisance de Lachine, le deuxième appel d'offres vise la réalisation des travaux du lot 2.

À toutes les étapes du projet, la firme retenue doit agir comme représentant du SGPVMR auprès des diverses instances et faire les démarches nécessaires pour l'obtention des autorisations et permis requis.

Ouvert à toutes les firmes répondant aux termes des clauses administratives, le cahier des charges a été pris par un total de 19 preneurs. De ce nombre, deux firmes ont déposé une offre de services et les deux ont été jugées conformes par le comité de sélection.

Pour la réalisation de ce mandat, le mode de rémunération est forfaitaire.

JUSTIFICATION

Dans le présent dossier, deux firmes ont déposé une offre de services, soit une proportion de 10,53 %. Le SGPVMR a indiqué des exigences particulières, notamment dans la composition et dans l'expérience professionnelle des membres de l'équipe de travail. De plus, certains travaux demandés sont peu habituels dans les projets du SGPVMR, comme le renouvellement de dispositifs de traitement des eaux usées, d'équipements pétroliers, de quais et brise-lames. Par deux fois, une demande de report de la date de dépôt des soumissions a été faite en raison de la complexité du dossier.
Les soumissions reçues ont été évaluées et deux firmes ont obtenu le pointage intérimaire nécessaire en fonction des critères de sélection identifiés dans les documents d'appel d'offres. La firme Les Consultants S.M. inc.a été retenue pour recommandation par le comité de sélection.

Soumissions conformes	Note Intérim	Note finale	Prix de base (taxes incluses)	Imprévus (taxes incluses)	Total (taxes incluses)
Les Consultants S.M. inc.	71,2	1,64	740 575,82 $	71 112,04 $	811 687,86 $
BC2 Groupe Conseil inc.	82,7	1,42	937 020,96 $	71 112,04 $	1 008 133,00 $
Dernière estimation réalisée à l'interne			711 120,38 $	71 112,04 $	782 232,42 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)*					29 455,44 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*					3,77 %
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 ème meilleure note finale – adjudicataire)*					196 445,14 $
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *((2 ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*					24,20 %

Le montant des honoraires professionnels accordés à Les Consultants S.M. inc. est de 740 575,82 $, taxes incluses. Aussi, des dépenses imprévues estimées au montant de 71 112,04 $, taxes incluses, soit 10 % du montant de la dernière estimation réalisée à l'interne, sont réservées pour des préparations supplémentaires de présentations et des expertises techniques (production de documents spécifiques, analyses particulières supplémentaires, etc.) pour une dépense totale de 811 687,86 $, taxes incluses.

Les prix déposés par les adjudicataires recommandés sont supérieurs de 3,77 % à la dernière estimation réalisée à l'interne.

Les validations requises ont été faites, selon lesquelles l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie des listes des entreprises à licences restreintes. L'adjudicataire doit obtenir une attestation de l'AMF dans le cadre de ce contrat. Une copie de cette attestation se trouve en pièce jointe.

Les soumissions ont été analysées par le comité de sélection le 23 février 2017, et les informations sont détaillées dans l'intervention du Service de l'approvisionnement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal de ce contrat de 811 687,86 $, taxes et imprévus inclus, sera assumé comme suit :
un montant maximal de 741 179,21 $, net de ristourne, sera financé par le règlement d'emprunt de compétence locale # RCM 16-028 – « Plan de l'eau – Acquisition et

aménagement ».

Cette dépense sera assumée à 100 % par la Ville-centre.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le renouvellement d'équipements de marina, le réaménagement de l'accueil du Port de plaisance de Lachine et la caractérisation biophysique des berges du port et du parc René-Lévesque s'inscrivent dans une démarche globale dont les principes de base sont liés au développement durable. L'apport positif sur l'ambiance et la sécurité des espaces verts riverains et équipements de loisirs contribueront à l'amélioration de la qualité de vie par la protection des patrimoines paysager et historique (canal de Lachine), par leur mise en valeur et par leur diffusion. Les travaux de remplacement assureront la sécurité environnementale des équipements de marina. Globalement, ce projet participera à la protection et à la mise en valeur de milieux riverains montréalais, au maintien de la fréquentation d'un équipement de loisir municipal et à l'atteinte d'un haut niveau d'appréciation de la part des usagers.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans interventions, la dégradation des installations existantes se poursuivra, contribuant à l'augmentation des coûts d'entretien et des travaux de réfection. Le report des travaux pour le renouvellement d'équipements de marina pourrait causer des problèmes environnementaux en raison de la vétusté des équipements pétroliers et de traitement des eaux usées. Le réaménagement de l'accueil permet de régler des problèmes de circulation et d'accès au Port de plaisance de Lachine.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communications, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat au conseil municipal : mars 2017
Début du mandat : avril 2017
Début des travaux du Lot 1 : octobre 2017 ou selon les exigences du MDDELCC
Date visée pour la fin des travaux : décembre 2017 ou selon les exigences du MDDELCC
Début des travaux du Lot 2 : janvier 2018 ou selon les exigences du MDDELCC
Date visée pour la fin des travaux : décembre 2018 ou selon les exigences du MDDELCC
Date visée pour la fin du mandat : décembre 2018
Publication SEAO : janvier 2019 - libération du solde

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Diana VELA)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Pierre L'ALLIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Benoit GLORIEUX, Lachine

Lecture :

Benoit GLORIEUX, 27 février 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Lyne M LÉVEILLÉ
architecte paysagiste

Tél : 514 872-1460
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-24

Mathieu DRAPEAU
Chef de division

Tél : 514 872-1461
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Carole PAQUETTE
Directrice
Tél : 514 872-1457
Approuvé le : 2017-03-02



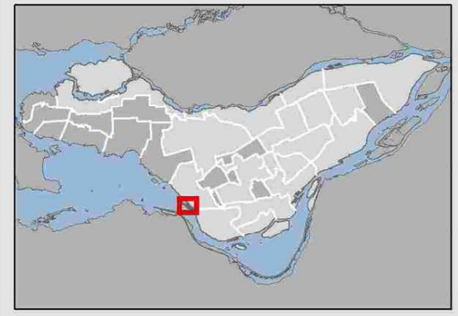
M.D. - C:\Sig\Grands Parcs\René-Lévesque\8520-000riv160921_Secteurs.mxd

Identification des secteurs

Port de plaisance de Lachine

- Port de plaisance de Lachine
- Parc René-lévesque
- Limite municipale

Orthophotos : © Communauté métropolitaine de Montréal, 2005-2015



Montréal

Service des grands parcs,
du verdissement et du Mont-Royal

21 sept. 2016


Raytech
www.raytech.ca






DEERE



AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Le 23 juillet 2014

LES CONSULTANTS S.M. INC.
A/S MONSIEUR GUY CHARBONNEAU
2111, BOUL FERNAND-LAFONTAINE
LONGUEUIL (QC) J4G 2J4

N° de décision : 2014-CPSM-1038772
N° de client : 3000156349

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'Autorité) accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- ENVIRO SOL
- ENVIROSOL
- S.M. CONSULTANTS INC.
- S.M. ENVIRONNEMENT
- SMI MOHAWK ENGINEERING

une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65.1 (la LCOP). LES CONSULTANTS S.M. INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **22 juillet 2017** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1176688002

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , Division bureau de projets aménagements - grands parcs , Section planification et contrôle
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à la firme Les Consultants S.M. inc. pour le renouvellement d'équipements de marina et le réaménagement du pôle d'accueil au Port de plaisance de Lachine et au parc René-Lévesque, pour une somme maximale de 811 687,86 $ taxes incluses - Appel d'offres public 17-15592 (2 soumissionnaires) / Approuver une convention à cette fin

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

int. octroi 17-15592.pdf17-15592 Det Cah Final.pdfgrille comité 17-15592.final.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre L'ALLIER
agent d'approvisionnement II
Tél : 514 872-5359

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-03-01

Claude HOULE
C. section
Tél : 514-872-5282
Division :

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 17-15592 — No du GDD : 1176688002

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels pour le renouvellement de l'équipement de marina et réaménagement du pôle d'accueil au port de plaisance de Lachine et parc René-Lévesque.

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 9 - 1 - 2017

Ouverture originalement prévue le : 30 - 1 - 2017

Ouverture faite le : 13 - 2 - 2017

Date du comité de sélection : 23 - 2 - 2017

Nombre d'addenda émis durant la période : 6

Date du dernier addenda émis : 10 - 2 - 2017

Délai total accordé aux soumissionnaires : 34 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 19

Nbre de soumissions reçues : 2

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 10,53

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 12 - 8 - 2017

Date d'échéance révisée : 12 - 8 - 2017

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
BC2 Groupe Conseil inc.	937 020,96		
Les Consultants S.M. inc.	740 575,82	X	

Information additionnelle

Des seize preneurs n'ayant pas déposé d'offre, un était la Ville de Montréal un n'avait pas les ressources nécessaire, deux n'offrait pas ce service, et un son carnet de commades complet. Nous n'avons pas de réponse des autres. Cependant, nous croyons que la raison est qu'un architecte en paysage devait être coordonnateur du projet et que peu de firmes possédaient cette ressource.

Préparé par : Pierre L'Allier — Le 27 - 2 - 2017

17-15592 - Services professionnels pour le renouvellement d'équipements de marina et réaménagement du pôle d'accueil au Port de plaisance de Lachine et parc René-Lévesque

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et la problématique 15%	Méthodologie proposée 10%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 20%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 30%	Qualification et expérience du chargé de projet 20%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
BC2 Groupe Consel inc.	4,00	12,00	6,67	18,00	24,33	17,67	82,7	937 020,96 $	1,42	2
Les Consultants S.M. inc	3,17	11,33	7,67	14,33	21,00	13,67	71,2	740 575,82 $	1,64	1
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	

Agent d'approvisionnement	Pierre L'Allier

Comité	
Date	jeudi 23-02-2017
Heure	9h30
Lieu	255 Crémazie Est, 4ième étage

Multiplicateur d'ajustement
10000

Liste des commandes

Numéro : 17-15592
Numéro de référence : 1040988
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Services professionnels pour le renouvellement d'équipements de marina et réaménagement du pôle d'accueil au Port de plaisance de Lachine et au parc René-Lévesque

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
.SNC-Lavalin inc. 455 Boul René-Lévesque Ouest, 7e étage Montréal, QC, H2Z 1Z3	Madame Karima Aïnenas Téléphone : 514 393-8000 Télécopieur : 514 390-6534	**Commande : (1217335)** 2017-01-11 8 h 37 **Transmission :** 2017-01-11 8 h 37	2691603 - 17-15592 Addenda N°1 2017-01-13 7 h 12 - Courriel 2693893 - 17-15592 Addenda N°2 2017-01-18 11 h 32 - Courriel 2694650 - 17-15592 Addenda N°3 2017-01-19 15 h 37 - Courriel 2697501 - 17-15592 Addenda N°4 2017-01-25 15 h 31 - Courriel 2700739 - 17-15592 Addenda N°5 - Report de date 2017-02-01 11 h 48 - Courriel 2705484 - 17-15592 Addenda N°6 2017-02-10 9 h 31 -

			Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
3l entreprises 880 principale Saint-Blaise-sur-Richelieu, QC, J0J 1W0	Monsieur Sébastien Landry Téléphone : 450 390-5888 Télécopieur :	**Commande : (1218863)** 2017-01-13 13 h 19 **Transmission :** 2017-01-13 13 h 19	2691603 - 17-15592 Addenda N°1 2017-01-13 13 h 19 - Téléchargement 2693893 - 17-15592 Addenda N°2 2017-01-18 11 h 32 - Courriel 2694650 - 17-15592 Addenda N°3 2017-01-19 15 h 37 - Courriel 2697501 - 17-15592 Addenda N°4 2017-01-25 15 h 31 - Courriel 2700739 - 17-15592 Addenda N°5 - Report de date 2017-02-01 11 h 48 - Courriel 2705484 - 17-15592 Addenda N°6 2017-02-10 9 h 31 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
AECOM Consultants Inc. 1 85 Rue Sainte-Catherine Ouest Montréal, QC, H2X 3P4 http://www.aecom.com	Madame Louise Michaud Téléphone : 514 287-8500 Télécopieur : 514 287-8600	**Commande : (1217940)** 2017-01-12 8 h 23 **Transmission :** 2017-01-12 8 h 23	2691603 - 17-15592 Addenda N°1 2017-01-13 7 h 12 - Courriel 2693893 - 17-15592 Addenda N°2 2017-01-18 11 h 32 - Courriel 2694650 - 17-15592 Addenda N°3 2017-01-19 15 h 37 - Courriel 2697501 - 17-15592 Addenda N°4 2017-01-25 15 h 31 - Courriel 2700739 - 17-15592 Addenda N°5 - Report de date 2017-02-01 11 h 48 - Courriel 2705484 - 17-15592

			Addenda N°6 2017-02-10 9 h 31 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Affleck de la Riva architectes 1450 City Councillors Suite 230 Montréal, QC, H3A 2E6 http://www.affleckdelariva.com	Monsieur Richard de la Riva Téléphone : 514 861-0133 Télécopieur : 514 861-5776	**Commande : (1220357)** 2017-01-17 12 h 43 **Transmission :** 2017-01-17 12 h 43	2691603 - 17-15592 Addenda N°1 2017-01-17 12 h 43 - Téléchargement 2693893 - 17-15592 Addenda N°2 2017-01-18 11 h 32 - Courriel 2694650 - 17-15592 Addenda N°3 2017-01-19 15 h 37 - Courriel 2697501 - 17-15592 Addenda N°4 2017-01-25 15 h 31 - Courriel 2700739 - 17-15592 Addenda N°5 - Report de date 2017-02-01 11 h 48 - Courriel 2705484 - 17-15592 Addenda N°6 2017-02-10 9 h 31 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
BC2 Groupe Conseil inc. 85 rue Saint-Paul Ouest Bureau 300 Montréal, QC, H2Y3V4 http://www.groupebc2.com	Monsieur Olivier Collins Téléphone : 514 507-3600 Télécopieur : 514 507-3601	**Commande : (1224508)** 2017-01-25 14 h 06 **Transmission :** 2017-01-25 14 h 06	2691603 - 17-15592 Addenda N°1 2017-01-25 14 h 06 - Téléchargement 2693893 - 17-15592 Addenda N°2 2017-01-25 14 h 06 - Téléchargement 2694650 - 17-15592 Addenda N°3 2017-01-25 14 h 06 - Téléchargement 2697501 - 17-15592 Addenda N°4 2017-01-25 15 h 31 - Courriel 2700739 - 17-15592 Addenda N°5 - Report de date 2017-02-01 11 h 48 -

			Courriel 2705484 - 17-15592 Addenda N°6 2017-02-10 9 h 31 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Beaudoin Hurens 255 boul Crémazie Est 9e Etage Montréal, QC, H2M 1M2 http://www.beaudoinhurens.ca	Monsieur Charles Mousseau, ing Téléphone : 514 384-4220 Télécopieur : 514 383-6017	**Commande : (1216902)** 2017-01-10 11 h 02 **Transmission :** 2017-01-10 11 h 02	2691603 - 17-15592 Addenda N°1 2017-01-13 7 h 12 - Courriel 2693893 - 17-15592 Addenda N°2 2017-01-18 11 h 32 - Courriel 2694650 - 17-15592 Addenda N°3 2017-01-19 15 h 37 - Courriel 2697501 - 17-15592 Addenda N°4 2017-01-25 15 h 31 - Courriel 2700739 - 17-15592 Addenda N°5 - Report de date 2017-02-01 11 h 48 - Courriel 2705484 - 17-15592 Addenda N°6 2017-02-10 9 h 31 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Chevalier Morales inc. 5455, de Gaspé, suite 300 Montréal, QC, H2T3B3	Monsieur Sergio Morales Téléphone : 514 273-9277 Télécopieur : 514 273-7447	**Commande : (1224326)** 2017-01-25 11 h 21 **Transmission :** 2017-01-25 11 h 21	2691603 - 17-15592 Addenda N°1 2017-01-25 11 h 21 - Téléchargement 2693893 - 17-15592 Addenda N°2 2017-01-25 11 h 21 - Téléchargement 2694650 - 17-15592 Addenda N°3 2017-01-25 11 h 21 - Téléchargement 2697501 - 17-15592 Addenda N°4 2017-01-25 15 h 31 - Courriel 2700739 - 17-15592 Addenda N°5 - Report

			de date 2017-02-01 11 h 48 - Courriel 2705484 - 17-15592 Addenda N°6 2017-02-10 9 h 31 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Girard Côté Bérubé Dion architectes 400, avenue Atlantic Bureau 402 Montréal, QC, H2V1A5	Madame Vanessa Côté-Courtemanche Téléphone : 514 849-0430 Télécopieur : 514 849-8049	**Commande : (1218001)** 2017-01-12 9 h 14 **Transmission :** 2017-01-12 9 h 14	2691603 - 17-15592 Addenda N°1 2017-01-13 7 h 12 - Courriel 2693893 - 17-15592 Addenda N°2 2017-01-18 11 h 32 - Courriel 2694650 - 17-15592 Addenda N°3 2017-01-19 15 h 37 - Courriel 2697501 - 17-15592 Addenda N°4 2017-01-25 15 h 31 - Courriel 2700739 - 17-15592 Addenda N°5 - Report de date 2017-02-01 11 h 48 - Courriel 2705484 - 17-15592 Addenda N°6 2017-02-10 9 h 31 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Lemay CO inc. 3500, rue Saint-Jacques Montréal, QC, H4C 1H2 http://www.lemay.com	Monsieur Jean Vachon Téléphone : 514 316-7936 Télécopieur : 514 935-8137	**Commande : (1216963)** 2017-01-10 11 h 52 **Transmission :** 2017-01-10 11 h 52	2691603 - 17-15592 Addenda N°1 2017-01-13 7 h 12 - Courriel 2693893 - 17-15592 Addenda N°2 2017-01-18 11 h 32 - Courriel 2694650 - 17-15592 Addenda N°3 2017-01-19 15 h 37 - Courriel 2697501 - 17-15592 Addenda N°4 2017-01-25 15 h 31 - Courriel

			2700739 - 17-15592 Addenda N°5 - Report de date 2017-02-01 11 h 48 - Courriel 2705484 - 17-15592 Addenda N°6 2017-02-10 9 h 31 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Consultants S.M. Inc. (Bureau des Offres) 433, rue Chabanel Ouest, 12e étage Montréal, QC, H2N 2J8 http://www.groupesm.com	Madame Cinthia Fournier Téléphone : 450 651-0981 Télécopieur : 450 651-9542	**Commande : (1217152)** 2017-01-10 15 h 17 **Transmission :** 2017-01-10 15 h 17	2691603 - 17-15592 Addenda N°1 2017-01-13 7 h 12 - Courriel 2693893 - 17-15592 Addenda N°2 2017-01-18 11 h 32 - Courriel 2694650 - 17-15592 Addenda N°3 2017-01-19 15 h 37 - Courriel 2697501 - 17-15592 Addenda N°4 2017-01-25 15 h 31 - Courriel 2700739 - 17-15592 Addenda N°5 - Report de date 2017-02-01 11 h 48 - Courriel 2705484 - 17-15592 Addenda N°6 2017-02-10 9 h 31 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Méta-for Inc. 3201, boul. des Entreprises Terrebonne, QC, J6X 4J9 http://www.meta-for.ca	Monsieur Donald Théberge Téléphone : 450 477-6322 Télécopieur : 450 477-5918	**Commande : (1218832)** 2017-01-13 12 h 16 **Transmission :** 2017-01-13 12 h 16	2691603 - 17-15592 Addenda N°1 2017-01-13 12 h 16 - Téléchargement 2693893 - 17-15592 Addenda N°2 2017-01-18 11 h 32 - Courriel 2694650 - 17-15592 Addenda N°3 2017-01-19 15 h 37 - Courriel 2697501 - 17-15592 Addenda N°4

			2017-01-25 15 h 31 - Courriel 2700739 - 17-15592 Addenda N°5 - Report de date 2017-02-01 11 h 48 - Courriel 2705484 - 17-15592 Addenda N°6 2017-02-10 9 h 31 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Norda Stelo Inc. (siège social) 1015, av. Wilfrid-Pelletier Québec, QC, G1W 0C4 http://www.norda.com	Madame Christine Sauvageau Téléphone : 418 654-9696 Télécopieur : 418 654-9699	**Commande : (1217029)** 2017-01-10 13 h 27 **Transmission :** 2017-01-10 13 h 27	2691603 - 17-15592 Addenda N°1 2017-01-13 7 h 12 - Courriel 2693893 - 17-15592 Addenda N°2 2017-01-18 11 h 32 - Courriel 2694650 - 17-15592 Addenda N°3 2017-01-19 15 h 37 - Courriel 2697501 - 17-15592 Addenda N°4 2017-01-25 15 h 31 - Courriel 2700739 - 17-15592 Addenda N°5 - Report de date 2017-02-01 11 h 48 - Courriel 2705484 - 17-15592 Addenda N°6 2017-02-10 9 h 31 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Poralu Marine Inc 345 boul industriel Saint-Eustache, QC, J7R 6C9 http://www.poralu.com	Monsieur Philippe Lemay Téléphone : 450 491-6505 Télécopieur : 450 491-3379	**Commande : (1218152)** 2017-01-12 10 h 52 **Transmission :** 2017-01-12 10 h 52	2691603 - 17-15592 Addenda N°1 2017-01-13 7 h 12 - Courriel 2693893 - 17-15592 Addenda N°2 2017-01-18 11 h 32 - Courriel 2694650 - 17-15592 Addenda N°3 2017-01-19 15 h 37 - Courriel

			2697501 - 17-15592 Addenda N°4 2017-01-25 15 h 31 - Courriel 2700739 - 17-15592 Addenda N°5 - Report de date 2017-02-01 11 h 48 - Courriel 2705484 - 17-15592 Addenda N°6 2017-02-10 9 h 31 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Provencher Roy + Associés architectes 210-276 rue Saint-Jacques Montréal, QC, H2Y 1N3	Madame Suzanne Mélançon Téléphone : 514 844-3938 Télécopieur : 514 844-6526	**Commande : (1221202)** 2017-01-18 15 h 39 **Transmission :** 2017-01-18 15 h 39	2691603 - 17-15592 Addenda N°1 2017-01-18 15 h 39 - Téléchargement 2693893 - 17-15592 Addenda N°2 2017-01-18 15 h 39 - Téléchargement 2694650 - 17-15592 Addenda N°3 2017-01-20 8 h 55 - Télécopie 2697501 - 17-15592 Addenda N°4 2017-01-25 16 h 02 - Télécopie 2700739 - 17-15592 Addenda N°5 - Report de date 2017-02-01 11 h 49 - Télécopie 2705484 - 17-15592 Addenda N°6 2017-02-10 9 h 31 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Riopel & Associés 777, rue de la Commune Ouest bureau 400 Montréal, QC, H3C 1Y1	Madame Stéphanie Helen Tremblay Téléphone : 514 521-2138 Télécopieur : 514 521-2139	**Commande : (1217428)** 2017-01-11 9 h 44 **Transmission :** 2017-01-11 9 h 44	2691603 - 17-15592 Addenda N°1 2017-01-13 7 h 14 - Télécopie 2693893 - 17-15592 Addenda N°2 2017-01-18 11 h 31 - Télécopie 2694650 - 17-15592 Addenda N°3

			2017-01-19 15 h 38 - Télécopie 2697501 - 17-15592 Addenda N°4 2017-01-25 15 h 33 - Télécopie 2700739 - 17-15592 Addenda N°5 - Report de date 2017-02-01 12 h 20 - Télécopie 2705484 - 17-15592 Addenda N°6 2017-02-10 9 h 32 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Rousseau Lefebvre 216 boul. Lévesque est Laval, QC, H7G 1C6 http://www.rousseau-lefebvre.com	Monsieur Daniel Lefebvre Téléphone : 450 663-2145 Télécopieur : 450 663-2146	**Commande : (1217369)** 2017-01-11 9 h 10 **Transmission :** 2017-01-11 9 h 10	2691603 - 17-15592 Addenda N°1 2017-01-13 7 h 12 - Courriel 2693893 - 17-15592 Addenda N°2 2017-01-18 11 h 32 - Courriel 2694650 - 17-15592 Addenda N°3 2017-01-19 15 h 37 - Courriel 2697501 - 17-15592 Addenda N°4 2017-01-25 15 h 31 - Courriel 2700739 - 17-15592 Addenda N°5 - Report de date 2017-02-01 11 h 48 - Courriel 2705484 - 17-15592 Addenda N°6 2017-02-10 9 h 31 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Tetra Tech QI Inc. 5100, rue Sherbrooke Est, bur. 900 Montréal, QC, H1V3R9	Madame Rachel Pelletier Téléphone : 514 257-0707 Télécopieur : 514 257-2804	**Commande : (1217471)** 2017-01-11 10 h 24 **Transmission :** 2017-01-11 10 h 24	2691603 - 17-15592 Addenda N°1 2017-01-13 7 h 13 - Télécopie 2693893 - 17-15592 Addenda N°2 2017-01-18 12 h 03 - Télécopie

			2694650 - 17-15592 Addenda N°3 2017-01-19 15 h 34 - Télécopie 2697501 - 17-15592 Addenda N°4 2017-01-25 15 h 32 - Télécopie 2700739 - 17-15592 Addenda N°5 - Report de date 2017-02-01 11 h 48 - Télécopie 2705484 - 17-15592 Addenda N°6 2017-02-10 9 h 32 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Ville de Montréal - Arrondissement de Lachine 800, rue Sherbrooke Montréal, QC, H8S 1H2	Monsieur Benoit Paulin Téléphone : 514 634-3471 Télécopieur : 514 780-7711	**Commande : (1229311)** 2017-02-03 9 h 49 **Transmission :** 2017-02-03 9 h 49	2691603 - 17-15592 Addenda N°1 2017-02-03 9 h 49 - Téléchargement 2693893 - 17-15592 Addenda N°2 2017-02-03 9 h 49 - Téléchargement 2694650 - 17-15592 Addenda N°3 2017-02-03 9 h 49 - Téléchargement 2697501 - 17-15592 Addenda N°4 2017-02-03 9 h 49 - Téléchargement 2700739 - 17-15592 Addenda N°5 - Report de date 2017-02-03 9 h 49 - Téléchargement Mode privilégié : Ne pas recevoir
WSP Canada Inc. (Pour AO sur invitation pour tout le Québec) 5355, boul. des Gradins Québec, QC, G2J 1C8 http://www.wspgroup.com	Madame Martine Gagnon Téléphone : 418 623-2254 Télécopieur : 418 624-1857	**Commande : (1216977)** 2017-01-10 12 h 21 **Transmission :** 2017-01-10 12 h 21	2691603 - 17-15592 Addenda N°1 2017-01-13 7 h 12 - Courriel 2693893 - 17-15592 Addenda N°2 2017-01-18 11 h 32 - Courriel 2694650 - 17-15592 Addenda N°3 2017-01-19 15 h 37 - Courriel

2697501 - 17-15592
Addenda N°4
2017-01-25 15 h 31 - Courriel

2700739 - 17-15592
Addenda N°5 - Report de date
2017-02-01 11 h 48 - Courriel

2705484 - 17-15592
Addenda N°6
2017-02-10 9 h 31 - Courriel

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Précédent

© 2003-2017 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1176688002

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , Division bureau de projets aménagements - grands parcs , Section planification et contrôle
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à la firme Les Consultants S.M. inc. pour le renouvellement d'équipements de marina et le réaménagement du pôle d'accueil au Port de plaisance de Lachine et au parc René-Lévesque, pour une somme maximale de 811 687,86 $ taxes incluses - Appel d'offres public 17-15592 (2 soumissionnaires) / Approuver une convention à cette fin

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Certification de fonds PTI - GDD 1176688002.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Diana VELA
Preposée au budget
Tél : 514- 868-3203

Mario Primard
Agent comptable analyste
Tél. : 514 868-4439

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-03-01

Daniel D DESJARDINS
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-5597

Division : Service des finances, Direction du conseil et du soutien financier

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Yves Saindon, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 ;**

CI-APRÈS APPELÉE LA « **VILLE** »

ET : **LES CONSULTANTS S.M. INC.**, personne morale ayant sa principale place d'affaires au 433, rue Chabanel Ouest, 12e étage, Montréal (Québec) H2N 2J8, agissant et représentée par Jacques Désilets, dûment autorisé aux fins des présentes, en vertu d'une résolution de son conseil d'administration en date du 20 janvier 2017;

N° d'inscription T.P.S. : (119914166-RT0001)
N° d'inscription T.V.Q. : (1001247324-TQ0001)

CI-APRÈS APPELÉE LE « **COORDONNATEUR** »

ET : **ENVIROSERVICES INC.**, personne morale ayant sa principale place d'affaires au 589, rue Saint-Jean-Baptiste, Terrebonne (Québec), J6W 4R2, agissant et représentée par Benoît Dagenais, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare;

N° d'inscription T.P.S. : (R101659225)
N° d'inscription T.V.Q. : (1001173771)

CI-APRÈS APPELÉE L' « **INGÉNIEUR** »

ET : **UN ARCHITECTURE INC.**, personne morale ayant sa principale place d'affaires au 5333, ave. Casgrain, bureau 504, Montréal (Québec) H2T 1X3, agissant et représentée par Gabrielle Léger, dûment autorisée aux fins des présentes, tel qu'elle le déclare;

N° d'inscription T.P.S. : (836554947-RT0001)
N° d'inscription T.V.Q. : (1210236143-TQ0001)

CI-APRÈS APPELÉE L' « **ARCHITECTE** »

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « **Directeur** » : la directrice du Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal de la Direction générale adjointe à la qualité de vie ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « **Architecte** » : un membre de l'Ordre des architectes du Québec ou le détenteur d'un permis temporaire émis par cet Ordre;

1.3 « **Architecte paysagiste** » : un membre en règle de l'Association des architectes paysagistes du Québec ou le détenteur d'un permis temporaire émis par cette association qui, dans la pratique privée, exerce cette profession;

1.4 « **Coordonnateur** » : l'Architecte paysagiste, sous réserve des droits et obligations dévolus exclusivement à l'ingénieur ou à l'architecte, qui assume la coordination des plans, du cahier des charges et des addenda pour l'ensemble des disciplines impliquées dans la réalisation de l'ouvrage;

1.5 « **Ingénieur** » : un membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec ou le détenteur d'un permis temporaire émis par cet ordre qui, dans la pratique privée, exerce le génie conseil;

1.6 « **Projet** » : Renouvellement d'équipements de marina et réaménagement de l'Accueil, Port de plaisance de Lachine et parc René-Lévesque;

1.7 « **Annexe 1** » : le devis descriptif pour services professionnels, en date du 9 janvier 2017, relatif au Projet;

1.8 « **Annexe 2** » : l'offre de services présentée par le Contractant le 13 février 2017;

1.9 « **Annexe 3** » : la répartition des coûts de services.

ARTICLE 2
OBJET

2.1 La Ville retient les services du Coordonnateur, de l'Architecte et de l'Ingénieur qui s'engagent à réaliser le Projet conformément aux termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1, 2 et 3. L'annexe 3 est jointe aux présentes, tandis que les annexes 1 et 2 en font partie intégrante sans qu'il soit nécessaire de les annexer physiquement.

2.2 **LES CONSULTANTS S.M. INC** s'engage en outre à agir comme Coordonnateur. Cependant, cette responsabilité de coordination ne doit pas être considérée comme conférant au Coordonnateur un pouvoir d'intervention dans le champ exclusif de compétence de l'Ingénieur ou de l'Architecte.

2.3 Sous réserve de la responsabilité solidaire stipulée aux articles 2118 à 2121 du *Code civil du Québec*, le fait de mentionner collectivement les Ingénieurs, dans le cas où plusieurs firmes sont impliquées, ne doit pas être interprété comme obligeant l'une des firmes d'ingénieurs à fournir les services d'ingénieurs de l'autre firme.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1, 2 et 3 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.2 Le texte de l'Annexe 3 prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.3 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et prend fin lorsque le Coordonnateur, l'Architecte et l'Ingénieur ont complètement exécuté leurs services, ceux-ci demeurant tenus au respect de leurs autres obligations envers la Ville, notamment en matière de confidentialité.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 Assurer au Coordonnateur, à l'Architecte et à l'Ingénieur la collaboration du Directeur;

5.2 remettre au Coordonnateur les documents, relevés, plans, tel que prévu à l'Annexe 1, devant s'assurer de leur exactitude et signaler sans délai au Directeur toute erreur ou inexactitude qu'ils pourraient contenir;

5.3 communiquer avec diligence au Coordonnateur la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par l'Architecte et l'Ingénieur.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Coordonnateur s'engage à :

6.1 assurer la coordination de tous les professionnels ou spécialistes dont les services sont requis par la Ville pour compléter l'ouvrage. De plus, il doit concilier et coordonner tous les documents de toutes les disciplines et les faire parvenir au Directeur dans les délais prescrits;

6.2 préparer le compte rendu de chacune des réunions concernant les travaux visés à l'article 2 (« Objet ») et le transmettre au Directeur selon les modalités qu'il lui indique;

Le Coordonnateur, l'Architecte et l'Ingénieur s'engagent à :

6.3 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2;

6.4 collaborer entièrement avec la Ville et le Directeur, de même qu'avec les personnes, sociétés ou corporations désignées par ceux-ci;

6.5 ne pas modifier les originaux des plans, croquis ou autres documents qui leur sont remis par la Ville ou ses représentants, sans l'autorisation écrite du Directeur;

6.6 ne pas agir de manière à porter atteinte aux droits et prérogatives de la Ville;

6.7 ne pas céder ni transporter les droits et pouvoirs qui leur sont confiés par la présente convention, sans le consentement écrit du Directeur;

6.8 tenir confidentiels les données et renseignements fournis par la Ville, ses employés ou ses mandataires et ceux qui leur seraient révélés à l'occasion de l'exécution de leurs services, s'abstenir de les utiliser à d'autres fins, à moins d'avoir obtenu, au préalable l'autorisation écrite du Directeur;

6.9 n'avoir en aucun temps d'intérêt pécuniaire direct ou indirect dans des biens ou services qui pourraient être utilisés dans la construction des ouvrages ou l'exécution des travaux visés par la présente convention; la possession de moins de un pour cent (1 %) des actions d'une compagnie dont les valeurs sont inscrites à la bourse n'étant toutefois pas considérée comme intérêt pécuniaire;

6.10 fournir, à leurs frais, sur support informatique (disques compacts) les plans, le cahier des charges et les rapports selon les spécifications de l'Annexe 1;

6.11 fournir à la Ville, sur demande expresse, une copie des calculs, notes, croquis et esquisses ayant servi à la réalisation des présentes;

6.12 suivre les normes que la Ville exige pour la présentation des dessins, des plans et tout autre document nécessaire;

6.13 conserver pendant cinq (5) ans après la date de réception définitive des travaux ou jusqu'à jugement ou règlement final s'il y a réclamation ou litige, copie des calculs, notes, croquis et autres documents qui ont servi à établir les quantités et les paiements aux entrepreneurs ou les modifications à apporter aux plans et devis;

6.14 voir à ce que tous les règlements municipaux, provinciaux et fédéraux soient respectés ainsi que les droits des tiers ou propriétaires riverains, l'Architecte, l'Architecte paysagiste et l'Ingénieur étant responsables des frais encourus par la Ville qui résulteraient de l'inobservance de ces lois et règlements et du non-respect des droits des tiers;

6.15 planifier la réalisation du Projet de façon à créer le minimum d'impact sur la circulation des véhicules et le déplacement des piétons lors des travaux;

6.16 commencer les travaux seulement après en avoir reçu l'ordre écrit du Directeur;

6.17 tenir compte de toutes les instructions ou recommandations du Directeur sur la façon de préparer et d'exécuter le travail confié;

6.18 assumer leurs frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.19 recueillir auprès des entreprises d'utilités publiques tous les renseignements concernant l'état et la position de leurs installations et structures, tant en plan qu'en élévation;

6.20 dans le cas où la Ville les a spécifiquement chargé d'obtenir des documents ou de procéder à un relevé nécessaire à l'exécution des présentes, assumer tous les coûts supplémentaires encourus pour la réalisation de l'ouvrage découlant de l'inexactitude de ces documents ou relevés;

6.21 collaborer à la préparation et à l'administration de la preuve de la Ville en cas de litige opposant celle-ci à un tiers en raison des travaux visés par la présente convention et ce, sans frais supplémentaires;

6.22 transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique ce dernier, un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités;

6.23 transmettre au Directeur, selon les modalités que lui indique ce dernier, les rapports de surveillance de chantier.

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la convention;

7.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée quant à l'application de la convention et des Annexes;

7.3 refuser les travaux, recherches et rapports qu'il juge insatisfaisants ou non conformes aux dispositions de la convention ou des Annexes;

7.4 exiger du Coordonnateur, de l'Architecte et de l'Ingénieur la rectification et la correction de leurs travaux, recherches et rapports, aux frais de ces derniers;

7.5 exiger du Coordonnateur, de l'Architecte et de l'Ingénieur qu'ils reprennent, en tout ou en partie, à leurs frais, les plans et le cahier des charges lorsque, à la suite de l'ouverture des soumissions, la plus basse soumission conforme excède le coût estimé des travaux tel que prévu lors du dépôt des plans et devis finaux.

ARTICLE 8
HONORAIRES

8.1 En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Coordonnateur, l'Architecte et l'Ingénieur, la Ville s'engage à verser un montant maximal de HUIT CENT ONZE MILLE SIX CENT QUATRE-VINGT-SEPT DOLLARS ET QUATRE-VINGT-SIX CENTS (811 687,86 $) couvrant tous les services rendus aux termes de la présente convention notamment tous les honoraires ainsi que toutes les dépenses et taxes applicables sur les biens et les services (TPS et TVQ) ainsi que les imprévus, s'il y a lieu.

8.2 Cette somme est payable suivant la répartition des coûts figurant en Annexe 3.

8.3 Aucun paiement d'honoraires versé au Coordonnateur, à l'Architecte et à l'Ingénieur ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par ceux-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

8.4 Aucuns honoraires ne seront versés au Coordonnateur, à l'Architecte ou à l'Ingénieur pour les services qu'ils pourraient avoir à assumer résultant d'une erreur ou d'une omission d'un des membres de l'équipe du Contractant mandatée au Projet, du personnel ou d'un tiers dont il retient les services. À titre d'exemple, et pour plus de clarté, aucuns honoraires ne seront versés à l'Architecte pour les services qu'il pourrait avoir à assumer résultant d'une erreur ou d'une omission de l'Ingénieur, de son personnel ou d'un tiers dont il retient les services, et inversement, aucuns honoraires ne seront versés à l'Ingénieur pour les services qu'il pourrait avoir à assumer résultant d'une erreur ou d'une omission de l'Architecte, de son personnel ou d'un tiers dont il retient les services.

ARTICLE 9
SERVICES SUPPLÉMENTAIRES

9.1 Si la Ville requiert du Coordonnateur, de l'Architecte ou de l'Ingénieur des services supplémentaires, le Directeur fixe une somme forfaitaire à être payée par la Ville pour l'exécution de ces services, en tenant compte, entre autres, des taux horaires mentionnés à l'Annexe 2 et du temps qu'elle estime raisonnablement requis à cette fin.

9.2 La somme ainsi fixée inclut les dépenses du Coordonnateur, de l'Architecte et de l'Ingénieur et les taxes applicables sur les biens et les services (TPS et TVQ), et ne peut excéder les sommes visées à la rubrique « Imprévus » de l'Annexe 3.

9.3 Le Coordonnateur, l'Architecte et l'Ingénieur ne doivent entreprendre l'exécution d'aucun service supplémentaire sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Directeur.

9.4 La Ville ne versera au Coordonnateur, à l'Architecte et à l'Ingénieur aucune somme excédant la somme forfaitaire préalablement déterminée par le Directeur pour l'exécution d'un service supplémentaire.

ARTICLE 10
MODALITÉS DE PAIEMENT

10.1 Le Coordonnateur, l'Architecte et l'Ingénieur sont payés dans les trente (30) jours de l'approbation par le Directeur de leurs comptes et la Ville n'est tenue de payer aucun intérêt pour retard.

10.2 Pour des raisons administratives et de coordination de l'ensemble du projet dont les responsabilités relèvent du Coordonnateur, les factures sont acquittées par la Ville au moyen d'un chèque fait à l'ordre de **LES CONSULTANTS S.M. INC**. Le chèque remis au Coordonnateur constitue le paiement de la Ville au Coordonnateur, à l'Architecte et à l'Ingénieur et libère entièrement la Ville de ses obligations à l'égard de l'Architecte et de l'Ingénieur. L'Architecte et l'Ingénieur renoncent par les présentes à tout recours contre la Ville en raison de cette méthode autorisée de paiement.

10.3 Le Coordonnateur, l'Architecte et l'Ingénieur doivent soumettre leurs comptes après chacune des étapes prévues pour la réalisation des présentes une fois que leurs services auront été rendus.

10.4 Les comptes doivent préciser le taux et le montant des taxes applicables sur les biens et les services (TPS et TVQ) ainsi que les numéros d'inscription du Coordonnateur, de l'Architecte et de l'Ingénieur attribués par Revenu Canada aux fins de la TPS et par Revenu Québec aux fins de la TVQ.

10.5 Tout compte présenté par le Coordonnateur au nom de l'Architecte et de l'Ingénieur doit être accompagné de toutes les pièces justificatives afférentes et comporter toutes les informations relatives à la TPS et à la TVQ, à défaut de quoi, il sera retourné au Coordonnateur pour correction.

ARTICLE 11
ABANDON OU SUSPENSION DES TRAVAUX

11.1 Si les travaux visés par la présente convention sont abandonnés ou suspendus en tout ou en partie par la Ville, le Coordonnateur, l'Architecte et l'Ingénieur seront payés pour les services effectivement rendus en date de cet abandon ou de cette suspension, selon les termes et conditions de la présente convention.

11.2 Si l'abandon ou la suspension des travaux ne touche qu'un des signataires, les prescriptions du présent article ne concerne que ce dernier et n'implique en rien les autres signataires.

11.3 Tous les documents, plans et études alors réalisés devront être remis au Directeur sans délai.

11.4 Le Coordonnateur, l'Architecte et l'Ingénieur doivent cesser immédiatement l'exécution de la convention, en attendant la décision de la Ville, lorsque le Directeur avise le Coordonnateur de son intention de recommander l'abandon ou la suspension des travaux.

11.5 L'abandon ou la suspension des travaux ne donne droit ni au Coordonnateur, ni à l'Architecte, ni à l'Ingénieur à aucune compensation ou indemnité pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de tel abandon ou de telle suspension.

11.6 Lorsque la Ville demande au Coordonnateur de reprendre ses services après une suspension, il doit, ainsi que l'Architecte et l'Ingénieur, le faire dans un délai raisonnable n'excédant pas dix (10) jours.

ARTICLE 12
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité pouvant être imputée à la Ville en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant, ne peut en aucun cas excéder la somme maximale prévue à l'article 8 (« Honoraires »).

ARTICLE 13
ASSURANCES

13.1 Le Coordonnateur, l'Architecte et l'Ingénieur doivent démontrer individuellement qu'ils sont assurés, en matière de responsabilité civile générale et de responsabilité professionnelle, en sus de la protection obligatoire accordée par la Commission de la santé et de la sécurité du travail du Québec, par des polices d'assurance.

Pour l'Architecte et l'Ingénieur, les polices d'assurance concernant chaque firme doivent comporter une protection d'au moins :

13.1.1 deux millions de dollars (2 000 000,00 $) par accident ou par événement dans le cas de la responsabilité civile générale; et

13.1.2 deux millions de dollars (2 000 000,00 $) par réclamation, dans le cas de la responsabilité professionnelle.

À la signature de la convention, le Coordonnateur, l'Architecte, et l'Ingénieur doivent remettre à la Ville une attestation de ces polices d'assurance ou, à la demande du Directeur, une copie certifiée de celles-ci. Par la suite, le Coordonnateur, l'Architecte et l'Ingénieur devront soumettre annuellement à la Ville une preuve de renouvellement de ces polices d'assurance sous forme de certificat de renouvellement. À défaut par le Coordonnateur, l'Architecte et l'Ingénieur de renouveler ces polices, la Ville pourra le faire à leurs frais.

13.2 Les polices d'assurance doivent être maintenues en vigueur aux frais du Coordonnateur, de l'Architecte et de l'Ingénieur à compter de la signature de la présente convention jusqu'à l'écoulement d'une période de douze (12) mois après la date de fin des travaux pour l'assurance responsabilité civile et jusqu'à l'écoulement de sa responsabilité aux termes du *Code civil du Québec* pour l'assurance responsabilité professionnelle.

13.3 Chaque police d'assurance doit comporter un avenant stipulant qu'elle ne pourra être modifiée ou annulée sans un préavis d'au moins trente (30) jours à la Ville.

13.4 La Ville doit être désignée comme coassurée du Coordonnateur, de l'Architecte et de l'Ingénieur sur les polices des responsabilités civiles générales qui ne doivent compter aucune franchise applicable à la Ville.

ARTICLE 14
DROITS D'AUTEUR

En contrepartie des honoraires prévus à l'article 8, le Coordonnateur, l'Architecte et l'Ingénieur :

14.1 cèdent à la Ville tous leurs droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention;

14.2 garantissent la Ville qu'ils sont les uniques propriétaires ou les usagers autorisés des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont ils se servent aux fins d'exécuter la présente convention;

14.3 s'engagent à obtenir de tous leurs sous-traitants les droits de propriété intellectuelle relatifs aux rapports, études et autres documents dont ils se servent aux fins d'exécuter la présente convention;

14.4 tiennent la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, s'engagent à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 15
RÉSILIATION

15.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

15.2 Le Coordonnateur, l'Architecte et l'Ingénieur doivent alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

15.3 Le Coordonnateur, l'Architecte, et l'Ingénieur n'ont aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 16
CONDITIONS GÉNÉRALES

16.1 **VÉRIFICATION**

Le Directeur peut vérifier les pièces, relevés et registres relatifs aux montants qui lui sont facturés et en prendre copie. Cette vérification doit être effectuée à un moment convenant aux deux parties, durant les heures d'affaires aux bureaux du Coordonnateur, de l'Architecte et de l'Ingénieur et ces derniers doivent prendre toute mesure nécessaire pour faciliter cette vérification.

16.2 **ÉLECTION DE DOMICILE**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

16.3 **AYANTS DROIT**

La présente convention lie les ayants droit des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

16.4 **MODIFICATION**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

Si une modification aux termes de cette présente convention ne concerne les travaux réalisés que par un seul signataire, la Ville conviendra par écrit de la modification avec ce dernier sans que les autres signataires soient impliqués.

16.5 **VALIDITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

16.6 **LOIS APPLICABLES**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

16.7 **LIEN D’EMPLOI**

La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN SIX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2017

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____

Le e jour de 2017

LES CONSULTANTS S.M. INC.

Par : _____
Jacques Désilets, Directeur aménagement

Le e jour de 2017

ENVIROSERVICES INC.

Par : _____
Benoît Dagenais, Directeur général

Le e jour de 2017

UN ARCHITECTURE INC.

Par : _____
Gabrielle Léger, Architecte associée principale

Cette convention a été approuvée par le Conseil municipal de la Ville de Montréal, le e jour de 2017 (Résolution C…….).

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.27

2017/03/27
13:00

(1)

Dossier # : 1165110004

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser la cession du contrat no 13783 de services professionnels intervenu entre la Ville et Dessau inc. en faveur de Stantec experts-conseils ltée pour le reste de l'entente, selon les mêmes conditions. / Approuver le projet de convention à cet effet.

Il est recommandé :
d'approuver la convention de cession entre Dessau inc. et Stantec experts-conseils ltée, auquel intervient la Ville de Montréal, et par laquelle Dessau inc. cède à Stantec experts-conseils ltée tous ses droits, titres et intérêts dans le contrat de services professionnels numéro 13783, selon les termes et conditions stipulés à la convention.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-02-15 10:21

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1165110004**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser la cession du contrat no 13783 de services professionnels intervenu entre la Ville et Dessau inc. en faveur de Stantec experts-conseils ltée pour le reste de l'entente, selon les mêmes conditions. / Approuver le projet de convention à cet effet.

CONTENU

CONTEXTE

La firme Dessau inc. et ses filiales, ont conclu un contrat d'achat d'actifs en vertu duquel Stantec experts-conseils ltée acquiert la quasi-totalité des actifs de Dessau. La transaction s'est concrétisée le 16 janvier 2015.
Dans le cadre du contrat 13783, Dessau inc. forme une équipe avec les architectes Birtz Bastien Beaudoin Laforest architectes (BBBL) Inc, Courchesne et Associés Inc., LVM ainsi que le groupe Rousseau Lefebvre pour la réalisation du Centre de services animaliers municipal (CSAM).

La cession de Dessau inc. à Stantec experts-conseils ltée n'affecte pas les services professionnels du mandat de réalisation du CSAM.

La firme Dessau inc. est en cours de liquidation de ses filiales et s'apprête à fermer ses livres, et par conséquent, demande d'autoriser la cession de contrat à la firme Stantec.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM15 0058 - 26 janvier 2015
d'approuver un projet de convention par lequel Birtz Bastien Beaudoin Laforest architectes (BBBL) inc., Groupe Rousseau-Lefebvre, LVM, Courchesne et Associés inc. ainsi que Dessau inc., équipe ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 2 714 502,26 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 14-13806 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;

CE13 1417 - 11 septembre 2013
Autoriser le lancement d'un appel d'offres public pour retenir les services professionnels en architecture, ingénierie électromécanique ainsi qu'en ingénierie de charpente et civil, en acoustique, en architecture de paysage, en développement durable et en conception intégrée afin de réaliser le projet du Complexe intégré du parc Angrignon, comprenant le Centre de services animaliers.

DESCRIPTION

Le présent dossier a pour objet d'autoriser la cession du contrat de Dessau inc. en faveur de Stantec experts-conseils ltée.

JUSTIFICATION

Stantec experts-conseils ltée a acquis les actifs de l'entreprise de Dessau inc. dans les mêmes proportions et poursuit le travail de la firme avec les mêmes équipes et les mêmes ressources.
Stantec experts-conseils ltée détient une autorisation de l'AMF.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette cession n'a aucun impact au niveau budgétaire pour la Ville, puisque les mêmes conditions s'appliquent.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S.O

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La cession de contrat doit être effectuée avant que la firme Dessau inc. soit définitivement dissoute afin que nous puissions accepter les factures de Stantec pour assurer une continuité des services professionnels dans le cadre du projet du CSAM. Malgré la cession, les ressources affectés au mandat du CSAM sont les mêmes que celles défini dans le contrat initial.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les intervenants des projets sont déjà informés des procédures en cours pour céder le contrat et seront avisés lorsque la cession des contrats de services professionnels sera effective.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CM: mars 2017

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Suzana CARREIRA CARVALHO)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dominique LEBLANC LANDRY
Gestionnaire immobilier

Tél : 514 872-2703
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-12-19

Normand GIRARD
Chef de division
Division des projets corporatifs

Tél : 514 872-7853
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sophie LALONDE
Directrice
Direction de la gestion des projets immobiliers
Tél : 514-872-2619
Approuvé le : 2017-02-01

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI

Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2017-02-14

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 4 novembre 2014

STANTEC CONSULTING LTD.
A/S MONSIEUR MAURICE LEGER
10160, 112 ST NW, SUITE 200
EDMONTON (AB) T5K 2L6

N° de décision : 2014-CPSM-1056457
N° de client : 3000241872

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'Autorité) accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65.1 (la LCOP). STANTEC CONSULTING LTD. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **3 novembre 2017** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1165110004

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Objet :	Autoriser la cession du contrat no 13783 de services professionnels intervenu entre la Ville et Dessau inc. en faveur de Stantec experts-conseils ltée pour le reste de l'entente, selon les mêmes conditions. / Approuver le projet de convention à cet effet.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

La présente convention de cession est approuvée quant à sa validité et à sa forme.

FICHIERS JOINTS

Cession Dessau Stantec_26012017.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Suzana CARREIRA CARVALHO
Avocate
Tél : 514-868-4137

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-01-31

Suzana CARREIRA CARVALHO
Avocate
Tél : 514-868-4137
Division : Droit contractuel

CONVENTION DE CESSION

ENTRE : **DESSAU INC.**, ayant sa principale place d'affaires au 1060, rue University bureau 600, Montréal, Québec H3B 4V3 représentée par M^{e} Jean Anbuchon, vice-président principal, dûment autorisé à agir aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

ci-après désignée le « **Cédant** »

ET : **STANTEC EXPERTS-CONSEILS LTÉE**, ayant son siège social au 10160-112 street, Edmonton, Alberta T5K 2L6, représentée par M^{e} Lorianne Chasles Bélec, conseillère juridique, dûment autorisée à agir aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

ci-après désigné le « **Cessionnaire** »

ci-après collectivement désignées les « **Parties** »

À LAQUELLE INTERVIENNENT :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public, dont l'adresse principale est le 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par monsieur Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836;

ci-après désignée la« **Ville** »

ET : **BIRTZ BASTIEN BEAUDOIN LAFOREST ARCHITECTES (BBBL) INC.**, société d'architectes, ayant sa principale place d'affaires au 7255, rue Alexandra, bureau 201, Montréal, Québec, H2R 2Y9, agissant et représentée par monsieur Clément Bastien, déclarant être associé et être expressément autorisé à agir aux fin des présentes;

LVM, personne morale légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires au 1200, boul. Saint-Martin O., bureau 300, Laval, Québec, H7S 2E4, agissant et représentée par _____, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

COURCHESNE ET ASSOCIÉS INC., personne morale légalement constituée, ayant sa principlae place d'affaires au 2535, Park Row E., Montréal, Québec, H4B 2H8, agissant et représentée par monsieur Joël Courchesne, associé principal, dûment autorisé aux fin des présentes tel qu'il le déclare;

GROUPE ROUSSEAU LEFEBVRE, personne morale légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires au 216, boul. René-Lévesque E., Laval, Québec, H7G 1C6, agissant et représentée par monsieur Daniel Lefebvre, déclarant être associé et dûment autorisé aux fin des présentes;

ci-après collectivement désignés les « **Professionnels** »

ci-après, la Ville et les Professionnels sont collectivement désignées les « **Intervenants** »

ATTENDU QUE, suite à l'appel d'offres public 14-13806 et conformément à la résolution CM 15 0058 adoptée le 25 janvier 2015 par le conseil municipal, la Ville a octroyé au Cédant ainsi qu'aux Professionnels un contrat de services professionnels en architecture, architecture de paysage, ingénierie et requérant spécifiquement les services d'un accompagnateur LEED, d'un modélisateur énergétique, d'un acousticien ainsi que d'un animateur PCI pour la construction d'un nouveau centre de services animaliers municipal (ci-après appelé le « Contrat »);

ATTENDU QUE le Cédant était responsable des services professionnels en ingénierie prévus au Contrat;

ATTENDU QUE puisque le Cédant n'offre plus de services d'ingénierie, il désire céder son contrat au Cessionnaire;

ATTENDU QU'en vertu du Contrat (article 7.2 de la convention de services professionnels), cette cession doit être dûment approuvée par la Ville et les Professionnels;

ATTENDU QUE la Ville et les Professionnels interviennent donc aux présentes afin d'accepter cette cession aux conditions prévues aux présentes;

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle en a transmis une copie au Cédant, au Cessionnaire et aux Professionnels;

ATTENDU QU'en vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat des professionnels des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires).

PAR CONSÉQUENT, LES PARTIES ET LES INTERVENANTS CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Le préambule fait partie intégrante de la présente convention;

2. Le Cédant cède au Cessionnaire toutes ses obligations et responsabilités dans le Contrat;

3. Le Cessionnaire accepte la cession du Contrat et accepte d'être lié par tous ses termes et conditions et déclare être en mesure de fournir les services visés au Contrat selon les termes et conditions prévus à ce Contrat;

4. Le Cessionnaire s'engage auprès de la Ville à prendre à sa charge l'ensemble des droits et obligations du Cédant depuis le début du Contrat et, entre autres, de prendre à sa charge la responsabilité de tous les services fournis par le Cédant depuis le début du Contrat, incluant la responsabilité qui pourrait découler d'erreurs ou omissions passées du Cédant. Sans limiter la généralité de ce qui précède, le Cessionnaire s'engage à faire exécuter le Contrat par les mêmes ressources que celles identifiées dans la soumission déposée par le Cédant suivant l'appel d'offres 14-13806 selon les mêmes termes et conditions;

5. Les Intervenants acceptent la cession du Contrat au Cessionnaire selon les termes et conditions prévus au Contrat et aux présentes;

6. Par la présente, le Cédant donne quittance complète et finale à la Ville pour toute somme, autre obligation ou réclamation de quelque nature que ce soit découlant du Contrat passé, présent et futur, direct et indirect;

7. Les Parties aux présentes ainsi que les Intervenants s'engagent à coopérer et à signer tout autre document accessoire qui pourrait être nécessaire à la cession du Contrat, le cas échéant;

8. La présente convention entre en vigueur à sa date de signature par les Parties et les Intervenants;

9. La présente convention sera régie et interprétée en vertu des lois en vigueur dans la province du Québec.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ AUX DATES ET LIEUX MENTIONNÉS CI-APRÈS :

À _____, le _____ 2017

DESSAU INC.

Par : _____
M^e^ Jean Anbuchon,
vice-président principal

À _____, le _____ 2017

STANTEC EXPERTS-CONSEILS LTÉE

Par : _____
M^e^ Lorianne Chasles Bélec,
conseillère juridique

INTERVENTIONS :

À _____, le _____ 2017

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

À _____, le _____ 2017

BIRTZ BASTIEN BEAUDOUIN LAFOREST ARCHITECTES (BBBL) INC.

Par : _____
Clément Bastien, associé

À _____, le _____ 2017

LVM

Par : _____

À _____, le _____ 2017

COURCHESNE ET ASSOCIÉS INC.

Par : _____
Joël Courchesne, associé principal

À _____, le _____ 2017

GROUPE ROUSSEAU LEFEBVRE

Par : _____
Daniel Lefebvre

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.28

2017/03/27
13:00

(1)

Dossier # : 1177575001

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Direction de l'exploitation , Division des services techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 623 898,12 $, taxes incluses, pour la réalisation des plans et devis et la surveillance des travaux de construction du projet « Migration du Biodôme » / approuver un projet de convention #2 modifiant la convention de services professionnels avec les firmes Kanva Architecture inc., Neuf Architectes S.E.N.C.R.L., Bouthillette Parizeau inc. et NCK inc. (résolution CM14 1121) majorant ainsi le montant total du contrat de 2 644 425,00 $ à 3 268 323,12 $, taxes incluses.

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense additionnelle de 623 898,12 $, taxes incluses, pour la réalisation des plans et devis et la surveillance des travaux de construction du projet "Migration du Biodôme";
2. d'approuver un projet de convention #2 modifiant la convention de services professionnels intervenue entre la Ville de Montréal et les firmes Kanva Architecture inc., Neuf Architectes S.E.N.C.R.L., Bouthillette Parizeau inc. et NCK inc. (résolution CM14 1121), majorant ainsi le montant total du contrat de 2 644 425 $ à 3 268 323,12 $, taxes incluses;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2017-03-03 18:10

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1177575001**
Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Direction de l'exploitation , Division des services techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 623 898,12 $, taxes incluses, pour la réalisation des plans et devis et la surveillance des travaux de construction du projet « Migration du Biodôme » / approuver un projet de convention #2 modifiant la convention de services professionnels avec les firmes Kanva Architecture inc., Neuf Architectes S.E.N.C.R.L., Bouthillette Parizeau inc. et NCK inc. (résolution CM14 1121) majorant ainsi le montant total du contrat de 2 644 425,00 $ à 3 268 323,12 $, taxes incluses.

CONTENU

CONTEXTE

Le Conseil municipal a entériné, le 24 novembre 2014, le choix du jury quant au lauréat du concours d'architecture international – volet Migration du Biodôme, approuvant du même coup la convention de services professionnels par lequel l'équipe lauréate s'engage à fournir à la Ville les services en architecture et en ingénierie pour la réalisation des plans et devis et la surveillance des travaux de construction de la "Migration du Biodôme", pour une somme maximale de 3 199 754,25$, taxes incluses (ce montant incluait les services professionnels, 10 % de contingences et 10 % d'incidences).
La phase de conception du projet, comprenant les plans et devis, s'est déroulée de janvier 2015 à mai 2016.

Le 17 mai 2016, l'appel d'offres public pour les travaux de construction a été publié, l'ouverture des soumissions s'est effectuée le 20 juillet 2016 et le comité de sélection a eu lieu le 3 août 2016. Puisque la soumission la plus basse dépassait de beaucoup la dernière estimation réalisée, l'appel d'offres pour travaux a été annulé.

À la suite de l'annulation de l'appel d'offres et après analyse des écarts, il a été convenu de reprendre les plans et devis du concept lauréat afin de réduire la portée du projet, sans pour autant mettre en péril l'essence même dudit concept, qui repose sur une expérience de visite forte induite par la parois "vivante" (structure souple et fluide, autoportante et toute en courbes, enveloppant les écosystèmes telle une peau) et les nouvelles perspectives sur les écosystèmes (passerelles, mur de glace), éléments qui ont été. intégralement conservés.

La révision du concept, au frais des professionnels, s'est déroulée de septembre à novembre 2016. L'estimation du nouveau concept a été réalisée en novembre 2016 par une nouvelle firme spécialisée en estimation de la construction.

Les modifications au concept incluent notamment (voir illustrations avant-après en pièces jointes) :

- La conservation de la structure en béton d'origine du vélodrome (consoles et poutre périphérique) qui maintient les gradins, et l'intégration des consoles dans l'aménagement du hall d'accueil.
- La réduction de la portée des travaux dans l'écosystème des îles subantarctiques.
- La réduction et la relocalisation des bureaux de l'administration au rez-de-chaussée (plancher existant) plutôt que sur une nouvelle mezzanine.
- Le maintien de l'emplacement actuel de la cafétéria.

Par ailleurs, les plans et devis révisés seront désormais estimés par deux firmes externes spécialisées en estimation de la construction.

Le concept révisé du projet a été présenté au Comité corporatif de gestion des projets d'envergure (CCGPE) du 6 décembre 2016.

Suite à cela, sur recommandation du CCGPE, des honoraires professionnels supplémentaires ont été négociés avec les architectes et ingénieurs.

Les deux parties se sont entendues sur un montant de 623 898,12 $, taxes incluses. Les négociations considéraient :

1. La quantité de travail nécessaire pour la reprise des plans et devis,

2. La volonté de sécuriser le budget par un ajustement définitif, sans possibilité d’ajustement additionnel ultérieur, selon le coût du projet révisé, plutôt que sur la base du coût réel des travaux, comme prévu dans la convention initiale.

Le concept révisé du projet Migration ainsi que l’ajustement proposé aux honoraires professionnels ont été présentés au Comité de coordination des projets d'envergure (CCPE) du 16 janvier 2017, en vue de la révision des plans et devis.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM15 0784 - 16 juin 2015 - Prendre acte de la résiliation, en date du 25 mars 2015, à l'égard d'AZPML Limited uniquement, de la convention de services professionnels relative au Projet de Migration du Biodôme conclue entre la Ville de Montréal, AZPML Limited, Kanva architecture inc., Neuf Architect(e)s S.E.N.C.R.L., Bouthillette Parizeau inc. et NCK inc.; et approuver la convention de modification (#1) entre la Ville de Montréal, Kanva Architecture inc., Neuf Architectes S.E.N.C.R.L., Bouthillette Parizeau inc. et NCK inc. (#1156365001)

CM14 1121 - 24 novembre 2014 - Accorder un contrat de services professionnels à AZPLM Limited, Kanva Architectures inc., Neuf Architectes S.E.N.C.R.L, Bouthillette Parizeau inc. et NCK inc., pour la réalisation des plans et devis et la surveillance des travaux de construction dans le cadre du projet « Migration du Biodôme », pour une somme maximale de 3 199 754,25 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cet effet(#1146365002)

CE14 0134 - 29 janvier 2014 - Approuver le règlement d'un concours d'architecture en deux étapes d'Espace pour la vie concernant les trois projets d'envergure, legs pour le 375^{e} anniversaire de Montréal, soit la Métamorphose de l'Insectarium, le Biodôme renouvelé et le Pavillon de verre au Jardin botanique; approuver la convention type de services professionnels, qui sera utilisée ultérieurement lors du choix des finalistes du concours d'architecture; et autoriser la tenue d'un concours d'architecture en deux étapes d'Espace pour la vie (#1136365007).

CM13 1001 - 23 septembre 2013 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 45 000 000 $ afin de financer les travaux relatifs aux projets Pavillon de verre du Jardin botanique, Métamorphose de l'Insectarium et Biodôme renouvelé.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à approuver les modifications à la convention de services professionnels octroyée à Kanva Architecture inc., Neuf Architectes S.E.N.C.R.L., Bouthillette Parizeau inc. et NCK inc. pour la réalisation des plans et devis et la surveillance des travaux de construction du projet « Migration du Biodôme ».
Ces services professionnels, dans la convention initiale (CM 141121), totalisaient un montant de 2 644 425 $, taxes incluses.

Dans la même décision, le conseil municipal avait également approuvé un montant de 264 442,50 $ (10%), taxes incluses, pour les contingences, pour un total de 2 908 867,50 $ taxes incluses, plus un montant de 290 886,75 $ pour les incidences, portant le total de la dépense à 3 199 754,25$, taxes incluses.

Les modifications proposées dans le présent dossier incluent un ajustement de 623 898,12 $ aux services professionnels, qui se décompose comme suit:
- 408 161,25 $, taxes incluses, pour la reprise des plans et devis, en fonction du concept révisé.
- 215 736,87 $ taxes incluses pour le paiement global, forfaitaire et final visant à "compenser" tout ajustement à venir, particulièrement en regard des coûts réels de travaux, après appel d'offres, ce qui constitue un avantage pour la Ville puisque cela contribue à sécuriser le budget global du projet.

Cet ajustement de 623 898,12 $ taxes incluses représente environ 24 % du coût initial des honoraires professionnels de 2 644 425,00 $.

Le tout se résume comme suit:

	Convention initiale	Convention de modification	Total
Honoraires professionnels	2 644 425,00 $	623 898,12 $	3 268 323,12 $
Contingences (10%)	264 442,50 $	- $	264 442,50 $
Sous-total	**2 908 867,50 $**	**623 898,12 $**	**3 532 765,62 $**
Incidences	290 886,75 $	- $	290 886,75 $
Total	3 199 754,25 $	623 898,12 $	3 823 652,37 $
(Taxes incluses)			

Pour information, à date, l'enveloppe de contingences prévue initialement a été entamée à hauteur d'environ 180 000 $, qui ont été dépensés pour des services qui n'étaient pas prévus au départ et d'autres qui ne font pas partie des services des ingénieurs et architectes, conformément aux objectifs d'une telle enveloppe. Les dépenses effectuées ont notamment couvert:

- La modélisation 3D du bâtiment, pour palier au fait qu'il n'y a jamais eu de plans complets de l'édifice suite à l'aménagement du Biodôme.
- La coordination des aires dédiées aux services alimentaires et aires adjacentes, élément sous notre juridiction dans ce projet.
- La réalisation de deux échantillons à grande échelle : l'un du mur de glace qui sera installé dans l'écosystème du monde polaire et l'utre de la paroi "vivante", une structure souple et fluide, autoportante et toute en courbes, enveloppant les écosystèmes telle une peau.

JUSTIFICATION

Le fait d'accorder aux professionnels les honoraires supplémentaires convenus, et ainsi encadrer clairement les relations, permettra de :

· Fixer définitivement le montant des honoraires professionnels (sans possibilité d'ajustement futur), ce qui contribue à sécuriser le budget global du projet.

· Maintenir un climat de travail et une bonne entente avec les professionnels pour mener à terme le projet.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal des frais d'honoraires supplémentaires est de 623 898,12 $, taxes incluses.
Le montant net à imputer au règlement d'emprunt #13-035 "Insectarium / Biodôme / Pavillon Jardin Botanique", est de 542 638,07 $**.** Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La majoration du contrat de services professionnel est nécessaire afin de poursuivre le projet de Migration du Biodôme. Le fait de ne pas donner suite aux ententes négociées avec les professionnels pourrait engendrer un nouveau report des travaux de construction ou même l'annulation complète du projet (risque de litige avec les professionnels).

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication a été élaborée.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Réception des plans et devis août 2017
Lancement de l'appel d'offres travaux septembre 2017

Début des travaux mars 2018

Fin des travaux mai 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Suzanne RODIER)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Denis DUROCHER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Louis BEAUCHAMP, Service des communications

Lecture :

Louis BEAUCHAMP, 24 février 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dominique VERREAULT
Ingenieur(e)

Tél : 514 872-9812
Télécop. : 514 872-7199

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-24

Frédéric BOULVA
Directeur Exploitation

Tél : 514 872-0603
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Chantal I. GAGNON
Directrice générale adjointe
Tél : 514 280-4283
Approuvé le : 2017-03-03

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Charles-Mathieu BRUNELLE
Directeur
Tél : 514 872-1450
Approuvé le : 2017-03-02

03 DÉTAIL 200-2: ILLUSTRATIONS D'AMBIANCE

HALL D'ACCUEIL PRINCIPAL





APPEL D'OFFRES

1230 m2	SUPERFICIE DU HALL D'ACCUEIL PRINCIPAL
6	CONSOLES DÉMOLIES
1	ESCALIER DU NIVEAU 100 AU NIVEAU 200 (NOUVEAU)
1	ASCENSEUR SURDIMENSIONNÉ

RÉVISION DU CONCEPT

1100 m2	SUPERFICIE DU HALL D'ACCUEIL PRINCIPAL
0	CONSOLES DÉMOLIES
1	ESCALIER DU NIVEAU 100 AU NIVEAU 200 (EXISTANT)
1	ASCENSEUR SURDIMENSIONNÉ

03 DÉTAIL 200-4: ILLUSTRATIONS D'AMBIANCE

RÉGIONS SUBPOLAIRES



APPEL D'OFFRES



RÉVISION DU CONCEPT

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1177575001

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Direction de l'exploitation , Division des services techniques
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 623 898,12 $, taxes incluses, pour la réalisation des plans et devis et la surveillance des travaux de construction du projet « Migration du Biodôme » / approuver un projet de convention #2 modifiant la convention de services professionnels avec les firmes Kanva Architecture inc., Neuf Architectes S.E.N.C.R.L., Bouthillette Parizeau inc. et NCK inc. (résolution CM14 1121) majorant ainsi le montant total du contrat de 2 644 425,00 $ à 3 268 323,12 $, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

La convention de modification vise à:
1) Modifier la convention initiale en majorant de 408 161.25$ (tx. in.) les hon. prof. qui s'établissaient à 2 644 425,00$ (tx. in.). En ajoutant 408 161.25$ (tx. in.) à la somme de 264 442,50 (tx. in.) qui constitue le budget de contingences (10%) approuvé lors de l'octroi du contrat initial, les hon. prof. sont majorées de 672 603,75% (tx. in.). La somme de 408 161.25$ (tx. in.) constitue une 2ième modification de l'ordre d'environ 15,5% pour une majoration des hon. prof. totale d'env. 25,5% les portant ainsi à 3 317 028,75 (2 644 425,00$ + 264 442,50$ + 408 161,25$). L'art. 573.3.0.4 de la LCV stipule qu'une municipalité ne peut modifier un contrat sauf dans le cas où la modification constitue un accessoire à celui-ci et n'en change pas la nature. Vu les représentations du services quant aux motivations de la majoration de 408 161.25$ (tx. in.), les conditions de l'article 573.3.0.4 sont rencontrées.
2) Remplacer la procédure d'ajustement des hon. prof. prévue initialement (sous-par. 5.1.1 de la convention initiale) par le paiement d'un montant global, forfaitaire et final de 215 736,87 (tx. in.) à titre d'ajustement.

La présente ne peut ni ne doit être interprétée comme une confirmation que les modifications apportées au concept lauréat afin de «réduire la portée du projet» respectent notamment le Règlement du concours qui prévoit que cet exercice ne doit pas mettre en péril l'essence même du concept retenu.

FICHIERS JOINTS

Convention de modification visée - 2017-02-27.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Denis DUROCHER
avocat
Tél : 514-868-4130

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-27

Denis DUROCHER
Avocat
Tél : 514-868-4130
Division : Droit contractuel

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
27 FEV. 2017
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiq

CONVENTION DE MODIFICATION (#2)

(Convention initiale approuvée par le conseil municipal le 24 novembre 2014 en vertu de la résolution CM14 1121)

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, dont l'adresse principale est le 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par monsieur Yves Saindon, greffier, et par monsieur Charles-Mathieu Brunelle, Directeur d'Espace pour la vie, dûment autorisés aux fins des présentes en vertu de la résolution _____;

ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **KANVA ARCHITECTURE INC.**, société d'architectes, ayant sa principale place d'affaires au 4060 St-Laurent 103, Montréal, Québec, Canada, H2W 1Y9, agissant et représentée par monsieur Rami Bebawi, architecte, déclarant être expressément autorisé à agir aux fins des présentes;

N° d'inscription T.P.S. : 145189353
N° d'inscription T.V.Q. : 1204841574 TQ 0001

ci-après appelée l'« **Architecte Coordonnateur** »

ET : **NEUF ARCHITECTES S.E.N.C.R.L.**, société d'architectes, ayant sa principale place d'affaires au 630, Boulevard René-Levesque O, Montréal, Québec, Canada, H3B 1S6, agissant et représentée par Azad Chichmanian, architecte, déclarant lui-même être associé et être expressément autorisé par ses coassociés à agir aux fins des présentes;

N° d'inscription T.P.S. : 119428407
N° d'inscription T.V.Q. : 1012390277 TQ 0001

ci-après collectivement appelés l'« **Architecte** »

ET : **BOUTHILLETTE PARIZEAU INC.**, personne morale légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires au 9825, rue Verville, Montréal, Québec, Canada, H3L 3E1, agissant et représentée par monsieur Claude Décary, ingénieur, déclarant être autorisé à agir aux fins des présentes;

N° d'inscription T.P.S. : 130198237
N° d'inscription T.V.Q. : 1011014255 TQ 0001

ci-après appelée l'« **Ingénieur en mécanique** »

ET : **NCK INC.**, personne morale légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires au 1200 avenue McGill College, Montréal, Québec, Canada, H3B 4G7, agissant et représentée par monsieur Alain Déom, ingénieur, déclarant être autorisé à agir aux fins des présentes;

N° d'inscription T.P.S. : 827191206
N° d'inscription T.V.Q. : 1217127145 TQ 0001

ci-après appelée l'« **Ingénieur en structure** »

ci-après collectivement appelés l'« **Ingénieur** »

tous les signataires ci-après collectivement appelées les « **Parties** »

ATTENDU QUE les Parties ont conclu, suite à la tenue d'un concours d'architecture, une convention de services professionnels (ci-après, la « Convention initiale ») le 24 novembre 2014 (résolution numéro CM14 1121);

ATTENDU QU'aux termes du processus d'appel d'offres visant la réalisation du Projet (Migration du Biodôme), la Ville n'a pas octroyé de contrat notamment en raison du fait que le montant de la plus basse soumission dépassait largement le budget dédié à la réalisation dudit Projet;

CONSIDÉRANT le résultat de cet appel d'offres, les Parties ont convenu de revoir les plans et devis du Projet et de modifier la Convention initiales de façon à majorer le montant global maximal des honoraires et à changer les modalités de paiement de façon à ce qu'à compter de l'entrée en vigueur de la présente convention de modification, ledit montant global maximal des honoraires ne puisse plus faire l'objet d'une quelconque majoration ou d'un quelconque ajustement à la hausse selon l'une ou l'autre des dispositions de la Convention initiale le prévoyant;

ATTENDU QUE le paragraphe 5.1 (Honoraires) de l'article 5 (Rémunération) de la Convention initiale stipule qu'en contrepartie de l'exécution par l'Architecte et l'Ingénieur de leurs obligations respectives, la Ville s'est engagé à payer un montant global maximal de deux million six cent quarante-quatre mille quarante-quatre mille quatre cent vingt-cinq dollars (2 644 425,00$) incluant toutes les taxes sur les biens et services (TPS et TVQ); ce montant global maximal étant constitué d'un montant global maximal d'un million cent soixante dix-sept mille un dollars et soixante trois cents (1 177 001,63$), incluant toutes les taxes applicables sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.), pour le paiement des honoraires professionnels (services de base) et d'un montant global maximal d'un million quatre cent soixante sept mille quatre cent vingt-trois dollars et trente-sept cents (1 467 423.37$), incluant toutes les taxes applicables sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.), pour les services supplémentaires tels qu'ils sont expressément définis à l'article 4.2 (services supplémentaires) de la Convention initiale;

ATTENDU QUE le montant global maximal de deux millions six cent quarante-quatre mille quarante-quatre mille quatre cent vingt-cinq dollars (2 644 425,00$) mentionné au paragraphe 5.1 (Honoraires) doit être majorer d'un montant global maximal de quatre cent huit mille cent soixante et un dollars et vingt-cinq cents (408 161,25$), incluant toutes les taxes applicables sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.), pour permettre à l'Architecte et à l'Ingénieur de mener à terme le Projet, et ce, dans le respect des termes et des conditions stipulées dans la Convention initiale;

ATTENDU QUE cette majoration est notamment justifiée pour tenir compte de l'évolution du Projet;

ATTENDU QUE le sous-paragraphe 5.1.1 (Méthode du pourcentage) du paragraphe 5.1 (Honoraires) de l'article 5 (Rémunération) de la Convention initiale prévoit notamment qu'un ajustement à la hausse des honoraires professionnels de l'Architecte et de l'Ingénieur doit être appliqué sur les honoraires professionnels déjà payés et à venir rendus durant la phase conception de manière à ce que la Ville paye les honoraires professionnels sur la base du Coût réel des travaux engendrés par les services de base qu'ils ont rendus;

ATTENDU QUE pour des motifs de saine gestion, les Parties conviennent, par la présente convention de modification, de modifier le sous-paragraphe 5.1.1 a) et de supprimer le sous-paragraphe 5.1.1 b) (Méthode du pourcentage) du paragraphe 5.1 (Honoraires) de l'article 5 (Rémunération) de la Convention initiale de façon à supprimer et remplacer de façon définitive la procédure d'ajustement par l'établissement et le paiement d'un montant global, forfaitaire et final de deux cent quinze mille sept cent trente-six dollars et quatre-vingt-sept cents (215 736,87$), incluant toutes les taxes applicables sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.), à titre d'ajustement des honoraires professionnels;

ATTENDU QUE l'Architecte et l'Ingénieur reconnaissent, par la présente convention, avoir reçu de la Ville, à ce jour, la somme de deux millions cent sept mille cinq cent soixante-dix dollars et neuf cents (2 107 570,09$), incluant toutes les taxes applicables sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.), à titre d'honoraires prévues à l'article 5 (Rémunération) de la Convention initiale;

CONSIDÉRANT ce qui précède, les Parties estiment qu'il y a lieu de modifier la Convention initiale, telle que modifiée par la convention de modification n°1, à nouveau;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique à l'Architecte et à l'Ingénieur;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:

ARTICLE 1
PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante de la présente convention de modification.

ARTICLE 2
MODIFICATIONS

2.1 Le paragraphe 5.1 (Honoraires) de l'article 5 (Rémunération) de la Convention initiale est remplacé par le suivant :

« **5.1 Honoraires**

En contrepartie de l'exécution par l'Architecte et l'Ingénieur de leurs obligations, la Ville s'engage à leur verser, pour tous les services requis aux fins de la réalisation du Projet :

- pour les services de base, un montant global maximal d'un million cinq cent quatre vingt cinq mille cent soixante-deux dollars et quatre-vingt-huit cents (1 585 162,88$), incluant toutes taxes applicables sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.); et

- pour les services supplémentaires, montant global maximal d'un million quatre cent soixante sept mille quatre cent vingt-trois dollars et trente-sept cents (1 467 423.37$), incluant toutes les taxes applicables sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.). Les services supplémentaires inclus sont les suivants :

    - muséologie;
    - scénographie;
    - aménagement intérieur;
    - architecture du paysage;
    - signalisation;
    - accessibilité universelle;
    - étude Acoustique;
    - étude de code;
    - étude « ascenseur »;
    - intégration de l'œuvre d'art;
    - participation pendant toute la durée du projet à des séances de travail ou d'information auprès des élus, médias, représentants de la Ville, et autres comités nécessaires à la réalisation du projet;
    - dépenses admissibles de déplacement local/international;
    - dépenses admissibles d'impression.

- à titre d'ajustement du montant des honoraires professionnels conformément au sous paragraphe 5.1.1 a) (Méthode du pourcentage) de l'article 5 (Rémunération) de la Convention initiale, un montant global, forfaitaire et final de deux cent quinze mille sept cent trente-six dollars et quatre-vingt-sept cents (215 736,87$), incluant toutes les taxes applicables sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.);

Le montant d'honoraires global indiqué pour les services de base et le montant d'honoraires global indiqué pour l'ensemble des services supplémentaires sont les sommes maximales que la Ville pourraient être appelée à payer en vertu de la Convention initiale telle que modifiée.

Le montant de deux cent quinze mille sept cent trente-six dollars et quatre-vingt-sept cents (215 736,87$), incluant toutes les taxes applicables sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.) constitue l'unique ajustement du montant des honoraires professionnels mentionné au paragraphe 5.1 (Honoraires) de l'article 5 (Rémunération) pour toute la durée de la Convention initiale.

En cas de dépassement des sommes prévues pour les services de base ou les services supplémentaires, et sous réserve des autres dispositions de la Convention, l'Architecte et l'Ingénieur devront assumer seuls tous les frais additionnels requis pour mener à terme le Projet. »

2.2 Le sous-paragraphe 5.1.1 (Méthode du pourcentage) du paragraphe 5.1 (Honoraires) de l'article 5 (Rémunération) de la Convention initiale est remplacé par le suivant :

« **5.1.1 Méthode du pourcentage**

a) Cette méthode comporte le paiement d'un montant basé sur un pourcentage du Coût estimé des travaux pour la phase conception.

Toutefois, un montant global, forfaitaire et final de deux cent quinze mille sept cent trente-six dollars et quatre-vingt-sept cents (215 736,87$), incluant toutes les taxes applicables sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.) est versé par la Ville à titre d'ajustement du montant des honoraires professionnels mentionné au paragraphe 5.1 (Honoraires) de l'article 5 (Rémunération)

Le pourcentage applicable aux fins du calcul des honoraires payables pour chacune des phases conception et construction pour les services d'architecture et pour les services d'ingénierie, sera celui indiqué au Tarif d'honoraires pour services professionnels soumis au gouvernement du Québec par des architectes, pour l'Architecte, et celui indiqué au Tarif d'honoraires pour services professionnels soumis au gouvernement du Québec par des ingénieurs, pour l'Ingénieur, selon les taux et valeurs en vigueur au moment de l'approbation de la présente convention par l'instance municipale compétente.

b) Aux fins du calcul des honoraires selon la méthode du pourcentage, le coût des travaux, réel ou estimé, est calculé en tenant compte des exclusions prévues à l'article 1.1.3 de la présente Convention.

c) Dans le cas où le projet est divisé en plusieurs Marchés, le calcul des honoraires suivant la méthode du pourcentage tient compte du Coût estimé des travaux ou du Coût réel des travaux de chacun des Marchés.

d) Nonobstant ce qui est prévu au Tarif d'honoraires pour services professionnels soumis au gouvernement du Québec par des ingénieurs,

les honoraires de l'Architecte et de l'Ingénieur calculés selon la méthode du pourcentage sont payables comme suit :

Phase de conception:

15 % des honoraires correspondants à cette phase, calculés sur la base du Coût estimé des travaux pour l'étape du concept;

30 % des honoraires correspondants à cette phase, calculés sur la base du Coût estimé des travaux pour l'étape du dossier préliminaire;

50 % des honoraires correspondants à cette phase, calculés sur la base du Coût estimé des travaux pour l'étape du dossier définitif;

5 % des honoraires correspondants à cette phase, calculés sur la base du Coût estimé des travaux pour l'étape de l'appel d'offres;

Phase de construction:

95 % des honoraires correspondants à cette phase, calculés sur la base du Coût réel des travaux, pour l'étape de la surveillance de travaux;

5 % des honoraires correspondants à cette phase, calculés sur la base du Coût réel des travaux pour l'étape des dessins, plans et devis et cahier des charges de fin de construction;

e) Lorsque, suite à l'ouverture des soumissions, la plus basse soumission conforme présente un écart en plus ou en moins de 10 % du Coût estimé des travaux au moment de l'appel d'offres, le Directeur peut ordonner la révision des dessins, plans et devis et cahier des charges sans que la Ville soit tenue de payer à l'Architecte et à l'Ingénieur des honoraires additionnels.

f) Lorsque, suite à l'ouverture des soumissions, la Ville décide de ne pas octroyer le Marché, les honoraires professionnels sont payés sur la base du Coût estimé des travaux, excluant les services relatifs à la phase de construction. Aucun honoraire ne sera payé pour les étapes chantier, plans et cahier des charges de fin de construction et période de garantie. »

ARTICLE 3
AUTRES DISPOSITIONS

Tous les autres termes et conditions de la Convention initiale demeurent inchangés et continuent de régir les parties dans la mesure où ils ne sont pas modifiés par la présente convention.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN CINQ (5) EXEMPLAIRES À MONTRÉAL À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2017

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier

Le e jour de 2017

KANVA ARCHITECTURE INC.

Par : _____
Rami Bebawi, architecte

Le e jour de 2017

NEUF ARCHITECTES S.E.N.C.R.L.

Par : _____
Azad Chichmanian, architecte

Le e jour de 2017

BOUTHILLETTE PARIZEAU INC.

Par : _____
Claude Décary, ingénieur

Le e jour de 2017

NCK INC.

Par : _____
Alain Déom, ingénieur

Cette convention de modification a été approuvée par le conseil municipal de la Ville de Montréal, le e jour de 2017 (résolution).

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1177575001

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Direction de l'exploitation , Division des services techniques
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 623 898,12 $, taxes incluses, pour la réalisation des plans et devis et la surveillance des travaux de construction du projet « Migration du Biodôme » / approuver un projet de convention #2 modifiant la convention de services professionnels avec les firmes Kanva Architecture inc., Neuf Architectes S.E.N.C.R.L., Bouthillette Parizeau inc. et NCK inc. (résolution CM14 1121) majorant ainsi le montant total du contrat de 2 644 425,00 $ à 3 268 323,12 $, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1177575001 Addendum Migration du Biodôme-Kanva.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Suzanne RODIER
Préposée au budget

Tél : 872-7070

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-27

Laura VALCOURT
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-0984
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.29

2017/03/27 13:00

(1)

Dossier # : 1170112001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau , Division de la gestion stratégique des réseaux d'eau - unité ESt
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Approuver la convention de partenariat entre le Service des stages de l'École Polytechnique de Montréal et la Ville de Montréal pour fournir la main d'oeuvre nécessaire à la campagne de dépistage des entrées de service en plomb pour l'année 2017, pour une somme maximale de 365 000 $, exempte de taxes. Contrat de gré à gré.

Il est recommandé de:
approuver la convention de partenariat entre le Service des stages de l'École Polytechnique de Montréal et la Ville de Montréal pour fournir la main d'oeuvre nécessaire à la campagne de dépistage des entrées de service en plomb pour l'année 2017 / Autoriser une contribution financière maximale de 365 000 $

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-03-03 11:34

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1170112001**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau , Division de la gestion stratégique des réseaux d'eau - unité ESt
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Approuver la convention de partenariat entre le Service des stages de l'École Polytechnique de Montréal et la Ville de Montréal pour fournir la main d'oeuvre nécessaire à la campagne de dépistage des entrées de service en plomb pour l'année 2017, pour une somme maximale de 365 000 $, exempte de taxes. Contrat de gré à gré.

CONTENU

CONTEXTE

La Commission permanente sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs a reçu du conseil municipal, en février 2013, le mandat d'évaluer la portée de l'article 89.13 du Règlement C-1.1 sur la canalisation de l'eau potable, des eaux usées, des eaux pluviales et des préjudices causés aux propriétaires montréalais et d'émettre, par la suite, des recommandations sur les modifications possibles audit règlement (CM13 0161). La Commission a formulé six recommandations concernant les entrées de service en plomb et la relance du plan d'action établi en 2007, qui ont été approuvées par le Comité exécutif en septembre 2015.

Parmi ces recommandations, la poursuite des campagnes annuelles de dépistage a été approuvée à hauteur de 6000, et vise un objectif de 5000 remplacements par année. Ceci implique un besoin en ressources humaines plus important que les années précédentes, d'où l'intérêt de l'entente proposée avec l'École Polytechnique de Montréal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM16 0454 - 18 avril 2016 - Approuver un projet de convention de partenariat de gré à gré entre la Ville et la Corporation de l'École Polytechnique, via son Service des stages, pour fournir la main-d'œuvre nécessaire à la campagne de dépistage des entrées de service en plomb pour l'année 2016, pour une somme maximale de 280 000 $, exempte de taxes.
CM15 1033 - 21 septembre 2015 - Dépôt de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission permanente sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs portant sur l'étude de l'article 89.13 du Règlement C-1.1 sur la canalisation de l'eau potable, des eaux usées et des eaux pluviales et des préjudices causés aux propriétaires

montréalais.

CE15 1722 - 16 septembre 2015 - Réponse du comité exécutif au rapport de la Commission permanente sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs portant sur l'étude de l'article 89.13 du *Règlement C-1.1 sur la canalisation de l'eau potable, des eaux usées et des eaux pluviales et des préjudices causés aux propriétaires montréalais* ;

CE15 0103 - 14 janvier 2015 - Prendre acte du rapport et des recommandations de la Commission permanente sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs concernant l'étude de l'article 89.13 du Règlement C-1.1 sur la canalisation de l'eau potable, des eaux usées et des eaux pluviales et des préjudices causés aux propriétaires montréalais.

DESCRIPTION

L'École Polytechnique de Montréal s'engage, via la convention de partenariat, en pièce jointe, à conclure vingt-six contrats permettant à la Ville de Montréal d'avoir à son service des stagiaires de Polytechnique au trimestre d'été et au trimestre d'automne 2017.
Durant un total de 25 semaines, les équipes d'étudiants sillonneront les rues de la Ville de Montréal pour faire des analyses permettant de déterminer la présence d'entrée de service en plomb. Ces analyses permettront par la suite de procéder, si requis, au remplacement des entrées de service en plomb du côté de la ville.

Il est utile de rappeler que la Direction régionale de santé publique du CIUSS du Centre-Sud -de-l'Île-de-Montréal (DRSP) a évalué le risque pour la santé associé à la présence de plomb dans l'eau des bâtiments ayant une entrée de service en plomb sur l'île de Montréal. Elle considère que ce risque est faible et limité aux femmes enceintes (pour l'enfant à naître) et aux enfants de moins de 6 ans.

JUSTIFICATION

La convention de partenariat permet à la Ville de Montréal d'avoir recours à la main d'oeuvre nécessaire pour atteindre les objectifs de dépistages fixés.
Une étude comparative a été faite en 2016 entre différentes options, dont une entente de service avec l'École Polytechnique ou encore l'embauche d'une firme externe. L'offre de service de l'École Polytechnique pour les 26 stagiaires représentait 52% du montant estimé pour l'embauche d'une firme externe. Notre choix s'est porté sur l'entente de service avec l'École Polytechnique.

Notons que la Ville de Montréal est partenaire de la Chaire Industrielle en Eau Potable de l'École Polytechnique, notamment pour ses travaux de recherche sur le plomb depuis 2007 (impact des remplacements partiels, plomb dans les grands bâtiments…). Depuis la mise en place du programme de dépistage d'entrées de service en plomb en 2008 par la Ville de Montréal, 14 000 analyses ont été effectuées dont plus de 4 000 en 2016 (soit une augmentation de 228% par rapport à 2015) suite au recours à la convention de partenariat avec l'École Polytechnique.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale planifiée est la suivante:
20 stagiaires pendant une période de 16 semaines (été), à un taux horaire variant entre 17,41$/h et 19,81$/h selon le nombre de crédits complétés.
6 stagiaires pendant une période de 16 semaines (automne), à un taux horaire variant entre 17,41$/h et 19,81$/h selon le nombre de crédits complétés.
Au salaire entendu, s'ajoutera un montant équivalent à 16% pour couvrir les avantages

sociaux (régime d'assurance emploi, régie des rentes, CSST, vacances, RAMQ, etc.), de même qu'un montant équivalent à 10% du salaire comme frais administratif. Cette dépense sera assumée à 100% par la Ville centre.

Un montant total maximal de 365 000$ est donc budgété et est prévu au budget de fonctionnement de la DGSRE.

Cette dépense sera assumée à 100% par la Ville Centre.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La Ville de Montréal s'est dotée en 2011 de la Stratégie Montréalaise de l'Eau qui comprend des objectifs de sécurité publique, de gestion responsable des actifs et de développement durable.
Notre projet de dépistage des entrées de service en plomb appuie clairement les stratégies mises en évidence dans la Stratégie Montréalaise de l'Eau.

En effet, nos tests de dépistage des entrées de service en plomb permettront de faire une partie du diagnostic sur l'état du réseau sans devoir faire des excavations.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ce partenariat est essentiel afin d'atteindre l'objectif d'accélération des remplacements des entrées de service en plomb. Il est prévu de dépister plus de 6000 maisons pour vérifier la présence d'une entrée de service en plomb.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Journées de formation des étudiants: 8-9 mai 2017 et 4-5 juillet selon la date d'arrivée des étudiants
Activités des équipes sur le terrain : du 10 mai au 27 octobre 2017 inclusivement.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Linda PHARAND)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Céline VAILLANCOURT, Service des infrastructures_voirie et transports

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Abdelwahid BEKKOUCHE
Chef de division

Tél : 514 872-2575
Télécop. : 514 872-6856

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-23

Dominique DEVEAU
Directrice - DGSRE

Tél : 514 872-4023
Télécop. : 514 872-4269

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Dominique DEVEAU
Directrice - DGSRE
Tél : 514 872-4023
Approuvé le : 2017-03-02

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2017-03-03

CONVENTION DE PARTENARIAT

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu en vertu du Règlement RCE02-004, article 6 et de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*;

CI-APRÈS APPELÉE LA « **VILLE** »

ET : **CORPORATION DE L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE**, corporation légalement constituée en vertu des lois de la province de Québec, ayant sa place d'affaires au 2900, Édouard-Montpetit, Montréal, Québec, H3T 1J4, ici représentée par monsieur Steven Chamberland, directeur des affaires académiques et de la vie étudiante, dûment autorisé tel qu'il le déclare;

CI-APRÈS APPELÉE « **L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE** »

LESQUELLES, EN VUE DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT (CI-APRÈS APPELÉ « CONVENTION ») FAISANT L'OBJET DES PRÉSENTES, DÉCLARENT CE QUI SUIT :

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique au contractant;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté un plan d'action en 2007 visant le remplacement de toutes les entrées de service en plomb sur le domaine public d'ici à 2026;

ATTENDU QUE le comité Exécutif de la Ville de Montréal a approuvé en 2015 la relance du plan d'action et l'accélération des campagnes de dépistage des entrées de service en plomb;

ATTENDU QUE l'objectif de la Ville de Montréal pour l'année 2017 est le dépistage de 6000 maisons pour vérifier la présence ou absence d'une entrée de service en plomb;

ATTENDU QUE un besoin en ressources humaines supérieur à celui des années passées est nécessaire pour atteindre l'objectif de dépistage;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal est partenaire de l'École Polytechnique par l'intermédiaire de la Chaire CRSNG en Eau Potable;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « Directeur » : Directeur du Service de l'eau ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « Territoire » Les arrondissements de la Ville et les villes reconstituées de l'agglomération de Montréal;

1.3 « Annexe 1 » : Document intitulé « Contrat de service – Stagiaires de Polytechnique pour la Ville de Montréal»;

ARTICLE 2
INTERPRÉTATION

Le préambule et l'Annexe 1 font partie intégrante de la Convention. Le texte de la Convention prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 1 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 3
OBJET

La Ville retient les services de l'École Polytechnique qui s'engage, selon les termes et conditions de la Convention, à fournir vingt (20) stagiaires du 9 mai au 25 août 2017 et six (6) stagiaires du 4 juillet au 27 octobre 2017, qui travailleront sur le projet de dépistage des entrées de service en plomb sur le territoire de la Ville de Montréal.

ARTICLE 4
DURÉE

La Convention entre en vigueur à compter de sa signature par les deux parties et se termine le 31 octobre 2017.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 **Considération financière**

En contrepartie de l'exécution de toutes et chacune des obligations assumées par l'École Polytechnique en vertu de la Convention, la Ville s'engage à lui verser la somme maximale de trois cent soixante-cinq mille dollars (365 000 $), exempte de taxes et couvrant tous les honoraires et dépenses.

Cette somme sera versée à l'École Polytechnique en deux (2) versements :

- Cinquante pour cent (50 %) sera versé au milieu du stage;
- Cinquante pour cent (50 %) sera versé à la fin du stage.

L'École Polytechnique ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

Aucun paiement d'honoraires versé à l'École Polytechnique ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la Convention.

ARTICLE 7
RÉSILIATION

7.1 Malgré l'article 4, la Ville peut, sur simple avis écrit et sans préjudice à ses autres droits et recours, mettre fin à la Convention en tout temps.

7.3 L'École Polytechnique renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature que ce soit à l'encontre de la Ville pour la perte de profits anticipés ou pour des dommages occasionnés en raison de cette résiliation.

ARTICLE 8
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

L'École Polytechnique accepte de tenir la Ville indemne de toute réclamation et de tout dommage, de quelque nature que ce soit, résultant directement ou indirectement de ce qui fait l'objet de la Convention, de prendre fait et cause pour la Ville dans toute action ou poursuite intentée contre elle par des tiers en raison des présentes et à l'indemniser de tout jugement, de quelque nature que ce soit, qui pourrait être prononcé contre elle, en capital, intérêts et frais et de toute somme qu'elle aura déboursée, avant ou après jugement, en raison de ce qui précède.

L'École Polytechnique se porte responsable de tout incident qui pourrait survenir aux stagiaires pendant la durée de la Convention (accident de voiture, accident de travail…).

ARTICLE 9
DROITS D'AUTEUR

En contrepartie des honoraires prévus à l'article 5, l'École Polytechnique :

9.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la Convention et renonce à ses droits moraux;

9.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la Convention;

9.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 10
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

10.1 ÉLECTION DE DOMICILE ET AVIS

Aux fins des présentes et pour tout avis écrit qui doit être envoyé à l'autre partie, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la Convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

10.2 CESSION

La Convention lie les deux parties de même que leurs ayants droit et représentants légaux, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties en vertu de la Convention ne peuvent être cédés ni transférés, en tout ou en partie, à un tiers sans l'accord écrit préalable de l'autre partie.

10.3 MODIFICATION

La Convention ne peut être modifiée sans l'accord écrit préalable des deux parties.

10.4 VALIDITÉ

Une disposition de la Convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

10.5 LOIS APPLICABLES

La Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

10.6 POLITIQUE DE GESTION CONTRACTUELLE

L'École Polytechnique déclare qu'elle a pris connaissance de la Politique, qu'elle en comprend les termes et la portée et fait toutes les affirmations solennelles requises en application de la Politique, comme si elles étaient reproduites au long à la Convention et prend les engagements prévus au paragraphe 6 de la Politique.

EN FOI DE QUOI LES PARTIES ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE CONVENTION EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2017

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le e jour de 2017

ÉCOLE POLYTECHNIQUE DE MONTRÉAL

Par : _____
Steven Chamberland, ing., Adm.A., MBA, Ph. D.

Cette Convention a été approuvée par le comité exécutif de la Ville de Montréal, le e jour de 2017 (CE17).

ANNEXE 1

Montréal, le 27 février 2017

Monsieur Abdelwahid Bekkouche
Gestion stratégique des eaux
Ville de Montréal, Direction de l'eau potable
13301 rue Sherbrooke Est
Montréal (Québec)

Objet : Contrat de service – Stagiaires de Polytechnique pour la Ville de Montréal

Monsieur Bekkouche,

Par la présente, le Service des stages et emplois de Polytechnique Montréal s'engage à conclure une trentaine de contrats de service permettant à la Ville de Montréal d'avoir à son service des stagiaires de Polytechnique au trimestre d'été et d'automne 2017, sans que ceux-ci n'apparaissent sur sa liste de paye. Les stagiaires seront en effet rémunérés directement par Polytechnique.
Chaque stage fera l'objet d'un contrat individuel pour lesquels les signataires seront : le stagiaire, le représentant de la Ville de Montréal et le directeur du Service des stages et emplois de Polytechnique Montréal.
Les dates de début et de fin de stage de même que le salaire devront être négociés entre la Ville de Montréal et les stagiaires. Au salaire entendu, s'ajoutera un montant équivalent à 16 % pour couvrir les avantages sociaux (régime d'assurance emploi, régie des rentes, CSST, vacances, RAMQ, etc.), de même qu'un montant équivalent à 10 % du salaire à titre de frais administratif.
Concernant la facturation, une facture représentant 50 % du total du contrat sera acheminée à mi-stage et une deuxième facture finale sera acheminée à la fin du stage.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes meilleurs sentiments.

Steven Chamberland, ing., Adm.A., MBA, Ph. D.
Directeur des affaires académiques et de la vie étudiante
Directeur du Service des stages et emplois par intérim
Professeur titulaire, Département de génie informatique et génie logiciel

Direction des affaires académiques et de la vie étudiante Pavillon Principal, Bureau A-200 Téléphone : 514 340-4461 Télécopieur : 514 340-4031
Adresse postale : C.P. 6079, succ. Centre-Ville Montréal (Québec) Canada H3C 3A7 www.polymtl.ca Campus de l'Université de Montréal 2900, boul. Édouard-Montpetit 2500, chemin de Polytechnique Montréal (Québec) Canada H3T 1J4

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1170112001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau , Division de la gestion stratégique des réseaux d'eau - unité ESt
Objet :	Approuver la convention de partenariat entre le Service des stages de l'École Polytechnique de Montréal et la Ville de Montréal pour fournir la main d'oeuvre nécessaire à la campagne de dépistage des entrées de service en plomb pour l'année 2017, pour une somme maximale de 365 000 $, exempte de taxes. Contrat de gré à gré.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1170112001_Info_Comptable.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Linda PHARAND
Préposée au budget

Tél : 514 872-7232

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-03-02

Bruno LAGACÉ
Conseiller en gestion des ressources financières
Tél : 514-872-5391
Division : Direction du conseil et du soutien financier - Point de services EAU-ENVIRONNEMENT

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.30

2017/03/27
13:00

(1)

Dossier # : 1160783007

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet d'acte par lequel la Ville de Montréal vend à Construction Privico inc., aux fins d'assemblage, deux terrains vacants partiellement desservis situés sur le côté nord-est de l'avenue Fernand-Gauthier, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, totalisant une superficie de 1 395 m², pour la somme de 288 595 $ / Fermer comme rue les lots 4 936 659 et le lot 5 029 876 du cadastre du Québec. N/Réf : 31H12-005-4166-03

Il est recommandé :

1. d'approuver un projet d'acte par lequel la Ville de Montréal vend à Construction Privico inc., aux fins d'assemblage, deux terrains vacants constitués des lots 4 936 659 et 5 029 876 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, partiellement desservis et situés sur le côté nord-est de l'avenue Fernand-Gauthier, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, pour la somme de 288 595 $, le tout selon les termes et conditions stipulés au projet d'acte;
2. de fermer comme rue les lots 4 936 659 et le lot 5 029 876 du cadastre du Québec.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-03-03 12:51

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1160783007

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet d'acte par lequel la Ville de Montréal vend à Construction Privico inc., aux fins d'assemblage, deux terrains vacants partiellement desservis situés sur le côté nord-est de l'avenue Fernand-Gauthier, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, totalisant une superficie de 1 395 m², pour la somme de 288 595 $ / Fermer comme rue les lots 4 936 659 et le lot 5 029 876 du cadastre du Québec. N/Réf : 31H12-005-4166-03

CONTENU

CONTEXTE

Construction Privico inc. (le « Promettant-Acquéreur ») est propriétaire d'une trentaine de terrains situés sur le côté nord-est de l'avenue Fernand-Gauthier, entre les rues Henri-Gagnon et Pierre-Chasseur, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles (l'« Arrondissement »). Il désire acquérir deux (2) terrains de la Ville, qui sont des rues à fermer, pour les assembler à son projet immobilier (le « Projet »). Le relotissement du Projet et l'intégration des terrains de la Ville permettront la réalisation d'un projet plus homogène comme le souhaite l'Arrondissement.

Le Promettant-Acquéreur a signé, le 5 mai 2016, avec l'Arrondissement, un protocole d'entente afin de compléter les travaux d'infrastructures de la partie de l'avenue Fernand-Gauthier attenante à son Projet (« Protocole »). Dans ce Protocole, il est mentionné que le Promettant-Acquéreur est responsable du paiement des infrastructures devant être construites en face des deux terrains faisant l'objet des présentes.

Le présent sommaire a pour but de faire approuver par les autorités compétentes de la Ville le projet d'acte de vente de ces deux terrains.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA16 30 05 0107 - 3 mai 2016 - Adoption d'un protocole d'entente entre Construction Privico inc. et la Ville afin de permettre au Promettant-Acquéreur de compléter les travaux d'infrastructures de l'avenue Fernand-Gauthier, entre les rues Henri-Gagnon et Pierre-Chasseur.

DESCRIPTION

Les deux (2) terrains faisant l'objet de la présente vente sont situés sur le côté nord-est de l'avenue Fernand-Gauthier. Ils sont connus comme étant les lots 4 936 659 et 5 029 876 du cadastre du Québec (« Immeuble »), lesquels devront être fermés comme rue. Ces deux lots sont identifiés par une trame hachurée sur les plans B et C disponibles en pièces jointes, tandis que les 27 lots déjà la propriété du Promettant-Acquéreur sont identifiés par un trait liséré.

Le lot 4 936 659, d'une superficie de 613,2 m², correspond à une partie non aménagée de la rue Henri-Gagnon, à fermer. Une servitude sera créée à même l'acte de vente afin de légaliser la présence de la ligne aérienne de fils électriques et de télécommunications située à la limite arrière du lot. L'assiette de cette servitude possédera une profondeur de 1,5 mètre par la largeur du lot. Cette servitude est plus amplement décrite sur le plan d'arpentage accompagnant la description technique préparée par Christian Viel, arpenteur-géomètre, le 9 octobre 2015, sous sa minute numéro 139, portant le n^{o} de plan N-12 Rivière-des-Prairies et le n^{o} de dossier 21998, lequel est disponible en pièces jointes.

Le lot 5 029 876 du cadastre du Québec, d'une superficie de 781,8 m², correspond à une partie de l'avenue Blaise-Pascal également non aménagée et à fermer. Ce lot est affecté par une servitude d'une largeur de 1,5 mètre à la limite sud-est du lot, dans le prolongement de l'avenue Blaise-Pascal, pour permettre le passage en tréfonds de conduits électriques et de télécommunications desservant le projet Le Valencia. L'évaluateur du SGPI considère que cette servitude n'affecte pas la valeur du lot, car elle se situe dans la marge latérale de ce lot. Le Promettant-Acquéreur devra tout de même déplacer l'assiette de cette servitude pour permettre le relotissement du Projet, car elle se retrouve dans l'emprise d'un bâtiment à construire. Une servitude sera créée à même l'acte de vente afin de légaliser la présence d'une autre ligne de fils électriques et de télécommunications située dans la partie arrière du lot 5 029 876. L'assiette de cette servitude se situe à plus de 8,22 mètres (27 pieds) de la ligne de lot arrière. Elle possède une emprise de 3,0 mètres de profondeur par la largeur du lot. Cette servitude est décrite sur le plan d'arpentage accompagnant la description technique préparée par Christian Viel, arpenteur-géomètre, le 10 novembre 2015, sous sa minute numéro 153, portant le n^{o} de plan B-28 Rivière-des-Prairies et le n^{o} de dossier 21998, lequel est disponible en pièces jointes. L'évaluateur du SGPI a déprécié la valeur de la partie arrière de ce lot puisqu'elle est jugée non constructible.

Le règlement d'urbanisme en vigueur permet la construction de bâtiments résidentiels unifamiliaux. Il est déjà convenu avec l'Arrondissement que l'architecture des bâtiments résidentiels s'harmonisera avec ceux du projet riverain, connu sous le nom « Le Valencia ». Assemblés aux deux terrains faisant l'objet de la présente vente, le Projet permettra la construction de 31 maisons unifamiliales, dont 5 d'entre elles seront des constructions détachées, les autres étant jumelées.

Le Promettant-Acquéreur a approché le Service de la gestion et de la planification immobilière (le « SGPI ») en 2009 pour faire l'acquisition des deux terrains de la Ville. À ce moment, le SGPI n'était pas en mesure de recommander la vente de ces terrains, tant et aussi longtemps que les travaux, pour compléter les infrastructures, n'étaient pas terminés. Sans un réseau d'infrastructures adéquat, l'Arrondissement ne pouvait émettre de permis de construction. Le SGPI, quant à lui, ne pouvait exiger du Promottant-Acquéreur de construire un bâtiment résidentiel dans un délai donné suivant la signature de l'acte de vente, en sachant que celui-ci ne pouvait obtenir de permis de construction.

Les travaux de construction de ce tronçon de rue incombaient au promoteur du projet immobilier riverain Le Valencia. Le promoteur de ce projet (« Consortium Pétra-St-Luc ») avait conclu avec l'Arrondissement une entente relative aux travaux d'infrastructures. En raison du litige qui l'oppose à la Ville, Consortium Pétra-St-Luc n'a pas été mesure de compléter les travaux d'infrastructures, avec la résultante que la construction de la rue Fernand-Gauthier, entre les rues Henri-Gagnon et Pierre-Chasseur, est restée inachevée.

Le Promettant-Acquéreur a signé, au mois de février 2013, une entente avec le représentant de Consortium Pétra-St-Luc afin de partager les coûts pour l'aménagement de l'avenue Fernand-Gauthier. Le Promettant-Acquéreur a profité de l'occasion pour faire installer sur la majorité de ces lots les entrées de service privées pour les réseaux d'aqueduc et d'égout.

Le Promettant-Acquéreur a conclu au mois de mai 2016 un protocole d'entente avec l'Arrondissement lui permettant de compléter les travaux d'infrastructures de l'avenue Fernand-Gauthier et ainsi lui permettre de débuter la mise en valeur de son Projet.

Exclusion faite des deux terrains de la Ville faisant l'objet de la présente transaction, le Promettant-Acquéreur a acquis les autres terrains de ce tronçon de rue en 2009, lors de deux transactions distinctes. Le prix payé pour ces terrains, alors non desservis, était respectivement de 87,94 $/m² et 104,41 $/m² (8,17 $/pi² et 9,70 $/pi²).

L'évaluation municipale des terrains riverains, maintenant partiellement desservis, au rôle foncier 2017, est de 162,50 $/m² (15,10 $/pi²).

L'évaluateur du SGPI a estimé la valeur de ces terrains comme s'ils étaient totalement desservis en mentionnant qu'il fallait déduire de cette valeur la partie du coût des dépenses d'infrastructures assumées par le Promettant-Acquéreur. Le montant du coût des infrastructures assumé par le Promettant-Acquéreur pour desservir les deux lots vendus par la Ville s'établit à 80 055 $. La valeur marchande ajustée conformément aux commentaires de l'évaluateur, en date du 27 octobre 2015, se situe entre 206,88 $ et 235,85 $/m² (19,22 $ et 21,91 $/pi²).

Il est important de souligner que le Promettant-Acquéreur doit assumer certaines dépenses qui ne furent pas considérées dans l'établissement de la valeur marchande du lot 5 029 876. Premièrement, le relotissement du Projet fait en sorte que les conduits souterrains d'utilités publiques présents en tréfonds du lot 5 029 876 se retrouvent sous l'emprise d'un futur bâtiment. Les coûts pour procéder à nouveau au lotissement du Projet seraient très élevés étant donné qu'il faudrait déplacer les entrées de service d'aqueduc et d'égout déjà installées. La solution la plus avantageuse consiste à déplacer les installations d'utilités publiques. Le coût de ce déplacement, entièrement assumé par le Promettant-Acquéreur, s'élève à 67 260 $, selon les estimations fournies par Hydro-Québec. De plus, le Promettant -Acquéreur envisage de déplacer la ligne aérienne de fils électriques située à la limite arrière du lot pour rendre ces terrains plus désirables. Le coût du déplacement de cette ligne se trouve à être supérieur à l'ajustement de valeur accordée par l'évaluateur du SGPI. Pour ces raisons, le SGPI a négocié au bas de la fourchette de l'évaluation.
Le prix de vente moyen de ces terrains partiellement desservis s'établit donc à 206,88 $/m² (19,22 $/pi²).

Cette vente est assujettie à une obligation de construire un bâtiment sur chacun des lots ou nouveaux lots constituant l'Immeuble (le « Bâtiment »), laquelle est garantie par une clause résolutoire. Étant donné que le Promettant-Acquéreur doit non seulement construire les deux (2) terrains faisant l'objet de la présente, sur lesquels il prévoit construire quatre (4) cottages jumelés, mais également les 27 autres terrains de son Projet, le SGPI recommande les délais suivants :

· pour le lot 5 029 876 du cadastre du Québec ou ses subdivisions (avenue Blaise-Pascal à fermer), le Bâtiment doit être construit dans un délai de trois (3) ans suivant la signature de l’acte de vente, et;

· pour le lot 4 936 659 du cadastre du Québec ou ses subdivisions (rue Henri-Gagnon à fermer), le Bâtiment doit être construit dans un délai de quatre (4) ans suivant la signature de l’acte de vente.

La Ville donnera mainlevée de sa clause résolutoire lorsque les fondations du Bâtiment seront construites.

La vente est au comptant et les autres clauses incluses à l'acte sont usuelles pour ce type de transaction.

JUSTIFICATION

Cette transaction est requise pour les motifs suivants :

· Une transaction de gré à gré est requise et équitable pour le Promettant-Acquéreur, car elle lui permet de récupérer les sommes investies pour l'aménagement de l'avenue Fernand-Gauthier attenante aux lots vendus.

· Elle permet la réalisation d'un projet immobilier plus homogène, et ce, au bénéfice des résidents et à la demande de l'Arrondissement.

· Le prix de vente est conforme à notre évaluation.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le produit de la vente de 288 595 $ sera comptabilisé dans les revenus de la Ville pour l'année fiscale 2017.
La valeur aux livres de ces immeubles est nulle.

La vente de ces terrains permettra la construction de quatre (4) cottages jumelés. Les recettes foncières générées par cette vente et la construction des bâtiments projetés représentent des retombées fiscales de l'ordre de 12 000 $ annuellement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'entente sur les infrastructures stipule que le Promettant-Acquéreur ne pourra obtenir de permis de construction avant qu'il n'ait conclu l'acquisition des terrains faisant l'objet des présentes.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Ne s'applique pas

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Andrée BLAIS)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Richard JOSEPH, Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles
Sylvie BLAIS, Service des infrastructures_voirie et transports

Lecture :

Sylvie BLAIS, 10 février 2017
Bernard DONATO, 2 août 2016
Richard JOSEPH, 5 juillet 2016
Lise BASTIEN, 5 juillet 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Denis CHARETTE
Conseiller en immobilier

Tél : 514 872-7221
Télécop. : 514 872-8350

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-06-21

Denis SAUVÉ
Chef de division

Tél : 514 872-2125
Télécop. : 514 872-8350

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières et de la sécurité
Tél : 514 872-0153
Approuvé le : 2017-03-01

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI
Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2017-03-03

RÉSUMÉ - TRANSACTION IMMOBILIÈRE

Numéro de GDD : 1160783007 / Mandat 09-0077-T

Description de la transaction :

- Type de transaction : Vente pour fins d'assemblage
- Localisation : Avenue Fernand-Gauthier, entre la rue Henri-Gagnon et Blaise-Pascal, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles
- Lots : 4 936 659 et 5 029 876 du cadastre du Québec
- Superficie totale : 1 395 m^2 (15 016 pi^2)
- Particularités : L'acquéreur qui possède 27 autres lots sur l'avenue Fernand-Gauthier a signé, au mois de mai 2016, avec l'Arrondissement, une entente relative afin de compléter les travaux d'infrastructures de l'avenue Fernand-Gauthier, entre les rues Henri-Gagnon et Pierre-Chasseur, laquelle inclut les deux terrains de la Ville faisant l'objet de la présente vente.

Vendeur : Ville de Montréal

Acquéreur : Construction Privico inc.

Prix de vente : (avant taxes) 288 595 $ - (206,88 $/m²) ou (19,22 $/pi²)

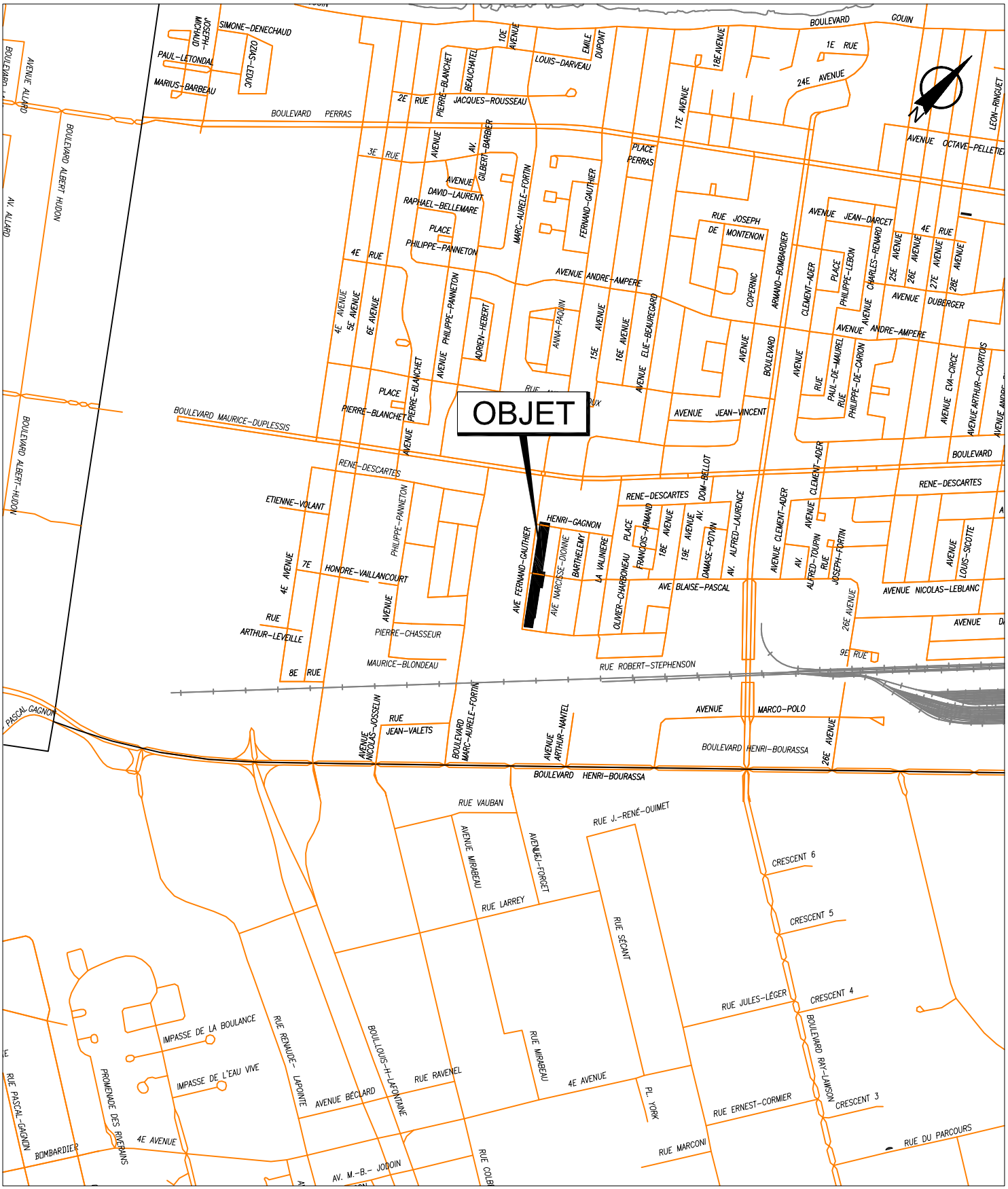
Valeur marchande : Au 27 octobre 2015
206,88 $ à 235,85 $/m² (19,22 $/pi² et 21,91 $/pi²)

Valeur au rôle foncier 2017 : 162,50 $/m² - (15,10 $/pi²)

Valeur aux livres : Nulle

Raison du prix de vente : Prix de vente négocié au bas de fourchette de la valeur marchande, car l'acquéreur doit procéder au relotissement du projet pour intégrer les lots de la Ville et assumer à ses entiers frais le déplacement de certains services d'utilités publiques.

Préparé par :		**INITIALES**	**DATE (JJ-MM-AA)**
Denis Charette	Téléphone : 2-7221	_____	_____
Denis Sauvé	Téléphone : 2-2125	_____	_____
Francine Fortin	Téléphone : 2-0153	_____	_____
Marie-Claude Lavoie	Téléphone : 2-1049	_____	_____

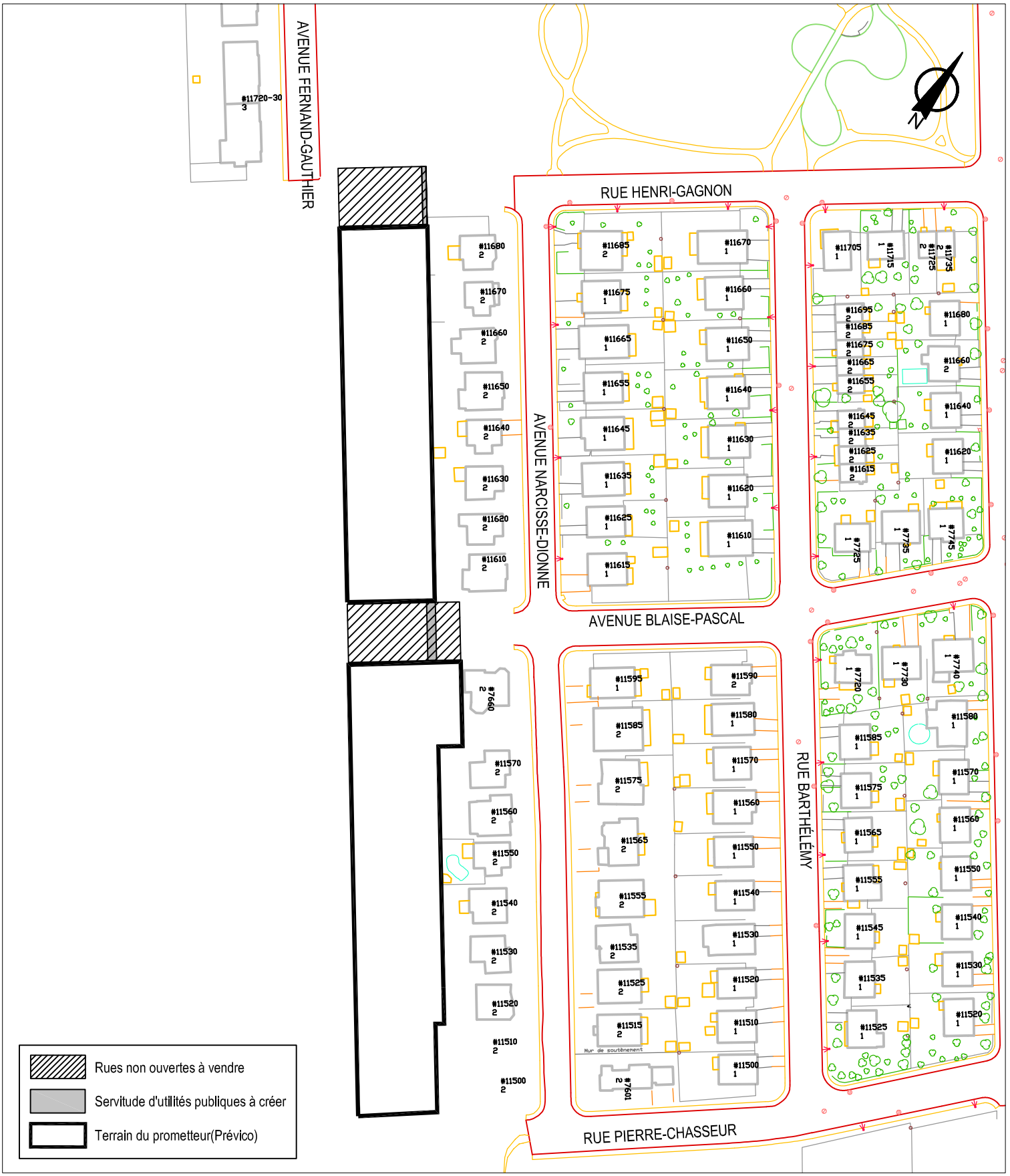


SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Rivière-des-Prairies
Pointe-aux-Trembles
Montréal

Plan A : plan de localisation
Dossier : 31H12-005-4166-03
Production : CL
Échelle : -
Date : 27-08-15

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.

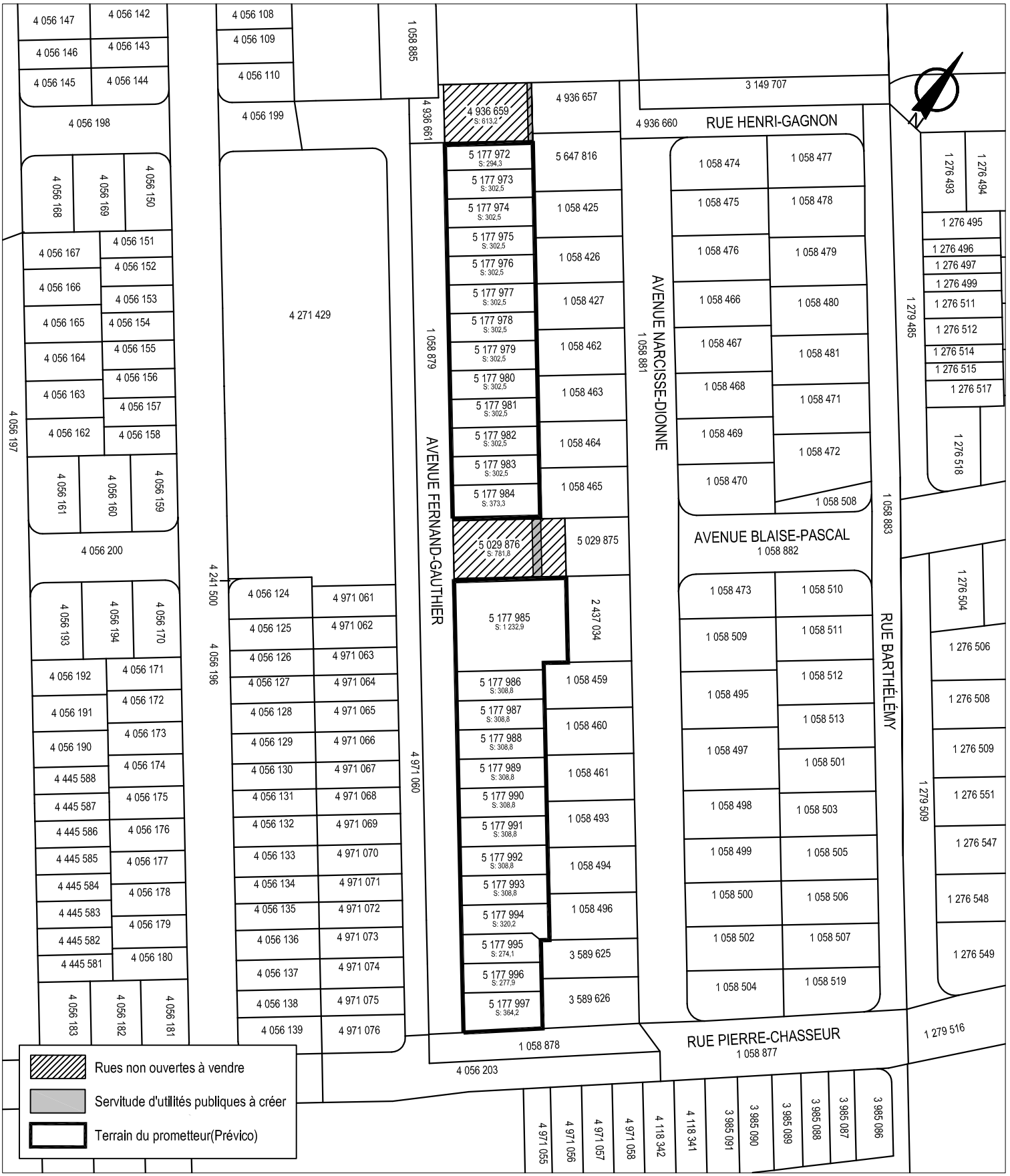


SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Rivière-des-Prairies
Pointe-aux-Trembles
Montréal

Plan B : plan de l'utilisation du sol
Dossier : 31H12-005-4166-03
Production : CL
Échelle : 1:1800
Date : 26-08-15

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Rivière-des-Prairies
Pointe-aux-Trembles
Montréal

Plan C : plan de cadastre
Dossier : 31H12-005-4166-03
Production : CL
Échelle : 1:1800
Date : 26-08-15

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.

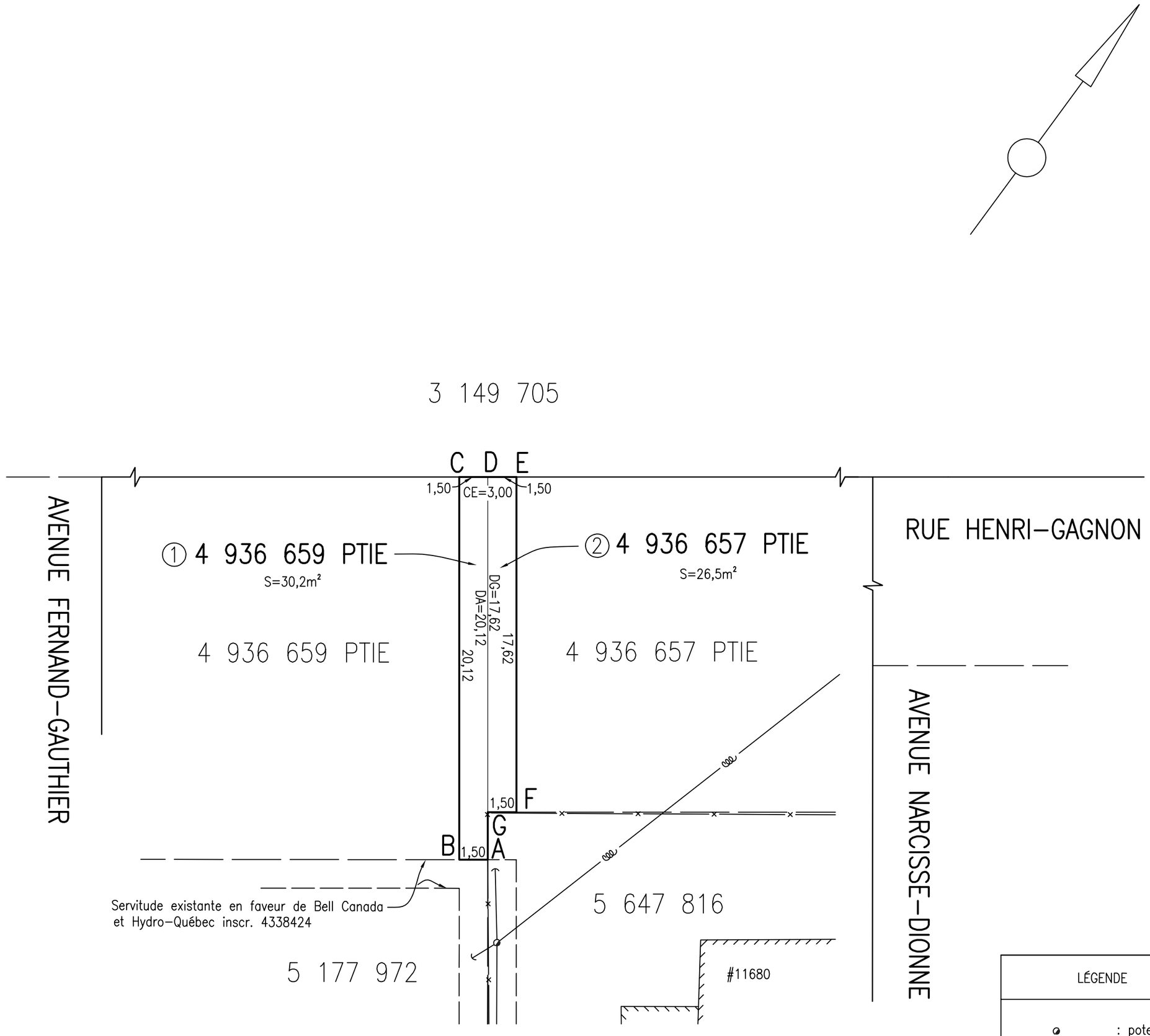


SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Rivière-des-Prairies
Pointe-aux-Trembles
Montréal

Plan P : photo aérienne
Dossier : 31H12-005-4166-03
Production : CL
Échelle : -
Date : 27-08-15

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.



LÉGENDE

: poteau
: hauban
: fils aériens
: clôture

code du microfilm B3

DIVISION DE LA GÉOMATIQUE

Échelle: 1: 200

0 2 mètres

Les unités utilisées sont celles du système international(SI)

CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE: MONTRÉAL

CADASTRE: Québec

LOT(S)

Une partie des lots 4 936 657 et 4 936 659

EMPLACEMENT:

Bien-fonds situé au sud-ouest de l'intersection de
L'AVENUE NARCISSE-DIONNE
et de la
RUE HENRI-GAGNON

FINS DU DOCUMENT:

ÉTABLISSEMENT D'UNE SERVITUDE D'UTILITÉS PUBLIQUES

NOTE: 1- Les parties du bien-fonds à être grevée d'une servitude à des fins d'utilités publiques sont délimitées par les lettres ABCDA (article 1) et DEFGD (article 2).

Ce document ne peut être utilisé à d'autres fins que celles spécifiées, sans autorisation écrite de son auteur ou du gardien du greffe commun.

Montréal, 9 octobre 2015

COPIE CONFORME À L'ORIGINAL

Montréal, le _____

Préparé par: _____
CHRISTIAN VIEL
Arpenteur-géomètre

_____
Arpenteur(e)-géomètre

Minute Nº 139 Sceau

Références: Une description technique accompagne ce plan.

Feuillet(s) cartographique(s) 31H12-005-4165 (31H12-010-2133) Dessin: M.Joyal

Arpenteur-géomètre chef d'équipe:

DOSSIER Nº 21998 (Greffe commun des arpenteurs(es)-géomètres de la Ville)

Montréal

Service des infrastructures, de la voirie et des transports

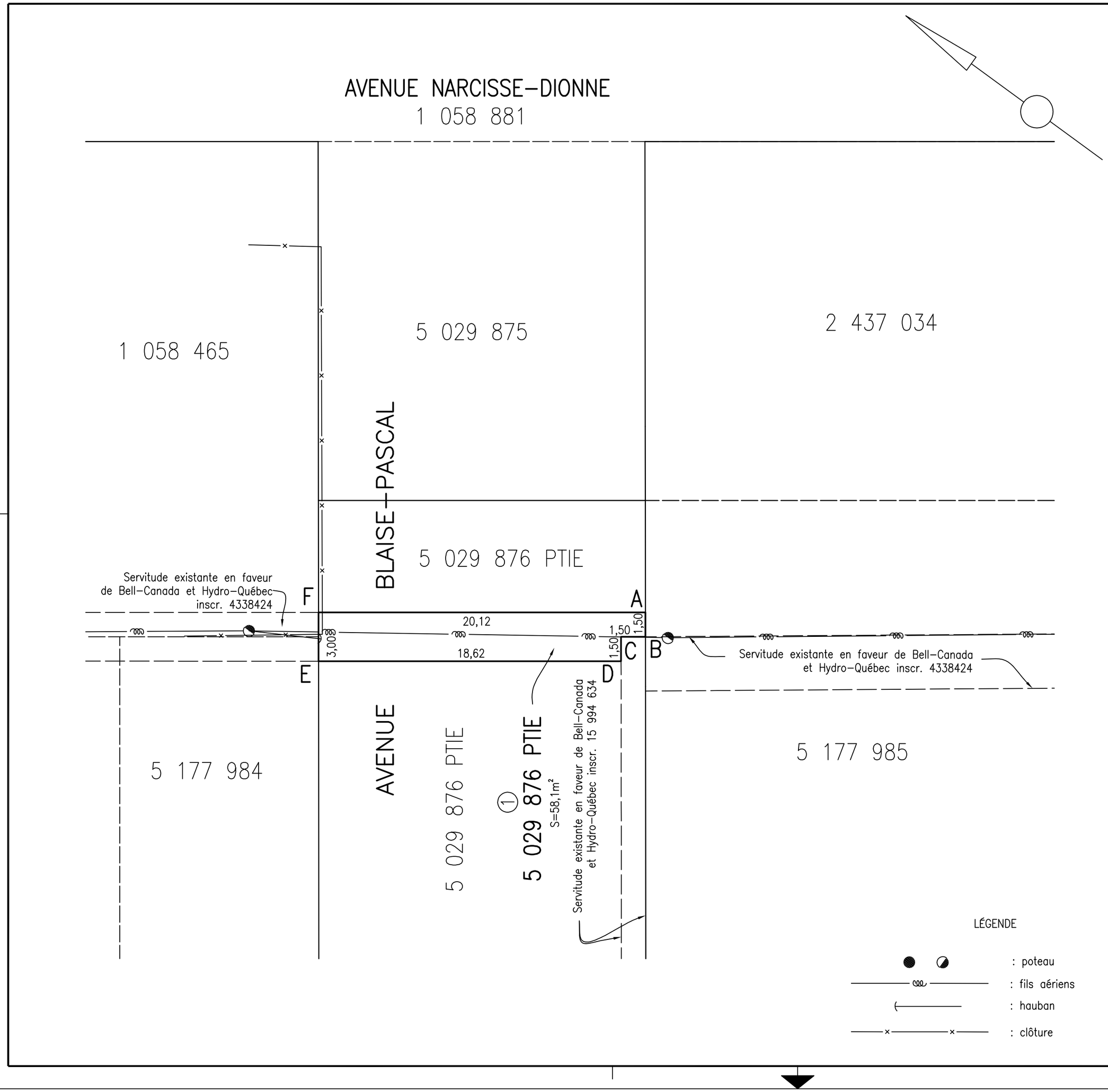
Arpenteur-géomètre en chef de la Ville:

DOSSIER DE LA VILLE:

ARRONDISSEMENT MUNICIPAL:
Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles

PLAN Nº N-12 RIVIÈRE-DES-PRAIRIES

21998D.DWG



code du microfilm B3

DIVISION DE LA GÉOMATIQUE

Échelle: 1: 200

0 2 mètres

Les unités utilisées sont celles du système international(SI)

CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE: MONTRÉAL

CADASTRE: Québec

LOT(S)

Une partie du lot 5 029 876

EMPLACEMENT:

Bien-fonds situé sur
L'AVENUE BLAISE-PASCAL
au sud-ouest de
L'AVENUE NARCISSE-DIONNE

FINS DU DOCUMENT:

ETABLISSEMENT D'UNE SERVITUDE D'UTILITÉS PUBLIQUES

NOTE: 1- La partie du bien-fonds à être grevée d'une servitude d'utilités publiques à des fins de télécommunications et de distribution d'énergie électrique est délimitée par les lettres ABCDEFA (article 1).

Ce document ne peut être utilisé à d'autres fins que celles spécifiées, sans autorisation écrite de son auteur ou du gardien du greffe commun.

Montréal, 10 Novembre 2015

COPIE CONFORME À L'ORIGINAL

Montréal, le _____

Préparé par: _____
CHRISTIAN VIEL
Arpenteur-géomètre

_____
Arpenteur(e)-géomètre

Minute Nº 153 , Sceau

Références: Une description technique accompagne ce plan.

Feuillet(s) cartographique(s) 31H12-005-4166 (31H12-010-2133) Dessin:E. Egyed

Arpenteur-géomètre chef d'équipe:

DOSSIER Nº 21998 (Greffe commun des arpenteurs(es)-géomètres de la Ville)

Montréal

Service des infrastructures, de la voirie et des transports

Arpenteur-géomètre en chef de la Ville:

DOSSIER DE LA VILLE:

ARRONDISSEMENT MUNICIPAL:
Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles

PLAN Nº B-28 RIVIÈRE-DES-PRAIRIES

21998AD.DWG

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1160783007

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité , Division transactions immobilières
Objet :	Approuver le projet d'acte par lequel la Ville de Montréal vend à Construction Privico inc., aux fins d'assemblage, deux terrains vacants partiellement desservis situés sur le côté nord-est de l'avenue Fernand-Gauthier, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, totalisant une superficie de 1 395 m², pour la somme de 288 595 $ / Fermer comme rue les lots 4 936 659 et le lot 5 029 876 du cadastre du Québec. N/Réf : 31H12-005-4166-03

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous approuvons, quant à sa validité et à sa forme, le projet d'acte de vente ci-joint préparé par MeFilippo Ferrara, notaire. Aucune vérification quant aux titres de propriété et quant à la capacité de l'acheteur n'a été effectuée, celles-ci relevant entièrement de la responsabilité du notaire instrumentant, en l'occurrence Me Ferrara. Nous avons reçu une confirmation du notaire à l'effet que l'acheteur est d'accord avec ce projet et qu'il le signera dans sa forme actuelle.

FICHIERS JOINTS

Vente (intervention).doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Andrée BLAIS
notaire
Tél : 2-7361

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-03-01

Marie-Andrée SIMARD
notaire et chef de diviision
Tél : 2-8323
Division : Droit contractruel

ACTE DE VENTE

L'AN DEUX MILLE DIX-SEPT, le …….. (… -…….-2017)

DEVANT **Me FILIPPO A. FERRARA,** notaire à Montréal, Québec

COMPARAISSENT :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée le premier (1er) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal* (RLRQ, chapitre C-11.4) (la « **Charte** »), ayant son siège au numéro 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par

dûment autorisé en vertu *:*

a) de la résolution numéro CM03 0836, adoptée par le conseil municipal à sa séance du vingt-huit (28) octobre deux mille trois (2003) ; et

b) de la résolution numéro CM17 , adoptée par le conseil municipal à sa séance du

Copie certifiée de ces résolutions demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant avec et en présence du notaire soussigné.

Avis d'adresse : 6 019 444

Ci-après nommée la « **Ville** »

ET

CONSTRUCTION PRIVICO INC., corporation dûment constituée par statuts de constitution délivrés le dix-neuf (19) décembre deux mille six (2006), en vertu de la *Loi sur les compagnies* partie 1A (RLRQ, chapitre C-38) et maintenant régie par la *Loi sur les sociétés par actions* (RLRQ, chapitre S-31.1), immatriculée sous le numéro 1164173578, en vertu de la *Loi sur la publicité légale des entreprises* (RLRQ, chapitre P-44.1), ayant son siège au 7318, avenue René-Descartes, en la ville de Montréal, province de Québec, H1E 1K7, agissant et représentée aux présentes par Domenica Vitolla, dûment autorisée aux fins des présentes aux termes d'une résolution du conseil d'administration de ladite compagnie en date du et dont copie conforme demeure annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée par le représentant en présence du notaire soussigné.

Ci-après nommée l'« Acquéreur »

La Ville et l'Acquéreur sont également désignés collectivement comme les « **Parties** ».

DÉFINITIONS

Les présentes sont sujettes aux définitions suivantes, ainsi les termes ci-dessous commençant par une lettre majuscule ont la signification suivante :

Chef de division : Le Chef de division des Transactions immobilières du Service de la gestion et de la planification immobilière de la Ville ;

Bâtiment : Une construction résidentielle comprenant deux (2) étages, ayant une valeur de plus de deux cent mille dollars (200 000$) comme déclarée au permis de construction et ayant une emprise au sol d'au moins huit cent pieds carrés (800 p^2) ;

Fondations : Les parties en béton du Bâtiment, en bonnes proportions enfouies, destinées à supporter le poids du Bâtiment et à le répartir au sol pour assurer la stabilité de ce dernier ;

Projet immobilier : Tous les terrains appartenant à l'Acquéreur et situés sur le côté nord-est de la rue Fernand-Gauthier, entre la rue Pierre-Chasseur et la projection de la limite nord-ouest de la rue Henri-Gagnon, à Montréal (arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles).

OBJET DU CONTRAT

La Ville vend à l'Acquéreur, qui accepte, les immeubles suivants situés à Montréal, province de Québec, savoir :

DÉSIGNATION

Immeuble A

Un terrain vacant connu et désigné comme étant le lot numéro **QUATRE MILLIONS NEUF CENT TRENTE-SIX MILLE SIX CENT CINQUANTE-NEUF (4 936 659)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

Étant un lot ayant front sur la rue Fernand-Gauthier, et étant situé au sud-ouest de l'intersection de l'avenue Narcisse-Dionne et de la rue Henri-Gagnon, en la ville de Montréal (arrondissement de Rivière-des-Prairies/Pointe-aux-Trembles), province de Québec;

Immeuble B

Un terrain vacant connu et désigné comme étant le lot numéro **CINQ MILLIONS VINGT-NEUF MILLE HUIT CENT SOIXANTE-SEIZE (5 029 876)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

Étant un lot situé en front sur la rue Fernand-Gauthier, et étant situé dans le prolongement sud-ouest de l'avenue Blaise-Pascal, en la ville de Montréal (arrondissement de Rivière-des-Prairies/Pointe-aux-Trembles), province de Québec;

Ces lots sont également désignés collectivement comme l'« **Immeuble** ».

ORIGINE DU DROIT DE PROPRIÉTÉ

La Ville est propriétaire de l'Immeuble pour l'avoir acquis :

Immeuble A

Aux termes des documents suivants :

a) Acte de vente suivant un avis d'expropriation par Bartolomeo Calise à Ville de Montréal, reçu devant Me Yvon Delorme, notaire, le quinze (15) août mil neuf cent quatre-vingt-cinq (1985), sous le numéro 4 778 de ses minutes, publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, le dix (10) septembre mil neuf cent quatre-vingt-cinq (1985), sous le numéro 3 630 292;

b) Acte de vente par Antonio Venditelli à Ville de Montréal, reçu devant Me Jean-Paul Langlois, notaire, le vingt-cinq (25) août mil neuf cent quatre-vingt-six (1986), sous le numéro 10 686 de ses minutes, publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, sous le numéro 3 773 136;

c) Avis de transfert de propriété à la Ville de Montréal par Ada Grasso De Stefano et Guido De Stefano, signé sous seing privé par Jeanne Nobert, avocate, le treize (13) février mil neuf cent quatre-vingt-dix (1990), signifié le vingt et un (21) février mil neuf cent quatre-vingt-dix (1990), publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, le vingt-sept (27) février mil neuf cent quatre-vingt-dix (1990), sous le numéro 4 251 071;

d) Avis en vertu de l'article 610a) de la Charte par Normand Latreille, notaire de la Ville de Montréal, reçu devant Me Yvon Delorme, notaire, le cinq (5) mars mil neuf cent quatre-vingt-onze (1991), sous le numéro 7 202 de ses minutes, publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, le sept (7) mars mil neuf cent quatre-vingt-onze (1991), sous le numéro 4 365 630.

Immeuble B

Aux termes d'un avis en vertu de l'article 610a) de la Charte par Normand Latreille, notaire de la Ville de Montréal, reçu devant Me Yvon Delorme, notaire, le cinq (5) mars mil neuf cent quatre-vingt-onze

(1991), sous le numéro 7 202 de ses minutes, publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, le sept (7) mars mil neuf cent quatre-vingt-onze (1991), sous le numéro 4 365 630.

FERMETURE

La Ville déclare que l'Immeuble a été fermé et retiré de son domaine public en vertu de la résolution CM17 mentionnée dans sa comparution.

Il est également convenu entre les Parties que l'Acquéreur et ses ayants droit prendront fait et cause pour la Ville et tiendront cette dernière indemne de tout dommage et de toute réclamation de quelque nature découlant de la fermeture des lots 4 936 659 (Immeuble A) et 5 029 876 (Immeuble B) du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, comme rues, et de la subsistance, le cas échéant, de tout droit de passage en faveur des propriétaires riverains, malgré ladite fermeture et la présente vente. L'Acquéreur, s'engageant pour lui-même, ainsi que pour ses ayants droit, renonce de plus à faire quelque réclamation que ce soit contre la Ville découlant ou relative à tels retrait et fermeture.

GARANTIE

La présente vente est faite sans aucune garantie et aux risques et périls de l'Acquéreur. Notamment, l'Acquéreur reconnaît qu'il ne peut en aucune manière invoquer la responsabilité de la Ville pour quelque motif que ce soit, tels les opinions ou rapports pouvant avoir été émis par les employés ou les mandataires de la Ville.

Sans limiter la généralité de ce qui précède, l'Acquéreur reconnaît que la Ville n'a aucune responsabilité relative aux titres ainsi qu'à l'égard de l'état et de la qualité du sol et du sous-sol de l'Immeuble (les « **Sols** ») et de toute construction, bâtiment ou ouvrage qui y est érigé, le cas échéant, incluant, sans limitation, les matériaux composant le remblai, la présence potentielle de tout contaminant, polluant, substance toxique, matière ou déchet dangereux dans ou sur l'Immeuble faisant l'objet de la présente vente, l'Acquéreur l'achetant à ses seuls risques et périls qu'il ait effectué ou non une vérification des titres, une étude de caractérisation des Sols et une inspection de toute construction, bâtiment ou ouvrage, le cas échéant.

En conséquence, l'Acquéreur renonce à toute réclamation, action ou poursuite contre la Ville, notamment à l'égard des titres, de la condition des Sols de même que des bâtiments, constructions et ouvrages situés sur l'Immeuble, le cas échéant, telles obligations devant lier également les ayants droit de l'Acquéreur. En outre, l'Acquéreur s'engage à tenir la Ville indemne de tout recours ou réclamation que des tiers pourraient exercer à la suite de la présente vente.

POSSESSION

L'Acquéreur devient propriétaire de l'Immeuble à compter de ce jour, avec

possession et occupation immédiates.

TRANSFERT DES RISQUES

Nonobstant l'alinéa 2 de l'article 1456 du *Code civil du Québec*, l'Acquéreur assumera les risques afférents à l'Immeuble conformément à l'article 950 du *Code civil du Québec*, à compter de la date des présentes.

DOSSIER DES TITRES

L'Acquéreur s'engage à n'exiger de la Ville aucun dossier des titres, certificat recherche, état certifié des droits réels, plan ou certificat de localisation à l'égard de l'Immeuble.

DÉCLARATIONS DE LA VILLE

La Ville déclare :

1. Qu'elle est une personne morale de droit public résidente canadienne au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (L.R.C. (1985), ch. 1 (5^{e} suppl.)) et de la *Loi sur les impôts* (RLRQ, chapitre I-3) ;

2. Qu'elle a le pouvoir et la capacité de posséder et de vendre l'Immeuble sans autres formalités que celles qui ont déjà été accomplies ;

3. Que l'Immeuble est grevé d'une servitude d'utilités publiques établie, aux termes de l'acte reçu par Me Alain Brisebois, notaire, le vingt-sept (27) février deux mille neuf (2009), sous le numéro 19 499 de ses minutes, publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, le cinq (5) mars deux mille neuf (2009), sous le numéro 15 994 634.

OBLIGATIONS DE L'ACQUÉREUR

D'autre part, l'Acquéreur s'oblige à ce qui suit :

1. Prendre l'Immeuble dans l'état où il se trouve actuellement, sujet à toute servitude, le cas échéant, déclarant l'avoir vu et examiné à sa satisfaction ;

2. Vérifier lui-même auprès de toutes les autorités compétentes, y compris la Ville, que tout aménagement ou construction qu'il entend réaliser sur l'Immeuble, ainsi que toute destination qu'il entend lui donner sont conformes aux lois et règlements en vigueur;

3. Prendre à sa charge toutes les taxes et impositions foncières, générales et spéciales, qui sont ou qui pourront être imposées sur l'Immeuble, pour toute période commençant à la date des présentes ;

4. Ne faire aucune demande pour diminution de l'évaluation de l'Immeuble du fait qu'il aurait été acquis pour un prix moindre que l'évaluation municipale telle qu'établie au rôle foncier de l'année courante, l'Acquéreur se réservant toutefois le droit de contester cette évaluation pour tout autre motif ;

5. Payer les frais et honoraires des présentes, de leur publication et des copies requises, dont trois (3) pour la Ville;

6. Prendre à sa charge les frais et honoraires de tout courtier ou professionnel qu'il a mandaté, le cas échéant, pour l'assister aux fins des présentes ;

OBLIGATION DE CONSTRUIRE

L'Acquéreur s'engage à construire un bâtiment sur chacun des lots constituant l'Immeuble, en conformité avec les lois et règlements applicables.

Les travaux de construction sur l'Immeuble A devront être complétés dans un délai de quatre (4) ans et sur l'Immeuble B dans un délai de trois (3) ans, et ce, à compter de la date des présentes. Pour les fins de la présente disposition, les travaux de construction seront réputés complétés à l'égard d'un immeuble (soit A ou B), lorsque les Fondations du Bâtiment à être construit sur cet immeuble seront coulées, le tout suivant les règles de l'art.

DROIT DE RÉSOLUTION

Au cas de défaut de l'Acquéreur de se conformer aux obligations prises aux termes des présentes, la Ville pourra, si elle le juge à propos et sans préjudice à ses autres recours, demander la résolution de la présente vente, conformément aux dispositions des articles 1742 et suivants du *Code civil du Québec,* le tout sans préjudice à ses autres recours et l'Acquéreur s'engage alors à signer tout document pertinent pour y donner effet. Dans ce cas, la Ville redeviendra propriétaire de l'Immeuble ou partie de celui-ci constituant un des lots vendus aux termes des présentes libre de toute hypothèque, redevance, priorité ou charge quelconque, et il est convenu entre les Parties qu'elle aura le droit de garder les deniers à elle payés pour l'achat de l'Immeuble, ainsi que les bâtiments, impenses, améliorations et additions sur l'Immeuble, à titre de dommages-intérêts liquidés, sans aucune indemnité pour l'Acquéreur et les tiers.

MAINLEVÉE

La Ville consent à accorder mainlevée de son droit de résolution prévu à l'article précédent, afin de permettre à l'Acquéreur d'affecter l'Immeuble ou partie de celui-ci constituant un des lots vendus aux termes des présentes d'une hypothèque, pour permettre la construction du Bâtiment qui y est prévu, et ce, aux conditions suivantes :

a) Que les Fondations du Bâtiment pour cette partie de l'Immeuble aient été coulées;

b) Que l'Acquéreur remette à la Ville, avec sa demande de mainlevée, une copie de l'offre de financement hypothécaire relative à la partie de l'Immeuble concerné émise au nom de l'Acquéreur, par un prêteur institutionnel autorisé à faire affaires au Québec; et

c) Que l'Acquéreur fournisse à la Ville, en plus des documents mentionnés au paragraphe précédent, une copie du permis de construction du Bâtiment pour lequel le financement est requis.

La Ville se réserve néanmoins tout droit et recours personnel à l'encontre de l'Acquéreur eut égard aux obligations souscrites par ce dernier aux termes de cet acte et, sans limiter la généralité de ce qui précède, celles souscrites au titre « **OBLIGATION DE CONSTRUIRE** », nonobstant toute mainlevée accordée par la Ville.

PRIX

Cette vente est ainsi consentie pour le prix de **DEUX CENT QUATRE-VINGT HUIT MILLE CINQ CENT QUATRE-VINGT-QUINZE DOLLARS (288 595,00$)** payé par l'Acquéreur comme suit : acompte au montant de **DIX MILLE DOLLARS (10 000,00$)** payé avant la date des présentes à la Ville et le solde au notaire instrumentant en fidéicommis en date des présentes que la Ville reconnaît avoir reçu de l'Acquéreur à la signature des présentes, DONT QUITTANCE TOTALE ET FINALE.

DÉCLARATIONS RELATIVES À LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES (T.P.S.) ET À LA TAXE DE VENTE DU QUÉBEC (T.V.Q.)

Le prix de vente exclut la T.P.S. et la T.V.Q.

En conséquence, si la présente vente est taxable selon les dispositions de la *Loi concernant la taxe d'accise* (L.R.C. (1985), chapitre E-15) et celles de la *Loi sur la taxe de vente du Québec* (RLRQ, chapitre T-0.1), l'Acquéreur effectuera lui-même le paiement de ces taxes auprès des autorités fiscales concernées, à l'entière exonération de la Ville.

La Ville déclare que ses numéros d'inscrit aux fins de l'application de ces taxes sont les suivants :

T.P.S. : 121364749RT 0001 ;
T.V.Q. : 1006001374TQ 0002 ;

et que ces inscriptions n'ont pas été annulées, ni ne sont en voie de l'être.

L'Acquéreur déclare que ses numéros d'inscrit aux fins de l'application de ces taxes sont les suivants :

T.P.S. : 858398787RT 0001;
T.V.Q. : 1212719168TQ 0001;

et que ces inscriptions n'ont pas été annulées, ni ne sont en voie de l'être.

CRÉATION DE SERVITUDES D'UTILITÉS PUBLIQUES

Conformément à l'article 140 de l'annexe C de la Charte, la Ville et l'Acquéreur, stipulant pour lui-même, ses représentants et ayants droit, également nommé le « **Cédant** » aux fins de la présente section, créent, par les présentes, sur le **Fonds servant** ainsi composé :

FONDS SERVANTS

1) PARTIE DE L'IMMEUBLE A

Une partie du lot numéro **QUATRE MILLIONS NEUF CENT TRENTE-SIX MILLE SIX CENT CINQUANTE-NEUF (4 936 659 ptie)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, de figure régulière;

Bornée vers le nord-est par les lots 4 936 657 et 5 647 816, vers le sud-est par le lot 5 177 972, vers le sud-ouest par une autre partie du lot 4 936 659 et vers le nord-ouest par le lot 3 149 705;

Mesurant, vers le nord-est, vingt mètres et douze centièmes (20,12 m), vers le sud-est, un mètre et cinquante centièmes (1,50 m), vers le sud-ouest, vingt mètres et douze centièmes (20,12 m), et vers le nord-ouest, un mètre et cinquante centièmes (1,50 m);

Contenant en superficie trente mètres carrés et deux dixièmes (30,2 m^2);

Ce Fonds servant est délimité par les lettres ABCDA au plan N-12 Rivière-des-Prairies préparé par Christian Viel, arpenteur-géomètre, le neuf (9) octobre deux mille quinze (2015), sous le numéro 139 de ses minutes (dossier 21998). Une copie certifiée conforme de ce plan demeure annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée par les Parties en présence du notaire soussigné;

2) PARTIE DE L'IMMEUBLE B

Une partie du lot numéro **CINQ MILLIONS VINGT-NEUF MILLE HUIT CENT SOIXANTE-SEIZE (5 029 876 ptie)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, de figure irrégulière;

Bornée vers le nord-est par une autre partie du lot 5 029 876, vers le sud-est par le lot 5 177 985, vers le sud-ouest, le sud-est et le sud-ouest par une autre partie du lot 5 029 876 et vers le nord-ouest par le lot 1 058 465;

Mesurant, vers le nord-est, vingt mètres et douze centièmes (20,12 m), vers le sud-est, un mètre et cinquante centièmes (1,50 m), vers le sud-ouest, un mètre et cinquante centièmes (1,50 m), vers le sud-est, un mètre et cinquante centièmes (1,50 m), vers le sud-ouest, dix-huit mètres et soixante-deux centièmes (18,62 m) et, vers le nord-ouest, trois mètres et zéro centième (3,00 m);

Contenant en superficie cinquante-huit mètres carrés et un dixième (58,1 m^2);

Ce Fonds servant est délimité par les lettres ABCDEFA au plan B-28 Rivière-des-Prairies préparé par Christian Viel, arpenteur-géomètre, le dix (10) novembre deux mille quinze (2015), sous le numéro 153 de ses minutes (dossier 21998). Une copie certifiée conforme de ce plan demeure annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée par les Parties en présence du notaire soussigné;

Ci-après collectivement nommées : le « **Fonds servant** »

une servitude d'utilités publiques, pour en permettre l'usage par la Ville ou une entreprise d'utilités publiques (ci-après nommées le « **Bénéficiaire** »), laquelle servitude comprend les droits réels et perpétuels suivants en faveur du Bénéficiaire, savoir :

a) Un droit de placer, remplacer, construire, réparer, entretenir, inspecter, maintenir, ajouter et exploiter sur, au-dessus et en dessous du Fonds servant, des lignes de distribution d'énergie électrique, de télécommunications et de câblodistribution, soit aériennes, soit souterraines, soit à la fois aériennes et souterraines, y compris les poteaux, haubans, câbles, fils, ancres, supports, conduits, bornes, kiosques, piédestaux, coffrets d'appareillage de pupinisation et d'amplification, puits d'accès et tout autre appareil et accessoire respectif se rapportant à ces divers genres de construction, nécessaire ou utile à leur bon fonctionnement (les « **Installations** »);

b) Un droit de transformer en tout ou en partie, successivement et en tout temps, les lignes aériennes en lignes souterraines et les lignes souterraines en lignes aériennes ;

c) Un droit de couper, émonder, enlever et détruire de quelque manière que ce soit et en tout temps sur le Fonds servant tout arbre, arbuste, branche et racine et déplacer hors de l'emprise tout objet, construction ou structure qui pourrait nuire au fonctionnement, à la construction, au remplacement et à l'entretien des Installations ;

d) Un droit de circuler à pied ou en véhicule sur le Fonds servant et, si nécessaire, en dehors du Fonds servant, pour exercer tout droit accordé par les présentes, notamment un droit d'accès pour communiquer du chemin public au Fonds servant ;

e) Un droit comportant l'interdiction pour toute personne d'ériger

quelque construction ou structure sur, au-dessus et en dessous du Fonds servant, sauf l'érection des clôtures de division et leurs barrières et des haies décoratives ainsi que les revêtements d'asphalte, de béton et autres, notamment le gazon, et l'interdiction de modifier l'élévation actuelle de ce Fonds servant, sauf avec le consentement écrit du Bénéficiaire ;

f) Au cas de désistement ou d'abandon total ou partiel des droits précités, le Bénéficiaire pourra délaisser et abandonner ses ouvrages souterrains s'y rapportant, le cas échéant, tels quels et dans l'état du moment sur le Fonds servant.

CONVENTIONS SPÉCIALES

Il est spécialement convenu et entendu entre les Parties :

a) Que chaque Bénéficiaire est et demeurera propriétaire de ses Installations faites à l'intérieur des limites du Fonds servant ;

b) Que chaque Bénéficiaire pourra céder, transporter ou autrement aliéner les droits réels et perpétuels qui lui sont consentis en vertu du présent acte à toute entreprise d'utilités publiques ;

c) Que chaque Bénéficiaire pourra, en ce qui a trait aux droits accordés pour la protection de ses intérêts et réseaux respectifs, sans le consentement de la Ville, annuler la présente servitude, en tout ou en partie, ou en modifier l'assiette ou les conditions d'exercice, le tout sans affecter les droits de toute autre personne mentionnée à titre de Bénéficiaire, le cas échéant.

CONDITIONS

Cette servitude est consentie sous réserve des conditions suivantes que le Bénéficiaire devra respecter :

a) Se tenir responsable de tout dommage découlant de la servitude et notamment de ceux causés par les actes ou omissions de ses employés, préposés, consultants ou entrepreneurs, soit au Fonds servant, soit à la propriété du Cédant, le tout conformément aux articles 1457 et suivants du *Code civil du Québec*, pourvu que tel dommage ne soit dû à aucune faute ou négligence du Cédant ou de tout autre propriétaire subséquent ou de l'un de ses employés, préposés, consultants, mandataires ou ayants droit et ne soit pas la conséquence inévitable de la présence à cet endroit desdites Installations;

b) Rétablir les lieux dans l'état où ils se trouvaient avant l'exécution des travaux et, sans limiter la généralité de ce qui précède, notamment rétablir clôtures, barrières, haies décoratives, revêtement d'allée et aménagement paysager dans un état comparable à celui existant avant l'exécution des travaux. Toutefois aucune indemnité ne sera payée pour la coupe, la destruction ou l'enlèvement des arbres, arbustes, branches ou buissons, racines situées sur le Fonds servant ou à proximité nuisant à l'exercice de la servitude.

FONDS DOMINANT

En vertu de l'article 140 de l'annexe C de la Charte, cette servitude peut être constituée sans description du fonds dominant.

TRANSFERT

À compter de la date de la signature du présent acte, le Bénéficiaire détient les droits ci-dessus relatés.

CONSIDÉRATION

La présente servitude est consentie en considération des avantages que le Cédant et le public en général retirent des Installations, dont et du tout QUITTANCE GÉNÉRALE ET FINALE.

MODE D'ACQUISITON

Le Cédant est devenu propriétaire du Fonds servant aux termes du présent acte de vente.

CLAUSE RELATIVE À LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES (T.P.S.) ET À LA TAXE DE VENTE DU QUÉBEC (T.V.Q.) RELATIVES À LA SERVITUDE

Si la servitude créée aux termes des présentes est taxable selon les dispositions des lois mentionnées ci-dessus, la Ville effectuera elle-même le paiement de ces taxes auprès des autorités fiscales concernées, à l'entière exonération du Cédant.

DÉCLARATION RELATIVE À L'AVANT-CONTRAT

Les Parties conviennent que les seules relations juridiques les liant sont constatées par le présent contrat qui annule toute entente précédente.

AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement aux présentes est suffisant, s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire à l'adresse indiquée ci-dessous :

a) La Ville : à l'attention du Chef de division, Division des transactions immobilières, Direction des transactions immobilières et de la sécurité, Service de la gestion et de la planification immobilière, au 303, rue Notre-Dame Est, 2^{e} étage, Montréal, H2Y 3Y8;

avec une copie conforme à l'attention du greffier de la Ville, au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6.

b) L'Acquéreur: au 7318, avenue René-Descartes, à Montréal, province de Québec, H1E 1K7;

Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Acquéreur fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

CLAUSES INTERPRÉTATIVES

Le Préambule fait partie intégrante de la présente vente.

Lorsque le contexte l'exige, tout mot écrit au singulier comprend aussi le pluriel et vice versa, tout mot écrit au masculin comprend aussi le féminin et vice versa, et tout mot désignant des personnes désigne les sociétés et personnes morales.

L'insertion de titres aux présentes est aux fins de référence seulement et n'affecte aucunement leur interprétation.

Chaque disposition des présentes est indépendante et distincte de sorte que, si l'une quelconque de ces dispositions est déclarée nulle ou non exécutoire, ceci n'affectera aucunement la validité des autres dispositions des présentes qui conserveront tout leur effet.

Le silence de la Ville ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation à tel droit ou recours.

DÉLAI

Les délais mentionnés aux présentes sont de rigueur. Toutefois, pour déterminer le défaut de l'Acquéreur, en raison de quelque délai fixé dans cet acte, on doit tenir compte de tout retard apporté par la Ville elle-même, lorsque tel retard peut raisonnablement empêcher ou retarder l'accomplissement par l'Acquéreur de ses engagements, auquel cas les délais seront étendus d'autant.

POLITIQUE DE GESTION CONTRACTUELLE DE LA VILLE

La Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle, conformément aux dispositions de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (LRQ, c. C-19), et elle a remis une copie de cette politique à l'Acquéreur.

En vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires.

MENTIONS EXIGÉES EN VERTU DE L'ARTICLE 9
DE LA LOI CONCERNANT LES DROITS
SUR LES MUTATIONS IMMOBILIÈRES

L'Acquéreur et la Ville déclarent ce qui suit :

a) Le nom du cédant est : VILLE DE MONTRÉAL ;

b) Le nom du cessionnaire est : CONSTRUCTION PRIVICO INC. ;

c) Le siège du cédant est au : 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6 ;

d) Le siège du cessionnaire est au : 7318, avenue René-Descartes, en la ville de Montréal, province de Québec, H1E 1K7 ;

e) L'Immeuble est entièrement situé sur le territoire de la Ville de Montréal ;

f) Le montant de la contrepartie pour le transfert de l'Immeuble, selon le cédant et le cessionnaire, est de : DEUX CENT QUATRE-VINGT HUIT MILLE CINQ CENT QUATRE-VINGT-QUINZE DOLLARS (288 595,00$) ;

g) Le montant constituant la base d'imposition du droit de mutation, selon le cédant et le cessionnaire, est de : DEUX CENT QUATRE-VINGT HUIT MILLE CINQ CENT QUATRE-VINGT-QUINZE DOLLARS (288 595,00$) ;

h) Le montant du droit de mutation s'élève à la somme de DEUX MILLE HUIT CENT TRENTE DOLLARS ET QUARANTE-TROIS CENTS (2 830,43$);

i) Il n'y a pas de transfert à la fois d'un immeuble corporel et de meubles visés à l'article 1.0.1 de la loi.

DONT ACTE à Montréal, sous le numéro

( ) des minutes du notaire soussigné.

LECTURE FAITE, sauf au représentant de la Ville qui a expressément dispensé le notaire de lui faire lecture de l'acte, les Parties signent en présence du notaire soussigné.

_____
Ville de Montréal
Par:

_____
Construction Privico Inc.
Par: Domenica Vitolla

_____
Me Filippo A. Ferrara, notaire

Copie conforme de l'original demeurant en mon étude.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.31

2017/03/27
13:00

(1)

Dossier # : 1163496011

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet d'acte par lequel la Ville de Montréal vend, aux fins d'assemblage, à Les Investissements Antonio Gesualdi inc., deux terrains vacants situés à l'est du boulevard Rivière-des-Prairies et au nord de la rue de la Martinière dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, d'une superficie de 1 436,3 m², pour le prix de 78 000 $, plus les taxes applicables. Fermer comme domaine public le lot 4 567 370 du cadastre du Québec. Autoriser le règlement complet et final hors cour de la réclamation de Les Investissements Antonio Gesualdi inc., faisant l'objet d'une action devant la Cour du Québec - Chambre civile. N/Réf. : 31H12-005-4871-02

Il est recommandé :

1. de fermer comme domaine public le lot 4 567 370 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

2. d'approuver le projet d'acte par lequel la Ville de Montréal vend à Les Investissements Antonio Gesualdi inc., aux fins d'assemblage, un immeuble connu et désigné comme étant les lots 1 509 884 et 4 567 370 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, situé à l'est du boulevard Rivière-des-Prairies et au nord de la rue de la Martinière, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, pour le prix de 78 000 $, plus les taxes applicables. Le tout sujet aux termes et conditions stipulés au projet d'acte;

3. autoriser le règlement complet et final hors cour de la réclamation de Les Investissements Antonio Gesualdi inc., faisant l'objet d'une action devant la Cour du Québec - Chambre civile;

4. d'imputer le revenu conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-02-27 17:16

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1163496011**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet d'acte par lequel la Ville de Montréal vend, aux fins d'assemblage, à Les Investissements Antonio Gesualdi inc., deux terrains vacants situés à l'est du boulevard Rivière-des-Prairies et au nord de la rue de la Martinière dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, d'une superficie de 1 436,3 m², pour le prix de 78 000 $, plus les taxes applicables. Fermer comme domaine public le lot 4 567 370 du cadastre du Québec. Autoriser le règlement complet et final hors cour de la réclamation de Les Investissements Antonio Gesualdi inc., faisant l'objet d'une action devant la Cour du Québec - Chambre civile. N/Réf. : 31H12-005-4871-02

CONTENU

CONTEXTE

En 2009, le Service de la gestion et de la planification immobilière (le « SGPI ») a reçu une promesse d'achat signée par Les Investissements Antonio Gesualdi inc. (le « Promettant-Acquéreur »), au montant de 39 250 $, pour l'acquisition d'une partie de la 60^{e} Avenue (non ouverte) et d'un terrain vacant adjacents collectivement à sa propriété (l'« Immeuble ») afin de faire un tout avec ses terrains situés de part et d'autre de l'Immeuble, tel que montrés en bleu sur le plan P ci-joint.
De ce fait, le Promettant-Acquéreur a relancé le SGPI en 2013 pour connaître l'évolution de son dossier.

Le SGPI a alors constaté que ladite promesse d'achat était expirée depuis plus de trois (3) ans et aucun projet d'acte rédigé par un notaire désigné par le Promettant-Acquéreur n'avait été reçu par le SGPI, tel que stipulé à la clause 17 de la promesse d'achat précitée (voir en pièces jointes).

Étant donné l'absence d'un projet d'acte de vente dans ce dossier, cette vente n'a jamais pu être présentée aux autorités municipales compétentes pour approbation.

Puisque la promesse d'achat était expirée et qu'aucun projet d'acte n'avait été soumis, le SGPI a informé le Promettant-Acquéreur qu'il était possible de reprendre le dossier mais selon les critères en vigueur. Il lui a été mentionné que l'Immeuble pouvait lui être vendu pour la somme de 100 000 $, selon la nouvelle valeur marchande, valide pour dix-huit (18) mois.

Le prix de vente de l'Immeuble, établi à 100 000 $, soit 69.62 $/m^{2}, respecte la valeur

marchande confirmée par la Division de l'évaluation du SGPI au mois de juin 2013, soit entre 69.62 $/m^2 (100 000 $) et 76.93 $/m^2 (110 500 $), pour une superficie totale de 1 436,3 m^2.

Cette information n'était pas à la satisfaction du Promettant-Acquéreur étant donné qu'il souhaitait conserver le prix de vente de la promesse d'achat signée en 2009. Des discussions entre les parties ont alors débutées en vue d'une entente, mais en vain.

Par conséquent, Les Investissements Antonio Gesualdi inc. a introduit une demande devant la Cour du Québec (Chambre civile) réclamant de la Ville une action en passation de titre et en dommages réclamant une somme de 77 675 $. Les Investissements Antonio Gesualdi inc. ont déposé au dossier de la Cour un rapport d'expertise d'un évaluateur agréé fixant la valeur marchande de l'immeuble à 50 274 $.

Le procès a été fixé pour une durée de 4 jours, savoir les 29 et 30 novembre 2016 et 1er et 2 décembre 2016.

Après plusieurs séances de négociation, il y a eu entente de principe entre les parties, suivant laquelle une promesse d'achat d'immeuble (la « Promesse d'achat 2 ») a été signée par le Promettant-Acquéreur le 7 décembre 2016. On y prévoit que ce dernier achètera de la Ville de Montréal les lots 4 567 370 et 1 509 884 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, moyennant le prix de 78 000 $ dont 8 000 $ a déjà été remis à la Ville comme dépôt. Les obligations et stipulations mentionnées à cette promesse sont usuelles pour ce type de vente par la Ville. Quant à la demande en dommages de 50 274 $ Les Investissements Antonio Gesualdi inc. s'en désiste en totalité.

Ainsi, les procureurs des parties se sont présentés le 29 novembre 2016 devant la Cour du Québec (Chambre civile), dans le dossier de cette affaire portant le numéro 500-22-211412 -146. Ceux-ci ont informé la Cour que les parties avaient négocié une entente de principe quant à la vente de l'Immeuble et que la cause était réglée sous réserve des autorisations nécessaires du Conseil municipal; le tribunal a statué que la cause devait être rayée (voir copie du procès-verbal d'audience en pièces jointes).

Le présent sommaire décisionnel a pour but de soumettre aux autorités municipales, pour approbation, le projet d'acte de vente de l'Immeuble à Les Investissements Antonio Gesualdi inc. (« l'Acquéreur »), pour le prix de 78 000 $, plus les taxes applicables, le tout sujet aux termes et conditions stipulés au projet d'acte.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

D2104396003 - 17 mai 2010 - Approuver un projet de remplacement pour le lot 1 509 668 du plan cadastral parcellaire, cadastre du Québec, situé à l'est du boulevard Rivière-des-Prairies et au nord de la rue de la Martinière, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, préparé par madame Mylène Corbeil, arpenteure-géomètre, le 8 janvier 2010, minute 514 selon le dossier 20783 du greffe commun des arpenteurs-géomètres du Service des infrastructure, transport et environnement.

DESCRIPTION

Approuver le projet d'acte de vente par lequel la Ville de Montréal vend l'Immeuble à l'Acquéreur, pour le prix de 78 000 $, plus les taxes applicables.

JUSTIFICATION

Il est recommandé de vendre, pour les motifs suivants :

· Cette vente permettra à la Ville d'accepter la proposition de règlement hors cour évitant les coûts, les risques et les aléas d'un procès. Le Service des affaires juridiques favorise ce règlement.

· Cette vente permettra à la Ville de percevoir des taxes foncières sur l'Immeuble.

· Cette vente permettra d'assembler l'Immeuble aux propriétés de l'Acquéreur.

En conséquence, et en tenant compte que les intervenants municipaux concernés sont favorables à cette vente, il y a lieu que les autorités municipales procèdent à l'approbation du projet d'acte.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le prix de vente de l'Immeuble est de 78 000 $, plus les taxes applicables, le cas échéant, et représente un taux unitaire de 53,31 $/$m^2$.
Cette vente est taxable et la responsabilité relative au paiement de la TPS et de la TVQ est supportée par l'Acquéreur.

La valeur au rôle d'évaluation foncière 2017-2019 du lot 1 509 884 est de 12 100 $ pour le lot 4 567 370 (rue) elle est nulle puisque ce terrain est inscrit dans le registre du domaine public.

Le produit de la vente devrait être comptabilisé au budget de fonctionnement du Service de la gestion et de la planification immobilière au compte budgétaire suivant :

· Cession - Propriétés destinées à la revente - Arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles (voir intervention en ce sens)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne s'applique pas

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est à prévoir.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Signature et publication de l'acte de vente.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Abdelkodous YAHYAOUI)

Validation juridique avec commentaire :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Chantale BEAUDIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Daniel DESHAIES, Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles
Richard JOSEPH, Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles
Sylvie BLAIS, Service des infrastructures_voirie et transports

Lecture :

Richard JOSEPH, 9 février 2017
Daniel DESHAIES, 8 février 2017
Sylvie BLAIS, 8 février 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Linda BERTRAND
Chargée de soutien technique en immobilier

Tél : 514 872-8186
Télécop. : 514 872-8350

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-01-09

Denis SAUVÉ
Chef de division

Tél : 514 872-2125
Télécop. : 514 872-8350

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières et de la sécurité
Tél : 514 868-3844
Approuvé le : 2017-02-24

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI
Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2017-02-27

RÉSUMÉ - TRANSACTION IMMOBILIÈRE

Numéro de GDD : 1163496011 / Mandat 14-0215-T

Description de la transaction :

- Type de transaction : Vente de gré à gré
- Localisation : Deux (2) terrains vacants situés à l'est du boulevard Rivière-des-Prairies et au nord de la rue de la Martinière dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles.
- Lots : 4 567 370 (partie de rue non ouverte) et 1 509 884 du cadastre du Québec
- Superficie totale : 1 436,3 m²
- Particularités : Cette vente permettra de faire un tout avec ses terrains situés de part et d'autre de l'Immeuble.

Vendeur : Ville de Montréal

Acquéreur : Les Investissements Antonio Gesualdi inc.

Prix de vente : 78 000 $

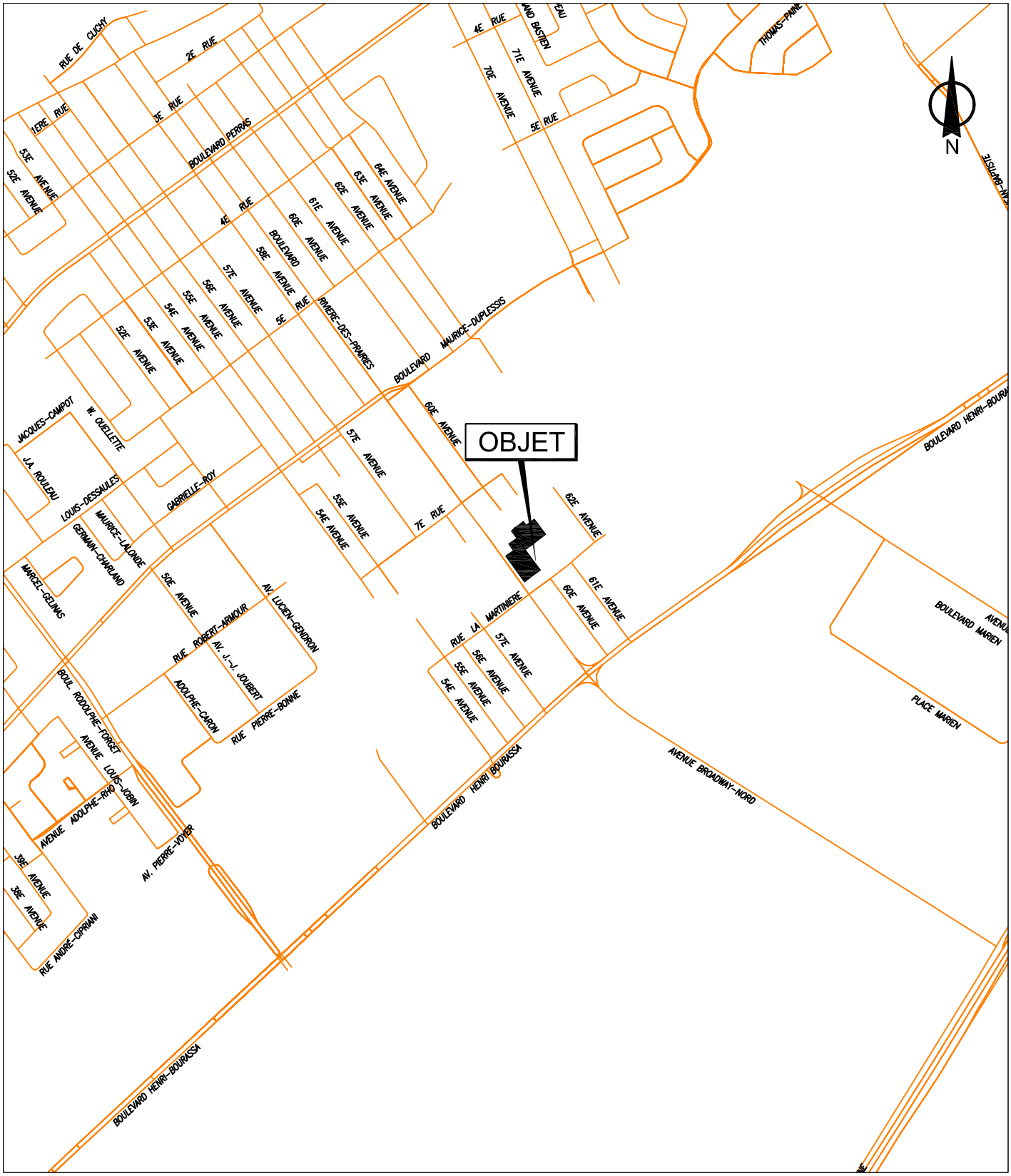
Juste valeur marchande : Ne s'applique pas

Valeur au rôle foncier 2017-2019 :
Lot 4 567 370 – Ne s'applique pas (rue)
Lot 1 509 884 – 12 100 $

Valeur aux livres :
Lot 4 567 370 – Aucune
Lot 1 509 884 – 2 565,26 $

Raison du prix de vente : Conformément au règlement hors cour du 28 novembre 2016 (voir intervention en ce sens)

Préparé par :		**INITIALES**	**DATE (JJ-MM-AA)**
Linda Bertrand	Téléphone : 2-8186	_____	_____
Denis Sauvé	Téléphone : 2-2125	_____	_____
Francine Fortin	Téléphone : 2-0153	_____	_____
Marie-Claude Lavoie	Téléphone : 2-1049	_____	_____



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES ET DE LA SÉCURITÉ
DIVISION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Rivière-des-Prairies -
Pointe-aux-Trembles
Montréal

Plan A: plan de localisation
Dossier: 31H12-005-4871-02
Dessinateur: LJC
Échelle: -
Date: 01-11-2016

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement

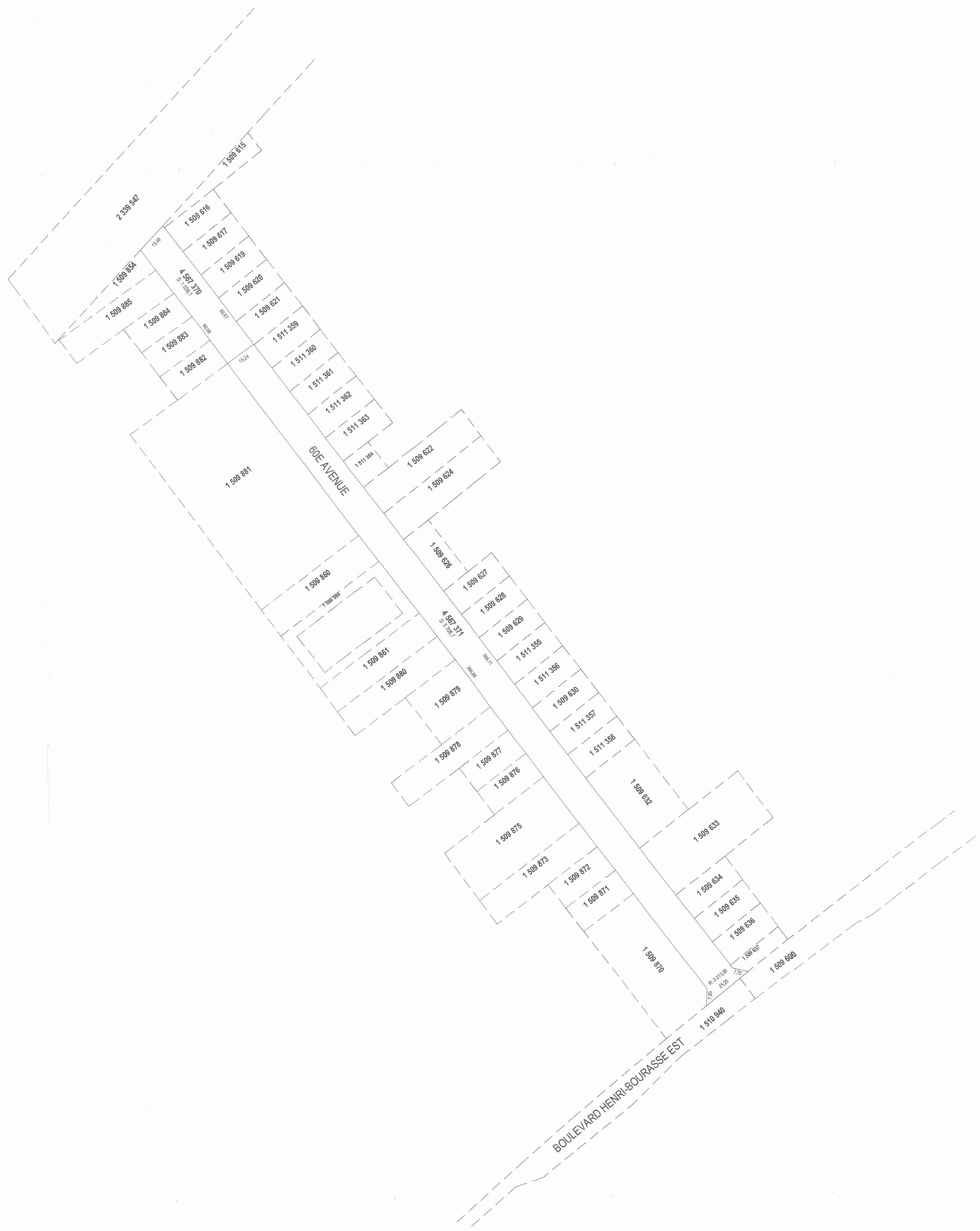


SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES ET DE LA SÉCURITÉ
DIVISION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Rivière-des-Prairies -
Pointe-aux-Trembles
Montréal

Plan P: plan de cadastre & orthophoto
Dossier: 31H12-005-4871-02
Dessinateur: LJC
Échelle: 1:1000
Date: 01-11-2016

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement



Feuillet 1 de 1	Dossier : 951187
	Code mlc : MICK13688679
	Classement :

Propriétaire(s)	Signataire(s)
VILLE DE MONTRÉAL	VILLE DE MONTRÉAL Par: LUC LEVESQUE Arpenteur-géomètre en chef de la Ville Chef de la Division de la géomatique Service des infrastructures et de l'environnement

Un document joint complète ce plan cadastral.

Les mesures indiquées sur ce document sont exprimées en unités du système international.

Référence au(x) feuille(s) cartographique(s) : 31H12-010-2436	Projection : MTM Fuseau : 8 Échelle : 1 : 1000

PLAN CADASTRAL PARCELLAIRE
CADASTRE DU QUÉBEC

Circonscription foncière : Montréal

Municipalité(s) : Montréal (Ville)

Fait conformément aux dispositions de l'article 3043, al.1 C.c.Q.

Signé à Montréal, le 08 janvier 2010

Mylène Corbeil
arpenteure-géomètre

Minute : 514 Dossier AG : 20783

Ce plan cadastral est correct et conforme à la loi, le _____

Pour le ministre des Ressources naturelles

Seul le ministre est autorisé à émettre des copies authentiques de ce document.

Copie authentique de l'original, le _____

Pour le ministre des Ressources naturelles

20783d.DWG

10/20

VENTE

Minute no:

L'AN DEUX MILLE DIX-SEPT, LE
(2017- -).

DEVANT Me Elisa DONATELLI, notaire à Montréal, province de Québec, Canada.

COMPARAISSENT:

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée le premier (1er) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal* (RLRQ, chapitre C-11.4) (la « **Charte** »), ayant son siège au numéro 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Yves Saindon, directeur et greffier de la ville, dûment autorisé en vertu de la Charte et des documents suivants :

a) de la résolution numéro CM03 0836, adoptée par le conseil municipal à sa séance du vingt-huit (28) octobre deux mille trois (2003); et

b) de la résolution numéro CM● ●, adoptée par le conseil municipal à sa séance du ●

copie certifiée de ces résolutions demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant avec et en présence du notaire soussignée.

Ci-après nommée la « **Ville** »

ET

LES INVESTISSEMENTS ANTONIO GESUALDI INC., personne morale légalement constituée par statuts de constitution délivrés le vingt-deux mai mil neuf cent quatre-vingt-cinq (1985) , en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* (L.R.C. (1985), chapitre. C-44), immatriculée sous le numéro 1144036325 en vertu de la *Loi sur la publicité légale des entreprises* (RLRQ, chapitre P-44.1), ayant son siège au **9590, boulevard Henri-Bourassa Est, suite 100, ville de**

Montréal, province de Québec, H1E 2S4, agissant et ici représentée par **Antonio GESUALDI**, son président, dûment autorisé aux fins des présentes, aux termes d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à une réunion tenue le
deux mille dix-sept (2017) et dont un extrait de ladite résolution demeure annexé aux présentes après avoir été reconnu véritable et signé par ledit représentant en présence du notaire soussignée.

Ci-après nommée : l' « **Acquéreur** »

La Ville et l'Acquéreur sont également désignés collectivement comme les « **Parties** »).

PRÉAMBULE

ATTENQU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la Loi sur les cités et villes et qu'elle a remis une copie de ladite Politique à l'Acquéreur.

LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

OBJET DU CONTRAT

La Ville vend, à des fins d'assemblage, à l'Acquéreur, qui accepte, un immeuble situé en la ville de Montréal, province de Québec, connu et désigné comme étant :

DESIGNATION

Deux terrains vacants situés dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies—Pointe-aux-Trembles, à Montréal, province de Québec, connus et désignés comme étant les lots suivants, à savoir :

- le lot numéro UN MILLION CINQ CENT NEUF MILLE HUIT CENT QUATRE-VINGT-QUATRE (1 509 884) au cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

- le lot numéro QUATRE MILLIONS CINQ CENT SOIXANTE-SEPT MILLE TROIS CENT SOIXANTE-DIX (4 567 370) au cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal..

Ci-après nommés l'« **Immeuble** »

ORIGINE DU DROIT DE PROPRIÉTÉ

La Ville est devenue propriétaire de l'Immeuble aux termes des actes publiés au bureau de la publicité des droits de Montréal, sous les numéros 4 967 331 et 1 819 798.

FERMETURE

La Ville déclare que le lot **QUATRE MILLIONS CINQ CENT SOIXANTE-SEPT MILLE TROIS CENT SOIXANTE-DIX (4 567 370)** a été fermé et retiré de son domaine public en vertu de la résolution mentionnée dans sa comparution.

Il est également convenu entre les Parties que l'Acquéreur, et ses ayants droit prendront fait et cause pour la Ville et tiendront cette dernière indemne de tout dommage et de toute réclamation de quelque nature découlant de la fermeture dudit lot comme rue, de la subsistance, le cas échéant, de tout droit de passage en faveur des propriétaires riverains, malgré ladite fermeture et de la présente vente. L'Acquéreur s'engageant pour lui-même ainsi que pour ses ayants droit renonce de plus à faire quelque réclamation que ce soit contre la Ville découlant ou relative à tels retrait et fermeture.

GARANTIE

La présente vente est faite sans aucune garantie et aux risques et périls de l'Acquéreur. Notamment, l'Acquéreur reconnaît qu'il ne peut en aucune manière invoquer la responsabilité de la Ville pour quelque motif que ce soit, tels les opinions ou rapports pouvant avoir été émis par les employés ou les mandataires de la Ville.

Sans limiter la généralité de ce qui précède, l'Acquéreur reconnaît que la Ville n'a aucune responsabilité relative aux titres ainsi qu'à l'égard de l'état et de la qualité du sol et du sous-sol de l'Immeuble (les « **Sols** »), incluant, sans limitation, les matériaux composant le remblai, la présence potentielle de tout contaminant, polluant, substance toxique, matière ou déchet dangereux dans ou sur l'Immeuble faisant l'objet de la présente vente, l'Acquéreur l'achetant à ses seuls risques et périls qu'il ait effectué ou non une vérification des titres et une étude de caractérisation des Sols et une inspection de toute construction, bâtiment ou ouvrage, le cas échéant.

En conséquence, l'Acquéreur renonce à toute réclamation, action ou poursuite contre la Ville, notamment, à l'égard des titres, de la condition des Sols de même que des bâtiments, constructions et ouvrages situés sur l'Immeuble le cas échéant, telles obligations devant lier également les ayants droit de l'Acquéreur. En outre, l'Acquéreur s'engage à tenir la Ville indemne de tout recours ou réclamation que des tiers pourraient exercer à la suite de la présente vente.

POSSESSION

L'Acquéreur devient propriétaire de l'Immeuble à compter de la date des présentes, avec possession et occupation immédiates.

DOSSIER DE TITRES

La Ville ne fournira pas de dossier de titres, ni certificat de recherche, ni état certifié des droits réels, ni certificat de localisation, ni plan à l'Acquéreur relativement à l'Immeuble.

ATTESTATIONS DE LA VILLE

La Ville déclare :

a) Qu'elle est une personne morale de droit public résidente canadienne au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (L.R.C. (1985) c. 1 (5^{e} suppl.)) et de la *Loi sur les impôts* (L.R.Q., c. I-3) ;

b) Qu'elle a le pouvoir et la capacité de posséder et de vendre l'Immeuble sans autres formalités que celles qui ont déjà été accomplies.

c) Que l'immeuble est grevé de servitudes publiées au bureau de la publicité des droits pour la circonscription foncière de Montréal, sous les numéros 3 126 647, 3 141 524 et 3 150 857.

OBLIGATIONS DE L'ACQUÉREUR

Cette vente est consentie aux conditions suivantes que l'Acquéreur s'engage à remplir, savoir :

a) Prendre l'Immeuble dans l'état où il se trouve actuellement, sujet à toute servitude le cas échéant, déclarant l'avoir vu et examiné à sa satisfaction;

b) Vérifier lui-même auprès de toutes les autorités compétentes, y compris la Ville, que tout aménagement ou construction qu'il entend réaliser sur l'Immeuble ainsi que toute destination qu'il entend lui donner sont conformes aux lois et règlements en vigueur;

c) Prendre à sa charge toutes les taxes et impositions foncières, générales et spéciales, qui sont ou qui pourront être imposées sur l'Immeuble, pour toute période commençant à la date des présentes;

d) Ne faire aucune demande pour diminution de l'évaluation de l'Immeuble du fait qu'il aurait été acquis pour un prix moindre que l'évaluation municipale telle qu'établie au rôle foncier de l'année courante, l'Acquéreur se réservant toutefois le droit de contester cette évaluation pour tout autre motif ;

e) Payer les frais et honoraires des présentes, de leur publication et des copies requises, dont trois (3) pour la Ville.

f) Intégrer l'Immeuble à sa propriété connue et désignée comme étant les lots numéros 1 509 616, 1 509 617, 1 509 619 à 1 509 621, 1 509 657 à 1 509 659, 1 509 661, 1 509 882, 1 509 883 1 509 858 et 4 620 076 tous au cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, et l'aménager en conséquence.

PRIX

La présente vente est ainsi consentie pour le prix de SOIXANTE-DIX-HUIT MILLE DOLLARS (78 000,00 $) que la Ville reconnaît avoir reçu de l'Acquéreur, partie avant ce jour et partie à l'exécution des présentes, DONT QUITTANCE GÉNÉRALE ET FINALE.

DÉCLARATIONS RELATIVES À LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES (T.P.S.) ET À LA TAXE DE VENTE DU QUÉBEC (T.V.Q.)

Le prix de vente exclut la TPS et la TVQ.

En conséquence, si la présente vente est taxable selon les dispositions de la Loi sur la taxe d'accise (L.R. 1985, ch. E-15) et celles de la Loi sur la taxe de vente du Québec (L.R.Q., chapitre T-0.1), l'Acquéreur effectuera lui-même le paiement de ces taxes auprès des autorités fiscales concernées, à l'entière exonération de la Ville.

La Ville déclare que ses numéros d'inscrit aux fins de l'application de ces taxes sont les suivants :

T.P.S. : 121364749RT 0001;
T.V.Q. : 1006001374TQ 0002;

et que ces inscriptions n'ont pas été annulées, ni ne sont en voie de l'être.

L'Acquéreur déclare que ses numéros d'inscrit aux fins de l'application de ces taxes sont les suivants :

TPS: 103223616 RT-0001;
TVQ: 1002598104 TQ-0001;

et que ces inscriptions n'ont pas été annulées, ni ne sont en voie de l'être.

DÉCLARATION RELATIVE À L'AVANT-CONTRAT

Les Parties conviennent que les seules relations juridiques les liant sont constatées par le présent contrat qui annule toutes ententes précédentes.

CLAUSES INTERPRÉTATIVES

Le Préambule fait partie intégrante de la présente vente.

Lorsque le contexte l'exige, tout mot écrit au singulier comprend aussi le pluriel et vice versa, tout mot écrit au masculin comprend aussi le féminin et vice versa, et tout mot désignant des personnes désigne les sociétés.

L'insertion de titres aux présentes est aux fins de référence seulement et n'affecte aucunement leur interprétation.

Chaque disposition des présentes est indépendante et distincte, de sorte que si l'une quelconque de ces dispositions est déclarée nulle ou non exécutoire, ceci n'affectera aucunement la validité des autres dispositions des présentes qui conserveront tout leur effet.

Le silence de la Ville ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation à tel droit ou recours.

7. .

MENTIONS EXIGÉES EN VERTU DE L'ARTICLE 9 DE LA LOI CONCERNANT LES DROITS SUR LES MUTATIONS IMMOBILIÈRES

L'Acquéreur et la Ville déclarent ce qui suit :

a) le nom du Cédant est : VILLE DE MONTRÉAL;

b) le nom du Cessionnaire est : Les Investissements Antonio Gesualdi Inc.

c) le siège du Cédant est au : 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6;

d) le siège du cessionnaire est au 9590, boulevard Henri Bourassa Est, bureau 100, Montréal-Est, Québec, H1E 2S4;

e) l'immeuble est entièrement situé sur le territoire de la ville de Montréal;

f) le montant de la contrepartie pour le transfert de l'immeuble selon le cédant et le cessionnaire est de : SOIXANTE-DIX-HUIT MILLE DOLLARS (78 000,00 $);

g) la valeur de l'Immeuble, selon le cédant et le cessionnaire, est de : DOUZE MILLE CENT DOLLARS (12 100 $) [évaluation municipale (12 100 $) x facteur comparatif (1,00)];

h) le montant constituant la base d'imposition du droit de mutation selon le cédant et le cessionnaire est de : SOIXANTE-DIX-HUIT MILLE DOLLARS (78 000,00 $);

i) le montant du droit de mutation s'élève à la somme de CINQ CENT TRENTE DOLLARS ($530.00);

j) il n'y a pas de transfert à la fois d'un immeuble corporel et de meubles visés à l'article 1.0.1 de la loi.

DONT ACTE à Montréal, sous le numéro

des minutes du notaire soussignée.

LECTURE FAITE, sauf au représentant de la Ville qui a expressément dispensé le notaire de lui faire lecture de l'acte, les Parties signent en présence du notaire soussignée, à Montréal, comme suit :

LES INVESTISSEMENTS ANTONIO GESUALDI INC.

_____
Par : Antonio GESUALDI

VILLE DE MONTRÉAL

_____
Par :

en date des présente

_____
Me Elisa DONATELLI, notaire

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1163496011

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité , Division transactions immobilières
Objet :	Approuver le projet d'acte par lequel la Ville de Montréal vend, aux fins d'assemblage, à Les Investissements Antonio Gesualdi inc., deux terrains vacants situés à l'est du boulevard Rivière-des-Prairies et au nord de la rue de la Martinière dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, d'une superficie de 1 436,3 m², pour le prix de 78 000 $, plus les taxes applicables. Fermer comme domaine public le lot 4 567 370 du cadastre du Québec. Autoriser le règlement complet et final hors cour de la réclamation de Les Investissements Antonio Gesualdi inc., faisant l'objet d'une action devant la Cour du Québec - Chambre civile. N/Réf. : 31H12-005-4871-02

SENS DE L'INTERVENTION

Validation juridique avec commentaire

COMMENTAIRES

Avis favorable

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Chantale BEAUDIN
Avocate
Tél : 514-872-3838

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-20

Paule BIRON
Avocate et Chef de division
Tél : 514-872-2932
Division :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1163496011

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité , Division transactions immobilières
Objet :	Approuver le projet d'acte par lequel la Ville de Montréal vend, aux fins d'assemblage, à Les Investissements Antonio Gesualdi inc., deux terrains vacants situés à l'est du boulevard Rivière-des-Prairies et au nord de la rue de la Martinière dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, d'une superficie de 1 436,3 m², pour le prix de 78 000 $, plus les taxes applicables. Fermer comme domaine public le lot 4 567 370 du cadastre du Québec. Autoriser le règlement complet et final hors cour de la réclamation de Les Investissements Antonio Gesualdi inc., faisant l'objet d'une action devant la Cour du Québec - Chambre civile. N/Réf. : 31H12-005-4871-02

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1163496011.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Abdelkodous YAHYAOUI
Agent comptable analyste - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514-872-5885

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-09

Cathy GADBOIS
Conseiller(ere) en gestion des ressources financieres - c/e
Tél : 514 872-1443
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.32

2017/03/27
13:00

(1)

Dossier # : 1174435004

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'acte par lequel la Ville vend à Vito Papasodaro et Franca Crisalli, aux fins d'assemblage, le lot 1 175 037 du cadastre du Québec, situé sur le boulevard Henri-Bourassa, entre les avenues Leblanc et Lausanne, d'une superficie de 182,3 m², dans l'arrondissement de Montréal-Nord, pour la somme de 58 900 $, plus les taxes applicables / Fermer et retirer du domaine public ce lot. N/Réf. : 31H12-005-2857-01

Il est recommandé :

1. de fermer et retirer du domaine public le lot 1 175 037 du cadastre du Québec;
2. d'approuver un projet d'acte par lequel la Ville vend à M. Vito Papasodaro et Mme Franca Crisalli, aux fins d'assemblage, le lot 1 175 037 du cadastre du Québec, situé sur le boulevard Henri-Bourassa, entre les avenues Leblanc et Lausanne, d'une superficie de 182,3 m², dans l'arrondissement de Montréal-Nord, pour la somme de 58 900 $, plus les taxes applicables, le tout sujet aux termes et conditions stipulés au projet d'acte;
3. d'imputer le revenu conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-03-03 15:00

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1174435004**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'acte par lequel la Ville vend à Vito Papasodaro et Franca Crisalli, aux fins d'assemblage, le lot 1 175 037 du cadastre du Québec, situé sur le boulevard Henri-Bourassa, entre les avenues Leblanc et Lausanne, d'une superficie de 182,3 m², dans l'arrondissement de Montréal-Nord, pour la somme de 58 900 $, plus les taxes applicables / Fermer et retirer du domaine public ce lot. N/Réf. : 31H12-005-2857-01

CONTENU

CONTEXTE

M. Vito Papasodaro et Mme Franca Crisalli collectivement (l'« Acquéreur ») sont propriétaires des lots 1 175 038 et 1 175 074 du cadastre du Québec, situés dans l'arrondissement de Montréal-Nord. Sur le lot 1 174 074 est érigé un bâtiment portant le numéro 3390, boulevard Henri-Bourassa Est, quant au lot 1 175 038 du cadastre du Québec, celui-ci est utilisé comme stationnement. L'Acquéreur a contacté le Service de la gestion et de la planification immobilière (le « SGPI ») pour acquérir une partie de la ruelle connue et désignée comme étant le lot 1 175 037 du cadastre du Québec (l'« Immeuble »), adjacent aux propriétés de l'Acquéreur, dans le but de permettre à son locataire, pharmacie Brunet, d'agrandir la surface de stationnement.
L'Immeuble, d'une superficie de 182,3 m², est asphalté et utilisé pour accéder au stationnement de la pharmacie. Selon la Division des études techniques de l'arrondissement de Montréal-Nord, il ne semble pas y avoir d'utilités publiques sur cet Immeuble. De plus, il devra être fermé et retiré du domaine public de la Ville.

Quant à la portion de ruelle restante, notamment le lot 2 871 419 du cadastre du Québec, le SGPI entreprendra les démarches nécessaires pour régulariser la situation.

Le présent dossier décisionnel a pour but de soumettre aux autorités municipales, pour approbation, le projet d'acte de vente de l'Immeuble à l'Acquéreur, pour le prix de 58 900 $, plus les taxes applicables, le tout sujet aux termes et conditions stipulés au projet d'acte.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Aucune

DESCRIPTION

Le présent dossier décisionnel a pour but d'approuver le projet d'acte de vente par lequel la Ville vend l'Immeuble à l'Acheteur, pour le prix de 58 900 $, plus les taxes applicables.

JUSTIFICATION

Le SGPI soumet ce dossier décisionnel aux autorités municipales compétentes, pour approbation, pour les motifs suivants :

· Cette vente permettra à la Ville de percevoir des taxes foncières sur l'Immeuble.

· Cette vente permettra à la pharmacie Brunet d'agrandir son espace de stationnement.

· L'arrondissement de Montréal-Nord est en faveur de la vente de l'Immeuble à l'Acquéreur.

· Cette portion de ruelle n'est plus requise au domaine public de la Ville.

En conséquence, et en tenant compte que les intervenants municipaux concernés sont favorables à cette vente, il y a lieu que les autorités municipales procèdent à l'approbation du projet d'acte

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le prix de vente de 58 900 $ se situe à l'intérieur de la fourchette de la valeur marchande de l'Immeuble estimée par la Division de l'évaluation du SGPI.
L'Acquéreur a déjà remis à la Ville un dépôt de 5 000 $ à la signature de la promesse d'achat.

Il n'y a pas de valeur aux livres de ce lot, car celui-ci est considéré comme faisant partie du domaine public.

L'évaluation municipale de l'Immeuble au rôle d'évaluation foncière 2014-2017, est de 1 $

Le produit de la vente 58 900 $ sera comptabilisé au budget de fonctionnement du SGPI**.**

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne s'applique pas

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est requise.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Signature de l'acte de vente et transfert des droits de propriété en 2017.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Abdelkodous YAHYAOUI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Sylvie BLAIS, Service des infrastructures_voirie et transports
Denis BOIVIN, Montréal-Nord
Yannick MALOUIN, Montréal-Nord
Stéphanie PICHETTE, Montréal-Nord

Lecture :

Stéphanie PICHETTE, 24 février 2017
Yannick MALOUIN, 24 février 2017
Sylvie BLAIS, 23 février 2017
Denis BOIVIN, 23 février 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dany LAROCHE
Conseiller en immobilier

Tél : 514 872-0070
Télécop. : 514 872-8350

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-23

Denis SAUVÉ
Chef de division

Tél : 514 872-2125
Télécop. : 514 872-8350

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières et de la sécurité
Tél : 514 868-3844
Approuvé le : 2017-03-01

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI

Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2017-03-03

RÉSUMÉ - TRANSACTION IMMOBILIÈRE

Numéros de GDD/DD et mandat : 1174435004 / Mandat 09-0204-T

Description de la transaction :

- Type de transaction : Vente de gré à gré
- Localisation : Situé sur le boulevard Henri-Bourassa, entre les avenues Leblanc et Lausanne.
- Lot : 1 175 037 du cadastre du Québec
- Superficie totale : 182,3 m² (1 962 pi²)
- Zonage : Résidentiel, commerce de détail, bureau, services communautaires
- Particularités : Partie d'une ruelle qui sera fermée au domaine public

Vendeur : Ville de Montréal

Acquéreurs : M. Vito Papasodaro et Mme Franca Crisalli

Prix de vente : 58 900 $ (323 $/$m^2$)

Valeur au rôle foncier 2017 : 1 $

Valeur marchande : Se situe entre 44 100 $ et 98 100 $ (241,9 $/$m^2$ à 538,1 $/$m^2$)

- En date du : 11 mars 2016

Valeur aux livres : Ne s'applique pas, car domaine public

Raison du prix de vente : Le prix de vente se situe à l'intérieur de la fourchette de la valeur marchande. Ce terrain permettra à la pharmacie Brunet de pouvoir agrandir son espace de stationnement.

Préparé par :		**INITIALES**	**DATE (JJ-MM-AA)**
Dany Laroche	Téléphone : 2-0070	_____	_____
Denis Sauvé	Téléphone : 2-2125	_____	_____
Francine Fortin	Téléphone : 2-0153	_____	_____
Marie-Claude Lavoie	Téléphone : 2-1049	_____	_____


Boul Henri-Bourassa E
Montréal, Québec
Street View – sept. 2016



Lot 1 175 037 vendu à **Vito Papasodaro**
Franca Crisalli

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1174435004

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Objet :	Approuver un projet d'acte par lequel la Ville vend à Vito Papasodaro et Franca Crisalli, aux fins d'assemblage, le lot 1 175 037 du cadastre du Québec, situé sur le boulevard Henri-Bourassa, entre les avenues Leblanc et Lausanne, d'une superficie de 182,3 m², dans l'arrondissement de Montréal-Nord, pour la somme de 58 900 $, plus les taxes applicables / Fermer et retirer du domaine public ce lot. N/Réf. : 31H12-005-2857-01

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1174435004 Vente de terrain dispo. à la vente.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Abdelkodous YAHYAOUI
Agent comptable analyste
Tél : 514-872-5885

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-03-01

Françoise TURGEON
Conseillère Budgetaire
Tél : 514-872-0946
Division : Conseil et soutien financier pôle HDV

Acte de Vente

L'AN DEUX MILLE DIX-SEPT, le .

DEVANT **Me Laurent FRÉCHETTE, Notaire** à Montréal, Province de Québec.

COMPARAISSENT:

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée le premier (1er) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal* (RLRQ, chapitre C-11.4) (la « **Charte** »), étant aux droits de Montréal-Nord en vertu de l'article 5 de la Charte, ayant son siège au numéro 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant représentée par , son ;

dûment autorisé en vertu :

a) de la résolution numéro CM03 0836, adoptée par le conseil municipal à sa séance du vingt-huit octobre deux mille trois (2003); et

b) de la résolution numéro adoptée par le conseil municipal à sa séance du

copie certifiée de ces résolutions demeurent annexées à l'original des présentes après avoir été reconnues véritables et signées pour identification par le représentant avec et en présence du notaire soussigné.

Ci-après nommée: la " Ville "

ET

Vito PAPASODARO, homme d'affaires, résidant au 5990, rue Turenne, en la ville de Montréal, province de Québec, H1M 1N6.

ET

Franca CRISALLI, femme d'affaires, résidant au 5990, rue Turenne, en la ville de Montréal, province de Québec, H1M 1N6.

Ci-après nommés: "l'Acquéreur "

La Ville et l'Acquéreur sont également désignés collectivement comme les « **Parties** ».

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique à l'Acquéreur.

LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

DÉFINITIONS

Sujet aux définitions contenues aux présentes, les termes ci-dessous commençant par une lettre majuscule ont la signification suivante :

Assemblage : L'immeuble résultant de l'opération cadastrale ayant pour effet de regrouper en un seul lot l'Immeuble et la Propriété;

Propriété : Le terrain connu et désigné comme étant les lots UN MILLION CENT SOIXANTE-QUINZE MILLE TRENTE-HUIT et UN MILLION CENT SOIXANTE-QUINZE MILLE SOIXANTE-QUATORZE (1 175 038 et 1 175 074) du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, appartenant à l'Acquéreur.

OBJET DU CONTRAT

La Ville vend, à des fins d'assemblage, à l'Acquéreur qui accepte, un immeuble situé à Montréal, province de Québec, connu et désigné comme étant:

DÉSIGNATION

Le terrain connu et désigné comme étant le lot numéro UN MILLION CENT SOIXANTE-QUINZE MILLE TRENTE-SEPT (1 175 037) du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

Ci-après nommé l'« **Immeuble** »

ORIGINE DU DROIT DE PROPRIÉTÉ

La Ville est propriétaire de l'Immeuble pour l'avoir acquis aux termes d'un acte de vente par Vito PAPASODARO en faveur de la Ville de Montréal-Nord, reçu devant Me Jacques VIENS, notaire, le deux août mil neuf cent quatre-vingt-seize (1996), dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, sous le numéro 4 873 017.

FERMETURE

La Ville déclare que l'Immeuble a été fermé et retiré de son domaine public en vertu de la résolution mentionnée dans sa comparution.

Il est également convenu entre les Parties que l'Acquéreur, et ses ayants droit prendront fait et cause pour la Ville et tiendront cette dernière indemne de tout dommage et de toute réclamation de quelque nature découlant de la fermeture du lot UN MILLION CENT SOIXANTE-QUINZE MILLE TRENTE-SEPT (1 175 037) du cadastre du Québec comme ruelle, de la subsistance, le cas échéant, de tout droit de passage en faveur des propriétaires riverains, malgré ladite fermeture et de la présente vente. L'Acquéreur s'engageant pour lui-même ainsi que pour ses ayants droit renonce de plus à faire quelque réclamation que ce soit contre la Ville découlant ou relative à tels retrait et fermeture.

GARANTIE

La présente vente est faite sans aucune garantie et aux risques et périls de l'Acquéreur. Notamment, l'Acquéreur reconnaît qu'il ne peut en aucune manière invoquer la responsabilité de la Ville pour quelque motif que ce soit, tels les opinions ou rapports pouvant avoir été émis par les employés ou les mandataires de la Ville.

Sans limiter la généralité de ce qui précède, l'Acquéreur reconnaît que la Ville n'a aucune responsabilité relative aux titres ainsi qu'à l'égard de l'état et de la qualité du sol et du sous-sol de l'Immeuble (les « **Sols** ») et de toute construction, bâtiment ou ouvrage qui y est érigé, le cas échéant, incluant, sans limitation, les matériaux

composant le remblai, la présence potentielle de tout contaminant, polluant, substance toxique, matière ou déchet dangereux dans ou sur l'Immeuble faisant l'objet de la présente vente, l'Acquéreur l'achetant à ses seuls risques et périls qu'il ait effectué ou non une vérification des titres, une étude de caractérisation des Sols et une inspection de toute construction, bâtiment ou ouvrage, le cas échéant.

En conséquence, l'Acquéreur renonce à toute réclamation, action ou poursuite contre la Ville, notamment à l'égard des titres, de la condition des Sols de même que des bâtiments, constructions et ouvrages situés sur l'Immeuble, le cas échéant, telles obligations devant lier également les ayants droit de l'Acquéreur. En outre, l'Acquéreur s'engage à tenir la Ville indemne de tout recours ou réclamation que des tiers pourraient exercer à la suite de la présente vente.

POSSESSION

L'Acquéreur devient propriétaire de l'Immeuble à compter de ce jour, avec possession et occupation immédiates.

DOSSIER DE TITRES

La Ville ne fournira pas de dossier de titres, ni certificat de recherche, ni état certifié des droits réels, ni plan, ni certificat de localisation à l'Acquéreur relativement à l'Immeuble.

ATTESTATIONS DE LA VILLE

La Ville déclare :

a) Qu'elle est une personne morale de droit public résidente canadienne au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (L.R.C. (1985), ch. 1 (5^{e} suppl.)) et de la *Loi sur les impôts* (RLRQ, chapitre I-3);

b) Qu'elle a le pouvoir et la capacité de posséder et de vendre l'Immeuble sans autres formalités que celles qui ont déjà été accomplies;

c) Que l'Immeuble est grevé d'une servitude de passage à pied par destination du propriétaire aux termes d'un acte reçu devant Me Serge MAGNAN, notaire, le quinze septembre deux mille (2003), dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits pour la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 10 724 411.

OBLIGATIONS DE L'ACQUÉREUR

Cette vente est consentie aux conditions suivantes que l'Acquéreur s'engage à remplir, savoir :

a) Prendre l'Immeuble dans l'état où il se trouve actuellement, sujet à toute servitude, le cas échéant, déclarant l'avoir vu et examiné à sa satisfaction;

b) Vérifier lui-même auprès de toutes les autorités compétentes, y compris la Ville, que tout aménagement ou construction qu'il entend réaliser sur l'Immeuble ainsi que toute destination qu'il entend lui donner sont conformes aux lois et règlements en vigueur;

c) Prendre à sa charge toutes les taxes et impositions foncières, générales et spéciales, qui sont ou qui pourront être imposées sur l'Immeuble, pour toute

période commençant à la date des présentes;

d) Ne faire aucune demande pour diminution de l'évaluation de l'Immeuble du fait qu'il aurait été acquis pour un prix moindre que l'évaluation municipale telle qu'établie au rôle foncier de l'année courante, l'Acquéreur se réservant toutefois le droit de contester cette évaluation pour tout autre motif;

e) Payer les frais et honoraires des présentes, de leur publication et des copies requises, dont trois (3) pour la Ville;

f) Prendre à sa charge les frais et honoraires de tout courtier ou professionnel qu'il a mandaté, le cas échéant, pour l'assister aux fins des présentes;

g) Intégrer l'Immeuble à sa propriété connue et désignée comme étant les lots numéros UN MILLION CENT SOIXANTE-QUINZE MILLE TRENTE-HUIT et UN MILLION CENT SOIXANTE-QUINZE MILLE SOIXANTE-QUATORZE (1 175 038 et 1 175 074) du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, et à l'aménager en conséquence.

PRIX

Cette vente est ainsi consentie pour le prix de CINQUANTE-HUIT MILLE NEUF CENTS DOLLARS (58 900,00$) que la Ville reconnaît avoir reçu de l'Acquéreur à la signature des présentes, DONT QUITTANCE TOTALE ET FINALE.

DÉCLARATIONS RELATIVES À LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES (T.P.S.) ET À LA TAXE DE VENTE DU QUÉBEC (T.V.Q.)

Le prix de vente exclut la T.P.S. et la T.V.Q.

En conséquence, si la présente vente est taxable selon les dispositions de la *Loi concernant la taxe d'accise* (L.R.C. (1985), chapitre E-15) et celles de la *Loi sur la taxe de vente du Québec* (RLRQ, chapitre T-0.1), l'Acquéreur effectuera lui-même le paiement de ces taxes auprès des autorités fiscales concernées, à l'entière exonération de la Ville.

La Ville déclare que ses numéros d'inscrit aux fins de l'application de ces taxes sont les suivants :

T.P.S. : 121364749 RT 0001;
T.V.Q. : 1006001374 TQ 0002;

et que ces inscriptions n'ont pas été annulées, ni ne sont en voie de l'être.

L'Acquéreur déclare que ses numéros d'inscrit aux fins de l'application de ces taxes sont les suivants :

T.P.S. : 863675260 RT 0001;
T.V.Q. : 1200025438 TQ 0001;

et que ces inscriptions n'ont pas été annulées, ni ne sont en voie de l'être.

ÉTAT CIVIL ET RÉGIME MATRIMONIAL

Vito PAPASODARO et Franca CRISALLI déclarent être mariés ensemble en premières

noces, sous le régime légal de la communauté de biens, aucune convention matrimoniale n'étant intervenue entre eux avant ou après leur mariage célébré le quatorze juin mil neuf cent soixante-neuf (1969) dans la province de Québec, où ils étaient tous deux domiciliés au moment de leur mariage et que depuis cette date leur état civil et leur régime matrimonial n'ont été et ne sont l'objet d'aucun changement.

DÉCLARATION RELATIVE À L'AVANT-CONTRAT

Les Parties conviennent que les seules relations juridiques les liant sont constatées par le présent contrat qui annule toute entente précédente.

CLAUSES INTERPRÉTATIVES

Le Préambule fait partie intégrante de la présente vente.

Lorsque le contexte l'exige, tout mot écrit au singulier comprend aussi le pluriel et vice versa, tout mot écrit au masculin comprend aussi le féminin et vice versa, et tout mot désignant des personnes désigne les sociétés et personnes morales.

L'insertion de titres aux présentes est aux fins de référence seulement et n'affecte aucunement leur interprétation.

Chaque disposition des présentes est indépendante et distincte de sorte que, si l'une quelconque de ces dispositions est déclarée nulle ou non exécutoire, ceci n'affectera aucunement la validité des autres dispositions des présentes qui conserveront tout leur effet.

Le silence de la Ville ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation à tel droit ou recours.

DÉCLARATIONS CONCERNANT LES DROITS SUR LES MUTATIONS IMMOBILIÈRES (L.R.Q. c. D-15.1 et amendements)

L'Acquéreur et la Ville déclarent ce qui suit :

a) le nom du cédant est : VILLE DE MONTRÉAL;

b) le nom des cessionnaires sont : Vito PAPASODARO et Franca CRISALLI;

c) le siège du cédant est au : 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6;

d) le domicile du cessionnaire est au : 5990, rue Turenne, à Montréal, province de Québec, H1M 1N6;

e) l'Immeuble est entièrement située sur le territoire de la Ville de Montréal

f) le montant de la contrepartie pour le transfert de l'Immeuble, selon le cédant et le cessionnaire, est de : CINQUANTE-HUIT MILLE NEUF CENTS DOLLARS (58 900,00$);

g) la valeur de l'Immeuble, selon le cédant et le cessionnaire, est de : CINQUANTE-HUIT MILLE NEUF CENTS DOLLARS (58 900,00$);

h) le montant constituant la base d'imposition du droit de mutation, selon le cédant et le cessionnaire, est de : CINQUANTE-HUIT MILLE NEUF CENTS

DOLLARS (58 900,00$);

i) le montant du droit de mutation s'élève à la somme de TROIS CENT TRENTE-NEUF DOLLARS (339,00$);

j) Il n'y a pas de transfert à la fois d'un immeuble corporel et de meubles visés par l'article 1.0.1 de ladite Loi.

DONT ACTE, à Montréal, sous le numéro
des minutes du notaire soussigné.

LECTURE FAITE, sauf au représentant de la Ville qui a expressément dispensé le notaire de lui faire lecture de l'acte, les Parties signent en présence du notaire soussigné.

_____
Vito PAPASODARO

_____
Franca CRISALLI

VILLE DE MONTRÉAL

_____
Par:

_____
Me Laurent FRÉCHETTE, notaire

Copie conforme à la minute demeurée en mon étude.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.33

2017/03/27 13:00

(1)

Dossier # : 1174069001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section location
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver le bail par lequel la Ville loue à Ex aequo pour une période de 3 ans, à compter du 1er juillet 2017, un local situé au 3e étage de l'immeuble sis au 3680, rue Jeanne-Mance, d'une superficie de 2 009 pieds carrés, à des fins administratives pour un loyer total de 76 201,08 $, excluant les taxes. (Bâtiment 2453)

Il est recommandé :

1- d'approuver le bail par lequel la Ville de Montréal loue à Ex aequo pour une période de 3 ans, à compter du 1er juillet 2017, un local situé au 3e étage de l'immeuble sis au 3680, rue Jeanne-Mance, d'une superficie de 2 009 pieds carrés, à des fins administratives, moyennant un loyer total de 76 201,08 $, excluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail;
2- d'imputer cette recette conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-02-15 10:25

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1174069001**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section location
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver le bail par lequel la Ville loue à Ex aequo pour une période de 3 ans, à compter du 1er juillet 2017, un local situé au 3e étage de l'immeuble sis au 3680, rue Jeanne-Mance, d'une superficie de 2 009 pieds carrés, à des fins administratives pour un loyer total de 76 201,08 $, excluant les taxes. (Bâtiment 2453)

CONTENU

CONTEXTE

En juin 2001, le conseil municipal approuvait le transfert du Centre Strathearn sis au 3680, rue Jeanne-Mance, de la Société de développement de Montréal (SDM) à la Ville de Montréal. À la suite de ce transfert, le Service de la gestion et de la planification immobilière (le «SGPI») a eu le mandat de gérer cet édifice. Le Centre Strathearn est un immeuble à vocation socioculturelle. Il abrite plusieurs organismes tels que, Montréal arts interculturels, Regroupement Québécois de la danse, Les Productions M.E. de l'art, Diversité artistique Montréal et bien d'autres.
Depuis le 1er juillet 1997, l'organisme Ex aequo, dont la mission est la promotion et la défense des droits pour les personnes ayant une déficience motrice, occupe un local situé au 3e étage du Centre Strathearn. Cette première convention de bail avait été conclue entre l'organisme et la SDM avant même le transfert de l'immeuble à la Ville de Montréal. Depuis l'échéance de cette première convention de bail, plusieurs conventions de prolongation de bail ont été approuvées auprès des instances décisionnelles de la Ville afin que l'organisme puisse poursuivre sa mission.

Compte tenu que la dernière convention de prolongation de bail viendra à échéance le 30 juin prochain, le Service de la diversité sociale et des sports (le «SDSS ») a mandaté le SGPI afin de prolonger pour une période additionnelle de 3 ans l'occupation de l'organisme dans ces espaces.

Par conséquent, le présent sommaire vise à faire approuver auprès des autorités compétentes un nouveau bail en faveur d'Ex aequo pour une durée de 3 ans afin que l'organisme puisse poursuivre ses activités auprès de ses membres.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM14 0807 - le 18 août 2014 - Approuver le projet de bail par lequel la Ville loue à Ex aequo, à des fins administratives, pour une période de 3 ans, à compter du 1er juillet 2014, un local d'une superficie de 2 009 pieds carrés, au 3e étage de l'immeuble situé au 3680,

rue Jeanne-Mance, pour un loyer total de 71 826,76 $, plus les taxes applicables
CM09 0636 - le 24 août 2009 - d'approuver la prolongation du bail, pour une durée de 5 ans, moyennant un loyer total de 111 745,05 $, excluant les taxes.

CM07 0179 - le 23 avril 2007- approuver le renouvellement du bail, pour la période de 3 ans, moyennant un loyer total de 56 972.27 $, excluant les taxes.

CM03 0611 – le 25 août 2003 - approuver le renouvellement du bail, pour une durée de 3 ans, moyennant un loyer total de 48 110,09 $, excluant les taxes.

CO01 01576 – le 19 juin 2001 - approbation de l'acquisition par la Ville du Centre Strathearn.

DESCRIPTION

Le présent sommaire recommande d'approuver le bail par lequel la Ville de Montréal loue à Ex aequo, pour une période de 3 ans, à compter du 1er juillet 2017, un local situé au 3e étage de l'immeuble sis au 3680, rue Jeanne-Mance, d'une superficie de 2 009 pi², à des fins administratives, moyennant un loyer total de 76 201,08 $, excluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus à la prolongation de bail.
Le locataire a la responsabilité de voir lui-même à l'aménagement et à l'entretien ménager du local. De plus, il fera toutes réparations locatives dues à son usage normal, à l'exception des travaux inhérents à la structure du bâtiment et aux composantes des systèmes mécaniques, électriques et de plomberie.

JUSTIFICATION

Le SGPI est en accord avec l'occupation de l'organisme au Centre Strathearn puisque ses activités ne causent aucun préjudice aux activités de l'ensemble des occupants et que le local n'est pas requis pour des fins municipales.
Compte tenu de l'expertise de l'organisme et de la qualité de ses interventions auprès d'une clientèle ayant une déficience motrice, le SDSS entend poursuivre son soutien à Ex Aequo et est favorable au renouvellement du bail pour une durée de trois ans.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La recette est présentée dans le tableau suivant :

	Loyer antérieur	**2017 (6 mois)**	**2018**	**2019**	**2020 (6 mois)**	**Total**
Superficie (pi²)	2 009	2 009	2 009	2 009	2 009	2 009
Recette avant taxes	**23 870,66 $**	**12 326,70 $**	**25 023,18 $**	**25 773,84 $**	**13 077,36 $**	**76 201,08 $**
TPS (5 %)	1 196,77 $	616,34 $	1 251,16 $	1 288,69 $	653,87 $	3 810,06 $
TVQ (9,975 %)	2 387,55 $	1 229,59 $	2 496,06 $	2 570,94 $	1 304,47 $	7 601,06 $
Recette totale incluant les taxes	27 519,65 $	14 172,63 $	28 770,40 $	29 633,47 $	15 035,70 $	87 612,20 $
Taux unitaire annuel ($ / pi²)	11,88 $	12,27 $	12,46 $	12,83 $	13,01 $	12,64 $

Le taux de location annuel moyen pour la durée du terme est de 12,64 $/pi².

Le taux de location annuel marchand pour ce type de local dans le secteur est de 25 $/pi².

Le montant total de subvention pour cette occupation est d'environ 74 494 $. La subvention est établie de la façon suivante : (25 $/pi² - 12,64 $/pi²) x 2 009 pi² x 3 ans = 74 493,72 $.

Pour l'année 2017, la dépense prévue par la Ville en frais d'exploitation pour ces locaux (électricité, entretien courant et sécurité) est d'environ 9 800 $.

Les locaux seront facturés à la SDSS selon les directives de facturation interne.

Le tableau suivant représente le montant de subvention reçu par Ex aequo, au cours des trois dernières années.

	2014	2015	2016	**Total**
Soutien financier SDSS	54 300,00 $	23 000,00 $	16 600,00 $	**93 900,00 $**
Immobilière	26 000,00 $	26 000,00 $	26 000,00 $	**78 000,00 $**
Total annuel	**80 300,00 $**	**49 000,00 $**	**42 600,00 $**	**171 900,00 $**

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce dossier n'est pas en lien avec la politique de développement durable

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas donner suite à ce dossier obligerait l'organisme à se trouver d'autres locaux afin de poursuivre sa mission et priverait la Ville d'encaisser la recette.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune action n'est requise

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation du bail : CM mars 2017

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Abdelkodous YAHYAOUI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Patrice ALLARD, Service de la diversité sociale et des sports
Chantal B BERGERON, Service de la gestion et de la planification immobilière
Johanne DEROME, Service de la diversité sociale et des sports

Lecture :

Johanne DEROME, 16 février 2017
Patrice ALLARD, 9 février 2017
Chantal B BERGERON, 8 février 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Joel GAUDET
Conseiller en immobilier

Tél : 514-872-0324
Télécop. : 514-280-3597

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-08

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières et de la sécurité

Tél : 514-868-3844
Télécop. : 514-872-8350

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Carl BEAULIEU
Chef de division, en remplacement de Mme Francine Fortin jusqu'au 20 février 2017
Tél : 514 872-2803
Approuvé le : 2017-02-14

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI

Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2017-02-14

BAIL

ENTRE

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée en vertu de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, c. C-11.4), ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la Charte de la Ville de Montréal et des résolutions suivantes :

a) la résolution numéro CM03 0836, adoptée par le conseil municipal à sa séance du vingt-deux (22) octobre deux mille trois (2003); et

b) la résolution numéro CM17_____, adoptée par le conseil municipale à sa séance du_____ 2017;

ci-après nommée le "**Locateur**"

ET :

EX AEQUO, personne morale légalement constituée en vertu de la Partie 3 de la Loi sur les compagnies, ayant son siège sociale au 3680, rue Jeanne-Mance, Montréal, Québec, H2X 2K5, agissant et représentée par madame Marie Turcotte, Directrice générale, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution du conseil d'administration tel qu'elle le déclare.

ci-après nommée le "**Locataire**"

LESQUELLES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique au cocontractant;

Locataire	Locateur
MH	

1.0 LIEUX LOUÉS

Le Locateur loue, par les présentes, au Locataire ici présent et acceptant, un local situé au 3e étage de l'édifice portant le numéro 3680, de la rue Jeanne-Mance, à Montréal, province de Québec, H2X 2K5, ci-après appelé les Lieux Loués, le tout tel que montré sur le plan joint à l'annexe « A » des présentes.

2.0 SUPERFICIE

Les Lieux Loués ont une superficie locative de deux mille neuf pieds carrés (2 009 pi²).

3.0 DURÉE

3.1 Ce bail est consenti pour un terme de trois (3) ans commençant le premier (1er) juillet deux mille dix-sept (2017) et se terminant le trente (30) juin deux mille vingt 2020.

3.2 Ce bail se terminera de plein droit et sans avis à la date ci-devant stipulée en 3.1 et l'occupation des Lieux Loués après cette date par le Locataire n'aura pas pour effet de prolonger la durée de ce bail ni de le reconduire. Le Locataire sera alors présumé occuper les Lieux Loués contre la volonté du Locateur. En conséquence, une pénalité de cent dollars (100 $) sera chargée au Locataire pour chaque journée de retard au-delà de la date stipulée de fin de bail.

4.0 OBLIGATIONS DU LOCATEUR

Outre les obligations auxquelles il est tenu en vertu du Code civil du Québec, dans la mesure où celles-ci ne sont pas modifiées par les présentes, le Locateur s'engage à :

4.1 donner libre accès au Local aux employés de la Bénéficiaire ainsi qu'au

Locataire	Locateur
MH	JG

public, aux heures ainsi qu'aux conditions stipulées à l'annexe B ;

4.2 chauffer et maintenir en tout temps dans les Lieux Loués une température convenable aux besoins du Locataire;

4.3 fournir l'électricité nécessaire à l'utilisation des Lieux Loués selon les besoins du Locataire.

5.0 OBLIGATIONS DU LOCATAIRE

Outre les obligations auxquelles il est tenu en vertu du Code civil du Québec, dans la mesure où celles-ci ne sont pas modifiées par les présentes, le Locataire s'engage à :

5.1 prendre les Lieux Loués dans l'état où ils se trouvent présentement;

5.2 n'utiliser les Lieux Loués qu'aux seules fins de bureau, le tout en conformité avec toute loi ou règlement municipal applicable;

5.3 respecter les jours et heures d'ouverture mentionnés en 4.1. Pour tenir des activités en dehors de ces jours et heures, le Locataire devra obtenir au préalable l'autorisation du responsable des Lieux Loués désigné par le Locateur;

5.4 voir lui-même, et à ses frais, à l'aménagement, à l'entretien et au nettoyage des Lieux Loués; il fera toute réparation locative due à son usage normal à l'exception des travaux inhérents à la structure du bâtiment et aux composantes des systèmes mécaniques, électriques et de plomberie;

5.5 tenir le Locateur indemne de tous dommages, de quelque nature que ce soit, de toutes réclamations, de tous jugements y compris les frais, et prendre le fait et cause du Locateur et intervenir dans toutes actions

Locataire	Locateur
MT	

intentées contre ce dernier résultant directement ou indirectement de cette location, sauf en cas de négligence du Locateur, de ses employés, préposés, mandataires ou représentants;

5.6 souscrire et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente location, une police d'assurance-responsabilité civile des particuliers ou des entreprises, selon ses activités, accordant une protection pour dommages corporels et dommages matériels d'au moins DEUX MILLIONS DE DOLLARS (2 000 000,00 $) par sinistre pour les dommages pouvant survenir pendant la durée de la présente location, et libérant le Locateur, ses employés, les membres de son Conseil municipal et de son Comité exécutif de tous dommages, réclamations, blessures, pertes, dépenses et responsabilité de toute nature découlant ou attribuable directement ou indirectement de l'usage des Lieux Loués. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable au Locateur. Le Locataire doit fournir la preuve d'une telle assurance. De plus, pour toute réduction, modification ou résiliation de la police, l'assureur devra donner au Locateur, par courrier recommandé ou poste certifiée, au numéro 303, rue Notre-Dame Est, 3e étage, à Montréal, province de Québec, H2Y 3Y8, un préavis de trente (30) jours; telle police devra contenir un avenant à cet effet et copie devra être fournie également au Locateur;

5.7 se tenir responsable de tous dommages qu'il pourra causer aux Lieux Loués résultant de ses activités ou de l'entreposage de ses produits ou matériaux et également par bris ou vandalisme survenus dans les Lieux Loués pendant ses périodes d'occupation;

5.8 assumer le paiement des taxes d'eau et d'affaires afférentes aux Lieux Loués, ainsi que, s'il y a lieu, le paiement de toutes autres taxes ou permis afférents à ces lieux, pouvant être imposés au Locataire ou au Locateur en rapport avec l'utilisation des Lieux Loués par le Locataire, applicables en vertu de toutes lois, ordonnances, règlements et arrêtés en conseil des gouvernements et agences des gouvernements fédéral, provincial ou municipal;

Locataire	Locateur
MH	JB

5.9 ne point céder ses droits dans le présent bail, ni prêter, ni sous-louer les Lieux Loués, en tout ou en partie, sans le consentement exprès ou écrit du Locateur, lequel ne pourra refuser ce consentement sans un motif sérieux;

5.10 aviser immédiatement le Locateur, par écrit, de toute défectuosité, fuite, de tout incendie ou dommage causé de quelque façon que ce soit aux Lieux Loués ou à chacun de leurs accessoires;

5.11 fournir, au préalable, s'il désire s'identifier à l'extérieur de l'immeuble, une maquette de telle identification afin d'obtenir l'approbation écrite du Locateur;

5.12 n'effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les lieux loués sans avoir soumis, au moins trente (30) jours à l'avance, les plans et devis exacts et détaillés des travaux, et obtenu, au préalable, l'autorisation écrite du Locateur;

5.13 permettre au Locateur de faire toutes réparations urgentes et nécessaires, d'exécuter tout acte d'entretien dans l'édifice ou d'entrer dans les Lieux Loués à ces fins, sans aucune déduction ni diminution de loyer ou indemnité, en autant que les travaux soient complétés avec une diligence raisonnable;

5.14 permettre, pendant les trois (3) mois qui précèdent la fin du bail ou de son renouvellement, que les Lieux Loués soient visités, en tout temps durant les heures de bureau, par ceux qui désirent les louer et permettre, en tout temps pendant la durée du bail ou de son renouvellement, à tout acheteur éventuel de visiter les Lieux Loués;

5.15 remettre à ses frais, à l'expiration du terme, les Lieux Loués dans leur état initial à moins qu'il en soit décidé autrement par les parties.

5.16 Respecter les règlements d'immeuble inclus à l'annexe B

Locataire	Locateur
MT	

6.0 LOYER

6.1 Pour la période du 1er juillet 2017 au 30 juin 2018, le Locataire s'engage à payer au Locateur, à titre de loyer, un montant annuel de vingt-quatre mille six cent cinquante-trois dollars et quarante cents (24 653,40 $), par des versements mensuels de deux mille cinquante-quatre dollars et quarante-cinq cents (2 054,45 $) chacun, auxquels s'ajoutent la TPS et la TVQ si applicable.

Pour la période du 1er juillet 2018 au 30 juin 2019, le Locataire s'engage à payer au Locateur, à titre de loyer, un montant annuel de vingt-cinq mille trois cent quatre-vingt-douze dollars et quatre-vingt-seize cents (25 392,96 $), par des versements mensuels de deux mille cent seize dollars et huit cents (2 116,08 $) chacun, auxquels s'ajoutent la TPS et la TVQ si applicable.

Pour la période du 1er juillet 2019 au 30 juin 2020, le Locataire s'engage à payer au Locateur, à titre de loyer, un montant annuel de vingt-six mille cent cinquante-quatre dollars et soixante-douze cents (26 154,72 $), par des versements mensuels de deux mille cent soixante-dix-neuf dollars et cinquante-six cents (2 179,56 $) chacun, auxquels s'ajoutent la TPS et la TVQ si applicable.

6.2 Tout versement de loyer mensuel est payable d'avance le premier jour de chaque mois, sans demande préalable et sans aucune réduction, compensation ni déduction.

6.3 Tout versement de loyer mensuel non payé à échéance portera intérêt quotidien, à compter du dixième (10e) jour de la date d'échéance, jusqu'à la date du paiement, au taux annuel fixé par les autorités municipales pour les sommes dues au Locateur. La Ville pourra, si elle le juge à propos, réclamer ces sommes.

Locataire	Locateur
MH	JG

7.0 DOMMAGES ET DESTRUCTION DES LIEUX LOUÉS

7.1 Si, pendant la durée du présent bail ou pendant toute période de renouvellement, l'édifice ou les Lieux Loués sont, en tout ou en partie, endommagés ou détruits par incendie ou par toute autre cause et que de l'avis du Locateur les Lieux Loués sont devenus, en tout ou en partie, impropres à l'occupation, le Locateur pourra, à son choix, décider de réparer ou non les Lieux Loués.

7.2 S'il décide de ne pas procéder aux réparations, il en avisera le Locataire le plus tôt possible et, sans encourir aucune responsabilité envers le Locataire pour les dommages subis lors d'un tel événement, le bail prendra alors fin et le Locataire devra évacuer les Lieux Loués et ne sera tenu de payer son loyer que jusqu'à la date de tels dommages ou destruction, le tout sans préjudice aux droits du Locateur de réclamer du Locataire tous dommages lui résultant de tel événement.

7.3 S'il décide de procéder aux réparations, le présent bail demeurera en vigueur et le Locateur s'engage à effectuer ces réparations avec toute la diligence nécessaire, et le loyer sera alors réduit en proportion de la partie encore utilisable des Lieux Loués jusqu'à la réintégration complète du Locataire dans les Lieux Loués. En aucun cas le Locateur ne pourra être tenu responsable des dommages et inconvénients subis par le Locataire à moins d'une faute ou négligence de la part du Locateur, ses employés ou agents.

8.0 RÉSILIATION

8.1 Nonobstant le terme fixé pour la durée du présent bail, chacune des parties pourra y mettre fin en tout temps en signifiant à l'autre partie un préavis écrit de trois (3) mois à cet effet.

8.2 Le Locateur pourra, en cas de défaut du Locataire de respecter l'une ou l'autre des obligations prises aux termes des présentes, résilier le

Locataire	Locateur
MT	

présent bail si le Locataire ne remédie pas à ce défaut dans les quinze (15) jours suivant la réception d'un avis du Locateur lui dénonçant le défaut.

9.0 RELOCALISATION

9.1 Le Locateur pourra, au cours de la présente location, reprendre possession des Lieux Loués et relocaliser le Locataire dans d'autres lieux comparables, sur avis de quatre-vingt-dix (90) jours, en indiquant l'endroit où il se propose de relocaliser le Locataire. Toutes les clauses et conditions de la présente location s'appliqueront au nouveau local, à moins de convention contraire entre les parties. Le Locateur devra établir un calendrier de relocalisation. Cette relocalisation ne devra, toutefois, se faire qu'une fois que le nouveau local aura été proprement aménagé pour usage immédiat.

9.2 Le Locateur s'engage à défrayer le coût des déménageurs, de l'aménagement des nouveaux lieux, des branchements des lignes de télécommunication et du système d'alarme, le cas échéant. Toutes autres dépenses reliées à cette relocalisation seront aux frais du Locataire.

9.3 Toutefois, si le Locataire juge qu'une telle relocalisation ne lui est pas favorable, il pourra alors, sans dommage ni compensation, résilier le présent bail de plein droit en avisant le Locateur par écrit.

10.0 USAGE DU TABAC

10.1 Le Locataire convient qu'il sera strictement interdit de faire usage du tabac dans les Lieux Loués ainsi que dans leurs accès. Il s'engage à voir à ce que cette interdiction soit respectée par toute personne se trouvant dans ces lieux.

Locataire	Locateur

11.0 FORCE MAJEURE

11.1 Aucune des parties aux présentes ne peut être considérée en défaut dans l'exécution de ses obligations en vertu des présentes si telle exécution est retardée, retenue ou empêchée par suite de force majeure. La force majeure est toute cause ne dépendant pas de la volonté des parties aux présentes, qu'elles n'ont pu raisonnablement avoir prévue et contre laquelle elles n'ont pu se protéger. La force majeure comprend, mais sans limitation, tout cas fortuit, toute grève, tout arrêt partiel ou complet de travail, tout lock-out, tout incendie, toute émeute, toute intervention par les autorités civiles ou militaires, tout acquiescement aux règlements ou aux ordonnances de toutes autorités gouvernementales et tout fait de guerre (déclarée ou non).

12.0 AVIS

12.1 Tout avis à être donné en vertu du présent bail devra être soit posté par courrier recommandé, soit remis de la main à la main ou soit encore signifié par huissier aux adresses suivantes ou encore transmis par télécopieur :

- Pour le Locateur :
Ville de Montréal
Service de la gestion et de la planification immobilière
303, rue Notre-Dame Est, 3e étage
Montréal, Québec
H2Y 3Y8
Télécopieur : (514) 872-8350

- Pour le Locataire :
Madame Marie Turcotte
Ex aequo

Locataire	Locateur
MT	

3680, rue Jeanne-Mance Bureau 328
Montréal, Québec H2X 2K5
Télécopieur : (514) 288-2834

12.2 Tout avis transmis par courrier recommandé sera réputé avoir été reçu dans les cinq (5) jours suivant sa mise à la poste, si le service postal fonctionne normalement. Dans le cas contraire, l'avis devra être soit remis de la main à la main soit signifié par huissier ou transmis par télécopieur. Dans le cas de remise de la main à la main de cet avis, de sa signification par huissier ou de transmission par télécopieur, l'avis sera réputé avoir été reçu le jour même de sa remise, de sa signification ou de sa transmission.

12.3 Les adresses ci-devant indiquées peuvent être modifiées sur avis écrit, mais ce, uniquement à l'intérieur du district judiciaire de Montréal. Si l'une des parties négligeait d'aviser l'autre d'un changement d'adresse, cette partie sera réputée avoir élue domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure judiciaire de Montréal.

13.0 ÉLECTION DE DOMICILE

13.1 Les parties conviennent, pour toute réclamation ou poursuite judiciaire pour quelque motif que ce soit, relativement au bail, de choisir le district judiciaire de Montréal, province de Québec, Canada, comme le lieu approprié pour l'audition de ces réclamations ou poursuites judiciaires à l'exclusion de tout autre district judiciaire qui peut avoir juridiction sur un tel litige selon les prescriptions de la loi.

14.0 CONVENTION COMPLÈTE

14.1 Le présent bail contient tous les droits et toutes les obligations des parties à l'égard des Lieux Loués, il annule toute autre entente écrite ou verbale entre les parties pour ces Lieux Loués.

14.2 À moins que les présentes n'en prévoient autrement, aucune

Locataire	Locateur
M+	JG

modification ou addition au présent bail ne liera les parties à moins qu'elle ne soit faite par écrit et signée par chacune d'elles.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé, en double exemplaire, à Montréal, à la date indiquée en regard de leur signature respective.

Le e jour du mois de_____2017

Le Locateur

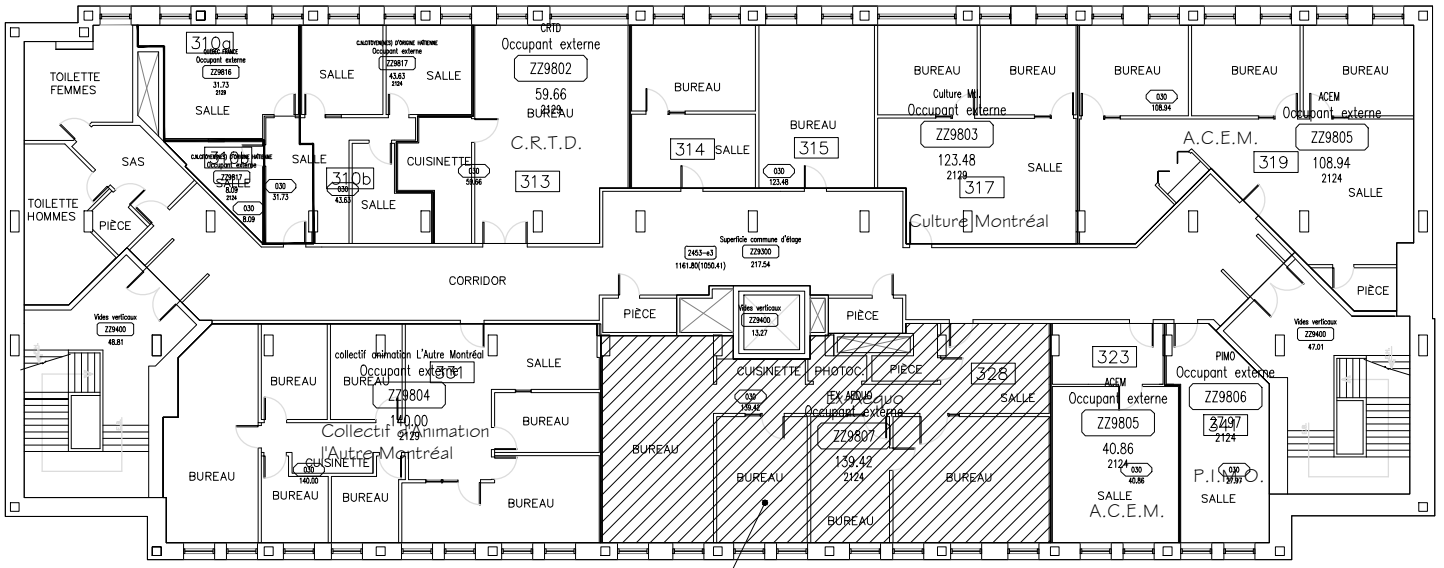
par :_____
Yves Saindon

Le 14e jour du mois de février 2017

Le Locataire

par_____
Marie Turcotte

Locataire	Locateur
MT	YS



EX AEQUO

SUPERFICIE LOCATIVE: 2009 pi²

CENTRE INTERCULTUREL STRATHEARN

3680 Rue Jeanne-Mance

ANNEXE "A"

PLAN DU 3e ÉTAGE

26/03/2014

Annexe B

Règlements d'immeuble

Règlements d'immeuble Centre Strathearn

- Les heures d'ouverture
  - Les heures d'ouverture du Centre Strathearn sont de 8 h à 18 h,
  - Les portes extérieures seront barrées de 18h à 8h,
  - Les personnes désirant avoir accès au Centre après les heures d'ouvertures doivent avoir leur clé et garder les portes (extérieures, des suites et locaux) verrouillées.
  - Si des activités ont lieu après 18h00, le locataire doit assurer une présence dans le hall d'entrée pour le contrôle des accès. Les portes doivent être verrouillées à nouveau lorsque l'activité débute.

- Gestion des clefs :
  - La Ville peut fournir une clé supplémentaire à chaque occupant qui en fera la demande. Des frais de 75 $ seront exigés pour chaque clé supplémentaire ou chaque clé perdue. Des délais de livraison important des clés sécurisés sont à prévoir.

- Horaires d'activités atypiques
  - Les locataires ayant des activités planifiées en dehors des heures d'ouverture (8h00 à 18h00) doivent fournir leur programmation de l'année deux mois avant la fin de l'année courante (31 octobre).
  - La programmation révisée et les calendriers d'évènements doivent être fournis au moins un mois à l'avance.
  - Des frais pourront être exigés par la Ville pour toutes modifications devant être apportées aux systèmes de contrôles automatiques des accès et à la mobilisation de personnel suite à des modifications à l'horaire. La Ville ne peut se porter responsable des délais nécessaires pour effectuer ces modifications.

- Sous-Location d'espace
  - La présente section s'applique lorsque la sous-location est permise par la Ville.
  - Nonobstant les dispositions du bail à cet effet, lorsque des espaces sont sous-loués (à la journée ou autres courtes périodes) par un organisme, un représentant de l'organisme Sous-Locateur doit être présent sur place pendant toutes la durée de la sous-location.

- Gestion des déchets :
  - Chaque occupant doit faire la gestion de ses déchets à l'intérieur de ses locaux et en aucun temps il doit encombrer les espaces communs tels les corridors et les cages d'escaliers.
  - Chaque occupant est responsable de son recyclage et doit lui-même évacué de son local les éléments à recycler à l'endroit déterminé par la Ville et en aucun

temps il doit encombrer les espaces communs tels les corridors et les cages d'escaliers.

- Chaque occupant doit respecter les heures de collectes municipales et assumer les frais de contravention en cas de non-respect associés à la réglementation.

- Pendant les heures d'ouverture du Centra Strathearn, les locataires peuvent rapporter toute situation de sécurité constatée (présence d'iitinérant , etc.) au service 911. Aucune intervention directe ne doit être effectuée par les occupants.

Modification aux règlements

- La Ville pourra apporter tout changement requis aux règlements d'immeuble sans préavis et les communiquer aux occupants.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1174069001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section location
Objet :	Approuver le bail par lequel la Ville loue à Ex aequo pour une période de 3 ans, à compter du 1er juillet 2017, un local situé au 3e étage de l'immeuble sis au 3680, rue Jeanne-Mance, d'une superficie de 2 009 pieds carrés, à des fins administratives pour un loyer total de 76 201,08 $, excluant les taxes. (Bâtiment 2453)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1174069001 - information comptable.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Abdelkodous YAHYAOUI
Agent comptable analyste - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514-872-5885

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-10

Cathy GADBOIS
Conseiller(ere) en gestion des ressources financieres - c/e
Tél : 514 872-1443
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.34

2017/03/27
13:00

(1)

Dossier # : 1174069002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section location
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver le bail par lequel la Ville loue au Centre des organismes communautaires, pour une période de 3 ans, à compter du 1er août 2017, un local, situé au 4e étage de l'immeuble sis au 3680, rue Jeanne-Mance, d'une superficie de 1 194,8 pieds carrés, à des fins socioculturelles, pour un loyer total de 46 531,20 $, excluant les taxes. (Bâtiment 2453)

Il est recommandé :

1- d'approuver le bail par lequel la Ville de Montréal loue au Centre des organismes communautaires, pour une période de 3 ans, à compter du 1er août 2017, un local situé au 4e étage de l'immeuble sis au 3680, rue Jeanne-Mance, d'une superficie de 1 194,8 pi², à des fins communautaires, moyennant un loyer total de 46 531,20 $, excluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail;
2- d'imputer cette recette conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-02-19 19:54

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1174069002**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section location
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver le bail par lequel la Ville loue au Centre des organismes communautaires, pour une période de 3 ans, à compter du 1er août 2017, un local, situé au 4e étage de l'immeuble sis au 3680, rue Jeanne-Mance, d'une superficie de 1 194,8 pieds carrés, à des fins socioculturelles, pour un loyer total de 46 531,20 $, excluant les taxes. (Bâtiment 2453)

CONTENU

CONTEXTE

Situé au 3680, rue Jeanne-Mance, le Centre Strathearn est un immeuble à vocation socioculturelle. Il abrite plusieurs organismes tels que, Montréal arts interculturels, Regroupement Québécois de la danse, Les Productions M.E. de l'art, Diversité artistique Montréal et bien d'autres.
Depuis le 1er février 2003, la Ville loue à l'organisme Le Centre des organismes communautaires (le « COCo ») le local numéro 470, d'une superficie de 1 194,8 pi², à des fins communautaires. Le COCo a comme mission de soutenir le développement communautaire et le renforcement des organisations par son travail de développement, en leur offrant des formations axées sur la participation.

En janvier dernier, Le Service de la diversité sociale et des sports (SDSS) a mandaté, le Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) afin de prolonger l'occupation de l'organisme dans son local car le bail arrivera à échéance le 31 juillet 2017.

Conséquemment, le présent sommaire vise à faire approuver auprès des autorités compétentes un projet de bail en faveur du COCo pour une durée de 3 ans afin de permettre à l'organisme de poursuivre ses activités auprès de la population.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM14 0788 – 18 août 2014 - d'approuver le bail par lequel la Ville de Montréal loue à Le Centre des organismes communautaires, pour une période de 3 ans, à compter du 1er août 2014, un local situé au 4e étage de l'immeuble sis au 3680, rue Jeanne-Mance, d'une superficie de 1 194,8 pieds carrés, à des fins communautaires, moyennant un loyer total de 42 582,48 $, excluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail.
CM09 0823 – 21 septembre 2009 - approuver la prolongation du bail, pour une durée de 5 ans, moyennant un loyer total de 63 092,07 $, excluant les taxes.

CM06 0496 - 28 août 2006 - approuver la prolongation du bail, pour une durée de 3 ans et 6 mois, moyennant un loyer total de 38 718,62 $, excluant les taxes.

CM03 0168 - 24 mars 2003 - approuver le bail, pour une durée de 3 ans, moyennant un loyer total de 30 738,66 $, excluant les taxes.

DESCRIPTION

Le présent sommaire recommande d'approuver le bail par lequel la Ville de Montréal loue au Centre des organismes communautaires, pour une période de 3 ans , à compter du 1er août 2017, un local situé au 4e étage de l'immeuble sis au 3680, rue Jeanne-Mance, d'une superficie de 1 194,8 pi², à des fins communautaires, moyennant un loyer total de 46 531,20 $, excluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail. Le locataire a la responsabilité de voir, lui-même, à l'aménagement et à l'entretien ménager du local. De plus, il fera toutes réparations locatives dues à son usage normal, à l'exception des travaux inhérents à la structure du bâtiment et aux composantes des systèmes mécaniques, électriques et de plomberie.

JUSTIFICATION

Le SGPI est en accord avec l'occupation de l'organisme au Centre Strathearn puisque ses activités ne causent aucun préjudice aux activités de l'ensemble des occupants et que le local n'est pas requis pour des fins municipales.
Selon le SDSS, la mission du COCo est de promouvoir la justice sociale, une citoyenneté active, la démocratie et un développement socio-économique juste en appuyant le renforcement des communautés et le développement des organisations. À cette fin, le COCo travaille prioritairement avec les organisations de langue anglaise, bilingues ou ethnoculturelles pour améliorer la santé organisationnelle et promouvoir le développement du milieu communautaire par le développement organisationnel et la formation en leadership, la diffusion d'informations, des analyses sociales, la recherche et par le renforcement des liens entre organisations et secteurs.

Le COCo s'est doté d'un comité de travail qui se penche sur des enjeux de formation et des problématiques touchant le racisme, l'homophobie, le sexisme et les communautés marginalisées. En ce sens, le travail du COCo rejoint les préoccupations du SDSS. De plus, l'organisme entretient des liens étroits avec plusieurs tables de concertation dont la Table de solidarité de St-Henri, le Conseil communautaire de N.-D.-G. et la Table de concertation de l'Ouest de l'Île. Conséquemment, le SDSS est favorable au renouvellement du bail avec le COCo pour une période additionnelle de 3 ans.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La recette est présentée selon le tableau suivant:

	Loyer antérieur	**2017 (5 mois)**	**2018**	**2019**	**2020 (7 mois)**	**Total**
Superficie (pi²)	1 194,8	1 194,8	1 194,8	1 194,8	1 194,8	1 194,8
Recette avant taxes	**14 615,76 $**	**6 272,60 $**	**15 242,44 $**	**15 699,72 $**	**9 316,44 $**	**46 531,20 $**
TPS (5%)	730,79 $	313,63 $	762,12 $	784,99 $	465,82 $	2 326,56 $
TVQ (9,975%)	1 457,92 $	625,69 $	1 520,43 $	1 566,05 $	929,31 $	4 641,48 $
Recette totale incluant les taxes	16 804,47 $	7 211,92 $	17 524,99 $	18 050,76 $	10 711,57 $	53 499,24 $

Taux unitaire annuel ($ / pi²)	12,23 $	12,60 $	12,76 $	13,14 $	13,37 $	12,98 $

Le taux de location annuel moyen pour la durée du terme est de 12,98 $/pi².

Le taux de location annuel marchand pour ce type de local dans le secteur est de 25 $/pi².

Le montant total de subvention pour cette occupation est d'environ 43 100 $. La subvention est établie de la façon suivante : (25 $/pi² - 12,98 $/pi²) x 1 194,8 pi² x 3 ans = 43 084,48 $.

Pour l'année 2017, la dépense prévue par la Ville en frais d'exploitation pour ces locaux (électricité, entretien courant et sécurité) est d'environ 5 800 $.

Les locaux seront facturés à la SDSS selon les directives de facturation interne.

Le tableau suivant représente le montant de subvention reçu par COCo, au cours des trois dernières années.

	2014	2015	2016	**Total**
Soutien financier SDSS	0 $	0 $	0 $	**0 $**
Immobilière	15 300,00 $	15 300,00 $	15 300,00 $	**45 900,00 $**
Total annuel	**15 300,00 $**	**15 300,00 $**	**15 300,00 $**	**45 900,00 $**

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce dossier n'est pas en lien avec la politique de développement durable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas donner suite à ce dossier obligerait l'organisme à se trouver d'autres locaux afin de poursuivre sa mission et priverait la Ville d'encaisser la recette.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune action n'est requise.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation du bail : CM mars 2017

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Abdelkodous YAHYAOUI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Chantal B BERGERON, Service de la gestion et de la planification immobilière
Patrice ALLARD, Service de la diversité sociale et des sports
Johanne DEROME, Service de la diversité sociale et des sports

Lecture :

Patrice ALLARD, 15 février 2017
Johanne DEROME, 13 février 2017
Chantal B BERGERON, 13 février 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Joel GAUDET
Conseiller en immobilier

Tél : 514-872-0324
Télécop. : 514-280-3597

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-08

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières et de la sécurité

Tél : 514-868-3844
Télécop. : 514-872-8350

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Carl BEAULIEU
Chef de division en remplacemenr de Francine Fortin jusqu'au 20 février 2017
Tél : 514 872-2803
Approuvé le : 2017-02-16

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI

Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2017-02-17





2453-e4-annexe A.pdfAnnexe B.pdfBail - COCo - Version JG - effectif 2017-08-01 -signé.pdf

BAIL

ENTRE

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée en vertu de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, c. C-11.4), ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la Charte de la Ville de Montréal et des résolutions suivantes :

a) la résolution numéro CM03 0836, adoptée par le conseil municipal à sa séance du vingt-deux (22) octobre deux mille trois (2003); et

b) la résolution numéro CM17_____, adoptée par le conseil municipale à sa séance du_____ 2017;

ci-après nommée le "**Locateur**"

ET :

LE CENTRE DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES, personne morale légalement constituée en vertu de la Partie 3 de la Loi sur les compagnies, ayant son siège sociale au 3680, rue Jeanne-Mance local 470, Montréal, Québec, H2X 2K5, agissant et représentée par madame Sabrina Mc Fadden, directrice, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution du conseil d'administration tel qu'elle le déclare.

ci-après nommée le "**Locataire**"

LESQUELLES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique au cocontractant;

1.0 LIEUX LOUÉS

Locataire	Locateur
SMF	

Le Locateur loue, par les présentes, au Locataire ici présent et acceptant, un local situé au 4e étage de l'édifice portant le numéro 3680, de la rue Jeanne-Mance, à Montréal, province de Québec, H2X 2K5, ci-après appelé les Lieux Loués, le tout tel que montré sur le plan joint à l'annexe « A » des présentes.

2.0 SUPERFICIE

Les Lieux Loués ont une superficie locative de mille cent quatre-vingt-quatorze virgule huit pieds carrés (1 194,8 pi²).

3.0 DURÉE

3.1 Ce bail est consenti pour un terme de trois (3) ans commençant le premier (1er) août deux mille dix-sept (2017) et se terminant le trente et un (31) juillet deux mille vingt (2020).

3.2 Ce bail se terminera de plein droit et sans avis à la date ci-devant stipulée en 3.1 et l'occupation des Lieux Loués après cette date par le Locataire n'aura pas pour effet de prolonger la durée de ce bail ni de le reconduire. Le Locataire sera alors présumé occuper les Lieux Loués contre la volonté du Locateur. En conséquence, une pénalité de cent dollars (100 $) sera chargée au Locataire pour chaque journée de retard au-delà de la date stipulée de fin de bail.

4.0 OBLIGATIONS DU LOCATEUR

Outre les obligations auxquelles il est tenu en vertu du Code civil du Québec, dans la mesure où celles-ci ne sont pas modifiées par les présentes, le Locateur s'engage à :

4.1 donner libre accès au Local aux employés de la Bénéficiaire ainsi qu'au public, aux heures ainsi qu'aux conditions

Locataire	Locateur
SMF	JG

stipulées à l'annexe B ;

4.2 chauffer et maintenir en tout temps dans les Lieux Loués une température convenable aux besoins du Locataire;

4.3 fournir l'électricité nécessaire à l'utilisation des Lieux Loués selon les besoins du Locataire.

5.0 OBLIGATIONS DU LOCATAIRE

Outre les obligations auxquelles il est tenu en vertu du Code civil du Québec, dans la mesure où celles-ci ne sont pas modifiées par les présentes, le Locataire s'engage à :

5.1 prendre les Lieux Loués dans l'état où ils se trouvent présentement;

5.2 n'utiliser les Lieux Loués qu'aux seules fins communautaires, le tout en conformité avec toute loi ou règlement municipal applicable;

5.3 respecter les jours et heures d'ouverture mentionnés en 4.1. Pour tenir des activités en dehors de ces jours et heures, le Locataire devra obtenir au préalable l'autorisation du responsable des Lieux Loués désigné par le Locateur;

5.4 voir lui-même, et à ses frais, à l'aménagement, à l'entretien et au nettoyage des Lieux Loués; il fera toute réparation locative due à son usage normal à l'exception des travaux inhérents à la structure du bâtiment et aux composantes des systèmes mécaniques, électriques et de plomberie;

5.5 tenir le Locateur indemne de tous dommages, de quelque

Locataire	Locateur
SMF	DG

nature que ce soit, de toutes réclamations, de tous jugements y compris les frais, et prendre le fait et cause du Locateur et intervenir dans toutes actions intentées contre ce dernier résultant directement ou indirectement de cette location, sauf en cas de négligence du Locateur, de ses employés, préposés, mandataires ou représentants;

5.6 souscrire et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente location, une police d'assurance-responsabilité civile des particuliers ou des entreprises, selon ses activités, accordant une protection pour dommages corporels et dommages matériels d'au moins DEUX MILLIONS DE DOLLARS (2 000 000,00 $) par sinistre pour les dommages pouvant survenir pendant la durée de la présente location, et libérant le Locateur, ses employés, les membres de son Conseil municipal et de son Comité exécutif de tous dommages, réclamations, blessures, pertes, dépenses et responsabilité de toute nature découlant ou attribuable directement ou indirectement de l'usage des Lieux Loués. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable au Locateur. Le Locataire doit fournir la preuve d'une telle assurance. De plus, pour toute réduction, modification ou résiliation de la police, l'assureur devra donner au Locateur, par courrier recommandé ou poste certifiée, au numéro 303, rue Notre-Dame Est, 3e étage, à Montréal, province de Québec, H2Y 3Y8, un préavis de trente (30) jours; telle police devra contenir un avenant à cet effet et copie devra être fournie également au Locateur;

5.7 se tenir responsable de tous dommages qu'il pourra causer aux Lieux Loués résultant de ses activités ou de l'entreposage de ses produits ou matériaux et également par bris ou vandalisme survenus dans les Lieux Loués pendant ses périodes d'occupation;

5.8 assumer le paiement des taxes d'eau et d'affaires afférentes aux Lieux Loués, ainsi que, s'il y a lieu, le paiement de toutes autres taxes ou permis afférents à ces lieux, pouvant être imposés au Locataire ou au Locateur en rapport avec l'utilisation des Lieux Loués

Locataire	Locateur

par le Locataire, applicables en vertu de toutes lois, ordonnances, règlements et arrêtés en conseil des gouvernements et agences des gouvernements fédéral, provincial ou municipal;

5.9 ne point céder ses droits dans le présent bail, ni prêter, ni sous-louer les Lieux Loués, en tout ou en partie, sans le consentement exprès ou écrit du Locateur, lequel ne pourra refuser ce consentement sans un motif sérieux;

5.10 aviser immédiatement le Locateur, par écrit, de toute défectuosité, fuite, de tout incendie ou dommage causé de quelque façon que ce soit aux Lieux Loués ou à chacun de leurs accessoires;

5.11 fournir, au préalable, s'il désire s'identifier à l'extérieur de l'immeuble, une maquette de telle identification afin d'obtenir l'approbation écrite du Locateur;

5.12 n'effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les lieux loués sans avoir soumis, au moins trente (30) jours à l'avance, les plans et devis exacts et détaillés des travaux, et obtenu, au préalable, l'autorisation écrite du Locateur;

5.13 permettre au Locateur de faire toutes réparations urgentes et nécessaires, d'exécuter tout acte d'entretien dans l'édifice ou d'entrer dans les Lieux Loués à ces fins, sans aucune déduction ni diminution de loyer ou indemnité, en autant que les travaux soient complétés avec une diligence raisonnable;

5.14 permettre, pendant les trois (3) mois qui précèdent la fin du bail ou de son renouvellement, que les Lieux Loués soient visités, en tout temps durant les heures de bureau, par ceux qui désirent les louer et permettre, en tout temps pendant la durée du bail ou de son renouvellement, à tout acheteur éventuel de visiter les Lieux Loués;

Locataire	Locateur

5.15 remettre à ses frais, à l'expiration du terme, les Lieux Loués dans leur état initial à moins qu'il en soit décidé autrement par les parties.

5.16 Respecter les règlements d'immeuble inclus à l'annexe B

6.0 LOYER

6.1 Pour la période du 1er août 2017 au 31 juillet 2018, le Locataire s'engage à payer au Locateur, à titre de loyer, un montant annuel de quinze mille cinquante - quatre dollars et vingt-quatre cents (15 054,24 $), par des versements mensuels de mille deux cent cinquante-quatre dollars et cinquante-deux cents (1 254,52 $) chacun, auxquels s'ajoutent la TPS et la TVQ si applicable.

Pour la période du 1er août 2018 au 31 juillet 2019, le Locataire s'engage à payer au Locateur, à titre de loyer, un montant annuel de quinze mille cinq cent cinq dollars et quatre-vingt-douze cents (15 505,92 $), par des versements mensuels de mille deux cent quatre-vingt-douze dollars et seize cents (1 292,16 $) chacun, auxquels s'ajoutent la TPS et la TVQ si applicable.

Pour la période du 1er août 2019 au 31 juillet 2020, le Locataire s'engage à payer au Locateur, à titre de loyer, un montant annuel de quinze mille neuf cent soixante et onze dollars et quatre cents (15 971,04 $), par des versements mensuels de mille trois cent trente dollars et quatre-vingt-douze cents (1 330,92 $) chacun, auxquels s'ajoutent la TPS et la TVQ si applicable.

6.2 Tout versement de loyer mensuel est payable d'avance le premier jour de chaque mois, sans demande préalable et sans aucune réduction, compensation ni déduction.

6.3 Tout versement de loyer mensuel non payé à échéance

Locataire	Locateur

portera intérêt quotidien, à compter du dixième (10e) jour de la date d'échéance, jusqu'à la date du paiement, au taux annuel fixé par les autorités municipales pour les sommes dues au Locateur. La Ville pourra, si elle le juge à propos, réclamer ces sommes.

7.0 DOMMAGES ET DESTRUCTION DES LIEUX LOUÉS

7.1 Si, pendant la durée du présent bail ou pendant toute période de renouvellement, l'édifice ou les Lieux Loués sont, en tout ou en partie, endommagés ou détruits par incendie ou par toute autre cause et que de l'avis du Locateur les Lieux Loués sont devenus, en tout ou en partie, impropres à l'occupation, le Locateur pourra, à son choix, décider de réparer ou non les Lieux Loués.

7.2 S'il décide de ne pas procéder aux réparations, il en avisera le Locataire le plus tôt possible et, sans encourir aucune responsabilité envers le Locataire pour les dommages subis lors d'un tel événement, le bail prendra alors fin et le Locataire devra évacuer les Lieux Loués et ne sera tenu de payer son loyer que jusqu'à la date de tels dommages ou destruction, le tout sans préjudice aux droits du Locateur de réclamer du Locataire tous dommages lui résultant de tel événement.

7.3 S'il décide de procéder aux réparations, le présent bail demeurera en vigueur et le Locateur s'engage à effectuer ces réparations avec toute la diligence nécessaire, et le loyer sera alors réduit en proportion de la partie encore utilisable des Lieux Loués jusqu'à la réintégration complète du Locataire dans les Lieux Loués. En aucun cas le Locateur ne pourra être tenu responsable des dommages et inconvénients subis par le Locataire à moins d'une faute ou négligence de la part du Locateur, ses employés ou agents.

8.0 RÉSILIATION

Locataire	Locateur

8.1 Nonobstant le terme fixé pour la durée du présent bail, chacune des parties pourra y mettre fin en tout temps en signifiant à l'autre partie un préavis écrit de trois (3) mois à cet effet.

8.2 Le Locateur pourra, en cas de défaut du Locataire de respecter l'une ou l'autre des obligations prises aux termes des présentes, résilier le présent bail si le Locataire ne remédie pas à ce défaut dans les quinze (15) jours suivant la réception d'un avis du Locateur lui dénonçant le défaut.

9.0 RELOCALISATION

9.1 Le Locateur pourra, au cours de la présente location, reprendre possession des Lieux Loués et relocaliser le Locataire dans d'autres lieux comparables, sur avis de quatre-vingt-dix (90) jours, en indiquant l'endroit où il se propose de relocaliser le Locataire. Toutes les clauses et conditions de la présente location s'appliqueront au nouveau local, à moins de convention contraire entre les parties. Le Locateur devra établir un calendrier de relocalisation. Cette relocalisation ne devra, toutefois, se faire qu'une fois que le nouveau local aura été proprement aménagé pour usage immédiat.

9.2 Le Locateur s'engage à défrayer le coût des déménageurs, de l'aménagement des nouveaux lieux, des branchements des lignes de télécommunication et du système d'alarme, le cas échéant. Toutes autres dépenses reliées à cette relocalisation seront aux frais du Locataire.

9.3 Toutefois, si le Locataire juge qu'une telle relocalisation ne lui est pas favorable, il pourra alors, sans dommage ni compensation, résilier le présent bail de plein droit en avisant le Locateur par écrit.

10.0 USAGE DU TABAC

Locataire	Locateur
SMF	JG

10.1 Le Locataire convient qu'il sera strictement interdit de faire usage du tabac dans les Lieux Loués ainsi que dans leurs accès. Il s'engage à voir à ce que cette interdiction soit respectée par toute personne se trouvant dans ces lieux.

11.0 FORCE MAJEURE

11.1 Aucune des parties aux présentes ne peut être considérée en défaut dans l'exécution de ses obligations en vertu des présentes si telle exécution est retardée, retenue ou empêchée par suite de force majeure. La force majeure est toute cause ne dépendant pas de la volonté des parties aux présentes, qu'elles n'ont pu raisonnablement avoir prévue et contre laquelle elles n'ont pu se protéger. La force majeure comprend, mais sans limitation, tout cas fortuit, toute grève, tout arrêt partiel ou complet de travail, tout lock-out, tout incendie, toute émeute, toute intervention par les autorités civiles ou militaires, tout acquiescement aux règlements ou aux ordonnances de toutes autorités gouvernementales et tout fait de guerre (déclarée ou non).

12.0 AVIS

12.1 Tout avis à être donné en vertu du présent bail devra être soit posté par courrier recommandé, soit remis de la main à la main ou soit encore signifié par huissier aux adresses suivantes ou encore transmis par télécopieur :

- Pour le Locateur :
Ville de Montréal
Service de la gestion et de la planification immobilière
303, rue Notre-Dame Est, 3e étage

Locataire	Locateur

Montréal, Québec
H2Y 3Y8
Télécopieur : (5l4) 872-8350

- Pour le Locataire :
Madame Sabrina Mc Fadden,
Le centre des organismes communautaires
3680, rue Jeanne-Mance Bureau 470
Montréal, Québec H2X 2K5
Télécopieur : (514) 849-5553

12.2 Tout avis transmis par courrier recommandé sera réputé avoir été reçu dans les cinq (5) jours suivant sa mise à la poste, si le service postal fonctionne normalement. Dans le cas contraire, l'avis devra être soit remis de la main à la main soit signifié par huissier ou transmis par télécopieur. Dans le cas de remise de la main à la main de cet avis, de sa signification par huissier ou de transmission par télécopieur, l'avis sera réputé avoir été reçu le jour même de sa remise, de sa signification ou de sa transmission.

12.3 Les adresses ci-devant indiquées peuvent être modifiées sur avis écrit, mais ce, uniquement à l'intérieur du district judiciaire de Montréal. Si l'une des parties négligeait d'aviser l'autre d'un changement d'adresse, cette partie sera réputée avoir élue domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure judiciaire de Montréal.

13.0 ÉLECTION DE DOMICILE

13.1 Les parties conviennent, pour toute réclamation ou poursuite judiciaire pour quelque motif que ce soit, relativement au bail, de choisir le district judiciaire de Montréal, province de Québec, Canada, comme le lieu approprié pour l'audition de ces réclamations ou poursuites judiciaires à l'exclusion de tout autre district judiciaire qui peut

Locataire	Locateur
SMF	26

avoir juridiction sur un tel litige selon les prescriptions de la loi.

14.0 CONVENTION COMPLÈTE

14.1 Le présent bail contient tous les droits et toutes les obligations des parties à l'égard des Lieux Loués, il annule toute autre entente écrite ou verbale entre les parties pour ces Lieux Loués.

14.2 À moins que les présentes n'en prévoient autrement, aucune modification ou addition au présent bail ne liera les parties à moins qu'elle ne soit faite par écrit et signée par chacune d'elles.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé, en double exemplaire, à Montréal, à la date indiquée en regard de leur signature respective.

Le e jour du mois de_____2017

Le Locateur

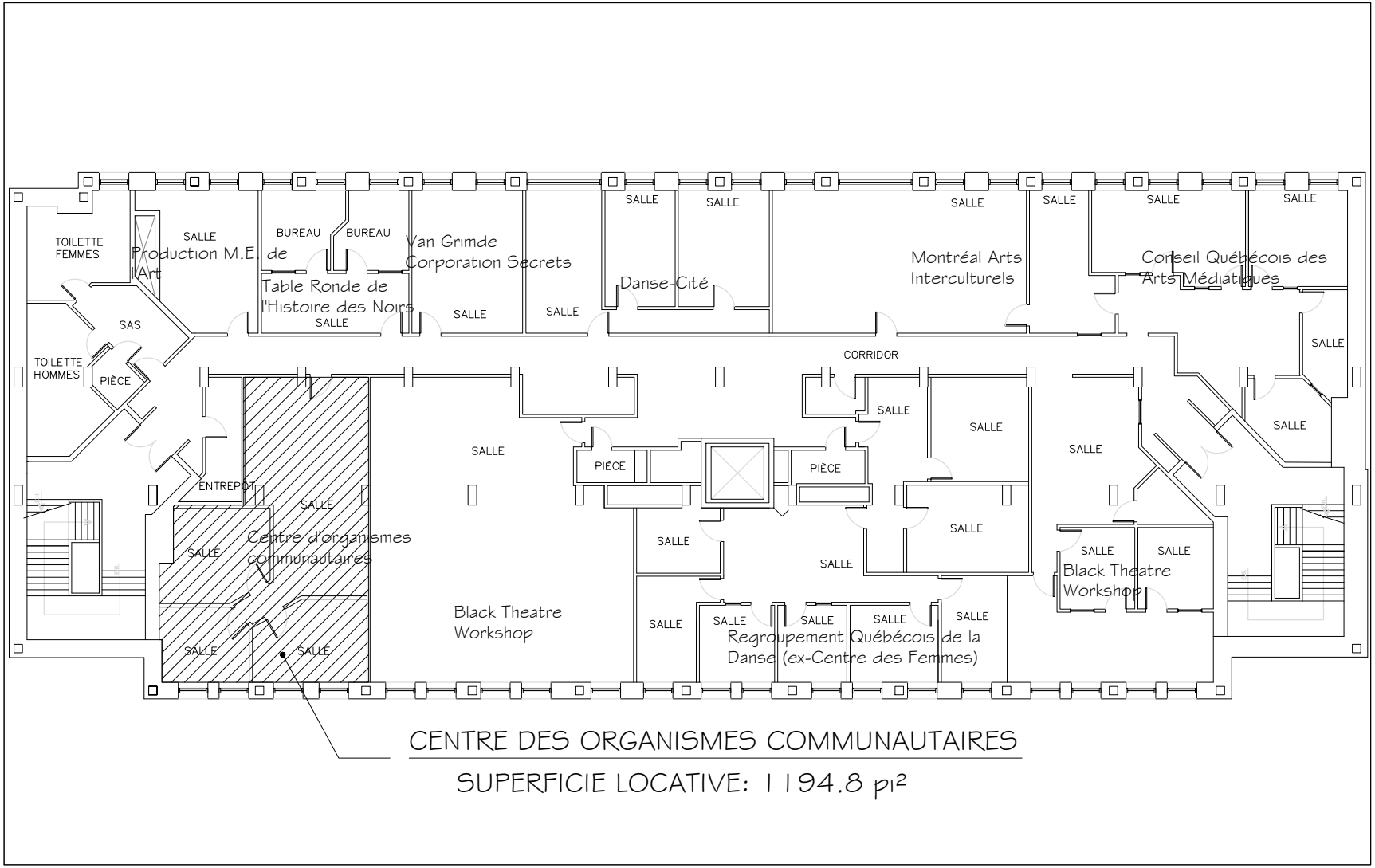
par :_____
Yves Saindon

Le 20 e jour du mois de février 2017

Le Locataire

par_____
Sabrina Mc Fadden

Locataire	Locateur



CENTRE DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES

SUPERFICIE LOCATIVE: 1194.8 pi²

CENTRE INTERCULTUREL STRATHEARN

3680 Rue Jeanne-Mance

ANNEXE "A"

PLAN DU 4e ÉTAGE

27/05/2014

Annexe B

Règlements d'immeuble

Règlements d'immeuble Centre Strathearn

- Les heures d'ouverture
  - Les heures d'ouverture du Centre Strathearn sont de 8 h à 18 h,
  - Les portes extérieures seront barrées de 18h à 8h,
  - Les personnes désirant avoir accès au Centre après les heures d'ouvertures doivent avoir leur clé et garder les portes (extérieures, des suites et locaux) verrouillées.
  - Si des activités ont lieu après 18h00, le locataire doit assurer une présence dans le hall d'entrée pour le contrôle des accès. Les portes doivent être verrouillées à nouveau lorsque l'activité débute.

- Gestion des clefs :
  - La Ville peut fournir une clé supplémentaire à chaque occupant qui en fera la demande. Des frais de 75 $ seront exigés pour chaque clé supplémentaire ou chaque clé perdue. Des délais de livraison important des clés sécurisés sont à prévoir.

- Horaires d'activités atypiques
  - Les locataires ayant des activités planifiées en dehors des heures d'ouverture (8h00 à 18h00) doivent fournir leur programmation de l'année deux mois avant la fin de l'année courante (31 octobre).
  - La programmation révisée et les calendriers d'évènements doivent être fournis au moins un mois à l'avance.
  - Des frais pourront être exigés par la Ville pour toutes modifications devant être apportées aux systèmes de contrôles automatiques des accès et à la mobilisation de personnel suite à des modifications à l'horaire. La Ville ne peut se porter responsable des délais nécessaires pour effectuer ces modifications.

- Sous-Location d'espace
  - La présente section s'applique lorsque la sous-location est permise par la Ville.
  - Nonobstant les dispositions du bail à cet effet, lorsque des espaces sont sous-loués (à la journée ou autres courtes périodes) par un organisme, un représentant de l'organisme Sous-Locateur doit être présent sur place pendant toutes la durée de la sous-location.

- Gestion des déchets :
  - Chaque occupant doit faire la gestion de ses déchets à l'intérieur de ses locaux et en aucun temps il doit encombrer les espaces communs tels les corridors et les cages d'escaliers.
  - Chaque occupant est responsable de son recyclage et doit lui-même évacué de son local les éléments à recycler à l'endroit déterminé par la Ville et en aucun

temps il doit encombrer les espaces communs tels les corridors et les cages d'escaliers.

- Chaque occupant doit respecter les heures de collectes municipales et assumer les frais de contravention en cas de non-respect associés à la réglementation.

- Pendant les heures d'ouverture du Centra Strathearn, les locataires peuvent rapporter toute situation de sécurité constatée (présence d'iitinérant , etc.) au service 911. Aucune intervention directe ne doit être effectuée par les occupants.

Modification aux règlements

- La Ville pourra apporter tout changement requis aux règlements d'immeuble sans préavis et les communiquer aux occupants.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1174069002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section location
Objet :	Approuver le bail par lequel la Ville loue au Centre des organismes communautaires, pour une période de 3 ans, à compter du 1er août 2017, un local, situé au 4e étage de l'immeuble sis au 3680, rue Jeanne-Mance, d'une superficie de 1 194,8 pieds carrés, à des fins socioculturelles, pour un loyer total de 46 531,20 $, excluant les taxes. (Bâtiment 2453)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1174069002 Location revenu.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Abdelkodous YAHYAOUI
Agent comptable analyste - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514-872-5885

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-15

Lan-Huong DOAN
conseiller(ere) analyse - controle de gestion

Tél : 514 872-4674
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.35

2017/03/27 13:00

(1)

Dossier # : 1171197002

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant 120 000 $ au Festival international du Film sur l'Art (FIFA) et au Mois de la Photo à Montréal dans le cadre du Programme de soutien aux festivals et aux événements culturels 2017.

Il est recommandé
:
1. d'accorder un soutien financier totalisant 120 000 $ au Festival international du film sur l'art et au Mois de la Photo à Montréal dans le cadre du Programme de soutien aux festivals et aux événements culturels 2017 :

Volet 1- Festivals et événements artistiques, budget supérieur à 500 000 $ Montant du soutien	Équivalence en % du budget total	
- Festival international du film sur l'art	60 000 $	3%
- Le Mois de la Photo à Montréal	60 000 $	6%

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-02-07 10:02

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1171197002**

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant 120 000 $ au Festival international du Film sur l'Art (FIFA) et au Mois de la Photo à Montréal dans le cadre du Programme de soutien aux festivals et aux événements culturels 2017.

CONTENU

CONTEXTE

Depuis 1987, par le biais du *Programme de soutien aux festivals et aux événements culturels,* la Ville de Montréal offre un soutien financier à certains festivals et événements qui contribuent de façon substantielle, sur les plans culturel, social et économique, à l'amélioration de la qualité de vie de ses citoyens, ainsi qu'au rayonnement culturel de la métropole ailleurs au pays et à l'étranger.
Afin de répondre plus adéquatement aux attentes des organismes culturels qui présentent des festivals et des événements sur le territoire montréalais, le Service de la culture gère le Programme de soutien aux festivals et aux événements culturels. Le Programme se décline en deux volets : volet 1 - festivals et événements artistiques, budget supérieur à 500 000 $; volet 2 - festivals et événements artistiques, budget inférieur à 500 000 $ (voir pièce jointe).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

- CM16 0240 - 22 février 2016 - Accorder un soutien financier de 145 000 $ au Festival international du film sur l'art et à la Biennale de Montréal dans le cadre du Programme de soutien aux festivals et aux événements culturels 2016
- CM15 0174 - 23 février 2015 - Accorder un soutien financier de 130 000 $ au Festival international du film sur l'art et au Mois de la photo à Montréal dans le cadre du Programme de soutien aux festivals et aux événements culturels 2015

- CM14 0285 - 24 mars 2014 - Accorder un soutien financier de 130 000 $ à la Biennale de Montréal et au Festival international du film sur l'art dans le cadre du Programme de soutien aux festivals et aux événements culturels 2014

DESCRIPTION

À la date de tombée du 2 décembre 2016, le Service de la culture a reçu 60 demandes de soutien financier totalisant un montant de 1 824 625 000 $, alors que le budget prévu au programme de soutien aux festivals et aux événements culturels est de 1 089 500 $. En tout, 41 demandes bénéficient d'un soutien financier via ce programme. L'évaluation des demandes se fait par un jury formé de professionnels du Service de la culture et de deux

représentants du milieu culturel, à partir des documents descriptifs et budgétaires fournis par chacun des promoteurs.
Le présent dossier décisionnel fait donc l'objet d'une recommandation au conseil municipal, étant donné que la valeur du soutien financier accordé par la Ville est supérieure à 50 000 $. Il vise donc exclusivement le Festival international du film sur l'art et le Mois de la Photo à Montréal. Ces événements récurrents et prestigieux revêtent un caractère incontournable pour Montréal aux plans des retombées culturelles, sociales, économiques et touristiques. La contribution financière tient compte de la croissance des événements et permet une plus grande visibilité à la Ville.

Plusieurs partenaires publics des paliers des gouvernements du Québec et du Canada ainsi que plusieurs partenaires privés contribuent à ces événements.

Volet 1- Festivals et événements artistiques, budget supérieur à 500 000 $ Équivalence en % du budget total		
- Festival international du film sur l'art / 34e FIFA	60 000 $	3%
- Le Mois de la Photo à Montréal - 14e édition	60 000 $	6%

Soutien financier	**2014**	**2015**	**2016**
- Festival international du film sur l'art	60 000$	60 000 $	60 000 $
- Le Mois de la Photo à Montréal - biennale	60 000$		60 000 $

39 autres demandes, dont l'aide financière accordée est de 50 000 $ et moins, font l'objet d'un sommaire décisionnel distinct (1171197001) destiné au comité exécutif.

Le Festival des films sur l'art a obtenu un soutien additionnel ponctuel en 2016 de 40 000$ pour faire face a ses difficultés et sa restructuration. (CE16 1627).

JUSTIFICATION

Il est recommandé un soutien financier pour les événements qui maintiennent une performance supérieure et représentent des secteurs d'excellence de la métropole. Ces événements positionnent Montréal comme métropole culturelle de premier plan, tant au niveau de son rayonnement international qu'à celui des retombées culturelles, sociales et économiques importantes qu'ils génèrent, ainsi en va-t-il du Festival international du film sur l'art et du Mois de la Photo à Montréal,

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le budget nécessaire à ce dossier soit, une somme de 120 000 $ est prévu au Service de la culture. Conséquemment, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville.
Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centre.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce genre d'événement favorise la diversité et le dynamisme culturel, l'accessibilité universelle, les échanges entre les citoyens et le décloisonnement (intergénérationel, social et interculturel); encourage le respect de l'environnement et la mise en place de mesures écoresponsables en se conformant à la norme québécoise pour la gestion responsable d'événements.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Positionne et renforce Montréal comme «*La ville de festivals* »; favorise le rayonnement culturel de la métropole; contribue à une animation urbaine de qualité et génère des retombées récréo-touristiques et économiques importantes.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un protocole de visibilité est en vigueur et doit être appliqué par les organismes.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Communiqué de presse de la Ville de Montréal et autres mesures, si nécessaire.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Zamir Jose HENAO PANESSO)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Diane RÉGIMBALD
Conseillère en planification

Tél : 514-872-1210
Télécop. : 514 872-1153

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-01-30

Daniel BISSONNETTE
Directeur Cinéma - Festivals - Événements

Tél : 514 872-2884
Télécop. : 514 872-3409

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Suzanne LAVERDIÈRE
Directrice
Tél : 514-872-4600
Approuvé le : 2017-02-07

VILLE DE MONTRÉAL

PROGRAMME DE SOUTIEN AUX FESTIVALS ET AUX ÉVÉNEMENTS CULTURELS 2017

Volet I - Festivals et événements artistiques
Budget supérieur à 500 000 $

Volet II - Festivals et événements artistiques
Budget inférieur à 500 000 $

Montréal

L'ensemble du programme vise à consolider les efforts de promotion des festivals et des événements culturels qui se déroulent sur le territoire de la ville de Montréal ainsi qu'à favoriser le rayonnement de la métropole.

PRÉSENTATION DES VOLETS

Volet I : les Festivals et événements artistiques sont des manifestations récurrentes qui se déroulent sur une période de trois à trente jours (à l'exception d'événements en art contemporain qui peuvent se dérouler sur une plus longue période) et dont la programmation s'adresse à une clientèle métropolitaine, nationale ou internationale. Ils visent en priorité la promotion d'une discipline artistique professionnelle.

Volet II : les Festivals et événements artistiques sont des manifestations ponctuelles ou récurrentes qui se déroulent sur une période de trois à trente jours (à l'exception d'événements en art contemporain qui peuvent se dérouler sur une plus longue période) et dont la programmation s'adresse à une clientèle métropolitaine, nationale ou internationale. Ils visent en priorité la relève, la création et la promotion d'une discipline artistique professionnelle.

CONDITIONS GÉNÉRALES DU PROGRAMME

CRITÈRES GÉNÉRAUX D'ADMISSIBILITÉ

Pour être admissibles à ce programme, les organismes doivent:

- être constitués en corporation (personne morale) à but non lucratif;
- avoir leur siège social sur le territoire de la ville de Montréal (ci-après la "Ville");
- produire leur événement sur le territoire de la ville;
- être en règle avec la Ville;
- réaliser l'événement entre le 1er janvier et le 31 décembre 2017;
- soumettre une demande complète qui soit conforme aux objectifs du programme;
- déclarer les partenariats et les ententes de soutien financier avec la Ville (services centraux, arrondissements, maisons de la culture ou autres centres de diffusion) et avec les paliers de gouvernements provincial et fédéral.

Ne sont pas admissibles :

- les écoles de formation;
- les organismes socioculturels;
- les organismes à but non lucratif qui présentent des demandes de contribution :
  - pour leur fonctionnement;
  - pour des foires, marchés, salons, galas, concours, colloques et congrès;
  - des activités extérieures présentées sur le domaine public ou privé impliquant une tarification pour le public.

Notes : Un même projet ne peut faire l'objet de deux demandes auprès du Service de la culture, au cours de la même année.

Le même organisme ne peut recevoir pour son événement plus de deux contributions financières du Service de la culture de la Ville, au cours de la même année.

Dans le cas d'événement biennal ou triennal, l'organisme doit présenter une demande exclusivement pour l'année de sa réalisation.

DOCUMENTS À SOUMETTRE

Le demandeur doit déposer un dossier complet comprenant :

- La description du projet :
  - le concept et les objectifs (**maximum deux pages**);
  - la programmation;
  - les prévisions budgétaires;
  - le montant du soutien financier demandé;
  - la description détaillée de l'occupation du domaine public et du soutien technique demandé à la Ville, s'il y a lieu;
  - l'identification des sites choisis;
  - l'échéancier de réalisation;
  - le formulaire d'inscription dûment rempli;
  - le plan de promotion incluant la visibilité offerte à la Ville.

- L'historique de l'organisme incluant un compte rendu de la dernière édition de l'événement.

- Les états financiers vérifiés du dernier exercice complété.

- La résolution du conseil d'administration de l'organisme autorisant le dépôt de la demande de soutien financier et mandatant une personne responsable pour signer tout engagement relatif à cette demande.

- Les lettres patentes de l'organisme.

- Les autorisations écrites donnant accès aux lieux, biens et services nécessaires à la réalisation de l'activité.

Note : Tout dossier incomplet sera refusé.

ÉCHÉANCIER DU PROGRAMME

Les projets présentés à l'intérieur de ce programme doivent parvenir à la Ville, à l'adresse mentionnée ci après, avec tous les documents exigés **au plus tard le vendredi 2 décembre 2016**. Le sceau de la poste en fait foi.

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Toutes les demandes de soutien financier soumises dans le cadre du *Programme de soutien aux festivals et aux événements culturels – 2017* devront être acheminées à l'adresse suivante :

Madame Diane Régimbald
Conseillère en développement culturel
Ville de Montréal
Service de la culture
Bureau des festivals et des événements culturels
801, rue Brennan
Pavillon Duke – 5e étage, bureau 5142.13
Montréal (Québec) H3C 0G4

Téléphone : 514 872-1210 Télécopieur : 514 872-1153
Courrier électronique : dregimbald@ville.montreal.qc.ca

Les demandes sont analysées par un comité de sélection et les projets retenus sont soumis pour approbation, aux autorités compétentes. **Un délai approximatif de trois mois** doit être prévu entre le dépôt de la demande et l'annonce aux organismes de la décision.

VOLET I - FESTIVALS ET ÉVÉNEMENTS ARTISTIQUES
- Budget supérieur à 500 000 $

1. OBJECTIFS

- Consolider les activités et les efforts de promotion des festivals et des événements artistiques.
- Assurer à la population montréalaise une plus grande accessibilité aux festivals et aux événements artistiques.
- Favoriser l'excellence et le rayonnement de Montréal et de son milieu culturel.
- Soutenir la promotion de festivals et d'événements artistiques.
- Maximiser l'impact, la visibilité et le rendement de l'investissement financier et, le cas échéant, du soutien logistique et technique de la Ville.
- Appuyer le marché des festivals et des événements artistiques en respectant son équilibre et sa diversité.

2. AIDE FINANCIÈRE

- La contribution financière maximale est de 100 000 $.
- Les dépenses admissibles sont liées à la promotion et à la publicité de l'événement.
- La contribution de la Ville ne peut excéder 50% des dépenses admissibles et ne peut s'appliquer aux frais de fonctionnement de l'organisme.

3. CRITÈRES SPÉCIFIQUES D'ADMISSIBILITÉ

Pour être admissibles à ce programme, les organismes doivent :

- respecter les critères généraux d'admissibilité du programme;
- exercer leur activité depuis au moins cinq ans et présenter un budget supérieur à 500 000 $;
- produire un festival ou un événement artistique professionnel de calibre métropolitain, national ou international sur le territoire de la ville;
- viser en priorité la promotion d'une discipline artistique.

4. CRITÈRES D'ÉVALUATION

- L'importance culturelle et le rôle distinctif que joue le festival ou l'événement artistique dans la promotion de son secteur culturel.
- La qualité artistique des activités offertes et l'ouverture à la participation du public montréalais.
- L'apport au rayonnement métropolitain, national ou international.
- La visibilité accordée à la Ville pour son support monétaire et technique.
- Les efforts consacrés à la promotion et à la publicité du festival ou de l'événement artistique.
- La capacité de l'organisme de travailler en synergie avec les partenaires du milieu en complémentarité avec les autres festivals dans le respect de l'équilibre du marché.
- Les répercussions auprès de la clientèle montréalaise et des clientèles métropolitaine, nationale et internationale.
- La diversification des sources de financement publiques et privées et l'atteinte de l'équilibre budgétaire (capacité de bien gérer et de maintenir une situation financière stable).
- La présentation d'un budget réaliste, non déficitaire et faisant état de la contribution financière de la Ville.
- La capacité à développer de nouvelles approches ou de nouvelles clientèles.

VOLET II - FESTIVALS ET ÉVÉNEMENTS ARTISTIQUES
- Budget inférieur à 500 000 $

1. OBJECTIFS

- Consolider les activités et les efforts de promotion des festivals et des événements artistiques.
- Assurer à la population montréalaise une plus grande accessibilité aux festivals et aux événements artistiques.
- Favoriser l'excellence et le rayonnement de Montréal et de son milieu culturel.
- Soutenir la promotion de festivals et d'événements artistiques.
- Maximiser l'impact, la visibilité et le rendement de l'investissement financier et, le cas échéant, du soutien logistique et technique de la Ville.
- Appuyer le marché des festivals et des événements artistiques en respectant son équilibre et sa diversité.
- Soutenir le développement et l'émergence de festivals ou événements artistiques professionnels.
- Donner la priorité à la relève et à la création.

2. AIDE FINANCIÈRE

- La contribution financière maximale est de 20 000 $.
- Les dépenses admissibles sont liées à la promotion de l'événement et aux coûts du personnel d'accueil et de sécurité.
- La contribution de la Ville ne peut excéder 75% des dépenses admissibles et ne peut s'appliquer aux frais de fonctionnement de l'organisme.

3. CRITÈRES SPÉCIFIQUES D'ADMISSIBILITÉ

Pour être admissibles à ce programme, les organismes doivent :

- respecter les critères généraux d'admissibilité du programme;
- exercer leur activité depuis au moins six mois et présenter un budget inférieur à 500 000 $;
- produire un festival ou un événement artistique professionnel de calibre métropolitain, national ou international sur le territoire de la ville;
- viser en priorité la promotion d'une discipline artistique.

4. CRITÈRES D'ÉVALUATION

- L'importance culturelle et le rôle distinctif que joue le festival ou l'événement artistique dans la promotion de son secteur culturel.
- L'originalité et la qualité de la programmation favorisant la création et la relève.
- La visibilité accordée à la Ville pour son support monétaire et technique.
- Les efforts consacrés à la promotion et à la publicité du festival ou de l'événement artistique.
- La capacité de l'organisme de travailler en synergie avec les partenaires du milieu en complémentarité avec les autres festivals dans le respect de l'équilibre du marché.
- Les répercussions auprès de la clientèle montréalaise et des clientèles métropolitaine, nationale et internationale.
- La diversification des sources de financement publiques et privées et l'atteinte de l'équilibre budgétaire (capacité de bien gérer et de maintenir une situation financière stable).
- La présentation d'un budget réaliste, non déficitaire et faisant état de la contribution financière de la Ville.
- La capacité à développer de nouvelles approches ou de nouvelles clientèles.

(Complétez et retournez)

PROGRAMME DE SOUTIEN AUX FESTIVALS ET AUX ÉVÉNEMENTS CULTURELS – 2017

DEMANDE DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

1. Nom légal de l'organisme :

2. Nom de l'événement :

3. Adresse du siège social de l'organisme

   Téléphone : ( )
   Télécopieur : ( )
   Courriel :

   Adresse de la correspondance, si différente de la précédente

   Téléphone : ( )
   Télécopieur : ( )
   Site Web :

4. Représentant autorisé de l'organisme responsable de la présente demande — Fonction ou titre

5. Statut juridique de l'organisme et date d'incorporation — No d'enregistrement à titre d'organisme de charité - Revenu Canada

6. Dates de la tenue de l'événement ou du festival (le « projet »)

   du_____ au_____

   S'il y a lieu, dates du :

   montage : du_____ au_____

   démontage: du_____ au_____

7. Discipline

   - ☐ Arts médiatiques
   - ☐ Arts multidisciplinaires
   - ☐ Arts visuels
   - ☐ Cinéma et vidéo
   - ☐ Danse
   - ☐ Édition/Littérature
   - ☐ Autre (précisez)
   - ☐ Muséologie
   - ☐ Musique
   - ☐ Patrimoine
   - ☐ Théâtre
   - ☐ Variétés - humour
   - ☐ Métiers d'art

   Volet I ☐ Volet II ☐

8. Décrire brièvement l'objet de la demande.

9. Budget global du projet _____$

10. Montant du soutien financier demandé _____$

(Complétez et retournez)

OBLIGATIONS DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE

En considération de l'aide financière accordée par la Ville, dont les modalités de versement sont prévues à la résolution approuvée par les autorités compétentes de la Ville, l'Organisme bénéficiaire s'engage à:

- utiliser cette somme pour réaliser le projet tel que soumis, en vertu des présentes. Dans le cas où le financement recueilli par l'organisme ne permet pas la réalisation du projet, l'organisme doit présenter un budget révisé et réaliser la version modifiée du projet, telle qu'approuvée par le représentant autorisé de la Ville (ci-après le "représentant");
- fournir à la Ville trois (3) photos liées au projet soutenu, selon les conditions prescrites par le représentant. Ces photos devront faire l'objet d'une licence en faveur de la Ville, permettant à cette dernière de les reproduire et utiliser sans frais et sans limite de temps pour ses publications et son site Internet. La Ville s'engage lors de la publication de ces photos à les accompagner des légendes et crédits fournis par l'organisme.
- aviser promptement le représentant de toute modification à sa raison sociale, son statut juridique, son adresse ou la nature de sa mission;
- aviser promptement et faire approuver par le représentant tout changement aux objectifs, à l'échéancier ou à tout autre aspect du projet pour lequel une aide financière a été accordée par la Ville;
- faire état de la participation financière de la Ville au projet, en indiquant le nom de la Ville dans tous les documents de promotion relatifs au dit projet;
  - respecter le Protocole de visibilité joint au Programme.
  - inviter au moins dix jours à l'avance la Ville de Montréal à participer à tout événement public afférent au projet.
- respecter les normes, règlements et lois en vigueur et plus spécifiquement ceux ayant trait à l'occupation des domaines public et privé ainsi qu'à la santé et à la sécurité du public et toutes autres conditions stipulées par la Ville à cet effet;
- produire à la satisfaction du représentant, un bilan des réalisations et un compte rendu financier du projet soutenu dans les trois mois suivant sa réalisation, faute de quoi l'Organisme ne pourra bénéficier d'une nouvelle contribution; si l'Organisme bénéficiaire reçoit 100 000$ de contribution financière, il doit produire un bilan financier vérifié conformément à l'article 107.9 de la Loi sur les cités et villes;
- payer aux autorités et organismes compétents tous impôts, taxes, permis et droits prescrits;
- prendre fait et cause pour la Ville dans toute poursuite découlant directement ou indirectement de la présente entente et à l'indemniser de tout jugement en capital, intérêts et frais prononcé contre elle;
- remettre en totalité la somme versée à titre d'aide financière pour ce projet, et ce, dans les cinq jours d'une demande à cet effet s'il fait défaut de réaliser le projet tel que soumis initialement, ou tel que modifié et approuvé ou si l'Organisme cesse de se conformer aux critères d'admissibilité du présent programme avant la réalisation complète du projet;
- garantir à la Ville, et il le garantit par les présentes, que les droits de propriété intellectuelle dus pour toute représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle ont été dûment acquittés et ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu.

ENGAGEMENT DE L'ORGANISME

Nous soussignés_____ après avoir pris
(Nom de l'organisme)

connaissance du présent *Programme de soutien aux festivals et aux événements culturels 2017* certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande d'aide financière sont exacts et complets.

(Complétez et retournez)

Nous nous engageons, en signant la présente demande d'aide financière, à respecter toutes les obligations contenues au programme et à la présente demande d'aide financière, ce programme et cette demande constituant, avec la résolution adoptée par les autorités compétentes de la Ville l'entente entre les parties, advenant l'acceptation, en totalité ou en partie, de notre demande d'aide financière.

Les modalités de versement de l'aide financière seront celles prévues à la résolution accordant l'aide financière.

Les parties élisent domicile dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI, l'Organisme par son (ses) représentant (s) autorisé (s) a signé à Montréal, ce… 2016

_____
(inscrire nom de l'organisme et nom du représentant en lettres moulées)

Signature : _____
(représentant autorisé)

AUTORISATION
La Ville produit un calendrier annuel des événements culturels à Montréal. Autorisez-vous la Ville à inscrire l'événement mentionné à cette liste d'activités ?

☐ oui ☐ non Signature :_____

Si oui, quelles sont les coordonnées exactes qui devront figurer à ce calendrier et où le public pourra-t-il obtenir de plus amples informations sur votre événement ?

Nom de l'événement : _____

Dates :
_____

Numéros de téléphone (info ou réservation) :
_____

Site Web : _____

Madame Diane Régimbald
Conseillère en développement culturel
Ville de Montréal
Service de la culture
Bureau des festivals et des événements culturels
801, rue Brennan
Pavillon Duke – 5e étage, bureau 5142.13
Montréal (Québec) H3C 0G4

Site Web : www.ville.montreal.qc.ca/culture/festival
Courrier électronique : dregimbald@ville.montreal.qc.ca

N.B. Veuillez nous faire parvenir l'original de cette demande de contribution financière signée par le représentant autorisé.

Protocole de visibilité
Bureau des festivals et des événements culturels

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront l'organisme subventionné dans la mise en œuvre du protocole d'entente préalablement convenu.

1. OBLIGATIONS DE L'ORGANISME SUBVENTIONNE

Votre projet ou événement a reçu une subvention de la Ville de Montréal. En échange de celle-ci, l'organisme s'engage à respecter ce protocole de visibilité selon les principes suivants :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences de ce protocole.

1.2. Respecter la clause de visibilité liant la Ville de Montréal et le ministère du gouvernement provincial selon l'entente cadre convenue, le cas échéant.

1.3. Convenir avec la Ville de Montréal d'un protocole à respecter pour le partage de la visibilité lorsqu'un ministère est impliqué.

1.4. Convenir du partage de la visibilité avec la Ville de Montréal lorsque des partenaires majeurs sont impliqués.

1.5. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'organisme subventionné respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française comme cela est prévu au protocole.

2. COMMUNICATIONS

L'organisme s'engage à réaliser et respecter les principes suivants :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal.

- Faire état de la contribution de la Ville dans toutes ses communications relatives au projet ou à l'activité.
- Apposer le logo de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, les sites internet, les bandeaux internet, les infolettres, les communiqués de presse.

  Dans le cas où l'insertion de la signature graphique n'est pas possible, l'organisme doit mentionner le partenariat de la Ville de Montréal. Le libellé sera le suivant :

  Fier partenaire de la Ville de Montréal.
- Soumettre pour approbation tous les textes soulignant la contribution de la Ville de Montréal, dix jours ouvrables avant leur diffusion.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville de Montréal (incluant les bloggeurs et/ou les caméramans) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville de Montréal à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.
- Dans le cadre de relations médias, convenir au préalable, avec la Ville de Montréal, des opérations de communication, du scénario de déroulement et du contenu des communiqués concernant le projet ou l'activité.

2.3. Normes graphiques et linguistiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logo de la Ville (référence : Cahier des normes graphiques du logotype - 2004).
- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement des signatures Ville – ministère et des autres partenaires sur tous les outils de communication (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).
- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville de Montréal, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur le site internet ou tout autre support média.
- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du projet ou de l'événement.
- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels avant leur impression et leur diffusion.
- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme (format papier). La publicité sera fournie par la Ville de Montréal.

2.5. Événements publics

- Inviter la Ville de Montréal (et le ministère dans le cas d'une entente-cadre) à participer aux événements publics organisés dans le cadre du projet.
- Aviser le cabinet du maire (et le ministère dans le cas d'une entente-cadre) 20 jours ouvrables à l'avance.
- Transmettre au plus tôt le scénario de déroulement de l'événement et les dates de tombée pour le message du maire (et le ministère dans le cas d'une entente-cadre).
- Coordonner et effectuer le suivi avec le cabinet du maire (et le ministère dans le cas d'une entente-cadre).
- Respecter les règles protocolaires officielles en matière d'événements publics.
- Offrir d'inclure un message officiel de la mairie (et le ministère dans le cas d'une entente-cadre) dans le guide de l'événement. La demande doit être transmise au moins 20 jours ouvrables à l'avance.

2.6. Remettre un bilan de la visibilité accordée à la Ville de Montréal (et le ministère dans le cas d'une entente-cadre), dont un exemplaire numérique de chaque outil de communication développé pour la publicité et l'information publique relatives aux activités du projet ou de l'événement.

Afin de répondre aux exigences du protocole de visibilité, veuillez vous adresser au responsable du Programme du Bureau des festivals et des événements culturels à *la Direction de la culture et du patrimoine*:

PROGRAMME DE SOUTIEN AUX FESTIVALS ET AUX ÉVÉNEMENTS CULTURELS – 2017

- ☐ Volet I – Festivals et événements artistiques – budget supérieur à 500 000 $
- ☐ Volet II – Festivals et événements artistiques – budget inférieur à 500 000 $

Budget du projet faisant l'objet de la demande

	REVENUS	Budget du projet faisant l'objet de la demande	Budget réel de la dernière édition
SUBVENTIONS			
	Fédéral	$	$
	Conseil des arts du Canada	$	$
	Patrimoine canadien	$	$
	Autre (précisez)	$	$
	Autre (précisez)	$	$
	Provincial	$	$
	Conseil des arts et des lettres du Québec	$	$
	SODEC	$	$
	Ministère Culture et Communications	$	$
	Ministère Affaires municipales et Occupation du territoire	$	$
	Autre (précisez)	$	$
	Municipal	$	$
	Conseil des arts de Montréal	$	$
	Service de la culture – **Festivals et événements culturels**	$	$
	Service de la culture - Programme Action culturelle	$	$
	Service de la culture – Autre	$	$
	Arrondissement(s)	$	$
	Autre (précisez)	$	$
	TOTAL DES SUBVENTIONS	$	$
REVENUS AUTONOMES			
	Billetterie et entrées ____ spectateurs ou visiteurs **X** ____représentations ou jours d'exposition	$	$
	Commandite	$	$
	Commandite en biens et services	$	$
	Dons	$	$
	Campagne de financement	$	$
	Vente de produits dérivés	$	$
	Vente de boisson / nourriture	$	$
	Autre (précisez)	$	$
	TOTAL DES REVENUS AUTONOMES	$	$
	TOTAL DES REVENUS	$	$

	DÉPENSES	Budget du projet faisant l'objet de la demande	Budget réel de la dernière édition
RÉALISATION ET PRODUCTION			
	Salaires et avantages sociaux	$	$
	Cachets	$	$
	Droits d'auteur, droits de suite	$	$
	Frais de déplacement / représentation	$	$
	Recherche	$	$
	Location de la salle ou du site	$	$
	Aménagement de la salle ou du site (achat, location)	$	$
	Location d'équipements	$	$
	Assurances	$	$
	Agence de sécurité	$	$
	Service ambulancier (premiers soins)	$	$
	Achat de boisson / nourriture	$	$
	Achat de produits dérivés	$	$
	Frais reliés aux bénévoles (chandails, repas, etc.)	$	$
	Autre (précisez)	$	$
	Autre (précisez)	$	$
	TOTAL DES DÉPENSES RÉALISATION ET PRODUCTION	**$**	**$**
PROMOTION ET PUBLICITÉ			
	Relations de presse	$	$
	Frais de représentation	$	$
	Production d'outils électroniques	$	$
	Production d'imprimés	$	$
	Placements média	$	$
	Frais de traduction	$	$
	Frais d'affichage	$	$
	Photographie / vidéo	$	$
	Bannières, banderoles, oriflammes	$	$
	Autre (précisez)	$	$
	TOTAL PROMOTION ET PUBLICITÉ	$	$
ADMINISTRATION			
	Salaires et avantages sociaux	$	$
	Location de bureaux	$	$
	Messagerie, téléphonie et photocopies, frais d'envoi	$	$
	Frais de déplacement	$	$
	Autre (précisez)	$	$
	TOTAL ADMINISTRATION	$	$
	TOTAL DES DÉPENSES	**$**	**$**
	ÉCART DES REVENUS SUR LES DÉPENSES	**$**	**$**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1171197002

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements , -
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant 120 000 $ au Festival international du Film sur l'Art (FIFA) et au Mois de la Photo à Montréal dans le cadre du Programme de soutien aux festivals et aux événements culturels 2017.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Certification de fonds - GDD 1171197002.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Zamir Jose HENAO PANESSO
Préposé au budget

Tél : 514-872-7801

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-01-30

Habib NOUARI
Agent de gestion des ressources financieres materielles
Tél : 514-872-1444
Division : Div. Conseil Et Soutien Financier - Point De Serv. Brennan

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.36

2017/03/27 13:00

(1)

Dossier # : 1160679026

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements , Division des événements publics
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 d) soutenir le développement et la diversité des pratiques culturelles
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 930 000 $ à la Société du parc Jean-Drapeau pour la réalisation des Week-ends du monde au parc Jean-Drapeau en juillet 2017./ Autoriser un virement budgétaire de 285 000 $ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration vers le Service de la culture. /Autoriser un ajustement à la base budgétaire de la Direction cinéma, festivals et événements du Service de la culture à hauteur de 285 000 $ pour les exercices subséquents./ Mandater le Service de la culture pour le suivi du dossier.

Il est recommandé :

1. d'accorder un soutien financier de 930 000 $ à la Société du parc Jean-Drapeau pour la réalisation des Week-ends du monde en 2017 ;
2. d'autoriser un virement budgétaire de 285 000 $ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration vers le Service de la culture;
3. d'autoriser un ajustement à la base budgétaire de la Direction cinéma, festivals et événements du Service de la culture à hauteur de 285 000 $ pour les exercices subséquents.
4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2017-03-06 08:40

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1160679026**
Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements , Division des événements publics
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 d) soutenir le développement et la diversité des pratiques culturelles
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 930 000 $ à la Société du parc Jean-Drapeau pour la réalisation des Week-ends du monde au parc Jean-Drapeau en juillet 2017./ Autoriser un virement budgétaire de 285 000 $ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration vers le Service de la culture. /Autoriser un ajustement à la base budgétaire de la Direction cinéma, festivals et événements du Service de la culture à hauteur de 285 000 $ pour les exercices subséquents./ Mandater le Service de la culture pour le suivi du dossier.

CONTENU

CONTEXTE

Depuis 2007, la Ville confie le mandat de réalisation des Week-ends du Monde (WEM) à la Société du parc Jean-Drapeau (SPJD) et lui accorde un soutien financier de 600 000 $ à cet effet.
Depuis 2015, la SPJD a ajouté un volet familial aux WEM, volet qui s'adressait tout particulièrement aux moins de 12 ans. Pour réaliser ce volet, la Ville a majoré sa contribution financière de 45 000 $.

Le présent dossier vise à reconduire ce soutien financier pour l'édition 2017 pour un montant global de 645 000 $ avec une bonification de 285 000 $ pour bonifier la sécurité du site et de l'événement. Il est également recommandé de mandater le Service de la culture pour assurer le suivi de cet événement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM16 0100, du 25 janvier 2016. Accorder un soutien financier de 645 000 $ à la Société du parc Jean-Drapeau pour la réalisation des Week-ends du monde, les 9, 10, 16 et 17 juillet 2016 au parc Jean-Drapeau. Mandater le Service de la culture pour le suivi du dossier.
CM15 0795, du 16 juin 2015. Accorder un soutien financier de 645 000 $ à la Société du parc Jean-Drapeau pour la réalisation des Week-ends du monde, les 4, 5, 11 et 12 juillet 2015 au parc Jean-Drapeau. Mandater le Service de la culture pour le suivi du dossier.
CM14 0492, du 26 mai 2014. Accorder un soutien financier de 900 000 $ à la Société du parc Jean-Drapeau pour la réalisation des Week-ends du monde, du 5 au 13 juillet 2014, et

la Fête des enfants de Montréal, les 19 et 20 juillet 2014, au parc Jean-Drapeau. Autoriser un virement budgétaire à cette fin. Mandater la Direction de la culture et du patrimoine pour le suivi du dossier.
CM13 0428 du 27 mai 2013. Accorder un soutien financier de 900 000 $ à la Société du parc Jean-Drapeau pour la réalisation des Week-ends du monde et de la Fête des enfants de Montréal 2013.

DESCRIPTION

Les WEM se réalisent sur deux fins de semaine au mois de juillet, ils regroupent, sous un même événement, une vingtaine d'organismes provenant des communautés d'origines diverses qui présentent un événement, un festival ou une activité. C'est plus de cinquante cultures différentes qui y sont représentées.
Cet événement offre aux Montréalais de tous âges et de toutes origines une vitrine leur permettant de célébrer et de partager, avec l'ensemble de la population, leur culture et leurs traditions grâce notamment à la musique, à la danse ou encore aux découvertes culinaires.

Cette manifestation permet aussi à l'ensemble des organismes de bénéficier d'infrastructures et d'outils de communication et de promotion communs, en plus d'obtenir une expertise sur place en gestion d'événement.

En 2016, les WEM ont proposé des nouveautés, notamment la Zone Télé-Québec, un atelier de soccer avec l'Impact de Montréal, une grande soirée d'ouverture qui a malheureusement été annulée pour cause d'orage. En 2017, l'événement sera déplacé à la tête d'épingle de la piste Gilles-Villeneuve pour permettre les travaux d'aménagement de l'amphithéâtre sur le parterre de l'île Sainte-Hélène.

JUSTIFICATION

Les WEM favorisent particulièrement le rapprochement et les échanges au sein de la population montréalaise afin que les différentes communautés d'origines diverses représentées puissent participer au développement social, culturel et économique de Montréal. En 2014, les WEM ont accueilli près de 180 000 festivaliers et, en 2015, 215 000 festivaliers. Devant la popularité croissante et l'intérêt de l'Administration municipale de favoriser le rapprochement et les échanges interculturels, il est de mise que la Ville de Montréal verse une contribution financière conséquente pour maintenir cet événement.
Les WEM présentent une programmation riche et diversifiée. Les activités, les ateliers, les spectacles sont offerts gratuitement à tous les visiteurs.

La bonification de la contribution financière pour réaliser les WEM s'avère nécessaire pour freiner et contrer l'augmentation des altercations sur le site des festivités aux cours des dernières années,

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total de ce dossier, soit 930 000 $ sera financé par le budget de fonctionnement. Une somme de 285 000 $ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration devra être virée au budget du Service de la culture pour ce faire.
Bien que ce dossier soit sans incidence sur le cadre financier 2017, il présente un impact récurrent sur le cadre financier des exercices subséquents.

Ainsi, un ajustement à la base budgétaire de la Direction Cinéma, Festivals et Événements / du Service de la culture, à hauteur de 285 000 $ est requis pour les exercices subséquents. Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centrale**.**

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La présentation de cet événement s'inscrit dans une perspective d'amélioration de la qualité de vie des citoyens montréalais;

- La programmation des WEM est une vitrine des manifestations culturelles des communautés et de leur pays d'origine;
- Les WEM sont une plate-forme pour les organismes leur permettant de développer leur sens de l'initiative, l'esprit d'entreprise et leurs compétences en gestion;
- Cet événement est accessible gratuitement à l'ensemble de la population métropolitaine et touristique;
- 350 bénévoles participent au succès de cet événement.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les WEM est le seul événement qui regroupe autant de communautés diverses sous une même entité et qui favorise le partage des cultures ainsi que l'inclusion sociale. Sans ce financement, les WEM ne pourraient être réalisés. Par conséquent, les efforts investis pour créer un lieu-symbole de la fraternité et du rapprochement des différentes communautés et de leurs manifestations seraient à recommencer. Certains organismes ne pourraient plus tenir leur événement, d'autres se tiendraient sur le territoire de Montréal de façon dispersée. Par ailleurs, les organismes ne bénéficieraient plus des ressources regroupées mises à leur disposition et qui permet d'alléger leur budget de réalisation. Les demandes de contributions financières à la Ville augmenteraient.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

La SPJD élaborera un plan de communication pour cet événement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conférence de presse - juin
Réalisation de l'événement - juillet
Bilan de l'événement - octobre

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Habib NOUARI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sylvie GIROUX
Agente de développement culturel

Tél : 872-5089
Télécop. : 872-1505

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-24

Kevin DONNELLY
Chef de division

Tél : 872-5189
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Daniel BISSONNETTE
Directeur Cinéma - Festivals - Événements
Tél : 514 872-2884
Approuvé le : 2017-03-02

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Suzanne LAVERDIÈRE
Directrice
Tél : 514-872-4600
Approuvé le : 2017-03-06

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1160679026

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements , Division des événements publics
Objet :	Accorder un soutien financier de 930 000 $ à la Société du parc Jean-Drapeau pour la réalisation des Week-ends du monde au parc Jean-Drapeau en juillet 2017./ Autoriser un virement budgétaire de 285 000 $ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration vers le Service de la culture. /Autoriser un ajustement à la base budgétaire de la Direction cinéma, festivals et événements du Service de la culture à hauteur de 285 000 $ pour les exercices subséquents./ Mandater le Service de la culture pour le suivi du dossier.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Certification de fonds - GDD 1160679026.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Habib NOUARI
Agent de gestion
Tél : 514-872-1444

Mario Primard
Agent comptable analyste
514-868-4439

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-28

Yves COURCHESNE
Directeur de service - Finances et Trésorier
Tél : 514 872-6630

Division : Service des finances

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.37

2017/03/27
13:00

(1)

Dossier # : 1171654002

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , Division du développement culturel , Section Équipements culturels et bureau d'art public
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 d) soutenir le développement et la diversité des pratiques culturelles
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 70 000 $ à Danse Danse pour réaliser l'aménagement de ses nouveaux bureaux administratifs dans le cadre de l'entente sur le développement culturel de Montréal - Programme Équipements - Aide d'urgence / Approuver le projet de convention à cet effet.

Il est recommandé :

1. d'accorder un soutien financier de 70 000 $, à Danse Danse pour réaliser l'aménagement de ses nouveaux bureaux administratifs, dans le cadre de l'entente sur le développement culturel de Montréal - Programme Équipements - Aide d'urgence;
2. d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2017-02-21 17:55

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1171654002**

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , Division du développement culturel , Section Équipements culturels et bureau d'art public
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 d) soutenir le développement et la diversité des pratiques culturelles
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 70 000 $ à Danse Danse pour réaliser l'aménagement de ses nouveaux bureaux administratifs dans le cadre de l'entente sur le développement culturel de Montréal - Programme Équipements - Aide d'urgence / Approuver le projet de convention à cet effet.

CONTENU

CONTEXTE

La mise en œuvre des activités du Forum sur les équipements culturels s'inscrit dans le cadre de l'axe 4 de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2015-2016. Dans ce contexte, le ministère de la Culture et des Communications (MCC) et la Ville de Montréal ont convenu de mettre en place une entité de concertation permanente dont les principaux objectifs visent à :
- développer une vision stratégique et prospective commune du développement des équipements culturels à Montréal;
- engager la réalisation d'études et d'investissements financiers destinés à renforcer le rôle de métropole culturelle exercé par Montréal;
- accroître l'accessibilité de tous les citoyens aux arts et à la culture;
- favoriser la consolidation des activités de création, de production et de diffusion des organismes culturels sur le territoire montréalais.

À la suite de la rencontre des partenaires de l'Entente sur le développement culturel tenue le 12 janvier 2017, les partenaires ont convenu d'appuyer financièrement Danse Danse ayant manifesté des besoins urgents au chapitre de l'aménagement de ses nouveaux bureaux administratifs.

Contrairement aux programmes habituels de l'Axe 4 qui sont financés à parts égales par la Ville et le MCC, l'enveloppe budgétaire (4.1.3 Équipements: Aide d'urgence) requise pour appuyer le projet de Danse Danse sera puisée entièrement à même les ressources budgétaires du Ministère (100 % en crédits réguliers) dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel entre la Ville et le MCC.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE15 0916 d'accorder un soutien financier totalisant la somme de 311 500 $ aux 29 organismes culturels suivants, pour le montant indiqué en regard de chacun d'eux, dans le cadre du Programme montréalais d'action culturelle 2015 de l'Entente MCC/Ville 2015-2016 (Danse Danse 12 000 $). Sommaire 1154407001
CE16 1361 - 17 août 2016 - d'accorder un soutien financier totalisant la somme de 328 220 $ aux 30 organismes suivants, pour le montant indiqué en regard de chacun d'eux, dans le cadre du Programme montréalais d'action culturelle 2016 de l'Entente MCC/Ville 2016-2017 (Danse Danse 12 000 $). Sommaire 1164407001

CG15 0683 - 26 novembre 2015 - Approbation de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2015-2016 entre la ministre de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal.

CG12 0471 - 20 décembre 2012 - Approbation de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2012-2015 entre le ministère de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal.

DESCRIPTION

Danse Danse est un diffuseur spécialisé en danse contemporaine. L'organisme a pour mission de faire « avancer et rayonner la danse contemporaine, autant dans sa création que dans son répertoire ». Danse Danse présente une dizaine de spectacles, représentant annuellement une cinquantaine de représentations, à la Place des arts (PdA). En plus de cette offre, Danse Danse met sur pied de nombreuses activités de médiation culturelle, auprès des jeunes publics notamment, visant à rendre cet art plus accessible à tous. De plus, Danse Danse offre à certains chorégraphes québécois et canadiens un soutien financier qui « se traduit par une commande d'œuvres, une part de coproduction ou une résidence de création ».
Contribution financière à Danse Danse

Le coût global du projet et la provenance du financement sont résumés ici:

Coûts du projet

Description	**Montant**
Coût d'acquisition des espaces	170 000 $
Frais professionnels	12 863 $
Dépenses capitalisables	100 266 $
Autres dépenses administratives	8 640 $
TOTAL	291 769 $

Financement

Description	**Montant**	**Pourcentage**
Danse Danse (acquisition des espaces)	170 000 $	58%
Danse Danse (aménagements des bureaux)	40 000 $	14%
Danse Danse autres	11 769 $	4%
Ministère de la Culture et des Communications **(présente demande de contribution financière - Entente sur le développement culturel de Montréal - Programme Équipements - Aide d'urgence)**	**70 000 $**	**24%**
TOTAL	291 769 $	100%

La proportion de la subvention du MCC par rapport au coût total du projet compte pour **24%**.

JUSTIFICATION

Danse Danse compte se porter acquéreur d'une partie des espaces occupés par CIBL au sein de l'édifice 2-22 à l'intersection de la rue Sainte-Catherine et du boulevard Saint-Laurent. La demande de contribution financière présentée au ministère de la Culture et des Communications (MCC) concerne l'aménagement de ses nouveaux bureaux administratifs. Parmi les principaux travaux à réaliser, figurent :

- Revoir la configuration de l'espace et faire les nouveaux aménagements.
- Adapter la climatisation et les gicleurs.
- Installer un système de verrouillage, de surveillance et de protection.
- Meubler les bureaux, les espaces communs et la salle de conférence.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût maximal de cette contribution financière de 70 000,00$ sera financé par le règlement d'emprunt de compétence locale 16-032 Entente Développement culturel. Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centre.

La contribution financière est réalisée dans le cadre de deux Ententes sur le développement culturel de Montréal: 2012–2015 et 2015-2016.

La dépense de 70 000,00$ est subventionnée à 100 % par le MCC dans le cadre de l'entente sur le développement culturel à hauteur de 16 219,00$ dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2012-2015 et par le MCC à hauteur de 53 781 $ dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2015-2016, ce qui laisse un emprunt net à la charge de la Ville de 0 $. La dépense a fait l'objet des recommandations de crédit suivantes: 14-04.01.03.00-0298 et 15-04.01.03.00-0146.

Contributions reçues par l'organisme Danse Danse, par année, au cours des 5 dernières années:

Contributions pour Danse Danse	**2012**	**2013**	**2014**	**2015**	**2016**	**2017**
Conseil des arts de Montréal - Surplus du Conseil des arts de Monrréal, réparti aux organismes les plus méritants (2 dans le secteur de la danse). S'ajoute à la subvention de fonctionnement quadriennal pour 2016 (total de 32 000 $).*					5 000 $	
Service de la culture - Programme montréalais d'action culturelle 2016 de l'Entente MCC/Ville 2016-2017 - CE16 1361					12 000 $	
Service de la culture - Programme montréalais d'action culturelle 2015 de l'Entente MCC/Ville 2015-2016 - CE15 0916				12 000 $		
Conseil des arts de Montréal (CAM) - Fonctionnement quadriennal (FQUA) *	27 000 $	27 000 $	27 000 $	27 000 $	27 000 $	

Fonctionnement quadriennal (FQUA) **						
Total	**27 000 $**	**27 000 $**	**27 000 $**	**39 000 $**	**44 000 $**	

Sources:
* Données transmises par le CAM (voir pièces jointes).
**Rapports annuels du CAM: 2012 (p. 52), 2013 (p.52), 2014 (p.70), 2015 (p.62).

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La réalisation de ce projet permettra à terme d'assurer le déploiement territorial de l'offre culturelle dans différentes disciplines artistiques professionnelles tant au niveau de la création, de la production, de la formation que de la diffusion, et ainsi améliorer la qualité du milieu de vie dans les quartiers montréalais tout en permettant à Montréal d'augmenter son rayonnement international.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le déménagement de Danse Danse au cœur du Quartier des spectacles (QDS) lui permettra d'optimiser ses activités. Puisque les spectacles programmés par Danse Danse sont présentés à la PdA, l'organisme doit se rendre sur place presque quotidiennement en saison. La proximité des bureaux administratifs avec le lieu de diffusion évitera les nombreux déplacements et la perte de temps qui s'ensuit. Par ailleurs, le diffuseur souhaite établir de nouveaux partenariats avec des organismes situés dans le Quartier des Spectacles (SAT, Monument national et Gesù) afin de bonifier son programme de création.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un protocole de visibilité est en vigueur et doit être appliqué par l'organisme.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Décision du Comité exécufif: Mars 2017
Conseil municipal: Mars 2017.
Printemps 2017 : octroi du contrat de rénovation et réalisation des travaux d'aménagement. La durée des travaux est estimée à six semaines.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le présent dossier décisionnel est conforme aux pratiques administratives en vigueur à la Ville de Montréal et aux engagements de sa Politique de développement culturel et du Plan d'action 2007-2017, Montréal métropole culturelle. À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Zamir Jose HENAO PANESSO)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Monique CÔTÉ
Conseillère en planification

Tél : 514 872-7979
Télécop. : 514-872-4665

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-01-25

Michèle PICARD
Chef de section - Équipements culturels et art public

Tél : 514 868-5856
Télécop. : 514-872-4665

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Suzanne LAVERDIÈRE
Directrice
Tél : 514-872-4600
Approuvé le : 2017-02-20

RE: Tr : Subventions à Danse Danse au cours des 5 dernières années

Sylviane - Ext MARTINEAU A : Monique CÔTÉ 2017-02-01 17:21

Bonjour
La subvention de 5000$ émise en décembre s'ajoute au montant de la subvention de fonctionnement, il s'agissait d'un surplus du Conseil répartie aux organismes les plus méritants (2 dans le secteur de la danse). Donc la subvention de fonctionnement quadriennal pour 2016 est de 32 000$.
Cordialement

Sylviane Martineau
Conseillère culturelle – danse
(514) 280-3587
smartineau.p@ville.montreal.qc.ca

Édifice Gaston-Miron
1210, rue Sherbrooke Est
Montréal (Québec) H2L 1L9
www.artsmontreal.org
twitter.com/ConseilArtsMtl

Avis de confidentialité:
Ce message, transmis par courriel, est confidentiel, peut être protégé par le secret professionnel et est à l'usage exclusif du destinataire ci-dessus. Toute autre personne est par les présentes avisée qu'il lui est strictement interdit de le diffuser, le distribuer ou le reproduire. Si le destinataire ne peut être joint ou vous est inconnu, veuillez informer l'expéditeur par courrier électronique immédiatement et détruire ce message et toute copie de celui-ci. Merci.

Monique CÔTÉ Bonjour, Voici le message de nouveau, comme men... 2017-02-01 15:37:08

De : Monique CÔTÉ/MONTREAL
A : smartineau.p@ville.montreal.qc.ca
Date : 2017-02-01 15:37
Objet : Tr : Subventions à Danse Danse au cours des 5 dernières années

Bonjour,

Voici le message de nouveau, comme mentionné dans mon message téléphonique.

Merci!

Monique Côté
Conseillère en planification

Équipements culturels, art public et patrimoine artistique
Division du développement culturel, Service de la culture
Ville de Montréal
801, rue Brennan, 5e étage
Montréal Québec) H3C 0G4
Tél.: 514.872.7979

mocote@ville.montreal.qc.ca

vive375

----- Transféré par Monique CÔTÉ/MONTREAL le 2017-02-01 15:36 -----

De : Monique CÔTÉ/MONTREAL
A : smartineau.p@ville.montreal.qc.ca,
Date : 2017-01-30 17:34
Objet : Subventions à Danse Danse au cours des 5 dernières années

Bonjour,

J'aimerais valider avec vous les subventions obtenues par Danse Danse au cours des 5 dernières années:

Il faut valider les montants par année et les programmes dont les subventions proviennent:

Contributions reçues par l'organisme Danse Danse, par année, au cours des 5 dernières années:

Contributions pour Danse Danse	**2012**	**2013**	**2014**	**2015**	**2016**	**2017**
Conseil des arts de Montréal (OBJET DE LA SUBVENTION À PRÉCISER PAR LE CAM - subvention de décembre 2016 - chèque 2017)					5 000 $	
Service de la culture - Programme montréalais d'action culturelle 2016 de l'Entente MCC/Ville 2016-2017 - CE16 1361					12 000 $	
Service de la culture - Programme montréalais d'action culturelle 2015 de l'Entente MCC/Ville 2015-2016 - CE15 0916				12 000 $		
Conseil des arts de Montréal (CAM) - Fonctionnement quadriennal (FQUA)*					27 000 $	
Conseil des arts de Montréal (CAM) - Fonctionnement quadriennal (FQUA)**				27 000 $		
Conseil des arts de Montréal (CAM) - Fonctionnement quadriennal (FQUA)***			27 000 $			
Conseil des arts de Montréal (CAM) - Fonctionnement quadriennal (FQUA)****		27 000 $				

Conseil des arts de Montréal (CAM) - Fonctionnement quadriennal (FQUA)*****	27 000 $					
Total	**27 000 $**	**27 000 $**	**27 000 $**	**39 000 $**	**44 000 $**	

Sources:
* (SUBVENTION À PRÉCISER PAR LE CAM)
** Rapport annuel du CAM 2015, p.62
*** Rapport annuel du CAM 2014, p.70
**** Rapport annuel du CAM 2013, p.52
***** Rapport annuel du CAM 2012, p. 52.

Est-ce qu'il y a eu d'autres subventions?

N'hésitez pas à me répondre par retour du courriel et si vous avez des questions, à m'appeler aux coordonnées ci-dessous

Merci!

Monique Côté
Conseillère en planification

Équipements culturels, art public et patrimoine artistique
Division du développement culturel, Service de la culture
Ville de Montréal
801, rue Brennan, 5e étage
Montréal Québec) H3C 0G4

Tél.: 514.872.7979

mocote@ville.montreal.qc.ca

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1171654002

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , Division du développement culturel , Section Équipements culturels et bureau d'art public
Objet :	Accorder un soutien financier de 70 000 $ à Danse Danse pour réaliser l'aménagement de ses nouveaux bureaux administratifs dans le cadre de l'entente sur le développement culturel de Montréal - Programme Équipements - Aide d'urgence / Approuver le projet de convention à cet effet.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Virement crédit - GDD 1171654002.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Zamir Jose HENAO PANESSO
Préposé au budget
Tél : 514-872-7801

Mario Primard
Agent comptable analyste
Tél. : 514 868-4439

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-01-26

Daniel D DESJARDINS
Conseiller budgetaire
Tél : 514-872-5597

Division : Div. Conseil Et Soutien Financier - Point De Serv. Brennan

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836;

N^{o} d'inscription TPS : 121364749
N^{o} d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **DANSE DANSE**, personne morale, constituée sous l'autorité de la *Loi sur les compagnies* (L.R.Q., c. C-38) , ayant sa place d'affaires au 4530, boulevard Saint-Laurent, bureau 350, Montréal, Québec, H2T 1R3, agissant et représentée par M. Pierre Des Marais, Directeur artistique et général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

N^{o} d'inscription T.P.S. : 86732 2331 RT0001
N^{o} d'inscription T.V.Q. : 1022997625 TQ 0001
N^{o} d'inscription d'organisme de charité : 86732 2331 RR0001

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la présente convention (ci-après la « **Convention** ») s'inscrit dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel 2016-2017 entre la Ville et le ministère de la Culture et des Communications (ci-après le « **MCC** ») (ci-après l' « **Entente** »);

ATTENDU QUE le MCC et la Ville ont convenu que cette dernière assumerait la gestion de l'Entente;

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme troupe de danse et participe à l'avancement et au rayonnement de la danse contemporaine autant dans sa création que dans son répertoire;

ATTENDU QUE dans le cadre de l'Entente, l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent;

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'en vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat des professionnels des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires).

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule, l'annexe 1 et l'annexe 2 font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : les normes de visibilité mentionnées à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : la liste des interventions, projets ou activités effectués, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion;

2.6 « **Responsable** » : la directrice du Service de la culture ou son représentant autorisé.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions du versement des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, l'aide financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 remettre au Responsable, au plus tard le (date), les documents énumérés à l'Annexe 1. Ces documents doivent comporter toutes les informations demandées par le Responsable;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.2.3 dans la mesure où la contribution financière accordée à l'Organisme en vertu de la présente Convention serait appliquée sur un projet de construction couvert par le Décret concernant la politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics (M-17.1, r.1.1) (ci-après le « **Décret** »), s'assurer d'appliquer les règles et les obligations découlant du Décret à la réalisation du Projet;

4.2.4 dans la mesure où le Projet pourrait nécessiter des interventions archéologiques sur le site patrimoine déclaré de Montréal et sur le site patrimoine déclaré du Mont-Royal, l'Organisme s'engage, en ce qui concerne ses propriétés, à prendre les mesures nécessaires afin que soient assurées la connaissance et la mise en valeur du potentiel archéologique des sites faisant l'objet de travaux et ce, en vertu de la contribution financière prévue à la présente Convention;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MCC, conformément aux dispositions concernant les Normes de visibilité gouvernementales et d'identification permanente (ci-après les « **Normes de visibilité** ») jointes à la présente Convention à l'Annexe 2, ainsi que celles prévues dans *l'Entente sur le développement culturel de Montréal, Guide destiné aux organismes subventionnés* dont une copie est disponible à l'adresse suivante : Signature Entente sur le développement culturel de Montréal | Culture, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention et faire en sorte que ces documents reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MCC par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MCC avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MCC aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 1er décembre de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente entente et le 31 octobre 2017 pour la première année et la période du 1er novembre d'une année au 31 octobre de l'année suivante pour les années subséquentes.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou lorsque les Parties auront rempli leurs obligations (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les soixante (60) jours de la date de résiliation ou de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le directeur du Service des finances de la Ville, le MCC et leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes

versées par la Ville. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du MCC, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leur questions et leur fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier, à déposer auprès du Responsable, le Rapport annuel, les rapports d'activités ainsi que les rapports d'étape, le cas échéant, requis par ce dernier et comportant les informations qu'il requiert, telles que, mais non limitativement, la ventilation des activités et l'utilisation des sommes allouées;

4.5.5 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés, séparément, le cas échéant, de ceux des autres secteurs d'activités de l'Organisme conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable les états financiers de l'Organisme, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à l'échéance de la présente Convention, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux conseils d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation d'au moins cinq (5) jours avant l'assemblée;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et la tient indemne de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention.

4.8 Séance du conseil municipal

Dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance plénière du conseil municipal selon le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal*, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.9 Déclarations et garanties

L'Organisme déclare et garantit :

4.9.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

4.9.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

4.9.3 qu'il détient tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

4.9.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

4.10 Communications des informations

L'Organisme doit fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de réclamation.

L'Organisme autorise la Ville à transmettre au MCC une copie de la présente Convention ainsi que, sur demande, toute information, financière ou autre, ou tout document concernant l'Organisme ou la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale soixante-dix mille dollars (70 000 $), incluant toutes les taxes applicables, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements : un premier versement au montant de cinquante-mille dollars (50 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, un deuxième versement au montant de vingt-mille dollars (20 000 $), au plus tard 31 décembre 2017.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Annulation

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à payer des frais concernant toute convention avec un tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme fait défaut de respecter l'une ou plusieurs des obligations prévues à la présente Convention, après que la Ville l'ait avisée par écrit de remédier dans un délai de trente (30) jours, à un ou plusieurs défauts;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif;

7.1.5 si l'Organisme a, directement ou par l'entremise de ses représentants, présenté des renseignements faux, trompeurs ou incomplets à la Ville ou au MCC.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.5, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès que la Ville a connaissance de l'événement;

7.5 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 7.4, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme et même réviser le niveau de sa contribution financière.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2017.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.4, 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.7, 4.8, 4.10 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'Organisme concède à la Ville et au MCC, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

L'Organisme s'engage à obtenir de tous tiers, tous les droits de propriété intellectuelle requis pour donner plein effet à la licence concédée à la Ville en vertu du premier paragraphe de cet article.

ARTICLE 12
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

12.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

12.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

12.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

12.5 Modification à la Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

12.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

12.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut donner une hypothèque ou en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

12.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 4530, boulevard, Saint-Laurent, bureau 350, Montréal, Québec, H2T 1R3, et tout avis doit être adressé à l'attention du Directeur artistique et général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, 5e étage, Montréal (Québec) H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

12.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2017

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier

Le .....e jour de 2017

DANSE DANSE

Par : _____
Pierre Des Marais, directeur artistique et général

Cette Convention a été approuvée par le Conseil municipal de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 2017 (Résolution CM…….).

ANNEXE 1

PROJET

Danse Danse est un diffuseur spécialisé en danse contemporaine. L'organisme a pour mission de faire « avancer et rayonner la danse contemporaine, autant dans sa création que dans son répertoire ». Danse Danse présente une dizaine de spectacles, représentant annuellement une cinquantaine de représentations, à la Place des arts (PdA). En plus de cette offre, Danse Danse met sur pied de nombreuses activités de médiation culturelle, auprès des jeunes publics notamment, visant à rendre cet art plus accessible à tous. De plus, Danse Danse offre à certains chorégraphes québécois et canadiens un soutien financier qui « se traduit par une commande d'œuvres, une part de coproduction ou une résidence de création ».

Danse Danse compte se porter acquéreur d'une partie des espaces occupés par CIBL au sein de l'édifice 2-22. La demande de soutien au MCC concerne l'aménagement de ses nouveaux bureaux administratifs.

Principaux travaux à réaliser :

- Revoir la configuration de l'espace et faire les nouveaux aménagements.
- Adapter la climatisation et les gicleurs.
- Installer un système de verrouillage, de surveillance et de protection.
- Meubler les bureaux, les espaces communs et la salle de conférence.

Document à remettre à la fin du Projet :

- Un rapport détaillant les travaux et les dépenses effectuées dans le cadre de la présente contribution financière.

ANNEXE 2

OBLIGATIONS DE L'ORGANISME
ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE MONTRÉAL

L'Organisme subventionné doit respecter le protocole de visibilité qui lie la Ville au MCC et à cet égard, il doit :

1. VISIBILITÉ

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du protocole de visibilité.

1.2. Soumettre au Responsable pour approbation le partage de la visibilité entre tous les collaborateurs du Projet.

1.3. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française comme cela est prévu au protocole de visibilité.

2. COMMUNICATIONS

2.1. Reconnaissance de la Ville et du MCC :

- Faire état de la contribution de la Ville et du MCC et souligner leurs apports dans toutes les communications relatives au Projet ou à l'activité.

- Souligner l'apport et remercier la Ville et le MCC pour son soutien sur les médias sociaux.

- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville et du MCC lors des activités publiques organisées dans le cadre du Projet et lors du bilan.

- Apposer les logos de la Ville et du gouvernement du Québec sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le programme officiel, le site Internet, les bandeaux Internet, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc.

  Les logos de la Ville et du gouvernement du Québec devront également figurer sur toutes les publicités et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule.

  Dans le cas où l'insertion de la signature graphique de la Ville et du gouvernement du Québec n'est pas possible, l'Organisme doit ajouter la phrase suivante :

  > « Projet financé dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal par la Ville de Montréal et le ministère de la Culture et des Communications. »

- Soumettre pour approbation tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et du MCC et tous les documents où figurent les logos de la Ville et du gouvernement du Québec au moins dix (10) jours ouvrables avant leur diffusion.

- S'il y a lieu, ajouter le logo de la Ville et du gouvernement du Québec en clôture de toutes publicités télé ou Web. Les logos de la Ville et du gouvernement du Québec peuvent faire partie d'un regroupement de collaborateurs. Par contre, à titre de collaborateurs principaux, les logos de la Ville et du gouvernement du Québec devront être mis en évidence.

- Ajouter les logos de la Ville et du gouvernement du Québec sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville et du MCC (incluant les blogueurs, les photographes et les caméramans) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville et du MCC à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.

- Inviter un représentant politique de la Ville et du MCC à participer aux annonces et aux conférences de presse organisées en marge de l'événement.

  Aviser le cabinet du maire, le comité exécutif et le ministre du MCC par écrit un minimum de **10 jours** ouvrables à l'avance.

- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville et le MCC, soumettre au cabinet du maire, au comité exécutif et au ministre du MCC le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet ou l'activité.

- Offrir au cabinet du maire, au comité exécutif et au ministre du MCC la possibilité d'insérer une citation du maire (ou de l'élu responsable) dans les communiqués.

2.3. Normes graphiques et linguistiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logo de la Ville et du gouvernement du Québec disponibles sur le portail à l'adresse ville.montreal.qc.ca/logo.

- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement des signatures Ville – gouvernement du Québec et des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).

  De façon générale, le logo du gouvernement du Québec doit toujours se retrouver à l'extrême droite.

  Montréal + Québec
  Canada + Montréal + Québec

Arrondissement +_ Montréal + Québec
Canada + arrondissement + Montréal + Québec
Organisme + arrondissement + Montréal + Québec

2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et au MCC, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur le site Internet ou tout autre support média.

  Lesdites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.

- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville et du MCC sur le site Internet du Projet ou de l'événement.

- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville avant leur impression et leur diffusion.

- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement. La publicité sera fournie par la Ville.

- Offrir d'inclure un message officiel de la mairie, du ministre du MCC ou des élus dans le programme de l'événement.

  La demande doit être transmise au cabinet du maire, au comité exécutif et au ministre du MCC au moins de 30 jours ouvrables à l'avance.

- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminé) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.

- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement. (ex. : écrans numériques géants).

- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité.

  Un message sera préparé à cet effet.

- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.

- S'assurer de la présence du logo de la Ville et du gouvernement du Québec dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics

- Inviter la Ville et le MCC à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet.

- Aviser le cabinet du maire, le comité exécutif et le ministre du MCC par écrit vingt (20) jours ouvrables avant l'événement.

- Transmettre, le plus rapidement possible, au cabinet du maire, au comité exécutif et au ministre du MCC le scénario de déroulement de l'événement.

- Pour tous événements publics, coordonner et effectuer le suivi avec le cabinet du maire, le ministre du MCC ou les élus.

- Respecter les règles protocolaires officielles en matière d'événements publics.

2.6. Bilan de visibilité

- Remettre au responsable du projet de la Ville en annexe au bilan, en format numérique :

  - un bilan de la visibilité accordée, dont deux exemplaires numériques de chaque outil de communication développé pour la publicité et l'information publique relatives aux activités du Projet ou de l'événement.

  - s'il y a lieu, une revue de presse incluant les mentions, textes, logos à la radio, télévision, journaux imprimés et électroniques.

  - une image des mentions ou logos sur les dépliants ou affiches imprimées et électroniques

  - s'il y a lieu, une photo des différents montages où figure le logo de la Ville et du gouvernement du Québec (ex. : conférence de presse).

  - un bref descriptif ou une présentation du programme, de l'événement ou du Projet (30-50 mots) incluant les dates de l'événement, les principales clientèles rejointes ainsi que le rayonnement et/ou la fréquentation globale.

Si vous avez des questions concernant la visibilité de la Ville ou encore souhaitez faire approuver un texte ou un document, vous pouvez rejoindre le Service des communications de la Ville à l'adresse courriel suivante : **visibilite@ville.montreal.qc.ca**

Si vous avez des questions concernant la visibilité gouvernementale ou l'application du Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec, veuillez communiquer avec :

Mme Marjorie Houle

Conseillère en communication
Direction des communications et des affaires publiques
Ministère de la Culture et des Communications
225, Grande Allée Est, bloc B, 2e étage
Québec (Québec) G1R 5G5
418 380-2363, poste 7220
marjorie.houle@mcc.gouv.qc.ca

À noter : Pour adresser une demande au cabinet du maire et du comité exécutif, veuillez utiliser les formulaires destinés à cet effet dans la section ***Communiquer avec nous*** à l'adresse https://mairedemontreal.ca/. Pour une demande de citation dans un communiqué, veuillez utiliser la rubrique, ***Obtenir un mot du maire***.

Pour rejoindre le cabinet :
cabinet.du.maire@ville.montreal.qc.ca.

Pour rejoindre le cabinet du ministre du MCC:
helene.fontaine@mcc.gouv.qc.ca.

Il est important de préciser que le Projet est subventionné par le biais de l'Entente sur le développement culturel de Montréal lorsque vous communiquez avec les cabinets.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.38

2017/03/27 13:00

(1)

Dossier # : 1173931001

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Investissement et développement
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 60 000 $ à l'École des entrepreneurs | MTL pour la mise en œuvre et la réalisation du Parcours C3 : Culture, Créativité et Croissance, dans le cadre de l'entente de 175 M$ avec le Gouvernement du Québec pour soutenir le développement de Montréal / Approuver un projet de convention à cet effet.

Il est recommandé :
1. d'accorder un soutien financier de 60 000 $ à l'École des entrepreneurs | MTL pour la mise en œuvre et la réalisation du Parcours C3 : Culture, Créativité et Croissance, dans le cadre de l'entente de 175 M$ avec le Gouvernement du Québec pour soutenir le développement de Montréal;

2. d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel; cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-02-03 16:52

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1173931001**
Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Investissement et développement
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 60 000 $ à l'École des entrepreneurs | MTL pour la mise en œuvre et la réalisation du Parcours C3 : Culture, Créativité et Croissance, dans le cadre de l'entente de 175 M$ avec le Gouvernement du Québec pour soutenir le développement de Montréal / Approuver un projet de convention à cet effet.

CONTENU

CONTEXTE

La Stratégie de développement économique (2011-2017) de la Ville de Montréal souligne l'importance de l'innovation, de la créativité et de la collaboration, trois composantes de l'entrepreneuriat, essentielles au dynamisme d'une économie diversifiée. Pour favoriser l'émergence de ces composantes, le Service du développement économique (le Service), en concertation avec le Service du développement culturel (SC), propose de contribuer activement au projet pilote « Parcours C3 : Culture, Créativité et Croissance » pour entrepreneurs culturels et créatifs. Cette démarche d'accompagnement structurée pour les entreprises permettra de stimuler leur croissance et de favoriser la collaboration intersectorielle.
Les entreprises culturelles et créatives représentent une part non négligeable de l'économie montréalaise : elles emploient à elles seules 100 000 personnes et connaissent une croissance rapide depuis plusieurs années. De plus, la métropole concentre un grand nombre de ces industries puisque 70% des emplois du secteur culturel et créatif au Québec se situent à Montréal.

Une analyse de la situation des entreprises culturelles et créatives montréalaises a permis de constater les difficultés que ces dernières connaissent quant à la gestion de leur croissance ; Si elles incarnent un véritable potentiel économique et d'attrait pour Montréal, elles demeurent fragiles et ont besoin d'être appuyées dans leur développement et leur pérennité. S'il existe une certaine structuration de l'écosystème pour la phase de démarrage de ces entreprises, ces entrepreneurs bénéficient de très peu de ressources pour répondre à leurs défis de croissance. Le Parcours C3 saura stimuler l'innovation et la créativité, améliorer la compétitivité des sociétés culturelles et créatives et aidera les entrepreneurs à intégrer les meilleures pratiques de gestion.

Ce projet est porté par l'École des entrepreneurs MTL en collaboration avec le SAJE Accompagnateur d'entrepreneurs et Pôle entrepreneuriat culturel et créatif (PECC). Il prévoit l'accompagnement de 10 entreprises ayant leur siège social sur le territoire de la Ville de Montréal.

Les entreprises et organisations des secteurs culturel et créatif (entreprises privées et

OBNL) de la mode, des arts vivants, du design et de l'architecture, des arts visuels et numériques ainsi que les industries culturelles et créatives (ex : musique, audiovisuel, éditions, projections numériques, installations immersives, etc.) pourront bénéficier de l'aide d'experts pour trouver des solutions novatrices à leurs problématiques de croissance.

Ce sommaire vise l'approbation d'un soutien financier de 60 000 $ à l'École des entrepreneurs MTL, spécialiste dans le développement des compétences des dirigeants d'entreprises, la formation et le développement des compétences entrepreneuriales pour la mise en œuvre et la réalisation du Parcours C3.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

aucune

DESCRIPTION

Le « Parcours C3 : Culture, Créativité et Croissance » est un programme mêlant formation, co-développement et accompagnement personnalisé qui vise à stimuler la croissance des entreprises à fort potentiel de développement du secteur culturel et créatif.
Le parcours se positionne comme la « petite soeur » du Parcours Innovation PME Montréal, en s'adressant toutefois plus particulièrement aux entreprises et organisations du secteur culturel et créatif (entreprises privées et OBNL) ayant un budget entre 250 000 $ et 1 M$.

L'objectif principal est de proposer un parcours destiné à stimuler l'innovation dans le modèle d'affaires des organisations culturelles et créatives montréalaises à fort potentiel de croissance et leur transmettre les compétences nécessaires pour impulser un développement accéléré et harmonieux. Les apprentissages et outils développés au sein du parcours sont destinés à être diffusés à l'ensemble des entreprises du secteur.

Le projet propose un parcours qui se déroule sur 8 mois et il est prévu d'accueillir dans un premier temps une cohorte de 10 entreprises. La sélection des entreprises sera réalisée, notamment, à partir d'une problématique de croissance à laquelle les sociétés souhaitent trouver des solutions. Le processus de sélection s'appuiera sur l'expertise d'un comité qui sélectionnera les dossiers les plus pertinents et avec un fort potentiel de croissance. Le programme annuel offrira 72 heures de service à chaque participant, dont 42 h de formation et co-développement, 15 h de coaching individuel et 15 h de participation à l'événement Chromatic pro.

La formation adaptée aux particularités et besoins spécifiques à cette clientèle couvrira une multitudes d'éléments dont:

· les défis spécifiques et les particularités de la croissance des sociétés du secteur culturel et créatif;
· rencontres thématiques sur le socio-financement, technologies numériques, aspects juridiques, développement des affaires, etc;
· ressources humaines dans le domaine culturel et créatif;
· participation aux conférences et à l'événement Chromatic Pro centré autour de l'entrepreneuriat culturel et créatif ainsi que les relations arts-affaires;

Les entreprises sélectionnées bénéficieront de l'apport de partenaires reconnus et d'experts dans un cadre d'accompagnement structuré offrant des formations en groupe, des rencontres professionnelles, des échanges de bonnes pratiques avec d'autres entrepreneurs aguerris, du coaching individuel et la participation à des événements stimulants centrés sur l'entreprenariat culturel et créatif.

Le Parcours C3 : Culture, Créativité et Croissance est aussi appuyé par plusieurs partenaires notamment Emploi Québec, Desjardins Caisse de la Culture Montréal, Lussier & Khouzam avocats, PME MTL, Chromatic Pro, Chaire en gestion des arts, HEC Montréal.

JUSTIFICATION

Ce projet contribue à positionner Montréal Ville Créative et Métropole culturelle en tant que leader soutenant activement les entrepreneurs culturels et créatifs, tout en contribuant à la reconnaissance de l'apport de ce secteur au développement économique de la ville et en soutenant leur rayonnement et potentiel d'exportation. Il s'inscrit également dans la logique de développement d'un écosystème en construction de soutien à l'entrepreneuriat culturel et créatif. De plus, il contribue indéniablement au rayonnement de la Ville puisqu'en favorisant l'expansion des organisations culturelles, elles se transforment en véritables ambassadrices de Montréal à l'international.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour donner suite au présent dossier, il y a lieu d'autoriser un soutien financier de 60 000 $. Les crédits nécessaires sont prévus à la programmation des projets de l'enveloppe de 175 M$ accordée à la Ville de Montréal par le Gouvernement du Québec dans le cadre de l'entente pour soutenir le développement de Montréal. Cette dépense serait entièrement assumée par la ville centrale.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet permettra de promouvoir de bonnes pratiques de développement durable au sein des entreprises.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La formation offerte par l'École des entrepreneurs | MTL est la composante majeure du projet Parcours C3 : Culture, Créativité et Croissance. Si cette contribution financière n'est pas approuvée, le Parcours sera amputé d'une partie importante de son volet formation et ne pourra pas atteindre ses objectifs.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ce projet est financé dans le cadre de l'entente du 175 M$; toutes communications et actions donnant de la visibilité devront se conformer aux dispositions de l'entente.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

· Recrutement des candidats - 20 février au 10 avril 2017

· Sélection des candidats - 10 au 15 avril 2017
· Lancement de la cohorte 2017 - 17 au 21 avril 2017
· Formations et coaching en continu – fin avril à novembre 2017
· Soirée de clôture - début décembre 2017

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Julie GODBOUT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Diane DUHAMEL
Commissaire

Tél : 872-9944
Télécop. : 872-6249

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-01-26

Géraldine MARTIN
Directrice

Tél : 514-872-2248
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Alain HOUDE
Directeur
Tél : 514 872-1908
Approuvé le : 2017-01-30

Parcours C3 : Culture, Créativité et Croissance
Cohorte pour entrepreneurs culturels et créatifs
2017-2018-2019

Présenté par :

L'École des Entrepreneurs I MTL

SAJE Accompagnateur d'entrepreneurs

et

Le Pôle entrepreneuriat culturel et créatif

5 décembre 2016

TITRE DU PROJET

Parcours C3 – Culture, Créativité et Croissance
Cohorte pour entrepreneurs culturels et créatifs

PROMOTEURS DU PROJET

L'École des entrepreneurs I MTL
L'École des entrepreneurs | MTL (EEMTL) est un OBNL dont la mission est le développement des compétences des entrepreneurs et dirigeants d'entreprises, reconnu par le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur. L'EEMTL a le mandat de la formation et du développement des compétences entrepreneuriales. C'est aussi un centre de vigie et de recherche sur la carrière entrepreneuriale et offre également un espace collaboratif et d'échange.

Le SAJE Accompagnateur d'entrepreneurs
Le SAJE, fort de ses 30 ans d'expérience dans le démarrage, le développement et le transfert d'entreprise, est un incontournable de l'écosystème montréalais d'appui à l'entrepreneuriat. De par ses mandats, sa méthode unique et éprouvée de gestion de la croissance des PME, le SAJE est un acteur clé de ce projet. Il est le porteur et la structure d'accueil du projet.

Pôle entrepreneuriat culturel et créatif (PECC)
S'appuyant sur une expertise en France et au Québec depuis 7 ans, le PECC a pour ambition de propulser les projets des entrepreneurs culturels et créatifs en identifiant les enjeux auxquels ils font face. Pour accomplir sa mission, son équipe d'experts développe des outils et formation adaptés à leurs besoins spécifiques.

PARTENAIRE PRINCIPAL

Ville de Montréal

COMITÉ DE PILOTAGE DU PROJET :

SAJE Accompagnateur d'entrepreneurs
Pôle entrepreneuriat culturel et créatif
Ville de Montréal – Service du développement économique
École des entrepreneurs MTL

DESCRIPTION DU PROJET

Le parcours C3 est un programme mêlant formation, codéveloppement et accompagnement personnalisé qui vise à stimuler la croissance des entreprises à potentiel du secteur culturel et créatif. Il vise à structurer les entreprises participantes et les aider à faire face à leurs enjeux de croissance. Le parcours se positionne comme la « petite sœur » du Parcours Innovation PME Montréal, en s'adressant toutefois plus particulièrement aux entreprises et organisations du secteur culturel et créatif (entreprises privées et OBNL). Le parcours C3 encourage la recherche de solutions innovantes afin de faire face aux défis de croissance. De plus, ce programme permet de développer une intelligence et une expertise concernant les enjeux de croissance spécifiques à cette clientèle, en vue d'un partage plus large à l'ensemble des acteurs de ces industries.

Les entreprises sélectionnées bénéficient de l'apport de partenaires reconnus et d'experts dans un cadre d'accompagnement structuré offrant des formations en groupe, du coaching individuel, des rencontres professionnelles, des échanges de bonnes pratiques avec d'autres entrepreneurs aguerris et la participation à des événements stimulants centrés sur l'entreprenariat culturel et créatif.

Ce projet contribue à positionner Montréal Ville Créative en tant que leader soutenant activement les entrepreneurs culturels et créatifs, tout en contribuant à la reconnaissance de l'apport de ce secteur au développement économique de la ville. Il s'inscrit également dans la logique de développement d'un écosystème en construction de soutien à l'entrepreneuriat culturel et créatif. De plus, il contribue indéniablement au rayonnement de la Ville puisqu'en favorisant l'expansion des organisations culturelles, nous les transformons en véritables ambassadeurs de Montréal à l'international.

CONTEXTE DU PROJET

Les entreprises culturelles et créatives représentent désormais une part non négligeable de l'économie montréalaise : elles emploient à elles seules 100 000 personnes, soit plus que l'aérospatial, et elles ont connu une croissance trois fois plus rapide que l'ensemble des industries, soit une augmentation de 4,6% par an entre 1998 et 2008. De plus, elles participent de façon substantielle à la croissance : leurs activités génèrent près de 8 milliards de dollars[1], soit 6% du PIB de la métropole. Par ailleurs, la métropole concentre un grand nombre de ces industries puisque 70% des emplois du secteur culturel et créatif au Québec se situent à Montréal. Enfin,

[1] Cf. études réalisées par la Chambre de commerce du Montréal métropolitain : La culture à Montréal. Chiffres, tendances et pratiques innovantes (2015) ainsi que La culture faites-en votre affaire (2013).

ces organisations contribuent largement au rayonnement international de la ville. Une analyse des messages positifs véhiculés par les médias étrangers indique que près de 50% y sont liés[2]!

Or, une analyse de la situation des entreprises culturelles et créatives montréalaises basée sur notre expérience du terrain a permis de constater les difficultés que ces dernières connaissent quant à la gestion de leur croissance. En effet, si elles incarnent un véritable potentiel économique et d'attrait pour Montréal, elles restent fragiles et ont besoin d'être appuyées afin de soutenir leur développement et leur pérennité. S'il existe une certaine structuration de l'écosystème pour la phase de démarrage de ces entreprises, ces entrepreneurs bénéficient de très peu de ressources pour répondre à leurs défis de croissance.

Très souvent, le démarrage et la croissance de ces organisations se font de façon intuitive et organique autour d'un projet artistique ou créatif. La croissance est peu planifiée ce qui engendre des problématiques de tous genres (ressources humaines, financement, production, commercialisation, etc.). La principale cause se situe souvent au niveau de l'entrepreneur lui-même qui ne se perçoit pas toujours comme un entrepreneur et ne possède pas les habiletés de gestion nécessaires pour faire face aux enjeux du développement de son organisation. À cela s'ajoute les bouleversements majeurs engendrés par la révolution numérique sur les chaines de productions des différentes filières, pensons à l'industrie de la musique, de l'édition et des arts vivants. Sans oublier les nouvelles entreprises développées grâce au numérique (effets visuels, projections, installations immersives, vêtements intelligents, etc.) mais pour lesquelles les modèles d'affaires sont en constante évolution. Nous observons également que ces entreprises ont du mal à asseoir leur croissance sur des solutions innovantes. Ainsi, si ces organisations ont une analyse fine des enjeux créatifs et d'innovation concernant leur produit, elles ne poursuivent que très rarement leur réflexion sur leurs modèles d'affaires.

OBJECTIF GÉNÉRAL

Proposer un parcours destiné à stimuler l'innovation dans le modèle d'affaires des organisations culturelles et créatives montréalaises à fort potentiel de croissance et leur transmettre les compétences nécessaires pour impulser un développement accéléré et harmonieux. Les apprentissages et outils développés au sein du parcours sont destinés à être diffusés à l'ensemble des entreprises du secteur.

OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

Développer un programme unique de haut calibre adapté, basé sur des outils transférables, afin de soutenir la croissance des entreprises et organisations culturelles et créatives montréalaises;

[2] Étude réalisée par la Chambre de commerce du Montréal métropolitain : L'art de s'investir en culture (2011).

- Améliorer l'offre de services spécifiques aux réalités des entrepreneurs culturels et créatifs ;
- Contribuer à leur rayonnement au Canada et à l'international;
- Favoriser les maillages entre les communautés culturelle, créative, d'affaires et universitaire;
- Stimuler les synergies entre les participants;
- Permettre aux entrepreneurs de clarifier leur vision de croissance de leur entreprise;
- Amener les entrepreneurs à faire émerger une nouvelle proposition de valeur et un modèle d'affaires innovant qui répondent à leurs problématiques ;
- Soutenir les entrepreneurs dans l'expérimentation de solutions innovantes de développement;
- Contribuer au développement d'un réseau d'affaires de haut niveau.

COMPOSANTES DU PARCOURS

Le projet propose un parcours qui se déroule sur 9 mois pour les entreprises sélectionnées. Nous prévoyons actuellement 1 cohorte de 10 entreprise la première année et 15 par an les deux années suivantes. Le programme annuel offrira 72 heures de service à chaque participant, dont 42 h de formation et codéveloppement, 15 h de coaching individuel et 15 h de participation à l'événement Chromatic pro (voir détail des activités dans le calendrier des activités en annexe).

- deux journées de formation ciblant les défis spécifiques de ce type d'organisation, données par le PECC.
- deux journées de formation sur les particularités de la croissance donnée par l'École des entrepreneurs I MTL (Roue de la croissance).
- trois « Rencontre C3 », ayant pour ambition de structurer un échange entre participants et les soutenir dans l'implémentation des outils proposés grâce à l'échange de bonnes pratiques.
- trois rencontres thématiques autour d'échanges avec des entrepreneurs et des spécialistes sur des problématiques des participants (sociofinancement, technologies numériques, aspects juridiques…)
- une formation de trois heures sur les ressources humaines dans le domaine culturel
- 15 heures de coaching individuel données par le SAJE et le PECC (10h), PME-MTL (4h) et Lussier Khouzam avocats (1 h)
- participation à plusieurs ateliers et conférences de l'événement Chromatic Pro centré autour de l'entrepreneuriat culturel et créatif ainsi que les relations arts-affaires.

CRITÈRES DE SÉLECTION

1) Être une entreprise à but lucratif ou non-lucratif à fort potentiel de croissance, dans le domaine culturel et créatif :

- les arts vivants (ex : théâtre, danse, arts du cirque)
- les arts visuels et numériques
- les industries culturelles et créatives (ex : musique, audiovisuel, jeux vidéo, , multimédia, projections numériques, installations immersives…)
- design et architecture
- mode.

2) Avoir un chiffre d'affaires de 250 000 $ à 1 million $.
3) Au moins 2 salariés équivalent temps-plein.
4) Être une organisation incorporée depuis au moins 2 ans.
5) Démontrer un intérêt marqué à améliorer ses compétences et celles de ses employés.
6) Contribuer à hauteur de 600$.
7) Avoir son siège social sur le territoire de Montréal

Les entrepreneurs doivent déposer un dossier qui permet de préciser la problématique de croissance à laquelle ils souhaitent répondre. Le processus de sélection s'appuie sur l'expertise d'un comité constitué qui sélectionne les dossiers pertinents. Le recrutement est garanti grâce à un réseau de partenaires tel que PME MTL, ou la Chaire en gestion des arts de HEC.

PARTENAIRES DU PROJET

Partenaire principal :

- Ville de Montréal

Partenaires financiers :

- Ville de Montréal – Service du Développement Économique
- Emploi-Québec
- Desjardins Caisse de la Culture Montréal
- Lussier & Khouzam avocats

Partenaires stratégiques :

- École des entrepreneurs MTL
- Chromatic Pro
- PME MTL
- Chaire en gestion des arts, HEC Montréal

Autres collaborateurs au projet :

- Laurent Simon, Professeur Agrégé, Département d'Entrepreneuriat et Innovation HEC Montréal et co-fondateur de MOSAIC
- Pierre Balloffet, professeur Agrégé, Département d'Entrepreneuriat et Innovation HEC Montréal et membre de MOSAIC.

ÉQUIPE

Pour mener à bien le projet, Parcours C3 se reposera sur les ressources internes du SAJE, de l'École des entrepreneurs MTL et du PECC.

- Direction du parcours : Directeur croissance du SAJE et représentante du PECC
- Partenariat : Directeur des partenariats du SAJE
- Recrutement : conseillère aux admissions SAJE
- Coordination, suivi et support aux participants : adjointe administrative SAJE
- Communication : webmestre, gestionnaire de communauté, responsable marketing numérique, rédactrice SAJE

PROMOTION

Pour la promotion de la cohorte et de ses participants, nous comptons développer les actions suivantes :

- Site web dédié au parcours, qui présentera la démarche et recevra les outils, contenus et expériences à partager suite aux événements
- Une page Facebook dédiée, où la communauté culturelle et créative pourra échanger autour du parcours
- Création d'un dépliant publicitaire qui sera déployé chez les partenaires du parcours
- Réalisation de 5 capsules vidéo au moins, une promotionnelle, 3 sur les activités et une faisant le bilan de la première cohorte
- Les informations liées au parcours seront relayées sur le site du SAJE, de l'École des Entrepreneurs MTL, du PECC et du parcours PME Innovation Montréal
- Création d'un dossier de presse pour sensibiliser les médias
- Rédaction d'articles de presse pour la promotion de l'événement dans les médias
- Rédaction de billets de blogues réguliers tout au long de la démarche

Tenue d'une séance d'information pré-recrutement

INDICATEURS DE PERFORMANCE

Afin de mesurer la performance et la pertinence du parcours, nous retiendrons les indicateurs de performance suivants, qui seront mesurés tout au long du parcours et durant l'année suivant la fin des activités :

- Nombre de participants dans le parcours
- Taux d'assiduité dans les activités
- Création d'emplois
- Augmentation du chiffre d'affaires
- Augmentation du Bénéfice avant impôts, intérêts et amortissements (BAIIA)
- Développement des compétences des entrepreneurs par thématique

BUDGET SYNTHÉTIQUE DU PARCOURS

Postes de dépenses	**2017**	**2018**	**2019**	**TOTAL 3 ans**
Création et administration du parcours	51 750 $	55 750 $	58 250 $	**165 750 $**
Activités du parcours	42 050 $	55 050 $	55 050 $	**152 150 $**
Frais de communication	45 000 $	45 000 $	45 000 $	**135 000 $**
Événement de clôture	5 000 $	7 000 $	7 000 $	**19 000 $**
TOTAL	**143 800 $**	**162 800 $**	**165 300 $**	**471 900 $**

Contributions partenaires	**2017**	**2018**	**2019**	**TOTAL 3 ans**
Ville de Montréal	60 000 $	60 000 $	60 000 $	**180 000 $**
Emploi Québec	38 000 $	44 000 $	57 000 $	**139 000 $**
Caisse Culture Desjardins	12 500 $	12 500 $	12 500 $	**37 500 $**
Lussier Khouzam Avocats	4 000 $	5 250 $	5 250 $	**14 500 $**
Chromatic pro	3 500 $	4 750 $	4 750 $	**13 000 $**
PME MTL	6 000 $	9 000 $	9 000 $	**24 000 $**
Contribution entrepreneurs	6 000 $	9 000 $	6 000 $	**21 000 $**
Investissement PECC	6 900 $	9 150 $	5 400 $	**21 450$**
Investissement SAJE	6 900 $	9 150 $	5 400 $	**21 450 $**
TOTAL	**143 800 $**	**162 800 $**	**165 300 $**	**471 900 $**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1173931001

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Investissement et développement
Objet :	Accorder un soutien financier de 60 000 $ à l'École des entrepreneurs | MTL pour la mise en œuvre et la réalisation du Parcours C3 : Culture, Créativité et Croissance, dans le cadre de l'entente de 175 M$ avec le Gouvernement du Québec pour soutenir le développement de Montréal / Approuver un projet de convention à cet effet.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

SDE - 1173931001.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie GODBOUT
Préposée au budget
Tél : 514-872-0721

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-01-27

Pascal-Bernard DUCHARME
conseiller(ere) budgetaire
Tél : 514 872-2059
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier - Pôle développement

CONVENTION

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par monsieur Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836 et de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET : **ÉCOLE DES ENTREPRENEURS | MTL,** personne morale constituée sous l'autorité de la troisième partie de la *Loi sur les compagnies*, dont l'adresse principale est le 503, boulevard René-Lévesque Ouest, Montréal, Québec, H2Z 1Y8 agissant et représentée par M. Michel Fortin, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution adoptée à une réunion de son conseil d'administration tenue le 25 janvier 2017, dont un extrait est annexé aux présentes pour en attester;

N° d'inscription TPS : 144412699
N° d'inscription TVQ : 1200266737

Ci-après appelée l' « **ORGANISME** »

ATTENDU QUE les fonds nécessaires au support financier octroyé à l'Organisme en vertu de la présente convention proviennent du Protocole d'entente intervenu entre la Ville et le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (le « ministre des Affaires municipales ») le 4 juillet 2012 (le « Protocole »);

ATTENDU QUE le Protocole établit les modalités de l'octroi par le ministre des Affaires municipales à la Ville d'une aide financière en vue de lui permettre de réaliser, selon son choix, des projets qui s'inscrivent dans les cinq (5) axes identifiés dans la stratégie de développement *Imaginer-Réaliser Montréal 2025* et qui respectent les objectifs de développement de la Ville, tels que précisés dans ses politiques, stratégies et plans;

ATTENDU QUE le Décret 378-2014, pris par le gouvernement du Québec le 24 avril 2014, confère au ministre responsable de la Région de Montréal (le « Ministre ») la responsabilité de l'application de la section IV.5 de la *Loi sur le ministère des Affaires*

municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, ainsi que celle des effectifs et des crédits afférents à ces fonctions;

ATTENDU QUE le Protocole entend maximiser les retombées économiques, sociales, culturelles et environnementales des projets soutenus ainsi que susciter notamment des investissements privés;

ATTENDU QUE le Projet qu'entend réaliser l'Organisme s'inscrit dans un de ces cinq (5) axes du Protocole;

ATTENDU QUE la Ville souhaite soutenir l'Organisme dans la mise en œuvre de son Projet;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique à l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme peut recevoir des contributions de différents ministères autres que la subvention provenant du Ministre;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

1.1 « **Annexe 1** » : le document intitulé « Description du Projet »;

1.2 « **Annexe 2** » : liste des dépenses non admissibles dans le cadre du Projet;

1.3 « **Annexe 3** » : le document intitulé « Communications »;

1.4 « **Directeur** » : le Directeur du Service du développement économique de la Ville de Montréal ou son représentant dûment autorisé;

1.5 « **Projet** » : le Projet décrit à l'Annexe 1.

Le préambule et les Annexes 1, 2 et 3 font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui de l'Annexe 1.

ARTICLE 2
OBJET

La présente convention établit les modalités et conditions du versement de la contribution financière de la Ville à l'Organisme.

ARTICLE 3
OBLIGATIONS DE LA VILLE

3.1 Sous réserve des dispositions de l'article 12 des présentes, en considération du respect par l'Organisme de toutes et chacune des obligations qui lui incombent en vertu de la présente convention et conditionnellement à la disponibilité des crédits en provenance du Ministre, couvrant toute la durée de l'entente, la Ville s'engage à lui verser lui verser une somme maximale de soixante mille dollars (60 000 $), incluant, le cas échéant, toutes les taxes applicables sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.).

3.2 La somme prévue au paragraphe 3.1 est versée à l'Organisme comme suit :

3.2.1 une somme de cinquante mille dollars (50 000,00 $) dans les trente (30) jours suivant la signature de la présente convention;

3.2.2 le solde de dix mille dollars (10 000,00 $) dans les trente (30) jours de la présentation au Directeur du bilan final de la réalisation du Projet.

3.3 La Ville peut suspendre tout versement si l'Organisme est en défaut d'exécuter en tout ou en partie ses obligations.

3.4 La Ville peut suspendre tout versement si l'Organisme ne démontre pas, à la satisfaction du Directeur, que le financement global du Projet est assuré.

3.5 La Ville se réserve le droit de diminuer sa contribution financière si le coût du Projet est inférieur à celui présenté pour l'obtention de cette contribution.

3.6 L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

3.7 La Ville se réserve le droit de suspendre ou de diminuer sa contribution financière si l'Organisme doit des sommes à la Ville.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 utiliser la contribution financière de la Ville aux seules fins de réaliser le Projet décrit à l'Annexe 1, étant entendu que les sommes versées ne peuvent être employées pour défrayer les coûts indiqués à l'Annexe 2;

4.2 transmettre au Directeur pour approbation, et ce, dans les plus brefs délais, toute modification au Projet, à sa programmation, à ses échéanciers ou à tout autre élément qui contribue à le définir, pouvant intervenir après la signature de cette convention;

4.3 réaliser le Projet selon le calendrier convenu;

4.4 transmettre au Directeur, au plus tard le 31 décembre 2017, un bilan faisant état des réalisations du Projet. Le bilan doit comprendre notamment, dans une section en annexe, les bénéfices ou retombées obtenus en lien avec les indicateurs suivants :

- Nombre de participants dans le parcours
- Taux d'assiduité dans les activités
- Création d'emplois
- Augmentation du chiffre d'affaires
- Augmentation du Bénéfice avant impôts, intérêts et amortissements (BAIIA)
- Développement des compétences des entrepreneurs par thématique

4.5 transmettre au Directeur, au plus tard au plus tard le 31 décembre 2017 un bilan de la visibilité accordée au Projet conformément aux dispositions prévues à l'article 2.6 de l'Annexe 3;

4.6 informer le Directeur, dans les plus brefs délais, en cours d'année, de toute nouvelle subvention reçue d'un ministère ou d'une agence du gouvernement du Québec dans le cadre de la réalisation de la présente convention et l'aviser de toute nouvelle demande de subvention faite par l'Organisme dans le cours de celle-ci;

4.7 obtenir, le cas échéant, tous les permis et autorisations requis en vertu des lois et règlements en vigueur;

4.8 assumer tous les coûts de réalisation du Projet et le financement de tout dépassement des coûts requis pour la réalisation de celui-ci, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 3.1;

4.9 tenir des comptes et des registres appropriés, précis et exacts, à l'égard des travaux réalisés et rendre accessibles au Directeur et au Ministre, durant les heures normales de bureau, après un avis écrit de vingt-quatre (24) heures, tous les livres comptables et registres se rapportant à ces travaux. L'Organisme collabore avec le Directeur et le Ministre et leur laisse prendre, gratuitement, des photocopies des documents que ceux-ci demandent. Les pièces justificatives originales et les registres afférents à ces travaux devront être conservés par l'Organisme pour une période d'au moins trois (3) ans après la date de la fin du Projet;

4.10 Transmettre au Directeur, pour chaque année de la présente convention, des états financiers accompagnés d'un rapport de mission d'examen, au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier, comportant le nom de ses partenaires et de toutes les contributions financières confirmées ou reçues, incluant une ventilation par ministère pour les contributions publiques, et une ventilation détaillée des dépenses identifiant notamment les dépenses non admissibles indiqués à l'annexe 2; si les revenus et dépenses du Projet ne sont pas présentés distinctement des autres activités de l'Organisme dans ses états financiers, transmettre, au lieu des états financiers, un état des revenus et dépenses accompagné d'un rapport de mission d'examen du Projet avec les ventilations énoncées dans le présent article;

4.11 prendre fait et cause pour la Ville dans toutes réclamations ou poursuites intentées contre elle résultant directement ou indirectement de ce qui fait l'objet de la présente convention et à l'indemniser de tous jugements et de toutes condamnations qui pourraient être prononcés contre elle et de toutes sommes qu'elle aura déboursées avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.12 constituer, à la demande du Directeur, un comité de suivi du Projet, composé d'au moins un représentant de l'Organisme et du Directeur, qui peuvent s'adjoindre, au besoin, d'autres collaborateurs;

4.13 convoquer, dans l'éventualité de la constitution d'un comité de suivi, le Comité au moins deux fois par année et obtenir de celui-ci son avis et ses recommandations sur les propositions de l'Organisme relatives à l'élaboration de chacun des éléments et des étapes majeures de réalisation du programme;

4.14 transmettre au Directeur les procès-verbaux des réunions du Comité de suivi dans le mois suivant la tenue d'une réunion ainsi que toute information que ce dernier peut requérir quant au contenu des rapports qui doivent lui être remis par l'Organisme;

4.15 transmettre au Directeur tout document ou rapport requis en vertu de la présente convention sous forme électronique et sous forme papier;

4.16 transmettre sans délai au Directeur, lorsqu'il en fait la demande par écrit, toute information en lien avec la présente convention;

4.17 conserver son statut d'organisme à but non lucratif pendant toute la durée de la convention;

ARTICLE 5
COMMUNICATION

5.1 L'Organisme doit faire état de la participation financière de la Ville et de celle du Ministre, conformément aux dispositions concernant la visibilité contenues dans l'Annexe 3, dans toute publicité, affichage ou document d'information relatif à l'objet de la présente convention et faire en sorte que ces documents reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le Ministre par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet; tout écrit

relatif au Projet doit être approuvé par le Directeur et par le Ministre avant diffusion.

5.2 L'Organisme doit associer la Ville, le Ministre et le Secrétariat à la Région de Montréal (le « Secrétariat ») aux différents événements de reconnaissance soulignant l'excellence du Projet.

ARTICLE 6
DÉFAUT

6.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

6.1.1 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours de la réception d'un avis du Directeur l'enjoignant de remédier à son défaut;

6.1.2 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

6.1.3 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

6.1.4 s'il perd son statut d'organisme à but non lucratif;

6.1.5 s'il a fait une fausse déclaration ou commis une fraude en regard de la présente convention.

6.2 Dans les cas mentionnés aux articles 6.1.1 et 6.1.2, la Ville peut, à son entière discrétion, résilier la convention sur simple avis écrit. Toute contribution financière non versée cesse alors d'être due à l'Organisme et celui-ci doit rembourser à la Ville, au choix de celle-ci, tout ou partie de la contribution financière qui lui a été versée dans les cinq (5) jours suivant une demande à cet effet.

6.3 Dans les cas mentionnés aux articles 6.1.3, 6.1.4 et 6.1.5, la convention est résiliée de plein droit dès la survenance de tel événement ou la connaissance de celui-ci et l'article 6.2 s'applique en faisant les adaptations nécessaires.

6.4 La Ville peut suspendre tout versement de l'aide en cas de défaut de l'Organisme. Ce dernier renonce de plus à tout recours à l'encontre de la Ville du fait de la résiliation de la convention, quel qu'en soit le motif.

ARTICLE 7
DÉCLARATION ET GARANTIES

7.1 L'Organisme déclare et garantit qu'il a le pouvoir et l'autorité de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de la présente convention.

7.2 L'Organisme reconnaît que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci, et le défaut par l'Organisme de respecter l'une quelconque de ces conditions permettra à la Ville de résilier cette convention sur simple avis écrit, sans que l'Organisme ne puisse réclamer aucune indemnité ou compensation. Dans un tel cas, toute somme versée par la Ville à l'Organisme à titre de participation financière devra, le cas échéant, lui être remise dans les cinq (5) jours d'une demande à cet effet.

ARTICLE 8
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux parties et se termine, sous réserve de l'article 6 (défaut), lorsque chaque partie a rempli ses obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2017.

ARTICLE 9
DÉONTOLOGIE

9.1 L'Organisme doit, dans la réalisation du Projet, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

9.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Directeur à cet égard.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, une police d'assurance-responsabilité civile accordant une protection pour dommages corporels et dommages matériels d'au moins deux millions de dollars (2 000 000,00 $), par accident ou événement et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.2 L'Organisme doit remettre, à la signature de la présente convention, un certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 10.1 et remettre, à chaque

année, au Directeur, le certificat de renouvellement de la police et de son avenant, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
CONDITIONS GÉNÉRALES

11.1 Élection de domicile

Les parties élisent domicile à l'adresse mentionnée à la première page de la présente convention. Cependant, une partie pourra aviser l'autre d'une autre adresse dans le district judiciaire de Montréal à laquelle tout avis subséquent devra lui être envoyé.

11.2 Avis

Tout avis qu'une partie doit donner à l'autre en vertu de la présente convention doit être expédié sous pli recommandé comme suit :

POUR LA VILLE :

Ville de Montréal
À l'attention de M^{me} Diane Duhamel
Service du développement économique
700, rue De La Gauchetière Ouest
28e étage Montréal (Québec)
H3B 5M2

Téléphone : 514 872-9944

POUR L'ORGANISME :

École des Entrepreneurs | MTL
À l'attention de M. Michel Fortin, Directeur général
503, boulevard René-Lévesque Ouest, Montréal, Québec, H2Z 1Y8

Téléphone : 514 398-9083

11.3 Cession

L'Organisme ne peut céder ou autrement transporter les droits et obligations lui résultant de la présente convention sans l'accord préalable écrit de la Ville.

11.4 Absence de mandat

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

11.5 Invalidité d'une clause

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

11.6 Lois applicables

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute action s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

11.7 Exemplaire ayant valeur originale

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a la valeur d'un original.

ARTICLE 12
RÉSILIATION

12.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente convention, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées sans indemnité payable à l'Organisme pour perte de revenus ou profits anticipés.

12.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente convention.

EN FOI DE QUOI LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le …… e jour de …… 2017

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon
Greffier

Le …… e jour de …… 2017

ÉCOLE DES ENTREPRENEURS | MTL

Par : _____
Michel Fortin
Directeur général

Cette convention a été approuvée par le ……de la Ville de Montréal, le ……. e jour du mois de …….. (2017) (Résolution ……..).

ANNEXE 1

DESCRIPTION DU PROJET

Le « Parcours C3 : Culture, Créativité et Croissance » est un programme mêlant formation, co-développement et accompagnement personnalisé qui vise à stimuler la croissance des entreprises à fort potentiel de développement du secteur culturel et créatif.

Il s'adresse particulièrement aux entreprises et organisations du secteur culturel et créatif (entreprises privées et OBNL) dans les secteurs de la mode, des arts vivants, du design et de l'architecture, des arts visuels et numériques ainsi que les industries culturelles et créatives ayant un chiffre d'affaires entre 250 000$ et 1M $.

L'objectif principal est de proposer un parcours destiné à stimuler l'innovation dans le modèle d'affaires des organisations culturelles et créatives montréalaises à fort potentiel de croissance et leur transmettre les compétences nécessaires pour impulser un développement accéléré et harmonieux. Les apprentissages et outils développés au sein du parcours sont destinés à être diffusés à l'ensemble des entreprises du secteur.

COMPOSANTES DU PARCOURS
Le projet propose un parcours qui se déroule sur 8 mois pour les entreprises sélectionnées. Il est prévu en 2017 d'accompagner 1 cohorte de 10 entreprises. Le programme annuel offrira 72 heures de service à chaque participant, dont 42 h de formation et co-développement, 15 h de coaching individuel et 15 h de participation à l'événement Chromatic pro.

- deux journées de formation ciblant les défis spécifiques de ce type d'organisation, données par le PECC;
- deux journées de formation sur les particularités de la croissance donnée par l'École des entrepreneurs I MTL (Roue de la croissance);
- trois « Rencontre C3 », ayant pour ambition de structurer un échange entre participants et les soutenir dans l'implémentation des outils proposés grâce à l'échange de bonnes pratiques;
- trois rencontres thématiques autour d'échanges avec des entrepreneurs et des spécialistes sur des problématiques des participants (sociofinancement, technologies numériques, aspects juridiques…);
- une formation de trois heures sur les ressources humaines dans le domaine culturel;
- 15 heures de coaching individuel données par le SAJE et le PECC (10h), PME-MTL (4h) et Lussier Khouzam avocats (1 h);
- Participation à plusieurs ateliers et conférences de l'événement Chromatic Pro centré autour de l'entrepreneuriat culturel et créatif ainsi que les relations arts-affaires.

INDICATEURS DE PERFORMANCE

Afin de mesurer la performance et la pertinence du parcours, les indicateurs de performance suivants seront mesurés tout au long du parcours et durant l'année suivant la fin des activités :

• Nombre de participants dans le parcours;
• Taux d'assiduité dans les activités;
• Création d'emplois;
• Augmentation du chiffre d'affaires;
• Développement des compétences des entrepreneurs par thématique;

Parcours C3 2017 - Calendrier des activités

Activités	Dates	Intitulé	Contenu	NB heures	Intervenants
Recrutement	**15 février - 10 avril**	Recrutement	Lancement de l'appel à projet		
Recrutement	**10-15 avril**	Sélection des 10 candidats	- 10 avril : clôture officielle des dépôts de candidatures - Le comité choisit les 10 candidats qui vont participer à la première cohorte.		
Lancement	**17-21 avril**	Lancement de la cohorte	- Présentation des candidats retenus		
Formation 1	**Semaine 24-29 avril**	Enjeux de l'écosystème	- Introduction sur les enjeux et difficultés des entrepreneurs culturels et créatifs - Enjeux de l'écosystème d'innovation	3	Géraldine Dallaire (PECC) et Laurent Simon (HEC)
		L'entrepreneur et son organisation	- Diagnostic - Définir sa vision, mission, valeurs afin de les aligner avec l'identité de sa structure - Travail sur sa posture entrepreneuriale	3	Olivia Commune (PECC)
Formation 2	**Semaine 8-12 mai**	Accélérer sa croissance - Partie 1	- Comprendre les différences entre démarrage et croissance, et les raisons du taux d'échec élevé des organisations en croissance; - Identifier le stade de développement auquel l'entreprise est rendue et les étapes à venir; Se familiariser avec le modèle de croissance développé par l'École des entrepreneurs I MTL : l'escalier de croissance. - Travailler sur comment développer au sein de leur organisation une « récurrence de ventes » (repeat business)	6	Ali Taieb (EEMTL)
Colloque	**24 et 25 mai**	**Chromatic Pro**	Participation à l'événement	8	

Formation 3	**jeudi 1er ou vendredi 2 juin**	Accélérer sa croissance - Partie 2	- Appréhender les stratégies gagnantes pour croître de façon harmonieuse et identifier la stratégie la plus pertinente pour son organisation; -Identifier les besoins requis au développement (accroissement des compétences de l'entrepreneur, ressources humaines, etc.) et travailler sur des stratégies pour les développer; -Appréhender les pièges à éviter et s'y prémunir; développer un plan d'action.	6	Ali Taieb (EEMTL)
Formation 4	**Semaine 12 au 16 juin**	Aspects financiers	Financement de la croissance de son entreprise	3	Xavier Chantepy (PECC, France) et André Menand (EEMTL)
		Rencontre C3	Partage d'expérience dirigée permettant d'approfondir les concepts étudiés en lien avec la thématique de la journée de formation	1	Olivia Commune et Géraldine Dallaire (PEEC)
		Aspects financiers	- Socio-financement - Autres types de financements (financements bancaires, subventions, philantropie….)	2	André Menand (EEMTL) / PME MTL et Desjardins Caisse de la culture
Formation 5	**Semaine 21 au 25 aout**	Rencontre C3	Partage d'expérience dirigée permettant d'approfondir les concepts étudiés en lien avec la thématique de la journée de formation	1	Olivia Commune et Géraldine Dallaire (PEEC)
		Innover dans son modèle d'affaires	- Identifier la proposition de valeur de son organisation - Identifier les options d'innovation de son modèle d'affaires - Identifier des scénarios de réponses aux opportunités	4	Marie-Claude Lacerte et Géraldine Dallaire (PECC)
		Impact du numérique		1	André Menand (EEMTL)
Formation 6	**Semaine 9 au 13 octobre**	Aspects marketing	- Faire le point sur la stratégie marketing de son organisation; - Réfléchir sur la prise en compte des publics - Travailler sur sa marque	3	Pierre Ballofet

		Rencontre C3	Partage d'expérience dirigée permettant d'approfondir les concepts étudiés en lien avec la thématique de la journée de formation	1	Olivia Commune et Géraldine Dallaire (PEEC)
		Enjeux juridiques	- Protéger son travail - Droit d'auteur, brevets, etc. enjeux juridiques liés au Conseil d'administration	2	Cabinet Lussier et Khouzam
Formation 7	**Semaine 6 au 10 novembre**	Problématiques des Ressources Humaines	- Comment attirer et conserver les talents? - Comment insuffler de la créativité dans l'organisation et dans la gestion des ressources humaines? - Enjeux liés à la gouvernance	3	Formateur EEMTL
		Rencontre C3	Partage d'expérience dirigée permettant d'approfondir les concepts étudiés en lien avec la thématique de la journée de formation	1	Olivia Commune et Géraldine Dallaire (PEEC)
		Exporter à l'international	- La planification d'un projet de développement à l'international. Quelless sont les ressources techniques et financières qui peuvent m'appuyer	2	André Menand et Juliana Zerda (EEMTL)
Clôture	**1er ou le 4 décembre**	Clôture	Évènement de clôture de la cohorte		
Coaching	**du 24 avril au 30 novembre**	Coaching	Se déroule en fonction des besoins des entrepreneurs	100	PEEC ou EEMTL
Coaching	**du 24 avril au 30 novembre**	Coaching financement	Se déroule en fonction des besoins des entrepreneurs	40	PME Montréal
Coaching	**du 24 avril au 30 novembre**	Coaching juridique	Se déroule en fonction des besoins des entrepreneurs	10	Cabinet Lussier et Khouzam
	8 mois	**TOTAL FORMATION**	**Heures de formations dispensées**	**42**	
		TOTAL PARCOURS	**Formations + Chromatic Pro + coaching**	**200**	

ANNEXE 2

DÉPENSES NON ADMISSIBLES

Les dépenses suivantes ne sont pas admissibles :

- Les coûts engagés après le 31 décembre 2017;
- les coûts de réparation ou de maintenance généraux ou périodiques;
- les coûts des travaux réalisés avant la signature de la présente convention;
- les achats d'immeubles, de terrains et de servitudes;
- les frais juridiques;
- les frais de financement temporaire.

ANNEXE 3

COMMUNICATIONS

OBLIGATIONS DE L'ORGANISME
ÉCOLE DES ENTREPRENEURS | MTL

A - VILLE DE MONTRÉAL

1. VISIBILITÉ

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences de la présente Annexe.

1.2. Soumettre au directeur pour approbation le partage de la visibilité entre tous les partenaires du projet.

1.3. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française comme cela est prévu à la présente annexe.

2. COMMUNICATIONS

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal.

- Faire état de la contribution de la Ville dans toutes ses communications relatives au projet ou à l'activité.
- Mentionner verbalement la participation financière du Secrétariat lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Apposer le logo de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, les sites Internet, les bandeaux Internet, les infolettres, les communiqués de presse.

  Dans le cas où l'insertion de la signature graphique n'est pas possible, l'organisme doit mentionner le partenariat de la Ville de Montréal. Le libellé sera le suivant : ***Fier partenaire de la Ville de Montréal***
- Soumettre pour approbation tous les textes soulignant la contribution de la Ville de Montréal, dix jours ouvrables avant leur diffusion.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville de Montréal (incluant les bloggeurs et/ou les caméramans) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres

contenus diffusés sur les plateformes de la Ville de Montréal à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.

- Dans le cadre de relations médias, convenir au préalable, avec la Ville de Montréal, des opérations de communication, du scénario, des allocutions, du contenu des communiqués et des avis médias concernant le projet ou l'activité.

2.3. Normes graphiques et linguistiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logo de la Ville (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo).
- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement des signatures Ville – ministère et des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).
- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville de Montréal, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur le site Internet ou tout autre support média.
- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du projet ou de l'événement.
- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels avant leur impression et leur diffusion.
- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme (format papier). La publicité sera fournie par la Ville de Montréal.

2.5. Événements publics

- Inviter la Ville de Montréal à participer aux événements publics organisés dans le cadre du projet.
- Aviser le cabinet du maire et du comité exécutif par écrit trois semaines avant l'événement.
- Transmettre au plus tôt le scénario de déroulement de l'événement et les dates de tombée pour la citation du maire.
- Coordonner et effectuer le suivi avec le cabinet du maire ou des élus.
- Respecter les règles protocolaires officielles en matière d'événements publics.
- Offrir d'inclure un message officiel de la mairie ou des élus dans le guide de l'événement. La demande doit être transmise au moins trois semaines avant la date limite de livraison du matériel.

2.6. Bilan de visibilité

- Remettre à la Ville de Montréal un bilan de la visibilité accordée, dont un exemplaire numérique de chaque outil de communication développé pour la publicité et l'information publique relatives aux activités du projet ou de l'événement.
- Un bref descriptif ou une présentation du programme, de l'événement ou du projet (30-50 mots) incluant les dates de l'événement, les principales clientèles rejointes ainsi que le rayonnement et/ou la fréquentation globale.
- Une revue de presse incluant les mentions, textes, logos à la radio, télévision, journaux imprimés et électroniques.
- Une image des mentions ou logos sur les dépliants ou affiches imprimées et électroniques. Un bref descriptif ou une présentation du programme.

Si vous avez des questions concernant la visibilité de la Ville de Montréal vous pouvez rejoindre le Service des communications de la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : **visibilite@ville.montreal.qc.ca** du Service des communications de la Ville de Montréal.

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet du maire pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. L'adresse courriel pour rejoindre le cabinet est la suivante : cabinet.du.maire@ville.montreal.qc.ca. Il est important de préciser que le projet est subventionné par le biais de l'entente du 175 M$ lorsque vous communiquez avec le cabinet.

B. VISIBILITÉ -MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE MONTRÉAL ET SECRÉTARIAT

L'Organisme doit respecter le protocole de visibilité qui lie la Ville de Montréal au gouvernement du Québec et à cet égard, il doit :

- Faire en sorte que la présence du MINISTRE, notamment son nom et son image institutionnelle, soit reconnue, affichée et associée à son statut de partenaire financier dans l'ensemble des outils de communication produits dans le cadre des projets liés au présent protocole d'entente.
- Offrir au MINISTRE ou à un de ses représentants de participer à toute annonce ou toute cérémonie officielle concernant les projets liés au présent protocole d'entente.

- Aviser le MINISTRE, par écrit, au moins trois semaines avant la date d'une telle cérémonie pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises.
- Apposer la signature du gouvernement du Québec dans l'ensemble des outils de communication imprimés ou de format électronique produits dans le cadre des projets liés au présent protocole d'entente, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, les sites internet, les communiqués de presse, les infolettres.
- Apposer la signature du gouvernement du Québec sur les outils de communication qui seront diffusés hors Québec.
- Mentionner verbalement la participation financière du Secrétariat lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Mentionner le partenariat du Secrétariat dans les communiqués de presse;
- Offrir au Secrétariat d'insérer un communiqué dans les pochettes remises lors des événements de presse et lors du bilan.
- Offrir au Secrétariat ou au gouvernement du Québec un espace publicitaire dans le programme officiel de l'événement, si de tels espaces sont offerts gratuitement aux partenaires publics.
- Offrir d'insérer un message du MINISTRE dans le programme officiel ou, selon le cas, un message gouvernemental conjoint avec les signatures des ministres concernés.
- Offrir au Secrétariat des invitations pour assister aux activités officielles liées au projet, telles que les conférences de presse, lancements, etc.
- Offrir au Secrétariat d'installer un panneau ou une bannière gouvernementale à l'occasion des conférences de presse ainsi que dans les principaux lieux où se déroulera l'événement, si le contexte s'y prête.
- Positionner la signature du gouvernement du Québec dans le respect des normes d'utilisation de la signature gouvernementale disponible sur le Web à l'adresse suivante : http://www.metropole.gouv.qc.ca/visibilite.
- Aviser le Secrétariat, en s'adressant à la direction des communications (communication.srm@mce.gouv.qc.ca), dès que possible ou au moins 15 jours ouvrables à l'avance, de la tenue des activités publiques relatives au projet et des dates de tombées des documents à fournir: message, communiqué ou autre.
- Faire approuver les éléments de visibilité où apparaissent la signature ou la dénomination du MINISTRE, du Secrétariat ou du gouvernement du Québec par la Direction des communications du Secrétariat avant leur diffusion auprès du public, et ce, dans un délai minimum de 5 jours ouvrables avant leur impression.
- Ne pas utiliser le nom ou la signature du MINISTRE, du Secrétariat ou du gouvernement du Québec sans avoir préalablement obtenu le consentement de la Direction des communications du Secrétariat.

Si vous avez des questions concernant la visibilité gouvernementale ou l'application du Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec, veuillez communiquer avec la Direction des communications au Secrétariat à l'adresse suivante : communication.srm@mce.gouv.qc.ca

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.39

2017/03/27 13:00

(1)

Dossier # : 1171654003

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , Division du développement culturel , Section Équipements culturels et bureau d'art public
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 d) soutenir le développement et la diversité des pratiques culturelles
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 200 000 $, à Productions Réalisations Indépendantes de Montréal (PRIM), pour le développement de nouveaux espaces de création (studio de son, image, espace de production), dans le cadre de l'entente sur le développement culturel de Montréal - Atelier d'artistes et vitrine - Programme «Aide aux initiatives et partenariat» (2012-2015) / Approuver le projet de convention à cet effet.

Il est recommandé :
1. d'accorder un soutien financier de 200 000 $ à Productions Réalisations Indépendantes de Montréal (PRIM), pour pour le développement de nouveaux espaces de création (studio de son, image, espace de production), dans le cadre de l'entente sur le développement culturel de Montréal - Atelier d'artistes et vitrine - Programme «Aide aux initiatives et partenariat» (2012-2015);
2. d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2017-03-06 08:46

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1171654003**
Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , Division du développement culturel , Section Équipements culturels et bureau d'art public
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 d) soutenir le développement et la diversité des pratiques culturelles
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 200 000 $, à Productions Réalisations Indépendantes de Montréal (PRIM), pour le développement de nouveaux espaces de création (studio de son, image, espace de production), dans le cadre de l'entente sur le développement culturel de Montréal - Atelier d'artistes et vitrine - Programme «Aide aux initiatives et partenariat» (2012-2015) / Approuver le projet de convention à cet effet.

CONTENU

CONTEXTE

Les partenaires de l'Entente sur le développement culturel de Montréal, le ministère de la Culture et des Communications (MCC) et la Ville de Montréal, ont mis en place une entité de concertation permanente dont les principaux objectifs visent à :
- développer une vision stratégique et prospective commune du développement des équipements culturels à Montréal;
- engager la réalisation d'études et d'investissements financiers destinés à renforcer le rôle de métropole culturelle exercé par Montréal;
- accroître l'accessibilité de tous les citoyens aux arts et à la culture;
- favoriser la consolidation des activités de création, de production et de diffusion des organismes culturels sur le territoire montréalais.

Les partenaires ont également institué divers programmes d'aide financière visant à appuyer financièrement les organismes culturels professionnels montréalais. Parmi ces programmes, figure celui compris dans l'Entente sur le développement culturel de Montréal – Atelier d'artistes et vitrine – Programme «Aide aux initiatives de partenariat» 2012-2015. Dans le cadre de ce programme, les partenaires ont reçu deux projets susceptibles d'être financés.

Une entente pour le financement du présent projet est intervenue au Comité de direction de l'entente sur le développement culturel de Montréal 2016-2017 le 22 février 2017.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM13 0971 - 23 septembre 2013 - Accepter une contribution financière de 4,18 M$ du ministère de la Culture et des Communications (MCC), permettant à la fois de contribuer à l'initiative conjointe portant sur les ateliers d'artistes et à l'affichage extérieur promotionnel de la Vitrine culturelle. Verser la contribution du MCC de 2,65 M$ au Regroupement Pied Carré. Approuver les projets de convention à cet effet (note: la résolution approuvait une nouvelle entente concernant le Programme « Aide aux initiatives et partenariats » pour les ateliers d'artistes et la Vitrine culturelle).

DESCRIPTION

Le centre d'artistes Productions Réalisations Indépendantes de Montréal (PRIM) est un centre de ressources humaines et techniques, voué à la création et à la production indépendante d'œuvres d'art visuel et médiatique. PRIM opère selon un double mandat, soit d'une part, celui de contribuer activement à la formation et au développement d'artistes indépendants et, d'autre part, celui de soutenir et de faciliter la production d'œuvres médiatiques contemporaines par des programmes de soutien à la création et des installations à la fine pointe de la technologie.

JUSTIFICATION

Le projet consiste en le développement, au sein même du bâtiment dont PRIM est propriétaire depuis 2003, de nouveaux espaces de création représentant 4575 pi^2.
STUDIOS DE SON

Studio de création sonore

- Grand studio de création sonore (65m^2) répondant aux normes de l'industrie et aux conditions d'écoute identiques à celles qu'on retrouve dans les lieux de diffusion indépendante à travers le monde.

Laboratoire de conception sonore et musicale multicanale

- Atelier sonore offrant un environnement flexible et multiplateforme propice à l'exploration et à l'enregistrement

Studio de montage sonore

- Petit studio dédié à la conception et au montage sonore

STUDIOS IMAGE

- Salle de recherche et développement en art vidéo, numérique et d'animation.
- Salle de création numérique. Versatile, polyvalente, adaptable selon la pratique artistique.
- Salles de médias numériques.
- Salles déjà existantes qui mériteront un sérieux rafraichissement.
- Salle de médias numériques en libre accès.
- Grande salle équipée et accessible à tous et propice à la création collaborative.
- Salle des transferts.
- Salle équipée d'un serveur médias desservant toues les autres salles et studio. C'est aussi là que s'effectuent tous les transferts de médias numériques.

ESPACES DE PRODUCTION

Atelier de production

- Salle fermée et accessible aux artistes qui n’ont pas besoin des outils technologiques des autres studios

Espace « co-working »

- Aire ouverte et conviviale. Idéale pour provoquer les rencontres artistiques et stimuler la création.

Espace de visionnement et diffusion

- Espace « agora » permettant le visionnement et la diffusion d’oeuvres d’art médiatique

SERVICES AUX MEMBRES

Coordination des projets et réservations

- Aménagement de l'espace de travail de deux chargées de projets installées au centre des opérations et qui s’affairent à offrir les services adéquats aux artistes.

Atelier technique / Coordination technique

- Cette salle dédiée aux équipements mis à la disposition des membres sert aussi d’atelier technique et de poste de travail pour les coordonnateurs techniques.

Coût du projet et financement

Le coût global du projet et la provenance du financement sont résumés ici:

Coûts du projet

DÉPENSES PRÉVUES PAR Productions Réalisations Indépendantes de Montréal (PRIM)						
	Ville	**MCC - Programme «Aide aux initiatives de partenariat» 2012-2015**	**Patrimoine canadien**	**PRIM**	**Autres (CALQ, CAC, PME-MTL)**	**Total**
Admissibles						
1. Studios de son	0 $	116 044 $	212 292 $		63 653 $	391 990 $

2. Studios image	0 $	54 072 $	94 622 $		74 836 $	223 530 $
3. Espaces de production	0 $	24 884 $	79 791 $		16 511 $	121 186 $
4. Service aux membres	0 $	5 000 $	21 885 $			26 885 $
Sous-total	0 $	200 0000 $	408 591 $		155 000 $	763 591 $
Non admissibles						
Rénovation des autres espaces	0 $		366 409 $	45 416 $		411 825 $
Contingences	0 $			268 793 $		268 793 $
Administration et profits	0 $			110 458 $		110 458 $
Honoraires professionnels	0 $		50 000 $	121 009 $		171 009 $
Frais juridiques	0 $			10 000 $		10 000 $
Frais de financement temporaire	0 $			10 000 $		10 000 $
Sous-total	0 $		416 409 $	565 676 $		982 085 $
Coût total	0 $	200 0000 $	825 000 $	565 676 $	155 000 $	1 745 676 $

Financement

Sources de financement	**2013**	**2014**	**2015**	**2016**	**2017**	**Total**	**Pourcentage**
Ville de Montréal							0 %
Gouvernement provincial							
Culture et communications					200 000 $	200 000 $	**11,5 %**
CALQ			100 000 $			100 000 $	5,7 %
Gouvernement fédéral							
Patrimoine canadien					825 000 $	825 000 $	47,3 %
CAC					20 000 $	20 000 $	1,1 %
Privée ou communautaire							
PRIM	100 000 $			65 676 $	400 000 $	565 676 $	43,4 %
PME-MTL			35 000 $			35 000 $	2,0 %
TOTAL	100 000 $		135 000 $	65 676 $	1 445 000 $	1 745 676 $	100 %

La contribution du ministère de la Culture et des Communications (MCC) (présente subvention) compte pour 11,5% du financement total du projet, excluant la contribution du CALQ de 5,7%.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût maximal de cette contribution financière de 200 000,00$ sera financé par le règlement d'emprunt de compétence locale 13-040 Atelier d'artistes et affichage vitrine CM13 1009.
Cette dépense sera assumée à 100% par la ville centre.

La contribution financière est réalisée dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal – Atelier d'artistes et vitrine – Programme «Aide aux initiatives de partenariat» 2012-2015.

La dépense de 200 000 $ est subventionnée à 100 % par le MCC dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal – Atelier d'artistes et vitrine – Programme « Aide aux initiatives de partenariat » 2012-2015, ce qui laisse un emprunt net à la charge de la Ville de 0 $.

Contributions reçues par l'organisme Productions Réalisations Indépendantes de Montréal (PRIM), par année, au cours des 5 dernières années:

Contributions à Productions Réalisations Indépendantes de Montréal (PRIM)	**2012**	**2013**	**2014**	**2015**	**2016**	**2017**
Service de la culture - Programme montréalais d'action culturelle 2016 de l'Entente MCC/Ville 2016-2017 - CE16 1361					13 000 $	
Conseil des arts de Montréal (CAM) Fonctionnement quadriennal (FQUA)* Fonctionnement quadriennal (FQUA) ** Projet spécial (PS)** Libres comme l'art (LA)** Financement pluriannuel (FP)**	25 000 $	29 000 $ 3 000 $ 8 850 $	29 000 $	29 000 $	29 000 $	
Total	**25 000 $**	**40 850 $**	**29 000 $**	**29 000 $**	**42 000 $**	

Sources:
** Donnée transmise par le CAM.*
** Rapports annuels du CAM: 2012 (p. 51), 2013 (p. 52), 2014 (p. 70), 2015 (p. 62).

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La réalisation de ce projet permettra à terme d'assurer le déploiement territorial de l'offre culturelle dans différentes disciplines artistiques professionnelles tant au niveau de la création, de la production, de la formation que de la diffusion, et ainsi améliorer la qualité du milieu de vie dans les quartiers montréalais tout en permettant à Montréal d'augmenter son rayonnement international.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La réalisation du projet permettra de servir un plus grand nombre d'artistes, de développer de nouveaux espaces de création et offrir un meilleur accès aux installations. Il contribuera à élargir l'accessibilité à un plus grand nombre de disciplines artistiques, à stimuler l'exploration en art numérique et l'ouvrir davantage à la recherche.
En plus d'offrir plus de ressources aux artistes pour se professionnaliser et mieux s'adapter aux évolutions technologiques, il participera à la vitalité et à la consolidation du quartier, "pôle de création culturelle des faubourgs". Enfin, le projet permettra de favoriser les rencontres entre artistes d'ici et d'ailleurs dans un contexte d'échanges et de collaboration riche et profitable.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un protocole de visibilité est en vigueur et doit être appliqué par l'organisme.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Décision du Comité exécutif Mars 2017
Décision du Conseil municipal Mars 2017
Octroi de la subvention Mars 2017
Dossier préliminaire Novembre 2017
Exécution et appel d'offres Janvier 2018
Octroi du contrat Juin 2018
Réalisation des travaux et des acquisitions Août 2018
Réouverture du Centre Novembre 2018

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le présent dossier décisionnel est conforme aux pratiques administratives en vigueur à la Ville de Montréal et aux engagements de sa Politique de développement culturel et du Plan d'action 2007-2017, Montréal métropole culturelle. À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Zamir Jose HENAO PANESSO)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Monique CÔTÉ
Conseillère en planification

Tél : 514 872-7979
Télécop. : 514-872-4665

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-16

Michèle PICARD
Chef de section - Équipements culturels, art public et patrimoine artistique

Tél : 514 868-5856
Télécop. : 514-872-4665

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Suzanne LAVERDIÈRE
Directrice
Tél : 514-872-4600
Approuvé le : 2017-03-06



PRIM_MCC_Atelier et vitrine.pdf

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836;

N^{o} d'inscription TPS : 121364749
N^{o} d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **PRODUCTIONS RÉALISATIONS INDÉPENDANTES DE MONTRÉAL**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38) ayant sa place d'affaires au 2180, rue Fullum, Montréal, Québec, H2K 3N9, agissant et représentée par M. François Toussaint, Directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

N^{o} d'inscription T.P.S. : 125943795
N^{o} d'inscription T.V.Q. : 1006362547TQ001
N^{o} d'inscription d'organisme de charité : N/A

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la présente convention (ci-après la « **Convention** ») s'inscrit dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel – Atelier d'artistes et vitrine – Programme « Aide aux initiatives de partenariat » 2012-2015 entre la Ville et le ministère de la Culture et des Communications (ci-après le « **MCC** ») (ci-après l' « **Entente** »);

ATTENDU QUE le MCC et la Ville ont convenu que cette dernière assumerait la gestion de l'Entente;

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme centre d'artistes et centre de ressources humaines et techniques, voué à la création et à la production indépendante d'œuvres d'art visuel et médiatique. PRIM opère selon un double mandat, soit d'une part, celui de contribuer activement à la formation et au développement d'artistes indépendants et, d'autre part, celui de soutenir et de faciliter la production d'œuvres médiatiques contemporaines par des programmes de soutien à la création et des installations à la fine pointe de la technologie;

ATTENDU QUE dans le cadre de l'Entente, l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention;

ATTENDU QUE le Projet qu'entend réaliser l'Organisme s'inscrit dans un des cinq (5) axes de l'Entente;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent;

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'EN vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : les normes de visibilité mentionnées à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de

la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : la Directrice du Service de la culture ou son représentant autorisé.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 remettre au Responsable, au plus tard le 31 décembre 2018, les documents énumérés à l'Annexe 1. Ces documents doivent comporter toutes les informations demandées par le Responsable;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.2.3 dans la mesure où la contribution financière accordée à l'Organisme en vertu de la présente Convention serait appliquée sur un système d'affichage ou sur un projet de construction couvert par le Décret concernant la politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics (M-17.1, r.1.1) (ci-après le « **Décret** »), s'assurer d'appliquer les règles et les obligations découlant du Décret à la réalisation du Projet. De plus, la Ville se réserve le droit de demander différents documents tels que : approbation de différents ministères, des études préliminaires, les plans et devis ainsi qu'un document portant sur la réalisation des travaux;

4.2.4 dans la mesure où le Projet pourrait nécessiter des interventions archéologiques, l'Organisme s'engage, en ce qui concerne sa propriété, à prendre les mesures nécessaires afin que soient assurées la connaissance et la mise en valeur du potentiel archéologique des sites faisant l'objet de travaux, et ce, en vertu de la contribution financière prévue à la présente Convention;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MCC, conformément aux Normes de visibilité gouvernementale et d'identification permanente (ci-après les « **Normes de visibilité** ») jointes, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MCC par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable et le MCC avant sa diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville, le MCC et le Secrétariat à la Région de Montréal aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 1er décembre de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente Convention et le 31 octobre 2017 pour la première année et la période du 1er novembre d'une année au 31 octobre de l'année suivante pour les années subséquentes.

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les soixante (60) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le directeur du Service des finances de la Ville, le MCC ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du MCC, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leur questions et leur fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention. Les pièces justificatives originales et les registres afférents à ces travaux devront être conservés par l'Organisme pour une période d'au moins trois (3) ans après la Date de terminaison ou jusqu'au règlement des litiges et réclamations, s'il y a lieu, selon la plus tardive des deux dates;

4.5.4 dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier, à déposer auprès du Responsable, le Rapport annuel, les rapports d'activités ainsi que les rapports d'étape, le cas échéant, requis par ce dernier et comportant les informations qu'il requiert, telles que, mais non limitativement, la ventilation des activités et l'utilisation des sommes allouées;

4.5.5 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés, séparément, le cas échéant, de ceux des autres secteurs d'activités de l'Organisme conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers séparément, le cas échéant, de ceux des autres secteurs d'activités de l'Organisme, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie du règlement de régie interne de l'Organisme;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux conseils d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus au règlement de régie interne de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention.

4.8 Séance du conseil municipal

Dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance plénière du conseil municipal selon le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal*, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.9 Déclarations et garanties

L'Organisme déclare et garantit :

4.9.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

4.9.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

4.9.3 qu'il détient et qu'il a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

4.9.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

4.10 Communications des informations

L'Organisme autorise la Ville à transmettre au MCC une copie de la présente Convention ainsi que, sur demande, toute information financière ou autre, ou tout

document concernant l'Organisme ou la présente Convention. Afin que la Ville soit en mesure de respecter cet engagement, l'Organisme doit s'assurer que la Ville puisse avoir accès aux données financières en tout temps.

L'Organisme s'engage à remettre à la Ville, dans les délais impartis, l'information et la documentation requise pour répondre aux diverses questions du MCC.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention et conditionnellement à l'aide financière en provenance du MCC, la Ville convient de lui verser la somme maximale de deux cent mille dollars (200 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de cent soixante mille dollars (160 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant quarante mille dollars (40 000 $), au plus tard le 30 janvier 2019,

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif;

7.1.5 si l'Organisme a fourni à la Ville des renseignements faux ou trompeurs ou lui a fait de fausses représentations;

7.1.6 si la Ville est d'avis qu'il se produit une situation qui, pour un motif d'intérêt public, remet en cause les fins pour lesquelles la contribution financière a été octroyée.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.5 et 7.1.6, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la réception par l'Organisme d'un avis de la Ville à cet effet. La constatation du défaut par cet avis équivaut à une mise en demeure.

7.5 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 7.4, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 mars 2019.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8, 4.9, 4.10 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de

modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'Organisme concède à la fois à la Ville et au MCC, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable leur permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants dans le cadre du Projet.

ARTICLE 12
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

12.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

12.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

12.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

12.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

12.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

12.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

12.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 2180, rue Fullum, Montréal, Québec, H2K 3N9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, 5^{e} étage, Montréal, Québec, H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

12.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2017

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier

Le .....e jour de 2017

PRODUCTIONS RÉALISATIONS INDÉPENDANTES DE MONTRÉAL

Par : _____
François Toussaint
Directeur général

Cette convention a été approuvée par le Conseil municipal de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 2017 (Résolution CM…….).

ANNEXE 1

PROJET

Le centre d'artistes PRIM (Productions Réalisations Indépendantes de Montréal) est un centre de ressources humaines et techniques, voué à la création et à la production indépendante d'œuvres d'art visuel et médiatique. PRIM opère selon un double mandat, soit d'une part, celui de contribuer activement à la formation et au développement d'artistes indépendants et, d'autre part, celui de soutenir et de faciliter la production d'œuvres médiatiques contemporaines par des programmes de soutien à la création et des installations à la fine pointe de la technologie.

Le Projet consiste en le développement, au sein même du bâtiment dont PRIM est propriétaire depuis 2003, de nouveaux espaces de création représentant 4575 pi^2 comprenant des studios de son, d'images, un espace de production et de services aux membres.

Le Projet consiste à aménager et équiper les espaces suivants:

1- STUDIOS DE SON

Studio de création sonore

- Grand studio de création sonore (65m^2) répondant aux normes de l'industrie et aux conditions d'écoute identiques à celles qu'on retrouve dans les lieux de diffusion indépendant à travers le monde.

Laboratoire de conception sonore et musicale multicanale

- Atelier sonore offrant un environnement flexible et multiplateforme propice à l'exploration et à l'enregistrement

Studio de montage sonore

- Petit studio dédié à la conception et au montage sonore

2- STUDIOS IMAGE

- Salle de recherche et développement en art vidéo, numérique et d'animation.
- Salle de création numérique. Versatile, polyvalente, adaptable selon la pratique artistique.
- Salles de médias numériques.
- Salles déjà existantes qui mériteront un sérieux rafraichissement.
- Salle de médias numériques en libre accès.
- Grande salle équipée et accessible à tous et propice à la création collaborative.
- Salle des transferts.
- Salle équipée d'un serveur médias desservant toues les autres salles et studio. C'est aussi là que s'effectuent tous les transferts de médias numériques.

3- ESPACES DE PRODUCTION

Atelier de production

- Salle fermée et accessibles aux artistes qui n'ont pas besoin des outils technologiques des autres studios

Espace « co-working »

- Aire ouverte et conviviale. Idéale pour provoquer les rencontres artistiques et stimuler la création.

Espace de visionnement et diffusion

- Espace « agora » permettant le visionnement et la diffusion d'oeuvres d'art médiatique

4- SERVICES AUX MEMBRES

Coordination des projets et réservations

- Aménagement de l'espace de travail de deux chargées de projets installées au centre des opérations et qui s'affèrent à offrir les services adéquats aux artistes.

Atelier technique / Coordination technique

- Cette salle dédiée aux équipements mis à la disposition des membres sert aussi d'atelier technique et de poste de travail pour les coordonateurs techniques.

Documents à remettre à la fin du Projet

Le bilan final de réalisation du Projet doit comprendre notamment les documents suivants à fournir par l'Organisme d'ici le 31 décembre 2018 :

1. Une lettre de transmission.
2. Le rapport final du Projet (suivant le format du dossier d'affaire initial, mis à jour) et comprenant, notamment, les bénéfices ou retombées obtenus en lien avec les indicateurs suivants :
    a. Retombées sociales et culturelles.
    b. Retombées environnementales.
    c. Retombées économiques.
3. Les états financiers vérifiés pour le Projet.
4. Des photographies des locaux principaux du lieu de réalisation du Projet.

ANNEXE 2

NORMES DE VISIBILITÉ GOUVERNEMENTALE ET D'IDENTIFICATION PERMANENTE

En tant qu'organisme signataire d'une entente sur le développement culturel de 250 000$ ou plus, la Ville s'engage à :

1. Rendre publics les projets réalisés dans le cadre de l'Entente;

2. Indiquer clairement, dans les contenus diffusés, l'apport de fonds publics consentis pour la réalisation des projets, tant pour les projets qu'elle aura réalisés et financés en totalité en vertu de l'Entente que pour ceux qui bénéficient d'un apport financier en vertu de l'Entente;

3. Faire appliquer les mêmes exigences en matière de communication et de visibilité aux projets réalisés par des organismes mandataires;

4. Faire connaître au MCC, au moins trente (30) jours avant l'événement, la date des cérémonies officielles liées à un projet financé dans le cadre de l'Entente;

5. Déterminer avec la Direction des communications et des affaires publiques du MCC, les projets spéciaux issus de l'Entente qui devront faire l'objet d'un plan de communication spécifique;

6. Respecter le protocole de communication publique suivant :

PROTOCOLE DE COMMUNICATION PUBLIQUE
(ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL
DE 250 000 $ OU PLUS)

1. Le contexte

Le présent protocole de communication publique vise à préciser les principes et les modalités de communication qui guideront la Ville et le MCC dans la mise en œuvre de l'Entente.

2. Les principes directeurs

Tous les Projets réalisés dans le cadre de la présente Convention doivent faire l'objet d'une communication publique.

La visibilité accordée au MCC et à la Ville à la suite de leur participation financière à un Projet découlant de la présente Convention doit refléter, de façon équitable, l'importance de leur contribution par rapport à celle des autres partenaires du Projet.

Tous les moyens de communication utilisés doivent faire connaître au minimum :
a) le titre du programme,
b) les partenaires,
c) la contribution financière des partenaires,
d) la nature du Projet.

3. Signature commune

Tous les outils de communication relatifs à la présente Convention (communiqués, lettres d'annonce, bannières, panneaux, etc.) doivent porter la même signature tel qu'indiqué dans les documents suivants :

- Entente sur le développement culturel de Montréal, Guide destiné aux arrondissements et services municipaux
- Entente sur le développement culturel de Montréal, Guide destiné aux organismes subventionnés:

ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE **MONTRÉAL**

Montréal

Culture et Communications Québec

Toute utilisation de la signature du MCC doit être approuvée préalablement par le MCC afin qu'elle soit conforme aux exigences du Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec, disponible à l'adresse suivante : www.piv.gouv.qc.ca

S'ils le jugent pertinent, la Ville et le MCC peuvent aussi convenir avec l'Organisme d'une autre signature, notamment si certaines situations particulières l'exigent.

Étant donné la participation de plus en plus fréquente d'autres partenaires, notamment des arrondissements municipaux, on pourra joindre d'autres logos à la signature de le présente Convention, selon le modèle élaboré dans les documents :

- Entente sur le développement culturel de Montréal, Guide destiné aux arrondissements et services municipaux;
- Entente sur le développement culturel de Montréal, Guide destiné aux organismes subventionnés.

4. Les modalités de communication

4.1 Annonce publique

L'annonce du Projet réalisé par l'Organisme est effectuée de façon conjointe par la Ville et le MCC ou par leurs représentants respectifs.

Les annonces ont lieu à l'occasion de cérémonies officielles ou de conférences de presse organisées conjointement ou par voie de communiqués conjoints, selon les modalités fixées au préalable entre l'Organisme, la Ville et le MCC au moins dix (10) jours ouvrables avant la tenue de l'événement.

4.2 Outils et activités de communication

Faire mention de la présente Convention dans tous les outils et les activités de communication liés à la présente Convention (affiches, catalogues, brochures, dépliants, annonces publicitaires, site Web, matériel audiovisuel servant à la promotion de la présente Convention, cartons d'invitation, etc.). On fera usage prioritairement de la signature officielle de la présente Convention, ou si le format minimal ne peut être respecté, le libellé suivant sera utilisé :

> « Ce projet est réalisé grâce au soutien financier du ministère de la Culture et des Communications et de la Ville de Montréal dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal - Ateliers d'artistes et Vitrine ».

4.3 Programmes conjoints

Tous les programmes conjoints doivent être annoncés et promus comme tels auprès des organismes visés. Tous les documents d'information produits dans ce contexte doivent porter la signature commune et être assortis des clauses de visibilité prévues au point 6.

4.4 Lettres d'annonce et remise de chèques

Toutes les annonces de subvention doivent être faites au nom du MCC et de la Ville.

Lorsque la remise d'un chèque à l'Organisme réalisant un Projet financé dans le cadre de la présente Convention fait l'objet d'un événement, l'Organisme doit en informer le MCC et la Ville au moins dix (10) jours ouvrables à l'avance, de manière à lui permettre d'y déléguer un représentant.

4.5 La langue des communications

Les communications publiques de la présente Convention se font en français, en conformité avec la Charte de la langue française. Aucun document bilingue ne peut être produit. Si la production de documents dans une autre langue est jugée souhaitable par les partenaires, ces documents seront produits sur des supports distincts.

5. Stratégie de communication

Certaines réalisations de l'Entente peuvent être extrêmement riches et porteuses de retombées. À cet égard, la Ville et le MCC conviennent d'accorder une attention particulière aux projets les plus prometteurs et de mettre au point des stratégies de communication adaptées leur assurant une plus large visibilité.

La Ville organisera, après la signature de l'Entente, une rencontre de travail avec les chargés de communications des différents services municipaux concernés par l'Entente ainsi que les responsables des projets à la Ville et au MCC afin de développer une vision commune des communications de l'entente et de convenir des principales orientations en termes de communication.

6. Clauses de visibilité liant l'Organisme

Les lettres d'entente, les contrats et les protocoles relatifs à des subventions accordées à l'Organisme dans le cadre de l'Entente doivent comporter une clause de visibilité agréée par la Ville et le MCC. La Ville est responsable d'insérer cette clause de visibilité dans les lettres

d'entente, les contrats et les protocoles qu'elle signe avec l'Organisme dans le cadre de l'Entente.

Le libellé de la clause de visibilité reprendra les éléments suivants :

6.1 Lorsqu'il produise des documents, quel qu'en soit le support, l'Organisme doit mentionner sur les documents que celui-ci, ou le Projet auquel il fait référence, a été réalisé grâce au soutien financier de l'Entente sur le développement culturel de Montréal - Ateliers d'artistes et Vitrine et faire mention des partenaires (MCC et Ville).

6.2 Lorsqu'il s'agit de documents promotionnels, (affiches, dépliants, brochures, publicités, stands, site Web, etc.), de documents d'information ou de rapports de recherche, la phrase suivante pourrait être utilisée :

« Cette, Cet, ou Ce (spectacle, exposition, publication, événement, etc.) bénéficie d'une aide financière versée conjointement par le ministère de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal, en vertu respectivement du programme « Aide aux initiatives de partenariat » et du fonds de 175 millions de dollars alloué par le gouvernement du Québec pour soutenir la stratégie Imaginer-réaliser Montréal 2025.

6.3 Lorsqu'il s'agit de documents promotionnels (affiche, dépliant, brochure, publicité, stand, site Web, etc.), de documents d'information ou de rapports de recherche, la référence au partenariat entre le MCC et la Ville doit également être accompagnée des logos des partenaires (MCC et Ville).

6.4 Si le Projet de l'Organisme donne lieu à un événement public, l'Organisme doit convier le MCC et la Ville à y participer, et ce, au moins dix (10) jours ouvrables à l'avance.

7. Normes de visibilité et logos de l'Entente sur le développement culturel de Montréal - Ateliers d'artistes et Vitrine (MCC et Ville)

7.1 MCC

L'on peut obtenir les normes de visibilité et le logo du MCC à l'adresse Internet suivante : www.mcc.gouv.qc.ca/index.php?id=1915

Disponible en plusieurs formats, en couleurs ou en noir et blanc, le logo du MCC doit être utilisé tel quel et être apposé de préférence en bas à droite des documents. L'utilisation du logo du MCC doit être approuvée par celui-ci. Sur la même page Web, on retrouve la liste des personnes à contacter.

Pour information ou pour approbation, vous pouvez communiquer avec :

Jocelyne Dorris
Agente d'information
Direction des communications et des affaires publiques
480, boul. Saint-Laurent, 4e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y7
514 873-7710
jocelyne.dorris@mcccf.gouv.qc.ca

Ginette Desmarais
Conseillère principale
480, boul. Saint-Laurent, 6e étage, bureau 600
Montréal (Québec) H2Y 3Y7
514 864-8111
ginette.desmarais@mcc.gouv.qc.ca

7.2 Ville

Pour identifier la Ville dans les documents promotionnels, l'utilisation de la signature institutionnelle composée du mot « Montréal » et de la rosace est demandée. Ces deux éléments sont indissociables et doivent donc être utilisés tels quels. L'Organisme est également tenu de respecter les couleurs officielles.

Les normes d'utilisation et les différents formats d'utilisation se trouvent à l'adresse suivante : www.ville.montreal.qc.ca/culture

Compte tenu des normes d'utilisation à respecter, nous demandons de faire vérifier et approuver l'utilisation du logo de la Ville avant la production d'un document.

Pour information ou pour approbation, vous pouvez communiquer avec :

Claire Rocher
Coordonnatrice des communications
Direction de la culture et du patrimoine
801, rue Brennan, bur. 5140.01
Montréal (Québec) H3C 0G4

8. Mécanismes de suivi et reddition de comptes

La Ville s'engage à mettre en place, en collaboration avec le MCC un mécanisme de suivi permettant de rendre compte annuellement des actions de communication réalisées dans le cadre de l'Entente.

Ce mécanisme pourrait prendre la forme d'un comité de suivi. Dans tous les cas, un bilan de la visibilité accordée au MCC devra être produit par la Ville au plus tard le 30 juin de chaque année.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1171654003

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , Division du développement culturel , Section Équipements culturels et bureau d'art public
Objet :	Accorder un soutien financier de 200 000 $, à Productions Réalisations Indépendantes de Montréal (PRIM), pour le développement de nouveaux espaces de création (studio de son, image, espace de production), dans le cadre de l'entente sur le développement culturel de Montréal - Atelier d'artistes et vitrine - Programme «Aide aux initiatives et partenariat» (2012-2015) / Approuver le projet de convention à cet effet.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Virement crédit - GDD 1171654003.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Zamir Jose HENAO PANESSO
Préposé au budget
Tél : 514 872-7801

Mario Primard
Agent comptable analyste
Tél. : 514 868-4439

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-22

François FABIEN
conseiller budgetaire
Tél : 514 872-7174

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.40

2017/03/27
13:00

(1)

Dossier # : 1161654007

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , Division du développement culturel , Section Équipements culturels et bureau d'art public
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 d) soutenir le développement et la diversité des pratiques culturelles
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 184 086 $, à Atelier circulaire, pour l'acquisition de mobilier spécialisé et d'équipement liés à la pratique artistique pour les ateliers de production, de sérigraphie et l'atelier numérique, dans le cadre de l'entente sur le développement culturel de Montréal - Atelier d'artistes et vitrine - Programme «Aide aux initiatives et partenariat» (2012-2015) / Approuver le projet de convention à cet effet.

Il est recommandé :
1. d'accorder un soutien financier de 184 086 $ à Atelier circulaire, pour l'acquisition de mobilier spécialisé et d'équipement liés à la pratique artistique pour les ateliers de production, de sérigraphie et l'atelier numérique, dans le cadre de l'entente sur le développement culturel de Montréal - Atelier d'artistes et vitrine - Programme «Aide aux initiatives et partenariat» (2012-2015);
2. d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2017-03-06 08:51

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1161654007**
Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , Division du développement culturel , Section Équipements culturels et bureau d'art public
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 d) soutenir le développement et la diversité des pratiques culturelles
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 184 086 $, à Atelier circulaire, pour l'acquisition de mobilier spécialisé et d'équipement liés à la pratique artistique pour les ateliers de production, de sérigraphie et l'atelier numérique, dans le cadre de l'entente sur le développement culturel de Montréal - Atelier d'artistes et vitrine - Programme «Aide aux initiatives et partenariat» (2012-2015) / Approuver le projet de convention à cet effet.

CONTENU

CONTEXTE

Les partenaires de l'Entente sur le développement culturel de Montréal, le ministère de la Culture et des Communications (MCC) et la Ville de Montréal, ont mis en place une entité de concertation permanente dont les principaux objectifs visent à :
- développer une vision stratégique et prospective commune du développement des équipements culturels à Montréal;
- engager la réalisation d'études et d'investissements financiers destinés à renforcer le rôle de métropole culturelle exercé par Montréal;
- accroître l'accessibilité de tous les citoyens aux arts et à la culture;
- favoriser la consolidation des activités de création, de production et de diffusion des organismes culturels sur le territoire montréalais.

Les partenaires ont également institué divers programmes d'aide financière visant à appuyer financièrement les organismes culturels professionnels montréalais. Parmi ces programmes, figure celui compris dans l'Entente sur le développement culturel de Montréal – Atelier d'artistes et vitrine – Programme «Aide aux initiatives de partenariat» 2012-2015.

Dans le cadre de ce programme, les partenaires ont reçu deux projets susceptibles d'être financés. Une entente pour le financement du présent projet est intervenue au Comité de direction de l'entente sur le développement culturel de Montréal 2016-2017 le 22 février 2017.

Atelier circulaire a soumis un projet en deux volets: le premier est présenté au présent dossier et le second au dossier décisionnel no 1171654001.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM13 0971 - 23 septembre 2013 - Accepter une contribution financière de 4,18 M$ du ministère de la Culture et des Communications (MCC), permettant à la fois de contribuer à l'initiative conjointe portant sur les ateliers d'artistes et à l'affichage extérieur promotionnel de la Vitrine culturelle. Verser la contribution du MCC de 2,65 M$ au Regroupement Pied Carré. Approuver les projets de convention à cet effet (note: la résolution approuvait une nouvelle entente Programme « Aide aux initiatives et partenariats » pour les ateliers d'artistes et la Vitrine culturelle).

DESCRIPTION

Atelier Circulaire (ACi) est un centre d'artistes voué à la création, à la recherche, à la diffusion et à l'éducation en arts imprimés. Il a comme objectif de préserver et d'enseigner les techniques traditionnelles de gravure tout en intégrant les nouvelles technologies et les pratiques contemporaines reliées aux arts d'impression. ACi offre des programmes et des services aux artistes professionnels et au grand public. Il fournit un lieu de travail et de l'équipement spécialisé pour la gravure en creux, la lithographie, le relief et l'impression numérique. Il accueille des artistes en résidence, organise des expositions et des conférences dans sa galerie et offre des démonstrations, des cours et des stages spécialisés en arts imprimés.

JUSTIFICATION

Le projet global présenté par Atelier circulaire comprend les éléments suivants:
1. Acquisition de mobilier spécialisé lié à la pratique artistique (chariots, tables, tiroirs à plan, réchauds) et acquisition/installation de système de contrôle des accès pour assurer la sécurité du matériel et des œuvres.

2. Acquisition d'équipement pour améliorer l'atelier de production : perceuses, meules, cisailles, tables de presses, pierre à eau, pinceaux, etc. et d'un système de sonorisation pour préparer des expositions et pour la présentation d'ateliers et d'exposés.

3. Acquisition d'équipement pour améliorer l'atelier de sérigraphie et permettre le travail en grand format: chariot, séchoir à soie, table lumineuse sur mesure, ventilateurs, raclettes, soie à sérigraphie, mobilier de rangement, balances, etc.

4. Acquisition d'équipement spécialisé dans l'atelier numérique, notamment : ordinateurs dédiés à la formation et la pratique artistique, écrans, projecteur, appareils photo et lentilles spécialisées, déshumidificateur et humidificateur afin de contrôler l'environnement, machine de découpe, imprimante, système de coupe au laser, imprimante pour film, etc.

5. Une allocation pour imprévus est incluse au projet (comme une partie de l'équipement provient des États-Unis ou d'ailleurs, le prix peut varier selon le taux de change).

6. La portion suivante du projet global fait l'objet d'une demande distincte à un autre programme de subvention: acquisition de matériel médiatique pour améliorer la communication et la diffusion : ordinateurs dédiés à la formation et à la diffusion, imprimante, logiciels, caméra, projecteurs, système de son, mobilier pour entreposer l'équipement et des œuvres, casques d'écoute, éclairage et système d'accrochage, etc. (Cette partie du projet fait l'objet d'une demande distincte au Forum des équipements culturels - Équipements - Aide d'urgence (Gestion MCC) – 26 000 $ et à Patrimoine Canadien. Elle fait également l'objet d'un dossier décisionnel distinct, soumis au Comité exécutif, et portant le numéro de sommaire décisionnel 1171654001).

Coût du projet et financement

Le coût global du projet et la provenance du financement sont résumés ici:

Coûts du projet

DÉPENSES PRÉVUES PAR ATELIER CIRCULAIRE						
	Ville	MCC - Programme «Aide aux initiatives de partenariat» 2012-2015	MCC Forum - Programme Équipement - Aide d'urgence	Patrimoine canadien	Atelier Circulaire	Total
Admissibles						
1. Mobilier et infrastructure	0 $	39 381,88 $		57 886,48 $	18 504,60 $	115 772,96 $
2. Atelier de production, taille douce, relief et litho.	0 $	20 618,72 $		20 618,72 $		41 237,44 $
3. Atelier de sérigraphie	0 $	22 263,21 $		22 263,21 $		44 526,42 $
4. Atelier numérique	0 $	96 735,35 $		96 735,35 $		193 470,70 $
5. Matériel médiatique et diffusion (demande distincte au Forum - Dossier décisionnel no 1161654001 présenté au Comité exécutif)	0 $		25 999,84 $	25 999,84 $		51 999,68 $
6. Autres frais	0 $			7 500,00 $	7 500,00 $	15 000,00 $
7. Imprévus	0 $	5 000,00 $		5 000,00 $		10 000,00 $
TOTAL	0 $	183 999,16 $	25 999,84 $	236 003,60 $	26 004,60 $	472 007,20 $

Financement

Description	**Montant**	**Pourcentage**
Gouvernement provincial		

Culture et communications **(présente demande de contribution financière)**	**184 086 $**	**39,0 %**
Culture et communications (demande distincte au Forum - Dossier décisionnel no 1161654001 présenté au Comité exécutif)	26 000 $	5,5,%
Gouvernement fédéral Patrimoine canadien	236 003 $	50,0 %
Privée ou communautaire - Atelier circulaire	26 004 $	5,5 %
TOTAL	472 093 $	100,0 %

La proportion de la subvention provenant du Programme «Aide aux initiatives de partenariat» 2012-2015 par rapport au coût total du projet compte pour **39,0 %**.

Le total de la subvention demandée au MCC totalise 44,5% (incluant la demande distincte - voir le dossier décisionnel no 1161654001) .

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût maximal de cette contribution financière de 184 086,00 $ sera financé par le règlement d'emprunt de compétence locale 13-040 Atelier d'artistes et affichage vitrine CM13 1009.
Cette dépense sera assumée à 100% par la ville centre.

La contribution financière est réalisée dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal – Atelier d'artistes et vitrine – Programme «Aide aux initiatives de partenariat» 2012-2015.

La dépense de 184 086,00$ est subventionnée à 100 % par le MCC dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal – Atelier d'artistes et vitrine – Programme «Aide aux initiatives de partenariat» 2012-2015, ce qui laisse un emprunt net à la charge de la Ville de 0 $.

Contributions reçues par l'organisme Atelier circulaire, par année, au cours des 5 dernières années:

Contributions pour Atelier circulaire	**2012**	**2013**	**2014**	**2015**	**2016**	**2017**
Service de la culture - Programme de soutien aux festivals et aux événements culturels 2016 (volet 2) pour le 1e Festival des arts imprimés de Montréal - CE16 0262					2 000 $	
Service de la diversité sociale et des sports - Mesure d'aide financière aux OBNL locataires dans des immeubles non résidentiels imposables, œuvrant dans les domaines de l'art et de la culture, du développement social et communautaire ou du sport et des loisirs - (CE12 1629, CE13 1813, CE14 1917, CE15 2197, DA161361003)	2 902 $	2 908 $	3 373 $	3 865 $	5 000 $	
Service de la culture - Programme montréalais d'action culturelle				16 800 $		

2015 de l'Entente MCC/Ville 2015-2016 - CE15 1242						
Conseil des arts de Montréal (CAM) Fonctionnement quadriennal (FQUA)* Diversité culturelle (DC)** Fonctionnement bisannuel (FBIS) ** Financement pluriannuel (FP) ** Projet spécial (PS) ** Relève artistique (RLA)**	20 000 $ 6 000 $ 1 700 $	20 000 $	20 000 $	20 000 $ 22 000 $	22 000 $	
Total	**30 602 $**	**22 908 $**	**23 373 $**	**62 665 $**	**29 000 $**	**0$**

Sources:
* *Données transmises par le CAM.*
** Rapports annuels du CAM 2012 (p. 50), 2013 (p. 50), 2014 (p. 68), 2015 (p. 60).

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La réalisation de ce projet permettra à terme d'assurer le déploiement territorial de l'offre culturelle dans différentes disciplines artistiques professionnelles tant au niveau de la création, de la production, de la formation que de la diffusion, et ainsi améliorer la qualité du milieu de vie dans les quartiers montréalais tout en permettant à Montréal d'augmenter son rayonnement international.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le projet contribuera à améliorer les conditions de travail pour les artistes et les membres de l'Atelier circulaire. Il permettra d'améliorer les infrastructures, dont l'amélioration de la ventilation et l'amélioration du rendement énergétique de la ventilation existante, et d'ajouter de climatisation dans les espaces où le maintien de la température est critique pour la pratique artistique (séchage prématuré des pierres de lithographie et des imprimantes numériques) et installation de moustiquaires aux fenêtres dans les ateliers non climatisés afin de prévenir la contamination des œuvres par les moustiques en été. Le projet permettra enfin l'amélioration de l'équipement de l'atelier de production en général et des ateliers de taille douce, du relief, de la lithographie ainsi que de la sérigraphie, en plus de doter Atelier circulaire d'équipement spécialisé dans l'atelier numérique.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un protocole de visibilité est en vigueur et doit être appliqué par l'organisme.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Décision du Comité exécutif Mars 2017
Décision du Conseil municipal Mars 2017
Octroi de la subvention Mars 2017
Acquisition et travaux par Atelier circulaire Avril 2017 - Juin 2018

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le présent dossier décisionnel est conforme aux pratiques administratives en vigueur à la Ville de Montréal et aux engagements de sa Politique de développement culturel et du Plan d'action 2007-2017, Montréal métropole culturelle. À la suite de vérifications effectuées, le

signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Zamir Jose HENAO PANESSO)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Monique CÔTÉ
Conseillère en planification

Tél : 514 872-7979
Télécop. : 514-872-4665

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-16

Michèle PICARD
Chef de section - Équipements culturels et art public

Tél : 514 868-5856
Télécop. : 514-872-4665

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Suzanne LAVERDIÈRE
Directrice - Service de la culture
Tél : 514-872-4600
Approuvé le : 2017-03-06



Atelier circulaire_convention.pdf

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836;

N^{o} d'inscription TPS : 121364749
N^{o} d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **L'ATELIER CIRCULAIRE**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38) ayant sa place d'affaires au 5445, avenue de Gaspé, espaces 105 et 517, Montréal, Québec, H2T 3B2, agissant et représentée par M. Larry Silberman, Coordonnateur général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

N^{o} d'inscription T.P.S. : 121894364RT0001
N^{o} d'inscription T.V.Q. : 1008262876TQ0003
N^{o} d'inscription d'organisme de charité : N/A

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la présente convention (ci-après la « **Convention** ») s'inscrit dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel – Atelier d'artistes et vitrine – Programme « Aide aux initiatives de partenariat » 2012-2015 entre la Ville et le ministère de la Culture et des Communications (ci-après le « **MCC** ») (ci-après l' « **Entente** »);

ATTENDU QUE le MCC et la Ville ont convenu que cette dernière assumerait la gestion de l'Entente;

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme centre d'artistes voué à la création, à la recherche, à la diffusion et à l'éducation en arts imprimés. Il a comme objectif de préserver et d'enseigner les techniques traditionnelles de gravure tout en intégrant les nouvelles technologies et les pratiques contemporaines reliées aux arts d'impression. Il offre des programmes et des services aux artistes professionnels et au grand public;

ATTENDU QUE dans le cadre de l'Entente, l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention;

ATTENDU QUE le Projet qu'entend réaliser l'Organisme s'inscrit dans un des cinq (5) axes de l'Entente;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent;

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'EN vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : les normes de visibilité mentionnées à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été

employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : la Directrice du Service de la culture ou son représentant autorisé.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 remettre au Responsable, au plus tard le 30 juin 2018, les documents énumérés à l'Annexe 1. Ces documents doivent comporter toutes les informations demandées par le Responsable;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.2.3 dans la mesure où la contribution financière accordée à l'Organisme en vertu de la présente Convention serait appliquée sur un système d'affichage ou sur un projet de construction couvert par le Décret concernant la politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics (M-17.1, r.1.1) (ci-après le « **Décret** »), s'assurer d'appliquer les règles et les obligations découlant du Décret à la réalisation du Projet. De plus, la Ville se réserve le droit de demander différents documents tels que : approbation de différents ministères, des études préliminaires, les plans et devis ainsi qu'un document portant sur la réalisation des travaux;

4.2.4 dans la mesure où le Projet pourrait nécessiter des interventions archéologiques, l'Organisme s'engage, en ce qui concerne sa propriété, à prendre les mesures nécessaires afin que soient assurées la connaissance et la mise en valeur du potentiel archéologique des sites faisant l'objet de travaux, et ce, en vertu de la contribution financière prévue à la présente Convention;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MCC, conformément aux Normes de visibilité gouvernementale et d'identification permanente (ci-après les « **Normes de visibilité** ») jointes, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MCC par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable et le MCC avant sa diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville, le MCC et le Secrétariat à la Région de Montréal aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 1er décembre de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente Convention et le 31 octobre 2017 pour la première année et la période du 1er novembre d'une année au 31 octobre de l'année suivante pour les années subséquentes.

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les soixante (60) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le directeur du Service des finances de la Ville, le MCC ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du MCC, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leur questions et leur fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention. Les pièces justificatives originales et les registres afférents à ces travaux devront être conservés par l'Organisme pour une période d'au moins trois (3) ans après la Date de terminaison ou jusqu'au règlement des litiges et réclamations, s'il y a lieu, selon la plus tardive des deux dates;

4.5.4 dans les cent cinquante (150) jours de la clôture de son exercice financier, à déposer auprès du Responsable, le Rapport annuel, les rapports d'activités ainsi que les rapports d'étape, le cas échéant, requis par ce dernier et comportant les informations qu'il requiert, telles que, mais non limitativement, la ventilation des activités et l'utilisation des sommes allouées;

4.5.5 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés, séparément, le cas échéant, de ceux des autres secteurs d'activités de l'Organisme conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard cent cinquante (150) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers séparément, le cas échéant, de ceux des autres secteurs d'activités de l'Organisme, le tout au plus tard cent cinquante (150) après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie du règlement de régie interne de l'Organisme;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux conseils d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus au règlement de régie interne de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention.

4.8 Séance du conseil municipal

Dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance plénière du conseil municipal selon le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal*, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.9 Déclarations et garanties

L'Organisme déclare et garantit :

4.9.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

4.9.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

4.9.3 qu'il détient et qu'il a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

4.9.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

4.10 Communications des informations

L'Organisme autorise la Ville à transmettre au MCC une copie de la présente Convention ainsi que, sur demande, toute information financière ou autre, ou tout document concernant l'Organisme ou la présente Convention. Afin que la Ville soit en mesure de respecter cet engagement, l'Organisme doit s'assurer que la Ville puisse avoir accès aux données financières en tout temps.

L'Organisme s'engage à remettre à la Ville, dans les délais impartis, l'information et la documentation requise pour répondre aux diverses questions du MCC.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention et conditionnellement à l'aide financière en provenance du MCC, la Ville convient de lui verser la somme maximale de cent quatre-vingt-quatre mille quatre-vingt-six dollars (184 086 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de cent soixante-cinq mille six cent quatre-vingt-six dollars (165 686 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant dix-huit mille quatre cents dollars (18 400 $), au plus tard le 31 juillet 2018.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif;

7.1.5 si l'Organisme a fourni à la Ville des renseignements faux ou trompeurs ou lui a fait de fausses représentations;

7.1.6 si la Ville est d'avis qu'il se produit une situation qui, pour un motif d'intérêt public, remet en cause les fins pour lesquelles la contribution financière a été octroyée.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.5 et 7.1.6, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la réception par l'Organisme d'un avis de la Ville à cet effet. La constatation du défaut par cet avis équivaut à une mise en demeure.

7.5 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 7.4, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 30 septembre 2018.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8, 4.9, 4.10 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'Organisme concède à la fois à la Ville et au MCC, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable leur permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants dans le cadre du Projet.

ARTICLE 12
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

12.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

12.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

12.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

12.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

12.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

12.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

12.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 5445, avenue de Gaspé, espaces 105 et 517, Montréal, Québec, H2T 3B2, et tout avis doit être adressé à l'attention du Coordonnateur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, 5^{e} étage, Montréal, Québec, H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

12.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2017

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier

Le .....e jour de 2017

L'ATELIER CIRCULAIRE

Par : _____
Larry Silberman
Coordonnateur général

Cette convention a été approuvée par le Conseil municipal de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 2017 (Résolution CM…….).

ANNEXE 1

PROJET

Atelier circulaire est un centre d'artistes voué à la création, à la recherche, à la diffusion et à l'éducation en arts imprimés. Il a comme objectif de préserver et d'enseigner les techniques traditionnelles de gravure tout en intégrant les nouvelles technologies et les pratiques contemporaines reliées aux arts d'impression. Il offre des programmes et des services aux artistes professionnels et au grand public.

Le Projet vise à améliorer les infrastructures, dont la ventilation, le mobilier spécialisé lié à la pratique, ainsi que la climatisation des espaces, critique pour la pratique artistique, à améliorer l'équipement de l'atelier de production en général et de la taille douce, du relief et la lithographie, à améliorer l'équipement dans l'atelier de sérigraphie et l'atelier numérique.

Le Projet consiste à effectuer:

1. L'acquisition de mobilier spécialisé lié à la pratique artistique (chariots, tables, tiroirs à plan, réchauds) et acquisition/installation de système de contrôle des accès pour assurer la sécurité du matériel et des œuvres.
   L'amélioration de la ventilation et l'amélioration du rendement énergétique de la ventilation existante, ajout de climatisation dans les espaces où le maintien de la température est critique pour la pratique artistique (séchage prématuré des pierres de lithographie et des imprimantes numériques) et installation de moustiquaires aux fenêtres dans les ateliers non climatisés afin de prévenir la contamination des œuvres par les moustiques en été.

2. L'acquisition d'équipement pour améliorer l'atelier de production : perceuses, meules, cisailles, tables de presses, pierre à eau, pinceaux, etc. et d'un système de sonorisation pour préparer des expositions et pour la présentation d'ateliers et d'exposés.

3. L'acquisition d'équipement pour améliorer l'atelier de sérigraphie et permettre le travail en grand format: chariot, séchoir à soie, table lumineuse sur mesure, ventilateurs, raclettes, soie à sérigraphie, mobilier de rangement, balances, etc.

4. L'acquisition d'équipement spécialisé dans l'atelier numérique, notamment : ordinateurs dédiés à la formation et la pratique artistique, écrans, projecteur, appareils photo et lentilles spécialisées, déshumidificateur et humidificateur afin de contrôler l'environnement, machine de découpe, imprimante, système de coupe au laser, imprimante pour film, etc.

Une allocation pour imprévus est incluse au Projet.

Documents à remettre à la fin du Projet

Le bilan final de réalisation du Projet doit comprendre notamment les documents suivants à fournir par l'Organisme d'ici le 30 juin 2018 :

1. Une lettre de transmission.
2. Le rapport final du Projet (suivant le format du dossier d'affaire initial, mis à jour) et comprenant, notamment, les bénéfices ou retombées obtenus en lien avec les indicateurs suivants :
    a. Retombées sociales et culturelles.
    b. Retombées environnementales.
    c. Retombées économiques.
3. Les états financiers vérifiés pour le Projet.
4. Des photographies des locaux principaux du lieu de réalisation du Projet.

ANNEXE 2

NORMES DE VISIBILITÉ GOUVERNEMENTALE ET D'IDENTIFICATION PERMANENTE

En tant qu'organisme signataire d'une entente sur le développement culturel de 250 000$ ou plus, la Ville s'engage à :

1. Rendre publics les projets réalisés dans le cadre de l'Entente;

2. Indiquer clairement, dans les contenus diffusés, l'apport de fonds publics consentis pour la réalisation des projets, tant pour les projets qu'elle aura réalisés et financés en totalité en vertu de l'Entente que pour ceux qui bénéficient d'un apport financier en vertu de l'Entente;

3. Faire appliquer les mêmes exigences en matière de communication et de visibilité aux projets réalisés par des organismes mandataires;

4. Faire connaître au MCC, au moins trente (30) jours avant l'événement, la date des cérémonies officielles liées à un projet financé dans le cadre de l'Entente;

5. Déterminer avec la Direction des communications et des affaires publiques du MCC, les projets spéciaux issus de l'Entente qui devront faire l'objet d'un plan de communication spécifique;

6. Respecter le protocole de communication publique suivant :

PROTOCOLE DE COMMUNICATION PUBLIQUE
(ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL
DE 250 000 $ OU PLUS)

1. Le contexte

Le présent protocole de communication publique vise à préciser les principes et les modalités de communication qui guideront la Ville et le MCC dans la mise en œuvre de l'Entente.

2. Les principes directeurs

Tous les Projets réalisés dans le cadre de la présente Convention doivent faire l'objet d'une communication publique.

La visibilité accordée au MCC et à la Ville à la suite de leur participation financière à un Projet découlant de la présente Convention doit refléter, de façon équitable, l'importance de leur contribution par rapport à celle des autres partenaires du Projet.

Tous les moyens de communication utilisés doivent faire connaître au minimum :
a) le titre du programme,
b) les partenaires,
c) la contribution financière des partenaires,
d) la nature du Projet.

3. Signature commune

Tous les outils de communication relatifs à la présente Convention (communiqués, lettres d'annonce, bannières, panneaux, etc.) doivent porter la même signature tel qu'indiqué dans les documents suivants :

- Entente sur le développement culturel de Montréal, Guide destiné aux arrondissements et services municipaux
- Entente sur le développement culturel de Montréal, Guide destiné aux organismes subventionnés:

ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE **MONTRÉAL**

Montréal

Culture et Communications Québec

Toute utilisation de la signature du MCC doit être approuvée préalablement par le MCC afin qu'elle soit conforme aux exigences du Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec, disponible à l'adresse suivante : www.piv.gouv.qc.ca

S'ils le jugent pertinent, la Ville et le MCC peuvent aussi convenir avec l'Organisme d'une autre signature, notamment si certaines situations particulières l'exigent.

Étant donné la participation de plus en plus fréquente d'autres partenaires, notamment des arrondissements municipaux, on pourra joindre d'autres logos à la signature de le présente Convention, selon le modèle élaboré dans les documents :

- Entente sur le développement culturel de Montréal, Guide destiné aux arrondissements et services municipaux;
- Entente sur le développement culturel de Montréal, Guide destiné aux organismes subventionnés.

4. Les modalités de communication

4.1 Annonce publique

L'annonce du Projet réalisé par l'Organisme est effectuée de façon conjointe par la Ville et le MCC ou par leurs représentants respectifs.

Les annonces ont lieu à l'occasion de cérémonies officielles ou de conférences de presse organisées conjointement ou par voie de communiqués conjoints, selon les modalités fixées au préalable entre l'Organisme, la Ville et le MCC au moins dix (10) jours ouvrables avant la tenue de l'événement.

4.2 Outils et activités de communication

Faire mention de la présente Convention dans tous les outils et les activités de communication liés à la présente Convention (affiches, catalogues, brochures, dépliants, annonces publicitaires, site Web, matériel audiovisuel servant à la promotion de la présente Convention, cartons d'invitation, etc.). On fera usage prioritairement de la signature officielle de la présente Convention, ou si le format minimal ne peut être respecté, le libellé suivant sera utilisé :

> « Ce projet est réalisé grâce au soutien financier du ministère de la Culture et des Communications et de la Ville de Montréal dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal - Ateliers d'artistes et Vitrine ».

4.3 Programmes conjoints

Tous les programmes conjoints doivent être annoncés et promus comme tels auprès des organismes visés. Tous les documents d'information produits dans ce contexte doivent porter la signature commune et être assortis des clauses de visibilité prévues au point 6.

4.4 Lettres d'annonce et remise de chèques

Toutes les annonces de subvention doivent être faites au nom du MCC et de la Ville.

Lorsque la remise d'un chèque à l'Organisme réalisant un Projet financé dans le cadre de la présente Convention fait l'objet d'un événement, l'Organisme doit en informer le MCC et la Ville au moins dix (10) jours ouvrables à l'avance, de manière à lui permettre d'y déléguer un représentant.

4.5 La langue des communications

Les communications publiques de la présente Convention se font en français, en conformité avec la Charte de la langue française. Aucun document bilingue ne peut être produit. Si la production de documents dans une autre langue est jugée souhaitable par les partenaires, ces documents seront produits sur des supports distincts.

5. Stratégie de communication

Certaines réalisations de l'Entente peuvent être extrêmement riches et porteuses de retombées. À cet égard, la Ville et le MCC conviennent d'accorder une attention particulière aux projets les plus prometteurs et de mettre au point des stratégies de communication adaptées leur assurant une plus large visibilité.

La Ville organisera, après la signature de l'Entente, une rencontre de travail avec les chargés de communications des différents services municipaux concernés par l'Entente ainsi que les responsables des projets à la Ville et au MCC afin de développer une vision commune des communications de l'entente et de convenir des principales orientations en termes de communication.

6. Clauses de visibilité liant l'Organisme

Les lettres d'entente, les contrats et les protocoles relatifs à des subventions accordées à l'Organisme dans le cadre de l'Entente doivent comporter une clause de visibilité agréée par la Ville et le MCC. La Ville est responsable d'insérer cette clause de visibilité dans les lettres

d'entente, les contrats et les protocoles qu'elle signe avec l'Organisme dans le cadre de l'Entente.

Le libellé de la clause de visibilité reprendra les éléments suivants :

6.1 Lorsqu'il produise des documents, quel qu'en soit le support, l'Organisme doit mentionner sur les documents que celui-ci, ou le Projet auquel il fait référence, a été réalisé grâce au soutien financier de l'Entente sur le développement culturel de Montréal - Ateliers d'artistes et Vitrine et faire mention des partenaires (MCC et Ville).

6.2 Lorsqu'il s'agit de documents promotionnels, (affiches, dépliants, brochures, publicités, stands, site Web, etc.), de documents d'information ou de rapports de recherche, la phrase suivante pourrait être utilisée :

« Cette, Cet, ou Ce (spectacle, exposition, publication, événement, etc.) bénéficie d'une aide financière versée conjointement par le ministère de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal, en vertu respectivement du programme « Aide aux initiatives de partenariat » et du fonds de 175 millions de dollars alloué par le gouvernement du Québec pour soutenir la stratégie Imaginer-réaliser Montréal 2025.

6.3 Lorsqu'il s'agit de documents promotionnels (affiche, dépliant, brochure, publicité, stand, site Web, etc.), de documents d'information ou de rapports de recherche, la référence au partenariat entre le MCC et la Ville doit également être accompagnée des logos des partenaires (MCC et Ville).

6.4 Si le Projet de l'Organisme donne lieu à un événement public, l'Organisme doit convier le MCC et la Ville à y participer, et ce, au moins dix (10) jours ouvrables à l'avance.

7. Normes de visibilité et logos de l'Entente sur le développement culturel de Montréal - Ateliers d'artistes et Vitrine (MCC et Ville)

7.1 MCC

L'on peut obtenir les normes de visibilité et le logo du MCC à l'adresse Internet suivante : www.mcc.gouv.qc.ca/index.php?id=1915

Disponible en plusieurs formats, en couleurs ou en noir et blanc, le logo du MCC doit être utilisé tel quel et être apposé de préférence en bas à droite des documents. L'utilisation du logo du MCC doit être approuvée par celui-ci. Sur la même page Web, on retrouve la liste des personnes à contacter.

Pour information ou pour approbation, vous pouvez communiquer avec :

Jocelyne Dorris
Agente d'information
Direction des communications et des affaires publiques
480, boul. Saint-Laurent, 4e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y7
514 873-7710
jocelyne.dorris@mcccf.gouv.qc.ca

Ginette Desmarais
Conseillère principale
480, boul. Saint-Laurent, 6e étage, bureau 600
Montréal (Québec) H2Y 3Y7
514 864-8111
ginette.desmarais@mcc.gouv.qc.ca

7.2 Ville

Pour identifier la Ville dans les documents promotionnels, l'utilisation de la signature institutionnelle composée du mot « Montréal » et de la rosace est demandée. Ces deux éléments sont indissociables et doivent donc être utilisés tels quels. L'Organisme est également tenu de respecter les couleurs officielles.

Les normes d'utilisation et les différents formats d'utilisation se trouvent à l'adresse suivante : www.ville.montreal.qc.ca/culture

Compte tenu des normes d'utilisation à respecter, nous demandons de faire vérifier et approuver l'utilisation du logo de la Ville avant la production d'un document.

Pour information ou pour approbation, vous pouvez communiquer avec :

Claire Rocher
Coordonnatrice des communications
Direction de la culture et du patrimoine
801, rue Brennan, bur. 5140.01
Montréal (Québec) H3C 0G4

8. Mécanismes de suivi et reddition de comptes

La Ville s'engage à mettre en place, en collaboration avec le MCC un mécanisme de suivi permettant de rendre compte annuellement des actions de communication réalisées dans le cadre de l'Entente.

Ce mécanisme pourrait prendre la forme d'un comité de suivi. Dans tous les cas, un bilan de la visibilité accordée au MCC devra être produit par la Ville au plus tard le 30 juin de chaque année.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1161654007

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , Division du développement culturel , Section Équipements culturels et bureau d'art public
Objet :	Accorder un soutien financier de 184 086 $, à Atelier circulaire, pour l'acquisition de mobilier spécialisé et d'équipement liés à la pratique artistique pour les ateliers de production, de sérigraphie et l'atelier numérique, dans le cadre de l'entente sur le développement culturel de Montréal - Atelier d'artistes et vitrine - Programme «Aide aux initiatives et partenariat» (2012-2015) / Approuver le projet de convention à cet effet.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Virement crédit - GDD 1161654007.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Zamir Jose HENAO PANESSO
Préposé au budget
Tél : 514 872-7801

Mario Primard
Agent comptable analyste
Tél. : 514 868-4439

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-21

François FABIEN
conseiller budgetaire
Tél : 514 872-7174

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.41

2017/03/27
13:00

(1)

Dossier # : 1177497001

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction , Division des relations interculturelles et des clientèles spécifiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant la somme de 2 451 693 $, à 11 différents organismes, pour le projet, la période et le montant indiqué en regard de chacun d'eux, dans le cadre du Plan d'action 2017 de la Politique de l'enfant de Montréal / Approuver les 11 projets de convention à cet effet

Il est recommandé :

1. d'accorder un soutien financier non récurrent totalisant la somme de 115 500 $, aux trois organismes ci-après désignés, pour le projet, la période et le montant indiqué en regard de chacun d'eux, dans le cadre du budget du Service de la diversité sociale et des sports pour la Politique de l'enfant;

Organisme	Projet	Soutien
Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'île-de-Montréal	**Grand Rendez-vous montréalais : Comment vont nos jeunes et Grand Rendez-vous montréalais : comment vont nos tout-petits (2017-2018)**	**30 000 $**
Oxy-Jeunes Inc.	**Espace de création artistique et scène Jeunesse 12 à 17 ans (2017)**	**40 000 $**
Intergénérations Québec	**Part'âge d'expériences entre générations (2017)**	**45 500 $**

2. d'approuver les trois projets de convention entre la Ville de Montréal et ces organismes, établissant les modalités et conditions de versement de ces soutiens financiers;

3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée entièrement par la ville centrale.

De recommander au conseil municipal :

1. d'accorder un soutien financier non récurrent totalisant la somme de 2 336 193 $ aux huit organismes ci-après désignés, pour le projet, la période et le montant

indiqué en regard de chacun d'eux, dans le cadre du budget du Service de la diversité sociale et des sports pour la Politique de l'enfant :

Organisme	Projet	Soutien
Regroupement des éco-quartiers	**Guides pour l'implantation de ruelles vertes & pour l'aménagement de ruelles actives et sécuritaires (2017)**	**82 588 $**
Sports Montréal Inc.	**Caravane Sports Montréal & Karibou (2017)**	**129 650 $**
MU	**MUtation (2017)**	**72 000 $**
Jeunes musiciens du Monde	**Comptines & Farendoles (06.10.2017 au 24.03.2018)**	**160 000 $**
Institut Pacifique	**Programme Temps Libre de fins de semaine (2017)**	**251 729 $**
Fondation du Dr Julien	**Formation communautaire Familles-Enfants-Réseaux (F.E.R.) (2017, 2018 et 2019)**	**1 500 000 $**
Centre d'expertise en agression sexuelle Marie-Vincent	**Projet Lanterne : faire la lumière sur l'éducation à la sexualité et les relations égalitaires chez les tout-petits (2017)**	**55 394 $**
Nourri-Source - Montréal	**Tournée de sensibilisation et d'informations et formations marraines de l'allaitement (2017-2018)**	**84 832 $**

2. d'approuver les huit projets de convention entre la Ville de Montréal et ces organismes, établissant les modalités et conditions de versement de ces soutiens financiers;

3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée entièrement par la ville centrale.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2017-03-03 17:30

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1177497001**
Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction , Division des relations interculturelles et des clientèles spécifiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant la somme de 2 451 693 $, à 11 différents organismes, pour le projet, la période et le montant indiqué en regard de chacun d'eux, dans le cadre du Plan d'action 2017 de la Politique de l'enfant de Montréal / Approuver les 11 projets de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

En juin 2016, la Ville de Montréal adoptait sa première Politique de l'enfant intitulée « Naître, grandir, s'épanouir à Montréal : de l'enfance à l'adolescence » afin que, de la naissance à la majorité, tous les enfants de Montréal puissent chaque jour grandir et s'épanouir selon leur plein potentiel.
Concrètement, la Politique de l'enfant vise à :

- Contribuer à la création d'environnements favorables au développement global de tous les enfants montréalais;
- Permettre aux tout-petits de naître et de grandir dans des familles outillées pour les accueillir et en prendre soin;
- Offrir un continuum de services qui répond aux différents besoins des enfants, notamment en favorisant la découverte, l'apprentissage et l'épanouissement;
- Soutenir les actions qui accompagnent les enfants dans leur parcours éducatif vers l'autonomie.

La Politique de l'enfant contribuera à répondre aux besoins cognitifs, affectifs, physiques et sociaux des enfants et à assurer leur développement optimal, tout en tenant compte de leur évolution particulière. Les actions qui découleront de cette politique s'articuleront autour de cinq axes d'intervention, à savoir les suivants :

1. La sécurité et l'accessibilité des environnements urbains;
2. La saine alimentation et la sécurité alimentaire;
3. La persévérance scolaire et la réussite éducative;
4. L'accès à la culture, aux sports et aux loisirs;
5. Les familles et les communautés.

Le Service de la diversité sociale et des sports (SDSS) assure la coordination et le suivi du Plan d'action 2017 de la Politique de l'enfant. La réalisation des actions sera une responsabilité partagée entre les services centraux, les arrondissements et les organisations du milieu.

Pour la première année d'implantation de la Politique de l'enfant, les actions seront réalisées prioritairement dans les neuf quartiers suivants où la défavorisation sociale et la vulnérabilité scolaire représentent des enjeux préoccupants : Saint-Pierre (Lachine), Verdun, Montréal-Nord, Hochelaga-Maisonneuve (Mercier–Hochelaga-Maisonneuve), Saint-Michel et Parc-Extension (Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension), Petite- Bourgogne (Le Sud -Ouest), Cloverdale (Pierrefonds-Roxboro) et Côte-des-Neiges (Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce). D'autres quartiers seront retenus au cours des prochaines années afin d'y déployer les mesures les plus structurantes, capables de répondre aux besoins de tous les enfants montréalais.

Afin de réaliser le Plan d'action 2017, le SDSS a mis sur pied une équipe de professionnels dédiés au dossier de la Politique de l'enfant. Ceux-ci ont rencontré de nombreux partenaires pour identifier les actions structurantes qui répondent aux besoins et aux réalités des enfants de 0 à 17 ans.

Le présent dossier recommande d'accorder un soutien financier totalisant la somme de 2 451 693 $, à 11 différents organisme dans le cadre du Plan d'action 2017 de la Politique de l'enfant de Montréal. Le budget 2017 prévu au SDSS et dédié à Politique de l'enfant est de 5 M$.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM17 0166 du 20 février 2017
Approuver le Plan d'action 2017 de la Politique de l'enfant « Naître, grandir et s'épanouir à Montréal : de l'enfance à l'adolescence » / Mandater le Service de la diversité sociale et des sports d'en effectuer le suivi
CM17 0141 du 20 février 2017
Accorder un soutien financier de 319 100 $, à Réseau réussite Montréal, pour 2017-2018, pour la réalisation du projet « Des quartiers persévérants pour la jeunesse montréalaise », à même le budget 2017 du Service de la diversité sociale et des sports prévu pour la Politique de l'enfant « Naître, grandir, s'épanouir à Montréal : de l'enfance à l'adolescence »
CM16 1448 du 19 décembre 2016
Accorder un soutien financier de 68 710 $ à Jeunesse au Soleil, pour 2017-2018, pour la réalisation du projet « Programme d'aide à l'enfance » à même le budget 2017 du Service de la diversité sociale et des sports prévu pour la Politique de l'enfant « Naître, grandir, s'épanouir à Montréal : de l'enfance à l'adolescence »
CM16 0955 du 22 août 2016
Accorder un soutien financier maximal de 2 334 080 $, pour l'année 2016-2017, au Club des petits déjeuners du Canada pour la réalisation du projet « Nourrir les enfants de Montréal - septembre 2016 au 30 juin 2017 » dans le cadre de la Politique de l'enfant « Naître, grandir, s'épanouir à Montréal : de l'enfance à l'adolescence »
CM16 0785 du 20 juin 2016
Adopter la Politique de l'enfant « Naître, grandir, s'épanouir à Montréal : de l'enfance à l'adolescence » / Mandater le Service de la diversité sociale et des sports d'effectuer le suivi des engagements de la Politique tels que spécifiés au dossier décisionnel

DESCRIPTION

Regroupement des éco-quartiers
Projet : « Guide pour l'implantation de ruelles vertes à Montréal et Guide pour l'aménagement de ruelles actives et sécuritaires à Montréal »
Montant : 82 588 $
Le projet est de soutenir l'élaborer deux guides à l'intention des arrondissements, des éco-quartiers et des groupes de citoyens visant l'implantation de ruelles vertes et l'aménagement de ruelles actives et sécuritaires à Montréal.

Sports Montréal Inc.
Montant : 129 650 $
Projet : « Caravane Sports Montréal »
Ce projet vise à Initier à la pratique sportive les jeunes de 6 à 12 ans, fréquentant les camps de jour. Durant la période estivale, la Caravane Sports Montréal se déplacera dans les camps, situés dans les neuf quartiers ciblés, pour organiser des activités sportives dirigées, gratuitement ou à faibles coûts, et transmettre des connaissances aux animateurs afin qu'ils puissent poursuivent les activités tout au long de l'été.
Projet : « Karibou »
Ce projet est d'offrir gratuitement le programme d'activités motrices Karibou aux enfants de 1 à 5 ans accompagnés de leur parents. Dans un cadre sécuritaire et adaptés à leurs besoins, les enfants s'initient à l'activité physiques. Les séances de 50 minutes sont variées et structurées de manière à atteindre les trois objectifs du programme : s'amuser, développer des habiletés motrices et favoriser l'estime de soi.

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal
Projet : « Grand Rendez-vous montréalais »
Montant : 30 000 $
« Comment vont nos jeunes »
Un premier projet consiste à soutenir l'organisation du « Grand Rendez-vous montréalais : Comment vont nos jeunes » visant le développement, le bien-être, la santé la réussite éducative des enfants de 6e année. La programmation présentera les résultats de l'Enquête TOPO 2016-2017, les résultats d'un vox pop auprès des jeunes et des ateliers de partage d'initiatives inspirantes qui contribuent à améliorer la qualité de vie et la santé des jeunes et leur famille. L'événement, qui aura lieu au printemps 2018, réunira 200 personnes : décideurs, intervenants municipaux, scolaires, communautaires, du réseau de la santé et des comités de parents.
« Comment vont nos tout-petits »
Le deuxième projet consiste à soutenir l'organisation du « Grand Rendez-vous montréalais : Comment vont nos tout-petits » visant le développement, le bien-être et la réussite éducative des enfants de 0-5 ans. La programmation présentera l'évolution de la situation depuis les 10 dernières années, les résultats d'un vox pop auprès des enfants d'age préscolaire et des ateliers de partage d'initiatives inspirantes qui contribuent à améliorer le bien-être des tout-petits et de leur famille. L'événement, qui aura lieu à l'automne 2018 ou au printemps 2019, réunira 200 personnes : décideurs, intervenants municipaux, communautaires, professionnels des réseaux de la santé et des services de garde.

Oxy-Jeunes Inc.
Projet : « Espace de création artistique et scène jeunesse 12-17 ans »
Montant : 40 000 $
Le projet vient en soutien à l'expression des jeunes à risque de 12 à 17 ans, et ce, au moyen d'activités et de projets artistiques et culturels à l'extérieur du cadre scolaire. Des ateliers de création et de mentorat, des spectacles et des répétitions seront offerts, en collaboration avec des artistes de la relève, des établissements scolaires, des maisons de jeunes et des organismes culturels.

MU
Projet : « MUtation »
Montant : 72 000 $
Ce projet consiste à soutenir la réalisation de projets éducatifs en art mural avec des enfants de 12 à 17 ans qui résident en habitations à loyer modique (HLM). Par le biais d'ateliers, offerts par des éducateurs et des artistes professionnels, les jeunes seront initiés aux techniques reliées à l'art mural et aux étapes du processus créatif en vue de créer une oeuvre murale collective.

Jeunes musiciens du Monde
Projet : « Comptines et farandoles »
Montant : 160 000 $
Implanter le programme d'éveil musical à vocation sociale « Comptines et farandoles » pour les enfants de 1 à 5 ans les plus vulnérables. Les activités musicales, dirigées par un professionnel sur une période de 24 à 30 semaines, visent à stimuler les cinq sphères de développement de l'enfant : physique et motrice, sociale et morale, cognitive, affective et langagière.

Institut Pacifique
Projet : « Programme Temps Libre de fins de semaine »
Montant : 251 729 $
Ce projet offre, en période scolaire, aux jeunes de 5 à 12 ans un programme d'activités sportives dans les parcs les samedis et les dimanches. Ce programme a pour objectif d'amener les jeunes à développer ou à renforcer leurs habiletés sociales et physiques dans leurs moments libres non structurés par le biais d'activités sportives extérieures.

Fondation du Dr Julien
Projet : « Familles-Enfants-Réseaux (F.E.R.) »
Montant : 1 500 000 $
Ce projet visant à assurer un cercle protecteur pour les enfants consiste en l'élaboration et la mise en place d'un projet pilote de formation communautaire Familles-Enfants-Réseaux (F.E.R.) sur les droits et obligations des enfants. Il se déroule sur trois ans, soit 2017, 2018 et 2019, et touche à terme huit quartiers. Les formations s'adressent aux enfants et à leurs parents en situation de vulnérabilité. Basé sur la « Convention relative aux droits de l'enfant » de l'Organisation des Nations-Unies, ce projet a pour objectif d'agir en prévention en éliminant différents facteurs de risques associés aux abus, à la négligence et à l'exclusion et d'adresser les sources de stress toxique qui nuisent au développement de l'enfant et produisent des troubles de comportement.

Centre d'expertise en agression sexuelle Marie-Vincent
Projet : « Projet Lanterne : faire la lumière sur l'éducation à la sexualité et les relations égalitaires chez les tout-petits »
Montant : 55 394 $
Le projet vise à prévenir la violence sexuelle chez les enfants de 0-5 ans en développement des outils d'éducation à la sexualité et aux relations égalitaires entre les garçons et les filles.

Nourri-Source - Montréal
Projet : « Tournée de sensibilisation et d'informations et formations marraines de l'allaitement »
Montant : 84 832 $
Le projet veut favoriser l'allaitement maternel en intensifiant le service de marrainage téléphonique et les activités de sensibilisation et de promotion auprès des établissements et des commerces des quartiers ciblés.

Intergénérations Québec
Projet : « Part'âge d'expériences entre générations »
Montant : 45 500 $
Le projet est d'accompagner les organismes dans la mise en place d'activités de partage d'expériences intergénérationnel sur différentes thématiques. Ces activités ont pour objectifs de décloisonner les générations, lutter contre les préjugés, favoriser la solidarité, la tolérance et l'ouverture d'esprit. Les activités auront lieu dans les camps de jour, les organismes de loisir et de sport, les maisons de jeunes et les bibliothèques de Montréal.

JUSTIFICATION

La Ville de Montréal compte près de 300 000 enfants de 0 à 17 ans et se veut une ville inclusive, ouverte où il fait bon vivre. Ainsi, la Politique de l'enfant s'inscrit directement dans la perspective de refléter ces valeurs fondamentales. En effet, bien que Montréal soit une ville enviable internationalement par la qualité de vie qu'elle propose, des disparités de revenus et d'accès aux services persistent pour plusieurs enfants de son territoire.
Par l'adoption de la Politique de l'enfant, la Ville de Montréal a inscrit et pérennisé ses engagements envers les enfants. La Ville souhaite affirmer sa détermination à renforcer son action et son soutien dans toutes les sphères où elle peut, directement ou indirectement, contribuer à l'épanouissement des enfants. Le Plan d'action 2017 invite le milieu à poser des actions significatives afin de favoriser le développement optimal des enfants et le respect de leurs droits.

Les projets retenus et recommandés par le comité de sélection concordent avec le Plan d'action 2017 adopté le 20 février dernier et permettront de le mettre en oeuvre. Certains projets sont en planification, auquel cas ils le sont à même le budget de l'organisme.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le budget nécessaire à ce dossier soit, une somme de 2 451 693 $ est prévu au SDSS. Conséquemment, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville. La dépense sera assumée entièrement par la ville centrale.
C'est le premier soutien que la Ville accorde à ces organismes à but non lucratif (OBNL) dans le cadre de la Politique de l'enfant. Le tableau suivant illustre les soutiens financiers qu'il est recommandé d'accorder aux 11 différents organismes.

Organisme	Projet	Soutien recommandé	Dépense			% du soutien sur le projet total
			2017	2018	2019	
Regroupement des éco-quartiers	**Guide pour l'implantation de ruelles vertes à Montréal & Guide pour l'aménagement de ruelles actives et sécuritaires à Montréal**	**82 588 $**	82 588 $	-	-	100 %
Sports Montréal Inc.	**Caravane Sports Montréal & Karibou**	**129 650 $**	116 685 $	12 965 $	-	96 %
Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'île-de-Montréal	**Grand Rendez-vous montréalais : Comment vont nos jeunes & Comment vont nos tout-petits**	**30 000 $**	18 500 $	11 500 $	-	48 %
Oxy-Jeunes Inc.	**Espace de création artistique et scène jeunesse 12-17 ans**	**40 000 $**	40 000 $	-	-	43 %
MU	**MUtation**	**72 000 $**	72 000 $	-	-	73 %

Jeunes musiciens du Monde	**Comptines et farandoles**	**160 000 $**	144 000 $	16 000 $	-	80 %
Institut Pacifique	**Programme Temps Libre de fins de semaine**	**251 729 $**	251 729 $	-	-	100 %
Fondation du Dr Julien	**Projet pilote Familles-Enfants-Réseaux (F.E.R.)**	**1 500 000 $**	400 000 $	500 000 $	600 000 $	53 %
Centre d'expertise en agression sexuelle Marie-Vincent	**Projet Lanterne : faire la lumière sur l'éducation à la sexualité et les relations égalitaires chez les tout-petits**	**55 394 $**	55 394 $	-	-	74 %
Nourri-Source - Montréal	**Tournée de sensibilisation et d'informations et formations marraines de l'allaitement**	**84 832 $**	84 832 $	-	-	100 %
Intergénérations Québec	**Part'âge d'expériences entre générations**	**45 500 $**	45 500 $	-	-	37 %

Les versements seront effectués selon les conventions respectives. Les dépenses seront imputées en regard des exercices financiers dans lesquels le projet ou les activités sont réalisés.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La réalisation de ces projets s'inscrit dans l'action 9 du plan d'action Montréal durable 2016-2020 : « Lutter contre les inégalités et favoriser l'inclusion ».

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La réalisation de ces 11 projets permettra de concrétiser les engagements de la Ville et de développer le « réflexe enfants » en amenant les acteurs municipaux et leurs partenaires à intensifier leurs actions, en concertation, et à adapter ces actions aux multiples visages et réalités des enfants de la Ville. Ce plan d'action reflétera les préoccupations municipales en matière de services à l'enfance et contribuera à créer un mouvement montréalais en faveur de l'enfance. La Ville entend assumer pleinement son « leadership » en matière d'enfance en effectuant le suivi de la réalisation des projets retenus. Ces projets auront pour résultat de multiplier les réseaux, les apprentissages et la volonté d’agir au profit des enfants.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

N/A

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Mars 2017 Présentation au comité exécutif pour adoption de trois soutiens financiers
Mars 2017 Présentation au conseil municipal pour adoption de huit soutiens financiers

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Ibtissam ABDELLAOUI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Louise-Michel LAURENCE
conseiller(ere) en planification

Tél : 514 872-6354
Télécop. : 514

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-23

Tommy KULCZYK
chef de section - commissaire a l'enfance

Tél : 514 872-7013
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Johanne DEROME
directeur de service - diversite sociale et sports
Tél : 514-872-6133
Approuvé le : 2017-03-03

Regroupement des éco-quartiers

Convention :1177497001 - Regroupement des éco-quartiers.doc **Annexe 1 :**

DS - Regroupement des éco-quartiers.pdf

Annexe 3 : Échéancier - Regroupement des éco-quartiers.pdf

Sports Montréal Inc.

Convention : 1177497001 - Sports Montréal inc.doc **Annexe 1 :**

DS - Sports Montréal - Karibou.pdfDS - Sports Montréal - Caravane.pdf

Annexe 3 : Échéancier - Sports Montréal - Caravane.pdf

Échéancier - Sport Montréal - Karibou.pdf

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal

Convention : 1177497001 CIUSSS_Centre_sud.doc **Annexe 1 :**

demande de soutien - CIUSSS 2017-02-27.pdf

Oxy-Jeunes Inc.

Convention : 1177497001 - Oxy-Jeunes inc.doc **Annexe 1 :** DS - Oxy-Jeunes.pdf **Annexe 3** : Échéancier-Oxy Jeunes.pdf

MU

Convention : 1177497001 - MU.doc **Annexe 1 :** DS - MU.pdf

Jeunes musiciens du Monde

Convention : 1177497001 Jeunes musiciens.doc **Annexe 1 :**

DS - Jeunes musiciens du Monde.pdf

Institut Pacifique

Convention : 1177497001 - Institut Pacifique.doc **Annexe 1 :** DS - Institut Pacifique.pdf

Fondation du Dr Julien

Convention : 1177497001 dr julien VF.doc **Annexe 1 :**Proposition.pdfBudget.pdf **Annexe 3 :** Échéancier dr Julien 2017_03_07_calendrier_fer.pdf

Centre d'expertise en agression sexuelle Marie-Vincent

Convention : 1177497001 Centre expertise agression sexuelle Marie-Vincent.doc **Annexe 1 :** DS - Centre d'expertise en agression sexuelle Marie-Vincent.pdf

Nourri-Source - Montréal

Convention : 1177497001 - Nourri-Source - Montreal.doc **Annexe 1 :**

DS - Nourri-Source.pdf

Intergénérations Québec

Convention :1177497001 Intergénérations.doc **Annexe 1 :**

DS - Intergénérations Québec.pdf

Annexe 2 : Protocole de visibilité



Modèle_Protocole_Visibilité_PolEnfant_10-02-2017.doc

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
1177497001

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est le 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **REGROUPEMENT DES ÉCO-QUARTIERS**, personne morale constituée en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies RLRQ, c.* C-38), ayant sa place d'affaires au 75, rue du Square-Georges-Étienne-Cartier, bureau 219, Montréal, Québec, H4C 3A1, agissant et représentée par Nicolas Montpetit, directeur, dûment autorisé aux fins des présentes par une résolution du conseil d'administration en date du 17 janvier 2017;

N° d'inscription T.P.S. : 813 155 462 RT 0001
N° d'inscription T.V.Q. : 1208783544 TQ 0001
N° d'inscription d'organisme de charité : N/A

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville a adopté en juin 2016 la Politique de l'enfant « Naître, grandir, s'épanouir à Montréal : de l'enfance à l'adolescence »;

ATTENDU QUE la Ville a adopté en février 2017 le Plan d'action 2017 de la Politique de l'enfant « Naître, grandir, s'épanouir à Montréal : de l'enfance à l'adolescence »;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE le Projet de l'Organisme est complémentaire au Plan d'action 2017 de la Politique de l'enfant de la Ville et rejoint les objectifs d'offrir équitablement les conditions favorables de développement nécessaires au bien-être de tous les enfants montréalais;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'EN vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la demande de soutien financier déposée par l'Organisme et approuvée par le Responsable décrivant le Projet, les activités proposées, les résultats escomptés, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement de ces activités;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.3 « **Annexe 3** » : l'échéancier du Projet;

2.4 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit aux Annexes 1 et 3;

2.5 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.6 « **Reddition de compte** » : la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion dans le cadre du Projet;

2.7 « **Responsable** » : la Directrice du Service de la diversité sociale et des sports de la Ville ou son représentant autorisé.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet en conformité avec les dispositions de la présente Convention et des Annexes 1, 2 et 3. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la

« **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le **1er décembre** de chaque année, le cas échéant et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente Convention pour la première année.

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les soixante (60) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le directeur du Service des finances de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier, à déposer auprès du Responsable, le Rapport annuel ainsi que les rapports d'activités, le cas échéant, requis par ce dernier et comportant les informations qu'il requiert, telles que, mais non limitativement, la ventilation des activités et l'utilisation des sommes allouées;

4.5.5 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés, séparément, le cas échéant, de ceux des autres secteurs d'activités de l'Organisme conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers séparément, le cas échéant, de ceux des autres secteurs d'activités de l'Organisme, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée dans la réalisation du Projet;

4.5.8 déposer auprès du Responsable un rapport d'étape au plus tard le **1er août 2017** ainsi qu'un rapport final, trente (30) jours après la Date de terminaison, soit au plus tard le **15 janvier 2018**, tel que prévu à l'Annexe 1. Ces rapports doivent être conformes aux modalités des Annexes 1 et 3 et comprendre notamment les informations suivantes : la ventilation des activités, l'utilisation des sommes allouées, les objectifs visés, l'impact du Projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées et une liste des actions entreprises à cette date;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie du règlement de régie interne de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux conseils d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus au règlement de régie interne de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal

Dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande,

être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance plénière du conseil municipal selon le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal*, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.9 Déclarations et garanties

L'Organisme déclare et garantit :

4.9.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

4.9.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

4.9.3 qu'il détient et qu'il a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

4.9.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de **quatre-vingt-deux mille cinq cent quatre-vingt-huit** dollars (**82 588 $**), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en trois versements :

- un premier versement au montant de **quarante et un mille deux cent quatre-vingt-quatorze** dollars (**41 294 $**) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de **trente-trois mille trente-cinq** dollars (**33 035 $**), dans les trente (30) jours de l'approbation par le Responsable du rapport d'étape comportant les informations demandées par ce dernier. L'avancement du Projet et les informations à inscrire au rapport d'étape pourront être discutés dans une rencontre de suivi préalable,

- et un troisième versement au montant de **huit mille deux cent cinquante-neuf** dollars (**8 259 $**), après l'approbation par le Responsable du rapport final comportant les informations demandées par ce dernier et qui doit être remis dans les trente (30) jours de la Date de terminaison, soit au plus tard le **15 janvier 2018**.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers. À ce sujet, la Ville recommande, notamment, qu'une vérification des antécédents judiciaires des bénévoles et du personnel œuvrant tout particulièrement auprès des enfants soit effectuée. De plus, l'Organisme s'engage à exiger qu'une telle vérification soit faite également par les organismes qui collaborent avec l'Organisme.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le **15 décembre 2017**;

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.5.8, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants dans le cadre du Projet.

ARTICLE 12
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

12.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

12.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

12.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

12.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

12.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

12.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

12.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 75, rue du Square-Georges-Étienne-Cartier, bureau 219, Montréal, Québec, H4C 3A1, et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, 4e étage, Montréal, Québec, H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

12.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2017

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier

Le .....e jour de 2017

REGROUPEMENT DES ÉCO-QUARTIERS

Par : _____
Nicolas Montpetit, directeur

Cette convention a été approuvée par le conseil municipal de la Ville de Montréal, le e jour de (mois) 2017 (Résolution CM17 …….).

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
1177497001

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est le 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **SPORTS MONTRÉAL INC.**, personne morale constituée en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies RLRQ, c.* C-38), ayant sa place d'affaires au 1000, avenue Émile-Journault, Montréal, Québec, H2M 2E7, agissant et représentée par Serge Bergeron, président, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

N° d'inscription T.P.S. : 130370943
N° d'inscription T.V.Q. : 11060931
N° d'inscription d'organisme de charité : N/A

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville a adopté en juin 2016 la Politique de l'enfant « Naître, grandir, s'épanouir à Montréal : de l'enfance à l'adolescence »;

ATTENDU QUE la Ville a adopté en février 2017 le Plan d'action 2017 de la Politique de l'enfant « Naître, grandir, s'épanouir à Montréal : de l'enfance à l'adolescence »;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE le Projet de l'Organisme est complémentaire au Plan d'action 2017 de la Politique de l'enfant de la Ville et rejoint les objectifs d'offrir équitablement les conditions favorables de développement nécessaires au bien-être de tous les enfants montréalais;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'EN vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la demande de soutien financier du projet Caravane Sports Montréal et celle du projet Karibou déposées par l'Organisme et approuvées par le Responsable décrivant le Projet, les activités proposées, les résultats escomptés, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement de ces activités;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.3 « **Annexe 3** » : l'échéancier du Projet;

2.4 « **Projet** » : les deux projets de l'Organisme pour la réalisation desquels la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lesquels sont plus amplement décrits aux Annexes 1 et 3;

2.5 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.6 « **Reddition de compte** » : la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion dans le cadre du Projet;

2.7 « **Responsable** » : la Directrice du Service de la diversité sociale et des sports de la Ville ou son représentant autorisé.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet en conformité avec les dispositions de la présente Convention et des Annexes 1, 2 et 3. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui

auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le **1er décembre** de chaque année, le cas échéant et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente Convention pour la première année.

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les soixante (60) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le directeur du Service des finances de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier, à déposer auprès du Responsable, le Rapport annuel ainsi que les rapports d'activités, le cas échéant, requis par ce dernier et comportant les informations qu'il requiert, telles que, mais non limitativement, la ventilation des activités et l'utilisation des sommes allouées;

4.5.5 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés, séparément, le cas échéant, de ceux des autres secteurs d'activités de l'Organisme conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers séparément, le cas échéant, de

ceux des autres secteurs d'activités de l'Organisme, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée dans la réalisation du Projet;

4.5.8 déposer, auprès du Responsable, un Rapport final pour le projet Caravane Sports Montréal trente (30) jours après la date de fin de ce projet, soit au plus tard le **25 septembre 2017**, une Reddition de comptes pour le projet Karibou, à la même date, ainsi qu'un Rapport final pour le projet Karibou trente (30) jours après la date de terminaison, soit au plus tard le **28 mars 2018**. Ces rapports doivent être conformes aux modalités des Annexes 1 et 3 et comprendre notamment les informations suivantes : la ventilation des activités, l'utilisation des sommes allouées, les objectifs visés, l'impact du Projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées et une liste des actions entreprises à cette date;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie du règlement de régie interne de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux conseils d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus au règlement de régie interne de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal

Dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance plénière du conseil municipal selon le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal*, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.9 Déclarations et garanties

L'Organisme déclare et garantit :

4.9.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

4.9.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

4.9.3 qu'il détient et qu'il a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

4.9.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de **cent vingt-neuf mille six cent cinquante** dollars (**129 650 $**), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

La somme maximale se répartit ainsi : **quarante-huit mille quatre cent quatre-vingt-dix-neuf** dollars (**48 499 $**) pour le projet Caravane et quatre-vingt-un mille cent cinquante et un dollars (**81 151 $**); pour le projet Karibou;

5.2 Versements

La somme maximale de **cent vingt-neuf mille six cent cinquante** dollars (**129 650 $**), sera remise à l'Organisme en trois versements :

- un premier versement au montant de **soixante et quatre mille huit cent vingt-cinq** dollars (**64 825 $**) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de **cinquante et un mille huit cent soixante** dollars (**51 860 $**), dans les trente (30) jours de l'approbation par le Responsable du Rapport final du projet Caravane et de la Reddition de comptes du projet Karibou comportant les informations demandées par ce dernier. L'avancement du Projet et les informations à inscrire au rapport et à la reddition pourront être discutés dans une rencontre de suivi préalable; et,

- un troisième versement au montant de **douze mille neuf cent soixante-cinq** dollars (**12 965 $**), dans les trente (30) jours de l'approbation par le Responsable du Rapport final comportant les informations demandées par ce dernier et qui doit être remis dans les trente (30) jours de la Date de terminaison, soit au plus tard le **28 mars 2018**.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers. À ce sujet, la Ville recommande, notamment, qu'une vérification des antécédents judiciaires des bénévoles et du personnel œuvrant tout particulièrement auprès des enfants soit effectuée. De plus, l'Organisme s'engage à exiger qu'une telle vérification soit faite également par les organismes qui collaborent avec l'Organisme.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le **28 février 2018.**

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.5.8, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants dans le cadre du Projet.

ARTICLE 12
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

12.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

12.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

12.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

12.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

12.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

12.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

12.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 1000, avenue Émile-Journault, Montréal, Québec, H2M 2E7, et tout avis doit être adressé à l'attention du président. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, 4^{e} étage, Montréal, Québec, H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

12.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2017

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier

Le .....e jour de 2017

SPORTS MONTRÉAL INC.

Par : _____
Serge Bergeron, président

Cette convention a été approuvée par le conseil municipal de la Ville de Montréal, le e jour de (mois) 2017 (Résolution CM17 …….).

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
1177497001

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est le 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **MU**, personne morale constituée en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies RLRQ, c.* C-38), ayant sa place d'affaires au 275, boul. De Maisonneuve est, bureau 2, Montréal, Québec, H2X 1J6, agissant et représentée par Elizabeth-Ann Doyle, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

N° d'inscription T.P.S. : N/A
N° d'inscription T.V.Q. : N/A
N° d'inscription d'organisme de charité : 81122 9756 RR0001

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville a adopté en juin 2016 la Politique de l'enfant « Naître, grandir, s'épanouir à Montréal : de l'enfance à l'adolescence »;

ATTENDU QUE la Ville a adopté en février 2017 le Plan d'action 2017 de la Politique de l'enfant « Naître, grandir, s'épanouir à Montréal : de l'enfance à l'adolescence »;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE le Projet de l'Organisme est complémentaire au Plan d'action 2017 de la Politique de l'enfant de la Ville et rejoint les objectifs d'offrir équitablement les conditions favorables de développement nécessaires au bien-être de tous les enfants montréalais;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'EN vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la demande de soutien financier déposée par l'Organisme et approuvée par le Responsable décrivant le Projet, les activités proposées, les résultats escomptés, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement de ces activités;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.3 « **Annexe 3** » : l'échéancier du Projet; N/A

2.4 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit aux Annexes 1 et 3;

2.5 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.6 « **Reddition de compte** » : la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion dans le cadre du Projet;

2.7 « **Responsable** » : la Directrice du Service de la diversité sociale et des sports de la Ville ou son représentant autorisé.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet en conformité avec les dispositions de la présente Convention et des Annexes 1, 2 et 3. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le **1er décembre** de chaque année, le cas échéant et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente Convention pour la première année.

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les soixante (60) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le directeur du Service des finances de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier, à déposer auprès du Responsable, le Rapport annuel ainsi que les rapports d'activités, le cas échéant, requis par ce dernier et comportant les informations qu'il requiert, telles que, mais non limitativement, la ventilation des activités et l'utilisation des sommes allouées;

4.5.5 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, transmettre pour chaque année de la présente

Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés, séparément, le cas échéant, de ceux des autres secteurs d'activités de l'Organisme conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers séparément, le cas échéant, de ceux des autres secteurs d'activités de l'Organisme, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée dans la réalisation du Projet;

4.5.8 déposer, auprès du Responsable, un rapport d'étape au plus tard le **11 août 2017** ainsi qu'un rapport final, trente (30) jours après la Date de terminaison, soit au plus tard le **1er octobre 2017**, tel que prévu à l'Annexe 1. Ces rapports doivent être conformes aux modalités des Annexes 1 et 3 et comprendre notamment les informations suivantes : la ventilation des activités, l'utilisation des sommes allouées, les objectifs visés, l'impact du Projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées et une liste des actions entreprises à cette date;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie du règlement de régie interne de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux conseils d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus au règlement de régie interne de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal

Dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance plénière du conseil municipal selon le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal*, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.9 Déclarations et garanties

L'Organisme déclare et garantit :

4.9.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

4.9.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

4.9.3 qu'il détient et qu'il a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

4.9.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de **soixante-douze mille** dollars (**72 000 $**), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en trois versements :

- un premier versement au montant de **trente-six mille** dollars (**36 000 $**) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention;

- un deuxième versement au montant de **vingt-neuf mille** dollars (**29 000 $**), dans les trente (30) jours de l'approbation par le Responsable du rapport d'étape comportant les informations demandées par ce dernier. L'avancement du Projet et les informations à inscrire au rapport d'étape pourront être discutés dans une rencontre de suivi préalable;

- et un troisième versement au montant de **sept mille** dollars (**7 000 $**), après l'approbation par le Responsable du rapport final comportant les informations demandées par ce dernier et qui doit être remis dans les trente (30) jours de la Date de terminaison, soit au plus tard le **1er octobre 2017**;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers. À ce sujet, la Ville recommande, notamment, qu'une vérification des antécédents judiciaires des bénévoles et du personnel œuvrant tout particulièrement auprès des enfants soit effectuée. De plus, l'Organisme s'engage à exiger qu'une telle vérification soit faite également par les organismes qui collaborent avec l'Organisme.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9

DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le **1er septembre 2017**.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.5.8, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants dans le cadre du Projet.

ARTICLE 12
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

12.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

12.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

12.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

12.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

12.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

12.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

12.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 81, boul. De Maisonneuve est, bureau 1, Montréal, Québec, H2X 1J6, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, 4e étage, Montréal, Québec, H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

12.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2017

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier

Le .....e jour de 2017

MU

Par : _____
Elizabeth-Ann Doyle, directrice générale

Cette convention a été approuvée par le Comité exécutif de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 2017 (Résolution CM17 …….).

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
1177497001

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est le 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6 agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **JEUNES MUSICIENS DU MONDE**, personne morale constituée en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies (*RLRQ, c. C-38), ayant sa place d'affaires au 145, rue Bigaouette, Québec, Québec, G1K 4L3, agissant et représentée par Pierre Girard, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

N° d'inscription T.P.S. : 861638450 RT 0001
N° d'inscription T.V.Q. : 861638450 RT 0001
N° d'inscription d'organisme de charité : 86163 8450 RR 0001

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville a adopté en juin 2016 la Politique de l'enfant « Naître, grandir, s'épanouir à Montréal : de l'enfance à l'adolescence »;

ATTENDU QUE la Ville a adopté en février 2017 le Plan d'action 2017 de la Politique de l'enfant « Naître, grandir, s'épanouir à Montréal : de l'enfance à l'adolescence »;

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de permettre aux jeunes issus de milieux à risques de développer leurs capacités et leurs aspirations en offrant gratuitement des cours de musique, des activités d'expression musicale et un accompagnement personnalisé. Jeunes musiciens du monde accompagne les jeunes de la petite enfance à l'âge adulte;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE le Projet de l'Organisme est complémentaire au Plan d'action 2017 de la Politique de l'enfant de la Ville et rejoint les objectifs d'offrir équitablement les conditions favorables de développement nécessaires au bien-être de tous les enfants montréalais;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'EN vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la demande de soutien financier déposée par l'Organisme et approuvée par le Responsable décrivant le Projet, les activités proposées, les résultats escomptés, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement de ces activités;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.3 « **Annexe 3** » : l'échéancier du Projet – N/A

2.4 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit aux Annexes 1 et 3;

2.5 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.6 « **Reddition de compte** » : la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de

la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion dans le cadre du Projet;

2.7 « **Responsable** » : la Directrice du Service de la diversité sociale et des sports ou son représentant autorisé.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet en conformité avec les dispositions de la présente Convention et des Annexes 1, 2 et 3. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint à la présente Convention à

l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le **1er décembre** de chaque année, le cas échéant, et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente Convention pour la première année.

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les soixante (60) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le directeur du Service des finances de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier, à déposer auprès du Responsable, le Rapport annuel ainsi que les rapports d'activités, le cas échéant, requis par ce dernier et comportant les informations qu'il requiert, telles que, mais non limitativement, la ventilation des activités et l'utilisation des sommes allouées;

4.5.5 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés, séparément, le cas échéant, de ceux des autres secteurs d'activités de l'Organisme conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année

de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers séparément, le cas échéant, de ceux des autres secteurs d'activités de l'Organisme, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée dans la réalisation du Projet;

4.5.8 déposer, auprès du Responsable, tel que à l'Annexe 1, le Rapport d'étape au plus tard le **6 octobre 2017**, ainsi que le Rapport final au plus tard trente (30) jours après la fin de la présente convention, soit au plus tard le **24 avril 2018**. Ces rapports doivent être conformes aux modalités des Annexes 1 et 3 et comprendre notamment les informations suivantes : la ventilation des activités, l'utilisation des sommes allouées, les objectifs, l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées et une liste des actions entreprises à cette date;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie du règlement de régie interne de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux conseils d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus au règlement de régie interne de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention.

4.8 Séance du conseil municipal

Dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance plénière du conseil municipal selon le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal*, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.9 Déclarations et garanties

L'Organisme déclare et garantit :

4.9.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

4.9.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

4.9.3 qu'il détient et qu'il a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

4.9.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de **cent soixante mille** dollars **(160 000 $)**, incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme prévue au paragraphe 5.1 sera remise à l'Organisme en trois versements, comme suit :

- un premier versement au montant de **quatre-vingt mille** dollars **(80 000 $)** dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de **soixante-quatre mille** dollars **(64 000 $)**, dans les trente (30) jours de l'approbation par le Responsable du Rapport d'étape comportant les informations demandées par ce dernier. L'avancement du

Projet et les informations à inscrire au rapport pourront être discutés lors d'une des rencontres de suivi préalable;

- un troisième versement au montant de **seize mille** dollars **(16 000 $)** dans les trente (30) jours de l'approbation par le Responsable du Rapport final comportant les informations demandées par ce dernier et qui doit être remis au plus tard trente (30) jours après la fin de la présente convention tel que prévu à l'Annexe 3, soit au plus tard le **24 avril 2018**. L'avancement du projet et les informations à inscrire au rapport pourront être discutés lors d'une des rencontres de suivi préalables.
-

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers. À ce sujet, la Ville recommande, notamment, qu'une vérification des antécédents judiciaires des bénévoles et du personnel œuvrant tout particulièrement auprès des enfants soit effectuée. De plus, l'Organisme s'engage à exiger qu'une telle vérification soit faite également par les organismes qui collaborent avec l'Organisme.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le **24 mars 2018**.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.5.8, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants dans le cadre du Projet.

ARTICLE 12
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

12.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

12.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

12.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

12.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

12.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

12.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

12.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 145, rue Bigaouette, Québec, Québec, G1K 4L3, et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, 4e étage, bureau 4209, Montréal, Québec, H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable..

Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier

Le .....e jour de ..... 20__

JEUNES MUSICIENS DU MONDE

Par :_____
Pierre Girard, directeur général

Cette convention a été approuvée par le conseil municipal de la Ville de Montréal, le e jour de … 2017 (Résolution CM17 …)

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
1177497001

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est le 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **INSTITUT PACIFIQUE**, personne morale constituée en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies RLRQ, c.* C-38), ayant sa place d'affaires au 2901, boulevard Gouin est, Montréal, Québec, H2B 1Y3, agissant et représentée par Shirlane Day, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes par une résolution du conseil d'administration en date du 18 janvier 2017;

N° d'inscription T.P.S. : 107397838
N° d'inscription T.V.Q. : 1006111757
N° d'inscription d'organisme de charité : 107397838RR0001

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville a adopté en juin 2016 la Politique de l'enfant « Naître, grandir, s'épanouir à Montréal : de l'enfance à l'adolescence »;

ATTENDU QUE la Ville a adopté en février 2017 le Plan d'action 2017 de la Politique de l'enfant « Naître, grandir, s'épanouir à Montréal : de l'enfance à l'adolescence »;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE le Projet de l'Organisme est complémentaire au Plan d'action 2017 de la Politique de l'enfant de la Ville et rejoint les objectifs d'offrir équitablement les conditions favorables de développement nécessaires au bien-être de tous les enfants montréalais;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'EN vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la demande de soutien financier déposée par l'Organisme et approuvée par le Responsable décrivant le Projet, les activités proposées, les résultats escomptés, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement de ces activités;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.3 « **Annexe 3** » : l'échéancier du Projet; N/A

2.4 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit aux Annexes 1 et 3;

2.5 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.6 « **Reddition de compte** » : la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion dans le cadre du Projet;

2.7 « **Responsable** » : la Directrice du Service de la diversité sociale et des sports de la Ville ou son représentant autorisé.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet en conformité avec les dispositions de la présente Convention et des Annexes 1, 2 et 3. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le **1er décembre** de chaque année, le cas échéant et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente Convention pour la première année.

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les soixante (60) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le directeur du Service des finances de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier, à déposer auprès du Responsable, le Rapport annuel ainsi que les rapports d'activités, le cas échéant, requis par ce dernier et comportant les informations qu'il requiert, telles que, mais non limitativement, la ventilation des activités et l'utilisation des sommes allouées;

4.5.5 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, transmettre pour chaque année de la présente

Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés, séparément, le cas échéant, de ceux des autres secteurs d'activités de l'Organisme conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers séparément, le cas échéant, de ceux des autres secteurs d'activités de l'Organisme, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée dans la réalisation du Projet;

4.5.8 déposer, auprès du Responsable, un rapport d'étape au plus tard le **13 juin 2017** ainsi qu'un rapport final, au plus tard trente (30) jours après la Date de terminaison, soit le **31 janvier 2018**. Ces rapports doivent être conformes aux modalités des Annexes 1 et 3 et comprendre notamment les informations suivantes : la ventilation des activités, l'utilisation des sommes allouées, les objectifs visés, l'impact du Projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées et une liste des actions entreprises à cette date;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie du règlement de régie interne de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux conseils d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus au règlement de régie interne de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal

Dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance plénière du conseil municipal selon le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal*, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.9 Déclarations et garanties

L'Organisme déclare et garantit :

4.9.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

4.9.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

4.9.3 qu'il détient et qu'il a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

4.9.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de **deux cent cinquante et un mille sept cent vint-neuf** dollars (**251 729 $**), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en trois versements :

- un premier versement au montant de **cent vingt-cinq mille huit cent soixante-quatre** dollars (**125 864 $**) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de **cent mille six cent quatre-vingt-douze** dollars (**100 692 $**), dans les trente (30) jours de l'approbation par le Responsable du rapport d'étape comportant les informations demandées par ce dernier. L'avancement du Projet et les informations à inscrire au rapport d'étape pourront être discutés dans une rencontre de suivi préalable,

- et un troisième versement au montant de **vingt-cinq mille cent soixante-treize** dollars (**25 173 $**), après l'approbation par le Responsable du rapport final comportant les informations demandées par ce dernier et qui doit être remis dans les trente (30) jours de la Date de terminaison, soit au plus tard le **31 janvier 2018**;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers. À ce sujet, la Ville recommande, notamment, qu'une vérification des antécédents judiciaires des bénévoles et du personnel œuvrant tout particulièrement auprès des enfants soit effectuée. De plus, l'Organisme s'engage à exiger qu'une telle vérification soit faite également par les organismes qui collaborent avec l'Organisme.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas

servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le **31 décembre 2017**.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.5.8, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants dans le cadre du Projet.

ARTICLE 12
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

12.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

12.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

12.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

12.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

12.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

12.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

12.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 2901, boulevard Gouin est, Montréal, Québec, H2B 1Y3, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, 4e étage, Montréal, Québec, H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

12.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2017

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier

Le .....e jour de 2017

INSTITUT PACIFIQUE

Par : _____
Shirlane Day, directrice générale

Cette convention a été approuvée par le Comité exécutif de la Ville de Montréal, le e jour de (mois) 2017 (Résolution CM17 …….).

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
1177497001

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est le 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6 agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **FONDATION DU DR JULIEN**, personne morale constituée en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies (*RLRQ, c. C-38), ayant sa place d'affaires au 1601, rue Aylwin, Montréal, Québec, H1W 3B9, agissant et représentée par Me Hélène (Sioui) Trudel, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

N° d'inscription T.P.S. :84299 4675 RT0001
N° d'inscription T.V.Q. : 1208525910 DQ0001
N° d'inscription d'organisme de charité : 842994675RR0001

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville a adopté en juin 2016 la Politique de l'enfant « Naître, grandir, s'épanouir à Montréal : de l'enfance à l'adolescence »;

ATTENDU QUE la Ville a adopté en février 2017 le Plan d'action 2017 de la Politique de l'enfant « Naître, grandir, s'épanouir à Montréal : de l'enfance à l'adolescence »;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE le Projet de l'Organisme est complémentaire au Plan d'action 2017 de la Politique de l'enfant de la Ville et rejoint les objectifs d'offrir équitablement les conditions favorables de développement nécessaires au bien-être de tous les enfants montréalais;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement sur une période de trois (3) ans, soit les années financières 2017, 2018 et, 2019;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'EN vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la demande de soutien financier déposée par l'Organisme et approuvée par le Responsable décrivant le Projet, les activités proposées, les résultats escomptés, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement de ces activités;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.3 « **Annexe 3** » : l'échéancier du Projet pour 2017, 2018 et 2019;

2.4 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit aux Annexes 1 et 3;

2.5 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.6 « **Reddition de compte** » : la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion dans le cadre du Projet;

2.7 « **Responsable** » : la Directrice du Service de la diversité sociale et des sports ou son représentant autorisé.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet en conformité avec les dispositions de la présente Convention et des Annexes 1, 2 et 3;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Cette Reddition de compte doit lui être remise tel que prévu à l'Annexe 3.

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la Date de terminaison.

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le directeur du Service des finances de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier, à déposer auprès du Responsable, le Rapport annuel ainsi que les rapports d'activités, le cas échéant, requis par ce dernier et comportant les informations qu'il requiert, telles que, mais non limitativement, la ventilation des activités et l'utilisation des sommes allouées;

4.5.5 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier. Ces états financiers doivent présenter les informations financières relatives au Projet faisant objet de la présente convention séparément, le cas échéant, des autres secteurs d'activités de l'organisme;

4.5.6 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier. Ces états financiers

doivent présenter les informations financières relatives au Projet faisant objet de la présente convention séparément, le cas échéant, des autres secteurs d'activités de l'organisme;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les quatre-vingt-dix (90) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée dans la réalisation du Projet;

4.5.8 déposer, auprès du Responsable, les documents requis selon l'échéancier proposé au paragraphe 5.2.1;

4.5.9 ces rapports doivent être conformes aux modalités des Annexes 1 et 3 et comprendre notamment les informations suivantes : la ventilation des activités, l'utilisation des sommes allouées, les objectifs, l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées et une liste des actions entreprises à cette date;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie du règlement de régie interne de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister aux rencontres du comité-aviseur pour le Projet de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais raisonnables;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention.

4.8 Séance du conseil municipal

Dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance plénière du conseil municipal selon le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie*

interne du conseil municipal, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.9 Déclarations et garanties

L'Organisme déclare et garantit :

4.9.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

4.9.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

4.9.3 qu'il détient et qu'il a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir aux droits d'utilisation énoncés à l'article 11 de la présente Convention;

4.9.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

5.1.1 En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale d'**un million cinq cent mille** dollars **(1 500 000 $)**, incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.1.2 La contribution sera versée conditionnellement à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention et sera remise à l'Organisme en conformité avec le montant maximum accordé par exercice financier de la Ville de Montréal, soit du 1er janvier au 31 décembre, tel que décrit ci-dessous

Exercice financier 2017 : **400 000 $**
Exercice financier 2018 : **500 000 $**
Exercice financier 2019 : **600 000 $**

5.2 Modalités et périodicité des versements

5.2.1 L'Organisme s'engage à présenter les rapports indiqués ci-dessous, au plus tard à la date d'échéance prévue. Les versements de la contribution financière prévue au paragraphe 5.1 sont conditionnels à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention et sont remis à l'Organisme

en conformité avec le montant maximum accordé par exercice financier, comme suit :

Date prévue du versement	Montant	Période visée	Documents exigés	Date d'échéance
Avril 2017	**200 000 $**			**Dans les 30 jours suivant la signature de la Convention**
Novembre 2017	**200 000 $**	Du 1er avril au 30 septembre 2017	- Rapport financier provisoire - Rapport d'étape	**31 octobre 2017**
Avril 2018	**250 000 $**	Du 1er avril 2017 au 31 mars 2018	- Rapport financier provisoire - Rapport d'étape - Rapport annuel - États financiers vérifiés de l'Organisme - Rapport d'évaluation mi-étape (bilan)	**30 juin 2018**
Novembre 2018	**250 000 $**	Du 1er avril au 30 septembre 2018	- Rapport financier provisoire Rapport d'étape	**31 octobre 2018**
Avril 2019	**300 000 $**	Du 1er avril 2018 au 31 mars 2019	- Rapport financier provisoire - Rapport d'étape - Rapport annuel - États financiers vérifiés de l'Organisme	**30 juin 2019**
Novembre 2019	**300 000 $**	Du 1er avril au 30 septembre 2019	- Rapport financier provisoire Rapport d'étape	**31 octobre 2019**
		Du 1er avril 2019 au 31 décembre 2019	- Rapport financier provisoire - Rapport d'étape - Rapport annuel - États financiers vérifiés du Projet et de l'Organisme - Rapport d'évaluation final	**30 juin 2020**

5.2.2 Le Rapport d'étape comportera les informations demandées par le Responsable et sera déposé comme que prévu à l'Annexe 3 en respectant l'échéancier ci-dessus. L'avancement du Projet et les informations à inscrire au rapport pourront être discutés lors d'une des rencontres de suivi préalable;

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers. À ce sujet, la Ville recommande, notamment, qu'une vérification des antécédents judiciaires des bénévoles et du personnel œuvrant tout particulièrement auprès des enfants soit effectuée. De plus, l'Organisme s'engage à exiger qu'une telle vérification soit faite également par les organismes qui collaborent avec l'Organisme.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai raisonnable qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme qui n'ont pas été utilisées ou engagées dans le cadre du Projet.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées ou des sommes engagés dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, sauf les sommes qui ont été engagées avant la réception de l'avis écrit de la date de résiliation. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le **31 décembre 2019**, tel que prévu à l'Annexe 3, étant entendu que l'Organisme maintiendra la responsabilité de remettre les documents requis énoncés au paragraphe 5.2.1 au plus tard le 30 juin 2020.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.5.8, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
DROITS D'UTILISATION

Il est entendu que dans le cadre de la présente Convention, l'Organisme ne pourra refuser à la Ville de Montréal, sans motif valable, le droit de diffuser, reproduire, et utiliser, sans en dénaturer le sens, les documents jugés utiles par cette dernière.

ARTICLE 12
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

12.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

12.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

12.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

12.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

12.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

12.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

12.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 1601, rue Aylwin, Montréal, Québec, H1W 3B9, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, 4e étage, bureau 4209, Montréal, Québec, H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable..

Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier

Le .....e jour de ..... 20__

FONDATION DU DR JULIEN

Par :_____
Me Hélène (Sioui) Trudel, directrice générale

Cette convention a été approuvée par le conseil municipal de la Ville de Montréal, le e jour de … 2017 (Résolution CM17 …)

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
1177497001

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est le 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6 agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **CENTRE D'EXPERTISE EN AGRESSION SEXUELLE MARIE-VINCENT**, personne morale constituée en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies (*RLRQ, c. C-38), ayant sa place d'affaires au 4689, avenue Papineau, bureau 300A, Montréal, Québec, H2H 1V4, agissant et représentée par Jean-Pierre Aubin, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

N° d'inscription T.P.S. : 835325945RT0001
N° d'inscription T.V.Q. : 1209503073TQ0001
N° d'inscription d'organisme de charité :

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville a adopté en juin 2016 la Politique de l'enfant « Naître, grandir, s'épanouir à Montréal : de l'enfance à l'adolescence »;

ATTENDU QUE la Ville a adopté en février 2017 le Plan d'action 2017 de la Politique de l'enfant « Naître, grandir, s'épanouir à Montréal : de l'enfance à l'adolescence »;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE le Projet de l'Organisme est complémentaire au Plan d'action 2017 de la Politique de l'enfant de la Ville et rejoint les objectifs d'offrir équitablement les conditions favorables de développement nécessaires au bien-être de tous les enfants montréalais;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'EN vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la demande de soutien financier déposée par l'Organisme et approuvée par le Responsable décrivant le Projet, les activités proposées, les résultats escomptés, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement de ces activités;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.3 « **Annexe 3** » : l'échéancier du Projet;

2.4 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit aux Annexes 1 et 3;

2.5 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.6 « **Reddition de compte** » : la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion dans le cadre du Projet;

2.7 « **Responsable** » : la Directrice du Service de la diversité sociale et des sports ou son représentant autorisé.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet en conformité avec les dispositions de la présente Convention et des Annexes 1, 2 et 3. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte

que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le **1er décembre** de chaque année, le cas échéant, et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente Convention pour la première année.

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les soixante (60) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le directeur du Service des finances de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier, à déposer auprès du Responsable, le Rapport annuel ainsi que les rapports d'activités, le cas échéant, requis par ce dernier et comportant les informations qu'il requiert, telles que, mais non limitativement, la ventilation des activités et l'utilisation des sommes allouées;

4.5.5 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier. Ces états financiers doivent présenter les informations financières relatives aux activités ou au projet faisant l'objet de la présente

convention séparément, le cas échéant, des autres secteurs d'activités de l'organisme;

4.5.6 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier. Ces états financiers doivent présenter les informations financières relatives aux activités ou au projet faisant l'objet de la présente convention séparément, le cas échéant, des autres secteurs d'activités de l'Organisme;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée dans la réalisation du Projet;

4.5.8 déposer, auprès du Responsable, tel que prévu à l'Annexe 1, le Rapport d'étape au plus tard le **15 septembre 2017**, ainsi que le Rapport final au plus tard trente (30) jours après la fin de la présente convention, soit au plus tard le **31 janvier 2018**. Ces rapports doivent être conformes aux modalités des Annexes 1 et 3 et comprendre notamment les informations suivantes : la ventilation des activités, l'utilisation des sommes allouées, les objectifs, l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées et une liste des actions entreprises à cette date;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie du règlement de régie interne de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville et s'il y a lieu, permettre à un représentant de la Ville d'assister aux réunions du comité de direction de l'organisme, à titre d'observateur seulement pour les points de l'ordre du jour concernant le projet;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention.

4.8 Séance du conseil municipal

Dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance plénière du conseil municipal selon le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal*, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.9 Déclarations et garanties

L'Organisme déclare et garantit :

4.9.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

4.9.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

4.9.3 qu'il détient et qu'il a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

4.9.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de **cinquante-cinq mille trois cent quatre-vingt-quatorze** dollars **(55 394 $)**, incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme prévue au paragraphe 5.1 sera remise à l'Organisme en trois versements, comme suit :

- un premier versement au montant de **vingt-sept mille six cent quatre-vingt-dix-sept** dollars **(27 697 $)** dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de **vingt-deux mille cent cinquante-huit** dollars **(22 158 $)**, dans les trente (30) jours de l'approbation par le Responsable du Rapport d'étape comportant les informations demandées par ce dernier. L'avancement du Projet et les informations à inscrire au rapport pourront être discutés lors d'une des rencontres de suivi préalable;

- un troisième versement au montant de **cinq mille cinq cent trente-neuf** dollars **(5 539 $)** dans les trente (30) jours de l'approbation par le Responsable du Rapport final comportant les informations demandées par ce dernier et qui doit être remis au plus tard trente (30) jours après la fin de la présente convention tel que prévu à l'Annexe 3, soit au plus tard le **31 janvier 2018**. L'avancement du projet et les informations à inscrire au rapport pourront être discutés lors d'une des rencontres de suivi préalables.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers. À ce sujet, la Ville recommande, notamment, qu'une vérification des antécédents judiciaires des bénévoles et du personnel œuvrant tout particulièrement auprès des enfants soit effectuée. De plus, l'Organisme s'engage à exiger qu'une telle vérification soit faite également par les organismes qui collaborent avec l'Organisme.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le **31 décembre 2017**.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.5.8, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

11.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

11.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

11.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

11.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

11.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

11.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

11.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

11.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

11.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 4689, avenue Papineau, bureau 300A, Montréal, Québec, H2H 1V4, et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, 4^{e} étage, bureau 4209, Montréal, Québec, H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable..

Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier

Le .....e jour de ..... 20__

CENTRE D'EXPERTISE EN AGRESSION SEXUELLE MARIE-VONCENT

Par :_____
Jean-Pierre Aubin, directeur général

Cette convention a été approuvée par le conseil municipal de la Ville de Montréal, le e jour de … 2017 (Résolution CM17 …)

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
1177497001

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est le 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **NOURRI-SOURCE - MONTRÉAL**, personne morale constituée en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies RLRQ, c.* C-38), ayant sa place d'affaires au 6006, rue De Bordeaux, Montréal, Québec, H2G 2R7, agissant et représentée par Mathilde Gouin, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

N° d'inscription T.P.S. : 1149486665
N° d'inscription T.V.Q. : 1088971449RS0001
N° d'inscription d'organisme de charité : 874989213RR0001

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville a adopté en juin 2016 la Politique de l'enfant « Naître, grandir, s'épanouir à Montréal : de l'enfance à l'adolescence »;

ATTENDU QUE la Ville a adopté en février 2017 le Plan d'action 2017 de la Politique de l'enfant « Naître, grandir, s'épanouir à Montréal : de l'enfance à l'adolescence »;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE le Projet de l'Organisme est complémentaire au Plan d'action 2017 de la Politique de l'enfant de la Ville et rejoint les objectifs d'offrir équitablement les conditions favorables de développement nécessaires au bien-être de tous les enfants montréalais;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'EN vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la demande de soutien financier déposée par l'Organisme et approuvée par le Responsable décrivant le Projet, les activités proposées, les résultats escomptés, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement de ces activités;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.3 « **Annexe 3** » : l'échéancier du Projet, N/A;

2.4 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit aux Annexes 1 et 3;

2.5 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.6 « **Reddition de compte** » : la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion dans le cadre du Projet;

2.7 « **Responsable** » : la Directrice du Service de la diversité sociale et des sports de la Ville ou son représentant autorisé.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet en conformité avec les dispositions de la présente Convention et des Annexes 1, 2 et 3. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la

« **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le **1er décembre** de chaque année, le cas échéant et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente Convention pour la première année.

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les soixante (60) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le directeur du Service des finances de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier, à déposer auprès du Responsable, le Rapport annuel ainsi que les rapports d'activités, le cas échéant, requis par ce dernier et comportant les informations qu'il requiert, telles que, mais non limitativement, la ventilation des activités et l'utilisation des sommes allouées;

4.5.5 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés, séparément, le cas échéant, de ceux des autres secteurs d'activités de l'Organisme conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers séparément, le cas échéant, de ceux des autres secteurs d'activités de l'Organisme, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée dans la réalisation du Projet;

4.5.8 déposer, auprès du Responsable, un rapport d'étape au plus tard le **15 juillet 2017** ainsi qu'un rapport final, au plus tard trente (30) jours après la Date de terminaison, soit au plus tard le **30 janvier 2018**. Ces rapports doivent être conformes aux modalités des Annexes 1 et 3 et comprendre notamment les informations suivantes : la ventilation des activités, l'utilisation des sommes allouées, les objectifs visés, l'impact du Projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées et une liste des actions entreprises à cette date;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie du règlement de régie interne de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux conseils d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus au règlement de régie interne de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal

Dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande,

être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance plénière du conseil municipal selon le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal*, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.9 Déclarations et garanties

L'Organisme déclare et garantit :

4.9.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

4.9.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

4.9.3 qu'il détient et qu'il a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

4.9.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de **quatre-vingt-quatre mille huit cent trente-deux** dollars (**84 832 $**), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en trois versements :

- un premier versement au montant de **quarante-deux mille quatre cent seize** dollars (**42 416 $**) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de **trente-trois mille neuf cent trente-trois** dollars (**33 933 $**), dans les trente (30) jours de l'approbation par le Responsable du rapport d'étape comportant les informations demandées par ce dernier. L'avancement du Projet et les informations à inscrire au rapport d'étape pourront être discutés dans une rencontre de suivi préalable,

- et un troisième versement au montant de **huit mille quatre cent quatre-vingt-trois** dollars (**8 483 $**), après l'approbation par le Responsable du rapport final comportant les informations demandées par ce dernier et qui doit être remis dans les trente (30) jours de la Date de terminaison, soit le **30 janvier 2018**.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers. À ce sujet, la Ville recommande, notamment, qu'une vérification des antécédents judiciaires des bénévoles et du personnel œuvrant tout particulièrement auprès des enfants soit effectuée. De plus, l'Organisme s'engage à exiger qu'une telle vérification soit faite également par les organismes qui collaborent avec l'Organisme.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le **30 décembre 2017**.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.5.8, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants dans le cadre du Projet.

ARTICLE 12
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

12.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

12.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

12.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

12.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

12.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

12.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

12.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 6006, rue De Bordeaux, Montréal, Québec, H2G 2R7, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, 4^{e} étage, Montréal, Québec, H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

12.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2017

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier

Le .....e jour de 2017

NOURRI-SOURCE - MONTRÉAL

Par : _____
Mathilde Gouin, directrice générale

Cette convention a été approuvée par le conseil municipal de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 2017 (Résolution CM17 …….).

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1177497001

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction , Division des relations interculturelles et des clientèles spécifiques
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant la somme de 2 451 693 $, à 11 différents organismes, pour le projet, la période et le montant indiqué en regard de chacun d'eux, dans le cadre du Plan d'action 2017 de la Politique de l'enfant de Montréal / Approuver les 11 projets de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Certification de fonds - GDD 1177497001.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ibtissam ABDELLAOUI
Préposé(e) au budget
Tél : 514 872-8914

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-28

Hong-Van TRAN
Conseillère Budgetaire
Tél : 514 872-1094
Division : Service des finances. Conseil et soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.42

2017/03/27 13:00

(1)

Dossier # : 1163205004

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , Division du développement culturel , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 b) maintenir accessibles, tant au plan géographique qu'économique, ses lieux de diffusion de la culture et de l'art et encourager leur fréquentation
Projet :	MCCQ 2016-2017 (Entente sur le développement culturel)
Objet :	Approuver la signature d'une entente entre la Ville de Montréal et la Corporation du Cinéma Beaubien et autoriser le versement d'un soutien financier de 100 000 $ pour la réalisation de son plan d'action 2016-2017 dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel 2016-2017.

Il est recommandé :

1. d'approuver la signature et le versement d'un soutien financier de 100 000 $ à La Corporation du Cinéma Beaubien pour la réalisation de son plan d'action 2016-2017, dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel 2016-2017 intervenue entre la Ville et le ministère de la Culture et des Communications;
2. d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier.
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2017-03-07 14:32

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1163205004**
Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , Division du développement culturel , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 b) maintenir accessibles, tant au plan géographique qu'économique, ses lieux de diffusion de la culture et de l'art et encourager leur fréquentation
Projet :	MCCQ 2016-2017 (Entente sur le développement culturel)
Objet :	Approuver la signature d'une entente entre la Ville de Montréal et la Corporation du Cinéma Beaubien et autoriser le versement d'un soutien financier de 100 000 $ pour la réalisation de son plan d'action 2016-2017 dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel 2016-2017.

CONTENU

CONTEXTE

Le Cinéma Beaubien a ouvert ses portes en 1937. En 1964, il changeait de nom pour devenir Le Dauphin. En 2000, suite à la faillite de son propriétaire, le Cineplex Loews Odeon, il échappait de justesse à la fermeture définitive grâce à un regroupement de citoyens, commerçants et politiciens mobilisés pour sauver l'institution. En 2001, grâce à la formation de la Corporation de développement le Dauphin, une entreprise d'économie sociale constituée en organisme à but non lucratif, le cinéma Beaubien a pu rouvrir ses portes sous son nom d'origine et poursuivre ses activités et sa vocation de cinéma de quartier. Important lieu de diffusion de l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie, le Cinéma Beaubien a fortement contribué au cours des dernières années à la relance de l'artère commerciale Beaubien et au développement culturel du quartier où s'est développé un pôle d'activités très dynamique et prisé des citoyens, notamment des jeunes familles. Aujourd'hui, il rejoint plus de 225 000 personnes provenant du quartier mais aussi des quartiers centraux de Montréal.
Par sa mission qui consiste à diffuser du cinéma francophone et québécois ainsi que du cinéma d'art et d'essai québécois et étranger, le cinéma Beaubien est un outil de soutien et de promotion de l'industrie cinématographique du Québec. L'entreprise connaît un franc succès auprès du monde culturel et cinématographique. En plus du soutien que lui offre son public, il s'est taillé une place dans son domaine à l'aide de plusieurs associations et partenariats, notamment avec le Festival du film pour enfants (FIFEM). Toutefois, malgré une performance de 19% supérieure à celle de l'industrie en matière de fréquentation et un taux d'occupation deux fois plus élevé que la moyenne au Québec, le cinéma Beaubien reste fragile en raison de sa mission particulière, des ajustements qu'il a dû réaliser au cours des dernières années (passage de 3 à 5 salles, migration vers le numérique) et du contexte actuel plus difficile pour le cinéma québécois. En 2012-2013, une année particulièrement difficile pour le milieu du cinéma, les revenus du Beaubien ont également chuté considérablement, ce qui a entraîné des répercussions négatives sur l'ensemble de son bilan

et continue de l'affecter aujourd'hui. De plus, en offrant aux cinéphiles des choix qui ne se retrouvent pas dans l'offre commerciale, le cinéma Beaubien poursuit une mission qui comporte une part de risque et de manque à gagner. En effet, en 2015-2016, 24,8% des séances présentées ne représentaient que 3,5% des recettes.

Reconnaissant le rôle du cinéma Beaubien dans le développement culturel de Rosemont - La Petite Patrie et son soutien à l'industrie du cinéma québécois, une première entente de cinq (5) ans a été conclue en 2001 entre le Service de la culture de la ville et la Corporation de développement Le Dauphin. En 2007, la Corporation a changé son nom pour devenir la Corporation du Cinéma Beaubien et en 2011, l'arrondissement Rosemont - La Petite-Patrie annonçait un soutien pour la conversion de ses salles à la technologie numérique. La nouvelle entente proposée aujourd'hui vise à apporter un soutien financier au cinéma Beaubien afin que celui-ci puisse consolider ses opérations et poursuivre pleinement la réalisation de sa mission dont l'importance est reconnue tant par le ministère de la Culture et des Communications que par la Ville de Montréal. En contrepartie, le cinéma Beaubien souhaite développer certaines actions, tant au niveau de la programmation que des publics, qui lui permettront de développer ses clientèles et d'accroître ses revenus pour ainsi acquérir une meilleure stabilité financière.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA12 26 0007 - 16 janvier 2012 - Autoriser l’octroi d’un soutien financier maximal de 100 000 $, à même le surplus non affecté, à la Corporation du cinéma Beaubien pour la conversion de ses salles de projection à la technologie numérique et approuver le protocole d’entente encadrant les modalités et conditions dudit octroi.
CA11 260338 - 7 novembre 2011 - Annonce d'un projet d'entente et d'un accord de principe à l'octroi financier de 100 000 $ à la Corporation du cinéma Beaubien, conditionnellement à la présentation d'un plan d'affaires complet du projet de conversion de ses salles de projection à la technologie numérique [1113653003].

CO95 00212 - 4 octobre 2001 - Octroi d'une contribution financière de 300 000 $ de la Ville de Montréal, pour soutenir la Corporation de développement Le Dauphin dans sa mission et approbation d'une convention engageant ladite corporation à s'associer à la maison de la culture de l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie pour la réalisation et la diffusion de 60 activités culturelles gratuites sur cinq ans.

DESCRIPTION

Pour consolider ses opérations et continuer de réaliser sa mission particulière, le Cinéma Beaubien propose un plan d'action qui se décline en trois (3) orientations :
1- Poursuite et consolidation de la mission
- Présentation d'une programmation cinéma art et essai
- Maintenir la part de la programmation réservée au cinéma québécois
- Maintenir la part de la programmation à risque qui ne se retrouve pas dans l'offre commerciale

2- Fidélisation de la clientèle actuelle et développement de nouveaux publics;
- Consolidation des communications via le site web et les réseaux sociaux
- Poursuite de la publication de sa revue bi-mensuelle et développement de la version numérique pour une plus grand distribution
- Organisation d'événements et de rencontres en collaboration avec d'autres organismes culturels

3- Consoldation du volet famille
- Accueil d'événements famille tels que le Festival international du film pour enfants (FIFEM)
- Développement d'une programmation famille à l'année

JUSTIFICATION

Le ministère de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal reconnaissent l'importance et la spécificité du mandat du Cinéma Beaubien qui est de diffuser du cinéma francophone et québécois et du cinéma d'art et d'essai québécois et étranger. Le Cinéma Beaubien est également un acteur important du pôle d'activités qui s'est développé autour de l'avenue Beaubien.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût maximal de cette contribution financière de 100 000$ sera financé par le règlement d'emprunt no 16-032 Entente sur le développement culturel, règlement de compétence locale.
La contribution financière est réalisée dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2016-2017.

La dépense de 100 000$ est subventionnée à 50 000$ dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal, ce qui laisse un emprunt net à la charge de la Ville de 50 000 $ et a fait l'objet des recommandations de crédit suivantes : 16-02.02.06.00-0044 et 15-02.02.06.00-0155.

Voici le tableau des contributions financières accordées au Cinéma Beaubien au cours des cinq dernières années :

	2012	2013	2014	2015	2016
Conversion des salles de projection à la technologie numérique / Arrondissement Rosemont – La Petite-Patrie	100 000 $	-	-	-	-

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Par son soutien à la diversité et au dynamisme de la vie culturelle montréalaise, cette convention avec le cinéma Beaubien participe à la qualité de vie montréalaise.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Par son soutien, cette entente permet d'assurer la pérennité de ce lieu de diffusion qui contribue à la qualité de vie montréalaise.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les opérations de communication seront faites conformément au protocole de visibilité sur le développement culturel qui prévoit notamment la signature visuelle à être apposée sur les documents de promotion et dans toutes les activités de communication des organismes.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Septembre 2016 à septembre 2017 Réalisation du projet par l'organisme
Septembre 2017 Dépôt du bilan du projet.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Ibtissam ABDELLAOUI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Odile MELANÇON
Agente de développement culturel

Tél : 872-6295
Télécop. : 872-1153

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-03-02

Gina TREMBLAY
Chef de division - Développement culturel

Tél : 514 872-5592
Télécop. : 514 872-4665

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Suzanne LAVERDIÈRE
Directrice
Tél : 514-872-4600
Approuvé le : 2017-03-06

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est le 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **LA CORPORATION DU CINÉMA BEAUBIEN**, personne morale, (constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38)), ayant sa place d'affaires au 2396 rue Beaubien Est, Montréal, Québec, H2G 1N2, agissant et représentée par Mario Fortin, président-directeur général dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

N° d'inscription T.P.S. : 144143088
N° d'inscription T.V.Q. : 1088945090

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la présente convention (ci-après la « **Convention** ») s'inscrit dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel 2016-2017 entre la Ville et le ministère de la Culture et des Communications (ci-après le « **MCC** ») (ci-après l' « **Entente** »);

ATTENDU QUE le MCC et la Ville ont convenu que cette dernière assumerait la gestion de l'Entente;

ATTENDU QUE dans le cadre de l'Entente, l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent;

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule, l'annexe 1 et l'annexe 2 font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : les normes de visibilité mentionnées à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : la liste des interventions, projets ou activités effectués, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion;

2.6 « **Responsable** » : la Directrice du Service de la culture de la Ville de Montréal ou son représentant autorisé.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, l'aide financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.2.3 dans la mesure où la contribution financière accordée à l'Organisme en vertu de la présente Convention serait appliquée sur un projet de construction couvert par le Décret concernant la politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics (M-17.1, r.1.1) (ci-après le « **Décret** »), s'assurer d'appliquer les règles et les obligations découlant du Décret à la réalisation du Projet;

4.2.4 dans la mesure où le Projet pourrait nécessiter des interventions archéologiques sur le site patrimoine déclaré de Montréal et sur le site patrimoine déclaré du Mont-Royal, l'Organisme s'engage, en ce qui concerne ses propriétés, à prendre les mesures nécessaires afin que soient assurées la connaissance et la mise en valeur du potentiel archéologique des sites faisant l'objet de travaux et ce, en vertu de la contribution financière prévue à la présente Convention;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MCC, conformément aux dispositions concernant les Normes de visibilité gouvernementales et d'identification permanente (ci-après les « **Normes de visibilité** ») jointes à la présente Convention à l'Annexe 2, ainsi que celles prévues dans *l'Entente sur le développement culturel de Montréal, Guide destiné*

aux organismes subventionnés dont une copie est disponible à l'adresse suivante : Signature Entente sur le développement culturel de Montréal | Culture, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention et faire en sorte que ces documents reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MCC par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MCC avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MCC aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 1er décembre de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente entente et le 30 septembre 2017 pour la première année et la période du 1er octobre d'une année au 30 septembre de l'année suivante pour les années subséquentes.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou lorsque les Parties auront rempli leurs obligations (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les soixante (60) jours de la date de résiliation ou de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le directeur du Service des finances de la Ville, le MCC et leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du MCC, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leur questions et leur fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 dans les trente (30) jours de la clôture de son exercice financier, à déposer auprès du Responsable, le Rapport annuel, les rapports d'activités ainsi que les rapports d'étape, le cas échéant, requis par ce dernier et comportant les informations qu'il requiert, telles que, mais non limitativement, la ventilation des activités et l'utilisation des sommes allouées;

4.5.5 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés, séparément, le cas échéant, de ceux des autres secteurs d'activités de l'Organisme conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable les états financiers de l'Organisme, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à l'échéance de la présente Convention, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux conseils d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation d'au moins cinq (5) jours avant l'assemblée;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et la tient indemne de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention.

4.8 Séance du conseil municipal

Dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance plénière du conseil municipal selon le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal*, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.9 Déclarations et garanties

L'Organisme déclare et garantit :

4.9.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

4.9.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

4.9.3 qu'il détient tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

4.9.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

4.10 Communications des informations

L'Organisme doit fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de réclamation.

L'Organisme autorise la Ville à transmettre au MCC une copie de la présente Convention ainsi que, sur demande, toute information, financière ou autre, ou tout document concernant l'Organisme ou la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de cent mille dollars (100 000 $), incluant toutes les taxes applicables, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements : un premier versement au montant de quatre-vingt-cinq mille dollars (85 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, un deuxième versement au montant de quinze mille dollars (15 000 $), après l'acceptation du bilan complet prévu à l'article 4.5.1.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Annulation

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à payer des frais concernant toute convention avec un tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme fait défaut de respecter l'une ou plusieurs des obligations prévues à la présente Convention, après que la Ville l'ait avisée par écrit de remédier dans un délai de trente (30) jours, à un ou plusieurs défauts;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif;

7.1.5 si l'Organisme a, directement ou par l'entremise de ses représentants, présenté des renseignements faux, trompeurs ou incomplets à la Ville ou au MCC.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.5, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès que la Ville a connaissance de l'événement;

7.5 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 7.4, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme et même réviser le niveau de sa contribution financière.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 30 septembre 2017.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.4, 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.7, 4.8, 4.10 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'Organisme concède à la Ville et au MCC, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

L'Organisme s'engage à obtenir de tous tiers, tous les droits de propriété intellectuelle requis pour donner plein effet à la licence concédée à la Ville en vertu du premier paragraphe de cet article.

ARTICLE 12
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

12.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

12.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

12.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

12.5 Modification à la Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

12.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

12.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut donner une hypothèque ou en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

12.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 2396 rue Beaubien Est, Montréal, Québec, H2G 1N2, et tout avis doit être adressé à l'attention de Mario Fortin, président-directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 275 rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

12.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le .....e jour de ..... 20__

LA CORPORATION DU CINÉMA BEAUBIEN

Par : _____
Mario Fortin, président-directeur général

Cette Convention a été approuvée par le Conseil municipal de la Ville de Montréal, le e jour de ..... 20__ (Résolution CM .....).

ANNEXE 1

CINÉMA BEAUBIEN / ENTENTE DE PARTENARIAT

En 2001, le cinéma Beaubien échappait à la fermeture définitive. Grâce à la formation de la Corporation de développement le Dauphin, un o.b.n.l. respectant les principes d'entreprise d'économie sociale, il a pu poursuivre ses activités et sa vocation de cinéma de quartier. Depuis, il a fortement contribué à la relance de l'artère commerciale Beaubien et au développement culturel du quartier où s'est développement un pôle d'activités très dynamique et très prisé des jeunes familles notamment. Aujourd'hui, il rejoint plus de 225 000 personnes provenant du quartier mais aussi des quartiers centraux de Montréal.

Par sa mission qui consiste à diffuser du cinéma francophone et québécois et du cinéma d'art et d'essai québécois et étranger, le cinéma Beaubien est un outil de soutien et de promotion de l'industrie cinématographique du Québec. Même s'il a su s'adapter et se démarquer au courant des dernières années, avec une performance de 19% supérieure à celle de l'industrie en matière de fréquentation, le cinéma Beaubien reste fragile en raison de sa mission même, des ajustements qu'il a dû réaliser au cours des dernières années (passage de 3 à 5 salles, migration vers le numérique) et du contexte actuel difficile pour le cinéma québécois.

Objectifs

Pour consolider ses opérations et continuer de réaliser sa mission particulière, le Cinéma Beaubien propose un plan d'action qui se décline en 3 orientations :

- Poursuivre une mission qui comprend une part de risque, en mettant a l'affiche des films inaccessibles dans l'offre commerciale.

- Fidéliser la clientèle actuelle et développer de nouveaux publics en consolidant les communication via le site web et les réseaux sociaux, en organisant des événement en collaboration avec d'autres organismes culturels

- Consolider le volet famille, notamment par l'accueil du Festival international du Film pour enfants (FIFEM) et par le développement d'une programmation famille à l'année

ANNEXE 2

OBLIGATIONS DE L'ORGANISME
ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE MONTRÉAL

L'Organisme subventionné doit respecter le protocole de visibilité qui lie la Ville au MCC et à cet égard, il doit :

1. VISIBILITÉ

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du protocole de visibilité.

1.2. Soumettre au Responsable pour approbation le partage de la visibilité entre tous les collaborateurs du Projet.

1.3. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française comme cela est prévu au protocole de visibilité.

2. COMMUNICATIONS

2.1. Reconnaissance de la Ville et du MCC :

- Faire état de la contribution de la Ville et du MCC et souligner leurs apports dans toutes les communications relatives au Projet ou à l'activité.

- Souligner l'apport et remercier la Ville et le MCC pour son soutien sur les médias sociaux.

- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville et du MCC lors des activités publiques organisées dans le cadre du Projet et lors du bilan.

- Apposer les logos de la Ville et du gouvernement du Québec sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le programme officiel, le site Internet, les bandeaux Internet, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc.

  Les logos de la Ville et du gouvernement du Québec devront également figurer sur toutes les publicités et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule.

  Dans le cas où l'insertion de la signature graphique de la Ville et du gouvernement du Québec n'est pas possible, l'Organisme doit ajouter la phrase suivante :

  > « Projet financé dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal par la Ville de Montréal et le ministère de la Culture et des Communications. »

- Soumettre pour approbation tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et du MCC et tous les documents où figurent les logos de la Ville et du gouvernement du Québec au moins dix (10) jours ouvrables avant leur diffusion.

- S'il y a lieu, ajouter le logo de la Ville et du gouvernement du Québec en clôture de toutes publicités télé ou Web. Les logos de la Ville et du gouvernement du Québec peuvent faire partie d'un regroupement de collaborateurs. Par contre, à titre de collaborateurs principaux, les logos de la Ville et du gouvernement du Québec devront être mis en évidence.

- Ajouter les logos de la Ville et du gouvernement du Québec sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville et du MCC (incluant les blogueurs, les photographes et les caméramans) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville et du MCC à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.

- Inviter un représentant politique de la Ville et du MCC à participer aux annonces et aux conférences de presse organisées en marge de l'événement.

  Aviser le cabinet du maire, le comité exécutif et le ministre du MCC par écrit un minimum de **10 jours** ouvrables à l'avance.

- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville et le MCC, soumettre au cabinet du maire, au comité exécutif et au ministre du MCC le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet ou l'activité.

- Offrir au cabinet du maire, au comité exécutif et au ministre du MCC la possibilité d'insérer une citation du maire (ou de l'élu responsable) dans les communiqués.

2.3. Normes graphiques et linguistiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logo de la Ville et du gouvernement du Québec disponibles sur le portail à l'adresse ville.montreal.qc.ca/logo.

- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement des signatures Ville – gouvernement du Québec et des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).

  De façon générale, le logo du gouvernement du Québec doit toujours se retrouver à l'extrême droite.

  Montréal + Québec
  Canada + Montréal + Québec

Arrondissement +_ Montréal + Québec
Canada + arrondissement + Montréal + Québec
Organisme + arrondissement + Montréal + Québec

2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et au MCC, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur le site Internet ou tout autre support média.

  Lesdites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.

- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville et du MCC sur le site Internet du Projet ou de l'événement.

- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville avant leur impression et leur diffusion.

- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement. La publicité sera fournie par la Ville.

- Offrir d'inclure un message officiel de la mairie, du ministre du MCC ou des élus dans le programme de l'événement.

  La demande doit être transmise au cabinet du maire, au comité exécutif et au ministre du MCC au moins de 30 jours ouvrables à l'avance.

- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminé) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.

- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement. (ex. : écrans numériques géants).

- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité.

  Un message sera préparé à cet effet.

- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.

- S'assurer de la présence du logo de la Ville et du gouvernement du Québec dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics

- Inviter la Ville et le MCC à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet.

- Aviser le cabinet du maire, le comité exécutif et le ministre du MCC par écrit vingt (20) jours ouvrables avant l'événement.

- Transmettre, le plus rapidement possible, au cabinet du maire, au comité exécutif et au ministre du MCC le scénario de déroulement de l'événement.

- Pour tous événements publics, coordonner et effectuer le suivi avec le cabinet du maire, le ministre du MCC ou les élus.

- Respecter les règles protocolaires officielles en matière d'événements publics.

2.6. Bilan de visibilité

- Remettre au responsable du projet de la Ville en annexe au bilan, en format numérique :

  - un bilan de la visibilité accordée, dont deux exemplaires numériques de chaque outil de communication développé pour la publicité et l'information publique relatives aux activités du Projet ou de l'événement.

  - s'il y a lieu, une revue de presse incluant les mentions, textes, logos à la radio, télévision, journaux imprimés et électroniques.

  - une image des mentions ou logos sur les dépliants ou affiches imprimées et électroniques

  - s'il y a lieu, une photo des différents montages où figure le logo de la Ville et du gouvernement du Québec (ex. : conférence de presse).

  - un bref descriptif ou une présentation du programme, de l'événement ou du Projet (30-50 mots) incluant les dates de l'événement, les principales clientèles rejointes ainsi que le rayonnement et/ou la fréquentation globale.

Si vous avez des questions concernant la visibilité de la Ville ou encore souhaitez faire approuver un texte ou un document, vous pouvez rejoindre le Service des communications de la Ville à l'adresse courriel suivante : **visibilite@ville.montreal.qc.ca**

Si vous avez des questions concernant la visibilité gouvernementale ou l'application du Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec, veuillez communiquer avec :

Mme Marjorie Houle

Conseillère en communication
Direction des communications et des affaires publiques
Ministère de la Culture et des Communications
225, Grande Allée Est, bloc B, 2e étage
Québec (Québec) G1R 5G5
418 380-2363, poste 7220
marjorie.houle@mcc.gouv.qc.ca

À noter : Pour adresser une demande au cabinet du maire et du comité exécutif, veuillez utiliser les formulaires destinés à cet effet dans la section ***Communiquer avec nous*** à l'adresse https://mairedemontreal.ca/. Pour une demande de citation dans un communiqué, veuillez utiliser la rubrique, ***Obtenir un mot du maire***.

Pour rejoindre le cabinet :
cabinet.du.maire@ville.montreal.qc.ca.

Pour rejoindre le cabinet du ministre du MCC:
helene.fontaine@mcc.gouv.qc.ca.

Il est important de préciser que le Projet est subventionné par le biais de l'Entente sur le développement culturel de Montréal lorsque vous communiquez avec les cabinets.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1163205004

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , Division du développement culturel , -
Objet :	Approuver la signature d'une entente entre la Ville de Montréal et la Corporation du Cinéma Beaubien et autoriser le versement d'un soutien financier de 100 000 $ pour la réalisation de son plan d'action 2016-2017 dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel 2016-2017.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Virement crédit - GDD 1163205004.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ibtissam ABDELLAOUI
Préposé(e) au budget
Tél : 514 872-8914

Mario Primard
Agent comptable analyste
Tél. : 514 868-4439

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-03-06

Daniel D DESJARDINS
Consieller budgétaire
Tél : 514 872-5597

Division : Service des finances. Conseil et soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.43

2017/03/27 13:00

(1)

Dossier # : 1163205001

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , Division du développement culturel , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 b) maintenir accessibles, tant au plan géographique qu'économique, ses lieux de diffusion de la culture et de l'art et encourager leur fréquentation
Projet :	MCCQ 2016-2017 (Entente sur le développement culturel)
Objet :	Autoriser la signature d'une entente permettant le versement d'un soutien financier de 65 500 $ à la Maison québécoise du théâtre pour l'enfance et la jeunesse pour la réalisation de son programme de Pédago-diffusion dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2016-2017.

Il est recommandé :

1. d'accorder un soutien financier de 65 500 $ à la Maison québécoise du théâtre pour l'enfance et la jeunesse pour la réalisation de son programme de "Pédago-diffusion", dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel 2016-2017 intervenue entre la Ville et le ministère de la Culture et des Communications;
2. d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier.
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2017-03-07 14:29

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1163205001**

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , Division du développement culturel , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 b) maintenir accessibles, tant au plan géographique qu'économique, ses lieux de diffusion de la culture et de l'art et encourager leur fréquentation
Projet :	MCCQ 2016-2017 (Entente sur le développement culturel)
Objet :	Autoriser la signature d'une entente permettant le versement d'un soutien financier de 65 500 $ à la Maison québécoise du théâtre pour l'enfance et la jeunesse pour la réalisation de son programme de Pédago-diffusion dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2016-2017.

CONTENU

CONTEXTE

Le ministère de la Culture et des Communications (MCC) et la Ville de Montréal souhaitent appuyer des actions qui renforcent la participation des citoyens à la vie culturelle montréalaise. La Maison québécoise du théâtre pour l'enfance et la jeunesse est un organisme dont le travail en matière de diffusion spécialisée, d'accompagnement des publics et d'activités éducatives est reconnu et structurant auprès des clientèles des écoles et des arrondissements de Montréal. Le ministère et la Ville souhaitent donc renouveler pour une année le partenariat avec la Maison Théâtre dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel 2016-2017.
La Maison Théâtre est une association regroupant 28 compagnies professionnelles de théâtre œuvrant partout au Québec. Elle constitue un véritable carrefour artistique et contribue de manière essentielle à l'essor du théâtre jeune public. La Maison Théâtre s'est notamment imposée depuis sa création en matière d'accessibilité et de médiation théâtrale. Les projets de médiation théâtrale qu'elle développe constituent des outils éducatifs d'incitation et d'accompagnement à la fréquentation du théâtre. Parfois, il s'agit d'activités d'apprivoisement pour des publics exclus dans le but de développer leur goût du théâtre. Le public scolaire de la Maison Théâtre représente en moyenne 60% des assistances. Pour les professionnels de l'éducation, les activités d'éducation au théâtre développées par la Maison Théâtre constituent une ressource très utile et enrichissante.

De 1997 à 2014, plusieurs projets de la Maison Théâtre a été soutenus par le biais des programmes de soutien de l'Entente sur le développement culturel. Depuis 2005, la Maison Théâtre bénéficie également d'une entente de partenariat dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel permettant la réalisation du projet "Découvertes théâtrales" en partenariat avec certains arrondissements montréalais, grâce à un soutien annuel de 25 000 $. Étant donné l'expertise et la reconnaissance acquise de la Maison Théâtre en matière d'accessibilité et de médiation théâtrale, il est maintenant souhaité que à compter de 2016

(soit dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel 2016-2017), l'entente de partenariat soit bonifiée afin de permettre la consolidation de l'ensemble de leurs actions regroupées sous le programme cadre "La pédago-diffusion".

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE15 1325 - 29 juillet 2015 - Autoriser la signature d'une entente permettant le versement d'une subvention de 25 000 $ à la Maison québécoise du théâtre pour l'enfance et la jeunesse pour la réalisation de son projet de médiation culturelle "Découvertes théâtrales", dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2015-2016.
CE14 1570 - 15 octobre 2014 - Accorder un soutien financier de 151 000 $ à onze organismes pour la réalisation de onze projets de médiation culturelle dans le cadre d'un engagement pluriannuel de l'Entente sur le développement culturel de Montréal (Maison québécoise du théâtre pour l'enfance et la jeunesse 15 000 $).

CE13 1573 - 2 octobre 2013 - Accorder un soutien financier totalisant 79 000 $ à cinq organismes culturels ci-après désignés, pour le montant indiqué en regard de chacun d'eux, pour la réalisation de cinq projets de médiation culturelle dans le cadre d'un engagement pluriannuel de l'Entente sur le développement culturel de Montréal (Maison québécoise du théâtre pour l'enfance et la jeunesse 15 000 $).

CE12 1023 - 20 juin 2012 - d' autoriser le versement de 304 700 $ à vingt-huit (28) organismes culturels montréalais dans le cadre du Programme montréalais d'action culturelle de l'Entente MCCCF-Ville 2012-2015 (Maison québécoise du théâtre pour l'enfance et la jeunesse 15 000 $).

CM12 0929- 23 octobre 2012- Accorder un soutien financier total de 25 000 $, soit un montant annuel de 25 000 $ en 2012, 2013 et 2014, à la Maison québécoise du théâtre pour l'enfance et la jeunesse afin de soutenir le projet de médiation « Découvertes théâtrales » dédié aux jeunes du primaire dans les quartiers sensibles de Montréal dans le cadre de l'Entente MCCCF-Ville / Approuver le projet de convention à cet effet

CE11 1840 - 16 novembre 2011 - Autoriser le versement de 155 900 $ à onze (11) organismes culturels montréalais dans le cadre du Programme de partenariat, culturel et communauté 2011 de l'Entente MCCCF-Ville 2011-2012 (Maison québécoise du théâtre pour l'enfance et la jeunesse 15 000 $).

CE11 0973 - 22 juin 2011 - Autoriser le versement de 224 000 $ à 22 organismes culturels dans le cadre du Programme montréalais d'action culturelle 2011 de l'Entente MCCCF/Ville 2011-2012 (Maison québécoise pour l'enfance et la jeunesse 15 000 $).

CE11 0793 - 1er juin 2011 - Autoriser la signature d'une entente de partenariat annuelle permettant le versement d'une subvention en 2011 à quatre organismes culturels: Musique Multi-Montréal (25 000 $), Collectif d'animation urbaine L'Autre Montréal (20 000 $), Maison québécoise du théâtre pour l'enfance et la jeunesse (25 000 $) et Comité Musique Maisonneuve / Festival Petits Bonheurs (25 000 $) afin de poursuivre le partenariat triennal entrepris en 2008 dans le cadre de l'Entente MCCCF-Ville

CM08 0875 - 27 octobre 2008 - Accorder un soutien financier de 75 000 $, soit un montant annuel de 25 000 $ en 2008, 2009 et 2010, à la Maison québécoise du théâtre pour l'enfance et la jeunesse afin de soutenir le projet de médiation « Découvertes théâtrales » dédié aux jeunes du primaire dans les quartiers sensibles de Montréal dans le cadre de l'Entente MCCCF-Ville 2008-2011 / Approuver le projet de protocole d'entente à cette fin.

CM05 0746 - 29 novembre 2005 - Autoriser la signature d'un protocole d'entente permettant le versement annuel de 25 000$ à la Maison québécoise du théâtre pour

l'enfance et la jeunesse pour le financement d'un partenariat triennal avec quatre diffuseurs culturels muncipaux montréalais dans le cadre de l'Entente MCCQ-Ville 2005-2008.

DESCRIPTION

Dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel 2016-2017, le Service de la culture et le Ministère de la Culture et des Communications souhaitent renouveler le partenariat avec la Maison québécoise du théâtre pour l'enfance et la jeunesse et le bonifier afin de soutenir son nouveau programme cadre de pédago-diffusion qui vise à favoriser une approche éducative de la médiation théâtrale axée sur la fréquentation. Les objectifs généraux de ce programme sont :
- Maximiser et élargir les programmes d'activités de la Maison Théâtre menés en partenariat avec des diffuseurs culturels d'arrondissement;
- Établir des ententes pédagogiques avec les réseaux scolaires et préscolaires;
- Innover, explorer, expérimenter et développer des projets avec des partenaires inusités tel que l'Office municipal d'habitation de Montréal;
- Documenter, mesurer et rayonner.

Pour l'année 2016-2017, les actions qui seront privilégiées pour démarrer le programme sont :

- Maintenir le projet *Découvertes théâtrales* avec l'Entrepôt de Lachine, la maison de la culture Ahuntsic-Cartierville et la maison de la culture Frontenac;
- Rétablir le programme d'ateliers *Apprécier le théâtre en classe,* qui enrichit la sortie au théâtre et constitue une mesure incitative ;
- Réaliser deux activités spéciales de médiation et de fréquentation théâtrales (La chambre d'Amis, le projet PHILO).

JUSTIFICATION

La Ville et le Ministère reconnaissent à la Maison québécoise du théâtre pour l'enfance et la jeunesse la compétence de tisser des liens fonctionnels avec les arrondissements, les écoles montréalaises et d'autres partenaires, afin d'élaborer et d'offrir une programmation concertée et des actions d'éducation et d'accompagnement qui favorisent l'accessibilité au théâtre. Ce programme de pédago-diffusion permettra notamment d'accroître le nombre d'activités éducatives menant à la fréquentation théâtrale pour les jeunes montréalais.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût maximal de cette contribution financière de 65 500$ sera financé par le règlement d'emprunt no 16-032 Entente sur le développement culturel, règlement de compétence locale.
La contribution financière est réalisée dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2016-2017.

La dépense de 65 500$ est subventionnée à 50 000$ dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal, ce qui laisse un emprunt net à la charge de la Ville de 15 500 $ et a fait l'objet des recommandations de crédit suivantes: 16-02.03.04.00-032 et 15-02.03.04.00-0154.

Voici les contributions financières accordées à la Maison Théâtre au cours des cinq dernières années :

		2011	**2012**	**2013**	**2014**	**2015**	**2016**

ENTENTE MCC/ VILLE	Projets soutenus dans le cadre du programme montréalais d'action culturelle	15 000 $	15 000 $	15 000 $	15 000 $		
	Projets soutenus dans le cadre du programme de partenariat, culture et communauté	15 000 $					
	Entente de partenariat	25 000 $	25 000 $	25 000 $	25 000 $	25 000 $	
Conseil des arts de Montréal	Soutien au fonctionnement	125 000 $	135 000 $	135 000 $	135 000 $	135 000 $	135 000 $

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Par son soutien à l'accessibilité à la culture, cette entente participe à la qualité de vie montréalaise.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les principaux impacts sont liés aux objectifs du programme concernant la fréquentation du théâtre par le public scolaire, préscolaire et familial et l'élargissement des activités offertes sur le territoire.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les opérations de communication seront faites conformément au protocole de visibilité sur le développement culturel qui prévoit notamment la signature visuelle à être apposée sur les documents de promotion et dans toutes les activités de communication des organismes.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Septembre 2016 à septembre 2017 Réalisation du projet par l'organisme
Septembre 2017 Dépôt du bilan du projet.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

A la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Zamir Jose HENAO PANESSO)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Odile MELANÇON
Commissaire au developpement culturel - Gestion des ententes

Tél : 514 872-6295
Télécop. : 514 872-0981

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-03-02

Gina TREMBLAY
Chef de division - Développement culturel

Tél : 514 872-5592
Télécop. : 514 872-4665

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Suzanne LAVERDIÈRE
Directrice
Tél : 514-872-4600
Approuvé le : 2017-03-06

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est le 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **MAISON QUÉBÉCOISE DU THÉÂTRE POUR L'ENFANCE ET LA JEUNESSE**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), ayant sa place d'affaires au 245, rue Ontario Est, Montréal, Québec, H2X 3Y6, agissant et représentée par Alain Grégoire, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

N° d'inscription T.P.S. : 119029171
N° d'inscription T.V.Q. : 1006373913

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la présente convention (ci-après la « **Convention** ») s'inscrit dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel 2016-2017 entre la Ville et le ministère de la Culture et des Communications (ci-après le « **MCC** ») (ci-après l' « **Entente** »);

ATTENDU QUE le MCC et la Ville ont convenu que cette dernière assumerait la gestion de l'Entente;

ATTENDU QUE l'Organisme est un acteur dont l'action est structurante pour l'accessibilité théâtrale des jeunes à Montréal;

ATTENDU QUE dans le cadre de l'Entente, l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent;

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule, l'annexe 1 et l'annexe 2 font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « Annexe 1 » : la description du Projet;

2.2 « Annexe 2 » : les normes de visibilité mentionnées à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.3 « Projet » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « Rapport annuel » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « Reddition de compte » : la liste des interventions, projets ou activités effectués, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion;

2.6 « Responsable » : la Directrice du Service de la culture de la Ville de Montréal ou son représentant autorisé.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, l'aide financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.2.3 dans la mesure où la contribution financière accordée à l'Organisme en vertu de la présente Convention serait appliquée sur un projet de construction couvert par le Décret concernant la politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics (M-17.1, r.1.1) (ci-après le « **Décret** »), s'assurer d'appliquer les règles et les obligations découlant du Décret à la réalisation du Projet;

4.2.4 dans la mesure où le Projet pourrait nécessiter des interventions archéologiques sur le site patrimoine déclaré de Montréal et sur le site patrimoine déclaré du Mont-Royal, l'Organisme s'engage, en ce qui concerne ses propriétés, à prendre les mesures nécessaires afin que soient assurées la connaissance et la mise en valeur du potentiel archéologique des sites faisant l'objet de travaux et ce, en vertu de la contribution financière prévue à la présente Convention;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MCC, conformément aux dispositions concernant les Normes de visibilité

gouvernementales et d'identification permanente (ci-après les « **Normes de visibilité** ») jointes à la présente Convention à l'Annexe 2, ainsi que celles prévues dans *l'Entente sur le développement culturel de Montréal, Guide destiné aux organismes subventionnés* dont une copie est disponible à l'adresse suivante : Signature Entente sur le développement culturel de Montréal | Culture, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention et faire en sorte que ces documents reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MCC par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MCC avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MCC aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 30 septembre de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente entente et le 31 août 2017.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou lorsque les Parties auront rempli leurs obligations (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les soixante (60) jours de la date de résiliation ou de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le directeur du Service des finances de la Ville, le MCC et leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du MCC, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leur questions et leur fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 dans les trente (30) jours de la clôture de son exercice financier, à déposer auprès du Responsable, le Rapport annuel, les rapports d'activités ainsi que les rapports d'étape, le cas échéant, requis par ce dernier et comportant les informations qu'il requiert, telles que, mais non limitativement, la ventilation des activités et l'utilisation des sommes allouées;

4.5.5 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés, séparément, le cas échéant, de ceux des autres secteurs d'activités de l'Organisme conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable les états financiers de l'Organisme, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à l'échéance de la présente Convention, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux conseils d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation d'au moins cinq (5) jours avant l'assemblée;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et la tient indemne de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention.

4.8 Séance du conseil municipal

Dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance plénière du conseil municipal selon le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal*, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.9 Déclarations et garanties

L'Organisme déclare et garantit :

4.9.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

4.9.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

4.9.3 qu'il détient tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

4.9.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

4.10 Communications des informations

L'Organisme doit fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de réclamation.

L'Organisme autorise la Ville à transmettre au MCC une copie de la présente Convention ainsi que, sur demande, toute information, financière ou autre, ou tout document concernant l'Organisme ou la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de soixante-cinq mille cinq cent dollars (65 500 $), incluant toutes les taxes applicables, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements : un premier versement au montant de cinquante mille dollars (50 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, un deuxième versement au montant de quinze mille cinq cent dollars (15 500 $), après l'acceptation du bilan complet prévu à l'article 4.5.1.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Annulation

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à payer des frais concernant toute convention avec un tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme fait défaut de respecter l'une ou plusieurs des obligations prévues à la présente Convention, après que la Ville l'ait avisée par écrit de remédier dans un délai de trente (30) jours, à un ou plusieurs défauts;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif;

7.1.5 si l'Organisme a, directement ou par l'entremise de ses représentants, présenté des renseignements faux, trompeurs ou incomplets à la Ville ou au MCC.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.5, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès que la Ville a connaissance de l'événement;

7.5 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 7.4, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme et même réviser le niveau de sa contribution financière.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 30 septembre 2017.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.4, 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.7, 4.8, 4.10 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000

$) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'Organisme concède à la Ville et au MCC, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

L'Organisme s'engage à obtenir de tous tiers, tous les droits de propriété intellectuelle requis pour donner plein effet à la licence concédée à la Ville en vertu du premier paragraphe de cet article.

ARTICLE 12
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

12.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

12.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

12.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

12.5 Modification à la Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

12.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

12.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut donner une hypothèque ou en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

12.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 245, rue Ontario Est, Montréal, Québec, H2X 3Y6, et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

12.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et

même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2017

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le 10e jour de février 2017

MAISON QUÉBÉCOISE DU THÉÂTRE POUR L'ENFANCE ET LA JEUNESSE

Par : _____
Alain Grégoire, président-directeur général

Cette Convention a été approuvée par le Conseil municipal de la Ville de Montréal, le e jour de ..... 2017 (Résolution CM .....).

ANNEXE 1

ANNEXE 2

OBLIGATIONS DE L'ORGANISME
ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE MONTRÉAL

L'Organisme subventionné doit respecter le protocole de visibilité qui lie la Ville au MCC et à cet égard, il doit :

1. VISIBILITÉ

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du protocole de visibilité.

1.2. Soumettre au Responsable pour approbation le partage de la visibilité entre tous les collaborateurs du Projet.

1.3. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française comme cela est prévu au protocole de visibilité.

2. COMMUNICATIONS

2.1. Reconnaissance de la Ville et du MCC :

- Faire état de la contribution de la Ville et du MCC et souligner leurs apports dans toutes les communications relatives au Projet ou à l'activité.

- Souligner l'apport et remercier la Ville et le MCC pour son soutien sur les médias sociaux.

- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville et du MCC lors des activités publiques organisées dans le cadre du Projet et lors du bilan.

- Apposer les logos de la Ville et du gouvernement du Québec sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le programme officiel, le site Internet, les bandeaux Internet, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc.

  Les logos de la Ville et du gouvernement du Québec devront également figurer sur toutes les publicités et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule.

  Dans le cas où l'insertion de la signature graphique de la Ville et du gouvernement du Québec n'est pas possible, l'Organisme doit ajouter la phrase suivante :

  > « Projet financé dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal par la Ville de Montréal et le ministère de la Culture et des Communications. »

- Soumettre pour approbation tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et du MCC et tous les documents où figurent les logos de la Ville et du gouvernement du Québec au moins dix (10) jours ouvrables avant leur diffusion.

- S'il y a lieu, ajouter le logo de la Ville et du gouvernement du Québec en clôture de toutes publicités télé ou Web. Les logos de la Ville et du gouvernement du Québec peuvent faire partie d'un regroupement de collaborateurs. Par contre, à titre de collaborateurs principaux, les logos de la Ville et du gouvernement du Québec devront être mis en évidence.

- Ajouter les logos de la Ville et du gouvernement du Québec sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville et du MCC (incluant les blogueurs, les photographes et les caméramans) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville et du MCC à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.

- Inviter un représentant politique de la Ville et du MCC à participer aux annonces et aux conférences de presse organisées en marge de l'événement.

  Aviser le cabinet du maire, le comité exécutif et le ministre du MCC par écrit un minimum de **10 jours** ouvrables à l'avance.

- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville et le MCC, soumettre au cabinet du maire, au comité exécutif et au ministre du MCC le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet ou l'activité.

- Offrir au cabinet du maire, au comité exécutif et au ministre du MCC la possibilité d'insérer une citation du maire (ou de l'élu responsable) dans les communiqués.

2.3. Normes graphiques et linguistiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logo de la Ville et du gouvernement du Québec disponibles sur le portail à l'adresse ville.montreal.qc.ca/logo.

- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement des signatures Ville – gouvernement du Québec et des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).

  De façon générale, le logo du gouvernement du Québec doit toujours se retrouver à l'extrême droite.

  Montréal + Québec
  Canada + Montréal + Québec

Arrondissement +_ Montréal + Québec
Canada + arrondissement + Montréal + Québec
Organisme + arrondissement + Montréal + Québec

24. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et au MCC, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur le site Internet ou tout autre support média.

  Lesdites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.

- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville et du MCC sur le site Internet du Projet ou de l'événement.

- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville avant leur impression et leur diffusion.

- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement. La publicité sera fournie par la Ville.

- Offrir d'inclure un message officiel de la mairie, du ministre du MCC ou des élus dans le programme de l'événement.

  La demande doit être transmise au cabinet du maire, au comité exécutif et au ministre du MCC au moins de 30 jours ouvrables à l'avance.

- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminé) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.

- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement. (ex. : écrans numériques géants).

- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité.

  Un message sera préparé à cet effet.

- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.

- S'assurer de la présence du logo de la Ville et du gouvernement du Québec dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics

- Inviter la Ville et le MCC à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet.

- Aviser le cabinet du maire, le comité exécutif et le ministre du MCC par écrit vingt (20) jours ouvrables avant l'événement.

- Transmettre, le plus rapidement possible, au cabinet du maire, au comité exécutif et au ministre du MCC le scénario de déroulement de l'événement.

- Pour tous événements publics, coordonner et effectuer le suivi avec le cabinet du maire, le ministre du MCC ou les élus.

- Respecter les règles protocolaires officielles en matière d'événements publics.

2.6. Bilan de visibilité

- Remettre au responsable du projet de la Ville en annexe au bilan, en format numérique :

  - un bilan de la visibilité accordée, dont deux exemplaires numériques de chaque outil de communication développé pour la publicité et l'information publique relatives aux activités du Projet ou de l'événement.

  - s'il y a lieu, une revue de presse incluant les mentions, textes, logos à la radio, télévision, journaux imprimés et électroniques.

  - une image des mentions ou logos sur les dépliants ou affiches imprimées et électroniques

  - s'il y a lieu, une photo des différents montages où figure le logo de la Ville et du gouvernement du Québec (ex. : conférence de presse).

  - un bref descriptif ou une présentation du programme, de l'événement ou du Projet (30-50 mots) incluant les dates de l'événement, les principales clientèles rejointes ainsi que le rayonnement et/ou la fréquentation globale.

Si vous avez des questions concernant la visibilité de la Ville ou encore souhaitez faire approuver un texte ou un document, vous pouvez rejoindre le Service des communications de la Ville à l'adresse courriel suivante : **visibilite@ville.montreal.qc.ca**

Si vous avez des questions concernant la visibilité gouvernementale ou l'application du Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec, veuillez communiquer avec :

Mme Marjorie Houle

Conseillère en communication
Direction des communications et des affaires publiques
Ministère de la Culture et des Communications
225, Grande Allée Est, bloc B, 2e étage
Québec (Québec) G1R 5G5
418 380-2363, poste 7220
marjorie.houle@mcc.gouv.qc.ca

À noter : Pour adresser une demande au cabinet du maire et du comité exécutif, veuillez utiliser les formulaires destinés à cet effet dans la section ***Communiquer avec nous*** à l'adresse https://mairedemontreal.ca/. Pour une demande de citation dans un communiqué, veuillez utiliser la rubrique, ***Obtenir un mot du maire***.

Pour rejoindre le cabinet :
cabinet.du.maire@ville.montreal.qc.ca.

Pour rejoindre le cabinet du ministre du MCC:
helene.fontaine@mcc.gouv.qc.ca.

Il est important de préciser que le Projet est subventionné par le biais de l'Entente sur le développement culturel de Montréal lorsque vous communiquez avec les cabinets.

VÉZINA

Une société de Marsh & McLennan Agency LLC

CERTIFICAT D'ASSURANCE

Le présent certificat atteste que les assurances ci-dessous sont en vigueur à ce jour et que les polices d'assurance énumérées ont été établies au nom de l'assuré désigné dans ce certificat pour la période d'assurance indiquée, nonobstant toute exigence, modalité ou condition de tout contrat ou autre document à l'égard duquel le présent certificat peut être établi ou peut se rapporter.

LE PRÉSENT CERTIFICAT EST ÉMIS À :

Détenteur du certificat

À qui de droit

Nom et adresse de l'Assuré

Maison Québécoise du théâtre pour l'enfance et la jeunesse
245, Ontario Est
Montréal (Qc) H2X 3Y6

	GENRE D'ASSURANCE	ASSUREUR	N° DE POLICE	DATE D'EXPIRATION (J / M / A)	GARANTIES	LIMITE DE LA GARANTIE
☒	**A) Assurance responsabilité civile générale** incluant :	St-Paul Fire & Marine Insurance	ENT2002109	01/02/2018	Limite combinée pour les dommages corporels et les dommages matériels ☒ base d'évènement ☐ base de réclamation présentée	**5 000 000 $** Chaque événement **10 000 000 $** Limite d'ensemble annuelle
☒	Produits et opérations complétées				Franchise applicable à :	**5 000 000 $** Limite d'ensemble annuelle Produits et opérations complétées
☒	Responsabilité contractuelle - restreinte				Dommages matériels **1 000 $** Dommages corporels **1 000 $** Frais de défense **$**	
☒	Responsabilité réciproque					
☒	Responsabilité patronale contingente					
☒	Automobile des non-propriétaires (F.P.Q. No 6)					**5 000 000 $** Chaque événement
☐	**B) Assurance responsabilité automobile F.P.Q. N° 1** ☐ sur tous les véhicules appartenant à, ou loué par l'assuré ☐ uniquement les véhicules désignés				Limite combinée pour les dommages corporels et les dommages matériels	**$** Chaque événement
☐	**C) Assurance responsabilité "Umbrella"** En excédent des assurances responsabilité mentionnées en A) et B)				Limite combinée pour les dommages corporels et les dommages matériels Rétention : **$**	**$** Chaque événement **$** Limite d'ensemble annuelle
☐	**D) Assurance responsabilité - Atteinte à l'environnement**				☐ Formule soudaine et accidentelle ☐ Extension de garantie pollution - 120 heures Franchise : **$**	**$** Chaque événement **$** Limite d'ensemble annuelle
☒	**E) Assurance responsabilité Administrateurs & Dirigeants**	Intact Assurance	372-7271	01/02/2018	Le montant de garantie constitue le maximum payable : ☐ base d'évènement ☒ base de réclamation présentée Franchise : **0 $**	**1 000 000 $** Chaque événement **1 000 000 $** Limite d'ensemble annuelle
☐	**F) Assurance équipements d'entrepreneur** sur tous les équipements d'entrepreneur appartenant à, loués ou utilisés par l'assuré ou pour lequel il est responsable				Formule étendue dite « tous risques » ☐ Valeur à neuf incluse Franchise : **$**	**$**
☒	**G) Assurance sur les biens** ☐ Sujet à la clause du BAC	St-Paul Fire & Marine Insurance	ENT2002109	01/02/2018	Formule étendue dite « tous risques » ☒ Valeur à neuf incluse Franchise : **2 500 $**	**7 467 000 $**

Lieux et/ou activités : **Théâtre (salle de 411 places), bureaux administratifs, activités culturelles, animations, ateliers de théâtre et tout autre activité en rapport avec le commerce de l'assuré.**

N.B. L'assurance que procurent les polices décrites aux présentes est assujettie à toutes les modalités, exclusions et conditions desdites polices. Ce certificat est établi uniquement à titre d'information et ne confère aucun droit à son titulaire. Ce certificat ne modifie, n'étend ni ne change la protection offerte par les polices énumérées ci-haut.

Les limites indiquées peuvent avoir été réduites par le règlement de sinistres. Les limites d'assurance ci-haut mentionnées sont en devises canadiennes (CDN).

Si une des polices devait être résiliée avant sa date d'expiration, la compagnie l'ayant établie enverra un préavis de jours au détenteur du certificat selon les termes et conditions de la police.

Émis le **24 janvier 2017**

Sonia Couture
Courtier en assurance de dommages des entreprises

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1163205001

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , Division du développement culturel , -
Objet :	Autoriser la signature d'une entente permettant le versement d'un soutien financier de 65 500 $ à la Maison québécoise du théâtre pour l'enfance et la jeunesse pour la réalisation de son programme de Pédago-diffusion dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2016-2017.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Virement crédit - GDD 1163205001.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Zamir Jose HENAO PANESSO
Préposé au budget
Tél : 514 872-7801

Mario Primard
Agent comptable analyste
Tél. : 514 868-4439

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-03-06

Daniel D DESJARDINS
Conseiller budgetaire
Tél : 514 872-5597

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.44

2017/03/27 13:00

(1)

Dossier # : 1171654001

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , Division du développement culturel , Section Équipements culturels et bureau d'art public
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 d) soutenir le développement et la diversité des pratiques culturelles
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 26 000 $, à Atelier circulaire, pour l'acquisition de matériel médiatique pour améliorer la communication et la diffusion, dans le cadre de l'entente sur le développement culturel de Montréal - Programme Équipements - Aide d'urgence / Approuver le projet de convention à cet effet.

Il est recommandé :
1. d'accorder un soutien financier de 26 000 $ à Atelier circulaire pour l'acquisition de matériel médiatique pour améliorer la communication et la diffusion, dans le cadre de l'entente sur le développement culturel de Montréal - Programme Équipements - Aide d'urgence;
2. d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2017-03-06 08:49

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1171654001**
Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , Division du développement culturel , Section Équipements culturels et bureau d'art public
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 d) soutenir le développement et la diversité des pratiques culturelles
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 26 000 $, à Atelier circulaire, pour l'acquisition de matériel médiatique pour améliorer la communication et la diffusion, dans le cadre de l'entente sur le développement culturel de Montréal - Programme Équipements - Aide d'urgence / Approuver le projet de convention à cet effet.

CONTENU

CONTEXTE

La mise en œuvre des activités du Forum sur les équipements culturels s'inscrit dans le cadre de l'axe 4 de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2015-2016. Dans ce contexte, le ministère de la Culture et des Communications (MCC) et la Ville de Montréal ont convenu de mettre en place une entité de concertation permanente dont les principaux objectifs visent à :
- développer une vision stratégique et prospective commune du développement des équipements culturels à Montréal;
- engager la réalisation d'études et d'investissements financiers destinés à renforcer le rôle de métropole culturelle exercé par Montréal;
- accroître l'accessibilité de tous les citoyens aux arts et à la culture;
- favoriser la consolidation des activités de création, de production et de diffusion des organismes culturels sur le territoire montréalais.

À la suite de la rencontre des partenaires de l'Entente sur le développement culturel tenue le 12 janvier 2017, les partenaires ont convenu d'appuyer financièrement Atelier circulaire ayant manifesté des besoins urgents au chapitre de l'acquisition de matériel médiatique pour améliorer la communication et la diffusion.

Contrairement aux programmes habituels de l'Axe 4 qui sont financés à parts égales par la Ville et le MCC, l'enveloppe budgétaire (4.1.3 Équipements: Aide d'urgence) requise pour appuyer le projet d'Atelier circulaire sera puisée entièrement à même les ressources budgétaires du Ministère (100 % en crédits réguliers).

Le projet global est évalué à plus de 472 000 $. Patrimoine Canadien et le ministère de la Culture et des Communications (MCC) souhaitent contribuer au projet. Une portion de la contribution financière du MCC fait l'objet de la présente demande (26 000 $) et l'autre

portion de la contribution du MCC (184 086 $), provenant d'une entente distincte avec le MCC, est détaillée au dossier décisionnel no 1161654007. Afin de présenter un portrait global aux instances, ce dernier sommaire décisionnel est présenté au Comité exécutif et au Conseil municipal conjointement avec le présent dossier.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0683 - 26 novembre 2015 - Approbation de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2015-2016 entre la ministre de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal.
CG12 0471 - 20 décembre 2012 - Approbation de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2012-2015 entre le ministère de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal.

DESCRIPTION

L'accord des partenaires de l'Entente sur le développement culturel est intervenu le 12 janvier 2017, au moment où le comité de gestion se réunissait et confirmait son accord dans les suites de l'analyse réalisée par le Bureau des équipements et espaces culturels en concertation étroite avec le MCC ainsi que le ministère du Patrimoine canadien (MPC). Le projet recommandé est le suivant :
Atelier circulaire

Atelier Circulaire (ACi) est un centre d'artistes voué à la création, à la recherche, à la diffusion et à l'éducation en arts imprimés. Il a comme objectif de préserver et d'enseigner les techniques traditionnelles de gravure tout en intégrant les nouvelles technologies et les pratiques contemporaines reliées aux arts d'impression. ACi offre des programmes et des services aux artistes professionnels et au grand public. Il fournit un lieu de travail et de l'équipement spécialisé pour la gravure en creux, la lithographie, le relief et l'impression numérique. Il accueille des artistes en résidence, organise des expositions et des conférences dans sa galerie et offre des démonstrations, des cours et des stages spécialisés en arts imprimés.

Atelier circulaire a présenté un projet global en deux volets, visant :

1- l'acquisition d'équipement et la réalisation de travaux dans ses ateliers d'artistes (objet du sommaire 1161654007);
2- l'acquisition de matériel médiatique pour améliorer la communication et la diffusion (présent sommaire décisionnel).

L'organisme a manifesté des besoins urgents au chapitre de l'acquisition de matériel médiatique pour améliorer la communication et la diffusion. Aussi, la présente demande de contribution financière de 26 000 $ au Programme Équipement - aide d'urgence concerne le second volet de ce projet global.

Détail de la contribution financière

Le coût global du projet et la provenance du financement sont résumés ici:

Coûts du projet

DÉPENSES PRÉVUES PAR ATELIER CIRCULAIRE						
	Ville	MCC - Programme «Aide aux initiatives de partenariat» 2012-2015	**MCC Forum - Programme Équipement - Aide d'urgence**	Patrimoine canadien	Atelier circulaire	Total
Admissibles						
1. Mobilier et infrastructure	0 $	39 381,88 $		57 886,48 $	18 504,60 $	115 772,96 $
2. Atelier de production, taille douce, relief et litho.	0 $	20 618,72 $		20 618,72 $		41 237,44 $
3. Atelier de sérigraphie	0 $	22 263,21 $		22 263,21 $		44 526,42 $
4. Atelier numérique	0 $	96 735,35 $		96 735,35 $		193 470,70 $
5. Matériel médiatique et diffusion (objet de la présente demande)	0 $		**25 999,84 $**	25 999,84 $		51 999,68 $
6. Autres frais	0 $			7 500,00 $	7 500,00 $	15 000,00 $
7. Imprévus	0 $	5 000,00 $		5 000,00 $		10 000,00 $
TOTAL	0 $	183 999,16 $	**25 999,84 $**	236 003,60 $	26 004,60 $	472 007,20 $

Financement

Description	**Montant**	**Pourcentage**
Gouvernement provincial		
Ministère de la Culture et Communications (cette demande chemine distinctement en vue d'une décision du CM - Dossier décisionnel no 1161654007)	184 086 $	39,0 %
Ministère de la Culture et Communications (présente demande de contribution financière)	**26 000 $**	**5,5,%**
Gouvernement fédéral Patrimoine canadien	236 003 $	50,0 %
Privée ou communautaire - Atelier circulaire	26 004 $	5,5 %
TOTAL	472 093 $	100,0 %

La proportion de la subvention du MCC Programme Équipements - Aide d'urgence par rapport au coût total du projet compte pour seulement 5,5 % (présent dossier décisionnel).

Le total des subventions demandées au Ministère de la Culture et des Communications pour ce projet totalise 44,5% (incluant la demande distincte - Dossier décisionnel no 1161654007).

JUSTIFICATION

La galerie d'exposition d'Atelier circulaire a déjà bénéficié d'un réaménagement de ses espaces, ce qui a permis leur optimisation. Mais vu le budget restreint, ce dernier a été réparti en donnant priorité à la salle d'exposition, afin de doubler la surface d'accrochage prévue et la rendre beaucoup plus polyvalente et multifonctionnelle.
La portion du projet présentée ici consiste donc en l'acquisition de matériel médiatique pour améliorer la communication et la diffusion : ordinateurs dédiés à la formation et à la diffusion, imprimante, logiciels, caméra, projecteurs, système de son, mobilier pour entreposer l'équipement et des œuvres, casques d'écoute, éclairage et système d'accrochage, etc.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût maximal de cette contribution financière de 26 000,00$ sera financé par le règlement d'emprunt de compétence locale 16-032 Entente Développement culturel.

Cette dépense sera assumée à 100% par la ville centre.

La contribution financière est réalisée dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2015-2016.

La dépense de 26 000,00$ est subventionnée à 100 % par le MCC dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal, ce qui laisse un emprunt net à la charge de la Ville de 0$. La dépense a fait l'objet de la recommandation de crédit suivante: 15-04.01.03.00-0143 .

Contributions reçues par l'organisme Atelier circulaire, par année, au cours des 5 dernières années:

Contributions pour Atelier circulaire	**2012**	**2013**	**2014**	**2015**	**2016**	**2017**
Service de la culture - Programme de soutien aux festivals et aux événements culturels 2016 (volet 2) pour le 1er Festival des arts imprimés de Montréal - CE16 0262					2 000 $	
Service de la diversité sociale et des sports - Mesure d'aide financière aux OBNL locataires dans des immeubles non résidentiels imposables, œuvrant dans les domaines de l'art et de la culture, du développement social et communautaire ou du sport et des loisirs - (CE12 1629, CE13 1813, CE14 1917, CE15 2197, DA161361003)	2 902 $	2 908 $	3 373 $	3 865 $	5 000 $	
Service de la culture - Programme montréalais d'action culturelle				16 800 $		

2015 de l'Entente MCC/Ville 2015-2016 - CE15 1242						
Conseil des arts de Montréal (CAM) Fonctionnement quadriennal (FQUA)* Diversité culturelle (DC)** Fonctionnement bisannuel (FBIS) ** Financement pluriannuel (FP) ** Projet spécial (PS) ** Relève artistique (RLA)**	20 000 $ 6 000 $ 1 700 $	20 000 $	20 000 $	20 000 $ 22 000 $	22 000 $	
Total	**30 602 $**	**22 908 $**	**23 373 $**	**62 665 $**	**29 000 $**	**0$**

Sources:
* *Données transmises par le CAM.*
** Rapports annuels du CAM 2012 (p. 50), 2013 (p. 50), 2014 (p. 68), 2015 (p. 60).

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La réalisation du projet permettra à terme d'assurer le déploiement territorial de l'offre culturelle dans différentes disciplines artistiques professionnelles tant au niveau de la création, de la production, de la formation que de la diffusion, et ainsi améliorer la qualité du milieu de vie dans les quartiers montréalais tout en permettant à Montréal d'augmenter son rayonnement international.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le projet contribuera à améliorer les conditions de travail pour les artistes exposants à la galerie de l'Atelier Circulaire, ainsi que pour l'équipe de diffusion et les membres qui se forment en création de sites web, blogues et diffusion dans les médias sociaux.
Le projet favorisera la présentation des artistes et des projets multidisciplinaires. Il permettra d'augmenter substantiellement la qualité du travail de diffusion et la formation en diffusion et en communication pour les artistes. Le nombre de projets multidisciplinaire est appelé à augmenter, ainsi que le taux d'achalandage de la galerie, la visibilité des portfolios des artistes membres d'Atelier circulaire, ainsi que la visibilité des arts imprimés.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un protocole de visibilité est en vigueur et doit être appliqué par l'organisme.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Décision du Comité exécutif et du Conseil municipal - Mars 2017.

Acquisition et travaux par Atelier circulaire - Avril 2017 - Juin 2018.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le présent dossier décisionnel est conforme aux pratiques administratives en vigueur à la Ville de Montréal et aux engagements de sa Politique de développement culturel et du Plan d'action 2007-2017, Montréal métropole culturelle. À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Zamir Jose HENAO PANESSO)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Monique CÔTÉ
Conseillère en planification

Tél : 514 872-7979
Télécop. : 514-872-4665

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-16

Michèle PICARD
Chef de section - Équipements culturels, art public et patrimoine artistique

Tél : 514 868-5856
Télécop. : 514-872-4665

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Suzanne LAVERDIÈRE
Directrice
Tél : 514-872-4600
Approuvé le : 2017-03-06

1- Convention - Atelier circulaire



Atelier circulaire _convention.pdf

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL** personne morale de droit public, dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M. Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE-02-004, article 6 et de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes;

N^{o} d'inscription TPS : 121364749
N^{o} d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **L'ATELIER CIRCULAIRE**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38) ayant sa place d'affaires au 5445, avenue de Gaspé, espaces 105 et 517, Montréal, Québec, H2T 3B2, agissant et représentée par M. Larry Silberman, Coordonnateur général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

N^{o} d'inscription T.P.S. : 121894364RT0001
N^{o} d'inscription T.V.Q. : 1008262876TQ0003
N^{o} d'inscription d'organisme de charité : N/A

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la présente convention (ci-après la « **Convention** ») s'inscrit dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel 2016-2017 entre la Ville et le ministère de la Culture et des Communications (ci-après le « **MCC** ») (ci-après l' « **Entente** »);

ATTENDU QUE le MCC et la Ville ont convenu que cette dernière assumerait la gestion de l'Entente;

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme centre d'artistes voué à la création, à la recherche, à la diffusion et à l'éducation en arts imprimés. Il a comme objectif de préserver et d'enseigner les techniques traditionnelles de gravure tout en intégrant les nouvelles technologies et les pratiques contemporaines reliées aux arts d'impression. Il offre des programmes et des services aux artistes professionnels et au grand public;

ATTENDU QUE dans le cadre de l'Entente, l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent;

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'en vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat des professionnels des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires).

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule, l'annexe 1 et l'annexe 2 font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : les normes de visibilité mentionnées à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : la liste des interventions, projets ou activités effectués, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion;

2.6 « **Responsable** » : la directrice du Service de la culture ou son représentant autorisé.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, l'aide financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 remettre au Responsable, au plus tard le 30 juin 2018, les documents énumérés à l'Annexe 1. Ces documents doivent comporter toutes les informations demandées par le Responsable;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.2.3 dans la mesure où la contribution financière accordée à l'Organisme en vertu de la présente Convention serait appliquée sur un projet de construction couvert par le Décret concernant la politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics (M-17.1, r.1.1) (ci-après le « **Décret** »), s'assurer d'appliquer les règles et les obligations découlant du Décret à la réalisation du Projet;

4.2.4 dans la mesure où le Projet pourrait nécessiter des interventions archéologiques sur le site patrimoine déclaré de Montréal et sur le site patrimoine déclaré du Mont-Royal, l'Organisme s'engage, en ce qui concerne ses propriétés, à prendre les mesures nécessaires afin que soient assurées la connaissance et la mise en

valeur du potentiel archéologique des sites faisant l'objet de travaux et ce, en vertu de la contribution financière prévue à la présente Convention;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MCC, conformément aux dispositions concernant les Normes de visibilité gouvernementales et d'identification permanente (ci-après les « **Normes de visibilité** ») jointes à la présente Convention à l'Annexe 2, ainsi que celles prévues dans *l'Entente sur le développement culturel de Montréal, Guide destiné aux organismes subventionnés* dont une copie est disponible à l'adresse suivante : Signature Entente sur le développement culturel de Montréal | Culture, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention et faire en sorte que ces documents reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MCC par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MCC avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MCC aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 1er décembre de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente entente et le 31 octobre 2017 pour la première année et la période du 1er novembre d'une année au 31 octobre de l'année suivante pour les années subséquentes.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou lorsque les Parties auront rempli leurs obligations (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les soixante (60) jours de la date de résiliation ou de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le directeur du Service des finances de la Ville, le MCC et leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du MCC, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leur questions et leur fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 dans les cent cinquante (150) jours de la clôture de son exercice financier, à déposer auprès du Responsable, le Rapport annuel, les rapports d'activités ainsi que les rapports d'étape, le cas échéant, requis par ce dernier et comportant les informations qu'il requiert, telles que, mais non limitativement, la ventilation des activités et l'utilisation des sommes allouées;

4.5.5 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés, séparément, le cas échéant, de ceux des autres secteurs d'activités de l'Organisme conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard cent cinquante (150) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable les états financiers de l'Organisme, le tout au plus tard cent cinquante (150) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à l'échéance de la présente Convention, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux conseils d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation d'au moins cinq (5) jours avant l'assemblée;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et la tient

indemne de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention.

4.8 Séance du conseil municipal

Dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance plénière du conseil municipal selon le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal*, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.9 Déclarations et garanties

L'Organisme déclare et garantit :

4.9.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

4.9.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

4.9.3 qu'il détient tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

4.9.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

4.10 Communications des informations

L'Organisme doit fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de réclamation.

L'Organisme autorise la Ville à transmettre au MCC une copie de la présente Convention ainsi que, sur demande, toute information, financière ou autre, ou tout document concernant l'Organisme ou la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de vingt-six mille dollars (26 000 $), incluant toutes les taxes applicables, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements : un premier versement au montant de vingt-trois mille quatre cents dollars (23 400 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, un deuxième versement au montant de deux mille six cents dollars (2 600 $), au plus tard le 31 juillet 2018.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Annulation

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à payer des frais concernant toute convention avec un tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme fait défaut de respecter l'une ou plusieurs des obligations prévues à la présente Convention, après que la Ville l'ait avisée par écrit de remédier dans un délai de trente (30) jours, à un ou plusieurs défauts;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif;

7.1.5 si l'Organisme a, directement ou par l'entremise de ses représentants, présenté des renseignements faux, trompeurs ou incomplets à la Ville ou au MCC.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.5, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès que la Ville a connaissance de l'événement;

7.5 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 7.4, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme et même réviser le niveau de sa contribution financière.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 30 septembre 2018.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.4, 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.7, 4.8, 4.10 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'Organisme concède à la Ville et au MCC, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

L'Organisme s'engage à obtenir de tous tiers, tous les droits de propriété intellectuelle requis pour donner plein effet à la licence concédée à la Ville en vertu du premier paragraphe de cet article.

ARTICLE 12
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

12.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

12.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

12.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

12.5 Modification à la Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

12.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

12.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut donner une hypothèque ou en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

12.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 5445, avenue de Gaspé, espaces 105 et 517, Montréal, Québec, H2T 3B2, et tout avis doit être adressé à l'attention du Coordonnateur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, 5e étage, Montréal, Québec, H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

12.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2017

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier

Le .....e jour de 2017

L'ATELIER CIRCULAIRE

Par : _____
Larry Silberman
Coordonnateur général

Cette Convention a été approuvée par Comité excécutif de la Ville de Montréal, le e jour de …… 2017 (Résolution CE……).

ANNEXE 1

PROJET

L'Atelier circulaire est un centre d'artistes voué à la création, à la recherche, à la diffusion et à l'éducation en arts imprimés. Il a comme objectif de préserver et d'enseigner les techniques traditionnelles de gravure tout en intégrant les nouvelles technologies et les pratiques contemporaines reliées aux arts d'impression. Il offre des programmes et des services aux artistes professionnels et au grand public.

La galerie a bénéficié d'un réaménagement de ses espaces qui a permis leur optimisation, mais vu le budget restreint, il a été réparti en donnant priorité à la salle d'exposition pour doubler la surface d'accrochage prévue et la rendre beaucoup plus polyvalente et polyfonctionnelle.

Le Projet consiste en l'acquisition de matériel médiatique pour améliorer la communication et la diffusion, notamment :

- ordinateurs dédiés à la formation et à la diffusion;
- imprimante, logiciels, caméra, projecteurs, système de son;
- mobilier pour entreposer l'équipement et des œuvres;
- casques d'écoute;
- éclairage, système d'accrochage, etc.

Documents à remettre à la fin du Projet

Le bilan final de réalisation du Projet doit comprendre notamment les documents suivants à fournir par l'Organisme d'ici le 30 juin 2018 :

1. Une lettre de transmission.
2. Le rapport final du Projet (suivant le format du dossier d'affaire initial, mis à jour) et comprenant, notamment, les bénéfices ou retombées obtenus en lien avec les indicateurs suivants :
    a. Retombées sociales et culturelles.
    b. Retombées environnementales.
    c. Retombées économiques.
3. Les états financiers vérifiés pour le Projet.
4. Des photographies des locaux principaux du lieu de réalisation du Projet.

ANNEXE 2

OBLIGATIONS DE L'ORGANISME
ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE MONTRÉAL

L'Organisme subventionné doit respecter le protocole de visibilité qui lie la Ville au MCC et à cet égard, il doit :

1. VISIBILITÉ

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du protocole de visibilité.

1.2. Soumettre au Responsable pour approbation le partage de la visibilité entre tous les collaborateurs du Projet.

1.3. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française comme cela est prévu au protocole de visibilité.

2. COMMUNICATIONS

2.1. Reconnaissance de la Ville et du MCC :

- Faire état de la contribution de la Ville et du MCC et souligner leurs apports dans toutes les communications relatives au Projet ou à l'activité.

- Souligner l'apport et remercier la Ville et le MCC pour son soutien sur les médias sociaux.

- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville et du MCC lors des activités publiques organisées dans le cadre du Projet et lors du bilan.

- Apposer les logos de la Ville et du gouvernement du Québec sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le programme officiel, le site Internet, les bandeaux Internet, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc.

  Les logos de la Ville et du gouvernement du Québec devront également figurer sur toutes les publicités et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule.

  Dans le cas où l'insertion de la signature graphique de la Ville et du gouvernement du Québec n'est pas possible, l'Organisme doit ajouter la phrase suivante :

  > « Projet financé dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal par la Ville de Montréal et le ministère de la Culture et des Communications. »

- Soumettre pour approbation tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et du MCC et tous les documents où figurent les logos de la Ville et du gouvernement du Québec au moins dix (10) jours ouvrables avant leur diffusion.

- S'il y a lieu, ajouter le logo de la Ville et du gouvernement du Québec en clôture de toutes publicités télé ou Web. Les logos de la Ville et du gouvernement du Québec peuvent faire partie d'un regroupement de collaborateurs. Par contre, à titre de collaborateurs principaux, les logos de la Ville et du gouvernement du Québec devront être mis en évidence.

- Ajouter les logos de la Ville et du gouvernement du Québec sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville et du MCC (incluant les blogueurs, les photographes et les caméramans) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville et du MCC à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.

- Inviter un représentant politique de la Ville et du MCC à participer aux annonces et aux conférences de presse organisées en marge de l'événement.

  Aviser le cabinet du maire, le comité exécutif et le ministre du MCC par écrit un minimum de **10 jours** ouvrables à l'avance.

- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville et le MCC, soumettre au cabinet du maire, au comité exécutif et au ministre du MCC le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet ou l'activité.

- Offrir au cabinet du maire, au comité exécutif et au ministre du MCC la possibilité d'insérer une citation du maire (ou de l'élu responsable) dans les communiqués.

2.3. Normes graphiques et linguistiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logo de la Ville et du gouvernement du Québec disponibles sur le portail à l'adresse ville.montreal.qc.ca/logo.

- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement des signatures Ville – gouvernement du Québec et des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).

  De façon générale, le logo du gouvernement du Québec doit toujours se retrouver à l'extrême droite.

  Montréal + Québec
  Canada + Montréal + Québec

Arrondissement +_ Montréal + Québec
Canada + arrondissement + Montréal + Québec
Organisme + arrondissement + Montréal + Québec

2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et au MCC, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur le site Internet ou tout autre support média.

  Lesdites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.

- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville et du MCC sur le site Internet du Projet ou de l'événement.

- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville avant leur impression et leur diffusion.

- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement. La publicité sera fournie par la Ville.

- Offrir d'inclure un message officiel de la mairie, du ministre du MCC ou des élus dans le programme de l'événement.

  La demande doit être transmise au cabinet du maire, au comité exécutif et au ministre du MCC au moins de 30 jours ouvrables à l'avance.

- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminé) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.

- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement. (ex. : écrans numériques géants).

- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité.

  Un message sera préparé à cet effet.

- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.

- S'assurer de la présence du logo de la Ville et du gouvernement du Québec dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics

- Inviter la Ville et le MCC à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet.

- Aviser le cabinet du maire, le comité exécutif et le ministre du MCC par écrit vingt (20) jours ouvrables avant l'événement.

- Transmettre, le plus rapidement possible, au cabinet du maire, au comité exécutif et au ministre du MCC le scénario de déroulement de l'événement.

- Pour tous événements publics, coordonner et effectuer le suivi avec le cabinet du maire, le ministre du MCC ou les élus.

- Respecter les règles protocolaires officielles en matière d'événements publics.

2.6. Bilan de visibilité

- Remettre au responsable du projet de la Ville en annexe au bilan, en format numérique :

  - un bilan de la visibilité accordée, dont deux exemplaires numériques de chaque outil de communication développé pour la publicité et l'information publique relatives aux activités du Projet ou de l'événement.

  - s'il y a lieu, une revue de presse incluant les mentions, textes, logos à la radio, télévision, journaux imprimés et électroniques.

  - une image des mentions ou logos sur les dépliants ou affiches imprimées et électroniques

  - s'il y a lieu, une photo des différents montages où figure le logo de la Ville et du gouvernement du Québec (ex. : conférence de presse).

  - un bref descriptif ou une présentation du programme, de l'événement ou du Projet (30-50 mots) incluant les dates de l'événement, les principales clientèles rejointes ainsi que le rayonnement et/ou la fréquentation globale.

Si vous avez des questions concernant la visibilité de la Ville ou encore souhaitez faire approuver un texte ou un document, vous pouvez rejoindre le Service des communications de la Ville à l'adresse courriel suivante : **visibilite@ville.montreal.qc.ca**

Si vous avez des questions concernant la visibilité gouvernementale ou l'application du Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec, veuillez communiquer avec :

Mme Marjorie Houle

Conseillère en communication
Direction des communications et des affaires publiques
Ministère de la Culture et des Communications
225, Grande Allée Est, bloc B, 2e étage
Québec (Québec) G1R 5G5
418 380-2363, poste 7220
marjorie.houle@mcc.gouv.qc.ca

À noter : Pour adresser une demande au cabinet du maire et du comité exécutif, veuillez utiliser les formulaires destinés à cet effet dans la section ***Communiquer avec nous*** à l'adresse https://mairedemontreal.ca/. Pour une demande de citation dans un communiqué, veuillez utiliser la rubrique, ***Obtenir un mot du maire***.

Pour rejoindre le cabinet :
cabinet.du.maire@ville.montreal.qc.ca.

Pour rejoindre le cabinet du ministre du MCC:
helene.fontaine@mcc.gouv.qc.ca.

Il est important de préciser que le Projet est subventionné par le biais de l'Entente sur le développement culturel de Montréal lorsque vous communiquez avec les cabinets.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1171654001

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , Division du développement culturel , Section Équipements culturels et bureau d'art public
Objet :	Accorder un soutien financier de 26 000 $, à Atelier circulaire, pour l'acquisition de matériel médiatique pour améliorer la communication et la diffusion, dans le cadre de l'entente sur le développement culturel de Montréal - Programme Équipements - Aide d'urgence / Approuver le projet de convention à cet effet.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Virement crédit - GDD 1171654001.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Zamir Jose HENAO PANESSO
Préposé au budget
Tél : 514 872-7801

Mario Primard
Agent comptable analyste
Tél. : 514 868-4439

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-22

François FABIEN
conseiller budgetaire
Tél : 514 872-7174

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.45

2017/03/27 13:00

(1)

Dossier # : 1172912001

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Jardin Botanique , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 f) favoriser la protection et la mise en valeur des milieux naturels et de la forêt urbaine
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière de 95 000 $ (taxes incluses) à l'Institut de recherche en biologie végétale relativement au financement de ses activités, pour l'année 2017. Approuver un projet de convention afférent entre la Ville et l'Institut de recherche en biologie végétale.

Il est recommandé :

1. d'accorder un soutien financier de 95 000 $ (taxes incluses) à l'Institut de recherche en biologie végétale relativement au financement de ses activités pour l'année 2017;

2. d'approuver le projet de convention de contribution financière afférente entre la Ville et l'Institut de recherche en biologie végétale;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la Ville centre.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2017-02-21 17:46

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1172912001**
Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Jardin Botanique , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 f) favoriser la protection et la mise en valeur des milieux naturels et de la forêt urbaine
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière de 95 000 $ (taxes incluses) à l'Institut de recherche en biologie végétale relativement au financement de ses activités, pour l'année 2017. Approuver un projet de convention afférent entre la Ville et l'Institut de recherche en biologie végétale.

CONTENU

CONTEXTE

En 1990, la Ville de Montréal (par l'intermédiaire de son Jardin botanique) et l'Université de Montréal créaient l'Institut de recherche en biologie végétale (IRBV). Par cette collaboration, les deux partenaires s'assuraient d'une meilleure synergie dans leurs activités de recherche, d'un meilleur réseautage et de possibilités de financement accrues.
L'IRBV compte maintenant près de 300 personnes (chercheurs, étudiants, personnel administratif et de recherche) qui touchent à toutes les disciplines de la biologie végétale. Ses activités portent principalement sur le développement d'un centre d'excellence pour la recherche en biologie végétale et en biodiversité, tant au point de vue fondamental qu'appliqué; la conservation des collections de recherche en biologie végétale, en entomologie et en mycologie; la formation de la relève scientifique en biologie végétale et en biodiversité (étudiants de cycles supérieurs à la maîtrise, au doctorat et au niveau post-doctoral); le perfectionnement de la formation de ses chercheurs et de son personnel technique et le transfert technologique de ses résultats scientifiques vers les usagers du milieu socio-économique.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM16 0457 - 19 avril 2016 - Accorder un soutien financier de 95 000 $ à l'Institut de recherche en biologie végétale et approuver un projet convention à cet effet (# 1162912001)
CM15 1232 - 17 octobre 2015 - Accorder un soutien financier de 95 000 $ à l'Institut de recherche en biologie végétale et approuver un projet de convention à cet effet (# 1152912001)
CM14 0286 - 27 mars 2014 - Accorder un soutien annuel de 95 000$ à l'Institut de recherche en biologie végétale (# 1142912001)

CM13 0121 - 28 février 2013 - Accorder un soutien annuel de 95 000 $ à l'Institut de recherche en biologie végétale (# 1132912001)

DESCRIPTION

Le présent dossier décisionnel vise à accorder une contribution de 95 000 $, pour l'année 2017, à l'IRBV. Cette somme servira d'abord à soutenir des programmes de recherche de pointe en biologie végétale et en horticulture pour les chercheurs du Jardin botanique. Elle permettra également d'assigner une personne responsable à la comptabilité qui verra à la bonne gestion des projets, à soutenir les activités de secrétariat et à payer les frais fixes. La contribution accordée par la Ville correspond à environ 10% du budget global de l'organisme.

JUSTIFICATION

Comme dans tout musée d'envergure internationale, la recherche est un volet fondamental de la mission du Jardin botanique.
Les activités de recherche du Jardin botanique sont réalisées par les membres de la Division de la recherche et du développement scientifique qui œuvrent en association avec d'autres chercheurs de l'Université de Montréal, au sein de l'IRBV, sur le site du Jardin botanique.

Non seulement cette association est profitable aux chercheurs du Jardin botanique (qui assume la rémunération de 7 botanistes-chercheurs qui oeuvrent au sein de l'IRBV) en ce qu'elle offre un cadre de développement stimulant, propice à l'avancement des connaissances, mais elle leur est profitable également dans le sens où, s'ils ne travaillaient pas au sein de cette structure de recherche, de nature universitaire, ils ne seraient pas éligibles aux subventions extérieures nécessaires au financement de leurs travaux. Les contrats et subventions de recherche des chercheurs du Jardin botanique au sein de l'IRBV représentent environ 500 000$ par année.

Ces subventions leur ont permis de développer, au cours des dernières années, des expertises reconnues dans plusieurs domaines, notamment en foresterie urbaine, en phytopathologie, en renaturalisation, en conservation de plantes rares et menacées et en décontamination de sites pollués par l'utilisation de végétaux qui profitent tant au Jardin botanique qu'à l'ensemble de la Ville de Montréal. Par exemple, un projet pour la réalisation d'un banc d'essai en phytorémédiation est présentement en cours avec les membres de l'arrondissement Rivière-des-Prairies/Pointe-aux-Trembles et celui-ci se poursuivra jusqu'en 2020.

Par ailleurs, grâce à la crédibilité acquise par l'IRBV, la recherche au Jardin botanique est reconnue nationalement et internationalement, ce qui contribue significativement à sa renommée.

Aussi, en plus des bénéfices scientifiques de ces savoirs pour les activités du Jardin botanique et pour celles de la Ville de Montréal, l'IRBV, en favorisant la formation, constitue un apport significatif au développement de la main-d'oeuvre spécialisée à Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût maximal de cette contribution financière de 95 000 $ (taxes incluses) sera comptabilisé au budget du Service de l'Espace pour la vie.
Cette dépense sera assumée à 100% par la ville centre.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le Service de l'Espace pour la vie adhère au plan de développement durable de la collectivité montréalaise et s'est doté d'une charte d'engagement visant à intégrer le concept de développement durable dans toutes les sphères de ses activités de façon à informer, sensibiliser et éduquer les employés, les visiteurs et l'ensemble des parties prenantes à ces enjeux. La présente décision contribue à la protection et à l'essor de la biodiversité et des milieux de vies par des actions concrètes impliquant des activités de recherche, d'éducation et de conservation in situ et ex situ.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La contribution de la Ville de Montréal est essentielle au fonctionnement de l'IRBV. Ne pas l'accorder aurait des conséquences néfastes sur le volet recherche de la mission du Jardin botanique, la réputation et la crédibilité de celui-ci.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'enjeux de communication particuliers dans ce dossier.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Ne s'applique pas.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Suzanne RODIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Géraldine JACQUART
Conseiller(ere) en planification

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-21

Anne CHARPENTIER
Chef de l'insectarium

Tél :	514 872-1442	**Tél :**	514 872-3543
Télécop. :	514 872-9647	**Télécop. :**	514 872-0662



Institut de recherche en biologie végétale

Institut de recherche en biologie végétale

Université de Montréal

espace pour la vie montréal
insectarium
jardin botanique



Contenu

Contents

L'IRBV 2
The IRBV

Un partenariat symbiotique 4
A symbiotic partnership

Zoom sur la recherche 8
Zoom on research

Signalisation et reproduction des plantes 10
Plant signaling and reproduction

Une course à obstacles 12
An obstacle course

Écologie urbaine et phytotechnologies 14
Urban ecology and phytotechnologies

Symbiose végétale 16
Plant symbiosis

Origine, structure et conservation de la biodiversité 18
Origin, structure and conservation of biodiversity

Vert le nord 20
Looking North to go green

Interactions plante/environnement 22
Plant/environment interactions

Code-barres 24
Barcodes for Quebec plants

Science... fiction ! 26
The universe of parasites

Personnel de l'IRBV 28
Faculty and staff of the IRBV

Un campus cosmopolite 31
Cosmopolitan campus

CRÉDITS / *CREDITS*

Lucie Campeau
Coordination / *Project coordination*

Lucie Campeau et Denis Lauzer
Rédaction / *Texts*

Karen Grislis
Traduction et collaboration à la rédaction
/ *Translation & editing (English text)*

Anne-Marie Gagné et Julie-Ève Ouellet
Compilation - ressources humaines et publications
/ *Compilation – human resources and publication information*

Hélène Camirand
Conception graphique / *Graphic design*

David Goulet
Graphisme (révision) / *Graphic design (Revision)*

Photo page couverture / *Cover Photograph*
© Denis Lauzer, IRBV

Photos / *Photos*
© Seng Hok Ngo
© Mathieu Bélanger-Morin
© Ekaterina Konioukhova
@ IRBV
@ Jardin botanique

L' IRBV

The IRBV

L'Institut de recherche en biologie végétale, et le Centre sur la biodiversité, sont situés sur le site du Jardin botanique de Montréal, l'un des plus grands jardins botaniques au monde. Issu d'un partenariat unique entre l'Université de Montréal et la Ville de Montréal (Espace pour la vie), l'IRBV est reconnu en tant que centre d'excellence dont la mission est la recherche et l'enseignement en biologie végétale. S'ajoute à cette fructueuse relation, le Centre sur la biodiversité qui vise également les plus hauts standards en recherche et en formation, ainsi que la sensibilisation du grand public aux enjeux majeurs liés à la biodiversité.

Les chercheurs de l'Institut touchent à toutes les disciplines de la biologie végétale, de la biologie moléculaire à l'écologie, et ce tant au point de vue fondamental qu'appliqué. Du côté de l'enseignement, la formation au baccalauréat et aux cycles supérieurs permet d'assurer la relève scientifique.

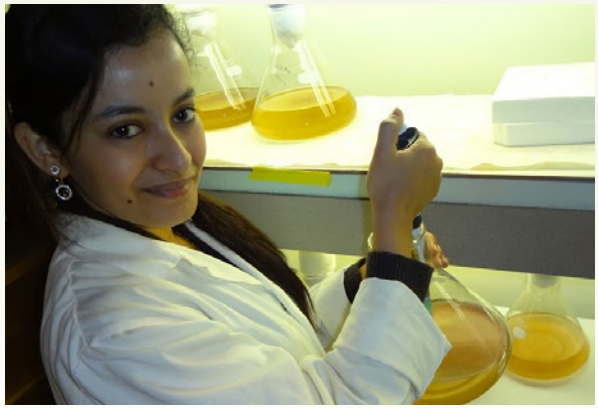
L'IRBV, c'est près de 300 personnes – chercheurs, étudiants, personnel administratif et de recherche – des installations modernes et un site exceptionnel offrant du matériel végétal incomparable. Un lieu où le développement et la transmission des connaissances en biologie végétale sont prioritaires.

The Institut de recherche en biologie végétale and its Biodiversity Centre are located within the Montreal Botanical Garden, one of the largest botanical gardens in the world. Product of a unique partnership between the Université de Montréal and the City of Montreal (Space for life), the IRBV is widely recognized as a centre of excellence whose mission is research and teaching of plant biology. Building upon this rewarding relationship, the Biodiversity Centre also strives for the highest research and educational standards, while raising public awareness of the importance of preserving and better understanding biodiversity.

IRBV researchers work in every discipline of plant biology, from molecular biology to ecology, both in fundamental research and its applications. The IRBV offers undergraduate and graduate level training, thus preparing tomorrow's scientists.

The IRBV is close to 300 persons (researchers, students, administrative and research staff), modern facilities, an exceptional location, and an outstanding source of plant material. Our priority is the development and transfer of knowledge in plant biology.







Un partenariat symbiotique

A symbiotic partnership

L'engagement entre le Jardin botanique et l'Université remonte à la fondation du Jardin par le Frère Marie-Victorin, en 1931.

Le support continu et indéniable de l'Université et de la Ville a permis, au fil des ans, le recrutement de chercheurs hautement qualifiés, s'assurant ainsi du succès de cette ambitieuse alliance. Ces scientifiques rattachés au Département de sciences biologiques de l'Université, ou à la Division du développement scientifique et de la recherche du Jardin botanique (Espace pour la vie), contribuent ensemble à la mission de l'IRBV.

Le dynamisme de l'IRBV repose avant tout sur les opportunités uniques qu'offrent chacun de ses partenaires. L'Université bénéficie en effet d'un accès privilégié aux collections de plantes vivantes d'une très grande richesse, à des serres modernes, à des parcelles expérimentales, ainsi qu'à l'expertise d'horticulteurs.





The partnership between the Montreal Botanical Garden and the Université de Montréal dates back to the founding of the Garden and the Botanical Institute by Brother Marie-Victorin, in 1931.

The on-going, faithful support of both the Université de Montréal and the City of Montreal has made it possible to recruit highly qualified researchers over the years, and ensure the success of this ambitious alliance. Together, scientists affiliated with the university's Department of biological sciences, or with the Scientific Research and Development division of the Botanical Garden/Space for life, support the IRBV's mission.

The unique opportunities provided by each of these founding partners make the IRBV an especially dynamic research institution. The university benefits from privileged access to living plant collections of great diversity, state-of-the-art greenhouses, experimental plots and horticultural expertise.









Un partenariat symbiotique

A symbiotic partnership

Pour sa part, le Jardin peut compter sur la présence d'un institut de recherche lui donnant accès à une expertise de pointe, lui permettant ainsi de jouer un rôle d'avant-garde dans la promotion d'une culture scientifique avec ses institutions vouées aux sciences naturelles.

À ces conditions exceptionnelles qui s'offraient déjà aux équipes de recherche, s'ajoute le Centre sur la biodiversité avec ses installations à la fine pointe de la technologie, ce qui constitue un pôle d'excellence dans le domaine de la biodiversité.







Dans un même lieu, se regroupent donc des laboratoires de recherche et d'enseignement, un amphithéâtre, des collections québécoises parmi les plus importantes, et un hall d'exposition pour le grand public, la salle André-Bouchard.

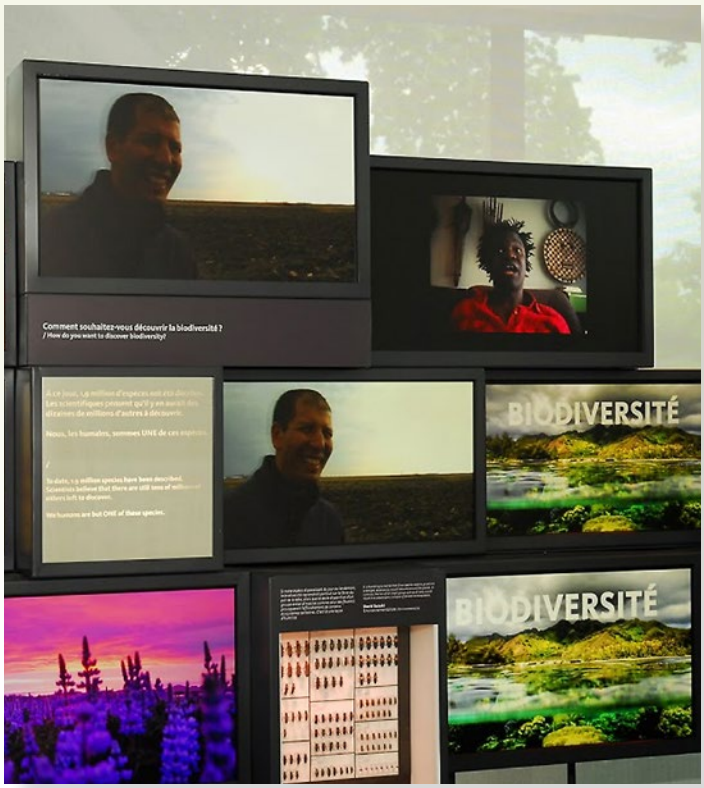
L'une des vocations du Centre est de coordonner la mise en réseau et l'accessibilité internationale des données des grandes collections biologiques de Canadensys.

The Botanical Garden can count on the scientific expertise of IRBV researchers to ensure that it remains a leader in scientific education.

The Biodiversity Centre is a recent addition to the exceptional scientific resources available to the IRBV's research teams. The Centre's cutting-edge facilities make it a beacon of excellence in the field of biodiversity.

At a single site, it consolidates research and teaching laboratories, an auditorium, some of Quebec's most precious natural collections, and the André-Bouchard Exhibition Hall, which is open to the public.

The Centre's vocation includes coordinating and ensuring international accessibility to the data of the major biological collections that are part of the Canadensys network.





Zoom sur la recherche

Zoom on research

Au fil des ans, l'IRBV a développé des compétences uniques dans les domaines de la biologie reproductive des plantes, de l'écologie végétale, de la systématique, de la phytotechnologie et de la lutte biologique. La nouvelle structuration du programme de recherche de l'IRBV repose sur l'identification de thématiques « phares ». Ces thématiques multidisciplinaires sont caractéristiques des recherches les plus originales menées à l'IRBV. Elles permettent de mieux refléter l'évolution de l'IRBV et de bien définir son unicité et ses compétences.

Over the years, IRBV researchers have developed unique expertise in the fields of plant reproductive biology, plant ecology, systematics, phytotechnology and biological control. Our research program is now structured according to core research themes. These multidisciplinary themes characterize the most innovative research at the IRBV and reflect the evolution of research at the IRBV, defining the Institute's unicity and expertise.

Origine, structure et conservation de la biodiversité

Origin, structure and conservation of biodiversity

Signalisation et reproduction des plantes

Plant signaling and reproduction

Interactions plante / environnement

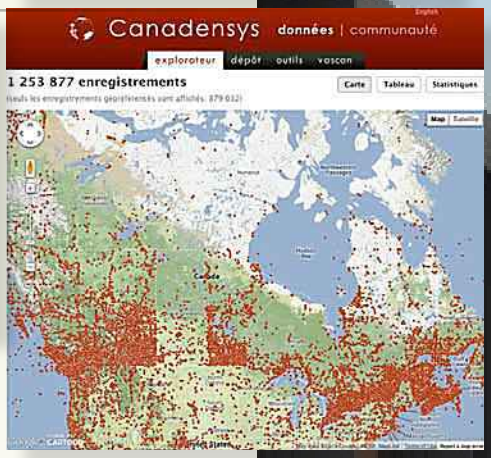
Plant / environment interactions

Écologie urbaine et phytotechnologies

Urban ecology and phytotechnologies







Des réseaux et de grands projets

Que ce soit les chaires de recherche, le réseau Canadensys, le projet GenoRem, ou la participation à plusieurs réseaux stratégiques supportés par le FRQNT (CEF, SÈVE, CSBQ) ou par le CRSNG (Réseau biocontrôle, ArticNet, etc), toutes ces initiatives contribuent activement à propulser les chercheurs de l'Institut à l'avant-garde de leur domaine de recherche.

Research networks and major projects

A range of initiatives actively contribute to propelling the Institute's researchers to the forefront of their fields: research Chairs, the Canadensys network, project GenoRem and participation in several strategic networks supported by the FRQNT (CEF, SÈVE, QCBS) or the NSERC (the Biocontrol Network, ArticNet, etc.).

Tous les chercheurs de l'IRBV sont rattachés au Département de sciences biologiques, soit à titre de professeur régulier ou professeur associé.

All IRBV researchers are regular or adjunct professors in the Department of biological sciences at the Université de Montréal.

Quel rôle joue le Centre sur la biodiversité de l'Université de Montréal ?

- Centralise les collections de plantes, d'insectes et de champignons
- Partage les données (Canadensys et Vascan)
- Offre des laboratoires de recherche
- Sensibilise le grand public aux enjeux de la biodiversité

What is the role of the UdeM Biodiversity Centre?

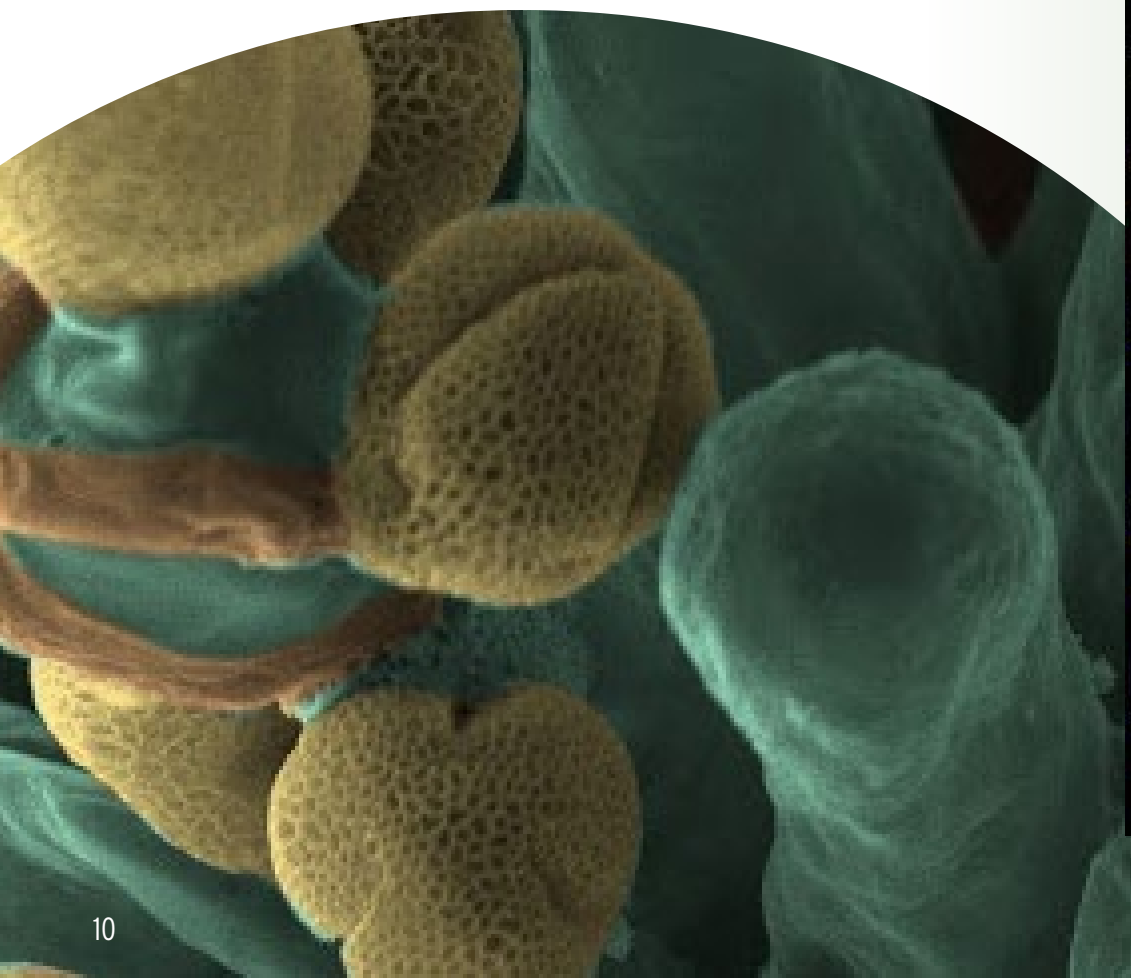
- *Provide long-term conservation of plant, insect and fungal collections*
- *Share data (Canadensys and Vascan)*
- *Manage access to high throughput research laboratories*
- *Contribute to public education about biodiversity through exhibits*

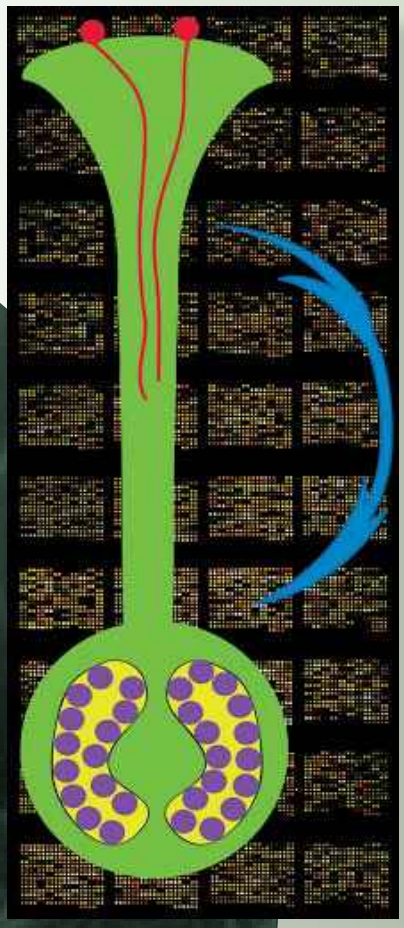
Signalisation et reproduction des plantes

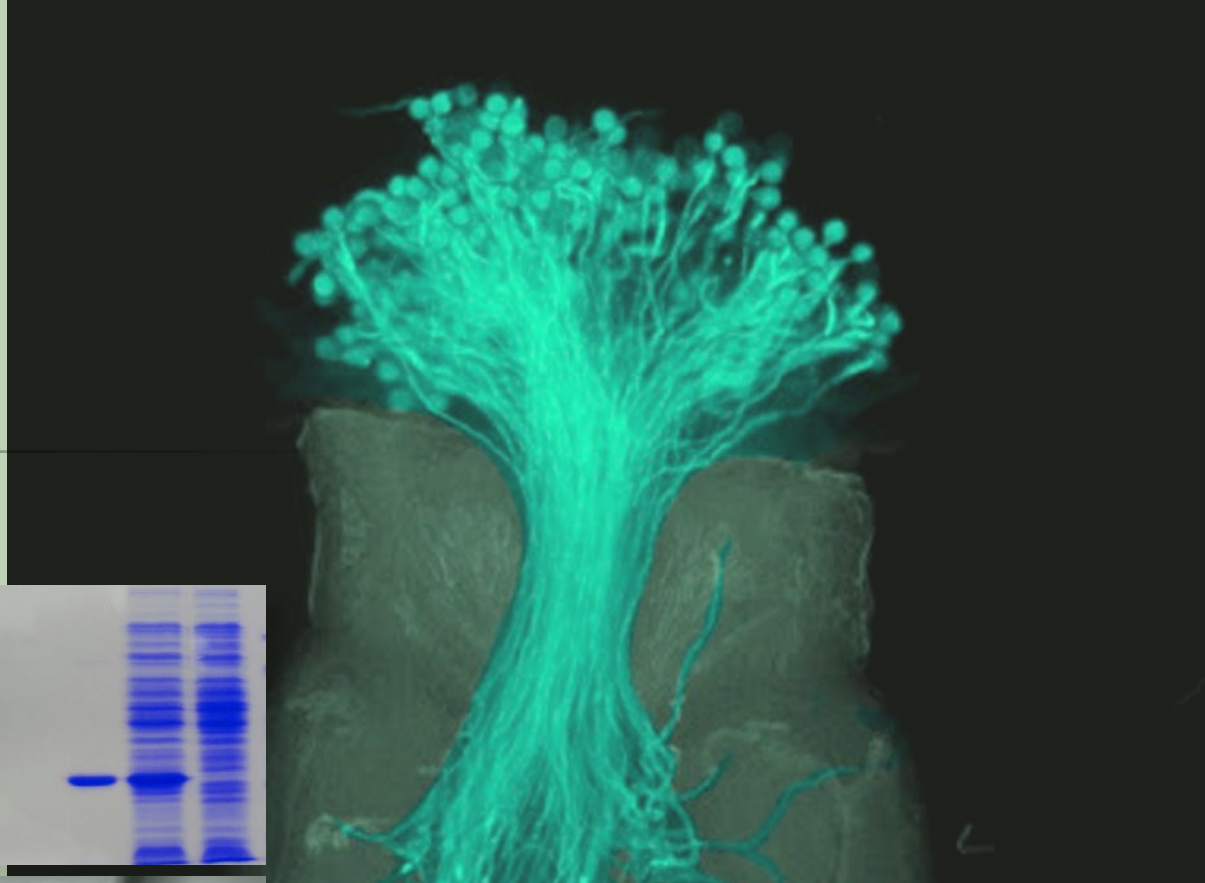
Plant signaling and reproduction

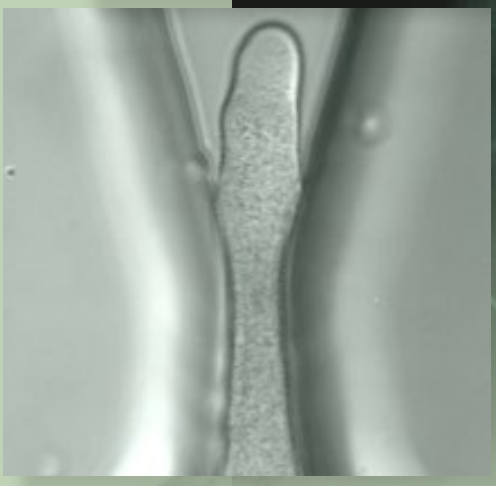
La reproduction sexuelle des plantes est un processus crucial pour la survie des espèces. Elle est à la base d'une grande partie de la production de nourriture mondiale. Qui plus est, l'adaptation des plantes quant aux mécanismes de la reproduction, responsables de la grande diversité de plantes à fleurs, est un domaine fascinant. Nous travaillons à comprendre les mécanismes impliqués dans la reproduction des plantes, tant au niveau de la signalisation moléculaire et du développement des cellules reproductives que de la différenciation et de l'évolution de ces mécanismes entre espèces.

Plant sexual reproduction is fundamental to much of the world's food production. This process is crucial for the survival of species and is also partly responsible for the great diversity of flowering plants. We seek to understand the mechanisms involved in plant reproduction, both on the level of molecular signaling and reproductive cell development, and in regard to their differentiation over the course of evolution.















CAPPADOCIA Mario
GEITMANN Anja
JOLY Simon
MATTON Daniel P.
MORSE David
RIVOAL Jean







Une course à obstacles

Tube pollinique et microfluidique

La reproduction sexuée chez les plantes vasculaires est simple, en théorie. Le grain de pollen produit un tube pollinique qui se fait un chemin dans le pistil pour aller porter les gamètes mâles jusqu'à l'ovule situé au cœur de la fleur. Mais étudier comment le tube pollinique - la cellule qui croit le plus rapidement dans le monde végétal - effectue ce trajet, n'est pas une mince tâche.
À l'aide d'une combinaison de techniques de pointe de microscopie, de génie et de biologie moléculaire, Anja Geitmann a fait plusieurs découvertes sur la biomécanique du développement du tube pollinique. Elle a entre autres montré comment les matériaux requis pour la croissance de l'extrémité du tube sont transportés à l'intérieur de la cellule. Une logistique précise et bien orchestrée.
Pour en apprendre encore plus sur le développement du tube, qui malgré son diamètre de quelques micromètres peut, à travers un tissu compact, s'allonger de plusieurs centimètres en quelques heures, la chercheure a maintenant recours à la microfluidique, une des premières utilisations de cette technologie de pointe chez les végétaux.

La microfluidique est une nouvelle discipline qui consiste à manipuler de petites quantités de fluides à travers des canaux de quelques micromètres d'ouverture. Elle a déjà des applications en médecine (diagnose de maladies) et en pharmacologie (analyse d'échantillons chimiques ou biologiques).

Anja Geitmann, en collaboration avec des ingénieurs de l'Université de Montréal et de l'Université Concordia, fait germer des grains de pollen dans des systèmes microfluidiques originaux dans le but de découvrir comment s'oriente le tube pollinique à travers le pistil et comment il perce l'ovule et libère ses gamètes. Les expériences menées jusqu'à maintenant ont permis d'en apprendre plus sur les propriétés mécaniques du tube, notamment sur la force qu'il exerce pour franchir les obstacles qu'il rencontre et sur les signaux environnants qui le guident.

La chercheure est bien déterminée à mieux comprendre la course à obstacle à laquelle sont soumis les tubes polliniques lors de la fécondation végétale. Pour y arriver, elle a même réalisé une étude du développement du pollen en apesanteur dans une centrifugeuse géante du Centre européen de technologie spatiale. Elle espère également que ses résultats pourront aider des chercheurs d'autres domaines. Comme ceux qui s'intéressent aux cellules du système nerveux humain, les neurones, qui dans leur développement sont confrontés, comme le pollen, à des problèmes de « circulation » qui peuvent causer certaines maladies (dont la maladie d'Alzheimer).

AN OBSTACLE COURSE
Pollen tubes and microfluidics

In vascular plants, sexual reproduction is simple, in theory. A pollen grain produces a pollen tube, which makes its way through the pistil to carry male gametes to the ovule, situated at the heart of the flower. However, studying how the pollen tube – the cell that grows more rapidly than any other in the plant world – makes this journey is not an easy task.

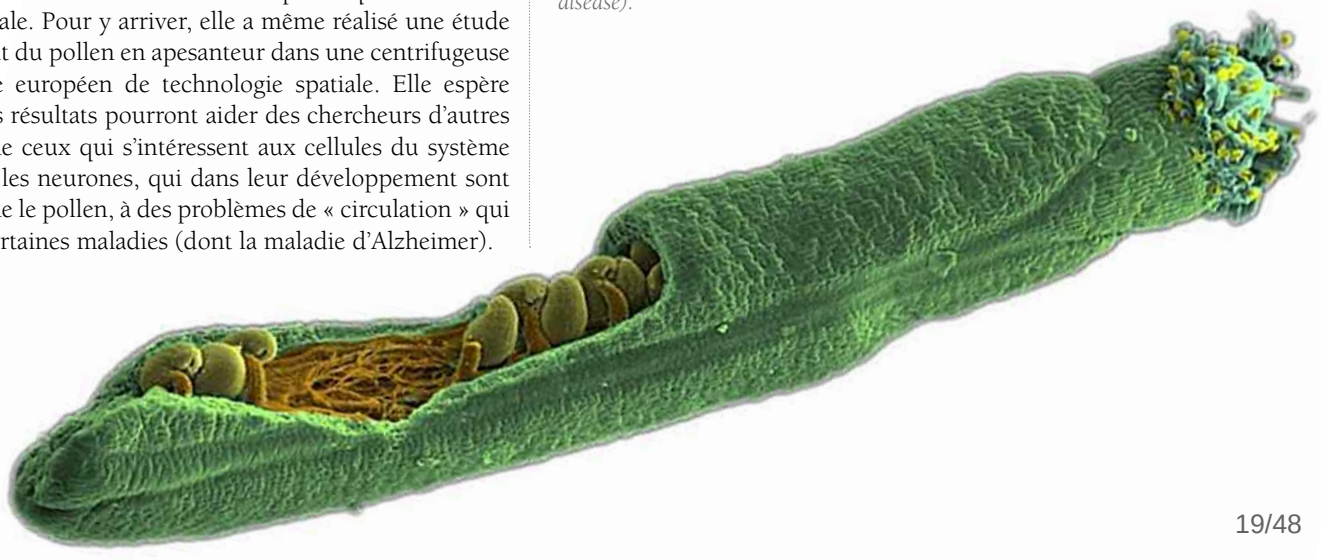
Using a combination of advanced techniques in microscopy, engineering and molecular biology, Anja Geitmann has discovered several aspects of the biomechanics of pollen tube development. For example, she has demonstrated how the materials required for the extremity of the tube to grow are transported inside the cell itself. This requires precise and well-orchestrated logistics.

To learn still more about the development of the tube, which, despite its diameter of only a few micrometres is able to extend several centimetres through compact tissue over the course of mere hours, the researcher now relies on microfluidics, one of the first uses of this cutting-edge technology in plants.

Microfluidics is a new discipline which involves manipulating small quantities of fluids through canal openings of a few micrometres. It has applications in medicine (to diagnose disease) and pharmacology (to analyse chemical or biological samples).

In collaboration with engineers from the Université de Montréal and Concordia University, Anja Geitmann causes pollen grains to germinate in unique microfluidics systems, in order to discover how a pollen tube guides itself through the pistil and how it pierces the ovule to release its gametes there. Experiments to date have made it possible to learn more about the mechanical properties of tubes, particularly on the force they exert to cross obstacles in their path and on the surrounding signals that guide them.

The researcher is determined to enrich our understanding of the obstacle course that pollen tubes must cross during plant fertilization. To achieve this goal, she has even conducted a study of the development of pollen under weightless conditions, in a giant centrifuge in the European Space Research and Technology Centre. She also hopes that these results will assist researchers in other fields – for example, those interested in cells of the human nervous system, neurons, which are confronted with "circulation" problems in their own development, much like pollen, and which can cause certain diseases (including Alzheimer's disease).

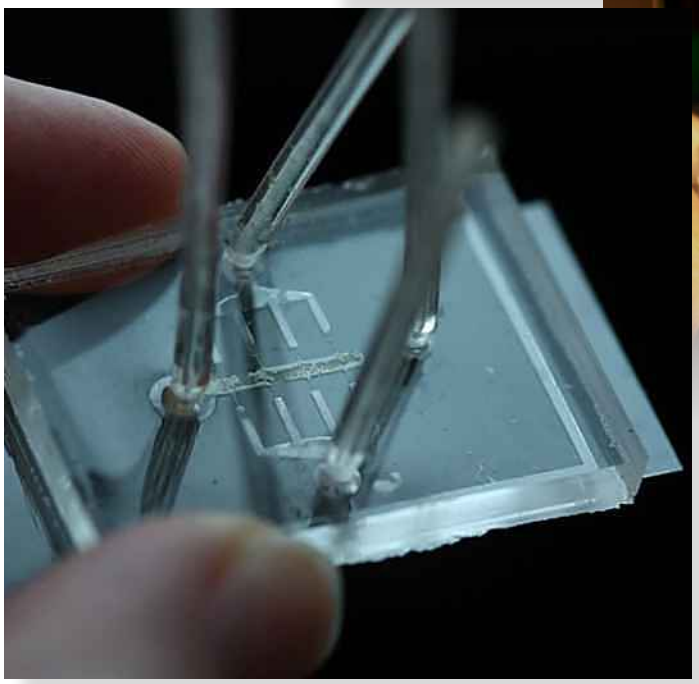


Anja Geitmann, professeur titulaire, Université de Montréal

Full professor, Université de Montréal

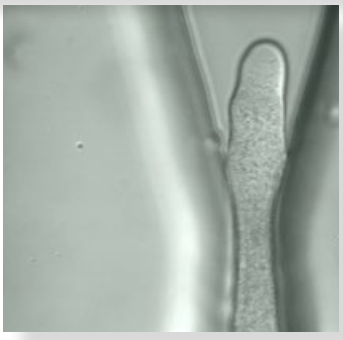


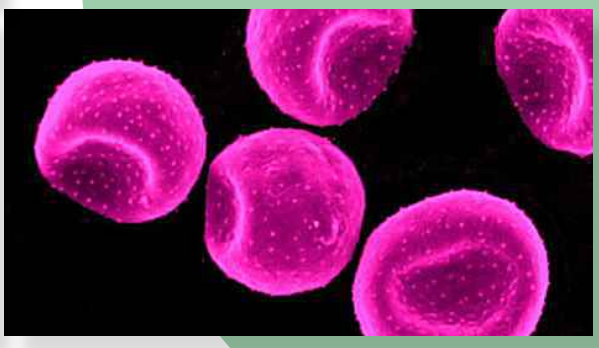




Le tube pollinique, la cellule qui croit le plus rapidement dans le monde végétal, peut s'allonger de plusieurs centimètres en quelques heures.

The pollen tube, the cell that grows more rapidly than any other in the plant world, is able to extend several centimetres through compact tissue over the course of mere hours.





Écologie urbaine et phytotechnologies

Urban ecology and phytotechnologies

Plus de la moitié de la population mondiale vit dans les villes et l'urbanisation entraine son lot de défis environnementaux. Nos travaux visent à la fois à mieux comprendre l'effet de cette urbanisation sur le monde végétal, et à développer des techniques employant les végétaux pour contrer ses impacts.

More than half the world's population lives in cities, and this ongoing urbanization engenders numerous environmental challenges. Our studies aim to enrich understanding of the effects of urbanization on the plant world, as well as to develop techniques that use plants to mitigate its impact.

























BRISSON Jacques
BRODEUR Jacques
COGLIASTRO Alain
HIJRI Mohamed
LABRECQUE Michel
PELLERIN Stéphanie
PITRE Frédéric
ST-ARNAUD Marc

Symbiose végétale

Les vertus des mycorhizes et du saule

Supporté par Génome Canada et Génome Québec depuis 2011, le projet GenoRem propose une approche de phytoremédiation novatrice pour décontaminer différents types de sols pollués. Sous la gouverne des professeurs Franz Lang et Mohamed Hijri, une vaste équipe multidisciplinaire utilise diverses espèces et cultivars de saule, en combinaison avec des champignons et des bactéries, dans le but d'éliminer les contaminants organiques et les métaux présents dans les sols.

Une expertise en génomique

La génomique permet de mieux comprendre les interactions plante/micro-organisme lorsque ceux-ci sont en présence de contaminants, déterminant les meilleures approches pour favoriser leur dégradation ou l'extraction des polluants. Guidé par l'expertise de légistes et de spécialistes du développement durable, GenoRem proposera des solutions susceptibles d'améliorer les techniques vertes de décontamination, à l'intention des gouvernements et des entreprises.

Campagne Campus Montréal « Des talents. Une planète »

Le projet GenoRem démontre bien la pertinence de la collaboration entre les chercheurs de différentes disciplines. En mettant en vedette ce projet lors de sa campagne de financement, l'Université de Montréal ouvrait une vitrine sur le monde de la recherche, ses découvertes, et sur les solutions que la science peut offrir aux enjeux planétaires.

PLANT SYMBIOSIS
The virtues of mycorrhizae and willow

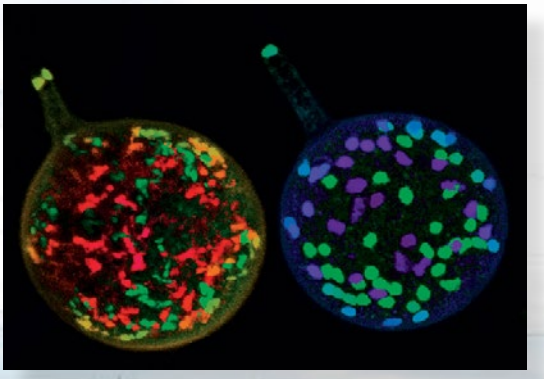
Funded by Genome Canada and Génome Québec since 2011, the GenoRem project is developing an innovative approach to phytoremediation of different types of polluted soils. Directed by professors Franz Lang and Mohamed Hijri, a large, multidisciplinary team of researchers uses willow species and cultivars, in combination with fungi and bacteria, to eliminate organic contaminants and metals from soils.

Expertise in genomics

Genomics makes it possible to understand plant-microorganism interactions in the presence of contaminants and determine the best approaches for degradation or extraction. Assisted by experts in environmental law and sustainable development, GenoRem will develop solutions to improve environmentally-friendly phytoremediation techniques for use by government agencies and businesses.

The Campus Montréal Fundraising Campaign "Many talents. One planet."

GenoRem clearly illustrates the benefits of collaboration between researchers from different disciplines. By featuring this project in its fundraising campaign, the Université de Montréal has opened a window on the world of research and the scientific discoveries that may help resolve issues of planetary concern.



Qui est Franz Lang ?

Professeur titulaire au Département de biochimie, Faculté de médecine, Université de Montréal.

Who is Franz Lang?

Full professor in the Department of biochemistry, Faculty of Medicine, Université de Montréal.

Mohamed Hijri, professeur agrégé, Université de Montréal
Associate professor, Université de Montréal

Michel Labrecque, botaniste, Jardin botanique de Montréal, Espace pour la vie
Botanist, Montreal Botanical Garden, Space for life

Marc St-Arnaud, botaniste, Jardin botanique de Montréal, Espace pour la vie
Botanist, Montreal Botanical Garden, Space for life

Simon Joly, botaniste, Jardin botanique de Montréal, Espace pour la vie
Botanist, Montreal Botanical Garden, Space for life

Frédéric Pitre, botaniste, Jardin botanique de Montréal, Espace pour la vie
Botanist, Montreal Botanical Garden, Space for life



GenoRem

Fenêtre sur l'interdisciplinarité de la recherche

À lui seul, le projet de décontamination de sols réunit 16 chercheurs en sciences naturelles mais aussi en sciences humaines. Cette symbiose végétale au service de la décontamination est une façon écologique et économique de redonner vie à des friches contaminées.

A window on the interdisciplinary nature of research

Sixteen researchers specializing in the natural and social sciences are collaborating on the soil decontamination aspect of the project. Using plant symbiosis in decontamination is an ecological and economical way to revive contaminated fallow land.

Origine, structure et conservation de la biodiversité

Origin, structure and conservation of biodiversity

La biodiversité englobe la variation biologique au niveau des gènes, des espèces et des écosystèmes. Elle représente un enjeu planétaire majeur, principalement à cause de la pression que l'humain exerce sur elle, cette pression étant responsable d'un taux d'extinction des espèces inégalé dans l'histoire de la vie. Nos travaux visent à comprendre l'origine de la biodiversité, son évolution dans l'espace et le temps, et ce afin de mieux la protéger.

Biodiversity encompasses biological variation at the level of genes, species and ecosystems. It represents a global challenge, mainly because of the pressure exerted by the human population, which is responsible for unprecedented species extinction rates. Our studies aim to understand the origin of biodiversity as well as its evolution across space and time, in order to ensure its conservation.















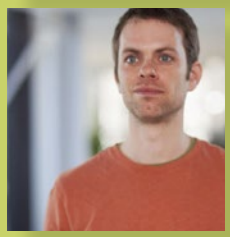




BRISSON Jacques
BRODEUR Jacques
BROUILLET Luc
BRUNEAU Anne
CUERRIER Alain
FAVRET Colin
JOLY Simon
PELLERIN Stéphanie
LALIBERTÉ Étienne











Vert le nord

Le savoir ancestral au service de la santé

Alain Cuerrier cherche à établir les meilleures méthodes pour cultiver *Rhodiola rosea*, une plante dont les propriétés pourraient diminuer les risques de santé en lien avec le diabète ou la maladie d'Alzheimer. Utilisée traditionnellement par les Inuits, c'est en fait son rhizome qui a des propriétés médicinales. Bien que *Rhodiola* soit abondante dans le nord du Québec, cette population naturelle risque d'être surexploitée, compte tenu de l'intérêt croissant pour sa commercialisation.

En développant des plantations de *Rhodiola*, et en impliquant les communautés inuites dans sa culture et sa transformation, le chercheur veut protéger l'espèce en son lieu d'origine. Il veut aussi préserver le savoir traditionnel associé à l'espèce et aider les communautés locales à mettre en place une petite entreprise pouvant améliorer leur économie.

LOOKING NORTH TO GO GREEN
Using traditional knowledge to improve health

Alain Cuerrier seeks to apply optimal methods for cultivating Rhodiola rosea, *a plant whose properties may be able to lower the health risks linked with diabetes or Alzheimer's disease. Traditionally used by the Inuit, it is actually the plant's rhizome that has medicinal properties. While* Rhodiola *is abundant in northern Quebec, this natural supply may eventually be overharvested, given growing commercial interest in the plant.*

By developing Rhodiola *plantations and involving Inuit communities in both cultivation and transformation, the researcher aims to protect the species in its natural habitat. He also seeks to preserve traditional knowledge regarding the species, and help local communities to improve their economy by establishing their own small businesses.*

Alain Cuerrier, Ethnobotaniste */ Ethnobotanist*

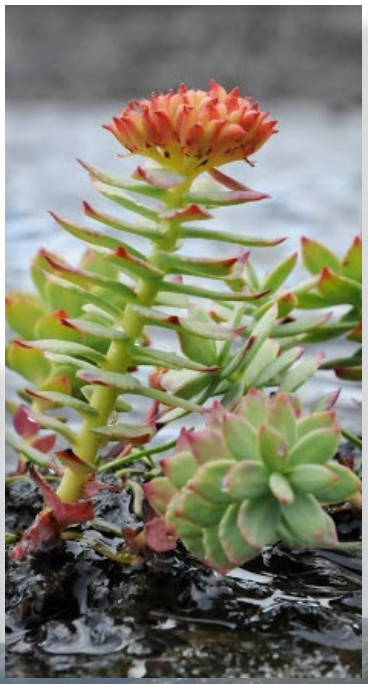
Nos travaux portent sur la dynamique homme-plante ayant des composantes écologiques en milieux nordiques. Nos études touchent le savoir traditionnel des Premières nations et englobent l'alimentaire, le médicinal et la classification folklorique dans le contexte des changements climatiques.

- Publication du livre « Our plants, our land ».
- Participation à l'émission « Science ou fiction », à TV5.
- Conférencier sur la médecine traditionnelle.

We are conducting research on the dynamic relationship between humans and plants, which has ecological components in northern environments. Our studies concern First Nations' traditional knowledge, and include food and medicinal use as well as folkloric classification, all considered in the context of climate change.

- *Publication of the book "Our plants, our land".*
- *Participation in the science program "Science ou fiction" on TV5, a French television network.*
- *Speaker on traditional medicine.*







Mesure de l'impact des changements climatiques sur les plantes arctiques.

Measuring the impact of climate change on arctic plants.

Alain Cuerrier, botaniste, Jardin botanique de Montréal, Espace pour la vie

Botanist, Montreal Botanical Garden, Space for life

Alain Cuerrier travaille en partenariat avec les Premières nations du Québec et du Labrador. Il donne la parole aux autochtones et intègre leur savoir aux réalités du XXIe siècle : diabète, Alzheimer, changements climatiques, acculturation et développement économique du Grand-Nord.

Alain Cuerrier works in partnership with the First Nations of Quebec and Labrador. He seeks to give voice to the Aboriginal community and to integrate their knowledge into 21st century reality – diabetes, Alzheimer's disease, climate change, acculturation and economic development of the Canadian North.













Alain Cuerrier et Mariannick Archambault mesurant la densité du *Rhodiola rosea*.

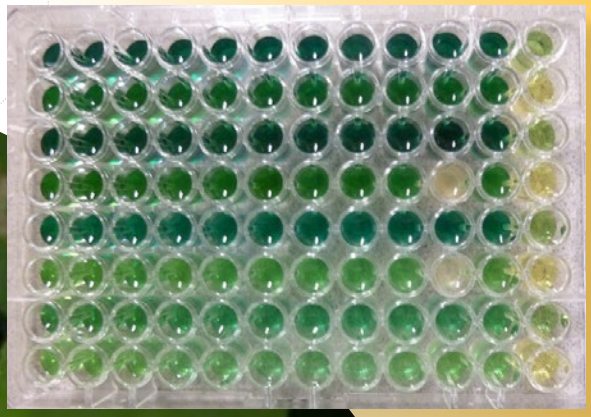
Alain Cuerrier and Mariannick Archambault measure the density of **Rhodiola rosea**.

Interactions plante/environnement

Plant/environment interactions

Les plantes sont à la base du fonctionnement des écosystèmes et de nos filières biologiques de production. Nous étudions les multiples processus par lesquels les plantes croissent, interagissent entre elles et avec leur environnement. Notre but est de comprendre le fonctionnement des végétaux et de proposer des actions qui optimisent leur protection et leur utilisation.

Plants form the base of the production chain and ecosystem functioning. We study the processes by which plants grow and interact with each other and their environment. Our aim is to understand the functioning of plants and to propose actions that optimize their protection and use.

















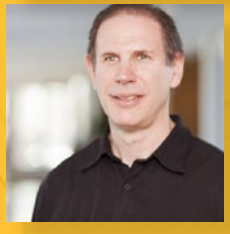


BRISSON Jacques
BRODEUR Jacques
COGLIASTRO Alain
CUERRIER Alain
FAVRET Colin
HIJRI Mohamed
JOLY Simon
LABRECQUE Michel
PITRE Frédéric
RIVOAL Jean
ST-ARNAUD Marc
LALIBERTÉ Étienne











Code-barres

L'identité des plantes enfin révélée

Le code-barres n'est plus uniquement l'apanage des biens de consommation. Les plantes, et tous les organismes vivants, peuvent maintenant en avoir un. Ils sont un peu différents cependant. Il s'agit de code-barres à ADN, une méthode mise au point il y a une dizaine d'années à l'Université Guelph.

Le code-barres à ADN permet d'identifier rapidement n'importe quel organisme vivant en utilisant la séquence d'ADN d'un gène de référence (chez les plantes, deux gènes chloroplastiques sont utilisés : rbcL et matK). Ce gène doit d'abord être séquencé pour toutes les espèces d'un groupe donné (les plantes par exemple). Des échantillons de ces espèces doivent évidemment être bien identifiés et conservés dans des collections appropriées (comme un herbier pour les plantes). Des méthodes informatiques permettent par la suite d'associer la séquence d'un échantillon inconnu à celle d'une espèce de référence.

En plus de permettre l'identification des plantes (son rôle premier), le code-barres à ADN peut aussi servir à identifier des fragments de végétaux issus d'échantillons environnementaux (contenu d'intestins, matières fécales, etc.) et être utilisé dans des études écologiques (détermination de la diversité génétique d'un milieu).

50 % des plantes vasculaires du Québec auront bientôt un code-barres

Jusqu'à présent, les études menées au Canada ont permis de fournir un code-barres à 885 des 2470 plantes vasculaires du Québec. Ce nombre augmentera significativement dans un proche avenir puisque les projets menés par Simon Joly ont permis de récolter des échantillons de 318 espèces qui ne possédaient pas de code-barres. Le séquençage du gène de référence de ces espèces fera en sorte que pratiquement 50% (1203 sur 2470) des plantes à fleur du Québec auront un code-barres.

La technologie des codes-barres est appelée à se développer au cours des prochaines années. Toutes les plantes vasculaires du Québec auront probablement leur propre code-barres d'ici quelques années. Cela facilitera la vie de bien des chercheurs en biologie végétale qui, par exemple, pourront déterminer l'identité précise d'échantillons difficiles à identifier à l'aide de données morphologiques.

BARCODES FOR QUEBEC PLANTS
Plant fingerprinting

Barcodes now have uses beyond identification of consumer goods. Plants, and in fact all living organisms, can be assigned one. This type of barcode is slightly different, however. It is DNA-based, a method developed about ten years ago at Guelph University.

A DNA barcode makes it possible to rapidly identify any living organism, using the DNA sequence of a reference gene (in plants, two chloroplast genes are used: rbcL and matK). This gene must first be sequenced for all species of a given group (plants, for example). Samples of these species must obviously be accurately identified and preserved in appropriate collections (such as an herbarium, for plants). The sequence of an unknown sample can then be associated to that of a reference species, using computerized methods of analysis.

In addition to their primary role of facilitating plant identification, DNA barcodes can be used to identify plant fragments found in environmental samples (intestinal contents, fecal matter, etc.), or to evaluate environmental factors in ecological studies (determine the genetic diversity of a habitat).

50% of Quebec's vascular plants will soon have a barcode

Canadian research projects have made it possible to assign a barcode to 885 of Quebec's 2470 vascular plants to date. This number will increase significantly in the near future. Samples of 318 species that do not yet possess a barcode have been collected through Simon Joly's projects. Once the reference gene of each of these species is sequenced, almost 50% (1203 out of 2470) of Quebec's flowering plants will have a barcode.

Refining barcode technology in the coming years will be essential. All of Quebec's vascular plants will probably have a barcode within a few years. This will make life much easier for researchers in plant biology; for example, they will be able to determine the precise identity of samples that have been difficult to identify using morphological data.



Dans son projet de thèse qui porte sur la diversité floristique des forêts urbaines de l'archipel de Montréal, le doctorant Alexandre Bergeron (supervisé par Stéphanie Pellerin) a récolté des échantillons de feuilles de plusieurs espèces qui serviront à déterminer leur code-barres.

In his thesis project on the floristic diversity of urban forests on the Montreal archipelago, doctoral student Alexandre Bergeron (supervised by Stéphanie Pellerin) has collected leaf samples from several species, which will be used to determine their barcode.

Simon Joly, botaniste, Jardin botanique de Montréal, Espace pour la vie

Botanist, Montreal Botanical Garden, Space for life

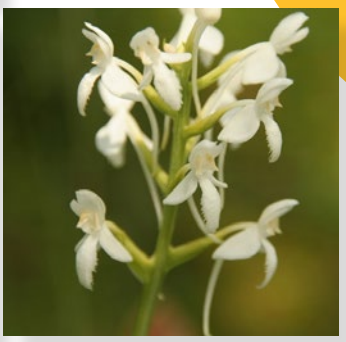
Ce projet a été mis sur pied par un groupe de travail du Centre sur la science de la biodiversité du Québec. En collaboration avec Jonathan Davies (Université McGill) et Stéphanie Pellerin (IRBV), Simon Joly participe à l'effort de recherche visant à donner un code-barres à ADN à toutes les plantes du territoire québécois. L'objectif est de fournir un outil d'analyse supplémentaire pour les botanistes et les écologistes.

This project was set up by a working group from the Quebec Centre for Biodiversity Science. In collaboration with Jonathan Davies (McGill University) and Stéphanie Pellerin (IRBV), Simon Joly is participating in a research effort that aims to assign a DNA barcode to all plants found in Quebec. The objective is to provide a supplementary analytical tool to botanists and ecologists.









Les travaux de recherche de Simon Joly et de son équipe portent sur l'évolution des plantes et sur la relation de celles-ci avec leur environnement.

Simon Joly and his team are conducting research on plant evolution and the relationship between plants and their environment.

Science... fiction !

L'univers des parasites

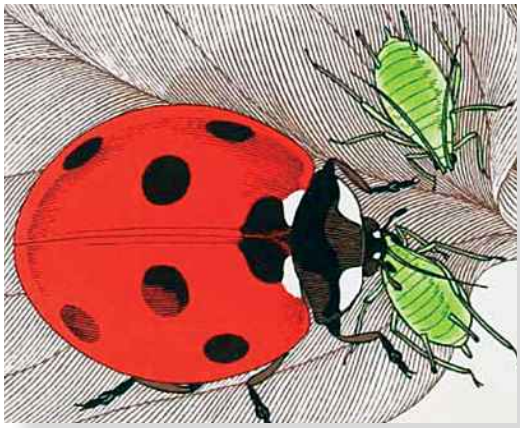
Les parasites pourraient représenter jusqu'à 50% de l'ensemble des espèces vivantes sur Terre. Ce sont des virus, des champignons, des protozoaires, des vers ou encore des insectes qui ont colonisé tous les écosystèmes de la planète.
La manipulation du comportement des hôtes par les parasites est sans aucun doute l'une des plus fascinantes stratégies d'exploitation parasitaire. Tel un phénomène sorti tout droit de la science-fiction, les parasites ont ainsi développé la capacité de prendre le contrôle du comportement de leur hôte afin de le détourner à leur propre avantage. Bien que ces manipulations soient de plus en plus étudiées aujourd'hui, l'aspect énergétique associé à ce phénomène reste encore très peu documenté, et beaucoup reste à faire pour déterminer les coûts de la manipulation parasitaire.

Une expertise en génomique

Deux étudiants de l'équipe du chercheur Jacques Brodeur ont publié un article sur les coûts de la manipulation parasitaire, dans la revue Dire de l'Université de Montréal. Dans cet article de vulgarisation, Mathieu Bélanger Morin, étudiant à la maîtrise, et Fanny Maure, étudiante au doctorat, présentent la première mise en évidence expérimentale de l'existence de tels coûts, une découverte réalisée dans leur propre laboratoire.

C'est l'association entre la guêpe parasitoïde *Dinocampus coccinellae* et un de ses hôtes, la coccinelle maculée, qui a servi de modèle à cette étude. Bien plus qu'une simple relation hôte-parasitoïde, ce système est en fait un parfait exemple de manipulation dite de type « garde du corps », dans lequel la coccinelle est manipulée par la guêpe à des fins de protection contre ses ennemis naturels. À la suite de son développement larvaire dans la cavité abdominale de l'hôte, la larve s'extrait de la coccinelle et tisse un cocon entre ses pattes – cocon dans lequel elle va achever son développement et devenir adulte. Du fait de l'extrême vulnérabilité de ce cocon, la larve paralyse la coccinelle au moment de sa sortie – probablement en lui injectant un venin - afin de la maintenir en place sur le cocon et de l'utiliser comme un garde du corps.

Dans une très récente étude, le laboratoire Brodeur a démontré qu'il existe une relation négative entre le temps de survie de la coccinelle sur le cocon du parasitoïde, et la fécondité de la guêpe à l'émergence, suggérant l'existence d'un compromis entre l'effort de manipulation et l'effort de reproduction de la guêpe. En effet dans ce système, les ressources disponibles pour la survie de l'hôte et pour la fabrication des œufs de la guêpe proviennent uniquement de la coccinelle et sont donc limitées. La manipulation de l'hôte se fait donc au détriment de la production d'œufs, le prix à payer pour survivre aux prédateurs. Autre aspect surprenant de ce système, certaines coccinelles paralysées survivent à cette manipulation et reprennent leurs activités peu de temps après le parasitisme; un fait unique puisque les parasitoïdes, par définition, tuent leurs hôtes.





Jacques Brodeur, professeur titulaire Université de Montréal

Full professor, Université de Montréal,



THE UNIVERSE OF PARASITES – it's truly science … fiction!

Parasites may represent as much as 50% of all living species on Earth. These viruses, fungi, protozoa, worms and insects have colonized all the planet's ecosystems.

How parasites manipulate the behavior of their host is without a doubt one of the most fascinating parasitic exploitation strategies. Like a phenomenon straight out of science fiction, parasites have developed the capacity to take control of their host's behavior and redirect it for their own benefit. Although we are learning more and more about these manipulative strategies, the energetic aspect associated with this phenomenon remains largely undocumented, and extensive investigation will be required to identify the costs of parasitic manipulation.

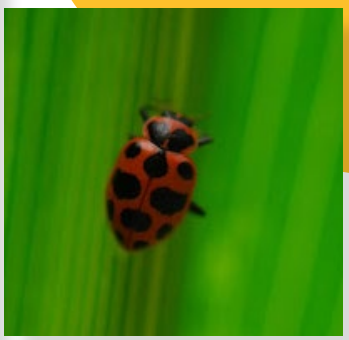
The costs of "bodyguard" manipulation

An article by two students from Jacques Brodeur's research team on the costs of parasitic manipulation was published in the Université de Montréal's magazine, "Dire". In this article written for the general public, master's student Mathieu Bélanger Morin and doctoral student Fanny Maure present the first experimental evidence that such costs exist, a discovery made in their own laboratory.

The association between the parasitoid wasp Dinocampus coccinellae *and one of its hosts, the spotted lady beetle, was used as a model in the study. More than a simple host-parasitoid relationship, this system is in fact a perfect example of the "bodyguard" type of manipulation, in which the lady beetle is manipulated by the wasp for protection from its natural enemies. After the larva develops in the abdominal cavity of the host, it extricates itself and spins a cocoon between the host's legs, in which to complete its development and become an adult. Since the cocoon is extremely vulnerable, the larva paralyses the lady beetle upon emergence, probably by injecting venom; this ensures the lady beetle remains on top of the cocoon and serves as a bodyguard.*

In a more recent study, the Brodeur lab has demonstrated that there is a negative relationship between the lady beetle's survival time on the parasitoid's cocoon, and the wasp's fertility upon emergence, which suggests there is a compromise between the manipulative effort and the wasp's reproductive efforts. In fact, in this system, the resources available for the host's survival and the wasp's egg-laying are all provided by the lady beetle and are therefore limited. Manipulation of the host thus comes at a detriment to egg production, the price to pay for eluding predators. Another surprising aspect of this system is that some paralysed lady beetles survive manipulation and resume their activities shortly after experiencing parasitism. This is a unique exploit, since parasitoids, by definition, kill their host.





Publication scientifique

Maure, F., J. Brodeur, N. Ponlet, J. Doyon, A. Firlej, E. Elguero et F. Thomas. 2011. The cost of a bodyguard. Biology Letters 7: 843-846

Scientific Publication

Maure, F., J. Brodeur, N. Ponlet, J. Doyon, A. Firlej, E. Elguero and F. Thomas. 2011. The cost of a bodyguard. Biology Letters 7: 843-846

Personnel de l'IRBV

Faculty and staff of the IRBV

Période du 1er mai 2012 au 30 avril 2013 / *Period from May 1, 2012 to April 30, 2013*

15 ADMINISTRATION / *ADMINISTRATION*

1 Directeur / *Director*
3 Personnel administratif / *Administrative staff*
2 Personnel de laboratoire / *Lab personnel*
5 Personnel technique / *Technical staff*
4 Personnel administratif du Centre sur la biodiversité / *Administrative staff - Biodiversity Centre*

18 MEMBRES RÉGULIERS / *REGULAR MEMBERS*

11 Professeurs / *Professors* (Université de Montréal)
7 Scientifiques / *Scientists* (Jardin botanique de Montréal)

61 PERSONNEL DE RECHERCHE / *RESEARCH STAFF*

11 Agents de recherche / *Research associates*
17 Auxiliaires de recherche / *Research assistants*
33 Contractuels / *Contractual staff*

4 CHERCHEURS INVITÉS ET ASSOCIÉS / *VISITING AND ASSOCIATE RESEARCHERS*

13 BÉNÉVOLES DE L'HERBIER MARIE-VICTORIN / *MARIE-VICTORIN HERBARIUM VOLUNTEERS*

76 STAGIAIRES / *FELLOWS*

15 Stagiaires postdoctoraux / *Postdoctoral fellows*
5 Stagiaires, boursiers d'été CRSNG / *NSERC grant recipients*
31 Stagiaires premier, deuxième et troisième cycles et étudiants du CEGEP / *Undergraduate, master's and doctoral fellows and CEGEP students*
25 Stagiaires de l'étranger (programmes d'échanges) / *Fellows from abroad (exchange programs)*

100 ÉTUDIANTS-CHERCHEURS / *GRADUATE STUDENTS*

29 Étudiants à la maîtrise / *Master's students*
46 Étudiants au doctorat / *Doctoral students*

Inscrits dans un autre programme ou autre université / *Registered in another program or at another university*

10 Étudiants à la maîtrise / *Master's students*
10 Étudiants au doctorat / *Doctoral students*
5 DÉSS en environnement et développement durable - Faculté des arts et des sciences, Programme interdisciplinaire / *Graduate Studies Diploma in environment and sustainable development – Faculty of Arts and Sciences, Interdisciplinary program*

TOTAL
287

David Shorthouse





Anja Geitman
Prix d'excellence en enseignement, FAS
FAS Teaching Excellence Award



Anne Bruneau
Prix Pierre-Dansereau de l'ABQ
Pierre-Dansereau Award from the ABQ



Geoffrey Hall

ADMINISTRATION / *ADMINISTRATION*

BRUNEAU Anne, directrice / *Director*

Personnel administratif / *Administrative staff*

CAMPEAU Lucie, coordonnatrice (TCTB) / *Coordinator*

GAGNÉ Anne-Marie, agente de secrétariat / *Secretary*

MORIN Joëlle, responsable à la comptabilité / *Accountant*

Personnel de laboratoire / *Lab staff*

LAUZER Denis, responsable des laboratoires / *Lab coordinator*

OUELLET Julie-Eve, technicienne-préparatrice / *Lab technician*

PERSONNEL TECHNIQUE / *TECHNICAL STAFF*

BOULANGER Michel, préposé au Centre sur la biodiversité / *Assistant, Biodiversity Centre*

COURNOYER Robert, préposé labos et atelier / *Lab and workshop assistant*

DUMONT Marie-Claude, technicienne en documentation / *Library technician*

LEMAY Michel, horticulteur / *Horticulturist*

PELLETIER Louise, technicienne en microscopie / *Microscope technician*

PERSONNEL ADMINISTRATIF DU CENTRE SUR LA BIODIVERSITÉ / *STAFF*

BRUNEAU Anne, directrice scientifique / *Scientific director*

DUPONT Stéphane, directeur administratif / *Administrative director*

BROUILLET Luc, conservateur / *Curator* – Herbier Marie-Victorin

HALL Geoffrey, coordonnateur de la collection / *Collection coordinator*

FAVRET Colin, conservateur / *Curator* – Collection entomologique Ouellet-Robert

CLOUTIER Louise, coordonnatrice de la collection / *Collection coordinator*

GENDREAU Christian, programmeur / *Informatics Programmer*

SHORTHOUSE David, gestionnaire du réseau informatique / *Informatics Manager*

MEMBRES RÉGULIERS / *REGULAR MEMBERS*


1


2


3


4


5


6


7


8


9


10


11


12


13


14


15


16


17


18


19

Étienne Laliberté se joint à l'équipe en septembre 2014 / *Étienne Laliberté joined the team in September 2014*

1 BRISSON Jacques
2 BRODEUR Jacques
3 BROUILLET Luc
4 BRUNEAU Anne
5 CAPPADOCIA Mario
6 COGLIASTRO Alain
7 CUERRIER Alain
8 FAVRET Colin
9 GEITMANN Anja
10 HIJRI Mohamed
11 JOLY Simon
12 LABRECQUE Michel
13 MATTON Daniel P.
14 MORSE David
15 PELLERIN Stéphanie
16 PITRE Frédéric
17 RIVOAL Jean
18 ST-ARNAUD Marc
19 LALIBERTÉ Étienne

Personnel de l'IRBV

Faculty and staff of the IRBV

PERSONNEL DE RECHERCHE / *RESEARCH STAFF*

Agents de recherche / *Research associates*

- BOIVIN Patrick, M.Sc.
- DAIGLE Stéphane, B.Sc.
- DE LA PROVIDENCIA Ivan, Ph.D.
- DORION Sonia, Ph.D.
- DOYON Josée, M.Sc.
- FIRLEJ Annabelle, Ph.D.
- GONZALEZ Emmanuel, Ph.D.
- KADRI Haffsa, M.Sc.
- MARLEAU Julie, M.Sc.
- TENDLAND Youri, M.Sc.
- YERGEAU Étienne, Ph.D.

Chercheurs invités et associés
/ Visiting & associate researchers

- BARABÉ Denis, Professeur associé
/ Associate professor,
Département de sciences biologiques,
Université de Montréal
- De REFFYE Philippe, chercheur invité
/ Visiting researcher, CIRAD Montpellier
- ZOZOMOVA Judita, chercheur invité
/ Visiting researcher,
Institute of Botany, Slovak Academy of Sciences
- YANG Han-Qi, chercheur invité */ Visiting researcher,*
Chinese Academy of Sciences, Chine

Bénévoles de l'herbier Marie-Victorin
/ Marie-Victorin Herbarium volunteers

- BEAUCHAMP Annie
- BOUCHARD Claire
- BOUCHER Tim
- BRÛLÉ Isabelle
- BUTET Colette
- DUFORT Denise
- FORTIN Lucie
- GROULX Ghislaine
- HAY Stuart
- JULIEN Renée
- JUTEAU Diane
- PICOTTE Claire
- ROY Madeleine

STAGIAIRES / *FELLOWS*

Stagiaires postdoctoraux / *Postdoctoral fellows*

- ALMEIDA-RODRIGUEZ Adriana
- BELL Terrence
- DE LA ESTRELLA Manuel
- EL YASSIMI Abdelghani
- GONZALEZ Emmanuel
- GUIDI Werther
- HALARY Sébastien
- HASSAN Saad Eldin
- KOIV Margit
- MICALI Cristina
- MOIROUX Joffrey
- STEEVES Royce
- STEFANI Franck
- TERRAT Yves
- VINCENT Julie

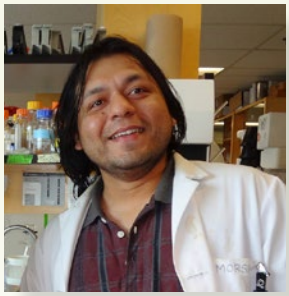


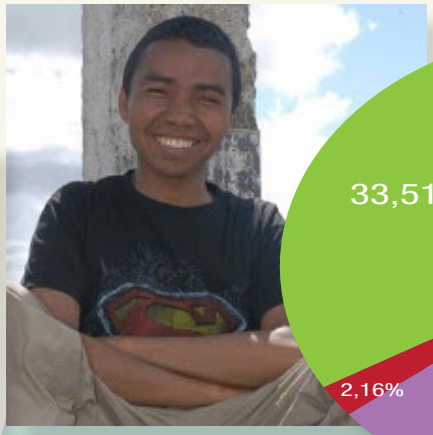


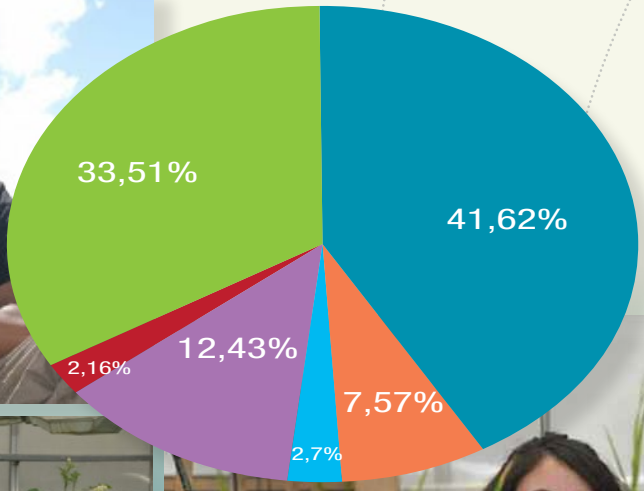
Au coeur du Jardin

Un campus cosmopolite

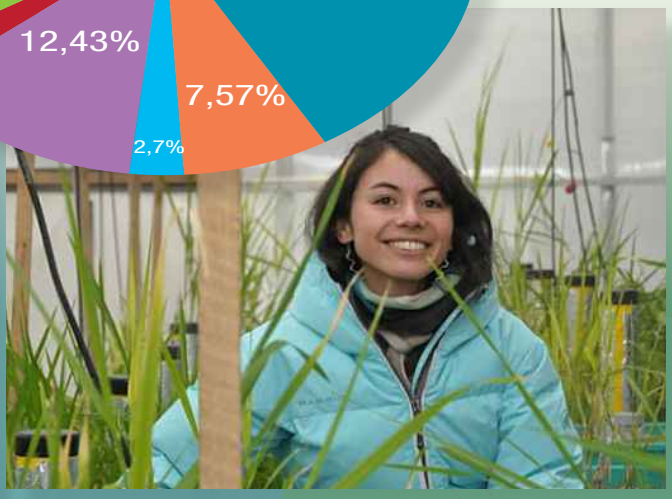
In the heart of the Garden
A cosmopolitan campus



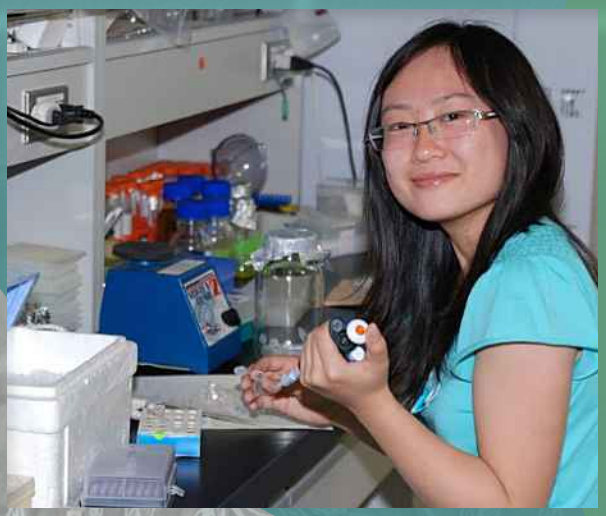


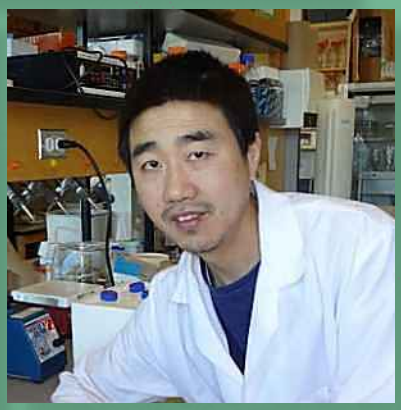
















CANADA AFRIQUE AMÉRIQUE DU SUD ASIE
ÉTATS-UNIS et AMÉRIQUE CENTRALE EUROPE





Institut de recherche
en biologie végétale

4101, rue Sherbrooke E.
Montréal Qc H1X 2B2
www.irbv.umontreal.ca

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1172912001

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Jardin Botanique , -
Objet :	Accorder une contribution financière de 95 000 $ (taxes incluses) à l'Institut de recherche en biologie végétale relativement au financement de ses activités, pour l'année 2017. Approuver un projet de convention afférent entre la Ville et l'Institut de recherche en biologie végétale.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1172912001 Contribution financière Institut de recherche en Biologie végétale.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Suzanne RODIER
Préposée au budget

Tél : 872-7070

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-15

François COURCHESNE
Conseiller en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-4066
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

CONVENTION

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est le 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836;

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET : **INSTITUT DE RECHERCHE EN BIOLOGIE VÉGÉTALE (IRBV)**, personne morale constituée sous l'autorité de la troisième partie de la *Loi sur les compagnies*, dont l'adresse principale est le 4101, rue Sherbrooke Est, Montréal, Québec, H1X 2B2, agissant et représentée par Madame Anne Bruneau, directrice, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution adoptée à une réunion de son conseil d'administration tenue le 9 novembre 2010, dont un extrait est annexé aux présentes pour en attester;

N^{o} d'inscription TPS : 128144052 RT0001
N^{o} d'inscription TVQ : 1011037573 TQ0001
Numéro d'organisme de charité : n/a

Ci-après appelée l' « **ORGANISME** »

ATTENDU QUE l'Institut de recherche en biologie végétale a été créé conjointement par la Ville de Montréal et l'Université de Montréal en 1990, scellant une collaboration datant de la création du Jardin botanique de Montréal en 1931;

ATTENDU QUE l'Institut de recherche en biologie végétale est situé sur le site du Jardin botanique de Montréal;

ATTENDU QUE la mission de l'Institut de recherche en biologie végétale est le développement constant d'un centre d'excellence pour la recherche en biologie végétale et en biodiversité, tant au point de vue fondamental qu'appliqué, la conservation des collections de recherche en biologie végétale, en entomologie et en mycologie, la formation de la relève scientifique en biologie végétale et en biodiversité, au baccalauréat, à la maîtrise, au doctorat et au niveau postdoctoral, le perfectionnement de la formation de ses chercheurs et de son personnel technique et le transfert technologique de ses résultats scientifiques vers la communauté;

ATTENDU QUE les deux parties désirent poursuivre leur partenariat et qu'en conséquence, la Ville entend continuer à contribuer au financement des opérations de l'Organisme;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

1.1 « **Responsable** » : la directrice générale adjointe Qualité de vie de la Ville de Montréal ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « **Annexe 1** » : document intitulé « Description des activités ».

ARTICLE 2
OBJET

La présente convention établit les modalités et les conditions du versement de la contribution financière de la Ville à l'Organisme.

ARTICLE 3
DURÉE

Sous réserve d'autres dispositions de la présente convention, celle-ci prend effet à sa signature par les deux parties et se termine le 31 décembre 2017.

ARTICLE 4
RÉSILIATION

4.1 Malgré l'article 3, la Ville peut, par avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours adressé par courrier recommandé à l'Organisme, mettre fin à la présente convention.

Dans un tel cas, l'Organisme doit remettre à la Ville la portion non utilisée de la somme versée par cette dernière dans les quinze (15) jours d'une demande écrite du Responsable à cet effet.

4.2 L'Organisme renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature à l'encontre de la Ville en cas de résiliation en vertu du présent article.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1. En considération des obligations assumées par l'Organisme, la Ville s'engage à lui verser, pour l'année 2016, une somme de quatre-vingt-quinze mille dollars (95 000 $) incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.2 Cette somme sera versée à l'Organisme dans les trente (30) jours suivant la signature de la présente convention par les deux parties.

5.3 La Ville peut suspendre tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations.

5.4 L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution versée par la Ville, l'Organisme doit :

6.1 utiliser les sommes versées aux seules fins de remplir sa mission et de réaliser son programme d'activités tel que décrit à l'Annexe 1, suivant le budget approuvé par son conseil d'administration;

6.2 remettre à la Ville, dans les dix (10) jours d'une demande à cet effet, toute somme non utilisée à la fin de l'exercice financier;

6.3 demeurer en tout temps pendant la durée de la présente convention un organisme à but non lucratif;

6.4 prendre fait et cause pour la Ville dans toute poursuite ou réclamation résultant directement ou indirectement de la présente convention et la tenir indemne de tout jugement en capital, intérêts et frais, y compris les pénalités le cas échéant, qui pourraient être prononcés contre elle;

Visibilité

6.5 aviser la Responsable, au préalable et dans un délai d'au moins quinze (15) jours ouvrables, de toute activité de communication liée à son programme d'activités;

6.6 faire état de la participation financière de la Ville dans toute publicité ou documents d'information relatifs à l'objet de la présente convention. De plus, lors de cérémonies officielles ou de conférences de presse, l'Organisme s'engage à ce que la Ville soit représentée à la satisfaction de la Responsable;

Rapports, vérifications et documents

6.7 transmettre à la Ville, au plus tard le 30 septembre 2017, un rapport annuel de ses activités qui devra contenir des données ou des indicateurs permettant de mesurer la performance de l'Organisme;

6.8 transmettre à la Ville, au plus tard soixante (60) jours après la fin de l'exercice financier, ses états financiers annuels ainsi que tout autre document et renseignement exigés. Conformément aux exigences de l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, les états financiers doivent être vérifiés et transmis au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, à Montréal, Québec, H3A 3P1) si la valeur de l'ensemble des contributions de la Ville pour l'année visée par la présente convention est de 100 000 $ et plus;

6.9 permettre à la Responsable, sur avis raisonnable et durant les heures de bureau, l'examen de tous les registres, livres et pièces justificatives concernant l'utilisation de la contribution financière de la Ville;

6.10 faciliter le travail de la Responsable et fournir, sans frais, copie des registres, livres comptables et pièces justificatives;

6.11 tenir des comptes et registres appropriés et précis à l'égard des dépenses relatives à la contribution financière de la Ville et conserver ces comptes et registres pendant une période d'au moins trois (3) ans après la fin de la présente convention, sous réserve d'autres dispositions légales afférentes;

6.12 lorsque requis par la Responsable, soumettre des rapports et mémoires sur des sujets d'intérêt public se rapportant à ses activités et compétences.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

7.1.1 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours d'un avis de la Responsable l'enjoignant de s'exécuter;

7.1.2 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.3 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre.

7.2 Dans les cas mentionnés aux articles 7.1.1 et 7.1.2, la Ville peut, à son entière discrétion résilier la convention sans préjudice quant à ses autres droits et recours pour les dommages causés par le défaut de l'Organisme. Toute contribution financière non versée cesse alors d'être due et l'Organisme doit rembourser à la Ville la portion de la contribution financière établie en divisant le montant reçu de la Ville par le nombre de jours compris dans la période pour laquelle a été versé ce montant et en multipliant le résultat obtenu par le nombre de jours entre la date de la survenance du défaut et le dernier jour couvert par la contribution financière de la Ville.

7.3 Dans les cas mentionnés à l'article 7.1.3, la convention est résiliée de plein droit dès la survenance de tel événement et l'article 7.2 s'applique en faisant les adaptations nécessaires.

ARTICLE 8
DÉONTOLOGIE

8.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités visées à la présente convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

8.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par la Responsable à cet égard.

8.3 L'Organisme doit notamment informer la Responsable par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme ou de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque

pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement.

8.4 Les dépenses admissibles dans le cadre de la présente convention ne peuvent comprendre une commission, salaire ou honoraires versés par l'Organisme à un membre de son conseil d'administration, ni une commission versée à un membre de la famille de celui-ci. Le salaire payé à un membre de la famille d'un membre du conseil d'administration n'est pas visé par le présent article.

ARTICLE 9
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

9.1 Modification

La présente convention ne peut être modifiée qu'avec l'accord écrit des deux parties.

9.2 Avis

Tout avis qu'une partie doit donner à l'autre en vertu de la présente convention et de ses annexes doit être expédié sous pli recommandé comme suit :

POUR LA VILLE

Madame Chantal Gagnon
Directrice générale adjointe - Qualité de vie
275, rue Notre-Dame Est
Bureau 4.127
Hôtel de ville
Montréal (Québec) H2Y 1C6

POUR L'ORGANISME

Madame Anne Bruneau, directrice
Institut de recherche en biologie végétale
4101, rue Sherbrooke Est
Montréal (Québec) H1X 2B2

Cependant, une partie pourra aviser l'autre d'une autre adresse dans le district judiciaire de Montréal, à laquelle tout avis subséquent devra lui être envoyé.

S'il est impossible de faire parvenir un avis à l'adresse ci-dessus mentionnée, tel avis pourra être signifié à l'Organisme en lui laissant copie au Greffe de la Cour supérieure du district de Montréal.

9.3 Force majeure

Les parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si celle-ci est due à un cas de force majeure. Aux fins de la présente convention, sont assimilés à un cas de force majeure une grève ou toute autre cause hors du contrôle de chacune des parties.

9.4 Invalidité d'une clause

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

9.5 Lois applicables

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2017

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le e jour de 2017

INSTITUT DE RECHERCHE EN BIOLOGIE VÉGÉTALE

Par : _____
Anne Bruneau, directrice

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.46

2017/03/27
13:00

(1)

Dossier # : 1174631005

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , Division du soutien technique et opérationnel
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser l'utilisation de la station de nivométrie «Montréal INTL A» située à l'aéroport international Pierre-Elliot-Trudeau de Montréal comme mesure de compilation de la neige et permettre l'utilisation d'un facteur de correction de 13,2%, représentant le différentiel moyen des précipitations de neige entre la station de nivométrie du Triangle de Montréal et la station de nivométrie Montréal INTL A dans le cadre du contrat de déneigement clé en main sur le territoire de l'arrondissement Outremont (Appel d'offres 12-12091) et approuver le projet d'addenda 1 à cette fin.

Il est recommandé:
D' autoriser l'utilisation de la station de nivométrie «Montréal INTL A» située à l'aéroport Pierre-Elliot-Trudeau comme mesure de compilation de la neige et permettre l'utilisation d'un facteur de correction de 13,2%, représentant le différentiel moyen entre la station de nivométrie du Triangle de Montréal et la station de nivométrie Montréal MTL A dans le cadre du contrat de déneigement clé en main sur le territoire de l'arrondissement Outremont (Appel d'offres 12-12091) et d'approuver le projet d'addenda 1 à cette fin.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2017-03-06 09:21

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1174631005

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , Division du soutien technique et opérationnel
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser l'utilisation de la station de nivométrie «Montréal INTL A» située à l'aéroport international Pierre-Elliot-Trudeau de Montréal comme mesure de compilation de la neige et permettre l'utilisation d'un facteur de correction de 13,2%, représentant le différentiel moyen des précipitations de neige entre la station de nivométrie du Triangle de Montréal et la station de nivométrie Montréal INTL A dans le cadre du contrat de déneigement clé en main sur le territoire de l'arrondissement Outremont (Appel d'offres 12-12091) et approuver le projet d'addenda 1 à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

Avant la révision des cahiers des charges de déneigement en 2016, le prix de base soumis par les entrepreneurs était, dans la plupart des contrats, un prix au mètre linéaire en fonction d'une précipitation donnée de neige à recevoir au cours d'une saison (soit, une prévision de 200 cm dans la majorité des cas). Ensuite, en fonction des quantités de neige réellement tombées, le prix payé aux entrepreneurs était modulé, à la hausse ou à la baisse, selon les ajustements prévus aux cahiers des charges.
La quantité de neige tombée était soit mesurée au Triangle de Montréal (trois stations de nivométrie dispersées sur le territoire de la Ville et appartenant à cette dernière), soit à une station de l'aéroport Pierre-Elliott Trudeau (P.E.T). Une différence entre les méthodes de mesures et la localisation des sites font en sorte qu'il y a un écart historique entre le total des quantités de neige mesurées au cours d'une saison hivernale pour chacun des sites. Le tableau suivant compare les mesures compilées au cours des 20 dernières années.

HIVER (15 nov. - 31 mars)	Neige - P.E.T. "A" (cm) (équivalent eau)	Neige-Triangle (cm) (équivalent eau)	Différence (%)
1996-97	263,6	284,2	7,8%
1997-98	295,5	327,7	10,9%
1998-99	204,7	221,1	8,0%
1999-00	189,5	204,9	8,1%
2000-01	293,2	306,6	4,6%
2001-02	142,7	159,0	11,4%
2002-03	161,2	166,1	3,0%
2003-04 *	150,0	162,9	8,6%
2004-05	165,2	198,0	19,9%
2005-06	171,0	198,0	15,8%
2006-07	140,2	177,2	26,4%
2007-08	401,0	491,1	22,5%
2008-09	210,2	231,6	10,2%
2009-10	152,0	165,8	9,1%
2010-11	222,6	264,0	18,6%
2011-12	126,2	156,6	24,1%
2012-13	243,0	281,6	15,9%
2013-14	225,9	248,1	9,8%
2014-15	201,4	226,3	12,4%
2015-16	163,8	197,2	20,4%
total	4122,9	4668,0	13,2%
moyenne - 20 hivers	206,1	233,4	13,2%

Les cahiers des charges basés sur le Triangle prévoient une compensation de 11,5%

Pour les quatres années du contrat d'Outremont avec Environnement Routier NRJ inc., la différence entre le Triangle et P.E.T. est de 14,3%

Il faut comprendre que, bien que les quantités de neige reçues annuellement soient différentes d'un système de mesure à l'autre, les fournisseurs de service en déneigement adaptent leurs prix unitaires en fonction du système de mesure inclus à leurs documents d'appel d'offre.

Depuis plusieurs années, la Ville se questionnait sur la nécessité d'avoir deux systèmes de mesure pour déterminer la base de paiement de ses fournisseurs. Dans la foulée des recommandations du rapport de BIG sur le déneigement, les nouveaux contrats ne sont plus basés sur les quantités de neige reçue, mais plutôt sur la base des mètres cubes de neige réellement chargés et transportés. Considérant l'ensemble des enjeux, il a été décidé de mettre un terme à l'exploitation du système de mesure du Triangle de Montréal et d'utiliser les données de l'aéroport Pierre-Elliott Trudeau.

Tous les anciens cahiers des charges encore en vigueur incluent une clause détaillant le facteur de correction à appliquer advenant la fermeture du Triangle. Ce facteur de correction est établi de façon contractuelle à 11,5%. Ainsi, si les prix soumissionnés pour le déneigement sont basés sur une précipitation de 200 cm de neige tombée au Triangle de Montréal, l'équivalent sera de 177 cm à Montréal INTL A.

Le cahier des charges d'Outremont était le seul qui ne prévoyait pas de facteur d'équivalence advenant la fermeture du Triangle. La Ville a donc dû négocier avec l'adjudicataire, Environnement Routier NRJ inc., pour s'entendre sur le facteur de correction à appliquer. Le contrat en question a été octroyé par l'arrondissement Outremont en 2012. Cependant, depuis janvier 2016, le Service de la concertation des arrondissements (SCA) est responsable de la planification intégrée des opérations de déneigement, du lancement des appels d'offres et l'octroi des contrats qui rattachant. C'est donc le SCA qui a effectué la démarche avec l'adjudicataire.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM16 0933 - 23 août 2016 - Autoriser une dépense additionnelle de 2 458 086,39 $, taxes incluses, pour la prolongation du contrat de déneigement de l'arrondissement d'Outremont, accordé à Environnement Routier NRJ inc. (CA12 16 0218) majorant ainsi le montant total du contrat de 8 565 619 $ à 11 023 705,39 $, taxes incluses
CA15 16 0232 - 6 juillet 2015 -Autoriser une dépense de 2 146 132,52 $ (incluant les taxes) pour le renouvellement du contrat ayant pour objet le déneigement et divers travaux connexes, excluant les ruelles et les stationnements, pour la saison hivernale 2015-2016 et renouveler le contrat octroyé à la firme « Environnement routier NRJ inc. », plus bas soumissionnaire conforme, suite à l'appel d'offres public 12-12091 (2 soumissionnaires conformes) - Dépense provenant du budget de fonctionnement

CA15 16 0199 - 1er juin 2015 - Autoriser une dépense supplémentaire de 171 327,78 $ (taxes incluses) pour le contrat de déneigement à la compagnie Environnement Routier NRJ inc. pour la saison hivernale 2014-2015 - Dépense provenant du surplus réserve neige

CA14 16 0256 - 7 juillet 2014 - Autoriser une dépense de 2 092 505,82 $ pour le renouvellement du contrat ayant pour objet le déneigement et divers travaux connexes, excluant les ruelles et les stationnements, à la firme Environnement routier NRJ Inc. pour la saison hivernale 2014-2015 - Dépense provenant du budget de fonctionnement

CA14 16 0217 - 2 juin 2014 - Autoriser une dépense supplémentaire de 169 216,78 $ (incluant les taxes) pour le contrat de déneigement de la firme Environnement Routier NRJ inc. pour la saison hivernale 2013-2014 – Budget de fonctionnement

CA13 16 0182 - 3 juin 2013 - Autoriser une dépense approximative de 1 993 218 $, montant qui sera ajusté selon l'IPC à venir de septembre 2013, pour le renouvellement du contrat ayant pour objet le déneigement et divers travaux connexes, excluant les ruelles et les stationnements, à la firme « Environnement Routier NRJ inc. » pour la saison hivernale 2013-2014 - Budget de fonctionnement

CA12 16 0218 - 4 juin 2012 - Octroyer un contrat ayant pour objet les opérations de déneigement et divers travaux connexes à la firme « Environnement Routier NRJ inc. », pour la période hivernale 2012-2013, avec possibilité de renouveler pour quatre années additionnelles, en considération d'un montant approximatif de 1 993 218,10 $ taxes incluses pour la première année, appel d'offres public no.12-12091, deux (2) soumissionnaires conformes

DESCRIPTION

Le SCA a rencontré le représentant d'Environnement Routier NRJ inc. le 10 janvier 2017 afin de discuter de la situation et de lui remettre un tableau comparant les statistiques d'accumulation de neige pour les sites d'observations ci-avant mentionnés. Compte tenu qu'il n'existait pas de clauses contractuelles, la Ville a jugé juste et raisonnable de proposer un facteur de correction des centimètres de neige à un taux de 13,2% soit le différentiel moyen de précipitations des 20 dernières années entre la station de nivométrie du Triangle et la station de nivométrie Montréal INTL A.
Après négociation, cette proposition a été acceptée par l'adjudicataire. Ainsi, le paiement de base pour 200 cm de neige au Triangle de Montréal serait désormais un paiement sur la base de 173,6 cm à Montréal INTL A.

Précisions que cette modification est accessoire au contrat.

JUSTIFICATION

Le facteur d'ajustement de 13,2 % est basé sur des statistiques réelles et représente un ajustement juste et équitable pour les deux parties. Il prend en considération les précipitations des 20 dernières années et son degré de fiabilité est indéniable.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

De façon statistique, en appliquant ce facteur de correction, la valeur totale du contrat restera la même, et ce même si la compilation des quantités de neige sera faite à l'aéroport Pierre-Elliott Trudeau.
Pour l'hiver 2016-2017, le paiement de base pour l'adjudicataire sera de 173,6 cm tombés à Montréal INTL A. Si la neige réellement tombée est supérieure ou inférieure à cette quantité, les paiements seront ajustés en conséquence, selon ce qui est prévu aux cahiers des charges.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Tant que le facteur de correction des centimètres de neige tombée n'est pas entériné par les instances, la Ville considère que les quantités tombées à Montréal INTL A. sont équivalentes à celles qui auraient été mesurées au Triangle. Comme les ajustements des paiements pour les quantités de neige réellement tombées se font en avril, il est primordial d'obtenir l'autorisation avant cette date.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

N/A

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

N/A

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Sandra PALAVICINI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

André BRIDEAU, Outremont

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Valérie MATTEAU
Conseillère en planification / Chef d'équipe

Tél : 514 872-7222
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-24

Richard ACHILLE
Chef de division- soutien technique et opérationnel

Tél : 514 872-1599
Télécop. : 514 868-3692

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

André HAMEL
Directeur travaux publics
Tél : 514 872-8900
Approuvé le : 2017-03-03

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Guylaine BRISSON
Directrice
Tél : 514 872-4757
Approuvé le : 2017-03-03

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1174631005

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , Division du soutien technique et opérationnel
Objet :	Autoriser l'utilisation de la station de nivométrie «Montréal INTL A» située à l'aéroport international Pierre-Elliot-Trudeau de Montréal comme mesure de compilation de la neige et permettre l'utilisation d'un facteur de correction de 13,2%, représentant le différentiel moyen des précipitations de neige entre la station de nivométrie du Triangle de Montréal et la station de nivométrie Montréal INTL A dans le cadre du contrat de déneigement clé en main sur le territoire de l'arrondissement Outremont (Appel d'offres 12-12091) et approuver le projet d'addenda 1 à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous sommes d'avis que l'utilisation de la station de nivométrie Montréal INTL A comme mesure de compilation de la neige et l'application d'un facteur de correction de 13.2% constituent une modification accessoire au contrat. Cette modification ne change pas la nature du contrat quant à son objet et est accessoire en valeur, et ce, tel que permis en vertu de l'article 573.3.0.5 de la Loi sur les cités et villes.

Nous approuvons quant à sa forme et à sa validité l'addenda 1

FICHIERS JOINTS

Addenda 1.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sandra PALAVICINI
Avocate, droit contractuel
Tél : 514-872-1200

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-03-03

Sandra PALAVICINI
Avocate, droit contractuel
Tél : 514-872-1200
Division :

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
3 MAR. 2017
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

Addenda N° 1

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, ayant son siège à l'hôtel de ville, au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec) H2Y 3B6, agissant et représentée par Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **ENVIRONNEMENT ROUTIER NRJ INC.,** personne morale dûment constituée en vertu de la *Loi sur les sociétés par actions* (Québec) ayant son siège social au 23, avenue Milton, Montréal (Québec) H8R1K6

Ci-après appelée « **NRJ inc**»

(la Ville et NRJ sont collectivement désignées les « **Parties** »)

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle (ci-après la « Politique ») en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de cette Politique à NRJ inc;

ATTENDU QU'en vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique est inopérant envers les membres du Syndicat des professionnels des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires);

ATTENDU QUE la Ville a octroyé un contrat à NRJ inc. à la suite de l'appel d'offres public N° 12-12091 (résolution CA12 160218) (ci-après le « Contrat »);

ATTENDU QUE le Contrat prévoyait l'utilisation de la station de nivométrie du Triangle de Montréal comme mesure de compilation de la neige;

ATTENDU QUE les Parties souhaitent modifier la station de nivométrie du Triangle de Montréal par l'utilisation de la station de nivométrie de Montréal INTLA située à l'aéroport international Pierre-Elliot-Trudeau de Montréal (ci-après « aéroport de Montréal »);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

Les articles 16.2.5 et 16.2.8 du cahier de charges spéciales du Contrat sont remplacés par les suivants :

16.2.5 Le prix unitaire est ajusté en fonction de la précipitation de neige pendant un hiver, de la manière suivante :

a) précipitation de 173.6 centimètres

le prix unitaire est le prix unitaire soumissionné;

b) précipitation de plus de 173.6 centimètres

le prix unitaire est ajusté en le majorant de 0.4% de sa valeur pour chaque centimètre de neige en plus de 173.6 centimètres.

c) précipitation de moins de 173.6 centimètres

le prix unitaire est ajusté en le diminuant de 0.4% de sa valeur pour chaque centimètre de neige de moins de 173.6 centimètres. La limite minimum garantie par l'arrondissement est de 112.8 centimètres.

16.2.8 La précipitation totale de neige pour la période du 15 novembre au 1er avril est compilée d'après les rapports officiels de la station de nivométrie de Montréal INTLA située à l'aéroport de Montréal.

Toutes les autres dispositions du Contrat demeurent inchangées

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le ..... e jour de 2017

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le ..... e jour de 2017

ENVIRONNEMENT ROUTIER NRJ INC.

Par : _____

Cet Addenda N° 1 a été approuvé par la résolution _____

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.47

2017/03/27
13:00

(1)

Dossier # : 1170679005

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements , Division des événements publics
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	375e Anniversaire de Montréal
Objet :	Accorder à la communauté irlandaise, dans le cadre du 375e anniversaire de Montréal, une contribution financière totalisant la somme de 120 000 $, non récurrente, répartie entre 3 organismes aux fins de la réalisation du Festival Irlandais de Montréal / Approuver l'ordonnance au Règlement sur les tarifs d'agglomération de Montréal (RCG 16-0684) pour accorder la gratuité de l'utilisation du Chalet du Mont-Royal du 2 au 4 mars 2017 à Saint-Patrick Society / Autoriser un virement budgétaire de 120 000 $ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration vers le Service de la culture

Il est recommandé au comité exécutif :
Dans le cadre des festivités du 375e anniversaire de Montréal :

- D'accorder une contribution financière à la Société Saint-Patrick de Montréal au montant de 40 000 $;
- D'accorder une contribution financière à Erin Sport Association au montant de 15 000 $;
- D'approuver l'ordonnance au Règlement sur les tarifs de d'agglomération de Montréal (RCG 16-0684) pour accorder la gratuité de l'utilisation du Chalet du Mont-Royal du 2 au 4 mars 2017 pour la réalisation du Gala de la Saint-Patrick.
- d'autoriser un virement budgétaire de 120 000 $ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration vers le Service de la culture;
- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale

Il est recommandé au conseil municipal :

Dans le cadre des festivités du 375e anniversaire de Montréal :

- D'accorder une contribution financière United Irish Societies of Montréal au montant de 65 000 $;
- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2017-03-09 08:16

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1170679005**

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements , Division des événements publics
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	375e Anniversaire de Montréal
Objet :	Accorder à la communauté irlandaise, dans le cadre du 375e anniversaire de Montréal, une contribution financière totalisant la somme de 120 000 $, non récurrente, répartie entre 3 organismes aux fins de la réalisation du Festival Irlandais de Montréal / Approuver l'ordonnance au Règlement sur les tarifs d'agglomération de Montréal (RCG 16-0684) pour accorder la gratuité de l'utilisation du Chalet du Mont-Royal du 2 au 4 mars 2017 à Saint-Patrick Society / Autoriser un virement budgétaire de 120 000 $ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration vers le Service de la culture

CONTENU

CONTEXTE

La communauté irlandaise de Montréal présentera dans le cadre de la fête de leur saint patron, Saint-Patrick, des festivités supplémentaires pour souligner la fierté de leur héritage dans le cadre du 375e anniversaire de Montréal. Les organismes demandent à la Ville de Montréal de soutenir les projets suivants:
· Un char allégorique;
· La production du Gala de la St-Patrick au chalet du Mont-Royal et la gratuité de l'installation;
· Le soutien au festival de film irlandais;
· Le petit-déjeuner pour célébrer l'Irlandais de l'année.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA17 200075, du 6 février 2017 - Accorder une contribution financière de 300 $ aux Sociétés Irlandaises Unies de Montréal pour la réalisation du programme souvenir de leur banquet suivant le 193e défilé de la Saint-Patrick.

- CM16 0102, du 25 janvier 2016 - Approuver le protocole d'entente de soutien financier de 30 000 $ et de soutien technique estimé à 150 000 $ avec l'organisme United Irish Societies of Montreal Inc. pour la présentation du Défilé de la Saint-Patrick pour les années 2016, 2017 et 2018 / Autoriser le tenue du défilé de la Saint-Patrick, le 20 mars 2016. Autoriser l'occupation du domaine public pour la réalisation du défilé incluant les zones de montage et de démontage et le square Phillips / Autoriser le marquage temporaire de la chaussée.

DESCRIPTION

La United Irish Societies de Montréal déploiera un nouveau char allégorique composé de quatre personnages: St-Andrew, St-Georges, De Maisonneuve, Kateri Tekakwita. Le montant consacré à ce char allégorique est de 65 000 $.
La Société Saint-Patrick de Montréal organise le Gala de la Saint-Patrick au chalet du Mont-Royal le 3 mars 2017. Pour ce faire, il demande une contribution de 35 000 $ à la Ville de Montréal ainsi qu'une gratuité pour la location de cette installation (valeur estimée à 22 000 $) et 5 000 $ pour le soutien à la réalisation du festival de films irlandais.

Finalement, Erin Sport association, organise le déjeuner de la Saint-Patrick pour célébrer l'Irlandais de l'année au montant du 15 000 $.

JUSTIFICATION

Dans le cadre du 375e anniversaire de Montréal, la communauté irlandaise désire souligner sa contribution aux développements de la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total de ce dossier, soit 120 000 $ sera financé par le budget de fonctionnement. Une somme de 120 000 $ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration devra être virée au budget du Service de la culture pour ce faire.
Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centre**.**

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La présentation des différents volets de ces célébrations s'inscrit dans une perspective d'amélioration de la qualité de vie des citoyens montréalais.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

N/A

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Conférence de presse;
Réalisation des différents volets;
Rétroaction.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

N/A

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Habib NOUARI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Johanne DEROME, Service de la diversité sociale et des sports

Lecture :

Johanne DEROME, 24 février 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sylvie GIROUX
Agente de développement culturel

Tél : 872-5089
Télécop. : 872-1505

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-24

Kevin DONNELLY
Chef de division

Tél : 872-5189
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Daniel BISSONNETTE
Directeur Cinéma - Festivals - Événements
Tél : 514 872-2884
Approuvé le : 2017-03-02

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Ivan FILION
Directeur des bibliothèques
Tél : 514 872-1608
Approuvé le : 2017-03-08

Société St-Patrick de Montréal

Organisme
The Society was incorporated in 1834 by an act of Parliament. The mission of the society is to unite the community within Montreal and Quebec and to enhance the cultural, educational needs, as well as to support charities within Montreal. In addition the Society supports scholarships through the Irish school of Studies at Concordia University and fulfils requests that it deems warranted such as Manna Food Bank in Verdun and other not for profit organizations that require our financial assistance.

Project
The project for the Montreal Irish Festival Montreal 375 is to showcase the Irish activities and strong heritage of the Irish, during the month of March. Specifically, the Annual Ball held on March 3rd and the Annual St. Patrick's Day luncheon on March17th. The ball will be held for the first time outside of a hotel venue, utilizing the Chalet on Mont Royal. Both events are iconic within the community and the funding requested of $35,000. will enhance the visibility and defer the additional expenses to create a true experience in identifying the strong roots of the Irish and its historical part of the formation of Montreal

Erin Sports Association

Organisme
Erin Sports was formed in 1931 and is a not for profit organization with a federal charter and recognized by The Government of Quebec as the same. Since our inscription, the mission of our organization has not changed. We do fund raising with our breakfast and 100 per cent of all monies raised go back to the community to different charities such as minor sports organizations, Chez Doris, Dawson Community Center and Columbia House just to name a few. We also host a Christmas party for some 100 under-privileged children from the south west sector of the city; along with this, we distribute 50 Christmas baskets to needy families. To conclude, our mission is to help all that we can in the south west sector of the city.

Project
The Erin Sports along with our sister societies under The Montreal Irish Festival Montreal 375 want to showcase the importance of the Irish in the history of Montreal. Our event is the Irishman of the Year Breakfast which some 800 people are in attendance.
This year is the 40th anniversary of the Breakfast so we want to enhance our breakfast with a gift for everyone in attendance. We will be handing a souvenir scarf to everyone in attendance with our logo on one end and the 375th logo on the other end. We will also have banners at our breakfast with the 2 logos on them and a full page in our program will be dedicated to the Mayor and the 375th.

Cine Gael Montreal

Organisme
Cine Gael Montreal celebrates our 25th anniversary in 2017. We are honoured to be working with our sister societies to help promote Irish culture in our city. Our mission is to showcase Irish films in Montreal.

Our season begins in late January and continues through to early May. The films are screened at the DeSeve Cinema at Concordia University. We collaborate with, but are distinct from, Canadian Irish Studies. Our audience is made of many members of the Irish community but we welcome movie fans from the non-Irish community as well. In addition, we have a special price for students who join us at many of our screenings.

Over the last 25 years, we have shown many Irish films both new and vintage. One of our very popular events is The Evening or Recent Award-winning Irish short films. The audience votes on their favourite and a cash prize is given to the winning director.

Project
As a special event, we will be joined by the President of the Irish Film Board, Dr. Annie Doona, who is coming from Ireland for a weekend of talks, films and a discussion about women film-makers in Ireland. We hope that Mayor Denis Coderre will be able to join us for at least part of the weekend events. The grant will be used for airfare, hotel and a small honorarium for the guest speaker, as well as other expenses associated with this special weekend. Another Irish film-maker may be added to the program.

United Irish Societies of Montreal Inc.

Organisme
The United Irish Societies of Montreal was formed in 1928. The main Mission for the United Irish Societies is to organize the St Patrick's Parades. Although our mission is to organize the parade we also have several charitable endeavours, we distribute approximately 70 food baskets to needy families during the Christmas season and emergency situations throughout the year. We donate to The Montreal Children's Hospital, The Shriners Hospital, and to various homeless shelters within the Greater Montreal area.

Project
The Montreal Irish Festival 375 is to celebrate one of Montreal's Founding Nations. Our strong Irish community is proud of its heritage and contributions to this great City of Montreal. Many of our Sister Societies are hosting their annual events, which have been enhanced in the spirit and theme of Montreal 375 Alive. This year our 194th Consecutive St Patrick's Parade will be dedicated to the four founding Nations as is indicated on the flag of Montreal along with the First Nation Peoples. We will be presenting Giant figurines/statues of The English, French, Scottish, Irish and Native peoples, which will be joined by members of their respective Communities. The funds requested by the United Irish Societies, although more than the initial request will cover the labour intensive project which will be presented on Parade Day. Although the St Patrick's Parade is to celebrate our proud Irish Heritage with all of our Sister Societies, we are also inclusive and welcome many other cultural groups in our parade year after year to celebrate the Rite of Spring together with all Montrealers and visitors alike.

Our Annual Parade theme "One Hundred Thousand Welcomes" is more than just a phrase.

To lead our 194th St Patrick's Parade, we have chosen none other then Hon. Mayor Denis Coderre as the 2017 Grand Marshal.

ORDONNANCE

RÈGLEMENT SUR LES TARIFS DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTRÉAL (EXERCICE FINANCIER 2017) (RCG 16-0684)
(Article 16)

ORDONNANCE ÉMISE À L'OCCASION DU GALA DE LA SAINT-PATRICK

À la séance du , le comité exécutif de la Ville de Montréal décrète :

1. À l'occasion de la tenue du Gala de la Saint-Patrick le 3 mars 2017, l'occupation du chalet du Mont-Royal est autorisée gratuitement.

_____

Dossier no: 1170679005

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1170679005

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements , Division des événements publics
Objet :	Accorder à la communauté irlandaise, dans le cadre du 375e anniversaire de Montréal, une contribution financière totalisant la somme de 120 000 $, non récurrente, répartie entre 3 organismes aux fins de la réalisation du Festival Irlandais de Montréal / Approuver l'ordonnance au Règlement sur les tarifs d'agglomération de Montréal (RCG 16-0684) pour accorder la gratuité de l'utilisation du Chalet du Mont-Royal du 2 au 4 mars 2017 à Saint-Patrick Society / Autoriser un virement budgétaire de 120 000 $ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration vers le Service de la culture

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Certification de fonds - GDD 1170679005.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Habib NOUARI
Agent de gestion
Tél : 514-872-1444

Mario Primard
Agent comptable analyste
Tél. : 514 868-4439

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-03-08

Yves COURCHESNE
Directeur de service - Finances et Trésorier
Tél : 514 872-6630

Division : Service des finances

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.48

2017/03/27 13:00

(2)

Dossier # : 1177231006

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à 9129-2201 Québec inc. (Travaux routiers métropole), pour des travaux d'égout, de conduites d'eau et de voirie dans le chemin Hill Park et de conduite d'eau dans le sentier du Parc du Mont-Royal et une portion du chemin Remembrance dans l'arrondissement de Ville-Marie. Dépense totale de 2 749 456,94 $ (contrat: 2 398 956,94 $ + incidences: 350 500,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 289301- 12 soumissionnaires.

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 2 450 705,87 $, taxes incluses, pour des travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans le chemin Hill-Park et de conduite d'eau dans le sentier du Parc-Mont-Royal, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

2. d'accorder à 9129-2201 Québec inc. (Travaux routiers métropole), plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 2 398 956,94 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 289301;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2017-03-03 11:58

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1177231006**

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à 9129-2201 Québec inc. (Travaux routiers métropole), pour des travaux d'égout, de conduites d'eau et de voirie dans le chemin Hill Park et de conduite d'eau dans le sentier du Parc du Mont-Royal et une portion du chemin Remembrance dans l'arrondissement de Ville-Marie. Dépense totale de 2 749 456,94 $ (contrat: 2 398 956,94 $ + incidences: 350 500,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 289301- 12 soumissionnaires.

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de l'eau a pour mandat, entre autres, d'identifier et de prioriser les travaux de renouvellement d'infrastructures d'aqueduc et d'égouts secondaires sur le territoire de la ville de Montréal.
Ces travaux s'inscrivent dans la stratégie de la gestion de l'eau pour des infrastructures performantes. Ils font partie des interventions qui contribuent à améliorer les infrastructures collectives et la qualité de vie des citoyens.

À la suite de différentes analyses et inspections télévisées et considérant leurs âges avancés et leur état de dégradation structurale, les conduites d'égout unitaire (installées en 1933) ainsi que la conduite d'eau secondaire (installée en 1913) du chemin Hill-Park (Hill-Park circle) ont été identifiées par la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau (DGSRE) du Service de l'eau comme prioritaires pour ce qui est de leur remplacement. Ces tronçons n'ont pas été retenus dans le programme d'intervention avec la technique de réhabilitation.

L'analyse hydraulique réalisée par la DGSRE a montré que le remplacement de l'actuelle conduite d'eau de 150 mm de diamètre en 200/300 mm de diamètre, ne permettait pas d'atteindre la capacité hydraulique requise pour répondre au débit de protection incendie. Pour cela, et à la suite de l'étude hydraulique réalisée par la DGSRE, il est recommandé de construire une nouvelle conduite de 300 mm de diamètre, du chemin Hill-Park au chemin Remembrance (passant par le Parc du Mont-Royal), en plus des travaux de reconstruction cités précédemment pour ajouter un bouclage au réseau d'eau potable de tout le secteur Hill-Park Circle.

La Direction des transports du Service des infrastructures, de la voirie et des transports (SIVT) poursuit – via son *Programme de réfection du réseau routier artériel* – sa mission de planifier les activités de réhabilitation sur le réseau routier, et ce, afin d'en préserver le niveau de service établi tout au long du cycle de vie des différents actifs. Les investissements alloués à la protection du réseau routier artériel témoignent de l'engagement de la Ville de Montréal à améliorer tant le confort et la sécurité des usagers de la route, la qualité de vie des citoyens, que l'efficacité des déplacements des personnes et des marchandises.

Ces investissements viennent donc contribuer au développement et à la croissance de Montréal, atténuer le problème de dégradation des infrastructures routières et améliorer l'état global des chaussées par l'application de meilleures techniques d'intervention, le tout en fonction de l'état de la chaussée et des contraintes de circulation.

La DGSRE et la Direction des transports ont mandaté la Direction des infrastructures du SIVT afin de préparer les documents requis au lancement de l'appel d'offres et de réaliser les travaux mentionnés à l'objet du présent dossier.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA17 XXXX - 14 mars 2017 - Autoriser une dépense de 298 751,07 $ pour la reconstruction de trottoirs et de planage et pavage dans le cadre du projet de reconstruction des conduite d'égout et de conduites d'eau et de voirie dans le chemin Hill-Park et de conduite d'eau dans le sentier du parc du Mont-Royal et une portion du chemin Remembrance, de l'arrondissement de Ville-Marie (1176140001).

DESCRIPTION

Il s'agit d'accorder un contrat à 9129-2201 Québec inc. (Travaux routiers métropole), pour des travaux d'égout, de conduites d'eau et de voirie dans le chemin Hill Park et de conduite d'eau dans le sentier du Parc du Mont-Royal et une portion du chemin Remembrance dans l'arrondissement de Ville-Marie. Ces travaux représentent une distance d'environ 715 mètres et consistent en :

- la reconstruction de ±169 mètres d'égout unitaire de diamètre variant entre 225 mm et 300 mm;
- la reconstruction de ±439 mètres de conduite d'eau secondaire de 150 mm de diamètre;
- la construction de ±276 m de conduite d'eau secondaire de 300 mm de diamètre;
- la reconstruction complète de la chaussée sur le chemin Hill-Park (± 2750 m^2);
- la reconstruction des trottoirs là où requis (± 350 m^2).

Veuillez trouvez en pièce jointe la description des principaux actifs visés par les travaux ainsi qu'un plan de localisation.

Dans la démarche de concertation, les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties prenantes avant le lancement de l'appel d'offres. Des demandes de commentaires ont été transmises à l'arrondissement et aux requérants lors de l'élaboration des plans et devis, aux différentes étapes d'avancement, lesquels ont été pris en compte.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences s'élève à 218 086,99 $ (taxes incluses), soit 10 % du coût des travaux avant les taxes, tel que décrit au bordereau d'appel d'offres.

Les dépenses incidentes au présent dossier comprennent des dépenses en matière d'utilités publiques, de chloration des conduites d'eau, de gestion des impacts, de marquage et signalisation, de coordination technique pour les interventions archéologiques ainsi que des frais de laboratoire et de services professionnels pour le contrôle qualitatif des matériaux et la surveillance environnementale. Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document «Incidences et ristournes» en pièce jointe.

La liste des preneurs du cahier des charges (SEAO) est en pièce jointe.

JUSTIFICATION

Le tableau des résultats de soumission présenté dans le "Formulaire annexe" résume la liste des soumissionnaires et des prix soumis, l'écart de prix entre les deux plus basses soumissions reçues et l'écart entre l'estimation des professionnels et le montant du contrat à accorder.
Les prix de soumission ont été vérifiés pour l'ensemble des soumissions reçues. Cependant, seuls les documents fournis avec les 3 plus basses soumissions ont été vérifiés (cautionnement, lettre d'engagement, licence de la RBQ, attestation de Revenu Québec, certificat d'attestation et déclaration relative aux conflits d'intérêt).

L'estimation des professionnels de la Division gestion de projet et économie de la construction (DGPEC) est établie à partir des documents d'appel d'offres, pendant la période d'appel d'offres, et selon les prix des matériaux et des équipements ainsi que le taux de la main d'œuvre du marché actuel.

L'écart entre le prix soumis par le plus bas soumissionnaire conforme et l'estimation de soumission est de -319 328,56 $, soit -11,75 %. Après une analyse sommaire des résultats de la soumission, la DGPEC a remarqué que l'écart se situe principalement dans les articles de by-pass temporaire, maintien de la circulation et de fourniture et pose d'une conduite d'eau temporaire. Compte tenu du fait que cet écart est favorable à la Ville de Montréal, la DGPEC appuie la recommandation d'octroi du contrat.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale maximale relative à ce contrat est de 2 749 456,94 $, taxes incluses, incluant des incidences de 350 500 $, taxes incluses.
Cette dépense est assumée de la façon suivante :

- 89,13 % par la ville centrale pour un montant de 2 450 705,87 $, taxes incluses, et représente un coût net de 2 237 821,11 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale. Cette dépense est entièrement admissible à une subvention du programme TECQ (taxe sur l'essence et de la contribution du Québec), ne laissant ainsi aucune charge aux contribuables;

- 10,87 % par l'arrondissement Ville-Marie pour un montant de 298 751,07 $, taxes incluses, et représente un coût net de 272 799,55 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale. Une demande d'autorisation de dépense à cet effet est présentée au Conseil d'arrondissement du 14 mars 2017 (1176140001).

La répartition du coût des travaux et des incidences est présentée en pièces jointes dans les documents « Incidences et ristournes ».

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Action 7 du plan d'action Montréal durable 2016-2020 : « Optimiser la gestion de l'eau ».
Les travaux du présent contrat sont assujettis à l'article 32 de la Loi sur la qualité de l'environnement et requièrent une autorisation du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC). Les travaux pourront débuter seulement après l'obtention de ladite autorisation par la Ville de Montréal.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est refusé, la DGSRE nous informe que le fait de ne pas procéder aux travaux dans un délai relativement rapproché, implique une détérioration accrue des infrastructures existantes des conduites d'eau, des conduites d'égout et de la chaussée.
Également, advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure au 15 juin 2017, soit la date d'échéance de la validité de la soumission, le plus bas soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les coûts afférents.

L'impact sur la circulation est décrit en pièce jointe dans le document « Principes de gestion de la circulation ».

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication a été approuvée par le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES :
Octroi du contrat : à la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées.
Début des travaux : avril 2017
Fin des travaux : octobre 2017

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Linda PHARAND)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Claude DUBOIS, Ville-Marie
Kathy DAVID, Service de l'eau
Louis-François MONET, Ville-Marie
Nathalie N HÉBERT, Ville-Marie

Lecture :

Kathy DAVID, 2 mars 2017
Nathalie N HÉBERT, 1er mars 2017
Claude DUBOIS, 1er mars 2017
Louis-François MONET, 27 février 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mounir ISSAAD
Ingenieur(e)

Tél : 514 872-3064
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-24

Yvan PÉLOQUIN
Chef de division - Conception des travaux

Tél : 514 872-7816
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Yvan PÉLOQUIN
Chef de division - Conception des travaux
Tél : 514 872-7816
Approuvé le : 2017-03-03

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2017-03-03

ANNEXE - CONTRAT DE CONSTRUCTION

INFORMATIONS RELATIVES AU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET À SON RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 289301 — No du GDD : 1177231006

Titre de l'appel d'offres : Travaux d'égout, de conduites d'eau et de voirie dans le chemin Hill Park et de conduites d'eau dans le sentier du Parc du Mont-Royal et une portion du chemin Remembrance.

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 16 - 1 - 2017 — Ouverture originalement prévue le : 8 - 2 - 2017

Ouverture faite le : 15 - 2 - 2017 — Délai total accordé aux soumissionnaires : 29 jrs

Addenda émis

Nombre d'addenda émis durant l'appel d'offres : 4 — ***Si addenda, détailler ci-après***

Date de l'addenda	Description sommaire de l'addenda	Impact sur le coût estimé du contrat ($)
30 - 1 - 2017	Précisions apportées au cahier O, au cahier des charges et à certains items du bordereau et transmission des réponses aux questions des preneurs du cahier des charges.	-20000 $ environ
3 - 2 - 2017	Report de la date d'ouverture des soumissions	/
7 - 2 - 2017	D'autres précisions apportés au cahier O, et rajout de schémas à l'annexe relatif à l'installation d'un repère de bronze dans le cadre du projet escale découverte	/
7 - 2 - 2017	Correction du numéro d'addenda	/

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs 21 — Nbre de soumissions reçues 12 — % de réponses 57

Nbre de soumissions rejetées 0 — % de rejets 0.0

Soumissions rejetées (nom)	Motif(s) de rejet: administratif et / ou technique

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs — Date d'échéance initiale : 15 - 6 - 2017

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs — Date d'échéance révisée : JJ - MM - AAAA

Résultats de l'appel d'offres

Soumissions conformes	Prix soumis incluant taxes et corrections au besoin		
	Avant contingences	Contingences	Total
9129-2201 QUEBEC INC. TRAVAUX ROUTIERS METROPOLE	2 180 869.95	218 086.99	2 398 956.94
LES EXCAVATIONS SUPER INC.	2 220 393.73	222 039.38	2 442 433.11
LES EXCAVATIONS GILBERT THÉORÊT INC.	2 343 202.00	234 320.20	2 577 522.20
CONSTRUCTION BAU-VAL INC.	2 444 345.51	244 434.55	2 688 780.06
GÉRALD THÉORÊT INC.	2 481 781.77	248 178.17	2 729 959.94
9052-1170 QUÉBEC INC. (LE GROUPE VESPO)	2 492 497.40	249 249.74	2 741 747.14
LES ENTREPRISES MICHAUDVILLE INC.	2 659 090.90	265 909.10	2 925 000.00
PAVAGE D'AMOUR INC.	2 759 400.00	275 940.00	3 035 340.00
LES ENTREPRISES VENTEC INC.	2 803 377.94	280 337.79	3 083 715.73
ALLIA INFRASTRUCTURES LTÉE	2 859 428.25	285 942.83	3 145 371.08
CMS ENTREPRENEURS GÉNÉRAUX INC.	2 958 448.17	295 844.82	3 254 292.99
GROUPE TNT INC.	3 380 000.01	338 000.00	3 718 000.01
Estimation **interne**	2 471 168.64	247 116.86	2 718 285.50

Écart entre la plus basse soumission et l'estimation **-11.7%**

Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse **1.8%**

Dossier à être étudié par la CEC : **Oui** **NON** X

Validation du droit de contracter du soumissionnaire recommandé (cocher la case appropriée)

	N.A.	OK		N.A.	OK	
RBQ		X	AMF		X	***Joindre l'attestation de l'AMF, le cas échéant***
RENA		X	Revenu Qc		X	

Recommandation

Nom du soumissionnaire : 9129-2201 QUEBEC INC. TRAVAUX ROUTIERS METROPOLE

Montant du contrat (incluant les contingences) ($) : 2 398 956.94

Montant des incidences ($) : 355 500.00

Date prévue de début des travaux : 24 - 4 - 2017 — Date prévue de fin des travaux : 21 - 10 - 2017

Montréal

Division de la conception des travaux

Actifs visés par le projet

Soumission: 289301

Titre: Travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans le chemin Hill-Park et de conduite d'eau dans le sentier du Parc-Mont-Royal

Arrondissement: Ville-Marie

Voirie

	Type d'Item	Type d'Intervention	Quantité	Unité	Commentaires
Chaussée	Chaussée Flexible	Reconstruction	2 750	m.ca	Longueur = 450 m
Sous total Chaussée				**- $**	
Trottoir, Bordure et Mail	Trottoir monolithe en béton	Reconstruction	350	m.ca.	
				-	
Sous total Trottoir					
TOTAL VOIRIE					

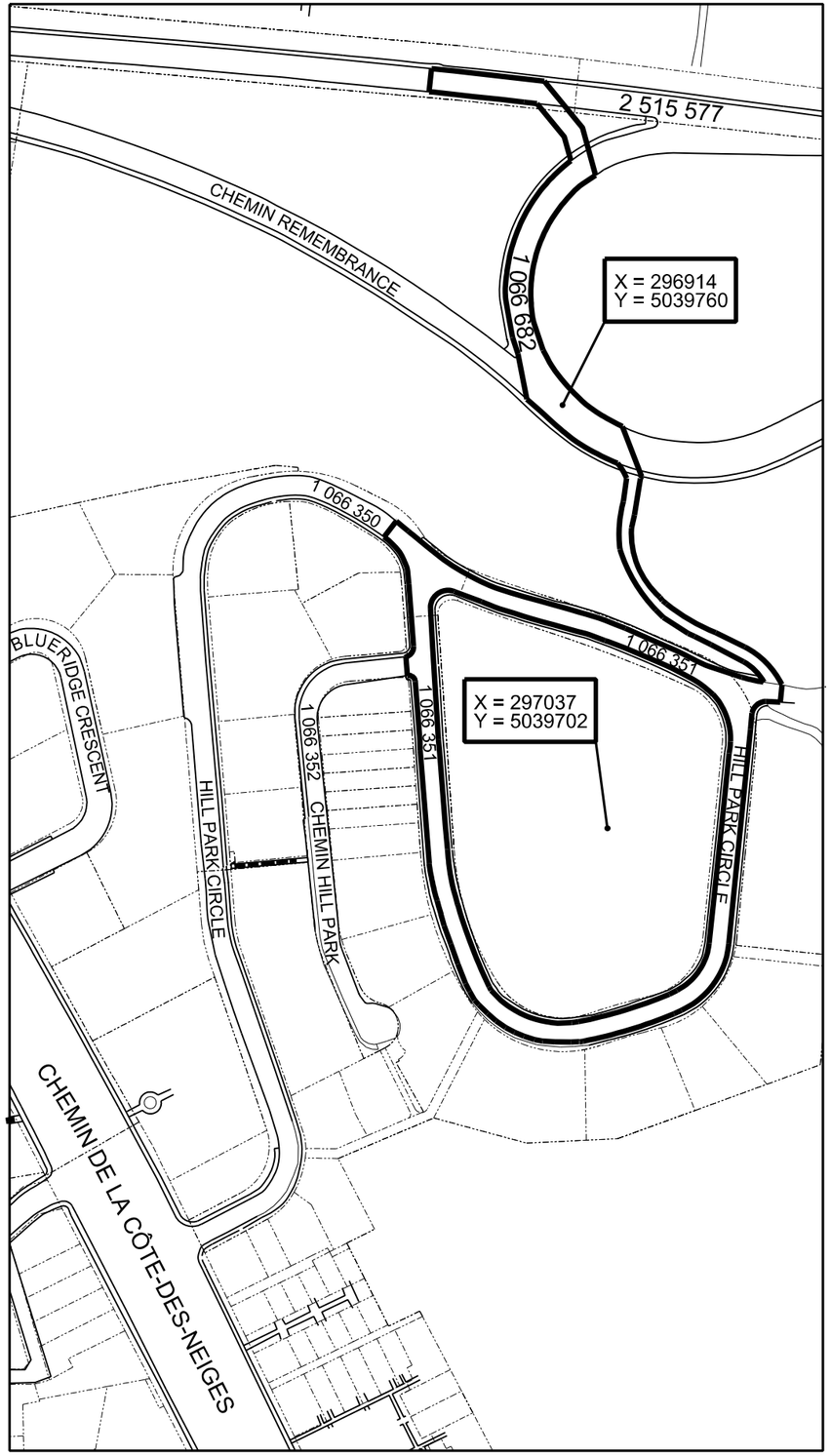
Égout / Aqueduc

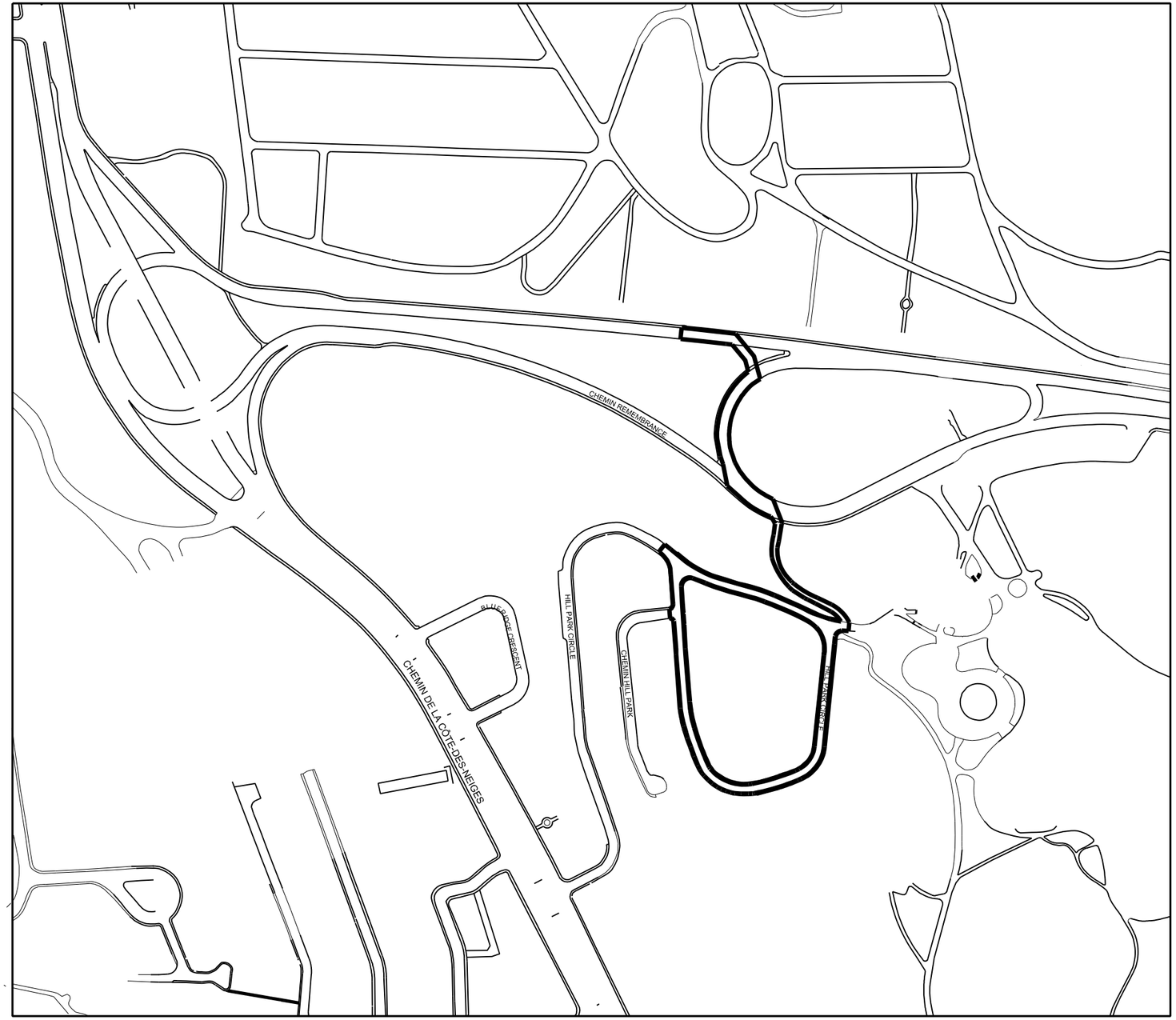
Type d'Intervention et Diamètre	Quantité	Unité	Commentaires
Aqueduc 200 mm diam.	307	m	
Aqueduc 300 mm diam.	408	m	
Égout 300 mm diam.	3	m	
Égout 375 mm diam.	166	m	
TOTAL ÉGOUT / AQUEDUC			

m

Type d'Intervention	Quantité	Unité	Commentaires
TOTAL ÉCLAIRAGE / FEUX			

Préparé par:	Mounir Issaad, ing.





Montréal

Service des infrastructures, de la voirie et des transports
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux

PLAN DE LOCALISATION

DATE : 2017-01-20

SOUMISSION : 289301

CHEMIN HILL PARK ET CHEMIN REMEMBRANCE

ARRONDISSEMENT : VILLE-MARIE

ZONE D'INTERVENTION

002893 - Hill park circle - 100% (FINAL).dgn 2017-01-20 09:26:01 “CHEMIN=S:\13_Infrastructure\05 EGA Aq. et ég. en tranchée\0503 Projets\002893-HILL PARK CIRCLE\002893 PLANS\002893-PL-01 PRÉLIMINAIRE\Plans 100%\”

Soumission 289301 – TRAVAUX D'ÉGOUTDE, DE CONDUITE D'EAU ET DE VOIRIE DANS LE CHEMIN HILL-PARK ET CONDUITE D'EAU DANS LE SENTIER DU PARC-MONT-ROYAL ET UNE PORTION DU CHEMIN REMEMBRANCE

Résumé des mesures de maintien de la circulation et de gestion des impacts

Secteur	Mesures de mitigation
Chemin Hill Park et Chemin Remembrance	- Les travaux sont répartis en 9 phases distinctes et une sous-phase décrites et illustrées au cahier C. La configuration et nomination des rues du secteur en travaux peut rendre en effet la lecture difficile sans illustration. - **Phase 0** (phase préparatoire): Installation d'un réseau d'eau temporaire avant chaque phase des travaux; **Horaire de travail :** Lundi au vendredi 7h à 19h **Maintien de la circulation :** Une voie de circulation de 3.2m sera maintenue en tout temps sur le chemin Hill Park. Deux signaleurs seront prévus. - **PHASE 1** : Travaux de conduite d'eau sur le chemin Remembrance; **Horaire de travail :** Lundi au vendredi 7h à 19h **Maintien de la circulation :** Déviation de la circulation sur le chemin Remembrance en direction est sur la portion actuellement fermée et maintien d'une voie de circulation de 3.7m en direction ouest. Un court chemin de détour est mis en place pour l'accès au stationnement du Lac-aux-castors. L'arrêt d'autobus de la STM est déplacé directement à la hauteur du Parc. - **PHASE 2** : Travaux de conduite d'eau sur le sentier et le chemin Remembrance; **Horaire de travail :** Lundi au vendredi 7h à 19h **Maintien de la circulation :** L'entrepreneur est autorisé à fermer complètement le sentier accessible à partir du chemin Remembrance. L'accès au Pavillon du Lac-aux-Castors restera accessible tout au long de cette phase et un chemin de détour pour les piétons et cyclistes sera mis en place. - **PHASE 3** : Travaux de conduite d'eau à l'intersection chemin Hill Park / sentier / chemin Hill Park « Accès au Pavillon Lac-aux-Castors »; **Horaire de travail :** Plage de 24h à coordonner avec les services du Pavillon Lac-aux-Castors **Maintien de la circulation :** L'entrepreneur est autorisé à fermer complètement l'intersection chemin Hill Park/Sentier/chemin Hill Park (Accès au Pavillon Lac-aux-Castors) avec présence d'un signaleur. - **PHASE 4** : Travaux d'égout et de conduite d'eau à l'intersection chemin Hill Park / chemin Hill Park ; **Horaire de travail :** Samedi et Dimanche 7h à 19h **Maintien de la circulation :** L'entrepreneur est autorisé à fermer complètement l'intersection chemin Hill Park/ chemin Hill Park. Un chemin de détour par le sentier sera aménagé avec présence de deux signaleurs de part et d'autre du sentier. Une aire de stationnement de deux

(2) places sera aménagée le plus près des résidences dont l'entrée privée est entravée.

- **PHASE 5** : Travaux d'égout et de conduite d'eau sur le chemin Hill Park au niveau du 2700 chemin Hill Park;

  Horaire de travail : Lundi au vendredi 7h à 19h

  Maintien de la circulation : L'entrepreneur est autorisé à fermer complètement le chemin Hill Park à la hauteur du 2700 chemin Hill Park. L'Entrepreneur doit interdire le stationnement entre 9h et 17h pour permettre le double sens;

- **PHASE 6** : Travaux d'égout et de conduite d'eau à l'intersection chemin Hill Park / impasse du chemin Hill Park;

  Horaire de travail : Samedi et Dimanche 7h à 23h

  Maintien de la circulation : L'entrepreneur est autorisé à fermer complètement l'intersection chemin Hill Park/ impasse chemin Hill Park. Un accès piétonnier de 1.2m de largeur sera maintenu en tout temps pour le service d'urgences. Une aire de stationnement pour une ambulance doit être aménagée le plus près possible de l'entrave pour des besoins d'intervention d'urgences santé. Une aire de stationnement de douze (12) places sera aménagée le plus près des résidences et en dehors de l'impasse du chemin Hill Park pour les résidents dont l'entrée privée est entravée.

- **PHASE 7A** : Travaux d'égout et de conduite d'eau sur le chemin Hill Park entre l'impasse du chemin Hill Park et l'adresse 2691 chemin Hill Park;
- **PHASE 7B** : Travaux d'égout et de conduite d'eau sur le chemin Hill Park du 2701 Chemin Hill Park au 2731 Chemin Hill Park;

  Horaire de travail : Lundi au vendredi 7h à 19h

  Maintien de la circulation : L'entrepreneur est autorisé à fermer complètement, le chemin Hill Park entre l'impasse du chemin Hill Park et le 2691 chemin Hill Park pour la phase 7A et le chemin Hill Park entre le 2701 et 2731 chemin Hill Park pour la phase 7B. Pour chacune de ces phases, une aire de stationnement de quatre (4) places sera aménagée le plus près des résidences dont l'entrée privée est entravée. L'entrepreneur ne peut entraver plus de 4 entrées privées.

- **PHASE 8** : Travaux de conduite d'eau sur le chemin Hill Park du 2751 Chemin Hill Park au sentier;

  Horaire de travail : Lundi au vendredi 7h à 19h

  Maintien de la circulation : L'entrepreneur est autorisé à fermer complètement le chemin Hill Park entre le 2751 chemin Hill Park et le sentier. Une aire de stationnement de deux (2) places sera aménagée le plus près des résidences dont l'entrée privée est entravée. L'entrepreneur ne peut entraver plus de 2 entrées privées.

- **PHASE 9** : Travaux de conduite d'eau sur le chemin Hill Park côté Ouest

  Horaire de travail : Lundi au vendredi 7h à 19h

  Maintien de la circulation : L'entrepreneur est autorisé à fermer complètement le chemin Hill Park entre le chemin Hill Park et le chemin Hill Park. Les intersections de part et d'autre de ce

	tronçon doivent être libres de toutes entraves. Une circulation à double sens est mise en place sur le restant du tronçon. - Les différentes phases de travaux décrites ci-haut incluent tous les travaux connexes, incluant les travaux de borne d'incendie, de raccordement d'entrée d'eau et de pavage, pour ne nommer que ceux-ci. - Pour les phases 3 à 9, le stationnement sera interdit sur le chemin Hill Park de 9h à 17h pour permettre le double sens. - Pour les phases 4, 6, 7 et 8, Le stationnement en chevauchement sera autorisé dans l'aire aménagée pour garder une voie de circulation par direction. Une signalisation de trottoir barré, utiliser l'autre trottoir sera mise aux intersections.
Mesures de gestion des impacts applicables	- Installation, à l'approche du chantier de construction, de panneaux d'information générale pour informer les usagers, à l'avance, que des travaux auront lieu. - Prévoir l'utilisation de flèches lumineuses à la place des panneaux T-D-130 pour les entraves sur le chemin Remembrance; - Installation des panneaux d'interdiction d'arrêt ou de stationnement au moins 12 heures et au plus 14 heures avant le début de la période visée par l'interdiction en indiquant sur les panneaux les jours et les heures visés par cette interdiction; - Présence d'un minimum de deux (2) signaleurs pour assurer la sécurité des usagers de la route (incluant les piétons et cyclistes) aux abords du chantier lors des accès chantier (entrée ou sortie), lors des manœuvres des véhicules de l'Entrepreneur dans les voies de circulation, ou à la demande du Directeur; - Lors des travaux d'excavation, l'entrepreneur est autorisé à travailler sur des tronçons de 30 mètres maximum et doit les déplacer selon l'avancement des travaux excepté pour les phases 7 et 8 ou la longueur de l'excavation dépend du nombre des entrées privées. L'entrepreneur doit prévoir redonner les accès aux résidents et commerçants après chacun des tronçons terminés et après chaque quart de travail; - Présence des plaques en acier pour redonner accès aux riverains ou à la circulation en dehors des heures de travail, si requis; - Protection des aires de travail et des excavations dans la zone de travaux à l'aide de clôtures autoportantes pour éviter l'accès au chantier par des piétons; - Utiliser des glissières en béton pour chantier pour séparer les voies de circulation de la zone des travaux sur le Chemin Remembrance; - L'entrepreneur doit effectuer les travaux, une phase à la fois et une intersection à la fois excepté quand c'est permis selon les exigences du cahier C. - Maintenir/aménager et sécuriser les passages piétonniers, cyclistes et les accès aux propriétés, le cas échéant aux abords de l'aire des travaux. - En l'absence de travaux, l'accès aux trottoirs doit être maintenu en tout temps et être libre de matériaux de construction, de machinerie, d'équipement ou de dépôt de pierre. - Pendant la durée des travaux, les communications seront poursuivies avec les résidents du secteur pour les informer des restrictions applicables à la circulation. Aussi, une communication étroite sera faite avec les résidents de l'impasse du chemin Hill Park lors de la phase 6, avec les résidents dont leur entrée privée se trouve entravée et avec le Pavillon Lac-aux-Castors lors de la phase 3. - L'entrepreneur doit avertir le Directeur avant de réaliser des travaux pouvant affecter les opérations de la STM, notamment pour les phases 1 et 2.

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 289301
Numéro de référence : 1042179
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans le chemin Hill-Park et de conduite d'eau dans le sentier du Parc-Mont-Royal et une portion du chemin Remembrance.

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
9129-2201 Québec Inc Travaux Routiers Métropole 25 rue des Iris Blainville, QC, j7c6b1 NEQ : 1161495636	Monsieur Anthony Bentivegna Téléphone : 450 430-2002 Télécopieur : 450 430-2010	**Commande : (1219862)** 2017-01-16 15 h 45 **Transmission :** 2017-01-16 22 h 16	2699675 - 289301_Égout-Aqueduc 2017-01-30 17 h 42 - Courriel 2699677 - 289301_Formulaires de soumission (devis) 2017-01-30 17 h 44 - Courriel 2699678 - 289301_Formulaires de soumission (bordereau) 2017-01-30 17 h 44 - Téléchargement 2699681 - 289301_Addenda 1 2017-01-30 17 h 45 - Courriel 2701930 - 289301_Addenda 2_ Report de date d'ouverture 2017-02-03 10 h 25 - Courriel 2701931 - 289301_Formulaires de soumission (devis) 2017-02-03 10 h 24 - Courriel 2701932 - 289301_Formulaires de soumission (bordereau) 2017-02-03 10 h 24 - Téléchargement 2702812 - 289301_Addenda 3 2017-02-07 9 h 11 - Courriel 2703326 - 289301_Addenda 4 2017-02-07 13 h 56 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Allia Infrastructures 2000, rue de Lierre Laval, QC, H7G 4Y4 NEQ : 1169875342	Monsieur Pierre Luc Fournier Téléphone : 514 326-5200 Télécopieur : 450 668-5989	**Commande : (1220014)** 2017-01-17 8 h 05 **Transmission :** 2017-01-17 8 h 05	2699675 - 289301_Égout-Aqueduc 2017-01-30 17 h 42 - Courriel 2699677 - 289301_Formulaires de soumission (devis) 2017-01-30 17 h 44 - Courriel 2699678 - 289301_Formulaires de soumission (bordereau) 2017-01-30 17 h 44 - Téléchargement 2699681 - 289301_Addenda 1 2017-01-30 17 h 45 - Courriel

				2701930 - 289301_Addenda 2_ Report de date d'ouverture 2017-02-03 10 h 25 - Courriel 2701931 - 289301_Formulaires de soumission (devis) 2017-02-03 10 h 24 - Courriel 2701932 - 289301_Formulaires de soumission (bordereau) 2017-02-03 10 h 24 - Téléchargement 2702812 - 289301_Addenda 3 2017-02-07 9 h 11 - Courriel 2703326 - 289301_Addenda 4 2017-02-07 13 h 56 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	CMS Entrepreneurs Généraux Inc. 3828, rue Saint-Patrick Montréal, QC, H4E1A4 NEQ : 1140716508	Monsieur André Bolduc Téléphone : 514 765-9393 Télécopieur : 514 765-0074	**Commande : (1220350)** 2017-01-17 12 h 24 **Transmission :** 2017-01-17 16 h 49	2699675 - 289301_Égout-Aqueduc 2017-01-30 17 h 42 - Courriel 2699677 - 289301_Formulaires de soumission (devis) 2017-01-30 17 h 44 - Courriel 2699678 - 289301_Formulaires de soumission (bordereau) 2017-01-30 17 h 44 - Téléchargement 2699681 - 289301_Addenda 1 2017-01-30 17 h 45 - Courriel 2701930 - 289301_Addenda 2_ Report de date d'ouverture 2017-02-03 10 h 25 - Courriel 2701931 - 289301_Formulaires de soumission (devis) 2017-02-03 10 h 24 - Courriel 2701932 - 289301_Formulaires de soumission (bordereau) 2017-02-03 10 h 24 - Téléchargement 2702812 - 289301_Addenda 3 2017-02-07 9 h 11 - Courriel 2703326 - 289301_Addenda 4 2017-02-07 13 h 56 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	cojalac inc. 325 notre-dame des champs Repentigny, QC, j6a3b4 NEQ : 1143922814	Monsieur Jacques Lachapelle Téléphone : 450 932-4605 Télécopieur :	**Commande : (1220900)** 2017-01-18 10 h 48 **Transmission :** 2017-01-18 14 h 51	2699675 - 289301_Égout-Aqueduc 2017-01-30 17 h 42 - Courriel 2699677 - 289301_Formulaires de soumission (devis) 2017-01-30 17 h 44 - Courriel 2699678 - 289301_Formulaires de soumission (bordereau) 2017-01-30 17 h 44 - Téléchargement 2699681 - 289301_Addenda 1 2017-01-30 17 h 45 - Courriel

				2701930 - 289301_Addenda 2_ Report de date d'ouverture 2017-02-03 10 h 25 - Courriel 2701931 - 289301_Formulaires de soumission (devis) 2017-02-03 10 h 24 - Courriel 2701932 - 289301_Formulaires de soumission (bordereau) 2017-02-03 10 h 24 - Téléchargement 2702812 - 289301_Addenda 3 2017-02-07 9 h 11 - Courriel 2703326 - 289301_Addenda 4 2017-02-07 13 h 56 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Construction Bau-Val Inc. 87 Emilien Marcoux, Suite#101 Blainville, QC, J7C 0B4 http://www.bauval.com NEQ : 1143718063	Madame France Laverdure Téléphone : 514 636-4400 Télécopieur : 514 636-9937	**Commande : (1221606)** 2017-01-19 11 h 25 **Transmission :** 2017-01-19 15 h 43	2699675 - 289301_Égout-Aqueduc 2017-01-30 17 h 42 - Courriel 2699677 - 289301_Formulaires de soumission (devis) 2017-01-30 17 h 44 - Courriel 2699678 - 289301_Formulaires de soumission (bordereau) 2017-01-30 17 h 44 - Téléchargement 2699681 - 289301_Addenda 1 2017-01-30 17 h 45 - Courriel 2701930 - 289301_Addenda 2_ Report de date d'ouverture 2017-02-03 10 h 25 - Courriel 2701931 - 289301_Formulaires de soumission (devis) 2017-02-03 10 h 24 - Courriel 2701932 - 289301_Formulaires de soumission (bordereau) 2017-02-03 10 h 24 - Téléchargement 2702812 - 289301_Addenda 3 2017-02-07 9 h 11 - Courriel 2703326 - 289301_Addenda 4 2017-02-07 13 h 56 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Construction G-nesis Inc. 4915, Louis-B.-Mayer Laval, QC, H7P 0E5 NEQ : 1167215343	Monsieur Stephane Chaumont Téléphone : 514 370-8303 Télécopieur : 450 681-7070	**Commande : (1220681)** 2017-01-18 8 h 04 **Transmission :** 2017-01-18 8 h 04	2699675 - 289301_Égout-Aqueduc 2017-01-30 17 h 42 - Courriel 2699677 - 289301_Formulaires de soumission (devis) 2017-01-30 17 h 44 - Courriel 2699678 - 289301_Formulaires de soumission (bordereau) 2017-01-30 17 h 44 - Téléchargement 2699681 - 289301_Addenda 1 2017-01-30 17 h 45 - Courriel

				2701930 - 289301_Addenda 2_ Report de date d'ouverture 2017-02-03 10 h 25 - Courriel 2701931 - 289301_Formulaires de soumission (devis) 2017-02-03 10 h 24 - Courriel 2701932 - 289301_Formulaires de soumission (bordereau) 2017-02-03 10 h 24 - Téléchargement 2702812 - 289301_Addenda 3 2017-02-07 9 h 11 - Courriel 2703326 - 289301_Addenda 4 2017-02-07 13 h 56 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Excavation Loiselle inc. 280 boul Pie XII Salaberry-de-Valleyfield, QC, J6S 6P7 http://www.loiselle.ca NEQ : 1142482703	Monsieur Olivier Gaignard Téléphone : 450 373-4274 Télécopieur : 450 373-5631	**Commande : (1220286)** 2017-01-17 11 h 13 **Transmission :** 2017-01-17 11 h 13	2699675 - 289301_Égout-Aqueduc 2017-01-30 17 h 42 - Courriel 2699677 - 289301_Formulaires de soumission (devis) 2017-01-30 17 h 44 - Courriel 2699678 - 289301_Formulaires de soumission (bordereau) 2017-01-30 17 h 44 - Téléchargement 2699681 - 289301_Addenda 1 2017-01-30 17 h 45 - Courriel 2701930 - 289301_Addenda 2_ Report de date d'ouverture 2017-02-03 10 h 25 - Courriel 2701931 - 289301_Formulaires de soumission (devis) 2017-02-03 10 h 24 - Courriel 2701932 - 289301_Formulaires de soumission (bordereau) 2017-02-03 10 h 24 - Téléchargement 2702812 - 289301_Addenda 3 2017-02-07 9 h 11 - Courriel 2703326 - 289301_Addenda 4 2017-02-07 13 h 56 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Filtrum Inc. 430 rue des Entrepreneurs Québec, QC, G1M 1B3 http://www.filtrum.qc.ca NEQ : 1166806464	Madame Christine Gauthier Téléphone : 418 687-0628 Télécopieur : 418 687-3687	**Commande : (1220884)** 2017-01-18 10 h 27 **Transmission :** 2017-01-18 14 h 24	2699675 - 289301_Égout-Aqueduc 2017-01-30 17 h 42 - Courriel 2699677 - 289301_Formulaires de soumission (devis) 2017-01-30 17 h 44 - Courriel 2699678 - 289301_Formulaires de soumission (bordereau) 2017-01-30 17 h 44 - Téléchargement

				2699681 - 289301_Addenda 1 2017-01-30 17 h 45 - Courriel 2701930 - 289301_Addenda 2_ Report de date d'ouverture 2017-02-03 10 h 25 - Courriel 2701931 - 289301_Formulaires de soumission (devis) 2017-02-03 10 h 24 - Courriel 2701932 - 289301_Formulaires de soumission (bordereau) 2017-02-03 10 h 24 - Téléchargement 2702812 - 289301_Addenda 3 2017-02-07 9 h 11 - Courriel 2703326 - 289301_Addenda 4 2017-02-07 13 h 56 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Gérald Théorêt Inc. 2 Boul. Maple Grove Beauharnois, QC, J6N 1K3 NEQ : 1142185637	Monsieur Jean Théorêt Téléphone : 450 429-7051 Télécopieur : 450 691-1116	**Commande : (1227374)** 2017-01-31 14 h 10 **Transmission :** 2017-01-31 20 h 23	2699675 - 289301_Égout-Aqueduc 2017-01-31 14 h 10 - Téléchargement 2699677 - 289301_Formulaires de soumission (devis) 2017-01-31 14 h 10 - Téléchargement 2699678 - 289301_Formulaires de soumission (bordereau) 2017-01-31 14 h 10 - Téléchargement 2699681 - 289301_Addenda 1 2017-01-31 14 h 10 - Téléchargement 2701930 - 289301_Addenda 2_ Report de date d'ouverture 2017-02-03 10 h 25 - Courriel 2701931 - 289301_Formulaires de soumission (devis) 2017-02-03 10 h 24 - Courriel 2701932 - 289301_Formulaires de soumission (bordereau) 2017-02-03 10 h 24 - Téléchargement 2702812 - 289301_Addenda 3 2017-02-07 9 h 11 - Courriel 2703326 - 289301_Addenda 4 2017-02-07 13 h 56 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Gestion S.Forget inc 205 boul. Curé Labelle 105 Laval, QC, H7L 2Z9 NEQ : 1166832668	Monsieur Stéphane Forget Téléphone : 450 937-7330 Télécopieur :	**Commande : (1219925)** 2017-01-16 16 h 44 **Transmission :** 2017-01-17 7 h 30	2699675 - 289301_Égout-Aqueduc 2017-01-30 17 h 42 - Courriel 2699677 - 289301_Formulaires de soumission (devis) 2017-01-30 17 h 44 - Courriel

				2699678 - 289301_Formulaires de soumission (bordereau) 2017-01-30 17 h 44 - Téléchargement 2699681 - 289301_Addenda 1 2017-01-30 17 h 45 - Courriel 2701930 - 289301_Addenda 2_ Report de date d'ouverture 2017-02-03 10 h 25 - Courriel 2701931 - 289301_Formulaires de soumission (devis) 2017-02-03 10 h 24 - Courriel 2701932 - 289301_Formulaires de soumission (bordereau) 2017-02-03 10 h 24 - Téléchargement 2702812 - 289301_Addenda 3 2017-02-07 9 h 11 - Courriel 2703326 - 289301_Addenda 4 2017-02-07 13 h 56 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Groupe TNT Inc. 4085 Rang St-Elzéar Est Laval, QC, H7E 4P2 http://www.groupetnt.com NEQ : 1160480704	Madame Line Proulx Téléphone : 450 431-7887 Télécopieur : 450 420-0414	**Commande : (1220473)** 2017-01-17 14 h 33 **Transmission :** 2017-01-17 18 h 50	2699675 - 289301_Égout-Aqueduc 2017-01-30 17 h 42 - Courriel 2699677 - 289301_Formulaires de soumission (devis) 2017-01-30 17 h 44 - Courriel 2699678 - 289301_Formulaires de soumission (bordereau) 2017-01-30 17 h 44 - Téléchargement 2699681 - 289301_Addenda 1 2017-01-30 17 h 45 - Courriel 2701930 - 289301_Addenda 2_ Report de date d'ouverture 2017-02-03 10 h 25 - Courriel 2701931 - 289301_Formulaires de soumission (devis) 2017-02-03 10 h 24 - Courriel 2701932 - 289301_Formulaires de soumission (bordereau) 2017-02-03 10 h 24 - Téléchargement 2702812 - 289301_Addenda 3 2017-02-07 9 h 11 - Courriel 2703326 - 289301_Addenda 4 2017-02-07 13 h 56 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	LE GROUPE LÉCUYER LTÉE. 17 Du Moulin Saint-Rémi, QC, J0L 2L0 NEQ : 1145052065	Monsieur David Guay Téléphone : 450 454-3928	**Commande : (1220106)** 2017-01-17 9 h 17 **Transmission :** 2017-01-17 9 h 17	2699675 - 289301_Égout-Aqueduc 2017-01-30 17 h 42 - Courriel 2699677 - 289301_Formulaires de soumission (devis) 2017-01-30 17 h 44 - Courriel

		Télécopieur : 450 454-7254		2699678 - 289301_Formulaires de soumission (bordereau) 2017-01-30 17 h 44 - Téléchargement 2699681 - 289301_Addenda 1 2017-01-30 17 h 45 - Courriel 2701930 - 289301_Addenda 2_ Report de date d'ouverture 2017-02-03 10 h 25 - Courriel 2701931 - 289301_Formulaires de soumission (devis) 2017-02-03 10 h 24 - Courriel 2701932 - 289301_Formulaires de soumission (bordereau) 2017-02-03 10 h 24 - Téléchargement 2702812 - 289301_Addenda 3 2017-02-07 9 h 11 - Courriel 2703326 - 289301_Addenda 4 2017-02-07 13 h 56 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Le Groupe Vespo 17, boul. Saint-Joseph Lachine Montréal, QC, H8S 2K9 http://www.groupevespo.com NEQ : 1146928206	Monsieur David Vespoli Téléphone : 514 933-5057 Télécopieur : 514 933-0324	**Commande : (1221358)** 2017-01-19 8 h 32 **Transmission :** 2017-01-19 8 h 32	2699675 - 289301_Égout-Aqueduc 2017-01-30 17 h 42 - Courriel 2699677 - 289301_Formulaires de soumission (devis) 2017-01-30 17 h 44 - Courriel 2699678 - 289301_Formulaires de soumission (bordereau) 2017-01-30 17 h 44 - Téléchargement 2699681 - 289301_Addenda 1 2017-01-30 17 h 45 - Courriel 2701930 - 289301_Addenda 2_ Report de date d'ouverture 2017-02-03 10 h 25 - Courriel 2701931 - 289301_Formulaires de soumission (devis) 2017-02-03 10 h 24 - Courriel 2701932 - 289301_Formulaires de soumission (bordereau) 2017-02-03 10 h 24 - Téléchargement 2702812 - 289301_Addenda 3 2017-02-07 9 h 11 - Courriel 2703326 - 289301_Addenda 4 2017-02-07 13 h 56 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Entreprises Cogenex Inc. 10685 boul. Henri-Bourassa Est, bureau 300 Montréal, QC, H1C1G7 NEQ : 1169270676	Monsieur Carlo Rivera Téléphone : 514 327-7208	**Commande : (1219822)** 2017-01-16 15 h 14 **Transmission :** 2017-01-16 21 h 45	2699675 - 289301_Égout-Aqueduc 2017-01-30 17 h 42 - Courriel 2699677 - 289301_Formulaires de soumission (devis) 2017-01-30 17 h 44 - Courriel

		Télécopieur : 514 327-7238		2699678 - 289301_Formulaires de soumission (bordereau) 2017-01-30 17 h 44 - Téléchargement 2699681 - 289301_Addenda 1 2017-01-30 17 h 45 - Courriel 2701930 - 289301_Addenda 2_ Report de date d'ouverture 2017-02-03 10 h 25 - Courriel 2701931 - 289301_Formulaires de soumission (devis) 2017-02-03 10 h 24 - Courriel 2701932 - 289301_Formulaires de soumission (bordereau) 2017-02-03 10 h 24 - Téléchargement 2702812 - 289301_Addenda 3 2017-02-07 9 h 11 - Courriel 2703326 - 289301_Addenda 4 2017-02-07 13 h 56 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Les Entreprises Michaudville Inc. 270 rue Brunet Mont-Saint-Hilaire, QC, J3G 4S6 http://www.michaudville.com NEQ : 1142707943	Monsieur Sylvain Phaneuf Téléphone : 450 446-9933 Télécopieur : 450 446-1933	**Commande : (1220451)** 2017-01-17 14 h 11 **Transmission :** 2017-01-17 14 h 11	2699675 - 289301_Égout-Aqueduc 2017-01-30 17 h 42 - Courriel 2699677 - 289301_Formulaires de soumission (devis) 2017-01-30 17 h 44 - Courriel 2699678 - 289301_Formulaires de soumission (bordereau) 2017-01-30 17 h 44 - Téléchargement 2699681 - 289301_Addenda 1 2017-01-30 17 h 45 - Courriel 2701930 - 289301_Addenda 2_ Report de date d'ouverture 2017-02-03 10 h 25 - Courriel 2701931 - 289301_Formulaires de soumission (devis) 2017-02-03 10 h 24 - Courriel 2701932 - 289301_Formulaires de soumission (bordereau) 2017-02-03 10 h 24 - Téléchargement 2702812 - 289301_Addenda 3 2017-02-07 9 h 11 - Courriel 2703326 - 289301_Addenda 4 2017-02-07 13 h 56 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Entreprises Ventec Inc 5600 rue Notre-Dame O Bureau 104 Montréal, QC, H4C 1V1 NEQ : 1145668878	Monsieur Gino Ventura Téléphone : 514 932-5600	**Commande : (1225817)** 2017-01-27 11 h 19 **Transmission :** 2017-01-27 18 h	2699675 - 289301_Égout-Aqueduc 2017-01-30 18 h 59 - Télécopie

		Télécopieur : 514 932-8972		2699677 - 289301_Formulaires de soumission (devis) 2017-01-30 18 h 52 - Télécopie 2699678 - 289301_Formulaires de soumission (bordereau) 2017-01-30 17 h 44 - Téléchargement 2699681 - 289301_Addenda 1 2017-01-30 18 h 16 - Télécopie 2701930 - 289301_Addenda 2_ Report de date d'ouverture 2017-02-03 11 h 27 - Télécopie 2701931 - 289301_Formulaires de soumission (devis) 2017-02-03 10 h 25 - Télécopie 2701932 - 289301_Formulaires de soumission (bordereau) 2017-02-03 10 h 24 - Téléchargement 2702812 - 289301_Addenda 3 2017-02-07 9 h 12 - Télécopie 2703326 - 289301_Addenda 4 2017-02-07 13 h 57 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Les Excavations Gilbert Théorêt Inc. 124 rue Huot Notre-Dame-de-l'Ile-Perrot, QC, J7V 7Z8 NEQ : 1142215210	Monsieur David Hodgson Téléphone : 514 425-2600 Télécopieur : 514 425-4784	**Commande : (1220323)** 2017-01-17 11 h 46 **Transmission :** 2017-01-17 11 h 46	2699675 - 289301_Égout-Aqueduc 2017-01-30 17 h 42 - Télécopie 2699677 - 289301_Formulaires de soumission (devis) 2017-01-30 18 h 52 - Télécopie 2699678 - 289301_Formulaires de soumission (bordereau) 2017-01-30 17 h 44 - Téléchargement 2699681 - 289301_Addenda 1 2017-01-30 18 h 16 - Télécopie 2701930 - 289301_Addenda 2_ Report de date d'ouverture 2017-02-03 10 h 56 - Télécopie 2701931 - 289301_Formulaires de soumission (devis) 2017-02-03 10 h 25 - Télécopie 2701932 - 289301_Formulaires de soumission (bordereau) 2017-02-03 10 h 24 - Téléchargement 2702812 - 289301_Addenda 3 2017-02-07 9 h 12 - Télécopie 2703326 - 289301_Addenda 4 2017-02-07 13 h 56 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Les Excavations Payette ltée 7900, rue Bombardier Montréal, QC, H1J1A4 NEQ : 1166482993	Monsieur François Morin Téléphone : 514 322-4800	**Commande : (1224058)** 2017-01-25 8 h 22 **Transmission :** 2017-01-25 8 h 22	2699675 - 289301_Égout-Aqueduc 2017-01-30 17 h 42 - Courriel

		Télécopieur : 514 322-1770		2699677 - 289301_Formulaires de soumission (devis) 2017-01-30 17 h 44 - Courriel 2699678 - 289301_Formulaires de soumission (bordereau) 2017-01-30 17 h 44 - Téléchargement 2699681 - 289301_Addenda 1 2017-01-30 17 h 45 - Courriel 2701930 - 289301_Addenda 2_ Report de date d'ouverture 2017-02-03 10 h 25 - Courriel 2701931 - 289301_Formulaires de soumission (devis) 2017-02-03 10 h 24 - Courriel 2701932 - 289301_Formulaires de soumission (bordereau) 2017-02-03 10 h 24 - Téléchargement 2702812 - 289301_Addenda 3 2017-02-07 9 h 11 - Courriel 2703326 - 289301_Addenda 4 2017-02-07 13 h 56 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Pavages D'Amour Inc. 1635 Croissant Newman Dorval, QC, H9P 2R6 http://pavagesdamour.com NEQ : 1142398818	Madame Viviana Mejia Téléphone : 514 631-4570 Télécopieur : 514 631-6002	**Commande : (1220602)** 2017-01-17 16 h 38 **Transmission :** 2017-01-17 22 h 02	2699675 - 289301_Égout-Aqueduc 2017-01-30 17 h 42 - Courriel 2699677 - 289301_Formulaires de soumission (devis) 2017-01-30 17 h 44 - Courriel 2699678 - 289301_Formulaires de soumission (bordereau) 2017-01-30 17 h 44 - Téléchargement 2699681 - 289301_Addenda 1 2017-01-30 17 h 45 - Courriel 2701930 - 289301_Addenda 2_ Report de date d'ouverture 2017-02-03 10 h 25 - Courriel 2701931 - 289301_Formulaires de soumission (devis) 2017-02-03 10 h 24 - Courriel 2701932 - 289301_Formulaires de soumission (bordereau) 2017-02-03 10 h 24 - Téléchargement 2702812 - 289301_Addenda 3 2017-02-07 9 h 11 - Courriel 2703326 - 289301_Addenda 4 2017-02-07 13 h 56 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Sintra (Région Montérégie / Rive-Sud)	Madame Jade Bourassa	**Commande : (1220256)** 2017-01-17 10 h 48	2699675 - 289301_Égout-Aqueduc 2017-01-30 17 h 42 - Courriel

	9975. rue de Chateauneuf, local B Brossard, QC, J4Z3V6 NEQ : 1145755295	Téléphone : 450 638-0172 Télécopieur : 450 638-2909	**Transmission :** 2017-01-17 15 h 21	2699677 - 289301_Formulaires de soumission (devis) 2017-01-30 17 h 44 - Courriel 2699678 - 289301_Formulaires de soumission (bordereau) 2017-01-30 17 h 44 - Téléchargement 2699681 - 289301_Addenda 1 2017-01-30 17 h 45 - Courriel 2701930 - 289301_Addenda 2_ Report de date d'ouverture 2017-02-03 10 h 25 - Courriel 2701931 - 289301_Formulaires de soumission (devis) 2017-02-03 10 h 24 - Courriel 2701932 - 289301_Formulaires de soumission (bordereau) 2017-02-03 10 h 24 - Téléchargement 2702812 - 289301_Addenda 3 2017-02-07 9 h 11 - Courriel 2703326 - 289301_Addenda 4 2017-02-07 13 h 56 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Super Excavation Inc. 5900 Saint-Jacques Ouest Montréal, QC, H4A 2E9 NEQ : 1142493619	Monsieur Natalino Cappello Téléphone : 514 488-6883 Télécopieur : 514 488-1791	**Commande : (1219889)** 2017-01-16 16 h 11 **Transmission :** 2017-01-16 22 h 35	2699675 - 289301_Égout-Aqueduc 2017-01-30 17 h 42 - Télécopie 2699677 - 289301_Formulaires de soumission (devis) 2017-01-30 18 h 51 - Télécopie 2699678 - 289301_Formulaires de soumission (bordereau) 2017-01-30 17 h 44 - Téléchargement 2699681 - 289301_Addenda 1 2017-01-30 18 h 16 - Télécopie 2701930 - 289301_Addenda 2_ Report de date d'ouverture 2017-02-03 10 h 56 - Télécopie 2701931 - 289301_Formulaires de soumission (devis) 2017-02-03 10 h 25 - Télécopie 2701932 - 289301_Formulaires de soumission (bordereau) 2017-02-03 10 h 24 - Téléchargement 2702812 - 289301_Addenda 3 2017-02-07 9 h 12 - Télécopie 2703326 - 289301_Addenda 4 2017-02-07 13 h 56 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

© 2003-2017 Tous droits réservés

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

2-1

Le 29 mars 2016

9129-2201 QUÉBEC INC.
A/S MONSIEUR ANTHONY BENTIVEGNA
25, RUE DES IRIS
BLAINVILLE (QC) J7C 6B1

N° de décision : 2016-CPSM-1016408
N° de client : 2700002966

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous TRAVAUX ROUTIERS MÉTROPOLE, une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « LCOP »). 9129-2201 QUÉBEC INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **28 mars 2019** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP. ✓

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation/de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

SOMMAIRE PAR SOUS-PROJETS (PROJETS SIMON)		SOUMISSION:	289301	DATE:
#GDD:	1177231006	DRM:	2893	2017/03/01
RESPONSABLE:	Mounir Issaad	GROUPE:		
INTITULÉ DU PROJET:	Travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans le chemin Hill-Park et de conduite d'eau dans le sentier du Parc-Mont-Royal et une portion du chemin Remembrance.			

PROJET INVESTI: 55120 Desc et client-payeur: **DGSRE Unité Sud**

info additionnelle

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences	Agglo (A) /Corpo (C)
1351201240	143814	1 167 061.95 $	1 189 784.99 $	88 300.00 $	108 162.27 $	C
1351201211	143816	909 591.14 $	920 920.88 $	75 200.00 $	83 720.08 $	C
1356120000	166472	68 827.42 $	0.00 $	75 375.00 $	0.00 $	C
1356120001	166471	92 340.60 $	0.00 $	101 125.00 $	0.00 $	C
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**2 237 821.11 $**	**2 110 705.87 $**	**340 000.00 $**	**191 882.35 $**	

PROJET INVESTI: 55737 Desc et client-payeur: **Arrondissement Ville-Marie**

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences	Agglo (A) /Corpo (C)
1755737015	165724	272 799.55 $	288 251.07 $	10 500.00 $	26 204.64 $	C
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**272 799.55 $**	**288 251.07 $**	**10 500.00 $**	**26 204.64 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	

TOTAL	**2 510 620.66 $**	**2 398 956.94 $**	**350 500.00 $**	**218 086.99 $**

TOTAL (Contrat + Incidences)	**2 749 456.94 $**

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**GRAND TOTAL**	**SOUMISSION:** 289301	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**GROUPE:** 0	**01/03/2017**
INTITULÉ DU PROJET:	**Travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans le chemin Hill-Park et de conduite d'eau dans le sentier du Parc-Mont-Royal et une portion du chemin Remembrance.**		

				Toutes taxes incluses
MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET				2 398 956.94 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	218 086.99 $			
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:				
Utilités publiques		70 700.00 $		
Coordination technique interventions archéologiques		11 800.00 $		
Laboratoire, contrôle qualitatif		72 500.00 $		
Division de la voirie - Marquage et signalisation		22 000.00 $		
Horticulture		0.00 $		
Gestion des impacts		54 000.00 $		
Chloration des conduites d'eau existantes		7 000.00 $		
Surveillance environnementale		112 500.00 $		
	TOTAL À REPORTER	350 500.00		350 500.00 $
Dépenses à autoriser - GRAND TOTAL				2 749 456.94 $
Imputation (crédits)				2 510 620.66 $
Montant de dépôt				
TAXES:			TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)			119 567.60	238 537.36
Ristournes TPS et TVQ à 50%			238 836.28	

PLAN NUMÉRO:	2893-EGA-01 - Feuillets 00 à 06	CALCULÉ PAR ›	Mounir Issaad

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1351201240**	**SOUMISSION:**	**289301**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**143814**	**GROUPE:**	**0**	**01/03/2017**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Reconstruction d'une conduite d'eau secondaire dans le chemin Hill-Park et construction de conduite d'eau dans le Parc Mont-Royal**			
ENTREPRENEUR ▸	**QUEBEC INC TRAVAUX METROPOLE**			

			Toutes taxes incluses
MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			1 189 784.99 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	108 162.27 $		
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques		35 700.00 $	
Coordination technique interventions archéologiques		6 600.00 $	
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation		12 000.00 $	
Communication			
Gestion des impacts		27 000.00 $	
Chloration des conduites d'eau existantes		7 000.00 $	
XXX			
	TOTAL À REPORTER	88 300.00	88 300.00 $
Dépenses totales à autoriser			1 278 084.99 $
Imputation (crédits)			1 167 061.95 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		55 581.00	110 884.09
Ristournes TPS et TVQ à 50%		111 023.04	

PLAN NUMÉRO:	2893-EGA-01 - Feuillets 00 à 06	CALCULÉ PAR ▸	Mounir Issaad

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1351201211**	**SOUMISSION:**	**289301**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**143816**	**GROUPE:**	**0**	**01/03/2017**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Reconstruction d'une conduite d'égout unitaire dans le chemin Hill-Park et le parc Mont-Royal**			
ENTREPRENEUR ▸	**QUEBEC INC TRAVAUX METROPOLE**			

				Toutes taxes incluses
MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET				920 920.88 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	83 720.08 $			
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:				
Utilités publiques		35 000.00 $		
Coordination technique interventions archéologiques		5 200.00 $		
Laboratoire, contrôle qualitatif				
Division de la voirie - Marquage et signalisation		10 000.00 $		
Communication				
Gestion des impacts		25 000.00 $		
XXX				
XXX				
	TOTAL À REPORTER	75 200.00		75 200.00 $
Dépenses totales à autoriser				996 120.88 $
Imputation (crédits)				909 591.14 $
Montant de dépôt				
TAXES:			TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)			43 319.02	86 421.45
Ristournes TPS et TVQ à 50%			86 529.74	

PLAN NUMÉRO:	2893-EGA-01 - Feuillets 00 à 06	CALCULÉ PAR ▸	Mounir Issaad

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1356120000**	**SOUMISSION:**	**289301**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**166472**	**GROUPE:**	**0**	**01/03/2017**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Reconstruction d'une conduite d'eau secondaire dans le chemin Hill-Park et construction de conduite d'eau dans le Parc Mont-Royal**			
ENTREPRENEUR ▸	**Services Professionnels Contrôle Qualitatif - Conduite d'eau secondaire**			

Toutes taxes incluses

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE			
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif		36 000.00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Communication			
Gestion des impacts			
XXX			
Surveillance environnementale		39 375.00 $	
	TOTAL À REPORTER	75 375.00	75 375.00 $
Dépenses totales à autoriser			75 375.00 $
Imputation (crédits)			68 827.42 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	3 277.89	6 539.38
Ristournes TPS et TVQ à 50%	6 547.58	

PLAN NUMÉRO:	2893-EGA-01 - Feuillets 00 à 06	CALCULÉ PAR ▸	Mounir Issaad

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1356120001**	**SOUMISSION:**	**289301**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**166471**	**GROUPE:**	**0**	**01/03/2017**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Reconstruction d'une conduite d'égout unitaire dans le chemin Hill-Park**			
ENTREPRENEUR ▸	**Services Professionnels Contrôle Qualitatif - Égout Unitaire**			

Toutes taxes incluses

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE			
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif		28 000.00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Communication			
Gestion des impacts			
XXX			
Surveillance environnementale		73 125.00 $	
	TOTAL À REPORTER	101 125.00	101 125.00 $
Dépenses totales à autoriser			101 125.00 $
Imputation (crédits)			92 340.60 $
Montant de dépôt			

		TPS 5%	TVQ 9,975%
TAXES:			
À payer avant ristournes (100%)		4 397.70	8 773.40
Ristournes TPS et TVQ à 50%		8 784.40	

PLAN NUMÉRO:	2893-EGA-01 - Feuillets 00 à 06	CALCULÉ PAR ▸	Mounir Issaad

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1755737015**	**SOUMISSION:**	**289301**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**165724**	**GROUPE:**	**0**	**01/03/2017**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Reconstruction de chaussée et trottoirs dans le chemin Hill-Park**			
ENTREPRENEUR ▸	**QUEBEC INC TRAVAUX METROPOLE**			

			Toutes taxes incluses
MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			288 251.07 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	26 204.64 $		
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif		8 500.00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Horticulture			
Gestion des impacts		2 000.00 $	
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	10 500.00	10 500.00 $
Dépenses totales à autoriser			298 751.07 $
Imputation (crédits)			272 799.55 $
Montant de dépôt			
TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		12 992.00	25 919.04
Ristournes TPS et TVQ à 50%		25 951.52	

PLAN NUMÉRO:	2893-EGA-01 - Feuillets 00 à 06	CALCULÉ PAR ▸	Mounir Issaad

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1177231006

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à 9129-2201 Québec inc. (Travaux routiers métropole), pour des travaux d'égout, de conduites d'eau et de voirie dans le chemin Hill Park et de conduite d'eau dans le sentier du Parc du Mont-Royal et une portion du chemin Remembrance dans l'arrondissement de Ville-Marie. Dépense totale de 2 749 456,94 $ (contrat: 2 398 956,94 $ + incidences: 350 500,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 289301- 12 soumissionnaires.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Info_comptable_1177231006.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Linda PHARAND
Préposée au budget

Tél : 514 872-7232

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-03-02

Sophie GASCON
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514-280-6614
Division : Direction du conseil et du soutien financier - Point de services EAU-ENVIRONNEMENT

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.49

2017/03/27
13:00

(2)

Dossier # : 1160679025

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements , Division des événements publics
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder à Festival Solaire Nordique du Québec une contribution maximale de 250 000 $ pour la première édition du Festival Solaire Nordique du Québec et l'accueil de l'avion solaire Solar Stratos du 9 au 22 juin 2017 à Montréal. / Autoriser un virement budgétaire de 250 000 $ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration vers le Service de la culture. / Mandater le Service de la culture pour le suivi du dossier.

Il est recommandé:

1. d'accorder à Festival Solaire Nordique du Québec une contribution maximale de 250 000 $ pour la première édition du Festival Solaire Nordique du Québec et l'accueil de l'avion solaire Solar Stratos du 9 au 22 juin 2017 à Montréal;

2. d'autoriser un virement budgétaire de 250 000 $ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration vers le Service de la culture;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2017-03-09 14:54

Signataire : Chantal I. GAGNON

_____

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1160679025**

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements , Division des événements publics
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder à Festival Solaire Nordique du Québec une contribution maximale de 250 000 $ pour la première édition du Festival Solaire Nordique du Québec et l'accueil de l'avion solaire Solar Stratos du 9 au 22 juin 2017 à Montréal. / Autoriser un virement budgétaire de 250 000 $ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration vers le Service de la culture. / Mandater le Service de la culture pour le suivi du dossier.

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal est un leader mondial de l'aéronautique tant par son industrie que par la présence d'organismes internationaux comme l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) et l'Association internationale du transport aérien (IATA). L'Administration municipale contribue et favorise la promotion des pratiques en développement durable qui passe essentiellement par l'électrification tout en faisant une place aux initiatives d'envergure en matière d'énergie solaire.
Festival Solaire Nordique du Québec propose à la Ville de Montréal de participer à la première réalisation du **« Festival Solaire Nordique du Québec »** qui se réalisera à Montréal du 9 au 22 juin 2017 avec la présence spéciale de l'éco aventurier Suisse Raphaël Domien avec le Solar Stratos.

Le projet sera réalisé en bonne partie sur le territoire du Vieux-Port de Montréal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

N/A

DESCRIPTION

Le promoteur a déjà mis sur pied deux festivals solaires, l'un en Suisse et l'autre au Maroc. Le Festival Solaire Nordique du Québec est un événement qui se réalise en deux volets. Le premier volet est d'ordre éducatif et culturel : conférences sur les énergies renouvelables, kiosques d'informations, expositions et présentations d'inventions solaires. Le deuxième relève de l'exploit, il s'agit de réaliser :

- la première tentative par avion solaire, le Solar Stratos, d'atteindre la stratosphère à 45 000 pieds d'altitude;
- Première chute libre mondiale depuis un avion solaire

Dans un autre ordre d'idée, le Solar Stratos circulera au dessus de la ville à basse altitude. Il sera possible aussi de visiter l'avion (Mirabel). Il est le premier avion commercial solaire biplace de l'histoire.

Cet événement coïncide avec les festivités du 375e anniversaire de Montréal et l'accueil du congrès de Métropolis. A cette occasion, l'éco-aventurier Raphaël Domjan fera une conférence pour les invités de la Ville de Montréal. La programmation préliminaire est en pièce jointe.

JUSTIFICATION

La Ville de Montréal cherche à se positionner comme étant une ville d'avenir, ville intelligente et précurseur de la mobilité verte et durable. Cet événement sera une vitrine pour faire rayonner Montréal au niveau de l'aéronautique internationale, du développement durable et de l'énergie solaire.
Cet événement permettra à la Ville de Montréal de se positionner sur l'échiquier mondial comme une ville ouverte à l'innovation et lui offrira une visibilité internationale comme ville solaire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total de ce dossier, soit 250 000 $ sera financé par le budget de fonctionnement. Une somme de 250 000 $ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration devra être virée au budget du Service de la culture pour ce faire.
Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centre**.**

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Il s'agit d'un événement familial, festif et éducatif, qui met en valeur les technologies avant-gardistes en matière de mobilité durable.
La participation de la Ville de Montréal, la placera ultimement dans la liste des villes du monde soucieuses de l'environnement et qui misent sur les technologies et énergies propres.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ce projet accordera à la Ville de Montréal une visibilité majeure dans le domaine de l'aérospatial.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Rencontre des médias québécois de Raphaël Domjan;

- Dévoilement de l'avion solaire à Mirabel.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conférence de presse;
Réalisation du projet;
Rétroaction du projet.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

A la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Habib NOUARI)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Caroline DUHAIME)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sylvie GIROUX
Agente de développement culturel

Tél : 872-5089
Télécop. : 872-1505

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-23

Kevin DONNELLY
Chef de division

Tél : 872-5189
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Daniel BISSONNETTE
Directeur Cinéma - Festivals - Événements
Tél : 514 872-2884
Approuvé le : 2017-03-02

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Ivan FILION
Directeur des bibliothèques
Tél : 514 872-1608
Approuvé le : 2017-03-09

Festival Solaire Nordique du Québec
ILAND Canada Inc.
111, Chemin des Colibris
Piedmont QC JOR 1KO

Sylvie Giroux
Agente de développement culturel
Service de la culture
Direction cinéma – festivals – événements
Division des événements publics
Ville de Montréal

Piedmont, le 10 février 2017

Programmation prévisionnelle pour les événements SolarStratos/Montréal 2017

- mars 2017 : Rencontre avec les médias québécois de Raphaël Domjan
- 15 juin 2017 : Ouverture du Festival Solaire Nordique du Québec au Vieux-Port de Montréal.
- juin 2017 : Dévoilement de l'avion solaire à l'aéroport de Mirabel pour les médias.
- juin 2017 : Visite de l'avion solaire pour la population à l'aéroport de Mirabel (gratuit).
- juin 2017 : Conférence de l'éco-aventurier Raphaël Domjan pour les invités de la ville de Montréal (Metropolis, maires de la francophonies, autres).
- juin 2017 : Vol en basse altitude au-dessus du fleuve Saint-Laurent devant le Vieux-Port (500' de hauteur).
- juin 2017 : Première chute libre mondiale depuis un avion solaire, atterrissage devant l'entrée du chapiteau, Cirque du Soleil.
- Juin 2017 : Vol en très haute altitude au-dessus de Montréal, record mondial.

NB. Les dates restent à être confirmé en accord avec les autorités de la ville de Montréal.

Les autorisations nécessaires seront obtenues par Transport Canada et NAV-Canada.

Daniele Oppizzi
Président
Festival Solaire Nordique du Québec
514-607-1615

Robert Sirois
Directeur général
Festival Solaire Nordique du Québec
514-224-7906

Festival Solaire Nordique du Québec
ILAND Canada Inc.
111, Chemin des Colibris
Piedmont QC JOR 1KO

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1160679025

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements , Division des événements publics
Objet :	Accorder à Festival Solaire Nordique du Québec une contribution maximale de 250 000 $ pour la première édition du Festival Solaire Nordique du Québec et l'accueil de l'avion solaire Solar Stratos du 9 au 22 juin 2017 à Montréal. / Autoriser un virement budgétaire de 250 000 $ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration vers le Service de la culture. / Mandater le Service de la culture pour le suivi du dossier.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Festival Solaire Nordique du Québec - Convention visée.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Caroline DUHAIME
Avocate
Tél : 514-872-2138

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-03-08

Marie-Andrée SIMARD
Chef de division - droit contractuel
Tél : 514-872-8323
Division : Affaires civiles

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
8 MAR 2017
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

CONVENTION – SOUTIEN FINANCIER À UN ÉVÉNEMENT

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836;

CI-APRÈS APPELÉE LA « VILLE »

ET: **FESTIVAL SOLAIRE NORDIQUE DU QUÉBEC**, personne morale légalement constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi des compagnies, dont l'adresse principale est au 934, rue Bernard-Pilon, McMasterville, Québec, J3G 1L6, agissant et représentée par Danièle Renato Oppizzi, Président, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

CI-APRÈS APPELÉE L' « ORGANISME »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés à la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme promoteur d'événements concernant les énergies renouvelables;

ATTENDU QUE l'Organisme a proposé à la Ville de tenir à Montréal, du 9 au 22 juin 2017, le Festival Solaire Nordique du Québec (ci-après appelé l' « **Événement** »);

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville;

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'EN vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires);

LES PARTIES CONVIENNENT COMME SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 **« Annexe A »** : la description de l'Événement;

1.2 « **Annexe B** » : le plan de visibilité de la Ville;

1.3 « **Annexe C** » : le contenu du rapport d'activités;

1.4 « **Annexe D** » : les dépenses non admissibles;

1.5 **« Événement »** : l'événement décrit à l'Annexe A;

1.6 **« Responsable »** : la Directrice du Service de la culture de la Ville ou son représentant dûment autorisé.

Le préambule et les annexes A, B, C, et D font partie intégrante de la présente convention et le texte de toute disposition de la présente convention prévaut sur toute disposition de l'annexe qui serait inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
OBJET

La présente convention a pour objet d'établir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser l'Événement.

ARTICLE 3
OBLIGATIONS DE LA VILLE

3.1 Sous réserve des approbations requises et du respect par l'Organisme de toutes et chacune de ses obligations en vertu de la présente convention, la Ville convient :

3.1.1 de verser à l'Organisme une participation financière maximale de deux cent cinquante mille dollars (250 000,00 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée exclusivement à la réalisation de l'Événement à Montréal et à sa promotion.

Cette participation financière sera versée comme suit :

- soixante-quinze mille dollars (75 000,00 $) dans les vingt (20) jours suivant la signature de la présente convention par les deux (2) parties ;
- Cent vingt-cinq mille dollars (125 000,00 $) une fois que l'avion Solar Stratos est arrivé à Montréal ;
- Cinquante mille dollars (50 000,00 $) un mois après la réception du rapport d'activités et du bilan financier.

3.2 La Ville peut suspendre tout versement si l'Organisme est en défaut d'exécuter en tout ou en partie de ses obligations.

3.3 L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

3.4 Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation de l'Événement. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la

contribution financière si la réalisation de l'Événement ne requiert plus la somme maximale.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En contrepartie de la participation financière offerte par la Ville, l'Organisme s'engage à:

4.1 présenter l'Événement aux dates indiquées au préambule;

4.2 assumer toute l'organisation, le risque et le financement complet du programme des activités reliées à l'Événement;

4.3 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 payer directement aux organismes qui les imposent, tous impôts, taxes, permis et droits exigés en raison de la tenue de l'Événement et des activités qui y sont reliées;

4.5 affecter la participation financière de la Ville exclusivement aux fins mentionnées dans la présente convention;

4.6 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

4.7 maintenir pour toute la durée de la présente convention, son statut d'organisme à but non lucratif;

4.8 mettre en application un plan de visibilité approuvé par le Responsable conformément à l'Annexe B;

4.9 déposer au Responsable, soixante (60) jours ouvrables après l'Événement, un rapport d'activités selon la forme et les paramètres indiqués dans l'Annexe C, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable. Ce rapport d'activité doit lui être remis au plus tard le 22 août 2017 et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente convention et le 22 juin 2017;

4.10 transmettre aux dates exigées par le Responsable des rapports d'étape, le cas échéant, requis par ce dernier et comportant les informations qu'il requiert, telles que, mais non limitativement, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables et l'utilisation des sommes allouées;

4.11 signer une formule de confirmation d'utilisation des sommes versées par la Ville aux seules fins de la réalisation de l'Événement, sous une forme à convenir entre les Parties;

4.12 autoriser le directeur du Service des finances de la Ville ou le Responsable ou leurs représentants, à examiner, en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la

disposition de la Ville durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

4.13 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, transmettre au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), avec copie au Responsable, les états financiers vérifiés de l'Organisme conformément à l'article 107.9 de la Loi sur les cités et villes, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.14 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées. À cette fin, remettre au Responsable un tableau des revenus et dépenses réelles de l'Événement soutenu par la présente convention;

4.15 lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil municipal, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal, répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention, et transmettre une copie des états financiers vérifiés au conseil municipal (Bureau du greffe au 275, rue Notre-Dame, Montréal, Québec, H2Y 1C6);

4.16 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente convention à l'Annexe B, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué à l'Événement. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable.

ARTICLE 5
DÉFAUT

5.1 Aux fins des présentes, l'Organisme est en défaut :

5.1.1 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaire ou autre, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers ;

5.1.2 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre ;

5.1.3 s'il n'exécute pas toutes et chacune de ses obligations prises aux termes de la présente convention ;

5.1.4 s'il perd son statut d'organisme à but non lucratif.

5.2 Dans le cas mentionné au sous-paragraphe 5.1.1, la Ville peut, à son entière discrétion résilier la présente convention sans préjudice quant à ses droits et recours. Dans le cas mentionné au sous-paragraphe 5.1.3, le Responsable avise l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville peut résilier la présente convention, à son entière discrétion.

5.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 5.1.2 et 5.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit dès la survenance de l'événement.

5.4 La Ville peut suspendre tout versement de la participation financière en cas de défaut de l'Organisme.

5.5 L'Organisme renonce à tout recours à l'encontre de la Ville du fait de la résiliation de la convention en vertu du présent article, quel qu'en soit le motif.

ARTICLE 6
RÉSILIATION

6.1 Une Partie peut, à son entière discrétion, par un avis écrit de trente (30) jours adressé par courrier recommandé à l'autre Partie, résilier la présente convention.

6.2 Dans une telle éventualité, chaque Partie renonce expressément à toute réclamation ou recours en dommages ou en indemnité quelconque contre l'autre Partie, en raison de l'exercice de ce droit de résiliation.

6.3 En cas de résiliation de la présente convention, quel que soit le motif, toute contribution financière non versée cesse alors d'être due à l'Organisme, ce dernier devant remettre à la Ville toute somme non encore engagée pour l'Événement reçue de celle-ci. La Ville peut exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

L'Organisme déclare et garantit:

7.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

7.2 que les droits de propriété intellectuelle dus pour toute représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu.

ARTICLE 8
INDEMNISATION

L'Organisme garantit et tient la Ville indemne de toutes réclamations et de tous dommages de quelque nature que ce soit résultant directement ou indirectement de ce qui fait l'objet de la présente convention. Il prend fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toutes réclamations ou poursuites intentées contre elle par des tiers en raison de la présente convention et l'indemnise de tous jugements et de toutes condamnations qui

pourraient être prononcées contre elle et de toutes sommes qu'elle aura déboursées avant ou après jugement en raison de ce qui précède.

ARTICLE 9
FORCE MAJEURE

Les Parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si elle est due à un cas de force majeure. La force majeure est un événement imprévisible et irrésistible; y est assimilée la cause étrangère qui présente ces mêmes caractères.

ARTICLE 10
DISPOSITIONS FINALES

10.1 L'Organisme reconnaît que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

10.2 La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

10.3 Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

10.4 Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

10.5 L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

10.6 Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

10.7 La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

10.8 La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

10.9 Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

10.10 Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 934, rue Bernard-Pion, McMasterville, Québec, J3G 1L6, et tout avis doit être adressé à l'attention du Président. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

10.11 La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI LES PARTIES ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE CONVENTION EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le jour de 2017

VILLE DE MONTRÉAL

par : _____
Yves Saindon, greffier de la Ville

Le jour de 2017

FESTIVAL SOLAIRE NORDIQUE DU QUÉBEC

par : _____
Danièle Renato Oppizzi, Président

La présente convention a été approuvée par le conseil municipal de la Ville de Montréal, le ..... e jour de ..... 2017(Résolution.....)

ANNEXE A

Description de l'Événement

Le Festival Solaire Nordique du Québec aura lieu du 9 au 22 juin 2017 à Montréal.

À Montréal, le festival se concentrera sur l'avion Solar Stratos, selon le programme suivant :

- Présence à la 10e édition Festival Eurêka du 9 au 11 juin 2017 à laquelle M. Raphaël Domjan fera une conférence;
- Rencontre avec les médias québécois de M. Raphaël Domjan;
- Exposition du Festival solaire Nordique du Québec au Vieux-Port du 15 au 22 juin 2017;
- Dévoilement de l'avion solaire Solar Stratos à l'aéroport de Mirabel;
- Visite de l'avion solaire Solar Stratos à l'aéroport de Mirabel;
- Conférence avec M. Raphaël Domjan pour les invités de la Ville à la conférence Métropolis;
- Si les conditions météorologiques le permettent et si aucune défaillance mécanique ou technique ne l'empêche :
    - Vol quotidien à basse altitude au-dessus du fleuve St-Laurent devant le Vieux-Port (500 pieds);
    - Première chute libre mondiale depuis un avion solaire;
    - Vol à haute altitude au-dessus de Montréal pour effectuer un record mondial.

Tous les déplacements de l'avion Solar-Stratos sont de la responsabilité de l'Organisme.

ANNEXE B

Plan de visibilité de la Ville

1. Normes d'utilisation du logo de la Ville

1.1 Placer le logo de la Ville sur tous les outils de communication produits pour le projet ou l'Événement soutenu.

1.2 Respecter l'application des normes du logo de la Ville.

Pour télécharger les différents formats du logo de la Ville: ***ville.montreal.qc.ca/logo***

2 Dossiers de presse - Lancement

Inclure un communiqué de la Ville dans la pochette de presse

2.1 **21 jours** avant la conférence de presse, adresser les demandes de communiqués:

Il est important de préciser la date de réception souhaitée du communiqué, le nombre d'exemplaires requis et si une version anglaise est requise

2.2 Mentionner le partenariat avec la Ville dans le communiqué officiel du projet ou de l'Événement. Le libellé peut prendre l'une des formes suivantes :

- *Ce projet est réalisé grâce au soutien financier de la Ville de Montréal.*
- *Ce projet bénéficie du soutien financier de la Ville de Montréal.*

3 Messages officiels de la mairie

3.1 Réserver une page pour un message du maire dans le catalogue ou le cahier de programmation de l'Événement, s'il y a lieu.

3.2 La demande de message doit être adressée **30 jours** avant publication.

Il est important de transmettre les informations relatives à la programmation, préciser la date de réception souhaitée du message ainsi que les spécifications techniques selon lesquelles ce message doit être acheminé.

4 Mention du soutien de la Ville par le promoteur de l'Événement

4.1 Mentionner, lors d'activités publiques, que l'Événement est rendu possible grâce à la participation de la Ville.

4.2 Remercier la Ville pour son soutien à la réalisation de l'Événement lors d'entrevues médiatiques et d'événements de presse (lorsque possible).

4.3 Ajouter la Ville, et/ou son logo, sur le panneau de remerciements des partenaires lors des événements médiatiques et promotionnels.

4.4 Positionner stratégiquement le logo de la Ville lors des événements de presse.

5 Publicité

5.1 Mentionner le partenariat avec la Ville dans les publicités (radio – télévision – Internet – médias écrits - etc.).

5.2 Placer le logo de la Ville sur toutes les publicités imprimées et visuelles (les normes d'utilisation du logo doivent être respectées, voir point 1).

5.3 Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville (ville.montreal.qc.ca/culture) sur le site Internet de l'Événement.

5.4 Faire approuver les publicités avant toute impression ou diffusion.

6 Présence de la Ville à l'inauguration

6.1 Inviter élus et représentants de la Ville aux activités importantes de l'Événement (conférence de presse, lancement, etc.). et ce, **au minimum 15 jours ouvrable avant l'Événement**.

6.2 Prévoir au scénario de l'Événement une brève allocution de l'élu(e) (si pertinent) et en faire la demande lors de l'invitation.

7 Normes d'écriture de la Ville

7.1 Les outils de communication doivent obligatoirement être en français.

7.2 Désigner « Ville de Montréal » en français lorsque l'expression réfère à l'administration municipale (la personne morale), même dans des documents produits en d'autres langues

7.3 Employer les noms des voies de circulation en français conformément aux règles de la toponymie.

8 Photographies

8.1 Remettre quelques photographies de l'Événement à la Ville, libres de droits par licence (document ci-joint), qui pourront être utilisées pour la promotion de l'Événement, dans les outils imprimés de la Ville ainsi que sur ses sites Internet tel qu'indiqué au protocole de soutien financier que vous avez signé avec la Ville.

Pour télécharger les licences de crédits photo :
Ville.montreal.qc.ca/culture/photos

ANNEXE C

Contenu du rapport d'activités

Le rapport d'activités doit comprendre notamment, les bénéfices ou retombées obtenus en regard avec les indicateurs suivants :

- Programmation finale de l'Événement;
- Expliquer les activités que vous a permis de réaliser la subvention de la Ville;
- Les bénéfices ou les retombées de l'Événement pour Montréal;
- Portrait de la clientèle rejointe;
- Les améliorations constatées par rapport aux bénéfices et retombées obtenus au cours de l'année précédente, s'il y a lieu;
- Si un sondage a été réalisé auprès du public, le transmettre au Responsable, le cas échéant ;
- Les états financiers vérifiés;
- Une revue de presse;
- Les points forts de l'Événement;
- Les difficultés rencontrées;
- Est-ce que l'Événement a atteint ses objectifs? Veuillez joindre les résultats;
- Photographies de bonne qualité (des fichiers photo libres de droits par licence);
- Bilan de la visibilité accordé à la Ville – joindre les documents afférents;
- Résumé du plan de communications réalisé et ses retombées médiatiques;
- Revue de presse.

ANNEXE D

Dépenses non admissibles

Les dépenses suivantes ne sont pas admissibles :

- Les coûts engagés après le 22 juin 2017;
- les coûts de réparation ou de maintenance généraux ou périodiques;
- les coûts des travaux réalisés avant la signature de la présente convention;
- les achats d'immeubles, de terrains et de servitudes;
- les frais juridiques;
- les frais de financement temporaire.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1160679025

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements , Division des événements publics
Objet :	Accorder à Festival Solaire Nordique du Québec une contribution maximale de 250 000 $ pour la première édition du Festival Solaire Nordique du Québec et l'accueil de l'avion solaire Solar Stratos du 9 au 22 juin 2017 à Montréal. / Autoriser un virement budgétaire de 250 000 $ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration vers le Service de la culture. / Mandater le Service de la culture pour le suivi du dossier.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Certification de fonds - GDD 1160679025.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Habib NOUARI
Agent de gestion
Tél : 514-872-1444

Mario Primard
Agent comptable analyste
Tél. : 514 868-4439

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-03-09

Yves COURCHESNE
Directeur de service - Finances et Trésorier
Tél : 514 872-6630

Division : Service des finances

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.50

2017/03/27 13:00

(2)

Dossier # : 1161654008

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , Division du développement culturel , Section Équipements culturels et bureau d'art public
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 d) soutenir le développement et la diversité des pratiques culturelles
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 405 000 $ à Ateliers Créatifs Montréal, dans le cadre de l'enveloppe de 175 M$ du gouvernement du Québec pour la réalisation des travaux d'aménagement d'ateliers d'artistes dans l'immeuble sis au 3890 -3910, rue Ste-Catherine Est dans l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, ce soutien incluant une somme de 75 000 $ non versée à Atelier Créatifs Montréal dans le cadre de la convention de contribution financière approuvée en vertu de la résolution CM15 1104 relative au même projet / Approuver un projet de convention à cet effet.

Il est recommandé:

1. d'accorder un soutien financier de 405 000 $ à Ateliers Créatifs Montréal, dans le cadre de l'enveloppe de 175 M$ du gouvernement du Québec pour la réalisation des travaux d'aménagement d'ateliers d'artistes dans l'immeuble sis au 3890-3910 Ste-Catherine Est dans l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, ce soutien incluant une somme de 75 000$ non versée à Atelier Créatifs Montréal dans le cadre de la convention de contribution financière approuvée en vertu de la résolution CM15 1104 relative au même projet;

2. d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier.

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2017-03-08 08:11

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1161654008**
Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , Division du développement culturel , Section Équipements culturels et bureau d'art public
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 d) soutenir le développement et la diversité des pratiques culturelles
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 405 000 $ à Ateliers Créatifs Montréal, dans le cadre de l'enveloppe de 175 M$ du gouvernement du Québec pour la réalisation des travaux d'aménagement d'ateliers d'artistes dans l'immeuble sis au 3890 -3910, rue Ste-Catherine Est dans l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, ce soutien incluant une somme de 75 000 $ non versée à Atelier Créatifs Montréal dans le cadre de la convention de contribution financière approuvée en vertu de la résolution CM15 1104 relative au même projet / Approuver un projet de convention à cet effet.

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve compte un bassin important d'artistes en arts visuels, d'artisans et de travailleurs et organismes culturels. Ces derniers sont souvent locataires à court terme dans des lieux plus ou moins aux normes, mais surtout vulnérables aux hausses de loyer. Plusieurs artistes en arts visuels et de nombreux artisans ont déjà dû quitter leurs ateliers dans plusieurs quartiers de la ville, soit à la suite de conversion d'immeubles industriels en projets résidentiels, soit suite à des augmentations importantes de loyer. C'est un phénomène qui pourrait se reproduire puisque Mercier-Hochelaga-Maisonneuve est un arrondissement dont l'attractivité est de plus en plus forte grâce, entre autres, à des aménagements urbains récents comme la place Simon Valois ou le Lien Vert.
En 2015, la SHDM à été autorisée acquérir un immeuble sis au 3890-3910 rue Sainte-Catherine Est en vue du développement d'ateliers d'artistes et d'entreprises d'économie sociale avec Ateliers créatifs Montréal (ACM) et à leur revendre ledit immeuble après une détention maximale de 10 ans.

La même année, une contribution financière a été consentie à l'organisme ACM pour effectuer des travaux d'aménagement dans cet édifice désaffecté. Cependant, l'ensemble des travaux prévus n'a pas été complété dans l'enveloppe budgétaire initiale et une portion de travaux d'une valeur de 330 000 $ demeure à effectuer.

Comme la convention liant la Ville et l'Organisme est échue, il est opportun de soumettre

aux instances un nouveau projet de convention incluant un soutien financier supplémentaire de 330 000 $. La contribution financière de 405 000 $ inclue aussi une somme de 75 000$ non versée à Atelier Créatifs Montréal dans le cadre de la convention de contribution financière approuvée en vertu de la résolution CM15 1104 relative au même projet.

Les travaux déjà effectués et gérés par le promoteur du projet, Ateliers créatifs Montréal, visent à pérenniser des lieux de création et de production. L'édifice compte déjà depuis novembre dernier plus de 20 ateliers (40 à 45 artistes et artisans) et accueille également le plus grand centre d'artistes en production d'arts imprimés (L'Imprimerie centre d'artistes, fusion de l'Atelier Graff et du Cabinet) contribuant ainsi au développement d'un pôle artistique professionnel dans l'est de l'île, en synergie avec les acteurs déjà implantés.

Le promoteur du projet, Ateliers créatifs Montréal (ACM), est un OBNL créé en 2007 dans la foulée de la «crise de la Grover» comme outil de développement et de protection des ateliers d'artistes dans les quartiers centraux de Montréal. La Ville de Montréal, le Gouvernement du Québec et le Gouvernement fédéral, ainsi que les partenaires du développement local, ont alors souhaité la création de cet organisme à but non lucratif dont la mission est de :

- Consolider et développer des lieux de production artistique abordables à Montréal.
- Supporter la création en pérennisant des lieux de création, en offrant en location aux artistes, artisans et organismes culturels des espaces de travail adéquats, sécuritaires et exempts des risques liés à la spéculation immobilière.
- Soutenir les initiatives locales visant la consolidation d'ateliers d'artiste par une expertise de développement de projet et de gestion immobilière.

ACM gère près de 300 000 pi^2 d'espaces d'ateliers sur le territoire de Montréal à titre de propriétaire, de locataire principal ou de gestionnaire et répond aux besoins d'espaces de créations pour plus de 760 artistes, artisans, collectifs d'artistes et organismes dans plus de 260 ateliers d'artistes. Depuis sa création, ACM a supervisé et géré des travaux pour une valeur de près de 14 000 000 $.

Le mandat de l'organisme étant d'offrir des ateliers abordables aux artistes, ses budgets sont équilibrés à 15 000 $ près en excédent ou en déficit, selon les années, sauf en situation exceptionnelle. Le budget de fonctionnement d'ACM est entièrement assumé par les loyers payés par les artistes locataires ou par certains loyers solidaires, établis à la valeur marchande, pour une petite portion des locaux.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM15 1104 - 21 septembre 2015 - Approbation d'un soutien financier de 1 335 000 $ à Ateliers Créatifs Montréal, dans le cadre de l'enveloppe de 175 M$ du gouvernement du Québec pour la réalisation des travaux d'aménagement d'ateliers d'artistes dans l'immeuble sis au 3890-3910 Ste-Catherine Est dans l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve et un soutien financier de 415 914$ dans le cadre de l'entente intervenue avec le ministère de la Culture et des Communications pour les aménagements spécifiques à l'Atelier Graff dans le même immeuble / Approuver les projets de convention à cet effet.
CE15 1721 - 16 septembre 2015 - Autoriser la SHDM à acquérir l'immeuble sis au 3890-3910 rue Sainte-Catherine Est (lot 1 878 694) pour la somme maximale de 2 060 000 $ en vue du développement d'ateliers d'artistes et d'entreprises d'économie sociale avec Ateliers créatifs Montréal et à leur revendre ledit immeuble après une détention maximale de 10 ans.

CG13 0082 - 21 mars 2013 - Approbation de la programmation supplémentaire de projets liés au protocole d'entente de 175 M$ avec le gouvernement du Québec pour les projets

inclus dans la stratégie « Imaginer-Réaliser Montréal 2025 » par l'ajout du projet « Ateliers d'artistes ».

CG12 0369 - 27 septembre 2012 - Adoption de la programmation partielle 2013-2017 des projets inclus dans la stratégie Imaginer-Réaliser 2025 à financer par le protocole d'entente avec le gouvernement du Québec sur l'aide financière de 175 millions de dollars.

CE12 1131 - 4 juillet 2012 - Approbation du protocole d'entente entre le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire du gouvernement du Québec et la Ville de Montréal établissant les modalités d'implication des parties relativement au versement d'une aide financière à la Ville au montant de 175 M$, en vue de permettre la réalisation de projets s'inscrivant dans la stratégie de développement « Imaginer-Réaliser Montréal 2025 ».

DESCRIPTION

Le projet consiste à convertir en ateliers d'artistes un immeuble de bureaux désaffecté dans un secteur en requalification (RUI) de l'arrondissement Mercier-Hochelaga-Maisonneuve dans lequel il manque d'espaces de création pour les artistes et artisans professionnels déjà présents dans le quartier. À terme, les travaux de mise aux normes et d'amélioration permettront à plus d'une cinquantaine d'artistes et artisans de disposer de lieux de travail adéquats, sécuritaires, pérennes et abordables dans un quartier en revitalisation.
Situé au 3890-3910, rue Sainte-Catherine Est, l'immeuble est en bon état et répond aux spécifications techniques recherchées pour l'aménagement d'ateliers d'artistes: une hauteur de plafond suffisante, des planchers de béton, de grandes fenêtres, une capacité portante ainsi qu'une capacité électrique suffisantes. L'édifice existant ne comporte cependant pas de monte-charge.

Les frais de fonctionnement du projet seront assumés entièrement par l'organisme et donc par les loyers.

Superficie totale : 27 500 pi^2 répartis sur 2 étages

- 17 000 p.c d'ateliers dont :

    12 000 pi^2 pour des ateliers individuels (artistes et artisans).
    5 000 pi^2 en atelier collectif (Atelier Graff).

- 10 500 pi^2 pour des locataires solidaires-complémentaires.

Un modèle solidaire
Les 2/3 des espaces seront occupés par des artistes et le tiers par des locataires solidaires qui aident à équilibrer le budget d'exploitation en payant un coût de loyer plus élevé que celui des artistes, permettant de réduire d'autant les coûts de location payés par les artistes professionnels. Le projet Sainte-Catherine comporte 10 500 pi^2 d'espace solidaire, destinés à être loué à la valeur marchande à des locataires comme des institutions, des entreprises commerciales ou des professionnels.

Au rez-de-chaussée, un premier espace solidaire de 2 000 pi^2 vient d'être loué au prix du marché et par l'entremise d'un courtier, des discussions sont ne cours avec deux entreprises intéressées aux 6 000 pi^2 d'espace solidaire encore disponible. À l'étage, un espace solidaire de 1000 pi^2 est déjà loué et des démarches sont en cours pour combler les 1 500 pi^2 d'espace solidaire encore disponibles.

Réalisation des travaux, financement, coûts et prévisions de coûts

Pour réaliser les travaux au 3890-3910, rue Sainte-Catherine, un soutien financier de la Ville de Montréal et du ministère de la Culture et des Communications totalisant 1 750 914 $ a été accordé en 2015. Ce soutien financier se décline comme suit:1 335 000 $ de la Ville de Montréal, provenant de l'enveloppe de 175 M$ du gouvernement du Québec, ainsi que 415 914 $ provenant du Ministère de la Culture et des Communications pour l'Atelier Graff, un atelier d'artistes professionnels locataire du projet.

Le tableau à la suite indique le bilan des coûts des travaux initiaux et à compléter, le coût d'acquisition et la ventilation de la provenance du financement:

Valeur globale du projet	**ACM**	**VdM (env. 175 M$)**	**MCC (pour l'Atelier Graff)**	**Autres (Pram-Est, Quartiers intégrés, Projets structurants, Piec, etc.)**	**Total**	**% la valeur totale du projet**
Travaux initiaux (gestion, honoraire, démolition, base, améliorations) CM15 1104	110 000 $	1 335 000 $	415 914 $	300 000 $	2 160 914 $	
Coût supplémentaire des travaux (objet du présent dossier décisionnel)		**330 000 $**			**330 000 $**	**6,8 %**
Travaux supplémentaires déjà réalisés et payés par ACM à même ses fonds propres	89 747 $				89 747 $	
Acquisition par ACM (après détention temporaire par SHDM) CE15 1721	2 285 000 $				2 285 000 $	
Total	2 484 747 $	1 665 000 $	415 914 $	300 000 $	4 865 661 $	
	51,1%	34,2%	8,5%	6,2%	Total 100%	

Au moment d'aller en soumission, les estimations des professionnels dépassaient de 8,5% le budget initial. Or, la plus basse soumission reçue était de 23 % plus élevée que l'estimation des professionnels, ce qui est inhabituel dans les projets dont ACM est le gestionnaire. Les coûts de construction suite à la soumission s'élevaient à 2 345 266 $ alors que le budget initial était de 1 860 914 $, soit un excédent de 485 000 $.

De nombreuses révisions budgétaires, une seconde ronde d'appel d'offres et le report de certains travaux au rez-de-chaussée ont permis de réduire les coûts de 262 960 $. Le remplacement et la récupération d'éléments (équivalence ou recyclage d'équipements

existants) a permis des économies de 131 945 $, pour un total de coupures et remplacement de 394 905 $.

De plus, Ateliers créatifs Montréal a réalisé des travaux et payé à même ses fonds propres des équipements à hauteur de 199 747 $ dont 89 747 $ en travaux supplémentaires. L'ensemble des mesures est détaillé dans le tableau à la suite:

ACTIONS POUR RÉDUIRE LES COÛTS	
Coupures ou retrait complet de certains travaux	**66 960 $**
Plomberie (retrait des cuves dans chacun des ateliers) Plomberie (retrait de la boucle de circulation) Plomberie (retrait d'un chauffe-eau) Électricité (conduits pour internet à l'étage) Électricité (diminution du nombre d'unités d'éclairage dans les ateliers) Ébénisterie (comptoirs de cuisine et accessoires)	
Travaux reportés nécessaires à l'aménagement du rez-de-chaussée	**196 000 $**
Excavation, maçonnerie et structure (installation du monte-charge) Ventilation (retrait de 3 thermopompes et conduits au rez-de-chaussée) Électricité (éclairage de base et distribution au rez-de-chaussée)	
Sous-total (coupures ou retrait complet de certains travaux)	*262 960 $*
Remplacement (équivalences ou recyclage d'équipements existants)	
Remplacement des unités d'éclairage par équivalent moins cher Récupération de panneaux et transformateurs électriques au lieu de remplacement par du neuf Récupération de plusieurs portes et quincaillerie de portes existantes au lieu de neuf Récupération de diffuseurs et d'humidificateurs existants pour la ventilation Conservation de salles de bain existantes plutôt que rénovation (4 au rez-de-chaussée et 2 à l'étage)	
Sous-total (remplacement, équivalences ou recyclage d'équipements existants)	*131 945 $*
Valeur totale de réduction obtenue par coupures ou remplacement	**394 905 $**
TRAVAUX RÉALISÉS ET PAYÉS PAR ACM	
Achat du monte-charge	61 150 $
Travaux divers (portes, plomberie, toiture, ventilation, isolation mur avant)	11 097 $
Gicleurs rdc	17 500 $
Valeur des travaux payés par ACM et déjà réalisés	**89 747 $**

Toutefois, malgré ces mesures et les efforts supplémentaires déployés par ACM, il demeure toujours un manque à gagner de 330 000 $ pour effectuer les travaux suivants afin de finaliser le projet:

TRAVAUX DEMEURANT À EFFECTUER (objet de la présente demande)	
Travaux reportés lors de la première partie du projet et demeurant à effectuer	

Installation du monte-charge (excavation pour fosse, maçonnerie, drains et accessoires) Travaux électriques au rez-de-chaussée Travaux mécaniques au rez-de-chaussée	130 000$ 31 000 $ 35 000$
Autres travaux nécessaires pour rendre le rez-de-chaussée opérationnel	
Entrée principale, sas et portes intérieures Réparation et remplacement de certaines fenêtres Murs de périphérie au rez-de-chaussée Plafonds au rez-de-chaussée Frais entrepreneur Honoraires professionnels Gestion et administration Contingences	7 400$ 8 000$ 26 750$ 8 000$ 9 750 $ 18 000 $ 23 100$ 33 000$
Total des travaux demeurant à effectuer (objet de la présente demande)	**330 000 $**

Ces travaux ne comprennent pas les améliorations locatives des espaces solidaires, car ils seront à la charge des locataires.

JUSTIFICATION

Cette demande de soutien financier supplémentaire constitue une première pour Ateliers créatifs Montréal.
Toutes les ressources financières disponibles d'ACM ont été engagées dans le projet Sainte-Catherine et ACM ne dispose plus de marge de manoeuvre financière pour couvrir les 330 000 $ manquant pour exécuter les travaux à compléter.

- Dans tous ses projets, ACM a réalisé les travaux dans les budgets prévus, en travaillant à chaque fois dans des enveloppes fermées. Seul dans le cas du projet Pied carré, deux locataires de l'édifice avaient demandé un financement additionnel qui avait alors été accepté et financé par le Ministère de la Culture et des Communications et par l'entente de 175 M$ avec le gouvernement du Québec (Atelier circulaire 200 000 $ et Atelier Clark 365 000 $).

- Les projets précédents réalisés ou gérés par Ateliers créatifs Montréal se situaient dans des édifices à caractère industriels déjà pourvus de monte-charge. Le projet Sainte-Catherine s'inscrit plutôt dans un édifice à caractère commercial, sans monte-charge existant, ce qui a eu pour effet d'augmenter les risques liés au projet.

- La situation actuelle découlant du projet Sainte-Catherine a fragilisé ACM de façon sérieuse: manque de 330 000 $ pour compléter le chantier, gel de ses liquidités de 150 000 $ depuis octobre 2015 sous forme de lettre de garantie à la SHDM, paiement des frais d'électricité depuis octobre 2015, ainsi que du loyer de base et des frais depuis août 2016.

Sans ce soutien financier additionnel, le propriétaire, la SHDM, reprendra l'exploitation de l'immeuble et le projet d'ateliers d'artistes risque d'être modifié.

En dernière alternative et en l'absence de financement supplémentaire, Ateliers créatifs Montréal aura à évaluer comment réduire son budget de fonctionnement en sacrifiant certains de ses projets, notamment: le projet de la Tour d'aiguillage Wellington, le contrat de gestion du regroupement Pied carré pour le projet de Gaspé ou encore le Chat des artistes.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La contribution financière de 405 000 $ comprend deux aspects:
Premièrement, un solde de 75 000 $ pour des travaux déjà réalisés dans le cadre de la convention de contribution financière approuvée en vertu de la résolution CM15 1104 relative au même projet. Ces crédits sont toujours prévus au budget 2017.

Deuxièmement, la dépense prévue pour la contribution supplémentaire de 330 000 $ à verser en 2017 et qui sera financée par l'entente de 175 M$ avec le gouvernement du Québec pour soutenir la stratégie Imaginer-Réaliser Montréal 2025 (CG12 0369).

- Cette dernière dépense n'aura aucun impact sur le cadre financier de la Ville de Montréal.
- Les crédits sont déjà prévus au budget 2017.
- Le sous-projet «3890-3910 Ste-Catherine Est » fait partie du projet Ateliers d'artistes inscrit à la programmation de l'entente de 175 M$ avec le gouvernement du Québec.
- Le protocole de 175 M $ entre la Ville et le gouvernement du Québec prend fin le 31 décembre 2017. Aucune somme ne pourra être versée par la Ville aux organismes au-delà de cette échéance.

Contributions reçues au cours des 5 dernières années

Depuis 2012, l'organisme a fait affaire sous les noms d'Ateliers créatifs Montréal et Ateliers créatifs Centre-Sud/Plateau Mont-Royal.

Contributions pour Ateliers créatifs Montréal et Ateliers créatifs Centre-Sud/Plateau Mont-Royal	**2012**	**2013**	**2014**	**2015**	**2016**	**2017**
Service de la diversité sociale et des sports - Mesure d'aide financière aux OBNL locataires dans des immeubles non résidentiels imposables, œuvrant dans les domaines de l'art et de la culture, du développement social et communautaire ou du sport et des loisirs - DA161361003					984 $	
Service de la diversité sociale et des sports - Mesure d'aide financière aux OBNL locataires dans des immeubles non résidentiels imposables, œuvrant dans les domaines de l'art et de la culture, du développement social et communautaire ou du sport et des loisirs - CE15 2275				602 $		
Service de la culture - soutien financier de 1 335 000 $ à Ateliers créatifs Montréal pour la				1 335 000 $		

réalisation des travaux d'aménagement d'ateliers d'artistes dans l'immeuble sis au 3890-3910 Ste-Catherine Est, dans le cadre de l'enveloppe de 175 M$ du gouvernement du Québec - CM15 1104.						
Service de la culture - soutien financier de 415 914 $ à Ateliers créatifs Montréal, pour les aménagements spécifiques à l'Atelier Graff dans le même immeuble, dans le cadre de l'entente intervenue avec le ministère de la Culture et des Communications - CM15 1104.				415 914 $		
Service de la culture - soutien financier de 465 000 $ à Ateliers créatifs Montréal, pour la réalisation des travaux d'aménagement d'ateliers d'artistes dans l'immeuble situé au 6201 avenue du Parc, dans l'arrondissement du Plateau Mont-Royal, dans le cadre de l'entente de 175 M$ avec le gouvernement du Québec pour soutenir le développement de Montréal - CM15 0055.				465 000 $		
Subvention PR@M-Industrie de 174 521,64 $ à Ateliers créatifs Centre-Sud / Plateau-Mont-Royal pour les travaux réalisés au 2205, rue Parthenais, dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal - DB091179015	174 521,64 $					
Conseil d'arrondissement de Verdun - contribution financière pour la réalisation d'une étude de faisabilité pour l'aménagement d'ateliers d'artistes aux étages supérieurs du stationnement Ethel - Autorisation d'une affectation de surplus accumulé d'un montant maximum de 8 500 $ - CA13 210230		8 500 $				
Arrondissement Le Plateau Mont-Royal - Contribution financière de 300 $ à l'organisme Ateliers créatifs Centre-Sud / Plateau-Mont-Royal pour l'organisation d'ateliers-conférence ayant pour sujet des ateliers d'artistes - CA12 250379	300 $					
Total	**174 821,64 $**	**8 500 $**		**2 216 516 $**	**984 $**	

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce projet à vocation culturelle permet la réutilisation et le recyclage d'un immeuble en désuétude et de locaux vétustes et contribue à atteindre les objectifs sociaux, culturels et environnementaux permettant de pérenniser des artistes dans les quartiers centraux.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Au cours des premiers mois de l'année 2012, le comité de pilotage du *Plan d'action 2007-2017 – Montréal, métropole culturelle* avait décidé de faire des ateliers d'artiste sa priorité #1, en vue du Rendez-vous de mi-parcours qui a eu lieu le 26 novembre 2012. L'appui apporté à l'entente intervenue entre ACM et la SHDM illustre une nouvelle manière de favoriser le développement culturel de Montréal où les forces publiques, communautaires et privées travaillent de concert afin de trouver une solution créative à un enjeu stratégique.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication a été élaborée, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Mars 2017 - Décision des instances (Comité exécutif et Conseil municipal)
Avril 2017 - Début des travaux
Septembre 2017 - Fin des travaux

Date limite de remise du rapport final du projet - 15 octobre 2017.

Date limite pour le paiement des factures afin qu'elles soient admissibles dans le cadre de l’enveloppe de 175 M$ du gouvernement du Québec: 31 décembre 2017.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale (Roger VERREAULT)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Suzana CARREIRA CARVALHO)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Patrick - Ext PRETTY, Sociétés et organismes paramunicipaux
Carl BOND, Société d'habitation et de développement de Montréal

Lecture :

Patrick - Ext PRETTY, 13 janvier 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Monique CÔTÉ
Conseillère en planification

Tél : 514 872-7979
Télécop. : 514-872-4665

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-01-12

Gina TREMBLAY
Chef de division - Développement culturel

Tél : 514 872-5592
Télécop. : 514 872-4665

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Suzanne LAVERDIÈRE
Directrice
Tél : 514-872-4600
Approuvé le : 2017-03-07

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1161654008

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , Division du développement culturel , Section Équipements culturels et bureau d'art public
Objet :	Accorder un soutien financier de 405 000 $ à Ateliers Créatifs Montréal, dans le cadre de l'enveloppe de 175 M$ du gouvernement du Québec pour la réalisation des travaux d'aménagement d'ateliers d'artistes dans l'immeuble sis au 3890-3910, rue Ste-Catherine Est dans l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, ce soutien incluant une somme de 75 000 $ non versée à Atelier Créatifs Montréal dans le cadre de la convention de contribution financière approuvée en vertu de la résolution CM15 1104 relative au même projet / Approuver un projet de convention à cet effet.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

La présente convention est approuvée quant à sa validité et à sa forme.

FICHIERS JOINTS

Convention Ateliers Créatifs - VF07032017.doc1 - Annexe conventin initiale.pdf

2 - Soutien additionnel.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Suzana CARREIRA CARVALHO
Avocate
Tél : 514-868-4137

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-03-07

Suzana CARREIRA CARVALHO
Notaire - Chef de division
Tél : 514-872-8323
Division : Droit contractuel

CONVENTION

Contribution financière dont les fonds proviennent du Protocole d'entente de 175 M$ avec le MAMOT

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836;

N^{o} d'inscription TPS : 121364749
N^{o} d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **ATELIERS CRÉATIFS MONTRÉAL,** personne morale constituée sous l'autorité de la troisième partie de la *Loi sur les compagnies,* dont l'adresse principale est le 5445, de Gaspé # 304, Montréal (Québec), H2T 3B2, agissant et représentée par monsieur Gilles Renaud, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

N^{o} d'inscription TPS : 819286618RT0001
N^{o} d'inscription TVQ : 1212113278TQ0001
N^{o} d'inscription d'organisme de charité : S/O

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

Ci-après collectivement appelées les « **Parties** »

ATTENDU QUE les fonds nécessaires au support financier octroyé à l'Organisme en vertu de la présente convention proviennent du Protocole d'entente intervenu entre la Ville et le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (ci-après, le « MAMOT ») le 4 juillet 2012 (le « Protocole »);

ATTENDU QUE le Protocole établit les modalités de l'octroi par le MAMOT à la Ville d'une aide financière en vue de lui permettre de réaliser, selon son choix, des projets qui s'inscrivent dans les cinq (5) axes identifiés dans la stratégie de développement *Imaginer-Réaliser Montréal 2025* et qui respectent les objectifs de développement de la Ville, tels que précisés dans ses politiques, stratégies et plans;

ATTENDU QUE le Décret 378-2014, pris par le gouvernement du Québec le 24 avril 2014, confère au ministre responsable de la région de Montréal (ci-après, le « Ministre ») la responsabilité de l'application de la section IV.5 de la *Loi sur le ministère*

des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, ainsi que celle des effectifs et des crédits afférents à ces fonctions;

ATTENDU QUE le Protocole entend maximiser les retombées économiques, sociales, culturelles et environnementales des projets soutenus ainsi que susciter notamment des investissements privés;

ATTENDU QUE le Projet qu'entend réaliser l'Organisme s'inscrit dans un de ces cinq (5) axes du Protocole;

ATTENDU QUE la Ville souhaite soutenir l'Organisme dans la mise en œuvre de son Projet;

ATTENDU QU'en vertu d'une première convention approuvée par le conseil municipal le 21 septembre 2015 en vertu de la résolution CM15 1104, la Ville a convenu de verser à l'Organisme une contribution financière dont les fonds provenaient du Protocole afin de lui permettre de réaliser son Projet (ci-après la « Convention de 2015 »);

ATTENDU QU'en raison de travaux supplémentaires nécessaires dans le cadre de la réalisation du Projet, l'Organisme a sollicité la Ville afin qu'une contribution financière additionnelle lui soit versée;

ATTENDU QUE la Convention de 2015 ne peut être modifiée afin de majorer le montant de l'aide financière consentie par la Ville à l'Organisme, car elle est échue depuis le 31 décembre 2016 et qu'une nouvelle convention entre les Parties est donc nécessaire;

ATTENDU QU'il reste un solde de soixante-quinze mille dollars (75 000,00$) non encore versé à l'Organisme dans le cadre de la Convention de 2015 qui était payable dans les 30 jours de la présentation au Directeur du bilan final de la réalisation du Projet;

ATTENDU QUE les travaux du Projet n'étant pas terminés, il était impossible pour l'Organisme de présenter un bilan final de la réalisation du Projet;

ATTENDU QUE les Parties conviennent donc d'inclure cette somme de soixante-quinze mille dollars (75 000,00$) dans la contribution financière consentie par la Ville à l'Organisme en vertu de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'en vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat des professionnels des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires).

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

1.1 « **Annexe 1** » : le document intitulé « Description du Projet »;

1.2 « **Annexe 2** » : liste des dépenses non admissibles dans le cadre du Projet;

1.3 « **Annexe 3** » : le document intitulé « Communications »;

1.4 **« Annexe 4 »** le document intitulé « Exigences relatives au dépôt du bilan intérimaire de la réalisation du Projet »;

1.5 **« Annexe 5 »** : le document intitulé « Exigences relatives au dépôt du bilan final de la réalisation du Projet »;

1.6 « **Directeur** » : le Directeur du Service de la culture de la Ville de Montréal ou son représentant dûment autorisé;

1.7 « **Projet** » : le Projet décrit à l'Annexe 1.

Le préambule et les Annexes 1 à 5 font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui de l'Annexe 1.

ARTICLE 2
OBJET

La présente convention établit les modalités et conditions du versement de la contribution financière de la Ville à l'Organisme.

ARTICLE 3
OBLIGATIONS DE LA VILLE

3.1 En considération du respect par l'Organisme de toutes et chacune des obligations qui lui incombent en vertu de la présente convention et conditionnellement à la disponibilité des crédits en provenance du Ministre, couvrant toute la durée de l'entente, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de QUATRE CENT CINQ MILLE dollars (405 000,00$), incluant, le cas échéant, toutes les taxes applicables.

3.2 La somme prévue au paragraphe 3.1 est versée à l'Organisme comme suit :

3.2.1 une somme de SOIXANTE-QUINZE MILLE dollars (75 000,00$) dans les trente (30) jours suivant la transmission au Directeur du bilan intérimaire sur la réalisation du Projet conforme aux exigences de l'Annexe 4;

3.2.2 une somme de CENT SOIXANTE-CINQ MILLE dollars (165 000,00$) dans les trente (30) jours suivant la signature de la présente convention;

3.2.3 une somme de QUATRE-VINGT-DEUX MILLE CINQ CENTS dollars (82 500,00$) lorsque 80% de la somme prévue à 3.2.1 aura été engagée à la réalisation du Projet par l'Organisme;

3.2.4 une somme de QUARANTE-NEUF MILLE CINQ CENTS dollars (49 500,00$) $) lorsque 80% de la somme prévue à 3.2.2 aura été engagée à la réalisation du Projet par l'Organisme;

3.2.5 le solde de TRENTE-TROIS MILLE DOLLARS (33 000,00$) dans les trente (30) jours de la transmission au Directeur du bilan final de la réalisation du Projet conforme aux exigences de l'Annexe 5.

3.3 La somme versée en vertu de l'article 3.2.1 constitue une somme non versée à l'Organisme par la Ville pour des travaux du Projet réalisés par l'Organisme dans le cadre de la Convention de 2015.

3.4 La Ville peut suspendre tout versement si l'Organisme est en défaut d'exécuter en tout ou en partie ses obligations.

3.5 La Ville peut suspendre tout versement si l'Organisme ne démontre pas, à la satisfaction du Directeur, que le financement global du Projet est assuré.

3.6 La Ville se réserve le droit de diminuer sa contribution financière si le coût du Projet est inférieur à celui présenté pour l'obtention de cette contribution.

3.7 L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

3.8 La Ville se réserve le droit de suspendre ou de diminuer sa contribution financière si l'Organisme doit des sommes à la Ville.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 utiliser la contribution financière de la Ville aux seules fins de réaliser le Projet décrit à l'Annexe 1, étant entendu que les sommes versées ne peuvent être employées pour défrayer les coûts indiqués à l'Annexe 2;

4.2 dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, transmettre au Directeur, pour approbation, un bilan intérimaire sur la réalisation du Projet

incluant une description détaillée des activités du Projet réalisées à la date de prise d'effet de la présente convention, selon les exigences prévues à l'Annexe 4;

4.3 transmettre au Directeur, pour approbation, un bilan final de réalisation du Projet incluant une description détaillée des activités du Projet, au plus tard le 15 octobre 2017, selon les exigences prévues à l'Annexe 5;

4.4 transmettre au Directeur pour approbation, et ce, dans les plus brefs délais, toute modification au Projet, à sa programmation, à ses échéanciers ou à tout autre élément qui contribue à le définir, pouvant intervenir après la signature de cette convention ou après toute approbation donnée par le Directeur conformément aux articles 4.2 et 4.3;

4.5 réaliser le Projet selon le calendrier convenu;

4.6 transmettre au Directeur, au plus tard le 15 octobre 2017, un bilan de la visibilité accordée au Projet conformément aux dispositions prévues à l'article 2.6 de l'Annexe 3;

4.7 informer le Directeur, dans les plus brefs délais, en cours d'année, de toute nouvelle subvention reçue d'un ministère ou d'une agence du gouvernement du Québec dans le cadre de la réalisation de la présente convention et l'aviser de toute nouvelle demande de subvention faite par l'Organisme dans le cours de celle-ci;

4.8 obtenir, le cas échéant, tous les permis et autorisations requis en vertu des lois et règlements en vigueur;

4.9 assumer tous les coûts de réalisation du Projet et le financement de tout dépassement des coûts requis pour la réalisation de celui-ci, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 3.1;

4.10 tenir des comptes et des registres appropriés, précis et exacts, à l'égard des travaux réalisés et rendre accessibles au Directeur et au Ministre, durant les heures normales de bureau, après un avis écrit de vingt-quatre (24) heures, tous les livres comptables et registres se rapportant à ces travaux. L'Organisme collabore avec le Directeur et le Ministre et leur laisse prendre, gratuitement, des photocopies des documents que ceux-ci demandent. Les pièces justificatives originales et les registres afférents à ces travaux devront être conservés par l'Organisme pour une période d'au moins trois (3) ans après la date de la fin du Projet;

4.11 transmettre, pour chaque année de la présente convention, ses états financiers vérifiés, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes,* au Directeur ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal (Québec) H3A 3P1), au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier, comportant le nom de ses partenaires et de toutes les contributions financières confirmées ou reçues pour la réalisation du projet, incluant une ventilation par ministère pour les contributions publiques,

ainsi qu'une ventilation détaillée des dépenses identifiant notamment les dépenses non admissibles indiquées à l'annexe 2; si les revenus et dépenses du Projet ne sont pas présentés distinctement des autres activités de l'Organisme dans ses états financiers vérifiés, transmettre, en plus des états financiers vérifiés, un état des revenus et dépenses vérifié du Projet avec les ventilations énoncées dans le présent article;

4.12 prendre fait et cause pour la Ville dans toutes réclamations ou poursuites intentées contre elle résultant directement ou indirectement de ce qui fait l'objet de la présente convention et à l'indemniser de tous jugements et de toutes condamnations qui pourraient être prononcés contre elle et de toutes sommes qu'elle aura déboursées avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.13 constituer, à la demande du Directeur, un comité de suivi du Projet, composé d'au moins un représentant de l'Organisme et du Directeur, qui peuvent s'adjoindre, au besoin, d'autres collaborateurs;

4.14 convoquer, dans l'éventualité de la constitution d'un comité de suivi, le Comité au moins deux fois par année et obtenir de celui-ci son avis et ses recommandations sur les propositions de l'Organisme relatives à l'élaboration de chacun des éléments et des étapes majeures de réalisation du programme;

4.15 transmettre au Directeur les procès-verbaux des réunions du Comité de suivi dans le mois suivant la tenue d'une réunion ainsi que toute information que ce dernier peut requérir quant au contenu des rapports qui doivent lui être remis par l'Organisme;

4.16 transmettre au Directeur tout document ou rapport requis en vertu de la présente convention sous forme électronique et sous forme papier;

4.17 transmettre sans délai au Directeur, lorsqu'il en fait la demande par écrit, toute information en lien avec la présente convention, incluant notamment une copie de tous documents en lien avec les travaux de construction du Projet, tels non limitativement, ententes, conventions, rapports, plans, devis, décomptes progressifs, pièces justificatives, factures, certificats de l'ingénieur ou de l'architecte attestant de l'exécution des travaux;

4.18 conserver son statut d'organisme à but non lucratif pendant toute la durée de la convention;

4.19 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Directeur en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance plénière du conseil municipal selon le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal*, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 5
COMMUNICATION

5.1 L'Organisme doit faire état de la participation financière de la Ville et de celle du Ministre, conformément aux dispositions concernant la visibilité contenues dans l'Annexe 3, dans toute publicité, affichage ou document d'information relatif à l'objet de la présente convention et faire en sorte que ces documents reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le Ministre par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet; tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Directeur et par le Ministre avant diffusion.

5.2 L'Organisme doit associer la Ville, le Ministre et le Secrétariat à la Région de Montréal (le « Secrétariat ») aux différents événements de reconnaissance soulignant l'excellence du Projet.

ARTICLE 6
DÉFAUT

6.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

6.1.1 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours de la réception d'un avis du Directeur l'enjoignant de remédier à son défaut;

6.1.2 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

6.1.3 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

6.1.4 s'il perd son statut d'organisme à but non lucratif;

6.1.5 s'il a fait une fausse déclaration ou commis une fraude en regard de la présente convention.

6.2 Dans les cas mentionnés à l'article 6.1.1, la Ville peut, à son entière discrétion, résilier la convention sur simple avis écrit. Toute contribution financière non versée cesse alors d'être due à l'Organisme et celui-ci doit rembourser à la Ville, au choix de celle-ci, tout ou partie de la contribution financière qui lui a été versée dans les cinq (5) jours suivant une demande à cet effet.

6.3 Dans les cas mentionnés aux articles 6.1.2, 6.1.3, 6.1.4 et 6.1.5, la convention est résiliée de plein droit dès la survenance de tel événement ou la connaissance de celui-ci et l'article 6.2 s'applique en faisant les adaptations nécessaires.

6.4 La Ville peut suspendre tout versement de l'aide en cas de défaut de l'Organisme. Ce dernier renonce de plus à tout recours à l'encontre de la Ville du fait de la résiliation de la convention, quel qu'en soit le motif.

ARTICLE 7
DÉCLARATION ET GARANTIES

7.1 L'Organisme déclare et garantit qu'il a le pouvoir et l'autorité de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de la présente convention.

7.2 L'Organisme reconnaît que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci, et le défaut par l'Organisme de respecter l'une quelconque de ces conditions permettra à la Ville de résilier cette convention sur simple avis écrit, sans que l'Organisme ne puisse réclamer aucune indemnité ou compensation. Dans un tel cas, toute somme versée par la Ville à l'Organisme à titre de participation financière devra, le cas échéant, lui être remise dans les cinq (5) jours d'une demande à cet effet.

ARTICLE 8
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux parties et se termine, sous réserve de l'article 6 (défaut), lorsque chaque partie a rempli ses obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2017.

ARTICLE 9
DÉONTOLOGIE

9.1 L'Organisme doit, dans la réalisation du Projet, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

9.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Directeur à cet égard.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, une police d'assurance-responsabilité civile accordant une protection pour dommages corporels et dommages matériels d'au moins deux millions de dollars (2 000 000,00 $), par accident ou événement et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.2 L'Organisme doit remettre, à la signature de la présente convention, un certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 10.1 et remettre, chaque année, au Directeur, le certificat de renouvellement de la police et de son avenant, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
CONDITIONS GÉNÉRALES

11.1 Élection de domicile

Les parties élisent domicile à l'adresse mentionnée à la première page de la présente convention. Cependant, une partie pourra aviser l'autre d'une autre adresse dans le district judiciaire de Montréal à laquelle tout avis subséquent devra lui être envoyé.

11.2 Avis

Tout avis qu'une partie doit donner à l'autre en vertu de la présente convention doit être expédié sous pli recommandé comme suit :

POUR LA VILLE :

Ville de Montréal
Service de la culture
À l'attention de la Directice
M^{me} Suzanne Laverdière
801, rue Brennan, 5^{e} étage
Montréal, Qc
H3C 0G4

POUR L'ORGANISME :

Ateliers créatifs Montréal
À l'attention du directeur Général
M. Gilles Renaud
5445, de Gaspé # 304
Montréal, Qc
H2T 3B2

11.3 Cession

L'Organisme ne peut céder ou autrement transporter les droits et obligations lui résultant de la présente convention sans l'accord préalable écrit de la Ville.

11.4 Absence de mandat

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

11.5 Invalidité d'une clause

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

11.6 Lois applicables

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute action s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

11.7 Exemplaire ayant valeur originale

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a la valeur d'un original.

ARTICLE 12
RÉSILIATION

12.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente convention, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet sans indemnité payable à l'Organisme pour perte de revenus ou profits anticipés.

12.2 S'il est mis fin à la présente convention en application du présent article et sauf pour les activités déjà réalisées dans le cadre du Projet, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

12.3 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente convention.

EN FOI DE QUOI LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le …… e jour de …… 2017

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier

Le …… e jour de …… 2017

ATELIERS CRÉATIFS MONTRÉAL

Par : _____
Gilles Renaud
Directeur général

Cette convention a été approuvée par le conseil municipal de la Ville de Montréal, le ……. e jour du mois de …….. 2017 (Résolution ……..).

ANNEXE 1

DESCRIPTION DU PROJET

La description du Projet est divisée comme suit :

1- Description du Projet et travaux réalisés à la date de la signature de la présente convention.

2- Travaux du Projet non encore réalisés à la date de la signature de la présente convention et qui sont à réaliser.

3- Échéancier révisé du Projet.

1- Description du Projet et travaux réalisés à la date de la signature de la présente convention.

Le Projet consiste à compléter les travaux d'aménagement au 3890-3910, rue Sainte-Catherine Est, arrondissement de Mercier–Hochelaga–Maisonneuve.

La description initiale du Projet pour lequel la Ville a consenti une contribution financière en vertu de la Convention de 2015 figure aux pages suivantes.

Les travaux déjà réalisés à la date de la signature de la présente convention comprennent :

Travaux effectués dans les ateliers d'artistes situés à l'étage:

- Réfection des systèmes intérieurs, installations des portes, cadres, quincaillerie extérieure et intérieure.
- Ignifugation et isolation.
- Finition des planchers, céramique et peinture.
- Travaux de plomberie, d'électricité et de ventilation.
- Travaux sur le système incendie (gicleurs).

Ainsi que l'acquisition du monte-charge.

Pour des travaux du Projet déjà effectués, une somme de soixante-quinze dollars (75 000,00$), taxes incluses, sera versée par la Ville à l'Organisme conformément aux modalités de la présente convention.

Description initiale du Projet

2- Travaux du Projet non encore réalisés à la date de la signature de la présente convention et qui sont à réaliser et échéancier.

La description des travaux du Projet pour lesquels la Ville consent une contribution financière additionnelle maximale de 330 000$ (taxes incluses) figure aux pages suivantes. En résumé, afin de terminer le Projet, les travaux à compléter comprennent :

Installation du monte-charge (excavation pour fosse, maçonnerie, drains et accessoires)	130 000$
Entrée principale, sas et portes intérieures	7 400$
Réparation et remplacement de certaines fenêtres	8 000$
Murs de périphérie au rez-de-chaussée	26 750$
Plafonds au rez-de-chaussée	8 000$
Travaux électriques au rez-de-chaussée	31 000 $
Travaux mécaniques au rez-de-chaussée	35 000$
Frais entrepreneur	9 750 $
Honoraires professionnels	18 000 $
Gestion et administration	23 100$
Contingences	33 000$
Total des travaux demeurant à effectuer	**330 000 $**

3- L'échéancier révisé du Projet est le suivant :

Approbation par le Conseil municipal :	**Mars 2017**
Début des travaux :	**Avril 2017**
Fin des travaux :	**30 septembre 2017**
Remise du rapport final et de toutes les pièces justificatives (les exigences de la Ville quant au dépôt du bilan final du projet figurent à l'annexe 5).	**15 octobre 2017**

ANNEXE 2

DÉPENSES NON ADMISSIBLES

Les dépenses suivantes ne sont pas admissibles :

- Les coûts engagés après le 31 décembre 2017;
- les coûts de réparation ou de maintenance généraux ou périodiques;
- les coûts des travaux réalisés avant la Convention de 2015;
- les achats d'immeubles, de terrains et de servitudes;
- les frais juridiques;
- les frais de financement temporaire.

ANNEXE 3

COMMUNICATIONS

OBLIGATIONS DE L'ORGANISME ATELIERS CRÉATIFS MONTRÉAL

A - VILLE DE MONTRÉAL

1. VISIBILITÉ

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences de la présente Annexe.

1.2. Soumettre au directeur pour approbation le partage de la visibilité entre tous les partenaires du projet.

1.3. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française comme cela est prévu à la présente annexe.

2. COMMUNICATIONS

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal.

- Faire état de la contribution de la Ville dans toutes ses communications relatives au projet ou à l'activité.
- Mentionner verbalement la participation financière du Secrétariat lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Apposer le logo de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, les sites Internet, les bandeaux Internet, les infolettres, les communiqués de presse.

  Dans le cas où l'insertion de la signature graphique n'est pas possible, l'organisme doit mentionner le partenariat de la Ville de Montréal. Le libellé sera le suivant : ***Fier partenaire de la Ville de Montréal***
- Soumettre pour approbation tous les textes soulignant la contribution de la Ville de Montréal, dix jours ouvrables avant leur diffusion.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville de Montréal (incluant les bloggeurs et/ou les caméramans) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville de Montréal à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.

- Dans le cadre de relations médias, convenir au préalable, avec la Ville de Montréal, des opérations de communication, du scénario, des allocutions, du contenu des communiqués et des avis médias concernant le projet ou l'activité.

2.3. Normes graphiques et linguistiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logo de la Ville (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo).
- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement des signatures Ville – ministère et des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).
- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville de Montréal, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur le site Internet ou tout autre support média.
- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du projet ou de l'événement.
- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels avant leur impression et leur diffusion.
- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme (format papier). La publicité sera fournie par la Ville de Montréal.

2.5. Événements publics

- Inviter la Ville de Montréal à participer aux événements publics organisés dans le cadre du projet.
- Aviser le cabinet du maire et du comité exécutif par écrit trois semaines avant l'événement.
- Transmettre au plus tôt le scénario de déroulement de l'événement et les dates de tombée pour la citation du maire.
- Coordonner et effectuer le suivi avec le cabinet du maire ou des élus.
- Respecter les règles protocolaires officielles en matière d'événements publics.
- Offrir d'inclure un message officiel de la mairie ou des élus dans le guide de l'événement. La demande doit être transmise au moins trois semaines avant la date limite de livraison du matériel.

2.6. Bilan de visibilité

- Remettre à la Ville de Montréal un bilan de la visibilité accordée, dont un exemplaire numérique de chaque outil de communication développé pour la publicité et l'information publique relatives aux activités du projet ou de l'événement.
- Un bref descriptif ou une présentation du programme, de l'événement ou du projet (30-50 mots) incluant les dates de l'événement, les principales clientèles rejointes ainsi que le rayonnement et/ou la fréquentation globale.
- Une revue de presse incluant les mentions, textes, logos à la radio, télévision, journaux imprimés et électroniques.
- Une image des mentions ou logos sur les dépliants ou affiches imprimées et électroniques. Un bref descriptif ou une présentation du programme.

Si vous avez des questions concernant la visibilité de la Ville de Montréal vous pouvez rejoindre le Service des communications de la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : **visibilite@ville.montreal.qc.ca** du Service des communications de la Ville de Montréal.

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet du maire pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. L'adresse courriel pour rejoindre le cabinet est la suivante : cabinet.du.maire@ville.montreal.qc.ca. Il est important de préciser que le projet est subventionné par le biais de l'entente du 175 M$ lorsque vous communiquez avec le cabinet.

B. VISIBILITÉ -MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE MONTRÉAL ET SECRÉTARIAT

L'Organisme doit respecter le protocole de visibilité qui lie la Ville de Montréal au gouvernement du Québec et à cet égard, il doit :

- Faire en sorte que la présence du MINISTRE, notamment son nom et son image institutionnelle, soit reconnue, affichée et associée à son statut de partenaire financier dans l'ensemble des outils de communication produits dans le cadre des projets liés au présent protocole d'entente.
- Offrir au MINISTRE ou à un de ses représentants de participer à toute annonce ou toute cérémonie officielle concernant les projets liés au présent protocole d'entente.

- Aviser le MINISTRE, par écrit, au moins trois semaines avant la date d'une telle cérémonie pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises.
- Apposer la signature du gouvernement du Québec dans l'ensemble des outils de communication imprimés ou de format électronique produits dans le cadre des projets liés au présent protocole d'entente, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, les sites internet, les communiqués de presse, les infolettres.
- Apposer la signature du gouvernement du Québec sur les outils de communication qui seront diffusés hors Québec.
- Mentionner verbalement la participation financière du Secrétariat lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Mentionner le partenariat du Secrétariat dans les communiqués de presse;
- Offrir au Secrétariat d'insérer un communiqué dans les pochettes remises lors des événements de presse et lors du bilan.
- Offrir au Secrétariat ou au gouvernement du Québec un espace publicitaire dans le programme officiel de l'événement, si de tels espaces sont offerts gratuitement aux partenaires publics.
- Offrir d'insérer un message du MINISTRE dans le programme officiel ou, selon le cas, un message gouvernemental conjoint avec les signatures des ministres concernés.
- Offrir au Secrétariat des invitations pour assister aux activités officielles liées au projet, telles que les conférences de presse, lancements, etc.
- Offrir au Secrétariat d'installer un panneau ou une bannière gouvernementale à l'occasion des conférences de presse ainsi que dans les principaux lieux où se déroulera l'événement, si le contexte s'y prête.
- Positionner la signature du gouvernement du Québec dans le respect des normes d'utilisation de la signature gouvernementale disponible sur le Web à l'adresse suivante : http://www.metropole.gouv.qc.ca/visibilite.
- Aviser le Secrétariat, en s'adressant à la direction des communications (communication.srm@mce.gouv.qc.ca), dès que possible ou au moins 15 jours ouvrables à l'avance, de la tenue des activités publiques relatives au projet et des dates de tombées des documents à fournir: message, communiqué ou autre.
- Faire approuver les éléments de visibilité où apparaissent la signature ou la dénomination du MINISTRE, du Secrétariat ou du gouvernement du Québec par la Direction des communications du Secrétariat avant leur diffusion auprès du public, et ce, dans un délai minimum de 5 jours ouvrables avant leur impression.
- Ne pas utiliser le nom ou la signature du MINISTRE, du Secrétariat ou du gouvernement du Québec sans avoir préalablement obtenu le consentement de la Direction des communications du Secrétariat.

Si vous avez des questions concernant la visibilité gouvernementale ou l'application du Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec, veuillez communiquer avec la Direction des communications au Secrétariat à l'adresse suivante : communication.srm@mce.gouv.qc.ca

ANNEXE 4

EXIGENCES RELATIVES AU DÉPÔT DU BILAN INTÉRIMAIRE DE LA RÉALISATION DU PROJET

Le bilan intérimaire de la réalisation du Projet doit comprendre notamment les documents suivants à fournir au Directeur par l'Organisme :

1. Une lettre de transmission
2. Le rapport préliminaire du Projet (suivant le format du dossier d'affaire initial, mis à jour) comprenant, notamment, les bénéfices et retombées obtenus en lien avec les indicateurs suivants :
    a. Réhabilitation de l'Édifice en ateliers.
    b. Le nombre d'ateliers créés.
    c. Le nombre de commerces et autres locataires solidaires installés dans l'édifice.
3. L'état des résultats internes pour le chantier à la date de dépôt du bilan intérimaire
4. Le plan de l'étage et des photographies des locaux principaux du lieu de réalisation des travaux couverts par la Convention de 2015

ANNEXE 5

EXIGENCES RELATIVES AU DÉPÔT DU BILAN FINAL DE LA RÉALISATION DU PROJET

Le bilan final de réalisation du Projet doit comprendre notamment les documents suivants à fournir au Directeur par l'Organisme d'ici le 15 octobre 2017 :

5. Une lettre de transmission
6. Le rapport final du Projet (suivant le format du dossier d'affaire initial, mis à jour) comprenant, notamment, les bénéfices et retombées obtenus en lien avec les indicateurs suivants :
    a. Réhabilitation de l'Édifice en ateliers
    b. Le nombre d'ateliers créés
    c. Le nombre de commerces et autres locataires solidaires installés dans l'édifice
7. Les états financiers vérifiés de l'Organisme et ceux pour le Projet, conformément à l'article 4.11 soit, un rapport d'un auditeur indépendant, confirmant, entre autres, qu'aucune dépense non admissible selon l'annexe 2 n'est réclamée à la Ville
8. L'état des résultats internes pour le chantier à la date de fin du Projet
9. Le plan de tous les étages et des photographies des locaux principaux du lieu de réalisation du Projet

Annexe 1 : Document de présentation du projet

ATELIERS CRÉATIFS MONTRÉAL

DE NOUVEAUX ATELIERS D'ARTISTES

LE 3890 – 3910 SAINTE-CATHERINE EST (MERCIER HOCHELAGA-MAISONNEUVE)



Juillet 2015
(mise à jour septembre 2015)

TABLES DES MATIÈRES

Préambule..... 3
Ateliers créatifs Montréal..... 4
Le 3890-3910 rue Sainte-Catherine Est..... 5
L'Arrondissement Mercier Hochelaga-Maisonneuve..... 6
Stratégie de développement..... 7
Stratégie de d'acquisition et de réalisation des travaux... 8
Données financières..... 10
Conclusion..... 12
Données techniques et plans..... 13

PRÉAMBULE

UN PROJET D'ACQUISITION D'ATELIERS CRÉATIFS MONTRÉAL

Ateliers créatifs Montréal (ACM) est un développeur immobilier à but non lucratif fondé en 2007 qui a pour mandat de développer et protéger des lieux de travail et de création abordables, adéquats et pérennes pour des artistes professionnels en arts visuels, artisans et organismes culturels sur le territoire de Montréal.



Ateliers créatifs Montréal gère aujourd'hui plus de 300 000 p.c. d'ateliers d'artistes sur le territoire de Montréal à titre de propriétaire (le Chat des artistes), de locataire principal (le Bovril, le couturOscope) ou encore de gestionnaire des opérations (projet P2 pour le Pôle de Gaspé).

ACM a identifié trois critères principaux pour développer des acquisitions permettant de d'offrir des espaces de travail sécurisés pour les artistes :

- Les données techniques du bâtiment doivent être adaptées aux pratiques artistiques;
- Le projet doit être situé dans une zone où il y a déjà une concentration d'artistes avec des besoins espaces d'ateliers;
- Le plan d'acquisition et de gestion doit être financièrement viable avec un prix de location abordable pour les artistes.

Tenant compte du coût d'acquisition de l'immeuble, de son très bon état et de ses caractéristiques techniques, ACM a déposé une offre d'achat en février 2015, avec une période de vérification diligente initiale de 4 mois, période qui a fait l'objet d'une prolongation déplaçant la date de clôture de la transaction au 30 septembre 2015. L'offre est conditionnelle aux résultats de la vérification diligente, au montage financier et à l'approbation du conseil d'administration.

ATELIERS CRÉATIFS MONTRÉAL

QUI SOMMES-NOUS?

La création d'Ateliers créatifs Montréal est issue d'une préoccupation du milieu de préserver des espaces de création adaptés, abordables et sécuritaires dans le contexte de hausse des coûts de l'immobilier à Montréal.

Ainsi Ateliers créatifs Montréal a pour vocation de pérenniser sur le long terme un maximum de pieds carrés dédiés à des espaces de travail pour des artistes en arts visuels, artisans et organismes culturels.

En 2015, Ateliers créatifs Montréal :

- Répond aux besoins en atelier de plus de 650 artistes et artisans;
- Compte plus de 260 ateliers sous sa responsabilité;
- Gère près de 300 000 p.c. d'espaces d'ateliers sur le territoire de Montréal à titre de propriétaire, de locataire principal ou de gestionnaire.

Les projets immobiliers d'ACM sont aussi des projets structurants pour le développement économique créatif et local grâce à:

- l'accueil de locataires solidaires. Ce sont des organismes qui ont une capacité de payer un loyer à la valeur du marché, et dont l'éthique d'entreprise et/ou les mandats sont en complémentarité avec le milieu créatif ou l'économie sociale et solidaire.
- l'intégration dans la dynamique du quartier.

L'exemple du positionnement du Chat des artistes dans la dynamique du Pôle de création culturel des Faubourgs est significatif :

- Création de partenariats avec les autres acteurs de la rue Parthenais (coopérative Lezarts, Édifice Grover)
- Implication dans l'organisation d'événements (Salon du Chat, Virée des ateliers, Moulins d'art),

Ateliers créatif Montréal participe activement à améliorer le cadre de vie ainsi qu'à susciter des occasions d'affaires pour les artistes et artisans du quartier.



Participant à une approche de développement durable, nos projets créent des liens solides avec leur milieu, tant citoyens qu'institutionnels, commerciaux, ou culturels.

LE 3890-3910 SAINTE-CATHERINE EST

UN ÉDIFICE ADAPTÉ ET BIEN LOCALISÉ

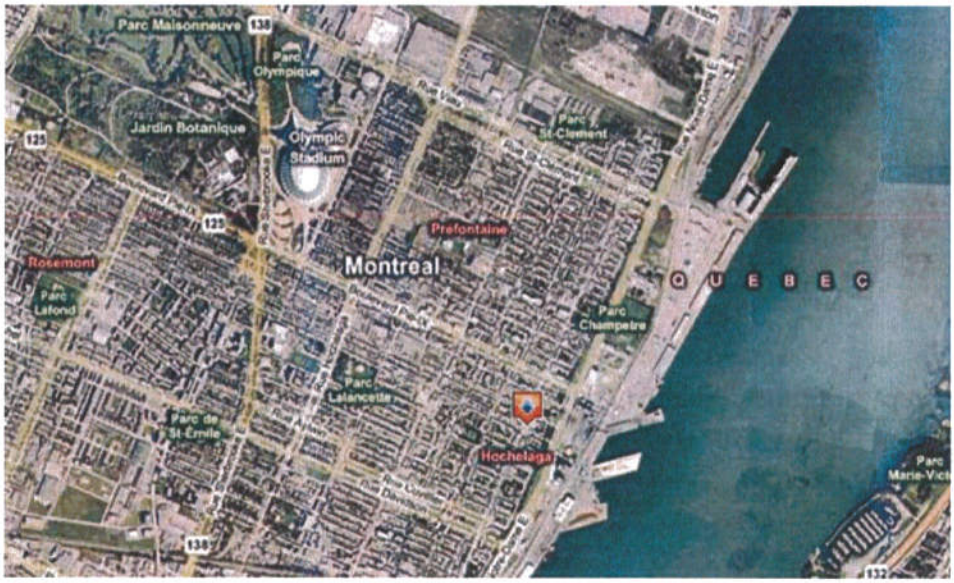


1. L'édifice, présentement vacant, répond aux spécifications techniques recherchées pour l'aménagement d'ateliers d'artistes,
soit une hauteur de plafond suffisante, des planchers de béton, de grandes fenêtres, une capacité portante suffisante.

2. De construction récente (1988) et en très bon état, l'édifice de 27 500 p.c. sera facilement aménagé pour y accueillir des espaces de travail pour artistes et artisans. Déjà muni d'un système de climatisation, l**es coûts en travaux et infrastructures sont réalistes pour offrir de nouveaux ateliers d'artistes abordables à très court terme.**

3. La localisation de l'édifice est également intéressante de par :

- La facilité d'accès pour le transport en commun (lignes d'autobus 34 Sainte-Catherine, 139 Pie IX),
- Les commerces à proximité (notamment situés Place Simon Valois, sur l'artère commerciale Ontario), etc.



L'ARRONDISSEMENT MERCIER HOCHELAGA-MAISONNEUVE

UNE DYNAMIQUE DE QUARTIER FORTE

Le quartier Hochelaga-Maisonneuve est un quartier dont l'attractivité se développe grâce, entre autre, à des aménagements urbains récents comme la place Simon Valois ou le Lien Vert (parcours piéton vert sur l'ancien parcours de l'ancienne voie ferrée).



L'arrondissement est engagé dans des processus de développement conséquents via des programmes de Revitalisation Urbaine Intégrée (RUI), notamment en direction de l'artère commerciale Sainte-Catherine.

Hochelaga-Maisonneuve dispose d'un tissu local diversifié et dynamique : Société de Développement Commercial des promenades Hochelaga-Maisonneuve, Maison de la Culture Maisonneuve, organisme C2S Arts et Événements, fondation Molinari, Corporation d'animation des places publiques, en plus des entrepreneurs, artistes, collectifs d'artistes et artisans.

Ce secteur du quartier se construit autour d'une identité culturelle d'incubateur pour créateurs de la relève.

L'acquisition et la protection d'espaces de travail dédiés à la création seront un levier concret pour pérenniser et accompagner l'écosystème artistique dans Hochelaga-Maisonneuve. Ce projet a également l'objectif d'être une plus-value importante au développement économique de l'artère commerciale Sainte-Catherine.

STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT

LES USAGES LOCATIFS

Ateliers créatifs Montréal développe des projets immobiliers dont la vocation première est d'offrir des espaces de travail adéquats, sécuritaires, abordables et pérennes pour artistes, artisans et organismes culturels. Nos modèles d'affaires privilégient également une approche ouverte sur la mixité des usages et des locataires.

Ainsi les usages prévus dans notre plan de développement du 3890-9370 Sainte-Catherine est sont les suivants :

- **<u>17 000 P.C D'ATELIERS D'ARTISTES</u>, DONT :**

- **12 000 p.c. d'ateliers individuels d'artistes** : Nous avons déjà obtenus des lettres d'appui et d'intérêts d'artistes professionnels qui sont intéressés au projet pour un besoin allant de 13 000 p.c. 18 000 p.c. Nous avons également une liste d'attente générale sur l'ensemble de nos projets (plus de 125 artistes, artisans, organismes culturels) qui requièrent de 97 000 à 123 000 p.c. d'ateliers (voir lettres d'appui en Annexe 5)

- **5 000 p.c. pour Atelier Graff.** Nous sommes très fiers de compter parmi nos locataires l'Atelier Graff, un collectif d'artistes en sérigraphie qui a été crée en 1965 à Montréal. Véritable institution dans le milieu, ce nouvel emplacement pour Atelier Graff lui permettra de se doter d'installations plus modernes, écologiques, et conformes aux normes actuelles. La présence d'Atelier Graff participera avec l'ensemble du projet à la revitalisation du quartier avec une forte présence créative.

- **<u>10 500 P.C D'ESPACES SOLIDAIRES</u> :**

  Ces espaces sont loués à la valeur marchande) et sont destinés à d'autres usages que les ateliers : vocation commerciale, bureaux, studios, etc. Ces locataires solidaires peuvent être des institutions, des entreprises commerciales, des professionnels.

STRATÉGIE D'ACQUISITION ET DE RÉALISATION DES TRAVAUX

Le 3890-3910 Sainte-Catherine Est présente une opportunité intéressante car l'édifice, qui accueillait un ancien centre local pour l'emploi mais est présentement vacant, répond aux spécifications techniques recherchées pour l'aménagement d'ateliers d'artistes: une hauteur de plafond suffisante, des planchers de béton, de grandes fenêtres, une capacité portante ainsi qu'une capacité électrique suffisantes.

De plus, étant de construction récente et en très bon état, il sera facilement aménagé pour y accueillir des espaces d'ateliers. Déjà muni d'un système de climatisation, les coûts en infrastructures seront relativement raisonnables pour sa remise en état. Les résultats de la vérification diligente (études économiques, environnementales, structurelles du bâtiment) démontrent un rapport extrêmement intéressant entre les investissements à réaliser et une mise en valeur optimale de l'édifice pour qu'il remplisse au mieux les objectifs cités précédemment.

MODALITÉ D'ACQUISITION EN PARTENARIAT AVEC LA SHDM

Ateliers créatifs Montréal a signé une offre d'achat en février dernier, dont la date de clôture est prévue au 30 septembre 2015. ACM devient propriétaire de l'immeuble en travaillant en partenariat avec la Société d'habitation et de développement de Montréal (SHDM) qui a déjà analysé et accepté le projet suite à diverses analyses immobilières et financières tant qu'à la qualité et la viabilité du projet. La SHDM fera d'abord l'acquisition de l'immeuble auprès du propriétaire vendeur, suite à cession pour détention temporaire, avec revente à ACM au même coût d'acquisition Les avantages de cette approche sont déterminants et très concrets, permettant à ACM de faire l'acquisition après travaux seulement, et une fois les locataires artistes, artisans et solidaires en place pour assurer un revenu permettant la viabilité financière du projet.

Par cette approche de détention temporaire qui avait été identifiée par le Groupe de travail sur les ateliers d'artistes mandaté par le Ministre des affaires municipales en 2012, ACM peut éviter un besoin global en liquidité de l'ordre de 410 000$ dans le cadre d'une détention temporaire de 3 ans, ou même de 610 000$ pour une détention de 5 ans. Cette marge de manœuvre permettra de bien établir les bases financières du projet, diminuer le risque inhérent lors de la phase de démarrage, et prévoir certains incitatifs pour intégrer les locataires solidaires au projet.

ACM, par convention de rachat et bail-maître qui seront signés dès l'acquisition de l'immeuble par la SHDM, rachètera l'immeuble à un prix convenu d'avance, correspondant au coût d'acquisition pour la SHDM, plus un taux de rendement interne (TRI) de 2%. ACM paiera la totalité des frais d'opérations de l'immeuble pendant la détention temporaire, en assurera l'entretien et les réparations, et conservera l'ensemble des revenus de location pour ce faire.

MODALITÉ DE RÉALISATION DES TRAVAUX

Cette approche permet également à Ateliers créatifs Montréal d'être admissible à du financement (Fonds des ateliers d'artistes)[1] lui permettant de réaliser les travaux. Les subventions ne serviront uniquement qu'aux travaux et non à l'achat du terrain ou du bâtiment, ni aux frais de fonctionnement du projet qui eux seront assumés entièrement à même les revenus de location. Les deux tiers des espaces seront occupés par des artistes et artisans, et l'autre tiers par des locataires solidaires - incluant un café citoyen et lieu de diffusion - qui permettent d'équilibrer le budget d'opération. Les subventions servent donc à réaliser les travaux de base sur l'ensemble du bâtiment ainsi que certains travaux d'améliorations locatives pour les ateliers d'artistes.

De plus, un financement spécifique est demandé pour réaliser des travaux et équipements spécialisés propres au type de pratique (sérigraphie) d'Atelier Graff, en conformité avec les codes et normes en vigueur.

Ces travaux de mise aux normes et d'amélioration permettront à plus d'une cinquantaine d'artistes et artisans, ainsi qu'aux plus de 70 membres d'Atelier Graff de disposer de lieux de travail adéquats, sécuritaires et abordables.



Dès la signature de l'acte d'acquisition, les travaux de base et les améliorations locatives seront lancés, et Ateliers créatifs Montréal pourra ainsi louer rapidement les espaces, dès l'été 2016.

Réalisation des travaux - Calendrier prévisionnel :

- Signature de l'acte de vente par la SHDM : septembre 2015
- Plans et devis : octobre et novembre 2015
- Démolition: novembre 2015
- Début des travaux : décembre 2015
- Fin des travaux (phase 1- RDC) : juin 2016

[1] Entente de 175 000 000$, Ville de Montréal et Ministère des affaires municipales et d'occupation du territoire)

- Fin des travaux (phase II : étage) août – septembre 2016

DONNÉES FINANCIÈRES

1, FINANCEMENT - RÉALISATION DES TRAVAUX

Tableau 1 : Coût et financement des travaux, dès la détention temporaire

Coût des travaux	
Travaux initiaux	110 000 $
Travaux base, immeuble	687 500 $
Travaux améliorations locatives, locaux solidaires	300 000 $
Travaux améliorations locatives, ateliers d'artistes	425 000 $
Travaux et équipements spécialisés, Atelier Graff	415 914 $
Frais gestion, honoraires, etc.	222 500 $
Total	**2 160 914 $**

Financement travaux	
Apport ACM, travaux initiaux	110 000 $
Ville de Montréal, Fonds 2025 (ateliers), travaux de base, immeuble	687 500 $
Ville de Montréal, Fonds 2025 (ateliers), travaux am loc., ateliers	425 000 $
Ministère de la culture (Fonds 2025), travaux spécialisés, Graff	415 914 $
Autres sources (Pram-Est, PIEC, etc.) autres travaux futurs	300 000 $
Frais de gestion, planification, honoraires	222 500 $
Total	**2 160 914 $**

2. FINANCEMENT – ACQUISITION PAR ACM (après détention temporaire)

Tableau 2. Coût et financement de l'acquisition

Coût d'acquisition	
Achat	2 225 000 $
Frais légaux	5 000 $
Fais connexes	55 000 $
Total	**2 285 000 $**

Financement - acquisition	
Apport, ACM	300 000 $
Caisse de la culture	1 485 000 $
Fiducie du chantier ES	500 000 $
Total	**2 285 000 $**

3. COUT GLOBAL DU PROJET

Tableau 3. Coût global du projet - travaux & acquisition - Provenance des fonds

Valeur globale du projet	ACM	VdM	MCC	Autres	TOTAL
Travaux - dès la détention temporaire	110 000 $	1 335 000 $	415 914 $	300 000 $	2 160 914 $
Acquisition par ACM - après détention	2 285 000 $				2 285 000 $
Total	**2 395 000 $**	**1 335 000 $**	**415 914 $**	**300 000 $**	**4 445 914 $**

53,87%	30,03%	9,35%	6,75%	100,00%

5. BUDGET PRÉVISIONNEL - OPÉRATIONS

Hypothèses de location	Superficie (pi²)	Loyer brut	Revenu
Ateliers d'artistes	12 000	12,00 $	144 000 $
Locataires solidaires	10 500	16,50 $	173 250 $
AtelierGraff	5 000	11,50 $	57 500 $
Total	**27 500**	**13,63 $**	**374 750 $**

Résultats prévisionnels

REVENUS	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
Revenus de loyers	187 375 $	382 245 $	389 890 $	397 688 $	405 641 $
Vacances loyer solidaire	(30 275 $)	(43 313 $)	(16 614 $)	(17 004 $)	(17 402 $)
Vacances loyer artiste	(7 200 $)	(7 200 $)	(2 880 $)	(2 880 $)	(2 880 $)
TOTAL REVENUS DE LOYER	149 900 $	331 732 $	370 396 $	377 804 $	385 359 $
DEPENSES					
FRAIS GÉNÉRAUX					
Loyer, détention temporaire	55 000 $	112 200 $	114 444 $	116 733 $	116 733 $
Taxes municipales	38 750 $	79 050 $	80 631 $	82 244 $	83 888 $
Taxes scolaires	2 749 $	5 608 $	5 720 $	5 835 $	5 951 $
Frais d'assurances	1 650 $	3 366 $	3 433 $	3 502 $	3 572 $
Contrats d'entretien	12 500 $	25 500 $	26 010 $	26 530 $	27 061 $
Réparations	8 500 $	17 340 $	17 687 $	18 041 $	18 401 $
Électricité	33 000 $	67 320 $	68 666 $	70 040 $	71 441 $
Réserve structurale	4 684 $	9 556 $	9 747 $	9 942 $	10 141 $
Gestion	8 388 $	8 388 $	16 775 $	17 111 $	17 453 $
TOTAL FRAIS GÉNÉRAUX	**165 221 $**	**328 328 $**	**343 113 $**	**349 978 $**	**354 641 $**
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	**(15 321 $)**	**3 404 $**	**27 283 $**	**27 826 $**	**30 718 $**
Résultat d'exploitation Cumulatif	**(15 321 $)**	**(11 917 $)**	**15 366 $**	**43 192 $**	**73 910 $**

NOTES:

1. L'exercice de l'an 1 considère des opérations sur 6 mois, après chantier (juin à déc)
2. Les frais d'opération pendant les 6 premiers mois sont assumés par la SHDM
3. Le loyer payé par ACM pendant la détention temporaire couvre les frais d'intérêts et un TRI de 2%
4. Pour l'an UN, nous faisons l'hypothèse que 50% des espaces solidaires sont vacants, 25% sur l'an DEUX et 5% l'an par la suite
5. Pour l'an UN, nous faisons l'hypothèse que 15% des espaces ateliers artistes sont vacants, 5% sur l'an DEUX et 2,5% l'an par la suite
6. Les loyers sont nets, c.a.d. que les frais d'exploitation sont refacturés aux locataires

7. Les revenus et les dépenses sont indexées de 2% l'an

CONCLUSION

UN PROJET STRUCTURANT, À FORT POTENTIEL DE RAYONNEMENT

Le quartier Hochelaga-Maisonneuve compte de nombreux artistes, artisans, travailleurs culturels et organismes culturels, qui sont souvent locataires à court terme dans des lieux plus ou moins aux normes, mais surtout vulnérables aux hausses de loyer. L'exemple largement médiatisé des lofts Moreau en 2013 est assez significatif. **Notre projet viendra pérenniser des lieux de création et de production qui accueilleront près de quatre-vingt à cent personnes chaque jour, participant ainsi à l'effervescence et au développement de ce secteur de la Ville.**

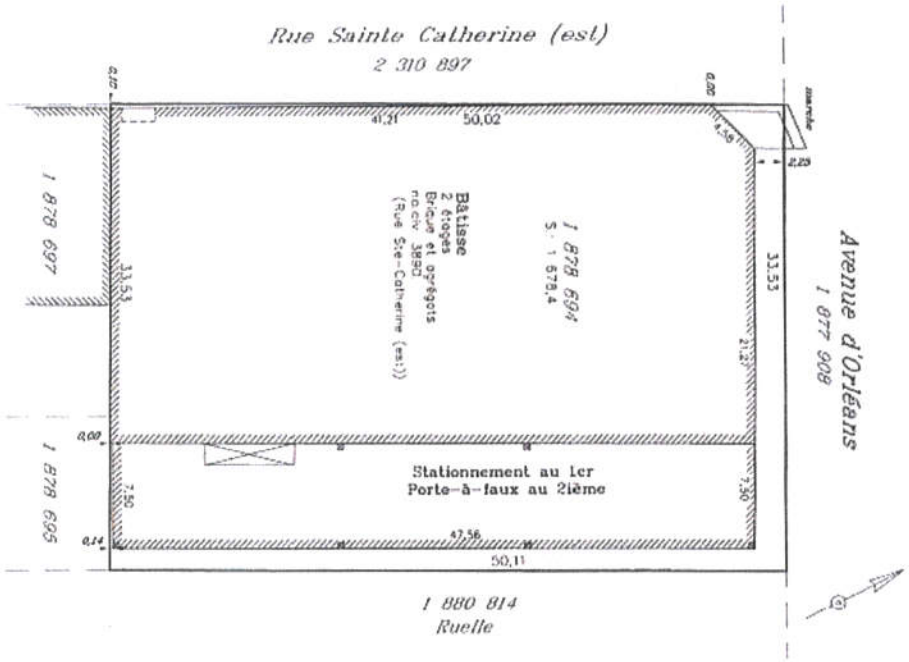
Ce projet, financièrement viable, viendrait apporter une nouvelle dynamique dans le milieu artistique montréalais en offrant des espaces de création et de production structurés et pérennes dans Hochelaga-Maisonneuve. De nombreux artistes professionnels ainsi qu'Atelier Graff ont fait part de leur intérêt.

Les ateliers du 3980-3910 Ste-Catherine Est contribueront à développer un pôle artistique professionnel fort dans l'est de l'île, en synergie avec les acteurs déjà implantés dans Hochelaga-Maisonneuve (maison de la culture de Maisonneuve, Fondation Molinari, etc) mais aussi rue Parthenais (centre d'artistes en production photographique, vidéo, Regroupement des artistes en arts visuels du Québec, Illustration Québec, etc).



DONNÉES TECHNIQUES ET PLANS

- **Caractéristiques techniques du bâtiment**
- **Plans d'occupation prévisionnelle**



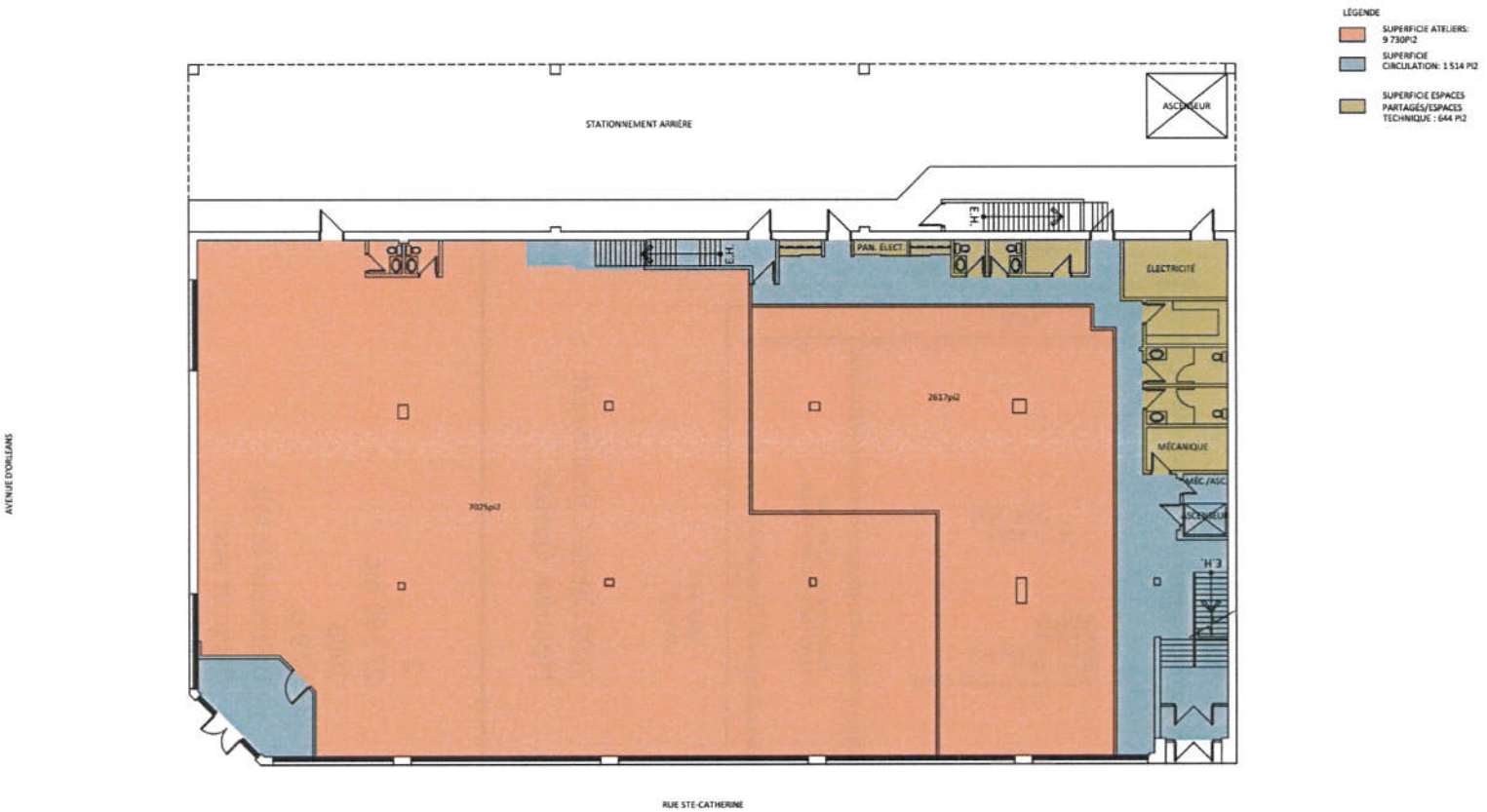
ADRESSE : 3890 Sainte-Catherine Est
Montréal, Québec

PROPRIÉTÉ

Nombre d'étages :	2
Superficie de l'immeuble :	27 500 p.c.
Année de construction :	1988
Hauteur de plafond :	12,9 p.
Climatisation :	Unités sur le toit
Type de construction :	Béton et acier
Capacité électrique :	400 ampères
Ascenseur :	1

TERRAIN

Superficie du terrain :	18 048 p.c.
Numéro de lot :	1 878 694
Zonage :	Commercial
Stationnement :	18 espaces à l'arrière
Localisation :	entre Orléans et Bourbonnière



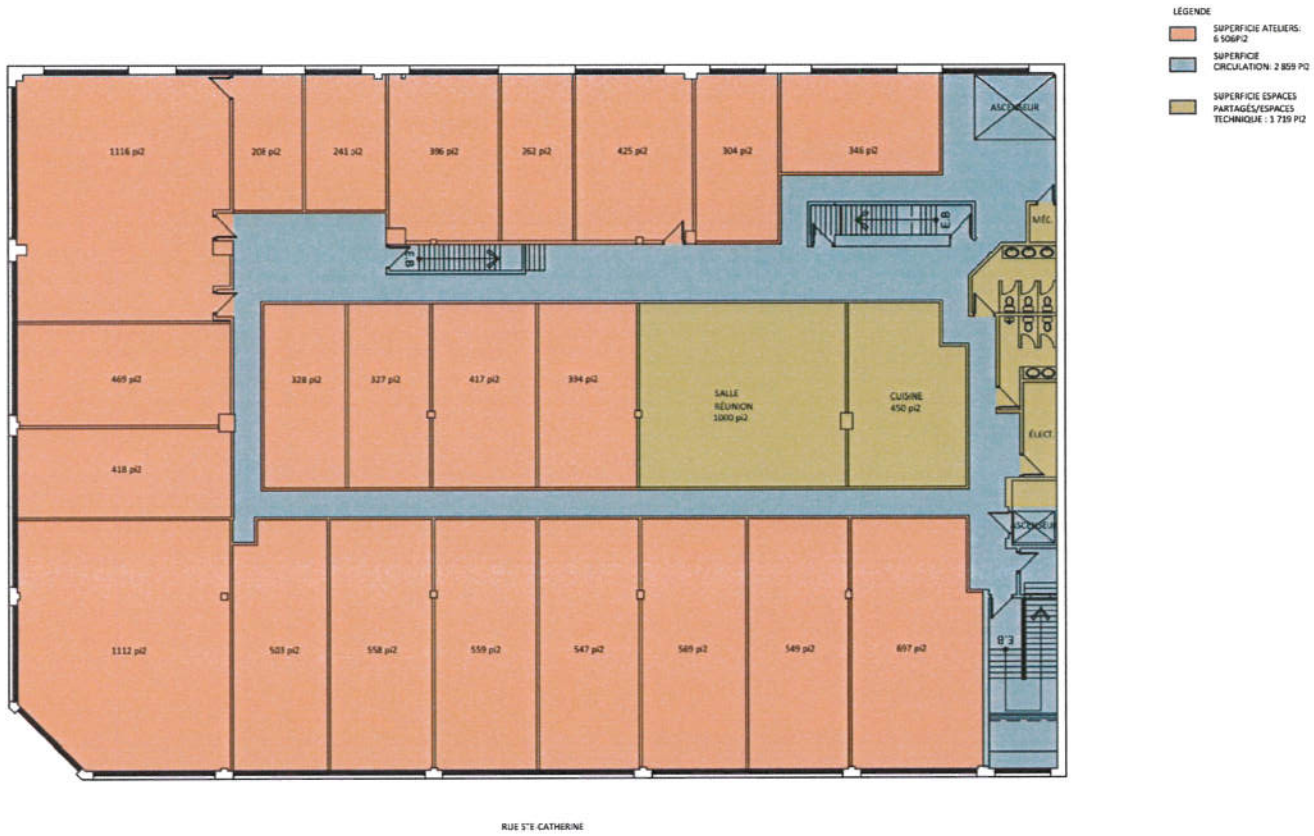
RAYSIDE | LABOSSIÈRE
Architecture Design Urbanisme

1215, rue Ontario Est Montréal (Québec) H2L 1R5
t 514.935.6694 f 514.935.7629 e info@rayside.qc.ca www.rayside.qc.ca

ATELIERS 3890-3910, RUE STE-CATHERINE

PLAN DU REZ-DE-CHAUSSÉE

1-16" = 1'-0"



RAYSIDE | LABOSSIÈRE
Architecture Design Urbanisme

1215, rue Ontario Est Montréal (Québec) H2L 1R5
t 514.935.6684 f 514.935.7520 e info@rayside.qc.ca www.rayside.qc.ca

ATELIERS 3890-3910, RUE STE-CATHERINE

PLAN DU 2E ÉTAGE

1-16" = 1'-0"

ATELIERS CRÉATIFS MONTRÉAL

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER ADDITIONNEL

Projet de nouveaux ateliers d'artistes

3890 – 3910 rue Sainte-Catherine Est

Mercier-Hochelaga-Maisonneuve



Février 2017

Ateliers créatifs Montréal – 5445 De Gaspé, bureau 304, Mtl QC H2T 3B2 – 514-274-1318 – atelierscreatifs.org

TABLES DES MATIÈRES

1. MISE EN CONTEXTE…..…….. 2
2. ÉCART ENTRE BUDGET PRÉLIMINAIRE ET SOUMISSIONS…… 4
3. MESURES PRISES POUR RÉDUIRE LES COÛTS DU CHANTIER…….. 4
4. DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER ADDITIONNEL…… 6
5. LOCATION DES ESPACES SOLIDAIRES…… . 6
6. MESURES FINANCIÈRES PRISES POUR LA LIVRAISON DU CHANTIER.. 7
7. CONCLUSION…… 8

1. MISE EN CONTEXTE

Ateliers créatifs Montréal (ACM) est un développeur immobilier à but non lucratif fondé en 2007 qui a pour mandat de développer et protéger des lieux de travail et de création abordables, adéquats et pérennes pour des artistes professionnels en arts visuels, artisans et organismes culturels sur le territoire de Montréal. Depuis 2007, ACM a acquis le **Chat des artistes**, ouvert en 2009 (47 ateliers, 100 artistes), signé une entente de location de 50 ans pour le **Bovri**l en 2013 (32 ateliers, 60 artistes), une entente de 20 ans pour le **couturOscope** en 2014 (28 ateliers, 36 artistes), et été engagé par le **Regroupement Pied carré** comme gestionnaire de chantier et des opérations de leur projet sur De Gaspé en 2015 (130 ateliers, 450 artistes, travaux 8,34M$).

Le plus récent projet d'ACM, le **Sainte-Catherine**, est en cours de réalisation. Il s'agit d'un projet structurant, à fort potentiel de rayonnement, qui permet de sécuriser des espaces de création dans un arrondissement ayant une importante concentration artistique. Le Saint-Catherine, qui compte depuis novembre dernier plus de 20 ateliers (40 à 45 artistes et artisans), accueille également le plus grand centre d'artistes en production d'arts imprimés (*L'Imprimerie centre d'artistes,* fusion de l'Atelier Graff et du Cabinet) contribue ainsi au développement d'un pôle artistique professionnel fort dans l'est de l'île, en synergie avec les acteurs déjà implantés. Ce projet est également une plus-value importante au développement économique de l'artère commerciale Sainte-Catherine Est, actuellement en processus de revitalisation. Le projet est réalisé en collaboration avec la SHDM, qui a acquis l'immeuble en septembre 2015 pour le louer à ACM en vertu d'un bail maître; une convention de rachat permet à ACM de racheter l'immeuble sur un horizon maximal de 10 ans, à un prix déjà convenu.

Le gouvernement du Québec et la Ville de Montréal ont reconnu la pertinence et l'importance du projet en lui accordant un financement public. Pour réaliser les travaux, ACM a pu obtenir un soutien financier pour un montant de 1 335 000$, grâce au Fonds des ateliers (21 septembre 2015, résolution CM-1104). Ce montant doit couvrir l'ensemble des coûts de chantier, incluant les travaux de démolition, de conception, les travaux de mise aux normes et d'infrastructure, les améliorations locatives des ateliers, les coûts périphériques, honoraires et contingences. Un montant de 415 914$ a aussi été accordé spécifiquement pour l'Atelier Graff, pour les frais de déménagement, l'acquisition d'équipements spécialisés pour leur pratique artistique (sérigraphie), et pour des travaux spécifiques dans leur espace (améliorations locatives et travaux spécialisés pour leur pratique). Il s'agit là d'un budget séparé et distinct, et traité comme tel au niveau administratif.

Au total, c'est donc un budget de 1 750 914$ qui a été octroyé pour l'ensemble du projet à même le fonds des ateliers, alors qu'ACM s'engageait selon son entente avec la SHDM à assumer pour 110 000$ de travaux, portant ainsi le budget global disponible à 1 860 914$.

2. ÉCART ENTRE BUDGET PRÉLIMINAIRE ET SOUMISSIONS

Il s'agit d'un chantier relativement simple, dans un édifice de 30 000 p.c. construit en 1988 et en bon état, qui abritait autrefois les bureaux du Centre local d'emploi. Le déroulement du chantier implique la démolition des installations existantes, puis la reconstruction selon les spécifications habituelles pour des espaces d'ateliers, comme nous en avons déjà réalisé sur plus de 250 000 p.c., pour près de 12M$ de chantiers.

Le budget préliminaire préparé par les professionnels au dossier impliquait un coût total (travaux, honoraires, périphériques, contingences) de 1 899 425$, soit un excédent de 38 511$ par rapport au budget disponible. Ce dépassement de 2,06% est acceptable à l'étape préliminaire, les budgets des professionnels étant habituellement de 15 à 20% plus élevés que les soumissions. Or les soumissions reçues portaient le coût du projet à 2 345 266$, soit 23% plus élevées que le budget préliminaire. Des différences marquées se situaient en architecture (+ 147 000$), en électricité (+131 000$), en plomberie (+72 000$), en protection incendie (+70 000$), et en frais de démolition.

Nous avons donc dû poser des gestes pour combler cet écart important de près de 485 000$ entre le budget disponible de 1 860 914$ et les coûts indiqués en soumission de 2 345 266$.

3. MESURES PRISES POUR RÉDUIRE LES COÛTS DU CHANTIER

Une **révision détaillée des plans** a été réalisée pour réduire l'importance de certains travaux, ou encore pour en éliminer d'autres complètement (voir Tableau 1. à l'Annexe 1 ci-dessous). Ces **coupures ou réduction de travaux** ont permis de retrancher environ 263 000$ sur le coût prévu aux soumissions initiales. Dans un 2e temps, nous avons cherché des **équivalences** à certains équipements, et nous avons **intégré des installations ou équipements existants** dans le bâtiment plutôt que de les remplacer. Ce travail a permis de dégager près de 132 000$ additionnel. Ainsi, le budget global du chantier a été diminué d'environ 395 000$ par rapport aux soumissions initiales.

L'excédent de 485 000 $ du coût des travaux de mise aux normes et d'aménagement a donc été réduit ainsi :

- Coûts de construction suite à la soumission : 2 345 266 $
- Budget initial 1 860 914 $
- Excédent entre le budget et la soumission : 485 000 $

Mesures pour réduire les coûts :

- Réduction ou coupure complète de certains travaux à l'étage : 66 960$
- Travaux reportés au rez-de-chaussée : 196 000$
- Équivalences, récupération, recyclage équipements : 131 945$
- Apport additionnel d'Ateliers créatif Montréal 89 747 $

Total des mesures : 484 652$

TABLEAU 1. ACTIONS PRISES POUR RÉDUIRE LES COÛTS DU CHANTIER

Coupures ou retrait complet de certains travaux à l'étage	***66 960 $***
Plomberie (retrait des cuves dans chacun des ateliers)	
Plomberie (retrait de la boucle de circulation)	
Plomberie (retrait d'un chauffe-eau)	
Électricité (conduits pour internet à l'étage)	
Électricité (diminution du nombre d'unités d'éclairage dans les ateliers)	
Ébénisterie (comptoirs de cuisine et accessoires)	
Travaux reportés nécessaires à l'aménagement du rez-de-chaussée	***196 000 $***
Ventilation (retrait de 3 thermo-pompes et conduits au rdc)	
Excavation, maçonnerie et structure (installation du monte-charge)	
Électricité (éclairage de base et distribution au rdc)	
Remplacement (équivalences ou recyclage d'équipements existants)	***131 945 $***
Remplacement des unités d'éclairage par équivalent moins cher	
Récupération de panneaux et transformateurs électriques au lieu de remplacement par du neuf	
Récupération de plusieurs portes et quincaillerie de portes existantes au lieu de neuf	
Récupération de diffuseurs et d'humidificateurs existants pour la ventilation	
Conservation de salles de bain existantes plutôt que rénovation (4 au rdc et 2 à l'étage)	
Valeur totale de réduction obtenue par coupures ou remplacement	***394 905 $***

Finalement, il restait quand même un excédent de près de 90 000$ par rapport au montant de la subvention reçue, excédent qu'ACM a pris à sa charge. Le détail figure à la suite :

TABLEAU 2. TRAVAUX RÉALISÉS PAYÉS PAR ACM

Achat du monte-charge	*61 150 $*
Travaux divers (portes, plomberie, toiture, ventilation, isolation murs avant)	11 097 $
Gicleurs rdc	17 500 $
Valeur des travaux payés par ACM (110 000 $ initialement et 89 747 $ supplémentaires)	***89 747 $***

La modification des plans et les nombreuses révisions budgétaires ont eu pour conséquence un retard de près de 3 mois sur l'échéancier des travaux. Cette situation fait en sorte que la date d'arrivée des artistes locataires a été reportée au 1er novembre 2016. Pendant cette période, ACM doit assumer toutes les charges du site tout en ne recevant pas de revenus de location.

4. DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER ADDITIONNEL

Ainsi, nous avons pu diminuer les coûts de chantier, et compter sur un apport additionnel de près de 90 000$ d'ACM afin de compléter le chantier initial. Cependant, nous devons ajouter certains travaux, notamment en ce qui a trait aux travaux de base du RDC (mécanique, électrique, système intérieur), afin de louer ces derniers espaces et rendre le projet viable financièrement dès les locaux terminés. Les travaux additionnels incluent également l'installation du monte-charge, dont ACM a déjà fait l'acquisition. Cet ajout rendra plus facile encore la location et l'usage des ateliers de l'étage.

Les travaux demeurant à effectuer sont détaillés dans le tableau suivant :

TABLEAU 3. TRAVAUX DEMEURANT À EFFECTUER

Travaux reportés lors de la première partie du projet et demeurant à effectuer	
Installation du monte-charge (excavation pour fosse, maçonnerie, drains et accessoires)	130 000$
Travaux électriques au rdc	31 000$
Travaux mécaniques au rdc	35 000$
Autres travaux nécessaires pour rendre le rez-de-chaussée opérationnel	
Entrée principale, sas et portes intérieures	7 400$
Réparation et remplacement de certaines fenêtres	8 000$
Murs de périphérie au rdc	26 750$
Plafonds rdc	8 000$
Frais entrepreneur	9 750$
Honoraires professionnels	18 000$
Gestion et administration	23 100$
Contingences	33 000$
Total des travaux demeurant à effectuer (objet de cette demande)	**330 000 $**

Ainsi, le financement additionnel de 330 000 $ demandé servirait à payer l'installation du monte-charge, le remplacement du sas de l'entrée principale de l'immeuble, le remplacement de plusieurs fenêtres au rez-de-chaussée et à l'étage ainsi que certains travaux de base pour les espaces du rez-de-chaussée occupant près de 8 000 p.c. (murs de périphérie et plafonds, travaux en électricité et mécanique, et frais périphériques).

5. LOCATION DES ESPACES SOLIDAIRES

Les espaces « solidaires » sont loués au taux du marché, et permettent la viabilité du projet tout en gardant les ateliers d'artistes à un taux abordable. Un espace de 2 000 p.c. au rdc vient tout juste d'être loué au taux du marché, et nous devons y réaliser des travaux incessamment. Nous avons également des discussions avec

deux entreprises intéressées par la location du 6 000 p.c. restant au rdc, alors que 1 000 p.c. à l'étage est déjà loué, laissant 1 500 p.c. disponible au taux du marché. Nous travaillons avec un courtier pour la location de ces espaces « solidaires ».

Les travaux de base pour ces espaces permettront donc leur location d'ici quelques mois, permettant ainsi de maintenir des loyers abordables pour les artistes et artisans du projet.

6. MESURES FINANCIÈRES PRISES POUR LA LIVRAISON DU CHANTIER

Pour pallier à une situation financière rendue difficile pour ACM - prise en charge de près de 90 000$ de travaux (en plus du 110 000$ déjà prévu avec la SHDM, responsabilité des frais de fonctionnement de l'immeuble, revenus de location retardés jusqu'en novembre) plusieurs démarches ont été faites :

- Demande de report du loyer de base auprès de la SHDM sur une période de 10 mois (valeur de 93 500$), montant qui serait capitalisé, donc ajouté au prix de rachat de l'immeuble par ACM, à coût nul pour la SHDM;
- Utilisation des fonds propres d'ACM pour assumer près de 90 000$ de travaux (financement hypothécaire additionnel sur le Chat des artistes, marge de crédit additionnelle);

Tenant compte d'un report du loyer de base sur 10 mois, les revenus provenant de la location actuelle des ateliers permettent à ACM de payer la totalité des frais d'exploitation reliés à l'immeuble, couvrant la période allant du 1er octobre 2015, date de la prise en charge de l'immeuble par ACM, jusqu'en juillet 2017, fin de la période du report de loyer de base.

La présente demande de soutien financier additionnel permettra à ACM de faire des travaux complémentaires qui rendront viable à 100% ce projet.

Toutes les ressources financières privées disponibles d'ACM (dont une lettre de garantie de 150 000$) ont été investies dans le Projet Ste-Catherine. Actuellement, Ateliers créatifs est parvenu à couvrir 200 000$ pour travaux et à assumer les frais d'exploitation courants de l'immeuble avec les revenus actuels. ACM ne dispose cependant plus d'aucune marge de manœuvre pour couvrir le coût des travaux additionnels qui sont essentiels à la viabilité à long terme du projet. Une solution doit donc être trouvée sans quoi cette situation pourrait conduire ACM à se retirer du projet et laisser la SHDM gérer les espaces et ateliers d'artistes du Sainte-Catherine, comme le stipulent les clauses de l'entente entre les deux organisations.

CONCLUSION

Vu le travail d'Ateliers créatifs Montréal depuis maintenant 10 ans sur le territoire de Montréal, son rôle significatif dans le paysage urbain et les ateliers d'artistes, la qualité de sa gestion et le développement de son expertise en tant que développeur immobilier à but non lucratif, les résultats obtenus jusqu'ici (14M$ en valeur de chantier sans dépassements de coûts, plus de 300 000 p.c. protégés, comptant 260 ateliers pour 670 artistes), et vu la pertinence et l'impact du projet Sainte-Catherine dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve, nous croyons que la demande de soutien financier présentée est raisonnable et justifiée.

Le plan proposé fait appel à la responsabilité et au partenariat : un apport en fonds propres de près de 200 000$ pour Ateliers créatifs Montréal, une implication de la SHDM pour faciliter la réalisation du projet, et un financement privé ultérieur pour les aménagements des espaces solidaires du projet, qui permettent la viabilité financière à long terme. Mais surtout, un pôle de création structurant pour les artistes et artisans du quartier, une participation concrète à la revitalisation du quartier.



Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale

Dossier # : 1161654008

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , Division du développement culturel , Section Équipements culturels et bureau d'art public
Objet :	Accorder un soutien financier de 405 000 $ à Ateliers Créatifs Montréal, dans le cadre de l'enveloppe de 175 M$ du gouvernement du Québec pour la réalisation des travaux d'aménagement d'ateliers d'artistes dans l'immeuble sis au 3890-3910, rue Ste-Catherine Est dans l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, ce soutien incluant une somme de 75 000 $ non versée à Atelier Créatifs Montréal dans le cadre de la convention de contribution financière approuvée en vertu de la résolution CM15 1104 relative au même projet / Approuver un projet de convention à cet effet.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1161654008 Ateliers créatifs 3890-3910 Ste-Catherine.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Roger VERREAULT
Conseiller économique
Tél : 514 872-8018

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-03-06

Gildas S. GBAGUIDI
Chef de division
Tél : 514 872-1293
Division : Service des finances , Div. Planification budgétaire et Fiscale

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.51

2017/03/27
13:00

(2)

Dossier # : 1177315003

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction , Division de l'acquisition de biens et services , Approvisionnement stratégique et collectif
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Conclure avec les firmes Construction DJL inc. (4 474 558,30 $, taxes incluses), Les Pavages Chenail inc. (100 258,20 $, taxes incluses), Construction & Pavages Portneuf inc.(741 860,67 $, taxes incluses), Bau-Val CMM, Division de Bau-Val inc. (327 877,08 $, taxes incluses) et Tech-Mix, Division de Bau-Val inc. (83 702,95 $ taxes incluses) des ententes-cadres collectives pour une période de vingt-quatre (24) mois, pour la fourniture sur demande d'enrobés bitumineux à chaud, d'émulsion de bitume et d'asphalte tiède. Appel d'offres public 17-15759 (9 soum.). (Montant total estimé des ententes: 5 728 257,20 $, taxes incluses).

Il est recommandé au Conseil municipal:
1. D'octroyer pour une période de 24 mois une entente-cadre collective avec les firmes:

- Construction DJL inc. 4 474 558,30 $, taxes incluses;
- Les Pavages Chenail inc. 100 258,20 $, taxes incluses;
- Construction & Pavages Portneuf inc. 741 860,67, taxes incluses;
- Bau-Val CMM, Division de Bau-Val inc. 327 877,08 $, taxes incluses;
- Tech-Mix, Division de Bau-Val inc. 83 702,95 $, taxes incluses.

2. D'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements ou des Services, et ce, au rythme des besoins à combler.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-03-06 10:15

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1177315003**
Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction , Division de l'acquisition de biens et services , Approvisionnement stratégique et collectif
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Conclure avec les firmes Construction DJL inc. (4 474 558,30 $, taxes incluses), Les Pavages Chenail inc. (100 258,20 $, taxes incluses), Construction & Pavages Portneuf inc.(741 860,67 $, taxes incluses), Bau-Val CMM, Division de Bau-Val inc. (327 877,08 $, taxes incluses) et Tech-Mix, Division de Bau-Val inc. (83 702,95 $ taxes incluses) des ententes-cadres collectives pour une période de vingt-quatre (24) mois, pour la fourniture sur demande d'enrobés bitumineux à chaud, d'émulsion de bitume et d'asphalte tiède. Appel d'offres public 17-15759 (9 soum.). (Montant total estimé des ententes: 5 728 257,20 $, taxes incluses).

CONTENU

CONTEXTE

Le présent dossier a pour objet la conclusion de plusieurs ententes-cadres collectives pour la fourniture sur demande d'enrobés bitumineux à chaud en saison estivale et hivernale, la fourniture d'émulsion de bitume, et la fourniture d'asphalte tiède pour les réparations en saison estivale et hivernale dans le cadre des travaux en régie. Ces ententes-cadres collectives sont disponibles pour les dix-neuf (19) arrondissements dans le cadre de leurs travaux d'asphaltage en régie.
Afin de faciliter la gestion contractuelle et d'obtenir des économies de volume, le Service de l'approvisionnement a entrepris de regrouper les appels d'offres concernant l'émulsion de bitume et les différents types d'enrobés bitumineux. Cet appel d'offres est le premier regroupement à intégrer l'ensemble des produits nécessaires aux travaux d'asphaltage en régie.

L'appel d'offres public, 17-15759, a été publié sur le système électronique d'appel d'offres (SÉAO) ainsi que dans le journal Le Devoir. La publication a eu lieu durant une période de vingt-quatre (24) jours calendrier, soit du 30 janvier 2017 au 22 février 2017. Les soumissions reçues sont valides durant une période de cent-quatre-vingts (180) jours civils, soit jusqu'au 21 août 2017. Pour l'attribution de ce contrat, la Ville s'assure de la conformité de la soumission et octroie le contrat en entier au plus bas soumissionnaire conforme par catégorie d'enrobés bitumineux.

Quatre (4) addenda ont été émis pendant la période de publication. Trois (3) addenda ont précisé des éléments en lien avec la méthode d'adjudication et ils ont été émis le 7 février 2017, le 9 février 2017 et le 15 février 2017. De plus un (1) addenda a été émis le 14 février 2017 afin de modifier le formulaire des renseignements complémentaires et reporter la date d'ouverture des soumissions.

En ce qui concerne la fourniture d'enrobés bitumineux à chaud en saison estivale et hivernale :

Dans l'appel d'offres 17-15759, le lot concernant les enrobés bitumineux à chaud a été divisé en deux (2) groupes :

- Le groupe A1 : Les enrobés à chaud en saison estivale.

Les contrats octroyés à la suite de l'appel d'offres 15-13838 ont été valides du 1er avril 2015 au 30 novembre 2015. Le 23 novembre 2015 la seule option de prolongation de l'appel d'offres 15-13838 a été validée par le Conseil municipal.

Les quatre (4) ententes-cadres collectives correspondantes à la prolongation de l'appel d'offres 15-13838 étaient valides pour une période de huit (8) mois, du 1er avril 2016 au 30 novembre 2016.
- Entente-cadre numéro 1092608 avec Construction DJL inc. La consommation a été de 31,31 %, soit 865 079,71 $ taxes incluses, sur un montant total estimé de 2 762 375,24 $, taxes incluses.
- Entente-cadre Numéro 1092631 avec le Groupe TNT inc. La consommation a été de 69,23 %, soit 411 968,59 $, taxes incluses, sur un montant total estimé de 595 033,75 $, taxes incluses.
- Entente-cadre Numéro 1092643 avec Bau-Val CMM. La consommation a été de 46,91 %, soit 175 631,15 $, taxes incluses, sur un montant total estimé de 374 358,98 $, taxes incluses.
- Entente-cadre Numéro 1092649 avec la compagnie Meloche. La consommation a été de 91,31 %, soit 190 719,30 $, taxes incluses, sur un montant total estimé de 208 852,90 $, taxes incluses.

Ces ententes-cadres collectives sont offertes aux arrondissements depuis plus de dix (10) ans.

- Le groupe A2 : Les enrobés à chaud en saison hivernale.

Depuis 2013, et à la suite des recommandations du Service des infrastructures, les enrobés bitumineux utilisés en saison hivernale n'étaient plus offerts dans les ententes-cadres collectives du Service de l'approvisionnement. Les raisons principales sont liées à la qualité et à la durabilité de la pose des enrobés bitumineux en conditions hivernales. Cependant, la consommation par les arrondissements des enrobés bitumineux en période hivernale est nécessaire pour répondre à des situations urgentes (bris d'aqueduc, nids de poule dangereux, etc.). Les arrondissements ont donc continué à s'approvisionner en effectuant des contrats de gré à gré avec les firmes offrant ce type de produit, et ce, pour effectuer des travaux pouvant affecter la sécurité publique. Dans l'optique de mieux contrôler les consommations des arrondissements, de faciliter l'approvisionnement pour l'ensemble des arrondissements et d'obtenir des prix avantageux grâce à un volume important, le Service de l'approvisionnement a décidé de réintégrer dans l'appel d'offres 17-15759 les enrobés bitumineux en période hivernale.

Le découpage entre les groupes A1 et A2 permet d'adapter notre demande en fonction de l'offre et la réalité du marché. Les infrastructures nécessaires pour offrir de l'asphalte en hiver sont coûteuses ce qui limite les soumissionnaires potentiels. Ainsi, ce découpage permet d'assurer une plus grande concurrence entre les soumissionnaires pour le groupe A1.

En ce qui concerne la fourniture d'émulsion de bitume :

Le Service de l'approvisionnement a regroupé dans l'appel d'offres 17-15759, l'émulsion de bitume en vrac dans le groupe B1 et l'émulsion de bitume en barils dans le groupe B2. Ils étaient auparavant traités en deux (2) appels d'offres distincts.

- Le groupe B1 pour l'émulsion de bitume en vrac :
L'entente-cadre collective précédente, valide pour une période d'environ huit (8) mois, du 12 avril 2016 au 30 novembre 2016 a été octroyée à la suite de l'appel d'offres 15-14807. Une entente-cadre a été publiée le 12 avril 2016 afin de valider le processus d'appel d'offres et d'octroyer le contrat à la firme Insta-Mix inc pour un montant total estimé de 80 660,71 $, taxes incluses. En fonction des dernières données disponibles, cette entente-cadre collective a été consommée à 9,79 %, soit une dépense de 7 900,56 $ taxes incluses. La seule option de prolongation disponible pour l'appel d'offres 15-14807 n'a pas été utilisée afin d'intégrer l'émulsion de bitume en vrac au regroupement de l'appel d'offres 17-15759.

Depuis 2002, le Service de l'approvisionnement gère cette entente-cadre collective en assurant la coordination de l'appel d'offres et la gestion contractuelle.

- Le groupe B2 pour l'émulsion de bitume en barils :
L'entente-cadre précédente est valide pour une période de douze (12) mois, du 13 juillet 2016 au 12 juillet 2017. Elle a été octroyée à la suite d'un contrat de gré à gré avec la firme Construction DJL inc. Elle est estimée à un montant total estimé de 25 000 $, taxes incluses. Elle a été consommée à 19,86 % soit un montant total de 4 966,92 $, taxes incluses. L'entente-cadre collective concernant l'émulsion de bitume en vrac est offerte aux arrondissements depuis plus de dix (10) ans par le Service de l'approvisionnement.

Il est à noter que la date de début du contrat concernant l'émulsion de bitume en vrac de l'appel d'offres 17-15759 est assujettie à la date de fin ou à l'expiration des budgets des contrats octroyés à la suite de l'achat de gré à gré avec la firme Construction DJL inc. La date de transfert de contrat pour ces analyses est prévue au plus tard le 12 juillet 2017.

En ce qui concerne la fourniture d'asphalte tiède pour réparation en saison estivale et hivernale :

Les achats étaient effectués par les arrondissements au moyen de bons de commande de gré à gré.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

En ce qui concerne la fourniture d'enrobés bitumineux à chaud en saison estivale et hivernale :
CM15 1343 - 23 novembre 2015 - Exercer l'option de prolongation, pour une période de huit (8) mois, des ententes-cadres collectives avec Construction DJL inc., Groupe TNT inc., Bau-Val CMM et Meloche inc. pour la fourniture sur demande d'enrobés bitumineux à chaud, dans le cadre des travaux en régie - Appel d'offres public 15-13838 (5 soum.). Montant total estimé des ententes: 3 940 620,89 $, taxes incluses.

CM15 0308 - 23 mars 2015 - Conclure des ententes-cadres collectives pour une période de huit (8) mois, avec une option de prolongation de 8 mois, avec Construction DJL inc., Groupe TNT inc. pour la fourniture sur demande d'enrobés bitumineux à chaud dans le cadre des travaux en régie - Appel d'offres public 15-13838 (5 soum.). Montant total estimé des ententes: 4 406 880,22 $, taxes incluses.

En ce qui concerne la fourniture d'émulsion de bitume :

12 avril 2016 - Conclure une entente-cadre collective pour une période de huit (8) mois, du 12 avril 2016 au 30 novembre 2016, avec la firme Insta-Mix inc., pour la fourniture sur

demande d'émulsion de bitume - Appel d'offres sur invitation 15-14807, Montant total estimé de l'entente ; 80 660,71 $, taxes incluses.

CE15 0266 - Exercer l'option de prolongation pour une période de douze (12) mois avec Insta-Mix inc., pour la fourniture et la livraison sur demande, par camion-citerne épandeur sur le site des travaux, d'émulsion de bitume en vrac utilisé comme liant d'accrochage lors des travaux d'asphaltage en régie - Appel d'offres public 14-13223 (3 soum.) - Montant total estimé de l'entente : 117 774,64 $, taxes incluses.

En ce qui concerne la fourniture d'asphalte tiède pour réparation en saison estivale et hivernale :

Il y a eu aucune décision antérieure concernant l'asphalte tiède.

DESCRIPTION

Sur le plan qualitatif pour l'ensemble des lots :
À titre informatif et selon le site internet de la Ville de Montréal, le réseau routier de la Ville de Montréal comprend environ 4 050 km de voies de circulation (1 950 km en artériel et 2 100 km en local) et 6 675 km de trottoirs.

Les travaux d'asphaltage s'y déroulent de la façon suivante :

- Travaux d'entretien effectués en régie par les Travaux publics des arrondissements. Ce sont des travaux de petites envergures (nids-de-poule) et de moyennes envergures (réfection de plusieurs mètres carrés de chaussée), qui sont en rapport avec le présent sommaire décisionnel.

- Travaux de plus grandes envergures, de type « clés en main », effectués par des entreprises à la suite des appels d'offres mis en marché par les arrondissements spécifiquement pour ce genre de travaux. Ils ne sont pas couverts par le présent contrat.

Pour qu'un programme d'entretien puisse convenablement retarder la dégradation du réseau routier et en améliorer sa durabilité, il faut appliquer le bon traitement, au bon moment. À cet effet, les experts de la Ville inspectent les rues et déterminent l'ordre de priorité des travaux à réaliser. Cette priorisation tient compte de facteurs tels que l'état et l'utilisation de la chaussée, le type et l'étendue des dégradations et les autres travaux (égouts, aqueducs, conduits électriques souterrains, etc.) qui doivent être effectués avant les travaux de pavage. À la suite de cette analyse, le choix de la méthode de réfection la plus avantageuse en terme de coûts, de délais et de matériaux sera déterminé.

Sur le plan quantitatif pour l'ensemble des lots :

Les quantités prévues lors de l'appel d'offres 17-15759 ont été estimées en fonction de deux facteurs:

- Les historiques de consommation, et ce, en collaboration avec les adjudicataires des précédents contrats.

- Les estimations de consommation des dix-neuf (19) arrondissements. Le Service de l'approvisionnement a consulté les dix-neuf (19) arrondissements participants à cette entente afin de connaître leurs estimations pour les quarante-huit (48) prochains mois.

Les particularités de l'appel d'offres :

Aux fins de désignation du ou des différents adjudicataires, la Ville détermine les plus basses soumissions conformes pour les articles requis par un arrondissement en comparant le prix de l'enrobé bitumineux à la tonne métrique, en fonction de l'itinéraire le plus approprié à parcourir pour les camions de la ville pour l'aller et le retour respectivement entre la cour de voirie de l'arrondissement et l'usine du soumissionnaire, ainsi que le temps de déplacement moyen aller-retour en conditions routières réelles. De plus, le prix unitaire soumis pour une tonne métrique d'enrobés bitumineux est ajusté afin de tenir compte du coût additionnel encouru par la Ville pour aller chercher le produit, en tenant compte également des coûts indirects tels le coût de la main-d'oeuvre, l'usure et l'entretien du matériel roulant (camion) et de son équipement (boîte à asphalte), ainsi que la consommation de carburant, le tout selon les dernières données compilées par la Ville de Montréal. Le temps et la distance sont des facteurs importants à considérer dans l'approvisionnement des enrobés bitumineux, puisque le produit ne doit pas refroidir pendant le transport, sinon le produit perd de son efficacité. Tous ces facteurs doivent être considérés lors de l'adjudication des contrats.

Les ententes comportent encore cette année, une clause de fluctuation des prix, basée sur la variation mensuelle, à la hausse ou à la baisse, du prix du bitume selon Bitume Québec. Lorsqu'une variation supérieure de plus ou moins 5 %, du prix est enregistré. L'inclusion d'une telle clause est rendue nécessaire afin d'obtenir des prix compétitifs pour ces produits. Sans une telle clause, les soumissionnaires doivent inclure une marge de sécurité dans leur structure de prix afin de se protéger des augmentations du prix du bitume.

Afin de respecter la matrice décisionnelle qui a été mise en place par le Service de l'approvisionnement pour les garanties de soumission et d'exécution, une garantie de soumission égale à deux pour cent (2 %) du montant total soumissionné pour chaque groupe, toutes taxes comprises, a été demandée au dépôt de la soumission. L'adjudicataire devra remettre à la Ville, une garantie d'exécution équivalant à cinq pour cent (5 %) taxes comprises, de la valeur du contrat de chaque groupe.

<u>En ce qui concerne la fourniture d'enrobés bitumineux à chaud en saison estivale et hivernale</u> :

Les différents enrobés bitumineux à chaud inclus dans l'appel d'offres 17-15759 sont :

Pour le groupe A1 :
- EC-5 PG 58-28;
La quantité estimée totale pour les quarante-huit (48) mois est de 16 676 tonnes métriques;
- EC-10 PG 58-28;
La quantité estimée totale pour les quarante-huit (48) mois est de 24 186 tonnes métriques;
- ESG-10 PG 58-28;
La quantité estimée totale pour les quarante-huit (48) mois est de 5 658 tonnes métriques;
- CH-10 PG 58-28 Saison estivale (1er avril au 30 novembre);
La quantité estimée totale pour les quarante-huit (48) mois est de 11 740 tonnes métriques;

Pour le groupe A2 :
- CH-10 PG 58-28 Saison hivernale (1er décembre au 31 mars);
La quantité estimée total pour les quarante-huit (48) mois est de 5 920 tonnes métriques;

Cette sélection d'articles est la résultante des consultations effectuées par le Service de l'approvisionnement auprès des arrondissements afin de connaître les types d'enrobés et les quantités nécessaires pour les travaux d'asphaltage qui sont effectués par les Directions des

travaux publics des arrondissements. Cette sélection permet d'effectuer les travaux d'entretien exécutés en régie par les Travaux publics des arrondissements en utilisant des ententes-cadres collectives, et ce, pour la saison estivale et hivernale.

Pour l'attribution de ces contrats, la Ville s'assure de la conformité de la soumission et octroie les contrats par groupe et par arrondissement, au plus bas soumissionnaire conforme. Par ailleurs, les soumissionnaires sont tenus, sous peine de rejet, de soumettre un prix pour tous les articles demandés pour chacun des groupes.

En ce qui concerne la fourniture d'émulsion de bitume :

Pour le groupe B1 :
Il comprend la fourniture, la livraison et la pose d'émulsion de bitume utilisé comme liant d'accrochage. L'émulsion de bitume utilisée est de type CRS-1h. Le liant doit être conforme au tableau 1 de la norme 4105 du ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports du Québec. La livraison doit être effectuée par camion-épandeur sur le site des travaux en régie et doit se faire à divers endroits (chantiers des travaux) selon la demande du Service des travaux publics des arrondissements.

La quantité estimée pour l'émulsion de bitume en vrac pour l'ensemble des arrondissements participants est de 35 000 litres pour une période de quarante-huit (48) mois. Pour une période de quarante-huit (48) mois, le nombre d'heures estimées pour la pose durant la journée est de 350 heures et 132 heures pour la pose en soirée ou la fin de semaine.

Pour le groupe B2 ;
Il comprend l'émulsion de bitume en baril de 205 litres, de type SS-1 ou CSS-1 selon les normes ASTM D977 et ASTM D2397. Le prix soumissionné inclut les frais de livraison au Centre de distribution de la Ville. Les arrondissements qui souhaitent commander peuvent le faire directement au Centre de distribution qui s'occupe de la gestion de l'inventaire pour ce produit.

La quantité estimée pour le groupe B2 est de 300 Barils de 205 litres couvrant la période de quarante-huit (48) mois.

Il est à noter que la Ville de Montréal est déjà sous contrat pour l'émulsion de bitume en barils. Cependant, lorsque l'entente en cours sera échue ou lorsque les montants alloués à ce contrat seront atteints, le contrat pour l'émulsion de bitume en barils sera alors automatiquement redirigé au présent contrat. La date de transfert de contrat est prévue au plus tard le 12 juillet 2017.

Pour l'attribution de ces contrats, la Ville s'assure de la conformité de la soumission et octroie les contrats par groupe pour tous les arrondissements au plus bas soumissionnaire conforme. Par ailleurs, les soumissionnaires sont tenus, sous peine de rejet, de soumettre un prix pour tous les articles demandés pour chacun des groupes.

En ce qui concerne la fourniture d'asphalte tiède pour réparation en saison estivale et hivernale :

L'asphalte tiède en saison estivale et hivernale est offert pour l'ensemble des arrondissements en vrac ou en livraison dans un seul lot, soit le lot C.

La livraison dans les arrondissements de l'asphalte tiède permettra de fournir la matière première nécessaire aux machines incluses au projet pilote d'acquisition par la Ville-centre de quatre (4) colmateuses à tête mécanisée.

Ce projet pilote, vise à améliorer les interventions pour la réparation des nids de poule. Il est prévu qu'il y aura un partage opérationnel de ces quatre (4) machines entre les dix-neuf (19) arrondissements ayant tous adhéré à ce regroupement.

Les colmateuses à tête mécanisée permettent d'intervenir, peu importe les conditions climatiques, puisque l'opérateur demeure à l'intérieur du véhicule durant toute l'opération de réparation de la chaussée.

La quantité estimée pour l'asphalte tiède en vrac pour l'ensemble des arrondissements participants est estimée à 5 030 tonnes métriques pour une période de quarante-huit (48) mois. La quantité estimée pour l'asphalte tiède en livraison pour l'ensemble des arrondissements participants est de 7 970 tonnes métriques pour une période de quarante-huit (48) mois.

Pour l'attribution de ces contrats, la Ville s'assure de la conformité de la soumission et octroie en entier et par arrondissement, les contrats au plus bas soumissionnaire conforme. Par ailleurs, les soumissionnaires sont tenus, sous peine de rejet, de soumettre un prix pour tous les articles demandés de ce lot.

JUSTIFICATION

Dans le cadre de l'appel d'offres 17-15759, le nombre de preneurs du cahier des charges est de neuf (9) fournisseurs :
- Sintra;
- Construction DJL Inc.;
- Les Pavages Chenail inc.;
- La Compagnie Meloche inc.;
- Tech-Mix, Division de Bau-Val inc.;
- Bau-Val CMM, Division de Bau-Val inc.;
- Demix Construction, une division de Groupe CRH Canada inc.;
- Construction & Pavage Portneuf inc.;
- Les Industries McAsphalt Ltée.

Nous avons reçu neuf (9) soumissions de la part de :

- Construction DJL Inc.(Lot A);
- Construction DJL Inc.(Groupe B2 et lot C);
- Les Pavages Chenail inc.;
- La Compagnie Meloche inc.;
- Tech-Mix, Division de Bau-Val inc.;
- Bau-Val CMM, Division de Bau-Val inc.;
- Demix Construction, une division de Groupe CRH Canada inc.;
- Construction & Pavage Portneuf inc.;
- Les Industries McAsphalt Ltée.

Nous avons reçu 9 soumissions de la part de 8 soumissionnaires car la compagnie Construction DJL Inc., a déposé 2 soumissions pour 2 groupes différents.

Motifs de refus de la part du preneur de cahier de charges qui n'a pas soumissionné :

Manque de ressources disponibles pour élaborer une soumission.

Motifs de rejets de certains lots ou groupes d'articles :

- La soumission de la firme Les Pavages Chenail inc. concernant le lot C:

Le fournisseur n'offre pas de service de livraison de l'asphalte tiède en arrondissement.

- La soumission de la firme La Compagnie Meloche inc. concernant le groupe A1:
Le fournisseur a soumissionné pour un seul arrondissement alors qu' il était tenu de soumissionner pour l'ensemble des arrondissements.

Conformité administrative :

Avant d'entamer l'analyse proprement dite des soumissions, nous avons procédé aux vérifications d'usage liées à une éventuelle inscription de l'un des soumissionnaires sur l'une des listes qui nous obligerait à considérer le rejet ou la restriction pour certaines des soumissions reçues.

Aucun des soumissionnaires dans ce dossier ne doit être déclaré non conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle et n'est inscrit au Registre des entreprises non admissibles.

Le présent dossier d'appel d'offres requérant la présentation de l'attestation de l'Autorité des marchés financiers, celle-ci a bien été jointe à chacune des soumissions.

Les adjudicataires recommandés, par leur soumission, affirment s'être conformés en tout point à la Politique de gestion contractuelle de la Ville.

Méthode d'adjudication :

Le prix unitaire soumis pour une tonne métrique d'enrobés bitumineux a été ajusté afin de tenir compte du coût additionnel encouru par la Ville pour aller chercher le produit en vrac.

Le calcul du prix unitaire ajusté s'effectue de la façon suivante :

Prix unitaire ajusté = Prix unitaire soumis + (FaT * T) + (FaD * D)

· Les facteurs d'ajustement FaT (0,12) et FaD (0,35) sont utilisés pour l'analyse des soumissions. Ces derniers tiennent compte des coûts indirects pour la cueillette des enrobés bitumineux, tels le coût la main-d'œuvre, l'usure et l'entretien du matériel roulant (camion) et de son équipement (boîte à asphalte) ainsi que la consommation de carburant, le tout selon les dernières données compilées par la Ville de Montréal.

· Le temps de référence **T** représente le temps réel du déplacement le plus approprié **aller**-**retour** en kilomètres des camions de la Ville entre la cour de voirie de l'arrondissement et l'usine du fournisseur.

· La distance de référence **D** représente le trajet le plus approprié **aller**-**retour** en kilomètres des camions de la Ville entre la cour de voirie de l'arrondissement et l'usine du fournisseur.

La Ville déterminera les plus basses soumissions conformes pour chacun des arrondissements en affectant les prix unitaires ajustés des enrobés aux quantités requises par groupe, par arrondissement. Cette combinaison donne le montant total ajusté le plus bas par arrondissement et elle sert à déterminer l'adjudicataire.

Le montant des contrats quant à lui est établi en fonction des prix unitaires réels (soumis) pour les enrobés et affectés aux quantités requises par groupe, par arrondissement.

Les tableaux présentés ici bas présentent les montants qui ont été soumissionnés pour chacun des groupes. Cependant ils ne prennent pas en considération les paramètres utilisés

dans la méthode d'adjudication des contrats.

En ce qui concerne la fourniture d'enrobés bitumineux à chaud en saison estivale et hivernale :

Pour le groupe A1 :

Firmes soumissionnaires	Prix de base	Autre	Total
Construction & Pavage Portneuf inc.	3 662 335,67 $		3 662 335,67 $
Construction DJL Inc.	3 975 910,07 $		3 975 910,07 $
Bau-Val CMM, Division de Bau-Val inc.	4 221 103,05 $		4 221 103,05 $
Demix Construction, une division de Groupe CRH Canada inc.	4 261 446,05 $		4 261 446,05 $
Les Pavages Chenail inc.	4 637 061,32 $		4 637 061,32 $
Dernière estimation réalisée	4 954 428,28 $		4 954 428,28 $
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)*			4 151 571,23 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*			13,36 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)*			974 725,65 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*			26,61 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			-1 292 092,61 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			-26,08 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			313 574,40 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			8,56 %

Pour le Groupe A2 :

Firmes soumissionnaires	Prix de base	Autre (préciser)	Total
Construction DJL Inc.	493 472,70 $		493 472,70 $
Les Pavages Chenail inc.	544 521,60 $		544 521,60 $
Demix Construction, une division de Groupe CRH Canada inc.	680 652,00 $		680 652,00 $
Dernière estimation réalisée	607 958,37 $		607 958,37 $

Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)* Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*	572 882,10 $ 16,09 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)* Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*	187 179,30 $ 37,93 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)* Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*	-114 485,67 $ -18,83 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)* Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*	51 048,90 $ 10,34 %

En ce qui concerne la fourniture d'émulsion de bitume :

Pour le groupe B1 :

Nous n'avons reçu aucune soumission pour ce groupe. Afin de combler les besoins pour ce groupe, un appel d'offres sur invitation va être publié dans les prochaines semaines.

Pour le groupe B2 :

Firmes soumissionnaires	Prix de base	Autre (préciser)	Total
Construction DJL Inc.	55 188,00 $		55 188,00 $
Les Industries McAsphalt Ltée.	61 569,11 $		61 569,11 $
Les Pavages Chenail inc.	137 970,00 $		137 970,00 $
Dernière estimation réalisée	63 328,23 $		63 328,23 $
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)* Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*			84 909,04 $ 53,85 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)* Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*			82 782,00 $ 150,00 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)* Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			-8 140,23 $ -12,85 %

Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*	6 381,11 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*	11,56 %

En ce qui concerne la fourniture d'asphalte tiède pour réparation en saison estivale et hivernale :

Pour le lot C :

Firmes soumissionnaires	Prix de base	Autre (préciser)	Total
Construction DJL Inc.	1 252 343,34 $		1 252 343,34 $
Tech-Mix, Division de Bau-Val inc.	1 263 183,18 $		1 263 183,18 $
Dernière estimation réalisée	1 369 582,20 $		1 369 582,20 $
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)* Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*			1 257 763,26 $ 0,43 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)* Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*			10 839,84 $ 0,87 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)* Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			-117 238,86 $ -8,56 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)* Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			10 839,84 $ 0,87 %

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Aux fins de désignation de l'adjudicataire pour chaque arrondissement, la Ville a ajusté les montants soumissionnés en fonction de l'itinéraire le plus approprié à parcourir pour les camions de la ville pour l'aller et le retour respectivement entre la cour de voirie de l'arrondissement et l'usine du soumissionnaire, ainsi qu'en prenant en considération le temps de déplacement pour l'aller et le retour en conditions routières le plus réelles possible. De plus, le prix unitaire soumis pour une tonne métrique d'enrobés bitumineux est ajusté afin de tenir compte du coût additionnel encouru par la Ville pour aller chercher le produit, en tenant compte également des coûts indirects tels le coût de la main-d'oeuvre, l'usure, l'entretien du matériel roulant (camion) et de son équipement (boîte à asphalte), ainsi que la consommation de carburant.

Conformément à l'article 477.4 de la Loi sur les cités et villes, le Service de l'environnement, a effectué un estimé préalable de la dépense pour chaque élément de l'appel d'offres :

Pour connaître les adjudicataires par arrondissement pour chaque groupe de l'appel d'offres, vous pouvez consulter le tableau d'octroi avec montants ajustés fourni en pièce jointe.

TOTAL PAR FOURNISSEUR / PAR GROUPE, TAXES INCLUSES							
GROUPE A1							
Construction DJL Inc.	Construction & Pavage Portneuf inc.	Bau-Val CMM, Division de Bau-Val inc.	Les Pavages Chenail inc.	Tech-Mix, Division de Bau-Val inc.	Total des montants des contrats	Estimation de la Ville	Economie
2 848 637,04 $	741 860,67 $	327 877,08 $	- $	- $	3 918 374,79 $	4 954 428,28 $	1 036 053,49 $
GROUPE A2							
Construction DJL Inc.	Construction & Pavage Portneuf inc.	Bau-Val CMM, Division de Bau-Val inc.	Les Pavages Chenail inc.	Tech-Mix, Division de Bau-Val inc.	Total des montants des contrats	Estimation de la Ville	Economie
402 613,71 $	- $	- $	100 258,20 $	- $	502 871,91 $	607 958,37 $	105 086,46 $
GROUPE B1							
Construction DJL Inc.	Construction & Pavage Portneuf inc.	Bau-Val CMM, Division de Bau-Val inc.	Les Pavages Chenail inc.	Tech-Mix, Division de Bau-Val inc.	Total des montants des contrats	Estimation de la Ville	Economie
n/a	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a
GROUPE B2							
Construction DJL Inc.	Construction & Pavage Portneuf inc.	Bau-Val CMM, Division de Bau-Val inc.	Les Pavages Chenail inc.	Tech-Mix, Division de Bau-Val inc.	Total des montants des contrats	Estimation de la Ville	Economie
55 188,00 $	- $	- $	- $	- $	55 188,00 $	63 328,23 $	8 140,23 $
LOT C							
Construction DJL Inc.	Construction & Pavage Portneuf inc.	Bau-Val CMM, Division de Bau-Val inc.	Les Pavages Chenail inc.	Tech-Mix, Division de Bau-Val inc.	Total des montants des contrats	Estimation de la Ville	Economie
1 168 119,56 $	- $	- $	- $	83 702,95 $	1 251 822,51 $	1 369 582,20 $	117 759,69 $
				Économie total:		1 267 039,88 $	

Les économies totales obtenues sont le résultat de plusieurs facteurs :

- Le regroupement de tous les types d'enrobés dans le même appel d'offres;

- La réduction du nombre d'articles et la simplification du bordereau de soumission;
- La prolongation de la durée de validité des contrats qui est passée de 12 mois à 24 mois;
- Les frais pour les ouvertures des usines en dehors des horaires réguliers qui ne sont plus intégrés au prix unitaire à la tonne pour chaque type d'enrobé;

Ces modifications apportées par le Service de l'approvisionnement ont permis d'obtenir une plus grande concurrence entre les différents soumissionnaires, ce qui a eu comme conséquence des économies de volume pour chaque article.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les soumissionnaires ont tous spécifié qu'une politique environnementale a été mise en place à l'interne pour diminuer les émissions de gaz à effet de serre et sensibiliser les employés à la cause environnementale.
Des actions concrètes ont déjà été mises en places, et d'autres actions environnementales sont planifiées et en cours d'élaboration dans le but de limiter les répercussions négatives de cette industrie.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'absence d'ententes-cadres alourdirait le processus d'approvisionnement pour ces services en obligeant la négociation à la pièce en plus de faire perdre à la Ville la possibilité d'économies de volume.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une communication sera transmise aux utilisateurs internes par le biais d'un bulletin « Info-achats » afin de les informer de la conclusion de l'entente-cadre ainsi que les modalités d'achat convenues.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Émission des ententes-cadres collectives auprès des adjudicataires à la suite de l'adoption de la résolution du conseil municipal.
Comité exécutif: 8 mars 2017
Commission d'examen: 15 mars 2017
Comité exécutif: 22 mars 2017
Conseil municipal: 27 mars 2017

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sébastien BIGUET
agent(e) d'approvisionnement niveau 2

Tél : 514-872-7446
Télécop. : 514-872-0863

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-03-06

Isabelle LAZURE
Chef de section

Tél : 514-872-6935
Télécop. : 514-868-5984

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Benoit DAGENAIS
Directeur général adjoint
Tél : 514 872-9466
Approuvé le : 2017-03-06

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 17-15759 — No du GDD : 1177315003

Titre de l'appel d'offres : Enrobés bitumineux à chaud, tièdes et émulsion de bitume.

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité par le SAppro

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 30 - 1 - 2017

Ouverture originalement prévue le : 15 - 2 - 2017

Ouverture faite le : 22 - 2 - 2017

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 4

Date du dernier addenda émis : 15 - 2 - 2017

Délai total accordé aux soumissionnaires : 22 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 9

Nbre de soumissions reçues : 9

% de réponses : 100

Nbre de soumissions rejetées : 1

% de rejets : 11,11

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
La Compagnie Meloche inc.	Conformité administrative

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 21 - 8 - 2017

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 21 - 8 - 2017

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant adjudication	√	# Lot
Construction DJL Inc.	4 474 558,30 $	√	
Construction & Pavage Portneuf inc.	741 860,67 $	√	
Bau-Val CMM, Division de Bau-Val inc	327 877,08 $	√	
Les Pavages Chenail inc	100 258,20 $	√	
Tech-Mix, Division de Bau-Val inc	83 702,95 $	√	

Information additionnelle

Nous avons reçu 9 soumissions de la part de 8 soumissionnaires, le compagnie Construction DJL Inc., a déposé 2 soumissions pour 2 groupes différents.
- 1 preneur de cahier de charges n'a pas déposé de soumission.

Préparé par : Sébastien Biguet — Le 2 - 3 - 2017

Tableau Adjudication / Par arrondissement		Montant soumissionné ajusté plus bas conforme	Montant réel pour adjudication	Nom soumissionnaire
AHUNTSIC- CARTIERVILLE				
Lot A	Groupe A1	223 548,00 $	181 075,60 $	Construction DJL Inc.
	Groupe A2	17 426,00 $	14 500,00 $	Construction DJL Inc.
Lot B	Groupe B1	NA	NA	NA
	Groupe B2	NA	NA	NA
LOT C		45 329,00 $	32 210,00 $	Construction DJL Inc.
ANJOU				
Lot A	Groupe A1	170 136,00 $	148 011,00 $	Construction & Pavage Portneuf inc.
	Groupe A2	8 196,00 $	7 250,00 $	Construction DJL Inc.
Lot B	Groupe B1	NA	NA	NA
	Groupe B2	NA	NA	NA
LOT C		19 964,00 $	16 570,00 $	Tech-Mix, Division de Bau-Val inc.
CÔTE DES NEIGES NOTRE DAME DE GRACE				
Lot A	Groupe A1	291 623,40 $	268 392,50 $	Bau-Val CMM, Division de Bau-Val inc.
	Groupe A2	21 933,60 $	19 200,00 $	Les Pavages Chenail inc.
Lot B	Groupe B1	NA	NA	NA
	Groupe B2	NA	NA	NA
LOT C		14 110,25 $	12 560,00 $	Construction DJL Inc.
LACHINE				
Lot A	Groupe A1	187 795,00 $	154 021,00 $	Construction DJL Inc.
	Groupe A2	23 317,50 $	20 000,00 $	Les Pavages Chenail inc.
Lot B	Groupe B1	NA	NA	NA
	Groupe B2	NA	NA	NA
LOT C		32 037,00 $	24 340,00 $	Construction DJL Inc.
LASALLE				
Lot A	Groupe A1	63 582,00 $	58 297,00 $	Construction DJL Inc.
	Groupe A2	17 057,00 $	16 000,00 $	Les Pavages Chenail inc.
Lot B	Groupe B1	NA	NA	NA
	Groupe B2	NA	NA	NA
LOT C		14 233,25 $	12 560,00 $	Construction DJL Inc.
LE PLATEAU MONT ROYAL				
Lot A	Groupe A1	195 819,00 $	161 617,00 $	Construction DJL Inc.
	Groupe A2	25 414,50 $	21 750,00 $	Construction DJL Inc.
Lot B	Groupe B1	NA	NA	NA
	Groupe B2	NA	NA	NA
LOT C		13 999,50 $	12 560,00 $	Construction DJL Inc.
LE SUD OUEST				
Lot A	Groupe A1	105 437,40 $	94 664,40 $	Construction DJL Inc.
	Groupe A2	17 385,00 $	16 000,00 $	Les Pavages Chenail inc.
Lot B	Groupe B1	NA	NA	NA

	Groupe B2	NA	NA	NA
LOT C		19 072,50 $	16 460,00 $	Construction DJL Inc.
L'ILE BIZARD SAINTE GENEVIEVE				
Lot A	Groupe A1	24 754,00 $	16 780,00 $	Bau-Val CMM, Division de Bau-Val inc.
	Groupe A2	2 200,30 $	1 450,00 $	Construction DJL Inc.
Lot B	Groupe B1	NA	NA	NA
	Groupe B2	NA	NA	NA
LOT C		5 997,20 $	4 160,00 $	Construction DJL Inc.
Mercier - Hochelaga-Maisonneuve				
Lot A	Groupe A1	335 890,00 $	261 802,00 $	Construction & Pavage Portneuf inc.
	Groupe A2	51 714,00 $	43 500,00 $	Construction DJL Inc.
Lot B	Groupe B1	NA	NA	NA
	Groupe B2	NA	NA	NA
LOT C		4 969,20 $	3 922,00 $	Tech-Mix, Division de Bau-Val inc.
MONTREAL NORD				
Lot A	Groupe A1	79 100,05 $	64 106,50 $	PAVAVES PORTNEUF
	Groupe A2	4 054,00 $	3 625,00 $	Construction DJL Inc.
Lot B	Groupe B1	NA	NA	NA
	Groupe B2	NA	NA	NA
LOT C		5 199,85 $	4 069,00 $	Tech-Mix, Division de Bau-Val inc.
OUTREMONT				
Lot A	Groupe A1	257 912,00 $	206 812,00 $	Construction DJL Inc.
	Groupe A2	17 420,00 $	14 500,00 $	Construction DJL Inc.
Lot B	Groupe B1	NA	NA	NA
	Groupe B2	NA	NA	NA
LOT C		206 772,50 $	188 770,00 $	Construction DJL Inc.
PIERREFONDS ROXBORO				
Lot A	Groupe A1	564 921,00 $	352 974,00 $	Construction DJL Inc.
	Groupe A2	10 668,50 $	7 250,00 $	Construction DJL Inc.
Lot B	Groupe B1	NA	NA	NA
	Groupe B2	NA	NA	NA
LOT C		35 961,00 $	24 555,00 $	Construction DJL Inc.
RIVIERE DES PRAIRIES POINTE AUX TREMBLES				
Lot A	Groupe A1	175 343,00 $	171 317,00 $	Construction & Pavage Portneuf inc.
	Groupe A2	8 610,50 $	7 250,00 $	Construction DJL Inc.
Lot B	Groupe B1	NA	NA	NA
	Groupe B2	NA	NA	NA
LOT C		20 240,50 $	16 570,00 $	Tech-Mix, Division de Bau-Val inc.
ROSEMONT LA PETITE PATRIE				
Lot A	Groupe A1	185 115,25 $	168 317,50 $	Construction DJL Inc.
	Groupe A2	54 862,50 $	50 750,00 $	Construction DJL Inc.

Lot B	Groupe B1	NA	NA	NA
	Groupe B2	NA	NA	NA
LOT C		97 324,00 $	71 140,00 $	Construction DJL Inc.
SAINT LAURENT				
Lot A	Groupe A1	301 687,00 $	226 770,00 $	Construction DJL Inc.
	Groupe A2	46 107,50 $	36 250,00 $	Construction DJL Inc.
Lot B	Groupe B1	NA	NA	NA
	Groupe B2	NA	NA	NA
LOT C		198 052,00 $	180 970,00 $	Construction DJL Inc.
SAINT LEONARD				
Lot A	Groupe A1	158 136,20 $	146 299,80 $	Construction DJL Inc.
	Groupe A2	4 629,60 $	4 350,00 $	Construction DJL Inc.
Lot B	Groupe B1	NA	NA	NA
	Groupe B2	NA	NA	NA
LOT C		250 671,00 $	218 100,00 $	Construction DJL Inc.
VERDUN				
Lot A	Groupe A1	164 622,00 $	154 716,00 $	Construction DJL Inc.
	Groupe A2	16 924,00 $	16 000,00 $	Les Pavages Chenail inc.
Lot B	Groupe B1	NA	NA	NA
	Groupe B2	NA	NA	NA
LOT C		20 638,30 $	15 772,00 $	Construction DJL Inc.
VILLE MARIE				
Lot A	Groupe A1	442 073,00 $	353 362,00 $	Construction DJL Inc.
	Groupe A2	145 384,00 $	116 000,00 $	Construction DJL Inc.
Lot B	Groupe B1	NA	NA	NA
	Groupe B2	NA	NA	NA
LOT C		221 752,50 $	201 820,00 $	Construction DJL Inc.
VILLERAY ST MICHEL PARC EXTENSION				
Lot A	Groupe A1	219 886,80 $	218 688,00 $	Construction DJL Inc.
	Groupe A2	21 847,20 $	21 750,00 $	Construction DJL Inc.
Lot B	Groupe B1	NA	NA	NA
	Groupe B2	NA	NA	NA
LOT C		42 725,00 $	31 670,00 $	Tech-Mix, Division de Bau-Val inc.
MAGASIN COLBERT				
Lot A	Groupe A1	NA	NA	NA
	Groupe A2	NA	NA	NA
Lot B	Groupe B1	NA	NA	NA
	Groupe B2	NA	48 000,00 $	Construction DJL Inc.
LOT C		NA	NA	NA

		TOTAL PAR ARRONDISSEMENT / PAR GROUPE, TAXES INCLUSES				
		Lot A		Lot B		LOT C
		Groupe A1	Groupe A2	Groupe B1	Groupe B2	
AHUNTSIC- CARTIERVILLE	**Montant ($)**	208 191,67 $	16 671,38 $	NA	NA	37 033,45 $
	Fournisseur	Construction DJL Inc.	Construction DJL Inc.	NA	NA	Construction DJL Inc.
ANJOU	**Montant ($)**	170 175,65 $	8 335,69 $	NA	NA	19 051,36 $
	Fournisseur	Construction & Pavage Portneuf inc.	Construction DJL Inc.	NA	NA	Tech-Mix, Division de Bau-Val inc.
CÔTE DES NEIGES NOTRE DAME DE GRACE	**Montant ($)**	308 584,28 $	22 075,20 $	NA	NA	14 440,86 $
	Fournisseur	Bau-Val CMM, Division de Bau-Val inc.	Les Pavages Chenail inc.	NA	NA	Construction DJL Inc.
LACHINE	**Montant ($)**	177 085,64 $	22 995,00 $	NA	NA	27 984,92 $
	Fournisseur	Construction DJL Inc.	Les Pavages Chenail inc.	NA	NA	Construction DJL Inc.
LASALLE	**Montant ($)**	67 026,98 $	18 396,00 $	NA	NA	14 440,86 $
	Fournisseur	Construction DJL Inc.	Les Pavages Chenail inc.	NA	NA	Construction DJL Inc.
LE PLATEAU MONT ROYAL	**Montant ($)**	185 819,15 $	25 007,06 $	NA	NA	14 440,86 $
	Fournisseur	Construction DJL Inc.	Construction DJL Inc.	NA	NA	Construction DJL Inc.
LE SUD OUEST	**Montant ($)**	108 840,39 $	18 396,00 $	NA	NA	18 924,89 $
	Fournisseur	Construction DJL Inc.	Les Pavages Chenail inc.	NA	NA	Construction DJL Inc.
L'ILE BIZARD SAINTE GENEVIEVE	**Montant ($)**	19 292,81 $	1 667,14 $	NA	NA	4 782,96 $
	Fournisseur	Bau-Val CMM, Division de Bau-Val inc.	Construction DJL Inc.	NA	NA	Construction DJL Inc.
MERCIER HOCHELAGA MAISONNEUVE	**Montant ($)**	301 006,85 $	50 014,13 $	NA	NA	4 509,32 $
	Fournisseur	Construction & Pavage Portneuf inc.	Construction DJL Inc.	NA	NA	Tech-Mix, Division de Bau-Val inc.
MONTREAL NORD	**Montant ($)**	73 706,45 $	4 167,84 $	NA	NA	4 678,33 $
	Fournisseur	Construction & Pavage Portneuf inc.	Construction DJL Inc.	NA	NA	Tech-Mix, Division de Bau-Val inc.
OUTREMONT	**Montant ($)**	237 782,10 $	16 671,38 $	NA	NA	217 038,31 $
	Fournisseur	Construction DJL Inc.	Construction DJL Inc.	NA	NA	Construction DJL Inc.
PIERREFONDS ROXBORO	**Montant ($)**	405 831,86 $	8 335,69 $	NA	NA	28 232,11 $
	Fournisseur	Construction DJL Inc.	Construction DJL Inc.	NA	NA	Construction DJL Inc.
RIVIERE DES PRAIRIES POINTE AUX TREMBLES	**Montant ($)**	196 971,72 $	8 335,69 $	NA	NA	19 051,36 $
	Fournisseur	Construction & Pavage Portneuf inc.	Construction DJL Inc.	NA	NA	Tech-Mix, Division de Bau-Val inc.
ROSEMONT LA PETITE PATRIE	**Montant ($)**	193 523,05 $	58 349,81 $	NA	NA	81 793,22 $
	Fournisseur	Construction DJL Inc.	Construction DJL Inc.	NA	NA	Construction DJL Inc.
SAINT LAURENT	**Montant ($)**	260 728,81 $	41 678,44 $	NA	NA	208 070,26 $
	Fournisseur	Construction DJL Inc.	Construction DJL Inc.	NA	NA	Construction DJL Inc.
SAINT LEONARD	**Montant ($)**	168 208,20 $	5 001,41 $	NA	NA	250 760,48 $
	Fournisseur	Construction DJL Inc.	Construction DJL Inc.	NA	NA	Construction DJL Inc.
VERDUN	**Montant ($)**	177 884,72 $	18 396,00 $	NA	NA	18 133,86 $
	Fournisseur	Construction DJL Inc.	Les Pavages Chenail inc.	NA	NA	Construction DJL Inc.
VILLE MARIE	**Montant ($)**	406 277,96 $	133 371,00 $	NA	NA	232 042,55 $
	Fournisseur	Construction DJL Inc.	Construction DJL Inc.	NA	NA	Construction DJL Inc.
VILLERAY ST MICHEL PARC EXTENSION	**Montant ($)**	251 436,53 $	25 007,06 $	NA	NA	36 412,58 $
	Fournisseur	Construction DJL Inc.	Construction DJL Inc.	NA	NA	Tech-Mix, Division de Bau-Val inc.
Magasin Colbert	**Montant ($)**	NA	NA	NA	55 188,00 $	NA
	Fournisseur	NA	NA	NA	Construction DJL Inc.	NA

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Recherche avancée

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 17-15759
Numéro de référence : 1046657
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Enrobés bitumineux à chaud, tièdes et émulsion de bitume

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
BauVal Inc. 2006-210 boul de Montarville Boucherville, QC, J4B 6T3 http://www.bauval.com NEQ : 1161846663	Madame Priscilla Renaud Téléphone : 450 377-4544 Télécopieur : 450 377-3309	**Commande : (1227169)** 2017-01-31 10 h 29 **Transmission :** 2017-01-31 10 h 29	2703567 - 17-15759 Addenda N°1 2017-02-08 7 h 46 - Télécopie 2704877 - 17-15759 Addenda N°2 2017-02-09 13 h 35 - Télécopie 2707238 - 17-15759 Addenda N°3 - Report de date 2017-02-15 7 h 23 - Télécopie 2707918 - 17-15759 Addenda N°4 2017-02-16 14 h 59 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction & Pavage Portneuf 599 Bona-Dussault Saint-Marc-des-Carrières, QC, G0A 4B0 NEQ : 1142323634	Madame Martine Naud Téléphone : 418 268-3558 Télécopieur	**Commande : (1228374)** 2017-02-02 8 h 50 **Transmission :** 2017-02-02 8	2703567 - 17-15759 Addenda N°1 2017-02-08 7 h 45 - Courriel 2704877 - 17-15759 Addenda N°2

		: 418 268-5442	h 50	2017-02-09 13 h 35 - Courriel 2707238 - 17-15759 Addenda N°3 - Report de date 2017-02-15 7 h 22 - Courriel 2707918 - 17-15759 Addenda N°4 2017-02-16 14 h 58 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Construction DJL Inc. (Carignan) 100 Chemin de la Carrière Carignan, QC, J3L 0N5 NEQ : 1147218763	Madame Julie Thibault Téléphone : 450 658-7527 Télécopieur : 450 447-3434	**Commande : (1226983)** 2017-01-31 8 h 06 **Transmission :** 2017-01-31 8 h 06	2703567 - 17-15759 Addenda N°1 2017-02-08 7 h 45 - Courriel 2704877 - 17-15759 Addenda N°2 2017-02-09 13 h 35 - Courriel 2707238 - 17-15759 Addenda N°3 - Report de date 2017-02-15 7 h 22 - Courriel 2707918 - 17-15759 Addenda N°4 2017-02-16 14 h 58 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Demix Construction, une division de CRH Canada inc. 26 rue Saulnier Laval, QC, H7M 1S8 http://www.crhcanada.com NEQ : 1164634611	Madame Julie Boudreault Téléphone : 450 629-3533 Télécopieur : 450 629-3549	**Commande : (1227700)** 2017-02-01 9 h 05 **Transmission :** 2017-02-01 9 h 05	2703567 - 17-15759 Addenda N°1 2017-02-08 7 h 45 - Courriel 2704877 - 17-15759 Addenda N°2 2017-02-09 13 h 35 - Courriel 2707238 - 17-15759 Addenda N°3 - Report de date 2017-02-15 7 h 22 - Courriel 2707918 - 17-15759 Addenda N°4 2017-02-16 14 h 58 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) :

				Messagerie (Purolator)
☐	Eurovia Québec Construction Inc. (Montréal) 6200 St-Patrick Montréal, QC, H4E1b3 NEQ : 1169491884	Madame Ghislaine Dujmovic Téléphone : 514 766-2550 Télécopieur :	**Commande : (1227351)** 2017-01-31 13 h 52 **Transmission :** 2017-01-31 13 h 52	2703567 - 17-15759 Addenda N°1 2017-02-08 7 h 45 - Courriel 2704877 - 17-15759 Addenda N°2 2017-02-09 13 h 35 - Courriel 2707238 - 17-15759 Addenda N°3 - Report de date 2017-02-15 7 h 22 - Courriel 2707918 - 17-15759 Addenda N°4 2017-02-16 14 h 58 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	La Cie Meloche Inc. 3125 boul Saint-Charles Kirkland, QC, H9H 3B9 NEQ : 1143725696	Monsieur Yassine Chaari Téléphone : 514 695-3395 Télécopieur : 514 695-2316	**Commande : (1229702)** 2017-02-03 14 h 27 **Transmission :** 2017-02-03 14 h 27	2703567 - 17-15759 Addenda N°1 2017-02-08 7 h 45 - Courriel 2704877 - 17-15759 Addenda N°2 2017-02-09 13 h 35 - Courriel 2707238 - 17-15759 Addenda N°3 - Report de date 2017-02-15 7 h 22 - Courriel 2707918 - 17-15759 Addenda N°4 2017-02-16 14 h 58 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Les Industries MC Asphalt Ltée. 11451 rue Sherbrooke Est Montréal, QC, H1B 1C2 NEQ : 1145680139	Monsieur Joe Masi Téléphone : 514 645-1691 Télécopieur : 514 645-4401	**Commande : (1230291)** 2017-02-06 11 h 14 **Transmission :** 2017-02-06 11 h 14	2703567 - 17-15759 Addenda N°1 2017-02-08 7 h 46 - Télécopie 2704877 - 17-15759 Addenda N°2 2017-02-09 13 h 35 - Télécopie 2707238 - 17-15759 Addenda N°3 - Report de date 2017-02-15 7 h 23 -

				Télécopie 2707918 - 17-15759 Addenda N°4 2017-02-16 14 h 59 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Pavage Chenail 104, St-Rémi, C.P. 3220 Saint-Rémi, QC, J0L2L0 NEQ : 1142533042	Madame Christine Barbeau Téléphone : 450 454-0000 Télécopieur : 450 454-5219	**Commande : (1229507)** 2017-02-03 11 h 30 **Transmission :** 2017-02-03 11 h 30	2703567 - 17-15759 Addenda N°1 2017-02-08 7 h 45 - Télécopie 2704877 - 17-15759 Addenda N°2 2017-02-09 13 h 35 - Télécopie 2707238 - 17-15759 Addenda N°3 - Report de date 2017-02-15 7 h 22 - Télécopie 2707918 - 17-15759 Addenda N°4 2017-02-16 14 h 58 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Sintra (Région Montérégie / Rive-Sud) 9975. rue de Chateauneuf, local B Brossard, QC, J4Z3V6 NEQ : 1145755295	Madame Marie Josée Roy Téléphone : 450 638-0172 Télécopieur : 450 638-2909	**Commande : (1230255)** 2017-02-06 10 h 51 **Transmission :** 2017-02-06 19 h 44	2703567 - 17-15759 Addenda N°1 2017-02-08 7 h 45 - Courriel 2704877 - 17-15759 Addenda N°2 2017-02-09 13 h 35 - Courriel 2707238 - 17-15759 Addenda N°3 - Report de date 2017-02-15 7 h 22 - Courriel 2707918 - 17-15759 Addenda N°4 2017-02-16 14 h 58 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Tech Mix 3350 Rang de la Butte aux Renard Varennes, QC, J3X 1P7	Madame Geneviève Lasalle Téléphone	**Commande : (1236899)** 2017-02-16 15 h 12	2703567 - 17-15759 Addenda N°1 2017-02-16 15 h 12 - Aucun

	http://www.bauval.com NEQ : 1161846663	: 450 652-0689 Télécopieur : 450 652-0947	**Transmission :** 2017-02-16 15 h 12	2704877 - 17-15759 Addenda N°2 2017-02-16 15 h 12 - Aucun 2707238 - 17-15759 Addenda N°3 - Report de date 2017-02-16 15 h 12 - Aucun 2707918 - 17-15759 Addenda N°4 2017-02-16 15 h 12 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Tech Mix 3350 Rang de la Butte aux Renard Varennes, QC, J3X 1P7 http://www.bauval.com NEQ : 1161846663	Monsieur Sylvain Leroux Téléphone : 450 652-0689 Télécopieur : 450 652-0947	**Commande : (1228846)** 2017-02-02 14 h 28 **Transmission :** 2017-02-02 14 h 28	2703567 - 17-15759 Addenda N°1 2017-02-08 7 h 45 - Courriel 2704877 - 17-15759 Addenda N°2 2017-02-09 13 h 35 - Courriel 2707238 - 17-15759 Addenda N°3 - Report de date 2017-02-15 7 h 22 - Courriel 2707918 - 17-15759 Addenda N°4 2017-02-16 14 h 58 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Tech Mix 3350 Rang de la Butte aux Renard Varennes, QC, J3X 1P7 http://www.bauval.com NEQ : 1161846663	Monsieur Sylvain Leroux Téléphone : 450 652-0689 Télécopieur : 450 652-0947	**Commande : (1235634)** 2017-02-15 9 h 14 **Transmission :** 2017-02-15 9 h 14	2703567 - 17-15759 Addenda N°1 2017-02-15 9 h 14 - Aucun 2704877 - 17-15759 Addenda N°2 2017-02-15 9 h 14 - Aucun 2707238 - 17-15759 Addenda N°3 - Report de date 2017-02-15 9 h 14 - Téléchargement 2707918 - 17-15759 Addenda N°4 2017-02-16 15 h 31 - Télécopie Mode privilégié (devis)

				: Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Ville de Montréal - Service de l'approvisionnement 255 boulevard Crémazie Est 4e étage, bureau 400 Montréal, QC, H2M 1M2 http://www.ville.montreal.qc.ca NEQ :	Monsieur Alexandre Muniz Téléphone : 514 872-1028 Télécopieur : 514 872-0863	**Commande : (1226686)** 2017-01-30 13 h 48 **Transmission :** 2017-01-30 13 h 48	Mode privilégié : Ne pas recevoir

Sélectionner Annuler

© 2003-2017 Tous droits réservés

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

DÉCISION N° : 2013-CPSM-0030

Québec, le 16 avril 2013

Les Pavages Chenail inc.
À l'attention de : Monsieur Yvon Varin
104, boul. Saint-Rémi
Saint-Rémi (Québec) J0L 2L0

Objet :Autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public à Les Pavages Chenail inc.
Autorisation n° 2013-CPSM-0030 n° d'identification de l'Autorité : 2700004376

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous Chenail, une autorisation de conclure un contrat/sous contrat public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65-1 (la « LCOP »). Les Pavages Chenail inc. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **15 avril 2016** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et la réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification pouvant survenir aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité (www.lautorite.qc.ca).

La Direction des contrats publics et
des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, 3e étage
Québec (Québec)
G1V 5C1
tél. : 418.525.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
téléc. : 418.525.9512

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec)
H4Z 1G3
tél. : 514.395.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
téléc. : 514.873.3090

www.lautorite.qc.ca

CHENAIL
AGRÉGATS - ASPHALTE

DOCUMENT EXPLICATIF AU DÉPÔT DE LA SOUMISSION CONCERNANT LA VALIDITÉ DE L'AUTORISATION DE L'AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Dans le cadre du présent projet, nous joignons au dépôt de notre soumission notre autorisation de conclure des contrats et sous-contrats publics délivrée par l'Autorité des marchés financiers (AMF). La période de validité de notre autorisation est venue à échéance le 15 avril 2016. Bien que nous ayons entrepris les démarches pour son renouvellement avant son terme, actuellement, l'Autorité n'émet pas de confirmation écrite de renouvellement à cet effet.

Il en résulte donc que le seul moyen fiable pour les entrepreneurs de prouver qu'ils sont toujours autorisés est de soumettre un document provenant d'une recherche effectuée dans le registre des entreprises autorisées sur le site internet de l'AMF à l'adresse suivante : http://www.lautorite.qc.ca/fr/registre-lcop-conso.html. Le résultat de cette recherche correspond au document remis avec notre soumission. Conformément à la loi, la date d'expiration d'une autorisation ne peut se retrouver sur ce registre. Et tel qu'expliqué par l'Autorité sous l'onglet « Foire aux questions », ce registre est un registre positif et par conséquent lorsqu'une entreprise y est inscrite cela confirme au moment de la recherche qu'elle est autorisée. Inversement, si l'entreprise ne s'y retrouve pas, elle ne détient pas cette autorisation.

Présentement, ce registre est le moyen le plus sûr et précis car il permet en temps réel de s'assurer qu'une entreprise soit toujours valide à soumissionner. Ainsi, bien qu'une lettre d'autorisation soit émise pour une durée de 3 ans pour une entreprise, elle peut être révoquée à tout moment suite à une décision de l'Autorité. Cette révocation ne paraissant pas sur la lettre émise à l'origine, la présence d'un entrepreneur sur le registre est donc la seule certitude pour le donneur d'ouvrage que cet entrepreneur soit autorisé.

Isabelle Desrochers, ing.
Vice-présidente Travaux Génie Civil

N.B. : Nous vous invitions à consulter les articles de la FAQ sur le site de l'AMF via le lien suivant : http://www.lautorite.qc.ca/fr/faq-cp.html

M

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 30 janvier 2015

CONSTRUCTION DJL INC.
A/S MONSIEUR PATRICK OCTAVE ACHILLE SULLIOT
1550, RUE AMPÈRE, BUREAU 200
BOUCHERVILLE (QC) J4B 7L4

N° de décision : 2015-CPSM-1006045
N° de client : 2700004296

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'Autorité) accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- CARRIÈRE MONT-BRUNO DIVISION DE CONSTRUCTION DJL INC.
- CONTINENTAL, DIVISION DE CONSTRUCTION DJL INC.
- DJL
- DJL TECHNOLOGIES DIVISION DE CONSTRUCTION DJL INC.
- GRAVIÈRE ST-FRANÇOIS DIVISION DE CONSTRUCTION DJL INC.
- GROUPE DJL
- LES CONSTRUCTIONS ET PAVAGES CONTINENTAL DIVISION DE CONSTRUCTION DJL INC.
- PAVAGES BEAU BASSIN DIVISION DE CONSTRUCTION DJL INC.
- PAVAGES RACINE
- PAVAGES RACINE DIVISION DE CONSTRUCTION DJL INC.
- RACINE
- RACINE DIVISION DE CONSTRUCTION DJL INC.

une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65.1 (la LCOP). CONSTRUCTION DJL INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **29 janvier 2018** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 14 avril 2014

CONSTRUCTION ET PAVAGE PORTNEUF INC.
A/S MONSIEUR DAVID MARCOTTE
599, BOUL. BONA-DUSSAULT
SAINT-MARC-DES-CARRIÈRES (QC) G0A 4B0

N° de décision : 2014-CPSM-1023697
N° de client : 3000174533

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'Autorité) accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65.1 (la LCOP). CONSTRUCTION ET PAVAGE PORTNEUF INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **13 avril 2017** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

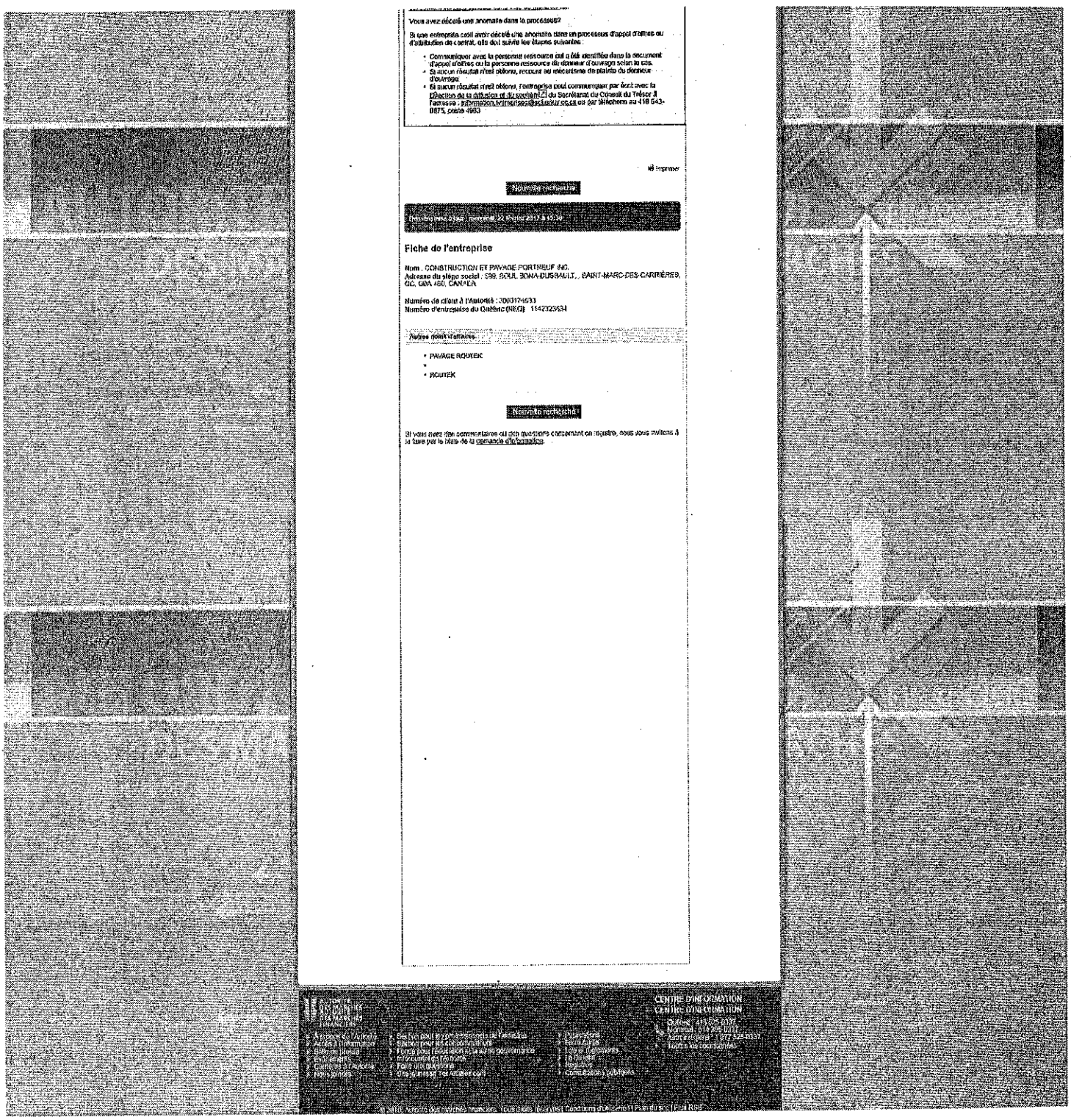
Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone 418 525-0337
Télécopieur 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C P 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone 514 395-0337
Télécopieur 514 873-3090

www lautorite qc.ca



Vous avez décelé une anomalie dans le processus?

Si une entreprise croit avoir décelé une anomalie dans un processus d'appel d'offres ou d'attribution de contrat, elle doit suivre les étapes suivantes:

- Communiquer avec la personne ressource qui a été identifiée dans le document d'appel d'offres ou la personne ressource du donneur d'ouvrage selon le cas.
- Si aucun résultat n'est obtenu, recourir au mécanisme de plainte du donneur d'ouvrage.
- Si aucun résultat n'est obtenu, l'entreprise peut communiquer par écrit avec la Direction de la diffusion et du soutien [...] du Secrétariat du Conseil du Trésor à l'adresse : information.fournisseurs@sct.gouv.qc.ca ou par téléphone au 418 643-0875, poste 4963

Imprimer

Nouvelle recherche

Fiche de l'entreprise

Nom : CONSTRUCTION ET PAVAGE PORTNEUF INC.
Adresse du siège social : 599, BOUL BONA-DUSSAULT, , SAINT-MARC-DES-CARRIÈRES, QC, G0A 4B0, CANADA

Numéro de client à l'Autorité : 2000124533
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1142023434

Autres noms d'affaires :

- PAVAGE ROUTEK
-
- ROUTEK

Nouvelle recherche

Si vous avez des commentaires ou des questions concernant ce registre, nous vous invitons à le faire par le biais de la demande d'information.

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 31 juillet 2014

BAU-VAL INC.
A/S MONSIEUR JEAN-PIERRE MALO
210, DE MONTARVILLE, BUREAU 2006
BOUCHERVILLE (QC) J4B 6T3

N° de décision : 2014-CPSM-1039953
N° de client : 3000167015

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'Autorité) accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- 3RETC
- ASPHALTE HI-TECH
- BAU-VAL CMM
- BAU-VAL STE-SOPHIE
- CARRIÈRE L'ANGE-GARDIEN
- CARRIÈRES RÉGIONALES
- PAVAGES VARENNES
- SABLES L.G.
- TECH-MIX

une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65.1 (la LCOP). BAU-VAL INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **30 juillet 2017** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

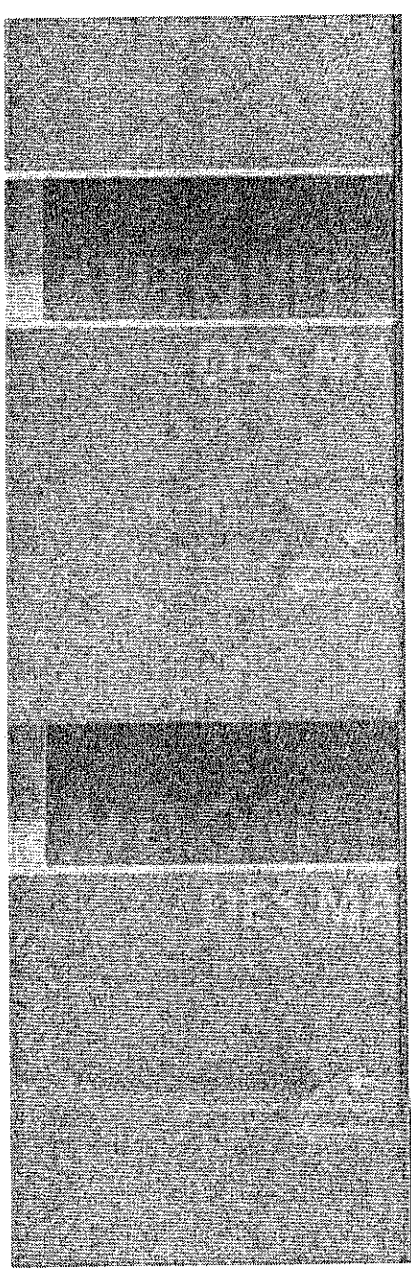
Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements transmis lors de la demande d'autorisation.

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

AMF
2



Nouvelle recherche

Fiche de l'entreprise

Nom : BAU-VAL INC.
Adresse du siège social : 210, DE MONTARVILLE, 2000, BOUCHERVILLE, QC, J4B 6T3, CANADA

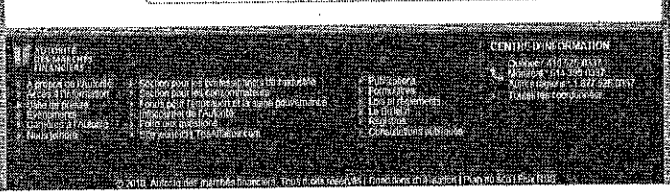
Numéro de client à l'Autorité : 3000167015
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1161946563

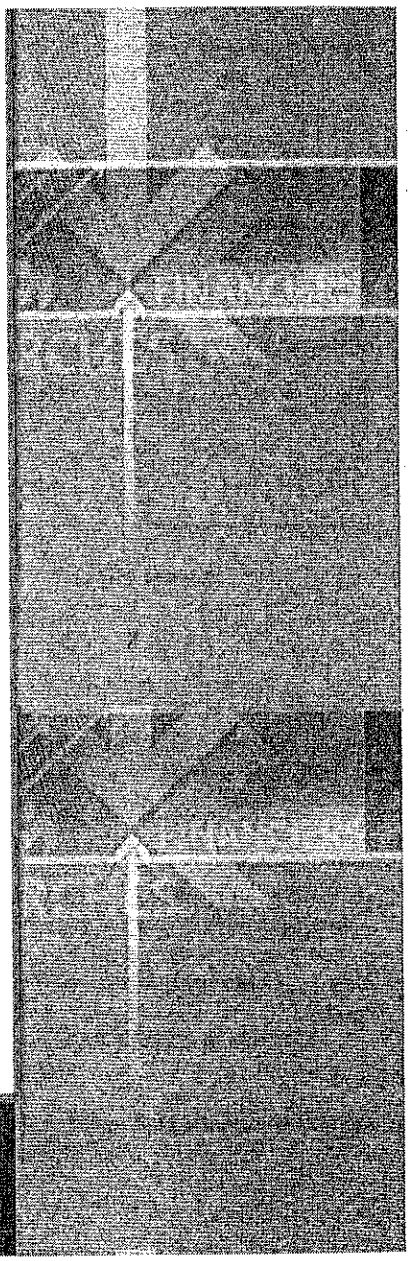
Autres noms d'affaires

- SRETO
- ASPHALTE HI-TECH
- BAU-VAL CMM
- BAU-VAL STE-SOPHIE
- CARRIÈRE LAVOIE-GARDNER
- CARRIÈRES RÉGIONALES
- PAVAGES VARENNES
- SABLES L.G.
- TECH-MIX

Nouvelle recherche

Si vous avez des commentaires ou des questions concernant ce registre, nous vous invitons à le faire par le biais de la demande d'information





Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CM : 20.51

2017/03/27 13:00

(2)

Dossier # : 1177315003

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction , Division de l'acquisition de biens et services , Approvisionnement stratégique et collectif
Objet :	Conclure avec les firmes Construction DJL inc. (4 474 558,30 $, taxes incluses), Les Pavages Chenail inc. (100 258,20 $, taxes incluses), Construction & Pavages Portneuf inc.(741 860,67 $, taxes incluses), Bau-Val CMM, Division de Bau-Val inc. (327 877,08 $, taxes incluses) et Tech-Mix, Division de Bau-Val inc. (83 702,95 $ taxes incluses) des ententes-cadres collectives pour une période de vingt-quatre (24) mois, pour la fourniture sur demande d'enrobés bitumineux à chaud, d'émulsion de bitume et d'asphalte tiède. Appel d'offres public 17-15759 (9 soum.). (Montant total estimé des ententes: 5 728 257,20 $, taxes incluses).

Rapport- mandat SMCE177315003 - enrobés bitumineux.pdf

Dossier # :1177315003

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Commission permanente sur l'examen des contrats

La commission :

Présidente

Mme Émilie Thuillier
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Vice-présidente

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Membres

M. Richard Celzi
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Marie Cinq-Mars
Arrondissement d'Outremont

M. Richard Deschamps
Arrondissement de LaSalle

M. Marc-André Gadoury
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Luc Gagnon
Arrondissement de Verdun

M. Manuel Guedes
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 27 mars 2017

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE177315003

Conclure avec les firmes Construction DJL inc. (4 474 558,30 $, taxes incluses), Les Pavages Chenail inc. (100 258,20 $, taxes incluses), Construction & Pavages Portneuf inc.(741 860,67 $, taxes incluses), Bau-Val CMM, Division de Bau-Val inc. (327 877,08 $, taxes incluses) et Tech-Mix, Division de Bau-Val inc. (83 702,95 $ taxes incluses) des ententes-cadres collectives pour une période de vingt-quatre (24) mois, pour la fourniture sur demande d'enrobés bitumineux à chaud, d'émulsion de bitume et d'asphalte tiède. Appel d'offres public 17-15759 (9 soum.).(Montant total estimé des ententes: 5 728 257,20 $, taxes incluses).

(ORIGINAL SIGNÉ)

Émilie Thuillier
Présidente

(ORIGINAL SIGNÉ)

Pierre G. Laporte
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE177315003
Conclure avec les firmes Construction DJL inc. (4 474 558,30 $, taxes incluses), Les Pavages Chenail inc. (100 258,20 $, taxes incluses), Construction & Pavages Portneuf inc.(741 860,67 $, taxes incluses), Bau-Val CMM, Division de Bau-Val inc. (327 877,08 $, taxes incluses) et Tech-Mix, Division de Bau-Val inc. (83 702,95 $ taxes incluses) des ententes-cadres collectives pour une période de vingt-quatre (24) mois, pour la fourniture sur demande d'enrobés bitumineux à chaud, d'émulsion de bitume et d'asphalte tiède. Appel d'offres public 17-15759 (9 soum.).(Montant total estimé des ententes: 5 728 257,20 $, taxes incluses).

À sa séance du 8 mars 2017, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le présent contrat. Ce dossier répondait au critère suivant :

- *Contrat de biens et de services d'une valeur de plus de 2 M$ présentant un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire (groupe A1)*

Le 16 mars 2017, les membres de la commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus d'appel d'offres relativement au mandat confié. Des représentants du Service de l'approvisionnement ont répondu aux questions des membres de la Commission.

Les membres de la Commission ont soulevé diverses questions sur le processus d'appel d'offres dans ce dossier.

Ils ont souligné la grande qualité du sommaire décisionnel et de la présentation qui leur a été faite par le Service.

De même, les membres ont grandement apprécié les explications claires et précises données sur la méthode d'adjudication des contrats et en ont souligné la rigueur.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les représentants du Service de l'approvisionnement pour leurs interventions au cours de la séance de travail de la commission. La commission adresse la conclusion suivante au conseil municipal :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil municipal à savoir :

- *Contrat de biens et de services d'une valeur de plus de 2 M$ présentant un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire (groupe A1)*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la commission;

Considérant les nombreuses questions adressées par les membres de la commission aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE177315003 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.52

2017/03/27 13:00

(2)

Dossier # : 1177231003

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau potable par chemisage sur diverses rues dans les arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville, de L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève et de Saint-Laurent. Dépense totale de 11 155 281,92 $ (contrat: 10 955 281,92 $ + incidences: 200 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 333703 - 2 soumissionnaires

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 11 155 281,92 $, taxes incluses, pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau potable par chemisage sur diverses rues des arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville, de L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève et de Saint-Laurent, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

2. d'accorder à Sanexen Services Environnementaux inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 10 955 281,92 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 333703 ;

3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2017-02-20 11:06

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1177231003**

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau potable par chemisage sur diverses rues dans les arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville, de L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève et de Saint-Laurent. Dépense totale de 11 155 281,92 $ (contrat: 10 955 281,92 $ + incidences: 200 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 333703 - 2 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

Les travaux de réhabilitation de conduites d'eau potable par la technique de chemisage sont proposés par la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau (DGSRE) du Service de l'eau. Ces travaux s'inscrivent dans la stratégie de la gestion de l'eau des infrastructures performantes et font partie des interventions qui contribuent à améliorer les infrastructures collectives et la qualité de vie des citoyens.
Cette technique de chemisage sans tranchée représente de nombreux avantages comparativement aux méthodes plus traditionnelles de reconstruction par excavation, notamment :

- réduction importante des coûts d'exécution comparativement à la reconstruction par excavation;
- rapidité dans la réalisation des travaux;
- réduction des perturbations sur les infrastructures environnantes;
- rapidité de la remise en état des lieux;
- réduction de la disposition des sols et des matériaux d'excavation;
- maintien de la circulation durant les travaux.

Dans un contexte de déficit d'entretien des réseaux d'aqueduc, les techniques de réhabilitation permettent le renouvellement d'un très grand nombre de conduites d'aqueduc.

Pour mesurer l'évolution du coût par kilomètre des contrats accordés depuis 2008, une liste est présentée en pièce jointe.

Pour l'année 2017, il est prévu exécuter des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires sur une longueur totale de vingt-sept (27) kilomètres.

Étant donné l'envergure de l'ensemble de ces travaux et la volonté de la Ville à ouvrir le marché et encourager la concurrence, la Direction des infrastructures (DI) a scindé le grand projet de travaux de réhabilitation en cinq secteurs. La présente demande d'octroi de contrat vise la réhabilitation des conduites d'aqueduc des arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville, de L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève et de Saint-Laurent. Deux (2) autres projets, soit #333701 et #333702, font actuellement l'objet d'un dossier d'octroi (1167231067 et 1167231068), tandis que les deux derniers projets #333704 et #333705 ont fait l'objet d'un lancement d'appels d'offres respectivement le 6 et le 13 février 2017. Les ouvertures de ces appels d'offres sont prévues le premier et le 8 mars 2017.

La DGSRE a mandaté la Direction des infrastructures du Service des infrastructures, de la voirie et des transports (SIVT) afin de préparer les documents requis au lancement de l'appel d'offres et de réaliser les travaux mentionnés à l'objet du présent dossier.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM17 0157 - 20 février 2017 - Accorder deux (2) contrats de services professionnels pour une période de 36 mois : contrat #1 avec Tetra Tech QI inc. pour une somme maximale de 2 086 251,27 $, taxes incluses pour la surveillance des travaux de réhabilitation de conduites d'eau potable, le support technique et le contrôle de qualité et contrat #2 (un seul soumissionnaire conforme) avec Cima+ S.E.N.C. pour la somme maximale de 1 626 692,17 $, taxes incluses pour la surveillance des travaux de réhabilitation de conduites d'égout, le support technique et le contrôle de qualité. Appel d'offres public 16-15591 - 5 soumissions reçues (1167231054);
CM16 0586 - 16 mai 2016 - Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc. pour des travaux de réhabilitation sans tranchée de conduites d'eau par technique de chemisage sur diverses rues, dans les arrondissements d'Anjou, de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, de Montréal-Nord et de Saint-Léonard - Dépense totale de 5 854 704,21 $, taxes incluses (contrat secteur Est: 5 730 704,21 $ + incidences: 124 000,00 $) - Appel d'offres public 329403 - 3 soumissionnaires (1167231003);

CM16 0585 - 16 mai 2016 - Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc. pour des travaux de réhabilitation sans tranchée de conduites d'eau par technique de chemisage sur diverses rues, dans les arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville, de Rosemont –La Petite-Patrie et de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension - Dépense totale de 7 322 332,62 $, taxes incluses (contrat secteur Nord: 7 172 332,62 $ + incidences: 150 000,00$) - Appel d'offres public 329404 - 3 soumissionnaires (1167231004);

CG16 0197 - 24 mars 2016 - Accorder un contrat à Aquarehab (Canada) inc., pour la réalisation de travaux de réhabilitation de conduites d'eau potable par chemisage sur diverses rues dans les arrondissements de Côte-des-neiges−Notre-Dame-de-Grâce, de Lachine, de LaSalle, du Plateau-Mont-Royal, du Sud-Ouest, de Verdun et de Ville-Marie. Dépense totale de 11 822 395,46 $, taxes incluses (contrat - secteur Centre: 11 562 395,46 $ + incidences: 260 000 $) - Appel d'offres public 329402 - 2 soumissionnaires (1154102007);

CM16 0339 - 21 mars 2016 - Accorder un contrat à Aquarehab (Canada) inc., pour la réalisation de travaux de réhabilitation de conduites d'eau potable par chemisage sur diverses rues dans les arrondissements de L'Île-Bizard−Sainte-Geneviève et de Saint-Laurent - Dépense totale de 3 859 118,27 $, taxes incluses (contrat - secteur Ouest : 3 769 118,27 $ + incidences : 90 000 $) - Appel d'offres public 329401 - 3 soumissionnaires (1154102006).

DESCRIPTION

La longueur totale des conduites d'eau secondaires à réhabiliter par chemisage en 2017 est de 27 km, ce qui représente un taux de renouvellement de l'ordre de 0,8 % pour l'ensemble du réseau de la ville de Montréal. Le présent contrat prévoit 8,2 km et regroupe les arrondissements suivants : Ahuntsic-Cartierville, L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève et Saint-Laurent.
La liste des rues où des travaux de réhabilitation de conduites d'eau potable auront lieu est jointe au présent dossier ainsi que la description des actifs visés par les travaux.

Dans notre démarche de concertation, les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties prenantes avant le lancement de l'appel d'offres. Des demandes de commentaires ont été transmises au requérant et aux arrondissements concernés lors de l'élaboration des plans et devis, aux différentes étapes d'avancement, lesquelles ont été prises en compte.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 995 934,72 $ taxes incluses, soit 10 % du coût des travaux avant les taxes, tel que décrit au bordereau d'appel d'offres.

Les dépenses incidentes comprennent des dépenses en matière d'utilités publiques, de gestion des impacts, de marquage et signalisation ainsi que des frais de laboratoire pour le contrôle qualitatif des matériaux et pour la surveillance environnementale. Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document *Incidences et ristournes* en pièce jointe.

Sur six (6) preneurs du cahier des charges, deux (2) firmes ont déposé une soumission et quatre (4) n’en ont pas déposé, soit une proportion respective de 33 % et 67 %. Parmi les quatre (4) qui n’en ont pas déposé, deux (2) firmes sont connues comme étant des sous-traitants et deux (2) firmes n'ont pas motivé leur désistement. La liste des preneurs du cahier des charges (SEAO) est en pièce jointe.

JUSTIFICATION

Le tableau des résultats de soumission présenté dans le formulaire Annexe résume la liste des soumissionnaires et des prix soumis, l'écart de prix entre les deux plus basses soumissions reçues et l'écart entre l'estimation des professionnels et le montant du contrat à accorder.
L'estimation des professionnels de la Division de la conception des travaux est établie, avant la période d'appel d'offres, à partir de l'historique des appels d'offres pour des travaux de même nature tout en tenant compte de la complexité particulière des contrats.

L'écart entre la plus basse soumission conforme et l'estimation étant inférieur à 10 %, la Division de la conception des travaux appuie la recommandation de l'octroi du contrat.

Le présent dossier répond à l'un des critères préalables à sa présentation devant la Commission permanente sur l'examen des contrats. Selon les dépenses prévisionnelles, le contrat d'exécution de travaux est supérieur à 10 000 000 $. De plus, il répond à l'une des conditions préalables. En effet, l'écart de prix est supérieur à 20 % entre la deuxième plus basse soumission et la soumission de l'adjudicataire recommandé.

Des pénalités peuvent être appliquées si l'entrepreneur ne respecte pas l'échéancier des travaux (article 24 des clauses administratives spéciales du cahier des charges). Aucun boni n'est prévu dans les documents d'appel d'offres.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal relatif à ce contrat est de 11 155 281,92 $ taxes incluses, incluant des incidences de 200 000,00 $ taxes incluses.
Cette dépense, entièrement assumée par la ville centrale, représente un coût net de 10 186 259,28 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale, lequel est financé par le Règlement d'emprunt # 16-062 de compétence locale «Renouvellement du réseau secondaire d'aqueduc et d'égout».

Le coût de certaines rues de ce contrat sera subventionné par le programme FEPTEU (Fonds de l'eau potable et le traitement des eaux usées) à 83 %, laissant ainsi un impact de 17 % à la charge des contribuables alors que le coût des autres rues sera entièrement subventionné par le programme TECQ (taxe sur l'essence et de la contribution du Québec).

La répartition du coût des travaux et des dépenses incidentes est présentée dans le document « Incidences et ristournes » en pièce jointe.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Action 7 du plan d'action Montréal durable 2016-2020 : « Optimiser la gestion de l'eau ».

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est refusé, le fait de ne pas procéder aux travaux dans un délai relativement rapproché pourrait avoir pour conséquence de devoir reconstruire certaines conduites au lieu de les réhabiliter, ce qui entraînerait des coûts beaucoup plus importants. De plus, si les travaux sont réalisés dans un délai ultérieur, ceci risque de provoquer une augmentation des coûts de la main-d'oeuvre et des matériaux. Également, advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure au 1er juin 2017, soit la date d'échéance de la validité de la soumission, le plus bas soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les coûts afférents.

L'impact sur la circulation est décrit en pièce jointe dans le document « Principes de gestion de la circulation ».

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication a été approuvée par le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES :
Commission permanente sur l'examen des contrats : mars 2017
Octroi du contrat : à la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées
Début des travaux : avril 2017
Fin des travaux : novembre 2017

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Linda PHARAND)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Mathieu-Pierre LABERGE, Service de l'eau
Michel BORDELEAU, Ahuntsic-Cartierville
Normand MARINACCI, L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève
Dang NGUYEN, Saint-Laurent

Lecture :

Michel BORDELEAU, 10 février 2017
Mathieu-Pierre LABERGE, 10 février 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dominique FILION
Ingénieur(e)

Tél : 514 872-3945
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-10

Mohamed BECHIR BOUZAIDI
Chef de division

Tél : 514 872-0264
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Chantal AYLWIN
Directrice des infrastructures
Tél : 514 872-4101
Approuvé le : 2017-02-20

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2017-02-20

ANNEXE - CONTRAT DE CONSTRUCTION

INFORMATIONS RELATIVES AU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET À SON RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 333703 — No du GDD : 1177231003

Titre de l'appel d'offres : Réhabilitation sans tranchée de conduites d'eau par la technique de chemisage sur diverses rues dans les arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville, L'Ile-Bizard-Sainte-Geneviève et Saint-Laurent.

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 9 - 1 - 2017 — Ouverture originalement prévue le : 1 - 2 - 2017

Ouverture faite le : 1 - 2 - 2017 — Délai total accordé aux soumissionnaires : 22 jrs

Addenda émis

Nombre d'addenda émis durant l'appel d'offres : 1 — ***Si addenda, détailler ci-après***

Date de l'addenda	Description sommaire de l'addenda	Impact sur le coût estimé du contrat ($)
17 - 1 - 2017	Modification de l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle	-

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 6 — Nbre de soumissions reçues : 2 — % de réponses : 33

Nbre de soumissions rejetées : 0 — % de rejets : 0,0

Soumissions rejetées (nom)	Motif(s) de rejet: administratif et / ou technique

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs — Date d'échéance initiale : 1 - 6 - 2017

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs — Date d'échéance révisée : 1 - 6 - 2017

Résultats de l'appel d'offres

Soumissions conformes	Prix soumis incluant taxes et corrections au besoin		
	Avant contingences	Contingences	Total
SANEXEN SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC.	9 959 347,20	995 934,72	10 955 281,92
AQUAREHAB (CANADA) INC.	14 121 207,65	1 412 120,77	15 533 328,42
Estimation interne	10 614 446,01	1 061 444,60	11 675 890,61

Écart entre la plus basse soumission et l'estimation : **-6,2%**

Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse : **41,8%**

Dossier à être étudié par la CEC : **Oui** X — **NON**

Validation du droit de contracter du soumissionnaire recommandé (cocher la case appropriée)

	N.A.	OK		N.A.	OK	
RBQ		X	AMF		X	***Joindre l'attestation de l'AMF, le cas échéant***
RENA		X	Revenu Qc		X	

Recommandation

Nom du soumissionnaire : SANEXEN SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC.

Montant du contrat (incluant les contingences) ($) : 10 955 281,92

Montant des incidences ($) : 200 000,00

Date prévue de début des travaux : 4 - 4 - 2017 — Date prévue de fin des travaux : 17 - 11 - 2017

Montréal

ACTIFS VISÉS PAR LES TRAVAUX

Soumission: 333703
Titre: Travaux de réhabilitation des conduites d'eau potable par chemisage sur diverses rues de la ville de Montréal.

Arrondissements: Ahuntsic-Cartierville, L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève et Saint-Laurent

Voirie

	Nature des travaux	Quantité	Unité	Commentaires
Chaussée				
Trottoir, Bordure et Mail				

Égout / Aqueduc

Type d'Intervention et Diamètre	Quantité	Unité	Commentaires
Aqueduc réhabilitation sans tranchée 150 mm	1943	m	
Aqueduc réhabilitation sans tranchée 200 mm	4844	m	
Aqueduc réhabilitation sans tranchée 250 mm	441	m	
Aqueduc réhabilitation sans tranchée 300 mm	1014	m	

Éclairage

Type d'Intervention	Quantité	Unité	Commentaires

Feux

Type d'Intervention	Quantité	Unité	Commentaires

CSEM

Type d'Intervention	Quantité	Unité	Commentaires

Préparé par:	Dominique Filion ing.		Date:	22/03/2017

Service des infrastructures, de la voirie et des transports
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux
801, rue Brennan, 7e étage
Montréal, Québec, H3C 0G4

Réhabilitation AQ 2017 - Liste des rues et des plans
Contrat 333703

Arrondissement	No. Plan	Rue	De	A	Type de rue	Diamètre projeté (mm)	Longueur probable (m)
Ahuntsic-Cartierville	AHU_AQ-2017-01	Boulevard Henri-Bourassa	de l'Acadie	Marcelin-Wilson	Artérielle	200	313
Ahuntsic-Cartierville	AHU_AQ-2017-14	Christophe-Colomb	Christophe-Colomb	Gouin	Local	150	85
Ahuntsic-Cartierville	AHU_AQ-2017-13	de l'Acadie	Port-Royal	Sauvé	Artérielle	200	190
Ahuntsic-Cartierville	AHU-AQ-2017-10	D'Iberville	Prieur	Boulevard Henri-Bourassa	Local	150	263
Ahuntsic-Cartierville	AHU-AQ-2017-02	Jacques-Bizard	Pierre-Curie	Poncet	Local	200	185
Ahuntsic-Cartierville	AHU-AQ-2017-07	Legendre	André-Grasset	Papineau	Local	200	300
Ahuntsic-Cartierville	AHU_AQ-2017-16	Louvain	Meilleur	de l'Esplanade	Collectrice	250	441
Ahuntsic-Cartierville	AHU-AQ-2017-12	Notre-Dame-Des-Anges	Gouin	Bocage	Local	150	250
Ahuntsic-Cartierville	AHU-AQ-2017-11	Place Hélène-Boullé	De Chazel	Bohlé	Local	200	375
Ahuntsic-Cartierville	AHU-AQ-2017-03	Place Meilleur	Meilleur	Place Meilleur	Local	200	162
Ahuntsic-Cartierville	AHU_AQ-2017-09	Place de Louvain	Louvain	Louvain	Local	200	280
Ahuntsic-Cartierville	AHU_AQ-2017-06	Saint-Laurent	Fleury	Prieur	Artérielle	300	265
Ahuntsic-Cartierville	AHU_AQ-2017-04	Toupin	De Bécancour	Gouin	Artérielle	200	170
Ahuntsic-Cartierville	AHU-AQ-2017-05	Verville	Legendre	Chabanel	Local	200	250

Arrondissement	No. Plan	Rue	De	A	Type de rue	Diamètre projeté (mm)	Longueur probable (m)
L'île-Bizard-Sainte-Geneviève	IBG-AQ-2017-01	Bertrand	Saint-Pierre	Bertrand	Local	150	98
L'île-Bizard-Sainte-Geneviève	IBG-AQ-2017-04	Raymond	Dollard	Saint-Joseph	Local	150	185
L'île-Bizard-Sainte-Geneviève	IBG-AQ-2017-01	Saint-Hyacinthe	Saint-Pierre	Saint-Hyacinthe	Local	150	90
L'île-Bizard-Sainte-Geneviève	IBG-AQ-2017-01	Saint-Pierre	Bertrand	Boulevard Gouin	Local	150	160
Saint-Laurent	SLA-AQ-2017-01	Achim	Savard	Boulevard Keller	Local	200	101
Saint-Laurent	SLA-AQ-2017-13	Fraser	Stevens	Dorais	Local	200	248
Saint-Laurent	SLA-AQ-2017-02	McWillis	Goulet	#2745 McWillis	Local	150	115
Saint-Laurent	SLA_AQ-2017-14	Stevens	Satim	Abbott	Local	200	200
Saint-Laurent	SLA_AQ-2017-07	Bougie	Deguire	Ashton	Local	200	160
Saint-Laurent	SLA_AQ-2017-05	Boulevard Marcel-Laurin	Chemin Laval	Henri-Bourassa	Artérielle	200	184
Saint-Laurent	SLA_AQ-2017-08	Chameran	Meloche	Deguire	Local	200	126
Saint-Laurent	SLA_AQ-2017-15	Chemin de la Côte-de-Liesse	Montée de Liesse	McArthur	Artérielle	200 et 300	1322
Saint-Laurent	SLA_AQ-2017-06	Deguire	Laframboise	Bougie	Local	300	375
Saint-Laurent	SLA_AQ-2017-03	Henri-Bourassa	Dutrisac	Filion	Artérielle	200	159
Saint-Laurent	SLA_AQ-2017-04	Norman	Cléroux	Henri-Bourassa	Local	150	217
Saint-Laurent	SLA-AQ-2017-11	Paton	Brunet	Dorais	Local	200	198
Saint-Laurent	SLA-AQ-2017-10	Trudeau	Hébert	Laperrière	Local	150	257
Saint-Laurent	SLA-AQ-2017-10	Trudeau	Laperrière	Houde	Local	150	233
Saint-Laurent	SLA-AQ-2017-09	Varry	Quenneville	Brochu	Local	200	285
TOTAL							**8242**

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

SOMMAIRE PAR SOUS-PROJETS (PROJETS SIMON)		SOUMISSION:	333703	DATE:
#GDD:	1177231003	DRM:	3337	2017/02/05
RESPONSABLE:	Dominique Filion	GROUPE:		
INTITULÉ DU PROJET:	Travaux de réhabilitation des conduites d'eau potable par chemisage sur diverses rues de la ville de Montréal.			

PROJET INVESTI: 56000 Desc et client-payeur: DGSRE

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences *info additionnelle*	Agglo (A) /Corpo (C)
1756000703	166140	10 072 117,62 $	10 955 281,92 $	75 000,00 $	995 934,72 $	C
1756000703	166140	114 141,66 $	0,00 $	125 000,00 $	0,00 $	C
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
SOUS-TOTAL		**10 186 259,28 $**	**10 955 281,92 $**	**200 000,00 $**	**995 934,72 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
SOUS-TOTAL		**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
SOUS-TOTAL		**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
SOUS-TOTAL		**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
SOUS-TOTAL		**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	

TOTAL	**10 186 259,28 $**	**10 955 281,92 $**	**200 000,00 $**	**995 934,72 $**

TOTAL (Contrat + Incidences) **11 155 281,92 $**

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**GRAND TOTAL**	**SOUMISSION:**	**333703**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**GROUPE:**	**0**	**05/02/2017**
INTITULÉ DU PROJET:	**Travaux de réhabilitation des conduites d'eau potable par chemisage sur diverses rues de la ville de Montréal.**			

		Toutes taxes incluses		
MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET				10 955 281,92 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE		995 934,72 $		
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:				
Utilités publiques			40 000,00 $	
			0,00 $	
Laboratoire, contrôle qualitatif			95 000,00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation			20 000,00 $	
Communication			0,00 $	
Gestion des impacts (présence policière, déplacement de stationnement, etc..)			15 000,00 $	
			0,00 $	
Surveillance environnementale			30 000,00 $	
	TOTAL À REPORTER		200 000,00	200 000,00 $
Dépenses à autoriser - GRAND TOTAL				11 155 281,92 $
Imputation (crédits)				10 186 259,28 $
Montant de dépôt				
TAXES:			TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)			485 117,72	967 809,85
Ristournes TPS et TVQ à 50%			969 022,64	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ›	Dominique Filion

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1756000703**	**SOUMISSION:**	**333703**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**166140**	**GROUPE:**	**0**	**05/02/2017**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Travaux de réhabilitation des conduites d'eau potable par chemisage sur diverses rues de la ville de Montréal. Corpo**			
ENTREPRENEUR ›	**Sanexen Services Environnementaux inc. et incidences techniques**			

			Toutes taxes incluses
MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			10 955 281,92 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	995 934,72 $		
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques		40 000,00 $	
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation		20 000,00 $	
Gestion des impacts (présence policière, déplacement de stationnement, etc..)		15 000,00 $	
	TOTAL À REPORTER	75 000,00	75 000,00 $
Dépenses totales à autoriser			11 030 281,92 $
Imputation (crédits)			10 072 117,62 $
Montant de dépôt			
TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		479 681,75	956 965,10
Ristournes TPS et TVQ à 50%		958 164,30	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ›	Dominique Filion

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1756000703**	**SOUMISSION:**	**333703**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**166140**	**GROUPE:**	**0**	**05/02/2017**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Travaux de réhabilitation des conduites d'eau potable par chemisage sur diverses rues de la ville de Montréal. Corpo**			
ENTREPRENEUR ›	**Services Professionnels**			

			Toutes taxes incluses
MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE			
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Laboratoire, contrôle qualitatif		95 000,00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Communication			
Gestion des impacts (présence policière, déplacement de stationnement, etc..)			
Surveillance environnementale		30 000,00 $	
	TOTAL À REPORTER	125 000,00	125 000,00 $
Dépenses totales à autoriser			125 000,00 $
Imputation (crédits)			114 141,66 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	5 435,96	10 844,75
Ristournes TPS et TVQ à 50%	10 858,34	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ›	Dominique Filion

Soumission 333703 – Travaux de réhabilitation de conduite d'eau potables par chemisage sur diverses rues de la Ville de Montréal

Résumé des mesures de maintien de la circulation et de gestion des impacts

Secteur	Mesures de mitigation
Applicables à toutes les rues	Les travaux sont répartis sur diverses rues pour lesquelles les exigences spécifiques sont décrites à l'annexe C1 du cahier C. - Protéger les aires de travail et les excavations dans la zone de travaux à l'aide de clôtures autoportantes temporaires au pourtour de l'aire de travail afin d'éviter l'intrusion des piétons ou des cyclistes et glissières de sécurité pour chantier lorsque spécifié à l'annexe C1; - Maintenir en tout temps les mouvements permis aux intersections à moins d'indication contraire tel que décrit à l'annexe C1; - Maintien, en tout temps, des trottoirs et passages piétonniers libres d'obstacles. Sinon fournir la signalisation complète afin que les piétons et cyclistes puissent contourner l'obstacle; - L'entrepreneur doit en tout temps laisser une voie carrossable pour les services d'urgence.
Mesures de gestion des impacts applicables à tous les projets	- Présence de signaleur(s) qualifié(s) pour assurer une saine gestion des mouvements sur le réseau routier adjacent la zone des travaux incluant les piétons et cyclistes; - En présence d'école, de corridor scolaire et/ou de parc, l'entrepreneur doit prévoir : présence d'un signaleur, réalisation des travaux en été, maintien de la circulation piétonnière, sécurisation des matériaux entreposés dans la rue; - En présence d'hôpital, l'entrepreneur doit prévoir : présence d'un signaleur, maintien des accès aux services d'urgence, maintien de la circulation piétonnière et à mobilité réduite, sécurisation des matériaux entreposés dans la rue; - Dans un secteur commercial, l'entrepreneur doit prévoir : maintien des zones de livraison et débarcadères, maintien des accès aux commerces, maintien de la circulation piétonnière, sécurisation des matériaux entreposés dans la rue; - Dans un secteur résidentiel, l'entrepreneur doit prévoir : stationnement interdit de 7h00 à 19h00 seulement, si possible, maintien de la circulation piétonnière, sécurisation des matériaux entreposés dans la rue; - L'entrepreneur doit implanter un chemin de détour et/ou un itinéraire facultatif lors d'une fermeture complète de rue ou d'une direction; - Maintenir la piste cyclable en tout temps via un détour ou permettre l'interruption sur une courte distance avec déplacement à pied et/ou présence d'un signaleur; - Maintenir les voies réservées aux autobus en tout temps ou relâchement sur un maximum d'un tronçon. L'entrepreneur doit coordonner ces travaux avec la STM et obtenir leur approbation préalablement. La STM doit être avisée de la date et de la nature des entraves via l'adresse courriel suivante : gestiondesreseaux@stm.info; - Des plaques d'acier pour circulation doivent être prévues pour redonner accès aux riverains en dehors des heures de travail, si spécifié à l'annexe C1; - Le réseau d'aqueduc temporaire ne doit pas constituer un obstacle sur les trottoirs. Des pentes d'accès et sécuritaire doivent être réalisé, au besoin, afin de permettre le passage des personnes à mobilité réduite.

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

DÉCISION N° : 2013-CPSM-0129

Québec, le 15 juillet 2013

Sanexen Services Environnementaux inc.
À l'attention de : Monsieur Réjean Loiselle
9935, avenue de Catania
Brossard (Québec) J4Z 3V4

Objet : Autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public à Sanexen Services Environnementaux inc.
Autorisation n° 2013-CPSM-0129 n° d'identification de l'Autorité : 2700007373

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous SANEXEN, une autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65-1 (la « LCOP »). Sanexen Services Environnementaux inc. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **14 juillet 2016** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et la réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification pouvant survenir aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité (www.lautorite.qc.ca).

Le Surintendant de l'assistance aux clientèles et
de l'encadrement de la distribution,

Eric Stevenson

Québec ☒
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, 3e étage
Québec (Québec)
G1V 5C1
tél. : 418.525.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
téléc. : 418.525.9512

Montréal ☐
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec)
H4Z 1G3
tél. : 514.395.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
téléc. : 514.873.3090

www.lautorite.qc.ca

Luc Paquet

De: Réjean Loiselle
Envoyé: janvier 26 2017 16:24
À: Luc Paquet
Objet: TR: Votre reçu de transaction

De : Nepasrepondre.Paiement@lautorite.qc.ca [mailto:Nepasrepondre.Paiement@lautorite.qc.ca]
Envoyé : avril 13 2016 15:54
À : Réjean Loiselle
Objet : Votre reçu de transaction

==========RELEVÉ DE TRANSACTION=========

Autorité des marchés financiers- Services en ligne
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec
Québec
G1V 5C1
Tél. : 418-525-0337
Télécopieur : 418-525-9512
==========
TRANSACTION : ACHAT
COMPTE : MASTER CARD
#CARTE : 556909XXXXXX0996

MONTANT : 416,00$

DATE/HEURE : 2016/04/13 15:54:14
#RÉFÉRENCE : 0000000072
#AUTORISATION : 155414 H
#TRANSACTION : 000185059011
#FACTURE : 002700007373

==========
APPROUVÉE-MERCI
==========

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 333703
Numéro de référence : 1040621
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Réhabilitation sans tranchée de conduites d'eau par la technique de chemisage sur diverses rues dans les arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville , L'Ile-Bizard-Sainte-Geneviève et Saint-Laurent

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Aquaréhab (Canada) inc. 2145 rue Michelin Laval, QC, H7L 5B8 http://www.aquarehab.com NEQ : 1166358797	Madame France Marcil Téléphone : 450 687-3472 Télécopieur : 450 687-4570	**Commande : (1215903)** 2017-01-09 6 h 38 **Transmission :** 2017-01-09 6 h 38	2693291 - 333703_Addenda 1 2017-01-17 13 h 18 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
BOISCLAIR ET FILS 14405 Chemin Dupuis Mirabel, QC, J7n3H7 http://www.boisclairetfils.ca NEQ : 1140359127	Monsieur Philippe Boisclair Téléphone : 450 227-2468 Télécopieur : 450 227-1698	**Commande : (1217449)** 2017-01-11 10 h **Transmission :** 2017-01-11 10 h	2693291 - 333703_Addenda 1 2017-01-17 13 h 18 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
LE GROUPE LÉCUYER LTÉE. 17 Du Moulin Saint-Rémi, QC, J0L 2L0 NEQ : 1145052065	Monsieur David Guay Téléphone : 450 454-3928 Télécopieur : 450 454-7254	**Commande : (1217419)** 2017-01-11 9 h 37 **Transmission :** 2017-01-11 9 h 37	2693291 - 333703_Addenda 1 2017-01-17 13 h 18 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Entreprises Gevilco inc. 20386 Boulevard Henri-Bourassa Québec, QC, G2M 1L1 NEQ : 1141201781	Monsieur Jean-Philippe Bédard Téléphone : 418 849-1289 Télécopieur : 418 849-1169	**Commande : (1221470)** 2017-01-19 9 h 49 **Transmission :** 2017-01-19 9 h 49	2693291 - 333703_Addenda 1 2017-01-19 9 h 49 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Réhabilitation Du O inc 5270 boul Cléroux Laval, QC, H7T 2E8 NEQ : 1168298256	Monsieur Danick Dufresne Téléphone : 450 682-2733 Télécopieur : 450 682-9651	**Commande : (1219127)** 2017-01-15 12 h 14 **Transmission :** 2017-01-16 8 h 23	2693291 - 333703_Addenda 1 2017-01-17 13 h 18 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Sanexen Services Environnementaux inc.. 9935, rue de Châteauneuf, entrée 1 - bureau 200 Brossard, QC, j4z3v4 http://www.sanexen.com NEQ : 1141989021	Madame Andrée Houle Téléphone : 450 466-2123 Télécopieur : 450 466-2240	**Commande : (1216060)** 2017-01-09 9 h 41 **Transmission :** 2017-01-09 11 h 03	2693291 - 333703_Addenda 1 2017-01-17 13 h 18 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

© 2003-2017 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1177231003

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau potable par chemisage sur diverses rues dans les arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville, de L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève et de Saint-Laurent. Dépense totale de 11 155 281,92 $ (contrat: 10 955 281,92 $ + incidences: 200 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 333703 - 2 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1177231003_Info_comptable.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Linda PHARAND
Préposée au budget
Tél : 872-5916

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-17

Mélanie BRISSON
Conseillère en gestion ressources financières
Tél : 872-6052
Division : Direction du conseil et du soutien financier - Point service EAU-ENVIRONNEMENT

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CM : 20.52

2017/03/27 13:00

(2)

Dossier # : 1177231003

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau potable par chemisage sur diverses rues dans les arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville, de L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève et de Saint-Laurent. Dépense totale de 11 155 281,92 $ (contrat: 10 955 281,92 $ + incidences: 200 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 333703 - 2 soumissionnaires

Rapport- mandat SMCE177231003 - Sanexen.pdf

Dossier # :1177231003

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Commission permanente sur l'examen des contrats

La commission :

Présidente

Mme Émilie Thuillier
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Vice-présidente

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Membres

M. Richard Celzi
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Marie Cinq-Mars
Arrondissement d'Outremont

M. Richard Deschamps
Arrondissement de LaSalle

M. Marc-André Gadoury
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Luc Gagnon
Arrondissement de Verdun

M. Manuel Guedes
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 27 mars 2017

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE177231003

Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau potable par chemisage sur diverses rues dans les arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville, de L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève et de Saint-Laurent. Dépense totale de 11 155 281,92 $ (contrat: 10 955 281,92 $ + incidences: 200 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 333703 - 2 soumissionnaires.

(ORIGINAL SIGNÉ)

Émilie Thuillier
Présidente

(ORIGINAL SIGNÉ)

Pierre G. Laporte
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE177231003
Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau potable par chemisage sur diverses rues dans les arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville, de L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève et de Saint-Laurent. Dépense totale de 11 155 281,92 $ (contrat: 10 955 281,92 $ + incidences: 200 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 333703 - 2 soumissionnaires.

À sa séance du 8 mars 2017, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le présent contrat. Ce dossier répondait aux critères suivants :

- *Contrat de plus de 10 M$;*
- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M$ présentant un écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme.*

Le 16 mars 2017, les membres de la commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus d'appel d'offres relativement au mandat confié. Des représentants du Service des infrastructures, de la voirie et des transports ont répondu aux questions des membres de la Commission.

Les membres de la Commission ont soulevé diverses questions sur le processus d'appel d'offres dans ce dossier.

Ils ont été étonnés de l'écart de prix considérable de 41,8% entre les deux soumissionnaires. Le Service n'a pas été en mesure de fournir d'explication à cet écart.

Les membres ont aussi noté que le marché pour les travaux de chemisage pour la réhabilitation de conduites d'eau potable demeurait très restreint. Ils ont apprécié le fait que le Service ait choisi de lancer d'autres appels d'offres pour des contrats de réhabilitation de plus petite envergure visant à permettre l'entrée de nouvelles entreprises dans le marché. Les résultats constatés par le Service sont cependant à l'effet que cette approche n'a pas atteint ses objectifs à ce jour.

Ils ont aussi salué l'initiative du Service d'inclure au sommaire décisionnel un tableau montrant l'évolution du coût moyen au mètre linéaire de la réhabilitation des conduites d'eau potable. Cette information répond à une recommandation maintes fois exprimée par la Commission.

Les membres ont, par ailleurs, constaté, en page 8 du sommaire décisionnel (dans l'intervention du Service de l'approvisionnement), qu'un addenda avait été émis pour apporter une modification à l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle de la Ville. Le Service a expliqué que cet addenda avait été émis, à la demande du Service des affaires juridiques, pour tenir compte d'une décision arbitrale touchant l'accréditation syndicale des professionnels scientifiques qui suspend l'application de l'article 7 pour cette catégorie d'employés.

Les membres ont posé plusieurs questions sur cet addenda et ont obtenu des réponses appropriées. Ils auraient cependant souhaité avoir obtenu cette information préalablement plutôt que la découvrir lors de l'étude du présent contrat.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les représentants du Service des infrastructures, de la voirie et des transports pour leurs interventions au cours de la séance de travail de la commission. La commission adresse la conclusion suivante au conseil municipal :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil municipal à savoir :

- *Contrat de plus de 10 M$;*
- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M$ présentant* un écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme.

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la commission;

Considérant les nombreuses questions adressées par les membres de la commission aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE177231003 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.53

2017/03/27 13:00

(2)

Dossier # : 1164362002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division programmes de projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à l'entreprise Les Constructions Lavacon Inc. pour la construction de l'agrandissement et du réaménagement de la bibliothèque de Pierrefonds (bâtiment #3101) située au 13 555 boulevard de Pierrefonds dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro. Autoriser une dépense totale de 20 350 614,02 $ (taxes, contingences et incidences incluses). Appel d'offres public # 5887 (10 soumissionnaires). Contrat #13539.

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 20 350 614,02 $, taxes incluses, pour la construction de l'agrandissement et du réaménagement de la bibliothèque de Pierrefonds de l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

2. d'accorder à Les Constructions Lavacon Inc, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 17 659 725,32 $ taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public #5887 ;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-03-02 16:46

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1164362002**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division programmes de projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à l'entreprise Les Constructions Lavacon Inc. pour la construction de l'agrandissement et du réaménagement de la bibliothèque de Pierrefonds (bâtiment #3101) située au 13 555 boulevard de Pierrefonds dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro. Autoriser une dépense totale de 20 350 614,02 $ (taxes, contingences et incidences incluses). Appel d'offres public # 5887 (10 soumissionnaires). Contrat #13539.

CONTENU

CONTEXTE

En 2007, le comité exécutif de la Ville de Montréal a confirmé la mise en place du *Programme de rénovation, d'agrandissement et de construction des bibliothèques (RAC)* de la Direction associée des bibliothèques. Ce programme s'inscrit dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel que la Ville de Montréal a conclue avec le Ministère de la Culture et des Communications (MCC). Le 3 octobre 2012, le comité exécutif de la Ville de Montréal a autorisé la poursuite du projet d'agrandissement et de réaménagement de la bibliothèque de Pierrefonds de l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro et en novembre 2012, le conseil d'arrondissement a donné un accord de principe pour la réalisation du projet.
Au terme d'un processus de concours en deux étapes, les firmes Chevalier Morales architectes inc. et DMA architectes s.e.n.c.r.l., ayant réalisé le projet Lauréat, ont été mandaté pour poursuivre la réalisation des plans et devis du projet. Afin de compléter l'équipe de professionnels, un appel d'offres public pour la rétention de services professionnels en ingénierie (structure, mécanique, électrique, civile) et en architecture de paysage a eu lieu et la firme Bouthillette Parizeau inc. a été mandatée.

Pour la réalisation des travaux de construction de la bibliothèque de Pierrefonds, un premier appel d'offres public a été réalisé en août et septembre 2016; mais puisque le prix de la plus basse soumission conforme déposée dépassait le coût visé et que le nouveau projet de loi no 83 quant aux délais d'émission des addendas n'a pas été respecté, l'appel d'offres a donc été annulé. À cet effet, un dossier a été présenté aux instances pour faire approuver un nouveau cadre budgétaire (CE16 2077).

Une révision générale du projet a été mise en place avec la participation de tous les professionnels du projet (architectes et ingénieurs) ainsi que de la firme d'économistes de la construction afin de réduire les coûts de construction. Un deuxième appel d'offres a été annoncé dans les journaux ainsi que sur le système électronique d'appel d'offres (SÉAO) le 11 janvier 2017 pour une durée de trente-cinq (35) jours ouvrables; les soumissions ont été reçues le 15 février 2017. Deux (2) addendas ont été émis durant la période d'appel

d'offres.

ADDENDA	DATE D'ÉMISSION	DESCRIPTION	IMPACT SUR LE DÉPÔT DES SOUMISSIONS
# 1	2016-01-27	Ajout des prescriptions pour la réhabilitation environnementale, des systèmes de surveillance par caméra et du tableau de suivis des questions des soumissionnaires.	OUI
# 2	2016-02-03	Émission du bordereau de soumission révisé, précisions aux plans en électricité et en architecture de paysage et tableau de suivis des questions des soumissionnaires.	OUI

Les soumissions sont valides pour une période de cent vingt (120) jours, soit jusqu'au 14 juin 2017.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE16 2077 2016-12-14 Autoriser un budget additionnel de 3 213 130 $, taxes incluses, soit un budget total de 24 357 812 $, taxes incluses, pour la réalisation du projet d'agrandissement et de réaménagement de la bibliothèque de Pierrefonds dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro. (Sommaire décisionnel #1160003007).
CA15 29 0028 2015-02-02 Accorder un contrat de services professionnels à la firme d'économistes de la construction GLT + inc. pour la rétention de services professionnels pour une somme maximale de 63 997,96 $ taxes et contingences incluses -Appel d'offres public (#14-12339) - (5 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention de services professionnels à cette fin et autoriser une dépense maximale de 69 117,80 $. (Sommaire décisionnel #1144362005).

CA14 29 0238 2014-08-06 Accorder un contrat de services professionnels à la firme Bouthillette Parizeau inc. en ingénierie et en architecture de paysage pour la réalisation des plans et devis ainsi que pour la surveillance des travaux pour le projet d'agrandissement et de réaménagement de la bibliothèque de Pierrefonds (3101) situé au 13 555 boulevard de Pierrefonds de l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro, pour un montant de 746 996,20 $ (contingences et taxes incluses) - Appel d'offres public # 14-13192 (7 soum.) / Approuver un projet de convention à cette fin et autoriser une dépense maximale de 805 803,72 $. (Sommaire décisionnel #1144362003).

CA13 29 0374 2013-12-02 La résolution numéro CA12 29 0316 adoptée par le conseil d'arrondissement à sa séance du 1er octobre 2013 doit être amendée pour préciser la désignation des firmes lauréates, à savoir Chevalier Morales architectes inc. et DMA architectes s.e.n.c.r.l. au lieu de Chevalier Morales/DMA architectes. (Sommaire décisionnel # 1132504020).

CA13 29 0316 2013-10-01 Octroyer un contrat de services professionnels en architecture d'un montant maximal de 934 944,05 $ (taxes incluses) aux firmes Chevalier Morales architectes et DMA architectes, lauréates de la seconde étape du concours d'architecture du projet d'agrandissement et de réaménagement de la bibliothèque de Pierrefonds (bâtiment #3101) pour la production des plans et devis ainsi que la surveillance de chantier et autoriser une dépense totale maximale de 1 107 406,55 $ (taxes, services supplémentaires et incidences incluses). Autoriser le lancement d'un appel d'offres public pour retenir les services professionnels en ingénierie et architecture de paysage pour la préparation des plans et devis du projet de la bibliothèque de Pierrefonds, en utilisant la grille d'évaluation pré-approuvée de l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro. (Sommaire décisionnel #1132504020).

DESCRIPTION

Le présent dossier vise l'octroi d'un contrat à l'entreprise Les Construction Lavacon Inc., le plus bas soumissionnaire conforme, pour réaliser les travaux de construction de la bibliothèque de Pierrefonds.
Les travaux d'agrandissement et de réaménagement de la bibliothèque de Pierrefonds comprennent, sans s'y restreindre, les éléments suivants:

- L'enlèvement et la conservation pour ré-utilisation, à même ce projet, d'une partie de la brique d'argile installée sur la bibliothèque existante;
- La démolition sélective d'une partie de la bibliothèque existante tel qu'indiqué aux dessins de manière à pouvoir faire place aux réaménagements et à y intégrer la nouvelle construction ainsi que les nouveaux systèmes électriques et mécaniques qui y sont associés. Ces travaux de démolition incluent, sans toutefois, s'y limiter; l'enlèvement des fenêtres existantes, l'enlèvement d'une partie des murs extérieurs, l'enlèvement des dalles sur sol, ainsi que l'enlèvement complet des systèmes mécaniques et électriques;
- La démolition d'une partie des aménagements extérieurs afin de faire place au nouvel agrandissement ainsi qu'aux interventions prescrites dans les documents de génie civil et d'architecture de paysage;
- Une partie de la démolition devra être réalisée selon les prescriptions de la section de devis de l'ingénieur en hygiène industrielle, notamment l'enlèvement de l'amiante;
- La modification de la charpente de la bibliothèque existante de manière à pouvoir faire place aux réaménagements;
- Des travaux d'isolation thermique ainsi que le réaménagement complet de la partie conservée de la bibliothèque existante;
- Des travaux de modification sur une partie de l'enveloppe de la bibliothèque existante;
- La construction d'un nouvel agrandissement à la bibliothèque existante;
- Des travaux de génie civil et d'aménagement paysager incluant notamment l'aménagement de nouvelles pentes de terrain, d'une terrasse, la construction d'un stationnement et l'aménagement d'un nouveau débarcadère;
- Suivre un processus de construction et de documentation de projet de manière à atteindre une certification LEED - NC or.

Le pourcentage de contingences inscrit au bordereau de soumission est de 10 %. Le montant à autoriser prévoit un montant de 3 % du coût des travaux pour des dépenses incidentes au projet (contrôle de qualité, le raccordement de la fibre optique, la téléphonie, les travaux reliés aux services d'eau et d'électricité et des frais d'arpentage), ainsi que qu'un budget pour des incidences spécifiques pour le rayonnage, le mobilier, la signalisation, les stores et rideaux, les équipements technologiques, le RFID et pour le déménagement.

JUSTIFICATION

À la suite de l'appel d'offres public, quatorze (14) entreprises se sont procurées le cahier des charges: ACQ Métropolitaine, Armatures Bois-Francs Inc., Association Patronale des Entreprises en Construction,Consortium M.R. Canada ltée, Construction Blenda Inc., Construction Cogela, Gastier M.O. Inc., Groupe Decarel Inc., Groupe Geyser inc., Hulix construction, Les Constructions Lavacon Inc., Le Groupe Master inc., Magil Construction Corporation et Tisseur Inc.
Parmi les preneurs du cahier des charges, dix (10) entrepreneurs ont déposé une soumission, soit 71,4 % des preneurs du cahiers des charges.

Les dix (10) preneurs de cahiers des charge ayant remis une soumission sont:
1. Les Constructions Lavacon Inc.
2. Construction Cogela Inc.
3. Groupe Geyser Inc.
4. Entreprise de construction T.E.Q. Inc.
5. Le groupe Decarel Inc.
6. Construction Demathieu & Bard (CDB) Inc.
7. Consortium M.R. Canada Ltée
8. Magil Construction Corporation
9. Tisseur Inc.
10.Construction Blenda Inc.

L'octroi de contrat à l'entreprise Les Constructions Lavacon Inc. permettra la réalisation des travaux pour l'agrandissement et le réaménagement de la bibliothèque de Pierrefonds.L'analyse de conformité des soumissions confirme que le plus bas soumissionnaire répond aux exigences.

Les résultats de l'appel d'offres et les écarts avec les estimés sont indiqués au tableau ci-dessous:

Firmes soumissionnaires	Prix de base	Contingences	Total
Les constructions Lavacon Inc.	16 054 295, 74	1 605 429, 57	17 659 725, 32 $
Construction Cogela Inc.	16 247 415, 00	1 624 742, 00	17 872 157, 00 $
Groupe Geyser inc.	16 317 252, 00	1 631 725, 20	17 948 977, 20 $
Entreprise de Construction T.E.Q. Inc.	16 440 045, 30	1 644 004, 53	18 084 049, 80 $
Le groupe Décarel Inc.	16 479 000, 00	1 647 900, 00	18 126 900, 00 $
Construction Demathieu & Bard (cdb) inc.	16 559 497, 43	1 655 949, 74	18 215 447, 17 $
Consortium M. R. Canada ltée	16 647 000, 00	1 664 700, 00	18 311 700, 00 $
Magil Construction Corporation	16 694 370, 00	1 669 437, 00	18 363 807, 00 $
Tisseur Inc.	16 792 098, 75	1 679 209, 88	18 471 308, 63 $
Construction Blenda Inc.	17 230 000, 00	1 723 000, 00	18 953 000, 00 $
Dernière estimation réalisée à l'externe	16 669 654,97	1 666 965,50	18 336 620,47 $

Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)*	18 200 707,21 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*	3,06 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)*	1 293 274,68 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*	7,87 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*	-676 895,15 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*	-3,69 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*	212 431,68 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*	1,20 %

Le prix de la plus basse soumission conforme présentée est celui de l'entreprise Les Constructions Lavacon Inc. qui est 3,69% (676 895,15 $) plus bas que la dernière estimation de l'ensemble des professionnels, architectes et ingénieurs du projet validée par l'économiste de la construction, présentée avant la date d'ouverture des soumissions, soit le 14 février. L'écart entre la plus basse et la plus haute soumissions est de 7,87 %, ce qui laisse présager une bonne compréhension des documents par l'ensemble des entrepreneurs. De plus, le coût moyen des soumissions reçues est de 135 913, 26 $ plus bas que l'évaluation de l'estimé des professionnels. Les principaux écarts entre l'estimation des professionnels et la plus basse soumission conforme sont associés aux chapitres du bordereau de soumission en génie civil/structure, structure - acier de charpente/ossature porteuse et travaux de mécanique. Ces écarts peuvent s'expliquer par le fait qu'il y a eu une légère sur-évaluation du coût de l'acier de la part des professionnels du projet par rapport à la réalité du marché.

Après vérifications et analyse, les professionnels recommandent à la Ville d'octroyer le contrat à l'entreprise Les Constructions Lavacon Inc. (voir pièce jointe # 5 :Analyse de conformité des soumissions).

Cette firme n'est pas inscrite sur le Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), ni sur le Tableau des licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) et ni sur la liste des personnes déclarées non conformes en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville.

Étant donné que le montant du présent contrat est supérieur à 10 M$, le dossier doit faire l'objet d'un examen de conformité du processus par la Commission permanente sur l'examen des contrats. La présentation du dossier devant la Commission est prévue aux étapes subséquentes du dossier.

La dépense totale à autoriser pour la construction est de 20 350 614,02 $, taxes incluses comprenant les contingences et les incidences.

Le montage financier prévoit la répartition suivante:
Secteur bibliothèque :

Ministère de la culture et des communications (MCC)	**40 %**
Ville centre - Service de la culture	**60 %**

Avant l'adoption du plan de gestion de mise en oeuvre (Résolution CE16 0861) du 25 mai 2016, les projets inscrits au Programme RAC étaient financés à la hauteur de 40 % par le MCC, 40 % par le Service de la culture et 20 % par l'arrondissement. Lors de l'autorisation de poursuivre le projet de la bibliothèque au comité exécutif en 2012, il a été convenu, que nonobstant la répartition des pourcentages de coûts dans le cadre du Programme RAC, qu'une nouvelle répartition des pourcentages calculée sur la base du coût total du projet, serait appliquée pour inclure un montant relevant uniquement de l'arrondissement pour les espaces administratifs et d'entreposages. Cette répartition validée est acceptée par les parties prenantes.
Cependant, le nouveau plan de gestion recommande le financement des projets à 40 % par le MCC et 60 % par Service de la culture, soit 100 % pour le volet bibliothéconomie. Conséquemment, l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro ne financera que le coût relatif à la construction de leurs espaces administratifs et d'entreposage d'une valeur de 2 276 339 $, taxes incluses. (Voir sommaire décisionnel #1122504002). Les pourcentages de 12,89% pour l'arrondissement et de 87,11 % pour la ville centre seront appliqués pour le traitement des factures pour les services professionnels ainsi que pour les travaux suite à l'octroi à l'entrepreneur. Cette répartition est validée et approuvée par l'arrondissement.

À la suite de l'ajout de ce nouvel actif, prévu à l'été 2018, des frais d'opération et d'exploitation récurrents sont à prévoir. Les impacts sur le budget de fonctionnement de la prise en charge totale de la bibliothèque sont évalués à 167 831 $ annuellement (3 966,7 m2). L'ajout de la superficie de 2 316,9 m2 à la bibliothèque est évalué à 90 767 $ annuellement pour un montant total de 258 598 $. Ce budget de fonctionnement comprend: l'entretien correctif, l'entretien planifié et les travaux mineurs de remplacement de composants. L'arrondissement ne dispose pas actuellement du budget de fonctionnement nécessaire. Des démarches sont en cours avec les services centraux afin de trouver des sources de financement pour les frais d'opération et d'exploitation de la nouvelle bibliothèque. Une majoration de 2 % est à prévoir annuellement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal de ce contrat de 17 659 725.32 $ (Taxes incluses) sera assumé comme suit :
Pour la portion de 87,11 % assumé par le Service de la culture :

Un montant maximal de 16 504 222,58 $ sera financé par le règlement d'emprunt de compétence locale # 16-071 « Rénovation Acquisition Construction Bibliothèques».

Cette dépense sera assumée à 100% par la ville centre.

La dépense est réalisée dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2008-2011.

La dépense 16 504 222.58 $ est subventionnée au montant de 3 408 408.09 $ dans le cadre de l'Entente sur le de développement culturel de Montréal, ce qui laisse un emprunt net à la charge de la Ville de 13 095 814.50 $ et a fait l'objet des recommandations de crédits suivantes : 09-03.01.01.00.0499 et 10-03.01.01.00.0522 .

La portion de l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro est de 12.89% du contrat, soit 2 276 338.59$ taxes incluses ou 2 078 600.55$ net de taxes.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La nouvelle bibliothèque a été conçue et sera réalisée dans le respect des grands principes de la Politique de développement durable pour les édifices de la Ville de Montréal. La certification LEED - NC or est visée.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La réalisation de l'agrandissement et du réaménagement de la bibliothèque de Pierrefonds requiert l'octroi d'un contrat de construction. Ce projet permettra d'enrichir la qualité culturelle du cadre de vie notamment par la promotion de l'excellence en architecture et en design ainsi que par la réduction du déficit en matière d'accès à des bibliothèques publiques.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Le projet a fait l'objet d'un appel d'offres public dans le journal ''Le Devoir'' et le site SÉAO. Une opération de communication a été élaborée, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Ìnscription au CE: 8 mars 2017;

- Commission permanente sur l'examen des contrats: 15 mars 2017;
- Octroi de contrat au CE: 22 mars 2017;
- Octroi de contrat au CM: 27 mars 2017:
- Période de travaux: avril 2017 à août 2018.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le présent projet a suivi le processus d'appel d'offres public et d'octroi de contrat au plus bas soumissionnaire conforme, tel que prescrit par la loi sur les cités et villes.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Ibtissam ABDELLAOUI)

Certification de fonds :
Pierrefonds-Roxboro , Direction des services administratifs (Gaétan BRUNET)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale (Daniela TANASE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Mathieu Perrier, Services des Finances; Gaetan Brunet, Division des ress. financières, matérielles et informationnelles, Arrondissement de Pierrefonds-Roxboro.

Parties prenantes

Louise ZAMPINI, Pierrefonds-Roxboro
Richard ADAM, Service de la culture

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Andrée MARCIL
Gestionnaire Immobilier

Tél : 514 872-9404
Télécop. : 514 872-2222

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-24

Carlos MANZONI
Chef de division

Tél : 514 872-3957
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Carlos MANZONI
Chef de division
Tél : 514 872-3957
En remplacement de Sophie Lalonde
Vacances du 25 février au 5 mars 2017
Approuvé le : 2017-03-02

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI
Tél : 514 872-1049

Approuvé le : 2017-03-02

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1164362002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division programmes de projets
Objet :	Accorder un contrat à l'entreprise Les Constructions Lavacon Inc. pour la construction de l'agrandissement et du réaménagement de la bibliothèque de Pierrefonds (bâtiment #3101) située au 13 555 boulevard de Pierrefonds dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro. Autoriser une dépense totale de 20 350 614,02 $ (taxes, contingences et incidences incluses). Appel d'offres public # 5887 (10 soumissionnaires). Contrat #13539.

LET-AMF-LAV-renouvellement (2017-03-01).pdf

1. Tableau des coûts: Calcul des coûts SGPI-1.pdf

2. Procès verbal ouverture des soumissions: procès-verbaux 20170215.pdf

3. Estimé 100 % des professionnels incluant les addenda émis durant l'appel d'offres: 13057_Estimation de la soumission_2017-02-14.pdf

4. Lettre de recommandation des professionnels:

14_314_C-010_ANALYSE DE SOUMISSION_LETTRE.pdf

5. Analyse de conformité des soumissions:

14_314_C-009_ANALYSE CONFORMITÉ DE SOUMISSION.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Andrée MARCIL
Gestionnaire Immobilier

Tél : 514 872-9404
Télécop. : 514 872-2222

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 1er mars 2017

LES CONSTRUCTIONS LAVACON INC.
A/S MONSIEUR LUIGI PALLOTTA
9850, RUE TOLHURST
MONTRÉAL (QC) H3L 2Z8

N° de décision : 2017-CPSM-1012575
N° de client : 2700024504

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). LES CONSTRUCTIONS LAVACON INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **22 juillet 2019** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Tableau de calcul des coûts - SGPI

Projet: Agrandissement et réaménagement de la bibliothèque de Pierrefonds (#3101)

Contrat: #13539 Les Constructions Lavacon Inc. **2017/02/20**

Sommaire #1164362002

Calcul du coût de construction			**TPS 5,0%**	**TVQ 9,975%**	**Total**
Contrat					
	%	**$**			
Montant forfaitaire		13 963 292,67 $			
Sous-total		13 963 292,67 $	698 164,63 $	1 392 838,44 $	16 054 295,75 $
Contingences	10,0%	1 396 329,27 $	69 816,47 $	139 283,84 $	1 605 429,57 $
Total contrat		**15 359 621,94 $**	**767 981,10 $**	**1 532 122,28 $**	**17 659 725,32 $**
Dépenses incidentes					
Provision incidences générales	3,0%	420 000,00 $	21 000,00 $	41 895,00 $	482 895,00 $
Provision incidences spécifiques		1 920 412,00 $	96 020,60 $	191 561,10 $	2 207 993,70 $
. rayonnage, mobiliers mobiles					
. mobiliers sur mesure et de mise en					
valeur, signalisation, stores et rideaux,					
équipements technologiques, RFID					
et dépenses supplémentaires déménagement.					
Coût des travaux (montant à autoriser)		**17 700 033,94 $**	**885 001,70 $**	**1 765 578,38 $**	**20 350 614,02 $**
Calcul du coût après la ristourne					
Ristourne TPS	100,00%		**885 001,70 $**		
Ristourne TVQ	50,00%			**882 789,19 $**	
Coût des travaux (montant à emprunter)		**17 909 134,24 $**		**882 789,19 $**	**18 582 823,14 $**

Décaissements au PTI

	2016	**2017**	**2018**	**total**
Total (taxes incluses) en milliers de dollars	0	9 291	9 291	**18 582**

Ville de Montréal
Service du greffe

Soumission publique

SP17 0082

Procès-verbal d'une séance publique d'ouverture de soumissions tenue à l'hôtel de ville de Montréal, le **mercredi 15 février 2017 à 10 h 30**

Sont présents : Mme Marie-Ève Lapointe, technicienne juridique – Service du greffe
M. Éric Durette, agent de bureau – Service du greffe
Mme Béatrice Dulcé, agente de bureau principale – Service du greffe

APPEL D'OFFRES 5887

Les soumissions reçues pour l'appel d'offres intitulé « Projet d'agrandissement et de réaménagement de la bibliothèque de Pierrefonds » sont ouvertes par l'agent de bureau du Service du greffe. Les personnes ci-dessous mentionnées soumettent un prix :

Soumissionnaires	**Prix**
LES CONSTRUCTIONS LAVACON INC. 9850, rue Tolhurst, bureau 200 Montréal (Québec) H3L 2Z8	17 659 725,32 $ (Cautionnement de 10 % du montant de la soumission)
CONSTRUCTION COGELA INC. 5500, avenue Royalmount, suite 330 Mont-Royal (Québec) H4P 1H7	17 872 157,00 $ (Cautionnement de 10 % du montant de la soumission)
GROUPE GEYSER INC. 205, boulevard Curé-Labelle, bureau 201 Laval (Québec) H7L 2Z9	17 948 977,20 $ (Cautionnement de 10 % du montant de la soumission)
ENTREPRISE DE CONSTRUCTION T.E.Q. INC. 780, avenue Brewster, bureau 3-300 Montréal (Québec) H4C 2K1	18 084 049,80 $ (Cautionnement de 10 % du montant de la soumission)
LE GROUPE DECAREL INC. 4434, rue Sainte-Catherine Ouest Westmount (Québec) H3Z 1R2	18 126 900,00 $ (Cautionnement de 10 % du montant de la soumission)
CONSTRUCTION DEMATHIEU & BARD (CDB) INC 170, boulevard Roland-Godard Saint-Jérôme (Québec) J7Y 4P7	18 215 447,17 $ (Cautionnement de 10 % du montant de la soumission)
CONSORTIUM M.R. CANADA LTÉE 14243, boulevard du Curé-Labelle Mirabel (Québec) J7J 1M2	18 311 700,00 $ (Cautionnement de 10 % du montant de la soumission)
MAGIL CONSTRUCTION CORPORATION 1655, rue De Beauharnois Ouest Montréal (Québec) H4N 1J6	18 363 807,00 $ (Cautionnement de 10 % du montant de la soumission)
TISSEUR INC. 1670, route 117 Val-David (Québec) J0T 2N0	18 471 308,63 $ (Cautionnement de 10 % du montant de la soumission)

.../2

SP17 0082/2

Soumissionnaires	**Prix**
CONSTRUCTION BLENDA INC. 6455, rue Jean-Talon Est, bureau 1003 Saint-Léonard (Québec) H1S 3E8	18 953 000,00 $ (Cautionnement de 10 % du montant de la soumission)

L'appel d'offres du Service de la gestion et de la planification immobilière a été publié le 11 janvier 2017 dans le quotidien Le Devoir ainsi que le 10 janvier 2017 dans le système électronique SÉAO.

Le greffier transmet ces soumissions et, le cas échéant, les dépôts qui les accompagnent, à la directrice du Service de la gestion et de la planification immobilière, pour étude et rapport.

/ed

Vér. 1
S.G.P.I. 1

Marie-Ève Lapointe
Technicienne juridique – Service du greffe

Éric Durette
Agent de bureau – Service du greffe

	Architecture	Ingénierie	Autres consultants	Cumulatif *Dossier soumission, incluant addenda (14 / 02 / 2017)*	
CONDITIONS EXISTANTES				**181,165 $**	
DIVISION 02 - CONDITIONS EXISTANTES - DÉMOLITION ET ENLÈVEMENT DES MATIÈRES DANGEREUSES				**181,165 $**	**1.2%**
02.111 Démolition partielle	93,915 $	44,250 $	- $		
02.82 00 Désamiantage - Précautions moyennes	- $	- $	43,000 $		
TERRAIN ET INFRASTRUCTURES				**902,475 $**	
DIVISION 02 - GÉNIE CIVIL ET STRUCTURE				**804,625 $**	**5.5%**
02.120 Réhabilitation environnementale	- $	25,000 $	- $		
02.212 Excavation, creusage de tranchées et remblayage	- $	207,720 $	- $		
02.221 Remplissage et remblayage pour bâtiments	- $	99,050 $	- $		
02.5 Travaux de chaussée	- $	115,955 $	- $		
02.6 Travaux de trottoires	- $	235,900 $	- $		
02.7 Travaux de bordure, mail central, séparateurs de circulation, îlot, muret, chasse-roues	- $	(inclus)	- $		
02.8 Travaux d'égout et de drainage	- $	103,250 $	- $		
02.9 Travaux de conduit d'eau	- $	17,750 $	- $		
DIVISION 02 - TERRASSEMENT ET PAYSAGEMENT				**97,850 $**	**0.7%**
02.220 Terrassement, excavation et remblayage	- $	79,850 $	- $		
02.451 Clôtures en métail	- $	(inclus)	- $		
02.470 Fabrication du mobilier et accessoires de parc	- $	(inclus)	- $		
02.484 Apport de terre de culture	- $	(inclus)	- $		
02.487 Ensemencement hydraulique	- $	18,000 $	- $		
02.490 Fourniture de végétaux	- $	(inclus)	- $		
02.491 Plantation de végétaux	- $	(inclus)	- $		
02.511 Surfaces en gravier et empierrement	- $	(inclus)	- $		
02.514 Pavés préfabriqués	- $	(inclus)	- $		
32.93 55 Protection des végétaux	- $	(inclus)	- $		
CONSTRUCTION D'INSTALLATIONS				**7,379,345 $**	
DIVISION 03 - STRUCTURE, BÉTON ET ACCESSOIRES				**582,822 $**	**4.0%**
03.100 Coffrages	- $	171,642 $	- $		
03.200 Ferraillage	- $	74,875 $	- $		
03.250 Accessoires pour béton	- $	(inclus)	- $		
03.300 Béton coulé en place	- $	142,028 $	- $		
03.310 Bétonnage pour aménagements extérieurs	- $	(inclus)	- $		
03.345 Finis de plancher de béton	139,672 $	54,605 $	- $		
DIVISION 04 - TRAVAUX DE MAÇONNERIE				**52,790 $**	**0.4%**
04.000 Maçonnerie : exigences générales concernant les travaux	(inclus)	- $	- $		
04.050 Maçonnerie de brique et blocs de béton	45,316 $	- $	- $		
04.100 Mortiers et accessoires	1,627 $	- $	- $		
04.921 Réparation et rejointoiement de la maçonnerie	5,847 $	- $	- $		
DIVISION 05 - STRUCTURE, ACIER DE CHARPENTE / OSSATURE PORTEUSE				**1,581,464 $**	**10.9%**
05.120 Charpente d'acier	- $	1,444,500 $	- $		
05.411 Ossatures porteuses à poteaux métalliques	136,964 $	- $	- $		
DIVISION 05 - MÉTAUX OUVRÉS ET ESCALIERS MÉTALLIQUES				**218,598 $**	**1.5%**
05.500 Métal façonné	84,923 $	- $	- $		
05.510 Escaliers métalliques	133,675 $	- $	- $		

	Architecture	Ingénierie	Autres consultants	Cumulatif *Dossier soumission, incluant addenda (14 / 02 / 2017)*	
DIVISION 06 - MENUISERIE BRUTE, MENUISERIE DE FINITION ET ÉBÉNISTERIE				**346,796 $**	**2.4%**
06.100 Menuiserie de gros oeuvre	50,052 $	- $	- $		
06.200 Menuiserie de finition	25,613 $	- $	- $		
06.240 Laminés de matières plastiques	51,195 $	- $	- $		
06.400 Ébénisterie	219,936 $	- $	- $		
DIVISION 07 - ISOLANTS, REVÊTEMENTS MÉTALLIQUES ET CALFEUTRAGE				**1,249,746 $**	**8.6%**
07.160 Hydrofuge bitumineux	2,394 $	- $	- $		
07.260 Pare-air / Pare-vapeur	18,647 $	- $	- $		
07.212 Isolant rigide	128,346 $	- $	- $		
07.213 Isolant fibreux semi-rigide	50,244 $	- $	- $		
07.216 Isolant en mousse vaporisé	79,680 $	- $	- $		
07.410 Revêtement en panneaux métalliques préfabriqués	527,271 $	- $	- $		
07.520 Toitures en feuilles de bitume élastomère préfabriquées	299,759 $	- $	- $		
07.620 Solins et accessoires	12,185 $	- $	- $		
07.810 Produits ignifuges applicables par projection	72,738 $	- $	- $		
07.813 Enduits ignifuges intumescents	41,346 $	- $	- $		
07.840 Protection coupe-feu	7,218 $	- $	- $		
07.900 Calfeutrage	9,919 $	- $	- $		
DIVISION 08 - MURS-RIDEAUX, PORTES, CHAMBRANLES, QUINCAILLERIE ET VITRAGES				**2,217,360 $**	**15.3%**
08.120 Portes et cadres en aluminium	42,450 $	- $	- $		
08.362 Portes montantes en métal	3,000 $	- $	- $		
08.750 Chambranles, portes et quincaillerie	180,865 $	- $	- $		
08.800 Miroiterie, vitrage	146,133 $	- $	- $		
08.833 Grilles à entassement latéral	16,546 $	- $	- $		
08.892 Murs-rideaux	1,828,367 $	- $	- $		
DIVISION 09 - FINITION INTÉRIEURE				**965,479 $**	**6.7%**
09.111 Colombages métalliques	311,750 $	- $	- $		
09.130 Ossature de plafond suspendu	14,801 $	- $	- $		
09.250 Revêtements en plaques de plâtre et ciment	460,651 $	- $	- $		
09.310 Carrelage de céramique	18,833 $	- $	- $		
09.513 Panneaux et carreaux de plafond suspendu	20,957 $	- $	- $		
09.560 Parqueterie en lames de bois	9,806 $	- $	- $		
09.652 Revêtement de sol souple en feuilles	2,963 $	- $	- $		
09.710 Traitement acoustique	28,430 $	- $	- $		
09.900 Peinture	97,287 $	- $	- $		
DIVISION 10 - ÉQUIPEMENTS				**37,930 $**	**0.3%**
10.110 Tableaux	825 $	- $	- $		
10.120 Tableaux d'affichage	610 $	- $	- $		
10.162 Cloisons métalliques de salle de toilettes	10,550 $	- $	- $		
10.200 Persiennes en métal	2,100 $	- $	- $		
10.500 Armoires-vestiaires en acier	3,874 $	- $	- $		
10.620 Murs mobiles	12,771 $	- $	- $		
10.800 Accessoires de toilette et de douche	7,200 $	- $	- $		
DIVISION 12 - ACCESSOIRES				**18,860 $**	**0.1%**
12.671 Grilles gratte-pieds	18,860 $	- $	- $		
DIVISION 14 - ASCENSEUR				**107,500 $**	**0.7%**
14.250 Ascenseurs et monte-charges hydrauliques	107,500 $	- $	- $		

		Architecture	Ingénierie	Autres consultants	Cumulatif *Dossier soumission, incluant addenda (14 / 02 / 2017)*	
SERVICES RELATIFS AUX INSTALLATIONS					**4,501,235 $**	
DIVISION 15 - TRAVAUX DE MÉCANIQUE					**3,054,945 $**	**21.1%**
15.001 Prescriptions générales de mécanique et d'électricité		- $	(inclus)	- $		
15.002 Prescriptions spécifiques de mécanique et d'électricité		- $	(inclus)	- $		
15.003 Designation du matériel et des installations mécaniques		- $	(inclus)	- $		
15.004 Acoustique et vibration des installations mécaniques		- $	(inclus)	- $		
15.050 Équilibrage		- $	(inclus)	- $		
15.260 Calorifuge		- $	(inclus)	- $		
15.300 Prescriptions générales - Protection incendie		- $	148,385 $	- $		
15.305 Extincteurs portatifs et couvertures de sécurité		- $	(inclus)	- $		
15.330 Système d'extincteurs automatiques sous eau		- $	(inclus)	- $		
15.400 Plomberie		- $	258,055 $	- $		
15.485 Réseaux de gaz		- $	(inclus)	- $		
15.601 Chauffage et eau refroidie		- $	1,170,655 $	- $		
15.700 Réfrigération		- $	(inclus)	- $		
15.800 Ventilation - Climatisation		- $	1,029,325 $	- $		
15.901 Prescriptions générales - Régulation automatique		- $	448,525 $	- $		
15.911 Moteurs électriques		- $	(inclus)	- $		
15.920 Régulation automatique - Contrôleurs autonomes		- $	(inclus)	- $		
23.05 48 Système et dispositifs parasismiques pour tuyauteries, conduits et appareils de mécanique / électricique		- $	(inclus)	- $		
DIVISION 16 - TRAVAUX D'ÉLECTRICITÉ					**1,446,290 $**	**10.0%**
16.010 Exigences générales		- $	427,455 $	- $		
16.011 Envergure des travaux		- $	(inclus)	- $		
16.012 Démolition sélective		- $	9,900 $	- $		
16.015 Mesures parasismiques		- $	(inclus)	- $		
16.051 Pose de câbles en conduits souterrains		- $	(inclus)	- $		
16.062 Mise à la terre		- $	(inclus)	- $		
16.063 Télécommunications - Mise à la terre et mise à la masse des réseaux de communications		- $	(inclus)	- $		
16.071 Supports et suspensions		- $	(inclus)	- $		
16.122 Fils et câbles (0-1000V)		- $	(inclus)	- $		
16.131 Armoires et boîtes de jonction, de tirage et de répartition		- $	(inclus)	- $		
16.132 Boîtes de sortie, de dérivation et accessoires		- $	(inclus)	- $		
16.133 Conduits, fixations et raccords de conduits		- $	(inclus)	- $		
16.141 Dispositifs de câblage		- $	(inclus)	- $		
16.151 Connecteurs pour câbles et boîtes		- $	(inclus)	- $		
16.223 Démarreurs jusqu'à 600V		- $	(inclus)	- $		
16.271 Transformateurs secs - primaire jusqu'à 600V		- $	(inclus)	- $		
16.414 Interrupteurs à fusibles et sans fusibles		- $	(inclus)	- $		
16.441 Panneaux de distribution à disjoncteurs		- $	(inclus)	- $		
16.442 Mesurage privé		- $	(inclus)	- $		
16.484 Dispositif de correction du facteur de puissance		- $	(inclus)	- $		
16.491 Fusibles - basse tension		- $	(inclus)	- $		
16.501 Système avertisseur d'incendie		- $	29,755 $	- $		
16.505 Matériel d'éclairage		- $	612,880 $	- $		
16.511 Système avertisseur d'intrusion		- $	7,700 $	- $		
16.522 Télécommunications - Câblage structuré		- $	88,605 $	- $		
16.524 Système de surveillance par caméras de télévision en circuit fermé, de type analogique avec enregistreur numérique		- $	265,870 $	- $		
16.535 Système de contrôle sécuritaire des accès-série pro watch 6000		- $	(inclus)	- $		
26.32 14 Raccordement génératrices mobiles		- $	4,125 $	- $		
Écart de provenance inconnue		- $	4,127 $-	- $		
Prix séparés EXCLUS (fourniture et livraison de conteneurs semi-enfouis) - montant à soustraire		- $	- $	15,000 $-		
CONTINGENCES ET MAJORATIONS						
SOUS-TOTAL, COÛTS DIRECTS		**5,585,610 $**	**7,331,483 $**	**28,000 $**	**12,945,093 $**	
CONTINGENCES DE CONCEPTION / TRAVAUX NON-DÉFINIS - ARCHITECTURE	0.0%	- $		- $	- $	
CONTINGENCES DE CONCEPTION / TRAVAUX NON-DÉFINIS - INGÉNIERIE	0.0%		- $	- $	- $	**10.7%**
CONDITIONS GÉNÉRALES, ADMINISTRATION ET PROFITS	12.0%				1,553,411 $	
COÛT PROBABLE DES TRAVAUX (VALEUR DE SOUMISSION)					**14,498,504 $**	
CONTINGENCES DE CONSTRUCTION	10.0%				1,449,850 $	
SOMMAIRE						
TOTAL, AVANT TAXES					**15,948,355 $**	

Projet : Ville de Montréal - Bibliothèque de Pierrefonds
Projet no : 2014-134
Estimation budgétaire des coûts de construction
Mécanique, Électricité, Structure, Civil, Architecture du paysage
Résumé Uniformat de niveau 4
Date : 2017-02-13
Étape : Définitif 100% 2e appel d'offres

			13 février 2017
A Infrastructures			**592 848,00 $**
A10 Fondations			**585 590,00 $**
A1010 Fondations standards			**350 110,00 $**
A101001 Murs de fondations	1 x	254 870,00 $ / Lot	254 870,00 $
A101002 Colonnes de fondation	1 x	89 100,00 $ / Lot	89 100,00 $
A101099 Autres fondations standards	1 x	6 140,00 $ / Lot	6 140,00 $
A1020 Fondations spéciales			**19 650,00 $**
A102003 Reprises en sous-œuvre	1 x	19 650,00 $ / Lot	19 650,00 $
A1030 Dalles inférieures			**215 830,00 $**
A103001 Dalles standard sur sol	1 x	118 530,00 $ / Lot	118 530,00 $
A103005 Fosses et bases	1 x	3 000,00 $ / Lot	3 000,00 $
A103007 Surexcavation et préparation sous dalle	1 x	94 300,00 $ / Lot	94 300,00 $
A20 Construction de sous-sol			**7 258,00 $**
A2010 Excavation de sous-sol			**7 258,00 $**
A201005 Radiers	1 x	7 258,00 $ / Lot	7 258,00 $
B Superstructures et enveloppes			**1 443 735,00 $**
B10 Superstructures			**1 410 735,00 $**
B1010 Construction de planchers			**692 845,00 $**
B101001 Structures de plancher	1 x	581 700,00 $ / Lot	581 700,00 $
B101003 Planchers sur pontage et dalle	1 x	111 145,00 $ / Lot	111 145,00 $
B1020 Construction de toitures			**717 890,00 $**
B102001 Structure de la toiture	1 x	610 050,00 $ / Lot	610 050,00 $
B102003 Toiture sur pontage et dalle	1 x	71 840,00 $ / Lot	71 840,00 $
B102099 Autres constructions de toiture	1 x	36 000,00 $ / Lot	36 000,00 $
B20 Enveloppes extérieures			**33 000,00 $**
B2010 Murs extérieurs			**12 000,00 $**
B201009 Supports structuraux - Mur écran	1 x	12 000,00 $ / Lot	12 000,00 $
B2020 Fenêtres extérieures			**21 000,00 $**
B202005 Supports structuraux - Mur rideau	1 x	21 000,00 $ / Lot	21 000,00 $
D Services			**4 299 110,00 $**
D10 Moyens de transport			**2 500,00 $**
D1010 Ascenseurs et monte-charge			**2 500,00 $**
D101002 Supports structuraux - Ascenseurs	1 x	2 500,00 $ / un.	2 500,00 $
D20 Plomberie			**252 055,00 $**
D2010 Appareils de plomberie			**84 530,00 $**
D201001 Cabinets d'aisance	16 x	1 087,50 $ / un.	17 400,00 $
D201002 Urinoirs	2 x	1 145,00 $ / un.	2 290,00 $
D201003 Lavabos	15 x	1 088,67 $ / un.	16 330,00 $
D201004 Éviers	4 x	990,00 $ / un.	3 960,00 $
D201005 Douches	1 x	1 100,00 $ / un.	1 100,00 $
D201006 Fontaines d'eau potable et refroidisseurs	4 x	3 052,50 $ / un.	12 210,00 $
D201012 Robinets électroniques	33 x	415,30 $ / un.	13 705,00 $
D201099 Autres appareils de plomberie	44 x	398,52 $ / un.	17 535,00 $
D2020 Réseaux d'eau domestique			**36 090,00 $**
D202001 Tuyaux et raccords eau domestique	53 x	498,49 $ / un.	26 420,00 $
D202003 Équipements pour l'alimentation d'eau domestique	1 x	2 550,00 $ / un.	2 550,00 $
D202004 Isolation et identification	53 x	134,34 $ / un.	7 120,00 $
D2030 Réseaux de drainage sanitaire			**40 735,00 $**
D203001 Tuyaux et raccords sanitaires	64 x	419,84 $ / un.	26 870,00 $
D203002 Tuyaux et raccords évents	64 x	153,98 $ / un.	9 855,00 $
D203003 Drains de plancher	11 x	364,55 $ / un.	4 010,00 $
D2040 Réseaux de drainage pluvial			**82 060,00 $**
D204001 Tuyauterie et raccords	22 x	2 877,50 $ / un.	63 305,00 $
D204003 Équipements de drainage pluvial	1 x	4 620,00 $ / Lot	4 620,00 $
D204004 Isolation et identification	22 x	642,50 $ / un.	14 135,00 $
D2090 Autres systèmes de plomberie			**8 640,00 $**
D209001 Réseau de distribution de gaz (incluant gaz médicaux)	3 x	2 200,00 $ / m	6 600,00 $
D209099 Autres systèmes de plomberie	1 x	2 040,00 $ / un.	2 040,00 $

Projet : Ville de Montréal - Bibliothèque de Pierrefonds
Projet no : 2014-134
Estimation budgétaire des coûts de construction
Mécanique, Électricité, Structure, Civil, Architecture du paysage
Résumé Uniformat de niveau 4
Date : 2017-02-13
Étape : Définitif 100% 2e appel d'offres

			13 février 2017
D30 CVCA			**2 678 315,00 $**
D3010 Sources d'énergie			**3 450,00 $**
D301002 Systèmes d'approvisionnement de gaz	150 x	23,00 $ / un.	3 450,00 $
D3020 Systèmes de production de chaleur			**135 020,00 $**
D302002 Chauffage à eau chaude	8 x	5 546,25 $ / un.	44 370,00 $
D302003 Chaudières	10 x	8 315,00 $ / un.	83 150,00 $
D302005 Équipements auxiliaires	1 x	7 500,00 $ / Lot	7 500,00 $
D3030 Systèmes de production de froid			**313 600,00 $**
D303001 Systèmes d'eau refroidie	13 x	23 584,62 $ / un.	306 600,00 $
D303002 Systèmes à expansion directe	1 x	7 000,00 $ / un.	7 000,00 $
D3040 Distribution de CVCA			**1 717 910,00 $**
D304001 Systèmes de distribution d'air	56 590 x	17,66 $ / l/s	999 325,00 $
D304003 Distribution d'eau chaude	5 709 x	94,38 $ / un.	538 795,00 $
D304006 Systèmes de refroidissement	1 311 x	137,18 $ / un.	179 790,00 $
D3050 Unités autonomes ou monoblocs			**42 810,00 $**
D305005 Chauffage électrique	106 x	366,13 $ / un.	38 810,00 $
D305099 Autres unités autonomes et monoblocs	1 x	4 000,00 $ / un.	4 000,00 $
D3060 Régulation et instrumentation			**448 525,00 $**
D306001 Contrôle de CVCA	336 x	1 334,90 $ / point.	448 525,00 $
D3070 Essais et réglages de systèmes			**7 000,00 $**
D307001 Essais, réglages et balancement de système de tuyauterie	1 x	4 000,00 $ / Lot	4 000,00 $
D307002 Essais, réglages et balancement des réseaux de ventilation	1 x	3 000,00 $ / Lot	3 000,00 $
D3090 Autres systèmes ou équipement CVCA			**10 000,00 $**
D309099 Autres systèmes de CVCA et autres équipements	1 x	10 000,00 $ / Lot	10 000,00 $
D40 Protection incendie			**148 385,00 $**
D4010 Gicleurs			**139 275,00 $**
D401001 Systèmes de gicleurs	45 503 x	3,06 $ / un.	139 275,00 $
D4030 Accessoires de protection incendie			**9 110,00 $**
D403001 Extincteurs portatifs	10 x	100,00 $ / un.	1 000,00 $
D403002 Cabinets d'extincteur portatif	30 x	270,33 $ / un.	8 110,00 $
D50 Électricité			**1 217 855,00 $**
D5010 Services et distributions électriques			**116 950,00 $**
D501002 Transformateurs secondaires	4 x	3 162,50 $ / un.	12 650,00 $
D501003 Panneaux de distribution	83 x	139,16 $ / un.	11 550,00 $
D501005 Panneaux (secondaire-distribution)	13 x	3 164,62 $ / un.	41 140,00 $
D501006 Coupe-circuit	10 x	1 517,50 $ / un.	15 175,00 $
D501007 Centres de contrôle de moteurs	63 x	578,33 $ / un.	36 435,00 $
D5020 Éclairage et distributions secondaires			**612 880,00 $**
D502001 Câblage et dispositif de filerie	3 511 x	42,20 $ / un.	148 170,00 $
D502002 Appareils d'éclairage	1 127 x	391,75 $ / un.	441 500,00 $
D502099 Autres appareils d'éclairage	13 x	1 785,38 $ / un.	23 210,00 $
D5030 Communication et sécurité			**461 930,00 $**
D503001 Systèmes de détection et d'alarme incendie	91 x	326,98 $ / un.	29 755,00 $
D503008 Systèmes de sécurité et d'intrusion	115 x	2 378,87 $ / un.	273 570,00 $
D503009 Réseaux de câblage (structuré)	656 x	135,07 $ / un.	88 605,00 $
D503099 Autres systèmes de sécurité et communication	1 x	70 000,00 $ / un.	70 000,00 $
D5090 Autres systèmes électriques			**26 095,00 $**
D509002 Éclairage d'urgence	51 x	242,06 $ / un.	12 345,00 $
D509003 Mise à la terre	1 x	5 500,00 $ / Lot	5 500,00 $
D509007 Génératrices et accessoires	2 x	4 125,00 $ / un.	8 250,00 $
F Constructions spéciales et démolition			**186 990,00 $**
F10 Constructions spéciales			**62 840,00 $**
F1010 Structures spéciales			**62 840,00 $**
F101099 Autres construction spéciales	1 x	62 840,00 $ / Lot	62 840,00 $

F20 Démolition sélective de bâtiment			**124 150,00 $**
F2010 Démolition sélective			**124 150,00 $**
F201001 Démolition fondation et superstructure	1 x	99 250,00 $ / Lot	99 250,00 $
F201006-2 Démolition des systèmes mécaniques - Plomberie	80 x	75,00 $ / HH	6 000,00 $
F201006-3 Démolition des systèmes mécaniques - Chauffage/Refroidissement	40 x	75,00 $ / HH	3 000,00 $
F201006-5 Démolition des systèmes mécaniques - Ventilation	80 x	75,00 $ / HH	6 000,00 $
F201007 Démolition des systèmes électriques	120 x	82,50 $ / HH	9 900,00 $
G Aménagements de l'emplacement			**808 800,00 $**
G10 Préparation de l'emplacement			**80 500,00 $**
G1020 Déplacement et démolition sur l'emplacement			**37 500,00 $**
G102002 Démolition d'éléments d'aménagement	4 x	9 375,00 $ / Lot	37 500,00 $
G1030 Terrassement			**18 000,00 $**
G103002 Excavations	3 x	6 000,00 $ / Lot	18 000,00 $
G1040 Décontamination de l'emplacement			**25 000,00 $**
G104099 Autres décontaminations de l'emplacement	1 x	25 000,00 $ / Lot	25 000,00 $
G20 Amélioration de l'emplacement			**431 705,00 $**
G2010 Chaussées			**35 330,00 $**
G201001 Infrastructures de chaussée	735 x	13,24 $ / Lot	9 730,00 $
G201002 Bordures, caniveaux et drains (en surface)	60 x	85,00 $ / Lot	5 100,00 $
G201003 Pavage et revêtement	110 x	150,00 $ / Lot	16 500,00 $
G201004 Lignes de peinture et marquages	1 x	4 000,00 $ / Lot	4 000,00 $
G2020 Aires de stationnement			**80 625,00 $**
G202001 Infrastructures de stationnement	400 x	25,00 $ / Lot	10 000,00 $
G202002 Bordures, caniveaux et drains	375 x	85,00 $ / Lot	31 875,00 $
G202003 Pavages et revêtements	250 x	125,00 $ / Lot	31 250,00 $
G202004 Lignes de peinture et marquage	1 x	7 500,00 $ / Lot	7 500,00 $
G2030 Surfaces piétonnières			**233 600,00 $**
G203005 Resurfaçage	1 152 x	168,06 $ / Lot	193 600,00 $
G203006 Escaliers extérieurs et rampes	1 x	40 000,00 $ / Lot	40 000,00 $
G2050 Aménagement paysager			**79 850,00 $**
G205001 Nivellement de finition et préparation du sol	1 x	29 000,00 $ / Lot	29 000,00 $
G205004 Ensemencement et gazonnement	2 400 x	8,00 $ / m².	19 200,00 $
G205005 Plantations	450 x	70,33 $ / un.	31 650,00 $
G2070 Réparation pour raccordements à la Ville			**2 300,00 $**
G207001 Réparation trottoir pour raccordements	1 x	2 300,00 $ / Lot	2 300,00 $
G30 Services de mécanique sur l'emplacement			**121 000,00 $**
G3010 Réseaux d'alimentation et de distribution d'eau			**17 750,00 $**
G301002 Réseaux de distribution d'eau potable	33 x	537,88 $ / Lot	17 750,00 $
G3020 Réseaux d'égouts sanitaires			**20 000,00 $**
G302001 Canalisations	32 x	625,00 $ / Lot	20 000,00 $
G3030 Réseaux d'égouts pluviaux			**83 250,00 $**
G303001 Canalisations	77 x	483,77 $ / Lot	37 250,00 $
G303002 Trous d'homme et regards puisards	14 x	3 285,71 $ / Lot	46 000,00 $
G40 Services d'électricité sur l'emplacement			**175 595,00 $**
G4010 Distribution d'électricité			**16 500,00 $**
G401006 Lignes électriques souterraines	100 x	165,00 $ / un.	16 500,00 $
G4020 Éclairage extérieur			**159 095,00 $**
G402003 Lampadaires, supports de luminaire et isolateurs	47 x	3 385,00 $ / un.	159 095,00 $
Sous-Total			**7 331 483,00 $**
Contingences de conception			
Frais généraux	**12%**		**879 777,96 $**
Administration / Profit			
Contingences de construction	**10%**		**821 126,10 $**
Sous-total avant taxes			**9 032 387,06 $**
TPS	**5%**		**451 619,35 $**
TVQ	**10%**		**900 980,61 $**
Total			**10 384 987,02 $**

CHEVALIER MORALES | DMA
ARCHITECTES EN CONSORTIUM
5455, avenue de gaspé, suite 300, Montréal, Québec, H2T 3B3
T 514 273 9277 F 514 273 7447

Montréal, le 24 février 2017

C-010

Mme Andrée Marcil
Ville de Montréal
SGPI, Division gestion immobilière
303, rue Notre-Dame est, 3ème étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

Projet: Agrandissement et réaménagement de la Bibliothèque de Pierrefonds
No de projet: 2013-057_14-314
Objet : Analyse des soumissions – appel d'offres 5887

Mme Marcil,

Dans le cadre de l'appel d'offres public no **5887** pour les travaux d'a**grandissement et réaménagement de la Bibliothèque de Pierrefonds** nous avons analysé le contenu (formulaire et ventilation) des dix (10) soumissions, telles que reçues des mains de la SGPI le 16 février 2017.

Le plus bas soumissionnaire est **Les constructions Lavacon inc** avec une soumission se chiffrant à **17 659 725.32 $** (contingences et taxes incluses). A la suite de l'analyse de conformité sommaire réalisée et jointe en pli séparé, nous laissons le soin à la Ville de Montréal et à son contentieux de valider que cette soumission est conforme en tout point à ses exigences et que l'ensemble des pièces justificatives demandées ont été soumises.

Suite à l'étude des soumissions déposées, nous constatons d'entrée de jeu que l'écart entre l'estimation consolidée la plus récente de l'ensemble des professionnels et la soumission du plus bas soumissionnaire est de **2.3%.** Il est à préciser que le plus bas soumissionnaire est 2.3 % plus bas que l'estimation des professionnels. En ce qui concerne l'écart entre la plus basse et la plus haute des soumissions est d'environ **7%,** ce qui laisse présager une bonne compréhension des documents par l'ensemble des entrepreneurs soumissionnaires.

En respect de l'étude des dix (10) soumissions déposées, nous sommes d'avis que ce projet a été évalué à sa juste valeur par le marché pour les travaux décrits aux documents contractuels préparés dans le cadre du présent appel d'offre. Dans l'attente de votre décision d'aller de l'avant avec les travaux et le plus bas soumissionnaire, nous pourrons procéder à la préparation des documents contractuels (plans et devis émis pour construction) et procéder à la préparation de la rencontre de démarrage déjà prévue afin de permettre au projet de débuter selon l'échéancier.

N'hésitez surtout pas à nous contacter si vous avez des questions au sujet du présent document ou si vous aimeriez mieux comprendre certains aspects de celui-ci. En espérant le tout conforme à vos attentes, veuillez agréer Mme Marcil, l'expression de nos salutations distinguées.

Sergio Morales, architecte-associé, M.Sc.A
CHEVALIER MORALES – DMA
ARCHITECTES EN CONSORTIUM

Montréal

CHANTIER

Services institutionnels
Gestion et planification immobilière
303, rue Notre-Dame Est, 3e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

SOUMISSION NO :5887

ANALYSE DE CONFORMITÉ DES SOUMISSIONS

Date (a-m-j) : 2017 - 02 - 24

Contrat :	Mandat :	Bâtiment :
13539	16683-1-001	3101

Titre

Agrandissement et réaménagment de la bibliothèque de Pierrefonds

Le rang est déterminé selon la valeur croissante du prix soumis sans égard au statut ou au défaut

Rang	Entrepreneur	Prix soumis	Statut
1	Les constructions Lavacon inc	17 659 725.32 $	CONFORME

DÉFAUT

☐ soumission non signée				
☐ liste des addenda incomplète				
☐ garantie de soumission	☐ non conforme	☐ manquante		
☐ licence de la Régie du bâtiment	☐ non conforme	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture	
☐ attestation fiscale	☐ non conforme	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture	
☐ erreur de calcul	☐ non conforme	☐ majeure	☐ mineure, corrigée par Ville	
☐ montant non ventilé tel que prescrit	☐ non conforme	☐ majeur	☐ mineur	
☐ déclaration de liens d'affaires	☐ affirmative	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture	
☐ déclaration de conflit d'intérêts	☐ affirmative	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture	
☐ déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire	☐ affirmative	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture	

Commentaire : il est reccommandé à la Ville de valider si l'autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers à été renouvelée par l'entrepreneur. Le document soumis semble échu au 22 juillet 2016.

Rang	Entrepreneur	Prix soumis	Statut
2	Construction Cogela inc	17 872 157.00 $	CONFORME

DÉFAUT

☐ soumission non signée				
☐ liste des addenda incomplète				
☐ garantie de soumission	☐ non conforme	☐ manquante		
☐ licence de la Régie du bâtiment	☐ non conforme	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture	
☐ attestation fiscale	☐ non conforme	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture	
☐ erreur de calcul	☐ non conforme	☐ majeure	☐ mineure, corrigée par Ville	
☐ montant non ventilé tel que prescrit	☐ non conforme	☐ majeur	☐ mineur	
☐ déclaration de liens d'affaires	☐ affirmative	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture	
☐ déclaration de conflit d'intérêts	☐ affirmative	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture	
☐ déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire	☐ affirmative	☒ manquante	☐ reçue après l'ouverture	

Commentaire : il est reccommandé à la Ville de valider si l'autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financier à été renouvelée par l'entrepreneur. Le document soumis semble échu au 1er octobre 2016.

Rang	Entrepreneur	Prix soumis	Statut
3	Groupe Geyser inc	17 948 977.20 $	CONFORME

DÉFAUT

☐ soumission non signée				
☐ liste des addenda incomplète				
☐ garantie de soumission	☐ non conforme	☐ manquante		
☐ licence de la Régie du bâtiment	☐ non conforme	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture	
☐ attestation fiscale	☐ non conforme	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture	
☐ erreur de calcul	☐ non conforme	☐ majeure	☐ mineure, corrigée par Ville	
☐ montant non ventilé tel que prescrit	☐ non conforme	☐ majeur	☐ mineur	
☐ déclaration de liens d'affaires	☐ affirmative	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture	
☐ déclaration de conflit d'intérêts	☐ affirmative	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture	
☐ déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire	☐ affirmative	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture	

Commentaire : aucun

Rang	Entrepreneur	Prix soumis	Statut
4		_____$	CONFORME

DÉFAUT

- ☐ soumission non signée
- ☐ liste des addenda incomplète
- ☐ garantie de soumission — ☐ non conforme ☐ manquante
- ☐ licence de la Régie du bâtiment — ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ attestation fiscale — ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ erreur de calcul — ☐ non conforme ☐ majeure ☐ mineure, corrigée par Ville
- ☐ montant non ventilé tel que prescrit — ☐ non conforme ☐ majeur ☐ mineur
- ☐ déclaration de liens d'affaires — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration de conflit d'intérêts — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture

Commentaire : aucun

5		_____$	CONFORME

DÉFAUT

- ☐ soumission non signée
- ☐ liste des addenda incomplète
- ☐ garantie de soumission — ☐ non conforme ☐ manquante
- ☐ licence de la Régie du bâtiment — ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ attestation fiscale — ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ erreur de calcul — ☐ non conforme ☐ majeure ☐ mineure, corrigée par Ville
- ☐ montant non ventilé tel que prescrit — ☐ non conforme ☐ majeur ☐ mineur
- ☐ déclaration de liens d'affaires — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration de conflit d'intérêts — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture

Commentaire : aucun

6		_____$	CONFORME

DÉFAUT

- ☐ soumission non signée
- ☐ liste des addenda incomplète
- ☐ garantie de soumission — ☐ non conforme ☐ manquante
- ☐ licence de la Régie du bâtiment — ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ attestation fiscale — ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ erreur de calcul — ☐ non conforme ☐ majeure ☐ mineure, corrigée par Ville
- ☐ montant non ventilé tel que prescrit — ☐ non conforme ☐ majeur ☐ mineur
- ☐ déclaration de liens d'affaires — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration de conflit d'intérêts — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture

Commentaire : aucun

+	autres soumissions, au-delà des 6 premières	_____$ plus haute soumission	voir statistiques ci-après

conformes : non conformes : en dérogation majeure : en dérogation mineure :

Signature

Firme : _____

Fonction : _____ nom : _____

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Pierrefonds-Roxboro , Direction des services administratifs

Dossier # : 1164362002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division programmes de projets
Objet :	Accorder un contrat à l'entreprise Les Constructions Lavacon Inc. pour la construction de l'agrandissement et du réaménagement de la bibliothèque de Pierrefonds (bâtiment #3101) située au 13 555 boulevard de Pierrefonds dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro. Autoriser une dépense totale de 20 350 614,02 $ (taxes, contingences et incidences incluses). Appel d'offres public # 5887 (10 soumissionnaires). Contrat #13539.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1164362002.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Gaétan BRUNET
Chef de section - Ressources financières
Tél : 514-624-1008

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-03-02

Victor Aldo MENDEZ
Chef de division - Ressources financières
Tél : 514-624-1622
Division :

Pierrefonds Roxboro Montréal

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1164362002

Nature du dossier : Contrat de construction

Financement : PTI - Surplus

Description : Accorder un contrat à l'entreprise Les Constructions Lavacon Inc. pour la construction de l'agrandissement et réaménagement de la bibliothèque de Pierrefonds (bâtiment #3101) située au 13 555 boulevard de Pierrefonds dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro. Le contrat de construction est de 17 659 725,32 $ (taxes et contingences incluses). Appel d'offres public # 5887 (10 soumissionnaires). Contrat #13539.

Travaux de reconstruction: 16 054 295,75 $
Budget de contingences 10%: 1 605 429,57 $

pour une dépense totale (toutes taxes incluses): 17 659 725,32 $

Cette dépense est prévue au PTI 2017-2018-2019.

Pour ce contrat la dépense de l'arrondissement est de 12,89%
Arr. de Pierrefonds-Roxboro - Const. bâtim., cult., comm., bibliot.: Crédit: 2 078 600,55 $ Contrat: 2 276 338,59 $

Imputation (Simon)
Projet: 14-30013-002: Programme de const. et agrand. de bât. cult. et comm.
Simon: 152531
Financement par surplus
Montant net: 2 078 600,55 $ / Montant avec taxes: 2 276 338,59 $
Code budgétaire: 6420-9500998-800800-07231-57201-000000-0000-152531-000000-22045-00000

Attestation : Nous attestons que le présent dossier n'est pas conforme aux critères de conformité budgétaire énoncés au courrier budgétaire #38 et nécéssite une intervention du Service des finances pour l'obtention des crédits.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale

Dossier # : 1164362002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division programmes de projets
Objet :	Accorder un contrat à l'entreprise Les Constructions Lavacon Inc. pour la construction de l'agrandissement et du réaménagement de la bibliothèque de Pierrefonds (bâtiment #3101) située au 13 555 boulevard de Pierrefonds dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro. Autoriser une dépense totale de 20 350 614,02 $ (taxes, contingences et incidences incluses). Appel d'offres public # 5887 (10 soumissionnaires). Contrat #13539.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1164362002- Report budget PTI 2016.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Daniela TANASE
Conseillère en gestion des ressources financières - C/É
Tél : 872-5867

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-03-02

Martine HACHÉ
Chef de division budget

Tél : 872-2454
Division : Direction de la mise en oeuvre et du suivi corporatif

1164362002 - Accorder un contrat à l'entreprise Les Constructions Lavacon Inc. pour la construction de l'agrandissement et réaménagement de la bibliothèque de Pierrefonds (bâtiment #3101) située au 13 555 boulevard de Pierrefonds dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro. Le contrat de construction est de 17 659 725,32 $ (taxes et contingences incluses). Appel d'offres public # 5887 (10 soumissionnaires). Contrat #13539.

L'avis de la Division de la mise en œuvre et du suivi corporatif porte principalement sur l'élément suivant de la recommandation de l'arrondissement:

- d'autoriser une dépense de 20 350 614,02 $, taxes incluses, pour la construction de l'agrandissement et du réaménagement de la bibliothèque de Pierrefonds de l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

Informations budgétaires:

Le report estimé du budget de compétence Arron. pour l'arrondissement de Pierrefonds-Roxborro est de 10,6 M$, donc suffisant pour combler le virement budgétaire requis. Le présent dossier est conditionnel à l'acceptation du report du budget PTI 2016 au PTI 2016-2018 par le conseil municipal.

L'imputation devra se faire au projet suivant :

Arron.
Sous-projet : 14-30013-002 - Programme de const. et agrand. de bât. cult. et comm.
Projet Simon: 152531

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CM : 20.53

2017/03/27 13:00

(2)

Dossier # : 1164362002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division programmes de projets
Objet :	Accorder un contrat à l'entreprise Les Constructions Lavacon Inc. pour la construction de l'agrandissement et du réaménagement de la bibliothèque de Pierrefonds (bâtiment #3101) située au 13 555 boulevard de Pierrefonds dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro. Autoriser une dépense totale de 20 350 614,02 $ (taxes, contingences et incidences incluses). Appel d'offres public # 5887 (10 soumissionnaires). Contrat #13539.

Rapport- mandat SMCE164362002- Lavacon.pdf

Dossier # :1164362002

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Commission permanente sur l'examen des contrats

La commission :

Présidente

Mme Émilie Thuillier
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Vice-présidente

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Membres

M. Richard Celzi
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Marie Cinq-Mars
Arrondissement d'Outremont

M. Richard Deschamps
Arrondissement de LaSalle

M. Marc-André Gadoury
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Luc Gagnon
Arrondissement de Verdun

M. Manuel Guedes
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 27 mars 2017

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE164362002

Accorder un contrat à l'entreprise Les Constructions Lavacon Inc. pour la construction de l'agrandissement et du réaménagement de la bibliothèque de Pierrefonds (bâtiment #3101) située au 13 555 boulevard de Pierrefonds dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro. Autoriser une dépense totale de 20 350 614,02 $ (taxes, contingences et incidences incluses). Appel d'offres public # 5887 (10 soumissionnaires). Contrat #13539.

(ORIGINAL SIGNÉ)

Émilie Thuillier
Présidente

(ORIGINAL SIGNÉ)

Pierre G. Laporte
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE164362002

Accorder un contrat à l'entreprise Les Constructions Lavacon Inc. pour la construction de l'agrandissement et du réaménagement de la bibliothèque de Pierrefonds (bâtiment #3101) située au 13 555 boulevard de Pierrefonds dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro. Autoriser une dépense totale de 20 350 614,02 $ (taxes, contingences et incidences incluses). Appel d'offres public # 5887 (10 soumissionnaires). Contrat #13539.

À sa séance du 8 mars 2017, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le présent contrat. Ce dossier répondait au critère suivant :

- *Contrat de plus de 10 M$.*

Le 16 mars 2017, les membres de la commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus d'appel d'offres relativement au mandat confié. Des représentants du Service de la gestion et de la planification immobilière ont répondu aux questions des membres de la Commission.

Les membres de la Commission ont soulevé diverses questions sur le processus d'appel d'offres dans ce dossier et ont obtenu des réponses satisfaisantes.

Ils ont bien compris qu'un premier appel d'offres dans ce dossier avait été annulé parce que la plus basse soumission reçue dépassait le budget établi pour ce projet. Ils ont invité le Service à indiquer dans le sommaire décisionnel que le comité exécutif avait été saisi de la situation.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les représentants du Service de la gestion et de la planification immobilière pour leurs interventions au cours de la séance de travail de la commission. La commission adresse la conclusion suivante au conseil municipal :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil municipal à savoir :

- *Contrat de plus de 10 M$.*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la commission;

Considérant les nombreuses questions adressées par les membres de la commission aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE164362002 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.54

2017/03/27 13:00

(2)

Dossier # : 1160587006

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction , Division des travaux publics , Section du développement opérationnel
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Reconduire une entente de 15 ans entre la Ville de Montréal et la Société de gestion des neiges Ville-Marie inc. relative à l'élimination de la neige provenant de cette Société, au site Angrignon (arrondissement LaSalle), pour les hivers 2013-2014 à 2027-2028.

Je recommande de:
reconduire une entente de 15 ans entre la Ville de Montréal et la Société de gestion des neiges Ville-Marie inc. relativement à l'élimination de la neige provenant de cette Société, au site d'élimination de neige Angrignon (Arrondissement LaSalle) pour les hivers 2013-2014 à 2027-2028.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2017-02-17 14:14

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1160587006**

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction , Division des travaux publics , Section du développement opérationnel
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Reconduire une entente de 15 ans entre la Ville de Montréal et la Société de gestion des neiges Ville-Marie inc. relative à l'élimination de la neige provenant de cette Société, au site Angrignon (arrondissement LaSalle), pour les hivers 2013-2014 à 2027-2028.

CONTENU

CONTEXTE

En 1998, la Ville de LaSalle et la Société de gestion des neiges Ville-Marie inc. (la Société) signaient un contrat de services stipulant que la Ville de LaSalle élimine, à son lieu d'élimination de la neige Angrignon, la neige apportée par la Société. Cette dernière est une entreprise liée au Groupe de développement immobilier et investissement Westcliff, notamment propriétaire de centres commerciaux, dont celui du Carrefour Angrignon, voisin du lieu d'élimination de la neige.
Dans l'entente initiale, le coût de disposition de la neige de la Société était fixé au taux de 0,65 $/mètre cube défrayé par celle-ci. Cette entente de 15 ans visait les hivers 1998-99 à 2012-13 inclusivement. Le contrat prévoyait aussi que le taux n'était pas indexé, que le volume de neige maximum apporté par la Société était de 250 000 mètres cubes par année, et qu'à la terminaison de l'entente de 15 ans, la Société pouvait reconduire cette entente pour un autre 15 ans, à un taux devant être revu suivant une méthode de calcul prévue à l'entente.

En 2013, des discussions se sont amorcées entre l'Arrondissement de LaSalle et la Société, dans le but de convenir du nouveau tarif suivant l'application de la méthode inscrite au contrat de services. Les deux parties n'en sont pas venus à une entente.

Depuis l'entrée en vigueur de la Réforme du financement des arrondissements (RFA) le 1er janvier 2015, l'élimination de la neige relève de la ville centre, à l'exception de certaines activités spécifiques déléguées aux arrondissements. Ainsi la Ville centre, de par le Service de la Concertation des arrondissements (SCA), est maintenant responsable, entre autres choses, de la gestion des appels d'offres et des contrats octroyés en lien avec l'élimination de la neige. En contre-partie, les activités opérationnelles sur les lieux d'élimination sont déléguées aux arrondissements, tels la supervision et le contrôle des activités. Le dossier est donc maintenant aux mains du SCA.

De nouvelles discussions ont eu lieu depuis janvier 2015, lesquelles conduisent à l'acceptation d'un tarif de 1,12 $ / mètre cube pour la 2e durée de 15 hivers (hivers 2013-14 à 2027-28). Le nouveau tarif a été calculé selon la formule et la méthode décrite à l'Annexe C de l'entente. Il tient compte des dépenses en immobilisation et est basé sur le

coût moyen d'opération des quinze premières années majoré selon l'augmentation de l'indice des prix à la consommation.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Résolution 97-1409 de la Ville de LaSalle (8 décembre 1997): "Que le projet de contrat de services à intervenir avec la SOCIÉTÉ DE GESTION DES NEIGES VILLE-MARIE INC. soit approuvé tel que soumis".

DESCRIPTION

Le contrat de services prévoit que l'Arrondissement de LaSalle élimine la neige transportée par la Société et facture celle-ci au taux de 1,12 $ par mètre cube, pour les hivers 2013-14 à 2027-28 inclusivement. Le volume de neige transporté est toutefois limité à un maximum de 250 000 mètres cubes par année.

JUSTIFICATION

L'entente autorise la Société à venir porter de la neige devant être éliminée par la Ville, puis autorise cette dernière à facturer la Société au tarif entendu.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La Société a accepté que le nouveau tarif soit appliqué rétroactivement au premier hiver de la nouvelle entente de 15 ans, soit l'hiver 2013-2014, à tous les volumes de neige transportés depuis.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le refus d'entériner l'entente priverait la Ville d'une compensation financière pour des dépenses qu'elle a déjà engendrées et pourrait avoir des conséquences légales, compte tenu que la Ville doit éliminer la neige provenant de la Société, suivant l'entente intervenue il y a maintenant presque 20 ans.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

N/A

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

N/A

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation juridique avec commentaire :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Olivier TACHÉ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Benoit G GAUTHIER, LaSalle

Lecture :

Benoit G GAUTHIER, 17 février 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Valérie MATTEAU
Conseillère en planification / Chef d'équipe

Tél : 514 872-7222
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-06

Richard ACHILLE
Chef de division- soutien technique et opérationnel

Tél : 514 872-1599
Télécop. : 514 868-3692

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

André HAMEL
Directeur travaux publics
Tél : 514 872-8900
Approuvé le : 2017-02-14

Montréal

Service de la concertation des arrondissements
425, place Jacques-Cartier
1er étage, bureau 100
Montréal (Québec) H2Y 3B1

Le 1 décembre 2016

Monsieur Alan Marcovitz
Président
Société de gestion des neiges Ville-Marie inc.
600 boul. De Maisonneuve Ouest
26 e
Montréal, (QC) H8R 4A8

Objet : Renouvellement d'un contrat de services avec la Ville de Montréal

Monsieur,

La présente fait suite aux discussions des dernières années, et à la rencontre qui a eu lieu le 11 octobre dernier, à laquelle étaient conviés MM. Marc Montpetit (Westcliff), Benoît Gauthier, André Hamel et Michel Frenette (Ville de Montréal).

Lors de cette rencontre, il a été agréé entre les parties que, comme suite à la première entente de 15 ans couvrant les hivers 1998-99 à 2012-13, un nouveau taux de 1,12 $/mètre cube sera facturé pour tous les volumes de neige envoyés au site d'élimination de neige Angrignon (Arrondissement La Salle) par la Société de gestion des neiges Ville-Marie inc., pour la nouvelle période de 15 ans incluant les hivers 2013-2014 à 2027-2028.

Il a été aussi convenu que cette entente, une fois approuvée par le Comité exécutif, sera rétroactive à l'hiver 2013-2014 et que toutes sommes dues par la Société seront facturées en utilisant ce taux. Si toutefois la Société a déjà produit des versements, ils seront déduits des sommes dues.

Nous vous saurions gré de bien vouloir signifier votre accord par écrit, afin que nous complétions le dossier à présenter au Comité exécutif dans les meilleurs délais.

Acceptez, Monsieur, nos sincères salutations.

Richard Achille
Chef de division- Soutien technique et opérationnel

Société de gestion des neiges Ville-Marie inc.

600, boulevard de Maisonneuve Ouest, bureau 2600, Montréal (Québec) H3A 3J2

téléphone : 514 499-8300 • télécopieur : 514 288-8600

Alan Marcovitz
ligne directe : 514 499-8307
courriel : amarcovitz@westcliff.ca

Montréal, le 2 février 2017

Monsieur Richard Achille
Chef de division – Soutien technique et opérationnel
Service de la concertation des arrondissements
Ville de Montréal
425, place Jacques-Cartier
1er étage, bureau 100
Montréal, (Québec)
H2Y 3B1

Objet : Votre lettre du 1er décembre 2016 – Reconduction du contrat de services entre Ville de Montréal et Société de gestion des neiges Ville-Marie inc. signé le 23 janvier 1998 (« Contrat ») concernant la disposition des neiges - établissement de la considération payable pour le second terme de 15 ans.

Monsieur,

Par la présente nous confirmons que nous acceptons votre évaluation de la considération applicable pour la période additionnelle de quinze (15) années couvrant les hivers 2013-2014 à 2027-2028 inclusivement. Le tarif applicable sera de $1.12 par mètre cube de neige envoyé au site, et sera fixe pour la durée complète du terme reconduit, tel que défini à l'annexe C du Contrat. Tous les autres termes et conditions du Contrat restent les mêmes.

Nous confirmons aussi que ce tarif sera applicable rétroactivement à compter du début de la période additionnelle, soit à compter de la saison 2013-2014, et que la facturation sera ajustée en conséquence.

Cordialement,

Alan Marcovitz
Président, Société de gestion des neiges Ville-Marie inc.

ANNEXE C

CONSIDÉRATION PAR M3 DÉPOSÉ SUR LE SITE = A+B

A - DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS

COÛT ANNUEL EN CAPITAL:

1-	non amorti pour l'aménagement du site (amortissement 20 ans)	
2-	non amorti pour la réhabilitation du site en conformité à l'usage (amortissement 15 ans)	38 288 $
	Total	**38 288 $**

Note: Montant pour la stabilisation de la fondation 783 165,96$

$$\frac{783\,165.96\,\$}{15\text{ ans}} = 52\,211.06\,\$$$

$$52\,211.06\,\$ \times \frac{(15-4)}{15} = 38\,288.11\,\$$$

B - DÉPENSES D'OPÉRATION DU SITE

COÛT RÉEL ANNUEL MOYEN:

1-	moyenne des coûts d'op. (15 premières années 1998-2013)	1 013 880 $
2-	majoré de l'IPC sur 15 ANS (voir calcul Banque du Canada)	1 365 521 $
	Total	**1 365 521 $**

GRAND TOTAL (A+B)	**1 403 809 $**

C - ESTIMATION DU COÛT MOYEN ANNUEL PAR m3 (15 prochaines années)* **	**1.12 $**
Total des coûts réels	1 403 809 $
Capacité du site (m3)	1 250 000

CONTRAT DE SERVICES

ENTRE : **VILLE DE LASALLE**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 55, avenue Dupras, LaSalle (Québec) H8R 4A8, agissant et représentée aux présentes par son Honneur le maire Michel Leduc et madame Marie-France Bissionnette, greffière, tous deux dûment autorisés à signer le présent contrat de services aux termes de la résolution numéro 97-1409 adoptée à une assemblée du conseil tenue le 8 décembre 1997, copie de cette résolution est jointe au présent contrat de services comme annexe « A »;

VILLE DE LASALLE, sera ci-après désignée dans le présent contrat de services comme :

La « **ville** »

ET : **SOCIÉTÉ DE GESTION DES NEIGES VILLE-MARIE INC.**, personne morale de droit privé, ayant son siège au 600, boulevard De Maisonneuve Ouest, Bureau 2600, Montréal (Québec) H3A 3E4, agissant et représentée aux présentes par M. Richard Hylands, dûment autorisé aux présentes aux termes d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le 7e jour du mois de janvier 1998, dont copie de cette résolution est jointe au présent contrat de services comme annexe « B »;

SOCIÉTÉ DE GESTION DES NEIGES VILLE-MARIE INC., sera ci-après désignée dans le présent contrat de services comme :

La « **compagnie** »

CONSIDÉRANT qu'il est dans l'intérêt de la « **compagnie** » de disposer de ses neiges au site d'entreposage de la « **ville** »;

CONSIDÉRANT que la « **ville** » a offert à la « **compagnie** » de fournir des services d'entreposage et de disposition des neiges de cette dernière;

LESQUELS CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - ENGAGEMENTS DE LA « VILLE »

1.1 La « **ville** » s'engage à entreposer et à disposer d'un volume annuel de 250 000 mètres cubes de neige à son site d'entreposage pour le bénéfice de la « **compagnie** ». Tout volume de neige qui n'est pas utilisé à même le volume annuel convenu ne peut être reporté à une année civile subséquente ou faire l'objet d'un remboursement de la part de la « **ville** »;

1.2 La « **ville** » s'engage à dénoncer le présent contrat de services à tout gestionnaire de son site d'entreposage. La « **ville** » doit, de plus, lorsqu'elle confie un mandat de gestion du site d'entreposage, faire assumer les obligations stipulées aux présentes par le gestionnaire du site;

1.3 La « **ville** » s'engage à obtenir et maintenir tous les permis et autorisations nécessaires à l'exploitation du site d'entreposage et ce, pendant toute la durée du présent contrat et de son renouvellement;

1.4 La « **ville** » s'engage à ce que le site soit en tout temps opéré selon les règles de l'art et à s'assurer que tout gestionnaire du site respecte ces règles et maintienne l'opération du site durant le présent contrat et de son renouvellement.

ARTICLE 2 - ENGAGEMENTS DE LA « COMPAGNIE »

2.1 La « **compagnie** » s'engage à payer à la « **ville** » en considération des services reçus une somme de 0,65 $ par mètre cube de neige entreposée, toute taxe, droit, ou redevance applicable, existante ou à venir, imposée par le gouvernement fédéral, provincial ou par une entité régionale, étant en sus. Il est expressément convenu que la « **compagnie** » n'est responsable que du paiement de la neige effectivement entreposée et qu'elle n'assume aucune obligation d'assumer un paiement minimum.

2.2 La « **compagnie** » s'engage à se conformer à toutes les directives émises par la « **ville** » ou par le gestionnaire du site d'entreposage quant aux modalités d'utilisation du site. Ces directives ne peuvent cependant comporter une modification de la somme payée par la « **compagnie** » pour l'entreposage de ses neiges.

2.3 La « **compagnie** » s'engage à disposer principalement de neige ayant été chargée dans les camions à l'aide de souffleuses à neige, mais en toute circonstance, la quantité de neige non soufflée ne devra pas dépasser 10 000 mètres cubes.

2.4 La « **compagnie** » s'engage à déclarer à l'entrée du site d'entreposage, le type des neiges dont elle dispose, à savoir que la neige est soufflée ou non.

ARTICLE 3 - DURÉE

La durée du présent contrat de services est de quinze (15) années à partir de la date d'ouverture du site. La date d'ouverture du site est confirmée par écrit par la « **ville** » à la « **compagnie** » dès que les travaux d'aménagement du site sont complétés.

ARTICLE 4 - RECONDUCTION

Les parties conviennent que le présent contrat de services est reconduit à son expiration pour une période additionnelle de quinze (15) ans, aux mêmes conditions sous réserve de la considération qui doit être renégociée et qui sera fixe pour toute la période additionnelle.

La « **ville** » doit, soixante (60) jours avant l'expiration du terme initial de quinze (15) ans, soumettre son évaluation de la considération payable qui sera applicable pour la période additionnelle de quinze (15) ans. À défaut par la « **ville** » de soumettre son évaluation dans les délais prescrits, la « **compagnie** » peut procéder à l'arbitrage conformément à l'article 10 du présent contrat.

La considération payable pour toute la période additionnelle de quinze (15) ans est établie selon la méthode de calcul décrite à l'annexe « C ».

ARTICLE 5 - FACTURATION

Les services rendus par la « **ville** » sont facturés mensuellement à la « **compagnie** ». Toute facture impayée trente (30) jours après son envoi par la poste, porte intérêt au taux applicable pour les taxes municipales impayées de la Ville de LaSalle pour l'exercice financier en question.

ARTICLE 6 - CESSION DU CONTRAT

La « **compagnie** » peut céder à un tiers les droits et obligations découlant du présent contrat, après avoir obtenu le consentement écrit de la « **ville** » à cet effet, cette dernière ne pouvant refuser sans motif raisonnable.

ARTICLE 7 - CESSION DU DROIT D'ENTREPOSAGE

La « **compagnie** » peut céder en tout ou en partie le droit d'entreposage de ses neiges à un tiers. Tout volume de neige entreposée par un tiers en vertu du présent article est considérée aux fins du volume annuel que la « **compagnie** » peut disposer. Tout cessionnaire du droit d'entreposage de neiges doit aussi déclarer le type des neiges dont il dispose à savoir si la neige est soufflée ou non.

ARTICLE 8 - RESPONSABILITÉ

La « **compagnie** » n'est pas responsable de tout dommage, perte ou préjudice résultant de la présence de tout polluant, contaminant, déchet ou autre substance qui pourrait être contenu dans la neige disposée sur le site d'entreposage par la « **compagnie** », ses préposés, représentants ou par toute personne exécutant un contrat de déneigement en faveur de la « **compagnie** » ou bénéficiant d'une cession du droit d'entreposage.

La « **ville** » renonce expressément à tout recours à cet égard contre la « **compagnie** » sauf dans l'éventualité d'une faute lourde de sa part.

La « **ville** » s'engage de plus à tenir la « **compagnie** » franche et indemne de toute dépense, réclamation ou dommage relativement à tout polluant, contaminant, déchet ou toute autre substance contenue dans la neige disposée sur le site d'entreposage par la « **compagnie** » ou ses ayants droit dans l'éventualité où la présence, réelle ou alléguée, ou l'émission, le dépôt, le dégagement ou le rejet dans l'environnement contrevient ou contreviendrait à une loi, règlement, arrêté, ou ordonnance fédérale, provinciale ou municipale de quelque nature que ce soit.

ARTICLE 9 - RENONCIATION

La « **compagnie** » renonce expressément à exercer tout recours ou réclamation contre la « **ville** » ou le gestionnaire du site d'entreposage pour des dommages qui pourraient être subis par la « **compagnie** » découlant de problèmes éventuels d'accès au site pourvu que la « **ville** » prenne des mesures nécessaires afin de rétablir l'accès au site dans les plus brefs délais, selon les circonstances.

ARTICLE 10 - ARBITRAGE

Dans le cas de tout différend entre la « **ville** » et la « **compagnie** » concernant la considération payable pour la période de renouvellement du contrat telle qu'elle sera établie en vertu de l'article 4 du présent contrat, l'une ou l'autre des parties a droit de demander l'arbitrage à son propos et cette demande exclut expressément l'exercice de tout recours judiciaire par les deux parties.

Les procédures d'arbitrage ne peuvent avoir lieu avant l'écoulement d'un délai de dix (10) jours de la réception d'un avis de contestation par la « **compagnie** » ou d'un avis d'arbitrage par la « **ville** ». Après ce délai de dix (10) jours, la considération payable pour la période de renouvellement du contrat est fixée par un arbitre nommé par les parties dans les vingt (20) jours de la réception d'un des avis mentionnés précédemment. À défaut d'entente après l'expiration des vingt (20) jours, l'arbitre est nommé par un juge de la Cour Supérieure à la demande de la partie la plus diligente. Cet arbitrage est effectué conformément aux dispositions de la présente clause et de manière supplétive en conformité avec le Code de procédure civile du Québec et l'arbitre choisi doit avoir de l'expérience dans le domaine concerné par la question en litige.

L'arbitre doit rendre sa décision dans les quatre-vingt-dix (90) jours de sa nomination et la signifier sans délai aux parties. La décision de l'arbitre est finale et lie les parties, les frais d'arbitrage sont partagés également entre les parties.

L'arbitre procède à l'instruction de l'affaire de la façon la plus expéditive et la moins formaliste possible, tout en permettant aux parties d'exposer leur prétention et d'apporter leur preuve. L'arbitre statue également sur l'adjudication des frais des parties.

L'arbitrage prévu au présent article quant à la considération payable pour la période de renouvellement du contrat exclut expressément tout recours judiciaire par la « **compagnie** » quant à l'établissement de cette part.

Les parties conviennent que durant les procédures d'arbitrage, la « **compagnie** » doit continuer à payer la considération prévue à l'article 2.1 de ce contrat pour les services fournis. Suite à la décision de l'arbitre, les parties procèdent aux ajustements nécessaires et la « **ville** » rembourse ou facture, selon le cas, les services sur la base du montant déterminé par l'arbitre à compter de la fin du terme initial de quinze (15) ans et ce, avec intérêt au taux préférentiel de la Banque Royale du Canada en date de la décision d'arbitrage.

ARTICLE 11 - AVIS

Tout avis, communication ou correspondance entre les parties doit être transmis par télécopieur ou par courrier recommandé avec avis de réception. La réception d'un document par télécopieur est présumée à la date de sa transmission.

Ces avis, communications ou correspondances doivent être transmis à l'adresse des parties, telles que mentionnées ci-après :

La « **ville** »

VILLE DE LASALLE
55, avenue Dupras
LaSalle (Québec) H8R 4A8

À l'attention de
Mme ~~Nicole Herby~~, greffière
MARIE-FRANCE BISSONNETTE
Télécopieur : 514-367-6607

La « **compagnie** »

SOCIÉTÉ DE GESTION DES NEIGES VILLE-MARIE INC.
600, boulevard De Maisonneuve Ouest
Montréal (Québec) H3A 3E4

À l'attention de
M. Richard Hylands

Télécopieur : 514-288-8600

Tout changement d'adresse de l'une des parties devra faire l'objet d'un avis écrit par courrier recommandé dès qu'elle est connue.

EN FOI DE QUOI LES PARTIES ONT SIGNÉ,

À MONTRÉAL, CE 23E JOUR DE JANVIER 1998

VILLE DE LASALLE
La « **ville** »

par : _____
MICHEL LEDUC, maire

par : _____
~~NICOLE HERBY~~, greffière
MARIE-FRANCE BISSONNETTE

COPIE CERTIFIÉE CONFORME À L'ORIGINAL

_____
GREFFIÈRE

SOCIÉTÉ DE GESTION DES NEIGES VILLE-MARIE INC.
La « **compagnie** »

par : _____
RICHARD HYLANDS

\83207

ANNEXE « A »

Résolution du conseil municipal de la « **ville** »

EXTRAIT

du procès-verbal d'une séance du conseil de la Ville de LaSalle, tenue le 8 décembre 1997

97-1409
Contrat de services
Société de gestion des neiges Ville Marie inc.

ville de LaSalle

PROPOSÉ PAR LE CONSEILLER : Frank Talarico
APPUYÉ PAR LE CONSEILLER : Pierre Lussier
ET RÉSOLU :

QUE le projet de contrat de services à intervenir avec la SOCIÉTÉ DE GESTION DES NEIGES VILLE MARIE INC. soit approuvé tel que soumis.

QUE le maire ou le maire suppléant et la greffière ou la greffière adjointe soient et sont par la présente autorisés à signer ledit contrat pour et au nom de la Ville.

ADOPTÉ à l'unanimité

(signature) Michel Leduc, m.d.
Maire

COPIE CONFORME

(signature) Nicole Herby
Greffière

Greffière

c.c. Société de gestion des neiges Ville Marie inc.
Ministère de l'Environnement
G. Lemay
M. Vachon
M. Martel
Y. Rousseau, ing.

ANNEXE « B »

Résolution du conseil d'administration de la « **compagnie** »

EXTRACT OF RESOLUTION

OF

SOCIÉTÉ DE GESTION DES NEIGES VILLE-MARIE INC.

IT WAS RESOLVED:

THAT this Company sign and execute a service contract to be entered into with Ville de LaSalle, under the terms of which this Company will be authorized to dump snow upon the Site, the whole in accordance with the terms and subject to the conditions set forth under the terms of the service contract hereinafter referred to.

THAT Richard Hylands, the representative of this Company, be and he is hereby authorized to sign and execute for and on behalf of this Company, the service contract prepared by Messrs. Hébert Denault, advocates of Montreal, and approved by the legal advisor of this Company, a draft of which has been submitted to the Board of Directors of this Company and approved by it, and to make all declarations, adjustments and changes thereto which he, in his sole discretion, shall deem to be advisable and to do all that is necessary in order to give effect to the foregoing.

The undersigned, William Pencer, Secretary of SOCIÉTÉ DE GESTION DES NEIGES VILLE-MARIE INC., certifies that the foregoing is a true and correct copy of a Resolution adopted by the Board of Directors of the said Company on the 7th day of January, 1998.

CERTIFIED at Montreal, Quebec, this 7th day of January, 1998.

Secretary

ANNEXE « C »

Méthode de calcul utilisée pour fixer la considération payable pour la deuxième période additionnelle de quinze ans tel que convenu à l'article RECONDUCTION.

La formule retenue est la suivante :

Considération par mètre cube déposé sur le site = A + B.

Les coûts réels d'opération du site d'entreposage sont répartis comme suit :

A = Dépenses en immobilisation

Sont compris dans ce champ les dépenses suivantes :

- coûts en capital non amortis pour l'aménagement du site;
- coûts en capital non amortis pour la réhabilitation du site afin de le rendre conforme à l'usage.

Pour les fins de calcul, toutes les dépenses de nature capitalisable non amorties mentionnées précédemment seront amorties sur une période de 15 ans.

Le coût annuel du remboursement de la dette est basé sur un dénominateur fixé par le contrat de services à 1 250 000 m³ de volume d'entreposage.

B = Dépenses d'opération du site

Seront incluses dans les dépenses d'opération du site tous les coûts inhérents encourus pour l'opération dudit site.

Ce coût annuel moyen sera établi à partir de :

a) La moyenne des coûts d'opération pour les quinze premières années,

b) majoré de l'augmentation de l'indice des prix à la consommation, Région de Montréal, de la première année du terme à la fin de la quinzième.

Le coût annuel du remboursement des coûts d'opération du site sera basé sur le dénominateur fixé par le contrat de services, soit un volume nominal de 1 250 000 m³.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1160587006

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction , Division des travaux publics , Section du développement opérationnel
Objet :	Reconduire une entente de 15 ans entre la Ville de Montréal et la Société de gestion des neiges Ville-Marie inc. relative à l'élimination de la neige provenant de cette Société, au site Angrignon (arrondissement LaSalle), pour les hivers 2013-2014 à 2027-2028.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation juridique avec commentaire

COMMENTAIRES

La convention prévoit un renouvellement pour un autre terme de 15 ans aux mêmes conditions, sous réserve d'une entente sur le nouveau prix.

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Olivier TACHÉ
Avocat
Tél : 514-872-6886

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-13

Olivier TACHÉ
Avocat
Tél : 514-872-6886
Division :

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.55

2017/03/27
13:00

(2)

Dossier # : 1177231012

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la réalisation des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder une subvention par le biais d'un don du mobilier de la Grande Terrasse Rouge de la rue Saint-Denis, installée durant les grands travaux d'infrastructures de 2015 et 2016 par la Ville de Montréal, à l'organisme à but non lucratif Société de développement commerciale Rue Saint-Denis, sans contrepartie financière.

Il est recommandé d'accorder une subvention par le biais d'un don du mobilier de la Grande Terrasse Rouge de la rue Saint-Denis, installée durant les grands travaux d'infrastructures de 2015 et 2016 par la Ville de Montréal, à l'organisme à but non lucratif Société de développement commerciale Rue Saint-Denis, sans contrepartie financière.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2017-03-13 10:17

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1177231012**

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la réalisation des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder une subvention par le biais d'un don du mobilier de la Grande Terrasse Rouge de la rue Saint-Denis, installée durant les grands travaux d'infrastructures de 2015 et 2016 par la Ville de Montréal, à l'organisme à but non lucratif Société de développement commerciale Rue Saint-Denis, sans contrepartie financière.

CONTENU

CONTEXTE

En collaboration avec la Société de développement commerciale (SDC) rue Saint-Denis, la Grande Terrasse Rouge de la rue Saint-Denis installée par la Ville de Montréal se voulait un rappel à tous qu'en dépit des grands travaux d'infrastructures qui ont eu lieu de l'automne 2015 à l'automne 2016, l'artère n'avait rien perdu de ses couleurs et de sa vitalité. En effet, conscient de l'importance de la vitalité économique de cette importante artère commerciale, la Ville tenait à prendre les moyens nécessaires afin de faire du chantier Saint-Denis un modèle à suivre. La Grande Terrasse Rouge faisait donc partie de ces mesures concrètes visant à contribuer à l'embellissement du chantier tout en incitant les passants et résidents du quartier, qui partageaient l'artère avec l'occupation du chantier, à se réapproprier cet espace public. Il s'agissait alors d'un concept novateur. Le message qu'on voulait transmettre était que la rue restait fonctionnelle malgré la présence des chantiers.
Étant donné le succès qu'a connu La Grande Terrasse Rouge sur la rue Saint-Denis au cours de l'année où ont eu lieu les travaux, la SDC rue Saint-Denis souhaite maintenant en prendre possession pour la réinventer et la transformer pour en faire bénéficier à nouveau les citoyens et touristes de Montréal. À partir de ce mobilier récupéré, la SDC rue Saint-Denis veut aménager des placettes, des zones de repos ainsi que des aires de détente, lesquels seraient déployées pendant la saison estivale 2017 et les suivantes (voir lettre en pièce jointe).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0415 - 18 juin 2015 - Accorder un contrat à Les Entreprises Michaudville inc., pour la reconstruction d'un égout combiné, des conduites d'eau secondaire et principale, de chaussée, de trottoirs, de bordures, de bases, de puits d'accès de la CSEM, de travaux d'éclairage et de construction de conduits électriques, là où requis dans la rue Saint-Denis, de l'avenue Duluth à la rue Marie-Anne. Arrondissement: Le Plateau-Mont-Royal. Dépense totale de 16 202 243,99 $ (contrat: 14 400 000,01 $ + incidences: 1 802 243,98 $), taxes incluses. Appel d'offres public 302201 - 3 soumissionnaires (1154822033).

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à céder une partie du mobilier de la Grande Terrasse Rouge de la rue Saint-Denis, installée durant les grands travaux d'infrastructures de 2015 et 2016 par la Ville de Montréal, à l'organisme à but non lucratif SDC rue Saint-Denis (voir en pièce jointe la confirmation du statut d'OBNL), et ce, sans contrepartie financière.
La Grande Terrasse Rouge est constituée de mobilier entièrement rouge tel que des tables avec parasols, des chaises, des bancs et des hamacs disposés sur une plate-forme de bois peinte en rouge elle aussi (voir photos en pièce jointe). Elle s'étendait, lors des travaux en 2016, sur une distance d'environ 1 km entre les rues Roy et Mont-Royal.

Toutefois, la plate-forme en bois ayant atteint sa durée de vie et n'étant pas réutilisable, la Ville en a disposé dans un centre de recyclage. Seuls les éléments réutilisables de la terrasse seront remis à la SDC (voir la liste en pièce jointe).

JUSTIFICATION

Créée en 2010, la SDC rue Saint-Denis est un organisme dédié au développement économique de la rue Saint-Denis, entre les rues Roy et Gilford. Elle compte près de trois cents (300) membres œuvrant dans tous les secteurs du commerce de détail, des services et de la culture. L'objectif de l'équipe de la SDC est de rassembler ses membres afin de constituer une communauté de gens d'affaires impliquée. Les actions de la SDC comportent plusieurs champs d'interventions dont les suivants:

- communications et partenariats;
- propreté, embellissement et sécurité de la rue;
- vitalité commerciale et soutien aux entreprises.

La récupération et la valorisation d'une partie du mobilier de la Grande Terrasse Rouge est donc en lien direct avec la mission de la SDC rue Saint-Denis et représente un pas de plus dans la voie de la revitalisation de ce secteur.

À la suite de discussions avec d'autres unités de la Ville, notamment l'arrondissement Le Plateau-Mont-Royal et le Service de l'environnement, la Direction des infrastructures recommande de céder ce mobilier à la SDC rue Saint-Denis puisqu'il a été conçu spécifiquement pour cette artère et qu'il constitue une mesure visant à atténuer les impacts économiques qu'auraient pu avoir les grands travaux d'infrastructures sur cette artère au cours des années 2015 et 2016.

Enfin, la SDC étant un organisme à but non lucratif, la disposition du mobilier se fera à titre gratuit.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce dossier n'implique aucun revenu ni aucune dépense supplémentaire pour la Ville de Montréal.
La dépense nette du mobilier est d'environ 345 000 $, laquelle est incluse au contrat des travaux de la rue Saint-Denis (CG15 0415). Le détail des coûts se trouve en pièce jointe.

Le mobilier a une valeur marchande estimée à 200 000$ et sa valeur aux livres sera rayée des actifs immobilisés de la Ville.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La Direction des infrastructures souhaite offrir une nouvelle vie à ce mobilier qui constitue la Grande Terrasse Rouge et en favoriser la récupération et la valorisation plutôt que la destruction.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La récupération et la valorisation du mobilier de la Grande Terrasse Rouge vise à accroître la visibilité des commerçants en positionnant la rue comme un lieu festif et rassembleur.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

La Ville de Montréal souhaite céder la Grande Terrasse Rouge dans les meilleurs délais, d'une part afin que la SDC rue Saint-Denis puisse l'installer dès le retour du beau temps au printemps 2017, et d'autre part, afin de pouvoir mettre fin aux frais d'entreposage actuels du mobilier.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Isabelle CADRIN, Le Plateau-Mont-Royal
Pierre GRAVEL, Service de l'environnement
Stéphanie MORAN, Service des finances

Lecture :

Stéphanie MORAN, 9 mars 2017
Isabelle CADRIN, 23 février 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Fernando RIVERA
Ingenieur(e)

Tél : 514 872-5771

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-23

Martin BOULIANNE
Chef de division

Tél : 514 872-9552

Télécop. : 514 872-6123 **Télécop. :** 514 872-6123

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Chantal AYLWIN
Directrice des infrastructures
Tél : 514 872-4101
Approuvé le : 2017-03-10

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2017-03-13

RUE ST DENIS
LE COEUR DE MONTRÉAL

Monsieur Bechir Bouzaidi
Chef de section réalisation des travaux
801 rue Brennan,
Montréal, Qc, H3C 0G4

Objet : Prise en charge du mobilier de la Grande Terrasse Rouge par la SDC rue Saint-Denis

Monsieur Bechir Bouzaidi,

La Grande Terrasse Rouge fût un succès pour la rue Saint-Denis au cours de l'année 2016. Le public montréalais ayant apprécié cette installation, nous souhaitons la réinventer et la transformer pour en faire encore bénéficier aux citoyens et touristes de Montréal. Suite à un don éventuel de la Ville de Montréal, la Société de développement commercial Rue Saint-Denis s'engage à récupérer, réutiliser et valoriser le mobilier ayant composé la Grande Terrasse Rouge 2016. Un projet d'aménagement de placettes, de zones de repos et d'aires de détente pourront être réalisées en 2017 grâce à ce mobilier récupéré. Ainsi, la rue Saint-Denis fera un pas de plus dans la voie de la revitalisation.

En vous remerciant de cette collaboration unique, je vous souhaite une belle journée !

Caroline Tessier, Directrice générale
SDC rue Saint-Denis
3875A rue Saint-Denis, Montréal
H2W 2M4

Registraire des entreprises Québec

Rechercher une entreprise au registre

État de renseignements d'une personne morale au registre des entreprises

Renseignements en date du 2017-02-15 16:26:18

État des informations

Identification de l'entreprise

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ)	1166850942
Nom	SDC PIGNONS RUE SAINT-DENIS

Adresse du domicile

Adresse	3875A rue Saint-Denis Montréal (Québec) H2W2M4 Canada

Adresse du domicile élu

Nom de famille	Tessier
Prénom	Caroline

Adresse	3875A rue Saint-Denis Montréal (Québec) H2W2M4 Canada

Immatriculation

Date d'immatriculation	2010-09-27
Statut	Immatriculée
Date de mise à jour du statut	2010-09-27
Date de fin de l'existence	Aucune date de fin d'existence n'est déclarée au registre.

Forme juridique

Forme juridique	Personne morale sans but lucratif
Date de la constitution	2010-09-27 Constitution

Régime constitutif	QUÉBEC : Loi sur les cités et villes (RLRQ, C. C-19)
Régime courant	QUÉBEC : Loi sur les cités et villes (RLRQ, C. C-19)

Dates des mises à jour

Date de mise à jour de l'état de renseignements	2016-12-07
Date de la dernière déclaration de mise à jour annuelle	2016-03-31 2015
Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2017	2018-07-01
Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2016	2017-07-01

Faillite

L'entreprise n'est pas en faillite.

Fusion et scission

Aucune fusion ou scission n'a été déclarée.

Continuation et autre transformation

Aucune continuation ou autre transformation n'a été déclarée.

Liquidation ou dissolution

Aucune intention de liquidation ou de dissolution n'a été déclarée.

Activités économiques et nombre de salariés

1er secteur d'activité

Code d'activité économique (CAE)	7512
Activité	Exploitants de bâtiments non résidentiels
Précisions (facultatives)	DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL

2e secteur d'activité

Aucun renseignement n'a été déclaré.

Nombre de salariés

Nombre de salariés au Québec

De 1 à 5

Administrateurs, dirigeants et fondé de pouvoir

Liste des administrateurs

Nom de famille	Abikhzir
Prénom	Sarah
Date du début de la charge	2013-03-13
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Vice-président
Adresse	4246 rue Saint-Denis Montréal (Québec) H2J2K8 Canada

Nom de famille	Gougeon
Prénom	Olivier
Date du début de la charge	2013-04-16
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Président
Adresse	4176 rue Saint-Denis Montréal (Québec) H2W2M5 Canada

Nom de famille	Noël Gagnon
Prénom	Judith
Date du début de la charge	2014-03-19
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse	4324 rue Saint-Denis Montréal (Québec) H2J2K8 Canada

Nom de famille	Madani
Prénom	Sébastien
Date du début de la charge	2014-04-16
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse	4461 rue Saint-Denis Montréal (Québec) H2J2L2 Canada

Nom de famille	Ramirez
Prénom	Oscar
Date du début de la charge	2015-05-25
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse	

	5310 boul. Saint-Laurent Montréal (Québec) H2T1S1 Canada

Nom de famille	Beaupré
Prénom	Daniel
Date du début de la charge	2016-03-16
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Secrétaire, Trésorier
Adresse	4452 rue Saint-Denis Montréal (Québec) H2J2L1 Canada

Nom de famille	Boudreau
Prénom	Mélanie
Date du début de la charge	2016-03-16
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse	4097 rue Saint-Denis Montréal (Québec) H2W2M7 Canada

Dirigeants non membres du conseil d'administration

Nom de famille	Tessier
Prénom	Caroline
Fonctions actuelles	Principal dirigeant: Directrice générale
Adresse	3875A rue Saint-Denis Montréal (Québec) H2W2M4 Canada

Fondé de pouvoir

Aucun fondé de pouvoir n'a été déclaré.

Administrateurs du bien d'autrui

Aucun administrateur du bien d'autrui n'a été déclaré.

Établissements

Aucun établissement n'a été déclaré.

Documents en traitement

Aucun document n'est actuellement traité par le Registraire des entreprises.

Index des documents

Documents conservés

Type de document	Date de dépôt au registre
Déclaration de mise à jour courante	2016-12-07
Déclaration de mise à jour courante	2016-05-01
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2015	2016-04-02
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2014	2015-06-22
Déclaration de mise à jour courante	2014-04-17
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2013	2014-03-21
Déclaration de mise à jour courante	2013-07-04
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2012	2013-03-19
Déclaration de mise à jour courante	2012-11-05
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2011	2012-01-25
Déclaration de mise à jour courante	2012-01-05
Déclaration de mise à jour courante	2012-01-05
Déclaration initiale	2010-12-30
Certificat de constitution	2010-09-27

Index des noms

Date de mise à jour de l'index des noms 2010-09-27

Nom

Nom	Versions du nom dans une autre langue	Date de déclaration du nom	Date de déclaration du retrait du nom	Situation
SDC PIGNONS RUE SAINT-DENIS		2010-09-27		En vigueur

Autres noms utilisés au Québec

Aucun autre nom utilisé au Québec n'a été déclaré.

© Revenu Québec, 2015

Photos de la Grande Terrasse Rouge – 2016





Photos de la Grande Terrasse Rouge – 2016





VILLE DE MONTRÉAL

LISTE ET COÛT INITIAL DU MOBILIER DE LA GRANDE TERRASSE ROUGE

Description	Quantité	Prix unitaire	Total $
Terrasse en gazon synthétique	12	102,66 $	1 231,92 $
Terrasse en tuiles playgard	6	171,84 $	1 031,04 $
Bac de protection sans plantation	105	406,44 $	42 676,20 $
Bac de protection avec plantation	131	406,44 $	53 243,64 $
Bac de plantation	110	406,44 $	44 708,40 $
Banc	152	344,83 $	52 414,16 $
Demi-banc	42	275,86 $	11 586,12 $
Table à pique-nique	20	205,39 $	4 107,80 $
Parasol	20	32,15 $	643,00 $
Hamac	9	450,00 $	4 050,00 $
Table bistro	125	68,44 $	8 555,00 $
Chaise bistro	250	76,01 $	19 002,50 $
Chaise Adirondak	23	218,06 $	5 015,38 $
Support à vélo	21	653,33 $	13 720,00 $
Panneau d'exposition	7	731,88 $	5 123,14 $
Affichette en bois	8	116,00 $	928,00 $
Coffret de rangement	7	563,68 $	3 945,78 $
Poubelle rouge	15	260,00 $	3 900,00 $
Banc Saint-Denis	1	10 467,69 $	10 467,69 $
Bibliothèque et tribune	2	1 000,00 $	2 000,00 $
Banderoles	24	1 624,00 $	38 976,00 $

Total	**327 325,77 $**
TPS	16 366,29 $
TVQ	32 650,75 $
Total	376 342,80 $
Total net	**343 651,14 $**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.56

2017/03/27 13:00

(2)

Dossier # : 1176352001

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent de 1 020 000 $ à L'île du savoir afin de supporter la mise en œuvre du Festival Eurêka! 2017 à 2019 / Financer la contribution de 425 000 $ en 2017 par la dépense contingente d'administration locales et ajuster la base budgétaire du Service du développement économique de 340 000 $ en 2018 et de 255 000 $ en 2019 / Approuver un projet d'entente à cet effet

Il est recommandé :
1. d'accorder une contribution financière maximale non récurrente de 1 020 000 $, soit 425 000 $ en 2017, 340 000 $ en 2018 et 255 000 $ en 2019, à l'Île du savoir pour la réalisation du Festival Eurêka!

2. d'approuver le projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme établissant les modalités et conditions de versement de la contribution financière;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel; cette dépense sera entièrement assumée par la ville centre;

4. de financer la contribution pour l'année 2017 par la dépense contingente d'administration locales;

5. d'ajuster la base budgétaire du Service du développement économique pour les années 2018 et 2019 conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-03-22 08:38

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1176352001**

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent de 1 020 000 $ à L'île du savoir afin de supporter la mise en œuvre du Festival Eurêka! 2017 à 2019 / Financer la contribution de 425 000 $ en 2017 par la dépense contingente d'administration locales et ajuster la base budgétaire du Service du développement économique de 340 000 $ en 2018 et de 255 000 $ en 2019 / Approuver un projet d'entente à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

Le Festival Eurêka! (Festival) est un événement annuel dont la mission est de rendre accessible l'activité scientifique. Il invite le grand public, mais particulièrement les jeunes, à venir rencontrer des scientifiques (chercheurs, ingénieurs, techniciens) dans le cadre d'une multitude d'activités interactives et d'échanges rassemblés, sur un même site, durant trois jours.

Le Festival, dont la première édition s'est tenue en 2007, était initialement une coproduction de la Conférence régionale des élus de Montréal (CRÉ), du Centre des sciences de Montréal et de l'organisme à but non lucratif, L'île du savoir. Suite à la dissolution de la CRÉ en 2015, Concertation Montréal a géré l'édition 2016. L'objectif étant toutefois qu'un organisme indépendant puisse prendre le relais et assurer sa tenue. C'est L'île du savoir qui sera, à partir de l'édition 2017, porteur du Festival Eurêka!

La Ville a contribué financièrement à la réalisation de l'événement depuis 2012.

Festival Eurêka! – Contributions de la Ville 2012-2016

Année	Somme ($)
2012	50 000
2014	35 000
2015	35 000
2016	425 000 (plus 49 500 via Concertation Montréal)

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM15 1489 – 14 décembre 2015 - Accorder un soutien financier non récurrent de 425 000 $ à Concertation régionale de Montréal pour la tenue du Festival Eurêka! du 10 au 12 juin 2016, dans le cadre de l'Entente de 175 M$ avec le gouvernement du Québec

CM14 0275 - 25 mars 2014 : Accorder un soutien financier annuel de 35 000 $ pour les années 2014 à 2017, à la Conférence régionale des élus de Montréal pour la réalisation du Festival Eurêka! dans le cadre de l'entente avec le gouvernement du Québec pour soutenir le développement de Montréal.

CE12 0388 - 21 mars 2012 : Octroyer un soutien financier non récurrent de 50 000 $ à la CRÉ de Montréal, à même le budget de fonctionnement, pour la réalisation du Festival Eurêka! du 15 au 17 juin 2012.

DESCRIPTION

En 2017, le Festival Eurêka! qui se déroulera sur le site du Vieux-Port de Montréal, en sera à sa 11e édition. Il offrira, les 9, 10 et 11 juin, trois jours de programmation dont le premier, un vendredi, sera dédiée à l'accueil des groupes scolaires.

Le Festival se présente comme une fête de la science. Il s'agit d'un événement grand public gratuit, En 2015, 110 000 personnes y ont participé alors qu'en 2016, 55 000 personnes se sont présentées sur le site. Des conditions climatiques défavorables expliquent cette baisse de fréquentation.

Les objectifs d'achalandage et d'activités offertes pendant le Festival pour les trois prochaines années sont les suivants :

Objectif	2017	2018	2019
Achalandage général	80 000	100 000	120 000
Achalandage journée scolaire	6 000	7 000	8 000
Nombre de kiosques	66	80	85

Suite à l’analyse du dossier et à des discussions avec l’organisme, la contribution financière proposé serait la suivante : 425 000 $ en 2017, 340 000 $ en 2018 et 255 000 $ en 2019. L'objectif de ce soutien dégressif est de s'assurer que l'organisme diversifie ses sources de revenus.

Le tableau qui suit présente le budget prévisionnel 2017 ainsi que les sources de financement de l'événement. L'entente de contribution prévoit que l'organisme devra présenter, pour approbation du directeur du Service de développement économique (SDÉ), des budgets 2018 et 2019 équilibrés d'au moins 900 000 $ annuellement..

DÉPENSES	
Description	Montant 2017
Aménagement et scénographie	210 000 $
Programmation	180 000 $
RH affectées à la réalisation du Festival	220 000 $
Marketing, communication et relations de presse	130 000 $
Activités offertes par les collaborateurs (exposants)	210 000 $
Contingences	16 000 $
Total	**966 000 $**
REVENUS	
Description	Montant
Ville de Montréal	425 000 $
Tourisme Québec – Autre financement public	35 000 $
Contribution du partenaire de réalisation (services)	161 000 $

Contribution des exposants et collaborateurs (services)	210 000 $
Financement privé, commandites et dons	110 000 $
Concertation Montréal (services)	0 $
Contribution des exposants et collaborateurs (argent)	25 000 $
Revenus autogénérés et commerciaux	
Total	**966 000 $**

L'entente prévoit également les modalités de versement de la contribution financière dont, outre la réalisation du Festival et le respect d'engagements en matière de visibilité et de communication, la production de bilans et d'états financiers vérifiés.

JUSTIFICATION

Le Festival Eurêka! jouit d'un succès certain, tant en terme de participants qu'en terme d'organismes et de scientifiques qui se joignent à l'événement et permettent sa réalisation. À cet égard, on note la présence importante des universités montréalaises.

La démarche du Festival est pertinente en ce sens qu'il a pour objectif de stimuler l'intérêt des jeunes pour la démarche scientifique et les carrières scientifiques ou technologiques. Il contribue également, de façon indirecte, à la persévérance scolaire, ce qui répond aux objectifs de la Politique de l'enfant et à la Stratégie jeunesse montréalaise 2013-2017.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour donner suite à ce dossier, il y a lieu d'autoriser une dépense totale de 1 020 000 $. En 2017, les crédits nécessaires sont prévus au budget des dépenses contingentes d'administration locales. Pour 2018 et 2019, des ajustements de, respectivement 340 000 $ et 255 000 $ sont requis à la base budgétaire du SDÉ.

Année	Somme	Source budgétaire
2017	425 000 $	Budget des dépenses contingentes d'administration locales
2018	340 000 $	Budget SDÉ - Ajustement budgétaire requis
2019	255 000 $	Budget SDÉ - Ajustement budgétaire requis

Cette dépense serait entièrement assumée par la ville centrale.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Sans en faire un événement éco-responsable, les organisateurs du Festival ont consacré de nombreux efforts pour limiter l'empreinte environnementale de l'événement. Par exemple, ils ont limité l'utilisation du papier, tant dans la préparation du Festival que lors de sa tenue.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'approbation du dossier permettra la tenue l'édition 2017 du Festival Eurêka!

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Le Ville de Montréal bénéficiera d'un plan de visibilité durant la tenue de l'événement et sera considéré comme partenaire principal de l'événement.

Aussi, les opérations de communication devront respecter le protocole de visibilité inclus dans l'entente de contribution.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Planification et préparation du festival : janvier à juin 2017, 2018, 2019;

- Tenue du festival : 9, 10 et 11 juin 2017, printemps/été 2018 et 2019;
- Bilan et plan d'actions automne 2017, 2018;
- Bilan final : automne 2019.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Julie GODBOUT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Valérie ST-JEAN
Commissaire - développement économique

Tél : 514-872-3656
Télécop. : 514-872-6249

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-03-21

Géraldine MARTIN
Directrice

Tél : 514-872-2248
Télécop. :

VISIBILITÉ- PARTENAIRES INSTITUTIONNELS

Visibilité sur le site du Festival

- Identification du Partenaire présentateur sur le site extérieur du festival
  - Intégration aux arches d'entrées du site;
  - Présence au kiosque d'information;
  - Présence sur les colonnes d'appel du Festival.

Visibilité en campagne et outils de communications

- Signature dans les campagnes de communications - campagne média d'une valeur approximative de 75 000 $.
- Signature dans le programme officiel du festival;
- Signature sur les dépliants scolaires;
- Page publicitaire couleur dans le programme officiel du Festival;
- Logo sur le site Internet du Festival;
  - Logo sur la page d'accueil du site Internet du festival à l'adresse suivante : www.festivaleureka.ca;
  - Hyperliens au site du partenaire.

Visibilité en Relations publiques et Médias

- Mention écrite dans les communiqués de presse émis par Eurêka!;
- Mention verbale lors des lancements de presse et activités publiques en lien avec le festival;
- Possibilité d'émettre un communiqué de presse et de l'insérer dans la pochette de presse d'Eurêka! lors des lancements de presse du festival;
- Installation d'un panneau ou d'une bannière les identifiant lors des lancements de presse et activités publiques en lien avec le festival;
- Invitations aux lancements de presse du Festival.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1176352001

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent de 1 020 000 $ à L'île du savoir afin de supporter la mise en œuvre du Festival Eurêka! 2017 à 2019 / Financer la contribution de 425 000 $ en 2017 par la dépense contingente d'administration locales et ajuster la base budgétaire du Service du développement économique de 340 000 $ en 2018 et de 255 000 $ en 2019 / Approuver un projet d'entente à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1176352001 - Festival Eureka.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie GODBOUT
Préposée au budget
Tél : 514 872-0721

co auteur

Mario Primard
Agent comptable analyse

(514) 868-4439

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-03-21

Yves COURCHESNE
Directeur du Service des finances
Tél : 514-872-6630

Division : Service des finances

CONVENTION

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec) H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836;

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET : **L'ÎLE DU SAVOIR,** personne morale constituée en vertu de la partie 3 de la Loi sur les compagnies dont l'adresse principale est au 1550, rue Metcalfe, bureau 810, Montréal (Québec) H3A 1X6 agissant et représenté par Yves Mauffette, président, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution du conseil d'administration adoptée le 10 décembre 2015, dont l'extrait est annexé aux présentes pour en attester;

Ci-après appelée l' « **ORGANISME** »

ATTENDU QUE la Ville souhaite soutenir l'Organisme dans la mise en œuvre de son Projet;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique à l'Organisme;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

1.1 « **Annexe 1** » : le document intitulé « Description du Projet »;

1.2 « **Annexe 2** » : liste des dépenses non admissibles dans le cadre du Projet;

1.3 « **Annexe 3** » : le document intitulé « Communications »;

1.4 **« Annexe 4 »** : le document intitulé « autorisation de signature »;

1.5 « **Directeur** » : le Directeur du Service du développement économique de la Ville ou son représentant dûment autorisé;

1.6 « **Projet** » : le Projet décrit à l'Annexe 1.

Le préambule et les Annexes 1, 2, 3 et 4 font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui de l'Annexe 1.

ARTICLE 2
OBJET

La présente convention établit les modalités et conditions du versement de la contribution financière de la Ville à l'Organisme.

ARTICLE 3
OBLIGATIONS DE LA VILLE

3.1 Sous réserve des dispositions de l'article 12 des présentes, en considération du respect par l'Organisme de toutes et chacune des obligations qui lui incombent en vertu de la présente convention, la Ville s'engage à lui verser une contribution financière maximale d'un million vingt mille dollars (1 020 000 $), incluant, le cas échéant, toutes les taxes applicables sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.).

3.2 La somme prévue au paragraphe 3.1 est versée à l'Organisme en neuf (9) versements comme suit :

2017

3.2.1 Cent cinquante mille dollars (150 000 $) dans les trente (30) jours suivant la signature de la présente convention par les deux partis.

3.2.2 Deux cent cinquante mille dollars (250 000 $) dans les trente (30) jours de la présentation au Directeur de documents démontrant l'équilibre budgétaire du projet ainsi que les engagements contractuels et financiers de l'Organisme dans sa réalisation.

3.2.3 Vingt-cinq mille dollars (25 000 $) dans les trente (30) jours de la présentation au Directeur du bilan annuel du projet.

2018

3.2.4 Cent mille dollars (100 000 $) dans les trente (30) jours suivant la l'approbation par le Directeur du plan d'action 2018 et des prévisions budgétaires d'une valeur minimale de 900 000 $.

3.2.5 Deux cent vingt mille dollars (220 000 $) dans les trente (30) jours de la présentation au Directeur des documents démontrant l'équilibre budgétaire du projet ainsi que les engagements contractuels et financiers de l'Organisme dans sa réalisation.

3.2.6 Vingt mille dollars (20 000 $) dans les trente (30) jours de la présentation au Directeur du bilan annuel du projet.

2019

3.2.7 Quatre vingt mille dollars (80 000 $) dans les trente (30) jours suivant l'approbation par le Directeur du plan d'action 2019 et des prévisions budgétaires d'une valeur minimale de 900 000 $.

3.2.8 Cent cinquante cinq mille dollars (155 000 $) dans les trente (30) jours de la présentation au Directeur des documents démontrant l'équilibre budgétaire du projet ainsi que les engagements contractuels et financiers de l'Organisme dans sa réalisation.

3.2.9 Vingt mille dollars (20 000 $) dans les trente (30) jours de la présentation au Directeur du bilan final du Projet.

3.3 La Ville peut suspendre tout versement si l'Organisme est en défaut d'exécuter en tout ou en partie ses obligations.

3.4 La Ville peut suspendre tout versement si l'Organisme ne démontre pas, à la satisfaction du Directeur, que le financement global du Projet est assuré.

3.5 La Ville se réserve le droit de diminuer sa contribution financière si le coût du Projet est inférieur à celui présenté pour l'obtention de cette contribution.

3.6 L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

3.7 La Ville se réserve le droit de suspendre ou de diminuer sa contribution financière si l'Organisme doit des sommes à la Ville.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 utiliser la contribution financière de la Ville aux seules fins de réaliser le Projet décrit à l'Annexe 1, étant entendu que les sommes versées ne peuvent être employées pour défrayer les coûts indiqués à l'Annexe 2;

4.2 transmettre au Directeur pour approbation, et ce, dans les plus brefs délais, toute modification au Projet, à sa programmation, à ses échéanciers ou à tout autre élément qui contribue à le définir, pouvant intervenir après la signature de la présente convention;

4.3 réaliser le Projet selon le calendrier convenu;

4.4 transmettre au Directeur les documents demandés tel que stipulé à l'Annexe 1 de la convention

4.5 informer le Directeur, dans les plus brefs délais, en cours d'année, de toute nouvelle subvention publique ou municipale reçue dans le cadre de la réalisation de la présente convention et l'aviser de toute nouvelle demande de subvention faite par l'Organisme dans le cours de celle-ci;

4.6 obtenir, le cas échéant, tous les permis et autorisations requis en vertu des lois et règlements en vigueur;

4.7 assumer tous les coûts de réalisation du Projet et le financement de tout dépassement des coûts requis pour la réalisation de celui-ci, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 3.1;

4.8 tenir des comptes et des registres appropriés, précis et exacts, à l'égard des travaux réalisés et rendre accessibles au Directeur, durant les heures normales de bureau, après un avis écrit de vingt-quatre (24) heures, tous les livres comptables et registres se rapportant à ces travaux. L'Organisme collabore avec le Directeur et lui laisse prendre, gratuitement, des photocopies des documents que ceux-ci demandent. Les pièces justificatives originales et les registres afférents à ces travaux devront être conservés par l'Organisme pour une période d'au moins trois (3) ans après la date de la fin du Projet;

4.9 transmettre, pour chaque année de la présente convention, ses états financiers vérifiés, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes,* au Directeur ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal (Québec) H3A 3P1), au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier, comportant le nom de ses partenaires et de toutes les contributions financières confirmées ou reçues pour la réalisation du Projet, incluant une ventilation par ministère pour les contributions publiques, ainsi qu'une ventilation détaillée des dépenses identifiant notamment les dépenses non admissibles indiqués à l'annexe 2; si les revenus et dépenses du Projet ne sont pas présentés distinctement des autres activités de l'Organisme dans ses états financiers vérifiés, transmettre, en plus des états financiers vérifiés, un état des revenus et dépenses vérifié du Projet avec les ventilations énoncées dans le présent article

4.10 prendre fait et cause pour la Ville dans toutes réclamations ou poursuites intentées contre elle résultant directement ou indirectement de ce qui fait l'objet de la présente convention et à l'indemniser de tous jugements et de toutes condamnations qui pourraient être prononcés contre elle et de toutes sommes qu'elle aura déboursées avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.11 constituer, à la demande du Directeur, un comité de suivi du Projet, composé d'au moins un représentant de l'Organisme et du Directeur, qui peuvent

s’adjoindre, au besoin, d’autres collaborateurs;

4.12 convoquer, dans l’éventualité de la constitution d’un comité de suivi, le Comité au moins deux fois par année et obtenir de celui-ci son avis et ses recommandations sur les propositions de l’Organisme relatives à l’élaboration de chacun des éléments et des étapes majeures de réalisation du programme;

4.13 transmettre au Directeur les procès-verbaux des réunions du Comité de suivi dans le mois suivant la tenue d’une réunion ainsi que toute information que ce dernier peut requérir quant au contenu des rapports qui doivent lui être remis par l’Organisme;

4.14 transmettre au Directeur tout document ou rapport requis en vertu de la présente convention sous forme électronique et sous forme papier;

4.15 transmettre sans délai au Directeur, lorsqu’il en fait la demande par écrit, toute information en lien avec la présente convention;

4.16 conserver son statut d’organisme à but non lucratif pendant toute la durée de la convention;

4.17 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d’une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Directeur en fait la demande, être présent, par l’intermédiaire de ses dirigeants, lors d’une séance plénière du conseil municipal selon le *Règlement sur la procédure d’assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal*, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 5
COMMUNICATION

5.1 L’Organisme doit faire état de la participation financière de la Ville, conformément aux dispositions concernant la visibilité contenues dans l’Annexe 3, dans toute publicité, affichage ou document d’information relatif à l’objet de la présente convention et faire en sorte que ces documents reflètent, de façon équitable, l’importance de l’aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet; tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Directeur avant diffusion.

5.2 L’Organisme doit associer la Ville aux différents événements de reconnaissance soulignant l’excellence du Projet.

ARTICLE 6
DÉFAUT

6.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

6.1.1 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours de la réception d'un avis du Directeur l'enjoignant de remédier

à son défaut;

6.1.2 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

6.1.3 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

6.1.4 s'il perd son statut d'organisme à but non lucratif;

6.1.5 s'il a fait une fausse déclaration ou commis une fraude en regard de la présente convention.

6.2 Dans les cas mentionnés aux articles 6.1.1 et 6.1.2, la Ville peut, à son entière discrétion, résilier la convention sur simple avis écrit. Toute contribution financière non versée cesse alors d'être due à l'Organisme et celui-ci doit rembourser à la Ville, au choix de celle-ci, tout ou partie de la contribution financière qui lui a été versée dans les cinq (5) jours suivant une demande à cet effet.

6.3 Dans les cas mentionnés à l'article 6.1.3, 6.1.4 et 6.1.5, la convention est résiliée de plein droit dès la survenance de tel événement ou la connaissance de celui-ci et l'article 6.2 s'applique en faisant les adaptations nécessaires.

6.4 La Ville peut suspendre tout versement de l'aide en cas de défaut de l'Organisme. Ce dernier renonce de plus à tout recours à l'encontre de la Ville du fait de la résiliation de la convention, quel qu'en soit le motif.

ARTICLE 7
DÉCLARATION ET GARANTIES

7.1 L'Organisme déclare et garantit qu'il a le pouvoir et l'autorité de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de la présente convention.

7.2 L'Organisme reconnaît que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu du présent protocole constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celui-ci, et le défaut par l'Organisme de respecter l'une quelconque de ces conditions permettra à la Ville de résilier ce protocole sur simple avis écrit, sans que l'Organisme ne puisse réclamer aucune indemnité ou compensation. Dans un tel cas, toute somme versée par la Ville à l'Organisme à titre de participation financière devra, le cas échéant, lui être remise dans les cinq (5) jours d'une demande à cet effet.

ARTICLE 8
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux parties et se termine, sous réserve de l'article 6 (défaut), lorsque chaque partie a rempli ses obligations, mais au plus tard le 31 juillet 2020.

ARTICLE 9
DÉONTOLOGIE

9.1 L'Organisme doit, dans la réalisation du Projet, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

9.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Directeur à cet égard.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, une police d'assurance-responsabilité civile accordant une protection pour dommages corporels et dommages matériels d'au moins deux millions de dollars (2 000 000,00 $) par accident ou événement et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.2 L'Organisme doit remettre, à la signature de la présente convention, un certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 10.1 et remettre, à chaque année, au Directeur, le certificat de renouvellement de la police et de son avenant, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
CONDITIONS GÉNÉRALES

11.1 **Élection de domicile**

Les parties élisent domicile à l'adresse mentionnée à la première page de la présente convention. Cependant, une partie pourra aviser l'autre d'une autre adresse dans le district judiciaire de Montréal à laquelle tout avis subséquent devra lui être envoyé.

11.2 **Avis**

Tout avis qu'une partie doit donner à l'autre en vertu de la présente convention doit être expédié sous pli recommandé comme suit :

POUR LA VILLE :	**POUR L'ORGANISME :**
Ville de Montréal Service du développement économique À l'attention de la directrice de l'entrepreneuriat Mme Géraldine Martin 900, rue De la Gauchetière Ouest, 28e étage Montréal (Québec) H3B 5M2	L'île du savoir À l'attention du président M. Yves Mauffette 1550, rue Metcalfe, bureau 810, Montréal (Québec) H3A 1X6

11.3 **Cession**

L'Organisme ne peut céder ou autrement transporter les droits et obligations lui résultant de la présente convention sans l'accord préalable écrit de la Ville.

11.4 **Absence de mandat**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

11.5 **Invalidité d'une clause**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

11.6 **Lois applicables**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute action s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

ARTICLE 12
RÉSILIATION

12.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente convention, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées sans indemnité payable à l'Organisme pour perte de revenus ou profits anticipés.

12.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente convention.

EN FOI DE QUOI LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le …… e jour de …… 2017

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le …… e jour de …… 2017

L'ÎLE DU SAVOIR

Par : _____
Yves Mauffette, président

Cette convention a été approuvée par le ……de la Ville de Montréal, le ……. e jour du mois de …….. 2017 (Résolution ……..).

ANNEXE 1

DESCRIPTION DU PROJET
Le Festival Eurêka! 2017 2018 et 2019

Le Festival Eurêka! est une célébration des science s'adressant à un large public. Sa mission est de rendre accessible l'activité scientifique, mettre en valeur sa richesse, sa diversité et sa créativité. Cet événement gratuit propose une centaine d'activités originales développées et animées par des passionnées de science et de technologie.

Une soixantaine d'organismes scientifiques sont invités à se joindre au Festival : des universités, des écoles d'ingénierie, des comités sectoriels de main-d'œuvre, des entreprises privées, des écoles de métiers, des associations œuvrant dans la culture scientifique et technique. À ces rencontres s'ajoutent des spectacles hauts en couleur montrant la science et les scientifiques sous un jour nouveau. Enfin, des ateliers créatifs permettent aux jeunes et aux moins jeunes d'expérimenter la science.

À l'image de ses autres éditions, les éditions 2017, 2018 et 2019 du Festival permettront à toutes les personnes qui aiment découvrir, expérimenter et questionner le monde qui les entoure, de fêter ensemble les sciences, les technologies et les innovations montréalaises. Pendant trois jours, les personnes pourront se promener au Festival pour y découvrir des animations proposées par des scientifiques. La programmation se développera autour de zones thématiques qui pourront être commanditées.

OBJECTIFS DU PROJET :

- Susciter l'émergence d'une relève dynamique en sciences et en technologies
- Favoriser un dialogue citoyen entre ceux qui font la science et ceux qui la vivent au quotidien
- Faire rayonner les sciences et les innovations montréalaises

ÉCHÉANCIER :

ACTIVITÉS	CALENDRIER
Recrutement des collaborateurs	Hiver 2017, 2018 et 2019
Recrutement des groupes scolaires et enseignants	Janvier 2017, 2018 et 2019
Accompagnement des collaborateurs dans l'élaboration des activités interactives	Janvier à février 2017, 2018 et 2019
Élaboration de la programmation des spectacles, des ateliers, des conférences, etc.	Janvier à mars 2017, 2018 et 2019
Élaboration d'une scénographie efficace et attrayante sur l'esplanade du Vieux-Port de Montréal	Janvier à juin 2017, 2018 et 2019
Réalisation de l'événement (précision des besoins logistiques, coordination des services de sécurité, choix du personnel d'accueil, signalisation, etc.)	Mars à juin 2017, 2018 et 2019
Campagne de communication	Mars à juin 2017, 2018 et 2019
Événement	Juin 2017, 2018 et 2019
Production d'un rapport final	Août 2017, 2018 et 2019

INDICATEURS DE PERFORMANCE

VOLET	DÉTAILS	2017	2018	2019
Programmation	Pays invité	Canada	France	Édimbourg
	Expériences scientifiques, démonstrations et animations / entreprises partenaires en kiosques	66 kiosques	80 kiosques	85 kiosques
	Grandes conférences (un conférencier vedette et un panel de sommités)	1 conférencier vedette	1 + panel	1 + panel
	Spectacle à grand déploiement - multi disciplinaire – multimédias		1	1
	Assurer un renouvellement de collaborateurs	10% de nouveaux collaborateurs	15% de nouveaux collaborateurs	15% de nouveaux collaborateurs
	La nuit de la science	x	x	2 soirées
Retombées médiatiques	Couverture médiatique (portée de 10 605 307 en 2016)	Hausse 5%	Hausse 10%	Hausse 12%
	Personnes rejointes via les médias sociaux (292 633 en 2016)	Hausse 5%	Hausse 10%	Hausse 15%
	Fréquentation du site web d'Eurêka (22 000 en 2016 – jeudi au dimanche)	Hausse 5%	Hausse 10%	Hausse 15%
Hausse fréquentation	Touristes et excursionnistes centrés	12%	15%	15%
	Achalandage global	80 000	100 000	120 000
	Journée scolaire	6 000 élèves	7 000 élèves	8 000 élèves

DOCUMENTS EXIGÉS	DATE	CONTENU
2017		
Équilibre budgétaire et engagement	Avant le 2e versement, au printemps 2017	▪ Dépôt des documents démontrant l'équilibre budgétaire du projet ainsi que les engagements contractuels et financiers de l'Organisme dans sa réalisation
Bilan annuel	Avant le 3e versement, à l'automne 2017	▪ Bilan des réalisations o Descriptif des activités entreprises¸ o Tableau des retombées mises à jour ▪ Bilan financier o Détails des revenus et dépenses liées au projet ▪ Bilan de la visibilité accordée o Bilan répondant aux exigences de l'article 2.6 de l'Annexe
2018		
Plan d'actions et prévisions financières	Avant le 4e versement, à l'hiver 2018	▪ Dépôt du plan d'action 2018 et des prévisions financières d'une valeur minimale de 900 000 $
Bilan d'avancement	Avant le 5e versement, à l'hiver 2018	▪ Mise à jour du projet ▪ Documents démontrant l'équilibre budgétaire du projet ainsi que les engagements contractuels et financiers de l'Organisme dans sa réalisation.
Bilan annuel	Avant le 6e versement, à l'automne 2018	▪ Bilan des réalisations o Descriptif des activités entreprises¸ o Tableau des retombées mises à jour ▪ Bilan financier o Détails des revenus et dépenses liées au projet ▪ Bilan de la visibilité accordée o Bilan répondant aux exigences de l'article 2.6 de l'Annexe 3
2019		

Plan d'actions et prévisions financières	Avant le 7e versement, à l'hiver 2019	▪ Dépôt du plan d'action 2018 et des prévisions financières d'une valeur minimale de 900 000 $
Bilan d'avancement	Avant le 8e versement, au printemps 2018	▪ Mise à jour du projet ▪ Documents démontrant l'équilibre budgétaire du projet ainsi que les engagements contractuels et financiers de l'Organisme dans sa réalisation.
Bilan final	Avant le 9e versement, à l'automne 2018	▪ Bilan des réalisations o Descriptif des activités entreprises¸ o Tableau des retombées mises à jour ▪ Bilan financier o Détails des revenus et dépenses liées au projet démontrant qu'au moins 40 % de la valeur du Projet a été financé grâce à des sources numéraires privées ▪ Bilan de la visibilité accordée o Bilan répondant aux exigences de l'article 2.6 de l'Annexe 3
États financiers	Avant le 30 juin 2018, 2019 et 2020	▪ États financiers vérifiés de l'Organisme o Incluant les détails des dépenses et revenus liés au Projet tel que stipulé à l'article 4.9

ANNEXE 2

DÉPENSES NON ADMISSIBLES

Les dépenses suivantes ne sont pas admissibles :

- les coûts de réparation ou de maintenance généraux ou périodiques;
- les coûts des travaux réalisés avant la signature de la présente convention;
- les achats d'immeubles, de terrains et de servitudes;
- les frais juridiques;
- les frais de financement temporaire.

ANNEXE 3

COMMUNICATIONS

OBLIGATIONS DE L'ORGANISME L'ÎLE DU SAVOIR

1. VISIBILITÉ

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences de la présente Annexe.

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française comme cela est prévu à la présente annexe.

2. COMMUNICATIONS

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal.

- Désigner Montréal comme partenaire principal de l'événement et faire état de la contribution de la Ville dans toutes ses communications relatives au projet ou à l'activité.
- Apposer le logo de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, les sites Internet, les bandeaux Internet, les infolettres, les communiqués de presse.

  Dans le cas où l'insertion de la signature graphique n'est pas possible, l'organisme doit mentionner le partenariat de la Ville de Montréal. Le libellé sera le suivant : ***Fier partenaire de la Ville de Montréal***
- Soumettre pour approbation tous les textes soulignant la contribution de la Ville de Montréal, dix jours ouvrables avant leur diffusion.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville de Montréal (incluant les bloggeurs et/ou les caméramans) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville de Montréal à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.
- Dans le cadre de relations médias, convenir au préalable, avec la Ville de Montréal, des opérations de communication, du scénario, des allocutions, du contenu des communiqués et des avis médias concernant le projet ou l'activité.

2.3. Normes graphiques et linguistiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logo de la Ville (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo).
- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville de Montréal, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur le site Internet ou tout autre support média.
- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du projet ou de l'événement.
- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels avant leur impression et leur diffusion.
- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme (format papier). La publicité sera fournie par la Ville de Montréal.

2.5. Événements publics

- Inviter la Ville de Montréal à participer aux événements publics organisés dans le cadre du projet.
- Aviser le cabinet du maire et du comité exécutif par écrit trois semaines avant l'événement.
- Transmettre au plus tôt le scénario de déroulement de l'événement et les dates de tombée pour la citation du maire.
- Coordonner et effectuer le suivi avec le cabinet du maire ou des élus.
- Respecter les règles protocolaires officielles en matière d'événements publics.
- Offrir d'inclure un message officiel de la mairie ou des élus dans le guide de l'événement. La demande doit être transmise au moins trois semaines avant la date limite de livraison du matériel.

2.6. Bilan de visibilité

- Remettre à la Ville de Montréal un bilan de la visibilité accordée, dont un exemplaire numérique de chaque outil de communication développé pour la publicité et l'information publique relatives aux activités du projet
- Un bref descriptif ou une présentation du programme, de l'événement ou du projet (30-50 mots) incluant les dates de l'événement, les principales clientèles rejointes ainsi que le rayonnement et/ou la fréquentation globale.
- Une revue de presse incluant les mentions, textes, logos à la radio, télévision, journaux imprimés et électroniques.
- Une image des mentions ou logos sur les dépliants ou affiches imprimées et électroniques. Un bref descriptif ou une présentation du programme.

Si vous avez des questions concernant la visibilité de la Ville de Montréal vous pouvez rejoindre le Service des communications de la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : **communications@ville.montreal.qc.ca** du Service des communications de la Ville de Montréal.

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet du maire pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. L'adresse courriel pour rejoindre le cabinet est la suivante : cabinet.du.maire@ville.montreal.qc.ca. Il est important de préciser que le projet est subventionné par le biais de l'entente du 175 M$ lorsque vous communiquez avec le cabinet.

ANNEXE 4

AUTORISATION DE SIGNATURE

L'île du savoir
ACCROÎT L'INTÉRÊT POUR LES S&T

RÉSOLUTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 10 DÉCEMBRE 2015

Portant sur la signature des protocoles d'entente

Il est résolu de désigner monsieur Yves Mauffette, président de L'île du savoir, à titre de signataire des différents protocoles d'entente qu'aura à signer l'organisme.

Le président,

Yves Mauffette

La secrétaire,

Valérie Bilodeau

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 30.01

2017/03/27 13:00

(2)

Dossier # : 1173430003

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division des élections_du soutien aux commissions et réglementation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adresser une demande au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire afin que la Ville de Montréal participe à la réalisation des projets pilotes visant à favoriser et à améliorer le taux de participation des électeurs lors de la prochaine élection générale du 5 novembre 2017 et autoriser le greffier et président d'élection à signer les projets d'entente entre le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, le Directeur général des élections du Québec et la Ville de Montréal

Il est recommandé au conseil municipal d'adresser une demande au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire afin que la Ville de Montréal participe à la réalisation des deux projets pilotes visant à favoriser et à améliorer le taux de participation des électeurs lors de la prochaine élection générale du 5 novembre 2017 (soit le « Vote au domicile de l'électeur ne pouvant se déplacer » et le « Vote par anticipation au bureau du président d'élection ») et d'autoriser le greffier et président d'élection à signer les projets d'entente entre le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, le Directeur général des élections du Québec et la Ville de Montréal.

Signé par Yves SAINDON **Le** 2017-03-09 08:24

Signataire : Yves SAINDON

Greffier et directeur
Service du greffe , Direction

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1173430003

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division des élections_du soutien aux commissions et réglementation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adresser une demande au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire afin que la Ville de Montréal participe à la réalisation des projets pilotes visant à favoriser et à améliorer le taux de participation des électeurs lors de la prochaine élection générale du 5 novembre 2017 et autoriser le greffier et président d'élection à signer les projets d'entente entre le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, le Directeur général des élections du Québec et la Ville de Montréal

CONTENU

CONTEXTE

À sa séance régulière du 17 décembre 2012, le conseil municipal a adressé une demande au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) afin que la Ville de Montréal puisse participer à la réalisation des projets pilotes qu'il entendait autoriser, conjointement avec le Directeur général des élections du Québec (DGEQ), dans le cadre de l'élection générale du 3 novembre 2013, soit de permettre, dans certaines municipalités qui en avaient fait la demande, le « vote au domicile de l'électeur incapable de se déplacer » et le « vote par anticipation au bureau du président d'élection », mécanismes de votation existants au niveau provincial.
Le 17 juin 2013, le conseil municipal a approuvé les projets d'entente entre le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, le Directeur général des élections du Québec et la Ville pour la réalisation des deux projets pilotes en question.

Le vote au domicile de l'électeur incapable de se déplacer et le vote par anticipation au bureau du président d'élection ont donc été offerts dans le cadre de l'élection générale du 3 novembre 2013.

Le 17 février dernier, le MAMOT a invité la Ville à transmettre, d'ici le 31 mars 2017, une résolution indiquant son intérêt à convenir d'une entente sur l'expérimentation de mécanismes de votation dans le cadre de l'élection générale de 2017 en précisant quel(s) mécanisme(s), parmi ceux utilisés en 2013, elle souhaite se prévaloir (lettre en pièce jointe).

Le greffier de la ville, d'office président d'élection, recommande la poursuite des deux modes de votation déjà utilisés en 2013, et ce, aux fins de l'élection générale du 5 novembre 2017 puisqu'ils permettent d'accroître la participation électorale des citoyens montréalais.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM13 0585 - 17 juin 2013 - Approuver les projets d'entente entre le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, le Directeur général des élections du Québec et la Ville pour la réalisation de deux projets pilotes dans le cadre de l'élection générale du 3 novembre 2013, soit d'autoriser la Ville à offrir à ses électeurs le « Vote au domicile de l'électeur ne pouvant se déplacer » et le «Vote par anticipation au bureau du président d'élection»
CM12 1117 - 17 décembre 2012 - Adresser une demande au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire afin que la Ville de Montréal participe à la réalisation des projets pilotes visant à favoriser et à améliorer le taux de participation des électeurs lors de la prochaine élection générale du 3 novembre 2013

DESCRIPTION

En 2013, 432 électeurs ont exercé leur droit de vote à domicile (0,04 %). Ce nouveau mécanisme de votation a répondu à un besoin réel d'un petit nombre d'électeurs. L'expérience semble démontrer que la très grande majorité de ces électeurs n'auraient pu voter n'eut été du vote au domicile de l'électeur.
Par ailleurs, 29 943 électeurs ont exercé leur droit de vote au bureau du président d'élection (2,72 %). Ce nouveau mécanisme de votation a été très populaire auprès de l'électorat montréalais. Il a offert une plus grande souplesse au niveau de l'horaire.

Pour les fins du vote au bureau du président d'élection en 2017, le personnel électoral sera augmenté puisque l'engouement suscité par ce mécanisme de votation avait entraîné en 2013, dans certains endroits, un temps d'attente significatif.

Enfin, notons que le présent dossier vise également à autoriser le greffier et président d'élection à signer les projets d'entente qui seront soumis car ceux-ci prévoiront, à toutes fins utiles, les mêmes modalités d'application que celles prévues en 2013 et approuvées par le conseil municipal.

JUSTIFICATION

Les projets pilotes en question consistent en d'importantes mesures susceptibles d'accroître la participation électorale des citoyens montréalais lors de l'élection générale du 5 novembre 2017.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les coûts de ces projets pilotes ont été prévus à l'intérieur des prévisions budgétaires relatives à la tenue de l'élection générale du 5 novembre 2017 approuvées par le comité exécutif le 21 décembre dernier (CE16 2111).

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Le fonctionnement de ces deux projets pilotes sera publicisé et fera partie des communications grand public du Bureau des élections (Manuel de l'électeur, campagne publicitaire, médias sociaux, etc.) et ce, afin que le plus grand nombre d'électeurs montréalais puissent profiter de ces mesures.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Signature par le greffier et président d'élection d'une entente entre le MAMOT, le DGEQ et la Ville de Montréal ayant pour effet d'encadrer lesdits projets pilotes, selon des modalités similaires à celles prévues en 2013.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Emmanuel TANI-MOORE
Chef de division et Greffier-adjoint - Élections_ soutien aux commissions et réglementation

Tél : 514 872-6957
Télécop. : 514 872-5655

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-03-09

Emmanuel TANI-MOORE
Chef de division et Greffier-adjoint - Élections_ soutien aux commissions et réglementation

Tél : 514 872-6957
Télécop. : 514 872-5655

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves SAINDON
Greffier et directeur
Tél : 514 872-3007
Approuvé le : 2017-03-09

Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire
Québec
Direction générale des politiques

Québec, le 17 février 2017

DIRECTION GÉNÉRALE
REÇU LE
23 FEV. 2017

Monsieur Alain Marcoux
Directeur général
Ville de Montréal
275, rue Notre-Dame Est bur. R134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Monsieur le Directeur général

À l'approche des élections municipales 2017, le Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire souhaite vous informer qu'il sera permis aux municipalités ayant expérimenté au moins un mécanisme de votation lors de l'élection générale de 2013 de participer à la mise à l'essai du ou des mécanismes de votation suivants lors de l'élection générale de 2017 :

- vote au bureau du président d'élection;
- vote au domicile de l'électeur incapable de se déplacer pour des raisons de santé.

La décision du Ministère s'appuie sur trois motifs :

- certaines des municipalités ayant expérimenté ces mécanismes de votation ont démontré un intérêt pour y recourir de nouveau lors de l'élection municipale générale de 2017;
- le bilan de l'essai de ces mécanismes de votation lors des élections générales municipales de 2013 a présenté des résultats généralement positifs;
- il est souhaité que les électeurs des municipalités concernées connaissent une continuité dans les mécanismes de votation qui leur sont offerts.

Comme votre municipalité avait participé à l'expérimentation de 2013, vous êtes admissible à prendre part à la mise à l'essai d'un ou de deux mécanismes de votation qui se déroulera dans le cadre de l'élection générale du 5 novembre 2017.

Si telle est votre volonté, vous êtes invité à transmettre, d'ici le 31 mars 2017, une résolution indiquant votre intérêt à convenir d'une entente sur l'expérimentation de mécanismes de votation dans le cadre de l'élection générale de 2017 en précisant quels(s) mécanisme(s) vous souhaitez mettre à l'essai.

...2

Aile Chauveau, 3e étage
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2039
Télécopieur : 418-643-2206
www.mamot.gouv.qc.ca

Au cours des prochaines semaines, le Ministère élaborera, en collaboration avec le Directeur général des élections, un projet d'entente pour chacun des deux mécanismes de votation, en tenant compte des modifications suggérées par les expérimentations de 2013.

Dans la perspective où vous transmettrez une résolution exprimant votre volonté de participer à la mise à l'essai qui se déroulera lors de l'élection générale de 2017, le Ministère vous appuiera dans cette démarche par :

- la transmission de ou des ententes 2017 pour signature;
- la traduction officielle de ou des ententes ainsi que leur parution à la *Gazette officielle*.

Pour sa part, lors du scrutin, le DGEQ prêtera assistance aux présidents d'élection dans l'application des dispositions prévues aux ententes, comme il le fait déjà pour les autres modes de votation prévus à la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (LERM).

En ratifiant une ou des ententes, vous consentez également à produire un rapport d'évaluation au Ministre ainsi qu'au DGEQ (art. 659.3, LERM). Le cas échéant, des spécifications en cette matière vous seront transmises ultérieurement. Finalement, vous vous engagez à assumer l'entièreté des frais de réalisation de cette mise à l'essai sur votre territoire.

Pour toute question, vous pouvez contacter madame Edith Brochu, conseillère aux politiques, aux coordonnées suivantes : 418-691-2015 poste 3677, courriel : edith.brochu@mamot.gouv.qc.ca.

Veuillez agréer l'expression de nos salutations les meilleures.

Le directeur général aux politiques,

Jocelyn Savoie

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 41.01

2017/03/27
13:00

(1)

Dossier # : 1164386005

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement intitulé « Règlement sur la fermeture d'une ruelle située au nord-ouest de la rue Victoria entre la 4e Avenue et la 5e Avenue, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, aux fins de transfert aux propriétaires riverains ». N/Réf. : 31H11-005-4401-06

Il est recommandé :

d'adopter un règlement intitulé « Règlement sur la fermeture d'une ruelle située au nord-ouest de la rue Victoria entre la 4^{e} Avenue et la 5^{e} Avenue, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, aux fins de transfert aux propriétaires riverains » visant la ruelle formée des lots 5 908 991 à 5 909 024 et 5 909 418 inclusivement, tous du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal et délimitée par les lettres ABCDEFGHJKA sur le plan V-39 Pointe-aux-Trembles, préparé par Sylvie Gauthier, arpenteure-géomètre, dossier n° 21876 en date du 15 juillet 2016, sous le n° 1709 de ses minutes.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-03-03 10:55

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1164386005

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement intitulé « Règlement sur la fermeture d'une ruelle située au nord-ouest de la rue Victoria entre la 4e Avenue et la 5e Avenue, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, aux fins de transfert aux propriétaires riverains ». N/Réf. : 31H11-005-4401-06

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de la gestion et de la planification immobilière (le « SGPI ») a reçu une demande d'un citoyen pour acquérir la ruelle riveraine à sa propriété. L'analyse de cette demande révèle que la ruelle montrée, à titre indicatif, par une trame ombrée sur les plans B et C annexés est entièrement occupée par l'ensemble des propriétaires riverains (34).
Les démarches nécessaires ont été entamées, en vue de procéder à la cession de cette ruelle, maintenant connue, selon le plan V-39 Pointe-aux-Trembles, par les lots numéros 5 908 991 à 5 909 024 et 5 909 418 inclusivement du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal. Plus des deux tiers des propriétaires riverains en nombre ont signé une requête à cet effet, représentant plus des deux tiers du front des terrains longeant cette ruelle. Après compilation, sept (7) propriétaires n'ont pas répondu.

Une action est requise pour permettre la fermeture, comme domaine public, des lots identifiés sur le plan numéro V-39 Pointe-aux-Trembles ci-joint afin de les transférer aux propriétaires riverains en vertu des articles 179 à 185 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal.

La Ville de Montréal est propriétaire de cette ruelle aux termes de l'acte suivant :

Pour les anciens lots (ruelle) 1 091 831, 1 091 847 et 1 091 850 :

Par une cession de Island City Realty Incorporated, suivant un acte intervenu devant M^{e} Victor Morin, notaire, sous le numéro 14080 de ses minutes et publié au Bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal le 14 janvier 1914, sous le numéro 263 949.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas

DESCRIPTION

Adopter un règlement de fermeture de ruelle et transférer aux propriétaires riverains les lots 5 908 991 à 5 909 024 et 5 909 418 inclusivement du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal et créer une servitude, à des fins de télécommunication et de transport d'énergie sur les lots 5 908 991 à 5 909 005, 5 909 006 ptie, 5 909 418 et 5 909 010 ptie, du cadastre du Québec, délimitée par les lettres ALMNPRSTA, telle qu'identifiée au plan V-39 Pointe-aux-Trembles, préparé par Sylvie Gauthier, arpenteure-géomètre, n° de dossier 21876 en date du 15 juillet 2016, sous le n° 1709 de ses minutes.

JUSTIFICATION

Le SGPI recommande l'adoption du présent règlement pour les motifs suivants :

· Il n'est pas dans l'intérêt de la Ville de conserver cette ruelle non ouverte à la circulation, puisqu'elle n'est pas essentielle à l'accessibilité et à la desserte arrière des bâtiments riverains.

· Cette transaction permettra à la Ville de percevoir des taxes foncières sur les lots ainsi cédés.

· L'ensemble des intervenants municipaux est favorable à ce transfert, il y a lieu que les autorités municipales procèdent à l'approbation du transfert de ruelle aux propriétaires riverains, conformément à l'encadrement numéro C-OG-SCARM-D-11-001 « Cession de ruelles aux propriétaires riverains - Modalités et conditions », en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Conformément au Programme d'acquisition de ruelles non requises par la Ville, le transfert aux propriétaires riverains se fait gratuitement, en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne s'applique pas

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un avis d'adoption de ce règlement de fermeture, aux fins de transfert aux riverains, doit être signifié par le greffier de la Ville à chacun des propriétaires des immeubles riverains et doit être publié dans un quotidien distribué dans la Ville.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Dès l'entrée en vigueur de ce règlement, le Service des affaires juridiques, Direction des affaires civiles de la Ville de Montréal en publie une copie dûment certifiée au Bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Caroline BOILEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Sylvie BLAIS, Service des infrastructures_voirie et transports
Daniel DESHAIES, Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles
Stéphane ROBITAILLE, Service de sécurité incendie de Montréal

Lecture :

Daniel DESHAIES, 28 septembre 2016
Sylvie BLAIS, 20 septembre 2016
Stéphane ROBITAILLE, 19 septembre 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jocelyne BOULANGER
Chargée de soutien technique en immobilier

Tél : 514 872-2009
Télécop. : 514 872-8350

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-09-08

Dany LAROCHE
Conseiller en immobilier et expertise immobilière, en remplacement de M. Denis Sauvé, chef de division

Tél : 514 872-0070
Télécop. : 514 872-8350

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières et de la sécurité
Tél : 514 868-3844
Approuvé le : 2017-03-01

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI

Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2017-03-02

RÉSUMÉ - TRANSACTION IMMOBILIÈRE

Numéros de GDD/ mandat : 1164386005 / Mandat n° 14-0095-T

Description de la transaction :

- Type de transaction : Règlement de fermeture de ruelle selon les articles 179 et 185 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal.
- Localisation : Ruelle située au nord-ouest de la rue Victoria entre la 4e Avenue et la 5e Avenue dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles.
- Lots : 5 908 991 à 5 909 024 et 5 909 418 inclusivement du cadastre du Québec, circonscription foncière du Québec
- Superficie à transférer : 1 288 m² (13 864 pi²)
- Zonage : Habitation
- Particularités : Ruelle non ouverte à la circulation et déjà intégrée aux propriétés riveraines, en plus d'être jugée non requise par l'Arrondissement.

Requérant : Ville de Montréal

Acquéreurs : Tous les propriétaires riverains (34)
Voir tableau de compilation de la pétition

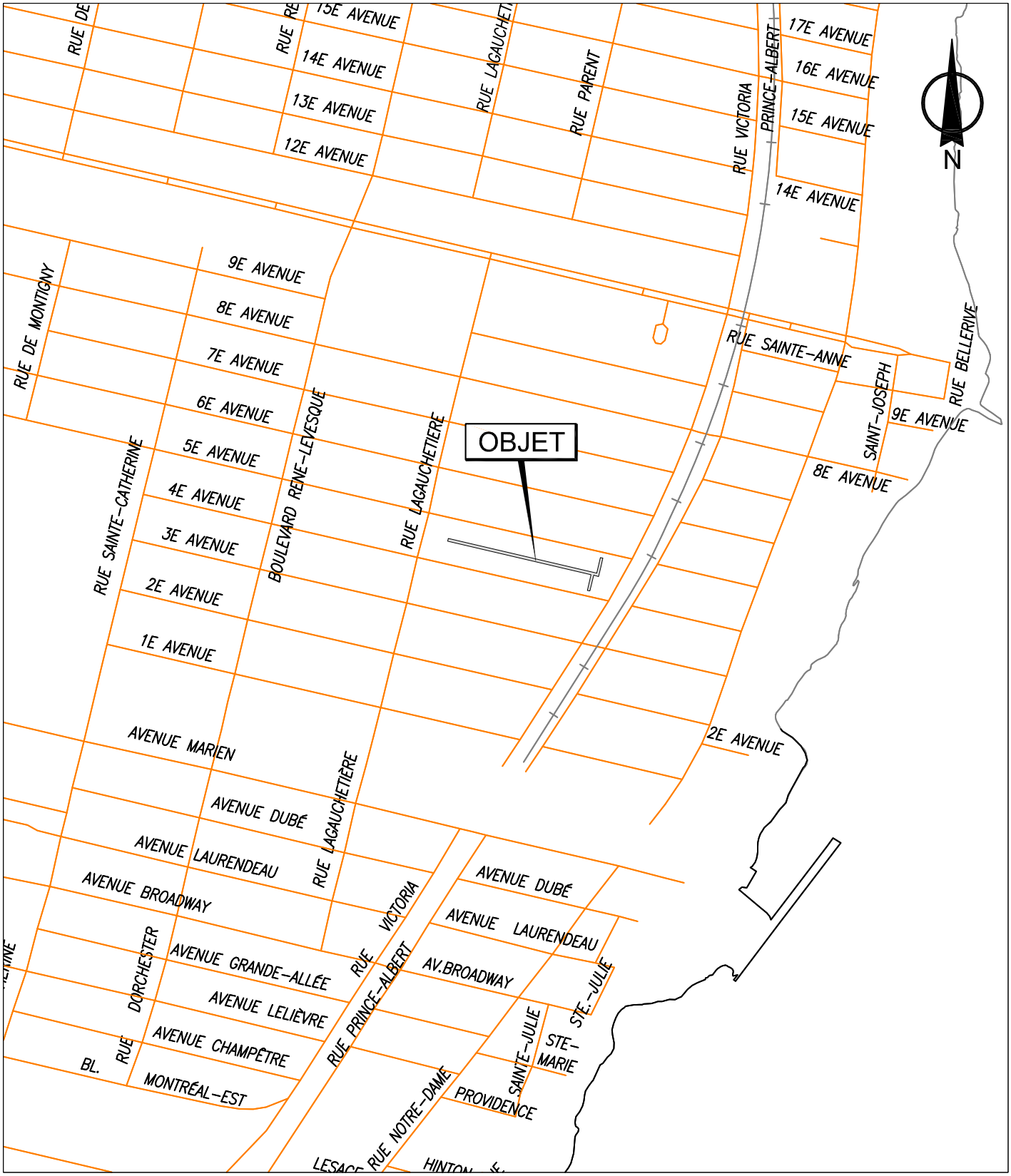
Prix de la cession : Sans contrepartie

Valeur au rôle foncier 2016 : Ne s'applique pas

Valeur aux livres : Ne s'applique pas – domaine public

Raison du prix de vente : Conformément au Programme d'acquisition de ruelles non requises par la Ville, le transfert aux propriétaires riverains se fait gratuitement en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal.

Préparé par :		**INITIALES**	**DATE (JJ-MM-AA)**
Jocelyne Boulanger	Téléphone : 2-2009	_____	_____
Denis Sauvé	Téléphone : 2-2125	_____	_____
Francine Fortin	Téléphone : 2-0153	_____	_____
Marie-Claude Lavoie	Téléphone : 2-1049	_____	_____

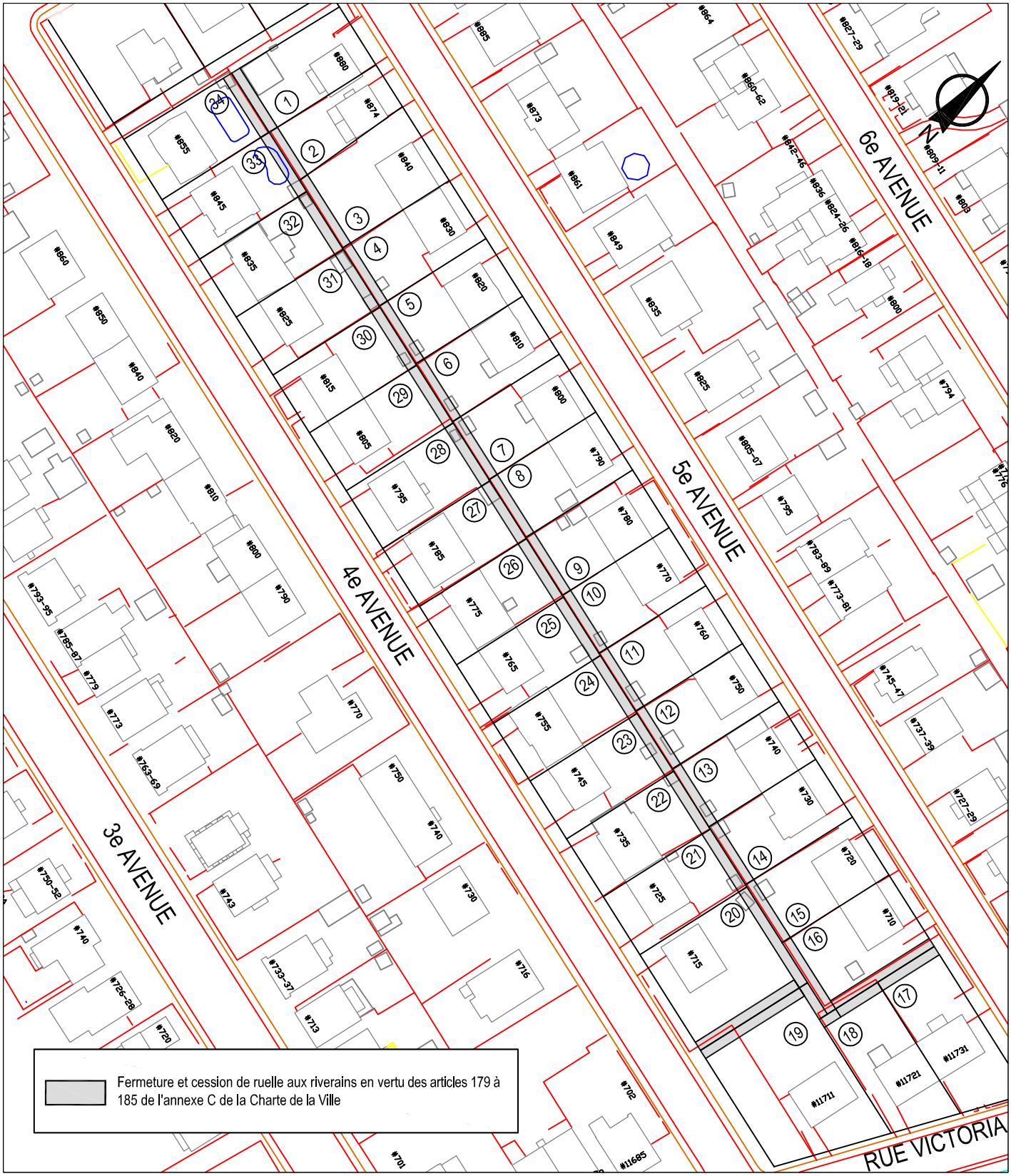


SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles
Montréal

Plan A: plan de localisation
Dossier: 31H11-005-4401-06
Dessinateur: LJC
Échelle: -
Date: 2015-02-16

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE

DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

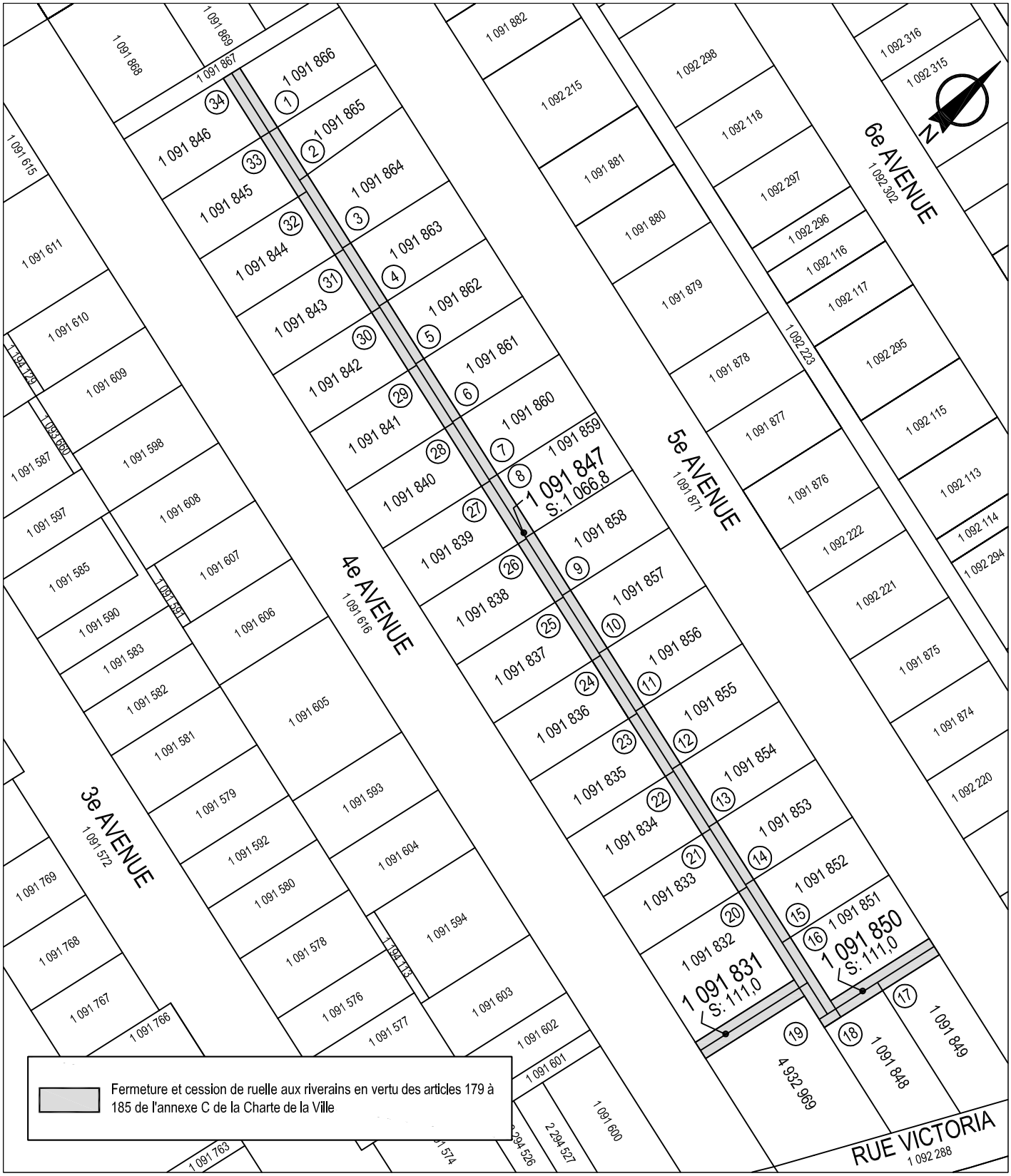
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles

Montréal

Plan B: plan de l'utilisation du sol
Dossier: 31H11-005-4401-06
Dessinateur: LJC
Échelle: 1:1200
Date: 2015-02-16

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE

DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles

Montréal

Plan C: plan de cadastre
Dossier: 31H11-005-4401-06
Dessinateur: LJC
Échelle: 1:1200
Date: 2015-02-16

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE

DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES


Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles

Montréal

Plan P: photo aérienne
Dossier: 31H11-005-4401-06
Dessinateur: LJC
Échelle: 1:1200
Date: 2015-02-16

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement

AP25550



code du microfilm B3

DIVISION DE LA GÉOMATIQUE

Échelle: 1: 200 — 0 2 mètres

Les unités utilisées sont celles du système international(SI)

CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE: MONTRÉAL

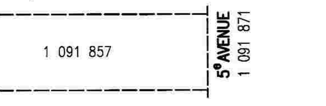
CADASTRE: Québec

LOT(S) **Les lots 5 908 991, 5 908 992, 5 908 993, 5 908 994, 5 908 995, 5 908 996, 5 908 997, 5 908 998, 5 908 999, 5 909 000, 5 909 001, 5 909 002, 5 909 003, 5 909 004, 5 909 005, 5 909 006, 5 909 007, 5 909 008, 5 909 009, 5 909 010, 5 909 011, 5 909 012, 5 909 013, 5 909 014, 5 909 015, 5 909 016, 5 909 017, 5 909 018, 5 909 019, 5 909 020, 5 909 021, 5 909 022, 5 909 023, 5 909 024 et 5 909 418.**

EMPLACEMENT:

Bien-fonds situé au nord-ouest de la RUE VICTORIA entre la 4e Avenue et la 5e Avenue

LÉGENDE: Le remembrement d'un lot, anciennement partie d'une ruelle à une propriété riveraine est indiqué comme suit:



FINS DU DOCUMENT:

TRANSFERT DE RUELLE AUX PROPRIÉTAIRES RIVERAINS en vertu des articles 179 à 185 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal.

NOTES: 1– Les lettres ABCDEFGHJKA délimitent le liséré indiquant le transfert de ruelle.

2– Le bien-fonds indiqué par les lettres ALMNPRSTA devra être grevé d'une servitude à des fins de télécommunication et de distribution d'énergie.

Ce document ne peut être utilisé à d'autres fins que celles spécifiées, sans autorisation écrite de son auteur ou du gardien du greffe commun.

Montréal, le 15 juillet 2016

Préparé par: SYLVIE GAUTHIER
Arpenteure-géomètre

COPIE CONFORME À L'ORIGINAL
Montréal, le ____________
____
Arpenteur(e)-géomètre

Minute Nº 1709 Sceau

Références: Une description technique accompagne ce plan.
Feuillet(s) cartographique(s) 31H11-005-4401 (31H11-010-2201) Dessin:E. Egyed

Arpenteur-géomètre chef d'équipe:

DOSSIER Nº 21876 (Greffe commun des arpenteurs(es)-géomètres de la Ville)

Montréal

Service des infrastructures, de la voirie et des transports

Arpenteur-géomètre en chef de la Ville:

DOSSIER DE LA VILLE:

ARRONDISSEMENT MUNICIPAL:
Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

PLAN Nº V-39 POINTE-AUX-TREMBLES

21876D.DWG

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1164386005

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Objet :	Adopter un règlement intitulé « Règlement sur la fermeture d'une ruelle située au nord-ouest de la rue Victoria entre la 4e Avenue et la 5e Avenue, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, aux fins de transfert aux propriétaires riverains ». N/Réf. : 31H11-005-4401-06

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Ci-joint le projet de règlement a être soumis aux autorités municipales pour approbation.

N/D 16-002563

FICHIERS JOINTS

Règlement.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Caroline BOILEAU
notaire
Tél : 514-872-6423

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-27

Marie-Andrée SIMARD
Chef de division
Tél : 514-872-2363
Division : Droit contractuel

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
17 -

RÈGLEMENT SUR LA FERMETURE D'UNE RUELLE SITUÉE AU NORD-OUEST DE LA RUE VICTORIA, ENTRE LA 4E AVENUE ET LA 5E AVENUE, DANS L'ARRONDISSEMENT DE RIVIÈRE-DES-PRAIRIES — POINTE-AUX-TREMBLES, AUX FINS DE TRANSFERT AUX PROPRIÉTAIRES RIVERAINS

VU le cadre législatif des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal* (RLRQ, chapitre C-11.4) qui permet le transfert d'une ruelle aux propriétaires riverains par une procédure réglementaire;

VU la requête produite par au moins les deux tiers des propriétaires riverains pour obtenir le transfert de propriété des lots visés par le présent règlement, conformément à l'article 179 de l'Annexe C de *Charte de la Ville de Montréal*.

À la séance du 2017, le conseil municipal de la Ville de Montréal décrète :

1. La ruelle située au nord-ouest de la rue Victoria, entre la 4e Avenue et la 5e Avenue, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies — Pointe-aux-Trembles, formée des lots 5 908 991, 5 908 992, 5 908 993, 5 908 994, 5 908 995, 5 908 996, 5 908 997, 5 908 998, 5 908 999, 5 909 000, 5 909 001, 5 909 002, 5 909 003, 5 909 004, 5 909 005, 5 909 006, 5 909 007, 5 909 008, 5 909 009, 5 909 010, 5 909 011, 5 909 012, 5 909 013, 5 909 014, 5 909 015, 5 909 016, 5 909 017, 5 909 018, 5 909 019, 5 909 020, 5 909 021, 5 909 022, 5 909 023, 5 909 024 et 5 909 418, tous du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, est fermée.

2. Les lots riverains de la ruelle sont les suivants : 1 091 866, 1 091 865, 1 091 864, 1 091 863, 1 091 862, 1 091 861, 1 091 860, 1 091 859, 1 091 858, 1 091 857, 1 091 856, 1 091 855, 1 091 854, 1 091 853, 1 091 852, 1 091 851, 1 091 849, 1 091 848, 4 932 969, 1 091 832, 1 091 833, 1 091 834, 1 091 835, 1 091 836, 1 091 837, 1 091 838, 1 091 839, 1 091 840, 1 091 841, 1 091 842, 1 091 843, 1 091 844, 1 091 845, 1 091 846, tous du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

3. Les lots mentionnés à l'article 1 sont remembrés avec les lots mentionnés à l'article 2, conformément au plan V-39 POINTE-AUX-TREMBLES, préparé par Sylvie Gauthier, arpenteure-géomètre, le 15 juillet 2016, sous le numéro 1709 de ses minutes (dossier 21 876).

4. Lorsqu'un lot riverain auquel la ruelle est remembrée appartient à plus d'un propriétaire, tel lot remembré est transféré aux propriétaires de ce lot riverain dans la mesure de leurs intérêts respectifs dans ce lot.

5. Une partie de l'emprise de cette ruelle, composée des lots 5 908 991, 5 908 992, 5 908 993, 5 908 994, 5 908 995, 5 908 996, 5 908 997, 5 908 998, 5 908 999, 5 909 000, 5 909 001, 5 909 002, 5 909 003, 5 909 004, 5 909 005, 5 909 006 Ptie, 5 909 010 Ptie et 5 909 418, tous du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, et délimitée par les lettres ALMNPRSTA sur le plan V-39 POINTE-AUX-TREMBLES, est grevée d'une servitude pour fins de télécommunication et de distribution d'énergie, y compris la pose, l'installation et l 'entretien des conduits, poteaux, fils et autres accessoires nécessaires aux opérations des entreprises d'utilités publiques.

6. Le propriétaire des lots riverains auxquels les lots de cette ruelle grevés de telle servitude d'utilités publiques sont remembrés ne peut rien faire qui tende à diminuer l'exercice de cette servitude ou à le rendre moins commode et devra, le cas échéant, sur demande de la Ville ou de toute compagnie d'utilités publiques, déplacer toute construction et tout bien s'y trouvant à ses entiers frais.

ANNEXE

PLAN V-39 POINTE-AUX-TREMBLES, préparé par Sylvie Gauthier, arpenteure-géomètre, le 15 juillet 2016, sous le numéro 1709 de ses minutes (dossier 21 876).

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le 2017.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CM : 41.02

2017/03/27 13:00

(1)

Dossier # : 1176323001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter le projet de règlement modifiant le règlement de contrôle intérimaire relatif aux nouveaux usages, aux nouvelles constructions, aux agrandissements, aux opérations cadastrales et aux morcellements de lots faits par aliénation (16-080)

ATTENDU QUE le conseil municipal a adopté, le 22 novembre 2016, le projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) » afin d'y intégrer le programme particulier d'urbanisme (PPU) Assomption Nord, et a donné le mandat à l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) de tenir l'assemblée publique de consultation prévue conformément à la loi;
ATTENDU QUE le conseil municipal a adopté, le 19 décembre 2016, le Règlement de contrôle intérimaire relatif aux nouveaux usages, aux nouvelles constructions, aux agrandissements, aux opérations cadastrales et aux morcellements de lots faits par aliénation (16-080) afin d'interdire temporairement les dispositions relatives à ces objets dans le secteur visé par le PPU Assomption Nord;

ATTENDU QUE le conseil d'arrondissement a adopté, le 6 décembre 2016, la résolution autorisant le projet particulier PP27-0234 modifiant le projet particulier PP27-0058 modifié, en vue de permettre la démolition du bâtiment situé au 5350, rue Sherbrooke Est et l'agrandissement à des fins commerciales et de maison de retraite de l'immeuble localisé au 5440, rue Sherbrooke Est, à l'angle du boulevard de l'Assomption;

ATTENDU QUE le projet de construction autorisé par le projet particulier PP27-0234 est conforme aux orientations du projet de PPU Assomption Nord, que les modifications au Plan d'urbanisme proposées dans le PPU ne concernent pas ces terrains et que les travaux de construction pourraient démarrer au printemps 2017;

JE RECOMMANDE

D'adopter le Règlement modifiant le règlement de contrôle intérimaire relatif aux nouveaux usages, aux nouvelles constructions, aux agrandissements, aux opérations cadastrales et aux morcellements de lots faits par aliénation pour exclure les terrains sis aux 5440, 5400 et 5350, rue Sherbrooke Est du territoire d'application de ce règlement tel qu'illustré au plan intitulé « Territoire d'application » joint à l'annexe A de la présente

résolution.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2017-02-13 11:45

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Mercier
Hochelaga-Maisonneuve
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 7 février 2017	Résolution: CA17 27 0028

Demander au conseil municipal d'adopter le Règlement modifiant le Règlement de contrôle intérimaire relatif aux nouveaux usages, aux nouvelles constructions, aux agrandissements, aux opérations cadastrales et aux morcellements de lots faits par aliénation (16-080).

ATTENDU QUE le conseil municipal a adopté, le 22 novembre 2016, le projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) » afin d'y intégrer le programme particulier d'urbanisme (PPU) Assomption Nord, et a donné le mandat à l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) de tenir l'assemblée publique de consultation prévue conformément à la loi;

ATTENDU QUE le conseil municipal a adopté, le 19 décembre 2016, le Règlement de contrôle intérimaire relatif aux nouveaux usages, aux nouvelles constructions, aux agrandissements, aux opérations cadastrales et aux morcellements de lots faits par aliénation (16-080) afin d'interdire temporairement les dispositions relatives à ces objets dans le secteur visé par le PPU Assomption Nord;

ATTENDU QUE le conseil d'arrondissement a adopté, le 6 décembre 2016, la résolution autorisant le projet particulier PP27-0234 modifiant le projet particulier PP27-0058 modifié, en vue de permettre la démolition du bâtiment situé au 5350, rue Sherbrooke Est et l'agrandissement à des fins commerciales et de maison de retraite de l'immeuble localisé au 5440, rue Sherbrooke Est, à l'angle du boulevard de l'Assomption;

ATTENDU QUE le projet de construction autorisé par le projet particulier PP27-0234 est conforme aux orientations du projet de PPU Assomption Nord, que les modifications au Plan d'urbanisme proposées dans le PPU ne concernent pas ces terrains et que les travaux de construction pourraient démarrer au printemps 2017;

Il est proposé par Réal MÉNARD

appuyé par Karine BOIVIN ROY

Et résolu :

De demander au conseil municipal d'adopter le Règlement modifiant le Règlement de contrôle intérimaire relatif aux nouveaux usages, aux nouvelles constructions, aux agrandissements, aux opérations cadastrales et aux morcellements de lots faits par aliénation pour exclure les terrains sis aux 5440, 5400 et 5350, rue Sherbrooke Est du territoire d'application de ce règlement tel qu'illustré au plan intitulé « Territoire d'application » joint à l'annexe A du sommaire décisionnel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.03 1176323001

Magella RIOUX
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 8 février 2017

Dossier # : 1176323001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Demander au conseil municipal d'adopter le Règlement modifiant le règlement de contrôle intérimaire relatif aux nouveaux usages, aux nouvelles constructions, aux agrandissements, aux opérations cadastrales et aux morcellements de lots faits par aliénation (16-080)

ATTENDU QUE le conseil municipal a adopté, le 22 novembre 2016, le projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) » afin d'y intégrer le programme particulier d'urbanisme (PPU) Assomption Nord, et a donné le mandat à l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) de tenir l'assemblée publique de consultation prévue conformément à la loi;
ATTENDU QUE le conseil municipal a adopté, le 19 décembre 2016, le Règlement de contrôle intérimaire relatif aux nouveaux usages, aux nouvelles constructions, aux agrandissements, aux opérations cadastrales et aux morcellements de lots faits par aliénation (16-080) afin d'interdire temporairement les dispositions relatives à ces objets dans le secteur visé par le PPU Assomption Nord;

ATTENDU QUE le conseil d'arrondissement a adopté, le 6 décembre 2016, la résolution autorisant le projet particulier PP27-0234 modifiant le projet particulier PP27-0058 modifié, en vue de permettre la démolition du bâtiment situé au 5350, rue Sherbrooke Est et l'agrandissement à des fins commerciales et de maison de retraite de l'immeuble localisé au 5440, rue Sherbrooke Est, à l'angle du boulevard de l'Assomption;

ATTENDU QUE le projet de construction autorisé par le projet particulier PP27-0234 est conforme aux orientations du projet de PPU Assomption Nord, que les modifications au Plan d'urbanisme proposées dans le PPU ne concernent pas ces terrains et que les travaux de construction pourraient démarrer au printemps 2017;

JE RECOMMANDE

D'adopter le Règlement modifiant le règlement de contrôle intérimaire relatif aux nouveaux usages, aux nouvelles constructions, aux agrandissements, aux opérations cadastrales et aux morcellements de lots faits par aliénation pour exclure les terrains sis

aux 5440, 5400 et 5350, rue Sherbrooke Est du territoire d'application de ce règlement tel qu'illustré au plan intitulé « Territoire d'application » joint à l'annexe A de la présente résolution.

Signé par Jacques SAVARD **Le** 2017-01-25 14:03

Signataire : Jacques SAVARD

Directeur d'arrondissement
Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1176323001**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Demander au conseil municipal d'adopter le Règlement modifiant le règlement de contrôle intérimaire relatif aux nouveaux usages, aux nouvelles constructions, aux agrandissements, aux opérations cadastrales et aux morcellements de lots faits par aliénation (16-080)

CONTENU

CONTEXTE

Le conseil municipal a adopté le 22 novembre 2016, le projet de Programme particulier d'urbanisme (PPU) Assomption Nord, fruit d'une collaboration entre la Direction de l'urbanisme du Service de la mise en valeur du territoire (SMVT) et l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve. Un règlement de contrôle intérimaire (RCI), adopté le 19 décembre 2016, accompagne le projet de PPU afin de ne pas compromettre les orientations préconisées avant son adoption. Le projet de PPU doit être soumis à une consultation publique de l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM). Le processus de consultation se tiendra du mois de février au mois de mai 2017. L'adoption du PPU est prévue en juillet 2017 et la délivrance du certificat de conformité de la modification au Règlement d'urbanisme de l'arrondissement, en août 2017.
Après plusieurs mois de négociation avec les représentants du Groupe Maurice, le conseil d'arrondissement a adopté par résolution, le 6 décembre 2016, un projet particulier (PP27-0234) autorisant l'agrandissement du bâtiment actuel (projet Élogia) situé au 5440, rue Sherbrooke Est à l'angle du boulevard de l'Assomption. Cet agrandissement (Élogia phase II) se réalisera sur deux terrains adjacents et accueillera un marché d'alimentation au rez-de-chaussée et 11 étages d'habitation dédiés à des fins de maison de retraite pour un total de 355 logements. Le promoteur prévoyait débuter les travaux au printemps 2017, ce qui est désormais compromis par le RCI en vigueur.

L'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve conjointement avec la Direction de l'urbanisme du SMVT proposent ainsi une modification au Règlement de contrôle intérimaire en vue d'exclure le terrain visé par le projet particulier du territoire d'application.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

19 décembre 2016 : Adoption du Règlement de contrôle intérimaire relatif aux nouveaux usages, aux nouvelles constructions, aux agrandissements, aux opérations cadastrales et aux morcellements de lots faits par aliénation (16-080) (CM16 1484).

- **6 décembre 2016** : Adoption de la résolution autorisant le projet particulier PP27-0234 modifiant le projet particulier PP27-0058 modifié, en vue de permettre la

démolition du bâtiment situé au 5350, rue Sherbrooke Est et l'agrandissement à des fins commerciales et de maison de retraite de l'immeuble localisé au 5440, rue Sherbrooke Est, à l'angle du boulevard de l'Assomption (CA16 27 0525);

- **22 novembre 2016** : Adoption d'un projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) » afin d'y intégrer le programme particulier d'urbanisme (PPU) Assomption Nord / Tenue d'une consultation publique (CM16 1288);

DESCRIPTION

Le Règlement modifiant le règlement de contrôle intérimaire relatif aux nouveaux usages, aux nouvelles constructions, aux agrandissements, aux opérations cadastrales et aux morcellements de lots faits par aliénation (16-080) propose le remplacement du plan intitulé « Territoire d'application » inclus dans l'annexe A par un plan excluant les terrains sis aux 5440, 5400 et 5350, rue Sherbrooke Est bordant le côté ouest du bâtiment actuel et visés par le projet d'agrandissement Élogia phase II du Groupe Maurice.

JUSTIFICATION

En accord avec la Direction de l'urbanisme du SMVT, la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises recommande la modification du territoire d'application du Règlement de contrôle intérimaire (16-080) afin d'exclure les terrains visés par le projet particulier PP27-0234 pour les raisons suivantes :

Ÿ Le projet a déjà été adopté par le conseil d'arrondissement et est ainsi conforme aux orientations du Plan d'urbanisme;

Ÿ Le projet répond également aux orientations du projet de PPU Assomption Nord notamment en termes de densification résidentielle et d'offre de commerce de proximité (épicerie) en rez-de-chaussée dans le sous-secteur Sherbrooke Est / De l'Assomption;

Ÿ Le territoire d'application du Règlement de contrôle intérimaire en vigueur est calqué sur le territoire du PPU Assomption Nord et non pas sur le territoire dont les paramètres au Plan d'urbanisme seront modifiés. En effet, les modifications au Plan d'urbanisme proposées dans le PPU ne concernent pas les terrains visés par le projet en termes d'affectation du sol, et de façon mineure en termes de densité (le taux d'implantation passe de « moyen » à « moyen ou élevé » et un coefficient d'occupation du sol (C.O.S) maximal est fixé à 6,0..

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- **7 février 2017** : CA - adoption d'une résolution visant à recommander au Conseil municipal l'adoption du Règlement;

- **15 mars 2017** : CE - mise à l'ordre du jour du CM;
- **27 mars 2017** : CM - avis de motion
- **24 avril 2017 :** CM - adoption du règlement.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Daniel AUBÉ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lise BERNIER, Service de la mise en valeur du territoire

Lecture :

Lise BERNIER, 19 janvier 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

François MIHOS
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872.7581
Télécop. : 514 872-2312

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-01-19

Réjean BOISVERT
Chef de division - Division de l'urbanisme

Tél : 514 872-9635
Télécop. : 514 872-2312

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Myriame BEAUDOIN
Directrice Aménagement urbain et services aux entreprises
Tél : 514 868-3906
Approuvé le : 2017-01-20

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1176323001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Objet :	Demander au conseil municipal d'adopter le Règlement modifiant le règlement de contrôle intérimaire relatif aux nouveaux usages, aux nouvelles constructions, aux agrandissements, aux opérations cadastrales et aux morcellements de lots faits par aliénation (16-080)

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir les documents joints.

FICHIERS JOINTS

Modification règlement contrôle intérimaire_2017-01-20.doc

Annexe A Territoire d'application.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Daniel AUBÉ
Avocat droit public et législation
Tél : 514-872-6872

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-01-20

Véronique BELPAIRE
Chef de division
Tél : 514-872-4222
Division : Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
16-080-XX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE CONTRÔLE INTÉRIMAIRE RELATIF AUX NOUVEAUX USAGES, AUX NOUVELLES CONSTRUCTIONS, AUX AGRANDISSEMENTS, AUX OPÉRATIONS CADASTRALES ET AUX MORCELLEMENTS DE LOTS FAITS PAR ALIÉNATION (16-080)

Vu les articles 112 à 112.8 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1);

À sa séance du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. L'annexe A du Règlement de contrôle intérimaire relatif aux nouveaux usages, aux nouvelles constructions, aux agrandissements, aux opérations cadastrales et aux morcellements de lots faits par aliénation (16-080) est modifiée par le remplacement du plan intitulé « Territoire d'application » par le plan joint en annexe A au présent règlement.

_____

ANNEXE A
ANNEXE A – PLAN INTITULÉ « TERRITOIRE D'APPLICATION »

GDD 1176323001

ANNEXE A
PLAN INTITULÉ « TERRITOIRE D'APPLICATION »



Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 41.03

2017/03/27
13:00

(1)

Dossier # : 1162551002

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la géomatique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Abroger le règlement 9117 adopté le 15 juin 1992 et intitulé « Règlement sur la fermeture d'une rue et d'une ruelle situées au sud-ouest de la rue Saint-Urbain et au nord-ouest de la rue Milton », arrondissement du Plateau-Mont-Royal.

Il est recommandé :

1- D'abroger le règlement 9117 intitulé « Règlement sur la fermeture d'une rue et d'une ruelle situées au sud-ouest de la rue Saint-Urbain et au nord-ouest de la rue Milton»;

2- de réenregistrer au registre des rues, ruelles, voies et places publiques de la ville de Montréal, la rue Tara Hall et la ruelle situées respectivement sur les lots 2 162 410 et 2 162 326 du cadastre du Québec.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2017-02-13 11:45

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1162551002**

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la géomatique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Abroger le règlement 9117 adopté le 15 juin 1992 et intitulé « Règlement sur la fermeture d'une rue et d'une ruelle situées au sud-ouest de la rue Saint-Urbain et au nord-ouest de la rue Milton », arrondissement du Plateau-Mont-Royal.

CONTENU

CONTEXTE

Pour faire suite à une demande d'information concernant le statut d'une rue et d'une ruelle dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, nous avons constaté que celles-ci avaient été fermées et retirées du domaine public de la Ville en 1992 par le Règlement 9117, adopté à la séance du conseil de la Ville de Montréal tenue le 15 juin 1992. (Ci-joint le Règlement 9117 et le plan U-71 Saint-Laurent)
En effet, la Ville avait accepté de vendre à des fins de remembrement, à la Corporation de l'hôpital Sainte-Jeanne-d'Arc de Montréal, une rue et une ruelle publique composées des lots alors connus sous les numéros 101-9 (rue) et 101-20 (ruelle) du cadastre de la Cité de Montréal (quartier Saint-Laurent) et situées au sud-ouest de la rue Saint-Urbain et au nord-ouest de la rue Milton. Pour vendre ces lots, ceux-ci devaient être préalablement fermés et retirés du registre du domaine public de la Ville. (Ci-jointes les résolutions du conseil municipal adoptées le 15 juin 1992)

Par ce règlement, l'avenue Tara Hall et la ruelle située un peu plus au nord-ouest ont été fermées et versées dans l'inventaire des terrains privés de la Ville de Montréal, gérés par le Service de la planification et le la gestion immobilière (SPGI). Toutefois, malgré ces retraits et fermetures, le projet de vente ne s’est jamais réalisé.

Lors de la rénovation cadastrale de ce secteur, les lots 101-9 (rue) et 101-20 (ruelle) du cadastre de la Cité de Montréal (quartier Saint-Laurent) ont respectivement été remplacés par les lots 2 162 410 et 2 162 326 du cadastre du Québec.

Depuis 1992, l'avenue Tara Hall située sur le lot 2 162 410 est toujours aménagée, pavée, drainée et éclairée par la Ville et demeure toujours accessible à la circulation. Ce lot doit être réenregistré au registre des rues, ruelles, voies et places publiques de la ville de Montréal.

Pour la ruelle, située sur le lot 2 162 326, elle est utilisée comme stationnement, probablement par les employés du bâtiment sis au 3530-90, rue Saint-Urbain qui possède aussi le lot 2 162 325 situé au sud-est de celle-ci. Ayant été fermé et retiré du domaine public afin d’être vendu, et cette vente n’ayant pas eu lieu, ce lot s’est retrouvé, sans raison, dans l’inventaire des terrains privés de la Ville gérés par le SPGI. Pour cette raison

et à la demande du SPGI, il est aussi indiqué d'abroger le règlement 9117 pour ce lot. (Ci-jointe la photo aérienne)

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CO92 01531 - 15 juin 1992 - Adoption sur le Règlement de fermeture d'une rue et d'une ruelle situées au sud-ouest de la rue Saint-Urbian et au nord-ouest de la rue Milton.
CO92 01532 - 15 juin 1992 - Approuver le projet d'acte par lequel la Ville de Montréal vend, à la Corporation de l'hôpital Sainte-Jeanne-d'Arc de Montréal, un emplacement situé au sud -ouest de la rue Saint-Urbain et au nord-ouest de la rue Milton, formé des lots 101-9 (rue) et 101-20 (ruelle) du cadastre de la Cité de Montréal (quartier Saint-Laurent) pour la somme de 300 $

DESCRIPTION

Abroger le Règlement 9117 adopté le 15 juin 1992 et intitulé « Règlement sur la fermeture d'une rue et d'une ruelle situées au sud-ouest de la rue Saint-Urbain et au nord-ouest de la rue Milton » arrondissement du Plateau-Mont-Royal.

JUSTIFICATION

Le présent sommaire a pour but de réenregistrer l'avenue Tara Hall située sur le lot 2 162 410 et la ruelle située sur le lot 2 162 326 dans le registre du domaine public de la Ville.

La rue Tara Hall située sur le lot 2 162 410 du cadastre du Québec, n’ayant pas été vendue, elle est toujours accessible, ouverte à la circulation et on y retrouve des infrastructures municipales tels qu'un égout et un aqueduc, et du mobilier urbain tel que l'éclairage.

Pour la ruelle située sur le lot 2 162 326 du cadastre du Québec, le but de son retrait du domaine public ne s’étant pas réalisé, soit sa vente, il est indiqué la réenregistrer au registre des rues, ruelles, voies et places publiques de la ville de Montréal.

L'abrogation du règlement 9117 permettra de rétablir la situation qui existait avant le projet de vente de ces lots, vente qui ne s’est jamais réalisée.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ne s'applique pas

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne s'applique pas

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Enregistrer les lots 2 162 410 et 2 162 326 du cadastre du Québec, comme rue et ruelle, au registre des rues, ruelles, voies et places publiques de la Ville de Montréal.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Céline DUMAIS)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Vincent LEBLANC-DIONNE, Service de la gestion et de la planification immobilière

Lecture :

Vincent LEBLANC-DIONNE, 9 février 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sylvie BLAIS
Ingénieure

Tél : 514 872-2960
Télécop. : 514 872-0145

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-01

Daniel BROUSSEAU
Chef de section

Tél : 514 872-4036
Télécop. : 514 872-0145

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Chantal AYLWIN
Directrice des infrastructures
Tél : 514 872-4101
Approuvé le : 2017-02-10

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2017-02-10

AP19051



Superficie Totale (item 1 et 2) = 819,7m²

code du microfilm

A1

DIVISION GÉOMATIQUE

Échelle: 1: 200

0 2 mètres

Les unités utilisées sont celles du système international (SI)

DIVISION D'ENREGISTREMENT DE MONTREAL

CADASTRE: CITÉ DE MONTRÉAL (QUARTIER SAINT-LAURENT)

LOT(S)

101-9 (RUE) ET 101-20 (RUELLE).

EMPLACEMENT:

Des terrains situés au sud-ouest de la RUE SAINT-URBAIN et au nord-ouest de la RUE MILTON.

FINS DU DOCUMENT:

VENTE

NOTE: *Les terrains à être vendus sont indiqués par les lettres ABCDA (item 1) et EFGHJE (item 2).*

Ce document ne peut être utilisé à d'autres fins que celles spécifiées, sans autorisation écrite de son auteur ou du gardien du greffe commun.

Montréal, le 6 mai 1991

Préparé par: Luc Levesque a.g. LUC LEVESQUE Arpenteur-géomètre

COPIE CONFORME À L'ORIGINAL

Montréal le

ARPENTEUR GÉOMÈTRE

Minute Nº 258

Sceau

Références: Une description technique accompagne ce plan.

Feuillet(s) cartographique(s) 408-299

Dessin S.DUBOIS

Arpenteur-géomètre chef d'équipe: Arpenteur-géomètre en chef de la Ville:

DOSSIER Nº 16608 (Greffe commun des arpenteurs-géomètres de la Ville)

Ville de Montréal
Service des travaux publics
Module voirie et circulation
Assistant-directeur:

DOSSIER DE LA VILLE: 87 0169490 et 90 0332335

QUARTIER MUNICIPAL: QUARTIER SAINT-LAURENT

PLAN Nº U-71 SAINT-LAURENT

16608d.DWG

CROQUIS MONTRANT LES LOTS:
2 162 326 ET 2 162 410



SERVICE DES INFRASTRUCTURES, DE LA VOIRIE ET DES TRANSPORTS
DIVISION DE LA GÉOMATIQUE

Plateau–Mont–Royal
Montréal

ORTHOPHOTO 2013
Dossier: GDD1162551002
Dessinatrice: M.Joyal
Date: 26–04–2016

Les informations contenues dans le present document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1162551002

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la géomatique
Objet :	Abroger le règlement 9117 adopté le 15 juin 1992 et intitulé « Règlement sur la fermeture d'une rue et d'une ruelle situées au sud-ouest de la rue Saint-Urbain et au nord-ouest de la rue Milton », arrondissement du Plateau-Mont-Royal.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Règlement abrogeant règlement.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Céline DUMAIS
Notaire
Tél : (514) 872-6838

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-07

Céline DUMAIS
Notaire
Tél : (514) 872-6838
Division :

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
17-

RÈGLEMENT ABROGEANT LE RÈGLEMENT SUR LA FERMETURE D'UNE RUE ET D'UNE RUELLE SITUÉES AU SUD-OUEST DE LA RUE SAINT-URBAIN ET AU NORD-OUEST DE LA RUE MILTON (9117)

À l'assemblée du , le conseil municipal de la Ville de Montréal décrète :

1. Le Règlement 9117 intitulé « Règlement sur la fermeture d'une rue et d'une ruelle situées au sud-ouest de la rue Saint-Urbain et au nord-ouest de la rue Milton » est abrogé. Ces rue et ruelle sont formées des lots 2 162 410 (avenue Tara Hall) et 2 162 326 (ruelle) du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, autrefois connues comme étant les lots 101-9 (rue) et 101-20 (ruelle) du cadastre de la Cité de Montréal (quartier Saint-Laurent), dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal.

_____

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *le Devoir* le

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 41.04

2017/03/27 13:00

(1)

Dossier # : 1174957001

Unité administrative responsable :	Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles , Division du droit fiscal_évaluation et transactions financières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2017) (16-065), relativement aux permis de stationnement universels

Il est recommandé d'adopter le Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2017) (16-065), relativement aux permis de stationnement universels.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-02-23 16:19

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1174957001**

Unité administrative responsable :	Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles , Division du droit fiscal_évaluation et transactions financières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2017) (16-065), relativement aux permis de stationnement universels

CONTENU

CONTEXTE

Au cours de l'automne 2016, le conseil de la Ville a adopté le Règlement relatif au stationnement des véhicules en libre service (16-054). Ce règlement a instauré les permis de stationnement universels qui permettent le stationnement sur rue des véhicules en libre-service dans les espaces situés dans la zone de desserte déterminée par ce règlement. De plus, le comité exécutif a adopté une ordonnance générale sur le stationnement des véhicules en libre-service. Cette ordonnance détermine les modalités de délivrance, le nombre maximal et la période de validité des permis de stationnement universels. Le tarif applicable à la délivrance de ces permis a été ajouté dans le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2016) (15-091) par une modification adoptée à la même occasion. Toutefois, à la suite d'une erreur d'écriture, ce tarif n'apparaît pas dans le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2017) (16-065).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM16 1487 - 20 décembre 2016 - Adoption - Règlement modifiant le Règlement relatif au stationnement des véhicules en libre-service (16-054).
CE16 1564 - 28 septembre 2016 - Édicter, en vertu du Règlement relatif au stationnement des véhicules en libre-service (16-054), l'ordonnance no1 jointe au dossier décisionnel déterminant les modalités de délivrance, le nombre et la validité des permis de stationnement universels.

CM16 0990 - 23 août 2016 - Adoption - Règlement relatif au stationnement des véhicules en libre-service et Adoption - Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2016) (15-091).

DESCRIPTION

Le présent sommaire a pour but d'apporter une modification au Règlement sur les tarifs (exercice financier 2017) (16-065) afin d'y ajouter le tarif pour la délivrance des permis de stationnement universels émis conformément au Règlement relatif au stationnement des véhicules en libre-service (16-054) et à l'ordonnance no 1 du comité exécutif datée du 28 septembre.

JUSTIFICATION

Il est nécessaire d'inclure ce tarif dont l'acquittement constitue une des conditions de délivrance des permis de stationnement universels prévues au Règlement relatif au stationnement des véhicules en libre-service (16-054).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le tarif demeure inchangé par rapport à celui apparaissant au Règlement sur les tarifs de l'exercice financier 2016, soit 1320,00$ par permis, par année.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

N/A

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucun enjeu de communication en accord avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion: 27 mars 2017
Adoption: 24 avril 2017

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Gilles DUFORT, Service de la mise en valeur du territoire

Lecture :

Gilles DUFORT, 20 février 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Anne-Marie LEMIEUX
AVOCATE

Tél : 514 872-0136
Télécop. : 514 872-0733

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-02

Annie GERBEAU
Avocate et chef de division du droit fiscal, évaluation et transactions financières

Tél : 514 872-3093
Télécop. : 514 872-0733

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Philippe GAGNIER
Directeur des Affaires civiles et avocat en chef adjoint
Tél : 514 872-7017
Approuvé le : 2017-02-02

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Patrice GUAY
Directeur de service et avocat en chef de la Ville
Tél : 514 872-2919
Approuvé le : 2017-02-02

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1174957001

Unité administrative responsable :	Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles , Division du droit fiscal_évaluation et transactions financières
Objet :	Adoption - Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2017) (16-065), relativement aux permis de stationnement universels

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AML - 1174957001 Règl. mod. Règl tarifs 2017 VLS_VF.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-02

Annie GERBEAU
Avocate, chef de division
Tél : 514-872-0232
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LES TARIFS (EXERCICE FINANCIER 2017) (16-065)

Vu les articles 244.1 à 244.10 et 263.2 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1);

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2017) (16-065) est modifié par l'insertion, après l'article 16, de l'article suivant :

« **16.1** Aux fins du Règlement relatif au stationnement des véhicules en libre-service (16-054), il sera perçu, pour la délivrance d'un permis de stationnement universel valide jusqu'au 31 décembre 2017 ou selon toute autre période de validité déterminée par ordonnance du comité exécutif en vertu de ce règlement : 1 320,00 $ »

_____

GDD : 1174957001

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 41.05

2017/03/27
13:00

(1)

Dossier # : 1170387003

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , Division du développement culturel , Section Équipements culturels et bureau d'art public
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 b) maintenir accessibles, tant au plan géographique qu'économique, ses lieux de diffusion de la culture et de l'art et encourager leur fréquentation
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 30 517 000 $ pour de financement de la réalisation des projets d'acquisition et valorisation des équipements culturels identifiés au programme triennal d'immobilisation du Service de la culture.

Il est recommandé :
- d'adopter un projet de règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 30,517 000$ pour le financement de la réalisation des projets de d'acquisition et valorisation des équipements culturels », le tout, sujet à l'approbation du ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT).

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2017-03-08 08:12

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1170387003**
Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , Division du développement culturel , Section Équipements culturels et bureau d'art public
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 b) maintenir accessibles, tant au plan géographique qu'économique, ses lieux de diffusion de la culture et de l'art et encourager leur fréquentation
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 30 517 000 $ pour de financement de la réalisation des projets d'acquisition et valorisation des équipements culturels identifiés au programme triennal d'immobilisation du Service de la culture.

CONTENU

CONTEXTE

Le présent projet de règlement d'emprunt fait suite à l'autorisation du Programme triennal d'immobilisation 2017-2019 qui prévoit notamment, pour le Service de la culture des projets de réalisation d'espaces culturels municipaux totalisant 30,517,000 $.
Les projets seront réalisés dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal. Les projets corporatifs visés par la présente demande permettront de renouveler, mettre à niveau, doter de nouveaux équipements spécialisés techniques et numériques et bonifier des espaces culturels corporatifs existants, ainsi que de réaliser de nouveaux lieux culturels corporatifs. Quant aux projets qui seront réalisés en arrondissement, ils permettront de répondre aux besoins de proximité en matière de diffusion culturelle tel que recommandé par le diagnostic du Réseau municipal de diffusion culturelle accès culture de la Ville de Montréal de 2009, selon les normes professionnelles les plus récentes et rejoignant les grandes tendances internationales en matière d'espaces publics à vocation culturelle. En plus de réaliser de nouveaux lieux de diffusion culturels de proximité en arrondissement, ces projets visent à réaliser le maintien d'actifs des équipements spécialisés pour le Réseau Accès culture et de transformer des bâtiments excédentaires de la Ville en espaces culturels.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM16-1224 Le 21 novembre 2016 - Approuver l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2016-2017 entre le ministre de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal

CM09-0197 Le 30 mars 2009 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 24 000 000 $ afin de financer la réalisation de projets municipaux admissibles au Forum des équipements culturels

DESCRIPTION

L'adoption du règlement d'emprunt totalisant 30,517,000$ aura pour objectif de remplir les engagements de la Ville et de réaliser les projets planifiés dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal. Il vise à réaliser des projets d'équipements culturels municipaux locaux et métropolitains admissibles au Forum des équipements culturels. Ce règlement d'emprunt couvrira les besoins de financement de différents projets :

- les projets corporatifs dont le rayonnement est métropolitain et dont les bâtiments sont inscrits à l'annexe D de la charte de la Ville de Montréal;
- les projets de lieux de diffusion culturelle de proximité en arrondissement s'ajoutant au Réseau Accès culture;
- les projets mixtes où la diffusion culturelle est jumelés à des projets de bibliothèques et s'ajoutant au Réseau Accès culture;
- et le projet de mise à niveau des équipements spécialisés techniques et numériques des espaces de diffusion culturels de proximité du Réseau Accès culture.

Les projets suivants font partie des engagements de la Ville, qui seront en phase de réalisation durant la période s'échelonnant entre 2017 et 2019. Les sommes requises pour réaliser ces projets ont été estimées selon les critères d'admissibilité du Programme de financement des équipements culturels municipaux :

- **Les projets corporatifs - rayonnement métropolitain:**

Mise à niveau de la Chapelle du Bon Pasteur
La transformation du Bain Saint-Michel en espace de diffusion culturelle
La Tour d'Aiguillage Wellington, acquisition d'équipement spécialisé
La mise à niveau du Théâtre de Verdun
La mise à niveau du Théâtre Outremont
L'aménagement d'un studio de danse à l'édifice Gaston Miron
L'aménagement du Grand Costumier à l'édifice Gaston Miron

- Les projets suivants qui seront réalisés en arrondissement, répondent aux besoins énoncés dans le Diagnostic du Réseau municipal de diffusion culturelle accès culture de la Ville de Montréal de 2009.

Projets culturels en arrondissement:
L'aménagement de la Maison de la culture Villeray-Saint-Michel-Parc Extension au 911 Jean -Talon est
Maison culturelle et communautaire de Montréal-Nord : renouvellement d'équipements
Scène extérieure de Saint-Léonard : acquisition d'équipement spécialisé
L'aménagement d'un espace culturel au 13 Strathyre à l'arrondissement de LaSalle
Projets culturels mixtes en arrondissement:
Centre culturel de Saint-Léonard
Le centre culturel de Rivière des Prairies
Projet interarrondissement: Montréal-Nord, Ahunstic/Cartier-Ville
Centre culturel Peter-McGill
Centre Culturel de Rosemont
Le Centre culturel du Plateau Mont-Royal

- **Acquisition et maintien d'actifs d'équipements techniques et numériques:**

Le maintien d'actifs des équipements spécialisés pour le Réseau Accès culture
Programme de mise à niveau technologique pour les espaces de diffusion

- **Projet culturel dans les bâtiments excédentaires :**

L'aménagement du 4247 rue Saint-Dominique - Groupe des 5 + (6 troupes de théâtre anglophone)
L'Aménagement de l'ancien hôtel de Ville de Côte-St-Paul: Centre de design et d'impression textile

Ces projets devront être soumis au Forum des équipements culturels et seront évalués selon les critères d'admissibilité et de sélection du *Programme de soutien aux équipements culturels municipaux* de la Ville de Montréal (voir pièce jointe). Ils seront examinés en concertation avec le ministère de la Culture et des Communications dans le cadre du Forum des équipements culturels afin de recommander leur financement aux instances municipales. Les projets visés sont ceux qui doivent débuter ou se poursuivre en 2017, 2018 et 2019.

JUSTIFICATION

L'adoption des crédits du présent règlement d'emprunt permettra d'assurer plus rapidement la pérennité et le développement des équipements culturels municipaux montréalais, autant métropolitains que locaux, en fonction des projets planifiés avec les arrondissements concernés et retenus par l'Administration municipale, et ainsi de faire face aux obligations de la Ville de Montréal incluses dans l'Entente sur le développement culturel de Montréal qui lie la Ville au gouvernement du Québec.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le règlement d'emprunt recommandé de **30,517,000$** servira à réaliser les travaux requis pour le développement de projets d'équipements culturels locaux ainsi que le développement et la protection des équipements culturels métropolitains admissibles au Forum des équipements culturels (voir en pièce jointe le Programme de soutien aux équipements culturels municipaux). Les budgets sont inscrits au Programme triennal d'immobilisation du Service de la culture 2017-2019 et se répartissent comme suit :

Projet 38120	**2017**	**2018**	**2019**
Acquisition et valorisation d'équipements culturels	6,587,000	9,593,000	14,337,000

La période de financement ne doit pas excéder 20 ans. La dépense est assumée à 100% par la Ville centre.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La Ville de Montréal adhère à l'*Agenda 21 de la culture* et appuie la reconnaissance de la culture comme le 4e pilier du développement durable.
Par ailleurs, les projets de lieux de diffusion culturels municipaux, locaux et corporatifs rejoignent directement les critères suivants du *Plan de développement durable de la collectivité montréalaise* dans la section **«Une meilleure qualité de vie» :**
— Protection et diffusion du patrimoine et de l'histoire
— Diversité et dynamisme culturel
— Innovation et savoir
— Compétitivité
— Promotion de l'économie locale

Pour la réalisation de ces projets, les nouveaux équipements qui seront acquis comportent des caractéristiques d'économie d'énergie.

Aussi, l'histoire et le patrimoine, la mise en valeur des cultures locales, le rapprochement de l'art et des artistes avec les citoyens, sont des caractéristiques qui sous-tendent chacun de ces projets et contribuent au sentiment d'appartenance, à la valorisation des diversités, au développement touristique, à l'attractivité et au rayonnement de la métropole, à la valorisation des paysages tout en stimulant l'apprentissage des connaissances et la fréquentation des œuvres d'art .

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les projets à financer par le règlement d'emprunt recommandé, permettront d'accroître le rayonnement culturel de Montréal et de répondre aux orientations du Plan d'action 2007-2017, Montréal, métropole culturelle :

- consolider et mettre en valeur le réseau de diffusion culturelle,
- favoriser le développement des musées municipaux,
- améliorer et accroître les espaces pour la création, la production, la médiation, l'incubation et la diffusion artistique,
- mettra en place les espaces culturels qui favoriseront le développement des quartiers culturels.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication à cette étape-ci du projet, en accord avec le Service des communications. Une opération de communication sera élaborée au moment opportun**.**

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Adoption de l'avis de motion au Conseil municipal mars 2017
Adoption du règlement d'emprunt au Conseil municipal avril 2017
Approbation du règlement d'emprunt par le MAMO avril 2017
Octroi de contrats ou vote de crédits à partir de mai 2017

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

A la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mario PRIMARD)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Ariane GAUDETTE TURYN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sophie CHARLEBOIS
architecte

Tél : 514-872-0184
Télécop. : 514-872-1153

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-21

Michèle PICARD
Chef de section -Équipements culturels et art public

Tél : 514 868-5856
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Suzanne LAVERDIÈRE
Directrice
Tél : 514-872-4600
Approuvé le : 2017-03-08



Programme de soutien aux équipements culturels municipaux de la Ville de Montréal

Décembre 2012

ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE **MONTRÉAL**

Montréal

Culture, et Communications Québec

La réalisation de ce document s'inscrit dans les actions menées pour la mise en œuvre du Plan d'action 2010-2014 du réseau Accès culture.

Il a été réalisé par le Bureau des équipements et espaces culturels de la Direction de la culture et du patrimoine de la Ville de Montréal en collaboration avec sa Division de l'action culturelle et des partenariats et le Ministère de la Culture et des Communications du Québec.

Table des matières

Préambule 2

1 Objectifs 3
- Les objectifs généraux
- Les objectifs spécifiques

2 Critères généraux d'admissibilité 5
- Admissibilité du demandeur
- Admissibilité du projet

3 Dépenses admissibles 7
- Projets d'achats de mobilier ou d'équipements spécialisés
- Projets immobiliers

4 Normes d'allocation 8

5 Critères de sélection 9
- Projets d'achats de mobilier ou d'équipements spécialisés
- Projets immobiliers

6 Processus d'approbation des projets 10
- Réception de la demande
- Date de dépôts des demandes
- Analyse et recommandations

7 Modalités et obligations 12
- Modalités de mise en œuvre
- Obligations de l'arrondissement bénéficiant d'un financement

8 Glossaire 14

Annexes :
- Annexe A : Grille de critères d'analyse 15
- Annexe B : Engagement du responsable d'arrondissement 16



Préambule

Le ministre de la Culture et des Communications et le maire de Montréal se sont engagés, dans l'Entente sur le développement culturel de Montréal, à poursuivre la concertation sur les équipements culturels dans le cadre d'un Forum permanent des équipements culturels ayant pour mandat de sélectionner et de financer conjointement des études, de sélectionner conjointement et de financer conjointement ou séparément la réalisation de projets en immobilisation.

C'est dans ce contexte général que la Ville de Montréal a intégré dans son Programme triennal d'immobilisation (PTI) le projet Acquisition et valorisation d'équipements culturels. Afin de gérer le budget dédié à ce projet, le Forum a approuvé le Programme de soutien aux équipements culturels municipaux de la Ville de Montréal.

Dans le cadre spécifique des projets d'espaces et d'équipements culturels du réseau Accès culture, le programme vise la consolidation et le développement stratégique du réseau des infrastructures culturelles sur le territoire de la Ville de Montréal. Il permet donc de financer tout équipement culturel municipal selon les standards professionnels de diffusion et de production artistiques à partir du PTI de la Ville. Le choix de financer un projet culturel se fait par consensus des deux partenaires du Forum sur la base de critères inclus au présent programme.

Toute demande de soutien qui touche un projet d'immobilisation culturelle, dont le promoteur est un arrondissement de la Ville de Montréal, doit être adressée à la Ville de Montréal à :

Monsieur Jean-Robert Choquet, directeur
Direction de la culture et du patrimoine
801, rue Brennan
Pavillon Prince, 5e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

Personne ressource :

Madame Sophie Charlebois
Architecte
Bureau des équipements et espaces culturels
Téléphone : 514 872-0184
sophiecharlebois@ville.montreal.qc.ca



1 Objectifs

Les objectifs généraux

Le programme s'inscrit dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal et se veut conforme aux orientations du Plan d'action 2007-2017 Montréal, métropole culturelle.

Dans ce contexte, la Ville de Montréal (la « Ville ») et le ministère de la Culture et des Communications souhaitent soutenir les initiatives de la Ville de Montréal et de ses arrondissements visant à favoriser la participation des citoyens à la vie culturelle par la consolidation et le développement d'un réseau de lieux culturels municipaux sur son territoire.

Il vise notamment à :

- Accroître l'accès des citoyens montréalais aux biens, services et activités du domaine des arts et de la culture sur l'ensemble du territoire de la Ville ;
- Favoriser le développement culturel par l'implantation d'équipements culturels de qualité qui, tout en respectant les critères de professionnalisme en vigueur, répondent adéquatement aux besoins de la Ville et du milieu culturel.

C'est par le biais du Programme de soutien aux équipements culturels municipaux que sont financés les projets de rénovation et de réaménagement des équipements culturels corporatifs touchés par l'article 94 de la Charte de la Ville de Montréal et identifiés à l'annexe D, tels que :

- l'édifice Gaston-Miron (ancienne Bibliothèque centrale de Montréal)
- la Chapelle historique du Bon-Pasteur
- le Centre d'histoire de Montréal
- le Théâtre de Verdure
- le Musée Pointe-à-Callière
- le Musée de Lachine
- la Maison Smith (parc du Mont-Royal)
- le Musée Stewart (parc Jean-Drapeau)
- le Château Dufresne (en processus)
- le Centre Strathearn (en processus)



Les objectifs spécifiques

Dans le cadre particulier du réseau des équipements culturels sous la compétence des arrondissements de la Ville de Montréal dont la programmation est financée par le réseau Accès culture, le **Programme de soutien aux équipements culturels municipaux** vise spécifiquement à :

- Mettre en place le Plan d'action du réseau Accès culture 2010-2014 en matière d'équipements ;
- Permettre aux arrondissements d'obtenir du financement pour les projets immobiliers qui concrétisent ce plan d'action ;
- Soutenir les efforts pour la rénovation, l'agrandissement et la construction d'équipements de diffusion culturels professionnels par la Ville ;
- Améliorer les services de base en accord avec le Plan d'action du réseau Accès culture ;
- Améliorer le déploiement territorial de l'offre de diffusion municipale pour les spectacles et les expositions ;
- Faciliter l'accès aux citoyens à des lieux qui présentent une offre culturelle comportant la diffusion, la médiation et l'incubation de manière à rapprocher le citoyen de la pratique artistique professionnelle ;
- Contribuer à accentuer la présence culturelle dans la vie de quartier en intégrant l'équipement culturel à des lieux stratégiques de la trame urbaine ;
- Offrir aux artistes des équipements professionnels en art de la scène et en art visuel afin de permettre l'incubation et la diffusion de leurs œuvres dans des conditions optimales ;
- Adhérer au concept de quartier culturel présenté par la Direction de la culture et du patrimoine de la Ville de Montréal.

2 Critères généraux d'admissibilité

Admissibilité du demandeur

- Le demandeur doit être un arrondissement de la Ville de Montréal ;
- Il doit soumettre une demande complète et conforme aux objectifs du programme ;
- Il doit entreprendre le projet proposé au plus tard douze (12) mois suivant la date du dépôt de la note d'acceptation de la Direction de la culture et du patrimoine ou l'inscription de la décision du comité exécutif de la Ville de Montréal ;
- Il doit participer financièrement au projet, assumer par la suite les frais d'opération en découlant et s'engager à rendre le lieu ouvert au public en permanence ;
- Il doit présenter une résolution du conseil d'arrondissement pour assurer sa participation au budget d'immobilisation et assumer les frais d'exploitation.

Admissibilité du projet

Les deux catégories suivantes sont admissibles au Programme de soutien aux équipements culturels municipaux : les projets d'achats de mobilier ou d'équipements spécialisés et les projets immobiliers comportant la réalisation de travaux ou l'acquisition de bâtiments.

Dans les deux cas :

Le projet vise l'un ou plusieurs des secteurs d'activités suivants : archives, arts de la scène, arts visuels et métiers d'art, muséologie, patrimoine et arts médiatiques tels que définis par le ministère de la Culture et des Communications et appliqués aux équipements culturels municipaux de la Ville de Montréal.

A Admissibilité des projets d'achats de mobilier ou d'équipements spécialisés

Pour être admissibles, les projets soumis sont planifiés de manière à présenter les caractéristiques principales suivantes :
Il est requis d'être et de demeurer propriétaire de ce mobilier ou de ces équipements spécialisés pendant au moins la durée de leur amortissement et non pas nécessairement du local dans lequel ils seront installés. Une entente avec le propriétaire pour l'utilisation du local ou un bail de location sont cependant requis, d'une durée au moins égale à la plus longue durée d'amortissement.



B Admissibilité des projets immobiliers

Les projets immobiliers admissibles sont liés au développement par le biais d'une acquisition, d'un agrandissement ou d'une rénovation d'un lieu existant ou d'une construction neuve. Ils peuvent se situer dans la convergence d'actions liées à d'autres projets ou intégrées dans des ensembles.

Par ailleurs, les projets de maintien d'actif sont admissibles seulement pour les équipements culturels corporatifs touchés par l'article 94 de la Charte de la Ville de Montréal identifiés au paragraphe 1 a).

Chacun des aspects suivants doit être respecté :

Pérennité du projet immobilier : la capacité de l'arrondissement à assumer les frais d'opération du futur lieu de façon récurrente doit être démontrée. À cet effet, une résolution du CA à réserver sa part de budget d'immobilisation et les budgets de fonctionnement devra être présentée. De même, les frais d'exploitation devront être assumés par l'arrondissement.

Mode de propriété : le projet doit être propriété (au sens du Code civil du Québec) de la Ville de Montréal ou d'un de ses arrondissements.

Dans le cas où la Ville n'est pas propriétaire des lieux, une entente avec le propriétaire pour l'utilisation du local ou un bail de location sont requis, d'une durée au moins égale à la plus longue durée d'amortissement. À ce moment, seuls les travaux liés directement aux composantes du lieu culturel et de l'espace culturel seront financés par le présent programme.

Cohérence avec le plan d'action : l'équipement visé doit permettre d'atteindre les cibles fixées par le plan d'action.[1]

Responsabilité de la programmation : l'équipement visé est utilisé pour une programmation gérée par le diffuseur culturel de l'arrondissement membre du réseau conformément aux orientations artistiques du réseau Accès culture.

Programmation de niveau professionnel : le projet est destiné en permanence à la programmation du diffuseur municipal.

Caractérisation des lieux selon les normes et critères professionnels identifiés par le présent programme : le projet doit être en adéquation avec des normes de pratique professionnelle en matière de diffusion artistique, de médiation et d'incubation, s'il y a lieu.[2]

Mode de conception : le processus de conception du projet doit être prévu selon le type de projet et son échelle. Le processus identifié doit pouvoir être mené de manière à assurer la meilleure qualité architecturale possible et il en est de même pour l'aménagement paysager et le design urbain. En ce sens, le projet peut faire l'objet d'un concours d'architecture ou de tout autre moyen visant à assurer sa qualité architecturale. Ces moyens doivent favoriser le recours à l'innovation architecturale et urbaine.

Dans le cas d'un financement conjoint avec le ministère de la Culture et des Communications, la Ville et le Ministère conviennent que ces moyens peuvent consister en des ateliers de design compétitifs, des concours de projets, des concours d'idées sous réserve que la sélection des concepteurs s'effectue sur la base de la comparaison des propositions de design (concepts). Le Ministère approuvera la formule identifiée pour chacun des projets visés lorsque ceux-ci sont financés en partenariat avec le Ministère.

Intégration de l'art à l'architecture : une œuvre d'art d'un artiste québécois doit être intégrée au projet immobilier de rénovation, d'agrandissement ou de construction. Cet élément doit figurer dans le budget du projet.

1. Plan d'action du réseau Accès culture 2010-2014 et Diagnostic du réseau municipal de diffusion culturelle Accès culture Montréal, septembre 2009.

2. Respecter les exigences fonctionnelles et techniques propices à la pratique d'activités culturelles professionnelles.

3 Dépenses admissibles

En général, tant pour les projets d'achats de mobilier ou d'équipements spécialisés que pour les projets immobiliers, les dépenses doivent être capitalisables, conformément à la politique de capitalisation et d'amortissement des dépenses en immobilisations de la Ville de Montréal. Pour être admissibles, les dépenses doivent être directement reliées à un projet portant sur un équipement culturel municipal et comprendre la partie des taxes non remboursables.

A Projets d'achats de mobilier ou d'équipements spécialisés

Les dépenses admissibles sont les coûts de mobilier ou d'équipements spécialisés y compris leur installation (pour plus de détails, se référer au glossaire de la section 8).

B Projets immobiliers

L'admissibilité des dépenses est établie par la Direction de la culture et du patrimoine lors du calcul des contributions en fonction de la description du projet, du programme des besoins (Programme fonctionnel et technique) et de l'évaluation des coûts (minimum classe D[3]). Les dépenses admissibles pourront être réévaluées à l'étape de la réception des soumissions.

Les dépenses admissibles sont :

- Les honoraires, les frais de concours (le cas échéant) et les frais de services professionnels reliés au projet ;
- Le coût d'achat du bâtiment (en excluant l'achat de terrain) ;
- Le coût des travaux,[4] en incluant les travaux d'emplacement (démolition, excavation, aménagement paysager) et en excluant les travaux de décontamination des sols et d'archéologie qui peuvent faire l'objet de demandes spécifiques ;
- Les frais rattachés à l'intégration d'une œuvre d'art à un bâtiment ou à un site.

3. Une évaluation de classe D correspond à une estimation faite par des professionnels (architectes et ingénieurs) ventilée par élément, fondée sur un Programme fonctionnel et technique, incluant la connaissance des conditions du marché.

4. Lorsqu'un projet comprend plus d'un secteur d'activité culturel ou des fonctions non admissibles, les dépenses admissibles seront calculées au prorata des superficies de construction attribuables à chacun des secteurs par rapport à la superficie de construction totale du ou des bâtiments faisant l'objet de travaux.

4 Normes d'allocation

Pour les projets d'achats de mobilier et d'équipements spécialisés et les projets immobiliers, la contribution maximale de la Ville de Montréal (par son PTI) sera déterminée en considérant :

- L'un des pourcentages indiqués dans le tableau qui suit par rapport au montant des dépenses admissibles retenues ;
- Les disponibilités budgétaires au cours de l'année de la demande ;
- Le nombre de demandes et leur priorisation au cours de l'année de la demande.

Tableau du taux maximum des contributions pris à même le budget du Programme triennal d'immobilisation de la Direction de la culture et du patrimoine de la Ville de Montréal.

Type de projets admissibles	Équipement municipal de proximité	Immeuble patrimonial* ou situé dans un secteur de RUI**	Équipement de la ville centre
Achat de mobilier ou d'équipements spécialisés	60 %	60 %	100 %
Acquisition de bâtiment	60 %	75 %	100 %
Réalisation de travaux (construction, agrandissement ou rénovation)	60 %	75 %	100 %
Maintien d'actif (protection)	Non applicable	Non applicable	100 %

* Reconnu selon la Loi sur le patrimoine culturel ou les règlements d'urbanisme des arrondissements.

** RUI : Programme ou secteur de « revitalisation urbaine intégrée ». Secteur identifié au chapitre d'arrondissement du Plan d'urbanisme afin de prévoir des opérations spécifiques à l'intérieur d'une partie d'un territoire, en raison de la détérioration du milieu, de sa vétusté ou propice à des travaux de mise en valeur en raison de son âge ou de sa qualité architecturale.

Toute contribution de la part d'un partenaire privé ou gouvernemental (Québec et Canada) pourra permettre de réduire la part municipale (arrondissement et Ville) du financement. Elle s'appliquera d'abord à la part de l'arrondissement (jusqu'au maximum de participation demandée), puis à la portion de la Ville, le cas échéant.

EXEMPLES :

Sans contribution de la part d'un partenaire :

Pour un projet d'équipement municipal de proximité estimé à 100 000 $, la répartition des contributions sera la suivante :

- PTI – Direction de la culture et du patrimoine 60 000 $
- Arrondissement 40 000 $

Avec contribution de la part d'un partenaire privé ou gouvernemental :

Pour un projet d'équipement municipal local estimé à 100 000 $, la répartition des contributions sera la suivante :

- **Pour une contribution de 30 000 $ d'un partenaire,**
  - PTI – Direction de la culture et du patrimoine 60 000 $
  - Arrondissement 10 000 $
- **Pour une contribution de 60 000 $ d'un partenaire,**
  - PTI – Direction de la culture et du patrimoine 40 000 $
  - Arrondissement 0 $

5 Critères de sélection

A Projets d'achats de mobilier ou d'équipements spécialisés

Seuls les critères touchant à la qualité du produit à acquérir en lien avec la programmation professionnelle du diffuseur s'appliquent.

B Projets immobiliers

Les projets jugés admissibles seront analysés selon les critères de la grille d'analyse présentés en annexe A. Les critères sont développés explicitement dans le document *Planification d'un lieu culturel de proximité, trousse d'accompagnement à l'intention des gestionnaires culturels.*

Le projet doit favoriser l'innovation dans des formules originales pour desservir une population donnée. La planification du projet doit démontrer :

- Une adéquation en regard des grandes orientations municipales
  - La présentation doit démontrer que le projet planifié se définit dans l'esprit des différentes politiques municipales en matière de développement culturel, d'aménagement et de patrimoine en lien avec le développement urbain présent et futur. L'investissement consenti par le Forum permettra la consolidation d'un actif culturel durable sur le territoire de la Ville de Montréal.

- La mise en place des conditions pour viser une réalisation de grande qualité
  - La définition d'une vision définie par l'avant-projet est précisée et évaluée dans le PFT. Cette vision doit présenter un projet de proximité dont l'échelle correspond à celle d'un quartier.
  - Le choix du site : une démonstration doit être présentée indiquant que la localisation urbaine des équipements culturels à développer est stratégique par rapport au développement culturel de l'arrondissement. Le site choisi est relié avec les secteurs dynamiques fréquentés au quotidien par les résidents, il est en lien avec le quartier culturel ou avec les pôles culturels afin d'assurer une visibilité et une accessibilité pour la clientèle visée. Aussi, le projet doit pouvoir intégrer un espace public extérieur identifié par une facture artistique qui particularise le lieu et qui joue le rôle de parvis pour les équipements culturels. Dans le cas où aucun espace public extérieur ne figure au projet, un argumentaire à cet effet doit être présenté.
  - Les composantes du lieu : le type d'équipement visé complète les équipements qui sont disponibles dans l'arrondissement et à proximité, en relation avec les équipements de l'arrondissement voisin. Le type d'équipements planifiés doit permettre d'offrir des activités qui ne peuvent s'organiser de façon professionnelle à l'intérieur des équipements existants ou, selon le cas, le projet visé permet de consolider et de mettre à jour les équipements existants.
  - Par la planification d'un processus de réalisation adéquat : l'échéancier projeté et les coûts estimés doivent tenir compte d'un processus de conception et de réalisation visant à assurer un haut niveau de qualité architecturale, en design urbain et en aménagement paysager et de favoriser l'innovation.

- L'appui du milieu à la réalisation du projet
  - L'appui des citoyens et celui du milieu culturel sont à démontrer.
  - Les investissements privés ou celui des gouvernements sont à préciser dans le montage financier. La capacité de réaliser le projet selon un modèle de partenariat constituera un atout.

Afin d'obtenir davantage de renseignements et de précisions sur les critères de la grille d'analyse, la *Trousse de planification d'un lieu culturel de proximité*, préparée par le Bureau des équipements et espaces culturels et la Division de l'action culturelle et des partenariats, est disponible. Cette trousse est un guide d'accompagnement à l'intention des gestionnaires culturels et est disponible en version électronique en contactant le Bureau des équipements et espaces culturels.

6 Processus d'approbation des projets[5]

Dès la préparation de l'étape de l'avant-projet, l'arrondissement est invité à impliquer les membres du Bureau des équipements et espaces culturels et de la Division de l'action culturelle et des partenariats. Une demande à cet effet peut être adressée par écrit au Bureau des équipements et espaces culturels pour l'ouverture d'un dossier.[6]

Réception de la demande

Toute demande d'aide financière pour un projet d'équipement culturel local doit être présentée à la Direction de la culture et du patrimoine.

A Projets d'achats de mobilier ou d'équipements spécialisés

Pour un équipement culturel corporatif, la demande motivée d'acquisition et d'installation de mobilier ou d'équipements spécialisés doit être signée par le gestionnaire responsable de l'équipement culturel visé et pour une installation culturelle d'arrondissement, la demande doit être signée par le directeur culture, sports, loisirs et développement social de l'arrondissement.

B Projets immobiliers

L'arrondissement présente sa demande par le biais d'une note signée de son directeur accompagnée des pièces justificatives exigées suivantes :

- Résolution du conseil d'arrondissement, autorisant le dépôt de la demande et engageant l'arrondissement à trouver le solde des coûts du projet ;

- Description du projet, soit les documents suivants :
  - avant-projet,
  - programme fonctionnel et technique avec une estimation des coûts par des professionnels,
  - validation externe du budget de construction,
  - toute autre étude reliée au projet,
  - budget estimatif des équipements,
  - un échéancier de réalisation du projet ;

- Lettres confirmant la part du demandeur et de ses partenaires (s'il y a lieu) ;

- La demande de soutien financier doit, entre autres documents, comprendre un engagement écrit signé par le directeur de l'arrondissement, autorisé par une résolution de son conseil, à l'effet de respecter toutes les modalités et obligations contenues au présent programme advenant l'acceptation de la demande (annexe C).

5. Le présent processus pourra évoluer en fonction des changements structurels.

6. Se référer au document *Planification d'un lieu culturel de proximité, trousse d'accompagnement à l'intention des gestionnaires culturels*.



Date de dépôts des demandes

A Projets d'achats de mobilier ou d'équipements spécialisés

Pour un projet d'acquisition et d'installation de mobilier ou d'équipements spécialisés, la date de tombée est le **15 avril de chaque année.** Les cas d'urgence avérée pourront bénéficier d'une dérogation.

B Projets immobiliers

Une demande d'aide financière peut être déposée à tout moment de l'année. Une demande incomplète ne pourra pas être analysée.

Analyse et recommandations

A Projets d'achats de mobilier ou d'équipements spécialisés

L'analyse des demandes sera effectuée par la Direction de la culture et du patrimoine, en collaboration avec le ministère de la Culture et des Communications.

La Direction de la culture et du patrimoine informe le gestionnaire de l'équipement corporatif ou de l'arrondissement de la décision du Forum des équipements culturels. Le Bureau des équipements et espaces culturels l'accompagne dans sa démarche administrative d'acquisition.

B Projets immobiliers

L'analyse des demandes sera effectuée par la Direction de la culture et du patrimoine, en collaboration avec le ministère de la Culture et des Communications en fonction de la Grille de critères d'analyse permettant de hiérarchiser les projets d'équipements culturels municipaux montréalais soumis au Forum.

La Direction de la culture et du patrimoine informe l'arrondissement de la recommandation retenue par le Forum des équipements culturels. Le Bureau des équipements et espaces culturels l'accompagne dans la démarche qui permettra au comité exécutif de la Ville de Montréal d'autoriser les virements budgétaires requis.

7 Modalités et obligations

Modalités de mise en œuvre

A Projets d'achats de mobilier ou d'équipements spécialisés

Sauf pour tout autre délai convenu avec la Ville, le projet doit être entrepris au cours des huit (8) mois suivant la mise à la disposition du projet de la contribution financière autorisée par la Ville et doit être complété dans les délais prévus à l'échéancier du projet.

Advenant le cas où le demandeur décide de ne pas donner suite au projet dans les huit (8) mois suivant la mise à la disposition du projet de la contribution financière autorisée par la Ville, celle-ci rendra disponible les budgets mis à la disposition du projet et ne sera pas tenue de participer au financement des dépenses déjà engagées dans le projet, le cas échéant.

B Projets immobiliers

Sauf pour tout autre délai convenu avec la Ville, le projet doit être entrepris au cours des douze (12) mois suivant la mise à la disposition du projet de la contribution financière autorisée par la Ville et doit être complété dans les délais prévus à l'échéancier du projet.

Advenant le cas où le demandeur décide de ne pas donner suite au projet dans les douze (12) mois suivant la mise à la disposition de la contribution financière autorisée par la Ville, celle-ci rendra disponible les budgets mis à la disposition du projet et ne sera pas tenue de participer au financement des dépenses déjà engagées dans le projet, le cas échéant (notamment pour le paiement des honoraires professionnels).

La Direction de la culture et du patrimoine accorde au demandeur, sous réserve de la disponibilité de ses ressources, le soutien professionnel et l'accompagnement stratégique pertinent à la réalisation complète du projet.[7] Cet accompagnement est assuré par le Bureau des équipements et espaces culturels et la Division de l'action culturelle et des partenariats.

Dans le cas d'un projet à réaliser en plusieurs phases avec des budgets distincts, une demande de financement devra être présentée en temps opportun pour chacune des phases de réalisation du projet. Le soutien financier à une phase subséquente du projet est conditionnel à l'atteinte des résultats visés et à la remise, par l'arrondissement, d'un bilan satisfaisant de la phase précédente ; et ceci s'applique pour chacune des phases subséquentes.

7. Au titre de la gestion de projet, le *Cadre de gouvernance des projets et des programmes de gestion d'actifs municipaux* (avril 2010) constitue une référence.



Obligations de l'arrondissement bénéficiant d'un financement

A Projets d'achats de mobilier ou d'équipements spécialisés

Une fois la contribution financière de la Ville octroyée, l'arrondissement doit :

- ❑ Utiliser et affecter le **montant de cette subvention** au financement du projet ;
- ❑ Informer le représentant du Bureau des équipements et espaces culturels de la Direction de la culture et du patrimoine de **toute modification significative à apporter au projet** tout au long des diverses étapes de son développement, et ce, pour quelque motif que ce soit, y compris pour respecter les coûts prévus, et fournir les documents complémentaires relatifs aux modifications en question ;
- ❑ Lorsque requis, **obtenir les autorisations, permis et certificats** exigés par une loi, un décret, un arrêté ministériel, un règlement ou autre acte de même nature aux fins de réaliser le projet ;
- ❑ Inscrire la mention suivante sur tous les **documents relatifs au projet : « Ce projet bénéficie du soutien financier de la Ville de Montréal dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal. »**

B Projets immobiliers

Une fois la contribution financière de la Ville octroyée, l'arrondissement doit :

- ❑ Utiliser et affecter le **montant de cette subvention** au financement du projet ;
- ❑ Informer le représentant du Bureau des équipements et espaces culturels de la Direction de la culture et du patrimoine de **toute modification significative à apporter au projet** tout au long des diverses étapes de son développement, et ce, pour quelque motif que ce soit, y compris pour respecter les coûts prévus, et fournir les documents complémentaires relatifs aux modifications en question ;
- ❑ **Obtenir les autorisations, permis et certificats** requis par une loi, un décret, un arrêté ministériel, un règlement ou autre acte de même nature aux fins de réaliser le projet ;
- ❑ Inscrire la mention suivante sur tous les **documents relatifs au projet : « Ce projet bénéficie du soutien financier de la Ville de Montréal dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal. » ;**
- ❑ Mettre en place un **comité de suivi** du projet dans lequel siégeront au moins deux représentants de la Direction de la culture et du patrimoine avec droit de parole, soit : un représentant du Bureau des équipements et espaces culturels et un représentant de la Division de l'action culturelle et des partenariats. Ce comité a la responsabilité de recommander la poursuite du projet à des étapes précises (à la suite du concours, des préliminaires, plans et devis réalisés à 50 %, et plans et devis réalisés à 100 %), ou de recommander des modifications à faire au projet ;[8]
- ❑ Convoquer les représentants de la Direction de la culture et du patrimoine aux **réunions du comité de suivi** ou toute autre réunion relative à la réalisation du projet au moins cinq (5) jours avant la tenue de celles-ci ;
- ❑ Inviter au moins dix (10) jours à l'avance les représentants de la Direction de la culture et du patrimoine à participer à tout **événement public** afférent au projet ;
- ❑ Les **rencontres du comité de suivi** doivent être organisées de manière à présenter l'étape particulière du projet faisant l'objet de la rencontre, prendre en compte les questions des membres du comité de suivi et permettre un échange. Aussi, à la suite du concours d'architecture ou de l'octroi du contrat (selon le cas), l'architecte du projet devrait faire partie des rencontres du comité de suivi ;

8. À ces étapes, les membres de la Direction de la culture et du patrimoine remettent un rapport d'analyse des documents présentés avec commentaires et recommandations.

❑ Tenir informés les représentants de la Direction de la culture et du patrimoine de toutes les **démarches et demandes de financement** entreprises par le bénéficiaire visant à réduire sa part de financement du projet ainsi que du résultat de celles-ci ;

❑ Remettre une copie des **procès-verbaux** ou de tout autre document relié au projet (documents pour soumissions, contrats, factures d'honoraires professionnels, factures d'achats de mobilier ou d'équipements spécialisés, bons de livraison, etc.) à chaque fois que requis par les représentants de la Direction de la culture et du patrimoine, et ce, dans les meilleurs délais ;

❑ Inviter les représentants de la Direction de la culture et du patrimoine à participer à la **réception provisoire des travaux ;**

❑ Remettre au Bureau des équipements et espaces culturels de la Direction de la culture et du patrimoine dans les trois (3) mois suivant la réalisation du projet, une copie de tout document lié à la **fin des travaux,** à la réception et à la mise en service du bâtiment, notamment une copie du certificat de fin des travaux, une copie du décompte final des travaux, une liste détaillée du mobilier ou d'équipements spécialisés, le cas échéant, et une projection de la programmation et des activités à venir ;

❑ Remettre au Bureau des équipements et espaces culturels de la Direction de la culture et du patrimoine dans les six (6) mois suivant la réalisation du projet un rapport sur **l'utilisation de la contribution financière** de la Ville permettant de vérifier que les crédits autorisés ont été affectés aux fins desquelles ils étaient destinés. L'arrondissement ne pourra bénéficier d'une nouvelle contribution dans le cadre de ce programme tant qu'il ne remet pas ledit rapport ;

❑ Informer les représentants de la Direction de la culture et du patrimoine, en temps opportun du choix de l'organisme culturel pressenti, le cas échéant, comme **résident permanent dans le projet** et le tenir au courant des discussions entreprises avec celui-ci en vue d'une entente ; mettre à la disposition de la Direction de la culture et du patrimoine une copie de cette entente dès sa signature par les parties ;

❑ Informer la Direction de la culture et du patrimoine de **l'intention de l'arrondissement de confier la gestion** complète ou partielle de l'équipement concerné à un organisme tiers, soit un OBNL, et remettre à la Direction de la culture et du patrimoine une copie, le cas échéant, de toute entente écrite dans ce but. L'arrondissement doit faire la démonstration que la programmation, la tarification et le mode de fonctionnement sont compatibles avec l'esprit du réseau Accès culture et s'assurer que ces engagements sont intégrés à même l'entente avec le partenaire.

Le non-respect d'une de ces obligations peut entraîner le retrait du soutien financier octroyé par le Forum des équipements culturels à partir du PTI de la Direction de la culture et du patrimoine.

8 Glossaire

Dans le cadre du programme, on entend par :

Équipements culturels municipaux, tout bâtiment ou ensemble de bâtiments, local et lieu physique propriétés de la Ville ou de ses arrondissements, dotés de moyens matériels spécialisés propices avant tout à la diffusion vers un public d'œuvres ou d'activités professionnelles liées aux arts et à la culture sans pour autant exclure les activités de formation, de création et de production.

Organismes culturels professionnels, tout organisme culturel reconnu par le ministère de la Culture et des Communications qui est soutenu au fonctionnement par le Conseil des arts et des lettres du Québec, le Conseil des arts de Montréal, le Conseil des arts du Canada ainsi que par la Société de développement des entreprises culturelles.

Programme fonctionnel et technique, le résultat d'un processus méthodologique dont l'aboutissement est la synthèse claire des nécessités fonctionnelles et techniques considérées sous les contraintes des coûts et des délais de réalisation du projet. Ce processus, encadré par un architecte ou un spécialiste en programmation, fait appel aux expertises des utilisateurs et tient compte des attentes des usagers. D'autres professionnels peuvent intervenir au besoin. L'ensemble de ces intervenants constitue l'équipe de programmation du projet.
Nonobstant l'importance cruciale du PFT dans le processus de réalisation du projet, la dépense rattachée à son élaboration n'est pas admissible au présent programme, n'étant pas capitalisable, au même titre que certaines études préalables, puisque à cette phase, en règle générale, le projet n'est pas encore autorisé par l'administration (les paramètres du projet nécessaires à la prise de décision touchant le budget, l'échéancier et les critères de qualité sont justement définis dans le PFT).

Mobilier ou équipements spécialisés, tout mobilier, équipement, appareil, système technologique et leurs accessoires, capitalisables, requis pour soutenir directement et exclusivement des activités culturelles de diffusion, de création, de production, de formation et de répétition.
Dans le cas d'une salle d'exposition, il s'agit par exemple de l'éclairage d'exposition et leur support, les équipements de vidéo, les équipements de sonorisation, les appareils de suspension et de fixation d'œuvres.
Pour une salle de spectacle, il s'agit par exemple des appareils d'éclairage de scène, des équipements de sonorisation, des moniteurs, des caméras de scène, des projecteurs, les tapis de danse, etc.
Dans le cas de la muséographie, il s'agit du mobilier de présentation (support et contenant des artefacts, modules interactifs et autres, présentés au public suivant un parcours de visite dans les salles d'exposition ou d'interprétation du patrimoine) et des équipements complémentaires (appareils d'éclairage et de multimédia, bornes interactives, détecteurs de vol intégrés au mobilier de présentation, système thermohygrométrique, etc.) prévus par un programme muséographique.
Cela peut inclure les supports et socles comme compléments du mobilier de présentation pour poser, suspendre ou fixer une œuvre ou un artefact. Cependant, les supports pour illustrations (panneaux muraux) et les supports multimédias sont exclus et par extension tout mobilier spécifique : mobilier pour l'accueil et le contrôle du public (réception, vestiaire, boutique) et mobilier adapté à certaines activités ouvertes au public (café, atelier pédagogique, salle de documentation).
Ne pourraient pas aussi être admises les dépenses liées à l'achat du mobilier de confort (bancs, tabourets disposés sur le parcours de visite), du mobilier de bureau et postes de travail particuliers (mobilier pour les postes de travail, plan de travail, sièges, rangement, vestiaires, salle de réunion) ainsi que du mobilier de manutention (mobilier de desserte et matériel roulant pour la manipulation des artefacts et leurs transferts, matériels de manutention et entretien pour accéder au mobilier ou équipements divers : échelles, plates-formes, ventouses, etc.).

Forum, il s'agit du Forum des équipements culturels, table de concertation entre les deux partenaires, le ministère de la Culture et des Communications et la Ville, visant à harmoniser les interventions des deux partenaires pour le développement des équipements culturels sur le territoire de la Ville de Montréal. Né du contrat de ville en 2003, il a été intégré en 2006 à l'Entente sur le développement culturel de Montréal. Le Forum n'est pas une instance décisionnelle ; c'est un outil de concertation pour la sélection de projets d'équipements culturels. En termes d'immobilisation, toute contribution à un projet doit être recommandée par le Forum avant d'être autorisée par l'instance décisionnelle du partenaire intéressé.

Grille de critères d'analyse permettant de hiérarchiser les projets d'équipements culturels municipaux montréalais soumis au forum des équipements culturels

Annexe A

PONDÉRATION DE LA GRILLE :

Adéquation avec les orientations municipales :	25 %
1. Mission du réseau Accès culture	10 %
2. Quartiers culturels, règlement et plan d'urbanisme de l'arrondissement, plan de développement de Montréal et politique du patrimoine	10 %
3. Politique de développement durable et accessibilité universelle	5 %
Qualité du projet démontrée par :	60 %
1. La vision du projet définie par l'avant-projet, précise et évalue dans le PFT	20 %
2. Le choix d'un site favorisant le développement des quartiers culturels, la culture de proximité, la visibilité du lieu, l'identité culturelle du lieu et le rassemblement des citoyens	15 %
3. Le choix des composantes du lieu culturel satisfaisant les besoins des citoyens et les besoins des artistes professionnels	15 %
4. La planification d'un processus de réalisation prévu assurant la qualité du projet sur le plan de l'architecture, du design urbain et de l'aménagement paysager	10 %
Appuis :	15 %
1. Des citoyens et du milieu culturel	10 %
2. Accompagnement de sources de financement variées : des investissements privés et /ou des gouvernements supérieurs *	5 %

La note d'admissibilité est de 75 % pour les projets d'acquisition de bâtiments et de réalisation de travaux.

*À l'exception de cet aspect, la note, pour chacun des autres aspects, ne peut être inférieure à 1 %, de manière à ce que chacun des critères soit minimalement rencontré.

Engagement du responsable de l'arrondissement

Je soussigné, _____
(Nom du représentant de l'arrondissement et nom de l'arrondissement)

après avoir pris connaissance du Programme de soutien aux équipements culturels municipaux de la Ville de Montréal, je certifie que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande d'aide financière sont exacts et complets.

Au nom de l'arrondissement, je m'engage à respecter toutes les modalités et les obligations contenues audit programme advenant une recommandation favorable à notre demande d'aide financière, en totalité ou en partie, par le Forum des équipements culturels dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal.

Signature : _____ Date : _____

Photos

Couvertures
Maison de la culture Ahuntscic,
équipement de salle.
Photo Ville de Montréal

Page 2
- Maison de la culture Frontenac,
  Salle d'exposition, Collectionner.
  Photo Ville de Montréal

Page 4
- Maison de la culture Mercier, salle de
  spectacle. Photo Ville de Montréal

Page 6
- Maison de la culture Maisonneuve,
  façade principale.
  Photo Ville de montréal

Page 11
- Musée Stewart, vue de la tour d'entrée vitrée
  réalisée dans le cadre du projet de mise aux
  normes du Musée Stewart.
  Photo Musée Stewart

Page 13
- Centre de diffusion culturel de Verdun,
  perspective, concours Les architectes FABG



Conception graphique : Caroline Marcant - zigomatik.ca

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1170387003

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , Division du développement culturel , Section Équipements culturels et bureau d'art public
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 30 517 000 $ pour de financement de la réalisation des projets d'acquisition et valorisation des équipements culturels identifiés au programme triennal d'immobilisation du Service de la culture.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AGT - 1170387003 - Équipements culturels_VF.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-03-06

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 30 517 000 $ POUR LE FINANCEMENT DE LA RÉALISATION DES PROJETS D'ACQUISITION ET DE VALORISATION D'ÉQUIPEMENTS CULTURELS ADMISSIBLES AU FORUM DES ÉQUIPEMENTS CULTURELS

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de la Ville de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 30 517 000 $ est autorisé aux fins suivantes :

1° le financement de la réalisation des projets municipaux d'acquisition et de valorisation d'équipements culturels admissibles au Forum des équipements culturels;

2° le financement de la réalisation des projets d'arrondissement d'acquisition et de valorisation d'équipements culturels admissibles au Forum des équipements culturels, le tout afin d'augmenter la dotation des arrondissements.

2. Cet emprunt comprend les frais et honoraires d'étude et de conception, ceux relatifs à la confection des plans et devis et à la surveillance des travaux et autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de la Ville de Montréal, conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense prévue par le présent règlement.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1170387003

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , Division du développement culturel , Section Équipements culturels et bureau d'art public
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 30 517 000 $ pour de financement de la réalisation des projets d'acquisition et valorisation des équipements culturels identifiés au programme triennal d'immobilisation du Service de la culture.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Virement crédit - GDD 1170387003.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mario PRIMARD
Agent comptable analyste
Tél : 514 868-4439

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-24

François FABIEN
Conseiller(ere) budgetaire
Tél : 514 872-7174
Division : Service des finances. Conseil et soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 41.06

2017/03/27
13:00

(1)

Dossier # : 1170348002

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement autorisant un emprunt de 19 105 000 $ afin de financer le programme de maintien du service de l'Espace pour la vie pour les années 2017 (7 105 000 $) et 2018 (12 000 000 $).

Il est recommandé :
D'adopter un règlement d'emprunt autorisant un emprunt de 19 105 000 $ afin de financer le programme de maintien d'actif du service de l'Espace pour la vie pour les années 2017 (7 105 000$) et 2018 (12 000 000$).

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2017-03-03 18:17

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1170348002**

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement autorisant un emprunt de 19 105 000 $ afin de financer le programme de maintien du service de l'Espace pour la vie pour les années 2017 (7 105 000 $) et 2018 (12 000 000 $).

CONTENU

CONTEXTE

Donnant suite à l'adoption du programme triennal d'immobilisations 2017-2019, le Service de l'Espace pour la vie doit faire adopter les règlements d'emprunts nécessaires afin d'être en mesure de réaliser les programmes et les projets y figurant.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM16 1298 (28 novembre 2016) - Adopter le Programme triennal d'immobilisations 2017-2019 de la Ville de Montréal (volet ville centrale) (# 1163843005)
CM 16 0257 (23 février 2016) - Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2016-2018, le projet de règlement d'emprunt intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 19 570 000 $ afin de financer le programme de maintien du service de l'Espace pour la vie" pour les années 2016 (13 320 000 $) et 2017 (6 250 000 $) (#1150348004)

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à adopter un règlement d'emprunt de 19 105 000 $ pour financer les travaux prévus au programme de maintien d'actifs du service de l'Espace pour la vie pour les années 2017 et 2018. Tenant compte du solde du règlement d'emprunt antérieur, les sommes prévues en 2017 et 2018 se répartissent de la façon suivante :

Objet	**Solde Règlement d'emprunt antérieur (en milliers de $)**	**2017 (en milliers de $)**	**2018 (en milliers de $)**	**Total (en milliers de $)**
Programme commun de maintien d'actifs d'Espace pour la vie	7 700	7 105	12 000	19 105

Ce règlement d'emprunt permettra notamment de réaliser les travaux suivants:

- La mise à niveau des équipements techniques des théâtres du Chaos et de la Voie lactée, au Planétarium Rio Tinto Alcan
- Le renouvellement du système de signalisation visant une identification des sites cohérente et harmonisée
- L'aménagement d'espaces de relocalisation des animaux (aux serres Louis-Dupire du Jardin botanique notamment)
- Des travaux de restauration patrimoniale, tels que la réfection du Jardin aquatique au Jardin botanique et la fin des travaux de restauration des bâtiments du Jardin de Chine
- Divers travaux de maintien des infrastructures (nouvelle distribution électrique, réfection des serres de production, réfection et amélioration énergétique des systèmes de serre et de la chaufferie).

JUSTIFICATION

La mise en vigueur de ce règlement d'emprunt permettra au service de l'Espace pour la vie d'obtenir les crédits nécessaires pour effectuer les dépenses visant la réalisation des travaux pour son programme de maintien d'actifs.
Les institutions d'Espace pour la vie accueillent près de 2 millions de visiteurs chaque année. Il s'agit du plus grand complexe muséal en sciences de la nature au Canada. Il s'agit également d'institutions de nature patrimoniale, notamment le Biodôme, qui occupe l'ancien vélodrome olympique, et le Jardin botanique, reconnu comme lieu historique national du Canada. Le programme de maintien des actifs permet de conserver ces infrastructures significatives et de les maintenir aux normes en vue d'assurer un accueil optimal des visiteurs, dans un environnement sécuritaire répondant aux besoins et aux attentes de toutes les clientèles (particulièrement les aînés, les personnes à mobilité réduite et les familles).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce règlement d'emprunt servira au financement du programme suivant, prévu à la programmation du PTI 2017-2019:

- Programme commun de maintien d'actifs - Espace pour la vie

La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 20 ans.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'autorisation du présent règlement d'emprunt est une étape essentielle à la réalisation des projets visant le maintien nécessaire des actifs du service de l'Espace pour la vie, au bénéfice des visiteurs et du patrimoine montréalais.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune action de communication n'est prévue dans le cadre de ce dossier.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Adoption de l'avis de motion concernant le règlement d'emprunt au conseil municipal de mars 2017

- Adoption du règlement d'emprunt au conseil municipal de avril 2017
- Approbation du règlement d'emprunt par le Gouvernement du Québec, souhaitée en mai 2017.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mario PRIMARD)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Ariane GAUDETTE TURYN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Géraldine JACQUART
Conseillère en planification

Tél : 514 872-1442
Télécop. : 514 872-9647

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-03-02

Charles-Mathieu BRUNELLE
Directeur - Muséums nature de Montréal

Tél : 514 872-1450
Télécop. : 514 872-1455

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Charles-Mathieu BRUNELLE
Directeur
Tél : 514 872-1450

Approuvé le : 2017-03-03

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1170348002

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Direction
Objet :	Adopter un règlement autorisant un emprunt de 19 105 000 $ afin de financer le programme de maintien du service de l'Espace pour la vie pour les années 2017 (7 105 000 $) et 2018 (12 000 000 $).

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AGT - 1170348002 - Programme Espace pour la vie_VF.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-03-03

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 19 105 000 $ POUR LE FINANCEMENT DE TRAVAUX PRÉVUS AU PROGRAMME DE MAINTIEN DES ACTIFS DU SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de la Ville de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 19 105 000 $ est autorisé pour le financement de travaux prévus au programme de maintien des actifs du service de l'Espace pour la vie.

2. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de la Ville de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

_____

GDD 1170348002

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1170348002

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Direction
Objet :	Adopter un règlement autorisant un emprunt de 19 105 000 $ afin de financer le programme de maintien du service de l'Espace pour la vie pour les années 2017 (7 105 000 $) et 2018 (12 000 000 $).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Virement crédit - GDD 1170348002.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mario PRIMARD
Agent comptable analyste

Tél : 514-868-4439

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-03-03

Laura VALCOURT
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-0984
Division : Service des finances

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 41.07

2017/03/27
13:00

(1)

Dossier # : 1176606001

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt autorisant un emprunt de 15 340 000 $ afin de financer le projet Parcours des phytotechnologies au Jardin botanique.

Il est recommandé :
D'adopter le règlement autorisant un emprunt de 15 340 000 $ afin de financer le projet Parcours des phytotechnologies au Jardin botanique.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2017-03-03 18:15

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1176606001**

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt autorisant un emprunt de 15 340 000 $ afin de financer le projet Parcours des phytotechnologies au Jardin botanique.

CONTENU

CONTEXTE

Donnant suite à l'adoption du programme triennal d'immobilisations 2017-2019, le Service de l'Espace pour la vie doit faire adopter les règlements d'emprunts nécessaires afin d'être en mesure de réaliser les programmes et les projets y figurant.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM16 1298 (28 novembre 2016) - Adopter le Programme triennal d'immobilisations 2017-2019 de la Ville de Montréal (volet ville centrale) (# 1163843005)
CM 16 0257 (23 février 2016) - Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2016-2018, le projet de règlement d'emprunt intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 19 570 000 $ afin de financer le programme de maintien du service de l'Espace pour la vie" pour les années 2016 (13 320 000 $) et 2017 (6 250 000 $) (#1150348004)

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à adopter un règlement d'emprunt pour le projet du Parcours des phytotechnologies au Jardin botanique, d'un montant de 15 340 000$.
Le parcours des phytotechnologies du Jardin botanique, composé de sept stations, constituera non seulement un nouvel attrait pour les visiteurs mais il permettra également de résoudre des problèmes de nature environnementale auxquels fait face le Jardin botanique, en raison de son âge (ex. gestion des eaux grises, gestion des eaux pluviales, érosion des rives des étangs, décontamination des sols, etc.).

JUSTIFICATION

La mise en vigueur de ce règlement d'emprunt permettra au service de l'Espace pour la vie d'obtenir les crédits nécessaires pour effectuer les dépenses visant la réalisation du Parcours des phytotechnologies au Jardin botanique.
Ce projet participe au renouvellement et au développement des institutions en plus de permettre au Jardin botanique de Montréal de s'illustrer comme un précurseur dans la recherche et l'expérimentation en phytotechnologie. Sept stations phytotechnologiques seront réparties au sein du Jardin botanique pour créer un parcours dynamique auquel se greffera un programme muséologique.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce règlement d'emprunt servira au financement du projet suivant, prévu à la programmation du PTI 2017-2019:

- Projet du Parcours des phytotechnologies au Jardin botanique

La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 20 ans.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'autorisation du présent règlement d'emprunt est une étape essentielle à la réalisation de ce projet visant le maintien nécessaire et le développement des actifs du service de l'Espace pour la vie, au bénéfice des visiteurs et du patrimoine montréalais.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune action de communication n'est prévue dans le cadre de ce dossier.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Adoption de l'avis de motion concernant le règlement d'emprunt au conseil municipal de mars 2017

- Adoption du règlement d'emprunt au conseil municipal de avril 2017
- Approbation du règlement d'emprunt par le Gouvernement du Québec, souhaitée en mai 2017.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mario PRIMARD)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Ariane GAUDETTE TURYN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Julie JODOIN
Conseillère en planification

Tél : 514-872-9033
Télécop. : 514-872-1455

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-24

Charles-Mathieu BRUNELLE
Directeur, Espace pour la vie

Tél : 514 872-1450
Télécop. : 514 872-1455

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Chantal I. GAGNON
Directrice générale adjointe
Tél : 514 280-4283
Approuvé le : 2017-03-03

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Charles-Mathieu BRUNELLE
Directeur, Espace pour la vie
Tél : 514 872-1450
Approuvé le : 2017-03-03

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1176606001

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Direction
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt autorisant un emprunt de 15 340 000 $ afin de financer le projet Parcours des phytotechnologies au Jardin botanique.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AGT - 1176606001 - Parcours des phytotechnologies_VF.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-03-03

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 15 340 000 $ POUR LE FINANCEMENT DE TRAVAUX PRÉVUS DANS LE CADRE DU PROJET DU PARCOURS DES PHYTOTECHNOLOGIES AU JARDIN BOTANIQUE, DU SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de la Ville de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 15 340 000 $ est autorisé pour le financement de travaux prévus dans le cadre du projet du Parcours des phytotechnologies au Jardin botanique, du Service de l'Espace pour la vie.

2. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de la Ville de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

_____

GDD 1176606001

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1176606001

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Direction
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt autorisant un emprunt de 15 340 000 $ afin de financer le projet Parcours des phytotechnologies au Jardin botanique.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Virement crédit - GDD 1176606001.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mario PRIMARD
Agent comptable analyste

Tél : 514-868-4439

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-03-03

Laura VALCOURT
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-0984
Division : Service des finances

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 41.08

2017/03/27
13:00

(1)

Dossier # : 1173690002

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports , Division de la gestion des actifs de voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	Programme de réfection routière (PRR)
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 159 750 000 $ pour le financement des travaux de réfection routière sur le réseau artériel de la Ville de Montréal

Il est recommandé d'adopter le Règlement autorisant un emprunt de 159 750 000 $ pour le financement des travaux de réfection routière sur le réseau artériel de la Ville de Montréal.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2017-03-03 14:08

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1173690002**

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports , Division de la gestion des actifs de voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	Programme de réfection routière (PRR)
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 159 750 000 $ pour le financement des travaux de réfection routière sur le réseau artériel de la Ville de Montréal

CONTENU

CONTEXTE

La Direction des transports du Service des infrastructures, de la voirie et des transports (SIVT) poursuit, via ses programmes, sa mission de planifier les activités de remise à niveau du réseau routier dans le but de préserver le niveau de service établi tout au long du cycle de vie des différents actifs.
Le dernier bilan de condition du réseau routier de la ville de Montréal, réalisé suite à l'auscultation de l'ensemble des chaussées en 2015, montre une proportion importante du réseau en mauvais et très mauvais état. Afin d'améliorer le niveau de service offert par les chaussées, des investissements importants sont prévus au cours des prochaines années.

Bien que la stratégie mise de l'avant privilégie les activités de réhabilitation de chaussées, les besoins identifiés sont d'une grande ampleur et nécessitent également la planification de travaux de reconstruction d'infrastructures routières. Ces travaux, de plus grande envergure, permettent d'assurer la pérennité des investissements, la coordination avec les interventions requises au niveau des infrastructures souterraines et l'intégration de besoins de réaménagement afin d'offrir un milieu de vie sécuritaire, convivial et intégrant différents modes de transport.

Dans le cadre du Programme triennal d'immobilisations 2017-2019 adopté par le conseil municipal, des investissements à hauteur de 258 M$ sont prévus pour la réalisation des travaux de réfections routières majeures au cours des trois prochaines années.

Le Service des infrastructures, de la voirie et des transports doit faire adopter le règlement d'emprunt nécessaire afin d'être en mesure de réaliser les travaux afférents au Programme de réfection d'artères de la ville de Montréal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM16 1298 - 28 novembre 2016 - Adoption du Programme triennal d'immobilisations 2017-2019 de la Ville de Montréal
CM16 0135 - 26 janvier 2016 - Adoption du Règlement autorisant un emprunt de 146 270 000 $ pour le financement des travaux de réfection routière sur le réseau artériel de la Ville de Montréal

CM15 1282 - 17 novembre 2015 - Adoption du Programme triennal d'immobilisations 2016-2018 de la Ville de Montréal

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à adopter un règlement d'emprunt de 159 750 000 $ afin de financer les travaux du Programme de réfection d'artères - 55845, pour les années 2017 et 2018.
Ce règlement d'emprunt permettra de réaliser des travaux de réfections majeures de chaussées. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

JUSTIFICATION

La mise en vigueur du règlement d'emprunt permettra au Service des infrastructures, de la voirie et des transports, d'obtenir les crédits nécessaires pour effectuer les dépenses visant la réalisation des travaux du Programme de réfection d'artères - 55845.
Ces travaux permettront d'assurer la pérennité des infrastructures et la sécurité des usagers.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce règlement d'emprunt qui couvre les années 2017 et 2018, servira au financement du Programme de réfection d'artères - 55845, prévu à la programmation du programme triennal d'immobilisations 2017-2019.
Les travaux financés par ce règlement constituent des dépenses en immobilisations.

La répartition budgétaire pour la période triennale se présente comme suit (en milliers de $) :

Projet	2017	2018	2019	Total
55845	71 750	88 000	98 000	**257 750**

La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 20 ans conformément à la Politique de capitalisation et amortissement des dépenses en immobilisations approuvée par le conseil de la Ville par la résolution CM07 0841.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La non-disponibilité du règlement d'emprunt pourrait retarder la réalisation des travaux des programmes concernés.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion : 27 mars 2017
Adoption : 24 avril 2017

Approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

Prise d'effet à compter de la date de la publication du règlement

Octroi des contrats : Juin 2017

Début exécution des travaux : Juin - Novembre 2017

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Nicolas DUFRESNE)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jean-François RONDOU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Aminata SEYDI
Conseillère en analyse et contrôle de gestion

Tél : 872-6205
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-07

Jean CARRIER
Chef de division

Tél : 514 872-0407
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Benoit CHAMPAGNE
Directeur

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur

Tél : 514 872-9485
Approuvé le : 2017-02-28

Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2017-02-28

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1173690002

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports , Division de la gestion des actifs de voirie
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 159 750 000 $ pour le financement des travaux de réfection routière sur le réseau artériel de la Ville de Montréal

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

ND - 1173690002-réfection routière VF.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nicolas DUFRESNE
Avocat
Tél : 514-872-0128

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-13

Nicolas DUFRESNE
Avocat
Tél : 514-872-0128
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 159 750 000 $ POUR LE FINANCEMENT DES TRAVAUX DE RÉFECTION ROUTIÈRE SUR LE RÉSEAU ARTÉRIEL DE LA VILLE DE MONTRÉAL

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (R.L.R.Q., chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de la Ville de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 159 750 000 $ est autorisé pour le financement de travaux de réfection routière sur le réseau artériel de la Ville de Montréal.

2. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de la Ville de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (R.L.R.Q., chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

_____

GDD1173690002

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1173690002

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports , Division de la gestion des actifs de voirie
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 159 750 000 $ pour le financement des travaux de réfection routière sur le réseau artériel de la Ville de Montréal

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Projet55845 - 1173690002.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jean-François RONDOU
Agent comptable analyste - Conseil et soutien financier - PS Développement
Tél : (514) 868-3837

Co-auteure:
Stéphanie MORAN
Conseillère Budgétaire - PS Développement
514-872-2813

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-16

Jacques BERNIER
Chef de division

Tél : (514) 872-3417

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 41.09

2017/03/27
13:00

(1)

Dossier # : 1177235006

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction , Division des relations interculturelles et des clientèles spécifiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2017-2019, un projet de règlement d'emprunt de 5 000 000 $ pour financer l'acquisition et l'installation d'équipements et d'infrastructures permettant d'améliorer les conditions de vie des personnes aînées et des personnes ayant des limitations fonctionnelles.

Il est recommandé :
1. d'adopter le projet de règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 5 000 000 $ pour financer l'acquisition et l'installation d'équipements et d'infrastructures permettant d'améliorer les conditions de vie des personnes aînées et des personnes ayant des limitations fonctionnelles ».

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2017-03-02 09:07

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1177235006

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction , Division des relations interculturelles et des clientèles spécifiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2017-2019, un projet de règlement d'emprunt de 5 000 000 $ pour financer l'acquisition et l'installation d'équipements et d'infrastructures permettant d'améliorer les conditions de vie des personnes aînées et des personnes ayant des limitations fonctionnelles.

CONTENU

CONTEXTE

En mars 2010, la Ville de Montréal signait une entente avec le ministère de la Famille et des Aînés (MFA) afin de réaliser la démarche « Municipalité amie des aînés » (MADA), de se doter d'un plan d'action en faveur des aînés de la Ville et de répondre adéquatement aux besoins exprimés par ces derniers.
L'ancienne Direction de la diversité sociale (DDS), maintenant Service de la diversité sociale et des sports (SDSS), qui avait été mandatée pour réaliser le plan d'action, a sollicité la participation et la collaboration des directions centrales, des arrondissements, des instances locales et des organismes partenaires attentifs à la cause des aînés.

Le plan d'action soumis en assemblée publique le 12 juin 2012 a été bonifié et adopté à l'unanimité lors du conseil municipal du 24 septembre 2012. La DDS a été mandatée pour assurer la coordination, le suivi et la mise en œuvre du « Plan d'action municipal pour les aînés 2013-2015 ». Celui-ci fut reconduit en 2016.

En janvier 2016, le SDSS propose de le bonifier en y ajoutant un volet en accessibilité universelle pour le mobilier urbain et les infrastructures extérieures, et ce afin de favoriser l'application des principes inscrits au « Plan d'action 2015-2018 en accessibilité universelle de la Ville de Montréal ». C'est dans ce contexte que le SDSS a recommandé d'approuver le « Programme Municipalité amie des aînés et Accessibilité universelle - Montréal 2016-2018 ».

Le SDSS agit à titre de gestionnaire de ce programme et a notamment comme responsabilités sa mise en application et le respect des orientations de celui-ci.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM16 1298	28 novembre 2016	Adopter le programme triennal d'immobilisations 2017-2019 du conseil municipal.

CE16 0153	27 janvier 2016	Approuver le « Programme Municipalité amie des aînés et Accessibilité universelle - Montréal 2016-2018 ».
CM16 0145	26 janvier 2016	Adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 4 650 000 $ pour financer l'acquisition et l'installation d'équipements et d'infrastructures permettant d'améliorer les conditions de vie des personnes aînées et des personnes ayant des limitations fonctionnelles ».
CM15 1248	26 octobre 2015	Adopter le Plan d'action 2015-2018 en accessibilité universelle de la Ville de Montréal et mandater le Service de la diversité sociale et des sports pour en assurer le suivi.
CM12 0850	24 septembre 2012	Adopter un projet de Plan d'action municipal pour les aînés 2013 - 2015, élaboré dans le cadre de la démarche « Municipalité amie des aînés » (MADA).

DESCRIPTION

Le présent dossier a pour but de faire adopter un projet de règlement d'emprunt de 5 000 000 $ pour financer l'acquisition et l'installation d'équipements et d'infrastructures permettant d'améliorer les conditions de vie des personnes aînées et des personnes ayant des limitations fonctionnelles.
La réalisation des projets soutenus par le Programme Municipalité amie des aînés (MADA) et Accessibilité universelle (AU) sera sous la responsabilité des arrondissements ou des services centraux. À titre d'exécutants, ceux-ci s'assureront notamment de la planification, de la coordination, du contrôle et du suivi de chacune des activités nécessaires à leur réalisation.

JUSTIFICATION

La Ville a reconnu que parmi les enjeux importants liés au vieillissement et à l'accroissement de la longévité se trouvent l'adaptation des services municipaux ainsi que la pleine participation des aînés et des personnes ayant des limitations fonctionnelles à la vie sociale, culturelle et économique du milieu. Le « Plan d'action municipal pour les aînés 2013 -2015 » et le « Plan d'action 2015-2018 en accessibilité universelle de la Ville de Montréal » visent à instaurer, au sein de l'appareil municipal, le « réflexe aîné » et l'engagement à développer des initiatives qui répondent mieux aux principes d'accessibilité universelle.
La mise en vigueur du règlement d'emprunt permettra au SDSS d'obtenir les crédits nécessaires pour effectuer les dépenses visant la réalisation de projets qui permettront d'améliorer les conditions de vie des personnes aînées et l'accessibilité universelle des installations municipales.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Afin de s'assurer de la mise en œuvre du Programme MADA et AU et de dépenser les budgets en immobilisations qui lui sont consacrés au PTI 2017-2019, l'adoption d'un règlement d'emprunt de 5 000 000 $ est requise. Ce règlement d'emprunt sera à la charge des citoyens de la Ville centrale, et la période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 20 ans.
Le budget PTI 2017-2019 accordé au Programme, se chiffre à 7 400 000 $, toutefois la somme de 2 400 000 $ consentie pour l'année 2017 au PTI 2016-2018 est déjà incluse au règlement d'emprunt 16-014.

La somme inscrite ci-dessous correspond au PTI adopté pour les années 2017-2019.

Budget autorisé	2017	2018	2019
38395 Programme Municipalité amie des aînés (MADA) et Accessibilité universelle (AU)	2 400 000 $	2 500 000 $	2 500 000 $

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les actions visant à lutter contre les inégalités et favoriser l'inclusion s'inscrivent dans le Plan de développement durable de la collectivité montréalaise, notamment l'action 9 où la Ville s'engage à mettre en oeuvre de nouvelles mesures pour améliorer l'accessibilité des services aux personnes vulnérables.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le « Plan d'action municipal pour les aînés 2013-2015 » et le « Plan d'action 2015-2018 en accessibilité universelle de la Ville de Montréal » confirment la volonté de la Ville de contribuer activement au développement d'un environnement favorable au vieillissement actif et accessible à tous.
Sans le soutien financier de la Ville centre, les arrondissements pourraient difficilement supporter l'ensemble des coûts nécessaires à la réalisation des projets qui permettront d'améliorer les conditions de vie des personnes aînées et l'accessibilité universelle des installations municipales.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec le service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Avis de motion par le conseil municipal : 27 mars 2017
- Adoption du règlement d'emprunt par le conseil municipal : avril 2017
- Approbation du règlement d'emprunt par le gouvernement du Québec : mai - juin 2017

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mario PRIMARD)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Nicolas DUFRESNE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Roberto RODRIGUEZ GONZALEZ
conseiller(ere) analyse - contrôle de gestion

Tél : 514 872-2656
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-13

Nadia BASTIEN
c/d diversite sociale

Tél : 514-872-3979
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Johanne DEROME
directeur de service - diversite sociale et sports
Tél : 514-872-6133
Approuvé le : 2017-03-02

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1177235006

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction , Division des relations interculturelles et des clientèles spécifiques
Objet :	Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2017-2019, un projet de règlement d'emprunt de 5 000 000 $ pour financer l'acquisition et l'installation d'équipements et d'infrastructures permettant d'améliorer les conditions de vie des personnes aînées et des personnes ayant des limitations fonctionnelles.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

ND-1177235006 - Equipement et infrastructures re MADA- VF.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nicolas DUFRESNE
Avocat
Tél : 514-872-0128

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-23

Nicolas DUFRESNE
Avocat
Tél : 514-872-0128
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 5 000 000 $ POUR FINANCER L'ACQUISITION ET L'INSTALLATION D'ÉQUIPEMENTS ET D'INFRASTRUCTURE PERMETTANT D'AMÉLIORER LES CONDITIONS DE VIE DES PERSONNES AÎNÉES ET DES PERSONNES AYANT DES LIMITATIONS FONCTIONNELLES

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations;

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 5 000 000 $ pour financer l'acquisition et l'installation d'équipements et d'infrastructure permettant d'améliorer les conditions de vie des personnes aînées et des personnes ayant des limitations fonctionnelles.

2. Cet emprunt comprend les frais et honoraires d'études et de conception, ceux relatifs à la confection des plans et devis et à la surveillance des travaux et autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de la Ville de Montréal, conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense prévue par le présent règlement.

_____

GDD1150706008

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1177235006

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction , Division des relations interculturelles et des clientèles spécifiques
Objet :	Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2017-2019, un projet de règlement d'emprunt de 5 000 000 $ pour financer l'acquisition et l'installation d'équipements et d'infrastructures permettant d'améliorer les conditions de vie des personnes aînées et des personnes ayant des limitations fonctionnelles.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Virement crédit - GDD 1177235006.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mario PRIMARD
Agent comptable analyste
Tél : 514-868-4439

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-14

François FABIEN
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-7174
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier - Pôle développement

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 41.10

2017/03/27
13:00

(1)

Dossier # : 1173690001

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports , Division de la gestion des actifs de voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	Programme de réfection des structures routières
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 33 600 000 $ pour le financement des travaux de réfection, de remplacement et de réaménagement de structures routières.

Il est recommandé d'adopter le Règlement autorisant un emprunt de 33 600 000 $ pour le financement des travaux de réfection, de remplacement et de réaménagement de structures routières.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2017-03-03 14:08

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1173690001**

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports , Division de la gestion des actifs de voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	Programme de réfection des structures routières
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 33 600 000 $ pour le financement des travaux de réfection, de remplacement et de réaménagement de structures routières.

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal est responsable de plus de 550 structures routières et connexes : ponts, tunnels, ponts d'étagement, ponts ferroviaires, passerelles et tunnels piétonniers, murs de soutènement, escaliers structuraux, quais de déversement de neige, etc. La valeur de remplacement de ces structures se chiffre à près de 3 milliards de dollars.
La majorité de ces structures ont été construites avant 1970. Ces structures vieillissantes sont soumises à des charges de circulation qui ont augmenté depuis leur construction et subissent les effets agressifs de leur environnement (sels de déglaçage, gel/dégel, réaction chimique alcali-granulat, impacts de véhicules, etc.).

En vue de préserver la pérennité et la fonctionnalité des structures et la sécurité des usagers, des interventions sont régulièrement requises pour inspecter, évaluer, réparer ou remplacer les structures routières et connexes.

Enfin, une augmentation des investissements dans le maintien des ouvrages d'art est prévue pour les prochaines années afin de rattraper le retard d'investissement des décennies passées.

Ces investissements alloués à la protection des structures routières témoignent de l'engagement de la Ville de Montréal à améliorer tant le confort et la sécurité des usagers de la route, la qualité de vie des citoyens, que l'efficacité des déplacements des personnes et des marchandises.

Dans le cadre du Programme triennal d'immobilisations 2017-2019 adopté par le conseil municipal, des investissements à hauteur de 51 600 M $ sont prévus pour la réalisation des travaux de structures de la Ville de Montréal.

Le Service des infrastructures, de la voirie et des transports doit faire adopter le règlement d'emprunt nécessaire afin d'être en mesure de réaliser les travaux afférents au Programme de réfection des structures routières – 46000.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM16 1298 - 28 novembre 2016 - Adoption du Programme triennal d'immobilisations 2017-2019 de la Ville de Montréal

CM16 0140 - 26 janvier 2016 - Adoption du Règlement autorisant un emprunt de 23 330 000 $ pour le financement de travaux de réfection, de remplacement et de réaménagement de structures routières

CM15 1282 - 17 novembre 2015 - Adoption du Programme triennal d'immobilisations 2016-2018 de la Ville de Montréal

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à adopter un règlement d'emprunt de 33 600 M$ afin de financer les travaux du Programme de réfection des structures routières - 46000, pour les années 2017 et 2018.
Ce règlement d'emprunt permettra de réaliser les travaux de réfection des structures routières ou de remplacer des ouvrages d'art dans l'ensemble du réseau de la Ville pour assurer la sécurité des usagers (ponts, tunnels, passages inférieurs, passages supérieurs, etc.). Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

JUSTIFICATION

La mise en vigueur du règlement d'emprunt permettra au Service des infrastructures, de la voirie et des transports, d'obtenir les crédits nécessaires pour effectuer les dépenses visant la réalisation des travaux du Programme de réfection des structures routières - 46000.
Ces travaux permettront d'assurer un niveau de sécurité adéquat aux usagers.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce règlement d'emprunt qui couvre les années 2017 et 2018, servira au financement du Programme de réfection des structures routières - 46000 prévu à la programmation du programme triennal d'immobilisations 2017-2019.
Les travaux financés par ce règlement constituent des dépenses en immobilisations.

La répartition budgétaire pour la période triennale se présente comme suit (en milliers de $) :

Projet	2017	2018	2019	Total
46000	15 600	18 000	18 000	**51 600**

La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 20 ans conformément à la Politique de capitalisation et amortissement des dépenses en immobilisations approuvée par le conseil de la Ville par la résolution CM07 0841.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La non-disponibilité du règlement d'emprunt pourrait retarder la réalisation des travaux des programmes concernés.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion : 27 mars 2017
Adoption : 24 avril 2017

Approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

Prise d'effet à compter de la date de la publication du règlement

Octroi des contrats : Juin 2017

Début exécution des travaux : Juin - Novembre 2017

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Nicolas DUFRESNE)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jean-François RONDOU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	ENDOSSÉ PAR	Le : 2017-02-07
Aminata SEYDI Conseillère en analyse et contrôle de gestion	Jean CARRIER Chef de division	
Tél : 872-6205 **Télécop. :**	**Tél :** 514 872-0407 **Télécop. :**	

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Benoit CHAMPAGNE
Directeur
Tél : 514 872-9485
Approuvé le : 2017-02-28

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2017-02-28

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1173690001

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports , Division de la gestion des actifs de voirie
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 33 600 000 $ pour le financement des travaux de réfection, de remplacement et de réaménagement de structures routières.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

ND - 1173690001 - Réfection routière-VF.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nicolas DUFRESNE
Avocat
Tél : 514-872-0128

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-08

Nicolas DUFRESNE
Avocat
Tél : 514-872-0128
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 33 600 000 $ POUR LE FINANCEMENT DE TRAVAUX DE RÉFECTION, DE REMPLACEMENT ET DE RÉAMÉNAGEMENT DE STRUCTURES ROUTIÈRES

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de la Ville de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 33 600 000 $ est autorisé pour le financement de travaux de réfection, de remplacement et de réaménagement de structures routières.

2. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de la Ville de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

_____

GDD1173690001

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1173690001

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports , Division de la gestion des actifs de voirie
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 33 600 000 $ pour le financement des travaux de réfection, de remplacement et de réaménagement de structures routières.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Projet46000 - 1173690001.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jean-François RONDOU
Agent comptable analyste - Conseil et soutien financier - PS Développement
Tél : (514) 831-7161

Co-auteure:
Stéphanie MORAN
Conseillère Budgétaire - PS Développement
514-872-2813

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-14

Jacques BERNIER
Conseiller en gestion des ressources financières - C/E
Tél : 514 872-4136

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier - Pôle développement

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 41.11

2017/03/27
13:00

(1)

Dossier # : 1177235001

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 b) aménager des parcs, des infrastructures de loisir, d'activité physique et de sport de qualité, répartis équitablement en fonction des besoins évolutifs des milieux de vie
Projet :	-
Objet :	Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2017-2019, un projet de règlement d'emprunt de 7 300 000 $ pour réaliser le Programme d'aménagement des patinoires extérieures.

Il est recommandé :

1. d'adopter le projet de règlement intitulé « Règlement d'emprunt de 7 300 000 $ pour financer le programme de soutien destiné aux arrondissements pour l'aménagement des glaces extérieures ».

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2017-02-17 10:16

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1177235001**
Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 b) aménager des parcs, des infrastructures de loisir, d'activité physique et de sport de qualité, répartis équitablement en fonction des besoins évolutifs des milieux de vie
Projet :	-
Objet :	Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2017-2019, un projet de règlement d'emprunt de 7 300 000 $ pour réaliser le Programme d'aménagement des patinoires extérieures.

CONTENU

CONTEXTE

Le patinage est une activité de loisir hivernale importante à Montréal. Avec ses 255 patinoires réparties dans 161 parcs, la Ville permet aux citoyens de demeurer actifs et de profiter du plein air même en hiver.
Toutefois, les changements climatiques ont un impact non négligeable sur les activités extérieures. Les variations fréquentes et importantes de la température hivernale et la réduction de la période de gel nuisent à la pratique du patinage et exigent de la Ville un surcroît d'entretien des patinoires.

Les impacts de ces changements climatiques peuvent se ressentir à plusieurs niveaux :

- Pour l'expérience de l'usager : la glace est de moins bonne qualité, les horaires sont plus difficiles à respecter en raison de fermeture ou d'opération d'entretien, etc.
- Pour la Ville : l'entretien additionnel nécessite une adaptation des ressources, des moyens et des budgets supplémentaires.

Ces changements amènent des questionnements importants sur le déploiement et la gestion des patinoires. C'est pourquoi la Ville a fait réaliser une étude pour évaluer les options potentielles pour répondre à ce phénomène et adapter son parc de patinoires extérieures. Suite au dépôt des conclusions et recommandations de cette étude, un *Plan d'adaptation des installations sportives aux changements climatiques* sera inclus au Plan directeur sportif et du plein air urbain.

Ce Plan prévoit des investissements indispensables pour maintenir l'offre de patinage aux Montréalais avec une qualité de glace adéquate et une saison d'opération élargie. Les arrondissements ne pourraient atteindre cet objectif sans un soutien financier de la Ville centre.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM16 1298	28 novembre 2016	Adopter le programme triennal d'immobilisations 2017-2019 du conseil municipal.
CM16 0713	20 juin 2016	Adopter le plan Montréal durable 2016 - 2020.
CM14 1123	24 novembre 2014	Adopter la Politique du sport et de l'activité physique ainsi que ses orientations et priorités d'action découlant de la consultation publique tenue en 2012-2013 et du Sommet Montréal physiquement active de mai 2014.

DESCRIPTION

Le présent dossier a pour but de faire adopter un règlement d'emprunt de 7 300 000 $ pour le financement du Programme de soutien destiné aux arrondissements pour l'aménagement de patinoires extérieures ainsi que la mise en œuvre de certaines des actions prévues au *Plan d'adaptation des installations sportives aux changements climatiques.* Le Programme et le Plan d'adaptation seront présentés ultérieurement aux instances pour adoption.
Leur gestion et coordination seront sous la responsabilité du Service de la diversité sociale et des sports (SDSS).

JUSTIFICATION

Selon la Charte de la Ville de Montréal à l'article 141, le conseil d'arrondissement exerce les compétences de la Ville à l'égard des équipements sportifs ou de loisirs situés dans l'arrondissement. En conséquence, les arrondissements sont responsables de la gestion et du maintien de leurs installations sportives. Des investissements majeurs sont à prévoir dans plusieurs de celles-ci. Les arrondissements pourront difficilement supporter l'ensemble des coûts nécessaires à leur réfection et mise aux normes. La Ville peut cependant les aider à actualiser et à consolider leurs installations, entre autres par la création de programmes de soutien. Un programme d'aménagement sera élaboré.
La mise en vigueur du règlement d'emprunt permettra au SDSS d'obtenir les crédits nécessaires pour effectuer les dépenses visant la réalisation de travaux d'aménagement de patinoires extérieures et d'actions prévues au *Plan d'adaptation des installations sportives aux changements climatiq ues.*

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Afin de s'assurer de la mise en œuvre du Programme d'aménagement des glaces extérieures et d'actions prévues au Plan d'adaptation ainsi que de dépenser les budgets en immobilisations qui leur sont consacrés au PTI 2017-2019, l'adoption d'un règlement d'emprunt de 7 300 000 $ est requise. Ce règlement d'emprunt sera à la charge des citoyens de la Ville centrale, et la période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 20 ans.
La somme inscrite ci-dessous correspond au PTI adopté pour les années 2017-2019.

Budget autorisé	2017	2018	2019
38345 - Programme d'aménagement des glaces extérieures	300 000 $	3 500 000 $	3 500 000 $

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le présent dossier décisionnel est en lien avec l'orientation du plan Montréal durable 2016-2020 de la Ville de Montréal, soit d'améliorer l'accès aux services et aux équipements culturels, sportifs et de loisirs et de lutter contre les inégalités.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les changements climatiques ont débuté depuis plusieurs années :

- Au cours du 20e siècle, la température a augmenté de 0,7°C. Sur le territoire de Montréal, une augmentation des températures d'environ 1°C a été observée entre les décennies 1970-1980 et 2000-2010.
- À Montréal, nous avons observé une réduction de la période moyenne de gel de 5 jours entre la période 1955-1984 et 1985-2014. La période d'enneigement a aussi diminué dans la même période, passant de 103 jours en moyenne à 73.
- Une augmentation de 29 % des épisodes de gel-dégel a aussi été observée entre l'hiver 1942 et l'hiver 2015.

Cette tendance devrait se poursuivre, avec une augmentation prévue de la température moyenne annuelle de 2 à 4°C pour 2041-2070. La période de gel pourrait diminuer de 2 à 4 semaines par rapport à aujourd'hui et le nombre de jours d'enneigement pourrait diminuer entre 45 et 65 jours. Les précipitations annuelles pourraient également croître de 3 à 14 % d'ici 2050, avec une hausse des pluies en hiver.

Par conséquent, il faut agir dès maintenant afin d'adapter l'offre d'activités hivernales aux changements climatiques.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Avis de motion par le conseil municipal : 27 mars 2017
- Adoption du règlement d'emprunt par le conseil municipal : avril 2017
- Approbation du règlement d'emprunt par le gouvernement du Québec : mai - juin 2017
- Adoption du Programme de soutien destiné aux arrondissements pour l'aménagement de patinoires extérieures : été 2017

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mario PRIMARD)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Nicolas DUFRESNE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Roberto RODRIGUEZ GONZALEZ
conseiller(ere) analyse - contrôle de gestion

Tél : 514 872-2656
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-02

Luc DENIS
c/d orientations, evenements, equipements, pratique sportive

Tél : 514-872-0035
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Johanne DEROME
directeur de service - diversite sociale et sports
Tél : 514-872-6133
Approuvé le : 2017-02-17

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1177235001

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Objet :	Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2017-2019, un projet de règlement d'emprunt de 7 300 000 $ pour réaliser le Programme d'aménagement des patinoires extérieures.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

ND - 1177235001 - aménagement des patinoires extérieures VF.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nicolas DUFRESNE
Avocat
Tél : 514-872-0128

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-13

Nicolas DUFRESNE
Avocat
Tél : 514-872-0128
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 7 300 000 $ POUR FINANCER LE PROGRAMME DE SOUTIEN DESTINÉ AUX ARRONDISSEMENTS POUR L'AMÉNAGEMENT DES PATINOIRES EXTÉRIEURES

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations;

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 7 300 000 $ pour financer le programme de soutien destiné aux arrondissements pour l'aménagement des patinoires extérieures, le tout afin d'augmenter la dotation des arrondissements.

2. Cet emprunt comprend les frais et honoraires d'études et de conception, ceux relatifs à la confection des plans et devis et à la surveillance des travaux et autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de la Ville de Montréal, conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense prévue par le présent règlement.

_____

GDD1177235001

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1177235001

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Objet :	Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2017-2019, un projet de règlement d'emprunt de 7 300 000 $ pour réaliser le Programme d'aménagement des patinoires extérieures.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Virement crédit - GDD 1177235001.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mario PRIMARD
Agent comptable analyste
Tél : 514-868-4439

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-02

François FABIEN
Conseiller budgetaire
Tél : 514-872-7174
Division : Div. Conseil Et Soutien Financier - Point De Serv. Brennan

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 41.12

2017/03/27 13:00

(1)

Dossier # : 1177235003

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 b) aménager des parcs, des infrastructures de loisir, d'activité physique et de sport de qualité, répartis équitablement en fonction des besoins évolutifs des milieux de vie
Projet :	-
Objet :	Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2017-2019, un projet de règlement d'emprunt de 6 400 000 $ pour le financement des travaux de réfection et d'amélioration des équipements sportifs relevant du conseil municipal.

Il est recommandé :
1. d'adopter le projet de règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 6 400 000 $ pour le financement de travaux de réfection et d'amélioration des équipements sportifs relevant de la compétence du conseil de la Ville de Montréal ».

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2017-02-17 11:34

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1177235003**

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 b) aménager des parcs, des infrastructures de loisir, d'activité physique et de sport de qualité, répartis équitablement en fonction des besoins évolutifs des milieux de vie
Projet :	-
Objet :	Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2017-2019, un projet de règlement d'emprunt de 6 400 000 $ pour le financement des travaux de réfection et d'amélioration des équipements sportifs relevant du conseil municipal.

CONTENU

CONTEXTE

Le conseil municipal est responsable des équipements sportifs identifiés à l'annexe D de la Charte de la Ville de Montréal, soit le complexe sportif Claude-Robillard (CSCR), l'aréna Maurice-Richard, le Stade de soccer de Montréal, le TAZ et le Complexe sportif Marie-Victorin.
La Ville a adopté le 24 novembre 2014 sa Politique du sport et de l'activité physique. La Ville doit plus que jamais développer l'offre de services aux Montréalais en sport et en activité physique et rendre ses installations sportives sécuritaires, efficientes et attrayantes pour les usagers.

Ainsi, plusieurs projets sont prévus au PTI 2017-2019 pour le développement des équipements sportifs relevant du conseil municipal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM16 1298	28 novembre 2016	Adopter le programme triennal d'immobilisations 2017-2019 du conseil municipal.
CM16 1076	26 septembre 2016	Approuver un projet d'acte par lequel la Ville acquiert du Centre d'activités physiques et communautaires de l'Est (CAPCE) les droits détenus dans une emphytéose, pour la somme de 18 500 000 $ et obtenir un droit d'usufruit en faveur de la Ville pour une durée de 30 années.
CM15 0211	24 février 2015	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 9 900 000 $ pour le financement de travaux de réfection et d'amélioration

		des équipements sportifs relevant de la compétence du conseil de la Ville de Montréal.
CM14 1123	24 novembre 2014	Adopter la Politique du sport et de l'activité physique ainsi que ses orientations et priorités d'action découlant de la consultation publique tenue en 2012-2013 et du Sommet Montréal physiquement active de mai 2014.

DESCRIPTION

Le présent dossier a pour but de faire adopter un règlement d'emprunt de 6 400 000 $ pour le financement de travaux de réfection et d'amélioration des équipements sportifs relevant de la compétence du conseil de la Ville de Montréal. Les projets actuellement identifiés sont :

1. TAZ : Aménagements extérieurs.
2. TAZ roulodôme 2.0 : Aménagement d'une mezzanine et création de nouvelles zones d'activités enfants.
3. Complexe sportif Marie-Victorin : Aménagement d'un terrain synthétique de soccer-football et réalisation de travaux permettant de rendre le Complexe conforme aux exigences de la Ville, notamment en accessibilité universelle.
4. CSCR : Travaux de réaménagement de locaux.

JUSTIFICATION

1. Aménagements extérieurs du TAZ : Aménagement en devanture de l'avenue Papineau, dans le but d'assurer une continuité et une harmonie avec les aménagements du Stade de soccer de Montréal, du Centre environnemental Saint-Michel (CESM) et de l'avenue Papineau.
2. Roulodôme 2.0 au TAZ : Aménagement permanent de modules destinés aux débutants pour désengorger le Skatepark et structurer des zones pratiques selon les niveaux de compétences. L'ajout d'une mezzanine permettra d'offrir quatre zones d'activités supplémentaires au-dessus des espaces déjà existants.
3. Complexe sportif Marie-Victorin : L'aménagement d'un terrain synthétique est une des conditions de la Ville associée à l'usufruit consenti à la Ville par le Cégep Marie-Victorin pour l'ensemble des terrains extérieurs. Les vérifications diligentes réalisées dans le cadre de l'acquisition du Complexe Marie-Victorin par la Ville, ont permis de constater que des travaux de mise aux normes étaient nécessaires.
4. CSCR : Convertir les espaces de rangement en espaces de bureaux partagés pour les partenaires.

La mise en vigueur du règlement d’emprunt permettra au Service de la diversité sociale et des sports (SDSS) d’obtenir les crédits nécessaires pour effectuer les dépenses visant la réalisation de ces projets.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Afin de s'assurer de la mise en œuvre des projets susmentionnés pour la réfection et l'aménagement des équipements sportifs relevant du conseil municipal et de dépenser les budgets en immobilisations qui lui sont consacrés au PTI 2017-2019, l'adoption d'un règlement d'emprunt de 6 400 000 $ est requise. Ce règlement d'emprunt sera à la charge des citoyens de la Ville centrale, et la période de financement de cet emprunt ne doit pas

excéder 20 ans.
La somme inscrite ci-dessous correspond au PTI adopté pour les années 2017-2019.

Budget autorisé	2017	2018	2019
38370 Projets de développement d'installations sportives	1 860 000 $	3 800 000 $	700 000 $

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le présent dossier décisionnel est en lien avec l'orientation du plan Montréal durable 2016-2020 de la Ville de Montréal, soit d'améliorer l'accès aux services et aux équipements culturels, sportifs et de loisirs et de lutter contre les inégalités.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La réalisation des projets identifiés aura un impact positif sur la qualité et l'attractivité des équipements sportifs relevant du conseil municipal, lesquels sont parmi les plus achalandés de la Ville.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Avis de motion par le conseil municipal : 27 mars 2017
- Adoption du règlement d'emprunt par le conseil municipal : avril 2017
- Approbation du règlement d'emprunt par le gouvernement du Québec : mai - juin 2017

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mario PRIMARD)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Nicolas DUFRESNE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Roberto RODRIGUEZ GONZALEZ
conseiller(ere) analyse - contrôle de gestion

Tél : 514 872-2656
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-02

Luc DENIS
c/d orientations, evenements, equipements, pratique sportive

Tél : 514-872-0035
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Johanne DEROME
directeur de service - diversite sociale et sports
Tél : 514-872-6133
Approuvé le : 2017-02-17

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1177235003

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Objet :	Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2017-2019, un projet de règlement d'emprunt de 6 400 000 $ pour le financement des travaux de réfection et d'amélioration des équipements sportifs relevant du conseil municipal.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

ND - 1177235003 - refection équipements sportifs.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nicolas DUFRESNE
Avocat
Tél : 514-872-0128

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-14

Nicolas DUFRESNE
Avocat
Tél : 514-872-0128
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 6 400 000 $ POUR LE FINANCEMENT DE TRAVAUX DE RÉFECTION ET D'AMÉLIORATION DES ÉQUIPEMENTS SPORTIFS RELEVANT DE LA COMPÉTENCE DU CONSEIL DE LA VILLE DE MONTRÉAL

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de la Ville de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 6 400 000 $ est autorisé pour le financement de travaux de réfection et d'amélioration des équipements sportifs relevant de la compétence du conseil de la Ville de Montréal.

2. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de la Ville de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

_____

GDD 1177235003

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1177235003

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Objet :	Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2017-2019, un projet de règlement d'emprunt de 6 400 000 $ pour le financement des travaux de réfection et d'amélioration des équipements sportifs relevant du conseil municipal.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Virement crédit - GDD 1177235003.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mario PRIMARD
Agent comptable analyste
Tél : 514-868-4439

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-02

François FABIEN
Conseiller budgetaire
Tél : 514-872-7174
Division : Div. Conseil Et Soutien Financier - Point De Serv. Brennan

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 41.13

2017/03/27 13:00

(1)

Dossier # : 1177235004

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 b) aménager des parcs, des infrastructures de loisir, d'activité physique et de sport de qualité, répartis équitablement en fonction des besoins évolutifs des milieux de vie
Projet :	-
Objet :	Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2017-2019, un projet de règlement d'emprunt de 13 400 000 $ pour le Programme de réfection des terrains de balle.

Il est recommandé :
1. d'adopter le projet de règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 13 400 000 $ pour financer le programme de soutien destiné aux arrondissements pour la réfection des terrains de balle ».

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2017-02-20 09:21

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1177235004**

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 b) aménager des parcs, des infrastructures de loisir, d'activité physique et de sport de qualité, répartis équitablement en fonction des besoins évolutifs des milieux de vie
Projet :	-
Objet :	Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2017-2019, un projet de règlement d'emprunt de 13 400 000 $ pour le Programme de réfection des terrains de balle.

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal s'est dotée de différents outils de planification offrant une vision et des orientations communes pour le développement de la pratique d'activités physiques et de sports tels que la Politique du sport et de l'activité physique adoptée par le conseil municipal en novembre 2014.
Par ailleurs, on constate que le réseau montréalais des installations sportives accuse un vieillissement important et que l'aménagement de plusieurs de celles-ci pourrait être mieux ajusté aux pratiques récréatives et sportives contemporaines ni aux besoins de certaines clientèles. Des investissements en rénovation sont indispensables pour améliorer l'offre de services aux Montréalais et rendre les installations sportives municipales sécuritaires, efficientes et attrayantes pour les usagers.

Le comité exécutif a adopté le 21 janvier 2015 le Programme de réfection des terrains de balle de Montréal. Un premier appel de projets a été fait à l'hiver 2015, et seize arrondissements se sont vus attribuer un soutien financier permettant de rénover 33 terrains de balle. Le Service de la diversité sociale et des sports (SDSS) et le Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal (SGPVMR) ont collaboré à la priorisation et au phasage des projets, en fonction de la disponibilité budgétaire annuelle au Programme pour la période 2015-2017 ainsi que des besoins des arrondissements.

Avec l'adoption du PTI 2017-2019 consacrant un budget global de 17,9 M$ au Programme, un second appel de projets sera adressé aux arrondissements.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM16 1298	28 novembre 2016	Adopter le programme triennal d'immobilisations 2017-2019 du conseil municipal.

CM16 0477	30 mars 2016	Adopter la Politique du baseball de Montréal - Plan d'action 2015-2025.
CM16 0141	25 janvier 2016	Adoption - Règlement d'emprunt de 8 500 000 $ pour financer le Programme de soutien destiné aux arrondissements pour la réfection des terrains de balle.
CM15 0546	27 avril 2015	Offrir aux arrondissements concernés, conformément à l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, les services professionnels du Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal pour faire la gestion globale et réaliser les projets d'aménagement du Programme de réfection des terrains de balle de Montréal.
CE15 0109	21 janvier 2015	Adopter le Programme de réfection des terrains de balle de Montréal.

DESCRIPTION

Le présent dossier a pour but de faire adopter un projet de règlement d'emprunt de 13 400 000 $ pour le financement d'un programme de soutien destiné aux arrondissements pour la réfection des terrains de balle. L'objectif de ce programme est de favoriser la réalisation, en collaboration avec les arrondissements, de projets de mise aux normes et d'amélioration fonctionnelle de leurs terrains de balle. Plus spécifiquement, ce programme vise à maintenir le réseau des terrains de balle municipaux en bon état afin d'assurer une offre de services de qualité aux citoyens. Ce programme est sous la responsabilité du SDSS.

JUSTIFICATION

Selon la Charte de la Ville de Montréal à l'article 141, le conseil d'arrondissement exerce les compétences de la Ville à l'égard des équipements sportifs ou de loisirs situés dans l'arrondissement. En conséquence, les arrondissements sont responsables de la gestion et du maintien de leurs installations sportives. Des investissements majeurs sont à prévoir dans plusieurs de celles-ci. La Ville peut cependant aider les arrondissements à actualiser et à consolider leurs installations, entre autres par la création de programmes de soutien.
La mise en vigueur du règlement d'emprunt permettra au SDSS d'obtenir les crédits nécessaires pour effectuer les dépenses visant la réalisation de travaux de réfection des terrains de balle.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Afin de s'assurer de la mise en œuvre du Programme de réfection des terrains de balle et de dépenser les budgets en immobilisations qui lui sont consacrés au PTI 2017-2019, l'adoption d'un règlement d'emprunt de 13 400 000 $ est requise. Ce règlement d'emprunt sera à la charge des citoyens de la Ville centrale, et la période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 20 ans.
Le budget PTI 2017-2019 accordé au Programme se chiffre à 17 900 000 $, toutefois la somme de 4 500 000 $ consentie pour l'année 2017 au PTI 2016-2018 est déjà incluse au règlement d'emprunt 16-012.

La somme inscrite ci-dessous correspond au PTI adopté pour les années 2017 - 2019.

Budget autorisé	2017	2018	2019
38385 Programme de réfection des terrains de balle	8 400 000 $	4 500 000 $	5 000 000 $

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le présent dossier décisionnel est en lien avec l'orientation du plan Montréal durable 2016-2020 de la Ville de Montréal, soit d'améliorer l'accès aux services et aux équipements culturels, sportifs et de loisirs et de lutter contre les inégalités.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Dans un contexte de recrudescence de la popularité des sports de balle, des investissements en rénovation sont indispensables pour maintenir et/ou améliorer l'offre en terrains de balle aux Montréalais et de rendre ceux-ci sécuritaires, efficients et attrayants pour les usagers. À titre d'exemple, la réfection de l'éclairage ou du drainage permet d'augmenter le nombre d'heures d'utilisation d'un terrain de balle pour la pratique du baseball.
Sans financement par la Ville centre, les arrondissements pourraient difficilement supporter l'ensemble des coûts nécessaires à la réfection de leurs terrains de balle, notamment la mise aux normes de l'éclairage.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Avis de motion par le conseil municipal : 27 mars 2017
- Adoption du règlement d'emprunt par le conseil municipal : avril 2017
- Approbation du règlement d'emprunt par le gouvernement du Québec : mai - juin 2017

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mario PRIMARD)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Nicolas DUFRESNE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Roberto RODRIGUEZ GONZALEZ
conseiller(ere) analyse - contrôle de gestion

Tél : 514 872-2656
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-02

Luc DENIS
c/d orientations, evenements, equipements, pratique sportive

Tél : 514-872-0035
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Johanne DEROME
directeur de service - diversite sociale et sports
Tél : 514-872-6133
Approuvé le : 2017-02-20

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1177235004

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Objet :	Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2017-2019, un projet de règlement d'emprunt de 13 400 000 $ pour le Programme de réfection des terrains de balle.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

ND-1177235004 - réfection des terrains de balle VF.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nicolas DUFRESNE
Avocat
Tél : 514-872-0128

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-13

Nicolas DUFRESNE
Avocate et chef de division
Tél : 514-872-3093
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 13 400 000 $ POUR FINANCER LE PROGRAMME DE SOUTIEN DESTINÉ AUX ARRONDISSEMENTS POUR LA RÉFECTION DES TERRAINS DE BALLE

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Vu la résolution CM15 0546 du conseil de la Ville, adoptée le 27 avril 2015 conformément à l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations;

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 13 400 000 $ pour financer le programme de réfection des terrains de balle.

2. Cet emprunt comprend les frais et honoraires d'études et de conception, ceux relatifs à la confection des plans et devis et à la surveillance des travaux et autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de la Ville de Montréal, conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense prévue par le présent règlement.

_____

GDD1177235004

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1177235004

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Objet :	Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2017-2019, un projet de règlement d'emprunt de 13 400 000 $ pour le Programme de réfection des terrains de balle.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Virement crédit - GDD 1177235004.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mario PRIMARD
Agent comptable analyste
Tél : 514-868-4439

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-02

François FABIEN
Conseiller budgetaire
Tél : 514-872-7174
Division : Div. Conseil Et Soutien Financier - Point De Serv. Brennan

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 41.14

2017/03/27 13:00

(1)

Dossier # : 1177235005

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 b) aménager des parcs, des infrastructures de loisir, d'activité physique et de sport de qualité, répartis équitablement en fonction des besoins évolutifs des milieux de vie
Projet :	-
Objet :	Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2017-2019, un projet de règlement d'emprunt de 10 000 000 $ pour le Programme aquatique de Montréal - volet Mise aux normes.

Il est recommandé :
1. d'adopter le projet de règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 10 000 000 $ pour financer le programme de soutien destiné aux arrondissements pour la mise aux normes d'installations aquatiques ».

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2017-02-17 13:14

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1177235005**

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 b) aménager des parcs, des infrastructures de loisir, d'activité physique et de sport de qualité, répartis équitablement en fonction des besoins évolutifs des milieux de vie
Projet :	-
Objet :	Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2017-2019, un projet de règlement d'emprunt de 10 000 000 $ pour le Programme aquatique de Montréal - volet Mise aux normes.

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal s'est dotée de différents outils de planification offrant une vision et des orientations communes pour le développement de la pratique d'activités physiques et de sports tels que :

- Le Plan d'intervention aquatique de Montréal adopté par le conseil municipal en avril 2013;
- La Politique du sport et de l'activité physique adoptée par le conseil municipal en novembre 2014.

Par ailleurs, on constate que le réseau montréalais des installations aquatiques accuse un vieillissement important et que l'aménagement de plusieurs de celles-ci n'est pas complètement ajusté aux pratiques récréatives et sportives contemporaines et aux besoins de certaines clientèles. Des investissements en rénovation sont indispensables pour maintenir et améliorer l'offre de services aux Montréalais et rendre les installations sportives municipales sécuritaires, efficientes et attrayantes pour les usagers.

Le budget PTI 2017-2019 consacré au Programme permettra notamment de poursuivre la mise aux normes des pataugeoires de type empli-vide.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM16 1298	28 novembre 2016	Adopter le programme triennal d'immobilisations 2017-2019 du conseil municipal.
CM16 1642	12 octobre 2016	Adopter le Programme aquatique de Montréal - volet Mise aux normes pour la période 2017-2019.

CM16 0142	25 janvier 2016	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 9 000 000 $ pour financer le Programme soutien destiné aux arrondissements pour la mise aux normes d'installations aquatiques.
CM14 1123	24 novembre 2014	Adopter la Politique du sport et de l'activité physique ainsi que ses orientations et priorités d'action découlant de la consultation publique tenue en 2012-2013 et du Sommet Montréal physiquement active de mai 2014.
CE14 0343	12 mars 2014	Adopter le Programme aquatique de Montréal - volet Mise aux normes pour la période 2014-2016.
CM13 0340	23 avril 2013	Adopter le Plan d'intervention aquatique de Montréal 2013-2025.

DESCRIPTION

Le présent dossier a pour but de faire adopter un projet de règlement d'emprunt de 10 000 000 $ pour le financement du Programme aquatique de Montréal - volet Mise aux normes, un programme de soutien destiné aux arrondissements pour la mise aux normes d'installations aquatiques. Ce Programme est sous la responsabilité du Service de la diversité sociale et des sports (SDSS).

JUSTIFICATION

Selon la Charte de la Ville de Montréal à l'article 141, le conseil d'arrondissement exerce les compétences de la Ville à l'égard des équipements sportifs ou de loisirs situés dans l'arrondissement. En conséquence, les arrondissements sont responsables de la gestion et du maintien de leurs installations aquatiques. Des investissements majeurs sont à prévoir dans plusieurs de celles-ci. Les arrondissements pourront difficilement supporter l'ensemble des coûts nécessaires à la réfection et à la mise aux normes de leurs installations. La Ville peut cependant les aider à actualiser et à consolider leurs installations, entre autres par la création de programmes de soutien.
La mise en vigueur du règlement d'emprunt permettra au SDSS d'obtenir les crédits nécessaires pour effectuer les dépenses visant la réalisation de travaux de mise aux normes d'installations aquatiques.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Afin de s'assurer de la mise en œuvre du Programme aquatique de Montréal et de dépenser les budgets en immobilisations qui lui sont consacrés au PTI 2017-2019, l'adoption d'un règlement d'emprunt de 10 000 000 $ est requise. Ce règlement d'emprunt sera à la charge des citoyens de la Ville centrale, et la période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 20 ans.
Le budget PTI 2017-2019 accordé au Programme se chiffre à 14 500 000 $, toutefois la somme de 4 500 000 $ consentie pour l'année 2017 au PTI 2016-2018 est déjà incluse au règlement d'emprunt 16-013.

La somme inscrite ci-dessous correspond au PTI adopté pour les années 2017 - 2019.

Budget autorisé	2017	2018	2019
38380 Programme de mise aux normes - équipements aquatiques	4 500 000 $	5 000 000 $	5 000 000 $

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le présent dossier décisionnel est en lien avec l'orientation du plan Montréal durable 2016-2020 de la Ville de Montréal, soit d'améliorer l'accès aux services et aux équipements culturels, sportifs et de loisirs et de lutter contre les inégalités.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le financement de ce programme de soutien destiné aux arrondissements pour la mise aux normes d'installations aquatiques municipales permettra de maintenir et/ou améliorer l'offre en sports et activités physiques aux Montréalais. La fermeture d'installations sportives en raison de leur désuétude pourrait ainsi être évitée notamment pour les pataugeoires de type empli-vide.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Avis de motion par le conseil municipal : 27 mars 2017
- Adoption du règlement d'emprunt par le conseil municipal : avril 2017
- Approbation du règlement d'emprunt par le gouvernement du Québec : mai - juin 2017

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mario PRIMARD)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Nicolas DUFRESNE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Roberto RODRIGUEZ GONZALEZ
conseiller(ere) analyse - contrôle de gestion

Tél : 514 872-2656
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-06

Luc DENIS
c/d orientations, evenements, equipements, pratique sportive

Tél : 514-872-0035
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Johanne DEROME
directeur de service - diversite sociale et sports
Tél : 514-872-6133
Approuvé le : 2017-02-17

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1177235005

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Objet :	Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2017-2019, un projet de règlement d'emprunt de 10 000 000 $ pour le Programme aquatique de Montréal - volet Mise aux normes.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

ND-1177235005 - mise aux normes d'installations aquatiques VF.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nicolas DUFRESNE
Avocat
Tél : 514-872-0128

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-13

Nicolas DUFRESNE
Avocat
Tél : 514-872-0128
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 10 000 000 $ POUR FINANCER LE PROGRAMME DE SOUTIEN DESTINÉ AUX ARRONDISSEMENTS POUR LA MISE AUX NORMES D'INSTALLATIONS AQUATIQUES

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations;

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 10 000 000 $ pour financer le programme de soutien destiné aux arrondissements pour la mise aux normes d'installations aquatiques, le tout afin d'augmenter la dotation des arrondissements.

2. Cet emprunt comprend les frais et honoraires d'études et de conception, ceux relatifs à la confection des plans et devis et à la surveillance des travaux et autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de la Ville de Montréal, conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense prévue par le présent règlement.

_____

GDD1177235005

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1177235005

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Objet :	Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2017-2019, un projet de règlement d'emprunt de 10 000 000 $ pour le Programme aquatique de Montréal - volet Mise aux normes.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Virement crédit - GDD 1177235005.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mario PRIMARD
Agent comptable analyste
Tél : 514-868-4439

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-07

François FABIEN
Conseiller budgetaire
Tél : 514-872-7174
Division : Div. Conseil Et Soutien Financier - Point De Serv. Brennan

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 41.15

2017/03/27 13:00

(1)

Dossier # : 1177235002

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 b) aménager des parcs, des infrastructures de loisir, d'activité physique et de sport de qualité, répartis équitablement en fonction des besoins évolutifs des milieux de vie
Projet :	-
Objet :	Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2017-2019, un projet de règlement d'emprunt de 9 000 000 $ pour le Programme de réfection et d'aménagement des plateaux sportifs extérieurs.

Il est recommandé :
1. d'adopter le projet de règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 9 000 000 $ pour financer le programme de soutien destiné aux arrondissements pour la réfection et l'aménagement des plateaux sportifs extérieurs ».

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2017-03-02 12:37

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1177235002**

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 b) aménager des parcs, des infrastructures de loisir, d'activité physique et de sport de qualité, répartis équitablement en fonction des besoins évolutifs des milieux de vie
Projet :	-
Objet :	Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2017-2019, un projet de règlement d'emprunt de 9 000 000 $ pour le Programme de réfection et d'aménagement des plateaux sportifs extérieurs.

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal s'est dotée de différents outils de planification offrant une vision et des orientations communes pour le développement de la pratique d'activités physiques et de sports tels que la Politique du sport et de l'activité physique adoptée par le conseil municipal en novembre 2014.
Le Service de la diversité sociale et des sports (SDSS) a également entrepris en 2009 une démarche de plans directeurs sectoriels. L'examen détaillé du parc des terrains sportifs montréalais et de la pratique du plein air urbain a exigé une série d'analyses basées sur de précieuses données recueillies tout au long de la démarche de réalisation de ce plan directeur. Ainsi, le diagnostic présente une série de regards sur les rôles et les responsabilités, les habitudes de vie, l'offre en matière de parcs et d'espaces verts, l'offre de plateaux récréatifs et sportifs et de leur adéquation avec l'ampleur de la pratique sportive, notamment la pratique libre émergente et les sports traditionnels, tels que l'athlétisme, les sports de balle, le soccer et le tennis.

Cette démarche a permis de constater que le réseau des plateaux récréatifs et sportifs montréalais accuse un vieillissement important et l'aménagement d'un bon nombre de ceux -ci n'est pas ajusté aux pratiques récréatives et sportives contemporaines, ni aux besoins de certaines clientèles. L'état de plusieurs terrains n'est pas satisfaisant alors que d'autres terrains en meilleure qualité ne peuvent plus soutenir une programmation plus intense. En conséquence, plusieurs terrains récréatifs et sportifs municipaux nécessitent des mises à niveau importantes. Si rien n'est fait pour corriger la situation, plusieurs terrains extérieurs ne seront plus utilisables à moyen, et même à court terme. L'impact de cette situation ne se limite pas seulement aux joueurs des arrondissements concernés, mais s'étend aussi à la pratique spontanée ou organisée en dehors du système sportif traditionnel.

Parmi les actions qui sont proposées au plan d'intervention qui accompagne le plan

directeur, il y a la création d'un programme de soutien destiné aux arrondissements pour la réfection et l'aménagement des équipements sportifs extérieurs et des parcs.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM16 1298	28 novembre 2016	Adopter le programme triennal d'immobilisations 2017-2019 du conseil municipal.
CM16 0713	20 juin 2016	Adopter le plan Montréal durable 2016-2020.
CM14 1123	24 novembre 2014	Adopter la Politique du sport et de l'activité physique ainsi que ses orientations et priorités d'action découlant de la consultation publique tenue en 2012-2013 et du Sommet Montréal physiquement active de mai 2014.

DESCRIPTION

Le présent dossier a pour but de faire adopter un règlement d'emprunt de 9 000 000 $ pour le financement d'un programme de soutien destiné aux arrondissements pour la réfection et l'aménagement des plateaux sportifs extérieurs. Ce programme sera sous la responsabilité du SDSS.

JUSTIFICATION

Selon la Charte de la Ville de Montréal à l'article 141, le conseil d'arrondissement exerce les compétences de la Ville à l'égard des équipements sportifs ou de loisirs situés dans l'arrondissement. En conséquence, les arrondissements sont responsables de la gestion et du maintien de leurs installations sportives extérieures. Des investissements majeurs sont à prévoir dans plusieurs de celles-ci. Les arrondissements pourront difficilement supporter l'ensemble des coûts nécessaires à leur réfection et mise aux normes. La Ville peut cependant les aider à actualiser et à consolider leurs installations, entre autres par la création de programmes de soutien.
La mise en vigueur du règlement d’emprunt permettra au SDSS d’obtenir les crédits nécessaires pour effectuer les dépenses visant la réalisation des travaux de réfection et d'aménagement des plateaux sportifs extérieurs.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Afin de s'assurer de la mise en œuvre du Programme des plateaux sportifs extérieurs et de dépenser les budgets en immobilisations qui lui sont consacrés au PTI 2017-2019, l'adoption d'un règlement d'emprunt de 9 000 000 $ est requise. Ce règlement d'emprunt sera à la charge des citoyens de la Ville centrale et la période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 20 ans.
La somme inscrite ci-dessous correspond au PTI adopté pour les années 2017 et 2019.

Budget autorisé	2017	2018	2019
38375 Programme des plateaux sportifs extérieurs	1 000 000 $	4 000 000 $	4 000 000 $

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le présent dossier décisionnel est en lien avec l'orientation du plan Montréal durable 2016-2020 de la Ville de Montréal, soit d'améliorer l'accès aux services et aux équipements culturels, sportifs et de loisirs et de lutter contre les inégalités.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Des investissements en rénovation sont indispensables pour maintenir et/ou améliorer l'offre en plateaux sportifs extérieurs aux Montréalais et de rendre ceux-ci sécuritaires, efficients et attrayants pour les usagers. Sans financement par la Ville centre, les arrondissements pourraient difficilement supporter l'ensemble des coûts nécessaires à la réfection de leurs installations sportives et de plein air. Le financement de ce programme permettra également de maintenir et/ou améliorer l'offre en sports et activités physiques aux Montréalais.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Avis de motion par le conseil municipal : 27 mars 2017
- Adoption du règlement d'emprunt par le conseil municipal : avril 2017
- Approbation du règlement d'emprunt par le gouvernement du Québec : mai - juin 2017

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mario PRIMARD)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Nicolas DUFRESNE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Roberto RODRIGUEZ GONZALEZ
conseiller(ere) analyse - contrôle de gestion

Tél : 514 872-2656
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-14

Luc DENIS
c/d orientations, evenements, equipements, pratique sportive

Tél : 514-872-0035
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Johanne DEROME
directeur de service - diversite sociale et sports
Tél : 514-872-6133
Approuvé le : 2017-03-02

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1177235002

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Objet :	Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2017-2019, un projet de règlement d'emprunt de 9 000 000 $ pour le Programme de réfection et d'aménagement des plateaux sportifs extérieurs.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

ND-1177235002 - réfection plateaux sportifs ext VF.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nicolas DUFRESNE
Avocat
Tél : 514-872-0128

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-23

Nicolas DUFRESNE
Avocat
Tél : 514-872-0128
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 9 000 000 $ POUR FINANCER LE PROGRAMME DE SOUTIEN DESTINÉ AUX ARRONDISSEMENTS POUR LA RÉFECTION ET L'AMÉNAGEMENT DES PLATEAUX SPORTIFS EXTÉRIEURS

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations;

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 9 000 000 $ pour financer le programme de soutien destiné aux arrondissements pour la réfection et l'aménagement des plateaux sportifs extérieurs, le tout afin d'augmenter la dotation des arrondissements.

2. Cet emprunt comprend les frais et honoraires d'études et de conception, ceux relatifs à la confection des plans et devis et à la surveillance des travaux et autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de la Ville de Montréal, conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense prévue par le présent règlement.

_____

GDD1177235002

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1177235002

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Objet :	Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2017-2019, un projet de règlement d'emprunt de 9 000 000 $ pour le Programme de réfection et d'aménagement des plateaux sportifs extérieurs.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Virement crédit - GDD 1177235002.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mario PRIMARD
Agent comptable analyste
Tél : 514-868-4439

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-15

François FABIEN
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-7174
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier - Pôle développement

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CM : 41.16

2017/03/27 13:00

(2)

Dossier # : 1173558005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter, en vertu de l'article 89,4 de la Charte de la Ville de Montréal, un Règlement autorisant l'occupation d'un bâtiment situé sur le lot 2 087 021 du cadastre du Québec à des fins d'un centre d'hébergement collectif pour des personnes ayant des besoins particuliers.

IL EST RECOMMANDÉ :
De demander au conseil municipal d'adopter en vertu de l'article 89,4° de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ chapitre C-11.4) un projet de règlement autorisant l'occupation d'un bâtiment situé sur le lot 2 087 021 du cadastre de Québec à des fins d'une résidence collective pour des personnes ayant des besoins particuliers.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2017-03-09 09:00

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du lundi 6 mars 2017	Résolution: CA17 170072

TRANSMISSION AU CONSEIL MUNICIPAL - ADOPTION DU PROJET DE RÈGLEMENT - LOT 2 087 021

Il est proposé par Marvin Rotrand

appuyé par Lionel Perez

De demander au conseil municipal d'adopter en vertu de l'article 89,4° de la *Charte de la Ville de Montréal* (RLRQ chapitre C-11.4) un projet de règlement autorisant l'occupation d'un bâtiment situé sur le lot 2 087 021 du cadastre de Québec à des fins d'un centre d'hébergement collectif pour des personnes ayant des besoins particuliers.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.04 1173558005

Katerine ROWAN
_____
Secrétaire d'arrondissement substitut

Signée électroniquement le 7 mars 2017

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 41.16

2017/03/27 13:00

(2)

Dossier # : 1173558005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter, en vertu de l'article 89,4 de la Charte de la Ville de Montréal, un Règlement autorisant l'occupation d'un bâtiment situé sur le lot 2 087 021 du cadastre du Québec à des fins d'un centre d'hébergement collectif pour des personnes ayant des besoins particuliers.

IL EST RECOMMANDÉ :
De demander au conseil municipal d'adopter en vertu de l'article 89,4° de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ chapitre C-11.4) un projet de règlement autorisant l'occupation d'un bâtiment situé sur le lot 2 087 021 du cadastre de Québec à des fins d'une résidence collective pour des personnes ayant des besoins particuliers.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2017-02-27 12:08

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1173558005**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter, en vertu de l'article 89,4 de la Charte de la Ville de Montréal, un Règlement autorisant l'occupation d'un bâtiment situé sur le lot 2 087 021 du cadastre du Québec à des fins d'un centre d'hébergement collectif pour des personnes ayant des besoins particuliers.

CONTENU

CONTEXTE

Monsieur Silberstein, au nom de la Maison Belfield, a déposé une demande afin de permettre l'occupation du bâtiment situé sur le lot 2 087 021 à des fins de résidence collective.
Cette demande déroge au Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (01-276) quant à l'usage de centre d'hébergement collectif à même le bâtiment situé sur le lot mentionné en rubrique. Il s'agit d'un projet identifié à l'article 89.4º, de la Charte de la Ville de Montréal, permettant au conseil municipal d'autoriser cette occupation à des fins d'habitation puisqu'il est destiné à des personnes ayant besoin d'aide et d'hébergement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

N/A

DESCRIPTION

La Maison Belfield est un organisme à but non lucratif qui occupe le bâtiment de 2 étages sur l'avenue Coolbrook depuis décembre 2014. La mission de cet organisme vise la prévention de la récidive par la réhabilitation et la réinsertion sociale des hommes en libération conditionnelle et des ex-détenus qui ont démontré une grande motivation à réintégrer la société. Il accueille au maximum 9 résidents qui sont en cours de procès ou en liberté conditionnelle. Ceux-ci sont recommandés par un processus d'évaluation très rigoureux qui doit être approuvé par un commissaire aux libérations conditionnelles en collaboration avec Service correctionnel Canada. Le séjour moyen est d'environ 4 à 6 mois.
La Maison Belfield intervient également au niveau du suivi en communauté, par un programme de soutien qui adresse les besoins des usagers. Le programme se décline en cinq composantes qui adressent les éléments suivants :
- offre des services de counseling et de thérapie;
- le développement des compétences sociales;
- le perfectionnement des compétences linguistiques;
- la formation à l'aptitude à l'emploi couplée à un stage de travail;

- un programme de participation communautaire;
- adresse les valeurs culturelles et religieuses.

L'occupation du bâtiment permet d'aménager 4 chambres à l'étage, des aires communes au rez-de-chausssée et au sous-sol (salon, cuisine, salle dîner, salle de jeux, etc).

Dérogations au Règlement d'urbanisme
Le projet s'inscrit dans un secteur de zonage où seules les habitations sont autorisées, dans des édifices pouvant abriter de 1 à 2 logements chacun (H.1-2), par conséquent l'usage centre d'hébergement collectif n'est pas autorisé.

Le comité consultatif d'urbanisme (CCU)
Le projet a été présenté aux membres du comité consultatif d'urbanisme lors de la séance du 8 février 2017 et a reçu un avis favorable accompagné des conditions suivantes:

1- Le requérant doit tenir une séance d'information avec les résidants du secteur
Le 28 novembre 2016 et le 18 février 2017 le requérant a rencontré les résidents du secteur à leur domicile pour expliquer la mission de la Maison Belfield. Le requérant a rencontré 20 résidents. Chacun des résidents rencontrés à signé un document faisant état de la rencontre et démontrant leur soutient au projet.

2- La DAUSE doit faire un recensement des garderies qui sont situées près de la propriété visée par la demande
Le recensement des garderies du secteur a été réalisé à partir du moteur de recherche "Localisateur de services de garde" qui se trouve sur le site du Ministère de la famille du Québec.Ce moteur de recherche permet d'obtenir les coordonnées de tous les centres de la petite enfance et toutes les garderies du Québec. Le résultat du recensement nous a permis d'identifier trois garderies qui se trouvent dans un rayon de 300 m de la Maison Belfield, dont la plus près est située à approximativement à 70 m. de la propriété.

JUSTIFICATION

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises n'a pas d'objection à la réalisation du projet déposé. Ainsi,
- la Maison Belfield est en opération depuis 2004 et occupe la propriété située sur le lot 2 087 021 depuis décembre 2014. Depuis qu'elle est en opération, aucune plainte n'a été déposée;
- le représentant de la Maison Belfield a rencontré les résidents du secteur relativement à l'occupation du bâtiment situé sur le lot 2 087 021. Les gens rencontrés ont bien accueilli le projet;
- des mesures ont été prises afin d'assurer la sécurité des résidents du secteur. Ces mesures incluent; une surveillance par cameras à l'intérieur et à l'extérieur du bâtiment (24 heures / 7 jours semaine), présence d'au moins une personne (accrédité par Services correctionnels Canada) sur place, la Maison Belfield est en communication régulièrement avec la police et celle-ci est informée des activités de l'organisme. Ainsi, la sécurité des garderies n'est pas compromise;
- aucune modification à l'aménagement intérieur ou à l'enveloppe du bâtiment n'est envisagée.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

6 mars 2017 Recommandation du conseil d'arrondissement visant à soumettre le projet de règlement pour adoption au conseil municipal
22 mars 2017 Inscription à l'ordre du jour du comité exécutif
27 mars 2017 Adoption d'un avis de motion par le conseil municipal
24 avril 2017 Adoption du règlement par le conseil municipal
Juin 2017 Émission du certificat d'occupation.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Geneviève BLOM)

Autre intervenant et sens de l'intervention

CCU / FAVORABLE AVEC CONDITIONS

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dino CREDICO
Conseiller en aménagement

Tél : 514 868-4463
Télécop. : 000-0000

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-15

Gisèle BOURDAGES
conseiller(ere) en amenagement- c/e

Tél : 514 872-7600
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvia-Anne DUPLANTIE
Directrice de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

Tél : 514 872-2345
Approuvé le : 2017-02-22

Système de gestion des décisions des instances
NOTE ADDITIONNELLE au sommaire décisionnel

Dossier # : 1173558005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Adopter, en vertu de l'article 89,4 de la Charte de la Ville de Montréal, un Règlement autorisant l'occupation d'un bâtiment situé sur le lot 2 087 021 du cadastre du Québec à des fins d'un centre d'hébergement collectif pour des personnes ayant des besoins particuliers.

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

Séance publique, le **mercredi 8 février 2017**, à 18 h 30
5160, boulevard Décarie, 4e étage, à la salle Est/Ouest

Extrait du compte rendu

4.4. **Étude d'une demande pour autoriser un centre d'hébergement collectif (maison de transition) sur le lot 2 087 021.**

Responsable du dossier : Dino Credico, conseiller en aménagement
Délibérations du comité

Attendu que la direction est favorable à la demande pour autoriser une résidence collective.

Le comité recommande au conseil d'arrondissement

D'autoriser, l'occupation du bâtiment situé sur le lot 2 087 021 à des fins de résidences collectives

Cette recommandation est accompagnée des conditions suivantes:

1- Le requérant doit tenir une séance d'information avec les résidants du secteur

2- La DAUSE doit faire un recensement des garderies qui sont situées près de la propriété visé par la demande

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dino CREDICO

Conseiller en aménagement

Tél : 514 868-4463
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1173558005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Adopter, en vertu de l'article 89,4 de la Charte de la Ville de Montréal, un Règlement autorisant l'occupation d'un bâtiment situé sur le lot 2 087 021 du cadastre du Québec à des fins d'un centre d'hébergement collectif pour des personnes ayant des besoins particuliers.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir le document joint.

FICHIERS JOINTS

Règl. autorisant un centre d'hébergement.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Geneviève BLOM
Avocate
Tél : 514 872-2994

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-24

Véronique BELPAIRE
Avocate chef de division
Tél : 514 872-4222
Division : Division Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT L'OCCUPATION DU BÂTIMENT ÉRIGÉ SUR LE LOT 2 087 021 DU CADASTRE DU QUÉBEC À DES FINS DE CENTRE D'HÉBERGEMENT COLLECTIF POUR DES PERSONNES AYANT DES BESOINS PARTICULIERS

Vu le paragraphe 4° du premier alinéa de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4);

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

SECTION I
TERRITOIRE D'APPLICATION

1. Le présent règlement s'applique au territoire formé du lot numéro 2 087 021 du cadastre du Québec.

SECTION II
AUTORISATION

2. Malgré le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce (01-276) applicable au territoire décrit à l'article 1, l'occupation du bâtiment érigé sur le lot 2 087 021 du cadastre du Québec, à des fins de centre d'hébergement collectif pour des personnes ayant des besoins particuliers, est autorisée aux conditions prévues au présent règlement.

À ces fins, il est notamment permis de déroger à l'article 123 du règlement mentionné au premier alinéa quant à l'usage prescrit dans ce secteur.

3. Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues au présent règlement continue de s'appliquer.

SECTION III
CONDITIONS

4. En plus des usages autorisés par le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce (01-276) sur le territoire décrit à l'article 1, l'usage « centre d'hébergement collectif » destiné à des personnes ayant des besoins particuliers est autorisé.

5. La capacité d'accueil maximale du centre est de 9 résidents.

SECTION IV
DISPOSITION PÉNALE

6. Quiconque occupe ou utilise une partie de lot, un lot, un terrain ou une construction, en autorise l'occupation ou l'utilisation, ou érige ou permet l'érection d'une construction en contravention à l'une des dispositions du présent règlement, commet une infraction et est

passible de la pénalité prévue à l'article 673 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (01-276).

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans ……. le ..... 2017.

GDD 1173558005

XX-XXX/2

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 42.01

2017/03/27
13:00

(1)

Dossier # : 1160390004

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 23.2 M$ afin de financer les travaux de rénovation de l'hôtel-de-ville", dépenses relevant de la compétence du Conseil municipal

Il est recommandé
Adopter un règlement d'emprunt intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 23.2 M$ afin de financer les travaux de rénovation de l'hôtel de ville"

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-01-26 10:18

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1160390004

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 23.2 M$ afin de financer les travaux de rénovation de l'hôtel-de-ville", dépenses relevant de la compétence du Conseil municipal

CONTENU

CONTEXTE

Des travaux de rénovation majeurs sont à réaliser à l'hôtel-de-ville en 2017-2018-2019. Afin de commencer les plans et devis ainsi que les expertises requises, un règlement d'emprunt est requis afin de couvrir la proportion des dépenses qui relèvent du Conseil municipal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM 15 0074 26 janvier 2015 Adoption d'un règlement d'emprunt intitulé " Règlement autorisant un emprunt de 3 900 000$ afin de financer les travaux de rénovation de l'hôtel-de-ville de Montréal" pour les dépenses qui relèvent de la compétence du conseil municipal.

DESCRIPTION

Le présent sommaire a pour but d'obtenir le règlement d'emprunt permettant la réalisation des travaux de rénovation de l'hôtel-de-ville.
Les travaux prévus sont:
PRÉALABLE - Déplacement des occupants de l'hôtel-de-ville dans l'édifice Lucien-Saulnier et du Service des finances dans une autre location, pour la durée des travaux.
PHASE 1 - Mise aux normes des systèmes de protection et d'alarme incendie, des issues de secours, de l'accès universel. Mise à niveau des systèmes électromécaniques et des réseaux de télécommunication. Remplacement de fenêtres du sous-sol au 2e étage. Restauration du patrimoine intérieur de l'hôtel-de-ville. Ajouter des éléments de développement durable.
PHASE 2 - Maintien de l'actif par la réfection de la structure et de l'enveloppe du bâtiment. Restauration du patrimoine bâti extérieur de l'hôtel-de-ville. (Note : Les 2 phases incluent les coûts des honoraires et des travaux.)

JUSTIFICATION

Les principaux travaux visent la mise aux normes de l'édifice et la sécurité des occupants et des visiteurs.
Il faut aussi réduire l'indice de vétusté des systèmes électromécaniques afin d'atteindre une meilleure performance énergétique et de diminuer les coûts d'exploitation et d'entretien. La mise à niveau des réseaux électrique, informatique et téléphonique déstructurés

optimiseront les opérations, les aménagements et l'entretien.
L'hôtel-de-ville est un édifice unique au Canada qui doit être mis en valeur et son patrimoine restauré suite à diverses interventions passées malheureuses. Plusieurs travaux de maçonnerie et de correction de problèmes structuraux sont nécessaires à court terme pour assurer la sécurité des usagers et la protection de l'actif.
Les travaux permettront de se conformer aux diverses politiques de la Ville tel que l'accessibilité universelle et le développement durable. Ce sera le premier bâtiment de la ville à être certifié LEED bâtiment existant ce qui exigera des changements dans les façons de faire de la Ville et ouvrira la voie au verdissement de tout le parc immobilier.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les sommes requises pour les travaux sont inscrites au PTI 2017-2019, projet 66034 (sans les sommes en ultérieur).
Le terme du projet de règlement d'emprunt ne devra pas excéder 20 ans.
Ce projet est de compétence mixte. Un sommaire similaire sera présenté pour un règlement d'emprunt concernant les dépenses relevant de la compétence du Conseil d'Agglomération (1160390005)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

n.a.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'obtention d'un règlement d'emprunt permettra de couvrir les dépenses de préparation des plans et devis de la phase 1 du projet et ainsi éviter le retard des débuts de travaux en 2018.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

n.a.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion février 2017
Adoption du règlement mars 2017
Autorisation du Ministère des Affaires municipales et Occupation du territoire environ juin 2017

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Abdelkodous YAHYAOUI)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Nicolas DUFRESNE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Josée BONIN
Chef de division

Tél : 514-872-1103
Télécop. : 514 872-5279

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-12-20

Sylvie DESJARDINS
Directrice du bureau de projet et des services administratifs

Tél : 514 872-5493
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvie DESJARDINS
Directrice du bureau de projet et des services administratifs
Tél : 514 872-5493
Approuvé le : 2017-01-20

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI

Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2017-01-25

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1160390004

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , -
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 23.2 M$ afin de financer les travaux de rénovation de l'hôtel-de-ville", dépenses relevant de la compétence du Conseil municipal

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

ND - 1160390004 - réno de l'Hôtel de Ville.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nicolas DUFRESNE
Avocat
Tél : 514-872-0128

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-01-19

Nicolas DUFRESNE
Avocat
Tél : 514-872-0128
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 23 200 000 $ AFIN DE FINANCER LES TRAVAUX DE RÉNOVATION DE L'HÔTEL-DE-VILLE

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations 2017-2019 de la Ville de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 23 200 000 $ est autorisé afin de financer les travaux de rénovation de l'hôtel-de-ville.

2. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de la Ville de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

_____

GDD1160390004

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1160390004

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , -
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 23.2 M$ afin de financer les travaux de rénovation de l'hôtel-de-ville", dépenses relevant de la compétence du Conseil municipal

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1160390004 Règ. empr..pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Abdelkodous YAHYAOUI
Agent comptable analyste - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514 872 5885

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-01-04

Françoise TURGEON
Conseillère budgétaire

Tél : 514 872-1093
Division : Service des finances - Point de service HDV

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CM : 42.02

2017/03/27 13:00

(1)

Dossier # : 1162072016

Unité administrative responsable :	Arrondissement Anjou , Direction des services administratifs_des relations avec les citoyens et du greffe , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter le projet de règlement modifiant le Règlement du régime complémentaire de retraite des employés de la Ville d'Anjou (1636) - (référence Anjou: RCA 1636-8)

De recommander au conseil municipal de la Ville de Montréal de demander la passation d'un avis de motion pour le Règlement modifiant le règlement concernant le régime complémentaire de retraite des employés de la Ville d'Anjou (1636), et d'en demander l'adoption à une séance subséquente;
L'avis de promulgation de ce règlement relève de la ville centre.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2016-12-16 10:48

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2016	Résolution: CA16 12285

Recommander au conseil municipal la passation d'un avis de motion et l'adoption du Règlement modifiant le réglement du régime complémentaire de retraite des employés de la Ville d'Anjou (1636) - (référence Anjou: RCA 1636-8)

Il est proposé par Andrée Hénault

appuyé par Gilles Beaudry

et unanimement résolu :

De recommander au conseil municipal de la Ville de Montréal de demander la passation d'un avis de motion pour le Règlement modifiant le règlement concernant le régime complémentaire de retraite des employés de la Ville d'Anjou (1636), et d'en demander l'adoption à une séance subséquente.

L'avis de promulgation de ce règlement relève de la ville centre.

ADOPTÉE

40.13 1162072016

Louise GOUDREAULT
_____
Secrétaire d'arrondissement et Directrice
des Services administratifs, des Relations
avec les citoyens et du Greffe

Signée électroniquement le 7 décembre 2016

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 42.02

2017/03/27
13:00

(1)

Dossier # : 1162072016

Unité administrative responsable :	Arrondissement Anjou , Direction des services administratifs_des relations avec les citoyens et du greffe , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Recommander au conseil municipal la passation d'un avis de motion et l'adoption du Règlement modifiant le réglement du régime complémentaire de retraite des employés de la Ville d'Anjou (1636) - (référence Anjou: RCA 1636-8)

De recommander au conseil municipal de la Ville de Montréal de demander la passation d'un avis de motion pour le Règlement modifiant le règlement concernant le régime complémentaire de retraite des employés de la Ville d'Anjou (1636), et d'en demander l'adoption à une séance subséquente;
L'avis de promulgation de ce règlement relève de la ville centre.

Signé par Andrée DUQUETTE **Le** 2016-10-21 16:21

Signataire : Andrée DUQUETTE

Directrice d'arrondissement
Anjou , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1162072016**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Anjou , Direction des services administratifs_des relations avec les citoyens et du greffe , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Recommander au conseil municipal la passation d'un avis de motion et l'adoption du Règlement modifiant le réglement du régime complémentaire de retraite des employés de la Ville d'Anjou (1636) - (référence Anjou: RCA 1636-8)

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre de l'harmonisation des régimes de retraite des employés des ex-villes de banlieues (régimes d'origine) vers les régimes de retraite de la Ville de Montréal (régimes d'accueil), des vérifications avaient été menées en 2009 par le comité de retraite d'Anjou quant au transfert des employés cols blancs, cols bleus et cadres qui travaillaient pour la corporation para-municipale Anjou 80.
Rappelons brièvement que trois employeurs sont parties au régime de retraite de l'ancienne Ville d'Anjou, à savoir la Ville, l'Office municipal d'habitation et la corporation Anjou 80. L'harmonisation des employés municipaux s'est accomplie conformément aux diverses ententes d'harmonisation intervenues entre la Ville de Montréal et les associations ou syndicats représentant chacun des groupes d'employés. Quant aux employés de l'Office municipal d'habitation, ces derniers se sont prévalus d'ententes-cadre de transfert.

En ce qui a trait aux employés de la corporation Anjou 80, ceux-ci n'étant pas reconnus comme des employés de la Ville de Montréal, ne pouvaient donc pas faire partie d'aucun de ses régimes respectifs. La Ville et la Corporation Anjou 80 ont convenu que les employés de la Corporation cessaient de participer au régime en date du 1er juillet 2011, après avoir obtenu, par écrit, l'accord du syndicat représentant les participants visés par la modification, conformément à l'article 10.6.1 du régime, le tout, tel qu'en atteste la Convention d'administration avec l'employeur, signée par les parties le 14 juin 2011, dont copie est annexée en pièce jointe.

Les rentes des retraités et bénéficiaires ont été assurées par la Standard Life et les droits des participants actifs et invalides ont été acquittés.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

- CM12 0944 du 22 octobre 2012 - Adoption du Règlement 12-047 modifiant le Règlement concernant le régime complémentaire de retraite des employés de la Ville d'Anjou (1636) - relatif au transfert des employés cols blancs et professionnels;
- CG10 0311 DU 26 août 2010 - Adoption du règlement RCG 07-025 modifiant le Règlement concernant le régime complémentaire de retraite des employés de la Ville d'Anjou (1636) - relatif au transferts des cadres, cols bleus et pompiers

DESCRIPTION

Suite à l'unification des régimes de retraite des ex-banlieues vers les régimes de retraite de la Ville de Montréal qui s'est opérée à l'été 2016, le comité de retraite d'Anjou a entrepris les démarches auprès de Retraite Québec (anciennement la Régie des rentes du Québec) en vue de la radiation du régime de retraite de l'ancienne Ville d'Anjou. Dans la foulée, une omission a été soulevée par Retraite Québec : la cessation de participation des employés d'Anjou 80 aurait dû faire l'objet d'un règlement d'amendement au régime.
Il est donc nécessaire d'adopter un tel règlement et de le soumettre pour enregistrement à Retraite Québec afin de régulariser la situation. Celui-ci entrera en vigueur à la date de son enregistrement par les autorités gouvernementales et prendra effet rétroactivement au 1er juillet 2011.

JUSTIFICATION

Étape nécessaire à la radiation éventuelle du régime de retraite de l'ancienne Ville d'Anjou.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Aucun impact financier.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne s'applique pas.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Séance du conseil municipal 20 février 2017 : passation de l'avis de motion
- Séance du conseil municipal du 27 mars 2017 : adoption du règlement
- Suite à l'adoption: transmission du règlement par l'arrondissement d'Anjou à Retraite Québec pour enregistrement
- Suite à la réception de l'enregistrement par Retraite Québec: publication de l'avis de promulgation par le Greffe central, en collaboration avec l'arrondissement

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

A la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Olivier ROBERGE, Service des finances
Alain LANGLOIS, Service des finances
Genevieve OUELLET, Service des finances

Lecture :

Olivier ROBERGE, 21 octobre 2016
Genevieve OUELLET, 21 octobre 2016
Alain LANGLOIS, 20 octobre 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Suzanne BARRETTE
Secrétaire du comité du régime complémentaire de retraite des employés de la Ville d'Anjou

Tél : 514 493-8005
Télécop. : 514 493-8094

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-13

Andrée DUQUETTE
Directrice d'arrondissement

Tél : 514 493-8014
Télécop. : 514 493-8013

CONVENTION D'ADMINISTRATION AVEC L'EMPLOYEUR

ENTRE : Le Comité de retraite du RRFS-FTQ
565, boulevard Crémazie Est
Bureau 12100, Montréal, H2M 2W3

(ci-après désigné « le Comité »)

PARTIE DE PREMIÈRE PART

ET : Anjou 80
7010, rue Jarry Est # 15
Anjou (QC) H1J 1G2

(ci-après désigné « L'administrateur interne »)

PARTIE DE DEUXIÈME PART

ET Syndicat des fonctionnaires municipaux de Montréal (SCFP-429)
429, rue de La Gauchetière Est.
Montréal (QC) H2L 2M7

(ci-après désigné « L'association accréditée »)

PARTIE DE TROISIÈME PART

PRÉLIMINAIRE

ATTENDU QUE l'administration du régime de retraite par financement salarial de la FTQ (RRFS-FTQ) relève du Comité ;

ATTENDU QUE le Comité confie une partie de ses responsabilités à l'administrateur interne ;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

Article 1 : Mandat

1.1 Le Comité délègue à l'administrateur interne, qui accepte, la responsabilité d'assurer, à l'égard du régime, les services administratifs énoncés dans la présente convention.

Article 2 : Obligations générales du Comité

2.1 Le Comité doit fournir à l'administrateur interne toutes les données et informations nécessaires, dans la mesure applicable, à la réalisation des tâches lui étant confiées, notamment le texte du régime, la brochure à remettre aux participants, ainsi que toute modification apportée à ces documents de temps à autre et le guide administratif pour le fonctionnement avec l'administrateur externe à qui le comité a délégué les principales tâches pour l'administration du RRFS-FTQ.

Article 3 : Obligations générales de l'administrateur interne

3.1 L'administrateur interne convient de fournir les services décrits à l'annexe de la présente convention.

3.2 L'administrateur interne s'engage à suivre les procédures décrites au guide administratif préparé par l'administrateur externe et à collaborer avec ce dernier pour la réalisation des tâches administratives, notamment la tenue des dossiers individuels des participants actifs, la remise des cotisations, les travaux de fin d'année et le règlement des prestations.

3.3 L'administrateur interne s'engage à faire signer par le personnel visé le contrat de confidentialité relativement au registre des données des participants auquel il a accès sur le web sécurisé et à aviser promptement le secrétaire du comité et l'administrateur externe de tout changement de personnel ayant accès au site web.

3.4 L'administrateur interne ne peut sous-déléguer une tâche lui étant délégué par le Comité à moins d'en obtenir l'autorisation expresse de ce dernier.

Article 4 : Dispositions générales

4.1 Le préliminaire et l'annexe font partie intégrante de la présente convention.

4.2 La présente convention est régie, assujettie et s'interprète suivant les lois de la province de Québec.

4.3 Le présent contrat fait partie intégrante de la convention collective intervenue entre le Syndicat des fonctionnaires municipaux de Montréal (SCFP-429) et Anjou 80.

EN FOI DE QUOI, les parties aux présentes ont signé la présente convention

à Montréal, ce 14 jour de JUIN 2011.

POUR LE RRFS (LE COMITÉ)

Par :

NOM : Alain Poirier

FONCTION : président du comité

Par :

NOM :

FONCTION :

POUR L'EMPLOYEUR (ADMINISTRATEUR INTERNE)

Par :

NOM : Luis MIRANDA

FONCTION Pres. C.A.

Par :

NOM : GAETAN LOISEAU

FONCTION SECRETAIRE

L'ASSOCIATION ACCRÉDITÉE

(PARTIE DE TROISIÈME PART)

Par : Marj Cote

Présidente

Par :

Vice-président

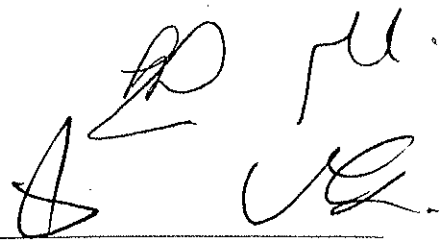
Par : Lise Desjardins

Trésorière -Archiviste

Annexe à la convention d'administration avec l'employeur

Tâches confiées à l'employeur (administrateur interne)

- transmettre à l'employé devenu admissible au régime un sommaire écrit des dispositions du régime accompagné d'un bref exposé de ses droits et obligations aux termes du régime et de la loi;
- faire compléter par tout nouveau participant, le formulaire d'adhésion et le transmettre, dûment complété, à l'administrateur externe du régime;
- informer le service de la paie de l'adhésion de tout nouvel employé et fournir les informations requises pour que les cotisations soient déduites à la source;
- informer l'administrateur externe du régime de toute modification aux données de base d'un participant (nom, prénom, changement d'adresse, date de retraite, nom du bénéficiaire, date de naissance, date d'adhésion, etc.);
- informer le service de la paie de toute modification aux données de base du participant;
- transmettre à l'administrateur externe, sur demande de ce dernier, tout document requis pour la bonne administration du régime (preuve d'âge, preuve de décès, testament, etc.), à la suite de la cessation de participation active d'un participant;
- transmettre à un participant actif et à son conjoint, suite à une cession de droits, tout document préparé par l'administrateur externe;
- transmettre à la famille d'un participant actif, lors du décès de ce dernier, tout document préparé par l'administrateur externe;
- transmettre à un participant actif, lors de sa prise de retraite, tout document préparé par l'administrateur externe;
- procéder aux déductions à la source des diverses cotisations salariales pour tout employé dont l'adhésion au régime de retraite a été confirmée;
- transmettre, pour chaque période de paie, au gardien de valeurs, avec copie à l'administrateur externe, et ce, au plus tard à la fin du mois qui suit chacune de ces périodes, en utilisant le formulaire prévu à cet effet, les cotisations des participants et celle de l'employeur, avec les intérêts prévus à la Loi en cas de retard;
- transmettre, à chaque période de paie, à l'administrateur externe du régime, toutes les données financières requises pour l'administration du régime en utilisant le véhicule demandé par l'administrateur externe;
- indiquer le facteur d'équivalence (FE) fourni par l'administrateur externe sur le formulaire d'impôt destiné à l'employé et transmettre les informations pertinentes aux autorités réglementaires concernées;
- ajuster les versements à la caisse de retraite selon les informations fournies par l'administrateur externe;



RRFS-FTQ

Déclaration de l'association accréditée relativement au RRFS

Attendu que le Syndicat des fonctionnaires municipaux de Montréal (SCFP-429) représente des travailleurs admissibles ou des participants actifs au RRFS-FTQ;

Attendu que le RRFS-FTQ doit être enregistré à la Régie des rentes du Québec en vertu de la Loi sur les régimes complémentaires de retraite pour une entrée en vigueur le 1er juillet 2011;

Attendu que telle déclaration est requise en vertu de cette Loi;

Il est convenu que le Syndicat des fonctionnaires municipaux de Montréal (SCFP-429) atteste le consentement, au nom des travailleurs à l'emploi d'Anjou 80 que nous représentons et qui sont admissibles ou participants actifs du RRFS-FTQ, aux obligations qui incombent à chacun d'eux en vertu du RRFS-FTQ.

Présidente — Date: 14 juin 2011

Vice-président — Date: 14 JUIN 2011

Trésorière-Archiviste — Date: 14 juin 2011

RRFS-FTQ

Déclaration de l'employeur partie au RRFS

Attendu qu' Anjou 80 est partie au RRFS-FTQ relativement à la participation de travailleurs à son emploi;

Attendu que le RRFS-FTQ doit être enregistré à la Régie des rentes du Québec en vertu de la Loi sur les régimes complémentaires de retraite pour une entrée en vigueur le 1er juillet 2011;

Attendu que telle déclaration est requise en vertu de cette Loi;

Il est convenu qu'Anjou 80 atteste son consentement aux obligations qui lui incombent en vertu du RRFS-FTQ.

Représentant de l'employeur	Date: 14 Juin 2011
Représentant de l'employeur	Date: 14 Juin 2011
Représentant de l'employeur	Date

LES SERVICES ACTUARIELS

Montréal, le 4 juillet 2012

Régie des Rentes du Québec
DIRECTION DES RÉGIMES DE RETRAITE
Case Postale 5200
Québec (Québec) G1K 7S9

Objet : - Régime de retraite par financement salarial de la FTQ (RRFS-FTQ)
- Dossier N°38000

Madame, Monsieur,

Nous vous présentons au nom du comité de retraite du régime cité en objet, la demande d'enregistrement d'une modification au régime. Vous trouverez ci-joints les documents suivants :

- le formulaire « Demande d'enregistrement d'une modification à un régime de retraite » ;
- la résolution du bureau de la FTQ adoptant la modification n° 4 ;
- une copie certifiée conforme de la modification n° 4 ;
- la déclaration du comité en vertu de l'article 75 du Règlement RRFS ;
- l'avis aux participants d'une modification ;
- l'attestation concernant le consentement des employeurs et associations accréditée ;
- une copie des ententes signées pour tous les groupes qui participent au RRRS-FTQ. À cet égard, le comité préfère joindre les ententes au texte du régime plutôt que de prévoir dans le texte même les dispositions spécifiques prévues pour les absences temporaires, par exemple.

Nous restons à votre disposition pour tout renseignement complémentaire et vous prions de croire, Madame, Monsieur, en nos salutations distinguées.

Annie-Christine Cyr, a.s.a.

c. c. : Monsieur Alain Poirier, président du comité de retraite

201, av. Laurier Est, bur. 430 Montréal (Québec) H2T 3E6 Téléphone : (514) 272-5570 Télécopieur : (514) 272-3676
5050, boul. des Gradins, bur. 110 Québec (Québec) G2J 1P8 Téléphone : (418) 626-6272 Télécopieur : (418) 626-2584
www.saiinc.qc.ca

Régime de retraite par financement salarial de la FTQ (RRFS-FTQ)

Modification n° 4

Le texte du Régime de retraite par financement salarial de la FTQ (RRFS-FTQ) est modifié comme suit :

Article 1

L'article 4.4 a) est remplacé par le suivant :

a) la fin d'une période de 24 mois consécutifs suivant la fin de la période de travail continu, conformément à l'article 36 de la Loi. Toutefois, l'employé dont la période de mise à pied excède 24 mois peut, conformément à l'article 54 de la Loi, demander au comité de retraite de ne pas interrompre sa période de travail continu. Ce choix demeure en vigueur jusqu'à la première des dates suivantes :

(1) la date à laquelle il n'est plus un employé ;

(2) la date à laquelle il demande au comité de retraite d'interrompre sa période de travail continu.

Article 2

L'article 2.4 est modifié en y ajoutant la phrase suivante :

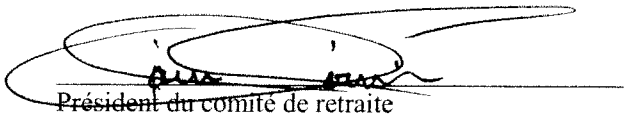
« Exceptionnellement, une association accréditée non affiliée à la FTQ, représentant les employés de l'employeur et dont l'adhésion a été acceptée par la FTQ.»

Article 3

Les annexes I, II et III sont remplacées par les annexes jointes datées du 1er janvier 2012.

Article 4

La présente modification entre en vigueur le 1er janvier 2012, sauf si spécifié autrement.



Président du comité de retraite

28 mai 2012

Date

Copie conforme

Régie des rentes
Québec
Direction des régimes de retraite

Le 13 juillet 2012

Monsieur Alain Poirier
Fonds de solidarité FTQ
545, boulevard Crémazie Est
Bureau 200
Montréal (Québec) H2M 2W4

Objet : Régime de retraite par financement salarial de la FTQ (RRFS-FTQ)
Numéro du dossier : 38000

Monsieur,

Une demande d'enregistrement de modification concernant le régime de retraite susmentionné nous a été envoyée le 4 juillet 2012.

Nous traiterons cette demande au cours des prochaines semaines. Si elle est complète, nous vous ferons parvenir l'accusé de réception prévu à l'article 27 de la *Loi sur les régimes complémentaires de retraite*. Si elle ne l'est pas, nous communiquerons avec vous pour vous indiquer les documents et les renseignements que vous devez fournir.

Veuillez agréer, Monsieur, nos salutations distinguées.

Diane Normandeau

Diane Normandeau
Agente de bureau
Service de la surveillance
(418) 657-8715, poste 4040

c. c. Mme Annie-Christine Cyr, Les Services actuariels SAI inc.

2600, boul. Laurier, (entrée 6, rue Jean-Dequen), Québec
Adresse postale : Case postale 5200, Québec (Québec) G1K 7S9
Téléphone : 418 643-8282
Télécopieur : 418 643-7421
Numéro sans frais : 1 877 660-8282
Sourds ou malentendants : 1 800 603-3540
www.rrq.gouv.qc.ca

Annexe I : Liste des employeurs et associations accréditées participants

Nom de l'employeur	*Nom de l'association accréditée*	*Date d'entrée en vigueur (début de la participation au Régime)*
Anjou 80 (Cadres)	s/o	2011-07-01
Anjou 80 (Syndiqués)	Syndicat des fonctionnaires municipaux de Montréal (SCFP-429)	2011-07-01
Association des policières et policiers provinciaux du Québec (Syndiqués)	Syndicat des employées et employés professionnels-les et de bureau, section locale 574	2011-01-01
Comité Conjoint des matériaux de construction (Cadres)	s/o	2011-09-05
Comité Conjoint des matériaux de construction (Syndiqués)	Syndicat des employées et employés professionnels-les et de bureau, section locale 574	2011-09-05
Conseil régional FTQ Mauricie et Centre-du-Québec (Non-syndiqués)	s/o	2010-01-04
Conseil régional FTQ Montréal métropolitain (Non-syndiqués)	s/o	2010-01-01
Conseil régional FTQ Montréal métropolitain (Syndiqués)	Syndicat des employées et employés professionnels-les et de bureau, section locale 574	2010-01-01
Contre-Plaqué St-Casimir inc. (Syndiqués)	La section locale 299 - SCEP	2011-04-18
Eacom Timber Corporation (Syndiqués - Matagami)	Syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier, section locale 3057	2010-07-01
Eacom Timber Corporation (Syndiqués - Rabotage Ste-Marie)	La section locale 299 - SCEP	2008-09-01
Eacom Timber Corporation (Syndiqués - Sciage Ste-Marie)	La section locale 299 - SCEP	2008-09-01
Eacom Timber Corporation (Syndiqués - Val-d'Or)	Syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier, section locale 3057	2010-01-01

Nom de l'employeur	*Nom de l'association accréditée*	*Date d'entrée en vigueur (début de la participation au Régime)*
Emballages RockTenn Canada, S.E.C. (Syndiqués - Bureau La Tuque (nouveaux))	Syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier, section locale 27Q	2010-03-09
Emballages RockTenn Canada, S.E.C. (Syndiqués - Matane 2)	Syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier, section locale 414	2009-09-01
Emballages RockTenn Canada, S.E.C. (Syndiqués - Matane)	Syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier, section locale 414	2009-09-01
Emballages RockTenn Canada, S.E.C. (Syndiqués - Mont-Royal)	Syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier, section locale 841	2010-01-01
Emballages RockTenn Canada, S.E.C. (Syndiqués - St-Laurent)	Syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier, section locale 291	2010-01-01
Emballages RockTenn Canada, S.E.C. (Syndiqués - Usine La Tuque (nouveaux))	Syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier, section locale 530	2010-03-09
Fédération Québécoise des professeures et professeurs d'université (Syndiqués)	Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 2056	2011-01-01
Fonderie Laperle div. Canada Pipe Co. (Syndiqués)	Syndicat des Métallos local 8964	2009-02-01
Fonds étudiant solidarité travail du Québec (Non-syndiqués)	s/o	2009-03-29
Formica Canada Inc. (Syndiqués)	Syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier, section locale 140	2012-01-01
Fraternité inter-provinciale des ouvriers en électricité (Non-syndiqués)	s/o	2011-04-01
Gestion Soroma (Mascouche) Inc. (Syndiqués)	Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 2055	2011-01-01
La section locale 299 – SCEP (Non-syndiqués)	s/o	2008-06-01
La section locale 299 - SCEP (Syndiqués)	Syndicat des employées et employés professionnels-les et de bureau, section locale 574	2008-06-01

Nom de l'employeur	*Nom de l'association accréditée*	*Date d'entrée en vigueur (début de la participation au Régime)*
Les Aliments Multibar Inc. (Syndiqués)	Syndicat des Métallos, section locale 7625	2009-10-04
Les Emballages Mitchel-Lincoln Ltée (Syndiqués)	Syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier, section locale 648	2011-12-11
Maison l'Intervalle (Non-syndiqués)	s/o	2009-12-20
Maison l'Intervalle (Syndiqués)	Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 3665	2009-12-20
Mecachrome Canada inc. (Syndiqués)	Syndicat des Métallos, section locale 7625	2008-06-30
Municipalité de Lanoraie (Cadres)	s/o	2010-01-01
Municipalité de Lanoraie (Syndiqués)	Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 4652	2010-01-01
Municipalité de Saint-Calixte (Cadres)	s/o	2010-05-01
Municipalité de Saint-Calixte (Syndiqués - Cols blancs)	Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 1814	2010-05-01
Municipalité de Saint-Calixte (Syndiqués - Cols bleus)	Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 1814	2010-05-01
Municipalité de Sainte-Sophie (Syndiqués)	Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 3414	2009-09-01
Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac (Syndiqués)	Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 3709	2009-10-05
Municipalité du Village de Pointe-Lebel (Cadres)	s/o	2011-01-01
Municipalité du Village de Pointe-Lebel (Syndiqués)	Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 2633	2011-01-01

Nom de l'employeur	*Nom de l'association accréditée*	*Date d'entrée en vigueur (début de la participation au Régime)*
Municipalité Pointe-Calumet (Non-syndiqués)	s/o	2009-04-01
Municipalité Pointe-Calumet (Syndiqués)	Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 3334	2009-04-01
Municipalité Régionale de Comté de Matane (Syndiqués)	Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 4602	2009-07-06
Parti Québécois (Cadres)	s/o	2011-01-01
Parti Québécois (Syndiqués)	Syndicat des employés du Parti Québécois, SCFP section locale 4718	2011-01-01
Permacon, division de Les matériaux de Construction Oldcastle Canada Inc. (Syndiqués)	Syndicat des Métallos, section locale 7625 (98)	2010-09-01
Premier Tech Technologies Ltée (Syndiqués)	La section locale 299 - SCEP	2009-09-07
Produits Moulés Oldcastle, Division de Les Matériaux de Construction Oldcastle Canada, Inc. (Syndiqués)	Syndicat des Métallos, section locale 7625	2009-08-01
RIEP Varennes Sainte-Julie Saint-Amable (Syndiqués)	Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 1965	2011-03-06
Sport Maska Inc. (Reebok-CCM Hockey) (Syndiqués)	Syndicat des Métallos, section locale 8830	2009-10-05
Syndicat des Métallos, section locale 7625 (Officiers libérés)	s/o	2008-11-01
Syndicat des Métallos, section locale 7625 (Syndiqués)	Syndicat des Métallos, section locale 15377	2008-11-01
Syndicat des spécialistes et professionnels d'Hydro-Québec, section locale 4250 SCFP-FTQ (Syndiqués)	Syndicat des employées et employés professionnels-les et de bureau, section locale 574	2009-09-01
Tafisa Canada Inc. (Syndiqués)	La section locale 299 - SCEP	2008-09-28
Terminal et Cable TC Inc. (Syndiqués - Bureau)	Syndicat des Métallos local 9414	2009-03-16
Uniboard Canada Inc - Division Val-d'Or (Syndiqués - Val-d'Or)	Syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier, section locale 3057	2010-09-01

Nom de l'employeur	*Nom de l'association accréditée*	*Date d'entrée en vigueur (début de la participation au Régime)*
Uniboard Canada Inc. - Division Sayabec (Syndiqués - Sayabec)	Syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier, section locale 1200	2011-01-02
Union des opérateurs de machinerie lourde - local 791 FTQ (Syndiqués - Bureau)	L'Association des employés de syndicat du Québec (employées de bureau du Local 791 FTQ)	2011-01-01
Ville de Lavaltrie (Cadres)	s/o	2009-03-01
Ville de Lavaltrie (Syndiqués)	Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 4294	2009-03-01
Ville de Rivière-Rouge (Cadres)	s/o	2010-01-03
Ville de Rivière-Rouge (Syndiqués)	Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 2867	2009-08-30

Annexe II : Cotisations patronales et rentes créditées

La date d'entrée en vigueur correspond à la date depuis laquelle la cotisation et la rente sont à ce niveau. L'âge de retraite sans réduction est applicable à la rente pour le service crédité à compter de la date d'entrée en vigueur indiquée correspondante.

A) Employeurs dont la cotisation et la rente sont en fonction du salaire cotisable

Nom de l'employeur	*Premier âge de retraite sans réduction*	*Cotisations patronales en % du salaire cotisable*	*Rente annuelle créditée en % du salaire cotisable*	*Date d'entrée en vigueur*
Anjou 80 (Cadres)	65	7,00%	1,63%	2011-07-01
		7,25%	1,66%	2012-01-01
		7,50%	1,69%	2013-01-01
Anjou 80 (Syndiqués)	65	7,00%	1,63%	2011-07-01
		7,25%	1,66%	2012-01-01
		7,50%	1,69%	2013-01-01
Association des policières et policiers provinciaux du Québec (Syndiqués)	65	6,00%	1,33%	2011-01-01
		7,00%	1,51%	2012-01-01
Comité Conjoint des matériaux de construction (Cadres)	65	11,50%	2,00%	2011-09-05
Comité Conjoint des matériaux de construction (Syndiqués)	65	11,50%	2,00%	2011-09-05
Conseil régional FTQ Montréal métropolitain (Non-syndiqués)	65	12,00%	1,81%	2010-01-01
		12,00%	1,69%	2010-07-01
		12,00%	1,81%	2011-04-02
Conseil régional FTQ Montréal métropolitain (Syndiqués)	65	12,00%	1,81%	2010-01-01
Contre-Plaqué St-Casimir inc. (Syndiqués)	65	2,40%	0,58%	2011-04-18
		3,00%	0,65%	2012-01-01
		3,60%	0,73%	2013-01-01

Nom de l'employeur	*Premier âge de retraite sans réduction*	*Cotisations patronales en % du salaire cotisable*	*Rente annuelle créditée en % du salaire cotisable*	*Date d'entrée en vigueur*
Eacom Timber Corporation (Syndiqués - Matagami)	65	4,00%	0,97%	2010-07-01
Eacom Timber Corporation (Syndiqués - Rabotage Ste-Marie)	65	4,00%	0,90%	2008-09-01
		4,00%	0,85%	2009-07-01
		4,00%	0,80%	2010-07-01
Eacom Timber Corporation (Syndiqués - Sciage Ste-Marie)	65	4,00%	0,90%	2008-09-01
		4,00%	0,85%	2009-07-01
		4,00%	0,80%	2010-07-01
Eacom Timber Corporation (Syndiqués - Val-d'Or)	65	4,00%	1,04%	2010-01-01
Emballages RockTenn Canada, S.E.C. (Syndiqués - Bureau La Tuque (nouveaux))	65	4,00%	1,04%	2010-03-09
		4,00%	0,97%	2010-07-01
Emballages RockTenn Canada, S.E.C. (Syndiqués - Matane 2)	65	4,00%	1,04%	2009-09-01
		4,00%	0,97%	2010-07-01
Emballages RockTenn Canada, S.E.C. (Syndiqués - Matane)	65	5,00%	1,29%	2009-09-01
		6,00%	1,45%	2011-05-01
Emballages RockTenn Canada, S.E.C. (Syndiqués - Mont-Royal)	65	4,00%	1,29%	2010-01-01
		4,00%	1,21%	2010-07-01
Emballages RockTenn Canada, S.E.C. (Syndiqués - St-Laurent)	65	4,00%	1,29%	2010-01-01
		4,00%	1,21%	2010-07-01
Emballages RockTenn Canada, S.E.C. (Syndiqués - Usine La Tuque (nouveaux))	65	4,00%	1,04%	2010-03-09
		4,00%	0,97%	2010-07-01

Nom de l'employeur	*Premier âge de retraite sans réduction*	*Cotisations patronales en % du salaire cotisable*	*Rente annuelle créditée en % du salaire cotisable*	*Date d'entrée en vigueur*
Fédération Québécoise des professeures et professeurs d'université (Syndiqués)	65	8,00%	0,97%	2011-01-01
Fonds étudiant solidarité travail du Québec (Non-syndiqués)	65	14,50%	1,98%	2009-03-29
		14,50%	1,88%	2009-07-01
		14,50%	2,00%	2010-07-01
Fraternité inter-provinciale des ouvriers en électricité (Non-syndiqués)	65	6,00%	1,00%	2011-04-01
		6,50%	1,06%	2012-04-01
		7,00%	1,12%	2013-04-01
Gestion Soroma (Mascouche) Inc. (Syndiqués)	65	3,50%	0,85%	2011-01-01
Les Emballages Mitchel-Lincoln Ltée (Syndiqués)	65	7,00%	1,21%	2011-12-11
Maison l'Intervalle (Non-syndiqués)	65	2,00%	0,52%	2009-12-20
Maison l'Intervalle (Syndiqués)	65	2,00%	0,52%	2009-12-20
		2,00%	0,48%	2010-07-01
Mecachrome Canada inc. (Syndiqués)	65	2,00%	0,54%	2008-06-30
		1,00%	0,27%	2009-06-01
		1,00%	0,26%	2009-07-01
		2,00%	0,52%	2010-04-01
		2,15%	0,52%	2010-07-01
		3,00%	0,73%	2011-01-01
		3,25%	0,79%	2012-01-01
		3,50%	0,85%	2012-07-01
Municipalité de Lanoraie (Cadres)	65	5,50%	1,36%	2010-01-01
Municipalité de Lanoraie (Syndiqués)	65	5,50%	1,36%	2010-01-01
		5,50%	1,27%	2010-07-01

Nom de l'employeur	*Premier âge de retraite sans réduction*	*Cotisations patronales en % du salaire cotisable*	*Rente annuelle créditée en % du salaire cotisable*	*Date d'entrée en vigueur*
Municipalité de Saint-Calixte (Cadres)	65	6,00%	1,42%	2010-05-01
		6,00%	1,33%	2010-07-01
Municipalité de Saint-Calixte (Syndiqués - Cols blancs)	65	6,00%	1,42%	2010-05-01
		6,00%	1,33%	2010-07-01
Municipalité de Saint-Calixte (Syndiqués - Cols bleus)	65	6,00%	1,42%	2010-05-01
		6,00%	1,33%	2010-07-01
Municipalité de Sainte-Sophie (Syndiqués)	65	11,00%	1,42%	2009-09-01
		11,50%	1,49%	2010-01-01
		11,50%	1,39%	2010-07-01
		12,50%	1,51%	2011-01-01
Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac (Syndiqués)	65	6,50%	1,62%	2009-10-05
		7,50%	1,75%	2010-01-01
		7,50%	1,63%	2010-07-01
		7,50%	1,75%	2010-09-01
Municipalité du Village de Pointe-Lebel (Cadres)	65	6,00%	1,21%	2011-01-01
Municipalité du Village de Pointe-Lebel (Syndiqués)	65	6,00%	1,21%	2011-01-01
Municipalité Pointe-Calumet (Non-syndiqués)	65	9,50%	1,98%	2009-04-01
		9,67%	2,00%	2011-04-01
Municipalité Pointe-Calumet (Syndiqués)	65	9,50%	1,98%	2009-04-01
		9,67%	2,00%	2011-04-01
Municipalité Régionale de Comté de Matane (Syndiqués)	65	6,00%	1,29%	2009-07-06
Parti Québécois (Cadres)	65	3,00%	0,73%	2011-01-01
Parti Québécois (Syndiqués)	65	3,00%	0,73%	2011-01-01

Nom de l'employeur	*Premier âge de retraite sans réduction*	*Cotisations patronales en % du salaire cotisable*	*Rente annuelle créditée en % du salaire cotisable*	*Date d'entrée en vigueur*
Premier Tech Technologies Ltée (Syndiqués)	65	4,00%	0,83%	2009-09-07
RIEP Varennes Sainte-Julie Saint-Amable (Syndiqués)	65	8,25%	2,00%	2011-03-06
Syndicat des Métallos, section locale 7625 (Officiers libérés)	65	8,00%	1,215%	2008-11-01
		15,45%	2,00%	2010-01-01
		16,52%	2,00%	2010-07-01
Syndicat des Métallos, section locale 7625 (Syndiqués)	65	8,00%	1,755%	2008-11-01
		10,00%	1,91%	2009-05-01
		12,00%	1,91%	2010-05-01
		14,00%	1,91%	2011-05-01
Syndicat des spécialistes et professionnels d'Hydro-Québec, section locale 4250 SCFP-FTQ (Syndiqués)	65	8,00%	1,68%	2009-09-01
		8,15%	1,72%	2010-01-01
		8,15%	1,61%	2010-07-01
		8,30%	1,65%	2011-01-01
		8,45%	1,68%	2012-01-01
		8,60%	1,72%	2013-01-01
		8,75%	1,76%	2014-01-01
Tafisa Canada Inc. (Syndiqués)	65	5,00%	1,09%	2008-09-28
		5,00%	1,04%	2009-07-01
		5,00%	0,97%	2010-07-01
Uniboard Canada Inc - Division Val-d'Or (Syndiqués - Val-d'Or)	65	4,25%	1,00%	2010-09-01
Uniboard Canada Inc. - Division Sayabec (Syndiqués - Sayabec)	65	4,25%	1,00%	2011-01-02
Ville de Lavaltrie (Cadres)	65	7,20%	1,634%	2009-03-01
		7,20%	1,53%	2010-07-01

Nom de l'employeur	*Premier âge de retraite sans réduction*	*Cotisations patronales en % du salaire cotisable*	*Rente annuelle créditée en % du salaire cotisable*	*Date d'entrée en vigueur*
Ville de Lavaltrie (Syndiqués)	65	7,20%	1,634%	2009-03-01
		7,20%	1,530%	2010-07-01
		7,20%	1,634%	2010-10-26
Ville de Rivière-Rouge (Cadres)	65	7,50%	1,81%	2010-01-03
		7,50%	1,69%	2010-07-01
Ville de Rivière-Rouge (Syndiqués)	65	7,50%	1,55%	2009-08-30

B) Employeurs dont la cotisation et la rente sont exprimées en $

Nom de l'employeur	*Premier âge de retraite sans réduction*	*Cotisations patronales en $ de l'heure cotisable*	*Rente mensuelle créditée en $ par 1000 heures cotisables*	*Date d'entrée en vigueur*
Conseil régional FTQ Mauricie et Centre-du-Québec (Non-syndiqués)	65	3,00 $	53,93 $	2010-01-04
Fonderie Laperle div. Canada Pipe Co. (Syndiqués)	65	0,55 $	11,35 $	2009-02-01
		0,60 $	11,90 $	2011-01-01
		0,65 $	12,41 $	2012-01-01
Formica Canada Inc. (Syndiqués)	65	1,45 $	19,47 $	2012-01-01
		1,68 $	21,79 $	2013-01-01
		1,92 $	24,21 $	2014-01-01
		2,16 $	26,63 $	2015-01-01
		2,40 $	29,06 $	2016-01-01
La section locale 299 - SCEP (Non-syndiqués)	65	1,50 $	28,37 $	2008-06-01
		2,25 $	40,45 $	2010-03-01
La section locale 299 - SCEP (Syndiqués)	65	1,00 $	19,01 $	2008-06-01
Les Aliments Multibar Inc. (Syndiqués)	65	0,60 $	6,47 $	2009-10-04
		0,85 $	9,17 $	2010-04-01
		0,85 $	8,58 $	2010-07-01
		0,95 $	9,58 $	2012-04-01
		1,05 $	10,59 $	2015-04-01
Permacon, division de Les matériaux de Construction Oldcastle Canada Inc. (Syndiqués)[1]	65	28,00 $	20,56 $	2010-09-01
		31,00 $	22,77 $	2011-03-01
		34,00 $	24,97 $	2012-03-01
Produits Moulés Oldcastle, Division de Les Matériaux de Construction Oldcastle Canada, Inc. (Syndiqués)[1]	65	31,00 $	22,99 $	2009-08-01
		34,00 $	24,68 $	2009-12-01
		34,00 $	23,08 $	2010-07-01
		39,00 $	25,71 $	2010-12-01
		43,00 $	27,80 $	2011-12-01
Sport Maska Inc. (Reebok-CCM Hockey) (Syndiqués)	65	0,45 $	4,86 $	2009-10-05
		0,45 $	4,54 $	2010-07-01

Nom de l'employeur	*Premier âge de retraite sans réduction*	*Cotisations patronales en $ de l'heure cotisable*	*Rente mensuelle créditée en $ par 1000 heures cotisables*	*Date d'entrée en vigueur*
Terminal et Cable TC Inc. (Syndiqués - Bureau)	. 65	0,35 $	6,80 $	2009-03-16
Union des opérateurs de machinerie lourde - local 791 FTQ (Syndiqués - Bureau)[1]	65	87,00 $	45,64 $	2011-01-01
		89,00 $	46,69 $	2011-06-01
		91,00 $	47,74 $	2012-06-01

[1] Cotisations patronales par semaine cotisable et rente mensuelle créditée par 52 semaines cotisables

Annexe III : Liste des régimes liés avec le RRFS-FTQ

Régime de retraite applicable aux employés syndiqués de EACOM Timber Corporation à certaines divisions au Québec / Pension Plan for Union Employees of EACOM Timber Corporation at some division in Quebec depuis le 1er septembre 2008
(Numéro d'enregistrement à la Régie des Rentes du Québec : 32163).

Régime de retraite des employés syndiqués d'Emballages Smurfit-Stone Canada, S.E.C.. – Division La Tuque, Matane, Pointe-aux-Trembles et Burlington, depuis le 1er septembre 2009
(Numéro d'enregistrement à la Régie des rentes du Québec : 31388).

Régime de retraite de Formica Canada Inc., depuis le 1er janvier 2012
(Numéro d'enregistrement à la Régie des Rentes du Québec : 29455).

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1162072016

Unité administrative responsable :	Arrondissement Anjou , Direction des services administratifs_des relations avec les citoyens et du greffe , Direction
Objet :	Recommander au conseil municipal la passation d'un avis de motion et l'adoption du Règlement modifiant le réglement du régime complémentaire de retraite des employés de la Ville d'Anjou (1636) - (référence Anjou: RCA 1636-8)

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AML - 1162072016 Cessation Anjou 80 20161205.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-12-05

Annie GERBEAU
Avocate
Tél : 514-872-0136
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT CONCERNANT LE RÉGIME COMPLÉMENTAIRE DE RETRAITE DES EMPLOYÉS DE LA VILLE D'ANJOU (1636)

Vu le Régime complémentaire de retraite des employés de la Ville d'Anjou, entré en vigueur le 1er octobre 1968, établi et maintenu par le Règlement concernant le régime complémentaire de retraite des employés de la Ville d'Anjou (1636);

Vu les articles 7 et 45 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu le paragraphe 8o de l'article 464 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Vu le Régime de retraite par financement salarial de la FTQ (RRFS-FTQ) auquel les employés cadres et syndiqués de la Corporation Anjou 80 participent depuis le 1er juillet 2011, tel que prévu par la modification n°4 de ce régime pour laquelle une demande d'enregistrement a été présentée le 4 juillet 2012 à la Régie des rentes du Québec qui en a accusé réception le 13 juillet 2012;

À la séance ordinaire du …….. 2016, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. L'article 1.2.13 du Règlement concernant le régime complémentaire de retraite des employés de la Ville d'Anjou (1636) est modifié par l'insertion, à la fin de la définition de la « Catégorie 1 », de la phrase suivante :

> « À compter du 1er juillet 2011, les participants cadres de la Corporation Anjou 80 sont exclus de la Catégorie 1. »

2. L'article 1.2.13 de ce règlement est modifié par l'insertion, à la fin de la définition de la « Catégorie 2 », de la phrase suivante :

> « À compter du 1er juillet 2011, les participants cols blancs de la Corporation Anjou 80 sont exclus de la Catégorie 2. »

3. L'article 1.2.27 de ce règlement est modifié par l'insertion, à la fin, de la phrase suivante :

> « À compter du 1er juillet 2011, une personne au service de la Corporation Anjou 80 n'est pas un employé aux fins du présent règlement. ».

4. Le présent règlement a effet depuis le 1er juillet 2011.

GDD 1162072016

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 42.03

2017/03/27 13:00

(1)

Dossier # : 1165322002

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Bureau planification intégrée et coordination
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlements modifiant le Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville aux conseils d'arrondissement (02-002) afin que le conseil de la Ville récupère le pouvoir de l'application du Règlement d'occupation du domaine public et du Règlement sur les excavations relatifs à l'installation d'un réseau de transport d'électricité, de gaz, de télécommunication ou de câblodistribution.

Il est recommandé d'adopter :
1. Le Règlement modifiant le Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville aux conseils d'arrondissements (02-002); afin que le conseil de la Ville récupère le pouvoir de l'application du Règlement d'occupation du domaine public et du Règlement sur les excavations relatifs à l'installation d'un réseau de transport d'électricité, de gaz, de télécommunication ou de câblodistribution.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2017-01-30 11:45

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1165322002**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Bureau planification intégrée et coordination
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlements modifiant le Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville aux conseils d'arrondissement (02-002) afin que le conseil de la Ville récupère le pouvoir de l'application du Règlement d'occupation du domaine public et du Règlement sur les excavations relatifs à l'installation d'un réseau de transport d'électricité, de gaz, de télécommunication ou de câblodistribution.

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal compte à son actif plus de 4 000 km de réseau routier et au delà de 6 000 km de trottoir, sans oublier plus de 650 km de voies cyclables.
Le réseau routier municipal constitue un actif indispensable pour le développement urbain, la prospérité économique de la Ville et la qualité de vie des citoyens. Par conséquent, il est important que la Ville dispose d'infrastructures routières performantes pouvant assurer ses besoins en mobilité, dans des conditions optimales en termes de sécurité et de confort pour tous les usagers. Les besoins croissants d'entretien, de réhabilitation et, à la limite, de reconstruction que requièrent les infrastructures routières nécessitent des investissements majeurs de la part de la Ville.

Par ailleurs, la forte présence dans l'emprise municipale, des réseaux techniques urbains (RTU) occasionne des perturbations de services aux citoyens et représente dans bien des cas, un fardeau financier pour la Ville. D'une part, suite à leurs travaux dans l'emprise municipale, ces entreprises occasionnent prématurément des détériorations dans la chaussée, en plus d'entraîner des impacts sur la circulation et de nombreux désagréments pour les citoyens. D'autre part, les travaux réalisés par la Ville sur son réseau routier requièrent, souvent, le déplacement des infrastructures de RTU. Lors de ces déplacements, il est fréquent que l'on soit contraint à remettre à neuf, des réseaux désuets de ces entreprises de RTU. À cet effet, la Ville oeuvre à mettre en place des outils de gestion de son emprise afin de protéger ses infrastructures et d'optimiser ses investissements.

Dans ce contexte et avec un objectif d'optimisation des interventions dans les rues de Montréal, la Ville a entrepris depuis 2013 une réflexion quant à l'utilisation de son emprise de rue par les entreprises de RTU. Le Service des infrastructures, de la voirie et des transports (SIVT) a mis sur pied un comité technique interne sur la **gestion de l'occupation de l'emprise municipale par les RTU**. Ce comité est composé de représentants d'arrondissements et de services corporatifs de la Ville. Il a eu pour mandat d'examiner la gestion et les pratiques actuelles, de documenter les différents cas de figure possibles et d'étudier divers scénarios quant à la révision de la gouvernance des entreprises de RTU dans l'emprise municipale, aux niveaux de l'autorisation d'implantation, des

exigences municipales lors des interventions, de la coordination et des coûts causaux associés à leur présence dans l'emprise municipale.

Le comité a proposé des recommandations visant à mettre en place des outils de gestion définissant les principes relatifs à l'occupation de l'emprise municipale. Ces recommandations ont pour objectif de planifier les travaux de l'ensemble des partenaires internes et externes dans l'emprise municipale, d'améliorer l'intégration des interventions et de partager équitablement les coûts associés pour diminuer les nuisances causées aux citoyens ainsi que les dépenses de la Ville.

Il importe de souligner que la mise en œuvre de plusieurs outils de gestion de l'occupation de l'emprise municipale est en cours, tels que la révision des règlements municipaux, l'élaboration d'un guide de restauration des tranchées et d'un guide d'installation des RTU dans l'emprise municipale, la négociation d'ententes-cadres avec ces entreprises et le développement d'un outil informatique de gestion « Assistant à la gestion des interventions dans les rues (AGIR)».

Dans le cadre de cette démarche, nous avons examiné la gouvernance et les pratiques actuelles à la Ville de Montréal et dans d'autres villes Canadiennes et Américaines telles que Québec, Toronto, Boston et New York. Cela en vue de documenter les différents cas de figure possibles et d'étudier divers scénarios quant à la révision de la gouvernance des entreprises de RTU occupant l'emprise municipale : aux niveaux de l'autorisation d'implantation, des exigences municipales, des interventions et de la coordination.

Nous avons constaté que plusieurs points en commun caractérisent les approches de ces villes dont le principal point est la présence d'un guichet unique pour le traitement efficient de la demande de consentement municipal des RTU. À cet effet, nous avons évalué l'implantation de ce modèle de gestion des interventions qui s'inspire des autres grandes villes et dont la mise en place requiert la révision de l'application de certains règlements par le conseil de la Ville.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Règlement 02-002 sur la délégation de pouvoirs du conseil de ville aux conseils d'arrondissement:
CM 01- 00047 - 18 décembre 2001 - Adoption du Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la Ville aux conseils d'arrondissement (02-002).

DESCRIPTION

Les RTU doivent obtenir un consentement municipal avant de procéder à des travaux par une demande de permis d'occupation temporaire du domaine public. Lors de l'émission des consentements municipaux, la Ville intervient à l'égard des RTU selon ses compétences en matière d'occupation du domaine public et en matière d'excavation. Soulignons qu'en vertu de l'article 67.1 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal* , le conseil de la ville a compétence à l'égard des excavations et des occupations du domaine public relatives à l'installation d'un réseau de transport d'électricité, de gaz, de télécommunication ou de câblodistribution. Cependant, les arrondissements exercent actuellement par voie de délégation, ces compétences lors du traitement des consentements municipaux en vertu du *Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la Ville aux conseils d'arrondissement,* 02-002.
Dans un objectif d'une offre de service efficiente pour l'ensembre des RTU, en vue de la mise en place du guichet unique au 1er juin 2017; le conseil de la Ville récupérera le pouvoir d'application de deux règlements relatifs aux matières suivantes:

· Les occupations du domaine public relatives à l'installation d'un réseau de transport

d'électricité, de gaz, de télécommunication ou de câblodistribution.
L'application de ce règlement a été déléguée aux arrondissements en vertu du *Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville aux conseils d'arrondissement,* 02-002 (art. 1, par. 2, sous-par. d). Il s'agit, dans le présent dossier, d'abroger ce sous-paragraphe.

· Les excavations relatives à l'installation d'un réseau de transport d'électricité, de gaz, de télécommunication ou de câblodistribution.
L'application de ce règlement a été déléguée aux arrondissements en vertu du *Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville aux conseils d'arrondissement,* 02-002 (art. 1, par. 2, sous-par. e).Il s'agit, dans le présent dossier, de modifier ce sous-paragraphe.

Il est proposé que les Règlements modifiant le Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville aux conseils d'arrondissement (02-002) afin que le conseil de la Ville récupère le pouvoir de l'application du Règlement d'occupation du domaine public et du Règlement sur les excavations relatifs à l'installation d'un réseau de transport d'électricité, de gaz, de télécommunication ou de câblodistribution prendra effet le 1er juin 2017.

JUSTIFICATION

Les consentements municipaux sont émis actuellement par les 19 arrondissements. Ce modèle de gestion occasionne des disparités dans les exigences de la Ville lors de l'installation des RTU dans l'emprise municipale. De plus, il ne permet pas d'avoir une vision d'ensemble sur leur déploiement dans l'emprise municipale:

- Des projets d'envergures des RTU sont soumis à la Ville de façon morcelé sans que les enjeux de l'ensemble soient analysés;
- Des équipements des RTU apparaissent sur le territoire de la Ville sans que les enjeux (entretien, coûts, sécurité, etc.) soient analysés par les unités compétentes;
- L'installation des RTU est parfois en conflit avec les actifs de la Ville. Par exemple, des massifs de certaines compagnies RTU installés sur les conduites d'eau ou d'égout qui occasionnent des coûts supplémentaires élevés pour la Ville dans le cadre des projets de reconstructions de ces conduites.

Par ailleurs, la Ville déploie beaucoup d'effort afin d'élaborer un carnet de programmation des travaux tenant compte notamment de la mobilité. La Ville vise également à consolider l'approche de la planification intégrée des travaux qui permet de réduire les cas de conflits avec les projets de la Ville.

À cet effet, le guichet unique permettra d'utiliser le consentement municipal comme levier pour mieux gérer l'emprise et protéger les actifs de la Ville. Cela permettra de :

- Inciter les RTU à la planification et l'intégration des travaux : les demandes de consentement pour des travaux en conflit avec ceux de la Ville et n'ayant pas été planifiés seront interceptés (le Consentement municipal sera émis avec des commentaires ce qui permettra à l'arrondissement de prendre connaissance des exigences requises, lors de l'émission des permis);
- Appliquer des moratoires d'excavation sur les rues nouvellement reconstruites : les demandes de consentement pour des travaux portant sur des rues nouvellement reconstruites ou réhabilitées seront refusées sauf en cas d'urgences ou dans le cas d'une demande de service d'un citoyen;

- Inspecter et contrôler les interventions : l'équipe du guichet unique inspectera les travaux des RTU afin de s'assurer de l'application des exigences de la Ville relativement à la restauration de la chaussée et à la remise en état des lieux.
- Harmoniser et faire respecter les exigences et les pratiques techniques sur le territoire de la Ville (19 arrondissements);
- Facturer aux RTU les coûts de dégradation de la chaussée: les excavations occasionnent des détériorations prématurées de la chaussée, en plus de réduire sa vie utile. les coûts afférents seront facturés au RTU;
- Soutenir les différentes unités de la Ville dans le cadre des projets nécessitant les déplacements des RTU;
- Tenir à jour le registre de localisation des RTU (Plans finaux);
- Mettre à jour les ententes-cadres de partage des coûts et des responsabilités avec les RTU et s'assurer de leur application;
- Négocier des ententes d'enfouissement basées sur un plan directeur d'enfouissement qui est en cours d'élaboration.

Il est important de souligner que le guichet unique permettra ainsi d'offrir un meilleur service à nos partenaires (RTU).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le guichet unique s'assurera de mettre progessivement en place les différents outils de gestion et veillera à leur application par les unités de la Ville notamment en ce qui a trait aux ententes de partage des coûts et des responsabilités entre la Ville et les compagnies RTU. Ces ententes permettront de partager les coûts causaux d'une façon équitable entre la Ville et les compagnies RTU sur la base du principe que leur déploiement soit à coûts nuls pour les citoyens. Voici les principaux coûts causaux qui seront couverts par les ententes:

· Coûts de gestion des demandes de consentements municipaux seront facturés aux compagnies RTU;
· Coûts de dégradation de la chaussée seront facturés aux compagnies RTU;
· Coûts de contournement : tous les coûts supplémentaires que la Ville dépense dans ses projets pour protéger ou éviter les équipements des compagnies RTU seront facturés aux compagnies RTU;
· Coûts de déplacement des équipements des compagnies RTU à la demande de la Ville dans le cadre des projets seront partagés avec les compagnies RTU.

Les ententes-cadres de partage des coûts et des responsabilités entre la Ville et les RTU viendront préciser dans le détail, selon les modalités, les coûts qui seront assumés par les RTU.
Les arrondissements n'auront plus à gérer les demandes de consentements municipaux. Par conséquent, ils n'auront plus à charger les coûts, soit des revenus qui étaient présentement insuffisants pour compenser les frais encourus.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

N/A.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Un guichet unique sera mis en place graduellement jusqu'au 1er juin 2017; date à laquelle l'équipe sera opérationnelle pour la gestion des demandes de consentements municipaux.

Une décision tardive ou défavorable dans le présent dossier aurait pour conséquence de retarder la mise en opération du guichet unique à la date visée.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

N/A.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Modifications réglementaires afin d'abroger les délégations du conseil de la Ville aux conseils d'arrondissement relatives à l'application de certains règlements de la Ville (prise d'effet le 1er juin 2017), nécessitant deux séances du conseil :

- Une séance pour l'avis de motion **(20 fev. 2017)**
- Une séance pour l'adoption au CM **(27 mars 2017)**

- Adoption des coûts de traitement des demandes de consentements municipaux, dans le Règlement sur la tarification, par le conseil de la Ville - **(fin mai 2017)**
- Mise en opération de la structure relative à la gestion des consentements municipaux- Guichet unique - **(juin 2017)**

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie MCSWEEN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER		**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2016-10-18
Radhia DJELLAL Chargée de projets-grands projets		Valérie G GAGNON Chef de division	
Tél :	514 872-2343	**Tél :**	514 868-3871

Télécop. : **Télécop. :**

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2017-01-30

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1165322002

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Bureau planification intégrée et coordination
Objet :	Adopter le Règlements modifiant le Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville aux conseils d'arrondissement (02-002) afin que le conseil de la Ville récupère le pouvoir de l'application du Règlement d'occupation du domaine public et du Règlement sur les excavations relatifs à l'installation d'un réseau de transport d'électricité, de gaz, de télécommunication ou de câblodistribution.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Règlement R.R.V.M. c. O-0.1 modifications FINAL.doc

Reglement_02_002_modifications FINAL.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie MCSWEEN
avocate
Tél : 514-872-4783

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-01-27

Véronique BELPAIRE
avocate, chef de division
Tél : 514-872-4222
Division :

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT DU CONSEIL DE LA VILLE SUR L'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC (R.R.V.M. c. O-0.1)

Vu les articles 67 et 67.1 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4);

À l'assemblée du , le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Le premier aliéna de l'article 31 du Règlement du conseil de la ville sur l'occupation du domaine public (R.R.V.M. c. O-0.1) est modifié par l'insertion, après le paragraphe 3°, du paragraphe suivant :

« 4° fournir à l'autorité compétente, dans le cas d'une occupation du domaine public relative à l'installation d'un réseau de transport d'électricité, de gaz, de télécommunication ou de câblodistribution, le permis d'occupation permanente; »

2. Le présent règlement entre en vigueur le 1er juin 2017.

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXX.

GDD : 1165322002

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE LA VILLE SUR LA DÉLÉGATION DE POUVOIRS DU CONSEIL DE LA VILLE AUX CONSEILS D'ARRONDISSEMENT (02-002)

Vu l'article 186 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4);

À l'assemblée du , le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Le premier alinéa de l'article 1 du Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville aux conseils d'arrondissement (02-002) est modifié :

1° par le remplacement du sous-paragraphe d) du paragraphe 2° par le suivant :

« d) les occupations temporaires du domaine public relatives à l'installation d'un réseau de transport d'électricité, de gaz, de télécommunication ou de câblodistribution; »

2° par le remplacement du sous-paragraphe e) du paragraphe 2° par le suivant :

« e) les excavations dans le domaine public à l'exception de celles relatives à l'installation d'un réseau de transport d'électricité, de gaz, de télécommunication ou de câblodistribution; ».

2. Le présent règlement entre en vigueur le 1er juin 2017.

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXX.

GDD : 1165322002

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 42.04

2017/03/27
13:00

(1)

Dossier # : 1164207002

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Bureau de projets TI , Gestion du portefeuille
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 108 316 000 $ afin de financer l'acquisition de biens, de services techniques et de services professionnels en informatique, relevant de la compétence de la Ville centrale, en vue de réaliser les projets inscrits à la programmation du PTI 2017-2019 du Service des technologies de l'information

Il est recommandé :
d'adopter le Règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 108 316 000 $ afin de financer l'acquisition de biens, de services techniques et de services professionnels en informatique ».

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-01-31 13:35

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1164207002**
Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Bureau de projets TI , Gestion du portefeuille
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 108 316 000 $ afin de financer l'acquisition de biens, de services techniques et de services professionnels en informatique, relevant de la compétence de la Ville centrale, en vue de réaliser les projets inscrits à la programmation du PTI 2017-2019 du Service des technologies de l'information

CONTENU

CONTEXTE

Le Service des technologies de l'information (Service des TI) de la Ville de Montréal (Ville) a pour mission d'assurer le maintien et soutenir la modernisation des services technologiques clés de la Ville et de soutenir les missions des unités de la Ville au niveau des initiatives de la ville intelligente et numérique, des autres initiatives citoyennes, ainsi que des projets de transformation organisationnelle. À cet effet, un plan de réalisation de projets d'envergure pour les trois (3) prochaines années a été déposé. Au total, ce plan comporte soixante-et-onze (71) projets qui se déclinent comme suit :

- 31 projets font l'objet des deux règlements d'emprunt (dossiers mixtes).
- 22 projets font uniquement l'objet du règlement d'emprunt corporatif;
- 10 projets font uniquement l'objet du règlement d'emprunt d'agglomération;
- 8 projets possèdent leurs règlements d'emprunt spécifiques: Ville intelligente et numérique, SERAM, Portail web de la Ville, Bureau de demain, Gestion des capacités des serveurs, Système de gestion des actifs municipaux, Système intégré de répartition Montréal et Gestion de l'évolution bureautique.

Pour l'objet de ce sommaire, 53 projets sont visés par le règlement d'emprunt corporatif. À noter que le détail de ces projets se trouve dans la présentation jointe. L'ensemble de ces projets se déclinent en fonction de trois (3) axes :

1. La Ville intelligente et numérique, qui est constituée notamment de:

- Projets offrant des services numériques aux citoyens qui sont au centre même de la stratégie de la ville intelligente et numérique;
- Projets de mobilité urbaine prévoyant des outils et des applications numériques dont l'objectif sera de fournir des informations en temps réel sur l'état du réseau routier et du trafic de manière à faciliter les déplacements des citoyens sur le territoire de la Ville;
- Projets offrant des solutions de télécommunications modernes et performantes en soutien aux actifs et activités essentiels de la Ville.

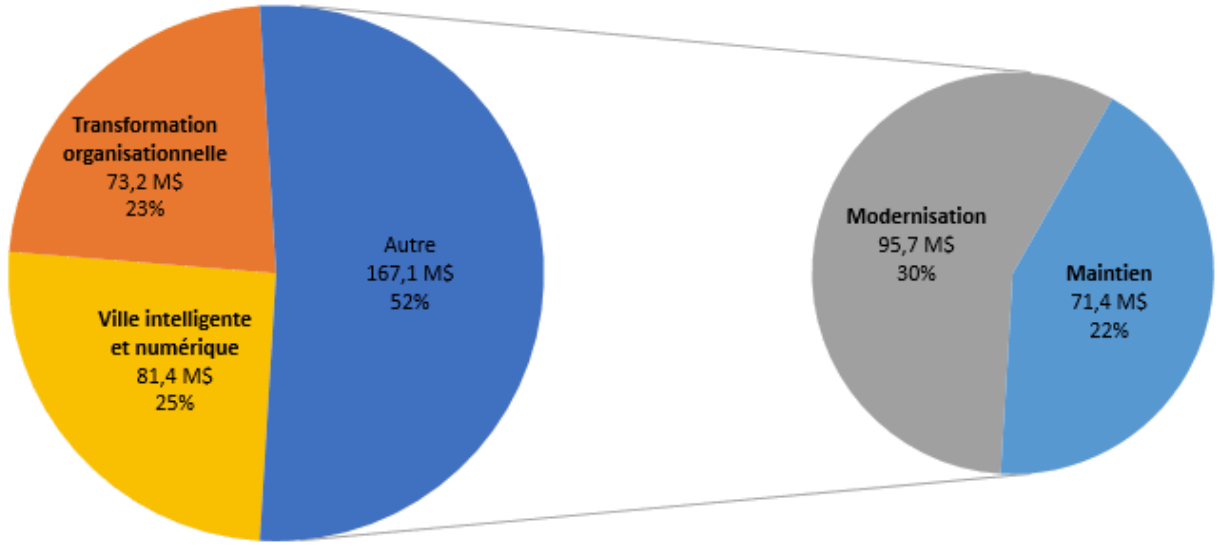
2. La transformation organisationnelle, qui sera réalisée par l'entremise de projets d'implantation

de systèmes informatiques plus modernes et plus efficients en appui aux chantiers de transformation organisationnelle de la Ville.

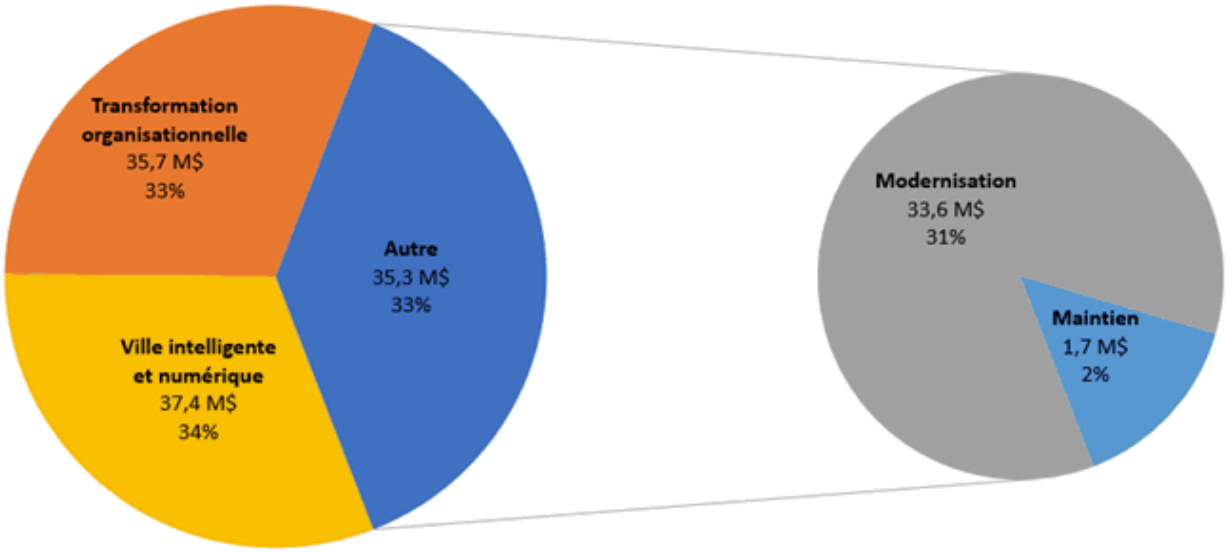
3. La modernisation et le maintien des actifs, qui est composé de:

- Projets de rehaussement, tant technologiques que fonctionnels, de plusieurs systèmes informatiques en appui aux activités administratives de la Ville et à la prestation de services aux citoyens;
- Projets de maintien (selon les volets d'efficacité, de sécurité et de performance) des infrastructures et de nombreux systèmes informatiques du parc applicatif de la Ville.

Voici la distribution budgétaire des 71 projets inscrits au Plan triennal d'immobilisations (PTI) :



Voici la distribution budgétaire des 53 projets visés par ce règlement d'emprunt :



Le présent dossier porte sur l'adoption d’un règlement d’emprunt totalisant 108 316 000 $ pour mettre en place de nouvelles infrastructures technologiques pour la mise à niveau et la modernisation du parc informatique de la Ville, relevant de la compétence du conseil municipal.

Ces interventions visent l'acquisition de biens, de services techniques et de services professionnels en informatique hautement spécialisés.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM15 0338 – 27 mars 2015 - Règlement autorisant un emprunt de 46 000 000 $ pour le financement de l'acquisition d'équipements et de services professionnels en informatique.
CM13 1013 – 23 septembre 2013 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 30 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'équipements et de services professionnels en informatique.

DESCRIPTION

Le présent dossier a pour but de faire adopter un règlement d'emprunt de 108 316 000 $ pour le financement des projets de compétence de la Ville centrale et de compétence mixte – volet Ville centrale inscrits à la programmation du PTI 2017-2019 du Service des TI. La clé de répartition en vigueur à l'adoption du PTI 2017-2019 est de 51,2% à l'agglomération et de 48,8% à la Ville centrale.
Les investissements dans les technologies de l'information constituent un moyen essentiel pour la Ville, si elle veut atteindre son objectif de devenir le chef de file mondialement reconnu parmi les villes intelligentes et numériques. L'obtention de ce règlement d'emprunt permettra l'acquisition de biens, de services techniques et de services professionnels en informatique hautement spécialisés pour de divers projets futurs et évitera ainsi leur financement par l'adoption de règlements d'emprunt à la pièce.

Les dépenses admissibles au règlement d'emprunt doivent respecter la politique de capitalisation des dépenses en immobilisations de la Ville de Montréal.

Le règlement d'emprunt touchant le volet agglomération est demandé via le GDD 1164207001.

JUSTIFICATION

L'autorisation du présent règlement d'emprunt permettra l'obtention des crédits nécessaires à la réalisation des projets d'immobilisation planifiés au PTI 2017-2019.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce règlement permettra de financer le volet Ville centrale d'un ensemble de projets en technologies de l'information totalisant un montant de 221 188 000 $. La portion relevant de la compétence de la Ville centrale s'élève à 108 316 000 $. La liste de ces projets est jointe au présent dossier. Le règlement d'emprunt touchant le volet agglomération est demandé via un autre dossier décisionnel.
Les travaux financés par ce règlement d'emprunt constituent des dépenses en immobilisations. La proportion allouée à l'acquisition de biens et services techniques est estimée à 35 % et celle allouée à l'acquisition de services professionnels et de main-d'œuvre capitalisable est d'environ 65%.

La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 5 ans conformément à la Politique de capitalisation et amortissement des dépenses en immobilisations approuvée par le conseil de la Ville par la résolution CM07 0841.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'approbation de ce dossier permettra au Service des TI de réaliser les projets prévus au PTI 2017-2019.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion : 2017-02-20;
Adoption : 2017-03-27;
Approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mario PRIMARD)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Nicolas DUFRESNE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martine GÉLINAS
Conseillère en analyse et contrôle de gestion

Tél : 872-8275
Télécop. : 280-9109

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-11-21

Amirouche SELLAM
gestionnaire de projets majeurs - ti

Tél : 514-872-2199
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Christian C ROBIDOUX
Directeur du Bureau de projets

Tél : 514-234-6396
Approuvé le : 2016-11-29

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sylvain PERRAS
Directeur du service des technologies de l'information
Tél :
Approuvé le : 2017-01-27

Enveloppe PTI 2017-2019 Service des TI pour les projets n'ayant pas de règlement spécifique.
(en miller de dollars, au net)

		Compétence d'agglomération				Compétence de la Ville centrale				Total PTI 2017-2019			
Numéro investi	**Intitulé du projet**	**2017**	**2018**	**2019**	**Total**	**2017**	**2018**	**2019**	**Total**	**2017**	**2018**	**2019**	**Total**
09000	Chantier d'amélioration du réseau logistique et de la gestion des stocks	1 357	1 335	1 383	4 075	1 294	1 272	1 318	**3 884**	2 651	2 607	2 701	7 959
28020	Système de gestion des projets d'immobilisations	358	101	0	459	342	97	0	**439**	700	198	0	898
54444	Développement et mise en oeuvre des applications informatiques de la gestion des matières résiduelles	140	220	180	540	0	0	0	**0**	140	220	180	540
60090	Plateforme de gestion de projets et de portefeuilles TI	768	256	0	1 024	732	244	0	**976**	1 500	500	0	2 000
60110	Programme de sécurité et de continuité TI	973	1 075	1 151	3 199	927	1 025	1 097	**3 049**	1 900	2 100	2 248	6 248
61000	Modernisation des services TI	0	614	717	1 331	0	586	683	**1 269**	0	1 200	1 400	2 600
68088	Approvisionnement III	1 536	1 075	462	3 073	1 464	1 025	441	**2 930**	3 000	2 100	903	6 003
68092	Migration du système intégré Montréal (SIMON)	973	179	0	1 152	927	171	0	**1 098**	1 900	350	0	2 250
68111	Modernisation des télécommunications	3 178	3 383	3 866	10 427	3 029	3 225	3 685	**9 939**	6 207	6 608	7 551	20 366
68122	Gestion des services aux utilisateurs	154	0	0	154	146	0	0	**146**	300	0	0	300
68145	Outil de suivi et de contrôle des inventaires du matériel roulant	51	51	0	102	49	49	0	**98**	100	100	0	200
68255	Gestion des identités	717	768	614	2 099	683	732	586	**2 001**	1 400	1 500	1 200	4 100
68272	Cadenassage et SIGI mobile (système intégré de gestion des Immeubles)	185	0	0	185	177	0	0	**177**	362	0	0	362
68275	Modernisation des TI des systèmes des immeubles	0	0	0	0	130	400	710	**1 240**	130	400	710	1 240
68305	Modernisation des opérations policières	1 400	1 900	2 400	5 700	0	0	0	**0**	1 400	1 900	2 400	5 700
68420	Modernisation des systèmes de soutien aux opérations et à la préve ntion du SIM	350	600	950	1 900	0	0	0	**0**	350	600	950	1 900
69205	Modernisation de la plateforme géomatique	358	666	1 024	2 048	342	634	976	**1 952**	700	1 300	2 000	4 000
70015	Système de relève des compteurs d'eau	90	0	0	90	85	0	0	**85**	175	0	0	175
70025	Cour municipale numérique	1 400	2 800	2 800	7 000	0	0	0	**0**	1 400	2 800	2 800	7 000
70060	Système de gestion des structures routières (ponts et tunnels)	0	0	0	0	300	0	0	**300**	300	0	0	300
70170	Modernisation des applications de la gestion durable de l'eau	0	0	0	0	150	450	100	**700**	150	450	100	700
70175	Infrastructures et outils TI-Gestion de l'eau	1 000	1 000	1 000	3 000	0	0	0	**0**	1 000	1 000	1 000	3 000
70190	Présence numérique-Fondation	1 946	1 690	1 726	5 362	1 854	1 610	1 645	**5 109**	3 800	3 300	3 371	10 471
70250	Refonte des systèmes de gestion du processus décisionnel	666	410	410	1 486	634	390	390	**1 414**	1 300	800	800	2 900
70540	Intelligence d'affaires-Infrastructure et outils	1 229	1 280	512	3 021	1 171	1 220	488	**2 879**	2 400	2 500	1 000	5 900
70550	Gestion des règlements municipaux	0	0	0	0	1 400	1 400	446	**3 246**	1 400	1 400	446	3 246
70620	Numérisation des microfilms- Archives de Montréal	0	0	0	0	256	150	0	**406**	256	150	0	406
70750	Intelligence d'affaires-Finances	410	230	0	640	390	220	0	**610**	800	450	0	1 250
70850	Indicateurs de gestion institutionnels (gestion par activités)	179	256	461	896	171	244	439	**854**	350	500	900	1 750
71050	Modernisation des TI des projets du Service de la concertation des arrondissements	0	0	0	0	1 600	700	700	**3 000**	1 600	700	700	3 000
71350	Gestionnaire électronique de documents	563	1 331	1 303	3 197	537	1 269	1 241	**3 047**	1 100	2 600	2 544	6 244
71650	Amélioration des processus en évaluation foncière	1 300	2 100	1 600	5 000	0	0	0	**0**	1 300	2 100	1 600	5 000
71750	Refonte du système de gestion de la qualité de l'air et de l'eau (GAE)	700	900	525	2 125	0	0	0	**0**	700	900	525	2 125
71800	Modernisation des dossiers d'évaluation-Module de collecte de données économiques et d'éval. des immeubles à revenus	286	0	0	286	0	0	0	**0**	286	0	0	286
72080	Mise à niveau et modernisation des systèmes de répartition des int erventions d'urgence	2 800	2 900	1 114	6 814	0	0	0	**0**	2 800	2 900	1 114	6 814
72501	Robot de tri-Bibliothèques	0	0	0	0	0	600	200	**800**	0	600	200	800
72515	Système de gestion des loisirs municipaux	0	0	0	0	1 100	924	0	**2 024**	1 100	924	0	2 024
72660	Réforme des services d'accueil-Espace pour la vie	0	0	0	0	1 500	500	0	**2 000**	1 500	500	0	2 000
72710	Inspection des actifs du mobilier urbain	0	0	0	0	200	200	0	**400**	200	200	0	400
72730	Refonte des systèmes opérationnels de la culture, des sports et autres	0	0	0	0	300	0	0	**300**	300	0	0	300

73000	Recettes et encaissements	1 303	0	0	1 303		1 241	0	0	**1 241**		2 544	0	0	2 544
73100	Système budgétaire	205	256	2 970	3 431		195	244	2 830	**3 269**		400	500	5 800	6 700
74250	Système de gestion des ressources humaines	2 099	3 226	3 379	8 704		2 001	3 074	3 221	**8 296**		4 100	6 300	6 600	17 000
74550	Système de taxation	3 430	3 482	3 533	10 445		3 270	3 318	3 367	**9 955**		6 700	6 800	6 900	20 400
74650	Harmonisation des applications Oracle	205	0	0	205		195	0	0	**195**		400	0	0	400
74830	Tableaux de bord pour le déneigement	0	0	0	0		600	600	475	**1 675**		600	600	475	1 675
74840	Gestion des parcours génériques (suivi véhiculaire)	0	0	0	0		1 700	1 500	362	**3 562**		1 700	1 500	362	3 562
74850	Renseignement	1 200	500	0	1 700		0	0	0	**0**		1 200	500	0	1 700
74860	Geo-Trafic	0	0	0	0		350	0	0	**350**		350	0	0	350
74870	Gestion des interventions en arrondissement	0	0	0	0		450	400	150	**1 000**		450	400	150	1 000
74910	Paiement en ligne	0	0	0	0		300	550	0	**850**		300	550	0	850
74925	Assistant à la gestion des interventions dans les rues (AGIR)	0	0	0	0		1 800	2 400	2 100	**6 300**		1 800	2 400	2 100	6 300
74950	Réforme TI des régimes de retraite	307	128	128	563		293	122	122	**537**		600	250	250	1 100
74990	Infrastructures TI des projets en transport	0	0	0	0		700	1 100	1 200	**3 000**		700	1 100	1 200	3 000
75400	Tableaux de bord-Subventions à la propriété	0	0	0	0		500	200	0	**700**		500	200	0	700
75420	Plan d'action en salubrité - Module inspection	0	0	0	0		150	0	0	**150**		150	0	0	150
75511	Montréal 511	0	0	0	0		200	200	0	**400**		200	200	0	400
75550	Système de gestion des végétaux	0	0	0	0		400	400	0	**800**		400	400	0	800
78010	Mise en place du Wi-Fi à l'échelle de la ville	410	512	563	1 485		390	488	537	**1 415**		800	1 000	1 100	2 900
78021	Mise en place du centre d'opération réseau et du laboratoire d'int eropérabilité et de conformité	512	512	563	1 587		488	488	537	**1 513**		1 000	1 000	1 100	3 100
78032	Communications numériques	563	563	512	1 638		537	537	488	**1 562**		1 100	1 100	1 000	3 200
78043	Capacité, performance, outils et automatisation du réseau de téléc ommunications	614	870	1 280	2 764		586	830	1 220	**2 636**		1 200	1 700	2 500	5 400
78054	Robustesse du réseau de télécommunications	614	819	1 229	2 662		586	781	1 171	**2 538**		1 200	1 600	2 400	5 200
Total général		36 529	37 988	38 355	112 872		**38 822**	**36 569**	**32 925**	**108 316**		75 351	74 557	71 280	221 188

Service
des technologies
de l'information

Ville de Montréal

Règlements d'emprunt du Programme triennal d'immobilisations 2017-2019 Service des technologies de l'information

Sommaires décisionnels

1164207001 et 1164207002

Plan de la présentation

- Mission
- Contexte
- Axes majeurs du PTI
- Distributions des règlements d'emprunt par axe majeur
- Règlements d'emprunt du PTI 2017-2019 – projets
  - Axe 1. Ville intelligente et numérique
  - Axe 2. Transformation organisationnelle
  - Axe 3. Modernisation et maintien des actifs
- Règlements d'emprunt – liste des projets
- Impacts sur le budget de fonctionnement
- Annexes
- Adresse de l'unité d'affaires et le nom d'une personne-ressource

Mission

- Assurer le maintien et soutenir la modernisation des services technologiques clés de la Ville.
- Soutenir les missions des unités de la Ville au niveau des initiatives de la ville intelligente et numérique, des autres initiatives citoyens, ainsi que des projets de transformation organisationnelle.

Contexte

- Le Service des TI dispose d'un PTI global de 322 M$.

- Des 71 projets au Service des TI :
  - 10 projets font uniquement l'objet du règlement d'emprunt d'agglomération;
  - 22 projets font uniquement l'objet du règlement d'emprunt corporatif;
  - 31 projets font l'objet des deux règlements d'emprunt (dossiers mixtes);
  - 8 autres projets ont leur propre règlement d'emprunt et ne font pas l'objet des présents sommaires décisionnels:
    - Investissements-Ville intelligente et numérique;
    - SERAM système évolué de radiocommunication de l'agglomération de Montréal;
    - Remplacement du portail web de la Ville;
    - Bureau de demain;
    - Gestion des capacités des serveurs;
    - Système de gestion des actifs municipaux;
    - Système intégré de répartition Montréal;
    - Gestion de l'évolution bureautique.

- Les pages suivantes présentent les projets selon les trois axes majeurs du Service des TI.

Axes majeurs au PTI

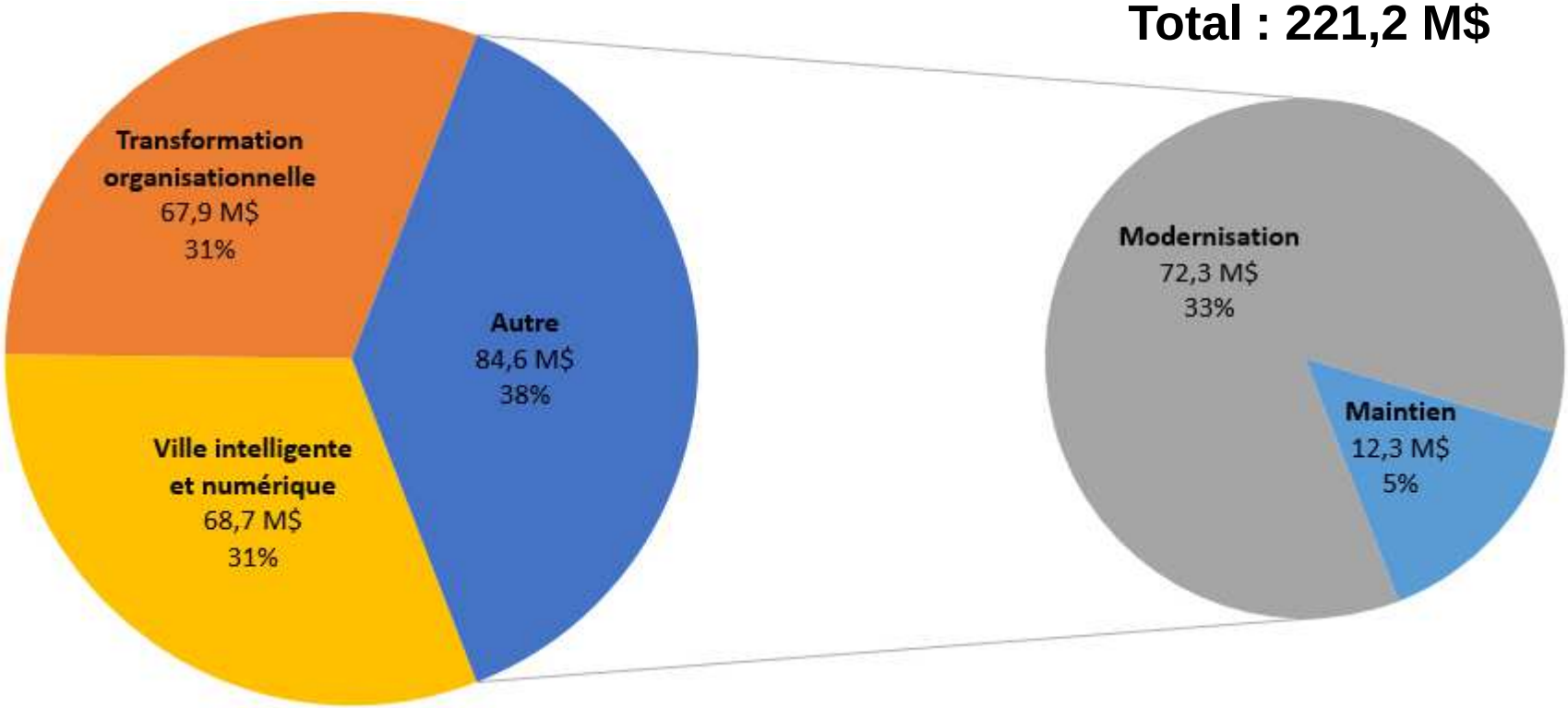
Projets regroupés selon trois axes prioritaires

Axe	Descriptif
1.Ville intelligente et numérique	Projets offrant des services numériques aux citoyens, au centre de la stratégie de la ville intelligente et numérique. Projets de mobilité urbaine prévoyant des outils et des applications numériques fournissant les informations en temps réel sur l'état du réseau routier et du trafic, de manière à faciliter les déplacements des citoyens sur le territoire de la Ville. Projets offrants des solutions de télécommunications modernes et performantes en soutien aux actifs et activités essentiels de la Ville.
2.Transformation organisationnelle	Projets d'implantation de systèmes informatiques plus modernes et plus efficients, en appui aux chantiers de transformation organisationnelle de la Ville.
3.Modernisation et maintien des actifs	Projets de rehaussement, tant technologique que fonctionnel, de plusieurs systèmes informatiques en appui aux activités administratives de la Ville et à la prestation de services aux citoyens. Projets de maintien (efficacité, sécurité & performance) des infrastructures et de nombreux systèmes informatiques du parc applicatif de la Ville.

Règlements d'emprunt du PTI 2017-2019
Distribution par axe majeur (1 de 3)

Distribution budgétaire des règlements d'emprunt du PTI 2017-2019 selon les trois axes prioritaires :

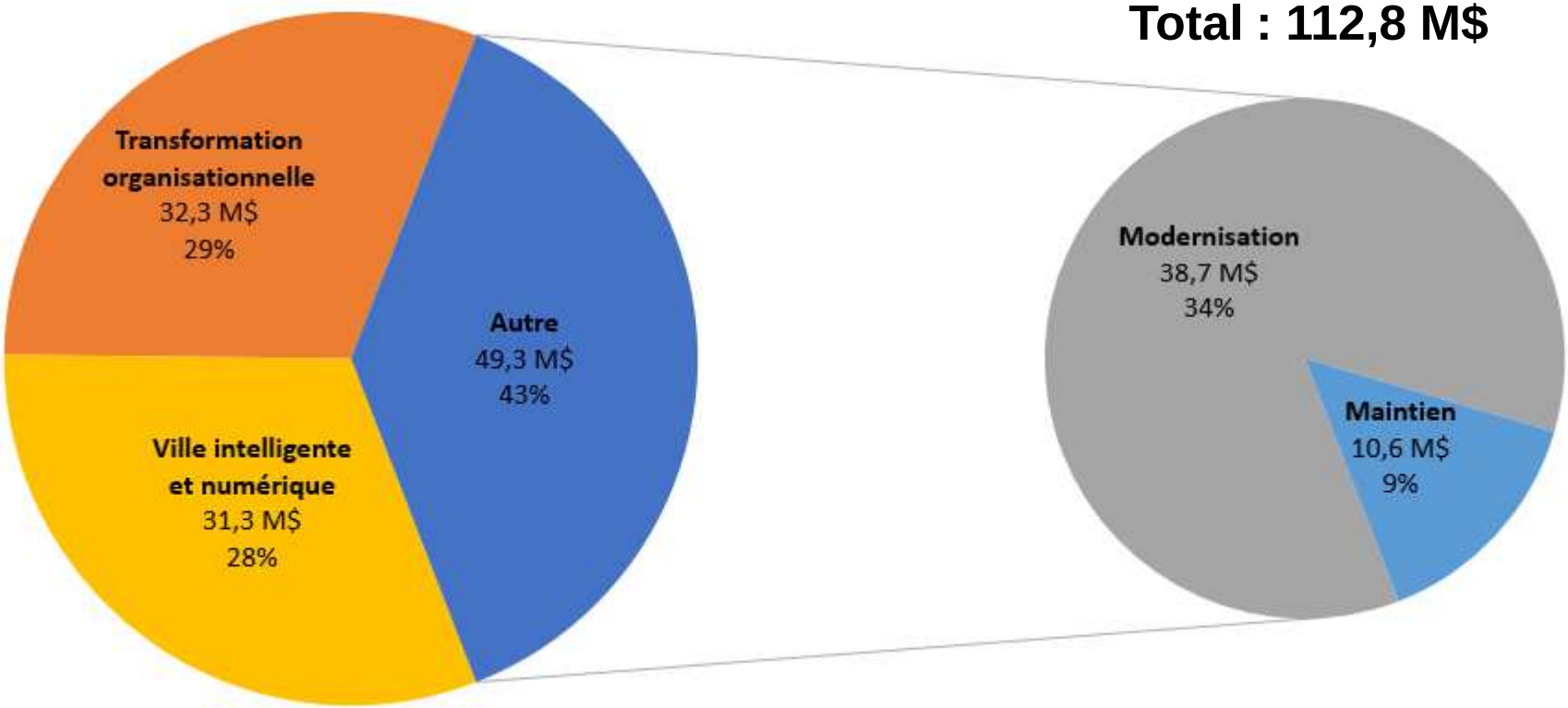
Total : 221,2 M$



Règlements d'emprunt du PTI 2017-2019
Distribution par axe majeur (2 de 3)

Distribution budgétaire du règlement d'emprunt de l'Agglomération (GDD 1164207001) selon les trois axes prioritaires :

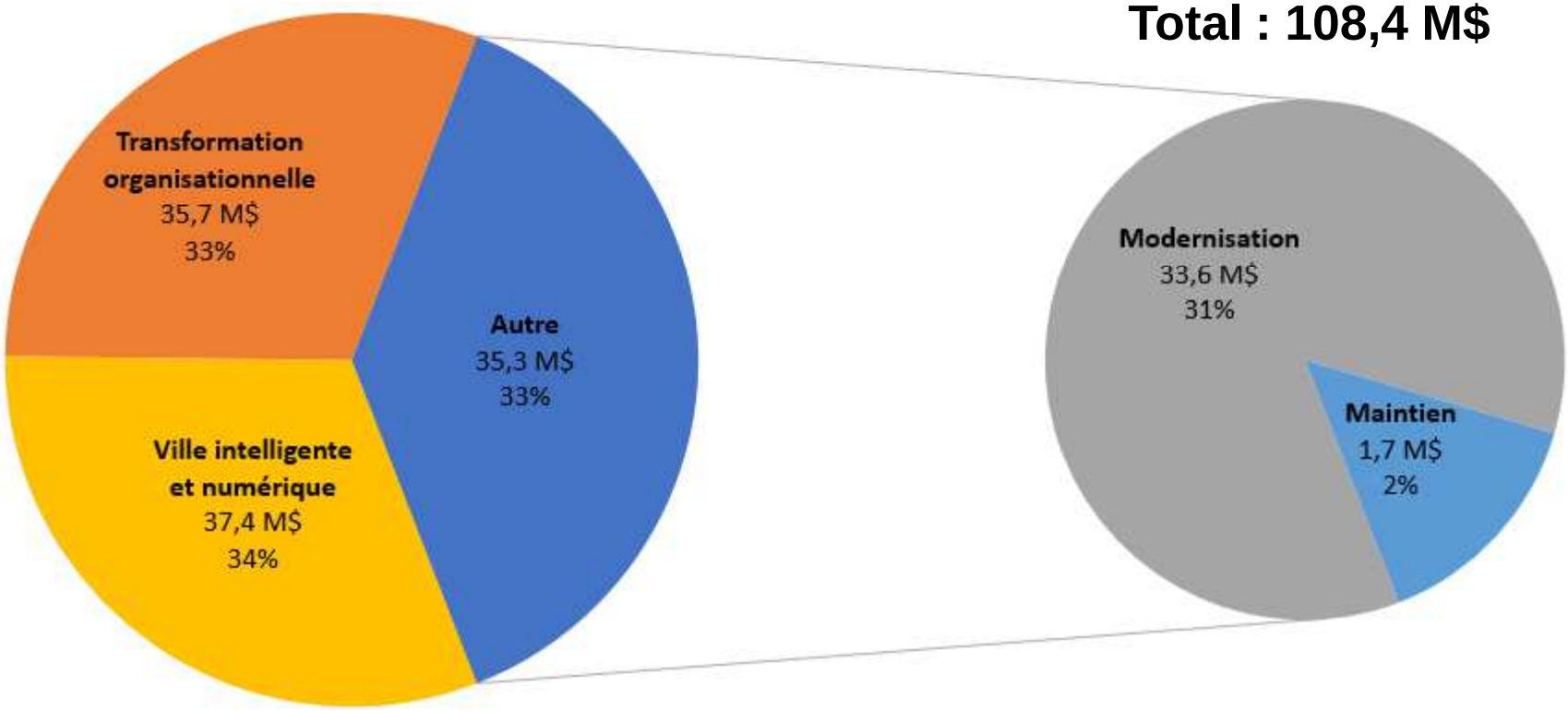
Total : 112,8 M$



Règlements d'emprunt du PTI 2017-2019
Distribution par axe majeur (3 de 3)

Distribution budgétaire du règlement d'emprunt de la Ville de Montréal (GDD 1164207002) selon les trois axes prioritaires :

Total : 108,4 M$



Règlements d'emprunt du PTI 2017-2019
Axe 1. Ville intelligente et numérique

Projets prioritaires liés à la ville intelligente et numérique

> **68,7 M$ (31,3 M$ Agglo / 37,4 M$ Corpo)** d'investissements pour soutenir la mise en œuvre du Plan d'action 2017-2019 ville intelligente et numérique.

Projet	Description	Total (M$)	Agglo	Corpo
68111 – Modernisation des télécommunications	Rehausser les équipements de télécommunications et l'infrastructure filaire pour l'ensemble des services de la Ville. Ceci inclut le déploiement d'un réseau de fibre optique d'utilité publique appartenant à la Ville, et permettant le développement d'un réseau de télécommunications multiservice à très grande vitesse.	20,4 (82,0)	10,4	10,0
70025 – Cour municipale et numérique	Réalisation d'une solution intégrée pour la Cour municipale, incluant un portail pour nos citoyens et partenaires, la modernisation des salles de cour, et une modélisation numérique des processus d'affaires afin d'obtenir une cour sans papier.	7,0 (11,4)	7,0	–
70190 – Présence numérique - Fondation	Mettre en place une fondation constituée d'un ensemble de services technologiques requis pour supporter les différentes solutions numériques, afin d'assurer l'accroissement de la présence numérique de la ville.	10,5 (14,0)	5,4	5,1

* Colonne Total (M$) : le montant entre parenthèses correspond au budget total du projet, incluant les investissements avant 2017 et après 2019.

Règlements d'emprunt du PTI 2017-2019
Axe 1. Ville intelligente et numérique

Projets prioritaires liés à la ville intelligente et numérique (suite)

Projet	Description	Total (M$)	Agglo	Corpo
72515 – Système de gestion des loisirs municipaux	Remplacer la plateforme utilisée depuis 2004 pour faire la gestion des loisirs municipaux afin de rehausser la qualité des services offerts aux citoyens en matière de loisirs. Ceci inclut une révision des processus de travail et de l'approche face aux exigences des citoyens.	2,0 (3,1)	–	2,0
72660 – Réforme des services d'accueil - Espace pour la vie	Refonte des équipements et du fonctionnement des services d'accueil d'Espace pour la vie. Ceci concerne l'achat de billets et l'impression, la grille tarifaire, la réservation de groupe et l'intelligence d'affaires. Le but d'offrir des espaces accueillants et technologiquement performants, répondant aux standards de qualité d'attraits internationaux.	2,0 (5,0)	–	2,0
74860 – Geo-Trafic	Développer une interface cartographique permettant de visualiser, en temps réel, l'état de la circulation sur le réseau artériel de la Ville.	0,4 (1,7)	–	0,4
75511 – Montréal 511	Implanter une plateforme d'information aux voyageurs sur l'état de la mobilité sur l'ensemble du territoire montréalais.	0,4 (0,6)	–	0,4

Règlements d'emprunt du PTI 2017-2019
Axe 1. Ville intelligente et numérique

Autres projets liés à la ville intelligente et numérique

Projet	Description	Total (M$)	Agglo	Corpo
70620 – Numérisation des microfilms des archives de Montréal	Numériser et rendre disponible sur le portail citoyen les microfiches, les microfilms et les documents papier des dossiers administratifs essentiels de la Ville couvrant la période de 1796 à 1989.	0,4 (1,2)	–	0,4
74830 – Tableaux de bord pour le déneigement	Présenter l'information sur les activités de déneigement de l'ensemble des arrondissements.	1,7 (1,9)	–	1,7
74840 – Gestion des parcours génériques (suivi véhiculaire)	Gérer et optimiser les parcours des véhicules impliqués dans les activités de déneigement et autres travaux.	3,6 (5,6)	–	3,6
74910 – Paiement en ligne	Permettre aux arrondissements et aux services centraux de vendre en ligne des produits et les autoprêts en bibliothèque.	0,9 (1,5)	–	0,9
74990 – Infrastructure TI des projets en transport	Mettre à niveau l'architecture technologique pour soutenir plusieurs aspects du transport (feux de circulation, éclairage, etc.).	3,0 (3,3)	–	3,0
78010 – Mise en place du Wi-Fi corporatif	Déployer des points d'accès Wi-Fi dans les édifices municipaux pour étendre la couverture sans-fil à l'ensemble des édifices.	2,9 (3,9)	1,5	1,4

Règlements d'emprunt du PTI 2017-2019
Axe 1. Ville intelligente et numérique

Autres projets liés à la ville intelligente et numérique (suite)

Projet	Description	Total (M$)	Agglo	Corpo
78021 – Mise en place du centre d'opération réseau et du laboratoire d'interopérabilité et de conformité	Mettre en place le centre d'opération réseau composé de deux salles ainsi qu'un laboratoire pour valider les interdépendances des technologies et valider la conformité des équipements.	3,1 (4,5)	1,6	1,5
78043 – Capacité, performance, outils et automatisation du réseau de télécommunications	Mettre en place l'automatisation de la gestion du réseau de télécommunications et les outils d'analyse de performance et de capacité du réseau.	5,4 (12,5)	2,8	2,6
78054 – Robustesse du réseau de télécommunications	Améliorer la robustesse du réseau : faire l'analyse des points de défaillance, mettre en place des plans de relève et améliorer la redondance des infrastructures.	5,2 (10,8)	2,7	2,5
Total pour les projets liés à la ville intelligente et numérique		**68,7**	**31,3**	**37,4**

Règlements d'emprunt du PTI 2017-2019
Axe 2. Transformation organisationnelle

Projets prioritaires de transformation organisationnelle

> **67,9 M$ (32,2 M$ Agglo / 35,7 M$ Corpo)** pour les chantiers de transformation organisationnelle afin que la Ville puisse s'appuyer sur des systèmes informatiques plus modernes et plus efficients.

Projet	Description	Total (M$)	Agglo	Corpo
09000 – Chantier d'amélioration du réseau logistique et de la gestion des stocks	Implanter des fonctionnalités reliées au réseau logistique et à la gestion des stocks pour répondre aux besoins des arrondissements et améliorer l'efficience.	8,0 (10,7)	4,1	3,9
60110 – Programme de sécurité et de continuité TI	Mettre en place des mécanismes de gestion des cyber-risques et de continuité des opérations, comme des plans de relève TI, des audits de sécurité, la surveillance d'installations.	6,2 (10,3)	3,2	3,0
61000 – Modernisation des services TI	Poursuivre la modernisation des pratiques du service autour des priorités suivantes : gestion documentaire, assurance qualité, centre de services, pratique de la gestion de projet et de portefeuille TI.	2,6 (6,2)	1,3	1,3
68088 – Approvisionnement III	Implantation des outils avancés d'achats et de paiements accélérés en ligne. Mise en place de la consommation par catalogue des ententes-cadres, des achats par carte et du renforcement de l'approche libre-service.	6,0 (10,0)	3,1	2,9

* Colonne Total (M$) : le montant entre parenthèses correspond au budget total du projet, incluant les investissements avant 2017 et après 2019.

Règlements d'emprunt du PTI 2017-2019
Axe 2. Transformation organisationnelle

Projets prioritaires de transformation organisationnelle (suite)

Projet	Description	Total (M$)	Agglo	Corpo
68255 – Gestion des identités	Implantation d'une solution de gestion des identités et des accès des employés aux ressources informationnelles et physiques de la Ville.	4,1 (6,8)	2,1	2,0
70540 – Intelligence d'affaires – Infrastructure et outils	Le projet vise à mettre en place de nouvelles solutions technologiques ainsi que de nouvelles façons de faire (accès aux données et diffusion de celles-ci, analyses prédictives, analyses prescriptives, etc.) afin de rejoindre l'élite en intelligence d'affaires et de faire de la Ville de Montréal l'une des meilleures villes intelligentes.	5,9 (6,5)	3,0	2,9
70850 – Indicateurs de gestion institutionnels (Gestion par activités)	Implanter un système de gestion par activités pour permettre d'identifier les coûts associés aux principales activités municipales et pour fournir aux gestionnaires un outil d'aide à la décision.	1,8 (5,5)	0,9	0,9
71350 – Gestionnaire électronique de documents (GED)	Acquérir une solution de gestion électronique de documents (GED) pour l'ensemble de la Ville. Déployer la solution pour cinq unités pilotes. Définir le système de GED comme système normalisé dans le catalogue applicatif du Service des technologies de l'information (STI) et le déployer dans les autres unités d'affaires de la Ville.	6,2 (9,2)	3,2	3,0

Règlements d'emprunt du PTI 2017-2019
Axe 2. Transformation organisationnelle

Projets prioritaires de transformation organisationnelle (suite)

Projet	Description	Total (M$)	Agglo	Corpo
74250 – Système de gestion des ressources humaines	Implanter un système de gestion des ressources humaines et de la paie pour l'ensemble de la Ville de Montréal incluant le Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) et le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM); de mettre à jour les systèmes KRONOS et EMPLOYEURD et d'acquérir des solutions intermédiaires pour la formation en ligne et la gestion de la relève.	17,0 (51,4)	8,7	8,3

Autres projets de transformation organisationnelle

60090 – Plateforme de gestion de projets et de portefeuilles TI	Mettre en place un outil de gestion de projets et de gestion de portefeuilles TI.	2,0 (2,6)	1,0	1,0
68122 – Gestion des services aux utilisateurs	Implanter une solution de gestion des services bureautiques pour tous les utilisateurs de la Ville, couvrant le catalogue des requêtes de service, la gestion des actifs bureautiques et des licences.	0,3 (0,7)	0,2	0,1
70250 – Refonte des systèmes de gestion du processus décisionnel	Remplacer les systèmes de gestion des dossiers décisionnels, des ordres du jour et des accès des instances.	2,9 (5,7)	1,5	1,4

Règlements d'emprunt du PTI 2017-2019
Axe 2. Transformation organisationnelle

Autres projets de transformation organisationnelle (suite)

Projet	Description	Total (M$)	Agglo	Corpo
70550 – Gestion des règlements municipaux	Mettre en place un système informatisé de gestion de règlements municipaux.	3,2 (3,7)	–	3,2
72501 – Robot de tri - Bibliothèques	Installer un robot de tri pour les documents qui transitent du Centre de services partagés vers les bibliothèques (et vice-versa).	0,8 (0,8)	–	0,8
72710 – Inspection des actifs du mobilier urbain	Bonification et apport de la mobilité lors de la gestion des actifs du mobilier urbain sur le territoire de la ville.	0,4 (0,8)	–	0,4
72730 – Refonte des systèmes opérationnels de la culture, des sports et autres	Modernisation des outils informatiques servant à soutenir les opérations de la Direction générale adjointe à la qualité de la vie.	0,3 (0,5)	–	0,3
75420 – Plan d'action en salubrité - module inspection	Système uniformisé de reddition de compte de la Direction de l'habitation et des arrondissements pour les dossiers de salubrité.	0,2 (0,5)	–	0,2
Total pour les projets de transformation organisationnelle		**67,9**	**32,2**	**35,7**

Règlements d'emprunt du PTI 2017-2019
Axe 3. Modernisation et maintien des actifs

Projets prioritaires de modernisation des actifs

> **72,3 M$ (38,7 M$ Agglo / 33,6 M$ Corpo)** pour moderniser plusieurs systèmes informatiques en appui aux activités administratives de la Ville et à la prestation de services aux citoyens qui nécessitent un rehaussement tant technologique que fonctionnel pour répondre aux exigences de saine gestion et de performance.

Projet	Description	Total (M$)	Agglo	Corpo
Pour les services institutionnels :				
70750 – Intelligence d'affaires finances	Moderniser le traitement des données financières et non financières par la mise en place de solutions en intelligence d'affaires.	1,3 (2,8)	0,7	0,6
73000 – Recettes et encaissements	Implanter un nouveau système unique de perception des recettes diverses pour l'ensemble des 19 arrondissements et certains services, afin d'harmoniser les processus d'affaires et le niveau de contrôle pour l'ensemble des unités administratives concernées.	2,5 (9,0)	1,3	1,2

* Colonne Total (M$) : le montant entre parenthèses correspond au budget total du projet, incluant les investissements avant 2017 et après 2019.

Règlements d'emprunt du PTI 2017-2019
Axe 3. Modernisation et maintien des actifs

Projets prioritaires de modernisation des actifs (suite)

Projet	Description	Total (M$)	Agglo	Corpo
Pour les services institutionnels (suite) :				
73100 – Système budgétaire	Implanter un nouveau système budgétaire permettant la planification, l'élaboration et la production du budget de fonctionnement, l'élaboration et le suivi du PTI, ainsi que la production des états financiers de la Ville.	6,7 (27,7)	3,4	3,3
74550 – Système de taxation	Acquérir un système intégré pour la taxation de la Ville permettant notamment la gestion du rôle d'imposition, la production de la facturation et la gestion de la perception.	20,4 (27,1)	10,4	10,0
Pour la gestion du territoire :				
69205 – Modernisation de la plateforme géomatique	Rehausser les environnements de la géomatique afin de consolider l'information à référence spatiale des différentes parties prenantes pour avoir une vision commune du territoire de la Ville de Montréal.	4,0 (4,7)	2,0	2,0
74925 – Assistant à la gestion des interventions dans les rues (AGIR)	Implanter une solution permettant de gérer les demandes et les émissions des consentements municipaux et de soutenir les arrondissements, par une meilleure information dans l'émission de permis d'occupation du domaine public.	6,3 (6,6)	–	6,3

Règlements d'emprunt du PTI 2017-2019
Axe 3. Modernisation et maintien des actifs

Autres projets de modernisation des actifs

Projet	Description	Total (M$)	Agglo	Corpo
28020 – Système de gestion des projets d'immobilisations	Implanter un système pour gérer le cycle de vie des projets d'immobilisation (appel d'offres, octroi de contrat et suivi des décomptes).	0,9 (5,4)	0,5	0,4
54444 – Développement et mise en œuvre des applications informatiques de la gestion des matières résiduelles	Moderniser et faire évoluer les applications informatiques de suivi des contrats d'opérations de traitement des matières résiduelles.	0,5 (1,1)	0,5	–
68092 – Migration du système intégré Montréal (SIMON)	Mettre à niveau le système intégré Montréal (SIMON) à la version la plus récente du progiciel EBS d'Oracle (version 12.2.5).	2,3 (2,3)	1,2	1,1
68145 – Outil de suivi et de contrôle des inventaires du matériel roulant	Mise en place d'un outil de suivi et contrôle des inventaires (codes à barre).	0,2 (0,3)	0,1	0,1
68272 – Cadenassage et SIGI mobile (système intégré de gestion des immeubles)	Implanter et déployer la solution mobile reliée à l'application de gestion de cadenassage.	0,4 (1,5)	0,2	0,2

Règlements d'emprunt du PTI 2017-2019
Axe 3. Modernisation et maintien des actifs

Autres projets de modernisation des actifs (autres)

Projet	Description	Total (M$)	Agglo	Corpo
68275 – Modernisation TI des systèmes des immeubles	Moderniser les applications informatiques afin d'optimiser la gestion et la planification immobilière (suivi du PTI, achats, mesures d'urgence, cartes d'identité, etc.).	1,2 (2,1)	–	1,2
68305 – Modernisation des opérations policières	Évolution du portefeuille applicatif du SPVM (gestion des mandats, des enquêtes, des évènements, bertillonnage, outils du patrouilleurs, caméras de surveillance, outils de communications, etc.).	5,7 (11,0)	5,7	–
68420 – Modernisation des systèmes de soutien aux opérations et à la prévention du SIM	Évolution du portefeuille applicatif du SIM (opération et prévention - mobilité, approvisionnement, événements spéciaux, effectifs pompier, temps supplémentaire, accident de travail, etc.)	1,9 (2,2)	1,9	–
70015 – Système de relève des compteurs d'eau	Mettre en place un système de relève permettant de lire les compteurs d'eau dans près 20 000 industries, commerces et institutions (ICI).	0,2 (0,9)	0,1	0,1
70060 – Système de gestion des structures routières (ponts et tunnels)	Implanter la solution de gestion des structures du Ministère des transports du Québec (MTQ).	0,3 (0,8)	–	0,3

Règlements d'emprunt du PTI 2017-2019
Axe 3. Modernisation et maintien des actifs

Autres projets de modernisation des actifs (autres)

Projet	Description	Total (M$)	Agglo	Corpo
70170 – Modernisation des applications de la gestion durable de l'eau	Automatiser des fonctions de gestion de l'eau : plan d'intervention de la voirie, bris d'aqueduc, gestion des fuites, gestion des statuts par la poste.	0,7 (0,9)	–	0,7
71050 – Modernisation TI des projets du Service de la concertation des arrondissements	Moderniser les systèmes à l'usage des arrondissements (quarts de travail de la voirie, permis de construction, vignettes de stationnement, permis animaliers, demandes de travaux reliées au 311).	3,0 (3,5)	–	3,0
71650 – Amélioration des processus en évaluation foncière	Faire évoluer l'application et les outils de gestion de l'évaluation municipale afin de rendre plus efficient le processus d'évaluation.	5,0 (5,5)	5,0	–
71750 – Refonte du système de gestion de la qualité de l'air et de l'eau (GAE)	Soutenir les activités reliées à l'application aux règlements relatifs à la pollution atmosphérique et aux rejets des eaux usées.	2,1 (2,9)	2,1	–
71800 – Modernisation des dossiers d'évaluation foncière	Moderniser l'application de gestion de l'évaluation municipale pour se conformer aux nouvelles règles d'évaluation foncière du Ministère des affaires municipales (MAMOT).	0,3 (6,9)	0,3	–

Règlements d'emprunt du PTI 2017-2019
Axe 3. Modernisation et maintien des actifs

Autres projets de modernisation des actifs (autres)

Projet	Description	Total (M$)	Agglo	Corpo
74850 – Renseignement	Remplacer le système de gestion du renseignement actuellement utilisé par la Division du renseignement du SPVM.	1,7 (5,1)	1,7	–
75400 – Tableaux de bord - subventions à la propriété	Développer une solution permettant aux citoyens de faire en ligne leurs demandes d'aide financière pour certains programmes de subvention.	0,7 (0,7)	–	0,7
75550 – Système de gestion des végétaux	Moderniser le système d'inventaire des arbres uniformisé pour l'ensemble des dix-neuf arrondissements.	0,8 (1,0)	–	0,8
78032 – Communications numériques	Remplacement des centres de contact client, mise à niveau de la téléphonie fixe, portail web pour la gestion de la téléphonie cellulaire et prise en charge de la webdiffusion.	3,2 (6,1)	1,6	1,6

Règlements d'emprunt du PTI 2017-2019
Axe 3. Modernisation et maintien des actifs

Projets de maintien des actifs

> **12,3 M$ (10,6 M$ Agglo / 1,7 M$ Corpo)** pour opérer des infrastructures et de nombreux systèmes informatiques qui nécessitent d'être maintenus dans un état de bon fonctionnement, afin de préserver leur efficacité, leur sécurité et leur performance, au bénéfice de l'ensemble des domaines d'affaires.

Projet	Description	Total (M$)	Agglo	Corpo
70175 – Infrastructures et outils TI pour la gestion de l'eau	Rehaussement de l'infrastructure informatique du Service de l'eau (capacité de traitement, archivage de données, etc.).	3,0 (3,8)	3,0	–
72080 – Mise à niveau et modernisation des systèmes de répartition des interventions d'urgence	Mettre à niveau le système de répartition actuel du SIM afin de maintenir la continuité des opérations jusqu'à l'implantation du nouveau RAO (projet Système intégré de répartition Montréal).	6,8 (8,8)	6,8	–
74650 – Harmonisation des applications Oracle	Mise à niveau majeure des applications et bases de données de technologie Oracle.	0,4 (6,3)	0,2	0,2

* Colonne Total (M$) : le montant entre parenthèses correspond au budget total du projet, incluant les investissements avant 2017 et après 2019.

Règlements d'emprunt du PTI 2017-2019
Axe 3. Modernisation et maintien des actifs

Projets de maintien des actifs (suite)

Projet	Description	Total (M$)	Agglo	Corpo
74870 – Gestion des interventions en arrondissement	Moderniser l'application de gestion des demandes des citoyens afin de permettre aux travaux publics de répondre plus adéquatement et plus rapidement aux demandes.	1,0 (1,0)	–	1,0
74950 – Réforme TI des régimes de retraite	Mettre à niveau le progiciel ARIEL pour se conformer à la loi sur les régimes de retraite du secteur municipal, et unifier la gestion des régimes de retraite.	1,1 (3,2)	0,6	0,5
Total pour les projets de modernisation et de maintien des actifs		**84,6**	**49,3**	**35,3**

Règlements d'emprunt – liste des projets (page 1 de 4)

63 projets sont financés par les règlements d'emprunt du PTI 2017-2019 du Service des TI

TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

Listes des projets

(en milliers de dollars)

N°	PROJET	Coûts fiches	PTI 2017-2019 (brut)				Source externe de financement	Ultérieur au PTI 2017-2019	Source externe de financement	Total projet net
		Avant 2017	2017	2018	2019	Total	2017-2019	2020 et +	2020 et +	
9000	Chantier d'amélioration du réseau logistique et de la gestion des stocks	1 038	2 651	2 607	2 701	7 959	0	1 660	0	10 657
28020	Système de gestion des projets d'immobilisations	4 465	700	198	0	898	0	0	0	5 363
54444	Développement et mise en oeuvre des applications informatiques de la gestion des matières résiduelles	584	140	220	180	540	0	0	0	1 124
60090	Plateforme de gestion de projets et de portefeuilles TI	635	1 500	500	0	2 000	0	0	0	2 635
60110	Programme de sécurité et de continuité TI	0	1 900	2 100	2 248	6 248	0	4 052	0	10 300
61000	Modernisation des services TI	0	0	1 200	1 400	2 600	0	3 648	0	6 248
68088	Approvisionnement III	4 060	3 000	2 100	903	6 003	0	0	0	10 063
68092	Migration du système intégré Montréal (SIMON)	0	1 900	350	0	2 250	0	0	0	2 250
68111	Modernisation des télécommunications	14 951	6 207	6 608	7 551	20 366	0	46 961	0	82 278
68122	Gestion des services aux utilisateurs	395	300	0	0	300	0	0	0	695
68145	Outil de suivi et de contrôle des inventaires du matériel roulant	100	100	100	0	200	0	0	0	300
68255	Gestion des identités	2 737	1 400	1 500	1 200	4 100	0	0	0	6 837
68272	Cadenassage et SIGI mobile (système intégré de gestion des Immeubles)	1 100	362	0	0	362	0	0	0	1 462

Règlements d'emprunt – liste des projets (page 2 de 4)

TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

Listes des projets

(en milliers de dollars)

N°	PROJET	Coûts fiches	PTI 2017-2019 (brut)				Source externe de financement	Ultérieur au PTI 2017-2019	Source externe de financement	Total projet net
		Avant 2017	2017	2018	2019	Total	2017-2019	2020 et +	2020 et +	
68275	Modernisation des TI des systèmes des immeubles	820	130	400	710	1 240	0	0	0	2 060
68305	Modernisation des opérations policières	1 700	1 400	1 900	2 400	5 700	0	3 600	0	11 000
68420	Modernisation des systèmes de soutien aux opérations et à la préve ntion du SIM	300	350	600	950	1 900	0	0	0	2 200
69205	Modernisation de la plateforme géomatique	700	700	1 300	2 000	4 000	0	0	0	4 700
70015	Système de relève des compteurs d'eau	683	175	0	0	175	0	0	0	858
70025	Cour municipale numérique	2 000	1 400	2 800	2 800	7 000	0	2 400	0	11 400
70060	Système de gestion des structures routières (ponts et tunnels)	473	300	0	0	300	0	0	0	773
70170	Modernisation des applications de la gestion durable de l'eau	200	150	450	100	700	0	0	0	900
70175	Infrastructures et outils TI-Gestion de l'eau	0	1 000	1 000	1 000	3 000	0	785	0	3 785
70190	Présence numérique-Fondation	3 529	3 800	3 300	3 371	10 471	0	0	0	14 000
70250	Refonte des systèmes de gestion du processus décisionnel	1 850	1 300	800	800	2 900	0	958	0	5 708
70540	Intelligence d'affaires-Infrastructure et outils	600	2 400	2 500	1 000	5 900	0	0	0	6 500
70550	Gestion des règlements municipaux	500	1 400	1 400	446	3 246	0	0	0	3 746
70620	Numérisation des microfilms- Archives de Montréal	794	256	150	0	406	0	0	0	1 200
70750	Intelligence d'affaires-Finances	1 514	800	450	0	1 250	0	0	0	2 764
70850	Indicateurs de gestion institutionnels (gestion par activités)	3 500	350	500	900	1 750	0	250	0	5 500
71050	Modernisation des TI des projets du Service de la concertation des arrondissements	500	1 600	700	700	3 000	0	0	0	3 500

Règlements d'emprunt – liste des projets (page 3 de 4)

TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

Listes des projets

(en milliers de dollars)

N°	PROJET	Coûts fiches	PTI 2017-2019 (brut)				Source externe de financement	Ultérieur au PTI 2017-2019	Source externe de financement	Total projet net
		Avant 2017	2017	2018	2019	Total	2017-2019	2020 et +	2020 et +	
71350	Gestionnaire électronique de documents	3 004	1 100	2 600	2 544	6 244	0	0	0	9 248
71650	Amélioration des processus en évaluation foncière	540	1 300	2 100	1 600	5 000	0	0	0	5 540
71750	Refonte du système de gestion de la qualité de l'air et de l'eau (GAE)	750	700	900	525	2 125	0	0	0	2 875
71800	Modernisation des dossiers d'évaluation-Module de collecte de données économiques et d'éval. des immeubles à	6 659	286	0	0	286	0	0	0	6 945
72080	Mise à niveau et modernisation des systèmes de répartition des int erventions	2 000	2 800	2 900	1 114	6 814	0	0	0	8 814
72501	Robot de tri-Bibliothèques	0	0	600	200	800	0	0	0	800
72515	Système de gestion des loisirs municipaux	1 076	1 100	924	0	2 024	0	0	0	3 100
72660	Réforme des services d'accueil-Espace pour la vie	3 000	1 500	500	0	2 000	0	0	0	5 000
72710	Inspection des actifs du mobilier urbain	350	200	200	0	400	0	0	0	750
72730	Refonte des systèmes opérationnels de la culture, des sports et au tres	200	300	0	0	300	0	0	0	500
73000	Recettes et encaissements	6 504	2 544	0	0	2 544	0	0	0	9 048
73100	Système budgétaire	5 517	400	500	5 800	6 700	0	15 495	0	27 712
74250	Système de gestion des ressources humaines	9 215	4 100	6 300	6 600	17 000	0	25 182	0	51 397
74550	Système de taxation	1 050	6 700	6 800	6 900	20 400	0	5 600	0	27 050
74650	Harmonisation des applications Oracle	5 887	400	0	0	400	0	0	0	6 287
74830	Tableaux de bord pour le déneigement	200	600	600	475	1 675	0	0	0	1 875

Règlements d'emprunt – liste des projets (page 4 de 4)

TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

Listes des projets

(en milliers de dollars)

N°	PROJET	Coûts fiches	PTI 2017-2019 (brut)				Source externe de financement	Ultérieur au PTI 2017-2019	Source externe de financement	Total projet net
		Avant 2017	2017	2018	2019	Total	2017-2019	2020 et +	2020 et +	
74840	Gestion des parcours génériques (suivi véhiculaire)	2 000	1 700	1 500	362	3 562	0	0	0	5 562
74850	Renseignement	3 433	1 200	500	0	1 700	0	0	0	5 133
74860	Geo-Trafic	1 340	350	0	0	350	0	0	0	1 690
74870	Gestion des interventions en	0	450	400	150	1 000	0	0	0	1 000
74910	Paiement en ligne	650	300	550	0	850	0	0	0	1 500
74925	Assistant à la gestion des interventions dans les rues (AGIR)	300	1 800	2 400	2 100	6 300	0	0	0	6 600
74950	Réforme TI des régimes de retraite	1 340	600	250	250	1 100	0	763	0	3 203
74990	Infrastructures TI des projets en transport	300	700	1 100	1 200	3 000	0	0	0	3 300
75400	Tableaux de bord-Subventions à la propriété	0	500	200	0	700	0	0	0	700
75420	Plan d'action en salubrité - Module	300	150	0	0	150	0	0	0	450
75511	Montréal 511	200	200	200	0	400	0	0	0	600
75550	Système de gestion des végétaux	200	400	400	0	800	0	0	0	1 000
78010	Mise en place du Wi-Fi à l'échelle de la ville	0	800	1 000	1 100	2 900	0	1 000	0	3 900
78021	Mise en place du centre d'opération réseau et du laboratoire d'int eropérabilité et de conformité	0	1 000	1 000	1 100	3 100	0	1 400	0	4 500
78032	Communications numériques	0	1 100	1 100	1 000	3 200	0	2 900	0	6 100
78043	Capacité, performance, outils et automatisation du réseau de téléc ommunications	0	1 200	1 700	2 500	5 400	0	7 100	0	12 500
78054	Robustesse du réseau de télécommunications	0	1 200	1 600	2 400	5 200	0	5 550	0	10 750
Total :		**105 743**	**81 402**	**80 611**	**77 337**	**221 188**	**0**	**129 304**	**0**	**456 235**

Impacts sur le budget de fonctionnement

Un projet a identifié des impacts sur le budget de fonctionnement :

- **74250 Système de gestion des ressources humaines – 4 585 k$**
  Les dépenses récurrentes pour 2017-2019 représentent les coûts de licences d'une solution en mode services (SaaS). Selon les fournisseurs retenus, les coûts pourraient varier de façon significative.

Autres impacts

Les coûts additionnels et les économies seront évalués dans le cadre de la réalisation des projets.

Annexes

- Règlements d'emprunt à la charge des contribuables
- Projets financés par le Conseil d'agglomération
- Projets financés par le Conseil municipal

Règlements d'emprunt à la charge des contribuables

Règlements d'emprunt du PTI 2017-2019 : 221,2 M$

- Au net, un montant de 221,2 M$ sera à la charge des contribuables.
- 108,3 M$ (48,97 %) des investissements prévus par le Service relèvent du conseil municipal.
- 112,9 M$ (51,03 %) relèvent du conseil d'agglomération.

TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

Règlements d'emprunt du PTI 2017-2019 à la charge des contribuables

(en milliers de dollars)

MODES DE FINANCEMENT	2017			2018			2019			2017-2019		
	Conseil municipal	Conseil agglomération	Total	Conseil municipal	Conseil agglomération	Total	Conseil municipal	Conseil agglomération	Total	Conseil municipal	Conseil agglomération	Total
Programmation déposée	38 822	36 529	75 351	36 569	37 988	74 557	32 925	38 355	71 280	108 316	112 872	221 188
Source de financement externe												
Transferts (subventions)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Contributions des promoteurs	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres revenus	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Montant à la charge des contribuables	38 822	36 529	75 351	36 569	37 988	74 557	32 925	38 355	71 280	108 316	112 872	221 188

Projets financés par le Conseil d'agglomération (page 1 de 2)

N°	PROJET	Compé-tence	Coûts fiches	PTI 2017-2019 (brut)				Source externe de financement	Ultérieur au PTI 2017-2019	Source externe de financement	Total projet net
			Avant 2017	2017	2018	2019	Total	2017-2019	2020 et +	2020 et +	
9000	Chantier d'amélioration du réseau logistique et de la gestion des stocks	A	531	1 357	1 335	1 383	4 075	0	850	0	5 456
28020	Système de gestion des projets d'immobilisations	A	2 286	358	101	0	459	0	0	0	2 745
54444	Développement et mise en oeuvre des applications informatiques de la gestion des matières résiduelles	A	584	140	220	180	540	0	0	0	1 124
60090	Plateforme de gestion de projets et de portefeuilles TI	A	325	768	256	0	1 024	0	0	0	1 349
60110	Programme de sécurité et de continuité TI	A	0	973	1 075	1 151	3 199	0	2 075	0	5 274
61000	Modernisation des services TI	A	0	0	614	717	1 331	0	1 868	0	3 199
68088	Approvisionnement III	A	2 079	1 536	1 075	462	3 073	0	0	0	5 152
68092	Migration du système intégré Montréal (SIMON)	A	0	973	179	0	1 152	0	0	0	1 152
68111	Modernisation des télécommunications	A	7 655	3 178	3 383	3 866	10 427	0	24 044	0	42 126
68122	Gestion des services aux utilisateurs	A	202	154	0	0	154	0	0	0	356
68145	Outil de suivi et de contrôle des inventaires du matériel roulant	A	51	51	51	0	102	0	0	0	153
68255	Gestion des identités	A	1 401	717	768	614	2 099	0	0	0	3 500
68272	Cadenassage et SIGI mobile (système intégré de gestion des Immeubles)	A	563	185	0	0	185	0	0	0	748
68305	Modernisation des opérations policières	A	1 700	1 400	1 900	2 400	5 700	0	3 600	0	11 000
68420	Modernisation des systèmes de soutien aux opérations et à la prévention du SIM	A	300	350	600	950	1 900	0	0	0	2 200
69205	Modernisation de la plateforme géomatique	A	358	358	666	1 024	2 048	0	0	0	2 406
70015	Système de relève des compteurs d'eau	A	350	90	0	0	90	0	0	0	440
70025	Cour municipale numérique	A	2 000	1 400	2 800	2 800	7 000	0	2 400	0	11 400
70175	Infrastructures et outils TI-Gestion de l'eau	A	0	1 000	1 000	1 000	3 000	0	785	0	3 785
70190	Présence numérique-Fondation	A	1 807	1 946	1 690	1 726	5 362	0	0	0	7 169
70250	Refonte des systèmes de gestion du processus décisionnel	A	947	666	410	410	1 486	0	490	0	2 923
70540	Intelligence d'affaires-Infrastructure et outils	A	307	1 229	1 280	512	3 021	0	0	0	3 328

Projets financés par le Conseil d'agglomération (page 2 de 2)

N°	PROJET	Compé-tence	Coûts fiches	PTI 2017-2019 (brut)				Source externe de financement	Ultérieur au PTI 2017-2019	Source externe de financement	Total projet net
			Avant 2017	2017	2018	2019	Total	2017-2019	2020 et +	2020 et +	
70750	Intelligence d'affaires-Finances	A	775	410	230	0	640	0	0	0	1 415
70850	Indicateurs de gestion institutionnels (gestion par activités)	A	1 792	179	256	461	896	0	128	0	2 816
71350	Gestionnaire électronique de documents	A	1 538	563	1 331	1 303	3 197	0	0	0	4 735
71650	Amélioration des processus en évaluation foncière	A	540	1 300	2 100	1 600	5 000	0	0	0	5 540
71750	Refonte du système de gestion de la qualité de l'air et de l'eau (GAE)	A	750	700	900	525	2 125	0	0	0	2 875
71800	Modernisation des dossiers d'évaluation-Module de collecte de données économiques et d'éval. des immeubles à revenus	A	6 659	286	0	0	286	0	0	0	6 945
72080	Mise à niveau et modernisation des systèmes de répartition des interventions d'urgence	A	2 000	2 800	2 900	1 114	6 814	0	0	0	8 814
73000	Recettes et encaissements	A	3 330	1 303	0	0	1 303	0	0	0	4 633
73100	Système budgétaire	A	2 825	205	256	2 970	3 431	0	7 933	0	14 189
74250	Système de gestion des ressources humaines	A	4 718	2 099	3 226	3 379	8 704	0	12 893	0	26 315
74550	Système de taxation	A	538	3 430	3 482	3 533	10 445	0	2 867	0	13 850
74650	Harmonisation des applications Oracle	A	3 014	205	0	0	205	0	0	0	3 219
74850	Renseignement	A	3 433	1 200	500	0	1 700	0	0	0	5 133
74950	Réforme TI des régimes de retraite	A	686	307	128	128	563	0	391	0	1 640
78010	Mise en place du Wi-Fi à l'échelle de la ville	A	0	410	512	563	1 485	0	512	0	1 997
78021	Mise en place du centre d'opération réseau et du laboratoire d'int eropérabilité et de conformité	A	0	512	512	563	1 587	0	717	0	2 304
78032	Communications numériques	A	0	563	563	512	1 638	0	1 485	0	3 123
78043	Capacité, performance, outils et automatisa-tion du réseau de télécommunications	A	0	614	870	1 280	2 764	0	3 635	0	6 399
78054	Robustesse du réseau de télécommunications	A	0	614	819	1 229	2 662	0	2 842	0	5 504
Total :			**56 044**	**38 546**	**40 006**	**40 374**	**112 872**	**0**	**69 515**	**0**	**238 431**

Projets financés par le Conseil municipal (page 1 de 2)

N°	PROJET	Compé-tence	Coûts fiches	PTI 2017-2019 (brut)				Source externe de financement	Ultérieur au PTI 2017-2019	Source externe de financement	Total projet net
			Avant 2017	2017	2018	2019	Total	2017-2019	2020 et +	2020 et +	
9000	Chantier d'amélioration du réseau logistique et de la gestion des stocks	M	507	1 294	1 272	1 318	3 884	0	810	0	5 201
28020	Système de gestion des projets d'immobilisations	M	2 179	342	97	0	439	0	0	0	2 618
60090	Plateforme de gestion de projets et de portefeuilles TI	M	310	732	244	0	976	0	0	0	1 286
60110	Programme de sécurité et de continuité TI	M	0	927	1 025	1 097	3 049	0	1 977	0	5 026
61000	Modernisation des services TI	M	0	0	586	683	1 269	0	1 780	0	3 049
68088	Approvisionnement III	M	1 981	1 464	1 025	441	2 930	0	0	0	4 911
68092	Migration du système intégré Montréal (SIMON)	M	0	927	171	0	1 098	0	0	0	1 098
68111	Modernisation des télécommunications	M	7 296	3 029	3 225	3 685	9 939	0	22 917	0	40 152
68122	Gestion des services aux utilisateurs	M	193	146	0	0	146	0	0	0	339
68145	Outil de suivi et de contrôle des inventaires du matériel roulant	M	49	49	49	0	98	0	0	0	147
68255	Gestion des identités	M	1 336	683	732	586	2 001	0	0	0	3 337
68272	Cadenassage et SIGI mobile (système intégré de gestion des Immeubles)	M	537	177	0	0	177	0	0	0	714
68275	Modernisation des TI des systèmes des immeubles	M	820	130	400	710	1 240	0	0	0	2 060
69205	Modernisation de la plateforme géomatique	M	342	342	634	976	1 952	0	0	0	2 294
70015	Système de relève des compteurs d'eau	M	333	85	0	0	85	0	0	0	418
70060	Système de gestion des structures routières (ponts et tunnels)	M	473	300	0	0	300	0	0	0	773
70170	Modernisation des applications de la gestion durable de l'eau	M	200	150	450	100	700	0	0	0	900
70190	Présence numérique-Fondation	M	1 722	1 854	1 610	1 645	5 109	0	0	0	6 831
70250	Refonte des systèmes de gestion du processus décisionnel	M	903	634	390	390	1 414	0	468	0	2 785
70540	Intelligence d'affaires-Infrastructure et outils	M	293	1 171	1 220	488	2 879	0	0	0	3 172
70550	Gestion des règlements municipaux	M	500	1 400	1 400	446	3 246	0	0	0	3 746
70620	Numérisation des microfilms- Archives de Montréal	M	794	256	150	0	406	0	0	0	1 200
70750	Intelligence d'affaires-Finances	M	739	390	220	0	610	0	0	0	1 349
70850	Indicateurs de gestion institutionnels (gestion par activités)	M	1 708	171	244	439	854	0	122	0	2 684
71050	Modernisation des TI des projets du Service de la concertation des arrondissements	M	500	1 600	700	700	3 000	0	0	0	3 500
71350	Gestionnaire électronique de documents	M	1 466	537	1 269	1 241	3 047	0	0	0	4 513

Projets financés par le Conseil municipal (page 2 de 2)

N°	PROJET	Compé-tence	Coûts fiches	PTI 2017-2019 (brut)				Source externe de financement	Ultérieur au PTI 2017-2019	Source externe de financement	Total projet net
			Avant 2017	2017	2018	2019	Total	2017-2019	2020 et +	2020 et +	
72501	Robot de tri-Bibliothèques	M	0	0	600	200	800	0	0	0	800
72515	Système de gestion des loisirs municipaux	M	1 076	1 100	924	0	2 024	0	0	0	3 100
72660	Réforme des services d'accueil-Espace pour la vie	M	3 000	1 500	500	0	2 000	0	0	0	5 000
72710	Inspection des actifs du mobilier urbain	M	350	200	200	0	400	0	0	0	750
72730	Refonte des systèmes opérationnels de la culture, des sports et au tres	M	200	300	0	0	300	0	0	0	500
73000	Recettes et encaissements	M	3 174	1 241	0	0	1 241	0	0	0	4 415
73100	Système budgétaire	M	2 692	195	244	2 830	3 269	0	7 562	0	13 523
74250	Système de gestion des ressources humaines	M	4 497	2 001	3 074	3 221	8 296	0	12 289	0	25 082
74550	Système de taxation	M	512	3 270	3 318	3 367	9 955	0	2 733	0	13 200
74650	Harmonisation des applications Oracle	M	2 873	195	0	0	195	0	0	0	3 068
74830	Tableaux de bord pour le déneigement	M	200	600	600	475	1 675	0	0	0	1 875
74840	Gestion des parcours génériques (suivi véhiculaire)	M	2 000	1 700	1 500	362	3 562	0	0	0	5 562
74860	Geo-Trafic	M	1 340	350	0	0	350	0	0	0	1 690
74870	Gestion des interventions en arrondissement	M	0	450	400	150	1 000	0	0	0	1 000
74910	Paiement en ligne	M	650	300	550	0	850	0	0	0	1 500
74925	Assistant à la gestion des interventions dans les rues (AGIR)	M	300	1 800	2 400	2 100	6 300	0	0	0	6 600
74950	Réforme TI des régimes de retraite	M	654	293	122	122	537	0	372	0	1 563
74990	Infrastructures TI des projets en transport	M	300	700	1 100	1 200	3 000	0	0	0	3 300
75400	Tableaux de bord-Subventions à la propriété	M	0	500	200	0	700	0	0	0	700
75420	Plan d'action en salubrité - Module inspection	M	300	150	0	0	150	0	0	0	450
75511	Montréal 511	M	200	200	200	0	400	0	0	0	600
75550	Système de gestion des végétaux	M	200	400	400	0	800	0	0	0	1 000
78010	Mise en place du Wi-Fi à l'échelle de la ville	M	0	390	488	537	1 415	0	488	0	1 903
78021	Mise en place du centre d'opération réseau et du laboratoire d'int eropérabilité et de conformité	M	0	488	488	537	1 513	0	683	0	2 196
78032	Communications numériques	M	0	537	537	488	1 562	0	1 415	0	2 977
78043	Capacité, performance, outils et automatisa-tion du réseau de télécommunications	M	0	586	830	1 220	2 636	0	3 465	0	6 101
78054	Robustesse du réseau de télécommunications	M	0	586	781	1 171	2 538	0	2 708	0	5 246
Total :			**49 699**	**40 839**	**38 587**	**34 944**	**108 316**	**0**	**59 789**	**0**	**217 804**

Adresse de l'unité d'affaires et personne-ressource

801 rue Brennan, 9e étage
Montréal (Québec)
H3C 0G4

Christian Chaput
Directeur du Bureau de projets
Service des technologies de l'information
514 234-6396
Christian Chaput@ville.montreal.qc.ca

FIN
DE LA
PRÉSENTATION

M E R C I

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1164207002

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Bureau de projets TI , Gestion du portefeuille
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 108 316 000 $ afin de financer l'acquisition de biens, de services techniques et de services professionnels en informatique, relevant de la compétence de la Ville centrale, en vue de réaliser les projets inscrits à la programmation du PTI 2017-2019 du Service des technologies de l'information

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

ND - 1164207002 - STI - équipements et services professionnels informatique.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nicolas DUFRESNE
Avocat
Tél : 514-872-0128

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-01-31

Nicolas DUFRESNE
Avocat
Tél : 514-872-0128
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 108 316 000 $ AFIN DE FINANCER L'ACQUISITION DE BIENS, DE SERVICES TECHNIQUES ET DE SERVICES PROFESSIONNELS EN INFORMATIQUE

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de la Ville de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 108 316 000 $ est autorisé afin de financer l'acquisition de biens, de services techniques et de services professionnels en informatique.

2. Cet emprunt comprend les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 5 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de la Ville de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

_____

GDD1164207002

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1164207002

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Bureau de projets TI , Gestion du portefeuille
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 108 316 000 $ afin de financer l'acquisition de biens, de services techniques et de services professionnels en informatique, relevant de la compétence de la Ville centrale, en vue de réaliser les projets inscrits à la programmation du PTI 2017-2019 du Service des technologies de l'information

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Virement crédit - GDD 1164207002.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mario PRIMARD
Agent comptable analyste
Tél : 514 868-4439

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-11-22

François FABIEN
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-7174
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 42.05

2017/03/27 13:00

(1)

Dossier # : 1171009002

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 4
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 10 925 000 $ afin de financer les services professionnels relatifs à la conception et à la production de plans et devis détaillés, les travaux préalables requis visant le démantèlement de la marquise, l'éclairage et la signalisation temporaires et de la surveillance des travaux lors de la réalisation du projet de réaménagement de la rue St-Hubert entre les rues de Bellechasse et Jean-Talon Est.

Il est recommandé d'adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2017 -2019, un règlement autorisant un emprunt de 10 925 000 $ afin de financer les services professionnels relatifs à la conception et à la production de plans et devis détaillés, les travaux préalables requis visant le démantèlement de la marquise, l'éclairage et la signalisation temporaires et de la surveillance des travaux lors de la réalisation du projet de réaménagement de la rue St-Hubert entre les rues de Bellechasse et Jean-Talon Est.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2017-01-30 08:48

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1171009002**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 4
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 10 925 000 $ afin de financer les services professionnels relatifs à la conception et à la production de plans et devis détaillés, les travaux préalables requis visant le démantèlement de la marquise, l'éclairage et la signalisation temporaires et de la surveillance des travaux lors de la réalisation du projet de réaménagement de la rue St-Hubert entre les rues de Bellechasse et Jean-Talon Est.

CONTENU

CONTEXTE

Le projet de réaménagement de la rue St-Hubert, entre les rues de Bellechasse et Jean-Talon Est, comprend la réfection des infrastructures souterraines, le réaménagement de surface et le remplacement de la marquise.

Historique

En 2008, le Service de l'eau, à la suite de nombreux bris, a entrepris l'évaluation structurelle des conduites d'égout et d'aqueduc dans la rue St-Hubert, entre les rues de Bellechasse et Jean-Talon Est, à la hauteur de la Plaza. Cette évaluation a mis en lumière le besoin de réhabiliter et de remplacer la majorité des conduites.

Ces interventions allant générer d'importants travaux d'excavation, l'arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie et la Société de développement commercial de la Plaza St-Hubert (SDC) ont entrepris des démarches afin d'évaluer la possibilité d'y intégrer un réaménagement complet de la rue en surface. À l'été 2014, un projet pilote a été mis en place afin de valider différentes interventions d'aménagement de la rue.

Le 1er janvier 2015, dans le cadre de la refonte du réseau artériel de l'administration montréalaise, la responsabilité de la rue St-Hubert a été transférée à la Ville-centre. Dès lors, le projet a été confié aux Grands projets du Service des infrastructures, de la voirie et des transports (SIVT). Ayant la volonté de redynamiser une artère montréalaise d'importance, l'administration a entrepris des activités en ce sens.

État d'avancement du projet

En 2015, le SIVT a réalisé des études d'avant-projet qui ont permis de définir l'envergure du projet et de développer des options d'aménagement.

En 2016, deux séances d'information et de consultation avec le public ainsi que des activités d'idéation avec trois firmes de concepteurs mandatées ont été réalisées. Ces activités ont permis de définir des éléments d'aménagement de surface ainsi que les interventions

complémentaires. Des études de modernisation de la marquise ont également été réalisées. La marquise actuelle pouvant difficilement être modernisée, une option de remplacement a donc été développée.

À la fin de l'année 2016, le projet a été présenté aux instances décisionnelles de la Ville, afin de recommander son passage à l'étape d'exécution. Dès le début de l'année 2017, le projet sera présenté au Comité exécutif afin de recevoir officiellement le mandat d'exécution, étape essentielle à la réalisation du projet.

Étapes terminées	Date de début	Date de fin
- Élaboration de l'avant-projet préliminaire - Élaboration de l'avant-projet définitif	Janvier 2015	Décembre 2016

Au début de l'année 2017, des activités relatives à la préparation du chantier seront entamées. En ce sens, en prévision de son remplacement projeté, des travaux de démantèlement de la marquise actuelle débuteront à la fin de l'été 2017, pour se terminer au début de l'année 2018. Il est prévu que le programme de subventions PRAM Artères en chantier sera accessible dès le début des travaux, afin de couvrir notamment les travaux de rénovation de façade des bâtiments admissibles et ce, pendant toute la durée du projet.

En parallèle, du printemps 2017 au printemps 2018, les activités relatives à la conception des plans et devis des infrastructures souterraines, de l'aménagement de surface et de la marquise seront élaborées.

Étapes faisant l’objet du présent dossier	Date de début	Date de fin
- Réalisation des plans et devis - Travaux de démantèlement de la marquise	Avril 2017	Avril 2018

Les travaux de construction débuteront vers la fin de l'été 2018, afin de permettre aux commerçants de profiter le plus possible de l'achalandage printanier et estival, selon la volonté exprimée par la Société de développement commercial de la Plaza St-Hubert. Des mesures de mitigation exceptionnelles seront mises en place tout au long du projet, afin de minimiser les impacts des travaux sur les activités commerciales.

Étapes à venir	Date de début	Date de fin
- Réalisation des travaux	Été 2018	2021

Dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2017-2019 adopté par le conseil municipal, l'Administration prévoit des investissements pour le réaménagement de la rue St -Hubert. En conséquence, le SIVT doit faire adopter les règlements d'emprunts nécessaires afin de pouvoir financer le projet 75020 ''Réaménagement de la rue St-Hubert''.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM16 1298 (28 novembre 2016) : Adopter le Programme triennal d'immobilisations 2017-2019 de la Ville de Montréal (volet ville centrale)

CA15 26 0210 (6 juillet 2015) : Autorisation d'une dépense totale de 50 000 $ pour l'amélioration et la finalisation du projet pilote de circulation sur la rue Saint-Hubert pour l'année 2015 - Approbation d'un virement de crédits du compte passif - Surplus de gestion divers.
CA14 26 0140 (5 mai 2014) : Autorisation d'une dépense totale de 150 000 $, taxes incluses, pour la réalisation d'un projet-pilote de circulation sur la rue Saint-Hubert. Approbation d'un virement de crédits du compte passif - Fonds d'unité de stationnement pour un montant total de 150 000 $ taxes incluses.
CA13 26 0259 (3 septembre 2013) : Accepter une somme de 9 018,50 $ pour la réalisation d'une étude de circulation sur la Plaza St-Hubert.

DESCRIPTION

Le présent dossier a pour objet l'adoption d'un règlement d'emprunt de 10 925 000 $ afin de financer la préparation du projet de réaménagement de la rue St-Hubert.
De façon plus spécifique, ce règlement d'emprunt permettra :

· l'acquisition de services professionnels afin de réaliser les plans et devis pour la construction des infrastructures souterraines, de l'aménagement de surface et de la marquise ainsi que de la surveillance des travaux;

· la réalisation des travaux visant le démantèlement de la marquise (en prévision de son remplacement projeté) et l'éclairage et la signalisation temporaires.

Cet emprunt couvre également les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

Soulignons que le règlement d'emprunt proposé devra être approuvé par le Ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

JUSTIFICATION

La mise en vigueur du règlement d'emprunt permettra au SIVT d'obtenir les crédits nécessaires pour effectuer les dépenses inhérentes aux services professionnels relatifs à la conception et à la production de plans et devis détaillés, aux travaux préalables requis visant le démantèlement de la marquise, l'éclairage et la signalisation temporaires et à la surveillance des travaux lors de la réalisation du projet de réaménagement de la rue St-Hubert entre les rues de Bellechasse et Jean-Talon Est.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le règlement d'emprunt proposé servira à financer des dépenses pour le projet 75020 '' Réaménagement de la rue St-Hubert'' de 10 925 000 $ prévues au budget d'immobilisations 2017-2019 du Service des infrastructures, de la voirie et des transports.
Les services et travaux financés par ce règlement d'emprunt constituent des dépenses en immobilisation.

La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 20 ans conformément à la Politique de capitalisation et amortissement des dépenses en immobilisations approuvée par le conseil de la Ville par la résolution CM07 0841.

Soulignons que :

· les dépenses financées par le règlement d'emprunt proposé seront assumées par la Ville-centre;

· le budget total du projet est estimé à 49 200 000 $ (estimé de classe C, soit +/- 30%).

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les travaux de réaménagement de la rue St-Hubert permettront entre autres :
· d'améliorer la performance des réseaux d'aqueduc et d'égout de la Ville;

· d'améliorer l'aménagement urbain de la rue St-Hubert, favorisant ainsi son développement économique et son attractivité.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le règlement d'emprunt proposé servira entre autres à financer des dépenses liées à des mandats dont l'octroi est prévu au printemps 2017. En ce sens, dans l'éventualité où ce règlement ne serait pas adopté, une révision du calendrier du projet serait requise. Cela est d'autant plus vrai que l'approbation du Ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire doit être obtenue à la suite de l'adoption du règlement d'emprunt par le conseil d'agglomération.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication a été élaborée avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion au conseil municipal : 20 février 2017
Adoption par le conseil municipal : 27 mars 2017

Approbation par le Ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

Prise d'effet : à la date de publication du règlement

Octroi des contrats : mai 2017

Réalisation des activités financés par le règlement d'emprunt proposé : mai 2017 à avril 2018.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Nicolas DUFRESNE)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jean-François RONDOU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Josée BÉDARD, Rosemont - La Petite-Patrie
Géraldine MARTIN, Service du développement économique

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Tommy BEAULÉ
Conseiller en aménagement et Sébastien Deshaies, chef de section

Tél : 514 872-4830
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-01-24

Pierre SAINTE-MARIE
Chef de division

Tél : 514 872-4781
Télécop. : 872-0049

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2017-01-27

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1171009002

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 4
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 10 925 000 $ afin de financer les services professionnels relatifs à la conception et à la production de plans et devis détaillés, les travaux préalables requis visant le démantèlement de la marquise, l'éclairage et la signalisation temporaires et de la surveillance des travaux lors de la réalisation du projet de réaménagement de la rue St-Hubert entre les rues de Bellechasse et Jean-Talon Est.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

ND - 1171009002 - Projet de réaménagement de la rue St-Hubert.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nicolas DUFRESNE
Avocat
Tél : 514-872-0128

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-01-26

Nicolas DUFRESNE
Avocat
Tél : 514-872-0128
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 10 925 000 $ AFIN DE FINANCER LES SERVICES PROFESSIONNELS RELATIFS À LA CONCEPTION ET À LA PRODUCTION DE PLANS ET DEVIS DÉTAILLÉS, LES TRAVAUX PRÉALABLES REQUIS VISANT LE DÉMANTÈLEMENT DE LA MARQUISE, L'ÉCLAIRAGE ET LA SIGNALISATION TEMPORAIRES ET DE LA SURVEILLANCE DES TRAVAUX LORS DE LA RÉALISATION DU PROJET DE RÉAMÉNAGEMENT DE LA RUE ST-HUBERT ENTRE LES RUES DE BELLECHASSE ET JEAN-TALON EST

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de la Ville de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 10 925 000 $ est autorisé afin de financer les services professionnels relatifs à la conception et à la production de plans et devis détaillés, les travaux préalables requis visant le démantèlement de la marquise, l'éclairage et la signalisation temporaires et de la surveillance des travaux lors de la réalisation du projet de réaménagement de la rue St-Hubert entre les rues de Bellechasse et Jean-Talon Est.

2. Cet emprunt comprend les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de la Ville de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

_____

GDD1171009002

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1171009002

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 4
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 10 925 000 $ afin de financer les services professionnels relatifs à la conception et à la production de plans et devis détaillés, les travaux préalables requis visant le démantèlement de la marquise, l'éclairage et la signalisation temporaires et de la surveillance des travaux lors de la réalisation du projet de réaménagement de la rue St-Hubert entre les rues de Bellechasse et Jean-Talon Est.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Projet75020 - 1171009002.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jean-François RONDOU
Agent comptable analyste - Conseil et soutien financier - PS Développement
Tél : (514) 868-3837

Co-auteur
Paul Kanaan
Conseiller budgétaire
514-872-2857

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-01-26

Jacques BERNIER
Chef de division

Tél : 514 872-3417

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier - Pôle développement

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 42.06

2017/03/27 13:00

(1)

Dossier # : 1171103001

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 a) prendre des mesures adéquates visant à sauvegarder, protéger et mettre en valeur le patrimoine culturel et naturel ainsi qu'à favoriser la diffusion des savoirs et des connaissances qui les distinguent
Projet :	375e Anniversaire de Montréal
Objet :	Adopter un règlement intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 6 000 000 $ pour le versement d'une contribution financière à la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière pour le financement du programme de fouilles archéologiques de la phase 3 du projet d'expansion du Musée."

Il est recommandé:

- d'adopter un règlement intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 6 000 000 $ pour le versement d'une contribution financière à la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière pour le financement du programme de fouilles archéologiques de la phase 3 du projet d'expansion du Musée."

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2017-01-30 12:18

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1171103001**

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 a) prendre des mesures adéquates visant à sauvegarder, protéger et mettre en valeur le patrimoine culturel et naturel ainsi qu'à favoriser la diffusion des savoirs et des connaissances qui les distinguent
Projet :	375e Anniversaire de Montréal
Objet :	Adopter un règlement intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 6 000 000 $ pour le versement d'une contribution financière à la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière pour le financement du programme de fouilles archéologiques de la phase 3 du projet d'expansion du Musée."

CONTENU

CONTEXTE

Élaboré par la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière (Société PàC), le projet d'expansion de la Cité d'archéologie et d'histoire de Montréal est réalisé entre le musée actuel et la rue McGill. Cet important projet vise, à terme, la création d'une institution muséologique d'envergure internationale, sur un site d'une valeur patrimoniale exceptionnelle en Amérique du Nord. Il permettra de mettre en valeur une dizaine de sites archéologiques et historiques majeurs, dont les vestiges du Fort Ville-Marie/Château de Callière et ceux du Marché Sainte-Anne/Parlement du Canada-Uni. Ce dernier, classé site historique et archéologique est considéré comme le berceau de la démocratie du pays (loi de la responsabilité ministérielle en 1848) où ont siégé les Pères de la Confédération canadienne tels que John A. McDonald et George-Étienne Cartier.
Le projet d'expansion du Musée est réalisé en trois phases :

La phase 1 du projet, la Maison-des-Marins a été inaugurée en janvier 2013.

La phase 2 du projet, comportant la mise en valeur du Fort de Ville-Marie/Château de Callière et du collecteur Williams est en cours de réalisation. Son inauguration est prévue le 17 mai 2017, jour anniversaire de la fondation de Montréal.

La phase 3 du projet prévoit compléter le développement de Pointe-à-Callière, cité d'archéologie et d'histoire de Montréal. Elle comprendra la mise en valeur de l'égout collecteur et des vestiges du marché Sainte-Anne et du Parlement du Canada-Uni, l'ajout d'une salle d'exposition de calibre internationale de 1200m2, la reconversion de la caserne de pompier en musée pour enfants et l'aménagement de jardins urbains.

Dans le cadre du développement de la phase 3 du projet, des fouilles archéologiques

majeures seront réalisées dès l'été 2017. Ces fouilles permettront de compléter les recherches sur l'histoire du site et de mieux définir sa mise en valeur. Un programme d'animation et d'interprétation pour les citoyens et visiteurs sera organisé dans le cadre des festivités du 375è. Ces activités seront, de plus, intégrées dans le parcours de la promenade Fleuve-Montagne.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM16 0446 du 18 avril 2016 - Approuver le projet de convention entre la Ville et la Société du musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière concernant le versement d'une aide financière maximale de 220 000$ pour la mise à jour de l'étude de faisabilité et du programme fonctionnel et technique pour la phase 3 de son projet d'expansion. Autoriser un virement budgétaire de 220 000 $ en 2016 en provenance des dépenses contingentes de compétence locale vers le Service de la culture.
CG15 0353 - 28 mai 2015 - Approuver un projet d'acte par lequel la Ville cède à la Société du musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière, une propriété superficiaire pour un volume situé en tréfonds de la place D'Youville, dans l'arrondissement de Ville-Marie, sans contrepartie financière / Fermer et retirer le volume du registre du domaine public.

CM15 0666 - 25 mai 2015 - Approuver le projet de convention entre la Société du musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière et la Ville concernant le versement d'une contribution financière maximale de 12 519 832 $ en 2015, 2016, 2017 et 2018 pour la réalisation de la seconde partie de la phase 2 du projet de la Cité d'archéologie et d'histoire de Montréal, soit le Collecteur William et les travaux sous la rue d'Youville.

CM14 1010 - 27 octobre 2014 - Accorder un soutien financier de 18,01 M$ à la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière pour la réalisation d'une partie de la phase 2 du projet de la Cité d'archéologie et d'histoire de Montréal, soit le Fort de Ville-Marie au 214, rue place d'Youville / Approuver un projet de convention à cet effet.

DESCRIPTION

Le présent dossier a pour objet l’adoption d’un règlement d'emprunt de 6 M$, afin de permettre à la Ville de verser à la Société Pointe-à-Callière un financement visant la réalisation du programme de fouilles archéologiques de la phase 3 du projet d'expansion du Musée.
Une convention de contribution financière sera par la suite conclue entre la Ville et la Société afin de définir les modalités de versement de cette contribution et d'encadrer les obligations des parties.

Le règlement d'emprunt proposé devra être approuvé par le Ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

JUSTIFICATION

Le site archéologique du marché Sainte-Anne et du parlement de l'ancienne province du Canada, dans le Vieux-Montréal, a fait l’objet de récentes recherches historiques et archéologiques qui ont confirmé sa grande valeur patrimoniale et l’intérêt pour Montréal de rendre ce lieu de mémoire accessible à ses citoyens et aux visiteurs et touristes.
Les interventions et les recherches historiques réalisées à ce jour confirment l’énorme potentiel de ce site comme un lieu de mémoire et un site patrimonial exceptionnel à Montréal. Les vestiges du bâtiment sont intacts et affleurent sous 50 cm de la surface. L’égout collecteur de 1832, qui était encore en fonction jusqu’en 1989, est admirablement préservé sur toute sa longueur (350 m). Les vestiges du marché/parlement ont une hauteur de 4,5 m, de part et d’autre du collecteur. À ce jour, moins de 20 % du site a été fouillés;

plusieurs des aires de fouilles n’ont pas atteint le niveau du parlement. Les corpus de culture matérielle révèlent également l’intégrité des dépositions des trois grandes époques (marché – parlement – marché). Le potentiel archéologique, pour la recherche et la mise en valeur, est indéniable.

Le programme de fouilles de 2017 vise à compléter les données acquises sur le site, à numériser les découvertes et à recueillir les informations sur la construction du marché et du collecteur, l’évolution du site et à documenter et comprendre les occupations successives. La confrontation entre les documents d’archives et les données archéologiques recueillies est au cœur de cette phase des travaux, en vue de la reconstitution numérique et d’élaborer les plans de mise en valeur. L’une des approches innovantes qui sera préconisée consiste à géolocaliser les artéfacts pour en faire une modélisation 4D selon leur provenance horizontale et verticale, de manière à permettre une reconstitution fine du site, en particulier dans les décombres du parlement, pour préciser les fonctions du bâtiment selon les niveaux de plancher.

À terme, cet important projet culturel aura des retombées touristiques et économiques importantes et mettra en valeur les richesses patrimoniales du lieu de fondation de Montréal et du Canada.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce règlement d’emprunt servira au financement du projet 36177 - Pointe-à-Callière - Projet d'expansion - Phase 3, du Service de la culture, prévu à la programmation du PTI 2017-2019.
La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 5 ans.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La Ville de Montréal adhère à l'*Agenda 21 de la culture* et appuie la reconnaissance de la culture comme le 4e pilier du développement durable.
Par ailleurs, le projet de la phase 3 de la Cité d'archéologie et d'histoire de Montréal répond directement aux critères suivants du *Plan de développement durable de la collectivité montréalaise* dans la section «Une meilleure qualité de vie» :
- Protection et diffusion du patrimoine et de l'histoire
- Diversité et dynamisme culturel
- Innovation et savoir
- Compétitivité
- Promotion de l'économie locale

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Afin de respecter le calendrier de réalisation du programme de fouilles archéologiques qui doit débuter au printemps 2017, il est important de procéder rapidement à l'approbation du règlement d'emprunt concernant les versements de la contribution financière à la Société PàC

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n’est prévue relativement à ce dossier.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion - Conseil municipal - février 2017

Adoption du règlement - Conseil municipal - mars 2017

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mario PRIMARD)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Nicolas DUFRESNE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Ronald DELCOURT, Ville-Marie
Nathalie M MARTIN, Service de la mise en valeur du territoire

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Stéphane RICCI
Adjoint à la directrice, coordonnateur du Quartier des spectacles

Tél : 514 868-5929
Télécop. : 514 872-5588

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-01-25

Suzanne LAVERDIÈRE
Directrice

Tél : 514-872-4600
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Suzanne LAVERDIÈRE
Directrice
Tél : 514-872-4600
Approuvé le : 2017-01-30

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1171103001

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Objet :	Adopter un règlement intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 6 000 000 $ pour le versement d'une contribution financière à la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière pour le financement du programme de fouilles archéologiques de la phase 3 du projet d'expansion du Musée."

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

ND - 1171103001 - expansion du Musée.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nicolas DUFRESNE
Avocat
Tél : 514-872-0128

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-01-30

Nicolas DUFRESNE
Avocat
Tél : 514-872-0128
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 6 000 000 $ POUR LE VERSEMENT D'UNE CONTRIBUTION FINANCIÈRE À LA SOCIÉTÉ DU MUSÉE D'ARCHÉOLOGIE ET D'HISTOIRE DE MONTRÉAL POINTE-À-CALLIÈRE POUR LE FINANCEMENT DU PROGRAMME DE FOUILLES ARCHÉOLOGIQUES DE LA PHASE 3 DU PROJET D'EXPANSION DU MUSÉE

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 6 000 000 $ pour le versement d'une contribution financière à la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-À-Callière pour le financement du programme de fouilles archéologiques de la phase 3 du projet d'expansion du musée.

2. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 5 ans.

3. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de la Ville de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

4. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

_____

GDD1171103001

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1171103001

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Objet :	Adopter un règlement intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 6 000 000 $ pour le versement d'une contribution financière à la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière pour le financement du programme de fouilles archéologiques de la phase 3 du projet d'expansion du Musée."

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Virement crédit - GDD 1171103001.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mario PRIMARD
Agent comptable analyste
Tél : 514-868-4439

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-01-26

Daniel D DESJARDINS
Conseiller budgetaire
Tél : 514 872-5597
Division : Div. Conseil Et Soutien Financier - Point De Serv. Brennan

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 42.07

2017/03/27
13:00

(1)

Dossier # : 1163962001

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports , Division de l'exploitation du réseau artériel
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	Plan de transport
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 6 250 000 $ afin de financer l'acquisition, l'installation et le déploiement de balises (ou panneaux) de jalonnement dynamique des stationnements hors rues.

Il est recommandé d'adopter le Règlement autorisant un emprunt de 6 250 000 $ afin de financer l'acquisition, l'installation et le déploiement de balises (ou panneaux) de jalonnement dynamique des stationnements hors rues.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2017-01-30 13:37

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1163962001**

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports , Division de l'exploitation du réseau artériel
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	Plan de transport
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 6 250 000 $ afin de financer l'acquisition, l'installation et le déploiement de balises (ou panneaux) de jalonnement dynamique des stationnements hors rues.

CONTENU

CONTEXTE

Le 22 avril 2013, la Société de jalonnement dynamique de Montréal a transmis un avis de non renouvellement de la Convention à la Ville de Montréal. La convention n'est plus en vigueur depuis le 27 janvier 2014. Par conséquent, les équipements, le renouvellement du bail pour l'utilisation d'antenne, les contrats avec les propriétaires de stationnements et les revenus ont tous été désignés pour être transférés à la Direction des transports de la Ville de Montréal. La Ville prend possession des équipements du système de jalonnement dynamique et assure l'opération et l'entretien.
Le système actuel dans l'immédiat du Quartier des spectacles sera remplacé par un système à la fine pointe technologique. Ce système à la haute pointe technologique sera également implanté dans d'autres quartiers du centre-ville et permettra une optimisation des principaux stationnements souterrains. Ce système permet une gestion intelligente du stationnement, un axe important de la ville intelligente. Il s'agit d'une solution dans les secteurs d'intérêt où la recherche d'espaces de stationnement s'avère problématique.

Dans le cadre du programme triennal d'immobilisation 2016-2018, des investissements sont prévus pour l'acquisition et le déploiement d'un système de stationnement intelligent au Quartier des Spectacles dans les années subséquentes 2017/18 et dans le Vieux Montréal en 2016/17, puis dans autres quartiers du centre ville . Ces investissements, relevant de la compétence du conseil municipal, permettront, d'une part, une optimisation de l'utilisation des principaux stationnements hors rues ou souterrains et, d'autre part, une gestion intelligente du stationnement, un axe important de la ville intelligente.

Donnant suite à l'adoption du plan triennal d'immobilisation 2016-2018 par le conseil municipal, le Service des infrastructures, de la voirie et des transports (SIVT) doit faire adopter un règlement d'emprunt de 6 250 000 $ afin de permettre de financer ces investissements.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM16 1298 - 1 décembre 2016 - Adoption - Programme triennal d'immobilisations 2017-2019 de la Ville de Montréal (volet ville centrale)
CG16 0155 - 6 avril 2016 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 3 000 000 $

afin de financer l'acquisition et l'installation d'un nouveau système de jalonnement dynamique

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à adopter un règlement d'emprunt de 6 250 000 $ pour les années 2017 et suivantes, permettant de faire:

- l'acquisition, l'installation et le déploiement des matériels de Jalonnement dynamique (panneaux à messages variables, fûts et potences);
- l'acquisition d'un outil de gestion centralisé qui sera déployé dans le CGMU.

Cet emprunt comprend les frais et honoraires d'études et de conception, ceux relatifs à la conception des plans et devis et à la surveillance des travaux et autres dépenses incidentes et imprévues s'y rattachant.

JUSTIFICATION

La mise en vigueur du règlement d'emprunt permettra au SIVT d'obtenir les crédits nécessaires pour effectuer les dépenses visant l'acquisition, l'installation et le déploiement de balises (ou panneaux) de jalonnement dynamique des stationnements hors rues.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce règlement d'emprunt qui couvre les années 2017 et 2018, servira au financement du projet Système de jalonnement dynamique des stationnements - 54101 prévu à la programmation du programme triennal d'immobilisations 2017-2019. Ces travaux financés par ce règlement d'emprunt constituent des dépenses en immobilisation.
La répartition budgétaire pour la période triennale se présente comme suit (en milliers de $):

Projet 2017 2018 2019 Ultérieur TOTAL
54101 2 500 3 750 - - 6 250

La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 20 ans conformément à la Politique de capitalisation et amortissement des dépenses en immobilisations approuvée par le conseil de la Ville par la résolution CM07 0841. '

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le système de jalonnement dynamique des stationnements permettra à la Ville de Montréal de communiquer l'offre de stationnement aux automobilistes dans le Quartier des spectacles, le Vieux Montréal et l'ouest du centre ville, mais aussi d'étendre ce service à d'autres quartiers afin d'améliorer l'accès au stationnement et de diminuer la circulation des véhicules à la recherche de places de stationnement. Cette démarche s'inscrit dans un plan global de gestion à distance des infrastructures du système de transports intelligents.
Ce système contribuera aux efforts de la Ville visant une mobilité durable puisqu'il permettra de réduire les émissions de gaz à effet de serre en plus de l'économie d'énergie et du gain de temps.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans ce règlement d'emprunt, la poursuite en 2017 et durant les années suivantes de l'implantation du stationnement intelligent serait compromise.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue relativement à l'adoption du présent règlement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion - 20 février 2017

1. Adoption - 27 mars 2017
2. Approbation par le ministère des Affaires municipales et de l'occupation du territoire
3. Prise d'effet : à la date de publication du règlement.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jean-François RONDOU)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Nicolas DUFRESNE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Simon CARRIER
PCO - Contrôleur de projet

Tél : 514 872-3336
Télécop. : 514 872-6478

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-01-10

Son Thu LÊ
C/d exploitation du reseau arteriel

Tél : 514 872-5181
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Benoit CHAMPAGNE
Directeur
Tél : 514 872-9485
Approuvé le : 2017-01-30

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2017-01-30

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1163962001

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports , Division de l'exploitation du réseau artériel
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 6 250 000 $ afin de financer l'acquisition, l'installation et le déploiement de balises (ou panneaux) de jalonnement dynamique des stationnements hors rues.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

ND-1163962001 - jalonnement dynamique des stationnements 6 250 K.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nicolas DUFRESNE
Avocat
Tél : 514-872-0128

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-01-19

Nicolas DUFRESNE
Avocat
Tél : 514-872-0128
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 6 250 000 $ AFIN DE FINANCER L'ACQUISITION, L'INSTALLATION ET LE DÉPLOIEMENT DE BALISES (OU PANNEAUX) DE JALONNEMENT DYNAMIQUE DES STATIONNEMENTS HORS RUES

Vu l'article 185.0.1 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de la Ville de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 6 250 000 $ afin de financer l'acquisition, l'installation et le déploiement de balises (ou panneaux) de jalonnement dynamique des stationnements hors rues.

2. Cet emprunt comprend les frais et honoraires d'études et de conception, ceux relatifs à la confection des plans et devis et à la surveillance des travaux et autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de la Ville de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

_____

GDD1163962001

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1163962001

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports , Division de l'exploitation du réseau artériel
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 6 250 000 $ afin de financer l'acquisition, l'installation et le déploiement de balises (ou panneaux) de jalonnement dynamique des stationnements hors rues.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Projet54101 - 1163962001.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jean-François RONDOU
Agent comptable analyste - Conseil et soutien financier - PS Développement
Tél : (514) 868-3837

Stephanie MORAN
Conseillère Budgétaire - PS Développement
514-872-2813

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-01-11

Jacques BERNIER
Chef de division

Tél : 514 872-3417

Division : Direction du conseil et du soutien financier - PS Développement

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 42.08

2017/03/27
13:00

(1)

Dossier # : 1177102003

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction , Division - Soutien aux projets et aux programmes
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	375e Anniversaire de Montréal
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 4 000 000 $ afin de financer des projets d'immobilisations réalisés par les arrondissements dans le cadre du 375e anniversaire de la Ville de Montréal

Il est recommandé d'adopter le Règlement autorisant un emprunt de 4 000 000 $ afin de financer des projets d'immobilisations réalisés par les arrondissements dans le cadre du 375e anniversaire de la Ville de Montréal.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2017-01-30 11:49

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1177102003**

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction , Division - Soutien aux projets et aux programmes
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	375e Anniversaire de Montréal
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 4 000 000 $ afin de financer des projets d'immobilisations réalisés par les arrondissements dans le cadre du 375e anniversaire de la Ville de Montréal

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre des préparatifs entourant le 375e anniversaire de Montréal, la Ville désire s'assurer que ces célébrations laisseront des traces dans tous les arrondissements de Montréal. Une somme de 15 millions de dollars a donc été réservée au programme triennal d'immobilisation 2015-2017 pour la réalisation, par les arrondissements, de projets à l'échelle locale.
À la suite d'un appel de projets qui s'est déroulé à l'hiver 2014-2015, chaque arrondissement a déposé au Service de la concertation des arrondissements une demande de contribution d'une valeur maximale de 1 million de dollars. Le comité exécutif a approuvé les projets déposés par les arrondissements en avril 2015. La valeur globale des projets approuvés est de 18,5 M $, dépassant la somme prévue au règlement d'emprunt. De plus, une demande est en cours d'approbation par le comité exécutif pour augmenter la valeur du projet de legs de l'arrondissement Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles afin d'atteindre, comme les autres arrondissements, le maximum prévu de 1 million de dollars. Afin d'assurer la réalisation des projets dûment approuvés, à la hauteur des crédits accordés, un emprunt supplémentaire de 4 000 000 $ est donc requis.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE16 1907 - 30 novembre 2016 - Approuver les modifications aux projets des legs des arrondissements de Rosemont–La Petite-Patrie et de Ville-Marie, et les conditions s'y rattachant, telles que décrites au sommaire décisionnel, dans le cadre du 375^{e} anniversaire de la Ville de Montréal.
CE15 0670 - 15 avril 2015 - Approuver les projets de legs des arrondissements dans le cadre du 375e anniversaire de la Ville de Montréal et les conditions s'y rattachant, tels que décrits dans le tableau joint au présent dossier décisionnel.

CM15 0224 - 24 février 2015 - Adopter un règlement autorisant un emprunt de 15 000 000 $ afin de financer des projets d'immobilisations qui seront réalisés par les arrondissements dans le cadre du 375e anniversaire de Montréal.

DESCRIPTION

Le présent sommaire décisionnel vise l'adoption d'un règlement d'emprunt de 4 000 000 $ afin d'augmenter la dotation de l'ensemble des arrondissements montréalais pour réaliser des projets d'immobilisation dans le cadre du 375e anniversaire de la Ville de Montréal. Cet emprunt vient compléter un emprunt de 15 000 000 $ adopté en mars 2015, la valeur des projets des arrondissements approuvés par le comité exécutif étant évaluée à 19 000 000 $.
Les projets de legs des arrondissements sont déjà approuvés par le comité exécutif et, s'il y a lieu, toute modification sera sujette à l'approbation du comité exécutif. Les projets devront être terminés avant la fin 2017. Par conséquent, aucune dépense ne sera remboursée au-delà du 31 décembre 2017. De plus, aucune somme additionnelle ne sera octroyée en cas de dépassement de coût.

JUSTIFICATION

L'emprunt de 15 000 000 $ initialement contracté s'avère insuffisant pour réaliser l'ensemble des projets déposés par les 19 arrondissements, qui ont une valeur globale évaluée à 19 000 000 $. L'emprunt supplémentaire est nécessaire pour financer les projets retenus à la hauteur des montants accordés par le comité exécutif.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce règlement d'emprunt d'un montant de 4 000 000 $ servira au financement du projet 76010 - Activités destinées aux arrondissements pour le 375e anniversaire de Montréal prévu à la programmation du PTI 2017-2019.
Les travaux financés par ce règlement constituent des dépenses en immobilisations.

La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 20 ans conformément à la Politique de capitalisation et amortissement des dépenses en immobilisations approuvée par le conseil de la Ville par la résolution CM07 0841.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le fait de ne pas approuver ce règlement d'emprunt pourrait compromettre le financement et donc la réalisation des legs en arrondissement dans le cadre du 375e anniversaire de la Ville de Montréal. De plus, certains arrondissements ayant déjà reçu leur financement, seuls certains arrondissements verraient leur projet de legs non financé, ce qui aurait un impact sur l'équité entre les arrondissements. Tout délai dans l'approbation du règlement d'emprunt pourrait aussi retarder la réalisation des projets à temps pour le 375e de Montréal.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les communications entourant les legs du 375e anniversaire de la Ville de Montréal font l'objet d'un plan de communications élaboré et coordonné par le Service des communications, en collaboration avec l'ensemble des arrondissements.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion sur le règlement d'emprunt par le conseil municipal: 20 février 2017
Adoption du règlement d'emprunt par le conseil municipal: 27 mars 2017
Adoption du règlement d'emprunt par le MAMOT: date à venir

Prise d'effet du règlement d'emprunt: à la date de publication du règlement
Réalisation des projets d'immobilisation: printemps-été-automne 2017

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Nicolas DUFRESNE)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jean-François RONDOU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève DORVAL-DOUVILLE
Conseillère en planification

Tél : 514-872-8907
Télécop. : 514-868-3692

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-01-25

Jean-Marc BISSONNETTE
Chef de division - soutien aux projets et programmes

Tél : 514 872-9696
Télécop. : 514-868-3692

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Guylaine BRISSON
Directrice
Tél : 514 872-4757
Approuvé le : 2017-01-27

Legs du 375e anniversaire de Montréal en arrondissement
État d'avancement des projets au 31 janvier 2017

Projets arrondissements	Arrondissement	Financement accordé legs 375e*	Autre financement Ville	Financement arrondissement	Financement autre	Financement total par projet	Budget initial estimé	Variation**	Sommes engagées (financement legs 375e)		Sommes dépensées (financement legs 375e)		État d'avancement	Commentaires
Pavillon d'accueil du Parcours Gouin	Ahunstic-Cartierville	**1 000 000,00 $**	0,00 $	2 600 000,00 $	700 000,00 $	**4 300 000,00 $**	**4 000 000,00 $**	**7,5%**	**976 532,48 $**	**97,7%**	**976 532,48 $**	**97,7%**	Travaux en cours, fin prévue : mai 2017 Inauguration le 8 juin 2017	700 000 $ d'Hydro-Québec
Place des Angevins	Anjou	**1 000 000,00 $**	0,00 $	620 000,00 $	0,00 $	**1 620 000,00 $**	**2 500 000,00 $**	**-35,2%**	**962 923,49 $**	**96,3%**	**722 230,78 $**	**72,2%**	Travaux en cours, fin prévue : mai 2017 Inauguration le 17 juin 2017	
Les Racines de l'Avenir	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de Grâce	**1 000 000,00 $**	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**1 000 000,00 $**	**1 050 000,00 $**	**-4,8%**	**148 014,24 $**	**14,8%**	**29 931,94 $**	**3,0%**	Appel d'offres pour travaux en cours Travaux prévus printemps-été 2017	Le legs consiste en 2 places publiques, une au parc Notre-Dame-de-Grâce une au parc Kent.
Salle multifonctionnelle	Île-Bizard – Sainte-Geneviève	**1 000 000,00 $**	0,00 $	1 200 000,00 $	0,00 $	**2 200 000,00 $**	**1 000 000,00 $**	**120,0%**	**913 133,29 $**	**91,3%**	**424 834,95 $**	**42,5%**	Travaux en cours, fin prévue : hiver 2017 Inauguration le 3 juin 2017	
Parc de la marina d'escale et Plan lumières	Lachine	**1 000 000,00 $**	0,00 $	969 700,00 $	0,00 $	**1 969 700,00 $**	**1 000 000,00 $**	**97,0%**	**966 039,87 $**	**96,6%**	**947 971,52 $**	**94,8%**	Place des festivités inaugurée en décembre 2e phase du projet en élaboration	
Promenade de l'Aqueduc	LaSalle	**1 000 000,00 $**	0,00 $	480 000,00 $	0,00 $	**1 480 000,00 $**	**1 000 000,00 $**	**48,0%**	**973 751,77 $**	**97,4%**	**720 606,13 $**	**72,1%**	Travaux en cours, fin prévue : printemps 2017 Inauguration à confirmer	
Porte d'entrée Ontario du quartier Hochelaga	Mercier - Hochelaga -Maisonneuve	**950 000,00 $**	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**950 000,00 $**	**1 150 000,00 $**	**-17,4%**	**1 301,85 $**	**0,1%**	**1 301,85 $**	**0,1%**	Déplacement du projet plus loin sur Ontario Nouveau projet sera déposé au CE	
Maison Brignon-Dit-Lapierre	Montréal-Nord	**1 000 000,00 $**	0,00 $	1 500 000,00 $	0,00 $	**2 500 000,00 $**	**1 000 000,00 $**	**150,0%**	**- $**	**0,0%**	**- $**	**0,0%**	Appel d'offre lancé sous peu Inauguration prévue en 2018	
Maison internationale des arts de la marionnette	Outremont	**1 000 000,00 $**	0,00 $	0,00 $	1 400 000,00 $	**2 400 000,00 $**	**3 000 000,00 $**	**-20,0%**	**343 978,56 $**	**34,4%**	**186 974,34 $**	**18,7%**	Travaux phase 1 en cours Travaux phase 2 prévue avril-décembre 2017	Demande de financement féd. en cours et prov. à venir. Campagne de financement populaire en mars 2017 - objectif 250 000 $.
Port de plaisance	Pierrefonds - Roxboro	**1 000 000,00 $**	0,00 $	480 000,00 $	0,00 $	**1 480 000,00 $**	**3 100 000,00 $**	**-52,3%**	**1 000 000,00 $**	**100,0%**	**34 049,40 $**	**3,4%**	Travaux en cours, fin prévue : juillet 2017 Inauguration à confirmer	
La rue Prince-Arthur Est rayonnera à nouveau !	Plateau-Mont-Royal	**1 000 000,00 $**	2 900 000,00 $	0,00 $	0,00 $	**3 900 000,00 $**	**2 000 000,00 $**	**95,0%**	**1 000 000,00 $**	**100,0%**	**902 322,00 $**	**90,2%**	Travaux en cours, fin prévue : été 2017 Inauguration à confirmer	2,9 M$ du Service des infrastructures, de la voire et des transports.
Belvédère commémoratif des fêtes du 375e anniversaire de Montréal	Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles	**615 000,00 $**	0,00 $	485 000,00 $	0,00 $	**1 100 000,00 $**	**1 000 000,00 $**	**10,0%**	**88 826,26 $**	**14,4%**	**25 338,79 $**	**4,1%**	Appel d'offre lancé sous peu Travaux prévus printemps - été 2017	
Réseau vert - Piste multifonctionnelle	Rosemont – La-Petite-Patrie	**1 000 000,00 $**	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**1 000 000,00 $**	**1 182 000,00 $**	**-15,4%**	**- $**	**0,0%**	**- $**	**0,0%**	Plans et devis en cours Travaux prévus été - automne 2017	
Place Rodolphe-Rousseau	Saint-Laurent	**980 000,00 $**	0,00 $	558 000,00 $	0,00 $	**1 538 000,00 $**	**1 180 000,00 $**	**30,3%**	**979 999,66 $**	**100,0%**	**371 109,82 $**	**37,9%**	Travaux en cours, fin prévue : juin 2017 Inauguration à confirmer, prévue mi-juin	
Scène culturelle de Saint-Léonard	Saint-Léonard	**1 000 000,00 $**	0,00 $	500 000,00 $	0,00 $	**1 500 000,00 $**	**1 500 000,00 $**	**0,0%**	**1 000 000,00 $**	**100,0%**	**356 047,36 $**	**35,6%**	Travaux en cours, fin prévue : mai 2017 Inauguration à confirmer	
À venir	Sud-Ouest	**1 000 000,00 $**	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**1 000 000,00 $**	**1 000 000,00 $**	**0,0%**	**- $**	**0,0%**	**- $**	**0,0%**	Projet en réflexion suite au rapport de l'Inspecteur général, remboursement complet de MEH	
Une plage écologique et urbaine au cœur de Verdun	Verdun	**1 000 000,00 $**	366 530,00 $	0,00 $	2 733 060,00 $	**4 099 590,00 $**	**3 043 000,00 $**	**34,7%**	**265 484,41 $**	**26,5%**	**71 989,70 $**	**7,2%**	Appel d'offre lancé sous peu Travaux prévus printemps - été 2017	Contribution de la CMM et de Qc en validation
Parc	Ville-Marie	**1 000 000,00 $**	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**1 000 000,00 $**	**2 245 000,00 $**	**-55,5%**	**38 409,68 $**	**3,8%**	**- $**	**0,0%**	Travaux en cours, fin prévue : juin 2017 Inauguration le 21 juin 2017	
Faisceaux d'histoire	Villeray - Saint-Michel– Parc-Extension	**1 000 000,00 $**	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**1 000 000,00 $**	**1 000 000,00 $**	**0,0%**	**941 181,36 $**	**94,1%**	**810 026,72 $**	**81,0%**	3 sites complétés, 4e prévu en mai Inauguration le 9 mars 2017	
Total		**18 545 000,00 $**	**3 266 530,00 $**	**9 392 700,00 $**	**4 833 060,00 $**	**36 037 290,00 $**	**32 950 000,00 $**	**9,4%**	**10 599 576,88 $**	**57,2%**	**6 581 267,75 $**	**35,5%**	3 projets à surveiller, 2 projets finiront à l'automne	

* Aucun dépassement de coût n'est prévu pour les financements accordés dans le cadre des projets de legs en arrondissement du 375e anniversaire de Montréal, car ceux-ci ne peuvent dépasser les montants accordés, qui atteignent déjà le maximum permis, ou presque
** Tous les dépassements de coûts actuels de certains projets seront absorbés par l'arrondissement concerné ou par d'autres partenaires. À notre connaissance, ces chiffres sont à jour, mais peuvent être sujets à variation dans l'année à venir.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1177102003

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction , Division - Soutien aux projets et aux programmes
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 4 000 000 $ afin de financer des projets d'immobilisations réalisés par les arrondissements dans le cadre du 375e anniversaire de la Ville de Montréal

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

ND-1177102003 - 375e anniversaire de Mtl.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nicolas DUFRESNE
Avocat
Tél : 514-872-0128

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-01-25

Nicolas DUFRESNE
Avocat
Tél : 514-872-0128
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 4 000 000 $ AFIN DE FINANCER DES PROJETS D'IMMOBILISATIONS QUI SERONT RÉALISÉS PAR LES ARRONDISSEMENTS DANS LE CADRE DU 375E ANNIVERSAIRE DE MONTRÉAL

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations;

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 4 000 000 $ afin de financer des projets d'immobilisations qui seront réalisés par les arrondissements dans le cadre du 375e anniversaire de Montréal, le tout afin d'augmenter la dotation des arrondissements.

2. Cet emprunt comprend les frais et honoraires d'études et de conception, ceux relatifs à la confection des plans et devis et à la surveillance des travaux et autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant et, le cas échéant, le coût d'acquisition de terrains lorsque requis.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de la Ville, conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense prévue par le présent règlement.

_____

GDD1177102003

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1177102003

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction , Division - Soutien aux projets et aux programmes
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 4 000 000 $ afin de financer des projets d'immobilisations réalisés par les arrondissements dans le cadre du 375e anniversaire de la Ville de Montréal

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Projet76010 - 1177102003.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jean-François RONDOU
Agent comptable analyste - Conseil et soutien financier - PS Développement
Tél : (514) 868-3837

Co-auteur

André Pouliot
Conseiller analyse et contrôle de gestion-
Conseil et soutien financier- PS Développement

Tél. (514) 872-5551

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-01-27

Jacques BERNIER
Chef de division

Tél : (514) 872-3417

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier - Pôle développement

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 42.09

2017/03/27 13:00

(1)

Dossier # : 1165086012

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction , Division - Soutien aux projets et aux programmes
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	1. Adopter un Règlement modifiant le Règlement régissant la cuisine de rue (15-039) 2. Adopter un Règlement modifiant le règlement sur les tarifs (exercice financier 2017) (16-065) et 3. Adopter un Règlement modifiant le règlement intérieur de la ville sur la délégation de pouvoir du conseil de la ville aux conseils d'arrondissements (02-002).

Il est recommandé d'adopter:

1. le Règlement modifiant le Règlement régissant la cuisine de rue (15-039);
1. le Règlement modifiant le règlement sur les tarifs (exercice financier 2017) (16-065);
1. le Règlement modifiant le règlement intérieur de la ville sur la délégation de pouvoir du conseil de la ville aux conseils d'arrondissements (02-002).

Signé par Alain DUFORT **Le** 2017-01-30 11:44

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1165086012**
Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction , Division - Soutien aux projets et aux programmes
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	1. Adopter un Règlement modifiant le Règlement régissant la cuisine de rue (15-039) 2. Adopter un Règlement modifiant le règlement sur les tarifs (exercice financier 2017) (16-065) et 3. Adopter un Règlement modifiant le règlement intérieur de la ville sur la délégation de pouvoir du conseil de la ville aux conseils d'arrondissements (02-002).

CONTENU

CONTEXTE

À l'automne 2012, la Commission sur le développement économique et urbain et l'habitation a tenu un examen public sur la vente d'aliments sur le domaine public. Après analyse des mémoires reçus et consultation de diverses expertises, la commission a recommandé à la Ville de Montréal de mettre sur pied un comité de pilotage pour encadrer l'implantation de la cuisine de rue sur son territoire d'ici 2015.

À l'été 2013, l'arrondissement de Ville-Marie s'est vu confier la réalisation d'un projet-pilote de cuisine de rue. Le projet-pilote a été reconduit en 2014; l'arrondissement Rosemont–La Petite-Patrie s'est alors ajouté au territoire accueillant les véhicules-cuisine.

Après deux années de projet-pilote, la Ville de Montréal a dressé un bilan positif de l'expérience et a décidé d'adopter un règlement régissant la cuisine de rue sur l'ensemble de son territoire. Le 24 mars 2015, le conseil municipal a adopté le Règlement régissant la cuisine de rue (15-039), pour l'ensemble du territoire montréalais.

Depuis la saison 2016, le Service de la concertation des arrondissements (SCA) s'est vu confier le mandat de gérer le processus de sélection des candidats, d'attribution des permis et de gestion du contrat du calendrier de rotation des véhicules-cuisine.

En effet, le règlement sur la cuisine de rue prévoyait que la Ville était responsable de réaliser un calendrier de rotation des véhicules-cuisine. Afin d'optimiser la fréquentation des sites par les exploitants, les disponibilités des restaurateurs étaient recueillies et un emplacement leur étaient attribué en prenant en compte des critères d'équité. Cette façon de faire exigeait beaucoup de travail ce qui a entraîné une augmentation des coûts de gestion du calendrier au fil des ans. En effet, la gestion du calendrier de cuisine de rue pour la saison 2016 a été octroyée par contrat à la firme Atelya pour un montant de 119 574$ pour une durée de 1 an.

Après quatre années de gestion du calendrier de cuisine de rue (2013 à 2016), il y avait une opportunité de mettre à jour le mode de fonctionnement en tirant profit des observations et

des données recueillies afin d'améliorer l'efficience et d'avoir une meilleure gestion des coûts.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE16 0218 - 10 février 2016 - Approuver un projet de convention par lequel Conseils Atelya inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis pour la gestion du calendrier de répartition des sites de cuisine de rue 2016-2017, pour une somme maximale de 119 574 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 15-14877 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;
CA15 - 240159 - 14 avril 2015 - Autoriser une affectation de surplus pour un financement temporaire, accorder un contrat de services professionnels de 52 428,60 $, approuver la convention avec Questology pour la gestion du calendrier de répartition des sites de cuisine de rue 2015-2016 et autoriser une dépense maximale de 57 671,46 $ (appel d'offres sur invitation VMI-15-005 – 2 soumissionnaires)

CM15 0365 - 24 mars 2015 - Adoption - Règlement modifiant le Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la Ville aux conseils d'arrondissement (02-002), Adoption - Règlement régissant la cuisine de rue, Adoption - Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2015) (14-044)

CM15 0186 - 24 février 2015 - Déclarer le conseil de la ville compétent pour une période de 2 ans quant à l'occupation du domaine public à des fins de vente, de préparation et de consommation de nourriture et de boissons sur le domaine public, à l'exception des autorisations permettant la vente d'aliments sur le domaine public à l'occasion d'événements, de fêtes ou de manifestations ou lors de promotions commerciales, conformément à l'article 85.5 de la *Charte de la Ville de Montréal*

CM14 0003 - 27 janvier 2014 - Dépôt de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission permanente sur le développement économique et urbain et l'habitation portant sur la vente d'aliments sur le domaine public (cuisine de rue)

CE13 0680 - 15 mai 2013 - Prendre acte du rapport et des recommandations de la Commission permanente sur le développement économique et urbain et l'habitation portant sur la vente d'aliments sur le domaine public

CM12 0570 - 18 juin 2012 - Mandater la Commission permanente sur le développement économique et urbain et l'habitation afin d'étudier la vente d'aliments sur le domaine public

DESCRIPTION

Le présent dossier a pour but de concrétiser la mise en place d'un nouveau mode de fonctionnement des permis de cuisine de rue qui implique une tarification de l'occupation du domaine public. Ce mode de fonctionnement consiste, pour les exploitants, à effectuer une réservation pour un emplacement par l'utilisation d'un système de réservation en ligne et à payer le tarif associé à cet emplacement pour la période d'occupation visée.
Afin de mettre en place ce nouveau modèle, des modifications au Règlement régissant la cuisine de rue (15-039), au Règlement sur les tarifs (exercice financier 2017) (16-065) et au Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la Ville aux conseils d'arrondissements (02-002) sont nécessaires et font l'objet du présent sommaire.

1. Adoption d'un Règlement modifiant le Règlement régissant la cuisine de rue (15-039)

Ce projet de règlement vise à remplacer la réalisation d'un calendrier de rotation qui était basé sur la disponibilité des exploitants par un système de réservation en ligne.

Il vise à prévoir les règles applicables à l'occupation du domaine public telles que la réservation des emplacements, le paiement du droit d'occupation du domaine public ainsi que les modalités d'annulation et les conditions de remboursements.

2. Adoption d'un Règlement modifiant le règlement sur les tarifs (exercice financier 2017) (16-065)

Ce projet de règlement vise à déterminer les tarifs associés à la cuisine de rue. Ces tarifs concernent le coût du permis et le coût du droit d'occupation du domaine public par emplacement par période d'occupation.

Puisque les restaurateurs devront payer pour chaque période d'occupation d'un site utilisé, il est proposé de diminuer le tarif du permis de 2 075$ à 350$ pour le permis annuel et de 1215$ à 300$ pour le permis estival.

Les tarifs proposés à compter du 1er avril 2017 sont donc de 350 $ pour le permis annuel, de 300 $ pour le permis saisonnier (1er avril au 31 octobre) et de 50$ pour le permis hivernal (du 1er novembre au 31 mars).

De plus, les sites sont classés en 4 catégories en fonction de l'achalandage auquel un tarif est associé :
Catégorie A : 70$
Catégorie B : 35$
Catégorie C : 20$
Catégorie D : 10$

3. Adoption d'un Règlement modifiant le règlement intérieur de la ville sur la délégation de pouvoir du conseil de la ville aux conseils d'arrondissements (02-002).

Le Service de la concertation des arrondissements ne dispose pas des infrastructures d'accueil et d'analyse pour l'émission des permis. Ainsi, afin d'assurer un service adéquat aux exploitants de véhicule-cuisine, la modification réglementaire prévoit de déléguer à l'arrondissement de Ville-Marie l'application des dispositions relatives aux demandes et aux conditions de délivrance d'un permis de cuisine de rue.

Également, comme le prévoit le règlement, la Ville centre conserve la compétence relative au processus de sélection, au comité de sélection, à l'autorisation d'occuper le domaine public aux fins de cuisine de rue ainsi qu'à la validité et la caducité d'un permis et délègue aux arrondissements l'application des autres dispositions du règlement régissant la cuisine de rue.

En parallèle, deux autres dossier seront présentés au conseil municipal du 20 février 2017:
1) GDD 1173570001 qui vise à prolonger l'application de la déclaration de compétence CM15 - 0186 pour une période de deux ans à compter de la date d'échéance de la période d'application initiale
2) GDD 1165086010 qui vise à accorder un contrat de gré à gré à l'Association des restaurateurs de cuisine de rue du Québec (OBNL) pour la gestion du calendrier de cuisine de rue pour une durée de deux (2) ans, autoriser une dépense d'une valeur approximative minimale de 132 221,25 $ taxes incluses et approuver le projet de convention à cette fin.

JUSTIFICATION

Ce nouveau fonctionnement permettra d'optimiser l'utilisation des sites, de responsabiliser chaque exploitant de véhicule-cuisine dans la gestion de ses sorties et de financer les frais de gestion du calendrier à même la perception des tarifs d'occupation du domaine public.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce dossier ne contient aucun impact financier.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S.O.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Considérant que la saison de la cuisine de rue débute le 1er avril 2017, les modifications réglementaires doivent être signées dans les meilleurs délais, afin que le nouveau mode de fonctionnement soit applicable dès le début de la saison.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

En accord avec le Service des communications, aucune opération de communication n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion : conseil municipal février 2017

Adoption : conseil municipal mars 2017

Début de la saison estivale: 1er avril 2017

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Julie MILLETTE
Conseillère analyse et contrôle de gestion

Tél : 514 872-0588
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-01-26

Jean-Marc BISSONNETTE
Chef de division

Tél : 514 872-9696
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Guylaine BRISSON
Directrice
Tél : 514 872-4757
Approuvé le : 2017-01-27

Montréal

Service de la concertation des arrondissements

Dossier : 1165086012

Objet : 1. Adopter un Règlement modifiant le Règlement régissant la cuisine de rue (15-039) 2. Adopter un Règlement modifiant le règlement sur les tarifs (exercice financier 2017) (16-065) et 3. Adopter un Règlement modifiant le règlement intérieur de la ville sur la délégation de pouvoir du conseil de la ville aux conseils d'arrondissements (02-002).

Tableau des modifications - Règlement régissant la cuisine de rue (15-039)

Texte actuel	Texte modifié
Définition : « période d'occupation » : le fait pour un véhicule-cuisine d'être stationné sur un site durant les heures autorisées pour la cuisine de rue en fonction de la période de validité du permis;	**Définition :** **« période d'occupation » : période de temps comprise entre 6 h et 23 h, dans une journée donnée, durant laquelle la cuisine de rue est autorisée selon l'horaire déterminé conformément à l'Annexe B.**
SECTION III AUTORISATION ET PERMIS	**SECTION III** **PERMIS ET AUTORISATION D'OCCUPER LE DOMAINE PUBLIC AUX FINS DE CUISINE DE RUE**
Article 4 La cuisine de rue est interdite sans l'obtention d'un permis à cet effet.	**Article 4** **La délivrance par l'autorité compétente d'un permis de cuisine de rue confère à l'exploitant l'autorisation d'occuper le domaine public à cette fin conditionnellement au respect par l'exploitant des règles prévues à la sous-section 3.1 de la section III ainsi que celles prévues aux articles 33.1 et 33.2.**

Article 7 Le dossier de candidature comporte les informations et documents suivants : un descriptif du projet, soit : b) la démonstration que la proposition répond aux critères de sélection **déterminés par ordonnance du comité exécutif;**	**Article 7** Le dossier de candidature comporte les informations et documents suivants : un descriptif du projet, soit : b) la démonstration que la proposition répond aux critères de sélection **prévus à l'annexe A;**
Article 21 Le comité exécutif peut, par ordonnance, modifier **la grille d'évaluation et la note de passage sur la base desquels les dossiers de candidature sont analysés**.	**Article 21** Le comité exécutif peut, par ordonnance, modifier **l'annexe A**.
Article 22 d'une copie du document attestant que le requérant détient une police d'assurance en responsabilité civile des entreprises, accordant une protection pour dommages corporels et matériels d'un montant minimum de 2 000 000 $ par événement délivrée par une compagnie d'assurances autorisée à faire affaire au Québec, couvrant toute la durée **de l'occupation**, et mentionnant la Ville de Montréal comme co-assurée. Cette police d'assurance doit indiquer qu'elle ne peut pas être annulée ou que sa couverture ne peut être réduite à moins qu'un préavis de 30 jours n'ait été signifié à l'autorité compétente;	**Article 22** d'une copie du document attestant que le requérant détient une police d'assurance en responsabilité civile des entreprises, accordant une protection pour dommages corporels et matériels d'un montant minimum de 2 000 000 $ par événement délivrée par une compagnie d'assurances autorisée à faire affaire au Québec, couvrant toute la durée **pour laquelle le permis de cuisine de rue est demandé selon l'article 26** et mentionnant la Ville de Montréal comme co-assurée. Cette police d'assurance doit indiquer qu'elle ne peut pas être annulée ou que sa couverture ne peut être réduite à moins qu'un préavis de 30 jours n'ait été signifié à l'autorité compétente;
Article 23 Le permis est délivré au requérant si toutes les conditions suivantes sont respectées : 1° le requérant a fourni tous les renseignements et documents mentionnés à l'article 22; 2° le cas échéant, les conditions particulières émises par le comité de sélection à la suite du processus de sélection des candidats sont respectées;	**Article 23** Le permis **de cuisine de rue** est délivré au requérant si toutes les conditions suivantes sont respectées : 1° le requérant a fourni tous les renseignements et documents mentionnés à l'article 22; 2° le cas échéant, les conditions particulières émises par le comité de sélection à la suite du processus de sélection des candidats sont respectées;

3° **le paiement des droits de délivrance du permis et du droit d'occuper le domaine public applicable à la première période d'occupation pour l'exercice en cours à la date de la demande de permis tel que fixé au règlement annuel sur les tarifs.**	3° **le paiement des droits de délivrance du permis tels que fixés au règlement annuel sur les tarifs en vigueur pour l'exercice financier au cours duquel a lieu la demande de permis.**
Ajout	**« SOUS-SECTION 3.1** AUTORISATION D'OCCUPER LE DOMAINE PUBLIC AUX FINS DE CUISINE DE RUE **24.1** Aux fins d'occuper un emplacement au moyen de son véhicule-cuisine, l'exploitant doit, avant l'occupation, réserver l'emplacement et payer le montant fixé par le règlement sur les tarifs en vigueur pour l'exercice financier au cours duquel a lieu la période d'occupation. La réservation et le paiement se font au moyen du service en ligne de l'occupation du domaine public aux fins de cuisine de rue. Le titulaire du permis de cuisine de rue paie en utilisant une carte de crédit au débit de laquelle il inscrit le montant correspondant au tarif relatif à l'emplacement et à la période d'occupation qu'il réserve. **24.2** Aucun exploitant ne peut réserver ni occuper, au moyen de son véhicule-cuisine, un emplacement situé dans le même site que celui où se trouve l'emplacement pour lequel il a effectué une réservation conformément à l'article 24.1 : 1° dans les 7 jours qui suivent la période d'occupation visée par cette réservation, lorsque ce site appartient à l'une ou l'autre des catégories B, C ou D;

	2° dans les 14 jours qui suivent la période d'occupation visée par cette réservation, lorsque ce site appartient à la catégorie A. Un exploitant peut toutefois réserver et occuper, au moyen de son véhicule-cuisine, un emplacement situé dans un même site avant l'expiration des délais prévus à l'alinéa précédent, si la réservation pour cet emplacement a été effectuée conformément à l'article 24.1 au plus tôt deux (2) jours avant la période d'occupation visée par cette réservation. **24.3** Toute réservation d'un emplacement effectuée conformément à l'article 24.1, peut être annulée, par l'exploitant avant la période d'occupation réservée. Tout tarif payé en vertu de l'article 24.1 est remboursé à l'exploitant qui annule la réservation d'un emplacement au plus tard au cours de la troisième journée qui précède la période d'occupation visée par cette réservation. Aucun tarif payé en vertu de l'article 24.1 n'est remboursé à l'exploitant qui annule la réservation d'un emplacement à compter de la deuxième journée qui précède la période d'occupation visée par cette réservation. ».
Article 26 L'autorité compétente délivre un permis saisonnier ou un permis annuel selon les dates suivantes conformément à la demande du requérant : **1° un permis annuel est valide du 1er mai 2015 au 31 mars 2016; dès 2016, un permis annuel est valide du 1er avril au le 31 mars de l'année suivante;**	**Article 26** L'autorité compétente délivre un permis saisonnier ou un permis annuel selon les dates suivantes conformément à la demande du requérant : **1° un permis annuel : valide du 1er avril au le 31 mars de l'année suivante**

2° un permis saisonnier est valide du 1er mai 2015 au 31 octobre 2015; dès 2016, un permis saisonnier est valide du 1er avril au 31 octobre. Un permis est renouvelable automatiquement une fois.	**2° un permis saisonnier estival : valide du 1er avril au 31 octobre;** **3° un permis saisonnier hivernal : valide du 1er novembre au 31 mars de l'année suivante.** Un permis est renouvelable automatiquement une fois.
Article 29 Après en avoir avisé le requérant par écrit, l'autorité compétente peut suspendre ou révoquer un permis dans l'une ou l'autre des situations suivantes : 1° l'une des conditions de la délivrance du permis n'est pas respectée; 2° le permis a été accordé par erreur ou sur la foi de renseignements inexacts; 3° l'exploitant a cessé ses activités de cuisine de rue. La suspension ou la révocation d'un permis conformément au premier alinéa ne donne droit à aucun remboursement des droits de délivrance du permis et du droit d'occuper le domaine public.	**Article 29** **L'autorité compétente peut révoquer un permis de cuisine de rue dans l'une ou l'autre des situations suivantes :** **1° l'une des conditions de la délivrance du permis n'est pas respectée;** **2° le permis a été accordé par erreur ou sur la foi de renseignements inexacts;** **3° l'exploitant a cessé ses activités de cuisine de rue.**
Article 30 Le permis de cuisine de rue est suspendu à l'égard d'un exploitant déclaré coupable de 3 infractions au présent règlement, et ce, pour une durée de 30 jours consécutifs en fonction de la période de validité du permis. Malgré le premier alinéa, dans le cas où un permis saisonnier a été délivré à l'exploitant, le délai de 30 jours se poursuit au 1er avril de l'année suivante si ce délai n'est pas écoulé au 30 octobre de l'année en cours.	**Article 30** **L'autorité compétente peut suspendre un permis de cuisine de rue, et ce, pour une durée de 30 jours consécutifs, dans l'une ou l'autre des situations suivantes :** **1° l'exploitant n'a pas occupé d'emplacement durant trois périodes d'occupation réservées et payées conformément à l'article 24.1;**

La suspension imposée en vertu du premier alinéa entre en vigueur le 15e jour qui suit la date de la mise à la poste, par l'autorité compétente, d'un avis à cet effet expédié par poste certifiée à la dernière adresse connue de l'exploitant. Cette révocation peut être aussi signifiée, par huissier, à la dernière adresse connue de l'exploitant; dans ce cas, la suspension entre en vigueur à la date de signification de l'avis.	**2° l'exploitant a été déclaré coupable de 3 infractions au présent règlement.** **Malgré le premier alinéa, dans le cas où un permis saisonnier a été délivré à l'exploitant, et que la période de 30 jours n'est pas écoulée à la date de fin de validité de ce permis, la période de suspension se poursuit à compter du premier jour de validité d'un permis subséquent obtenu par l'exploitant, et ce, jusqu'à ce que les 30 jours se soient entièrement écoulés.**
Ajout	**30.1** La suspension ou la révocation d'un permis de cuisine de rue imposée en vertu de l'article 29 ou de l'article 30 entre en vigueur le 15e jour qui suit la date de la mise à la poste, par l'autorité compétente, d'un avis écrit à cet effet, expédié par poste certifiée à la dernière adresse connue de l'exploitant. Malgré le premier alinéa, la suspension ou la révocation peut être aussi signifiée, par huissier, à la dernière adresse connue de l'exploitant; dans ce cas, celle-ci entre en vigueur à la date de signification de l'avis. La suspension ou la révocation d'un permis de cuisine de rue ne donne droit à aucun remboursement des droits de délivrance du permis ni de tout tarif payé conformément à l'article 24.1 visant la réservation d'un emplacement pour une occupation devant avoir lieu au cours des 2 jours suivant le jour où entre en vigueur cette suspension ou cette révocation du permis.
Article 33 La cuisine de rue est autorisée selon les périodes d'occupation déterminées à l'annexe B. Le conseil de chaque arrondissement peut, par ordonnance, modifier les périodes d'occupation pour un ou plusieurs sites, dont les jours et les heures doivent se situer entre	**Article 33** La cuisine de rue est autorisée **dans les sites et emplacements et selon l'horaire déterminés** à l'annexe B.

6 h et 23 h, du lundi au dimanche, incluant le temps d'installation et de démantèlement.	
Ajout	**33.1** Aucun véhicule-cuisine ne peut occuper un emplacement sans que le tarif pour l'occupation du domaine public n'ait été payé conformément à l'article 24.1 pour la période d'occupation réservée. **33.2** Aucun véhicule-cuisine ne peut occuper un emplacement avant la période d'occupation réservée selon l'article 24.1 ou demeurer dans cet emplacement au-delà de cette période. **33.3** Chacun des sites déterminés à l'annexe B appartient à l'une ou l'autre des catégories A, B, C ou D, tel que déterminé à l'annexe C. Tout site ajouté à l'annexe B par un arrondissement conformément à l'article 34 fait partie de la catégorie D. Le comité exécutif peut, au moyen d'une ordonnance, modifier l'annexe C afin de changer la catégorie attribuée à un site.
Article 34 Le nombre et la localisation des sites ainsi que le nombre d'emplacements par site sont déterminés à l'annexe B. Le conseil de chaque arrondissement peut, par ordonnance, modifier le nombre et la localisation des sites ainsi que le nombre d'emplacements par site en considérant les éléments suivants : *Aucun changement dans la liste des éléments*	**Article 34** **Le conseil de chaque arrondissement peut, par ordonnance :** **1° modifier l'horaire pour un ou plusieurs sites. Les heures d'occupation doivent être comprises entre 6 h et 23 h, du lundi au dimanche, incluant le temps d'installation et de démantèlement et tenir compte des interdictions de stationnement en vigueur;** **2° modifier le nombre et la localisation des sites ainsi que le nombre d'emplacements par site en considérant les éléments suivants :** ***Aucun changement dans la liste des éléments***

Malgré le premier alinéa, l'autorité compétente peut déplacer temporairement un site dans le cadre d'activités événementielles ou festives. Le cas échéant, l'autorité compétente avise par écrit les exploitants au moins 48 heures à l'avance.	**Malgré le premier alinéa, l'autorité compétente peut déplacer temporairement un site dans le cadre d'activités événementielles ou festives. Le cas échéant, l'autorité compétente avise, par écrit, tout exploitant qui a réservé, conformément à l'article 24.1, un emplacement dans ce site au moins 48 heures avant le déplacement. Cet avis constitue une autorisation donnée à l'exploitant d'occuper, au moyen de son véhicule-cuisine un emplacement dans le site temporaire désigné par l'autorité compétente.**
Article 35 À la suite d'un avis écrit préalable de 48 heures transmis par l'autorité compétente, l'exploitant doit déplacer le véhicule-cuisine pour la réalisation d'une fin municipale, notamment pour l'exécution de travaux. Malgré le premier alinéa, le véhicule-cuisine doit être déplacé sans délai à la suite d'un avis verbal **de l'autorité compétente** lors d'une situation d'urgence ou pour assurer la sécurité du public. L'exploitant doit également s'assurer de déplacer le véhicule-cuisine lorsque la signalisation routière le prescrit. À défaut de se conformer à **l'avis émis par l'autorité compétente** en vertu du présent article, le véhicule-cuisine peut être remorqué aux frais de l'exploitant.	**Article 35** À la suite d'un avis écrit préalable de 48 heures transmis par l'autorité compétente, l'exploitant doit déplacer le véhicule-cuisine pour la réalisation d'une fin municipale, notamment pour l'exécution de travaux. Malgré le premier alinéa, le véhicule-cuisine doit être déplacé sans délai à la suite d'un avis verbal **d'un représentant de la Ville dans le cadre de ses fonctions** lors d'une situation d'urgence ou pour assurer la sécurité du public. L'exploitant doit également s'assurer de déplacer le véhicule-cuisine lorsque la signalisation routière le prescrit. À défaut de se conformer à **un avis émis** en vertu du présent article, le véhicule-cuisine peut être remorqué aux frais de l'exploitant.
Ajout	**35.1** Lorsque survient l'un ou l'autre des événements prévus aux deux premiers alinéas de l'article 35, tout tarif payé en vertu de l'article 24.1 est remboursé à l'exploitant. De plus, lorsque survient un événement prévu au deuxième alinéa de l'article 35, l'autorité compétente permet à l'exploitant d'occuper, le même jour, sans frais, tout autre emplacement

	n'ayant pas fait l'objet d'une réservation.
Article 37 L'exploitant doit respecter le calendrier établi par l'autorité compétente quant à la rotation des véhicules-cuisines sur le territoire de la Ville de Montréal.	**Abrogé**
Article 39 L'exploitant doit maintenir en vigueur pour toute la période d'occupation l'assurance responsabilité civile exigée pour l'obtention du permis et effectuer annuellement le paiement du droit d'occuper le domaine public applicable aux périodes de renouvellement du permis.	**Article 39** **L'exploitant doit maintenir en vigueur pour toute la durée de validité de son permis de cuisine de rue l'assurance responsabilité civile exigée pour l'obtention ce celui-ci.**
Article 41 Le véhicule-cuisine **en période d'occupation** doit être celui qui a fait l'objet d'une approbation par l'autorité compétente au moment de la sélection.	**Article 41** Le véhicule-cuisine **qui occupe un emplacement** doit être celui qui a fait l'objet d'une approbation par l'autorité compétente au moment de la sélection.
Article 42 Le véhicule-cuisine doit : 1° être motorisé… 2° avoir des dimensions maximales hors-tout de 10 m de longueur et 2,6 m de largeur (excluant les miroirs) et **3,5 m** de hauteur mesurée à partir du sol.	**Article 42** Le véhicule-cuisine doit : 1° être motorisé… 2° avoir des dimensions maximales hors-tout de 10 m de longueur et 2,6 m de largeur (excluant les miroirs) et **3,7 m** de hauteur mesurée à partir du sol.
Article 48 Malgré toute disposition à l'effet contraire, le véhicule-cuisine **en période d'occupation** doit être situé à une distance maximale de 15 cm de la bordure du trottoir, mesurée à partir de la face externe des pneus du véhicule.	**Article 48** Malgré toute disposition à l'effet contraire, le véhicule-cuisine **qui occupe un emplacement** doit être situé à une distance maximale de 15 cm de la bordure du trottoir, mesurée à partir de la face externe des pneus du véhicule.
Article 50 Aucun véhicule-cuisine ne peut être stationné sur les sites en dehors des heures d'occupation autorisées conformément à	**Abrogé**

l'article 33.	
Article 56 Aucun équipement, accessoire ou objet utilisé lors **de l'occupation d'un** véhicule-cuisine ne doit être laissé sur les sites après le départ du véhicule-cuisine et en dehors de la période d'occupation.	**Article 56** Aucun équipement, accessoire ou objet utilisé lors **de l'occupation d'un emplacement par un** véhicule-cuisine ne doit être laissé sur les sites après le départ du véhicule-cuisine et en dehors de la période d'occupation.
Les articles 59, 62, 64 et 66 de ce règlement sont modifiés par le remplacement, où ils se trouvent des mots « **la période d'occupation** » par les mots suivants « **l'occupation d'un emplacement** ».	
ANNEXE B **PÉRIODES** D'OCCUPATION ET LOCALISATION DES SITES ET NOMBRE D'EMPLACEMENTS PAR SITE	**ANNEXE B** **HORAIRES** D'OCCUPATION ET LOCALISATION DES SITES ET NOMBRE D'EMPLACEMENTS PAR SITE
Ajout	**ANNEXE C** CATÉGORIES DES SITES

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1165086012

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction , Division - Soutien aux projets et aux programmes
Objet :	1. Adopter un Règlement modifiant le Règlement régissant la cuisine de rue (15-039) 2. Adopter un Règlement modifiant le règlement sur les tarifs (exercice financier 2017) (16-065) et 3. Adopter un Règlement modifiant le règlement intérieur de la ville sur la délégation de pouvoir du conseil de la ville aux conseils d'arrondissements (02-002).

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AML - 1165086012 Règl modif Règl Cuisine de Rue 20170127.doc

AML - 1165086012 Regl Modif Règl Tarifs 2017 Cuisine Rue.doc

AML - 1165086012 Regl Modif Règl 02-002 pr Cuisine Rue.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-01-27

Annie GERBEAU
Avocate, chef de division
Tél : 514-872-0232
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT RÉGISSANT LA CUISINE DE RUE (15-039)

Vu les articles 4, 10 (2) et 62 de la Loi sur les compétences municipales (RLRQ, chapitre C-47.1);

Vu les articles 369 et 411 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Vu les articles 67 et 67.1 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu la résolution CMXX XXXX;

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

SECTION I
DÉFINITIONS

1. L'article 1 du Règlement régissant la cuisine de rue (15-039) est modifié par le remplacement de la définition de « période d'occupation » par la définition suivante :

> « « période d'occupation » : période de temps comprise entre 6 h et 23 h, dans une journée donnée, durant laquelle la cuisine de rue est autorisée selon l'horaire déterminé conformément à l'Annexe B. ».

2. Le titre de la section III de ce règlement, « AUTORISATION ET PERMIS », est remplacé par le suivant :

> « PERMIS ET AUTORISATION D'OCCUPER LE DOMAINE PUBLIC AUX FINS DE CUISINE DE RUE ».

3. L'article 4 de ce règlement est modifié par l'insertion, après le premier alinéa, du suivant :

> « La délivrance par l'autorité compétente d'un permis de cuisine de rue confère à l'exploitant l'autorisation d'occuper le domaine public à cette fin conditionnellement au respect par l'exploitant des règles prévues à la sous-section 3.1 de la section III ainsi que celles prévues aux articles 33.1 et 33.2. ».

4. L'article 7 de ce règlement est modifié par le remplacement, au sous-paragraphe b) du paragraphe 2°, des mots « déterminés par ordonnance du comité exécutif » par les mots « prévus à l'annexe A ».

5. L'article 21 de ce règlement est modifié par le remplacement, dans le sixième alinéa, des mots « la grille d'évaluation et la note de passage sur la base desquels les dossiers de candidature sont analysés » par les mots « l'annexe A ».

6. L'article 22 de ce règlement est modifié par le remplacement, au paragraphe 1° du deuxième alinéa, des mots « de l'occupation » par les mots « pour laquelle le permis de cuisine de rue est demandé selon l'article 26 ».

7. L'article 23 de ce règlement est modifié :

1° par l'insertion, dans le premier alinéa et après le mot « permis », des mots « de cuisine de rue »;

2° par le remplacement du paragraphe 3° par le suivant :

« 3° le paiement des droits de délivrance du permis tels que fixés au règlement annuel sur les tarifs en vigueur pour l'exercice financier au cours duquel a lieu la demande de permis. »

8. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 24, de ce qui suit :

« SOUS-SECTION 3.1
AUTORISATION D'OCCUPER LE DOMAINE PUBLIC AUX FINS DE CUISINE DE RUE

24.1 Aux fins d'occuper un emplacement au moyen de son véhicule-cuisine, l'exploitant doit, avant l'occupation, réserver l'emplacement et payer le montant fixé par le règlement sur les tarifs en vigueur pour l'exercice financier au cours duquel a lieu la période d'occupation.

La réservation et le paiement se font au moyen du service en ligne de l'occupation du domaine public aux fins de cuisine de rue.

Le titulaire du permis de cuisine de rue paie en utilisant une carte de crédit au débit de laquelle il inscrit le montant correspondant au tarif relatif à l'emplacement et à la période d'occupation qu'il réserve.

24.2 Aucun exploitant ne peut réserver ni occuper, au moyen de son véhicule-cuisine, un emplacement situé dans le même site que celui où se trouve l'emplacement pour lequel il a effectué une réservation conformément à l'article 24.1 :

1° dans les 7 jours qui suivent la période d'occupation visée par cette réservation, lorsque ce site appartient à l'une ou l'autre des catégories B, C ou D;

2° dans les 14 jours qui suivent la période d'occupation visée par cette réservation, lorsque ce site appartient à la catégorie A.

Un exploitant peut toutefois réserver et occuper, au moyen de son véhicule-cuisine, un emplacement situé dans un même site avant l'expiration des délais prévus à l'alinéa précédent, si la réservation pour cet emplacement a été effectuée conformément à l'article 24.1 au plus tôt deux (2) jours avant la période d'occupation visée par cette réservation.

24.3 Toute réservation d'un emplacement effectuée conformément à l'article 24.1, peut être annulée, par l'exploitant avant la période d'occupation réservée.

Tout tarif payé en vertu de l'article 24.1 est remboursé à l'exploitant qui annule la réservation d'un emplacement au plus tard au cours de la troisième journée qui précède la période d'occupation visée par cette réservation.

Aucun tarif payé en vertu de l'article 24.1 n'est remboursé à l'exploitant qui annule la réservation d'un emplacement à compter de la deuxième journée qui précède la période d'occupation visée par cette réservation. ».

9. L'article 26 de ce règlement est modifié, par le remplacement des paragraphes 1°, 2° et 3° par les suivants :

« 1° un permis annuel : valide du 1er avril au le 31 mars de l'année suivante

2° un permis saisonnier estival : valide du 1er avril au 31 octobre;

3° un permis saisonnier hivernal : valide du 1er novembre au 31 mars de l'année suivante. ».

10. L'article 29 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« **29.** L'autorité compétente peut révoquer un permis de cuisine de rue dans l'une ou l'autre des situations suivantes :

1° l'une des conditions de la délivrance du permis n'est pas respectée;

2° le permis a été accordé par erreur ou sur la foi de renseignements inexacts;

3° l'exploitant a cessé ses activités de cuisine de rue. ».

11. L'article 30 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« **30.** L'autorité compétente peut suspendre un permis de cuisine de rue, et ce, pour une durée de 30 jours consécutifs, dans l'une ou l'autre des situations suivantes :

1° l'exploitant n'a pas occupé d'emplacement durant trois périodes d'occupation réservées et payées conformément à l'article 24.1;

2° l'exploitant a été déclaré coupable de 3 infractions au présent règlement.

Malgré le premier alinéa, dans le cas où un permis saisonnier a été délivré à l'exploitant, et que la période de 30 jours n'est pas écoulée à la date de fin de validité de ce permis, la période de suspension se poursuit à compter du premier jour de validité d'un permis subséquent obtenu par l'exploitant, et ce, jusqu'à ce que les 30 jours se soient entièrement écoulés. ».

12. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 30, du suivant :

« **30.1** La suspension ou la révocation d'un permis de cuisine de rue imposée en vertu de l'article 29 ou de l'article 30 entre en vigueur le 15e jour qui suit la date de la mise à la poste, par l'autorité compétente, d'un avis écrit à cet effet, expédié par poste certifiée à la dernière adresse connue de l'exploitant.

Malgré le premier alinéa, la suspension ou la révocation peut être aussi signifiée, par huissier, à la dernière adresse connue de l'exploitant; dans ce cas, celle-ci entre en vigueur à la date de signification de l'avis.

La suspension ou la révocation d'un permis de cuisine de rue ne donne droit à aucun remboursement des droits de délivrance du permis ni de tout tarif payé conformément à l'article 24.1 visant la réservation d'un emplacement pour une occupation devant avoir lieu au cours des 2 jours suivant le jour où entre en vigueur cette suspension ou cette révocation du permis. ».

13. L'article 33 de ce règlement est modifié par :

1° le remplacement, dans le premier alinéa, des mots « selon les périodes d'occupation déterminées » par les mots « dans les sites et emplacements et selon l'horaire déterminés »;

2° la suppression du deuxième alinéa.

14. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 33, de ce qui suit :

« **33.1** Aucun véhicule-cuisine ne peut occuper un emplacement sans que le tarif pour l'occupation du domaine public n'ait été payé conformément à l'article 24.1 pour la période d'occupation réservée.

33.2 Aucun véhicule-cuisine ne peut occuper un emplacement avant la période d'occupation réservée selon l'article 24.1 ou demeurer dans cet emplacement au-delà de cette période.

33.3 Chacun des sites déterminés à l'annexe B appartient à l'une ou l'autre des catégories A, B, C ou D, tel que déterminé à l'annexe C.

Tout site ajouté à l'annexe B par un arrondissement conformément à l'article 34 fait partie de la catégorie D.

Le comité exécutif peut, au moyen d'une ordonnance, modifier l'annexe C afin de changer la catégorie attribuée à un site. ».

15. L'article 34 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« **34.** Le conseil de chaque arrondissement peut, par ordonnance :

1° modifier l'horaire pour un ou plusieurs sites. Les heures d'occupation doivent être comprises entre 6 h et 23 h, du lundi au dimanche, incluant le temps d'installation et de démantèlement et tenir compte des interdictions de stationnement en vigueur;

2° modifier le nombre et la localisation des sites ainsi que le nombre d'emplacements par site en considérant les éléments suivants :

a) la distance avec les restaurants existants;

b) l'achalandage du lieu;

c) le potentiel de nuisance associée à la circulation véhiculaire et piétonne;

d) la sécurité en termes d'accessibilité au site;

e) la proximité des points d'accès au transport collectif en respectant une distance minimale de 10 mètres d'un accès à une station de métro, d'un abribus et d'une sortie de ventilation des équipements de la Société de transport de Montréal;

f) le respect d'un dégagement de 5 mètres à partir de chaque coin de rue, calculé de part et d'autre de l'extrémité du rayon de l'encoignure du trottoir dans l'alignement de la bordure extérieure du trottoir;

g) les besoins en termes de circulation pour les personnes à mobilité réduite;

h) les besoins en termes de circulation véhiculaire, notamment pour les véhicules d'urgences;

i) l'accès aux installations des compagnies d'utilités publiques et de la Ville de Montréal;

j) l'opinion de l'association de commerçants ou de la société de développement commercial dans lequel se situe le site projeté;

k) le type de revêtement au sol;

l) la présence d'événements festifs;

m) le respect d'une distance minimale de 8 mètres de toute ouverture d'un bâtiment;

n) le respect d'une largeur minimale de 6 mètres pour le corridor de circulation de la rue;

o) l'espace de manœuvre nécessaire pour stationner le véhicule-cuisine sans risquer d'endommager les éléments du mobilier urbain;

p) la signalisation routière existante.

Malgré le premier alinéa, l'autorité compétente peut déplacer temporairement un site dans le cadre d'activités événementielles ou festives. Le cas échéant, l'autorité compétente avise, par écrit, tout exploitant qui a réservé, conformément à l'article 24.1, un emplacement dans ce site au moins 48 heures avant le déplacement. Cet avis constitue une autorisation donnée à l'exploitant d'occuper, au moyen de son véhicule-cuisine un emplacement dans le site temporaire désigné par l'autorité compétente. ».

16. L'article 35 de ce règlement est modifié :

1° par le remplacement, dans le deuxième alinéa, des mots « de l'autorité compétente » par les mots « d'un représentant de la Ville dans le cadre de ses fonctions »;

2° par le remplacement, dans le quatrième alinéa, des mots « l'avis émis par l'autorité compétente » par les mots « un avis émis ».

17. Ce règlement est modifié par l'ajout, après l'article 35, du suivant :

« **35.1** Lorsque survient l'un ou l'autre des événements prévus aux deux premiers alinéas de l'article 35, tout tarif payé en vertu de l'article 24.1 est remboursé à l'exploitant.

De plus, lorsque survient un événement prévu au deuxième alinéa de l'article 35, l'autorité compétente permet à l'exploitant d'occuper, le même jour, sans frais, tout autre emplacement n'ayant pas fait l'objet d'une réservation. »

18. L'article 37 de ce règlement est abrogé.

19. L'article 39 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« **39.** L'exploitant doit maintenir en vigueur pour toute la durée de validité de son permis de cuisine de rue l'assurance responsabilité civile exigée pour l'obtention ce celui-ci. ».

20. L'article 41 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « en période d'occupation » par les mots « qui occupe un emplacement ».

21. L'article 42 de ce règlement est modifié par le remplacement, au paragraphe 2°, de « 3,5 m » par « 3,7 m ».

22. L'article 48 de ce règlement est modifié par le remplacement, dans le premier alinéa des mots « en période d'occupation » par les mots « qui occupe un emplacement ».

23. L'article 50 de ce règlement est abrogé.

24. L'article 56 de ce règlement est modifié par l'insertion, après les mots « l'occupation d'un », des mots « emplacement par un ».

25. Les articles 59, 62, 64 et 66 de ce règlement sont modifiés par le remplacement, où ils se trouvent des mots « la période d'occupation » par les mots suivants « l'occupation d'un emplacement ».

26. Le titre de l'annexe B de ce règlement est modifié par le remplacement du mot « PÉRIODES » par le mot « « HORAIRES ».

27. Ce règlement est modifié par l'ajout, après l'annexe B, de l'annexe C, jointe au présent règlement.

ANNEXE C
CATÉGORIES DES SITES

_____

GDD : 1165086012

ANNEXE C
CATÉGORIES DES SITES

Catégorie	Nom du site
A	
B	Cité du Multimédia
	Place du Canada
	Place d'Armes
	Quartier de la santé CRCHUM
	Square Victoria
C	Imperial Tobacco
	Secteur Maisonneuve Rosemont
	Musée McCord
	Parc du Mont-Royal
	Square Philipps
D	Secteur Angus
	Secteur Bellechasse
	Complexe du canal
	Contrecoeur
	Édouard-Montpetit
	Secteur Espace affaires Rosemont
	ETS
	Secteur Marconi-Alexandra
	Métro l'Assomption
	Parc Angrignon
	Parc Olivier-Robert
	Secteur Père Marquette
	Piscine Therrien
	Piste de danse
	Place Émilie Gamelin
	Terrain de football, Université Concordia

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LES TARIFS (EXERCICE FINANCIER 2017) (16-065)

Vu les articles 244.1 à 244.10 et 263.2 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1);

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. L'article 15 du Règlement sur les tarifs (exercice financier 2017) (16-065) est modifié :

1° par le remplacement du paragraphe 2° par le suivant :

« 2° pour l'obtention d'un permis de cuisine de rue :

a) permis annuel	350,00 $
b) permis saisonnier estival	300,00 $
c) permis saisonnier hivernal	50,00 $ »

2° par l'insertion, après le paragraphe 2°, du paragraphe suivant :

« 3° pour l'occupation du domaine public, par emplacement, par période d'occupation :

a) emplacement situé dans un site de catégorie A	70,00 $
b) emplacement situé dans un site de catégorie B	35,00 $
c) emplacement situé dans un site de catégorie C	20,00 $
d) emplacement situé dans un site de catégorie D	10,00 $ »

GDD 1165086012

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE LA VILLE SUR LA DÉLÉGATION DE POUVOIRS DU CONSEIL DE LA VILLE AUX CONSEILS D'ARRONDISSEMENT (02-002)

Vu l'article 186 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu la résolution CMXX XXXX;

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. L'article 1 du Règlement intérieur de la ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville aux conseils d'arrondissement (02-002) est modifié par la suppression du sous-paragraphe n) du paragraphe 2°.

2. Ce règlement est modifié par l'ajout, après l'article 4.1, de ce qui suit :

« **4.2** Le conseil de la ville délègue, en regard du Règlement sur la cuisine de rue 15-039 :

1° à l'arrondissement de Ville-Marie, l'application des dispositions relatives aux demandes et aux conditions de délivrance d'un permis de cuisine de rue;

2° à tous les arrondissements, l'application des dispositions de ce règlement, à l'exception de celles relatives au processus de sélection, au comité de sélection, à l'autorisation d'occuper le domaine public aux fins de cuisine de rue ainsi qu'à la validité et caducité d'un permis. ».

GDD 1165086012

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CM : 43.01

2017/03/27 13:00

(1)

Dossier # : 1172363013

Unité administrative responsable :	Arrondissement LaSalle , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter une modification au règlement numéro 10-018 intitulé "Règlement relatif à la cession de terrains pour l'établissement, le maintien, l'amélioration des parcs, de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels sur le territoire de l'arrondissement de LaSalle" de façon à ce qu'aucune contribution à des fins de parcs ne soit exigée pour les opérations cadastrales visant à permettre une école

Il est recommandé au conseil municipal :
de donner un avis de motion et d'adopter un projet de règlement modifiant le règlement numéro 10-018 intitulé "Règlement relatif à la cession de terrains pour l'établissement, le maintien, l'amélioration des parcs, de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels sur le territoire de l'arrondissement de LaSalle", de façon à ce qu'aucune contribution à des fins de parcs ne soit exigée pour les opérations cadastrales visant à permettre les usages institutionnels reliés à l'enseignement primaire, secondaire, collégial et universitaire (publics et privés).

Signé par Alain DUFORT **Le** 2017-02-08 16:36

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du lundi 6 février 2017	Résolution: CA17 20 0084

Demande d'amendement au règlement 10-018 - compensation monétaire pour fins de parcs

Il est proposé par le conseiller Richard Deschamps

appuyé par la conseillère Laura-Ann Palestini

et résolu :

De recommander au conseil municipal de donner un avis de motion et d'adopter un projet de règlement modifiant le règlement numéro 10-018 intitulé "Règlement relatif à la cession de terrains pour l'établissement, le maintien, l'amélioration des parcs, de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels sur le territoire de l'arrondissement de LaSalle", de façon à ce qu'aucune contribution à des fins de parcs ne soit exigée pour les opérations cadastrales visant à permettre les usages institutionnels reliés à l'enseignement primaire, secondaire, collégial et universitaire (publics et privés).

Adoptée à l'unanimité.

40.01 1172363013

Nancy BLANCHET
_____
Mairesse d'arrondissement suppléante

Nathalie HADIDA
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 7 février 2017

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 43.01

2017/03/27
13:00

(1)

Dossier # : 1172363013

Unité administrative responsable :	Arrondissement LaSalle , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter une modification au règlement numéro 10-018 intitulé "Règlement relatif à la cession de terrains pour l'établissement, le maintien, l'amélioration des parcs, de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels sur le territoire de l'arrondissement de LaSalle" de façon à ce qu'aucune contribution à des fins de parcs ne soit exigée pour les opérations cadastrales visant à permettre une école

De recommander au conseil municipal de donner un avis de motion et d'adopter un projet de règlement modifiant le règlement numéro 10-018 intitulé "Règlement relatif à la cession de terrains pour l'établissement, le maintien, l'amélioration des parcs, de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels sur le territoire de l'arrondissement de LaSalle", de façon à ce qu'aucune contribution à des fins de parcs ne soit exigée pour les opérations cadastrales visant à permettre les usages institutionnels reliés à l'enseignement primaire, secondaire, collégial et universitaire (publics et privés).

Signé par Benoit G GAUTHIER **Le** 2017-01-30 08:44

Signataire : Benoit G GAUTHIER

Directeur d'arrondissement et Directeur des travaux publics
LaSalle , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1172363013

Unité administrative responsable :	Arrondissement LaSalle , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter une modification au règlement numéro 10-018 intitulé "Règlement relatif à la cession de terrains pour l'établissement, le maintien, l'amélioration des parcs, de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels sur le territoire de l'arrondissement de LaSalle" de façon à ce qu'aucune contribution à des fins de parcs ne soit exigée pour les opérations cadastrales visant à permettre une école

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement de LaSalle connaît depuis quelques années une phase de redéveloppement sans précédent. Des projets de requalification de terrains industriels à des fins résidentielles ainsi que des développements majeurs sur des terrains vacants entraînent de nouveaux besoins en parcs et espaces verts ainsi que des besoins en matière d'établissements d'enseignement.
En vertu de la Charte de la Ville de Montréal, les compétences touchant les frais de parcs appartiennent au conseil municipal. C'est pourquoi, une modification est demandée afin d'exempter une compensation lors d'une opération cadastrale visant l'implantation d'une école.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Le projet consiste à ne pas exiger une compensation pour fins de parcs pour une institution reliée à l'enseignement primaire, secondaire, collégial et universitaire.

JUSTIFICATION

Compte tenu du nombre et de l'envergure des projets de construction résidentielle récents et à venir dans l'arrondissement et des besoins pour de nouveaux établissements scolaires, la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises propose au conseil d'arrondissement de recommander cette modification du règlement au conseil municipal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Avis de motion
- Adoption par le conseil municipal du projet de règlement
- Assemblée publique de consultation sur le projet de règlement par l'intermédiaire du maire de Montréal ou d'un autre membre du conseil désigné par le maire
- Dépôt du rapport de consultation au conseil municipal
- Adoption du règlement par le conseil municipal
- Entrée en vigueur du règlement

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

En conformité à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Normand TROTTIER
Directeur

Tél : 514 367-6000 #6730

Télécop. : 514 367-6601

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-01-27

Normand TROTTIER
Directeur

Tél : 514-367-6000 poste 6730

Télécop. : 514 367-6601

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1172363013

Unité administrative responsable :	Arrondissement LaSalle , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Adopter une modification au règlement numéro 10-018 intitulé "Règlement relatif à la cession de terrains pour l'établissement, le maintien, l'amélioration des parcs, de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels sur le territoire de l'arrondissement de LaSalle" de façon à ce qu'aucune contribution à des fins de parcs ne soit exigée pour les opérations cadastrales visant à permettre une école

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir le document joint.

FICHIERS JOINTS

Projet amendement 10-018.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Daniel AUBÉ
Avocat droit public et législation

Tél : 514-872-6872

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-03-01

Véronique BELPAIRE
Chef de division

Tél : 514-872-4222
Division : Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
10-018-XX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT RELATIF À LA CESSION POUR FINS D'ÉTABLISSEMENT, DE MAINTIEN ET D'AMÉLIORATION DE PARCS, DE TERRAINS DE JEUX ET DE PRÉSERVATION D'ESPACES NATURELS SUR LE TERRITOIRE DE L'ARRONDISSEMENT DE LASALLE (10-018)

Vu les articles 117.1 à 117.6 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1) ;

À l'assemblée du 2017, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. L'article 6 du Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de l'arrondissement de LaSalle (10-018) est modifié par :

1° le remplacement, au paragraphe 5°, du signe de ponctuation « . » par le signe « ; »;

2° l'ajout, après le paragraphe 5°, des paragraphes suivants :

« 6° lors de la délivrance d'un permis de lotissement relatif à :

a) un établissement d'enseignement préscolaire, primaire ou secondaire, un établissement de formation professionnelle ou un établissement d'enseignement aux adultes au sens de la Loi sur l'instruction publique, RLRQ, c. I-13.3 ou de la Loi sur l'enseignement privé, RLRQ c. E-9.1;

b) un établissement collégial au sens de la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel, RLRQ c. E-9.1;

c) un établissement d'enseignement de niveau universitaire au sens de la Loi sur les établissements d'enseignement de niveau universitaire, RLRQ c. E-14.1.

7° lors de la délivrance d'un permis de construction relatif à un projet de redéveloppement d'un établissement mentionné au paragraphe 6° du présent article. »

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le 2017.

Gdd : 1172363013

XX-XXX/2

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CM : 43.02

2017/03/27 13:00

(1)

Dossier # : 1165291022

Unité administrative responsable :	Arrondissement Verdun , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 c) favoriser l'accessibilité aux activités et aux équipements collectifs
Projet :	-
Objet :	Demander au conseil municipal d'adopter un règlement en vertu du paragraphe 1 de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal autorisant la construction d'une école située au carrefour des rues Churchill, Lloyd-George et Clemenceau dans le quartier Crawford Park – Lot 2 311 254

Il est recommandé au conseil municipal :

1. D'adopter, en vertu du premier paragraphe du première alinéa de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, le règlement intitulé « Règlement autorisant la construction d'une école sur un emplacement situé au carrefour des rues Churchill, Lloyd-George et Clemenceau dans le quartier Crawford Park »;

2. De mandater l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) pour qu'il tienne les assemblées de consultation publique prévues par la loi.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2017-03-08 12:00

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 7 mars 2017	Résolution: CA17 210054

Demander au conseil municipal d'adopter un règlement en vertu du paragraphe 1 de l'article 89 de la *Charte de la Ville de Montréal* autorisant la construction d'une école située au carrefour des rues Churchill, Lloyd-George et Clémenceau dans le quartier Crawford Park (lot 2 311 254). (1165291022)

Il est proposé par la conseillère Marie-Andrée Mauger

appuyé par la conseillère Marie-Eve Brunet

ET UNANIMEMENT RÉSOLU :

Au conseil municipal :

1. D'adopter, en vertu du premier paragraphe du première alinéa de l'article 89 de la *Charte de la Ville de Montréal*, le règlement intitulé *Règlement autorisant la construction d'une école sur un emplacement situé au carrefour des rues Churchill, Lloyd-George et Clemenceau dans le quartier Crawford Park*;

2. DE mandater l'*Office de consultation publique de Montréa*l (OCPM) pour qu'il tienne les assemblées de consultation publique prévues par la loi.

40.06 1165291022

Jean-François PARENTEAU
_____
Maire d'arrondissement

Caroline FISETTE
_____
Directrice du bureau d'arrondissement et secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 8 mars 2017

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 43.02

2017/03/27 13:00

(1)

Dossier # : 1165291022

Unité administrative responsable :	Arrondissement Verdun , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 c) favoriser l'accessibilité aux activités et aux équipements collectifs
Projet :	-
Objet :	Demander au conseil municipal d'adopter un règlement en vertu du paragraphe 1 de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal autorisant la construction d'une école située au carrefour des rues Churchill, Lloyd-George et Clemenceau dans le quartier Crawford Park – Lot 2 311 254

Il est recommandé au conseil municipal :

1. D'adopter, en vertu du premier paragraphe du première alinéa de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, le règlement intitulé « Règlement autorisant la construction d'une école sur un emplacement situé au carrefour des rues Churchill, Lloyd-George et Clemenceau dans le quartier Crawford Park »;

2. De mandater l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) pour qu'il tienne les assemblées de consultation publique prévues par la loi.

Signé par Pierre WINNER **Le** 2017-02-28 11:29

Signataire : Pierre WINNER

Directeur d'arrondissement
Verdun , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1165291022**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Verdun , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 c) favoriser l'accessibilité aux activités et aux équipements collectifs
Projet :	-
Objet :	Demander au conseil municipal d'adopter un règlement en vertu du paragraphe 1 de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal autorisant la construction d'une école située au carrefour des rues Churchill, Lloyd-George et Clemenceau dans le quartier Crawford Park – Lot 2 311 254

CONTENU

CONTEXTE

La Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys (CSMB) a déposé une demande de construction afin d'ériger une école primaire et préscolaire de 2 étages et de 14 classes sur un terrain dans le quartier Crawford Park, dans l'arrondissement de Verdun. Le projet déroge à certaines dispositions du Règlement de zonage nº 1700, de l'arrondissement de Verdun.

Afin d'encadrer la réalisation de cette école, le présent sommaire vise l'adoption d'un règlement permettant sa construction en vertu du paragraphe 1° de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal. L'article 89 permet au conseil municipal (CM) d'autoriser la réalisation d'un tel projet et de préciser des conditions particulières d'aménagement et d'intégration au milieu. L'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) tiendra des soirées de consultations et les intéressés pourront déposer des mémoires. Le tout permettra à l'OCPM de déposer un rapport au conseil municipal qui prendra alors une décision avisée.

Le projet est conforme aux orientations, objectifs et paramètres liés à l'usage et à la densité du Plan d'urbanisme de Montréal.

Le projet a fait l'objet d'une demande dans le cadre du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble de l'arrondissement de Verdun (RCA08 210003). Compte tenu du résultat du registre tenu dans le cadre du processus référendaire, l'arrondissement a cessé la procédure d'adoption du PPCMOI.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA16 210340 – QUE le projet de résolution CA16 210260 intitulé *Adopter en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (PPCMOI), une résolution afin de permettre la construction d'une école primaire et préscolaire de 2 étages et de 14 classes au 1310, rue Lloyd-George – Annexe de l'école Notre-Dame-de-la-Garde – lot 2 311 254* soit retiré (dossier GDD n° 1165291006).

CA16 210048 – D'approuver en vertu de la sous-section 10 de la section 1 du chapitre 9 (PIIA) du Règlement de zonage n° 1700, de l'arrondissement de Verdun, la démolition du bâtiment situé au 1310, rue Lloyd-George – école Notre-Dame-de-la-Garde – Annexe accompagnée de l'utilisation projetée du sol dégagé, préparée par la firme d'architecture Riopel et associés, déposée, estampillée et datée du 16 février 2016 par la Division de l'urbanisme. Si les travaux de construction ne commencent pas dans les 6 mois suivant la fin des travaux de démolition du bâtiment existant, le terrain concerné par la demande d'autorisation de démolition doit être remblayé, nivelé et gazonné (dossier GDD n° 1165291004).

DESCRIPTION

Milieu d'insertion
Le milieu d'insertion est principalement composé de bâtiments résidentiels unifamiliaux de 2 étages, dont une portion de l'aire de plancher se situe sous une toiture à versant, typique du quartier Crawford Park, à Verdun. Sur la rue Churchill, on peut également noter la présence d'un commerce (dépanneur) et du Centre d'hébergement Champlain, ce qui constitue un axe traversant ce quartier.

Terrain
Le terrain visé par le projet de construction est constitué du lot 2 311 254 d'une superficie de 4065 m². Il est à noter que le terrain accueillait une portion de l'aire de jeux du Centre de la petite enfance « Les petits lapins », voisin du projet. Après entente avec le CPE, l'aire de jeux sera relocalisée sur son terrain, le lot 2 311 253.

Projet
La CSMB entend construire un bâtiment composé de 2 volumes réunis dans un noyau constitué du bloc sportif – le gymnase. La première aile située sur la rue Churchill comportera un service de garde, une salle multifonctionnelle, une bibliothèque, des bureaux administratifs et une large portion de classes primaires. La seconde aile, sur la rue Lloyd-George, sera occupée par les classes préscolaires au rez-de-chaussée et les classes primaires à l'étage. Le tout prendra une forme de « L » pour une superficie au sol de 1600 m². La superficie totale de plancher sera d'environ 3000 m², le gymnase de 200 m² occupant un volume réparti sur les 2 niveaux.

Le parti architectural propose de réunir sous une « écorce dynamique » les deux axes de développement du projet d'une hauteur de 2 étages. Les façades seront généralement parées de briques polychromes s'inspirant des couleurs des revêtements présents dans le secteur. L'« écorce » du bâtiment sera constituée d'un revêtement de céramique grise, lustrée et mâte. Le produit présente des propriétés environnementales et autonettoyantes uniques, en lien avec le traitement chimique de sa surface.

La volumétrie toute simple sera à la fois animée par les jeux dans les revêtements et les ouvertures, dont une partie fortement colorée donne sur le bloc sportif. Les 2 ailes du bâtiment seront orientées sur les rues Lloyd-George et Churchill, de façon à libérer une forte proportion de la cour arrière à l'ensoleillement du sud-ouest. Autant l'entrée de la portion administrative que celle du service de garde seront bien définies par l'architecture

du bâtiment et visibles sur la rue Churchill.

Cour et aménagement paysager
L'implantation du bâtiment permettra la plantation d'arbres le long du projet sur le domaine public. Le plan d'aménagement déposé propose l'abattage de 2 arbres en cour arrière. L'espace paysager de la cour arrière, composé d'arbres et d'arbustes, ceinturera les espaces de jeux. Des plantations sont également prévues au pourtour de l'espace de stationnement et à la limite arrière de la propriété, près de la zone résidentielle. La CSMB aménagera un espace dédié à la tenue de classes extérieures.

Stationnement
L'aire de stationnement comportera 4 cases de stationnement et sera accessible par la rue Lloyd-George. L'aménagement du revêtement du stationnement sera précisé, lors de la présentation au Comité Jaques-Viger (CJV), puisque la réglementation modifiée pour concordance au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal comporte de nouvelles exigences. L'une des cases est réservée exclusivement à l'usage des personnes à mobilité réduite.

Étude de stationnement
L'étude de stationnement déposée confirme que l'aire de stationnement n'est pas requise selon les besoins de l'usage projeté. Dans un rayon de 350 m du projet, le stationnement sur rue est en mesure de soutenir la demande en places de stationnement. Les besoins pour le projet ont été estimés à environ 19 places par la CSMB. En période hivernale, le secteur arrivera à offrir le nombre de places de stationnement requis, mais il sera plus proche de la saturation.

Étude de circulation
L'étude de circulation a été réalisée afin de qualifier l'impact du projet d'école sur la fluidité de la circulation et afin de vérifier la fonctionnalité des débarcadères proposés pour les autobus et les automobilistes sur les rues Lloyd-George et Churchill.

Au niveau de la fluidité de la circulation, l'étude reconnaît que le réseau viaire avoisinant le projet n'est pas destiné à supporter une circulation importante dite de transit. Les projections de circulation démontrent que le projet n'engendrera pas un débit tel que la fluidité de la circulation pourrait être compromise. Le rehaussement du débit est estimé à 200 véhicules en avant-midi et de 275 véhicules durant l'après-midi. Le principal facteur positif est le décalage, autant le matin que l'après-midi, entre la période de pointe générée par les débarcadères de l'école et la pointe sur les rues du secteur. Les deux pointes se rencontreront que pour une courte période de 15 minutes.

Concernant l'aménagement des débarcadères, la visibilité et la fonctionnalité sont le principal enjeu. La signalisation routière devra être ajustée et annoncer la zone scolaire selon les dispositions applicables au Code de la sécurité routière. Les zones d'interdiction de stationnement et de débarcadère devront aussi être identifiées. Des panneaux d'arrêts additionnels et le marquage adéquat de la chaussée seront requis aux intersections des voies adjacentes. Pour ce qui est de la question des saillies de trottoir, l'arrondissement de Verdun évaluera les conditions une fois l'école construite et pourra proposer un plan final en fonction des besoins identifiés. La recommandation quant à la création de sens uniques n'est actuellement pas retenue par l'arrondissement.

Le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal
Le terrain à l'étude est inscrit dans un secteur d'affectation résidentiel où la construction d'une école primaire est autorisée.

Le secteur de densité (24-01) autorise un bâtiment de 1 ou 2 étages hors sol, d'implantation isolée et d'un taux d'implantation au sol faible. Le projet comportera 2 étages

de hauteur, une implantation isolée et un taux d'implantation au sol d'environ 0,4.

Le projet est conforme aux paramètres du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal.

Réglementation d'urbanisme applicable et l'encadrement réglementaire proposé
Le Règlement de zonage n^{o} 1700
Le projet est inscrit dans le secteur E01-06 au niveau du Règlement de zonage n^{o} 1700.

Usage
La grille des usages et des normes E01-06 permet la classe d'usages « Institutionnel et administratif (e1) » du groupe d'usages « Équipement collectif » et comprend tout établissement utilisé aux fins d'éducation, de culture, de santé, de bien-être, de culte et d'administration publique. L'école projetée accueillera 3 classes de niveau préscolaire ainsi que 11 classes de niveau primaire.

Rapport bâti/terrain
La grille des usages et des normes E01-06 prévoit un rapport bâti/terrain minimal de 0,1 et maximal de 0,3. Le projet présente un rapport bâti/terrain de 0,4 et le règlement inclut une disposition précisant le rapport à un maximum de 0,4.

Coefficient d'occupation du sol (C.O.S.)
La grille des usages et des normes E01-06 prévoit un C.O.S. minimal de 0,2 et maximal de 0,6. Le projet présente un C.O.S. de 0,75 et le règlement inclut une disposition précisant le rapport à un maximum à 0,8.

Mode d'implantation
Le mode d'implantation exigé est isolé et le projet de règlement ne prévoit aucune dérogation à cette disposition. L'école aura un mode d'implantation isolé.

Marges de recul
Aucune marge minimale ou maximale n'est prescrite à la grille des usages et des normes E01-06. Le règlement précise une marge avant minimale de 1 m du côté de la rue Churchill afin de permettre la plantation d'arbres sur le domaine public.

Hauteur
La hauteur minimale prescrite est de 1 étage et la hauteur maximale est de 2 étages. L'école aura 2 étages et seuls certains dépassements au toit seront autorisés, dont les ornements, parapets et corniches ainsi que les équipements mécaniques, leur écran ou les constructions hors toit destinés à ces équipements.

Apparence - article 167
Une superficie de 100 % des murs avant, latéraux et arrière d'un bâtiment occupé par un usage du groupe d'usages « Équipement collectif » doit être de maçonnerie lourde. Outre la maçonnerie, le projet prévoit aussi l'utilisation de panneaux de céramique qui ne sont pas considérés comme un revêtement de maçonnerie lourde, tel que le prescrit l'article 167 du Règlement de zonage n^{o} 1700.

Aire de stationnement
Article 90 - nombre de cases de stationnement
Une école primaire doit fournir un minimum d'une case par 200 m² et un maximum d'une case par 50 m², calculés selon la superficie de plancher. Ainsi, pour une école de 3026 m², un minimum de 15 cases devrait être fourni. Le projet de règlement limite le nombre de cases de stationnement entre 4 à 6 cases sur le terrain afin de maximiser la superficie des espaces verts et des aires de jeux pour les enfants.

Article 91 : la voie de circulation du stationnement n'a pas la largeur de 6,7 m. La voie proposée est de 6 m de largeur.

Article 97 : l'aire de stationnement ne comporte pas de haie de conifère, entre le stationnement et la cour aménagée. Une haie de feuillage caduque y est prévue.

Projet de règlement en vertu de l'article 89 - Charte de la Ville de Montréal
La réglementation proposée vise à fixer les balises minimales qui guideront l'élaboration du plan final du concept architectural retenu. Il inclut aussi la possibilité de solliciter une dérogation mineure pour toute disposition du projet de règlement, lorsqu'il ne s'agit pas d'un usage ou de la densité d'occupation du sol.

De plus, le conseil d'arrondissement pourra procéder à l'encadrement de la mise en œuvre du projet puisque le règlement de construction et d'occupation visé par le présent sommaire comprendra à cette fin un plan d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA), dont les objectifs et les critères viseront à favoriser la mise en chantier des plans annexés. Ce PIIA remplacera celui en vigueur dans le Règlement de zonage n^{o} 1700.

JUSTIFICATION

Recommandation de la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises (DAUSE)

Considérant que le projet est conforme aux orientations et objectifs suivants du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal :

Affectation du sol et densité de construction

· L'équipement collectif projeté est autorisé dans un secteur d'affectation résidentielle;
· La volumétrie est conforme aux paramètres de densité pour le secteur 24-01;

Orientation 1 : Des milieux de vie de qualité, diversifiés et complets

· Ce projet vient offrir un service essentiel à un milieu de vie en implantant un équipement collectif de portée locale – une école primaire. La portion sud du territoire de l'arrondissement de Verdun est actuellement sous-équipée en matière du nombre de places en milieu scolaire;
· Ce projet vise une architecture actuelle inspirée tout en présentant des caractéristiques adéquates pour son milieu d'insertion;

Orientation 2 : Des réseaux de transport structurants, efficaces et bien intégrés au tissu urbain

· Ce projet est en relation directe avec les réseaux de transport véhiculaire existant;
· Ce projet se situe à proximité du réseau de transport actif existant;
· Ce projet mise sur le transport actif en agissant sur l'offre de stationnement;

Orientation 5 : Un paysage urbain et une architecture de qualité

· Le parti architectural retenu s'inscrit dans un mouvement d'architecture contemporaine;
· Le concept architectural retient les principes de développement durable – notamment par l'apport de l'énergie géothermique et le choix de certains revêtements

écologiques;
· Le projet de règlement exige la plantation d'arbres, d'arbustes et de végétaux;
· L'abattage d'arbres est limité aux arbres irrémédiablement malades;

Orientation 7 : Un environnement sain

· La réduction du nombre de cases de stationnement favorisera les moyens de transport alternatifs à l'automobile en solo;
· La toiture blanche, le revêtement de l'aire de stationnement et les nouvelles plantations feront en sorte de contrôler l'îlot de chaleur localisé à cet emplacement spécifique;
· Le système de rétention intégré au terrain sera en mesure de retarder le rejet des pluies à l'égout;
· Le site fait l'objet d'une décontamination des sols permettant de réhabiliter le terrain et consolider le tissu urbain dans ce secteur.

La DAUSE est d'avis qu'il y a lieu de demander au conseil municipal d'adopter un projet de règlement en vertu du paragraphe 1° de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal visant à encadrer la réalisation du projet présenté permet d'envisager l'adoption d'un cadre réglementaire en vertu de l'article 89 paragraphe 1° de la Charte de la Ville de Montréal.

AVIS DU COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME (CCU) - 13 DÉCEMBRE 2016
Les membres entendent et comprennent que l'architecture du projet a été revu suivant la procédure référendaire lors du dossier de PPCMOI. Les membres se questionnent sur la proposition architecturale estimant que le parti architectural affiché est timide pour un équipement scolaire. Ils trouvent que la version proposée lors du PPCMOI présentait une architecture plus ludique qui était en lien direct avec l'usage d'école.

RECOMMANDATION DU COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME (CCU) - 13 DÉCEMBRE 2016
Unanimement, 6 membres sur 6, les membres ne recommandent pas l'approbation du dossier au conseil d'arrondissement.

AVIS DU COMITÉ JACQUES-VIGER (CJV) - 3 FÉVRIER 2017
L'avis du Comité Jacques-Viger est favorable avec des recommandations en ce qui a trait au langage architectural, à l'alignement de construction de la rue Churchill et à l'aire de stationnement extérieure. L'avis complet est joint au présent sommaire.

AVIS DE LA DIRECTION DE L'URBANISME - 24 FÉVRIER 2017
Suivant les dernières corrections apportées au projet de règlement tenant compte des recommandations du Comité Jacques-Viger, la Direction de l'urbanisme atteste de la conformité du projet de règlement au Schéma d'aménagement et de développement, au Plan d'urbanisme et donne un avis favorable quant au projet.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

N/A

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'implantation de cette école s'adressera d'abord à la clientèle du quartier et également à une portion du bassin de l'école Notre-Dame-de-la-Garde, sur la rue Brault. On peut entrevoir qu'une proportion des enfants et de parents prendront l'habitude de la marche pour se rendre à l'école. Le nombre de cases de stationnement étant limité, le projet

favorisera l'utilisation de modes de transport alternatifs à l'automobile parmi les employés de l'école.
Le bâtiment se démarque sur la question du développement durable : géothermie, revêtement extérieur de céramique, toit blanc, aire de stationnement au revêtement gris clair et perméable pour ne nommer que quelques-uns aspects du projet.

Des arbres seront plantés sur tout le périmètre du terrain, certaines plantations se situant sur le domaine public.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le projet vise à répondre à une forte demande de places en milieu scolaire.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

N/A

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

13 décembre 2016 - CCU
3 février 2017 - CJV
17 février 2017 - Dépôt du rapport du CJV
22 février 2017 - Ficelage du dossier pour le conseil d'arrondissement (CA)
7 mars 2017 - CA

6 mars 2017 - Ficelage du dossier pour le comité exécutif (CE)
15 mars 2017 - CE : Mise à l'ordre du jour du projet de règlement au conseil municipal (CM)
27 mars 2017 - CM : Avis de motion, adoption du projet de règlement en vertu de l'article 89, paragraphe 1° de la Charte de la Ville de Montréal – Mandat de l'OCPM

Avril 2017 - Consultations publiques (OCPM)
Mai 2017 - Audition des mémoires (OCPM)
12 juin 2017 - Dépôt du rapport de l'OCPM au CM

12 juin 2017 - CM : Adoption du règlement
Service du Greffe : Entrée en vigueur du règlement à la suite d'un avis public

Demande de permis
11 juillet 2017 - CCU (avis sur le PIIA)
5 septembre 2017 - Résolution approuvant le PIIA et autorisant l'émission du permis au CA
Émission du permis de construction

Septembre 2017 - Mise en chantier

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le projet de règlement est conforme aux dispositions du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal et celles de la Charte de la Ville de Montréal et de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Daniel AUBÉ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Monique TESSIER, Service de la mise en valeur du territoire

Lecture :

Monique TESSIER, 9 janvier 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Frédéric ST-LOUIS
Conseiller en aménagement

Tél : 514 765-7257
Télécop. : 514 765-7114

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-12-21

Marc-André HERNANDEZ
Chef de division

Tél : 514 765-7093
Télécop. :

AVIS DU COMITÉ JACQUES-VIGER SUITE À SA RÉUNION DU 3 FÉVRIER 2017
Le Comité Jacques-Viger est l'instance consultative de la Ville en matière d'aménagement, d'urbanisme, d'architecture, de design, et d'architecture de paysage.*

École Notre-Dame-de-la-Garde

Libellé du projet :	Construction d'une nouvelle école en vertu de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal sur le site de l'École Crawford (démolie) : tête d'îlot comprise entre les rues Lloyd-George, Churchill et Clémenceau
Localisation :	1310 rue Lloyd-George, Arrondissement de Verdun
Demandeur :	Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises de l'arrondissement de Verdun

Le Comité Jacques-Viger (CJV) émet un avis écrit au conseil de la ville considérant que le projet sera approuvé en vertu de l'article 89.1 de la Charte de la Ville de Montréal.

LA PROPOSITION

La présente demande vise à construire une école primaire destinée à accueillir 300 élèves sur le site de l'ancienne École Crawford, démolie en 2016 suite à une contamination à l'amiante et aux moisissures. La nouvelle école est implantée en «L» en bordure des rues Lloyd-George et Churchill. Elle comprend 14 classes de niveaux préscolaire et primaire ainsi que des locaux collectifs : bibliothèque, service de garde, salle polyvalente, salle informatique, administration et un gymnase, conçu pour pouvoir être occupé par la collectivité de façon indépendante, en dehors des heures de classe. Un plan d'aménagement paysager est proposé pour la cour et comprend trois aires de jeux, des zones tampons aux limites du terrain ainsi qu'un stationnement de 4 places accessible depuis la rue Lloyd-George.

Le projet a fait l'objet d'un règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (PPCMOI). Il a été modifié à plusieurs reprises suite à des consultations publiques puis a fait l'objet d'une ouverture de registre dans le cadre d'un processus d'approbation référendaire. Le projet s'inscrit dorénavant dans le cadre réglementaire de l'article 89.1 de la Charte de la Ville de Montréal. Il fera l'objet d'une consultation publique menée par l'Office de consultation publique de Montréal.

Le projet déroge au Règlement d'urbanisme quant au rapport bâti/terrain (0,4 au lieu de 0,3 autorisé), au coefficient d'occupation du sol (0,75 au lieu de 0,6 autorisé), au nombre minimal de cases de stationnement (4 au lieu de 15) et à l'emploi d'un autre matériau (panneaux de céramique) en plus de la maçonnerie lourde qui devrait constituer 100% des murs de façades.

*Règlement de la Ville de Montréal 12-022

Comité Jacques-Viger
Édifice Chaussegros-de-Léry
303, rue Notre-Dame Est, bureau 6A-26
Montréal (Québec) H2Y 3Y8
514 872-4055

LE PROJET

Le Comité Jacques-Viger (CJV) a reçu les représentants de l'arrondissement de Verdun, des services centraux, de la Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys et de la firme d'architectes mandatée lors de sa réunion du 3 février 2017. Les étapes qui ont mené à la présente demande, le projet et son contexte ont été présentés. Le CJV émet dans les paragraphes suivants plusieurs commentaires sur certains aspects du projet qui pourraient, selon lui, être améliorés.

Intégration dans le voisinage du quartier Crawford Park

Le présent projet s'inscrit au sein d'un développement résidentiel datant des années 1940, comprenant principalement des maisons unifamiliales de type «wartime housing» et de petits duplex, dans un environnement verdoyant. Le CJV considère que le concept initial correspondant à deux volumes connectés par un pivot aurait pu être intéressant, mais n'a été pleinement traduit ni dans l'organisation du plan, ni dans l'expression architecturale du projet.

Le CJV s'inquiète de l'intégration du projet dans son contexte dont le projet tente à la fois de se démarquer et de s'inspirer. Il en résulte un rendu hybride que le CJV ne juge pas satisfaisant. Selon les requérants, la volonté d'affirmer le «caractère ludique» du bâtiment aurait été amoindrie pour répondre à la demande des citoyens qui lui préféraient une certaine sobriété. Le CJV estime cette tempérance justifiée mais recommande aux concepteurs de faire un choix plus clair entre le désir d'insertion et la volonté de démarcation. Il donne l'exemple de la pente de toiture, qui ne nourrit pas le concept angulaire de base et qui ne reprend ni la même idée volumétrique ni le même langage que les toitures des résidences du quartier. Le CJV questionne également le contraste de proportion entre les grands pans vitrés et les bandeaux de fenêtre des classes, qui semblent restreints.

Retrait par rapport à la rue Churchill

Le projet est implanté en tête d'îlot dans le but de s'écarter le plus possible des propriétés situées en bordure arrière du site et de maximiser l'espace dévolu à la cour. Le CJV considère cependant que la largeur des trottoirs en bordure de la rue Churchill, au niveau du débarcadère des autobus scolaires, est nettement insuffisante pour accueillir adéquatement les groupes d'élèves, comme lors des sorties scolaires. Il recommande d'implanter le bâtiment (ou à tout le moins une partie de celui-ci) avec un retrait par rapport à la rue, afin d'offrir une zone d'accueil plus généreuse pour les enfants. Le CJV recommande également d'intégrer aux volumes un élément (marquise, débord de toiture ou autre) qui puisse servir à abriter les élèves en cas de mauvais temps.

Plantations

À la lecture du plan de plantation, le CJV remarque que la plupart des plantations d'arbres feuillus prévues sont des arbrisseaux ou des arbres de petit déploiement, ce qui ne semble pas correspondre à la représentation qui en est faite sur les perspectives fournies. Il s'inquiète de l'absence d'ombre dans la cour. Il souligne par ailleurs l'importance de la canopée présente dans le quartier. Il recommande donc de planter des arbres à grand déploiement dans le projet et de prévoir à cette fin un recul suffisant pour éviter les conflits avec la présence des fils électriques aériens sur rue.

Le CJV considère que le périmètre de protection des arbres conservés dans le projet semble inadéquat. Il recommande de consulter un ingénieur forestier en vue de le revoir.

Aménagement de la cour

Le CJV souligne l'audace de l'expression plastique du tracé des aménagements de la cour d'école. Cela dit, il est d'avis que le langage et les couleurs utilisées ne sont pas appropriés pour le quartier. Il recommande d'accentuer la sobriété des aménagements afin de faciliter leur intégration dans le contexte paysager du site. Il questionne également certains choix concernant les équipements et les matériaux. Il souligne entre autres que les obliques traversant les terrains de basketball peuvent perturber la lecture des lignes du terrain.

Il recommande aussi de permettre plus de flexibilité dans les usages, dans la mesure où la cour serait accessible au public en dehors des périodes d'ouverture de l'établissement.

Études de circulation et de stationnement

L'étude de stationnement conclut que *l'offre résiduelle en stationnement sur rue dans un rayon de 350m du site de l'école est suffisante pour accommoder les besoins en stationnement de l'école* (…). D'autre part, le CJV considère que la place de stationnement pour personne à mobilité réduite prévue sur le site est inadaptée car trop loin du bâtiment et inaccessible de la cour d'école. Il recommande donc de supprimer le stationnement de 4 places situé en about de la propriété et d'utiliser cet espace pour augmenter la zone tampon prévue avec les résidences voisines. L'aménagement d'une case de stationnement pour handicapés pourrait toutefois faire l'objet d'une solution intégrée.

Le CJV fait de plus remarquer que l'impact des arrêts des autobus scolaires en bordure de la rue Churchill sur la circulation automobile (arrêt complet de la circulation obligatoire) ne semble étrangement pas avoir été pris en compte dans l'étude de circulation.

AVIS DU COMITÉ JACQUES-VIGER

Le CJV déplore le fait d'être consulté très tard dans le processus et considère la situation comme très malheureuse. Il est bon de souligner que le projet est entièrement conçu, que les plans et devis sont complétés, les soumissions reçues et l'école est «prête à être construite». Si le comité avait été consulté plus en amont, il aurait pu accompagner les requérants dans l'évolution du projet et sa bonification.

Le CJV est conscient de l'enjeu que constitue l'occupation en surcapacité des écoles du secteur et il est d'avis que la construction de cette école est nécessaire pour le bien de la communauté. C'est à ce titre qu'il émet un avis favorable à la demande en vertu de l'article 89.1 de la Charte de la Ville de Montréal qui va permettre la construction de l'école. Il émet toutefois de sérieuses réserves sur le projet présenté, qui ne lui apparaît pas à la hauteur de ses attentes urbaines, architecturales, et civiques. Il regrette que les requérants n'aient pas suffisamment tiré parti des possibilités qu'offre l'article 89.1 de tenir compte des enjeux qualitatifs et fonctionnels.

Le comité émet donc un avis favorable au projet, mais recommande entre autres de :

- Se positionner plus clairement quant à l'intégration au quartier, tant en ce qui a trait au langage architectural du bâtiment qu'à l'aménagement de la cour d'école ;

- Créer un retrait sur Churchill pour permettre l'intégration d'une zone d'accueil des groupes scolaires et la plantation d'arbres à grand déploiement, en correspondance avec les plantations d'arbres sur rue du quartier ;

- Éliminer les quatre places de stationnement au profit de la cour d'école.

Original signé

Pierre Corriveau

Président

Le 20 février 2017

Il revient aux représentants de l'Arrondissement ou du service responsable du dossier de joindre cet avis au sommaire décisionnel et de le diffuser au requérant et aux consultants externes, le cas échéant.

PERSPECTIVE



ÉLÉVATION RUE LLOYD GEORGE



ÉLÉVATION RUE CHURCHILL




Parc Angrignon
Boulevard de la Verendrye
Boulevard Champlain
Institut Universitaire en Santé Mentale Douglas
Av. Bannantyne
Boulevard LaSalle
Rue Churchill
Le Fleuve Saint-Laurent

MTR-00229509-A0

Soumis le : 19 août 2016

Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys

Projet d'école Notre-Dame-de-la-Garde annexe II

Note technique
Étude de circulation
Version 01
Final

Les Services exp inc.
1000, rue de Sérigny, bureau 110
Longueuil (Québec) J4K 5B1
Tél. : 450.651.0515
Téléc. : 450.640.0774

Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys

Projet d'école Notre-Dame-de-la-Garde annexe II

Avis technique
Étude de circulation
Version 01 – Finale

Projet n° :
MTR-00229509-A0

Préparé par :
Les Services exp inc.
1000, rue de Sérigny, bureau 110
Longueuil (Québec) J4K 5B1
Tél. : 450.651.0515
Téléc. : 450.640.0774
www.**exp**.com

En collaboration avec :

- Stéphane Arsenault, ing.

Préparé par

_____
Patricia Lazure, ing.
N° O.I.Q. : 5015758

Vérifié par

_____
Luc Couture, ing., M.Sc.A
N° O.I.Q. : 34875

Date :
2016-08-19

Avis juridique

Le présent rapport a été préparé par Les Services **exp** inc. pour le compte de la **Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys.**

Toute utilisation qu'une tierce partie fera de ce rapport ou toute action ou décision prise sur son fondement demeure la responsabilité de ladite partie. Les Services **exp** inc. ne peuvent être tenus responsables des dommages subis, le cas échéant, résultant des décisions prises ou des actions posées par un tiers en vertu du présent rapport.

Version	Date	Nature du document
V00	2016-06-29	Avis technique – Pour commentaires
V01	2016-08-19	Avis technique – Version finale

Table des matières

Page

1. Introduction 1
1.1 Description du projet et contexte 1
1.2 Compréhension et portée du mandat 1
1.2.1 Portée du mandat d'avis technique de circulation 2
1.3 Méthodologie de l'étude 2
2. Situation actuelle du réseau routier de desserte 3
2.1 Description du réseau routier 3
2.2 Débits actuels de circulation 4
2.3 Évaluation qualitative de la sécurité actuelle 5
2.4 CPE « Les Petits Lapins » sur Clémenceau 7
3. Génération de déplacements et distribution/affectation sur le réseau 9
3.1 Description du projet 9
3.2 Déplacement en autobus scolaire 10
3.3 Déplacement des employés 10
3.4 Revue de littérature pour le service de garde 11
3.5 Observation terrain 12
3.6 Nombre de déplacements de parents en automobile estimés pour l'école 13
3.7 Synthèse des nouveaux déplacements véhiculaires générés 14
3.7.1 En période de pointe du matin 14
3.7.2 En période de pointe de l'après-midi 15
3.8 Distribution et affectation des débits sur le réseau 16
3.9 Adéquation de la circulation future sur le réseau local 19
3.9.1 Les normes et règles de l'art 19
3.9.2 La « capacité environnementale » de la circulation 20
4. Débarcadères 22
4.1 Revue de littérature des débarcadères d'école 22
4.2 Fonctionnalité et sécurité des débarcadères 23

Table des matières (suite)

Page

4.3 Nombre de places requises et disponibles pour les débarcadères 24
4.4 Distance de visibilité 25
4.5 Autres mesures 27

5. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS 28
5.1 Conclusions 28
5.2 Recommandations 29

Liste des annexes

Annexe 1 Croquis situation actuelle – Géométrie et signalisation

Annexe 2 Croquis situation future – Géométrie et signalisation

Annexe 3 Comptage de circulation

Liste des tableaux

Page

Tableau 1 : Caractéristiques des rues à l'étude 3
Tableau 2 : Heures de pointe et hyperpointes 5
Tableau 3 : Débits de circulation actuels 5
Tableau 4 : Analyse des éléments de risques de la circulation 5
Tableau 5 : Répartition des parts modales 9
Tableau 6 : Déplacements générés par les autobus scolaires 10
Tableau 7 : Déplacements générés par les employés 10
Tableau 8 : Capacité résiduelle du stationnement sur rue 11
Tableau 9 : Déplacements générés par les parents dont les enfants ne fréquentent pas le service de garde 13
Tableau 10 : Déplacements générés par les parents dont les enfants fréquentent le service de garde 13
Tableau 11 : Synthèse des nouveaux déplacements véhiculaires générés en période de pointe du matin 14
Tableau 12 : Heures de pointe et hyperpointes du réseau et de l'école en période de pointe du matin 14
Tableau 13 : Synthèse des nouveaux déplacements véhiculaires générés en période de pointe de l'après-midi 15
Tableau 14 : Heures de pointe et hyperpointes du réseau et de l'école en période de pointe de l'après-midi 15
Tableau 15 : Niveaux d'impact de nouveaux projets 16
Tableau 16 : Principaux impacts sur le réseau local pour les périodes de pointe AM et PM 18
Tableau 17 : Débits futurs totaux estimés 19
Tableau 18 : Débits typiques pour les rues urbaines 19
Tableau 19 : Nombre de véhicules estimé dans les débarcadères 24
Tableau 20 : Nombre de véhicules stationnés simultanément en fonction du temps d'attente 25

Liste des figures

Page

Figure 1 : Localisation du site de l'école Notre-Dame-de-la-Garde Annexe II 1
Figure 2 : Localisation du CPE 7
Figure 3 : Demande de places de stationnement en fonction du nombre d'enfants 12
Figure 4 : Répartition des débits dans le secteur pour les heures de pointe AM 17
Figure 5 : Répartition des débits dans le secteur pour les heures de pointe PM 18
Figure 6 : Capacité physique des rues 20
Figure 7 : Emplacement des débarcadères et longueurs 23
Figure 8 : Intersection Lloyd-George/Churchill - Distance de visibilité de virage à gauche (DVVGD) 26
Figure 9 : Intersection Clémenceau/Churchill - Distance de visibilité de virage à droite et de traversée (DVVD et DVT) 26

1. Introduction

1.1 Description du projet et contexte

Suite à la démolition de l'ancienne école Crawford, la construction d'une nouvelle école de niveau primaire est prévue sur le même site. L'école Notre-Dame-de-la-Garde Annexe II est destinée à accueillir 300 élèves et sera composée de 14 classes de niveaux préscolaire et primaire, ainsi que de locaux collectifs tels qu'une bibliothèque, un gymnase, un service de garde, une salle polyvalente, une salle informatique et des locaux d'administration.

Le site où l'école sera implantée est situé dans le secteur du voisinage Crawford à l'extrémité ouest de l'arrondissement Verdun.

La Figure 1 montre la localisation du site.

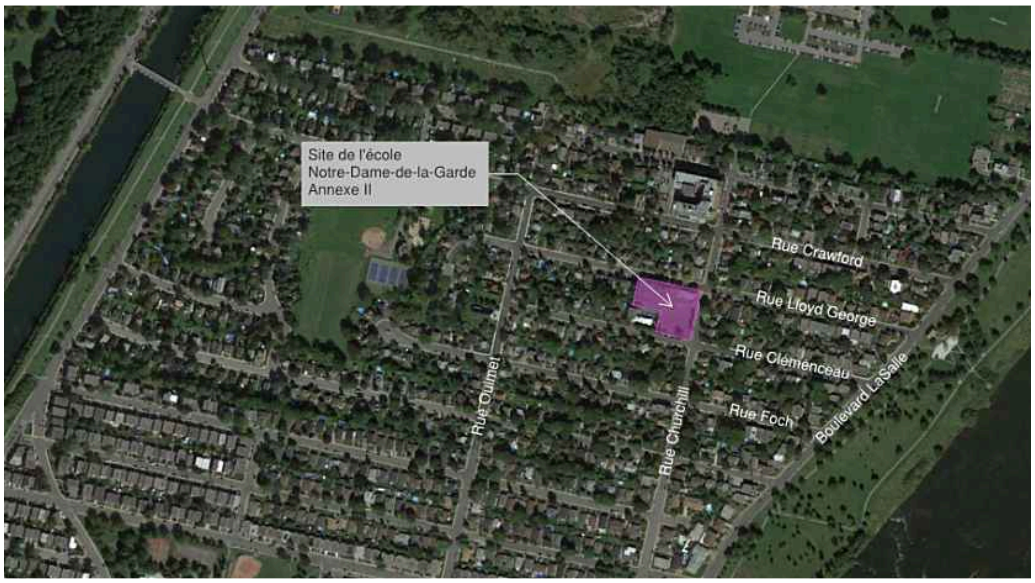


Figure 1 : Localisation du site de l'école Notre-Dame-de-la-Garde Annexe II

1.2 Compréhension et portée du mandat

L'objectif poursuivi par ce mandat consiste à réaliser un avis technique de circulation qui ne consiste pas à une étude de circulation complète et détaillée d'impact sur la circulation du projet.

Le mandat consiste à étudier la sécurité et l'accessibilité des véhicules accédant à l'école Notre-Dame-de-la-Garde – Annexe II et à analyser les débarcadères automobiles et autobus en termes de géométrie, de sécurité, de nombre de places et de fonctionnalité des mouvements des véhicules. Le présent mandat consiste également à étudier sommairement les débits actuels et futurs de circulation. Des recommandations seront proposées pour satisfaire la demande ainsi que la sécurité et la convivialité des usagers.

1.2.1 Portée du mandat d'avis technique de circulation

Pour le présent mandat, un seul horizon est analysé : le développement à l'ultime de l'école (toutes les phases complétées).

L'avis de circulation porte sur l'accès des parents et des employés et ainsi que sur la circulation des autobus scolaires. Les modes de transport considérés sont donc les véhicules de types particuliers ainsi que les autobus scolaires. Les déplacements des élèves à pied et à vélo sont à l'étude par la CSMB et l'arrondissement et ne font pas partie du présent mandat.

Les besoins en termes de stationnement ont fait l'objet d'un mandat séparé réalisée pour la CSMB par SMi.

Les périodes d'achalandage analysées par cet avis est la pointe du matin, de 7h00 à 9h30 ainsi que la pointe de l'après-midi, de 15h00 à 17h30.

Au niveau de l'aire d'influence, seules les rues Lloyd-George, Churchill et Clémenceau en périphérie de la future école sont analysées en détail.

1.3 Méthodologie de l'étude

Pour la réalisation de cet avis technique, les étapes suivantes ont été réalisées :

- Collecte de données auprès de la Commission scolaire Marguerite Bourgeoys (plan en format AutoCAD de la future école et des emplacements des débarcadères, étude de stationnement;
- Réalisation de comptages de la circulation aux intersections des rues Churchill et Lloyd-George et des rues Churchill et Clémenceau;
- Observation terrain à l'école primaire Notre-Dame-de-la-Paix;
- Analyse et portrait de la situation actuelle;
- Génération des débits occasionnés par l'arrivée de l'école Notre-Dame-de-la-Garde Annexe II et répartition des parts modales;
- Analyse de la situation future et qualification de l'impact;
- Analyse sur la fonctionnalité et la sécurité des débarcadères;
- Recommandation pour assurer la fonctionnalité et la sécurité des débarcadères.

2. Situation actuelle du réseau routier de desserte

2.1 Description du réseau routier

Le projet est localisé dans un secteur résidentiel de basse densité, essentiellement formé de maisons unifamiliales. Les rues Churchill, Clémenceau et Lloyd-George, délimitant le site de la future école sont des rues locales. À proximité, les rues Crawford et Fayolle relient les boulevards LaSalle et Champlain qui sont des collectrices principales.

Chacune des rues bordant l'école est une rue bidirectionnelle et est aménagée de trottoirs situés des deux (2) côtés de la chaussée. Des stationnements sur rue sont autorisés de part et d'autre des rues selon les restrictions d'heure sur place. Des panneaux annonçant le début d'une zone scolaire sont installés sur les rues Churchill, Clémenceau et Lloyd-George.

Les intersections formées des rues Churchill et Lloyd-George et des rues Churchill et Clémenceau sont gérées par des arrêts aux approches nord et sud. Un passage piéton en section courante est existant à l'approche ouest de l'intersection des rues Churchill et Lloyd-George. Il est à noter que c'est le seul passage piéton marqué au sol pour les deux (2) intersections.

La limite de vitesse actuelle pour l'ensemble du secteur Crawford est affichée à 30 km/h.

Tableau 1 : Caractéristiques des rues à l'étude

Caractéristique	Rue Churchill	Rue Lloyd-George	Rue Clémenceau
Zone de contexte	Milieu urbain résidentiel de base densité	Milieu urbain résidentiel de base densité	Milieu urbain résidentiel de base densité
Utilisation du sol	Milieu mixte (résidentiel et commercial/institutionnel)	Milieu mixte (résidentiel et commercial/institutionnel)	Milieu mixte (résidentiel et commercial/institutionnel)
Hiérarchie / fonction	Rue locale	Rue locale	Rue locale
Vitesse affichée	30 km/h	30 km/h	30 km/h
Régulation de la circulation	Arrêts sur Lloyd-George et Clémenceau	Arrêts sur Lloyd-George (2 directions)	Arrêts sur Clémenceau (2 directions)
Chaussée	Alignement droit +/- 10,8 mètres de largeur Pas de terre-plein	Alignement droit +/- 9,0 mètres de largeur Pas de terre-plein	Alignement droit +/- 9,0 mètres de largeur Pas de terre-plein
Nombre de voies	Double sens 1 voie par direction	Double sens 1 voie par direction	Double sens 1 voie par direction
Classification	ATC ULU50	ATC ULU50	ATC ULU50
Modes de transport	• Tous modes • Zone interdite aux camions excepté livraison locale	• Tous modes • Zone interdite aux camions excepté livraison locale	• Tous modes • Zone interdite aux camions excepté livraison locale • Largeur suffisante pour permettre la circulation des

Caractéristique	Rue Churchill	Rue Lloyd-George	Rue Clémenceau
	• Largeur suffisante pour permettre la circulation des véhicules de services et pompiers (≥ 4,9 m)	• Largeur suffisante pour permettre la circulation des véhicules de services et pompiers (≥ 4,9 m)	véhicules de services et pompiers (≥ 4,9 m)
Transport collectif	non	non	non
Présences de cyclistes	Permise –aucun aménagement particulier	Permise –aucun aménagement particulier	Permise –aucun aménagement particulier
Présence de piétons	Oui – trottoirs de chaque côté	Oui – trottoirs de chaque côté	Oui – trottoirs de chaque côté
Stationnement sur rue	Permis des deux (2) côtés avec des restrictions d'heure	Permis des deux (2) côtés avec des restrictions d'heure	Permis des deux (2) côtés avec des restrictions d'heure

L'annexe 1 présente un croquis de la situation actuelle.

2.2 Débits actuels de circulation

Les conditions actuelles de la circulation du secteur à l'étude consistent à dresser un portrait de la circulation en rive du site d'implantation de l'école : les conditions de débits, la distribution, sa composition et les heures d'achalandage (réseau).

Deux (2) comptages de circulation ont été réalisés à Churchill / Lloyd-George et Churchill / Clémenceau le 8 juin 2016 aux heures suivantes :

Conditions climatiques:	nuageux	nuageux	nuageux	
Température:		13°C		
Période(s) de comptage	AM	Midi	PM	Soir
Début	07:00		15:00	
Fin	09:30		17:30	
Durée	02:30		02:30	
Durée du comptage	05:00			**Géolocalisation:**

Les comptages ont permis de déterminer que les heures de pointe sont établies comme suit :

Tableau 2 : Heures de pointe et hyperpointes

Période de pointe	Churchill / Lloyd-George	Churchill / Clémenceau	Réseau
Heure de pointe AM	7h45-8h45	7h45-8h45	7h45-8h45
30 min max AM			7h45-8h15
Heure de pointe PM	15h45-16h45	16h30-17h30	15h45-16h45
30 min max PM			16h30-17h00

Les débits de circulation compilés sur les tronçons adjacents à l'école se résument comme suit :

Tableau 3 : Débits de circulation actuels

Débits de Circulation en tronçon	Rue Churchill (entre Lloyd-George et Clémenceau	Rue Lloyd-George (entre Churchill et Ouimet)	Rue Clémenceau (entre Churchill et Ouimet)
Débits en pointe	7h30-8h30 : 50 véh./heure 15h45-16h45 : 50 véh./heure	8h00-9h00 : 20 véh./heure 16h00-17h00 : 30 véh./heure	7h45-8h45 : 40 véh./heure 16h15-17h15 : 35 véh./heure
DJMA	Approx. 650 véh./jour	Approx.300 véh./jour	Approx. 350 véh./jour
Véhicules lourds	3 camions en 5 heures	1 camion en 5 heures	1 camion en 5 heures

L'on constate que les débits actuels sont très faibles.

2.3 Évaluation qualitative de la sécurité actuelle

Selon les données de l'Agence de la santé et des Services sociaux, il y aurait eu un accident de piéton en 5 ans (1999-2003) au carrefour Lloyd-George / Churchill et aucun à l'autre carrefour.

Selon les barèmes de sécurité pour évaluer la traversée d'une route utilisée dans le « *Guide d'implantation de trajets scolaires favorisant les déplacements actifs et sécuritaires vers l'école primaire* » (MTQ 2009) la circulation sur ces trois rues comporte un risque faible pour les piétons.

Tableau 4 : Analyse des éléments de risques de la circulation

Élément		Barèmes		
	Risque Potentiel	***Élevés***	***Modérés***	***Faibles***
Vocation de la route traversée	Circulation conflictuelle			Locale
Débit d'heure de pointe (véhicules/heure)	Volumes de circulation élevés			Moins de 300 v/h
Circulation de véhicules lourds en transit	Confits véhicules lourds vs piétons ou cyclistes			non
Présence d'arrêts d'autobus	Obstruction visuelle			non

Élément		Barèmes		
	Risque Potentiel	***Élevés***	***Modérés***	***Faibles***
Vitesse pratiquée (km/h)	Vitesse élevée		De 30 km/h à 50 km/h	
Respect de la signalisation	Mauvaise compréhension des consignes à suivre			oui
Historique des accidents	Confits véhicules Vs piétons ou cyclistes			1 en 5 ans

Source : Tableau 2.5 : Barèmes de sécurité pour évaluer la traversée d'une route

Constat – Conditions actuelles

i) Le réseau de rues avoisinant l'école est un réseau de rues typiques d'un quartier résidentiel et sa configuration est peu propice à la circulation de transit
ii) Les débits de circulation dans les tronçons de rues à l'étude sont très faibles et normaux pour le secteur
iii) Les caractéristiques de la circulation actuelle semblent engendrer des risques faibles pour les piétons

2.4 CPE « Les Petits Lapins » sur Clémenceau

Juste à l'ouest de la future école, un CPE est localisé au 1355, rue Clémenceau.

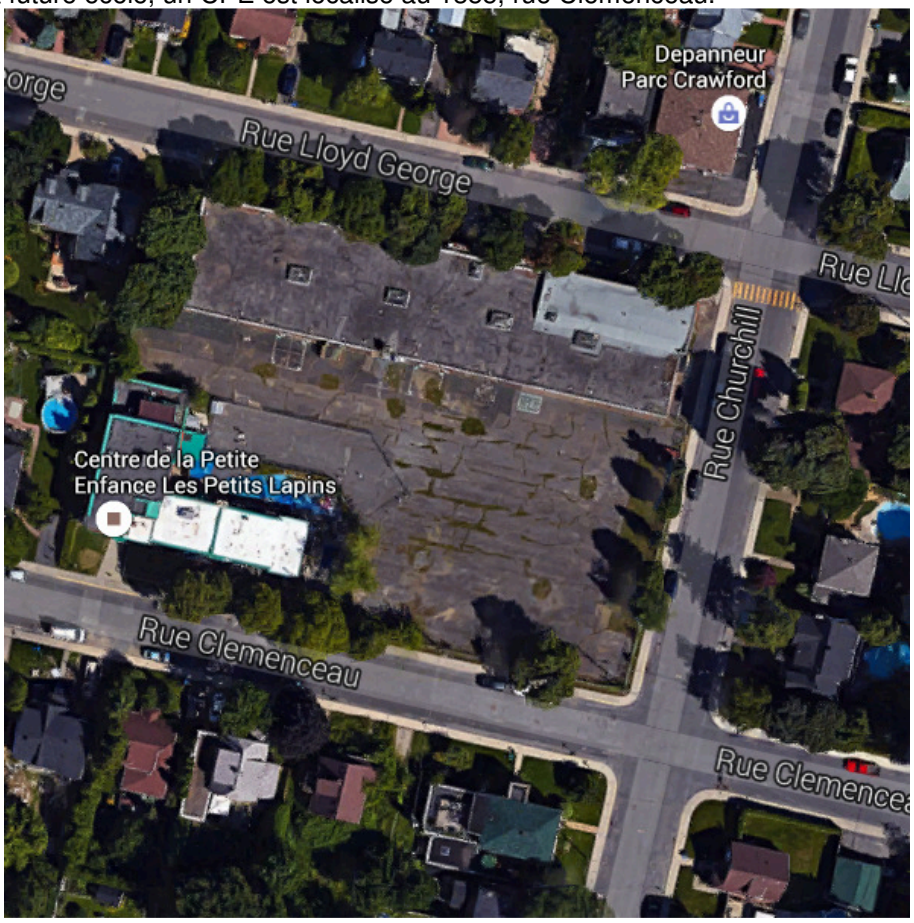


Figure 2 : Localisation du CPE

Ce CPE offre un service de garde de 7h00 à 18h00 pour 80 enfants. Environ 17 employés par jour y travaillent. La majorité (± 12) vient en voitures, quelques-uns en autobus et un employé à pied. Les employés stationnent sur la rue près du CPE.

Il y a un débarcadère de 2 à 3 places en face du CPE (15 minutes de 7h00 à 18h00) et une interdiction de stationnements sur 10 mètres à cause de la présence d'une borne-fontaine.

De façon générale, les périodes de pointe pour le débarcadère sont :

- Le matin de 7h30 à 8h15
- L'après-midi de 16h00 à 17h00

Malgré la présence d'un débarcadère en face du CPE, certains parents débarquent les enfants de l'autre côté de la rue, et d'autres font même des virages en U selon la directrice, ce qui est un facteur d'insécurité.

D'après notre expérience avec d'autres garderies, le nombre de places de débarcadère est nettement insuffisant et ceci explique le comportement des usagers du CPE.

Ce qui ressort de nos observations et de cette analyse sommaire, est que l'espace sur la rue Clémenceau en face de l'école est, en pratique, utilisé exclusivement par le CPE et très peu disponible pour les usagers de l'école.

Constat – CPE « Les Petits Lapins »

i) Le débarcadère actuel ne semble pas fonctionner de façon optimale

ii) Le CPE accapare la majorité de l'espace de la rue Clémenceau en face de la future école

3. Génération de déplacements et distribution/affectation sur le réseau

Ce chapitre présente les calculs de prévision de la demande associée au projet à l'étude. Il comprend la description du projet, la génération des déplacements véhiculaires ainsi que la distribution et l'affectation des nouveaux déplacements sur le réseau.

La demande de déplacement véhiculaire est scindée en quatre (4) volets aux fins d'analyse :

- Les déplacements des autobus scolaires;
- Les déplacements des employés de l'école et du service de garde;
- Les déplacements des parents qui viennent reconduire et chercher les enfants à l'école;
- Les déplacements des parents qui viennent reconduire et chercher les enfants au service de garde.

Les déplacements des visiteurs sont considérés comme négligeables étant de faible quantité (moindre que 10 par jour) et repartis sur différentes heures de la journée.

3.1 Description du projet

Les principaux éléments de l'offre en transport et circulation du nouveau projet d'école sont les suivants :

- Accès principal de l'école pour l'administration sur la rue Churchill;
- Accès du service de garde de l'école sur la rue Churchill;
- Accès des élèves via la cour d'école;
- Débarcadère de 3 autobus sur la rue Churchill;
- Stationnement de 4 cases incluant 1 case pour handicapé en arrière de l'école;
- Débarcadère des parents (± 10 places) sur la rue Clémenceau.

Au niveau de la demande en transport et circulation, les principales données disponibles sont :

- Nouvelle école pour 300 élèves;
- 25 employés au total, incluant le service de garde;
- 3 autobus sur Churchill.

Les hypothèses de réparation modale utilisées sont les suivantes :

Tableau 5 : Répartition des parts modales

		Écoliers non-inscrits au service de garde		Écoliers inscrits au service de garde	
	en autobus scolaire	en automobile	À pied	En automobile	À pied
Secteur	aucun	10%	90%	50% AM 40% PM	50% AM 60% PM
Hors-secteur	90% AM 85% PM	10% AM 15% PM	0% 0%	100%	0%

3.2 Déplacement en autobus scolaire

Le nombre d'autobus scolaire prévu est de 3 autobus donc 6 déplacements en pointe le matin et 6 déplacements en pointe de l'après-midi.

Tableau 6 : Déplacements générés par les autobus scolaires

Période	Période de pointe AM			Période de pointe PM		
Heures	7h45-8h00			15h00-15h15		
Mouvement	Entrant	sortant	Déplacement	Entrant	sortant	Déplacement
Nb autobus scolaire	3	3	6	3	3	6

3.3 Déplacement des employés

Les hypothèses pour les déplacements des employés sont les suivantes :

- 17 employés des enseignants et employés administratifs arrivant entre 7h00 et 8h00 et quittant vers 16h00
- 8 employés du service de garde dont l'arrivée se situe vers 6h45 et quittant entre 15h30 et 18h00

En se basant sur l'étude de stationnement réalisé par SMi on formulera l'hypothèse que 3 stationneront dans le stationnement de l'école, 19 sur rue et 3 viendront en transport collectif ou à pied.

Le nombre de déplacements générés est donc résumé comme suit :

Tableau 7 : Déplacements générés par les employés

Période	Période de pointe AM			Période de pointe PM		
Heures	6h45-7h45			15h00-16h00		
Mouvements	Entrant	Sortant	Déplacement	Entrant	Sortant	Déplacement
Nb autos employés	22	0	22	0	18	18

Période		Période de pointe PM		
Heures		16h00-18h00		
Mouvement		Entrant	Sortant	Déplacement
Nb autos employés		0	4	4

Selon les données de l'étude de SMi et tenant compte qu'un débarcadère de 10 à 12 places sera aménagé sur la rue Lloyd-George, l'hypothèse est que les employés se stationnement comme suit :

Tableau 8 : Capacité résiduelle du stationnement sur rue

Rue	Capacité résiduelle en hiver (novembre à avril)	% véhicules employés
Leclair et Crawford	0	0%
Lloyd-George	2 à 11 selon les jours	25%
Clémenceau	8 à 12 selon les jours	50%
Fayolle	± 15	20%
Rue Gérard	± 10	5%
TOTAL		100%

Source : Études des besoins en cases de stationnement – Projet de reconstruction de l'école primaire Notre-Dame-de-la-Garde Annexe II, Consultants SM inc., mai 2016

3.4 Revue de littérature pour le service de garde

Une revue de littérature a été effectuée pour un service de type garderie qui est équivalent à un service de garde.

Les documents consultés abordent le plus souvent le volet de génération de déplacements et de l'offre de stationnement. Mais des éclaircissements intéressants ont été trouvés dans cette revue de littérature, d'une part en appuyant le ratio « Nombre d'enfants / offre proposée de stationnement » et de l'autre sur la distribution des arrivées et des périodes critiques et aussi le temps d'occupation d'une place de stationnement.

La période critique se révèle être la pointe de l'après-midi qui coïncide très souvent avec la pointe du réseau (Low Income investment fund, 2007) et que le temps de récupération d'un enfant peut être deux fois plus long. Le guide de l'Ontario (ministère des Services à l'enfance et à la jeunesse - Ontario, janvier 2006) en matière garderie s'accorde aussi sur ces informations et donne des indications sur la localisation de l'entrée et sur la sécurité de l'accès. De ce fait, le guide recommande d'éviter des traversées de rue par les parents se rendant à la garderie.

Comme anticipé, les déplacements vers une garderie sont rarement du type dédié et sont le plus souvent du « pass-by » (Low Income investment fund, 2007). Ainsi, les pointes du réseau et du générateur sont identiques (Van Winkle et al, 1994). De plus, cette étude, en s'appuyant sur des recherches de l'ITE, montre que plus de 60% des parents arrivent aux heures de pointe, soit pour amener ou reprendre leur enfant. Dans ce papier le temps moyen autour duquel un parent remet ou récupère son enfant est de 10 minutes. D'autres références indiquent un temps moyen de 6 minutes pour aller chercher l'enfant en période de l'après-midi.

D'autres guides produits par d'autres villes nord-américaines sont assez unanimes sur les mêmes recommandations. Beaucoup de ces guides encouragent les responsables de garderies à discuter avec les gestionnaires de réseaux sur des mesures préventives spécifiques à imposer sur la voirie publique à proximité afin de mieux sécuriser l'environnement immédiat des garderies.

Le rapport de recherche de Van Winkle et Colin Kinton (juillet 1994) a été mobilisé pour constituer le formulaire utilisé pour les observations dans les garderies sélectionnées aux fins de vérification et de validation des données. Cette recherche concerne plus l'offre de stationnement suivant les variables nombre d'enfants et la dimension de la garderie et aussi la pointe d'un tel générateur.

Le nombre de véhicules stationnés en même temps est aussi un indicateur important sur la distribution des arrivées et confirme que la demande vs la variable explicative ne suit pas une droite linéaire à pente unique (une droite unique). Il y a un point de changement de pente signifiant que le nombre de places de stationnement à offrir dans des grosses garderies n'est pas obligé de croître indéfiniment et ce point se situe autour de 50 enfants.

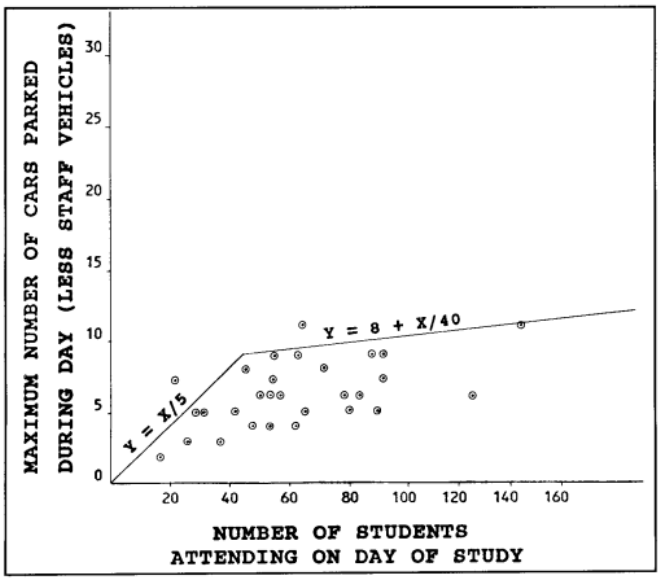


Figure 3[1] : Demande de places de stationnement en fonction du nombre d'enfants

En résumé, les pratiques suivantes peuvent être soulignées et mises à profit dans ce mandat :

- Le nombre de places de stationnement requises pour 100 enfants en service garde peut être estimé à une dizaine de places;
- Les analyses thématiques sur le temps d'occupation de places disponibles et de la file d'attente doivent prendre comme base de temps une plage variant de 6 à 10 minutes.
- Le stationnement sur rue est toujours problématique et le trafic engendré par les garderies pose souvent des problèmes au voisinage. Elles sont très souvent règlementées (localisation de plusieurs garderies sur une même rue, à proximité d'un même côté d'une rue ou en vis-à-vis) pour contrer cette problématique.
- Les itinéraires empruntés par les parents sont souvent cause de nuisance au voisinage et l'intervention des propriétaires est souvent requise pour empêcher de tels conflits.
- Plus de 60% des parents arrivent durant les heures de pointe.
- Les heures de pointe du matin et de l'après-midi du générateur et du réseau se coïncident.

3.5 Observation terrain

Dans l'optique d'évaluer le temps moyen passé par un véhicule dans le débarcadère et de déterminer la pointe du matin et de l'après-midi, une visite terrain a été réalisée auprès de l'école primaire Notre-Dame-de-la-Paix située dans l'arrondissement de Verdun. C'est une école de quartier, accueillant 316 étudiants.

[1] Tiré de l'article de recherche de Van Winkle et al, 1994

Les observations ont été réalisées le 13 juin 2016 de 7h00 à 8h15 et le 15 juin 2016 de 14h45 à 15h30 et de 16h30 à 18h00.

Les observations ont permis de déterminer que la pointe de 15 minutes est de 7h45 à 8h00 le matin alors que l'après-midi elle se situe de 14h55 à 15h10. Pour la période du matin, 12 véhicules stationnés de façon simultanée ont été comptés comparativement à 10 véhicules pour la période de l'après-midi.

Le temps d'attente moyen a été évalué à quatre (4) minutes sur l'échantillon de 33 parents automobilistes observés. Toutefois, un temps d'attente plus élevé a été observé les minutes précédant le début et la fin des classes. Les parents qui sont arrivés avant 15h00 sont demeurés en moyenne six (6) minutes dans le débarcadère. Le temps maximum observé a été de dix (10) minutes d'attente.

3.6 Nombre de déplacements de parents en automobile estimés pour l'école

Le nombre de déplacements estimés des parents venant déposer et chercher leurs enfants en véhicule qui ne fréquentent pas le service de garde est estimé comme suit :

Tableau 9 : Déplacements générés par les parents dont les enfants ne fréquentent pas le service de garde

Période	Période de pointe AM			Période de pointe PM		
Heures	7h45-8h00			14h55-15h10		
Mouvement	Entrant	sortant	Déplacement	Entrant	sortant	Déplacement
Nb véhicules de parents pas au service de garde	22	22	44	19	19	38

Le nombre de déplacements estimés des parents venant déposer et chercher leurs enfants en véhicule qui fréquentent le service de garde est estimé comme suit :

Tableau 10 : Déplacements générés par les parents dont les enfants fréquentent le service de garde

Période	Période de pointe AM			Période de pointe PM		
Heures	7h00-7h45			15h10-18h00		
Mouvement	Entrant	Sortant	Déplacement	Entrant	Sortant	Déplacement
Nb véhicules parents au service de garde	68	68	136	105	105	210

3.7 Synthèse des nouveaux déplacements véhiculaires générés

3.7.1 En période de pointe du matin

Tableau 11 : Synthèse des nouveaux déplacements véhiculaires générés en période de pointe du matin

Demande de déplacements	6h45-7h00	7h00-7h15	7h15-7h30	7h30-7h45	7h45-8h00
Autobus scolaire	-	-	-	-	6
Employés	22				
Parents du service de garde	-	135			
Parents hors du service de garde	-	-	-	-	44
Total approx	11	49	49	49	50

Donc, un total de 207 nouveaux déplacements véhiculaires générés en période de pointe du matin dont :

- Approximativement 197 entre 7h00 et 8h00.
- Approximativement 98 entre 7h00 et 7h30. (47%)
- Approximativement 98 entre 7h15 et 7h45.

Tableau 12 : Heures de pointe et hyperpointes du réseau et de l'école en période de pointe du matin

Demande de déplacements	6h45 à 7h00	7h00 à 7h15	7h15 à 7h30	7h30 à 7h45	7h45 à 8h00	8h00 à 8h15	8h15 à 8h30	8h30 à 8h45	8h45 à 9h00
Heure de pointe réseau									
Heure de pointe école									
Hyperpointe réseau									
Hyper-Pointe école									

3.7.2 En période de pointe de l'après-midi

Tableau 13 : Synthèse des nouveaux déplacements véhiculaires générés en période de pointe de l'après-midi

Demande de déplacements		15h00-15h15	15h15-16h00	16h00-17h00	17h00-18h00
Autobus scolaire		6	-	-	-
Employés		3	15	4	
Parents du service de garde		-	210		
Parents hors du service de garde		37	-	-	-
Total approx		46	72	79	79

Donc, un total de 275 nouveaux déplacements générés en période de pointe de l'après-midi dont :

- Approximativement 118 entre 15h00 et 16h00
- Approximativement 70 entre 15h00 et 15h30 (25%)

Tableau 14 : Heures de pointe et hyperpointes du réseau et de l'école en période de pointe de l'après-midi

Demande de déplacements	15h00 à 15h15	15h15 à 15h30	15h30 à 15h45	15h45 à 16h00	16h00 à 16h15	16h15 à 16h30	16h30 à 16h45	16h45 à 17h00	17h00 à 17h15	17h15 à 17h30
Heure de pointe réseau										
Heure de pointe école										
Hyperpointe réseau										
Hyper-Pointe école										

Selon l'Institute of Transportation Engineers (ITE), le trafic minimum pour justifier une étude d'impact sur la circulation d'un nouveau développement est de 100 véh./h par direction à l'heure de pointe ou plus 750 véh./jour. La Ville de Montréal retient le critère de plus de 100 véh./h sur une approche d'un carrefour pour en justifier l'analyse dans ses « *Exigences en matière d'étude d'impact sur les déplacements* ».

L'école NDLG annexe génère environ 200 à 120 véh./h en période de pointe du matin et de l'après-midi et 480 véhicules par jour. Elle se situe donc à un niveau faible d'impact sur la circulation.

Tableau 15 : Niveaux d'impact de nouveaux projets

	Très faible	Faible	Modéré	Important
Montréal		< 300 dépl./h	≥ 300 and < 800	≥ 800
York Region		< 500 peak total trips	≥ 500 and < 1000 peak total trips	≥ 1000 peak total trips
ACCESS Mgnt Handbook2 p. 226 Table 12-1	ACCESS location & Design Review	Traffic Impact Assessment	Traffic Impact Statement	Regional Traffic Analysis
	< 100 Peak-hour trips	100 ≤ T ≤ 500 Peak-hour trips	500 ≤ T ≤ 1000 Peak-hour trips	T ≥ 1000 Peak-hour trips
ITE3	Not required < 100 Peak-hour trips	Small T ≤ 500	Moderate 500 ≤ T ≤ 1000 Peak-hour trips	Large T ≥ 1000 Peak-hour trips

Constat sur les débits de circulation générés : impact faible et généralement décalé vs le réseau

i) Les débits de circulation générés par la fréquentation future de l'École NDLG annexe sont d'un niveau d'impact faible sur la circulation selon les règles de l'art.
ii) les débits générés totaux le matin (200 véh.) sont plus faibles, mais plus concentrés (47% en 30 min.) alors que les débits générés totaux l'après-midi (275 véh.) sont plus élevés, mais plus étalés (25% en 30 min.)
iii) les heures de pointe de l'école et du réseau se recoupent seulement de 15 minutes le matin et l'après-midi, mais l'heure de pointe de l'école est plus tôt que celle du réseau
iv) les hyperpointes (30 minutes maximum) du réseau et de l'école sont distinctes le matin et l'après-midi

3.8 Distribution et affectation des débits sur le réseau

Les débits générés ont été distribués et affectés sur le réseau routier local autour de l'école selon les hypothèses suivantes :

- les élèves hors secteurs seraient distribués 25% du nord, 25% du sud, 25% de l'est et 25% de l'ouest;
- les élèves du secteur seraient distribués selon la localisation des résidences du quartier.

L'affectation a été réalisée pour trois périodes :

- l'heure de pointe du matin de l'école (7h00-8h00);
- l'heure de pointe de l'après-midi de l'école (15h00-16h00);
- l'heure de pointe de l'après-midi du réseau (15h45-16h45).

[2] TRB Access Management Manual ou TRB NCHRP Synthesis 404 State of the Practice in Highway Access Management P.35
[3] A Summary of a Proposed Recommended Practice - Traffic Access and Impact Studies for Site Development, ITE Journal, August 1988

L'heure de pointe du matin du réseau n'a pas été évaluée parce que les débits générés par l'école après 8h00 du matin sont négligeables. L'après-midi, le cas qui donne les débits les plus élevés est l'heure de pointe de 15h00 à 16h00 et a été retenu aux fins d'analyse.

Les débits générés par l'ensemble des déplacements décrits ci-haut ont été regroupés en trois(3) classes de débits :

- les débits marginaux (non significatifs) : débits générés estimés ≤ 25-30 véh./heure dans les 2 directions;
- les débits très faibles : 25-30 véh./heure dans les 2 directions ≥ débit généré estimé ≥ 50 véh./heure;
- les débits faibles : 50 véh./heure dans les 2 directions ≥ débit généré estimé ≥ 80 véh./heure.

Les cartes ci-dessous illustrent les classes de débits très faibles (en bleu) et faibles (en orange) pour les heures de pointe AM (7h00-8h00) et PM (15h00-16h00).



Figure 4 : Répartition des débits dans le secteur pour les heures de pointe AM



Figure 5 : Répartition des débits dans le secteur pour les heures de pointe PM

Les principaux impacts sur le réseau local sont résumés dans le tableau ci-dessous.

Tableau 16 : Principaux impacts sur le réseau local pour les périodes de pointe AM et PM

Principaux impacts pointe AM (7h00-8h00)	Principaux impacts pointe PM (15h00-16h00)
• les deux rues avec les débits générés dépassant 50 véh./ heure sont Lloyd-George et Churchill vis-à-vis les débarcadères • la rue Churchill sera impactée très faiblement entre Crawford et Fayolle • les rues Crawford et Fayolle permettent l'accès à la collectrice boul. Champlain pour les parents des élèves hors secteurs seront impactés très faiblement • la rue Ouimet entre Clemenceau et Lloyd-George sera impactée très faiblement • la rue Clémenceau permet l'accès à la collectrice boul. LaSalle pour les parents des élèves hors secteurs et sera impacté très faiblement	• aucune rue avec les débits générés dépassant 50 véh./ heure • la rue Lloyd-George sera impactée très faiblement • la rue Churchill sera impactée très faiblement entre Crawford et Fayolle • les rues Crawford et Fayolle permettent l'accès à la collectrice boul. Champlain pour les parents des élèves hors secteurs seront impactés très faiblement

L'on constate que les impacts sont plus importants et plus étendu le matin, ce qui était prévisible étant donnée la concentration des arrivées et départs sur une heure au lieu de trois (3) heures l'après-midi.

Les débits futurs totaux (incluant l'École) estimés augmenteront donc comme suit :

Tableau 17 : Débits futurs totaux estimés

Débits de Circulation en tronçon	Rue Churchill (entre Lloyd-George et Clémenceau	Rue Lloyd-George (entre Churchill et Ouimet)	Rue Clémenceau (entre Churchill et Ouimet)
Débits actuels en pointe	7h30-8h30 : 50 véh./heure 15h45-16h45 : 50 véh./heure	8h00-9h00 : 20 véh./heure 16h00-17h00 : 30 véh./heure	7h45-8h45 : 40 véh./heure 16h15-17h15 : 35 véh./heure
Débits futurs en pointe	7h00-8h00 : 120 véh./heure 15h00-16h00 : 90 véh./heure	7h00-8h00 : 70 véh./heure 15h00-16h00 : 55 véh./heure	7h00-8h00 : 60 véh./heure 15h00-16h00 : 45 véh./heure
DJMA actuel	Approx. 650 véh./jour	Approx. 300 véh./jour	Approx. 350 véh./jour
DJMA futur	Approx. 850 véh./jour	Approx. 400-450 véh./jour	Approx. 450-500 véh./jour

3.9 Adéquation de la circulation future sur le réseau local

3.9.1 Les normes et règles de l'art

Les débits typiques pour les rues urbaines locales selon les normes sont présentés au tableau ci-dessous :

Tableau 18 : Débits typiques pour les rues urbaines

Normes / règles de l'art	Rue locale urbaine
MTQ Tome I	≤ 3000 véh./jour
Association des transports du Canada[4]	≤ 1000 véh./jour
Designing Walkable Urban Thoroughfares : A Context sensitive approach, ITE, A recommended practice, 2010	Residential street Context zone Suburban (C-3) 500 - 5000 veh./day Typical Traffic Volume Range

Constat – Débits de circulation totaux journaliers vs règles de l'art

i) Les débits de circulation futurs estimés autour de l'école ne dépassent pas les débits généralement considérés conformes aux normes et règles de l'art pour des rues locales résidentielles :

Entre 400 et 850 véh./jour VS 1000 @ 3000 véh./jour – conforme selon les règles de l'art pour une rue locale

[4] TAC-ATC, Geometric Design Guide for Canadian Roads, 2007

3.9.2 La « capacité environnementale » de la circulation

Une autre façon d'analyser les débits sur les rues résidentielles locales est « la capacité environnementale ». Le concept de « capacité environnementale » peut ainsi se définir comme étant le seuil de trafic admissible (« seuil de tolérance » pour les usagers, les riverains de la rue) sans que les fonctions urbaines (qualité de vie et qualité urbaine) soient compromises... Cette notion est radicalement différente de la capacité physique de la voie.

La capacité environnementale dépend à la fois de la morphologie de la voie (géométrie, répartition des espaces de circulation, etc.), de son environnement (architectural et socio-économique) et de son usage (nature des déplacements, utilisation de l'espace et de ses abords, etc.).

La capacité environnementale est déterminée par le rapport entre les « charges environnementales », pour la plupart liées au trafic, qui pèsent sur la voie (insécurité, nuisances, effets de coupure, etc.) et les caractéristiques générales de cette voie (morphologie, conception technique, perception visuelle, environnement architectural, etc.) qui fixent son « aptitude au trafic ».

L'analyse permet ainsi de fixer les seuils « d'acceptabilité » du trafic et les « zones critiques » (ou « zones à problème ») où la capacité environnementale est dépassée. Les principaux critères prise en compte pour calculer la capacité environnementale sont :

- le bruit de la circulation
- la pollution de l'air
- le retard pour traverser la rue
- la sécurité du piéton

Une synthèse des meilleures pratiques mondiales en matière de capacité environnementale a établi les seuils de circulation tolérables pour les citoyens comme suit :

- 200 véhicules/heure
- 2000 véhicules/jour

Ce seuil est beaucoup plus bas que la capacité physique des rues, tel qu'illustré ci-dessous.

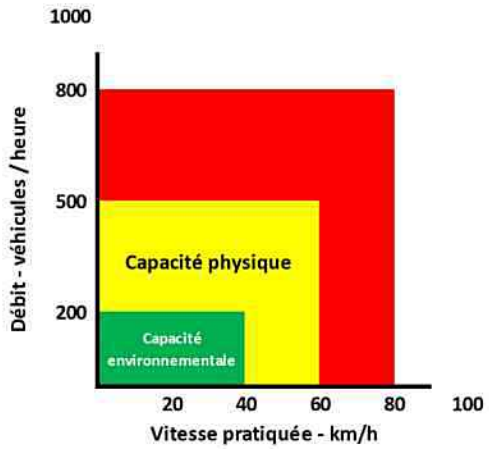


Figure 6 : Capacité physique des rues

Constat – Capacité environnementale :

i) Les débits de circulation futurs estimés avec la fréquentation de l'école ne dépassent pas les débits généralement considérés acceptables selon les règles de l'art de la capacité environnementale pour une rue locale résidentielle :

50 à 120 véh./heure VS une capacité env. de 200 véh./heure. Conforme selon les meilleures pratiques mondiales

4. Débarcadères

4.1 Revue de littérature des débarcadères d'école

Une étude en Ontario de grande envergure (12 ans, 118 écoles, 1850 collisions d'écoliers) sur les accidents des écoliers allant à l'école, 411 collision sont eu lieu à moins de 200 m de l'école[5] .

Les trois comportements dangereux des voitures les plus fréquemment observés au cours de la période de dépose ou cueillette des écoliers ont été identifiés :

- Déposer les écoliers sur le côté opposé de la route de l'école (70%)
- et les voitures en attente et en bloquant la vue des piétons et autres voitures (62 %) ont été observées dans la plupart des écoles.
- Double stationnement a été observé à près de la moitié des écoles.

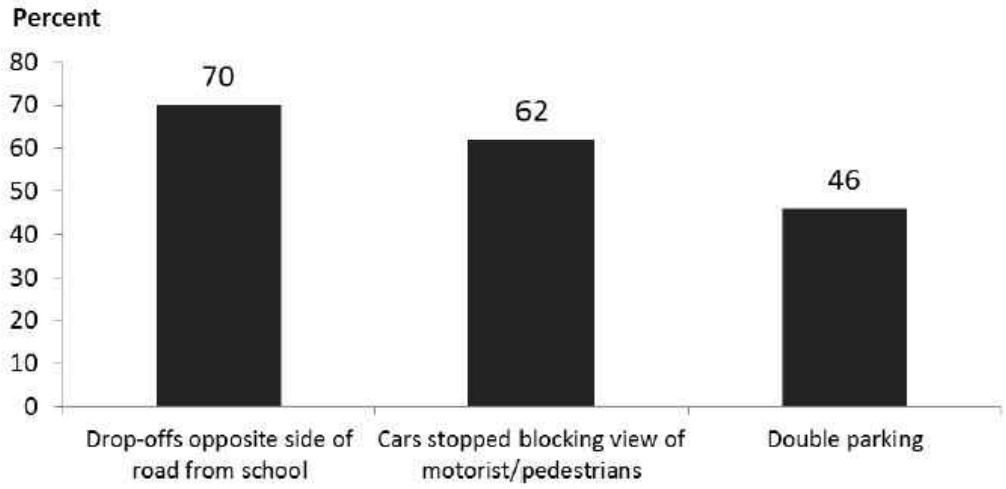


Figure 1: Dangerous driving behaviors near schools (n = 118)

L'analyse a démontré que les manouvres dangereuses au débarcadère augmentent le risque de collision de 45%.

[5] Dangerous student car drop-off behaviours and child pedestrian-motor vehicle collisions: an observational study, York University, Janvier 2016

4.2 Fonctionnalité et sécurité des débarcadères

Deux (2) débarcadères sont prévus, un premier du côté ouest de la rue Lloyd-George et un situé du côté nord de la rue Churchill.

La Figure 7 montre l'emplacement des débarcadères ainsi que leur longueur.

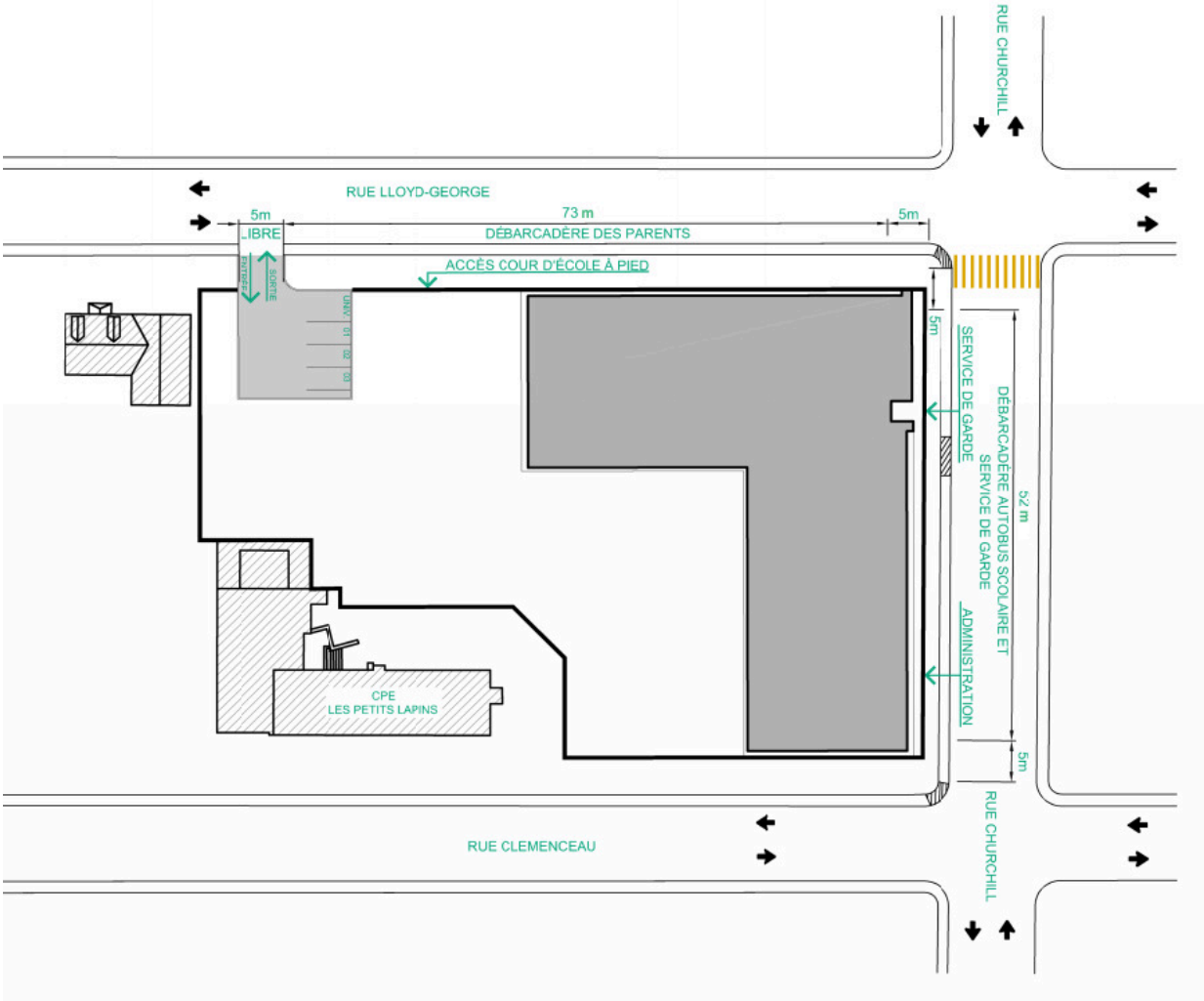


Figure 7 : Emplacement des débarcadères et longueurs

Le débarcadère se situant sur la rue Churchill sera dédié aux autobus scolaires et pour les parents automobilistes conduisant ou récupérant leurs enfants au service de garde. Les écoliers arrivant en autobus pourront accéder à la cour d'école en passant par l'entrée à l'administration. Une signalisation adéquate devra être installée afin d'indiquer clairement l'usage du débarcadère. Le débarcadère devra être exclusivement dédié aux autobus scolaires aux heures approximatives suivantes : 7h45–8h00 et 14h45–15h15. De 7h00 à 7h45 et de 15h15 à 18h00, la zone de débarcadère sera pour les parents dont les enfants sont au service de garde.

Le débarcadère situé sur la rue Lloyd-George permettra aux parents de déposer ou de récupérer leurs enfants ne fréquentant pas le service de garde. Les enfants pourront rejoindre facilement la cour d'école par l'entrée prévue via la rue Lloyd-George. Une signalisation adéquate est à prévoir afin d'indiquer clairement la zone de débarcadère et les heures qui y sont dédiée (ex. de 7h00 à 15h30)

Les rues Lloyd-George et Churchill étant bidirectionnelles, les parents automobilistes pourront être tentés d'effectuer des demi-tours pour pouvoir accéder au débarcadère. Certains parents seront aussi tentés de se stationner du côté opposé au débarcadère et à traverser la chaussée pour accéder à l'école. Il sera important de sensibiliser les parents quant aux règles de sécurité aux abords de l'école (utilisation du débarcadère, interdiction de demi-tours). Les mesures de gestion de la circulation suivante sont donc recommandées pour augmenter la sécurité des zones de débarcadères:

- L'aménagement de la rue Lloyd-George à sens unique vers l'est entre Ouimet et Churchill (vers le fleuve Saint-Laurent) pourrait aussi éviter ces manœuvres dangereuses. De même la rue Clémenceau pourrait être mise à sens unique en sens opposé entre Churchill et Ouimet pour former une paire de sens unique et canaliser la circulation.
- Des panneaux d'interdiction d'arrêt de 7h00 à 8h00 et de 14h45 à 18h00 pourraient être installés sur la rue Churchill, du côté opposé au débarcadère afin d'éviter que les parents déposent ou récupèrent leurs enfants et traversent la chaussée de la rue Churchill.

4.3 Nombre de places requises et disponibles pour les débarcadères

Le Tableau 19 présente les nombres de parents automobilistes qui utiliseront les débarcadères de l'école. Les chiffres du tableau proviennent de la section 3 de la présente étude.

Tableau 19 : Nombre de véhicules estimé dans les débarcadères

Période de pointe AM		
7h00 à 7h45	Débarcadère sur la rue Churchill	68 véhicules
7h45 à 8h00	Débarcadère sur la rue Lloyd-George	22 véhicules
Période de pointe PM		
14h55 à 15h10	Débarcadère sur la rue Lloyd-George	19 véhicules
15h10 à 18h00	Débarcadère sur la rue Churchill	105 véhicules

Dans l'optique d'évaluer le nombre requis d'espaces dans les débarcadères, la pointe de 15 minutes du matin a été considérée. Selon nos observations au terrain, c'est à l'intérieur de ce quart d'heure qu'a été observé l'achalandage le plus important et un temps d'attente dans le débarcadère plus élevé. Il faut également noter qu'à l'intérieur de ce quart de pointe, seul le débarcadère sur la rue Lloyd-George sera permis aux parents tandis que de 7h00 à 7h45, les parents pourront déposer leur enfant à partir des deux (2) débarcadères. Ainsi, de 7h45 à 8h00 on peut estimer que

22 véhicules utiliseront le débarcadère situé sur la rue Lloyd-George. Le nombre de places requis dépend aussi du nombre de minutes où le véhicule demeure stationner. Le Tableau 20 présente le nombre de voitures de stationnées simultanément en fonction du temps d'attente des véhicules.

Tableau 20 : Nombre de véhicules stationnés simultanément en fonction du temps d'attente

Temps d'attente	Nombre d'autos stationnées simultanément
4 minutes	5
6 minutes	7
8 minutes	10
10 minutes	12

Le débarcadère sur la rue Lloyd-George aura une longueur approximative de 73 mètres permettant à environ 11 véhicules de se stationner. Selon les chiffres du tableau précédent, la capacité prévue du débarcadère devrait répondre à la demande.

Le débarcadère situé sur la façade sud de l'école est prévu avoir une longueur approximative de 52 mètres. La capacité du débarcadère permettra à trois (3) autobus de se stationner simultanément. En dehors des heures dédiées aux autobus, approximativement sept (7) véhicules pourront être stationnés de façon simultanée.

4.4 Distance de visibilité

Des vérifications quant aux distances de visibilité ont été faites au niveau du débarcadère des autobus. Ces vérifications visent à s'assurer qu'aucun obstacle (autobus scolaire) ne se retrouve dans la ligne de visée :

1. d'un usager se situant à l'approche nord de l'intersection des rues Churchill et Lloyd-George et souhaitant faire un virage à gauche;
2. d'un usager se situant à l'approche nord de l'intersection des rues Churchill et Clémenceau et souhaitant faire un virage à droite ou continuer tout droit.

Un usager à l'approche nord de l'intersection des rues Churchill et Lloyd-George souhaitant effectuer un virage à gauche doit avoir une distance de visibilité minimale de 85 mètres pour pouvoir effectuer sa manœuvre de façon sécuritaire. Cette distance est tirée du tableau 7.11-2 du Tome I des normes du Ministère des Transports. Elle correspond à une vitesse de base de 40 km/h et concerne un véhicule de type P et. La Figure 8 montre la distance de visibilité de virage à gauche (DVVGD) ainsi que la ligne de visée. On constate que les autobus scolaires stationnés représentent un obstacle pour l'usager sur la rue Lloyd-George.

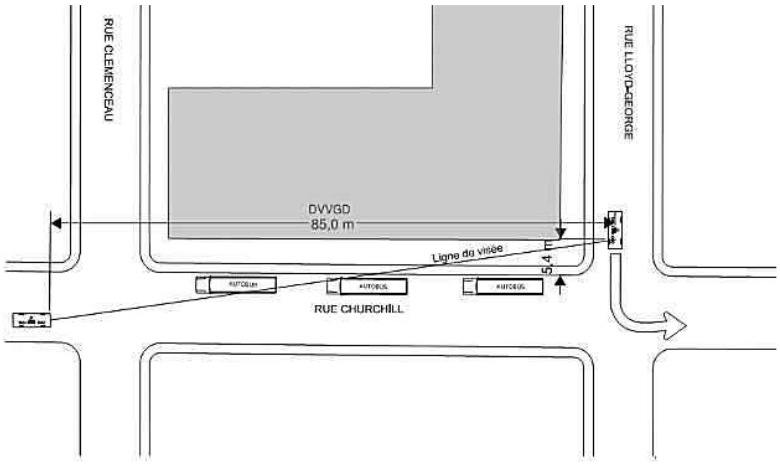


Figure 8 : Intersection Lloyd-George/Churchill - Distance de visibilité de virage à gauche (DVVGD)

Un usager à l'approche nord de l'intersection des rues Churchill et Clémenceau souhaitant effectuer un virage à droite ou désirant traverser la rue Churchill doit avoir une distance de visibilité minimale de 75 mètres pour pouvoir effectuer sa manœuvre de façon sécuritaire. Cette distance est tirée du tableau 7.11-1 du Tome I des normes du Ministère des Transports et elle s'applique à un véhicule de type P pour une vitesse de base de 40 km/h. La Figure 8 montre la distance de visibilité de virage à droite (DVVD) et la distance traversée (DVT) ainsi que la ligne de visée. On constate que les autobus scolaires stationnés représentent un obstacle pour l'usager sur la rue Clémenceau.

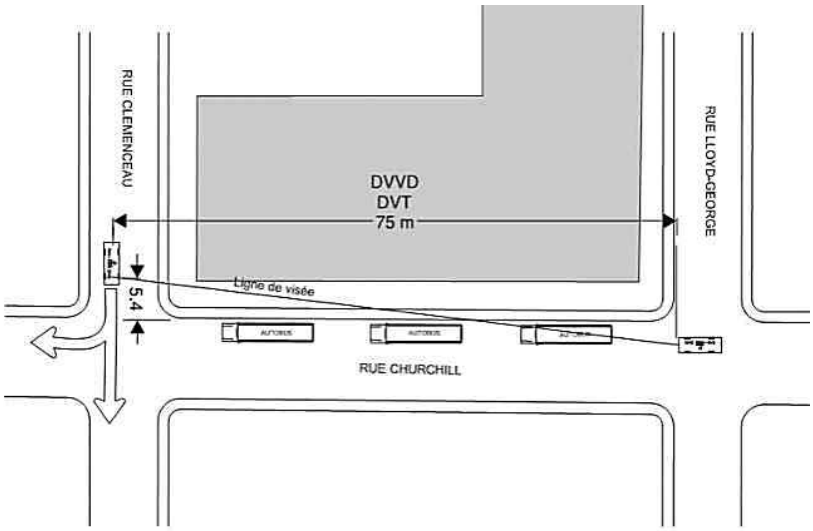


Figure 9 : Intersection Clémenceau/Churchill - Distance de visibilité de virage à droite et de traversée (DVVD et DVT)

Pour pallier au problème de visibilité, des panneaux d'arrêts pourraient être ajoutés sur la rue Churchill aux intersections avec les rues Clémenceau et Lloyd-George. L'ajout des panneaux d'arrêt sur la rue Churchill permettrait aussi d'offrir un endroit plus sécuritaire pour la traverse des piétons et écoliers.

4.5 Autres mesures

Le succès de l'implantation d'un projet d'école ne dépend pas seulement de mesures d'ingénierie. Pour assurer la sécurité i faut une approche intégrée communément appelée « 3E » pour « Engineering, Education et Enforcement ». En plus des aménagements au réseau de circulation il faudra :

- Une solide campagne de sensibilisation et d'éducation des parents par la direction de l'école sur la sécurité, l'utilisation des débarcadères et des façons d'accéder à l'école
- La répression policière par la présence des policiers en début d'année et occasionnellement aux abords de l'école pour assurer le respect de la réglementation et de la signalisation

Il est naturel qu'un projet d'école demande beaucoup de communication avec les parents, les élèves et les citoyens.

Enfin, une des façons d'améliore la sécurité consiste à réduire le nombre de déplacements par un programme de déplacer à pied et à vélo comme celui préparé par Vélo à Québec. Plus d'enfants à pied à l'école se traduirait par une plus grande sécurité des piétons en réduisant la circulation des véhicules.

5. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

5.1 Conclusions

L'objectif du présent mandat était de vérifier la fonctionnalité, la sécurité et le nombre d'espaces requis pour les débarcadères sur les rues Churchill et Lloyd-George. Le mandat consistait également à analyser la circulation future et à qualifier l'impact occasionné par l'implantation de l'école Notre-Dame-de-la-Garde Annexe II.

L'analyse de la situation actuelle démontre que le réseau de rues avoisinant l'école est un réseau de rues typiques d'un quartier résidentiel et est peu propice à la circulation de transit. Les débits de circulation dans les tronçons de rues Churchill, Clémenceau et Lloyd-George sont très faibles et normaux pour le secteur. Les caractéristiques de la circulation actuelle semblent engendrer des risques faibles pour les piétons.

La nouvelle école Notre-Dame-de-la-Garde Annexe II qui sera construite sur le site de l'ancienne école Crawford accueillera à terme, 300 élèves de niveau primaire. La présente étude a analysé un seul horizon : le développement à l'ultime de l'école (toutes les phases complétées).

L'étude démontre que l'arrivée de la nouvelle école n'aura pas un impact significatif sur la circulation future. Les débits générés totaux le matin sont de 200 véhicules comparativement à 275 véhicules générés en après-midi. La génération de ces débits est d'un niveau d'impact faible sur la circulation selon les règles de l'art. Les heures de pointe de l'école sont généralement décalées par rapport au réseau local et plus tôt à la fois le matin et l'après-midi.

Les principaux impacts de la circulation, qui sont de niveau faible, sont localisés sur les rues Churchill, Lloyd-George et Clémenceau. Les impacts sur les autres rues peuvent être qualifiés de très faibles.

Les débits de circulation futurs estimés autour de l'école ne dépassent pas les débits généralement considérés conformes aux normes et règles de l'art pour des rues locales résidentielles : entre 400 et 850 véh./jour vs 3000 véh/jour. Même en utilisant les meilleures pratiques en termes de capacité environnementale de la circulation, les débits futurs sont tous sous le seuil de 200 véh./ heure pour une rue résidentielle locale.

Un débarcadère pour parents est prévu du côté ouest de la rue Lloyd-George entre la rue Churchill et l'accès futur au stationnement réservé pour les employés de l'école d'une longueur approximative de 73 mètres (équivalent d'environ 11 places). Un deuxième débarcadère réservé aux autobus scolaires et aux parents qui conduisent ou récupèrent leur enfant au service de garde sera aménagé du côté nord de la rue Churchill entre les rues Lloyd-George et Clémenceau d'une largeur approximative de 52 mètres (équivalent d'environ 7 places). L'analyse effectuée dans le quart d'heure de pointe du matin (7h45 à 8h00) représentant la période d'achalandage le plus important démontre que les longueurs prévues des débarcadères pourront répondre à la demande considérant que le temps d'attente des parents sera inférieur à dix (10) minutes.

En résumé, la nouvelle école est un générateur de déplacement de faible amplitude, les déplacements sont décalés dans le temps par rapport aux heures de pointes du réseau routier et les impacts seront limités géographiquement à quelques rues au pourtour de l'école. Ainsi, la circulation additionnelle respecte les normes, règles de l'art et meilleures pratiques en la matière.

Les deux principaux enjeux identifiés sont la fonctionnalité et la sécurité des débarcadères et la distance de visibilité aux deux principaux carrefours à cause de la présence des autobus. Les recommandations qui suivent adressent ces enjeux.

5.2 Recommandations

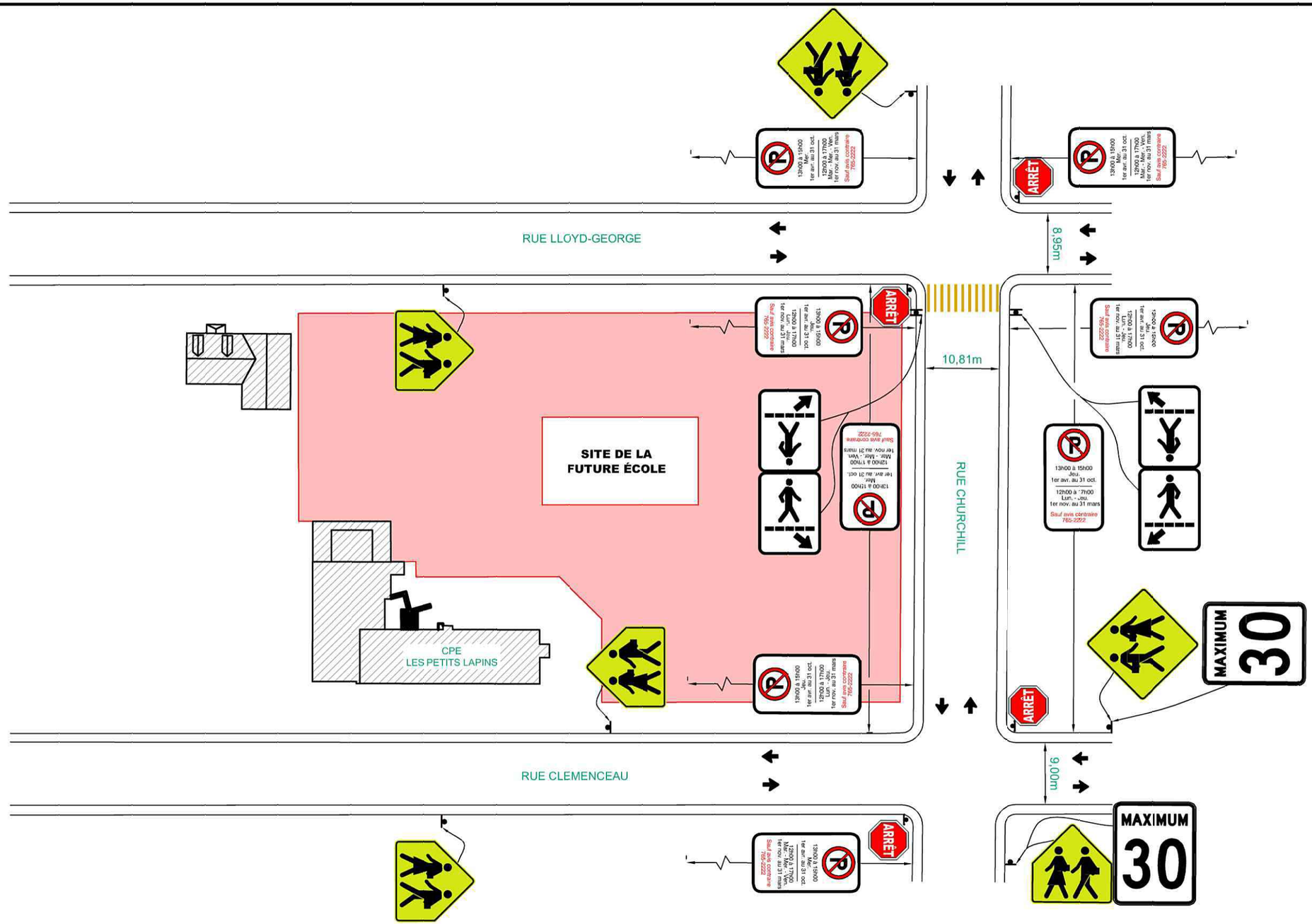
Afin d'assurer la fonctionnalité et la sécurité des débarcadères, il serait souhaitable d'apporter quelques modifications à la signalisation actuelle. Voici ce qui est recommandé :

- Revoir l'ensemble de la signalisation existante dans le secteur au pourtour de l'école, en faire l'analyse et s'assurer d'être cohérent avec les aménagements retenus et conformes aux dernières normes en vigueur.
- Implanter une nouvelle signalisation claire des zones de débarcadères pour les parents et les autobus scolaires
- Prévoir l'aménagement de la rue Lloyd-George à sens unique vers l'est entre Ouimet et Churchill (vers le fleuve Saint-Laurent) pourrait aussi éviter ces manœuvres dangereuses. De même la rue Clémenceau pourrait être mise à sens unique en sens opposé entre Churchill et Ouimet pour former une paire de sens unique et canaliser la circulation.
- Installer des panneaux d'interdiction d'arrêt de 7h00 à 8h00 et de 14h45 à 18h00 pourraient être installés sur la rue Churchill, du côté opposé au débarcadère afin d'éviter que les parents automobilistes déposent ou récupèrent leurs enfants au service de garde et traversent la chaussée de la rue Churchill.
- Mettre des arrêts à chacune des approches des intersections formées des rues Churchill et Lloyd-George et des rues Churchill et Clémenceau pour pallier à la problématique de visibilité créée par le débarcadère des autobus scolaires et pour sécuriser le passage des écoliers;
- Tracer des passages piétons à chacune des approches des intersections formées des rues Churchill et Lloyd-George et des rues Churchill et Clémenceau pour pallier à la problématique de visibilité créée par le débarcadère des autobus scolaires;
- Implanter une approche systémique et intégré de sécurité routière qui comprend l'aménagement des rues / la réglementation municipale / l'éducation et la sensibilisation du public et des parents et écoliers / le contrôle policier

Lors de la réunion de démarrage avec la Commission scolaire, la possibilité d'ajouter des avancés de trottoirs du côté nord de la rue Churchill aux intersections avec les rues Clémenceau et Lloyd-George a été soulevée. La saillie à la hauteur de la rue Lloyd-George n'est pas recommandée. En effet, dans l'éventualité où deux (2) autobus sont en attente dans le débarcadère, la manœuvre d'accès du troisième autobus est difficile étant donné la présence de la saillie. Des vérifications à partir du logiciel Autoturn ont été effectuées, et elles démontrent que l'arrière du troisième autobus souhaitant accéder et se stationner au débarcadère empiète sur la voie de circulation. L'ajout d'une avancée de trottoir pour sécuriser le passage des écoliers pourrait se faire de l'autre côté (est) de la rue Churchill. La signalisation du cheminent des écoliers est à l'étude par la CSMB et l'arrondissement

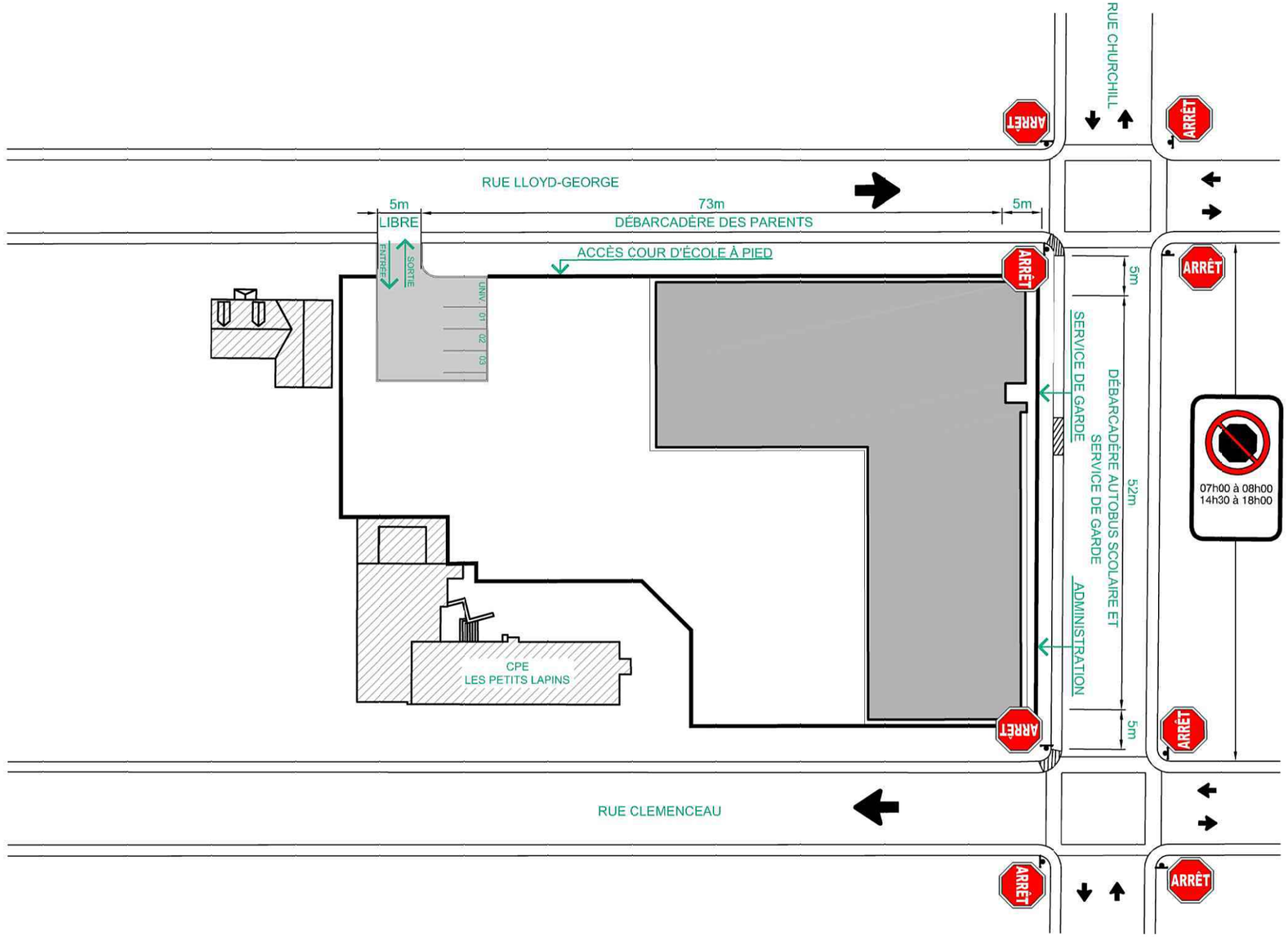
La préparation d'un plan de mobilité active pour l'école en collaboration avec Vélo Québec et l'arrondissement pourrait aussi être un moyen de réduire la circulation dans les rues et d'améliorer la sécurité des déplacements.

Annexe 1 –
Croquis situation actuelle – Géométrie et signalisation



COMMISSION SCOLAIRE MARGUERITE-BOURGEOYS	Description CROQUIS DE LA SITUATION ACTUELLE Géométrie et signalisation	Identification du projet MTR-00229509-A0	Préparé par Nelson dos Santos, tech.
		Échelle horizontale N/A	Approuvé par Patricia Lazure, ing.
		Échelle verticale N/A	Date 2016-06-27

Annexe 2 –
Croquis situation future – Géométrie et signalisation



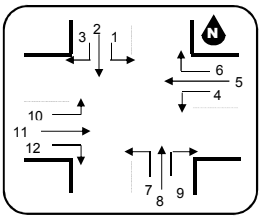
COMMISSION SCOLAIRE MARGUERITE-BOURGEOYS	Description SITUATION FUTUR	Identification du projet MTR-00229509-A0	Préparé par Nelson dos Santos, tech.
		Échelle horizontale N/A	Approuvé par Patricia Lazure, ing.
		Échelle verticale N/A	Date 2016-06-27

Annexe 3 –
Comptage de circulation

Comptages

3716-54-1

Date: 8 juin 2016
Jour: mercredi



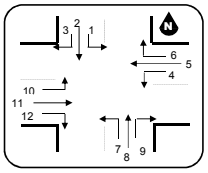
TOTAL Véhicules, Piétons et Cyclistes

Période		Churchill Approche Nord						Clémenceau Approche Est						Churchill Approche Sud						Clémenceau Approche Ouest						Grand Total
		Piétons	Cyclistes	Gauche 1	Tout Droit 2	Droite 3	Total	Piétons	Cyclistes	Gauche 4	Tout Droit 5	Droite 6	Total	Piétons	Cyclistes	Gauche 7	Tout Droit 8	Droite 9	Total	Piétons	Cyclistes	Gauche 10	Tout Droit 11	Droite 12	Total	
de	à			←	↑	→				←	↑	→				←	↑	→				←	↑	→		
0:00	1:00																									
1:00	2:00																									
2:00	3:00																									
3:00	4:00																									
4:00	5:00																									
5:00	6:00																									
6:00	7:00																									
7:00	8:00	8	1	1	12	4	17	8	1		8	5	13		1	4	17	1	22	1	5	1	2	2	5	57
8:00	9:00	1		2	7	5	14	2	2	4	8	5	17			3	8	1	12	4	2	7	6	3	16	59
9:00	10:00	2	1	2	7	1	10	1		1	1	1	3	1	1		6		6	3	1		4	3	7	26
10:00	11:00																									
11:00	12:00																									
12:00	13:00																									
13:00	14:00																									
14:00	15:00																									
15:00	16:00	1		1	17	3	21	1	2	4	1	1	6		2	1	22	3	26	4	3	2	4	4	10	63
16:00	17:00	5		2	19	4	25	7	3	3	11	3	17	7		1	21		22	10	10		3	6	9	73
17:00	18:00	1		1	8	2	11	3		4	10	1	15	3		1	4	3	8	6	2	3	1	3	7	41
18:00	19:00																									
19:00	20:00																									
20:00	21:00																									
21:00	22:00																									
22:00	23:00																									
23:00	0:00																									
TOTAL		**18**	**2**	**9**	**70**	**19**	**98**	**22**	**8**	**16**	**39**	**16**	**71**	**11**	**4**	**10**	**78**	**8**	**96**	**28**	**23**	**13**	**20**	**21**	**54**	319

Comptages

3716-54-1

Date: 8 juin 2016
Jour: mercredi



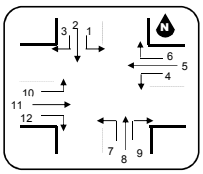
TOTAL Véhicules, Piétons et Cyclistes

Période		Churchill – Approche Nord						Clémenceau – Approche Est						Churchill – Approche Sud						Clémenceau – Approche Ouest						Grand Total
		Piétons	Cyclistes	Gauche	Tout Droit	Droite	Total	Piétons	Cyclistes	Gauche	Tout Droit	Droite	Total	Piétons	Cyclistes	Gauche	Tout Droit	Droite	Total	Piétons	Cyclistes	Gauche	Tout Droit	Droite	Total	
				1	2	3				4	5	6				7	8	9				10	11	12		
de	à			←	↑	→				←	↑	→				←	↑	→				←	↑	→		
00:00	00:15																									
00:15	00:30																									
00:30	00:45																									
00:45	01:00																									
01:00	01:15																									
01:15	01:30																									
01:30	01:45																									
01:45	02:00																									
02:00	02:15																									
02:15	02:30																									
02:30	02:45																									
02:45	03:00																									
03:00	03:15																									
03:15	03:30																									
03:30	03:45																									
03:45	04:00																									
04:00	04:15																									
04:15	04:30																									
04:30	04:45																									
04:45	05:00																									
05:00	05:15																									
05:15	05:30																									
05:30	05:45																									
05:45	06:00																									
06:00	06:15																									
06:15	06:30																									
06:30	06:45																									
06:45	07:00																									
07:00	07:15	*4*			1	1	**2**	*2*			2		**2**			1	4		**5**	*1*						9
07:15	07:30				1	2	**3**				1	3	**4**				1	1	**2**					1	**1**	10
07:30	07:45	*1*	*1*		6		**6**	*5*			2	1	**3**			1	3		**4**		*5*			1	**1**	14
07:45	08:00	*3*		1	4	1	**6**	*1*	*1*		3	1	**4**		*1*	2	9		**11**			1	2		**3**	24
08:00	08:15	*1*			3		**3**	*1*	*2*	1	3	3	**7**			2	6		**8**	*3*	*1*	2	1		**3**	21
08:15	08:30			1	1	3	**5**	*1*		1	3	1	**5**				1		**1**		*1*	2	2	2	**6**	17
08:30	08:45				2	1	**3**			1	1	1	**3**			1	1	1	**3**	*1*		3	2		**5**	14
08:45	09:00			1	1	1	**3**			1	1		**2**										1	1	**2**	7
09:00	09:15	2		1	4		**5**	*1*				1	**1**				3		**3**				1	2	**3**	12
09:15	09:30		*1*	1	3	1	**5**			1	1		**2**	*1*	*1*		3		**3**	*3*	*1*		3	1	**4**	14
09:30	09:45																									
09:45	10:00																									
10:00	10:15																									
10:15	10:30																									
10:30	10:45																									
10:45	11:00																									
11:00	11:15																									
11:15	11:30																									
11:30	11:45																									
11:45	12:00																									
12:00	12:15																									
12:15	12:30																									
12:30	12:45																									
12:45	13:00																									
13:00	13:15																									
13:15	13:30																									
13:30	13:45																									
13:45	14:00																									
14:00	14:15																									
14:15	14:30																									
14:30	14:45																									
14:45	15:00																									
15:00	15:15				2		**2**		*1*			1	**1**		*1*		6	2	**8**	*1*	*3*		1	2	**3**	14
15:15	15:30				5	1	**6**			1			**1**			1	4		**5**	*3*			1		**1**	13
15:30	15:45	*1*		1	5	2	**8**	*1*			1		**1**				8	1	**9**				1	1	**2**	20
15:45	16:00				5		**5**		*1*	3			**3**		*1*		4		**4**			2	1	1	**4**	16
16:00	16:15	*2*			4	1	**5**				1	1	**2**	*1*		1	6		**7**	*2*	*2*		1	1	**2**	16
16:15	16:30	*3*			4		**4**	*2*		1	5		**6**	*4*			2		**2**	*4*	*6*			3	**3**	15
16:30	16:45			1	7	1	**9**	*3*	*2*	2	1	2	**5**	*2*			9		**9**	*4*	*1*		1		**1**	24
16:45	17:00			1	4	2	**7**	*2*	*1*		4		**4**				4		**4**		*1*		1	2	**3**	18
17:00	17:15	*1*		1	2	2	**5**	*2*		2	6	1	**9**	*3*		1	1		**2**	*1*	*1*	2		2	**4**	20
17:15	17:30				6		**6**	*1*		2	4		**6**				3	3	**6**	*5*	*1*	1	1	1	**3**	21
17:30	17:45																									
17:45	18:00																									
18:00	18:15																									
18:15	18:30																									
18:30	18:45																									
18:45	19:00																									
19:00	19:15																									
19:15	19:30																									
19:30	19:45																									
19:45	20:00																									
20:00	20:15																									
20:15	20:30																									
20:30	20:45																									
20:45	21:00																									
21:00	21:15																									
21:15	21:30																									
21:30	21:45																									
21:45	22:00																									
22:00	22:15																									
22:15	22:30																									
22:30	22:45																									
22:45	23:00																									
23:00	23:15																									
23:15	23:30																									
23:30	23:45																									
23:45	00:00																									
TOTAL		*18*	*2*	9	70	19	**98**	*22*	*8*	16	39	16	**71**	*11*	*4*	10	78	8	**96**	*28*	*23*	13	20	21	**54**	319

Comptages

3716-54-1

Date: 8 juin 2016
Jour: mercredi



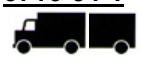
Automobiles, Piétons et Cyclistes

Période		Churchill – Approche Nord						Clémenceau – Approche Est						Churchill – Approche Sud						Clémenceau – Approche Ouest						Grand total Autos
		Piétons	Cyclistes	Gauche	Tout Droit	Droite	Total	Piétons	Cyclistes	Gauche	Tout Droit	Droite	Total	Piétons	Cyclistes	Gauche	Tout Droit	Droite	Total	Piétons	Cyclistes	Gauche	Tout Droit	Droite	Total	
de	à			1	2	3				4	5	6				7	8	9				10	11	12		
00:00	00:15																									
00:15	00:30	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
00:30	00:45	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
00:45	01:00	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
01:00	01:15	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
01:15	01:30	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
01:30	01:45	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
01:45	02:00	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
02:00	02:15	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
02:15	02:30	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
02:30	02:45	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
02:45	03:00	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
03:00	03:15	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
03:15	03:30	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
03:30	03:45	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
03:45	04:00	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
04:00	04:15	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
04:15	04:30	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
04:30	04:45	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
04:45	05:00	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
05:00	05:15	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
05:15	05:30	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
05:30	05:45	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
05:45	06:00	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
06:00	06:15	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
06:15	06:30	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
06:30	06:45	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
06:45	07:00	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
07:00	07:15	4			1	1	**2**	2			2		**2**			1	4		**5**	1						9
07:15	07:30				1	2	**3**				1	3	**4**				1	1	**2**					1	**1**	10
07:30	07:45	1	1		6		**6**	5			2	1	**3**			1	3		**4**		5			1	**1**	14
07:45	08:00	3		1	4	1	**6**	1	1		3	1	**4**		1	2	9		**11**			1	2		**3**	24
08:00	08:15	1			3		**3**		2	1	3	3	**7**			2	6		**8**	3	1	2	1		**3**	21
08:15	08:30			1	1	3	**5**	1		1	3	1	**5**				1		**1**		1	2	2	2	**6**	17
08:30	08:45				2	1	**3**			1		1	**2**			1	1	1	**3**	1		3	2		**5**	13
08:45	09:00			1	1	1	**3**			1	1		**2**										1	1	**2**	7
09:00	09:15	1		1	4		**5**	1				1	**1**				3		**3**				1	2	**3**	12
09:15	09:30		1	1	3	1	**5**			1	1		**2**	1	1		3		**3**	3	1		3	1	**4**	14
09:30	09:45																									
09:45	10:00																									
10:00	10:15																									
10:15	10:30																									
10:30	10:45																									
10:45	11:00																									
11:00	11:15																									
11:15	11:30																									
11:30	11:45																									
11:45	12:00																									
12:00	12:15																									
12:15	12:30																									
12:30	12:45																									
12:45	13:00																									
13:00	13:15																									
13:15	13:30																									
13:30	13:45																									
13:45	14:00																									
14:00	14:15																									
14:15	14:30																									
14:30	14:45																									
14:45	15:00																									
15:00	15:15				2		**2**		1			1	**1**		1		5	2	**7**	1	3		1	2	**3**	13
15:15	15:30				5	1	**6**			1			**1**			1	4		**5**	2			1		**1**	13
15:30	15:45	1		1	5	2	**8**	1			1		**1**				8	1	**9**				1	1	**2**	20
15:45	16:00				5		**5**		1	3			**3**		1		4		**4**			2	1	1	**4**	16
16:00	16:15	2			4	1	**5**				1	1	**2**	1		1	6		**7**	2	2		1	1	**2**	16
16:15	16:30	3			4		**4**	2		1	5		**6**	4			2		**2**	4	6			3	**3**	15
16:30	16:45			1	7	1	**9**	3	2	2	1	2	**5**	2			9		**9**	4	1		1		**1**	24
16:45	17:00			1	3	2	**6**	2	1		4		**4**				4		**4**		1		1	2	**3**	17
17:00	17:15	1		1	2	2	**5**	2		2	6	1	**9**	3		1	1		**2**	1	1	2		2	**4**	20
17:15	17:30				6		**6**	1		2	4		**6**				3	3	**6**	5	1	1	1	1	**3**	21
17:30	17:45	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
17:45	18:00	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
18:00	18:15	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
18:15	18:30	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
18:30	18:45	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
18:45	19:00	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
19:00	19:15	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
19:15	19:30	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
19:30	19:45	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
19:45	20:00	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
20:00	20:15	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
20:15	20:30	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
20:30	20:45	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
20:45	21:00	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
21:00	21:15	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
21:15	21:30	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
21:30	21:45	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
21:45	22:00	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
22:00	22:15	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
22:15	22:30	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
22:30	22:45	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
22:45	23:00	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
23:00	23:15	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
23:15	23:30	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
23:30	23:45	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
23:45	00:00	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
TOTAL		**17**	**2**	**9**	**69**	**19**	**97**	**21**	**8**	**16**	**38**	**16**	**70**	**11**	**4**	**10**	**77**	**8**	**95**	**27**	**23**	**13**	**20**	**21**	**54**	316

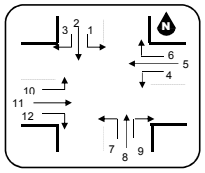
Comptages

Date: 8 juin 2016
Jour: mercredi

3716-54-1



Camions

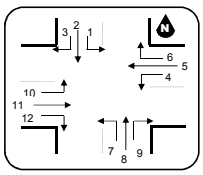


Période		Churchill Approche Nord						Clémenceau Approche Est						Churchill Approche Sud						Clémenceau Approche Ouest						Grand total
		,	,	Gauche 1	Tout Droit 2	Droite 3	Total	,	,	Gauche 4	Tout Droit 5	Droite 6	Total	,	,	Gauche 7	Tout Droit 8	Droite 9	Total	,	,	Gauche 10	Tout Droit 11	Droite 12	Total	Légers
de	à			←	↑	→				←	↑	→				←	↑	→				←	↑	→		
00:00	00:15																									
00:15	00:30			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
00:30	00:45			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
00:45	01:00			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
01:00	01:15			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
01:15	01:30			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
01:30	01:45			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
01:45	02:00			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
02:00	02:15			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
02:15	02:30			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
02:30	02:45			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
02:45	03:00			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
03:00	03:15			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
03:15	03:30			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
03:30	03:45			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
03:45	04:00			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
04:00	04:15			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
04:15	04:30			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
04:30	04:45			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
04:45	05:00			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
05:00	05:15			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
05:15	05:30			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
05:30	05:45			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
05:45	06:00			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
06:00	06:15			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
06:15	06:30			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
06:30	06:45			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
06:45	07:00			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
07:00	07:15																									
07:15	07:30																									
07:30	07:45																									
07:45	08:00																									
08:00	08:15																									
08:15	08:30																									
08:30	08:45										1		1													1
08:45	09:00																									
09:00	09:15																									
09:15	09:30																									
09:30	09:45																									
09:45	10:00																									
10:00	10:15																									
10:15	10:30																									
10:30	10:45																									
10:45	11:00																									
11:00	11:15																									
11:15	11:30																									
11:30	11:45																									
11:45	12:00																									
12:00	12:15																									
12:15	12:30																									
12:30	12:45																									
12:45	13:00																									
13:00	13:15																									
13:15	13:30																									
13:30	13:45																									
13:45	14:00																									
14:00	14:15																									
14:15	14:30																									
14:30	14:45																									
14:45	15:00																									
15:00	15:15																1		1							1
15:15	15:30																									
15:30	15:45																									
15:45	16:00																									
16:00	16:15																									
16:15	16:30																									
16:30	16:45																									
16:45	17:00				1		1																			1
17:00	17:15																									
17:15	17:30																									
17:30	17:45			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
17:45	18:00			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
18:00	18:15			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
18:15	18:30			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
18:30	18:45			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
18:45	19:00			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
19:00	19:15			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
19:15	19:30			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
19:30	19:45			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
19:45	20:00			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
20:00	20:15			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
20:15	20:30			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
20:30	20:45			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
20:45	21:00			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
21:00	21:15			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
21:15	21:30			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
21:30	21:45			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
21:45	22:00			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
22:00	22:15			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
22:15	22:30			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
22:30	22:45			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
22:45	23:00			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
23:00	23:15			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
23:15	23:30			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
23:30	23:45			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
23:45	00:00			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
TOTAL		*0*	*0*	**0**	**1**	**0**	**1**	*0*	*0*	**0**	**1**	**0**	**1**	*0*	*0*	**0**	**1**	**0**	**1**	*0*	*0*	**0**	**0**	**0**	**0**	3

Comptages

3716-54-1

Date: 8 juin 2016
Jour: mercredi



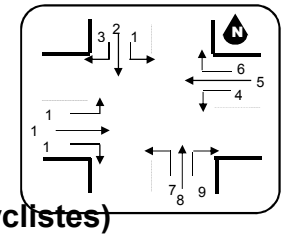
Autobus

Période		Churchill – Approche Nord						Clémenceau – Approche Est						Churchill – Approche Sud						Clémenceau – Approche Ouest						Grand total Lourds
		Virage en U		Gauche	Tout Droit	Droite	Total	Virage en U		Gauche	Tout Droit	Droite	Total	Virage en U		Gauche	Tout Droit	Droite	Total	Virage en U		Gauche	Tout Droit	Droite	Total	
de	à			1	2	3				4	5	6				7	8	9				10	11	12		
00:00	00:15																									
00:15	00:30	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
00:30	00:45	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
00:45	01:00	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
01:00	01:15	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
01:15	01:30	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
01:30	01:45	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
01:45	02:00	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
02:00	02:15	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
02:15	02:30	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
02:30	02:45	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
02:45	03:00	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
03:00	03:15	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
03:15	03:30	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
03:30	03:45	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
03:45	04:00	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
04:00	04:15	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
04:15	04:30	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
04:30	04:45	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
04:45	05:00	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
05:00	05:15	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
05:15	05:30	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
05:30	05:45	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
05:45	06:00	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
06:00	06:15	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
06:15	06:30	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
06:30	06:45	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
06:45	07:00	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
07:00	07:15																									
07:15	07:30																									
07:30	07:45																									
07:45	08:00																									
08:00	08:15							1																		
08:15	08:30																									
08:30	08:45																									
08:45	09:00																									
09:00	09:15	1																								
09:15	09:30																									
09:30	09:45																									
09:45	10:00																									
10:00	10:15																									
10:15	10:30																									
10:30	10:45																									
10:45	11:00																									
11:00	11:15																									
11:15	11:30																									
11:30	11:45																									
11:45	12:00																									
12:00	12:15																									
12:15	12:30																									
12:30	12:45																									
12:45	13:00																									
13:00	13:15																									
13:15	13:30																									
13:30	13:45																									
13:45	14:00																									
14:00	14:15																									
14:15	14:30																									
14:30	14:45																									
14:45	15:00																									
15:00	15:15																									
15:15	15:30																			1						
15:30	15:45																									
15:45	16:00																									
16:00	16:15																									
16:15	16:30																									
16:30	16:45																									
16:45	17:00																									
17:00	17:15																									
17:15	17:30																									
17:30	17:45	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
17:45	18:00	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
18:00	18:15	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
18:15	18:30	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
18:30	18:45	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
18:45	19:00	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
19:00	19:15	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
19:15	19:30	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
19:30	19:45	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
19:45	20:00	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
20:00	20:15	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
20:15	20:30	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
20:30	20:45	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
20:45	21:00	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
21:00	21:15	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
21:15	21:30	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
21:30	21:45	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
21:45	22:00	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
22:00	22:15	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
22:15	22:30	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
22:30	22:45	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
22:45	23:00	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
23:00	23:15	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
23:15	23:30	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
23:30	23:45	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
23:45	00:00	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
TOTAL		1	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0

Compilation des heures de pointes

3716-54-1

Date: 8 juin 2016
Jour: mercredi



Heure de pointe du réseau

AM 07:45 à 08:45 - (Ensemble des véhicules, piétons et cyclistes)

Période		Churchill Approche Nord						Clémenceau Approche Est						Churchill Approche Sud						Clémenceau Approche Ouest						Grand total véhicules
		Piétons	Cyclistes	Gauche	Tout Droit	Droite	Total	Piétons	Cyclistes	Gauche	Tout Droit	Droite	Total	Piétons	Cyclistes	Gauche	Tout Droit	Droite	Total	Piétons	Cyclistes	Gauche	Tout Droit	Droite	Total	
de	à			1	2	3				4	5	6				7	8	9				10	11	12		
07:45	08:00	3		1	4	1	6	1	1		3	1	4		1	2	9		11			1	2		3	24
08:00	08:15	1			3		3	1	2	1	3	3	7			2	6		8	3	1	2	1		3	21
08:15	08:30			1	1	3	5	1		1	3	1	5				1		1		1	2	2	2	6	17
08:30	08:45				2	1	3			1	1	1	3			1	1	1	3	1		3	2		5	14
TOTAL		4		2	10	5	17	3	3	3	10	6	19		1	5	17	1	23	4	2	8	7	2	17	76
% Légers				0,0%	0,0%	0,0%	0,0%			0,0%	10,0%	0,0%	5,3%			0,0%	0,0%	0,0%	0,0%			0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	1,3%
% Lourds				0,0%	0,0%	0,0%	0,0%			0,0%	0,0%	0,0%	0,0%			0,0%	0,0%	0,0%	0,0%			0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
PHF				0,50	0,63	0,42	0,71			0,75	0,83	0,50	0,68			0,63	0,47	0,25	0,52			0,67	0,88	0,25	0,71	0,79

Midi 00:00 à 01:00 - (Ensemble des véhicules, piétons et cyclistes)

Période		Churchill Approche Nord						Clémenceau Approche Est						Churchill Approche Sud						Clémenceau Approche Ouest						Grand total véhicules
		Piétons	Cyclistes	Gauche	Tout Droit	Droite	Total	Piétons	Cyclistes	Gauche	Tout Droit	Droite	Total	Piétons	Cyclistes	Gauche	Tout Droit	Droite	Total	Piétons	Cyclistes	Gauche	Tout Droit	Droite	Total	
de	à			1	2	3				4	5	6				7	8	9				10	11	12		
00:00	00:15																									
00:15	00:30																									
00:30	00:45																									
00:45	01:00																									
TOTAL																										
% Légers				0,0%	0,0%	0,0%	0,0%			0,0%	0,0%	0,0%	0,0%			0,0%	0,0%	0,0%	0,0%			0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
% Lourds				0,0%	0,0%	0,0%	0,0%			0,0%	0,0%	0,0%	0,0%			0,0%	0,0%	0,0%	0,0%			0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
PHF																										

PM 16:30 à 17:30 - (Ensemble des véhicules, piétons et cyclistes)

Période		Churchill Approche Nord						Clémenceau Approche Est						Churchill Approche Sud						Clémenceau Approche Ouest						Grand total véhicules
		Piétons	Cyclistes	Gauche	Tout Droit	Droite	Total	Piétons	Cyclistes	Gauche	Tout Droit	Droite	Total	Piétons	Cyclistes	Gauche	Tout Droit	Droite	Total	Piétons	Cyclistes	Gauche	Tout Droit	Droite	Total	
de	à			1	2	3				4	5	6				7	8	9				10	11	12		
16:30	16:45			1	7	1	9	3	2	2	1	2	5	2			9		9	4	1		1		1	24
16:45	17:00			1	4	2	7	2	1		4		4				4		4		1		1	2	3	18
17:00	17:15	1		1	2	2	5	2		2	6	1	9	3		1	1		2	1	1	2		2	4	20
17:15	17:30				6		6	1		2	4		6				3	3	6	5	1	1	1	1	3	21
TOTAL		1		3	19	5	27	8	3	6	15	3	24	5		1	17	3	21	10	4	3	3	5	11	83
% Légers				0,0%	5,3%	0,0%	3,7%			0,0%	0,0%	0,0%	0,0%			0,0%	0,0%	0,0%	0,0%			0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	1,2%
% Lourds				0,0%	0,0%	0,0%	0,0%			0,0%	0,0%	0,0%	0,0%			0,0%	0,0%	0,0%	0,0%			0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
PHF				0,75	0,68	0,63	0,75			0,75	0,63	0,38	0,67			0,25	0,47	0,25	0,58			0,38	0,75	0,63	0,69	0,86

Soir 00:00 à 01:00 - (Ensemble des véhicules, piétons et cyclistes)

Période		Churchill Approche Nord						Clémenceau Approche Est						Churchill Approche Sud						Clémenceau Approche Ouest						Grand total véhicules
		Piétons	Cyclistes	Gauche	Tout Droit	Droite	Total	Piétons	Cyclistes	Gauche	Tout Droit	Droite	Total	Piétons	Cyclistes	Gauche	Tout Droit	Droite	Total	Piétons	Cyclistes	Gauche	Tout Droit	Droite	Total	
de	à			1	2	3				4	5	6				7	8	9				10	11	12		
00:00	00:15																									
00:15	00:30																									
00:30	00:45																									
00:45	01:00																									
TOTAL																										
% Légers				0,0%	0,0%	0,0%	0,0%			0,0%	0,0%	0,0%	0,0%			0,0%	0,0%	0,0%	0,0%			0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
% Lourds				0,0%	0,0%	0,0%	0,0%			0,0%	0,0%	0,0%	0,0%			0,0%	0,0%	0,0%	0,0%			0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
PHF																										

Diagramme de compilation

3716-54-1

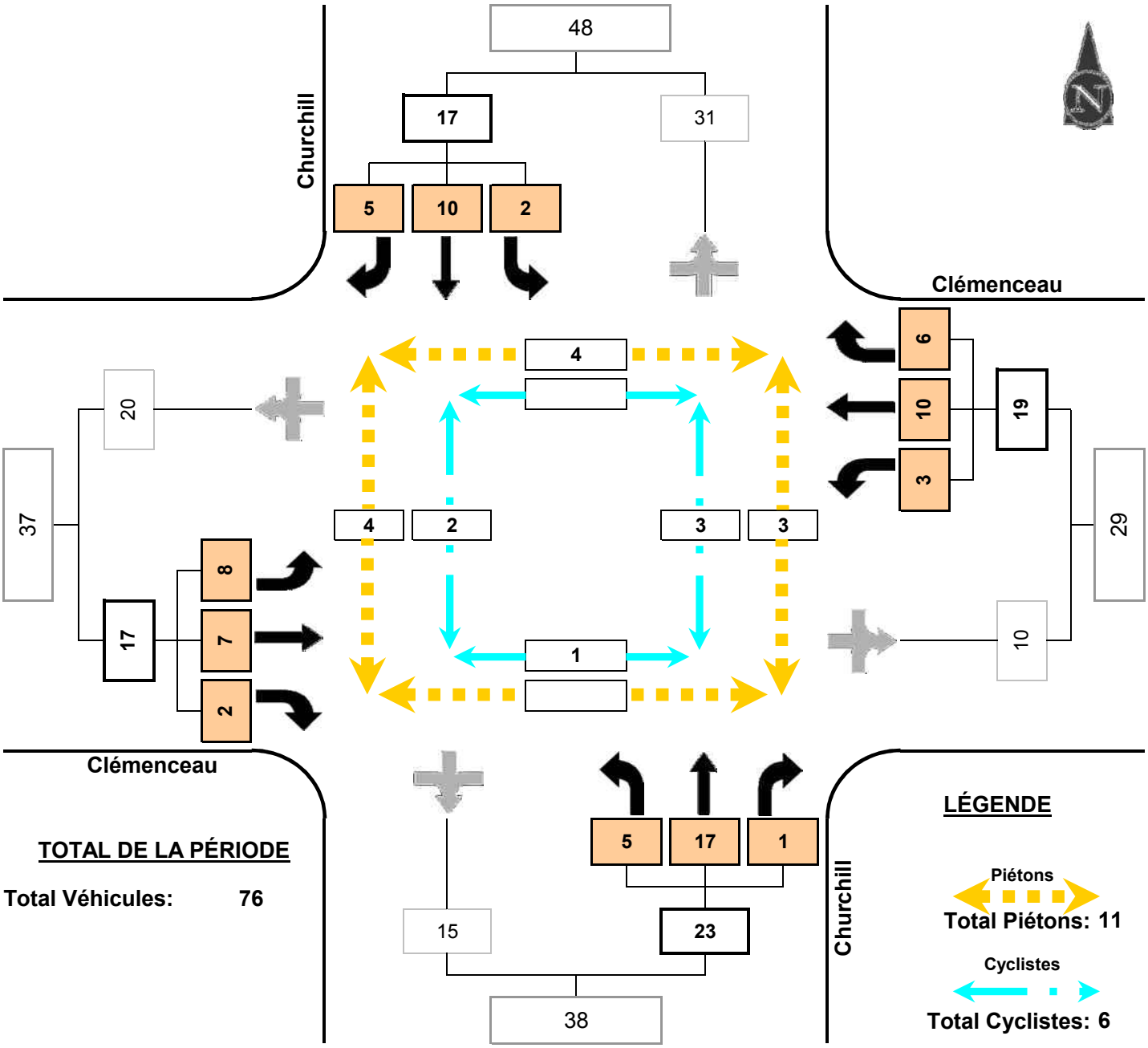
Ville ou Arrondissement: **0**

Date du comptage: 8 juin 2016
Jour: mercredi

Intersection: 0

AM

Période: 07:45 à 08:45



TOTAL DE LA PÉRIODE

Total Véhicules: 76

LÉGENDE

Piétons
Total Piétons: 11

Cyclistes
Total Cyclistes: 6

Diagramme de compilation

3716-54-1

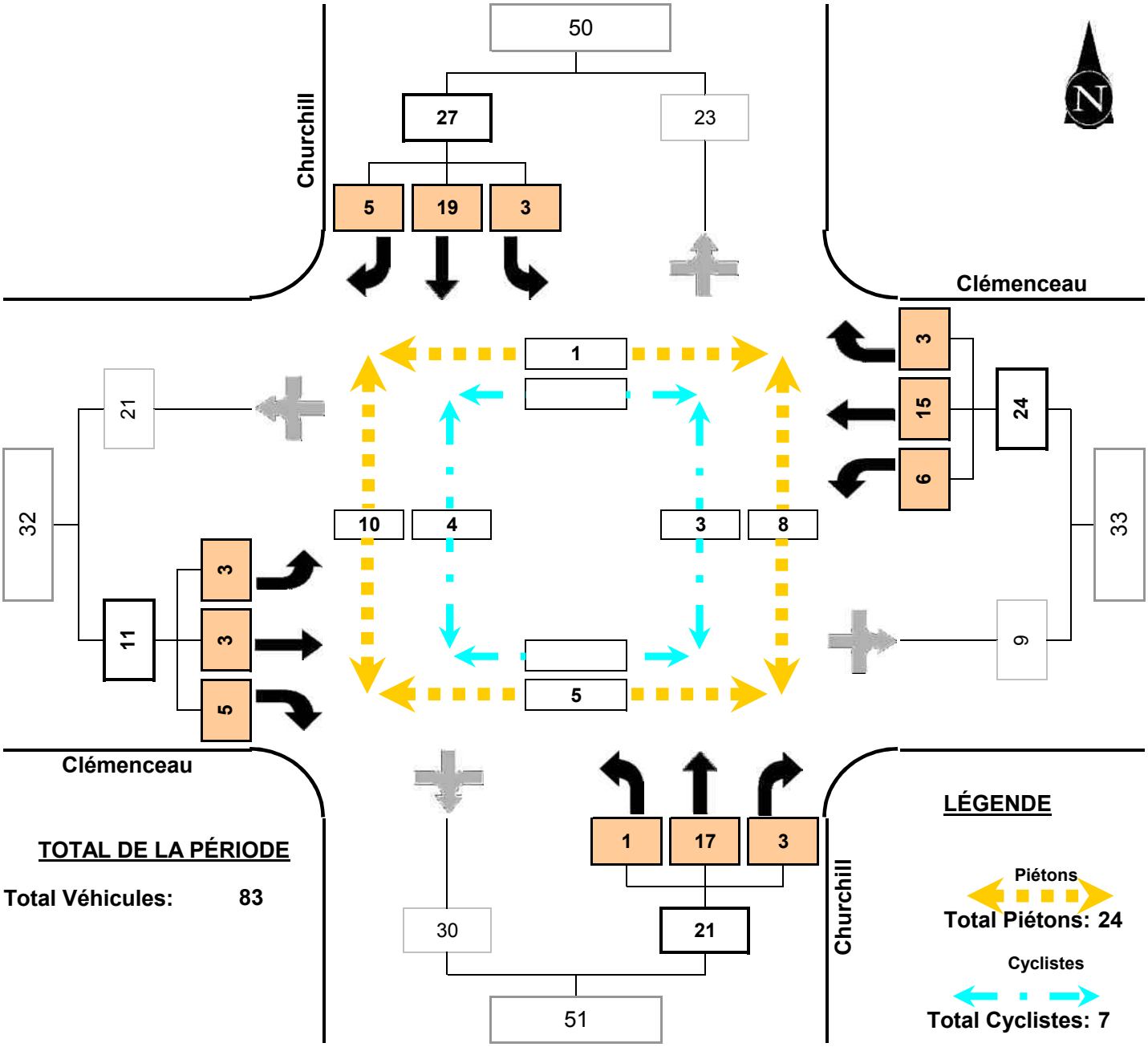
Ville ou Arrondissement: **0**

Date du comptage: 8 juin 2016
Jour: mercredi

Intersection: 0

PM

Période: 16:30 à 17:30



TOTAL DE LA PÉRIODE

Total Véhicules: 83

LÉGENDE

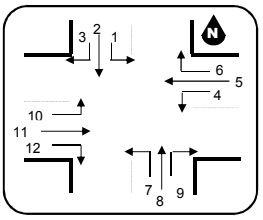
Piétons
Total Piétons: 24

Cyclistes
Total Cyclistes: 7

Comptages

3716-54-2

Date: 8 juin 2016
Jour: mercredi



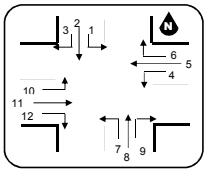
TOTAL Véhicules, Piétons et Cyclistes

Période		Churchill Approche Nord						Lloyd Georges Approche Est						Churchill Approche Sud						Lloyd Georges Approche Ouest						Grand Total
		Piétons	Cyclistes	Gauche 1	Tout Droit 2	Droite 3	Total	Piétons	Cyclistes	Gauche 4	Tout Droit 5	Droite 6	Total	Piétons	Cyclistes	Gauche 7	Tout Droit 8	Droite 9	Total	Piétons	Cyclistes	Gauche 10	Tout Droit 11	Droite 12	Total	
de	à			←	↑	→				←	↑	→				←	↑	→				←	↑	→		
0:00	1:00																									
1:00	2:00																									
2:00	3:00																									
3:00	4:00																									
4:00	5:00																									
5:00	6:00																									
6:00	7:00																									
7:00	8:00	3		4	12	4	20	7	1	4	1	1	6				25		25	6	6	2	4	1	7	58
8:00	9:00	3		4	11	2	17	2		3	8	5	16	2			17	2	19	6	1	2	7		9	61
9:00	10:00	1	1	2	9	2	13			2	1	1	4		1		6	1	7	4	1	1	2		3	27
10:00	11:00																									
11:00	12:00																									
12:00	13:00																									
13:00	14:00																									
14:00	15:00																									
15:00	16:00	5		7	16	3	26	1	2	2	5	3	10	3			22	3	25	11		5	8	2	15	76
16:00	17:00	6	1	6	18	4	28	8	2	5	7	5	17	5		4	18	2	24	24	7	1	7	1	9	78
17:00	18:00	5		2	11	2	15	2	2		1		1				6		6	5	1					22
18:00	19:00																									
19:00	20:00																									
20:00	21:00																									
21:00	22:00																									
22:00	23:00																									
23:00	0:00																									
TOTAL		**23**	**2**	**25**	**77**	**17**	**119**	**20**	**7**	**16**	**23**	**15**	**54**	**10**	**1**	**4**	**94**	**8**	**106**	**56**	**16**	**11**	**28**	**4**	**43**	322

Comptages

3716-54-2

Date: 8 juin 2016
Jour: mercredi



TOTAL Véhicules, Piétons et Cyclistes

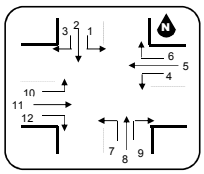
Période		Churchill Approche Nord						Lloyd Georges Approche Est						Churchill Approche Sud						Lloyd Georges Approche Ouest						Grand Total
		Piétons	Cyclistes	Gauche	Tout Droit	Droite	Total	Piétons	Cyclistes	Gauche	Tout Droit	Droite	Total	Piétons	Cyclistes	Gauche	Tout Droit	Droite	Total	Piétons	Cyclistes	Gauche	Tout Droit	Droite	Total	
de	à			1	2	3				4	5	6				7	8	9				10	11	12		
00:00	00:15																									
00:15	00:30																									
00:30	00:45																									
00:45	01:00																									
01:00	01:15																									
01:15	01:30																									
01:30	01:45																									
01:45	02:00																									
02:00	02:15																									
02:15	02:30																									
02:30	02:45																									
02:45	03:00																									
03:00	03:15																									
03:15	03:30																									
03:30	03:45																									
03:45	04:00																									
04:00	04:15																									
04:15	04:30																									
04:30	04:45																									
04:45	05:00																									
05:00	05:15																									
05:15	05:30																									
05:30	05:45																									
05:45	06:00																									
06:00	06:15																									
06:15	06:30																									
06:30	06:45																									
06:45	07:00																									
07:00	07:15	*1*			1		**1**	*4*		1		1	**2**				6		**6**	*4*			1		**1**	10
07:15	07:30			1	2	2	**5**										4		**4**	*1*		1	1	1	**3**	12
07:30	07:45	*1*		1	4		**5**	2		2			**2**				4		**4**	*1*	*6*	1			**1**	12
07:45	08:00	*1*		2	5	2	**9**	*1*	*1*	1	1		**2**				11		**11**				2		**2**	24
08:00	08:15	*1*		3	3		**6**	*1*			4	1	**5**				10		**10**	*1*	*1*		1		**1**	22
08:15	08:30	*2*		1	3		**4**	*1*		2	2	1	**5**				3	1	**4**	*3*			2		**2**	15
08:30	08:45				3	2	**5**					3	**3**				4	1	**5**	*1*			3		**3**	16
08:45	09:00				2		**2**			1	2		**3**	2						*1*		2	1		**3**	8
09:00	09:15			2	5	2	**9**			2	1	1	**4**		*1*		5		**5**	*1*						18
09:15	09:30	*1*	*1*		4		**4**										1	1	**2**	*3*	*1*	1	2		**3**	9
09:30	09:45																									
09:45	10:00																									
10:00	10:15																									
10:15	10:30																									
10:30	10:45																									
10:45	11:00																									
11:00	11:15																									
11:15	11:30																									
11:30	11:45																									
11:45	12:00																									
12:00	12:15																									
12:15	12:30																									
12:30	12:45																									
12:45	13:00																									
13:00	13:15																									
13:15	13:30																									
13:30	13:45																									
13:45	14:00																									
14:00	14:15																									
14:15	14:30																									
14:30	14:45																									
14:45	15:00																									
15:00	15:15	*1*		2	1		**3**		*1*	1	1	1	**3**				7		**7**	*4*		2	2	1	**5**	18
15:15	15:30	*3*		3	4		**7**			1	1	1	**3**				3		**3**	*2*		1	1	1	**3**	16
15:30	15:45			1	6	1	**8**	*1*			2		**2**	*1*			5	3	**8**	*3*		1	2		**3**	21
15:45	16:00	*1*		1	5	2	**8**		*1*		1	1	**2**	2			7		**7**	*2*		1	3		**4**	21
16:00	16:15	*1*		1	4		**5**				2	2	**4**	2		3	4		**7**	*7*	*3*		3	1	**4**	20
16:15	16:30	*2*	*1*	1	3	2	**6**	*2*		1	2	1	**4**	*2*			2	1	**3**	*10*	*3*	1	1		**2**	15
16:30	16:45			3	7	1	**11**	*4*	*1*	2	2	1	**5**	*1*		1	8	1	**10**	*4*			2		**2**	28
16:45	17:00	*3*		1	4	1	**6**	*2*	*1*	2	1	1	**4**				4		**4**	*3*	*1*		1		**1**	15
17:00	17:15	*1*			5	1	**6**	*1*	*1*								4		**4**	*1*	*1*					10
17:15	17:30	*4*		2	6	1	**9**	*1*	*1*		1		**1**				2		**2**	*4*						12
17:30	17:45																									
17:45	18:00																									
18:00	18:15																									
18:15	18:30																									
18:30	18:45																									
18:45	19:00																									
19:00	19:15																									
19:15	19:30																									
19:30	19:45																									
19:45	20:00																									
20:00	20:15																									
20:15	20:30																									
20:30	20:45																									
20:45	21:00																									
21:00	21:15																									
21:15	21:30																									
21:30	21:45																									
21:45	22:00																									
22:00	22:15																									
22:15	22:30																									
22:30	22:45																									
22:45	23:00																									
23:00	23:15																									
23:15	23:30																									
23:30	23:45																									
23:45	00:00																									
TOTAL		***23***	***2***	**25**	**77**	**17**	**119**	***20***	***7***	**16**	**23**	**15**	**54**	***10***	***1***	**4**	**94**	**8**	**106**	***56***	***16***	**11**	**28**	**4**	**43**	322

Comptages

3716-54-2

Date: 8 juin 2016
Jour: mercredi





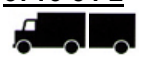
Automobiles, Piétons et Cyclistes

Période		Churchill – Approche Nord						Lloyd Georges – Approche Est						Churchill – Approche Sud						Lloyd Georges – Approche Ouest						Grand total
		Piétons	Cyclistes	Gauche	Tout Droit	Droite	Total	Piétons	Cyclistes	Gauche	Tout Droit	Droite	Total	Piétons	Cyclistes	Gauche	Tout Droit	Droite	Total	Piétons	Cyclistes	Gauche	Tout Droit	Droite	Total	Autos
de	à			1	2	3				4	5	6				7	8	9				10	11	12		
00:00	00:15																									
00:15	00:30	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
00:30	00:45	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
00:45	01:00	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
01:00	01:15	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
01:15	01:30	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
01:30	01:45	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
01:45	02:00	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
02:00	02:15	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
02:15	02:30	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
02:30	02:45	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
02:45	03:00	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
03:00	03:15	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
03:15	03:30	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
03:30	03:45	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
03:45	04:00	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
04:00	04:15	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
04:15	04:30	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
04:30	04:45	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
04:45	05:00	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
05:00	05:15	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
05:15	05:30	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
05:30	05:45	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
05:45	06:00	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
06:00	06:15	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
06:15	06:30	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
06:30	06:45	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
06:45	07:00	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
07:00	07:15	1			1		1	4		1		1	2				6		6	4			1		1	10
07:15	07:30			1	2	2	5										4		4	1		1	1	1	3	12
07:30	07:45	1		1	4		5	2		2			2				4		4	1	6	1			1	12
07:45	08:00	1		2	5	2	9	1	1	1	1		2				11		11				2		2	24
08:00	08:15	1		3	3		6	1			4	1	5				10		10	1	1		1		1	22
08:15	08:30	1		1	3		4			2	2	1	5				3	1	4	3			1		1	14
08:30	08:45				3	2	5					3	3				4	1	5	1			3		3	16
08:45	09:00				2		2			1	2		3	2						1		2	1		3	8
09:00	09:15			2	5	2	9			2	1	1	4		1		5		5	1						18
09:15	09:30	1	1		4		4										1	1	2	3	1	1	2		3	9
09:30	09:45																									
09:45	10:00																									
10:00	10:15																									
10:15	10:30																									
10:30	10:45																									
10:45	11:00																									
11:00	11:15																									
11:15	11:30																									
11:30	11:45																									
11:45	12:00																									
12:00	12:15																									
12:15	12:30																									
12:30	12:45																									
12:45	13:00																									
13:00	13:15																									
13:15	13:30																									
13:30	13:45																									
13:45	14:00																									
14:00	14:15																									
14:15	14:30																									
14:30	14:45																									
14:45	15:00																									
15:00	15:15			2	1		3		1	1	1	1	3				6		6	4		2	2	1	5	17
15:15	15:30	3		3	4		7			1	1	1	3				3		3	2		1	1	1	3	16
15:30	15:45			1	6	1	8	1			1		1	1			5	3	8	3		1	2		3	20
15:45	16:00			1	5	2	8		1		1	1	2	2			7		7	2		1	3		4	21
16:00	16:15	1		1	4		5				2	2	4	2		3	4		7	7	3		3	1	4	20
16:15	16:30	2	1		3	2	5	2		1	2	1	4	2			2	1	3	10	3	1	1		2	14
16:30	16:45			3	7	1	11	4	1	2	2	1	5	1		1	8	1	10	4			2		2	28
16:45	17:00	3		1	3	1	5	2	1	2	1	1	4				4		4	3	1		1		1	14
17:00	17:15	1			5	1	6	1	1								4		4	1	1					10
17:15	17:30	4		2	6	1	9	1	1		1		1				2		2	4						12
17:30	17:45	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
17:45	18:00	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
18:00	18:15	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
18:15	18:30	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
18:30	18:45	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
18:45	19:00	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
19:00	19:15	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
19:15	19:30	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
19:30	19:45	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
19:45	20:00	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
20:00	20:15	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
20:15	20:30	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
20:30	20:45	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
20:45	21:00	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
21:00	21:15	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
21:15	21:30	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
21:30	21:45	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
21:45	22:00	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
22:00	22:15	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
22:15	22:30	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
22:30	22:45	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
22:45	23:00	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
23:00	23:15	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
23:15	23:30	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
23:30	23:45	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
23:45	00:00	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		
TOTAL		**20**	**2**	**24**	**76**	**17**	**117**	**19**	**7**	**16**	**22**	**15**	**53**	**10**	**1**	**4**	**93**	**8**	**105**	**56**	**16**	**11**	**27**	**4**	**42**	317

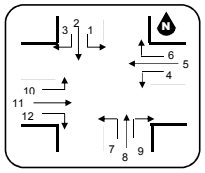
Comptages

Date: 8 juin 2016
Jour: mercredi

3716-54-2



Camions

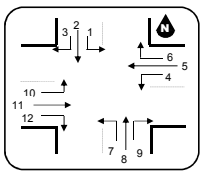


Période		Churchill Approche Nord						Lloyd Georges Approche Est						Churchill Approche Sud						Lloyd Georges Approche Ouest						Grand total
		'	'	Gauche	Tout Droit	Droite	Total	'	'	Gauche	Tout Droit	Droite	Total	'	'	Gauche	Tout Droit	Droite	Total	'	'	Gauche	Tout Droit	Droite	Total	
				1	2	3				4	5	6				7	8	9				10	11	12		
de	à			←	↑	→				←	↑	→				←	↑	→				←	↑	→		
00:00	00:15																									
00:15	00:30			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
00:30	00:45			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
00:45	01:00			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
01:00	01:15			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
01:15	01:30			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
01:30	01:45			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
01:45	02:00			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
02:00	02:15			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
02:15	02:30			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
02:30	02:45			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
02:45	03:00			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
03:00	03:15			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
03:15	03:30			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
03:30	03:45			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
03:45	04:00			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
04:00	04:15			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
04:15	04:30			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
04:30	04:45			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
04:45	05:00			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
05:00	05:15			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
05:15	05:30			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
05:30	05:45			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
05:45	06:00			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
06:00	06:15			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
06:15	06:30			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
06:30	06:45			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
06:45	07:00			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
07:00	07:15																									
07:15	07:30																									
07:30	07:45																									
07:45	08:00																									
08:00	08:15																									
08:15	08:30																						1		1	1
08:30	08:45																									
08:45	09:00																									
09:00	09:15																									
09:15	09:30																									
09:30	09:45																									
09:45	10:00																									
10:00	10:15																									
10:15	10:30																									
10:30	10:45																									
10:45	11:00																									
11:00	11:15																									
11:15	11:30																									
11:30	11:45																									
11:45	12:00																									
12:00	12:15																									
12:15	12:30																									
12:30	12:45																									
12:45	13:00																									
13:00	13:15																									
13:15	13:30																									
13:30	13:45																									
13:45	14:00																									
14:00	14:15																									
14:15	14:30																									
14:30	14:45																									
14:45	15:00																									
15:00	15:15																1		1							1
15:15	15:30																									
15:30	15:45										1		1													1
15:45	16:00																									
16:00	16:15																									
16:15	16:30			1			1																			1
16:30	16:45																									
16:45	17:00				1		1																			1
17:00	17:15																									
17:15	17:30																									
17:30	17:45			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
17:45	18:00			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
18:00	18:15			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
18:15	18:30			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
18:30	18:45			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
18:45	19:00			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
19:00	19:15			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
19:15	19:30			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
19:30	19:45			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
19:45	20:00			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
20:00	20:15			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
20:15	20:30			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
20:30	20:45			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
20:45	21:00			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
21:00	21:15			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
21:15	21:30			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
21:30	21:45			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
21:45	22:00			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
22:00	22:15			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
22:15	22:30			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
22:30	22:45			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
22:45	23:00			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
23:00	23:15			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
23:15	23:30			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
23:30	23:45			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
23:45	00:00			0	0	0				0	0	0				0	0	0				0	0	0		
TOTAL		0	0	1	1	0	2	0	0	0	1	0	1	0	0	0	1	0	1	0	0	0	1	0	1	5

Comptages

3716-54-2

Date: 8 juin 2016
Jour: mercredi



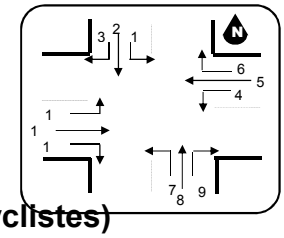
Autobus

Période		Churchill Approche Nord						Lloyd Georges Approche Est						Churchill Approche Sud						Lloyd Georges Approche Ouest						Grand total Lourds
		Virage en U		Gauche	Tout Droit	Droite	Total	Virage en U		Gauche	Tout Droit	Droite	Total	Virage en U		Gauche	Tout Droit	Droite	Total	Virage en U		Gauche	Tout Droit	Droite	Total	
de	à			1	2	3				4	5	6				7	8	9				10	11	12		
00:00	00:15																									
00:15	00:30	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
00:30	00:45	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
00:45	01:00	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
01:00	01:15	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
01:15	01:30	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
01:30	01:45	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
01:45	02:00	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
02:00	02:15	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
02:15	02:30	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
02:30	02:45	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
02:45	03:00	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
03:00	03:15	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
03:15	03:30	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
03:30	03:45	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
03:45	04:00	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
04:00	04:15	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
04:15	04:30	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
04:30	04:45	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
04:45	05:00	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
05:00	05:15	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
05:15	05:30	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
05:30	05:45	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
05:45	06:00	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
06:00	06:15	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
06:15	06:30	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
06:30	06:45	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
06:45	07:00	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
07:00	07:15																									
07:15	07:30																									
07:30	07:45																									
07:45	08:00																									
08:00	08:15																									
08:15	08:30	1						1																		
08:30	08:45																									
08:45	09:00																									
09:00	09:15																									
09:15	09:30																									
09:30	09:45																									
09:45	10:00																									
10:00	10:15																									
10:15	10:30																									
10:30	10:45																									
10:45	11:00																									
11:00	11:15																									
11:15	11:30																									
11:30	11:45																									
11:45	12:00																									
12:00	12:15																									
12:15	12:30																									
12:30	12:45																									
12:45	13:00																									
13:00	13:15																									
13:15	13:30																									
13:30	13:45																									
13:45	14:00																									
14:00	14:15																									
14:15	14:30																									
14:30	14:45																									
14:45	15:00																									
15:00	15:15	1																								
15:15	15:30																									
15:30	15:45																									
15:45	16:00	1																								
16:00	16:15																									
16:15	16:30																									
16:30	16:45																									
16:45	17:00																									
17:00	17:15																									
17:15	17:30																									
17:30	17:45	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
17:45	18:00	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
18:00	18:15	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
18:15	18:30	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
18:30	18:45	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
18:45	19:00	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
19:00	19:15	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
19:15	19:30	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
19:30	19:45	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
19:45	20:00	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
20:00	20:15	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
20:15	20:30	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
20:30	20:45	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
20:45	21:00	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
21:00	21:15	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
21:15	21:30	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
21:30	21:45	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
21:45	22:00	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
22:00	22:15	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
22:15	22:30	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
22:30	22:45	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
22:45	23:00	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
23:00	23:15	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
23:15	23:30	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
23:30	23:45	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
23:45	00:00	0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		0		0	0	0		
TOTAL		3	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Compilation des heures de pointes

3716-54-2

Date: 8 juin 2016
Jour: mercredi



Heure de pointe du réseau

AM 07:45 à 08:45 - (Ensemble des véhicules, piétons et cyclistes)

Période		Churchill Approche Nord						Lloyd Georges Approche Est						Churchill Approche Sud						Lloyd Georges Approche Ouest						Grand total véhicules
		Piétons	Cyclistes	Gauche	Tout Droit	Droite	Total	Piétons	Cyclistes	Gauche	Tout Droit	Droite	Total	Piétons	Cyclistes	Gauche	Tout Droit	Droite	Total	Piétons	Cyclistes	Gauche	Tout Droit	Droite	Total	
de	à			1	2	3				4	5	6				7	8	9				10	11	12		
07:45	08:00	1		2	5	2	9	1	1	1	1		2				11		11				2		2	24
08:00	08:15	1		3	3		6	1			4	1	5				10		10	1	1		1		1	22
08:15	08:30	2		1	3		4	1		2	2	1	5				3	1	4	3			2		2	15
08:30	08:45				3	2	5					3	3				4	1	5	1			3		3	16
TOTAL		**4**		**6**	**14**	**4**	**24**	**3**	**1**	**3**	**7**	**5**	**15**				**28**	**2**	**30**	**5**	**1**		**8**		**8**	**77**
% Légers				0,0%	0,0%	0,0%	0,0%			0,0%	0,0%	0,0%	0,0%			0,0%	0,0%	0,0%	0,0%			0,0%	12,5%	0,0%	12,5%	1,3%
% Lourds				0,0%	0,0%	0,0%	0,0%			0,0%	0,0%	0,0%	0,0%			0,0%	0,0%	0,0%	0,0%			0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
PHF				0,50	0,70	0,50	0,67			0,38	0,44	0,42	0,75				0,64	0,50	0,68				0,67		0,67	0,80

Midi 00:00 à 01:00 - (Ensemble des véhicules, piétons et cyclistes)

Période		Churchill Approche Nord						Lloyd Georges Approche Est						Churchill Approche Sud						Lloyd Georges Approche Ouest						Grand total véhicules
		Piétons	Cyclistes	Gauche	Tout Droit	Droite	Total	Piétons	Cyclistes	Gauche	Tout Droit	Droite	Total	Piétons	Cyclistes	Gauche	Tout Droit	Droite	Total	Piétons	Cyclistes	Gauche	Tout Droit	Droite	Total	
de	à			1	2	3				4	5	6				7	8	9				10	11	12		
00:00	00:15																									
00:15	00:30																									
00:30	00:45																									
00:45	01:00																									
TOTAL																										
% Légers				0,0%	0,0%	0,0%	0,0%			0,0%	0,0%	0,0%	0,0%			0,0%	0,0%	0,0%	0,0%			0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
% Lourds				0,0%	0,0%	0,0%	0,0%			0,0%	0,0%	0,0%	0,0%			0,0%	0,0%	0,0%	0,0%			0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
PHF																										

PM 15:45 à 16:45 - (Ensemble des véhicules, piétons et cyclistes)

Période		Churchill Approche Nord						Lloyd Georges Approche Est						Churchill Approche Sud						Lloyd Georges Approche Ouest						Grand total véhicules
		Piétons	Cyclistes	Gauche	Tout Droit	Droite	Total	Piétons	Cyclistes	Gauche	Tout Droit	Droite	Total	Piétons	Cyclistes	Gauche	Tout Droit	Droite	Total	Piétons	Cyclistes	Gauche	Tout Droit	Droite	Total	
de	à			1	2	3				4	5	6				7	8	9				10	11	12		
15:45	16:00	1		1	5	2	8		1		1	1	2	2			7		7	2		1	3		4	21
16:00	16:15	1		1	4		5				2	2	4	2		3	4		7	7	3		3	1	4	20
16:15	16:30	2	1	1	3	2	6	2		1	2	1	4	2			2	1	3	10	3	1	1		2	15
16:30	16:45			3	7	1	11	4	1	2	2	1	5	1		1	8	1	10	4			2		2	28
TOTAL		**4**	**1**	**6**	**19**	**5**	**30**	**6**	**2**	**3**	**7**	**5**	**15**	**7**		**4**	**21**	**2**	**27**	**23**	**6**	**2**	**9**	**1**	**12**	**84**
% Légers				16,7%	0,0%	0,0%	3,3%			0,0%	0,0%	0,0%	0,0%			0,0%	0,0%	0,0%	0,0%			0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	1,2%
% Lourds				0,0%	0,0%	0,0%	0,0%			0,0%	0,0%	0,0%	0,0%			0,0%	0,0%	0,0%	0,0%			0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
PHF				0,50	0,68	0,63	0,68			0,38	0,88	0,63	0,75			0,33	0,66	0,50	0,68			0,50	0,75	0,25	0,75	0,75

Soir 00:00 à 01:00 - (Ensemble des véhicules, piétons et cyclistes)

Période		Churchill Approche Nord						Lloyd Georges Approche Est						Churchill Approche Sud						Lloyd Georges Approche Ouest						Grand total véhicules
		Piétons	Cyclistes	Gauche	Tout Droit	Droite	Total	Piétons	Cyclistes	Gauche	Tout Droit	Droite	Total	Piétons	Cyclistes	Gauche	Tout Droit	Droite	Total	Piétons	Cyclistes	Gauche	Tout Droit	Droite	Total	
de	à			1	2	3				4	5	6				7	8	9				10	11	12		
00:00	00:15																									
00:15	00:30																									
00:30	00:45																									
00:45	01:00																									
TOTAL																										
% Légers				0,0%	0,0%	0,0%	0,0%			0,0%	0,0%	0,0%	0,0%			0,0%	0,0%	0,0%	0,0%			0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
% Lourds				0,0%	0,0%	0,0%	0,0%			0,0%	0,0%	0,0%	0,0%			0,0%	0,0%	0,0%	0,0%			0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
PHF																										

Diagramme de compilation

3716-54-2

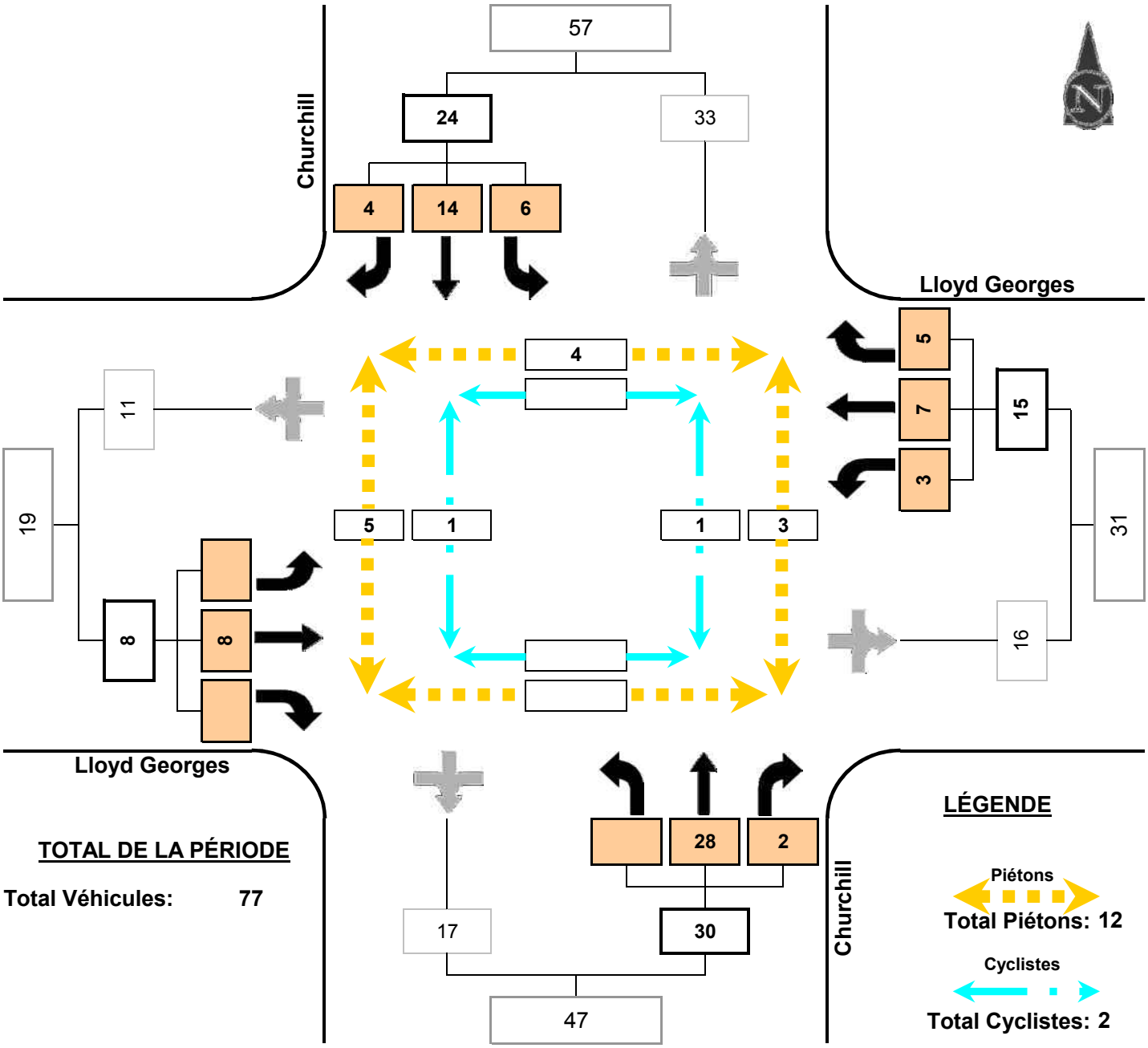
Ville ou Arrondissement: **0**

Date du comptage: 8 juin 2016
Jour: mercredi

Intersection: 0

AM

Période: 07:45 à 08:45



TOTAL DE LA PÉRIODE

Total Véhicules: 77

LÉGENDE

Piétons
Total Piétons: 12

Cyclistes
Total Cyclistes: 2

Diagramme de compilation

3716-54-2

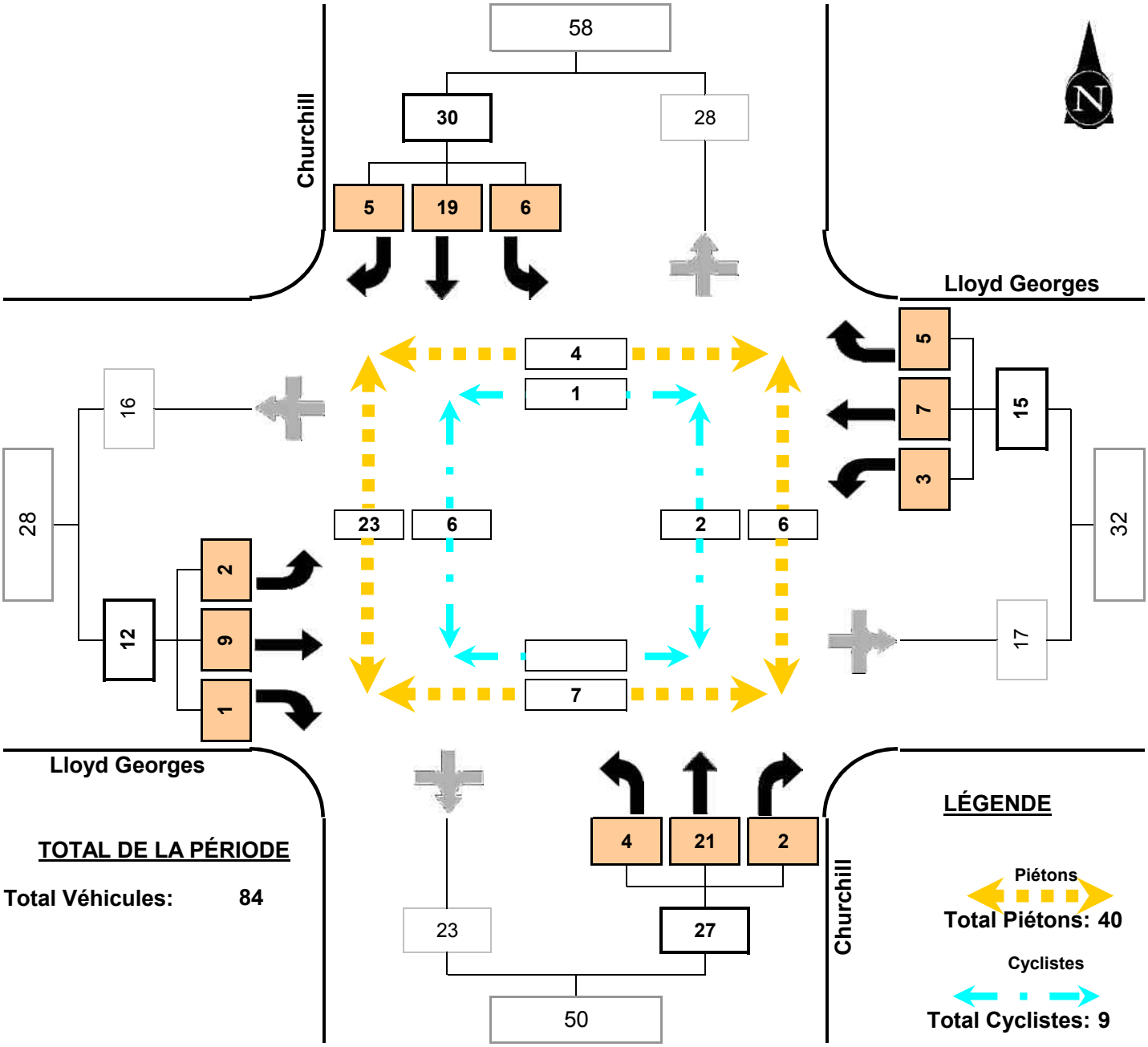
Ville ou Arrondissement: **0**

Date du comptage: 8 juin 2016
Jour: mercredi

Intersection: 0

PM

Période: 15:45 à 16:45



TOTAL DE LA PÉRIODE

Total Véhicules: 84



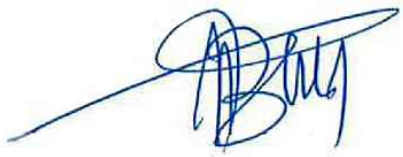
exp•com

Études des besoins en cases de stationnement

Projet de reconstruction de l'école primaire Notre-Dame de La Garde Annexe II

RAPPORT

COMMISSION SCOLAIRE MARGUERITE-BOURGEOYS



Préparé par : _____

Eya-Wetu Talaki, ing., M.Sc.A.. #OIQ : 141723

Chargé de projet – Transport et circulation

Mai 2016

433, rue Chabanel Ouest, bureau 1200
Mont réal (Québec) H2N 2J8
CANADA

Tél. : 514-982-6001
Fax : 514-982-6106
www.groupesm.com

ÉQUIPE DE RÉALISATION :

Eya-Wetu Talaki, ing., M.Sc.A.
Sébastien Bouchard, technicien

Registre des émissions et révisions		
Identification	**Date**	**Description de l'émission et/ou révision**
Émission 1	6 mai 2016	Rapport pour commentaires

TABLE DES MATIÈRES

1 INTRODUCTION 2

1.1 Contexte et objectifs du mandat 2
1.2 Les intrants 2
1.3 Définition du secteur d'étude 3
1.4 Relevés terrains 3

2 ANALYSE DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE EN SATTIONNEMENT 4

2.1 Analyse de la réglementation de stationnement 4
2.2 Estimation de l'offre en stationnement sur rue 5
2.3 Relevés de l'occupation du stationnement sur rue 7
2.4 Analyse de la capacité résiduelle en stationnement sur rue 8

3 PROPOSITION D'UNE SOLUTION DE STATIONNEMENT POUR LES BESOINS DE L'ÉCOLE 9

4 CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS 10

LISTES DES FIGURES

Figure 2.1 : Réglementation de stationnement sur rue 6

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 2.1 : Offre totale en stationnement sur rue (7 h à 18 h) 5

Tableau 2.2 : Demande en stationnement sur rue observée le 26 avril 2016 7

Tableau 2.3 : Capacité résiduelle d'avril à novembre 8

Tableau 2.4 : Capacité résiduelle de novembre à avril 9

Tableau 3.1 : Extrait de la réglementation de stationnement existante 10

LISTE DES ANNEXES

Annexe A : Calcul de l'offre et de la demande en stationnement – avril à novembre

Annexe B : Calcul de l'offre et de la demande en stationnement – novembre à avril

1 INTRODUCTION

1.1 Contexte et objectifs du mandat

Dans le cadre du projet de reconstruction de l'école primaire Notre-Dame de La Garde Annexe II, il est envisagé de relocaliser hors site les cases de stationnement initialement proposées sur le site du projet. Le site du projet est situé au 1310, Lloyd George, Verdun, H4H 2P5;

Dans ce contexte, la Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys (CSMB) a mandaté la firme Les Consultants S.M. Inc. pour réaliser une étude des besoins en cases de stationnement.

Le but de cette étude est d'évaluer la disponibilité sur rue d'une offre de stationnement résiduelle suffisante afin d'accommoder les usagers, auxquels étaient destinées les cases de stationnement sur le site du projet. En détail, les principaux objectifs de cette étude sont :

- Confirmer le besoin initial en cases de stationnement auprès du client (nombre de cases, types d'usagers, périodes d'utilisation, etc.);
- Effectuer un relevé sur site de l'offre et de la demande en stationnement sur rue, dans les rues avoisinantes;
- Analyser l'adéquation de l'offre et de la demande en stationnement sur rue dans les rues avoisinantes et évaluer l'offre résiduelle en cases de stationnement sur rue.
- Formuler, s'il y a lieu, des recommandations sur la modification requise à la réglementation du stationnement sur rue pour assurer une bonne cohabitation des usagers.

1.2 Les intrants

Dans le cadre de cette étude, les données et l'information présentée ci-dessous ont été fournies par le client :

- Les analyses qui seront réalisées dans le cadre de cette étude sont basées sur le plan reçu en intrant portant le numéro « MBO-15-2588 A001/6 (ÉMISSION 70% datant du 29 mars 2016) ».
- Les besoins en cases de stationnement; ainsi que la description des caractéristiques des usagers et de ces cases de stationnement (employés, visiteurs, périodes d'arrivée et de départ, etc.) nous ont été confirmés par la CSMB comme suit :
  - Bien que seulement 10 cases étaient prévues sur le site de l'école, la CSMB estime le besoin total pour les travailleurs à 19 cases de stationnement;
  - Besoin d'une case de stationnement pour personnes à mobilité réduite;
  - Le débarcadère pour les parents est localisé sur la rue Churchill;

- Le débarcadère pour les autobus scolaires est situé sur la rue Clémenceau et est censé accueillir 2 autobus;
- Il est prévu environ 20 employés du corps enseignant et administratif dont l'arrivée est située entre 7 h et 8 h, et le départ aux alentours de 16 h;
- Il est prévu environ 10 employés du service de garde dont l'arrivée est située aux alentours de 6 h 45;
- Il est prévu environ 5 employés non enseignants (orthophoniste, etc.) dont les périodes de travail sont variables, entre 8 h et 16 h;
- Il est aussi prévu des visiteurs occasionnels dont les périodes d'arrivée et de départ sont variables.

1.3 Définition du secteur d'étude

Le secteur d'étude a été défini par tous les tronçons de rue compris dans un rayon de 350 mètres du site de l'école, ce qui représente une zone accessible en 5 minutes de marche.

Le secteur d'étude est illustré à la Figure 2.1.

1.4 Relevés terrains

Nous avons procédé à des relevés terrains le mardi 26 avril 2016 pour relever la réglementation ainsi que l'occupation du stationnement sur rue dans les rues avoisinantes du site de l'école.

Les relevés de l'occupation du stationnement sur rue ont été réalisés durant les 2 périodes présentées ci-après, afin de bien capter les périodes potentiellement critiques :

- Avant 7 h du matin : Pour capter l'occupation des stationnements sur rue par les résidents, avant que certains d'entre eux commencent à quitter le matin pour le travail.
- Après 10 h du matin : Pour capter l'occupation des stationnements sur rue par les travailleurs après l'entrée au travail entre 8 h et 9 h du matin.

2 ANALYSE DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE EN STATIONNEMENT

2.1 Analyse de la réglementation de stationnement

La Figure 2.1 présente la réglementation de stationnement sur rue dans le secteur à l'étude. Sur les rues du secteur, il y a une réglementation qui s'applique d'avril à novembre et une autre s'appliquant de novembre à avril. On distingue 4 zones de réglementation de stationnement distinctes.

ZONE 1 : LA ZONE CENTRALE DU SECTEUR D'ÉTUDE

La zone centrale du secteur à l'étude est formée des rues est-ouest Churchill et Ouimet ainsi que des rues nord-sud Fayolle, Fich, Clémenceau et Lloyd-George. Dans cette zone qui couvre la majeure partie du secteur à l'étude, la réglementation de stationnement sur rue pour les jours ouvrables est comme suit :

- D'avril à novembre : les lundis, mardis et vendredis, le stationnement est permis en tout temps par contre les mercredis et jeudis, le stationnement est interdit sur un des 2 côtés de la rue entre 13 h et 15 h.
- De novembre à avril : du lundi au vendredi, le stationnement est interdit sur un des 2 côtés de la rue de 12 h à 17 h.

ZONE 2 : LA ZONE EST DU SECTEUR D'ÉTUDE

La zone est du secteur à l'étude est formée des rues Leclair et Crawford. Dans cette zone, la réglementation de stationnement sur rue pour les jours ouvrables est comme suit :

- D'avril à novembre : les lundis, mardis et vendredis, le stationnement est permis en tout temps par contre les mercredis et jeudis, le stationnement est interdit sur un des 2 côtés de la rue entre 12 h et 14 h.
- De novembre à avril : du lundi au vendredi, le stationnement est interdit sur un des 2 côtés de la rue de 11 h à 16 h.

ZONE 3 : LA ZONE OUEST DU SECTEUR D'ÉTUDE

La zone Ouest du secteur à l'étude est formée des avenues Sénécal et Gerald. Dans cette zone, la réglementation de stationnement sur rue pour les jours ouvrables est comme suit :

- D'avril à novembre : les mercredis, jeudis et vendredis, le stationnement est permis en tout temps par contre les lundis et mardis, le stationnement est interdit sur un des 2 côtés de la rue entre 8 h et 12 h.
- De novembre à avril : du lundi au vendredi, le stationnement est interdit sur un des 2 côtés de la rue de 7 h à 17 h sur l'avenue Sénécal et de 8 h à 17 h sur l'avenue Gerald.

ZONE 4 : LE BOULEVARD LASALLE

Sur le boulevard LaSalle, la réglementation de stationnement sur rue pour les jours ouvrables est comme suit :

- D'avril à novembre : les lundis, mardis et vendredis, le stationnement est permis en tout temps par contre les mercredis et jeudis, le stationnement est interdit sur un des 2 côtés de la rue entre 7 h 30 et 9 h 30.
- De novembre à avril : du lundi au vendredi, le stationnement est interdit sur un des 2 côtés de la rue de 4 h à 9 h.

2.2 Estimation de l'offre en stationnement sur rue

La réglementation de stationnement en vigueur dans le secteur fait en sorte que l'offre de stationnement sur rue varie selon le jour de la semaine et entre les périodes d'avril à novembre ou de novembre à avril.

L'offre totale en stationnement sur rue a donc été estimée, selon le jour de la semaine et selon la période de l'année. Cette estimation prend en compte les éléments suivants :

- Longueur d'une case de stationnement de 6 mètres;
- Interdiction de stationnement sur une longueur de 5 mètres à partir du rayon de coin;
- Interdiction de stationner à moins de 5 mètres d'une borne d'incendie;
- Interdiction de stationnement en face des entrées charretières;
- Application stricte de la réglementation de stationnement en vigueur.

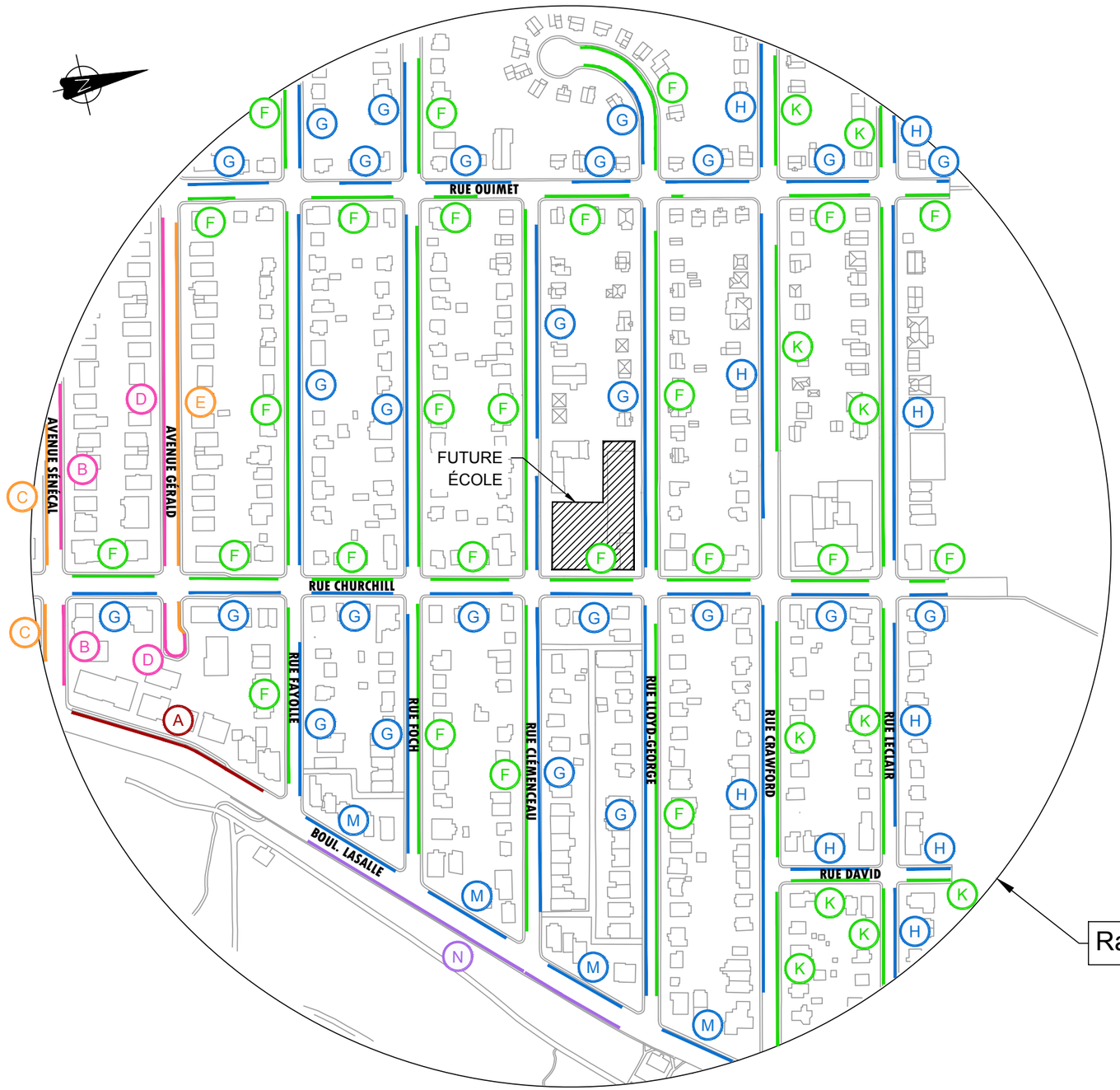
Pour qu'un espace soit considéré comme faisant partie de l'offre pour les travailleurs, il doit être possible d'y stationner de 7 h à 18 h. Cet intervalle de temps couvre la période travail de la plupart des employés de l'école. Le tableau ci-après présente l'offre totale en cases de stationnement sur rue. Le détail du calcul par rue est présenté en Annexe.

Tableau 2.1 : Offre totale en stationnement sur rue (7 h à 18 h)

Période de l'année	LUNDI	MARDI	MERCREDI	JEUDI	VENDREDI
D'avril à novembre	840	843	473	499	885
De novembre à avril	424	464	421	476	447

Dans la période d'avril à novembre, la réglementation de stationnement en vigueur les mercredis et les jeudis dans les zones 1, 2 et 4 entraine une réduction significative de l'offre de stationnement sur rue pour ces journées, comparativement aux autres journées de la semaine.

Dans la période de novembre à avril, le stationnement est interdit sur un des 2 côtés de la rue, tous les jours ouvrables sur toutes les rues du secteur à l'étude. Cela entraine donc, une réduction significative de l'offre de stationnement sur rue.



RÈGLEMENTATIONS DU STATIONNEMENT SUR RUE - PÉRIODES D'INTERDICTION -		
A	16 AVRIL AU 15 NOVEMBRE LUNDI 8h À 12h	16 NOVEMBRE AU 15 AVRIL DIM-MAR-JEU 19h À 7h
B	16 AVRIL AU 15 NOVEMBRE MARDI 8h À 12h	16 NOVEMBRE AU 15 AVRIL MAR-JEU-SAM 7h À 17h
C	16 AVRIL AU 15 NOVEMBRE LUNDI 8h À 12h	16 NOVEMBRE AU 15 AVRIL LUN-MER-VEN 7h À 17h
D	16 AVRIL AU 15 NOVEMBRE MARDI 8h À 12h	16 NOVEMBRE AU 15 AVRIL MAR-JEU-SAM 8h À 17h
E	16 AVRIL AU 15 NOVEMBRE LUNDI 8h À 12h	16 NOVEMBRE AU 15 AVRIL LUN-MER-VEN 8h À 17h
F	1er AVRIL AU 31 OCTOBRE MERCREDI 13h À 15h	1er NOVEMBRE AU 31 MARS MAR-MER-VEN 12h À 17h
G	1er AVRIL AU 31 OCTOBRE JEUDI 13h À 15h	1er NOVEMBRE AU 31 MARS LUN-JEU 12h À 17h
H	1er AVRIL AU 31 OCTOBRE JEUDI 12h À 14h	1er NOVEMBRE AU 31 MARS LUN-JEU 11h À 16h
K	1er AVRIL AU 31 OCTOBRE MERCREDI 12h À 14h	1er NOVEMBRE AU 31 MARS MAR-MER-VEN 11h À 16h
M	1er AVRIL AU 31 OCTOBRE JEUDI 7h30 À 9h30	1er NOVEMBRE AU 31 MARS LUN-JEU 4h À 9h
N	1er AVRIL AU 31 OCTOBRE MERCREDI 7h30 À 9h30	1er NOVEMBRE AU 31 MARS MAR-VEN 4h À 9h

Client

Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys

Consultant

SMi LES CONSULTANTS S.M. INC.
433, rue Chabanel Ouest, Montréal (Québec) H2N 2J8
(514) 982-6001 - Télécopieur: (514) 982-6106
groupesm.com

Description

RECONSTRUCTION DE L'ÉCOLE NOTRE–DAME DE LA GARDE (ANNEXE II)

ÉTUDE DES BESOINS EN CASES DE STATIONNEMENT
RÈGLEMENTATIONS EN VIGUEUR DANS UN RAYON DE 350 m

Dessiné par: Sébastien Bouchard, tech.	Projeté par: Sébastien Bouchard, tech.
Validé par: Eya–Wetu Talaki, ing., M.Sc.A.	Approuvé par: Eya–Wetu Talaki, ing., M.Sc.A.
Échelle: 1 : 3000	Date 04/29/2016

PROJET NO:	DESSIN NO:	RÉV.
F1624755	F001	00

FORMAT 11 x 17

2.3 Relevés de l'occupation du stationnement sur rue

Les relevés de l'occupation du stationnement sur rue ont été réalisés le mardi 26 avril 2016 aux périodes suivantes :

- Avant 7 h du matin : Pour capter l'occupation des stationnements sur rue par les résidents, avant que certains d'entre eux commencent à quitter le matin pour le travail;
- Après 10 h du matin : Pour capter l'occupation des stationnements sur rue par les travailleurs après l'entrée au travail entre 8 h et 9 h du matin.

Le tableau ci-après présente l'occupation du stationnement observée lors des relevés du 26 avril 2016.

Tableau 2.2 : Demande en stationnement sur rue observée le 26 avril 2016

SECTEUR À L'ÉTUDE	DEMANDE OBSERVÉE Entre 6 h et 7 h	DEMANDE OBSERVÉE Entre 10 h et 11 h	VARIATION Entre 7 h et 10 h
Rue LECLAIR	**44**	**59**	15
Rue DAVID	**9**	**6**	-3
Rue CRAWFORD	**57**	**57**	0
Rue LLOYD-GEORGE	**51**	**34**	-17
Rue CLÉMENCEAU	**35**	**51**	16
Rue FOCH	**42**	**24**	-18
Rue FAYOLLE	**30**	**10**	-20
Rue GÉRALD	**8**	**4**	-4
Rue CHURCHILL	**35**	**43**	8
Rue OUIMET	**12**	**5**	-7
Boul. LASALLE	**23**	**11**	-12
Avenue SENECAL	**6**	**0**	-6
TOTAL	**352**	**304**	-48

Entre 7 h et 10 h, on observe l'existence d'une demande liée aux travailleurs qui se substitue progressivement à l'occupation des stationnements par les résidents. Toutefois, l'occupation du stationnement par les résidents avant 7 h constitue le moment critique pour la demande en stationnement sur rue.

2.4 Analyse de la capacité résiduelle en stationnement sur rue

Le taux d'occupation du stationnement sur rue se définit comme le ratio entre la demande et l'offre en stationnement sur rue.

Pour un secteur donné, un taux d'occupation de 85% est considéré comme critique pour la recherche en cases de stationnement sur rue. À partir de ce seuil, les usagers commencent à éprouver de la difficulté à trouver du stationnement. Cela se traduit par un accroissement significatif du temps de recherche pour une case de stationnement et l'augmentation importante de la circulation dans le secteur pour la recherche de stationnement.

Un taux d'occupation de 100% signifie pratiquement qu'il n'y a plus de cases disponibles dans le secteur concerné ou le tronçon de rue concerné.

D'AVRIL À NOVEMBRE

Le tableau ci-après présente une synthèse du calcul de la capacité résiduelle dans le secteur pour la période d'avril à novembre; en considérant la demande observée lors des relevés du 26 avril 2016.

Tableau 2.3 : Capacité résiduelle d'avril à novembre

Capacité résiduelle Avril à novembre	LUNDI	MARDI	MERCREDI	JEUDI	VENDREDI
Pour atteindre 85% de taux d'occ.	375	378	53	74	413
Pour atteindre 100% de taux d'occ.	488	491	121	147	533

Pour la période d'avril à novembre, le nombre de cases disponibles sur rue est largement supérieur au nombre de cases requises pour les besoins de l'école (19 cases). La capacité résiduelle sur rue est très abondante et les usagers de l'école n'auront aucun problème à trouver des cases de stationnement sur rue.

DE NOVEMBRE À AVRIL

Le tableau ci-après présente une synthèse du calcul de la capacité résiduelle dans le secteur pour la période de novembre à avril.

Nous avons fait l'hypothèse que la demande observée lors des relevés du 26 avril 2016 est représentative de la demande en hiver (entre novembre et avril). En pratique, il est fort possible que la demande à cause de la baisse de la part modale en transport en commun à cause des conditions hivernales. De même, il est possible que l'offre de stationnement sur rue soit moindre que les valeurs utilisées dans notre calcul en rapport aux bancs de neige durant la saison hivernale.

Tableau 2.4 : Capacité résiduelle de novembre à avril

Capacité résiduelle Avril à novembre	LUNDI	MARDI	MERCREDI	JEUDI	VENDREDI
Pour atteindre 85% de taux d'occ.	45	18	56	39	24
Pour atteindre **100%** de taux d'occ.	112	79	124	105	86

On note que la capacité résiduelle sur rue pour la période d'avril à novembre est de beaucoup inférieure à la capacité résiduelle pour la période d'avril à novembre. Cela s'explique par la réglementation actuelle de stationnement qui interdit le stationnement sur un des 2 côtés de la rue sur toutes les rues du secteur à l'étude. Toutefois, le nombre de cases disponibles sur rue demeure suffisant pour les besoins de l'école (19 cases).

3 PROPOSITION D'UNE SOLUTION DE STATIONNEMENT POUR LES BESOINS DE L'ÉCOLE

D'après l'information fournie par la Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys, les besoins en stationnements sont destinés à satisfaire trois catégories d'usage :

USAGERS RÉGULIERS, EMPLOYÉS DU CORPS ENSEIGNANT ET EMPLOYÉS DU SERVICE DE GARDE

Ces usagers sont censés arriver entre 6 h et 8 h et de quitter après 15 h. La capacité des cases stationnement sur rue étant suffisante, ils pourront trouver une place par eux même dans les rues avoisinantes du site de l'école. À l'usage, ces usagers pourront développer une bonne connaissance du secteur afin d'être capables d'identifier facilement les tronçons de rue où le stationnement est disponible, selon le jour de la semaine et selon la période de la journée. Aucune modification à la réglementation de stationnement n'est donc requise pour les besoins de cette catégorie d'usagers.

USAGERS NON RÉGULIERS (EMPLOYÉS NON ENSEIGNANTS, VISITEURS)

Pour les usagers non réguliers, il pourrait être plus difficile de trouver des cases de stationnement, puisqu'ils arrivent après la période de pointe du matin, alors que les places à proximité de l'école sont prises par les travailleurs réguliers. Aussi, la possible méconnaissance du secteur pourrait rendre encore plus difficile la recherche de cases de stationnement sur rue. De plus, pour un parent venant rencontrer l'administration ou un enseignant, devoir stationner à 5 minutes de marche de l'école n'est pas pratique.

Nous proposons de réserver, pour cette clientèle, des zones de stationnement au pourtour de l'école, sur la rue Lloyd-George et sur la rue Churchill (en dehors des heures d'opération du débarcadère).

Avec, la réglementation en vigueur, au moins une des deux (2) zones proposées pour le stationnement des visiteurs sera disponible chaque jour de la semaine (voir le tableau ci-après). La mise en place de ces zones de stationnement ne nécessite donc pas de changement aux périodes existantes d'interdiction de stationnement. Il faudra cependant ajouter des panneaux de signalisation pour réserver l'usage de ces espaces aux besoins de l'école.

Tableau 3.1 : Extrait de la réglementation de stationnement existante

Tronçon de rue	INTERDICTION DE STATIONNEMENT	
Rue Churchill côté nord *(entre Clémenceau et Lloyd-George)*	1er avril au 31 octobre, mercredi 13 h à 15 h	1er novembre au 31 mars, mardi-mercredi-vendredi de 12 h à 17 h
Rue Lloyd-George côté ouest *(au nord de Churchill)*	1er avril au 31 octobre, jeudi 13 h à 15 h	1er novembre au 31 mars, lundi-jeudi de 12 h à 17 h

PERSONNES À MOBILITÉ RÉDUITE

Il est recommandé de prévoir 2 cases de stationnement sur rue pour personne à mobilité réduite. Ces cases seraient situées dans les zones de stationnement proposées sur la rue Lloyd-George et sur la rue Churchill pour les besoins des usagers non réguliers.

4 CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Les relevés de la réglementation et de la demande en stationnement sur rue réalisée dans le secteur avoisinant le site de l'École primaire Notre-Dame de La Garde Annexe II ont permis d'évaluer la disponibilité sur rue d'une offre de stationnement résiduelle permettant de relocaliser hors site les cases de stationnement initialement proposées sur le site du projet.

Nos analyses démontrent que l'offre résiduelle en stationnement sur rue dans un rayon de 350 m du site de l'école est suffisante pour accommoder les besoins en stationnement de l'école qui sont estimés à 19 cases selon la CSMB.

Pour le personnel administratif, le corps enseignant, les employés de la garderie qui constitueraient la majorité de la demande, ils pourront trouver une place par eux même dans les rues avoisinantes du site de l'école. Aucune modification à la réglementation de stationnement n'est donc requise pour les besoins de cette catégorie d'usagers.

Pour les usagers non réguliers (personnel non enseignant et visiteurs) qui arriveraient le plus souvent après 9 h, il est proposé de réserver des zones de stationnement sur rue attenante au site de l'école, sur la rue Lloyd-George et sur la rue Churchill (en dehors des heures d'opération du débarcadère).

De plus pour assurer l'accès pour les personnes à mobilité réduite, il est proposé de leur prévoir 2 cases de stationnement sur rue à même les zones de stationnement proposées sur la rue Lloyd-George et sur la rue Churchill pour les besoins des usagers non réguliers.

Annexe A : Calcul de l'offre et de la demande en stationnement – Avril à Novembre

PROJET: **F1624755**
Calacul **CAPACITÉ RÉSIDUELLE**
Période **AVRIL À NOVEMBRE**
Fait par: **Eya-Wetu Talaki**

					DEMANDE OBSERVÉE			OFFRE SELON RÈGLEM.					TAUX D'OCCUPATION					CAPACITÉ RÉSIDUELLE POUR 100%				
	Rue	Direction	Règl.	stat. permis	6h20	10h20	Max	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	LUN	MAR	MER	JEU	VEN
De Lasalle à David	Rue LECLAIR	NB	H	LUN-MAR-MER-VEN	4	0	6	10	10	5	5	10	60%	60%	120%	120%	60%	4	4	-1	-1	4
De Lasalle à David	Rue LECLAIR	SB	K	LUN-MAR-JEU-VEN	2	1																
De Lasalle à David	Rue CRAWFORD	NB	K	LUN-MAR-JEU-VEN	5	4	5	11	11	0	11	11	45%	45%	0%	45%	45%	6	6	-5	6	6
De Lasalle à David	Rue CRAWFORD	SB	H	LUN-MAR-MER-VEN	0	0																
Lassale à Churchill	Rue LECLAIR	NB	H	LUN-MAR-MER-VEN	9	12	16	27	27	11	16	27	59%	59%	145%	100%	59%	11	11	-5	0	11
Lassale à Churchill	Rue LECLAIR	SB	K	LUN-MAR-JEU-VEN	7	6																
Lassale à Churchill	Rue DAVID	WB	H	LUN-MAR-MER-VEN	7	4	9	22	22	12	10	22	41%	41%	75%	90%	41%	13	13	3	1	13
Lassale à Churchill	Rue DAVID	EB	K	LUN-MAR-JEU-VEN	2	2																
Lassale à Churchill	Rue CRAWFORD	NB	K	LUN-MAR-JEU-VEN	13	10	32	35	35	20	15	35	91%	91%	160%	213%	91%	3	3	-12	-17	3
Lassale à Churchill	Rue CRAWFORD	SB	H	LUN-MAR-MER-VEN	19	16																
Lassale à Churchill	Rue LLOYD-GEORGE	NB	F	LUN-MAR-JEU-VEN	15	8	34	54	54	31	23	54	63%	63%	110%	148%	63%	20	20	-3	-11	20
Lassale à Churchill	Rue LLOYD-GEORGE	SB	G	LUN-MAR-MER-VEN	19	10																
Lassale à Churchill	Rue CLÉMENÇEAU	NB	G	LUN-MAR-MER-VEN	11	10	27	40	40	19	21	40	68%	68%	142%	129%	68%	13	13	-8	-6	13
Lassale à Churchill	Rue CLÉMENÇEAU	SB	F	LUN-MAR-JEU-VEN	16	9																
Lassale à Churchill	Rue FOCH	NB	F	LUN-MAR-JEU-VEN	7	8	16	32	32	14	18	32	50%	50%	114%	89%	50%	16	16	-2	2	16
Lassale à Churchill	Rue FOCH	SB	G	LUN-MAR-MER-VEN	9	8																
Lassale à Churchill	Rue FAYOLLE	NB	G	LUN-MAR-MER-VEN	6	2	13	18	18	8	10	18	72%	72%	163%	130%	72%	5	5	-5	-3	5
Lassale à Churchill	Rue FAYOLLE	SB	F	LUN-MAR-JEU-VEN	7	1																
Lassale à Churchill	Rue GÉRALD	NB	E	MAR-MER-JEU-VEN	0	0	0	6	4	10	10	10	0%	0%	0%	0%	0%	6	4	10	10	10
Lassale à Churchill	Rue GÉRALD	SB	D	LUN-MER-JEU-VEN	0	0																
Lassale à Churchill	Avenue SENECAL	NB	B	LUN-MER-JEU-VEN	0	0	0	6	4	10	10	10	0%	0%	0%	0%	0%	6	4	10	10	10
Lassale à Churchill	Avenue SENECAL	SB	C	MAR-MER-JEU-VEN	0	0																
Churchill à Ouimet	Rue LECLAIR	NB	H	LUN-MAR-MER-VEN	14	15	18	40	40	16	24	40	45%	45%	113%	75%	45%	22	22	-2	6	22
Churchill à Ouimet	Rue LECLAIR	SB	K	LUN-MAR-JEU-VEN	4	21																
Churchill à Ouimet	Rue CRAWFORD	NB	K	LUN-MAR-JEU-VEN	6	5	16	29	29	19	10	29	55%	55%	84%	160%	55%	13	13	3	-6	13
Churchill à Ouimet	Rue CRAWFORD	SB	H	LUN-MAR-MER-VEN	10	18																
Churchill à Ouimet	Rue LLOYD-GEORGE	NB	F	LUN-MAR-JEU-VEN	5	4	10	49	49	29	20	49	20%	20%	34%	50%	20%	39	39	19	10	39
Churchill à Ouimet	Rue LLOYD-GEORGE	SB	G	LUN-MAR-MER-VEN	5	8																
Churchill à Ouimet	Rue CLÉMENÇEAU	NB	G	LUN-MAR-MER-VEN	5	16	8	52	52	28	24	52	15%	15%	29%	33%	15%	44	44	20	16	44
Churchill à Ouimet	Rue CLÉMENÇEAU	SB	F	LUN-MAR-JEU-VEN	3	16																
Churchill à Ouimet	Rue FOCH	NB	F	LUN-MAR-JEU-VEN	4	1	20	43	43	22	21	43	47%	47%	91%	95%	47%	23	23	2	1	23
Churchill à Ouimet	Rue FOCH	SB	G	LUN-MAR-MER-VEN	16	5																
Churchill à Ouimet	Rue FAYOLLE	NB	G	LUN-MAR-MER-VEN	5	2	13	46	46	23	23	46	28%	28%	57%	57%	28%	33	33	10	10	33
Churchill à Ouimet	Rue FAYOLLE	SB	F	LUN-MAR-JEU-VEN	8	3																
Churchill à Ouimet	Rue GÉRALD	NB	E	MAR-MER-JEU-VEN	6	4	8	22	19	41	41	41	36%	42%	20%	20%	20%	14	11	33	33	33
Churchill à Ouimet	Rue GÉRALD	SB	D	LUN-MER-JEU-VEN	2	0																
Churchill à Ouimet	Avenue SENECAL	NB	B	LUN-MER-JEU-VEN	1	0	6	8	8	16	16	16	75%	75%	38%	38%	38%	2	2	10	10	10
Churchill à Ouimet	Avenue SENECAL	SB	C	MAR-MER-JEU-VEN	5	0																

PROJET: **F1624755**
Calacul **CAPACITÉ RÉSIDUELLE**
Période **AVRIL À NOVEMBRE**
Fait par: **Eya-Wetu Talaki**

					DEMANDE OBSERVÉE			OFFRE SELON RÈGLEM.					TAUX D'OCCUPATION					CAPACITÉ RÉSIDUELLE POUR				100%
Au nord de Ouimet	Rue LECLAIR	NB	H	LUN-MAR-MER-VEN	2	1	4	9	9	4	5	9	44%	44%	100%	80%	44%	5	5	0	1	5
Au nord de Ouimet	Rue LECLAIR	SB	K	LUN-MAR-JEU-VEN	2	3																
Au nord de Ouimet	Rue CRAWFORD	NB	K	LUN-MAR-JEU-VEN	2	2	4	17	17	8	9	17	24%	24%	50%	44%	24%	13	13	4	5	13
Au nord de Ouimet	Rue CRAWFORD	SB	H	LUN-MAR-MER-VEN	2	2																
Au nord de Ouimet	Rue LLOYD-GEORGE	NB	F	LUN-MAR-JEU-VEN	5	3	7	22	22	8	14	22	32%	32%	88%	50%	32%	15	15	1	7	15
Au nord de Ouimet	Rue LLOYD-GEORGE	SB	G	LUN-MAR-MER-VEN	2	1																
Au nord de Ouimet	Rue FOCH	NB	F	LUN-MAR-JEU-VEN	4	1	6	17	17	9	8	17	35%	35%	67%	75%	35%	11	11	3	2	11
Au nord de Ouimet	Rue FOCH	SB	G	LUN-MAR-MER-VEN	2	1																
Au nord de Ouimet	Rue FAYOLLE	NB	G	LUN-MAR-MER-VEN	2	1	4	12	12	6	6	12	33%	33%	67%	67%	33%	8	8	2	2	8
Au nord de Ouimet	Rue FAYOLLE	SB	F	LUN-MAR-JEU-VEN	2	1																
À l'ouest de Clémenceau	Rue CHURCHILL	WB	F	LUN-MAR-JEU-VEN	10	3	18	47	47	20	27	47	38%	38%	90%	67%	38%	29	29	2	9	29
À l'ouest de Clémenceau	Rue CHURCHILL	EB	G	LUN-MAR-MER-VEN	8	4																
À l'ouest de Clémenceau	Rue OUIMET	WB	G	LUN-MAR-MER-VEN	2	2	5	24	24	13	11	24	21%	21%	38%	45%	21%	19	19	8	6	19
À l'ouest de Clémenceau	Rue OUIMET	EB	F	LUN-MAR-JEU-VEN	3	0																
À l'ouest de Clémenceau	Boul. LASALLE (À l'est de FAYOLLE)	WB	M	LUN-MAR-MER-VEN	10	5	10	28	28	17	11	28	36%	36%	59%	91%	36%	18	18	7	1	18
À l'ouest de Clémenceau	Boul. LASALLE (À l'est de FAYOLLE)	EB	N	LUN-MAR-JEU-VEN	0	0																
À l'ouest de Clémenceau	Boul. LASALLE (À l'ouest de FAYOLLE)	WB	A	MAR-MER-JEU-VEN	4	1	4	0	10	10	10	10	0%	40%	40%	40%	40%	-4	6	6	6	6
À l'ouest de Clémenceau	Boul. LASALLE (À l'ouest de FAYOLLE)			0	0	0																
À l'est de Clémenceau	Rue CHURCHILL	WB	F	LUN-MAR-JEU-VEN	7	17	17	46	46	18	28	46	37%	37%	94%	61%	37%	29	29	1	11	29
À l'est de Clémenceau	Rue CHURCHILL	EB	G	LUN-MAR-MER-VEN	10	19																
À l'est de Clémenceau	Rue OUIMET	WB	G	LUN-MAR-MER-VEN	6	3	7	29	29	14	15	29	24%	24%	50%	47%	24%	22	22	7	8	22
À l'est de Clémenceau	Rue OUIMET	EB	F	LUN-MAR-JEU-VEN	1	0																
À l'est de Clémenceau	Boul. LASALLE (À l'est de FAYOLLE)	WB	M	LUN-MAR-MER-VEN	7	5	9	39	39	12	27	39	23%	23%	75%	33%	23%	30	30	3	18	30
À l'est de Clémenceau	Boul. LASALLE (À l'est de FAYOLLE)	EB	N	LUN-MAR-JEU-VEN	2	0																
					352	304	352	840	843	473	499	885						**488**	**491**	**121**	**147**	**533**

Annexe B : Calcul de l'offre et de la demande en stationnement – Novembre à Avril

PROJET: **F1624755**
Calacul **CAPACITÉ RÉSIDUELLE**
Période **NOVEMBRE À AVRIL**
Fait par: **Eya-Wetu Talaki**

	Rue	Direction	Règl.	stat. permis	DEMANDE OBSERVÉE 6h20	10h20	Max	OFFRE SELON RÈGLEM. LUN	MAR	MER	JEU	VEN	TAUX D'OCCUPATION LUN	MAR	MER	JEU	VEN	CAPACITÉ RÉSIDUELLE LUN	MAR	MER	JEU	VEN	100%
De Lasalle à David	Rue LECLAIR	NB	H	MAR-MER-VEN	4	0																	
De Lasalle à David	Rue LECLAIR	SB	K	LUN-JEU	2	1	6	5	5	5	5	5	120%	120%	120%	120%	120%	-1	-1	-1	-1	-1	
De Lasalle à David	Rue CRAWFORD	NB	K	LUN-JEU	5	4																	
De Lasalle à David	Rue CRAWFORD	SB	H	MAR-MER-VEN	0	0	5	11	0	0	11	0	45%	0%	0%	45%	0%	6	-5	-5	6	-5	
Lassale à Churchill	Rue LECLAIR	NB	H	MAR-MER-VEN	9	12																	
Lassale à Churchill	Rue LECLAIR	SB	K	LUN-JEU	7	6	16	16	11	11	16	11	100%	145%	145%	100%	145%	0	-5	-5	0	-5	
Lassale à Churchill	Rue DAVID	WB	H	MAR-MER-VEN	7	4																	
Lassale à Churchill	Rue DAVID	EB	K	LUN-JEU	2	2	9	10	12	12	10	12	90%	75%	75%	90%	75%	1	3	3	1	3	
Lassale à Churchill	Rue CRAWFORD	NB	K	LUN-JEU	13	10																	
Lassale à Churchill	Rue CRAWFORD	SB	H	MAR-MER-VEN	19	16	32	15	20	20	15	20	213%	160%	160%	213%	160%	-17	-12	-12	-17	-12	
Lassale à Churchill	Rue LLOYD-GEORGE	NB	F	LUN-JEU	15	8																	
Lassale à Churchill	Rue LLOYD-GEORGE	SB	G	MAR-MER-VEN	19	10	34	23	31	31	23	31	148%	110%	110%	148%	110%	-11	-3	-3	-11	-3	
Lassale à Churchill	Rue CLÉMENÇEAU	NB	G	MAR-MER-VEN	11	10																	
Lassale à Churchill	Rue CLÉMENÇEAU	SB	F	LUN-JEU	16	9	27	21	19	19	21	19	129%	142%	142%	129%	142%	-6	-8	-8	-6	-8	
Lassale à Churchill	Rue FOCH	NB	F	LUN-JEU	7	8																	
Lassale à Churchill	Rue FOCH	SB	G	MAR-MER-VEN	9	8	16	18	14	14	18	14	89%	114%	114%	89%	114%	2	-2	-2	2	-2	
Lassale à Churchill	Rue FAYOLLE	NB	G	MAR-MER-VEN	6	2																	
Lassale à Churchill	Rue FAYOLLE	SB	F	LUN-JEU	7	1	13	10	8	8	10	8	130%	163%	163%	130%	163%	-3	-5	-5	-3	-5	
Lassale à Churchill	Rue GÉRALD	NB	E	MAR-JEU	0	0																	
Lassale à Churchill	Rue GÉRALD	SB	D	LUN-MER-VEN	0	0	0	6	4	6	4	6	0%	0%	0%	0%	0%	6	4	6	4	6	
Lassale à Churchill	Avenue SENECAL	NB	B	LUN-MER-VEN	0	0																	
Lassale à Churchill	Avenue SENECAL	SB	C	MAR-JEU	0	0	0	6	4	6	4	6	0%	0%	0%	0%	0%	6	4	6	4	6	
Churchill à Ouimet	Rue LECLAIR	NB	H	MAR-MER-VEN	14	15																	
Churchill à Ouimet	Rue LECLAIR	SB	K	LUN-JEU	4	21	18	24	16	16	24	16	75%	113%	113%	75%	113%	6	-2	-2	6	-2	
Churchill à Ouimet	Rue CRAWFORD	NB	K	LUN-JEU	6	5																	
Churchill à Ouimet	Rue CRAWFORD	SB	H	MAR-MER-VEN	10	18	16	10	19	19	10	19	160%	84%	84%	160%	84%	-6	3	3	-6	3	
Churchill à Ouimet	Rue LLOYD-GEORGE	NB	F	LUN-JEU	5	4																	
Churchill à Ouimet	Rue LLOYD-GEORGE	SB	G	MAR-MER-VEN	5	8	10	20	29	29	20	29	50%	34%	34%	50%	34%	10	19	19	10	19	
Churchill à Ouimet	Rue CLÉMENÇEAU	NB	G	MAR-MER-VEN	5	16																	
Churchill à Ouimet	Rue CLÉMENÇEAU	SB	F	LUN-JEU	3	16	8	24	28	28	24	28	33%	29%	29%	33%	29%	16	20	20	16	20	
Churchill à Ouimet	Rue FOCH	NB	F	LUN-JEU	4	1																	
Churchill à Ouimet	Rue FOCH	SB	G	MAR-MER-VEN	16	5	20	21	22	22	21	22	95%	91%	91%	95%	91%	1	2	2	1	2	
Churchill à Ouimet	Rue FAYOLLE	NB	G	MAR-MER-VEN	5	2																	
Churchill à Ouimet	Rue FAYOLLE	SB	F	LUN-JEU	8	3	13	23	23	23	23	23	57%	57%	57%	57%	57%	10	10	10	10	10	
Churchill à Ouimet	Rue GÉRALD	NB	E	MAR-JEU	6	4																	
Churchill à Ouimet	Rue GÉRALD	SB	D	LUN-MER-VEN	2	0	8	22	19	22	19	22	36%	42%	36%	42%	36%	14	11	14	11	14	
Churchill à Ouimet	Rue CHURCHILL	WB	F	LUN-JEU	7	17																	
Churchill à Ouimet	Rue CHURCHILL	EB	G	MAR-MER-VEN	10	19	17	28	18	18	28	18	61%	94%	94%	61%	94%	11	1	1	11	1	
Churchill à Ouimet	Rue OUIMET	WB	G	MAR-MER-VEN	6	3																	
Churchill à Ouimet	Rue OUIMET	EB	F	LUN-JEU	1	0	7	15	14	14	15	14	47%	50%	50%	47%	50%	8	7	7	8	7	
Churchill à Ouimet	Boul. LASALLE 1	WB	M	MAR-MER-VEN	7	5																	
Churchill à Ouimet	Boul. LASALLE 1	EB	N	LUN-MER-JEU	2	0	9	27	12	39	27	12	33%	75%	23%	33%	75%	18	3	30	18	3	
Churchill à Ouimet	Avenue SENECAL	NB	B	LUN-MER-VEN	1	0																	
Churchill à Ouimet	Avenue SENECAL	SB	C	MAR-JEU	5	0	6	8	8	8	8	8	75%	75%	75%	75%	75%	2	2	2	2	2	

PROJET: **F1624755**
Calacul **CAPACITÉ RÉSIDUELLE**
Période **NOVEMBRE À AVRIL**
Fait par: **Eya-Wetu Talaki**

	Rue	Direction	Règl.	stat. permis	DEMANDE OBSERVÉE 6h20	DEMANDE OBSERVÉE 10h20	DEMANDE OBSERVÉE Max	OFFRE SELON RÈGLEM. LUN	MAR	MER	JEU	VEN	TAUX D'OCCUPATION LUN	MAR	MER	JEU	VEN	CAPACITÉ RÉSIDUELLE LUN	MAR	MER	JEU	VEN	100%
À l'ouest de Clémenceau	Rue CHURCHILL	WB	F	LUN-JEU	10	3																	
À l'ouest de Clémenceau	Rue CHURCHILL	EB	G	MAR-MER-VEN	8	4	18	27	20	20	27	20	67%	90%	90%	67%	90%	9	2	2	9	2	
À l'ouest de Clémenceau	Rue OUIMET	WB	G	MAR-MER-VEN	2	2																	
À l'ouest de Clémenceau	Rue OUIMET	EB	F	LUN-JEU	3	0	5	11	13	13	11	13	45%	38%	38%	45%	38%	6	8	8	6	8	
À l'ouest de Clémenceau	Boul. LASALLE 1	WB	M	MAR-MER-VEN	10	5																	
À l'ouest de Clémenceau	Boul. LASALLE 1	EB	N	LUN-MER-JEU	0	0	10	11	17	28	11	17	91%	59%	36%	91%	59%	1	7	18	1	7	
À l'ouest de Clémenceau	Boul. LASALLE 2	WB	A	JN-MAR-MER-JEU-VE	4	1																	
À l'ouest de Clémenceau	Boul. LASALLE 2			0	0	0	4	10	10	10	10	10	40%	40%	40%	40%	40%	6	6	6	6	6	
Au nord de Ouimet	Rue LECLAIR	NB	H	MAR-MER-VEN	2	1																	
Au nord de Ouimet	Rue LECLAIR	SB	K	LUN-JEU	2	3	4	5	4	4	5	4	80%	100%	100%	80%	100%	1	0	0	1	0	
Au nord de Ouimet	Rue CRAWFORD	NB	K	LUN-JEU	2	2																	
Au nord de Ouimet	Rue CRAWFORD	SB	H	MAR-MER-VEN	2	2	4	9	8	8	9	8	44%	50%	50%	44%	50%	5	4	4	5	4	
Au nord de Ouimet	Rue LLOYD-GEORGE	NB	F	LUN-JEU	5	3																	
Au nord de Ouimet	Rue LLOYD-GEORGE	SB	G	MAR-MER-VEN	2	1	7	14	8	8	14	8	50%	88%	88%	50%	88%	7	1	1	7	1	
Au nord de Ouimet	Rue FOCH	NB	F	LUN-JEU	4	1																	
Au nord de Ouimet	Rue FOCH	SB	G	MAR-MER-VEN	2	1	6	8	9	9	8	9	75%	67%	67%	75%	67%	2	3	3	2	3	
Au nord de Ouimet	Rue FAYOLLE	NB	G	MAR-MER-VEN	2	1																	
Au nord de Ouimet	Rue FAYOLLE	SB	F	LUN-JEU	2	1	4	6	6	6	6	6	67%	67%	67%	67%	67%	2	2	2	2	2	
					352	304	352	464	431	476	457	438						**112**	**79**	**124**	**105**	**86**	

Projet de règlement



Projet de règlement_article 89 1°.doc

Annexes applicables au projet de règlement





Annexe A.pdfAnnexe B.pdfAnnexe C.pdf

Annexe B

INSPIRATIONS

Écorce

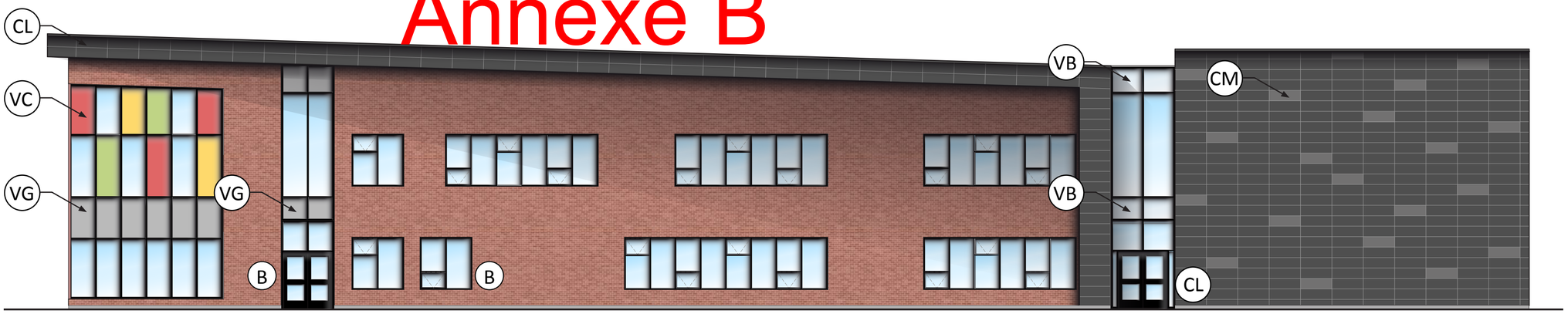


Ecole primaire Mc Micken Heights, Seattle, TCF Architecture

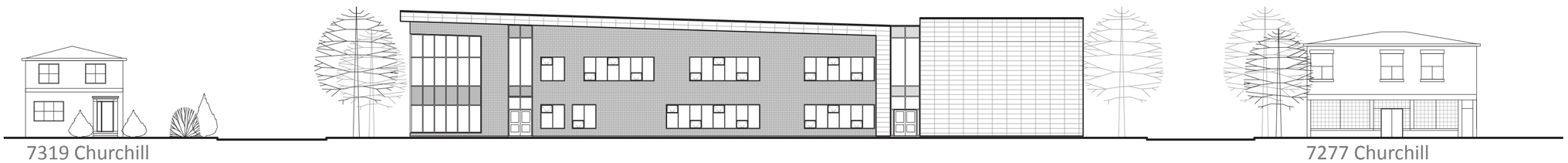
Intégration

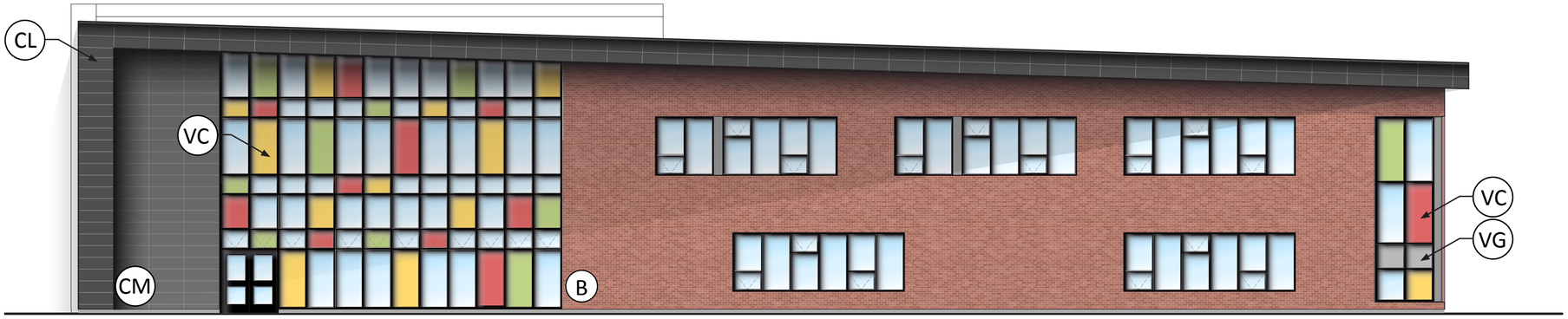


1544 rue Lloyd-George

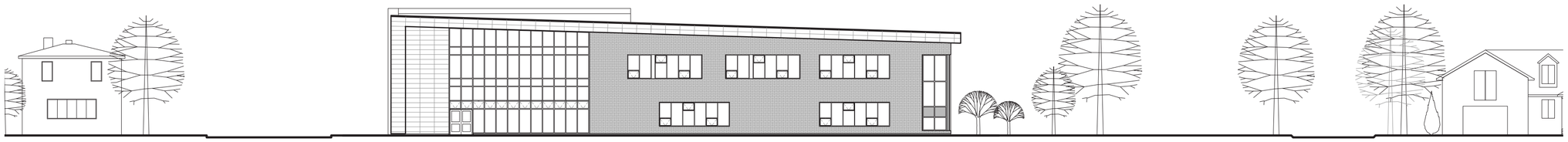


FAÇADE CHURCHILL





FAÇADE LLOYD-GEORGE



REÇU
Par Frédéric St-Louis , 10:54, 16/12/2016

- (B) Brique d'argile
- (CM) Céramique fini mat
- (CL) Céramique fini lustré
- (VG) Verre fritté gris
- (VB) Verre fritté blanc
- (VC) Verre coloré
- (S) Bris soleil en acier peint

RIOPEL+ASSOCIÉS ARCHITECTES

COMMISSION SCOLAIRE MARGUERITE-BOURGEOYS

Reconstruction de l'école Notre-Dame-de-la-Garde annexe 2
1310 rue Lloyd-George, Verdun, Québec
Projet no. 176-2011-NDG2

Présentation pour permis | Arrondissement de Verdun
Matériaux et élévations
13 juin 2016

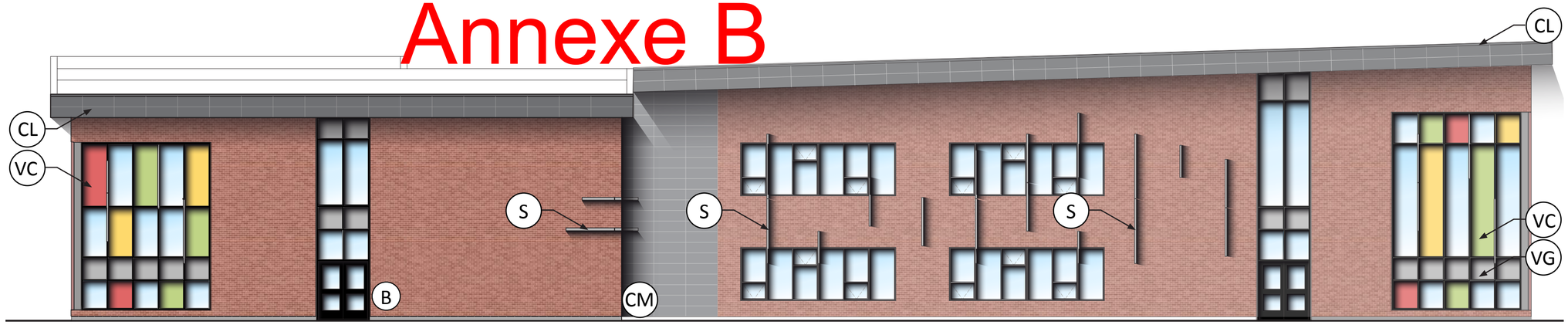
Annexe B

INSPIRATIONS

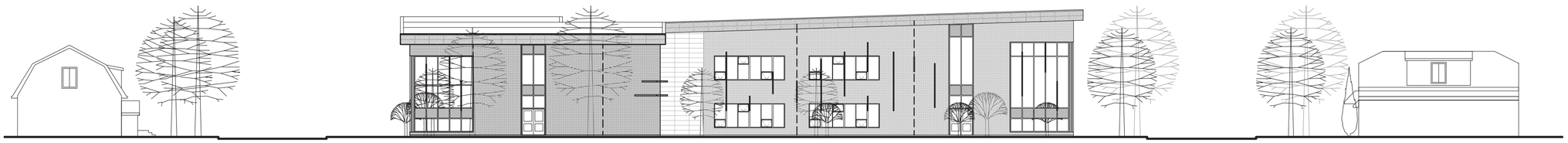
Coloration et matérialité

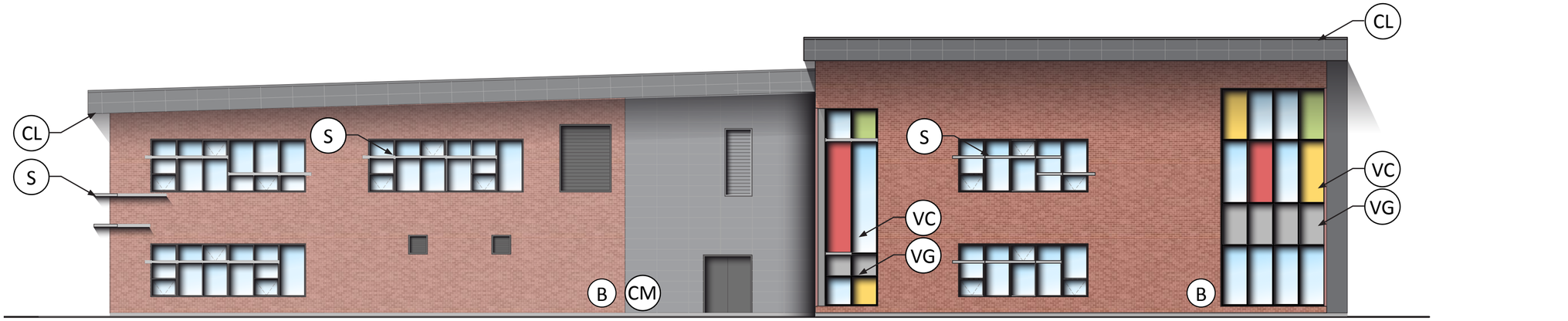


École primaire Neubiberg, Krug & Partner, Munich

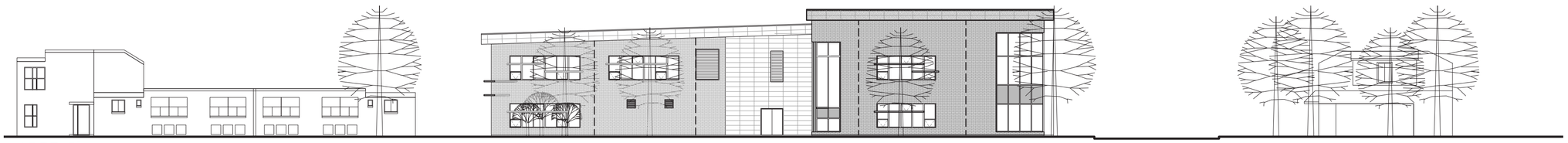


FAÇADE COUR D'ÉCOLE





FAÇADE CLEMENCEAU



1355 Clemenceau

REÇU
Par Frédéric St-Louis , 10:54, 16/12/2016

- (B) Brique d'argile
- (CM) Céramique fini mat
- (CL) Céramique fini lustré
- (VG) Verre fritté gris
- (VB) Verre fritté blanc
- (VC) Verre coloré
- (S) Bris soleil en acier peint

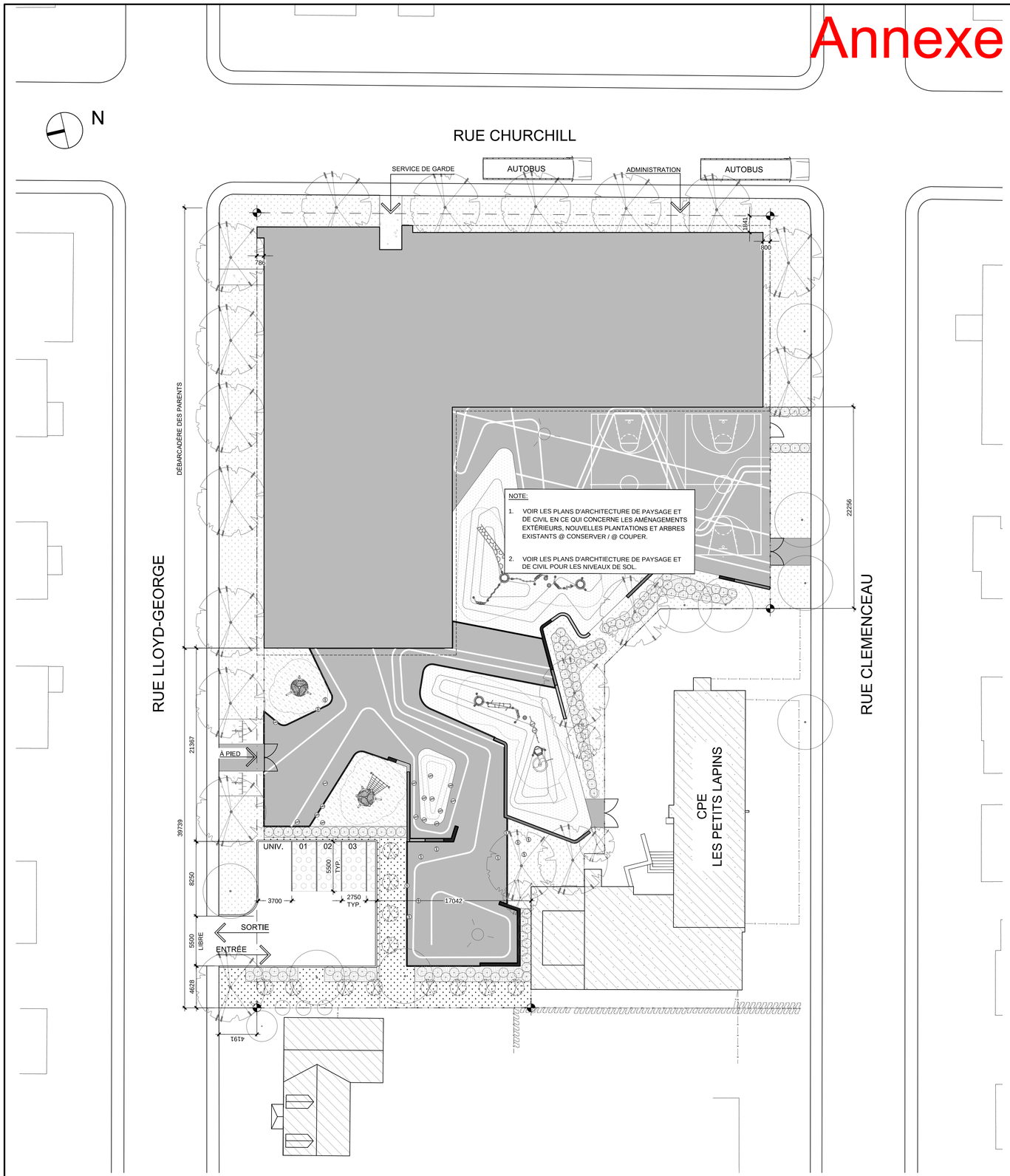
RIOPEL+ASSOCIÉS ARCHITECTES

COMMISSION SCOLAIRE MARGUERITE-BOURGEOYS

Reconstruction de l'école Notre-Dame-de-la-Garde annexe 2
1310 rue Lloyd-George, Verdun, Québec
Projet no. 176-2011-NDG2

Présentation pour permis | Arrondissement de Verdun
Matériaux et élévations
13 juin 2016

Annexe C



01 - PLAN D'IMPLANTATION
ECHELLE: 1:250

REÇU
Par Frédéric St-Louis , 10:56, 16/12/2016

INFORMATION GÉNÉRALES SUR L'IMPLANTATION

DONNÉES SUR LE BÂTIMENT PROJETÉ

AIRE DU BÂTIMENT:	1 622m²
AIRE DE PLANCHER:	3 026m²
NOMBRE D'ÉTAGES:	2 ÉTAGES
SUPERFICIE COUR D'ÉCOLE:	1 995m²
SUPERFICIE PAR ÉLÈVE: (basé sur un programme de 300 élèves)	6,65m² / ÉLÈVES

POURCENTAGE D'IMPLANTATION

SUPERFICIE DU LOT:	4065,1m²
ESPACE BÂTI / TERRAIN:	39,9%
COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL:	74,4%
NOMBRE DE CASE DE STATIONNEMENT:	3 CASES ET 1 CASE UNIVERSELLE

EXIGENCES DE L'ARRONDISSEMENT:

ESPACE BÂTI / TERRAIN:	10% À 30%
C.O.S. MAXIMAL:	20% À 60%
NOMBRE D'ÉTAGES:	1 A 2 ÉTAGES
NOMBRE DE CASES DE STATIONNEMENT:	37 CASES

NOTES GÉNÉRALES

NG1. CONCERNANT LES CONDITIONS EXISTANTES : IL EST ENTENDU QUE L'ENTREPRENEUR A PRIS CONNAISSANCE DU SITE ET DES CONDITIONS LOCALES AFFECTANT SES TRAVAUX ET QUE CELUI-CI EST CONFIANT QU'IL PEUT RÉALISER LES TRAVAUX EN FONCTION DES CONDITIONS EXISTANTES. AUCUN COÛT ADDITIONNEL NE SERA DÉFRAYÉ EN REGARD DES LIMITES ÉTABLIES PAR LES CONDITIONS EXISTANTES. AUCUN COÛT ADDITIONNEL NE SERA DÉFRAYÉ POUR TOUTE DÉPENSE ENCOURUE ENVERS UN MANQUEMENT À L'EXAMEN DES LIEUX ET L'ANALYSE DES CONDITIONS EXISTANTES.

NG2. COORDONNER L'ENSEMBLE DES TRAVAUX AVEC TOUTES LES DIFFÉRENTES DISCIPLINES IMPLIQUÉES (ARCHITECTURE, STRUCTURE, MÉCANIQUE, ÉLECTRICITÉ, ETC.). L'ENTREPRENEUR DEVRA COORDONNER TOUTES LES DIFFÉRENTES ÉTAPES DE DÉMOLITION ET DE CONSTRUCTION AVEC TOUS LES INTERVENANTS ET SOUS-TRAITANTS.

NG3. FOURNIR ET INSTALLER TOUTES LES CLÔTURES TEMPORAIRES ET CONTRÔLE D'ACCÈS AU PÉRIMÈTRE DE LA LIMITE DES TRAVAUX DE MANIÈRE À GARDER LE CHANTIER SÉCURITAIRE EN TOUT TEMPS.

NG4. VOIR PLAN DE GÉNIE CIVL POUR INFRASTRUCTURE, DRAINAGE ET NOUVEAU NIVEAU DE TERRAIN.

NG5. VOIR PLAN D'ÉLECTRICITÉ POUR ÉCLAIRAGE ET ALIMENTATION ÉLECTRIQUE.

NG6. LE PLAN DE SITE A ÉTÉ PRÉPARÉ SUR LA BASE DES INFORMATIONS RECUEILLIES AU PLAN D'ARPENTAGE DE LOUIS BOUDREAULT ARPENTEUR-GÉOMÈTRE, DATÉ DU 02-06-2016, DOSSIER B12-039, MINUTE 22 102.

NG7. L'ENTREPRENEUR DEVRA VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS, NIVEAUX, COMPOSITIONS TYPES ET AUTRES AVANT DE DÉBUTER LES TRAVAUX.

NG8. TOUTES LES DIMENSIONS DOIVENT ÊTRE VÉRIFIÉES SUR PLACE AVANT LA PRODUCTION DES PORTES, FENÊTRES, ESCALIERS, ÉBÉNISTERIES, ETC.

NG9. FOURNIR ET INSTALLER TOUS LES FONDS DE CLOUAGE REQUIS POUR LA FIXATION DES ACCESSOIRES ET DU MOBILIER (TBI, TABLEAUX, TAILLE CRAYON, CROCHETS, ETC). INSTALLER UN FOND DE CLOUAGE DERRIÈRE TOUS LES TABLEAUX DANS TOUTES LES CLASSES. POUR LES FONDS DE CLOUAGE DERRIÈRE LES TABLEAUX, L'ENTREPRENEUR DOIT COORDONNER LA DIMENSION ET L'EMPLACEMENT DE CE FOND DE CLOUAGE AVEC LE FOURNISSEUR DES TABLEAUX ET LE PROPRIÉTAIRE.

NG10. PRÉVOIR TOUS LES ÉLÉMENTS DE MÉCANIQUE, D'ÉLECTRICITÉ ET AUTRES SELONS LES PLANS DES INGÉNIEURS ET DE PAYSAGE.

NG11. AMÉNAGER UNE PENTE NÉCESSAIRE DANS TOUTES LES PIÈCES MUNIES D'UN DRAIN DE PLANCHER. VOIR ING. POUR LA LOCALISATION. SOUMETTRE LE DESSIN D'ATELIER PROPOSANT LES PENTES POUR APPROBATION AVANT DE PROCÉDER.

NG12. TOUS LES PERCEMENTS DANS LES CLOISONS DOIVENT ÊTRE SCELLÉS SELON LE DEGRÉ COUPE-FEU REQUIS POUR LA CLOISON.

NG13. AUCUN PERCEMENTS N'EST PERMIS DANS LA PROTECTION COUPE-FEU EN GYPSE DE LA STRUCTURE D'ACIER.

NG14. L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL EST RESPONSABLE D'ASSURER L'INTÉGRITÉ DES SÉPARATIONS COUPE-FEU. DES SYSTÈMES D'OBTURATION CONFORME AU CNB DOIVENT ÊTRE INSTALLÉS AUX PERCEMENTS ET OUVERTURES. L'ENTREPRENEUR DEVRA SOUMETTRE LA COPIE DE L'HOMOLOGATION DE L'ESSAI DE CHAQUE PRODUIT PROPOSÉ ET CE POUR CHAQUE CONFIGURATION RENCONTRÉE.

NG16. DANS LES PIÈCES OÙ UN PLAFOND SUSPENDU EST PRÉVU, PULVÉRISER D'ENDUIT IGNIFUGEANT LA SECTION DES COLONNES SE TROUVANT DANS L'ENTRE PLAFOND. CHEVAUCHER SUR MINIMUM 13mm L'ENDUIT IGNIFUGEANT SUR L'ASSEMBLAGE COUPE-FEU DE CHAQUE COLONNE CONFORMÉMENT AU SYSTÈME UL HOMOLOGUÉ APPROPRIÉ.

NG17. DANS LES PIÈCES OÙ LE PLATELAGE EST EXPOSÉ, POURSUIVRE LA PROTECTION COUPE-FEU EN GYPSE DE LA STRUCTURE JUSQU'AU PLATELAGE D'ACIER. PRÉVOIR UN MONTANT MÉTALLIQUE AU POURTOUR DE LA TÊTE DE LA COLONNE. PULVÉRISER UN MASTIC COUPE-FEU CONTINU DE 3mm D'ÉPAISSEUR. CHEVAUCHER LE MASTIC SUR MINIMUM 13mm SUR LA COLONNE ET SUR LE PLAFOND CONFORMÉMENT AU SYSTÈME UL HOMOLOGUÉ. PEINDRE LE MASTIC.

NG18. TOUTES LES CLOISONS INSONORISÉES DOIVENT ÊTRE SCELLÉES AU HAUT ET AU BAS DES CLOISONS ET CE SUIVANT TOUS LES PROFILS ET FORMES RENCONTRÉS.

NG19. TOUS LES PERCEMENTS DANS LES CLOISONS ACOUSTIQUES DOIVENT ÊTRE SCELLÉS AVEC UN SCELLANT ACOUSTIQUE.

NG20. TOUS LES MURS ET CLOISONS SERONT CONSTRUITS DALLE @ DALLE À MOINS D'INDICATIONS CONTRAIRES.

NG21. À MOINS D'INDICATIONS CONTRAIRES AUX PLANS, LES CLOISONS ADJACENTES AUX CASIERS AURONT LA PROFONDEUR DES CASIERS SOIT ±305mm ET SERONT DE DALLE @ PLAFOND. L'ENTREPRENEUR DOIT COORDONNÉE LA PROFONDEUR DES CLOISONS EN FONCTION DES CASIERS SÉLECTIONNÉS ET APPROUVÉS.

NG22. À MOINS D'INDICATIONS CONTRAIRES AUX PLANS, LES SOUFFLAGES ADJACENTS AUX ÉBÉNISTERIES AURONT LA PROFONDEUR DES COMPTOIRS ET SERONT DE TYPE C7. LES SOUFFLAGES SERONT DE DALLE @ PLAFOND LORSQU'UN PLAFOND SUSPENDU EST PRÉVU DANS LA PIÈCE ET DE DALLE @ DALLE LORSQUE LE PLATELAGE D'ACIER EST EXPOSÉ.

NOTES GÉNÉRALES

NG23. SAUF POUR LES PORTES INTÉRIEURES DES ISSUES QUIS SERONT CENTRÉES PAR RAPPORT AU MUR ET À MOINS D'INDICATIONS CONTRAIRES, LE JAMBAGE DES PORTES CÔTÉ CHARNIÈRES SERA POSITIONNÉ À 150mm D'UNE CLOISON TRANSVERSALE.

NG24. PRÉVOIR ET COORDONNER LES PERCEMENTS NÉCESSAIRES POUR LE PASSAGE DE TOUS LES ÉLÉMENTS INDIQUÉS AUX PLANS D'ARCHITECTURE ET AUX PLANS DES INGÉNIEURS. FOURNIR ET INSTALLER LES ÉLÉMENTS DE SUPPORT REQUIS À L'INTÉGRITÉ ET À LA STABILITÉ DES ÉLÉMENTS PERCÉS.

NG25. CONDUITS DE CHAUFFAGE: PARTOUT OÙ CELA EST POSSIBLE ET À MOINS D'INDICATIONS CONTRAIRES AUX PLANS, LES CONDUITS DE CHAUFFAGE DEVRONT ÊTRE DISSIMULÉES DANS LES CLOISONS INTÉRIEURES ET RETOMBÉES DE PLAFOND.

NG26. TRAPPES D'ACCÈS POUR MÉCANIQUE ET ÉLECTRICITÉ: FOURNIR ET INSTALLER 26 TRAPPES D'ACCÈS STANDARDS ET 13 TRAPPES D'ACCÈS COUPE-FEU, VOIR DEVIS D'ARCHITECTURE. VOIR LES PLANS DES INGÉNIEURS EN MÉCANIQUE ET ÉLECTRICITÉ POUR LA LOCALISION DES TRAPPES D'ACCÈS REQUISES DANS LES PLAFONDS ET CLOISONS ET LES PLANS D'ARCHITECTURE POUR LE DEGRÉ DE RÉSISTANCE AU FEU REQUIS. L'ENTREPRENEUR DOIT COORDONNER LA POSITION DES TRAPPES D'ACCÈS AVEC LES SOUS-TRAITANTS ET LES PROFESSIONNELS.

NG27. COORDONNER L'INSTALLATION DES TRAPPE D'ACCÈS AVEC TOUS LES CORPS DE MÉTIERS AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX DE SYSTÈMES INTÉRIEURS POUR ÉVITER TOUT CONFLIT.

NG28. TOUS LES ÉLÉMENTS DE STRUCTURE APPARENTS ET TOUS LES CONDUITS ÉLECTRIQUES ET MÉCANIQUES APPARENTS SERONT PEINTS. L'ENTREPRENEUR DOIT S'ASSURER QUE LA SURFACE DES ÉLÉMENTS EST PRÊTE À RECEVOIR LA PEINTURE ET EST EXEMPTE DE TOUTES MATIÈRES EMPÊCHANT L'ADHÉSION DE LA PEINTURE AU SUBSTRAT.

NG29. FOURNIR ET INSTALLER DES TOILES SOLAIRES POUR TOUTES LES FENÊTRES À L'EXCEPTION DES FENÊTRES DU GYMNASE, DES VESTIBULES ET DES CAGES D'ESCALIER, VOIR DEVIS.

NG30. LA POSITION ET LA CONFIGURATION DES ÉQUIPEMENTS ÉLECTRIQUES ET MÉCANIQUES SONT REPRÉSENTÉES À TITRE INDICATIF. POUR LE MODÈLE, LE NOMBRE ET L'EMPLACEMENT EXACTS, VOIR ING.

NG31. FOURNIR ET INSTALLER UN PANNEAU DE CONTREPLAQUÉ IGNIFUGE DE 1220mm DE HAUT INSTALLÉ À 1220mm DU SOL SUR TOUT LE POURTOUR DES PIÈCES SUIVANTES: 117-GÉOTHERMIE, 118 - ENTRÉE ÉLECTRIQUE, 203 - TÉLÉCOMMUNICATION ET 209 - SALLE MÉCANIQUE.

NG32. TOUS LES ANCRAGES ET RENFORTS DES FENÊTRES ET MURS RIDEAUX, INCLUANT CEUX DESTINÉSÀ L'ANCRAGES DES PARE-SOLEIL SERONT CONÇUS, FOURNIS ET INSTALLÉS PAR LE FABRICANT DE FENÊTRES ET MURS RIDEAUX.

NG33. POUR LES QUANTITÉS DE CHAQUE TYPE D'ÉQUIPEMENT ET D'ACCESSOIRE À FOURNIR ET INSTALLER POUR CHAQUE PIÈCE, VOIR LE TABLEAU 10 00 00 - BORDEREAU DES ÉQUIPEMENTS AU DEVIS.

NG34. SIGNALISATION: FOURNIR ET INSTALLER DES PLAQUETTES D'IDENTIFICATION À CHAQUE PORTE. DES PLAQUETTES D'IDENTIFICATION POUR CHAQUE LOCAL. DES PICTOGRAMMES GÉANTS EN APPLIQUE DE VINYLE, DES PICTOGRAMMES GÉANTS ET EN ALUMINIUM AINSI QUE DU LETTRAGE D'IDENTIFICATION AUX PORTES EXTÉRIEURES, VOIR DEVIS POUR NOMBRE ET SPÉCIFICATIONS.

NG35. COLLECTEUR DE CHAUFFAGE RADIANT: EN SUPPLÉMENT AUX TRAPPES DE LA NOTE 26, VOIR PLANS ET DEVIS DE MÉCANIQUE POUR LA FOURNITURE ET L'INSTALLATION DES TRAPPES D'ACCÈS DE 1000mmX900mm POUR LES COLLECTEURS DE CHAUFFAGE RADIANT. VOIR LES PLANS ET DEVIS DE MÉCANIQUE POUR L'EMPLACEMENT ET LE MODÈLE DES TRAPPES.

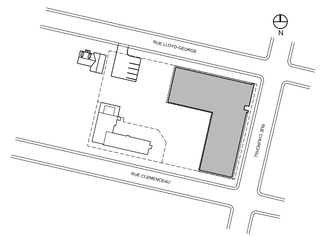
L'ENTREPRENEUR DOIT COORDONNER LA POSITION DES TRAPPES D'ACCES AVEC LES SOUS-TRAITANTS ET LES PROFESSIONNELS. IL DOIT COORDONNER, FOURNIR ET INSTALLER DES MONTANTS MÉTALLIQUE DE 92mm AU POURTOUR DE L'OUVERTURE DANS LE MUR POUR L'INSTALLATION DU COLLECTEUR DE CHAUFFAGE RADIANT.

LÉGENDE

- BÂTIMENT PROJETÉ
- PROFIL DE LA TOITURE
- LIMITE DU LOT
- ARBRE EXISTANT CONSERVÉ
- NOUVEL ARBRE

NOTES

L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL DOIT VÉRIFIER TOUTES LES COTES ET DIMENSIONS. TOUTES LES ERREURS ET OMISSIONS DOIVENT ÊTRE SIGNALÉES AUX ARCHITECTES ET INGÉNIEURS.
LES DIMENSIONS NE DOIVENT PAS ÊTRE MESURÉES DIRECTEMENT SUR CE DESSIN.
CE DESSIN NE POURRA ÊTRE UTILISÉ POUR LA CONSTRUCTION QU'APRÈS AVOIR ÉTÉ SIGNÉ PAR LES EXPERTS CONSEILS.



PLAN CLÉ

11	ÉMIS POUR SOUMISSIONS RÉVISION 2	04-07-2016
10	ÉMIS POUR PERMIS	13-06-2016
09	ÉMIS POUR SOUMISSION RÉVISION 1	30-05-2016
08	ÉMIS POUR PERMIS	19-05-2016
07	ÉMIS POUR SOUMISSIONS	09-05-2016
06	ÉMISSION 100%	02-05-2016
05	ÉMISSION 90%	18-04-2016
04	ÉMISSION 70%	29-03-2016
03	ÉMIS POUR CCU	11-03-2016
02	ÉMISSION 30%	04-03-2016
01	ÉMIS POUR CCU	15-02-2016
No.	DESCRIPTION	DATE
RÉVISIONS		

ARCHITECTURE
RIOPEL+ASSOCIÉS ARCHITECTES
777 RUE DE LA COMMUNE O.
SUITE 400
MONTRÉAL QUÉBEC H3C 1Y1
T : 514.521.2138
F : 514.521.2139
info@riopel-associes.com

MÉCANIQUE ET ÉLECTRICITÉ
Les Services exp inc.
1111 Rue Saint-Charles Ouest, Bureau 400
Tour Est, 4e étage
Longueuil, QC J4K 0A8
Canada
www.exp.com
exp
STRUCTURE
sdk
1751, rue Richardson, bureau 2120
Montréal (Québec) H3K 1G6
Téléphone : 514 935-9443
Télec.: 514 935-9470
www.sdkinc.com
STRUCTURE ■ GÉNIE CIVIL ■ STRUCTURE INDUSTRIELLE ■ VERRE STRUCTUREL
ENVIRONNEMENT ET CIVIL
GHD
GHD
4600, Boulevard de la Côte-Vertu
Montréal, Québec, H4S 1C7, Canada
T 514 333 5151 F 514 333 4674 W www.ghd.com
ARCHITECTURE DE PAYSAGE
BC2
GROUPE BC2
296, RUE SAINT-PAUL O. BUREAU 200
MONTRÉAL (QUÉBEC)
H2Y 2A3
T 514 507 3600

CLIENT
COMMISSION SCOLAIRE MARGUERITE BOURGEOYS

PROJET
PHASE 2 - RECONSTRUCTION
ÉCOLE NOTRE-DAME-DE-LA-GARDE
ANNEXE 2

TITRE
PLAN D'IMPLANTATION

DATE	12/2015	PROJET No.	MBO-15-2588
ÉCHELLE	1:250	FICHIER No.	
DESSINÉ PAR	N.L.	DESSIN No.	A001 /38
VÉRIFIÉ PAR	G.C.		

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1165291022

Unité administrative responsable :	Arrondissement Verdun , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Objet :	Demander au conseil municipal d'adopter un règlement en vertu du paragraphe 1 de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal autorisant la construction d'une école située au carrefour des rues Churchill, Lloyd-George et Clemenceau dans le quartier Crawford Park – Lot 2 311 254

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir les documents joints.

FICHIERS JOINTS

Projet de règlement École Crawford Park1.doc Annexe A.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Daniel AUBÉ
Avocat droit public et législation
Tél : 514-872-6872

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-24

Véronique BELPAIRE
Chef de division
Tél : 514-872-4222
Division : Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT LA CONSTRUCTION D'UNE ÉCOLE SUR UN EMPLACEMENT SITUÉ AU CARREFOUR DES RUES CHURCHILL, CLEMENCEAU ET LLOYD-GEORGE DANS LE QUARTIER CRAWFORD PARK

Vu le paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4);

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

CHAPITRE I
TERRITOIRE D'APPLICATION

1. Le présent règlement s'applique au territoire délimité au plan joint en annexe A au présent règlement.

CHAPITRE II
AUTORISATIONS

2. Malgré la règlementation d'urbanisme applicable au territoire visé à l'article 1, la construction d'un bâtiment aux fins d'une école est autorisée aux conditions prévues au présent règlement.

Les dispositions du Plan d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) prévues à la sous-section 10 de la section 1 du chapitre 9 du Règlement de zonage de l'arrondissement de Verdun (1700) ne s'appliquent pas.

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues au présent règlement s'applique.

3. Toutes les dispositions du Règlement de zonage de l'arrondissement de Verdun (1700) peuvent faire l'objet d'une dérogation mineure, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures de l'arrondissement de Verdun (1752), sauf celles relatives à l'usage ou à la densité d'occupation du sol.

CHAPITRE III
INTERPRÉTATION

4. Dans le présent règlement, la définition suivante s'applique :

« école » : établissement public d'enseignement général de niveau primaire comprenant un maximum de 14 classes de niveau préscolaire et primaire.

Les autres définitions contenues à l'annexe A du Règlement de zonage de l'arrondissement de Verdun (1700) s'appliquent au présent règlement.

CHAPITRE IV
CONDITIONS

SECTION I
USAGES

SOUS-SECTION 1
USAGE PRINCIPAL

5. L'usage école est autorisé.

SOUS-SECTION 2
USAGES ADDITIONNELS

6. Les usages additionnels suivants sont autorisés dans une école :

1° activité socioculturelle et centre communautaire;

2° camp de jour;

3° garderie;

4° halte-garderie.

7. Les usages école, camp de jour, garderie et halte-garderie peuvent être exercés à l'extérieur du bâtiment.

SECTION II
CADRE BÂTI

SOUS-SECTION 1
NOMBRE DE BÂTIMENTS

8. Un seul bâtiment principal est autorisé aux fins d'une école.

SOUS-SECTION 2
HAUTEUR

9. Le nombre d'étages maximal du bâtiment principal est de 2.

SOUS-SECTION 3
RAPPORT ESPACE BÂTI / TERRAIN ET COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL

10. Le rapport espace bâti/terrain maximal est de 0,4.

11. Le coefficient d'occupation du sol maximal est de 0,8.

SOUS-SECTION 4
MARGE DE RECUL

12. La marge avant minimale du côté de la rue Churchill est de 1 mètre.

SOUS-SECTION 5
PAREMENT EXTÉRIEUR

13. Les matériaux suivants sont autorisés pour le parement extérieur du bâtiment :

1° la maçonnerie lourde;
2° la brique d'argile;
3° le bois teint ou peint;
4° le fibrociment;
5° le métal anodisé ou peint;
6° le panneau de béton;
7° la céramique d'une épaisseur minimale de 15 mm, assemblée de façon mécanique.

SECTION III
OCCUPATION DES COURS

SOUS-SECTION 1
AMÉNAGEMENT PAYSAGER

14. Au moins 10 % de la cour arrière doit être végétalisée.

15. Les végétaux doivent être maintenus en bon état et remplacés au besoin.

Un végétal doit, le cas échéant, être remplacé par un autre de même essence ou d'une essence équivalente.

16. La plantation d'un frêne est interdite.

SOUS-SECTION 2
AIRE DE STATIONNEMENT

17. L'aménagement d'une aire de stationnement extérieure n'est pas autorisé.

CHAPITRE V
TRAVAUX SOUMIS À L'APPROBATION D'UN PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE

SECTION I
DOCUMENTS REQUIS

18. La délivrance d'un certificat d'autorisation ou d'un permis de construction, d'agrandissement ou de transformation du bâtiment ainsi que l'aménagement paysager du terrain sont assujettis à l'approbation d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale par le conseil d'arrondissement de l'arrondissement de Verdun, conformément à la section 2 du chapitre 9 du Règlement de zonage de l'arrondissement de Verdun (1700) et au présent chapitre.

19. Toute demande de permis visée à l'article 19 doit comprendre les renseignements et les documents suivants :

1° pour un projet de construction, d'agrandissement ou de transformation du bâtiment :

a) un plan d'aménagement paysager à l'échelle identifiant les végétaux;

b) un panneau des échantillons de matériaux qui seront utilisés pour les parements et les ouvertures;

c) une illustration montrant en perspective réelle chacune des vues du projet construit à partir de chacune des voies de circulation adjacentes au terrain à une hauteur maximale de 2 mètres du niveau du sol;

d) un plan en version numérique et en version papier illustrant les éléments suivants :

i) les niveaux géodésiques existants du terrain et les niveaux prévus après la construction;
ii) l'implantation et les détails de construction du réseau de drainage et du système de rétention des eaux pluviales.

e) un plan en version numérique et en version papier illustrant les éléments suivants :

i) l'implantation du projet;
ii) l'élévation des murs extérieurs (y compris toute construction hors toit);
iii) les matériaux de parement;
iv) la localisation de toute aire de service (telle que les espaces pour le remisage de matières résiduelles ou recyclables);
v) l'emplacement des voies piétonnes;
vi) la localisation des lampadaires;

vii) la localisation de tout arbre existant de 6 centimètres de diamètre ou plus, mesuré à 30 centimètres du sol, et une mention indiquant s'il est à conserver, à déplacer ou à abattre.

2° pour un projet d'aménagement paysager du terrain :

a) un plan d'aménagement paysager à l'échelle identifiant les végétaux : leur nombre, leur variété et leur dimension;

b) un plan d'aménagement traitant des surfaces libres de l'ensemble du projet, incluant la cour d'école, les espaces pour déposer les bacs lors de la collecte des matières résiduelles et les accès piétons.

SECTION II
OBJECTIFS

20. Les objectifs poursuivis par le plan d'implantation et d'intégration architecturale sont les suivants :

1° assurer la construction d'un bâtiment d'architecture contemporaine s'insérant au quartier Crawford Park;

2° construire un bâtiment mettant de l'avant les principes du développement durable;

3° concevoir une cour d'école fonctionnelle accompagnée d'un aménagement paysager de qualité et constituée d'espace vert;

4° réduire les impacts du projet sur l'effet d'îlots de chaleur urbain et sur le rejet des eaux de pluie à l'égout.

SECTION III
CRITÈRES

21. Les critères d'évaluation applicables au projet et visant à assurer le respect des objectifs décrits à l'article 21 sont les suivants :

1° favoriser une composition architecturale contemporaine qui sera compatible au milieu d'insertion;

2° favoriser une composition architecturale affirmant l'usage scolaire du bâtiment;

3° favoriser une production architecturale et une architectonique durable et pérenne;

4° du côté de la rue Churchill, favoriser une marge avant affirmant le caractère institutionnel du bâtiment et permettant un meilleur dégagement pour la plantation d'arbres à grand déploiement;

5° du côté de la rue Churchill, assurer un dégagement suffisant à l'aménagement d'un espace d'accueil pour les enfants;

6° souligner la présence des entrées principales du bâtiment par le jeu de la volumétrie, les revêtements extérieurs et le traitement des saillies;

7° maximiser la plantation d'arbres favorisant l'ombrage sur les espaces libres du terrain, notamment en cour arrière;

8° favoriser la percolation des eaux de pluie dans le sol par l'aménagement paysager;

9° l'aménagement de l'accès au rez-de-chaussée du bâtiment doit favoriser l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite;

10° favoriser l'aménagement d'un espace de dépôt des ordures intégré à l'aménagement paysager et permettant d'en réduire l'impact visuel;

11° assurer un aménagement de la cour arrière fonctionnel pour l'école en favorisant un concept intégrateur pour l'ensemble du projet dans le milieu dans lequel il s'inscrit.

CHAPITRE VI
DÉLAI DE RÉALISATION

22. Les travaux de construction visés par le présent règlement doivent débuter dans les 24 mois suivant l'entrée en vigueur du présent règlement.

En cas de non-respect de ce délai, les autorisations prévues au présent règlement deviennent nulles et sans effet.

23. Les travaux d'aménagement paysager doivent être réalisés dans les 12 mois suivant la fin des travaux de construction, et être complétés dans un délai de 24 mois suivant la délivrance du permis de construction.

CHAPITRE VII
DISPOSITION PÉNALE

24. Quiconque occupe ou utilise une partie de lot, un lot, un terrain ou une construction, en autorise l'occupation ou l'utilisation, ou érige ou permet l'érection d'une construction, la démolit ou en permet la démolition, la transforme ou en permet la transformation en contravention à l'une des dispositions du présent règlement ou contrevient à l'une des dispositions du présent règlement, commet une infraction et est passible de la pénalité prévue à l'article 15 du Règlement de zonage de l'arrondissement de Verdun (1700).

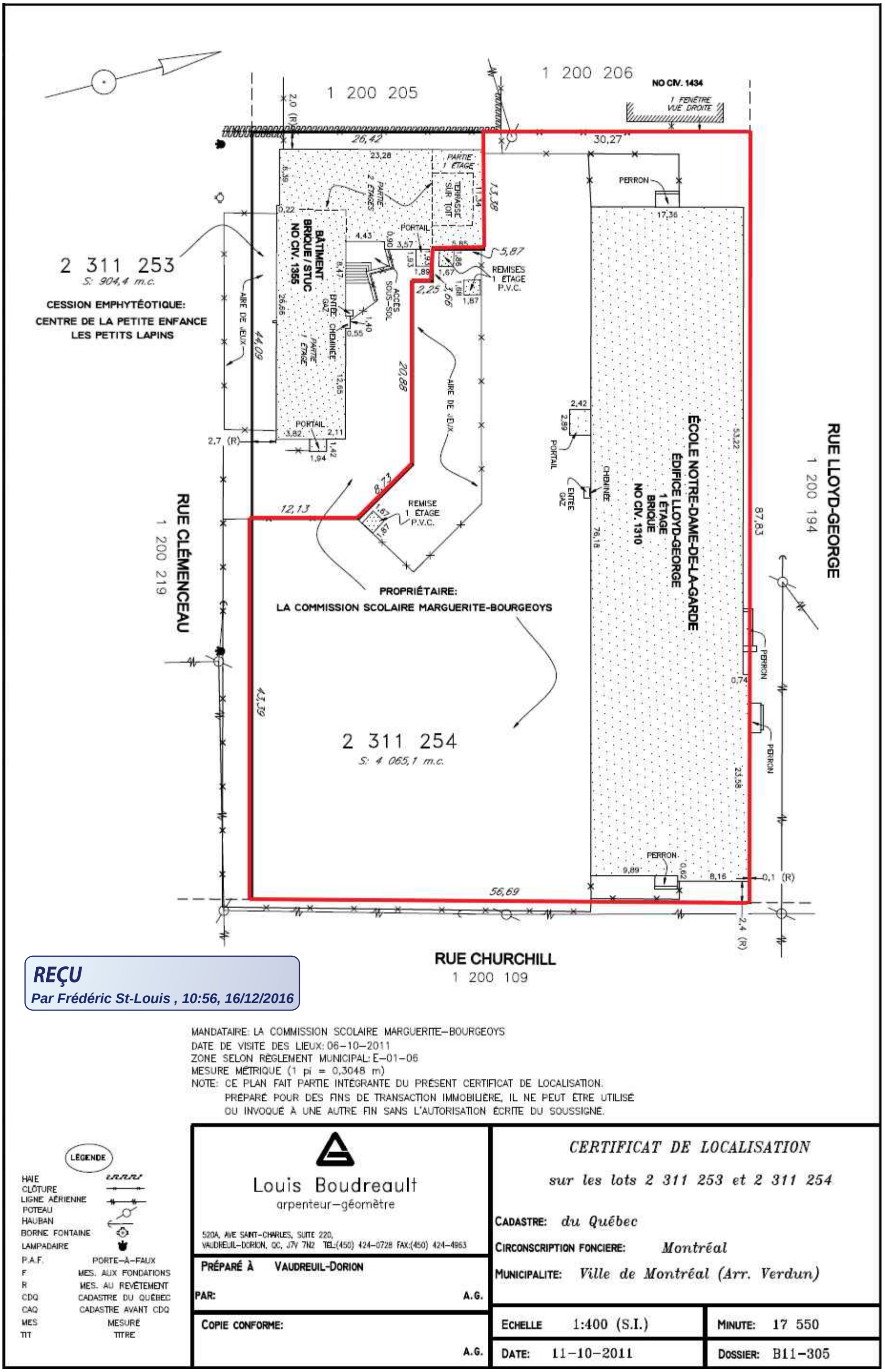
ANNEXE A
CERTIFICAT DE LOCALISATION

_____

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXXXX.

GDD : 1165291022

Annexe A



REÇU
Par Frédéric St-Louis , 10:56, 16/12/2016

MANDATAIRE: LA COMMISSION SCOLAIRE MARGUERITE–BOURGEOYS
DATE DE VISITE DES LIEUX: 06–10–2011
ZONE SELON RÈGLEMENT MUNICIPAL: E–01–06
MESURE MÉTRIQUE (1 pi = 0,3048 m)
NOTE: CE PLAN FAIT PARTIE INTÉGRANTE DU PRÉSENT CERTIFICAT DE LOCALISATION.
PRÉPARÉ POUR DES FINS DE TRANSACTION IMMOBILIÈRE, IL NE PEUT ÊTRE UTILISÉ OU INVOQUÉ À UNE AUTRE FIN SANS L'AUTORISATION ÉCRITE DU SOUSSIGNÉ.

LÉGENDE

HAIE	
CLÔTURE	
LIGNE AÉRIENNE	
POTEAU	
HAUBAN	
BORNE FONTAINE	
LAMPADAIRE	
P.A.F.	PORTE–À–FAUX
F	MES. AUX FONDATIONS
R	MES. AU REVÊTEMENT
CDQ	CADASTRE DU QUÉBEC
CAQ	CADASTRE AVANT CDQ
MES	MESURÉ
TIT	TITRE

Louis Boudreault
arpenteur–géomètre
520A, AVE SAINT–CHARLES, SUITE 220,
VAUDREUIL–DORION, QC, J7V 7N2 TEL:(450) 424–0728 FAX:(450) 424–4963

PRÉPARÉ À VAUDREUIL-DORION
PAR: A.G.
COPIE CONFORME: A.G.

CERTIFICAT DE LOCALISATION

sur les lots 2 311 253 et 2 311 254

CADASTRE: *du Québec*
CIRCONSCRIPTION FONCIERE: *Montréal*
MUNICIPALITE: *Ville de Montréal (Arr. Verdun)*

ECHELLE 1:400 (S.I.)	MINUTE: 17 550
DATE: 11–10–2011	DOSSIER: B11–305

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 43.03

2017/03/27
13:00

(1)

Dossier # : 1164810001

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Planification urbaine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter, en vertu des dispositions de l'article 89 (3) de la Charte de la Ville de Montréal, le règlement intitulé « Règlement autorisant la démolition du bâtiment portant les numéros 2155 et 2175, rue Saint-Patrick ainsi que la construction et l'occupation à des fins résidentielles, commerciales et communautaires de nouveaux bâtiments sur un emplacement situé à l'angle nord-ouest des rues Saint-Patrick et Island dans l'arrondissement Le Sud-Ouest » et mandater l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) pour tenir la consultation publique requise par la loi.

Il est recommandé :

1. d'adopter, conformément au paragraphe 3 de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, le règlement intitulé « Règlement autorisant la démolition du bâtiment portant les numéros 2155 et 2175, rue Saint-Patrick ainsi que la construction et l'occupation à des fins résidentielles, commerciales et communautaires de nouveaux bâtiments sur un emplacement situé à l'angle nord-ouest des rues Saint-Patrick et Island dans l'arrondissement Le Sud-Ouest »;
2. de mandater l'Office de consultation publique de Montréal pour tenir la consultation publique requise par la loi.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-03-03 19:40

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1164810001**

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Planification urbaine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter, en vertu des dispositions de l'article 89 (3) de la Charte de la Ville de Montréal, le règlement intitulé « Règlement autorisant la démolition du bâtiment portant les numéros 2155 et 2175, rue Saint-Patrick ainsi que la construction et l'occupation à des fins résidentielles, commerciales et communautaires de nouveaux bâtiments sur un emplacement situé à l'angle nord-ouest des rues Saint-Patrick et Island dans l'arrondissement Le Sud-Ouest » et mandater l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) pour tenir la consultation publique requise par la loi.

CONTENU

CONTEXTE

Depuis 2011, Bâtir son quartier et la Société d'amélioration de Pointe Saint-Charles (SOCAM) poursuivent leurs efforts afin que la construction de logements communautaires et d'espaces non résidentiels à vocation communautaire et d'économie sociale soit prévue lors du redéveloppement du terrain situé en bordure du canal de Lachine, à l'angle des rues Island et Saint-Patrick.
En 2012, le conseil d'arrondissement du Sud-Ouest a adopté un premier projet de résolution visant à autoriser un projet de développement en vertu de la procédure de projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (PPCMOI). Malgré l'appui des élus de l'arrondissement et du milieu communautaire, ce premier projet de développement a été abandonné, notamment en raison des coûts liés à la décontamination des sols.

En 2014, un nouveau promoteur a fait l'acquisition de la propriété et a élaboré un deuxième projet de développement avec Bâtir son quartier et la SOCAM. Le conseil d'arrondissement du Sud-Ouest a été saisi de la demande de PPCMOI et a décidé, en janvier 2016, de refuser d'adopter le premier projet de résolution autorisant la construction de bâtiments résidentiels et mixtes sur le site concerné. Les motifs ayant justifié la position du conseil d'arrondissement sont les suivants :

- les dérogations demandées à la réglementation touchent les usages, la hauteur et la densité;
- la volumétrie et l'implantation présentées n'offrent aucune ouverture significative du projet sur le canal ou sur le quartier;
- le projet propose d'ajouter jusqu'à 265 logements supplémentaires sur un terrain aux abords du canal de Lachine, dont au moins 185 unités de condominium;

- le projet constituerait un précédent supplémentaire quant à la transformation résidentielle à la pièce des abords du canal de Lachine et participerait donc à la diminution des espaces du nord de Pointe-Saint-Charles dédiés à l'emploi;
- la voie de camionnage et de transit importante que représente la rue Saint-Patrick et son incidence sur la qualité de vie des résidents des unités résidentielles qui borderaient la voie.

En février 2016, le promoteur a déposé une demande afin qu'un règlement visant l'autorisation du projet de développement soit adopté par le conseil municipal en vertu de la procédure prévue à l'article 89 (3) de la Charte de la Ville de Montréal. De mai à décembre 2016, la Direction de l'urbanisme du Service de la mise en valeur du territoire a travaillé de concert avec le promoteur afin de bonifier le projet de développement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA16 22 0046 - 12 janvier 2016 - Refus d'adopter le premier projet de résolution de PPCMOI afin d'autoriser la construction et l'occupation d'un bâtiment mixte sur le site délimité par le parc du Canal-de-Lachine et les rues Saint-Patrick et Island, 2155 à 2175, rue Saint-Patrick (dossier 1156860010)
CA12 22 0196 - 5 juin 2012 - Adoption d'un premier projet de résolution de PPCMOI afin d'autoriser l'agrandissement d'un bâtiment industriel et la construction d'un nouveau bâtiment respectant une hauteur maximale prescrite de 23 m et comportant des usages résidentiels, commerciaux et industriels sur le terrain situé au 2155 à 2175, rue Saint-Patrick (lots 1 380 524, 2 096 900, 1 380 723 et 2 096 901) (dossier 1124243009)

DESCRIPTION

LE SITE
Le site d'intervention est localisé dans la portion nord du quartier Pointe-Saint-Charles, en bordure du canal de Lachine, à l'angle des rues Saint-Patrick et Island. Il est situé à l'intérieur du périmètre du Lieu historique national du Canada du Canal-de-Lachine. La propriété est formée de plusieurs lots (1 380 524, 1 380 723, 1 573 906, 2 096 900 et 2 096 901) dont la superficie totalise un peu plus de 9 900 m^2. La propriété accueille actuellement un bâtiment de 2 et 3 étages situé en fond de lot, dont le quai de chargement arrière empiète sur la propriété de Parcs Canada. Le quai fait actuellement l'objet d'un bail.

Le bâtiment est sous-exploité. Les locaux situés au 2155, rue Saint-Patrick ont été occupés pendant plusieurs années par l'entreprise d'insertion Formétal, mais l'entreprise a été relocalisée dernièrement. Les locaux rattachés au 2175, rue Saint-Patrick ont fait l'objet d'une succession d'occupations commerciales et industrielles. Le centre local d'emploi de Pointe Saint-Charles occupe d'ailleurs toujours ces locaux.

Historiquement, il s'agit de l'emplacement d'une ancienne corderie, la Consumers Cordage, exploitée de 1853 à 1948. Les bâtiments actuels ayant été construits entre 1949 et 1969, il reste peu de traces des bâtiments ayant été occupés par la corderie. Toutefois, la chaufferie de l'immeuble (où l'on trouve côte à côte des aménagements hydrauliques, un moteur à vapeur et des bouilloires au charbon et à mazout) ainsi que les vestiges d'un mur demeurent visibles à la limite nord du site. Il s'agit, selon Parcs Canada, d'une ressource rare quant à l'évolution des modes d'énergie industrielle.

LE PROJET

Le projet de développement prévoit la démolition du bâtiment existant, la décontamination des sols et la construction d'un nouveau bâtiment. Ce bâtiment comporte trois volumes de

construction s'articulant autour d'une cour intérieure commune à l'ensemble du site. Ses principales caractéristiques sont les suivantes :
• 270 logements (le règlement autoriserait un maximum 285 logements, car ce nombre pourrait être modifié à la hausse ou à la baisse en fonction de l'évolution de la conception des aménagements intérieurs);
• une superficie maximale de 3 000 m² dédiée aux activités communautaires et/ou commerciales;
• un total de 225 unités de stationnement en sous-sol.

Un premier volume de construction de 6 étages serait érigé à l'angle des rues Saint-Patrick et Island. Ce volume présenterait une diversité d'usages, c'est-à-dire que des usages résidentiels de type social ou communautaire seraient présents du deuxième au sixième étage (approximativement 7 000 m²), tandis que des usages commerciaux et communautaires seraient répartis aux deux premiers étages.

Deux autres volumes de construction de 6 étages seraient érigés en bordure du parc du Canal-de-Lachine et seraient occupés exclusivement par un usage résidentiel (approximativement 22 000 m²) . Ces deux volumes de construction seraient séparés par une ouverture de pleine hauteur d'une largeur de 8 m. À noter que le sixième étage de ces volumes de construction serait composé de mezzanines abritant une partie des logements.

La superficie résidentielle brute totale des logements sociaux et communautaires représente approximativement 25 % de la superficie résidentielle brute totale du projet.

Conformément à la stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels de la Ville de Montréal, le promoteur a signé une lettre d'engagement, le 26 juillet 2016. Selon cette entente, le promoteur s'engage à fournir approximativement 25 % de la superficie résidentielle brute totale du projet en logements sociaux et communautaires et 5 % des logements privés sous la forme de logements abordables. Selon les spécifications actuelles du projet, ceci correspondrait à une superficie totale de logements sociaux et communautaires approximative de 7 000 m² et de 10 logements abordables. Depuis novembre 2016, la Ville détient une garantie financière au montant de 1 139 000 $ afin d'assurer la réalisation des logements sociaux et communautaires.

Les trois volumes de construction seraient réunis par un sous-sol commun où se trouvent diverses aires techniques (bassin de rétention, équipements mécaniques) et de services (stationnement, rangement, etc.).

L'implantation du bâtiment offre des marges de recul de :

- 6 m des rues Saint-Patrick et Island;
- 4 m de distance par rapport au parc du Canal-de-Lachine;
- 10 m de la limite latérale ouest du site.

La cour intérieure serait notamment accessible par les rues Saint-Patrick et Island. Elle représenterait 24 % de la superficie totale du lot dont l'aménagement paysagé comprendra des éléments de rappel historique et de commémoration tels que le tracé du canal d'alimentation qui desservait jadis ce site et d'autres industries situées entre le site et le bassin des Prêtres. L'accès au stationnement intérieur est localisé dans la rue Saint-Patrick, évitant ainsi de circuler dans la rue Island. La réalisation du projet permettra le réaménagement de la rue Island afin d'y privilégier uniquement les déplacements en transport actif (vélos et piétons).

De plus, il est prévu qu'une superficie d'environ 214 m² de la propriété soit cédée à Parcs Canada afin de préserver les vestiges de l'ancienne corderie. Un rappel du tracé du canal

d'alimentation serait aussi effectué au sol.

LA RÉGLEMENTATION

Le projet est conforme aux objectifs du Schéma d'aménagement et de développement de Montréal et du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal et s'inscrit dans la tendance actuelle visant la requalification des abords du parc du Canal-de-Lachine où plusieurs sites à vocation industrielle ont fait place à une occupation résidentielle et commerciale.

Schéma d'aménagement et de développement :

Affectation : résidentielle
Densité minimale : 80 logements par hectare brut
Taux d'implantation au sol : moyen ou élevé

Plan d'urbanisme :

Affectation : secteur mixte
Densité : bâti de 2 à 6 étages hors sol
Taux d'implantation au sol : moyen ou élevé

Règlement d'urbanisme de l'arrondissement du Sud-Ouest (01-280) :

Catégories d'usages : I.4A (Industriel) et C.7A (Entrepôt, marchandise en gros, transport et distribution)
Hauteur en mètres : minimum 9 m et maximum 20 m
Taux d'implantation : minimum de 35 % et maximum de 100 %
Densité : maximale de 3,0

LES DÉROGATIONS

Malgré sa conformité aux documents de planification, le projet déroge à quelques éléments de la réglementation d'urbanisme de l'arrondissement du Sud-Ouest (01-280, modifié).

Les usages
Autoriser certains usages de la famille « habitation », « commerce » et « équipements collectifs et institutionnels ».

La hauteur
Autoriser une hauteur maximale de 25 m pour les volumes implantés en bordure du parc du Canal-de-Lachine.

La densité
Autoriser une densité maximale de 3,2.

Les marges
Autoriser un empiètement des étages supérieurs du deuxième bâtiment dans la marge latérale bordant le parc du Canal-de-Lachine à proximité du mur historique.

La localisation et la superficie de plancher des usages commerciaux
Ne pas limiter la superficie des usages commerciaux à 200 m² par établissement et autoriser que le deuxième étage soit occupé simultanément par un usage de la famille « habitation » et des usages de la famille « commerce » et « équipements collectifs et institutionnels ».

L'aménagement d'un café-terrasse
Autoriser l'aménagement d'un café-terrasse dans toutes les cours pour certains usages de la famille « commerce » et « équipements collectifs et institutionnels ».

Autres dérogations
En plus des dérogations au règlement d'urbanisme (01-280, modifié), des dérogations au règlement sur les PIIA et au règlement de lotissement sont à prévoir afin :
- de ne pas assujettir la construction du bâtiment à la procédure de PIIA;
- de ne pas assujettir les opérations cadastrales nécessaires à la réalisation du projet de construction à la procédure de PIIA.

L'avis du comité Jacques-Viger

Le projet a été présenté au comité Jacques-Viger (CJV) le 4 novembre 2016. Le comité a émis un avis favorable à la réalisation du projet en vertu de l'article 89,3° de la Charte de la Ville de Montréal. Cette recommandation est néanmoins assortie de certains commentaires visant à bonifier le projet.

Extrait de l'avis du comité :

« Considérant les éléments énoncés ici haut *(sic)* , le CJV émet un avis favorable au projet soumis. Cependant, le CJV est d'avis que les améliorations suivantes devront être apportées au projet, en plus d'une bonification de l'architecture proposé *(sic)* afin de s'ingérer *(sic)* davantage au caractère du canal, tout en évitant de retravailler le revêtement de brique comme un simple plaquage :

1. Le projet devra être modulé au niveau de la densité afin d'élargir la cour intérieure dans la portion sud-ouest, entre l'ouverture vers la rue et celle marquant le canal de dérivation;
2. Le projet devra être modifié de manière à évoquer de manière plus significative la présence du canal de dérivation sur le site;
3. L'aménagement paysager devra être revu afin de contribuer davantage à l'insertion du projet au site. »

Le contenu intégral de l'avis du comité Jacques-Viger se trouve en pièce jointe.

Le projet a été révisé afin de tenir compte de l'avis du comité Jacques-Viger. D'une part, le bâtiment situé à l'intersection des rues Saint-Patrick et Island a été tronqué afin d'élargir la cour intérieure; d'autre part, l'aménagement de la cour intérieure a été bonifié afin de souligner davantage la présence du canal d'alimentation.

Les conditions

La réalisation du projet de développement sera assortie de nombreuses conditions relatives :

- à la documentation additionnelle devant être fournie lors des demandes de permis;
- aux délais de réalisation;
- aux composantes architecturales et paysagères.

Les composantes architecturales et paysagères mentionnées précédemment concernent les objets suivants :

- les marges minimales et les empiètements maximaux dans ces marges;
- le taux d'implantation minimal et maximal;

- le nombre de logements maximal;
- les matériaux de parement, leur couleur et leur agencement;
- la superficie maximale de l'affichage commercial;
- le niveau sonore maximal à l'intérieur d'un logement;
- la localisation des cases de stationnement pour vélo;
- la superficie, l'accessibilité et l'aménagement de la cour intérieure;
- l'aménagement des espaces extérieurs.

JUSTIFICATION

Le secteur du canal de Lachine est en mutation depuis de nombreuses années. La transformation ou le remplacement des bâtiments industriels permettent d'introduire de nouveaux usages (résidentiel, commercial et communautaire) adaptés à la dimension récréotouristique du canal.
Les motifs suivants permettent de justifier les dérogations prévues :

- l'importante dénivellation du sol entre la rue Saint-Patrick et le niveau du parc du Canal-de-Lachine et la présence de mezzanines au dernier étage justifient la dérogation visant la hauteur maximale du deuxième bâtiment;
- le coût de la décontamination du sol et le nombre de logements sociaux justifient le dépassement de la densité maximale autorisée;
- la cession d'une partie du terrain à Parcs Canada afin de protéger et de valoriser les vestiges de l'ancienne corderie justifie la dérogation quant à la marge;
- les dérogations visant l'aménagement d'un café-terrasse se justifient par l'opportunité de créer des espaces extérieurs dynamiques et de tisser des liens avec les espaces publics environnants.

La réalisation du projet de développement permettra d'améliorer les liens entre le parc du Canal-de-Lachine et le quartier par :

- la démolition du bâtiment permettant ainsi l'aménagement du passage piéton prévu sur la propriété voisine (projet Myst) entre la rue Saint-Patrick et le parc du Canal-de-Lachine, car il existe actuellement une servitude de passage en faveur du bâtiment actuel afin d'assurer l'accès véhiculaire au quai de chargement;
- la création d'une percée visuelle dans la partie ouest du site;
- le retrait de la circulation automobile dans la portion de la rue Island située au nord de la rue Saint-Patrick.

La réalisation du projet de développement permettra la construction de logements sociaux ou communautaires et de logements abordables. De plus, elle augmentera l'offre de locaux pour les organismes communautaires dans le quartier, car la totalité du rez-de-chaussée ainsi qu'une partie du deuxième étage du volume situé à l'angle des rues Saint-Patrick et Island pourront être occupés par des activités communautaires.

Finalement, bien que le projet nécessite la démolition du bâtiment industriel existant, des interventions sont prévues afin de souligner l'intérêt patrimonial du lieu. Parmi ces interventions, mentionnons :

- le rappel de la localisation du canal d'alimentation;
- la sérigraphie de photographies historiques sur diverses cloisons de verre;
- l'installation de panneaux d'interprétation;
- la cession d'une partie de terrain occupée par les vestiges du mur (Parcs Canada prévoit mettre en valeur ces vestiges au cours des prochaines années).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Sans objet.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

En matière de développement durable, le projet de développement soutient :

- la cohésion sociale et la solidarité;
- l'accès aux espaces verts et aux équipements de loisir;
- un aménagement urbain centré sur les déplacements actifs et collectifs;
- la densification et la mixité des fonctions urbaines.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'adoption du règlement est essentielle à la construction des logements sociaux prévus au projet de développement.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Conformément à l'article 89.1 de la Charte de la Ville de Montréal, l'OCPM sera chargé de tenir des audiences publiques de consultation et de rendre compte de cette consultation au conseil municipal.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Présentation au comité exécutif : mars 2016
Avis de motion et mandat de consultation par le conseil municipal : mars 2016
Procédure de consultation par l'OCPM : avril-juin 2016
Adoption par le conseil municipal : août 2016

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Daniel AUBÉ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Sylvain VILLENEUVE, Le Sud-Ouest

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Caroline LÉPINE
Conseillère en aménagement

Tél : 514-872-5944
Télécop. : 514-872-1458

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-03-01

Monique TESSIER
Chef de division - Planification urbaine

Tél : 514 872-9688
Télécop. : 514 872-1458

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvain DUCAS
Directeur de l'urbanisme
Tél : 514 872-4185
Approuvé le : 2017-03-03

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2017-03-03

AVIS DU COMITÉ JACQUES-VIGER COMME SUITE À SA RÉUNION DU 4 NOVEMBRE 2016
Le Comité Jacques-Viger est l'instance consultative de la Ville en matière d'aménagement, d'urbanisme, d'architecture, de design, et d'architecture de paysage.*

Projet L'Atelier, Arrondissement du Sud-Ouest

C16-SC-01

Libellé du projet :	Autorisation d'un projet de construction mixte (résidentiel, commercial et communautaire) aux 2155 à 2175, rue Saint-Patrick, en vertu de l'article 89, paragraphe 3 de la Charte de la Ville de Montréal (Projet L'Atelier) – Arrondissement du Sud-Ouest
Localisation :	2155 à 2175, rue Saint-Patrick, îlot délimité par le parc du canal de Lachine et les rues Saint-Patrick et Island, Arrondissement du Sud-Ouest
Demandeur :	Direction de l'urbanisme, Service de la mise en valeur du territoire

Le Comité Jacques-Viger (CJV) émet un avis écrit au conseil de la ville considérant que le projet est présenté en vertu du paragraphe 3 de l'article 89.

LA PROPOSITION

La présente vise à émettre un avis à l'égard d'un projet soumis en vertu de la procédure de l'article 89, paragraphe 3, de la Charte de la Ville de Montréal. Le projet « L'Atelier » se localise aux abords du canal de Lachine, dans la portion nord du quartier Pointe-Saint-Charles et le lot est adjacent à la propriété de Parcs Canada (Lieu historique national du Canada du Canal-de-Lachine). Le promoteur propose la démolition des immeubles actuels et la construction de bâtiments à vocation résidentielle, commerciale et communautaire, dont 83 logements sociaux avec la collaboration de l'organisme Bâtir son quartier. Le projet s'inscrit dans le contexte particulier et unique du canal de Lachine où des orientations sont énoncées par Parcs Canada ainsi qu'au Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal.

Quoique conforme au Plan, le projet soumis déroge à plusieurs aspects de la règlementation d'urbanisme de l'arrondissement du Sud-Ouest, incluant l'usage, la densité et la hauteur, mais celui-ci est admissible dans le cadre de procédure d'approbation de l'article 89, paragraphe 3, puisqu'il s'agit d'un établissement mixte dont la superficie de plancher est supérieure à 25 000 m^2. C'est dans ce contexte que l'avis du Comité Jacques-Viger (CJV) est requis.

Notons que le 10 juin 2016 le projet a été soumis pour avis auprès du comité mixte (Conseil du patrimoine de Montréal et du Comité Jacques-Viger). Or, le comité a considéré pouvoir n'émettre qu'un commentaire considérant la quasi-absence d'information sur le contexte d'insertion.

*Règlement de la Ville de Montréal 12-022

Comité Jacques-Viger
Édifice Chaussegros-de-Léry
303, rue Notre-Dame Est, bureau 6A-26
Montréal (Québec) H2Y 3Y8
514 872-4055

LE PROJET

Le CJV a reçu les représentants du Service de la mise en valeur du territoire, du promoteur et de l'organisme Bâtir son quartier lors d'une séance tenue le vendredi 4 novembre 2016. Les représentants ont d'abord fait un rappel historique du canal de Lachine et du développement de ses abords au cours des années. Les représentants ont également présenté le contexte d'insertion, la vision d'aménagement de Parcs Canada, les orientations de la Ville de Montréal et, enfin, les dérogations du projet à la réglementation d'urbanisme ainsi que les conditions de réalisation proposées par le Service de la mise en valeur du territoire. Enfin, les représentants du promoteur ont mis en lumière les bonifications apportées au projet depuis la présentation au comité mixte le 10 juin dernier.

De manière générale, le CJV est d'avis qu'un projet bonifié, tenant compte des commentaires qui suivent, pourrait être acceptable. Le projet présente de nombreuses qualités qui peuvent justifier le remplacement des immeubles existants, que ce soit au niveau du volume, de la mixité des usages proposés et de certaines des améliorations apportées au projet. Le CJV émet cependant un signal d'alarme à l'arrondissement à l'effet de la nécessité de se doter d'un énoncé d'orientation pour le canal. Il émet de plus des réserves quant à sa faible relation avec le canal et propose quelques pistes d'améliorations de la proposition soumise.

La nécessité de se doter d'un énoncé d'orientation pour le canal

Le CJV considère qu'il s'agit là, pour l'arrondissement, d'une occasion manquée d'encadrer un projet de redéveloppement en lien avec le caractère du canal qui représente un site unique et exceptionnel. Le CJV avait demandé un énoncé d'orientation de la part de l'arrondissement afin de comprendre le devenir du canal dans son ensemble, lequel permettrait de mieux analyser les demandes d'intervention. En l'absence d'énoncé par l'arrondissement, le CVJ tient à souligner ses inquiétudes importantes sur l'avenir du canal et la création d'un « corridor » d'immeubles de part et d'autre qui mènera certainement à une perte de référence de l'esprit du lieu. Considérant le nombre élevé de projets ponctuels en cours, il sera de plus en plus difficile pour l'arrondissement de définir une orientation propre au lieu sans être contraint de tenir compte servilement des précédents, lesquelles ne sont pas toujours respectueuses du caractère du canal. Qui plus est, le CJV est d'avis que l'arrondissement devrait être proactif en interprétant la vision de Parcs Canada dans une perspective de redéveloppement en accord avec le site. Le CJV est d'avis que le projet actuel manque clairement de relation avec le canal et un énoncé d'orientation en amont aurait été bénéfique au présent dossier.

La proposition et sa faible relation avec le canal

Globalement, le CJV considère que le projet aurait dû présenter des qualités architecturales et paysagères supérieures pour justifier son autorisation, mais en l'absence d'énoncé d'orientation de la part de l'arrondissement, il apparait épineux de revoir la proposition. Le CJV déplore l'interprétation retenue du langage industriel par le promoteur ainsi que la matérialité, l'insertion d'éléments qui paraissent étrangers au vocabulaire du canal, l'absence d'un système constructif d'origine, etc. Le simple fait d'introduire une brique rouge ne permet pas d'atteindre une architecture intégrée au caractère du canal et le principe unicité qui devrait être mis de l'avant.

Cela étant, le CJV émet des réserves importantes sur trois aspects qui devront être retravaillés afin d'atteindre des qualités minimales pour une autorisation subséquente.

- D'une part, le CJV est d'avis que la densité du projet est trop importante ce qui a un effet direct sur la qualité de la cour intérieure, son étroitesse et les dégagements qu'elle offre. Bien que les membres estiment que le promoteur a manqué une opportunité d'ouvrir davantage le bâtiment, le CJV estime que minimalement la portion sud-ouest, entre l'ouverture vers la rue et celle marquant le canal de dérivation, devrait être élargie, ce qui permettra de créer une plus grande perméabilité au projet.
- D'autre part, le CJV déplore la simple introduction de deux murs aveugles pleine hauteur afin de marquer la présence du canal de dérivation. Le canal de dérivation est un élément important dans l'historique du site et du canal et un geste plus signifiant, inspiré et inspirant au niveau architectural et/ou paysager, devrait être proposé.
- Enfin, de manière globale, le CJV estime que l'aménagement paysager est timide et qu'un projet plus audacieux, avec une ligne maîtresse bien définie, contribuerait positivement à l'intégration du projet au site et au canal. Pour l'heure, sans direction soutenue, la proposition ne contribue pas à évoquer l'esprit du lieu.

Pour conclure, le CJV tient à souligner au promoteur la faiblesse dans la présentation graphique des plans soumis et la difficulté de comprendre la programmation des lieux et les niveaux. Quant à l'analyse urbaine déposée par le promoteur, une véritable analyse du contexte, au-delà d'une présentation de photographies, aurait permis de mieux comprendre l'insertion du projet au site.

AVIS DU COMITÉ JACQUES-VIGER

Considérant les éléments énoncés ici haut, le CJV émet un avis favorable au projet soumis. Cependant, le CJV est d'avis que les améliorations suivantes devront être apportées au projet, en plus d'une bonification de l'architecture proposé afin de s'ingérer davantage au caractère du canal, tout en évitant de retravailler le revêtement de brique comme un simple plaquage :

1. Le projet devra être modulé au niveau de la densité afin d'élargir la cour intérieure dans la portion sud-ouest, entre l'ouverture vers la rue et celle marquant le canal de dérivation;
2. Le projet devra être modifié de manière à évoquer de manière plus significative la présence du canal de dérivation sur le site;
3. L'aménagement paysager devra être revu afin de contribuer davantage à l'insertion du projet au site.

Original signé

Pierre Corriveau

Président

Le 22 novembre 2016

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1164810001

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Planification urbaine
Objet :	Adopter, en vertu des dispositions de l'article 89 (3) de la Charte de la Ville de Montréal, le règlement intitulé « Règlement autorisant la démolition du bâtiment portant les numéros 2155 et 2175, rue Saint-Patrick ainsi que la construction et l'occupation à des fins résidentielles, commerciales et communautaires de nouveaux bâtiments sur un emplacement situé à l'angle nord-ouest des rues Saint-Patrick et Island dans l'arrondissement Le Sud-Ouest » et mandater l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) pour tenir la consultation publique requise par la loi.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir les documents joints.

FICHIERS JOINTS

Projet règlement _ Art. 89 (3).doc Annexe A.pdf Annexe B.pdf Annexe C.pdf Annexe D.pdf
Annexe E.pdf Annexe F.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Daniel AUBÉ
Avocat droit public et législation
Tél : 514-872-6872

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-03-03

Véronique BELPAIRE
Chef de division
Tél : 514-872-4222
Division : Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT LA DÉMOLITION DU BÂTIMENT PORTANT LES NUMÉROS 2155 ET 2175, RUE SAINT-PATRICK AINSI QUE LA CONSTRUCTION ET L'OCCUPATION À DES FINS RÉSIDENTIELLES, COMMERCIALES ET COMMUNAUTAIRES DE NOUVEAUX BÂTIMENTS SUR UN EMPLACEMENT SITUÉ À L'ANGLE NORD-OUEST DES RUES SAINT-PATRICK ET ISLAND DANS L'ARRONDISSEMENT LE SUD-OUEST

Vu le paragraphe 3° de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ., chapitre C-11.4);

À l'assemblée du 2017, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

CHAPITRE I
TERRITOIRE D'APPLICATION

1. Le présent règlement s'applique au territoire formé des lots 1 380 524, 1 380 723, 1 573 906, 2 096 900 et 2 096 901 du cadastre du Québec, tel qu'il est illustré au plan joint en annexe A au présent règlement.

CHAPITRE II
AUTORISATIONS

2. La démolition du bâtiment portant les numéros civiques 2155 à 2175 rue Saint-Patrick est autorisée aux conditions prévues au présent règlement.

3. Sur le territoire décrit à l'article 1, malgré le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement du Sud-Ouest (01-280), la construction et l'occupation des bâtiments à des fins résidentielles, commerciales et communautaires ainsi que l'aménagement des espaces extérieurs sont autorisés aux conditions prévues au présent règlement.

À ces fins, il est notamment permis de déroger aux articles 8, 16, 18, 43, 81, 137, 185, 194, 197, 346, 357, 363, 367, 399 et 589 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement du Sud-Ouest (01-280).

En plus des dérogations prévues au deuxième alinéa, il est permis de déroger aux dispositions suivantes pour la réalisation du projet de construction des bâtiments 1, 2 et 3 illustrés au plan joint en annexe B au présent règlement :

1° au paragraphe 3.1° de l'article 14 du Règlement de lotissement de l'arrondissement du Sud-Ouest (RCA14 22014);

2° au paragraphe 1° de l'article 15 du Règlement de lotissement de l'arrondissement du Sud-Ouest (RCA14 22014);
3° aux paragraphes 1°, 2° et 14° de l'article 3 du Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA07 22019).

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues au présent règlement s'applique.

4. Aux fins de l'application de tout règlement adopté en vertu de l'article 117.1 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1), la contribution doit être versée sous la forme d'une somme compensatoire.

5. Le bâtiment existant portant les numéros civique 2155 et 2175 peut être maintenu en place pendant la construction des bâtiments 1 et 2 illustrés au plan joint en annexe B au présent règlement.

CHAPITRE III
CONDITIONS GÉNÉRALES

SECTION I
DEMANDE DE PERMIS

6. Aucun permis de construction visant la construction du bâtiment 1 illustré au plan joint en annexe B au présent règlement ne peut être délivré avant la délivrance d'un permis de lotissement par l'arrondissement autorisant une opération cadastrale visant à diviser une partie des lots 1 380 524, 1 380 723, 1 573 906, 2 096 900 et 2 096 901 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, afin de créer un nouveau lot d'une superficie minimale de 214 $m^{2.}$

Les lots créés par cette opération cadastrale doivent être inscrits au cadastre avant la délivrance du permis de construction visant le bâtiment 2.

7. Toute demande de permis de construction visant la construction des bâtiments 1, 2 et 3 illustrés au plan joint en annexe B au présent règlement, doit, en plus des documents requis en vertu du Règlement sur la construction et la transformation de bâtiment (11-018), être accompagnée des documents suivants :

1° une étude acoustique réalisée par un spécialiste dans ce domaine démontrant le respect de l'exigence visant le niveau sonore à l'intérieur d'un logement prévue au présent règlement;
2° un plan d'aménagement paysager conforme à la configuration des espaces extérieurs illustrés au plan joint en annexe C au présent règlement indiquant minimalement la localisation, le nombre, les essences et les dimensions des arbres devant être plantés sur le terrain;
3° un rapport préparé par un spécialiste dans le domaine de l'arboriculture concernant la protection des arbres existants et leur remplacement, s'il y a lieu.

8. Le début des travaux de construction du bâtiment 1 illustré au plan joint en annexe B au présent règlement constitue une condition à la délivrance du permis de démolition autorisant la démolition totale ou partielle du bâtiment existant portant les numéros civiques 2155 et 2175.

9. La délivrance des permis de construction et des certificats d'autorisation relatifs à la construction des bâtiments 1, 2 et 3 illustrés au plan joint en annexe B n'est pas assujettie aux dispositions du Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA07 22019).

Malgré le premier alinéa, les demandes de permis ou de certificat relatives à des modifications aux bâtiments une fois érigés demeurent assujetties à ce règlement.

SECTION II
CADRE BÂTI

SOUS-SECTION 1
IMPLANTATION ET VOLUMÉTRIE

10. L'implantation des bâtiments doit être conforme à la configuration des bâtiments illustrés au plan de l'annexe B du présent règlement.

11. Les marges minimales autorisées sont les suivantes :

Marge telle qu'illustrée à l'annexe D du présent règlement	Marge de recul minimale	Empiètement maximal des étages supérieurs au rez-de-chaussée dans la marge
Marge avant Saint-Patrick	6,00 m	2,50 m
Marge avant Island	6,00 m	2,00 m
Marge latérale ouest	10,00 m	2,50 m.
Marge latérale Canal de Lachine	4,90 m	1,00 m.

Malgré le premier alinéa, la marge latérale Canal de Lachine illustrée au plan joint de l'annexe D au présent règlement peut être réduite à 2 mètres sur une profondeur de 59 mètres à partir de la limite avant ayant front sur l'emprise de la rue Island.

12. Les bâtiments peuvent se prolonger jusqu'à la limite de propriété sous le niveau du sol.

13. Aux fins de l'application de l'article 16 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement du Sud-Ouest (01-280), la référence altimétrique pour le calcul de la hauteur est établie à 16,3 mètres.

14. La hauteur maximale autorisée pour les bâtiments 2 et 3 illustrés au plan joint en annexe B au présent règlement est de 25 mètres.

15. Calculés pour l'ensemble des trois bâtiments faisant l'objet du présent règlement, les taux d'implantation minimal et maximal sont respectivement de 35% et 57%.

SOUS-SECTION 2
DENSITÉ

16. La densité maximale autorisée est de 3.2.

17. Le nombre maximal de logements autorisé est de 285.

SOUS-SECTION 3
USAGES

18. Seul l'usage habitation de 36 logements et plus (H.7) de la famille « habitation » est autorisé.

19. Un usage de la famille « habitation » situé à moins de 30 mètres de la rue Saint-Patrick peut être exercé si le niveau sonore à l'intérieur du logement est égal ou inférieur à 40dBA Leq (24 h).

20. Les usages complémentaires « soins personnels » et « massage » ne sont pas autorisés.

21. Malgré l'article 18, seuls les usages suivants sont autorisés au rez-de-chaussée du bâtiment 1, tel qu'illustré au plan de l'annexe B du présent règlement :

1° de la famille « commerce » :

a) les usages spécifiques suivants de la catégorie C.1 (2):

i) épicerie;

ii) papeterie, articles de bureau;

iii) restaurant, traiteur;

iv) vente de produits fabriqués sur place;

b) les usages additionnels suivants de la catégorie C.1 (2):

i) atelier d'artiste et d'artisan;

ii) bureau;

iii) clinique médicale;

iv) école d'enseignement spécialisé;

v) services personnels et domestiques;

2° de la famille « équipements collectifs et institutionnels » :

a) activité communautaire et socioculturelle;

b) garderie.

22. Malgré l'article 18, en plus de l'usage 36 logements et plus (H.7) de la famille « habitation », les usages suivants sont autorisés au deuxième étage du bâtiment 1 illustré au plan joint en annexe B au présent règlement :

1° de la famille « commerce » :

a) les usages additionnels suivants de la catégorie C.1 (2) :

i) atelier d'artiste et d'artisan;

ii) bureau;

iii) clinique médicale;

iv) école d'enseignement spécialisé;

2° de la famille « équipements collectifs et institutionnels » :

a) activité communautaire et socioculturelle.

23. Le deuxième étage du bâtiment 1 illustré au plan joint en annexe B au présent règlement peut être occupé simultanément par des usages de la famille « habitation », « commerce» et « équipements collectifs et institutionnels ».

Malgré le premier alinéa, lorsque la superficie du deuxième étage occupée par un usage de la famille « commerce» ou « équipements collectifs et institutionnels » est supérieure à la moitié de la superficie totale de cet étage, l'usage de la famille « habitation » y est prohibé.

24. La superficie de plancher maximale des usages spécifiques de la catégorie C.1(2) compris dans un même établissement est de 650 m^2.

SOUS-SECTION 4
ARCHITECTURE

25. Les matériaux de parement autorisés sont :

1° la brique modulaire de couleur rouge-brun (bourgogne);
2° le béton;
3° le mur-rideau de verre muni de meneaux métalliques de couleur grise anodisée ou foncée;
4° les panneaux métalliques de couleur grise;
5° le verre sérigraphié.

26. La composition du parement des murs extérieurs prévue à l'article 25 doit être conforme aux proportions minimales et maximales fixées au présent tableau :

Mur extérieur	**Proportion minimale des matériaux de parement**			**Proportion maximale des matériaux de parement**		
	brique	mur-rideau	fenestration	panneau métallique	béton	Verre sérigraphié fixé sur une saillie
A	30%	30%	15%	20%	10%	5%
B	30%	15%	40%	10%	10%	5%
C	20%	30%	35%	5%	10%	5%
D	25%	20%	35%	10%	15%	5%
E	15%	40%	20%	15%	10%	5%
F	20%	10%	35%	25%	10%	-
G	25%	20%	30%	20%	10%	-
H	45%	-	5%	50%	10%	-
I	45%	-	5%	50%	10%	-
J	30%	10%	25%	20%	10%	5%
K	30%	15%	30%	15%	10%	5%
L	20%	-	40%	30%	10%	5%
M	55%	2%	10%	25%	25%	-

Aux fins de l'application du premier alinéa :

1° les murs extérieurs identifiés au tableau du premier alinéa réfèrent aux élévations identifiées au plan joint en annexe E au présent règlement;
2° le calcul de la superficie des murs extérieurs exclut les plans de murs extérieurs qui sont perpendiculaires au plan vertical formé par la partie d'un mur extérieur présentant la plus grande superficie.

27. Aucun meneau de couleur blanche visible de l'extérieur ne peut être utilisé comme composante d'un matériau de parement visé à la présente sous-section.

28. La superficie maximale d'affichage est de 2 m^2 par établissement.

Malgré le premier alinéa, un établissement occupant un local de coin peut bénéficier d'une superficie d'affichage additionnelle de 2 m^2 à la condition que cette superficie additionnelle soit utilisée afin d'installer une enseigne sur la deuxième façade.

SECTION III
STATIONNEMENT

29. Au moins 50% du nombre total de cases de stationnement pour vélos exigés au Règlement d'urbanisme de l'arrondissement du Sud-Ouest (01-280) doit être aménagé à l'intérieur du bâtiment.

SECTION IV
AMÉNAGEMENT DES COURS

30. La cour intérieure doit avoir une superficie minimale de 2300 m^2.

Aux fins de l'application du premier alinéa, l'emplacement de la cour intérieure correspond à l'espace illustré au plan joint en annexe F au présent règlement.

31. La cour intérieure doit être accessible à partir de la rue Island par l'aménagement d'une porte cochère.

32. L'implantation de barrières ou de clôtures empêchant le libre accès à l'ensemble du territoire décrit à l'article 1 est interdite.

33. Dans la marge latérale ouest illustrée au plan joint en annexe D au présent règlement, les occupations, les constructions et les équipements suivants sont interdits sur une largeur de 6 mètres à partir de la limite de propriété séparant les lots 1 380 725 et 2 096 901 du cadastre du Québec :

1° les occupations et les constructions visées à l'article 357 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement du Sud-Ouest (01-280);
2° les cours anglaises;
3° les bouteilles et les réservoirs extérieurs hors-sol;
4° les équipements mécaniques;
5° les enseignes.

34. Un café-terrasse en plein-air peut être rattaché à l'usage « restaurant, traiteur » de la catégorie C.1(2) ou à l'usage « activité communautaires ou socioculturelles ».

35. Un café-terrasse peut être aménagé dans toutes les cours.

36. L'aménagement d'une voie d'accès véhiculaire est interdit en bordure de la rue Island.

37. Aux fins de l'application de l'article 399 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement du Sud-Ouest (01-280), le nombre minimal d'arbres à planter pourra être déterminé uniquement lors de la délivrance du permis de construction visant la construction du bâtiment 3 illustré au plan joint en annexe B au présent règlement en tenant compte de la superficie cumulative de tous les bâtiments.

Malgré le premier alinéa, au moins dix arbres doivent être plantés lors de la construction des bâtiments 1 et 2 illustrés au plan joint en annexe B.

38. Les éléments végétaux doivent être maintenus en bon état et remplacés au besoin afin de maintenir un couvert végétal sain.

CHAPITRE IV
DÉLAI DE RÉALISATION

39. Les travaux visés par le présent règlement doivent débuter dans les 60 mois suivant l'entrée en vigueur du présent règlement.

En cas de non-respect du premier alinéa, l'autorisation prévue au présent règlement est nulle et sans effet.

40. L'aménagement des cours avant doit être complété dans les 12 mois suivants la fin des travaux de construction autorisés par le permis.

41. L'aménagement des autres cours doit être complété dans les 12 mois suivants la fin des travaux autorisés par le permis visant la construction du bâtiment 3 illustré au plan joint en annexe B au présent règlement.

CHAPITRE V
DISPOSITION PÉNALE

42. Quiconque occupe ou utilise une partie de lot, un terrain ou une construction, en autorise l'occupation ou l'utilisation, érige ou permet l'érection d'une construction, démolit ou permet la démolition, transforme ou permet la transformation, en contravention de l'une des dispositions du présent règlement, commet une infraction et est passible de la pénalité prévue à l'article 689 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Sud-Ouest (01-280).

ANNEXE A
PLAN DU TERRITOIRE D'APPLICATION

ANNEXE B
PLAN IMPLANTATION

XX-XXX/8

ANNEXE C
PLAN D'AMÉNAGEMENT PAYSAGER

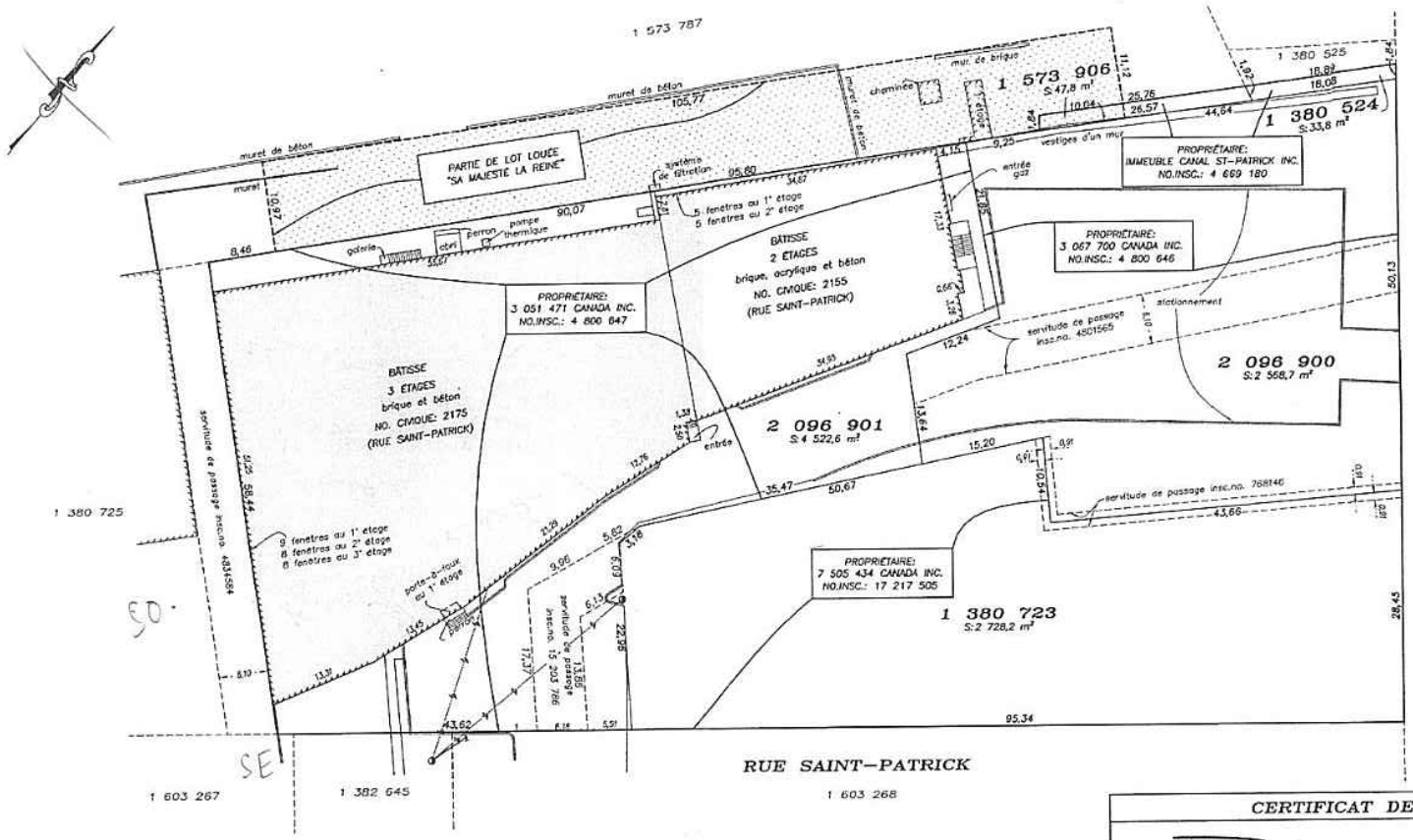
ANNEXE D
PLAN DES MARGES

ANNEXE E
PLAN IDENTIFIANT LES MURS EXTÉRIEURS

ANNEXE F
PLAN DE LA COUR INTÉRIEURE

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXXX.

GDD : 1164810001



CERTIFICAT DE LOCALISATION

Denis Dubois
arpenteur-géomètre inc.
site internet : www.denisdubois.com

1388, rue Montarville, Suite 101
Saint-Bruno-de-Montarville
(Québec) J3V 3T5
Téléphone: 450-653-7855, Télécopieur: 450-653-8946
Courriel: denisdubois@qc.aira.com

Greffes: Marcel B. Lavoie, a.g. / Pierre Bédard, a.g. / J.D. Noël, a.g.
Robert Pelchat, a.g. (Verchères et Varennes)

Lot(s): 1 380 524, 1 380 723, 1 573 906, 2 096 900 et 2 096 901
Cadastre: DU QUÉBEC
Circonscription foncière: MONTRÉAL
Municipalité: VILLE DE MONTRÉAL (ARROND. SUD-OUEST)

(SIGNÉ)
DENIS DUBOIS
Arpenteur-Géomètre

SUPERFICIE TOTALE: 9 901,1 m²

Date du levé: le 8 juin 2011.

NOTES : Ce plan ainsi que le rapport l'accompagnant sont parties intégrantes du présent certificat de localisation et ont été préparés pour le seul bénéfice du requérant pour des fins de vente, hypothèque et/ou rénovation et ne peuvent pas être utilisés ou invoqués pour d'autres fins sans autorisation écrite du soussigné.

Les distances mentionnées sur ce document sont en mètres et peuvent être converties en pieds en divisant par 0,3048.

Signé à : ST-BRUNO	Dessiné: C.C.	Copie conforme à l'original	Dossier: P14756
Le 26 octobre 2011	Vérifié:	Émise le: 26/10/2011	Référence: P14756-10
Échelle: 1 : 400 (SI)			Minute: 18315
			Dessin: PL-18315-D

ANNEXE A

PARTIE DU TERRAIN À
CÉDER À PARC CANADA

LIGNE DE LOT

BÂTIMENT 3

BÂTIMENT 2

BÂTIMENT 1

LIGNE DE LOT

RUE ISLAND

RUE SAINT-PATRICK

S:\ACA\ATELIER\PROJETS\PROJETS 2014\14-008 2175 SAINT-PATRICK\01-DWG\1P\AB-A-101AB 2017-02-20

2175 RUE SAINT-PATRICK

PLAN IMPLANTATION

1 : 400
2016-11-15
14-008

ATELIER CHALOUB
ARCHITECTES

ANNEXE B

1 Bâtiment de copropriété

2 Logements communautaires et sociaux

3 Parc du Canal de Lachine (Parc Canada)

a Vestiges du passé industriel

b Terrain cédé à Parc Canada

c Empreinte de l'ancien canal d'alimentation

4 Bassin d'eau

5 Jardin Ouest / Accès public

6 Terrasse communautaire

7 Terrasses privées

8 Place semi-publique / Trame de pavage | cordage

9 Porte-cochère

10 Sentier piéton et de service

11 Jardin sur dalle

12 Arbre de gabarit moyen

13 Aménagement potentiel d'un espace public

14 Piste cyclable

15 Accès véhiculaire - Stationnements en sous-sol

16 Accès de service - Gazon renforcé

17 Plaque historique (exemple page 17)

18 Dalle de béton pour recyclage et déchets



Arbres proposés

Arbres existants à conserver

N

10 30 60

ATELIER CHALOUB ARCHITECTES

préparé par : agence RELIEFDESIGN

Condos St-Patrick - Complexe résidentiel / Plan Préliminaire

6

ANNEXE C

LÉGENDE :

1. MARGE AVANT SAINT-PATRICK
2. MARGE LATÉRALE OUEST
3. MARGE LATÉRALE CANAL DE LACHINE
4. MARGE AVANT ISLAND

PARTIE DU TERRAIN À CÉDER À PARC CANADA

LIGNE DE LOT

BÂTIMENT 3

BÂTIMENT 2

BÂTIMENT 1

LIGNE DE LOT

RUE SAINT-PATRICK

RUE ISLAND

S:\ACA\ATELIER\PROJETS\PROJETS 2014\14-008 2175 SAINT-PATRICK\01-DWG\1P\AB-A-101AB 2017-02-20

2175 RUE SAINT-PATRICK

PLAN DES MARGES

1 : 400
2016-11-15
14-008

ATELIER CHALOUB ARCHITECTES

ANNEXE D

CANAL LACHINE

LIMITE DES TRAVAUX

PARTIE DU TERRAIN À CÉDER À PARC CANADA

ÉLÉVATION C

LIGNE DE LOT

BÂTIMENT 3

BÂTIMENT 2

BÂTIMENT 1

ÉLÉVATION B

ÉLÉVATION H

ÉLÉVATION I

ÉLÉVATION D

ÉLÉVATION E

ÉLÉVATION F

ÉLÉVATION G

ÉLÉVATION L

ÉLÉVATION M

ÉLÉVATION A

ÉLÉVATION J

ÉLÉVATION K

ENTRÉE

RAMPE DE GARAGE

LIMITE DES TRAVAUX

LIGNE DE LOT

RUE ISLAND

RUE SAINT-PATRICK

S:\ACA\ATELIER\PROJETS\PROJETS 2014\14-008 2175 SAINT-PATRICK\01-DWG\1P\AB-A-101AB 2017-02-20

2175 RUE SAINT-PATRICK

PLAN IDENTIFIANT LES MURS EXTÉRIEURS

1 : 400
2016-11-15
14-008

ATELIER CHALOUB ARCHITECTES

ANNEXE E

CANAL LACHINE

LIMITE DES TRAVAUX

PARTIE DU TERRAIN À
CÉDER À PARC CANADA

LIGNE DE LOT

BÂTIMENT 3

BÂTIMENT 2

SUP. TOTALE COUR INTÉRIEURE :
2324.55m
25021.25pi²

BÂTIMENT 1

LIMITE DES TRAVAUX

LIGNE DE LOT

LIMITE DES TRAVAUX

RUE SAINT-PATRICK

RUE ISLAND

S:\ACA\ATELIER\PROJETS\PROJETS 2014\14-008 2175 SAINT-PATRICK\01-DWG\1P\AB-A-101AB 2017-02-20

2175 RUE SAINT-PATRICK

PLAN DE LA COUR INTÉRIEUR

1 : 400
2016-11-15
14-008

ATELIER CHALOUB
ARCHITECTES

ANNEXE F

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CM : 44.01

2017/03/27 13:00

(2)

Dossier # : 1166425012

Unité administrative responsable :	Arrondissement Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles , Direction du développement du territoire et études techniques , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter le projet de Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) dans le but d'arrimer des éléments du Plan à la planification locale traduite à l'intérieur du PDUES de la rue Sherbrooke, le long d' un tronçon compris entre la rue Damien-Gauthier et la 91e Avenue, situé dans district de La Pointe-aux-Prairies

Il est recommandé:
Considérant la recommandation favorable du comité consultatif d'urbanisme lors de sa séance du 9 septembre 2016, de donner suite à la procédure de demande de modification du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal dans le but d'arrimer des éléments du Plan à la planification locale traduite à l'intérieur du PDUES de la rue Sherbrooke, le long d' un tronçon compris entre la rue Damien-Gauthier et la 91e Avenue, situé dans district de La Pointe-aux-Prairies.

La Direction du développement du territoire et des études techniques se montre favorable à cette demande pour les raisons suivantes :

- la demande respecte les principes mis de l'avant par le PDUES de la rue Sherbrooke et le Schéma d'aménagement quant à la densité et la répartition des fonctions urbaines;
- la demande permet d'augmenter la densité à l'intérieur d'une aire TOD identifiée au Schéma d'aménagement;
- la demande permet d'augmenter la densité à l'intérieur d'un secteur prioritaire de densification identifié au Plan d'urbanisme;
- la demande permet d'identifier et d'instaurer des conditions plus favorables à la reconversion d'un site industriel dont l'affectation est prévue à des fins résidentielles au Plan d'urbanisme;
- la demande permet de déployer une densité et une volumétrie plus importante en bordure d'une large artère destinée à devenir un important vecteur de déplacements multimodaux et qui sera pourvue d'une forte empreinte paysagère;
- la demande permet d'optimiser le déploiement d'un milieux habités viables et attractifs, aux abords de milieux naturels extensifs qui ont façonné les perspectives d'occupation du territoire;

- le projet de construction permet de compléter les phases finales d'un projet immobilier avec des bâtiments plus significatifs en bordure de deux artères emblématiques;
- le projet de construction rencontre les actions et les objectifs du Plan d'urbanisme;
- la demande a obtenu une recommandation favorable de la part du Comité Jacques-Viger.

ADOPTÉ

Signé par Alain DUFORT **Le** 2017-03-15 11:31

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Rivière-des-Prairies
Pointe-aux-Trembles
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 14 mars 2017	Résolution: CA17 30 03 0079

DÉPÔT - PROCÈS-VERBAL - ASSEMBLÉE PUBLIQUE DE CONSULTATION - PROJET DE RÈGLEMENT MODIFIANT LE PLAN D'URBANISME DE LA VILLE DE MONTRÉAL (04-047) DANS LE BUT D'ARRIMER DES ÉLÉMENTS DU PLAN À LA PLANIFICATION LOCALE TRADUITE À L'INTÉRIEUR DU PDUES DE LA RUE SHERBROOKE, LE LONG D' UN TRONÇON COMPRIS ENTRE LA RUE DAMIEN-GAUTHIER ET LA 91E AVENUE, SITUÉ DANS DISTRICT DE LA POINTE-AUX-PRAIRIES »

Il est proposé par madame la conseillère Nathalie Pierre-Antoine

appuyé par monsieur le conseiller Richard Guay

et unanimement résolu :

DE prendre acte du dépôt du procès-verbal de l'assemblée publique de consultation tenue le 8 mars 2017, relativement au projet de règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) dans le but d'arrimer des éléments du Plan à la planification locale traduite à l'intérieur du PDUES de la rue Sherbrooke, le long d' un tronçon compris entre la rue Damien-Gauthier et la 91e Avenue, situé dans district de La Pointe-aux-Prairies ».

ADOPTÉ

40.07

Alain R ROY
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 15 mars 2017

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 44.01

2017/03/27
13:00

(2)

Dossier # : 1166425012

Unité administrative responsable :	Arrondissement Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles , Direction du développement du territoire et études techniques , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Demande de modification du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) dans le but d'arrimer des éléments du Plan à la planification locale traduite à l'intérieur du PDUES de la rue Sherbrooke, le long d' un tronçon compris entre la rue Damien-Gauthier et la 91e Avenue, situé dans district de La Pointe-aux-Prairies.

Il est recommandé:
Considérant la recommandation favorable du comité consultatif d'urbanisme lors de sa séance du 9 septembre 2016, de donner suite à la procédure de demande de modification du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal dans le but d'arrimer des éléments du Plan à la planification locale traduite à l'intérieur du PDUES de la rue Sherbrooke, le long d' un tronçon compris entre la rue Damien-Gauthier et la 91e Avenue, situé dans district de La Pointe-aux-Prairies.

La Direction du développement du territoire et des études techniques se montre favorable à cette demande pour les raisons suivantes :

- la demande respecte les principes mis de l'avant par le PDUES de la rue Sherbrooke et le Schéma d'aménagement quant à la densité et la répartition des fonctions urbaines;
- la demande permet d'augmenter la densité à l'intérieur d'une aire TOD identifiée au Schéma d'aménagement;
- la demande permet d'augmenter la densité à l'intérieur d'un secteur prioritaire de densification identifié au Plan d'urbanisme;
- la demande permet d'identifier et d'instaurer des conditions plus favorables à la reconversion d'un site industriel dont l'affectation est prévue à des fins résidentielles au Plan d'urbanisme;
- la demande permet de déployer une densité et une volumétrie plus importante en bordure d'une large artère destinée à devenir un important vecteur de déplacements multimodaux et qui sera pourvue d'une forte empreinte paysagère;

- la demande permet d'optimiser le déploiement d'un milieux habités viables et attractifs, aux abords de milieux naturels extensifs qui ont façonné les perspectives d'occupation du territoire;
- le projet de construction permet de compléter les phases finales d'un projet immobilier avec des bâtiments plus significatifs en bordure de deux artères emblématiques;
- le projet de construction rencontre les actions et les objectifs du Plan d'urbanisme;
- la demande a obtenu une recommandation favorable de la part du Comité Jacques-Viger.

ADOPTÉ

Signé par Dany BARBEAU **Le** 2017-01-17 15:42

Signataire : Dany BARBEAU

_____

Directrice d'arrondissement
Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1166425012**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles , Direction du développement du territoire et études techniques , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Demande de modification du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) dans le but d'arrimer des éléments du Plan à la planification locale traduite à l'intérieur du PDUES de la rue Sherbrooke, le long d' un tronçon compris entre la rue Damien-Gauthier et la 91e Avenue, situé dans district de La Pointe-aux-Prairies.

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles a adopté un Plan de développement urbain, économique et social (PDUES) de la rue Sherbrooke au début de l'année 2016. Cet exercice de planification visait en outre à optimiser les opportunités de développement en bordure de l'artère sous des perspectives de saine utilisation de l'espace. Le plan de développement met de l'avant des principes de densification, de développement durable, d'optimisation des infrastructures de transport en commun et de meilleure répartition des fonctions urbaines en lien avec une nouvelle configuration de certains tronçons de la rue Sherbrooke.
Le PDUES repose sur la reconnaissance de trois milieux de vie en lien étroit avec la rue Sherbrooke, dans le but de mieux arrimer les actions avec les spécificités du milieu. La grande superficie du quartier de Pointe-aux-Trembles et la longueur considérable du parcours de la rue Sherbrooke (7,6 km) qui traverse l'intégralité du quartier d'est en ouest ont également conditionné ce choix de caractériser le territoire en trois entités à la fois distinctes et complémentaires, toutes liées à l'artère principale du quartier qu'est la rue Sherbrooke. Les milieux de vie 2 et 3 qui couvrent l'est du territoire regroupent la majorité des terrains vacants propices à du développement résidentiel.

L'adoption du Schéma d'aménagement et de développement en 2015 a permis de concrétiser le périmètre du TOD constitué autour de la gare de Pointe-aux-Trembles et du tronçon de la rue Sherbrooke situé à l'est de la 40^{e} Avenue. De plus, la délimitation des espaces naturels à protéger a précisé les canevas de terrains voués à du développement immobilier sous de nouvelles perspectives de densification et de cohabitation harmonieuse avec les milieux protégés.

De nombreux acteurs immobiliers sont en discussion depuis quelques années avec l'arrondissement pour le développement de ces espaces en friche. L'ouverture de la gare de Pointe-aux-Trembles en 2015 a ravivé l'intérêt pour la mise en valeur de cette partie du territoire.

Un de ceux-ci est en voie de compléter les phases finales de son projet immobilier Faubourg de La Pointe-de-l'Ile où les trois derniers immeubles à construire sont prévus sur la rue Sherbrooke, de part et d'autre de l'intersection du boulevard Gouin qui sera prolongé vers le sud, soit jusqu'à la rue Forsyth. Les échanges de terrains avec la Ville, inhérents à la mise en place des dernières phases, ont été complétées en 2014. Le requérant a déposé, toujours en 2014, une demande de modification de zonage afin d'autoriser la construction d'un bâtiment résidentiel de quatre étages sur le lot 5 102 694 alors que les dispositions incluses au Plan d'urbanisme et à la réglementation locale limitent le nombre d'étages à trois sur ce terrain.

L'arrondissement a suspendu l'étude des demandes afin d'entreprendre une série de consultations publiques en marge de l'élaboration de son PDUES. Cette démarche participative populaire s'est échelonnée sur une année. Le document ayant été maintenant entériné, l'arrondissement a pu compléter l'analyse de cette requête.

Dans ce contexte, l'arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles initie une demande de modification au Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) dans le but d'ajouter un secteur à transformer, modifier les limites des aires d'affectation et modifier des secteurs de densité pour les secteurs périphériques au tronçon de la rue Sherbrooke Est compris entre la rue Damien-Gauthier et la 91^{e} Avenue, dans le district de La Pointe-aux-Prairies.

La demande répond a priori à la nécessité d'arrimer trois importantes composantes du Plan d'urbanisme (secteurs à construire ou à transformer, affectations du sol et densités de construction) au contenu du PDUES en ce qui a trait à un important secteur à développer. De plus, cette demande permet de répondre à une requête déposée en lien avec un projet immobilier.

Les modifications proposées visent essentiellement des secteurs situés dans le milieu de vie 3 correspondant au tronçon de la rue Sherbrooke situé à l'est du cimetière Hawtorn-Dale et du secteur sud du parc nature de La Pointe-aux-Prairies.

Il s'agit de modifications visant trois cartes incluses dans le Plan d'urbanisme, soit la carte 1.1 intitulée «Les secteurs établis, les secteurs à construire et les secteurs à transformer», la carte 3.1.1 intitulée «L'affectation du sol» et la carte 3.1.2 intitulée « La densité de construction » afin de revoir les balises d'occupation du territoire en fonction des éléments édictés dans le PDUES pour la partie du territoire susmentionnée.

L'adoption d'un règlement de concordance modifiant le règlement de zonage sera effectué à la suite de l'entrée en vigueur des modifications au Plan d'urbanisme, conformément à l'article 110.4 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA 1630020034 - 2 février 2016 - Adoption du Plan de développement urbain, économique et social (PDUES) de la rue Sherbrooke par l'arrondissement RDP-PAT (dossier 116 642 5002).

DESCRIPTION

Description du site

Le site visé par la demande correspond au milieu de vie 3 identifié au PDUES de la rue Sherbrooke adopté par l'arrondissement. Ce secteur couvre toute la pointe est de l'île, au sud de l'autoroute 40 et à l'est du cimetière Hawtorn-Dale. Les modifications proposées affectent quatre secteurs de planification distincts, soit deux situés au sud de la rue Sherbrooke et deux au nord de celle-ci.

1- Secteurs Sud de la rue Sherbrooke :

Le premier secteur concerne les terrains occupés par deux usines protégées par droits acquis et vouées à une éventuelle transformation **(Secteur 1A)**

Le second vise les terrains vacants situés entre la 81e et la 91e Avenue où se trouvent notamment la phase finale du projet immobilier Faubourg de la Pointe-de-l'Île **(Secteur 1B)**. Les trois derniers immeubles à construire sont prévus sur la rue Sherbrooke à l'intersection qu'elle forme avec le boulevard Gouin qui sera prolongé vers le sud, soit jusqu'à la rue Forsyth, dans le cadre de cet important projet immobilier ayant cours sur la pointe de l'île depuis 2010 et qui compte actuellement 156 logements.

Concrètement, le requérant souhaite la réalisation de un ou deux immeubles résidentiels de quatre étages sur le lot actuel no. 5 102 694, sis en bordure de la rue Sherbrooke, bordé à l'est par le prolongement du boulevard Gouin. Il s'agit de la quatrième et dernière phase du projet. Un des deux immeubles projetés sur le terrain abritera probablement une résidence pour personnes âgées. Les cases de stationnement seront principalement aménagées en sous-sol.

Un autre immeuble de trois étages est prévu sur lot 5 102 693 à l'est du boulevard Gouin, toujours au cours de cette ultime phase de construction.

L'ensemble du projet immobilier fait parti du milieu de vie no.3 identifié au PDUES de la rue Sherbrooke et la phase finale du projet se situe à l'intérieur de l'aire TOD de la gare de Pointe-aux-Trembles décrit dans le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal.

2 - Secteurs Nord de la rue Sherbrooke :

Quant au coté nord de la rue Sherbrooke, on identifie également deux secteurs à développer :

Le premier secteur vise des terrains résidentiels tout juste à l'est de la 81e Avenue, en bordure de la coulée Grou **(Secteur 2A)**. Le projet résidentiel l'ESTuaire, qui démarrera sous peu, est localisé dans ce secteur.

Le deuxième secteur correspond aux terrains voués à une occupation principalement commerciale se déployant autour de l'intersection de la rue Famille-Dubreuil et se prolongeant jusqu'au boulevard Gouin plus à l'est **(Secteur 2B)**.

<u>Modifications au Plan d'urbanisme</u>

Les modifications touchent trois cartes incluses dans le Plan d'urbanisme, à savoir :
- Carte 1.1, intitulée « Les secteurs établis, les secteurs à construire et les secteurs à transformer» ;
- Carte 3.1.1, intitulée « L'affectation du sol» ;
- Carte 3.1.2, intitulée « La densité de construction».

1- Carte 1.1 « Les secteurs établis, les secteurs à construire et les secteurs à transformer» :
Trois modifications sont demandées sur la carte afin de traduire le contenu du PDUES de la rue Sherbrooke, à savoir :

- Agrandir un secteur à construire afin d'intégrer le secteur délimité par les rues suivantes : rue Sherbrooke, l'ancienne emprise du boulevard Gouin, rue Forsyth et 91^{e} Avenue;
- Retirer des secteurs à construire les terrains municipaux entourant la coulée Grou, compris entre le golf et la rue Sherbrooke ainsi que le boulevard Gouin (tel que Schéma);
- Ajouter un secteur à transformer correspondant aux 15 300 et 15 400, rue Sherbrooke Est, soit deux bâtiments industriels sous l'égide d'une affectation résidentielle (Schéma).

2- Carte 3.1.1 « L'affectation du sol» :
Une seule modification est demandée sur la carte afin de traduire le contenu du PDUES de la rue Sherbrooke, à savoir :

- Remplacer, pour les terrains situés dans le secteur 2B, l'affectation résidentielle par une affectation mixte.

3- Carte 3.1.2 « La densité de construction» :

Plusieurs modifications sont demandées sur la carte afin de traduire le contenu du PDUES de la rue Sherbrooke et s'arrimer avec le projet de construction du requérant, à savoir :

- Créer le nouveau secteur de densification «20-T3» à même le secteur 20-04 correspondant au secteur à transformer du 15 300 et 15 400, rue Sherbrooke Est**,** soit deux bâtiments industriels bénéficiant de droits acquis ;
- Remplacer la partie du secteur de densification 20-C4 correspondant au secteur situé en bordure nord de la rue Sherbrooke, compris entre le milieu naturel entourant la coulée Grou, la 81^{e} Avenue et la limite est du lot 1 875 285, par un secteur de densification 20-C9;
- Agrandir le secteur de densification 20-C4 afin d'intégrer le secteur délimité par les rues suivantes : rue Sherbrooke, l'ancienne emprise du boulevard Gouin, rue Forsyth et 91^{e} Avenue;
- Agrandir le secteur de densification 20-C5 à même une partie du secteur de densification 20-C4 correspondant aux terrains sis en bordure nord de la rue Sherbrooke, entre la limite est du lot 1 875 285 et le boulevard Gouin.

Comparaison de densité selon les secteur touchés :

Le tableau suivant indique les différences entre la situation actuelle et la modification demandée pour le secteur à transformer du 15 300 et 15 400, rue Sherbrooke Est :

Secteur 1A		
Caractéristiques	**Avant**	**Après**
Type de secteur	20-04	20-T3
Nombre d'étages	1 à 3 étages hors sol	2 à 8 étages hors sol
Taux d'implantation	Taux d'implantation faible ou moyen	Taux d'implantation faible ou moyen
Coefficient d'occupation du sol min / max		0,5 / 4,0

Le tableau suivant indique les différences entre la situation actuelle et la modification demandée pour le secteur correspondant à la phase finale du projet immobilier du Faubourg de la Pointe-de-l'île, délimité par les rues suivantes : rue Sherbrooke, l'ancienne emprise du boulevard Gouin, rue Forsyth et 91e Avenue :

Secteur 1B		
Caractéristiques	**Avant**	**Après**
Type de secteur	20-04	20-C4
Nombre d'étages	1 à 3 étages hors sol	1 à 4 étages hors sol
Taux d'implantation	Taux d'implantation faible ou moyen	Taux d'implantation faible ou moyen
Coefficient d'occupation du sol min / max		0,2 / 3,0

Le tableau suivant indique les différences entre la situation actuelle et la modification demandée pour le secteur correspondant au secteur situé en bordure nord de la rue Sherbrooke, compris entre le milieu naturel entourant la coulée Grou, la 81e Avenue et la limite est du lot 1 875 285 :

Secteur 2A		
Caractéristiques	**Avant**	**Après**
Type de secteur	20-04	20-C9
Nombre d'étages	1 à 3 étages hors sol	5 à 8 étages hors sol
Taux d'implantation	Taux d'implantation faible ou moyen	Taux d'implantation faible ou moyen
Coefficient d'occupation du sol min / max		2,0 / 4,0

Le tableau suivant indique les différences entre la situation actuelle et la modification demandée correspondant aux terrains sis en bordure nord de la rue Sherbrooke, entre la limite est du lot 1 875 285 et le boulevard Gouin :

Secteur 2B		
Caractéristiques	**Avant**	**Après**
Type de secteur	20-04	20-C5
Nombre d'étages	1 à 3 étages hors sol	2 à 8 étages hors sol
Taux d'implantation	Taux d'implantation faible ou moyen	Taux d'implantation faible ou moyen
Coefficient d'occupation du sol min / max		0,5 / 4,0

Étapes subséquentes

Suite aux modifications au Plan d'urbanisme proposées dans le présent sommaire, la réalisation du projet de construction sur le lot 5 102 694 nécessitera une modification au Règlement de zonage RCA09-Z01 pour agrandir la zone 049 à même l'intégralité de la zone 031.

JUSTIFICATION

La Direction du développement du territoire et des études techniques recommande :
De donner suite à la procédure de demande de modification du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal dans le but d'arrimer des éléments du Plan à la planification locale traduite à l'intérieur du PDUES de la rue Sherbrooke, le long d' un tronçon compris entre la rue Damien-Gauthier et la 91e Avenue, situé dans district de La Pointe-aux-Prairies.

La Direction du développement du territoire et des études techniques se montre favorable à cette demande pour les raisons suivantes :

- la demande respecte les principes mis de l'avant par le Schéma d'aménagement quant à la densité et la répartition des fonctions urbaines ;
- la demande permet d'augmenter la densité à l'intérieur d'une aire TOD identifiée au Schéma d'aménagement;
- la demande permet d'augmenter la densité à l'intérieur d'un secteur prioritaire de densification identifié au Schéma d'aménagement;
- la demande permet d'identifier et d'instaurer des conditions plus favorables à la reconversion d'un site industriel dont l'affectation est prévue à des fins résidentielles au Plan d'urbanisme;
- la demande respecte les principes mis de l'avant par le PDUES de la rue Sherbrooke quant à la densité et la répartition des fonctions urbaines ;
- la demande permet de déployer une densité et une volumétrie plus importante en bordure d'une large artère destinée à devenir un important vecteur de déplacements multimodaux et qui sera pourvue d'une forte empreinte paysagère;
- la demande permet d'optimiser le déploiement d'un milieux habités viables et attractifs, aux abords de milieux naturels extensifs qui ont façonné les perspectives d'occupation du territoire;
- le projet de construction énoncé dans le secteur 1B permet de compléter les phases finales d'un projet immobilier avec des bâtiments plus significatifs en bordure de deux artères emblématiques;
- le projet de construction énoncé dans le secteur 1B rencontre les actions et les objectifs du Plan d'urbanisme;
- la demande a obtenu une recommandation favorable de la part du Comité Jacques-Viger.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les modifications demandées s'inscrivent dans une perspective d'optimiser l'occupation du territoire et les infrastructures urbaines tout en perpétuant la présence de milieux naturels.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le parcours d'entrée de ville sera redéfini par la présence d'immeubles plus significatifs bordant à la fois une large voie plantée et des milieux naturels qui, actuellement, peinent à se démarquer dans la lecture du paysage.
Le gain de densité souhaité permettra de mettre en place des conditions favorables à l'implantation d'une desserte commerciale viable pour l'ensemble des résidents du secteur qui est d'ailleurs décrit comme un désert alimentaire.

Peu d'impact anticipé sur le réseau viaire, les constructions se grefferont principalement à

une artère majeure déjà desservie par du transport collectif.

La modulation des zones et du contenu normatif découlant de ces modifications au Plan d'urbanisme reposera sur un principe de transition volumétrique respectueuse aux abords des secteurs déjà habités, tel que stipulé à l'intérieur du PDUES de la rue Sherbrooke.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Dossier soumis au secrétaire du CCU : 8 septembre 2016
Comité consultatif d'urbanisme (CCU) : 9 septembre 2016

Comité Jacques-Viger (CAU) : 18 novembre 2016

Présentation d'un avis de motion et adoption d'un projet de règlement modifiant le plan d'urbanisme au conseil d'arrondissement : À déterminer

Assemblée de consultation publique : À déterminer

Soumission du procès verbal de la consultation publique sur le projet de règlement au comité exécutif : À déterminer

Adoption du règlement modifiant le Plan d'urbanisme par le conseil municipal : À déterminer

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Daniel AUBÉ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Caroline LÉPINE, Service de la mise en valeur du territoire

Lecture :

Caroline LÉPINE, 17 janvier 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Yann LESSNICK
Conseiller en planification

Tél : 514-868-5029
Télécop. : 514-868-4340

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-11-29

Martin COUTU
Directeur du développement du territoire et des études techniques

Tél : 514 868-4363
Télécop. : 514 868-4312

Rivière-des-Prairies
Pointe-aux-Trembles
Montréal

PROCES-VERBAL

ASSEMBLÉE PUBLIQUE DE CONSULTATION, TENUE LE

LE MERCREDI, 8 MARS 2017, À 18H30
À LA SALLE DU CONSEIL D'ARRONDISSEMENT

Objet de la consultation :

Demande de modification au Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) dans le but d'arrimer des éléments du Plan à la planification locale traduite à l'intérieur du PDUES de la rue Sherbrooke, le long d' un tronçon compris entre la rue Damien-Gauthier et la 91e Avenue, situé dans district de La Pointe-aux-Prairies.

L'assemblée publique est présidée par le conseiller de ville Giovanni Rapanà.

Sont présents, madame Suzanne Décarie, conseillère de la Ville pour le district de Pointe-aux-Trembles, le chef de la division de l'urbanisme, monsieur Richard Joseph, monsieur Normand Labbé, conseiller en aménagement, monsieur Yann Lessnick, conseiller en planification ainsi que le secrétaire d'arrondissement, Me Alain R. Roy.

Trois citoyens se sont présentés.

1. Ouverture de l'assemblée

Monsieur le conseiller Rapanà préside l'assemblée.

2. Présentation des projets de règlement

Monsieur le conseiller Rapanà invite monsieur Yann Lessnick, conseiller en planification, à faire la présentation du projet de règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal et invite les personnes intéressés à poser leurs questions après chacun d'eux.

QUESTIONS DU PUBLIC

Aucune question n'a été posée.

3. Suites réglementaires

À l'invitation du président d'assemblée, le secrétaire d'arrondissement fait état du processus d'adoption pour chacun des projets faisant l'objet de la consultation publique.

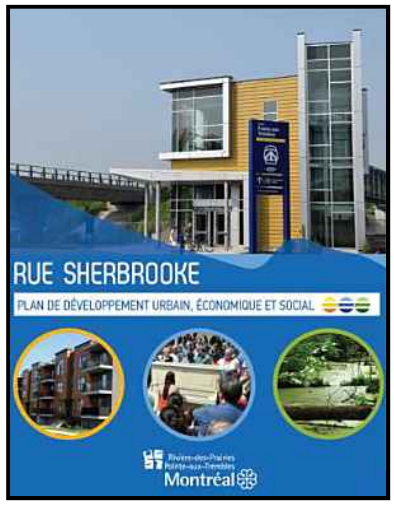
De façon particulière, il mentionne que le processus d'adoption du règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal sera assuré par la ville-centre et qu'il ne requiert pas l'approbation des personnes habiles à voter.

4. Levée de l'assemblée

L'assemblée est levée à 19h05.

Me Alain R. Roy, LL.M., OMA, avocat
Secrétaire d'arrondissement

S:\Greffe\Secretariat\0600_Legislation\0605 DOC LEGISLATIVE\0605-05 Projets particuliers\PP-107_8333_H-Bourassa\assemblee_publique\PV assemblee PP-107_8_03_2017.doc

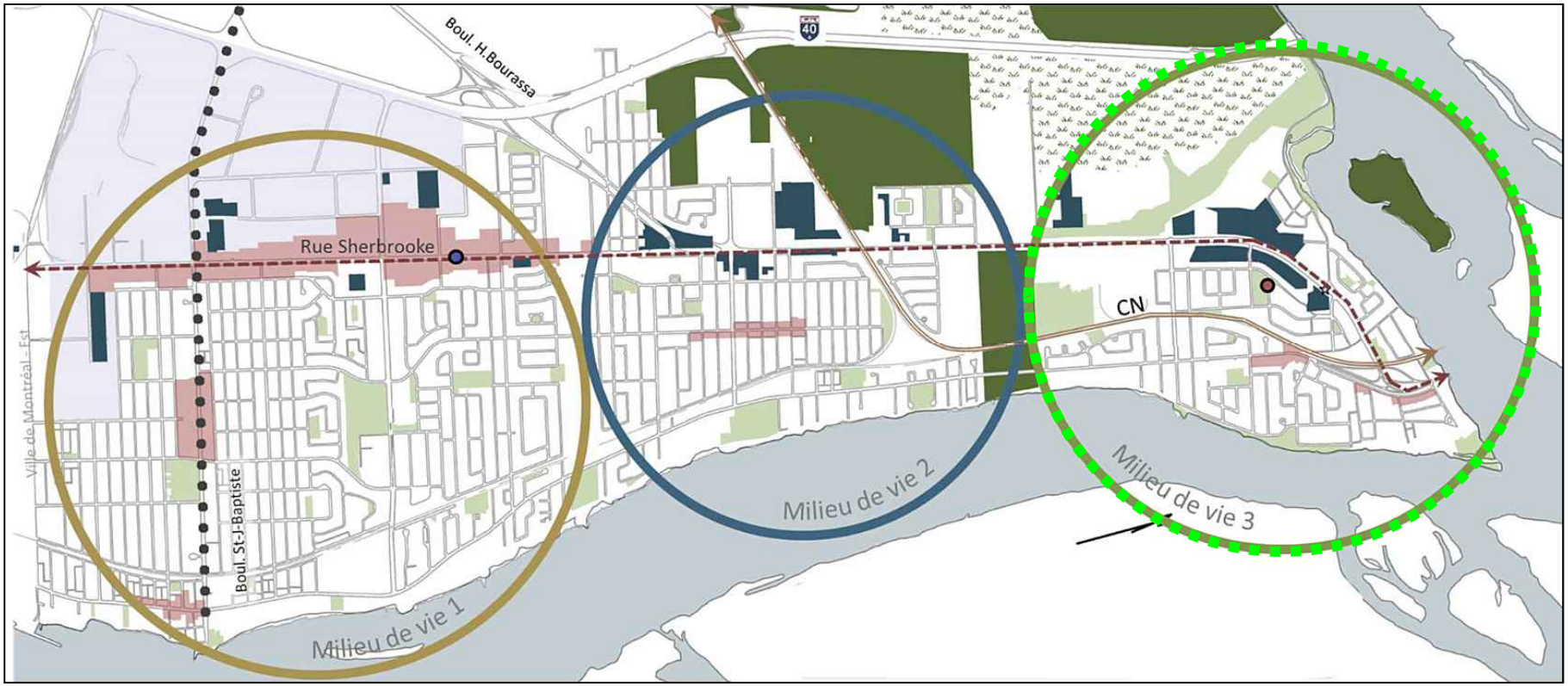


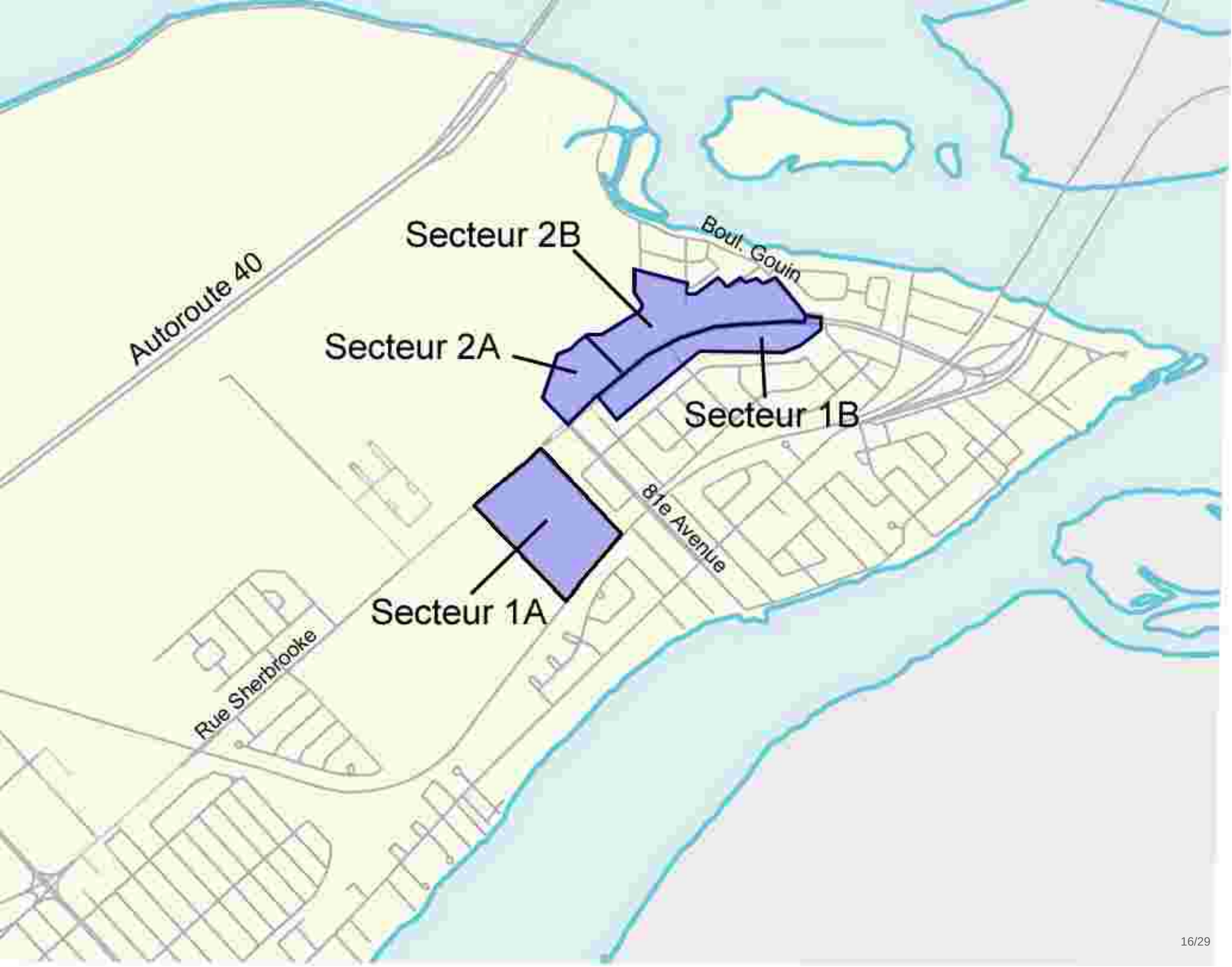
PDUES rue Sherbrooke

Plan de développement urbain, économique et social

Adoption : février 2016, arrondissement Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles

Approche par milieu de vie afin de définir des actions plus spécifiques et favoriser leur appropriation par les citoyens.




Secteur 2B
Secteur 2A
Secteur 1B
Secteur 1A
Autoroute 40
Boul. Gouin
81e Avenue
Rue Sherbrooke

AVIS DU COMITÉ JACQUES-VIGER SUITE À SA RÉUNION DU 18 NOVEMBRE 2016
Le Comité Jacques-Viger est l'instance consultative de la Ville en matière d'aménagement, d'urbanisme, d'architecture, de design, et d'architecture de paysage*

Rue Sherbrooke Est – Pointe-aux-Prairies

C16-RDPPAT-01

Libellé du projet :	Modification au Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) dans le but d'ajouter un secteur à transformer, de modifier les limites des aires d'affectation et de modifier des secteurs de densité pour les secteurs périphériques au tronçon de la rue Sherbrooke Est compris entre la rue Damien-Gauthier et la 91e Avenue, dans le district de La Pointe-aux-Prairies.
Localisation :	Secteurs situés le long de la rue Sherbrooke, entre la rue Damien-Gauthier et la 91^{e} avenue, District de La Pointe-aux-Prairies
Demandeur :	Division de l'urbanisme, Arrondissement de Rivière-des-Prairies—Pointe-aux-Trembles

Le Comité Jacques-Viger (CJV) émet un avis écrit au conseil de la ville considérant que le projet requiert une modification au plan d'urbanisme.

LA PROPOSITION

L'Arrondissement de Rivière-des-Prairies—Pointe-aux-Trembles propose une modification au Plan d'urbanisme afin d'assurer la mise en œuvre d'une partie du Plan de développement urbain, économique et social (PDUES) de la rue Sherbrooke adopté au début de l'année 2016.

La démarche du PDUES, entreprise depuis l'été 2014, vise à optimiser les opportunités de développement en bordure de la rue Sherbrooke. Le document de planification prône la densification, le développement durable, l'optimisation des infrastructures de transport en commun et une meilleure répartition des fonctions urbaines. Le territoire a été caractérisé en trois milieux de vie distincts, en lien étroit avec la rue Sherbrooke. La présente demande vise le secteur # 3 situé approximativement entre la rue Damien Gauthier et la pointe de l'île.

LA MODIFICATION AU PLAN D'URBANISME

Les modifications demandées au Plan d'urbanisme consistent à ajouter un secteur à transformer, à modifier les limites des aires d'affectation et à modifier quatre secteurs de densité situés en périphérie de la rue Sherbrooke Est, entre la rue Damien Gauthier et la 91^{e} Avenue, dans le district de La Pointe-aux-Prairies. Les modifications touchent trois cartes incluses dans le Plan d'urbanisme et sont les suivantes :

*Règlement de la Ville de Montréal 12-022

Comité Jacques-Viger
Édifice Chaussegros-de-Léry
303, rue Notre-Dame Est, bureau 6A-26
Montréal (Québec) H2Y 3Y8
514 872-4055

1 – Carte 1.1 « Les secteurs établis, les secteurs à construire et les secteurs à transformer »

- Agrandir un secteur à construire afin d'intégrer les secteurs délimités par la rue Sherbrooke, l'ancienne emprise du boulevard Gouin, la rue Forsyth et la 91e avenue;

- Retirer des secteurs « à construire » les terrains municipaux entourant la Coulée-Grou, compris entre le golf et la rue Sherbrooke ainsi que le boulevard Gouin;

- Ajouter un secteur « à transformer » correspondant aux numéros civiques 15 300 et 15 400, rue Sherbrooke Est, soit deux bâtiments industriels sous l'égide d'une affectation « résidentielle ».

2 – Carte 3.1.1 « L'affectation du sol »

- Pour les terrains situés dans le secteur 2B (secteur déployé au nord de la rue Sherbrooke, autour de l'intersection de la rue Famille-Dubreuil et se prolongeant jusqu'au boulevard Gouin plus à l'est), remplacer l'affectation « résidentielle » par une affectation « mixte ».

3 – Carte 3.1.2 « La densité de construction »

- Créer un nouveau secteur de densification « 20-T3 » à même le secteur 20-04 correspondant au secteur à transformer du 15 300 et du 15 400, rue Sherbrooke Est;

- Remplacer la partie du secteur de densification 20-C4 correspondant au secteur situé en bordure nord de la rue Sherbrooke, compris entre le milieu naturel entourant la Coulée-Grou, la 81e avenue et la limite est du lot 1 875 285, par un secteur de densification 20-C9;

- Agrandir le secteur de densification 20-C4 afin d'intégrer le secteur délimité par les rues suivantes : rue Sherbrooke, l'ancienne emprise de boulevard Gouin, rue Forsyth et 91e avenue;

- Agrandir le secteur de densification 20-C5 à même une partie du secteur de densification 20-C4 correspondant aux terrains sis en bordure nord de la rue Sherbrooke, entre la limite est du lot 1 875 285 et le boulevard Gouin.

LE PROJET

Le Comité Jacques-Viger (CJV) a reçu les représentants de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies—Pointe-aux-Trembles lors de la séance du 18 novembre 2016. Les représentants ont présenté le contexte, le PDUES de la rue Sherbrooke et ses concepts de planification généraux, le développement souhaité pour le milieu de vie # 3, les demandes de modification au Plan d'urbanisme, et, brièvement, le projet de construction Faubourg Pointe-de-l'Île.

D'emblée, le CJV trouve très intéressante la démarche exemplaire réalisée par l'Arrondissement et salue la grande qualité du travail accompli relativement au PDUES. De manière générale, le CJV appuie les modifications demandées visant l'augmentation de la densité sur le territoire analysé. Il émet dans les paragraphes qui suivent certaines recommandations afin de bonifier la planification d'ensemble du secteur.

Cela dit, le comité souhaite signaler que les divers documents de présentation transmis en feuillets distincts, de formats variés, non datés et sans synthèse, n'ont pas facilité l'analyse des membres qui ont eu peine à s'y retrouver.

Mise à jour du Plan directeur de réaménagement de la rue Sherbrooke Est

Le CJV croit que la mise à jour du Plan directeur de la rue Sherbrooke et de ses abords adopté en 2003 devrait être un préalable à l'autorisation de nouveaux projets. Il souligne qu'un grand travail de planification a été accompli depuis l'adoption de ce plan avec le PDUES. La perception ainsi que les intentions d'aménagement de ce tronçon ont depuis grandement évolué. Il juge nécessaire de définir clairement l'identité et les orientations d'aménagement (implantation, volumétrie et signature architecturale) de ce secteur avant d'approuver de nouveaux projets qui donneront le ton pour l'avenir.

Dans ce sens, le CJV recommande la réalisation d'une étude de design urbain, incluant un travail en trois dimensions, permettant de mieux cerner l'emprise au sol et le cadre bâti souhaités pour ce secteur et de mieux comprendre l'encadrement proposé de la rue Sherbrooke. Il note plusieurs intentions dans le discours des requérants qui lui semblent intéressantes, mais qui ne trouvent pas réellement de réponse dans le seul projet de développement présenté (Faubourg Pointe-de-l'Île). Notamment, il a été question d'équipements spéciaux favorisant le transport actif et le transport en commun justifiant la création d'un *transit-oriented development* (TOD) de forme linéaire. Cette notion de TOD linéaire, inusitée, aurait mérité d'être développée et les équipements spéciaux annoncés auraient dû être un peu mieux définis. Ainsi, alors que le projet Faubourg Pointe-de-l'Île est localisé à une intersection significative de l'arrondissement et de la Ville (le boulevard Gouin et la rue Sherbrooke), on ne trouve aucune trace de l'intention d'aménager de tels équipements.

Le CJV croit également que le carrefour giratoire situé à l'extrémité est de la rue Sherbrooke, porte d'entrée signifiante à l'arrondissement et à l'île de Montréal même, devrait être intégré à l'étude. Le comité considère ce carrefour comme un point d'inflexion vers une nouvelle figure d'aménagement dont le caractère urbain se distinguerait largement de la voie paysagée rapide initialement prévue.

COS favorisant une densité plus adaptée aux objectifs de densification

Le CJV est en faveur de la densification prévue et souligne l'intérêt de densifier certaines zones conjointement à la préservation de zones plus naturelles. Néanmoins, il souhaite sensibiliser les requérants quant à la densité minimum de certains secteurs qu'il juge trop faible. Pour le CJV, un secteur voué à la densification ne devrait pas indiquer un coefficient d'occupation au sol (COS) minimum en bas de 1, voire 2. De plus, il est d'avis que certains écarts entre le minimum et le maximum permis sont nettement trop larges (ex. : COS de 0,2 à 3 pour le secteur 20-C4) et ne laissent pas percevoir une intention claire quant au développement souhaité. Il suggère plutôt une définition des COS qui induise une gradation progressive de la densité du cadre bâti.

Corridor écologique entre la rivière des Prairies et le fleuve Saint-Laurent

Le CJV se réjouit de l'idée de vouloir retirer des secteurs « à construire » les terrains municipaux entourant la Coulée-Grou, compris entre le golf et la rue Sherbrooke ainsi que le boulevard Gouin. Cependant, il recommande une plus grande clarté entre ce qui doit être protégé et ce qui doit être densifié. Il questionne de ce fait le développement des

terrains situés dans le secteur 20-C1 qui se trouve dorénavant enclavé à l'intérieur du prolongement naturel d'une zone protégée. Il suggère de plus de profiter de la configuration des espaces verts protégés pour réaliser un corridor écologique significatif entre la rivière des Prairies et le fleuve Saint-Laurent. Pour le CJV, la connexion entre les deux cours d'eau semble incontournable et devrait faire l'objet d'un énoncé d'intention, d'autant plus que ce lien lui semble essentiel dans la définition de l'identité du secteur.

Projet du Faubourg Pointe-de-l'Île

Le CJV éprouve une grande déception quant à la présentation du projet Faubourg Pointe-de-l'île. Il considère dommage que le travail exemplaire entrepris par l'Arrondissement avec le PDUES se traduise par un projet aussi générique tant architecturalement qu'au niveau de l'aménagement paysager et urbain.

Le CJV souligne que le projet est situé au croisement de deux artères pionnières au développement du secteur et de l'île de Montréal en général, soit le boulevard Gouin et la rue Sherbrooke. La rencontre de deux artères mythiques reste un évènement peu commun à Montréal et doit engendrer des préoccupations particulières. Le CJV croit que les promoteurs doivent être sensibilisés aux caractéristiques et aux enjeux d'aménagement du lieu. Notamment, il comprend mal pourquoi le projet envisage l'élargissement du boulevard Gouin sur une très courte distance pour rejoindre d'autres rues nettement plus étroites. Le CJV souligne que le boulevard Gouin, un boulevard patrimonial important de Montréal, est caractérisé par son étroitesse et que cette signature visuelle devrait rester.

Aussi, tel qu'indiqué plus haut, le comité constate que les intentions quant au transport actif et collectif facilité par l'aménagement de différents points de chute le long du tronçon de la rue Sherbrooke ne sont pas respectées dans ce projet. La typologie et l'implantation proposées ne correspondent pas aux volontés de densification émises et ne facilitent pas la création d'un point de convergence invitant pour les usagers. Le CJV espère un aménagement plus inspiré et urbain pour cette intersection qui aurait pu recevoir une place publique animée de cafés et de petits commerces. Il rappelle que ce premier projet annoncera une nouvelle phase de développement de la rue Sherbrooke et qu'il s'agit ainsi du point de départ d'une nouvelle vision qui inspirera les futurs projets.

AVIS DU COMITÉ JACQUES-VIGER

Le CJV émet un avis favorable aux modifications au Plan d'urbanisme demandées considérant les avantages d'une densification et d'un redéveloppement de la rue Sherbrooke dans ce secteur. Cependant, afin de bonifier la planification du secteur, il fait les recommandations suivantes :

- Réaliser la mise à jour du Plan directeur de réaménagement de la rue Sherbrooke Est ainsi qu'une étude de design urbain;
- Repenser le carrefour giratoire situé à l'extrémité est de la rue Sherbrooke comme point d'inflexion vers une nouvelle figure d'aménagement;
- Hausser la limite du coefficient d'occupation au sol (COS) à 1 ou 2 et diminuer l'écart entre le minimum et le maximum afin de favoriser une gradation progressive de la densité du cadre bâti;
- Envisager la création d'un corridor écologique entre la rivière des Prairies et le fleuve Saint-Laurent et en faire un énoncé d'intention;

- Assurer une plus grande clarté entre ce qui doit être protégé et ce qui doit être densifié; notamment en évaluant le développement du secteur 20-C1;
- Éviter l'élargissement du boulevard Gouin entre les rues Sherbrooke et Forsyth;
- Mieux définir la personnalité de l'intersection Gouin/Sherbrooke.
- Favoriser les projets de développement qui participent à l'animation de la rue et qui établissent un dialogue avec les futurs aménagements du domaine public qui seront développés par l'Arrondissement.

Président,

Original signé

Pierre Corriveau

Le 7 décembre 2016

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1166425012

Unité administrative responsable :	Arrondissement Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles , Direction du développement du territoire et études techniques , Division de l'urbanisme
Objet :	Demande de modification du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) dans le but d'arrimer des éléments du Plan à la planification locale traduite à l'intérieur du PDUES de la rue Sherbrooke, le long d' un tronçon compris entre la rue Damien-Gauthier et la 91e Avenue, situé dans district de La Pointe-aux-Prairies.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir les documents joints.
Vous trouverez notamment les annexes renommées.

FICHIERS JOINTS

Projet de règlement modifiant le PU.doc
Annexe A.pdf
Annexe B.pdf
Annexe C.pdf
Annexe D.pdf
Annexe E.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Daniel AUBÉ
Avocat droit public et législation
Tél : 514-872-6872

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-01-16

Véronique BELPAIRE
Chef de division
Tél : 514-872-4222
Division : Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
04-047-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE PLAN D'URBANISME DE LA VILLE DE MONTRÉAL (04-047)

Vu l'article 130.3 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu l'article 109 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1).

À l'assemblée du _____ 2017, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. La carte 1.1 intitulée « Les secteurs établis, les secteurs à construire et les secteurs à transformer » incluse à la partie I du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) est remplacée par la carte jointe en annexe A au présent règlement.

2. La carte 3.1.1 intitulée « L'affectation du sol » incluse à la partie I de ce plan d'urbanisme est remplacée par la carte jointe en annexe B au présent règlement.

3. La carte 3.1.2 intitulée « La densité de construction » incluse à la partie I de ce plan d'urbanisme est remplacée par la carte jointe en annexe C au présent règlement.

4. La carte intitulée « L'affectation du sol - Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles » incluse au chapitre 20 de la partie II de ce plan d'urbanisme est remplacée par la carte jointe en annexe D au présent règlement.

5. La carte intitulée « La densité de construction - Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles » incluse au chapitre 20 de la partie II de ce plan d'urbanisme est remplacée par la carte jointe en annexe E au présent règlement.

6. Le chapitre 20 de la partie II de ce plan d'urbanisme concernant l'arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles présentant les caractéristiques de densité de construction pour les secteurs à transformer ou à construire est modifié par l'insertion d'un nouveau secteur à transformer ou à construire « 20-T3 » dont les caractéristiques sont les suivantes :

« Secteur 20-T3 :

- bâti de deux à huit étages hors-sol;
- taux d'implantation au sol faible ou moyen;
- C.O.S. minimal : 0,5;
- C.O.S. maximal : 4,0. ».

ANNEXE A
CARTE 1.1 INTITULÉE « LES SECTEURS ÉTABLIS, LES SECTEURS À CONSTRUIRE ET LES SECTEURS À TRANSFORMER »

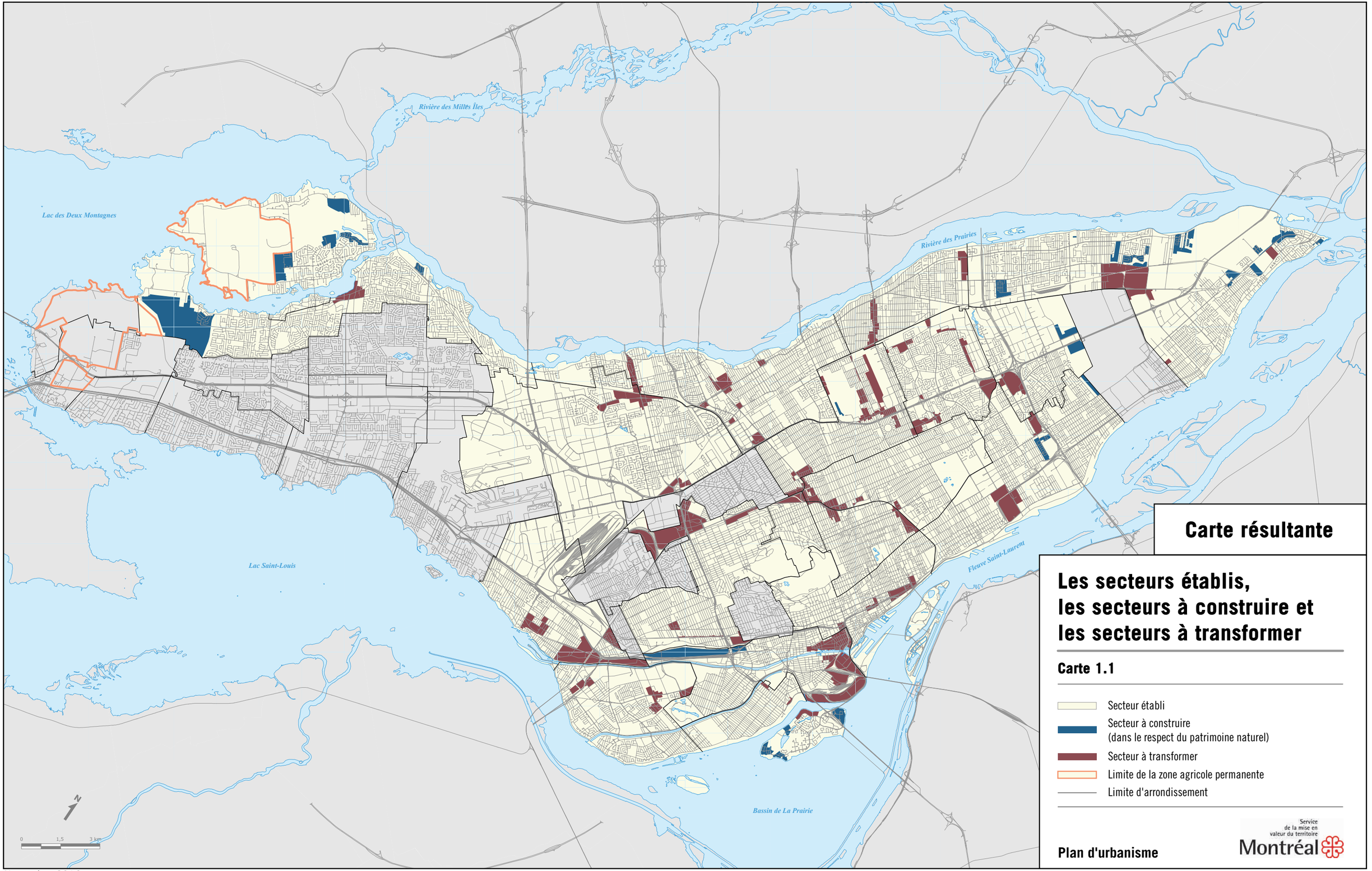
ANNEXE B
CARTE 3.1.1 INTITULÉE « L'AFFECTATION DU SOL »

ANNEXE C
CARTE 3.1.2 INTITULÉE « LA DENSITÉ DE CONSTRUCTION »

ANNEXE D
CARTE INTITULÉE « L'AFFECTATION DU SOL – ARRONDISSEMENT DE RIVIÈRE-DES-PRAIRIES – POINTE-AUX-TREMBLES »

ANNEXE E
CARTE INTITULÉE « LA DENSITÉ DE CONSTRUCTION – ARRONDISSEMENT DE RIVIÈRE-DES-PRAIRIES – POINTE-AUX-TREMBLES»

GDD 116 642 5012



Carte résultante

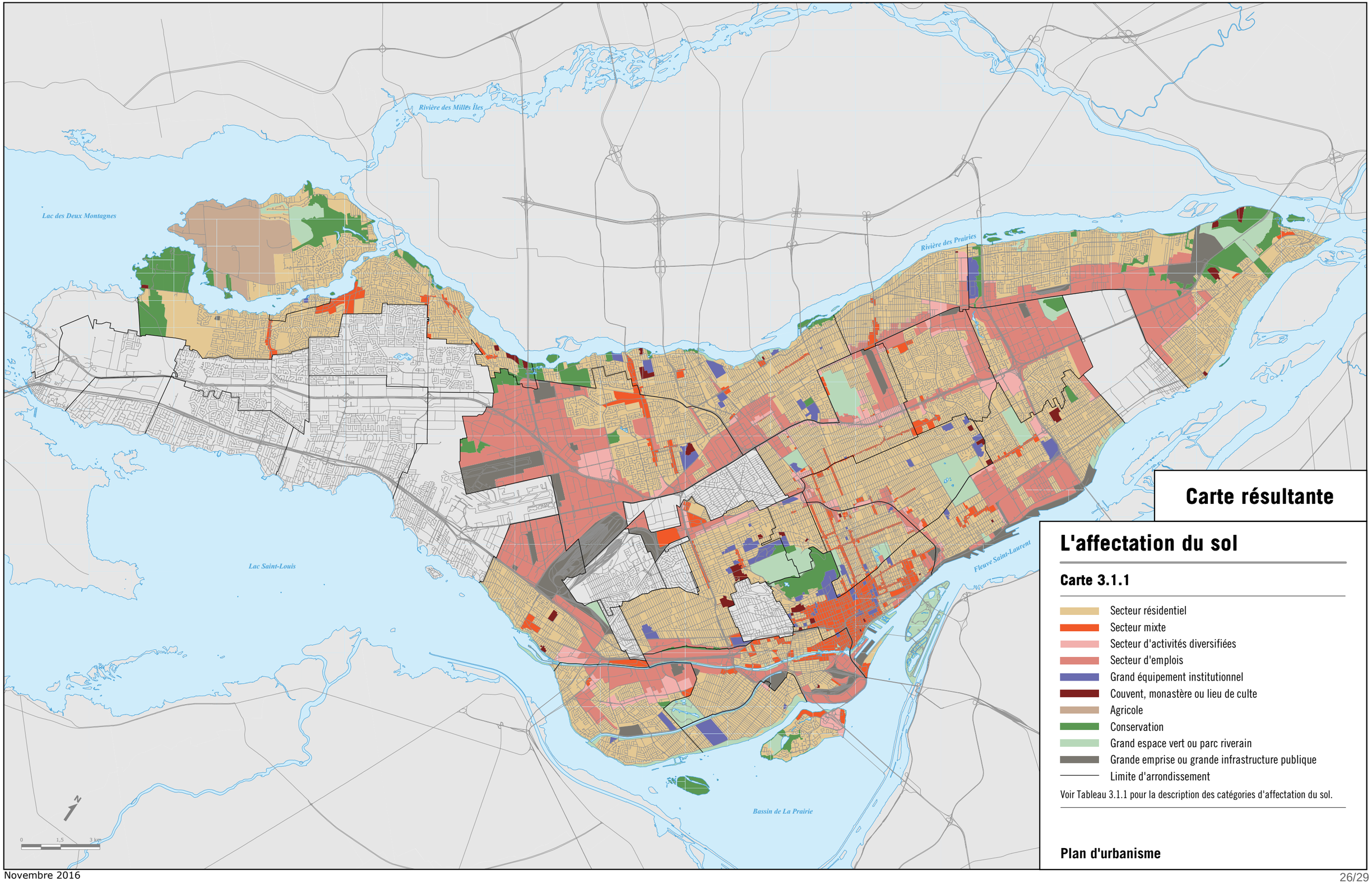
Les secteurs établis, les secteurs à construire et les secteurs à transformer

Carte 1.1

- Secteur établi
- Secteur à construire (dans le respect du patrimoine naturel)
- Secteur à transformer
- Limite de la zone agricole permanente
- Limite d'arrondissement

Service de la mise en valeur du territoire
Montréal

Plan d'urbanisme



Carte résultante

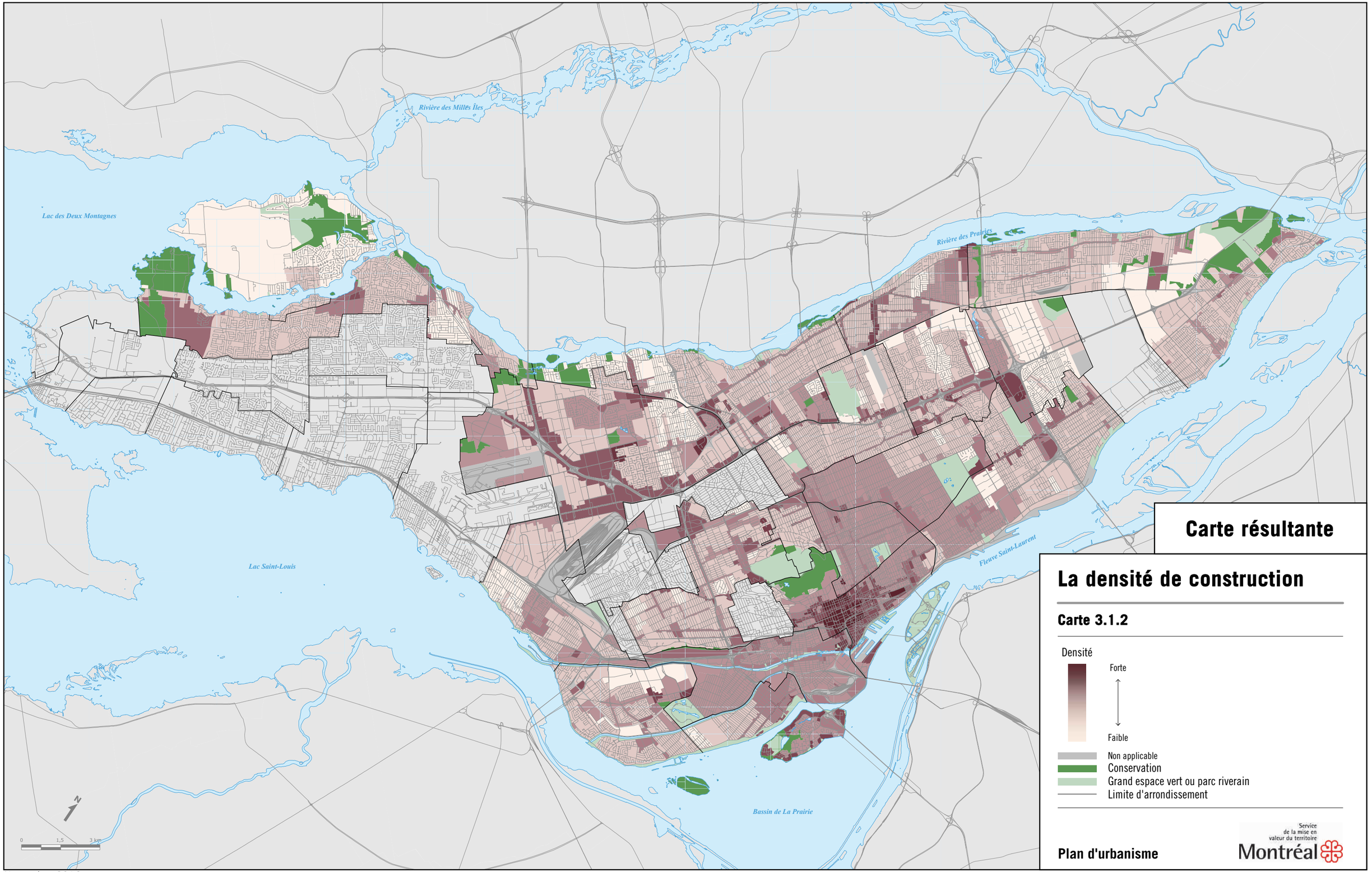
L'affectation du sol

Carte 3.1.1

- Secteur résidentiel
- Secteur mixte
- Secteur d'activités diversifiées
- Secteur d'emplois
- Grand équipement institutionnel
- Couvent, monastère ou lieu de culte
- Agricole
- Conservation
- Grand espace vert ou parc riverain
- Grande emprise ou grande infrastructure publique
- Limite d'arrondissement

Voir Tableau 3.1.1 pour la description des catégories d'affectation du sol.

Plan d'urbanisme



Carte résultante

La densité de construction

Carte 3.1.2

Densité

Forte

Faible

Non applicable

Conservation

Grand espace vert ou parc riverain

Limite d'arrondissement

Plan d'urbanisme

Service de la mise en valeur du territoire

Montréal

Extrait de la carte 3.1.1 – Carte résultante

L'affectation du sol

Arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles

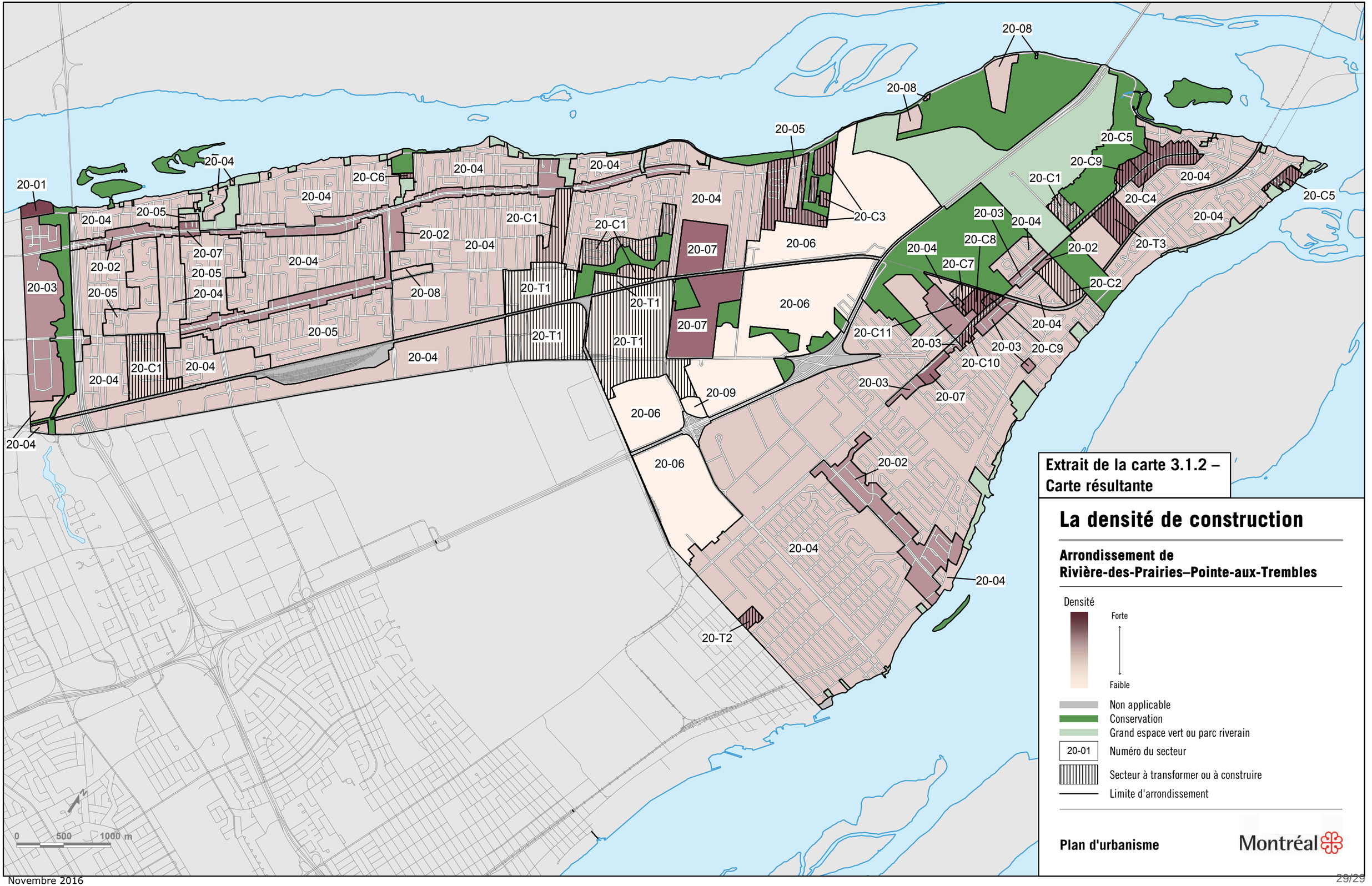
- Secteur résidentiel
- Secteur mixte
- Secteur d'activités diversifiées
- Secteur d'emplois
- Grand équipement institutionnel
- Couvent, monastère ou lieu de culte
- Agricole
- Conservation
- Grand espace vert ou parc riverain
- Grande emprise ou grande infrastructure publique
- Limite d'arrondissement

Voir Tableau 3.1.1 pour la description des catégories d'affectation du sol.

0 500 1000 m

Plan d'urbanisme

Service de la mise en valeur du territoire
Montréal



Extrait de la carte 3.1.2 – Carte résultante

La densité de construction

Arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles

Densité

Forte

Faible

Non applicable

Conservation

Grand espace vert ou parc riverain

20-01 Numéro du secteur

Secteur à transformer ou à construire

Limite d'arrondissement

Plan d'urbanisme

Montréal

Novembre 2016

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CM : 44.02

2017/03/27 13:00

(2)

Dossier # : 1133385070

Unité administrative responsable :	Arrondissement Saint-Léonard , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adoption du projet de règlement modifiant le plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin de créer un nouveau secteur de densité 23-T9 à même une partie du secteur 23-02 pour les terrains occupés par les bâtiments situés aux 8500-50, boulevard Viau et aux 4850 à 4906, boulevard Robert (lot numéro 1 002 525 du cadastre du Québec).

Il est recommandé au conseil municipal :

D'adopter, sans changement, le règlement modifiant le plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047), afin de créer un nouveau secteur de densité 23-T9 à même une partie du secteur 23-02, pour les terrains occupés par les bâtiments situés aux 8500-50, boulevard Viau et aux 4850 à 4906, boulevard Robert (lot numéro 1 002 525 du cadastre du Québec).

Signé par Alain DUFORT **Le** 2017-02-03 10:27

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 3 septembre 2013	Avis de motion: CA13 13 0288

AVIS DE MOTION : RÈGLEMENT MODIFIANT LE PLAN D'URBANISME DE LA VILLE DE MONTRÉAL (04-047), AFIN DE CRÉER UN NOUVEAU SECTEUR DE DENSITÉ 23-T9 À MÊME UNE PARTIE DU SECTEUR 23-02, POUR LES TERRAINS OCCUPÉS PAR LES BÂTIMENTS SITUÉS AUX 8500-50, BOULEVARD VIAU ET AUX 4850 À 4906, BOULEVARD ROBERT (LOT NUMÉRO 1 002 525 DU CADASTRE DU QUÉBEC).

Monsieur le conseiller Mario Battista donne avis qu'à une prochaine séance du conseil municipal, il sera présenté un règlement modifiant le plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047), afin de créer un nouveau secteur de densité 23-T9 à même une partie du secteur 23-02, pour les terrains occupés par les bâtiments situés aux 8500-50, boulevard Viau et aux 4850 à 4906, boulevard Robert (lot numéro 1 002 525 du cadastre du Québec).

Monsieur le conseiller Mario Battista demande une dispense de lecture dudit projet de règlement, une copie de celui-ci ayant été remise aux membres du conseil.

40.02 1133385070

Guylaine CHAMPOUX

_____

Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 4 septembre 2013

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 3 septembre 2013	Résolution: CA13 13 0289

ADOPTION DU PROJET DE RÈGLEMENT MODIFIANT LE PLAN D'URBANISME DE LA VILLE DE MONTRÉAL (04-047), AFIN DE CRÉER UN NOUVEAU SECTEUR DE DENSITÉ 23-T9 À MÊME UNE PARTIE DU SECTEUR 23-02, POUR LES TERRAINS OCCUPÉS PAR LES BÂTIMENTS SITUÉS AUX 8500-50, BOULEVARD VIAU ET AUX 4850 À 4906, BOULEVARD ROBERT (LOT NUMÉRO 1 002 525 DU CADASTRE DU QUÉBEC).

Il est proposé par Mario Battista

appuyé par Dominic Perri

et résolu :

D'adopter le projet de règlement modifiant le plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047), afin de créer un nouveau secteur de densité 23-T9 à même une partie du secteur 23-02, pour les terrains occupés par les bâtiments situés aux 8500-50, boulevard Viau et aux 4850 à 4906, boulevard Robert (lot numéro 1 002 525 du cadastre du Québec).

Une assemblée publique de consultation sera tenue sur ce projet de règlement, le 26 septembre 2013, à 17 h.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ.

40.02 1133385070

Guylaine CHAMPOUX

Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 4 septembre 2013

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 1er octobre 2013	Résolution: CA13 13 0316

DÉPÔT DU PROCÈS-VERBAL DE L'ASSEMBLÉE PUBLIQUE DE CONSULTATION ET DEMANDE AU CONSEIL MUNICIPAL D'ADOPTER LE RÈGLEMENT MODIFIANT LE PLAN D'URBANISME DE LA VILLE DE MONTRÉAL (04-047), AFIN DE CRÉER UN NOUVEAU SECTEUR DE DENSITÉ 23-T9 À MÊME UNE PARTIE DU SECTEUR 23-02, POUR LES TERRAINS OCCUPÉS PAR LES BÂTIMENTS SITUÉS AUX 8500-50, BOULEVARD VIAU ET AUX 4850 À 4906, BOULEVARD ROBERT (LOT NUMÉRO 1 002 525 DU CADASTRE DU QUÉBEC).

ATTENDU QUE le conseil d'arrondissement a adopté ce projet de règlement lors d'une séance tenue le 3 septembre 2013;

ATTENDU QU'une assemblée publique de consultation a été tenue le 26 septembre 2013.

Il est proposé par Dominic Perri

appuyé par Mario Battista

et résolu :

De prendre acte du dépôt du procès-verbal de l'assemblée publique de consultation tenue le 26 septembre 2013 et de recommander au conseil municipal d'adopter, sans changement, le règlement modifiant le plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047), afin de créer un nouveau secteur de densité 23-T9 à même une partie du secteur 23-02, pour les terrains occupés par les bâtiments situés aux 8500-50, boulevard Viau et aux 4850 à 4906, boulevard Robert (lot numéro 1 002 525 du cadastre du Québec).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ.

40.01 1133385070

Guylaine CHAMPOUX
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 2 octobre 2013

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION	**Dossier # :1133385070**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Saint-Léonard , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adoption du projet de règlement modifiant le plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin de créer un nouveau secteur de densité 23-T9 à même une partie du secteur 23-02 pour les terrains occupés par les bâtiments situés aux 8500-50, boulevard Viau et aux 4850 à 4906, boulevard Robert (lot numéro 1 002 525 du cadastre du Québec).

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement de Saint-Léonard travaille depuis plus de quatre (4) ans et en étroite collaboration avec le propriétaire et promoteur du projet de redéveloppement et de densification du site connu sous le nom de « Domaine Renaissance ».
Le 6 mai 2013, le conseil d'arrondissement adoptait une résolution à l'effet d'accepter une demande de changement de zonage visant la création d'une nouvelle zone Habitation en vue d'accueillir une coopérative d'habitation, en soumettant la partie privée du projet à la procédure relative aux projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble et en procédant à la modification du plan d'urbanisme pour inclure le site du projet dans un secteur à transformer permettant un bâti de deux (2) à huit (8) étages, un taux d'implantation au sol faible ou moyen et un C.O.S. maximal de 3,0.

Suivant les interventions favorables avec commentaires du Service de la mise en valeur du territoire et du Service des affaires juridiques, les procédures d'adoption du règlement de modification du plan d'urbanisme ont été amorcées par l'arrondissement à l'automne 2013. L'avis de motion (résolution numéro CA13 13 0288) et l'adoption du projet de règlement (résolution numéro CA13 13 0289) par le conseil d'arrondissement ont eu lieu le 3 septembre 2013. Une assemblée publique de consultation s'est tenue le 26 septembre 2013 par l'arrondissement.

Lors de la séance du conseil d'arrondissement du 1er octobre 2013, le conseil a pris acte du dépôt du procès-verbal de l'assemblée publique de consultation et a demandé au conseil municipal d'adopter le règlement sans changement (résolution numéro CA13 13 0316).

Le règlement devait être présenté au conseil municipal du 26 novembre 2013 pour son adoption. À la demande de l'arrondissement, les procédures d'adoption ont été interrompues après l'assemblée publique de consultation. Les motifs justifiant l'arrêt des procédures sont le dépôt de nouvelles propositions d'aménagement du site par le promoteur, lesquelles ne correspondaient pas avec la proposition initiale ayant fait l'objet d'une approbation par le conseil d'arrondissement. D'une part, le projet devait

comprendre l'ouverture d'une nouvelle rue publique, laquelle est primordiale pour désenclaver le site et permettre à chaque bâtiment d'avoir une façade adjacente à la rue. D'autre part, la totalité des vingt et un (21) bâtiments devaient être démolis, et ce, considérant les problèmes d'insalubrité (moisissure, vermine, rongeurs, etc.) et de détérioration des logements observés depuis plusieurs années. Or, les propositions déposées après le début des procédures de modification du plan d'urbanisme ne respectaient pas ces exigences.

Depuis l'automne 2013, l'arrondissement et le promoteur ont eu plusieurs échanges concernant le développement du site. Le promoteur a finalement déposé une demande de projet particulier (PPCMOI) pour l'ensemble du site auprès de l'arrondissement en novembre 2015. La proposition de développement du site déposée avec **la demande de PPCMOI répond aux préoccupations soulevées concernant l'ouverture d'une nouvelle rue publique et la démolition de tous les bâtiments présents sur le site**.

Par ailleurs, l'avis favorable du Comité Jacques Viger était basé sur l'ouverture d'une nouvelle rue publique dans le prolongement d'une rue existante, la démolition des bâtiments existants, l'implantation de nouveaux bâtiments autour de cette nouvelle rue et la grande superficie dédiée aux espaces verts communs privés. Le comité a formulé des recommandations en vue de bonifier le projet. Ces recommandations portaient sur la nécessité de l'ouverture d'une nouvelle rue publique, l'importance de prévoir un alignement des bâtiments face à cette nouvelle rue favorisant la plantation d'arbres et l'ensoleillement et la définition des aménagements des espaces libres et des espaces verts. Le projet de développement du site, tel que soumis avec la demande de projet particulier, répond en grande partie aux recommandations du comité. En effet, la nouvelle rue publique prévue au centre du projet est dans le prolongement de la rue Jean-Nicolet. De plus, les nouveaux bâtiments seront implantés et accessibles à partir de cette nouvelle rue. En ce qui concerne l'ensoleillement et les plantations d'arbres prévues dans l'emprise publique de cette rue, un plan préparé par un architecte de paysage et déposé avec la demande de PPCMOI démontre les possibilités de plantation, dans un souci de viabilité de celles-ci. Ce plan a d'ailleurs été corroboré par un expert en foresterie urbaine, lequel a été invité à une rencontre du comité consultatif d'urbanisme portant sur l'étude de la demande de PPCMOI. Enfin, en ce qui concerne l'aménagement des espaces extérieurs, l'aménagement d'un réseau piétonnier et la présence d'un corridor vert sous la servitude d'Hydro-Québec, des dispositions normatives et des critères de plan d'implantation et d'intégration architecturale ont été intégrés dans la résolution approuvant le projet particulier afin de s'assurer de leur qualité (dossier 1165909023).

Suivant le dépôt de cette demande de projet particulier, le promoteur a tenu deux séances d'information avec les résidents du site visé et du secteur environnant. L'une s'est tenue à la fin du mois de novembre 2015, l'autre au début du mois de décembre 2015. La proposition de développement du site a reçu un accueil favorable du milieu. Suivant ces soirées d'information, des ajustements mineurs ont été apportés par le promoteur à sa proposition de développement du site. **Ces ajustements n'ont aucune répercussion sur les modifications requises au plan d'urbanisme. Ainsi, la hauteur maximale en étage, le taux d'implantation au sol et le C.O.S. maximal sont inchangés. En l'occurrence, le règlement modifiant le plan d'urbanisme peut être adopté par le conseil municipal sans changement**.

En ce qui concerne la demande de projet particulier déposée auprès de l'arrondissement, elle a été présentée au comité consultatif d'urbanisme (ccu) en avril 2016 et une recommandation favorable a été formulée le 12 septembre 2016. L'adoption du premier projet de résolution approuvant la demande de projet particulier a été effectuée à la séance du conseil d'arrondissement du 6 février 2017. Une

assemblée publique de consultation est prévue le 27 février 2017.

Par ailleurs, le projet est assujetti à la stratégie d'inclusion de logements sociaux et abordables. Le 18 janvier 2017, l'arrondissement a obtenu une confirmation de la Direction de l'habitation (Service de la mise en valeur du territoire) à l'effet qu'une lettre d'engagement avait été signée par le propriétaire et promoteur du projet de développement du site visé en vertu de la Stratégie d'inclusion de logements abordables.

Considérant l'avancement relatif à l'approbation du projet particulier, l'arrondissement demande donc à ce que les procédures de modification du plan d'urbanisme soient reprises, sans changement, et ce, en vue de la conformité de la demande de projet particulier au plan d'urbanisme.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mélany ROY
Conseillère en planification

514 328-8500 poste 8463
Tél :
Télécop. : 514 328-8565

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1133385070

Unité administrative responsable :	Arrondissement Saint-Léonard , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adoption du projet de règlement modifiant le plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin de créer un nouveau secteur de densité 23-T9 à même une partie du secteur 23-02 pour les terrains occupés par les bâtiments situés aux 8500-50, boulevard Viau et aux 4850 à 4906, boulevard Robert (lot numéro 1 002 525 du cadastre du Québec).

CONTENU

CONTEXTE

Dépôt du procès-verbal de l'assemblée publique de consultation tenue le 26 septembre 2013 à 17 h sur le projet de règlement modifiant le plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047).

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Guylaine CHAMPOUX
Secrétaire d'arrondissement

514-328-8500
Tél :
Télécop. : 514 328-8479

Saint-Léonard
Montréal

PROCÈS-VERBAL - PROJET DE RÈGLEMENT MODIFIANT LE PLAN D'URBANISME DE LA VILLE DE MONTRÉAL (04-047)

Procès-verbal d'une assemblée publique de consultation tenue à la mairie d'arrondissement située au 8400, boulevard Lacordaire, le 26 septembre 2013 à 17 h.

SONT PRÉSENTS :

Madame Lili-Anne Tremblay, maire suppléant d'arrondissement
Madame Marie-Claude Lafond, chef de division - Urbanisme
Me Guylaine Champoux, secrétaire d'arrondissement

Cette assemblée publique de consultation concerne le projet de règlement modifiant le plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047), afin de créer un nouveau secteur de densité 23-T9 à même une partie du secteur 23-02, pour les terrains occupés par les bâtiments situés aux 8500-50, boulevard Viau et aux 4850 à 4906, boulevard Robert (lot numéro 1 002 525 du cadastre du Québec).

Trois (3) citoyens et deux (2) représentants d'organismes ont manifesté le désir de se faire entendre concernant ce projet de règlement.

Cette assemblée a été levée à 17 h 25.

Le 26 septembre 2013

Guylaine Champoux

Guylaine Champoux, avocate, OMA
Secrétaire d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 44.02

2017/03/27
13:00

(2)

Dossier # : 1133385070

Unité administrative responsable :	Arrondissement Saint-Léonard , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adoption du projet de règlement modifiant le plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin de créer un nouveau secteur de densité 23-T9 à même une partie du secteur 23-02 pour les terrains occupés par les bâtiments situés aux 8500-50, boulevard Viau et aux 4850 à 4906, boulevard Robert (lot numéro 1 002 525 du cadastre du Québec).

Adoption du projet de règlement intitulé : Règlement modifiant le plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin de créer un nouveau secteur de densité 23-T9 à même une partie du secteur 23-02 pour les terrains occupés par les bâtiments situés aux 8500-50, boulevard Viau et aux 4850 à 4906, boulevard Robert (lot numéro 1 002 525 du cadastre du Québec).

Signé par Gilles RAINVILLE **Le** 2013-08-20 14:16

Signataire : Gilles RAINVILLE

_____

Directeur d'arrondissement
Saint-Léonard , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1133385070**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Saint-Léonard , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adoption du projet de règlement modifiant le plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin de créer un nouveau secteur de densité 23-T9 à même une partie du secteur 23-02 pour les terrains occupés par les bâtiments situés aux 8500-50, boulevard Viau et aux 4850 à 4906, boulevard Robert (lot numéro 1 002 525 du cadastre du Québec).

CONTENU

CONTEXTE

Un projet de redéveloppement et de densification du site connu sous le nom de « Domaine Renaissance » nécessite une modification des paramètres de densité prévus au plan d'urbanisme, de même qu'une modification du règlement de zonage numéro 1886 de l'arrondissement de Saint-Léonard pour être autorisé. Le site visé est occupé par plusieurs bâtiments résidentiels situés sur le même terrain, lesquels présentent des problèmes de salubrité et une implantation inadéquate. Le projet prévoit la démolition de tous les bâtiments présents, l'ouverture d'une nouvelle rue publique, la création de plusieurs lots distincts, une densification et une diversification des typologies de bâtiment et des usages, de même que l'ajout de logements communautaires et sociaux sur une partie du site.
Le propriétaire du terrain souhaite que la hauteur maximale permise soit portée à huit (8) étages et que soit autorisée la mixité des usages résidentiels et commerciaux sur une partie du site.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Recommandation du comité consultatif d'urbanisme en date du 24 avril 2012 à l'effet d'accepter la demande de changement de zonage et d'entreprendre les procédures pour modifier le chapitre d'arrondissement du plan d'urbanisme.
Résolution numéro CA12 13 0142 en date du 7 mai 2013 (1123385026) - Recommandation du comité consultatif d'urbanisme - Demande de modification au règlement de zonage numéro 1886 et ses amendements - 8500-50, boulevard Viau et 4850 à 4906, boulevard Robert - Lot numéro 1 002 525 du cadastre du Québec - Accepter cette demande et entreprendre les procédures pour modifier le règlement de zonage afin de permettre un projet résidentiel comprenant certains usages commerciaux et le plan d'urbanisme afin d'inclure le site du projet dans un secteur à transformer ayant les caractéristiques requises.

Avis défavorable du comité ad hoc d'architecture et d'urbanisme de la Ville de Montréal en date du 7 septembre 2012.

Recommandation du comité consultatif d'urbanisme en date du 23 avril 2013 à l'effet d'accepter la nouvelle proposition de changement de zonage et d'entreprendre les

procédures pour modifier le chapitre d'arrondissement du plan d'urbanisme.

Résolution numéro CA13 13 0147 en date du 6 mai 2013 (1123385026) - Recommandation du comité consultatif d'urbanisme - Demande de modification au règlement de zonage numéro 1886 et ses amendements - 8500-50, boulevard Viau et 4850 à 4906, boulevard Robert - Lot numéro 1 002 525 du cadastre du Québec - Abroger la résolution numéro CA12 13 0142 et accepter la nouvelle proposition de changement de zonage par la création d'une nouvelle zone Habitation en bordure du boulevard Robert en vue d'accueillir une coopérative d'habitation, en soumettant la partie privée du projet à la procédure relative au règlement 2177 sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (PPCMOI) et en procédant à la modification du plan d'urbanisme pour inclure le site du projet dans un secteur à transformer permettant un bâti de deux (2) à huit (8) étages, un taux d'implantation au sol faible ou moyen et un C.O.S. maximal de 3,0.

Avis favorable à certaines conditions du comité Jacques-Viger de la Ville de Montréal en date du 12 juillet 2013.

DESCRIPTION

Le site visé par le projet de redéveloppement est actuellement occupé par vingt et un (21) bâtiments résidentiels de trois (3) étages et demi (3 ½), lesquels sont situés aux 8500-50, boulevard Viau et aux 4850 à 4906, boulevard Robert. Environ trois cent trente-six (336) logements sont présents sur le site et plusieurs problèmes d'insalubrité (moisissure, vermine, rongeurs, etc.) et de détérioration des logements sont observés, et ce, depuis plusieurs années. Le site fait également l'objet d'une servitude de non construction en faveur d'Hydro-Québec sur toute la longueur du terrain adjacent aux multiplex jumelés situés sur la rue d'Artagnan.
Le terrain ne comprend qu'un seul lot, soit le lot numéro 1 002 525, d'une superficie totale de trente-neuf mille vingt-cinq mètres carrés (39 025 m^2). Ce dernier est complètement refermé sur lui-même et les liens entre les bâtiments sont composés de chemins piétons désuets et de voies véhiculaires non reliées entre elles. Le seul lien véhiculaire permettant de traverser le site au complet est situé sous la servitude d'Hydro-Québec, et sert d'allée de circulation pour l'espace de stationnement extérieur.

Le projet de redéveloppement prévoit la démolition de la totalité des bâtiments présents, la subdivision du site en plusieurs lots distincts, l'ouverture d'une nouvelle rue publique dans le prolongement de la rue Jean-Nicolet et la construction de douze (12) bâtiments résidentiels et de deux (2) bâtiments mixtes (commercial au rez-de-chaussée et résidentiel aux étages) en bordure du boulevard Viau. Les bâtiments projetés ont une hauteur variant entre trois (3) et huit (8) étages et un frontage sur la nouvelle rue publique pour la plupart d'entre eux. Deux (2) des lots projetés, soit ceux adjacents au boulevard Robert, seraient destinés à la construction de bâtiments accueillant des logements sociaux pour les familles et des logements pour personnes seules, et ce, avec la participation de l'organisme communautaire « Bâtir son quartier » et constitueraient la première phase du projet.

Dans cette optique de redéveloppement par phase, les locataires actuels se verront offrir une relocalisation dans les bâtiments existants au fur et à mesure de la démolition des immeubles en vue des nouvelles constructions. De même, ceux qui sont intéressés et admissibles pourront occuper un logement social sur le site.

Le projet présenté n'est pas conforme aux paramètres de densité prévus au plan d'urbanisme, lesquels prévoient que seuls les bâtiments de trois (3) étages et moins, présentant un taux d'implantation au sol moyen, sont permis.

JUSTIFICATION

Considérant la centralité du site et les différentes problématiques et interventions municipales concernant les nuisances et l'insalubrité des logements, l'arrondissement de Saint-Léonard juge opportun de revoir les paramètres réglementaires applicables au site du projet pour favoriser un projet de redéveloppement plus dense.
Au plan d'urbanisme de Montréal, le site visé par le projet de redéveloppement est situé dans une aire à vocation résidentielle et dans le secteur de densité 23-02, lequel permet des bâtiments d'une hauteur comprise entre un (1) et trois (3) étages hors-sol, avec un mode d'implantation isolé ou jumelé et un taux d'implantation au sol moyen.

Pour autoriser le projet de redéveloppement et de densification de ce site, une modification au chapitre d'arrondissement du plan d'urbanisme devra être acceptée afin d'inclure le site du projet dans un nouveau secteur à transformer, lequel devrait avoir les caractéristiques suivantes : bâti de deux (2) à (8) étages, taux d'implantation au sol faible ou moyen et un C.O.S. maximal de 3,0.

De plus, considérant l'ampleur du projet, l'arrondissement souhaite encadrer sa réalisation en soumettant la partie du terrain comportant des condominiums privés à la procédure relative au règlement 2177 sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (PPCMOI).

En ce qui concerne la partie du projet destinée à accueillir des logements sociaux pour les familles et des logements pour personnes seules, une modification du règlement de zonage numéro 1886 visant la création d'une nouvelle zone Habitation en bordure du boulevard Robert serait requise, et ce, afin de permettre plusieurs bâtiments résidentiels multifamiliaux (h3) de trois (3) à six (6) étages sur un même terrain, avec un C.O.S. variant de 0,5 à 2,5.

Finalement, concernant la recommandation du Comité Jacques-Viger relative à la création d'un parc public sur le site du projet, l'arrondissement de Saint-Léonard considère que le besoin en espaces verts publics lié à ce projet n'est pas démontré. En effet, le site du projet est situé à une distance de marche d'environ cinq cents mètres (500 m) des parcs Luigi-Pirandello et Coubertin, lesquels sont bien desservis en équipements (jeux d'eau, terrain de soccer, terrain de tennis, jeux d'enfants, pavillon d'accueil, jeux de bocce, etc.) et possèdent une superficie plus que nécessaire pour desservir l'ensemble de la population actuelle et future, soit une superficie approximative de quarante-huit mille mètres carrés (48 000 m^2) et soixante-deux mille mètres carrés (62 000 m^2) respectivement. De plus, selon le plan déposé par le promoteur, le site, dans son ensemble, comportera une proportion d'espaces verts représentant environ cinquante pour cent (50 %) de la superficie totale du terrain, qui seront soumis aux exigences de l'arrondissement lors de l'approbation du projet dans le cadre du PPCMOI.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Création d'une nouvelle rue publique et permettre un bâti allant jusqu'à huit (8) étages dans le secteur.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion et adoption du projet de règlement par l'arrondissement;
Tenue d'une assemblée de consultation publique par l'arrondissement;
Adoption du règlement modifiant le Plan d'urbanisme par le conseil municipal;
Entrée en vigueur du règlement par la publication d'un avis public par le greffier de la Ville.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Article 130.3 de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4)
Article 109 du la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., chapitre A-19.1)

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction des affaires civiles (Sabrina GRANT)

Avis favorable avec commentaires :
Mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme et du développement économique (Claire MORISSETTE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Claude LAFOND
Chef de division urbanisme

Tél : 514 328-8500 poste 8462
Télécop. : 514 328-8369

ENDOSSÉ PAR Le : 2013-08-14

Marie-Claude LAFOND
Chef de division urbanisme

Tél : 514-328-8500 poste 8462
Télécop. : 514 328-8369

Arrondissement de Saint-Léonard

Secteurs à transformer ou à construire

Orientation

Renouveler le caractère des secteurs

La réglementation de zonage permettra un nouveau type de bâti présentant les caractéristiques suivantes :

Secteur 23-T1 :
- bâti de deux à quatorze étages hors-sol;
- taux d'implantation au sol moyen ou élevé;
- C.O.S. minimal : 1,0;
- C.O.S. maximal : 5,0.

Secteur 23-T2 :
- bâti de deux à douze étages hors-sol;
- taux d'implantation au sol moyen;
- C.O.S. minimal : 0,7;
- C.O.S. maximal : 6,0.

Secteur 23-T3 :
- bâti de un à six étages hors-sol;
- taux d'implantation au sol moyen;
- C.O.S. minimal : 0,5;
- C.O.S. maximal : 3,0.

Secteur 23-T4 :
- bâti de deux ou trois étages hors-sol;
- implantation isolée ou jumelée;
- taux d'implantation au sol moyen;
- C.O.S. minimal : 0,7;
- C.O.S. maximal : 1,5.

Secteur 23-T5 :
- bâti de deux à huit étages hors-sol;
- taux d'implantation au sol moyen ou élevé;
- C.O.S. minimal : 0,5;
- C.O.S. maximal : 6,0.

Secteur 23-T6 :
- bâti de deux à dix étages hors-sol;
- taux d'implantation au sol moyen ou élevé;
- C.O.S. minimal : 1,0;
- C.O.S. maximal : 4,0.

Secteur 23-T7 :
- bâti de un à douze étages hors-sol;
- taux d'implantation au sol faible ou moyen;
- C.O.S. minimal : 0,4;
- C.O.S. maximal : 2,0.

Secteur 23-T8 :
- bâti de deux à quatorze étages hors-sol;
- taux d'implantation au sol moyen ou élevé;
- C.O.S. minimal : 0,6;
- C.O.S. maximal : 5,0.

Secteur 23-T9 :
- bâti de deux à huit étages hors-sol;
- taux d'implantation au sol faible ou moyen;
- C.O.S. minimal : 0,5;
- C.O.S. maximal : 3,0.

La réglementation de zonage pourra reconnaître le bâti existant ainsi que les projets immobiliers dûment autorisés au moment de l'adoption du Plan d'urbanisme qui ne se conforment pas aux paramètres énoncés ci-dessus.

Secteurs établis

Orientation

Maintenir le caractère des secteurs

La réglementation de zonage visera à maintenir le type de bâti existant, présentant les caractéristiques suivantes :

Secteur 23-01 :
- bâti de un à trois étages hors-sol;
- implantation isolée ou jumelée;
- taux d'implantation au sol faible ou moyen.

Secteur 23-02 :
- bâti de un à trois étages hors-sol;
- implantation isolée ou jumelée;
- taux d'implantation au sol moyen.

Secteur 23-03 :
- bâti de un ou deux étages hors-sol;
- implantation isolée;
- taux d'implantation au sol faible ou moyen;
- C.O.S. maximal : 0,8.

Secteur 23-04 :
- bâti de deux à dix étages hors-sol;
- implantation isolée;
- taux d'implantation au sol moyen;

Secteur 23-05 :
- bâti de trois étages hors-sol ou plus;
- implantation isolée;
- taux d'implantation au sol moyen;
- C.O.S. maximal : 7,5.

Secteur 23-06 :
- bâti de deux à huit étages hors-sol;
- taux d'implantation au sol moyen.

Secteur 23-07 :
- bâti de deux à six étages hors-sol;
- taux d'implantation au sol moyen.

La réglementation de zonage pourra reconnaître le bâti existant ainsi que les projets immobiliers dûment autorisés au moment de l'adoption du Plan d'urbanisme qui ne se conforment pas aux paramètres énoncés ci-dessus.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme et du développement économique

Dossier # : 1133385070

Unité administrative responsable :	Arrondissement Saint-Léonard , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Objet :	Adoption du projet de règlement modifiant le plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin de créer un nouveau secteur de densité 23-T9 à même une partie du secteur 23-02 pour les terrains occupés par les bâtiments situés aux 8500-50, boulevard Viau et aux 4850 à 4906, boulevard Robert (lot numéro 1 002 525 du cadastre du Québec).

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

La présente modification du Plan d'urbanisme, telle que proposée par la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises de l'arrondissement de Saint-Léonard, consiste en la création d'un nouveau secteur de densité à transformer situé à l'angle sud-ouest des boulevards Viau et Robert, et ce, à l'intérieur d'une aire d'affectation « Secteur résidentiel » au Plan d'urbanisme. La hauteur maximale pour ce nouveau secteur à transformer est de huit étages avec des coefficients d'occupation du sol minimal de 0,5 et maximal de 3,0.
La Direction de l'urbanisme et du développement économique est favorable à cette modification au Plan d'urbanisme, puisqu'elle représente une opportunité de revitaliser cette partie du territoire qui est identifiée sur la carte des orientations pan-montréalaises incluse dans le chapitre d'arrondissement, comme faisant partie d'un grand secteur à revitaliser situé de part et d'autre du boulevard Viau, entre le boulevard Robert au nord et la rue Jean-Rivard au sud et les rues D'Artagnan et Pré-Laurin et leurs prolongements respectivement à l'ouest à l'est.

D'ailleurs, le projet s'inscrit dans une perspective de consolidation des milieux de vie, soit une orientation retenue au chapitre d'arrondissement. Le projet s'inscrit aussi dans le cadre des objectifs du chapitre d'arrondissement en cette matière, notamment de favoriser la réalisation de nouveaux projets de construction résidentielle (objectif 1), de densifier le cadre bâti et intensifier les activités dans les milieux de vie existants (objectif 2) et de favoriser la construction de logements abordables de qualité (objectif 3).

Est également ci-joint l'avis favorable avec commentaires du comité Jacques-Viger (CJV), le tout afin de bonifier le projet :

C13-STLD-01_Domaine Renaissance.pdf

Le CJV recommande à l'arrondissement et au requérant qu'une réflexion soit faite à ce stade-ci sur la structure des espaces extérieurs afin d'inclure, dans un plan cohérent de

design urbain la rue centrale, le réseau piétonnier, l'emplacement d'un parc public et la trame verte.

Quant à la condition visant la cession pour fins de parc équivalent à un maximum de 10 % de la superficie du terrain, il est à noter que cette prérogative relève de l'arrondissement de demander au conseil municipal de modifier les dispositions applicables de son règlement de lotissement à cet égard. L'arrondissement est responsable de l'application de ces dispositions vu ses responsabilités dévolues de la gestion de son territoire.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Claire MORISSETTE
Conseillère en aménagement
Tél : 514 872-7488

ENDOSSÉ PAR Le : 2013-08-19

Sylvia-Anne DUPLANTIE
Chef de division
Tél : 514 872-4095
Division : Aménagement et design urbain

Redéveloppement du Domaine Renaissance (8500-8550 boulevard Viau et 4850-4906 boulevard Robert)

Modification du Plan d'urbanisme (hauteurs de construction)

Arrondissement : Saint-Léonard

AVIS DONNÉ LORS DE LA RÉUNION DU 12 JUILLET 2013

1. La proposition

Le projet vise à redévelopper le terrain situé entre les boulevards Viau et Robert qui accueille actuellement le Domaine Renaissance, un ensemble de 21 bâtiments résidentiels de trois étages comprenant 336 logements. Le site, d'une superficie de 39 025 m², inclut une servitude de non construction sous les lignes d'électricité d'Hydro-Québec, qui représente 25 % du terrain. Le diagnostic des bâtiments existants soumis par le requérant expose des problèmes de salubrité, constatés par la Direction de la santé publique dans plusieurs bâtiments, la désuétude des réseaux d'aqueduc et d'égout et une implantation inadéquate. Selon le requérant, les exigences de mise aux normes rendent toute réutilisation impossible et il propose en conséquence de démolir l'ensemble des immeubles.

Le projet consiste donc en la construction de 14 bâtiments résidentiels de trois à huit étages, offrant un total de 815 logements. Les immeubles seraient implantés autour d'une nouvelle rue traversant le site dans le prolongement de la rue Jean-Nicolet, reliant les boulevards Viau et Robert. Le projet comprendrait 21 % de logements sociaux, soit 169 unités, regroupées dans six multiplex de trois à six étages dans la section donnant sur le boulevard Robert. Au centre du site, six immeubles de six à huit étages accueilleraient des condominiums et en bordure du boulevard Viau, deux bâtiments de huit étages hébergeraient du résidentiel privé aux étages et des espaces commerciaux ou communautaires au rez-de-chaussée. Les espaces verts représenteraient 49 % du terrain.

La réalisation du projet requiert des modifications au plan d'urbanisme relativement à la densité de construction. Il est proposé d'établir une hauteur de deux à huit étages, un taux d'implantation au sol faible ou moyen et un C.O.S maximal de 3,0, au lieu des caractéristiques actuelles, soit une hauteur de un à trois étages, un taux d'implantation moyen et un mode d'implantation isolé ou jumelé.

Une première version du projet a d'abord été présentée au comité *ad hoc* d'architecture et d'urbanisme le 7 septembre 2012. Suivant cette présentation et considérant que le projet devait être revu à la lumière d'une série de commentaires et de recommandations, le comité émettait un avis défavorable qu'il a transmis le 12 septembre 2012 à l'arrondissement et à la division de l'urbanisme.

Redéveloppement du Domaine Renaissance (8500-8550 boulevard Viau et 4850-4906 boulevard Robert)

Modification du Plan d'urbanisme (hauteurs de construction)

Arrondissement : Saint-Léonard

AVIS DONNÉ LORS DE LA RÉUNION DU 12 JUILLET 2013

2. La modification du Plan d'urbanisme

Le comité est à l'aise avec la proposition de démolition, compte tenu de l'état des immeubles existants, puis de reconstruction d'un ensemble d'immeubles autour d'une nouvelle rue. Avec la proposition d'implanter près de 2,5 fois le nombre de logements actuels, le comité estime qu'il s'agit là d'un projet de densification importante. Il note que près de la moitié de la superficie est dédiée aux espaces verts communs privés et il juge primordial de s'assurer que tous les futurs résidents pourront profiter de ces espaces. Il est donc favorable à la demande de modification du plan d'urbanisme pour permettre une hauteur de deux à huit étages, un taux d'implantation au sol faible ou moyen et un COS maximal de 3,0, sous la condition que le promoteur cède un maximum de 10 % de son terrain pour fins de parc à l'arrondissement.

Dans la section suivante, le comité précise ses arguments en faveur de cette condition et formule des commentaires et des recommandations pour bonifier le projet.

3. Le projet

D'emblée, le comité apprécie l'attention portée par le requérant à l'avis du CAU sur son premier projet et à ses recommandations. Il considère que le nouveau projet s'est nettement amélioré et qu'il a une clarté qu'il n'avait pas auparavant.

Espace vert public

Le comité considère qu'un parc public devrait être aménagé au sein de la superficie d'espaces verts prévus par le projet. Il estime que le contexte de forte densification (faisant passer le nombre de résidents d'environ 806 à 1 956)[1], avec 80 % des logements dans des immeubles de six à huit étages, justifie la création d'un espace vert accessible à tous. Le comité juge problématique que la totalité des espaces verts relèvent du domaine privé et qu'ainsi leur utilisation soit restreinte et non accessible à l'ensemble des citoyens. Cet ensemble résidentiel deviendra un quartier en soi et un espace vert public y sera essentiel à la qualité de vie, à la socialisation et à l'enracinement dans la communauté.

[1] Calcul d'après le nombre moyen de personnes par ménage dans l'arrondissement de Saint-Léonard (2,4). Source : Profil sociodémographique – Arrondissement de Saint-Léonard, Édition janvier 2013, Ville de Montréal

Redéveloppement du Domaine Renaissance (8500-8550 boulevard Viau et 4850-4906 boulevard Robert)

Modification du Plan d'urbanisme (hauteurs de construction)

Arrondissement : Saint-Léonard

AVIS DONNÉ LORS DE LA RÉUNION DU 12 JUILLET 2013

Afin de s'assurer de la pérennité d'un tel espace, de la qualité de son aménagement, de son entretien et de sa réponse aux besoins des résidents (que ce soit en termes de jeux pour enfants, d'espaces à pique-nique, de jardins communautaires, etc.), le comité croit qu'il est essentiel que la poursuite du projet soit soumise à la condition d'une cession à la ville d'une partie des espaces verts, d'une superficie maximale équivalant à 10 % du terrain, en vue de l'aménagement d'un parc public. Il croit qu'il est possible de réorganiser les espaces libres afin de créer un parc, lequel devrait être accessible par une voie publique afin de garantir son caractère public.

Nouvelle rue

Le comité salue l'ouverture d'une rue au centre du site, fonctionnant comme épine dorsale de l'ensemble. Il estime que c'est une amélioration majeure par rapport à la version précédente du projet, qui structure l'organisation générale du projet et lui donne sa signification. Il trouve intéressant que la rue s'inscrive en continuité de la rue existante rejoignant le pôle civique (comprenant écoles secondaires, aréna, bibliothèque), d'autant qu'un lien cyclable y est déjà implanté à la hauteur du pôle. L'ouverture de cet axe public rend le site perméable et permet de faire converger la circulation automobile sur un seul axe à travers le site, offrant les autres voies aux piétons.

En raison de l'importance que cette rue jouera pour l'ensemble du projet, un effort particulier de design urbain devrait être fait. Pour le comité, si l'emprise de rue est adéquate, l'alignement des constructions est trop réduit. En effet, l'implantation d'immeubles de six à huit étages si proche de la ligne de lot créera un problème d'ensoleillement de la rue, comme cela est démontré dans l'étude d'ensoleillement fournie par le requérant. La présence d'arbres sur la rue est également compromise, en raison du manque de soleil et du manque de recul par rapport aux immeubles.

Pour le comité, la qualité de cette rue, tant au niveau de son encadrement que de son aménagement sera déterminante pour le succès du projet. Ainsi, il recommande un recul des immeubles par rapport à la rue d'au moins cinq mètres afin de permettre un ensoleillement acceptable et une croissance d'arbres à grand déploiement. Il recommande également qu'une réflexion approfondie en matière de design urbain soit entamée en vue de développer une signature pour la rue et ainsi, pour ce nouveau secteur.

Le comité recommande également à l'arrondissement de prendre en compte cette ouverture de rue et la perspective de l'arrivée de nombreux résidents dans l'élaboration de son plan de déplacements.

Redéveloppement du Domaine Renaissance (8500-8550 boulevard Viau et 4850-4906 boulevard Robert)

Modification du Plan d'urbanisme (hauteurs de construction)

Arrondissement : Saint-Léonard

AVIS DONNÉ LORS DE LA RÉUNION DU 12 JUILLET 2013

Trame paysagère

D'une manière générale, le comité regrette que la trame paysagère du projet ne soit pas encore définie. Selon lui, les intentions ne sont pas claires relativement à l'aménagement des espaces libres. Il voit d'un bon œil l'intégration de ce qui semble être un corridor vert le long de la servitude d'Hydro-Québec, toutefois, trop peu d'informations permettent d'en juger la qualité. Le comité croit qu'il y aura là une réelle opportunité pour un lien vert, en continuité des espaces verts présents sous les lignes électriques de part et d'autres du site du projet. Une aire de jeux serait prévue à cet endroit, or le comité émet des réserves sur cet emplacement, entre deux aires de stationnement en fond de terrain. De même, le traitement des espaces de stationnement extérieurs, prévus sous les lignes électriques n'est pas précisé. Selon le comité, il serait notamment intéressant de prévoir des surfaces percolantes pour cet espace.

La logique du réseau piétonnier n'apparait pas clairement non plus. Pour le comité, il s'agit de préoccupations à avoir à ce stade-ci du projet car il en découle toute l'organisation des déplacements et des regroupements, donc de la vie sociale du futur quartier. La trame verte devrait ainsi guider le développement et non le contraire.

Autres commentaires

Le comité a également quelques préoccupations sur d'autres aspects du projet. Il se demande s'il ne serait possible de ne faire qu'une seule entrée de stationnement extérieur sur le boulevard Viau au lieu des deux prévues côte-à-côte.

Concernant les deux immeubles implantés le long du boulevard Viau, le comité estime que la présence sur rue, à la fois sur le boulevard et sur la nouvelle rue, pourrait être plus affirmée, notamment par une modulation de la forme des bâtiments, à l'image, par exemple, de ce qui avait été proposé pour ces deux immeubles dans la version précédente du projet.

Le comité suggère d'autre part de repenser la localisation des entrées de stationnement souterrain, afin d'améliorer les vues et la qualité des cours et balcons des immeubles adjacents.

Enfin, il s'interroge sur l'implantation des trois immeubles de trois étages sans accès direct à une voie véhiculaire, notamment pour les déménagements, les services de sécurité et les livraisons.

Redéveloppement du Domaine Renaissance (8500-8550 boulevard Viau et 4850-4906 boulevard Robert)

Modification du Plan d'urbanisme (hauteurs de construction)

Arrondissement : Saint-Léonard

AVIS DONNÉ LORS DE LA RÉUNION DU 12 JUILLET 2013

4. En conclusion

Le comité émet un avis favorable à la demande de modification du plan d'urbanisme relativement à la densité de construction, conditionnel à une cession pour fins de parc équivalent à un maximum de 10 % de la superficie du terrain. Il recommande à l'arrondissement et au requérant qu'une réflexion soit faite à ce stade-ci sur la structure des espaces extérieurs afin d'inclure, dans un plan cohérent de design urbain la rue centrale, le réseau piétonnier, l'emplacement d'un parc public et la trame verte. Il recommande de bonifier le projet à la lumière de l'ensemble des commentaires émis dans la partie 3 du présent avis.

Approuvé par :

ORIGINAL SIGNÉ

Adrien Sheppard
Président

Le 18 juillet 2013

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1133385070

Unité administrative responsable :	Arrondissement Saint-Léonard , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Objet :	Adoption du projet de règlement modifiant le plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin de créer un nouveau secteur de densité 23-T9 à même une partie du secteur 23-02 pour les terrains occupés par les bâtiments situés aux 8500-50, boulevard Viau et aux 4850 à 4906, boulevard Robert (lot numéro 1 002 525 du cadastre du Québec).

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Voir documents ci-joints.

13-2563 - PU - Domaine Renaissance.doc

Annexe A.pdfAnnexe B.pdf

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sabrina GRANT
Avocate
Tél : (514) 872-6872

ENDOSSÉ PAR Le : 2013-08-15

Véronique BELPAIRE
Avocate, chef de division
Tél : (514) 872-4222
Division : Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE PLAN D'URBANISME DE LA VILLE DE MONTRÉAL (04-047)

Vu l'article 130.3 de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4);

Vu l'article 109 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., chapitre A-19.1);

À l'assemblée du ..... 2013, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. La carte 1.1 intitulée « Les secteurs établis, les secteurs à construire et les secteurs à transformer » incluse à la partie I du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) est remplacée, à l'égard du territoire de l'arrondissement de Saint-Léonard, par la carte jointe en annexe A au présent règlement.

2. La carte 3.1.2 intitulée « La densité de construction » incluse à la partie I de ce plan d'urbanisme est remplacée, à l'égard du territoire de l'arrondissement de Saint-Léonard, par la carte jointe en annexe B au présent règlement.

3. Le chapitre 23 de la partie II de ce plan d'urbanisme concernant l'arrondissement de Saint-Léonard est modifié par la création d'un nouveau secteur à transformer ou à construire 23-T9 dont les caractéristiques de densité de construction sont les suivantes :

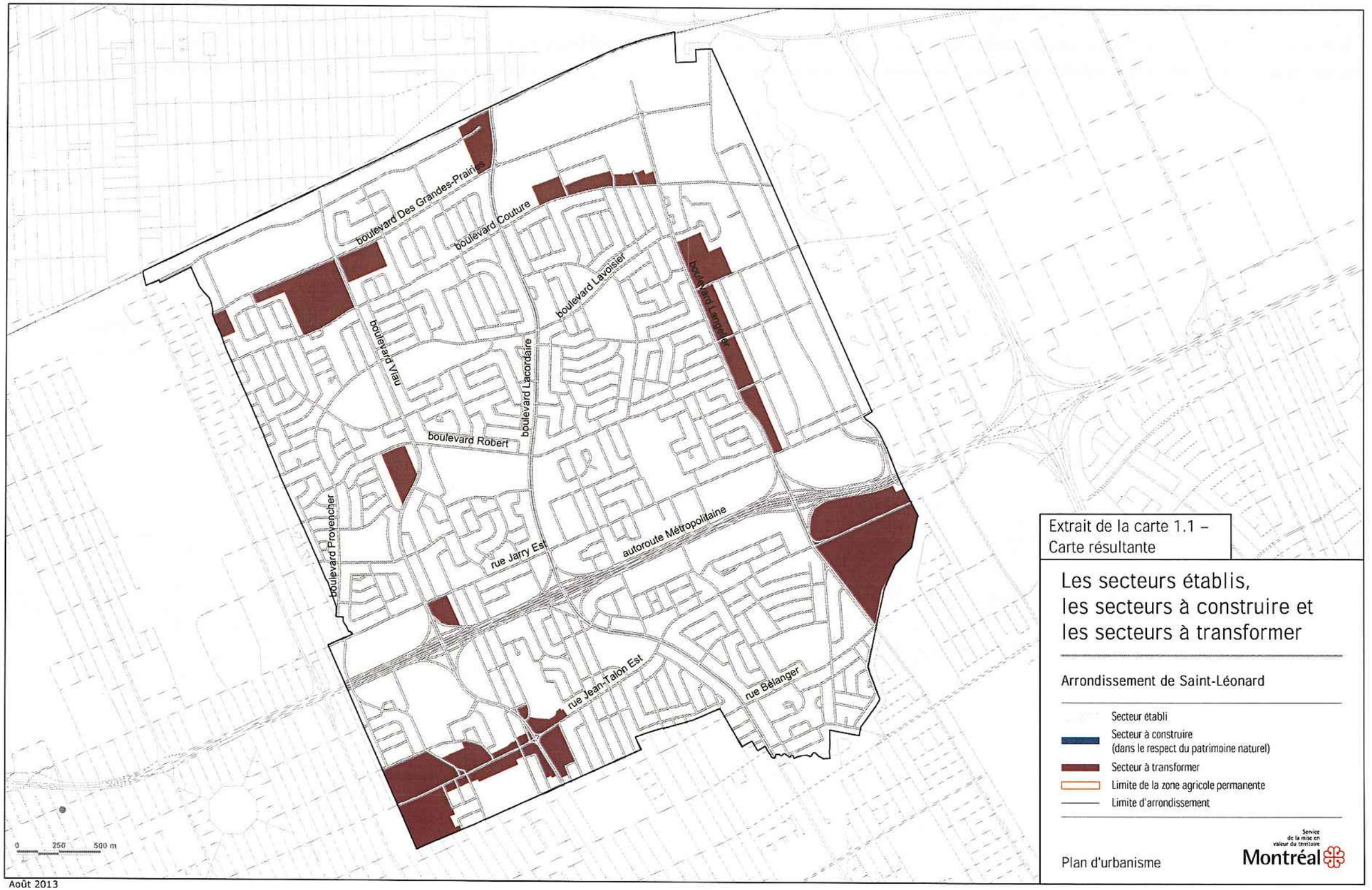
« Bâti de deux à huit étages hors-sol;
Taux d'implantation au sol faible ou moyen;
C.O.S. minimal : 0,5;
C.O.S. maximal : 3,0. ».

ANNEXE A
EXTRAIT DE LA CARTE 1.1 INTITULÉE « LES SECTEURS ÉTABLIS, LES SECTEURS À CONSTRUIRE ET LES SECTEURS À TRANSFORMER »

ANNEXE B
EXTRAIT DE LA CARTE 3.1.2 INTITULÉE « LA DENSITÉ DE CONSTRUCTION »

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXX.

GDD : 1133385070



Extrait de la carte 1.1 – Carte résultante

Les secteurs établis, les secteurs à construire et les secteurs à transformer

Arrondissement de Saint-Léonard

- Secteur établi
- Secteur à construire (dans le respect du patrimoine naturel)
- Secteur à transformer
- Limite de la zone agricole permanente
- Limite d'arrondissement

Plan d'urbanisme

Service de la mise en valeur du territoire
Montréal

Août 2013



Extrait de la carte 3.1.2 – Carte résultante

La densité de construction

Arrondissement de Saint-Léonard

Densité

Forte

Faible

Non applicable

Grand espace vert ou parc riverain

23-01 Numéro du secteur

Secteur à transformer ou à construire

Limite d'arrondissement

Plan d'urbanisme

Service de la mise en valeur du territoire

Montréal

Août 2013

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 46.01

2017/03/27 13:00

(1)

Dossier # : 1174521005

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Nommer le parc Yvonne-Maisonneuve dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal

Il est recommandé :
de nommer « parc Yvonne-Maisonneuve » le parc actuellement connu par l'appellation usuelle « parc Hutchison / des-Pins » et correspondant aux lots numéros 1 512 843 et 1 339 440 du cadastre du Québec, dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, comme indiqué sur le plan joint au dossier.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-03-03 10:28

Signataire : Benoit DAGENAIS

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1174521005**

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Nommer le parc Yvonne-Maisonneuve dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal

CONTENU

CONTEXTE

Le Chaînon célèbre son 85e anniversaire en 2017. À cette occasion, la direction de cet organisme, qui vient en aide aux femmes en difficulté en leur offrant un hébergement sécuritaire, généralement de courte durée, ainsi qu'une aide et un accompagnement adaptés à leurs besoins, a proposé à la Ville de nommer un espace public en hommage à sa fondatrice, madame Yvonne Maisonneuve (1903-1980).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Sans objet.

DESCRIPTION

Nommer « parc Yvonne-Maisonneuve » le parc actuellement connu par l'appellation usuelle « parc Hutchison / des-Pins » et correspondant aux lots numéros 1 512 843 et 1 339 440 du cadastre du Québec, dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, comme indiqué sur le plan joint au dossier.

JUSTIFICATION

Yvonne Maisonneuve
Née à Montréal le 20 avril 1903, Yvonne Maisonneuve fait de l'accueil des femmes en difficulté la mission de sa vie. Après quelques années d'études et de travail en secrétariat, c'est le 18 décembre 1932, avec l'appui de quelques bienfaitrices, qu'elle ouvre un refuge pour femmes à Montréal. Confrontée à une demande grandissante, elle recrute de nouveaux donateurs, et son œuvre prend rapidement de l'expansion et gagne en notoriété. Aide et écoute des femmes accueillies, services alimentaires, entretien des lieux, sollicitation de dons, madame Maisonneuve est considérée comme la cheville ouvrière du Chaînon, de 1932 à 1965. Yvonne Maisonneuve affirmait : « J'ai le cœur comme un tramway. On y trouve toujours une place pour quelqu'un d'autre », une citation qui illustre bien sa générosité largement reconnue. Depuis 1974, l'œuvre du Chaînon se poursuit au cœur du Plateau-Mont-Royal.

Parc Hutchison / des-Pins (nom usuel)
Le terrain où se situe le parc Hutchison / des-Pins a été exproprié au moment de l'aménagement de l'ancien échangeur des Pins, en 1960. Acquis pour des fins de parc par la Ville de Montréal en 1982, cet espace n'a toujours porté que le nom des voies qui le bordent. La dénomination officielle de ce parc favorisera son repérage.

Sources :

- ASSOCIATION D'ENTRAIDE LE CHAÎNON et FONDATION LE CHAÎNON. « Notes biographiques. Yvonne Maisonneuve – Une femme au cœur grand comme Le Chaînon qu'elle a fondé ». Documentation transmise le 6 avril 2016.
- ASSOCIATION D'ENTRAIDE LE CHAÎNON et FONDATION LE CHAÎNON. « Rapport d'activités 2014-2015 », 32 pages.
- VILLE DE MONTRÉAL. *Répertoire historique des toponymes montréalais* , [En ligne], 2016. [ville.montreal.qc.ca/toponymie].

Le nom de madame Yvonne Maisonneuve est recommandé dans le cadre de l'opération *Toponym'Elles* établie par l'administration municipale afin de promouvoir la représentation des femmes dans la toponymie montréalaise.

L'administration du Chaînon a été informée des démarches de la Ville de Montréal pour nommer le parc et est en contact avec la parenté connue de madame Maisonneuve.

Le comité de toponymie de la Ville de Montréal a appuyé cette recommandation lors de la séance du 14 octobre 2016.

L'arrondissement du Plateau-Mont-Royal appuie cette recommandation.

Cette démarche est conforme aux règles reconnues en matière de toponymie.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Sans objet.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Cette action contribue à l'amélioration de la qualité de vie, car elle permet de mettre en valeur un espace public en rendant hommage à une Montréalaise qui a contribué au bien-être de ses concitoyennes.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'identification officielle et distincte des lieux publics a pour objectif un repérage rapide et sécuritaire.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication est recommandée par le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- L'adoption d'une résolution par le conseil municipal entraînera la transmission des informations toponymiques aux différents fournisseurs de services publics.
- L'affichage toponymique pourra être effectué par l'arrondissement lorsqu'une résolution aura été adoptée par le conseil municipal et que le nouveau toponyme aura été officialisé par la Commission de toponymie du Québec.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Isabelle CADRIN, Le Plateau-Mont-Royal

Lecture :

Isabelle CADRIN, 23 février 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dominic DUFORD
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-5309
Télécop. : 514 872-0049

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-16

Nathalie M MARTIN
Chef de division

Tél : 514-872-0352
Télécop. : 514-872-0049

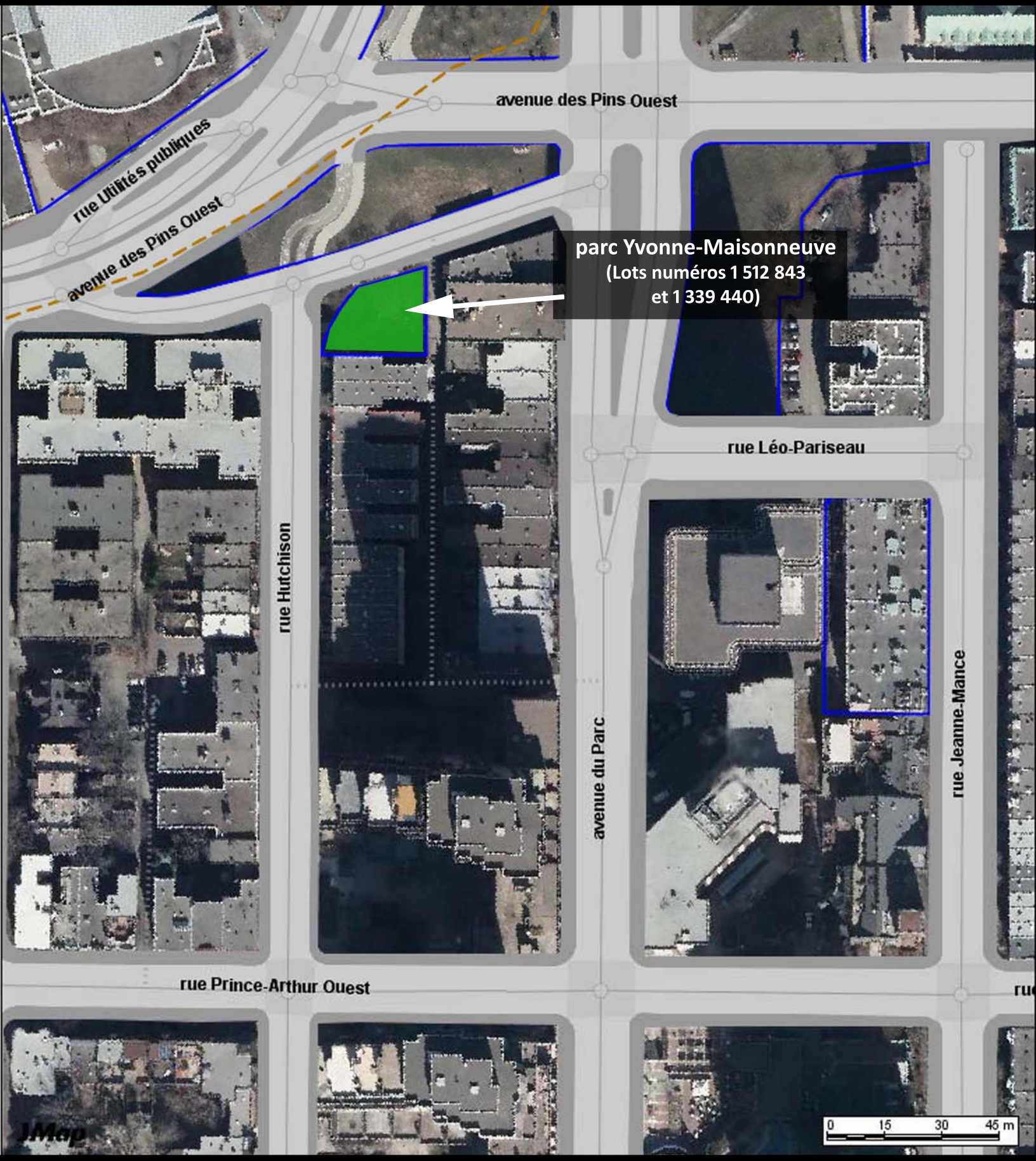
APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvain DUCAS
Directeur de l'urbanisme
Tél : 514 872-4185
Approuvé le : 2017-03-01

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2017-03-03

Nommer le parc Yvonne-Maisonneuve dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal.
Dossier numéro 1174521005



Division du patrimoine, Direction de l'urbanisme, SMVT, Ville de Montréal
23 février 2017

Source: SIGS
Ville de Montréal

Montréal

Motion de l'Opposition officielle
Séance du conseil municipal du 27 mars 2017

Article 65.01

Motion pour le respect du poids démocratique de la Ville de Montréal

Attendu que la Commission de la représentation électorale du Québec avait annoncé la disparition de la circonscription provinciale de Sainte-Marie–Saint-Jacques le 7 février 2017;

Attendu qu'en raison de la mobilisation des citoyens de Sainte-Marie–Saint-Jacques, la Commission est revenue sur sa décision, annonçant du même souffle la fusion des circonscriptions électorales de Mont-Royal et d'Outremont;

Attendu que les plus récents chiffres de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) sur la migration interrégionale démontrent un solde migratoire négatif pour Montréal de 46 173 depuis 2013, alors que les familles quittent pour la banlieue;

Attendu que les chiffres de l'ISQ confirment ceux du recensement fédéral, selon lesquels la croissance de la population de Montréal (3,3 %) est inférieure à la moyenne nationale (5,8 %) et à celle de la banlieue;

Attendu que l'exode des familles représente l'échec des administrations municipales qui se sont succédées à créer des milieux de vie favorisant l'essor des familles;

Attendu que les solutions aux questions complexes de la représentation électorale ne résident pas dans la disparition de circonscriptions électorales en région;

Il est proposé par Valérie Plante, conseillère de Sainte-Marie et cheffe de l'Opposition officielle, et appuyé par François William Croteau, maire de Rosemont–La Petite-Patrie :

Que le conseil municipal dénonce la décision de la Commission de la représentation électorale de retirer une circonscription sur le territoire montréalais;

Que la Ville de Montréal se dote de vraies politiques familiales, de mobilité et d'habitation qui vont permettre de retenir et d'attirer des familles sur le territoire montréalais afin de freiner l'exode.

Montréal

Motion de l'Opposition officielle
Séance du conseil municipal du 27 mars 2017

Article 65.02

Motion pour récupérer les sommes auparavant octroyées par Développement économique Canada aux CDEC de Montréal

Attendu que Développement économique Canada (DÉC) offre le Programme de développement économique du Québec (PDÉQ), qui permet aux corporations de développement économique communautaire (CDEC) du Québec de développer et de mettre en œuvre des solutions originales et adaptées aux problématiques de dévitalisation présentes sur leur territoire, tout en offrant le soutien nécessaire afin de favoriser l'émergence et la consolidation d'entreprises collectives;

Attendu que la signature d'un nouveau pacte fiscal, à l'automne 2014, entre le gouvernement du Québec et les municipalités, a entraîné une réorganisation du modèle montréalais de développement économique local, la Ville de Montréal a alors créé le réseau PME MTL;

Attendu que, le 31 mars 2016, DÉC a décidé de mettre fin au PDÉQ, sur le territoire de l'île de Montréal, alors que l'entente avec les CDEC dans les autres régions administratives a été reconduite pour trois ans;

Attendu que les contributions annuelles du PDÉQ sur l'île de Montréal étaient de 2 M$;

Attendu que l'investissement de DÉC permettrait de consacrer des ressources pour la revitalisation de quartiers en situation de dévitalisation, et que cette action serait complémentaire au mandat de soutien à l'entrepreneuriat de PME MTL;

Il est proposé par Valérie Plante, conseillère de Sainte-Marie et cheffe de l'Opposition officielle, appuyé par Laurence Lavigne Lalonde, conseillère de Maisonneuve–Longue-Pointe :

Que le conseil municipal s'engage à soutenir le réseau PME MTL pour qu'il récupère les 2 M$ disponibles auprès de Développement économique Canada afin que cette somme soit consacrée à la revitalisation économique des quartiers montréalais comme cela se fait à Québec, Sherbrooke et Trois-Rivières.

Article 65.03

Montréal

Motion du Vrai changement pour Montréal – 3e opposition officielle
Déposée pour la séance du Conseil municipal du 27 mars 2017

Motion visant à promouvoir un aménagement sécuritaire pour les femmes et les jeunes

ATTENDU QUE le Conseil de montréalaises travaille présentement sur une étude en vue d'émettre des recommandations concernant la sécurité des femmes et des filles lors des événements extérieurs à Montréal ;

ATTENDU QUE ce mandat a été confié au Conseil des montréalaises par le maire suite à un incident qui s'est produit lors du festival Osheaga en 2016 impliquant une jeune femme qui allègue avoir été droguée à son insu et d'avoir peiné à trouver de l'aide ;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal compte des centaines de parcs, dont 20 « grands parcs » utilisés quotidiennement par des milliers de Montréalais et de visiteurs ;

ATTENDU QUE les rues, les trottoirs et les places publiques de la Ville doivent également être des lieux sécuritaires pour tous;

ATTENDU QUE l'engouement pour le transport actif et pour la participation à la vie urbaine en générale dépend largement de la sécurité et du sentiment de sécurité des citadins, en soi largement tributaire de l'aménagement sécuritaire des lieux ;

ATTENDU QUE la ville de Montréal a un rôle primordial à jouer en matière de sécurité publique, d'aménagement de son territoire, de la promotion de modes de vie sains et de l'accessibilité et la pleine jouissance de la vie urbaine montréalaise par toutes et par tous ;

ATTENDU QUE les marches exploratoires nous permettent d'identifier les sources d'insécurité pour les femmes, les jeunes et les autres groupes de personnes vulnérables ;

ATTENDU QUE la ville de Montréal dispose d'un Guide d'aménagement pour un environnement urbain sécuritaire, publié en 2002 dans le cadre des activités du programme Femmes et ville de la Ville de Montréal, et qui mérite d'être revu et mis à jour ;

Il est proposé par Justine McIntyre, conseillère de Ville du district Bois-de-Liesse, appuyé par Steve Shanahan, conseiller de Ville du district Peter-McGill

QUE le conseil municipal mandate le Conseil des Montréalaises et le Conseil jeunesse de Montréal pour formuler des recommandations pour augmenter la sécurité et le sentiment de sécurité des femmes et des jeunes dans les lieux publics montréalais.

Montréal

ASSEMBLÉE ORDINAIRE
DU CONSEIL MUNICIPAL

80 – Conseil d'agglomération - Dossiers pour orientation

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.01

2017/03/30
17:00

(1)

Dossier # : 1175840003

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet de neuvième convention de prolongation du bail par lequel la Ville loue de Place Versailles inc., des espaces situés à la Place Versailles, au 7275, rue Sherbrooke Est, pour les besoins du Service de police de la Ville de Montréal, pour un terme de douze mois, soit du 1er janvier au 31 décembre 2018. La dépense totale, incluant les taxes, est de 1 256 562,28 $. Bâtiment 3670.

Il est recommandé :

1. d'approuver le projet de neuvième convention de prolongation du bail par lequel la Ville loue de Place Versailles inc., des espaces situés à la Place Versailles, au 7275, Sherbrooke Est, pour les besoins du Service de police de la Ville de Montréal, pour un terme de douze mois, soit du 1er janvier au 31 décembre 2018, pour une dépense totale de 1 256 562,28 $, incluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus au bail;
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-02-24 08:46

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1175840003**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet de neuvième convention de prolongation du bail par lequel la Ville loue de Place Versailles inc., des espaces situés à la Place Versailles, au 7275, rue Sherbrooke Est, pour les besoins du Service de police de la Ville de Montréal, pour un terme de douze mois, soit du 1er janvier au 31 décembre 2018. La dépense totale, incluant les taxes, est de 1 256 562,28 $. Bâtiment 3670.

CONTENU

CONTEXTE

Le Service des enquêtes spécialisées du Service de police de la Ville de Montréal (le « SPVM ») occupe à la Place Versailles, située au 7275, rue Sherbrooke Est, des locaux constitués d'espaces à bureaux d'une superficie de 54 991 pi². Le bail est entré en vigueur en 1993 et a depuis été renouvelé et/ou modifié à huit reprises. L'entente en vigueur arrivera à échéance le 31 décembre 2017.
En juin 2014, le conseil d'agglomération approuvait le sommaire relatif à l'acquisition de l'immeuble situé au 10351, rue Sherbrooke Est, dans le but de relocaliser des services du SPVM, dont le Service des enquêtes spécialisées. Un projet de rénovation et d'agrandissement du bâtiment est actuellement en cours afin de loger ces services

Des imprévus dans le processus de planification ont fait en sorte qu'il ne sera pas possible de terminer les travaux avant la fin du bail en décembre 2017. Il apparaît donc nécessaire de prolonger le bail à la Place Versailles pour une durée de douze mois, soit jusqu'au 31 décembre 2018, afin de terminer les travaux et le déménagement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0467 - 25 août 2016 - Approbation du projet de huitième convention de prolongation du bail, pour une durée de 3 mois, soit du 1er octobre au 31 décembre 2017, pour une dépense totale de 307 501,85 $, taxes incluses.
CG14 0301 - 19 juin 2014 - Approbation du projet d'acte par lequel la Ville acquiert de Produits Shell Canada, l'immeuble situé au 10351, rue Sherbrooke Est dans la ville de Montréal-Est, pour le prix de 8 278 200 $, taxes incluses.

CG12 0295 - 23 août 2012 - Approbation du projet de septième convention de modification du bail, pour une durée de 5 ans, pour un montant de 6 058 359,44 $ incluant les taxes.

CG07 0314 - 30 août 2007 - Approbation du renouvellement du bail et de l'ajout de superficie, pour une durée de 5 ans, pour un montant total de 5 318 119,83 $ incluant les taxes.

CM04 0537 - 23 août 2004 - Approbation du renouvellement du bail pour une durée de 3 ans, moyennant un loyer annuel de 880 239,06 $ taxes incluses.

SMCE040290001 - 19 mai 2004 - Comité exécutif Ville

Résolution 5862 - 20 juin 2001 - Approbation du renouvellement de bail (Ex-Cum)

Résolution 5169 - 13 décembre 1995 - Approbation de la modification du bail pour agrandissement (Ex-Cum).

Résolution 4932 - 16 février 1994 - Approbation de la modification du bail pour agrandissement (Ex-Cum).

Résolution 4730 - 9 décembre 1992 - Approbation du bail avec Place Versailles inc., pour une durée de 10 ans, moyennant un loyer mensuel de 33 375 $ avant taxes.

DESCRIPTION

Le présent dossier recommande d'approuver le projet de neuvième convention de prolongation du bail par lequel la Ville loue de Place Versailles inc., des espaces d'une superficie de 54 991 pi², situés au 7275, rue Sherbrooke Est, utilisés par le Service des enquêtes spécialisées du SPVM. Le terme du renouvellement est de douze mois, soit du 1er janvier au 31 décembre 2018.
Le bail inclut une zone de stationnement intérieure sécurisée comprenant environ 80 espaces pour les voitures du SPVM.

JUSTIFICATION

Le loyer de base demandé demeure le même, soit 10 $/pi². Ce loyer de base est avantageux considérant que le taux de location pour un espace à bureaux dans ce secteur se situe entre 10 $/pi² et 14,50 $/pi². Toutes les autres conditions monétaires, soit les frais d'exploitation, les taxes foncières et les frais de stationnement demeurent également les mêmes. Les frais d'exploitation sont augmentés annuellement selon l'IPC et les taxes foncières sont payées au réel.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Superficie locative 54 991 pi²	**Loyer projeté 2018**
Loyer de base (pi²)	10,00 $
Frais exploitation (pi²)	6,25 $
Taxes foncières (pi²)	3,15 $
Loyer unitaire brut (pi²)	19,40 $
Loyer terme	1 066 825,40 $
Loyer terme stat. sécurisé	26 075,04 $
Loyer terme total	**1 092 900,44 $**
TPS	54 645,02 $
TVQ	109 016,82 $
Loyer terme incluant les taxes	**1 256 562,28 $**
Ristourne TPS	54 645,02 $

Ristourne TVQ	54 508,41 $
Loyer net terme	1 147 408,85 $

La dépense totale de loyer pour le terme, incluant les taxes, est de 1 256 562,28 $. Le coût du loyer ainsi que les fluctuations seront assumés à 100 % par le SPVM à même son budget.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'obtention de la certification BOMA BEST a été suggérée au Locateur.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Une relocalisation temporaire des services SPVM n'est pas envisageable étant donné les besoins spécifiques et les exigences de sécurité.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

L'approbation de ce dossier est prévue pour le conseil d'agglomération du 30 mars 2017.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marie-France LESAGE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Érik VINCENT, Service de police de Montréal
Marie-Hélène LESSARD, Service de la gestion et de la planification immobilière

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Melanie DI PALMA
Conseillère en immobilier

Tél : 514 872-0685
Télécop. : 514 280-3597

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-13

Guylaine CORMIER
Chef de division - Division des locations

Tél : 514 872-8484
Télécop. : 514 872-8350

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières et de la sécurité
Tél : 514-868-3844
Approuvé le : 2017-02-21

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI

Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2017-02-23

NEUVIÈME CONVENTION DE MODIFICATION DU BAIL

ENTRE **PLACE VERSAILLES INC.**, corporation dûment constituée, ayant son siège au 5125, rue du Trianon, suite 300, Montréal, Québec, H1M 2S5, agissant et représentée par Monsieur William Gregory, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare

(ci-après appelée le «**Locateur**»)

ET

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*

(ci-après appelée le «**Locataire**»)

ATTENDU QUE les parties ont conclu une convention de bail (le «Bail») le 16 décembre 1992 pour la location de locaux comprenant la totalité des 5e et 6e étages de l'immeuble mentionné («Immeuble») étant l'édifice à bureaux portant le numéro civique 7275, rue Sherbrooke Est, Montréal, et faisant partie du Centre commercial Place Versailles;

ATTENDU QUE les parties ont conclu une première convention de modification de Bail le 14 janvier 1994 pour l'ajout de locaux comprenant la totalité du 4e étage et une partie du 3e étage de l'Immeuble, soit une superficie locative de 20 496 pi²;

ATTENDU QUE les parties ont conclu une deuxième convention de modification de Bail le 20 décembre 1995 pour l'ajout de locaux d'une superficie locative de 1046 pi² au 3e étage de l'Immeuble;

ATTENDU QUE les parties ont conclu une troisième convention de modification de Bail le 9 juin 1997 pour l'ajout de locaux d'une superficie de 5 215 pi² complétant l'entière occupation du 3e étage de l'Immeuble;

ATTENDU QUE les parties ont conclu une quatrième convention de modification de Bail le 23 juillet 2001 afin de prolonger le terme du Bail au 30 septembre 2004;

ATTENDU QUE le 1er janvier 2002, la Communauté urbaine de Montréal est devenue la Ville de Montréal;

ATTENDU QUE les parties ont conclu une cinquième convention de modification de Bail le 8 juillet 2004 afin de prolonger le terme du Bail au 30 septembre 2007;

ATTENDU QUE les parties ont conclu une sixième convention de modification de Bail le 30 août 2007 afin, entre autres, d'augmenter la superficie, d'y ajouter une option de renouvellement, et de prolonger le terme du Bail au 30 septembre 2012;

ATTENDU QUE le Locataire a exercé son option de renouvellement pour un terme de cinq ans, du 1er octobre 2012 au 30 septembre 2017;

ATTENDU QUE les parties ont conclu une huitième convention de modification de Bail, le 25 août 2016, afin de prolonger le terme du Bail au 31 décembre 2017;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la Loi sur les cités et villes et qu'elle a remis une copie de ladite politique au Locateur;

ATTENDU QUE les parties désirent prolonger le Bail pour une période de douze (12) mois, soit du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2018, selon les mêmes termes et conditions que le Bail sous réserve des dispositions ci-après stipulées:

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:

1) PRÉAMBULE

Le préambule ci-dessus fait partie intégrante du Bail.

2) DURÉE

La présente convention de modification est consentie pour une durée de douze (12) mois, débutant le 1er janvier 2018 et se terminant le 31 décembre 2018.

Sous réserve des dispositions et engagements de cette neuvième convention de modification du Bail faisant partie intégrante du Bail, tous les autres engagements, conditions et stipulations prévus par le Bail, tel que modifié, demeurent inchangés et continueront de s'appliquer entre les parties.

LE LOCATEUR:

PLACE VERSAILLES INC

Le _____e jour du mois de _____ 2017

Par : _____
Signature

Nom : William Gregory

LE LOCATAIRE:

VILLE DE MONTRÉAL

Le _____e jour du mois de _____ 2017

Par : _____
Signature

Nom : Yves Saindon

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1175840003

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité , Division locations
Objet :	Approuver le projet de neuvième convention de prolongation du bail par lequel la Ville loue de Place Versailles inc., des espaces situés à la Place Versailles, au 7275, rue Sherbrooke Est, pour les besoins du Service de police de la Ville de Montréal, pour un terme de douze mois, soit du 1er janvier au 31 décembre 2018. La dépense totale, incluant les taxes, est de 1 256 562,28 $. Bâtiment 3670.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1175840003 - information comptable.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-France LESAGE
Conseiller en gestion des ressources financières
Service des finances, Division du conseil et du soutien financier,
Point de service - Sécurité publique
Tél : 514 280-2944

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-16

Line DESJARDINS
Conseillère en gestion des ressources financières. C/É

Tél : 514 280-2192
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier,
Point de service - Sécurité publique

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.02

2017/03/30 17:00

(1)

Dossier # : 1173997001

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs , Ressources matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre de gré à gré, d'une période de 36 mois, avec la firme M.D. Charlton Co. Ltd., pour l'acquisition et fourniture d'armes à impulsion électrique de marque Taser X2, cartouches, batteries, cibles et câbles de téléchargement pour le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), pour une somme maximale de 686 621.31 $, taxes incluses (fournisseur unique).

Il est recommandé :

1. de conclure une entente-cadre de gré à gré, d'une période de 36 mois, avec la firme M.D. Charlton Co. Ltd., pour l'acquisition et fourniture de Taser X2, cartouches, batteries, cibles et câbles de téléchargement pour le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), pour une somme maximale de 686 621.31 $, taxes incluses (fournisseur unique).

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-03-06 10:27

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1173997001**

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs , Ressources matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre de gré à gré, d'une période de 36 mois, avec la firme M.D. Charlton Co. Ltd., pour l'acquisition et fourniture d'armes à impulsion électrique de marque Taser X2, cartouches, batteries, cibles et câbles de téléchargement pour le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), pour une somme maximale de 686 621.31 $, taxes incluses (fournisseur unique).

CONTENU

CONTEXTE

Avant de lancer un appel d'offres, le Service de l'approvisionnement a effectué une étude du marché pour l'acquisition et la fourniture d'armes à impulsion électrique (AIE) de marque Taser X2, cartouches, batteries, cibles et câbles de téléchargement réservés à l'usage exclusif du personnel policier du Service de Police de la Ville de Montréal (SPVM). Le rapport de l'étude indique que la firme M.D. Charlton Co. Ltd. a l'exclusivité sur le territoire du Canada. De ce fait, une négociation de gré à gré a été entreprise, afin de constituer la première entente-cadre permanente pour l'acquisition de ces articles.

Le 8 décembre 2016 un cahier des charges a été transmis à la firme M.D. Charlton Co. Ltd. pour l'informer du besoin du SPVM et des conditions à respecter. Le 15 décembre 2016, la firme M.D. Charlton Co. Ltd. déposait une offre de service portant le numéro 16-15684 en lien avec l'acquisition et la fourniture de AIE de marque Taser X2, cartouches, batteries, cibles et câbles de téléchargement réservés à l'usage exclusif du personnel policier du SPVM.

La période de validité de l'offre de service 16-15684 est de cent quatre-vingts (180) jours civils suivant la date d'ouverture de la soumission, soit le 15 décembre 2016. La date limite de validité est donc le 13 juin 2017.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas.

DESCRIPTION

Le but du présent dossier décisionnel est de conclure une entente-cadre, pour une période de 36 mois avec la firme M.D. Charlton Co. Ltd. à la suite de la négociation de l'offre de service numéro 16-15684, pour l'acquisition et la fourniture de AIE de marque Taser X2, cartouches, batteries, cibles et câbles de téléchargement correspondant au modèle actuellement utilisé au SPVM.

Année 2017 :

- Article 1 : Taser X2, arme impulsion électrique (AIE) de couleur noire semi-automatique
- Article 2 : Taser X2, arme implusion électricque (AIE) de couleur jaune semi-automatique
- Article 3 : Cartouche standard de service X2/X3, 25"
- Article 4 : Cartouche de simulation bleue smart X2/X3, 25"
- Article 5 : Batteries TPPM 22012
- Article 6 : Cibles Taser
- Article 7 : Cartouche simulation inerte X2/X3, 25"
- Article 8 : Câble de téléchargement 22013

Pour une somme maximale de 281 310.05 $, taxes incluses.

Année 2018 :

- Article 1 : Taser X2, arme impulsion électrique (AIE)
- Article 2 : Cartouche standard de service X2/X3, 25"
- Article 3 : Cartouche de simulation bleue smart X2/X3, 25"
- Article 4 : Batteries TPPM 22012
- Article 5 : Cibles Taser
- Article 6 : Cartouche simulation inerte X2/X3, 25"
- Article 7 : Câble de téléchargement 22013

Pour une somme maximale de 197 457.89 $, taxes incluses.

Année 2019 :

- Article 1 : Taser X2, arme impulsion électrique (AIE)
- Article 2 : Cartouche standard de service X2/X3, 25"
- Article 3 : Cartouche de simulation bleue smart X2/X3, 25"
- Article 4 : Batteries TPPM 22012
- Article 5 : Cibles Taser
- Article 6 : Cartouche simulation inerte X2/X3, 25"
- Article 7 : Câble de téléchargement 22013

Pour une somme maximale de 207 853.37 $, taxes incluses.

JUSTIFICATION

L'acquisition de l'AIE fait suite à des recommandations de coroners respectivement en 2012 et 2016 visant la disponibilité de l'AIE pour les policiers en auto-patrouille, et ce, à la suite d'une intervention policière qui s'est déroulée le 7 juin 2011.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le budget nécessaire à ce dossier soit, une somme de 686 621.31 $, taxes incluses est prévu au SPVM. Conséquemment, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville.
Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Risque opérationnel à ne pouvoir utiliser l'équipement présent faute de cartouches et accessoires requis dans le cadre des activités journalières.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif : 15 mars 2017
Conseil municipal : 27 mars 2017
Conseil d'agglomération : 30 mars 2017

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Badre Eddine SAKHI)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jocelyne GUAY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Yves LAROCQUE
commandant police

Tél : 514-238-1812
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-14

Érik VINCENT
Chef de division

Tél : 514 280-2947
Télécop. : 514 280-3193

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Claude BUSSIÈRES
Directeur adjoint
Direction des services corporatifs
Tél : 514 280-6959
Approuvé le : 2017-03-03

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Philippe PICHET
Directeur

Tél : 514 280-2005
Approuvé le : 2017-03-06

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1173997001

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs , Ressources matérielles
Objet :	Conclure une entente-cadre de gré à gré, d'une période de 36 mois, avec la firme M.D. Charlton Co. Ltd., pour l'acquisition et fourniture d'armes à impulsion électrique de marque Taser X2, cartouches, batteries, cibles et câbles de téléchargement pour le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), pour une somme maximale de 686 621.31 $, taxes incluses (fournisseur unique).

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

15684 intervention.pdf 15684-tcp.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Badre Eddine SAKHI
Agent(e) d approvisionnement niveau 2
Tél : 514-872-4542

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-17

Danielle CHAURET
C/S app.strat.en biens
Tél : (514) 872-1027
Division : Division De L Acquisition De Biens Et Services

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 16-15684 — No du GDD : 1173997001

Titre de l'appel d'offres : Acquisition et fourniture de Taser X2, cartouches, batteries, cibles et câbles de téléchargement

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 8 - 12 - 2016

Ouverture originalement prévue le : 15 - 12 - 2016

Ouverture faite le : 15 - 12 - 2016

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 0

Date du dernier addenda émis : - -

Délai total accordé aux soumissionnaires : 6 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 1

Nbre de soumissions reçues : 1

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 100

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 13 - 6 - 2017

Date d'échéance révisée : 13 - 6 - 2017

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
M.D. Charlton Ltd	686 621.31 $	√	

Information additionnelle

Préparé par : Sakhi Badre Eddine — Le 15 - 2 - 2017

Agent d'approvisionnement	Numéro de l'appel d'offres:	16-15684	Titre de l'appel d'offres:	Aquisition et fourniture de Taser X2, cartouches, batteries, cibles et câbles de téléchargement
Badre Eddine Sakhi		**MD CHARLTON LTD**		

No	Articles	Qté	Coût unitaire	Total	
TASER X2 et accessoires - Année 2017					
1	Taser X2, arme impulsion électrique (A.I.E.) de couleur noire semi-automatique	10	1 674,52 $	16 745,20 $	
2	Taser X2, arme impulsion électrique (A.I.E.) de couleur jaune semi-automatique	8	1 674,52 $	13 396,16 $	
3	Cartouche standard de service X2/X3, 25"	982	56,62 $	55 600,84 $	
4	Cartouche de simulation bleue smart X2/X3, 25"	2148	55,04 $	118 225,92 $	
5	Batteries TPPM 22012	234	93,36 $	21 846,24 $	
6	Cibles TASER	45	47,57 $	2 140,65 $	
7	Cartouche de simulation inerte X2/X3, 25"	24	77,25 $	1 854,00 $	
8	Câble de téléchargement 22013	57	260,73 $	14 861,61 $	
			Sous total	**244 670,62 $**	
TASER X2 et accessoires - Année 2018					
1	Taser, X2, arme impulsion électrique (A.I.E.)	14	1 762,65 $	24 677,10 $	
2	Cartouche standard de service X2/X3, 25'	713	59,60 $	42 494,80 $	
3	Cartouche de simulation bleue smart X2/X3, 25'	1292	57,94 $	74 858,48 $	
4	Batteries TPPM 22012	223	98,27 $	21 914,21 $	
5	Cibles Taser	42	50,07 $	2 102,94 $	
6	Cartouche simulation inerte X2/X3, 25'	16	81,32 $	1 301,12 $	
7	Câble de téléchargement 22013	16	274,45 $	4 391,20 $	
8	Étuis Safariland Droitier 3520-264-131	8		0,00 $	Articles non disponibles
9	Étuis Safariland Gaucher 3520-264-132	8		0,00 $	
10	Gance de ceinture/extraction rapide	47		0,00 $	
			Sous total	**171 739,85 $**	
TASER X2 et accessoires - Année 2019					
1	Taser, X2, arme impulsion électrique (A.I.E.)	14	1 855,42 $	25 975,88 $	
2	Cartouche standard de service X2/X3, 25'	713	62,74 $	44 733,62 $	

Agent d'approvisionnement	Numéro de l'appel d'offres:	16-15684	Titre de l'appel d'offres:	Aquisition et fourniture de Taser X2, cartouches, batteries, cibles et câbles de téléchargement
Badre Eddine Sakhi		**MD CHARLTON LTD**		

No	Articles	Qté	Coût unitaire	Total	
3	Cartouche de simulation bleue smart X2/X3, 25'	1292	60,99 $	78 799,08 $	
4	Batteries TPPM 22012	223	103,44 $	23 067,12 $	
5	Cibles Taser	42	52,71 $	2 213,82 $	
6	Cartouche simulation inerte X2/X3, 25'	16	85,60 $	1 369,60 $	
7	Câble de téléchargement 22013	16	288,89 $	4 622,24 $	
8	Étuis Safariland Droitier 3520-264-131	8		0,00 $	Articles non disponibles
9	Étuis Safariland Gaucher 3520-264-132	8		0,00 $	
10	Gance de ceinture/extraction rapide	47		0,00 $	
			Sous total	180 781,36 $	
			Total années 2017 à 2019	597 191,83 $	
			TPS	29 859,59 $	
			TVQ	59 569,89 $	
			TOTAL	686 621,31 $	

Soumissionnaire le moins cher au total								
MD CHARLTON LTD	597 191,83 $	+ TPS	29 859,59 $	+ TVQ	59 569,89 $	=	**686 621,31 $**

Tableau comparatif des prix reçus

No l'appel d'offres	16-15684	Titre de l'appel d'offres	Aquisition et fourniture de Taser X2, cartouches, batteries, cibles et câbles de téléchargement			Nom de l'agent d'approvisionnement	Badre Eddine Sakhi
Date d'ouverture	2016-12-15	Appel d'offres	Gré à gré	Service requérant	37-SPVM	Requérant	Mario Frappier

	Adjudicataire recommandé		
	MD CHARLTON LTD	0	0
Total avant taxes	597 191,83 $	0,00 $	0,00 $
TPS	29 859,59 $		
TVQ	59 569,89 $		
TOTAL	**686 621,31 $**		

Commentaires	

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1173997001

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs , Ressources matérielles
Objet :	Conclure une entente-cadre de gré à gré, d'une période de 36 mois, avec la firme M.D. Charlton Co. Ltd., pour l'acquisition et fourniture d'armes à impulsion électrique de marque Taser X2, cartouches, batteries, cibles et câbles de téléchargement pour le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), pour une somme maximale de 686 621.31 $, taxes incluses (fournisseur unique).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1173997001- intervention financière.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jocelyne GUAY
Conseillière en gestion des ressources financières
Tél : 514 280-2953

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-16

Line DESJARDINS
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 280-2192
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.03

2017/03/30 17:00

(1)

Dossier # : 1175035002

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - plateformes et infrastructure , Division Plateformes et automatisation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à IBM Canada Ltée (fournisseur unique) pour l'acquisition mensuelle de droits d'utilisation des logiciels pour l'ordinateur central consolidé, pour une période maximale d'un an, soit du 1er mai 2017 au 30 avril 2018, pour une somme maximale de 773 034,26 $, taxes incluses

Il est recommandé :

1. d'accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à IBM Canada Ltée (fournisseur unique) pour l'acquisition mensuelle de droits d'utilisation des logiciels pour l'ordinateur central consolidé, pour une période maximale d'un an, soit du 1er mai 2017 au 30 avril 2018, aux prix de sa soumission, soit une somme maximale de 773 034,26 $, taxes incluses, conformément à l'offre de service de cette firme en date du 7 février 2017 et au tableau de prix reçus et joint au dossier;
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 50,2 % par l'agglomération, pour un montant de 388 063,20 $.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-02-25 09:32

Signataire : Alain DG MARCOUX

_____

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1175035002**

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - plateformes et infrastructure , Division Plateformes et automatisation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à IBM Canada Ltée (fournisseur unique) pour l'acquisition mensuelle de droits d'utilisation des logiciels pour l'ordinateur central consolidé, pour une période maximale d'un an, soit du 1er mai 2017 au 30 avril 2018, pour une somme maximale de 773 034,26 $, taxes incluses

CONTENU

CONTEXTE

Le Service des technologies de l'information (TI) opère un ordinateur central consolidé, communément appelé «Mainframe», pour les besoins de la Ville de Montréal (Ville) et du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM). Cet ordinateur central est exploité avec un système d'exploitation et des logiciels d'IBM Canada Ltée (IBM) qui permettent d'opérer plusieurs applications corporatives et de sécurité publique.
Le système d'exploitation et les logiciels IBM sont essentiels au fonctionnement de l'ordinateur central et IBM demeure la seule firme en mesure de les offrir.

Pour assurer la continuité opérationnelle de ces applications, le présent dossier vise à octroyer un contrat de gré à gré à IBM Canada Ltée pour l'acquisition mensuelle de droits d'utilisation des logiciels pour l'ordinateur central, pour une période maximale d'un an, soit du 1er mai 2017 au 30 avril 2018 et autoriser en conséquence une dépense maximale de 773 034,26 $, taxes incluses.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0127 - 25 février 2016 - Accorder un contrat de gré à gré à IBM Canada Ltée (fournisseur unique) pour l'acquisition mensuelle de droits d'utilisation des logiciels pour l'ordinateur central consolidé, pour une période maximale d'un an, soit du 1er mai 2016 au 30 avril 2017, pour une somme maximale de 739 636,41$, taxes incluses
CG15 0229 - 30 avril 2015 - Accorder un contrat de gré à gré à IBM Canada Ltée pour l'acquisition mensuelle de droits d'utilisation des logiciels pour l'ordinateur central consolidé, pour une période maximale d'un an, soit du 1er mai 2015 au 30 avril 2016, pour une somme maximale de 715 010,95 $, taxes incluses (fournisseur unique)

CG14 0140 - 27 mars 2014 - Accorder un contrat de gré à gré à IBM Canada Ltée pour l'acquisition mensuelle de droits d'utilisation des logiciels pour l'ordinateur central consolidé, pour une période maximale d'un an, pour une somme maximale de 680 685,11 $, taxes

incluses

CG13 0115 - 25 avril 2013 - Accorder un contrat de gré à gré à IBM Canada Ltée, pour l'acquisition mensuelle de droits d'utilisation des logiciels pour l'ordinateur central consolidé, pour une période maximale d'un an, pour une somme maximale de 718 058,43 $, taxes incluses

DESCRIPTION

Une trentaine de systèmes et applications sont opérés sur la plate-forme de l'ordinateur central et nécessitent le renouvellement des logiciels, selon les modalités du contrat d'utilisation mensuelle (MLC: Monthly License Charge), dont principalement:

- Le bottin téléphonique utilisé par tous les employés;
- Le système de gestion des activités administratives décentralisées (GAAD) utilisé par plus de 5000 policiers du SPVM;
- Le système intégré de gestion des effectifs policiers (SIGEP) utilisé par plus de 5000 employés;
- Le système de convocation à la cour utilisé par plus de 5000 policiers;
- Le système de taxation (OASIS) utilisé par 1250 employés;
- Le registre des postes utilisé par 1053 employés;
- Le système de traitement des offenses pénales (STOP+) utilisé par 949 employés;
- Le système de gestion de la cour municipale (GESCOUR) utilisé par 934 employés.

L'entente d'utilisation des logiciels IBM est nécessaire pour :

- être autorisé à utiliser les logiciels IBM installés sur l'ordinateur central;
- obtenir le support de spécialistes techniques d'IBM 24 heures par jour et 365 jours par année avec un niveau de service variable selon l'urgence de l'incident pour la Ville sur les versions supportées;
- accéder à la banque de connaissances techniques IBM;
- obtenir les correctifs et évolutions des logiciels, IBM étant le propriétaire exclusif;
- obtenir des analyses personnalisées des logiciels installés sur l'ordinateur central, incluant un rapport de recommandations afin de maximiser l'utilisation des logiciels.

JUSTIFICATION

IBM détient tous les droits reliés aux logiciels IBM de l'ordinateur central et ceux-ci sont indispensables pour permettre l'exploitation de l'ordinateur central et, par conséquent, de nombreux systèmes informatiques de la Ville en dépendent. Pour assurer la compatibilité avec les systèmes existants et maintenir l'opération de l'ordinateur central, un contrat de gré à gré est requis avec IBM, qui est l'unique fournisseur.
La Ville peut octroyer, de gré à gré à IBM Canada Ltée, le contrat qui fait l'objet du présent sommaire décisionnel, puisqu'il s'agit d'un contrat dont l'objet découle de l'utilisation d'un logiciel et vise la protection de droits exclusifs tels que les licences exclusives, conformément à l'article 573.3 (6) b) de la Loi sur les cités et villes.

Tableau comparatif des années antérieures:

Périodes	Montants (Taxes incluses)	Écart $	Écart %
2013-2014	718 058,43 $	N/A	N/A
2014-2015	680 685,11 $	(37 373,32) $	-5,2 %
2015-2016	715 010,95 $	34 325,84 $	5,0 %
2016-2017	739 636,41 $	24 625,46 $	3,4 %
2017-2018	773 034,26 $	33 397,85 $	4,5 %

La diminution de 5,2 % qui a eu lieu entre la période 2013-2014 et la période 2014-2015 était le résultat du retrait d'un item n'étant plus utilisé par la Ville.

Les augmentations annuelles des prix diffusés par IBM pour la période 2015-2018 sont directement reliées à la fluctuation du dollar canadien. IBM maintient des prix égaux à un niveau national, qui sont les prix qui s'appliquent la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette dépense, d'un montant maximal de 773 034,26 $, taxes incluses (705 883,32 $ net de taxes) répartie sur une période d'un an et payable mensuellement, sera imputée au budget de fonctionnement 2017 et 2018 du Service des TI, pour la période du 1er mai 2017 au 30 avril 2018.
Le tableau suivant représente une estimation des coûts annuels des logiciels IBM, basée sur une utilisation potentielle maximale, pour la durée de ce contrat :

	2017	2018	Total
Montants estimés pour l'utilisation des logiciels IBM (Taxes incluses)	508 575,17 $	264 459,09 $	773 034,26 $

Pour plus de détails concernant la soumission mensuelle des coûts des logiciels IBM ainsi que les coûts annuels 2017 et 2018, se référer aux pièces jointes du présent sommaire.

Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux des dépenses mixtes d'administration générale imputée au budget d'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les logiciels décrits dans ce sommaire sont requis pour opérer l'ordinateur central et pour continuer d'offrir le service aux utilisateurs des applications corporatives de la Ville et du SPVM.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le calendrier des étapes subséquentes se résume comme suit :

- Présentation du dossier au CE : 15 mars 2017;

- Présentation du dossier au CM : 27 mars 2017;
- Présentation du dossier au CG : 30 mars 2017.
- Octroi du contrat : 1 mai 2017

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Hui LI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Abdelhak BABASACI
Conseiller en analyse et contrôle de gestion

Tél : 514 872-8783
Télécop. : 514 872-3964

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-16

Philippe COUVAS
Chef de division infrastructure - Centre d’expertise plateformes et infrastructures

Tél : 5148720696
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Martin PAGÉ
Directeur par intérim - Centre d’expertise plateformes & infrastructures
Tél : 514 280-3456
Approuvé le : 2017-02-16

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sylvain PERRAS
Directeur du service des technologies de l'information
Tél : (514) 280-6970
Approuvé le : 2017-02-23

Rapport détaillé des prix MLC pour Ville de Montréal

Cet outil est pour l'estimation seulement. Les prix indiqués sont pour information seulement et peuvent être modifiées. Les taxes applicables ne sont pas incluses. Programmes sous licence sont disponibles que dans l'accord '' IBM Customer Agreement '', le contrat '' International Program License Agreement '', ou tout autre accord équivalent qui est en vigueur entre le client et IBM.

Client: Ville de Montreal
Numéro Client: 188177
Type Installation: Uncoupled

Les prix suivants sont basés sur les prix publiés courant (févr 2017) et sont susceptibles de changer.

PID	Nom Program	Type	LIC	MSUs	Prix Mensuel
No. Machine :	**2818-K02**	**Group: 60**			
Desc:	**IBM zEnterprise 114**	**MSUs: 25**			
No. de Série:	**0239F97**				
5648A25	COBOL for OS/390 & VM V2-Alt	AEWLC	B	25	1,775.08$
5655M15	CICS TS for z/OS V3	AEWLC	B	25	15,303.76$
5655W97	WebSphere MQ for z/OS V8	AEWLC	B	25	5,627.66$
5655147	CICS TS for OS/390	AEWLC	B	25	11,070.88$
5694A01	z/OS V1 Base	AEWLC	B	25	17,101.09$
5694A01	z/OS V1 DFSMS dsshsm	AEWLC	B	25	1,925.09$
5694A01	z/OS V1 DFSORT	AEWLC	B	25	414.52$
5694A01	z/OS V1 JES3	AEWLC	B	25	825.59$
5694A01	z/OS V1 RMF	AEWLC	B	25	672.37$
5694A01	z/OS V1 SDSF	AEWLC	B	25	575.89$
	Prix Mensule Systême				**55,291.93$**

Dates Prix: 2/7/2017
Prix: Canadian
Lieu de l'estimé: Canada
Date du rapport : 2/7/2017

Prix IBM (basé sur un modèle 2818-K02)

Fournisseur	Type de tarification	Description	Numéro de programme	Utilisation MSU planifiée	Total mensuel 2017	Total annuel planifié 2017 (8 mois)	Total mensuel 2018 (Majoration de 4%)	Total annuel planifié 2018 (4 mois)	Total 1 an
IBM	AEWLC	CICS TS for z/OS V3	5655M15	25	15 303,76 $	122 430,08 $	15 915,91 $	63 663,64 $	**186 093,72 $**
IBM	AEWLC	z/OS V1 Base	5694A01	25	17 101,09 $	136 808,72 $	17 785,13 $	71 140,53 $	**207 949,25 $**
IBM	AEWLC	z/OS V1 RMF	5694A01	25	672,37 $	5 378,96 $	699,26 $	2 797,06 $	**8 176,02 $**
IBM	AEWLC	z/OS V1 DFSMS dsshsm	5694A01	25	1 925,09 $	15 400,72 $	2 002,09 $	8 008,37 $	**23 409,09 $**
IBM	AEWLC	z/OS V1 DFSORT	5694A01	25	414,52 $	3 316,16 $	431,10 $	1 724,40 $	**5 040,56 $**
IBM	AEWLC	z/OS V1 JES3	5694A01	25	825,59 $	6 604,72 $	858,61 $	3 434,45 $	**10 039,17 $**
IBM	AEWLC	Websphere MQ for z/OS V8	5655W97	25	5 627,66 $	45 021,28 $	5 852,77 $	23 411,07 $	**68 432,35 $**
IBM	AEWLC	COBOL for OS/390 & VM V2-Alt	5648A25	25	1 775,08 $	14 200,64 $	1 846,08 $	7 384,33 $	**21 584,97 $**
IBM	AEWLC	z/OS V1 SDSF	5694A01	25	575,89 $	4 607,12 $	598,93 $	2 395,70 $	**7 002,82 $**
IBM	AEWLC	CICS TS for OS/390	5655147	25	11 070,88 $	88 567,04 $	11 513,72 $	46 054,86 $	**134 621,90 $**
Sous-Total					**55 291,93 $**	**442 335,44 $**	**57 503,61 $**	**230 014,43 $**	**672 349,87 $**
TPS 5%						**22 116,77 $**		**11 500,72 $**	**33 617,49 $**
TVQ 9,5%						**44 122,96 $**		**22 943,94 $**	**67 066,90 $**
Total						**508 575,17 $**		**264 459,09 $**	**773 034,26 $**

3600 Steeles Avenue East
Markham, Ontario
L3R 9Z7

Abdelhak (Abdel) Baba saci
Conseiller en analyse et contrôle de gestion
Direction - Centre d'expertise Plateformes et Infrastructure
Service des technologies de l'information
801, rue Brennan, 2e étage
Montréal QC H3C 0G4

22 février 2017

Bonjour Abdel,

Les licences z/OS installée a la Ville de Montréal, énumérées ci-dessous, sont offertes exclusivement par IBM.

Licence mensuelle (MLC):

5648A25	COBOL for OS/390 & VM V2-Alt
5655M15	CICS TS for z/OS V3
5655W97	WebSphere MQ for z/OS V8
5655147	CICS TS for OS/390
5694A01	z/OS V1 Base
5694A01	z/OS V1 DFSMS dsshsm
5694A01	z/OS V1 DFSORT
5694A01	z/OS V1 JES3
5694A01	z/OS V1 RMF
5694A01	z/OS V1 SDSF

Licence annuelle (S&S):

5655J19	Debug Tool

Veuillez agréer l'expression de nos salutations les meilleures,

Aurora Reali
z Systems MLC Software Client Leader
IBM Canada Ltd.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1175035002

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - plateformes et infrastructure , Division Plateformes et automatisation
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à IBM Canada Ltée (fournisseur unique) pour l'acquisition mensuelle de droits d'utilisation des logiciels pour l'ordinateur central consolidé, pour une période maximale d'un an, soit du 1er mai 2017 au 30 avril 2018, pour une somme maximale de 773 034,26 $, taxes incluses

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Certification des fonds - GDD 1175035002.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hui LI
Préposée au budget

Tél : 514 872-3580

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-17

Gilles BOUCHARD
Conseiller(ère) en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-0962
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.04

2017/03/30 17:00

(1)

Dossier # : 1177487001

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction , Division de l'acquisition de biens et services , Approvisionnement stratégique et collectif
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Conclure avec la firme St-Germain Égouts et Aqueducs Inc., une entente-cadre collective pour la fourniture sur demande de pièces de béton pour aqueduc et égout, pour une période de trente-six (36) mois avec possibilité de prolongation de douze (12) mois pour un maximum de deux (2) prolongations. Appel d'offres public 16-15667, trois (3) soumissionnaires conformes. (Montant total estimé de l'entente: 931 745,90 $, taxes incluses).

Il est recommandé au Conseil d'agglomération:
1. D'octroyer pour une période de trente-six (36) mois avec possibilité de prolongation de douze (12) mois pour un maximum de deux (2) prolongations, une entente-cadre collective avec la firme St-Germain Égouts et Aqueducs Inc. pour la fourniture sur demande de pièces de béton pour égouts et aqueducs.

2. D'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements ou des Services, et ce, au rythme des besoins à combler.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-03-01 12:02

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1177487001**

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction , Division de l'acquisition de biens et services , Approvisionnement stratégique et collectif
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Conclure avec la firme St-Germain Égouts et Aqueducs Inc., une entente-cadre collective pour la fourniture sur demande de pièces de béton pour aqueduc et égout, pour une période de trente-six (36) mois avec possibilité de prolongation de douze (12) mois pour un maximum de deux (2) prolongations. Appel d'offres public 16-15667, trois (3) soumissionnaires conformes. (Montant total estimé de l'entente: 931 745,90 $, taxes incluses).

CONTENU

CONTEXTE

Le présent dossier a pour objet la conclusion d'une entente-cadre collective pour la fourniture sur demande de pièces de béton pour aqueduc et égout, pièces tenues en inventaire dans les différents magasins et dépôts de la Ville de Montréal. Par le biais de cette entente-cadre, ces pièces seront accessibles à l'ensemble des arrondissements et aux services corporatifs de la Ville. Ces pièces sont requises par les équipes d'entretien des travaux publics qui effectuent les travaux de réparation et de maintenance sur le réseau. Cette entente-cadre est mise à la disposition des unités d'affaires par le Service de l'approvisionnement depuis 2004 (CE04 0611 - 31 mars 2004). Le dernier appel d'offres public, 14-13623, a été lancé en 2014 et a été octroyé à l'entreprise St-Germain égouts et aqueducs inc. pour un montant de 495 516,67 $, taxes incluses lors du CE14 1308 du 10 septembre 2014. La période de validité de l'entente-cadre était de trente (30) mois. Cet appel d'offres prévoyait une année de prolongation de douze (12) mois. Le Service de l'approvisionnement a recommandé de ne pas se prévaloir de l'option de prolongation car la demande de pièces hors entente a considérablement augmenté lors des trois (3) dernières années. Il a donc été décidé de soumettre un nouvel appel d'offres, afin d'y inclure ces pièces et d'obtenir des prix plus concurrentiels.

À un mois de l'échéance de l'entente actuelle, la consommation de cette dernière a atteint un montant de 550 624,70 $, taxes incluses, soit environ 11,12 % de plus que le montant estimé initialement qui était de 495 516,67 $, taxes incluses.

L'avis de l'appel d'offres 16-15667 a été publié le 14 décembre 2016 via le système électronique d'appel d'offres (SEAO) ainsi que dans le quotidien Le Devoir. L'appel d'offres a été sur le marché pour une période de vingt-neuf (29) jours. L'ouverture des soumissions s'est déroulée le 23 janvier 2017. Selon les clauses administratives particulières incluses au

cahier des charges, la soumission est valide pendant les cent quatre-vingts (180) jours civils suivant la date fixée pour l'ouverture des soumissions, soit jusqu'au 22 juillet 2017. Pour l'attribution de ce contrat, la Ville s'assure de la conformité de la soumission et octroie le contrat en entier au plus bas soumissionnaire conforme.
Quatre (4) addenda ont été émis afin de préciser certains aspects du cahier des charges :

- addenda 1 (6 janvier 2017) : correction de la durée du contrat dans le titre de l'appel d'offres et modification de la garantie d'exécution requise;
- addenda 2 (9 janvier 2017) : report de l'ouverture de l'appel d'offres au 16 janvier 2017. L'ouverture était initialement prévue au 11 janvier 2017;
- addenda 3 (12 janvier 2017) : modifications apportées au bordereau de soumission et report de l'ouverture de l'appel d'offres au 23 janvier 2017;
- addenda 4 (13 janvier 2017) : émission d'un bordereau de soumission numérique.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE14 1388 - 10 septembre 2014 - Conclure avec la firme St-Germain Égouts et Aqueducs inc. une entente-cadre pour une période de trente (30) mois avec une option de renouvellement de douze (12) mois pour la fourniture de pièces de béton pour aqueduc et égout - Appel d'offres public 14-13623- Montant total de 495 516,67 $, taxes incluses - quatre (4) soumissionnaires
CG09 0337 - 27 août 2009 - Conclure avec la firme St-Germain Égouts et Aqueducs inc. une entente-cadre pour une période de soixante (60) mois pour la fourniture de pièces de béton pour aqueduc et égout - Appel d'offres public 09-11059 - Montant total de 1 103 992,67 $, taxes incluses - deux (2) soumissionnaires

DESCRIPTION

Sur le plan qualitatif:
L'objet du présent appel d'offres est la conclusion d'une entente-cadre collective pour la fourniture sur demande de pièces de béton pour aqueduc et égout. Les pièces tenues en inventaire dans les différents magasins et dépôts de la Ville de Montréal seront accessibles à l'ensemble des arrondissements et des services corporatifs de la Ville. Ces pièces sont requises par les équipes d'entretien des travaux publics qui effectuent les travaux de réparation et de maintenance sur le réseau. Elles doivent respecter les normes du Bureau de normalisation du Québec (B.N.Q).

Sur le plan quantitatif:

Le type de pièces et les quantités prévues sont basés sur les historiques de consommation selon l'entente-cadre et les ententes de gré à gré des trois (3) dernières années. Ces pièces représentent la majorité des pièces de l'entente.

Il est prévu que des pièces non identifiées actuellement soient demandées. Leur quantité est estimée à 3,08 % ce qui représente un montant de 28 743,75$, taxes incluses du contrat total. Au moment de l'implantation du projet Maxim'eau en arrondissement, la visibilité de tous les inventaires permettra d'identifier des pièces achetées auparavant hors inventaire. Le réapprovisionnement de ces pièces pourra, dès lors, être fait via l'entente-cadre.

Le calcul des estimations a été basé sur les prix unitaires de l'entente actuelle affectés d'une inflation de 3,7 % qui a été déterminée en fonction de la variation de l'indice des prix des produits en béton (Statistique Canada - Tableau Cansim 329-0074) entre 2014 et 2017. Le tableau des estimations est disponible en pièce jointe.

Les quantités sont fournies à titre indicatif afin de présenter aux soumissionnaires un ordre de grandeur des besoins, mais n'engagent aucunement la Ville à acheter un minimum ou la totalité des pièces prévues.

Les particularités de l'appel d'offres:

Pour l'attribution de ce contrat, la Ville s'assure de la conformité de la soumission et octroie le contrat en entier, au plus bas soumissionnaire conforme. Par ailleurs, les soumissionnaires sont tenus, sous peine de rejet, de soumettre un prix pour tous les articles demandés.

Pour les pièces non identifiées actuellement, un taux d'escompte basé sur la dernière mise à jour des listes de prix des soumissionnaires a été demandé à ces derniers. Cette stratégie permet d'éviter toute surtarification injustifiée liée à la demande de pièces non négociées dans l'entente au cours des trois (3) prochaines années. Les soumissionnaires devaient joindre la dernière mise à jour de leur liste de prix avec leur soumission.

Une clause d'indexation des prix a été ajoutée aux documents d'appel d'offres. Sans cette clause, les soumissionnaires auraient pu ajouter une marge à leur prix pour se prémunir d'une éventuelle hausse du taux d'indexation. Cette marge aurait pu être plus importante que la hausse du taux d'indexation en lui-même.

Afin de respecter la matrice décisionnelle mise en place par le Service de l'approvisionnement pour les garanties de soumission et d'exécution, une garantie de soumission égale à deux pour cent (2 %) du montant total de la soumission, toutes taxes comprises, a été demandée au dépôt de la soumission.

JUSTIFICATION

Dans le cadre de l'appel d'offres, il y a eu trois (3) preneurs du cahier des charges et les trois (3) ont déposé une soumission, soit la totalité.
L'entreprise St-Germain Égouts et Aqueducs inc. est le plus bas soumissionnaire conforme. Ses produits sont conformes aux normes du Bureau de normalisation du Québec (B.N.Q.), et aux exigences supplémentaires prévues au cahier des charges. L'attestation du B.N.Q. est disponible en annexe.

Firmes soumissionnaires	Prix de base	Autre (préciser)	Total
St-Germain Égouts et Aqueducs inc.	931 745,90 $		931 745,90 $
Lécuyer et Fils ltée	1 174 088,25 $		1 174 088,25 $
Boisclair et Fils inc.	1 248 459,36 $		1 248 459,36 $
Dernière estimation réalisée ($)			931 075,93 $
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)* Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*			1 118 097,84 $ 20,00 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)*			316 713,46 $

Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*	33,99 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)* Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*	669,97 $ +0,07 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)* Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*	242 342, 35 $ 26,01 %

Avant d'entamer l'analyse proprement dite des soumissions, nous avons procédé aux vérifications d'usage liées à une éventuelle inscription de l'un des soumissionnaires sur l'une des listes qui nous obligerait à considérer le rejet ou la restriction de certaines des soumissions reçues.

Aucun des soumissionnaires dans ce dossier ne doit être déclaré non conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle et n'est inscrit au Registre des entreprises non admissibles.

Le présent dossier d'appel d'offres ne requiert pas la présentation d'une attestation de l'Autorité des marchés financiers.

L'adjudicataire recommandé, par sa soumission, affirme s'être conformé en tout point à la Politique de gestion contractuelle de la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Conformément à l'article 477.4 de la Loi sur les cités et villes, la division de l'acquisition des biens et services en collaboration avec la division de la logistique a effectué un estimé préalable de la dépense s'élevant à 931 075,93 $, taxes incluses, pour les trente-six (36) mois de la durée du contrat.
Le plus bas soumissionnaire conforme, St-Germain Égouts et Aqueducs inc., a déposé une soumission au montant de 931 745,90 $, taxes incluses. Le prix proposé est 0,07 % plus élevé que l'estimation initiale.

Comparativement à la précédente entente conclue en 2014, le prix moyen des pièces a connu une hausse de 3,5 %. Cette hausse est justifiée par l'inflation des prix des produits en béton, et plus particulièrement par l'augmentation du prix de la poudre de ciment, des adjuvants ainsi que du fer sur le marché mondial.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'absence d'une entente-cadre alourdirait le processus d'approvisionnement pour la fourniture de ces pièces en obligeant la négociation à la pièce en plus de faire perdre à la Ville la possibilité d'économie de volume. De plus, en laissant les utilisateurs procéder à leurs propres achats, la sécurité du réseau pourrait être compromise (ex. : pièces ne répondant pas aux normes de la Ville ou à la règlementation en vigueur).

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une communication sera transmise aux utilisateurs internes par le biais d'un bulletin "Info-achats" afin de les informer de la conclusion de l'entente ainsi que des modalités d'achat convenues.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Séances visées : CE : 15 mars 2017; CM : 27 mars 2017; CG : 30 mars 2017;
Début du contrat : 31 mars 2017;
Fin du contrat : 1er avril 2020;
Fin du contrat avec la prolongation possible : 1er avril 2021 (pour la première prolongation) et 1er avril 2022 (pour la seconde prolongation).

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Laetitia DELTOUR
agent(e) d'approvisionnement niveau 2

Tél : 5148727346
Télécop. : 5148720863

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-22

Danielle CHAURET
Chef de section ress.matérielles

Tél : 514 872-1027
Télécop. : 514 872-2519

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Benoit DAGENAIS
Directeur général adjoint

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Benoit DAGENAIS
Directeur général adjoint

Tél : 514 872-9466
Approuvé le : 2017-03-01

Tél : 514 872-9466
Approuvé le : 2017-03-01

RE: AO 16-15667 Fourniture de pièces de béton pour aqueduc et égouts - 2017-2020 / conformité technique
Joelle Bourdages
A :
laetitia.deltour
2017-01-31 14:44
Masquer les détails
De : "Joelle Bourdages" <JBourdages@st-germain.ca>
A : <laetitia.deltour@ville.montreal.qc.ca>,
Historique : Ce message a fait l'objet d'une réponse et a été transféré.

2 Attachments

 sgea2.jpg  ATT00948.gif

Bonjour Madame Deltour,

Je vous confirme que tous les produits que nous avons soumis sont identiques à ceux de l'entente actuelle et conformes au devis technique.

Passez une excellente journée

Joëlle Bourdages

Représentante aux ventes internes

St-Germain
ÉGOUTS ET AQUEDUCS

3800 Sir Wilfrid-Laurier, Saint-Hubert, Qc J3Y 6T1
Bur. (450) 671-6171 poste 204, Fax: (450) 671-3930
jbourdages@st-germain.ca

Pensez environnement… êtes-vous VRAIMENT OBLIGÉ d'imprimer ce courriel?

De : laetitia.deltour@ville.montreal.qc.ca [mailto:laetitia.deltour@ville.montreal.qc.ca]
Envoyé : 31 janvier 2017 14:39
À : Joelle Bourdages
Cc : etienne.langlois@ville.montreal.qc.ca
Objet : AO 16-15667 Fourniture de pièces de béton pour aqueduc et égouts - 2017-2020 / conformité technique

Bonjour Mme Bourdages,

Afin de compléter l'analyse technique de votre offre et puisque nous n'avons pas fait la demande de dessins/croquis, pourriez-vous SVP confirmer que les produits pour lesquels vous avez soumissionnés sont identiques aux produits de l'entente actuelle et conformes au devis technique?

Merci,

Laetitia Deltour

Agente d'approvisionnement II
Division Acquisition de biens et services
Service de l’approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
Ville de Montréal

255, boulevard Crémazie Est
Montréal (Québec) H2M 1M2

Téléphone : 514 872-7346
Télécopieur : 514 872-0863
laetitia.deltour@ville.montreal.qc.ca

vive375

BNQ
Bureau de normalisation du Québec

Le BNQ est membre du Système national de normes (SNN).

CERTIFICAT DE CONFORMITÉ

N° du certificat : **735**
N° de la norme : **BNQ 2622-420/2009-04-06**
N° du protocole de certification : **BNQ 2622-951/2012-02-27**

Date d'expiration : **2017-05-31**

Le Bureau de normalisation du Québec, ayant reconnu la conformité de regards d'égout, puisards et regards-puisards préfabriqués en béton de ciment armé :

(voir l'annexe au certificat)

ainsi que l'aptitude du détenteur à fabriquer ces produits conformément aux exigences de la norme et du protocole de certification, délivre le présent certificat à :

ST-GERMAIN ÉGOUTS ET AQUEDUCS INC.

2737, rue MacKay, Longueuil (Québec) J4T 2M8

Le présent certificat est délivré selon les règles précisées dans le document BNQ 9902-001. En foi de quoi, ont signé à Québec, le 25 mai 2015.

BUREAU DE NORMALISATION DU QUÉBEC

Jean Rousseau, directeur principal
Bureau de normalisation du Québec

Nathalie Dupont
Responsable de programme
Certification

OCPS Accrédité CCN

Le présent certificat demeure la propriété du BNQ et doit lui être retourné s'il le demande.
La validité du présent certificat de conformité est vérifiable à l'adresse www.bnq.qc.ca/fr/clients-certifies.html.

FT-CP-00_Certificat_FR v4

Bureau de normalisation du Québec

Le BNQ est membre du Système national de normes (SNN).

CERTIFICAT DE CONFORMITÉ

N° du certificat : **736**
N° de la norme : **BNQ 2622-420/2009-04-06**
N° du protocole de certification : **BNQ 2622-951/2012-02-27**

Date d'expiration : **2018-06-30**

Le Bureau de normalisation du Québec, ayant reconnu la conformité des regards d'égout, puisards, chambres des vannes et regards-puisards préfabriqués en béton armé :

(voir l'annexe au certificat)

ainsi que l'aptitude du détenteur à fabriquer ces produits conformément aux exigences de la norme et du protocole de certification, délivre le présent certificat à :

LES INDUSTRIES DE CIMENT LA GUADELOUPE INC.

238, 14e Avenue, La Guadeloupe (Québec) G0M 1G0

Le présent certificat est délivré selon les règles précisées dans le document BNQ 9902-001. En foi de quoi, ont signé à Québec, le 29 juin 2016.

BUREAU DE NORMALISATION DU QUÉBEC

Isabelle Landry, directrice des opérations
Bureau de normalisation du Québec

Nathalie Rapont
Responsable de programme
Certification

OCPS Accrédité CCN

Le présent certificat demeure la propriété du BNQ et doit lui être retourné s'il le demande.
La validité du présent certificat de conformité est vérifiable à l'adresse www.bnq.qc.ca/fr/clients-certifies.html.

Estimations - Fourniture de pièces de béton pour aqueduc et égout - 2017-2020

	Description article	Qté 3 ans	Prix unitaire 2014	Prix unitaire estimé 2017 IPPI 3.70%	Montant total
Section 1 : Regard					
1.1	**Têtes:** Tête réductrice en béton, pour chambre de vanne et regard d'égoût, Femelle X Plat, Dessin MV-216-B				
	1.1.1 200MM X 915MM A 760MM (8" X 36" A 30")	184	43.40 $	45.01 $	8 281.07 $
	1.1.2 250MM X 915MM A 760MM (10" X 36" A 30")	58	49.60 $	51.44 $	2 983.24 $
	1.1.3 300MM X 915MM A 760MM (12" X 36" A 30")	96	55.80 $	57.86 $	5 555.00 $
	1.1.4 400MM X 915MM A 760" (16" X 36" A 760")	51	76.00 $	78.81 $	4 019.41 $
	1.1.5 450MM X 915MM A 760MM (18" X 36" A 30")	7	85.00 $	88.15 $	617.02 $
1.2	**Anneaux:** Anneau béton, pour regard, égout, Dessin MV-216-B				
1.2.1	Plat-Plat:				
	1.2.1.6 25MM X 760MM (1" X	17	57.60 $	59.73 $	1 015.43 $
	1.2.1.7 50MM X 760MM (2" X	36	57.60 $	59.73 $	2 150.32 $
	1.2.1.8 75MM X 760MM (3" X	43	24.25 $	25.15 $	1 081.33 $
	1.2.1.4 100MM X 760MM (4" X 3	68	25.50 $	26.44 $	1 798.16 $
	1.2.1.1 125MM X 760MM (5" X	38	60.00 $	62.22 $	2 364.36 $
	1.2.1.9 150MM X 760MM (6" X	92	40.00 $	41.48 $	3 816.16 $
	1.2.1.2 200MM X 760MM (8" X	162	47.00 $	48.74 $	7 895.72 $
	1.2.1.3 250MM X 760MM (10" X 30	119	53.00 $	54.96 $	6 540.36 $
	1.2.1.5 300MM X 760MM (12" X 30	169	60.00 $	62.22 $	10 515.18 $
	1.2.1.10 450MM X 760MM (18" X 30"	2	80.00 $	82.96 $	165.92 $
1.2.2	Femelle-Plat:				
	1.2.2.1 150MM X 760MM (6" X	13	60.00 $	62.22 $	808.86 $
	1.2.2.3 200MM X 760MM (8" X	24	44.50 $	46.15 $	1 107.52 $
	1.2.2.4 250MM X 760MM (10" X 3	6	70.80 $	73.42 $	440.52 $
	1.2.2.2 300MM X 760MM (12" X 30	22	54.00 $	56.00 $	1 231.96 $
1.2.3	Mâle-Femelle:				
	1.2.3.1 200MM X 915MM (8" X	7	64.00 $	66.37 $	464.58 $
	1.2.3.2 250MM X 915MM (10" X 3	7	66.00 $	68.44 $	479.09 $
	1.2.3.3 300MM X 915MM (12" X 3	27	69.00 $	71.55 $	1 931.93 $
	1.2.3.6 600MM X 915MM (24" X 3	1	126.00 $	130.66 $	130.66 $
	1.2.3.7 915MM X 915MM (36" X 3	1	189.00 $	195.99 $	195.99 $
	1.2.3.8 1220MM X 915MM (48" X 36	1	248.60 $	257.80 $	257.80 $
	1.2.3.4 450MM X 760MM (18" X 3	3	87.60 $	90.84 $	272.52 $
	1.2.3.5 610M X 760MM (24"	1	116.40 $	120.71 $	120.71 $
1.3	**Anneaux de nivellement:** Anneau de nivellement en béton, pour regard, égoût, dessin MV-207				
	1.3.1 50MM X 760MM X 1155MM (2" X 30"	50	39.00 $	40.44 $	2 022.15 $
	1.3.2 75MM X 760MM X 1155MM (3" X 30"	96	39.00 $	40.44 $	3 882.53 $
	1.3.3 100MM X 760MM X 1155MM (4" X 30"	183	40.00 $	41.48 $	7 590.84 $
	1.3.4 150MM X 760MM X 1155MM (6" X 30"	143	45.00 $	46.67 $	6 673.10 $
	1.3.5 **INCLINEE** 50MM X 75MM X 760MM (2" X 3" X 30")	1	0.00 $		0.00 $
	1.3.6 **INCLINEE** 75MM X 100MM X 760MM (3" X 4" X 30")	11	58.80 $	60.98 $	670.73 $
1.4	**Dalle:** Dalle en béton, pour regard, égoût				
	1.4.1 RONDE,1200MM D.E. X 500MM H. (48" X 20")	172	89.00 $	92.29 $	15 874.40 $
	1.4.2 **REDUCTRICE**,DECENTREE,1220MM A 915MM A 300MM (48" A 36" A 12")	14	169.00 $	175.25 $	2 453.54 $
	1.4.3 **REDUCTRICE**,CENTREE,1220MM A 915MM X 300MM (48" A 36" X 12")	203	169.00 $	175.25 $	35 576.36 $
	1.4.4 **REDUCTRICE**,CENTREE,1220MM A 915MM X 300MM (48" A 36" X 12")	3	186.00 $	192.88 $	578.65 $
Section 2 : Chambre de vanne					
2.1	Chambre de vanne en béton,1220MM X 1220MM (48" X 48")	154	568.00 $	589.02 $	90 708.46 $

Section 3 : Puisard					
3.1	**Tête** : Tête en béton, pour puisard de rue, circulaire, sans couvercle, avec trou de manutention, dessin MV-221-A				
	3.1.1 300MM X 600MM X 460MM (12" X 24" X 18"),«T4»	582	189.00 $	195.99 $	114 067.93 $
	3.1.2 101MM X 749MM (4" X 29 1/2"),«T1»	1	0.00 $	0.00 $	0.00 $
	3.1.3 152MM X 749MM (6" X 29 1/2"),«T1»	61	85.00 $	88.15 $	5 376.85 $
	3.1.4 203MM X 749MM (8" X 29 1/2"),«T1»	123	88.00 $	91.26 $	11 224.49 $
	3.1.5 254MM X 749MM (10" X 29 1/2"),«T1»	215	94.00 $	97.48 $	20 957.77 $
	3.1.6 305MM X 749MM (12" X 29 1/2"),«T1»	92	98.00 $	101.63 $	9 349.59 $
	3.1.7 INCLINEE ,800MM D.E. X 580MM D.I. X 300MM H. (32" X 23" X 12")	55	94.00 $	97.48 $	5 361.29 $
	3.1.8 INCLINEE ,800MM D.E. X 580MM D.I. X 250MM H. (32" X 23" X 10")	531	78.00 $	80.89 $	42 950.47 $
	3.1.9 FEMELLE,101MM X 749MM (4" X 29 1/2"),«T1»	1	0.00 $	0.00 $	0.00 $
	3.1.10 FEMELLE,152MM X 749MM (6" X 29 1/2"),«T1»	1	0.00 $	0.00 $	0.00 $
	3.1.11 FEMELLE,203MM X 749MM (8" X 29 1/2"),«T1»	1	0.00 $	0.00 $	0.00 $
	3.1.12 FEMELLE,305MM X 749MM (12" X 29 1/2"),«T1»	1	0.00 $	0.00 $	0.00 $
3.2	**Bourrelet :** Bourrelet en béton pour puisard de trottoir, dessin MV-222				
	3.2.1 800MM D.E. X 430MM D.I. X 150MM H. (31" X 17" X 6"),«T4»	493	35.00 $	36.30 $	17 893.44 $
	3.2.2 800MM D.E. X 430MM D.I. X 300MM H. (31" X 17" X 12"),«T4»	41	87.60 $	90.84 $	3 724.49 $
	3.2.3 800MM D.E. X 430MM D.I. X 150MM H. (31" X 17" X 6),«T3»	1	260.70 $	270.35 $	270.35 $
3.3	**Anneaux :** Anneau en béton pour puisard, avec clé de manutention, dessin MV-208				
3.3.1	Plat - Plat				
	3.3.1.1 25MM X 610MM (1" X	31	27.60 $	28.62 $	887.26 $
	3.3.1.2 50MM X 610MM (2" X	100	28.20 $	29.24 $	2 924.34 $
	3.3.1.3 75MM X 610MM (3" X	97	28.61 $	29.67 $	2 877.85 $
	3.3.1.4 100MM X 610MM (4" X	116	29.40 $	30.49 $	3 536.58 $
	3.3.1.5 125MM X 610MM (5" X	131	16.20 $	16.80 $	2 200.72 $
	3.3.1.6 150MM X 610MM (6" X	108	17.10 $	17.73 $	1 915.13 $
	3.3.1.7 200MM X 610MM (8" X	166	28.35 $	29.40 $	4 880.23 $
	3.3.1.8 250MM X 610MM (10" X 2	154	30.60 $	31.73 $	4 886.76 $
	3.3.1.9 300MM X 610MM (12" X 24	97	41.00 $	42.52 $	4 124.15 $
	3.3.1.10 450MM X 610MM (18" X 24"	61	51.00 $	52.89 $	3 226.11 $
3.3.2	Femelle - Plat				
	3.3.2.1 50MM X 610MM (2" X	8	28.20 $	29.24 $	233.95 $
	3.3.2.2 75MM X 610MM (3" X	8	28.80 $	29.87 $	238.92 $
	3.3.2.3 100MM X 610MM (4" X 2	27	29.40 $	30.49 $	823.17 $
	3.3.2.4 125MM X 610MM (5" X 2	1	32.40 $	33.60 $	33.60 $
	3.3.2.5 150MM X 610MM (6" X 2	316	22.50 $	23.33 $	7 373.07 $
	3.3.2.6 200MM X 610MM (8" X 2	449	25.20 $	26.13 $	11 733.45 $
	3.3.2.7 250MM X 610MM (10" X 24	237	27.20 $	28.21 $	6 684.92 $
	3.3.2.8 300MM X 610MM (12" X 24	481	29.95 $	31.06 $	14 938.97 $
	3.3.2.9 400MM X 610MM (16" X 24	58	34.50 $	35.78 $	2 075.04 $
	3.3.3.10 450MM X 610MM (18" X 24")	347	35.00 $	36.30 $	12 594.37 $
3.3.3	Mâle - Femelle				
	3.3.3.1 100MM X 610MM (4" X 2	6	29.40 $	30.49 $	182.93 $
	3.3.3.2 150MM X 610MM (6" X 2	7	34.20 $	35.47 $	248.26 $
	3.3.3.3 200MM X 610MM (8" X 2	113	28.20 $	29.24 $	3 304.50 $
	3.3.3.4 250MM X 610MM (10" X 24	145	28.60 $	29.66 $	4 300.44 $
	3.3.3.5 300MM X 610MM (12" X 24	230	32.50 $	33.70 $	7 751.58 $
	3.3.3.6 400MM X 610MM (16" X 24	160	38.50 $	39.92 $	6 387.92 $
	3.3.3.7 450MM X 610MM (18" X 24	18	57.00 $	59.11 $	1 063.96 $
3.4	**Anneaux de nivellement :** Anneau de nivellement en béton, pour puisard				
	3.4.1 INCLINE 50MM X 75MM X 610MM (2" X 3" X 24")	5	28.50 $	29.55 $	147.77 $
	3.4.2 INCLINE 50MM X 100 X 610MM (2" X 4" X 24")	1	20.00 $	20.74 $	20.74 $
	3.4.3 INCLINE 75MM X 100MM X 610MM (3" X 4" X 24")	9	29.10 $	30.18 $	271.59 $
3.5	**Couronne :** Couronne de nivellement en béton, pour puisard de rue ou de trottoir, dessin MV-208				
	3.5.1 875MM D.E. X 585MM D.I. X 50MM H. (34" X 23" X 2")	143	28.00 $	29.04 $	4 152.15 $
	3.5.2 875MM D.E. X 585MM D.I. X 75MM H. (34" X 23" X 3")	119	32.00 $	33.18 $	3 948.90 $
	3.5.3 875MM D.E. X 585MM D.I. X 100MM H. (34" X 23" X 4")	111	34.00 $	35.26 $	3 913.64 $
	3.5.4 875MM D.E. X 585MM D.I. X 125MM H. (34" X 23" X 5")	104	34.50 $	35.78 $	3 720.76 $
3.6	**Base / Connecteur :** base et connecteur en béton pour puisard, dessin MV-221				
	3.6.1 AVEC GARNITURE DE CAOUTCHOUC,TYPE Z-LOCK,1 SORTIE 200MM (8"),«P1»	654	151.00 $	156.59 $	102 407.90 $
	3.6.2 610MM (24") INTERIEUR X 559MM (22") HAUT,SORTIE DEMI-LUNE 228MM (9"),SECTION INFERIEURE	118	66.00 $	68.44 $	8 076.16 $
	3.6.3 790MM X 610MM X 450MM (32" X 24" X 18"),SIMPLE,TROU 230MM (9"),SECTION SUPERIEURE	277	55.00 $	55.00 $	15 235.00 $
	3.6.4 AVEC GARNITURE DE CAOUTCHOUC TYPE Z-LOCK,1 SORTIE 200MM (8"),«P5»	138	174.00 $	180.44 $	24 900.44 $
	3.6.5 AVEC GARNITURE DE CAOUTCHOUC TYPE FLEX-LOCK,1 SORTIE 200MM (8"),«P4»	1	214.80 $	222.75 $	222.75 $
	3.6.6 AVEC GARNITURE DE CAOUTCHOUC TYPE Z-LOCK,1 SORTIE 150MM (6"),«P1»	44	140.00 $	145.18 $	6 387.92 $

	3.6.7	AVEC GARNITURE DE CAOUTCHOUC TYPE Z-LOCK,2 SORTIES 150MM (6") A 180*,«P1»	5	216.60 $	224.61 $	1 123.07 $
	3.6.8	AVEC GARNITURE DE CAOUTCHOUC TYPE Z-LOCK,2 SORTIES 200MM (8") A 180*,«P1»	5	151.00 $	156.59 $	782.94 $
	3.6.9	AVEC GARNITURE DE CAOUTCHOUC,TYPE Z-LOCK,1 SORTIE 150MM (6"),«P4»	131	156.00 $	161.77 $	21 192.13 $
3.7	**Dalle :** Dalle en béton pour puisard					
	3.7.1	CAREE,1065MM X 1065MM X 200MM, (42" X 42" X 8")	118	78.00 $	80.89 $	9 544.55 $
	3.7.2	RONDE,1220MM D.E. X 200MM H. (48" X 8")	48	78.00 $	80.89 $	3 882.53 $
	3.7.3	RONDE, 1065MM D.E. X 200MM H. (42" X 8")	1	0.00 $	0.00 $	0.00 $
			Montant total A			784 807.29 $
Section 4: autres pièces						
	autres pièces					25000
			Montant total B			25000

Montant total (A+B)		809 807.29 $
TPS	**5%**	40 490.36 $
TVQ	**9.975%**	80 778.28 $
Montant total avec taxes		931 075.93 $

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.05

2017/03/30 17:00

(1)

Dossier # : 1176688001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , Division des grands parcs métropolitains , Bureau du CESM et Legs du 375e
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 a) prendre des mesures adéquates visant à sauvegarder, protéger et mettre en valeur le patrimoine culturel et naturel ainsi qu'à favoriser la diffusion des savoirs et des connaissances qui les distinguent
Compétence d'agglomération :	Mise en valeur des biens protégés en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel
Projet :	375e Anniversaire de Montréal Site patrimonial déclaré du Mont-Royal
Objet :	Accorder un contrat à Québecor Média pour la mobilisation d'espace publicitaire, l'habillage d'abribus et l'utilisation du réseau numérique "Jeunes urbains", dans le cadre du projet Escales découvertes du mont Royal (lot 2B), pour une période de huit mois, pour une dépense maximale de 206 999,01 $, taxes incluses. - Contrat de gré à gré (17-6998). - Fournisseur exclusif.

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 206 999,01 $, taxes incluses, pour la mobilisation d'espace publicitaire, l'habillage d'abribus et l'utilisation du réseau numérique "Jeunes urbains", dans le cadre du projet Escales découvertes du mont Royal (lot 2B), comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

2. d'accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à Québecor Média, fournisseur exclusif, pour une période de huit mois, pour les biens et services mentionnés ci-haut, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 199 999,01 $, taxes incluses, conformément à l'offre de services de cette entreprise en date du 23 février 2017 ;

3. d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2017-03-02 11:24

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1176688001**

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , Division des grands parcs métropolitains , Bureau du CESM et Legs du 375e
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 a) prendre des mesures adéquates visant à sauvegarder, protéger et mettre en valeur le patrimoine culturel et naturel ainsi qu'à favoriser la diffusion des savoirs et des connaissances qui les distinguent
Compétence d'agglomération :	Mise en valeur des biens protégés en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel
Projet :	375e Anniversaire de Montréal Site patrimonial déclaré du Mont-Royal
Objet :	Accorder un contrat à Québecor Média pour la mobilisation d'espace publicitaire, l'habillage d'abribus et l'utilisation du réseau numérique "Jeunes urbains", dans le cadre du projet Escales découvertes du mont Royal (lot 2B), pour une période de huit mois, pour une dépense maximale de 206 999,01 $, taxes incluses. - Contrat de gré à gré (17-6998). - Fournisseur exclusif.

CONTENU

CONTEXTE

Le projet Escales découvertes, désigné comme un legs du 375^{e} anniversaire de Montréal, vise à améliorer l'accessibilité au Site patrimonial du Mont-Royal et aux différents lieux publics et institutionnels qui le composent, ainsi qu'à favoriser la découverte des richesses naturelles et culturelles de ce vaste territoire. Découlant du Plan de protection et de mise en valeur du Mont-Royal, le but principal de ce projet est effectivement d'offrir aux promeneurs une découverte intuitive, sensorielle, singulière et renouvelée du Site patrimonial du Mont-Royal et de ses multiples joyaux, à partir d'une diversité de cheminements existants parcourant les trois sommets de la montagne et son entre-monts.
Les interventions prévues pour l'anniversaire de 2017 se divisent en trois volets complémentaires, eux-mêmes découpés en différents lots de travaux :

- Volet 1 : Découvertes sur la montagne (trois lots : 1A, 1B et 1C).
- Volet 2 : Marquage du chemin de la Côte-des-Neiges en tant que tracé fondateur (deux lots : 2A et 2B, en plus de l'oeuvre d'art mural).
- Volet 3 : Aménagement d'aires spécifiques (un seul lot : 3A).

Le présent sommaire concerne l'octroi d'un contrat pour la réalisation du lot 2B, lequel porte

sur l'utilisation d'espace publicitaire statique et numérique sur un certain nombre d'abribus, aux fins du projet Escales découvertes.

En tant que gestionnaire des abribus concernés et fournisseur exclusif de ces espaces publicitaires, ce contrat a été négocié de gré à gré avec Québecor Média.

Le projet Escales découvertes est inscrit dans l'Entente sur le développement culturel de Montréal pour 2016-2017, liant la Ville et le Ministère de la Culture et des Communications du Québec (MCCQ). Il devrait normalement l'être également dans l'Entente à venir pour 2017-2018.

Le tableau ci-après résume les étapes importantes passées, présentes et à venir dans le cadre de ce projet :

Étapes déjà autorisées

	Coût	Date de début	Date de fin
Contrat de services professionnels pour la planification, la conception et la réalisation du projet Escales découvertes	670 850 $	Octobre 2014	Décembre 2017
Contrat d'exécution de l'oeuvre d'art mural (liée au volet 2)	315 000 $	Avril 2016	Août 2017
Contrat d'exécution de travaux pour le lot 1A (lié au volet 1)	3 523 368 $	Juin 2016	Mai 2017
Contrat d'exécution de travaux pour le lot 3A (lié au volet 3)	970 653 $	Août 2016	Mai 2017
Contrat d'exécution de travaux pour le lot 2A (lié au volet 2)	993 754 $	Septembre 2016	Mai 2017

Étapes à autoriser dans le présent dossier

	Date de début prévue	Date de fin prévue
Contrat de biens et services généraux pour le lot 2B (lié au volet 2)	Avril 2017	Janvier 2018

Étapes à venir ultérieurement

	Date de début prévue	Date de fin prévue
Contrat d'exécution de travaux pour le lot 1B (lié au volet 1)	Juin 2017	Novembre 2017
Ententes entre la Ville et les quatre partenaires	Janvier 2016	Mai 2017

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0489 - 25 août 2016 - Autoriser une dépense de 993 754,06 $, taxes incluses, pour l'exécution des travaux du lot 2A du projet des Escales découvertes du mont Royal, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant; accorder à Aménagement Côté Jardin inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 968 754,06 $, taxes incluses, conformément aux

documents de l'appel d'offres public 16-6874.
CG14 0462 - 30 octobre 2014 - Autoriser une dépense de 670 850,38 $, taxes incluses, pour les services professionnels requis à la préparation des plans et devis pour l'aménagement des Parcours découverte du mont Royal (legs du 375e); approuver un projet de convention par lequel Atelier Urban Soland inc. s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, conformément aux documents de l'appel d'offres public 14-13799 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention.

CM13 0899 - 23 septembre 2013 - Déclaration pour faire du chemin de la Côte-des-Neiges un chemin patrimonial reconnu à l'occasion du 375e anniversaire de Montréal en 2017.

DESCRIPTION

Le lot 2B, visé par le présent octroi de contrat, s'inscrit à l'intérieur du volet 2 du projet Escales découvertes, c'est-à-dire celui relatif à la mise en valeur du chemin de la Côte-des-Neiges en tant que tracé fondateur de Montréal. Faisant suite à une déclaration du conseil municipal à cet effet en septembre 2013, les différentes interventions développées dans le cadre de ce volet 2 visent notamment à évoquer l'évolution des paysages du chemin de la Côte-des-Neiges et à dévoiler aux Montréalais et aux touristes des pans de sa riche histoire. En complément à une série de pavoisements et de panneaux d'interprétation installés sur les lampadaires du chemin de la Côte-des-Neiges (lot 2A), il a été planifié d'utiliser les abribus existants comme des supports supplémentaires à l'iconographie historique retenue et aux explications associées. Les nombreux éléments historiques, paysagers et patrimoniaux révélés par les interventions du volet 2 sont regroupés en cinq grands thèmes : la montagne, le village, la culture maraîchère, l'héritage viaire et l'architecture. C'est la raison pour laquelle cinq abribus ont été sélectionnés; chacun de ceux-ci, par un habillage original des faces verticales, reflétera et exposera un de ces cinq thèmes, à partir de mai 2017 jusqu'à la fin de cette année de célébrations.

De plus, afin de promouvoir les différentes facettes du grand projet Escales découvertes, il a été possible d'ajouter à ce lot 2B l'utilisation du réseau numérique "Jeunes urbains", soit un regroupement de 25 abribus avec faces numériques, situés dans les arrondissements périphériques au mont Royal et au-delà. Environ une dizaine d'images et de messages seront diffusés en boucle sur ce réseau numérique, pendant 14 jours consécutifs à partir du lendemain de l'inauguration du projet.

Plus précisément, les biens et services inclus dans ce lot 2B sont les suivants :

1) Pour l'habillage des abribus :

- Mobilisation des espaces publicitaires statiques, c'est-à-dire les trois faces transparentes et les deux faces publicitaires, pendant huit mois consécutifs, sur cinq abribus le long du chemin de la Côte-des-Neiges.
- Fourniture, impression et installation des pellicules de vinyle autocollantes sur les faces transparentes des cinq abribus, en conformité avec le concept d'habillage développé par la Ville.
- Fourniture, impression et installation des affiches sur les faces publicitaires des cinq abribus (intérieures et extérieures).
- Entretien et remplacement, au besoin, des pellicules et des affiches, pendant les huit mois concernés.

2) Pour la promotion du projet sur le réseau numérique « Jeunes urbains » :

- Mobilisation d'espace publicitaire numérique sur les 25 abribus du réseau "Jeunes urbains" (faces extérieures), pour la diffusion de 2160 impressions par abribus à

chaque jour (correspondant à 12960 secondes), pour un total de 54 000 impressions par jour dans l'ensemble du réseau (correspondant à 324 000 secondes) et ce, pendant 14 jours consécutifs.
- Programmation de ces impressions à partir des images fournies par la Ville.

De façon générale, il est à noter que Québecor Média est responsable des abribus, de l'installation de toute forme de communication ou de publicité sur ceux-ci, ainsi que de l'entretien de ces structures.

Le pourcentage de contingences inscrit au bordereau de soumission a été fixé à seulement 3 %, compte tenu du fait que le mandat est bien défini et que le risque de rencontrer des imprévus est plutôt faible.

Le montant prévu pour les incidences est de 7 000 $, taxes incluses, ceci représentant 3,5 % de la valeur totale du contrat. Ce montant sera affecté principalement aux services professionnels requis pour la préparation du contenu promotionnel à diffuser sur le réseau numérique.

JUSTIFICATION

À titre de gestionnaire des abribus et des espaces publicitaires associés (statiques et numériques), Québecor Média s'avère un fournisseur exclusif. Le contenu et la valeur du contrat ont donc été discutés et négociés de gré à gré avec cette entreprise, au cours des derniers mois. Québecor Média a déposé une soumission finale, conforme aux demandes de la Ville, le 23 février 2017. Cette soumission a été corrigée le 27 février 2017 (erreurs de calculs mineures, n'ayant aucun impact sur le prix total). En tant qu'organisme public, il apparaît que la Ville de Montréal bénéficie de conditions et de prix avantageux, comparativement aux clients commerciaux.
Par ailleurs, selon le Service des communications, il aurait été possible d'octroyer ce contrat à Québecor Média par l'intermédiaire du Centre de services partagés du Québec (CSPQ), mais il a été décidé de le faire plutôt par la voie d'un sommaire décisionnel, afin d'économiser les frais de gestion supplémentaires associés (près de 10 %) et d'exposer l'avancement du projet Escales découvertes aux instances municipales.

Les validations requises ont été faites, selon lesquelles l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie des listes des entreprises à licences restreintes.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût de base du contrat est de 194 173,80 $, taxes incluses. Les contingences sont de 5 825,21 $, taxes incluses, et les incidences sont de 7 000,00 $, taxes incluses.
Le coût total maximal de ce contrat, soit 199 999,01 $, taxes incluses, sera assumé comme suit :

Un montant maximal net de 189 017,69 $ sera financé par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération # RCG16-035 - Entente développement culturel.

Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

La dépense est réalisée dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2016 - 2017. Cette dépense de 189 017,69 $ sera éventuellement subventionnée au montant de 94 508,84 $ dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal, ce qui laissera un emprunt net à la charge de la Ville de 94 508,84 $, suite à l'approbation de la recommandation de crédit suivante: 16-01.02.09.00-0000.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Plutôt que d'ajouter des éléments de mobilier sur les trottoirs du chemin de la Côte-des-Neiges, qui sont déjà chargés, il a été décidé, lors du développement du concept du volet 2, de mettre à profit le mobilier existant dans l'emprise du chemin. Le choix d'utiliser les abribus et leurs faces publicitaires, en tant que supports existants, reflète bien cette stratégie d'intervention. D'ailleurs salué par le Conseil du patrimoine de Montréal, l'habillage des abribus déjà en place, avec du contenu culturel, est en accord avec les principes de développement durable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Bien que complémentaire aux autres interventions prévues sur le chemin de la Côte-des-Neiges, l'habillage des abribus aura un impact significatif, par sa visibilité auprès des usagers du transport en commun et des piétons en général. De plus, le contenu développé pour certaines affiches servira à expliquer aux citoyens, de façon plus globale, ce volet de mise en valeur du tracé fondateur.
Si le contrat n'est pas octroyé le 30 mars, il sera impossible de réaliser ces habillages pour la mi-mai, date à laquelle les pavoisements et les panneaux d'interprétation (lot 2A) auront tous été installés le long du chemin.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Le contenu de ce contrat constitue en soi une opération de communication. Celle-ci a été élaborée en concertation avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Pour le lot 2B uniquement, les prochaines étapes sont les suivantes :

- Octroi du contrat, par résolution du conseil d'agglomération : 30 mars 2017.
- Début de la production : début avril 2017.
- Installation des pellicules et des affiches sur les abribus : début mai 2017.
- Durée de l'habillage des abribus : du 12 mai 2017 au 12 janvier 2018.
- Durée de la promotion du projet sur le réseau numérique "Jeunes urbains" : du 11 au 24 juin 2017 (dates à confirmer).

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Diana VELA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Robert PARÉ, Service des communications
Camille BÉGIN, Service des communications
Luc LANDRY, Service des communications
Louis BRUNET, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Stéphanie TURCOTTE, Ville-Marie

Lecture :

Stéphanie TURCOTTE, 27 février 2017
Robert PARÉ, 27 février 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Claudia VILLENEUVE
Architecte paysagiste

Tél : 514 872-0870
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-24

Pierre-Paul SAVIGNAC
Chef de division et
Clément ARNAUD
Chef de section

Tél : 514 872-4046
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Carole PAQUETTE
Directrice
Tél : 514 872-1457
Approuvé le : 2017-03-02

AVIS DU CONSEIL DU PATRIMOINE DE MONTRÉAL SUITE À SON ASSEMBLÉE DU 23 OCTOBRE 2015.
Le Conseil du patrimoine de Montréal est l'instance consultative de la Ville en matière de patrimoine*.

Escales découvertes

A15-SC-09

Localisation :	Mont Royal
Reconnaissance municipale :	Écoterritoire des sommets et flancs du mont Royal Site patrimonial du Mont-Royal (cité)
Reconnaissance provinciale :	Site patrimonial du Mont-Royal (déclaré)
Reconnaissance fédérale :	Aucune

Le Conseil du patrimoine de Montréal (CPM) émet un avis à la demande du Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal (SGPVMR), le projet étant situé dans un site patrimonial cité et dans un écoterritoire.

NATURE DES TRAVAUX

Le projet est basé sur deux grands axes d'intervention. Il consiste à aménager, sur le mont Royal et aux abords, des lieux de découverte et de repos, dont des parcours et des haltes, afin de favoriser la découverte des richesses naturelles et culturelles du lieu. Il vise également à améliorer l'accessibilité du mont Royal en développant des ressources d'orientation spatiale intégrant un système de repérage et de reconnaissance des lieux. Le projet est composé de trois volets : découverte de lieux moins connus sur la montagne (volet 1), marquage du tracé fondateur du chemin de la Côte-des-Neiges (volet 2) et aménagement de certaines aires spécifiques sur la propriété de l'oratoire Saint-Joseph et du cimetière Notre-Dame-des-Neiges (volet 3).

AUTRES INSTANCES CONSULTÉES

Le projet doit recevoir l'aval du ministère de la Culture et des Communications puisqu'il est situé dans un site patrimonial déclaré.

*Règlement de la Ville de Montréal 02-136

Édifice Chaussegros-de-Léry
303, rue Notre-Dame Est, bureau 6A-26
Montréal (Québec) H2Y 3Y8
514 872-4055
ville.montreal.qc.ca/cpm

HISTORIQUE ET DESCRIPTION DES LIEUX

Jusque vers 1800, les flancs du mont Royal demeurent boisés ou sont exploités à des fins agricoles. À partir du début du 19e siècle, certains Montréalais fortunés construisent leurs résidences cossues dans le cadre verdoyant de la montagne. Vers 1850, deux cimetières y sont aménagés. C'est à cette époque que la Ville de Montréal commence à acheter plusieurs terrains que détient la bourgeoisie de l'époque et, en 1874, elle confie à l'architecte paysagiste américain Frederick Law Olmsted le mandat de concevoir un grand parc sur le mont Royal. Le parc est inauguré en 1876. Sa superficie de 220 hectares en fait l'un des plus importants parcs urbains au Canada. Il est doté de plusieurs sentiers, dont le chemin Olmsted qui serpente jusqu'au sommet, et de belvédères qui offrent plusieurs points de vue sur la ville. Plusieurs autres aménagements sont réalisés subséquemment, plus ou moins en continuité avec le plan original d'Olmsted[1].

Situé sur le flanc ouest de la montagne, le chemin de la Côte-des-Neiges est la première voie carrossable la traversant d'un bout à l'autre. Il est créé en 1862 à partir des tracés du chemin principal traversant la côte des Neiges et du chemin traversant l'ancien domaine de la Montagne des Sulpiciens[2]. Aux abords du chemin, l'oratoire Saint-Joseph ouvre ses portes en 1924.

CONTEXTE DU PROJET

Ce projet est un legs pour le 375e anniversaire de la fondation de Montréal, en 2017. Il a fait l'objet d'une première présentation devant le Conseil du patrimoine de Montréal (CPM) le 29 mai 2015, au cours de laquelle les représentants du Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal (SGPVMR) ainsi que les représentants des firmes externes ont exposé les concepts d'aménagements des trois volets des Escales découvertes, alors nommées « Parcours découverte » du Mont-Royal. Le quorum n'ayant pas été atteint pour la tenue de cette réunion, la présentation a donné lieu à un commentaire du CPM (11 juin 2015).

ANALYSE DU PROJET

Le CPM a reçu les représentants du SGPVMR et des firmes externes chargées du mandat lors de sa réunion du 23 octobre 2015. Les représentants du SGPVMR ont d'abord énoncé le concept du projet, puis les représentants des firmes externes ont ensuite exposé les orientations et partis pris d'aménagement des Escales découvertes. D'emblée, le CPM tient à souligner son appréciation de la qualité du travail ainsi que la très grande sensibilité qui a guidé le projet. Il formule dans les paragraphes suivants quelques questionnements et recommandations pouvant servir à enrichir le projet.

[1] Ville de Montréal, *Grand répertoire du patrimoine bâti*, « Mont Royal », http://patrimoine.ville.montreal.qc.ca
[2] L'Enclume, Atelier de développement territorial, *Évolution historique et analyse des éléments d'intérêt historique, patrimonial et paysager du chemin de la Côte-des-Neiges*, Montréal, mars 2015, p. 39.

Haltes sur la montagne

La qualité du projet se reflète dans le travail de réflexion et la sobriété de l'approche et le CPM croit que le grand souci de délicatesse et cette sobriété devraient se poursuivre dans les interventions. En effet, l'ajout de plusieurs nouveaux éléments dans le parc du Mont-Royal permettra certes aux visiteurs de découvrir des endroits méconnus de la montagne, mais, tel qu'il l'avait formulé précédemment, le CPM réitère sa crainte que l'ajout d'objets supplémentaires sur la montagne ne résulte en un effet de surcharge par rapport à ce qui est déjà présent et à venir. Notamment, le CPM est quelque peu sceptique à l'égard des haltes et bancs prévus dans le volet 1. Bien qu'il soit tout à fait justifié de prévoir des lieux pour s'asseoir et contempler à certains endroits sur la montagne, les haltes sont prévues dans les endroits où aucun aménagement ne se trouve ; par conséquent, n'est-il pas souhaitable de conserver certains lieux non aménagés, où le visiteur peut découvrir les lieux à son aise ? De plus, la montagne, par sa nature et les orientations d'aménagement d'Olmsted, ne devrait-elle pas être le moins aménagée possible de manière également à éviter d'altérer son potentiel archéologique ?

Par ailleurs, il serait souhaitable d'altérer le moins possible la topographie de la montagne. Pour le CPM, le fait de la modifier, bien que de manière très subtile, pour créer des bancs apparaît problématique. L'approche topographique, c'est-à-dire en réalisant des aménagements qui épousent la topographie de la montagne et s'y assujettissent, serait plus porteuse. Le CPM croit que la sobriété qui caractérise l'ensemble de la démarche mériterait de guider aussi les interventions et que le concept des haltes fonctionnerait très bien même en étant extrêmement sobre. Il soutient que le design des bancs devrait se fondre le plus possible à la topographie du site.

Il est également prévu d'alléger les interventions matérielles en réalisant des interventions numériques dans une phase ultérieure du projet. Pour le CPM, il est regrettable que le volet d'outils de communications soit relégué à une autre étape. Il croit que le numérique devrait faire partie intégrante du projet et qu'il devrait y être intégré maintenant, en profitant par exemple de l'intention d'utiliser les abribus pour diffuser du contenu culturel.

Enfin, tel qu'il l'avait mentionné précédemment, le CPM éprouve un certain malaise par rapport aux haltes prévues dans le cimetière Notre-Dame-des-Neiges, compte tenu de l'identité du lieu. Pour lui, un cimetière n'appelle pas à de tels aménagements paysagers à la manière de parcs. Il croit que le caractère des haltes dans le cimetière devrait être revu et adapté afin de respecter la solennité des lieux.

Signalisation et interventions sur le chemin de la Côte-des-Neiges

Le volet 2 du projet prévoit d'utiliser les 80 lampadaires existants afin de marquer le tracé fondateur du chemin de la Côte-des-Neiges, notamment par l'ajout de pictogrammes illustrant chacun un des huit thèmes retenus pour évoquer l'histoire du chemin. Le CPM salue la décision d'ajouter la présence amérindienne aux thèmes historiques. Il prend également acte du fait que le pavoisement prévu remplacera les oriflammes existantes sur les lampadaires, limitant ainsi la surcharge d'éléments. Toutefois, concernant l'ajout prévu de pictogrammes sur les lampadaires pour désigner les thématiques historiques, le CPM est d'avis qu'il y a trop de symboles différents, contribuant de ce fait à une certaine surcharge dans la signalétique. Il serait souhaitable de miser sur une approche plus sobre et minimale, qui serait bénéfique tant pour la compréhension du promeneur que pour la délicatesse des interventions. Le CPM réitère à cet égard son attente de recevoir un relevé des lampadaires existants de manière à illustrer que les ajouts prévus ne surchargeront pas les lampadaires.

Le CPM appuie par ailleurs l'intention d'afficher du contenu culturel en remplacement des publicités figurant dans les abribus de la Société de transport de Montréal sur le parcours du chemin de la Côte-des-Neiges et encourage les représentants externes dans leurs démarches à ce sujet.

Interface des propriétés institutionnelles

Le troisième volet vise l'aménagement des interfaces entre le domaine public et les propriétés institutionnelles sur la montagne, plus particulièrement le cimetière Notre-Dame-des-Neiges et l'oratoire Saint-Joseph. Plus précisément, il vise notamment la création de trois placettes le long du chemin de la Côte-des-Neiges, comprenant des bancs et des aménagements paysagers. De manière générale, le CPM a de plus grandes réserves concernant ce volet des Escales découvertes. Bien qu'il soit favorable à la mise en valeur de vues sur des éléments significatifs du paysage ainsi qu'à l'ajout de places pour s'asseoir, le CPM se questionne sur les besoins d'usage par rapport à l'ajout de bancs à cet endroit. De plus, l'aménagement de telles placettes entraîne une minéralisation supplémentaire sur un parcours qui longe une route où il y a beaucoup de trafic et qui paraît peu agréable et invitante pour les passants. Cela risque de plus d'altérer le potentiel archéologique du site. Il convient de réfléchir sur la pertinence de leur localisation et sur la manière d'insérer ces placettes de manière harmonieuse avec l'existant, tout en prenant en compte le caractère du lieu. Le CPM croit qu'une minéralisation en bordure du chemin de la Côte-des-Neiges n'est pas souhaitable.

Entretien et pérennité

De manière générale, le CPM se préoccupe de la pérennité des interventions prévues dans les trois volets du projet. Il salue à cet effet le souci de qualité dans la conception de la signalisation sur le chemin de la Côte-des-Neiges, réalisée de manière à pouvoir s'adapter à de nouveaux ajouts sur les lampadaires. Le CPM apprécie également l'ajout de maquettes en bronze du mont Royal, sous la forme de cartes en trois dimensions, qui permettront aux visiteurs de bien se situer et comprendre la montagne. Toutefois, il considère regrettable que ces cartes, de même que les indices, qui ont été conçus avec un si grand de souci de qualité, ne seront pas visibles durant toute une partie de l'année. Il aurait été souhaitable que les aménagements soient conçus de manière à pouvoir être visibles et utilisables également durant l'hiver, lorsqu'il y aura quantité de neige.

Enfin, le CPM s'inquiète tout particulièrement du déploiement de lacets de pierre sur gazon dans l'aménagement de haltes (volet 1). Bien qu'il soit tout à fait en faveur de l'insertion de citations littéraires dans ces objets, le CPM se questionne sur la pérennité de tels objets. Un bandeau de pierre gravé de bronze est susceptible de vieillir très mal et prématurément, à l'image de certains aménagements en pierre récents dans d'autres espaces publics de Montréal. Le CPM est plutôt en faveur d'interventions minimalistes sur la montagne.

AVIS DU CONSEIL DU PATRIMOINE DE MONTRÉAL

Le Conseil du patrimoine de Montréal (CPM) émet un avis favorable au projet d'Escales découvertes sur le mont Royal. Il formule toutefois les recommandations suivantes afin de bonifier leur aménagement :

- veiller à aménager les haltes et bancs du volet 1 avec un grand souci de sobriété, notamment en assujettissant leur aménagement à la topographie de la montagne ;
- intégrer le volet numérique dans la phase d'aménagement ;

- veiller à respecter le caractère du cimetière Notre-Dame-des-Neiges lors de l'aménagement de haltes à cet endroit ;
- diminuer le nombre de pictogrammes prévus dans le pavoisement du chemin de la Côte-des-Neiges et fournir un relevé des lampadaires existants montrant la signalisation prévue ;
- envisager une réduction de la minéralisation des placettes du volet 3 le long du chemin de la Côte-des-Neiges ;
- veiller à assurer un entretien et la pérennité des objets et aménagements, dont les maquettes en bronze, et reconsidérer la présence des lacets de pierre dans les haltes ;
- veiller à ce que les aménagements soient le plus légers possible en sous-sol dans les secteurs à potentiel archéologique.

Le vice-président,

Original signé

Pierre Gauthier

Le 12 novembre 2015

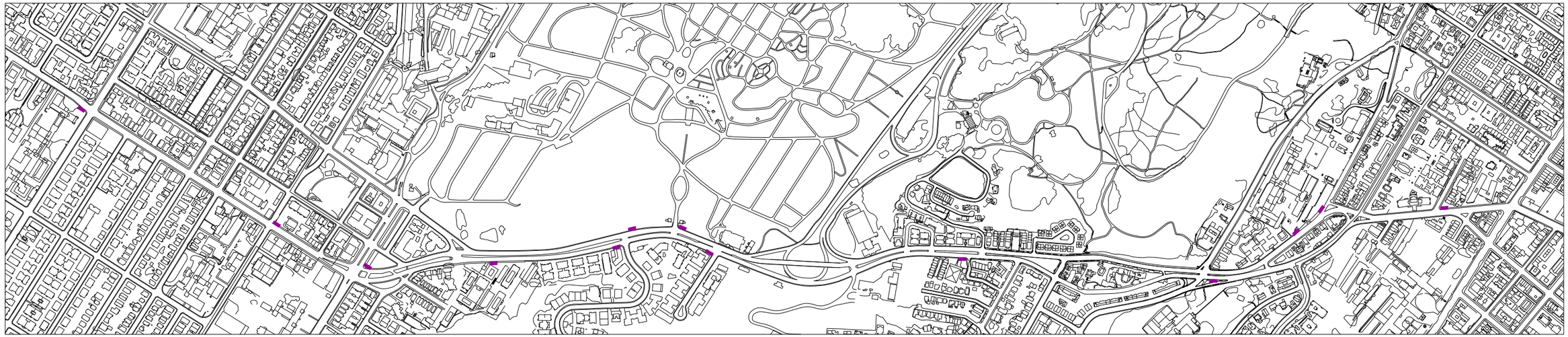


AMÉNAGEMENT DES ESCALES DÉCOUVERTES DU MONT-ROYAL

MARQUAGE DU CHEMIN DE LA CÔTE-DES-NEIGES EN TANT QUE TRACÉ FONDATEUR

VOLET 2B _ HABILLAGE DES ABRIBUS
DOCUMENT DE RÉFÉRENCE

FÉVRIER 2017



Localisation des abribus existants



Localisation des abribus investis et identification des sujets traités



Proposition d’habillage d’abribus (thème de la culture maraichère), vue de l’intérieur

HABILLAGE DES ABRIBUS

Intentions :
Cinq abribus sont investis le temps du projet, pour offrir au public des compléments d’information sur le projet et approfondir les clés d’interprétation de cinq sujets d’intérêt dans l’évolution des paysages du chemin. Les cinq thèmes de mise en valeur sont ainsi repris et expliqués de manière plus détaillée.

Principes :
Sur la face intérieure du module technique, en lieu de l’espace publicitaire, une affiche communique aux usagers les spécificités du projet de mise en valeur du chemin de la Côte-des-Neiges et donne les clés d’interprétation des pictogrammes.

Des films autocollants, translucides, imprimés sont apposés sur les parois vitrées des abribus sélectionnés. Il existe un lien spatial direct entre le sujet traité et l’emplacement de l’abribus associé. Le sujet de mise en valeur est traité en pleine hauteur, favorisant ainsi une expérience immersive pour l’usager qui sera à même d’observer plus en détail l’illustration historique.

Un panneau d’interprétation complète l’habillage en créant un lien visuel avec les pavoisements et les panneaux d’interprétation. Il explique plus en détail le thème associé au sujet mis en valeur.

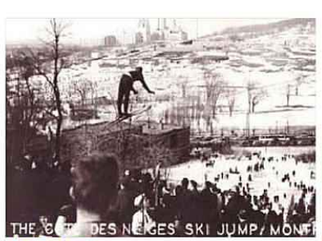
Composition :
- Affiche papier
- Films transparents autocollants imprimés sur les 3 faces vitrées



La culture maraichère



Le village



La montagne

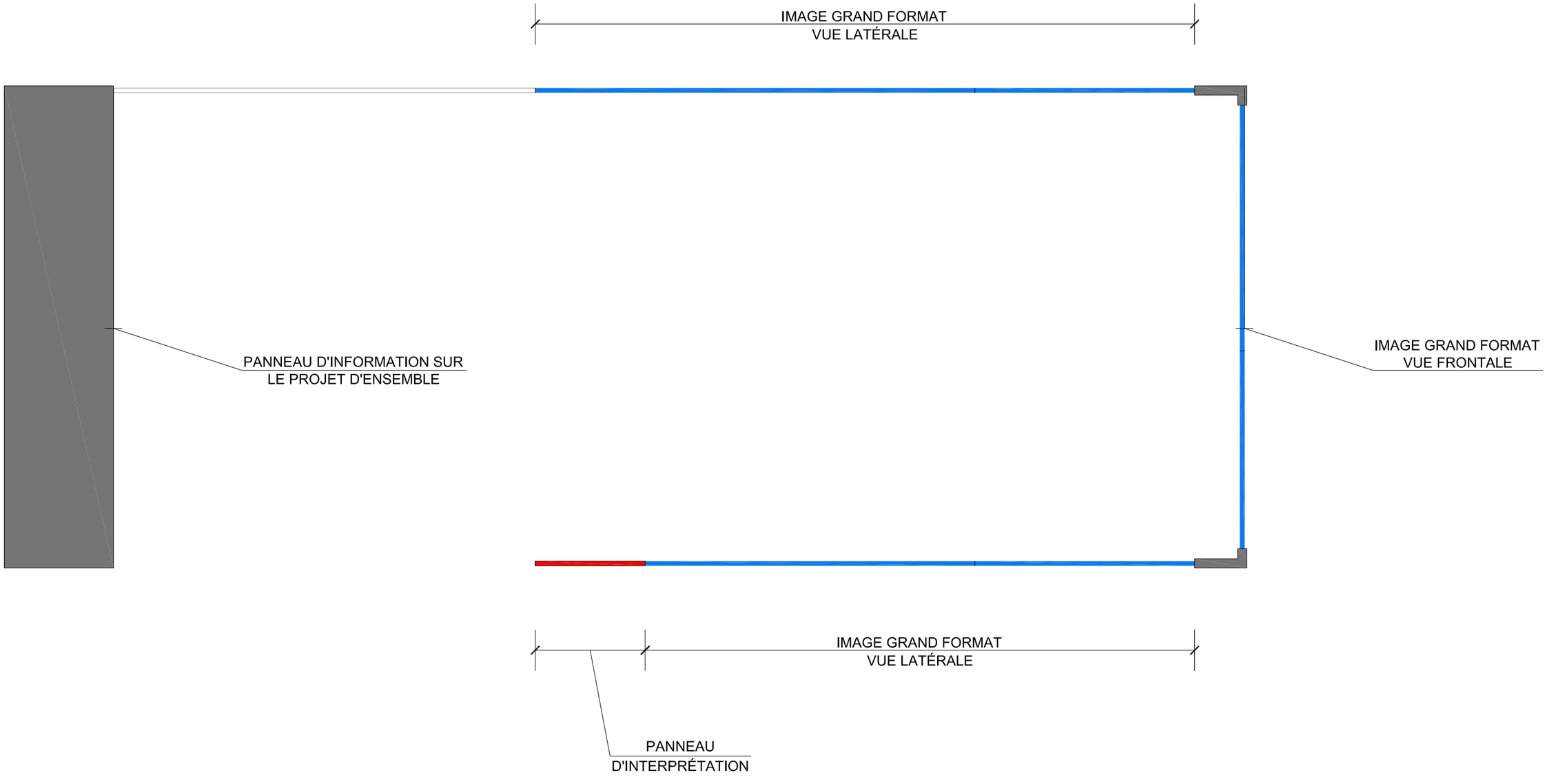


L'architecture



L'héritage viaire

Les sujets proposés



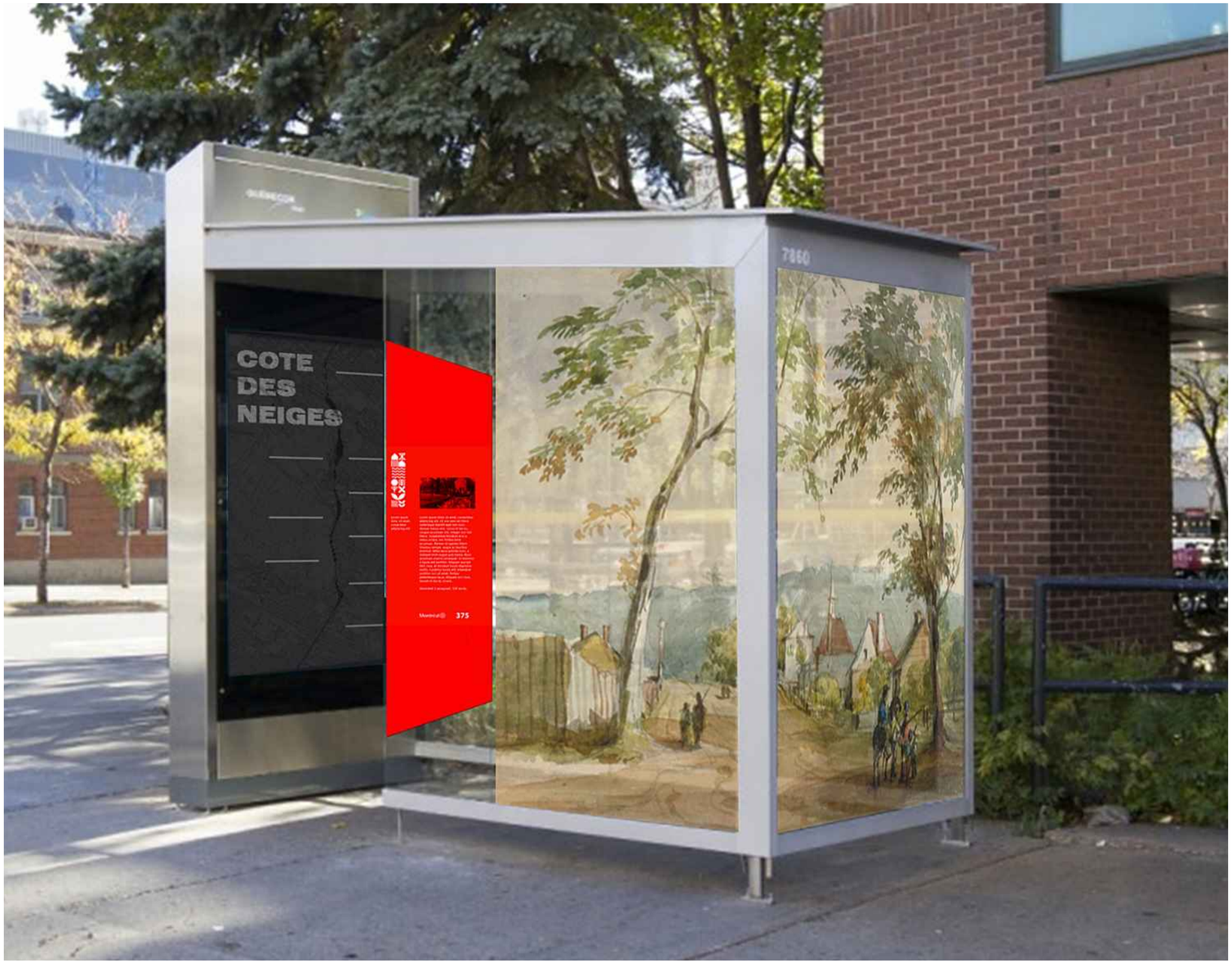
Plan d'utilisation des surfaces

HABILLAGE DES ABRIBUS

Effet pointilliste afin d'augmenter la transparence et améliorer la qualité de l'image



Exemple d'occupation

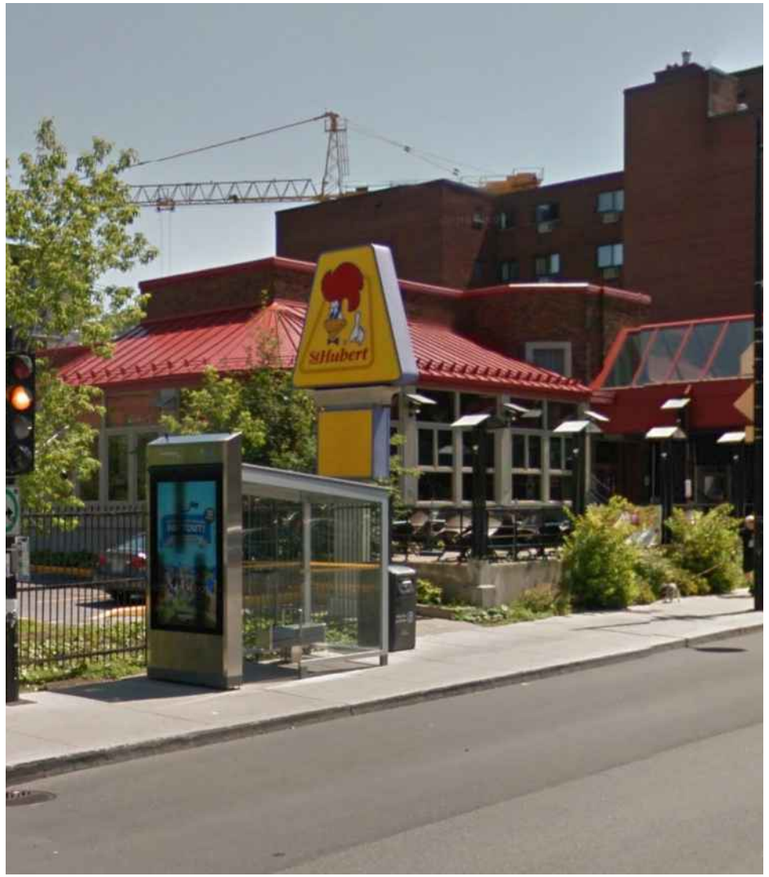




Proposition d'habillage d'abribus (thème du village), vue de l'extérieur



Abribus 01 - # 7891



Abribus 02 - # 9269



Abribus 03 - # 9343

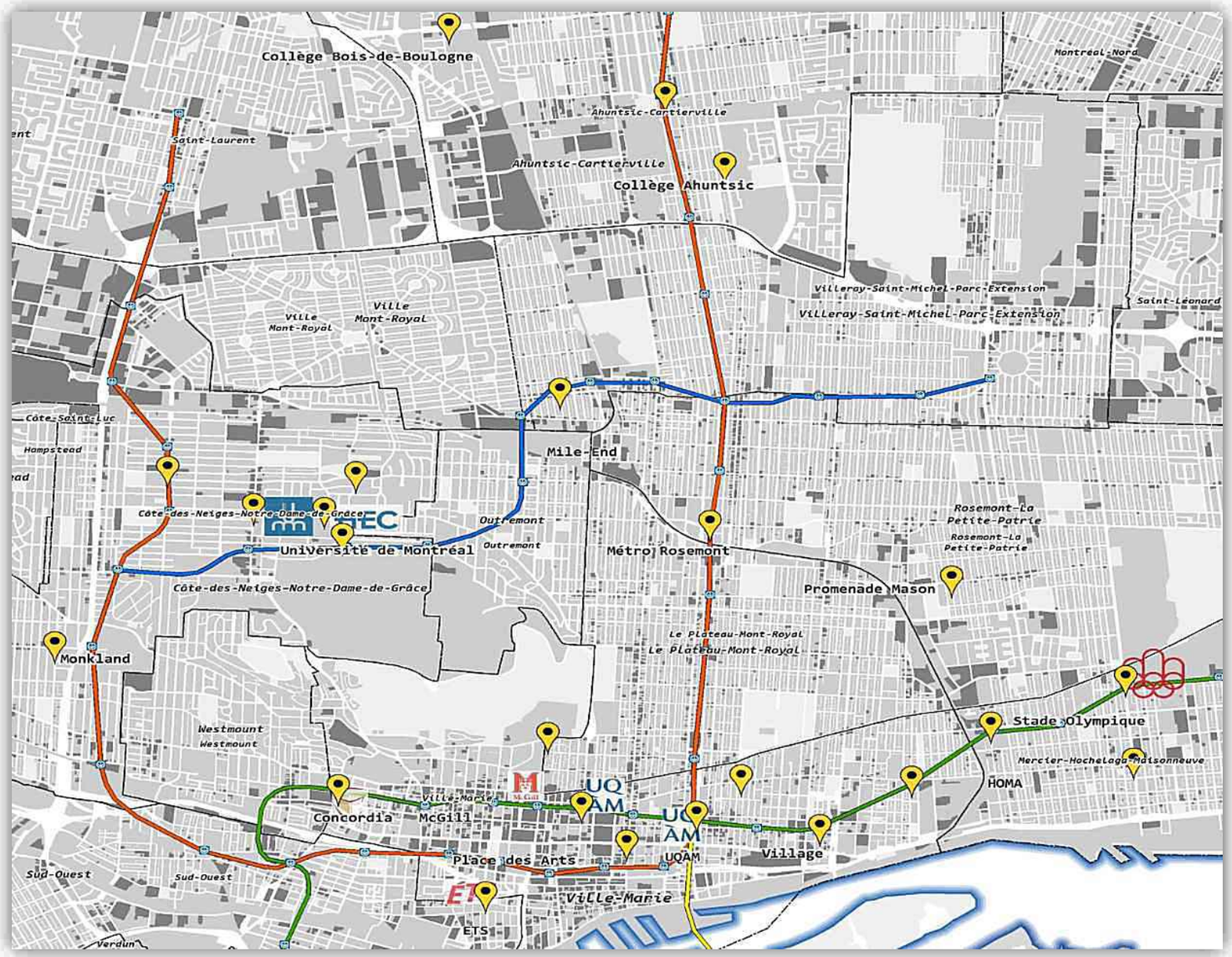


Abribus 04 - # inconnu, au coin de le rue Gage



Abribus 05 - # 9031

RÉSEAU JEUNES URBAINS



Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1176688001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , Division des grands parcs métropolitains , Bureau du CESM et Legs du 375e
Objet :	Accorder un contrat à Québecor Média pour la mobilisation d'espace publicitaire, l'habillage d'abribus et l'utilisation du réseau numérique "Jeunes urbains", dans le cadre du projet Escales découvertes du mont Royal (lot 2B), pour une période de huit mois, pour une dépense maximale de 206 999,01 $, taxes incluses. - Contrat de gré à gré (17-6998). - Fournisseur exclusif.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Certification de fonds PTI - GDD 1176688001.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Diana VELA
Preposée au budget
Tél : 514- 868-3203

Mario Primard
Agent comptable analyste
Tél. : 514 868-4439

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-03-01

Daniel D DESJARDINS
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-5597

Division : Service des finances, Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Demande de soumission
N° : 17-6998

Formulaire de soumission
Sommaire

Site patrimonial du Mont-Royal

Escales découvertes

Volet 2: Marquage du chemin de la Côte-des-Neiges en tant que tracé fondateur

Lot 2B: Habillage d'abribus et utilisation du réseau numérique "Jeunes urbains"

Description et sommaire de soumission	Montant
Mobilisation d'espace publicitaire et habillage de cinq abribus le long du chemin de la Côte-des-Neiges, pour une durée de huit mois consécutifs, ainsi que promotion du projet sur les vingt-cinq faces numériques du réseau "Jeunes urbains", pour une durée de quatorze jours consécutifs.	
Montant total avant taxes :	173 950.00 $
Taxe sur les produits et services (5 %) :	8 697.50 $
Taxe de vente du Québec (9,975 %) :	17 351,51 $
Montant total :	199 999,01 $

Identification du soumissionnaire

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1149501992

Si non inscrit au REQ, cocher ici ☐

Je (Nous), soussigné(s): Québecor Média Affichage, division de Québecor Média
Nom du soumissionnaire tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec, si applicable.

612 rue Saint-Jacques Montréal Québec H3C 4M8, Canada
Adresse commerciale aux fins du présent contrat, ville, province et code postal.

ayant soigneusement étudié les conditions et prescriptions du cahier des charges et, si tel est le cas, des addendas le modifiant ou le complétant et, en comprenant parfaitement l'esprit et la lettre, offrons de fournir à la Ville de Montréal les biens et services décrits au bordereau ci-joint, et nous nous engageons, en cas d'adjudication, à fournir, en bon état, aux prix soumis et aux conditions énoncées dans l'ensemble du cahier des charges, les biens et services faisant l'objet de la présente demande de soumission.

Nom et titre du signataire (en majuscules) :	Téléphone : 514.827.8324		
MARQUIS KATHY, CONSEILLÈRE PUBLICITAIRE	Télécopieur :		
	Courriel : kathy.marquis@quebecormedia.com		
Signature:	Jour	Mois	Année
	27	02	2017

Note : Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions de la présente demande pourra entraîner le rejet de la soumission. Seuls les renseignements consignés à ce sommaire seront rendus publics.

Montréal

Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal 801, rue Brennan, pavillon Duke, 4e étage Montréal (Québec) H3C 0G4	**FORMULAIRE DE SOUMISSION**	Demande de soumission - **Addenda 2** No 17-6998 Site patrimonial du Mont-Royal - Escales découvertes Volet 2 - Lot 2B

RÉSUMÉ DU BORDEREAU

Sous-total pour l'habillage des abribus *(Ligne 1)*	154 867,50 $
Sous-total pour la promotion du projet sur le réseau numérique "Jeunes urbains" *(Ligne 2)*	14 016,00 $
Grand sous-total *(Ligne 3: addition des lignes 1 et 2)*	168 883,50 $
Contingences de 3% *(Ligne 4: 3% du montant de la ligne 3)*	5066,50 $
Total avant taxes *(Ligne 5: addition des lignes 3 et 4; montant à reporter au sommaire de la page 1)*	173 950,00 $

Montréal

Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal 801, rue Brennan, pavillon Duke, 4e étage Montréal (Québec) H3C 0G4	FORMULAIRE DE SOUMISSION	Demande de soumission - Addenda 2 No 17-6998 Site patrimonial du Mont-Royal - Escales découvertes Volet 2 - Lot 2B

BORDEREAU DÉTAILLÉ À PRIX UNITAIRES

Article	Description	Quantité	Unité de mesure	Prix unitaire	Coût
1	**Habillage des abribus**				
1.1	Frais médias pour la mobilisation d'espace publicitaire sur l'abribus # 7891 (trois faces transparentes et deux faces publicitaires)	8	mois	2347,85 $	18 782,80 $
1.2	Frais médias pour la mobilisation d'espace publicitaire sur l'abribus # 9269 (trois faces transparentes et deux faces publicitaires)	8	mois	2347,85 $	18 782,80 $
1.3	Frais médias pour la mobilisation d'espace publicitaire sur l'abribus # 9343 (trois faces transparentes et deux faces publicitaires)	8	mois	2347,85 $	18 782,80 $
1.4	Frais médias pour la mobilisation d'espace publicitaire sur l'abribus au coin de la rue Gage (# inconnu; trois faces transparentes et deux faces publicitaires)	8	mois	2347,85 $	18 782,80 $
1.5	Frais médias pour la mobilisation d'espace publicitaire sur l'abribus # 9031 (trois faces transparentes et deux faces publicitaires)	8	mois	2347,85 $	18 782,80 $
1.6	Fourniture, impression et installation des pellicules de vinyle autocollantes sur les trois faces transparentes de l'abribus, incluant tous les produits et/ou accessoires requis	5	unités	8955,10 $	44775,50 $
1.7	Fourniture, impression et installation des affiches sur les deux faces publicitaires de l'abribus, incluant tous les produits et/ou accessoires requis	5	unités	912,80 $	4564,00 $
1.8	Allocation maximale pour l'entretien et le remplacement, au besoin, des pellicules de vinyle et des affiches sur les cinq abribus concernés	1	global	11614,00 $	11614,00 $
1.9	Autres travaux ou frais	1	global	0 $	0 $
	Sous-total pour l'habillage des abribus (avant taxes) *(Montant à reporter au résumé de la page 2)*				154967,50 $
2	**Promotion du projet sur le réseau numérique "Jeunes urbains"**				
2.1	Frais médias pour la mobilisation d'espace publicitaire numérique sur les 25 abribus du réseau «Jeunes urbains», faces extérieures, pour la diffusion de 2160 impressions par abribus à chaque jour, pendant 14 jours consécutifs, incluant la programmation de ces impressions	756 000	impressions	global $	14 016,00 $
2.2	Autres travaux ou frais	1	global	0 $	0 $
	Sous-total pour la promotion du projet sur le réseau numérique "Jeunes urbains" (avant taxes) *(Montant à reporter au résumé de la page 2)*				14 016,00 $

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.06

2017/03/30
17:00

(1)

Dossier # : 1177528001

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction , Division de l'acquisition de biens et services , Approvisionnement stratégique et collectif
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Autoriser la prolongation des ententes-cadres conclues avec les firmes 9215-7767 Québec inc. (montant estimé de 11 497,50 $), Safety-Kleen Canada inc.(montant estimé de 266 742,00 $) et Les lubrifiants Sentinel corp. (montant estimé de 82 782,00 $), pour une période additionnelle de douze (12) mois, pour la fourniture sur demande de lubrifiants, graisses et antigels utilisés dans le cadre de l'entretien des véhicules et appareils du parc motorisé de la Ville - Appel d'offres public 13-12269 (montant total estimé de la prolongation 361 021,50 $ incluant les taxes) .

Il est recommandé :
1. d'autoriser la prolongation des ententes-cadres conclues avec les firmes 9215-7767 Québec inc., Safety-Kleen Canada inc. et Les lubrifiants Sentinel corp., pour une période additionnelle de douze (12) mois, pour la fourniture sur demande de lubrifiants, graisses et antigels utilisés dans le cadre de l'entretien des véhicules et appareils du parc motorisé de la Ville**.**

2. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements et des services corporatifs, et ce, au rythme des besoins à combler.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-03-03 15:45

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1177528001**
Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction , Division de l'acquisition de biens et services , Approvisionnement stratégique et collectif
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Autoriser la prolongation des ententes-cadres conclues avec les firmes 9215-7767 Québec inc. (montant estimé de 11 497,50 $), Safety-Kleen Canada inc.(montant estimé de 266 742,00 $) et Les lubrifiants Sentinel corp. (montant estimé de 82 782,00 $), pour une période additionnelle de douze (12) mois, pour la fourniture sur demande de lubrifiants, graisses et antigels utilisés dans le cadre de l'entretien des véhicules et appareils du parc motorisé de la Ville - Appel d'offres public 13-12269 (montant total estimé de la prolongation 361 021,50 $ incluant les taxes) .

CONTENU

CONTEXTE

Le présent dossier a pour objet la prolongation des ententes-cadres conclues avec les firmes 9215-7767 Québec inc. (montant estimé de l'entente 11 498,50 $), Safety-Kleen Canada inc.(montant estimé de 266 742,00 $) et Les lubrifiants Sentinel corp. (montant estimé de 82 782,00 $), pour une période additionnelle de douze (12) mois, pour la fourniture sur demande d'huiles et liquides re-raffinés, des huiles synthétiques, graisses et antigels dans le cadre de l'entretien des véhicules et appareils du parc motorisé de la Ville (Appel d'offres public 13-12269).
Le Service de l'approvisionnement met à la disposition des unités d'affaires des ententes-cadres pour ces types de biens depuis 2009. Les présents contrats ont été octroyés respectivement le 12 mars 2014 aux firmes 9215-7767 Québec inc. (Centre de pièces Gagnon) et Les lubrifiants Sentinel Corp. et le 27 mars 2014 à la firme Safety-Kleen Canada inc. Des ententes-cadres ont ainsi été conclues pour une période initiale de trente-six (36) mois et assorties de deux options de renouvellement de douze (12) mois chacune, pour un maximum de deux (2) prolongations. Il s'agit de la première prolongation.

L'appel d'offres 13-12269 contenait un article pour la récupération des huiles usées (article 5), mais l'adjudicataire pour cet article, Safety-Kleen Canada inc., a refusé la prolongation en raison des changements importants des conditions du marché. À cet effet, un appel d'offres sera lancé sous peu pour combler les besoins de la Ville.

La valeur totale estimée de ces prolongations est de 361 021,50 $ toutes taxes incluses.

Les données d'utilisation des ententes-cadres précédentes sont les suivantes :

Consommation ententes				
Groupe d'articles	Nom de la firme	Montant total octroyé	Montant consommé	% d'utilisation
1 et 4-article 64	9215-7767 Québec inc.	152 828,45 $	133 453,57 $	87,32%
2	Safety-Kleen Canada inc.	1 207 256,42 $	878 088,03 $	72,73%
3 et 4-articles 63 et 65	Les lubrifiants Sentinel Canada corp.	214 713,68 $	174 425,71 $	81,24%

Groupe d'articles no. 1 : Antigels
Groupe d'articles no. 2 : Huiles et liquides
Groupe d'articles no. 3 : Huiles, liquides et graisses
Groupe d'articles no. 4 : Huiles et liquides sans aucun équivalent (octroi par article)

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG14 0130 - 27 mars 2014 - Conclure une entente-cadre d'une durée de trente-six (36) mois avec option de deux (2) prolongations de douze (12) mois chacune, avec Safety-Kleen Canada inc. pour la fourniture de lubrifiants, graisses, antigels et la récupération des huiles usées, dans le cadre de l'entretien des véhicules et appareils du parc motorisé de la Ville - Appel d'offres public 13-12269 (montant estimé de l'entente : 1 207 256,42 $)
CE14 0317 - Conclure cinq (5) ententes-cadres d'une durée de trente-six mois (36) avec option de deux prolongations de douze (12) mois chacune, avec les firmes 9215-7767 Québec inc. (Centre de pièces Gagnon), Safety-Kleen Canada inc. et Les lubrifiants Sentinel corp., pour la fourniture de lubrifiants, graisses, antigels et la récupération des huiles usées, dans le cadre de l'entretien des véhicules et appareils motorisé de la Ville-Appel d'offres public 13-12269 (montant total estimé des ententes : 1 574 830,86 $ et pour la récupération 195 503,49 $)

CG13 0007 - 31 janvier 2013 - Autoriser la prolongation de l'entente-cadre collective avec Safety Kleen Canada Inc. (CG09 0276), pour une période additionnelle de douze (12) mois, pour la fourniture d'huiles et lubrifiants d'équipements motorisés – Appel d'offres public 09-10905 - (montant estimé de l'entente : 225 000,00 $)

CE10 0510 - 14 avril 2010 - Autoriser la cession de l'entente-cadre pour la fourniture sur demande d'huiles et de lubrifiants d'équipements motorisés conclue avec Ultramar ltée en faveur de Total Lubrifiants Canada inc., pour le reste de l'entente et ce, rétroactivement au 1er mars 2010, selon les mêmes termes et conditions. Référence CE09 1236.

CG09 0276 - 27 août 2009 - Conclure une entente-cadre collective, d'une durée de trente-six mois, avec Safety-Kleen Canada Inc., pour la fourniture sur demande d'huiles et lubrifiants d'équipements motorisés - Appel d'offres public 09-10905 (4 soumissions) - (montant estimé de l'entente : 802 156,06 $)

CE09 1236 - 29 juillet 2009 - Conclure deux ententes-cadres avec Safety-Kleen Canada Inc. (Groupe 2) (montant estimé de l'entente : 168 875.74 $) et Ultramar limitée (Groupe 3) (montant estimé de l'entente : 105 945,47 $), d'une durée de trente-six mois, pour la fourniture sur demande d'huiles et lubrifiants d'équipements motorisés - Appel d'offres public 09-10905 (4 soumissions)

DESCRIPTION

Plus de 200 000 litres d'huiles et de graisses et plus de 1500 litres d'antigels sont utilisés chaque année pour l'entretien des véhicules et appareils motorisés de la Ville par le Service du matériel roulant et des ateliers. Les produits sous entente sont des antigels, des huiles et liquides reraffinés ainsi que des huiles synthétiques.

JUSTIFICATION

Des comparaisons de prix sur le marché nous amènent à la conclusion que ces ententes sont avantageuses pour la Ville et nous incitent donc à recommander les prolongations. Les firmes 9215-7767 Québec inc. (Centre de pièces Gagnon) et Les lubrifiants Sentinel Corp. ont proposé des augmentations moyennes des prix de 26 % et de 31 % tandis que la firme Safety-Kleen Canada inc. n'a pas proposé d'augmentation de prix.
Pour justifier notre décision, nous avons tenu compte des aspects suivants:

- les frais de transport pour les commandes régulières sont inclus dans les prix;
- l'indexation des prix tient seulement compte de l'indice des prix des produits industriels au Canada alors que les fluides sont importés des États-Unis et que le dollar américain connaît depuis 2014 une augmentation de près de 20% de sa valeur par rapport au dollar canadien (voir pièce jointe);
- les coûts reliés au lancement d'un nouvel appel d'offres.

Avant d’entamer l’analyse du dossier, nous avons procédé aux vérifications d’usage liées à une éventuelle inscription de l’un des adjudicataires sur l’une des listes qui nous obligerait à considérer le rejet ou la restriction pour certaines des prolongations.

Aucun des adjudicataires dans ce dossier ne doit être déclaré non conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle, et n’est inscrit au Registre des entreprises non admissibles.

Les présentes prolongations ne requièrent pas la présentation d'une attestation de l'Autorité des marchés financiers.

Les adjudicataires recommandés affirment s'être conformés en tous points à la Politique de gestion contractuelle de la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total brut estimé de ces prolongations est de 361 021,50 $ incluant les taxes et se détaille comme suit :

Nom de la firme	Montant estimé de la prolongation	TPS 5 %	TVQ 9,975 %	Montant total
9215-7767 Québec inc.	10 000,00 $	500,00 $	997,50 $	11 497,50 $
Safety-Kleen Canada inc.	232 000,00 $	11 600,00 $	23 142,00 $	266 742,00 $
Les lubrifiants Sentinel Canada corp.	72 000,00 $	3 600,00 $	7 182,00 $	82 782,00 $
			Grand total	**361 021,50 $**

Ce montant a été estimé en fonction de la consommation sur les ententes au cours des trois dernières années ainsi qu'en tenant compte des demandes de révisions de prix.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Cette prolongation répond aux dimensions de développement durable. La grande majorité des huiles et lubrifiants sont à base de produits recyclés ou régénérés dans une proportion de 75 % à 100 % par volume. L'huile reraffinée est une huile de haute qualité avec les mêmes garanties qu'une huile neuve, mais disponible à un prix réduit, soit en moyenne 20 % moins chère qu'une huile neuve. Les économies potentielles reliées à l'utilisation de ce produit sont donc appréciables.
En plus de réduire les émissions de gaz à effet de serre et de métaux lourds, le reraffinage diminue la dépendance à l'égard du pétrole provenant de l'étranger tout en permettant une réutilisation quasi illimitée d'une ressource non renouvelable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le refus de prolonger ces ententes-cadres alourdirait le processus d'approvisionnement pour ces produits en obligeant la négociation à la pièce en plus de faire perdre à la Ville la possibilité d'économies de volume. De plus, un nouvel appel d'offres devrait être lancé dans les plus brefs délais pour combler les besoins pour ces produits.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une communication sera transmise aux utilisateurs afin de les informer de la prolongation des ententes-cadres ainsi que des prix révisés.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Prolongation des ententes-cadres jusqu'en mars 2018 à la suite de l'adoption de la présente résolution.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Marc-André LABELLE, Service de l'approvisionnement
Normand CHRÉTIEN, Service de l'approvisionnement
Serge BRANCONNIER, Service du matériel roulant et des ateliers

Lecture :

Normand CHRÉTIEN, 3 mars 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève FORTIN
Agente d'approvisionnement niveau 2

Tél : 514-872-4437
Télécop. : 514 872-8140

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-03-03

Denis LECLERC
Chef de section

Tél : 514 872-5241
Télécop. : 514 872-8140

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Benoit DAGENAIS
Directeur général adjoint
Tél : 514 872-9466
Approuvé le : 2017-03-03

Groupe d'article 2 - Huiles et liquides				Fournisseur actuel		Demande de prix	
No. article	Description - Produit	Format	(A) Qté prévisionnel litre (12 mois)	Prix unitaire au litre proposé par Safety-Kleen Canada inc.	Coût total proposé par Safety-Kleen Canada inc.	Prix unitaire au litre proposé par Centre de pièces Gagnon	Coût total proposé par Centre de pièces Gagnon
8	5W20	1 L	1368	2,00 $	2 736,00 $	2,39 $	3 269,52 $
13	5W30	Baril 205 L	1161	1,70 $	1 973,70 $	2,03 $	2 356,83 $
17	10W30	VRAC	280	1,60 $	448,00 $	1,71 $	478,80 $
18	10W30 Diesel	1 L	712	2,15 $	1 530,80 $	2,89 $	2 057,68 $
19	10W30 Diesel	Baril 205 L	820	1,70 $	1 394,00 $	2,47 $	2 025,40 $
20	15W40	1 L	540	2,15 $	1 161,00 $	2,50 $	1 350,00 $
21	15W40	Baril 205 L	191	1,80 $	343,80 $	2,03 $	387,73 $
22	15W40	VRAC	50000	1,70 $	85 000,00 $	1,99 $	99 500,00 $
27	ATF Dexron III	1 L	72	1,85 $	133,20 $	2,30 $	165,60 $
28	ATF Dexron III	Baril 205 L	1025	1,55 $	1 588,75 $	1,84 $	1 886,00 $
29	ATF Dexron III	VRAC	37000	1,45 $	53 650,00 $	1,70 $	62 900,00 $
31	ATF Type F	19 L	114	1,75 $	199,50 $	1,96 $	223,44 $
32	Hydraulique - ISO 32	Baril 205 L	2200	1,70 $	3 740,00 $	1,96 $	4 312,00 $
33	Hydraulique - ISO 46	VRAC	36000	1,65 $	59 400,00 $	2,21 $	79 560,00 $
34	Hydraulique - ISO 46	Baril 205 L	1800	1,75 $	3 150,00 $	2,46 $	4 428,00 $
37	220 - Engrenage	Baril 20 L	360	1,95 $	702,00 $	2,66 $	957,60 $
38	Scie à chaine légère	4 L	64	2,07 $	132,48 $	1,54 $	98,56 $
39	Scie à chaine lourde	4 L	124	2,43 $	301,32 $	1,73 $	214,52 $
40	Moteur 2 temps	1 L	72	4,21 $	303,12 $	3,93 $	282,96 $
					217 887,67 $		266 454,64 $

Groupe 3 - Huiles, liquides et graisses				Fournisseur actuel		Demande de prix	
No. article	Description - Produit	Format	Quantité estimé pour 12 mois	Prix unitaire proposé par Sentinel	Coût total Sentinel	Prix unitaire proposé par Centre de pièces Gagnon	Coût total Centre de pièces Gagnon
41	0W40 Synthétique	1 L	504	6,79 $	3 422,16 $	7,79 $	3 926,16 $
42	5W40 Synthétique	1 L	60	6,85 $	411,00 $	5,89 $	353,40 $
43	5W40 Synthétique	Baril 20 L	2	136,40 $	272,80 $	118,89 $	237,78 $
44	75W90 Synthétique	Baril 20 L	336	137,00 $	46 032,00 $	147,61 $	49 596,96 $
53	Liquide de frein DOT 3	1 L	276	8,11 $	2 238,36 $	6,84 $	1 887,84 $
56	Graisse - EP0 LITHIUM	Baril 55 KG	42	349,80 $	14 691,60 $	477,25 $	20 044,50 $
57	Graisse - EP2 LITHIUM	Baril 55 KG	16	333,30 $	5 332,80 $	474,12 $	7 585,92 $
58	Graisse - EP2 LITHIUM	Tube 400 GR	1170	3,50 $	4 095,00 $	3,47 $	4 059,90 $
59	Graisse - EP0 LITHIUM	Baril 16 KG	10	88,96 $	889,60 $	129,18 $	1 291,80 $
61	75W90 Synthétique	946 ML	324	7,15 $	2 316,60 $	8,68 $	2 812,32 $
62	75W140 Synthétique	946 ML	5825	8,50 $	49 512,50 $	10,48 $	61 046,00 $
					129 214,42 $		152 842,58 $

Consommation ententes				
Groupe d'articles	Nom de la firme	Montant total octroyé	Montant consommé pour les articles sous entente	% d'utilisation
1 et 4-article 64	9215-7767 Québec inc.	152 828,45 $	855 496,57 $	87,32%
2	Safety-Kleen Canada inc.	1 207 256,42 $	878 088,03 $	72,73%
3 et 4-articles 63 et 65	Les lubrifiants Sentinel Canada corp.	214 713,68 $	174 425,71 $	81,24%

Voici les prévisions pour les prolongations d'ententes:

Nom de la firme	Montant estimé de la prolongation	TPS 5 %	TVQ 9,975 %	Montant total
9215-7767 Québec inc.	10 000,00 $	500,00 $	997,50 $	11 497,50 $
Safety-Kleen Canada inc.	232 000,00 $	11 600,00 $	23 142,00 $	266 742,00 $
Les lubrifiants Sentinel Canada corp.	72 000,00 $	3 600,00 $	7 182,00 $	82 782,00 $
			Grand total	**361 021,50 $**

Taux de change

Dates : 2014-02-28 - 2017-03-01

USD = dollar américain (taux de clôture)

Date	Taux de change
2017-02-28	1,3281
2014-02-28	1,1074

Source : http://www.banqueducanada.ca/taux/taux-de-change/recherche-dix-dernieres-annees/?lookupPage=lookup_daily_exchange_rates_fr.php&startRange=2007-03-01&lookupPage=lookup_daily_exchange_rates_fr.php&startRange=2007-03-01&rangeType=dates&dFrom=2014-03-01&dTo=2017-03-01&rangeValue=1&series%5B%5D=LOOKUPS_IEXE0102&submit_button=Submit

Écart du taux de change depuis le début de l'entente

(1,3281-1,1074)/1,1074 = 20%

Sentinel Canada

Le 28 février 2017

Ville de Montréal
Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boul. Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 2L5

Tél. : 514 872-4437
Téléc. : 514 872-8140
genevieve.fortin@ville.montreal.qc.ca

À l'attention de Madame Geneviève Fortin
Agente d'approvisionnement II
Division acquisition de biens et services

Objet : **Entente Ville de Montréal –**
Fourniture d'huiles, liquides et lubrifiants pour équipements motorisés

Madame,

La présente est en réponse à votre courriel du 27 février concernant l'Entente susmentionnée.

Nous acceptons la prolongation de 12 mois du présent contrat selon la nouvelle liste de prix que nous vous avons fait parvenir récemment.

En se référant au document que vous nous avez fait parvenir hier :

« ENTENTE D'ACHAT PERMANENTE », il y est indiqué :

- Période de validité de l'Entente : du 14 septembre 2014 au 19 mai 2017
- ou jusqu'à concurrence, avant la fin de cette période, d'achats totalisant : **158 559,09 $**

Or, vos achats totalisent à ce jour **181 726,07 $**.

Veuillez trouver ci-joint le détail des ventes de Sentinel à la Ville de Montréal du 14 septembre 2014 au 27 février 2017.

…/ 2

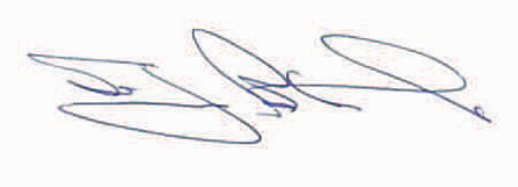
Tenant compte de la clause susmentionnée, Sentinel vous propose notre nouvelle liste de prix ci-jointe. Cette même liste vous a été soumise la semaine dernière.

Veuillez nous confirmer votre acceptation de notre nouvelle liste de prix.

Tel que convenu dans l'Entente précédente, nous acceptons de ne pas facturer les frais de transport pendant la durée de prolongation de 12 mois.

Nous espérons que notre proposition vous convient et espérons avoir la plaisir de vous servir au cours des prochaines années.

Dans l'attente de votre confirmation, nous vous prions d'agréer nos meilleures salutations.



Stéphen Bibeau
Représentant technique

Cc : MM. Francine Perreault
Sonia Vitti
Iqbal Ahmed

A :	"genevieve.fortin@ville.montreal.qc.ca" <genevieve.fortin@ville.montreal.qc.ca>,
Cc :	"Dasilva, Alberto" <dasilva.alberto@kleenperformance.com>,
Cci :	
Objet :	RE: Entente Ville de Montréal - Fourniture d'huiles, liquides et lubrifiants pour équipements motorisés
De :	"Tessier, Stephanie" <stephanie.tessier@safety-kleen.com> - Mardi 2017-02-14 14:09

Historique : Ce message a fait l'objet d'une réponse.

Bonjour Madame Fortin,

Nous serions ravis de prolonger notre entente pour la fourniture d 'huiles, liquides et lubrifiants pour équipements motorisés pour une période de 12 mois. Notre tarif restera le même. Nous vous fournirons le fichier Excel de tarif dûment rempli d'ici demain soir .

Concernant l'entente portant sur la récupération des huiles usées en vrac , nous ne pouvons pas prolonger l'accord existant dû au fait que les conditions de marché de la récupération d'huile usée ont trop changées.

N'hésitez pas à nous contacter pour toute information complémentaire .

Cordialement,

Stephanie Tessier
Director of Lubricant Sales – Canada
Safety-Kleen
Stephanie.tessier@safety-kleen.com
289-233-5089
Safety Starts with Me! Live it 3-6-5

A : Geneviève FORTIN/MONTREAL@MONTREAL,
Cc :
Cci :
Objet : Tr : Prix antigel
De : Eliane CLAVETTE/MONTREAL - Mercredi 2017-02-08 12:48

Historique : Ce message a été transféré.

----- Transféré par Eliane CLAVETTE/MONTREAL le 2017-02-08 12:46 -----

De : Caroline Marcotte <cmarcotte@bumpertobumper.ca>
A : "eliane.clavette@ville.montreal.qc.ca" <eliane.clavette@ville.montreal.qc.ca>
Date : 2017-02-06 12:21
Objet : Prix antigel

Bonjour Éliane,

Je t'envoie la proposition de prix pour la prolongation du contrat d'antigel , laisse-nous savoir Si le tout vous convient.

Bonne journée!

Caroline Marcotte
Directrice de Territoire
Uni-Sélect Québec
O/S Centre de pièces Gagnon
9200, rue Édison
Anjou Qc H1J 1T1
Bureau : 514.325.1370
Cel. : 514.475.4576

**** nouveau courriel : cmarcotte@bumpertobumper.ca ****



Liste prix antigel ville de Montréal janvier 2017.xlsx

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.07

2017/03/30 17:00

(1)

Dossier # : 1177111001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Ingénierie d'usine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Filtrum inc. pour l'ajout d'un réacteur UV à l'usine de production d'eau potable Charles-J.-Des Baillets, pour une somme maximale de 623 952,08 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10214 - (6 soumissionnaires)

Il est recommandé :

1. d'accorder à Filtrum inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'ajout d'un réacteur UV à l'usine de production d'eau potable Charles-J.-Des Baillets, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 623 952,08 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 10214;
2. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-02-07 14:42

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1177111001**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Ingénierie d'usine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Filtrum inc. pour l'ajout d'un réacteur UV à l'usine de production d'eau potable Charles-J.-Des Baillets, pour une somme maximale de 623 952,08 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10214 - (6 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Un procédé de désinfection par rayonnement ultraviolet (UV) a été implanté en 2010 à l'usine Charles-J.-Des Baillets pour rencontrer les exigences réglementaires québécoises sur la qualité de l'eau potable. Onze (11) réacteurs UV ont ainsi été installés. Un espace libre et les aménagements requis ont été prévus pour faire l'installation d'un douzième réacteur si les besoins futurs l'exigeaient.
Depuis, l'expérience a démontré que les contraintes d'opération, l'entretien planifié et les besoins de redondance requéraient l'installation d'un douzième réacteur.

Trois (3) réacteurs acquis en pré-achat en 2008 (CG08 0159) n'ont pas encore été installés à l'usine Pierrefonds. Ces réacteurs sont de la même marque et du même modèle que ceux présentement installés à l'usine Charles-J.-Des Baillets. L'évaluation technique et financière réalisée en mars 2016 a révélé que la solution la plus avantageuse afin de fournir un réacteur supplémentaire à l'usine Charles-J.-Des Baillets, consistait à y installer l'un de ces trois (3) réacteurs, les travaux étant retardés à l'usine Pierrefonds.

L'appel d'offres 10214 a été publié sur le SÉAO et dans le journal Le Devoir le 17 novembre 2016. L'ouverture des soumissions a eu lieu le 14 décembre 2016 au Service du greffe. La durée de la publication a été de vingt-six (26) jours. Les soumissions sont valides durant cent vingt (120) jours, soit jusqu'au 13 avril 2017.

Deux (2) addenda ont été publiés les 2 et 7 décembre 2016. Les addenda avaient pour but d'aviser l'ensemble des preneurs de cahier des charges des modifications apportées aux documents d'appel d'offres. Ces addenda traitent de questions/réponses et de clarifications aux documents.

Des visites ont été organisées en respectant la politique de gestion contractuelle de la Ville. Elles se sont déroulées du 24 novembre au 5 décembre 2016.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG08 0159 - 30 avril 2008 - Octroyer un contrat à Calgon Carbon Canada inc. pour la fourniture d'équipements de désinfection UV aux usines de production d'eau potable Atwater, Charles-J.-Des Baillets et Pierrefonds - dépense totale de 9 153 952,56 $, taxes incluses - Appel d'offres public 9788 (3 soumissionnaires)

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à accorder un contrat à Filtrum inc., pour l'ajout d'un réacteur UV à l'usine de production d'eau potable Charles-J.-Des Baillets.
Les travaux de construction comprendront notamment l'installation d'une unité de désinfection UV (incluant réacteur, armoire de puissance et contrôle), la fourniture et l'installation d'équipements connexes, ainsi que des travaux de structure, d'électricité et de contrôle.

Des dépenses contingentes de 81 385,05 $, taxes incluses, soit 15 % du coût du contrat ont été prévues au bordereau de soumission afin de couvrir les imprévus qui pourraient être rencontrés sur le chantier.

JUSTIFICATION

À la suite de l'appel d'offres public 10214, dix (10) entreprises se sont procuré les documents d'appel d'offres, dont la liste est en pièce jointe. Six (6) entreprises ont déposé une soumission. Les quatre (4) entreprises qui n'ont pas déposé une soumission n'ont pas retourné le formulaire de suivi joint à l'enveloppe de soumission énumérant les raisons et les motifs qui les ont poussés à ne pas soumettre une soumission à la Ville. Nous les avons contactés pour apprendre qu'une des entreprises est un fournisseur, un second manque de ressources pour réaliser ce contrat, un troisième est un sous-traitant désirant offrir un prix à des entrepreneurs généraux, et le dernier s'est jugé lui-même non admissible à soumissionner.
Après analyse des soumissions, il s'avère que les six (6) soumissionnaires sont conformes et que l'entreprise Filtrum inc. présente la soumission la plus basse .

Soumissions conformes	Prix de base (taxes incluses)	Contingences (taxes incluses)	Total (taxes incluses)
Filtrum inc.	542 567,03 $	81 385,05 $	623 952,08 $
Le Groupe LML ltée	562 078,88 $	84 311,83 $	646 390,72 $
Groupe Mécano inc.	607 592,52 $	91 138,88 $	698 731,39 $
Nordmec Construction inc.	636 102,64 $	95 415,40 $	731 518,03 $
Gastier M.P. inc.	670 601,20 $	100 590,18 $	771 191,37 $
Socomec Industriels inc.	787 341,90 $	118 101,29 $	905 443,19 $
Dernière estimation réalisée à l'interne	668 316,59 $	100 247,49 $	768 564,07 $
Coût moyen des soumissions conformes ($) *total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)* Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*			729 537,80 $ 16,9 %

Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)* Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*	281 491,11 $ 45,1 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)* Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*	-144 611,99 $ -18,8 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)* Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*	22 438,64 $ 3,6 %

L'écart entre l'estimation et la moyenne des soumissions conformes est de seulement 5,1 % (-39 240,70 $).

L'analyse des soumissions a permis de constater que le plus bas soumissionnaire conforme a présenté une soumission avec un écart favorable de 18,8 % (-144 611,99 $) par rapport à l'estimation réalisée à l'interne. Cet écart est dû principalement aux articles suivants du bordereau de soumission:

Articles	**Dernière estimation (avec taxes)**	**Plus bas soumissionnaire (avec taxes)**	**Écart ($)**
Frais de chantier	22 995,00 $	1 034,78 $	-21 960,23 $
Travaux de structure	71 411,23 $	31 963,05 $	-39 448,18 $
Travaux de mécanique de procédé et métaux ouvrés	382 756,72 $	328 253,63 $	-54 503,09 $
Travaux électriques	109 883,02 $	138 544,88 $	28 661,85 $
Travaux instrumentation, contrôle et communication	59 770,29 $	28 053,90 $	-31 716,39 $

Les validations requises à l'effet que l'adjudicataire ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec et de celle du Registre des entreprises non admissibles (RENA), ont été faites. Une attestation valide délivrée par Revenu Québec fut déposée avec sa soumission, laquelle sera validée de nouveau au moment de l'octroi du contrat.

Bien que ce contrat ne soit pas visé par la *Loi sur l'intégrité en matière des contrats publics (LIMCP),* l'adjudicataire recommandé possède une attestation de l'Autorité des marchés financiers (AMF) datée du 19 janvier 2017, numéro 2017-CPSM-1004607 (voir pièce jointe).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total du contrat à octroyer est de 623 952,08 $ taxes incluses, comprenant un montant de 542 567,03 $ taxes incluses pour les travaux et un montant de 81 385,05 $ taxes incluses pour les contingences. Aucune dépense incidente n'est prévue.
La dépense de 623 952,08 $ taxes incluses représente un coût net de 569 751,41 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne la production de l'eau potable qui est une compétence d'agglomération en vertu de la « *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* » .

Cette dépense sera entièrement financée par la réserve de l'eau d'agglomération. La réserve de l'eau sera affectée annuellement, en fin d'exercice, en fonction des dépenses réelles constatées.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Pratiquer une gestion responsable des ressources.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'installation d'un 12e réacteur, à l'endroit déjà prévu à cet effet, permettra d'augmenter la redondance du procédé et de sécuriser la production d'eau potable de l'usine.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ce dossier ne comporte aucun enjeu de communication, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat : Mars 2017

Début des travaux : Août 2017

Fin des travaux : Décembre 2017

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements, et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Ghizlane KOULILA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Daniel THIBAULT
Ingénieur en procédés

Tél : 514 872-0089
Télécop. :

Annie CARRIÈRE
Chef de section - Ingénierie d'usines

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-01-29

Christian MARCOUX
Chef de division - Ingénierie et Chef d'exploitation des usines par intérim

Tél : 514 872-3483
Télécop. : 514 872-8146

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

André MARSAN
Directeur par intérim de la Direction de l'eau potable
Tél : 514 872-5090
Approuvé le : 2017-02-06

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice

Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2017-02-07

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 10214
Numéro de référence : 1030106
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Ajout d'un réacteur UV - usine Charles-J.-Des Baillets

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Allen Entrepreneur Général Inc. 118 de la Gare Saint-Henri, QC, G0R 3E0 http://www.allen-entrepreneurgeneral.com NEQ : 1142398784	Madame Sarah Ruaud Téléphone : 418 882-2277 Télécopieur : 418 882-2721	**Commande : (1202557)** 2016-11-17 13 h 12 **Transmission :** 2016-11-17 13 h 12	2680411 - Addenda # 1 Devis (devis) 2016-12-02 14 h 42 - Télécopie 2680412 - Addenda # 1 Devis (plan) 2016-12-02 14 h 41 - Courriel 2680413 - Addenda # 1 Devis (bordereau) 2016-12-02 14 h 41 - Téléchargement 2680417 - Plan # 2 2016-12-02 18 h 50 - Courriel 2681905 - Addenda # 2 2016-12-07 13 h 56 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
ESCA Soudure Mobile 861 Chemin des Anglais Mascouche, QC, J7L3R5 NEQ : 1166966714	Monsieur ESCA ESCA Téléphone : 514 973-8673 Télécopieur :	**Commande : (1204286)** 2016-11-23 7 h 50 **Transmission :** 2016-11-23 7 h 50	2680411 - Addenda # 1 Devis (devis) 2016-12-02 14 h 41 - Courriel 2680412 - Addenda # 1 Devis (plan) 2016-12-02 14 h 41 - Courriel 2680413 - Addenda # 1 Devis (bordereau) 2016-12-02 14 h 41 - Téléchargement 2680417 - Plan # 2 2016-12-02 18 h 50 - Courriel 2681905 - Addenda # 2 2016-12-07 13 h 55 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Filtrum Inc. 430 rue des Entrepreneurs Québec, QC, G1M 1B3	Madame Christine Gauthier Téléphone : 418	**Commande : (1203120)** 2016-11-18 15 h	2680411 - Addenda # 1 Devis (devis) 2016-12-02 14 h 41 - Courriel

	http://www.filtrum.qc.ca NEQ : 1166806464	687-0628 Télécopieur : 418 687-3687	**Transmission :** 2016-11-18 15 h 09	2680412 - Addenda # 1 Devis (plan) 2016-12-02 16 h 12 - Messagerie 2680413 - Addenda # 1 Devis (bordereau) 2016-12-02 14 h 41 - Téléchargement 2680417 - Plan # 2 2016-12-02 18 h 53 - Messagerie 2681905 - Addenda # 2 2016-12-07 13 h 55 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Gastier M.P. Inc. 10400 boul du Golf Montréal, QC, H1J 2Y7 http://www.gastier.com NEQ : 1168999176	Madame Nathalie Inkel Téléphone : 514 325-4220 Télécopieur : 514 325-3822	**Commande : (1202765)** 2016-11-18 8 h 08 **Transmission :** 2016-11-18 8 h 11	2680411 - Addenda # 1 Devis (devis) 2016-12-02 14 h 41 - Courriel 2680412 - Addenda # 1 Devis (plan) 2016-12-02 14 h 41 - Courriel 2680413 - Addenda # 1 Devis (bordereau) 2016-12-02 14 h 41 - Téléchargement 2680417 - Plan # 2 2016-12-02 18 h 50 - Courriel 2681905 - Addenda # 2 2016-12-07 13 h 55 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Groupe Mécano inc. 894 rue Bergar Laval, QC, H7L 5A1 NEQ : 1168580356	Monsieur Louis-Paul Parent Téléphone : 450 736-2006 Télécopieur :	**Commande : (1205012)** 2016-11-24 13 h 35 **Transmission :** 2016-11-24 13 h 35	2680411 - Addenda # 1 Devis (devis) 2016-12-02 14 h 41 - Courriel 2680412 - Addenda # 1 Devis (plan) 2016-12-02 14 h 41 - Courriel 2680413 - Addenda # 1 Devis (bordereau) 2016-12-02 14 h 41 - Téléchargement 2680417 - Plan # 2 2016-12-02 18 h 50 - Courriel 2681905 - Addenda # 2 2016-12-07 13 h 55 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Le Groupe LML Ltée 360 boul du Séminaire Nord Bureau 22 Saint-Jean-sur-Richelieu, QC, J3B 5L1	Madame Nancy Ross Téléphone : 450 347-1996	**Commande : (1203974)** 2016-11-22 11 h 17 **Transmission :** 2016-11-22 11 h 17	2680411 - Addenda # 1 Devis (devis) 2016-12-02 14 h 41 - Courriel

	http://www.groupelml.ca NEQ : 1169018786	Télécopieur : 450 347-8509		2680412 - Addenda # 1 Devis (plan) 2016-12-02 14 h 41 - Courriel 2680413 - Addenda # 1 Devis (bordereau) 2016-12-02 14 h 41 - Téléchargement 2680417 - Plan # 2 2016-12-02 18 h 50 - Courriel 2681905 - Addenda # 2 2016-12-07 13 h 55 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Mabarex inc.. 2021 rue Halpern St-Laurent Montréal, QC, H4S 1S3 http://www.mabarex.com NEQ : 1144227353	Madame Julie Archambault Téléphone : 514 334-6721 Télécopieur : 514 332-1775	**Commande : (1203290)** 2016-11-21 9 h 16 **Transmission :** 2016-11-21 9 h 18	2680411 - Addenda # 1 Devis (devis) 2016-12-02 14 h 41 - Courriel 2680412 - Addenda # 1 Devis (plan) 2016-12-02 16 h 12 - Messagerie 2680413 - Addenda # 1 Devis (bordereau) 2016-12-02 14 h 41 - Téléchargement 2680417 - Plan # 2 2016-12-02 18 h 53 - Messagerie 2681905 - Addenda # 2 2016-12-07 13 h 55 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Nordmec Construction inc. 390, rue Siméon, local 3 Mont-Tremblant, QC, J8E 2R2 NEQ : 1164575657	Monsieur Yanick Gougeon Téléphone : 819 429-5555 Télécopieur : 819 429-6555	**Commande : (1202876)** 2016-11-18 9 h 42 **Transmission :** 2016-11-18 10 h 15	2680411 - Addenda # 1 Devis (devis) 2016-12-02 14 h 41 - Courriel 2680412 - Addenda # 1 Devis (plan) 2016-12-02 16 h 13 - Messagerie 2680413 - Addenda # 1 Devis (bordereau) 2016-12-02 14 h 41 - Téléchargement 2680417 - Plan # 2 2016-12-02 18 h 52 - Messagerie 2681905 - Addenda # 2 2016-12-07 13 h 55 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Socomec Industriel Inc. 3200, rue des Chantiers	Madame Josée Arseneault	**Commande : (1203325)** 2016-11-21 9 h 45	

	Sorel-Tracy, QC, J3P 5N3 NEQ : 1160102480	Téléphone : 450 743-0017 Télécopieur : 450 743-2654	**Transmission :** 2016-11-21 9 h 45	2680411 - Addenda # 1 Devis (devis) 2016-12-02 14 h 41 - Courriel 2680412 - Addenda # 1 Devis (plan) 2016-12-02 14 h 41 - Courriel 2680413 - Addenda # 1 Devis (bordereau) 2016-12-02 14 h 41 - Téléchargement 2680417 - Plan # 2 2016-12-02 18 h 50 - Courriel 2681905 - Addenda # 2 2016-12-07 13 h 55 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Turcotte (1989) Inc.. 1311, rue Arthur-Dupéré Québec, QC, G1C0M1 NEQ : 1160209186	Madame Marilyse Gendreau Téléphone : 418 661-3726 Télécopieur : 418 661-9637	**Commande : (1203717)** 2016-11-21 16 h 32 **Transmission :** 2016-11-21 16 h 53	2680411 - Addenda # 1 Devis (devis) 2016-12-02 14 h 42 - Télécopie 2680412 - Addenda # 1 Devis (plan) 2016-12-02 16 h 13 - Messagerie 2680413 - Addenda # 1 Devis (bordereau) 2016-12-02 14 h 41 - Téléchargement 2680417 - Plan # 2 2016-12-02 18 h 54 - Messagerie 2681905 - Addenda # 2 2016-12-07 13 h 56 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

© 2003-2016 Tous droits réservés

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Le 19 janvier 2017

FILTRUM INC.
A/S MADAME ALINE AUGER
430, RUE DES ENTREPRENEURS
QUÉBEC (QC) G1M 1B3

Nº de décision : 2017-CPSM-1004607
N° de client : 2700023505

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Madame,

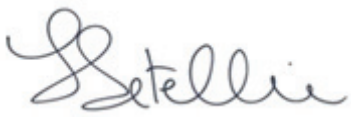
Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous FILTRUM CONSTRUCTION, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). FILTRUM INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **14 juillet 2019** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Madame, nos salutations distinguées.



Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1177111001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Ingénierie d'usine
Objet :	Accorder un contrat à Filtrum inc. pour l'ajout d'un réacteur UV à l'usine de production d'eau potable Charles-J.-Des Baillets, pour une somme maximale de 623 952,08 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10214 - (6 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Information_comptable_DEP_1177111001.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ghizlane KOULILA
Agente de gestion des ressources financières
Conseil et soutien financier - PS EAU-Environnement
Tél : 514 872-8464

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-01

Leilatou DANKASSOUA
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 514 872-2648
Division : Service des finances. Conseil et soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.08

2017/03/30 17:00

(1)

Dossier # : 1163334020

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à Tetra Tech QI inc. pour les services de maintenance du système CIDI d'une durée de trois ans pour une somme maximale de 810 573,75 $ taxes incluses / Approuver un contrat de gré à gré de Licence entre Tetra Tech QI inc. et la Ville et un contrat d'entiercement entre la Ville, Tetra Tech QI inc. et Lavery, De Billy, s.e.n.c.r.l., rétroactivement au 1er janvier 2017 - Fournisseur unique.

Il est recommandé:
1. d'accorder, conformément à la loi, un contrat, de gré à gré, à la firme Tetra Tech QI inc. fournisseur unique, pour les services de maintenance, pour la somme de 810 573,75 $, taxes incluses, pour une période de trois ans commençant le 1er janvier 2017;

2. d'approuver un contrat de licence entre Tetra Tech QI inc. et la Ville, rétroactivement au 1er janvier 2017;

3. d'approuver un contrat d'entiercement entre la Ville, Tetra Tech QI inc et et Lavery, De Billy, s.e.n.c.r.l, rétroactivement au 1er janvier 2017;

4. d'autoriser le directeur de la direction de l'épuration des eaux usées à signer tout document y donnant suite;

5. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-03-03 09:47

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1163334020**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à Tetra Tech QI inc. pour les services de maintenance du système CIDI d'une durée de trois ans pour une somme maximale de 810 573,75 $ taxes incluses / Approuver un contrat de gré à gré de Licence entre Tetra Tech QI inc. et la Ville et un contrat d'entiercement entre la Ville, Tetra Tech QI inc. et Lavery, De Billy, s.e.n.c.r.l., rétroactivement au 1er janvier 2017 - Fournisseur unique.

CONTENU

CONTEXTE

Le système de Contrôle Intégré Des Intercepteurs (CIDI) représente une expérience unique au Canada au niveau de la minimisation des surverses en temps de pluie d'une agglomération urbaine de la taille de la Ville de Montréal et de l'utilisation des prévisions de précipitation fournies par un radar météo pour prédire les volumes d'eau de ruissellement drainés aux intercepteurs et aux ouvrages de rétention.

Ce système a été mis en place dans le cadre du contrat 1667-AE, adjugé à la firme BPR Construction inc. (BPR) et dont le coût s'élevait à près de 3,9 millions de dollars, plus les taxes applicables. Les travaux d'implantation se sont échelonnés de 2003 à 2005 et le système est opérationnel depuis décembre 2005. Le soutien technique des logiciels, assuré par la firme BPR depuis 2006, comprend le support, la maintenance et la mise à jour du logiciel Csoft et des logiciels spécifiques au CIDI ainsi que le dépannage téléphonique pendant les heures normales de bureau.

Suite à l'achat de la firme BPR inc. par Tetra Tech QI inc., trois nouveaux contrats relatifs au CIDI soit le contrat de licence, le contrat d'entiercement et le contrat de maintenance venant à échéance le 31 décembre 2016 doivent être octroyés à la firme Tetra Tech QI inc.

Le contrat de maintenance d'une durée de trois ans permettra d'assurer le support informatique ainsi que le support téléphonique régulier et d'urgence ainsi que l'obtention

des mises à jour du logiciel.

Le contrat de licence tient compte de la cession des droits de propriété intellectuelle de BPR inc. à Tetra Tech QI inc., des conditions établies dans le contrat initial et des dispositions usuelles inscrites à de tels contrats. Ce contrat ne comporte aucune dépense pour la Ville.

Le projet de contrat d'entiercement vise à accorder à la Ville un accès aux codes sources en cas de défaillance de Tetra Tech QI inc., notamment en cas de cessation de ses activités commerciales ou de faillites ou d'exigences manifestement excessives pour la rémunération des services de support et de maintenance.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG12 0347 - 27 septembre 2012 - Accorder un contrat de gré à gré à BPR inc. pour les services de maintenance de logiciels pour une période de cinq ans, pour une somme maximale de 1 552 162,50 $, taxes incluses / Approuver un contrat de gré à gré de Licence entre BPR inc. et la Ville et un contrat d'entiercement entre la Ville, BPR inc. et Lavery, De Billy, s.e.n.c.r.l., rétroactivement au 1er janvier 2012 (Fournisseur unique)

CG11 0268 – 30 août 2011 – Octroyer un contrat à BPR Construction inc. pour les services de soutien technique du système CIDI (Contrôle Intégré Des Intercepteurs), de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte pour une période de douze mois commençant le 1er janvier 2011 au montant maximal de 250 635,00 $, taxes incluses (fournisseur exclusif);

CG10 0137 – 22 avril 2010 – Octroyer un contrat à BPR Construction inc. pour les services de soutien technique du système CIDI de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte pour une période de douze mois commençant le 1er janvier 2010 au montant maximal de 248 325,00 $ (fournisseur exclusif);

CG09 0063 – 2 avril 2009 – Octroyer un contrat à BPR Construction inc. pour les services de soutien technique du système CIDI de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte pour une période de douze mois commençant le 1er janvier 2009 au montant maximal de 248 325,00 $ (fournisseur exclusif);

CG08 0573 – 27 janvier 2008 – Octroi du contrat 4005-AE à BPR Construction inc. pour l'amélioration du système CIDI et l'intégration des bassins de rétention au montant de 991 300 $ (gré à gré - fournisseur unique);

CE05 5025 - 23 novembre 2005 - Approuver le projet d'avenant no 2 modifiant la convention intervenue entre la Ville de Montréal et BPR Construction inc., majorant ainsi le montant total du contrat de 3 280 642 $ à 3 880 642 $, plus les taxes applicables (CE02 0824, modifiée par CE03 1385 (avenant no 1);

CE03 1385 - 25 juin 2003 - Approuver l'avenant no 1 au contrat 1667-AE pour ajouter des travaux de calibrage des prévisions météorologiques au contrat 1667-AE accordé à BPR construction inc. le 29 mai 2002 (CE02 0824) et afin d'augmenter le montant du contrat d'une somme de 90 000 $, plus taxes applicables;

CE02 0824 – 29 mai 2002 – Octroi du contrat 1667-AE à BPR Construction inc. au montant de 3 190 642 $, taxes incluses, pour le développement du logiciel de contrôle intégré des intercepteurs (CIDI).

DESCRIPTION

Les besoins en soutien technique du système CIDI initial (mis en service en 2005) se résument au support, à la maintenance et à la mise à jour du logiciel Csoft et du logiciel Pilote (logiciel spécifique au CIDI de la Ville de Montréal) ainsi qu'au dépannage téléphonique des problèmes informatiques pendant les heures normales de bureau. Ces besoins ont été comblés par les contrats de maintenance attribués à la firme BPR année après année.

Le nouveau contrat de maintenance inclut les services décrits à l'Annexe A du contrat de maintenance joint au présent dossier:

- Module 1: Services de base et assistance (165 000$ annuellement, plus taxes, du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2019);

- Autres services à taux horaires à la demande de la Ville (70 000$ annuellement, plus taxes, du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2019).

Les montants relatifs au Module 1 sont fixes pour toute la durée du contrat et la portion des services à taux horaires est indexable annuellement en fonction de l'indice des prix à la consommation avec un maximum 3 %.

JUSTIFICATION

Cette nouvelle entente permettra à la Direction de l'épuration des eaux usées (DEEU) de garantir une opération optimale et une disponibilité non interrompue du système CIDI pour les trois prochaines années sans avoir à renouveler annuellement le contrat de maintenance.

Le système CIDI est essentiel pour l'opération en temps réel, optimal et prédictif des intercepteurs et des bassins de rétention des eaux usées de la Ville de Montréal, il est donc requis de maintenir un contrat de maintenance pour en assurer sa performance, sa mise à jour et son opération en continu. Les investissements majeurs affectés à ce logiciel depuis de nombreuses années justifient la recommandation de cette nouvelle entente.

La DEEU n'a pas, à ce jour, les ressources et les connaissances suffisantes pour assurer le maintien et l'opération du logiciel CIDI et doit donc utiliser les services de la firme Tetra Tech QI inc. La durée du contrat a cependant été réduite de 5 à 3 ans. Durant cette période, la DEEU explorera la possibilité d'acquérir cette expertise à l'interne.

Le nouveau contrat représente une diminution des coûts de l'ordre de 13 % par rapport au contrat octroyé en 2012.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût maximal de ce contrat est de 810 573,75 $ taxes incluses et représente une dépense nette pour l'agglomération de 740 161,88 $ lorsque diminuée des ristournes fédérales et provinciales.

Cette dépense inclut un montant de 519 688,13 $, net de ristournes, pour les services de maintenance du système CIDI qui est prévue au budget de fonctionnement 2017 de la Direction de l'épuration des eaux usées du Service de l'eau et sera priorisée lors de la

confection des budgets 2018 et 2019.

Un montant de 220 473,75 $, net de ristournes, est également inclus pour les améliorations et nouveaux développements qui seront apportés au système CIDI et est prévu au PTI 2017 -2019. Cette dépense sera financée par emprunt à la charge de l'agglomération à moins de disponibilité de la réserve.

Le détail des informations comptables se retrouve dans l'intervention financière du Service des finances.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne l'assainissement des eaux qui est une compétence d'agglomération en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.*

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Pratiquer une gestion responsable des ressources.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le non renouvellement de l'entente mettra la Ville dans une situation précaire puisque le logiciel ne sera plus supporté et des défaillances majeures pourraient survenir et le système de contrôle intégré des intercepteurs et collecteurs (CIDI) pourrait ne pas répondre adéquatement aux besoins opérationnels.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Début des services: 1er janvier 2017

Fin de l'entente: 31 décembre 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Guylaine VAILLANCOURT)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Stéphanie SIMONEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sally DAGHER
Administration de contrats

Tél : 280-4418
Télécop. : 280-4387

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-12-09

Michel VERREAULT
Surintendant administration et soutien à l'exploitation

Tél : 514-280-4364
Télécop. : 514-280-4387

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Richard FONTAINE
Directeur(trice) du traitement des eaux usees
Tél : 514 280-3706
Approuvé le : 2017-03-02

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2017-03-03

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1163334020

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à Tetra Tech QI inc. pour les services de maintenance du système CIDI d'une durée de trois ans pour une somme maximale de 810 573,75 $ taxes incluses / Approuver un contrat de gré à gré de Licence entre Tetra Tech QI inc. et la Ville et un contrat d'entiercement entre la Ville, Tetra Tech QI inc. et Lavery, De Billy, s.e.n.c.r.l., rétroactivement au 1er janvier 2017 - Fournisseur unique.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

La Ville peut conclure avec Tetra Tech QI inc., de gré à gré, les contrats de Licence, d'Entiercement et de Maintenance, puisque Tetra Tech QI inc. est un fournisseur unique, détenteur de la propriété intellectuelle sur les Logiciels Csoft et des logiciels spécifiques au système CIDI (573.3 par. 6 al. a) et b) de la Loi sur les cités et villes).
Une fois approuvés, ces contrats auront un effet rétroactif au 1er janvier 2017, ce qui est juridiquement possible puisqu'il auront été conclus de gré à gré

FICHIERS JOINTS

Contrat de licence.pdf Contrat de maintenance.pdf Contrat d'entiercement.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Guylaine VAILLANCOURT
avocate
Tél : 514-872-6875

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-21

Marie-Andrée SIMARD
notaire - chef de division
Tél : 514-872-8323
Division : droit contractuel



Contrat d'entiercement

entre

LA VILLE DE MONTRÉAL

et

TETRA TECH QI INC.

et

LAVERY, DE BILLY,
S.E.N.C.R.L.

Relatif à

L'entiercement du code source de Logiciels comprenant le Logiciel Csoft®

En date du 1er janvier 2017

TABLE DES MATIÈRES

Préambule 3
1. Définitions 3
2. Objet 4
3. Dépôt 4
4. Forme du dépôt 4
5. Fréquence du dépôt 4
6. Information du Licencié 4
7. Dépôt contrôlé 4
8. Défaillance et accès au Matériel 4
9. Frais 5
10. Confidentialité et propriété intellectuelle 5
11. Garanties 5
12. Limites de responsabilité 6
13. Démission du Dépositaire 6
14. Durée du Contrat 6
15. Force Majeure 7
16. Attribution de compétence 7
17. Cession 7
18. Notification 7
19. Intégration Automatique au Contrat 8

CONTRAT D'ENTIERCEMENT

Ce Contrat d'entiercement est conclu le 1er janvier 2017 entre Tetra Tech QI inc., une personne morale constituée en vertu des lois de la province de Québec (ci-après le « **Licencieur** »), la Ville de Montréal (ci-après le « **Licencié** »), et Lavery, de Billy, s.e.n.c.r.l. (ci-après le « **Dépositaire** »).

Préambule

Par Contrat de Licence, le Licencieur a mis à la disposition du Licencié les Logiciels et le Matériel.

Afin d'assurer la pérennité des traitements effectués à partir des Logiciels conformément au Contrat de Licence, le Licencié souhaite, en cas de défaillance du Licencieur, pouvoir avoir accès aux programmes sources générant les Logiciels et au Matériel.

Le Licencieur et le Licencié ont demandé au Dépositaire d'agir à titre de dépositaire et ont convenu de lui confier certains biens de façon à ce que le Licencié ait accès à ces biens et puisse les utiliser dans les éventualités spécifiées ci-après.

Le Dépositaire accepte de conserver à titre de dépositaire, d'entreposer et de remettre les programmes sources des Logiciels et le Matériel conformément au présent Contrat.

EN CONSIDÉRATION DE CE QUI PRÉCÈDE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT:

1. Définitions

Chaque fois qu'ils seront utilisés dans le présent Contrat ou en relation avec son interprétation ou exécution, les termes suivants auront le sens défini ci-après :

a) « **Contrat** » désigne le présent contrat et son préambule;

b) « **Contrat de Licence** » désigne le Contrat de Licence conclu entre le Licencieur et le Licencié pour l'utilisation des Logiciels;

c) « **Contrat de Maintenance** » désigne le Contrat de Maintenance des Logiciels et d'assistance technique conclu entre le Licencieur et le Licencié le 1er janvier 2017 et renouvelé et/ou remplacé de temps à autre par les Parties;

d) « **Logiciels** » désigne les Logiciels et les améliorations installés sur l'Équipement du Licencié conformément au Contrat de Licence;

e) « **Matériel** » désigne le code source de chaque programme constituant les Logiciels et la Documentation technique correspondante ainsi que le système d'exploitation compatible avec les programmes sources des Logiciels (sous forme exécutable en tant que copie de sauvegarde);

f) « **Partie** » désigne le Licencieur, le Licencié et/ou le Dépositaire.

Les termes et expressions, lorsqu'ils apparaissent précédés d'une lettre majuscule dans le présent Contrat, ont la signification qui leur est attribuée dans le Contrat de Licence, à moins

d'indication contraire dans le texte du Contrat. En cas de contradiction, les stipulations du présent Contrat prévaudront sur celles du Contrat de Licence.

2. Objet

Le Contrat a pour objet de préciser les conditions de dépôt du Matériel et les conditions d'accès audit Matériel ainsi que les conditions dans lesquelles la défaillance est matérialisée.

3. Dépôt

Au plus tard trente (30) jours après la signature du Contrat, le Licencieur s'engage à déposer auprès du Dépositaire une copie du Matériel.

4. Forme du dépôt

Le Matériel est déposé sous forme de CD-ROM ou tout autre format convenu entre les Parties.

5. Fréquence du dépôt

Le dépôt du code source correspondant à la version installée sur l'Équipement du Licencié est effectué avant le 31 janvier de chaque année auprès du Dépositaire dans les formes prévues à l'article 4 ci-avant.

6. Information du Licencié

Lors de chaque dépôt, le Licencieur doit étiqueter clairement le Matériel de sorte qu'il soit possible d'identifier les Logiciels, les Améliorations et la Documentation, en précisant le nom du Licencié, la convention visée et une description de la version des Logiciels incluse, le cas échéant.

À chaque dépôt, le Dépositaire établira un procès-verbal de dépôt dont copie devra être communiquée par le Dépositaire au Licencieur et au Licencié.

7. Dépôt contrôlé

À tout instant, le Licencié pourra demander au Dépositaire la date de la dernière mise à jour du dépôt. Il pourra également demander un certificat de vérification signé par l'un des principaux dirigeants, administrateurs ou par un autre représentant dûment autorisé du Dépositaire indiquant et garantissant que le Matériel livré correspond à la définition qui en est donnée à l'article 1 du Contrat.

Le Licencié peut par l'intermédiaire d'une tierce personne indépendante sélectionnée conjointement par le Licencieur et le Licencié vérifier le Matériel afin de s'assurer qu'il correspond au Contrat, moyennant un avis écrit de dix (10) jours ouvrables au Licencieur et au Dépositaire précisant la date et l'heure du jour ouvrable (pendant les heures de bureau normales) auxquelles il souhaite que la vérification ait lieu. La vérification devra offrir toutes les conditions nécessaires propres à assurer la protection des intérêts commerciaux du Licencieur de même que l'intégrité des secrets commerciaux relatifs au Matériel et à sa confidentialité. La vérification ne peut avoir lieu qu'en présence du Licencieur, sauf refus injustifié de sa part, et ne peut avoir pour objet que de vérifier que le Matériel est bel et bien celui ayant été décrit au procès-verbal de dépôt et qu'il satisfait les exigences du Contrat.

8. Défaillance et accès au Matériel

Advenant un des événements décrits ci-dessous, le Licencié peut demander au Dépositaire de lui remettre le Matériel:

a) Le Licencieur cesse d'exercer ses activités commerciales liées à la maintenance des Logiciels, ou il cesse ses opérations en raison d'une faillite, de la liquidation ou de la cession de ses biens; ou

b) Le Licencieur n'acquitte pas les frais du Dépositaire conformément au Contrat de Maintenance et que ce dernier prétend que le Contrat est ou doit être résilié pour ce motif; ou

c) Le Licencieur exige du Licencié une rémunération manifestement excessive pour les Services de base visés au Contrat de Maintenance; ou

d) Sur demande écrite du Licencieur et du Licencié notifiée au Dépositaire.

À la survenance d'un des événements prévus au paragraphe précédent, si le Licencié désire que le Dépositaire lui remette le Matériel, il doit envoyer un avis écrit préalable de vingt (20) jours ouvrables au Dépositaire et au Licencieur spécifiant l'un des motifs ci-dessus mentionnés justifiant sa demande. À l'intérieur du délai de vingt (20) jours ouvrables, le Licencieur peut contester le bien-fondé des allégations du Licencié en envoyant un avis écrit au Licencié et au Dépositaire ou remédier à son défaut, faute de quoi le Dépositaire doit remettre le Matériel au Licencié. Si le Licencieur conteste les allégations du Licencié ou s'il remédie à son défaut dans le délai susmentionné, le Dépositaire conserve le Matériel, selon le cas, jusqu'au règlement complet du litige selon l'issue du litige ou selon l'entente entre le Licencieur et le Licencié.

En cas d'accès au Matériel, le Licencié ne pourra utiliser les programmes sources des Logiciels que dans la limite des droits qui lui ont été concédés par le Licencieur en vertu du Contrat de Licence et qu'aux fins de ses activités, telles que mentionnées dans le Contrat de Licence. L'accès aux programmes sources ne transfère en aucun cas d'autres droits. En cas d'accès au Matériel, le Licencieur autorise expressément par la présente clause le Licencié à faire usage de la version exécutable des outils de développement et de compilation déposés, dans la mesure où le Licencieur est autorisé à accorder un tel droit, soit en vertu des termes de la licence qui lui a été accordée par l'auteur de ces outils, soit parce qu'il est titulaire des droits de propriété intellectuelle nécessaires sur lesdits outils.

9. Frais

Le Licencieur acquitte les frais applicables du Dépositaire pour les prestations qu'il fournit en vertu du Contrat conformément aux dispositions du Contrat de Maintenance.

10. Confidentialité et Propriété Intellectuelle

Les dispositions du Contrat de Licence relatives à la protection de la Confidentialité et à la Propriété Intellectuelle font partie intégrante et s'appliquent à chacune des Parties au présent Contrat comme si elles y étaient reproduites dans leur totalité.

Le Licencié et le Dépositaire reconnaissent que le Contrat ne peut donner ou sembler vouloir donner au Licencié ou au Dépositaire quelque intérêt que ce soit dans la Propriété Intellectuelle, ni entraîner quelque transfert de propriété que ce soit en faveur du Licencié ou du Dépositaire.

Le code source des Logiciels demeure la propriété exclusive du Licencieur et fait partie des informations confidentielles du Licencieur. Le Dépositaire ne pourra ni faire usage du code source, ni en révéler la teneur à qui que ce soit, sauf tel que prévu aux présentes.

11. Garanties

Le Licencieur garantit qu'au moment de son dépôt initial et périodique, le Matériel :

a) est et sera complet;

b) comprend et comprendra la version la plus récente des Logiciels installée sur l'Équipement Désigné du Licencié; et

c) contient ou contiendra toute l'information permettant au Licencié ou à son représentant de pouvoir recréer et utiliser les Logiciels advenant la remise du Matériel aux termes des présentes.

12. Limites de responsabilité

Le Dépositaire fera preuve de prudence et de diligence en accomplissant ses fonctions de dépositaire. Si le Matériel est, en tout ou partie, abîmé, volé, disparu, introuvable ou autrement endommagé ou diminué de quelque façon que ce soit, le Dépositaire doit en aviser le Licencieur et le Licencié par écrit.

Agissant uniquement en tant que dépositaire, le Dépositaire n'est pas tenu d'examiner le Matériel et est dégagé de toute responsabilité quant à l'authenticité, à la suffisance et à la validité du Matériel. Le Dépositaire est dégagé de toute responsabilité découlant de l'exécution du Contrat, sauf si elle provient d'une faute lourde ou intentionnelle du Dépositaire.

13. Démission du Dépositaire

Le Dépositaire peut en tout temps, sauf s'il a reçu un avis du Licencié réclamant l'accès au Matériel, démissionner de ses fonctions et être déchargé des devoirs et obligations stipulés au Contrat, moyennant un avis écrit d'au moins soixante (60) jours au Licencieur et au Licencié, en précisant la date d'entrée en vigueur de sa démission. La démission du Dépositaire entraînera la résiliation du Contrat à la date effective de la démission, à condition qu'un successeur ait accepté d'entrer en fonction avant cette date, au lieu et place du Dépositaire, tel que prévu ci-après, à défaut de quoi la date de la résiliation sera repoussée jusqu'à ce qu'un tel successeur soit nommé. Advenant la réception dudit avis de démission du Dépositaire, le Licencié et le Licencieur devront nommer une autre personne comme successeur du Dépositaire et devront l'en aviser. Le successeur devra signer et livrer au Licencié et au Licencieur un acte par lequel il accepte d'être lié par les conditions du Contrat et sur signature et remise d'un tel acte, il sera investi des mêmes pouvoirs, droits et obligations que s'il avait été désigné dépositaire initial en vertu du Contrat.

Le Dépositaire remettra le Matériel au successeur nommé, en avisera par écrit le Licencieur et le Licencié, par la suite il sera déchargé des obligations qui lui étaient dévolues aux termes du Contrat.

14. Durée du Contrat

Le Contrat entre en vigueur à la date de sa signature par les Parties et demeure en vigueur pendant une période de trois (3) ans à compter de la signature du Contrat sauf :

a) accord entre le Licencieur et le Licencié notifié au Dépositaire;

b) résiliation du Contrat de Licence;

c) résiliation ou non-renouvellement du Contrat de Maintenance sauf si la résiliation ou le non-renouvellement du Contrat de Maintenance résulte de l'exigence du Licencieur d'obtenir une rémunération manifestement excessive pour les Services de base visés au Contrat de Maintenance;

d) remise du Matériel au Licencié par le Dépositaire conformément au Contrat.

15. Force Majeure

Les dispositions du Contrat de Licence relatives à la force majeure font partie intégrante et s'appliquent au présent Contrat comme si elles y étaient reproduites dans leur totalité.

16. Attribution de compétence

Ce Contrat est régi par le droit applicable dans la province de Québec. Tout différend découlant ou en relation avec le présent Contrat sera soumis exclusivement à la juridiction compétente dans le district judiciaire de Montréal.

17. Cession

(1) Tetra Tech QI inc. peut, à sa seule discrétion et sans le consentement de l'autre Partie, céder ce Contrat à tout acheteur de l'entreprise de Tetra Tech QI inc. ou de tout ou d'une partie substantielle de ses actifs (« **Cédé** ») sous réserve du respect de l'ensemble des conditions suivantes :

(a) Une telle cession ne doit pas entraîner de délais ni de coûts additionnels pour Montréal et les Logiciels et le code source doivent être déposés chez une firme d'avocats dont le bureau est au Québec, et approuvé par la Ville;

(b) Le Cédé est un fournisseur qualifié qui aurait satisfait les critères de qualification technique du présent Contrat et accepte de respecter les termes et conditions de celui-ci en lieu et place de Tetra Tech QI inc.;

(c) Le Licencieur et le Licencié signent une quittance mutuelle finale relativement au présent Contrat;

(d) La cession porte de façon simultanée également sur le Contrat de Licence et le Contrat de Maintenance.

Le Contrat lie les Parties, leurs successeurs ou ayants droit.

Dans le cas d'une cession à une filiale du groupe Tetra Tech, les modalités de cession ne se limitent qu'à la notification écrite à Montréal.

18. Notification

Tout avis ou notification devant être donné au titre du présent Contrat sera censé avoir été donné s'il est envoyé par lettre recommandée ou courrier rapide avec avis de réception ou par télécopie, adressé à l'adresse du destinataire ci-après indiquée ou encore à sa dernière adresse connue, et sera censé avoir été reçu à la date de l'avis de réception dans le cas d'une lettre recommandée et d'un courrier rapide et un (1) jour après la date d'envoi dans le cas d'une télécopie :

Pour le Licencieur

Stéphane Gagnon
Tetra Tech QI Inc.
Direction générale, Municipal-Eau
5100, Sherbrooke E., bureau 900
Montréal (Québec) H1V 3R9
Téléphone: (514) 257-2424
Télécopie: (514) 257-2418

Pour le Licencié:

Directeur du traitement des eaux usées Ville de Montréal
Direction de l'épuration des eaux usées
Ville de Montréal
12001 Boul Maurice-Duplessis
Montréal (Québec) H1C 1V3
Téléphone : (514) 280-3706
Télécopie : (514) 280-4387

Pour le Dépositaire :

M. Jean-Simon Deschênes
Lavery, de Billy, s.e.n.c.r.l.
925, Grande Allée Ouest, Bureau 500
Québec (Québec)
G1S 1C1
Téléphone : (418) 688-5000
Télécopie : (418) 688-3458

19. Intégration Automatique au Contrat

Les dispositions du Contrat expriment l'intégralité de l'accord conclu entre les Parties et remplacent tout accord antérieur ayant le même objet.

Aucune modification ou aucun ajout au Contrat n'est valable sans l'accord écrit des Parties.

Le Contrat lie les Parties, leurs successeurs ou ayants droit.

La nullité d'une clause particulière du Contrat n'entraîne pas la nullité de l'ensemble du Contrat, à moins que l'on ne puisse considérer cette clause comme substantielle, c'est-à-dire, à moins que cette clause ne soit telle que les Parties (ou la Partie en faveur de laquelle la clause a été souscrite) n'auraient (n'aurait) pas conclu le Contrat si elles (elle) avaient (avait) connu la nullité de ladite clause.

EN FOI DE QUOI, les Parties, par leurs représentants autorisés, ont signé le Contrat en trois (3) exemplaires à la date indiquée en regard de leur signature respective.

VILLE DE MONTRÉAL

Par :

Richard Fontaine
Directeur du traitement des eaux usées
Date :

TETRA TECH QI INC.

Par :

Stéphane Gagnon
Directeur Général, Municipal-Eau

Date :

LAVERY, DE BILLY, S.E.N.C.R.L.

Par :

Jean-Simon Deschênes
Avocat
Date :

Ce Contrat a été approuvé par le Conseil d'agglomération de la ville de Montréal ; Résolution CG-17-_____ du _____.

Ville de Montréal

TETRA TECH

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
21 FÉV. 2017
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Services des affaires juridiques

CONTRAT DE MAINTENANCE

entre

TETRA TECH QI INC.,

et

VILLE DE MONTRÉAL,

Pour la période du

1er janvier 2017 au 31 décembre 2019

N° de projet Tetra Tech: 10856C
N° du document : 10DC

TABLE DES MATIÈRES

1. Définitions 1
2. Services 2
3. Politique de gestion contractuelle 2
4. Rémunération 2
5. Accès 3
6. Information, Coopération et Assistance 3
7. Confidentialité 3
8. Entiercement 4
9. Sous-contrat 4
10. Garantie, renonciation et limitation de responsabilité 4
11. Durée du Contrat et résiliation 6
12. Indépendance des Parties 6
13. Force majeure 6
14. Droit applicable et règlement des différends 7
15. Modification 7
16. Cession 7
17. Maintien en vigueur 8
18. Notification 8
19. Communication 8
20. Intégration automatique au Contrat 8

Annexe A : Liste des Services

Annexe B : Grille tarifaire de Tetra Tech

Annexe C : Curriculum Vitae du Personnel clé

Annexe D : Politique de gestion contractuelle

Annexe E : Documents Confidentiels

Initiales : _____(Tetra Tech), _____(VDM)

CONTRAT DE MAINTENANCE

Ce Contrat de Maintenance (le "**Contrat**") est intervenu entre Tetra Tech QI inc., une personne morale constituée en vertu des lois de la province de Québec ("**Tetra Tech**"), et la Ville de Montréal ("**Montréal**") et couvre la période du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2019.

ATTENDU QUE TETRA TECH déclare être le seul à détenir les droits de Propriété intellectuelle des Logiciels et être le seul à pouvoir en offrir la maintenance;

ATTENDU QUE Montréal désire retenir les services de Tetra Tech pour la maintenance des Logiciels du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2019 selon les modalités et conditions stipulées aux présentes;

ATTENDU QUE les Contrats de Licence et d'Entiercement entre Tetra Tech QI inc. et Montréal seront aussi entérinés;

EN CONSIDÉRATION DE CE QUI PRÉCÈDE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT:

1. Définitions

"**Améliorations**" désignent toute correction, toute modification, toute mise à jour ou toute nouvelle édition des Logiciels.

"**Anomalie**" désigne tout incident ou défaut de fonctionnement qui, soit empêche l'utilisation normale de tout ou partie des Logiciels, soit provoque un résultat ou une action incorrecte par rapport aux fonctionnalités décrites dans la Documentation.

"**Contrat de Licence**" désigne le Contrat de Licence conclu entre Tetra Tech et Montréal le 1er janvier 2017.

"**Documentation**" désigne les manuels d'utilisation, le matériel de formation, les manuels techniques ainsi que toute documentation similaire afférente aux Logiciels et aux Améliorations fournis par Tetra Tech.

"**Équipement Désigné**" signifie les logiciels, matériels informatiques, terminaux, réseaux, connections aux réseaux et autres ressources suggérés et validés par Tetra Tech pour l'installation et l'utilisation appropriées des Logiciels sur le Site du client.

"**Logiciels**" désigne les logiciels identifiés sous la marque "Csoft" et le "pilote Csoft".

"**Propriété intellectuelle**" désigne toute information, connaissance et expérience de nature technique ou commerciale incluant le droit d'auteur, marque de commerce et son achalandage, secret commercial et savoir-faire portant sur les Logiciels et la Documentation, incluant sans pour autant s'y limiter les Améliorations, mises à jour ou modifications des Logiciels, mais excluant les Données du client.

"**Services**" désignent les services et prestations fournis par Tetra Tech en vertu du présent Contrat de maintenance et sans s'y limiter, ceux décrits à l'Annexe A.

"**Site du client**" signifie l'emplacement physique où se trouve l'Équipement Désigné dans le territoire de l'agglomération de Montréal.

"**Personnel clé du Licencieur**" : Signifie le personnel possédant l'expertise et les qualifications requises identifié à l'Annexe B, pour assurer le bon fonctionnement et le développement du Logiciel.

"**Information stratégique**" : Signifie toute information se rapportant au fonctionnement du Logiciel et les améliorations subséquentes.

Les termes et expressions, lorsqu'ils apparaissent précédés d'une lettre majuscule dans le présent Contrat, ont la signification qui leur est attribuée dans le Contrat de Licence, à moins d'indication contraire dans le texte du Contrat. En cas de contradiction, les stipulations du présent Contrat prévaudront sur celles du Contrat de Licence.

2. Services

Tetra Tech s'engage à fournir à Montréal les Logiciels, Services (tel que décrit à l'Annexe A) pour les besoins de Montréal et pour y apporter les corrections nécessaires pour corriger les erreurs applicables ou mauvais fonctionnement identifié par Montréal, en fonction de la période visée, les Services prévus aux présentes, plus particulièrement ceux décrits à l'Annexe A du Contrat :

(a) Du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2019.

Exclusions

Les Services fournis par Tetra Tech sont conditionnels à une utilisation des Logiciels sur l'Équipement Désigné et conformément aux directives contenues dans la Documentation et au Contrat de Licence.

Les Services ne couvrent pas : (i) les Logiciels modifiés, réparés ou adaptés par toute personne autre que Tetra Tech ; (ii) les adaptations, réparations ou le remplacement des Logiciels découlant en tout ou partie d'un accident, négligence ou de conditions d'opérations incompatibles ou non conformes aux spécifications (ex. : problèmes reliés à l'alimentation électrique) ; (iii) la correction des dysfonctionnements causés par un défaut de l'Équipement Désigné ou par une erreur dans les Données du client qui ne résultent pas d'une utilisation conforme des Logiciels.

3. Politique de gestion contractuelle

Tetra Tech déclare avoir pris connaissance de la Politique de gestion contractuelle telle que jointe à l'Annexe D et s'engage à s'y conformer.

4. Rémunération

En contrepartie de l'exécution par Tetra Tech des obligations prévues au Contrat, Montréal verse à Tetra Tech les montants suivants :

(a) pour le module 1, la somme annuelle de cent soixante-cinq mille (165 000,00 $) dollars, plus taxes, pendant les périodes précisées au paragraphe 11.

Les sommes annuelles indiquées ci-dessus sont facturées par Tetra Tech avant le 1er janvier de chaque année pour couvrir l'année débutant au 1er janvier. Toute facture émise par Tetra Tech et jugée conforme par Montréal agissant de façon diligente et raisonnable sera payée dans les 30 jours de son approbation.

En sus des Services couverts par le présent Contrat, Montréal réserve une enveloppe annuelle maximale de soixante-dix mille dollars (70 000,00$), plus taxes, pour couvrir les honoraires des Services additionnels qui ne sont pas inclus aux Services de base tels que décrits à l'Annexe A, considérant que seul Tetra Tech est en mesure de réaliser, puisqu'il est l'unique détenteur de la Propriété intellectuelle. Les Services additionnels doivent être préalablement autorisés par écrit par le Directeur de la Station d'épuration des eaux usées suivant les taux horaires décrits à l'Annexe B. À compter du 1er janvier 2018, Tetra Tech peut cependant modifier ses taux horaires selon ses besoins, mais basés sur l'indice des prix à la consommation, et ce, jusqu'à concurrence d'une indexation annuelle maximale de 3% sur présentation de pièces justificatives.

5. Accès

Sous réserve des mesures de sécurité que Montréal peut imposer et afin que Tetra Tech puisse fournir les Services décrits dans le présent Contrat, Montréal accorde à Tetra Tech et s'assure qu'est accordé à ses employés et/ou représentants l'accès approprié au Site du client.

6. Information, Coopération et Assistance

Aux seules fins de permettre à Tetra Tech de lui dispenser les Services, Montréal s'engage à fournir à Tetra Tech l'information, la coopération et l'assistance dont Tetra Tech peut avoir besoin à cet effet, plus spécifiquement, mais non limitativement :

(a) les données disponibles qu'elle juge pertinentes agissant de façon raisonnable, parce qu'elles peuvent avoir un impact sur la représentativité des modèles hydrologiques et hydrauliques développés dans les Logiciels utilisés par Montréal et sur lesquelles reposent les systèmes mis en place à Montréal, notamment l'étalonnage des instruments et des équipements de contrôle (vanne) ;

(b) le système d'historisation (Pi) et de support informatique de Montréal pour régler des problèmes d'accès aux applications ;

(c) pendant les heures normales de travail à Montréal, la disponibilité d'un technicien qualifié pour faciliter les interventions de Tetra Tech en relation avec les Services.

7. Confidentialité

Montréal reconnaît que les Informations stratégiques qu'elle a reçues à ce jour, quant aux fonctionnements internes des Logiciels, aux Améliorations et à tout document figurant à l'Annexe E, et qu'elle pourrait recevoir à l'avenir à cet effet sont de nature confidentielle et sont des secrets de commerce appartenant exclusivement à Tetra Tech.

Montréal s'engage expressément à utiliser l'information confidentielle qu'elle reçoit, dans le cadre du Contrat, uniquement pour les fins autorisées au Contrat de Licence, et à respecter le caractère confidentiel de cette information pendant toute la durée du Contrat et en tout temps après sa résiliation pour quelque cause que ce soit.

Les obligations énumérées aux paragraphes précédents ne s'appliquent pas dans la mesure où l'information considérée ne fait plus l'objet de restrictions relativement à sa divulgation, à son utilisation ou est développée de manière indépendante (sans utilisation de ou référence à l'information confidentielle de Tetra Tech) par Montréal, dans la mesure où elle a déjà été divulguée ou autorisée par Tetra Tech dans

des documents publiés, dans la mesure où elle est généralement connue du public ou obtenue de manière légale par un tiers non assujetti à une obligation de confidentialité relative à cette information.

Les dispositions du Contrat de Licence relatives à la Propriété intellectuelle font partie intégrante du présent Contrat et s'appliquent aux Logiciels, aux Améliorations et à tout document figurant à l'Annexe E. Tetra Tech ne peut donner ou sembler vouloir donner à Montréal quelque intérêt que ce soit dans la Propriété intellectuelle.

Les dispositions concernant la Confidentialité s'appliquent, en faisant les adaptations nécessaires, à Tetra Tech en regard des Données du client et autres informations de Montréal, notamment celles relatives à ses installations.

Les Propriétés intellectuelles et la Documentation pertinente à l'utilisation des Logiciels demeurent la propriété exclusive de Tetra Tech.

8. Entiercement

Tetra Tech dépose auprès du cabinet d'avocats Lavery, de Billy situé au Québec ("**Dépositaire**") le code source des Logiciels et la Documentation afférente dans le cadre d'un Contrat d'entiercement, conclu ou à être conclu entre Tetra Tech, Montréal et le Dépositaire.

9. Sous-contrat

Tetra Tech peut, avec l'autorisation préalable de Montréal qui ne peut la refuser sans motif raisonnable, sous-traiter une partie des Services décrits dans le Contrat, aux conditions minimales suivantes : a) Le sous-traitant est une filiale de Tetra Tech, mais peut, dans certain cas et seulement si le sous-contrat n'excède pas 15% du montant annuel stipulé à l'article 4(a) , être une autre compagnie pour la réalisation de certaines tâches; b) le sous-traitant est lié par un contrat régi par le droit applicable dans la province de Québec ; c) le sous-traitant s'engage à respecter les dispositions prévues aux présentes ; d) le sous-traitant satisfait aux exigences édictées dans la Politique de gestion contractuelle de Montréal. e) Tetra Tech demeure responsable des Services qui auraient été réalisés par le sous-traitant.

10. Garantie, renonciation et limitation de responsabilité

(a) Garantie

Tetra Tech garantit que les Services décrits dans le Contrat seront exécutés dans le respect des règles de l'art prévalant dans son industrie et que le personnel affecté aux Services est qualifié et expérimenté.

Tetra Tech garantit qu'au moment de sa livraison, les Logiciels et Améliorations ne sont, à sa connaissance, affectés d'aucun défaut dans leur conception et qu'ils sont conformes aux spécifications apparaissant dans la Documentation.

(b) Exclusions

La garantie que Tetra Tech fournit conformément aux dispositions ci-dessus ne s'applique pas : (i) aux Logiciels modifiés, réparés ou adaptés par toute personne autre que Tetra Tech; (ii) aux adaptations, réparations ou remplacement des Logiciels découlant en tout ou partie d'un accident,

négligence ou de conditions d'opérations incompatibles ou non conformes aux spécifications (ex. : problèmes reliés à l'alimentation électrique) ; (iii) aux dysfonctionnements causés par un défaut de l'Équipement Désigné ou par une erreur dans les Données du client qui ne résultent pas d'une utilisation conforme des Logiciels ; et (iv) à une utilisation des Logiciels non conforme aux directives contenues dans la Documentation et au Contrat de Licence ou sur un équipement autre qu'un Équipement Désigné.

(c) Renonciation

À L'EXCEPTION DE CE QUI A ÉTÉ EXPRESSÉMENT STIPULÉ AUX PARAGRAPHES PRÉCÉDENTS, TETRA TECH NE FOURNIT AUCUNE AUTRE GARANTIE IMPLICITE OU EXPLICITE (CE QUI INCLUT NOTAMMENT LES GARANTIES DE QUALITÉ OU D'ADAPTATION À DES UTILISATIONS PARTICULIÈRES) RELATIVE AUX SERVICES, LOGICIELS ET AMÉLIORATIONS.

(d) Limitation de responsabilité

Tetra Tech n'assume aucune responsabilité pour tout dommage causé par l'une des exclusions visées au paragraphe (b) ci-dessus. À l'exception d'une faute lourde de Tetra Tech, la responsabilité totale, contractuelle ou/et extracontractuelle de Tetra Tech relativement aux réclamations découlant de ou en relation avec les Logiciels ou de leur utilisation sera limitée à la somme totale de un million de dollars (1 000 000$).

Initiales : _____(Tetra Tech), _____(VDM)

(e) Certificat d'assurance

Le certificat d'assurance de responsabilité civile et professionnelle de Tetra Tech est joint à la présente. Tetra Tech garantit que le certificat d'assurance restera en vigueur tout au long du présent Contrat. Tetra Tech fournira, sur demande, une copie de tout renouvellement du certificat d'assurance en vigueur pendant la période du présent Contrat.

11. Durée du Contrat et résiliation

Sous réserve de dispositions particulières prévues aux présentes, le Contrat entre en vigueur le 1er janvier 2017 et le demeure jusqu'au 31 décembre 2019. Montréal peut, par avis écrit, demander le renouvellement du présent Contrat au moins six (6) mois avant l'arrivée du terme du Contrat.

Nonobstant ce qui précède (i) Tetra Tech peut résilier le Contrat dès l'expiration d'un délai de cent quatre-vingts (180) jours à compter de la réception d'un avis de Tetra Tech à Montréal dénonçant le défaut de Montréal d'exécuter les obligations prévues au Contrat, à moins que Montréal ne remédie audit défaut à l'intérieur d'un délai raisonnable; et (ii) le présent Contrat est résilié de plein droit en cas de résiliation justifiée du Contrat de Licence par Tetra Tech.

Montréal peut aussi, dès l'expiration d'un délai de cent quatre-vingts (180) jours à compter de la réception d'un avis de Montréal, résilier le Contrat malgré le fait que Tetra Tech ne soit pas en défaut. La totalité de la rémunération due pour les Services fournis durant la période de 180 jours sera payée dans ce cas à Tetra Tech et en contrepartie, la balance due pour tout Service prépayé à l'avance de cette période sera remboursé à Montréal et ceci dès l'expiration des 180 jours de préavis, dans un délai de 30 jours.

12. Indépendance des Parties

Les Parties reconnaissent qu'elles agissent à titre d'organismes indépendants et que rien dans le Contrat ne doit s'interpréter de façon à modifier leur statut ou à constituer une société, une corporation ou un mandat de quelque nature que ce soit entre les Parties.

13. Force majeure

Aucune des Parties à ce Contrat ne peut être considérée en défaut dans l'exécution de ses obligations en vertu des présentes, si telle exécution est retardée, retenue ou empêchée par l'avènement d'un cas de force majeure. Aux fins des présentes, la force majeure comprend notamment : (i) toute grève, tout arrêt de travail partiel ou complet ; (ii) un ouragan, un tremblement de terre ou toute autre catastrophe naturelle ou feu ; (iii) une guerre ou rébellion; ou (iv) tout autre événement ou cause de même nature au-delà du contrôle raisonnable de la Partie qui invoque la force majeure. Nonobstant ce qui précède, aucune des Parties au Contrat ne pourra invoquer la force majeure pour un défaut ou un retard dans le paiement de tout montant dû en vertu du Contrat ou pour une incapacité à fournir les Services du fait d'un manque de personnel qualifié. Nonobstant ce qui précède, aucune des Parties au Contrat ne pourra invoquer la force majeure pour un défaut ou un retard dans le paiement de tout montant dû en vertu du présent Contrat.

La Partie qui invoque un cas de force majeure doit aussitôt en aviser l'autre Partie. Elle devra également prendre les mesures nécessaires et réaliser les efforts correspondants aux circonstances pour régler cette situation en donnant avis de ses actions à l'autre Partie.

Tout cas de force majeure suspend l'exécution du Contrat à compter du moment où la Partie qui invoque la force majeure en a informé l'autre Partie et jusqu'au moment où cesse l'événement qui a occasionné la force majeure.

14. Droit applicable et règlement des différends

Ce Contrat est régi par le droit applicable dans la province de Québec.

Tout différend découlant ou en relation avec le Contrat sera soumis exclusivement à la juridiction compétente du district judiciaire de Montréal.

15. Modification

Aucune modification à une disposition des présentes ou renonciation à un droit y stipulé ne sera effective, sauf si elle a été faite par écrit et signée par les Parties au Contrat ou, dans le cas de renonciation, par la Partie qui renonce à faire respecter un de ses droits. Le fait qu'une Partie au Contrat n'ait pas insisté sur la pleine exécution de l'une quelconque des obligations contenues au Contrat ou n'ait pas toujours exercé l'un quelconque de ses droits y conférés ne doit pas être considéré comme une renonciation pour l'avenir à tel droit ou à telle exécution de telle obligation.

16. Cession

(1) Tetra Tech peut, à sa seule discrétion et sans le consentement de l'autre Partie, céder ce Contrat à tout acheteur de l'entreprise de Tetra Tech ou de tout ou d'une partie substantielle de ses actifs (« **Cédé** ») sous réserve du respect de l'ensemble des conditions suivantes :

(a) Une telle cession ne doit pas entraîner de délais ni de coûts additionnels pour Montréal;

(b) Tetra Tech doit démontrer que le personnel clé du Cédé, possède des qualifications et expertises équivalentes à celles de son personnel.

(c) Le Cédé est un fournisseur qualifié qui aurait satisfait les critères de qualification technique du présent Contrat et accepte de respecter les termes et conditions de celui-ci en lieu et place de Tetra Tech;

(d) Montréal reçoit, par chèque visé, la plus petite somme entre 5000$ ou 1% de la valeur résiduelle du Contrat pour la cession de l'ensemble des Contrats : Contrat de Maintenance, Contrat de License et Contrat d'Entiercement;

(e) Tetra Tech et Montréal signent une quittance mutuelle finale relativement au présent Contrat;

(f) La cession porte de façon simultanée également sur le Contrat de Licence et le Contrat d'Entiercement.

Le Contrat lie les Parties, leurs successeurs ou ayants droit.

(2) Dans le cas d'une cession à une filiale du groupe Tetra Tech, les modalités de cession ne se limitent qu'à la notification écrite à Montréal

Initiales : _____(Tetra Tech), _____(VDM)

17. Maintien en vigueur

Les dispositions des articles 7, 10 et 14 survivront à la résiliation de ce Contrat.

18. Notification

Tout avis ou notification devant être donné aux fins du Contrat sera censé avoir été donné s'il est envoyé par lettre recommandée ou courrier rapide avec avis de réception ou par télécopie, à l'adresse du destinataire ci-après indiquée ou encore à sa dernière adresse connue, et sera censé avoir été reçu à la date de l'avis de réception dans le cas d'une lettre recommandée ou d'un courrier rapide et un (1) jour après la date d'envoi dans le cas d'une télécopie :

Pour Tetra Tech:
M. Stéphane Gagnon
Tetra Tech QI Inc.
5100, Sherbrooke E., bureau 900
Montréal (Québec)
H1V 3R9
Téléphone: (514) 257-2424
Télécopie: (514) 257-2418

Pour Montréal :
Directeur du traitement des eaux usées Ville de Montréal
Direction de l'épuration des eaux usées
12001 Boul Maurice-Duplessis
Montréal (Québec)
H1C 1V3
Téléphone : (514) 280-3706
Télécopie : (514) 280-4387

19. Communication

Aux fins des présentes, chaque Partie désigne un responsable qui agira comme son interlocuteur auprès de l'autre Partie. Chaque interlocuteur sera un Utilisateur Désigné expert du Logiciel Csoft[MD].

20. Intégration automatique au Contrat

La nullité d'une clause particulière du présent Contrat n'entraîne pas la nullité de l'ensemble du Contrat, à moins que l'on ne puisse considérer cette clause comme substantielle, c'est-à-dire, à moins que cette clause ne soit telle que les Parties (ou la Partie en faveur de laquelle la clause a été souscrite) n'auraient (n'aurait) pas conclu le présent Contrat si elles (elle) avaient (avait) connu la nullité de ladite clause.

Les titres utilisés dans le Contrat n'ont aucune valeur interprétative ; ils servent uniquement comme élément de classification et d'identification des dispositions constitutives de l'entente entre les Parties qui sont consignées dans le Contrat et, en raison de cette fonction, ils ne peuvent se voir attribuer de signification, ni influencer l'interprétation d'une disposition.

EN FOI DE QUOI, les Parties, par leurs représentants autorisés, ont signé le Contrat en deux (2) exemplaires à la date et à l'endroit apparaissant en regard de leur signature respective.

VILLE DE MONTRÉAL

Par :

Richard Fontaine
Directeur du traitement des eaux usées
Date :

TETRA TECH QI INC.

Par :

Stéphane Gagnon
Directeur Général, Division Municipal-Eau
Date :

Ce Contrat a été approuvé par le Conseil d'agglomération de la ville de Montréal ; Résolution CG-17-_____ _____du _____2017.

Annexe A – Services

N°	Module	Services
1	Services de base pour les Logiciels	1.1. Accès à la dernière version des Logiciels et à sa Documentation. Tetra Tech supporte seulement deux versions précédentes de la version la plus à jour des Logiciels. 1.2. Essais, installation et déploiement des Logiciels et des Améliorations dans le Site du client. 1.3. Support et maintenance des Logiciels. 1.4. Gestion (et acquittement des frais de support et maintenance applicables) des licences des sous-composantes nécessaires (ILog, Minos, Matrikon OPC Client, Oracle, Gurobi, etc.). 1.5. Assistance téléphonique pendant les heures d'affaires de Tetra Tech pour le dépannage de problèmes informatiques (indisponibilité ou mauvais fonctionnement de l'application déployée en temps réel et réponse aux questions des Utilisateurs Désignés experts du Logiciel Csoft[MD] à ce sujet).
	Assistance téléphonique d'urgence (24/24, 7/7)	1.6. Accès à du personnel qualifié de Tetra Tech, sur appel, pour support informatique dans les situations d'urgence et pour correction d'Anomalies graves et ce, 24h/24, 7j/7. Montréal doit être en mesure de décrire à Tetra Tech, avec le plus de précision possible, l'Anomalie grave et les circonstances dans lesquelles elle est survenue. 1.7. Maintien d'une connectivité permettant au personnel de Tetra Tech d'accéder, à partir des bureaux de Tetra Tech au Québec, aux Logiciels utilisés par Montréal. Cette connexion permet à Tetra Tech de diagnostiquer et de régler les problèmes informatiques simples et de sécuriser la situation pour certains problèmes informatiques plus complexes. 1.8. Utilisation des Données du client pour fins d'Améliorations et de mises à jour des Logiciels. 1.9. Acquittement des frais du Dépositaire pour les prestations qu'il fournit en vertu du Contrat d'entiercement.

Annexe B – Grille tarifaire de Tetra Tech pour l'année 2017

Catégorie	Personnel clé	Taux horaire
Directeur	Stéphane Gagnon	250 $
Chargé de projet/Ingénieur principal/ Expert technique, contrôle en temps réel (CTR) (>15 ans)	Martin Pleau François Grondin	190 $
Ingénieur senior/Technicien et informaticien principal (10-15 ans)	Jean-François Pouliot Simon Proulx	148 $
Ingénieur intermédiaire/Technicien et informaticien senior (5-10 ans)	Maxym Lachance Audrey Causse	133 $
Ingénieur junior/Technicien et informaticien intermédiaire (0-5 ans)	Fabrice Dumas Dominic Gallichand Frédéric Lépine	111 $
Technicien-dessinateur		96 $
Administration/Secrétariat		85 $

Les dépenses sont facturées au coûtant.
La catégorie du Personnel clé sera révisée annuellement.
Les curriculums vitae sont fournis à l'Annexe C.

Annexe C – Curriculum Vitae du Personnel Clé

Initiales : _____(Tetra Tech), _____(VDM)

Annexe D – Politique de gestion contractuelle

Annexe E – Documents Confidentiels

- Csoft en Bref (ICS009501)
- Guide de dépannage (ICS009601)
- De Csoft3 vers Csoft4

Tous documents qui seront émis en lien avec Csoft ou Pilote dont la mention confidentielle est indiquée feront également objet d'une restriction.

Cette liste peut être mise à jour par Tetra Tech à tout moment.

Initiales : _____(Tetra Tech), _____(VDM)

Ville de Montréal

TETRA TECH

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
21 FÉV. 2017
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

CONTRAT DE LICENCE

entre

TETRA TECH QI INC.,

Le « Licencieur »

et

VILLE DE MONTRÉAL,

Le « Licencié »

Révision en date du 1er janvier 2017
N° de projet Tetra Tech: 10856C
N° du document : 10DC001

TABLE DES MATIÈRES

Préambule 1
1. Définitions 1
2. Objet de la Licence 2
3. Entrée en Vigueur, Résiliation 2
4. Restrictions de la Licence 3
5. Redevance 3
6. Livraison 3
7. Modification des Logiciels 3
8. Propriété des Logiciels et de la Documentation 3
9. Confidentialité 4
10. Interdiction de l'Ingénierie Inversée 5
11. Injonction 5
12. Garanties, Renonciation; Limitation de Responsabilité 5
13. Indemnisation. 6
14. Indépendance des Parties 7
15. Force Majeure 7
16. Droit applicable et Règlement des Différends 7
17. Modification 7
18. Cession 8
19. Notification 8
20. Maintien en Vigueur 9
21. Intégration Automatique au Contrat 9

Annexe A : Documents Confidentiels

Contrat de Licence

Préambule

ATTENDU QUE la fourniture et l'installation d'un système de contrôle intégré de ses intercepteurs (CIDI) et l'exécution d'ouvrages connexes comportant une licence non-exclusive et incessible des Logiciels (**"Licence"**) sont gérées et administrées par la société Tetra Tech QI Inc.;

EN CONSIDÉRATION DE CE QUI PRÉCÈDE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT:

1. Définitions

"**Amélioration**" désigne toute correction, toute modification, toute mise à jour ou toute nouvelle édition des Logiciels.

"**Anomalie**" désigne tout incident ou défaut de fonctionnement qui, soit empêche l'utilisation normale de tout ou partie des Logiciels, soit provoque un résultat ou une action incorrecte par rapport aux fonctionnalités décrites dans la Documentation.

"**Contrat d'Entiercement**" désigne le contrat d'entiercement conclu entre le Licencié, le Licencieur et un dépositaire le 1er janvier 2017.

"**Contrat de Maintenance**" désigne le contrat de Maintenance des Logiciels et d'Assistance Technique, comprenant la fourniture des Améliorations commercialisées par le Licencieur et la gestion (et l'acquittement des frais de support et maintenance applicables) des licences des sous-composantes nécessaires au fonctionnement des Logiciels (par exemple, ILog, Gurobi, Matrikon OPC Client, Oracle, etc.), conclu entre le Licencieur et le Licencié le 1er janvier 2017.

"**Documentation**" désigne les manuels d'utilisation, le matériel de formation, les manuels techniques ainsi que toute documentation similaire afférente aux Logiciels et aux Améliorations fournis par le Licencieur.

"**Données du Client**" signifie les données fournies par le Licencié ou générées par l'utilisation des Logiciels.

"**Équipement Désigné**" signifie les Logiciels, matériels informatiques, terminaux, réseaux, connections aux réseaux et les autres ressources suggérés et validés par le Licencieur pour l'installation et l'utilisation des Logiciels.

"**Logiciels**" désigne les logiciels identifiés sous la marque "Csoft" et le "pilote Csoft".

"**Propriété Intellectuelle**" désigne toute information, connaissance et expérience de nature technique ou commerciale incluant le droit d'auteur, marque de commerce et son achalandage, secret commercial et savoir-faire portant sur les Logiciels, incluant sans pour autant s'y limiter les Améliorations, et la Documentation afférente, mais excluant les Données du client.

"**Information stratégique**" : Signifie toute information se rapportant au fonctionnement du Logiciel et les Améliorations subséquentes.

"**Services**" désignent les services et prestations fournis par le Licencieur en vertu du Contrat de Maintenance.

"**Site du Client**" signifie l'emplacement physique où se trouve l'Équipement Désigné dans le territoire de l'agglomération de Montréal.

"Système" ou "**CIDI**" signifie le système pour le contrôle intégré des intercepteurs du Licencié.

"Utilisateurs Autorisés" signifie : (i) le personnel du Licencié ou son représentant autorisé et (ii) le personnel du Licencieur.

"**Personnel clé du Licencieur**" : Signifie le personnel possédant l'expertise et les qualifications requises pour assurer le bon fonctionnement et le développement du Logiciel.

2. Objet de la Licence

Sous réserve des autres dispositions du présent Contrat, le Licencieur confirme au Licencié son droit non-exclusif, perpétuel et incessible d'utiliser les Logiciels dans le Site du Client sur l'Équipement désigné pour l'opération du Système.

Le Licencieur fournit les licences des sous-composantes nécessaires au fonctionnement des Logiciels (par exemple, ILog, Gurobi, Matrikon OPC Client, Oracle, etc.) sans frais additionnels pour le Licencié tant et aussi longtemps que le Contrat de Maintenance est en vigueur.

3. Entrée en Vigueur, Résiliation

(a) Le présent Contrat entre en vigueur à la date de sa signature par les Parties et demeure en vigueur conformément aux dispositions prévues aux présentes.

(b) Nonobstant l'article 3(a) du présent Contrat, le Licencieur peut en tout temps, au moyen d'un avis écrit à cet effet au Licencié, résilier le Contrat, sans préjudice à tous ses droits et recours, si le Licencié ne respecte pas toute obligation de ce Contrat et que cette violation ou ce défaut n'est pas corrigé dans les cent quatre-vingt (180) jours suivant un avis écrit du Licencieur exposant ladite violation ou ledit défaut du Licencié et les correctifs à apporter.

(c) Nonobstant ce qui précède, le Licencié peut aussi, dès l'expiration d'un délai de cent quatre-vingt (180) jours à compter de la réception d'un avis du Licencié, résilier le Contrat malgré le fait que le Licencieur ne soit pas en défaut.

4. Restrictions de la Licence.

Les droits d'utilisation des Logiciels reconnus par le présent Contrat sont soumis aux restrictions suivantes:

(a) Les droits accordés sont limités à l'utilisation des Logiciels par les Utilisateurs Autorisés dans le cadre du Système.

(b) La Licence ainsi accordée n'inclut aucune utilisation qui ne serait pas expressément énumérée dans ce Contrat et exclut plus particulièrement le droit : (i) de rendre disponible ou de permettre à des tiers autres que les Utilisateurs Autorisés d'avoir accès aux Logiciels que ce soit en partie ou en totalité; (ii) de rendre disponible ou de permettre à toute personne de vendre, distribuer, licencier tout ou partie des Logiciels de quelque manière que ce soit; (iii) de rendre accessible tout ou partie des Logiciels en un lieu autre que le Site du Client; (iv) de procéder à des additions, des suppressions, ou des modifications des Logiciels; ou (v) d'utiliser les Logiciels à l'extérieur du Site du Client; (vi) d'utiliser les Logiciels avec un système autre que le Système décrit au présent Contrat.

(c) Le Licencieur se réserve tous les droits sur les Logiciels qui n'ont pas été expressément accordés au Licencié en vertu de ce Contrat.

5. Redevance

(a) Le Licencieur déclare avoir reçu du Licencié dans le cadre de la Licence que ce Contrat actualise la redevance applicable aux droits conférés par les présentes.

6. Livraison

(a) Le Licencié déclare avoir reçu une copie du code objet de chaque composant des Logiciels prévu à la Licence.

7. Modification des Logiciels

Le Licencieur dispose du droit illimité de modifier le contenu, le format ou tout autre aspect des Logiciels ou de la Documentation dans la mesure où ces modifications n'affectent pas le Système du Licencié ou n'entraîne aucuns frais d'adaptation pour le Licencié autres que ceux qui pourraient être exigés dans le Contrat de Maintenance.

8. Propriété des Logiciels et de la Documentation

(a) Le Licencié, sous réserve des droits des tiers, reconnaît et consent à ce que: (i) tout droit, titre et intérêt portant sur les Logiciels, et tout programme, Système et matériel créés, préparés ou fournis par le Licencieur relativement aux Logiciels incluant sans pour autant s'y limiter la Documentation (à l'exclusion des Données du Client que le Licencieur ne peut utiliser qu'aux fins de la fourniture des Services couverts par le Contrat de Maintenance) et tout droit d'auteur, brevet, secret commercial et autre droit de Propriété Intellectuelle

afférents sont et resteront la propriété du seul Licencieur, (ii) les données et autres informations qu'elles contiennent, autres que celles du Client, seront créées, compilées, sélectionnées et arrangées grâce à l'application de méthodes et d'algorithmes développés et appliqués au terme d'un travail considérable tant au point de vue temporel que financier, et ils constituent des droits d'auteur, des secrets commerciaux, des informations confidentielles ou des biens d'une valeur que le Licencieur déclare substantielle; (iii) le Licencié traitera les éléments définis à (i) et (ii) et sous les réserves y formulées comme la propriété du Licencieur et n'utilisera, ni ne permettra à un de ses employés ou de ses représentants, incluant sans pour autant s'y limiter les Utilisateurs Autorisés, ou à un tiers d'utiliser tout ou partie de ce qui précède à moins que ce ne soit expressément autorisé en vertu du présent Contrat; et (iv) le Licencié devra à la résiliation de ce Contrat survenue à la suite de la mise en applications des dispositions de l'art. 3(b), déployer les efforts raisonnables pour lui remettre ou détruire toute copie des Logiciels et de la Documentation (incluant sans pour autant s'y limiter la suppression de tout logiciel installé sur les ordinateurs ou autres équipements de traitement de données, copies de sauvegarde et toute note, mémorandum et autre document couvrant des informations confidentielles, propriété du Licencieur, afférents à la version courante et à toute autre version antérieure des Logiciels ou de la Documentation).

(b) Le Licencié consent à ne pas enlever lui-même, ni permettre à ses employés ou à ses représentants d'enlever, toute mention de la confidentialité ou d'un droit d'auteur, de tout numéro de série, de licence ou de toute autre donnée ayant un objet ou un effet d'identification, apparaissant sur ou à l'intérieur des Logiciels ou de la Documentation. Le Licencieur accorde au Licencié l'autorisation de copier les Logiciels et la Documentation afférente aux seules fins de gestion interne du Système, le tout conformément à ses pratiques courantes.

9. Confidentialité

(a) Le Licencié reconnaît que les Informations stratégiques qu'il a reçues ou va recevoir se rapportant aux fonctionnement interne des Logiciels, les Améliorations et tout document figurant à l'Annexe A sont de nature confidentielle et sont des secrets de commerce appartenant exclusivement au Licencieur.

(b) Les obligations énumérées au paragraphe précédent ne s'appliquent pas dans la mesure où l'information considérée ne fait plus l'objet de restrictions relativement à sa divulgation ou à son utilisation ou est développée de manière indépendante (sans utilisation de ou référence à l'information confidentielle du Licencieur) par le Licencié, dans la mesure où elle a déjà été divulguée ou autorisée par le Licencieur dans des documents publiés, dans la mesure où elle est généralement connue du public ou obtenue de manière légale par un tiers non assujetti à une obligation de confidentialité relative à cette information.

(c) Le Licencié, à la fin du Contrat pour quelque raison que ce soit, s'engage à déployer les efforts raisonnables pour remettre à la demande du Licencieur, les originaux ainsi que toutes les copies de la Documentation divulguée par le Licencieur se rapportant à

l'installation, à l'utilisation et à la mise à jour des Logiciels qu'il peut avoir en sa possession et de n'en conserver aucune copie.

(d) Le Licencieur reconnaît que les informations ou Données du Client sont de nature confidentielle et s'engage expressément à les utiliser uniquement pour fournir les Services couverts par le Contrat de maintenance. À cet égard, les dispositions prévues aux présentes concernant la Propriété Intellectuelle, la confidentialité, les usages autorisés et la sécurité s'appliquent en faisant les adaptations nécessaires et survivent à la résiliation du Contrat.

10. Interdiction de l'Ingénierie Inversée

Le Licencié ne doit pas : (i) modifier, traduire ni décompiler le code source des Logiciels ; (ii) créer ou tenter de créer, par ingénierie inversée ou autrement le code source à partir du code source des Logiciels ; (iii) adapter le code objet d'une quelconque manière ou utiliser celui-ci pour créer un produit dérivé.

11. Injonction

Le Licencié reconnaît que toute violation de l'une des dispositions du présent Contrat relative à la protection des Logiciels, de la Documentation ou de tout autre droit de Propriété Intellectuelle ou de toute information à caractère confidentiel du Licencieur, incluant sans pour autant s'y limiter les dispositions des articles 8, 9, 10, 11 et 12, causera un préjudice aux activités et patrimoine du Licencieur. Le droit du Licencieur d'obtenir une injonction ne le privera pas de son droit de se prévaloir de tout autre recours possible, ce qui inclut sans pour autant s'y limiter le droit de demander des dommages et intérêts. Le Licencieur ne pourra demander d'injonction qu'après l'expiration d'un délai de trente (30) jours à compter de la réception par le Licencié de l'avis du Licencieur l'informant d'une violation d'une disposition décrite dans le présent article si le Licencié n'y a pas remédié dans ce délai.

12. Garanties, Renonciation; Limitation de Responsabilité

(a) Garanties

Le Licencieur garantit : (i) qu'il a la capacité de disposer des Logiciels selon les termes prévus au Contrat et qu'il n'existe aucun empêchement d'ordre légal, judiciaire ou conventionnel d'accorder des licences d'utilisation conformément aux termes du Contrat; (ii) qu'au meilleur de sa connaissance, l'utilisation par le Licencié des Logiciels en conformité au Contrat ne contrevient pas ou n'enfreint pas le droit de Propriété Intellectuelle d'une autre personne, y compris celui du Licencié .

(b) Renonciation

À l'exception de ce qui a été expressément stipulé dans le paragraphe précédent, le licencieur ne fournit aucune autre garantie implicite ou explicite (ce qui inclut notamment les garanties de qualité ou d'adaptation à des utilisations particulières ou pour la non violation) relative aux logiciels.

(c) Limitation de Responsabilité

En aucun cas, le Licencieur ne peut être tenu responsable de dommages spéciaux, exemplaires ou indirects, même si le Licencieur connaissait la possibilité de tels dommages.

13. Indemnisation.

(a) Indemnisation par le Licencieur

Sous réserve d'avoir été immédiatement avisé par écrit de toute réclamation, action ou procédure introduite contre le Licencié par un tiers alléguant que l'utilisation conforme au Contrat des Logiciels ou de la Documentation fournie par le Licencieur au Licencié enfreint un brevet, une marque de commerce, un droit d'auteur ou tout autre droit de Propriété Intellectuelle (incluant sans pour autant s'y limiter le détournement de tout secret commercial), le Licencieur s'engage à défendre et à tenir indemne le Licencié de toute responsabilité, coûts et dommages et intérêts découlant de cette réclamation, action ou procédure. Le Licencieur assumera seul la défense de cette réclamation, action ou procédure ainsi que les négociations en vue d'un règlement, sauf si les Parties en conviennent autrement par écrit. Nonobstant ce qui précède, le Licencieur n'assume aucune responsabilité ou obligation relative à une réclamation ou action pour violation si cette violation est causée par : (i) le non-respect par le Licencié de la conception, lignes directrices, plans ou spécifications du Licencieur; (ii) l'utilisation des Logiciels dans un environnement autre que celui spécifié par le Licencieur; (iii) la modification des Logiciels par une personne autre que le Licencieur; ou (iv) l'utilisation des Logiciels avec d'autres produits ou services alors que les Logiciels en eux-mêmes ne l'enfreindraient pas.

(b) Indemnisation par le Licencié

À l'exception d'une faute lourde du Licencieur, la responsabilité totale, contractuelle ou/et extra-contractuelle du Licencieur relativement aux réclamations découlant de ou en relation avec les Logiciels ou de leur utilisation sera limitée à la somme totale de un million de dollars (1 000 000$). Si le Contrat de Maintenance n'est plus en vigueur, à l'exception des cas où le Licencieur est tenu d'indemniser le Licencié en vertu du paragraphe 13(a) de cet article, le Licencié doit tenir indemne le Licencieur contre toute responsabilité.

14. Indépendance des Parties

Les Parties reconnaissent qu'elles agissent à titre d'entrepreneurs indépendants et que rien dans le Contrat ne doit s'interpréter de façon à modifier leur statut ou à constituer une société, une corporation ou un mandat de quelque nature que ce soit entre les Parties.

15. Force Majeure

(a) Aucune des Parties à ce Contrat ne peut être considérée en défaut dans l'exécution de ses obligations en vertu des présentes, si telle exécution est retardée, retenue ou empêchée par l'avènement d'un cas de force majeure. Aux fins des présentes, la force majeure constitue toute cause ne dépendant pas de la volonté des Parties au présent Contrat, qu'elles n'ont pu raisonnablement avoir prévue et contre laquelle elles n'ont pu se prémunir. Nonobstant ce qui précède, aucune des Parties au Contrat ne pourra invoquer la force majeure pour un défaut ou un retard dans le paiement de tout montant dû en vertu du présent Contrat.

(b) La Partie qui invoque un cas de force majeure doit aussitôt en aviser l'autre Partie. Elle devra également prendre les mesures nécessaires et réaliser les efforts correspondants aux circonstances pour régler cette situation en donnant avis de ses actions à l'autre Partie, tout en précisant le délai dans lequel la situation devrait être réglée.

(c) Tout cas de force majeure suspend l'exécution du Contrat à partir du moment où la Partie qui l'invoque en a informé l'autre Partie et ce jusqu'à la fin du délai mentionné pour régler la situation, tel que précisé par la Partie qui l'invoque.

16. Droit applicable et Règlement des Différends

Ce Contrat est régi par le droit applicable dans la province de Québec. Tout différend découlant ou en relation avec le présent Contrat sera soumis exclusivement à la juridiction compétente du district judiciaire de Montréal.

17. Modification

Aucune modification ne sera effective si elle n'a pas été faite par écrit et signée par les Parties au Contrat ou, dans le cas d'une renonciation, par un écrit signé par la Partie qui renonce à faire respecter un de ses droits. Le fait qu'une Partie au présent Contrat n'ait pas insisté sur la pleine exécution de l'une quelconque des obligations contenues au Contrat ou n'ait pas toujours exercé l'un quelconque de ses droits y conférés ne doit pas être considéré comme une renonciation pour l'avenir à tel droit ou à l'exécution de telle obligation.

18. Cession

(1) Le Licencieur peut, à sa seule discrétion et sans le consentement de l'autre Partie, céder ce Contrat à tout acheteur de l'entreprise du Licencieur ou de tout ou d'une partie substantielle de ses actifs (« **Cédé** ») sous réserve du respect de l'ensemble des conditions suivantes :

(a) Une telle cession ne doit pas entraîner de délais ni de coûts additionnels pour le Licencié;

(b) Le Licencieur doit démontrer que le Personnel clé du Cédé, possède des qualifications et expertises similaires à celles de son personnel.

(c) Le Cédé est un fournisseur qualifié qui aurait satisfait les critères de qualification technique du présent Contrat et accepte de respecter les termes et conditions de celui-ci en lieu et place du Licencieur;

(d) Le Licencié reçoit, par chèque visé, la plus petite somme entre 5 000$ ou 1% de la valeur résiduelle du Contrat pour la cession de l'ensemble des Contrats : Contrat de Maintenance, Contrat de License et Contrat d'Entiercement;

(e) Le Licencieur et le Licencié signent une quittance mutuelle finale relativement au présent Contrat;

(f) La cession porte de façon simultanée également sur le Contrat de Maintenance et le Contrat d'Entiercement.

Le Contrat lie les Parties, leurs successeurs ou ayants-droit.

(2) Dans le cas d'une cession à une filiale du groupe Tetra Tech, les modalités de cession ne se limitent qu'à la notification écrite à Montréal

19. Notification

Tout avis ou notification devant être donné en vertu du titre du présent Contrat sera censé avoir été donné s'il est envoyé par lettre recommandée avec accusé de réception ou par télécopie, expédié à l'adresse du destinataire ci-après indiquée ou à toute autre adresse modifiée suivant la présente procédure, et sera censé avoir été reçu à la date de l'avis de réception dans le cas d'une lettre recommandée et un (1) jour après la date d'envoi dans le cas de télécopie :

Pour le Licencieur :
Stéphane Gagnon
Tetra Tech QI Inc.
Direction générale, **Division Municipal-Eau**
5100, Sherbrooke E., bureau 900
Montréal (Québec) H1V 3R9
Téléphone: (514) 257-2424

Initiales : _____(Tt), _____(VDM)

Télécopie: (514) 257-2418

Pour le Licencié:
Directeur du traitement des eaux usées Ville de Montréal
Direction de l'épuration des eaux usées
Ville de Montréal
12001 Boul Maurice-Duplessis
Montréal (Québec) H1C 1V3
Téléphone : (514) 280-3706
Télécopie : (514) 280-4387

20. Maintien en Vigueur.

Les dispositions des articles 8, 9, 10, 11 et 12 survivront à la résiliation de ce Contrat.

21. Intégration Automatique au Contrat

(a) L'annexe et le préambule du présent Contrat en constituent une partie intégrante.

(b) Le présent Contrat annule et remplace tout contrat antérieur ayant le même objet. (c) La nullité d'une clause particulière du Contrat n'entraîne pas la nullité de l'ensemble du Contrat, à moins que l'on ne puisse considérer cette clause comme substantielle, c'est-à-dire, à moins que cette clause ne soit telle que les Parties (ou la Partie en faveur de laquelle la clause a été souscrite) n'auraient (n'aurait) pas conclu le présent Contrat si elles (elle) avaient (avait) connu la nullité de ladite clause.

(d) Les titres utilisés dans le Contrat n'ont aucune valeur interprétative ; ils servent uniquement comme élément de classification et d'identification des dispositions constitutives de l'entente entre les Parties qui sont consignées dans le Contrat et, en raison de cette fonction, ils ne peuvent se voir attribuer de signification ni influencer l'interprétation d'une disposition.

EN FOI DE QUOI, les Parties ont signé le présent Contrat par leur représentant autorisé à la date indiquée ci-dessous.

VILLE DE MONTRÉAL

Par :

Richard Fontaine
Directeur **du traitement des eaux usées**
Date :

TETRA TECH QI INC.

Par :

Stéphane Gagnon
Directeur Général, Municipal-Eau
Date :

Ce contrat a été approuvé par le Conseil d'agglomération de la ville de Montréal le du 2017 (RCG-17).

Initiales : _____(Tt), _____(VDM)

4/4/17

Annexe A – Documents Confidentiels

- Csoft en Bref (ICS009501)
- Guide de dépannage (ICS009601)
- De Csoft3 vers Csoft4

Tous documents qui seront émis en lien avec Csoft ou Pilote dont la mention « confidentiel » est indiquée feront également objet d'une restriction.

Cette liste peut être mis-à-jour par Tetra Tech à tout moment.

Initiales : _____(Tt), _____(VDM)

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1163334020

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à Tetra Tech QI inc. pour les services de maintenance du système CIDI d'une durée de trois ans pour une somme maximale de 810 573,75 $ taxes incluses / Approuver un contrat de gré à gré de Licence entre Tetra Tech QI inc. et la Ville et un contrat d'entiercement entre la Ville, Tetra Tech QI inc. et Lavery, De Billy, s.e.n.c.r.l., rétroactivement au 1er janvier 2017 - Fournisseur unique.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1163334020InfoCompt_DEEU.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Stéphanie SIMONEAU
Préposée au budget

Tél : 514-280-4020

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-24

Sophie GASCON
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514-280-6614
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.09

2017/03/30 17:00

(1)

Dossier # : 1177577001

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la réalisation des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	Programme complémentaire de planage-revêtement (PCPR)
Objet :	Conclure une entente-cadre de services professionnels avec la firme SNC-Lavalin inc. pour une période de soixante (60) mois, pour la gestion et la surveillance des travaux du programme complémentaire de planage et revêtement ainsi que dans le domaine des infrastructures municipales du Service des infrastructures de la voirie et des transports, pour une somme maximale de 4 254 063,50 $, taxes incluses / Appel d'offres public 16-15683 (5 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin.

Il est recommandé :

1. de conclure une entente-cadre de services professionnels pour la gestion et la surveillance des travaux du Programme de planage et revêtement, ainsi que dans le domaine des infrastructures du Service des infrastructures, de la voirie et des transports ;
2. d'approuver un projet de convention de services professionnels par lequel SNC-Lavalin inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 4 254 063,50 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-15683 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention ;
3. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets du SIVT, et ce au rythme des besoins à combler, pour une période maximale de soixante (60) mois.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2017-02-17 13:47

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1177577001**

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la réalisation des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	Programme complémentaire de planage-revêtement (PCPR)
Objet :	Conclure une entente-cadre de services professionnels avec la firme SNC-Lavalin inc. pour une période de soixante (60) mois, pour la gestion et la surveillance des travaux du programme complémentaire de planage et revêtement ainsi que dans le domaine des infrastructures municipales du Service des infrastructures de la voirie et des transports, pour une somme maximale de 4 254 063,50 $, taxes incluses / Appel d'offres public 16-15683 (5 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du Programme triennal d'immobilisation (PTI) 2017-2019, le Service des infrastructures, de la voirie et des transports (SIVT) s'est vu allouer des budgets afin de continuer la réalisation des programmes suivants :

- Programme complémentaire de planage et revêtement (PCPR) avec un budget de 99 M$ en 2017;
- Programme de réhabilitation de chaussées par planage-revêtement (PRCPR) avec un budget de 15,9 M$ en 2017;
- Programme de maintien des infrastructures routières (PMIR) avec un budget de 10 M$ en 2017.

Les programmes PCPR et PRCPR visent l'amélioration de l'état des chaussées par la technique de planage et revêtement dans divers tronçons de rue ne nécessitant pas de modifications géométriques ou d'interventions sur les infrastructures souterraines à moyen terme.

Le programme PMIR quant à lui vise l'entretien ponctuel des infrastructures de voirie tel que les arrêts d'autobus, le planage et revêtement à divers endroits, la réparation des fissures

actives, les ajustements de puisards ou les réparations de glissières de sécurité.

La sélection des projets est réalisée par la Division de la gestion d'actifs de la Direction des transports alors que la gestion et la réalisation du programme est sous la responsabilité de la Direction des infrastructures.

Ces investissements alloués à la conservation du réseau routier témoignent de l'engagement de la Ville de Montréal à améliorer tant le confort et la sécurité des usagers de la route, que l'efficacité des déplacements des personnes et des marchandises, contribuant ainsi à la qualité de vie des citoyens, au développement et à la croissance économique de Montréal. Ces investissements viennent donc atténuer la problématique de dégradation des infrastructures routières et permettent d'améliorer l'état global des chaussées.

Compte tenu de l'ampleur de ce programme et afin de pouvoir atteindre les objectifs de réalisation visés, la Direction des infrastructures sollicite les services professionnels d'une firme d'ingénierie pour l'assister dans la gestion et la surveillance des travaux de voirie, le maintien de la circulation, la gestion des impacts ainsi que les communications de chantier. Le contrôle qualitatif en chantier sera réalisé par une firme différente en utilisant une autre entente-cadre de la Direction des infrastructures.

Dans ce contexte, le lancement d'un appel d'offres public a été requis afin de conclure une entente-cadre de services professionnels.

L'appel d'offres a été publié dans le journal Le Devoir et sur le site électronique d'appel d'offres SEAO. Le détail de cet appel d'offres se retrouve dans l'intervention du Service de l'approvisionnement.

Deux (2) addenda furent émis afin d'aviser l'ensemble des preneurs du cahier des charges des modifications faites aux documents d'appel d'offres :

- Addenda n° 1 émis le 17 novembre 2016 : remplacement du bordereau de prix et transmission de précisions et réponses aux questions reçues de la part des preneurs de cahier de charges;
- Addenda n° 2 émis le 29 novembre 2016 : report de la date d'ouverture de l'appel d'offres au 12 décembre 2016.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0121 - 25 février 2016 - Conclure une entente-cadre de services professionnels avec la firme Beaudoin Hurens inc. pour la gestion et la surveillance des travaux pour le Programme complémentaire de planage et revêtement (PCPR) du Service des infrastructures, de la voirie et des transports pour une somme maximale de 7 669 522,35, taxes incluses / Appel d'offres public 15-14826 (3 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin (1164102001).
CG15 0147 - 26 mars 2015 - Conclure une entente-cadre de services professionnels avec SNC-Lavalin inc. pour la gestion et la surveillance des travaux pour le Programme de planage et revêtement du Service des infrastructures, de la voirie et des transports pour une somme maximale de 2 974 725,18 $, taxes incluses / Appel d'offres public 14-14106 - (6 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin (1154822004).

CM14 1035 - 28 octobre 2014 - Offrir aux arrondissements les services relatifs à la mise en œuvre du Programme complémentaire de planage-revêtement (PCPR) 2015 du Service des infrastructures, de la voirie et des transports, conformément à l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, et ce, conditionnellement à l'adoption du PTI 2015-2017 (1142088004).

DESCRIPTION

Il s'agit d'approuver un projet de convention et de conclure une entente-cadre de services professionnels pour la gestion et la surveillance des travaux de voirie, le maintien de la circulation, la gestion des impacts ainsi que les communications de chantier des programmes PCPR, PRCPR et PMIR du SIVT. Tel que stipulé dans les documents contractuels, la Ville peut utiliser cette entente-cadre pour faire la gestion et la surveillance de travaux de même nature et non spécifiquement inclus dans ces programmes.
En considérant l'augmentation des investissements prévus pour les travaux de voirie dans les prochaines années, la Direction des infrastructures désire octroyer un (1) contrat d'entente-cadre pour une somme maximale de 4 254 063,50 $ et pour une période pouvant atteindre un maximum de soixante (60) mois à partir de la date d'octroi du contrat.

À la suite du lancement de l'appel d'offres public # 16-15683, il est recommandé de retenir les services de la firme SNC Lavalin inc.

À la lumière du rapport SMCE125309007 de la Commission permanente sur l'examen des contrats, le montant maximal de l'enveloppe budgétaire de l'entente-cadre a été établi au prix de la soumission de l'adjudicataire recommandé.

Il s'agit d'un contrat à taux horaires par catégorie d'employés.

Les heures prévisionnelles inscrites aux bordereaux de soumissions pour l'entente-cadre, pour chacune des années et pour chacune des catégories d'employés, sont basées sur les besoins estimés et sont utilisées seulement aux fins d'un scénario permettant de déterminer la meilleure proposition de prix. L'entente est valide jusqu'à l'épuisement des enveloppes budgétaires ou à la fin de la période de soixante (60) mois, selon la première des deux éventualités.

La convention de services professionnels a été rédigée à partir de la convention type du Service des affaires juridiques et est présentée dans le "Document juridique".

JUSTIFICATION

Compte tenu de l'envergure des programmes PCPR, PRCPR et PMIR et de la nature des services professionnels requis de moins grande complexité que pour les projets intégrés, il est proposé de retenir les services professionnels d'une firme externe pour effectuer la gestion et la surveillance des travaux des programmes précités du SIVT.
Analyse des soumissions :
Le présent dossier donne suite à un appel d’offres assujetti à la Loi sur l’intégrité en matière de contrats publics (Loi 1) conformément au décret #795-2014 qui entrait en vigueur le 24 septembre 2014.

L'adjudicataire recommandé, SNC Lavalin inc., détient une attestation de l'Autorité des marchés financiers, laquelle arrivait à échéance le 3 février 2017. Une demande de renouvellement a été déposée par la firme auprès de l'Autorité des marchés financiers (AMF). Les copies de l'attestation et de la demande de renouvellement se trouvent dans les "Pièces jointes".

La Ville procède à l'octroi du contrat à la firme qui obtient le plus haut pointage final et ce, au prix de sa soumission.

La rencontre du comité de sélection s'est tenue le 19 janvier 2017. Les soumissions reçues le 12 décembre 2016 ont été analysées par le comité de sélection selon les critères de sélection et de pondération spécifiés au devis.

Résultats de l'appel d'offres:

Soumissions conformes	Note intérimaire	Note finale	Total (taxes incluses)
1 – **SNC Lavalin inc.**	**83,8**	**0,3146**	**4 254 063,50$**
2 – IGF Axiom inc.	70,8	0,3106	3 890 213,62$
3 – Axor experts-conseils inc.	78,5	0,28	4 635 663,23$
4 - WSP Canada inc.	76,8	0,22	5 659 896,84$
5 - Beaudoin Hurens inc.	74,0	0,21	6 041 855,76$
Dernière estimation réalisée à l'interne			**4 351 571,83$**
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire - estimation)* **Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%)** *(l'adjudicataire - estimation)/estimation) x 100*			**-97 508,33$** **-2,2%**
Écart entre celui ayant obtenu la 2e note finale et l'adjudicataire ($) *(2 e meilleure note finale - adjudicataire)* **Écart entre celui ayant obtenu la 2e note finale et l'adjudicataire (%)** *(2 e meilleure note finale - adjudicataire)/adjudicataire) x 100*			**-363 849,88$** **-8,6%**

Le détail de l'évaluation qualitative est présenté dans l'intervention du Service de l'approvisionnement.

Dernière estimation réalisée:

L'estimation interne préparée au moment de lancer l'appel d'offres a été établie en fonction des heures prévisionnelles inscrites au bordereau de soumission selon les taux horaires établis en utilisant la moyenne des taux reçus dans le cadre de contrat de services professionnels pour des services équivalents, le tout majoré pour tenir compte de la période de réalisation des travaux. Il est à noter que les stratégies utilisées par chacune des firmes leur sont propres et ne sont pas divulguées.

L'écart favorable obtenu entre l'estimation interne et le soumissionnaire ayant le meilleur pointage final est de -2,2 %. Ce faible écart démontre que le prix soumis par la firme SNC Lavalin inc. pour la majorité des postes se trouve dans la moyenne des prix des contrats de même nature octroyés dans les dernières années.

L’écart de prix entre l’adjudicataire et la 2e meilleure note est de -363 849,88 $, soit -8,6 %. L’écart entre la moyenne des soumissions et l’estimation est de 542 766,76$ soit 12,5 %, ce qui porte à croire que le marché actuel tend vers une hausse des taux horaires de services professionnels en comparaison avec les taux des contrats octroyés récemment.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Il s'agit d'une entente-cadre sans imputation budgétaire pour la fourniture de services professionnels pour la gestion et la surveillance des travaux des programmes PCPR, PRCPR et PMIR du SIVT, dans le cadre de différents projets confiés à la Direction des infrastructures. La Ville peut également utiliser cette entente-cadre pour faire la gestion et surveillance de travaux de même nature et non spécifiquement inclus dans ces programmes. Les différents mandats seront effectués selon la disponibilité des crédits et sur

demande de la Division de la réalisation des travaux, laquelle assurera la gestion desdits services et le suivi des enveloppes. Enfin, cette entente pourrait également être utilisée dans le cadre de projets relevant de la compétence de l'agglomération, soit les pistes cyclables.
Chacun des mandats confiés à la firme devra faire l'objet d'une autorisation de dépense, à l'aide d'un bon de commande, en conformité avec les règles prévues aux différents articles du règlement de délégation de pouvoir en matière d'entente-cadre.

Le montant maximum d'honoraires professionnels de 4 254 063,50 $ taxes incluses, représente un coût net de 3 884 527,00$ lorsque diminué des ristournes fédérale et provinciale.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Une partie des objectifs d'investissements du SIVT et la réalisation des programmes PCPR, PRCPR et PMIR en 2017 dépendent de l'obtention d'un contrat de services professionnels pour la gestion et la surveillance des travaux de voirie, le maintien de la circulation et la gestion des impacts, ainsi que les communications de chantier.
Advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure au 10 juin 2017, soit la date d'échéance de validité des soumissions, le plus bas soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Il faudrait donc procéder à un autre processus d'appel d'offres et en défrayer les coûts associés.

De plus, il est important de noter que la période favorable aux travaux de voirie se situe entre les mois de juin et de novembre. Tout délai dans l'octroi du contrat de services professionnels aura un impact sur la capacité de réalisation pour l'année 2017.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Date visée:
Octroi du contrat : à la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées
Entrée en poste du personnel externe mandaté : avril 2017
Début des travaux : mai-juin 2017;
Fin des travaux : à l'épuisement des enveloppes budgétaires ou à la fin de la période de soixante (60) mois, selon la première des deux éventualités.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Yves BELLEVILLE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Service de l'approvisionnement, / Direction (Yves Belleville)

Parties prenantes

Jean CARRIER, Service des infrastructures_voirie et transports

Lecture :

Jean CARRIER, 31 janvier 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Gilbert NIOX
Ingénieur - Coordonnateur de projet

Tél : (514) 868-0860
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-01-27

Martin BOULIANNE
Chef de division

Tél : 514 872-9552
Télécop. : 514 872-6123

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Chantal AYLWIN
Directrice des infrastructures
Tél : 514 872-4101
Approuvé le : 2017-02-14

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2017-02-15

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1177577001

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la réalisation des travaux
Objet :	Conclure une entente-cadre de services professionnels avec la firme SNC-Lavalin inc. pour une période de soixante (60) mois, pour la gestion et la surveillance des travaux du programme complémentaire de planage et revêtement ainsi que dans le domaine des infrastructures municipales du Service des infrastructures de la voirie et des transports, pour une somme maximale de 4 254 063,50 $, taxes incluses / Appel d'offres public 16-15683 (5 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

16-15683-Det Cah final.pdf comité.pdf octroi.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Yves BELLEVILLE
agent d'approvisionnement II
Tél : 514 872-5298

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-01-31

Claude HOULE
Chef de Section
Tél : 514 872-2608
Division : Service de l'approvisionnement , Direction

16-15683 - services professionnels en gestion et surveillance pour le programme de planage et revêtement ainsi que dans le domaine des infrastructures municipales

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et la problématique 10%	Méthodologie proposée 10%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 15%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 30%	Qualification et expérience du chargé de projet 30%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Axor experts-conseils inc	3,83	8,00	7,33	12,67	24,67	22,00	78,5	4 635 663,23 $	0,28	3
Beaudoin Hurens inc	3,50	6,00	5,67	11,83	22,67	24,33	74,0	6 041 855,76 $	0,21	5
SNC-Lavalin inc	3,83	8,67	8,67	12,33	26,33	24,00	83,8	4 254 063,50 $	0,3146	1
WSP Canada	3,83	7,33	7,67	12,00	25,00	21,00	76,8	5 659 896,84 $	0,22	4
IGF Axiom inc	3,50	6,00	7,67	10,00	22,67	21,00	70,8	3 890 213,62 $	0,3106	2

Comité	
Date	19-01-2017
Heure	9h00
Lieu	255 Crémazie

Multiplicateur d'ajustement
10000

Agent d'approvisionnement	Yves Belleville

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 16-15683 — No du GDD : 1177577001

Titre de l'appel d'offres : services professionnels en gestion et surveillance pour le programme de planage et revêtement ainsi que dans le domaine des infrastructures

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 14 - 11 - 2016

Ouverture originalement prévue le : 30 - 11 - 2016

Ouverture faite le : 12 - 12 - 2016

Date du comité de sélection : 19 - 1 - 2017

Nombre d'addenda émis durant la période : 2

Date du dernier addenda émis : 29 - 11 - 2016

Délai total accordé aux soumissionnaires : 27 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 10

Nbre de soumissions reçues : 5

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 50

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 10 - 6 - 2017

Date d'échéance révisée : 10 - 6 - 2017

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
SNC-Lavalin inc.	4 254 063,50 $	X	
Beaudoin Hurens inc.	6 041 855,76 $		
Axor experts-conseils	4 635 663,23 $		
WSP Canada inc.	5 659 896,84 $		
IGF Axiom inc.	3 890 213,62 $		

Information additionnelle

Une firme agit en sous-traitance. Un organisme pour information. Les désistements sont pour les raisons suivantes: Une firme a choisi de soumissionner sur d'autres contrats, ne peut rencontrer les exigences. Une firme n'a pas répondu.

Préparé par : Yves Belleville — Le 30 - 1 - 2017

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Recherche avancée

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 16-15683
Numéro de référence : 1028908
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Services professionnels en gestion et surveillance pour le programme de planage et revêtement ainsi que dans le domaine des infrastructures municipales

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
.SNC-Lavalin inc. 455 Boul René-Lévesque Ouest, 7e étage Montréal, QC, H2Z 1Z3 NEQ : 1142775999	Monsieur Karima Aïnenas Téléphone : 514 393-8000 Télécopieur : 514 390-6534	**Commande : (1201042)** 2016-11-14 16 h 37 **Transmission :** 2016-11-14 16 h 37	2674868 - 16-15683 Addenda N° 1 2016-11-17 16 h 56 - Courriel 2678853 - 16-15683 Addenda N° 2 - Report de date 2016-11-29 14 h 34 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
AXOR Experts Conseils Inc. 5101 Rue Buchan, bureau 400 Montréal, QC, H4P1S4 http://axorexperts.com NEQ : 1168297498	Madame Linda Ménard Téléphone : 514 937-3737 Télécopieur : 514 846-4005	**Commande : (1201092)** 2016-11-15 6 h 27 **Transmission :** 2016-11-15 6 h 27	2674868 - 16-15683 Addenda N° 1 2016-11-17 16 h 56 - Courriel 2678853 - 16-15683 Addenda N° 2 - Report de date

				2016-11-29 14 h 34 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Beaudoin Hurens 255 boul Crémazie Est 9e Etage Montréal, QC, H2M 1M2 http://www.beaudoinhurens.ca NEQ : 1148115281	Monsieur Philippe Malo Téléphone : 514 384-4222 Télécopieur : 514 383-6017	**Commande : (1200858)** 2016-11-14 13 h 34 **Transmission :** 2016-11-14 13 h 34	2674868 - 16-15683 Addenda N° 1 2016-11-17 16 h 56 - Courriel 2678853 - 16-15683 Addenda N° 2 - Report de date 2016-11-29 14 h 34 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Cima+s.e.n.c 3400, boul. du souvenir bureau 600 Laval, QC, H7V 3Z2 http://www.cima.ca NEQ : 3340563140	Madame Annie Boivin Téléphone : 514 337-2462 Télécopieur : 514 281-1632	**Commande : (1200807)** 2016-11-14 12 h 13 **Transmission :** 2016-11-14 12 h 13	2674868 - 16-15683 Addenda N° 1 2016-11-17 16 h 56 - Courriel 2678853 - 16-15683 Addenda N° 2 - Report de date 2016-11-29 14 h 34 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	IGF axiom inc. 4125, autoroute des Laurentides Laval, QC, H7L 5W5 http://www.igfaxiom.com NEQ : 1147455431	Madame Marie-Alix Pouteaux Téléphone : 514 645-3443 Télécopieur : 450 688-9879	**Commande : (1201240)** 2016-11-15 9 h 32 **Transmission :** 2016-11-15 9 h 32	2674868 - 16-15683 Addenda N° 1 2016-11-17 16 h 56 - Courriel 2678853 - 16-15683 Addenda N° 2 - Report de date 2016-11-29 14 h 34 - Courriel

				Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Consultants S.M. Inc. (Bureau des Offres) 433, rue Chabanel Ouest, 12e étage Montréal, QC, H2N 2J8 http://www.groupesm.com NEQ : 1143019660	Madame Cinthia Fournier Téléphone : 450 651-0981 Télécopieur : 450 651-9542	**Commande : (1201362)** 2016-11-15 11 h 42 **Transmission :** 2016-11-15 11 h 42	2674868 - 16-15683 Addenda N° 1 2016-11-17 16 h 56 - Courriel 2678853 - 16-15683 Addenda N° 2 - Report de date 2016-11-29 14 h 34 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Services Exp Inc 1001, boulevard de Maisonneuve Ouest Bureau 800-B Montréal, QC, H3A 3C8 NEQ : 1167268128	Madame Ginette Laplante Téléphone : 819 478-8191 Télécopieur : 819 478-2994	**Commande : (1200809)** 2016-11-14 12 h 19 **Transmission :** 2016-11-14 12 h 19	2674868 - 16-15683 Addenda N° 1 2016-11-17 16 h 56 - Courriel 2678853 - 16-15683 Addenda N° 2 - Report de date 2016-11-29 14 h 34 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Société d'habitation et de développement de Montréal 800, boul. de Maisonneuve Est bureau 2200 Montréal, QC, H2L 4L8 http://www.shdm.org NEQ :	Madame Anne-Marie Brien Téléphone : 514 380-2198 Télécopieur : 514 380-2103	**Commande : (1209789)** 2016-12-08 14 h 46 **Transmission :** 2016-12-08 14 h 46	2674868 - 16-15683 Addenda N° 1 2016-12-08 14 h 46 - Téléchargement 2678853 - 16-15683 Addenda N° 2 - Report de date 2016-12-08 14 h 46 -

				Téléchargement Mode privilégié : Ne pas recevoir
☐	Stantec Experts-conseils ltée 600-1060 boulevard Robert-Bourassa Montréal, QC, H3B 4V3 NEQ : 1170241336	Madame Claudine Talbot Téléphone : 418 626-2054 Télécopieur :	**Commande : (1201310)** 2016-11-15 10 h 34 **Transmission :** 2016-11-15 10 h 34	2674868 - 16-15683 Addenda N° 1 2016-11-17 16 h 56 - Courriel 2678853 - 16-15683 Addenda N° 2 - Report de date 2016-11-29 14 h 34 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	WSP Canada Inc. *Important*: ce compte dessert tous les bureaux de WSP au Québec. Si vous désirez transmettre une invitation à soumissionner à un de nos bureaux en particulier ou obtenir la liste de nos bureaux, svp contacter martine.gagnon@wspgroup.com 5355, boul. des Gradins Québec, QC, G2J 1C8 http://www.wspgroup.com NEQ : 1148357057	Madame Martine Gagnon Téléphone : 418 623-2254 Télécopieur : 418 624-1857	**Commande : (1200924)** 2016-11-14 14 h 39 **Transmission :** 2016-11-14 14 h 39	2674868 - 16-15683 Addenda N° 1 2016-11-17 16 h 56 - Courriel 2678853 - 16-15683 Addenda N° 2 - Report de date 2016-11-29 14 h 34 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Sélectionner Annuler

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Glossaire

Plan du site

Accessibilité

UPAC-Signaler un acte répréhensible

Nouvelles

Marchés publics hors Québec

Registre des entreprises non admissibles

Autorité des marchés financiers

Conditions d'utilisation

Polices supportées

© 2003-2016 Tous droits réservés

SNC·LAVALIN

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

DÉCISION N° : 2014-CPSM-0003

Québec, le 4 février 2014

SNC-Lavalin inc.
À l'attention de : Monsieur Réjean Goulet
455, boulevard René-Lévesque Ouest
Montréal (Québec) H2Z 1Z3

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public
Autorisation n° 2014-CPSM-0003 n° d'identification de l'Autorité : 2700007364

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- ÉNERCIBLE
- ÉNERGIE/POWER, DIVISION DE SNC- LAVALIN INC.
- GROUPE FUTUR TURCOT
- INDUSTRIEL, DIVISION DE SNC-LAVALIN INC.
- SNC-LAVALIN
- SNC-LAVALIN AFRI-FOOD, DIV. OF SNC-LAVALIN INC.
- SNC-LAVALIN AGRO, DIVISION DE SNC-LAVALIN INC.
- SNC-LAVALIN CAPITAL, DIVISION DE SNC-LAVALIN
- SNC-LAVALIN ENVIRONNEMENT ET EAU
- SNC-LAVALIN ENVIRONMENT AND WATER
- SNC-LAVALIN ENVIRONNEMENT ET EAU, DIVISION DE SNC-LAVALIN
- SNC-LAVALIN ENVIRONMENT AND WATER, DIVISION OF SNC-LAVALIN
- SNC-LAVALIN GTS, DIVISION DE SNC-LAVALIN INC.
- SNC-LAVALIN GTS, DIVISION OF SNC-LAVALIN INC.
- SNC-LAVALIN INC.
- SNC-LAVALIN INC., DIVISION GTS
- SNC-LAVALIN PHARMA, DIV. DE SNC-LAVALIN INC.
- SNC-LAVALIN RISQUE & ASSURANCE, DIVISION DE SNC-LAVALIN INC.
- SNC-LAVALIN, DIVISION ENVIRONNEMENT ET EAU
- SNC-LAVALIN, ENVIRONMENT AND WATER DIVISION

une autorisation de contracter/sous contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65.1 (la « LCOP »). SNC-Lavalin inc. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **3 février 2017** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et la réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification pouvant survenir aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité (www.lautorite.qc.ca).

Le Surintendant de l'assistance aux clientèles et
de l'encadrement de la distribution,

Eric Stevenson

...2

© SNC-Lavalin Inc. 2016. Tous droit réservés. Confidentiel.

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier de la Ville, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006

CI-APRÈS APPELÉE LA "VILLE"

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET :

SNC-Lavalin inc., personne morale ayant sa principale place d'affaires au 455 boul. René-Lévesque Ouest, Montréal, Québec, H2Z 1Z3, agissant et représentée par Louis Deschênes, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare;

Ci-après appelé le « **CONTRACTANT** »

N^{o} d'inscription T.P.S. :134298132
N^{o} d'inscription T.V.Q. :1014851123

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient:

1.1 « **Directeur** » : la Directrice du service des infrastructures, de la voirie et des transports ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « **Annexe 1** » : les termes de référence pour services professionnels, en date du 14 novembre 2016 relatifs à la gestion et à la surveillance de travaux;

1.3 « **Annexe 2** » : l'offre de service présentée par le Contractant le 12 décembre 2016.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2 jointes aux présentes, à offrir des services pour l'assister dans la réalisation des travaux et plus particulièrement pour la gestion et surveillance des travaux, le maintien de la circulation, la gestion des impacts, ainsi que les informations de chantier dans le cadre des programmes PMIR, PRCPR et PCRP 2017 et 2018. De plus la firme devra gérer et coordonner des mandats de contrôle qualitatifs réalisés par d'autres firmes afin de s'assurer de la conformité des travaux qui seront réalisés. Ces services comprennent la préparation de tout rapport d'expertise jugé pertinent par le Directeur

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourraient être inconciliable avec celui-ci.

3.2 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses services, celui-ci demeurant tenu au respect de ses autres obligations envers la Ville.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

6.1 exécuter la convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations sur la façon d'exécuter le travail confié;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2;

6.3 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;

6.4 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

6.5 divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

6.6 remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

6.7 assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.8 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ;

6.9 transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Directeur, un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités;

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la convention;

7.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Contractant quant à l'interprétation de la convention et des Annexes 1 et 2;

7.3 refuser les travaux, recherches et rapports du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la convention ou des Annexes 1 et 2;

7.4 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de quatre millions deux cent cinquante-quatre milles soixante-trois et cinquante (4 254 063,50$), couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

Cette somme est payable comme suit : Le contractant est payé dans les trente (30) jours de l'approbation par la directrice de son relevé mensuel d'honoraires et de dépenses, eu égard à l'avancement du projet.

Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8.

ARTICLE 10
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 8, le Contractant:

10.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention, et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

11.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

11.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
CONDITIONS GÉNÉRALES

12.1 **ÉLECTION DE DOMICILE**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

12.2 **HÉRITIERS ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX**

La présente convention lie les héritiers et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

12.3 **MODIFICATION**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

12.4 **VALIDITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.5 **LOIS APPLICABLES**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.6 **LIEN D'EMPLOI**

La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier de la Ville

Le e jour de 20

SNC-Lavalin inc.

Par : _____
Louis Deschênes, ing.

Cette convention a été approuvée par la résolution _____.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.10

2017/03/30 17:00

(1)

Dossier # : 1175367001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels en gestion de projets à CIMA + s.e.n.c. pour la mise en oeuvre du Plan stratégique de densification des espaces administratifs de la Ville de Montréal, pour une somme maximale de 4 536 087,98 $, taxes incluses - dépense totale de 4 762 892,38 - Appel d'offres public 16-15626 (2 soumissionnaires conformes) / approuver un projet de convention à cette fin.

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 4 762 892,38 $, taxes incluses, pour des services professionnels en gestion de projets et support technique pour mettre en oeuvre le plan stratégique des espaces administratifs de la Ville de Montréal, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;
2. d'approuver un projet de convention par lequel CIMA+ s.e.n.c., équipe ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 4 536 087,98 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-15626 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;
3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 50,2% par l'agglomération pour un montant de 2 390 971,98 $.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-02-10 15:50

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1175367001**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels en gestion de projets à CIMA + s.e.n.c. pour la mise en oeuvre du Plan stratégique de densification des espaces administratifs de la Ville de Montréal, pour une somme maximale de 4 536 087,98 $, taxes incluses - dépense totale de 4 762 892,38 - Appel d'offres public 16-15626 (2 soumissionnaires conformes) / approuver un projet de convention à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

Le présent dossier vise à faire l'acquisition de services professionnels en gestion de projets, en support technique et surveillance de travaux.

La Ville de Montréal prévoit mettre en œuvre les travaux de mise aux normes et d'aménagement requis pour la réalisation de son plan directeur immobilier. Un plan stratégique de densification des plus importants édifices corporatifs a été réalisé par le SGPI. Celui-ci a pour mandat de procéder à une gestion plus optimale du parc immobilier de la Ville.

Depuis 2012, l'administration municipale connaît une importante réorganisation. Les services municipaux, désormais regroupés sous plusieurs directions générales adjointes, souhaitant optimiser la synergie d'équipe et l'efficience opérationnelle, ont formulé des demandes au Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) pour regrouper leurs effectifs selon leurs nouvelles structures.

Le Programme triennal d'investissement (PTI) 2017-2019 prévoit à cette fin des budgets de travaux de l'ordre de 20 M $.

À la suite de l'appel d'offres public numéro 16-15626, le présent dossier recommande de retenir les services d'une firme de professionnels en gestion de projets en vue de réaliser les projets de construction requis dans le cadre du plan stratégique de réaménagement des espaces administratifs de la Ville de Montréal.

L'appel d'offres public a été publié dans «Le Devoir» sur le site internet de la Ville ainsi que dans le Système électronique d'appel d'offres (SÉAO) durant vingt et un (21) jours soit, du 28 novembre 2016 au 19 décembre 2016. La stratégie de sollicitation était sans

particularité. Durant l'appel d'offres, un seul addenda a été émis le 8 décembre 2016 afin de répondre à des questions techniques formulées par les preneurs de cahier des charges et reporter la date d'ouverture des soumissions suite au retrait de l'exigence de fournir un échéancier détaillé. Puisque le comité de sélection devait avoir lieu durant la semaine du 16 janvier 2017, ce report de la date d'ouverture des soumissions n'a pas eu d'incidence sur la suite du dossier.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Aucune

DESCRIPTION

Le présent appel d'offres vise à accorder un contrat de services professionnels à la firme CIMA+ s.e.n.c. pour les services professionnels en gestion de projets et support technique. La firme aura à rendre les services professionnels sommairement décrits ci-dessous:

- gérer la planification et l'organisation de toutes les étapes et toutes les activités nécessaires à la réalisation de l'ouvrage;
- élaborer un calendrier détaillé de réalisation;
- coordonner l'obtention de toute étude préalable d'avant-projet;
- assurer l'administration des conventions de services professionnels;
- coordonner et contrôler l'obtention des approbations requises;
- s'assurer que les plans, devis et autres documents d'appel d'offres respectent les paramètres de l'ouvrage;
- coordonner, rédiger et gérer tous les appels d'offres;
- assister à toutes les réunions de chantier ainsi qu'à toute autre réunion nécessaire;
- gérer les contrats de construction;
- coordonner et contrôler les services et le travail de tous les intervenants impliqués;
- vérifier toute demande de paiement;
- tenir à jour le dossier complet de la réalisation de l'ouvrage;
- rédiger la correspondance nécessaire auprès de tous les intervenants impliqués dans l'ouvrage;
- rédiger tout rapport périodique;
- coordonner l'élaboration de toute stratégie dans la réalisation de l'ouvrage;

Les services de base seront rémunérés selon la méthode à taux horaire. Les services supplémentaires seront rémunérés sur la base d'un montant forfaitaire ou sur la base de services à taux horaire.

Tout au long de la prestation, la firme sera encadrée par les professionnels de la Direction de la gestion de projets immobiliers.

JUSTIFICATION

Afin de mettre en oeuvre davantage de projets simultanément et d'accélérer la cadence de livraison, la Direction de la gestion de projets immobiliers recommande d'octroyer un contrat en gestion de projets.
II y a eu quatre (4) preneurs de cahier des charges:

1. CIMA+ s.e.n.c.
2. Les Consultants S.M. Inc.
3. Macogep inc.
4. WSP Canada Inc.

Trois (3) de ces firmes ont déposé une offre de services:

1. CIMA+ s.e.n.c.
2. Macogep inc.
3. WSP Canada Inc.

La firme Macogep inc. ne répondait pas à l'ensemble des critères éliminatoires et la soumission a été rejetée.

Le comité de sélection recommande de retenir les services de CIMA+ s.e.n.c. pour le contrat de services professionnels en gestion de projets étant donné que cette firme s'est qualifiée aux termes des deux (2) étapes du processus de sélection (voir pièce jointe #2 Analyse et évaluation des soumissions et services professionnels).

Pour plus de renseignements, voir l'intervention de la Direction de l'approvisionnement ainsi que le tableau ci-dessous:

Soumissions conformes	Note Intérim	Note finale	Prix de base (avec taxes)	Contingences (avec taxes)	Total
CIMA+ s.e.n.c.	82,50	0,32	4 123 716,35 $	412 371,63 $	4 536 087,98 $
WSP Canada Inc.	76,33	0,26	4 877 774,13 $	487 777,41 $	5 365 551,55 $
Dernière estimation réalisée			4 333 407,75 $	433 340,78 $	4 766 748,53 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire - estimation)* Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *(((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*					- 230 660,55 $ -4,84%
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 ème meilleure note finale – adjudicataire)* Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *((2 ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*					829 463,57 $ 18,28%

L'écart entre l'estimation interne et la soumission est acceptable.

Pendant toute la durée de la prestation des services professionnels, le SGPI prendra toutes les mesures nécessaires pour assurer un suivi rigoureux des services requis décrits aux documents d'appel d'offres, notamment les services supplémentaires afin que ceux-ci soient rendus à l'intérieur de l'enveloppe budgétaire prévue.

Un budget de contingences d'honoraires professionnels est ajouté pour tenir compte des changements dans l'envergure de ce mandat. Ce budget couvre également les services supplémentaires imprévisibles tels que définis dans la convention de services professionnels et notamment, les services consultatifs d'expertise en vue de recommandations spécialisées et les services spéciaux qui pourraient être requis en cours de mandats et ne relevant pas de la firme.

La firme CIMA+ s.e.n.c. ne figure ni au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) ni au registre du Directeur général des élections du Québec (DGEQ). Malgré ce qui précède, ledit contrat n'est pas visé par la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics.

CIMA+ s.e.n.c. détient une «Autorisation de contracter avec un organisme public» de l'Autorité des marchés financiers (AMF) datée du 30 janvier 2015 et valide jusqu'au 28 janvier 2018 (voir pièce jointe #5 Autorisation de l'AMF de contracter/sous-contracter avec un organisme public).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les honoraires prévus pour ce contrat représentent un montant de 4 762 892,38 $ (incluant les taxes et les contingences).
Le montant des incidences à approuver est de 226 804,40 $(incluant les taxes), soit 5% de la valeur du contrat: Ce montant est prévu entre autres pour des experts-conseils en codes et normes du bâtiment, programmation, économie de la construction et autres services qui pourraient être requis par des professionnels autres que ceux mandatés, afin de mener à bien les projets que la firme aura à gérer.

Les sommes nécessaires au présent contrat dont le coût total maximal est de 4 762 892,38 $ sont prévues au PTI 2017-2019 du SGPI. La dépense sera financée par les règlements d'emprunts RCG 15-070 "Travaux de rénovation et de protection d'immeubles" et 17-999 "Travaux de rénovation et de protection d'immeubles" et sera assumée à 50,2% par l'agglomération et à 49,8% par la ville centrale.

Le montant total à emprunter s'élève à 4 349 155,59$ et se répartit comme suit : 1,0 M$ en 2017, 1,25 M$ en 2018, 1,25 M$ en 2019 et 849 155,59$.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les professionnels de la firme CIMA+ s.e.n.c. assignés à la présente mission devront faire appliquer la Politique de développement durable pour les édifices de la Ville de Montréal dans le cadre des projets sous leur responsabilité.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le processus d'octroi de contrat à la firme de professionnels en gestion de projets doit être complété dans les meilleurs délais de façon à démarrer plusieurs projets et respecter les objectifs de décaissements fixés par le SGPI et répondre aux besoins des clients selon leurs échéanciers.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

À la présente étape, il n'y a pas d'opérations de communication. Elles seront plutôt associées à chacun des projets du plan stratégique des espaces administratifs lors de leur élaboration, en fonction des besoins spécifiques.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Résolution du comité exécutif: 15 mars 2017
Résolution du conseil municipal: 27 mars 2017
Résolution du conseil d'agglomération: 30 mars 2017
Début de prestation des services professionnels: Avril 2017
Fin du contrat: Mars 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.
Étant donné que le montant du contrat est inférieur à 10 M$ et qu'il ne répond pas aux critères d'examen de la Commission permanente d'examen des contrats, le dossier ne doit pas faire l'objet d'un examen de la conformité du processus par la Commission.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Matthieu CROTEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève DESMEULES
Gestionnaire immobilier

Tél : 514 872-3735
Télécop. : 514-280-3597

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-06

Normand GIRARD
Chef de division - projets corporatifs

Tél : 514 872-7853
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sophie LALONDE
Directrice
Direction de la gestion de projets
Tél : 514-872-2619
Approuvé le : 2017-02-08

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI

Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2017-02-09

ESTIMATION DES COÛTS CONTRAT INITIAL

Projet :	**Gestion de projet et support technique pour la réalisation du plan stratégique des espaces administatifs de la Ville de Montréal**	**Mandat :**	**06106-2-036**
		Contrat:	**14608**
Date :	**2017-01-20**		
Étape :	**Octroi de contrat**		

			Budget	TPS 5%	TVQ 9,975%	Total
Honoraires :			**$**			**$**
	Services professionnels de base - chargés de projet		1 478 400,00			
	Services professionnels de base - techniciens en architecture		819 840,00			
	Services professionnels de base - gestionnaire de contrat de construction		100 800,00			
	Services supplémentaires - chargés de projets		327 600,00			
	Services supplémentaires - techniciens en architecture		204 960,00			
	Services supplémentaires - gestionnaire de contrat		67 200,00			
	Services supplémentaires - surveillance de chantier en résidence		120 000,00			
	Services supplémenaires - Frais remboursables		467 820,00			
	Sous-totaL Soumission :	100,0%	**3 586 620,00**	179 331,00	357 765,35	**4 123 716,35 $**
	Contingences	10,0%	358 662,00	17 933,10	35 776,53	**412 371,63**
	Total Honoraires - Contrat :		**3 945 282,00**	197 264,10	393 541,88	**4 536 087,98 $**
Incidences :	Frais d'expertises et d'études particulières	5,0%	197 264,10	9 863,21	19 677,09	226 804,40
	Total - Incidences :		**197 264,10**	9 863,21	19 677,09	**226 804,40 $**
	Total - Honoraires+Incidences :		**4 142 546,10**	**207 127,31**	**413 218,97**	**4 762 892,38 $**
Ristournes :	TPS	100,00%		207 127,31		207 127,31
	TVQ	50,0%			206 609,49	206 609,49
	Coût après ristournes (Montant à emprunter)					**4 349 155,59 $**

Geneviève Desmeules
gestionnaire immobilier

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1175367001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels en gestion de projets à CIMA + s.e.n.c. pour la mise en oeuvre du Plan stratégique de densification des espaces administratifs de la Ville de Montréal, pour une somme maximale de 4 536 087,98 $, taxes incluses - dépense totale de 4 762 892,38 - Appel d'offres public 16-15626 (2 soumissionnaires conformes) / approuver un projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

16-15626 intervention.pdf
16-15626 Tableau de résultat - Comité de sélection.pdf
16-15626-Det Cah Final.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Matthieu CROTEAU
Agent d'approvisionnement II
Tél : 514 872-5298

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-08

Claude HOULE
Chef de section
Tél : 514 872-5282
Division : Acquisition de biens et services

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 16-15626 — No du GDD : 1175367001

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels en gestion de projet et support technique pour la réalisation du plan stratégique des espaces administratifs de la Ville de

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le :	28 - 11 - 2016	Nombre d'addenda émis durant la période :	1
Ouverture originalement prévue le :	14 - 12 - 2016	Date du dernier addenda émis :	13 - 12 - 2016
Ouverture faite le :	19 - 12 - 2016	Délai total accordé aux soumissionnaires :	20 jrs
Date du comité de sélection :	18 - 1 - 2017		

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs :	4	Nbre de soumissions reçues :	3	% de réponses :	75
		Nbre de soumissions rejetées :	1	% de rejets :	33,33

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
Macogep inc.	L'offre de la firme ne rencontrait pas les exigences minimales du devis

Durée de la validité initiale de la soumission :	180 jrs	Date d'échéance initiale :	17 - 6 - 2017
Prolongation de la validité de la soumission de :	0 jrs	Date d'échéance révisée :	17 - 6 - 2017

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
CIMA+ s.e.n.c.	4 123 716,35 $		
WSP Canada inc.	4 877 774,13 $		

Information additionnelle

La firme s'étant procurée les documents d'appel d'offres et n'ayant pas déposé de proposition n'offrait pas les services demandés.

Préparé par : Matthieu Crôteau — Le 8 - 2 - 2017

16-15626 - Services professionnels en gestion de projet et support technique pour la réalisation du plan stratégique des espaces administratifs de la Ville de Montréal

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Capacité de production des firmes et échéancier 25%	Expérience et expertise de la firme dans des projets semblables 30%	Expérience et expertise du chargé de projet et de son équipe 30%	Pointage intérimaire 100%	Prix $	Pointage final	Rang
CIMA+ s.e.n.c.	4,17	7,33	20,33	26,67	24,00	82,50	4 123 716,35 $	**0,32**	**1**
WSP Canada inc.	4,17	8,33	19,17	22,00	22,67	76,33	4 877 774,13 $	**0,26**	**2**
,						-		**-**	
0						-		**-**	
0						-		**-**	

Comité	
Date	**mercredi 18-01-2017**
Heure	**9 h 30**
Lieu	**255 Crémazie Est, salle 404**

Multiplicateur d'ajustement
10000

Agent d'approvisionnement	Matthieu Crôteau

Liste des commandes

Numéro : 16-15626
Numéro de référence : 1032074
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Services professionnels en gestion de projet et support technique pour la réalisation du plan stratégique des espaces administratifs de la Ville de Montréal

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Cima+s.e.n.c 3400, boul. du souvenir bureau 600 Laval, QC, H7V 3Z2 http://www.cima.ca NEQ : 3340563140	Madame Linda Fontaine Téléphone : 514 337-2462 Télécopieur : 514 281-1632	**Commande : (1205895)** 2016-11-28 12 h 14 **Transmission :** 2016-11-28 12 h 14	2683786 - 16-15626 Addenda N ° 1 - Report de date 2016-12-13 16 h 27 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Consultants S.M. Inc. (Bureau des Offres) 433, rue Chabanel Ouest, 12e étage Montréal, QC, H2N 2J8 http://www.groupesm.com NEQ : 1143019660	Madame Cinthia Fournier Téléphone : 450 651-0981 Télécopieur : 450 651-9542	**Commande : (1206135)** 2016-11-29 8 h 18 **Transmission :** 2016-11-29 8 h 18	2683786 - 16-15626 Addenda N ° 1 - Report de date 2016-12-13 16 h 27 - Courriel Mode

				privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Macogep inc 1255, University, bureau 700 Montréal, QC, H3B 3w1 NEQ : 1143366715	Madame Anne-Marie Froment Téléphone : 514 223-9001 Télécopieur : 514 670-2814	**Commande : (1206160)** 2016-11-29 8 h 43 **Transmission :** 2016-11-29 8 h 43	2683786 - 16-15626 Addenda N ° 1 - Report de date 2016-12-13 16 h 27 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	WSP Canada Inc. *Important*: ce compte dessert tous les bureaux de WSP au Québec. Si vous désirez transmettre une invitation à soumissionner à un de nos bureaux en particulier ou obtenir la liste de nos bureaux, svp contacter martine.gagnon@wspgroup.com 5355, boul. des Gradins Québec, QC, G2J 1C8 http://www.wspgroup.com NEQ : 1148357057	Madame Martine Gagnon Téléphone : 418 623-2254 Télécopieur : 418 624-1857	**Commande : (1206005)** 2016-11-28 15 h 06 **Transmission :** 2016-11-28 15 h 06	2683786 - 16-15626 Addenda N ° 1 - Report de date 2016-12-13 16 h 27 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Sélectionner Annuler

appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Aide en ligne
Formation en ligne
Glossaire
Plan du site
Accessibilité
UPAC-Signaler un acte répréhensible

Grille des tarifs
Contactez-nous
Nouvelles
Marchés publics hors Québec
Registre des entreprises non admissibles
Autorité des marchés financiers

À propos de SEAO
Info sur Constructo
Conditions d'utilisation
Polices supportées

© 2003-2016 Tous droits réservés

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 30 janvier 2015

CIMA+ S.E.N.C.
A/S MONSIEUR FRANÇOIS PLOURDE
3400, DU SOUVENIR, BUREAU 600
LAVAL (QC) H7V 3Z2

N° de décision : 2015-CPSM-1006001
N° de client : 3000148732

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'Autorité) accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- AUDY FARLEY LALANDE LA BERGE ET ASSOCIÉS
- CÉDÉGER
- CIMA +
- CIMA + GATINEAU
- CIMA + INTERNATIONAL
- CIMA + LONGUEUIL
- CIMA + MONTRÉAL
- CIMA + RIVIÈRE DU LOUP
- CIMA + SAINT-JÉRÔME
- CIMA + SENC
- CIMA + SHERBROOKE
- CIMA QUÉBEC
- CIMA+/WALSH/ISIS
- CIMA-INFO
- COPAC ET ASSOCIÉS
- DUPUIS, ROUTHIER RIEL ET ASSOCIÉS
- LECLAIR NADEAU LAMBERT LALLIER ET ASSOCIÉS
- LEGAULT MERCIER ST-GERMAIN PIGEON ET ASSOCIÉS
- LNR ET ASSOCIÉS
- RDO ET ASSOCIÉS

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65.1 (la LCOP). CIMA+ S.E.N.C. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **29 janvier 2018** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1175367001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels en gestion de projets à CIMA + s.e.n.c. pour la mise en oeuvre du Plan stratégique de densification des espaces administratifs de la Ville de Montréal, pour une somme maximale de 4 536 087,98 $, taxes incluses - dépense totale de 4 762 892,38 - Appel d'offres public 16-15626 (2 soumissionnaires conformes) / approuver un projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1175367001 - information comptable.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Préposé au budget - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514-872-1021
Abdelkodous YAHYAOUI
Agent comptable analyste
514 872 5885

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-10

Françoise TURGEON
Conseillère analyse - contrôle de gestion

Tél : 514 872-0946

Division : Service des finances - Point de service HDV

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS EN GESTION DE PROJETS

REALISATION DU PLAN STRATÉGIQUE DES ESPACES ADMINISTRATIFS DE LA VILLE DE MONTRÉAL

Appel d'offres n° 16-15626

n° de contrat : 15008
n° de mandat : 18315-2-001

Ville de Montréal
Service de la gestion et de la planification immobilière
Direction de la gestion des projets immobiliers
Division des projets corporatifs

FÉVRIER 2017

TABLE DES MATIÈRES

ARTICLE 1 - DÉFINITIONS

ARTICLE 2 - OBJET

ARTICLE 3 - INTERPRÉTATION

ARTICLE 4 - DURÉE

ARTICLE 5 - LES SERVICES DE GESTION DE PROJETS

ARTICLE 6 - OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

ARTICLE 7 - OBLIGATIONS DE LA VILLE

ARTICLE 8 - SERVICES SUPPLÉMENTAIRES

ARTICLE 9 - CALCUL DES HONORAIRES

ARTICLE 10 - MODALITÉS DE PAIEMENT

ARTICLE 11 - ASSURANCES ET RESPONSABILITÉS

ARTICLE 12 - HONORAIRES MAXIMALES ET AUTRES DÉPENSES

ARTICLE 13 - LIMITE DE RESPONSABILITÉ

ARTICLE 14 - DROITS D'AUTEUR

ARTICLE 15 - RÉSILIATION

ARTICLE 16 - CONDITIONS GÉNÉRALES

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836;

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET :

CIMA + s.e.n.c., société de services conseils en ingénierie ayant sa principale place d'affaires au 740 rue Notre-Dame Ouest, bureau 900 à Montréal, Québec, H3C 3X6, représentée par Christine Lavoie, déclarant elle-même être associée et être expressément autorisée par ses coassociés à agit aux fins des présentes;

Ci-après appelée le « **CONTRACTANT** »

N^{o} d'inscription T.P.S. : R103036430RT0001
N^{o} d'inscription T.V.Q. :1010372212TQ0001

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « **Directeur** » : le directeur de la **Direction de la gestion des projets – développement et maintien d'actifs** ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « **Annexe 1** » : les termes de référence pour services professionnels, en date du 28 novembre 2016 relatifs à l'appel d'offres 16-15626;

1.3 « **Annexe 2** »: l'offre de services présentée par le Contractant le 19 décembre 2016 ;

1.4**« Équipe de gestion de projets »** :
les professionnels, incluant les ressources additionnelles, identifiés par le Contractant, chargés de réaliser le mandat de la présente convention, tel qu'identifiés et décrits à l'Annexe 1 et à l'Annexe 2 de la présente convention;

1.5 « Ouvrage » : les bâtiment(s) visé(s) par la présente convention.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention ainsi que des Annexes 1 et 2, à exécuter les services de gestion de projets ci-après décrits relativement à l'Ouvrage.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.2 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à la date où les deux (2) parties ont signé la présente convention ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses services.

ARTICLE 5
SERVICES DE GESTION DE PROJETS

Le Contractant doit rendre à la Ville les services de gestion de projets nécessaires à la réalisation complète de l'Ouvrage. Ces services consistent de façon générale à gérer l'interface entre les intervenants externes (représentants d'organismes gouvernementaux ou paragouvernementaux, architectes, ingénieurs, experts-conseils spécialisés, entrepreneurs et autres) et internes (exécutants, requérants et autres) de la Ville, à planifier, organiser, coordonner, informer, contrôler l'ensemble des activités et notamment à :

5.1 gérer la planification et l'organisation de toutes les étapes et toutes les activités nécessaires à la réalisation de l'Ouvrage et effectuer les contrôles requis;

5.2 élaborer un calendrier détaillé de réalisation sous forme d'un cheminement critique (PERT ou CPM) et sous forme d'un diagramme de Gantt, le commenter et le soumettre pour approbation écrite du Directeur;

5.3 coordonner et rédiger un programme détaillé, fonctionnel et technique, pour la réalisation de l'Ouvrage, en tenant compte du budget, du calendrier et des exigences de contenu et le soumettre au Directeur pour approbation écrite;

5.4 coordonner la préparation d'un programme détaillé de mise en conformité et le soumettre au Directeur pour approbation écrite;

5.5 coordonner l'obtention, avec l'accord écrit du Directeur, de toute étude préalable d'avant-projet nécessaire à la définition complète et détaillée de l'Ouvrage;

5.6 assurer l'administration des conventions de services professionnels intervenues, le cas échéant, entre la Ville et les professionnels, architectes et ingénieurs, retenus pour l'Ouvrage;

5.7 vérifier et approuver, le cas échéant, tout compte d'honoraires des professionnels, architectes et ingénieurs et en recommander le paiement au Directeur ou lui recommander, après vérification, l'application de toute modalité de la présente convention intervenue avec ces derniers;

5.8 coordonner et contrôler l'obtention des approbations requises en regard de la préparation des documents préliminaires et définitifs de l'Ouvrage;

5.9 s'assurer que les plans, devis et autres documents d'appel d'offres respectent les paramètres initiaux de l'Ouvrage approuvés par le Directeur et qu'ils sont de qualité;

5.10 coordonner et gérer tous les appels d'offres nécessaires à la réalisation de l'Ouvrage et faire les recommandations appropriées au Directeur;

5.11 assister à toutes les réunions de chantier ainsi qu'à toute autre réunion nécessaire à la réalisation de l'Ouvrage;

5.12 vérifier toute demande de paiement des entrepreneurs dûment approuvée par les professionnels, architectes et ingénieurs, analyser toute demande de changement et faire les recommandations appropriées au Directeur;

5.13 coordonner l'élaboration de toute stratégie dans la réalisation de l'Ouvrage et la soumettre pour approbation écrite du Directeur;

5.14 planifier et coordonner, le cas échéant, tout déménagement et tout aménagement des espaces des futurs usagers de l'Ouvrage, une fois les travaux de construction terminés;

5.15 rédiger, pour le compte du Directeur, tout rapport périodique faisant état de l'avancement de l'Ouvrage et tout sommaire décisionnel adressé aux instances décisionnelles, en commentant l'adéquation des principaux paramètres approuvés par le Directeur en termes de calendrier, de budget, de programme et de performance, ainsi que tout autre événement pertinent et déterminant pour la réalisation de l'Ouvrage;

5.16 coordonner et contrôler les services et le travail de tous les intervenants impliqués dans l'Ouvrage, sous réserve des directives du Directeur;

5.17 tenir un registre complet et détaillé de tous les déboursés encourus aux fins de l'Ouvrage afin de fournir toutes les informations pertinentes nécessaires à la Ville;

5.18 tenir à jour le dossier complet de la réalisation de l'Ouvrage;

5.19 rédiger la correspondance nécessaire auprès de tous les intervenants impliqués dans l'Ouvrage, de façon à favoriser la diffusion de l'information et maintenir une communication efficace et essentielle à la réalisation de l'Ouvrage;

5.20 prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais;

5.21 dégager la Ville de toute responsabilité relativement à la prestation de services de l'Équipe de gestion de projets;

5.22 rendre tout autre service non décrit précédemment, mais requis par le Directeur.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Dans le cadre de la présente convention, le Contractant s'engage notamment à :

6.1 exécuter les services décrits à l'article 5, conformément aux termes et conditions de la présente convention et de ses annexes, en collaboration étroite avec le Directeur;

6.2 tenir compte de toutes les instructions et recommandations du Directeur sur la façon d'exécuter tout travail confié à l'Équipe de gestion de projets;

6.3 s'assurer que les services à rendre en vertu de la présente convention le soient par l'Équipe de gestion de Projets;

6.4 ne pas remplacer les membres de l'Équipe de gestion de projets sans l'autorisation préalable écrite du Directeur, étant entendu que toute personne qui pourrait être appelée à les remplacer devra disposer de compétences égales ou supérieures à ceux-ci;

6.5 respecter tous les paramètres de l'Ouvrage déterminé ou approuvé par le Directeur dont notamment le calendrier de réalisation, le budget, le programme de construction et les critères de performance de la Ville, informer le Directeur de tout écart et recommander à celui-ci les modifications appropriées de façon à respecter ces paramètres;

6.6 respecter les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et à l'Annexe 1, ou déterminés par le Directeur;

6.7 assurer les services de l'Équipe de gestion de projets sur une base hebdomadaire de 35 heures à raison de 7 heures par jour, de huit heures trente à seize heures trente ou sur une base hebdomadaire à temps partiel selon le besoin et ce qui a été convenu avec le Directeur. De plus, à la demande expresse du Directeur, le Contractant devra s'assurer de la disponibilité de l'Équipe de gestion de projets, y compris en dehors des heures prévues, et ce, aux fins d'assurer une coordination maximale des professionnels travaillant sur l'Ouvrage;

6.8 assurer le soutien nécessaire à l'Équipe de gestion de projets dans les services rendus;

6.9 communiquer promptement toute information pertinente au Directeur et à tout intervenant impliqué et engagé dans l'Ouvrage;

6.10 assurer la confidentialité de toute donnée ou renseignement qu'il pourra obtenir à l'occasion de l'exécution de la présente convention et ne pas employer de tels renseignements sans l'autorisation écrite du Directeur pour d'autres fins que celles de l'Ouvrage, étant entendu que le présent article s'applique également à l'Équipe de gestion de projets et que le Contractant s'engage à faire signer des ententes de confidentialité pour couvrir ces obligations avec chacun des membres de l'Équipe de gestion de projets;

6.11 n'avoir aucun intérêt pécuniaire dans l'acquisition ou l'utilisation, durant l'exécution de la présente convention, des matériaux ou services ayant quelque relation directe ou indirecte avec l'Ouvrage. Sauf les honoraires prévus à la présente convention, le Contractant ne devra recevoir de la Ville ou de tiers, aucune commission, indemnité ou autre rémunération ayant quelque relation directe ou indirecte avec l'Ouvrage. Toutefois, la possession de moins de 1 % des actions réellement émises d'une compagnie dont les valeurs sont inscrites à la bourse ne sera pas considérée comme intérêt pécuniaire;

6.12 se conformer aux normes et standards d'aménagement de la Ville ainsi qu'à toute règle et procédure administrative de cette dernière;

6.13 assumer ses frais généraux, tels les repas et les services de secrétariat, ainsi que tous autres frais nécessaires à la réalisation de la présente convention, sous réserve de l'article 7 de la présente convention;

6.14 assumer les frais de messagerie, de reproduction des documents et autres frais de même nature requis dans le cadre de l'exécution de la présente convention;

6.15 munir les membres de l'Équipe de gestion de projets d'un téléphone portable intelligent et payer les frais de temps d'antenne et de messagerie qui y sont reliés, ainsi que tout l'équipement et les fournitures nécessaires à la prestation de leurs services, sauf ce qui est spécifiquement décrit à la présente convention comme devant être fourni par la Ville;

6.16 assumer, à ses entiers frais, les heures qu'il consacre à la formation, à l'encadrement et à la coordination des membres de l'Équipe de gestion de projets, y compris les heures de participation de ces derniers aux réunions d'équipe du Contractant, à des activités de formation ou d'intégration prévus par le Contractant, ou encore à des événements corporatifs auxquels le Contractant participe; ces activités, réunions et événements ne devront pas figurer au relevé des heures remboursables des membres de l'Équipe de gestion de projets.

ARTICLE 7
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

7.1 fournir aux membres de l'Équipe de gestion de projets un espace de travail au 303 rue Notre-Dame Est ou à un autre emplacement désigné expressément par le Directeur sur le territoire de la Ville, pendant toute la durée de la présente convention;

7.2 mettre à la disposition des membres de l'Équipe de gestion de projets, lorsqu'ils travaillent à l'emplacement décrit à l'article 7.1, les ordinateurs, photocopieurs ou imprimantes et les fournitures de bureau;

7.3 rembourser au Contractant les frais admissibles suivants :

7.3.1 les frais de déplacement avec le véhicule personnel d'un des membres de l'Équipe de gestion de projets entre l'espace de travail fourni par la Ville et le lieu de l'établissement visé par l'Ouvrage, seront remboursés au Contractant en suivant les règles de paiement prévues à l'article 10 et selon l'indemnité de remboursement de frais de kilométrage ci-dessous :

Kilométrage	Indemnité de remboursement
Sur la distance de 0 à 320 km	0.57$
Sur la distance de 321 à 1280 km	0.47$
Sur la distance excédante	0.38$

Une fois par année, soit à la date d'anniversaire de la présente convention, la Ville pourra, à la demande du Contractant, vérifier si l'indemnité de remboursement de frais de kilométrage a été mise à jour. Les frais de kilométrage ainsi mis à jour seront alors ceux payables au Contractant.

La Ville ne rembourse pas les frais de stationnement à l'espace de travail fourni par la Ville. La Ville remboursera, si applicable, les frais de stationnement sur les lieux de l'établissement visé par l'Ouvrage, durant les heures normales de travail, lorsqu'un membre de l'Équipe de gestion de projets utilise son véhicule personnel pour ce déplacement.

7.3.2 les frais de déplacement en métro et en autobus des membres de l'Équipe de gestion de projets entre l'espace de travail fourni par la Ville et le lieu de l'Ouvrage;

7.3.3 les frais de taxi entre la station de métro la plus proche de l'Ouvrage si celui-ci est situé à plus d'un kilomètre à pied d'une station de métro.

ARTICLE 8
SERVICES SUPPLÉMENTAIRES

8.1 La Ville pourra requérir du Contractant des services supplémentaires tels que :

- des services de secrétariat;

- des services consultatifs comprenant conseils, expertises, estimations, évaluations, études des structures de taux et tarifs, inspections, essais et autres services relatifs à la compilation, l'analyse, l'évaluation et l'interprétation de données et d'informations en vue de conclusions et de recommandations spécialisées;

- des études préparatoires comprenant des recherches, des explorations, des relevés, des études de sol, la détermination de superficies de bâtiment ou de terrain en regard du programme, l'analyse de conditions de solutions possibles et les études économiques de coût de construction ou d'exploitation et d'analyse de valeur, le tout

devant servir de base à des conclusions ou recommandations relatives à la mise en marche d'un projet spécifique;

- o des services de laboratoires et d'entreprises spécialisées pour des essais et études sur modèles, pour le contrôle de la qualité des matériaux, de l'équipement et de la machinerie à être incorporés à l'Ouvrage, pour les essais de fonctionnement et de rendement, soit à l'emplacement même de l'Ouvrage, soit dans les usines ou entrepôts des fournisseurs;

- o tout autre service spécialisé pour des essais et rapports sur les sols, ou pour des actes de contrôle qualitatifs nécessitant plus qu'une inspection visuelle ou pour l'élaboration de documents de présentation, tels maquettes, perspectives, audio-visuels.

8.2 Dans tous les cas décrits à l'article 8.1, le Contractant devra obtenir, avant de procéder à l'exécution de ces services supplémentaires, l'accord écrit du Directeur en plus de lui présenter l'enveloppe budgétaire maximale basée sur une structure de prix soit forfaitaire ou d'un tarif horaire. Tout dépassement de l'enveloppe budgétaire autorisée ou toute prestation d'un service non préalablement autorisée par le Directeur sera assumée par le Contractant.

ARTICLE 9
CALCUL DES HONORAIRES

Les honoraires sont calculés comme suit :

9.1 Taux horaire pour les services décrits à l'article 5 de la présente convention :

9.1.1 Les honoraires professionnels du Contractant pour les services décrits à l'article 5 sont calculés au taux horaire indiqué à l'Annexe 2 de la présente convention;

Le Contractant ne peut en aucun cas facturer à la Ville un taux horaire différent de celui de l'Annexe 2, y compris pour les heures supplémentaires autorisées par le Directeur;

Les services décrits à l'article 5 de la présente convention sont rendus selon un des cas suivants :

1) sur une base hebdomadaire de 35 heures à raison de 7 heures par jour. Aucune heure travaillée en sus de ces 35 heures ne sera rémunérée, sauf sur autorisation préalable écrite du Directeur. Les heures quotidiennes de travail sont réparties de huit heures trente à seize heures trente, moins une heure pour le repas;

2) pour les membres de l'Équipe de gestion de projets qui rendra des services sur une base à temps partiel, à partir d'une banque de temps. Aucune heure travaillée en dehors des heures quotidiennes de travail ne sera rémunérée, sauf sur autorisation préalable écrite du Directeur. Les heures quotidiennes de travail sont réparties de huit heure trente à seize heure trente, moins une heure pour le repas;

Si requis, les membres de l'Équipe de gestion de projets devront modifier leurs horaires de travail en variant le nombre d'heures effectivement travaillées d'une journée à l'autre, incluant

le samedi et le dimanche, au besoin, afin de mieux répondre aux exigences de leurs services. Ils devront inscrire sur leurs feuilles de temps les heures effectivement travaillées;

Le Directeur pourrait, au besoin, réduire le nombre d'heures de services à rendre par les membres de l'Équipe de gestion de projets. Cette situation exceptionnelle pourrait se produire dans l'éventualité où la charge de travail ne requiert pas les services de l'ensemble des membres de l'Équipe de gestion de projets. Les honoraires des membres de l'Équipe de gestion de projets sont payés au Contractant selon le taux horaire prévu à l'Annexe 2 pour les heures travaillées.

Le Contractant tient un registre des heures consacrées par les membres de l'Équipe de gestion de projets à l'exécution de leurs services et transmet cette feuille de temps à la Ville hebdomadairement. Il est entendu que la tenue de ce registre ne constitue pas une obligation de la part de la Ville de payer au Contractant des honoraires additionnels pour des heures supplémentaires, mais permet de mesurer l'effort réel requis par les membres de l'Équipe de gestion de projets pour s'acquitter de leurs services;

9.1.2 À la date d'anniversaire de la présente convention, la Ville pourra, dans les dix (10) jours suivant une demande du Contractant, indexer le taux horaire prévu à la présente convention en se basant sur le plus récent indice des prix des services de conseils publié sur le site internet de Statistique Canada.

9.2 Taux horaire pour les services supplémentaires décrits à l'article 8:

9.2.1 Dans le cas où des services supplémentaires sont demandés au Contractant, conformément à l'article 8, le Directeur lui indique, avant le dépôt de son offre pour les services supplémentaires demandés, si celle-ci doit être présentée selon une structure de prix forfaitaire ou d'un tarif horaire.

9.2.2 La méthode horaire consiste à payer le temps consacré par les membres du personnel du Contractant appelé à rendre des services supplémentaires connexes dans le cadre de la présente convention, selon un budget préalablement établi et approuvé par écrit par le Directeur, si ce dernier choisit ce mode de paiement d'honoraires. Aucun changement ne pourra être apporté sans l'accord préalable écrit du Directeur.

9.2.3 Le Contractant doit transmettre au Directeur, pour approbation préalable écrite, les noms, les qualifications et le taux horaire qu'il paie aux membres de son personnel affecté à l'exécution d'un service supplémentaire. Ces personnes ne pourront être remplacées sans l'accord écrit du Directeur.

9.2.4 Le taux horaire du salaire est celui réellement versé à chacun des membres de ce personnel, tel qu'indiqué dans son offre de services et ne devra en aucun temps être supérieur aux taux horaires admissibles pour les services d'architectes ou d'ingénieurs aux fins de l'application du tarif d'honoraires pour services professionnels fournis au gouvernement par des architectes ou des ingénieurs, selon le cas, en vigueur au moment de l'adjudication du contrat.

9.2.5 Le taux horaire du salaire réellement versé est établi en divisant le salaire régulier hebdomadaire par le nombre d'heures de la semaine normale de travail. Tout

travail exécuté en temps supplémentaire par le personnel du Contractant sera payé à ce dernier par la Ville en temps régulier.

9.2.6 Aux fins du paiement des honoraires, les taux horaires du salaire réellement versé sont majorés de 125 % pour tenir compte des frais indirects et des frais d'administration, sauf pour le taux horaire du personnel de soutien dont la majoration est de 75 % sans excéder, en aucun cas, les taux horaires maximaux de l'article 9.2.4. Outre les pourcentages ci-dessus, aucune autre majoration du salaire payé à un membre du personnel ne sera accordée.

9.2.7 Si le Contractant affecte du personnel de classification supérieure à une fonction habituellement confiée à du personnel de classification inférieure, le taux horaire applicable dans ce cas, est celui applicable à la classification inférieure.

9.2.8 Les honoraires du Contractant pour les services du personnel de soutien ne sont payés que pour le temps affecté à la saisie des cahiers des charges définitifs et des rapports techniques directement reliés à l'exécution de l'Ouvrage.

9.2.9 Le taux horaire d'un gestionnaire ou d'un poste comportant des responsabilités de gestion ne peut être payé que pour un nombre d'heures n'excédant pas 10 % des heures que le personnel professionnel et technique consacre à l'exécution de la présente convention, pour autant que les services ainsi fournis soient spécifiques à l'Ouvrage et relèvent de la gérance, de la coordination ou de la supervision.

9.3 Montant forfaitaire pour les services décrits à l'article 8:

Si la méthode de calcul des honoraires choisie par le Directeur est celle du forfait, il sera versé au Contractant une somme fixe préalablement établie et approuvée par écrit par le Directeur. La Ville ne paiera aucuns autres frais reliés aux services payés selon cette méthode.

ARTICLE 10
MODALITÉS DE PAIEMENT

10.1 Le Contractant soumet à la Ville des comptes d'honoraires que cette dernière acquitte dans les trente (30) jours de leur approbation par le Directeur en fonction des services rendus, étant entendu que la Ville ne verse aucun intérêt pour paiement effectué en retard. Ces comptes doivent être conformes aux conditions ci-après énoncées.

10.2 En ce qui concerne les services payés selon la méthode horaire prévue à l'article 9.1, les honoraires s'y rapportant seront payés mensuellement sur approbation d'un compte d'honoraires accompagné d'un relevé de temps ainsi que d'un rapport d'activités relatif à l'état d'avancement de l'Ouvrage.

10.3 En ce qui concerne les services supplémentaires rendus par le personnel du Contractant (article 8), le temps que le Contractant et son personnel ont consacré à l'Ouvrage depuis le dernier jour inclus au compte précédent devra être inscrit sur chaque compte.

Aucune majoration du salaire payé à un membre du personnel du Contractant n'est admissible pour le temps supplémentaire, sauf sur autorisation préalable écrite du Directeur.

10.4 Tout compte d'honoraires du Contractant doit indiquer clairement et séparément le montant des taxes fédérale et provinciale sur les produits et services payables pour les services rendus. À défaut de quoi, tout compte non conforme sera refusé et retourné au Contractant pour correction sans aucuns frais pour la Ville pour cause de retard de paiement.

10.5 Ni un rapport sur l'état des travaux, ni un paiement effectué par la Ville ne doivent être interprétés comme une admission que les travaux et services sont, en totalité ou en partie, complets, satisfaisants ou conformes à la présente convention.

10.6 La Ville remboursera, dans les trente (30) jours de la réception d'une facture non contestée et approuvée par le Directeur, les frais de déplacement et de stationnement applicable en vertu de l'article 7.3 de la présente convention. La facture doit être accompagnée des pièces justificatives nécessaires.

ARTICLE 11
ASSURANCES ET RESPONSABILITÉS

11.1 Le Contractant devra fournir la preuve qu'il est assuré pour la responsabilité civile-patronale et pour la responsabilité professionnelle, en sus de la protection obligatoire accordée par la Commission de la santé et de la sécurité du travail du Québec. La police doit contenir une protection d'un montant minimum de :

11.1.1 deux millions de dollars (2 000 000,00 $) par accident ou par événement dans le cas de la responsabilité civile-patronale; et

11.1.2 deux millions de dollars (2 000 000,00 $) par réclamation dans le cas de la responsabilité professionnelle.

À la signature de la présente convention, le Contractant devra fournir à la Ville une attestation des polices d'assurance émises à ces fins ou, à la demande du Directeur, une copie certifiée de ces polices. Par la suite, le Contractant devra soumettre annuellement à la Ville une preuve de renouvellement de ces polices d'assurance sous forme de copies dûment certifiées du certificat de renouvellement. À défaut par le Contractant de renouveler ces polices, la Ville pourra le faire à ses frais.

11.2 Les polices d'assurance doivent être maintenues en vigueur aux frais du Contractant, à compter de la signature de la présente convention jusqu'à l'écoulement d'une période de douze (12) mois après la date de fin des travaux pour l'assurance responsabilité civile et jusqu'à l'écoulement de sa responsabilité aux termes du *Code civil du Québec* pour l'assurance responsabilité professionnelle.

11.3 Chacune des polices d'assurance ci-dessus mentionnées devra comporter un avenant stipulant qu'elle ne pourra être modifiée ou annulée sans un préavis d'au moins trente (30) jours à la Ville.

11.4 La Ville devra aussi être désignée comme coassurée du Contractant sur la police de responsabilité civile-patronale.

ARTICLE 12

HONORAIRES MAXIMAUX ET AUTRES DÉPENSES

En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de quatre millions cinq cent trente-six mille quatre-vingt-sept dollars et quatre-vingt-dix-huit cents (4 536 087,98 $) couvrant tous les honoraires calculés aux taux horaires indiqués à l'Annexe 2, les débours prévus à la présente convention et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

ARTICLE 13
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale d'un (1) million dollars.

ARTICLE 14
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 12, le Contractant :

14.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention et renonce à ses droits moraux en faveur de celle-ci;

14.2 déclare qu'il a la capacité de céder les droits d'auteur décrits à l'article 14.1 et de renoncer à l'exercice des droits moraux en faveur de la Ville;

14.3 garantit à la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

14.4 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 15
RÉSILIATION

15.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

15.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation et tout document ou tout matériel mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés.

15.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 16
CONDITIONS GÉNÉRALES

16.1 Entente complète

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les parties.

16.2 Divisibilité

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

16.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tels droits ou recours.

16.4 Représentations du Contractant

Le Contractant n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

16.5 Modification à la présente convention

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) parties.

16.6 Lois applicables et juridiction

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

16.7 Ayants droit liés

La présente convention lie les parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

16.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre partie.

16.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile du Contractant

Le Contractant fait élection de domicile au 740 rue Notre-Dame Ouest, bureau 900 à Montréal, Québec, H3C 3X6 et tout avis doit être adressé à l'attention de Christine Lavoie ing., M.Ing., PMP, AVS – Directrice principale et Associée. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, le Contractant fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 303, rue Notre-Dame Est, 3e étage, Montréal, Québec, H2Y 3Y8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Directeur.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DES SIGNATURES CI-APRÈS :

Le e jour de 2017

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon
Greffier

Le e jour de 2017

CIMA + s.e.n.c.

Par : _____
Christine Lavoie, Directrice principale

Cette convention a été approuvée par le conseil municipal de la Ville de Montréal, le ..... e jour de ..... 2017 (Résolution CM.....).

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.11

2017/03/30
17:00

(1)

Dossier # : 1161861001

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division gestion des projets et économie de la construction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure deux (2) ententes-cadres de services professionnels avec les firmes suivantes: Macogep inc. (contrat # 1: 519 399,56 $, taxes incluses) et Consultants Legico-CHP inc. (contrat #2 : 559 640,81 $, taxes incluses) pour des services professionnels d'estimateur en construction afin d'évaluer les coûts des projets de construction en infrastructures urbaines / Appel d'offres public # 16-15732 - 4 soumissionnaires / Approuver les projets de convention à cette fin.

Il est recommandé :

1. de conclure deux (2) ententes-cadres pour la fourniture sur demande de services d'estimateur en construction afin d'évaluer les coûts des projets de construction en infrastructures urbaines ;

2. d'approuver les projets de convention de services professionnels par lesquels les firmes ci-après désignées ayant obtenu les plus hauts pointages en fonction des critères de sélection préétablis, s'engagent à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour les sommes maximales inscrites à l'égard de chacune d'elles, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-15732 et selon les termes et conditions stipulés aux projets de convention ;

3. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements, des services corporatifs et des villes liées, et ce au rythme des besoins à combler.
4.

Firme	Somme maximale taxes incluses	Délai maximal	Contrat
MACOGEP INC.	519 399,56 $	36 mois	1
CONSULTANTS LEGICO-CHP INC.	559 640,81 $	36 mois	2

Signé par Alain DUFORT **Le** 2017-02-24 10:36

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1161861001**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division gestion des projets et économie de la construction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure deux (2) ententes-cadres de services professionnels avec les firmes suivantes: Macogep inc. (contrat # 1: 519 399,56 $, taxes incluses) et Consultants Legico-CHP inc. (contrat #2 : 559 640,81 $, taxes incluses) pour des services professionnels d'estimateur en construction afin d'évaluer les coûts des projets de construction en infrastructures urbaines / Appel d'offres public # 16-15732 - 4 soumissionnaires / Approuver les projets de convention à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

La Ville est appelée à procéder à de nombreux travaux en matière de construction et de réfection d'infrastructures urbaines.
Parmi ces infrastructures, mentionnons à titre d'exemple, les suivantes:

- les équipements et installations de production et d'épuration des eaux, incluant les réseaux de distribution, à savoir les conduites principales et secondaires d'égout et d'aqueduc;
- les infrastructures de voirie : chaussées, trottoirs, bordures, conduits souterrains d'éclairage et systèmes d'éclairage;
- les équipements de signalisation routière : feux de circulation, contrôleur de feux, signalisation écrite et marquage de la chaussée;
- les infrastructures et les équipements du réseau des voies cyclables;
- les structures routières : ponts, viaducs, murs de soutènements, etc.

Il s'agit donc des équipements et des installations appartenant au domaine public de la Ville.

Compte tenu de l'ampleur des travaux et des investissements reliés à ces infrastructures, et afin de pouvoir atteindre les objectifs annuels de réalisation visés par la Ville, celle-ci doit procéder à de nombreux octrois de contrats. Pour ce faire, elle doit pouvoir compter sur les services de professionnels capables de procéder à une évaluation économique des coûts

basée sur les cahiers des charges préparés par la Ville, au moment de la sollicitation des marchés. Ainsi, les prix soumissionnés par les fournisseurs peuvent être comparés à une évaluation indépendante, sujette aux mêmes contraintes et conditions que l'appel d'offres.

L'établissement de ce prix de référence demeure une opération délicate, puisqu'il sert à appuyer le processus décisionnel d'adjudication. Il peut conduire à la remise en question de l'octroi d'un contrat pour lequel la plus basse soumission conforme présente des écarts de prix trop élevés avec l'estimation, ou encore, il peut être utilisé dans un cadre plus large de contrôle des coûts. La Ville doit donc s'assurer que l'établissement de ce prix est non seulement représentatif des prix du marché, mais aussi qu'il a été déterminé de façon indépendante par des professionnels reconnus dans le domaine.

La Division de la gestion des projets et de l'économie de la construction (DGPEC) de la Direction des infrastructures a le mandat de réaliser ces estimations. Afin de supporter l'équipe interne de même que pour répondre à la demande en période de pointe, la Direction désire s'adjoindre le support de firmes externes relativement à des services professionnels en estimation.

On estime que les ententes actuelles valides pour une période de deux (2) ans, soit jusqu'au 29 avril 2017, seront épuisées avant la fin de cette période et ce, dû à l'augmentation des appels d'offres pour des projets en infrastructures urbaines de la Direction des Infrastructures, des autres services centraux et des arrondissements. Dans ce contexte et à la demande de la Direction des infrastructures, le service de l'approvisionnement a procédé au lancement d'un appel d'offres public afin de conclure trois (3) nouvelles ententes-cadres de services professionnels.

L'appel d'offres a été publié du 19 décembre 2016 au 18 janvier 2017 dans le journal Le Devoir et sur le site électronique d'appel d'offres SEAO. La durée de publication a été de vingt-neuf (29) jours, ce qui respecte le délai prescrit par la Loi sur les cités et villes.

Les soumissions sont valides pendant les cent quatre vingt (180) jours suivant la date d'ouverture, soit jusqu'au 17 juillet 2017.

Deux (2) addenda ont été émis les 11 et 16 janvier 2017 respectivement afin de répondre aux questions des firmes et de préciser certains articles du devis technique.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0269 - 30 avril 3015 - Conclure une entente-cadre avec Consultants Legico-CHP inc. pour des services d'estimateurs en construction afin d'évaluer les coûts des projets de construction (infrastructures urbaines), pour une somme maximale de 381 831,98 $, taxes incluses - Appel d'offres public 15-14265 (1 soum.) / Approuver un projet de convention à cette fin (1151861001).
CG14 0216 - 1 mai 2014 - Conclure deux ententes-cadres de services professionnels avec Macogep inc. (pour une somme maximale de 236 290,87 $, taxes incluses) et avec Legico-CHP inc. (pour une somme maximale de 236 095,41 $, taxes incluses), économistes de la construction, pour des services professionnels d'estimateurs en construction afin de soumettre des projets de constructions (infrastructures urbaines) à une évaluation des coûts pour une période maximale de 24 mois OU pour un total d'honoraires n'excédant pas le montant du contrat selon la première des deux éventualités / Approuver deux projets de convention à cette fin. - Appel d'offres public 13-13323 (2 soumissionnaires conformes, dossier 1141861001).

DESCRIPTION

Il s'agit de conclure deux (2) ententes-cadres de services professionnels d'estimation en construction, afin d'obtenir des estimations détaillées des coûts du marché durant les période d'appels d'offres pour des projets de construction en infrastructures urbaines et approuver les conventions à cette fin.
Les ententes-cadres sont valides pendant trente-six (36) mois à la suite de l'octroi des contrats ou jusqu'à épuisement du montant maximal des contrats, selon la première des deux (2) éventualités.

À la suite de l'analyse des soumissions reçues dans le cadre de l'appel d'offres public # 16-15732, il est recommandé de retenir les services des deux (2) firmes suivantes :

Firme	**Montant du contrat (taxes incluses)**
Macogep inc.	519 399,56 $
Consultants Legico-CHP inc.	559 640,81 $
Total	**1 079 040,37 $**

À la lumière du rapport SMCE125309007 de la Commission permanente sur l'examen des contrats, les montants maximaux des enveloppes budgétaires des ententes-cadres ont été établis aux prix des soumissions des adjudicataires recommandés.

Il s'agit d'ententes-cadres à taux horaire par catégorie d'employés.

Les heures prévisionnelles inscrites aux bordereaux de soumission pour chacune des ententes-cadres et pour chacune des catégories d'employés sont basées sur les besoins estimés et sont utilisées seulement aux fins d'un scénario permettant de déterminer la meilleure proposition de prix.

Les conventions de services professionnels ont été rédigées à partir de la convention type du Service des affaires juridiques et sont jointes au présent dossier.

JUSTIFICATION

La DGPEC réalise toutes les estimations des projets de construction et de réfection d'infrastructures urbaines soumis aux processus d'appel d'offres publics de la Direction des infrastructures. Cependant, étant donné que le volume de projets à réaliser excède sa capacité, elle a recours aux firmes externes pour l'assister dans le cadre de son travail. Ce modèle d'affaires permet en outre à la Ville de conserver et de maintenir son expertise dans l'estimation des projets d'infrastructures urbaines.
Par ailleurs, la réalisation de projets de construction, de rénovation d'infrastructures municipales, de travaux d'aménagement ou de mise en valeur de sites par les services corporatifs et les arrondissements de la Ville nécessite un soutien technique de pointe afin de garantir la justesse des estimations du coût des projets.

Enfin, au moment de préparer le présent dossier d'octroi, la disponibilité budgétaire des ententes-cadres en vigueur (CG15 0269) est de 77 725 $, ce qui représente environ cinq (5) mandats d'estimation pour des projets de la Direction des infrastructures. Il est donc requis de conclure dans les meilleurs délais de nouvelles ententes-cadres afin de répondre aux besoins.

Analyse des soumissions :

Les offres des quatre (4) soumissionnaires ont été jugées recevables et analysées par le comité de sélection le 10 février 2017. Les contrats sont octroyés par ordre décroissant de la note finale. La Ville procède à l'octroi de chaque contrat à l'équipe qui obtient le plus haut pointage final.

Le système de pondération et d'évaluation des offres à deux enveloppes, obligatoire et applicable à tous les appels d'offres de services professionnels, a été utilisé.

À la suite de l'évaluation qualitative, le pointage intérimaire obtenu par les deux (2) firmes Macogep inc. et Consultants Legico-CHP inc., était supérieur à 70,0. Par conséquent, les deux (2) firmes ont pu être considérées pour l'établissement du pointage final, puisque seules les soumissions ayant obtenu la note de passage intérimaire d'au moins 70,0 sont considérées.

Les soumissions des firmes Hatch Corporation et WSP Canada inc. n'ont pas obtenu la note de passage de 70,0. Elles ont donc été déclarées non conformes.

Étant donné que seulement deux (2) firmes ont obtenu le pointage intérimaire nécessaire, le troisième contrat ne sera pas conclu en vertu du présent appel d'offres.

Pour le contrat #1, la firme Macogep inc. a obtenu le plus haut pointage final avec 2,70 en fonction des critères de sélection préétablis dans l'appel d'offres. Selon les documents d'appel d'offres, une même firme ne peut se voir attribuer plus d'un contrat. La firme Macogep inc. n'a donc pu être considérée pour les contrats #2 et #3. Consultants Legico-CHP inc. a obtenu un pointage final de 2,40.

Contrat # 1 :

Soumissions conformes	Note Intérim	Note finale	Prix de base	Autre (préciser)	Total
1- Macogep Inc.	90,0	2,70	519 399,56 $	----	519 399,56 $
2- Consultants Legico-CHP Inc.	84,2	2,40	559 640,81 $	----	559 640,81 $
Dernière estimation réalisée					567 516,60 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)* Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *(l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*					-48 117,04 $ -8,48 %
Écart entre la 2e meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 e meilleure note finale – adjudicataire)* Écart entre la 2e meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *(2 e meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*					40 241,25 $ 7,75 %

Contrat # 2 :

Soumissions conformes	Note Intérim	Note finale	Prix de base	Autre (préciser)	Total
1- Consultants Legico-CHP Inc.	84.2	2.40	559 640,81 $	--------	559 640,81 $

Dernière estimation réalisée					567 516,60 $

Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)*	-7 875,79 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *(l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*	-1,39 %

L'analyse et l'évaluation des soumissions sont présentées de façon détaillée dans l'intervention du Service de l'approvisionnement.

Dernières estimations réalisées :

L'estimation interne préparée par la Division gestion de projets et économie de la construction au moment de lancer l'appel d'offres, a été établie en fonction des heures prévues au bordereau de soumission selon les taux horaires établis lors de précédents processus d'appel d'offres pour des services équivalents.

Les écarts suivants entre les plus bas soumissionnaires conformes et les estimations à l'interne sont favorables à la Ville :

Contrat	Écart ($)	Écart (%)
Contrat #1	- 48 117,04 $	-8,48 %
Contrat #2	- 7 875,79 $	-1,39 %

Ces écarts étant inférieurs à 10 % et favorables à la Ville, la DGPEC appuie la recommandation d'octroi des contrats.

Le présent dossier donne suite à un appel d'offres assujetti à la *Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics* (Loi 1) conformément au décret #795-2014 adopté le 24 septembre 2014. Les adjudicataires recommandés, soit Macogep inc. et Consultants Legico-CHP inc., détiennent une attestation de *l'Autorité des marchés financiers* qui est en vigueur depuis le 13 septembre 2016 et le 5 mai 2014 respectivement. Une copie de chacune des attestation se retrouve en pièce jointe au dossier.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Il s'agit d'ententes-cadres sans imputation budgétaire.
Les enveloppes budgétaires maximales des honoraires sont évaluées à 519 399,56 $, taxes incluses, pour le contrat #1 et à 559 640,81 $, taxes incluses, pour le contrat #2.

La réalisation des travaux d'estimation en construction sera répartie sur plusieurs mandats. Ces mandats feront l'objet d'une autorisation de dépenses à l'aide d'un bon de commande, en conformité avec les règles prévues aux différents articles du *Règlement de délégation de pouvoir en matière d'entente-cadre,* et selon la provenance des budgets déjà affectés aux différents projets identifiés par chacun des requérants (services centraux, arrondissements et villes liées). Les crédits peuvent provenir du PTI ou de budget de fonctionnement.

Ces ententes pourraient également se traduire par des dépenses d'agglomération dans le cadre de mandats d'estimation pour des projets réalisés sur le réseau cyclable pan montréalais.

La Direction des infrastructures s'assurera de la disponibilité des crédits auprès des

requérants et du suivi des enveloppes budgétaires.

La dépense maximale d'honoraires professionnels de 1 079 040,37 $, taxes incluses pour les deux (2) ententes-cadres, représente un coût net maximal de 985 307,68 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où le présent contrat n'est pas octroyé, la Direction des infrastructures ne sera pas en mesure de réaliser l'ensemble des estimations de soumission visant à permettre la prise de décisions éclairées.
Advenant le cas où l'octroi des ententes-cadres est reporté à une date ultérieure au 17 juillet 2017, soit la date de l'échéance de la validité des soumissions, les plus bas soumissionnaires conformes pourraient alors retirer leur soumission. Il faudrait donc procéder à un autre processus d'appel d'offres et en défrayer les coûts associés.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES:
Octroi des contrats: à la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles
Début des contrats: avril 2017
Fin des contrats: à l'épuisement des enveloppes budgétaires ou de la période maximale de trente-six (36) mois, selon la survenance du premier des deux événements

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Eddy DUTELLY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Renu MATHEW
Ingénieure

Tél : 514-872-5629
Télécop. : 514-872-1873

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-17

Mohamed BECHIR BOUZAIDI
Chef de division - Gestion de projets et économie de la construction

Tél : 514-872-0264
Télécop. : 514-872-1873

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Chantal AYLWIN
Directrice des infrastructures
Tél : 514 872-4101
Approuvé le : 2017-02-23

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2017-02-23

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1161861001

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division gestion des projets et économie de la construction
Objet :	Conclure deux (2) ententes-cadres de services professionnels avec les firmes suivantes: Macogep inc. (contrat # 1: 519 399,56 $, taxes incluses) et Consultants Legico-CHP inc. (contrat #2 : 559 640,81 $, taxes incluses) pour des services professionnels d'estimateur en construction afin d'évaluer les coûts des projets de construction en infrastructures urbaines / Appel d'offres public # 16-15732 - 4 soumissionnaires / Approuver les projets de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

16-15732 Tableau Résultat Global Final contrat 1.pdf

16-15732 Tableau Résultat Global Final contrat 2.pdf

16-15732- Det Cah Final.pdf

16-15732 Nouvelle Appel D'offres (2).pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Eddy DUTELLY
Agent d'approvisionnement II
Tél : 514 872-5253

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-23

Claude HOULE
Chef de section
Tél : 514 872-2608
Division : Acquisition de biens et services

16-15732 - Services professionnels d'estimateurs en construction pour les projets d'infrastructures urbaines

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et la problématique 10%	Approche proposée 15%	Capacité de production et échéancier 20%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 20%	Expérience et expertise du chargé de projet et de son équipe 30%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Hatch Corporation	4,00	7,33	10,50	13,00	11,33	18,67	64,8			Non conforme
Consultants LEGICO-CHP Inc.	3,17	5,67	11,00	17,67	19,00	27,67	84,2	559 640,81 $	2,40	2
Macogep Inc	4,67	8,67	14,00	17,67	19,67	25,33	90,0	519 399,56 $	2,70	1
WSP Canada Inc.	4,67	7,67	8,50	12,67	11,33	20,33	65,2			Non conforme
0							-		-	

Comité	Contrat 1
Date	vendredi 10-02-2017
Heure	14hr00
Lieu	255 boulevard Crémazie Est, bureau 400, salle : 436 / Sollicitation

Multiplicateur d'ajustement
10000

Agent d'approvisionnement	Eddy Dutelly

16-15732 - Services professionnels d'estimateurs en construction pour les projets d'infrastructures urbaines

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et la problématique 10%	Approche proposée 15%	Capacité de production et échéancier 20%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 20%	Expérience et expertise du chargé de projet et de son équipe 30%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Hatch Corporation	4,00	7,33	10,50	13,00	11,33	18,67	64,8			Non conforme
Consultants LEGICO-CHP Inc.	3,17	5,67	11,00	17,67	19,00	27,67	84,2	559 640,81 $	2,40	1
Macogep Inc	4,67	8,67	14,00	17,67	19,67	25,33	90,0	,		Non conforme adjudicataire contrat 1
WSP Canada Inc.	4,67	7,67	8,50	12,67	11,33	20,33	65,2			Non conforme
0							-		-	

Agent d'approvisionnement	Eddy Dutelly

Comité	Contrat 2
Date	vendredi 10-02-2017
Heure	14hr00
Lieu	255 boulevard Crémazie Est, bureau 400, salle : 436 / Sollicitation

Multiplicateur d'ajustement
10000

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 16-15732 — No du GDD : 1161861001

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels d'estimateurs en construction pour les projets d'infrastructures urbaines

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 19 - 12 - 2016

Ouverture originalement prévue le : 18 - 1 - 2017

Ouverture faite le : 18 - 1 - 2017

Date du comité de sélection : 10 - 2 - 2017

Nombre d'addenda émis durant la période : 2

Date du dernier addenda émis : 16 - 1 - 2017

Délai total accordé aux soumissionnaires : 29 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 9

Nbre de soumissions reçues : 4

% de réponses : 44,44

Nbre de soumissions rejetées : 2

% de rejets : 50

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
HATCH Corporation	Pointage intérimaire inférieur à 70 %
WSP Canada Inc.	Pointage intérimaire inférieur à 70 %

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 17 - 7 - 2017

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 17 - 7 - 2017

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Macogep Inc.	519 399,56	√	1
Consultants LEGICO-CHP Inc.	559 640,81	√	2

Information additionnelle

Il est recommandé d'octroyer le contrat no. 1 à la firme ayant obtenu le plus haut pointage: Macogep Inc.. Il est recommandé d'octroyer le contrat no. 2 à la firme ayant obtenu le plus haut pointage : Consultants LEGICO Inc.. Des 9 firmes détentrices du cahier des charges, 5 firmes n'ont pas déposé d'offre. Les raisons sont: carnet de commande complet, délais trop courts.

Préparé par : Eddy Dutelly — Le 23 - 2 - 2017

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Recherche avancée

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 16-15732
Numéro de référence : 1037620
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Services professionnels d'estimateurs en construction pour les projets d'infrastructures urbaines

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
.SNC-Lavalin inc. 455 Boul René-Lévesque Ouest, 7e étage Montréal, QC, H2Z 1Z3 NEQ : 1142775999	Madame Karima Aïnenas Téléphone : 514 393-8000 Télécopieur : 514 390-6534	**Commande : (1213028)** 2016-12-19 17 h 09 **Transmission :** 2016-12-19 17 h 09	2690914 - 16-15732 Addenda N°1 2017-01-11 20 h 50 - Courriel 2692577 - 16-15732 Addenda N°2 2017-01-16 10 h 43 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
AXOR Experts Conseils Inc. 5101 Rue Buchan, bureau 400 Montréal, QC, H4P1S4 http://axorexperts.com NEQ : 1168297498	Madame Linda Ménard Téléphone : 514 937-3737 Télécopieur : 514 846-4005	**Commande : (1213133)** 2016-12-20 9 h 07 **Transmission :** 2016-12-20 9 h 07	2690914 - 16-15732 Addenda N°1 2017-01-11 20 h 50 - Courriel 2692577 - 16-15732 Addenda N°2 2017-01-16 10 h 43 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié

				(plan) : Courrier électronique
☐	Groupe-Conseil Génipur inc. 18 av Papineau Bureau 207 Candiac, QC, J5R 5S8 NEQ : 1149593700	Madame Lise Duval Téléphone : 450 619-9991 Télécopieur : 450 619-0999	**Commande : (1217251)** 2017-01-10 16 h 55 **Transmission :** 2017-01-10 16 h 55	2690914 - 16-15732 Addenda N°1 2017-01-11 20 h 51 - Télécopie 2692577 - 16-15732 Addenda N°2 2017-01-16 10 h 44 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Hatch Ltèe 5 Place Ville Marie Suite 1 400 Montréal, QC, H3B2G2 NEQ : 1161819306	Madame MTL Proposals Téléphone : 514 861-0583 Télécopieur :	**Commande : (1214197)** 2016-12-22 11 h 27 **Transmission :** 2016-12-22 11 h 27	2690914 - 16-15732 Addenda N°1 2017-01-11 20 h 50 - Courriel 2692577 - 16-15732 Addenda N°2 2017-01-16 10 h 43 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Legico CHP Consultants 4080 boul. Le Corbusier bur. 203 Laval, QC, H7L5R2 NEQ : 1166631847	Madame Vanessa Mosselli Téléphone : 514 842-1355 Télécopieur :	**Commande : (1213372)** 2016-12-20 15 h 43 **Transmission :** 2016-12-20 15 h 43	2690914 - 16-15732 Addenda N°1 2017-01-11 20 h 50 - Courriel 2692577 - 16-15732 Addenda N°2 2017-01-16 10 h 43 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Les Habitations FJ inc. 111 Juneau Saint-Césaire, QC, j0l1t0 NEQ : 1166624495	Monsieur Francis Jacques Téléphone : 450 263-0666 Télécopieur :	**Commande : (1215833)** 2017-01-06 15 h 39 **Transmission :** 2017-01-06 15 h 39	2690914 - 16-15732 Addenda N°1 2017-01-11 20 h 50 - Courriel 2692577 - 16-15732 Addenda N°2 2017-01-16 10 h 43 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié

				(plan) : Courrier électronique
☐	Macogep inc 1255, University, bureau 700 Montréal, QC, H3B 3w1 NEQ : 1143366715	Madame Anne-Marie Froment Téléphone : 514 223-9001 Télécopieur : 514 670-2814	**Commande : (1213073)** 2016-12-20 8 h 06 **Transmission :** 2016-12-20 8 h 06	2690914 - 16-15732 Addenda N°1 2017-01-11 20 h 50 - Courriel 2692577 - 16-15732 Addenda N°2 2017-01-16 10 h 43 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	PwC Management Services L.P. 1250, boul. René-Lévesque Ouest Bureau 2500 Montréal, QC, H3B4Y1 NEQ : 3347816566	Madame Nadia Bergeron Téléphone : 514 205-5001 Télécopieur :	**Commande : (1213528)** 2016-12-21 9 h 10 **Transmission :** 2016-12-21 9 h 10	2690914 - 16-15732 Addenda N°1 2017-01-11 20 h 50 - Courriel 2692577 - 16-15732 Addenda N°2 2017-01-16 10 h 43 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	WSP Canada Inc. (Pour AO sur invitation pour tout le Québec) 5355, boul. des Gradins Québec, QC, G2J 1C8 http://www.wspgroup.com NEQ : 1148357057	Madame Martine Gagnon Téléphone : 418 623-2254 Télécopieur : 418 624-1857	**Commande : (1212992)** 2016-12-19 16 h 13 **Transmission :** 2016-12-19 16 h 13	2690914 - 16-15732 Addenda N°1 2017-01-11 20 h 50 - Courriel 2692577 - 16-15732 Addenda N°2 2017-01-16 10 h 43 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Sélectionner Annuler

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?

- Aide en ligne
- Formation en ligne
- Glossaire
- Plan du site
- Accessibilité
- UPAC-Signaler un acte répréhensible

Service clientèle

- Grille des tarifs
- Contactez-nous
- Nouvelles
- Marchés publics hors Québec
- Registre des entreprises non admissibles
- Autorité des marchés financiers

À propos

- À propos de SEAO
- Info sur Constructo
- Conditions d'utilisation
- Polices supportées

Partenaires

© 2003-2017 Tous droits réservés

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 13 septembre 2016

MACOGEP INC.
A/S MONSIEUR LOUIS YVES LEBEAU
1255, BOUL ROBERT-BOURASSA, BUREAU 700
MONTRÉAL (QC) H3B 3W1

N° de décision : 2016-CPSM-1050301
N° de client : 2700006016

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'« **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics,* RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). MACOGEP INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **21 avril 2019** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 5 mai 2014

CONSULTANTS LEGICO-CHP INC.
A/S MONSIEUR ANDRÉ GIROUX
4080, BOUL LE CORBUSIER, BUREAU 203
LAVAL (QC) H7L 5R2

N° de décision : 2014-CPSM-1027212
N° de client : 2700035627

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'Autorité) accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65.1 (la LCOP). CONSULTANTS LEGICO-CHP INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **4 mai 2017** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
www.lautorite.qc.ca

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

Le 26 janvier 2017

CONSULTANTS LEGICO-CHP INC.
4080, BOUL LE CORBUSIER
203
LAVAL QC H7L 5R2

Objet : Accusé de réception - Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Nous avons bien reçu votre formulaire de « Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public ». Vous trouverez ci-dessous les renseignements importants concernant cette demande :

N° de client :	2700035627
N° de demande :	1631259897
N° de confirmation de paiement :	000209328280

Si vous avez accès aux services en ligne de l'Autorité et que vous êtes l'initiateur de cette demande, vous pouvez en consulter l'état à la section « Suivi des demandes » dans le menu « Dossier client ».

Pour toute question relative à votre demande, vous pouvez communiquer avec un agent de notre Centre d'information au 1 877 525-0337.

Nous vous prions de recevoir nos salutations distinguées.

L'Autorité des marchés financiers

Conventions de services professionnels :



Convention Legico-CHP.rtf



Convention Macogep.rtf

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée M^{e} Yves Saindon, greffier de la Ville, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET :

Consultants Legico-CHP Inc., personne morale ayant sa principale place d'affaires au 4080 boul. Le Corbusier, bureau 203, Laval (Québec) H7L 5R2, agissant et représentée par Simon Vallée, ing., Estimateur Principal, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare;

Ci-après appelé le « **CONTRACTANT** »

N^{o} d'inscription T.P.S. : 80866 1854 RT0001
N^{o} d'inscription T.V.Q. : 1216533433 TQ0001

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « **Directeur** » : le directeur du Service des infrastructures, de la voirie et des transports ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « **Annexe 1** » : les termes de références pour services professionnels, l'appel d'offres 16-15732 en date du 19 décembre 2016 relatif à la fourniture, sur demande, de services professionnels d'estimateur en construction afin de soumettre les projets de construction en infrastructures urbaines à une évaluation des coûts.

1.3 « **Annexe 2** » : l'offre de service présentée par le contractant suite à l'ouverture de l'appel d'offres 16-15732 le 18 janvier 2017.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2 jointes aux présentes, à fournir des services professionnels d'estimateur en construction afin de soumettre les projets de construction en infrastructures urbaines à une évaluation des coûts.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourraient être inconciliable avec celui-ci.

3.2 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses services, celui-ci demeurant tenu au respect de ses autres obligations envers la Ville.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

6.1 exécuter la convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations sur la façon d'exécuter le travail confié;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2;

6.3 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;

6.4 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

6.5 divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

6.6 remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

6.7 assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.8 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ;

6.9 transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Directeur, un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités;

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la convention;

7.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Contractant quant à l'interprétation de la convention et des Annexes 1 et 2;

7.3 refuser les travaux, recherches et rapports du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la convention ou des Annexes 1 et 2;

7.4 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de cinq cent cinquante-neuf mille six cent quarante dollars et quatre-vingt-un cents (559 640,81 $) taxes incluses, couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

Cette somme est payable sur présentation de factures détaillées par projet et référant à l'appel d'offres et aux prix soumis.

Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8.

ARTICLE 10
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 8, le Contractant :

10.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention, et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

11.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

11.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
CONDITIONS GÉNÉRALES

12.1 **ÉLECTION DE DOMICILE**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

12.2 **HÉRITIERS ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX**

La présente convention lie les héritiers et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

12.3 **MODIFICATION**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

12.4 **VALIDITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.5 **LOIS APPLICABLES**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2017

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
M^e Yves Saindon, greffier de la Ville

Le e jour de 2017

CONSULTANTS LEGICO-CHP INC.

Par : _____
Simon Vallée, ing., Estimateur Principal

Cette convention a été approuvée par la résolution _____.

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée M^{e} Yves Saindon, greffier de la Ville, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET :

Macogep Inc., personne morale ayant sa principale place d'affaires au 1255 boul. Robert-Bourassa, bureau 700, Montréal (Québec) H3B 3W1, agissant et représentée par Stéphane Grégoire, ing., Vice-président, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare;

Ci-après appelé le « **CONTRACTANT**

N^{o} d'inscription T.P.S. : R127840460
N^{o} d'inscription T.V.Q. : 1006410703

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « **Directeur** » : le directeur du Service des infrastructures, de la voirie et des transports ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « **Annexe 1** » : les termes de références pour services professionnels, l'appel d'offres 16-15732 en date du 19 décembre 2016 relatif à la fourniture, sur demande, de services professionnels d'estimateur en construction afin de soumettre les projets de construction en infrastructures urbaines à une évaluation des coûts.

1.3 « **Annexe 2** » : l'offre de service présentée par le contractant suite à l'ouverture de l'appel d'offres 16-15732 le 18 janvier 2017.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2 jointes aux présentes, à fournir des services professionnels d'estimateur en construction afin de soumettre les projets de construction en infrastructures urbaines à une évaluation des coûts.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourraient être inconciliable avec celui-ci.

3.2 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses services, celui-ci demeurant tenu au respect de ses autres obligations envers la Ville.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

6.1 exécuter la convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations sur la façon d'exécuter le travail confié;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2;

6.3 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;

6.4 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

6.5 divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

6.6 remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

6.7 assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.8 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ;

6.9 transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Directeur, un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités;

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la convention;

7.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Contractant quant à l'interprétation de la convention et des Annexes 1 et 2;

7.3 refuser les travaux, recherches et rapports du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la convention ou des Annexes 1 et 2;

7.4 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de cinq cent dix-neuf mille trois cent quatre-vingt-dix-neuf dollars et cinquante-six cents (519 399,56 $) taxes incluses, couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

Cette somme est payable sur présentation de factures détaillées par projet et référant à l'appel d'offres et aux prix soumis.

Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8.

ARTICLE 10
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 8, le Contractant :

10.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention, et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

11.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

11.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
CONDITIONS GÉNÉRALES

12.1 **ÉLECTION DE DOMICILE**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

12.2 **HÉRITIERS ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX**

La présente convention lie les héritiers et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

12.3 **MODIFICATION**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

12.4 **VALIDITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.5 **LOIS APPLICABLES**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2017

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
M^e Yves Saindon, greffier de la Ville

Le e jour de 2017

MACOGEP INC.

Par : _____
Stéphane Grégoire, ing., Vice-président

Cette convention a été approuvée par la résolution _____.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.12

2017/03/30
17:00

(1)

Dossier # : 1174745001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Ingénierie d'usine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels en ingénierie et en architecture aux firmes SNC-Lavalin inc. et Girard Côté Bérubé Dion Architectes inc. pour la mise à niveau de l'usine de Pierrefonds, pour une somme maximale de 2 719 254,18 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-15596 - (5 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin.

Il est recommandé :

1. d'approuver un projet de convention par lequel SNC-Lavalin inc. et Girard Côté Bérubé Dion Architectes inc., firmes ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engagent à fournir à la Ville les services professionnels requis respectivement en ingénierie et en architecture pour la mise à niveau de l'usine de Pierrefonds, pour une somme maximale de 2 719 254,18 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-15596 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-03-06 12:08

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1174745001**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Ingénierie d'usine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels en ingénierie et en architecture aux firmes SNC-Lavalin inc. et Girard Côté Bérubé Dion Architectes inc. pour la mise à niveau de l'usine de Pierrefonds, pour une somme maximale de 2 719 254,18 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-15596 - (5 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

Afin de se conformer au Règlement sur la qualité de l'eau potable (RQEP) ainsi qu'au Guide de conception des installations de production d'eau potable qui l'accompagne, la Ville de Montréal a entamé des travaux majeurs de mise aux normes de la chaîne de traitement et de modernisation des équipements dans les usines de production d'eau potable de la Ville. Les travaux prévus à l'usine de Pierrefonds sont à compléter, car certains contrats de construction, alors octroyés, ont dû être suspendus puis résiliés. Comme les travaux initialement prévus à l'usine de Pierrefonds sont toujours requis et que de nouveaux travaux y sont devenus nécessaires compte tenu de la fin de vie utile de certains équipements / bâtiment ou de nouvelles exigences en matière de contrôle et d'automatisation, la Direction de l'eau potable du Service de l'eau requiert les services de professionnels en architecture et en ingénierie pour assurer les services de base et les services supplémentaires (le cas échéant) pour l'achèvement des travaux à l'usine de Pierrefonds. Il est cependant important de préciser les particularités suivantes :

a) Les plans et les devis ont déjà été émis pour construction pour les lots restant à compléter. Les documents émis dans le cadre de ces anciens lots seront utilisés pour former un nouveau lot unique et intégré. La Ville privilégie l'octroi d'un seul lot de construction pour terminer les travaux;

b) Compte tenu du fait que la conception détaillée s'est étendue de 2008 à 2012 et que les travaux n'ont pas été complétés, l'usine a dû procéder à certains travaux pour sécuriser des équipements et systèmes de contrôle. Les documents émis à l'époque présentent donc des écarts par rapport à la situation actuelle de l'usine. L'Adjudicataire des présents services professionnels devra procéder à une série de relevés exhaustifs dans le but de confirmer l'envergure des travaux définis dans les documents déjà émis pour construction et mettre à jour ceux qui doivent l'être;

c) Certains équipements sont maintenant désuets ou présentent des signes de désuétude, de nouveaux besoins ont été et seront identifiés. Ces travaux seront ajoutés et intégrés aux travaux initiaux. L'adjudicataire doit préparer les documents d'appel d'offres couvrant ces travaux additionnels;

d) Les travaux reliés au système d'ozonation ont été partiellement achevés. Les travaux qui restent à compléter pour mettre le système en fonction seront ajoutés au projet. L'adjudicataire doit préparer les documents d'appel d'offres couvrant ces travaux additionnels.

L'appel d'offres public a été publié dans le quotidien le Devoir ainsi que sur le système électronique d'appel d'offres (SEAO) le 11 janvier 2017. L'ouverture des soumissions a eu lieu au Service du greffe le 8 février 2017. La durée de la publication a été de vingt-sept (27) jours. La validité des soumissions est de cent cinquante (150) jours suivant la date fixée pour l'ouverture des soumissions, soit jusqu'au 8 juillet 2017.

Quatre (4) addenda ont été émis pour les raisons suivantes :

Addenda 1 - 11 janvier 2017 - Modification de l'article 5 des clauses administratives particulières portant sur la visite des lieux;

Addenda 2 - 16 janvier 2017 - Report de la date d'ouverture des soumissions et modification de l'article 5;

Addenda 3 - 20 janvier 2017 - Modification des clauses administratives particulières afin de préciser les critères de conformité concernant l'acquisition du cahier des charges via le site SEAO, rajout de l'article 2.3.6 au devis technique concernant l'assignation du personnel au chantier et précisions concernant les dépenses admissibles;

Addenda 4 - 31 janvier 2017 - Réponse à une demande de précision concernant l'addenda 3 au sujet de l'assignation du personnel sur le chantier.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0681 - 26 novembre 2015 - Abroger les résolutions du conseil d'agglomération afin de ne pas donner suite aux cinq contrats accordés dans le cadre des travaux de modernisation de l'usine de production d'eau potable de Pierrefonds. Les contrats abrogés sont les suivants :

- CG15 0161 - 26 mars 2015 - Accorder un contrat à Construction Gamarco inc. pour des travaux d'architecture et de structure dans les secteurs des filtres et d'ozone à l'usine de production d'eau potable de Pierrefonds - Dépense totale de 3 179 617,50 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10166 (7 soum.) - Lot MNU-2014-05;
- CG15 0145 - 26 mars 2015 - Accorder un contrat à Cosoltec inc. pour des travaux d'architecture et de structure dans les secteurs des produits chimiques

à l'usine de production d'eau potable de Pierrefonds - Dépense totale de 2 293 112,13 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10167 (6 soum.) - Lot MNU-2014-06;
- CG13 0013 - 31 janvier 2013 - Accorder un contrat à Filtrum inc. pour la réalisation de travaux en mécanique de procédé à l'usine de production d'eau potable de Pierrefonds - Dépense totale de 7 442 957,21 $, taxes incluses - Appel d'offres public 9834 (3 soum.) - Lot C3-905;
- CG12 0400 - 25 octobre 2012 - Accorder un contrat à Les Installations Électriques Pichette inc. pour la réalisation des travaux en électricité dans la zone de traitement à l'usine de production d'eau potable de Pierrefonds - Dépense totale de 2 355 803,26 $, taxes incluses - Appel d'offres public 9857 (5 soum.) - Lot C3-708;
- CG12 0399 - 25 octobre 2012 - Accorder un contrat à HVAC inc. pour la réalisation de travaux pour la mécanique de bâtiment dans la zone de traitement à l'usine de production d'eau potable de Pierrefonds - Dépense totale de 2 625 246,59 $, taxes incluses - Appel d'offres public 9859 (2 soum.) - Lot C3-507.

CG10 0239 - 17 juin 2010 - Octroyer un contrat de 34 901 981,06 $, taxes incluses, au Consortium Veolia UTE Pierrefonds pour la réalisation des travaux de mise aux normes et d'augmentation de la capacité de la chaîne de traitement à l'usine de production d'eau potable de Pierrefonds - Appel d'offres public 9786 (2 soum.) - Lot T3-902.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à accorder un contrat de services professionnels aux firmes SNC-Lavalin inc. et Girard Côté Bérubé Dion Architectes inc. pour fournir les services de base et les services supplémentaires (le cas échéant) en ingénierie et en architecture pour l'achèvement des travaux de mise à niveau de l'usine de production d'eau potable de Pierrefonds.

Le mandat couvre plus spécifiquement l'ensemble des services d'ingénierie tels que :

a) la réalisation de relevés;
b) la préparation de plans et de devis;
c) les services bureau durant la construction;
d) la surveillance en résidence durant la construction (si requise);
e) le contrôle qualité en usine et sur le chantier;
f) la production d'expertises techniques;
g) la mise en service;
h) la production de manuels d'exploitation;
i) la coordination de la formation;
j) la production des plans tels que construit - TQC;
k) la gestion du projet.

Les principaux domaines d'expertise en ingénierie et en architecture requis pour ce mandat sont :

a) l'architecture;
b) la mécanique de procédé;
c) l'alimentation et la distribution électrique;
d) la mécanique et l'électricité du bâtiment;
e) l'automatisation et le contrôle;
f) la structure;
g) le génie civil;
h) toute discipline connexe requise pour réaliser les mandats confiés.

La rémunération des professionnels pour la prestation des services prévus à la présente convention est calculée à forfait pour les services bureau durant la construction et sur une base horaire, selon les taux horaires présentés dans l'offre, pour le reste des services.

Un montant de 129 488,29 $, taxes incluses, pour dépenses admissibles (5%) a été ajouté au montant du contrat pour toutes autres dépenses accessoires jugées pertinentes dans le cadre du mandat.

JUSTIFICATION

Compte tenu de l'envergure du projet et de la nature des services professionnels requis dans plusieurs disciplines (architecture, procédé, électricité, ventilation, structure, etc.), il est proposé de retenir des services professionnels externes en ingénierie et en architecture pour l'achèvement des plans et de devis, pour la gestion du projet ainsi que pour la surveillance des travaux.
À la suite de l'appel d'offres public 17-15596, à deux (2) enveloppes, il y a eu neuf (9) preneurs du cahier des charges sur le site SEAO. La liste des preneurs du cahier des charges se trouve dans l'intervention du Service de l'approvisionnement. Cinq (5) d'entre eux ont déposé une soumission. Cependant, deux (2) des cinq (5) soumissionnaires ont été rejetés administrativement et n'ont donc pas été analysés par le comité de sélection.

Parmi les quatre (4) preneurs de cahier des charges qui n'ont pas soumissionné, deux (2) sont des firmes d'architectes qui n'ont pu s'associer à une firme d'ingénierie et deux (2) n'ont pas répondu à la demande de la Ville visant à savoir pourquoi ils n'ont pas déposé de soumission.

Le comité de sélection composé de trois (3) membres a siégé le 21 février 2017. L'analyse des offres a permis de constater que deux (2) soumissionnaires sont conformes et un (1) soumissionnaire a été jugé non conforme, n'ayant pas obtenu la note de passage de 70 %. Après établissement des pointages finaux, le comité de sélection recommande que le mandat soit accordé aux cocontractants ayant obtenu le plus haut pointage final, soit les firmes SNC-Lavalin inc. et Girard Côté Bérubé Dion Architectes inc.

Le comité de sélection en est arrivé aux résultats présentés au tableau suivant.

Firme soumissionnaire conforme	**Pointage intérimaire**	**Pointage final**	**Prix de base soumis (taxes incluses)**	**Dépenses admissibles (taxes incluses)**	**Prix total (taxes incluses)**
SNC-Lavalin inc. et Girard Côté Bérubé Dion Architectes inc.	87,1 %	0,50	2 589 765,89 $	129 488,29 $	2 719 254,18 $
Beaudoin Hurens inc. et TLA Architectes inc.	74,6 %	0,43	2 776 265,40 $	138 813,27 $	2 915 078,67 $
Dernière estimation réalisée	Non applicable	Non applicable	2 581 361,21 $	129 068,06 $	2 710 429,27 $
Coût moyen des soumissions conformes reçues *(total du coût des soumissions conformes reçues / nombre de soumissions)*					2 817 166,42 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)					3,60 %

((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100	
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)*	195 824,49 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*	7,20 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*	8 824,91 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*	0,33 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*	195 824,49 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*	7,20 %

Le soumissionnaire ayant obtenu le plus haut pointage final, SNC-Lavalin inc. et Girard Côté Bérubé Dion Architectes inc., a présenté une offre avec un écart de 0,33 % plus élevé par rapport à la dernière estimation.

Après validation, les firmes SNC-Lavalin inc. et Girard Côté Bérubé Dion Architectes inc. ne font pas partie du Registre des entreprises non admissibles (RENA).

La firme SNC-Lavalin inc. détient une autorisation de l'Autorité des marchés financiers (AMF) datée du 4 février 2014 : Autorisation No 2014-CPSM-0003, No d'identification : 2700007364. Cette autorisation est échue depuis le 3 février 2017. Toutefois, la firme SNC-Lavalin inc. a soumis un document démontrant qu'elle a effectué une demande de renouvellement qui est en traitement auprès de l'AMF. Une copie de l'accusé de réception, en date du 4 novembre 2016, de ladite demande est jointe au présent dossier.

La firme Girard Côté Bérubé Dion Architectes inc. détient une autorisation de l'AMF datée du 12 mars 2014 : Autorisation No 2014-CPSM-1016043, No d'identification : 3000148867. La fin de validité de cette autorisation est le 11 mars 2017. Cependant, Girard Côté Bérubé Dion Architectes inc. a soumis une demande de renouvellement de l'Autorisation auprès de l'AMF en date du 8 décembre 2016. Une copie est jointe au présent dossier.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total relatif au contrat à octroyer est de 2 719 254,18 $, taxes incluses, comprenant le coût du contrat d'un montant de 2 589 765,89 $, ainsi qu'un montant de 129 488,29 $, taxes incluses, pour dépenses admissibles.
La dépense de 2 719 254,18 $, taxes incluses, représente un coût net de 2 483 041,52 $, lorsque diminuée des ristournes de taxes fédérales et provinciales, et est financée par la réserve de l'eau potable.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne la production de l'eau potable qui est une compétence d'agglomération en vertu de la « *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations ».*

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le présent dossier contribue à la pratique d'une gestion responsable des ressources en optimisant la performance des installations d'eau potable, en termes de capacité de

production, de qualité et de quantité, tout en optimisant les coûts d'opération et de maintenance des installations de l'usine de production d'eau potable de Pierrefonds.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant un retard dans l'octroi du présent dossier, les impacts seront les suivants :

- retarder la finalisation des travaux de mise aux normes et de modernisation de l'usine Pierrefonds, ce qui augmente le risque de panne d'équipements existants et pourrait ainsi compromettre la qualité ainsi que la quantité de l'eau potable.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ce dossier ne comporte aucun enjeu de communication, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation du dossier décisionnel : Mars 2017
Début du mandat : Avril 2017
Fin du contrat : Avril 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Yves BELLEVILLE)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Ghizlane KOULILA)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Michel S SIMARD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Maurice TCHIO
Ingénieur

Tél : 514 872-0015
Télécop. : 514 872-2898

Sylvie Bouchard, Chef de section - Projets d'usines
Tél : (514) 868-5144

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-28

Marie-Josée GIRARD
Chef de division - Projets majeurs

Tél : 514 872-4631
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

André MARSAN
Directeur par intérim de la Direction de l'eau potable
Tél : 514 872-5090
Approuvé le : 2017-03-06

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Richard FONTAINE
Directeur(trice) du traitement des eaux usees

Tél : 514 280-3706
Approuvé le : 2017-03-06

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1174745001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Ingénierie d'usine
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels en ingénierie et en architecture aux firmes SNC-Lavalin inc. et Girard Côté Bérubé Dion Architectes inc. pour la mise à niveau de l'usine de Pierrefonds, pour une somme maximale de 2 719 254,18 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-15596 - (5 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

17-15596 Det Cah Final.pdf comité octroi.pdf octroi.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Yves BELLEVILLE
agent d'approvisionnement II
Tél : 514 872-5298

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-03-03

Claude HOULE
Chef de Section
Tél : 514 872-2608
Division : Service de l'approvisionnement , Direction

17-15596 - services professionnels en ingénierie et architecture pour la mise à niveau de l'usine de Pierrefonds

FIRME	Présentation de l'offre 3%	Compréhension du mandat, méthodologie proposée et échéancier 30%	Expérience et expertise de la firme d'ingénieur et firme d'architecte dans des travaux semblables 25%	Expérience et expertise de la firme d'ingénieur et firme d'architecte dans des travaux semblables 22%	Qualification et expérience du coordonnateur de projet 17%	système électronique de gestion documentaire 3%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
SNC-Lavalin	2,10	24,00	23,00	1,00	15,00	3,00	87,1	2 719 254,18 $	0,50	1
CIMA+	2,03	15,00	20,00	2,00	12,33	1,83	59,9			Non conforme
Beaudoin Hurens	2,57	24,67	19,67	3,00	13,00	3,00	74,6	2 915 078,67 $	0,43	2
0							-		-	
0							-		-	

Comité	
Date	mardi 21-02-2017
Heure	13h00
Lieu	255 Crémazie Est salle intégrité

Multiplicateur d'ajustement
10000

Agent d'approvisionnement	Yves Belleville

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 17-15596 — No du GDD : 1174745001

Titre de l'appel d'offres : services professionnels en ingénierie et architecture pour la mise à niveau de l'usine de Pierrefonds

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 11 - 1 - 2017

Ouverture originalement prévue le : 1 - 2 - 2017

Ouverture faite le : 8 - 2 - 2017

Date du comité de sélection : 21 - 2 - 2017

Nombre d'addenda émis durant la période : 4

Date du dernier addenda émis : 31 - 1 - 2017

Délai total accordé aux soumissionnaires : 27 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 9

Nbre de soumissions reçues : 5

% de réponses : 55,56

Nbre de soumissions rejetées : 3

% de rejets : 60

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
Stantec et Viau Bastien Gosselin	non conforme certificat AMF
Tetra Tech et Javques Monty	non conforme certificat AMF
CIMA+ et Réal Paul	n'a pas obtenu la note de passage de 70

Durée de la validité initiale de la soumission : 150 jrs

Date d'échéance initiale : 8 - 7 - 2017

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 8 - 7 - 2017

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
SNC-Lavalin Girard Côté Bérubé aechitecte	2 719 254,18 $	X	
Beaudoin Hurens et TLÄ architecte	2 915 078,67 $		

Information additionnelle

2 firmes d'architecte n'ont pas répondues car il n'ont pas réussies à s'associer un firme d'Ingénierie. 2 firmes d'ingénierie n'ont pas répondues à notre demande de raison de désistement.

Préparé par : Yves Belleville — Le 28 - 2 - 2017

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
www.lautorite.qc.ca

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

Le 4 novembre 2016

SNC-LAVALIN INC.
455, BOUL RENÉ-LÉVESQUE O
MONTRÉAL QC H2Z 1Z3

Objet : Accusé de réception - Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Nous avons bien reçu votre formulaire de « Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public ». Vous trouverez ci-dessous les renseignements importants concernant cette demande :

N° de client :	2700007364
N° de demande :	1631180665
N° de confirmation de paiement :	000205798872

Si vous avez accès aux services en ligne de l'Autorité et que vous êtes l'initiateur de cette demande, vous pouvez en consulter l'état à la section « Suivi des demandes » dans le menu « Dossier client ».

Pour toute question relative à votre demande, vous pouvez communiquer avec un agent de notre Centre d'information au 1 877 525-0337.

Nous vous prions de recevoir nos salutations distinguées.

L'Autorité des marchés financiers

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Code d'identification : 3000148867

Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Identification

Information du client

N° client	3000148867
Nom de l'entreprise	GIRARD CÔTÉ BÉRUBÉ DION ARCHITECTES INC

Adresse de correspondance

N° d'immeuble / Case postale	400	Bureau / App. / Unité	BUREAU 402
Rue / Installation de livraison	AV ATLANTIC		
Municipalité	OUTREMONT	Province / État	QC
Pays	CANADA	Code postal / Zip code	H2V 1A5

Autres informations

Veuillez nous informer de votre intention de procéder au renouvellement ou au non-renouvellement de votre autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public en remplissant la section appropriée.

Non-renouvellement

☐ **Je ne désire pas** renouveler mon autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public.

Veuillez prendre note que votre demande de non-renouvellement sera traitée immédiatement par l'Autorité, mais que votre droit d'exercice demeurera valide jusqu'à la date de fin prévue de votre autorisation.

Renouvellement

☑ **Je désire** procéder au renouvellement de mon autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public.

Veuillez-vous assurer que l'information figurant sur cette page correspond à l'information se trouvant actuellement au registre du Registraire des entreprises du Québec (REQ). Si des modifications sont nécessaires, veuillez les effectuer directement dans l'espace approprié ci-dessous. Si l'information au REQ n'est pas à jour, veuillez effectuer une demande de modification au REQ et nous soumettre une copie de la mise à jour afin que nous puissions apporter les modifications nécessaires à votre dossier.

Information du client

Nombre total d'actionnaires (actions votantes) ou d'associés pour cette entité	4

Au cours des cinq dernières années, votre entreprise a-t-elle eu un ou des noms commerciaux autres que celui indiqué à la section précédente?

Autres Noms (en vigueur)	
Noms antérieurs	

Information sur le contrat (si applicable)

Numéro de l'appel d'offre	
Valeur estimée du contrat ou du sous-contrat	
Date limite pour le dépôt des soumissions ou, selon la plus éloignée, celle prévue à l'appel d'offres concernant l'autorisation requise	
Si l'entreprise fait partie d'un consortium, veuillez en indiquer le nom	

Déclaration

1. Au cours des cinq dernières années, l'entreprise a-t-elle été poursuivie ou déclarée coupable d'une infraction prévue à l'annexe I de la *Loi sur les contrats des organismes publics*? ○ Oui ◉ Non

2. Au cours des cinq dernières années, l'entreprise a-t-elle été poursuivie ou déclarée coupable de toute autre infraction de nature criminelle ou pénale dans le cours de ses affaires? ○ Oui ◉ Non

3. Au cours des cinq dernières années, l'entreprise a-t-elle été déclarée coupable par un tribunal étranger, d'une infraction qui, si elle avait été commise au Canada, aurait pu faire l'objet d'une poursuite criminelle ou pénale en vertu d'une infraction prévue à l'annexe I de la *Loi sur les contrats des organismes publics*? ○ Oui ◉ Non

4. Au cours des deux dernières années, l'entreprise a-t-elle fait l'objet d'une décision de suspension de travaux, exécutoire en vertu de l'article 7.8 de la *Loi sur les relations de travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction* (chapitre R-20)? ○ Oui ◉ Non

5. Au cours des deux années précédentes, l'entreprise a-t-elle été condamnée par un jugement final à payer une réclamation fondée sur le paragraphe c.2 du premier alinéa de l'article 81 de la *Loi sur les relations de travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction* (chapitre R-20)? ○ Oui ◉ Non

6. Existe-t-il une information que vous aimeriez transmettre et qui serait susceptible d'intéresser l'Autorité des marchés financiers pour la présente demande? ○ Oui ◉ Non

7. Êtes-vous une entreprise qui n'est pas constituée en vertu d'une loi du Québec et n'y a pas son siège ni d'établissement où elle exerce principalement ses activités? ○ Oui ◉ Non

Pièces justificatives à fournir

Autres documents

0 Document(s) requis

Documents de l'entreprise

3 Document(s) requis

☑ Attestation de Revenu Québec	○ Papier	◉ Électronique	Attestation de Revenu Québec 2016-12-07.pdf
☑ États financiers du dernier exercice	○ Papier	◉ Électronique	2015-12-31_EF.pdf
☑ Organigramme indiquant la structure de l'entreprise	○ Papier	◉ Électronique	Organigramme actionnaires 2016.pdf

Frais exigibles

Période de facturation du 2017-03-12 au 2020-03-11

Description du frais	Organisme	Montant à payer
Droits exigibles d'une entreprise pour une demande de renouvellement de l'autorisation	Autorité des marchés financiers	421,00 $

Commentaires

Les frais applicables à cette demande ne sont pas remboursables.

Paiement

Total à payer 421,00 $ Mode de paiement Carte de crédit

Déclaration aux renseignements fournis

☑ Je déclare que les renseignements contenus dans la présente demande sont véridiques.

Date de création : 8 décembre 2016 11:18

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Recherche avancée

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 17-15596
Numéro de référence : 1041266
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Services professionnels en ingénierie et architecture pour la mise à niveau de l'usine de Pierrefonds

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
.SNC-Lavalin inc. 455 Boul René-Lévesque Ouest, 7e étage Montréal, QC, H2Z 1Z3 NEQ : 1142775999	Madame Karima Aïnenas Téléphone : 514 393-8000 Télécopieur : 514 390-6534	**Commande : (1219657)** 2017-01-16 13 h 20 **Transmission :** 2017-01-16 13 h 20	2691914 - 17-15596 Addenda N°1 2017-01-16 13 h 20 - Téléchargement 2692743 - 17-15596 Addenda N°2 2017-01-16 14 h 44 - Courriel 2695349 - 17-15596 Addenda N°3 2017-01-20 14 h 30 - Courriel 2699901 - 17-15596 Addenda N°4 2017-01-31 10 h 02 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Beaudoin Hurens 255 boul Crémazie Est 9e Etage Montréal, QC, H2M 1M2	Monsieur Charles Mousseau, ing Téléphone	**Commande : (1218533)** 2017-01-13 7 h 28	2691914 - 17-15596 Addenda N°1 2017-01-13 8 h 44 - Courriel

	http://www.beaudoinhurens.ca NEQ : 1148115281	: 514 384-4220 Télécopieur : 514 383-6017	**Transmission :** 2017-01-13 7 h 28	2692743 - 17-15596 Addenda N°2 2017-01-16 14 h 44 - Courriel 2695349 - 17-15596 Addenda N°3 2017-01-20 14 h 30 - Courriel 2699901 - 17-15596 Addenda N°4 2017-01-31 10 h 02 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Cima+s.e.n.c. 3400, boul. du souvenir bureau 600 Laval, QC, H7V 3Z2 http://www.cima.ca NEQ : 3340563140	Madame Annie Boivin Téléphone : 514 337-2462 Télécopieur : 514 281-1632	**Commande : (1218864)** 2017-01-13 13 h 19 **Transmission :** 2017-01-13 13 h 19	2691914 - 17-15596 Addenda N°1 2017-01-13 13 h 19 - Téléchargement 2692743 - 17-15596 Addenda N°2 2017-01-16 14 h 44 - Courriel 2695349 - 17-15596 Addenda N°3 2017-01-20 14 h 30 - Courriel 2699901 - 17-15596 Addenda N°4 2017-01-31 10 h 02 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Groupe Régis Côté et associés inc. 682, rue William Montréal, QC, H3C 1N9 http://www.regiscote.com NEQ : 1172053812	Madame Stéphanie Cote Téléphone : 514 871-8595 Télécopieur : 514 871-2279	**Commande : (1219003)** 2017-01-13 15 h 38 **Transmission :** 2017-01-13 18 h 44	2691914 - 17-15596 Addenda N°1 2017-01-13 15 h 38 - Téléchargement 2692743 - 17-15596 Addenda N°2 2017-01-16 14 h 45 - Télécopie 2695349 - 17-15596 Addenda N°3 2017-01-20 14 h 30 - Télécopie 2699901 - 17-15596 Addenda N°4 2017-01-31 10 h 03 - Télécopie

				Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Les Consultants S.M. Inc. (Bureau des Offres) 433, rue Chabanel Ouest, 12e étage Montréal, QC, H2N 2J8 http://www.groupesm.com NEQ : 1143019660	Madame Cinthia Fournier Téléphone : 450 651-0981 Télécopieur : 450 651-9542	**Commande : (1220119)** 2017-01-17 9 h 23 **Transmission :** 2017-01-17 9 h 23	2691914 - 17-15596 Addenda N°1 2017-01-17 9 h 23 - Téléchargement 2692743 - 17-15596 Addenda N°2 2017-01-17 9 h 23 - Téléchargement 2695349 - 17-15596 Addenda N°3 2017-01-20 14 h 30 - Courriel 2699901 - 17-15596 Addenda N°4 2017-01-31 10 h 02 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Services Exp Inc 1001, boulevard de Maisonneuve Ouest Bureau 800-B Montréal, QC, H3A 3C8 NEQ : 1167268128	Madame Ginette Laplante Téléphone : 819 478-8191 Télécopieur : 819 478-2994	**Commande : (1218771)** 2017-01-13 11 h 22 **Transmission :** 2017-01-13 11 h 22	2691914 - 17-15596 Addenda N°1 2017-01-13 11 h 22 - Téléchargement 2692743 - 17-15596 Addenda N°2 2017-01-16 14 h 44 - Courriel 2695349 - 17-15596 Addenda N°3 2017-01-20 14 h 30 - Courriel 2699901 - 17-15596 Addenda N°4 2017-01-31 10 h 02 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Stantec Experts-conseils ltée 600-1060 boulevard Robert-Bourassa Montréal, QC, H3B 4V3 NEQ : 1170241336	Madame Claudine Talbot Téléphone : 418 626-2054 Télécopieur :	**Commande : (1218513)** 2017-01-12 21 h 06 **Transmission :** 2017-01-12	2691914 - 17-15596 Addenda N°1 2017-01-13 8 h 44 - Courriel 2692743 - 17-15596 Addenda N°2

			21 h 06	2017-01-16 14 h 44 - Courriel 2695349 - 17-15596 Addenda N°3 2017-01-20 14 h 30 - Courriel 2699901 - 17-15596 Addenda N°4 2017-01-31 10 h 02 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	St-Gelais Montminy architectes 1002-407, rue McGill Montréal, QC, H2Y 2G3 http://www.stgm.net NEQ : 3360024775	Madame Annie Côté Téléphone : 514 274-8410 Télécopieur : 514 274-8154	**Commande : (1219345)** 2017-01-16 9 h 43 **Transmission :** 2017-01-16 9 h 43	2691914 - 17-15596 Addenda N°1 2017-01-16 9 h 43 - Téléchargement 2692743 - 17-15596 Addenda N°2 2017-01-16 14 h 44 - Courriel 2695349 - 17-15596 Addenda N°3 2017-01-20 14 h 30 - Courriel 2699901 - 17-15596 Addenda N°4 2017-01-31 10 h 02 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Tetra Tech QI Inc. 5100, rue Sherbrooke Est, bur. 900 Montréal, QC, H1V3R9 NEQ : 1169411510	Madame Rachel Pelletier Téléphone : 514 257-0707 Télécopieur : 514 257-2804	**Commande : (1218633)** 2017-01-13 9 h 20 **Transmission :** 2017-01-13 9 h 20	2691914 - 17-15596 Addenda N°1 2017-01-13 9 h 20 - Téléchargement 2692743 - 17-15596 Addenda N°2 2017-01-16 15 h 15 - Télécopie 2695349 - 17-15596 Addenda N°3 2017-01-20 14 h 30 - Télécopie 2699901 - 17-15596 Addenda N°4 2017-01-31 10 h 03 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur

Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Sélectionner Annuler

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?

- Aide en ligne
- Formation en ligne
- Glossaire
- Plan du site
- Accessibilité
- UPAC-Signaler un acte répréhensible

Service clientèle

- Grille des tarifs
- Contactez-nous
- Nouvelles
- Marchés publics hors Québec
- Registre des entreprises non admissibles
- Autorité des marchés financiers

À propos

- À propos de SEAO
- Info sur Constructo
- Conditions d'utilisation
- Polices supportées

Partenaires

© 2003-2017 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1174745001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Ingénierie d'usine
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels en ingénierie et en architecture aux firmes SNC-Lavalin inc. et Girard Côté Bérubé Dion Architectes inc. pour la mise à niveau de l'usine de Pierrefonds, pour une somme maximale de 2 719 254,18 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-15596 - (5 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous approuvons quant à sa validité et à sa forme la convention ci-jointe.

FICHIERS JOINTS

D170301 - AO-17-15596 - Convention Services Prof Ing-Arch visée.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Michel S SIMARD
Avocat - Droit contractuel
Tél : 872-4582

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-03-03

Michel S SIMARD
Avocat - Droit contractuel
Tél : 872-4582
Division : Droit contractuel

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
1 MAR. 2017
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est le 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^e^ Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **GIRARD CÔTÉ BÉRUBÉ DION ARCHITECTES INC.**, société d'architectes, ayant sa principale place d'affaires au 400, avenue Atlantic, bureau 402, Montréal, Québec, H2V 1A5, agissant et représentée par M. Martin Côté, Architecte, déclarant lui-même être associé et être expressément autorisé à agir aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée le 6 février 2017;

N° d'inscription T.P.S. : 144176534 RT0001
N° d'inscription T.V.Q. : 1089061471 TQ0001

Ci-après appelée l' « **Architecte** »

ET : **SNC-LAVALIN INC.**, personne morale légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires au 455, boulevard René-Levesque Ouest, Montréal, Québec, H2Z 1Z3, agissant et représentée par M. André Binette, Directeur Infrastructure de l'eau, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le 22 août 2016;

N° d'inscription T.P.S. : 134298132 RT0001
N° d'inscription T.V.Q. : 1014851123 TQ0001

Ci-après appelée l' « **Ingénieur** »

Ci-après collectivement appelés le « **Contractant** »

Ville	Architecte	Ingénieur

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « **Directeur** » : le directeur du service de l'eau ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « **Annexe 1** » : les termes de référence pour services professionnels, en date du 11 janvier 2017, relatifs aux services professionnels en ingénierie et architecture pour la mise à niveau de l'usine de Pierrefonds;

1.3 « **Annexe 2** » : l'offre de service présentée par le Contractant le 8 février 2017;

1.4 « **Coordonnateur** » : le Contractant désigne SNC-LAVALIN INC., lequel s'engage à assumer la gestion et la coordination des plans et devis et cahier des charges et des addenda pour l'ensemble des disciplines impliquées dans la réalisation de l'ouvrage et sans s'y limiter, à respecter les termes et conditions de la présente convention.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services de l'Ingénieur et de l'Architecte qui s'engagent, chacun dans leur champ de compétence, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2 qui font partie intégrante des présentes sans qu'il soit nécessaire de les joindre physiquement, à rendre les services professionnels en ingénierie et en architecture pour les travaux d'ingénierie et d'architecture relatifs à la modernisation et de réfection à l'usine de production d'eau potable de Pierrefonds.

La responsabilité de coordination, qu'elle soit exercée par l'Ingénieur ou l'Architecte, ne doit pas être considérée comme conférant à ce dernier un pouvoir d'intervention dans le champ exclusif de compétence de l'autre.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

Ville	Architecte	Ingénieur

3.2 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.3 Malgré toute disposition à l'effet contraire, la convention peut être modifiée entre la Ville et un professionnel sans la nécessité d'approbation ou d'intervention de l'autre professionnel, pourvu qu'une telle modification n'affecte pas les droits de cet autre professionnel.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses services, celui-ci demeurant tenu au respect de ses autres obligations envers la Ville.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS ET AUTORITÉ DE LA VILLE

5.1 Obligations

5.1.1 La Ville doit :

a) assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

b) remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

c) communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

5.2 Autorité

5.2.1 Seul le Directeur a pleine compétence pour :

a) gérer l'exécution de la présente convention;

b) décider de toute question soulevée par l'Architecte et l'Ingénieur quant à l'interprétation de la convention de services et des autres documents faisant partie des présentes;

c) refuser les travaux, recherches et rapports de l'Architecte et de l'Ingénieur qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux exigences de la Ville exprimées conformément aux présentes;

Ville	Architecte	Ingénieur

d) exiger de l'Architecte et de l'Ingénieur la rectification et la correction de leurs travaux et rapports à leurs frais.

5.2.2 Seul le Directeur peut autoriser le Coordonnateur à exécuter ou faire exécuter un service supplémentaire et connexe à l'objet de la présente convention.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

6.1 Généralités

6.1.1 Le Contractant doit confier l'exécution de la présente convention à l'équipe désignée à l'offre de service, exécuter son travail avec soin et assiduité, en collaboration étroite avec le chargé de projet de la Ville et respecter les procédures en usage à la Ville. Le Contractant doit assigner, en tout temps, un Coordonnateur compétent et s'assurer que tout le personnel requis pour l'exécution complète de la présente convention soit fourni. Le Coordonnateur doit assister à toutes les réunions. Il est réputé avoir la compétence et l'autorité requises pour prendre toutes les décisions relatives à la coordination des présentes. Toutes les directives verbales et écrites qui lui sont transmises par le Directeur sont réputées avoir été transmises directement au Contractant.

6.1.2 Le Contractant ne peut refuser d'exécuter un service requis par le Directeur dans le cadre de la présente convention ou en retarder l'exécution, sauf s'il met en danger la vie des personnes ou l'intégrité de l'ouvrage.

6.1.3 Le Contractant doit exécuter la convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations sur la façon d'exécuter le travail confié.

6.1.4 Le Contractant doit respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2.

6.1.5 Le Coordonnateur doit assurer la coordination de tous les professionnels ou spécialistes dont les services sont requis par la Ville pour compléter l'ouvrage. De plus, il doit concilier et coordonner tous les documents de toutes les disciplines et les faire parvenir au Directeur dans les délais prescrits.

6.1.6 Le Contractant doit assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes.

6.1.7 Le Contractant doit obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin.

Ville	Architecte	Ingénieur

6.1.8 Le Contractant doit divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention.

6.1.9 Le Contractant doit remettre à la Ville les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés.

6.1.10 Le Contractant doit assumer ses frais généraux tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres.

6.1.11 Le Contractant doit soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ.

6.1.12 Le Contractant doit transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Directeur, un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités.

6.1.13 Le Contractant doit transmettre au Directeur, selon les modalités que lui indique le Directeur, les comptes rendus des réunions de coordination ou de chantier ainsi que les rapports de surveillance de chantier.

6.1.14 Le Contractant doit s'assurer que la réglementation relative aux produits contenant de l'amiante soit respectée durant les travaux et que les plans et devis et cahiers des charges reflètent la situation réelle de façon à protéger la santé et assurer la sécurité des occupants et des travailleurs.

6.1.15 Le Contractant ne doit d'aucune manière porter atteinte aux droits et prérogatives de la Ville.

6.2 Documents

6.2.1 Le Coordonnateur remet à la Ville une version informatique finale du cahier des charges, compatible avec les logiciels utilisés par la Ville, selon les exigences mentionnées au devis technique.

6.2.2 Le Coordonnateur remet au Directeur, à la fin des travaux, une copie reproductible des dessins, plans et devis et cahier des charges « tel que construit » relevant de sa coordination, incluant tous les avenants. Doivent aussi accompagner ces documents tous les manuels d'instructions requis au cahier des charges, ainsi qu'une copie des dessins sur support informatique compatible avec les logiciels utilisés par la Ville.

Ville	Architecte	Ingénieur

6.2.3 Si le Directeur demande au Coordonnateur d'obtenir un document ou de procéder à un relevé, l'Architecte et l'Ingénieur seront responsables de tout coût supplémentaire encouru pour la réalisation de l'ouvrage, découlant de l'inexactitude de tout tel document ou relevé.

6.2.4 Le Coordonnateur doit signaler au Directeur toute modification apportée à des documents fournis ou approuvés par le Directeur, et ce, à toutes les phases du projet. Le Directeur aura toute autorité pour refuser une modification non autorisée préalablement, par écrit.

6.2.5 Si le Directeur l'exige, l'Architecte et l'Ingénieur seront tenus de corriger ou reprendre à leurs frais les documents non conformes qu'ils ont produits et devront rémunérer le ou les autres professionnels dont les services sont aussi requis en raison de cette correction. La Ville ne peut être tenue responsable d'aucune conséquence de telle correction.

6.2.6 Le Coordonnateur s'engage à ce que les comptes rendus des réunions parviennent aux représentants de la Ville, dans les deux (2) jours suivant la tenue des réunions périodiques et dans les cinq (5) jours de toute autre réunion.

6.2.7 Si la présente convention est résiliée ou suspendue par la Ville, l'Architecte et l'Ingénieur seront tenus de remettre à la Ville une copie complète des documents les plus récents sur le support approprié.

6.3 Droits de propriété intellectuelle

6.3.1 L'Architecte et l'Ingénieur cèdent à la Ville tous leurs droits de propriété sur les documents produits dans le cadre de la présente convention et renoncent à leurs droits moraux.

6.3.2 L'Architecte et l'Ingénieur garantissent à la Ville qu'ils sont les seuls propriétaires ou les usagers autorisés de tous les droits de propriété intellectuelle, y compris les droits d'auteur relatifs aux documents produits dans le cadre de la présente convention. À cet égard, ils s'engagent à prendre fait et cause pour la Ville et à la tenir indemne de toute réclamation, décision ou jugement prononcé à son encontre en capital, intérêts et frais.

6.4 Présentation des échéanciers

6.4.1 Le Coordonnateur doit présenter tous les échéanciers sous forme de diagramme de Gantt selon les exigences mentionnées au devis technique.

6.4.2 L'inventaire des tâches ainsi que la liste des jalons et événements clés du projet doivent être soumis au Directeur pour approbation.

6.4.3 Les activités de l'échéancier doivent indiquer la durée en jours de calendrier et la date de début et de fin pour chacune des activités, les dates des jalons et événements clés ainsi que les périodes de congés statutaires. Une fois

Ville	Architecte	Ingénieur

acceptées par le Directeur, ces dates doivent être respectées tout au long de l'étape et validées de nouveau par le Coordonnateur et le Directeur à chaque étape.

6.5 Codes et règlements

6.5.1 L'Architecte et l'Ingénieur doivent respecter les lois, codes et règlements applicables à l'ouvrage. Ils sont responsables des frais encourus par la Ville qui résulteraient de l'inobservation de ces lois, codes et règlements.

6.5.2 Le Coordonnateur doit obtenir toutes les acceptations et approbations requises des autorités compétentes.

6.5.3 Le Coordonnateur doit vérifier l'existence de services publics et privés sur le site du projet et aviser le Directeur des délais ou coûts supplémentaires reliés à la protection ou à la relocalisation de ces services.

6.6 Produits et intérêts

6.6.1 L'Architecte et l'Ingénieur ne doivent avoir aucun intérêt pécuniaire dans l'acquisition ou l'utilisation, durant l'exécution de la présente convention, des matériaux ou services ayant quelque relation directe ou indirecte avec l'ouvrage. Ils ne devront recevoir de tiers aucune commission, indemnité ou autre rémunération ayant quelque relation directe ou indirecte avec l'ouvrage.

6.6.2 Toutefois, la possession de moins de 1 % des actions réellement émises d'une personne morale dont les valeurs sont inscrites à la bourse ne sera pas considérée comme intérêt pécuniaire.

6.7 Assurances

6.7.1 L'Architecte et l'Ingénieur doivent chacun remettre au Directeur, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, l'original ou une copie certifiée d'une police d'assurance responsabilité civile au montant de deux millions de dollars (2 000 000,00 $) par accident ou par événement, et un certificat d'assurance responsabilité professionnelle au montant de deux millions de dollars (2 000 000,00 $) par réclamation.

6.7.2 L'Architecte et l'Ingénieur devront soumettre annuellement à la Ville une preuve de renouvellement de ces polices d'assurance sous forme de copies dûment certifiées du certificat de renouvellement. À défaut par l'Architecte et l'Ingénieur de renouveler ces polices, la Ville pourra le faire à leurs frais.

6.7.3 Les polices d'assurance doivent être maintenues en vigueur, aux frais de l'Architecte et de l'Ingénieur, à compter de la signature de la présente convention, jusqu'à l'écoulement d'une période de douze (12) mois après la date de fin des travaux pour l'assurance responsabilité civile et jusqu'à l'écoulement

Ville	Architecte	Ingénieur

de sa responsabilité aux termes du Code civil du Québec pour l'assurance responsabilité professionnelle.

6.7.4 Si le projet est résilié ou suspendu avant le début de la construction, l'Architecte et l'Ingénieur peuvent mettre fin à la police d'assurance responsabilité civile dans les trente (30) jours de la réception de l'avis de résiliation ou dans les cent vingt (120) jours de la réception de l'avis de suspension, selon le cas.

6.7.5 Les polices d'assurance ci-avant mentionnées doivent comporter un avenant stipulant qu'elles ne peuvent être modifiées ou annulées sans un préavis d'au moins trente (30) jours à la Ville. Dans le cas de l'assurance responsabilité civile, cet avenant doit, en outre, désigner la Ville comme coassurée.

6.8 Préparation et administration de la preuve

6.8.1 L'Architecte et l'Ingénieur doivent collaborer, sans frais supplémentaires, à la préparation et à l'administration de la preuve raisonnablement requises par la Ville en cas de litige opposant cette dernière à un tiers en raison des travaux visés par la présente convention.

ARTICLE 7
MODALITÉS DE PAIEMENT

7.1 Le Contractant soumet à la Ville des comptes d'honoraires que cette dernière acquitte dans les trente (30) jours de leur approbation par le Directeur en fonction des services rendus, étant entendu que la Ville ne verse aucun intérêt pour paiement effectué en retard. Ces comptes doivent être conformes aux conditions ci-après énoncées.

7.2 En ce qui concerne les services payés selon la méthode horaire, les honoraires s'y rapportant seront payés mensuellement sur approbation d'un compte d'honoraires accompagné d'un relevé de temps ainsi que d'un rapport d'activités relatif à l'état d'avancement des services ou de l'ouvrage, selon le cas.

7.3 En ce qui concerne les services supplémentaires rendus par le personnel du Contractant, le temps que le Contractant et son personnel ont consacré aux services supplémentaires depuis le dernier jour inclus au compte précédent devra être inscrit sur chaque compte.

7.4 Aucune majoration du salaire payé à un membre du personnel du Contractant n'est admissible pour le temps supplémentaire, sauf sur autorisation préalable écrite du Directeur.

7.5 En ce qui concerne les services supplémentaires exécutés par un tiers, le Contractant devra soumettre au Directeur un compte accompagné des pièces justificatives attestant les honoraires dus au tiers dont il a retenu les services, en conformité avec cet article.

Ville	Architecte	Ingénieur

7.6 Tout compte d'honoraires du Contractant doit indiquer clairement et séparément le montant des taxes fédérale et provinciale sur les produits et services payables pour les services rendus. À défaut de quoi, tout compte non conforme sera refusé et retourné au Contractant pour correction sans aucuns frais pour la Ville pour cause de retard de paiement.

7.7 Ni un rapport sur l'état des travaux, ni un paiement effectué par la Ville ne doivent être interprétés comme une admission que les travaux et services sont, en totalité ou en partie, complets, satisfaisants ou conformes à la présente convention.

ARTICLE 8
HONORAIRES

8.1 En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de deux millions sept cent dix-neuf mille deux cent cinquante-quatre dollars et dix-huit cents (2 719 254,18 $), taxes incluses, couvrant tous les honoraires calculés aux taux horaires indiqués à l'Annexe 2, les débours prévus à la convention et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

8.2 Les factures sont acquittées par la Ville au moyen d'un chèque fait à l'ordre de SNC-LAVALIN INC. Le chèque remis au Coordonnateur constitue le paiement de la Ville à l'Architecte et à l'Ingénieur et libère entièrement la Ville de ses obligations à l'égard de l'Architecte et de l'Ingénieur. L'Architecte et l'Ingénieur renoncent par les présentes à tout recours contre la Ville en raison de cette méthode autorisée de paiement.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8.

ARTICLE 10
RÉSILIATION

10.1 La Ville peut résilier ou suspendre la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Dès que le Directeur soumet à la Ville une recommandation à cet effet, il en avise l'Architecte et l'Ingénieur qui doivent cesser immédiatement l'exécution des services prévus à la présente convention, en attendant la décision de la Ville.

10.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation ou de la suspension et les remettre dans les dix (10) jours ouvrables de l'envoi de l'avis.

Ville	Architecte	Ingénieur

10.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 11
CONDITIONS GÉNÉRALES

11.1 ÉLECTION DE DOMICILE

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

11.2 AYANTS DROIT ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX

La présente convention lie les ayants droit et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

11.3 ENTENTE COMPLÈTE

La présente convention constitue l'entente complète entre les parties et annule toute autre entente ou pourparlers antérieurs, verbaux ou écrits.

11.4 MODIFICATION

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

11.5 EXEMPLAIRE AYANT VALEUR D'ORIGINAL

Cette convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

11.6 VALIDITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

11.7 LOIS APPLICABLES

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

Ville	Architecte	Ingénieur

11.8 LIEN D'EMPLOI

La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN TROIS EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2017

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le e jour de 2017

ARCHITECTE

Par : _____
Martin Côté, Architecte
GIRARD CÔTÉ BÉRUBÉ DION ARCHITECTES INC.

Le e jour de 2017

INGÉNIEUR

Par : _____
André Binette, Directeur Infrastructure de l'eau
SNC-LAVALIN INC.

Cette convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le .....e jour de ..... 2017 (Résolution CG17.....).

Ville	Architecte	Ingénieur

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1174745001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Ingénierie d'usine
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels en ingénierie et en architecture aux firmes SNC-Lavalin inc. et Girard Côté Bérubé Dion Architectes inc. pour la mise à niveau de l'usine de Pierrefonds, pour une somme maximale de 2 719 254,18 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-15596 - (5 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Information_comptable_DEP_1174745001.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ghizlane KOULILA
Agente de gestion des ressources financières
Conseil et soutien financier - PS Eau - Environnement
Tél : 514 872-8464

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-03-03

Lucie M PICARD
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 514-868-4966
Division : Direction du conseil et du soutien financier - Point de services EAU-ENVIRONNEMENT

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.13

2017/03/30
17:00

(1)

Dossier # : 1160720001

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction , Division soutien technique et infrastructures - Gestion des matières résiduelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	Complexe environnemental Saint-Michel
Objet :	Approuver des modifications à la convention intervenue entre Ville de Montréal et Biomont Énergie, société en commandite pour la valorisation énergétique du biogaz du CESM.

Il est recommandé au conseil d'agglomération d'approuver :

Les modifications apportées à la convention intervenue entre la Ville de Montréal et Biomont Énergie, société en commandite, pour la valorisation énergétique du biogaz du CESM, et décrites à l'addenda no 1.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2017-02-13 09:43

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1160720001**
Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction , Division soutien technique et infrastructures - Gestion des matières résiduelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	Complexe environnemental Saint-Michel
Objet :	Approuver des modifications à la convention intervenue entre Ville de Montréal et Biomont Énergie, société en commandite pour la valorisation énergétique du biogaz du CESM.

CONTENU

CONTEXTE

En mai 2015, Biomont Énergie inc. a signé une entente de 25 ans avec la Ville de Montréal pour la valorisation du biogaz du CESM à partir d'une nouvelle usine d'une capacité de 4.8 MW. Depuis, Biomont Énergie, société en commandite (Biomont SEC) a acquis les actifs et projet de Biomont Énergie inc. incluant celui de la valorisation du biogaz du CESM. Cette convention entre Biomont SEC et la Ville de Montréal a essentiellement une vocation de valorisation énergétique du biogaz du site d'enfouissement du CESM et ce, en échange de redevances sur l'énergie électrique produite, le chauffage urbain et tous autres éventuels revenus provenant de cette valorisation du biogaz pour une période de vingt-cinq (25) ans. Pour y arriver, le nouveau partenaire doit, au cours des prochains mois, remplacer les équipements désuets et surdimensionnés de l'usine actuelle pour faire place à des équipements de technologies différentes et permettant une modulation des besoins en fonction de la décroissance attendue et normale du biogaz au cours de la même période. Depuis la signature de la convention, Biomont SEC a, en outre, procédé à l'obtention de financement et conclu des ententes avec le Cirque du Soleil, la Tohu et Hydro-Québec. Toutefois, Biomont SEC a été dans l'incapacité de démarrer sa nouvelle usine à l'hiver 2016 tel que prévu en raison de délais dans l'obtention du financement nécessaire pour la réalisation du projet alors qu'un partenaire financier s'est retiré à l'hiver 2015-16. Une entente de financement du projet a finalement été conclue en août 2016. De plus, Hydro-Québec a consenti à repousser la date de fourniture d'électricité jusqu'à la mise en service de la centrale en août 2017. Mentionnons en terminant que Biomont SEC poursuit le projet, des travaux d'infrastructures à l'intérieur sont en cours et les trois génératrices devant servir à la production d'électricité à partir du biogaz sont en fabrication comme en fait foi la lettre de confirmation annexée.

Compte tenu de ces faits, Biomont SEC et la Ville de Montréal souhaite revoir les articles 6.2

et 6.3 de la convention signée en pièce jointe.

Les modalités de la modification de la convention sont décrites dans l'addenda #1 en pièce jointe.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0186, 24 mars 2016 : Approbation de la cession de droits de Gazmont à Biomont Énergie inc.
CG15 0335, 28 mai 2015 : Approuver un projet de convention, d'une durée de 25 ans, avec Biomont Énergie inc. (Gazmont Énergie et chauffage urbain) pour la valorisation énergétique du biogaz du Complexe environnemental Saint-Michel (CESM) / Autoriser le directeur du Service de l'environnement à signer une demande d'annulation du décret du BAPE / Approuver le projet d'acte de modification du bail établissant la propriété superficiaire.

DESCRIPTION

La demande consiste à permettre à Biomont SEC de :
1. de suspendre le paiement mensuel à titre de dommages-intérêts prévu à l'article 6.3, pour la période de janvier à juillet 2017, à être verser à la Ville de Montréal pour le retard de la mise en service de la Centrale.
2. de remplacer la torchère à flamme invisible prévue originalement à la convention par une de capacité inférieur et d'approuver l'engagement de la part de la Ville de Montréal à détruire le biogaz lorsque la Centrale est à l'arrêt complet, jusqu'en août 2022 pour la raison évoquée à la section Justification.

JUSTIFICATION

Relativement au point 1 de la description, mentionnons que les redevances de la ville de 11.4% proviennent principalement de la vente d'électricité et que le projet accuse un retard de 18 mois. Ce retard repousse la vente d'électricité à Hydro-Québec de 18 mois.Hydro-Québec accepte de renoncer à l'application de pénalité jusqu'à la mise en service de la nouvelle centrale en août 2017. Il est recommandé d'ajuster la convention au nouvel échéancier.
Pour le point 2, il faut rappeler que le biogaz produit par le CESM est en continuelle décroissance. Afin de mieux gérer le biogaz, Biomont installera une torchère plus petite qui sera plus flexible pour détruire de petite quantité de biogaz à moyen et long terme. À court terme, la Ville compte sur Biomont et sa torchère dimensionnée sur les besoins de 2022 pour assurer la valorisation et/ou élimination des faibles débits de façon optimale. En 2015, le CESM s'est doté d'une torchère efficace capable d'éliminer la totalité du biogaz lors d'arrêt complet de la centrale.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cet addenda engendre une baisse de revenus pour la Ville estimée de 300 K$ pour 2017 sur un revenu anticipé de 9.38M$ pour la durée de l'entente. Aussi, l'engagement de la Ville à détruire le biogaz lors d'un arrêt complet ne générera aucune dépense significative sur le budget de fonctionnement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet de convention s'inscrit dans un contexte de développement durable et de la valorisation d'énergie verte, le biogaz du CESM, démarche appréciée dans la collectivité.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Non applicable

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Non applicable

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Mise en marche août 2017.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Suzana CARREIRA CARVALHO)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Aicha ZAMPALEGRE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Alain BEAULIEU, Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension

Lecture :

Alain BEAULIEU, 25 janvier 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER		**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2017-01-06
Sylvain LEROUX Ingénieur		Éric BLAIN C/d sout technique et infrastructures (mat residuelles)	
Tél :	872-7684	**Tél :**	514 872-3935
Télécop. :	872-7685	**Télécop. :**	

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Roger LACHANCE
Directeur
Tél : 514 872-7540
Approuvé le : 2017-02-13

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
8 2 AVR. 2015
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

CONVENTION

ENTRE : VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public légalement constituée en vertu de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4), dont l'adresse principale est le 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, ici représentée par M. Yves Saindon, Greffier de la Ville, dûment autorisé en vertu de la résolution numéro CG15 0335 adoptée par le Conseil d'agglomération à son assemblée du 28 mai 2015 et de la résolution CG06 0006; adoptée par le conseil d'agglomération à son assemblé du 23 janvier 2006 et dont copie est jointe à la présente convention comme Annexe «C».

Ci-après désignée « Ville »

ET : **BIOMONT ÉNERGIE INC,** société incorporée selon les lois du Canada ayant sa principale place d'affaires au 426, Sherbrooke Est, Montréal, Québec, H2L 1J6, ici représentée par son président, M. Guy Drouin, dûment autorisé en vertu d'une résolution de son conseil d'administration et dont copie est jointe à la présente convention comme Annexe «D».

Ci-après désignée « BIOMONT »

ET : **SOCIÉTÉ EN COMMANDITE GAZMONT**, société en commandite constituée en vertu des dispositions du Code civil du Québec, dont les associés sont SOCIÉTÉ EN COMMANDITE BIOTHERMICA ÉNERGIE, GESTION GAZMONT INC. et 3126013 CANADA INC., ayant son siège au 426, rue Sherbrooke Est, à Montréal, province de Québec, H2L 1J6, agissant et représentée par son commandité, GESTION GAZMONT INC., personne morale constituée en vertu de la Partie 1A de la Loi sur les compagnies (RLRQ, chapitre C-38) et maintenant régie par la Loi sur les sociétés par actions (RLRQ, chapitre S-31.1), ayant son siège au 426, rue Sherbrooke Est, à Montréal, province de Québec, H2L 1J6, lui-même représenté par Guy Drouin, son président, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution adoptée par son conseil d'administration le 2 juin deux mille quinze (2015) ; dont copie certifiée demeure annexée à la présente convention.

Ci-après désignée « INTERVENANTE »

ATTENDU QU'en raison de la baisse des quantités livrées de Biogaz, BIOMONT doit modifier substantiellement la Centrale en remplaçant le groupe chaudière/turbine à vapeur par trois (3) moteurs modulaires de 1,6 MW (4,8 MW);

ATTENDU QUE conformément au Décret 1086-2011, l'électricité doit être produite par une centrale de cogénération dont au moins 75 % du combustible utilisé pour la production d'électricité est constitué de biomasse éligible, la balance pouvant être compensée par du Gaz Naturel;

ATTENDU QUE conformément au Décret 1086-2011, l'électricité doit être produite par une centrale de cogénération dont le contenu énergétique de la production annuelle de vapeur de procédé ne peut être inférieure à 15 % du contenu énergétique de la production annuelle totale d'électricité et de vapeur de procédé de la centrale et qu'en conséquence, la Centrale alimentera en énergie thermique notamment les installations du Cirque du Soleil et celles de la TOHU;

ATTENDU QUE Hydro-Québec a lancé, le 20 décembre 2011, un programme d'achat d'électricité provenant de centrales de cogénération à biomasse forestière résiduelle de 50 MW et moins, conformément au *Règlement sur la capacité maximale de production visée dans un programme d'achat d'électricité produite par cogénération à base de biomasse forestière résiduelle,* édicté par le Décret 1085-2011 du 26 octobre 2011 et le Décret 1086-2011 du 26 octobre 2011 *Concernant les préoccupations économiques, sociales et environnementales indiquées à la Régie de l'énergie à l'égard d'un programme d'achat d'électricité produite par cogénération à base de biomasse forestière résiduelle,* lequel a été modifié par le Décret 530-2012 du 23 mai 2012 *Concernant une modification aux préoccupations économiques, sociales et environnementales indiquées à la Régie de l'énergie à l'égard d'un programme d'achat d'électricité produite par cogénération à base de biomasse forestière résiduelle ;*

ATTENDU QUE BIOMONT a conclu avec Hydro-Québec Distribution le 25 février 2014 un Contrat d'Achat d'électricité, lequel prendra fin le 28 février 2041.

IL EST, EN CONSÉQUENCE, CONVENU ENTRE LES PARTIES AUX PRÉSENTES DE CE QUI SUIT :

Article 1
DÉFINITIONS, ANNEXES ET APPROBATIONS

1. Définitions

Dans la présente convention et ses annexes, les mots et expressions qui suivent ont le sens qui leur est donné ci-dessous, à moins d'incompatibilité avec leur contexte :

1.1 « Attributs Environnementaux » : comprennent tous les droits existants et futurs relativement à des permis, crédits, certificats, unités ou tous autres titres qui pourraient être créés, obtenus ou reconnus à l'égard :

(i) De réductions d'émissions ou d'émissions évitées de gaz à effet de serre ou de tout autre polluant, consécutives au déplacement réel ou présumé de moyens de production par la mise en service de la Centrale;

(ii) Des attributs ou caractéristiques des sources de production d'énergie renouvelable pour des fins de vente, d'échange, d'étiquetage, de certification, de publicité ou autres. »

1.2 « Bail » : Bail entre la Ville et la SOCIÉTÉ EN COMMANDITE GAZMONT, joint à la présente convention comme Annexe « B » ;

1.3 « Biogaz » : Mélange gazeux généré par la fermentation anaérobique des déchets du CESM qui est composé principalement de méthane et de bioxyde de carbone;

1.4 « Capacité de Brûlage » : Capacité de brûlage réelle maximum de la Centrale lorsqu'alimentée avec du Biogaz seulement et exprimée par le biais de la charge thermique instantanée en MJ/hre;

1.5 « Centrale » : Centrale thermique de cogénération constituée de tous les équipements, installations, constructions et autres améliorations pouvant de temps à autre être apportées incluant sa torchère à flamme invisible et son réseau d'eau chaude, mais excluant les ouvrages de la Ville, dont notamment le Système de captage;

1.6 « CESM » : Complexe environnemental de Saint-Michel situé sur l'emplacement de l'ancienne carrière Miron, à Montréal ainsi que toutes les constructions, installations et équipement dessus érigées de temps à autre, à l'exception cependant de la Centrale et du Terrain;

1.7 « Certificat d'Autorisation » : Certificat d'Autorisation émis par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) du Québec aux fins d'obtenir l'autorisation de construire et d'exploiter la Centrale en vertu de l'article 22 de la loi sur la qualité de l'environnement (LQE);

1.8 « Disponibilité Moteurs » : Pourcentage du temps de marche total réel des moteurs modulaires de la Centrale, le tout sur une base annuelle;

1.9 « Disponibilité Torchère » : Pourcentage du temps de marche total et du temps de veille à l'état fonctionnel de la/des torchères de la Centrale Biomont, le tout sur une base annuelle;

1.10 « BIOMONT » : BIOMONT ou tout cessionnaire, filiale, compagnie affiliée ou ayants droit;

1.11 « Gaz Naturel » : Du gaz au sens de la Loi sur la Régie du gaz naturel, ayant aux fins de ce contrat un pouvoir calorifique supérieur (« PCS ») sur base sèche de 37,89 MJ/Nm^3;

1.12 « Hydro-Québec » : La société Hydro-Québec Distribution et tout organisme pouvant lui succéder ;

1.13 « Jour » : Période de 24 heures consécutives commençant à 00h00, heure de Montréal;

1.14 « Normal Mètre Cube » ou ««Nm^3»» : Quantité de gaz contenue dans un mètre cube à la pression absolue de 101,325 kilopascals et à la température de 15 degrés Celsius;

1.15 « Point de Livraison » : Point géographique situé immédiatement en amont de la première valve qui précède l'analyseur, tel que montré au schéma de l'Annexe «A»;

1.16 « Système de Captage » : Ensemble des équipements, installations, constructions et autres améliorations appartenant à la Ville et servant à capter, collecter et acheminer du Biogaz du CESM vers le Point de Livraison à une pression de 3 psig;

1.17 « Terrain » : L'emplacement loué par la SOCIÉTÉ EN COMMANDITE GAZMONT de la Ville et faisant l'objet du Bail, joint comme Annexe «B» à la présente convention;

1.18 « Torchères » : Tout équipement ou installation servant à brûler le Biogaz.

Article 2
OBJETS

Les obligations réciproques de la Ville et de BIOMONT, telles que contenues dans la présente convention, ont principalement pour objets :

2.1 La livraison par la Ville à BIOMONT du Biogaz capté par le Système de Captage.

2.2 La construction et l'exploitation par BIOMONT de la Centrale.

2.3 Le paiement de redevances (ci-après désignées «Redevances») en conformité des dispositions de la présente convention.

Article 3
DURÉE, DÉFAUT ET TERMINAISON

3.1 La présente convention entrera en vigueur dès sa signature par les deux (2) parties.

3.2 Sous réserve d'autres dispositions concernant sa terminaison, la présente convention prendra fin le 31 août 2041.

3.3 S'il est mis fin au Bail pour quelque cause que ce soit dont la responsabilité ou l'initiative incombe à la SOCIÉTÉ EN COMMANDITE GAZMONT, la présente convention prendra fin automatiquement.

3.4 BIOMONT aura l'option de mettre fin à la présente convention en tout temps, en transmettant un avis de résiliation, douze mois (12) avant la date annoncée de terminaison, accompagné d'une étude complétée par une firme d'ingénierie indépendante démontrant que la Centrale ne peut plus être opérée de manière économiquement rentable avec un seul moteur en fonction des quantités de Biogaz livrées. À moins d'un avis contraire de la Ville émis dans les trente(30) jours de la réception de l'étude ci-dessus mentionnée, la présente convention prendra fin à la date déterminée dans l'avis transmis par BIOMONT.

3.5 La Ville pourra résilier la convention si BIOMONT n'a pas entrepris, dans les trente (30) jours de la réception d'un avis à cet effet, les démarches pour remédier à tout défaut de remplir une obligation quelconque prévue aux présentes et ne les a pas poursuivies avec diligence.

3.6 À l'échéance de la présente convention, soit le 31 août 2041, et dans la mesure où il est encore possible de capter du Biogaz, BIOMONT pourra demander à la Ville, sans aucune obligation de sa part de quelque nature que ce soit, de conclure une nouvelle convention.

Article 4
DROITS DE PASSAGE

4.1 Pendant la durée de cette convention, BIOMONT pourrait demander, à ses frais et conformément à la réglementation applicable, certains droits de passage sur les immeubles de la Ville, notamment aux fins de la construction, l'entretien, la réparation, la démolition et le déplacement :

4.1.1 de toute ligne électrique reliant la Centrale aux installations d'Hydro-Québec;

4.1.2 de toute canalisation servant au transport du Gaz Naturel jusqu'à la Centrale;

4.1.3 de toute ligne téléphonique et de câblevision reliant ces services publics à la Centrale;

4.1.4 de toutes canalisations requises d'eau chaude pour le chauffage urbain de la TOHU et du Cirque du Soleil ou de tous autres utilisateurs d'énergie thermique.

Article 5
REPRÉSENTATIONS ET ENGAGEMENTS RELATIFS AU SYSTÈME DE CAPTAGE

5.1 La Ville déclare qu'elle a le droit de construire, d'installer et d'exploiter sur le CESM, le Système de Captage.

5.2 Sous réserve des modalités, conditions et stipulations ci-après énoncées et en contrepartie des obligations et engagements de BIOMONT, la Ville s'engage à entretenir et exploiter un Système de Captage, le tout conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

Article 6
DATE D'EXPLOITATION

6.1 Au plus tard trois (3) mois après la signature de la présente convention, BIOMONT devra aviser la Ville de la date projetée des essais de la mise en exploitation de la Centrale, laquelle devrait être comprise entre le 28 août 2015 et le 28 février 2016.

6.2 À titre de mesure transitoire, BIOMONT s'engage à mettre en opération le premier équipement de la Centrale, soit la/les torchères à flamme invisible et ce, au plus tard dans les neuf (9) mois suivant l'obtention de tous les permis et certificats requis, BIOMONT s'engageant à faire les meilleurs efforts pour les obtenir.

6.3 Advenant que la Centrale ne puisse pas être mise en exploitation avant le 31 août 2016, BIOMONT paiera mensuellement à la Ville à titre de dommages-intérêts liquidés un montant égal à la Redevance qui lui serait autrement payable.

Article 7
REPRÉSENTATIONS ET ENGAGEMENTS RELATIVEMENT À LA CENTRALE ET SES INSTALLATIONS CONNEXES

7.1 Plan, capacité et usage de la Centrale : Sous réserve des modalités, conditions et stipulations énoncées dans la présente convention et en contrepartie des obligations et engagements respectifs de la Ville, BIOMONT s'engage à construire, installer et

exploiter, sur le Terrain, à ses frais, une Centrale, montrée au schéma de l'Annexe «A», ayant la capacité ci-après mentionnée, utilisant d'abord tout le Biogaz capté au CESM, et pouvant également utiliser du Gaz Naturel, le tout en conformité des dispositions de cette convention.

7.1.1 La Centrale doit être conçue de façon à assurer une Disponibilité Moteurs d'au moins 90 % et une Disponibilité Torchère Biomont d'au moins 98 %.

7.1.2 Sous réserve des dispositions du paragraphe 7.1.3, BIOMONT pourra, de temps à autre, aviser par écrit la Ville qu'elle entend retirer un (1) des moteurs modulaires de 1.6 MW afin d'abaisser la capacité de la Centrale. L'avis doit être accompagné d'une étude complétée par une firme d'ingénierie indépendante démontrant que la Centrale ne peut plus être opérée au niveau actuel. BIOMONT ne pourra pas procéder au retrait du moteur si elle reçoit, dans les trente(30) jours de la transmission de l'étude ci-dessus mentionnée, un avis écrit de la Ville contestant les conclusions de cette étude.

7.1.3 La Capacité de Brûlage de la Centrale devra être suffisante pour détruire tout le Biogaz capté au CESM. La capacité de Brûlage des moteurs devra être initialement d'au moins de 50 GJ/hre (sur base PCS humide) durant toute la durée de la convention, sujet au paragraphe 7.1.2.

7.1.4 BIOMONT a le droit d'exploiter, en tout ou en partie, la Centrale en utilisant un autre combustible que du Biogaz selon les conditions suivantes:

(i) Si la disponibilité du Biogaz est supérieure à 50 GJ/hre (sur base PCS humide), alors BIOMONT peut injecter du Gaz Naturel en tout temps pour des raisons (a) techniques selon une quantité suffisante pour permettre une opération optimale de la Centrale et (b) contractuelles pour rencontrer ses obligations avec Hydro-Québec;

(ii) Si la disponibilité du Biogaz est inférieure à 50 GJ/hre (sur base PCS humide), alors BIOMONT peut injecter du Gaz Naturel en tout temps, en autant que la quantité de Gaz Naturel ne dépasse pas 25% de la quantité d'énergie introduite dans les moteurs modulaires alimentés au Biogaz, calculée sur une base annuelle.

7.1.5 La Centrale comprendra, et ce, aux frais de BIOMONT, un dispositif de mesurage de quantité, de valeur calorifique et de qualité du Biogaz reçu à la Centrale par BIOMONT, ci-après «Dispositif de Mesurage», de même qu'un Dispositif de Mesurage des quantités de Gaz Naturel utilisé par BIOMONT. Ces dispositifs devront être prévus de telle sorte à permettre à la Ville d'y

raccorder, à ses frais, des instruments répétiteurs en continu, le choix des dispositifs demeurant à la discrétion de BIOMONT.

7.1.6 Les Dispositifs de Mesurage prévus à la présente convention seront ceux installés par BIOMONT à la Centrale.

7.1.7 BIOMONT avertira la Ville, raisonnablement à l'avance, des travaux de calibrage périodiques des différents Dispositifs de Mesurage prévus au présent article 7. De plus, BIOMONT fournira à la Ville les résultats de ces travaux de calibrage.

7.2 Vente exclusive de l'électricité : Hydro-Québec est l'acheteur exclusif de l'électricité produite par la Centrale et livrée à son réseau électrique de distribution, lequel alimente entre autres les services, installations et équipements de la Ville décrits à l'article 5. Nonobstant ce qui précède, BIOMONT peut, lors d'interruptions de service électrique d'Hydro-Québec, alimenter directement les équipements et bâtiments de la Ville situés au CESM pour le compte d'Hydro-Québec. Sauf en cas de faute lourde, BIOMONT ne sera pas tenue responsable de tous bris ou dommages aux équipements et bâtiments de la Ville de cette alimentation directe.

7.3 BIOMONT s'engage, à moins d'une autorisation expresse et préalable de la Ville, à ne pas prendre d'engagements dont la durée dépasserait celle de la présente convention et à y inclure une disposition ayant pour effet de rendre inopposable à la Ville, à sa discrétion, toute entente lui créant des obligations advenant qu'elle prenne possession de la Centrale et des équipements y inclus conformément aux présentes.

Article 8
REPRÉSENTATIONS RELATIVES AU BIOGAZ

8.1 Propriété du Biogaz

8.1.1 La Ville est et demeurera propriétaire du Biogaz, incluant tous ses sous-produits comprenant tous les attributs environnementaux et ce, jusqu'à ce que BIOMONT en prenne livraison à la Centrale.

8.1.2 BIOMONT deviendra propriétaire du Biogaz, incluant tous ses sous-produits comprenant tous les attributs environnementaux, et ce, à partir du Point de Livraison à la Centrale.

8.2 Livraison exclusive du Biogaz

Sous réserve des modalités, conditions et stipulations énoncées dans la présente convention et en contrepartie des obligations, conventions et engagements de

BIOMONT, la Ville s'engage à livrer, à ses frais et exclusivement à BIOMONT, au Point de Livraison, le Biogaz capté par le Système de Captage.

8.3 Biogaz pour essais de performance

Afin que BIOMONT procède aux essais de mise en exploitation et de performance de la Centrale, la Ville doit, pourvu que BIOMONT se soit conformée aux dispositions du paragraphe 13.4 et de la disponibilité du Biogaz, livrer à BIOMONT dans les dix (10) jours d'un avis adressé à cet effet à la Ville par BIOMONT, les quantités de Biogaz indiquées dans cet avis.

BIOMONT doit communiquer à la Ville les résultats des essais de mise en exploitation et de performance de la Centrale.

8.4 Réception du Biogaz

BIOMONT s'engage à recevoir de la Ville le Biogaz capté par le Système de Captage.

Sous réserve du paragraphe 7.1.4, BIOMONT peut injecter dans la Centrale du Gaz Naturel pendant toute la durée de la convention.

Article 9
REDEVANCES ET AUTRES COMPENSATIONS

9.1 Redevances payables par BIOMONT

9.1.1 Sur la vente d'électricité et d'une partie de l'énergie thermique

Sous réserve de ce qui est ci-après stipulé au présent article 9, BIOMONT s'engage à payer à la Ville, à compter de la première livraison officielle de Biogaz à la Centrale ou au plus tard à compter du 31 août 2016, une redevance de 11,4 %, calculée sur tous les revenus bruts provenant de la vente d'énergie thermique à la TOHU et/ou au Cirque du Soleil et de la vente d'électricité.

9.1.2 Sur tous autres revenus

Sous réserve de ce qui est ci-après stipulé au présent article 9, BIOMONT s'engage à payer à la Ville, à compter de la première livraison officielle de Biogaz à la Centrale ou au plus tard à compter du 31 août 2016, une redevance de 25 % calculée sur tous autres revenus bruts.

9.2 Conditions de paiement des redevances

BIOMONT est tenue d'acquitter toutes Redevances ainsi dues à la Ville en vertu du présent article 9 dans les trente (30) jours de la réception de tout paiement reçu ou présumé reçu. À cet égard, est inopposable à la Ville le fait qu'un client aurait déduit de tout paiement exigé une somme quelconque pour quelque motif que ce soit, y compris une quelconque compensation pour des biens, services ou travaux.

9.2.1 BIOMONT doit transmettre à la Ville, à la fin de chaque période de facturation mensuelle, une copie de toute facture détaillée adressée, notamment à Hydro-Québec, à la TOHU et au Cirque du Soleil, avec toutes pièces justificatives à l'appui de cette facture.

9.2.2 Les relevés de compteurs d'électricité seront effectués mensuellement aux jours convenus entre BIOMONT et Hydro-Québec et les relevés de compteurs d'énergie thermique seront effectués mensuellement aux jours convenus entre BIOMONT et la TOHU et entre BIOMONT et le Cirque du Soleil, etc.

9.2.3 BIOMONT représente à la Ville qu'elle fournira des efforts raisonnables afin d'obtenir de ses clients l'engagement qu'ils acquitteront leurs factures au plus tard vingt-et-un (21) jours après la date de la facturation; BIOMONT devra aviser la Ville de tout retard dans l'acquittement d'une facture dont la durée serait supérieure à trente (30) jours.

9.2.4 Dans les six (6) mois de la fin de son année financière, BIOMONT devra faire parvenir à la Ville une lettre de son vérificateur à l'effet que tous les revenus de BIOMONT pour l'année écoulée ont été calculés aux fins des redevances et que toutes les redevances dues, pour l'année écoulée, en vertu de la présente convention ont été complètement versées à la Ville. Si tel n'est pas le cas, Biomont devra verser à la Ville tout montant ainsi dû dans les trente (30) jours de la lettre de son vérificateur. En tout temps, la Ville pourra avoir accès à l'ensemble des livres de BIOMONT et sera aussi autorisée à obtenir des clients de BIOMONT toutes les informations jugées utiles à cet effet.

9.2.5 BIOMONT doit remettre à la Ville une copie complète de toutes les ententes avec Hydro-Québec, la TOHU, le Cirque du Soleil ou tous autres clients, notamment relativement à la vente d'énergie électrique et d'énergie thermique et des droits environnementaux.

Article 10
ENGAGEMENTS RELATIFS AUX PERMIS ET RÈGLEMENTS

10.1 Certificats, autorisations et permis

10.1.1 La Ville s'engage à collaborer raisonnablement, à la demande de BIOMONT, à l'obtention et au maintien de tous les certificats, autorisations et permis émanant de tiers nécessaires à la construction et à l'exécution des travaux et services prévus à la présente convention.

10.2 Pendant la durée de la présente convention, chaque partie à la présente convention sera responsable de tous les coûts et frais encourus par elle-même pour rendre les installations et les équipements dont elle est propriétaire, conformes à tous règlements et lois alors en vigueur.

Article 11
CONSIDÉRATIONS D'ORDRE ENVIRONNEMENTAL

11.1 Installations et équipements

11.1.1 Si le CESM ou toute autre propriété de la Ville sont contaminés ou pollués en tout ou en partie par toute cause attribuable à BIOMONT, cette dernière devra procéder à ses frais au nettoyage de telle pollution ou contamination dans le délai imparti, à défaut de quoi, la Ville pourra y procéder aux frais entiers de BIOMONT, sans préjudice à son droit de résilier la présente convention.

11.1.2 Si, pendant la durée de la présente convention, le Terrain ou la Centrale sont contaminés ou pollués en tout ou en partie par toute cause attribuable à la Ville, la Ville s'engage alors à procéder à ses frais au nettoyage de telle pollution ou contamination.

11.2 Certificat d'Autorisation, permis d'exploitation

11.2.1 Toute demande de Certificat d'Autorisation et de permis d'exploitation relativement à la Centrale sera faite par BIOMONT.

11.2.2 BIOMONT s'engage à préparer, à ses frais, tous les plans et devis, études d'ingénierie, analyses qui pourraient être requis par toute autorité publique aux fins de l'exploitation de la Centrale.

Article 12
VENTE OU DÉMOLITION DES INSTALLATIONS ET RESTAURATION DU TERRAIN

12.1 Si la terminaison de la présente convention découle d'un défaut quelconque de BIOMONT ou d'un avis de résiliation ou de terminaison que cette dernière a fait parvenir à la Ville pour quelque motif que ce soit, la Ville pourra acheter la Centrale et ses équipements pour un (1) $, libre et claire de toute charge quelconque.

12.2 Lorsque la présente convention prendra fin, soit le 31 août 2041 BIOMONT pourra offrir de vendre à la Ville, au prix et aux conditions alors négociés, la Centrale et les équipements.

12.3 Si la Ville choisissait de ne pas se porter acquéreur de la Centrale et de ses équipements, BIOMONT devra, dans un délai raisonnable et malgré toute disposition à l'effet contraire prévue au Code civil du Québec, démolir à ses frais la Centrale et remettre le Terrain nivelé et dans un état semblable à celui dans lequel il se trouvait en septembre 1994, compte tenu notamment des résultats de l'étude de caractérisation du Terrain connue des parties.

Article 13
ASSURANCES

13.1 BIOMONT doit souscrire et maintenir en vigueur à compter de la signature des présentes et pour le reste de la durée de la présente convention les polices d'assurance ci-après mentionnées :

13.1.1 une police d'assurance formule étendue «tous risques» pour un montant minimum égal à la valeur de remplacement (à neuf), de la Centrale;

13.1.2 une police d'assurance couvrant toute la machinerie et les équipements décrits de temps à autre dans une police d'assurance standard à couverture «tous risques», dite pour machinerie, sur une base de réparation générale et de remplacement, avec une limite par accident d'un montant minimum égal à la valeur de remplacement (à neuf) de toute machinerie situés sur le Terrain;

13.1.3 une police d'assurance générale de responsabilité civile d'une couverture d'au moins un million de dollars (1 000 000 $) par événement incluant la responsabilité pour blessures corporelles, dommages à la propriété, la responsabilité contractuelle, la responsabilité de locataire, et la responsabilité pour les automobiles dont il n'est pas propriétaire sur le Terrain. Cette couverture doit inclure les activités et opérations effectuées sur le Terrain par

toute autre personne exécutant du travail pour le compte de BIOMONT et par tous ceux dont ces tiers sont légalement responsables.

13.2 Toutes les polices d'assurance susmentionnées seront souscrites et maintenues par BIOMONT auprès d'assureurs autorisés à faire affaires au Québec et à y émettre de telles polices.

13.3 Toutes les polices d'assurance susmentionnées devront nommer la Ville comme co-assurée et contenir un avenant à l'effet qu'aucune résiliation, annulation, modification ou terminaison de ces polices ne pourra être effectuée sans qu'un avis écrit au préalable d'au moins trente (30) jours ne soit donné par l'assureur à la Ville.

13.4 BIOMONT devra remettre à la Ville, en même temps que l'avis prévu au paragraphe 8.3, une copie de ces polices d'assurance ou de tout autre document confirmant les couvertures d'assurance décrites ci-dessus ainsi qu'une copie de tous les certificats de renouvellement de ces polices lors de l'expiration de toute police. Si BIOMONT négligeait, pendant toute la durée des présentes, de souscrire ou de maintenir en vigueur lesdites polices d'assurance, la Ville pourrait y remédier elle-même, aux frais de BIOMONT après avoir transmis à BIOMONT un avis de quinze (15) jours à cet effet, sans préjudice à son droit de résilier la présente convention.

13.5 Sous réserve des dispositions de l'article 14 si, à la suite d'un incendie ou autre sinistre, la Centrale est rendue inutilisable aux fins pour lesquelles elle a été érigée, BIOMONT devra dans un délai raisonnable entreprendre et poursuivre la reconstruction de la Centrale. Malgré ce qui précède, si la perte est le résultat d'un risque non assurable (tels émeute, insurrection, acte de guerre ou terrorisme, etc.) ou si BIOMONT ne peut, sans faute de sa part, toucher les indemnités d'assurance prévues ci-haut, ou si la Centrale ne peut être reconstruite à cause de toute législation alors en vigueur, ou si la reconstruction n'est pas alors économiquement finançable (en tenant compte de tout versement d'indemnité d'assurance) alors BIOMONT ne sera pas obligée de reconstruire la Centrale et pourra mettre fin à cette convention en donnant à la Ville un avis écrit à cette fin dans les douze (12) mois de la date de la perte et à la condition que le Terrain soit remis en état.

Article 14
INCENDIE ET DESTRUCTION

14.1 Réparations pouvant être faites dans un délai de 365 jours

Si la Centrale est endommagée ou détruite, en tout ou en partie, par suite d'un sinistre à l'égard duquel il est possible d'obtenir tous les certificats d'autorisation et les permis nécessaires à leur construction et exploitation et si, de l'avis raisonnable écrit d'un

architecte ou d'un ingénieur indépendant mandaté conjointement par la Ville et BIOMONT («Expert»), aux frais de BIOMONT, la Centrale peut être réparée dans un délai de moins de trois cent soixante-cinq (365) jours de la date de l'avis écrit de l'Expert, lequel délai doit être précisé par l'Expert, BIOMONT doit réparer la Centrale dans ce délai.

14.2 Réparations ne pouvant être faites dans un délai de 365 jours

Si la Centrale est endommagée ou détruite, tel qu'il est indiqué au paragraphe 14.1, et si, de l'avis raisonnable et écrit de l'Expert, la Centrale ne peut être réparée dans les trois cent soixante-cinq (365) jours de la date de l'avis écrit de l'Expert, BIOMONT a le droit de résilier la présente convention à compter de la date du sinistre en donnant à la Ville un avis de résiliation dans un délai de quatre-vingt-dix (90) jours après la date du sinistre; toutefois, si BIOMONT n'exerce pas son droit de résilier la présente convention tel qu'il est indiqué au présent paragraphe, les dispositions du paragraphe 14.1 s'appliquent. Si BIOMONT décide de réparer la Centrale, aux termes du présent paragraphe 14.2 ou du paragraphe 14.1, elle sera tenue de réparer la Centrale, tel que celle-ci était érigée ou installée au moment du sinistre sous réserve de son droit d'apporter des modifications à la Centrale, conformément aux dispositions de la présente convention qui y sont applicables.

14.3 Cinq (5) dernières années de la Durée

Malgré toute disposition du présent article 14, si au cours des cinq (5) dernières années de la durée de la présente convention, la Centrale, est endommagée ou détruite, en tout ou en partie, par un sinistre de manière telle que les coûts de réparation sont égaux ou supérieurs à cinquante pour-cent (50 %) de la valeur de remplacement (à neuf) de la Centrale, alors BIOMONT pourra aviser la Ville sur avis de trente (30) jours qu'elle ne procédera pas à la réparation qui s'impose et alors cette convention prendra fin à compter de l'expiration du délai de trente (30) jours prévu au paragraphe 14.2, à la condition que le Terrain soit remis en état.

Article 15
FORCE MAJEURE

15.1 Sauf s'il s'agit d'une obligation de payer une somme d'argent, chaque fois que cette convention prévoit qu'une obligation doit être accomplie, elle doit l'être sous réserve de «force majeure ou cas fortuit» qui aux fins de la présente convention signifie tout retard occasionné par une grève, un lock-out, un débrayage (autre qu'une grève, un lock-out ou un débrayage de BIOMONT, de la Ville ou de leurs employés), une guerre, une rébellion, une insurrection, un incendie, une inondation, une tornade ou une autre calamité de même nature, ainsi que tout règlement, ordonnance ou décret émanant d'une autorité gouvernementale ayant effet sur la Centrale. La Ville et BIOMONT

seront présumés ne pas être en défaut d'accomplir une obligation prévue aux présentes s'ils en sont empêchés par cas de force majeure et tout délai d'accomplissement de telle obligation sera prolongé en conséquence. La Ville et BIOMONT s'aviseront respectivement dans les meilleurs délais, du début, de la cause, de la durée et de la conséquence à leur connaissance de tout cas de force majeure.

Article 16
CESSION, SOUS-TRAITANCE ET PRÉROGATIVE DU CRÉANCIER HYPOTHÉCAIRE

16.1 Cession

BIOMONT ne pourra, pendant la durée de la présente convention, céder ou transférer en tout ou en partie, les droits lui découlant de cette convention, sans l'approbation écrite et préalable de la Ville qui ne pourra refuser que pour des motifs raisonnables. Le cessionnaire deviendra cependant conjointement et solidairement responsable avec le cédant de l'accomplissement de toutes les obligations incombant au cédant en vertu de cette convention, y compris celles antérieures à la cession. Tout cessionnaire doit respecter les termes de la présente convention.

16.2 L'approbation de la Ville prévue au paragraphe 16.1 ne sera cependant pas requise pour toute cession, cession en garantie ou transfert à un franchisé, agent ou licencié de BIOMONT, à une filiale ou affiliée de BIOMONT à une corporation née d'une fusion entrec BIOMONT, et Hydro-Québec, à tout Créancier Hypothécaire ou à une personne «liée» ou «rattachée» à BIOMONT au sens où ces expressions sont définies dans la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada), mais BIOMONT devra aviser la Ville de telle cession ou transfert et elle demeurera responsable de la manière susmentionnée.

16.3 Si BIOMONT est en défaut de respecter les dispositions de tout contrat la liant à tout Créancier Hypothécaire ou si BIOMONT est en défaut en vertu de la présente convention et que tout tel Créancier Hypothécaire désire alors se prévaloir des droits de BIOMONT en vertu de la présente convention et de corriger ce défaut le cas échéant, la Ville s'engage à respecter, à l'endroit de tel Créancier Hypothécaire ou de tout exploitant de la Centrale désigné par ce Créancier Hypothécaire, ses obligations envers BIOMONT, telles que prévues à la présente convention et ce, en autant que le Créancier Hypothécaire ou tout exploitant de la Centrale désigné par lui respecte les obligations de BIOMONT en vertu de la présente convention. Le Créancier Hypothécaire devra aviser la Ville de tout tel défaut et de son intention de se prévaloir des droits de BIOMONT de la manière prévue à l'article 18 de la présente convention.

Malgré ce qui précède, le Créancier Hypothécaire pourra remédier à tout défaut de BIOMONT en vertu de cette convention, sans pour autant être tenu envers la Ville de toute autre obligation de BIOMONT en vertu de cette convention.

Article 17
ARBITRAGE

17.1 Sauf quant aux matières relevant de la compétence exclusive de la Régie du gaz naturel et de tout organisme pouvant lui succéder et des matières visées aux articles 3, 4, 5, 10.1 et 12 de la présente convention, tout différend entre les parties relativement à l'application de la présente convention doit être soumis à l'arbitrage d'un arbitre unique choisi d'un commun accord.

17.2 Si les parties ne peuvent s'entendre sur ce choix, au plus tard vingt (20) jours suivant un avis écrit de l'une ou l'autre des parties indiquant le nom de l'arbitre qu'elle choisit, l'arbitre sera nommé par un juge de la Cour supérieure du district judiciaire de Montréal à la demande de l'une ou l'autre des parties.

17.3 La décision de l'arbitre devra être rendue dans les quarante-cinq (45) jours de sa nomination, sous réserve de tout retard raisonnable dû à des circonstances imprévues.

17.4 La décision arbitrale doit être motivée et signée. Cette décision est finale et sans appel et lie les parties, leurs successeurs et ayants droit lesquels sont tenus de s'y conformer.

17.5 Toute condamnation au paiement d'un montant portera intérêt un taux de 5% à compter de la date de l'expiration de l'avis de défaut.

17.6 Sous réserve de toute disposition contraire contenue au présent article 17, les dispositions du Code de procédure civile du Québec s'appliqueront à cet arbitrage.

17.7 Les honoraires de l'arbitre seront supportés par la partie défaillante, tandis que chaque partie supportera ses frais d'arbitrage, sauf quant aux frais d'expertise qui pourront être imputés par l'arbitre à la partie défaillante.

Article 18
AVIS

18.1 S'il devient nécessaire ou utile de donner un avis en vertu de la présente convention, cet avis sera donné, soit par courrier recommandé, soit remis de main à main ou encore signifié par huissier ou par courrier électronique.

18.2 Si l'avis est donné par courrier recommandé, il sera présumé avoir été reçu deux (2) ouvrables après la date de sa mise à la poste si le service postal fonctionne alors normalement.

18.3 Dans les autres cas, cet avis sera présumé avoir été reçu le jour même de la livraison ou de la signification.

18.4 Tout avis donné en vertu de la présente convention sera livré ou remis ou signifié à la Ville et à BIOMONT aux adresses suivantes auxquelles les parties élisent par ailleurs domicile :

18.4.1 quant à la Ville :

275 rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec)
H2Y 1C6
À l'attention du greffier de la Ville

18.4.2 quant à BIOMONT :

426 Sherbrooke Est
Montréal (Québec)
H2L 1J6
À l'attention de M. Guy Drouin

18.4.3 quant à SOCIÉTÉ EN COMMANDITE GAZMONT :

426 Sherbrooke Est
Montréal (Québec)
H2L 1J6
À l'attention de M. Guy Drouin

18.5 Une copie de tout avis donné à BIOMONT par la Ville en vertu de cette convention devra également être transmis, de la manière susmentionnée, par la Ville à tout Créancier Hypothécaire, et ce, à l'adresse indiquée de temps à autre à la Ville par BIOMONT ou par tel Créancier Hypothécaire, de la manière susmentionnée, à la dernière adresse communiquée à la Ville

18.6 Les adresses peuvent être changées de temps à autre par avis écrit. Si l'une des parties négligeait d'aviser l'autre d'un changement d'adresse, tout avis transmis à l'adresse communiquée antérieurement sera réputé avoir été transmis ou signifié conformément aux présentes.

Article 19
APPROBATIONS

19.1 À moins d'indication contraire expressément prévue dans la présente convention. lorsque les dispositions contractuelles exigent une approbation ou un consentement relativement à une mesure, une quantité, un lieu, une personne, une compagnie, une firme, une société, ou pour tout autre objet, les règles suivantes s'appliquent :

19.1.1 l'approbation ou le consentement doit être requis par écrit;

19.1.2 l'approbation ou le consentement doit être préalablement donné;

19.1.3 l'approbation ou le consentement doit être donné par écrit;

19.1.4 l'approbation ou le consentement ne doit pas être indûment refusé ou retardé.

19.2 La partie dont l'approbation ou le consentement est exigé doit, dans les dix (10) jours suivant la réception de la demande d'approbation ou de consentement, aviser par écrit la partie demandant cette approbation ou ce consentement qu'elle l'approuve ou y consent, ou qu'elle désire refuser son approbation ou son consentement, auquel cas cette partie doit alors indiquer par écrit, dans le même délai, ses motifs pour refuser son approbation ou son consentement.

19.3 Si la partie dont l'approbation ou le consentement est exigé n'avise pas l'autre partie qu'elle accepte ou refuse d'accorder cette approbation ou ce consentement dans les trente (30) jours suivant la réception de la demande d'approbation ou de consentement ci-dessus, la partie dont l'approbation ou le consentement a été demandé est réputée de façon concluante avoir donné son approbation ou son consentement par écrit à moins que cette approbation ou que ce consentement, dans le cas de la Ville, relève de son Comité exécutif, de son Conseil municipal, de son Conseil d'agglomération ou d'un Conseil d'arrondissement, auquel cas la Ville fera alors diligence.

Article 20
DISPOSITIONS INTERPRÉTATIVES

20.1 Représentations, garanties, conventions précédentes

Cette convention constitue l'accord complet entre la Ville et BIOMONT qui ne peut être modifiée que par une entente subséquente, écrite, dûment signée par la Ville et BIOMONT et cette convention remplace et annule tous pourparlers, propositions ou ententes antérieurs, dont la convention signée le 30 septembre 1994 (CO94 01949 du 8 septembre 1994), entre la Ville et BIOMONT relativement à son objet. Ni la Ville, ni BIOMONT ne seront liées par des représentations, garanties, promesses ou ententes qui ne sont pas contenues dans la présente convention.

20.2 Abandon et renonciation

Le défaut d'une partie d'exiger de l'autre partie, l'accomplissement des engagements ou des conditions de cette convention ou son omission d'exercer l'un de ses droits contenus dans la présente convention ne pourra pas être interprété comme constituant un abandon ou une renonciation à ce que de tels engagements, conditions, droits ou options soient respectés.

Aucune modification d'un engagement ou d'une condition de cette convention ne sera valide à moins qu'elle ne soit faite par écrit et signée par les représentants dûment autorisés de la Ville et de BIOMONT.

20.3 Titres

Les titres et en-têtes des articles et paragraphes dans la présente convention ne sont insérés que pour faciliter la consultation et ne doivent aucunement être interprétés comme définissant, limitant ou modifiant l'étendue ou la signification des dispositions de la présente convention.

20.4 Successeurs, ayants droit et cessionnaires

Cette convention restera en vigueur et liera les successeurs et ayants droit des parties. Les droits et obligations de BIOMONT en vertu de la présente convention passeront à ses successeurs et ayants droit.

20.5 Lois régissant la convention

La présente convention est régie et interprétée par les dispositions des lois en vigueur dans la province de Québec.

20.6 Clauses inexécutables

Si l'une des clauses ou certains éléments seulement d'une clause de cette convention sont déclarés illégaux ou inexécutables selon les lois du Québec, cette clause devra être considérée séparément et l'ensemble de la convention demeure en vigueur et a plein effet.

20.7 Contrat avec Hydro-Québec

BIOMONT devra remettre à la Ville une copie conforme de son contrat d'achat d'électricité avec Hydro-Québec.

20.8 Contrats avec la TOHU et le Cirque du Soleil, etc.

BIOMONT devra remettre à la Ville une copie conforme de son contrat de livraison d'eau chaude avec la TOHU et le Cirque du Soleil, ainsi qu'avec tous autres clients.

Article 21
ATTRIBUTS ENVIRONNEMENTAUX

21.1 Considérant que BIOMONT, tel qu'établi à l'article 8.1.2 des présentes, deviendra propriétaire du Biogaz à partir du Point de Livraison à la Centrale, la Ville reconnaît qu'en conséquence ce droit de propriété comprend tous les attributs environnementaux éventuellement associés à la production d'électricité ou d'énergie thermique par la centrale, y compris ceux provenant du remplacement du Gaz Naturel par l'eau chaude.

Article 22
ANNEXES

22.1 Les annexes de la présente convention font partie intégrante des présentes et sont identifiées comme suit :

Annexe A : Schéma de la Centrale

Annexe B : Bail entre la Ville et la SOCIÉTÉ EN COMMANDITE GAZMONT

Annexe C : Résolution de la Ville

Annexe D : Résolution de BIOMONT

Annexe F: Contrat d'Achat d'Électricité entre BIOMONT ÉNERGIE INC et Hydro-Québec

Annexe G : Résolution de la SOCIÉTÉ EN COMMANDITE GAZMONT

Article 23
INTERVENTION

Aux présentes intervient la SOCIÉTÉ EN COMMANDITE GAZMONT qui déclare avoir pris connaissance de la présente convention et s'engage envers la Ville à respecter solidairement avec BIOMONT toutes les obligations prévues au Bail et à la présente convention.

EN FOI DE QUOI, les parties aux présentes ont signé cette convention à Montréal,

Ce 25e jour du mois de juin 2015

VILLE DE MONTRÉAL

Témoin

Par :
Me Yves Saindon
Greffier

Me Jocelyne L'Anglais
Témoin

Ce 8 e jour du mois de JUIN 2015

BIOMONT ÉNERGIE INC

Par : _____
M. Guy Drouin, président

_____
Témoin

Marcaude Ouinet
Témoin

Ce 8 e jour du mois de JUIN 2015

SOCIÉTÉ EN COMMANDITE GAZMONT

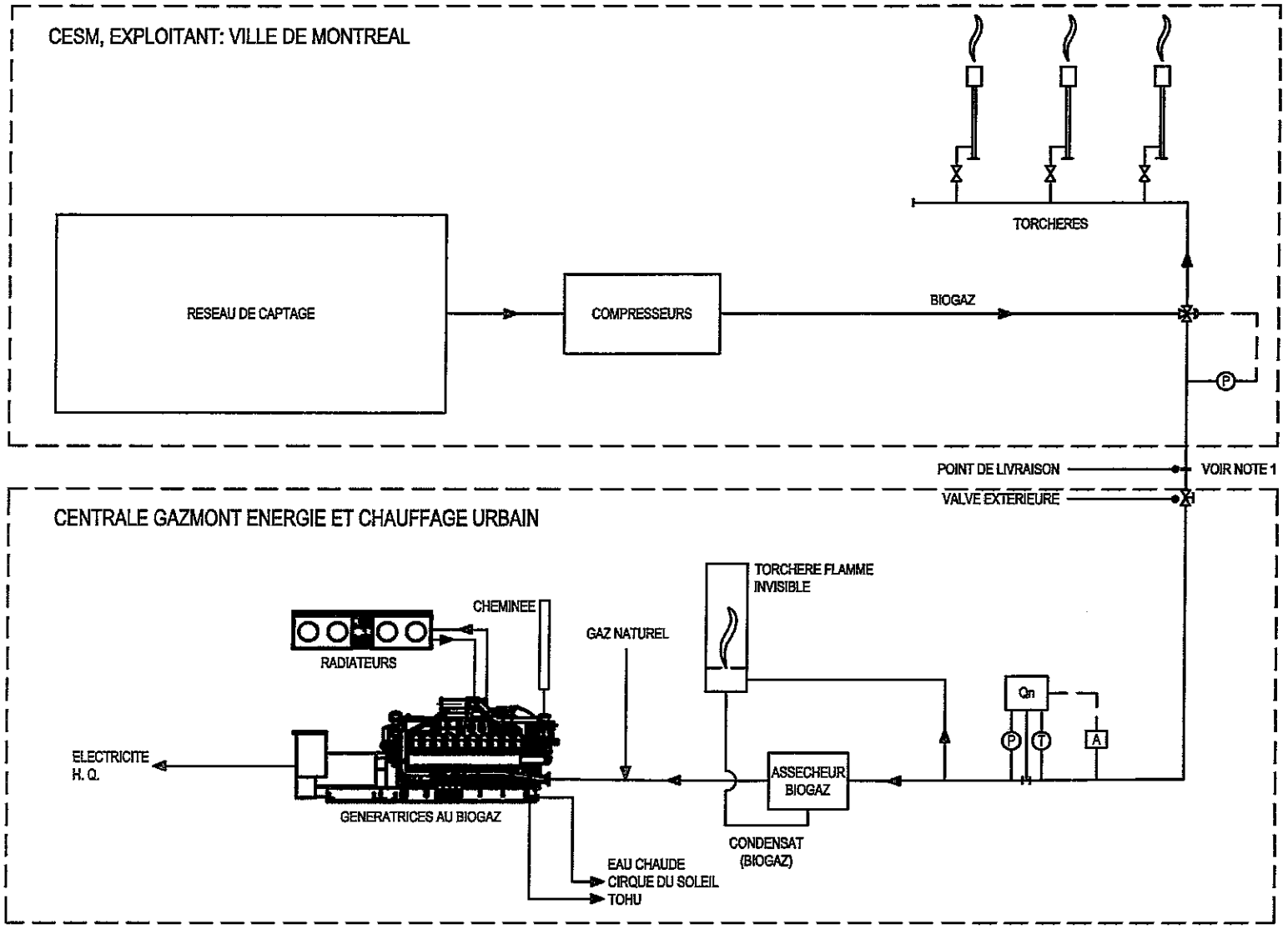
Par : _____
M. Guy Drouin, président

_____
Témoin

Marcaude Ouinet.
Témoin

Cette convention a été approuvée le
28 Mai 2015

(Résolution CG15 0335)



NOTE:

1. LE POINT DE LIVRAISON DU BIOGAZ EST LA BRIDE EN AMONT DE LA VALVE EXTERIEURE SUR LA CONDUITE D'ALIMENTATION EN BIOGAZ. CETTE VALVE ÉTANT SITUÉE À ENVIRON 1 METRE DU MUR EST DU BATIIMENT DE LA CENTRALE ET A UNE HAUTEUR D'ENVIRON 1.5 METRE AU-DESSUS DU SOL

BIOTHERMICA

Biothermica Technologies Inc.
426 Sherbrooke Est
Montreal (Quebec) H2L 1J6
Tel.: (514) 488-3881
Fax: (514) 488-3125

PROJET: CENTRALE GAZMONT ENERGIE ET CHAUFFAGE URBAIN

CLIENT: GAZMONT ENERGIE ET CHAUFFAGE URBAIN

TITRE: SCHEMA GENERAL

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'administration

RÉSOLUTION du conseil d'administration de Biomont Énergie Inc (La "Compagnie") en date du 2 juin 2015.

Les soussignés, étant tous les administrateurs de Biomont Énergie Inc (La "Compagnie"), adoptent par les présentes la résolution suivante.

IL EST RÉSOLU :

QUE Monsieur Guy Drouin, président de la Compagnie, soit et est par la présente résolution autorisé à signer pour et au nom de Biomont Énergie Inc la Convention relative au traitement du biogaz du Centre de Tri et d'élimination des déchets de la Ville de Montréal et à la production d'électricité à partir du biogaz à intervenir entre Biomont Énergie Inc et la Ville de Montréal.

Nous, soussignés, déclarons être tous les administrateurs habile à voter lors des assemblées du conseil d'administration de la compagnie. En conséquence, la résolution précitée, signée par nous-mêmes ci-dessous, a la même valeur que si elle avait été adoptée au cours d'une assemblée du conseil d'administration, conformément aux dispositions de l'article 89.3 de la loi sur les compagnies du Québec.

Guy Drouin

Jean-Pierre Azzopardi

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'administration

RÉSOLUTION du conseil d'administration de GESTION GAZMONT INC (La "Compagnie") , agissant pour et au nom de la Société en Commandite Gazmont , en date du 2 juin 2015

Les soussignés, étant tous les administrateurs de Gestion Gazmont Inc (La "Compagnie") , adoptent par les présentes la résolution suivante.

IL EST RÉSOLU :

QUE Monsieur Guy Drouin, président de la Compagnie, soit et est par la présente résolution autorisé à signer pour et au nom de la Société en Commandite Gazmont la convention de modification du bail à intervenir entre la Ville de Montréal et la Société en Commandite Gazmont.

Nous, soussignés, déclarons être tous les administrateurs habile à voter lors des assemblées du conseil d'administration de la compagnie. En conséquence, la résolution précitée, signée par nous-mêmes ci-dessous, a la même valeur que si elle avait été adoptée au cours d'une assemblée du conseil d'administration, conformément aux dispositions de l'article 89.3 de la loi sur les compagnies du Québec.

Guy Drouin

Jean-Pierre Azzopardi

Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une assemblée du conseil d'agglomération

Assemblée ordinaire du jeudi 28 mai 2015 Séance tenue le 28 mai 2015	Résolution: CG15 0335

Approuver un projet de convention, d'une durée de 25 ans, avec Biomont Énergie inc. (Gazmont Énergie et chauffage urbain) pour la valorisation énergétique du biogaz du Complexe environnemental Saint-Michel (CESM) / Autoriser le directeur du Service de l'environnement à signer une demande d'annulation du décret du BAPE / Approuver le projet d'acte de modification du bail établissant la propriété superficiaire

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 13 mai 2015 par sa résolution CE15 0875;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Dimitrios (Jim) Beis

Et résolu :

1 - d'approuver un projet de convention, entre la Ville et Biomont Énergie inc., à laquelle intervient la Société en commandite Gazmont, pour la valorisation énergétique du biogaz du Complexe environnemental de Saint-Michel, convention qui prendra fin le 31 août 2041;

2 - d'autoriser le directeur du Service de l'environnement à signer une demande d'annulation du décret du bureau des audiences publiques sur l'environnement (BAPE) qui avait recommandé le certificat d'autorisation actuel de Gazmont;

3 - d'approuver le projet de modification du bail entre la Ville de Montréal et la Société en commandite Gazmont établissant la propriété superficiaire sur le lot 3 237 021 et une partie des lots 3 237 019 et 3 237 020 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, totalisant une superficie de 7 989,6 mètres carrés, telle que délimitée par les lettres A, B, C, D, E, F, G, H, J, K, L, M, N, P et A sur le plan n° M-178 Saint-Michel, accompagnant la description technique, préparée le 2 mars 2015, par Gaétan Barrière, arpenteur-géomètre, portant le numéro de dossier 21781 et le numéro 366 de ses minutes;

Adopté à l'unanimité.

20.02 1150720001
/lc

Denis CODERRE

Maire

Yves SAINDON

Greffier de la Ville

(certifié conforme)

Yves SAINDON
Greffier de la Ville

COPIE CERTIFIÉE

GREFFIER DE LA VILLE

Ville de Montréal **28 Novembre, 2016**

275 Rue Notre-Dame E,
Montréal, QC
H2Y 1C6

OBJET: Centrale de Cogénération au Biogaz 4.8MW
Confirmation de Contrat Clef-en-Main

À qui de droit,

La présente est pour confirmer que Biomont énergie, Société en commandite à un engagement ferme avec Gas Drive Global L.P., distributeur canadien des groupes électrogènes GE/Jenbacher, pour la conception, la fourniture d'équipements et l'installation de moteurs et les accessoires connexes au bon fonctionnement de la centrale de cogénération au biogaz situé au 2275 rue des Regrattiers, Montréal.

L'engagement ferme est régi par un contrat signé entre les deux parties le 23 décembre 2015 et la confirmation de la commande des moteurs le 9 août 2016. La livraison des moteurs à la centrale est prévu pour le mois de janvier 2017 et la date de complétion des travaux prévue au contrat est le 18 août 2017.

Nous vous confirmons qu'en date d'aujourd'hui les comptes de Biomont énergie Société en commandite sont en ordre et qu'à moins d'impondérables, l'échéancier prévu devrait être respecté. Pour toutes questions, n'hésitez pas à communiquer avec nous au 418-670-8654

Sincères Salutations,

Frédéric Lebel, B.Sc. Env.
Directeur Électricité et Cogénération, Est du Canada

énergie et puissance

220 rue du College, Suite 203
Pont-Rouge, (Quebec) G3H 0C6

Téléphone: 418.670.8654
Télécopieur: 450.649.1389
Courriel: flebel@gasdriveglobal.com

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1160720001

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction , Division soutien technique et infrastructures - Gestion des matières résiduelles
Objet :	Approuver des modifications à la convention intervenue entre Ville de Montréal et Biomont Énergie, société en commandite pour la valorisation énergétique du biogaz du CESM.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Le présent Addenda #1 est approuvé quant à sa validité et à sa forme.

FICHIERS JOINTS

Addenda #1 Biomont S.E.C. 16122016_VF.docx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Suzana CARREIRA CARVALHO
Avocate
Tél : 514-868-4137

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-01-10

Marie-Andrée SIMARD
Notaire - Chef de division
Tél : 514-872-8323
Division : Droit contractuel

Addenda N^{o} 1
Modifiant la convention approuvée par la résolution CG15 0335

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dûment constituée en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal* (RLRQ, chapitre C-11.4), dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Emmanuel Tani-Moore, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes;

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **BIOMONT ÉNERGIE, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE**, société en commandite constituée en vertu des dispositions du Code civil du Québec, agissant et représentée par son commandité 9491112 Canada Inc., personne morale constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions,* L.R.C. (1985) c. C-44, ayant son siège au 501-1850 av. Panama, à Brossard, Québec, J4W 3C6, représentée par monsieur Marc-Antoine Renaud, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Ci-après appelée le « **Biomont SEC** »

AUQUEL INTERVIENT :

SOCIÉTÉ EN COMMANDITE GAZMONT, société en commandite constituée en vertu des dispositions du Code civil du Québec, dont les associés sont SOCIÉTÉ EN COMMANDITE BIOBEC ÉNERGIE, GESTION GAZMONT INC. et 3126013 CANADA INC., ayant son siège au 2099, boul. Fernand-Lafontaine, à Longueuil, Québec, J4G 2J4, agissant et représentée par son commandité, GESTION GAZMONT INC., personne morale constituée en vertu de la Partie 1A de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, chapitre C-38) et maintenant régie par la *Loi sur les sociétés par actions* (RLRQ, chapitre S-31.1), ayant son siège au 110-101 boul. Roland-Therrien, à Longueuil, Québec, J4H 4B9, lui-même représenté par monsieur Jean-Pierre Azzopardi, son président, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Ci-après appelée l'« **Intervenante** »

Ci-après collectivement appelées les « **Parties** »

ATTENDU QU'une convention concernant la valorisation énergétique du biogaz du Complexe environnemental Saint-Michel (CESM) a été conclue entre la Ville et Biomont énergie Inc., à laquelle est intervenue l'Intervenante, agissant par son commandité, Gestion Gazmont Inc., et laquelle a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville le 28 mai 2015 en vertu de la résolution CG15 0335 (ci-après la « **Convention initiale** »);

ATTENDU QUE la Convention initiale a été cédée par Biomont Énergie Inc. à Biomont SEC, cette cession ayant fait l'objet d'une convention de cession à laquelle la Ville est intervenue et qui a été dûment approuvée en vertu de la résolution CG16 0186 de son conseil d'agglomération (ci-après la « **Convention de cession** »);

ATTENDU QUE Biomont SEC a informé la Ville du fait qu'elle avait un nouveau commanditaire, soit *Fondaction, le Fonds de développement de la Confédération des syndicats nationaux pour la coopération et l'emploi* qui s'ajoute à ses autres commanditaires qui sont Éolectric Inc. et Valeco Énergie Québec Inc.;

ATTENDU QUE les Parties ont convenu de modifier certains articles de la Convention initiale;

ATTENDU QUE les Parties conviennent donc de conclure le présent Addenda #1;

ATTENDU QUE la Ville a adopté une *Politique de gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la Loi sur les cités et villes et qu'elle en a transmis une copie au Contractant.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante des présentes.

ARTICLE 2
MODIFICATIONS

2.1 La Convention initiale est modifiée par le remplacement de l'article 6.2 par l'article suivant :

> « Dès la mise en service de la Centrale, et ce, jusqu'au 31 juillet 2022, BIOMONT s'engage à mettre en opération la/les Torchères à flamme invisible de capacité suffisante pour brûler la totalité du Biogaz ne pouvant pas être utilisé par la Centrale dans le cours de ses activités. Pendant cette période, la Ville s'engage à détruire le Biogaz lorsque la Centrale est à l'arrêt complet.

À partir du 1er août 2022 et ce, pour la durée de la convention, BIOMONT s'engage à maintenir en opération la/les Torchères à flamme invisible de capacité suffisante pour brûler la totalité du Biogaz capté au CESM. »

2.2 La Convention initiale est modifiée par l'ajout du paragraphe suivant à l'article 6.3 :

« Nonobstant le paragraphe précédent du présent article 6.3, BIOMONT ne sera pas tenue de payer mensuellement à la Ville à titre de dommages-intérêts liquidés un montant égal à la Redevance tel que décrit aux articles 9.1.1 et 9.1.2 de la convention qui lui serait autrement payable pour la période comprise entre le 1er janvier 2017 et le 31 juillet 2017. »

2.3 La Convention initiale est modifiée par l'ajout des mots suivants au début de l'article 7.1.3 :

« Sous réserve de l'article 6.2., »

ARTICLE 3
AUTRES DISPOSITIONS

3.1 Les termes portant une majuscule qui ne sont pas spécifiquement définis dans le présent Addenda No 1 ont le sens qui leur est attribué dans la Convention initiale.

3.2 Tous les autres termes et conditions de la Convention initiale demeurent en vigueur et inchangés.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN TROIS (3) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 201_

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Emmanuel Tani-Moore

Le e jour de 201_

BIOMONT ÉNERGIE, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE, agissant par son commandité, 9491112 Canada Inc.

Par : _____
Marc-Antoine Renaud

LU ET ACCEPTÉ par l'Intervenante ce _____ 2016.

SOCIÉTÉ EN COMMANDITE GAZMONT,
agissant par son commandité, Gestion Gazmont Inc.

Par : _____
Jean-Pierre Azzopardi

Cette convention a été approuvée par la résolution : _____

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1160720001

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction , Division soutien technique et infrastructures - Gestion des matières résiduelles
Objet :	Approuver des modifications à la convention intervenue entre Ville de Montréal et Biomont Énergie, société en commandite pour la valorisation énergétique du biogaz du CESM.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1160720001.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Aicha ZAMPALEGRE
Prépose au budget

Tél : 514-872-7232

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-01-16

Janet MARCEAU
Conseillere en gestion des ressources financieres
Tél : 514-868-3354
Division : Direction du conseil et du soutien financier - point de service Eau - Environnement

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.14

2017/03/30 17:00

(1)

Dossier # : 1171158001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Approuver l'addenda au protocole d'entente entre le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) et la Ville de Montréal signé en février 2015 portant sur l'optimisation du réseau d'aqueduc et prévoyant une aide financière de 18 946 676 $ dans le cadre du Programme d'infrastructures Québec-municipalités sous-volet 1.4 (PIQM 1.4)

Il est recommandé de:
1. approuver l'addenda au protocole d'entente entre le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) et la Ville de Montréal signé en février 2015 portant sur l'optimisation du réseau d'aqueduc (Dossier 556197) et prévoyant une aide financière de 18 946 676 $ dans le cadre du Programme d'infrastructures Québec-municipalités sous-volet 1.4 (PIQM 1.4);

2. autoriser le Maire et le Greffier à signer ledit addenda pour et au nom de la Ville.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-02-27 12:12

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1171158001**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Approuver l'addenda au protocole d'entente entre le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) et la Ville de Montréal signé en février 2015 portant sur l'optimisation du réseau d'aqueduc et prévoyant une aide financière de 18 946 676 $ dans le cadre du Programme d'infrastructures Québec-municipalités sous-volet 1.4 (PIQM 1.4)

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal est engagée dans un ambitieux programme de réhabilitation et de réfection de ses infrastructures de l'eau tant en regard de la production et de la distribution de l'eau potable que de la collecte et de l'épuration des eaux usées. De nouveaux règlements gouvernementaux concernant la santé publique et l'environnement jumelés à l'état même des infrastructures sont à l'origine de ce vaste chantier qui s'échelonnera sur de nombreuses années.
Dans la stratégie de l'eau qui a fait l'objet d'un rapport de la Commission permanente sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs au Conseil d'agglomération du 22 décembre 2011 (CG11 0426), rapport dont les conclusions ont été acceptées par les instances en juin 2012 (CG12 0166), il a été établi que des travaux de mesure du débit et de régulation de la pression de l'eau devaient être exécutés sur le réseau d'aqueduc. Il est admis que la supervision de la mesure de la distribution sur le réseau d'aqueduc contribue à s'assurer que chaque partie du réseau atteint le niveau attendu de performance hydraulique. Cette performance peut être définie comme une pression et un débit suffisants pour assurer les usages normaux des utilisateurs et pour combattre les incendies dans chaque zone desservie. De plus, l'implantation d'appareils de mesure sur le réseau permettra de constituer un historique de données qui servira à mieux prévoir le développement du réseau, à améliorer grandement le bilan de l'eau et à mieux gérer les fuites. Finalement, l'implantation de mécanismes de régulation de la pression sur le réseau contribue à réduire les bris de conduites et des entrées de service de même que la dégradation générale des conduites permettant ainsi d'accroître leur durée de vie.

C'est sous l'appellation «optimisation du réseau» que l'ensemble de ces mesures a été regroupé. Bien qu'en usage ailleurs dans le monde, une telle approche est relativement nouvelle en Amérique du Nord et repose sur un niveau réel d'innovation. Le MAMOT a accepté d'épauler la Ville pour la réalisation de ce projet et a conclu avec elle une entente d'aide financière en 2015. Maintenant que les travaux et analyses ont progressé, il a été convenu avec le MAMOT de préciser le type des travaux à effectuer, les lieux d'intervention et la date de fin des projets subventionnés. Pour apporter ces précisions, la signature d'un addenda à l'entente initiale est nécessaire.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG14 0576 - 118 décembre 2014 - Approuver le projet de protocole entre le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) et la Ville de Montréal pour le versement d'une aide financière de 18 946 676 $ dans el cadre du Programme d'infrastructures Québec-municipalités sous-volet 1.4 (PIQM 1.4) pour la réalisation du projet d'optimisation du réseau d'aqueduc - 1141158003
CG12 0222 - 21 juin 2012 - Approuver la programmation de travaux d'infrastructures d'eau d'agglomération admissibles au Programme d'infrastructures Québec-municipalités volet 1.4 visant l'implantation d'instruments de mesure de la distribution et de régulation de la pression sur le réseau d'aqueduc et autoriser le Service de l'eau à la soumettre au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT) - 1121158002

DESCRIPTION

Le projet d'optimisation du réseau est mené en coordination avec les arrondissements où les travaux visant la construction de chambres souterraines et l'installation d'équipements de mesure et de régulation sont menés. Les échanges entre les arrondissements et le Service de l'eau ont induit un certain nombre de modifications quant aux lieux des projets. De plus, les analyses hydrauliques qui sont obligatoires avant de décider d'implanter ce type d'équipement se concluent quelquefois en démontrant que les bénéfices attendus ne sont pas justifiés par rapport aux coûts qui seraient générés advenant que les interventions soient réalisées. Dans de tels cas, nous passons à d'autres zones où nos travaux seraient plus profitables.

Ainsi, après deux années de travaux et d'analyses, nous avons proposé au MAMOT de remettre en question certaines de nos orientations originales et d'intervenir dans d'autres arrondissements et villes liées que ce qui avait été prévu avant que nous ne réalisions nos analyses. Les analystes du MAMOT ont accepté l'ensemble de nos conclusions ce qui a mené au texte de l'addenda qui se trouve en pièce jointe au présent dossier.

L'addenda prévoit donc les changements suivants: la construction de 10 chambres de régulation d'urgence au lieu de 16, la construction de 25 chambres de mesure de pression au lieu de 29 chambres de mesure de pression de même que l'ajout de deux chambres de mesure de débit sur le réseau secondaire. Aussi, la rénovation de 5 chambres pour la régulation de pression au lieu de 4 et de deux chambres de mesure de débit au lieu d'une seule sur le réseau secondaire. Finalement, la rénovation de 19 chambres de mesure de la distribution sur le réseau primaire au lieu de la construction de 12 chambres et la rénovation de 7 chambres.

L'addenda prévoit également que des travaux du projet seront exécutés dans l'arrondissement Sud-Ouest et les villes reconstituées Montréal-Ouest, Hampstead et Ville Mont-Royal au lieu de travaux dans les arrondissements Plateau Mont-Royal, Saint-Léonard et Montréal-Nord et la ville reconstituée de Beaconsfield.

La fin des travaux est reportée du 31 décembre 2016 au 31 décembre 2018. Le montant d'aide financière reste inchangé.

JUSTIFICATION

Les projets inscrits au PIQM 1.4 sont nécessaires à l'atteinte des objectifs du Service de l'eau quant à l'optimisation du réseau d'aqueduc et la diminution importante de bris de conduites d'aqueduc et de fuites dans le réseau.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Comme mentionné précédemment, le partage des coûts prévu au protocole original demeure. Les coûts de réalisation sont estimés à 28 420 000 $. Comme la subvention est plafonnée à 67 % des coûts réels, on estime celle-ci à 18 946 676 $. Le coût net assumé par la Ville pour la réalisation des travaux prévus jusqu'à la fin 2018 au projet d'optimisation du réseau devrait donc atteindre 9 473 324 $.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les travaux rendus possibles par ces subventions contribueront à assurer une gestion responsable des ressources.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'aide financière obtenue contribue à l'atteinte de nos objectifs financiers et techniques.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication prévue en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le programme de travail financé par la présente entente n'est qu'une première phase de travaux qui devraient, à terme, s'échelonner sur une période dix ans. L'addenda prévoit des travaux jusqu'à la fin de l'année 2018.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Rasha HOJEIGE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jean L LAMARRE, Service de l'eau
Céline VAILLANCOURT, Service des infrastructures_voirie et transports

Lecture :

Jean L LAMARRE, 23 février 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Alain DUBUC
Cadre administratif

Tél : 514-280-4264
Télécop. : 514-872-8827

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-08

Alain LARRIVÉE
Chef de division - Stratégies et pratiques d'affaires

Tél : 514 872-4431
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Dominique DEVEAU
Directrice - DGSRE
Tél : 514 872-4023
Approuvé le : 2017-02-23

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2017-02-27

Montréal

Service du greffe
275, rue Notre-Dame Est
Bureau R. 134
Montréal (Québec) H2Y 1C6
Téléphone : 872-3142 - Télécopieur : 872-5655

Le 10 février 2015

Monsieur Jean-François Bellemare
Directeur général des Infrastructures
Programme d'infrastructures Québec-Municipalités
Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire
Direction des infrastructures – Montréal
800, rue du Square-Victoria, bureau 2.40
C.P. 83, succursale Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7

OBJET : Protocole d'entente entre le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et la Ville de Montréal relatif à l'octroi d'une aide financière dans le cadre du sous-volet 1.4 du Programme d'infrastructures Québec-Municipalités – dossier 556197

Résolution CG14 0576 – 18 décembre 2014

Monsieur,

Vous trouverez ci-joint le protocole d'entente ci-haut mentionné dûment signé ainsi qu'une copie de la résolution du conseil d'agglomération de Montréal ci-haut décrite et de la résolution CG06 0006.

Espérant le tout conforme, nous vous prions d'agréer, Monsieur, nos salutations distinguées.

Le greffier de la Ville,

Yves Saindon, avocat

YS/jc

p.j.

PROTOCOLE D'ENTENTE

entre

LE MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'OCCUPATION DU TERRITOIRE

et

LA VILLE DE MONTRÉAL

Relatif à l'octroi d'une aide financière dans le cadre du sous-volet 1.4 du PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES QUÉBEC-MUNICIPALITÉS

Dossier 556197

PROTOCOLE D'ENTENTE

ENTRE : LE MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'OCCUPATION DU TERRITOIRE, responsable de la gestion du Programme d'infrastructures Québec-Municipalités, pour et au nom du gouvernement du Québec, agissant par monsieur Jean-François Bellemare, directeur général des infrastructures, dûment autorisé en vertu du Règlement sur la signature de certains documents du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (Chapitre M-22.1, r.2);

(ci-après désigné le « Ministre »)

ET : LA VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, bureau R.134, Montréal, H2Y 1C6, laquelle est dûment représentée par monsieur Denis Coderre, maire, en vertu de la résolution CG14 0576 adoptée le 18 décembre 2014, et M[e] Yves Saindon, greffier, en vertu de la résolution CG06 0006 et jointes au présent document;

(ci-après désignée le « Bénéficiaire »)

ATTENDU QUE le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire est responsable de la gestion du Programme d'infrastructures Québec-Municipalités;

ATTENDU QU'il y a lieu d'accorder une aide financière provenant du gouvernement du Québec visant à permettre la réfection, le remplacement ou la construction d'infrastructures et que le Bénéficiaire a présenté un projet qui a été reconnu admissible;

Les parties conviennent de ce qui suit :

1. Annexes

Le présent protocole comprend les annexes suivantes qui en font partie intégrante tout comme si elles y étaient au long citées, à savoir :

1.1. Annexe A : Obligations particulières du Bénéficiaire

1.2. Annexe B : Éléments descriptifs du projet subventionné

1.3. Annexe C : Modalités de versement de l'aide financière

1.4. Annexe D : Formulaire du suivi de l'avancement des travaux

2. Objet du protocole

Le présent protocole a pour objet d'établir les obligations du Ministre et du Bénéficiaire relativement au versement par le Ministre au Bénéficiaire d'une aide financière aux fins de réaliser les travaux décrits à l'annexe B reconnus admissibles dans le cadre du Programme d'infrastructures Québec-Municipalités.

3. Montant de l'aide financière

3.1. Le Ministre, en considération des obligations et engagements du Bénéficiaire, consent à lui accorder une aide financière pour la réalisation des travaux admissibles décrits à l'annexe B.

3.2. Le montant de l'aide financière est réajusté à la baisse si le total des coûts encourus et payés à l'égard des travaux admissibles réalisés par le Bénéficiaire est inférieur au coût maximal admissible déterminé à l'annexe B.

Le Ministre détermine l'aide financière maximale applicable aux travaux admissibles prévu à l'annexe B en appliquant le taux d'aide correspondant à ces travaux et en considérant les coûts admissibles effectivement encourus et payés par le Bénéficiaire.

Si le total de l'aide financière calculé en fonction des travaux réalisés devient supérieur à l'aide financière totale déterminée à l'annexe B, les dépenses excédentaires ne sont pas assumées par le Ministre. Si le Bénéficiaire décide d'abandonner une partie des travaux admissibles, les sommes prévues pour ces travaux sont déduites des coûts admissibles, à moins d'obtenir l'autorisation du Ministre prévue à l'article 7 du présent protocole.

3.3. Les travaux et les coûts reconnus admissibles à l'aide financière dans le cadre du sous-volet 1.4 du Programme d'infrastructures Québec-Municipalités ne peuvent faire l'objet d'une autre aide financière provenant d'un ministère, d'une agence ou d'un mandataire du gouvernement du Québec.

3.4. Toute indemnité ou tout dédommagement versé par un tiers en vertu d'un jugement du tribunal, d'une transaction ou d'une négociation, pour une infrastructure faisant partie d'un projet approuvé en vertu du Programme d'infrastructures Québec-Municipalités, peut être déduit de l'aide financière prévue pour ce projet, celle-ci étant alors ajustée à la baisse. Si l'indemnité ou le dédommagement est versé après le versement de cette aide financière, le Ministre peut exiger, s'il est d'avis qu'il y a avantage injustifié pour le Bénéficiaire, le remboursement du montant de son aide financière correspondant au montant de l'indemnité et du dédommagement versé pour l'infrastructure.

4. Modalités de versement de l'aide financière

L'aide financière est versée conformément aux modalités énoncées à l'annexe C.

5. Obligations générales et garanties du Bénéficiaire

Le Bénéficiaire s'engage à :

a) respecter les lois, règlements et normes en vigueur qui lui sont applicables et, sans limiter la généralité de ce qui précède, particulièrement ceux en matière de travail, d'environnement, d'équité en emploi et des droits de la personne. Le Bénéficiaire doit notamment s'assurer d'octroyer tout contrat relatif à la réalisation des travaux décrits à l'annexe B selon les règles qui lui sont applicables en vertu de la loi qui le régit;

b) réaliser les travaux selon l'échéancier prévu à l'annexe B;

c) respecter les conditions particulières énoncées à l'annexe A, notamment en ce qui concerne le contrôle de la qualité des travaux;

d) rendre compte, avant le 31 décembre de chaque année jusqu'à l'approbation de la réclamation finale, des dépenses encourues pour les travaux admissibles visés par le présent protocole en transmettant au Ministre le formulaire du suivi de l'avancement des travaux de l'annexe D complété et signé;

e) faire la preuve, à la satisfaction du Ministre, du coût admissible des travaux assujettis à l'aide financière;

f) fournir au Ministre selon les modalités prévues à l'annexe C, la ou les réclamations partielles des dépenses accompagnées des documents exigés par le Ministre démontrant que ces dépenses ont été effectivement encourues et payées pour la réalisation des travaux admissibles;

g) fournir au Ministre, au plus tard trois mois suivant la date de la fin des travaux stipulée à l'annexe B, ou, selon le cas, suivant l'expiration du présent protocole, une réclamation finale des dépenses. Cette réclamation finale doit être accompagnée des documents exigés par le Ministre démontrant que ces dépenses ont été effectivement encourues et payées pour la réalisation des travaux admissibles;

h) tenir des comptes et des registres appropriés, précis et exacts à l'égard des travaux admissibles qui sont réalisés;

i) conserver les originaux des documents d'appel d'offres (avis, devis et soumissions reçues), des pièces justificatives et des registres afférents à tous les travaux ayant fait l'objet d'une aide financière pour une période d'au moins trois ans suivant la date de transmission au Ministre de la réclamation finale des dépenses ou, selon le cas, suivant l'expiration du présent protocole;

j) permettre aux représentants du gouvernement d'examiner, en tout temps convenable et comme ils jugent utile pour fins de vérification et de suivi, les lieux des travaux, les contrats ainsi que les dossiers, comptes et registres tenus par le Bénéficiaire relativement aux travaux admissibles;

k) mandater, à la demande du Ministre, un auditeur externe ou le vérificateur général de la ville, le cas échéant, pour la préparation d'un rapport d'audit conformément au mandat d'audit établi par le Ministre. Le Ministre peut exiger un tel rapport en tout temps au cours de l'avancement du projet;

l) faciliter, tant auprès des entrepreneurs que de leurs sous-traitants, toute activité de vérification entreprise par les représentants du gouvernement, l'auditeur externe ou le vérificateur général de la ville, le cas échéant;

m) affecter le montant de l'aide financière exclusivement au paiement des coûts admissibles des travaux faisant l'objet de l'aide financière et décrits à l'annexe B;

n) assumer seul toute responsabilité légale à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de travaux décrits à l'annexe B. D'autre part, tenir indemne et prendre fait et cause pour le Ministre, le gouvernement du Québec et ses représentants, advenant toute réclamation pouvant découler du présent protocole et s'assurer qu'il en soit de même pour tout contrat octroyé aux fins de la réalisation des travaux décrits à l'annexe B;

o) assumer, à l'achèvement des travaux, l'entière responsabilité des coûts d'exploitation et de fonctionnement des infrastructures, des équipements et des bâtiments mis en place à la faveur de l'aide financière;

p) aviser le Ministre, avant de lui transmettre la réclamation finale des dépenses, de tout montant qu'il se fera offrir par un tiers pour réduire le coût des dépenses admissibles;

q) rembourser au Ministre, dans les trois mois d'une demande à cet effet, tout montant reçu à titre d'aide financière en vertu du présent protocole qui serait supérieur aux montants auxquels il a droit;

r) éviter toute situation mettant en conflit l'intérêt personnel des membres de son conseil ou de ses employés ou créant l'apparence d'un tel conflit;

6. Communication

Le Bénéficiaire s'engage à :

a) indiquer, dans ses documents d'appels d'offres publiés après la signature du présent protocole relativement aux contrats d'une valeur de 100 000 $ ou plus, que les travaux font l'objet d'une aide financière dans le cadre du Programme d'infrastructures Québec-Municipalités;

b) faire savoir, lors de toute activité d'information publique, que les travaux sont réalisés dans le cadre du Programme d'infrastructures Québec-Municipalités;

c) informer le Ministre, et ce, au moins quinze (15) jours ouvrables à l'avance, de la tenue d'événements publics concernant le projet (par exemple : pelletée de terre, événement marquant la fin des travaux, inauguration);

d) installer, à la demande du Ministre et selon ses directives et laisser en place pendant toute la durée des travaux, un ou plusieurs panneaux de chantier indiquant que les travaux sont réalisés dans le cadre du Programme d'infrastructures Québec-Municipalités;

e) produire et installer, à la demande du Ministre et selon ses directives, une fois les travaux réalisés, une plaque ou un panneau permanent, que le Bénéficiaire devra entretenir à ses frais, portant une inscription indiquant que les travaux ont été réalisés dans le cadre du Programme d'infrastructures Québec-Municipalités. Le symbole graphique du gouvernement sera fourni par le Ministre.

7. Modification du projet

Toute modification aux travaux reconnus admissibles à l'aide financière ou à son échéancier de réalisation prévus à l'annexe B et rendue nécessaire entre autres à la suite d'appels d'offres, de l'ouverture de soumissions, d'imprévus de planification ou de chantier doit être approuvée par le Ministre.

Cette approbation doit être jointe à la réclamation des dépenses comprenant la ou les modifications.

Le présent protocole n'engage nullement le Ministre à financer un dépassement au coût maximal admissible établit à l'annexe B ou à financer d'autres travaux que ceux décrits à l'annexe B.

8. Dispositions générales

8.1. Toute modification au présent protocole doit être faite par écrit.

8.2. À l'exception de l'approbation prévue à l'article 7 du présent protocole et de l'envoi de lettres addendas par le Ministre, toute modification au présent protocole doit être signée par les parties.

8.3. Aucun membre de l'Assemblée nationale du Québec n'est admis à participer à tout contrat, entente ou à bénéficier d'une commission découlant du présent protocole, ni à en tirer un avantage.

8.4. L'aide financière ne peut en aucun cas servir à payer des frais concernant l'embauche d'une firme ou d'une personne qui exerce une activité de lobbyisme pour le compte du Bénéficiaire au sens de la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme (Chapitre T-11.011).

8.5. Dans le cadre de la réalisation des travaux admissibles, le Bénéficiaire ne peut interpréter le présent protocole de façon à se croire habilité à agir à titre de mandataire du gouvernement du Québec.

9. Cession

9.1. Droits et obligations

Les droits et obligations prévus au présent protocole ne peuvent être cédés, vendus ou transportés, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite préalable du Ministre.

Toute dérogation au présent article entraîne la résiliation du présent protocole. Cette résiliation prend effet de plein droit à compter de la date d'une cession non autorisée.

9.2. La contribution gouvernementale est conditionnelle :

- à ce que le Bénéficiaire demeure propriétaire de l'infrastructure pour une période de 20 ans suivant la date de fin du projet, soit la date de réception définitive de l'infrastructure subventionnée, sous réserve de l'obtention d'une autorisation préalable du Ministre de céder ou de vendre cette infrastructure;

- à ce qu'au cours de cette période, ladite infrastructure soit exploitée, utilisée et entretenue aux fins pour lesquelles elle a fait l'objet de l'aide financière;

- à ce qu'au cours de cette période, le Bénéficiaire avise au préalable le Ministre de tout changement qui va à l'encontre des deux conditions mentionnées précédemment.

10. Défaut

Le Bénéficiaire est en défaut lorsqu'il :

a) ne respecte pas l'une ou l'autre des obligations qui lui incombent en vertu du présent protocole incluant celles prévues aux annexes;

b) a fait une fausse déclaration, une fraude ou une falsification de documents;

c) à quelque époque que ce soit avant le dernier versement de l'aide financière, est partie à un litige important ou à des procédures, liés à l'objet du présent protocole, devant une cour de justice ou un tribunal ou une agence gouvernementale pouvant affecter de façon significative le coût des travaux sans l'avoir révélé au Ministre. Les litiges concernant l'application des conventions collectives de travail sont exclus de cette obligation.

11. Dispositions en cas de défaut

11.1. Dispositions générales

En cas de défaut du Bénéficiaire ou si de l'avis du Ministre, il y a un de ces cas de défaut, le Ministre peut se prévaloir, séparément ou cumulativement, des recours suivants :

a) exiger que le Bénéficiaire remédie au défaut dans le délai qu'il fixe;

b) réviser le niveau de l'aide financière;

c) suspendre le versement de l'aide financière;

d) exiger le remboursement cumulatif total ou partie de l'aide financière ayant fait l'objet de versements;

e) résilier le présent protocole pour tout versement non effectué;

f) résilier le présent protocole, tout versement ayant été effectué devenant alors exigible et remboursable immédiatement en entier;

g) exiger du Bénéficiaire, aux frais de ce dernier, toutes les garanties et sûretés nécessaires pour garantir le remboursement des montants prévus au présent protocole.

Lorsque le Ministre constate un défaut mentionné à l'article 10, il doit aviser le Bénéficiaire par écrit du ou des recours qu'il entend utiliser et lui donner un délai d'au moins 30 jours pour remédier au défaut, et, le cas échéant, se conformer à la demande du Ministre. L'avis du Ministre prend effet à la date de sa réception par le Bénéficiaire et vaut une mise en demeure extra judiciaire.

La résiliation du présent protocole ne met pas fin aux obligations prévues aux articles 5 e), h), i), j), k), l), m), n), o), p), q), r) et 9.2.

Le fait que le Ministre n'exerce pas ses droits en cas de défaut par le Bénéficiaire ne saurait être interprété comme une renonciation à ceux-ci.

11.2. Pénalité

À défaut pour le Bénéficiaire de se conformer aux dispositions prévues à l'article 5, le Ministre peut exiger du Bénéficiaire une pénalité de 950 000 dollars. Le montant ainsi exigé devra être versé au Ministre dans les 30 jours suivant la réception par le Bénéficiaire d'une demande de paiement à cet égard transmise par le Ministre.

12. Résiliation par le Bénéficiaire

Le Bénéficiaire peut résilier le présent protocole par voie de résolution adressée au Ministre avant le début des travaux admissibles décrits à l'annexe B ou avant l'octroi de contrats y afférents. Il est entendu que, dans le cas où des contrats ont été adjugés ou octroyés ou que des travaux ont été commencés, le Bénéficiaire est seul responsable des dommages pouvant lui être réclamés par quiconque du fait que le présent protocole a été résilié.

13. Durée du protocole

Le présent protocole entre en vigueur à la date de sa signature par les parties et, à moins de dispositions à l'effet contraire, prend fin à la date où les obligations de chacune des parties seront accomplies.

14. Vérification

Les transactions financières découlant de l'exécution du présent protocole sont sujettes à la vérification par le Contrôleur des finances (Loi sur le ministère des Finances (L.R.Q, c. M-24.01)).

15. Modalités particulières

Tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe sur un crédit un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement conformément aux dispositions de l'article 21 de la Loi sur l'administration financière (Chapitre A-6.001).

EN FOI DE QUOI, les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des conditions du présent protocole et les représentants dûment autorisés ont apposé leur signature.

Signé à Québec le 7e jour de novembre 2014

LE MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'OCCUPATION DU TERRITOIRE

Par : _____
Jean-François Bellemare, ing.
Directeur général des infrastructures

Signé à Montréal le 9 jour de Février 2015

LE BÉNÉFICIAIRE

Par : _____
Denis Coderre
Maire

et

Par : _____
Me Yves Saindon
Greffier

Ce protocole d'entente a été approuvé
le 18 décembre 2014
(Résolution CG14 0576)

ANNEXE A

OBLIGATIONS PARTICULIÈRES DU BÉNÉFICIAIRE

Ville de Montréal

Dossier numéro 556197 – Optimisation du système de distribution d'eau potable

Dans le cas où les obligations prévues au présent protocole sont incompatibles ou en contradiction avec les obligations particulières ci-après décrites, ces dernières prévalent.

1. Mesures d'économie de l'eau

Cette mesure s'applique à toutes les municipalités possédant un réseau de distribution d'eau potable.

Le Bénéficiaire doit avoir complété son bilan de l'usage de l'eau afin de confirmer les mesures incitatives et de sensibilisation qu'il a mises en place. Ces mesures se trouvent dans la feuille État de situation et plan d'action, à la section Mesures incitatives et sensibilisation. Le formulaire de l'usage de l'eau potable est disponible sur le site Web du Ministère à l'adresse suivante :

http://www.mamrot.gouv.qc.ca/grands-dossiers/strategie-quebecoise-deconomie-deau-potable/outils-aux-municipalites/

Le cas échéant, le Bénéficiaire pourra transmettre, pour approbation par le Ministre, toutes les justifications lui permettant de s'exclure de la présente obligation.

2. Programme d'élimination des raccordements inversés

Le Bénéficiaire doit démontrer qu'il a conçu et mis en application un programme d'élimination des raccordements inversés qui s'inspire du guide méthodologique pour la recherche et l'élimination des raccordements inversés dans les réseaux de collecte d'eaux usées municipales. Ce programme devra être expédié au Ministre au moment du dépôt de la première réclamation de dépenses.

Le cas échéant, le Bénéficiaire pourra transmettre, pour approbation par le Ministre, toutes les justifications lui permettant de s'exclure de la présente obligation.

3. Transport de matières en vrac

Le Bénéficiaire s'engage à faire transporter par des entreprises de camionnage en vrac toutes les matières en vrac visées par la plus récente version en vigueur de la clause concernant le transport de matières en vrac du cahier des charges du ministère des Transports du Québec (Cahier des charges et devis généraux – Infrastructures routières – Construction et réparation, article 7.7.1), dans des proportions d'au moins trente-trois et un tiers pour cent (33 ⅓ %) et selon les modalités stipulées par cette clause. Toutefois, le Bénéficiaire ayant une clause portant sur ce pourcentage comportant des proportions équivalentes ou supérieures pourrait s'en prévaloir.

Cette obligation relative au transport de matières en vrac s'applique à partir de la date de la signature du présent protocole par le Bénéficiaire, sauf si ce dernier a déjà procédé avant cette date à l'appel d'offres public pour la réalisation de travaux admissibles impliquant du transport de matières en vrac.

4. Contrôle de la qualité des travaux

La réalisation des ouvrages devra respecter un processus de contrôle de la qualité rigoureux couvrant trois aspects.

4.1. Des documents d'appel d'offres complets et conformes aux normes en vigueur, soit un devis comportant au moins les cinq sections suivantes :

a) les documents administratifs généraux conformes à l'édition courante du devis BNQ en vigueur;

b) les documents administratifs particuliers pour compléter, bonifier ou ajouter des précisions aux documents administratifs généraux;

c) les clauses techniques générales conformes à l'édition courante du devis BNQ en vigueur;

d) les clauses techniques particulières, pour compléter, bonifier ou ajouter des précisions aux clauses techniques générales;

e) les plans.

Les documents b, d et e doivent être signés et, s'il y a lieu, scellés par une personne habilitée à le faire. À ce propos, il y a lieu de se référer à la Loi sur les architectes (Chapitre A-21) et à la Loi sur les ingénieurs (Chapitre I-9).

4.2. Une surveillance adéquate lors de la réalisation des ouvrages et la réalisation de tous les essais prescrits.

4.3. L'obtention de résultats positifs aux essais prescrits avant l'acceptation provisoire et l'acceptation définitive des travaux. Au besoin, les parties de travaux non conformes doivent être reprises.

Le cas échéant, pour que la totalité de l'aide financière puisse être versée, l'architecte et l'ingénieur responsables de la conception ou de la surveillance lors de la réalisation des travaux doivent joindre, en annexe au certificat de réception provisoire ou définitive des travaux, une attestation confirmant que les ouvrages ont été réalisés conformément aux prescriptions des documents d'appel d'offres et que ceux-ci respectent les documents administratifs généraux et les clauses techniques générales du BNQ ou les documents ou clauses de même nature ayant le même effet.

Le Bénéficiaire qui utilise ses propres devis ou clauses administratives générales doit y inclure les clauses susmentionnées à moins que des clauses qui ont strictement le même effet y soient déjà incluses.

5. Mise en œuvre du projet

Le Bénéficiaire s'engage à :

a) fournir pour analyse, selon l'avancement du projet lors de la signature du présent protocole et à moins d'indication contraire, un rapport de l'ingénieur résumant les principaux critères de conception des ouvrages incluant tous les documents techniques requis et un bordereau d'estimation et de soumission à la suite de l'ingénierie préliminaire (plans et devis à 50 % d'avancement) et de l'ingénierie détaillée (100 % d'avancement) ainsi qu'une copie de la demande d'autorisation au ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques et les plans et devis définitifs avant de lancer un appel d'offres;

b) faire approuver par le Ministre, tous les avenants, les modifications ou les directives de changement aux contrats des entrepreneurs.

6. Investissements relatifs à la gestion de l'eau

a) maintenir un niveau d'investissement dans les infrastructures de l'eau de 1 milliard $ dans chacun des Programmes triennaux d'immobilisations qui ont été ou seront adoptés pour les années 2014, 2015 et 2016.

ANNEXE B

ÉLÉMENTS DESCRIPTIFS DES TRAVAUX SUBVENTIONNÉS

Ville de Montréal

Dossier numéro 556197 – Optimisation du système de distribution d'eau potable

1. Description des travaux admissibles

Les travaux comprennent :

- la construction de vingt-neuf chambres de régulation de pression, de seize chambres de régulation d'urgence, de deux chambres de contournement, de vingt-neuf chambres de mesure de pression et d'installations complémentaires (dérivations de vannes fermées pour le maintien de la qualité de l'eau, conduites de bouclage, déplacements de conduites existantes) sur le réseau secondaire;
- la rénovation de quatre chambres existantes pour effectuer la régulation de pression et d'une chambre de mesure de débit sur le réseau secondaire;
- la construction de douze chambres de mesure de la distribution (débit et pression), la rénovation de sept chambres de mesure de la distribution (débit et pression) et la construction d'installations complémentaires (chambres de vérification de calibration) sur le réseau primaire;
- la construction des conduites pour raccorder les chambres installées aux réseaux;
- la mise en place d'un système de surveillance et de contrôle à distance et en temps réel des chambres installées.

Les secteurs visés sont les suivants : Côte St-Luc, Côte-des-Neiges/Notre-Dame-de-Grâce - secteur ouest, Pierrefonds/Roxboro - secteur est, Ahunstic / Cartierville - secteur nord-centre, Mercier/Hochelaga-Maisonneuve - secteur sud-est, Plateau Mont-Royal - secteur sud-ouest, Rivières-des-Prairies/Pointe-aux-Trembles - secteur sud-ouest, Villeray/Saint-Michel/Parc-Extension - secteur est, Beaconsfield - secteur sud, Dorval - secteur sud-ouest, Saint-Léonard, Montréal-Nord - secteur est, Verdun - secteur de l'Île des Soeurs.

2. Coûts admissibles et aide financière

Coût maximal admissible (CMA)	**28 420 000 $**
Aide financière du Ministre (67 % du CMA)	**18 946 676 $**

Les frais incidents, les coûts directs et les autres coûts, tels que définis dans le Guide du programme, sont admissibles à partir de la date de réception de la demande initiale d'aide financière au Ministre, soit le 19 septembre 2011.

3. Échéancier de réalisation des travaux admissibles de construction

Début des travaux : 2014-01-01 Fin des travaux : 2016-12-31

ANNEXE C

MODALITÉS DE VERSEMENT DE L'AIDE FINANCIÈRE

Ville de Montréal

Dossier numéro 556197 – Optimisation du système de distribution d'eau potable

Réclamation des dépenses

L'aide financière est versée sur présentation par le Bénéficiaire d'une réclamation des dépenses encourues et payées afférentes à la réalisation de travaux admissibles décrits à l'annexe B.

Une réclamation doit être accompagnée des documents exigés par le Ministre démontrant que les dépenses réclamées ont été effectivement encourues et payées pour la réalisation des travaux admissibles. Toutefois, une retenue contractuelle effectuée par le Bénéficiaire après l'acceptation provisoire des travaux pourra être considérée comme une dépense ayant été encourue et payée.

Le Bénéficiaire pourra soumettre une première réclamation des dépenses dès qu'un premier contrat de construction sera octroyé. Le Bénéficiaire ne peut transmettre qu'une réclamation de dépenses par année financière du gouvernement.

Aide financière du gouvernement du Québec versée sur 20 ans

L'aide financière, correspondant à la part du gouvernement du Québec, est versée sur une période de vingt (20) ans, plus les intérêts calculés au taux à long terme (10 ans) pour le Québec établi dans les paramètres de référence du ministère des Finances du Québec fournis par le Secrétaire du Conseil du trésor (SCT) et disponible à la date de réception de la première réclamation des dépenses par le Ministre, et ce, pour toute la période de remboursement sur 20 ans. Le premier versement pourra être effectué un an après cette date en autant que la première réclamation des dépenses ait été approuvée par le Ministre. L'aide financière totale du gouvernement du Québec comprend le capital et les intérêts, puis est octroyée en vingt (20) versements annuels égaux et consécutifs.

Pour les réclamations partielles, l'aide financière pouvant être approuvée par le Ministre est limitée à 80 % de l'aide financière totale promise. Tout solde des coûts reconnus admissibles qui va au-delà du 80 % de l'aide financière totale promise sera considéré reçu lors de la réclamation finale. La date de réception de la réclamation partielle ou finale au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire détermine le taux d'intérêt utilisé dans le calcul de l'annuité versée par le Ministre, selon le taux fourni par le SCT et tel que décrit précédemment. Le premier versement pourra être effectué un an après cette date en autant que la réclamation ait été approuvée par le Ministre.

ANNEXE D

SUIVI DE L'AVANCEMENT DES TRAVAUX

Ventilation du coût maximal admissible des travaux subventionnés par année de réalisation

Ce formulaire doit être rempli, signé et transmis à la Direction des infrastructures visée du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) avant le 31 décembre de chaque année jusqu'à l'approbation de la réclamation finale des dépenses par le Ministre.

Ville de Montréal

Nom du programme de subvention visé : PIQM

Dossier numéro 556197 – Optimisation du système de distribution d'eau potable

Coût maximal admissible (CMA) de l'annexe B du protocole : 28 420 000 $

Exercice financier	Dépenses encourues et à venir (Coûts estimés des dépenses à venir)
1er avril 2008 au 31 mars 2009	
1er avril 2009 au 31 mars 2010	
1er avril 2010 au 31 mars 2011	
1er avril 2011 au 31 mars 2012	
1er avril 2012 au 31 mars 2013	
1er avril 2013 au 31 mars 2014	
1er avril 2014 au 31 mars 2015	
1er avril 2015 au 31 mars 2016	
1er avril 2016 au 31 mars 2017	
1er avril 2017 au 31 mars 2018	
1er avril 2018 au 31 mars 2019	
1er avril 2019 au 31 mars 2020	
Total (= CMA)[1]	**28 420 000 $**

Nom du signataire | Fonction

Signature | Date

[1] Pour fins de planification, le total doit correspondre au coût maximal admissible (CMA) inscrit au protocole d'entente.

Adresse de retour et renseignements

Un exemplaire du présent protocole d'entente signé doit être retourné à l'adresse ci-après mentionnée. Des renseignements additionnels concernant le contenu du présent protocole peuvent également être obtenus à cette adresse.

Programme d'infrastructures Québec-Municipalités
Ministère des Affaires municipales
et de l'Occupation du territoire

Direction des infrastructures – Montréal
800, rue du Square-Victoria, bureau 2.40
C. P. 83, succursale Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7

Téléphone : 514 873-3335
Télécopieur : 514 873-8257

Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une assemblée du conseil d'agglomération

Assemblée ordinaire du jeudi 18 décembre 2014 Séance tenue le 18 décembre 2014	Résolution: CG14 0576

Approuver le projet de protocole d'entente entre le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) et la Ville de Montréal pour le versement d'une aide financière de 18 946 676 $ dans le cadre du Programme d'infrastructures Québec-municipalités sous-volet 1.4 (PIQM 1.4) pour la réalisation du projet d'optimisation du réseau d'aqueduc

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 3 décembre 2014 par sa résolution CE14 1863;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Russell Copeman

Et résolu :

1 - d'approuver le projet de protocole d'entente entre le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et la Ville de Montréal pour le versement d'un soutien financier maximal de 18 946 676 $ dans le cadre du sous-volet 1.4 du Programme d'infrastructures Québec-municipalités aux termes et conditions mentionnés au protocole d'entente (Dossier 556197), et ce, sans préjudice aux droits de la Ville de contester la portée et la validité de la clause de pénalité inscrite à l'article 11.2 et en tenant compte notamment des dispositions de l'article 5 n) dudit protocole, telles que décrites ci-après :

> « Le Bénéficiaire s'engage à :
>
> (...)
>
> 5 n) : assumer seul toute responsabilité légale à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de travaux décrits à l'annexe B. D'autre part, tenir indemne et prendre fait et cause pour le Ministre, le gouvernement du Québec et ses représentants, advenant toute réclamation pouvant découler du présent protocole et s'assurer qu'il en soit de même pour tout contrat octroyé aux fins de la réalisation des travaux décrits à l'annexe B; »

2 - de s'engager à payer la part des coûts admissibles de la Ville de même que tous les coûts d'exploitation continue liés au projet;

3 - d'autoriser le maire et la greffière adjointe à signer cette entente pour et au nom de la Ville;

4 - de mandater le Service de l'eau pour gérer la demande de subvention ainsi que le protocole d'entente.

Adopté à l'unanimité.

20.06 1141158003
/lc

Denis CODERRE
Maire

Yves SAINDON
Greffier de la Ville

(certifié conforme)

Yves SAINDON
Greffier de la Ville

COPIE CERTIFIÉE

GREFFIER DE LA VILLE

Extrait authentique du procès-verbal de la séance du conseil d'agglomération

Montréal	Assemblée du 23 janvier 2006 Séance(s) tenue(s) le(s) 23 janvier 2006 Numéro de la résolution CG06 0006

Article 30.05 **Signature des contrats, actes ou documents autorisés par le conseil d'agglomération**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 janvier 2006, par sa résolution CE06 0026,

Il est

Proposé par le conseiller Claude Dauphin
Appuyé par le conseiller Frank Zampino

Et résolu :

d'autoriser la greffière à signer, pour et au nom de la ville, les contrats, actes ou documents dont la passation ou l'exécution est autorisée par le conseil d'agglomération, y compris ceux dont la conclusion ou l'exécution est déléguée conformément à la loi.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

Gérald Tremblay
Maire

Colette Fraser
Greffière adjointe

(certifié conforme)

GREFFIÈRE ADJOINTE

COPIE CERTIFIÉE

GREFFIER DE LA VILLE

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1171158001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction
Objet :	Approuver l'addenda au protocole d'entente entre le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) et la Ville de Montréal signé en février 2015 portant sur l'optimisation du réseau d'aqueduc et prévoyant une aide financière de 18 946 676 $ dans le cadre du Programme d'infrastructures Québec-municipalités sous-volet 1.4 (PIQM 1.4)

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous tenons pour acquis que les travaux admissibles décrits et les nouveaux secteurs d'intervention identifiés dans l'addenda, ainsi que le nouvel échéancier de réalisation des travaux sont conformes au Programme d'infrastructures Québec-municipalités.

Nous approuvons quant à sa validité et à sa forme le document juridique ci-joint.

FICHIERS JOINTS

PIQM 1.4_Optimisation_Addenda au protocole d'entente_GDD1171158001.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Rasha HOJEIGE
Avocate
Tél : 514-280-2609

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-23

Marie-Andrée SIMARD
Chef de divison
Tél : 514-872-8323
Division : Droit contractuel

PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES QUÉBEC-MUNICIPALITÉS

ADDENDA NO 1 AU PROTOCOLE D'ENTENTE

entre

LE MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'OCCUPATION DU TERRITOIRE

et

LA VILLE DE MONTRÉAL

Projet d'optimisation du système de distribution d'eau potable

(Dossier numéro 556197)

ADDENDA NO 1 AU PROTOCOLE D'ENTENTE

ENTRE : LE MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'OCCUPATION DU TERRITOIRE, pour et au nom du gouvernement du Québec, agissant par monsieur Jean-François Bellemare, directeur général des infrastructures, dûment autorisé en vertu du règlement de délégation de signature;

(ci-après désigné le « Ministre »)

ET : LA VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, bureau R.134, H2Y 1C6, laquelle est dûment représentée par monsieur, Denis Coderre, maire, en vertu d'une résolution adoptée le ....., dont copie conforme est jointe à la présente;

(ci-après désignée le « Bénéficiaire »)

ATTENDU QU'un protocole d'entente est intervenu entre les parties en date du 9 février 2015;

ATTENDU QUE les parties entendent modifier le protocole d'entente;

Le Ministre et le Bénéficiaire conviennent que le protocole d'entente susmentionné est modifié par le remplacement de l'annexe B par la suivante :

ANNEXE B

ÉLÉMENTS DESCRIPTIFS DES TRAVAUX SUBVENTIONNÉS

Ville de Montréal

Dossier numéro 556197 – Optimisation du système de distribution d'eau potable

1. Description des travaux admissibles

Les travaux comprennent :

- la construction de vingt-neuf chambres de régulation de pression, de dix chambres de régulation d'urgence, de deux chambres de contournement, de vingt-cinq chambres de mesure de pression, de deux chambres de mesure de débit et d'installations complémentaires (dérivations de vannes fermées pour le maintien de la qualité de l'eau, conduites de bouclage, déplacements de conduites existantes) sur le réseau secondaire;
- la rénovation de cinq chambres existantes pour effectuer la régulation de pression et de deux chambres de mesure de débit sur le réseau secondaire;
- la rénovation de dix-neuf chambres de mesure de la distribution (débit et pression) et la construction d'installations complémentaires (chambres de vérification de calibration) sur le réseau primaire;
- la construction des conduites pour raccorder les chambres installées aux réseaux;
- la mise en place d'un système de surveillance et de contrôle à distance et en temps réel des chambres installées.

Les secteurs visés par la régulation de pression sont les suivants :

- Côte-Saint-Luc
- Côte-des-Neiges/Notre-Dame-de-Grâce - secteur ouest;
- Pierrefonds/Roxboro - secteur est;
- Ahunstic/Cartierville - secteur nord-centre;
- Mercier/Hochelaga-Maisonneuve - secteur sud-est;
- Rivière-des-Prairies/Pointe-aux-Trembles - secteur sud-ouest;
- Villeray/Saint-Michel/Parc-Extension - secteur est;
- Dorval - secteur sud-ouest;
- Verdun - secteur de l'Île des Sœurs;
- Montréal-Ouest;
- Hampstead;
- Ville Mont-Royal, Sud-Ouest - secteur ouest.

2. Coûts admissibles et aide financière

Coût maximal admissible (CMA)	**28 420 000 $**
Aide financière du Ministre (67 % du CMA)	**18 946 676 $**

Les frais incidents, les coûts directs et les autres coûts, tels que définis dans le Guide du programme, sont admissibles à partir de la date de réception de la demande initiale d'aide financière au Ministre, soit le 19 septembre 2011.

3. Échéancier de réalisation des travaux admissibles de construction

Début des travaux : 2014-01-01 Fin des travaux : 2018-12-31

Entrée en vigueur de l'addenda au protocole

Cet addenda au protocole entre en vigueur à la date de sa signature par le Bénéficiaire et, à moins de dispositions à l'effet contraire, prend fin à la date où les obligations de chacune des parties sont accomplies.

EN FOI DE QUOI, les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des conditions de cet addenda au protocole et les représentants dûment autorisés ont apposé leur signature.

Signé à Québec le 26e jour de janvier 2017

LE MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES
ET DE L'OCCUPATION DU TERRITOIRE

Par : _____
Jean-François Bellemare, ing.
Directeur général des infrastructures

Signé à _____ le _____ jour de _____

LE BÉNÉFICIAIRE

Par : _____
Denis Coderre
Maire

Par : _____
Me Yves Saindon
Greffier

Adresse de retour et renseignements

Un exemplaire signé du présent protocole doit être retourné à l'adresse ci-après mentionnée. Des renseignements additionnels concernant le contenu du présent protocole peuvent également être obtenus à cette adresse.

Programme d'infrastructures Québec-Municipalités
Ministère des Affaires municipales
et de l'Occupation du territoire

Direction des infrastructures - Montréal
800, rue du Square-Victoria
Bureau 2.40
C.P. 83, succursale Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7

Téléphone : 514 873-3335
Télécopieur : 514 873-8257

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.15

2017/03/30 17:00

(2)

Dossier # : 1177157001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de l'exploitation immobilière_de l'entretien et de l'énergie , Division optimisation et exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Résilier l'entente-cadre collective avec l'entreprise Beauregard Environnement ltée d'une durée de vingt-quatre (24) mois pour la fourniture, sur demande, de services de vidange de séparateurs d'huile des goulottes et bassins de captation de différents édifices municipaux (CG 16-0700)

Il est recommandé :

1. De résilier l'entente-cadre collective octroyée par le conseil d'agglomération, en vertu de la résolution CG 16-0700, à *Beauregard Environnement ltée* pour la fourniture de services de vidange de séparateurs d'huile, des goulottes et bassins de captation de différents édifices municipaux.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-02-27 16:34

Signataire : Benoit DAGENAIS

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1177157001**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de l'exploitation immobilière_de l'entretien et de l'énergie , Division optimisation et exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Résilier l'entente-cadre collective avec l'entreprise Beauregard Environnement ltée d'une durée de vingt-quatre (24) mois pour la fourniture, sur demande, de services de vidange de séparateurs d'huile des goulottes et bassins de captation de différents édifices municipaux (CG 16-0700)

CONTENU

CONTEXTE

Le 22 décembre 2016, le Conseil d'agglomération octroyait, en vertu de la résolution CG 16-0700, un contrat à *Beauregard Environnement ltée* pour le service de vidange de séparateurs d'huile, des goulottes et bassins de captation de différents édifices municipaux pour un montant estimé de 583 654,49 $, taxes incluses.
Peu de temps après l'octroi du contrat, il est apparu que *Beauregard Environnement ltée* n'était pas titulaire du permis de transport de matières dangereuses, contrairement à ce qui était exigé aux documents d'appel d'offres.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG 16-0700 -(22 décembre 2016): Conclure avec l'entreprise *Beauregard Environnement ltée* une entente-cadre collective d'une durée de vingt-quatre (24) mois pour la fourniture, sur demande, de services de vidange de séparateurs d'huile des goulottes et bassins de captation de différents édifices municipaux pour un montant estimé de 583 654,49 $, taxes incluses - Appel d'offres # 16-15325

DESCRIPTION

L'une des clauses administratives particulières du cahier de charges (clause no. 30 à l'addenda # 3 de l'appel d'offres # 16-15325) exigeait que le soumissionnaire dépose avec sa soumission une copie de son permis de transport de matières dangereuses. Cependant, *Beauregard Environnement ltée* n'est pas titulaire d'un tel permis.
L'article # 19 des clauses administratives particulières de l'appel d'offres # 16-15325 interdit l'utilisation de sous-traitants pour l'exécution de ce contrat. Puisque *Beauregard Environnement ltée* n'est pas titulaire du permis de transport de matières dangereuses résiduelles, il ne peut exécuter le contrat sans contrevenir à la clause qui interdit la sous-traitance.

En définitive, *Beauregard Environnement ltée* n'est pas en mesure d'exécuter les obligations dans le respect des conditions posées par le contrat.

JUSTIFICATION

La clause 11.3 des clauses administratives générales de l'appel d'offres # 16-15325 permet à la Ville de résilier le contrat. La clause se lit comme suit:
11.3 La Ville peut, en tout temps, à sa discrétion, sur avis de dix (10) jours à l'adjudicataire, résilier le contrat en acquittant le prix des biens déjà livrés et acceptés ou des services rendus à la satisfaction du Directeur. L'adjudicataire renonce à exercer tout recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ou pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La résiliation de ce contrat n'entraîne aucun impact financier pour la Ville de Montréal, en raison qu'aucun services n'a été rendu.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

N/A

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

N/A

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

N/A

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Eliane CLAVETTE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Eliane CLAVETTE, Service de l'approvisionnement
Desislava CEKOVA, Direction générale
Guylaine VAILLANCOURT, Service des affaires juridiques

Lecture :

Guylaine VAILLANCOURT, 21 février 2017
Eliane CLAVETTE, 14 février 2017
Desislava CEKOVA, 14 février 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Bruno SIMARD
Conseiller analyse - controle de gestion

Tél : 514 872-5084
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-23

Pierre LÉVESQUE
Chef de division

Tél : 514 872-4087
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Johanne ROUILLARD
Directrice - Exploitation immobilière_ entretien et réparation
Tél : 514 872-9097
Approuvé le : 2017-02-24

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI

Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2017-02-27

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1177157001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de l'exploitation immobilière_de l'entretien et de l'énergie , Division optimisation et exploitation
Objet :	Résilier l'entente-cadre collective avec l'entreprise Beauregard Environnement ltée d'une durée de vingt-quatre (24) mois pour la fourniture, sur demande, de services de vidange de séparateurs d'huile des goulottes et bassins de captation de différents édifices municipaux (CG 16-0700)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

2017-02-15 Interv appro 1177157001.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Eliane CLAVETTE
Agente d'approvisionnement II
Tél : 514-872-1858

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-15

Denis LECLERC
Chef de section
Tél : 514 872-5241
Division : Service de l'approvisionnement , Direction

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1M2

Le 15 février 2017

La firme Beauregard Environnement ltée n'a pas fourni le permis de transport de matières dangereuses exigé à l'appel d'offres 16-15325 et de ce fait elle n'est pas en mesure d'exécuter les obligations dans le respect des conditions posées par le contrat.

Suite à l'irrégularité majeure, dans la soumission de Beauregard Environnement ltée, le Service de l'approvisionnement est en accord avec le Service de la gestion et de la planification immobilières, de résilier l'entente-cadre 1172560 suite à la résolution CG 16-0700.



_____

Éliane Clavette, agente d'approvisionnement, 2

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.16

2017/03/30 17:00

(2)

Dossier # : 1173778001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Approuver l'entente intervenue entre la Ville et Day & Ross inc. relativement à l'indemnité payable au propriétaire, suite à l'expropriation d'une partie d'un terrain vague, située à l'intersection des rues Fairway et François-Lenoir, dans l'arrondissement de Lachine, d'une superficie approximative de 28 057,5 m², au montant de 4 335 000 $ et autoriser la dépense totale au montant de 4 979 613,85 $, incluant les taxes, ainsi que décréter l'abandon de l'expropriation de la partie résiduelle dudit terrain d'une superficie approximative de 8 996,5 m², qui demeurera propriété de Day & Ross inc. N/Réf. : 31H05-005-6648-01

Il est recommandé au comité exécutif, sous réserve de l'approbation du conseil d'agglomération de l'abandon d'une partie de l'expropriation :

1. d'approuver l'entente intervenue entre la Ville et Day & Ross inc., pour une somme globale de 4 335 000 $ représentant l'indemnité finale payable à Day & Ross inc. suite à l'expropriation d'une partie d'un terrain vague connu et désigné comme une partie du lot 2 437 119 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie approximative de 28 057,5 m², situé à l'intersection des rues Fairway et François-Lenoir dans l'arrondissement de Lachine, aux fins d'implantation d'un nouveau centre de traitement de matières recyclables;
2. d'autoriser le Service des finances à émettre et transmettre à M^{e} Cassandre Louis du Service des affaires juridiques, un chèque au montant de 4 335 000 $, rédigé au nom de l'étude BCF S.E.N.C.R.L. en fidéicommis;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel.

Il est recommandé au conseil d'agglomération :

1. de décréter l'abandon de l'expropriation de la partie résiduelle du lot 2 437 119 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie d'environ 8 996,5 m²;
2. de mandater le Service des affaires juridiques pour entreprendre toutes procédures requises à cette fin;
3. de mandater, le cas échéant, la Division de la géomatique pour procéder à la correction cadastrale du lot 2 437 119 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dont la Ville entend devenir propriétaire;
4. d'autoriser l'arpenteur-géomètre en chef de la Ville et chef de division à signer les documents cadastraux, au nom de la Ville, et ce, à titre d'expropriant, le cas échéant.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-03-02 11:53

Signataire : Benoit DAGENAIS

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1173778001**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Approuver l'entente intervenue entre la Ville et Day & Ross inc. relativement à l'indemnité payable au propriétaire, suite à l'expropriation d'une partie d'un terrain vague, située à l'intersection des rues Fairway et François-Lenoir, dans l'arrondissement de Lachine, d'une superficie approximative de 28 057,5 m², au montant de 4 335 000 $ et autoriser la dépense totale au montant de 4 979 613,85 $, incluant les taxes, ainsi que décréter l'abandon de l'expropriation de la partie résiduelle dudit terrain d'une superficie approximative de 8 996,5 m², qui demeurera propriété de Day & Ross inc. N/Réf. : 31H05-005-6648-01

CONTENU

CONTEXTE

La Ville doit construire un nouveau centre de traitement de matières recyclables (le « CTMR ») dans l'ouest de la Ville, en conformité avec le Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2010-2014.
Le 30 avril 2015, la Ville a décrété une réserve pour fins publiques, pour une période de deux ans, à l'égard d'un terrain vague connu et désigné comme étant le lot 2 437 119 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal (le « Lot ») d'une superficie de 37 054 m², situé dans un secteur industriel de l'arrondissement de Lachine, à l'intersection des rues Fairway et François-Lenoir. L'avis de réserve a été publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, le 20 mai 2015, sous le numéro 21 539 130.

Le 21 avril 2016, le conseil d'agglomération a décrété l'expropriation du Lot, à des fins d'implantation du nouveau CTMR de l'ouest de la Ville. Le 28 juillet 2016, la Ville a publié un avis d'expropriation sur le Lot sous le numéro 22 436 971.

Day & Ross inc. est propriétaire du Lot exproprié, pour l'avoir acquis en 2001 en même temps que les lots 2 437 121 et 2 437 120, tous du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal. Le lot 2 437 121 est utilisé pour les opérations de transport de Day & Ross inc. et le lot 2 437 120 a été versé dans le domaine public aux fins d'aménagement de la rue François-Lenoir. Day & Ross inc. est une filiale de la compagnie Les aliments McCain (Canada), dont les sièges sociaux respectifs sont situés au Nouveau-Brunswick.

Des négociations entre le Service des affaires juridiques (le « SAJ ») et les procureurs de Day & Ross inc. ont permis de conclure un règlement complet et final relatif à l'expropriation (l'« Entente »). Cette entente prévoit que la Ville accepte d'exproprier une partie du Lot seulement, d'une superficie approximative de 28 057,5 m². Le présent sommaire décisionnel vise l'approbation des autorités municipales de la dite Entente, et conséquemment l'abandon de l'expropriation de la partie résiduelle dudit Lot, d'une superficie approximative de 8 996,5 m².

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG 16 0260 - 21 avril 2016 - Décréter l'acquisition, par voie d'expropriation ou par tout autre moyen, d'un terrain vague connu et désigné comme le lot 2 437 119 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, propriété de Day & Ross inc., d'une superficie de 37 054 m², situé à l'intersection des rues Fairway et François-Lenoir, dans l'arrondissement de Lachine, aux fins d'implantation d'un centre de tri de matières recyclables.
CG15 0288 - 30 avril 2015 - Décréter l'imposition d'une réserve pour fins publiques sur le lot 2 437 119 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

CG15 0052 - 29 janvier 2015 - Décréter l'avis de motion - Règlement autorisant un emprunt de 44 451 000 $ afin de financer la construction de deux centres de tri de matières recyclables.

CG09 0346 - 27 août 2009 - Adopter le Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal.

DESCRIPTION

Approuver l'Entente relative à l'indemnité finale payable à Day & Ross inc. suite à l'expropriation d'une partie d'un terrain vague connu et désigné comme une partie du lot 2 437 119 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie d'environ 28 057,5 m² (l'« Immeuble »), situé à l'intersection des rues Fairway et François-Lenoir, dans l'arrondissement de Lachine, à des fins d'implantation d'un nouveau CTMR, au montant de 4 335 000 $, tel que montré au plan joint aux présentes, et décréter l'abandon de l'expropriation de la partie résiduelle dudit Lot.

JUSTIFICATION

Le Service de la gestion et planification immobilière (le « SGPI ») recommande l'approbation de l'Entente et l'abandon de l'expropriation d'une partie du Lot, pour les motifs suivants :

· La superficie de l'Immeuble, d'environ 28 057,5 m², permet l'implantation du CTMR telle que projetée.

· L'expropriation de seulement une partie du Lot a permis au SAJ de conclure une entente de règlement complet et final avec Day & Ross inc. et ainsi éviter des frais judiciaires de procédures pour expropriation, des frais en « Requête introductive en fixation d'une indemnité suite à l'imposition d'une réserve pour fins publiques », de même qu'un procès.

· L'abandon de l'expropriation d'une partie du Lot permet à Day & Ross inc. de conserver une superficie d'environ 8 996,5 m², pour les besoins opérationnels futurs de leur compagnie de transport située sur le lot adjacent.

· L'indemnité finale, au montant de 4 335 000 $, a été établie par consensus entre les experts et les procureurs au dossier, à la suite de négociations, selon les explications

inscrites à l'intervention du SAJ et en conformité avec la fiche de l'évaluateur joint au sommaire.

· Le coût de la réhabilitation des sols de 460 400 $ a été déduit de la valeur de l'indemnité à verser à Day & Ross.

Pour ces motifs, il y aurait lieu d'obtenir l'aval des autorités municipales.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'indemnité finale à remettre à Day & Ross inc., représente un montant de 4 335 000 $, laquelle a été établie selon les informations suivantes :

Valeur au propriétaire :	4 765 000 $
moins les coûts de réhabilitation des sols	460 400 $
plus l'indemnité accessoire	30 400 $
Indemnité finale	**4 335 000 $**

La valeur au propriétaire et l'indemnité finale sont en conformité avec l'opinion de valeur de l'évaluateur dont la fiche explicative est jointe au sommaire. La valeur au propriétaire, telle que définie dans l'intervention du Service des affaires juridiques, jointe aux présentes, représente la plus haute valeur possible pour l'Immeuble en considérant l'usage le meilleur et le plus profitable. Cette valeur a été établie à 4 765 000 $, soit un taux de 169,58 $/m², excluant les coûts de réhabilitation des sols.

La réclamation de Day & Ross inc. au montant de 5 150 000 $, soit un taux de 183,28 $/m² excluant les coûts de réhabilitation des sols, n'a pas été prise en considération dans l'établissement de la valeur au propriétaire précitée.

Cette acquisition est taxable sur le montant de l'indemnité excluant l'indemnité accessoire, soit sur un montant de 4 304 600 $, selon les informations inscrites à l'intervention du Service des finances, jointe au sommaire. La dépense totale, incluant les taxes applicables, représente un montant de 4 979 613,85 $.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

· L'implantation d'un nouveau CTMR sur le territoire de la Ville vise à atteindre les objectifs du Plan d'action du gouvernement du Québec, adopté en 2011, en matière de Politique québécoise de gestion des matières résiduelles qui prévoit recycler 70 % du papier, carton, verre plastique et métal résiduels.

· La certification LEED du nouveau CTMR à Lachine est en conformité avec la réglementation municipale axée sur le développement durable qui vise à minimiser l'impact environnemental et l'économie d'énergie.

· L'abattage, le cas échéant, des érables noirs présents sur l'Immeuble, afin d'implanter le CTMR, fera l'objet d'une mise en place d'un programme compensatoire requis en vertu de la *Loi sur les espèces désignées menacées ou vulnérables* (la « Loi ») du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (le « MDDELCC »). Les érables noirs bénéficient d'une protection juridique au Québec afin d'interdire leurs abattages. Comme l'implantation du CTMR nécessite l'abattage de certains érables noirs, il a été convenu avec le MDDELCC de remplacer les spécimens abattus. Le Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal (le « SDGPVMR ») présentera au MDDELCC, pour

approbation, un avis d'intention pour le remplacement des érables noirs abattus, incluant le site où les nouveaux spécimens seront plantés.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Un nouveau CTMR dans l'ouest de la Ville est requis afin d'atteindre les objectifs du Plan d'action du gouvernement du Québec, adopté en 2011, en matière de Politique québécoise de gestion des matières résiduelles qui prévoit recycler 70 % du papier, carton, verre plastique et métal résiduels.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Présentation de l'Entente au conseil d'agglomération : 30 mars 2017
Transfert des titres de propriété à la Ville : juin 2017
Octroi du contrat pour la conception-construction-exploitation-entretien du CTMR : 28 septembre 2017
Début de la conception-construction du CTMR : octobre 2017

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Selon l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations, l'élimination et la valorisation des matières résiduelles est une compétence d'agglomération.
À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation juridique avec commentaire :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Cassandre LOUIS)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Aicha ZAMPALEGRE)

Certification de fonds :
Service des affaires juridiques , Direction (François Charles GAUTHIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Éric BLAIN, Service de l'environnement
Michel SÉGUIN, Lachine
Luc LÉVESQUE, Service des infrastructures_voirie et transports
Nicole RODIER, Service de la gestion et de la planification immobilière

Lecture :

Éric BLAIN, 27 février 2017
Luc LÉVESQUE, 27 février 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Viviane LANCIAULT
Conseillère en immobilier

Tél : 514 872-2284
Télécop. : 514 872-8350

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-23

Denis SAUVÉ
Chef de division des transactions immobilières

Tél : 514 872-2125
Télécop. : 514 872-8350

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières et de la sécurité
Tél : 514 868-3844
Approuvé le : 2017-03-01

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI

Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2017-03-02

RÉSUMÉ - TRANSACTION IMMOBILIÈRE

Numéro de GDD : 1173778001 / Mandat 17-0062-T

Description de la transaction :

- Type de transaction : 1) Approuver l'entente relative à l'indemnité finale au montant de 4 335 000 $ à remettre à Day & Ross inc, suite à l'expropriation d'une partie de leur terrain;

  2) Décréter l'abandon de l'expropriation de la partie résiduelle dudit terrain.
- Endroit : Le lot est situé à l'angle sud-ouest des rues Fairway et François-Lenoir dans un secteur industriel de l'arrondissement de Lachine.
- Lot : 2 437 119 ptie du cadastre du Québec
- Superficie : 28 057,5 m² (302 016,5 pi²)
- Zonage : Industriel
- Particularité : L'acquisition d'une partie du terrain à des fins publiques servira à l'implantation d'un centre de tri de matières résiduelles dans l'ouest de la Ville.

Exproprié : Day & Ross inc.

Expropriante : Ville de Montréal

Indemnité finale : 4 335 000 $, incluant les taxes

Valeur au rôle foncier 2017 : Lot 2 437 119 du cadastre du Québec
3 464 500 $ / superficie de 37 054 m²

Valeur aux livres : Ne s'applique pas

Raison de la transaction : Des négociations entre le Service des affaires juridiques (le « SAJ ») et les procureurs de Day & Ross inc. ont permis de conclure une entente finale et ainsi éviter des frais supplémentaires et un procès, à la condition toutefois que la Ville exproprie une partie du lot et non le lot entier, afin que Day & Ross inc. conserve la partie résiduelle du lot, aux fins d'expansion de leurs activités commerciales situées sur le lot adjacent.

Préparé par :		**INITIALES**	**DATE (JJ-MM-AA)**
Viviane Lanciault	Téléphone : 2-2284	_____	_____
Denis Sauvé	Téléphone : 2-2125	_____	_____
Francine Fortin	Téléphone : 2-0153	_____	_____
Marie-Claude Lavoie	Téléphone : 2-1049	_____	_____

CANADA

PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

NO: **SAI-M-249432-1606**
SAI-M-251788-1609

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC
Section des affaires immobilières
Division de Montréal

VILLE DE MONTRÉAL

Expropriante

Plan CR-7060
Minute : 29107

c.

DAY & ROSS INC.

Expropriée

ENTENTE SUR L'INDEMNITÉ FINALE TOTALE

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. La Ville de Montréal exproprie une partie de lot 2 437 119 du cadastre du Québec dont la superficie approximative est de 302 454 pieds carrés et qui est montrée au plan joint à la présente entente ;

2. La Ville de Montréal présentera une « Requête en désistement partiel de l'expropriation d'une partie du lot 2 437 199 du cadastre du Québec » afin d'exclure une superficie d'environ 96 421 pieds carrés et qui est démontrée au plan joint à la présente entente ;

3. Day & Ross inc. consentira à la Requête en désistement partiel de l'expropriation, le tout sans réclamation en dommage et sans frais ;

4. La Ville de Montréal versera à titre d'indemnité d'expropriation une somme forfaitaire et totale de 4 335 000 $;

5. Ce montant est versé en règlement complet et final de l'expropriation d'une partie du lot 2 437 119 d'une superficie approximative de 302 454 pieds carrés ainsi que de la « Requête introductive en fixation d'une indemnité suite à l'imposition d'une réserve pour fins publiques » de Day & Ross inc. ;

1/3 BCF

6. Le versement de l'indemnité d'expropriation sera effectué au notaire ou à l'avocat de l'exproprié en fidéicommis et non à la Cour supérieure, comme le prévoit la *Loi sur l'expropriation* ;

7. Day & Ross inc. accepte que les mandataires et préposés de la Ville de Montréal puissent avoir accès au site exproprié dès la signature de l'entente et avant que le transfert de propriété ne soit inscrit au registre foncier ;

8. Day & Ross inc. s'engage à n'entraver d'aucune façon la prise de possession de l'immeuble exproprié ;

9. La Ville de Montréal s'engage à payer, s'il y a lieu, la contribution pour fins de parc exigée à la suite de la subdivision du lot 2 437 119 du cadastre du Québec qui devra être faite en raison de l'expropriation ;

10. L'entente sera signée par un représentant dûment autorisé de Day & Ross inc. au plus tard le 3 février 2017 ;

11. La présente entente devra pour lier l'expropriante être approuvée par les autorités municipales compétentes et cette entente est conditionnelle à cette approbation.

BCF

Montréal, le 3 février ~~2016~~ 2017

Day & Ross Inc.
Propriétaire, partie expropriée
Par représentant dûment autorisé

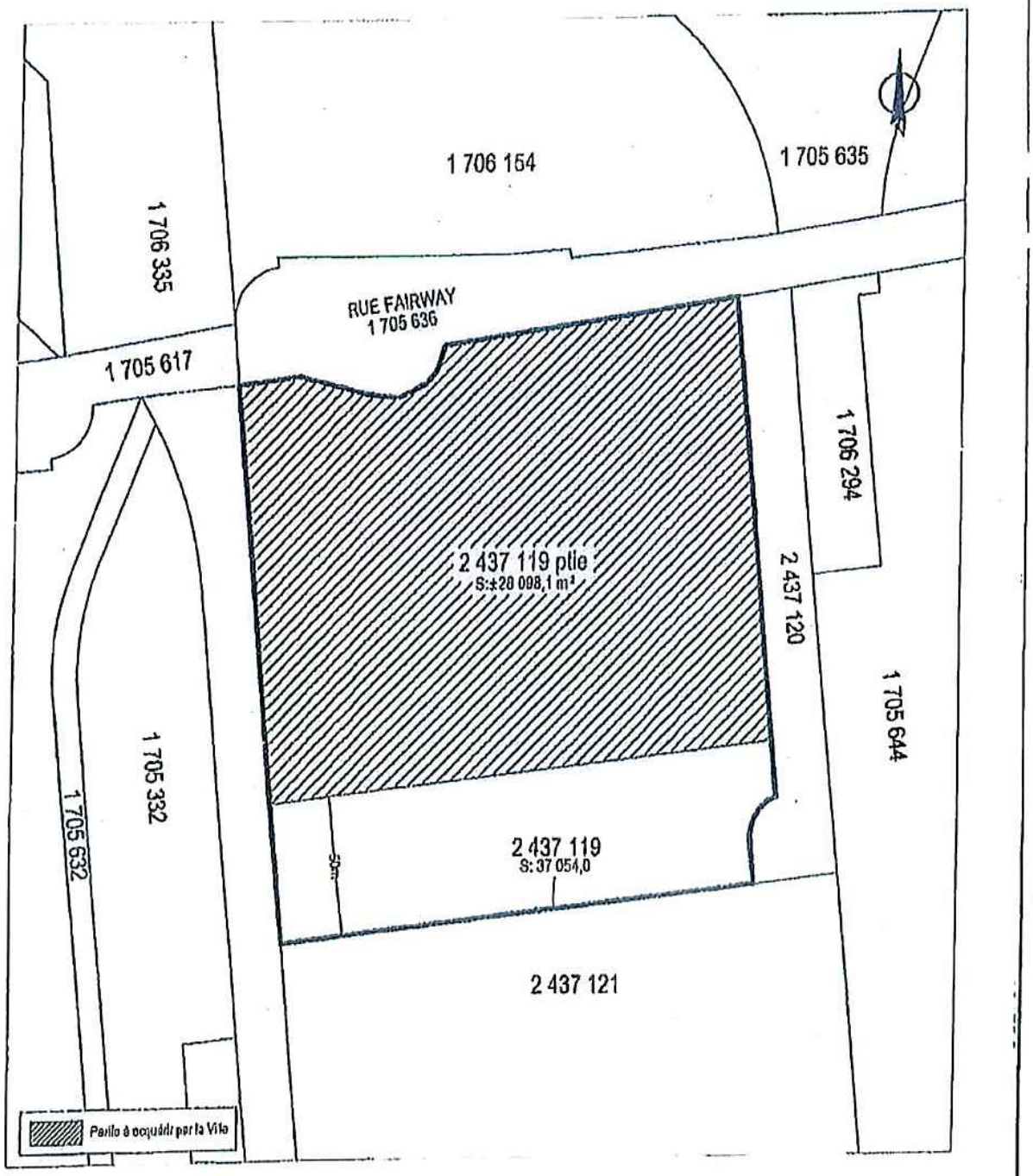
Montréal, le 3 février ~~2016~~ 2017

BCF S.E.N.C.R.L.
BCF Avocats d'affaires
Procureurs de la partie expropriée

Montréal, le février ~~2016~~ 2017

GAGNIER GUAY GIRON
Procureurs de la partie expropriante
Ville de Montréal

2/3 BCF


1 706 154
1 705 635
1 706 335
RUE FAIRWAY
1 705 636
1 705 617
1 706 294
2 437 119 ptie
S:±20 098,1 m²
2 437 120
1 705 644
1 705 332
1 705 632
30m
2 437 119
S: 37 054,0
2 437 121
Partie à acquérir par la Ville

3/3 BCF

DESCRIPTION TECHNIQUE

CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE	:	MONTRÉAL
CADASTRE	:	QUÉBEC
LOT	:	UNE PARTIE DU LOT 2 437 119
MUNICIPALITÉ	:	VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT	:	LACHINE

Ce bien-fonds devant être exproprié et situé au sud de la rue Fairway et à l'ouest de la rue François-Lenoir est indiqué par les lettres ABCDEFGHJKLA (article 1), sur le plan F-3 Lachine préparé par l'arpenteure-géomètre soussignée en date du 2 février 2017 dont copie accompagne la présente description technique.

Ledit bien-fonds est constitué de la partie de lot décrite comme suit et le numéro d'article inscrit en marge de la description correspond à celui qui apparaît sur le susdit plan :

1.- La partie du lot DEUX MILLIONS QUATRE CENT TRENTE-SEPT MILLE CENT DIX-NEUF (2 437 119 ptie), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

BORNÉE COMME SUIT :

- Vers le nord pour une première partie par le lot 1 705 636 (rue Fairway)
- Vers le nord-ouest par le lot 1 705 636 (rue Fairway);

MYLÈNE CORBEIL 2220 ARPENTEURE-GÉOMÈTRE

/2

- Vers le nord pour une deuxième partie par le lot 1 705 636 (rue Fairway);
- Vers l'est par le lot 2 437 120 (rue François-Lenoir);
- Vers le sud par une autre partie du lot 2 437 119;
- Vers l'ouest par le lot 1 706 336;

MESURANT :

- Des longueurs consécutives de :
  - Vingt-trois mètres et neuf centièmes (23,09 m), vingt-sept mètres et douze centièmes (27,12 m), neuf mètres et quatre-vingt-deux centièmes (9,82 m), deux mètres et cinquante centièmes (2,50 m) et neuf mètres et quarante-neuf centièmes (9,49 m) dans sa première limite nord;
- Des longueurs consécutives de :
  - Cinq mètres et quatre-vingt-seize centièmes (5,96 m) et neuf mètres et cinquante-huit centièmes (9,58 m) dans sa limite nord-ouest;
- Cent huit mètres et treize centièmes (108,13 m) dans sa deuxième limite nord;
- Cent cinquante-huit mètres (158,00 m) dans sa limite est;
- Cent quatre-vingt-cinq mètres et soixante-dix centièmes (185,70 m) dans sa limite sud;
- Cent quarante-neuf mètres et soixante-quatre centièmes (149,64 m) dans sa limite ouest;

contenant en superficie vingt-huit mille cinquante-sept mètres carrés et cinq dixièmes (28 057,5 m^2).

Les unités de mesure utilisées dans la présente description technique sont celles du Système International (SI).

Préparé à Montréal, le deuxième jour du mois de février de l'an deux mille dix-sept sous le numéro 693 de mes minutes au dossier 22039 du greffe commun des arpenteurs(es)-géomètres de la Ville.

MYLÈNE CORBEIL
Arpenteure-géomètre

MC/cc

Dossier : 22039

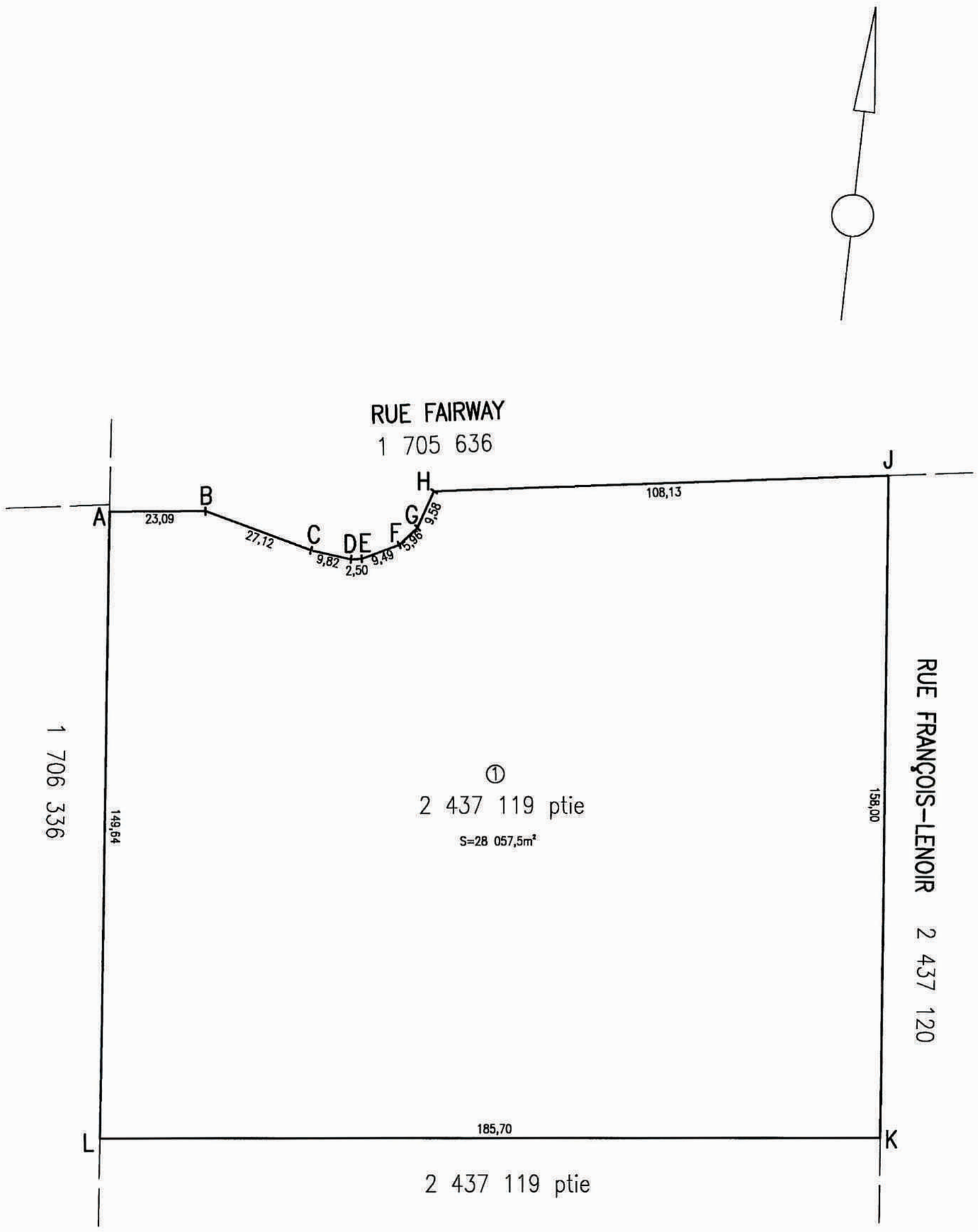
Copie conforme à
Montréal, le

Arpenteur

MYLÈNE CORBEIL 2220 ARPENTEURE-GÉOMÈTRE

2017-02-13

AP25591



code du microfilm B3

DIVISION DE LA GÉOMATIQUE

Échelle: 1: 1000

0 10 mètres

Les unités utilisées sont celles du système international(SI)

CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE: MONTRÉAL

CADASTRE: Québec

LOT(S)

Une partie du lot 2 437 119

EMPLACEMENT:

Bien-fonds situé au sud de la
RUE FAIRWAY
et à l'ouest de la
RUE FRANÇOIS-LENOIR

FINS DU DOCUMENT:

EXPROPRIATION AUX FINS D'IMPLANTATION D'UN CENTRE DE TRI POUR LES MATIÈRES RECYCLABLES

NOTE: 1- Le bien-fonds devant être exproprié est identifié par les lettres ABCDEFGHJKLA (article 1).

Ce document ne peut être utilisé à d'autres fins que celles spécifiées, sans autorisation écrite de son auteur ou du gardien du greffe commun.

Montréal, 2 février 2017

COPIE CONFORME À L'ORIGINAL

Préparé par: MYLÈNE CORBEIL
Arpenteure-géomètre

Montréal, le

Arpenteur

MYLÈNE CORBEIL ARPENTEURE-GÉOMÈTRE 2017-02-13

Minute Nº 693 Sceau

Références: Une description technique accompagne ce plan.

Feuillet(s) cartographique(s) 31H05-005-6548, 31H05-005-6648 (31H05-010-3324)

Dessin: M.Joyal

Arpenteur-géomètre chef d'équipe:

DOSSIER Nº 22039 (Greffe commun des arpenteurs(es)-géomètres de la Ville)

Montréal

Service des infrastructures, de la voirie et des transports

Arpenteur-géomètre en chef de la Ville:

DOSSIER DE LA VILLE:

ARRONDISSEMENT MUNICIPAL:
Lachine

PLAN Nº F-3 LACHINE

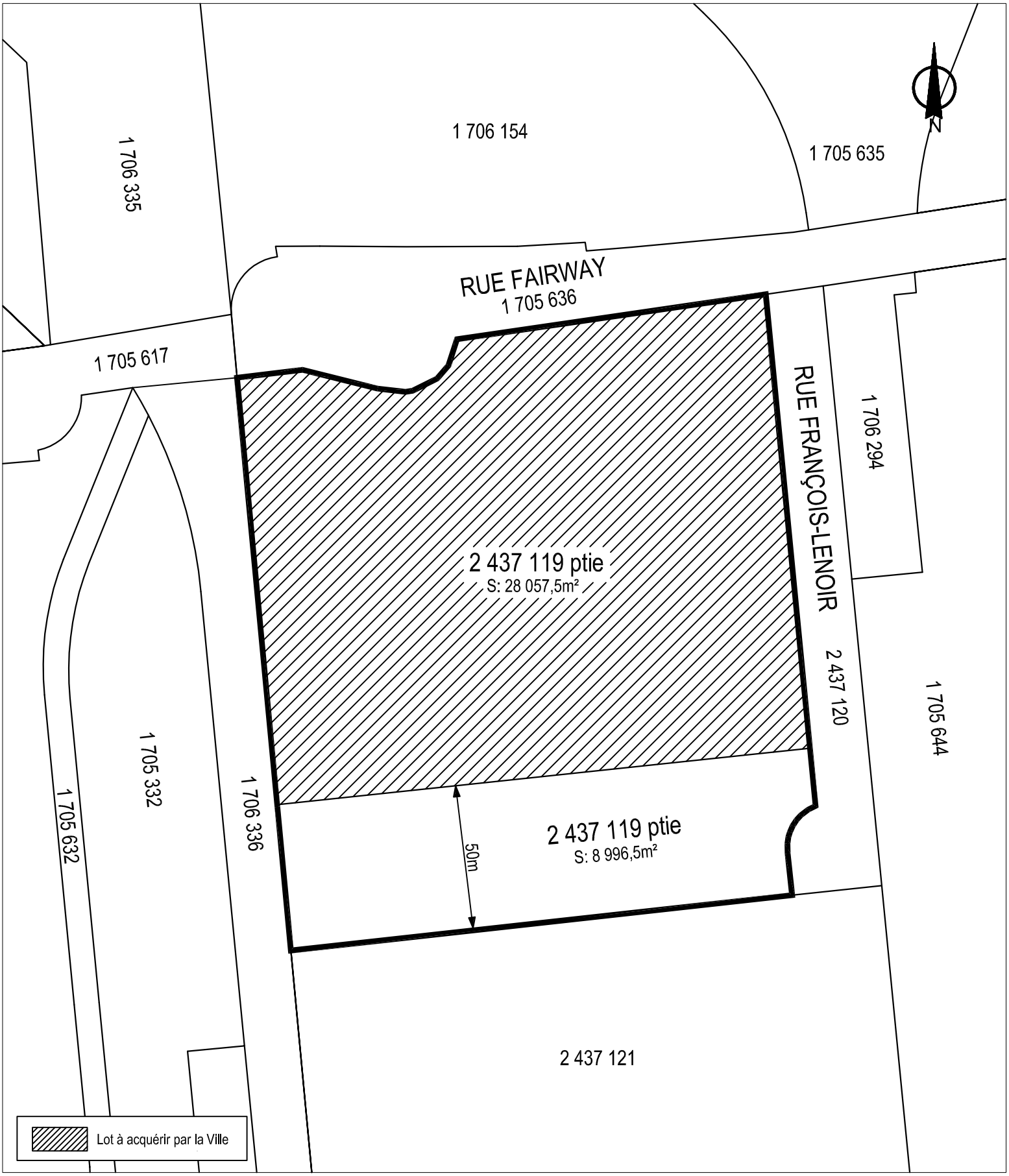
22039D.DWG

Service de la gestion et de la planification immobilière
Direction des transactions immobilières et de la sécurité
Division de l'évaluation
Numéro de GDD : 1060512004
Numéro de dossier : 31H05-005-6648-01
Numéro de mandat : 16-0458-E

Montréal

ACQUISITION D'UN IMMEUBLE PAR VOIE D'EXPROPRIATION

Objet	:	Expropriation décrétée par résolution du Conseil d'agglomération du 21 avril 2016 Numéro : CG16 0260 Règlement d'emprunt : PTI 2015-2017 du Service de l'environnement / projet 55222 - Centre de tri des matières recyclables. Plan F-1, Lachine
Emplacement	:	Situé à l'angle sud-ouest des rues Fairway et François-Lenoir dans l'arrondissement Lachine Partie du lot 2 437 119 du Cadastre du Québec
Propriétaire	:	Day & Ross inc. 398, Main Street Hartland (Nouveau-Brunswick) E7P 1C6
Fins	:	Implantation d'un centre de tri des matières recyclables
Superficie du terrain	:	28 099 m^2 (302 454 pi^2)
Zonage	:	Industriel/commercial/public
Évaluation municipale (2017-2019)	:	Terrain 3 464 500 $ (8,69 $ /pi^2) Bâtiment 0 $ 3 464 500 $
Prise de possession	:	À déterminer
Réclamation de l'expropriée	:	Réclamation basée sur une lettre d'intention de la part de la Compagnie BVD Petroleum à 5 150 000 $ pour une superficie approximative de 300 000 pi^2, datée du 6 octobre 2016.
Indemnité et recommandation	:	4 335 000 $
Remarques	:	L'indemnité comprend l'acquisition de l'immeuble et des dommages tels des pertes de revenus et troubles et ennuis.

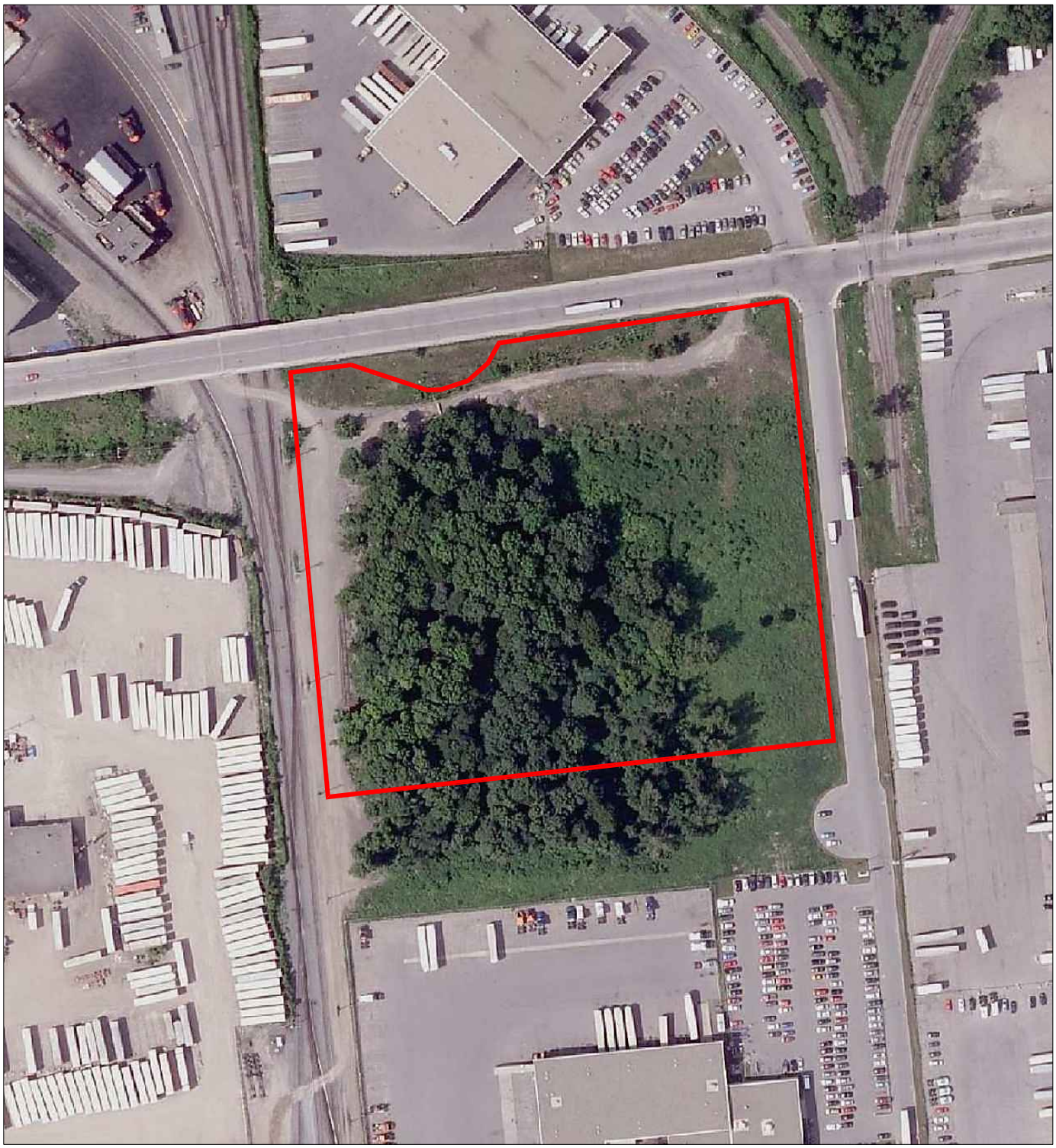


SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES ET DE LA SÉCURITÉ
DIVISION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Lachine
Montréal

Plan C: plan de cadastre
Dossier: 31H05-005-6648-01
Dessinateur: CL
Échelle: 1:1700
Date: 27-02-2017

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Lachine
Montréal

Plan P : photo aérienne
Dossier : 31H05-005-6648-01
Production : CL
Échelle : -
Date : 10-11-15

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.

Emplacement *** Rénové ***

Localisation: 050762-66 (OASIS) - 99999 rue François-Lenoir (LCH)

No compte: 00920335 **No ident UEV:** 05076266 **Matr. :** NAD83 8834-98-7431-8-000-0000 **Code Postal :**

Entre: **P.U.S. :**

Remarque loc. : **No Terrain :** 24751090

Informations générales

Mesure du terrain

	Frontage	Profondeur	Superficie
Av			
Ap			37,054.00mc

Bâtiment

Année réelle	Constr. appar.	Nb. étage	Nb. logem.

M. implantation: Indéterminé

Quote-Part Empl./Condo: 100.000000

% Non Résidentiel:

No Permis:

Évaluation

Rôle	Terrain	Bâtiment	Total
2014	3,149,600		3,149,600
2017	3,464,500		3,464,500

Terrain vague: Oui **desservi:** Oui **avec surtaxe:** Non **Type**: Régulier **No UEV:** 468445

Catégorie immeuble: 07 Terrains vacants
Sous-cat. immeuble: 07C Terrain vacant - zonage industriel
Code d'utilisation : 9100 Espace de terrain non aménagé et non exploité (sauf l'exploitation non commerc

Municipalité: 50 Montréal
Arrondissement : 27 Lachine
Dist. Électoral : 043 Fort-Rolland

No certificat : 10890 **Émis le :** 2016-11-03 **Code modif. :** CMC150 **Date revisée :** 2017-01-01 **Date fin rôle :** 2019-12-31

Remarque générale : Construction prohibée en vertu de la loi sur l'expropriation.

Propriétaires

Principal

Nom: DAY & ROSS INC
A/S:
Adresse: 398 MAIN ST
HARTLAND NB E7P 1C6
CANADA

No Acte:

No cont: 5214751 **Langue:** F **%Possession Indivise:** **Date début:** 2001-06-13 **Date fin:**

Cadastres

Cadastres Actuels

Div	Lot	Subdiv. / Partie	Type	Frontage	Profondeur	Superficie
	2437119		R			37,054.00mc

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1173778001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité , Division transactions immobilières
Objet :	Approuver l'entente intervenue entre la Ville et Day & Ross inc. relativement à l'indemnité payable au propriétaire, suite à l'expropriation d'une partie d'un terrain vague, située à l'intersection des rues Fairway et François-Lenoir, dans l'arrondissement de Lachine, d'une superficie approximative de 28 057,5 m², au montant de 4 335 000 $ et autoriser la dépense totale au montant de 4 979 613,85 $, incluant les taxes, ainsi que décréter l'abandon de l'expropriation de la partie résiduelle dudit terrain d'une superficie approximative de 8 996,5 m², qui demeurera propriété de Day & Ross inc. N/Réf. : 31H05-005-6648-01

SENS DE L'INTERVENTION

Validation juridique avec commentaire

COMMENTAIRES

En matière d'expropriation, la partie expropriante est tenue de verser à la partie expropriée une indemnité principale et une indemnité accessoire en compensation de la dépossession du bien. Il faut se rappeler que le propriétaire du bien est forcé de céder sa propriété à un moment qu'il n'a pas choisi.

L'indemnité principale correspond à la valeur de l'immeuble. Il est important de préciser que la valeur recherchée dans un contexte d'expropriation est la valeur de ce bien pour l'exproprié, ou ce que l'on appelle la valeur au propriétaire. Cela implique notamment que l'on ne recherche pas un prix de vente, mais une indemnité en réparation du préjudice subi. La valeur au propriétaire ne correspond donc pas à la valeur marchande qui est considérée par les tribunaux comme étant la valeur plancher dans un contexte d'expropriation. La notion de valeur au propriétaire implique notamment que l'on recherche la plus haute valeur possible pour le bien en considérant l'« usage le meilleur et le plus profitable ». Pour la partie expropriée Day & Ross inc., cette indemnité a été évaluée à 4 765 000 $ moins des coûts de réhabilitation des sols s'élevant à 460 400 $, pour une valeur totale immobilière s'élevant à 4 304 600 $.

La deuxième composante d'indemnisation est appelée indemnité accessoire. L'indemnité accessoire correspond aux autres dommages que subit un exproprié. Le principe est à l'effet que tous les dommages directement causés par l'expropriation sont indemnisables et chaque expropriation soulève des dommages accessoires différents. Pour la partie Day & Ross inc., les dommages sont évalués à 30 400 $.

L'entente entre Day & Ross inc. et la Ville prévoit donc le versement d'un montant s'élevant à 4 335 000 $ en règlement complet et final de l'expropriation d'une partie du lot 2 437 119

d'une superficie de 28 057,5 m². Pour de plus amples informations, nous vous référons à l'entente finale ainsi qu'à la fiche de l'évaluateur.

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Cassandre LOUIS
514-872-2675
Tél : Avocate

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-24

Annie GERBEAU
Chef de division et avocat
Tél : 514-872-3093
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction

Dossier # : 1173778001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité , Division transactions immobilières
Objet :	Approuver l'entente intervenue entre la Ville et Day & Ross inc. relativement à l'indemnité payable au propriétaire, suite à l'expropriation d'une partie d'un terrain vague, située à l'intersection des rues Fairway et François-Lenoir, dans l'arrondissement de Lachine, d'une superficie approximative de 28 057,5 m², au montant de 4 335 000 $ et autoriser la dépense totale au montant de 4 979 613,85 $, incluant les taxes, ainsi que décréter l'abandon de l'expropriation de la partie résiduelle dudit terrain d'une superficie approximative de 8 996,5 m², qui demeurera propriété de Day & Ross inc. N/Réf. : 31H05-005-6648-01

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

François Charles GAUTHIER
Avocat
Tél : 514-872-8877

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-27

François Charles GAUTHIER
Avocat(e) 1
Tél : 514 872-8877
Division : Service des affaires juridiques , Direction

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1173778001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité , Division transactions immobilières
Objet :	Approuver l'entente intervenue entre la Ville et Day & Ross inc. relativement à l'indemnité payable au propriétaire, suite à l'expropriation d'une partie d'un terrain vague, située à l'intersection des rues Fairway et François-Lenoir, dans l'arrondissement de Lachine, d'une superficie approximative de 28 057,5 m², au montant de 4 335 000 $ et autoriser la dépense totale au montant de 4 979 613,85 $, incluant les taxes, ainsi que décréter l'abandon de l'expropriation de la partie résiduelle dudit terrain d'une superficie approximative de 8 996,5 m², qui demeurera propriété de Day & Ross inc. N/Réf. : 31H05-005-6648-01

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1173778001_Info_comptable.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Aicha ZAMPALEGRE
Préposée au budget

Tél : 514 872-7232

Linda Pharand
Préposée au budget
514-872-5916

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-27

Lucie M PICARD
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514-868-4966

Division : Direction du conseil et du soutien financier - Point de services EAU-ENVIRONNEMENT

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.17

2017/03/30 17:00

(2)

Dossier # : 1166794007

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction , Division de la lutte à la pauvreté et à l'itinérance
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 b) prendre des mesures adéquates, avec l'appui de ses partenaires, pour que soit fourni aux personnes itinérantes, dans la mesure où elles en expriment le besoin et dès qu'elles le font, un gîte provisoire et sécuritaire
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant la somme de 655 686 $ à six différents organismes, Mission Old Brewery, Mission Bon Accueil, Maison du Père, La rue des femmes, Association d'entraide Le Chaînon et Projet autochtones du Québec, en soutien à leur offre de service en matière d'hébergement d'urgence des personnes sans-abri, pour l'année 2017, dans le cadre du budget du Service de la diversité sociale et des sports / Approuver les projets de convention à cet effet

Il est recommandé :

1. d'accorder un soutien financier totalisant la somme de 48 408 $ à Projets autochtones du Québec, pour le montant ci-après indiqué, en soutien à l'hébergement d'urgence des personnes sans-abri;
2. d'approuver le projets de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement des soutiens financiers;
3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Organisme	Projet	Soutien 2017
Projet autochtones du Québec	Maison autochtone de Montréal	**48 408 $**

de recommander au conseil d'agglomération :

1. d'accorder un soutien financier totalisant la somme de 607 278 $ à cinq organismes ci-après désignés, pour le montant indiqué en regard de chacun d'eux, en soutien à l'hébergement d'urgence des personnes sans-abri;
2. d'approuver les cinq projets de convention entre la Ville et ces organismes, établissant les modalités et conditions de versement de ces soutiens financiers;

3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Organisme	Projet	Soutien 2017
Mission Old Brewery	Accueil, référence, accompagnement et suivi des personnes itinérantes	**150 000 $**
Mission Bon Accueil	Soutien à la lutte contre l'exclusion sociale et prévention de l'itinérance	**150 000 $**
Maison du Père	Accueil, hébergement, accompagnement, référence et suivi	**150 000 $**
La rue des femmes de Montréal	Accueil, hébergement, accompagnement, référence et suivi	**102 960 $**
L'Association d'entraide Le Chaînon	Accueil, hébergement, accompagnement, référence et suivi	**54 318 $**

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2017-03-14 17:43

Signataire : Chantal I. GAGNON

_____

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1166794007**
Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction , Division de la lutte à la pauvreté et à l'itinérance
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 b) prendre des mesures adéquates, avec l'appui de ses partenaires, pour que soit fourni aux personnes itinérantes, dans la mesure où elles en expriment le besoin et dès qu'elles le font, un gîte provisoire et sécuritaire
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant la somme de 655 686 $ à six différents organismes, Mission Old Brewery, Mission Bon Accueil, Maison du Père, La rue des femmes, Association d'entraide Le Chaînon et Projet autochtones du Québec, en soutien à leur offre de service en matière d'hébergement d'urgence des personnes sans-abri, pour l'année 2017, dans le cadre du budget du Service de la diversité sociale et des sports / Approuver les projets de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

L'itinérance est une problématique qui mobilise la Ville et ses partenaires gouvernementaux, privés et communautaires depuis près de 30 ans. Les interventions de la Ville de Montréal se concrétisent de plusieurs manières, allant de l'intervention de première ligne et de première nécessité au soutien au développement de projets de logements sociaux. Elles ont également permis de favoriser le développement ainsi que le partage des connaissances, de renforcer l'exercice de la citoyenneté, d'offrir des solutions de rechange à l'itinérance et de réduire les problèmes de partage de l'espace public.
En ce qui a trait à l'hébergement de derniers recours, la Ville, en collaboration avec le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal (CIUSSS), le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) et les organismes communautaires prestataires de services, participe au déploiement et à la coordination d'une offre de services adaptés. Celle-ci est planifiée afin de permettre à toute personne qui en fait la demande d'accéder à un gîte temporaire et ainsi s'assurer qu'aucune personne ne soit contrainte de passer la nuit à l'extérieur.

Les six soutiens financiers à l'hébergement d'urgence recommandés s'inscrivent dans les priorités municipales figurant dans le Plan d'action montréalais en itinérance 2014-2017. Depuis son adoption par le comité exécutif en octobre 2014, les investissements de la Ville

de Montréal dans divers projets visant à soutenir l'hébergement d'urgence s'élèvent à plus de 2,5 M$.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0469 du 25 août 2016
Accorder un soutien financier totalisant la somme de 157 278 $ à deux organismes, pour l'année 2016, soit 102 960 $ à La rue des Femmes de Montréal et 54 318 $ à l'Association d'entraide Le Chaînon inc. dans le cadre du budget du Service de la diversité sociale et des sports

CE16 1232 du 3 août 2016
Accorder un soutien financier totalisant la somme de 98 408 $ à deux organismes, pour l'année 2016, dont 48 408 $ à Projets autochtones du Québec dans le cadre du budget du Service de la diversité sociale et des sports

CG16 0249 du 21 avril 2016
Accorder un soutien financier totalisant 375 000 $ aux trois organismes suivants, pour l'année 2016, soit 125 000 $ à Mission Old Brewery, 125 000 $ à Maison du Père et 125 000 $ à Mission Bon Accueil, pour le soutien à l'hébergement d'urgence des personnes sans-abri

CG15 0609 du 29 octobre 2015
Accorder un soutien financier totalisant la somme de 300 689 $ à quatre organismes, pour l'année 2015, dont 54 318 $ à L'Association d'entraide Le Chaînon et 102 960 $ à La rue des Femmes de Montréal, conformément à l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la solidarité (2013 - 2016) - Fonds de solidarité sociale en itinérance et de la Mesure d'aide à la lutte à l'itinérance

CE15 1857 du 14 octobre 2015
Accorder un soutien financier totalisant la somme de 170 088 $ à cinq organismes, pour l'année 2015, dont 48 408 $ à Projet autochtone du Québec, conformément à l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la solidarité (2013 - 2016) - Fonds de solidarité sociale en itinérance et de la Mesure d'aide à la lutte à l'itinérance

CG15 0347 du 28 mai 2015
Accorder un soutien financier totalisant la somme de 375 000 $ aux trois organismes suivants, soit 125 000 $ à Mission Old Brewery, 125 000 $ à Maison du Père et 125 000 $ à Mission Bon Accueil, pour l'année 2015, dans le cadre du budget du Service de la diversité sociale et des sports

CM14 0907 du 15 septembre 2014
Accorder un soutien financier totalisant la somme de 375 000 $ à Mission Old Brewery, Maison du Père et Mission Bon Accueil pour l'année 2014 dans le cadre du budget du Service de la diversité sociale et des sports

CM14 0899 du 15 septembre 2014
Accorder un soutien financier de 228 831 $ à 3 organismes, pour l'année 2014, dont 102 960 $ à La rue des Femmes et 50 271 $ à Association d'entraide le Chaînon inc., conformément à l'Entente administrative sur la gestion du fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité (2013 - 2015) - Fonds de solidarité sociale en itinérance

DESCRIPTION

L'appui de la Ville à ces six refuges montréalais contribuera à soutenir leurs efforts en matière d'hébergement d'urgence et de lutte à l'itinérance, conformément leur mission. Ainsi, le soutien financier recommandé favorisera la consolidation d'une offre de 755 lits d'hébergement d'urgence pour l'année 2017, sur près de 900 lits disponibles à Montréal en période de pointe. Destiné plus spécifiquement à soutenir les interventions nécessaires auprès des personnes en situation d'itinérance en termes d'accueil, d'accompagnement, de référence et de suivi, ce soutien permettra de consolider, pour ces six ressources, 16,5 postes d'intervenants au total, pour l'année 2017.

JUSTIFICATION

Les services d'hébergement de derniers recours sont essentiels. En effet, non seulement ils offrent un lieu sécuritaire, mais ils répondent à des besoins fondamentaux en procurant un lit, des repas chauds et l'accès à des douches. Ils visent également à s'assurer qu'aucune personne ne soit contrainte de passer la nuit dehors et offrent des solutions de rechange à l'errance urbaine.
De plus, les services de trois des six organismes concernés s'adressent à des personnes issues de groupes qui présentent des besoins spécifiques auxquels la Ville souhaite accorder une attention particulière :

1. Les personnes autochtones : La situation des personnes autochtones en milieu urbain est préoccupante. À Montréal, comme dans les autres grandes villes canadiennes, les Premières Nations et les Inuits sont surreprésentés au sein de la population itinérante. Les enjeux reliés à cette clientèle sont complexes et ne peuvent être compris hors d'une analyse sociohistorique tenant compte de leurs particularités culturelles, ce qui nécessite que certaines ressources leur soient spécifiquement destinées, dont PAQ.
2. Les femmes : La dynamique d'itinérance des femmes diffère de celle des hommes. Elles réussissent souvent à éviter la rue et à dénicher elles-mêmes des ressources d'hébergement à l'intérieur de leur réseau personnel, souvent moins étriqué que celui des hommes. Cela explique le nombre relativement faible de femmes dénombrées dans un lieu extérieur (7 %). Néanmoins, leur parcours est souvent marqué par la violence, les abus, les problèmes de toxicomanie et de santé mentale. C'est pourquoi une approche de reconstruction psychologique, physique et sociale doit guider les interventions. Le travail de La rue des femmes et du Chaînon est reconnu à cet égard.

La date de début des projets est antérieure à celle de l'adoption du dossier décisionnel par les instances, car il s'agit de projets en reconduction. Dans tous les cas, un montage financier auquel s'ajoutent d'autres sources de financement a permis le début des activités.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le budget nécessaire à ce dossier, soit somme une de 655 686 $, est prévu au Service de la diversité sociale et des sports (SDSS). Conséquemment, ce dossier ne comporte aucune incidence budgétaire sur le cadre financier de la Ville. Le montant additionnel de 75 000 $ par rapport à l'an dernier est attribuable à l'augmentation des soutiens financiers aux trois grands refuges. La dépense sera comptabilisée au budget régulier du SDSS, à l'exception du soutien de 102 960 $ recommandé pour La rue des Femmes, qui sera imputé au budget de 1 M$ de la Mesure d'aide financière de lutte à l'itinérance.
Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération parce qu'elle concerne le logement social et l'aide aux sans-abri, qui est une compétence d'agglomération en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.*

Le tableau suivant illustre les soutiens financiers accordés ces trois dernières années, pour les mêmes projets, aux six organismes désignés.

Organisme	**Projet**	**Soutien financier accordé**			**Soutien financier recommandé**	**Soutien Ville par rapport au budget global de l'organisme**
		2014	**2015**	**2016**	**2017**	
Mission Old Brewery	Accueil, référence,	125 000 $	125 000 $	125 000 $	**150 000 $**	**1,73 %**

	accompagnement et suivi des personnes itinérantes					
Mission Bon Accueil	Soutien à la lutte contre l'exclusion sociale et prévention de l'itinérance	125 000 $	125 000 $	125 000 $	**150 000 $**	**0,91 %**
Maison du Père	Accueil, hébergement, accompagnement, référence et suivi	125 000 $	125 000 $	125 000 $	**150 000 $**	**2,45 %**
La rue des Femmes de Montréal	Accueil, hébergement, accompagnement, référence et suivi	102 960 $	102 960 $	102 960 $	**102 960 $**	**3,47 %**
Association d'entraide Le Chaînon inc.	Accueil, hébergement, accompagnement, référence et suivi	50 271 $	54 318 $	54 318 $	**54 318 $**	**1,24 %**
Projets autochtones du Québec	Maison autochtone de Montréal	42 338 $	48 408 $	48 408 $	**48 408 $**	**10,4 %**

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les services offerts par ces ressources de première ligne s'inscrivent dans le Défi 2 « Montréal équitable » et appuient l'action 9 « lutter contre les inégalités et favoriser l'inclusion » du plan d'action Montréal durable 2016-2020.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ce soutien financier permettra aux six organismes désignés d'offrir un gîte temporaire aux personnes qui en font la demande, de contribuer à améliorer les conditions de vie des personnes en situation d'itinérance et de favoriser leur réinsertion sociale, tout en participant à une cohabitation plus harmonieuse dans l'espace public.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication a été élaborée, en accord avec le Service des communications. De plus, un protocole de visibilité est joint aux projets de convention respectifs.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Mars 2017 Présentation au comité exécutif
Mars 2017 Présentation au conseil d'agglomération pour approbation
Décembre 2017 Fin du projet

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Zamir Jose HENAO PANESSO)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Pierre-Luc LORTIE
Conseiller en developpement communautaire

Tél : 514 872-3553
Télécop. : 514 872-9848

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-13

Patrice ALLARD
Chef de division

Tél : 514-872-1274
Télécop. : 514 872-9848

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Johanne DEROME
Directrice - Service de la diversité sociale et des sports
Tél : 514-872-6133
Approuvé le : 2017-03-14

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1166794007

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction , Division de la lutte à la pauvreté et à l'itinérance
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant la somme de 655 686 $ à six différents organismes, Mission Old Brewery, Mission Bon Accueil, Maison du Père, La rue des femmes, Association d'entraide Le Chaînon et Projet autochtones du Québec, en soutien à leur offre de service en matière d'hébergement d'urgence des personnes sans-abri, pour l'année 2017, dans le cadre du budget du Service de la diversité sociale et des sports / Approuver les projets de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Certification de fonds - GDD 1166794007.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Zamir Jose HENAO PANESSO
Préposé au budget
Tél : 514-872-7801

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-16

Hong-Van TRAN
Conseillere budgetaire
Tél : 514-872-1094
Division : Div. Conseil Et Soutien Financier - Point De Serv. Brennan

CONTRIBUTION FINANCIÈRE POUR DES SERVICES D'AIDE DESTINÉS AUX PERSONNES EN SITUATION D'ITINÉRANCE
CONVENTION

116 6794 007

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET: **MISSION OLD BREWERY**, personne morale constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi sur les compagnies, ayant une place d'affaires au 915, rue Clark, Montréal, Québec, H2Z 1J8, agissant et représentée aux présentes par M. Matthew Pearce, directeur général, dûment autorisé à cette fin par une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée du 11 avril 2016;

N° d'inscription TPS : 123920324 RP
N° d'inscription TVQ : 1006021197
N° de charité : 12392 0324 RR001

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

ATTENDU QUE la Ville désire soutenir sur son territoire les services d'accueil, de référence, d'accompagnement et de suivi offerts par certains organismes communautaires aux personnes itinérantes;

ATTENDU QUE le Plan d'action montréalais de lutte à l'itinérance 2014-2017 « Parce que la rue est une impasse » a pour objectif de consolider les actions déjà entreprises, d'établir un échéancier de réalisation et de mettre en place certaines interventions névralgiques dans le but de répondre de manière accrue à la réalité complexe et en constante évolution de l'itinérance;

ATTENDU QUE certains groupes qui vivent des réalités spécifiques font l'objet d'une attention particulière et nécessite des interventions adaptées;

ATTENDU QUE l'Organisme a développé une expertise en matière de services d'accueil, de référence, d'accompagnement et de suivi auprès desdits groupes et qu'il œuvre dans le domaine;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique à l'organisme.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
OBJET

La présente convention établit les modalités selon lesquelles la Ville apporte son soutien à l'Organisme qui s'engage à exécuter des activités approuvées par le Directeur conformément à la présente convention et à son Annexe A qui en fait partie intégrante.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1	« **Directeur** » **:**	la Directrice du Service de la diversité sociale et des sports ou son représentant dûment autorisé;
2.2	« **Annexe A** » **:**	la demande de contribution financière et approuvée par le Directeur décrivant les activités proposées et les résultats escomptés;
2.4	« **Rapport annuel** » :	le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;
2.5	« **Rapport final** » :	le rapport des activités conformément aux dispositions de la présente convention, lequel doit être remis au Directeur à la date qui y est déterminée.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition de l'Annexe A qui serait inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme :

4.1 **Activités**

réalise les activités en conformité des dispositions de la présente convention, de l'Annexe A et des directives du Directeur;

4.2 **Rapports**

dépose, auprès du Directeur, le rapport final requis par ce dernier et comportant les informations qu'il requiert, tels non limitativement la ventilation des activités, l'utilisation des sommes allouées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées;

4.3 **Autorisations et permis**

obtient toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

4.4 **Respect des lois**

se conforme en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ou des assureurs;

4.5 **Promotion et publicité**

met en évidence la participation de la Ville dans toute publicité relative aux activités visées par la présente convention, cette publicité devant, avant diffusion, être approuvée par le Directeur;

4.6 **Aspects financiers**

4.6.1 tient une comptabilité distincte faisant état de l'utilisation des sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention;

4.6.2 autorise le Directeur du Services des finances de la Ville à examiner les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville ainsi que les pièces justificatives et à en prendre copie, sans frais;

4.6.3 remet au Directeur, dans les trente (30) jours de leur adoption, une copie de ses états financiers annuels. Ces états financiers doivent présenter les informations financières relatives aux activités faisant l'objet de la présente convention, séparément de celles des autres secteurs d'activités de l'Organisme, si les revenus et dépenses des activités ne sont pas présentés distinctement des autres activités de l'Organisme dans ses états financiers, transmettre, un état des revenus et dépenses de ses activités;

4.6.4 transmet au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), avec copie au Directeur, ses états financiers vérifiés si l'Organisme reçoit de la Ville une contribution financière annuelle de 100 000 $ et plus (conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*), au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.6.5 est présent, si le Directeur en fait la demande, lors d'une séance plénière du conseil municipal selon le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal*, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention;

4.6.6 remet à la Ville, à l'échéance de la présente convention, toute somme non engagée dans la réalisation des activités, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Directeur à cet effet;

4.7 **Responsabilité**

prend fait et cause pour la Ville dans toute poursuite dirigée contre elle par des tiers en raison de la présente convention et de l'exercice des droits en découlant et la tient indemne de tout jugement ou de toute décision, de quelque nature que ce soit, en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention et à son Annexe A, la Ville convient de lui verser une somme maximale de **CENT CINQUANTE MILLE DOLLARS (150 000 $)**;

5.2 **Versements**

La somme maximale payable à l'Organisme comprend le coût de toutes les activités, les dépenses et toutes les taxes applicables (TPS et TVQ), le cas échéant. Cette somme sera versée comme suit :

5.2.1 un premier versement de quatre-vingt-dix pourcent (90 %) au montant de **CENT TRENTE-CINQ MILLE DOLLARS** (**135 000 $**), dans les trente (30) jours de la signature de la convention par les deux parties ;

5.2.2 un deuxième versements de dix pourcent (10 %) au montant de **QUINZE MILLE DOLLARS (15 000 $)**, dans les trente (30) jours suivant l'approbation par le Directeur d'un rapport final portant sur l'état d'avancement des travaux des deux projets et devant être remis avant le **30 janvier 2018**.

5.3 **Annulation**

Le Directeur peut suspendre, réduire ou annuler un versement si la réalisation des activités de l'Annexe A ne requiert plus, à son avis, cette somme maximale. Il peut également exiger la remise de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation des activités de l'Organisme dans le cadre de cette convention.

ARTICLE 6
DÉONTOLOGIE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités visées à l'Annexe A, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Directeur à cet égard.

6.4 L'Organisme doit utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre de la présente convention aux seules fins qui y sont prévues.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

I) si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention ;

ou

II) si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe I) de l'article 7.1, le Directeur avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Directeur peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus au sous-paragraphe II) de l'article 7.1, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application de l'article 7, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à la Ville toute somme non encore utilisée reçue de celle-ci. La Ville peut exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente convention, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées sans indemnité payable à l'Organisme pour perte de revenus ou profits anticipés.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente convention.

ARTICLE 9
INCESSIBILITÉ

L'Organisme ne peut céder, ni transférer, en tout ou en partie, les droits et obligations découlant de la présente convention sans l'autorisation préalable de la Ville.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles et pour les dommages matériels et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée;

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville;

10.3 Copie de la police ou du certificat de la police doit être remise au Directeur dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
VALIDITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

ARTICLE 12
RELATION CONTRACTUELLE

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de quelque autre façon.

ARTICLE 13
ÉLECTION DE DOMICILE ET AVIS

Aux fins de la présente convention, les parties élisent domicile à l'adresse mentionnée à la première page de la convention ou à toute autre adresse dont une partie avisera l'autre conformément au présent article.

Tout avis qui doit être donné à une partie en vertu de la présente convention doit être écrit et lui être transmis par courrier recommandé ou poste certifiée, auquel cas il est réputé reçu dans les trois (3) jours de sa mise à la poste, ou lui être remis par huissier ou par messager.

ARTICLE 14
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, le 31 décembre 2017.

ARTICLE 15
LOIS APPLICABLES

La présente convention est régie par les lois en vigueur du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2017

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier

Le e jour de 2017

MAISON DU PÈRE

Par : _____
M. Matthew Pearce, directeur général

Cette convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le e jour de 2017 (résolution no.).

CONTRIBUTION FINANCIÈRE POUR DES SERVICES D'AIDE DESTINÉS AUX PERSONNES EN SITUATION D'ITINÉRANCE
CONVENTION

116 6794 007

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET: **MISSION BON ACCUEIL**, personne morale constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies*, ayant une place d'affaires au 606, rue de Courcelle, 3e étage, Montréal, Québec, H4C 3L5, agissant et représentée aux fins des présentes par M. Samuel Watts, directeur général, ou M. Paul Rainone, directeur associé ou M. Marcello Lamberti, contrôleur financier, dûment autorisés à cette fin par une résolution de leur conseil d'administration adoptée à une assemblée du 25 octobre 2016 ;

N° d'inscription TPS : 108195215RT0001
N° d'inscription TVQ : 1006269032TQ0002
N° de charité : 108195215RR0001

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

ATTENDU QUE la Ville désire soutenir sur son territoire les services d'accueil, de référence, d'accompagnement et de suivi offerts par certains organismes communautaires aux personnes itinérantes;

ATTENDU QUE le Plan d'action montréalais de lutte à l'itinérance 2014-2017 « Parce que la rue est une impasse » a pour objectif de consolider les actions déjà entreprises, d'établir un échéancier de réalisation et de mettre en place certaines interventions névralgiques dans le but de répondre de manière accrue à la réalité complexe et en constante évolution de l'itinérance;

ATTENDU QUE certains groupes qui vivent des réalités spécifiques font l'objet d'une attention particulière et nécessite des interventions adaptées;

ATTENDU QUE l'Organisme a développé une expertise en matière de services d'accueil, de référence, d'accompagnement et de suivi auprès desdits groupes et qu'il œuvre dans le domaine;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique à l'organisme.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
OBJET

La présente convention établit les modalités selon lesquelles la Ville apporte son soutien à l'Organisme qui s'engage à exécuter des activités approuvées par le Directeur conformément à la présente convention et à son Annexe A qui en fait partie intégrante.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Directeur** » **:** la Directrice du Service de la diversité sociale et des sports ou son représentant dûment autorisé;

2.2 « **Annexe A** » **:** la demande de contribution financière et approuvée par le Directeur décrivant les activités proposées et les résultats escomptés;

*2.4 « **Rapport annuel** » :* *document présentant le* profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;

2.5 « **Rapport final** » : le rapport des activités conformément aux dispositions de la présente convention, lequel doit être remis au Directeur à la date qui y est déterminée.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition de l'Annexe A qui serait inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme :

4.1 **Activités**

réalise les activités en conformité des dispositions de la présente convention, de l'Annexe A et des directives du Directeur;

4.2 **Rapports**

dépose, auprès du Directeur, le rapport final requis par ce dernier et comportant les informations qu'il requiert, tels non limitativement la ventilation des activités, l'utilisation des sommes allouées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées;

4.3 **Autorisations et permis**

obtient toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

4.4 **Respect des lois**

se conforme en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ou des assureurs;

4.5 **Promotion et publicité**

met en évidence la participation de la Ville dans toute publicité relative aux activités visées par la présente convention, cette publicité devant, avant diffusion, être approuvée par le Directeur;

4.6 **Aspects financiers**

4.6.1 tient une comptabilité distincte faisant état de l'utilisation des sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention;

4.6.2 autorise le Directeur du Services des finances de la Ville à examiner les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville ainsi que les pièces justificatives et à en prendre copie, sans frais;

4.6.3 remet au Directeur, dans les trente (30) jours de leur adoption, une copie de ses états financiers annuels. Ces états financiers doivent présenter les informations financières relatives aux activités faisant l'objet de la présente convention, séparément de celles des autres secteurs d'activités de l'Organisme, si les revenus et dépenses des activités ne sont pas présentés distinctement des autres activités de l'Organisme dans ses états financiers, transmettre, un état des revenus et dépenses de ses activités;

4.6.4 transmet au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), avec copie au Directeur, ses états financiers vérifiés si l'Organisme reçoit de la Ville une contribution financière annuelle de 100 000 $ et plus (conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*), au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.6.5 est présent, si le Directeur en fait la demande, lors d'une séance plénière du conseil municipal selon le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal*, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention;

4.6.6 remet à la Ville, à l'échéance de la présente convention, toute somme non engagée dans la réalisation des activités, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Directeur à cet effet;

4.7 **Responsabilité**

prend fait et cause pour la Ville dans toute poursuite dirigée contre elle par des tiers en raison de la présente convention et de l'exercice des droits en découlant et la tient indemne de tout jugement ou de toute décision, de quelque nature que ce soit, en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention et à son Annexe A, la Ville convient de lui verser une somme maximale de **CENT CINQUANTE MILLE DOLLARS (150 000 $)**;

5.2 **Versements**

La somme maximale payable à l'Organisme comprend le coût de toutes les activités, les dépenses et toutes les taxes applicables (TPS et TVQ), le cas échéant. Cette somme sera versée comme suit :

5.2.1 un premier versement de quatre-vingt-dix pourcent (90 %) au montant de **CENT TRENTE-CINQ MILLE DOLLARS** (**135 000 $**), dans les trente (30) jours de la signature de la convention par les deux parties ;

5.2.2 un deuxième versements de dix pourcent (10 %) au montant de **QUINZE MILLE DOLLARS (15 000 $)**, dans les trente (30) jours suivant l'approbation par le Directeur d'un rapport final portant sur l'état d'avancement des travaux des deux projets et devant être remis avant le **30 octobre 2017**.

5.3 **Annulation**

Le Directeur peut suspendre, réduire ou annuler un versement si la réalisation des activités de l'Annexe A ne requiert plus, à son avis, cette somme maximale. Il peut également exiger la remise de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation des activités de l'Organisme dans le cadre de cette convention.

ARTICLE 6
DÉONTOLOGIE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités visées à l'Annexe A, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Directeur à cet égard.

6.4 L'Organisme doit utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre de la présente convention aux seules fins qui y sont prévues.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

I) si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention ;

ou

II) si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe I) de l'article 7.1, le Directeur avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Directeur peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus au sous-paragraphe II) de l'article 7.1, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application de l'article 7, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à la Ville toute somme non encore utilisée reçue de celle-ci. La Ville peut exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente convention, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées sans indemnité payable à l'Organisme pour perte de revenus ou profits anticipés.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente convention.

ARTICLE 9
INCESSIBILITÉ

L'Organisme ne peut céder, ni transférer, en tout ou en partie, les droits et obligations découlant de la présente convention sans l'autorisation préalable de la Ville.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles et pour les dommages matériels et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée;

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville;

10.3 Copie de la police ou du certificat de la police doit être remise au Directeur dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
VALIDITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

ARTICLE 12
RELATION CONTRACTUELLE

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de quelque autre façon.

ARTICLE 13
ÉLECTION DE DOMICILE ET AVIS

Aux fins de la présente convention, les parties élisent domicile à l'adresse mentionnée à la première page de la convention ou à toute autre adresse dont une partie avisera l'autre conformément au présent article.

Tout avis qui doit être donné à une partie en vertu de la présente convention doit être écrit et lui être transmis par courrier recommandé ou poste certifiée, auquel cas il est réputé reçu dans les trois (3) jours de sa mise à la poste, ou lui être remis par huissier ou par messager.

ARTICLE 14
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, le 30 septembre 2017.

ARTICLE 15
LOIS APPLICABLES

La présente convention est régie par les lois en vigueur du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2017

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier

Le e jour de 2017

MAISON DU PÈRE

Par : _____
M. Samuel Watts, directeur général

Par : _____
M. Paul Rainone, directeur associé

Par : _____
M. Marcello Lamberti, contrôleur financier

Cette convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le e jour de 2017 (résolution no.).

CONTRIBUTION FINANCIÈRE POUR DES SERVICES D'AIDE DESTINÉS AUX PERSONNES EN SITUATION D'ITINÉRANCE
CONVENTION

116 6794 007

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET: **MAISON DU PÈRE**, personne morale constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies*, ayant une place d'affaires au 550, boulevard René-Lévesque Est, Montréal, Québec, H2L 2L3, agissant et représentée aux présentes par M. François Boissy, directeur général, dûment autorisé à cette fin par une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée du 22 mars 2016;

N° d'inscription TPS : 10761 9322 RT0001
N° d'inscription TVQ : 1000598816DQ0001
N° d'inscription d'organisme de charité : 10761 9322 RR0001

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

ATTENDU QUE la Ville désire soutenir sur son territoire les services d'accueil, de référence, d'accompagnement et de suivi offerts par certains organismes communautaires aux personnes itinérantes;

ATTENDU QUE le Plan d'action montréalais de lutte à l'itinérance 2014-2017 « Parce que la rue est une impasse » a pour objectif de consolider les actions déjà entreprises, d'établir un échéancier de réalisation et de mettre en place certaines interventions névralgiques dans le but de répondre de manière accrue à la réalité complexe et en constante évolution de l'itinérance;

ATTENDU QUE certains groupes qui vivent des réalités spécifiques font l'objet d'une attention particulière et nécessite des interventions adaptées;

ATTENDU QUE l'Organisme a développé une expertise en matière de services d'accueil, de référence, d'accompagnement et de suivi auprès desdits groupes et qu'il œuvre dans le domaine;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique à l'organisme.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
OBJET

La présente convention établit les modalités selon lesquelles la Ville apporte son soutien à l'Organisme qui s'engage à exécuter des activités approuvées par le Directeur conformément à la présente convention et à son Annexe A qui en fait partie intégrante.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1	« **Directeur** » **:**	la Directrice du Service de la diversité sociale et des sports ou son représentant dûment autorisé;
2.2	« **Annexe A** » **:**	la demande de contribution financière et approuvée par le Directeur décrivant les activités proposées et les résultats escomptés;
2.4	« **Rapport annuel** » :	document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;
2.5	« **Rapport final** » :	le rapport des activités conformément aux dispositions de la présente convention, lequel doit être remis au Directeur à la date qui y est déterminée.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition de l'Annexe A qui serait inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme :

4.1 **Activités**
réalise les activités en conformité des dispositions de la présente convention, de l'Annexe A et des directives du Directeur;

4.2 **Rapports**
dépose, auprès du Directeur, le rapport final requis par ce dernier et comportant les informations qu'il requiert, tels non limitativement la ventilation des activités, l'utilisation des sommes allouées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées;

4.3 **Autorisations et permis**
obtient toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

4.4 **Respect des lois**
se conforme en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ou des assureurs;

4.5 **Promotion et publicité**
met en évidence la participation de la Ville dans toute publicité relative aux activités visées par la présente convention, cette publicité devant, avant diffusion, être approuvée par le Directeur;

4.6 **Aspects financiers**

4.6.1 tient une comptabilité distincte faisant état de l'utilisation des sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention;

4.6.2 autorise le Directeur du Services des finances de la Ville à examiner les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville ainsi que les pièces justificatives et à en prendre copie, sans frais;

4.6.3 remet au Directeur, dans les trente (30) jours de leur adoption, une copie de ses états financiers annuels. Ces états financiers doivent présenter les informations financières relatives aux activités faisant l'objet de la présente convention, séparément de celles des autres secteurs d'activités de l'Organisme, si les revenus et dépenses des activités ne sont pas présentés distinctement des autres activités de l'Organisme dans ses états financiers, transmettre, un état des revenus et dépenses de ses activités;

4.6.4 transmet au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), avec copie au Directeur, ses états financiers vérifiés si l'Organisme reçoit de la Ville une contribution financière annuelle de 100 000 $ et plus (conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*), au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.6.5 est présent, si le Directeur en fait la demande, lors d'une séance plénière du conseil municipal selon le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal*, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention;

4.6.6 remet à la Ville, à l'échéance de la présente convention, toute somme non engagée dans la réalisation des activités, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Directeur à cet effet;

4.7 **Responsabilité**

prend fait et cause pour la Ville dans toute poursuite dirigée contre elle par des tiers en raison de la présente convention et de l'exercice des droits en découlant et la tient indemne de tout jugement ou de toute décision, de quelque nature que ce soit, en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention et à son Annexe A, la Ville convient de lui verser une somme maximale de **CENT CINQUANTE MILLE DOLLARS (150 000 $)**;

5.2 **Versements**

La somme maximale payable à l'Organisme comprend le coût de toutes les activités, les dépenses et toutes les taxes applicables (TPS et TVQ), le cas échéant. Cette somme sera versée comme suit :

5.2.1 un premier versement de quatre-vingt-dix pourcent (90 %) au montant de **CENT TRENTE-CINQ MILLE DOLLARS** (**135 000 $**), dans les trente (30) jours de la signature de la convention par les deux parties ;

5.2.2 un deuxième versements de dix pourcent (10 %) au montant de **QUINZE MILLE DOLLARS** (**15 000 $**), dans les trente (30) jours suivant l'approbation par le Directeur d'un rapport final portant sur l'état d'avancement des travaux des deux projets et devant être remis avant le **31 janvier 2018**.

5.3 **Annulation**

Le Directeur peut suspendre, réduire ou annuler un versement si la réalisation des activités de l'Annexe A ne requiert plus, à son avis, cette somme maximale. Il peut également exiger la remise de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation des activités de l'Organisme dans le cadre de cette convention.

ARTICLE 6
DÉONTOLOGIE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités visées à l'Annexe A, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Directeur à cet égard.

6.4 L'Organisme doit utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre de la présente convention aux seules fins qui y sont prévues.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

I) si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention ;

ou

II) si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe I) de l'article 7.1, le Directeur avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Directeur peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus au sous-paragraphe II) de l'article 7.1, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application de l'article 7, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à la Ville toute somme non encore utilisée reçue de celle-ci. La Ville peut exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente convention, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées sans indemnité payable à l'Organisme pour perte de revenus ou profits anticipés.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente convention.

ARTICLE 9
INCESSIBILITÉ

L'Organisme ne peut céder, ni transférer, en tout ou en partie, les droits et obligations découlant de la présente convention sans l'autorisation préalable de la Ville.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles et pour les dommages matériels et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée;

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville;

10.3 Copie de la police ou du certificat de la police doit être remise au Directeur dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
VALIDITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

ARTICLE 12
RELATION CONTRACTUELLE

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de quelque autre façon.

ARTICLE 13
ÉLECTION DE DOMICILE ET AVIS

Aux fins de la présente convention, les parties élisent domicile à l'adresse mentionnée à la première page de la convention ou à toute autre adresse dont une partie avisera l'autre conformément au présent article.

Tout avis qui doit être donné à une partie en vertu de la présente convention doit être écrit et lui être transmis par courrier recommandé ou poste certifiée, auquel cas il est réputé reçu dans les trois (3) jours de sa mise à la poste, ou lui être remis par huissier ou par messager.

ARTICLE 14
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, le 31 décembre 2017.

ARTICLE 15
LOIS APPLICABLES

La présente convention est régie par les lois en vigueur du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2017

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier

Le e jour de 2017

MAISON DU PÈRE

Par : _____
M. François Boissy, directeur général

Cette convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le e jour de 2017 (résolution no.).

CONTRIBUTION FINANCIÈRE POUR DES SERVICES D'AIDE DESTINÉS AUX PERSONNES EN SITUATION D'ITINÉRANCE
CONVENTION

116 6794 007

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier de la Ville, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 :

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **LA RUE DES FEMMES DE MONTRÉAL**, personne morale constituée sous l'autorité de la troisième partie de la *Loi sur les compagnies*, dont l'adresse principale est le 1050, rue de Jeanne-Mance, Montréal, Québec, H2Z 1L7, agissant et représentée par Mme Léonie Couture, directrice générale, ou M. Normand Ouellet, dûment autorisés aux fins des présentes par une résolution adoptée à leur conseil d'administration tenu le 30 janvier 2017;

N° d'inscription TPS : 142421180RT0001
N° d'inscription TVQ : 1018835998
N° d'inscription d'organisme de charité : 141242180RR0001

Ci-après appelé l'**« Organisme »**

ATTENDU QUE la Ville désire soutenir sur son territoire les services d'accueil, de référence, d'accompagnement et de suivi offerts par certains organismes communautaires aux personnes itinérantes;

ATTENDU QUE le Plan d'action montréalais de lutte à l'itinérance 2014-2017 « Parce que la rue est une impasse » a pour objectif de consolider les actions déjà entreprises, d'établir un échéancier de réalisation et de mettre en place certaines interventions névralgiques dans le but de répondre de manière accrue à la réalité complexe et en constante évolution de l'itinérance;

ATTENDU QUE certains groupes qui vivent des réalités spécifiques font l'objet d'une attention particulière et nécessite des interventions adaptées;

ATTENDU QUE l'Organisme a développé une expertise en matière de services d'accueil, de référence, d'accompagnement et de suivi auprès desdits groupes et qu'il œuvre dans le domaine;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique à l'organisme.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
OBJET

La présente convention établit les modalités selon lesquelles la Ville apporte son soutien à l'Organisme qui s'engage à exécuter des activités approuvées par le Directeur conformément à la présente convention et à son Annexe A qui en fait partie intégrante.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Directeur** » **:** la Directrice du Service de la diversité sociale et des sports ou son représentant dûment autorisé;

2.2 « **Annexe A** » **:** la demande de contribution financière et approuvée par le Directeur décrivant les activités proposées et les résultats escomptés;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;

2.5 « **Rapport final** » : le rapport des activités conformément aux dispositions de la présente convention, lequel doit être remis au Directeur à la date qui y est déterminée.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition de l'Annexe A qui serait inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme :

4.1 **Activités**
réalise les activités en conformité des dispositions de la présente convention, de l'Annexe A et des directives du Directeur;

4.2 **Rapports**
dépose, auprès du Directeur, le rapport final requis par ce dernier et comportant les informations qu'il requiert, tels non limitativement la ventilation des activités, l'utilisation des sommes allouées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées;

4.3 **Autorisations et permis**
obtient toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

4.4 **Respect des lois**
se conforme en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ou des assureurs;

4.5 **Promotion et publicité**
met en évidence la participation de la Ville dans toute publicité relative aux activités visées par la présente convention, cette publicité devant, avant diffusion, être approuvée par le Directeur;

4.6 **Aspects financiers**

4.6.1 tient une comptabilité distincte faisant état de l'utilisation des sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention;

4.6.2 autorise le Directeur du Services des finances de la Ville à examiner les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville ainsi que les pièces justificatives et à en prendre copie, sans frais;

4.6.3 remet au Directeur, dans les trente (30) jours de leur adoption, une copie de ses états financiers annuels. Ces états financiers doivent présenter les informations financières relatives aux activités faisant l'objet de la présente convention, séparément de celles des autres secteurs d'activités de l'Organisme, si les revenus et dépenses des activités ne sont pas présentés distinctement des autres activités de l'Organisme dans ses états financiers, transmettre, un état des revenus et dépenses de ses activités;

4.6.4 transmet au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), avec copie au Directeur, ses états financiers vérifiés si l'Organisme reçoit de la Ville une contribution financière annuelle de 100 000 $ et plus (conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*), au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.6.5 est présent, si le Directeur en fait la demande, lors d'une séance plénière du conseil municipal selon le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal*, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention;

4.6.6 remet à la Ville, à l'échéance de la présente convention, toute somme non engagée dans la réalisation des activités, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Directeur à cet effet;

4.7 **Responsabilité**

prend fait et cause pour la Ville dans toute poursuite dirigée contre elle par des tiers en raison de la présente convention et de l'exercice des droits en découlant et la tient indemne de tout jugement ou de toute décision, de quelque nature que ce soit, en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention et à son Annexe A, la Ville convient de lui verser une somme maximale de **CENT DEUX MILLE NEUF CENT SOIXANTE DOLLARS (102 960 $)**;

5.2 **Versements**

La somme maximale payable à l'Organisme comprend le coût de toutes les activités, les dépenses et toutes les taxes applicables (TPS et TVQ), le cas échéant. Cette somme sera versée comme suit :

5.2.1 un premier versement de quatre-vingt-dix pourcent (90 %) au montant de **QUATRE-VINGT-DOUZE MILLE SIX CENT SOIXANTE-QUATRE DOLLARS** (**92 664 $**), dans les trente (30) jours de la signature de la convention par les deux parties ;

5.2.2 un deuxième versements de dix pourcent (10 %) au montant de **DIX MILLE DEUX CENT QUATRE-VINGT-SEIZE DOLLARS (10 296 $)**, dans les trente (30) jours suivant l'approbation par le Directeur d'un rapport final portant sur l'état d'avancement des travaux des deux projets et devant être remis avant le **31 janvier 2018**.

5.3 **Annulation**

Le Directeur peut suspendre, réduire ou annuler un versement si la réalisation des activités de l'Annexe A ne requiert plus, à son avis, cette somme maximale. Il peut également exiger la remise de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation des activités de l'Organisme dans le cadre de cette convention.

ARTICLE 6
DÉONTOLOGIE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités visées à l'Annexe A, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Directeur à cet égard.

6.4 L'Organisme doit utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre de la présente convention aux seules fins qui y sont prévues.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

I) si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention ;

ou

II) si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe I) de l'article 7.1, le Directeur avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Directeur peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus au sous-paragraphe II) de l'article 7.1, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application de l'article 7, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à la Ville toute somme non encore utilisée reçue de celle-ci. La Ville peut exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente convention, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées sans indemnité payable à l'Organisme pour perte de revenus ou profits anticipés.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente convention.

ARTICLE 9
INCESSIBILITÉ

L'Organisme ne peut céder, ni transférer, en tout ou en partie, les droits et obligations découlant de la présente convention sans l'autorisation préalable de la Ville.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles et pour les dommages matériels et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée;

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville;

10.3 Copie de la police ou du certificat de la police doit être remise au Directeur dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
VALIDITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

ARTICLE 12
RELATION CONTRACTUELLE

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de quelque autre façon.

ARTICLE 13
ÉLECTION DE DOMICILE ET AVIS

Aux fins de la présente convention, les parties élisent domicile à l'adresse mentionnée à la première page de la convention ou à toute autre adresse dont une partie avisera l'autre conformément au présent article.

Tout avis qui doit être donné à une partie en vertu de la présente convention doit être écrit et lui être transmis par courrier recommandé ou poste certifiée, auquel cas il est réputé reçu dans les trois (3) jours de sa mise à la poste, ou lui être remis par huissier ou par messager.

ARTICLE 14
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, le 31 décembre 2017.

ARTICLE 15
LOIS APPLICABLES

La présente convention est régie par les lois en vigueur du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2017

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier

Le e jour de 2017

LA RUE DES FEMMES DE MONTRÉAL

Par : _____
Mme Léonie Couture, directrice générale

Par : _____
M. Normand Ouellet

Cette convention a été approuvée par le comité exécutif de Montréal, le e jour de 2017 (résolution no.).

CONTRIBUTION FINANCIÈRE POUR DES SERVICES D'AIDE DESTINÉS AUX PERSONNES EN SITUATION D'ITINÉRANCE
CONVENTION

116 6794 007

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier de la Ville, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 :

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **ASSOCIATION D'ENTRAIDE LE CHAÎNON**, personne morale constituée sous l'autorité de la troisième partie de la *Loi sur les compagnies*, dont l'adresse principale est le 4373, avenue de l'Esplanade, Montréal, Québec, H2W 1T2, agissant et représentée par Mme Marcèle Lamarche, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes par une résolution adoptée à son conseil d'administration tenue le 20 décembre 2016;

N° d'inscription TPS : 102987625RP0001
N° d'inscription TVQ : 10081139692R0002
N° d'inscription d'organisme de charité : 102987625R0001

Ci-après appelé l'« **Organisme** »

ATTENDU QUE la Ville désire soutenir sur son territoire les services d'accueil, de référence, d'accompagnement et de suivi offerts par certains organismes communautaires aux personnes itinérantes;

ATTENDU QUE le Plan d'action montréalais de lutte à l'itinérance 2014-2017 « Parce que la rue est une impasse » a pour objectif de consolider les actions déjà entreprises, d'établir un échéancier de réalisation et de mettre en place certaines interventions névralgiques dans le but de répondre de manière accrue à la réalité complexe et en constante évolution de l'itinérance;

ATTENDU QUE certains groupes qui vivent des réalités spécifiques font l'objet d'une attention particulière et nécessite des interventions adaptées;

ATTENDU QUE l'Organisme a développé une expertise en matière de services d'accueil, de référence, d'accompagnement et de suivi auprès desdits groupes et qu'il œuvre dans le domaine;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique à l'organisme.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
OBJET

La présente convention établit les modalités selon lesquelles la Ville apporte son soutien à l'Organisme qui s'engage à exécuter des activités approuvées par le Directeur conformément à la présente convention et à son Annexe A qui en fait partie intégrante.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Directeur** » **:** la Directrice du Service de la diversité sociale et des sports ou son représentant dûment autorisé;

2.2 « **Annexe A** » **:** la demande de contribution financière et approuvée par le Directeur décrivant les activités proposées et les résultats escomptés;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;

2.5 « **Rapport final** » : le rapport des activités conformément aux dispositions de la présente convention, lequel doit être remis au Directeur à la date qui y est déterminée.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition de l'Annexe A qui serait inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme :

4.1 **Activités**
réalise les activités en conformité des dispositions de la présente convention, de l'Annexe A et des directives du Directeur;

4.2 **Rapports**
dépose, auprès du Directeur, le rapport final requis par ce dernier et comportant les informations qu'il requiert, tels non limitativement la ventilation des activités, l'utilisation des sommes allouées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées;

4.3 **Autorisations et permis**
obtient toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

4.4 **Respect des lois**
se conforme en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ou des assureurs;

4.5 **Promotion et publicité**
met en évidence la participation de la Ville dans toute publicité relative aux activités visées par la présente convention, cette publicité devant, avant diffusion, être approuvée par le Directeur;

4.6 **Aspects financiers**

4.6.1 tient une comptabilité distincte faisant état de l'utilisation des sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention;

4.6.2 autorise le Directeur du Services des finances de la Ville à examiner les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville ainsi que les pièces justificatives et à en prendre copie, sans frais;

4.6.3 remet au Directeur, dans les trente (30) jours de leur adoption, une copie de ses états financiers annuels. Ces états financiers doivent présenter les informations financières relatives aux activités faisant l'objet de la présente convention, séparément de celles des autres secteurs d'activités de l'Organisme, si les revenus et dépenses des activités ne sont pas présentés distinctement des autres activités de l'Organisme dans ses états financiers, transmettre, un état des revenus et dépenses de ses activités;

4.6.4 transmet au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), avec copie au Directeur, ses états financiers vérifiés si l'Organisme reçoit de la Ville une contribution financière annuelle de 100 000 $ et plus (conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*), au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.6.5 est présent, si le Directeur en fait la demande, lors d'une séance plénière du conseil municipal selon le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal*, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention;

4.6.6 remet à la Ville, à l'échéance de la présente convention, toute somme non engagée dans la réalisation des activités, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Directeur à cet effet;

4.7 **Responsabilité**

prend fait et cause pour la Ville dans toute poursuite dirigée contre elle par des tiers en raison de la présente convention et de l'exercice des droits en découlant et la tient indemne de tout jugement ou de toute décision, de quelque nature que ce soit, en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention et à son Annexe A, la Ville convient de lui verser une somme maximale de **CINQUANTE-QUATRE MILLE TROIS CENT DIX-HUIT DOLLARS** (**54 318 $**);

5.2 **Versements**

La somme maximale payable à l'Organisme comprend le coût de toutes les activités, les dépenses et toutes les taxes applicables (TPS et TVQ), le cas échéant. Cette somme sera versée comme suit :

5.2.1 un premier versement de quatre-vingt-dix pourcent (90 %) au montant de **QUARANTE-HUIT MILLE HUIT CENT QUATRE-VINGT-SIX DOLLARS (48 886 $)**, dans les trente (30) jours de la signature de la convention par les deux parties ;

5.2.2 un deuxième versements de dix pourcent (10 %) au montant de **CINQ MILLE QUATRE CENT TRENTE-DEUX DOLLARS (5 432 $)**, dans les trente (30) jours suivant l'approbation par le Directeur d'un rapport final devant être remis avant le **31 janvier 2018**.

5.3 **Annulation**

Le Directeur peut suspendre, réduire ou annuler un versement si la réalisation des activités de l'Annexe A ne requiert plus, à son avis, cette somme maximale. Il peut également exiger la remise de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation des activités de l'Organisme dans le cadre de cette convention.

ARTICLE 6
DÉONTOLOGIE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités visées à l'Annexe A, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Directeur à cet égard.

6.4 L'Organisme doit utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre de la présente convention aux seules fins qui y sont prévues.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

I) si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

ou

II) si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe I) de l'article 7.1, le Directeur avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Directeur peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus au sous-paragraphe II) de l'article 7.1, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application de l'article 7, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à la Ville toute somme non encore utilisée reçue de celle-ci. La Ville peut exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente convention, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées sans indemnité payable à l'Organisme pour perte de revenus ou profits anticipés;

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente convention.

ARTICLE 9
INCESSIBILITÉ

L'Organisme ne peut céder, ni transférer, en tout ou en partie, les droits et obligations découlant de la présente convention sans l'autorisation préalable de la Ville.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles et pour les dommages matériels et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée;

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville;

10.3 Copie de la police ou du certificat de la police doit être remise au Directeur dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
VALIDITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

ARTICLE 12
RELATION CONTRACTUELLE

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de quelque autre façon.

ARTICLE 13
ÉLECTION DE DOMICILE ET AVIS

Aux fins de la présente convention, les parties élisent domicile à l'adresse mentionnée à la première page de la convention ou à toute autre adresse dont une partie avisera l'autre conformément au présent article.

Tout avis qui doit être donné à une partie en vertu de la présente convention doit être écrit et lui être transmis par courrier recommandé ou poste certifiée, auquel cas il est réputé reçu dans les trois (3) jours de sa mise à la poste, ou lui être remis par huissier ou par messager.

ARTICLE 14
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, le 31 décembre 2017.

ARTICLE 15
LOIS APPLICABLES

La présente convention est régie par les lois en vigueur du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2017

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier

Le e jour de 2017

LA RUE DES FEMMES DE MONTRÉAL

Par : _____
Mme Marcèle Lamarche, directrice générale

Cette convention a été approuvée par le comité exécutif de Montréal, le e jour de 2017 (résolution no.).

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.18

2017/03/30 17:00

(2)

Dossier # : 1175175001

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Centre local de développement
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent de 75 000 $ à la Jeune chambre de commerce de Montréal pour son implication dans un volet relève et entrepreneuriat en lien avec le Défi PME MTL, dans le cadre de l'entente de 175 M$ avec le Gouvernement du Québec / Approuver un projet de convention à cet effet

Il est recommandé :

1. d'accorder un soutien financier non récurrent de 75 000 $ à la Jeune chambre de commerce de Montréal pour son implication dans un volet relève et entrepreneuriat en lien avec le Défi PME MTL, dans le cadre de l'entente de 175 M$ avec le Gouvernement du Québec;

2. d'approuver un projet de convention entre la Ville et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel; cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-03-03 17:01

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1175175001**
Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Centre local de développement
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent de 75 000 $ à la Jeune chambre de commerce de Montréal pour son implication dans un volet relève et entrepreneuriat en lien avec le Défi PME MTL, dans le cadre de l'entente de 175 M$ avec le Gouvernement du Québec / Approuver un projet de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

La Jeune chambre de commerce de Montréal (JCCM), un organisme à but non lucratif, a été créée en 1931. Elle compte aujourd'hui 1600 membres : des professionnels, des entrepreneurs et des étudiants finissants âgés de 18 à 40 ans. Elle propose des activités dédiées au réseautage, à la formation et au rayonnement de ses membres et de la relève. Ses dossiers prioritaires sont :

- le développement durable et la responsabilité sociale de l'entreprise;
- l'entrepreneuriat et l'économie;
- l'éducation et la persévérance scolaire;
- le place et le leadership des femmes;
- la rétention de talent.

En décembre dernier, la JCCM soumettait à la l'Administration municipale un projet de partenariat en lien avec ses initiatives entrepreneuriales. Ses initiatives sont en lien avec le réseau PME MTL, l'École des entrepreneurs de Montréal et le Défi PME MTL qui s'inscrit dans le Défi OSEntreprendre.

Afin d'arrimer les actions de la JCCM dans le domaine de l'entrepreneuriat à celles du réseau PME MTL et de son École, il lui a été offert de développer un projet de partenariat qui s'inscrit dans un volet entrepreneuriat et relève du développement économique local et régional. Le présent dossier est relatif au projet développé par la JCCM, auquel est associé une contribution financière de la Ville de 75 000 $. Celle-ci est l'objet du présent dossier.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM15 1484 - 14 décembre 2015 - Accorder un soutien financier non récurrent de 75 000 $ à la Jeune chambre de commerce de Montréal pour son implication dans un volet relève et

entrepreneuriat en lien avec le Défi OSEntreprendre, dans le cadre de l'entente de 175 M$ avec le Gouvernement du Québec / Approuver un projet de convention à cet effet
CE14 0799 - 21 mai 2014 - Approuver le cadre général de la programmation du projet « Stratégie de développement économique » dans le cadre de l'entente de 175 M$, et les règles d'attribution des contributions financières pour le volet « Soutien aux projets structurants ».

CG12 0369 - 27 septembre 2012 : Adopter la programmation partielle 2013-2017 des projets inclus dans la stratégie Imaginer-Réaliser Montréal 2025 à financer par le protocole d'entente avec le Gouvernement du Québec sur l'aide financière de 175 M$.

CE12 1131 - 4 juillet 2012 : Approbation du projet de protocole d'entente entre le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT) et la Ville de Montréal établissant les modalités d'implication des parties relativement au versement d'une aide financière de 175 M$ à la Ville, en vue de permettre la réalisation de projets s'inscrivant dans la stratégie *Imaginer-Réaliser Montréal 2025.*

CE11 0975 - 22 juin 2011 : Approbation de la nouvelle Stratégie de développement économique 2011-2017.

DESCRIPTION

Le Défi PME MTL a comme objectif d'encourager le développement de l'entrepreneuriat montréalais en récompensant la création de nouvelles entreprises.
Le Défi PME MTL comprend deux échelons, soit le local et régional où seront des lauréats seront récompensés dans sept catégories officielles : bioalimentaire, commerce, économie sociale, exploitation, transformation et production, innovations technologiques et techniques, services aux entreprises et services aux individus.

Ce sont près de 50 finalistes qui recevront des bourses dans la région de Montréal :
- Sept entrepreneurs seront récompensés dans chacun des six galas locaux du DÉFI PME MTL, soit 42 gagnants
- Le gala régional récompensera un gagnant dans chacune des sept catégories. Les finalistes de cet échelon sont issus des six finales locales

Le DÉFI PME MTL s'arrime aux critères du Défi OSEntreprendre et constitue un tremplin vers le gala national où des entrepreneurs en création d'entreprise de toutes les régions du Québec concourront pour obtenir les honneurs.

C'est PME MTL Centre-Ouest qui agit à titre de coordonnateur de l'échelon régional, et ce, en collaboration avec l'ensemble du réseau PME MTL, d'autres acteurs clés de l'entrepreneuriat montréalais et la Ville de Montréal. Le gala des lauréats régionaux 2017 se tiendra à la fin du mois d'avril prochain où sont attendus plus de 250 personnes; acteurs du réseau entrepreneurial montréalais, finalistes, partenaires et bien d'autres.

La JCCM s'inscrira comme un partenaire du volet relève et entrepreneuriat du Défi PME MTL. À cette fin, il :
o mettra à la disposition de la Ville son réseau pour diffuser de l'information en lien avec l'écosystème de soutien à l'entrepreneuriat, dont le Défi PME MTL et l'École des entrepreneurs de MTL;
o mettra à la disposition de la Ville de Montréal son réseau et son temps pour solliciter l'implication de ses membres et de ses partenaires;
o participera et collaborera à la réflexion avec la Ville de Montréal et d'autres parties prenantes, dont PME MTL, par rapport aux besoins des entrepreneurs et des actions concrètes à prendre pour stimuler la culture entrepreneuriale.

o créera un comité de membres de la JCCM, chapeauté par le président et la directrice générale de l'organisme, qui soumettra des idées de conception, de contenu et de déroulement pour la suite du Défi;
o participera à la réflexion pour l'avancement du Défi PME MTL, en termes de contenu et de déroulement;
o participera à la réalisation du Défi PME MTL, en termes de contenu et de déroulement, suivant les besoins de la Ville de Montréal;
o fera rayonner le Défi PME MTL à travers le réseau de la JCCM;
o soutiendra à travers le réseau de la JCCM dans la sollicitation des candidatures ;
o verra les possibilités de rayonnement des gagnants du Défi PME MTL à travers les activités de la JCCM, telles que La Grande rencontre des entrepreneurs et le Concours ARISTA;
o mettra à la disposition de la Ville de Montréal son réseau et son temps pour mettre de l'avant la nouvelle École des entrepreneurs de Montréal;
o contribuera au rayonnement international de jeunes entrepreneurs de Montréal, notamment en soutenant leur participation à une délégation internationale.

La JCCM accordera à la Ville de Montréal le titre de "Grand partenaire". L'image de la Ville de Montréal sera, pour la durée de l'entente, associée à celle de la JCCM.

Le projet développé par la JCCM est d'une valeur de 125 000 $, dont 60 % serait financé par la Ville. Cette proportion respecte les règles d'attribution des contributions financières du volet « Soutien aux projets structurants » de la programmation du projet « Stratégie de développement économique » de l'entente de 175 M$ avec le Gouvernement du Québec.

Projet de soutien à l'entrepreneuriat et à la relève – Budget

Répartition / utilisation du budget	Somme ($)
▪ Promotion, communication et implication	25 000
▪ Appui au réseau PME MTL	30 000
▪ Participation au Défi PME MTL	24 000
▪ Idéation et/ou concertation en lien avec la Grande rencontre des entrepreneurs	15 500
▪ Rayonnement international	10 000
▪ Gestions de projets, coordination et soutien administratif	10 500
Total	**125 000**

L'entente de soutien financier jointe au présent dossier vient formaliser les attentes de la Ville et préciser les modalités de versement de la contribution.

JUSTIFICATION

La JCCM est reconnue pour son important membership, qui fait d'elle la plus grande jeune chambre au niveau mondial, et ses événements qui sont des lieux et des opportunités de rencontres et d'information importants à Montréal. Elle démontre également de l'expertise en matière de formation, notamment par le programme *Réseau jeunes entrepreneurs* .

Son offre est arrivée à un moment charnière du développement économique local de Montréal. La création du réseau PME MTL a permis de revoir l'ensemble de l'offre en entrepreneuriat et de mettre à jour les besoins. L'expertise et le réseau de la JCCM peuvent aisément s'inscrire dans l'offre de service en entrepreneuriat et faciliter la réalisation de projets, dont le défi PME MTL.

Le partenariat avec la JCCM permettra de l'incorporer à la communauté des organismes montréalais œuvrant à la mise en oeuvre d'initiatives en matière de relève entrepreneurial et de faciliter l'adéquation entre les offres de services des partenaires et des besoins exprimés par le milieu des affaires.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour donner suite à ce dossier, il y a lieu d'autoriser un soutien financier de 75 000 $ qui serait versé en totalité en 2017. Le financement est entièrement assuré par l'entente de 175 M$ avec le Gouvernement du Québec et les crédits sont déjà prévus au budget de fonctionnement du SDÉ. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'approbation du dossier permettra d'améliorer la visibilité du défi PME MTL 2017 et de préparer l'édition 2018.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Le titre de "Grand partenaire" donnera à la Ville une visibilité importante sur tous les outils de communication de la JCCM. Aussi, les opérations de communication du projet devront respecter le protocole de visibilité inclut dans l'entente de contribution et, tel que prévu, impliquer nos partenaires du Gouvernement du Québec.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

À compter d'avril 2017 : mise en place des actions en prévision des étapes 2018 du Défi PME MTL et de l'édition de 2017

- Galas locaux : avril 2017
- Gala du concours : mai 2017
- Gala régional : 2 mai 2017
- Gala national : juin 2017
- Grande rencontre des entrepreneurs : printemps 2017
- Suivi et mission : jusqu'au 31 décembre 2017
- Promotion et communication : à compter d'avril 2017
- Projet de micro-crédit : printemps 2017

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Danièle HANDFIELD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martine ÉTHIER
Chef d'équipe

Tél : 514 872-4137
Télécop. : 514 872-6249

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-03-01

Alain HOUDE
Directeur

Tél : 514 872-1908
Télécop. :

JEUNE CHAMBRE
DE COMMERCE
DE MONTRÉAL

VILLE DE MONTRÉAL

Proposition : partenariat avec le service de développement économique de la Ville de Montréal

Dossiers prioritaires : Entrepreneuriat et relève

SOMMAIRE DE LA JCCM

Avec ses 1600 membres, la JCCM est la plus grande jeune chambre au monde et a comme mission de ***« Développer, représenter et faire rayonner la relève d'affaires »***. Afin d'alimenter nos activités et de maximiser notre impact auprès de la relève, nous misons sur 5 dossiers prioritaires :

- **le développement durable et la responsabilité sociale d'entreprise**
- **l'entrepreneuriat et l'économie**
- **l'éducation et la persévérance scolaire**
- **la place et le leadership des femmes**
- **la rétention du talent**

Les professionnels, entrepreneurs et étudiants finissants, âgés de 18 à 40 ans, que nous représentons participent à nos **80 activités annuelles dédiées** au **réseautage, à la formation et au rayonnement de nos membres et de la relève**. Toutes ces activités sont rendues possibles grâce à l'apport financier de nombreux **partenaires** ainsi qu'à l'implication de plus de **150 bénévoles.** De plus, la JCCM est composée d'un Conseil d'administration, d'une direction générale comptant six employés et d'une brochette de personnalités chevronnées qui agissent comme parrains et marraines au sein de notre organisation.

Au niveau entrepreneurial, la JCCM met notamment de l'avant:

- le ***Réseau jeunes entrepreneurs*** *(RJE)*, notre programme de formation qui accompagne des jeunes qui désirent passer d'une idée à un plan d'affaires. À noter que, dans les trois dernières années, le RJE a permis à près de 30 projets de s'incorporer et de passer à une autre étape ;
- nos ***Cocktails entrepreneurs***, qui réunissent plus de 400 personnes ;
- la ***Grande rencontre des entrepreneurs*** qui mobilise annuellement la communauté d'affaires de Montréal, fait rayonner l'écosystème entrepreneurial de Montréal et permet de soutenir financièrement de jeunes entrepreneurs ;
- Catégories entrepreneuriales dans **le Concours ARISTA**, qui fait rayonner les jeunes de la relève à travers le Québec.

SOMMAIRE DU SOUTIEN DE LA VILLE DE MONTRÉAL

Un appui financier de la Ville de Montréal permettra à la JCCM :

1) de contribuer à la promotion et au développement d'une culture entrepreneuriale forte et concertée à Montréal ;
2) de collaborer étroitement avec PME MTL, notamment en lien avec le Défi PME MTL et l'École des entrepreneurs MTL.

CONTEXTE

Depuis maintenant un an, la JCCM et la Ville de Montréal ont allié leurs forces et leurs réseaux afin de soutenir, d'encourager et de promouvoir l'entrepreneuriat auprès de la relève tout en visant une augmentation de l'indice entrepreneurial de la métropole. Cette collaboration a été accueillie positivement par les membres et le réseau de la JCCM ainsi que par la communauté d'affaires de Montréal. Une étroite collaboration entre la relève impliquée et engagée de Montréal et le développement économique de la Ville de Montréal nous apparaît aujourd'hui comme allant de soi.

LA JCCM ET LA VILLE DE MONTRÉAL

Le soutien financier de la Ville de Montréal permet de réaliser de façon encore plus concrète la mission de la JCCM au niveau de la relève entrepreneuriale : faire rayonner les entrepreneurs et de les encourager à se lancer ou à poursuivre leur projet. L'implication de la Ville est essentielle pour arriver à atteindre cet objectif.

OBJECTIF

L'objectif est de continuer à stimuler et promouvoir l'entrepreneuriat à Montréal en soutenant et impliquant la relève et ce, afin de contribuer à l'augmentation de l'indice entrepreneurial de la métropole.

La JCCM vise à soutenir un élan positif d'entrepreneuriat à Montréal et offrir un soutien innovant et créatif dans le but de créer une culture d'entrepreneuriat plus forte et concertée à Montréal qui répondra aux besoins des jeunes entrepreneurs, notamment :

- un écosystème d'entrepreneurial concerté qui leurs donnent des moyens concrets ;
- des projets porteurs qui sont pertinents ;
- des ressources claires et simples qui les encouragent à poursuivre leurs démarches.

RESPONSABILITÉS DE LA JCCM ENVERS LA VILLE COMME GRAND PARTENAIRE

La Ville de Montréal bénéficiera des éléments de visibilité suivants :

- Association du logo de la Ville de Montréal dans toutes les communications écrites et électroniques de la JCCM :

    le logo de la Ville de Montréal est systématiquement associé à celui de la JCCM, à titre de Grand Partenaire
    le logo du Gouvernement du Québec sera associé à toute activité ou publication liée à l'entrepreneuriat

- Respecter les normes graphiques et spécifications de la Ville de Montréal et les associations graphiques souhaitées ;

- Invitation du partenaire aux activités de la JCCM ;

- Possibilité d'être conférencier ou invité d'honneur, selon les opportunités et les événements ;

- Choisir un volet d'activités de la JCCM sur lequel le Grand partenaire sera associé plus spécifiquement et des projets développés conjointement : **volet Entrepreneuriat**.

Promotion, diffusion et sollicitation

- Mettre à la disposition de la Ville de Montréal le réseau de la JCCM pour diffuser de l'information en lien avec l'écosystème de soutien à l'entrepreneuriat de Montréal, dont le Défi PME MTL ou autre projet suivant les besoins de la Ville de Montréal.

- Mettre à la disposition de la Ville de Montréal son réseau et son temps pour solliciter l'implication de ses membres et de ses partenaires ;

- Participer et collaborer à la réflexion avec la Ville de Montréal et d'autres parties prenantes, dont PME MTL, par rapport aux besoins des entrepreneurs et des actions concrètes à prendre pour stimuler la culture entrepreneuriale.

Implication et idéation du Défi PME MTL et de l'École des entrepreneurs MTL

- Créer, si la Ville le désire, un comité de membres de la JCCM, chapeauté par le Président et la DG, qui soumettra des idées de conception, de contenu et de déroulement pour la suite du Défi, en lien et en collaboration avec ce qui a été développé par le SAJE et ce qui sera mis de l'avant par PME MTL;

- Participer à la réflexion pour l'avancement du Défi PME MTL, en termes de contenu et de déroulement;

- Participer à la réalisation du Défi PME MTL, en termes de contenu et de déroulement, suivant les besoins de la Ville de Montréal;

- Faire rayonner le Défi PME MTL à travers le réseau de la JCCM

- Soutien à travers le réseau de la JCCM dans la sollicitation des candidatures ;

- Voir les possibilités de rayonnement des gagnants du Défi PME MTL à travers les activités de la JCCM telles que La Grande rencontre des entrepreneurs et le Concours ARISTA de la JCCM;

- Mettre à la disposition de la Ville de Montréal son réseau et son temps pour mettre de l'avant la nouvelle École des entrepreneurs de Montréal;

- Inciter les membres de la JCCM à s'inscrire à l' École des entrepreneurs MTL;

- Partager la programmation de l' École des entrepreneurs de MTL à travers le réseau de la JCCM;

- Faire rayonner les finissants de l' École des entrepreneurs de MTL à travers le réseau de la JCCM;

- Inviter les finissants de l' École des entrepreneurs de MTL à participer aux activités de la JCCM;

Contribuer au rayonnement international de jeunes entrepreneurs de Montréal

- Participer à une Mission commerciale avec le Maire de Montréal à chaque année;
- Attribuer un soutien à de jeunes entrepreneurs pour leur participation à une délégation internationale;
- Faire rayonner ces jeunes ici à Montréal et à l'international.

Inciter les finissants de notre réseau de formation Réseau jeunes entrepreneurs (RJE) à s'inscrire à l'École des entrepreneurs MTL ou à présenter leur candidature dans le cadre du Défi PME MTL

- Offrir une bourse à un candidat sélectionné de la cohorte du RJE pour la participation à l'École d'entrepreneuriat de Montréal

ATTRIBUTION DU SOUTIEN FINANCIER DE LA VILLE DE MONTRÉAL

Répartition/utilisation du budget	Valeur attribuée
Promotion, communication, sollicitation du réseau	25 000$
Implication de la direction de la JCCM et d'un comité pour PME MTL, suivant les besoins établis par la Ville	30 000$
Participation au Défi PME MTL: conception et déroulement en collaboration avec la Ville et PME MTL (développement suivant les besoins du partenaire)	24 000$
Grande rencontre des entrepreneurs : lien avec le Défi PME MTL et École des entrepreneurs MTL : concertation et diffusion	15 500$
Participation et présence au niveau international	10 000$
Soutien au fonctionnement et avancement de la JCCM	10 500$
Total	**125 000$**

VISIBILITÉ ET OPPORTUNITÉS OFFERTES À LA VILLE DE MONTRÉAL

Privilèges - Entente 2016-2017 Renouvelable sur trois ans	**Valeur**
Grand partenaire, image associée à celle de la JCCM **Propulseur du volet Entrepreneuriat :** - Collaboration à PME MTL - Soutien au Concours OSEntreprendre (CQE) - Salon/48h Entrepreneurs de la JCCM - Initiative soutenant le développement international pour de jeunes entrepreneurs - Soutien au Réseau Jeunes Entrepreneurs et au développement de la relève d'affaires - Collaboration au développement et à la promotion de l'École des entrepreneurs de Montréal	**75 000$**
Autres opportunités/inclusions	**Valeur**
15 memberships pour des employés de la Ville (ou personnes ciblées par la Ville, dont les gagnants du Défi PME MTL) de moins de 40 ans	Valeur de : 1500$
Place à la table d'honneur du Gala ARISTA + Mention ou allocution lors du Gala	Valeur de : 1000$
Demi-table au Gala ARISTA (5 places) pour des représentants de la Ville ou pour des gagnants du Défi PME MTL	Valeur de : 2000$
Invitation VIP aux événements de la JCCM (autre qu'Arista) pour 2 personnes	Valeur de : 5000$
SOUTIEN FINANCIER accordé par la Ville de Montréal	**75 000$**

CONVENTION

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, dont la principale adresse est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, ici représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes par la résolution CG06 0006;

N^{o} d'inscription TPS : 121364749
N^{o} d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET : **JEUNE CHAMBRE DE COMMERCE DE MONTRÉAL**, personne morale constituée sous l'autorité de la troisième partie de la *Loi sur les compagnies*, dont l'adresse principale est le 1435 rue St-Alexandre, bureau 700, Montréal, Québec, H3A 2G4 agissant et représentée par Mme Sandrine Archambault, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu d'une résolution adoptée à une réunion de son conseil d'administration tenue le ……, dont un extrait est annexé aux présentes pour en attester;

Ci-après appelée l' « **ORGANISME** »

ATTENDU QUE les fonds nécessaires au support financier octroyé à l'Organisme en vertu de la présente convention proviennent du Protocole d'entente intervenu entre la Ville et le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (le « ministre des Affaires municipales ») le 4 juillet 2012 (le « Protocole »);

ATTENDU QUE le Protocole établit les modalités de l'octroi par le ministre des Affaires municipales à la Ville d'une aide financière en vue de lui permettre de réaliser, selon son choix, des projets qui s'inscrivent dans les cinq (5) axes identifiés dans la stratégie de développement *Imaginer-Réaliser Montréal 2025* et qui respectent les objectifs de développement de la Ville, tels que précisés dans ses politiques, stratégies et plans;

ATTENDU QUE le Décret 990-2012, pris par le gouvernement du Québec le 31 octobre 2012, confère au ministre responsable de la Région de Montréal (le « Ministre ») la responsabilité de l'application de la section IV.5 de la *Loi sur le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire*, ainsi que celle des effectifs et des crédits afférents à ces fonctions;

ATTENDU QUE le Protocole entend maximiser les retombées économiques, sociales, culturelles et environnementales des projets soutenus ainsi que susciter notamment des investissements privés;

ATTENDU QUE le Projet qu'entend réaliser l'Organisme s'inscrit dans un de ces cinq (5) axes du Protocole;

ATTENDU QUE la Ville souhaite soutenir l'Organisme dans la mise en œuvre de son Projet;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique à l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme peut recevoir des contributions de différents ministères autres que la subvention provenant du Ministre;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

1.1 « **Annexe 1** » : le document intitulé « Description du Projet »;

1.2 « **Annexe 2** » : liste des dépenses non admissibles dans le cadre du Projet;

1.3 « **Annexe 3** » : le document intitulé « Communications »;

1.4 « **Directeur** » : le Directeur du Service de développement économique de la Ville de Montréal ou son représentant dûment autorisé;

1.5 « **Projet** » : le Projet décrit à l'Annexe 1.

Le préambule et les Annexes 1, 2 et 3 font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui de l'Annexe 1.

ARTICLE 2
OBJET

La présente convention établit les modalités et conditions du versement de la contribution financière de la Ville à l'Organisme.

ARTICLE 3
OBLIGATIONS DE LA VILLE

3.1 Sous réserve des dispositions de l'article 12 des présentes, en considération du respect par l'Organisme de toutes et chacune des obligations qui lui incombent en vertu de la présente convention et conditionnellement à la disponibilité des crédits en provenance du Ministre, couvrant toute la durée de l'entente, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de soixante-quinze mille dollars (75 000 $), incluant, le cas échéant, toutes les taxes applicables sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.).

3.2 La somme prévue au paragraphe 3.1 est versée à l'Organisme comme suit :

3.2.1 une somme de soixante-cinq mille dollars (65 000 $) dans les trente (30) jours suivant la signature de la présente convention;

3.2.2 le solde de dix mille dollars (10 000 $) dans les trente (30) jours de la présentation au Directeur du bilan annuel de la réalisation du projet.

3.3 La Ville peut suspendre tout versement si l'Organisme est en défaut d'exécuter en tout ou en partie ses obligations.

3.4 La Ville se réserve le droit de diminuer sa contribution financière si le coût du Projet est inférieur à celui présenté pour l'obtention de cette contribution.

3.5 L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

3.6 La Ville se réserve le droit de suspendre ou de diminuer sa contribution financière si l'Organisme doit des sommes à la Ville.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 utiliser la contribution financière de la Ville aux seules fins de réaliser le Projet décrit à l'Annexe 1, étant entendu que les sommes versées ne peuvent être employées pour défrayer les coûts indiqués à l'Annexe 2;

4.2 transmettre au Directeur pour approbation, et ce, dans les plus brefs délais, toute modification au Projet, à sa programmation, à ses échéanciers ou à tout autre élément qui contribue à le définir;

4.3 réaliser le Projet selon le calendrier convenu;

4.4 transmettre au Directeur, au plus tard le 30 novembre 2017, un bilan faisant état des réalisations du Projet;

le bilan des réalisations doit comprendre notamment, dans une section en annexe, les bénéfices ou retombées obtenus en lien avec les indicateurs suivants :

- nombre et type d'activités réalisées dans le cadre du mandat (ateliers, conférences, etc.)
- Nombre de participants montréalais de moins de 40 ans / nombre total de participants au Défi PME MTL
    - Volet local
    - Volet régional
- Nombre de nouvelles entreprises dont le dirigeant principal a moins de 40 ans

4.5 transmettre au Directeur, au plus tard le 30 novembre 2017, un bilan de la visibilité accordée au Projet conformément aux dispositions prévues à l'article 2.6 de l'Annexe 3;

4.6 informer le Directeur, dans les plus brefs délais, en cours d'année, de toute nouvelle subvention reçue d'un ministère ou d'une agence du Gouvernement du Québec dans le cadre de la réalisation de la présente convention et l'aviser de toute nouvelle demande de subvention faite par l'Organisme dans le cours de celle-ci;

4.7 obtenir, le cas échéant, tous les permis et autorisations requis en vertu des lois et règlements en vigueur;

4.8 assumer tous les coûts de réalisation du Projet et le financement de tout dépassement des coûts requis pour la réalisation de celui-ci, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 3.1;

4.9 tenir des comptes et des registres appropriés, précis et exacts, à l'égard des travaux réalisés et rendre accessibles au Directeur et au Ministre, durant les heures normales de bureau, après un avis écrit de vingt-quatre (24) heures, tous les livres comptables et registres se rapportant à ces travaux. L'Organisme collabore avec le Directeur et le Ministre et leur laisse prendre, gratuitement, des photocopies des documents que ceux-ci demandent. Les pièces justificatives originales et les registres afférents à ces travaux devront être conservés par l'Organisme pour une période d'au moins trois (3) ans après la date de la fin du Projet;

4.10 transmettre au Directeur, pour chaque année de la présente convention, des états financiers accompagnés d'un rapport de mission d'examen, au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier, comportant le nom de ses partenaires et de toutes les contributions financières confirmées ou reçues, incluant une ventilation par ministère pour les contributions publiques, et une ventilation détaillée des dépenses identifiant notamment les dépenses non admissibles indiqués à l'annexe 2; si les revenus et dépenses du Projet ne sont pas présentés distinctement des autres activités de l'Organisme dans ses états financiers, transmettre, au lieu des états financiers, un état des revenus et dépenses accompagné d'un rapport de mission d'examen du Projet avec les

ventilations énoncées dans le présent article;

4.11 prendre fait et cause pour la Ville dans toutes réclamations ou poursuites intentées contre elle résultant directement ou indirectement de ce qui fait l'objet de la présente convention et à l'indemniser de tous jugements et de toutes condamnations qui pourraient être prononcés contre elle et de toutes sommes qu'elle aura déboursées avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.12 constituer, à la demande du Directeur, un comité de suivi du Projet, composé d'au moins un représentant de l'Organisme et du Directeur, qui peuvent s'adjoindre, au besoin, d'autres collaborateurs;

4.13 convoquer, dans l'éventualité de la constitution d'un comité de suivi, le Comité au moins deux fois par année et obtenir de celui-ci son avis et ses recommandations sur les propositions de l'Organisme relatives à l'élaboration de chacun des éléments et des étapes majeures de réalisation du programme;

4.14 transmettre au Directeur les procès-verbaux des réunions du Comité de suivi dans le mois suivant la tenue d'une réunion ainsi que toute information que ce dernier peut requérir quant au contenu des rapports qui doivent lui être remis par l'Organisme;

4.15 transmettre au Directeur tout document ou rapport requis en vertu de la présente convention sous forme électronique et sous forme papier;

4.16 transmettre sans délai au Directeur, lorsqu'il en fait la demande par écrit, toute information en lien avec la présente convention;

4.17 conserver son statut d'organisme à but non lucratif pendant toute la durée de la convention;

4.18 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Directeur en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance plénière du conseil municipal selon le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal*, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 5
COMMUNICATION

5.1 L'Organisme doit faire état de la participation financière de la Ville et de celle du Ministre, conformément aux dispositions concernant la visibilité contenues dans l'Annexe 3, dans toute publicité, affichage ou document d'information relatif à l'objet de la présente convention et faire en sorte que ces documents reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le Ministre par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet; tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Directeur et par le Ministre avant diffusion.

5.2 L'Organisme doit associer la Ville, le Ministre et le Secrétariat à la Région de Montréal (le « Secrétariat ») aux différents événements de reconnaissance soulignant l'excellence du Projet.

ARTICLE 6
DÉFAUT

6.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

6.1.1 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours de la réception d'un avis du Directeur l'enjoignant de remédier à son défaut;

6.1.2 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

6.1.3 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

6.1.4 s'il perd son statut d'organisme à but non lucratif;

6.1.5 s'il a fait une fausse déclaration ou commis une fraude en regard de la présente convention.

6.2 Dans les cas mentionnés aux articles 6.1.1 et 6.1.2, la Ville peut, à son entière discrétion, résilier la convention sur simple avis écrit. Toute contribution financière non versée cesse alors d'être due à l'Organisme et celui-ci doit rembourser à la Ville, au choix de celle-ci, tout ou partie de la contribution financière qui lui a été versée dans les cinq (5) jours suivant une demande à cet effet.

6.3 Dans les cas mentionnés à l'article 6.1.3, 6.1.4 et 6.1.5, la convention est résiliée de plein droit dès la survenance de tel événement ou la connaissance de celui-ci et l'article 6.2 s'applique en faisant les adaptations nécessaires.

6.4 La Ville peut suspendre tout versement de l'aide en cas de défaut de l'Organisme. Ce dernier renonce de plus à tout recours à l'encontre de la Ville du fait de la résiliation de la convention, quel qu'en soit le motif.

ARTICLE 7
DÉCLARATION ET GARANTIES

7.1 L'Organisme déclare et garantit qu'il a le pouvoir et l'autorité de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de la présente convention.

7.2 L'Organisme reconnaît que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu du présent protocole constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celui-ci, et le défaut par l'Organisme de respecter l'une quelconque de ces conditions permettra à la Ville de résilier ce protocole sur simple avis écrit, sans que l'Organisme ne puisse réclamer aucune indemnité ou compensation. Dans un tel cas, toute somme versée par la Ville à l'Organisme à titre de participation financière devra, le cas échéant, lui être remise dans les cinq (5) jours d'une demande à cet effet.

ARTICLE 8
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux parties et se termine, sous réserve de l'article 6 (défaut), lorsque chaque partie a rempli ses obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2017.

ARTICLE 9
DÉONTOLOGIE

9.1 L'Organisme doit, dans la réalisation du Projet, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

9.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Directeur à cet égard.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, une police d'assurance-responsabilité civile accordant une protection pour dommages corporels et dommages matériels d'au moins deux millions de dollars (2 000 000 $), par accident ou événement et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.2 L'Organisme doit remettre, à la signature de la présente convention, un certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 10.1 et remettre, à chaque

année, au Directeur, le certificat de renouvellement de la police et de son avenant, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
CONDITIONS GÉNÉRALES

11.1 **Élection de domicile**

Les parties élisent domicile à l'adresse mentionnée à la première page de la présente convention. Cependant, une partie pourra aviser l'autre d'une autre adresse dans le district judiciaire de Montréal à laquelle tout avis subséquent devra lui être envoyé.

11.2 **Avis**

Tout avis qu'une partie doit donner à l'autre en vertu de la présente convention doit être expédié sous pli recommandé comme suit :

POUR LA VILLE :

Ville de Montréal
Service du développement économique
À l'attention de :
Mme Géraldine Martin, directrice
Direction de l'entrepreneuriat
700, rue de la Gauchetière Ouest, 28e étage
Montréal (Québec) H3B 5M2

POUR L'ORGANISME :

Jeune chambre de commerce de Montréal
À l'attention de
Mme Sandrine Archambault, directrice générale
1435, rue St-Alexandre, bureau 700
Montréal, Québec H3A 2G4

11.3 **Cession**

L'Organisme ne peut céder ou autrement transporter les droits et obligations lui résultant de la présente convention sans l'accord préalable écrit de la Ville.

11.4 **Absence de mandat**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

11.5 **Invalidité d'une clause**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

11.6 **Lois applicables**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute action s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

ARTICLE 12
RÉSILIATION

12.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente convention, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées sans indemnité payable à l'Organisme pour perte de revenus ou profits anticipés.

12.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente convention.

EN FOI DE QUOI LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le …… e jour de …… 2017

VILLE DE MONTRÉAL

Par :_____
M^e Yves Saindon, greffier

Le …… e jour de …… 2017

JEUNE CHAMBRE DE COMMERCE DE MONTRÉAL

Par : _____
Sandrine Archambault, Directrice générale

Cette convention a été approuvée par le ……de la Ville de Montréal, le ……. e jour du mois de …….. 2017 (Résolution ……..).

ANNEXE 1

DESCRIPTION DU PROJET

JEUNE CHAMBRE DE COMMERCE DE MONTRÉAL

VILLE DE MONTRÉAL

Proposition : partenariat avec le service de développement économique de la Ville de Montréal

Dossiers prioritaires : Entrepreneuriat et relève

SOMMAIRE DE LA JCCM

Avec ses 1600 membres, la JCCM est la plus grande jeune chambre au monde et a comme mission de ***« Développer, représenter et faire rayonner la relève d'affaires »***. Afin d'alimenter nos activités et de maximiser notre impact auprès de la relève, nous misons sur 5 dossiers prioritaires :

- **le développement durable et la responsabilité sociale d'entreprise**
- **l'entrepreneuriat et l'économie**
- **l'éducation et la persévérance scolaire**
- **la place et le leadership des femmes**
- **la rétention du talent**

Les professionnels, entrepreneurs et étudiants finissants, âgés de 18 à 40 ans, que nous représentons participent à nos **80 activités annuelles dédiées** au **réseautage, à la formation et au rayonnement de nos membres et de la relève**. Toutes ces activités sont rendues possibles grâce à l'apport financier de nombreux **partenaires** ainsi qu'à l'implication de plus de **150 bénévoles.** De plus, la JCCM est composée d'un Conseil d'administration, d'une direction générale comptant six employés et d'une brochette de personnalités chevronnées qui agissent comme parrains et marraines au sein de notre organisation.

Au niveau entrepreneurial, la JCCM met notamment de l'avant:

- le ***Réseau jeunes entrepreneurs*** *(RJE)*, notre programme de formation qui accompagne des jeunes qui désirent passer d'une idée à un plan d'affaires. À noter que, dans les trois dernières années, le RJE a permis à près de 30 projets de s'incorporer et de passer à une autre étape ;
- nos ***Cocktails entrepreneurs***, qui réunissent plus de 400 personnes ;
- la ***Grande rencontre des entrepreneurs*** qui mobilise annuellement la communauté d'affaires de Montréal, fait rayonner l'écosystème entrepreneurial de Montréal et permet de soutenir financièrement de jeunes entrepreneurs ;
- Catégories entrepreneuriales dans **le Concours ARISTA**, qui fait rayonner les jeunes de la relève à travers le Québec.

SOMMAIRE DU SOUTIEN DE LA VILLE DE MONTRÉAL

Un appui financier de la Ville de Montréal permettra à la JCCM :

1) de contribuer à la promotion et au développement d'une culture entrepreneuriale forte et concertée à Montréal ;
2) de collaborer étroitement avec PME MTL, notamment en lien avec le Défi PME MTL et l'École des entrepreneurs MTL.

CONTEXTE

Depuis maintenant un an, la JCCM et la Ville de Montréal ont allié leurs forces et leurs réseaux afin de soutenir, d'encourager et de promouvoir l'entrepreneuriat auprès de la relève tout en visant une augmentation de l'indice entrepreneurial de la métropole. Cette collaboration a été accueillie positivement par les membres et le réseau de la JCCM ainsi que par la communauté d'affaires de Montréal. Une étroite collaboration entre la relève impliquée et engagée de Montréal et le développement économique de la Ville de Montréal nous apparaît aujourd'hui comme allant de soi.

LA JCCM ET LA VILLE DE MONTRÉAL

Le soutien financier de la Ville de Montréal permet de réaliser de façon encore plus concrète la mission de la JCCM au niveau de la relève entrepreneuriale : faire rayonner les entrepreneurs et de les encourager à se lancer ou à poursuivre leur projet. L'implication de la Ville est essentielle pour arriver à atteindre cet objectif.

OBJECTIF

L'objectif est de continuer à stimuler et promouvoir l'entrepreneuriat à Montréal en soutenant et impliquant la relève et ce, afin de contribuer à l'augmentation de l'indice entrepreneurial de la métropole.

La JCCM vise à soutenir un élan positif d'entrepreneuriat à Montréal et offrir un soutien innovant et créatif dans le but de créer une culture d'entrepreneuriat plus forte et concertée à Montréal qui répondra aux besoins des jeunes entrepreneurs, notamment :

- un écosystème d'entrepreneurial concerté qui leurs donnent des moyens concrets ;
- des projets porteurs qui sont pertinents ;
- des ressources claires et simples qui les encouragent à poursuivre leurs démarches.

RESPONSABILITÉS DE LA JCCM ENVERS LA VILLE COMME GRAND PARTENAIRE

La Ville de Montréal bénéficiera des éléments de visibilité suivants :

- Association du logo de la Ville de Montréal dans toutes les communications écrites et électroniques de la JCCM :

  le logo de la Ville de Montréal est systématiquement associé à celui de la JCCM, à titre de Grand Partenaire
  le logo du Gouvernement du Québec sera associé à toute activité ou publication liée à l'entrepreneuriat

- Respecter les normes graphiques et spécifications de la Ville de Montréal et les associations graphiques souhaitées ;

- Invitation du partenaire aux activités de la JCCM ;

- Possibilité d'être conférencier ou invité d'honneur, selon les opportunités et les événements ;

- Choisir un volet d'activités de la JCCM sur lequel le Grand partenaire sera associé plus spécifiquement et des projets développés conjointement : **volet Entrepreneuriat**.

Promotion, diffusion et sollicitation

- Mettre à la disposition de la Ville de Montréal le réseau de la JCCM pour diffuser de l'information en lien avec l'écosystème de soutien à l'entrepreneuriat de Montréal, dont le Défi PME MTL ou autre projet suivant les besoins de la Ville de Montréal.

- Mettre à la disposition de la Ville de Montréal son réseau et son temps pour solliciter l'implication de ses membres et de ses partenaires ;

- Participer et collaborer à la réflexion avec la Ville de Montréal et d'autres parties prenantes, dont PME MTL, par rapport aux besoins des entrepreneurs et des actions concrètes à prendre pour stimuler la culture entrepreneuriale.

Implication et idéation du Défi PME MTL et de l'École des entrepreneurs MTL

- Créer, si la Ville le désire, un comité de membres de la JCCM, chapeauté par le Président et la DG, qui soumettra des idées de conception, de contenu et de déroulement pour la suite du Défi, en lien et en collaboration avec ce qui a été développé par le SAJE et ce qui sera mis de l'avant par PME MTL;

- Participer à la réflexion pour l'avancement du Défi PME MTL, en termes de contenu et de déroulement;

- Participer à la réalisation du Défi PME MTL, en termes de contenu et de déroulement, suivant les besoins de la Ville de Montréal;

- Faire rayonner le Défi PME MTL à travers le réseau de la JCCM

- Soutien à travers le réseau de la JCCM dans la sollicitation des candidatures ;

- Voir les possibilités de rayonnement des gagnants du Défi PME MTL à travers les activités de la JCCM telles que La Grande rencontre des entrepreneurs et le Concours ARISTA de la JCCM;

- Mettre à la disposition de la Ville de Montréal son réseau et son temps pour mettre de l'avant la nouvelle École des entrepreneurs de Montréal;

- Inciter les membres de la JCCM à s'inscrire à l' École des entrepreneurs MTL;

- Partager la programmation de l' École des entrepreneurs de MTL à travers le réseau de la JCCM;

- Faire rayonner les finissants de l' École des entrepreneurs de MTL à travers le réseau de la JCCM;

- Inviter les finissants de l' École des entrepreneurs de MTL à participer aux activités de la JCCM;

Contribuer au rayonnement international de jeunes entrepreneurs de Montréal

- Participer à une Mission commerciale avec le Maire de Montréal à chaque année;
- Attribuer un soutien à de jeunes entrepreneurs pour leur participation à une délégation internationale;
- Faire rayonner ces jeunes ici à Montréal et à l'international.

Inciter les finissants de notre réseau de formation Réseau jeunes entrepreneurs (RJE) à s'inscrire à l'École des entrepreneurs MTL ou à présenter leur candidature dans le cadre du Défi PME MTL

- Offrir une bourse à un candidat sélectionné de la cohorte du RJE pour la participation à l'École d'entrepreneuriat de Montréal

VISIBILITÉ ET OPPORTUNITÉS OFFERTES À LA VILLE DE MONTRÉAL

Privilèges - Entente 2016-2017 Renouvelable sur trois ans	**Valeur**
Grand partenaire, image associée à celle de la JCCM **Propulseur du volet Entrepreneuriat :** - Collaboration à PME MTL - Soutien au Concours OSEntreprendre (CQE) - Salon/48h Entrepreneurs de la JCCM - Initiative soutenant le développement international pour de jeunes entrepreneurs - Soutien au Réseau Jeunes Entrepreneurs et au développement de la relève d'affaires - Collaboration au développement et à la promotion de l'École des entrepreneurs de Montréal	**75 000$**
Autres opportunités/inclusions	**Valeur**
15 memberships pour des employés de la Ville (ou personnes ciblées par la Ville, dont les gagnants du Défi PME MTL) de moins de 40 ans	Valeur de : 1500$
Place à la table d'honneur du Gala ARISTA + Mention ou allocution lors du Gala	Valeur de : 1000$
Demi-table au Gala ARISTA (5 places) pour des représentants de la Ville ou pour des gagnants du Défi PME MTL	Valeur de : 2000$
Invitation VIP aux événements de la JCCM (autre qu'Arista) pour 2 personnes	Valeur de : 5000$
SOUTIEN FINANCIER accordé par la Ville de Montréal	**75 000$**

ATTRIBUTION DU SOUTIEN FINANCIER DE LA VILLE DE MONTRÉAL

Répartition/utilisation du budget	Valeur attribuée
Promotion, communication, sollicitation du réseau	25 000$
Implication de la direction de la JCCM et d'un comité pour PME MTL, suivant les besoins établis par la Ville	30 000$
Participation au Défi PME MTL: conception et déroulement en collaboration avec la Ville et PME MTL (développement suivant les besoins du partenaire)	24 000$
Grande rencontre des entrepreneurs : lien avec le Défi PME MTL et École des entrepreneurs MTL : concertation et diffusion	15 500$
Participation et présence au niveau international	10 000$
Soutien au fonctionnement et avancement de la JCCM	10 500$
Total	**125 000$**

ANNEXE 2

DÉPENSES NON ADMISSIBLES

Les dépenses suivantes ne sont pas admissibles :

- Les coûts engagés après le 31 décembre 2017;
- les coûts de réparation ou de maintenance généraux ou périodiques;
- les coûts des travaux réalisés avant la signature de la présente convention;
- les achats d'immeubles, de terrains et de servitudes;
- les frais juridiques;
- les frais de financement temporaire.

ANNEXE 3

COMMUNICATIONS

OBLIGATIONS DE LA JEUNE CHAMBRE DE COMMERCE DE MONTREAL

A - VILLE DE MONTRÉAL

1. VISIBILITÉ

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences de la présente Annexe.

1.2. Soumettre au directeur pour approbation le partage de la visibilité entre tous les partenaires du projet.

1.3. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française comme cela est prévu à la présente annexe.

2. COMMUNICATIONS

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal.

- Faire état de la contribution de la Ville dans toutes ses communications relatives au projet ou à l'activité.
- Mentionner verbalement la participation financière du Secrétariat lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Apposer le logo de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, les sites Internet, les bandeaux Internet, les infolettres, les communiqués de presse.

  Dans le cas où l'insertion de la signature graphique n'est pas possible, l'organisme doit mentionner le partenariat de la Ville de Montréal. Le libellé sera le suivant : ***Fier partenaire de la Ville de Montréal***
- Soumettre pour approbation tous les textes soulignant la contribution de la Ville de Montréal, dix jours ouvrables avant leur diffusion.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville de Montréal (incluant les bloggeurs et/ou les caméramans) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville de Montréal à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.

- Dans le cadre de relations médias, convenir au préalable, avec la Ville de Montréal, des opérations de communication, du scénario, des allocutions, du contenu des communiqués et des avis médias concernant le projet ou l'activité.

2.3. Normes graphiques et linguistiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logo de la Ville (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo).
- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement des signatures Ville – ministère et des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).
- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville de Montréal, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur le site Internet ou tout autre support média.
- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du projet ou de l'événement.
- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels avant leur impression et leur diffusion.
- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme (format papier). La publicité sera fournie par la Ville de Montréal.

2.5. Événements publics

- Inviter la Ville de Montréal à participer aux événements publics organisés dans le cadre du projet.
- Aviser le cabinet du maire et du comité exécutif par écrit trois semaines avant l'événement.
- Transmettre au plus tôt le scénario de déroulement de l'événement et les dates de tombée pour la citation du maire.
- Coordonner et effectuer le suivi avec le cabinet du maire ou des élus.
- Respecter les règles protocolaires officielles en matière d'événements publics.
- Offrir d'inclure un message officiel de la mairie ou des élus dans le guide de l'événement. La demande doit être transmise au moins trois semaines avant la date limite de livraison du matériel.

2.6. Bilan de visibilité

- Remettre à la Ville de Montréal un bilan de la visibilité accordée, dont un exemplaire numérique de chaque outil de communication développé pour la publicité et l'information publique relatives aux activités du projet ou de l'événement.
- Un bref descriptif ou une présentation du programme, de l'événement ou du projet (30-50 mots) incluant les dates de l'événement, les principales clientèles rejointes ainsi que le rayonnement et/ou la fréquentation globale.
- Une revue de presse incluant les mentions, textes, logos à la radio, télévision, journaux imprimés et électroniques.
- Une image des mentions ou logos sur les dépliants ou affiches imprimées et électroniques. Un bref descriptif ou une présentation du programme.

Si vous avez des questions concernant la visibilité de la Ville de Montréal vous pouvez rejoindre le Service des communications de la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : **communications@ville.montreal.qc.ca** du Service des communications de la Ville de Montréal.

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet du maire pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. L'adresse courriel pour rejoindre le cabinet est la suivante : cabinet.du.maire@ville.montreal.qc.ca. Il est important de préciser que le projet est subventionné par le biais de l'entente du 175 M$ lorsque vous communiquez avec le cabinet.

B. VISIBILITÉ -MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE MONTRÉAL ET SECRÉTARIAT

L'Organisme doit respecter le protocole de visibilité qui lie la Ville de Montréal au gouvernement du Québec et à cet égard, il doit :

- Faire en sorte que la présence du MINISTRE, notamment son nom et son image institutionnelle, soit reconnue, affichée et associée à son statut de partenaire financier dans l'ensemble des outils de communication produits dans le cadre des projets liés au présent protocole d'entente.
- Offrir au MINISTRE ou à un de ses représentants de participer à toute annonce ou toute cérémonie officielle concernant les projets liés au présent protocole d'entente.
- Aviser le MINISTRE, par écrit, au moins trois semaines avant la date d'une telle cérémonie pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises.
- Apposer la signature du gouvernement du Québec dans l'ensemble des outils de communication imprimés ou de format électronique produits dans le cadre des projets liés au présent protocole d'entente, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, les sites internet, les communiqués de presse, les infolettres.

- Apposer la signature du gouvernement du Québec sur les outils de communication qui seront diffusés hors Québec.
- Mentionner verbalement la participation financière du Secrétariat lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Mentionner le partenariat du Secrétariat dans les communiqués de presse;
- Offrir au Secrétariat d'insérer un communiqué dans les pochettes remises lors des événements de presse et lors du bilan.
- Offrir au Secrétariat ou au gouvernement du Québec un espace publicitaire dans le programme officiel de l'événement, si de tels espaces sont offerts gratuitement aux partenaires publics.
- Offrir d'insérer un message du MINISTRE dans le programme officiel ou, selon le cas, un message gouvernemental conjoint avec les signatures des ministres concernés.
- Offrir au Secrétariat des invitations pour assister aux activités officielles liées au projet, telles que les conférences de presse, lancements, etc.
- Offrir au Secrétariat d'installer un panneau ou une bannière gouvernementale à l'occasion des conférences de presse ainsi que dans les principaux lieux où se déroulera l'événement, si le contexte s'y prête.
- Positionner la signature du gouvernement du Québec dans le respect des normes d'utilisation de la signature gouvernementale disponible sur le Web à l'adresse suivante : http://www.metropole.gouv.qc.ca/visibilite.
- Aviser le Secrétariat, en s'adressant à la direction des communications (communication.srm@mce.gouv.qc.ca), dès que possible ou au moins 15 jours ouvrables à l'avance, de la tenue des activités publiques relatives au projet et des dates de tombées des documents à fournir: message, communiqué ou autre.
- Faire approuver les éléments de visibilité où apparaissent la signature ou la dénomination du MINISTRE, du Secrétariat ou du gouvernement du Québec par la Direction des communications du Secrétariat avant leur diffusion auprès du public, et ce, dans un délai minimum de 5 jours ouvrables avant leur impression.
- Ne pas utiliser le nom ou la signature du MINISTRE, du Secrétariat ou du gouvernement du Québec sans avoir préalablement obtenu le consentement de la Direction des communications du Secrétariat.

Si vous avez des questions concernant la visibilité gouvernementale ou l'application du Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec, veuillez communiquer avec la Direction des communications au Secrétariat à l'adresse suivante : communication.srm@mce.gouv.qc.ca

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1175175001

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent de 75 000 $ à la Jeune chambre de commerce de Montréal pour son implication dans un volet relève et entrepreneuriat en lien avec le Défi PME MTL, dans le cadre de l'entente de 175 M$ avec le Gouvernement du Québec / Approuver un projet de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1175175001 - Jeune chambre de commerce Montréal (175 M).xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Danièle HANDFIELD
Préposée au budget
Tél : 514-872-9547

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-03-03

Camille TROUDE
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-5676
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.19

2017/03/30 17:00

(2)

Dossier # : 1160881002

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Promotion du territoire de toute municipalité liée effectuée hors du territoire
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière de 250 000 $ à C2 Montréal afin d'appuyer la réalisation de l'événement en 2017, dans le cadre de l'Entente de 175 M$ avec le Gouvernement du Québec / Approuver un projet de convention à cet effet

Il est recommandé:
1. d'accorder une contribution financière de 250 000 $ à C2 Montréal afin d'appuyer la réalisation de son événement en 2017, dans le cadre de l'Entente de 175 M$ avec le Gouvernement du Québec en 2017;

2. d'approuver un projet d'entente entre la Ville et cet organisme établissant les modalités et conditions de versement de cette contribution financière;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations inscrites au dossier décisionnel; cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération;

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-03-03 16:54

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1160881002**

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Promotion du territoire de toute municipalité liée effectuée hors du territoire
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière de 250 000 $ à C2 Montréal afin d'appuyer la réalisation de l'événement en 2017, dans le cadre de l'Entente de 175 M$ avec le Gouvernement du Québec / Approuver un projet de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

C2 Montréal est un événement d'envergure internationale de trois jours, soutenu par un organisme à but non lucratif (OBNL) du même nom et co-fondé par l'agence Sid Lee et le Cirque du Soleil. Cet événement unique réunit dans la métropole, depuis 2012, des conférenciers internationaux de haut calibre. Sous l'étendard de la créativité et de l'innovation, C2 Montréal vise à stimuler et animer les gestionnaires locaux, régionaux et internationaux en leur proposant un environnement immersif qui encourage la collaboration et l'émergence de nouvelles solutions d'affaires. De 1 250 participants en 2012, l'événement attire aujourd'hui 6 000 personnes de 50 pays.
Les promoteurs de C2 Montréal se sont donnés comme mission de réinventer la conférence d'affaires internationale en alliant les univers du commerce et de la créativité afin d'explorer les tendances, les bouleversements et les mutations majeures qui se dessinent à l'horizon et d'en saisir les opportunités. L'événement a comme objectifs de promouvoir les talents montréalais et d'intégrer la créativité et l'innovation au sein des organisations, contribuant ainsi à leur compétitivité à l'échelle mondiale.

C2 Montréal a réussi, en 3 ans, à devenir, la première conférence au monde sur le commerce et la créativité, selon la revue américaine Biz Bash, la référence aux Etats-Unis en matière de classement des événements d'affaires. A travers sa mission, l'événement vient appuyer significativement le rayonnement de Montréal en tant que ville innovante et créative sur la scène internationale.

La Ville de Montréal appuie C2 Montréal depuis ses débuts. En 2010, elle a contribué au financement de l'organisme pour un montant de 50 000 $, puis a accordé des contributions lors de la 1ère édition jusqu'à la 5e édition, en 2016. Les contributions accordées par la Ville totalisent 932 000 $ et sont ventilés dans le tableau suivant.

Montants accordés par la Ville à l'organisme C2 Montréal

Années	Montants

2010	50 000 $
2011	NIL
2012: 1ère édition	82 000 $
2013: 2e édition	200 000 $
2014: 3e édition	200 000 $
2015: 4e édition	200 000 $
2016: 5e édition	200 000 $
Total	**932 000 $**

Pour les trois prochaines éditions, soient celles de 2017, 2018 et 2019, C2 Montréal a fait une demande de soutien financier de 300 000 $ par année (mise en pièce jointe) pour appuyer l'organisation de l'événement. Après analyse, il est proposé, compte tenu des disponibilités budgétaires, de poursuivre la contribution municipale à l'organisme, pour un montant de 250 000 $ pour l'année 2017.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG 14 0077 (27 février 2014) Accorder un soutien financier de 200 000 $ annuellement pendant 3 ans (de 2014 à 2016) à C2-MTL, pour l'organisation de l'événement annuel printanier C2-MTL.
CG13 0126 (25 avril 2013) Accorder un soutien financier non récurrent de 200 000 $ à C2-MTL, pour l'organisation de la deuxième édition d'une conférence internationale portant sur la créativité et le commerce.

CG12 0369 (27 septembre 2012) Adopter la programmation partielle 2013-2017 des projets inclus dans la stratégie de développement *Imaginer - Réaliser Montréal 2025* à financer par le protocole d'entente avec le gouvernement du Québec sur l'aide financière de 175 M$.

CE12 1131 (4 juillet 2012) Approuver le projet de protocole d'entente entre le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT) et la Ville de Montréal établissant les modalités d'implication des parties relativement au versement d'une aide financière de 175 M$ à la Ville, en vue de permettre la réalisation de projets s'inscrivant dans la stratégie de développement *Imaginer - Réaliser Montréal 2025.*

CG12 0081 (22 mars 2012) Accorder un soutien financier non récurrent de 82 000 $ à C2-MTL, pour l'organisation de la première édition d'une conférence internationale portant sur la créativité et le commerce.

CG12 0022 (26 janvier 2012) Approuver la programmation supplémentaire de projets liés au protocole d'entente de 140 M$ avec le gouvernement du Québec pour les projets inclus dans la stratégie *Imaginer-Réaliser Montréal 2025.*

CE10 1699 (27 octobre 2010) Accorder un soutien financier de 50 000 $ à C2-MTL afin de lui permettre de compléter son montage financier et de planifier une conférence internationale sur la créativité et le commerce pour l'année 2010-2011.

DESCRIPTION

En 2017, l'événement en sera à sa 6e édition. Il se tiendra du 24 au 26 mai à l'Arsenal, situé dans le quartier Griffintown, de l'arrondissement Le Sud-ouest. Une centaine de conférenciers et de panelistes et près de 6 000 participants issus du milieu des affaires sont attendus.
Le thème de la conférence 2017 portera sur « les Écosystèmes »; il s'agira d'approfondir les tendances et les changements qui auront un impact majeur sur le monde hyper connecté.

Les sous thèmes de l'année 2017 sont les suivants :

1. Attirer, retenir et former les talents;
2. Façonner de nouveaux messages : le rôle des spécialistes de marketing dans un environnement de plus en plus complexe;
3. Réinventer le divertissement;
4. Repenser les villes comme des organismes vivants;
5. Voir venir, créer et rallier les écosystèmes grâce aux grandes avancées de l'humanité.

L'un des objectifs de la conférence C2 Montréal est d'encourager l'approche collaborative entre les entreprises peu importe leur secteur d'activités et d'orchestrer des opportunités de réseautage et de connexion entre les participants provenant de partout dans le monde. Pour ce faire, l'événement offrira davantage de classes de maîtres, d'ateliers, de labs et de « brain dates », lesquels permettent aux décideurs d'approfondir les questions commerciales et de trouver les réponses créatives à leurs problématiques d'affaires.

Pour 2017, C2 Montréal change la configuration de son espace. En effet, la scène principale sera logée dans un nouveau chapiteau conçu sur mesure. L'environnement immersif pourra accueillir jusqu'à 1400 participants et abritera une scène à 360 degrés. Aussi, les promoteurs vont créer « l'espace Demoland » pour exposer les technologies qui donneront un avant-goût du quotidien du futur où les talents montréalais seront mis en valeur.

La programmation 2017 confirme la présence de plusieurs conférenciers prestigieux, dont M. Steve Wozniak co-fondateur de Apple Computer, Mme Jade Raymond, vice-présidente de Electronic Arts, M. Yoshua Bengio, cofondateur de l'Institut des algorithmes d'apprentissage de Montréal et plusieurs autres.

C2 Montréal poursuivra ses collaborations avec la Ville et le Gouvernement du Québec pour mobiliser les PME. Une journée sera dédiée aux PME de tout le Québec et des ateliers seront conçus pour répondre à leurs besoins. Les représentants des 40 PME du Parcours Innovation PME Montréal 2017, projet initié par la Ville de Montréal, bénéficieront d'entrées réservées lors des ateliers et des classes de maîtres; ces activités seront offerts dans le cadre d'un parcours personnalisé afin de répondre à leur défi de départ. C2 Montréal s'engage à offrir des billets gratuits aux 40 présidents de PME du Parcours et à leurs accompagnateurs (total de 80 billets). Le Parcours Innovation en est à sa 4^{e} année de collaboration avec l'équipe de C2 Montréal. La conférence est le « moment fort » du Parcours: en trois jours les présidents de PME vivent une expérience unique et réussissent à trouver des solutions innovantes et créatives à leurs problématiques d'affaires.

Le Bureau du design de la Ville entend réserver un espace pour inviter les 59 designers du projet CODE SOUVENIR MONTRÉAL 2017 à présenter et vendre leurs objets cadeaux souvenirs de Montréal. L'économie sociale restera un thème important : un concours sera organisé par le milieu pour offrir 10 billets gratuits à 10 entreprises d'économie sociale, des classes de maîtres et des « brain dates » seront organisées. Pour les entreprises en démarrage, C2 Montréal organisera des concours notamment en collaboration avec la Fondation Bronfman.

Bilan de la 5e édition
Le bilan de la 5e édition de C2 Montréal mentionne que l'événement a attiré, en 2016, 6 000 participants, une augmentation de 20 % par rapport à 2015, dont 24 % provenant du Canada (hors Québec) et de l'international (50 pays). Cinq (5) délégations étrangères provenant de la Chine, d'Israël, de l'Estonie, de la France et de l'Amérique latine sont

venues profiter des conférences d'affaires. La conférence a également générée les retombées suivantes :

- 400 activités différentes offertes
- 2 160 participants ont pu bénéficier de 18 classes de maîtres
- 1 260 participants ont participé aux 35 ateliers
- 2 500 participants ont expérimenté les laboratoires

Le bilan de l'événement 2016 est en pièce jointe en annexe 1.1 de la convention.

Un autre événement d'envergure internationale pour Montréal grâce à C2
Grâce à la notoriété de l'événement C2 Montréal, l'équipe de C2 a réussi à convaincre la firme Michelin d'organiser à Montréal l'événement « Michelin Challenge Bibendum » aujourd'hui appelé « MOVIN'ON » qui en est à sa 12^{e} édition. Après Kyoto, Shanghai et Rio de Janeiro, c'est autour de Montréal d'organiser ce sommet mondial sur la mobilité durable, l'économie verte et circulaire. Les secteurs de l'énergie, de l'aéronautique et du numérique (intelligence artificielle) seront au premier plan. Cet événement permettra aux acteurs locaux et internationaux du transport de se projeter dans l'avenir, de générer des idées créatives et des projets concrets pour répondre aux défis de demain. « MOVIN'ON » bénéficiera de l'écosystème et des infrastructures de C2 Montréal. Plus de 5 000 personnes sont attendues les 13,14 et 15 juin 2017. Cet événement contribuera au rayonnement de Montréal comme leader mondial de la mobilité durable.

Impacts économiques de C2 Montréal
C2 Montréal a commandé trois études auprès de la firme Price Waterhouse concernant les impacts économiques de la conférence. Pour l'édition 2014, les retombées économiques s'élevaient à 105,6 M$ dont 97,7 M$ directement au Québec. Pour l'édition 2015, l'étude mentionne des retombées économiques de 126,1 M$ dont 55,4 M$ au Québec. Pour l'édition 2016, les retombées économiques s'élevaient à 174,2 M$ dont 79,8 M$ au Québec. Les dépenses touristiques pour les participants se chiffraient à 1,1 M$ en 2014 et 2,2 M$ en 2015 et 2,4 M$ en 2016. (Voir en pièces jointes les lettres de Price Waterhouse confirmant ces montants).

L'appui financier demandé pour l'édition 2017 par l'organisme vise principalement à appuyer l'organisation de l’événement. En contrepartie du support financier de la Ville, C2 Montréal s'engage à offrir l'équivalent de 550 680 $ de livrables composés de billets (plus de 100 billets), d'espace de salles, d'ateliers privés, de conférenciers pour les « Meet & Greet », de visibilité etc. (Voir en pièce jointe « Valeurs des livrables de C2 Montréal ».)

Les gouvernements supérieurs se sont, eux aussi, engagés à financer le projet, soit une contribution financière de 750 000 $ par année (2016-2017) pour le Gouvernement du Canada (Développement Économique Canada) et 800 000 $ pour le Gouvernement du Québec (Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation et ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire) pour l'année 2017. Tourisme Montréal, Hydro-Québec et Investissement Québec sont également des partenaires financiers de l'événement. C2 Montréal bénéficie de l'apport du secteur privé qui contribue pour près de 5 M $. La vente de billets est estimé à 2,7 M$ (basée sur les ventes de 2016).

Le soutien financier de 250 000 $ de la Ville de Montréal qui serait octroyé à C2 Montréal pour la 6^{e} édition représente 2,5 % du budget total estimé de l'événement (9 800 000 $) et 19 % des contributions totales des différents paliers gouvernementaux (1 890 000 $).

JUSTIFICATION

Au cours des dernières années, le rayonnement international de Montréal est devenu un enjeu déterminant, alors que les grandes villes du monde, principales créatrices de richesse, sont de plus en plus comparées entre elles, évaluées, étalonnées dans des palmarès de toutes sortes. Si Montréal se positionne maintenant dans les premières places des plus récents classements, c'est en grande partie en raison de sa qualité de vie, de sa vie culturelle et du dynamisme de son économie créative. C2 Montréal est devenu, au fil des ans, un acteur clé de la réussite montréalaise en tant que ville innovante et créative sur la scène internationale.
À travers de multiples conférences, expositions interactives, présentations multimédias et ateliers collaboratifs, C2 Montréal propose un concept novateur de conférence annuelle mondiale pour mieux explorer la dynamique « commerce / créativité ». L'événement connaît un tel succès qu'il a été reconnu pendant deux années comme le plus important au monde dans le domaine du commerce et de la créativité. Plus de 6 000 visiteurs viennent maintenant à C2 Montréal pour entendre les conférenciers les plus prestigieux de la planète, pour côtoyer les plus grands dirigeants et pour assister à des ateliers de haut calibre.

La tenue de cette 6^{e} édition de C2 Montréal permettra aux entreprises montréalaises de bénéficier de la présence de sociétés d'envergure pour établir des ententes commerciales et activer les collaborations intersectorielles. En effet, l'événement rejoint non seulement les entreprises de services en cinéma, en design, en technologies de l'information et en marketing, mais également les entreprises du secteur de la mode, de l'architecture, des finances et du transport.

Les retombées médiatiques et économiques de C2 Montréal contribuent depuis six ans à positionner la métropole comme une ville incontournable de la créativité et de l'innovation. L'événement du magazine Fast Company, qui a célébré pendant 5 ans, dans le cadre de C2 Montréal, la nomination des 100 plus grands créateurs de la planète, a nettement favorisé une reconnaissance internationale de Montréal comme ville créative.

Un appui financier de la Ville pour l'année 2017 représente un effet de levier auprès des gouvernements supérieurs et permet à C2 Montréal de mettre plus d’efforts sur le déploiement et le rayonnement de Montréal. L'événement renforce l'image de la Métropole en tant que ville de savoir, de créativité et d'innovation, thème de la Stratégie de développement économique *Imaginer-Réaliser Montréal 2025* (2011-2017) du Service de développement économique. De plus, C2 Montréal contribue à la réalisation du *plan d'ac tion 2015-2017* du SDÉ qui mentionne toute l'importance de propulser les entreprises vers de nouveaux marchés en stimulant l'innovation.

Les retombées sont donc multiples. On peut les schématiser avec quelques indicateurs de la façon suivante :

- Création (soutien à l'innovation et la création, de même que de nouvelles approches dans le domaine des affaires);
- Rayonnement de l'événement et de Montréal (image de marque);
- Impacts économiques et affaires (stimule l’essor d’entreprises montréalaises et contribue à mieux faire connaître le talent et le savoir-faire montréalais);
- Impact médiatique (mentions significatives dans les médias locaux, nationaux et étrangers);
- Économie locale (met en évidence les produits, les services et la main-d'oeuvre d'origine locale et stimule l'activité commerciale);
- Environnement et développement durable (pratiques spécifiques à cet effet).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal de cette contribution financière de 250 000 $ sera comptabilisé au budget du Service du développement économique. Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération.

En 2017, les crédits nécessaires sont prévus à l'enveloppe de 175 M$ avec le Gouvernement du Québec.

Année	Montants	Source budgétaire
2017	250 000 $	Enveloppe de 175 M$

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Dans le cadre de la conférence, C2 Montréal mettra en place des initiatives de développement durable visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre, à assurer la pérennité des ressources et à favoriser une économie responsable. Déjà, la conférence C2 a atteint le 2e niveau en tant qu'événement écoresponsable (sur 4 niveaux) selon le Conseil québécois des événements écoresponsables. C2 Montréal entend poursuivre ses démarches pour atteindre le niveau le plus élevé d'ici 2020, notamment, par les actions suivantes:

- sélection des fournisseurs : priorité accordée aux fournisseurs locaux;
- sélection de matériel et des sources d'énergie : sélection d'équipements les moins énergivores;
- gestion des matières résiduelles : mise en place d'une gestion écoresponsable des matières résiduelles sur le site par l'entremise d'un fournisseur spécialisé;
- alimentation : priorité accordée aux fournisseurs locaux, au compostage et utilisation de la vaisselle en céramique sur le site;
- transport : promotion du transport en commun ainsi que du transport par taxi et par Bixi auprès des participants.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La tenue de cet événement phare contribue de façon significative au rayonnement international de Montréal en tant que leader mondial de la créativité et de l'innovation tout en attirant sur son territoire les meilleurs talents de la planète.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les obligations de l'organisme en matière de visibilité sont prévues à la convention à intervenir entre la Ville de Montréal et C2 Montréal (voir annexe 3). Il est prévue que la Ville soit systématiquement identifiée comme partenaire de l'événement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Tenue de deux rencontres interservices (mars et avril) pour préparer les activités de la Ville dans le cadre de la 6e édition.
- Tenue de l'événement, 6^{e} édition, du 24 au 26 mai 2017.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Danièle HANDFIELD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER		**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2017-02-24
Sylvie LABELLE Commissaire développement économique-Innovation		Géraldine MARTIN Directrice	
Tél :	514 872 5999	**Tél :**	514-872-2248
Télécop. :	514 872 6249	**Télécop. :**	

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Alain HOUDE
Directeur
Tél : 514 872-1908
Approuvé le : 2017-03-03

VALEURS DES LIVRABLES DE C2 MONTRÉAL- ÉDITION 2017

Produits-description	Valeur des livrables de C2 Montréal
40 billets Expérience totale 3 jours pour les 40 PME participantes du Parcours Innovation PME Montréal	40 x 2 995 $ = 119 800 $ (billets complets)
40 billets Expérience totale 3 jours pour les 40 accompagnateurs du Parcours Innovation PME Montréal	40 X 2 995 $ = 119 800 $
28 billets Expérience totale 3 jours pour les Services de la Ville de Montréal	28 X 2 995 $ = 83 860 $
8 billets Expérience totale 3 jours pour l'arrondissement Sud-Ouest	8 X 2 995 $ = 23 960 $
12 billets Expérience totale 3 jours pour les représentants montréalais de l'économie sociale	12 X 2 995 $ = 35 940 $
4 billets Médias pour le service des communications de la Ville de Montréal	4 X 2 995 $ = 11 980 $
4 billets Médias pour les communications du Parcours Innovation PME Montréal	4 X 2 995 $= 11 980 $
1 billet médias pour le bureau de la mode	2 995 $
2 billets médias pour le Bureau du design	2 X 2 995 $= 5 990 $
20 billets pour les élus de la Ville de Montréal et de la CMM	gracieuseté
25 billets Expérience totale trois jours pour le projet Code Souvenir pour donner accès à 59 designers et 5 personnes coordonnatrices du marché	25X2 995$= 74 875 $
Mise à la disposition d'un coordonnateur à temps plein dédié au Parcours Innovation PME Montréal pour le mois d'avril et le mois de mai afin de créer un programme sur mesure pour les PME participantes	7 000$
Mise à la disposition pour le Parcours de 6 salles par jour les 24 et 25 mai pour les 2 rencontres Bilan du Parcours Innovation PME Montréal, d'une salle pour le petit déjeuner d'ouverture, d'une salle pour le cocktail de clôture et d'une salle pour le petit déjeuner avec le maire le 26 mai 2017	5 000 $
Réservation d'un espace pour le Bureau de design de la Ville pour créer une vitrine « CODE SOUVENIR MONTREAL » pour la vente d'objets design de designers montréalais; prévoir du mobilier, électricité, internet, éclairage.	20 000 $
Mise en valeur de l'arrondissement du Sud-Ouest en diffusant de l'information aux participants sur les galeries d'art, commerces d'antiquités et restaurants	500 $

Ateliers privés pour les participants du Parcours Innovation PME Montréal (6)	6 000 $
Mise à la disposition du Parcours un conférencier prestigieux	10 000 $
Mise à la disposition des partenaires de l'économie sociale un conférencier prestigieux	10 000 $
Mise à la disposition des partenaires de l'économie sociale d'une salle pour organiser une classe de maître et un panel	1 000 $
Visibilité de la ville : logo de la ville sur toute la campagne publicitaire, mention sur les réseaux sociaux, rédaction sur le blog de C2 de billets, collaboration avec les médias, promotion du parcours sur le site web de C2 Montréal, mention de la Boutique Code Souvenir sur le site web de C2 Montréal	gracieuseté
Activités pour le maire de Montréal : Panel des villes de la planète présidé par le maire, accueil du maire de délégations étrangères, rencontres du maire avec les PME du Parcours Innovation PME Motnréal, rencontre du maire avec des startups d'ici et de toute la planète, discours de clôture du maire devant 2000 participants.	gracieuseté
Total	**550 680 $**

Le 22 février 2017

M. Richard St-Pierre
Président, C2 Montréal
460 Ste-Catherine W., suite 805
Montréal Qc H3B 1A7
Canada

Objet : Étude Strategy& PwC des impacts économiques reliés à la conférence C2 Montréal

Monsieur St-Pierre,

Nous avons le plaisir de vous faire parvenir les grandes lignes des résultats de l'étude Strategy& PwC des impacts économiques reliés à l'événement C2 Montréal en 2016 réalisée à partir d'un sondage de 576 participants. L'étude a eu lieu entre le 16 décembre 2016 et le 6 février 2017.

Selon notre analyse, les retombées économiques totales reliées à l'évènement s'élèvent à ***174,2 M$*** dont ***79,8 M$ au Québec***.

Les retombées économiques au Québec de 79,8 M$ sont segmentées en trois types d'activités économiques : (1) ***69,2 M$*** représentant l'estimé des contrats réalisés par les organisations québécoises résultant de leur participation à l'événement*, (2) ***8,2 M$*** de dépenses d'exploitation de l'opération C2 Montréal, et (3) ***2,4 M$*** de dépenses touristiques estimées des participants.

Selon le sondage ciblant les dirigeants, presque ***une entreprise sur quatre*** (22%) ayant participé à C2 Montréal a réalisé des affaires résultant de leur participation à l'événement. L'événement C2 Montréal soutient directement et indirectement l'équivalent de ***1020 emplois Équivalents Temps Plein (ETP)*** au Québec avec une contribution potentielle au ***PIB* de la province** estimée à ***62 M$***. Ces activités économiques représentent aussi des revenus fiscaux potentiels estimés à ***12,88 M$*** pour les deux gouvernements dont ***9,3 M$*** pour le Québec (incluant les parafiscalités). Ces revenus représentent pour les gouvernements ***un retour positif de 5,85$ pour chaque 1$ investi*** en subventions directes et indirectes (estimées à 2,2 M$).

Cette lettre a été préparée suite à votre demande et après notre étude des impacts économiques reliés aux dépenses d'exploitation de l'évènement fournies par votre organisation ainsi qu'à la valeur des affaires réalisées par les participants à l'événement C2 Montréal 2016 et obtenues à partir du sondage Strategy& PwC.

Cordialement,



Michael Kamel
Associé, Strategy& PwC

*Les données reliées aux affaires résultantes de l'événement proviennent de la question suivante du sondage Strategy& PwC : Quelle est la valeur totale en dollar des contrats résultant de votre participation à C2 Montréal ? Les données obtenues ont été extrapolées, selon la taille et la nature de l'échantillon, pour estimer la valeur totale des contrats réalisés par tous les participants à l'événement.

« PwC » s'entend de PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l., une société à responsabilité limitée de l'Ontario, membre de PricewaterhouseCoopers International Limited, chaque société membre étant une entité distincte sur le plan juridique.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1160881002

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Objet :	Accorder une contribution financière de 250 000 $ à C2 Montréal afin d'appuyer la réalisation de l'événement en 2017, dans le cadre de l'Entente de 175 M$ avec le Gouvernement du Québec / Approuver un projet de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1160881002 - C2 Montréal (175 M).xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Danièle HANDFIELD
Préposée au budget
Tél : 514-872-9547

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-03-03

Camille TROUDE
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-5672
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

CONVENTION

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par monsieur Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET : **C2 MONTRÉAL**, personne morale constituée sous l'autorité de la troisième partie de la *Loi sur les compagnies*, dont l'adresse principale est le 460, rue Ste-Catherine O., bureau 805, Montréal, Québec, H3B 1A7, agissant et représentée par monsieur Richard St-Pierre, président-directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution adoptée à une réunion de son conseil d'administration tenue le 19 janvier 2017.

N° d'inscription TPS : 829487008
N° d'inscription TVQ : 1217275616

Ci-après appelée l' « **ORGANISME** »

ATTENDU QUE les fonds nécessaires au soutien financier octroyé à l'Organisme en vertu de la présente convention proviennent notamment du Protocole d'entente (le « Protocole ») sur l'aide financière de 175 millions de dollars pour soutenir la stratégie *Imaginer-Réaliser Montréal 2025* intervenue entre la Ville et le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (le « ministre des Affaires municipales ») le 4 juillet 2012;

ATTENDU QUE le Protocole établit les modalités de l'octroi par le ministre des Affaires municipales à la Ville d'une aide financière en vue de lui permettre de réaliser, selon son choix, des projets qui s'inscrivent dans les cinq (5) axes identifiés dans la stratégie de développement *Imaginer-Réaliser Montréal 2025* et qui respectent les objectifs de développement de la Ville, tels que précisés dans ses politiques, stratégies et plans;

ATTENDU QUE le Décret 378-2014, pris par le Gouvernement du Québec le 24 avril 2014, confère au ministre responsable de la Région de Montréal (le « Ministre ») la responsabilité de l'application de la section IV.5 de la *Loi sur le ministère des Affaires*

municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, ainsi que celle des effectifs et des crédits afférents à ces fonctions;

ATTENDU QUE le Protocole entend maximiser les retombées économiques, sociales, culturelles et environnementales des projets soutenus ainsi que susciter notamment des investissements privés;

ATTENDU QUE le Projet qu'entend réaliser l'Organisme s'inscrit dans un de ces cinq (5) axes du Protocole;

ATTENDU QUE la Ville souhaite soutenir l'Organisme dans la mise en œuvre de son Projet;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique à l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme peut recevoir des contributions de différents ministères autres que la subvention provenant du Ministre;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

1.1	« **Annexe 1** » :	le document intitulé « Description du Projet »;
1.2	« **Annexe 1.1** » :	le document intitulé « Bilan de C2 Montréal 2016 »;
1.3	« **Annexe 2** » :	la liste des dépenses non admissibles dans le cadre du Projet;
1.4	« **Annexe 3** » :	le document intitulé « Communications »;
1.5	« **Directeur** » :	le Directeur du Service du développement économique ou son représentant dûment autorisé;
1.6	« **Projet** » :	le Projet décrit à l'Annexe 1.

Le préambule et les Annexes 1, 2 et 3 font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui de l'Annexe 1.

ARTICLE 2
OBJET

La présente convention établit les modalités et conditions du versement de la contribution financière de la Ville à l'Organisme.

ARTICLE 3
OBLIGATIONS DE LA VILLE

3.1 En considération du respect par l'Organisme de toutes et chacune des obligations qui lui incombent en vertu de la présente convention et conditionnellement à la disponibilité des crédits en provenance du Ministre, couvrant toute la durée de l'entente, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de deux cent cinquante mille dollars (250 000 $) pour l'année 2017, incluant, le cas échéant, toutes les taxes applicables sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.).

3.2 La somme prévue au paragraphe 3.1 est versée à l'Organisme comme suit :

Pour l'année 2017 :

3.2.1 une somme de deux cent mille dollars (200 000 $) dans les trente (30) jours suivant la signature de la présente convention;

3.2.2 le solde de cinquante mille dollars (50 000 $) dans les soixante (60) jours de la présentation au Directeur du bilan annuel de la réalisation du projet;

3.3 La Ville peut suspendre tout versement si l'Organisme est en défaut d'exécuter en tout ou en partie ses obligations.

3.4 La Ville peut suspendre tout versement si l'Organisme ne démontre pas, à la satisfaction du Directeur, que le financement global du Projet est assuré.

3.5 La Ville se réserve le droit de diminuer sa contribution financière si le coût du Projet est inférieur à celui présenté pour l'obtention de cette contribution.

3.6 L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

3.7 La Ville se réserve le droit de suspendre ou de diminuer sa contribution financière si l'Organisme doit des sommes à la Ville.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 utiliser la contribution financière de la Ville aux seules fins de réaliser le Projet décrit à l'Annexe 1, étant entendu que les sommes versées ne peuvent être employées pour défrayer les coûts indiqués à l'Annexe 2;

4.2 transmettre au Directeur, pour approbation, la programmation annuelle du Projet, au plus tard le 17 avril 2017;

4.3 transmettre au Directeur pour approbation, et ce, dans les plus brefs délais, toute modification au Projet, à sa programmation, à ses échéanciers ou à tout autre élément qui contribue à le définir, pouvant intervenir après la signature de cette convention ou l'approbation par le Directeur prévue à l'article 4.2;

4.4 réaliser le Projet selon le calendrier convenu;

4.5 transmettre au Directeur, au plus tard le 1er octobre 2017, un bilan faisant état des réalisations du Projet pour l'année écoulée; le bilan des réalisations doit comprendre notamment, dans une section en annexe, les bénéfices ou retombées obtenus en lien avec les indicateurs suivants :

- nombre d'activités au total;
- nombre de conférenciers;
- nombre de participants;
- nombre de participants aux différentes activités (classe de maîtres, ateliers, «brain dates», conférences, activités de célébrations);
- nombre de partenaires;
- nombre d'entreprises participantes du Québec, hors Québec et à l'international;
- nombre de maillages d'affaires;
- nombre de pays représentés;
- nombre de délégations étrangères;
- nombre d'articles relatifs au Projet publiés dans les médias imprimés;
- nombre de mentions relatives au Projet dans les médias électroniques;
- nombre de médias présents locaux, régionaux et internationaux;
- retombées économiques du projet.

4.6 transmettre au Directeur, au plus tard le 1er octobre 2017, un bilan de la visibilité accordée au Projet conformément aux dispositions prévues à l'article 2.6 de l'Annexe 3;

4.7 transmettre au Directeur, au plus tard le 1er décembre 2017, les prévisions budgétaires du projet pour l'année suivante lorsque le Projet se réalise sur plus d'une année; ces prévisions doivent faire état de toutes les subventions obtenues;

4.8 informer le Directeur, dans les plus brefs délais, de toute nouvelle subvention reçue d'un ministère ou d'une agence du Gouvernement du Québec dans le cadre de la réalisation de la présente convention et l'aviser de toute nouvelle demande de subvention faite par l'Organisme dans le cours de celle-ci;

4.9 obtenir, le cas échéant, tous les permis et autorisations requis en vertu des lois

et règlements en vigueur;

4.10 assumer tous les coûts de réalisation du Projet et le financement de tout dépassement des coûts requis pour la réalisation de celui-ci, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 3.1;

4.11 tenir des comptes et des registres appropriés, précis et exacts, à l'égard des travaux réalisés et rendre accessibles au Directeur et au Ministre, durant les heures normales de bureau, après un avis écrit de vingt-quatre (24) heures, tous les livres comptables et registres se rapportant à ces travaux. L'Organisme collabore avec le Directeur et le Ministre et leur laisse prendre, gratuitement, des photocopies des documents que ceux-ci demandent. Les pièces justificatives originales et les registres afférents à ces travaux devront être conservés par l'Organisme pour une période d'au moins trois (3) ans après la date de la fin du Projet;

4.12 transmettre ses états financiers vérifiés, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes,* au Directeur ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal (Québec) H3A 3P1), au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier, soit le 1er avril de chaque année, comportant le nom de ses partenaires et de toutes les contributions financières confirmées ou reçues pour la réalisation du projet, incluant une ventilation par ministère pour les contributions publiques, ainsi qu'une ventilation détaillée des dépenses identifiant notamment les dépenses non admissibles indiqués à l'annexe 2; si les revenus et dépenses du Projet ne sont pas présentés distinctement des autres activités de l'Organisme dans ses états financiers vérifiés, transmettre, en plus des états financiers vérifiés, un état des revenus et dépenses vérifié du Projet avec les ventilations énoncées dans le présent article;

4.13 rendre fait et cause pour la Ville dans toutes réclamations ou poursuites intentées contre elle résultant directement ou indirectement de ce qui fait l'objet de la présente convention et à l'indemniser de tous jugements et de toutes condamnations qui pourraient être prononcés contre elle et de toutes sommes qu'elle aura déboursées avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.14 constituer, à la demande du Directeur, un comité de suivi du Projet, composé d'au moins un représentant de l'Organisme et du Directeur, qui peuvent s'adjoindre, au besoin, d'autres collaborateurs;

4.15 convoquer, dans l'éventualité de la constitution d'un comité de suivi, le Comité et obtenir de celui-ci son avis et ses recommandations sur les propositions de l'Organisme relatives à l'élaboration de chacun des éléments et des étapes majeures de réalisation du programme;

4.16 transmettre au Directeur les procès-verbaux des réunions du Comité de suivi dans le mois suivant la tenue d'une réunion ainsi que toute information que ce dernier peut requérir quant au contenu des rapports qui doivent lui être remis par l'Organisme;

4.17 transmettre au Directeur tout document ou rapport requis en vertu de la présente convention sous forme électronique et sous forme papier;

4.18 transmettre sans délai au Directeur, lorsqu'il en fait la demande par écrit, toute information en lien avec la présente convention;

4.19 conserver son statut d'organisme à but non lucratif pendant toute la durée de la convention;

4.20 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Directeur en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance plénière du conseil municipal selon le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal*, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 5
COMMUNICATION

5.1 L'Organisme doit faire état de la participation financière de la Ville et de celle du Ministre~~,~~ conformément aux dispositions concernant la visibilité contenue dans l'Annexe 3, dans toute publicité, affichage ou document d'information relatif à l'objet de la présente convention et faire en sorte que ces documents reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le Ministre par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet; tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Directeur et par le Ministre avant diffusion.

5.2 L'Organisme doit associer la Ville, le Ministre et le Secrétariat à la région métropolitaine (le « Secrétariat ») aux différents événements de reconnaissance soulignant l'excellence du Projet.

ARTICLE 6
DÉFAUT

6.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

6.1.1 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours de la réception d'un avis du Directeur l'enjoignant de remédier à son défaut;

6.1.2 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

6.1.3 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

6.1.4 s'il perd son statut d'organisme à but non lucratif;

6.1.5 s'il a fait une fausse déclaration ou commis une fraude en regard de la présente convention.

6.2 Dans les cas mentionnés aux articles 6.1.1 et 6.1.2, la Ville peut, à son entière discrétion, résilier la convention sur simple avis écrit. Toute contribution financière non versée cesse alors d'être due à l'Organisme et celui-ci doit rembourser à la Ville, au choix de celle-ci, tout ou partie de la contribution financière qui lui a été versée dans les cinq (5) jours suivant une demande à cet effet.

6.3 Dans les cas mentionnés à l'article 6.1.3, 6.1.4 et 6.1.5, la convention est résiliée de plein droit dès la survenance de tel événement ou la connaissance de celui-ci et l'article 6.2 s'applique en faisant les adaptations nécessaires.

6.4 La Ville peut suspendre tout versement de l'aide en cas de défaut de l'Organisme. Ce dernier renonce de plus à tout recours à l'encontre de la Ville du fait de la résiliation de la convention, quel qu'en soit le motif.

ARTICLE 7
DÉCLARATION ET GARANTIES

7.1 L'Organisme déclare et garantit qu'il a le pouvoir et l'autorité de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de la présente convention.

7.2 L'Organisme reconnaît que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu du présent protocole constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celui-ci, et le défaut par l'Organisme de respecter l'une quelconque de ces conditions permettra à la Ville de résilier ce protocole sur simple avis écrit, sans que l'Organisme ne puisse réclamer aucune indemnité ou compensation. Dans un tel cas, toute somme versée par la Ville à l'Organisme à titre de participation financière devra, le cas échéant, lui être remise dans les cinq (5) jours d'une demande à cet effet.

ARTICLE 8
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux parties et se termine, sous réserve de l'article 6 (défaut), lorsque chaque partie a rempli ses obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2017.

ARTICLE 9
DÉONTOLOGIE

9.1 L'Organisme doit, dans la réalisation du Projet, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

9.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Directeur à cet égard.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, une police d'assurance-responsabilité civile accordant une protection pour dommages corporels et dommages matériels d'au moins deux millions de dollars (2 000 000 $) par accident ou événement et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.2 L'Organisme doit remettre, à la signature de la présente convention, un certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 10.1 et remettre, à chaque année, au Directeur, le certificat de renouvellement de la police et de son avenant, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
CONDITIONS GÉNÉRALES

11.1 **Élection de domicile**

Les parties élisent domicile à l'adresse mentionnée à la première page de la présente convention. Cependant, une partie pourra aviser l'autre d'une autre adresse dans le district judiciaire de Montréal à laquelle tout avis subséquent devra lui être envoyé.

11.2 **Avis**

Tout avis qu'une partie doit donner à l'autre en vertu de la présente convention doit être expédié sous pli recommandé comme suit :

POUR LA VILLE :	**POUR L'ORGANISME :**
Service du développement économique À l'attention de la directrice Madame Véronique Doucet 700, rue De la Gauchetière Ouest 28e étage Montréal (Québec) H3B 5M2	C2 Montréal À l'attention du président-directeur général M. Richard St-Pierre, président-directeur général 460, rue Sainte-Catherine Ouest Bureau 805 Montréal (Québec) H3B 1A7

11.3 **Cession**

L'Organisme ne peut céder ou autrement transporter les droits et obligations lui résultant de la présente convention sans l'accord préalable écrit de la Ville.

11.4 **Absence de mandat**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

11.5 **Invalidité d'une clause**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

11.6 **Lois applicables**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute action s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

11.7 **Exemplaire ayant valeur originale**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a la valeur d'un original.

EN FOI DE QUOI LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le …… e jour de …… 2017

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le …… e jour de …… 2017

C2 MONTRÉAL

Par : _____
Richard St-Pierre, président directeur général

Cette convention a été approuvée par le ……de la Ville de Montréal, le ……. e jour du mois de …….. 2017 (Résolution ……..).

ANNEXE 1

DESCRIPTION DU PROJET 2017
C2 MONTRÉAL

1.1 Mission de C2 Montréal

C2 Montréal unit les univers du commerce et de la créativité afin d'explorer les tendances, opportunités, bouleversements et mutations majeures qui se dessinent à l'horizon. Chaque année, plus de 6 000 décideurs et créatifs s'y rencontrent pour façonner, vivre et réinventer l'avenir des affaires. Le rayonnement du talent créatif de la métropole et de ses entrepreneurs innovants est au cœur des préoccupations de C2 Montréal. Les *startups*, PME et grandes entreprises sont au rendez-vous, et toutes bénéficient de conférences inspirantes, ainsi que de nombreuses activités d'apprentissage de réseautage.

1.2 Les objectifs stratégiques de C2 Montréal

- Réinventer la conférence d'affaires internationale en inspirant les participants avec des conférenciers de renom, des classes de maîtres, des ateliers, des « labs » et des activités collaboratives; présenter des expositions, des espaces conceptuels et des performances artistiques mettant de l'avant le talent montréalais.
- Concevoir et réaliser un événement annuel qui permet aux participants d'intégrer la créativité et l'innovation au sein de leurs organisations, contribuant à leur compétitivité à l'échelle mondiale.
- Encourager l'approche collaborative au sein d'une même organisation, mais aussi entre les entreprises peu importe leur industrie.
- Orchestrer des opportunités de réseautage et de connexion entre les participants provenant de partout dans le monde.
- Générer des retombées économiques mesurables pour les entreprises, la région de Montréal et le Québec.

1.3 Les thèmes de l'édition 2017 et les nouveautés par rapport aux autres éditions

En mai 2017, le thème des *Écosystèmes* sera privilégié.

Il s'agira d'approfondir les tendances et changements qui auront un impact majeur sur le monde hyper connecté.

1.3.1 Les sous thèmes de l'année 2017

- Attirer, retenir et former les talents
- Façonner de nouveaux messages : le rôle des spécialistes en marketing dans un environnement de plus en plus complexe
- Réinventer le divertissement
- Repenser les villes comme des organismes vivants
- Voir venir, créer et rallier les écosystèmes grâce aux grandes avancées de l'humanité

1.4 Les nouveautés 2017

1.4.1 Le Forum 360

La scène principale sera logée dans un chapiteau conçu sur mesure pour les plus prestigieux spectacles de cirque. L'environnement immersif pouvant accueillir jusqu'à 1 400 participants, abritera une scène à 360 degrés.

1.4.2 Programmation à vitesses variable

Afin d'offrir une expérience de qualité à tous, une programmation en plusieurs étapes est proposée, assurant ainsi aux débutants une entrée en la matière et aux initiés, l'occasion de s'attaquer à du contenu plus pointu.

1.4.3 L'espace Demoland

L'espace Demoland invitera plus de 6 000 décideurs, influenceurs et créatifs à découvrir des technologies, avant-goûts du quotidien du futur. Les organisations partenaires peuvent saisir l'occasion de proposer aux participants, pendant 3 jours, une expérience interactive mêlant technologie, idées novatrices et concepts futuristes.

1.5 Les activités de l'édition 2017

1.5.1 Les conférences (principaux conférenciers)

Jade Raymond, *Vice-présidente et directrice générale, Motive Studios, Visceral Games et Star Wars chez Electronic Arts*
Peter Diamandis, *Président exécutif, Xprize Foundation et cofondateur, Human Longevity Inc.*
Dean Kamen, *Président, DEKA & Founder, First*
Steve Wozniak, *Cofondateur, Apple Computer et scientifique en chef, Primary Data*
Dror Benshetrit, *Designer et directeur, Dror*
Randi Zuckerberg, *Fondatrice et PDG, Zuckerberg Media*
Ian Berstein, *Fondateur et chef de la technologie, Sphero*
Mindy Grossman, *PDG, HSNI*
Jimmy Nelson, *Photographe*
Joel Beckerman, *Compositeur, producteur et fondateur, Man Made Music*
Karim Rashid, *Designer industriel et directeur, Karim Rashid Studio*
Hon. Mélanie Joly, *Ministre du Patrimoine, Gouvernement du Canada*
Valerie Pisano, *Chef du talent, Cirque du Soleil*
Leonard Brody, *Investisseur et entrepreneur en série*

Pamela Kaupinen, *Directrice générale du marketing et du développement des talents, GQ*
Prof. Carlo Ratti, *Associé, Carlo Ratti Associati et directeur, Senseable City au MIT*
Simon de Baene, *Cofondateur et PDG*, *Gsoft*
Yoshua Bengio, *Professeur titulaire, Département d'informatique et de recherche opérationnelle, University of Montréal*
Jean-François Gagné, *PDG, Element AI*
Tim Kring, *Scénariste et producteur de télévision*
Ben Boyd, *PDG, Edelman Canada et Amérique Latine*

1.5.2 Les classes de maîtres

Les classes de maître offriront aux participants l'occasion de se familiariser avec la pratique d'un processus créatif d'un professionnel reconnu.

Des tables multifonctionnelles accueilleront de 8 à 10 participants (jusqu'à 125 personnes en tout).

Une présentation théorique de 15 minutes suivie par une période de 60 minutes pendant laquelle les participants seront amenés à travailler en groupe sur une question liée au sujet présenté. La classe de maître se termine par une présentation de 15 minutes du travail réalisé, commentée par le maître.

12 classes de maîtres figureront à la programmation publique de C2 Montréal 2017.

1.5.3 Les ateliers

Les ateliers prendront la forme d'un *think tank*, qui se penchera sur une problématique spécifique. Les échanges entre les participants et l'expert permettront de développer une meilleure compréhension de l'enjeu soulevé et des impacts de celui-ci sur les secteurs d'industrie et les entreprises dans lesquels les participants évoluent.

55 ateliers figureront à la programmation publique de C2 Montréal 2017.

1.5.4 Les « brain dates »

En plus des ateliers, classes de maître et les « labs », les « brain dates » sont l'occasion d'apprécier des rencontres en tête-à-tête ayant pour but de s'enrichir de l'expérience de l'autre, de partager ses connaissances et son expertise.

Qu'elles soient organisées grâce à l'application mobile ou le site Internet ou spontanément sur le lieu de l'événement, les « brain dates » sont devenues l'une des activités les plus appréciées et courues de C2, contribuant non seulement à offrir de nouvelles connaissances, idées et pistes de solutions aux participants, mais également des opportunités et conclusions d'affaires pour ceux qui se

rendent les plus préparés à leurs rencontres. Celles-ci, d'une durée de 20 minutes, se veulent courtes et efficaces afin de maximiser le nombre de maillages.

Les « brain dates » sont également possibles en groupe.

2000 « brain dates » seront disponibles lors de l'édition de C2 en 2017.

1.5.5 Les activités culturelles (Célébrations)

Les performances des arts de la scène jouent un rôle fondamental à C2 Montréal ; elles soutiennent les célébrations de fin de journée qui approfondissent la connexion entre les participants. La programmation mettra de l'avant les meilleurs musiciens et artistes de la scène locale.

1.5.6 Le programme « Concours de la Fondation de la famille Claudine et Stephen Bronfman »

C2 Montréal proposera un programme pour les entrepreneurs émergeants, les « startups », en offrant aux participants la possibilité de développer de nouvelles compétences et de partager leurs apprentissages. Les participants bénéficieront de mentorat, réseautage et formations dont le défi est d'inspirer les entreprises à mener leurs affaires de manière plus créative.

1.5.7 La journée PME

Suite au succès des journées PME 2015 et 2016, C2 Montréal propose de mettre à nouveau en place une journée PME durant l'événement. Cette dernière se déroulera le jeudi 25 mai 2017, en plein cœur de la conférence, et sera articulée autour de quatre axes majeurs :

- Création d'un « guide de survie » pour les PME
- Création de contenu pour les PME
- Mise en place d'un forfait PME (prix à déterminer)
- Organisation de rencontres entre représentants du gouvernement et les PME

1.5.8 Le Demoland

L'espace Demoland sera un hangar à air ouverte de 12 m de haut. Dans cette ancienne fabrique à bateaux, une infrastructure sur plusieurs niveaux incluant des effets visuels et sonores inusités invitera les participants à la découverte de nouvelles technologies et usages, un avant-goût du quotidien du futur.

1.5.9 L'innovation sociale

C2 développera ces initiatives :

- Implication du Grameen Creative Lab et du North America Social Business Forum dans les différentes classes de maîtres Conférences sur l'importance d'impliquer le monde des affaires en innovation sociale

1.5.10 Les activités de développement durable

C2 s'est donné pour objectif d'obtenir un classement de premier ordre en matière de développement durable d'ici l'événement de 2020.

La première évaluation d'empreinte écologique a eu lieu en 2016. Le but établi est ambitieux : la neutralité carbone. En collaboration avec le Conseil québécois des événements écoresponsables et Équiterre, des objectifs spécifiques ont été définis, le profil énergétique analysé et les données seront recueillies pour guider C2 vers un classement de premier ordre. Voici quelques actions :

- Achat des crédits carbones ;
- Repas santé et entente avec les fournisseurs pour prioriser les produits locaux ;
- Recyclage des biens et matériaux en priorisant des matériaux réutilisables;
- Dons aux communautés des éléments scénographiques ;
- Utilisation de la vaisselle compostable ou en céramique ;
- Don de la nourriture à la Tablée des Chefs
- Achat de bouteilles réutilisables.

1.6 Les activités « Ville » de l'édition 2017

1.6.1 Le Parcours Innovation PME Montréal

- Rencontre préparatoire avec C2 Montréal pour formation de la plateforme Klik (17 mai)
- Petit déjeuner coup d'envoi du Parcours (24 mai)
- Rencontres en fin de journée - Bilans (24 et 25 mai)
- Petit déjeuner avec le maire, M. Denis Coderre (26 mai)
- Cocktail de clôture (26 mai)

Initié par le Service de développement économique de la Ville de Montréal lors de l'édition 2014 de C2, le Parcours Innovation PME Montréal offre une chance unique de développement d'affaires à 40 PME et à leurs 40 accompagnateurs à qui sont offerts les avantages suivants :

- 40 billets pour les participants du parcours
- 40 billets pour les accompagnateurs

- 4 billets médias pour l'équipe de tournage du parcours
- Création d'un programme personnalisé pour les entreprises participantes, à partir de leur question commerciale
- Mise à la disposition d'un coordonnateur à temps plein dédié au parcours
- Planification de rencontres d'affaires grâce à la plateforme HUB
- Mise à la disposition d'un lieu privé pour les rencontres de groupe en fin de journée et pour un cocktail de clôture le vendredi le 26 mai
- Rencontre avec un conférencier de format *meet and greet*

1.6.2 La Ville et le Demoland : mise en valeur des talents montréalais

Montréal foisonne de talents qui la positionnent comme une ville à la pointe de la créativité et de l'innovation. L'espace d'exposition du Demoland sera l'occasion d'offrir aux 6 000 décideurs, leaders d'opinion et créatifs une vitrine montréalaise des talents du numérique et de l'innovation technologique.

1.6.3 Espace CODE SOUVENIR MONTRÉAL

Le Bureau du Design de la Ville entend offrir une vitrine des produits de 59 designers montréalais de la sélection 2016-2017 de l'initiative CODE SOUVENIR MONTRÉAL. Il s'agit d'objets cadeaux souvenirs de Montréal constituant un bel échantillonnage de la créativité et des talents montréalais. Les designers seront invités à vendre sur place leur création.

1.6.4 L'économie sociale

Les acteurs de l'économie sociale seront invités à initier et animer des discussions sur les enjeux, défis et techniques nécessaires pour permettre des collaborations porteuses d'impact. 10 entreprises d'économie sociale bénéficieront d'une entrée gratuite. Elles seront sélectionnées en participant à un concours organisé par le milieu.

- Participation aux classes de maîtres
- Organisation d'une table ronde sur le thème « optimiser l'impact par les partenariats »
- Brain dates : saisir des opportunités de collaboration avec les participants de C2

1.6.5 Les startups

Chaque année de nombreuses startups participent à C2 Montréal.

- Participation à deux concours : concours des Entrepreneurs émergents de la Fondation Bronfman et Accelerate Montréal)
- Présentation des entreprises via des concours de « pitchs »
- Maillage avec des grandes entreprises

1.6.6 Mise en valeur de l'arrondissement Sud-ouest

- Formation des Concierges C2 sur les attraits locaux
- Collaboration avec les acteurs locaux pour l'accueil des participants de C2 durant la semaine de la conférence
- Discussions avec les restaurateurs du quartier pour créer des menus et cocktails spéciaux pour l'évènement
- Inclusion des restaurateurs du quartier dans l'offre alimentaire sur le site de C2 Montréal

1.7 Les activités du maire de Montréal

La collaboration de longue date entre C2 et la Ville se poursuit avec les nouvelles initiatives pour permettre la mise en valeur de Montréal avec le maire comme ambassadeur.

Il est proposé (outre le petit déjeuner du maire dans le cadre de Parcours Innovation PME Montréal) que le maire :

- **anime « une conversation sur la ville »** avec des représentants de villes de partout dans le monde.
- **accueille les missions commerciales** pour attirer de nouveaux investissements.
- **accueille les startups locales et internationales** dans le but de créer un réseau mondial de startups.
- **clôture l'édition 2017 de C2 Montréal** et profitera de l'occasion pour inviter tous ceux présents aux **célébrations du 375e.**

1.8 Les partenaires (publics et privés) de l'édition 2017

- Gouvernements : Ministère de l'Économie, de la Science et de l'innovation (MESI-Québec), Ministère des affaires municipales et de l'organisation du territoire (MAMOT-Québec), Développement économique Canada (DEC)
- Tourisme Montréal
- Caisse de dépôt et de placement du Québec
- Hydro-Québec
- 123RF
- AllSteel Nua Office
- BDC
- Bell Média
- Fondation Bronfman
- Cirque du Soleil
- Car to Go
- Coca Cola
- Connect & Go
- Deloitte
- Stella Artois

- Stingray
- TATA Communications
- Telefilm Canada
- CCMM
- Mouvement Desjardins
- Vidéotron Service Affaires
- Dell EMC
- GAP
- General Electric
- IBM
- E-180
- Electronic Arts
- Ernt and Young
- Fasken Martineau
- Edge Dimension
- Intel
- Ivanhoé Cambridge
- Keurig
- Kyu Collective
- Kyu Canvas
- La presse
- Les Affaires
- Lowes Canada
- Mega Brands
- MO851
- Newad
- Power Corporation
- Quadbridge
- Randstad
- RBC
- Red Bull Music Academy
- Rouge Media
- SAP
- Sid Lee
- Solotech
- Société de développement Angus
- Square
- Vibrant Marketing

1.9 Le Conseil d'administration

- Jean-François Bouchard, Président du Conseil et associé principal, Sid Lee
- Président du Conseil d'administration C2 Montréal
- Richard St-Pierre, Président, C2 Montréal
- Trésorier du Conseil d'administration C2 Montréal
- Michel Boislard, Associé, Fasken Martineau
- Secrétaire du Conseil d'administration C2 Montréal

- Luc Bernard, Président et chef de la direction, Groupe Multi-Prêts
- Claudine Blondin Bronfman, Co-présidente, Fondation de la famille Claudine et Stephen Bronfman
- Yves Lalumière, Président-directeur général, Tourisme Montréal
- Pierre Larochelle, Vice-président, Power Corporation
- Michel Leblanc, Président et chef de la direction, Chambre de commerce du
- Montréal métropolitain
- Jean Novak, Président, Vidéotron Service Affaires
- Stéphane Lefebvre, Chef de la direction financière, Cirque du Soleil
- Roger Duguay. Associé directeur, Boyden
- Myriam Achar, Directrice de communication et des relations publiques, Centre Phi
- Jade Raymond, Directrice générale, Electronic Arts (EA)
- Observatrices invitées :
- Géraldine Martin, Directrice de l'entrepreneuriat, Service du développement économique, Ville de Montréal
- Nancy Rosenfeld, Présidente, Fondation de la famille Claudine et Stephen Bronfman

ANNEXE 1.1

BILAN C2 Montréal 2016

- 6000 participants (une augmentation de 20% par rapport à 2015)
- 24 % des participants proviennent du Canada (hors Québec) et de l'international (50 pays)
- 5 délégations étrangères (Chine, Israël, Estonie, France, Amérique latine)
- 400 activités différentes
- 2 160 participants pour les 18 classes de maîtres
- 1 260 participants pour les 35 ateliers
- 2 500 participants pour les laboratoires
- Plus d'une centaine de conférenciers et panelistes dont Paul Bennett de IDEO, Martha Stewart, Marc d'Arcy de Facebook, Harley Finkelstein de Shopify, Guy Crevier de la Presse, etc.
- 10 000 rencontres d'affaires ont été organisés pour des retombées économiques de plus de 120 millions de dollars. Ce résultat s'ajoute à celui de 2015 (120 M$ de retombées) et celui de 2014 (100 M$ de retombées), selon une étude de Price Waterhouse.
- 2 200 rencontres ont été planifiées grâce à la plateforme de réseautage HUB.
- C2 a organisé une journée PME et a offert un prix préférentiel pour 149 entreprises donnant ainsi accès aux PME du Québec (en plus des 30 PME du Parcours Innovation PME Montréal).
- C2 a mis en place un programme pour les startups: 50 d'entre elles ont pu bénéficier d'ateliers animés par des conférenciers renommés.
- A chaque année, C2 organise en collaboration avec la Fondation de la Famille Bronfman un concours pour entrepreneurs émergents.
- C2 a permis à des gens d'affaires de la communauté réfugiée syrienne de venir assister à l'événement.

- Les attraits montréalais ont été à l'honneur: vélos musicaux, food trucks, boutiques de vêtements design, restaurateurs.

- La mise en valeur de l'arrondissement du Sud-ouest est un élément fondamental de la programmation: formation des concierges C2 aux attraits locaux, création d'un logo C2 aux portes et fenêtres des restaurants du quartier, création de menus spéciaux avec les restaurateurs du Quartier.

- Le thème de l'économie sociale est un thème privilégié à C2 Montréal: le professeur Muhammad Yunus, fondateur de l'entreprise Grameen Creative Lab et récipiendaire du Prix Nobel de la paix en 2006, a annoncé en 2014 que C2 Montréal a été choisi en tant que principale plateforme nord-américaine qui accueillera le Social Business Forum pour les sept prochaines années, soit jusqu'en 2021. Muhammad Yunus était présent lors de l'édition de 2016 et a donné une conférence en plus d'assister à un panel en présence de plus de 100 acteurs de l'économie sociale du milieu montréalais et québécois.

- Concernant le développement durable, C2 Montréal s'est associé avec le Conseil québécois des événements écoresponsables et Équiterre pour atteindre la neutralité carbone. Toute une démarche est mise en œuvre pour atteindre cet objectif d'ici 2020.

- Au niveau des médias: 320 médias ont été accrédités dont une forte présence des médias internationaux (Washington Post, New York Times, Harvard Business Review, The Hollywood Reporter, CBC etc.).

ANNEXE 2

DÉPENSES NON ADMISSIBLES

Les dépenses suivantes ne sont pas admissibles :

- Les coûts engagés après le 31 décembre 2017 pour la première année d'activités;
- les coûts de réparation ou de maintenance généraux ou périodiques;
- les coûts des travaux réalisés avant la signature de la présente convention;
- les achats d'immeubles, de terrains et de servitudes;
- les frais juridiques;
- les frais de financement temporaire.

ANNEXE 3

COMMUNICATIONS

OBLIGATIONS DE L'ORGANISME C2 MONTRÉAL

A - VILLE DE MONTRÉAL

1. VISIBILITÉ

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences de la présente Annexe.

1.2. Soumettre au Directeur pour approbation le partage de la visibilité entre tous les partenaires du projet.

1.3. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française comme cela est prévu à la présente annexe.

2. COMMUNICATIONS

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal.

- Faire état de la contribution de la Ville dans toutes ses communications relatives au projet ou à l'activité.
- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Apposer le logo de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, les sites Internet, les bandeaux Internet, les infolettres, les communiqués de presse.

  Dans le cas où l'insertion de la signature graphique n'est pas possible, l'organisme doit mentionner le partenariat de la Ville de Montréal. Le libellé sera le suivant : ***Fier partenaire de la Ville de Montréal***
- Soumettre pour approbation tous les textes soulignant la contribution de la Ville de Montréal, dix jours ouvrables avant leur diffusion.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville de Montréal (incluant les bloggeurs et/ou les caméramans) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres

contenus diffusés sur les plateformes de la Ville de Montréal à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.

- Dans le cadre de relations médias, convenir au préalable, avec la Ville de Montréal, des opérations de communication, du scénario, des allocutions, du contenu des communiqués et des avis médias concernant le projet ou l'activité.

2.3. Normes graphiques et linguistiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logo de la Ville (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo).
- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement des signatures Ville – ministère et des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).
- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville de Montréal, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur le site Internet ou tout autre support média.
- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du projet ou de l'événement.
- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels avant leur impression et leur diffusion.
- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme (format papier). La publicité sera fournie par la Ville de Montréal.

2.5. Événements publics

- Inviter la Ville de Montréal à participer aux événements publics organisés dans le cadre du projet.
- Aviser le cabinet du maire et du comité exécutif par écrit trois semaines avant l'événement.
- Transmettre au plus tôt le scénario de déroulement de l'événement et les dates de tombée pour la citation du maire.
- Coordonner et effectuer le suivi avec le cabinet du maire ou des élus.
- Respecter les règles protocolaires officielles en matière d'événements publics.
- Offrir d'inclure un message officiel de la mairie ou des élus dans le guide de l'événement. La demande doit être transmise au moins trois semaines avant la date limite de livraison du matériel.

2.6. Bilan de visibilité

- Remettre à la Ville de Montréal un bilan de la visibilité accordée, dont un exemplaire numérique de chaque outil de communication développé pour la publicité et l'information publique relatives aux activités du projet ou de l'événement.
- Un bref descriptif ou une présentation du programme, de l'événement ou du projet (30-50 mots) incluant les dates de l'événement, les principales clientèles rejointes ainsi que le rayonnement et/ou la fréquentation globale.
- Une revue de presse incluant les mentions, textes, logos à la radio, télévision, journaux imprimés et électroniques.
- Une image des mentions ou logos sur les dépliants ou affiches imprimées et électroniques. Un bref descriptif ou une présentation du programme.

Si vous avez des questions concernant la visibilité de la Ville de Montréal vous pouvez rejoindre le Service des communications de la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : communications@ville.montreal.qc.ca du Service des communications de la Ville de Montréal.

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet du maire pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. L'adresse courriel pour rejoindre le cabinet est la suivante : maire@ville.montreal.qc.ca. Il est important de préciser que le projet est subventionné par le biais de l'Entente de 175 M$ lorsque vous communiquez avec le cabinet.

B. VISIBILITÉ - MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE MONTRÉAL ET SECRÉTARIAT À LA RÉGION MÉTROPOLITAINE

En 2017, l'Organisme doit respecter le protocole de visibilité qui lie la Ville de Montréal au gouvernement du Québec et à cet égard, il doit :

- Faire en sorte que la présence du MINISTRE, notamment son nom et son image institutionnelle, soit reconnue, affichée et associée à son statut de partenaire financier dans l'ensemble des outils de communication produits dans le cadre des projets liés au présent protocole d'entente.
- Offrir au MINISTRE ou à l'un de ses représentants de participer à toute annonce ou toute cérémonie officielle concernant les projets liés à la présente convention.
- Aviser le MINISTRE, par écrit, au moins trois semaines avant la date d'une telle cérémonie pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises.
- Apposer la signature du gouvernement du Québec dans l'ensemble des outils de communication imprimés ou de format électronique produits dans le cadre des projets liés à la présente convention, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, les sites internet, les communiqués de presse, les infolettres.
- Apposer la signature du gouvernement du Québec sur les outils de communication qui seront diffusés hors Québec.
- Mentionner verbalement la participation financière du Secrétariat lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.

- Mentionner le partenariat du Secrétariat dans les communiqués de presse;
- Offrir au Secrétariat d'insérer un communiqué dans les pochettes remises lors des événements de presse et lors du bilan.
- Offrir au Secrétariat ou au gouvernement du Québec un espace publicitaire dans le programme officiel de l'événement, si de tels espaces sont offerts gratuitement aux partenaires publics.
- Offrir d'insérer un message du MINISTRE dans le programme officiel ou, selon le cas, un message gouvernemental conjoint avec les signatures des ministres concernés.
- Offrir au Secrétariat des invitations pour assister aux activités officielles liées au projet, telles que les conférences de presse, lancements, etc.
- Offrir au Secrétariat d'installer un panneau ou une bannière gouvernementale à l'occasion des conférences de presse ainsi que dans les principaux lieux où se déroulera l'événement, si le contexte s'y prête.
- Positionner la signature du gouvernement du Québec dans le respect des normes d'utilisation de la signature gouvernementale disponible sur le Web à l'adresse suivante : http://www.metropole.gouv.qc.ca/visibilite.
- Aviser le Secrétariat, en s'adressant à la direction des communications (communication.srm@mce.gouv.qc.ca), dès que possible ou au moins 15 jours ouvrables à l'avance, de la tenue des activités publiques relatives au projet et des dates de tombées des documents à fournir: message, communiqué ou autre.
- Faire approuver les éléments de visibilité où apparaissent la signature ou la dénomination du MINISTRE, du Secrétariat ou du gouvernement du Québec par la Direction des communications du Secrétariat avant leur diffusion auprès du public, et ce, dans un délai minimum de 5 jours ouvrables avant leur impression.
- Ne pas utiliser le nom ou la signature du MINISTRE, du Secrétariat ou du gouvernement du Québec sans avoir préalablement obtenu le consentement de la Direction des communications du Secrétariat.

Si vous avez des questions concernant la visibilité gouvernementale ou l'application du Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec, veuillez communiquer avec la Direction des communications au Secrétariat à l'adresse suivante : communication.srm@mce.gouv.qc.ca

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.20

2017/03/30 17:00

(2)

Dossier # : 1176775001

Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines , Direction rémunération globale et systèmes d'information R.H. , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Approuver la résiliation de la convention de services professionnels en actuariat conseil, volet des régimes de retraite des policiers de la Ville de Montréal octroyée par résolution du conseil d'agglomération (CG14 0412) le 18 septembre 2014 à la firme Normandin Beaudry, Actuaires conseil inc. Accorder un contrat de gré à gré pour services professionnels à la firme Morneau Shepell afin d'assister la Ville dans les litiges en cours avec la Fraternité des policiers et policières de Montréal dans le cadre de la négociation de la convention collective et de la Loi 15. Réserver la somme de 249 460 $ (taxes incluses) pour l'exécution des services professionnels de la firme Morneau Shepell.

Il est recommandé:

- d'approuver la résiliation de l'exécution de la convention de services professionnels en actuariat conseil, volet des régimes de retraite des policiers de la Ville de Montréal octroyée par résolution du conseil d'agglomération (CG14 0412) le 18 septembre 2014 à la firme Normandin Beaudry, Actuaires conseil inc.
- d'accorder un contrat de gré à gré pour services professionnels à la firme Morneau Shepell afin d'assister la Ville dans les litiges en cours avec la Fraternité des policiers et policières de Montréal dans le cadre de la négociation de la convention collective et de la Loi 15.
- de réserver la somme de 249 460 $ (taxes incluses) pour l'exécution des services professionnels de la firme Morneau Shepell, prévu auparavant pour le contrat avec la firme Normandin Beaudry;
- d'autoriser le transfert des ajustements budgétaires des années 2017 à 2019 (Montants nets : 26 026 $ en 2017, 27 066 $ en 2018 et 26 737 $ en 2019) suite à la résiliation du contrat avec la firme Normandin Beaudry (GDD 1142942002) vers le nouveau contrat avec la firme Morneau Shepell;
- cette dépense fait partie de la dotation d'une unité administrative (unité de soutien) visée par le règlement sur les dépenses mixtes (RCG 06-054 et modification) et ont été considérés dans l'établissement du taux des dépenses mixtes d'administration

générale servant à établir la charge d'administration générale imputée au budget du conseil d'agglomération;
- d'autoriser la directrice du Service des ressources humaines à signer la convention de services professionnels avec la firme Morneau Shepell.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-03-21 07:58

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1176775001**
Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines , Direction rémunération globale et systèmes d'information R.H. , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Approuver la résiliation de la convention de services professionnels en actuariat conseil, volet des régimes de retraite des policiers de la Ville de Montréal octroyée par résolution du conseil d'agglomération (CG14 0412) le 18 septembre 2014 à la firme Normandin Beaudry, Actuaires conseil inc. Accorder un contrat de gré à gré pour services professionnels à la firme Morneau Shepell afin d'assister la Ville dans les litiges en cours avec la Fraternité des policiers et policières de Montréal dans le cadre de la négociation de la convention collective et de la Loi 15. Réserver la somme de 249 460 $ (taxes incluses) pour l'exécution des services professionnels de la firme Morneau Shepell.

CONTENU

CONTEXTE

Le 24 février 2017, d'un commun accord, les parties ont convenu de suspendre l'exécution de toutes activités en lien avec la convention de services professionnels en actuariat conseil de la firme Normandin Beaudry, Actuaires conseils inc. afin d'en permettre sa résiliation. Conformément à l'article 573.3.0.2 de la Loi sur les cités et villes, nous recommandons de retenir les services de la firme Morneau Shepell dans le cadre des litiges en cours. La convention peut être conclue de gré à gré. Les litiges ont pour objets le processus de médiation-arbitrage dans le cadre de négociation de la convention collective des policiers de la Ville de Montréal et la Loi 15 relative à la restructuration des régimes de retraite du secteur municipal. Ce changement de firme n'entraînera pas de délais supplémentaires ni de coûts additionnels.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG14 0412 – 18 septembre 2014 – Accorder à Normandin Beaudry, Actuaires conseil inc. le contrat pour les services professionnels en actuariat conseil, volet régimes de retraite des policiers et policières de la Ville de Montréal, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 577 461,94 $ (taxes incluses) - Appel d'offres public 14-13685 (un soumissionnaire).

DESCRIPTION

Le 24 février 2017, la Ville de Montréal et la firme Normandin Beaudry, Actuaires conseils inc. ont convenu de suspendre l'exécution de toutes activités en lien avec ladite convention de services professionnels en actuariat conseil. Conformément au paragraphe 12.3 de l'article 12 (Résiliation) de la convention, le fournisseur de service recevra un avis écrit de dix (10) jours.
Par ailleurs, le mandat confié à la firme d'actuaires conseils Morneau Shepell est le suivant :

- Contribuer à établir la stratégie relative au processus de médiation-arbitrage et de communication dans le cadre de la négociation de la convention collective des policiers de la Ville de Montréal pour les enjeux relatifs à la rémunération globale;
- Offrir un support professionnel en vue d'établir les coûts des différentes options considérées et pour évaluer les impacts à la fois en termes de déboursés et d'impacts aux états financiers;
- Participer au comité technique afin de jouer un rôle-conseil et de fournir l'expertise pour la conceptualisation du régime de retraite;
- Être présent lors du processus de médiation-arbitrage dans le cadre de la négociation de la convention collective des policiers de Montréal afin de présenter, expliquer et défendre la position de la Ville;
- Évaluer les coûts de chacun des scénarios discutés dans le cadre du processus de médiation-arbitrage;
- Réviser le design et l'établissement des options ainsi que des coûts afférents du régime supplémentaire de retraite offert (convention de retraite);
- Assister les représentants de la Ville de Montréal dans la validation des textes du régime de retraite et des règlements et leurs amendements;
- Agir à titre de témoin expert;
- Fournir l'expertise conseil et les estimations de coûts lors de mandats ponctuels de négociations.

Ultimement, l'objectif visé est de réduire les coûts des régimes de retraite et le risque financier à long terme.

JUSTIFICATION

Le 24 février 2017, la Ville de Montréal et la firme Normandin Beaudry, Actuaires conseils inc. ont convenu de suspendre l'exécution de toutes activités en lien avec ladite convention de services professionnels en actuariat conseil.
La firme Morneau Shepell fournira dorénavant les services requis par la Ville de Montréal dans le cadre des litiges en cours.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La convention de services professionnels entre la Ville de Montréal et la firme Normandin Beaudry, Actuaires conseils inc., d'une durée de cinq ans, a pris effet le 18 septembre 2014. Les honoraires estimés sont de 577 462 $ (taxes incluses).

En date du 31 décembre 2016, les dépenses totalisent 328 002,10 $ (taxes incluses) ce qui laisse un solde disponible de 249 459,90 $ (taxes incluses). De plus, les travaux effectués jusqu'à la date de fin du contrat seront payés conformément aux termes et conditions prévus au contrat.

La somme résiduelle de 249 460 $ (taxes incluses) sera réservée pour l'exécution des services professionnels de la firme Morneau Shepell. Cette somme est déjà prévue dans l'enveloppe budgétaire du service, alors ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville de Montréal.
Le transfert des ajustements budgétaires des années 2017 à 2019 (Montants nets : 26 026 $ en 2017, 27 066 $ en 2018 et 26 737 $ en 2019) suite à la résiliation du contrat avec la

firme Normandin Beaudry (GDD 1142942002) sera effectué vers le nouveau contrat avec la firme Morneau Shepell.

Cette dépense fait partie de la dotation d'une unité administrative (unité de soutien) visée par le règlement sur les dépenses mixtes (RCG 06-054 et modification) et ont été considérés dans l'établissement du taux des dépenses mixtes d'administration générale servant à établir la charge d'administration générale imputée au budget du conseil d'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Sans objet

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le Service des ressources humaines aura recours aux services d'une autre firme en actuariat conseil soit la firme Morneau Shepell. Le changement de firme n'entraînera pas de délais supplémentaires ni de coûts additionnels.
La Ville est présentement en processus de médiation-arbitrage dans le cadre de la négociation de la convention collective des policiers.

L'arbitrage prévu en vertu de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (chapitre S-2.1.1) doit débuter en septembre 2017. Les travaux préparatoires dans le cadre de la requête en contestation de la Loi 15 sont en cours.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Transmission à la firme Normandin Beaudry, Actuaires conseils inc. d'un avis de résiliation écrit de dix (10) jours tel que prévu au paragraphe 12.3 de la convention de services professionnels en actuariat conseil.

- Octroi du contrat à la firme Morneau Shepell le 30 mars 2017.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

La convention de services professionnels en actuariat conseil de la firme Normandin Beaudry, Actuaires conseils inc. peux être résiliée tel que stipulé à son article 12. Conformément à l'article 573.3.0.2 de la Loi sur les cités et villes, la convention de services professionnels entre la Ville de Montréal et la firme Morneau Shepell peut être conclue de gré à gré. Ladite convention provient de la banque de documents juridiques et elle est pré-approuvée par le Service des affaires juridiques.

À la suite de vérifications, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Diane LAROUCHE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Luis Felipe GUAL, Service des finances
Denis DUROCHER, Service des affaires juridiques

Lecture :

Luis Felipe GUAL, 17 mars 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Anne P BERGERON
Chef de division avantages sociaux

Tél : 514 868-5913
Télécop. : 000-0000

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-03-20

Sophie GRÉGOIRE
Directeur(trice) remuneration globale et syst inf rh

Tél : 514-872-8293
Télécop. : 514 872-5806

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sophie GRÉGOIRE
Directeur(trice) remuneration globale et syst inf rh
Tél : 514 872-8293
Approuvé le : 2017-03-20

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Diane DRH BOUCHARD
DIRECTRICE DES RESSOURCES HUMAINES
Tél : 514 872-0213
Approuvé le : 2017-03-20

Montréal

Service des ressources humaines
3711, rue Saint-Antoine Ouest, bureau 100
Montréal (Québec) H4C 0C1

L'original suivra par courrier recommandé

« **SOUS TOUTES RÉSERVES** »

Le 24 février 2017

Monsieur René Beaudry
Associé
Normandin Beaudry, Actuaires conseils Inc.
630, boul. René Lévesque Ouest, 30e étage
Montréal (Québec) H3B 1S6

Objet : Avis de suspension de l'exécution de la convention de services professionnels en actuariat conseil, volet régimes de retraite des policiers de la Ville de Montréal octroyé par résolution du conseil d'agglomération (CG14 0412) le 18 septembre 2014 (Appel d'offres public n°14-13685)

Monsieur,

Tel que mentionné lors de votre rencontre tenue le 24 février 2017 avec Mme Sophie Grégoire, la présente a pour but de vous informer qu'une recommandation visant à résilier la convention de services professionnels en actuariat conseil mentionné en rubrique sera formellement présentée, pour décision, à la prochaine assemblée du conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, et ce, conformément au paragraphe 12.3 de l'article 12 (Résiliation) de ladite convention qui stipule ce qui suit :

> « **12.3** La Ville peut en tout temps, à sa discrétion, sur avis écrit de dix (10) jours au Contractant, résilier la convention en acquittant le coût de services alors rendus à sa satisfaction, sur présentation des pièces justificatives. »

Pour votre information, cette assemblée doit avoir lieu le 30 mars 2017.

Considérant ce qui précède, nous vous demandons formellement, dans l'intervalle, de suspendre l'exécution de toutes activités en lien avec ladite convention de services professionnels en actuariat conseil, et ce, dès réception du présent avis. À cette fin, vous devez notamment prendre toutes les mesures qui s'imposent pour vous assurer que vos employés, préposés, représentants, mandataires ou cocontractants concernés par le présent avis soit non seulement informés en temps utile de la suspension mais qu'ils se gouvernent en conséquence.

À cette fin, nous vous demandons de nous faire part de toute difficulté qui pourrait découler du présent avis, et ce, dès que possible afin que les mesures nécessaires soient prises avec diligence, le cas échéant.

Par ailleurs, nous vous ferons parvenir la décision du conseil d'agglomération de la Ville de Montréal quant à la résiliation de la convention de services professionnels en actuariat conseil dès qu'elle aura été prise.

Si des informations complémentaires vous sont nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec la soussignée.

Diane Bouchard
Directrice
Service des ressources humaines
Ville de Montréal

p. j. : Convention de services professionnels en actuariat conseil, volet régimes de retraite des policiers de la Ville de Montréal octroyé par résolution du conseil d'agglomération (CG14 0412) le 18 septembre 2014 (Appel d'offres public n°14-13685)
Résolution du Conseil d'agglomération CG 14 0412

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Mme Diane Bouchard, directrice du Service des ressources humaines, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6 et de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*;

CI-APRÈS APPELÉE LA "**VILLE**"

ET : **Normandin Beaudry, Actuaires conseil** Inc. personne morale ayant sa principale place d'affaires au 630 boul. René-Lévesque Ouest, 30e étage, Montréal, Québec, H3B 1S6, agissant et représentée par M. René Beaudry, dûment autorisé aux fins des présentes, en vertu de la résolution du conseil d'administration du 15 février 2010;

CI-APRÈS APPELÉE LE "**CONTRACTANT**"

N° d'inscription T.P.S. : 133505552RT0001
N° d'inscription T.V.Q. : 1013494297

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 "**Directrice**" : la directrice du Service des ressources humaines ou son représentant dûment autorisé;

1.2 "**Annexe 1**" : le document d'appel d'offres (soumission n° 14-13685) intitulé *Acquisition de services professionnels en actuariat conseil, volet régimes de retraite des policiers de la Ville de Montréal*;

1.3 "**Annexe 2**" : l'offre de services présentée par le Contractant le 14 juillet 2014.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2, sans qu'il soit nécessaire de les annexer physiquement, à apporter aux représentants de l'employeur un support-conseil professionnel continu en matière de régime de retraite que ce soit lors des négociations ou à défaut d'entente, lors de la défense des positions de la Ville, lors de tout litige et finalement lors de l'éventuelle rédaction des textes des modifications apportées au régime de retraite.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourraient être inconciliable avec celui-ci;

3.2 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par la Directrice, pour une durée de cinq (5) ans à compter de sa date d'entrée en vigueur sous réserve de l'article 12 (résiliation).

Malgré la date de terminaison du contrat pour une quelconque raison, le Contractant demeure tenu au respect de ses autres obligations envers la Ville prévues aux paragraphes 6.3, 6.4, 6.5, 6.7 et 6.11

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration de la Directrice;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que la Directrice ne soit avisée sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision de la Directrice sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

6.1 exécuter la convention en collaboration étroite avec la Directrice ou avec toute autre personne désignée par cette dernière et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations sur la façon d'exécuter le travail confié;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2;

6.3 prendre toutes les mesures qui s'Imposent pour assurer la protection des renseignements qui lui sont fournis par la Ville et s'assurer notamment que ses employés, ses sous-traitants ou mandataires assurent la confidentialité des renseignements qui leur sont fournis ou dont ils ont connaissance dans le cours ou à l'occasion de l'exécution de la présente convention;

6.4 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

6.5 à l'échéance de la présente convention, convient de ne conserver aucun renseignement personnel fourni par la Ville, sous réserve que le Contractant pourra conserver une copie de tout document jugé nécessaire aux fins de ses dossiers, conformément à sa politique officielle de conservation des dossiers, étant convenu que les exigences de confidentialité décrites aux présentes continueront de s'appliquer à tout document que le Contractant conservera dans ses dossiers;

6.6 divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

6.7 remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

6.8 assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat, sauf ceux directement reliés à la production de rapports, documents ou autres ayant trait au présent mandat qui seront facturés conformément à l'Annexe 2;

6.9 soumettre à la Ville une facture mensuelle détaillée, calculée conformément à l'Annexe, comportant les informations prévues à l'article 6.2 des Clauses administratives particulières de l'Annexe 1 et tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ;

6.10 remettre à la Directrice, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, l'original ou une copie certifiée d'une police d'assurance responsabilité civile au montant minimal de deux millions de dollars (2 000 000,00$) pour chaque sinistre ou événement pour dommages causés à une personne, à plus d'une personne, à la propriété d'autrui ou à celle de la Ville, une telle police devant respecter l'intégralité des conditions prévues à l'article 7 des Clauses administratives particulières de l'Annexe 1;

6.11 collaborer à la préparation et à l'administration de la preuve de la Ville en cas de litige opposant celle-ci à un tiers en raison de la présente convention, étant toutefois entendu que la Ville acquittera, selon le barème d'honoraires prévu à l'Annexe 2 si le litige survient pendant la durée du présent contrat, les heures consacrées par le Contractant à la préparation de ce litige et les frais raisonnables engagés par ce dernier, à moins qu'il ne soit établi que le litige résulte de la faute du Contractant.

Le présent paragraphe continue de s'appliquer après l'échéance de la présente convention, par résiliation ou à l'arrivée du terme. Dans un tel cas, la Ville acquittera les heures consacrées par le Contractant à la préparation de ce litige selon le barème prévu au contrat pour l'année en cours n'eut-été de sa résiliation ou le barème prévu pour l'année 2019 dans le cas où le litige survient suite au terme du contrat et les frais raisonnables engagés par ce dernier, à moins qu'il ne soit établi que le litige résulte de la faute du Contractant.

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DE LA DIRECTRICE

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, la Directrice a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la convention;

7.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Contractant quant à l'interprétation de la convention et des Annexes 1 et 2;

7.3 refuser les travaux, recherches et rapports du Contractant qu'elle juge de mauvaises qualités ou non conformes aux dispositions de la convention ou des Annexes 1 et 2;

7.4 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

8.1 En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de cinq cent soixante-dix-sept mille quatre cent soixante et un dollar et quatre-vingt-quatorze cents (577 461,94 $), couvrant tous les honoraires, frais et toutes les taxes applicables aux services du Contractant;

8.2 Les factures conformes pour ces honoraires sont payables dans les soixante (60) jours de leur approbation;

8.3 Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ;

8.4 Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

9.1 La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omission s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8;

ARTICLE 10
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

10.1 En considération des honoraires prévus à l'article 8, le Contractant cède à la Ville l'intégralité de ses droits d'auteur sur tous documents, rapport ou autre matériel et livrable (ci-après appelés l' « Oeuvre ») qu'il aura réalisé en vertu du présent contrat et renonce à ses droits moraux à l'égard de ceux-ci.

10.2 L'Oeuvre pourra être reproduite et exploitée directement ou indirectement par la Ville sur quelque support que ce soit.

10.3 L'Oeuvre cédée pourra être reproduite, adaptée, en tout ou en partie, publiée, communiquée au public par quelque moyen que ce soit, traduite, exécutée ou représentée en public pour toutes fins jugées utiles par la Ville.

10.4 Cette cession de droits d'auteurs est accordée sans limites territoriales et sans limites de temps.

10.5 Toute considération pour la cession de droits d'auteurs consentie en vertu du présent contrat est incluse dans la rémunération du Contractant prévue à l'Annexe 2.

10.6 Le Contractant garantit à la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention ainsi que des droits d'auteur relatifs à tout document, rapport ou autre matériel ou livrable réalisé dans le cadre de la présente convention et il prend fait et cause pour la Ville à l'égard de toute perte, réclamation et dépenses (y compris les frais raisonnables d'avocat) découlant de la violation des droits de propriété

intellectuelle de toute personne ou entité, relativement à ou découlant de la prestation de ses services ou de l'exécution de ses autres obligations aux termes des présentes et tient la Ville indemne de toute réclamation ou jugement en capital, intérêts et frais quant aux droits visés aux présentes, y compris les droits moraux.

ARTICLE 11
DÉFAUT

Le Contractant est en défaut :

11.1 s'il ne respecte pas l'une de ses obligations en vertu de la présente convention;

11.2 s'il fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre.

ARTICLE 12
RÉSILIATION

12.1 Dans le cas mentionné à l'article 11.1, la Ville avise le Contractant de son défaut et lui donne l'ordre d'y remédier dans le délai qu'il lui indique. Si, à l'échéance du délai indiqué dans l'avis, le Contractant n'a pas remédié à ses défauts, la Ville peut sans préjudice de ses autres droits et recours, résilier la convention;

12.2 Dans le cas mentionné à l'article 11.2, la convention est résiliée de plein droit dès que survient l'événement;

12.3 La Ville peut en tout temps, à sa discrétion, sur avis écrit de dix (10) jours au Contractant, résilier la convention en acquittant le coût des services alors rendus à sa satisfaction, sur présentation de pièces justificatives;

12.4 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation;

12.5 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 13
CONDITIONS GÉNÉRALES

13.1 **ÉLECTION DE DOMICILE**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dans le district judiciaire de Montréal dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

13.2 **AYANTS DROIT ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX**

La présente convention lie les ayants droit et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

13.3 **MODIFICATION**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

13.4 **VALIDITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.5 **LOIS APPLICABLES**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le 16 ° jour de septembre 2014

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Mme Diane Bouchard

Le 16 ° jour de septembre 2014

Normandin Beaudry, Actuaires conseil Inc.

Par : _____
M. René Beaudry

Conseil d'agglomération

Cette convention a été approuvée par le ~~Comité exécutif~~ de la Ville de Montréal, le 18 ° jour de septembre 2014 (résolution CG14).

Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une assemblée du conseil d'agglomération

Assemblée ordinaire du jeudi 18 septembre 2014 Séance tenue le 18 septembre 2014	Résolution: CG14 0412

Accorder à Normandin Beaudry, Actuaires conseil inc. le contrat pour les services professionnels en actuariat conseil, volet régimes de retraite des policiers et policières de la Ville de Montréal, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 577 461,94 $, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13685 (1 soum.) / Approuver un projet de convention à cette fin

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 3 septembre 2014 par sa résolution CE14 1357;

Il est proposé par Mme Manon Barbe

appuyé par M. Denis Coderre

Et résolu :

1 - d'approuver un projet de convention par lequel la seule firme soumissionnaire, Normandin Beaudry, Actuaires conseil inc., cette dernière ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis en actuariat conseil, volet régimes de retraite des policiers et policières, pour une somme maximale de 577 461,94 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 14-13685 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;

2 - d'autoriser la directrice du Service des ressources humaines à signer la convention de services professionnels pour et au nom de la Ville;

3 - d'ajuster la base budgétaire du Service des ressources humaines et d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.14 1142942002

/lc

Denis CODERRE
Maire

Colette FRASER
Greffière adjointe

(certifié conforme)

Colette FRASER
Greffière adjointe

Signée électroniquement le 23 septembre 2014

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1176775001

Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines , Direction rémunération globale et systèmes d'information R.H. , Direction
Objet :	Approuver la résiliation de la convention de services professionnels en actuariat conseil, volet des régimes de retraite des policiers de la Ville de Montréal octroyée par résolution du conseil d'agglomération (CG14 0412) le 18 septembre 2014 à la firme Normandin Beaudry, Actuaires conseil inc. Accorder un contrat de gré à gré pour services professionnels à la firme Morneau Shepell afin d'assister la Ville dans les litiges en cours avec la Fraternité des policiers et policières de Montréal dans le cadre de la négociation de la convention collective et de la Loi 15. Réserver la somme de 249 460 $ (taxes incluses) pour l'exécution des services professionnels de la firme Morneau Shepell.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1176775001 - actuaires RR Policiers.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Diane LAROUCHE
Préposée au budget

Tél : 514 872-7366

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-03-21

Michelle DE GRAND-MAISON
Conseillère en gestion des ressources financières - chef d'équipe
Tél : 514 872-7512
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS - EXPERT

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, ayant une adresse au 775, rue Gosford, 4e étage, Montréal, Québec, H2Y 3B9;

Ci-après appelée la « Ville »

ET : **MORNEAU SHEPELL**, représenté par M. Éric Aubin, associé, responsable du bureau de Québec ayant sa place d'affaires au 801, Grande Allée Ouest, bureau 200, Québec, Québec, G1S 1C1;

Ci-après appelée le « Contractant »

Représentante autorisée : M[me] Anne Bergeron, chef de division avantages sociaux, Direction de la rémunération globale et des systèmes d'information RH, Service des ressources humaines.

Personne responsable : M[me] Sophie Grégoire, directrice de la rémunération globale et des systèmes d'information RH, Service des ressources humaines.

Nom du dossier : Processus de médiation-arbitrage dans le cadre de la négociation de la convention collective des policiers de la Ville de Montréal. Arbitrage du différend en vertu de la Loi 15, Requête en contestation de la Loi 15.

Numéro de dossier : 15-000302 (Requête en contestation de la Loi 15)

Numéro de téléphone de la représentante autorisée : 514 868-5913

Description sommaire du mandat :

Fournir les services conseils plus amplement décrits à l'annexe 4 de la présente convention de services professionnels dans le cadre du processus de médiation-arbitrage de négociation de la convention collective des policiers de la Ville de Montréal, de l'arbitrage de différends en vertu de la Loi 15 et de la Requête en contestation de la Loi 15.

Profession : Actuaire conseil

Taux horaire :	M. Éric Aubin (associé responsable)	425 $
	Directeur	300 $
	Conseiller principal	270 $
	Conseiller	200 $
	Analyste	170 $
	Secrétariat	0 $

Honoraires prévus : 249 459,90 $ incluant les taxes.

Advenant l'anticipation d'un dépassement des honoraires prévus le Contractant doit en aviser au préalable la Ville et obtenir son autorisation écrite, à défaut de quoi aucun montant au-delà des honoraires prévus ne sera déboursé.

Échéancier : Jusqu'au terme des procédures légales en cours.

L'acceptation de la présente convention par courriel vaut signature.

ATTENDU QUE la Ville requiert les services du Contractant à titre d'actuaire conseil;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique au Contractant;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

Le préambule fait partie intégrante de la présente convention.

ARTICLE 1 - DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « **Personne responsable** » : M^{me} Sophie Grégoire.

1.2 « **Représentant autorisé** » : M^{me} Anne Bergeron.

1.3 « **Annexe 1** » : politique de paiement des factures.

1.4 « **Annexe 2** »: politique de gestion contractuelle.

ARTICLE 2 - OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2 jointes aux présentes, à fournir une expertise.

ARTICLE 3 - INTERPRÉTATION

Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourraient être inconciliables avec celui-ci.

ARTICLE 4 - DURÉE

La présente convention entre en vigueur au moment de l'acceptation de la présente convention par courriel de la part du Contactant et prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses services, ou sur instruction de l'Avocat au dossier ou du Représentant autorisé, le Contractant demeurant tenu au respect de ses autres obligations envers la Ville.

ARTICLE 5 - OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 Assurer au Contractant sa collaboration;

5.2 Remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts.

ARTICLE 6 - OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant s'engage à :

6.1 Exécuter la convention en collaboration étroite avec l'Avocat au dossier ou la personne responsable et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations sur la façon d'exécuter le travail confié étant entendu que lesdits services sont plus amplement décrits à l'Annexe 4 de la présente convention;

6.2 Respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2;

6.3 Assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;

6.4 Obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

6.5 Divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

6.6 Remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

6.7 Assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.8 Soumettre à la Ville une ou des factures détaillées en conformité avec l'Annexe 1.

ARTICLE 7 - PRÉROGATIVES DE LA VILLE

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Représentant autorisé a pleine compétence pour :

7.1 Coordonner l'exécution de la convention;

7.2 Décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Contractant quant à l'interprétation de la convention et des Annexes 1 et 2;

7.3 Refuser les travaux, recherches et rapports du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la convention ou des Annexes 1 et 2;

7.4 Exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8 - HONORAIRES

8.1 En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser ses honoraires en conformité avec les taux horaires et honoraires prévus à la présente convention. Advenant un dépassement des honoraires prévus, le

Contractant doit en aviser la Ville et obtenir son autorisation écrite, à défaut de quoi aucun montant au-delà des honoraires prévus ne sera déboursé.

8.2 Cette somme est payable par la Ville dans les soixante (60) jours de l'approbation des factures du Contractant par le représentant autorisé.

8.3 Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les pièces justificatives et les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

8.4 Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

ARTICLE 9 - LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée au préambule de la présente convention.

ARTICLE 10 -DROITS D'AUTEUR

En contrepartie des honoraires prévus à l'article 8, le Contractant :

10.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11 - RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

11.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

11.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12 - CONDITIONS GÉNÉRALES

12.1 ÉLECTION DE DOMICILE

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

12.2 **AYANTS DROIT ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX**

La présente convention lie les ayants droit et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

12.3 **MODIFICATION**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

12.4 **VALIDITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.5 **LOIS APPLICABLES**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

POUR LA VILLE DE MONTRÉAL

_____

Diane Bouchard
Directrice, Service des ressources humaines

Date : _____

POUR LE CONTRACTANT

_____

Éric Aubin
Associé

Date : 20 mars 2017

Montréal

Annexe 1

POLITIQUE DE PAIEMENT DES EXPERTS

Mandat

- Le Contractant s'engage à signer la Convention de service professionnel.
- Pour chaque mandat le Contractant fournit une estimation de ses honoraires.

Taux horaires

- Le taux horaire est celui prévu à la Convention de services professionnels.
- Les taux horaires incluent le coût des photocopies, les frais d'administration, les frais de recherche en ligne, les frais de gestion, les frais de secrétariat, les frais de temps supplémentaire, les frais de repas, les frais d'hébergement, les frais de déplacement et les frais d'ouverture de dossier.
- Toute augmentation de tarif horaire doit être autorisée au préalable et par écrit.
- Le Contractant doit s'assurer que les professionnels désignés à des tâches particulières ne sont pas surqualifiés pour les accomplir.

Facturation

- Le Contractant doit fournir mensuellement au moins une facture détaillée indiquant par journée, la date, une description des services rendus, le temps alloué à chaque intervention ainsi que le nom du professionnel qui a effectué le travail.
- Le Contractant doit aussi fournir, pour chaque facture, un résumé indiquant le total des heures travaillées par professionnel, leur taux horaire ainsi que le total en argent facturé.
- La mention « DERNIÈRE FACTURE » doit être indiquée sur la facture finale lorsque le mandat est terminé.
- La facture doit inclure les taxes applicables, de même que le numéro d'inscription qui a été attribué par Revenu Canada aux fins de la TPS et par Revenu Québec aux fins de la TVQ.

Déboursés

- Pour le remboursement des déboursés admissibles, le Contractant doit fournir des pièces justificatives, autant que possible des originaux, avec la justification correspondante.
- Aucune majoration du coût réel n'est payée.

Frais d'experts/sous-traitant

- Si, dans le cadre du mandat, le Contractant doit embaucher un expert ou un sous-traitant, il doit préalablement obtenir l'autorisation écrite de la Ville pour ce faire.

Honoraires non admissibles

- Advenant l'anticipation d'un dépassement de l'estimation des honoraires prévus, le Contractant doit en aviser la Ville et obtenir son autorisation écrite préalable à tel dépassement, à défaut de quoi aucun montant au-delà de cette estimation n'est payé.
- Aucuns frais ne sont chargés à la Ville en cas de substitution de ressources.
- Aucuns frais ne sont chargés à la Ville pour le temps de déplacements.
- Le temps consacré par le Contractant pour préparer son compte d'honoraires ou pour répondre à toute question en découlant n'est pas facturable.

Toute autorisation qui peut être donnée par la Ville en vertu de la présente Convention de services professionnels est donnée par le directeur du Service ayant confié le mandat.

Montréal

Annexe 2

DE GESTION CONTRACTUELLE (version finale), telle qu'adoptée par le conseil municipal, à sa séance du 23 août 2016, et par le conseil d'agglomération, à son assemblée du 25 août 2016

Vu les articles 573.3.1.2 et 573.3.4 de la *Loi sur les cités et villes*, RLRQ c. C-19;

CHAPITRE I
DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

SECTION I
DÉFINITIONS

1. Dans le présent document, les expressions ou les mots suivants signifient :

1° « communications d'influences » : les activités de lobbyisme au sens de l'article 2 de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme*, RLRQ c. T-11.011;

2° « intervenant » : les soumissionnaires, les adjudicataires de contrats ou tout autre cocontractant de la Ville de Montréal;

3° « participation à l'élaboration des documents d'appel d'offres » : toute action en vertu de laquelle une personne prépare ou produit, à la demande de la Ville, un document ou une partie de celui-ci devant servir à rédiger les documents d'appels d'offres ou à y être intégrés;

4° « période de soumission » : période entre le lancement d'un appel d'offres et l'octroi d'un contrat par l'instance décisionnelle municipale compétente ou par un fonctionnaire en vertu d'un règlement de délégation;

5° « personne liée » : lorsqu'il s'agit d'une personne morale, un de ses administrateurs ou un de ses dirigeants de même que la personne qui détient des actions de son capital-actions qui lui confèrent au moins 10 % des droits de vote, pouvant être exercés en toutes circonstances rattachés aux actions de la personne morale et, lorsqu'il s'agit d'une société en nom collectif, en commandite ou en participation, un de ses associés ou un de ses dirigeants;

6° « personne responsable de l'appel d'offres » : personne désignée à ce titre dans les documents d'appel d'offres;

7° « politique » : la présente politique de gestion contractuelle;

8° « Ville » : la Ville de Montréal.

SECTION II
OBJET

2. La politique a pour objectif de répondre aux obligations prévues à l'article 573.3.1.2 de la Loi sur les cités et villes, RLRQ c. C-19.

SECTION III
CHAMP D'APPLICATION

3. Cette politique s'applique à tous les contrats municipaux et les démarches en lien avec ceux-ci. Elle doit être reflétée, en faisant les adaptations nécessaires, dans tous ces contrats, peu importe leur valeur, pour en assurer le respect.

CHAPITRE II
MESURES VISÉES PAR L'ARTICLE 573.3.1.2. DE LA LOI SUR LES CITÉS ET VILLES

SECTION I
LIENS PERSONNELS OU D'AFFAIRES

4. Dans le cadre d'un appel d'offres, tout membre d'un comité de sélection ou d'un comité technique a l'obligation de déclarer sans délai au secrétaire du comité de sélection ou technique les liens personnels ou d'affaires qu'il a avec un des soumissionnaires ou une personne qui est liée à ce dernier.

La Ville se réserve le droit de remplacer le membre visé par cette situation.

5. Au moment du dépôt de sa soumission, le soumissionnaire fait état, par écrit, de tous ses liens personnels ou d'affaires avec les personnes ou firmes indiquées aux documents d'appel d'offres comme ayant participé à l'élaboration des documents dudit appel d'offres.

En déposant sa soumission, son signataire affirme solennellement que les renseignements fournis pour répondre aux exigences du premier alinéa sont complets et exacts.

6. En déposant une soumission, son signataire affirme solennellement, que le soumissionnaire n'a pas embauché à quelque fin que ce soit, directement ou indirectement, une personne qui a participé à l'élaboration des documents de cet appel d'offres.

7. Le soumissionnaire ne peut, directement ou indirectement, embaucher une personne qui a participé à l'élaboration des documents de l'appel d'offres en cause dans les douze (12) mois suivant le début de période de soumissions pour cet appel d'offres.

8. L'adjudicataire d'un contrat doit, pendant la durée du contrat, informer la Ville, par écrit, de l'apparition de tout lien d'affaires entre les personnes ayant participé à l'élaboration de l'appel d'offres et lui-même, le tout dans les cinq (5) jours de l'apparition de ce lien.

SECTION II
COMMUNICATIONS D'INFLUENCES

SOUS-SECTION I
COMMUNICATIONS DES SOUMISSIONNAIRES AVEC UN REPRÉSENTANT DE LA VILLE

9. Durant la période de soumission d'un appel d'offres, il est interdit au soumissionnaire ou à toute personne qui agit aux fins de ce dernier de communiquer avec une autre personne que la personne responsable de cet appel d'offres au sujet de celui-ci.

Le soumissionnaire peut toutefois communiquer avec le bureau de l'inspecteur général ou du contrôleur général au sujet du comportement de la personne responsable ou de l'intégrité du processus d'octroi du contrat.

10. Il est interdit au soumissionnaire ou à toute personne qui agit aux fins de ce dernier de chercher à influencer la personne responsable de cet appel d'offres dans ses communications avec celle-ci.

SOUS-SECTION II
LOBBYISME

11. Lorsque des communications d'influence ont eu lieu pour l'obtention d'un contrat de gré à gré, la personne qui contracte avec la Ville doit lui affirmer solennellement par écrit, le cas échéant, que ses communications l'ont été conformément à la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme,* au *Code de déontologie des lobbyistes* et aux avis du Commissaire au lobbyisme.

Le cocontractant doit également faire état par écrit, le cas échéant, des personnes par qui et à qui les communications d'influence ont été effectuées en vue de l'obtention du contrat et affirmer solennellement que cette liste est complète.

12. En déposant une soumission, le soumissionnaire affirme solennellement qu'il n'y a pas eu et qu'il n'y aura pas de communication d'influence, même par une personne inscrite au registre des lobbyistes, pendant la période de soumission.

13. Tout élu, membre du personnel de cabinet et tout employé de la Ville doit collaborer aux opérations de vérification et d'enquête du Commissaire au lobbyisme dans son mandat visant à assurer le respect de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* et du *Code de déontologie des lobbyistes.*

14. Tout élu, membre du personnel de cabinet et tout employé de la Ville qui est approché par une personne cherchant à influencer une prise de décision sur un sujet visé par la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme*, doit demander à cette personne si elle est inscrite au registre des lobbyistes. Dans le cas contraire, l'élu, le membre du personnel de cabinet ou l'employé de la Ville doit l'informer de l'existence de la loi précitée et de l'obligation de s'inscrire au registre des lobbyistes avant de poursuivre sa démarche et en informer le commissaire au lobbyisme.

SECTION III
CONFIDENTIALITÉ

15. La composition des comités de sélection et technique, les dossiers évalués, les délibérations et les recommandations formulées sont confidentiels.

Le secrétaire, les membres du comité (de sélection ou technique) et les consultants doivent signer le formulaire intitulé Engagement solennel des membres joint en annexe à la présente politique.

Malgré le premier alinéa, dans le cadre des concours de design et d'architecture, la composition des comités de sélection et technique n'est pas confidentielle.

16. Tout intervenant, employé, membre du personnel de cabinet ou élu doit agir avec loyauté et respecter la confidentialité des informations dont il a connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de ses fonctions ou, le cas échéant, de l'exécution de son contrat, à moins que la loi ou un tribunal n'en dispose autrement.

SECTION IV
PRÉVENTION DE LA CORRUPTION, COLLUSION ET AUTRES MANŒUVRES FRAUDULEUSES

17. Nul ne peut, directement ou indirectement, dans le contexte de la préparation ou présentation d'une soumission, ou d'un contrat de gré à gré, effectuer ou tenter d'effectuer de la collusion, de la corruption, une manœuvre frauduleuse ou participer ou tenter de participer à un autre acte illégal de même nature susceptible de compromettre l'intégrité du processus d'appels d'offres ou de sélection du cocontractant de gré à gré ou de la gestion du contrat qui en résulte.

En déposant une soumission ou en concluant un contrat de gré à gré avec la Ville, son signataire affirme solennellement que le soumissionnaire ou le cocontractant de gré à gré n'a pas contrevenu, directement ou indirectement, au premier alinéa.

SECTION V
SOUS-CONTRACTANT

18. Le cocontractant de la Ville doit faire affaire avec des sous-contractants qui respectent la présente politique tout au long de l'exécution du contrat, en faisant les adaptations nécessaires.

Dès que le cocontractant a connaissance d'une violation, par son sous-contractant, à la présente politique, il doit en informer la Ville immédiatement.

19. Le cocontractant de la Ville ne peut faire affaire avec un sous-contractant écarté de tout appel d'offres ou de la possibilité de conclure un contrat gré à gré avec la Ville.

SECTION VI
PRATIQUES ADMINISTRATIVES

SOUS-SECTION I
MODIFICATIONS AU CONTRAT

20. Une modification à un contrat doit être documentée et approuvée par les instances compétentes. Si telle modification s'appuie sur une exception prévue à la loi, celle-ci doit être précisée.

21. Les travaux payables à même les contingences doivent être documentés et approuvés par le directeur de l'unité d'affaires concernée ou son représentant désigné.

22. Tout dépassement des crédits autorisés aux fins du contrat doit être documenté et faire l'objet d'une nouvelle décision par les instances compétentes.

SOUS-SECTION II
INFORMATION ET OBTENTION DES DOCUMENTS D'APPEL D'OFFRES

23. Les soumissionnaires doivent se procurer eux-mêmes les documents d'appel d'offres au bureau désigné ou dans le Système électronique d'appel d'offres (SEAO), en acquittant les frais exigés, le cas échéant. Personne d'autre n'est autorisé à agir au nom ou pour le compte de la Ville pour délivrer ces documents.

24. Afin de préserver la confidentialité du nombre et de l'identité des soumissionnaires, les rencontres d'information et les visites des lieux s'effectuent sur une base individuelle et sur rendez-vous.

SOUS-SECTION III
COLLABORATION AVEC L'INSPECTEUR GÉNÉRAL

25. Conformément à l'article 57.1.9 de la *Charte de la Ville de Montréal,* les personnes visées par cet article doivent notamment permettre à l'inspecteur général ou à ses représentants d'examiner tout livre, registre ou dossier ou d'obtenir tout renseignement pertinent à la réalisation de son mandat. Elles doivent également permettre à l'inspecteur général et à ses représentants d'utiliser tout ordinateur, tout matériel ou toute autre chose se trouvant sur les lieux visités pour accéder à des données pertinentes à la réalisation de son mandat et contenues dans un appareil électronique, un système informatique ou un autre support ou pour vérifier, examiner, traiter, copier ou imprimer de telles données.

En outre, elles doivent également permettre à l'inspecteur général et à ses représentants de pénétrer, à toute heure raisonnable, dans un bâtiment ou sur un terrain pour procéder à l'examen prévu au deuxième alinéa et lui prêter toute aide raisonnable.

De plus, tout intervenant ou tout administrateur, dirigeant ou employé de celui-ci doit offrir une pleine et entière collaboration à l'inspecteur général et à ses représentants désignés dans le cadre de ses opérations de vérification et d'inspection liées à un contrat visé par la présente politique. Il doit répondre de façon complète et véridique, dans les plus brefs délais, à toute demande provenant de l'inspecteur général et ses représentants désignés. Il doit notamment se présenter à l'heure et à l'endroit désignés par l'inspecteur général ou ses représentants afin de répondre aux demandes de renseignements de ceux-ci.

CHAPITRE III
CONTRAVENTIONS À LA POLITIQUE

26. Tout membre d'un conseil ou employé de la Ville qui contrevient sciemment à la politique est passible des sanctions prévues par l'article 573.3.4 de la *Loi sur les cités et villes.*

27. La découverte qu'un renseignement contenu aux affirmations solennelles effectuées en vertu des articles 5 ou 6 est incomplet ou inexact ou du non-respect des articles 7, 9, 10, 25 avant l'octroi du contrat permet à la ville, à sa seule discrétion, de rejeter la soumission.

28. La découverte qu'un renseignement contenu aux affirmations solennelles effectuées en vertu des articles 12 ou 17 est incomplet ou inexact ou du non-respect du premier alinéa de l'article 17 emporte le rejet de la soumission;

29. La découverte qu'un renseignement contenu aux affirmations solennelles effectuées en vertu des articles 5, 6, 12 ou 17 est incomplet ou inexact ou du non-respect des articles 7, 8, 9, 10, 11, 17 ou 25 pendant l'exécution du contrat en cause permet à la Ville, à sa seule discrétion, de résilier ce contrat, sans préjudice de ses autres droits et recours.

30. Le non-respect des articles 18 ou 19 pendant l'exécution du contrat en cause permet à la Ville, à sa seule discrétion, de résilier ce contrat sans préjudice de ses autres droits et recours ou d'exiger de son cocontractant qu'il remplace le sous-contractant concerné.

31. Le soumissionnaire, dont la soumission a été rejetée conformément aux articles 27 ou 28, se voit écarté de tout appel d'offres ou de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville pendant :

1° une année à partir du rejet de la soumission qui résulte de la découverte qu'un renseignement contenu à l'affirmation solennelle effectuée en vertu de l'article 5 est incomplet ou inexact ou du non-respect des articles 9 ou 12;

2° trois années à partir du rejet de la soumission qui résulte du non-respect de l'article 10;

3° cinq années à partir du rejet de la soumission qui résulte de la découverte qu'un renseignement contenu à l'affirmation solennelle effectuée en vertu du deuxième alinéa de l'article 17 est incomplet ou inexact ou du non-respect du premier alinéa de l'article 17.

32. Le cocontractant dont le contrat a été résilié ou aurait pu être résilié conformément à l'article 29, se voit écarté de tout appel d'offres ou de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville pendant :

1° une année de la découverte qu'un renseignement contenu aux affirmations solennelles effectuées en vertu des articles 5 ou 11 est incomplet ou inexact ou du non-respect des articles 8, 9 ou 12;

2° trois années de la découverte du non-respect de l'article 10;

3° cinq années de la découverte qu'un renseignement contenu à l'affirmation solennelle effectuée en vertu du deuxième alinéa de l'article 17 est incomplet ou inexact ou du non-respect du premier alinéa de l'article 17.

33. Le cocontractant dont le contrat a été résilié ou aurait pu être résilié, conformément à l'article 29 en raison des articles 6 ou 7, peut, à la seule discrétion de la Ville, se voir écarter de tout appel d'offres ou de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville pendant trois années à compter de la découverte qu'un renseignement contenu à l'affirmation solennelle effectuée en vertu de l'article 6 est incomplet ou inexact ou du non-respect de l'article 7.

34. Le cocontractant dont le contrat a été résilié ou aurait pu être résilié conformément à l'article 30, en raison d'une violation du 2e alinéa de l'article 18 ou de l'article 19, se voit écarté de tout appel d'offres ou de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville pendant trois années de la découverte de cette violation.

35. La personne liée à un soumissionnaire ou à un autre cocontractant de la Ville, qui a posé un geste contraire à la présente politique qui a emporté ou aurait pu emporter le rejet de la soumission ou la résiliation du contrat, se voit écarté de tout appel d'offres ou de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville pour la même période que celle prévue pour le soumissionnaire ou le cocontractant à la présente politique, sous réserve de l'exception prévue à la fin de l'article précédent.

L'exclusion du premier alinéa s'applique également durant la même période :

1° aux personnes morales où la personne liée visée est administratrice, dirigeante ou détentrice d'actions du capital-actions qui lui confère au moins 10 % des droits de vote, pouvant être exercés en toutes circonstances et rattachés aux actions de la personne morale;

2° aux sociétés en nom collectif, en commandite ou en participation où la personne liée visée est associée ou dirigeante.

36. Malgré les exclusions d'appel d'offres prévues aux articles 31 à 35 et 39, la Ville peut conclure un contrat avec une personne visée par ces articles, lorsqu'elle est la seule en mesure de :

1° de fournir une assurance, des matériaux, du matériel ou des services après que les vérifications documentées et sérieuses ont été effectuées pour s'assurer de l'unicité de ce fournisseur dans l'ensemble des territoires visés par un accord intergouvernemental de libéralisation des marchés publics conclu par le Gouvernement du Québec;

2° aux fins de l'utilisation d'un progiciel ou d'un logiciel :
   a) d'assurer la compatibilité avec des systèmes, progiciels ou logiciels existants,
   b) de protéger des droits exclusifs tels les droits d'auteur, les brevets ou les licences exclusives,
   c) de faire de la recherche ou du développement,
   d) de produire un prototype ou un concept original;

3° d'exécuter des travaux d'enlèvement, de déplacement ou de reconstruction de conduites ou d'installations d'aqueduc, d'égout, d'électricité, de gaz, de vapeur, de télécommunication, d'huile ou d'autre fluide, à titre de propriétaire des conduites ou des installations;

4° de faire l'entretien d'équipements spécialisés parce qu'elle les a fabriqués ou parce qu'elle a désigné un représentant pour ce faire;

5° d'exécuter des travaux sur l'emprise d'une voie ferrée exploitée comme telle, et ce, pour un prix qui correspond à celui qu'une entreprise exécutant généralement de tels travaux exige normalement pour ceux-ci;

6° de céder à la Ville un immeuble ou un droit réel, tel que, mais sans limitation, une servitude, dont la Ville a besoin pour toutes fins municipales.

37. Malgré les exclusions d'appel d'offres prévues aux articles 31 à 35 et 39, la Ville peut conclure un contrat avec une personne visée par ces articles :

1° lorsque ses services professionnels sont nécessaires dans le cadre d'un recours devant un tribunal, un organisme ou une personne exerçant des fonctions judiciaires ou juridictionnelles, dans la mesure toutefois où tel contrat de services professionnels fait suite à un rapport ou à un document préparé par cette personne à la demande de la Ville;

2° pour lui permettre de développer un site dont elle est propriétaire ou pour lequel elle a un mandat exclusif de ce faire;

3° lorsqu'elle a conclu un premier contrat de services professionnels relatif à la conception de plans et devis à la suite d'une demande de soumissions afin que cette personne procède à l'adaptation ou à la modification de tels plans et devis pour la réalisation des travaux aux fins desquelles ils ont été préparés ou afin qu'elle procède à la surveillance liée à une telle adaptation ou modification ou, dans le cadre d'un contrat à prix forfaitaire, à une prolongation de la durée des travaux;

4° lorsqu'elle détient son autorisation de l'Autorité des marchés financiers.

CHAPITRE IV
MESURES TRANSITOIRES ET FINALES

38. Toute personne inscrite au registre des personnes écartées de tout appel d'offres en vertu de l'application de la politique en vigueur avant le 23 août 2016 (en ce qui a trait à l'exercice des compétences relevant du conseil municipal) ou le 25 août 2016 (en ce qui a trait à l'exercice des compétences relevant du conseil d'agglomération) demeure inscrite audit registre jusqu'à la date de fin de la période d'interdiction qui s'applique eu égard à l'infraction commise.

Le premier alinéa ne trouve pas application si la personne possède son autorisation de l'Autorité des marchés financiers.

39. Le fait qu'une personne :

- ait été déclarée coupable de collusion, de manœuvres frauduleuses ou autre acte de même nature ou tenue responsable, par une décision finale d'un tribunal, à l'occasion d'un appel d'offres ou d'un contrat;
- ait admis avoir participé à un tel acte;
- ait soudoyé un employé d'un organisme public, un élu ou un membre du personnel de cabinet;

sur le territoire du Québec dans les 5 années précédant le 23 août 2016 (en ce qui a trait à l'exercice des compétences relevant du conseil municipal) ou le 25 août 2016 (en ce qui a trait à l'exercice des compétences relevant du conseil d'agglomération), permet à la Ville, à sa seule discrétion, d'écarter cette personne, de même qu'une personne qui lui est liée, de tout appel d'offres, de tout sous-contrat ou de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville pendant 5 ans à compter de l'un ou de l'autre de ces événements.

Le premier alinéa ne trouve pas application si la personne possède son autorisation de l'Autorité des marchés financiers.

La commission d'un acte contraire à la présente politique pendant cette même période de 5 années, dans le contexte d'un appel d'offres lancé par la ville, d'un contrat ou d'un sous-contrat, permet à cette dernière, à sa seule discrétion, d'écarter le soumissionnaire, de même qu'une personne visée à l'article 35, de tout appel d'offres, de tout sous-contrat ou de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville pendant la même période que celle prévue aux articles 31 à 35 à l'égard de tel acte.

40. La présente politique s'applique à tout processus d'appel d'offres et à tout contrat, notamment ceux en cours au moment de son adoption.

41. L'application de la présente politique est sous la responsabilité du directeur général de la Ville de Montréal.

Montréal

Annexe 3

Dispositions législatives de la *Loi sur les cités et villes* citées dans la Politique de gestion contractuelle

573.3.1.2. Toute municipalité doit adopter une politique de gestion contractuelle.

Une telle politique est applicable à tout contrat, y compris un contrat qui n'est pas visé à l'un des paragraphes du premier alinéa du paragraphe 1 de l'article 573 ou à l'article 573.3.0.2.

La politique doit notamment prévoir :

1° des mesures visant à assurer que tout soumissionnaire ou l'un de ses représentants n'a pas communiqué ou tenté de communiquer, dans le but de l'influencer, avec un des membres du comité de sélection relativement à la demande de soumissions pour laquelle il a présenté une soumission;

2° des mesures favorisant le respect des lois applicables qui visent à lutter contre le truquage des offres;

3° des mesures visant à assurer le respect de la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme (chapitre T-11.011) et du Code de déontologie des lobbyistes (chapitre T-11.011, r. 2) adopté en vertu de cette loi;

4° des mesures ayant pour but de prévenir les gestes d'intimidation, de trafic d'influence ou de corruption;

5° des mesures ayant pour but de prévenir les situations de conflits d'intérêts;

6° des mesures ayant pour but de prévenir toute autre situation susceptible de compromettre l'impartialité et l'objectivité du processus de demandes de soumissions et de la gestion du contrat qui en résulte;

7° des mesures visant à encadrer la prise de toute décision ayant pour effet d'autoriser la modification d'un contrat.

Toute municipalité doit rendre sa politique accessible en tout temps en la publiant sur le site Internet où elle publie la mention et l'hyperlien visés au deuxième alinéa de l'article 477.6.

Le greffier doit, au plus tard le 30e jour suivant celui de l'adoption de la politique ou de toute résolution qui la modifie, en transmettre une copie certifiée conforme au ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire.

L'article 573.3.4 s'applique uniquement, en ce qui concerne le non-respect d'une mesure prévue dans la politique, dans le cas d'un contrat dont le processus d'attribution a commencé après la date à compter de laquelle la mesure est prévue dans la politique.

573.3.4. Peut être tenu personnellement responsable envers la municipalité de toute perte ou préjudice subi par elle et déclaré inhabile à exercer, pendant deux ans, la fonction de membre du conseil de toute municipalité, celle de membre de tout organisme municipal au sens de l'article 307 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (chapitre E-2.2) ou celle de fonctionnaire ou d'employé d'une municipalité ou d'un tel organisme, le membre du conseil qui, sciemment, ne respecte pas l'interdiction prévue au paragraphe 3.1 de l'article 573 ou qui, sciemment, par son vote ou autrement, autorise ou effectue l'adjudication ou la passation d'un contrat sans respecter les règles ou les mesures, selon le cas, prévues aux articles précédents de la présente sous-section, dans l'un ou l'autre des règlements pris en vertu des articles 573.3.0.1 et 573.3.1.1 ou dans la politique adoptée en vertu de l'article 573.3.1.2.

La responsabilité prévue au premier alinéa est solidaire et elle s'applique également à un fonctionnaire ou employé de la municipalité et à toute personne qui, sciemment, est partie à l'acte illégal.

La poursuite en déclaration d'inhabilité s'exerce conformément au paragraphe 4° du premier alinéa de l'article 529 et aux articles 532 à 535 du Code de procédure civile (chapitre C-25.01) et celle en réparation de perte ou de préjudice, par action ordinaire. Tout contribuable peut exercer ces recours.

L'inhabilité peut également être déclarée au moyen de l'action en déclaration d'inhabilité prévue par la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités.

Disposition de la *Charte de la Ville de Montréal citée* dans la Politique de gestion contractuelle

57.1.9. Dans l'exercice de ses fonctions, l'inspecteur général a le droit d'examiner tout livre, registre ou dossier ou d'obtenir tout renseignement, pertinents à la réalisation de son mandat, de la ville ou de tout fonctionnaire ou employé de celle-ci, de tout membre d'un conseil ou d'un comité de sélection, du cabinet d'un maire de la ville ou d'un conseiller désigné au sens de l'article 114.5 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19) ou de tout membre du personnel de ce cabinet ou d'une personne mentionnée au cinquième alinéa ou de tout représentant de celle-ci. Il peut en prendre toute copie.

L'inspecteur général peut, à toute heure raisonnable, pénétrer dans un bâtiment ou sur un terrain pour procéder à l'examen prévu au premier alinéa. Il peut obliger le propriétaire ou l'occupant des lieux visités et toute autre personne se trouvant sur les lieux à lui prêter toute aide raisonnable.

L'inspecteur général peut en outre utiliser tout ordinateur, tout matériel ou toute autre chose se trouvant sur les lieux visités pour accéder à des données pertinentes à la réalisation de son mandat et contenues dans un appareil électronique, un système informatique ou un autre support ou pour vérifier, examiner, traiter, copier ou imprimer de telles données.

L'inspecteur général peut déterminer les modalités raisonnables selon lesquelles les documents ou les renseignements mentionnés au premier alinéa lui sont transmis.

La personne visée au premier alinéa est l'une des suivantes :

1° une personne morale qui satisfait à l'une ou l'autre des conditions suivantes :
   a) elle fait partie du périmètre comptable défini dans les états financiers de la ville,
   b) la ville ou un mandataire de celle-ci nomme plus de 50 % des membres de son conseil d'administration,
   c) la ville ou un mandataire de celle-ci détient plus de 50 % de ses parts ou actions votantes en circulation;

2° une personne qui est en relation contractuelle avec la ville ou avec une personne morale visée au paragraphe 1°;

3° un sous-contractant de la personne visée au paragraphe 2° relativement au contrat principal visé à ce paragraphe.

L'inspecteur général doit, sur demande, s'identifier et exhiber au propriétaire ou à l'occupant des lieux visités en application du deuxième alinéa ou à toute autre personne se trouvant sur ces lieux, un certificat attestant sa qualité et signé par le greffier de la ville.

Annexe 4

DESCRITION DÉTAILLÉE DU MANDAT

Le mandat confié à la firme d'actuaires conseils Morneau Shepell est le suivant :

- Contribuer à établir la stratégie relative au processus de médiation-arbitrage et de communication dans le cadre de la négociation de la convention collective des policiers de la Ville de Montréal pour les enjeux relatifs à la rémunération globale;
- Offrir un support professionnel en vue d'établir les coûts des différentes options considérées et pour évaluer les impacts à la fois en termes de déboursés et d'impacts aux états financiers;
- Participer au comité technique afin de jouer un rôle-conseil et de fournir l'expertise pour la conceptualisation du régime de retraite;
- Être présent lors du processus de médiation-arbitrage dans le cadre de la négociation de la convention collective des policiers de Montréal afin de présenter, expliquer et défendre la position de la Ville;
- Évaluer les coûts de chacun des scénarios discutés dans le cadre du processus de médiation-arbitrage;
- Réviser le design et l'établissement des options ainsi que des coûts afférents du régime supplémentaire de retraite offert (convention de retraite);
- Assister les représentants de la Ville de Montréal dans la validation des textes du régime de retraite et des règlements et leurs amendements;
- Agir à titre de témoin expert;
- Fournir l'expertise conseil et les estimations de coûts lors de mandats ponctuels de négociations.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.21

2017/03/30 17:00

(2)

Dossier # : 1162621005

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction , Division planification et opérations-Gestion des matières résiduelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Englobe corp. pour le traitement par compostage de 45 000 tonnes de résidus verts (15 000 tonnes par année) avec retour de compost, pour une période de 36 mois, pour une somme maximale de 3 061 209 $, taxes incluses (2 soum.) / Accorder un contrat à 142975 Canada ltée (Mironor) pour le traitement par compostage de 105 000 tonnes de résidus organiques mélangés (35 000 tonnes par année), pour une période de 36 mois, pour une somme maximale de 9 113 436 $, taxes incluses (3 soum.) Dépense totale de 12 174 645 $, taxes incluses - Appel d'offres public # 16-15674

Il est recommandé :
1. d'accorder à Englobe corp., plus bas soumissionnaire conforme, pour une période de 36 mois, le traitement par compostage de 45 000 tonnes de résidus verts avec retour de compost, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 3 061 209 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-15674 et au tableau de prix reçus;
d'accorder à 142975 Canada ltée (Mironor), plus bas soumissionnaire conforme, pour une période de 36 mois, le traitement par compostage de 105 000 tonnes de résidus organiques mélangés, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 9 113 436 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-15674 et au tableau de prix reçus;

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2017-01-27 12:01

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1162621005**
Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction , Division planification et opérations-Gestion des matières résiduelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Englobe corp. pour le traitement par compostage de 45 000 tonnes de résidus verts (15 000 tonnes par année) avec retour de compost, pour une période de 36 mois, pour une somme maximale de 3 061 209 $, taxes incluses (2 soum.) / Accorder un contrat à 142975 Canada ltée (Mironor) pour le traitement par compostage de 105 000 tonnes de résidus organiques mélangés (35 000 tonnes par année), pour une période de 36 mois, pour une somme maximale de 9 113 436 $, taxes incluses (3 soum.) Dépense totale de 12 174 645 $, taxes incluses - Appel d'offres public # 16-15674

CONTENU

CONTEXTE

En vertu de l'article 16 et du paragraphe 6 de l'article 19 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (RRLQ, chapitre E- 20. 001), la valorisation des matières résiduelles est une compétence d'agglomération. Cette compétence est exercée par la Division planification et opérations - Gestion des matières résiduelles du Service de l'environnement.
D'ici la mise en opération des centres de traitement des matières organiques (CTMO) prévue en 2020, le traitement des matières organiques collectées est confié à des sites de compostage du secteur privé.

À cet effet, des contrats de traitement des résidus verts ont été octroyés depuis 2008 et des contrats de traitement pour les résidus organiques mélangés depuis 2011.

L'actuel contrat de traitement des résidus verts, d'une durée de deux ans (14 avril 2015 au 13 avril 2017), présente le bilan suivant en date du 31 décembre 2016 : 23 810 tonnes de résidus verts traités (moyenne annuelle de 11 905 tonnes) sur une capacité de 15 000 tonnes par année avec 10 000 tonnes annuelles supplémentaires en option (non exercée). Le nouveau contrat de traitement répondra aux besoins.

L'actuel contrat de traitement des résidus organiques mélangés, d'une durée de deux ans (14 avril 2015 au 13 avril 2017), présente le bilan suivant en date du 31 décembre 2016 : 44 287 tonnes de résidus organiques mélangés traités (20 429 tonnes pour les douze premiers mois du contrat et 23 858 tonnes pour les 9 mois et demi suivants) sur une capacité de 20 000 tonnes par année avec 10 000 tonnes annuelles supplémentaires en option (option exercée en 2016). Les implantations de la collecte se poursuivent et une augmentation de la capacité de traitement est nécessaire dans le nouveau contrat.

Le processus d'appel d'offres a été lancé le 30 novembre 2016 et les soumissions ont été déposées le 19 décembre 2016. L'appel d'offres a été publié dans le quotidien Le Devoir ainsi que dans le SEAO. Les soumissionnaires ont eu 19 jours calendrier pour préparer leurs soumissions. Le délai de validité des soumissions (cautionnement de soumission) est de 120 jours. Il y a eu parution d'un addenda portant sur les quantités de compost à retourner selon l'historique de traitement des matières au cours des dernières années.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0537 - 29 septembre 2016 - Autoriser une dépense additionnelle de 827 820 $, taxes incluses, pour exercer l'option de traitement de 10 000 tonnes supplémentaires par année pour le compostage des résidus organiques mélangés, dans le cadre du contrat accordé à 142975 Canada ltée (Mironor) (CG15 0158), majorant ainsi le montant total du contrat de 3 311 280 $ à 4 139 100 $, taxes incluses.
CG15 0158 - 26 mars 2015 - Accorder un contrat à 142975 Canada ltée (Mironor) pour le traitement par compostage de 30 000 tonnes de résidus verts (15 000 tonnes par année), pour une période de 24 mois, pour une somme maximale de 2 359 287 $, taxes incluses et un contrat pour le traitement de 40 000 tonnes de résidus organiques mélangés (20 000 tonnes par année), pour une période de 24 mois, pour une somme maximale de 3 311 280 $, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13349 (1 soum.).

DESCRIPTION

Les contrats 1 (traitement par compostage des résidus verts) et 2 (traitement par compostage des résidus organiques mélangés) prévoient deux articles chacun : le traitement par compostage de la matière (Article 1) et le retour en compost de la matière traitée (Article 2). Tel que décrit à la *Clause 8 - Méthode d'adjudication* des *Clauses administratives particulières* des documents de l'appel d'offres : *La Ville se réserve le droit de ne pas octroyer un des articles des contrats .* Cette décision est prise en fonction des prix soumis pour l'Article 2 dans les deux contrats et des quantités présentement disponibles pour les besoins municipaux.
Le contrat de traitement par compostage des résidus verts (Contrat 1) prévoit le chargement de la matière livrée par les territoires du secteur « Est » de l'agglomération au site fourni par l'agglomération (Complexe environnemental Saint-Michel - CESM), le transport vers le site de traitement à Lachute et le compostage de la matière (Article 1) ainsi que la remise à l'agglomération (au CESM) de compost équivalent à 40 % en poids des résidus verts traités pour chaque année du contrat à l'exception de la dernière année où l'équivalent de 20 % de la matière traitée est demandé (Article 2). C'est en raison de la durée du traitement par compostage de la matière organique que le retour en compost pour la dernière année du contrat est limitée à 20 %, soit une quantité que l'adjudicataire peut retourner à l'agglomération avant la fin du contrat.

Le contrat de traitement par compostage des résidus organiques mélangés (Contrat 2) prévoit le chargement de la matière livrée par les territoires du secteur « Ouest » de l'agglomération au site fourni par l'adjudicataire à Vaudreuil-Dorion, le transport vers le site de traitement à Brownsburg-Chatham et le compostage de la matière (Article 1) ainsi que la remise à l'agglomération (au CESM) de compost équivalent à 40 % en poids des résidus organiques mélangés traités pour chaque année du contrat à l'exception de la dernière

année où l'équivalent de 20 % de la matière traitée est demandé (Article 2).

Pour le Contrat 1, les deux articles ont été retenus. Le chargement des résidus verts se fait au même endroit que le retour en compost, soit le CESM. Ceci permet à l'adjudicataire de faire un seul voyage pour les deux opérations et de soumissionner un prix pour l'Article 2 plus faible que le prix soumissionné pour le même article du Contrat 2.

Pour le Contrat 2, l'Article 2 n'a pas été retenu en raison du prix soumissionné, des quantités de compost disponibles au CESM via les retours en compost des précédents contrats de traitement et de l'octroi de l'Article 2 du Contrat 1. Ces quantités sont suffisantes pour les besoins présentement identifiés de l'agglomération. Cependant, si des besoins excédentaires sont identifiés au cours des prochaines années, un nouveau sommaire décisionnel sera présenté pour octroyer l'Article 2 du Contrat 2.

JUSTIFICATION

Il y a eu huit (8) preneurs du cahier des charges et trois (3) soumissionnaires au total (deux soumissionnaires pour le Contrat 1 et trois sur le Contrat 2). Les propositions reçues pour les deux contrats sont conformes. Quatre compagnies (4) ont fait part de leur motif de désistement : capacité insuffisante; problématique liée à la contamination par l'agrile du frêne (résidus de frêne pouvant se retrouver dans les voyages de résidus verts); sous-traitant d'une compagnie soumissionnaire; carnet de commande complet.
Voici les résultats du processus d'appel d'offres et de comparaison avec l'estimation interne. L'estimation interne était de 14 952 499 $ pour les deux contrats et incluait l'option de 5 000 tonnes supplémentaires par année pour le contrat de traitement des résidus verts ainsi que l'Article 2 du Contrat 2 (retour en compost). Cette option ainsi que l'Article 2 du Contrat 2 n'étant pas octroyés, ils ne peuvent être inclus dans l'estimation. L'estimation qui servira pour le calcul est donc de 12 934 688 $ pour les deux contrats.

PRIX DES CONTRATS

Contrats octroyés aux plus bas soumissionnaires conformes

Soumissions conformes (taxes incluses)	Contrat 1	Contrat 2
142975 Canada Ltée (Mironor)	3 254 367 $	9 113 436 $
Englobe corp.	3 061 209 $	12 072 375 $
Services Matrec Inc.	-	12 555 270 $
Estimation des professionnels internes ($)	3 880 406 $	9 054 281 $
Coût moyen des soumissions conformes reçues (total du coût des soumissions conformes reçues/nombre de soumissions)	3 157 788 $	11 247 027 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) ((Coût moyen des soumissions conformes-la plus basse)/la plus basse x 100)	3%	23%
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) (la plus haute - la plus basse)	193 158 $	3 441 834 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) ((la plus haute - la plus basse conforme) / la plus basse x 100)	6%	38%
Écart entre l'estimation des professionnels ($) et la plus basse conforme (la plus basse conforme - estimation)	(819 197) $	59 155 $
Écart entre l'estimation des professionnels et la plus basse conforme (%) ((la plus basse - l'estimation) / estimation x 100)	-21%	1%
Écart entre la plus basse et la deuxième plus basse ($) (la deuxième plus basse - la plus basse)	193 158 $	2 958 939 $
Écart entre la plus basse et la deuxième plus basse (%) ((la deuxième plus basse - la plus basse) /la plus basse x 100)	6%	32%

L'estimation a été faite par les professionnels du Service et établie en tenant compte des contrats actuels (Contrat 1 avec retour de compost à 68,40 $ la tonne; Contrat 2 sans retour de compost à 72,00 $).

Pour le Contrat 1, les prix reçus sont inférieurs à l'estimation réalisée à l'interne mais ont un faible écart entre eux. À l'opposé, les prix reçus pour le Contrat 2 présentent un grand écart entre eux alors que le plus bas soumissionnaire est très près de l'estimation. Peu de compagnies peuvent offrir les services demandés pour ces deux contrats combinés.

Le Contrat 1, d'une quantité moindre et plus accessible à réaliser, était convoité. Le plus bas soumissionnaire a soumis un prix unitaire de 57,50 $ la tonne pour le traitement et de 5,00 $ la tonne pour le retour en compost.

Le Contrat 2, à l'opposé, présente des quantités annuelles très importantes à traiter que peu de compagnies peuvent réaliser. Les prix reçus par les deuxième et troisième soumissionnaires sont nettement supérieurs au marché. Le plus bas soumissionnaire a soumis un prix unitaire de 75,49 $ la tonne.

Dans le secteur « Est », tous les territoires effectuent une collecte spécifique de résidus verts. Le nouveau contrat pour le traitement de 15 000 tonnes de résidus verts par année (Contrat 1) permettra de maintenir les services actuels de collecte et de répondre aux

besoins de traitement des quantités collectées.

L'implantation de la collecte des résidus organiques mélangés dans le secteur « Ouest » est graduelle. En 2016, plusieurs arrondissements et villes liées ont implanté ou terminé l'implantation de la collecte dans les immeubles de 8 logements et moins pour un total de 87 872 portes desservies. En 2017 et 2018, d'autres implantations sont à prévoir pour atteindre un grand total de 115 815 portes à desservir.

Le nouveau contrat pour le traitement de 35 000 tonnes de résidus organiques mélangés par année (Contrat 2) permettra de maintenir les services de collecte en plus de poursuivre l'implantation de cette collecte. Les quantités annuelles (janvier à décembre, non pas le calendrier du contrat) augmentent à un rythme régulier : 14 550 tonnes en 2014, 19 598 tonnes en 2015 (+ 35 %) et 25 280 tonnes en 2016 (+ 29 %). En tenant compte des implantation à venir de la collecte, les paramètres de l'actuel contrat de traitement de 20 000 tonnes par année plus 10 000 tonnes en options par année ne pouvaient répondre aux besoins du nouveau contrat jusqu'en 2020.

L'octroi des contrats doit être étudié par la Commission d'examen des contrats parce qu'ils répondent aux critères suivants : pour le Contrat 1, valeur de plus de 2 M$ et écart de plus 20% entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire; pour le Contrat 2, valeur de plus de 2 M$ et écart de plus 20% entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme ainsi que le fait que l'adjudicataire en est à son troisième octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La somme requise pour les deux contrats s'élève à 12 174 645 $ taxes incluses pour une période de 36 mois. La répartition des coûts annuels se présentent comme suit :

Montant des contrats - taxes incluses	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**Total**
Résidus verts - Contrat 1	1 026 152 $	1 026 152 $	1 008 906 $	- $	3 061 209 $
Résidus mélangés - Contrat 2	2 885 921 $	3 037 812 $	3 037 812 $	151 891 $	9 113 436 $
Total	**3 912 073 $**	**4 063 964 $**	**4 046 718 $**	**151 891 $**	**12 174 645 $**

Le détail du calcul est dans les pièces jointes : 'GDD 1162621005v2.xls – onglet contrats'

Pour le Contrat 1 de traitement par compostage des résidus verts, l'économie anticipée pour 2017 par rapport à l'ancien contrat est évaluée à 161 702 $ taxe nette pour le traitement d'une quantité de 15 000 tonnes et le retour de compost de 6 000 tonnes. Cet écart favorable provient de la baisse du coût de traitement de 12,88 $ / tonne et l'ajout du coût du retour de compost 5,25 $ / tonne.

Pour le Contrat 2 de traitement par compostage de résidus organiques mélangés, ce nouveau contrat prévoit un traitement d'une quantité annuelle de 35 000 tonnes, ce qui représente une hausse de 15 000 tonnes par rapport à l'ancien contrat de 20 000 tonnes. Cette augmentation sera compensée par la baisse de la même quantité d'ordures ménagères à traiter, ce qui assurera le financement de ces tonnages supplémentaires dans le cadre de la poursuite des implantations progressives de la collecte des matières organiques. La hausse du coût de traitement du nouveau contrat à 79,26 $ taxe nette engendre un écart défavorable de 192 645 $ taxe nette pour l'année 2017 par rapport à

l'actuel contrat de traitement des résidus organiques mélangés et les contrats de traitement des ordures ménagères.

En résumé, l'octroi de ces deux contrats entraînera en 2017 une légère hausse du coût de 30 943 $ taxe nette. Le crédit requis de l'année 2017 est alors prévu au budget de fonctionnement du Service de l'environnement au poste budgétaire des services techniques – gestion des matières résiduelles. Le montant requis pour les années 2018, 2019 et 2020 sera assumé au budget de fonctionnement du Service de l'environnement.

Il est à noter que ces deux contrats ne feront pas l'objet de l'ajustement annuel selon l'IPC.

Cette dépense sera entièrement assumée par l'Agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'implantation du service de collecte des résidus alimentaires par la distribution des outils de collecte et la sensibilisation des citoyens, répond aux objectifs du plan d'action *Montréal Durable 2016-2020* de l'administration montréalaise. Ce contrat fait partie intégrante de la priorité *Verdir, augmenter la biodiversité et assurer la pérennité des ressources, Action 6 - Réduire et valoriser les matières résiduelles - Instaurer la collecte des matières organiques dans 100 % des immeubles de huit logements et moins.*

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les matières organiques (résidus verts + résidus alimentaires) représentent environ 47 % des ordures ménagères à Montréal. Le potentiel de valorisation de ces matières doit être exploité à son maximum dans le but de respecter, sur le territoire de l'agglomération, les mesures inscrites dans le Plan métropolitain de gestion des matières résiduelles (PMGMR) de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM).
La collecte et le compostage des matières organiques constituent les actions nécessaires pour atteindre l'objectif de 60 % de valorisation de ces matières fixé par la *Politique québécoise de gestion de matières résiduelles* et par le Plan directeur de gestion des matières résiduelles (PDGMR).

L'octroi des contrats de traitement permettront la poursuite des services de collecte de résidus verts et de résidus mélangés ainsi que la poursuite de la *Stratégie montréalaise d'implantation de la collecte des résidus alimentaires - 2015-2019* présentée par l'administration en août 2015.

Si ces services sont interrompus, il y aura un recul dans l'atteinte des objectifs de récupération de ce type de matières en plus de constituer une réduction du service à la population.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Passage du dossier à la Commission d'examen des contrats : mars 2017
Octroi des contrats : 30 mars 2017 (Conseil d'agglomération)
Début des contrats: 14 avril 2017

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Laetitia DELTOUR)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Aicha ZAMPALEGRE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jean-Francois LESAGE
Agent de recherche

Tél : 514 872-0161
Télécop. : 514 872-8146

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-01-13

Pierre GRAVEL
Chef de division planification et operations (gest mat residuelles)

Tél : 514 872-4404
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Roger LACHANCE
Directeur
Tél : 514 872-7540
Approuvé le : 2017-01-27

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1162621005

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction , Division planification et opérations-Gestion des matières résiduelles
Objet :	Accorder un contrat à Englobe corp. pour le traitement par compostage de 45 000 tonnes de résidus verts (15 000 tonnes par année) avec retour de compost, pour une période de 36 mois, pour une somme maximale de 3 061 209 $, taxes incluses (2 soum.) / Accorder un contrat à 142975 Canada ltée (Mironor) pour le traitement par compostage de 105 000 tonnes de résidus organiques mélangés (35 000 tonnes par année), pour une période de 36 mois, pour une somme maximale de 9 113 436 $, taxes incluses (3 soum.) Dépense totale de 12 174 645 $, taxes incluses - Appel d'offres public # 16-15674

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

16-15674 tcp contrat1 page 1.pdf16-15674 tcp contrat1 page 2.pdf

16-15674 tcp contrat2 page 1.pdf16-15674 tcp contrat2 page 2.pdf

intervention 1162621005 contrat 1 RV zone est Englobe Corp..pdf

intervention 1162621005 contrat 2 RM zone ouest Mironor.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Laetitia DELTOUR
Agente d'approvisionnement II

Tél : 514 872-7346

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-01-24

Isabelle LAZURE
Chef de section approvisionnement stratégique en biens
Tél : 514-872-5241
Division : Division de l'acquisition de biens et services

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 16-15674

No du GDD : 1162621005

Titre de l'appel d'offres : Traitement par compostage de résidus verts et de résidus mélangés 2017-2020 **Contrat 1: Résidus verts - Zone Est**
,

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 30 - 11 - 2016

Ouverture originalement prévue le : 19 - 12 - 2016

Ouverture faite le : 19 - 12 - 2016

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Date du dernier addenda émis : 12 - 12 - 2016

Délai total accordé aux soumissionnaires : 20 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 8

Nbre de soumissions reçues : 2

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 25

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 18 - 4 - 2017

Date d'échéance révisée : 18 - 4 - 2017

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
ENGLOBE CORP.	4 081 612,50	√	
142975 CANADA LTÉE (MIRONOR)	4 339 156,50		

Information additionnelle

Six entreprises n'ont pas soumissionné. Les causes de désistement sont les suivantes: capacité insuffisante (fournisseur en cours d'autorisation pour agrandissement), entreprise sous-traitante d'un soumissionnaire, carnet de commande complet, peur de la contamination par l'agrile du frêne. Une entreprise n'a pas donné de raison de désistement.

Préparé par : Laetitia Deltour

Le 16 - 1 - 2017



Tableau comparatif des prix reçus

#	Objet	Informations
1	Nom de l'agent d'approvisionnement	Laetitia Deltour
2	Titre de l'appel d'offres	Traitement par compostage de résidus verts et de résidus mélangés – 2017-2020
3	Description (si nécessaire en complétement du titre)	Contrat 1 - Résidus Verts - Zone Est
4	No de l'appel d'offres	16-15674
5	**Préposée au secrétariat**	**Vivéna Akossou (Le 5 janvier 2017)**
6	Type de solicitation	Publique
7	Date d'ouverture	Le 19 décembre 2016
8	Service requérant	23 Service de l'environnement
9	Requérant	Jean-François Lesage



#	Soumissionnaire	Commentaires	Condition de paiement	Garantie de soumission	%/ $	Délai de livraison	Conformité	No de soumission
1	Mironor - 142975 Canada ltée		Net 30 jours	Fournie	Cautionnement 50 000$	N/A	Conforme	19695
2	Englobe corp.	Cautionnement accepté car supérieur à la demande	Net 30 jours	Fournie	Cautionnement 10%	N/A	Conforme	19696

Tableau comparatif des prix reçus

#	Objet	Informations
1	Nom de l'agent d'approvisionnement	Laetitia Deltour
2	Titre de l'appel d'offres	Traitement par compostage de résidus verts et de résidus mélangés – 2017-2020
3	Description (si nécessaire en complétement du titre)	Contrat 2 - Résidus mélangés - Zone Ouest
4	No de l'appel d'offres	16-15674
5	**Préposée au secrétariat**	**Vivéna Akossou (Le 5 janvier 2017)**
6	Type de solicitation	Publique
7	Date d'ouverture	Le 19 décembre 2017
8	Service requérant	23 Service de l'environnement
9	Requérant	Jean-François Lesage



#	Soumissionnaire	Commentaires	Condition de paiement	Garantie de soumission	%/ $	Délai de livraison	Conformité	No de soumission
1	Services Matrec inc.		Net 30 jours	Fournie	Cautionnement 50 000$	N/A	Conforme	19697
2	Mironor - 142975 Canada ltée		Net 30 jours	Fournie	Cautionnement 50 000$	N/A	Conforme	19698
3	Englobe corp.	Cautionnement accepté car supérieur à la demande	Net 30 jours	Fournie	Cautionnement 10%	N/A	Conforme	19700

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 16-15674

No du GDD : 1162621005

Titre de l'appel d'offres : Traitement par compostage de résidus verts et de résidus mélangés 2017-2020 **Contrat 2 : Résidus mélangés - Zone Ouest**
,

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 30 - 11 - 2016

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Ouverture originalement prévue le : 19 - 12 - 2016

Date du dernier addenda émis : 12 - 12 - 2016

Ouverture faite le : 19 - 12 - 2016

Délai total accordé aux soumissionnaires : 20 jrs

Date du comité de sélection : - -

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 8

Nbre de soumissions reçues : 3

% de réponses : 37,5

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Date d'échéance initiale : 18 - 4 - 2017

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 18 - 4 - 2017

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
142975 CANADA LTÉE (MIRONOR)	12 918 085,11	√	
ENGLOBE CORP.	21 290 196,69		
SERVICES MATREC INC.	24 446 237,44		

Information additionnelle

Six entreprises n'ont pas soumissionné. Les causes de désistement sont les suivantes: capacité insuffisante (fournisseur en cours d'autorisation pour agrandissement), entreprise sous-traitante d'un soumissionnaire, carnet de commande complet, peur de la contamination par l'agrile du frêne. Une entreprise n'a pas donné de raison de désistement.

Préparé par : Laetitia Deltour

Le 16 - 1 - 2017



Agent d'approvisionnement		Numéro de l'appel d'offres:		Traitement par compostage de résidus verts et de résidus mélangés – 2017-2020			
Laetitia Deltour				Mironor - 142975 Canada ltée		Englobe corp.	
No	**Articles**	**Terme**	**T ***	**C(U) Prix/Tonne**	**Coût de traitement C(U)xT**	**C(U) Prix/Tonne**	**Coût de traitement C(U)xT**
Article 1							
1	Prix unitaire pour le traitement	1	60 000	62,90 $	3 774 000,00 $	57,50 $	3 450 000,00 $
Article 2							
2	Prix unitaire pour le retour de compost	1	20 000			5,00 $	100 000,00 $
				Total	3 774 000,00 $	**Total**	3 550 000,00 $
				TPS	188 700,00 $	**TPS**	177 500,00 $
				TVQ	376 456,50 $	**TVQ**	354 112,50 $
				TOTAL	4 339 156,50 $	**TOTAL**	4 081 612,50 $

Soumissionnaire le moins cher au total					
Englobe corp.	3 550 000,00 $	+ TVQ	354 112,50 $	=	**4 081 612,50**

***** Quantité prévisionnelle en tonne incluant le tonnage en option pour la durée du contrat

Agent d'approvisionnement	Numéro de l'appel d'offres:	16-15674	Titre de l'appel d'offres:	Traitement par compostage de résidus verts et de résidus mélangés – 2017-2020
Laetitia Deltour		Services Matrec inc.	Mironor - 142975 Canada ltée	Englobe corp.

No	Articles	Terme	T *	C(U) Prix/Tonne	D Distance km	Total	C(U) Prix/Tonne	D Distance km	Total	C(U) Prix/Tonne	D Distance km	Total
Article 1 : Prix unitaire pour le traitement												
	C1 Coût de traitement C1 = C(U) x T	1	105 000	104,00 $		10 920 000,00 $	75,49 $		7 926 450,00 $	100,00 $		10 500 000,00 $
	C2 Austement par rapport à la distance C2 = D x T x 1,22	1	105 000		69,20	8 864 520,00 $		23,10 $	2 959 110,00 $		60,40 $	7 737 240,00 $
	C1 + C2					19 784 520,00 $			10 885 560,00 $			18 237 240,00 $
Article 2 : Prix unitaire pour le retour de compost												
	Prix unitaire pour le retour de compost	1	35 000	41,00 $		1 435 000,00 $	10,00 $		350 000,00 $	8,00 $		280 000,00 $
				Total		21 219 520,00 $	**Total**		11 235 560,00 $	**Total**		18 517 240,00 $
				TPS		1 060 976,00 $	**TPS**		561 778,00 $	**TPS**		925 862,00 $
				TVQ		2 116 647,12 $	**TVQ**		1 120 747,11 $	**TVQ**		1 847 094,69 $
				TOTAL		24 397 143,12 $	**TOTAL**		12 918 085,11 $	**TOTAL**		21 290 196,69 $

Soumissionnaire le moins cher au total							
Mironor - 142975 Canada ltée	11 235 560,00 $	+ TPS	561 778,00 $	+ TVQ	1 120 747,11 $	=	**12 918 085,11**

***** Quantité prévisionnelle en tonne incluant le tonnage en option pour la durée du contrat

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1162621005

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction , Division planification et opérations-Gestion des matières résiduelles
Objet :	Accorder un contrat à Englobe corp. pour le traitement par compostage de 45 000 tonnes de résidus verts (15 000 tonnes par année) avec retour de compost, pour une période de 36 mois, pour une somme maximale de 3 061 209 $, taxes incluses (2 soum.) / Accorder un contrat à 142975 Canada ltée (Mironor) pour le traitement par compostage de 105 000 tonnes de résidus organiques mélangés (35 000 tonnes par année), pour une période de 36 mois, pour une somme maximale de 9 113 436 $, taxes incluses (3 soum.) Dépense totale de 12 174 645 $, taxes incluses - Appel d'offres public # 16-15674

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1162621005.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Aicha ZAMPALEGRE
Préposée au budget

Tél : 514 872-7232

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-01-23

Janet MARCEAU
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 868-3354
Division : Conseil et soutien financier - Point de services EAU-ENVIRONNEMENT

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Commission permanente sur l'examen des contrats

La commission :

Présidente

Mme Émilie Thuillier
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Vice-présidentes

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Membres

Mme Dida Berku
Ville de Côte-Saint-Luc

M. Richard Celzi
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Marie Cinq-Mars
Arrondissement d'Outremont

M. Richard Deschamps
Arrondissement de LaSalle

M. Marc-André Gadoury
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Luc Gagnon
Arrondissement de Verdun

M. Manuel Guedes
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 30 mars 2017

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE162621005

Accorder un contrat à Englobe corp. pour le traitement par compostage de 45 000 tonnes de résidus verts (15 000 tonnes par année) avec retour de compost, pour une période de 36 mois, pour une somme maximale de 3 061 209 $, taxes incluses (2 soum.) / Accorder un contrat à 142975 Canada ltée (Mironor) pour le traitement par compostage de 105 000 tonnes de résidus organiques mélangés (35 000 tonnes par année), pour une période de 36 mois, pour une somme maximale de 9 113 436 $, taxes incluses (3 soum.) Dépense totale de 12 174 645 $, taxes incluses - Appel d'offres public # 16-15674.

(ORIGINAL SIGNÉ)

Émilie Thuillier
Présidente

(ORIGINAL SIGNÉ)

Pierre G. Laporte
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE162621005

Accorder un contrat à Englobe corp. pour le traitement par compostage de 45 000 tonnes de résidus verts (15 000 tonnes par année) avec retour de compost, pour une période de 36 mois, pour une somme maximale de 3 061 209 $, taxes incluses (2 soum.) / Accorder un contrat à 142975 Canada ltée (Mironor) pour le traitement par compostage de 105 000 tonnes de résidus organiques mélangés (35 000 tonnes par année), pour une période de 36 mois, pour une somme maximale de 9 113 436 $, taxes incluses (3 soum.) Dépense totale de 12 174 645 $, taxes incluses - Appel d'offres public # 16-15674.

À sa séance du 8 mars 2017, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le présent contrat. Ce dossier répondait aux critères suivants :

- *Contrat de biens et services de plus de 2 M$ présentant un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire (contrat 1);*
- *Contrat de biens et services de plus de 2 M$ présentant un écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme (contrat 2).*

Le 15 mars 2017, les membres de la Commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus d'appel d'offres relativement au mandat confié. Des représentants du Service de l'environnement ont répondu aux questions des membres de la Commission.

Les membres de la Commission ont soulevé diverses questions sur le processus d'appel d'offres dans ce dossier.

Ils ont apprécié les explications du Service qui ont permis d'expliquer les différences entre les montants indiqués dans le sommaire décisionnel et ceux apparaissant dans l'intervention du Service de l'approvisionnement jointe au sommaire.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les représentants du Service de l'environnement pour leurs interventions au cours de la séance de travail de la Commission. La Commission adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération à savoir :

- *Contrat de biens et services de plus de 2 M$ présentant un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire (contrat 1);*
- *Contrat de biens et services de plus de 2 M$ présentant un écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme (contrat 2).*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la commission;

Considérant les nombreuses questions adressées par les membres de la commission aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE162621005 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.22

2017/03/30 17:00

(2)

Dossier # : 1170884001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Projets majeurs , Projets Réservoirs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Construction Vert Dure inc. pour la réalisation des travaux d'imperméabilisation et drainage du toit du réservoir Rosemont - Dépense totale de 16 174 579,24 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10203 - (9 soumissionnaires)

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 16 174 579,24 $, taxes incluses, pour la réalisation des travaux d'imperméabilisation et drainage du toit du réservoir Rosemont, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

2. d'accorder à Construction Vert Dure inc**.**, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 15 471 336,66 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 10203 ;

3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 97,46 % par l'agglomération, pour un montant de 15 763 905,24 $.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-02-27 08:37

Signataire : Alain DG MARCOUX

_____

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1170884001**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Projets majeurs , Projets Réservoirs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Construction Vert Dure inc. pour la réalisation des travaux d'imperméabilisation et drainage du toit du réservoir Rosemont - Dépense totale de 16 174 579,24 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10203 - (9 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

La Direction de l'eau potable (DEP) du Service de l'eau a lancé un projet de remise en service du réservoir Rosemont dans le cadre de la stratégie de l'eau 2011-2020. Ce projet découle d'un rapport d'étude sur la remise en service du réservoir Rosemont, commandé à *AECOM* en 2011. Cette étude s'inscrit dans un programme plus vaste de renforcement du niveau de flexibilité du réseau de distribution d'eau potable à la Ville de Montréal. La remise en opération de ce réservoir permettra d'augmenter la réserve d'eau de la Ville de Montréal de 40 % et de réduire la précarité du réseau en période de haute consommation.
Le réservoir Rosemont a été construit en 1960 et constitue la plus importante réserve d'eau potable en réseau (227 000 m^3). Il a été mis hors service dans les années 70. La configuration du réservoir et de sa station de pompage ne permettait pas de l'opérer de façon adéquate.

La membrane d'étanchéité existante est formée d'un enduit noir (bitume) directement appliqué sur la dalle du réservoir et est installée depuis plus de 50 ans. Cette membrane a atteint sa durée de vie utile et en conséquence doit être remplacée. L'installation d'une nouvelle membrane d'imperméabilisation assurera l'étanchéité en surface de la toiture du réservoir, tel qu'exigé par la directive 001 du Ministère du Développement Durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les Changements Climatiques "Captage et distribution de l'eau". Le système de drainage existant sur le dessus du réservoir ne permet pas d'évacuer adéquatement les eaux qui s'infiltrent dans la couche de sol présente sur le dessus du réservoir. Une nouvelle stratégie de drainage a été élaborée afin de répondre aux normes actuelles.

Grandes étapes du projet de remise en service du réservoir Rosemont :

Étapes terminées

	Date de début	Date de fin
· Réfection structurale du réservoir Rosemont	Octobre 2013	Juin 2014
· Construction d'une conduite d'alimentation en eau potable de 2 100 mm en tunnel	Mai 2014	Décembre 2016

Étape en cours de réalisation

	Date de début	Date de fin prévue
· Conduites primaires à la sortie de la station de pompage (en 2 lots)	Novembre 2015	Mars 2019

Étape à autoriser dans le présent dossier

	Date de début prévue	Date de fin prévue
· Imperméabilisation et drainage du toit du réservoir Rosemont	Mai 2017	Septembre 2019

Étapes à venir

	Date de début prévue	Date de fin prévue
· Construction de la nouvelle station de pompage à Rosemont	Avril 2017	Septembre 2020
· Réaménagement de la 16e Avenue	Juillet 2020	Octobre 2020

L'appel d'offres public 10203 a été publié dans le journal Le Devoir et dans le Système Électronique d'Appel d'Offres (SÉAO) le 14 décembre 2016. L'ouverture des soumissions a eu lieu le 1er février 2017 dans les locaux de la Direction du greffe à l'Hôtel de Ville. La durée de publication était de quarante-huit (48) jours. Les soumissions sont valides pendant cent vingt (120) jours suivant la date d'ouverture, soit jusqu'au 1er juin 2017.

Quatre (4) addenda ont été émis pour les raisons suivantes :

Addenda	Date	Raisons
1	20-12-2016	Modifications à l'article 8.33 du cahier des clauses administratives spéciales, à la section C du bordereau de soumission, à deux sections du devis technique, ajout de la liste de rappel des documents à joindre et réponses aux questions des soumissionnaires.
2	18-01-2017	Modifications à quelques articles de la section III du cahier des clauses administratives spéciales, à la section C du bordereau de soumission, ajout de documents normalisés au cahier des charges et réponses aux questions des soumissionnaires.
3	20-01-2017	Modifications à quelques articles de la section III du cahier des clauses administratives spéciales, à quelques articles du devis technique, à la section C du bordereau de soumission et réponses aux questions des soumissionnaires.
4	24-01-2017	Modifications à quelques articles de la section III du cahier des clauses administratives spéciales, aux plans C-01 et C-05,

		intégration du bordereau de soumission en format Excel au documents d'appel d'offres et réponses aux questions des soumissionnaires.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0726 - 22 décembre 2016 - Accorder un contrat à Les Entreprises Michaudville inc. pour la construction de conduites d'eau de 900 mm et 1 200 mm, sur les rues Léonard-de-Vinci, Bélanger et 16e Avenue, entre les rues Crémazie et Beaubien, dans les arrondissements de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension et de Rosemont-La Petite-Patrie - Dépense totale de 22 667 039,99 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10118 (8 soum.).
CG15 0500 – 20 août 2015 - Accorder un contrat à Roxboro Excavation inc. pour la construction de conduites d'eau de 900 mm et de 1 200 mm dans la 16e Avenue, entre la rue Beaubien et le boulevard Rosemont, dans l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie - Dépense totale de 9 560 135,32 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10117 (5 soum.).

CE14 1978 - 17 décembre 2014 - Approuver les modifications au Programme des équipements sportifs supra locaux.

CG14 0356 - 21 août 2014 - Accorder un contrat de services professionnels à Les Services EXP inc. pour fournir des services professionnels d'ingénierie relatifs aux infrastructures municipales et aux équipements connexes de la Direction de l'eau potable pour une somme maximale de 7 460 722,32 $, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13413 - (6 soum.).

CG14 0026 - 30 janvier 2014 - Accorder un contrat à Les Entreprises Michaudville inc. pour la construction d'une conduite d'eau de 2 100 mm en tunnel de l'intersection Notre-Dame / Alphonse-D.-Roy au réservoir Rosemont - Dépense totale de 72 765 000 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10065 - (3 soum.).

CG13 0339 - 29 août 2013 - Accorder un contrat à Cimota inc. pour la réfection structurale du réservoir Rosemont - Dépense totale de 6 059 830,38 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10088 - (5 soum.).

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à octroyer un contrat de construction à Construction Vert Dure inc. pour les travaux d'imperméabilisation et de drainage du toit du réservoir Rosemont.
Les travaux sont sommairement décrits ci-dessous :

· démanteler et entreposer le mobilier urbain à récupérer;
· enlever et disposer toutes les infrastructures structurales et équipements à démolir;
· couper les arbres dans la zone des travaux, tel qu'entendu avec l'arrondissement de Rosemont - La Petite-Patrie
· excaver les sols jusqu'à la dalle du toit du réservoir;
· installer une nouvelle membrane d'étanchéité incluant un système permanent de détection de fuites en temps réel;
· mettre en place un nouveau réseau de drainage;
· ajouter un réservoir de rétention des eaux pluviales;
· reconstruire une piste d'athlétisme aux normes internationales incluant tous les aménagements connexes;
· remblayer le site et aménager le parc y compris tous les travaux de génie civil, de structure, d'électricité et d'architecture de paysage.

Le montant de la soumission du plus bas soumissionnaire conforme, Construction Vert Dure inc., est de 14 064 851,51 $, taxes incluses auquel un montant de contingences de 1 406

485,15 $, taxes incluses, représentant 10 % du coût du contrat, est ajouté aux fins de couvrir les frais imputables à des imprévus qui peuvent survenir en cours d'exécution des travaux.

Des frais incidents de 703 242,58 $, taxes incluses, représentant 5 % du coût total du contrat, ont aussi été planifiés pour couvrir sans s'y limiter, les frais suivants :

· frais de laboratoire pour le contrôle de la qualité des matériaux (sol, béton, asphalte, membranes géosynthétiques);
· frais de laboratoire pour la gestion des sols;
· déplacement d'utilités publiques;
· tous les autres frais connexes liés au projet (avis aux citoyens, panneaux de chantier, etc.).

L'entrepreneur est tenu d'avoir complété l'ensemble de ces travaux dans un délai de mille cent (1 100) jours de calendrier suivant la date de l'ordre de débuter les travaux. Tout retard non justifié entraînera l'application de l'article 5.1.14 du Cahier des clauses administratives générales, soit une pénalité de 0,1 % du prix du contrat accordé, par jour de retard, excluant la taxe fédérale sur les produits et services (TPS) et la taxe de vente du Québec (TVQ) et le montant des travaux contingents.

JUSTIFICATION

À la suite de l'appel d'offres public, il y a eu trente (30) preneurs du cahier des charges sur le site SÉAO et neuf (9) soumissions ont été déposées. La liste des preneurs du cahier des charges se trouve en pièce jointe au présent dossier.
Les raisons de désistement des vingt et un (21) preneurs de documents sont les suivantes :

Cinq (5) preneurs ont indiqué le manque de temps pour soumissionner;
Quatre (4) preneurs ont mal évalué l'ampleur des travaux;
Douze (12) preneurs sont des sous-traitants.

Après analyse des soumissions par la DEP, il s'avère que six (6) soumissionnaires sont conformes et que trois (3) soumissionnaires sont non-conformes administrativement.
L'entreprise Construction Vert Dure inc. présente la soumission la plus basse conforme.

Firmes soumissionnaires	Prix de base (taxes incluses)	Contingences (taxes incluses)	Total (taxes incluses)
Construction Vert Dure inc.	14 064 851,51 $	1 406 485,15 $	15 471 336,66 $
ALLIA infrastructures Ltée	16 405 782,76 $	1 640 578,28 $	18 046 361,04 $
Les Entreprises Ventec inc.	16 647 132,52 $	1 664 713,25 $	18 311 845,77 $
L.A. HEBERT Ltée	16 947 916,52 $	1 694 791,65 $	18 642 708,17 $
Corporation de construction GERMANO (prix total corrigé)	19 288 410,43 $	1 928 841,04 $	21 217 251,47 $
Les Pavages Chenail inc.	19 453 368,14 $	1 945 336,81 $	21 398 704,95 $
Dernière estimation réalisée à l'externe	18 813 273,02 $	1 881 327,30 $	20 694 600,32 $
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)*			18 848 034,68 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*			21,83 %

Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)*	5 927 368,29 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*	38,31 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*	(5 223 263,66 $)
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*	(25,24 %)
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*	2 575 024,38 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*	16,64 %

Concernant les erreurs de calcul, il a été constaté que :

1- Le soumissionnaire Les Entreprises Ventec inc. a présenté des prix unitaires nuls sur quelques articles du bordereau. Toutefois, un prix total a été soumis pour ces mêmes articles. Les prix unitaires ont été reconstitués selon l'article 3.8.2.1.1 du cahier d'instructions aux soumissionnaires. Ces corrections n'impliquent aucun changement sur le prix indiqué dans la soumission.

2- Le soumissionnaire Corporation de construction Germano a fait des erreurs de multiplication sur plusieurs articles du bordereau de soumission. Sa soumission indique un montant total de 19 287 528,00 $ (taxes incluses), alors que le montant réel que nous avons calculé est de 19 288 410,43 $ (taxes incluses), soit une différence de 882,43 $ (taxes incluses). Le prix a donc été corrigé dans le tableau ci-dessus et aucun impact sur l'ordre de classement du soumissionnaire n'a été observé.

L'analyse des soumissions a permis de constater que le plus bas soumissionnaire conforme a présenté une soumission avec un écart favorable de 25,24 % (4 748 421,51 $, taxes incluses, sans les contingences) par rapport à l'estimation réalisée par la firme Les Services EXP inc. Cet écart est dû principalement aux articles suivants du bordereau de soumissions :

1- Pour ce qui est de l'item *Généralités* : le plus bas soumissionnaire conforme est 70 % (ou 1 914 333,75 $, taxes incluses), moins cher par rapport à l'estimation de la firme Les Services EXP inc. En particulier, les sous-items *Conditions générales, organisation du chantier, Clôture de chantier* , qui sont très bas comparativement à l'estimation.

2- Pour ce qui est de l'item *Civil* : le plus bas soumissionnaire conforme est 18 % (ou 2 467 087,56 $, taxes incluses), moins cher par rapport à l'estimation de la firme Les Services EXP inc.

Les validations requises ont été faites à l'effet que l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec et de celle du registre des entreprises non admissibles (RENA). La compagnie a également fourni l'attestation de Revenu Québec en date du 01-02-2017 avec sa soumission, laquelle sera validée de nouveau au moment de l'octroi du contrat.

Le présent dossier donne suite à un appel d'offres assujetti à la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics (Loi 1) conformément au décret 796-2014 adopté le 24 octobre 2014.

L'adjudicataire recommandé, l'entreprise Construction Vert Dure inc. détient une attestation de contracter délivrée par l'Autorité des marchés financiers (AMF), laquelle est en vigueur jusqu'au 20 septembre 2018. Une copie de cette attestation se trouve en pièce jointe au dossier.

En vertu du Règlement sur la commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008), le dossier sera soumis à ladite commission pour étude, parce que la valeur du contrat est de plus de 10 M$ et que l'écart entre la plus basse soumission conforme et la dernière estimation est de plus de 20 %.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total du contrat à octroyer est de 15 471 336,66 $ (taxes incluses) comprenant un montant de 14 064 851,51 $ (taxes incluses) pour les travaux et un montant de 1 406 485,15 $ (taxes incluses) pour les contingences. La dépense totale de 16 174 579,24 $ (taxes incluses) comprend le coût total du contrat ainsi qu'un montant de 703 242,58 $ (taxes incluses) pour les incidences.
La dépense de 16 174 579,24 $ (taxes incluses) représente un coût net de 14 769 546,75 $ lorsque diminuée des ristournes fédérales et provinciales.

Ce coût total est réparti entre les différents PTI des unités suivantes :

Au budget d'agglomération :

97,46 % au PTI de la DEP, pour un montant de 15 763 905,24 $, taxes incluses soit un coût net de 14 394 546,65 $ lorsque diminuée des ristournes fédérales et provinciales.

Cette dépense est admissible à une subvention estimée à 5 301 068,00 $ dans le cadre du programme Fonds Chantiers Canada Québec (FCCQ), volet Grandes Villes. La partie financée par la réserve de l'eau locale représente un montant de 2 650 533,00 $ pour les années 2017 et 2018. L'affectation de la réserve de l'eau de l'agglomération sera effectuée annuellement en fin d'exercice en fonction des dépenses réelles constatées.

Un emprunt net de 1 987 900,30 $ est à la charge spécifique des villes reconstituées et un emprunt net de 4 455 045,35 $ est à la charge des villes de l'agglomération.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne la production de l'eau potable qui est une compétence d'agglomération en vertu de la « *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations ».*

Au budget local :

· Contribution de l'arrondissement de Rosemont - La Petite-Patrie

Montant de 205 337 $, taxes incluses, représentant 1,27 % de la dépense totale.

· Contribution du Service de la diversité sociale et des sports (soutien financier du Programme des équipements sportifs supra locaux)

Montant de 205 337 $, taxes incluses, représentant 1,27 % de la dépense totale.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'adjudicataire devra réaliser les travaux de façon à respecter les plans et devis. Les présents travaux visent à assurer la pérennité des ressources en maintenant en bon état les infrastructures d'eau potable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ces travaux sont nécessaires afin d'assurer le prolongement de la durée de vie de la structure du réservoir et de se conformer à la réglementation sur la qualité de l'eau potable du MDDELCC .
Les travaux se dérouleront sur le terrain du parc Étienne Desmarteau au-dessus du réservoir Rosemont. La piste d'athlétisme, ainsi que le terrain de lancer du marteau seront non disponible pendant l'exécution des travaux, soit du printemps 2017 à l'automne 2019. La Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Rosemont - La Petite-Patrie a été informée de la situation. La DEP et l'arrondissement de Rosemont - La Petite-Patrie collaborent à cet effet depuis le début de la conception.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication est élaborée en accord avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Commission sur l'examen des contrats : 15 mars 2017
Conseil d'agglomération : Mars 2017
Octroi de contrat : Mars 2017
Mobilisation du chantier : Avril 2017
Délai contractuel : 1100 jours de calendrier (incluant deux pauses hivernales)
Fin des travaux : Décembre 2019
Fin contractuelle: Avril 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Ghizlane KOULILA)

Certification de fonds :
Rosemont - La Petite-Patrie , Direction des relations avec les citoyens_des services administratifs et du greffe (Dat-Minh TRUONG)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jean-Simon FRENETTE, Rosemont - La Petite-Patrie
Line FERLAND, Rosemont - La Petite-Patrie
Dominique LEMAY, Service de la diversité sociale et des sports

Lecture :

Line FERLAND, 14 février 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Redha GOUBAA
INGÉNIEUR

Tél : 514-872-5698
Télécop. : 514-872-9869

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-13

Marie-Josée GIRARD
Chef de division - Ingénierie

Tél : 514 872-4631
Télécop. :

Jean-Christophe DAMÉ
Chef de section - Ingénierie

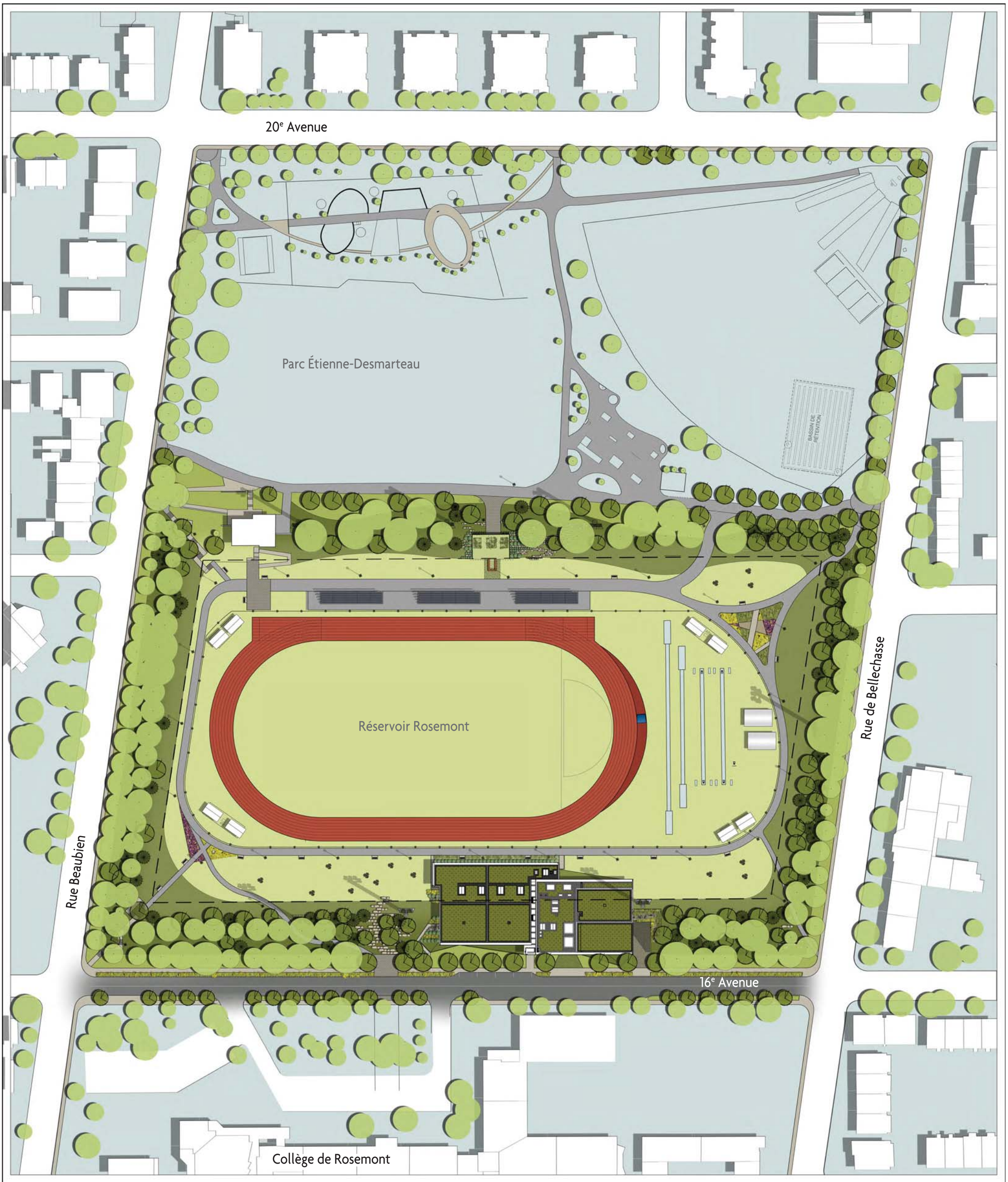
APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

André MARSAN
Directeur par intérim de la Direction de l'eau potable
Tél : 514 872-5090
Approuvé le : 2017-02-24

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice

Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2017-02-27



Ville de Montréal - Service de l'eau

CONCEPT PRÉLIMINAIRE ARCHITECTURE DE PAYSAGE

ÉCHELLE 1:1000 — 0 10 50 75 100 125 150 MÈTRES

Conception : Benjamin Roy, architecte paysagiste — Fichier électronique : VMOMV-00222208-AP01.dwg — 2015.11.11

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

ORIGINAL

Le 21 septembre 2015

CONSTRUCTION VERT DURE INC.
A/S MADAME MARTINE FUGÈRE
106, SAINTE-CLAIRE
SAINTE-ANNE-DES-PLAINES (QC) J0N 1H0

N° de décision : 2015-CPSM-1049546
N° de client : 3000712088

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Madame,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « LCOP »). CONSTRUCTION VERT DURE INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **20 septembre 2018** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation/de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Madame, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 10203
Numéro de référence : 1036910
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Imperméabilisation et drainage du toit du réservoir Rosemont

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Allia Infrastructures 2000, rue de Lierre Laval, QC, H7G 4Y4 NEQ : 1169875342	Monsieur Pierre Luc Fournier Téléphone : 514 326-5200 Télécopieur : 450 668-5989	**Commande : (1212894)** 2016-12-19 14 h 15 **Transmission :** 2016-12-19 14 h 15	2686529 - Addenda no 1 - Avis - Soum. 10203 2016-12-21 12 h 18 - Courriel 2693988 - ADD 2 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-18 15 h 59 - Messagerie 2693989 - ADD 2 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-18 15 h 14 - Téléchargement 2695852 - ADD 3 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-23 10 h 54 - Courriel 2695853 - ADD 3 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-23 10 h 54 - Téléchargement 2697260 - ADD 4 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-25 10 h 32 - Courriel 2697261 - ADD 4 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-25 10 h 32 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Aménagement Coté Jardin Inc 4303 rue Hogan Montréal, QC, H2H 2N2 NEQ : 1143147123	Monsieur Jean-Patrick Blanchette Téléphone : 514 939-3577 Télécopieur : 514 939-3174	**Commande : (1214075)** 2016-12-22 9 h 36 **Transmission :** 2016-12-22 9 h 36	2686529 - Addenda no 1 - Avis - Soum. 10203 2016-12-22 9 h 36 - Téléchargement 2693988 - ADD 2 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-18 15 h 35 - Messagerie 2693989 - ADD 2 - Soum. 10203 (bordereau)

				2017-01-18 15 h 14 - Téléchargement 2695852 - ADD 3 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-23 10 h 53 - Courriel 2695853 - ADD 3 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-23 10 h 53 - Téléchargement 2697260 - ADD 4 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-25 10 h 31 - Courriel 2697261 - ADD 4 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-25 10 h 31 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Aménagements Sud-Ouest 320 boul Pierre-Boursier Châteauguay, QC, J6J 4Z2 NEQ : 1160680998	Monsieur Alain Provost Téléphone : 450 699-1368 Télécopieur : 450 699-4847	**Commande : (1211080)** 2016-12-13 14 h 54 **Transmission :** 2016-12-13 15 h 16	2686529 - Addenda no 1 - Avis - Soum. 10203 2016-12-21 12 h 19 - Télécopie 2693988 - ADD 2 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-18 15 h 32 - Messagerie 2693989 - ADD 2 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-18 15 h 14 - Téléchargement 2695852 - ADD 3 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-23 11 h 01 - Messagerie 2695853 - ADD 3 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-23 10 h 53 - Téléchargement 2697260 - ADD 4 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-25 10 h 32 - Télécopie 2697261 - ADD 4 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-25 10 h 31 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Armatures Bois-Francs Inc (ABF) 249 boul de la Bonaventure Victoriaville, QC, G6T 1V5 http://www.abf-inc.com NEQ : 1143798842	Madame Geneviève Beaudoin Téléphone : 819 758-7501	**Commande : (1217412)** 2017-01-11 9 h 32 **Transmission :** 2017-01-11 9 h 32	2686529 - Addenda no 1 - Avis - Soum. 10203 2017-01-11 9 h 32 - Téléchargement

		Télécopieur : 819 758-7629		2693988 - ADD 2 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-18 15 h 49 - Messagerie 2693989 - ADD 2 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-18 15 h 14 - Téléchargement 2695852 - ADD 3 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-23 10 h 54 - Courriel 2695853 - ADD 3 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-23 10 h 54 - Téléchargement 2697260 - ADD 4 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-25 10 h 32 - Courriel 2697261 - ADD 4 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-25 10 h 32 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Charex 14940 rue Louis M Taillon Mirabel, QC, J7N 2K4 NEQ : 1167167742	Monsieur Stéphan Charette Téléphone : 450 475-1135 Télécopieur : 450 475-1137	**Commande : (1213784)** 2016-12-21 14 h 27 **Transmission :** 2016-12-21 14 h 27	2686529 - Addenda no 1 - Avis - Soum. 10203 2016-12-21 14 h 27 - Téléchargement 2693988 - ADD 2 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-18 15 h 42 - Messagerie 2693989 - ADD 2 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-18 15 h 14 - Téléchargement 2695852 - ADD 3 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-23 10 h 54 - Courriel 2695853 - ADD 3 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-23 10 h 54 - Téléchargement 2697260 - ADD 4 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-25 10 h 31 - Courriel 2697261 - ADD 4 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-25 10 h 31 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐	Construction Arcade 1200, rue Bernard-Lefebvre Laval, QC, H7C0A5 NEQ : 1162114673	Monsieur Michel Lehoux Téléphone : 514 881-0579 Télécopieur :	**Commande : (1213699)** 2016-12-21 12 h 30 **Transmission :** 2016-12-21 12 h 30	2686529 - Addenda no 1 - Avis - Soum. 10203 2016-12-21 12 h 30 - Téléchargement 2693988 - ADD 2 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-18 15 h 41 - Messagerie 2693989 - ADD 2 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-18 15 h 14 - Téléchargement 2695852 - ADD 3 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-23 10 h 54 - Courriel 2695853 - ADD 3 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-23 10 h 54 - Téléchargement 2697260 - ADD 4 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-25 10 h 31 - Courriel 2697261 - ADD 4 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-25 10 h 31 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Construction D.L.T. (2014) inc. 89 boul Saint-Luc Saint-Jean-sur-Richelieu, QC, J2W 1E2 NEQ : 1170196878	Monsieur Serge Beaulieu Téléphone : 450 348-6833 Télécopieur : 450 348-2923	**Commande : (1211783)** 2016-12-15 10 h 16 **Transmission :** 2016-12-15 10 h 16	2686529 - Addenda no 1 - Avis - Soum. 10203 2016-12-21 12 h 18 - Courriel 2693988 - ADD 2 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-18 15 h 38 - Messagerie 2693989 - ADD 2 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-18 15 h 14 - Téléchargement 2695852 - ADD 3 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-23 10 h 54 - Courriel 2695853 - ADD 3 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-23 10 h 54 - Téléchargement 2697260 - ADD 4 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-25 10 h 31 - Courriel 2697261 - ADD 4 - Soum. 10203 (bordereau)

				2017-01-25 10 h 31 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Construction Deric Inc 5145, rue Rideau Québec, QC, G2E5H5 http://www.groupederic.ca NEQ : 1169078178	Monsieur Luc Lecomte Téléphone : 514 685-8989 Télécopieur : 514 685-6484	**Commande : (1211087)** 2016-12-13 15 h 06 **Transmission :** 2016-12-13 15 h 29	2686529 - Addenda no 1 - Avis - Soum. 10203 2016-12-21 12 h 18 - Courriel 2693988 - ADD 2 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-18 15 h 51 - Messagerie 2693989 - ADD 2 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-18 15 h 14 - Téléchargement 2695852 - ADD 3 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-23 10 h 54 - Courriel 2695853 - ADD 3 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-23 10 h 54 - Téléchargement 2697260 - ADD 4 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-25 10 h 32 - Courriel 2697261 - ADD 4 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-25 10 h 32 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Construction Deric Inc 3869 boul.des Sources suite #110 Dollard-des-Ormeaux, QC, H9B 2A2 http://www.groupederic.ca NEQ : 1169078178	Monsieur Luc Lecomte Téléphone : 514 685-8989 Télécopieur : 514 685-6484	**Commande : (1222909)** 2017-01-23 11 h 35 **Transmission :** 2017-01-23 11 h 35	2686529 - Addenda no 1 - Avis - Soum. 10203 2017-01-23 11 h 35 - Aucun 2693988 - ADD 2 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-23 11 h 35 - Aucun 2693989 - ADD 2 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-23 11 h 35 - Aucun 2695852 - ADD 3 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-23 11 h 35 - Téléchargement 2695853 - ADD 3 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-23 11 h 35 - Aucun

				Mode privilégié : Ne pas recevoir
☐	Construction Monco Inc. 318, Chemin Sainte-Marguerite Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson, QC, J0T1L0 NEQ : 1168984087	Monsieur David Monette Téléphone : 450 560-1210 Télécopieur :	**Commande : (1213125)** 2016-12-20 8 h 56 **Transmission :** 2016-12-20 10 h 26	2686529 - Addenda no 1 - Avis - Soum. 10203 2016-12-21 12 h 18 - Courriel 2693988 - ADD 2 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-18 15 h 37 - Messagerie 2693989 - ADD 2 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-18 15 h 14 - Téléchargement 2695852 - ADD 3 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-23 10 h 54 - Courriel 2695853 - ADD 3 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-23 10 h 54 - Téléchargement 2697260 - ADD 4 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-25 10 h 31 - Courriel 2697261 - ADD 4 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-25 10 h 31 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Construction Vert Dure (Les Fermes Michel Bastien Inc) 106 rang ste-claire Sainte-Anne-des-Plaines, QC, J0N 1H0 NEQ : 1167136432	Monsieur michel bastien Téléphone : 450 478-2222 Télécopieur : 450 478-0544	**Commande : (1216727)** 2017-01-10 9 h **Transmission :** 2017-01-10 9 h	2686529 - Addenda no 1 - Avis - Soum. 10203 2017-01-10 9 h - Téléchargement 2693988 - ADD 2 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-18 15 h 59 - Messagerie 2693989 - ADD 2 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-18 15 h 14 - Téléchargement 2695852 - ADD 3 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-23 11 h 04 - Messagerie 2695853 - ADD 3 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-23 10 h 54 - Téléchargement 2697260 - ADD 4 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-25 10 h 33 - Télécopie

				2697261 - ADD 4 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-25 10 h 32 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Corporation de Construction Germano 2160 boul des Laurentides LAVAL, QC, H7M 2Y6 NEQ : 1146850632	Monsieur Richard Germano Téléphone : 450 668-7807 Télécopieur : 450 668-5002	**Commande : (1216344)** 2017-01-09 13 h 31 **Transmission :** 2017-01-09 15 h 11	2686529 - Addenda no 1 - Avis - Soum. 10203 2017-01-09 13 h 31 - Messagerie 2693988 - ADD 2 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-18 15 h 46 - Messagerie 2693989 - ADD 2 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-18 15 h 14 - Téléchargement 2695852 - ADD 3 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-23 10 h 54 - Courriel 2695853 - ADD 3 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-23 10 h 54 - Téléchargement 2697260 - ADD 4 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-25 10 h 31 - Courriel 2697261 - ADD 4 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-25 10 h 31 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Excavation Loiselle inc. 280 boul Pie XII Salaberry-de-Valleyfield, QC, J6S 6P7 http://www.loiselle.ca NEQ : 1142482703	Monsieur Michel Laberge Téléphone : 450 373-4274 Télécopieur : 450 373-5631	**Commande : (1211529)** 2016-12-14 15 h 25 **Transmission :** 2016-12-14 15 h 25	2686529 - Addenda no 1 - Avis - Soum. 10203 2016-12-21 12 h 18 - Courriel 2693988 - ADD 2 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-18 15 h 58 - Messagerie 2693989 - ADD 2 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-18 15 h 14 - Téléchargement 2695852 - ADD 3 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-23 10 h 54 - Courriel 2695853 - ADD 3 - Soum. 10203 (bordereau)

				2017-01-23 10 h 54 - Téléchargement 2697260 - ADD 4 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-25 10 h 32 - Courriel 2697261 - ADD 4 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-25 10 h 32 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Excavation Patrice Couture Inc. 9500 place Jade, suite 204 Brossard, QC, j4y3c1 http://www.excavationpcouture.com NEQ : 1141905316	Monsieur Michel Giroux Téléphone : 450 444-2652 Télécopieur :	**Commande : (1211310)** 2016-12-14 10 h 07 **Transmission :** 2016-12-14 10 h 07	2686529 - Addenda no 1 - Avis - Soum. 10203 2016-12-21 12 h 18 - Courriel 2693988 - ADD 2 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-18 15 h 42 - Messagerie 2693989 - ADD 2 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-18 15 h 14 - Téléchargement 2695852 - ADD 3 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-23 10 h 54 - Courriel 2695853 - ADD 3 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-23 10 h 54 - Téléchargement 2697260 - ADD 4 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-25 10 h 31 - Courriel 2697261 - ADD 4 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-25 10 h 31 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Groupe Lefebvre M.R.P. INC.. 210 rue Roy Saint-Eustache, QC, J7R 5R6 http://www.groupe-lefebvre.com NEQ : 1142933366	Madame Monique St-Laurent Téléphone : 450 491-6444 Télécopieur : 450 491-4710	**Commande : (1211333)** 2016-12-14 10 h 31 **Transmission :** 2016-12-14 10 h 31	2686529 - Addenda no 1 - Avis - Soum. 10203 2016-12-21 12 h 18 - Courriel 2693988 - ADD 2 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-18 15 h 43 - Messagerie 2693989 - ADD 2 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-18 15 h 14 - Téléchargement

				2695852 - ADD 3 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-23 10 h 54 - Courriel 2695853 - ADD 3 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-23 10 h 54 - Téléchargement 2697260 - ADD 4 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-25 10 h 31 - Courriel 2697261 - ADD 4 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-25 10 h 31 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Imperco C.S.M. Inc. 8051 Elmslie Montréal, QC, H8N 2W6 NEQ : 1160434420	Monsieur Sylvain Saccomani Téléphone : 514 935-2738 Télécopieur : 514 935-8858	**Commande : (1222305)** 2017-01-20 13 h 03 **Transmission :** 2017-01-20 13 h 03	2686529 - Addenda no 1 - Avis - Soum. 10203 2017-01-20 13 h 03 - Téléchargement 2693988 - ADD 2 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-20 13 h 03 - Téléchargement 2693989 - ADD 2 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-20 13 h 03 - Téléchargement 2695852 - ADD 3 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-23 10 h 53 - Courriel 2695853 - ADD 3 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-23 10 h 53 - Téléchargement 2697260 - ADD 4 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-25 10 h 31 - Courriel 2697261 - ADD 4 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-25 10 h 31 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	L.A. Hébert Ltée 9700 Place Jade Brossard, QC, J4Y 3C1 NEQ : 1143421148	Madame Louise Brisson Téléphone : 450 444-4847 Télécopieur : 450 444-3578	**Commande : (1211362)** 2016-12-14 11 h 17 **Transmission :** 2016-12-14 11 h 17	2686529 - Addenda no 1 - Avis - Soum. 10203 2016-12-21 12 h 19 - Télécopie 2693988 - ADD 2 - Soum. 10203 (devis)

				2017-01-18 15 h 41 - Messagerie 2693989 - ADD 2 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-18 15 h 14 - Téléchargement 2695852 - ADD 3 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-23 11 h 03 - Messagerie 2695853 - ADD 3 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-23 10 h 54 - Téléchargement 2697260 - ADD 4 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-25 10 h 32 - Télécopie 2697261 - ADD 4 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-25 10 h 31 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	L.M.L. PAYSAGISTE ET FRÈRES INC. (revêtement synthétique) 11500, 26e avenue Montréal, QC, H1E 2Z5 NEQ : 1144381515	Monsieur Frank Lapenna Téléphone : 514 722-1744 Télécopieur : 514 722-1754	**Commande : (1217619)** 2017-01-11 13 h 30 **Transmission :** 2017-01-11 14 h 43	2686529 - Addenda no 1 - Avis - Soum. 10203 2017-01-11 13 h 30 - Messagerie 2693988 - ADD 2 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-18 15 h 59 - Messagerie 2693989 - ADD 2 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-18 15 h 14 - Téléchargement 2695852 - ADD 3 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-23 10 h 54 - Courriel 2695853 - ADD 3 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-23 10 h 54 - Téléchargement 2697260 - ADD 4 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-25 10 h 32 - Courriel 2697261 - ADD 4 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-25 10 h 32 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐	Lanco Amenagement INC. 1110 Place Verner Laval, QC, H7E 4P2 NEQ : 1143790237	Monsieur Kevin Langlois Téléphone : 450 661-4444 Télécopieur : 450 664-4555	**Commande : (1217703)** 2017-01-11 14 h 43 **Transmission :** 2017-01-11 16 h 32	2686529 - Addenda no 1 - Avis - Soum. 10203 2017-01-11 14 h 43 - Messagerie 2693988 - ADD 2 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-18 15 h 59 - Messagerie 2693989 - ADD 2 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-18 15 h 14 - Téléchargement 2695852 - ADD 3 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-23 10 h 53 - Courriel 2695853 - ADD 3 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-23 10 h 53 - Téléchargement 2697260 - ADD 4 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-25 10 h 31 - Courriel 2697261 - ADD 4 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-25 10 h 31 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Laurin et Laurin (1991) Inc.. 12000 Arthur Sicard Mirabel, QC, J7J 0E9 http://www.laurinlaurin.ca NEQ : 1142298448	Madame Martine Chouinard Téléphone : 450 435-9551 Télécopieur : 450 435-2662	**Commande : (1214162)** 2016-12-22 10 h 53 **Transmission :** 2016-12-22 10 h 53	2686529 - Addenda no 1 - Avis - Soum. 10203 2016-12-22 10 h 53 - Téléchargement 2693988 - ADD 2 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-18 15 h 42 - Messagerie 2693989 - ADD 2 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-18 15 h 14 - Téléchargement 2695852 - ADD 3 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-23 10 h 54 - Courriel 2695853 - ADD 3 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-23 10 h 54 - Téléchargement 2697260 - ADD 4 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-25 10 h 31 - Courriel 2697261 - ADD 4 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-25 10 h 31 - Téléchargement

				Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	LE GROUPE LÉCUYER LTÉE. 17 Du Moulin Saint-Rémi, QC, J0L 2L0 NEQ : 1145052065	Monsieur David Guay Téléphone : 450 454-3928 Télécopieur : 450 454-7254	**Commande : (1211685)** 2016-12-15 8 h 35 **Transmission :** 2016-12-15 8 h 35	2686529 - Addenda no 1 - Avis - Soum. 10203 2016-12-21 12 h 18 - Courriel 2693988 - ADD 2 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-18 15 h 46 - Messagerie 2693989 - ADD 2 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-18 15 h 14 - Téléchargement 2695852 - ADD 3 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-23 10 h 54 - Courriel 2695853 - ADD 3 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-23 10 h 54 - Téléchargement 2697260 - ADD 4 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-25 10 h 31 - Courriel 2697261 - ADD 4 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-25 10 h 31 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Entrepreneurs Bucaro Inc. 10,441 rue Balzac Montréal-Nord Montréal, QC, H1H 3L6 NEQ : 1144756336	Monsieur Andrea BUcaro Téléphone : 514 325-7729 Télécopieur : 514 325-7183	**Commande : (1216843)** 2017-01-10 10 h 13 **Transmission :** 2017-01-10 10 h 13	2686529 - Addenda no 1 - Avis - Soum. 10203 2017-01-10 10 h 13 - Téléchargement 2693988 - ADD 2 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-18 15 h 32 - Messagerie 2693989 - ADD 2 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-18 15 h 14 - Téléchargement 2695852 - ADD 3 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-23 11 h 02 - Messagerie 2695853 - ADD 3 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-23 10 h 53 - Téléchargement 2697260 - ADD 4 - Soum. 10203 (devis)

				2017-01-25 10 h 32 - Télécopie 2697261 - ADD 4 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-25 10 h 31 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Les Entreprises Ventec Inc 5600 rue Notre-Dame O Bureau 104 Montréal, QC, H4C 1V1 NEQ : 1145668878	Monsieur Gino Ventura Téléphone : 514 932-5600 Télécopieur : 514 932-8972	**Commande : (1211861)** 2016-12-15 11 h 28 **Transmission :** 2016-12-15 11 h 50	2686529 - Addenda no 1 - Avis - Soum. 10203 2016-12-21 12 h 19 - Télécopie 2693988 - ADD 2 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-18 15 h 40 - Messagerie 2693989 - ADD 2 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-18 15 h 14 - Téléchargement 2695852 - ADD 3 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-23 11 h 03 - Messagerie 2695853 - ADD 3 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-23 10 h 54 - Téléchargement 2697260 - ADD 4 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-25 10 h 32 - Télécopie 2697261 - ADD 4 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-25 10 h 31 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Membranes F R inc. 33 St-Jean-Baptiste Chartierville, QC, J0B 1K0 NEQ : 1142415448	Monsieur Jack Hladin Téléphone : 819 656-9245 Télécopieur : 819 656-9248	**Commande : (1216029)** 2017-01-09 9 h 19 **Transmission :** 2017-01-09 10 h 46	2686529 - Addenda no 1 - Avis - Soum. 10203 2017-01-09 9 h 19 - Téléchargement 2693988 - ADD 2 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-18 15 h 36 - Messagerie 2693989 - ADD 2 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-18 15 h 14 - Téléchargement 2695852 - ADD 3 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-23 10 h 54 - Courriel

				2695853 - ADD 3 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-23 10 h 54 - Téléchargement 2697260 - ADD 4 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-25 10 h 31 - Courriel 2697261 - ADD 4 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-25 10 h 31 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Musco Sports Lighting 397 Walpole Beaconsfield, QC, H9W 2G6 http://www.musco.com NEQ : 1167187666	Monsieur Ted Mulhern Téléphone : 514 505-1505 Télécopieur :	**Commande : (1218680)** 2017-01-13 9 h 58 **Transmission :** 2017-01-13 9 h 58	2686529 - Addenda no 1 - Avis - Soum. 10203 2017-01-13 9 h 58 - Téléchargement 2693988 - ADD 2 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-18 15 h 35 - Messagerie 2693989 - ADD 2 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-18 15 h 14 - Téléchargement 2695852 - ADD 3 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-23 10 h 53 - Courriel 2695853 - ADD 3 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-23 10 h 53 - Téléchargement 2697260 - ADD 4 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-25 10 h 31 - Courriel 2697261 - ADD 4 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-25 10 h 31 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	NMP Golf Construction inc 2674, Ch. Plamondon Sainte-Madeleine, QC, J0H 1S0 NEQ : 1141962556	Monsieur Etienne Archambault Téléphone : 450 795-3373 Télécopieur :	**Commande : (1211693)** 2016-12-15 8 h 48 **Transmission :** 2016-12-15 8 h 48	2686529 - Addenda no 1 - Avis - Soum. 10203 2016-12-21 12 h 18 - Courriel 2693988 - ADD 2 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-18 15 h 36 - Messagerie 2693989 - ADD 2 - Soum. 10203 (bordereau)

				2017-01-18 15 h 14 - Téléchargement 2695852 - ADD 3 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-23 10 h 54 - Courriel 2695853 - ADD 3 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-23 10 h 54 - Téléchargement 2697260 - ADD 4 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-25 10 h 31 - Courriel 2697261 - ADD 4 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-25 10 h 31 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Pavage Chenail 104, St-Rémi, C.P. 3220 Saint-Rémi, QC, J0L2L0 NEQ : 1142533042	Madame Christine Barbeau Téléphone : 450 454-0000 Télécopieur : 450 454-5219	**Commande : (1212312)** 2016-12-16 12 h 07 **Transmission :** 2016-12-16 15 h 14	2686529 - Addenda no 1 - Avis - Soum. 10203 2016-12-21 12 h 18 - Télécopie 2693988 - ADD 2 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-18 15 h 29 - Messagerie 2693989 - ADD 2 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-18 15 h 14 - Téléchargement 2695852 - ADD 3 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-23 11 h 01 - Messagerie 2695853 - ADD 3 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-23 10 h 53 - Téléchargement 2697260 - ADD 4 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-25 11 h 06 - Télécopie 2697261 - ADD 4 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-25 10 h 31 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Sensor Quatro House School Lane Lytham, , FY8 5NL NEQ :	Monsieur Jon Crowrther Téléphone : 514 612-1270 Télécopieur :	**Commande : (1213381)** 2016-12-20 15 h 55 **Transmission :** 2016-12-20 15 h 55	2686529 - Addenda no 1 - Avis - Soum. 10203 2016-12-21 12 h 18 - Courriel

				2693988 - ADD 2 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-18 15 h 58 - Messagerie 2693989 - ADD 2 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-18 15 h 14 - Téléchargement 2695852 - ADD 3 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-23 10 h 54 - Courriel 2695853 - ADD 3 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-23 10 h 54 - Téléchargement 2697260 - ADD 4 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-25 10 h 32 - Courriel 2697261 - ADD 4 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-25 10 h 32 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Surfaces Carpell Inc (Surface synthétique sportive) 745, rue Vadnais Granby, QC, J2J 1H8 http://www.carpell.com NEQ : 1160561420	Monsieur Dominic Deslandes Téléphone : 450 361-2929 Télécopieur : 450 361-2882	**Commande : (1213627)** 2016-12-21 11 h 06 **Transmission :** 2016-12-21 11 h 06	2686529 - Addenda no 1 - Avis - Soum. 10203 2016-12-21 12 h 18 - Courriel 2693988 - ADD 2 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-18 15 h 35 - Messagerie 2693989 - ADD 2 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-18 15 h 14 - Téléchargement 2695852 - ADD 3 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-23 10 h 53 - Courriel 2695853 - ADD 3 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-23 10 h 53 - Téléchargement 2697260 - ADD 4 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-25 10 h 31 - Courriel 2697261 - ADD 4 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-25 10 h 31 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐	Terrassement Multi-Paysages 1355 rue Lépine Joliette, QC, J6E 4B7 NEQ : 1140382590	Monsieur Stéphane Valois Téléphone : 450 756-1074 Télécopieur : 450 756-8997	**Commande : (1220597)** 2017-01-17 16 h 33 **Transmission :** 2017-01-17 16 h 33	2686529 - Addenda no 1 - Avis - Soum. 10203 2017-01-17 16 h 33 - Téléchargement 2693988 - ADD 2 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-18 15 h 38 - Messagerie 2693989 - ADD 2 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-18 15 h 14 - Téléchargement 2695852 - ADD 3 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-23 10 h 54 - Courriel 2695853 - ADD 3 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-23 10 h 54 - Téléchargement 2697260 - ADD 4 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-25 10 h 31 - Courriel 2697261 - ADD 4 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-25 10 h 31 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Texel Géosol inc.. 1300, 2e Rue, Parc industriel Sainte-Marie, QC, G6E 1G8 http://www.texelgeosol.com NEQ : 1143153154	Monsieur Daniel Brousseau Téléphone : 418 658-0200 Télécopieur : 418 658-0477	**Commande : (1212165)** 2016-12-16 9 h 20 **Transmission :** 2016-12-16 9 h 20	2686529 - Addenda no 1 - Avis - Soum. 10203 2016-12-21 12 h 18 - Courriel 2693988 - ADD 2 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-18 15 h 40 - Messagerie 2693989 - ADD 2 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-18 15 h 14 - Téléchargement 2695852 - ADD 3 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-23 10 h 54 - Courriel 2695853 - ADD 3 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-23 10 h 54 - Téléchargement 2697260 - ADD 4 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-25 10 h 31 - Courriel 2697261 - ADD 4 - Soum. 10203 (bordereau)

2017-01-25 10 h 31 - Téléchargement

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

© 2003-2017 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Rosemont - La Petite-Patrie , Direction des relations avec les citoyens_des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1170884001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Projets majeurs , Projets Réservoirs
Objet :	Accorder un contrat à Construction Vert Dure inc. pour la réalisation des travaux d'imperméabilisation et drainage du toit du réservoir Rosemont - Dépense totale de 16 174 579,24 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10203 - (9 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1170884001 - Parc Étienne-Desmarteau piste d'athlétisme - Réservoir Rosemont.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Dat-Minh TRUONG
Préposée au budget

Tél : 514-868-3874

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-17

Oana BAICESCU-PETIT
C/d ress. fin., Mat., Informationnelles <60m>>
Tél : 514 868-3938
Division : Rosemont - La Petite-Patrie , Direction des relations avec les citoyens_des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1170884001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Projets majeurs , Projets Réservoirs
Objet :	Accorder un contrat à Construction Vert Dure inc. pour la réalisation des travaux d'imperméabilisation et drainage du toit du réservoir Rosemont - Dépense totale de 16 174 579,24 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10203 - (9 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Virement crédit - GDD 1170884001 rev 1.xls

Information_comptable_DEP_1170884001.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ghizlane KOULILA
Agente de gestion des ressources financières
Conseil et soutien financier - PS EAU-Environnement
Tél : 514 872-8464

Ibtissam Abdellaoui
Préposée au budget
Tél : 514 872-8914

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-17

Leilatou DANKASSOUA
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 514 872-2648

Division : Service des finances. Conseil et soutien financier

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Commission permanente sur l'examen des contrats

La commission :

Présidente

Mme Émilie Thuillier
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Vice-présidentes

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Membres

Mme Dida Berku
Ville de Côte-Saint-Luc

M. Richard Celzi
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Marie Cinq-Mars
Arrondissement d'Outremont

M. Richard Deschamps
Arrondissement de LaSalle

M. Marc-André Gadoury
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Luc Gagnon
Arrondissement de Verdun

M. Manuel Guedes
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 30 mars 2017

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE170884001

Accorder un contrat à Construction Vert Dure inc. pour la réalisation des travaux d'imperméabilisation et drainage du toit du réservoir Rosemont - Dépense totale de 16 174 579,24 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10203 - (9 soumissionnaires).

(ORIGINAL SIGNÉ)

Émilie Thuillier
Présidente

(ORIGINAL SIGNÉ)

Pierre G. Laporte
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE170884001
Accorder un contrat à Construction Vert Dure inc. pour la réalisation des travaux d'imperméabilisation et drainage du toit du réservoir Rosemont - Dépense totale de 16 174 579,24 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10203 - (9 soumissionnaires).

À sa séance du 8 mars 2017, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le présent contrat. Ce dossier répondait aux critères suivants :

- *Contrat de plus de 10 M;*
- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M$ présentant un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.*

Le 15 mars 2017, les membres de la Commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus d'appel d'offres relativement au mandat confié. Des représentants du Service de l'eau ont répondu aux questions des membres de la Commission.

Les membres de la Commission ont soulevé diverses questions sur le processus d'appel d'offres dans ce dossier.

Ils ont été étonnés de constater que deux entreprises avaient omis de signer leur formulaire de soumission, ce qui a rendu leur dossier non conforme.

Le Service a expliqué que l'adjudicataire proposé possédait de l'expérience dans des projets similaires, ce qui lui a sans doute permis de déposer une soumission très compétitive.

Les membres ont aussi bien compris que l'adjudicataire prévoyait réaliser ses travaux sur deux ans, soit plus rapidement que ce qui est prévu dans l'échéancier préparé par le Service. Il est raisonnable de croire que cela explique aussi en partie le prix soumis inférieur à ceux des autres soumissionnaires.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les représentants du Service de l'eau pour leurs interventions au cours de la séance de travail de la Commission. La Commission adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération à savoir :

- *Contrat de plus de 10 M;*
- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M$ présentant un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la commission;

Considérant les nombreuses questions adressées par les membres de la commission aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE170884001 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.23

2017/03/30 17:00

(2)

Dossier # : 1167217002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets sécurité publique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à la firme Groupe Geyser inc. pour les travaux de rénovation majeure de la caserne de pompiers no. 26 (0079) située au 2151, avenue du Mont-Royal Est, arrondissement du Plateau-Mont-Royal. Dépense totale de 11 276 800,09 $, taxes incluses - Appel d'offres 5862 (7 soumissionnaires).

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 11 276 800,09 $, taxes incluses, pour les travaux de rénovation majeure à la caserne de pompiers n° 26 située au 2151, avenue du Mont -Royal Est, arrondissement Plateau Mont-Royal, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

2. d'accorder à Groupe Geyser inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 10 245 589,30 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public (5842);
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Ces dépenses reliées aux travaux sont assumées, après entente, à 76,87 % par l'agglomération, à 19,14 % par la ville centrale et à 3,99 % par l'arrondissement
4. d'autoriser une dépense de 150 810,00 $, taxes incluses, pour les frais d'exploitation de l'immeuble.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-02-21 10:16

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1167217002**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets sécurité publique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à la firme Groupe Geyser inc. pour les travaux de rénovation majeure de la caserne de pompiers no. 26 (0079) située au 2151, avenue du Mont-Royal Est, arrondissement du Plateau-Mont-Royal. Dépense totale de 11 276 800,09 $, taxes incluses - Appel d'offres 5862 (7 soumissionnaires).

CONTENU

CONTEXTE

La caserne de pompiers n° 26 a été construite en 1901 et est située 2151 avenue du Mont-Royal Est, dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal (voir la pièce jointe n° 1). Le bâtiment a été construit initialement comme hôtel de ville de de la Ville De Lorimier et poste de pompiers. Depuis sa construction le bâtiment a subi plusieurs interventions, notamment, suite à un incendie en novembre 1999. Des travaux minimum ont alors été réalisés pour permettre le retour des pompiers. Depuis cet événement, des travaux de soutènement temporaire de la dalle de garage ont été faits en 2011 et 2013 afin de maintenir la caserne en activité.
En 2011, la Direction des stratégies et transactions immobilières (DSTI) a mandaté la firme SNC-Lavalin pour faire l'évaluation qualitative des immeubles municipaux. Leur rapport conclut que la caserne de pompiers n° 26 a un indice de vétusté de 95,1%. Avec un indice aussi élevé, il y a des risques de bris et de perturbation d'activités importants.

Ce bâtiment a une superficie utilisable de 1 109,28 m², répartie sur 3 étages et un sous-sol. Tous les espaces sont actuellement inoccupés en raison de l'état de vétusté du bâtiment.

Le projet consiste à réaliser des travaux de réfection de l'enveloppe, à refaire la dalle de garage, à remplacer les systèmes électromécaniques et à optimiser les espaces du rez-de-chaussée et d'une partie de l'étage de la caserne. En raison de la présence d'amiante dans les murs et les plafonds ainsi que le manque de plans d'origine, le projet sera réalisé en deux phases.

En 2014, la Ville a mandaté la firme Rubin et Rotman associés et Dessau inc. afin qu'elle réalise le projet de rénovation et de mise à niveau de la caserne de pompiers n° 26. Une évaluation de l'état du bâtiment et de ses équipements a permis d'émettre des recommandations pour les travaux à exécuter. À cet effet, un appel d'offres a été lancé afin de réaliser les travaux de rénovation majeure de la caserne.

La première phase du projet a été réalisée en 2015. Elle avait pour objet le désamiantage et la réalisation d'autres travaux, notamment la stabilisation de la façade principale et démolition de la dalle de garage. À ce moment, la caserne a été fermée pour permettre la réalisation des travaux. À la suite de cette phase de travaux, les professionnels ont ajusté les plans et devis pour la présente phase de rénovation majeure.

Lors de l'élaboration des plans et devis, l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal a demandé une modification au projet afin d'accroître la superficie du bâtiment et permettre l'occupation du dernier étage dans sa presque totalité pour des activités sous sa responsabilité. Ainsi, la superficie utilisable pour ce bâtiment sera de 1 173 m² et celle aux fins de l'arrondissement sera de 271,30 m². Cette augmentation n'affectera pas la volumétrie du bâtiment patrimonial à l'exception de l'implantation du nouvel ascenseur et de l'entrée au coin des avenues Des érables et du Mont-Royal. Le dossier a été présenté au comité consultatif d'urbanisme de l'arrondissement aux séances du 26 mai 2015, 14 juillet 2015, 8 septembre 2016 et du 9 février 2016 et a reçu un avis favorable au projet de construction. Le projet a également été présenté au Conseil du patrimoine de Montréal le 23 octobre 2015 à la demande de l'arrondissement.

Un appel d'offres public a été publié le 10 août 2016 pour la deuxième phase du projet dans le système électronique d'appel d'offres (SÉAO), sur le site Internet de la Ville ainsi que dans le journal Le Devoir. Les soumissions ont été reçues et ouvertes le 26 septembre 2016. Six addenda ont été émis durant la période d'appel d'offres. Les addendas n^{os} 2, 4 et 6 ont été considérés dans l'estimation des professionnels.

Numéro de l'addenda	Date	Contenu
1	2016-08-22	Ajout d'une visite supplémentaire et modifications aux devis d’architecture et aux plans d'architecture du paysage.
2	2016-08-26	Modifications aux documents d'architecture, de mécanique, d’électricité et d'architecture du paysage.
3	2016-08-31	Report de la date d’ouverture et réponses aux questions
4	2016-09-02	Modifications aux documents de civil, de structure, d’électricité, mécanique, architecture, architecture du paysage et réponses aux questions.
5	2016-09-09	Report de date, modifications aux plans de structure et réponses aux questions.
6	2016-09-19	Précisions aux plans de civil et réponses aux questions.

Des visites ont été organisées en respectant la nouvelle politique de gestion contractuelle de la Ville. Elles se sont déroulées du lundi 15 au mercredi 17 août 2016 ainsi que le vendredi 26 août 2016.

La durée de validité des soumissions est de 120 jours.

Une majoration de la valeur du contrat des professionnels du projet sera à faire selon la convention de services professionnels.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA17 25 0010 - 6 février 2017 - Autorisation d'une dépense de 450 000,00 $, taxes incluses, représentant la quote-part de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal pour la rénovation de la caserne 26, dont une partie du 3ème étage sera transformée en lieu culturel dans l'Est du Plateau.
CG15 0238 - 30 avril 2015 - Accorder un contrat à Sutera inc. pour le désamiantage et des

travaux divers à la caserne de pompiers n° 26 située au 2151, avenue Mont-Royal Est, dans l'arrondissement Le Plateau-Mont-Royal - Dépense totale de 882 295,08 $, taxes incluses - Appel d'offres 5751 (6 soum.)

CG15 0204 - 26 mars 2015 - Règlement autorisant un emprunt de 8 400 000 $ afin de financer les travaux de rénovation de la caserne 26 située dans l'arrondissement du Plateau -Mont-Royal

CG14 0250 - 29 mai 2014 - Accorder un contrat de services professionnels à Rubin et Rothman associés et Dessau inc. pour la rénovation de la caserne de pompiers n° 26, dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal

CG10 0371 - 28 octobre 2010 - Adoption du Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010-2015.

CG08 0657 - 18 décembre 2008 - Adoption du schéma de couverture de risques en sécurité incendie de l'agglomération de Montréal.

DESCRIPTION

Au cours de l'appel d'offres public, il y a eu dix-neuf (19) preneurs du cahier des charges sur le site SÉAO (voir la pièce jointe n° 2) et sept (7) ont déposé une soumission. Parmi les preneurs du cahier des charges qui n'ont pas déposé de soumission figurent deux (2) associations patronales représentant des entrepreneurs, quatre (4) entreprises fournisseurs d'équipements et de services de sous-traitant. Les six (6) entrepreneurs qui n'ont pas déposé de soumission n'ont pas de disponibilité ou n'avaient pas les ressources pour réaliser ce contrat selon les exigences et les délais requis aux documents contractuels pour la réalisation des travaux.
Le présent dossier recommande d'accorder un contrat à l'entreprise Groupe Geyser inc., soit le plus bas soumissionnaire conforme, pour l'exécution des travaux de rénovation majeure de la caserne de pompiers n° 26.

Au présent contrat, les travaux consistent principalement à :

- démolir partiellement le bâtiment existant;
- construire une dalle d'accès au garage en béton armé;
- construire une nouvelle tour d'ascenseur, avec panneaux de béton préfabriqués fixés sur une charpente d'acier;
- renforcer la structure de la caserne existante;
- reconstruire et rénover l'enveloppe du bâtiment existant en préservant son caractère patrimonial (maçonnerie, toitures, portes et fenêtres);
- reconstruire complètement les aménagements intérieurs du bâtiment existant pour y loger les fonctions de l'arrondissement et de la caserne, les locaux techniques et les garages;
- installer de nouveaux systèmes mécaniques et électriques du bâtiment;
- installer un groupe électrogène pouvant supporter la totalité de la charge des fonctions du SIM;
- réaménager complètement les aménagements extérieurs.

Des contingences de 15 % sont prévues au contrat de l'entrepreneur pour faire face aux imprévues de chantier.

JUSTIFICATION

Les sept (7) soumissions reçues sont conformes. Une soumission conforme comportait une erreur de calcul mineure, corrigée par la Ville. Cette correction n'affecte pas l'ordre des soumissionnaires. Veuillez vous référer au tableau d'analyse de conformité des professionnels (voir la pièce jointe n° 3).

Firmes soumissionnaires	Prix	Contingences	Total
Groupe Geyser inc.	8 909 208,09	1 336 381,21	10 245 589,30
St-Denis Thompson inc.	9 125 565,75	1 368 834,86	10 494 400,61
Corporation de Construction Germano	9 253 173,00	1 387 976,00	10 641 149,00
Gesmonde Ltée	9 271 928,93	1 390 789,34	10 662 718,27
Magil Construction Corporaton	9 686 643,75	1 452 996,56	11 139 640,31
Groupe Axino inc.	9 979 668,99	1 496 950,35	11 476 619,34
Entreprise de Construction T.E.Q. inc.	9 988 801,50	1 498 320,23	11 487 121,73
Estimation des professionnels ($)	**8 439 950,53**	**1 265 992,58**	**9 705 943,11**
Coût moyen des soumissions reçues			10 878 176,94
(total du coût des soumissions reçues / nombre de soumissions)			
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)			6,17%
((coût moyen des soumissions – la plus basse) / la plus basse x 100)			
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($)			1 241 532,42
(la plus haute – la plus basse)			
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%)			12,12%
((la plus haute – la plus basse) / la plus basse x 100)			
Écart entre l'estimation des professionnels et la plus basse conforme ($)			539 646,19
(la plus basse – estimation des professionnels)			
Écart entre l'estimation des professionnels et la plus basse conforme (%)			5,56%
((la plus basse – estimation des professionnels) / estimation x 100)			
Note : tous les prix incluent les taxes.			

Le coût déposé par le plus bas soumissionnaire conforme est supérieur à l'estimation des professionnels qui était de 9 705 943,11 $ (incluant les contingences et les taxes). Cette différence correspond à 539 646,19 $ (+5,56 %). Tel que mentionné dans la lettre de recommandation des professionnels (voir la pièce jointe n°.4), le différentiel entre leur estimation et la plus basse soumission conforme est causé notamment par la manière avec laquelle le soumissionnaire a subdivisé les sous-contrats. Dans le chapitre 00 « Charges générales » le prix est élevé à 1 383 750,00 $ et peut s'expliquer par l'aspect patrimonial du bâtiment. Aussi, les coûts associés au chapitre 04 « Ouvrages de maçonnerie » sont également très élevés, bien que cet item soit élevé parmi les sept (7) soumissionnaires. La reproduction à l'identique, la complexité des nombreux assemblages et la réutilisation des matériaux sont autant de facteurs qui ont pu influencer à la hausse les prix soumis. Les coûts associés à l'isolation (chapitre 07) sont aussi élevés en comparaison avec l'estimation des professionnels. La Ville de Montréal demande une certification de membre de l'Association d'isolation du Québec, ce qui peut influencer les prix des sous-traitants admissibles.

Le coût moyen des soumissionnaires est de 10 878 176,94 $ ce qui représente un écart de 6,17 % avec la plus basse soumission conforme. L'écart entre la plus haute et la plus basse soumission s'élève à 1 241 532,42 $, soit 12,12 %.

L'analyse des soumissions faite par les professionnels externes démontre que Groupe Geyser inc. est le plus bas soumissionnaire conforme. Les professionnels recommandent

l'octroi du contrat à cette firme (voir le tableau d'analyse de conformité des soumissions et la recommandation des professionnels avec les pièces jointes n^{os} 3 et 4).

Groupe Geyser inc., adjudicataire du présent contrat, ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec ni de celle du registre des entreprises non admissibles aux contrats publics du secrétariat du Conseil du trésor.

Groupe Geyser inc., doit obtenir une attestation de l'AMF dans le cadre de ce contrat (communiqué 587). Cet entrepreneur détient une autorisation de l'AMF (voir la pièce jointe n° 5).

Groupe Geyser inc. a accepté de prolonger la validité de sa soumission d'une période de 70 jours additionnels (voir la pièce jointe n° 6).

En vertu du Règlement sur la commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008), le dossier sera soumis à ladite commission pour étude, parce que la valeur du contrat est de plus de 10 M$.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant total du contrat à accorder est de 10 245 589,30 $ incluant les contingences et les taxes.
De plus, un montant de 1 031 210,78 $ taxes incluses est prévu pour les incidences. Ce montant servira notamment à défrayer les frais de laboratoire, de contrôle qualité, de télécommunication, de mobilier, de déménagement et de travaux exécutés par des tiers.

Le montant à autoriser totalise 11 276 800,09 $, incluant les contingences, les incidences et les taxes (voir la pièce jointe n° 7).

Un montant maximal de 8 668 420,55 $ sera financé par les règlements d'emprunt de compétence d'agglomération RCG 15-070 « Travaux de rénovation et protection d'immeubles » et RCG 15-031 « Travaux de rénovation de la caserne 26 ». Un montant maximal de 2 158 379,54 $, taxes incluses, sera financé par les règlements d'emprunt corporatif 06-062 « Intervention immédiate » et 14-032 « Travaux de restauration de biens patrimoniaux qui appartiennent à la Ville de Montréal et qui ne sont pas reconnus par la loi sur le patrimoine culturel ». Un montant maximal de 450 000,00 $, taxes incluses, sera financé par le règlement d'emprunts d'arrondissement (6 février 2017, résolution CA17 25 0010, GDD 1166229006).

Le coût des travaux est prévu au programme triennal d'immobilisations (PTI) du Service de la gestion et de la planification immobilière.

Le pourcentage d'occupation est de 76,87 % par l'agglomération et de 23,13 % par l'arrondissement.

Ces dépenses reliées aux travaux sont assumées, après entente, à 76,87 % par l'agglomération, à 19,14 % par la ville centrale et à 3,99 % par l'arrondissement.

Après avoir considéré les frais d'entretien actuels de la caserne 26 et les rénovations majeures apportées au bâtiment, le budget d'entretien devra être ajusté de 150 810 $ en utilisant l'imputation budgétaire suivante : 2101-0010000-114074-09007-55401.

Subvention

Ce projet est admissible à une subvention pour ces travaux de restauration en raison de ses

valeurs historiques, sociales et architecturales ainsi que l'effort de restauration des composantes architecturales.

Le Fonds du patrimoine culturel québécois (FPCQ) subventionne deux tiers des coûts de travaux de restauration admissibles, pour une contribution totale maximale de 1 M$. Les travaux de restauration admissibles ont été validés par les professionnels de la Division du patrimoine du Service de la mise en valeur du territoire (SMVT) et les montants de la subvention ont été calculés selon les coûts des travaux de la soumission présentée.

La Division du patrimoine est appelée à participer à l'ensemble du processus, en avisant le service concerné des attentes et critères d'admissibilité à l'aide financière et en validant les interventions et les montants admissibles, en plus d'effectuer le suivi des travaux de restauration.

Le Service de la gestion et de la planification immobilière s'est engagé à respecter les obligations établies à l'Annexe 1 - Entente d'engagement pour la subvention à la restauration FPCQ (voir pièce jointe n° 8) avec la Division du patrimoine.

La subvention actuelle, financée à 2/3 par le Fonds, est basée sur la soumission de Groupe Geyser Inc. et les plans et devis de Rubin & Rotman, architectes. Le montant du coût des travaux de restauration admissible est de 1 541 174,20 $ incluant les taxes et les contingences. La subvention s'élève donc à 1 000 000,00 $ incluant les taxes et les contingences (voir le calcul de la subvention par la pièce jointe n° 9). Ces montants ont été autorisés en vertu de la recommandation de crédit du MCCQ no. 13-01.03.06.01-0223 (voir la pièce jointe no.10).

L'aide financière est assumée par deux parties prenantes soit 500 000,00 $, incluant les taxes et les contingences, par la Ville de Montréal et soit 500 000,00 $, incluant les taxes et les contingences, par le ministère de la Culture et des Communications.

Voir l'avis d'intervention de la Division du patrimoine du Service de la mise en valeur du territoire (SMVT) pour complément d'information en pièce jointe n° 11.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce projet vise l'obtention d'une certification LEED – NC argent. L'entrepreneur aura, notamment, la responsabilité de réaliser le présent contrat en respectant les exigences relatives à la gestion et l'élimination des déchets de construction/démolition.
La gestion des sols d'excavation sera réalisée conformément aux règlements du ministère du Développement durable, de l'Environnement et la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC).

Ce projet comporte parmi ses objectifs d'optimiser la consommation énergétique du bâtiment.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Il est recommandé de procéder aux travaux de rénovation majeure de la caserne de pompiers n° 26, car la caserne a atteint un indice de vétusté élevé. La rénovation permettra au SIM et à l'arrondissement de mieux répondre aux besoins des citoyens.
Tout retard dans ce dossier pourrait mettre en péril l'intégrité du bâtiment et de l'actif immobilier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une affiche sera installée au chantier pour informer les citoyens et les usagers de la portée des travaux et des coûts qui y sont reliés.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Contrat : 13097

Octroi du contrat au CG :	Mars 2017
Réalisation des travaux :	Avril 2017 à août 2018

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Certification de fonds :
Le Plateau-Mont-Royal , Direction des services administratifs_des relations avec les citoyens_des communications et du greffe (Michel BRUNET)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Carole GUÉRIN, Service de sécurité incendie de Montréal
Benoît FAUCHER, Service de la mise en valeur du territoire
Julie CASTONGUAY, Service de la gestion et de la planification immobilière

Lecture :

Julie CASTONGUAY, 15 février 2017
Benoît FAUCHER, 15 février 2017
Carole GUÉRIN, 14 février 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Stéphane PROTEAU
Gestionnaire immobilier

Tél : 514 872-5082
Télécop. : 514 280-3597

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-14

Marie-Hélène LESSARD
Chef de Division

Tél : 514 872-7826
Télécop. : 514 280-3597

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sophie LALONDE
Directrice
Tél : 514-872-2619
Approuvé le : 2017-02-20

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI
Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2017-02-21

Montréal

Bâtiment : 0079

Année originale de construction : 1901

Description : Caserne 26

Adresse : 2151, avenue Mont-royal Est,
Arrondissement du Plateau-Mont-Royal



Services institutionnels
Gestion et planification immobilière
303, rue Notre-Dame Est, 3e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

SOUMISSION NO :5862

ANALYSE DE CONFORMITÉ DES SOUMISSIONS

Date (a-m-j) : 16 - 09 - 30

Contrat :	Mandat :	Bâtiment :
13097	16065-2-001	0079

Titre

Caserne 26, rénovation majeure

Le rang est déterminé selon la valeur croissante du prix soumis sans égard au statut ou au défaut

Rang	Entrepreneur	Prix soumis	Statut
1	Groupe Geyser, Inc.	10,245,589.30 $	CONFORME

DÉFAUT

☐ soumission non signée			
☐ liste des addenda incomplète			
☐ garantie de soumission	☐ non conforme	☐ manquante	
☐ licence de la Régie du bâtiment	☐ non conforme	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture
☐ attestation fiscale	☐ non conforme	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture
☐ erreur de calcul	☐ non conforme	☐ majeure	☐ mineure, corrigée par Ville
☐ montant non ventilé tel que prescrit	☐ non conforme	☐ majeur	☐ mineur
☐ déclaration de liens d'affaires	☐ affirmative	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture
☐ déclaration de conflit d'intérêts	☐ affirmative	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture
☐ déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire	☐ affirmative	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture

Commentaire : aucun

Rang	Entrepreneur	Prix soumis	Statut
2	St-Denis Thompson	10,494,400.61 $	CONFORME

DÉFAUT

☐ soumission non signée			
☐ liste des addenda incomplète			
☐ garantie de soumission	☐ non conforme	☐ manquante	
☐ licence de la Régie du bâtiment	☐ non conforme	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture
☐ attestation fiscale	☐ non conforme	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture
☐ erreur de calcul	☐ non conforme	☐ majeure	☐ mineure, corrigée par Ville
☐ montant non ventilé tel que prescrit	☐ non conforme	☐ majeur	☐ mineur
☐ déclaration de liens d'affaires	☐ affirmative	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture
☐ déclaration de conflit d'intérêts	☐ affirmative	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture
☐ déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire	☐ affirmative	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture

Commentaire : le Certificat d'attestation sur la loi sur la publicité légale des entreprises a été transmise après la fermeture des soumissions.

Rang	Entrepreneur	Prix soumis	Statut
3	Corporation de construction Germano	10,641,149.00 $	CONFORME

DÉFAUT

☐ soumission non signée			
☐ liste des addenda incomplète			
☐ garantie de soumission	☐ non conforme	☐ manquante	
☐ licence de la Régie du bâtiment	☐ non conforme	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture
☐ attestation fiscale	☐ non conforme	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture
☐ erreur de calcul	☐ non conforme	☐ majeure	☐ mineure, corrigée par Ville
☐ montant non ventilé tel que prescrit	☐ non conforme	☐ majeur	☐ mineur
☐ déclaration de liens d'affaires	☐ affirmative	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture
☐ déclaration de conflit d'intérêts	☐ affirmative	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture
☐ déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire	☐ affirmative	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture

Commentaire : aucun

Rang	Entrepreneur	Prix soumis	Statut
4	Gesmonde Ltée	10,662,718.27 $	CONFORME

DÉFAUT

- ☐ soumission non signée
- ☐ liste des addenda incomplète
- ☐ garantie de soumission — ☐ non conforme ☐ manquante
- ☐ licence de la Régie du bâtiment — ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ attestation fiscale — ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ erreur de calcul — ☐ non conforme ☐ majeure ☐ mineure, corrigée par Ville
- ☐ montant non ventilé tel que prescrit — ☐ non conforme ☐ majeur ☐ mineur
- ☐ déclaration de liens d'affaires — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration de conflit d'intérêts — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture

Commentaire : Il manque les fiches projets en maçonnerie

Rang	Entrepreneur	Prix soumis	Statut
5	Magil construction	11,139,640.31 $	CONFORME

DÉFAUT

- ☐ soumission non signée
- ☐ liste des addenda incomplète
- ☐ garantie de soumission — ☐ non conforme ☐ manquante
- ☐ licence de la Régie du bâtiment — ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ attestation fiscale — ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ erreur de calcul — ☐ non conforme ☐ majeure ☐ mineure, corrigée par Ville
- ☐ montant non ventilé tel que prescrit — ☐ non conforme ☐ majeur ☐ mineur
- ☐ déclaration de liens d'affaires — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration de conflit d'intérêts — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture

Commentaire : aucun

Rang	Entrepreneur	Prix soumis	Statut
6	Groupe Axino	11,477,239.45 $	DÉROGATION MINEURE

DÉFAUT

- ☐ soumission non signée
- ☐ liste des addenda incomplète
- ☐ garantie de soumission — ☐ non conforme ☐ manquante
- ☐ licence de la Régie du bâtiment — ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ attestation fiscale — ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☒ erreur de calcul — ☐ non conforme ☐ majeure ☒ mineure, corrigée par Ville
- ☐ montant non ventilé tel que prescrit — ☐ non conforme ☐ majeur ☐ mineur
- ☐ déclaration de liens d'affaires — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration de conflit d'intérêts — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture

Commentaire : Tous les documents sont présents mais il y a une erreur de calcul de 620.11$.

+ 1	autres soumissions, au-delà des 6 premières	11,487,121.73 $ plus haute soumission	voir statistiques ci-après

conformes : 4 non conformes : 1 en dérogation majeure : 2 en dérogation mineure :

Signature

Firme : Rubin et Rotman architectes

Fonction : Architecte nom : Stephen Rotman

Rubin & Rotman associés

270 Prince
Studio 200
Montréal, Québec
H3C 2N3

Tél.: 514.861.5122
Fax.: 514.861.5383

www.rubinrotman.com
info@rubinrotman.com

Architectes

04 octobre 2016

Stéphane Proteau, gestionnaire immobilier
Ville de Montréal
Direction de la gestion des projets immobiliers
Service de la gestion et de la planification immobilière
303, rue Notre-Dame Est, 3e étage
Montréal (Qc), H2Y 3Y8

NOM DU PROJET : Rénovation de la Caserne 26 – Rénovation majeure
NO DE MANDAT : 16065-2-001
NO DE CONTRAT : 13097

Objet : Recommandation de soumission

M. Proteau,

Nous avons procédé à l'analyse des soumissions que vous avez reçues le 26 septembre 2016 pour le projet de Rénovation de la caserne 26 – Rénovation majeure, bâtiment situé au 2151 avenue du Mont-Royal Est.

Vous verrez le descriptif des montants de soumissions dans le document ACS ci-joint.

- De manière générale, nous constatons que la variation de prix des 7 soumissionnaires avoisine les 12%. Le prix soumis par le plus bas soumissionnaire, *Le Groupe Geyser,* est de 10,245,589.30$ incluant les taxes ainsi que des contingences de construction de l'ordre de 15%.
- La différence entre le prix global du plus bas soumissionnaire et l'estimé des professionnel, avec les contingences et taxes, est de l'ordre de 5.56%.

- Toutefois, certains prix semblent très élevés :
  - Le chapitre 00, qui décrit les charges générales, est très élevé à 1,383,750.00$
    Ce coût élevé peut s'expliquer par l'aspect patrimonial du bâtiment.
  - Les coûts associés aux travaux de maçonnerie sont également très élevés, bien que cet item soit élevé parmi les 7 soumissionnaires. La reproduction à l'identique, la complexité des nombreux assemblages et la réutilisation des matériaux sont autant de facteurs qui ont pu influencer à la hausse les prix soumis. L'entrepreneur en maçonnerie choisi est le même pour 5 des 7 soumissionnaires. Il n'est pas clair qui est le sous-traitant en maçonnerie pour Gesmonde, puisqu'il manque les fiche-projets demandées.
  - Les coûts associés à l'isolation (chapitre 07) sont aussi élevés en comparaison avec l'estimation des professionnels. La ville de Montréal demande une certification de membre de l'Association d'isolation du Québec, ce qui a pu influencer les prix en limitant les sous-traitants admissibles.
- Les coûts associés aux produits de finition sont par contre plus bas que l'estimé des professionnels. Il est possible que certains coûts tels que ceux associés aux finitions des dalles de béton ont été mis ailleurs dans le bordereau. Sinon, les

tuiles de plancher, céramique, peinture et autres matériaux étaient bien décrits aux documents.

- Le prix soumis pour l'aménagement paysagé est aussi très bas par rapport à l'estimé du professionnel paysagiste du projet. Le plus bas soumissionnaire nous a confirmé que tous les coûts en architecture de paysage ont été inclus au mandat.
- Les coûts en ingénierie ne présentent pas de grands écarts avec l'estimé des professionnels et entre les soumissionnaires eux-mêmes.
- Les coûts des produits pétroliers sont comparables d'un soumissionnaire à l'autre, mais le plus bas soumissionnaire est sensiblement moins cher. Par contre, il est à noter que la section 15-500, montrée au bordereau de soumission, n'était pas incluse au projet. Le plus bas soumissionnaire a donc indiqué 1$ à cette ligne, afin de ne pas inscrire ''non-applicable''. Il nous a bel et bien confirmé que les coûts associés aux produits pétroliers et toutes ses composantes décrites aux documents en ingénierie sont donc inclus à la ligne ''Produit pétrolier''.

Les documents obligatoires demandés à inclure à la soumission ont été soumis par le plus bas soumissionnaire, soit entre autre :
- Formulaire de soumission et annexes;
- Formulaires 1,2 et 11;
- Certificat d'Attestation sur la loi sur la publicité légale des entreprises;
- Licence émise par la Régis du bâtiment;
- Déclaration des liens d'affaires (point 8 du bordereau des travaux).

Comme il est conforme, nous recommandons donc l'octroi du contrat au plus bas soumissionnaire, soit *Le groupe Geyser Inc.*, au montant de 10,245,589.30$.

Veuillez agréer, M. Proteau, mes salutations distinguées,



Stephen Rotman, architecte

p/j Formulaire d'analyse de conformité des soumissions (ACS)

Le 9 février 2017

Par courriel
stephane.proteau@ville.montreal.qc.ca

Monsieur Stéphane Proteau, ing.
Gestionnaire immobilier
Ville de Montréal
Service de la gestion et de la planification immobilière
303, Notre-Dame Est, 3e étage
Montréal QC H2Y 3Y8

Objet Confirmation de la prolongation de soumission – 70 jours additionnels
Rénovation majeure de la caserne 26

Monsieur,

Pour faire suite à votre demande, et tel qu'indiqué à la lettre de Madame Lessard, datée du 23 janvier 2017, il nous fait plaisir de vous confirmer que nous acceptons de prolonger la validité de notre soumission pour le projet *Rénovation majeure de la caserne 26*, d'une période de 70 jours additionnels.

Vous trouverez ci-joint l'avenant no 2 émis par *Intact* déclarant que le cautionnement de soumission ainsi que la lettre d'engagement nº 7610076-16-026 sont prolongés d'autant.

Nous espérons le tout à votre satisfaction et demeurons dans l'attente de l'octroi du contrat.

Veuillez accepter, Monsieur, nos salutations les meilleures.

M. Lebrun pour :
Gilles Brassard, ing., ASC
Président

p.j. : Avenant no 2, Intact Assurance

SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION
205, boulevard Curé-Labelle, bureau 201, Laval (Québec) H7L 2Z9
T 450 625-2003 F 450 625-2883
www.groupegeyser.com
RBQ 5587-5751-01

[intact] ASSURANCE

AVENANT

No: **2**

Cet avenant fait partie intégrante du cautionnement de soumission et la lettre d'engagement no. 7610076-16-026

Bénéficiaire : **Ville de Montréal**

Description des travaux : **Rénovation majeure de la caserne 26 – 2151 Avenue Mont-Royal Est – Arrondissement Plateau Mont-Royal.**

Émis au nom de (entrepreneur) : **Groupe Geyser inc.**

Caution : **Intact Compagnie d'assurance**

Il est par la présente, entendu et convenu que:

La période de validité est prolongée de 70 jours additionnels.

L'entrepreneur et la Caution acceptant le(s) changement(s) mentionné(s) ci-haut. Les autres termes et conditions demeurent cependant inchangés.

Daté ce **27 janvier 2017.**

GROUPE GEYSER INC.

Par:_____
Entrepreneur

INTACT COMPAGNIE D'ASSURANCE

Par:_____
Lise Roch, mandataire

Tableau des coûts du projet

Projet :	**Rénovation et mise aux normes**				Mandat :	16065-2-001	
	Caserne 26 (0079), 2151 avenue du Mont-Royal Est, arrondissement du Plateau-Mont-Royal				Contrats :	13097	
Date :	**19-oct-16**						
Étape :	**Octroi de contrat**						
			Budget	**Tps 5,0%**		**Tvq 9,975%**	**Total**
Contrat :	**Travaux forfaitaires***	**%**	**$**				
Contrat 13097	Rénovation - phase 2 - SIM		7 748 822,00				
	Sous-total :	**100,0%**	**7 748 822,00**	**387 441,10**		**772 944,99**	**8 909 208,09**
	Contingences de construction	15,0%	1 162 323,30				
	Total - Contrat :		**8 911 145,30**	**445 557,27**		**888 886,74**	**10 245 589,31**
Incidences							
	Total - Incidences :	**10,1%**	**896 900,00**	**44 845,00**		**89 465,78**	**1 031 210,78**
Ristournes	**Coût du projet (Montant à autoriser)**		**9 808 045,30**	**490 402,27**		**978 352,52**	**11 276 800,09**
	Tps	100,00%		490 402,27			490 402,27
	Tvq	50,0%				489 176,26	
	Coût après ristourne (Montant à emprunter)		**9 808 045,30**			**489 176,26**	**10 297 221,56**

* prix déposé par le plus bas soumissionnaire

Méthode d'estimation des contingences : Les contingences ont été évaluées en se basant sur des projets similaires.

Rythme des déboursés : Les travaux seront réalisés à 53 % en 2017 et à 47 % en 2018.

Montréal

Service de la mise en valeur du territoire
Direction de l'urbanisme
Division du patrimoine

303, rue Notre-Dame Est, 6e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

ANNEXE 1

Confirmation de l'engagement

Subvention à la restauration FPCQ - Bâtiments municipaux, Volet 1 (2013-2015)

Veuillez prendre connaissance des responsabilités de chacune des parties, signer à la dernière page du présent document et nous retourner l'original afin de confirmer votre participation.

Projet : Restauration de l'enveloppe Caserne 26

Adresse : 2151 Mont-Royal, est

Responsabilités des parties

A. L'arrondissement/Le Service s'engage envers le Service de la mise en valeur du territoire à :

1. Remplir le formulaire de description du projet à l'Annexe 2, comprenant :
   - la description des travaux en précisant la portée des travaux de restauration;
   - le budget des travaux de construction ainsi qu'un montage financier;
   - le calendrier détaillé pour la réalisation du projet, comprenant les phases de conception et de réalisation;
   - les objectifs visés pour la réalisation du projet;
   - le nom du chargé de projet.

2. Faire réaliser, lorsque requis, les études nécessaires pour connaître l'état du bâtiment, l'historique ainsi que sa valeur patrimoniale (carnet de santé, énoncé patrimonial, études patrimoniales);

3. Fournir, dès leur réception, tous les documents des professionnels, (plans, devis et estimations budgétaires) pour révision, et ce, à chaque étape du développement du projet;

4. Fournir un calendrier des réunions de coordination et de chantier, ainsi que des visites et inspections. Informer le représentant de la Division du patrimoine du Service de la mise en valeur du territoire (SMVT) lorsque sa présence est requise;
5. Informer le représentant de la Division du patrimoine de tout changement touchant les composantes en restauration, en cours d'élaboration ou en cours du chantier, (avis de modification, notes de chantier, etc.) qui pourrait affecter le montant de la subvention;

6. Fournir, dès réception, au représentant de la Division du patrimoine, pour analyse, les dessins d'atelier et les fiches techniques des matériaux ou composantes faisant l'objet de la subvention;

7. Fournir, dès réception, au représentant de la Division du patrimoine, les demandes de paiement validées par le chargé de projet, pour révision des montants concernant les travaux faisant l'objet de la subvention;

8. Affecter les montants de la subvention exclusivement aux dépenses admissibles suivantes :

   - Les honoraires de base des professionnels, s'il y a lieu, au prorata de la valeur des travaux de restauration admissibles.
   - Les travaux de restauration des composantes et matériaux d'origine d'un bâtiment patrimonial, tels que décrits à l'Annexe 4, déterminés par le représentant de la Division du patrimoine.

9. Respecter les critères relatifs aux communications mentionnés au protocole de visibilité de l'entente avec le MCCQ ainsi qu'au Guide destiné aux arrondissements et aux services municipaux (Annexe 3).

B. Le Service de la mise en valeur du territoire s'engage à :

1. Accorder une subvention aux deux tiers de la valeur des travaux de restauration admissibles et des frais et honoraires professionnels s'il y a lieu, applicables jusqu'à un maximum de 1 M$, sous réserve des disponibilités budgétaires.

2. Offrir un soutien pour l'ensemble du projet comprenant :

- une séance d'information sur les modalités du programme d'aide financière à la restauration des bâtiments patrimoniaux;
- la participation d'un représentant de la Division du patrimoine aux réunions avec les professionnels, aux réunions de chantier pertinentes, ainsi qu'aux visites de chantier portant sur la restauration;
- l'analyse des documents des professionnels (plans et devis, estimations budgétaires, avis des changements et demandes de paiement) portant seulement sur les éléments de restauration du projet;
- l'accompagnement spécifique tout au long du projet, portant sur la restauration des éléments patrimoniaux.

3. Fournir une charte des responsables du projet incluant les noms et coordonnées du chargé du projet et du responsable de la Division du patrimoine. Aux fins de la présente entente, le chargé de projet à la Division du patrimoine est Benoit Faucher.

2016·10·21

Sophie Lalonde, directrice Date
Direction Gestion des projets - développement et maintien d'actifs
Service de la gestion et de la planification immobilière

2016·10·25

Sylvain Ducas, directeur Date
Direction de l'Urbanisme
Service de la mise en valeur du territoire

Subvention à la Restauration
Immeubles municipaux
FPCQ

caserne 26			2016-10-04	
	soumission Geyser	**Admissible**	**% admissible**	
Charges particulières	**1 383 750,00 $**	**207 412,50 $**	**15%**	
organisation admin et profit	1 202 750,00 $	180 412,50 $	15%	
cautionnement et assurance	160 000,00 $	24 000,00 $	15%	
chauffage	10 000,00 $	1 500,00 $	15%	
gardiennage	- $	- $	0%	
cloture de chantier	10 000,00 $	1 500,00 $	15%	
entrée électrique temp.	1 000,00 $	- $	0%	
01-Charges particulières	**8 000,00 $**	**- $**	**0%**	
LEED	5 000,00 $	- $	0%	
gestion déchêts démo	1 000,00 $	- $	0%	
protection envi.	1 000,00 $	- $	0%	
mise en service	1 000,00 $	- $	0%	
	- $	- $	0%	
	- $	- $	0%	
02-aménagement	**925 872,00 $**	**86 250,00 $**	**9%**	
travaux chaussée	12 000,00 $	- $	0%	
trottoirs	2 500,00 $	- $	0%	
bordures	1 000,00 $	- $	0%	
égouts	26 500,00 $	- $	0%	
démo partielle	575 000,00 $	86 250,00 $	15%	
excavation	275 000,00 $	- $	0%	
terrassement	15 000,00 $	- $	0%	
bancs	2 000,00 $	- $	0%	
mobilier	750,00 $	- $	0%	
terre culture	500,00 $	- $	0%	
plantation	2 720,00 $	- $	0%	
pavage	11 102,00 $	- $	0%	
pierre et surfaces	1 800,00 $	- $	0%	
	- $	- $	0%	
03-Béton	**810 000,00 $**	**- $**	**0%**	
coffrages	320 000,00 $	- $	0%	
ferraillage	117 000,00 $	- $	0%	
accessoires	5 000,00 $	- $	0%	
béton	118 000,00 $	- $	0%	
béton préfab	250 000,00 $	- $	0%	
04-maçonnerie	**936 000,00 $**	**525 450,00 $**	**56%**	
brique et bloc	437 000,00 $	65 550,00 $	15%	
mortier	46 000,00 $	6 900,00 $	15%	
restauration	257 000,00 $	257 000,00 $	100%	
réparation rejointoiement	103 950,00 $	103 950,00 $	100%	
ouvrages historiques	92 050,00 $	92 050,00 $	100%	
	- $	- $	0%	
05-métaux	**670 000,00 $**	**70 000,00 $**	**10%**	
charpente	600 000,00 $	- $	0%	
métal façonné	70 000,00 $	70 000,00 $	100%	
	- $	- $	75%	
	- $	- $	0%	
	- $	- $	90%	
06-Bois plastique…	**105 000,00 $**	**25 000,00 $**	**24%**	
Menuiserie gros bois-d'oeuver	70 000,00 $	- $	0%	
finition	25 000,00 $	25 000,00 $	100%	
laminés	10 000,00 $	- $	0%	
	- $	- $	90%	
07-Isolation étanchéité	**416 000,00 $**	**60 000,00 $**	**14%**	
hydrofuge	40 000,00 $	- $	0%	
isolant rigide	47 000,00 $	- $	0%	
isolant fibre..	10 000,00 $	- $	0%	
isolant mousse	6 000,00 $	- $	0%	
enduit igni	5 000,00 $	- $	0%	
pare-aire	62 000,00 $	- $	0%	
revet mét.	30 000,00 $	- $	0%	
élastomère	101 000,00 $	- $	0%	
couverture végé	30 000,00 $	- $	0%	
solins et accessoires	80 000,00 $	60 000,00 $	75%	
trappe	1 000,00 $	- $	0%	
protect coupe-feu	2 000,00 $	- $	0%	
calfeutrage	2 000,00 $	- $	0%	
08-Ouvertures et fermetures	**275 000,00 $**	**180 000,00 $**	**65%**	
portes cadres alum	5 000,00 $	- $	0%	
portes garages	8 000,00 $	- $	0%	
portes bois	10 000,00 $	10 000,00 $	100%	
fenêtres alu	30 000,00 $	- $	0%	
fenêtres bois	170 000,00 $	170 000,00 $	100%	
chambranles..	50 000,00 $	- $	0%	
miroiterie	2 000,00 $	- $	0%	
09-Finition	**291 900,00 $**	**6 490,00 $**	**100%**	
colombages	25 000,00 $	- $	0%	
ossature plaf	10 000,00 $	- $	0%	
placoplate	90 000,00 $	- $	0%	
carrelage	50 000,00 $	- $	0%	
revet sol	15 000,00 $	- $	0%	
plaf	16 000,00 $	- $	0%	
carreaux	20 000,00 $	- $	0%	
couvre sol	1 000,00 $	- $	0%	
peinture	64 900,00 $	6 490,00 $	10%	
	- $	- $	0%	
articles spéciaux	**85 500,00 $**	**- $**	**0%**	
	85 500,00 $	- $	0%	
équipements	**12 000,00 $**	**- $**	**0%**	
	12 000,00 $	- $	0%	
fournitures ameublement	**5 000,00 $**	**- $**	**0%**	
	5 000,00 $	- $	0%	
25-plomberie/mécanique	**1 172 000,00 $**	**- $**	**0%**	
	1 172 000,00 $	- $	0%	
16-Électricité	**483 000,00 $**	**- $**	**0%**	
électricité	483 000,00 $	- $	0%	
mise en service mécanique	**2 000,00 $**	**- $**	**0%**	
mise en servie	2 000,00 $	- $	0%	
parasismique CVCA	**4 800,00 $**	**- $**	**0%**	
parasismique CVCA	4 800,00 $	- $	0%	
mise en service élect	**3 000,00 $**	**- $**	**0%**	
misen en service élect	3 000,00 $	- $	0%	
transport vertical	**80 000,00 $**	**- $**	**0%**	
transport vertical	80 000,00 $	- $	0%	
produit particuliers	**80 000,00 $**	**- $**	**0%**	
produit particuliers	80 000,00 $	- $	0%	
SOUS TOTAL	**7 748 822,00 $**	**1 160 602,50 $**	**15%**	
Contingences design 0%	- $	- $	0%	
SOUS-TOTAL	**7 748 822,00 $**	**1 160 602,50 $**		
	- $	- $	0%	
SOUS-TOTAL	**7 748 822,00 $**	**1 160 602,50 $**	15%	
	- $	- $	0%	
Total avant taxes	7 748 822,00 $	1 160 602,50 $	15%	
TPS	387 441,10 $	58 030,13 $		
TVQ	772 944,99 $	115 770,10 $		
Total avec taxes TRAVAUX ADMISSIBLE	**8 909 208,09 $**	**1 334 402,72 $**	**15%**	
contingences 15%	**1 336 381,21 $**	**200 160,41 $**	**15%**	
DÉPENSES PROJET	**10 245 589,31 $**	**1 534 563,13 $**		
Subvention 2/3 du montant (max.) 1 000 000$		1 023 042,09 $		
Subvention		**1 000 000,00 $**		

Montréal

Culture et Communications Québec

Information sur la fiche projet

Approbation officielle de la Direction de Montréal du Ministère de la Culture et des Communications le 2016-09-16 13:39:45

Version de la fiche	1

Entente	Entente sur le développement culturel de Montréal 2012-2015
Année	2013 (Période du 1er Avril 2013 au 31 Mars 2014)
Axe	01 MISE EN VALEUR DU PATRIMOINE
Sous-axe	01-03 Agglomération de Montréal
Programme/Mesure	01-03-06 Fonds du patrimoine
Projet	01-03-06-01 Biens patrimoniaux appartenant à la Ville de Montréal et aux villes liées
Nom du sous-projet	CASERNE 26 - 2151-2165 av. du Mont-Royal est

Numéro de recommandation de crédit	13-01.03.06.01-0223

Budget alloué				
Ministère de la culture et des communications		**Ville de Montréal**		**Total**
0 $	500 000 $	0 $	500 000 $	1 000 000 $
Transfert/BF	**Dette/PTI**	**Transfert/BF**	**Dette/PTI**	**Total**

Description

Édifice public qui représente le mieux le pouvoir public, l'hôtel de ville sert de siège à l'administration municipale. À l'origine, la structure la plus souvent utilisée dans les villes et les villages est celle qui combine l'hôtel de ville au marché public. Au cours du XIXe siècle, on construit dans les municipalités les plus importantes, un édifice autonome pour loger cette fonction. Dans les municipalités plus petites, on construit plutôt un hôtel de ville multifonctionnel qui renferme d'autres services municipaux tels que: caserne de pompiers, poste de police ou autre. La municipalité De Lorimier opte pour un bâtiment polyvalent qui sert à divers services municipaux, notamment un poste d'incendie et un de police.

Le village de De Lorimier est érigé en municipalité en 1895. Au tournant du XXe siècle Montréal connaît une croissance phénoménale. Cette phase d'expansion est ponctuée d'une série d'annexions. En effet, pour la période 1905-1918 dix-neuf municipalités sont annexées à la ville de Montréal. Parmi celles-ci, la municipalité de De Lorimier est annexée en 1909. Ces annexions permettent à la métropole du Canada de s'étendre de plus en plus sur le territoire de l'île. En plus d'accueillir la population des régions venue y chercher du travail, Montréal accueille des milliers d'immigrants qui contribuent à lui donner une personnalité et un visage unique. L'adaptation à cette urbanisation rapide marque les premières décennies du XXe siècle. La municipalité est administrée par des conseillers élus qui représentent leur quartier. Ces conseillers appartiennent à deux catégories soit ceux qui sont élus par les propriétaires et ceux élus par l'ensemble de la population. Ce n'est qu'à partir de 1962 que tous les conseillers seront soumis au vote de l'ensemble des électeurs montréalais.

Points d'intérêt

Implanté dans un îlot résidentiel, l'ancien hôtel de ville De Lorimier est construit pour cette municipalité en 1901, selon les plans de J. O. A. Laforest, ingénieur, ex-surintendant de l'aqueduc de Montréal et des architectes Bernard & Paris. L'édifice représente un exemple des plus intéressants d'hôtel de ville polyvalent. Situé à l'angle nord-est des avenues Mont-Royal et des Érables, l'édifice abrite jusqu'à tout récemment l'une de ses fonctions d'origine : la caserne no 26. Ce bâtiment se distingue par sa tour à boyaux à l'angle des avenues Mont-Royal et des Érables. Depuis la rue, on découvre une bonne partie de son architecture. Le bâtiment a conservé à l'extérieur la plupart de ses caractéristiques originales : murs de briques rouge avec incrustation de pierre

Les travaux touchent l'ensemble du bâtiment, notamment la restauration de son enveloppe extérieure, soit sa maçonnerie de pierre grise et de brique, sa toiture en mansarde ainsi que les portes et fenêtres. Le bâtiment doit loger la caserne de pompiers ainsi que des bureaux administratifs du Service des Incendies, ainsi que des locaux locatifs à l'étage supérieur. La division du patrimoine est appelé à fournir une contribution financière aux travaux de restauration admissibles. Cette subvention correspond à 2/3 du montant de ces travaux admissibles en vertu de l'entente MCC-Ville. Le bâtiment est admissible à l'aide financière de par son statut protégé par la réglementation de l'arrondissement du Plateau Mont-Royal, ainsi que de par sa valeur architecturale.

L'élaboration du projet doit se faire d'octobre à décembre 2014, et les travaux devraient se dérouler d'avril à décembre 2015. La division du patrimoine est appeler à participer à l'ensemble du processus, en avisant les services concernés des attentes et critères d'admissibilité à l'aide financière et en validant les interventions et les montants admissibles, en plus d'effectuer le suivi des travaux.

Le budget estimé des travaux de restauration admissibles est de plus de 1 500 000$, financés à 2/3 par le Fonds.

Ce bâtiment est régi par la réglementation d'urbanisme de l'Arrondissement Plateau Mont-Royal (PIIA)

Objectif(s)
Assurer un soutien financier pour contribuer au bon état de conservation des biens classés et à leur mise en valeur. Préservation des caractéristiques architecturales d'origine afin de maintenir l'importance patrimoniale de ces infrastructures dans la ville.

Calendrier de réalisation
Les plans et devis sont en élaboration avec un relevé du bâtiment Appel d'offres et octroi du contrat : hiver 2015 Début des travaux : printemps 2015 Fin des travaux prévus : décembre 2015

Indicateurs		
Moyens d'actions	**Indicateurs de résultats**	**Résultats attendus**
-Étude du bâtiment en regard des travaux	Identification des composantes origines	Obtention des documents de constructions/photos historiques
- Mandater un architecte pour élaborer les plans	Composantes de remplacement en regard aux composantes d'origines.	Obtention de plans et devis conformes aux attentes du Patrimoine pour la Restauration.
- Évaluer le coût des travaux en regard des montants de subvention prévus.	Estimation en regard des montants disponibles.	Être en mesure de subventionner les travaux.
- Soumissions	Résultat des soumissions	Conformité aux budgets estimés,
- Exécution des travaux	Travaux, vérifiés par inspection	Correspondance des travaux aux plans et devis

Communications
Aucune opération de communication n'est prévue pour ce dossier.

Professionnels	
Professionnel (Ville de Montréal)	Benoit Faucher <benoit.faucher@ville.montreal.qc.ca>
Professionnel (Ministère de la culture et des communications)	Annie Thériault <annie.theriault@mcc.gouv.qc.ca>

Gestionnaire	
Gestionnaire (Ville de Montréal)	Nathalie Martin <nathalie.m.martin@ville.montreal.qc.ca>

Conseiller budgétaire	
Conseiller budgétaire (Ville de Montréal)	Finances - Pôle de service Chaussegros <finances_obc_mise_en_valeur_du_territoire@ville.montreal.qc.ca>

Liste de distribution
Aucun acteur disponible

Fichiers nécessaires à l'approbation		
Nom du fichier	**Taille**	**Date**
223 -Caserne 26, fiche financière.pdf	305.27 ko	2016-09-15 15:09

Information sur la fiche projet

Remarques
Cette fiche projet papier a été approuvée en date du 4 décembre 2014.

Avis du ministère
Aucun avis disponible

Commentaire

Il est à noter que les chiffres présentés n'ont pas fait l'objet d'une vérification complète. Les chiffres officiels sont ceux présentés dans les états financiers déposés par la Ville de Montréal.

Service de la mise en valeur du territoire,
Direction de l'Urbanisme,
Division du patrimoine

Numéro de dossier :
1167217002

Objet	Objet du dossier : Accorder un contrat à la firme Groupe Geyser inc. pour les travaux de rénovation majeure de la caserne de pompiers no. 26 (0079) située au 2151, avenue du Mont-Royal Est, arrondissement du Plateau-Mont-Royal. Dépense totale de 11 276 800,09 $, taxes incluses - Appel d'offres 5862 (7 soumissionnaires).

Note : Avis d'intervention

Avis favorable avec commentaires

◆Commentaires

Le conseil d'agglomération a approuvé le projet d'Entente sur le développement culturel de Montréal (2012-2015) avec la ministre de la Culture et des Communications. Parmi les investissements confirmés par cette entente, les partenaires créaient le Fonds du patrimoine culturel québécois, volet 1 (2013-2015) (FPCQ) pour la conservation et la mise en valeur des immeubles municipaux d'intérêt patrimonial (CG 140020).

Pour les immeubles municipaux, dans le cadre du FPCQ, le 1/3 des coûts de restauration admissibles et des frais inhérents est assumé par le service ou l'arrondissement responsable de l'immeuble alors que les 2/3 des coûts restants sont assumés par le fonds dans les proportions prévues à l'Entente soit 50 % par le Ministère et 50 % par la Ville.

Le 16 avril 2014, en appui à la décision CG 140020, la Direction de la culture et du patrimoine a présenté au comité exécutif les orientations pour l'identification et la sélection des projets de restauration et de mise en valeur du patrimoine bâti municipal. Cette sélection découle d'un appel de candidatures auprès des arrondissements, des villes liées et des services centraux. Au départ, une vingtaine de projets répondaient aux critères pour l'obtention d'un financement, dont le kiosque du parc Molson.
La Division du patrimoine du Service de la mise en valeur du territoire (SMVT) a analysé et retenu ce projet pour l'admissibilité d'une subvention en raison de sa localisation dans une zone de PIIA de l'arrondissement, de ses valeurs historique, social et architecturale ainsi que l'effort de restauration des composantes architecturales. Sa restauration permettra de conserver en bon état le bâtiment dans le parc immobilier de la Ville de Montréal et ainsi contribuera à sa sauvegarde qui répond à un des objectifs de la Politique du patrimoine de la Ville de Montréal.

Intérêt patrimonial

Édifice public qui représente le mieux le pouvoir public, l'hôtel de ville sert de siège à l'administration municipale. À l'origine, la structure la plus souvent utilisée dans les villes et les villages est celle qui combine l'hôtel de ville au marché public. Au cours du XIXe siècle, on construit dans les municipalités les plus importantes, un édifice autonome pour loger cette fonction. Dans les municipalités plus petites, on construit plutôt un hôtel de ville multifonctionnel qui renferme d'autres services municipaux tels que: caserne de pompiers, poste de police ou autre. La municipalité De Lorimier opte pour un bâtiment polyvalent qui sert à divers services municipaux, notamment un poste d'incendie et un de police.

Implanté dans un îlot résidentiel, l'ancien hôtel de ville De Lorimier est construit pour cette municipalité en 1901, selon les plans de J. O. A. Laforest, ingénieur, ex-surintendant de l'aqueduc de Montréal et des architectes Bernard & Paris. L'édifice représente un exemple des plus intéressants d'hôtel de ville polyvalent. Situé à l'angle nord-est des avenues Mont-Royal et des Érables, l'édifice abrite jusqu'à tout récemment l'une de ses fonctions d'origine : la caserne no 26. Ce bâtiment se distingue par sa tour à boyaux à l'angle des avenues Mont-Royal et des

Érables. Depuis la rue, on découvre une bonne partie de son architecture. Le bâtiment a conservé à l'extérieur la plupart de ses caractéristiques originales : murs de briques rouge avec incrustation de pierre

Le bâtiment est admissible à l'aide financière de par son statut protégé par la réglementation d'urbanisme de l'arrondissement du Plateau Mont-Royal, ainsi que de par sa valeur architecturale.

Ce bâtiment est régi par la réglementation d'urbanisme de l'Arrondissement Plateau Mont-Royal (PIIA)

Travaux de restauration
Les travaux touchent l'ensemble du bâtiment, notamment la restauration de son enveloppe extérieure, soit sa maçonnerie de pierre grise et de brique, sa toiture en mansarde ainsi que les portes et fenêtres. Le bâtiment doit loger la caserne de pompiers ainsi que des bureaux administratifs du Service des Incendies, ainsi que des locaux locatifs à l'étage supérieur. La division du patrimoine est appelé à fournir une contribution financière aux travaux de restauration admissibles. Cette subvention correspond à 2/3 du montant de ces travaux admissibles en vertu de l'entente MCC-Ville

- Selon les plans de Rubin and Rotman, architectes

Cette intervention a pour but d'assurer un soutien financier pour contribuer au bon état de conservation des biens classés ou dans des secteurs patrimoniaux et à leur mise en valeur. Préservation des caractéristiques architecturales d'origine afin de maintenir l'importance patrimoniale de ce type d'infrastructures dans la ville.

De plus, les travaux devront respecter les exigences du permis de l'arrondissement et de l'autorisation du ministère de la Culture et des Communications en rapport à ce projet.

Implication SMVT – SGPI

La Division du patrimoine du SMVT participe au processus, en avisant le service concerné des attentes et des critères d'admissibilité à l'aide financière et en validant les interventions et les montants admissibles, en plus d'effectuer le suivi des travaux de restauration et des paiements s'y rattachant.

Le Service de la gestion et de la planification immobilière s'engage à respecter les critères de restauration et les critères concernant la communication mentionnée au protocole de visibilité de l'Entente,

La division du patrimoine est appeler à participer à l'ensemble du processus, en avisant les services concernés des attentes et critères d'admissibilité à l'aide financière et en validant les interventions et les montants admissibles, en plus d'effectuer le suivi des travaux.
Financement sous réserve de répondre à l'ensemble des commentaires émis par le MCCQ et la division du Patrimoine.

Le coût des travaux de restauration admissibles incluant des contingences de 15% est de **1 541 174,20 $** taxes incluses, financé à 2/3 par le Fonds et basé sur la soumission de « Groupe Geyser Inc». Le montant de la subvention est de **1 000 000 $** taxes incluses et se répartit à parts égales de 50% entre le ministère de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal.

Numéro de dossier :
1167217002

Voir le tableau ventilé du projet pour la liste des travaux et les montants admissibles à la subvention.

Ces montants ont été autorisés en vertu des recommandations de crédits du MCCQ, soit :

Fiche financière : Entente 2012-2015 nº 13-01.03.06.01-0223 (1 million $)

Coûts des travaux de restauration admissibles:

1 541 174,20 $ toutes taxes incluses

Montant total des travaux admissibles (2/3 du montant)	**1 000 000,00** $
Ville de Montréal	500 000,00 $
Ministère de la Culture et des communications :	500 000,00 $

Toutes taxes incluses

Montréal

CONSEIL DU PATRIMOINE DE MONTRÉAL

AVIS DU CONSEIL DU PATRIMOINE DE MONTRÉAL SUITE À SON ASSEMBLÉE DU 23 OCTOBRE 2015.
Le Conseil du patrimoine de Montréal est l'instance consultative de la Ville en matière de patrimoine*.

Rénovation majeure – Caserne 26

A15-PMR-01

Localisation :	2151, avenue du Mont-Royal Est Arrondissement du Plateau-Mont-Royal
Reconnaissance municipale :	Immeuble identifié par l'Arrondissement du Plateau-Mont-Royal comme témoin architectural significatif (TAS). Immeuble situé au sein du secteur de valeur exceptionnelle de l'avenue du Mont-Royal au Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal.
Reconnaissance provinciale :	aucune
Reconnaissance fédérale :	aucune

Le Conseil du patrimoine de Montréal émet un avis à la demande du conseil d'arrondissement du Plateau Mont-Royal, considérant la valeur architecturale du bâtiment

NATURE DES TRAVAUX

Le projet consiste en plusieurs interventions portées au bâtiment de la Caserne 26 : démolition et reconstruction de la tour d'ascenseur, de la fausse mansarde et du toit, réfection de l'ensemble de l'enveloppe extérieure et réaménagement complet intérieur. Comme la demande comprend la démolition de plus de 35% du volume de la caserne, le projet est considéré comme une démolition.

AUTRES INSTANCES CONSULTÉES

Le Comité consultatif d'urbanisme (CCU) de l'arrondissement a émis un avis préliminaire favorable au projet le 26 mai 2015 ainsi qu'un avis favorable à la tenue d'une réunion du comité de démolition le 14 juillet 2015. Le Comité de démolition a accepté la demande d'autorisation de démolition de l'immeuble le 28 juillet 2015. Par la suite, une proposition révisée a été soumise au CCU, qui a émis une recommandation favorable aux révisions proposées le 8 septembre 2015.

Le Conseil d'arrondissement, qui devra autoriser le projet, souhaite disposer de l'avis du CPM afin d'éclairer sa décision.

*Règlement de la Ville de Montréal 02-136

Édifice Chaussegros-de-Léry
303, rue Notre-Dame Est, bureau 6A-26
Montréal (Québec) H2Y 3Y8
514 872-4055
ville.montreal.qc.ca/cpm

HISTORIQUE DU BÂTIMENT[1]

À sa construction en 1901-1902 par la municipalité De Lorimier, la Caserne 26 était un Hôtel de ville multifonctionnel, qui comprenait un poste incendie ainsi qu'un bureau de poste et de police. La caserne de pompiers est la seule fonction qui ait perduré jusqu'à aujourd'hui, sans interruption. Suite à l'annexion en 1909 de la Municipalité de De Lorimier à la Cité de Montréal et jusqu'à l'incendie qui toucha le bâtiment en 1999, le bâtiment a également été occupé par plusieurs services municipaux et divers organismes communautaires. À la suite de l'incendie, seule la caserne a été réouverte, en 2000. Le reste des locaux (rez-de-chaussée de la section est et la totalité du 3e étage) est demeuré vacant et n'a pas été rénové. Originellement, la tour d'angle marquait un décroché par rapport aux façades avant et latérale. Elle s'imbriquait juste après les portes de garage de la caserne et accueillait la porte d'entrée principale. En 1931, la tour a été démolie à cause de problèmes structuraux et le coin du bâtiment fut reconstruit en prolongeant chacune des façades. Une nouvelle travée de fenêtres ainsi qu'une nouvelle porte d'entrée furent ajoutées à gauche des portes de garage. En 1960, on construisit une cage d'ascenseur à l'angle du bâtiment, c'est la tour qu'on peut voir aujourd'hui. Elle est condamnée depuis l'incendie de 1999.

DESCRIPTION DU PROJET

Le projet prévoit la réhabilitation totale du bâtiment, comprenant l'installation d'une nouvelle structure d'acier et sa mise à niveau technique, sismique et fonctionnelle. La caserne sera maintenue au rez-de-chaussée et au 2e étage et un espace culturel ouvert au public sera aménagé au 3e étage. Le projet vise une certification LEED argent.

La toiture, la fausse mansarde et le 3e étage, doivent être démolis; la façade principale et des parties importantes des autres façades doivent être démontées et remontées à cause de leur état de dégradation avancé. En outre, des travaux de décontamination des finis intérieurs, impliquant le dégarnissage de toutes les surfaces, ont été réalisés. La façade principale, qui présentait un désaxement vertical, a dû être étayée temporairement. Le projet prévoit également de démolir la cage d'ascenseur des années 60 située à l'angle du bâtiment et de reconstruire une tour qui abritera également un ascenseur. L'entrée située à gauche des portes de garage sera transformée, l'angle de la façade principale sera évidé et un nouvel accès public menant au 3e étage, qui permettra la distinction avec les activités de la caserne, y sera aménagé.

Le projet prévoit de réhabiliter les composantes architecturales d'origine, en conformité avec la réglementation de l'Arrondissement. La reconstitution des éléments démontés s'appuiera sur une analyse des photos anciennes et des éléments existants lors du démontage car les plans d'origine ont vraisemblablement brûlé dans l'incendie des archives de la Ville de Montréal en 1922.

Le projet prévoit également le réaménagement des espaces extérieurs situés aux abords de la caserne, qui comprendra l'agencement d'un petit espace vert accessible au public en bordure de la rue des Érables.

[1] Les informations sont issues de l'étude suivante : Caserne 26, documentation historique et architecturale, l'Enclume, décembre 2014.

ANALYSE DU PROJET

Le Conseil du patrimoine de Montréal (CPM) a reçu les représentants de l'Arrondissement du Plateau-Mont-Royal, du Service de la gestion immobilière, du Service de sécurité incendie de Montréal, du Service de la mise en valeur du territoire, ainsi que les représentants de la firme d'architecture lors de sa réunion du 23 octobre 2015. La présentation comprenait le contexte de la demande, les conditions existantes, le projet, l'évolution du concept architectural de la tour, ainsi qu'un résumé des modifications apportées suite aux recommandations de la Direction du développement du territoire et des travaux publics et du CCU.

Démolition par négligence

Suite à l'incendie de 1999, le 3e étage a été barricadé et des interventions d'étanchéisation ont été réalisées. Le bâtiment n'ayant fait l'objet d'aucune rénovation ni d'aucun entretien depuis lors, des infiltrations d'eau ont provoqué sa détérioration. Le CPM tient à souligner à quel point il déplore que la démolition partielle et les travaux de réfection majeure qui sont requis soient imputables à l'absence d'interventions diligentes à la suite du sinistre et au manque d'entretien des éléments qui avaient subsisté. Il rappelle que la Ville de Montréal se doit d'employer un comportement de propriétaire exemplaire et de prendre les mesures nécessaires afin d'éviter les démolitions par négligence.

Aspects architecturaux

Le CPM est d'accord avec le principe d'introduire une césure vitrée entre le bâtiment existant qui sera restauré et la nouvelle tour, traitée de manière contemporaine et considère qu'il s'agit d'une solution élégante. Compte tenu du fait que la porte d'entrée située à gauche des portes de garage n'est pas d'origine, le CPM est à l'aise avec la proposition d'évidement de l'angle de la façade principale et d'aménagement d'une nouvelle entrée publique donnant accès au 3e étage du bâtiment.

En ce qui concerne la tour, le CPM comprend la nécessité programmatique qui induit sa construction et est en accord avec les proportions et la hauteur qui sont proposées. Cependant, le CPM questionne plusieurs aspects de sa matérialité. Il considère que l'expression architecturale de la tour va à l'encontre de l'objectif d'éviter de rentrer en compétition avec les façades de la caserne, que l'on souhaite mettre en valeur. La multiplication des matériaux et des traitements différents induit des « patrons géométriques » qui présentent une charge de détail équivalente à celle des façades existantes. De plus, il y a une ambigüité entre la volonté d'affirmer le volume et la hauteur de la tour et son traitement architectonique, car les différents matériaux changent selon les surfaces et induisent une dématérialisation du volume. Le CPM considère par ailleurs que l'usage de l'ardoise sur des parois verticales n'est pas heureux. Il est également d'avis que le retrait des parois au rez-de-chaussée ainsi que l'introduction d'une pente dans le volume de la tour ne sont pas justifiés.

Le CPM recommande de réviser l'expression architecturale de la tour en se basant sur le principe de subordination requis pour ce type d'adjonctions à un bâtiment patrimonial. Il recommande de simplifier le concept en diminuant le nombre de matériaux et en faisant appel à une grande sobriété. Dans ce cadre, le CPM précise que la première version du projet présentait, bien que très préliminaire et pouvant être perçue comme trop massive et trop brute, présentait un caractère franc et épuré qu'il juge intéressant.

Conservation de l'arbre au coin de rues

Bien qu'il n'ait pas été informé de quelle espèce il s'agit, le CPM accorde une attention particulière au grand arbre situé au coin de l'avenue du Mont-Royal Est et de l'avenue des Érables, qui de par sa taille et son emplacement

constitue un élément majeur du paysage. Le CPM a connaissance du fait que l'Arrondissement est sensible à la question de sa préservation mais compte tenu des excavations prévues et de la circulation des machines induites par le chantier, son système racinaire sera affecté et sa conservation nécessitera beaucoup de soins. Le CPM insiste pour que toutes les mesures de protection soient prises à cet effet.

AVIS DU CONSEIL DU PATRIMOINE DE MONTRÉAL

Le Conseil du patrimoine de Montréal (CPM) émet un avis favorable au projet de rénovation majeure de la Caserne 26, située au 2151, avenue du Mont-Royal Est. Il adhère au principe global d'intervention mais regrette que les travaux majeurs requis soient en grande partie dus à la négligence dont a souffert le bâtiment. Le CPM formule des recommandations ayant trait principalement à l'expression architecturale de la tour et à la conservation de l'arbre situé au coin des avenues Mont-Royal Est et des Érables.

Le vice-président,

Original signé

Pierre Gauthier

Le 11 novembre 2015

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

DÉCISION N° : 2013-CPSM-0048

Québec, le 26 avril 2013

GROUPE GEYSER INC.
À l'attention de : Monsieur Gilles Brassard
205, boul. Curé-Labelle, bureau 201
Sainte-Rose (Québec) H7L 2Z9

Objet : Autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public à GROUPE GEYSER INC.
Autorisation n° 2013-CPSM-0048 n° d'identification de l'Autorité : 2700006882

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, une autorisation de conclure un contrat/sous contrat-public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65-1 (la « LCOP »). GROUPE GEYSER INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **25 avril 2016** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et la réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification pouvant survenir aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité (www.lautorite.qc.ca).

La Direction des contrats publics et
des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, 3e étage
Québec (Québec)
G1V 5C1
tél. : 418.525.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
téléc. : 418.525.9512

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec)
H4Z 1G3
tél. : 514.395.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
téléc. : 514.873.3090

www.lautorite.qc.ca

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
www.lautorite.qc.ca

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

Le 13 janvier 2016

GROUPE GEYSER INC.
205, BOUL CURÉ-LABELLE
201
SAINTE-ROSE QC H7L 2Z9

Objet : Accusé de réception - Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Nous avons bien reçu votre formulaire de « Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public ». Vous trouverez ci-dessous les renseignements importants concernant cette demande :

N° de client :	2700006882
N° de demande :	1530872316
N° de confirmation de paiement :	000181058641

Si vous avez accès aux services en ligne de l'Autorité et que vous êtes l'initiateur de cette demande, vous pouvez en consulter l'état à la section « Suivi des demandes » dans le menu « Dossier client ».

Pour toute question relative à votre demande, vous pouvez communiquer avec un agent de notre Centre d'information au 1 877 525-0337.

Nous vous prions de recevoir nos salutations distinguées.

L'Autorité des marchés financiers

Nouvelle recherche

Dernière mise à jour : **samedi, 24 septembre 2016 à 19:30**

Fiche de l'entreprise

Nom : GROUPE GEYSER INC.
Adresse du siège social : 205, BOUL CURÉ-LABELLE, 201, SAINTE-ROSE, QC, H7L 2Z9, CANADA

Numéro de client à l'Autorité : 2700006882
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1165489478

Autres noms d'affaires

- GEYSER GROUP INC.

Nouvelle recherche

Si vous avez des commentaires ou des questions concernant ce registre, nous vous invitons à le faire par le biais de la demande d'information.

VOLUME 18, NUMÉRO 4, JUIN 2016

PRÉCISIONS CONCERNANT LE RENOUVELLEMENT DES AUTORISATIONS DE CONTRACTER AVEC L'ÉTAT ÉMISES PAR L'AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

La Loi sur les contrats des organismes publics [1] prévoit que lorsqu'une entreprise présente une demande de renouvellement au moins 90 jours avant le terme de la durée de validité de son autorisation, elle demeure autorisée à contracter, sous réserve d'une révocation durant ce délai. L'entreprise demeure donc au Registre des entreprises admissibles (REA), et ce, jusqu'à ce que l'Autorité des marchés financiers (AMF) confirme ou non son renouvellement.

Cependant, si une entreprise dépose sa demande de renouvellement dans un délai inférieur à 90 jours avant l'expiration de son autorisation, elle est alors retirée du REA une fois ce délai expiré. Par conséquent, elle ne pourra plus signer de nouveaux contrats ou sous-contrats publics au-dessus des seuils. Elle pourra cependant poursuivre ceux qui sont en cours d'exécution.

Dans le cadre du processus de renouvellement, l'AMF transmet à l'entreprise, une fois que la demande de renouvellement est dûment soumise, un accusé de réception attestant la date à laquelle ladite demande a été reçue. L'entreprise est alors en mesure de déterminer si sa demande a été déposée dans le délai requis. Par la suite, la décision sur le renouvellement sera transmise à l'entreprise une fois qu'elle sera rendue par l'AMF. Ainsi, entre le moment où l'autorisation initialement délivrée est expirée et celui où la décision sur le renouvellement sera rendue, le REA fait foi de tout.

Il est de la responsabilité de l'organisme public de consulter systématiquement le REA, publié sur le site Web de l'Autorité des marchés financiers, avant de signer un contrat avec une entreprise, afin de s'assurer que celle-ci est bel et bien autorisée à le faire, à la date de signature dudit contrat.

Les entreprises qui souhaitent en savoir plus sur la demande d'autorisation pour conclure un contrat public ou un sous-contrat public peuvent visiter le site Web de l'Autorité des marchés financiers.

Pour présenter une demande de renouvellement

Les entreprises peuvent déposer leur demande dès maintenant auprès de l'Autorité des marchés financiers, qui rend disponibles sur le site www.lautorite.qc.ca les services en ligne nécessaires pour présenter une demande d'autorisation.

Les entreprises québécoises qui souhaitent présenter une demande de renouvellement devront utiliser les services en ligne de l'AMF. Pour accéder aux services en ligne en toute sécurité, elles devront détenir un compte clicSÉQUR-entreprises.

Les entreprises qui obtiennent une autorisation de l'AMF sont inscrites au Registre des entreprises autorisées à contracter avec un organisme public, qui peut être consulté sur le site Web de l'AMF.

Pour de plus amples renseignements :
Direction de l'évaluation de la conformité
418 643-0875, poste 4918

Téléphone sans frais : 1 855 883-7362

---

[1] Article 21.41 de la Loi sur les contrats des organismes publics.

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 5862
Numéro de référence : 1004896
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Rénovation majeure de la caserne 26, 2151 Av. Mont-Royal Est, arr. Plateau Mont-Royal

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
ACQ Métropolitaine 8245, boul. du Golf, suite 100 Montréal, QC, H1J0B2 http://www.acq.org/region-metropolitaine.html NEQ :	Madame Sophie Quenneville Téléphone : 514 355-3245 Télécopieur :	**Commande : (1171082)** 2016-08-29 13 h 44 **Transmission :** 2016-08-29 13 h 44	2640919 - Addenda 1 (devis) 2016-08-29 13 h 44 - Téléchargement 2640920 - Addenda 1 (plan) 2016-08-29 13 h 44 - Téléchargement 2643413 - Addenda 2 (devis) 2016-08-29 16 h 06 - Courriel 2643414 - Addenda 2 (plan) 2016-08-29 16 h 53 - Messagerie 2644441 - Addenda 3 - Report de date 2016-08-31 15 h 29 - Courriel 2645828 - Addenda 4 (devis) 2016-09-06 11 h 36 - Courriel 2645829 - Addenda 4 (plan) 2016-09-06 11 h 36 - Courriel 2648055 - Addenda 5 et report de date (devis) 2016-09-09 14 h 25 - Courriel 2648056 - Addenda 5 et report de date (plan) 2016-09-09 14 h 25 - Courriel 2651994 - Addenda # 6 (devis) 2016-09-20 20 h 26 - Courriel 2651995 - Addenda # 6 (plan)

				2016-09-20 20 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Anjalec Construction inc. 1159 rue Lévis Terrebonne, QC, J6W 0A9 NEQ : 1146549275	Madame Emilie Cartier Téléphone : 450 961-9191 Télécopieur : 450 961-2367	**Commande : (1164071)** 2016-08-12 9 h 30 **Transmission :** 2016-08-12 10 h 17	2640919 - Addenda 1 (devis) 2016-08-24 10 h 19 - Courriel 2640920 - Addenda 1 (plan) 2016-08-24 13 h 06 - Messagerie 2643413 - Addenda 2 (devis) 2016-08-29 16 h 06 - Courriel 2643414 - Addenda 2 (plan) 2016-08-29 16 h 37 - Messagerie 2644441 - Addenda 3 - Report de date 2016-08-31 15 h 29 - Courriel 2645828 - Addenda 4 (devis) 2016-09-06 11 h 36 - Courriel 2645829 - Addenda 4 (plan) 2016-09-06 12 h 55 - Messagerie 2648055 - Addenda 5 et report de date (devis) 2016-09-09 14 h 25 - Courriel 2648056 - Addenda 5 et report de date (plan) 2016-09-09 16 h 53 - Messagerie 2651994 - Addenda # 6 (devis) 2016-09-20 20 h 26 - Courriel 2651995 - Addenda # 6 (plan) 2016-09-20 20 h 40 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Armatures Bois-Francs Inc (ABF) 249 boul de la Bonaventure Victoriaville, QC, G6T 1V5 http://www.abf-inc.com NEQ : 1143798842	Madame Geneviève Beaudoin Téléphone : 819 758-7501	**Commande : (1164856)** 2016-08-15 10 h 48 **Transmission :** 2016-08-15 10 h 48	2640919 - Addenda 1 (devis) 2016-08-24 10 h 20 - Courriel

		Télécopieur : 819 758-7629	2640920 - Addenda 1 (plan) 2016-08-24 10 h 20 - Courriel 2643413 - Addenda 2 (devis) 2016-08-29 16 h 06 - Courriel 2643414 - Addenda 2 (plan) 2016-08-29 16 h 59 - Messagerie 2644441 - Addenda 3 - Report de date 2016-08-31 15 h 29 - Courriel 2645828 - Addenda 4 (devis) 2016-09-06 11 h 36 - Courriel 2645829 - Addenda 4 (plan) 2016-09-06 11 h 36 - Courriel 2648055 - Addenda 5 et report de date (devis) 2016-09-09 14 h 25 - Courriel 2648056 - Addenda 5 et report de date (plan) 2016-09-09 14 h 25 - Courriel 2651994 - Addenda # 6 (devis) 2016-09-20 20 h 26 - Courriel 2651995 - Addenda # 6 (plan) 2016-09-20 20 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Association Patronale des Entreprises en Construction (APECQ) 6550, chemin de la Côte-de-Liesse Montréal, QC, H4T 1E3 http://www.apecq.org NEQ :	Monsieur Andy Cimelli Téléphone : 514 739-2381 Télécopieur : 514 341-9514	**Commande : (1165058)** 2016-08-15 13 h 36 **Transmission :** 2016-08-15 13 h 36	2640919 - Addenda 1 (devis) 2016-08-24 10 h 19 - Courriel 2640920 - Addenda 1 (plan) 2016-08-24 10 h 19 - Courriel 2643413 - Addenda 2 (devis) 2016-08-29 16 h 06 - Courriel 2643414 - Addenda 2 (plan) 2016-08-29 16 h 43 - Messagerie

				2644441 - Addenda 3 - Report de date 2016-08-31 15 h 29 - Courriel 2645828 - Addenda 4 (devis) 2016-09-06 11 h 36 - Courriel 2645829 - Addenda 4 (plan) 2016-09-06 11 h 36 - Courriel 2648055 - Addenda 5 et report de date (devis) 2016-09-09 14 h 25 - Courriel 2648056 - Addenda 5 et report de date (plan) 2016-09-09 14 h 25 - Courriel 2651994 - Addenda # 6 (devis) 2016-09-20 20 h 26 - Courriel 2651995 - Addenda # 6 (plan) 2016-09-20 20 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Consortium M.R. Canada ltée 14243 boul du Curé-Labelle Mirabel, QC, J7J 1M2 NEQ : 1142691576	Monsieur Jean-Yves Fradet Téléphone : 514 328-6060 Télécopieur : 450 971-1266	**Commande : (1163990)** 2016-08-12 8 h 39 **Transmission :** 2016-08-12 8 h 52	2640919 - Addenda 1 (devis) 2016-08-24 10 h 19 - Courriel 2640920 - Addenda 1 (plan) 2016-08-24 13 h 09 - Messagerie 2643413 - Addenda 2 (devis) 2016-08-29 16 h 05 - Courriel 2643414 - Addenda 2 (plan) 2016-08-29 16 h 36 - Messagerie 2644441 - Addenda 3 - Report de date 2016-08-31 15 h 29 - Courriel 2645828 - Addenda 4 (devis) 2016-09-06 11 h 36 - Courriel 2645829 - Addenda 4 (plan) 2016-09-06 13 h 01 - Messagerie

				2648055 - Addenda 5 et report de date (devis) 2016-09-09 14 h 25 - Courriel 2648056 - Addenda 5 et report de date (plan) 2016-09-09 16 h 52 - Messagerie 2651994 - Addenda # 6 (devis) 2016-09-20 20 h 26 - Courriel 2651995 - Addenda # 6 (plan) 2016-09-20 20 h 46 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Construction Sogescon Inc. 9088 rue Rimouski Brossard, QC, J4X 2S3 NEQ : 1142433748	Monsieur Bach Bui Téléphone : 450 466-3534 Télécopieur : 450 466-1142	**Commande : (1166058)** 2016-08-17 9 h 26 **Transmission :** 2016-08-17 13 h 35	2640919 - Addenda 1 (devis) 2016-08-24 10 h 19 - Courriel 2640920 - Addenda 1 (plan) 2016-08-24 13 h 07 - Messagerie 2643413 - Addenda 2 (devis) 2016-08-29 16 h 06 - Courriel 2643414 - Addenda 2 (plan) 2016-08-29 16 h 50 - Messagerie 2644441 - Addenda 3 - Report de date 2016-08-31 15 h 29 - Courriel 2645828 - Addenda 4 (devis) 2016-09-06 11 h 36 - Courriel 2645829 - Addenda 4 (plan) 2016-09-06 12 h 58 - Messagerie 2648055 - Addenda 5 et report de date (devis) 2016-09-09 14 h 25 - Courriel 2648056 - Addenda 5 et report de date (plan) 2016-09-09 16 h 54 - Messagerie 2651994 - Addenda # 6 (devis) 2016-09-20 20 h 26 - Courriel

			2651995 - Addenda # 6 (plan) 2016-09-20 20 h 42 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Construction Sojo Inc. 5181 Rue Amiens, Bureau#402 Montréal, QC, H1G 6N9 NEQ : 1167437079	Monsieur Danny Gouin Téléphone : 514 327-5454 Télécopieur : 514 327-4198	**Commande : (1168626)** 2016-08-23 9 h 54 **Transmission :** 2016-08-23 14 h 20	2640919 - Addenda 1 (devis) 2016-08-24 10 h 19 - Courriel 2640920 - Addenda 1 (plan) 2016-08-24 10 h 19 - Courriel 2643413 - Addenda 2 (devis) 2016-08-29 16 h 06 - Courriel 2643414 - Addenda 2 (plan) 2016-08-29 16 h 39 - Messagerie 2644441 - Addenda 3 - Report de date 2016-08-31 15 h 29 - Courriel 2645828 - Addenda 4 (devis) 2016-09-06 11 h 36 - Courriel 2645829 - Addenda 4 (plan) 2016-09-06 11 h 36 - Courriel 2648055 - Addenda 5 et report de date (devis) 2016-09-09 14 h 25 - Courriel 2648056 - Addenda 5 et report de date (plan) 2016-09-09 14 h 25 - Courriel 2651994 - Addenda # 6 (devis) 2016-09-20 20 h 26 - Courriel 2651995 - Addenda # 6 (plan) 2016-09-20 20 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Corporation de Construction Germano 2160 boul des Laurentides	Monsieur Richard Germano Téléphone : 450 668-	**Commande : (1163856)** 2016-08-11 16 h 21	2640919 - Addenda 1 (devis)

	LAVAL, QC, H7M 2Y6 NEQ : 1146850632	7807 Télécopieur : 450 668-5002	**Transmission :** 2016-08-11 20 h 04	2016-08-24 10 h 19 - Courriel 2640920 - Addenda 1 (plan) 2016-08-24 13 h 08 - Messagerie 2643413 - Addenda 2 (devis) 2016-08-29 16 h 06 - Courriel 2643414 - Addenda 2 (plan) 2016-08-29 16 h 54 - Messagerie 2644441 - Addenda 3 - Report de date 2016-08-31 15 h 29 - Courriel 2645828 - Addenda 4 (devis) 2016-09-06 11 h 36 - Courriel 2645829 - Addenda 4 (plan) 2016-09-06 12 h 59 - Messagerie 2648055 - Addenda 5 et report de date (devis) 2016-09-09 14 h 25 - Courriel 2648056 - Addenda 5 et report de date (plan) 2016-09-09 16 h 55 - Messagerie 2651994 - Addenda # 6 (devis) 2016-09-20 20 h 26 - Courriel 2651995 - Addenda # 6 (plan) 2016-09-20 20 h 44 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Corporation de Construction Germano 2160 boul des Laurentides LAVAL, QC, H7M 2Y6 NEQ : 1146850632	Monsieur Richard Germano Téléphone : 450 668-7807 Télécopieur : 450 668-5002	**Commande : (1164041)** 2016-08-12 9 h 12 **Transmission :** 2016-08-12 9 h 12	2640919 - Addenda 1 (devis) 2016-08-24 10 h 19 - Courriel 2640920 - Addenda 1 (plan) 2016-08-24 13 h 06 - Messagerie 2643413 - Addenda 2 (devis) 2016-08-29 16 h 06 - Courriel 2643414 - Addenda 2 (plan)

2016-08-29 16 h 40 - Messagerie

2644441 - Addenda 3 - Report de date
2016-08-31 15 h 29 - Courriel

2645828 - Addenda 4 (devis)
2016-09-06 11 h 36 - Courriel

2645829 - Addenda 4 (plan)
2016-09-06 12 h 55 - Messagerie

2648055 - Addenda 5 et report de date (devis)
2016-09-09 14 h 25 - Courriel

2648056 - Addenda 5 et report de date (plan)
2016-09-09 16 h 53 - Messagerie

2651994 - Addenda # 6 (devis)
2016-09-20 20 h 26 - Courriel

2651995 - Addenda # 6 (plan)
2016-09-20 20 h 40 - Messagerie

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐ Entreprise de Construction TEQ inc.
780 avenue Brewster, Suite 3-300
Montréal, QC, H4C 2K1
NEQ : 1144233385

Monsieur Sylvain Milette
Téléphone : 514 933-3838
Télécopieur : 514 933-2668

Commande : (1164465)
2016-08-12 16 h 06
Transmission :
2016-08-12 20 h 16

2640919 - Addenda 1 (devis)
2016-08-24 10 h 19 - Courriel

2640920 - Addenda 1 (plan)
2016-08-24 13 h 05 - Messagerie

2643413 - Addenda 2 (devis)
2016-08-29 16 h 05 - Courriel

2643414 - Addenda 2 (plan)
2016-08-29 16 h 37 - Messagerie

2644441 - Addenda 3 - Report de date
2016-08-31 15 h 29 - Courriel

2645828 - Addenda 4 (devis)
2016-09-06 11 h 36 - Courriel

2645829 - Addenda 4 (plan)

				2016-09-06 12 h 54 - Messagerie 2648055 - Addenda 5 et report de date (devis) 2016-09-09 14 h 25 - Courriel 2648056 - Addenda 5 et report de date (plan) 2016-09-09 16 h 52 - Messagerie 2651994 - Addenda # 6 (devis) 2016-09-20 20 h 26 - Courriel 2651995 - Addenda # 6 (plan) 2016-09-20 20 h 38 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Gesmonde Ltée 3600 boul Industriel Suite 400 Montréal, QC, H1H 2Y4 NEQ : 3031245851	Madame Stéphanie Massé Téléphone : 514 325-3311 Télécopieur : 514 322-1833	**Commande : (1163237)** 2016-08-10 16 h 46 **Transmission :** 2016-08-11 7 h 58	2640919 - Addenda 1 (devis) 2016-08-24 10 h 20 - Télécopie 2640920 - Addenda 1 (plan) 2016-08-24 13 h 09 - Messagerie 2643413 - Addenda 2 (devis) 2016-08-29 16 h 56 - Messagerie 2643414 - Addenda 2 (plan) 2016-08-29 16 h 56 - Messagerie 2644441 - Addenda 3 - Report de date 2016-08-31 15 h 30 - Télécopie 2645828 - Addenda 4 (devis) 2016-09-06 13 h 01 - Messagerie 2645829 - Addenda 4 (plan) 2016-09-06 13 h 01 - Messagerie 2648055 - Addenda 5 et report de date (devis) 2016-09-09 14 h 26 - Télécopie 2648056 - Addenda 5 et report de date (plan) 2016-09-09 16 h 56 - Messagerie 2651994 - Addenda # 6 (devis)

				2016-09-20 20 h 27 - Télécopie 2651995 - Addenda # 6 (plan) 2016-09-20 20 h 45 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Groupe Axino inc. 8600, Samuel-Hatt Chambly, QC, J3L 6W4 NEQ : 1166787185	Monsieur Julien Brunet Téléphone : 450 658-1838 Télécopieur : 450 658-1188	**Commande : (1163180)** 2016-08-10 15 h 27 **Transmission :** 2016-08-10 22 h 33	2640919 - Addenda 1 (devis) 2016-08-24 10 h 19 - Courriel 2640920 - Addenda 1 (plan) 2016-08-24 13 h 08 - Messagerie 2643413 - Addenda 2 (devis) 2016-08-29 16 h 06 - Courriel 2643414 - Addenda 2 (plan) 2016-08-29 16 h 51 - Messagerie 2644441 - Addenda 3 - Report de date 2016-08-31 15 h 29 - Courriel 2645828 - Addenda 4 (devis) 2016-09-06 11 h 36 - Courriel 2645829 - Addenda 4 (plan) 2016-09-06 12 h 59 - Messagerie 2648055 - Addenda 5 et report de date (devis) 2016-09-09 14 h 25 - Courriel 2648056 - Addenda 5 et report de date (plan) 2016-09-09 16 h 55 - Messagerie 2651994 - Addenda # 6 (devis) 2016-09-20 20 h 26 - Courriel 2651995 - Addenda # 6 (plan) 2016-09-20 20 h 43 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐	Groupe Geyser inc. 205, boul. Curé-Labelle, bureau 201 Laval, QC, H7L 2Z9 NEQ : 1165489478	Monsieur Babacar Fall Téléphone : 450 625-2003 Télécopieur : 450 625-2883	**Commande : (1162974)** 2016-08-10 11 h 29 **Transmission :** 2016-08-10 18 h 19	2640919 - Addenda 1 (devis) 2016-08-24 10 h 19 - Courriel 2640920 - Addenda 1 (plan) 2016-08-24 13 h 07 - Messagerie 2643413 - Addenda 2 (devis) 2016-08-29 16 h 06 - Courriel 2643414 - Addenda 2 (plan) 2016-08-29 16 h 42 - Messagerie 2644441 - Addenda 3 - Report de date 2016-08-31 15 h 29 - Courriel 2645828 - Addenda 4 (devis) 2016-09-06 11 h 36 - Courriel 2645829 - Addenda 4 (plan) 2016-09-06 12 h 57 - Messagerie 2648055 - Addenda 5 et report de date (devis) 2016-09-09 14 h 25 - Courriel 2648056 - Addenda 5 et report de date (plan) 2016-09-09 16 h 54 - Messagerie 2651994 - Addenda # 6 (devis) 2016-09-20 20 h 26 - Courriel 2651995 - Addenda # 6 (plan) 2016-09-20 20 h 41 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Kingston Byers Inc 9100 rue Elmslie Montréal, QC, H8R 1V6 NEQ : 1143009521	Monsieur Frank Ballerini Kingston Byers Téléphone : 514 365-1781 Télécopieur : 514 365-7875	**Commande : (1165096)** 2016-08-15 14 h 02 **Transmission :** 2016-08-15 14 h 02	2640919 - Addenda 1 (devis) 2016-08-24 10 h 19 - Courriel 2640920 - Addenda 1 (plan) 2016-08-24 10 h 19 - Courriel 2643413 - Addenda 2 (devis) 2016-08-29 16 h 06 - Courriel

				2643414 - Addenda 2 (plan) 2016-08-29 16 h 41 - Messagerie 2644441 - Addenda 3 - Report de date 2016-08-31 15 h 29 - Courriel 2645828 - Addenda 4 (devis) 2016-09-06 11 h 36 - Courriel 2645829 - Addenda 4 (plan) 2016-09-06 11 h 36 - Courriel 2648055 - Addenda 5 et report de date (devis) 2016-09-09 14 h 25 - Courriel 2648056 - Addenda 5 et report de date (plan) 2016-09-09 14 h 25 - Courriel 2651994 - Addenda # 6 (devis) 2016-09-20 20 h 26 - Courriel 2651995 - Addenda # 6 (plan) 2016-09-20 20 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Le Groupe Master inc. 451, boul. Lebeau Montréal-Ouest, QC, H4N1S2 http://www.master.ca NEQ : 1169851384	Monsieur Simon Paquet Téléphone : 514 787-1531 Télécopieur : 514 788-1773	**Commande : (1164348)** 2016-08-12 13 h 57 **Transmission :** 2016-08-12 13 h 57	2640919 - Addenda 1 (devis) 2016-08-24 10 h 19 - Courriel 2640920 - Addenda 1 (plan) 2016-08-24 10 h 19 - Courriel 2643413 - Addenda 2 (devis) 2016-08-29 16 h 06 - Courriel 2643414 - Addenda 2 (plan) 2016-08-29 16 h 58 - Messagerie 2644441 - Addenda 3 - Report de date 2016-08-31 15 h 29 - Courriel 2645828 - Addenda 4 (devis) 2016-09-06 11 h 36 - Courriel

				2645829 - Addenda 4 (plan) 2016-09-06 11 h 36 - Courriel 2648055 - Addenda 5 et report de date (devis) 2016-09-09 14 h 25 - Courriel 2648056 - Addenda 5 et report de date (plan) 2016-09-09 14 h 25 - Courriel 2651994 - Addenda # 6 (devis) 2016-09-20 20 h 26 - Courriel 2651995 - Addenda # 6 (plan) 2016-09-20 20 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Installations Électriques Pichette Inc . 3080 rue Peugeot Laval, QC, H7L 5C5 NEQ : 1143997626	Monsieur François Pichette Téléphone : 450 682-4411 Télécopieur : 450 682-8930	**Commande : (1163293)** 2016-08-11 7 h 41 **Transmission :** 2016-08-11 7 h 41	2640919 - Addenda 1 (devis) 2016-08-24 10 h 19 - Courriel 2640920 - Addenda 1 (plan) 2016-08-24 10 h 19 - Courriel 2643413 - Addenda 2 (devis) 2016-08-29 16 h 06 - Courriel 2643414 - Addenda 2 (plan) 2016-08-29 16 h 58 - Messagerie 2644441 - Addenda 3 - Report de date 2016-08-31 15 h 29 - Courriel 2645828 - Addenda 4 (devis) 2016-09-06 11 h 36 - Courriel 2645829 - Addenda 4 (plan) 2016-09-06 11 h 36 - Courriel 2648055 - Addenda 5 et report de date (devis) 2016-09-09 14 h 25 - Courriel 2648056 - Addenda 5 et report de date (plan) 2016-09-09 14 h 25 - Courriel

				2651994 - Addenda # 6 (devis) 2016-09-20 20 h 26 - Courriel 2651995 - Addenda # 6 (plan) 2016-09-20 20 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Magil Construction Corporation 1655, rue De Beauharnois Ouest Montréal, QC, H4N 1J6 http://www.magil.com NEQ : 1148021521	Madame Isabelle Cardin Téléphone : 514 748-8881 Télécopieur :	**Commande : (1163424)** 2016-08-11 9 h 13 **Transmission :** 2016-08-11 10 h 31	2640919 - Addenda 1 (devis) 2016-08-24 10 h 19 - Courriel 2640920 - Addenda 1 (plan) 2016-08-24 13 h 07 - Messagerie 2643413 - Addenda 2 (devis) 2016-08-29 16 h 06 - Courriel 2643414 - Addenda 2 (plan) 2016-08-29 16 h 51 - Messagerie 2644441 - Addenda 3 - Report de date 2016-08-31 15 h 29 - Courriel 2645828 - Addenda 4 (devis) 2016-09-06 11 h 36 - Courriel 2645829 - Addenda 4 (plan) 2016-09-06 12 h 58 - Messagerie 2648055 - Addenda 5 et report de date (devis) 2016-09-09 14 h 25 - Courriel 2648056 - Addenda 5 et report de date (plan) 2016-09-09 16 h 54 - Messagerie 2651994 - Addenda # 6 (devis) 2016-09-20 20 h 26 - Courriel 2651995 - Addenda # 6 (plan) 2016-09-20 20 h 42 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐	Neolect Inc. 1830 Bl. Fortin Laval, QC, H7s 1N8 NEQ : 1166302126	Madame Carole Lamarche Téléphone : 450 668-2200 Télécopieur : 450 668-8114	**Commande : (1163883)** 2016-08-11 16 h 54 **Transmission :** 2016-08-11 16 h 54	2640919 - Addenda 1 (devis) 2016-08-24 10 h 19 - Courriel 2640920 - Addenda 1 (plan) 2016-08-24 10 h 19 - Courriel 2643413 - Addenda 2 (devis) 2016-08-29 16 h 06 - Courriel 2643414 - Addenda 2 (plan) 2016-08-29 16 h 40 - Messagerie 2644441 - Addenda 3 - Report de date 2016-08-31 15 h 29 - Courriel 2645828 - Addenda 4 (devis) 2016-09-06 11 h 36 - Courriel 2645829 - Addenda 4 (plan) 2016-09-06 11 h 36 - Courriel 2648055 - Addenda 5 et report de date (devis) 2016-09-09 14 h 25 - Courriel 2648056 - Addenda 5 et report de date (plan) 2016-09-09 14 h 25 - Courriel 2651994 - Addenda # 6 (devis) 2016-09-20 20 h 26 - Courriel 2651995 - Addenda # 6 (plan) 2016-09-20 20 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Quadrax et associés E.G. 1875 rue gutenberg Laval, QC, H7S 1A1 http://www.quadrax.com NEQ : 1165339939	Monsieur Jean Dallal Téléphone : 450 681-7000 Télécopieur :	**Commande : (1170452)** 2016-08-26 11 h 41 **Transmission :** 2016-08-26 12 h 35	2640919 - Addenda 1 (devis) 2016-08-26 11 h 41 - Messagerie 2640920 - Addenda 1 (plan) 2016-08-26 11 h 41 - Téléchargement 2643413 - Addenda 2 (devis)

				2016-08-29 16 h 06 - Courriel 2643414 - Addenda 2 (plan) 2016-08-29 16 h 52 - Messagerie 2644441 - Addenda 3 - Report de date 2016-08-31 15 h 29 - Courriel 2645828 - Addenda 4 (devis) 2016-09-06 11 h 36 - Courriel 2645829 - Addenda 4 (plan) 2016-09-06 11 h 36 - Courriel 2648055 - Addenda 5 et report de date (devis) 2016-09-09 14 h 25 - Courriel 2648056 - Addenda 5 et report de date (plan) 2016-09-09 14 h 25 - Courriel 2651994 - Addenda # 6 (devis) 2016-09-20 20 h 26 - Courriel 2651995 - Addenda # 6 (plan) 2016-09-20 20 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Saint-Denis Thompson Inc. 1215 rue Hickson Montréal, QC, H4G 2L6 http://www.stdenisthompson.com NEQ : 1144491694	Monsieur Serge Marchand Téléphone : 514 523-6162 Télécopieur : 514 528-1880	**Commande : (1167146)** 2016-08-18 15 h 50 **Transmission :** 2016-08-18 18 h 10	2640919 - Addenda 1 (devis) 2016-08-24 10 h 20 - Courriel 2640920 - Addenda 1 (plan) 2016-08-24 13 h 09 - Messagerie 2643413 - Addenda 2 (devis) 2016-08-29 16 h 06 - Courriel 2643414 - Addenda 2 (plan) 2016-08-29 17 h - Messagerie 2644441 - Addenda 3 - Report de date 2016-08-31 15 h 29 - Courriel 2645828 - Addenda 4 (devis)

2016-09-06 11 h 36 - Courriel

2645829 - Addenda 4 (plan)
2016-09-06 13 h - Messagerie

2648055 - Addenda 5 et report de date (devis)
2016-09-09 14 h 25 - Courriel

2648056 - Addenda 5 et report de date (plan)
2016-09-09 16 h 57 - Messagerie

2651994 - Addenda # 6 (devis)
2016-09-20 20 h 26 - Courriel

2651995 - Addenda # 6 (plan)
2016-09-20 20 h 47 - Messagerie

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

© 2003-2016 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Le Plateau-Mont-Royal , Direction des services administratifs_des relations avec les citoyens_des communications et du greffe

Dossier # : 1167217002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets sécurité publique
Objet :	Accorder un contrat à la firme Groupe Geyser inc. pour les travaux de rénovation majeure de la caserne de pompiers no. 26 (0079) située au 2151, avenue du Mont-Royal Est, arrondissement du Plateau-Mont-Royal. Dépense totale de 11 276 800,09 $, taxes incluses - Appel d'offres 5862 (7 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD_1167217002_Caserne_26.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Michel BRUNET
Conseiller en gestion des ressources financières
Tél : 514-872-5235

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-15

Lavinia BADEA
Chef de division

Tél : 514 872-4513
Division : Direction des services administratifs, relations avec les citoyens, communications et greffe, division des ressources financières et matérielles

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1167217002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets sécurité publique
Objet :	Accorder un contrat à la firme Groupe Geyser inc. pour les travaux de rénovation majeure de la caserne de pompiers no. 26 (0079) située au 2151, avenue du Mont-Royal Est, arrondissement du Plateau-Mont-Royal. Dépense totale de 11 276 800,09 $, taxes incluses - Appel d'offres 5862 (7 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1167217002 - Groupe Geyser inc.xls

GDD 1167217002 - information comptable - SGPI.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Préposé au budget - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514-872-1021

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-20

Françoise TURGEON
Conseillère analyse - contrôle de gestion

Tél : 514 872-0946
Division : Service des finances - Point de service HDV

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Commission permanente sur l'examen des contrats

La commission :

Présidente

Mme Émilie Thuillier
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Vice-présidentes

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Membres

Mme Dida Berku
Ville de Côte-Saint-Luc

M. Richard Celzi
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Marie Cinq-Mars
Arrondissement d'Outremont

M. Richard Deschamps
Arrondissement de LaSalle

M. Marc-André Gadoury
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Luc Gagnon
Arrondissement de Verdun

M. Manuel Guedes
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 30 mars 2017

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE167217002

Accorder un contrat à la firme Groupe Geyser inc. pour les travaux de rénovation majeure de la caserne de pompiers no. 26 (0079) située au 2151, avenue du Mont-Royal Est, arrondissement du Plateau-Mont-Royal. Dépense totale de 11 276 800,09 $, taxes incluses - Appel d'offres 5862 (7 soumissionnaires).

(ORIGINAL SIGNÉ)

Émilie Thuillier
Présidente

(ORIGINAL SIGNÉ)

Pierre G. Laporte
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE167217002
Accorder un contrat à la firme Groupe Geyser inc. pour les travaux de rénovation majeure de la caserne de pompiers no. 26 (0079) située au 2151, avenue du Mont-Royal Est, arrondissement du Plateau-Mont-Royal. Dépense totale de 11 276 800,09 $, taxes incluses - Appel d'offres 5862 (7 soumissionnaires).

À sa séance du 8 mars 2017, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le présent contrat. Ce dossier répondait au critère suivant :

- *Contrat de plus de 10 M$.*

Le 15 mars 2017, les membres de la Commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus d'appel d'offres relativement au mandat confié. Des représentants du Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) ont répondu aux questions des membres de la Commission.

Les membres de la Commission ont soulevé diverses questions sur le processus d'appel d'offres dans ce dossier.

Ils ont souligné la clarté du dossier et la qualité des renseignements contenus dans le sommaire décisionnel. Ils ont aussi noté que le nombre de soumissionnaires témoignait d'une sollicitation réussie du marché.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les représentants du Service de la gestion et de la planification immobilière pour leurs interventions au cours de la séance de travail de la Commission. La Commission adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération à savoir :

- *Contrat de plus de 10 M$.*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la commission;

Considérant les nombreuses questions adressées par les membres de la commission aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE167217002 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.24

2017/03/30 17:00

(2)

Dossier # : 1177526003

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à la compagnie Générale Électrique du Canada International inc., pour la conception et construction du poste de transformation 315 kV/25 kV à la station d'épuration Jean-R.-Marcotte (phase I), pour une somme maximale de 31 140 422,27 $, taxes incluses – Appel d'offres public 7057-AE – 3 soumissionnaires.

Il est recommandé :

1. d'accorder à Générale Électrique du Canada International inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la conception et construction du poste de transformation 315kV/25kV à la station d'épuration Jean-R.-Marcotte (phase I), aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 31 140 422,27 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 7057-AE;
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-02-27 10:30

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1177526003**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à la compagnie Générale Électrique du Canada International inc., pour la conception et construction du poste de transformation 315 kV/25 kV à la station d'épuration Jean-R.-Marcotte (phase I), pour une somme maximale de 31 140 422,27 $, taxes incluses – Appel d'offres public 7057-AE – 3 soumissionnaires.

CONTENU

CONTEXTE

Le projet de désinfection à l'ozone de l'effluent de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte (Station) permettra l'intégration d'une nouvelle phase de traitement des eaux usées. Ceci complétera la chaîne de traitement prévue lors de la conception initiale et diminuera grandement les risques d'infection en cas de contact indirect lors d'activités sur le fleuve favorisant ainsi les activités récréotouristiques. Le procédé de désinfection consiste à produire et mettre en contact 2500 kg d'ozone par heure avec les eaux usées de la Station afin de réduire grandement le niveau de bactéries, de virus et de substances émergentes. Or, pour produire cette importante quantité d'ozone, une grande quantité d'électricité est requise. Les équipements de l'unité d'ozonation et de l'unité de production d'oxygène auront une puissance installée de l'ordre de 49 MW.

Un poste de transformation électrique 315 kV/25 kV doit être réalisé sur le site de la Station pour fournir une alimentation 25 kV à ces deux unités. Ce poste sera raccordé au réseau d'Hydro-Québec via une ligne haute tension d'une longueur de 250 mètres dont Hydro-Québec aura la responsabilité de réaliser, opérer et entretenir.

Un appel d'offres public a été publié le 3 juin 2016 sur le site SEAO et dans le journal Le Devoir. L'ouverture des soumissions s'est effectuée le 19 octobre 2016. Il y a eu dix-huit (18) preneurs de cahiers et aucun avis de désistement n'a été transmis par les preneurs de cahiers. La période de validité des soumissions est de 180 jours. Douze (12) addenda ont été émis.

• addenda no 1 daté le 11 juillet 2016 : report de date, modifications mineures au devis et réponses à des questions;

• addenda no 2 daté le 18 juillet 2016 : modifications mineures au devis et réponses à des questions;

• addenda no 3 daté le 26 juillet 2016 : modifications mineures au devis et réponses à des questions;

• addenda no 4 daté le 4 août 2016 : modifications mineures au devis et réponses à des questions;

• addenda no 5 daté le 18 août 2016 : report de date, modifications mineures au devis et réponses à des questions;

• addenda no 6 daté le 26 août 2016 : modifications mineures au devis et réponses à des questions;

• addenda no 7 daté le 1er septembre 2016 : modifications mineures au devis et réponses à des questions;

• addenda no 8 daté le 8 septembre 2016 : modifications mineures au devis et réponses à des questions

• addenda no 9 daté le 16 septembre 2016 : report de date, modifications mineures au devis et réponses à des questions;

• addenda no 10 daté le 27 septembre 2016 : modifications mineures au devis et réponses à des questions;

• addenda no 11 daté le 3 octobre 2016 : modifications mineures au devis et réponses à des questions;

• addenda no 12 daté le 7 octobre 2016 : report de date, modifications mineures au devis et réponses à des questions.

Il est à noter que les activités d'énergie du preneur de documents d'appel d'offres Alstom Grid Canada ULC ont été acquises par General Electric Company dont l'une des entités légales au Canada est Générale Électrique du Canada Internationale inc.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0380 – 18 juin 2015 - Autoriser la signature de l'Entente d'avant-projet entre Hydro-Québec et la Ville de Montréal fixant les engagements des deux parties relativement à la réalisation de la nouvelle ligne d'alimentation électrique 315 kV dans le cadre du projet de désinfection à l'ozone à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte - 1153334011

CG15 0717 – 26 novembre 2015 - Adopter un règlement autorisant un emprunt de 47 106 000 $ afin de financer la réalisation d'un poste de transformation électrique à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte - 1153334026

CE15 1510 – 12 août 2015 – Accorder à la firme LVM, une division d'EnGlobe Corp. un contrat de services professionnels pour la réalisation d'une étude d'impact sur l'environnement préalable à la construction d'un poste de transformation électrique 315 kV

– 25 kV dans le cadre du projet de désinfection à l'ozone à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte au montant de 107 501,63 $, taxes incluses - Dépenses totales de 118 251,79 $ taxes incluses - 1153334024

CG15 0163 - 26 mars 2015 - Octroyer un contrat à la firme Degrémont Ltée, pour la fabrication, la livraison et la mise en service de l'unité d'ozonation de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte , pour une somme maximale de 98 950 000 $, taxes incluses - 1153334001;

CG14 0486 - 14 novembre 2014 - Adoption du programme triennal d'immobilisations 2015-2017 de la Ville de Montréal (volet agglomération) – 1143843014;

CG14 0470 – 30 octobre 2014 : Octroyer un contrat de services professionnels à SNC-Lavalin inc. et Réal Paul Architecte pour les travaux d'ingénierie et d'architecture relatifs à l'unité d'ozonation et l'unité de production d'oxygène de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte au montant maximal de 12 025 783 $ - 1143334014.

DESCRIPTION

Le présent sommaire décisionnel vise à accorder un contrat à la compagnie Générale Électrique du Canada International inc., pour la réalisation du poste électrique de transformation 315 kV/25 kV de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une somme maximale de 31 140 422,27 $, taxes incluses.

L'adjudicataire sera responsable de la conception, la fabrication, la livraison, la construction, la mise en service et l'entretien du poste électrique et devra satisfaire, sans s'y limiter, aux exigences présentées dans les divers cahiers techniques du cahier des charges de l'appel d'offres. De plus, l'adjudicataire doit garantir la performance énergétique du poste électrique de transformation. Des pénalités sont prévues au contrat advenant notamment que les performances énoncées dans la soumission ne soient pas atteintes.

Sous réserve des conditions mentionnées dans les documents d'appel d'offres, l'adjudicataire doit compléter la construction, les vérifications pré-opérationnelles et la mise en service du poste électrique dans un délai maximal de 755 jours de calendrier après l'octroi du contrat et doit entretenir le poste électrique pour une période de 60 mois à compter de l'acceptation provisoire.

Des dépenses contingentes de 10 % du coût de base des biens et services, soit 2 830 947,79 $ taxes incluses, ont été prévues dans le bordereau de soumission afin de couvrir les imprévus.

Le cahier des charges prévoit des dispositions contractuelles relatives à des pénalités, soit une :

• pénalité de performance : l'adjudicataire doit garantir la performance énergétique du poste de l'unité d'ozonation quant aux coûts d'exploitation anticipés. Advenant que la performance du poste soit inférieure à la performance garantie, l'Adjudicataire devra acquitter une pénalité basée de la différence de cette performance. Cette différence sera actualisée sur une période de 30 ans à 4 % d'inflation;

• pénalité pour simple retard : Advenant des retards dans l'exécution des obligations de l'adjudicataire, une pénalité quotidienne de 0,025% du prix du Contrat pourrait être imposée par la Ville.

La Direction de l'épuration des eaux usées (DEEU) a procédé, comme indiqué dans les instructions aux soumissionnaires, à la vérification de la conformité des offres soumises selon les exigences des sections administratives des documents d'appel d'offres.

JUSTIFICATION

Le raccordement au réseau de transport 315 kV d'Hydro-Québec assurera une alimentation électrique très fiable, ferme et continue de l'unité d'ozonation et de l'unité de production d'oxygène, ce qui permettra de désinfecter 12 mois par année l'effluent de la Station et atteindre l'objectif environnemental de rejet fixé par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) pour l'unité d'ozonation, soit moins de 9000 UFC (coliformes thermotolérants) par 100 ml durant la période de mai à octobre jusqu'à concurrence de 40 mètres cubes à la seconde.

L'étude technico-économique de la DEEU relative à l'alimentation électrique a permis d'établir que l'alternative d'une alimentation électrique via un poste de transformation appartenant à la Ville était plus avantageuse d'un point de vue financier par rapport à une alimentation électrique 25 000 volts provenant du poste Henri-Bourassa d'Hydro-Québec. L'économie était de l'ordre de 14,6 M$ sur une période de 20 ans.

Le poste de transformation électrique permettra non seulement le raccordement de l'unité d'ozonation et de l'unité de production d'oxygène (phase 1), mais aussi le transfert éventuel de la demande énergétique de la Station (phase 2) pour bénéficier d'un tarif électrique plus avantageux. De plus, il sera possible de raccorder des charges additionnelles associées à des projets à venir à la Station (phase 3).

Tableau d'analyse des soumissions

Firmes soumissionnaires	Prix (avec taxes)	Contingences (avec taxes)	Total (avec taxes)
1. Generale Électrique Canada International inc.	**28 309 474,48 $**	**2 830 947,79 $**	**31 140 422,27 $**
2. Pomerleau inc.	37 847 527,78 $	3 784 752,78 $	41 632 280,56 $
3. ABB inc.	39 056 725,47 $	3 905 672,55 $	42 962 398,01 $
Estimation interne	35 325 396,15 $	3 532 540,19 $	38 857 936,34 $
Coût moyen des soumissions reçues			38 578 366,95 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)			23,89%
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($)			11 821 975,74 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%)			37,96%
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation interne ($)			(7 717 514,06 $)
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation interne (%)			-19,86%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)			10 491 858,29 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)			33,69%

L'écart entre le plus bas soumissionnaire conforme et l'estimation interne est favorable de 19,86 %.

Les écarts principaux entre la soumission de la compagnie Générale Électrique du Canada International inc. et l'estimation interne de la Ville se situent au niveau des articles du bordereau relatifs à la fabrication, livraison et construction (- 17,6 %), la fourniture des pièces de rechange et le service d'entretien en période de garantie (- 44 %) et la mise en service (- 42 %). L'écart total représente un montant de 7 717 514,06 $, toutes taxes incluses.

L'estimation interne de la Ville comprenait une estimation détaillée du matériel à fournir, le coût unitaire du matériel, les heures requises pour l'installation et les taux horaires en vigueur pour la main d'œuvre de construction. Sur la base des documents commerciaux et techniques du plus bas soumissionnaire conforme, il est de notre opinion que les travaux pourront se réaliser au montant soumissionné.

Il est donc recommandé d'octroyer le contrat au plus bas soumissionnaire conforme, soit à la compagnie Générale Électrique du Canada International inc., pour la somme de sa soumission, soit 31 140 422,27 $, toutes taxes incluses.

Les validations requises indiquant que l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec et de la RENA ont été complétées : Générale Électrique du Canada International inc., 1400, rue Industrielle, suite 100, La Prairie, Québec, J5R 2E5 - licence no 8310-8191-04. De plus l'entreprise a fourni l'attestation de Revenu Québec en date du 16 septembre 2016 avec sa soumission.

Conformément au Décret 796-2014 entré en vigueur le 24 octobre 2014, Générale Électrique du Canada International inc. détient une attestation de l'Autorité des marchés financiers.

En vertu du Règlement sur la commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008), le dossier sera soumis à ladite commission pour étude, parce que la valeur du contrat est de plus de 10 M$.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les coûts pour la conception et construction du poste de transformation 315 kV/25 kV dans le cadre du projet de désinfection de la Station sont de 31 140 422,27 $ taxes incluses, incluant 2 830 947,79 $ pour les contingences, ou 28 435 356,23 $ net de ristourne de taxes. Cette dépense sera financée par emprunt à la charge de l'agglomération à moins de disponibilité de la réserve.

Le détail des informations comptables se retrouve dans l'intervention financière du Service des finances.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne l'assainissement des eaux qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet de désinfection à l'ozone de l'effluent de la Station permettra d'éliminer grandement les quantités de bactéries, virus et autres produits émergents des eaux rejetées au fleuve par la Station. Ainsi, la qualité de l'eau du fleuve pour les municipalités, la faune et les autres usagers de l'eau en aval de l'île aux Vaches sera nettement améliorée

et permettra des usages jusqu'à maintenant grevés à cause de la qualité de l'effluent.

Le projet de poste de transformation est soumis à l'article 31.1 de la Loi sur la qualité de l'environnement (LQE) (L.R.Q., c. Q2) lequel stipule que tout projet prévu par règlement doit faire l'objet d'une étude d'impact conformément à la directive émise par le ministre du Développement durable, de l'Environnement, et la Lutte contre les changements climatiques. Plus précisément, le projet de poste répond aux critères d'admissibilité énoncés à l'alinéa « k » du Règlement sur l'évaluation et l'examen des impacts sur l'environnement (R.R.Q., c.Q-2, r.2). À cet effet, la DEEU a déposé au ministre du MDDELCC le rapport de l'étude d'impact sur l'environnement le 29 juin 2016. Le MDDELCC a confirmé la recevabilité de l'étude d'impact le 21 février 2017. L'avis d'acceptabilité du ministre du MDDELCC est prévu en juillet 2017.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le fait de ne pas approuver l'octroi du contrat de conception/construction du poste électrique de transformation pourrait engendrer un retard significatif dans la mise en œuvre de la désinfection de l'effluent puisque le poste électrique est essentiel pour le fonctionnement de l'unité de désinfection. Un tel retard pourrait mettre en péril le versement d'une partie ou de la totalité de la subvention accordée pour la réalisation du projet de désinfection.

Il est important de rappeler que, dans l'intervalle, la Ville continue de rejeter dans le fleuve différents contaminants qui altèrent la qualité de l'eau du fleuve.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Octroi du contrat: avril 2017
- Fin des travaux et mise en service : novembre 2018
- Début de la période d'entretien : décembre 2018
- Fin de la période d'entretien : décembre 2023
- Date de fin du contrat : décembre 2023

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Stéphanie SIMONEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Céline VAILLANCOURT, Service des infrastructures_voirie et transports

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Richard ÉTHIER
Chef de projet - Désinfection

Tél : 514 280-4366
Télécop. : 514 280-4387

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-21

Richard FONTAINE
Directeur(trice) du traitement des eaux usees

Tél : 514 280-3706
Télécop. : 514 280-4387

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Richard FONTAINE
Directeur(trice) du traitement des eaux usees
Tél : 514 280-3706
Approuvé le : 2017-02-24

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2017-02-27

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 7057-AE
Numéro de référence : 986835
Statut : En attente de conclusion du contrat
Titre : Conception et construction du poste de transformation 315 kV/25kV à la station d'épuration Jean-R.-Marcotte (Phase 1)

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
ABB Inc Corporatif FES 8585 Trans-Canada highWay transcanadienne Montréal, QC, H4S 1Z6 http://www.abb.com/ca	Madame Marie-Josee Vigneault Téléphone : 514 856-6266 Télécopieur :	**Commande : (1138944)** 2016-06-10 8 h 36 **Transmission :** 2016-06-10 8 h 36	2624274 - Addenda no 1- Report de date 2016-07-11 13 h 40 - Courriel 2624280 - Addenda no 1 - Cahiers techniques 2016-07-11 15 h 40 - Messagerie 2624282 - Addenda no 1 - Autres documents HQ 2016-07-11 13 h 45 - Courriel 2624283 - Addenda no 1 - Études géotechniques et rapports 2016-07-11 15 h 07 - Messagerie 2624285 - Addenda no 1 - A - Plans 2016-07-11 13 h 59 - Courriel 2624286 - Addenda no 1 - B- Plans 2016-07-12 11 h 32 - Messagerie 2624287 - Addenda no 1 - C- Plans 2016-07-12 11 h 57 - Messagerie 2624288 - Addenda no 1 - Plans sur DVD 2016-07-12 14 h 25 - Messagerie 2624373 - Addenda no 1 - Protection incendie 2016-07-11 14 h 41 - Courriel 2627716 - Addenda no 2 2016-07-18 13 h 39 - Courriel 2627718 - Addenda no 2 - Cahiers techniques 2016-07-18 14 h 16 - Courriel 2630753 - Addenda no 3 2016-07-26 10 h 50 - Courriel 2630757 - Addenda no 3 2016-07-26 11 h 16 - Messagerie 2633701 - Addenda no 4 2016-08-04 16 h 01 - Messagerie 2634628 - Addenda no 4 2016-08-10 20 h 20 - Messagerie 2639140 - Addenda no 5 - Report de date 2016-08-18 13 h 42 - Messagerie

			2639142 - Addenda no 5 2016-08-18 14 h 13 - Courriel 2643182 - Addenda no 6 2016-08-29 9 h 15 - Messagerie 2644802 - Addenda no. 7 2016-09-01 8 h 08 - Courriel 2647355 - Addenda no 8 2016-09-08 11 h 44 - Courriel 2650440 - Addenda no 9 / Report de date 2016-09-15 15 h 12 - Courriel 2654974 - Addenda no 10 2016-09-27 15 h 53 - Messagerie 2657409 - Addenda no 11 2016-10-03 15 h 34 - Courriel 2659537 - Addenda no 12 / Report de date 2016-10-07 10 h 36 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Alstom Grid Canada USC 1400 Industrielle La Prairie, QC, J5R 2E5	Madame Joanna Hung Téléphone : 450 659-1399 Télécopieur :	**Commande : (1136389)** 2016-06-06 16 h 08 **Transmission :** 2016-06-06 16 h 08	2624274 - Addenda no 1- Report de date 2016-07-11 13 h 40 - Courriel 2624280 - Addenda no 1 - Cahiers techniques 2016-07-11 15 h 16 - Messagerie 2624282 - Addenda no 1 - Autres documents HQ 2016-07-11 13 h 45 - Courriel 2624283 - Addenda no 1 - Études géotechniques et rapports 2016-07-11 14 h 58 - Messagerie 2624285 - Addenda no 1 - A - Plans 2016-07-11 13 h 59 - Courriel 2624286 - Addenda no 1 - B- Plans 2016-07-12 11 h 27 - Messagerie 2624287 - Addenda no 1 - C- Plans 2016-07-12 11 h 53 - Messagerie 2624288 - Addenda no 1 - Plans sur DVD 2016-07-12 14 h 22 - Messagerie 2624373 - Addenda no 1 - Protection incendie 2016-07-11 14 h 41 - Courriel 2627716 - Addenda no 2 2016-07-18 13 h 38 - Courriel 2627718 - Addenda no 2 - Cahiers techniques 2016-07-18 14 h 16 - Courriel 2630753 - Addenda no 3 2016-07-26 10 h 50 - Courriel 2630757 - Addenda no 3 2016-07-26 11 h 13 - Messagerie 2633701 - Addenda no 4 2016-08-04 15 h 59 - Messagerie

			2634628 - Addenda no 4 2016-08-10 20 h 13 - Messagerie 2639140 - Addenda no 5 - Report de date 2016-08-18 13 h 35 - Messagerie 2639142 - Addenda no 5 2016-08-18 14 h 13 - Courriel 2643182 - Addenda no 6 2016-08-29 9 h 14 - Messagerie 2644802 - Addenda no. 7 2016-09-01 8 h 08 - Courriel 2647355 - Addenda no 8 2016-09-08 11 h 44 - Courriel 2650440 - Addenda no 9 / Report de date 2016-09-15 15 h 12 - Courriel 2654974 - Addenda no 10 2016-09-27 15 h 49 - Messagerie 2657409 - Addenda no 11 2016-10-03 15 h 34 - Courriel 2659537 - Addenda no 12 / Report de date 2016-10-07 10 h 33 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Alstom Grid Canada USC 1400 Industrielle La Prairie, QC, J5R 2E5	Madame Joanna Hung Téléphone : 450 659-1399 Télécopieur :	**Commande : (1153165)** 2016-07-12 15 h 36 **Transmission :** 2016-07-12 17 h 27	2624274 - Addenda no 1- Report de date 2016-07-12 15 h 36 - Aucun 2624280 - Addenda no 1 - Cahiers techniques 2016-07-12 15 h 36 - Aucun 2624282 - Addenda no 1 - Autres documents HQ 2016-07-12 15 h 36 - Aucun 2624283 - Addenda no 1 - Études géotechniques et rapports 2016-07-12 15 h 36 - Aucun 2624285 - Addenda no 1 - A - Plans 2016-07-12 15 h 36 - Aucun 2624286 - Addenda no 1 - B- Plans 2016-07-12 15 h 36 - Aucun 2624287 - Addenda no 1 - C- Plans 2016-07-12 15 h 36 - Aucun 2624288 - Addenda no 1 - Plans sur DVD 2016-07-12 15 h 36 - Messagerie 2624373 - Addenda no 1 - Protection incendie 2016-07-12 15 h 36 - Aucun 2627716 - Addenda no 2 2016-07-18 13 h 38 - Courriel 2627718 - Addenda no 2 - Cahiers techniques 2016-07-18 14 h 16 - Courriel 2630753 - Addenda no 3 2016-07-26 10 h 50 - Courriel

			2630757 - Addenda no 3 2016-07-26 11 h 13 - Messagerie 2633701 - Addenda no 4 2016-08-04 16 h - Messagerie 2634628 - Addenda no 4 2016-08-10 20 h 14 - Messagerie 2639140 - Addenda no 5 - Report de date 2016-08-18 13 h 37 - Messagerie 2639142 - Addenda no 5 2016-08-18 14 h 13 - Courriel 2643182 - Addenda no 6 2016-08-29 9 h 14 - Messagerie 2644802 - Addenda no. 7 2016-09-01 8 h 08 - Courriel 2647355 - Addenda no 8 2016-09-08 11 h 44 - Courriel 2650440 - Addenda no 9 / Report de date 2016-09-15 15 h 12 - Courriel 2654974 - Addenda no 10 2016-09-27 15 h 50 - Messagerie 2657409 - Addenda no 11 2016-10-03 15 h 34 - Courriel 2659537 - Addenda no 12 / Report de date 2016-10-07 10 h 34 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Beaudoin Hurens 255 boul Crémazie Est 9e Etage Montréal, QC, H2M 1M2 http://www.beaudoinhurens.ca	Monsieur Charles Mousseau, ing Téléphone : 514 384-4220 Télécopieur : 514 383-6017	**Commande : (1135793)** 2016-06-06 8 h 52 **Transmission :** 2016-06-06 8 h 52	2624274 - Addenda no 1- Report de date 2016-07-11 13 h 40 - Courriel 2624280 - Addenda no 1 - Cahiers techniques 2016-07-11 15 h 39 - Messagerie 2624282 - Addenda no 1 - Autres documents HQ 2016-07-11 13 h 45 - Courriel 2624283 - Addenda no 1 - Études géotechniques et rapports 2016-07-11 15 h - Messagerie 2624285 - Addenda no 1 - A - Plans 2016-07-11 13 h 59 - Courriel 2624286 - Addenda no 1 - B- Plans 2016-07-12 11 h 30 - Messagerie 2624287 - Addenda no 1 - C- Plans 2016-07-12 11 h 55 - Messagerie 2624288 - Addenda no 1 - Plans sur DVD 2016-07-12 14 h 23 - Messagerie 2624373 - Addenda no 1 - Protection incendie 2016-07-11 14 h 41 - Courriel 2627716 - Addenda no 2 2016-07-18 13 h 39 - Courriel

			2627718 - Addenda no 2 - Cahiers techniques 2016-07-18 14 h 16 - Courriel 2630753 - Addenda no 3 2016-07-26 10 h 50 - Courriel 2630757 - Addenda no 3 2016-07-26 11 h 15 - Messagerie 2633701 - Addenda no 4 2016-08-04 15 h 51 - Télécopie 2634628 - Addenda no 4 2016-08-10 20 h 16 - Messagerie 2639140 - Addenda no 5 - Report de date 2016-08-18 13 h 39 - Messagerie 2639142 - Addenda no 5 2016-08-18 14 h 13 - Courriel 2643182 - Addenda no 6 2016-08-29 9 h 13 - Télécopie 2644802 - Addenda no. 7 2016-09-01 8 h 08 - Courriel 2647355 - Addenda no 8 2016-09-08 11 h 44 - Courriel 2650440 - Addenda no 9 / Report de date 2016-09-15 15 h 12 - Courriel 2654974 - Addenda no 10 2016-09-27 16 h 14 - Télécopie 2657409 - Addenda no 11 2016-10-03 15 h 34 - Courriel 2659537 - Addenda no 12 / Report de date 2016-10-07 10 h 24 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Cegerco Inc. 1180 rue Bersimis Chicoutimi, QC, G7H 5C2	Madame Marcelle Bolduc Téléphone : 418 543-6159 Télécopieur : 418 543-0706	**Commande : (1156572)** 2016-07-20 11 h 13 **Transmission :** 2016-07-20 11 h 21	2624274 - Addenda no 1- Report de date 2016-07-20 11 h 13 - Téléchargement 2624280 - Addenda no 1 - Cahiers techniques 2016-07-20 11 h 13 - Téléchargement 2624282 - Addenda no 1 - Autres documents HQ 2016-07-20 11 h 13 - Téléchargement 2624283 - Addenda no 1 - Études géotechniques et rapports 2016-07-20 11 h 13 - Téléchargement 2624285 - Addenda no 1 - A - Plans 2016-07-20 11 h 13 - Téléchargement 2624286 - Addenda no 1 - B- Plans 2016-07-20 11 h 13 - Téléchargement

			2624287 - Addenda no 1 - C- Plans 2016-07-20 11 h 13 - Téléchargement 2624288 - Addenda no 1 - Plans sur DVD 2016-07-20 11 h 13 - Messagerie 2624373 - Addenda no 1 - Protection incendie 2016-07-20 11 h 13 - Téléchargement 2627716 - Addenda no 2 2016-07-20 11 h 13 - Téléchargement 2627718 - Addenda no 2 - Cahiers techniques 2016-07-20 11 h 13 - Téléchargement 2630753 - Addenda no 3 2016-07-26 10 h 50 - Courriel 2630757 - Addenda no 3 2016-07-26 11 h 16 - Messagerie 2633701 - Addenda no 4 2016-08-04 16 h 24 - Télécopie 2634628 - Addenda no 4 2016-08-10 20 h 20 - Messagerie 2639140 - Addenda no 5 - Report de date 2016-08-18 13 h 43 - Messagerie 2639142 - Addenda no 5 2016-08-18 14 h 13 - Courriel 2643182 - Addenda no 6 2016-08-29 9 h 12 - Télécopie 2644802 - Addenda no. 7 2016-09-01 8 h 08 - Courriel 2647355 - Addenda no 8 2016-09-08 11 h 44 - Courriel 2650440 - Addenda no 9 / Report de date 2016-09-15 15 h 12 - Courriel 2654974 - Addenda no 10 2016-09-27 16 h 18 - Télécopie 2657409 - Addenda no 11 2016-10-03 15 h 34 - Courriel 2659537 - Addenda no 12 / Report de date 2016-10-07 10 h 55 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Cegertec WorleyParsons Inc 255, rue Racine Est Case postale 8420 Chicoutimi, QC, G7H 7L2 http://www.cegertecworleyparsons.com	Madame Danielle Guay Téléphone : 418 549-6680 Télécopieur : 418 549-7105	**Commande : (1153798)** 2016-07-13 15 h 22 **Transmission :** 2016-07-13 15 h 22	2624274 - Addenda no 1- Report de date 2016-07-13 15 h 22 - Téléchargement 2624280 - Addenda no 1 - Cahiers techniques 2016-07-13 15 h 22 - Téléchargement

2624282 - Addenda no 1 - Autres documents HQ
2016-07-13 15 h 22 - Téléchargement

2624283 - Addenda no 1 - Études géotechniques et rapports
2016-07-13 15 h 22 - Téléchargement

2624285 - Addenda no 1 - A - Plans
2016-07-13 15 h 22 - Téléchargement

2624286 - Addenda no 1 - B- Plans
2016-07-13 15 h 22 - Téléchargement

2624287 - Addenda no 1 - C- Plans
2016-07-13 15 h 22 - Téléchargement

2624288 - Addenda no 1 - Plans sur DVD
2016-07-13 15 h 22 - Aucun

2624373 - Addenda no 1 - Protection incendie
2016-07-13 15 h 22 - Téléchargement

2627716 - Addenda no 2
2016-07-18 13 h 39 - Courriel

2627718 - Addenda no 2 - Cahiers techniques
2016-07-18 14 h 16 - Courriel

2630753 - Addenda no 3
2016-07-26 10 h 50 - Courriel

2630757 - Addenda no 3
2016-07-26 11 h 17 - Messagerie

2633701 - Addenda no 4
2016-08-04 16 h 25 - Télécopie

2634628 - Addenda no 4
2016-08-10 20 h 21 - Messagerie

2639140 - Addenda no 5 - Report de date
2016-08-18 13 h 43 - Messagerie

2639142 - Addenda no 5
2016-08-18 14 h 13 - Courriel

2643182 - Addenda no 6
2016-08-29 11 h 51 - Télécopie

2644802 - Addenda no. 7
2016-09-01 8 h 08 - Courriel

2647355 - Addenda no 8
2016-09-08 11 h 44 - Courriel

2650440 - Addenda no 9 / Report de date
2016-09-15 15 h 12 - Courriel

2654974 - Addenda no 10
2016-09-28 10 h 13 - Télécopie

2657409 - Addenda no 11
2016-10-03 15 h 34 - Courriel

2659537 - Addenda no 12 / Report de date
2016-10-07 12 h 58 - Télécopie

			Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Cegertec WorleyParsons Inc 255, rue Racine Est Case postale 8420 Chicoutimi, QC, G7H 7L2 http://www.cegertecworleyparsons.com	Madame Danielle Guay Téléphone : 418 549-6680 Télécopieur : 418 549-7105	**Commande : (1155786)** 2016-07-19 8 h 32 **Transmission :** 2016-07-19 8 h 32	2624274 - Addenda no 1- Report de date 2016-07-19 8 h 32 - Aucun 2624280 - Addenda no 1 - Cahiers techniques 2016-07-19 8 h 32 - Aucun 2624282 - Addenda no 1 - Autres documents HQ 2016-07-19 8 h 32 - Aucun 2624283 - Addenda no 1 - Études géotechniques et rapports 2016-07-19 8 h 32 - Aucun 2624285 - Addenda no 1 - A - Plans 2016-07-19 8 h 32 - Aucun 2624286 - Addenda no 1 - B- Plans 2016-07-19 8 h 32 - Aucun 2624287 - Addenda no 1 - C- Plans 2016-07-19 8 h 32 - Aucun 2624288 - Addenda no 1 - Plans sur DVD 2016-07-19 8 h 32 - Aucun 2624373 - Addenda no 1 - Protection incendie 2016-07-19 8 h 32 - Aucun 2627716 - Addenda no 2 2016-07-19 8 h 32 - Téléchargement 2627718 - Addenda no 2 - Cahiers techniques 2016-07-19 8 h 32 - Téléchargement 2630753 - Addenda no 3 2016-07-26 10 h 50 - Courriel 2630757 - Addenda no 3 2016-07-26 11 h 10 - Messagerie 2633701 - Addenda no 4 2016-08-04 15 h 51 - Télécopie 2634628 - Addenda no 4 2016-08-10 20 h 01 - Messagerie 2639140 - Addenda no 5 - Report de date 2016-08-18 13 h 27 - Messagerie 2639142 - Addenda no 5 2016-08-18 14 h 13 - Courriel 2643182 - Addenda no 6 2016-08-29 9 h 12 - Télécopie 2644802 - Addenda no. 7 2016-09-01 8 h 08 - Courriel 2647355 - Addenda no 8 2016-09-08 11 h 44 - Courriel 2650440 - Addenda no 9 / Report de date 2016-09-15 15 h 12 - Courriel 2654974 - Addenda no 10 2016-09-27 15 h 43 - Télécopie

			2657409 - Addenda no 11 2016-10-03 15 h 34 - Courriel 2659537 - Addenda no 12 / Report de date 2016-10-07 10 h 20 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Cegertec WorleyParsons Inc 255, rue Racine Est Case postale 8420 Chicoutimi, QC, G7H 7L2 http://www.cegertecworleyparsons.com	Madame Danielle Guay Téléphone : 418 549-6680 Télécopieur : 418 549-7105	**Commande : (1161290)** 2016-08-08 9 h 43 **Transmission :** 2016-08-08 9 h 43	2624274 - Addenda no 1- Report de date 2016-08-08 9 h 43 - Aucun 2624280 - Addenda no 1 - Cahiers techniques 2016-08-08 9 h 43 - Aucun 2624282 - Addenda no 1 - Autres documents HQ 2016-08-08 9 h 43 - Aucun 2624283 - Addenda no 1 - Études géotechniques et rapports 2016-08-08 9 h 43 - Aucun 2624285 - Addenda no 1 - A - Plans 2016-08-08 9 h 43 - Aucun 2624286 - Addenda no 1 - B- Plans 2016-08-08 9 h 43 - Aucun 2624287 - Addenda no 1 - C- Plans 2016-08-08 9 h 43 - Aucun 2624288 - Addenda no 1 - Plans sur DVD 2016-08-08 9 h 43 - Aucun 2624373 - Addenda no 1 - Protection incendie 2016-08-08 9 h 43 - Aucun 2627716 - Addenda no 2 2016-08-08 9 h 43 - Aucun 2627718 - Addenda no 2 - Cahiers techniques 2016-08-08 9 h 43 - Aucun 2630753 - Addenda no 3 2016-08-08 9 h 43 - Aucun 2630757 - Addenda no 3 2016-08-08 9 h 43 - Aucun 2633701 - Addenda no 4 2016-08-08 9 h 43 - Téléchargement 2634628 - Addenda no 4 2016-08-10 20 h 03 - Messagerie 2639140 - Addenda no 5 - Report de date 2016-08-18 13 h 29 - Messagerie 2639142 - Addenda no 5 2016-08-18 14 h 13 - Courriel 2643182 - Addenda no 6 2016-08-29 10 h 47 - Télécopie 2644802 - Addenda no. 7 2016-09-01 8 h 08 - Courriel 2647355 - Addenda no 8 2016-09-08 11 h 44 - Courriel

			2650440 - Addenda no 9 / Report de date 2016-09-15 15 h 12 - Courriel 2654974 - Addenda no 10 2016-09-28 10 h 13 - Télécopie 2657409 - Addenda no 11 2016-10-03 15 h 34 - Courriel 2659537 - Addenda no 12 / Report de date 2016-10-07 10 h 53 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Cegertec WorleyParsons Inc 255, rue Racine Est Case postale 8420 Chicoutimi, QC, G7H 7L2 http://www.cegertecworleyparsons.com	Madame Danielle Guay Téléphone : 418 549-6680 Télécopieur : 418 549-7105	**Commande : (1167027)** 2016-08-18 13 h 31 **Transmission :** 2016-08-18 13 h 31	2624274 - Addenda no 1- Report de date 2016-08-18 13 h 31 - Aucun 2624280 - Addenda no 1 - Cahiers techniques 2016-08-18 13 h 31 - Aucun 2624282 - Addenda no 1 - Autres documents HQ 2016-08-18 13 h 31 - Aucun 2624283 - Addenda no 1 - Études géotechniques et rapports 2016-08-18 13 h 31 - Aucun 2624285 - Addenda no 1 - A - Plans 2016-08-18 13 h 31 - Aucun 2624286 - Addenda no 1 - B- Plans 2016-08-18 13 h 31 - Aucun 2624287 - Addenda no 1 - C- Plans 2016-08-18 13 h 31 - Aucun 2624288 - Addenda no 1 - Plans sur DVD 2016-08-18 13 h 31 - Aucun 2624373 - Addenda no 1 - Protection incendie 2016-08-18 13 h 31 - Aucun 2627716 - Addenda no 2 2016-08-18 13 h 31 - Aucun 2627718 - Addenda no 2 - Cahiers techniques 2016-08-18 13 h 31 - Aucun 2630753 - Addenda no 3 2016-08-18 13 h 31 - Aucun 2630757 - Addenda no 3 2016-08-18 13 h 31 - Aucun 2633701 - Addenda no 4 2016-08-18 13 h 31 - Aucun 2634628 - Addenda no 4 2016-08-18 13 h 31 - Aucun 2639140 - Addenda no 5 - Report de date 2016-08-18 13 h 31 - Téléchargement 2639142 - Addenda no 5 2016-08-18 14 h 13 - Courriel

			2643182 - Addenda no 6 2016-08-29 12 h 10 - Télécopie 2644802 - Addenda no. 7 2016-09-01 8 h 08 - Courriel 2647355 - Addenda no 8 2016-09-08 11 h 44 - Courriel 2650440 - Addenda no 9 / Report de date 2016-09-15 15 h 12 - Courriel 2654974 - Addenda no 10 2016-09-28 10 h 06 - Télécopie 2657409 - Addenda no 11 2016-10-03 15 h 34 - Courriel 2659537 - Addenda no 12 / Report de date 2016-10-07 13 h 05 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Cegertec WorleyParsons Inc 255, rue Racine Est Case postale 8420 Chicoutimi, QC, G7H 7L2 http://www.cegertecworleyparsons.com	Madame Danielle Guay Téléphone : 418 549-6680 Télécopieur : 418 549-7105	**Commande : (1167142)** 2016-08-18 15 h 41 **Transmission :** 2016-08-18 15 h 41	2624274 - Addenda no 1- Report de date 2016-08-18 15 h 41 - Aucun 2624280 - Addenda no 1 - Cahiers techniques 2016-08-18 15 h 41 - Aucun 2624282 - Addenda no 1 - Autres documents HQ 2016-08-18 15 h 41 - Aucun 2624283 - Addenda no 1 - Études géotechniques et rapports 2016-08-18 15 h 41 - Aucun 2624285 - Addenda no 1 - A - Plans 2016-08-18 15 h 41 - Aucun 2624286 - Addenda no 1 - B- Plans 2016-08-18 15 h 41 - Aucun 2624287 - Addenda no 1 - C- Plans 2016-08-18 15 h 41 - Aucun 2624288 - Addenda no 1 - Plans sur DVD 2016-08-18 15 h 41 - Aucun 2624373 - Addenda no 1 - Protection incendie 2016-08-18 15 h 41 - Aucun 2627716 - Addenda no 2 2016-08-18 15 h 41 - Aucun 2627718 - Addenda no 2 - Cahiers techniques 2016-08-18 15 h 41 - Aucun 2630753 - Addenda no 3 2016-08-18 15 h 41 - Aucun 2630757 - Addenda no 3 2016-08-18 15 h 41 - Aucun 2633701 - Addenda no 4 2016-08-18 15 h 41 - Aucun 2634628 - Addenda no 4 2016-08-18 15 h 41 - Aucun

			2639140 - Addenda no 5 - Report de date 2016-08-18 15 h 41 - Aucun 2639142 - Addenda no 5 2016-08-18 15 h 41 - Téléchargement 2643182 - Addenda no 6 2016-08-29 9 h 42 - Télécopie 2644802 - Addenda no. 7 2016-09-01 8 h 08 - Courriel 2647355 - Addenda no 8 2016-09-08 11 h 44 - Courriel 2650440 - Addenda no 9 / Report de date 2016-09-15 15 h 12 - Courriel 2654974 - Addenda no 10 2016-09-28 10 h 04 - Télécopie 2657409 - Addenda no 11 2016-10-03 15 h 34 - Courriel 2659537 - Addenda no 12 / Report de date 2016-10-07 11 h 58 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Cegertec WorleyParsons Inc 255, rue Racine Est Case postale 8420 Chicoutimi, QC, G7H 7L2 http://www.cegertecworleyparsons.com	Madame Danielle Guay Téléphone : 418 549-6680 Télécopieur : 418 549-7105	**Commande : (1171377)** 2016-08-30 9 h 01 **Transmission :** 2016-08-30 9 h 01	2624274 - Addenda no 1- Report de date 2016-08-30 9 h 01 - Aucun 2624280 - Addenda no 1 - Cahiers techniques 2016-08-30 9 h 01 - Aucun 2624282 - Addenda no 1 - Autres documents HQ 2016-08-30 9 h 01 - Aucun 2624283 - Addenda no 1 - Études géotechniques et rapports 2016-08-30 9 h 01 - Aucun 2624285 - Addenda no 1 - A - Plans 2016-08-30 9 h 01 - Aucun 2624286 - Addenda no 1 - B- Plans 2016-08-30 9 h 01 - Aucun 2624287 - Addenda no 1 - C- Plans 2016-08-30 9 h 01 - Aucun 2624288 - Addenda no 1 - Plans sur DVD 2016-08-30 9 h 01 - Aucun 2624373 - Addenda no 1 - Protection incendie 2016-08-30 9 h 01 - Aucun 2627716 - Addenda no 2 2016-08-30 9 h 01 - Aucun 2627718 - Addenda no 2 - Cahiers techniques 2016-08-30 9 h 01 - Aucun 2630753 - Addenda no 3 2016-08-30 9 h 01 - Aucun

			2630757 - Addenda no 3 2016-08-30 9 h 01 - Aucun 2633701 - Addenda no 4 2016-08-30 9 h 01 - Aucun 2634628 - Addenda no 4 2016-08-30 9 h 01 - Aucun 2639140 - Addenda no 5 - Report de date 2016-08-30 9 h 01 - Aucun 2639142 - Addenda no 5 2016-08-30 9 h 01 - Aucun 2643182 - Addenda no 6 2016-08-30 9 h 01 - Téléchargement 2644802 - Addenda no. 7 2016-09-01 8 h 08 - Courriel 2647355 - Addenda no 8 2016-09-08 11 h 44 - Courriel 2650440 - Addenda no 9 / Report de date 2016-09-15 15 h 12 - Courriel 2654974 - Addenda no 10 2016-09-27 16 h 48 - Télécopie 2657409 - Addenda no 11 2016-10-03 15 h 34 - Courriel 2659537 - Addenda no 12 / Report de date 2016-10-07 13 h 35 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Cegertec WorleyParsons Inc 255, rue Racine Est Case postale 8420 Chicoutimi, QC, G7H 7L2 http://www.cegertecworleyparsons.com	Madame Danielle Guay Téléphone : 418 549-6680 Télécopieur : 418 549-7105	**Commande : (1173121)** 2016-09-02 9 h 42 **Transmission :** 2016-09-02 9 h 42	2624274 - Addenda no 1- Report de date 2016-09-02 9 h 42 - Aucun 2624280 - Addenda no 1 - Cahiers techniques 2016-09-02 9 h 42 - Aucun 2624282 - Addenda no 1 - Autres documents HQ 2016-09-02 9 h 42 - Aucun 2624283 - Addenda no 1 - Études géotechniques et rapports 2016-09-02 9 h 42 - Aucun 2624285 - Addenda no 1 - A - Plans 2016-09-02 9 h 42 - Aucun 2624286 - Addenda no 1 - B- Plans 2016-09-02 9 h 42 - Aucun 2624287 - Addenda no 1 - C- Plans 2016-09-02 9 h 42 - Aucun 2624288 - Addenda no 1 - Plans sur DVD 2016-09-02 9 h 42 - Aucun 2624373 - Addenda no 1 - Protection incendie 2016-09-02 9 h 42 - Aucun 2627716 - Addenda no 2 2016-09-02 9 h 42 - Aucun

			2627718 - Addenda no 2 - Cahiers techniques 2016-09-02 9 h 42 - Aucun 2630753 - Addenda no 3 2016-09-02 9 h 42 - Aucun 2630757 - Addenda no 3 2016-09-02 9 h 42 - Aucun 2633701 - Addenda no 4 2016-09-02 9 h 42 - Aucun 2634628 - Addenda no 4 2016-09-02 9 h 42 - Aucun 2639140 - Addenda no 5 - Report de date 2016-09-02 9 h 42 - Aucun 2639142 - Addenda no 5 2016-09-02 9 h 42 - Aucun 2643182 - Addenda no 6 2016-09-02 9 h 42 - Aucun 2644802 - Addenda no. 7 2016-09-02 9 h 42 - Téléchargement 2647355 - Addenda no 8 2016-09-08 11 h 44 - Courriel 2650440 - Addenda no 9 / Report de date 2016-09-15 15 h 12 - Courriel 2654974 - Addenda no 10 2016-09-27 16 h 14 - Télécopie 2657409 - Addenda no 11 2016-10-03 15 h 34 - Courriel 2659537 - Addenda no 12 / Report de date 2016-10-07 13 h 40 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Cegertec WorleyParsons Inc 255, rue Racine Est Case postale 8420 Chicoutimi, QC, G7H 7L2 http://www.cegertecworleyparsons.com	Madame Danielle Guay Téléphone : 418 549-6680 Télécopieur : 418 549-7105	**Commande : (1175105)** 2016-09-08 13 h 21 **Transmission :** 2016-09-08 13 h 21	2624274 - Addenda no 1- Report de date 2016-09-08 13 h 21 - Aucun 2624280 - Addenda no 1 - Cahiers techniques 2016-09-08 13 h 21 - Aucun 2624282 - Addenda no 1 - Autres documents HQ 2016-09-08 13 h 21 - Aucun 2624283 - Addenda no 1 - Études géotechniques et rapports 2016-09-08 13 h 21 - Aucun 2624285 - Addenda no 1 - A - Plans 2016-09-08 13 h 21 - Aucun 2624286 - Addenda no 1 - B- Plans 2016-09-08 13 h 21 - Aucun 2624287 - Addenda no 1 - C- Plans 2016-09-08 13 h 21 - Aucun 2624288 - Addenda no 1 - Plans sur DVD 2016-09-08 13 h 21 - Aucun

			2624373 - Addenda no 1 - Protection incendie 2016-09-08 13 h 21 - Aucun 2627716 - Addenda no 2 2016-09-08 13 h 21 - Aucun 2627718 - Addenda no 2 - Cahiers techniques 2016-09-08 13 h 21 - Aucun 2630753 - Addenda no 3 2016-09-08 13 h 21 - Aucun 2630757 - Addenda no 3 2016-09-08 13 h 21 - Aucun 2633701 - Addenda no 4 2016-09-08 13 h 21 - Aucun 2634628 - Addenda no 4 2016-09-08 13 h 21 - Aucun 2639140 - Addenda no 5 - Report de date 2016-09-08 13 h 21 - Aucun 2639142 - Addenda no 5 2016-09-08 13 h 21 - Aucun 2643182 - Addenda no 6 2016-09-08 13 h 21 - Aucun 2644802 - Addenda no. 7 2016-09-08 13 h 21 - Aucun 2647355 - Addenda no 8 2016-09-08 13 h 21 - Téléchargement 2650440 - Addenda no 9 / Report de date 2016-09-15 15 h 12 - Courriel 2654974 - Addenda no 10 2016-09-28 9 h 49 - Télécopie 2657409 - Addenda no 11 2016-10-03 15 h 34 - Courriel 2659537 - Addenda no 12 / Report de date 2016-10-07 13 h 45 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Cegertec WorleyParsons Inc 255, rue Racine Est Case postale 8420 Chicoutimi, QC, G7H 7L2 http://www.cegertecworleyparsons.com	Madame Danielle Guay Téléphone : 418 549-6680 Télécopieur : 418 549-7105	**Commande : (1178544)** 2016-09-16 11 h 35 **Transmission :** 2016-09-16 11 h 35	2624274 - Addenda no 1- Report de date 2016-09-16 11 h 35 - Aucun 2624280 - Addenda no 1 - Cahiers techniques 2016-09-16 11 h 35 - Aucun 2624282 - Addenda no 1 - Autres documents HQ 2016-09-16 11 h 35 - Aucun 2624283 - Addenda no 1 - Études géotechniques et rapports 2016-09-16 11 h 35 - Aucun 2624285 - Addenda no 1 - A - Plans 2016-09-16 11 h 35 - Aucun 2624286 - Addenda no 1 - B- Plans 2016-09-16 11 h 35 - Aucun

			2624287 - Addenda no 1 - C- Plans 2016-09-16 11 h 35 - Aucun 2624288 - Addenda no 1 - Plans sur DVD 2016-09-16 11 h 35 - Aucun 2624373 - Addenda no 1 - Protection incendie 2016-09-16 11 h 35 - Aucun 2627716 - Addenda no 2 2016-09-16 11 h 35 - Aucun 2627718 - Addenda no 2 - Cahiers techniques 2016-09-16 11 h 35 - Aucun 2630753 - Addenda no 3 2016-09-16 11 h 35 - Aucun 2630757 - Addenda no 3 2016-09-16 11 h 35 - Aucun 2633701 - Addenda no 4 2016-09-16 11 h 35 - Aucun 2634628 - Addenda no 4 2016-09-16 11 h 35 - Aucun 2639140 - Addenda no 5 - Report de date 2016-09-16 11 h 35 - Aucun 2639142 - Addenda no 5 2016-09-16 11 h 35 - Aucun 2643182 - Addenda no 6 2016-09-16 11 h 35 - Aucun 2644802 - Addenda no. 7 2016-09-16 11 h 35 - Aucun 2647355 - Addenda no 8 2016-09-16 11 h 35 - Aucun 2650440 - Addenda no 9 / Report de date 2016-09-16 11 h 35 - Téléchargement 2654974 - Addenda no 10 2016-09-27 17 h 21 - Télécopie 2657409 - Addenda no 11 2016-10-03 15 h 34 - Courriel 2659537 - Addenda no 12 / Report de date 2016-10-07 11 h 24 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Cegertec WorleyParsons Inc 255, rue Racine Est Case postale 8420 Chicoutimi, QC, G7H 7L2 http://www.cegertecworleyparsons.com	Madame Danielle Guay Téléphone : 418 549-6680 Télécopieur : 418 549-7105	**Commande : (1183523)** 2016-09-28 13 h 50 **Transmission :** 2016-09-28 13 h 50	2624274 - Addenda no 1- Report de date 2016-09-28 13 h 50 - Aucun 2624280 - Addenda no 1 - Cahiers techniques 2016-09-28 13 h 50 - Aucun 2624282 - Addenda no 1 - Autres documents HQ 2016-09-28 13 h 50 - Aucun

2624283 - Addenda no 1 - Études géotechniques et rapports
2016-09-28 13 h 50 - Aucun

2624285 - Addenda no 1 - A - Plans
2016-09-28 13 h 50 - Aucun

2624286 - Addenda no 1 - B- Plans
2016-09-28 13 h 50 - Aucun

2624287 - Addenda no 1 - C- Plans
2016-09-28 13 h 50 - Aucun

2624288 - Addenda no 1 - Plans sur DVD
2016-09-28 13 h 50 - Aucun

2624373 - Addenda no 1 - Protection incendie
2016-09-28 13 h 50 - Aucun

2627716 - Addenda no 2
2016-09-28 13 h 50 - Aucun

2627718 - Addenda no 2 - Cahiers techniques
2016-09-28 13 h 50 - Aucun

2630753 - Addenda no 3
2016-09-28 13 h 50 - Aucun

2630757 - Addenda no 3
2016-09-28 13 h 50 - Aucun

2633701 - Addenda no 4
2016-09-28 13 h 50 - Aucun

2634628 - Addenda no 4
2016-09-28 13 h 50 - Aucun

2639140 - Addenda no 5 - Report de date
2016-09-28 13 h 50 - Aucun

2639142 - Addenda no 5
2016-09-28 13 h 50 - Aucun

2643182 - Addenda no 6
2016-09-28 13 h 50 - Aucun

2644802 - Addenda no. 7
2016-09-28 13 h 50 - Aucun

2647355 - Addenda no 8
2016-09-28 13 h 50 - Aucun

2650440 - Addenda no 9 / Report de date
2016-09-28 13 h 50 - Aucun

2654974 - Addenda no 10
2016-09-28 13 h 50 - Téléchargement

2657409 - Addenda no 11
2016-10-03 15 h 34 - Courriel

2659537 - Addenda no 12 / Report de date
2016-10-07 13 h 51 - Télécopie

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Cegertec WorleyParsons Inc 255, rue Racine Est Case postale 8420	Madame Danielle Guay Téléphone : 418 549-6680	**Commande : (1188449)** 2016-10-12 10 h **Transmission :** 2016-10-12 10 h	2624274 - Addenda no 1- Report de date 2016-10-12 10 h - Aucun

Chicoutimi, QC, G7H 7L2
http://www.cegertecworleyparsons.com

Télécopieur : 418 549-7105

2624280 - Addenda no 1 - Cahiers techniques
2016-10-12 10 h - Aucun

2624282 - Addenda no 1 - Autres documents HQ
2016-10-12 10 h - Aucun

2624283 - Addenda no 1 - Études géotechniques et rapports
2016-10-12 10 h - Aucun

2624285 - Addenda no 1 - A - Plans
2016-10-12 10 h - Aucun

2624286 - Addenda no 1 - B- Plans
2016-10-12 10 h - Aucun

2624287 - Addenda no 1 - C- Plans
2016-10-12 10 h - Aucun

2624288 - Addenda no 1 - Plans sur DVD
2016-10-12 10 h - Aucun

2624373 - Addenda no 1 - Protection incendie
2016-10-12 10 h - Aucun

2627716 - Addenda no 2
2016-10-12 10 h - Aucun

2627718 - Addenda no 2 - Cahiers techniques
2016-10-12 10 h - Aucun

2630753 - Addenda no 3
2016-10-12 10 h - Aucun

2630757 - Addenda no 3
2016-10-12 10 h - Aucun

2633701 - Addenda no 4
2016-10-12 10 h - Aucun

2634628 - Addenda no 4
2016-10-12 10 h - Aucun

2639140 - Addenda no 5 - Report de date
2016-10-12 10 h - Aucun

2639142 - Addenda no 5
2016-10-12 10 h - Aucun

2643182 - Addenda no 6
2016-10-12 10 h - Aucun

2644802 - Addenda no. 7
2016-10-12 10 h - Aucun

2647355 - Addenda no 8
2016-10-12 10 h - Aucun

2650440 - Addenda no 9 / Report de date
2016-10-12 10 h - Aucun

2654974 - Addenda no 10
2016-10-12 10 h - Aucun

2657409 - Addenda no 11
2016-10-12 10 h - Aucun

2659537 - Addenda no 12 / Report de date
2016-10-12 10 h - Téléchargement

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

			Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
CIMA+s.e.n.c. 3400, boul. du souvenir bureau 600 Laval, QC, H7V 3Z2 http://www.cima.ca	Madame Hélène Chouinard Téléphone : 514 337-2462 Télécopieur : 450 682-1013	**Commande : (1140115)** 2016-06-13 15 h 24 **Transmission :** 2016-06-13 15 h 24	2624274 - Addenda no 1- Report de date 2016-07-11 13 h 40 - Courriel 2624280 - Addenda no 1 - Cahiers techniques 2016-07-11 15 h 16 - Messagerie 2624282 - Addenda no 1 - Autres documents HQ 2016-07-11 13 h 45 - Courriel 2624283 - Addenda no 1 - Études géotechniques et rapports 2016-07-11 14 h 56 - Messagerie 2624285 - Addenda no 1 - A - Plans 2016-07-11 13 h 59 - Courriel 2624286 - Addenda no 1 - B- Plans 2016-07-12 11 h 26 - Messagerie 2624287 - Addenda no 1 - C- Plans 2016-07-12 11 h 52 - Messagerie 2624288 - Addenda no 1 - Plans sur DVD 2016-07-12 14 h 21 - Messagerie 2624373 - Addenda no 1 - Protection incendie 2016-07-11 14 h 41 - Courriel 2627716 - Addenda no 2 2016-07-18 13 h 38 - Courriel 2627718 - Addenda no 2 - Cahiers techniques 2016-07-18 14 h 16 - Courriel 2630753 - Addenda no 3 2016-07-26 10 h 50 - Courriel 2630757 - Addenda no 3 2016-07-26 11 h 12 - Messagerie 2633701 - Addenda no 4 2016-08-04 15 h 51 - Télécopie 2634628 - Addenda no 4 2016-08-10 20 h 12 - Messagerie 2639140 - Addenda no 5 - Report de date 2016-08-18 13 h 35 - Messagerie 2639142 - Addenda no 5 2016-08-18 14 h 13 - Courriel 2643182 - Addenda no 6 2016-08-29 9 h 12 - Télécopie 2644802 - Addenda no. 7 2016-09-01 8 h 08 - Courriel 2647355 - Addenda no 8 2016-09-08 11 h 44 - Courriel 2650440 - Addenda no 9 / Report de date 2016-09-15 15 h 12 - Courriel 2654974 - Addenda no 10 2016-09-27 15 h 44 - Télécopie 2657409 - Addenda no 11 2016-10-03 15 h 34 - Courriel

			2659537 - Addenda no 12 / Report de date 2016-10-07 10 h 21 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Construction St-Arnaud Inc. 151 rue Principale Sainte-Geneviève-de-Batiscan, QC, G0X 2R0	Monsieur Réal Marchand Téléphone : 418 362-2527 Télécopieur : 418 362-3215	**Commande : (1153670)** 2016-07-13 13 h 31 **Transmission :** 2016-07-13 17 h 25	2624274 - Addenda no 1- Report de date 2016-07-13 13 h 31 - Téléchargement 2624280 - Addenda no 1 - Cahiers techniques 2016-07-13 13 h 31 - Téléchargement 2624282 - Addenda no 1 - Autres documents HQ 2016-07-13 13 h 31 - Téléchargement 2624283 - Addenda no 1 - Études géotechniques et rapports 2016-07-13 13 h 31 - Téléchargement 2624285 - Addenda no 1 - A - Plans 2016-07-13 13 h 31 - Messagerie 2624286 - Addenda no 1 - B- Plans 2016-07-13 13 h 31 - Messagerie 2624287 - Addenda no 1 - C- Plans 2016-07-13 13 h 31 - Messagerie 2624288 - Addenda no 1 - Plans sur DVD 2016-07-13 13 h 31 - Messagerie 2624373 - Addenda no 1 - Protection incendie 2016-07-13 13 h 31 - Téléchargement 2627716 - Addenda no 2 2016-07-18 13 h 39 - Courriel 2627718 - Addenda no 2 - Cahiers techniques 2016-07-18 14 h 16 - Courriel 2630753 - Addenda no 3 2016-07-26 10 h 50 - Courriel 2630757 - Addenda no 3 2016-07-26 11 h 15 - Messagerie 2633701 - Addenda no 4 2016-08-04 15 h 51 - Télécopie 2634628 - Addenda no 4 2016-08-10 20 h 18 - Messagerie 2639140 - Addenda no 5 - Report de date 2016-08-18 13 h 41 - Messagerie 2639142 - Addenda no 5 2016-08-18 14 h 13 - Courriel 2643182 - Addenda no 6 2016-08-29 9 h 13 - Télécopie 2644802 - Addenda no. 7 2016-09-01 8 h 08 - Courriel

			2647355 - Addenda no 8 2016-09-08 11 h 44 - Courriel 2650440 - Addenda no 9 / Report de date 2016-09-15 15 h 12 - Courriel 2654974 - Addenda no 10 2016-09-27 16 h 17 - Télécopie 2657409 - Addenda no 11 2016-10-03 15 h 34 - Courriel 2659537 - Addenda no 12 / Report de date 2016-10-07 10 h 24 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
EBC Inc 750-740, Notre-Dame ouest Montréal, QC, H3C 3X6 http://www.ebcinc.qc.ca	Monsieur Jean-Serge D'Aoust Téléphone : 514 844-0660 Télécopieur : 514 844-9249	**Commande : (1163391)** 2016-08-11 8 h 52 **Transmission :** 2016-08-11 10 h 03	2624274 - Addenda no 1- Report de date 2016-08-11 8 h 52 - Téléchargement 2624280 - Addenda no 1 - Cahiers techniques 2016-08-11 8 h 52 - Téléchargement 2624282 - Addenda no 1 - Autres documents HQ 2016-08-11 8 h 52 - Téléchargement 2624283 - Addenda no 1 - Études géotechniques et rapports 2016-08-11 8 h 52 - Téléchargement 2624285 - Addenda no 1 - A - Plans 2016-08-11 8 h 52 - Messagerie 2624286 - Addenda no 1 - B- Plans 2016-08-11 8 h 52 - Messagerie 2624287 - Addenda no 1 - C- Plans 2016-08-11 8 h 52 - Messagerie 2624288 - Addenda no 1 - Plans sur DVD 2016-08-11 8 h 52 - Messagerie 2624373 - Addenda no 1 - Protection incendie 2016-08-11 8 h 52 - Téléchargement 2627716 - Addenda no 2 2016-08-11 8 h 52 - Téléchargement 2627718 - Addenda no 2 - Cahiers techniques 2016-08-11 8 h 52 - Téléchargement 2630753 - Addenda no 3 2016-08-11 8 h 52 - Téléchargement 2630757 - Addenda no 3 2016-08-11 8 h 52 - Messagerie 2633701 - Addenda no 4 2016-08-11 8 h 52 - Téléchargement 2634628 - Addenda no 4 2016-08-11 8 h 52 - Messagerie 2639140 - Addenda no 5 - Report de date 2016-08-18 13 h 33 - Messagerie 2639142 - Addenda no 5 2016-08-18 14 h 24 - Messagerie

			2643182 - Addenda no 6 2016-08-29 9 h 13 - Télécopie 2644802 - Addenda no. 7 2016-09-01 8 h 08 - Courriel 2647355 - Addenda no 8 2016-09-08 11 h 44 - Courriel 2650440 - Addenda no 9 / Report de date 2016-09-15 15 h 12 - Courriel 2654974 - Addenda no 10 2016-09-27 15 h 43 - Télécopie 2657409 - Addenda no 11 2016-10-03 15 h 34 - Courriel 2659537 - Addenda no 12 / Report de date 2016-10-07 10 h 20 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Electro Saguenay LTEE. 245, rue des Huarts Alma, QC, G8E 2G1	Monsieur Jean-Pierre Fleury Téléphone : 418 347-3371 Télécopieur : 418 347-4242	**Commande : (1145506)** 2016-06-23 15 h 43 **Transmission :** 2016-06-23 15 h 43	2624274 - Addenda no 1- Report de date 2016-07-11 13 h 40 - Courriel 2624280 - Addenda no 1 - Cahiers techniques 2016-07-11 15 h 40 - Messagerie 2624282 - Addenda no 1 - Autres documents HQ 2016-07-11 13 h 45 - Courriel 2624283 - Addenda no 1 - Études géotechniques et rapports 2016-07-11 15 h 03 - Messagerie 2624285 - Addenda no 1 - A - Plans 2016-07-11 13 h 59 - Courriel 2624286 - Addenda no 1 - B- Plans 2016-07-12 11 h 31 - Messagerie 2624287 - Addenda no 1 - C- Plans 2016-07-12 11 h 56 - Messagerie 2624288 - Addenda no 1 - Plans sur DVD 2016-07-12 14 h 24 - Messagerie 2624373 - Addenda no 1 - Protection incendie 2016-07-11 14 h 41 - Courriel 2627716 - Addenda no 2 2016-07-18 13 h 39 - Courriel 2627718 - Addenda no 2 - Cahiers techniques 2016-07-18 14 h 16 - Courriel 2630753 - Addenda no 3 2016-07-26 10 h 50 - Courriel 2630757 - Addenda no 3 2016-07-26 11 h 16 - Messagerie 2633701 - Addenda no 4 2016-08-04 15 h 52 - Télécopie 2634628 - Addenda no 4 2016-08-10 20 h 19 - Messagerie

			2639140 - Addenda no 5 - Report de date 2016-08-18 13 h 41 - Messagerie 2639142 - Addenda no 5 2016-08-18 14 h 13 - Courriel 2643182 - Addenda no 6 2016-08-29 9 h 13 - Télécopie 2644802 - Addenda no. 7 2016-09-01 8 h 08 - Courriel 2647355 - Addenda no 8 2016-09-08 11 h 44 - Courriel 2650440 - Addenda no 9 / Report de date 2016-09-15 15 h 12 - Courriel 2654974 - Addenda no 10 2016-09-27 15 h 48 - Télécopie 2657409 - Addenda no 11 2016-10-03 15 h 34 - Courriel 2659537 - Addenda no 12 / Report de date 2016-10-07 10 h 51 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Elite Technologie Inc. 2109, Blvd St-Regis Dollard-des-Ormeaux, QC, H9B 2M9	Monsieur Luc Sevrette Téléphone : 514 695-7001 Télécopieur : 514 695-2665	**Commande : (1176214)** 2016-09-12 10 h 36 **Transmission :** 2016-09-12 13 h 04	2624274 - Addenda no 1- Report de date 2016-09-12 10 h 36 - Téléchargement 2624280 - Addenda no 1 - Cahiers techniques 2016-09-12 10 h 36 - Téléchargement 2624282 - Addenda no 1 - Autres documents HQ 2016-09-12 10 h 36 - Téléchargement 2624283 - Addenda no 1 - Études géotechniques et rapports 2016-09-12 10 h 36 - Téléchargement 2624285 - Addenda no 1 - A - Plans 2016-09-12 10 h 36 - Téléchargement 2624286 - Addenda no 1 - B- Plans 2016-09-12 10 h 36 - Téléchargement 2624287 - Addenda no 1 - C- Plans 2016-09-12 10 h 36 - Téléchargement 2624288 - Addenda no 1 - Plans sur DVD 2016-09-12 10 h 36 - Messagerie 2624373 - Addenda no 1 - Protection incendie 2016-09-12 10 h 36 - Téléchargement

2627716 - Addenda no 2
2016-09-12 10 h 36 - Téléchargement

2627718 - Addenda no 2 - Cahiers techniques
2016-09-12 10 h 36 - Téléchargement

2630753 - Addenda no 3
2016-09-12 10 h 36 - Téléchargement

2630757 - Addenda no 3
2016-09-12 10 h 36 - Téléchargement

2633701 - Addenda no 4
2016-09-12 10 h 36 - Téléchargement

2634628 - Addenda no 4
2016-09-12 10 h 36 - Messagerie

2639140 - Addenda no 5 - Report de date
2016-09-12 10 h 36 - Téléchargement

2639142 - Addenda no 5
2016-09-12 10 h 36 - Téléchargement

2643182 - Addenda no 6
2016-09-12 10 h 36 - Téléchargement

2644802 - Addenda no. 7
2016-09-12 10 h 36 - Téléchargement

2647355 - Addenda no 8
2016-09-12 10 h 36 - Téléchargement

2650440 - Addenda no 9 / Report de date
2016-09-15 15 h 12 - Courriel

2654974 - Addenda no 10
2016-09-27 16 h 41 - Télécopie

2657409 - Addenda no 11
2016-10-03 15 h 34 - Courriel

2659537 - Addenda no 12 / Report de date
2016-10-07 10 h 22 - Télécopie

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Environnement Routier NRJ Inc .
23 av Milton
Lachine
Montréal, QC, H8R 1K6
http://www.nrj.ca

Madame Louise Genest
Téléphone : 514 481-0451
Télécopieur : 514 481-2899

Commande : (1146725)
2016-06-28 14 h 14
Transmission :
2016-06-28 14 h 14

2624274 - Addenda no 1- Report de date
2016-07-11 13 h 40 - Courriel

2624280 - Addenda no 1 - Cahiers techniques
2016-07-11 15 h 15 - Messagerie

2624282 - Addenda no 1 - Autres documents HQ
2016-07-11 13 h 45 - Courriel

			2624283 - Addenda no 1 - Études géotechniques et rapports 2016-07-11 14 h 51 - Messagerie 2624285 - Addenda no 1 - A - Plans 2016-07-11 13 h 59 - Courriel 2624286 - Addenda no 1 - B- Plans 2016-07-12 11 h 25 - Messagerie 2624287 - Addenda no 1 - C- Plans 2016-07-12 11 h 51 - Messagerie 2624288 - Addenda no 1 - Plans sur DVD 2016-07-12 14 h 21 - Messagerie 2624373 - Addenda no 1 - Protection incendie 2016-07-11 14 h 41 - Courriel 2627716 - Addenda no 2 2016-07-18 13 h 38 - Courriel 2627718 - Addenda no 2 - Cahiers techniques 2016-07-18 14 h 16 - Courriel 2630753 - Addenda no 3 2016-07-26 10 h 50 - Courriel 2630757 - Addenda no 3 2016-07-26 11 h 12 - Messagerie 2633701 - Addenda no 4 2016-08-04 15 h 51 - Télécopie 2634628 - Addenda no 4 2016-08-10 20 h 07 - Messagerie 2639140 - Addenda no 5 - Report de date 2016-08-18 13 h 34 - Messagerie 2639142 - Addenda no 5 2016-08-18 14 h 13 - Courriel 2643182 - Addenda no 6 2016-08-29 9 h 12 - Télécopie 2644802 - Addenda no. 7 2016-09-01 8 h 08 - Courriel 2647355 - Addenda no 8 2016-09-08 11 h 44 - Courriel 2650440 - Addenda no 9 / Report de date 2016-09-15 15 h 12 - Courriel 2654974 - Addenda no 10 2016-09-27 15 h 47 - Télécopie 2657409 - Addenda no 11 2016-10-03 15 h 34 - Courriel 2659537 - Addenda no 12 / Report de date 2016-10-07 10 h 23 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Groupe Alphard inc. 5570, avenue Casgrain Bureau 101 Montréal, QC, H2T1X9 http://www.alphard.com	Monsieur Francis Jacquelin Téléphone : 514 543-6580	**Commande : (1137189)** 2016-06-07 15 h 38 **Transmission :** 2016-06-07 15 h 38	2624274 - Addenda no 1- Report de date 2016-07-11 13 h 40 - Courriel

Télécopieur : 514
543-6580

2624280 - Addenda no 1 - Cahiers techniques
2016-07-11 15 h 38 - Messagerie

2624282 - Addenda no 1 - Autres documents HQ
2016-07-11 13 h 45 - Courriel

2624283 - Addenda no 1 - Études géotechniques et rapports
2016-07-11 15 h - Messagerie

2624285 - Addenda no 1 - A - Plans
2016-07-11 13 h 59 - Courriel

2624286 - Addenda no 1 - B- Plans
2016-07-12 11 h 29 - Messagerie

2624287 - Addenda no 1 - C- Plans
2016-07-12 11 h 54 - Messagerie

2624288 - Addenda no 1 - Plans sur DVD
2016-07-12 14 h 23 - Messagerie

2624373 - Addenda no 1 - Protection incendie
2016-07-11 14 h 41 - Courriel

2627716 - Addenda no 2
2016-07-18 13 h 39 - Courriel

2627718 - Addenda no 2 - Cahiers techniques
2016-07-18 14 h 16 - Courriel

2630753 - Addenda no 3
2016-07-26 10 h 50 - Courriel

2630757 - Addenda no 3
2016-07-26 11 h 14 - Messagerie

2633701 - Addenda no 4
2016-08-05 9 h 46 - Télécopie

2634628 - Addenda no 4
2016-08-10 20 h 16 - Messagerie

2639140 - Addenda no 5 - Report de date
2016-08-18 13 h 38 - Messagerie

2639142 - Addenda no 5
2016-08-18 14 h 13 - Courriel

2643182 - Addenda no 6
2016-08-29 12 h 24 - Télécopie

2644802 - Addenda no. 7
2016-09-01 8 h 08 - Courriel

2647355 - Addenda no 8
2016-09-08 11 h 44 - Courriel

2650440 - Addenda no 9 / Report de date
2016-09-15 15 h 12 - Courriel

2654974 - Addenda no 10
2016-09-28 9 h 49 - Télécopie

2657409 - Addenda no 11
2016-10-03 15 h 34 - Courriel

2659537 - Addenda no 12 / Report de date
2016-10-07 13 h 54 - Télécopie

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

			Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Imalog Inc. 5490 boul. Thimens Suite 100 Montréal, QC, H4R 2K9	Monsieur Danny Di Schiavi Téléphone : 514 337-7979 Télécopieur :	**Commande : (1173263)** 2016-09-02 11 h 25 **Transmission :** 2016-09-02 14 h 52	2624274 - Addenda no 1- Report de date 2016-09-02 11 h 25 - Téléchargement 2624280 - Addenda no 1 - Cahiers techniques 2016-09-02 11 h 25 - Téléchargement 2624282 - Addenda no 1 - Autres documents HQ 2016-09-02 11 h 25 - Téléchargement 2624283 - Addenda no 1 - Études géotechniques et rapports 2016-09-02 11 h 25 - Téléchargement 2624285 - Addenda no 1 - A - Plans 2016-09-02 11 h 25 - Téléchargement 2624286 - Addenda no 1 - B- Plans 2016-09-02 11 h 25 - Téléchargement 2624287 - Addenda no 1 - C- Plans 2016-09-02 11 h 25 - Téléchargement 2624288 - Addenda no 1 - Plans sur DVD 2016-09-02 11 h 25 - Messagerie 2624373 - Addenda no 1 - Protection incendie 2016-09-02 11 h 25 - Téléchargement 2627716 - Addenda no 2 2016-09-02 11 h 25 - Téléchargement 2627718 - Addenda no 2 - Cahiers techniques 2016-09-02 11 h 25 - Téléchargement 2630753 - Addenda no 3 2016-09-02 11 h 25 - Téléchargement 2630757 - Addenda no 3 2016-09-02 11 h 25 - Téléchargement 2633701 - Addenda no 4 2016-09-02 11 h 25 - Téléchargement 2634628 - Addenda no 4 2016-09-02 11 h 25 - Messagerie 2639140 - Addenda no 5 - Report de date 2016-09-02 11 h 25 - Téléchargement 2639142 - Addenda no 5 2016-09-02 11 h 25 - Téléchargement

			2643182 - Addenda no 6 2016-09-02 11 h 25 - Téléchargement 2644802 - Addenda no. 7 2016-09-02 11 h 25 - Téléchargement 2647355 - Addenda no 8 2016-09-08 11 h 44 - Courriel 2650440 - Addenda no 9 / Report de date 2016-09-15 15 h 12 - Courriel 2654974 - Addenda no 10 2016-09-27 15 h 52 - Messagerie 2657409 - Addenda no 11 2016-10-03 15 h 34 - Courriel 2659537 - Addenda no 12 / Report de date 2016-10-07 10 h 35 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
L'écuyer & Fils Ltée / 17 Du Moulin Saint-Rémi, QC, J0L 2L0	Monsieur David Guay Téléphone : 450 454-3928 Télécopieur : 450 454-7254	**Commande : (1136053)** 2016-06-06 11 h 39 **Transmission :** 2016-06-06 11 h 39	2624274 - Addenda no 1- Report de date 2016-07-11 13 h 40 - Courriel 2624280 - Addenda no 1 - Cahiers techniques 2016-07-11 15 h 15 - Messagerie 2624282 - Addenda no 1 - Autres documents HQ 2016-07-11 13 h 45 - Courriel 2624283 - Addenda no 1 - Études géotechniques et rapports 2016-07-11 14 h 50 - Messagerie 2624285 - Addenda no 1 - A - Plans 2016-07-11 13 h 59 - Courriel 2624286 - Addenda no 1 - B- Plans 2016-07-12 11 h 25 - Messagerie 2624287 - Addenda no 1 - C- Plans 2016-07-12 11 h 50 - Messagerie 2624288 - Addenda no 1 - Plans sur DVD 2016-07-12 14 h 20 - Messagerie 2624373 - Addenda no 1 - Protection incendie 2016-07-11 14 h 41 - Courriel 2627716 - Addenda no 2 2016-07-18 13 h 38 - Courriel 2627718 - Addenda no 2 - Cahiers techniques 2016-07-18 14 h 16 - Courriel 2630753 - Addenda no 3 2016-07-26 10 h 50 - Courriel 2630757 - Addenda no 3 2016-07-26 11 h 12 - Messagerie 2633701 - Addenda no 4 2016-08-04 15 h 51 - Télécopie

			2634628 - Addenda no 4 2016-08-10 20 h 06 - Messagerie 2639140 - Addenda no 5 - Report de date 2016-08-18 13 h 32 - Messagerie 2639142 - Addenda no 5 2016-08-18 14 h 13 - Courriel 2643182 - Addenda no 6 2016-08-29 9 h 12 - Télécopie 2644802 - Addenda no. 7 2016-09-01 8 h 08 - Courriel 2647355 - Addenda no 8 2016-09-08 11 h 44 - Courriel 2650440 - Addenda no 9 / Report de date 2016-09-15 15 h 12 - Courriel 2654974 - Addenda no 10 2016-09-27 15 h 43 - Télécopie 2657409 - Addenda no 11 2016-10-03 15 h 34 - Courriel 2659537 - Addenda no 12 / Report de date 2016-10-07 10 h 21 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Pomerleau Inc... 500, rue St-Jacques, 11e étage Montréal, QC, H2Y 0A2	Madame Nancy Lazure Téléphone : 514 789-2728 Télécopieur : 514 789-2288	**Commande : (1136039)** 2016-06-06 11 h 32 **Transmission :** 2016-06-06 11 h 32	2624274 - Addenda no 1- Report de date 2016-07-11 13 h 40 - Courriel 2624280 - Addenda no 1 - Cahiers techniques 2016-07-11 15 h 15 - Messagerie 2624282 - Addenda no 1 - Autres documents HQ 2016-07-11 13 h 45 - Courriel 2624283 - Addenda no 1 - Études géotechniques et rapports 2016-07-11 14 h 49 - Messagerie 2624285 - Addenda no 1 - A - Plans 2016-07-11 13 h 59 - Courriel 2624286 - Addenda no 1 - B- Plans 2016-07-12 11 h 24 - Messagerie 2624287 - Addenda no 1 - C- Plans 2016-07-12 11 h 50 - Messagerie 2624288 - Addenda no 1 - Plans sur DVD 2016-07-12 14 h 20 - Messagerie 2624373 - Addenda no 1 - Protection incendie 2016-07-11 14 h 41 - Courriel 2627716 - Addenda no 2 2016-07-18 13 h 38 - Courriel 2627718 - Addenda no 2 - Cahiers techniques 2016-07-18 14 h 16 - Courriel 2630753 - Addenda no 3 2016-07-26 10 h 50 - Courriel

			2630757 - Addenda no 3 2016-07-26 11 h 11 - Messagerie 2633701 - Addenda no 4 2016-08-04 15 h 51 - Télécopie 2634628 - Addenda no 4 2016-08-10 20 h 05 - Messagerie 2639140 - Addenda no 5 - Report de date 2016-08-18 13 h 32 - Messagerie 2639142 - Addenda no 5 2016-08-18 14 h 13 - Courriel 2643182 - Addenda no 6 2016-08-29 9 h 12 - Télécopie 2644802 - Addenda no. 7 2016-09-01 8 h 08 - Courriel 2647355 - Addenda no 8 2016-09-08 11 h 44 - Courriel 2650440 - Addenda no 9 / Report de date 2016-09-15 15 h 12 - Courriel 2654974 - Addenda no 10 2016-09-27 15 h 46 - Télécopie 2657409 - Addenda no 11 2016-10-03 15 h 34 - Courriel 2659537 - Addenda no 12 / Report de date 2016-10-07 10 h 23 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Siemens Inc. Technologies du bâtiment 5005, Lévy Montréal, QC, H4R2N9 http://www.siemens.com	Monsieur Irfan Elahi Téléphone : 403 470-1753 Télécopieur :	**Commande : (1137076)** 2016-06-07 14 h 30 **Transmission :** 2016-06-07 14 h 30	2624274 - Addenda no 1- Report de date 2016-07-11 13 h 40 - Courriel 2624280 - Addenda no 1 - Cahiers techniques 2016-07-11 15 h 37 - Messagerie 2624282 - Addenda no 1 - Autres documents HQ 2016-07-11 13 h 45 - Courriel 2624283 - Addenda no 1 - Études géotechniques et rapports 2016-07-11 14 h 58 - Messagerie 2624285 - Addenda no 1 - A - Plans 2016-07-11 15 h 08 - Messagerie 2624286 - Addenda no 1 - B- Plans 2016-07-12 11 h 28 - Messagerie 2624287 - Addenda no 1 - C- Plans 2016-07-12 11 h 53 - Messagerie 2624288 - Addenda no 1 - Plans sur DVD 2016-07-12 14 h 22 - Messagerie 2624373 - Addenda no 1 - Protection incendie 2016-07-11 14 h 41 - Courriel 2627716 - Addenda no 2 2016-07-18 13 h 38 - Courriel

			2627718 - Addenda no 2 - Cahiers techniques 2016-07-18 14 h 16 - Courriel 2630753 - Addenda no 3 2016-07-26 10 h 50 - Courriel 2630757 - Addenda no 3 2016-07-26 11 h 14 - Messagerie 2633701 - Addenda no 4 2016-08-04 16 h 01 - Messagerie 2634628 - Addenda no 4 2016-08-10 20 h 15 - Messagerie 2639140 - Addenda no 5 - Report de date 2016-08-18 13 h 38 - Messagerie 2639142 - Addenda no 5 2016-08-18 14 h 25 - Messagerie 2643182 - Addenda no 6 2016-08-29 9 h 15 - Messagerie 2644802 - Addenda no. 7 2016-09-01 8 h 08 - Courriel 2647355 - Addenda no 8 2016-09-08 11 h 44 - Courriel 2650440 - Addenda no 9 / Report de date 2016-09-15 15 h 12 - Courriel 2654974 - Addenda no 10 2016-09-27 15 h 51 - Messagerie 2657409 - Addenda no 11 2016-10-03 15 h 34 - Courriel 2659537 - Addenda no 12 / Report de date 2016-10-07 10 h 35 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Siemens Inc. Technologies du bâtiment 5005, Lévy Montréal, QC, H4R2N9 http://www.siemens.com	Madame Juliana Freitas Téléphone : 289 681-0645 Télécopieur :	**Commande : (1154389)** 2016-07-14 14 h 31 **Transmission :** 2016-07-14 14 h 31	2624274 - Addenda no 1- Report de date 2016-07-14 14 h 31 - Aucun 2624280 - Addenda no 1 - Cahiers techniques 2016-07-14 14 h 31 - Aucun 2624282 - Addenda no 1 - Autres documents HQ 2016-07-14 14 h 31 - Aucun 2624283 - Addenda no 1 - Études géotechniques et rapports 2016-07-14 14 h 31 - Aucun 2624285 - Addenda no 1 - A - Plans 2016-07-14 14 h 31 - Aucun 2624286 - Addenda no 1 - B- Plans 2016-07-14 14 h 31 - Aucun 2624287 - Addenda no 1 - C- Plans 2016-07-14 14 h 31 - Aucun 2624288 - Addenda no 1 - Plans sur DVD 2016-07-14 14 h 31 - Aucun

			2624373 - Addenda no 1 - Protection incendie 2016-07-14 14 h 31 - Aucun 2627716 - Addenda no 2 2016-07-18 13 h 38 - Courriel 2627718 - Addenda no 2 - Cahiers techniques 2016-07-18 14 h 16 - Courriel 2630753 - Addenda no 3 2016-07-26 10 h 50 - Courriel 2630757 - Addenda no 3 2016-07-26 11 h 10 - Messagerie 2633701 - Addenda no 4 2016-08-04 15 h 57 - Messagerie 2634628 - Addenda no 4 2016-08-10 20 h 02 - Messagerie 2639140 - Addenda no 5 - Report de date 2016-08-18 13 h 29 - Messagerie 2639142 - Addenda no 5 2016-08-18 14 h 23 - Messagerie 2643182 - Addenda no 6 2016-08-29 9 h 13 - Messagerie 2644802 - Addenda no. 7 2016-09-01 8 h 08 - Courriel 2647355 - Addenda no 8 2016-09-08 11 h 44 - Courriel 2650440 - Addenda no 9 / Report de date 2016-09-15 15 h 12 - Courriel 2654974 - Addenda no 10 2016-09-27 15 h 54 - Messagerie 2657409 - Addenda no 11 2016-10-03 15 h 34 - Courriel 2659537 - Addenda no 12 / Report de date 2016-10-07 10 h 36 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Stantec Experts-conseils ltée 600-1060 boulevard Robert-Bourassa Montréal, QC, H3B 4V3	Madame Claudine Talbot Téléphone : 418 626-2054 Télécopieur :	**Commande : (1135978)** 2016-06-06 10 h 51 **Transmission :** 2016-06-06 10 h 51	2624274 - Addenda no 1- Report de date 2016-07-11 13 h 40 - Courriel 2624280 - Addenda no 1 - Cahiers techniques 2016-07-11 15 h 40 - Messagerie 2624282 - Addenda no 1 - Autres documents HQ 2016-07-11 13 h 45 - Courriel 2624283 - Addenda no 1 - Études géotechniques et rapports 2016-07-11 14 h 49 - Messagerie 2624285 - Addenda no 1 - A - Plans 2016-07-11 13 h 59 - Courriel 2624286 - Addenda no 1 - B- Plans 2016-07-12 11 h 32 - Messagerie

			2624287 - Addenda no 1 - C- Plans 2016-07-12 11 h 57 - Messagerie 2624288 - Addenda no 1 - Plans sur DVD 2016-07-12 14 h 19 - Messagerie 2624373 - Addenda no 1 - Protection incendie 2016-07-11 14 h 41 - Courriel 2627716 - Addenda no 2 2016-07-18 13 h 38 - Courriel 2627718 - Addenda no 2 - Cahiers techniques 2016-07-18 14 h 16 - Courriel 2630753 - Addenda no 3 2016-07-26 10 h 50 - Courriel 2630757 - Addenda no 3 2016-07-26 11 h 11 - Messagerie 2633701 - Addenda no 4 2016-08-04 15 h 58 - Messagerie 2634628 - Addenda no 4 2016-08-10 20 h 04 - Messagerie 2639140 - Addenda no 5 - Report de date 2016-08-18 13 h 30 - Messagerie 2639142 - Addenda no 5 2016-08-18 14 h 13 - Courriel 2643182 - Addenda no 6 2016-08-29 9 h 13 - Messagerie 2644802 - Addenda no. 7 2016-09-01 8 h 08 - Courriel 2647355 - Addenda no 8 2016-09-08 11 h 44 - Courriel 2650440 - Addenda no 9 / Report de date 2016-09-15 15 h 12 - Courriel 2654974 - Addenda no 10 2016-09-27 15 h 48 - Messagerie 2657409 - Addenda no 11 2016-10-03 15 h 34 - Courriel 2659537 - Addenda no 12 / Report de date 2016-10-07 10 h 33 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Tetra Tech QE inc. 5100, rue Sherbrooke Est, bur. 900 Montréal, QC, H1V 3R9	Madame Marie-Josée Tam Téléphone : 514 257-2427 Télécopieur : 514 257-2418	**Commande : (1137338)** 2016-06-08 7 h 24 **Transmission :** 2016-06-08 7 h 24	2624274 - Addenda no 1- Report de date 2016-07-11 13 h 40 - Courriel 2624280 - Addenda no 1 - Cahiers techniques 2016-07-11 15 h 39 - Messagerie 2624282 - Addenda no 1 - Autres documents HQ 2016-07-11 13 h 45 - Courriel 2624283 - Addenda no 1 - Études géotechniques et rapports 2016-07-11 15 h 02 - Messagerie

2624285 - Addenda no 1 - A - Plans
2016-07-11 13 h 59 - Courriel

2624286 - Addenda no 1 - B- Plans
2016-07-12 11 h 30 - Messagerie

2624287 - Addenda no 1 - C- Plans
2016-07-12 11 h 55 - Messagerie

2624288 - Addenda no 1 - Plans sur DVD
2016-07-12 14 h 24 - Messagerie

2624373 - Addenda no 1 - Protection incendie
2016-07-11 14 h 41 - Courriel

2627716 - Addenda no 2
2016-07-18 13 h 39 - Courriel

2627718 - Addenda no 2 - Cahiers techniques
2016-07-18 14 h 16 - Courriel

2630753 - Addenda no 3
2016-07-26 10 h 50 - Courriel

2630757 - Addenda no 3
2016-07-26 11 h 15 - Messagerie

2633701 - Addenda no 4
2016-08-04 15 h 52 - Télécopie

2634628 - Addenda no 4
2016-08-10 20 h 17 - Messagerie

2639140 - Addenda no 5 - Report de date
2016-08-18 13 h 40 - Messagerie

2639142 - Addenda no 5
2016-08-18 14 h 13 - Courriel

2643182 - Addenda no 6
2016-08-29 9 h 13 - Télécopie

2644802 - Addenda no. 7
2016-09-01 8 h 08 - Courriel

2647355 - Addenda no 8
2016-09-08 11 h 44 - Courriel

2650440 - Addenda no 9 / Report de date
2016-09-15 15 h 12 - Courriel

2654974 - Addenda no 10
2016-09-27 15 h 47 - Télécopie

2657409 - Addenda no 11
2016-10-03 15 h 34 - Courriel

2659537 - Addenda no 12 / Report de date
2016-10-07 10 h 54 - Télécopie

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

© 2003-2017 Tous droits réservés

Information financière pour dépense PTI - Service de l'eau

GDD 1177526003 - Information comptable - DEEU

Taux 2016: 1,0951303727

Engagement no.	**EAU7526003**	**Date**	**24/02/2017**

Provenance agglo

Construction sous-station électrique												Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Règlement RCG15-080	5030	5015080	802707	01909	57201	000000	0000	166335	000000	98001	00000	31 140 422,27 $	28 435 356,23 $	28 435 357 $

Imputation agglo

												Dépenses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Travaux	5030	5015080	802707	04141	57201	000000	0000	159040	000000	11010	00000	31 140 422,27 $	28 435 356,23 $	28 435 357 $

Total DEEU	31 140 422,27 $	28 435 356,23 $	**28 435 357 $**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1177526003

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Objet :	Accorder un contrat à la compagnie Générale Électrique du Canada International inc., pour la conception et construction du poste de transformation 315 kV/25 kV à la station d'épuration Jean-R.-Marcotte (phase I), pour une somme maximale de 31 140 422,27 $, taxes incluses – Appel d'offres public 7057-AE – 3 soumissionnaires.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1177526003InfoCompt_DEEU.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Stéphanie SIMONEAU
Préposée au budget

Tél : 514-280-4020

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-24

Sophie GASCON
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514-280-6614
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Commission permanente sur l'examen des contrats

La commission :

Présidente

Mme Émilie Thuillier
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Vice-présidentes

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Membres

Mme Dida Berku
Ville de Côte-Saint-Luc

M. Richard Celzi
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Marie Cinq-Mars
Arrondissement d'Outremont

M. Richard Deschamps
Arrondissement de LaSalle

M. Marc-André Gadoury
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Luc Gagnon
Arrondissement de Verdun

M. Manuel Guedes
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 30 mars 2017

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE177526003

Accorder un contrat à la compagnie Générale Électrique du Canada International inc., pour la conception et construction du poste de transformation 315 kV/25 kV à la station d'épuration Jean-R.-Marcotte (phase I), pour une somme maximale de 31 140 422,27 $, taxes incluses – Appel d'offres public 7057-AE – 3 soumissionnaires.

(ORIGINAL SIGNÉ)

Émilie Thuillier
Présidente

(ORIGINAL SIGNÉ)

Pierre G. Laporte
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE177526003
Accorder un contrat à la compagnie Générale Électrique du Canada International inc., pour la conception et construction du poste de transformation 315 kV/25 kV à la station d'épuration Jean-R.-Marcotte (phase I), pour une somme maximale de 31 140 422,27 $, taxes incluses – Appel d'offres public 7057-AE – 3 soumissionnaires.

À sa séance du 8 mars 2017, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le présent contrat. Ce dossier répondait aux critères suivants :

- *Contrat de plus de 10 M;*
- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M$ présentant un écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme.*

Le 15 mars 2017, les membres de la Commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus d'appel d'offres relativement au mandat confié. Des représentants du Service de l'eau ont répondu aux questions des membres de la Commission.

Les membres de la Commission ont soulevé diverses questions sur le processus d'appel d'offres dans ce dossier.

Les membres ont posé plusieurs questions sur le fait que l'on ne retrouvait pas le nom de l'adjudicataire proposé parmi les preneurs du cahier des charges. Les membres ont été rassurés de savoir que le Service a obtenu une opinion du Service des affaires juridiques à l'effet qu'il est raisonnable pour la Ville de Montréal de considérer que Générale Électrique s'est procuré elle-même les documents d'appels d'offres, puisqu'ils ont été acheté sur SÉAO par Alstom Grid Canada, compagnie dont les activités d'énergie ont été acquises par Générale Électrique pendant le déroulement de l'appel d'offres.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les représentants du Service de l'eau pour leurs interventions au cours de la séance de travail de la Commission. La Commission adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération à savoir :

- *Contrat de plus de 10 M;*
- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M$ présentant un écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme.*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la commission;

Considérant les nombreuses questions adressées par les membres de la commission aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE177526003 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.25

2017/03/30 17:00

(2)

Dossier # : 1177231016

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec les trois (3) firmes suivantes : Cima + s.e.n.c. (6 563 232,90 $, taxes incluses), Les Services EXP inc. (6 143 522,41 $, taxes incluses) et Axor Experts-Conseils inc. (5 461 488,41 $, taxes incluses) pour des services en conception dans le cadre des programmes de réfection et de développement des infrastructures sur le territoire de l'agglomération de Montréal - Appel d'offres public nº 16-15643 - 7 soumissionnaires / Approuver les projets de convention à cette fin.

Il est recommandé :

1. de conclure trois (3) ententes-cadres pour la fourniture sur demande de services professionnels en conception de documents d'ingénierie dans le cadre des programmes de réfection et de développement des infrastructures sur le territoire de l'agglomération de Montréal ;
2. d'approuver les projets de convention de services professionnels par lesquels les firmes ci-après désignées ayant obtenu les plus hauts pointages en fonction des critères de sélection préétablis, s'engagent à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour les sommes maximales inscrites à l'égard de chacune d'elles, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-15643 et selon les termes et conditions stipulés aux projets de conventions ;
3. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des services corporatifs et des arrondissements, et ce au rythme des besoins à combler pour une période maximale de 36 mois.
4.

Firme	Somme maximale taxes incluses	Délai maximal	Contrat
CIMA+ S.E.N.C.	6 563 232,90 $	36 mois	1

LES SERVICES EXP INC.	6 143 522,41 $	36 mois	2
AXOR EXPERTS-CONSEILS INC.	5 461 488,41 $	36 mois	3

Signé par Alain DUFORT **Le** 2017-02-15 11:28

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1177231016**

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec les trois (3) firmes suivantes : Cima + s.e.n.c. (6 563 232,90 $, taxes incluses), Les Services EXP inc. (6 143 522,41 $, taxes incluses) et Axor Experts-Conseils inc. (5 461 488,41 $, taxes incluses) pour des services en conception dans le cadre des programmes de réfection et de développement des infrastructures sur le territoire de l'agglomération de Montréal - Appel d'offres public nº 16-15643 - 7 soumissionnaires / Approuver les projets de convention à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

Compte tenu de l'ampleur des programmes qui augmentent de 10 à 15 % annuellement, des besoins futurs en réfection d'infrastructures et des investissements prévus, et afin de pouvoir atteindre les objectifs de réalisation visés, la Direction des infrastructures du Service des infrastructures, de la voirie et des transports (SIVT) désire s'adjoindre le support de firmes d'experts-conseils relativement à des services professionnels en conception pour les programmes de réfection et de développement d'infrastructures. Ces services professionnels sont principalement requis pour supporter l'équipe de la Division de la conception des travaux et seront utilisés lorsque requis pour répondre aux demandes en période de pointe.
Les ententes actuelles valides pour une période de trois ans, soit jusqu'au 23 septembre 2018 seront épuisées avant la fin de cette période, et ce dû à l'augmentation des services requis par la Direction des Infrastructures, par les autres services centraux et par les arrondissements qui les utilisent.

Dans ce contexte, le lancement d'un appel d'offres public a été requis afin de conclure trois (3) ententes-cadres de services professionnels. Deux de ces ententes seront exclusives à la Direction des Infrastructures et une sera disponible pour l'ensemble des unités de la Ville.

L'appel d'offres #16-15643 a été publié du 28 novembre 2016 au 21 décembre 2016. La

soumission est valide pendant les cent vingt (180) jours qui suivent sa date d'ouverture, soit jusqu'au 19 juin 2017.

L'appel d'offres a été publié dans le journal Le Devoir et sur le site électronique d'appel d'offres SEAO. La durée initiale de publication était de 15 jours, soit jusqu'au 14 décembre 2016. Cependant, elle fut prolongée de 7 jours, soit jusqu'au 21 décembre 2016, afin de permettre à un maximum de firmes de déposer des soumissions.

Un (1) addenda a été émis le 8 décembre 2016 afin de reporter la date d'ouverture des soumissions, de répondre aux questions des firmes et de préciser certains articles du devis technique. L'objectif étant de donner le maximum d'informations aux firmes afin qu'elles déposent une offre de service adapté aux besoins de la Ville.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0548 - Le 24 septembre 2015 - Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec AXOR Experts-Conseils inc. (4 840 849,91 $, taxes incluses) et CIMA+ s.e.n.c. (4 030 448,63 $, taxes incluses), pour des services en conception dans le cadre des programmes de réfection et de développement d'infrastructures d'égout, d'aqueduc, de chaussée, de trottoir, de piste cyclable, d'éclairage extérieur, de feux de circulation et de réaménagement géométrique - Appel d'offres public 15-14461 - 7 soumissionnaires / Approuver les projets de conventions à cet effet (1154822053);
CG14 0214 - Le 1er mai 2014 - Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec les firmes suivantes pour une période de 36 mois: Axor Experts-Conseils Inc (4 924 120,55 $ taxes incluses), Les Services exp inc. (4 662 810,55 $ taxes incluses), pour des services professionnels en conception pour le programme de réfection et de développement d'infrastructures. Appel d'offres public 14-13372 - 13 soumissionnaires / Approuver les projets de conventions à cette fin (1144822026).

DESCRIPTION

Approuver trois (3) ententes-cadres pour la fourniture sur demande de services professionnels en conception, incluant des travaux de carottage au besoin, pour les programmes de réfection et de développement d'infrastructures d'égout, d'aqueduc, de chaussée, de trottoir, de piste cyclable, d'éclairage extérieur, de feux de circulation et de réaménagement géométrique.
Pour répondre aux besoins de conception et de préparation de plans et devis plus précis, certains travaux de carottage ont été demandés aux firmes. En effet, des quantités et des prix unitaires par activité de carottage ont été ajoutés dans les bordereaux de soumissions des trois (3) contrats. La Direction des infrastructures a décidé d'ajouter ces services techniques de carottage dans les documents de l'appel d'offres 16-15643 afin d'améliorer le délai de réalisation des services de conception demandés aux firmes.

En considérant l'augmentation des investissements prévus pour le développement et la réfection des infrastructures urbaines dans les prochaines années, la Direction des infrastructures désire octroyer trois (3) ententes-cadres pour un montant total maximum de 18 168 243,72 $, taxes incluses.

À la suite du lancement de l'appel d'offres public #16-15643, il est recommandé de retenir les services des trois (3) firmes suivantes :

- Contrat 1 - CIMA+ s.e.n.c. 6 563 232,90 $, taxes incluses
- Contrat 2 - Les Services EXP inc. 6 143 522,41 $, taxes incluses
- Contrat 3 - AXOR Experts-Conseils inc. 5 461 488,41 $, taxes incluses

Total 18 168 243,72 $, taxes incluses

Il s'agit d'ententes-cadres à taux horaires par catégorie d'employés.

Les bordereaux de soumission à taux horaires par catégorie d'employés ont été préparés en fonction des prévisions de consommation pour les trente-six (36) prochains mois. Les heures prévisionnelles inscrites aux bordereaux de soumission pour chacun des contrats-cadres et pour chacune des catégories d'employés sont basées sur les besoins estimés et utilisés seulement aux fins d'un scénario permettant de déterminer la meilleure proposition de prix.

La durée des trois (3) contrats cadres est établie sur une période maximale de trente-six (36) mois à compter de la signature de la convention ou jusqu'à épuisement du montant maximal des soumissions, selon la première des deux éventualités. Si des fonds sont toujours disponibles aux contrats, avant la fin de la période de trois ans, sur avis écrit du Directeur donné à l'adjudicataire, les présents contrats pourront être prolongés pour une période d'un an, pour un maximum de deux (2) prolongations.

À la lumière du rapport SMCE125309007 de la Commission permanente sur l'examen des contrats, dans le présent dossier, le montant maximal des enveloppes budgétaires de ces ententes-cadres a été établi au prix des soumissions des adjudicataires recommandés.

Les conventions de services professionnels ont été rédigées à partir de la convention type du Service des affaires juridiques et sont présentées dans la pièce juridique.

JUSTIFICATION

Compte tenu de l'envergure des programmes de réfection et de développement des infrastructures prévus pour les années à venir, le nombre de ressources humaines nécessaires pour assurer une conception de plans et devis adéquate, est élevé. Le SIVT n'a pas les ressources suffisantes pour répondre aux besoins en période de pointe, il est donc avantageux pour la Ville que les activités de conception soient réalisées par une firme externe. Un représentant de la Ville assurera la gestion du projet alors que la firme assistera le représentant pour veiller au respect de la conception des plans et devis.
Les enveloppes budgétaires des deux (2) ententes-cadres précédentes (CG15 0548) sont pratiquement épuisées. Le solde résiduel de ces ententes est de 495 291,61 $, soit 5,6 % de la somme maximale de 8 871 298,54 $ octroyée initialement. À noter que la mise en place du *Programme complémentaire de pavage et revêtement* (PCPR) a également nécessité l'utilisation de ces ententes-cadres. En effet, un budget de 5 363 168,69 $ a été réservé à cette fin, soit plus de 60% du montant total octroyé.

Analyse des soumissions :

Les offres des sept (7) soumissionnaires ont été jugées recevables et analysées par le comité de sélection et chacune des firmes a soumissionné pour chacun des trois (3) contrats.

Le système de pondération et d'évaluation des offres, à deux enveloppes, obligatoire et applicable à tous les appels d'offres de services professionnels, a été utilisé. Les documents d'appel d'offres ont été préparés de façon à ce que les trois (3) contrats soient attribués par ordre décroissant de leur valeur aux soumissionnaires qui ont obtenu le meilleur pointage final à la suite de l'évaluation des propositions. Un pointage intérimaire a été établi à la suite de l'évaluation de l'offre de services qualitative et la note finale a ensuite été établie à l'aide d'une formule impliquant le pointage intérimaire et le prix.

La Ville procède à l'octroi de chaque contrat à la firme qui obtient le plus haut pointage final.

Tel que spécifié aux conditions de l'appel d'offres, seules les soumissions ayant obtenu un pointage intérimaire d'au moins 70 sur 100 sont ouvertes et considérées pour l'établissement du pointage final. De plus, une firme retenue pour recommandation pour un contrat devient non conforme pour les contrats suivants.

La rencontre du comité de sélection s'est tenue le 24 janvier 2017. Les soumissions reçues le 21 décembre 2016 pour les trois (3) contrats ont été analysées séparément par le comité de sélection selon les critères de sélection et de pondération spécifiés au devis.

- Contrat #1: 6 563 232,90 $, pointage intérimaire de 81.0 et note finale de 0,1996;
- Contrat #2: 6 143 522,41 $, pointage intérimaire de 84,5 et note finale de 0,2189;
- Contrat #3: 5 461 488,41 $, pointage intérimaire de 81,7 et note finale de 0,2411.

Résultats de l'appel d'offres:

Contrat #1:

Soumissions conformes	Note intérim	Note finale	Total (taxes incluses)
1- Firme ayant obtenue la meilleure note totale: CIMA+ S.E.N.C.	81.0	**0,1996**	**6 563 232,90 $**
2- AXOR EXPERTS-CONSEILS INC.	81.7	0,1952	6 746 643,32 $
3- LES SERVICES EXP INC.	84.5	0,1950	6 896 016,54 $
4- LES CONSULTANTS S.M. INC.	78.8	0,1794	7 179 751,85 $
5- SNC-LAVALIN INC.	72.8	0,1780	6 900 224,63 $
6- BEAUDOIN HURENS	74.5	0,1718	7 244 804,70 $
7- WSP CANADA INC.	69.2		non conforme
Estimation interne			**7 268 652,00 $**
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire - estimation)*			**-705 419,10 $**
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *(l'adjudicataire - estimation)/estimation) x 100*			**-9.7 %**
Écart entre celui ayant obtenu la 2e note finale et l'adjudicataire ($) *(2 e meilleure note finale - adjudicataire)*			**183 410,42 $**
Écart entre celui ayant obtenu la 2e note finale et l'adjudicataire (%) *(2 e meilleure note finale - adjudicataire)/adjudicataire) x 100*			**2,8 %**

Contrat #2:

Soumissions conformes	Note intérim	Note finale	Total (taxes incluses)
1- Firme ayant obtenue la meilleure note totale: LES SERVICES EXP INC.	84.5	0,2189	**6 143 522,41 $**
2- AXOR EXPERTS-CONSEILS INC.	81.7	0,2168	6 071 943,58 $
3- LES CONSULTANTS S.M. INC.	78.8	0,2036	6 327 769,85 $
4- SNC-LAVALIN INC.	72.8	0,1978	6 210 110,18 $

5- BEAUDOIN HURENS	74.5	0,1909	6 520 289,74 $
6- WSP CANADA INC.	69.2		non conforme
Estimation interne			**6 541 751,00 $**
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire - estimation)* **Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%)** *(l'adjudicataire - estimation)/estimation) x 100*			**-398 228,59 $** **-6,1 %**
Écart entre celui ayant obtenu la 2e note finale et l'adjudicataire ($) *(2 e meilleure note finale - adjudicataire)* **Écart entre celui ayant obtenu la 2e note finale et l'adjudicataire (%)** *(2 e meilleure note finale - adjudicataire)/adjudicataire) x 100*			**-71 578,83 $** **-1,2 %**

Contrat #3:

Soumissions conformes	Note intérim	Note finale	Total (taxes incluses)
1- Firme ayant obtenue la meilleure note totale: AXOR EXPERTS-CONSEILS INC.	81.7	0,2411	**5 461 488,41 $**
2- LES CONSULTANTS S.M. INC.	78.8	0,2291	5 622 967,35 $
3- SNC-LAVALIN INC.	72.8	0,2194	5 597 833,82 $
4- BEAUDOIN HURENS	74.5	0,2120	5 873 469,13 $
5**-** WSP CANADA INC.	69.2		non conforme
Estimation interne			**5 895 319,00 $**
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire - estimation)* **Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%)** *(l'adjudicataire - estimation)/estimation) x 100*			**-433 830,59 $** **-7,4 %**
Écart entre celui ayant obtenu la 2e note finale et l'adjudicataire ($) *(2 e meilleure note finale - adjudicataire)* **Écart entre celui ayant obtenu la 2e note finale et l'adjudicataire (%)** *(2 e meilleure note finale - adjudicataire)/adjudicataire) x 100*			**161 478,94 $** **3,0 %**

Veuillez noter que sur les sept (7) soumissionnaires, la firme WSP Canada inc. n'a pas eu la note de passage de 70,0 et sa soumission a été déclarée non conforme.

De plus, puisque la firme Cima + s.e.n.c. a été recommandée comme adjudicataire pour le contrat #1, cette dernière devient non conforme pour les contrats #2 et #3. De même, puisque la firme Services EXP inc. a été recommandée comme adjudicataire pour le contrat #2, cette dernière devient non conforme pour le contrat #3.

Le détail de l'évaluation qualitative est présenté au sein de l'intervention du Service de l'approvisionnement.

Dernières estimations réalisées:

Les estimations internes préparées au moment de lancer l'appel d'offres, par les professionnels de la Division de la conception des travaux, ont été établies en fonction des heures prévisionnelles prévues aux bordereaux de soumission selon les taux horaires établis lors des anciens processus pour des services équivalents. Il est à noter que les stratégies

utilisées par chacune des firmes leur sont propres et ne sont pas divulguées.

Les écarts favorables à la Ville entre les soumissions des firmes ayant obtenues les meilleures notes totales et les estimations à l'interne sont les suivants :

Contrat #1 : -705 419,10 $ (-9,7 %)
Contrat #2 : -398 228,59 $ (-6,1 %)
Contrat #3 : -433 830,59 $ (-7,4 %)

Ces écarts étant inférieurs à 10 %, la Division de la conception des travaux appuie la recommandation de l'octroi du contrat.

Le présent dossier donne suite à un appel d'offres assujetti à la *Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics* (Loi 1) conformément au décret #795-2014 adopté le 24 septembre 2014. Les adjudicataires recommandés, soient *CIMA + s.e.n.c.* , *Les Services EXP inc et Axor Experts-Conseils inc.* détiennent une attestation de *l'Autorité des marchés financiers* qui est en vigueur depuis les 30 janvier 2015, 14 mars 2014 et 5 mars 2015 respectivement. Une copie de chaque attestation se retrouve en pièce jointe au dossier.

Le dossier répond à l'un des critères et l'une des conditions préalables à sa présentation devant la Commission permanente sur l'examen des contrats. Selon les dépenses prévisionnelles, le contrat #3 d'Axor Experts-Conseils inc. est supérieur à 1 000 000 $ et il s'agit de son troisième octroi de contrat consécutif similaire pour une entente-cadre de services professionnels en conception de documents d'ingénierie dans le cadre des programmes de réfection et de développement des infrastructures.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Il s'agit d'ententes-cadres sans imputation budgétaire.
Chaque entente-cadre attribuée permettra de couvrir plusieurs mandats. Les différents mandats seront effectués sur demande de la Direction des infrastructures qui assurera la gestion desdits services et s'assurera de la disponibilité des crédits et du suivi des enveloppes.

Chacun des mandats confiés aux différentes firmes devra faire l'objet d'une autorisation de dépense, à l'aide d'un bon de commande en conformité avec les règles prévues aux différents articles du règlement de délégation de pouvoir en matière d'entente-cadre et selon la provenance des crédits déjà affectés aux différents projets identifiés par chacun des requérants (services centraux, arrondissements et villes liées). Ces mandats pourraient donc encourir des dépenses d'agglomération dans le cadre de projets touchant des travaux réalisés sur le réseau cyclable pan montréalais ou des travaux réalisés sur les conduites principales d'égout et d'aqueduc.

La dépense maximale d'honoraires professionnels de 18 168 243,72 $, taxes incluses pour les trois (3) ententes-cadres, représente un coût net maximal de 16 590 028,16 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les enveloppes des précédentes ententes-cadres dont bénéficient le SIVT et les arrondissements seront bientôt épuisées. Par conséquent, il est nécessaire d'octroyer de nouvelles ententes-cadres. Il est à noter que les objectifs d'investissements de la Direction

des infrastructures dépendent de l'obtention d'ententes-cadres de services professionnels autant en conception qu'en surveillance des travaux pour les programmes de réfection et de développement d'infrastructures.
Advenant le cas où l'octroi des contrats est reporté à une date ultérieure au 19 juin 2017, soit la date d'échéance de validité des soumissions, les plus bas soumissionnaires conformes pourraient alors retirer leur soumission. Il faudrait donc procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les frais associés.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES:
Commission permanente sur l'examen des contrats : mars 2017
Octroi du contrat : à la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées
Début des travaux : avril 2017
Fin des travaux : mars 2020 ou jusqu'à épuisement du montant maximal des contrats.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Yves BELLEVILLE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martin GAUDETTE
C/s conception & realisation des projets d'ingenierie

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-03

Yvan PÉLOQUIN
Chef de division - Conception des travaux

Tél : 514 872-5622
Télécop. :

Tél : 514 872-7816
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Chantal AYLWIN
Directrice des infrastructures
Tél : 514 872-4101
Approuvé le : 2017-02-13

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2017-02-14

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
www.lautorite.qc.ca

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

Le 14 décembre 2016

LES SERVICES EXP INC.
56, QUEEN ST E
SUITE 301
BRAMPTON ON L6V 4M8

Objet : Accusé de réception - Demande de renouvellement de l’autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Nous avons bien reçu votre formulaire de « Demande de renouvellement de l’autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public ». Vous trouverez ci-dessous les renseignements importants concernant cette demande :

N° de client :	2700027173
N° de demande :	1631212808
N° de confirmation de paiement :	000207692389

Si vous avez accès aux services en ligne de l'Autorité et que vous êtes l'initiateur de cette demande, vous pouvez en consulter l'état à la section « Suivi des demandes » dans le menu « Dossier client ».

Pour toute question relative à votre demande, vous pouvez communiquer avec un agent de notre Centre d'information au 1 877 525-0337.

Nous vous prions de recevoir nos salutations distinguées.

L'Autorité des marchés financiers

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

DÉCISION N° : 2014-CPSM-0010

Québec, le 14 mars 2014

Les Services EXP inc.
À l'attention de : Madame Amélie Bérard
150, rue de Vimy
Sherbrooke (Québec) J1J 3M7

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public
Autorisation n° 2014-CPSM-0010 n° d'identification de l'Autorité : 2700027173

Madame,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- EXP SERVICES INC.
- DELSAER-GESTIONNAIRES DE PROJETS
- DELSAER-PROJECT MANAGERS
- GÉODÉFOR
- LABORATOIRE DE CONSTRUCTION 2000
- LES CONSULTANTS L.B.C.D.
- LES LABORATOIRES SHERMONT
- PROCD TECHNOLOGIES
- PROJI-CONTROLE
- TEKNIKA HBA

une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65.1 (la « LCOP »). Les Services EXP inc. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, 3e étage
Québec (Québec)
G1V 5C1
tél. : 418.525.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
téléc. : 418.525.9512

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec)
H4Z 1G3
tél. : 514.395.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
téléc. : 514.873.3090

www.lautorite.qc.ca

...2

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **13 mars 2017** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et la réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification pouvant survenir aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité (www.lautorite.qc.ca).

Le Surintendant de l'assistance aux clientèles et
de l'encadrement de la distribution,

E. St

Eric Stevenson

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 5 mars 2015

AXOR EXPERTS-CONSEILS INC.
A/S MONSIEUR JACQUES GRENIER
5101, BUCHAN, BUREAU 400
MONTRÉAL (QC) H4P 1S4

N° de décision : 2015-CPSM-1012553
N° de client : 3000392192

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'Autorité) accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la LCOP). AXOR EXPERTS-CONSEILS INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **4 mars 2018** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Le 30 janvier 2015

CIMA+ S.E.N.C.
A/S MONSIEUR FRANÇOIS PLOURDE
3400, DU SOUVENIR, BUREAU 600
LAVAL (QC) H7V 3Z2

Nº de décision : 2015-CPSM-1006001
N° de client : 3000148732

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'Autorité) accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- AUDY FARLEY LALANDE LA BERGE ET ASSOCIÉS
- CÉDÉGER
- CIMA +
- CIMA + GATINEAU
- CIMA + INTERNATIONAL
- CIMA + LONGUEUIL
- CIMA + MONTRÉAL
- CIMA + RIVIÈRE DU LOUP
- CIMA + SAINT-JÉRÔME
- CIMA + SENC
- CIMA + SHERBROOKE
- CIMA QUÉBEC
- CIMA+/WALSH/ISIS
- CIMA-INFO
- COPAC ET ASSOCIÉS
- DUPUIS, ROUTHIER RIEL ET ASSOCIÉS
- LECLAIR NADEAU LAMBERT LALLIER ET ASSOCIÉS
- LEGAULT MERCIER ST-GERMAIN PIGEON ET ASSOCIÉS
- LNR ET ASSOCIÉS
- RDO ET ASSOCIÉS

une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65.1 (la LCOP). CIMA+ S.E.N.C. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **29 janvier 2018** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1177231016

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec les trois (3) firmes suivantes : Cima + s.e.n.c. (6 563 232,90 $, taxes incluses), Les Services EXP inc. (6 143 522,41 $, taxes incluses) et Axor Experts-Conseils inc. (5 461 488,41 $, taxes incluses) pour des services en conception dans le cadre des programmes de réfection et de développement des infrastructures sur le territoire de l'agglomération de Montréal - Appel d'offres public nº 16-15643 - 7 soumissionnaires / Approuver les projets de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

16-15643 contrat 1.pdf 16-15643 contrat 2.pdf 16-15643 contrat 3.pdf
16-15643-Det Cah Final.pdf foctroi 1.pdf foctroi 2.pdf foctroi 3.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Yves BELLEVILLE
agent d'approvisionnement II
Tél : 514 872-5298

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-07

Claude HOULE
Chef de Section
Tél : 514 872-2608
Division : Service de l'approvisionnement , Direction

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 16-15643 contrat 1

No du GDD : 1172310016

Titre de l'appel d'offres : services professionnels en conception pour le programme de réfection et de développement d'infrastructures sur le territoire de l'agglomération de Montréal

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 28 - 11 - 2016

Ouverture originalement prévue le : 14 - 12 - 2016

Ouverture faite le : 21 - 12 - 2016

Date du comité de sélection : 24 - 1 - 2017

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Date du dernier addenda émis : 8 - 12 - 2016

Délai total accordé aux soumissionnaires : 22 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 11

Nbre de soumissions reçues : 7

% de réponses : 63,64

Nbre de soumissions rejetées : 1

% de rejets : 14,29

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
WSP Canada	N'a pas obtenu la note de passage de 70

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 19 - 6 - 2017

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 19 - 6 - 2017

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Cima+	6 563 232,90 $	X	
Axor	6 746 643,32 $		
EXP	6 896 016,54 $		
consultants S.M.	7 179 751,85 $		
SNC-Lavalin	6 900 224,63 $		
Beaudoin Hurens	7 244 804,70 $		

Information additionnelle

Une firme s'est désistée car période de soumission ne convient pas, les autres firmes n'ont pas répondues.

Préparé par : Yves Belleville Le 7 - 2 - 2017

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 16-15643 contrat 2

No du GDD : 1172310016

Titre de l'appel d'offres : services professionnels en conception pour le programme de réfection et de développement d'infrastructures sur le territoire de l'agglomération de Montréal

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 28 - 11 - 2016

Ouverture originalement prévue le : 14 - 12 - 2016

Ouverture faite le : 21 - 12 - 2016

Date du comité de sélection : 24 - 1 - 2017

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Date du dernier addenda émis : 8 - 12 - 2016

Délai total accordé aux soumissionnaires : 22 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 11

Nbre de soumissions reçues : 7

% de réponses : 63,64

Nbre de soumissions rejetées : 1

% de rejets : 14,29

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
WSP Canada	N'a pas obtenu la note de passage de 70

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 19 - 6 - 2017

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 19 - 6 - 2017

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Cima+			
Axor	6 071 943,58 $		
EXP	6 143 522,41 $	X	
consultants S.M.	6 327 769,85 $		
SNC-Lavalin	6 210 110,18 $		
Beaudoin Hurens	6 520 289,74 $		

Information additionnelle

Une firme s'est désistée car période de soumission ne convient pas, les autres firmes n'ont pas répondues.La firme CIMA ayant obtenue le contrat 1 devient non conforme pour les contrat 2 et 3

Préparé par : Yves Belleville Le 7 - 2 - 2017

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 16-15643 contrat 3

No du GDD : 1172310016

Titre de l'appel d'offres : services professionnels en conception pour le programme de réfection et de développement d'infrastructures sur le territoire de l'agglomération de Montréal

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 28 - 11 - 2016

Ouverture originalement prévue le : 14 - 12 - 2016

Ouverture faite le : 21 - 12 - 2016

Date du comité de sélection : 24 - 1 - 2017

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Date du dernier addenda émis : 8 - 12 - 2016

Délai total accordé aux soumissionnaires : 22 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 11

Nbre de soumissions reçues : 7

% de réponses : 63,64

Nbre de soumissions rejetées : 1

% de rejets : 14,29

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
WSP Canada	N'a pas obtenu la note de passage de 70

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 19 - 6 - 2017

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 19 - 6 - 2017

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Cima+			
Axor	5 461 488,41 $	X	
EXP			
consultants S.M.	5 622 967,35 $		
SNC-Lavalin	5 597 833,82 $		
Beaudoin Hurens	5 873 469,13 $		

Information additionnelle

Une firme s'est désistée car période de soumission ne convient pas, les autres firmes n'ont pas répondues.La firme CIMA ayant obtenue le contrat 1 devient non conforme pour les contrat 2 et 3, la firme Exp ayant obtenue le contrat 2 est non conforme pour le contrat 3.

Préparé par : Yves Belleville Le 7 - 2 - 2017

16-15643 - services professionnels en conception pour le programme de réfection et de développement d'infrastructures sur le territoire de l'agglomération de Montréal contrat 1

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et la problématique 10%	Méthodologie proposée 10%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 15%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 30%	Qualification et expérience du chargé de projet 30%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Axor	3,67	8,00	8,00	13,67	23,67	24,67	81,7	6 746 643,32 $	0,1952	2
Beaudoin Hurens	3,17	7,33	7,67	11,00	22,33	23,00	74,5	7 244 804,70 $	0,1718	6
S NC-Lavalin	3,17	5,33	7,67	12,33	21,00	23,33	72,8	6 900 224,63 $	0,1780	5
consultants S.M.	2,83	7,67	7,67	12,67	23,00	25,00	78,8	7 179 751,85 $	0,1794	4
CIMA+	4,00	7,67	7,67	11,67	24,67	25,33	81,0	6 563 232,90 $	0,1996	1
services EXP	4,17	8,33	8,00	13,67	24,67	25,67	84,5	6 896 016,54 $	0,1950	3
WSP Canada	3,50	6,00	8,33	12,33	19,67	19,33	69,2			Non conforme
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	

Agent d'approvisionnement Yves Belleville

Comité

Date	mardi 24-01-2017
Heure	9h00
Lieu	255 Crémazie Est 404 salle intégrité

Multiplicateur d'ajustement
10000

16-15643 - services professionnels en conception pour le programme de réfection et de développement d'infrastructures sur le territoire de l'agglomération de Montréal contrat 2

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et la problématique 10%	Méthodologie proposée 10%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 15%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 30%	Qualification et expérience du chargé de projet 30%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Axor	3,67	8,00	8,00	13,67	23,67	24,67	81,7	6 071 943,58 $	0,2168	2
Beaudoin Hurens	3,17	7,33	7,67	11,00	22,33	23,00	74,5	6 520 289,74 $	0,1909	5
S NC-Lavalin	3,17	5,33	7,67	12,33	21,00	23,33	72,8	6 210 110,18 $	0,1978	4
consultants S.M.	2,83	7,67	7,67	12,67	23,00	25,00	78,8	6 327 769,85 $	0,2036	3
CIMA+	4,00	7,67	7,67	11,67	24,67	25,33	81,0		0,0000	
services EXP	4,17	8,33	8,00	13,67	24,67	25,67	84,5	6 143 522,41 $	0,2189	1
WSP Canada	3,50	6,00	8,33	12,33	19,67	19,33	69,2			Non conforme
0							-		0,0000	
0							-		0,0000	
0							-		0,0000	

Agent d'approvisionnement	Yves Belleville

Comité	
Date	
Heure	0 h 00
Lieu	

Multiplicateur d'ajustement
10000

16-15643 - services professionnels en conception pour le programme de réfection et de développement d'infrastructures sur le territoire de l'agglomération de Montréal contrat 3

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et la problématique 10%	Méthodologie proposée 10%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 15%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 30%	Qualification et expérience du chargé de projet 30%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Axor	3,67	8,00	8,00	13,67	23,67	24,67	81,7	5 461 488,41 $	0,2411	1
Beaudoin Hurens	3,17	7,33	7,67	11,00	22,33	23,00	74,5	5 873 469,13 $	0,2120	4
S NC-Lavalin	3,17	5,33	7,67	12,33	21,00	23,33	72,8	5 597 833,82 $	0,2194	3
consultants S.M.	2,83	7,67	7,67	12,67	23,00	25,00	78,8	5 622 967,35 $	0,2291	2
CIMA+	4,00	7,67	7,67	11,67	24,67	25,33	81,0		0,0000	
services EXP	4,17	8,33	8,00	13,67	24,67	25,67	84,5		0,0000	
WSP Canada	3,50	6,00	8,33	12,33	19,67	19,33	69,2			Non conforme
0							-			
0							-			
0							-			

Agent d'approvisionnement Yves Belleville

Comité

Date	
Heure	0 h 00
Lieu	

Multiplicateur d'ajustement
10000

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Recherche avancée

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 16-15643
Numéro de référence : 1030842
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Services professionnels en conception pour le programme de réfection et de développement d'infrastructures sur le territoire de l'agglomération de Montréal

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
.SNC-Lavalin inc. 455 Boul René-Lévesque Ouest, 7e étage Montréal, QC, H2Z 1Z3 NEQ : 1142775999	Monsieur Karima Aïnenas Téléphone : 514 393-8000 Télécopieur : 514 390-6534	**Commande : (1206082)** 2016-11-28 16 h 40 **Transmission :** 2016-11-28 16 h 40	2682482 - 16-15643 Addenda N ° 1 - Report de date 2016-12-08 16 h 54 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
AXOR Experts Conseils Inc. 5101 Rue Buchan, bureau 400 Montréal, QC, H4P1S4 http://axorexperts.com NEQ : 1168297498	Madame Linda Ménard Téléphone : 514 937-3737 Télécopieur : 514 846-4005	**Commande : (1206014)** 2016-11-28 15 h 15 **Transmission :** 2016-11-28 15 h 15	2682482 - 16-15643 Addenda N ° 1 - Report de date 2016-12-08 16 h 54 - Courriel Mode

				privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Beaudoin Hurens 255 boul Crémazie Est 9e Etage Montréal, QC, H2M 1M2 http://www.beaudoinhurens.ca NEQ : 1148115281	Monsieur Charles Mousseau, ing Téléphone : 514 384-4220 Télécopieur : 514 383-6017	**Commande : (1206345)** 2016-11-29 11 h 26 **Transmission :** 2016-11-29 11 h 26	2682482 - 16-15643 Addenda N ° 1 - Report de date 2016-12-08 16 h 54 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Cima+s.e.n.c 3400, boul. du souvenir bureau 600 Laval, QC, H7V 3Z2 http://www.cima.ca NEQ : 3340563140	Madame Annie Boivin Téléphone : 514 337-2462 Télécopieur : 514 281-1632	**Commande : (1205898)** 2016-11-28 12 h 36 **Transmission :** 2016-11-28 12 h 36	2682482 - 16-15643 Addenda N ° 1 - Report de date 2016-12-08 16 h 54 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	IGF axiom inc. 4125, autoroute des Laurentides Laval, QC, H7L 5W5 http://www.igfaxiom.com NEQ : 1147455431	Madame Marie-Claude Ainey Téléphone : 514 645-3443 Télécopieur :	**Commande : (1206670)** 2016-11-30 9 h 16 **Transmission :** 2016-11-30 9 h 16	2682482 - 16-15643 Addenda N ° 1 - Report de date 2016-12-08 16 h 54 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier

				électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Consultants S.M. Inc. (Bureau des Offres) 433, rue Chabanel Ouest, 12e étage Montréal, QC, H2N 2J8 http://www.groupesm.com NEQ : 1143019660	Madame Cinthia Fournier Téléphone : 450 651-0981 Télécopieur : 450 651-9542	**Commande : (1206038)** 2016-11-28 15 h 41 **Transmission :** 2016-11-28 15 h 41	2682482 - 16-15643 Addenda N ° 1 - Report de date 2016-12-08 16 h 54 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Services Exp Inc 1001, boulevard de Maisonneuve Ouest Bureau 800-B Montréal, QC, H3A 3C8 NEQ : 1167268128	Madame Ginette Laplante Téléphone : 819 478-8191 Télécopieur : 819 478-2994	**Commande : (1206331)** 2016-11-29 11 h 07 **Transmission :** 2016-11-29 11 h 07	2682482 - 16-15643 Addenda N ° 1 - Report de date 2016-12-08 16 h 54 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Macogep inc 1255, University, bureau 700 Montréal, QC, H3B 3w1 NEQ : 1143366715	Madame Anne-Marie Froment Téléphone : 514 223-9001 Télécopieur : 514 670-2814	**Commande : (1206159)** 2016-11-29 8 h 42 **Transmission :** 2016-11-29 8 h 42	2682482 - 16-15643 Addenda N ° 1 - Report de date 2016-12-08 16 h 54 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié

				(plan) : Courrier électronique
☐	Stantec Experts-conseils ltée 600-1060 boulevard Robert-Bourassa Montréal, QC, H3B 4V3 NEQ : 1170241336	Madame Claudine Talbot Téléphone : 418 626-2054 Télécopieur :	**Commande : (1206197)** 2016-11-29 9 h 12 **Transmission :** 2016-11-29 9 h 12	2682482 - 16-15643 Addenda N ° 1 - Report de date 2016-12-08 16 h 54 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Tetra Tech QI Inc. 5100, rue Sherbrooke Est, bur. 900 Montréal, QC, H1V3R9 NEQ : 1169411510	Madame Rachel Pelletier Téléphone : 514 257-0707 Télécopieur : 514 257-2804	**Commande : (1205900)** 2016-11-28 12 h 52 **Transmission :** 2016-11-28 12 h 52	2682482 - 16-15643 Addenda N ° 1 - Report de date 2016-12-08 16 h 54 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	WSP Canada Inc. *Important*: ce compte dessert tous les bureaux de WSP au Québec. Si vous désirez transmettre une invitation à soumissionner à un de nos bureaux en particulier ou obtenir la liste de nos bureaux, svp contacter martine.gagnon@wspgroup.com 5355, boul. des Gradins Québec, QC, G2J 1C8 http://www.wspgroup.com NEQ : 1148357057	Madame Martine Gagnon Téléphone : 418 623-2254 Télécopieur : 418 624-1857	**Commande : (1206019)** 2016-11-28 15 h 19 **Transmission :** 2016-11-28 15 h 19	2682482 - 16-15643 Addenda N ° 1 - Report de date 2016-12-08 16 h 54 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Sélectionner Annuler

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?

- Aide en ligne
- Formation en ligne
- Glossaire
- Plan du site
- Accessibilité
- UPAC-Signaler un acte répréhensible

Service clientèle

- Grille des tarifs
- Contactez-nous
- Nouvelles
- Marchés publics hors Québec
- Registre des entreprises non admissibles
- Autorité des marchés financiers

À propos

- À propos de SEAO
- Info sur Constructo
- Conditions d'utilisation
- Polices supportées

Partenaires

© 2003-2016 Tous droits réservés

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier de la Ville, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 ;

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET : **CIMA + S.E.N.C.**, société d'ingénierie, ayant sa principale place d'affaires au 740, rue Notre-Dame Ouest, bureau 900, Montréal(Québec), H3C 3X6, représentée par Raymond Leclerc, ing., associé, Directeur Principal Infrastructures, déclarant lui-même être associé et être expressément autorisé par ses coassociés à agir aux fins des présentes;

Ci-après appelé(e) le « **CONTRACTANT** »

N^{o} d'inscription T.P.S. : R103036430
N^{o} d'inscription T.V.Q. : 1010372212

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient: :

1.1 « **Directeur** » : du Service des infrastructures, de la voirie et des transports ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « **Annexe 1** » : les termes de référence pour services professionnels, en date du 28 novembre 2016 relatifs à la conception des documents d'ingénierie, dans le cadre des programmes de réfection et de développement des infrastructures sur le territoire de l'agglomération de Montréal;

1.3 « **Annexe 2** » : l'offre de service présentée par le Contractant suite à l'ouverture de l'appel d'offres # 16-15643 du 21 décembre 2016.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2 jointes aux présentes, à réaliser la conception des documents d'ingénierie dans le cadre des programmes de réfection et de développement des infrastructures sur le territoire de l'agglomération de Montréal.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.2 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses services, celui-ci demeurant tenu au respect de ses autres obligations envers la Ville.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

6.1 exécuter la convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations sur la façon d'exécuter le travail confié;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2;

6.3 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;

6.4 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

6.5 divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

6.6 remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

6.7 assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.8 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ;

6.9 transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Directeur, un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités;

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la convention;

7.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Contractant quant à l'interprétation de la convention et des Annexes 1 et 2;

7.3 refuser les travaux, recherches et rapports du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la convention ou des Annexes 1 et 2;

7.4 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de six millions cinq cent soixante-trois mille deux cent trente-deux dollars et quatre-vingt-dix sous (6 563 232,90 $), couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

Cette somme est payable selon les règles définies à l'article 7 des clauses administratives générales.

Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8.

ARTICLE 10
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 8, le Contractant: :

10.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention, et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

11.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

11.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
CONDITIONS GÉNÉRALES

12.1 **ÉLECTION DE DOMICILE**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

12.2 **HÉRITIERS ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX**

La présente convention lie les héritiers et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

12.3 **MODIFICATION**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

12.4 **VALIDITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.5 **LOIS APPLICABLES**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.6 **LIEN D'EMPLOI**

La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2017

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
M^e Yves Saindon, greffier de la Ville

Le e jour de 2017

CIMA + S.E.N.C.

Par : _____
M. Raymond Leclerc, ing., associé
Directeur principal Infrastructures

Cette convention a été approuvée par la résolution _____.

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier de la Ville, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 ;

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET :

LES SERVICES EXP INC., personne morale ayant sa principale place d'affaires au 1001, boul. de Maisonneuve Ouest, bureau 800-B, Montréal (Québec) H3A 3C8, agissant et représentée par Guillaume Halde, ing., Directeur Infrastructures et transports, dûment autorisé(e) aux fins des présentes, en vertu d'une résolution de son conseil d'administration en date du 14 décembre 2016;

Ci-après appelé(e) le « **CONTRACTANT** »

N^{o} d'inscription T.P.S. : 89463 7008 RT0001
N^{o} d'inscription T.V.Q. :1217145241 TQ0001

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient: :

1.1 « **Directeur** » : le directeur du Service des infrastructures, de la voirie et des transports ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « **Annexe 1** » : les termes de référence pour services professionnels, en date du 28 novembre 2016 relatifs à la conception des documents d'ingénierie, dans le cadre des programmes de réfection et de développement des infrastructures sur le territoire de l'agglomération de Montréal;

1.3 « **Annexe 2** » : l'offre de service présentée par le Contractant suite à l'ouverture de l'appel d'offres # 16-15643 du 21 décembre 2016.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2 jointes aux présentes, à réaliser la conception des documents d'ingénierie dans le cadre des programmes de réfection et de développement des infrastructures sur le territoire de l'agglomération de Montréal.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.2 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses services, celui-ci demeurant tenu au respect de ses autres obligations envers la Ville.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

6.1 exécuter la convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations sur la façon d'exécuter le travail confié;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2;

6.3 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;

6.4 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

6.5 divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

6.6 remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

6.7 assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.8 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ;

6.9 transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Directeur, un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités;

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la convention;

7.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Contractant quant à l'interprétation de la convention et des Annexes 1 et 2;

7.3 refuser les travaux, recherches et rapports du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la convention ou des Annexes 1 et 2;

7.4 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de six millions cent quarante-trois mille cinq cent vingt-deux dollars et quarante et un sous (6 143 522,41 $), couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

Cette somme est payable selon les règles définies à l'article 7 des clauses administratives générales.

Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8.

ARTICLE 10
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 8, le Contractant: :

10.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention, et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action

intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

11.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

11.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
CONDITIONS GÉNÉRALES

12.1 **ÉLECTION DE DOMICILE**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

12.2 **HÉRITIERS ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX**

La présente convention lie les héritiers et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

12.3 **MODIFICATION**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

12.4 **VALIDITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.5 **LOIS APPLICABLES**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.6 **LIEN D’EMPLOI**

La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2017

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
M^e Yves Saindon, greffier de la Ville

Le e jour de 2017

LES SERVICES EXP INC.

Par : _____
Guillaume Halde, Ing.
Directeur Infrastructures et Transports

Cette convention a été approuvée par la résolution _____.

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier de la Ville, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 ;

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET :

AXOR EXPERTS-CONSEILS INC., personne morale ayant sa principale place d'affaires au 5101, rue Buchan – bureau 400, Montréal (Québec), H4P 1S4, agissant et représentée par Denis Courchesne, ing., Vice-Président Division Infrastructures urbaines, dûment autorisé(e) aux fins des présentes, en vertu d'une résolution de son conseil d'administration en date du 6 décembre 2016;

Ci-après appelé(e) le « **CONTRACTANT** »

N^{o} d'inscription T.P.S. : 101518951
N^{o} d'inscription T.V.Q. : 1002119508

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient: :

1.1 « **Directeur** » : le directeur du Service des infrastructures, de la voirie et des transports ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « **Annexe 1** » : les termes de référence pour services professionnels, en date du 28 novembre 2016 relatifs à la conception des documents d'ingénierie, dans le cadre des programmes de réfection et de développement des infrastructures sur le territoire de l'agglomération de Montréal;

1.3 « **Annexe 2** » : l'offre de service présentée par le Contractant suite à l'ouverture de l'appel d'offres # 16-15643 du 21 décembre 2016.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2 jointes aux présentes, à réaliser la conception des documents d'ingénierie dans le cadre des programmes de réfection et de développement des infrastructures sur le territoire de l'agglomération de Montréal.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.2 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses services, celui-ci demeurant tenu au respect de ses autres obligations envers la Ville.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

6.1 exécuter la convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations sur la façon d'exécuter le travail confié;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2;

6.3 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;

6.4 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

6.5 divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

6.6 remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

6.7 assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.8 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ;

6.9 transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Directeur, un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités;

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la convention;

7.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Contractant quant à l'interprétation de la convention et des Annexes 1 et 2;

7.3 refuser les travaux, recherches et rapports du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la convention ou des Annexes 1 et 2;

7.4 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de cinq millions quatre cent soixante et un mille quatre cent quatre-vingt-huit dollars et quarante et un sous (5 461 488,41 $), couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

Cette somme est payable selon les règles définies à l'article 7 des clauses administratives générales.

Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8.

ARTICLE 10
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 8, le Contractant: :

10.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention, et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

11.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

11.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
CONDITIONS GÉNÉRALES

12.1 **ÉLECTION DE DOMICILE**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

12.2 **HÉRITIERS ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX**

La présente convention lie les héritiers et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

12.3 **MODIFICATION**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

12.4 **VALIDITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.5 **LOIS APPLICABLES**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.6 **LIEN D'EMPLOI**

La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2017

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
M^e Yves Saindon, greffier de la Ville

Le e jour de 2017

AXOR EXPERTS-CONSEILS INC.

Par : _____
Denis Courchesne, ing.,
Vice-président
Division Infrastructures urbaines

Cette convention a été approuvée par la résolution _____.

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Commission permanente sur l'examen des contrats

La commission :

Présidente

Mme Émilie Thuillier
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Vice-présidente

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Membres

Mme Dida Berku
Ville de Côte-Saint-Luc

M. Richard Celzi
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Marie Cinq-Mars
Arrondissement d'Outremont

M. Richard Deschamps
Arrondissement de LaSalle

M. Marc-André Gadoury
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Luc Gagnon
Arrondissement de Verdun

M. Manuel Guedes
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 30 mars 2017

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE177231016

Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec les trois (3) firmes suivantes : Cima + s.e.n.c. (6 563 232,90 $, taxes incluses), Les Services EXP inc. (6 143 522,41 $, taxes incluses) et Axor Experts-Conseils inc. (5 461 488,41 $, taxes incluses) pour des services en conception dans le cadre des programmes de réfection et de développement des infrastructures sur le territoire de l'agglomération de Montréal - Appel d'offres public nº 16-15643 - 7 soumissionnaires / Approuver les projets de convention à cette fin.

(ORIGINAL SIGNÉ)

Émilie Thuillier
Présidente

(ORIGINAL SIGNÉ)

Pierre G. Laporte
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE177231016
Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec les trois (3) firmes suivantes : Cima + s.e.n.c. (6 563 232,90 $, taxes incluses), Les Services EXP inc. (6 143 522,41 $, taxes incluses) et Axor Experts-Conseils inc. (5 461 488,41 $, taxes incluses) pour des services en conception dans le cadre des programmes de réfection et de développement des infrastructures sur le territoire de l'agglomération de Montréal - Appel d'offres public nº 16-15643 - 7 soumissionnaires / Approuver les projets de convention à cette fin.

À sa séance du 8 mars 2017, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le présent contrat. Ce dossier répondait aux critères suivants :

- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$ pour lequel l'adjudicataire en est à son troisième octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent (contrat 3);*

Le 15 mars 2017, les membres de la commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus d'appel d'offres relativement au mandat confié. Des représentants du Service des infrastructures, de la voirie et des transports ont répondu aux questions des membres de la Commission.

Les membres de la Commission ont soulevé diverses questions sur le processus d'appel d'offres dans ce dossier.

Ils ont posé plusieurs questions sur les notes accordées dans l'évaluation qualitative des soumissions. Pour les membres, il serait pertinent d'avoir une meilleure compréhension de la grille des critères définis et de la façon les notes sont attribuées. La Commission comprend que cette évaluation qualitative est sous la responsabilité du Service de l'approvisionnement.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les représentants du Service des infrastructures, de la voirie et des transports pour leurs

interventions au cours de la séance de travail de la commission. La commission adresse la conclusion suivante au conseil municipal :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil municipal à savoir :

- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$ pour lequel l'adjudicataire en est à son troisième octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent (contrat 3);*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la commission;

Considérant les nombreuses questions adressées par les membres de la commission aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE177231016 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.26

2017/03/30 17:00

(2)

Dossier # : 1175249001

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la réalisation des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure trois (3) ententes-cadres de services professionnels avec les firmes suivantes: SNC-Lavalin inc. (contrat #1: 5 462 146,07 $, taxes incluses), Les Services exp inc. (contrat #2: 5 706 209,25 $, taxes incluses) et Les Consultants S.M. inc. (contrat #3: 5 792 727,94 $, taxes incluses) pour la gestion et la surveillance des travaux dans le domaine des égouts, de l'aqueduc, de la voirie et des structures - Appel d'offres public n° 17-15664 (5 soumissionnaires) / Approuver les projets de convention à cette fin.

Il est recommandé :

1. de conclure trois (3) ententes-cadres pour la fourniture sur demande de services professionnels en gestion et surveillance des travaux d'infrastructures;
2. d'approuver les projets de convention de services professionnels par lesquels les firmes ci-après désignées ayant obtenu les plus hauts pointages en fonction des critères de sélection préétablis, s'engagent à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour les sommes maximales inscrites à l'égard de chacune d'elles, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-15664 et selon les termes et conditions stipulés aux projets de conventions ;
3. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des services corporatifs et des arrondissements, et ce au rythme des besoins à combler.
4.

Firme	Somme maximale taxes incluses	Contrat
SNC Lavalin inc.	5 462 146,07 $	1
Les Services Exp inc.	5 706 209,25 $	2
Les Consultants S.M inc.	5 792 727,94 $	3

Signé par Alain DUFORT **Le** 2017-03-01 13:09

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1175249001**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la réalisation des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure trois (3) ententes-cadres de services professionnels avec les firmes suivantes: SNC-Lavalin inc. (contrat #1: 5 462 146,07 $, taxes incluses), Les Services exp inc. (contrat #2: 5 706 209,25 $, taxes incluses) et Les Consultants S.M. inc. (contrat #3: 5 792 727,94 $, taxes incluses) pour la gestion et la surveillance des travaux dans le domaine des égouts, de l'aqueduc, de la voirie et des structures - Appel d'offres public n° 17-15664 (5 soumissionnaires) / Approuver les projets de convention à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

La Direction des infrastructures estime que les besoins en réfection et en réaménagement d'infrastructures nécessitent des investissements qui augmentent de 10% à 15% annuellement. Ces infrastructures comprennent des conduites d'aqueduc et d'égout, la voirie ainsi que les ponts et tunnels.
Compte tenu de l'ampleur des besoins et afin d'atteindre les objectifs de réalisation qui en découlent, la Direction des infrastructures sollicite les services professionnels de trois (3) firmes d'ingénierie pour l'assister dans la gestion et la surveillance des travaux.

Dans ce contexte, le lancement d'un appel d'offres public a été requis afin de conclure trois (3) ententes-cadres de services professionnels.

L'appel d'offres #17-15664 a été publié du 11 au 30 janvier 2017. Les soumissions sont valides pendant les cent quatre-vingts (180) jours qui suivent leur date d'ouverture, soit jusqu'au 29 juillet 2017.

L'appel d'offres a été publié dans le journal Le Devoir et sur le site électronique d'appel d'offres SEAO. La durée de publication a été de 18 jours, ce qui est conforme au délai minimal requis par la Loi sur les cités et villes.

Un (1) addenda fut émis afin d'aviser l'ensemble des preneurs du cahier des charges des modifications faites aux documents d'appel d'offres:

- Addenda no 1 émis le 25 janvier 2017: modification d'une catégorie d'employé au bordereau.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0391 - 18 juin 2015 - Conclure des ententes-cadre de services professionnels avec les firmes suivantes pour une période de 24 mois: Les Consultants S.M. inc.(9 701 360,55 $) et Les Services exp inc. (9 818 328,07 $) pour des services professionnels de surveillance des travaux, gestion des impacts, maintien de la circulation et communications de chantier / appel d'offres public 15-13877 - 6 soumissionnaires, et approuver les projets de conventions à cette fin. (1155249001)
CG14 0213 - 1er mai 2014 - Conclure des ententes-cadre de services professionnels avec les firmes suivantes pour une période de 24 mois: Les Consultants S.M. inc.(1 637 303,21 $) et Beaudoin Hurens (1 166 708,81 $) pour des services professionnels de surveillance des travaux / appel d'offres public 13-13171 - 10 soumissionnaires, et approuver les projets de conventions à cette fin. (1145249002)

DESCRIPTION

Il s'agit de conclure trois (3) ententes-cadres de services professionnels en gestion et surveillance des travaux dans le domaine des égouts, de l'aqueduc, de la voirie et des structures et d'approuver trois (3) projets de convention à cette fin.
Les trois (3) ententes-cadres représentent une somme totale maximale de 16 961 083,26 $ et sont valides pour une période pouvant atteindre soixante (60) mois, à partir de la date d'octroi des contrats.

À la suite du lancement de l'appel d'offres public n° 15-13877, il est recommandé de retenir les services des trois (3) firmes suivantes :

Firme	**Montant (taxes incluses)**
SNC-Lavalin inc.	5 462 146,07 $
Les Services exp inc.	5 706 209,25 $
Les Consultants S.M. inc	5 792 727,94 $
Montant total des contrats	**16 961 083,26 $**

À la lumière du rapport SMCE125309007 de la Commission permanente sur l'examen des contrats, dans le présent dossier, le montant maximal des enveloppes budgétaires de ces ententes-cadres a été établi au prix des soumissions des adjudicataires recommandés.

Il s'agit d'ententes-cadres à taux horaires par catégorie d'employés.

Les heures prévisionnelles inscrites aux bordereaux de soumissions pour chacune des catégories d'employés sont basées sur les besoins estimés et sont utilisées seulement aux

fins d'un scénario permettant de déterminer la meilleure proposition de prix.

L'entente est valide jusqu'à l'épuisement des enveloppes budgétaires ou à la fin de la période de soixante (60) mois, selon la première des deux éventualités. Les taux horaires sont majorés annuellement selon l'indice des prix à la consommation du Canada.

Les conventions de services professionnels ont été rédigées à partir de la convention type du Service des affaires juridiques et sont présentées dans le "Document juridique".

JUSTIFICATION

Compte tenu du nombre et de l'envergure des projets de réfection des infrastructures de voirie prévus pour les années à venir, il est proposé de retenir les services professionnels de firmes externes afin d'assister les professionnels de la Direction des infrastructures dans la réalisation de leurs mandats et ce, principalement en période de pointe. Les besoins des services et arrondissements de la Ville de Montréal ont également été considérés. Il est prévu que deux de ces ententes soient réservées exclusivement à la Direction des infrastructures, et que la troisième soit mise à la disposition de l'ensemble des unités de la Ville.
La gestion des projets est assurée par un représentant de la Ville.

Par ailleurs, les deux (2) ententes-cadres concluent en 2015 pour la surveillance des travaux seront échues à compter du 18 juin 2017. Par conséquent, la Direction des infrastructures désire octroyer trois (3) nouveaux contrats afin de s'assurer de la disponibilité des firmes en période de pointe.

Le présent dossier donne suite à un appel d'offres assujetti à la *Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics* (Loi 1) conformément au décret #795-2014 adopté le 24 septembre 2014. Les adjudicataires recommandés, soit *SNC-Lavalin inc., Les Services exp inc. et Les Consutlants S.M. inc.* détiennent une attestation de *l'Autorité des marchés financiers* qui est en vigueur depuis les 4 février 2014, 14 mars 2014 et 23 juillet 2014 respectivement. Une copie de chaque attestation se retrouve en pièce jointe au dossier de même qu'une copie des accusés réception des demandes de renouvellement pour SNC-Lavalin inc, et Les Services exp. inc.

Le dossier répond à l'un des critères et l'une des conditions préalables à sa présentation devant la Commission permanente sur l'examen des contrats. Selon les dépenses prévisionnelles, le contrat #3 de la firme Les Consultants S.M. inc. est supérieur à 1 000 000 $ et il s'agit de son troisième octroi de contrat consécutif similaire pour une entente-cadre de services professionnels en gestion et surveillance des travaux.

Analyse des soumissions

La Ville procède à l'octroi de chaque contrat à la firme qui obtient le plus haut pointage final et ce, au prix de sa soumission.

La rencontre du comité de sélection s'est tenue le 13 février 2017. Les soumissions reçues le 30 janvier 2017 pour les trois (3) contrats ont été analysées séparément par le comité de sélection selon les critères de sélection et de pondération spécifiés au devis.

Les offres des cinq (5) soumissionnaires ont été jugées recevables et analysées par le comité de sélection et chacune des firmes a soumissionné pour chacun des trois (3) contrats.

Le système de pondération et d’évaluation des offres, à deux enveloppes, obligatoire et applicable à tous les appels d’offres de services professionnels, a été utilisé. Un pointage

intérimaire a été établi à la suite de l'évaluation de l'offre de services qualitative et la note finale a ensuite été établie à l'aide d'une formule impliquant le pointage intérimaire et le prix.

Tel que spécifié aux conditions de l'appel d'offres, seules les soumissions ayant obtenu un pointage intérimaire d'au moins 70 sur 100 sont ouvertes et considérées pour l'établissement du pointage final. De plus, une firme retenue pour recommandation pour un contrat devient non conforme pour les contrats suivants.

Une erreur de calcul a été corrigée dans le bordereau de soumission de la firme Les Consultants S.M. inc. Le total de sa soumission est passé de 5 729 491,69 $ à 5 792 727,94 $. Cette correction ne change pas le rang des soumissionnaires.

Résultats de l'appel d'offres:

Contrat # 1 :

Soumissions conformes	Note intérim	Note finale	Total (taxes incluses)
1 - SNC-Lavalin inc.	87,8	0,25	5 462 146,07 $
2 - Les Services exp inc.	84,7	0,24	5 683 214,25 $
3 - Les Consultants S.M. inc.	86,5	0,23	6 001 410,39 $
4 - CIMA+ s.e.n.c.	78,8	0,19	6 697 316,75 $
5 - WSP Canada inc.	66,0		
Estimation interne			5 950 818,56 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire - estimation)* **Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($)** *(l'adjudicataire - estimation)/estimation) x 100*			- 488 672,49 $ - 8,21%
Écart entre celui ayant obtenu la 2e note finale et l'adjudicataire ($) *(2 e meilleure note finale - adjudicataire)* **Écart entre celui ayant obtenu la 2e note finale et l'adjudicataire (%)** *(2 e meilleure note finale - adjudicataire)/adjudicataire) x 100*			221 068,18 $ 4,05%

Contrat # 2 :

Soumissions conformes	Note intérim	Note finale	Total (taxes incluses)
1 - Les Services exp inc.	84,7	0,24	5 706 209,25 $
2 - Les Consultants S.M. inc.	86,5	0,23	6 019 401,15 $
3 - CIMA+ s.e.n.c.	78,8	0,20	6 560 645,96 $
4 - WSP Canada inc.	66,0		
Estimation interne			5 950 818,56 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire - estimation)*			- 244 609,31 $

Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire - estimation)/estimation) x 100*			- 4,11%
Écart entre celui ayant obtenu la 2e note finale et l'adjudicataire ($) *(2 e meilleure note finale - adjudicataire)* **Écart entre celui ayant obtenu la 2e note finale et l'adjudicataire (%)** *(2 e meilleure note finale - adjudicataire)/adjudicataire) x 100*			313 191,90 $ 5,49%

Contrat # 3 :

Soumissions conformes	Note intérim	Note finale	Total (taxes incluses)
1 - Les Consultants S.M. inc.	86,5	0,24	5 792 727,94 $
2 - CIMA+ s.e.n.c.	78,8	0,20	6 425 889,51 $
3 - WSP Canada inc.	66,0		
Estimation interne			5 950 818,56 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire - estimation)* **Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($)** *(l'adjudicataire - estimation)/estimation) x 100*			- 158 090,62 $ - 2,66%
Écart entre celui ayant obtenu la 2e note finale et l'adjudicataire ($) *(2 e meilleure note finale - adjudicataire)* **Écart entre celui ayant obtenu la 2e note finale et l'adjudicataire (%)** *(2 e meilleure note finale - adjudicataire)/adjudicataire) x 100*			633 161,57 $ 10,93%

À la suite de l'évaluation qualitative, le pointage intérimaire obtenu par la firme WSP Canada inc. était inférieur à 70 %. Par conséquent, cette firme n'a pu être considérée pour l'établissement du pointage final puisque seules les soumissions ayant obtenu la note intérimaire de passage fixée à 70 % sont considérées pour l'ouverture de la seconde enveloppe.

Enfin, puisque la firme SNC-Lavalin inc. a été recommandée comme adjudicataire pour le contrat #1, cette dernière devient non conforme pour les contrats #2 et #3. De même, puisque la firme Les Services exp inc. a été recommandée comme adjudicataire pour le contrat #2, cette dernière devient non conforme pour le contrat #3.

Le détail de l'évaluation qualitative est présenté dans l'intervention du Service de l'approvisionnement.

Dernières estimations réalisées:

Les estimations internes préparées au moment de lancer l'appel d'offres ont été établies en fonction des heures prévisionnelles prévues aux bordereaux de soumission selon les taux

horaires établis lors des anciens processus pour des services équivalents. Il est à noter que les stratégies utilisées par chacune des firmes leur sont propres et ne sont pas divulguées.

Les montants soumis par les firmes ayant obtenues les meilleurs pointages pour les trois (3) contrats au terme du comité d'évaluation sont plus bas que les estimations internes. Ces écarts sont à l'avantage de la Ville.

Les écarts entre les adjudicataires et les estimations internes sont les suivants:

Contrat	Firme	Écart ($)	Écart (%)
1	SNC-Lavalin inc.	-488 672,49 $	-8,21 %
2	Les Services exp inc.	-244 609,31 $	-4,11%
3	Les Consultants S.M. inc.	-158 090,62 $	-2,66%

Ces écarts étant inférieurs à 10 % et favorables à la Ville, la Division de la conception des travaux appuie la recommandation d'octroi du contrat.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Il s'agit d'ententes-cadres sans imputation budgétaire.
Chaque entente-cadre attribuée permettra de couvrir plusieurs mandats. Les différents mandats seront effectués sur demande de la Direction des infrastructures qui assurera la gestion desdits services et s'assurera de la disponibilité des crédits et du suivi des enveloppes.

Chacun des mandats confiés aux différentes firmes devra faire l'objet d'une autorisation de dépense, à l'aide d'un bon de commande en conformité avec les règles prévues aux différents articles du règlement de délégation de pouvoir en matière d'entente-cadre et selon la provenance des crédits déjà affectés aux différents projets identifiés par chacun des requérants (services centraux, arrondissements et villes liées). Ces mandats pourraient donc encourir des dépenses d'agglomération dans le cadre de projets touchant des travaux réalisés sur le réseau cyclable pan montréalais.

La dépense maximale d'honoraires professionnels de 16 961 083,26 $, taxes incluses pour les trois (3) ententes-cadres, représente un coût net maximal de 15 487 729,76 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi des contrats est reporté à une date ultérieure au 29 juillet 2017, soit la date d'échéance de validité des soumissions, les plus bas soumissionnaires conformes pourraient alors retirer leur soumission. Il faudrait donc procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les coûts associés.
Également, il est important de noter que la période favorable à une grande partie des

travaux de voirie se situe entre les mois de mai et de novembre. Tout délai dans l'octroi du contrat de services professionnels aura un impact sur la capacité de réalisation de la Direction des infrastructures pour l'année 2017.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES:
Commission sur l'examen des contrats (CEC): 15 mars 2017
Octroi du contrat : à la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées
Début des travaux : avril 2017
Fin des travaux : à l'épuisement des enveloppes budgétaires ou du montant maximal des contrats, selon la première des deux éventualités.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Yves BELLEVILLE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Louis-Philippe RIOPEL
Ingenieur(e)

Tél : 514 872-3328
Télécop. : 514 872-4965

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-23

Martin BOULIANNE
Chef de division

Tél : 514 872-9552
Télécop. : 514 872-6123

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Chantal AYLWIN
Directrice des infrastructures
Tél : 514 872-4101
Approuvé le : 2017-02-28

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2017-02-28

SNC·LAVALIN

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

DÉCISION N° : 2014-CPSM-0003

Québec, le 4 février 2014

SNC-Lavalin inc.
À l'attention de : Monsieur Réjean Goulet
455, boulevard René-Lévesque Ouest
Montréal (Québec) H2Z 1Z3

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public
Autorisation n° 2014-CPSM-0003 n° d'identification de l'Autorité : 2700007364

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- ÉNERCIBLE
- ÉNERGIE/POWER, DIVISION DE SNC- LAVALIN INC.
- GROUPE FUTUR TURCOT
- INDUSTRIEL, DIVISION DE SNC-LAVALIN INC.
- SNC-LAVALIN
- SNC-LAVALIN AFRI-FOOD, DIV. OF SNC-LAVALIN INC.
- SNC-LAVALIN AGRO, DIVISION DE SNC-LAVALIN INC.
- SNC-LAVALIN CAPITAL, DIVISION DE SNC-LAVALIN
- SNC-LAVALIN ENVIRONNEMENT ET EAU
- SNC-LAVALIN ENVIRONMENT AND WATER
- SNC-LAVALIN ENVIRONNEMENT ET EAU, DIVISION DE SNC-LAVALIN
- SNC-LAVALIN ENVIRONMENT AND WATER, DIVISION OF SNC-LAVALIN
- SNC-LAVALIN GTS, DIVISION DE SNC-LAVALIN INC.
- SNC-LAVALIN GTS, DIVISION OF SNC-LAVALIN INC.
- SNC-LAVALIN INC.
- SNC-LAVALIN INC., DIVISION GTS
- SNC-LAVALIN PHARMA, DIV. DE SNC-LAVALIN INC.

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, 8e étage
Québec (Québec)
G1V 5C1
tél. : 418 525-0337
ligne sans frais : 877 525-0337
téléc. : 418 525-9512

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec)
H4Z 1C3
tél. : 514 395-0337
ligne sans frais : 877 525-0337
téléc. : 514 873-3090

...2

© SNC-Lavalin Inc. 2016. Tous droit réservés. Confidentiel.

- SNC-LAVALIN RISQUE & ASSURANCE, DIVISION DE SNC-LAVALIN INC.
- SNC-LAVALIN, DIVISION ENVIRONNEMENT ET EAU
- SNC-LAVALIN, ENVIRONMENT AND WATER DIVISION

une autorisation de contracter/sous contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65.1 (la « LCOP »). SNC-Lavalin inc. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **3 février 2017** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et la réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification pouvant survenir aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité (www.lautorite.qc.ca).

Le Surintendant de l'assistance aux clientèles et
de l'encadrement de la distribution,

E. St

Eric Stevenson

© SNC-Lavalin Inc. 2016. Tous droit réservés. Confidentiel

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

DÉCISION N° : 2014-CPSM-0010

Québec, le 14 mars 2014

Les Services EXP inc.
À l'attention de : Madame Amélie Bérard
150, rue de Vimy
Sherbrooke (Québec) J1J 3M7

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public
Autorisation n° 2014-CPSM-0010 n° d'identification de l'Autorité : 2700027173

Madame,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- EXP SERVICES INC.
- DELSAER-GESTIONNAIRES DE PROJETS
- DELSAER-PROJECT MANAGERS
- GÉODÉFOR
- LABORATOIRE DE CONSTRUCTION 2000
- LES CONSULTANTS L.B.C.D.
- LES LABORATOIRES SHERMONT
- PROCD TECHNOLOGIES
- PROJI-CONTROLE
- TEKNIKA HBA

une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65.1 (la « LCOP »). Les Services EXP inc. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **13 mars 2017** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et la réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification pouvant survenir aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité (www.lautorite.qc.ca).

Le Surintendant de l'assistance aux clientèles et
de l'encadrement de la distribution,

E. St

Eric Stevenson

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Le 23 juillet 2014

LES CONSULTANTS S.M. INC.
A/S MONSIEUR GUY CHARBONNEAU
2111, BOUL FERNAND-LAFONTAINE
LONGUEUIL (QC) J4G 2J4

N° de décision : 2014-CPSM-1038772
N° de client : 3000156349

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'Autorité) accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- ENVIRO SOL
- ENVIROSOL
- S.M. CONSULTANTS INC.
- S.M. ENVIRONNEMENT
- SMI MOHAWK ENGINEERING

une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65.1 (la LCOP), LES CONSULTANTS S.M. INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **22 juillet 2017** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Québec

Montréal

SNC·LAVALIN

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
www.lautorite.qc.ca

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

Le 4 novembre 2016

SNC-LAVALIN INC.
455, BOUL RENÉ-LÉVESQUE O
MONTRÉAL QC H2Z 1Z3

Objet : Accusé de réception - Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Nous avons bien reçu votre formulaire de « Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public ». Vous trouverez ci-dessous les renseignements importants concernant cette demande :

N° de client :	2700007364
N° de demande :	1631180665
N° de confirmation de paiement :	000205798872

Si vous avez accès aux services en ligne de l'Autorité et que vous êtes l'initiateur de cette demande, vous pouvez en consulter l'état à la section « Suivi des demandes » dans le menu « Dossier client ».

Pour toute question relative à votre demande, vous pouvez communiquer avec un agent de notre Centre d'information au 1 877 525-0337.

Nous vous prions de recevoir nos salutations distinguées.

L'Autorité des marchés financiers

© SNC-Lavalin Inc. 2016. Tous droit réservés. Confidentiel.

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
www.lautorite.qc.ca

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

Le 14 décembre 2016

LES SERVICES EXP INC.
56, QUEEN ST E
SUITE 301
BRAMPTON ON L6V 4M8

Objet : Accusé de réception - Demande de renouvellement de l’autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Nous avons bien reçu votre formulaire de « Demande de renouvellement de l’autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public ». Vous trouverez ci-dessous les renseignements importants concernant cette demande :

N° de client :	2700027173
N° de demande :	1631212808
N° de confirmation de paiement :	000207692389

Si vous avez accès aux services en ligne de l'Autorité et que vous êtes l'initiateur de cette demande, vous pouvez en consulter l'état à la section « Suivi des demandes » dans le menu « Dossier client ».

Pour toute question relative à votre demande, vous pouvez communiquer avec un agent de notre Centre d'information au 1 877 525-0337.

Nous vous prions de recevoir nos salutations distinguées.

L'Autorité des marchés financiers

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1175249001

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la réalisation des travaux
Objet :	Conclure trois (3) ententes-cadres de services professionnels avec les firmes suivantes: SNC-Lavalin inc. (contrat #1: 5 462 146,07 $, taxes incluses), Les Services exp inc. (contrat #2: 5 706 209,25 $, taxes incluses) et Les Consultants S.M. inc. (contrat #3: 5 792 727,94 $, taxes incluses) pour la gestion et la surveillance des travaux dans le domaine des égouts, de l'aqueduc, de la voirie et des structures - Appel d'offres public n° 17-15664 (5 soumissionnaires) / Approuver les projets de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

17-15664-Det Cah Final.pdf 15664-1 contrat 1.pdf 15664-1 contrat 2.pdf
15664-1 contrat 3.pdf octroi contrat1.pdf octroi contrat2.pdf octroi contrat3.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Yves BELLEVILLE
agent d'approvisionnement II
Tél : 514 872-5298

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-28

Claude HOULE
Chef de Section
Tél : 514 872-2608
Division : Service de l'approvisionnement , Direction

17-15664 - services professionnels en gestion et surveillance de travaux d'infrastructure contrat 1

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et la problématique 10%	Méthodologie proposée 10%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 15%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 30%	Qualification et expérience du chargé de projet 30%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
CIMA+	4,17	5,67	7,33	12,33	23,67	25,67	78,8	6 697 316,75 $	0,19	4
S.M.	4,17	8,67	9,00	13,33	23,67	27,67	86,5	6 011 410,39 $	0,23	3
EXP	4,00	8,33	8,33	12,67	23,00	28,33	84,7	5 683 214,25 $	0,24	2
SNC-Lavalin	4,50	9,00	8,67	13,33	24,33	28,00	87,8	5 462 146,07 $	0,25	1
WSP	4,33	6,33	7,33	12,00	15,67	20,33	66,0			Non conforme

Agent d'approvisionnement	Yves Belleville

Comité	
Date	13-02-2017
Heure	14h00
Lieu	255 Crémazie Est bureau 400 salle intégrité

Multiplicateur d'ajustement
10000

17-15664 - services professionnels en gestion et surveillance de travaux d'infrastructure contrat 2

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et la problématique 10%	Méthodologie proposée 10%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 15%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 30%	Qualification et expérience du chargé de projet 30%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
CIMA+	4,17	5,67	7,33	12,33	23,67	25,67	78,8	6 560 645,96 $	0,20	3
S.M.	4,17	8,67	9,00	13,33	23,67	27,67	86,5	6 019 401,15 $	0,23	2
EXP	4,00	8,33	8,33	12,67	23,00	28,33	84,7	5 706 209,25 $	0,24	1
SNC-Lavalin	4,50	9,00	8,67	13,33	24,33	28,00	87,8		-	
WSP	4,33	6,33	7,33	12,00	15,67	20,33	66,0			Non conforme

Comité	
Date	13-02-2017
Heure	14h00
Lieu	255 Crémazie Est bureau 400 salle intégrité

Multiplicateur d'ajustement
10000

Agent d'approvisionnement	Yves Belleville

17-15664 - services professionnels en gestion et surveillance de travaux d'infrastructure contrat 3

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et la problématique 10%	Méthodologie proposée 10%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 15%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 30%	Qualification et expérience du chargé de projet 30%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
CIMA+	4,17	5,67	7,33	12,33	23,67	25,67	78,8	6 425 889,51 $	0,20	2
S.M.	4,17	8,67	9,00	13,33	23,67	27,67	86,5	5 792 727,94 $	0,24	1
EXP	4,00	8,33	8,33	12,67	23,00	28,33	84,7		-	
SNC-Lavalin	4,50	9,00	8,67	13,33	24,33	28,00	87,8		-	
WSP	4,33	6,33	7,33	12,00	15,67	20,33	66,0			Non conforme

Agent d'approvisionnement	Yves Belleville

Comité	
Date	13-02-2017
Heure	14h00
Lieu	255 Crémazie Est bureau 400 salle intégrité

Multiplicateur d'ajustement
10000

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 17-15664 — No du GDD : 1175249001

Titre de l'appel d'offres : services professionnels en gestion et surveillance de travaux d'infrastructures **CONTRAT 1**

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 11 - 1 - 2017

Ouverture originalement prévue le : 30 - 1 - 2017

Ouverture faite le : 30 - 1 - 2017

Date du comité de sélection : 13 - 2 - 2017

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Date du dernier addenda émis : 25 - 1 - 2017

Délai total accordé aux soumissionnaires : 18 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 10

Nbre de soumissions reçues : 5

% de réponses : 50

Nbre de soumissions rejetées : 1

% de rejets : 20

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
WSP	n'a pas obtenue la note de passage de 70

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 29 - 7 - 2017

Date d'échéance révisée : 29 - 7 - 2017

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
SNC-Lavalin	5 462 146,07 $	X	
EXP	5 683 214,25 $		
S.M.	6 011 410,39 $		
CIMA+	6 697 316,75 $		

Information additionnelle

Des firmes qui n'ont pas soumissionné 2 sont des sous-traitants, 1 firme n'offre pas le service, 2 firmes n'ont pas répondu.

Préparé par : Yves Belleville — Le 24 - 2 - 2017

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 17-15664 — No du GDD : 1175249001

Titre de l'appel d'offres : services professionnels en gestion et surveillance de travaux d'infrastructures **CONTRAT 2**

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 11 - 1 - 2017

Ouverture originalement prévue le : 30 - 1 - 2017

Ouverture faite le : 30 - 1 - 2017

Date du comité de sélection : 13 - 2 - 2017

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Date du dernier addenda émis : 25 - 1 - 2017

Délai total accordé aux soumissionnaires : 18 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 10

Nbre de soumissions reçues : 5

% de réponses : 50

Nbre de soumissions rejetées : 1

% de rejets : 20

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
WSP	n'a pas obtenue la note de passage de 70

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 29 - 7 - 2017

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 29 - 7 - 2017

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
SNC-Lavalin			
EXP	5 706 209,25 $	x	
S.M.	6 019 401,15 $		
CIMA+	6 560 645,96 $		

Information additionnelle

Des firmes qui n'ont pas soumissionné 2 sont des sous-traitants, 1 firme n'offre pas le service, 2 firmes n'ont pas répondu. SNC_Lavalin ayant obtenue le contrat 1 devient non conforme pour contrat 2 et 3.

Préparé par : Yves Belleville — Le 24 - 2 - 2017

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 17-15664 — No du GDD : 1175249001

Titre de l'appel d'offres : services professionnels en gestion et surveillance de travaux d'infrastructures **CONTRAT 3**

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 11 - 1 - 2017

Ouverture originalement prévue le : 30 - 1 - 2017

Ouverture faite le : 30 - 1 - 2017

Date du comité de sélection : 13 - 2 - 2017

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Date du dernier addenda émis : 25 - 1 - 2017

Délai total accordé aux soumissionnaires : 18 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 10

Nbre de soumissions reçues : 5

% de réponses : 50

Nbre de soumissions rejetées : 1

% de rejets : 20

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
WSP	n'a pas obtenue la note de passage de 70

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 29 - 7 - 2017

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 29 - 7 - 2017

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
SNC-Lavalin			
EXP			
S.M.	5 792 727,94 $	x	
CIMA+	6 425 889,51 $		

Information additionnelle

Des firmes qui n'ont pas soumissionné 2 sont des sous-traitants, 1 firme n'offre pas le service, 2 firmes n'ont pas répondu. SNC_Lavalin ayant obtenue le contrat 1 devient non conforme pour contrat 2 et 3. La firme EXP a obtenue le contrat 2 et deviens non conforme pour contrat 3

Préparé par : Yves Belleville — Le 24 - 2 - 2017

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Recherche avancée

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 17-15664
Numéro de référence : 1041268
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Services professionbnels en gestion et surveillance de travaux d'infrastructure

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
.SNC-Lavalin inc. 455 Boul René-Lévesque Ouest, 7e étage Montréal, QC, H2Z 1Z3 NEQ : 1142775999	Madame Karima Aïnenas Téléphone : 514 393-8000 Télécopieur : 514 390-6534	**Commande : (1218019)** 2017-01-12 9 h 28 **Transmission :** 2017-01-12 9 h 28	2697402 - 17-15664 Addenda N°1 (devis) 2017-01-25 12 h 18 - Courriel 2697403 - 17-15664 Addenda N°1 (bordereau) 2017-01-25 12 h 18 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
AXOR Experts Conseils Inc. 5101 Rue Buchan, bureau 400 Montréal, QC, H4P1S4 http://axorexperts.com NEQ : 1168297498	Madame Linda Ménard Téléphone : 514 937-3737 Télécopieur : 514 846-4005	**Commande : (1218316)** 2017-01-12 13 h 35 **Transmission :** 2017-01-12 13 h 35	2697402 - 17-15664 Addenda N°1 (devis) 2017-01-25 12 h 18 - Courriel 2697403 - 17-15664 Addenda N°1 (bordereau) 2017-01-25 12 h 18 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier

				électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Beaudoin Hurens 255 boul Crémazie Est 9e Etage Montréal, QC, H2M 1M2 http://www.beaudoinhurens.ca NEQ : 1148115281	Monsieur Charles Mousseau, ing Téléphone : 514 384-4220 Télécopieur : 514 383-6017	**Commande : (1217902)** 2017-01-12 7 h 30 **Transmission :** 2017-01-12 7 h 30	2697402 - 17-15664 Addenda N°1 (devis) 2017-01-25 12 h 18 - Courriel 2697403 - 17-15664 Addenda N°1 (bordereau) 2017-01-25 12 h 18 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Cima+s.e.n.c. 3400, boul. du souvenir bureau 600 Laval, QC, H7V 3Z2 http://www.cima.ca NEQ : 3340563140	Madame Annie Boivin Téléphone : 514 337-2462 Télécopieur : 514 281-1632	**Commande : (1217581)** 2017-01-11 12 h 18 **Transmission :** 2017-01-11 12 h 18	2697402 - 17-15664 Addenda N°1 (devis) 2017-01-25 12 h 18 - Courriel 2697403 - 17-15664 Addenda N°1 (bordereau) 2017-01-25 12 h 18 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Le Groupe Solroc Inc. 4000, rue Griffith Montréal, QC, H4T 1A8 NEQ : 1144077725	Monsieur Patrice Bedu Téléphone : 514 737-6541 Télécopieur : 514 342-5855	**Commande : (1217901)** 2017-01-12 7 h 25 **Transmission :** 2017-01-12 7 h 25	2697402 - 17-15664 Addenda N°1 (devis) 2017-01-25 12 h 18 - Courriel 2697403 - 17-15664 Addenda N°1 (bordereau) 2017-01-25 12 h 18 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Consultants S.M. Inc. (Bureau des Offres) 433, rue Chabanel Ouest,	Madame Cinthia Fournier	**Commande : (1218220)** 2017-01-12	2697402 - 17-15664 Addenda N°1 (devis)

	12e étage Montréal, QC, H2N 2J8 http://www.groupesm.com NEQ : 1143019660	Téléphone : 450 651-0981 Télécopieur : 450 651-9542	11 h 34 **Transmission :** 2017-01-12 11 h 34	2017-01-25 12 h 18 - Courriel 2697403 - 17-15664 Addenda N°1 (bordereau) 2017-01-25 12 h 18 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Services Exp Inc 1001, boulevard de Maisonneuve Ouest Bureau 800-B Montréal, QC, H3A 3C8 NEQ : 1167268128	Madame Ginette Laplante Téléphone : 819 478-8191 Télécopieur : 819 478-2994	**Commande : (1218298)** 2017-01-12 13 h 22 **Transmission :** 2017-01-12 13 h 22	2697402 - 17-15664 Addenda N°1 (devis) 2017-01-25 12 h 18 - Courriel 2697403 - 17-15664 Addenda N°1 (bordereau) 2017-01-25 12 h 18 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Stantec Experts-conseils ltée 600-1060 boulevard Robert-Bourassa Montréal, QC, H3B 4V3 NEQ : 1170241336	Madame Claudine Talbot Téléphone : 418 626-2054 Télécopieur :	**Commande : (1218187)** 2017-01-12 11 h 14 **Transmission :** 2017-01-12 11 h 14	2697402 - 17-15664 Addenda N°1 (devis) 2017-01-25 12 h 18 - Courriel 2697403 - 17-15664 Addenda N°1 (bordereau) 2017-01-25 12 h 18 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Tetra Tech QI Inc. 5100, rue Sherbrooke Est, bur. 900 Montréal, QC, H1V3R9 NEQ : 1169411510	Madame Rachel Pelletier Téléphone : 514 257-0707 Télécopieur : 514 257-2804	**Commande : (1218627)** 2017-01-13 9 h 16 **Transmission :** 2017-01-13 9 h 16	2697402 - 17-15664 Addenda N°1 (devis) 2017-01-25 12 h 19 - Télécopie 2697403 - 17-15664 Addenda N°1 (bordereau) 2017-01-25 12 h 18 - Téléchargement Mode privilégié

				(devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	WSP Canada Inc. (Pour AO sur invitation pour tout le Québec) 5355, boul. des Gradins Québec, QC, G2J 1C8 http://www.wspgroup.com NEQ : 1148357057	Madame Martine Gagnon Téléphone : 418 623-2254 Télécopieur : 418 624-1857	**Commande : (1219539)** 2017-01-16 11 h 21 **Transmission :** 2017-01-16 11 h 21	2697402 - 17-15664 Addenda N°1 (devis) 2017-01-25 12 h 18 - Courriel 2697403 - 17-15664 Addenda N°1 (bordereau) 2017-01-25 12 h 18 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Sélectionner Annuler

© 2003-2017 Tous droits réservés

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par **Me Yves Saindon**, greffier, dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6 et de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*;

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET :

SNC-LAVALIN INC. personne morale ayant sa principale place d'affaires au 455, boul. René-Levesque Ouest, Montréal (Québec), H2Z 1Z3, agissant et représentée par Louis Deschênes, dûment autorisé(e) aux fins des présentes, tel qu'il le déclare;

Ci-après appelé(e) le « **CONTRACTANT** »

N^{o} d'inscription T.P.S. : 134298132
N^{o} d'inscription T.V.Q. : 1014851123

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient:

1.1 « **Directeur** » : le directeur du SIVT ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « **Annexe 1** » : les termes de référence pour services professionnels, en date du 11 janvier 2017 relatifs à la gestion et surveillance des travaux d'infrastructures;

1.3 « **Annexe 2** » : l'offre de service présentée par le Contractant le 27 janvier 2017.

ARTICLE 2

OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2 jointes aux présentes, pour la gestion et surveillance des travaux d'infrastructures.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.2 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses services, celui-ci demeurant tenu au respect de ses autres obligations envers la Ville.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

6.1 exécuter la convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations sur la façon d'exécuter le travail confié;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2;

6.3 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;

6.4 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

6.5 divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

6.6 remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

6.7 assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.8 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ;

6.9 transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Directeur, un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités;

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la convention;

7.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Contractant quant à l'interprétation de la convention et des Annexes 1 et 2;

7.3 refuser les travaux, recherches et rapports du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la convention ou des Annexes 1 et 2;

7.4 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de 5 462 146,07 $ couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

Cette somme est payable comme suit : honoraire selon la méthode des taux horaires.

Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8.

ARTICLE 10
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 8, le Contractant:

10.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention, et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

11.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

11.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12

CONDITIONS GÉNÉRALES

12.1 **ÉLECTION DE DOMICILE**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

12.2 **HÉRITIERS ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX**

La présente convention lie les héritiers et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

12.3 **MODIFICATION**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

12.4 **VALIDITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.5 **LOIS APPLICABLES**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.6 **LIEN D'EMPLOI**

La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2017

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier de la Ville

Le e jour de 2017

SNC-LAVALIN INC.

Par : _____
Louis Deschênes, Directeur surveillance et gestion de la construction

Cette convention a été approuvée par la résolution _____.

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par **Me Yves Saindon**, greffier, dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6 et de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*;

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET :

LES SERVICES EXP INC. personne morale ayant sa principale place d'affaires au 1001, Boul. de Maisonneuve Ouest, Montréal (Québec), H3A 3C8, agissant et représentée par Guillaume Halde, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare;

Ci-après appelé(e) le « **CONTRACTANT** »

N° d'inscription T.P.S. : 89463 7008 RT0001
N° d'inscription T.V.Q. : 1217145241 TQ0001

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient:

1.1 « **Directeur** » : le directeur du SIVT ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « **Annexe 1** » : les termes de référence pour services professionnels, en date du 11 janvier 2017 relatifs à la gestion et surveillance des travaux d'infrastructures;

1.3 « **Annexe 2** » : l'offre de service présentée par le Contractant le 30 janvier 2017.

ARTICLE 2

OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2 jointes aux présentes, pour la gestion et surveillance des travaux d'infrastructures.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.2 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses services, celui-ci demeurant tenu au respect de ses autres obligations envers la Ville.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

6.1 exécuter la convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations sur la façon d'exécuter le travail confié;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2;

6.3 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;

6.4 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

6.5 divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

6.6 remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

6.7 assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.8 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ;

6.9 transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Directeur, un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités;

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la convention;

7.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Contractant quant à l'interprétation de la convention et des Annexes 1 et 2;

7.3 refuser les travaux, recherches et rapports du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la convention ou des Annexes 1 et 2;

7.4 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de 5 706 209,25 $ couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

Cette somme est payable comme suit : honoraire selon la méthode des taux horaires

Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8.

ARTICLE 10
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 8, le Contractant:

10.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention, et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

11.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

11.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12

CONDITIONS GÉNÉRALES

12.1 **ÉLECTION DE DOMICILE**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

12.2 **HÉRITIERS ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX**

La présente convention lie les héritiers et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

12.3 **MODIFICATION**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

12.4 **VALIDITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.5 **LOIS APPLICABLES**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.6 **LIEN D'EMPLOI**

La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2017

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier de la Ville

Le e jour de 2017

LES SERVICES EXP INC.

Par : _____
Guillaume Halde, Directeur infrastructures et transports

Cette convention a été approuvée par la résolution _____.

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par **Me Yves Saindon**, greffier, dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6 et de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*;

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET :

LES CONSULTANTS S.M. inc. personne morale ayant sa principale place d'affaires au 433, rue Chabanel Ouest, Montréal (Québec), H2N 2J8, agissant et représentée par François Riopel, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare;

Ci-après appelé(e) le « **CONTRACTANT** »

N° d'inscription T.P.S. : R119914166 TR0001
N° d'inscription T.V.Q. : 1001247324 TQ001

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient:

1.1 « **Directeur** » : le directeur du SIVT ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « **Annexe 1** » : les termes de référence pour services professionnels, en date du 11 janvier 2017 relatifs à la gestion et surveillance des travaux d'infrastructures;

1.3 « **Annexe 2** » : l'offre de service présentée par le Contractant le 30 janvier 2017.

ARTICLE 2

OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2 jointes aux présentes, pour la gestion et surveillance des travaux d'infrastructures.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.2 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses services, celui-ci demeurant tenu au respect de ses autres obligations envers la Ville.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

6.1 exécuter la convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations sur la façon d'exécuter le travail confié;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2;

6.3 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;

6.4 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

6.5 divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

6.6 remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

6.7 assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.8 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ;

6.9 transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Directeur, un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités;

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la convention;

7.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Contractant quant à l'interprétation de la convention et des Annexes 1 et 2;

7.3 refuser les travaux, recherches et rapports du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la convention ou des Annexes 1 et 2;

7.4 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de 5 792 727,94 $ couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

Cette somme est payable comme suit : honoraire selon la méthode des taux horaires

Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8.

ARTICLE 10
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 8, le Contractant:

10.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention, et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

11.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

11.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12

CONDITIONS GÉNÉRALES

12.1 **ÉLECTION DE DOMICILE**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

12.2 **HÉRITIERS ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX**

La présente convention lie les héritiers et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

12.3 **MODIFICATION**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

12.4 **VALIDITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.5 **LOIS APPLICABLES**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.6 **LIEN D'EMPLOI**

La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2017

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier de la Ville

Le e jour de 2017

LES CONSULTANTS S.M. inc.

Par : _____
François Riopel, Directeur infrastructures urbaines

Cette convention a été approuvée par la résolution _____.

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Commission permanente sur l'examen des contrats

La commission :

Présidente

Mme Émilie Thuillier
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Vice-présidente

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Membres

Mme Dida Berku
Ville de Côte-Saint-Luc

M. Richard Celzi
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Marie Cinq-Mars
Arrondissement d'Outremont

M. Richard Deschamps
Arrondissement de LaSalle

M. Marc-André Gadoury
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Luc Gagnon
Arrondissement de Verdun

M. Manuel Guedes
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 30 mars 2017

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE175249001

Conclure trois (3) ententes-cadres de services professionnels avec les firmes suivantes: SNC-Lavalin inc. (contrat #1: 5 462 146,07 $, taxes incluses), Les Services exp inc. (contrat #2: 5 706 209,25 $, taxes incluses) et Les Consultants S.M. inc. (contrat #3: 5 792 727,94 $, taxes incluses) pour la gestion et la surveillance des travaux dans le domaine des égouts, de l'aqueduc, de la voirie et des structures - Appel d'offres public n° 17-15664 (5 soumissionnaires) / Approuver les projets de convention à cette fin..

(ORIGINAL SIGNÉ)

Émilie Thuillier
Présidente

(ORIGINAL SIGNÉ)

Pierre G. Laporte
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE175249001
Conclure trois (3) ententes-cadres de services professionnels avec les firmes suivantes: SNC-Lavalin inc. (contrat #1: 5 462 146,07 $, taxes incluses), Les Services exp inc. (contrat #2: 5 706 209,25 $, taxes incluses) et Les Consultants S.M. inc. (contrat #3: 5 792 727,94 $, taxes incluses) pour la gestion et la surveillance des travaux dans le domaine des égouts, de l'aqueduc, de la voirie et des structures - Appel d'offres public n° 17-15664 (5 soumissionnaires) / Approuver les projets de convention à cette fin.

À sa séance du 8 mars 2017, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le présent contrat. Ce dossier répondait au critère suivant :

- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$ pour lequel l'adjudicataire en est à son troisième octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent (contrat 3);*

Le 15 mars 2017, les membres de la commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus d'appel d'offres relativement au mandat confié. Des représentants du Service des infrastructures, de la voirie et des transports ont répondu aux questions des membres de la Commission.

Les membres de la Commission ont soulevé diverses questions sur le processus d'appel d'offres dans ce dossier.

En réponse aux membres de la Commission, le Service a expliqué qu'il essayait généralement de faire en sorte que des firmes différentes s'occupent de la conception d'un projet et de la surveillance des travaux, bien qu'il n'y ait pas d'encadrement officiel en ce sens.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les représentants du Service des infrastructures, de la voirie et des transports pour leurs interventions au cours de la séance de travail de la commission. La commission adresse la conclusion suivante au conseil municipal :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil municipal à savoir :

- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$ pour lequel l'adjudicataire en est à son troisième octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent (contrat 3);*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la commission;

Considérant les nombreuses questions adressées par les membres de la commission aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE175249001 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.27

2017/03/30 17:00

(2)

Dossier # : 1175921001

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 2
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Actes inhérents ou accessoires à une compétence d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat pour les services professionnels d'ingénierie, d'aménagement urbain et d'architecture aux firmes CIMA+ S.E.N.C.et Provencher Roy Urbanisme Inc. pour la conception et la surveillance des travaux du projet de la rue Sainte-Catherine Ouest (phase 1) pour une somme maximale de 12 897 697,35 $ taxes incluses - Appel d'offres public 17-15853 (4 soumissions, 4 conformes) / Approuver un projet de convention à cette fin.

Il est recommandé :

1. d'approuver un projet de convention par lequel CIMA+ S.E.N.C. et Provencher Roy Urbanisme Inc., firmes ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engagent à fournir à la Ville les services professionnels requis pour la conception et la surveillance de chantier du projet de la rue Sainte-Catherine Ouest, pour une somme maximale de 12 897 697,35 $, taxes et contingences incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-15853 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;
2. d'imputer cette dépense, ***après avoir opéré le virement budgétaire requis (si le dossier comporte un tel virement)*** , conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel***.*** Cette dépense est assumée à 94,50 % par la ville centre et pour 5,50 % par l'agglomération.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2017-03-03 14:07

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1175921001**

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 2
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Actes inhérents ou accessoires à une compétence d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat pour les services professionnels d'ingénierie, d'aménagement urbain et d'architecture aux firmes CIMA+ S.E.N.C.et Provencher Roy Urbanisme Inc. pour la conception et la surveillance des travaux du projet de la rue Sainte-Catherine Ouest (phase 1) pour une somme maximale de 12 897 697,35 $ taxes incluses - Appel d'offres public 17-15853 (4 soumissions, 4 conformes) / Approuver un projet de convention à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

Les infrastructures souterraines de la rue Sainte-Catherine Ouest ont atteint leur durée de vie utile. Des travaux importants sont requis afin de remplacer et de réhabiliter ces conduites, en coordination avec les travaux d'utilités publiques.
Le projet se réalisera en deux phases :

- **Phase 1 :** Tronçon de la rue Sainte-Catherine entre les rues De Bleury et Mansfield
  - Lot 1 : Rue Sainte-Catherine
  - Lot 2 : Square Phillips, place du Frère-André et les rues adjacentes
- **Phase 2 et ultérieures :** Tronçon de la rue Sainte-Catherine entre la rue Mansfield et l'avenue Atwater

Occasion unique pour des décennies à venir, le projet de la rue Sainte-Catherine Ouest offre l'opportunité d'améliorer l'aménagement et la fonctionnalité de la rue pour qu'elle réponde mieux aux besoins de ses usagers. La Ville souhaite profiter de ces travaux d'infrastructures importants pour offrir aux Montréalais un aménagement de qualité. Afin de réaliser ce projet, la Division des grands projets 2 retient les services de professionnels en ingénierie, en aménagement urbain et en architecture pour réaliser l'avant-projet, les plans et devis, les services d'assistance technique durant les travaux, ainsi que la surveillance des travaux en résidence pour la phase 1.

Un premier appel d'offres public a été lancé le 14 novembre 2016 (16-15464) pour ce mandat. L'ouverture des soumissions était prévue le 12 décembre 2016. À la suite d'une demande d'un preneur des documents d'appel d'offres, la date d'ouverture a été repoussée

au 19 décembre 2016. La période de soumission était de quatre semaines initialement, elle a été prolongée à cinq semaines. Quatre soumissions ont été déposées. Elles ont toutes été jugées non conformes. Les non-conformités se retrouvaient principalement dans les projets soumis (coûts des travaux ou type de projet) et dans l'expérience des ressources humaines proposées. Après avoir revu les critères d'évaluation des soumissions, la Ville a lancé l'appel d'offres qui fait l'objet du présent sommaire décisionnel.

Ce deuxième appel d'offres public a été lancé le 18 janvier 2017. La période de soumission était de 21 jours et se terminait initialement le 8 février 2017. La date de remise des offres a été repoussée au lundi 13 février à cause d'une demande de report justifiée de la part d'un des preneurs des documents d'appel d'offres.

La durée de validité des soumissions est de cent quatre-vingts (180) jours suivant la date d'ouverture des soumissions. Durant l'appel d'offres, il y a eu émission de cinq (5) addenda afin de répondre aux questions des potentiels soumissionnaires.

NUMÉRO ADDENDA	DATE DE PUBLICATION	CONTENU
1	26 janvier 2017	Réponse aux questions des preneurs de soumission
2	1er février 2017	Réponse aux questions des preneurs de soumission
3	2 février 2017	Réponse aux questions des preneurs de soumission
4	6 février 2017	Erreur: nouvelle publication de l'addenda 3 au lieu d'annoncer le report de la date d'ouverture.
5	7 février 2017	Annonce de l'erreur de l'addenda #4 et report de la date d'ouverture des soumissions au lundi 13 février 2017.

Cet appel d'offres fait suite à l'arrêt des prestations qui a fait l'objet d'un appel d'offres en 2014 pour les services de professionnels en ingénierie et en aménagement urbain pour réaliser l'avant-projet, les plans et devis ainsi que les services d'assistance technique durant les travaux (sans la surveillance), octroyé aux firmes WSP Canada Inc. et Daoust Lestage Inc. (voir les décision antérieures ci-dessous). En effet, à la suite de l'augmentation substantielle de la portée du projet, la Ville a décidé, d'un commun accord avec les consultants retenus, de mettre fin à ce premier mandat pour relancer une procédure d'appel d'offres qui prendrait en compte les changements de portée du projet.

En vertu de la réglementation appliquée à la Ville de Montréal (règle selon laquelle une entreprise ne peut soumissionner si elle a participé à l'élaboration des documents d'appel d'offres public dans les six (6) mois précédents (DIRECTIVE) C-AJ-AJEF-D-12-001) les firmes WSP Canada inc et Daoust Lestage inc n'étaient pas autorisées à soumissionner sur ce nouvel appel d'offres public, car elles bénéficiaient d'informations privilégiées dans le cadre de leur mandat, rompant, de ce fait, l'égalité entre les soumissionnaires.

Le contrat qui lie la Ville de Montréal aux firmes WSP Canada inc et Daoust Lestage inc sera résilié au cours des prochains mois. Une période de transfert de connaissance entre les anciens et les nouveaux consultants est prévue.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0538 - 29 septembre 2016 - Octroyer un contrat de services professionnels en design à Kanva architecture inc., lauréat du concours «Vivre le chantier Sainte-Cath!», pour concevoir, élaborer des plans et devis et effectuer le suivi de la fabrication et de l'implantation du projet d'atténuation des impacts et de mise en valeur du chantier de la rue Sainte-Catherine Ouest pour une somme maximale de 800 000,00$, taxes et contingences incluses.

CE16 0402 - 16 mars 2016 - Approuver le règlement du concours pluridisciplinaire en deux étapes visant l'atténuation des impacts par la mise en valeur du chantier de la rue Sainte-Catherine Ouest; Autoriser le lancement du concours. (GDD 1157064001)

CE15 0520 - 25 mars 2015 - Accorder un contrat de services professionnels à la firme AGC Communications pour la concertation dans le cadre du projet de la rue Sainte-Catherine Ouest pour une somme maximale de 395 877,03$, taxes incluses (GDD 1156707002)

CE15 0345 - 4 mars 2015 - Adopter une résolution demandant au ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire une dérogation à l'application de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chap. C-19), en vertu de l'article 573.3.1 de celle-ci afin d'octroyer un contrat au lauréat du concours d'atténuation des impacts et de mise en valeur du chantier de la rue Sainte-Catherine Ouest. (GGD 1156086001)

CG15 0207 - 26 février 2015 - Adopter un règlement d'emprunt de 95 000 000$ afin de financer le projet de la rue Sainte-Catherine Ouest (phase 1) incluant notamment la mise à niveau des infrastructures souterraines et l'aménagement urbain, sujet à approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. (GDD 1156707001)

CG14 0307 - 19 juin 2014 - Accorder un contrat pour les services professionnels d'ingénierie et d'aménagement urbain aux firmes WSP Canada Inc. et Daoust Lestage Inc. pour la conception du projet de la rue Sainte-Catherine Ouest (phase 1) pour une somme maximale de 4 360 411,29 $, taxes incluses (GDD 1145921001)

CE14 0824 - 28 mai 20141 - D'approuver un projet de convention par lequel Les Consultants S.M. inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis pour réaliser une étude technique de la fonctionnalité et des impacts en transport de la rue Sainte-Catherine Ouest, pour une somme maximale de 123 491,27 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 14-13241 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention.

CG14 0122 - 27 mars 2014 - D'approuver un projet de convention par lequel la seule firme soumissionnaire, Acertys inc., firme ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis pour la mise en oeuvre d'une démarche d'interaction avec le public dans le cadre du projet de la rue Sainte-Catherine Ouest, pour une somme maximale de 266 569,54 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public no 13-13242 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention.

CE14 0438 - 26 mars 2014 - D'autoriser le lancement d'un appel d'offres public pour retenir les services d'une équipe de professionnels comprenant les services en architecture et en ingénierie pour réaliser l'avant-projet, les plans et devis ainsi que les services d'assistance technique durant les travaux dans le cadre du grand projet de la rue Sainte-Catherine Ouest.

CE14 0350 - 12 mars 2014 - D'autoriser une appropriation de crédits de 4 396 631 $ de la réserve de voirie d'agglomération au budget de la Direction des transports (Service des infrastructures, transport et environnement) pour le projet d'infrastructures et de réaménagement de la rue Sainte-Catherine Ouest afin de réaliser des études, des expertises et l'avant-projet préliminaire en vue d'obtenir l'autorisation de passer en phase plans et devis pour le projet qui sera imputable au PTI, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

CE13 1799 - 11 décembre 2013 - D'autoriser le lancement d'un appel d'offres public pour les services professionnels en planification participative des projets et en concertation dans

le cadre du projet Sainte-Catherine Ouest, et d'approuver les critères de sélection et leur pondération qui seront utilisés lors de l'évaluation des soumissions.

DESCRIPTION

Ce dossier vise l'octroi d'un contrat pour retenir les services de professionnels en ingénierie (ingénieurs civils, ingénieurs en mécanique, ingénieurs en électricité, ingénieurs en circulation, ingénieurs en télécommunications, etc.), en aménagement urbain (urbanistes et/ou architectes et/ou architectes du paysage et/ou designer urbain), et en architecture pour réaliser l'avant-projet, les plans et devis, l'assistance technique pendant les travaux, et la surveillance en résidence des travaux du projet de la rue Sainte-Catherine Ouest, phase 1.
L'objet de ce mandat est de concevoir l'aménagement urbain ainsi que les infrastructures souterraines de la rue Sainte-Catherine Ouest, depuis la rue De Bleury jusqu'à la rue Mansfield; du square Phillips et des rues adjacentes; et enfin de la place du Frère-André (phase 1).

Les travaux prévus consistent principalement, sans s'y limiter, à :

- La reconstruction de conduites d'aqueduc principales de 400 mm et 600 mm de diamètre, incluant les chambres;
- L'abandon d'une conduite d'aqueduc principale de 600 mm de diamètre;
- La reconstruction de conduites d'aqueduc secondaires de 100 mm à 300 mm de diamètre;
- La reconstruction et l'agrandissement d'égouts secondaires en brique;
- La réhabilitation du collecteur principal d'égout;
- Le déplacement, la construction et la reconstruction de réseaux techniques urbains;
- L'aménagement urbain de la rue Sainte-Catherine Ouest, de la place du Frère-André, du square Phillips et des rues qui les bordent;
- L'implantation de trottoirs chauffants sur une surface d'approximativement 10 000m² sur la rue Sainte-Catherine Ouest et la partie nord du square Phillips;
- La construction d'édicules (kiosques, entrée et sortie de la salle mécanique des trottoirs chauffants, ou tout autre bâtiment) sur le square Phillips;
- L'intégration de principes et d'équipements pour créer un environnement « intelligent »;
- Et tous les autres travaux requis et nécessaires à la réalisation du projet.

Les services professionnels comprennent, sans s'y limiter :

- L'analyse des informations fournies et des avancées de la conception;
- Les relevés de terrain complémentaires le cas échéant;
- La réalisation des documents de consultation pour toute étude complémentaire ou pour toute prestation externe nécessaire le cas échéant;
- La réalisation de l'avant-projet préliminaire du lot 2;
- L'accompagnement de l'équipe projet auprès du ministère de la Culture et d'autres intervenants concernés par les enjeux de patrimoine;
- La réalisation de l'avant-projet définitif incluant les études nécessaires pour la conception des trottoirs chauffants y compris le système de chauffage et la salle mécanique (études énergétiques, modélisations énergétiques, études électriques, mécaniques, structurelles, etc.);
- Le travail et la coordination avec l'équipe de la Ville de Montréal qui réalise les plans et devis de la réhabilitation de l'égout collecteur;

- La réalisation des plans et devis (préliminaires, définitifs, documents d'appel d'offres et pour construction) pour la réalisation des travaux du lot 1 de façon prioritaire;
- La réalisation des plans et devis (préliminaires, définitifs, documents d'appel d'offres et pour construction) pour la réalisation des travaux du lot 2;
- Le travail avec le lauréat du concours de mise en valeur du chantier et l'inclusion de sections de plans et devis issus de cette collaboration aux documents d'appels d'offres pour les travaux des lots 1 et 2;
- La coordination et l'inclusion à l'appel d'offres de plans et devis des partenaires de la Ville propriétaires des réseaux techniques urbains tels que la Commission des Services Électriques de Montréal (CSEM), Bell, etc.;
- L'inclusion à l'appel d'offres de plans et devis réalisés en interne à la Ville de Montréal tels que le devis de signalisation, maintien de la circulation et gestion des impacts;
- La participation à des séances d'analyse de risques du projet;
- La conception de mobilier urbain (concept, dessins d'atelier, documents d'appel d'offres pour fabrication);
- La conception d'un éclairage scénographique du domaine public comprenant la rue Sainte-Catherine, le square Phillips, la place du Frère-André et la rue du Square-Phillips (préliminaires, définitifs, documents d'appel d'offres et pour construction);
- La conception des édicules du square Phillips et des entrées/sorties de la salle mécanique le cas échéant;
- L'intégration de principes de développement durable dans la conception, notamment pour la conception du square Phillips et des édicules;
- L'assistance technique durant l'appel d'offres;
- L'assistance technique durant les travaux;
- La surveillance des travaux en résidence des lots 1 et 2;
- La réalisation des plans finaux « tels que construits » (TQC);
- La coordination des différents intervenants de l'équipe multidisciplinaire;
- La gestion documentaire du mandat;
- La reddition de compte du mandat (rapports d'avancement, livrables, etc.);
- Les services complémentaires, dont les recherches documentaires, etc.

Le présent mandat comprend donc toutes les activités requises pour concevoir le projet de la rue Sainte-Catherine Ouest, puis pour suivre et surveiller la réalisation des travaux.

Le mandat inclut également la coordination avec les différents intervenants et les autres projets à proximité, ainsi que toutes tâches nécessaires à l'élaboration du projet.

Phases antérieures au présent mandat et interactions

Depuis l'été 2014, la Ville de Montréal travaille à la conception du projet avec une équipe multidisciplinaire de professionnels externes en aménagement et ingénierie, avec de nombreux professionnels de la Ville de Montréal, avec les différents comités créés, ou encore avec les différentes parties prenantes internes et externes du projet, incluant notamment le partenaire principal, à savoir l'arrondissement Ville-Marie.

Ce mandat s'inscrit donc dans la continuité d'un précédent mandat de services professionnels d'ingénierie et d'aménagement urbain pour la conception du projet de la rue Sainte-Catherine Ouest.

Les activités suivantes ont été réalisées :

- **Lot 1 :** Le lot 1 est le lot dont la conception est la plus avancée. Suite à la consultation des Montréalais, l'avant-projet préliminaire a permis de définir le concept d'aménagement retenu pour la rue Sainte-Catherine Ouest entre les rues De Bleury et Mansfield. Annoncé par le maire de Montréal le 13 mai 2015, ce concept a ensuite été développé dans l'avant-projet définitif, dont l'avancement à la transmission du dossier sera d'environ 50%.
- **Lot 2 :** Le lot 2 est actuellement au stade de l'avant-projet préliminaire. Un programme a été rédigé puis soumis à la consultation des Montréalais et des différentes parties prenantes. C'est sur cette base que des premières esquisses ont été réalisées. De plus, des discussions avec différentes parties prenantes stratégiques et des professionnels de la Ville de Montréal incluant l'arrondissement ont permis de fixer les grandes lignes de la géométrie. Le présent mandat devra reprendre la conception de la place du Frère-André, du square Phillips et des rues adjacentes, avant de continuer la conception plus détaillée du lot 2.

Les services d'aménagement urbain et d'ingénierie du présent mandat intégreront le travail effectué précédemment, y apporteront les ajustements requis et le développeront, conformément aux instructions de la Ville. Le mandataire est tenu de travailler dans la continuité des avancées antérieures.

Pour information, l'avant-projet préliminaire consiste à compléter les études techniques requises, afin de prendre en considération les besoins identifiés lors des séances publiques de consultation et lors des ateliers avec les parties prenantes pour l'élaboration de 3 scénarios. Ces 3 scénarios élaborés seront présentés et soumis pour consultation aux participants des ateliers pour un choix du scénario préconisé par l'administration municipale.

L'élaboration du scénario retenu fera partie de l'avant-projet définitif. Suite à cette démarche, les plans et devis seront amorcés par la suite, dans le but de passer à la phase construction.

Toutes les étapes du projet seront réalisées en conformité avec le concept de ville intelligente. D'ailleurs, les innovations technologiques feront partie intégrante du devis et les professionnels retenus auront à élaborer sur l'aspect ville intelligente.

Échéancier:

Au niveau de la planification, l'échéancier contractuel de réalisation du présent mandat est le suivant:

Étape	**Délai de remise du livrable final (semaines)**
Phase de conception	
· Ordre de débuter le mandat	0
· Échéancier détaillé de réalisation et plan de travail	2

· Analyse des informations fournies par la Ville de Montréal et transfert de connaissances	6
· Avant-projet définitif du lot 1 (final)	14
· Avant-projet préliminaire du lot 2 – scénarios d'aménagement finalisés pour évaluation et recommandation	19
· Plans et devis définitifs lot 1 et documents d'appel d'offres	42
· Avant-projet définitif du lot 2 (final)	45
Étape	**Délai de remise du livrable final**
· Plans émis pour construction lot 1	3 semaines après l'ouverture des soumissions de chaque appel d'offres pour les travaux
Phase réalisation	
· Travaux de l'égout collecteur, du lot 1 et du lot 2	La durée des travaux est estimée à 4 ans
· Plans finaux TQC	6 semaines maximum après la réception provisoire complète des travaux de chaque lot

Pour les plans et devis et les travaux du lot 2, les délais seront précisés ultérieurement et établis conjointement par la Ville et le mandataire.

Mode de rémunération:

Le mode de rémunération est à taux horaire. Les montants horaires sont payés sur présentation mensuelle du relevé d'honoraires et de déboursés de l'adjudicataire, eu égard à l'avancement du mandat.

JUSTIFICATION

8 firmes et une municipalité du Québec ont pris le cahier des charges. Sur ces huit (8) firmes, sept (7) firmes ont déposé quatre (4) soumissions conjointes, soit environ 80% des preneurs de cahier. Sur les quatre (4) soumissions, toutes ont été jugées conformes par le comité de sélection, car elles ont obtenu le pointage intérimaire minimum de 70 %. À noter que la firme preneuse du cahier des charges qui n'a pas déposé de soumission avait été avisée par la Ville de Montréal qu'elle n'était pas autorisée à soumissionner sur cet appel d'offres (voir contexte).
Le contrat à octroyer vise des services professionnels à la suite d'un système d'évaluation à deux (2) enveloppes.

Le comité de sélection recommande de retenir les services de CIMA+ et Provencher Roy. Le tableau ci-dessous présente les soumissionnaires conformes ainsi que leur note finale.

Soumissions conformes	Note Intérim	Note finale	Prix de base (avec taxes)	Contingences (avec taxes)	Total (avec taxes)
CIMA+ S.E.N.C / Provencher Roy Urbanisme Inc.	73,8%	0,11	11 215 389,01 $	1 682 308, 35 $	12 897 697,35 $
SNC-Lavalin Inc. / Lemay Co Inc.	76,2%	0,10	12 096 547,11 $	1 814 482,07 $	13 911 029,18 $
Les Consultants S.M. inc. / Atelier Civiliti Inc.	72,3%	0,10	11 811 357,17 $	1 771 703,58 $	13 583 060,75 $
Stantec Experts-Conseils ltée / Lafontaine Langford Architectes S.E.N.C.	72,2%	0,08	14 880 871,34 $	2 232 130,70 $	17 113 002,04 $
Dernière estimation réalisée à l'interne			12 221 591,30 $	1 833 238,70 $	14 054 830,00 $
Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire ($) *(l'adjudicataire – estimation)* Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire (%) *(((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*					- 1 157 132,65 $ -8,2%
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème note finale et l'adjudicataire ($) *(2 ème meilleure note finale - adjudicataire)* Écart entre celui ayant obtenu la 2ème note finale et l'adjudicataire (%) *((2 ème meilleure note finale - adjudicataire) / adjudicataire x 100*					1 013 331,83 $ 7,9%

Le prix de base comprend les honoraires professionnels et les déboursés admissibles. Les déboursés, qui étaient inscrits au bordereau de soumission, représentent 5% des honoraires professionnels de conception (avant-projet et plans et devis) et d'assistance durant les travaux. La contingence n'était pas inscrite au bordereau de soumission, elle représente 15% du prix de base.

Les honoraires, incluant les déboursés, avaient été évalués à 12 221 591,30 $ (incluant les taxes). On constate que le montant de l'adjudicataire est d'environ 8,2% inférieur à l'estimation interne. La dernière estimation a été basée sur le bordereau de soumission élaboré et sur les tarifs horaires du décret pour les services professionnels fournis au gouvernement par des ingénieurs et du décret pour les services professionnels fournis au gouvernement par des architectes.

CIMA+ S.E.N.C. assure les services professionnels en ingénierie et la coordination du mandat, et s'est associée à Provencher Roy Urbanisme Inc. pour les services professionnels en aménagement urbain et architecture.

Les deux entreprises possèdent une autorisation de l'Autorité des marchés financiers (AMF).

Soulignons que, tout au long de sa prestation, la firme sera encadrée par les professionnels de la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant total des dépenses est de 12 897 697,35 $ (taxes, déboursés et contingences incluses). Le tableau suivant détaille les montants prévus:

Avant-projet et plans et devis	3 544 581,52 $
Assistance durant les travaux	1 250 973,99 $
Surveillance en résidence	6 180 055,72 $
Déboursés	239 777,78 $

Contingences	1 682 308,35 $
Total	12 897 697,35 $

La source de financement pourrait différer en fonction de l'avancement de la prestation de services professionnels. À titre indicatif, on estime que la dépense sera répartie sur plusieurs années, environ comme suit:

Budget de fonctionnement 2017	363 289,77 $
PTI 2017	1 778 107,53 $
PTI 2018	3 213 091,20 $
PTI 2019	3 329 350,99 $.
PTI 2020	3 194 369,41 $
PTI 2021	1 019 488,47 $

Une dépense de 363 289,77 $ est prévue au budget de fonctionnement du projet de la rue Sainte-Catherine Ouest pour la réalisation de l'avant-projet préliminaire du lot 2. Le reste des dépenses (avant-projets définitifs, plans et devis, assistance durant les travaux, surveillance des travaux en résidence) est prévu au PTI.

Le coût total maximal de ce contrat de 12 897 697,35 $ sera assumé comme suit :

Un montant maximal de 712 456,00 $ taxes incluses sera financé par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération # RCG 15-034 « Réaménagement Ste-Catherine Ouest - Phase 1: Bleury/Mansfield/Square Philips ». Un montant maximal de 10 319 409,64 $ taxes incluses sera financé par le règlement d'emprunt de compétence locale # 17-025 « Réaménagement Ste-Catherine Ouest - Phase 1: Bleury/Mansfield/Square Philips ». Un montant maximal de 1 502 541,94 $ taxes incluses sera financé par le règlement d'emprunt de compétence locale # 16-063 « Travaux d'infrastructures et d'aménagement urbain, construction immeubles, acquisition d'immeubles et achat équipement ». Enfin, un montant de 363 289,77 $ taxes incluses sera financé par le budget de fonctionnement.

Cette dépense est assumée à 94,50 % par la ville centre et pour 5,50 % par l'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les travaux qui découleront des services professionnels d'ingénierie et d'aménagement urbain pour la conception du projet de la rue Sainte-Catherine Ouest contribueront à:

- pratiquer une gestion responsable des ressources;
- remplacer des sections de conduites qui présentent des fuites majeures;
- s'appliquer à renouveler 1% du réseau d'aqueduc par année.

Le nouvel aménagement de la rue Sainte-Catherine Ouest valorisera les déplacements actifs et le verdissement.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Tout retard dans l'octroi de ce contrat aurait un impact négatif important sur la capacité de la Ville à compléter l'avant-projet et les plans et devis du projet de la rue Sainte-Catherine Ouest selon la planification initiale. La date visée pour l'octroi du contrat, objet du présent appel d'offres, est le conseil d'agglomération du 27 avril 2017. Le retard serait donc au minimum de 1 mois.
Dans un calendrier de réalisation de projet en mode accéléré, les travaux de la rue Sainte-

Catherine Ouest seraient directement retardés, excluant les travaux de réhabilitation du collecteur d'égout entre la rue De Bleury et le boulevard Robert-Bourassa. La livraison du projet pour les dates attendues serait compromise.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une activité de communication est recommandée par le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Les échéances prévues pour l'octroi du contrat ainsi que la réalisation du projet Sainte-Catherine Ouest sont les suivantes :

Octroi du contrat des services professionnels	30 mars 2017
Avant-projet définitif lot 1	2017
Avant-projet préliminaire lot 2	2017
Conception des plans et devis et processus d'octroi du contrat de construction (lot 1)	2018
Avant-projet définitif lot 2	2018
Assistance technique durant les travaux, surveillance / Construction lot 1	2018-2019
Conception des plans et devis et processus d'octroi de contrat - lot 2	2018-2019
Assistance technique durant les travaux, surveillance / Construction lot 2	2019-2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Danièle HANDFIELD)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Matthieu CROTEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2017-02-28

Romain BONIFAY
Ingénieur, chargé de planification

Tél : 514-872-6095
Télécop. : 514-872-6478

Christianne RAIL
Chef de section

Tél : 514 872-4854
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2017-03-02

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1175921001

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 2
Objet :	Accorder un contrat pour les services professionnels d'ingénierie, d'aménagement urbain et d'architecture aux firmes CIMA+ S.E.N.C.et Provencher Roy Urbanisme Inc. pour la conception et la surveillance des travaux du projet de la rue Sainte-Catherine Ouest (phase 1) pour une somme maximale de 12 897 697,35 $ taxes incluses - Appel d'offres public 17-15853 (4 soumissions, 4 conformes) / Approuver un projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

17-15853 Intervention.pdf 17-15853 Tableau de résultat.pdf 17-15853 Det Cah Final.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Matthieu CROTEAU
Agent d'approvisionnement II
Tél : 514 872-5298

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-03-01

Claude HOULE
Chef de section
Tél : 514 872-5282
Division : Acquisition de biens et services

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 17-15853 — No du GDD : 1175921001

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels d'ingénierie, d'aménagement urbain et d'architecture pour la conception et la surveillance des travaux du projet de la rue Sainte-

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 18 - 1 - 2017

Ouverture originalement prévue le : 8 - 2 - 2017

Ouverture faite le : 13 - 2 - 2017

Date du comité de sélection : 27 - 2 - 2017

Nombre d'addenda émis durant la période : 5

Date du dernier addenda émis : 7 - 2 - 2017

Délai total accordé aux soumissionnaires : 25 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 9

Nbre de soumissions reçues : 4

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 44,44

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 12 - 8 - 2017

Date d'échéance révisée : 12 - 8 - 2017

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
SNC-Lavalin inc./Lemay Co. Inc.	12 096 547,11 $		
Les Consultatns S.M. inc./ Atelier Civiliti inc.	11 811 357,17 $		
CIMA + S.E.N.C.	11 215 389,01 $	√	
Stantec Experts-Conseils ltée/ Lafontaine Langford Architectes S.E.N.C.	14 880 871,34 $		

Information additionnelle

Dans le cadre de cet appel d'offres, 5 firmes se sont procurés les documents et n'ont pas déposés de propositions. 3 de ces firmes sont soit co-soumissionnaire avec une firme d'ingénierie ou sous-traitant de l'une d'elle. Une municipalité s'est aussi procuré les documents quant à la dernière firme, elle ne pouvait déposé en regard d'un précédent mandat dans ce dossier.

Préparé par : Matthieu Crôteau — Le 28 - 2 - 2017

17-15853 - Services professionnels d'ingénierie, d'aménagement urbain et d'architecture pour la conception et la surveillance des travaux du projet de la rue Sainte-Catherine Ouest

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et la problématique 10%	Méthodologie proposée 10%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 20%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 30%	Qualification et expérience du chargé de projet 25%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
SNC-Lavalin inc./Lemay Co Inc	4,17	8,00	7,33	15,00	22,67	19,00	76,2	12 096 547,11 $	0,10	2
Les Consultants S.M. inc./Atelier Civiliti inc.	4,00	7,33	6,67	12,67	20,67	21,00	72,3	11 811 357,17 $	0,10	3
CIMA+ S.E.N.C.	3,67	9,00	8,00	13,00	20,67	19,50	73,8	11 215 389,01 $	0,11	1
Stantec Experts-Conseils ltée/Lafontaine Langford Architectes S.E.N.C.	3,33	6,67	5,67	15,33	22,00	19,17	72,2	14 880 871,34 $	0,08	4
0							-		-	

Comité	
Date	lundi 27-02-2017
Heure	13 h 30
Lieu	255 crémazie Est , salle 4136

Multiplicateur d'ajustement
10000

Agent d'approvisionnement	Matthieu Crôteau

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Recherche avancée

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- **Liste des commandes**
- Résultats d'ouverture
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 17-15853
Numéro de référence : 1043399
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Services professionnels d'ingénierie, d'aménagement urbain et d'architecture pour la conception et la surveillance des travaux du projet de la rue Sainte-Catherine Ouest

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
.SNC-Lavalin inc. 455 Boul René-Lévesque Ouest, 7e étage Montréal, QC, H2Z 1Z3	Madame Karima Aïnenas Téléphone : 514 393-8000 Télécopieur : 514 390-6534	**Commande : (1221926)** 2017-01-19 17 h 38 **Transmission :** 2017-01-19 17 h 38	2698230 - 17-15853 Addenda N°1 2017-01-26 21 h 56 - Courriel 2700782 - 17-15853 Addenda N°2 2017-02-01 14 h - Courriel 2701298 - 17-15853 Addenda N°3 2017-02-02 10 h 35 - Courriel 2702735 - 17-15853 Addenda N°4 - Report de date 2017-02-06 15 h 14 - Courriel 2703276 - 17-15853 Addenda N°5 2017-02-07 13 h 48 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Cima+s.e.n.c. 3400, boul. du souvenir bureau 600 Laval, QC, H7V 3Z2 http://www.cima.ca	Madame Annie Boivin Téléphone : 514 337-2462 Télécopieur : 514 281-1632	**Commande : (1221318)** 2017-01-19 7 h 49 **Transmission :** 2017-01-19 7 h 49	2698230 - 17-15853 Addenda N°1 2017-01-26 21 h 56 - Courriel 2700782 - 17-15853 Addenda N°2 2017-02-01 14 h - Courriel 2701298 - 17-15853 Addenda N°3 2017-02-02 10 h 35 - Courriel 2702735 - 17-15853 Addenda N°4 - Report de date 2017-02-06 15 h 14 - Courriel 2703276 - 17-15853 Addenda N°5 2017-02-07 13 h 48 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Lafontaine Langford 1085, rue Saint-Alexandre app. 206 Montréal, QC, H2Z 1P4	Monsieur Richard Langford Téléphone : 514 935-9117 Télécopieur : 514 935-9170	**Commande : (1227963)** 2017-02-01 11 h 53 **Transmission :** 2017-02-01 19 h 13	2698230 - 17-15853 Addenda N°1 2017-02-01 11 h 53 - Téléchargement 2700782 - 17-15853 Addenda N°2 2017-02-01 14 h - Courriel 2701298 - 17-15853 Addenda N°3 2017-02-02 10 h 35 - Courriel 2702735 - 17-15853 Addenda N°4 - Report de date 2017-02-06 15 h 14 - Courriel 2703276 - 17-15853 Addenda N°5 2017-02-07 13 h 48 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Lemay CO inc. 3500, rue Saint-Jacques Montréal, QC, H4C 1H2 http://www.lemay.com	Monsieur Jean Vachon Téléphone : 514 316-	**Commande : (1221360)** 2017-01-19 8 h 34 **Transmission**	2698230 - 17-15853 Addenda N°1 2017-01-26 21 h 56 - Courriel 2700782 - 17-15853

	7936 Télécopieur : 514 935-8137	**:** 2017-01-19 8 h 34	Addenda N°2 2017-02-01 14 h - Courriel 2701298 - 17-15853 Addenda N°3 2017-02-02 10 h 35 - Courriel 2702735 - 17-15853 Addenda N°4 - Report de date 2017-02-06 15 h 14 - Courriel 2703276 - 17-15853 Addenda N°5 2017-02-07 13 h 48 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Consultants S.M. Inc. (Bureau des Offres) 433, rue Chabanel Ouest, 12e étage Montréal, QC, H2N 2J8 http://www.groupesm.com	Madame Cinthia Fournier Téléphone : 450 651-0981 Télécopieur : 450 651-9542	**Commande : (1221807)** 2017-01-19 15 h 10 **Transmission :** 2017-01-19 15 h 10	2698230 - 17-15853 Addenda N°1 2017-01-26 21 h 56 - Courriel 2700782 - 17-15853 Addenda N°2 2017-02-01 14 h - Courriel 2701298 - 17-15853 Addenda N°3 2017-02-02 10 h 35 - Courriel 2702735 - 17-15853 Addenda N°4 - Report de date 2017-02-06 15 h 14 - Courriel 2703276 - 17-15853 Addenda N°5 2017-02-07 13 h 48 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Services Exp Inc 1001, boulevard de Maisonneuve Ouest Bureau 800-B Montréal, QC, H3A 3C8	Madame Ginette Laplante Téléphone : 819 478-8191 Télécopieur : 819 478-2994	**Commande : (1221735)** 2017-01-19 14 h 01 **Transmission :** 2017-01-19 14 h 01	2698230 - 17-15853 Addenda N°1 2017-01-26 21 h 56 - Courriel 2700782 - 17-15853 Addenda N°2 2017-02-01 14 h - Courriel 2701298 - 17-15853 Addenda N°3 2017-02-02 10 h 35 -

			Courriel 2702735 - 17-15853 Addenda N°4 - Report de date 2017-02-06 15 h 14 - Courriel 2703276 - 17-15853 Addenda N°5 2017-02-07 13 h 48 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Stantec Experts-conseils ltée 1060 University, suite 600 Montréal, QC, H3B 4V3	Madame Claudine Talbot Téléphone : 418 626-2054 Télécopieur :	**Commande : (1221740)** 2017-01-19 14 h 06 **Transmission :** 2017-01-19 14 h 06	2698230 - 17-15853 Addenda N°1 2017-01-26 21 h 56 - Courriel 2700782 - 17-15853 Addenda N°2 2017-02-01 14 h - Courriel 2701298 - 17-15853 Addenda N°3 2017-02-02 10 h 35 - Courriel 2702735 - 17-15853 Addenda N°4 - Report de date 2017-02-06 15 h 14 - Courriel 2703276 - 17-15853 Addenda N°5 2017-02-07 13 h 48 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Ville de Sainte-Agathe-des-Monts. 50, rue St-Joseph Sainte-Agathe-des-Monts, QC, J8C 1M9 http://www.ville.sainte-agathe-des-monts.qc.ca	Monsieur Mathieu Gagné Téléphone : 819 326-4595 Télécopieur : 819 326-5425	**Commande : (1222820)** 2017-01-23 10 h 42 **Transmission :** 2017-01-23 10 h 42	Mode privilégié : Ne pas recevoir
WSP Canada Inc. (Pour AO sur invitation pour tout le Québec) 5355, boul. des Gradins Québec, QC, G2J 1C8 http://www.wspgroup.com	Madame Martine Gagnon Téléphone : 418 623-2254 Télécopieur : 418 624-	**Commande : (1221862)** 2017-01-19 16 h 04 **Transmission :** 2017-01-19 16 h 04	2698230 - 17-15853 Addenda N°1 2017-01-26 21 h 56 - Courriel 2700782 - 17-15853 Addenda N°2 2017-02-01 14 h - Courriel

	1857	2701298 - 17-15853 Addenda N°3 2017-02-02 10 h 35 - Courriel 2702735 - 17-15853 Addenda N°4 - Report de date 2017-02-06 15 h 14 - Courriel 2703276 - 17-15853 Addenda N°5 2017-02-07 13 h 48 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Précédent

© 2003-2017 Tous droits réservés

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Le 30 janvier 2015

CIMA+ S.E.N.C.
A/S MONSIEUR FRANÇOIS PLOURDE
3400, DU SOUVENIR, BUREAU 600
LAVAL (QC) H7V 3Z2

Nº de décision : 2015-CPSM-1006001
N° de client : 3000148732

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'Autorité) accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- AUDY FARLEY LALANDE LA BERGE ET ASSOCIÉS
- CÉDÉGER
- CIMA +
- CIMA + GATINEAU
- CIMA + INTERNATIONAL
- CIMA + LONGUEUIL
- CIMA + MONTRÉAL
- CIMA + RIVIÈRE DU LOUP
- CIMA + SAINT-JÉRÔME
- CIMA + SENC
- CIMA + SHERBROOKE
- CIMA QUÉBEC
- CIMA+/WALSH/ISIS
- CIMA-INFO
- COPAC ET ASSOCIÉS
- DUPUIS, ROUTHIER RIEL ET ASSOCIÉS
- LECLAIR NADEAU LAMBERT LALLIER ET ASSOCIÉS
- LEGAULT MERCIER ST-GERMAIN PIGEON ET ASSOCIÉS
- LNR ET ASSOCIÉS
- RDO ET ASSOCIÉS

une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65.1 (la LCOP). CIMA+ S.E.N.C. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **29 janvier 2018** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Le 30 mai 2014

PROVENCHER ROY URBANISME INC.
A/S MADAME LINE BELHUMEUR
276, RUE SAINT-JACQUES, BUREAU 210
MONTRÉAL (QC) H2Y 1N3

Nº de décision : 2014-CPSM-1032001
N° de client : 3000144077

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Madame,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'Autorité) accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65.1 (la LCOP). PROVENCHER ROY URBANISME INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **29 mai 2017** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Madame, nos salutations distinguées.



Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1175921001

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 2
Objet :	Accorder un contrat pour les services professionnels d'ingénierie, d'aménagement urbain et d'architecture aux firmes CIMA+ S.E.N.C.et Provencher Roy Urbanisme Inc. pour la conception et la surveillance des travaux du projet de la rue Sainte-Catherine Ouest (phase 1) pour une somme maximale de 12 897 697,35 $ taxes incluses - Appel d'offres public 17-15853 (4 soumissions, 4 conformes) / Approuver un projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

SIVT-1175921001.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Danièle HANDFIELD
Préposée au budget
Tél : 514-872-9547

Co-auteur
Jean-François Rondou
Agent comptable analyste - Conseil et soutien financier - PS Développement
(514) 868-3837

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-03-01

Stéphanie MORAN
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-2813

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Colette Fraser, greffière adjointe, dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*;

CI-APRÈS APPELÉE LA « **VILLE** »

ET : **CIMA+ S.E.N.C.** personne morale ayant sa principale place d'affaires au 740, rue Notre-Dame Ouest, bureau 900, agissant et représentée par Raymond Leclerc, ing, dûment autorisé aux fins des présentes, en vertu d'une résolution de CIMA+ s.e.n.c. en date du 25 janvier 2017;

N° d'inscription T.P.S. : R103036430
N° d'inscription T.V.Q. : 1010372212

CI-APRÈS APPELÉE L' « **INGÉNIEUR** »

ET : **PROVENCHER ROY URBANISME INC** personne morale ayant sa principale place d'affaires au 276, rue Saint-Jacques, bureau 700, agissant et représentée par Sylvain Gariépy, dûment autorisé aux fins des présentes, en vertu d'une résolution de son conseil d'administration en date du 3 février 2017;

N° d'inscription T.P.S. : 849144902RT001
N° d'inscription T.V.Q. : 1218078385

CI-APRÈS APPELÉE L' « **URBANISTE** »

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « **Directeur** » : le directeur du Service des infrastructures, de la voirie et des transports ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « **Coordonnateur** » : L'ingénieur, sous réserve des droits et obligations dévolus exclusivement à l'ingénieur ou à l'urbaniste, qui assume la coordination des plans, du cahier des charges et des addenda pour l'ensemble des disciplines impliquées dans la réalisation de l'ouvrage;

1.3 « **Projet** » : projet de la rue Sainte-Catherine Ouest;

1.4 « **Annexe 1** » : l'appel d'offres public no 17-15853 pour services professionnels, en date du 18 janvier 2017, relatif au Projet;

1.5 « **Annexe 2** » : l'offre de services présentée par le Contractant le 8 février 2017;

1.6 « **Annexe 3** » : la répartition des coûts de services.

ARTICLE 2
OBJET

2.1 La Ville retient les services de l'Urbaniste et de l'Ingénieur qui s'engagent à réaliser le Projet conformément aux termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1, 2 et 3. L'annexe 3 est jointe aux présentes, tandis que les annexes 1 et 2 en font partie intégrante sans qu'il soit nécessaire de les annexer physiquement.

2.2 CIMA+ s'engage en outre à agir comme Coordonnateur. Cependant, cette responsabilité de coordination ne doit pas être considérée comme conférant au Coordonnateur un pouvoir d'intervention dans le champ exclusif de compétence de l'Ingénieur ou de l'Urbaniste.

2.3 Sous réserve de la responsabilité solidaire stipulée aux articles 2118 à 2121 du *Code civil du Québec*, le fait de mentionner collectivement les Ingénieurs, dans le cas où plusieurs firmes sont impliquées, ne doit pas être interprété comme obligeant l'une des firmes d'ingénieurs à fournir les services d'ingénieurs de l'autre firme.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1, 2 et 3 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.2 Le texte de l'Annexe 3 prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.3 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et prend fin lorsque l'Urbaniste et l'Ingénieur ont complètement exécuté leurs services, ceux-ci demeurant tenus au respect de leurs autres obligations envers la Ville, notamment en matière de confidentialité.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer à l'Urbaniste et à l'Ingénieur la collaboration du Directeur;

5.2 remettre au Coordonnateur les documents, relevés, plans, tel que prévu à l'Annexe 1, l'Urbaniste et l'Ingénieur devant s'assurer de leur exactitude et signaler sans délai au Directeur toute erreur ou inexactitude qu'ils pourraient contenir;

5.3 communiquer avec diligence au Coordonnateur la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par l'Urbaniste et l'Ingénieur.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Coordonnateur s'engage à :

6.1 assurer la coordination de tous les professionnels ou spécialistes dont les services sont requis par la Ville pour compléter l'ouvrage. De plus, il doit concilier et coordonner tous les documents de toutes les disciplines et les faire parvenir au Directeur dans les délais prescrits;

6.2 préparer le compte rendu de chacune des réunions concernant les travaux visés à l'article 2 (« Objet ») et le transmettre au Directeur selon les modalités qu'il lui indique;

L'Urbaniste et l'Ingénieur s'engagent à :

6.3 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2;

6.4 collaborer entièrement avec la Ville et le Directeur, de même qu'avec les personnes, sociétés ou corporations désignées par ceux-ci;

6.5 ne pas modifier les originaux des plans, croquis ou autres documents qui leur sont remis par la Ville ou ses représentants, sans l'autorisation écrite du Directeur;

6.6 ne pas agir de manière à porter atteinte aux droits et prérogatives de la Ville;

6.7 ne pas céder ni transporter les droits et pouvoirs qui leur sont confiés par la présente convention, sans le consentement écrit du Directeur;

6.8 tenir confidentiels les données et renseignements fournis par la Ville, ses employés ou ses mandataires et ceux qui leur seraient révélés à l'occasion de l'exécution de leurs services, s'abstenir de les utiliser à d'autres fins, à moins d'avoir obtenu, au préalable l'autorisation écrite du Directeur;

6.9 n'avoir en aucun temps d'intérêt pécuniaire direct ou indirect dans des biens ou services qui pourraient être utilisés dans la construction des ouvrages ou l'exécution des travaux visés par la présente convention; la possession de moins de un pour cent (1 %) des actions d'une compagnie

dont les valeurs sont inscrites à la bourse n'étant toutefois pas considérée comme intérêt pécuniaire;

6.10 fournir, à leurs frais, sur support informatique (disques compacts) les plans, le cahier des charges et les rapports selon les spécifications de l'Annexe 1;

6.11 fournir à la Ville, sur demande expresse, une copie des calculs, notes, croquis et esquisses ayant servi à la réalisation des présentes;

6.12 suivre les normes que la Ville exige pour la présentation des dessins, des plans et tout autre document nécessaire;

6.13 conserver pendant cinq (5) ans après la date de réception définitive des travaux ou jusqu'à jugement ou règlement final s'il y a réclamation ou litige, copie des calculs, notes, croquis et autres documents qui ont servi à établir les quantités et les paiements aux entrepreneurs ou les modifications à apporter aux plans et devis;

6.14 voir à ce que tous les règlements municipaux, provinciaux et fédéraux soient respectés ainsi que les droits des tiers ou propriétaires riverains, l'Urbaniste et l'Ingénieur étant responsables des frais encourus par la Ville qui résulteraient de l'inobservance de ces lois et règlements et du non-respect des droits des tiers;

6.15 planifier la réalisation du Projet de façon à créer le minimum d'impact sur la circulation des véhicules et le déplacement des piétons lors des travaux;

6.16 commencer les travaux seulement après en avoir reçu l'ordre écrit du Directeur;

6.17 tenir compte de toutes les instructions ou recommandations du Directeur sur la façon de préparer et d'exécuter le travail confié;

6.18 assumer leurs frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.19 recueillir auprès des entreprises d'utilités publiques tous les renseignements concernant l'état et la position de leurs installations et structures, tant en plan qu'en élévation;

6.20 dans le cas où la Ville les a spécifiquement chargé d'obtenir des documents ou de procéder à un relevé nécessaire à l'exécution des présentes, assumer tous les coûts supplémentaires encourus pour la réalisation de l'ouvrage découlant de l'inexactitude de ces documents ou relevés;

6.21 collaborer à la préparation et à l'administration de la preuve de la Ville en cas de litige opposant celle-ci à un tiers en raison des travaux visés par la présente convention et ce, sans frais supplémentaires;

6.22 transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique ce dernier, un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités;

6.23 transmettre au Directeur, selon les modalités que lui indique ce dernier, les rapports de surveillance de chantier.

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la convention;

7.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée quant à l'application de la convention et des Annexes;

7.3 refuser les travaux, recherches et rapports qu'il juge insatisfaisants ou non conformes aux dispositions de la convention ou des Annexes;

7.4 exiger de l'Urbaniste et de l'Ingénieur la rectification et la correction de leurs travaux, recherches et rapports, aux frais de ces derniers;

7.5 exiger de l'Urbaniste et de l'Ingénieur qu'ils reprennent, en tout ou en partie, à leurs frais, les plans et le cahier des charges lorsque, à la suite de l'ouverture des soumissions, la plus basse soumission conforme excède le coût estimé des travaux tel que prévu lors du dépôt des plans et devis finaux.

ARTICLE 8
HONORAIRES

8.1 En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par l'Urbaniste et l'Ingénieur, la Ville s'engage à verser un montant maximal de douze millions huit cent quatre-vingt-dix-sept mille six cent quatre-vingt-dix-sept dollars et trente-cinq cents (12 897 697,35 $) couvrant tous les services rendus aux termes de la présente convention notamment tous les honoraires ainsi que toutes les dépenses et taxes applicables sur les biens et les services (TPS et TVQ) ainsi que les imprévus, s'il y a lieu.

8.2 Cette somme est payable suivant la répartition des coûts figurant en Annexe 3.

8.3 Aucun paiement d'honoraires versé à l'Urbaniste et à l'Ingénieur ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par ceux-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

8.4 Aucuns honoraires ne seront versés à l'Urbaniste ou à l'Ingénieur pour les services qu'ils pourraient avoir à assumer résultant d'une erreur ou d'une omission d'un des membres de l'équipe du Contractant mandatée au Projet, du personnel ou d'un tiers dont il retient les services. À titre d'exemple, et pour plus de clarté, aucuns honoraires ne seront versés à l'Urbaniste pour les services qu'il pourrait avoir à assumer résultant d'une erreur ou d'une omission de l'Ingénieur, de son personnel ou d'un tiers dont il retient les services, et inversement, aucuns honoraires ne seront versés à l'Ingénieur pour les services qu'il pourrait avoir à assumer résultant d'une erreur ou d'une omission de l'Urbaniste, de son personnel ou d'un tiers dont il retient les services.

ARTICLE 9
SERVICES SUPPLÉMENTAIRES

9.1 Si la Ville requiert de l'Urbaniste ou de l'Ingénieur des services supplémentaires, le Directeur fixe une somme forfaitaire à être payée par la Ville pour l'exécution de ces services, en tenant compte, entre autres, des taux horaires mentionnés à l'Annexe 2 et du temps qu'elle estime raisonnablement requis à cette fin.

9.2 La somme ainsi fixée inclut les dépenses de l'Urbaniste et de l'Ingénieur et les taxes applicables sur les biens et les services (TPS et TVQ), et ne peut excéder les sommes visées à la rubrique « Imprévus » de l'Annexe 3.

9.3 L'Urbaniste et l'Ingénieur ne doivent entreprendre l'exécution d'aucun service supplémentaire sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Directeur.

9.4 La Ville ne versera à l'Urbaniste et à l'Ingénieur aucune somme excédant la somme forfaitaire préalablement déterminée par le Directeur pour l'exécution d'un service supplémentaire.

ARTICLE 10
MODALITÉS DE PAIEMENT

10.1 L'Urbaniste et l'Ingénieur sont payés dans les trente (30) jours de l'approbation par le Directeur de leurs comptes et la Ville n'est tenue de payer aucun intérêt pour retard.

10.2 Pour des raisons administratives et de coordination de l'ensemble du projet dont les responsabilités relèvent du Coordonnateur, les factures sont acquittées par la Ville au moyen d'un chèque fait à l'ordre de CIMA+. Le chèque remis au Coordonnateur constitue le paiement de la Ville à l'Urbaniste, à l'Urbaniste paysagiste et à l'Ingénieur et libère entièrement la Ville de ses obligations à l'égard de l'Urbaniste et de l'Ingénieur. L'Urbaniste et l'Ingénieur renoncent par les présentes à tout recours contre la Ville en raison de cette méthode autorisée de paiement.

10.3 L'Urbaniste et l'Ingénieur doivent soumettre leurs comptes après chacune des étapes prévues pour la réalisation des présentes une fois que leurs services auront été rendus.

10.4 Les comptes doivent préciser le taux et le montant des taxes applicables sur les biens et les services (TPS et TVQ) ainsi que les numéros d'inscription de l'Urbaniste et de l'Ingénieur attribués par Revenu Canada aux fins de la TPS et par Revenu Québec aux fins de la TVQ.

10.5 Tout compte présenté par le Coordonnateur au nom de l'Urbaniste et de l'Ingénieur doit être accompagné de toutes les pièces justificatives afférentes et comporter toutes les informations relatives à la TPS et à la TVQ, à défaut de quoi, il sera retourné au Coordonnateur pour correction.

ARTICLE 11
ABANDON OU SUSPENSION DES TRAVAUX

11.1 Si les travaux visés par la présente convention sont abandonnés ou suspendus en tout ou en partie par la Ville, l'Urbaniste et l'Ingénieur seront payés pour les services effectivement rendus en date de cet abandon ou de cette suspension, selon les termes et conditions de la présente convention.

11.2 Si l'abandon ou la suspension des travaux ne touche qu'un des signataires, les prescriptions du présent article ne concerne que ce dernier et n'implique en rien les autres signataires.

11.3 Tous les documents, plans et études alors réalisés devront être remis au Directeur sans délai.

11.4 L'Urbaniste et l'Ingénieur doivent cesser immédiatement l'exécution de la convention, en attendant la décision de la Ville, lorsque le Directeur avise le Coordonnateur de son intention de recommander l'abandon ou la suspension des travaux.

11.5 L'abandon ou la suspension des travaux ne donne droit ni à l'Urbaniste, ni à l'Ingénieur à aucune compensation ou indemnité pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de tel abandon ou de telle suspension.

11.6 Lorsque la Ville demande au Coordonnateur de reprendre ses services après une suspension, l'Urbaniste et l'Ingénieur doivent le faire dans un délai raisonnable n'excédant pas dix (10) jours.

ARTICLE 12
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité pouvant être imputée à la Ville en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant, ne peut en aucun cas excéder la somme maximale prévue à l'article 8 (« Honoraires »).

ARTICLE 13
ASSURANCES

13.1 L'Urbaniste et l'Ingénieur doivent démontrer individuellement qu'ils sont assurés, en matière de responsabilité civile générale et de responsabilité professionnelle, en sus de la protection obligatoire accordée par la Commission de la santé et de la sécurité du travail du Québec, par des polices d'assurance.

Pour l'Urbaniste et l'Ingénieur, les polices d'assurance concernant chaque firme doivent comporter une protection d'au moins :

13.1.1 deux millions de dollars (2 000 000,00 $) par accident ou par événement dans le cas de la responsabilité civile générale; et

13.1.2 deux millions de dollars (2 000 000,00 $) par réclamation, dans le cas de la responsabilité professionnelle.

À la signature de la convention, l'Urbaniste et l'Ingénieur doivent remettre à la Ville une attestation de ces polices d'assurance ou, à la demande du Directeur, une copie certifiée de celles-ci. Par la suite, l'Urbaniste et l'Ingénieur devront soumettre annuellement à la Ville une preuve de renouvellement de ces polices d'assurance sous forme de certificat de renouvellement. À défaut par l'Urbaniste et l'Ingénieur de renouveler ces polices, la Ville pourra le faire à leurs frais.

13.2 Les polices d'assurance doivent être maintenues en vigueur aux frais de l'Urbaniste et de l'Ingénieur à compter de la signature de la présente convention jusqu'à l'écoulement d'une période de douze (12) mois après la date de fin des travaux pour l'assurance responsabilité civile et jusqu'à l'écoulement de sa responsabilité aux termes du *Code civil du Québec* pour l'assurance responsabilité professionnelle.

13.3 Chaque police d'assurance doit comporter un avenant stipulant qu'elle ne pourra être modifiée ou annulée sans un préavis d'au moins trente (30) jours à la Ville.

13.4 La Ville doit être désignée comme coassurée de l'Urbaniste et de l'Ingénieur sur les polices des responsabilités civiles générales qui ne doivent compter aucune franchise applicable à la Ville.

ARTICLE 14
DROITS D'AUTEUR

En contrepartie des honoraires prévus à l'article 8, l'Urbaniste et l'Ingénieur :

14.1 cèdent à la Ville tous leurs droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention;

14.2 garantissent la Ville qu'ils sont les uniques propriétaires ou les usagers autorisés des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont ils se servent aux fins d'exécuter la présente convention;

14.3 s'engagent à obtenir de tous leurs sous-traitants les droits de propriété intellectuelle relatifs aux rapports, études et autres documents dont ils se servent aux fins d'exécuter la présente convention;

14.4 tiennent la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, s'engagent à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 15
RÉSILIATION

15.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

15.2 L'Urbaniste et l'Ingénieur doivent alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

15.3 L'Urbaniste et l'Ingénieur n'ont aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 16
CONDITIONS GÉNÉRALES

16.1 **VÉRIFICATION**

Le Directeur peut vérifier les pièces, relevés et registres relatifs aux montants qui lui sont facturés et en prendre copie. Cette vérification doit être effectuée à un moment convenant aux deux parties, durant les heures d'affaires aux bureaux de l'Urbaniste et de l'Ingénieur et ces derniers doivent prendre toute mesure nécessaire pour faciliter cette vérification.

16.2 **ÉLECTION DE DOMICILE**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

16.3 **AYANTS DROIT**

La présente convention lie les ayants droit des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

16.4 **MODIFICATION**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

Si une modification aux termes de cette présente convention ne concerne les travaux réalisés que par un seul signataire, la Ville conviendra par écrit de la modification avec ce dernier sans que les autres signataires soient impliqués.

16.5 **VALIDITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

16.6 **LOIS APPLICABLES**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

16.7 **LIEN D'EMPLOI**

La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN TROIS EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 200

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____

Le e jour de 200

Raymond Leclerc, CIMA+

Par : _____

Le e jour de 200

Sylvain Gariepy

Par : _____

Cette convention a été approuvée par le (Comité exécutif **ou** Conseil municipal **ou** Conseil d'agglomération **ou** Conseil d'arrondissement) de la Ville de Montréal, le e jour de 200 (Résolution C…….).

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Commission permanente sur l'examen des contrats

La commission :

Présidente

Mme Émilie Thuillier
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Vice-présidente

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Membres

Mme Dida Berku
Ville de Côte-Saint-Luc

M. Richard Celzi
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Marie Cinq-Mars
Arrondissement d'Outremont

M. Richard Deschamps
Arrondissement de LaSalle

M. Marc-André Gadoury
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Luc Gagnon
Arrondissement de Verdun

M. Manuel Guedes
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 30 mars 2017

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE175921001

Accorder un contrat pour les services professionnels d'ingénierie, d'aménagement urbain et d'architecture aux firmes CIMA+ S.E.N.C.et Provencher Roy Urbanisme Inc. pour la conception et la surveillance des travaux du projet de la rue Sainte-Catherine Ouest (phase 1) pour une somme maximale de 12 897 697,35 $ taxes incluses - Appel d'offres public 17-15853 (4 soumissions, 4 conformes) / Approuver un projet de convention à cette fin.

(ORIGINAL SIGNÉ)

Émilie Thuillier
Présidente

(ORIGINAL SIGNÉ)

Pierre G. Laporte
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE175921001
Accorder un contrat pour les services professionnels d'ingénierie, d'aménagement urbain et d'architecture aux firmes CIMA+ S.E.N.C.et Provencher Roy Urbanisme Inc. pour la conception et la surveillance des travaux du projet de la rue Sainte-Catherine Ouest (phase 1) pour une somme maximale de 12 897 697,35 $ taxes incluses - Appel d'offres public 17-15853 (4 soumissions, 4 conformes) / Approuver un projet de convention à cette fin.

À sa séance du 8 mars 2017, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le présent contrat. Ce dossier répondait au critère suivant :

- *Contrat de plus de 10 M$.*

Le 15 mars 2017, les membres de la commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus d'appel d'offres relativement au mandat confié. Des représentants du Service des infrastructures, de la voirie et des transports ont répondu aux questions des membres de la Commission.

Les membres de la Commission ont soulevé diverses questions sur le processus d'appel d'offres dans ce dossier.

La Commission a notamment demandé au Service d'ajouter certains renseignements au sommaire décisionnel :
- préciser que le contrat à WSP Canada n'est pas encore terminé;
- préciser les raisons de non conformité des soumissions reçues lors de l'appel d'offres tenu à l'automne 2016;
- préciser au sommaire les circonstances qui ont fait en sorte que WSP Canada ne pouvait soumissionner sur le nouvel appel d'offres.

La Commission a également souligné qu'il aurait été intéressant de retrouver au sommaire décisionnel le plan de localisation des phases du projet de la rue Sainte-Catherine Ouest présenté aux membres lors de la séance de travail.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les représentants du Service des infrastructures, de la voirie et des transports pour leurs interventions au cours de la séance de travail de la commission. La commission adresse la conclusion suivante au conseil municipal :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil municipal à savoir :

- *Contrat de plus de 10 M$.*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la commission;

Considérant les nombreuses questions adressées par les membres de la commission aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE175921001 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.28

2017/03/30 17:00

(2)

Dossier # : 1170191002

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	-
Compétence d'agglomération :	Actes inhérents ou accessoires à une compétence d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent de 500 000 $ à l'École de créativité La Factry pour supporter le démarrage de l'école des sciences de la créativité durant les années 2017 et 2018, financé par le budget du Service du développement économique et l'entente de 175 M$ avec le Gouvernement du Québec / Augmenter la base budgétaire 2018 du Service du développement économique de 250 000 $ / Approuver un projet d'entente à cet effet

Il est recommandé :
- d'accorder un soutien financier non récurrent de 500 000 $ à École de créativité La Factry pour supporter le démarrage de l'école des sciences de la créativité durant les années 2017 et 2018, financé par le budget du Service du développement économique et l'entente de 175 M$ avec le Gouvernement du Québec

- d'augmenter la base budgétaire 2018 du Service du développement économique de 250 000 $;

- d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme établissant les modalités de l'entente;

- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel; cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-03-21 17:53

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1170191002**

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	-
Compétence d'agglomération :	Actes inhérents ou accessoires à une compétence d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent de 500 000 $ à l'École de créativité La Factry pour supporter le démarrage de l'école des sciences de la créativité durant les années 2017 et 2018, financé par le budget du Service du développement économique et l'entente de 175 M$ avec le Gouvernement du Québec / Augmenter la base budgétaire 2018 du Service du développement économique de 250 000 $ / Approuver un projet d'entente à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

Lancée en mai 2016, l'École de créativité La Factry, ci-après La Factry, est un organisme à but non lucratif et un nouveau centre de formation de calibre international destiné à « forger des esprits créatifs capables de trouver des solutions inédites aux défis contemporains ». Ses gestionnaires sont issus des grandes entreprises de créativité montréalaises. Son conseil d'administration est composé de personnes de haut calibre, représentatives dans leurs domaines d'affaires montréalais : droit, informatique, communication, mode.

La création de La Factry a été motivée par le besoin de former, à Montréal, une main d'œuvre plus créative et agile capable de s'adapter à la mutation de plus en plus rapide du marché du travail gouverné par les changements technologiques.

La Factry entend jouer un rôle important dans la croissance de l'écosystème des industries créatives montréalaises et devenir une référence internationale en formation sur la créativité. À cet effet, elle a déposé une demande de financement à hauteur de 500 000 $ par année sur trois ans (mise en pièce jointe). Après analyse, il est proposé d'appuyer l'organisme avec un support financier de 500 000 $ sur deux ans afin de le soutenir dans son démarrage.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas.

DESCRIPTION

La Factry vise à favoriser le déploiement des talents créatifs montréalais. Les principaux thèmes abordés par la formation sont :
1. la créativité (forger des esprits créatifs pour imaginer l'innovation de demain);
2. l'économie (comment créer de la valeur via les nouvelles technologies en développant de nouveaux modèles d'affaires);
3. les communications (créer des expériences communicationnelles immersives et transdisciplinaires);
4. la collectivité (mieux saisir les grands enjeux collectifs et explorer des solutions qui influenceront notre façon de mieux vivre ensemble).

La Factry propose 3 volets de formation :

- une formation professionnelle en créativité offerte aux employés des entreprises de tous les secteurs et de toutes les tailles qui vient répondre à leurs besoins d'adaptation aux changements rapides du marché du travail et qui exigent qu'elles se réinventent constamment ; selon les prévisions de La Factry, d'ici 5 ans, les professionnels représenteront 52% de la clientèle de l'école ;

- une formation « Gap Year » qui vise à offrir à des jeunes de la relève (18 à 24 ans) qui sortent d'une école postsecondaire (cégep) un perfectionnement créatif; l'organisme s'engage à offrir 3 bourses de 2 500 $ chaque année pour soutenir la formation de jeunes plus démunis financièrement;

- en partenariat avec des institutions d'enseignement de niveau collégial et universitaire, une formation reconnue qui permettrait à la relève d'apprendre et de se mesurer aux réalités du marché; un partenariat avec le collège Sainte-Anne est déjà établi et une entente est en développement avec une université montréalaise.

Le projet d'entente propose de soutenir le développement de la programmation (contenu de cours) et la promotion des deux premiers volets ainsi que la gestion administrative de l'organisme durant les deux prochaines années.

Prévision du nombre d'étudiants aux deux premiers volets selon La Factry :

	Année 1 (en cours)	**Année 2**	**Année 3**	**Année 4**	**Année 5**
Professionnels	135	220	230	405	415
De la relève	50	125	200	275	375
TOTAL	**185**	**345**	**430**	**680**	**790**

Budget pro forma de La Factry pour les deux prochaines années :

DÉPENSES	**2017**	**2018**	**TOTAL**
Administration et ressources humaines	560 000 $	615 000 $	1 175 000 $
Programmation	740 000 $	1 000 000 $	1 740 000 $
Promotion	175 000 $	210 000 $	385 000 $

Total	**1 475 000 $**	**1 825 000 $**	**3 300 000 $**
FINANCEMENT			
Revenus autogénérés	400 000 $	500 000 $	900 000 $
Financement privé	500 000 $	750 000 $	1 250 000 $
Financement public - Ville de Montréal	250 000 $	250 000 $	500 000 $
Autre financement public – À confirmer	325 000 $	325 000 $	650 000 $
Total	**1 475 000 $**	**1 825 000 $**	**3 300 0000 $**

La contribution proposée de la Ville au projet est de 250 000 $ par année pour deux années pour un total de 500 000 $. En 2017, le financement offert par la Ville représenterait 17 % du financement total du projet alors que le financement privé représenterait 34% des contributions. L'organisme attend une réponse des deux gouvernements supérieurs à sa demande de support financier.

L'entente prévoit que la contribution serait versée en quatre (4) versements, soit 200 000 $ dans les trente jours suivant la signature de l'entente, puis 50 000 $ dans les soixante jours suivant la présentation au directeur du Service du développement économique du bilan annuel de la réalisation du projet. Le solde de la contribution serait versé après que La Factry ait soumis un plan d'action pour l'année suivante, puis un bilan annuel de sa réalisation.

JUSTIFICATION

La Factry renforcera l'économie créative de Montréal et contribuera au rayonnement de Montréal à l'international, notamment en renforçant son image de ville de savoir, de créativité et d'innovation. Le projet permet ainsi à la Ville d'entrer dans un réseau international d'écoles de créativité qui se déploie dans les villes les plus dynamiques de la planète. En ce moment, plusieurs grandes villes s'organisent pour devenir des leaders d'une économie créative en plein essor (Miami, New York, Stockhlom, etc.). Par sa contribution au démarrage de l'École, la Ville viendrait favoriser la croissance de l'écosystème de l'innovation et de la créativité, qui permet d'attirer et de retenir les meilleurs talents, et maximiser le potentiel de Montréal pour lui permettre de devenir une des plus grandes références mondiales en créativité de la planète.
Les volets offerts par cette école de créativité donnent aux professionnels et aux gens d'affaires une formation de calibre international qui encourage la compétitivité et l'innovation au sein des entreprises montréalaises. Cette formation est complémentaire de celle de *l'École des entrepreneurs de Montréal* dont le mandat est de donner aux entrepreneurs des outils pour démarrer et faire croître leur entreprise.

Finalement, La Factry est un OBNL qui s'impliquera dans sa communauté en dynamisant la relève, notamment par une offre de bourses aux étudiants plus démunies.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour donner suite à ce dossier, il y a lieu d'autoriser une dépense totale de 500 000 $, soit 250 000 $ pour chacune des années 2017 et 2018.
En 2017, les crédits nécessaires sont prévus à l'entente de 175 M$ avec le Gouvernement du Québec. Pour l'année 2018, un ajustement de 250 000 $ à la base budgétaire du Service du développement économique est requis.

Année	Somme	Source budgétaire
2017	250 000 $	Enveloppe de 175 M$

2018	250 000 $	Budget SDÉ - Ajustement budgétaire requis

Cette dépense serait entièrement assumée par l'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet se donne comme mandat, dans son offre de formation, de développer les compétences de ses étudiants en gestion du développement durable et d'adopter une politique de gestion responsable des ressources au sein de son école.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

En offrant aux dirigeants d'entreprises et aux professionnels des formations en créativité, La Factry, à l'heure de la révolution numérique, contribue à développer les compétences des entrepreneurs et à rendre plus concurrentiels et compétitives les entreprises montréalaises.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

La première année du projet est financé dans le cadre de l'entente du 175 M$ avec le Gouvernement du Québec. Toutes les communications et les actions donnant de la visibilité devront se conformer aux dispositions de cette entente.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Développement des volets et des cours : février à avril 2017
Début des cours : février, avril et septembre 2017
Événement réseautage avec les industries créatives et les partenaires
et annonce de financement : mars 2017

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Danièle HANDFIELD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sylvie LABELLE
Commissaire développement économique-Innovation

Tél : 514 872-5999
Télécop. : 514 872-0049

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-01-30

Géraldine MARTIN
Directrice

Tél : 514 872-2248
Télécop. : 514 872-6249

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Alain HOUDE
Directeur
Tél : 514 872-1908
Approuvé le : 2017-02-10

CONVENTION

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par monsieur Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 ;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET : **ÉCOLE DE CRÉATIVITÉ LA FACTRY**, personne morale constituée sous l'autorité de la troisième partie de la *Loi sur les compagnies*, dont l'adresse principale est le 2, rue Serge-Garant, Montréal, Québec , H3E 0A6, agissant et représentée par madame Marie Amiot, présidente-directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu d'une résolution adoptée à une réunion de son conseil d'administration tenue le 30 janvier 2017.

N° d'inscription TPS : 788955524RC0001
N° d'inscription TVQ : 1223187125 TQ0001

Ci-après appelée l' « **ORGANISME** »

ATTENDU QUE les fonds nécessaires au support financier octroyé à l'Organisme en vertu de la présente convention proviennent en partie, du Protocole d'entente intervenu entre la Ville et le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (le « ministre des Affaires municipales ») le 4 juillet 2012 (le « Protocole »);

ATTENDU QUE le Protocole établit les modalités de l'octroi par le ministre des Affaires municipales à la Ville d'une aide financière en vue de lui permettre de réaliser, selon son choix, des projets qui s'inscrivent dans les cinq (5) axes identifiés dans la stratégie de développement *Imaginer-Réaliser Montréal 2025* et qui respectent les objectifs de développement de la Ville, tels que précisés dans ses politiques, stratégies et plans;

ATTENDU QUE le Décret 378-2014, pris par le Gouvernement du Québec le 24 avril 2014, confère au ministre responsable de la Région de Montréal (le « Ministre ») la responsabilité de l'application de la section IV.5 de la *Loi sur le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire*, ainsi que celle des effectifs et des crédits afférents à ces fonctions;

ATTENDU QUE le Protocole entend maximiser les retombées économiques, sociales, culturelles et environnementales des projets soutenus ainsi que susciter notamment des investissements privés;

ATTENDU QUE le Projet qu'entend réaliser l'Organisme s'inscrit dans un de ces cinq (5) axes du Protocole;

ATTENDU QUE la Ville souhaite soutenir l'Organisme dans la mise en œuvre de son Projet;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique à l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme peut recevoir des contributions de différents ministères autres que la subvention provenant du Ministre;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

1.1 « **Annexe 1** » : le document intitulé « Description du Projet »;

1.2 « **Annexe 2** » : la liste des dépenses non admissibles dans le cadre du Projet;

1.3 « **Annexe 3** » : le document intitulé « Communications »;

1.4 « **Directeur** » : le Directeur du Service du développement économique ou son représentant dûment autorisé;

1.5 « **Projet** » : le Projet décrit à l'Annexe 1.

Le préambule et les Annexes 1, 2 et 3 font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui de l'Annexe 1.

ARTICLE 2
OBJET

La présente convention établit les modalités et conditions du versement de la contribution financière de la Ville à l'Organisme.

ARTICLE 3
OBLIGATIONS DE LA VILLE

3.1 En considération du respect par l'Organisme de toutes et chacune des obligations qui lui incombent en vertu de la présente convention et conditionnellement à la disponibilité des crédits en provenance du Ministre, couvrant toute la durée de l'entente, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de cinq cent mille dollars (500 000 $) pour deux ans (2017-2018), incluant, le cas échéant, toutes les taxes applicables sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.).

3.2 La somme prévue au paragraphe 3.1 est versée à l'Organisme comme suit :

Pour l'année 2017 :

3.2.1 une somme de deux cent mille dollars (200 000 $) dans les trente (30) jours suivant la signature de la présente convention;

3.2.2 une somme de cinquante mille dollars (50 000 $) dans les soixante (60) jours de la présentation au Directeur du bilan annuel de la réalisation du projet;

3.3 Pour l'année 2018 :

3.3.1 une somme de deux cent mille dollars (200 000 $) dans les trente (30) jours suivant le dépôt de la programmation 2018;

3.3.2 le solde de cinquante mille dollars (50 000 $) dans les soixante (60) jours de la présentation au Directeur du bilan annuel de la réalisation du projet;

3.4 La Ville peut suspendre tout versement si l'Organisme est en défaut d'exécuter en tout ou en partie ses obligations.

3.5 La Ville peut suspendre tout versement si l'Organisme ne démontre pas, à la satisfaction du Directeur, que le financement global du Projet est assuré.

3.6 La Ville se réserve le droit de diminuer sa contribution financière si le coût du Projet est inférieur à celui présenté pour l'obtention de cette contribution.

3.7 L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

3.8 La Ville se réserve le droit de suspendre ou de diminuer sa contribution financière si l'Organisme doit des sommes à la Ville.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 utiliser la contribution financière de la Ville aux seules fins de réaliser le Projet décrit à l'Annexe 1, étant entendu que les sommes versées ne peuvent être employées pour défrayer les coûts indiqués à l'Annexe 2;

4.2 transmettre au Directeur, pour approbation, la programmation annuelle du Projet, au plus tard le 1er mars 2017, et lorsque le Projet se réalise sur plus d'une année, transmettre au Directeur, au plus tard le 15 septembre de chaque année de la convention, la programmation annuelle du Projet, selon les directives prévues à l'Annexe 4;

4.3 transmettre au Directeur pour approbation, et ce, dans les plus brefs délais, toute modification au Projet, à sa programmation, à ses échéanciers ou à tout autre élément qui contribue à le définir, pouvant intervenir après la signature de cette convention ou l'approbation par le Directeur prévue à l'article 4.2;

4.4 réaliser le Projet selon le calendrier convenu;

4.5 transmettre au Directeur, au plus tard le 15 septembre 2017 et 2018 et le 1er février 2019, un bilan faisant état des réalisations du Projet; le bilan des réalisations doit comprendre notamment, dans une section en annexe, les bénéfices ou retombées obtenus en lien avec les indicateurs suivants :

- nombre de formations offertes;
- nombre d'étudiants inscrits des écoles partenaires;
- nombres des professionnels inscrits;
- nombre d'étudiants inscrits au programme « Gap Year »;
- nombre global de participants aux différentes activités (lancement, activités de réseautage etc.);
- nombre de bourses offertes et remises;
- noms et contributions des partenaires (privés et publics) au projet;
- nombre d'articles relatifs au Projet publiés dans les médias imprimés et électroniques;

4.6 transmettre au Directeur, au plus tard le 15 septembre 2017 et 2018 et le 1er février 2019, un bilan de la visibilité accordée au Projet conformément aux dispositions prévues à l'article 2.6 de l'Annexe 3;

4.7 transmettre au Directeur, au plus tard le 1er mars 2017, le 15 septembre 2017 et le 15 septembre 2018, les prévisions budgétaires du projet; ces prévisions doivent faire état de toutes les subventions obtenues;

4.8 informer le Directeur, dans les plus brefs délais, de toute nouvelle subvention reçue d'un ministère ou d'une agence du Gouvernement du Québec dans le cadre de la réalisation de la présente convention et l'aviser de toute nouvelle demande de subvention faite par l'Organisme dans le cours de celle-ci;

4.9 obtenir, le cas échéant, tous les permis et autorisations requis en vertu des lois et règlements en vigueur;

4.10 assumer tous les coûts de réalisation du Projet et le financement de tout dépassement des coûts requis pour la réalisation de celui-ci, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 3.1;

4.11 tenir des comptes et des registres appropriés, précis et exacts, à l'égard des travaux réalisés et rendre accessibles au Directeur et au Ministre, durant les heures normales de bureau, après un avis écrit de vingt-quatre (24) heures, tous les livres comptables et registres se rapportant à ces travaux. L'Organisme collabore avec le Directeur et le Ministre et leur laisse prendre, gratuitement, des photocopies des documents que ceux-ci demandent. Les pièces justificatives originales et les registres afférents à ces travaux devront être conservés par l'Organisme pour une période d'au moins trois (3) ans après la date de la fin du Projet;

4.12 transmettre ses états financiers vérifiés, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes,* au Directeur ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal (Québec) H3A 3P1), au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier, soit le 1er avril de chaque année, comportant le nom de ses partenaires et de toutes les contributions financières confirmées ou reçues pour la réalisation du projet, incluant une ventilation par ministère pour les contributions publiques, ainsi qu'une ventilation détaillée des dépenses identifiant notamment les dépenses non admissibles indiqués à l'annexe 2; si les revenus et dépenses du Projet ne sont pas présentés distinctement des autres activités de l'Organisme dans ses états financiers vérifiés, transmettre, en plus des états financiers vérifiés, un état des revenus et dépenses vérifié du Projet avec les ventilations énoncées dans le présent article;

4.13 prendre fait et cause pour la Ville dans toutes réclamations ou poursuites intentées contre elle résultant directement ou indirectement de ce qui fait l'objet de la présente convention et à l'indemniser de tous jugements et de toutes condamnations qui pourraient être prononcés contre elle et de toutes sommes qu'elle aura déboursées avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.14 constituer, à la demande du Directeur, un comité de suivi du Projet, composé d'au moins un représentant de l'Organisme et du Directeur, qui peuvent s'adjoindre, au besoin, d'autres collaborateurs;

4.15 convoquer, dans l'éventualité de la constitution d'un comité de suivi, le Comité et obtenir de celui-ci son avis et ses recommandations sur les propositions de l'Organisme relatives à l'élaboration de chacun des éléments et des étapes majeures de réalisation du programme;

4.16 transmettre au Directeur les procès-verbaux des réunions du Comité de suivi dans le mois suivant la tenue d'une réunion ainsi que toute information que ce dernier peut requérir quant au contenu des rapports qui doivent lui être remis par l'Organisme;

4.17 transmettre au Directeur tout document ou rapport requis en vertu de la présente convention sous forme électronique et sous forme papier;

4.18 transmettre sans délai au Directeur, lorsqu'il en fait la demande par écrit, toute information en lien avec la présente convention;

4.19 conserver son statut d'organisme à but non lucratif pendant toute la durée de la convention;

4.20 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Directeur en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance plénière du conseil municipal selon le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal*, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 5
COMMUNICATION

5.1 Pour l'année 2017, l'Organisme doit faire état de la participation financière de la Ville et de celle du Ministre~~,~~ conformément aux dispositions concernant la visibilité contenues dans l'Annexe 3, dans toute publicité, affichage ou document d'information relatif à l'objet de la présente convention et faire en sorte que ces documents reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le Ministre par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet; tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Directeur et par le Ministre avant diffusion.

5.2 Pour les années 2018, l'Organisme doit faire état de la participation financière de la Ville~~,~~ conformément aux dispositions concernant la visibilité contenues dans l'Annexe 3, dans toute publicité, affichage ou document d'information relatif à l'objet de la présente convention et faire en sorte que ces documents reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet; tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Directeur avant diffusion.

5.3 En 2017, l'Organisme doit associer la Ville, le Ministre et le Secrétariat à la Région de Montréal (le « Secrétariat ») aux différents événements de reconnaissance soulignant l'excellence du Projet. En 2018, l'Organisme doit associer la Ville aux différents événements de reconnaissance soulignant l'excellence du Projet.

ARTICLE 6
DÉFAUT

6.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

6.1.1 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours de la réception d'un avis du Directeur l'enjoignant de remédier à son défaut;

6.1.2 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

6.1.3 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

6.1.4 s'il perd son statut d'organisme à but non lucratif;

6.1.5 s'il a fait une fausse déclaration ou commis une fraude en regard de la présente convention.

6.2 Dans les cas mentionnés aux articles 6.1.1 et 6.1.2, la Ville peut, à son entière discrétion, résilier la convention sur simple avis écrit. Toute contribution financière non versée cesse alors d'être due à l'Organisme et celui-ci doit rembourser à la Ville, au choix de celle-ci, tout ou partie de la contribution financière qui lui a été versée dans les cinq (5) jours suivant une demande à cet effet.

6.3 Dans les cas mentionnés à l'article 6.1.3, 6.1.4 et 6.1.5, la convention est résiliée de plein droit dès la survenance de tel événement ou la connaissance de celui-ci et l'article 6.2 s'applique en faisant les adaptations nécessaires.

6.4 La Ville peut suspendre tout versement de l'aide en cas de défaut de l'Organisme. Ce dernier renonce de plus à tout recours à l'encontre de la Ville du fait de la résiliation de la convention, quel qu'en soit le motif.

ARTICLE 7
DÉCLARATION ET GARANTIES

7.1 L'Organisme déclare et garantit qu'il a le pouvoir et l'autorité de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de la présente convention.

7.2 L'Organisme reconnaît que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu du présent protocole constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celui-ci, et le défaut par l'Organisme de respecter l'une quelconque de ces conditions permettra à la Ville de résilier ce protocole sur simple avis écrit, sans que l'Organisme ne puisse réclamer aucune indemnité ou compensation. Dans un tel cas, toute somme versée par la Ville à l'Organisme à titre de participation financière devra, le cas échéant, lui être remise dans les cinq (5) jours d'une demande à cet effet.

ARTICLE 8
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux parties et se termine, sous réserve de l'article 6 (défaut), lorsque chaque partie a rempli ses obligations, mais au plus tard le 1er mars 2019.

ARTICLE 9
DÉONTOLOGIE

9.1 L'Organisme doit, dans la réalisation du Projet, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

9.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Directeur à cet égard.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, une police d'assurance-responsabilité civile accordant une protection pour dommages corporels et dommages matériels d'au moins deux millions de dollars (2 000 000 $) par accident ou événement et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.2 L'Organisme doit remettre, à la signature de la présente convention, un certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 10.1 et remettre, à chaque année, au Directeur, le certificat de renouvellement de la police et de son avenant, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
CONDITIONS GÉNÉRALES

11.1 Élection de domicile

Les parties élisent domicile à l'adresse mentionnée à la première page de la présente convention. Cependant, une partie pourra aviser l'autre d'une autre adresse dans le district judiciaire de Montréal à laquelle tout avis subséquent devra lui être envoyé.

11.2 Avis

Tout avis qu'une partie doit donner à l'autre en vertu de la présente convention doit être expédié sous pli recommandé comme suit :

POUR LA VILLE :	**POUR L'ORGANISME :**
Service du développement économique À l'attention du directeur, p.i. M. Alain Houde 700, rue De la Gauchetière Ouest, 28e étage, Montréal (Québec), H3B 5M2	École de créativité La Factry À l'attention de la présidente-directrice générale Mme Marie Amiot 2 rue Serge-Garant Montréal (Québec) H3E 0A6

11.3 Cession

L'Organisme ne peut céder ou autrement transporter les droits et obligations lui résultant de la présente convention sans l'accord préalable écrit de la Ville.

11.4 Absence de mandat

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

11.5 Invalidité d'une clause

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

11.6 Lois applicables

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute action s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

11.7 Exemplaire ayant valeur originale

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a la valeur d'un original.

EN FOI DE QUOI LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le …… e jour de …… 2017

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le …… e jour de …… 2017

ÉCOLE DE CRÉATIVITÉ LA FACTRY

Par : _____
Marie Amiot, présidente-directrice générale

Cette convention a été approuvée par le ……de la Ville de Montréal, le ……. e jour du mois de …….. 2017 (Résolution ……..).

ANNEXE 1

École de créativité La Factry
Description du projet - 2017

1- Mission

La Factry a pour mission de forger des esprits créatifs à trouver des solutions inédites aux défis contemporains. Elle s'est donnée comme ambition de développer à Montréal un campus de calibre international qui favorise la créativité en connectant les jeunes, les industries créatives, le monde des affaires et la collectivité.

La créativité fait partie des atouts de Montréal. Il est temps de se doter d'une école entièrement centrée sur cet important pilier économique de notre ville. D'autres grandes villes à travers le monde possèdent de telles écoles à mission créative. Exemple :

- Hyper Island – (Stockholm, Norvège)
- Kaospilot – (Aarhus, Danemark)
- Miami Ad School – (Miami, USA)
- R/O Institute – (Charleroi, Belgique)
- General Assembly – (New York, USA)
- Rubika – (Valenciennes, France)
- Quest – (Squamich, Canada)

La Factry est une OBNL.

2- Description des activités

La Factry dédie un premier volet de ses activités à la formation continue pour professionnels et un second volet à la préparation de la relève. Ce qui distingue la Factry :

- Transdisciplinarité (mélange et échange entre plusieurs disciplines)
- Méthode d'enseignement innovante
- Connexion avec l'industrie

2.1 Formations continues pour professionnels

Une série de cours de formation continue sont offerts aux professionnels des métiers de la création et de l'innovation, mais aussi à tous ceux qui adhèrent à une vision de la créativité comme agent de changement. Ces étudiants reçoivent un diplôme de la Factry (modèle d'affaires similaire à l'École d'Entrepreneurship de Beauce). Les sujets des cours sont développés après consultation avec les associations professionnelles partenaires. Les cours prévus pour 2017 :

- Leadership créatif
- Culture Data
- « Story telling »

2.2 Stimulation de la relève

Partenariats académiques

En collaboration avec des partenaires académiques de niveau collégial et universitaire, la Factry crée des connexions entre les jeunes de la relève et les professionnels de l'industrie (via des conférences, stages, ateliers créatifs, concours, etc.). Ces étudiants reçoivent leur diplôme académique de leur institution d'enseignement respective et reçoivent un diplôme Factry (reconnaissance sur le marché du travail). Leur parcours académique est donc bonifié et ces jeunes sont mieux préparés à faire face aux nouvelles réalités du marché du travail
Nos partenaires académiques actuels sont : le Collégial International Sainte-Anne au niveau collégial et ETS (École de Technologie Supérieure) au niveau universitaire.
Programme exclusif (Gap Year)
La Factry développe également un programme exclusif appelé Gap Year. L'objectif est d'offrir à des jeunes de 18 à 24 ans la possibilité de faire un parcours de stages dans différents secteurs des industries créatives afin de tester et développer leur intérêt pour les nombreux métiers de l'économie créatives. Le programme comprend également des ateliers de groupe conçus pour préparer cette relève aux nouvelles réalités du marché du travail.

2.3 Effet Campus

La Factry a choisi de s'installer dans le Quartier de l'innovation de Montréal. À court terme, la Factry louera des locaux mais elle espère acquérir son propre édifice assez rapidement.
Plus qu'un centre de formation, la Factry aura alors pour vocation de créer un écosystème vivant dans le Quartier de l'innovation. Ces lieux seront appelés à vibrer 7 jours sur 7, tout au long de l'année. Voici quelques exemples d'activité qui s'ajouteront à l'offre de cours :

- Ateliers créatifs pour tous les âges : incluant ainés et enfants
- Conférences ouvertes au public et aux résidents du quartier

- Boot camp ouverts au public, visant à discuter de solutions créatives à des enjeux socio-économiques modernes
- Bistro ouvert au public, offrant une vitrine à de jeunes chefs émergents
- Camps d'été pour les jeunes

3- Partenaires

Les fondateurs [1]

- Philippe Meunier, Président du conseil, Factry et Associé principal, chef de la création, Sid Lee
- Marie Amiot, Présidente-directrice générale, Factry
- Hélène Godin, Chef de la création, Factry
- Association des agences de communication créative (A2C)
- Collège Sainte-Anne

Le soutien de l'industrie [2]

La Factry jouit du support de 12 des plus importantes associations et ordres professionnels des industries créatives.

- Alliance des cabinets de relations publiques du Québec (ACRPQ)
- Alliance numérique
- Association des Agences de Communication Créative (A2C)
- Association des architectes paysagistes du Québec (AAPQ)
- Association des designers industriels du Québec (ADIQ)
- Association des Professionnels en Communication Marketing (APCM)
- Association professionnelle des designers d'intérieurs du Québec (APDIQ)
- Association québécoise des producteurs de films publicitaires (AQPFP)
- Conseil des directeurs médias du Québec (CDMQ)
- Ordre des architectes du Québec (OAQ)
- Ordre des urbanistes du Québec (OUQ)
- Société des designers graphiques du Québec (SDGQ)

Les partenaires financiers

La Factry a un engagement des partenaires d'affaires suivants dont la valeur totale du soutien en argent s'élève à 915 000$ sur les 5 prochaines années. La valeur en service s'élève à 125 000$ pour la première année.

- Banque Nationale
- BRP
- Association des Agences de Communication Créative (A2C)
- Chambre de commerce du Montréal Métropolitain
- Association des professionnels de la communication et du marketing (APCM)
- Association québécoise des producteurs de films publicitaires (AQPFP)

[1] Les Curriculums vitae des fondateurs peuvent être fournis sur demande
[2] Les lettres de support des 12 ordres et associations peuvent être fournies sur demande

- Mile Inn
- Philippe Meunier (à titre personnel)

4- Estimé du nombre d'étudiants [3]

	2017	2018	2019	2020	2021
Hypothèses – étudiants relève	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
Étudiants DEC	50	75	100	150	200
Étudiants universitaire	0	25	50	75	100
Programme Gap Year	0	25	50	50	75
Total étudiants relève	**50**	**125**	**200**	**275**	**375**
Hypothèses – formation profession.	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
Total étudiants professionnels	135	220	230	405	415
TOTAL TOUS TYPES D'ÉTUDIANTS	**185**	**345**	**430**	**680**	**790**

5- Activités prévues en 2017

Cours Leadership créatif :
- Cohorte #1 de novembre 2016 à janvier 2017
- Cohorte #2 de janvier à mars 2017
- Cohorte #3 de avril à juin 2017
- Cohorte #4 de septembre à novembre 2017

Cours Culture data :
- Développement du contenu de janvier à mars 2017
- Cohorte #1 de avril à juin 2017
- Cohorte #2 de septembre à novembre 2017

Cours Story telling :
- Développement été 2017
- Cohorte #1 de septembre à novembre 2017

Gap Year :
- Développement hiver 2017
- Mise en marché printemps et été 2017
- Début du programme automne 2017

Bootcamp Banque Nationale – printemps 2017

Programme relève avec le Collégial International Sainte-Anne
- De septembre 2016 à mai 2017 (en continue)

Activités promotionnelles ou de visibilité

[3] 2017 correspond à l'année scolaire se terminant en juin 2017; 2018 se termine en juin 2018, etc

- Mars 2017 – activité de sensibilisation pour le milieu des affaires. Possibilité d'une collaboration de la ville

- Conférence dans le cadre de l'assemblée annuelle des ingénieurs du Québec à ETS (9 mai 2017)
- Participation à C2 Montréal en mai 2017 – activité « la voix de la relève »
- Participation à l'OSMD en octobre 2017 – activité Factry mentors-relève

Conclusion

L'économie créative de Montréal est en croissance mais la formation de la relève et des professionnels qui la composent demeure un enjeu. Il est temps de se doter d'une école axée sur la créativité.

Un groupe de partenaires provenant des industries créatives a décidé de prendre le projet en main et de le concrétiser. La Factry offre une solution agile, transdisciplinaire et connectée sur les besoins du marché du travail. C'est pourquoi elle a réussi, en quelques mois seulement, à fédérer 12 associations et ordres professionnels qui composent l'économie créative de Montréal. D'importants partenaires d'affaires croient également au projet et ont décidé d'investir.

Nous avons maintenant besoin de la Ville de Montréal pour permettre à la Factry de prendre son envol. Nous sollicitons un montant de $500 000 par année, pendant 3 ans, pour un total de $1,5 millions.
Nous nous engageons par ailleurs à obtenir un financement privé de plus de 1,8 million sur 3 ans.

ANNEXE 2

DÉPENSES NON ADMISSIBLES

Les dépenses suivantes ne sont pas admissibles :

- Les coûts engagés après le 31 décembre 2017 pour la première année d'activités;
- les coûts de réparation ou de maintenance généraux ou périodiques;
- les coûts des travaux réalisés avant la signature de la présente convention;
- les achats d'immeubles, de terrains et de servitudes;
- les frais juridiques;
- les frais de financement temporaire.

ANNEXE 3

COMMUNICATIONS

OBLIGATIONS DE L'ORGANISME ÉCOLE DE CRÉATIVITÉ LA FACTRY

A - VILLE DE MONTRÉAL

1. VISIBILITÉ

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences de la présente Annexe.

1.2. Soumettre au directeur pour approbation le partage de la visibilité entre tous les partenaires du projet.

1.3. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française comme cela est prévu à la présente annexe.

2. COMMUNICATIONS

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal.

- Faire état de la contribution de la Ville dans toutes ses communications relatives au projet ou à l'activité.
- En 2017, mentionner verbalement la participation financière du Secrétariat lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Apposer le logo de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, les sites Internet, les bandeaux Internet, les infolettres, les communiqués de presse.

  Dans le cas où l'insertion de la signature graphique n'est pas possible, l'organisme doit mentionner le partenariat de la Ville de Montréal. Le libellé sera le suivant : ***Fier partenaire de la Ville de Montréal***
- Soumettre pour approbation tous les textes soulignant la contribution de la Ville de Montréal, dix jours ouvrables avant leur diffusion.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville de Montréal (incluant les bloggeurs et/ou les caméramans) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville de Montréal à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.
- Dans le cadre de relations médias, convenir au préalable, avec la Ville de Montréal, des opérations de communication, du scénario, des allocutions, du contenu des communiqués et des avis médias concernant le projet ou l'activité.

2.3. Normes graphiques et linguistiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logo de la Ville (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo).
- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement des signatures Ville – ministère et des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).
- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville de Montréal, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur le site Internet ou tout autre support média.
- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du projet ou de l'événement.
- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels avant leur impression et leur diffusion.
- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme (format papier). La publicité sera fournie par la Ville de Montréal.

2.5. Événements publics

- Inviter la Ville de Montréal à participer aux événements publics organisés dans le cadre du projet.
- Aviser le cabinet du maire et du comité exécutif par écrit trois semaines avant l'événement.
- Transmettre au plus tôt le scénario de déroulement de l'événement et les dates de tombée pour la citation du maire.
- Coordonner et effectuer le suivi avec le cabinet du maire ou des élus.

- Respecter les règles protocolaires officielles en matière d'événements publics.
- Offrir d'inclure un message officiel de la mairie ou des élus dans le guide de l'événement. La demande doit être transmise au moins trois semaines avant la date limite de livraison du matériel.

2.6. Bilan de visibilité

- Remettre à la Ville de Montréal un bilan de la visibilité accordée, dont un exemplaire numérique de chaque outil de communication développé pour la publicité et l'information publique relatives aux activités du projet ou de l'événement.
- Un bref descriptif ou une présentation du programme, de l'événement ou du projet (30-50 mots) incluant les dates de l'événement, les principales clientèles rejointes ainsi que le rayonnement et/ou la fréquentation globale.
- Une revue de presse incluant les mentions, textes, logos à la radio, télévision, journaux imprimés et électroniques.
- Une image des mentions ou logos sur les dépliants ou affiches imprimées et électroniques. Un bref descriptif ou une présentation du programme.

Si vous avez des questions concernant la visibilité de la Ville de Montréal vous pouvez rejoindre le Service des communications de la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : **communications@ville.montreal.qc.ca** du Service des communications de la Ville de Montréal.

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet du maire pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. L'adresse courriel pour rejoindre le cabinet est la suivante : maire@ville.montreal.qc.ca. Il est important de préciser que le projet est subventionné par le biais de l'entente du 175 M$ lorsque vous communiquez avec le cabinet.

B. VISIBILITÉ - MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE MONTRÉAL ET SECRÉTARIAT

En 2017, l'Organisme doit respecter le protocole de visibilité qui lie la Ville de Montréal au gouvernement du Québec et à cet égard, il doit :

- Faire en sorte que la présence du MINISTRE, notamment son nom et son image institutionnelle, soit reconnue, affichée et associée à son statut de partenaire financier dans l'ensemble des outils de communication produits dans le cadre des projets liés au présent protocole d'entente.

- Offrir au MINISTRE ou à un de ses représentants de participer à toute annonce ou toute cérémonie officielle concernant les projets liés au présent protocole d'entente.
- Aviser le MINISTRE, par écrit, au moins trois semaines avant la date d'une telle cérémonie pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises.
- Apposer la signature du gouvernement du Québec dans l'ensemble des outils de communication imprimés ou de format électronique produits dans le cadre des projets liés au présent protocole d'entente, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, les sites internet, les communiqués de presse, les infolettres.
- Apposer la signature du gouvernement du Québec sur les outils de communication qui seront diffusés hors Québec.
- Mentionner verbalement la participation financière du Secrétariat lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Mentionner le partenariat du Secrétariat dans les communiqués de presse;
- Offrir au Secrétariat d'insérer un communiqué dans les pochettes remises lors des événements de presse et lors du bilan.
- Offrir au Secrétariat ou au gouvernement du Québec un espace publicitaire dans le programme officiel de l'événement, si de tels espaces sont offerts gratuitement aux partenaires publics.
- Offrir d'insérer un message du MINISTRE dans le programme officiel ou, selon le cas, un message gouvernemental conjoint avec les signatures des ministres concernés.
- Offrir au Secrétariat des invitations pour assister aux activités officielles liées au projet, telles que les conférences de presse, lancements, etc.
- Offrir au Secrétariat d'installer un panneau ou une bannière gouvernementale à l'occasion des conférences de presse ainsi que dans les principaux lieux où se déroulera l'événement, si le contexte s'y prête.
- Positionner la signature du gouvernement du Québec dans le respect des normes d'utilisation de la signature gouvernementale disponible sur le Web à l'adresse suivante : http://www.metropole.gouv.qc.ca/visibilite.
- Aviser le Secrétariat, en s'adressant à la direction des communications (communication.srm@mce.gouv.qc.ca), dès que possible ou au moins 15 jours ouvrables à l'avance, de la tenue des activités publiques relatives au projet et des dates de tombées des documents à fournir: message, communiqué ou autre.
- Faire approuver les éléments de visibilité où apparaissent la signature ou la dénomination du MINISTRE, du Secrétariat ou du gouvernement du Québec par la Direction des communications du Secrétariat avant leur diffusion auprès du public, et ce, dans un délai minimum de 5 jours ouvrables avant leur impression.
- Ne pas utiliser le nom ou la signature du MINISTRE, du Secrétariat ou du gouvernement du Québec sans avoir préalablement obtenu le consentement de la Direction des communications du Secrétariat.

Si vous avez des questions concernant la visibilité gouvernementale ou l'application du Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec, veuillez communiquer

avec la Direction des communications au Secrétariat à l'adresse suivante : communication.srm@mce.gouv.qc.ca

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1170191002

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent de 500 000 $ à l'École de créativité La Factry pour supporter le démarrage de l'école des sciences de la créativité durant les années 2017 et 2018, financé par le budget du Service du développement économique et l'entente de 175 M$ avec le Gouvernement du Québec / Augmenter la base budgétaire 2018 du Service du développement économique de 250 000 $ / Approuver un projet d'entente à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1170191002 - École de créativité La Factry (175M).xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Danièle HANDFIELD
Préposée au budget
Tél : 514-872-9547

Co-auteur:
Pascal-Bernard Ducharme
Chef de section
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier
514-872-2059

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-03-21

Yves COURCHESNE
Directeur de service - finances et tresorier
Tél : 514-872-6630

Division : Service des finances

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 30.01

2017/03/30 17:00

(1)

Dossier # : 1177526001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement modifiant le « Règlement autorisant un emprunt de 35 000 000 $ afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention Lavigne situé dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville et son raccordement au système des intercepteurs » (RCG15-058) de sorte à augmenter l'emprunt de 16 000 000 $ pour un total de 51 000 000 $ et adopter une résolution visant à diminuer de 16 000 000 $ le «Règlement autorisant un emprunt de 53 800 000 $ afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention Rockfield situé dans l'arrondissement Lachine et son raccordement au système des intercepteurs» (RCG15-060) faisant passer son montant de 53 800 000 $ à 37 800 000 $.

Il est recommandé de:
adopter le «Règlement modifiant le «Règlement autorisant un emprunt de 35 000 000 $ afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention Lavigne situé dans l'arrondissement Ahuntsic-Cartierville et son raccordement au système des intercepteurs» (RCG 15-058)» portant le montant de l'emprunt à 51 000 000 $;

et

adopter la résolution
1. De modifier le titre du Règlement autorisant un emprunt de 53 800 000 $ afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention Rockfield situé dans l'arrondissement de Lachine et son raccordement au système des intercepteurs (RCG 15-060) par le remplacement du montant « 53 800 000 $ » par « 37 800 000$ ».

2. De modifier l'article 1 de ce règlement par le remplacement du montant de « 53 800 000 $ » par « 37 800 000$ ».

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-02-06 11:35

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1177526001**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement modifiant le « Règlement autorisant un emprunt de 35 000 000 $ afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention Lavigne situé dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville et son raccordement au système des intercepteurs » (RCG15-058) de sorte à augmenter l'emprunt de 16 000 000 $ pour un total de 51 000 000 $ et adopter une résolution visant à diminuer de 16 000 000 $ le «Règlement autorisant un emprunt de 53 800 000 $ afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention Rockfield situé dans l'arrondissement Lachine et son raccordement au système des intercepteurs» (RCG15-060) faisant passer son montant de 53 800 000 $ à 37 800 000 $.

CONTENU

CONTEXTE

La station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte (la Station) intercepte et traite près de 99,6 % des eaux usées produites sur le territoire de l'île de Montréal. Cependant, lors d'épisodes de très fortes précipitations et afin de soulager le réseau des intercepteurs, la Ville se voit dans l'obligation de déverser des eaux usées vers les milieux récepteurs. En 2001, le ministère des Affaires municipales et de la Métropole (MAM) a mis en place un programme de « Suivi des débordements ». Ce programme définit et encadre les exigences et objectifs de rejet et oblige la Ville de Montréal à mettre en place des mesures correctives visant l'atteinte de ces exigences.
Un ouvrage de rétention est une structure souterraine. Elle permet d'emmagasiner temporairement les eaux usées et pluviales lors de très fortes précipitations afin d'éviter leur déversement dans le milieu récepteur. Lorsque la pluie est terminée et que le réseau n'est plus engorgé, les eaux sont par la suite acheminées vers la Station pour y être traitées.

La Station a planifié la construction de cinq ouvrages de rétention importants. Le premier de ces ouvrages, le bassin de rétention Marc-Aurèle Fortin a déjà été construit. Ensuite, les bassins à construire sont: le bassin Rockfield dans l'arrondissement Lachine, le bassin Lavigne dans l'arrondissement 'Ahuntsic-Cartierville, le bassin Leduc dans l'arrondissement Saint-Laurent et le bassin William dans l'arrondissement Le Sud-Ouest..

Le bassin Rockfield est en cours de construction depuis octobre 2016 alors que l'appel d'offres public pour la construction du bassin Lavigne a été lancé en janvier 2017.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 00652 – 2 novembre 2016 – Adoption du programme triennal d'immobilisations 2017-2019 de la Ville de Montréal (volet agglomération) – 1163843006
CG15 0360 – 30 juillet 2015 – Adoption – Règlement autorisant un emprunt de 53 800 000 $ afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention Rockfield situé dans l'arrondissement de Lachine et son raccordement au système des intercepteurs – 1152839002

CG15 0323 – 22 mai 2015 – Adoption – Règlement autorisant un emprunt de 35 000 000 $ afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention Lavigne situé dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville et son raccordement au système des intercepteurs - 1152839005

DESCRIPTION

Le projet du bassin Lavigne consiste à construire un ouvrage de rétention d'un volume d'environ 23 000 m³ dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville. Le concept retenu pour le projet consiste à construire un bassin de rétention souterrain relié à l'intercepteur nord et au collecteur Gouin, en amont de la station de pompage Lavigne, par des conduites en tunnel. Cet ouvrage sera raccordé au système de contrôle intégré en temps réel des intercepteurs (CIDI) de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte. Le système CIDI est un système qui permet de contrôler en temps réel les intercepteurs à partir de la Station avec l'objectif de minimiser la fréquence et le nombre de surverses effectuées en temps de pluie à la rivière des Prairies et au fleuve Saint-Laurent.
La construction de l'ouvrage de rétention Lavigne permettra de réduire le volume d'eaux usées déversées dans la rivière des Prairies et, par conséquent, la quantité de polluants rejetés lors des épisodes de surverses, ce qui minimisera l'impact négatif sur la santé et l'environnement. L'ouvrage permettra également d'améliorer le niveau de service du collecteur Gouin en ce qui concerne les refoulements d'égout, et ceci pour des pluies jusqu'à récurrence de 10 ans.

Dans le cadre de la planification du projet du bassin Lavigne, les estimations originales du projet ont sous estimés certains éléments. Nous avons donc dû revoir les budget du projet. L'augmentation de ce règlement d'emprunt permettra de couvrir l'ensemble des coûts du projet, soit, les travaux de construction, les frais et honoraires d'études et de conception, la préparation des plans et devis, la surveillance des travaux et toutes les autres dépenses incidentes s'y rattachant.

Par ailleurs, dans le cas du projet du bassin Rockfield présentement en cours de construction, le contrat s'est avéré nettement moins coûteux que ce qui avait été prévu.

Ainsi, nous devons donc adopter dans un premier temps un règlement visant l'augmentation du règlement original du bassin Lavigne de 16 M$, ce dernier passant de 35 M$ à 51 M$. En contrepartie, le règlement d'emprunt pour le bassin Rockfield sera diminué d'un même 16 M$, passant de 53,8 M$ à 37,8 M$. Cette dernière modification fera l'objet d'une résolution dans le présent dossier.

JUSTIFICATION

Le règlement d'emprunt RCG15 058 au montant de 35 000 000 $ a été adopté sur la base d'une estimation de coûts préliminaire effectuée avant d'avoir complété les plans et devis associés au projet et sans référence récente à des travaux similaires d'excavation de tunnels.
Actuellement, les plans et devis de construction de la phase 1 du projet Lavigne sont

terminés à 98 %. L'estimation du coût du projet, basée sur des informations sur les coûts pratiqués sur le marché actuellement pour des projets similaires, a donc été révisée à 51 000 000 $.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les différents travaux sont prévus au programme triennal d'immobilisations 2017-2019 de la Ville de Montréal – volet agglomération. Le terme total de cet emprunt et ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.
Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne l'assainissement des eaux qui est une compétence d'agglomération en vertu de la « *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* ».

Le règlement d'emprunt devra être approuvé par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

Par ailleurs, ces coûts additionnels n'engendreront pas d'augmentation du coût total pour la construction des quatre bassins. En effet, le projet de construction du bassin Rockfield bénéficie d'une enveloppe budgétaire de 53 800 000 $ (CG15 0360 datée du 30 juillet 2015). Les dépenses totales prévues pour les travaux de génie civil associés à ce projet s'élèvent à 23 951 419,52 $ incluant taxes et contingences (CG16 0543 datée du 30 septembre 2016). En ajoutant le coût estimé pour compléter le projet du bassin Rockfield (construction du poste de pompage et travaux d'électricité et d'automatisation), il est prévu d'avoir un surplus d'au moins 16 000 000 $ dans le règlement total autorisé.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet financé par ce règlement d'emprunt contribuera à la pratique d'une gestion responsable des ressources.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si le présent règlement n'est pas approuvé, cela risque de retarder la réalisation du projet du bassin Lavigne dans le cas où la valeur de la plus basse soumission dépasserait le règlement autorisé de 35 000 000 $.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue relativement à l'adoption du règlement d'emprunt.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le règlement d'emprunt devra être approuvé par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Stéphanie SIMONEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Sophie GASCON, Service des finances

Lecture :

Sophie GASCON, 16 janvier 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sally DAGHER
Ingénieure - Administratrice de contrats

Tél : 5142804418
Télécop. : 5142804387

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-03

Richard FONTAINE
Directeur(trice) du traitement des eaux usees

Tél : 514 280-3706
Télécop. : 514 280-4387

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Richard FONTAINE
Directeur(trice) du traitement des eaux usees
Tél : 514 280-3706
Approuvé le : 2017-02-06

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2017-02-06

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1177526001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Objet :	Adopter le règlement modifiant le « Règlement autorisant un emprunt de 35 000 000 $ afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention Lavigne situé dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville et son raccordement au système des intercepteurs » (RCG15-058) de sorte à augmenter l'emprunt de 16 000 000 $ pour un total de 51 000 000 $ et adopter une résolution visant à diminuer de 16 000 000 $ le «Règlement autorisant un emprunt de 53 800 000 $ afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention Rockfield situé dans l'arrondissement Lachine et son raccordement au système des intercepteurs» (RCG15-060) faisant passer son montant de 53 800 000 $ à 37 800 000 $.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AML - 1177526001 - Règl modif Règl RCG 15-058.doc

AML - 1177526001 - Résolution modif Règl RCG 15-060.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-03

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

RÉSOLUTION MODIFIANT LE RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 53 800 000 $ AFIN DE FINANCER LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE L'OUVRAGE DE RÉTENTION ROCKFIELD SITUÉ DANS L'ARRONDISSEMENT DE LACHINE ET SON RACCORDEMENT AU SYSTÈME DES INTERCEPTEURS (RCG 15-060) AFIN DE RÉDUIRE LE MONTANT D'EMPRUNT INITIALEMENT AUTORISÉ

Vu les articles 544 et 564 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Il est résolu :

1. De modifier le titre du Règlement autorisant un emprunt de 53 800 000 $ afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention Rockfield situé dans l'arrondissement de Lachine et son raccordement au système des intercepteurs (RCG 15-060) par le remplacement du montant « 53 800 000 $ » par « 37 800 000$ ».

2. De modifier l'article 1 de ce règlement par le remplacement du montant de « 53 800 000 $ » par « 37 800 000$ ».

GDD1177526001

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

ADOPTER LE RÈGLEMENT MODIFIANT LE « RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 35 000 000 $ AFIN DE FINANCER LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE L'OUVRAGE DE RÉTENTION LAVIGNE SITUÉ DANS L'ARRONDISSEMENT D'AHUNTSIC-CARTIERVILLE ET SON RACCORDEMENT AU SYSTÈME DES INTERCEPTEURS » (RCG 15-058)

Vu les articles 19 et 25 à 27.1 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal décrète :

1. Le titre du Règlement autorisant un emprunt de 35 000 000 $ afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention Lavigne situé dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville et son raccordement au système des intercepteurs (RCG 15-058) est modifié par le remplacement de « 35 000 000 $ » par « 51 000 000 $».

2. L'article 1 de ce règlement est modifié par le remplacement de « 35 000 000 $» par « 51 000 000 $».

_____

GDD 1177526001

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1177526001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Objet :	Adopter le règlement modifiant le « Règlement autorisant un emprunt de 35 000 000 $ afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention Lavigne situé dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville et son raccordement au système des intercepteurs » (RCG15-058) de sorte à augmenter l'emprunt de 16 000 000 $ pour un total de 51 000 000 $ et adopter une résolution visant à diminuer de 16 000 000 $ le «Règlement autorisant un emprunt de 53 800 000 $ afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention Rockfield situé dans l'arrondissement Lachine et son raccordement au système des intercepteurs» (RCG15-060) faisant passer son montant de 53 800 000 $ à 37 800 000 $.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

reglement emprunt GDD1177526001.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Stéphanie SIMONEAU
Préposée au budget

Tél : 514-280-4020

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-06

Louise B LAMARCHE
Conseillère en gestion des ressources financières - Chef d'équipe
Tél : 514 872-6538
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier - PS EAU et ENVIRONNEMENT

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 30.02

2017/03/30 17:00

(1)

Dossier # : 1164346007

Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines , Direction santé et mieux-être , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Autoriser le transfert du crédit supplémentaire au montant de 2,6 M$ accordé au chapitre corporatif d'assignation temporaire vers le budget 2017 du Service des ressources humaines.

Il est

RÉSOLU :

1. D'autoriser le transfert du crédit supplémentaire au montant de 2,6 M$ accordé au chapitre corporatif d'assignation temporaire vers le budget 2017 du Service des ressources humaines;
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-02-23 21:13

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1164346007**

Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines , Direction santé et mieux-être , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Autoriser le transfert du crédit supplémentaire au montant de 2,6 M$ accordé au chapitre corporatif d'assignation temporaire vers le budget 2017 du Service des ressources humaines.

CONTENU

CONTEXTE

La mission de la Ville de Montréal est d'offrir les meilleurs services aux citoyens et ce, au meilleur coût possible. Puisque l'efficience des services offerts repose en grande partie sur la qualité et la disponibilité de la main d'œuvre de la Ville, tous les efforts requis pour protéger l'intégrité physique et psychologique des employés doivent être déployés, de même que les stratégies et les moyens pour accélérer leur retour au travail à la suite d'une lésion professionnelle.
En plus d'assumer ses responsabilités à cet égard, la direction de la Ville de Montréal s'est donné comme objectif de diminuer de manière significative, d'ici 2019, sa cotisation annuelle à la CNESST. Pour ce faire, elle mise sur le renforcement des activités de prévention des accidents afin de réduire à la source les lésions professionnelles. Elle souhaite également augmenter la présence au travail des employés ayant subi un accident de travail, dont l'un des moyens fût la mise en place, en février 2015, d'un chantier d'optimisation de la performance visant à **augmenter le ratio d'assignation temporaire**.

Ce ratio se définit par le nombre total de jours d'assignation temporaire sur le nombre de jours potentiellement perdus en arrêt de travail si aucune assignation n'est offerte. La cible d'une augmentation de 30 % sur 5 ans, pour atteindre un ratio de 50 % en 2018, passe par l'efficacité et la rapidité à offrir une assignation en travaux légers respectant les limitations fonctionnelles de l'employé à la satisfaction de son médecin traitant. Pour ce faire, il est nécessaire d'augmenter le pourcentage des assignations temporaires acceptées par rapport à celles offertes.

Les résultats à ce jour dénotent une amélioration du ratio d'assignation temporaire, qui est passé de 38,4 % au 31 décembre 2014 à 47,3% au 30 septembre 2016, ce qui représente une augmentation de 23 % par rapport à la cible d'amélioration souhaitée de 30 %.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Sans objet

DESCRIPTION

L'approche retenue pour le chantier consiste à diffuser une procédure corporative basée sur les meilleures pratiques internes et externes recensées en matière d'assignation temporaire. Puisque l'amélioration repose principalement sur l'efficacité des gestionnaires de premier niveau à poser les bons gestes aux bons moments, ainsi que sur un suivi serré effectué par les gestionnaires de deuxième niveau, une dizaine d'ateliers ont été tenus avec un groupe de travail composé de gestionnaires et d'intervenants locaux SST, dont le rôle est de les soutenir au quotidien à cet égard.
Parmi les livrables produits par ce comité de travail, on retrouve différents outils destinés aux gestionnaires et aux autres intervenants au sein des unités et qui répondent aux besoins identifiés lors des ateliers, tels que :

- Les responsabilités du gestionnaire;
- Les responsabilités de l'employé;
- Un gabarit de fiche d'assignation temporaire simplifié à l'intention du médecin traitant;
- Un guide conseil pour la rédaction d'une fiche d'assignation temporaire;
- Une banque de fiches d'assignation temporaire proposées par métier;
- La mise en place d'indicateurs de performance et de processus pour s'assurer que les gestionnaires posent les bons gestes au bon moment;
- Différents trucs et astuces pour favoriser la gestion des assignations temporaires, soit :
    - o Un aide-mémoire pour l'audit de qualité;
    - o Quoi faire si le formulaire n'est pas rempli par le médecin;
    - o Quoi faire en cas de refus ponctuel ou systématique par le médecin traitant de l'employé;
    - o Quoi faire si l'assignation temporaire se prolonge au-delà des barèmes reconnus de consolidation par type de lésion;
    - o Quand et comment faire une demande de transfert de coûts en raison de l'absence de collaboration (employeur obéré injustement);
    - o Comment faire la gestion et le paiement du temps supplémentaire pendant l'assignation temporaire;
    - o Etc.

Par ailleurs, les discussions tenues dans le cadre de ce chantier ont permis de constater l'existence du **chapitre corporatif aux fins d'assignation temporaire** (anciennement nommé budget 43), dans lequel les services centraux peuvent imputer le salaire de leurs employés cols bleus en assignation temporaire, qu'ils soient auxiliaires ou permanents et que l'assignation temporaire soit à temps plein ou à temps partiel.

Or, plusieurs des personnes consultées ignoraient l'existence de ce budget, qui représente pourtant un incitatif puissant puisqu'il permet aux gestionnaires d'éviter de payer à la fois le salaire de la personne assignée et de son remplaçant, tout en leur permettant de faire des économies globales importantes pour la Ville de Montréal en termes de coûts de CNESST.

Puisque le chapitre corporatif aux fins d'assignation temporaire est déjà disponible pour les employés cols bleus des services centraux, un mode d'emploi pour l'imputation de leur salaire dans ce budget a été publié auprès des unités concernées. Par ailleurs, le comité directeur du chantier SST a également proposé à la Direction générale de rendre ce budget disponible à l'ensemble des employés cols blancs des services centraux, ainsi qu'aux policiers et aux pompiers.

JUSTIFICATION

L'élargissement du chapitre corporatif aux fins d'assignation temporaire pour les employés cols blancs des services centraux, les policiers et les pompiers vise à inciter les gestionnaires à ramener le plus rapidement possible leurs employés accidentés au travail et ce, afin de réduire les coûts en SST.
En effet, l'assignation temporaire est souvent perçue comme étant peu attrayante par les gestionnaires, car ils doivent assumer à la fois le salaire de l'employé en assignation temporaire et celui de son remplaçant. Le fait d'avoir accès à ce budget corporatif leur permet non seulement de faciliter leur gestion financière, mais leur laisse également une plus grande marge de manœuvre pour investir dans les activités de prévention des accidents de travail, ce qui demeure la meilleure façon de réduire les coûts en SST.

Par ailleurs, le fait de ramener l'employé accidenté au travail en assumant la totalité de son salaire permet de réduire le montant des indemnités de remplacement de revenu (IRR) qui lui sont versées par la CNESST, ce qui entraîne une réduction de la cotisation annuelle de la Ville auprès de cet organisme, ainsi qu'une réduction du coût total des lésions qui peuvent être ajustés selon un régime rétrospectif de quatre ans.

En effet, la CNESST agit comme une compagnie d'assurance à la suite d'un accident du travail. Plus elle indemnise d'individus et plus elle les indemnise longtemps, plus le montant de la facture annuelle de l'employeur et le coût des lésions sont élevés. À l'inverse, le fait de ramener les employés accidentés au travail contribue à améliorer l'expérience de la Ville auprès de la CNESST, et donc, de réduire le montant qu'elle lui verse annuellement, ainsi que le coût total des lésions.

Cette pratique est d'ailleurs en place dans plusieurs entreprises telles que Kraft Canada Food et la Société de transport de Montréal, qui y voient de multiples avantages humains et financiers. Elle a également été mise en place dans plusieurs arrondissements de la Ville de Montréal comme un moyen de réduire leurs coûts de CNESST et de **financer une partie de leurs activités de prévention**.

Par ailleurs, les autres actions mises en place depuis 2014 dans le cadre du chantier SST semblent avoir porté fruit jusqu'à maintenant, puisque l'évaluation par la Ville de ses coûts à la CNESST par année d'événements à la fin du cycle de 4 ans d'imputation, en date du 1er juillet 2016, indique une baisse en 2016, comme le démontrent les chiffres suivants :

- Année d'événements 2014 : 29,9 M$
- Année d'événements 2015 : 30,4 M$
- Année d'événements 2016 : 27,9 M$

Le taux personnalisé (incluant 0,04 $/ 100 $ pour l'association sectorielle paritaire) est également en baisse selon les données calculées au 30 mai 2016, soit :

Année d'événements 2014 : 2,25 $ / 100 $ de masse salariale assurable
Année d'événements 2015 : 2,19 $ / 100 $ de masse salariale assurable
Année d'événements 2016 : 2,06 $ / 100 $ de masse salariale assurable

Pour l'année d'événements 2016, basée sur l'expérience des années 2011 à 2014, l'indice de risque à court terme de la Ville est inférieur de 4 % à celui des employeurs de la même unité, ce qui signifie qu'un nombre moins élevé de cas basculent dans les trimestres plus coûteux (à partir du 9e trimestre suivant l'événement).

En somme, les actions entreprises au cours des dernières années semblent avoir des impacts à court terme sur les indicateurs SST en termes de réduction du nombre d'accidents et d'augmentation du ratio d'assignation temporaire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Budget estimé

Selon les chiffres des quatre dernières années, les services centraux ont imputé en moyenne 1 028 000 $ annuellement au chapitre corporatif pour leurs employés cols bleus (source : SIMON), soit :

2013 : 889 793 $
2014 : 998 753 $
2015 : 1 006 482 $
2016 : 1 217 800 $

Selon les données inscrites dans Employeur-D pour l'année civile 2015 pour les services, 24 % des journées perdues (incluant l'assignation temporaire) ont été répertoriés chez les cols bleus. Étant donné que 45 % des journées perdues ont été répertoriées chez les autres groupes d'employés (excluant les policiers), nous émettons l'hypothèse que le budget 2015 pour ces accréditations aurait été de 1 875 000 $.

Le tableau qui suit présente un estimé du budget total requis en 2017, sur la base des données de 2015 et de 2016 (après trois trimestres), pour élargir l'accès au chapitre corporatif aux cols blancs des services corporatifs et aux pompiers. Pour les policiers, l'accès au chapitre corporatif sera intégré à même leur migration vers le système Transfo RH, qui aura lieu vers la fin de 2018. Ils sont donc exclus des calculs présentés.

Estimation du budget requis au chapitre corporatif pour l'assignation temporaire[1]

Année	Budget estimé des cols bleus	Budget des autres accréditations (excluant les policiers)	Total
2015	1 006 482 $	1 875 000 $	2 881 482 $
2016	1 217 800 $	2 000 000 $[2]	3 100 000 $
2017	1 230 000 $	**2 250 000 $**	3 480 000 $

Note 1 : À partir de 2017, l'augmentation annuelle a été estimée à 12,2 % soit 10 % d'augmentation du ratio d'assignation temporaire et 2 % d'inflation.
Note 2 : Augmentation de 6,64 % (moyenne du budget des cols bleus des dernières années).

Tel que présenté au tableau ci-dessus, le besoin supplémentaire pour la nouvelle clientèle ciblée est estimé à 2,25 M$ pour l'année 2017. Il est à noter que, lors du comité du budget 2017, un crédit supplémentaire d'un montant de 2,6 M$ a été accordé au chapitre corporatif aux fins d'assignation temporaire. La différence entre le montant estimé et le crédit accordé sera allouée pour des besoins supplémentaires en cours d'année.

Nous recommandons que ce crédit supplémentaire de 2,6 M$ soit transféré au budget 2017 du Service des ressources humaines.

Estimation des économies générées par l'assignation temporaire

a) Coût d'un employé en arrêt de travail :

L'employé en arrêt de travail est payé à 90 % de son salaire net par la CNESST. Le salaire net de l'employé est estimé à 70 % de son salaire brut :

IRR = Salaire de l'employé x 90 % x 70 %

Le montant imputé par la CNESST à la Ville (sans assurances ni frais fixes) est composé du total des IRR versées à l'employé, multiplié par le facteur de chargement en fonction du nombre de trimestres où la lésion a été active :

Montant imputé = IRR x Facteur de chargement

b) Coût d'un employé en assignation temporaire :

Si l'employé est ramené au travail en assignation temporaire, la Ville lui paie son salaire complet (incluant le temps supplémentaire auquel il a droit), plus les charges sociales associées à ce salaire :

Coût pour l'employeur = Salaire de l'employé x (1 + Taux de charges sociales)

c) Économie générée :

L'économie générée est représentée comme étant la différence entre « Coût pour l'employeur » et le « Montant imputé » :

Économie générée = Coût pour employeur - Montant imputé

Selon l'estimation décrite ci-dessus, et considérant que les lésions qui se terminent avant la fin de l'année suivant la date de l'événement (95 % des lésions) ont un facteur de chargement d'environ 2,25 (moyenne 2015 et 2016) au régime rétrospectif de la CNESST, ces lésions génèrent environ 10 % d'économie (le tableau présenté à l'annexe 1 en fait la démonstration).

Si l'on reprend le budget estimé précédemment pour 2017, on estime que cet investissement de 3,48 M$ permettra de générer une économie directe de 10 %, soit un montant de 380 000 $. Une augmentation de 10 % du ratio d'assignation temporaire sera donc responsable de générer un surplus d'économies de 38 000 $, pour un total de 418 000 $ annuellement. À cette économie directe s'ajoutera également une économie relative à la facture finale après quatre ans d'expérience (voir tableau page 3).

<u>Répartition de l'économie</u>

À la CNESST, la Ville de Montréal opère sous le régime rétrospectif. Celui-ci comptabilise le coût des lésions survenues au cours d'une même année d'événements durant quatre années civiles. Normalement, le coût total des lésions d'une année d'événements est connu de façon préliminaire après 24 mois (2 ans) et de manière définitive après 48 mois (4 ans), dates auxquelles des ajustements sont calculés par la CNESST en fonction de l'expérience réelle de la Ville pour l'année donnée.

Si l'on s'appuie sur l'hypothèse que l'assignation temporaire se situera principalement dans la même année civile que l'accident ou la suivante (73 % des cas depuis 2011), la constatation des économies des assignations temporaires de l'année d'événements 2017 qui se produiront durant l'année civile 2017 s'effectuera principalement en 2019 et pourrait être modifiée jusqu'en 2021.

<u>Encaisse des remises mensuelles (économie)</u>

Les sommes économisées à la CNESST seront encaissées par la Division de la paie institutionnelle dans le compte général de la Ville, comme c'est le cas actuellement.

<u>Suivi et contrôle</u>

À la fin de chaque mois, le SRH fera une vérification des imputations au budget corporatif d'assignation temporaire effectuées dans Kronos, afin de s'assurer que le salaire des employés de retour au travail régulier suite à une assignation temporaire n'y soit plus imputé.

Pour ce faire, les données de la paie seront comparées aux informations saisies dans Employeur D concernant les dates de fin d'assignation temporaire.

Tous les cas où le salaire des employés a été imputé au chapitre corporatif au-delà de la date de fin de leur assignation temporaire seront considérés comme des irrégularités. Par la suite, ces dossiers seront vérifiés dans Employeur D, aux fins d'analyse. Toutes les irrégularités enregistrées et non justifiées seront acheminées aux unités administratives concernées pour qu'elles procèdent aux corrections requises dans Kronos.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Sans objet

IMPACT(S) MAJEUR(S)

En plus des impacts sur les coûts payés par la Ville à la CNESST, l'assignation temporaire apporte des bénéfices notables pour le travailleur.
D'une part, elle facilite la réintégration au travail de l'employé en lui permettant de :

- Maintenir l'intérêt pour son emploi;
- Accélérer le retour à son poste régulier;
- Maintenir les relations avec ses collègues;
- Faciliter sa réintégration au sein de l'équipe;
- Maintenir le sentiment de fierté au travail.

D'autre part, elle lui permet de maintenir une meilleure qualité de vie globale, à savoir :

- Favoriser une meilleure récupération de sa condition physique;
- Éviter les effets néfastes de l'inactivité;
- Maintenir son niveau d'expertise professionnelle;
- Maintenir son salaire et les avantages liés à son emploi.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une note de service sera acheminée à tous les services centraux de la Ville de Montréal pour les aviser qu'ils peuvent désormais imputer le salaire des employés en assignation temporaire, incluant le temps supplémentaire, au budget corporatif réservé à cet effet. Un mode d'emploi pour procéder à cette imputation leur sera également transmis.
Les indicateurs de performance et de processus mis en place seront suivis régulièrement au comité de direction du directeur général, dans le but de mesurer les impacts du chantier sur l'assignation temporaire dans sa globalité.

Le comité directeur SST mis en branle dans le cadre du chantier effectuera également une vigie tout au long de l'année 2017 pour s'assurer de l'atteinte des objectifs fixés pour la Ville de Montréal et proposer les ajustements requis, s'il y a lieu.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

En raison de certaines contraintes informatiques liées au mode de rémunération des différentes catégories d'emplois (à gage ou à traitement), le calendrier de déploiement est le suivant :

Cols bleus : Déjà en vigueur (rappel publié à la suite du chantier en 2016)

Cols blancs auxiliaires : Dès maintenant (suite au transfert du crédit supplémentaire accordé au budget 2017 du SRH)

Brigadiers scolaires : Dès maintenant (suite au transfert du crédit supplémentaire accordé au budget 2017 du SRH)

Pompiers : Premier trimestre 2017 (procédure à mettre en place)

Cols blancs permanents : Premier trimestre 2017 (procédure à mettre en place)

Policiers : Intégré dans le projet Transfo-RH, donc vers la fin de 2018

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de l'endossement atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale (Jean LACHAPELLE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nathalie COLLETTE
Conseiller(ere) analyse - controle de gestion

Tél : 514 872-1816
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-21

Éric LOISELLE
Directeur santé et mieux-être

Tél : 514 280-3739
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Diane DRH BOUCHARD
DIRECTRICE DES RESSOURCES HUMAINES
Tél : 514 872-0213
Approuvé le : 2017-02-23

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale

Dossier # : 1164346007

Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines , Direction santé et mieux-être , Direction , -
Objet :	Autoriser le transfert du crédit supplémentaire au montant de 2,6 M$ accordé au chapitre corporatif d'assignation temporaire vers le budget 2017 du Service des ressources humaines.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1164346007-Intervention assig temp.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jean LACHAPELLE
Conseiller en planification budgétaire

Tél : 872-5874

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-22

Gildas S. GBAGUIDI
Chef de division - planification financière et fiscale
Tél : 872-3219
Division :

INTERVENTION FINANCIÈRE

NO GDD : 1164346007

No d'engagement 2017: CC64346007

Total 2,6 M$

Provenance

Chapitre corporatif

	Crédits
2101.0010000.200445.01816.51102.050250.9950.000000.000000.00000.00000	1 946 000,00 $
2101.0010000.200445.01816.51240.050250.9950.000000.000000.00000.00000	25 600,00 $
2101.0010000.200445.01816.52100.050250.9950.000000.000000.00000.00000	628 400,00 $
Total	**2 600 000,00 $**

Imputation

Service des Ressources humaines

		Crédits
Activités aux ressources humaines	Compte à déterminer	**2 600 000,00 $**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 30.03

2017/03/30 17:00

(1)

Dossier # : 1170029003

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction de la comptabilité et des informations financières , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Actes inhérents ou accessoires à une compétence d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Report du dépôt des états financiers 2016 au bureau du greffier, du 31 mars au 24 avril 2017, au plus tard

Autoriser le report du dépôt au bureau du greffier des états financiers vérifiés de l'exercice financier 2016 du 31 mars au 24 avril 2017, au plus tard.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-02-22 09:06

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1170029003**

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction de la comptabilité et des informations financières , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Actes inhérents ou accessoires à une compétence d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Report du dépôt des états financiers 2016 au bureau du greffier, du 31 mars au 24 avril 2017, au plus tard

CONTENU

CONTEXTE

L'article 91 de l'annexe C de la charte de la Ville, en regard des obligations du trésorier, indique ce qui suit : « Il doit déposer ces états financiers et rapports au bureau du greffier au plus tard le 31 mars à moins que, sur rapport du comité exécutif, le conseil ne lui accorde un délai additionnel qui ne doit pas excéder un mois.»
Bien que l'ensemble des travaux permettant de dresser les états financiers 2016 seront complétés tel que l'échéancier accepté par les auditeurs et le comité de vérification, le Service des finances désire reporter la publication officielle des états financiers 2016 du 31 mars au 24 avril 2016, au plus tard, afin de lui permettre de publier simultanément le document intitulé « Reddition de comptes financière 2016 ».

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0138 - 25 février 2016 - Report du dépôt des états financiers 2015 au bureau du greffier, du 31 mars au 18 avril 2016, au plus tard.

DESCRIPTION

Afin de permettre une reddition de comptes financière plus détaillée que celle présentée au rapport financier, le Service des finances produit à partir de l'année financière 2014 un document intitulé « Reddition de comptes financière ». Ce document permet de mettre en lumière l'utilisation qui est faite des sommes mises à la disposition des différentes unités d'affaires, tout cela en donnant une perspective de ces dépenses au fil des dernières années.
Afin de permettre la production simultanée de ce document avec la production du rapport financier 2016, le Service des finances après analyse des délais et de la charge de travail imposée par ce document, demande de reporter la date du dépôt du rapport financier au bureau du greffier de la Ville du 31 mars au 24 avril 2017, au plus tard.

Ce changement ne modifie en rien les dates de dépôt du rapport financier 2016 au conseil municipal et au conseil d'agglomération qui demeurent respectivement les 24 et 27 avril 2017.

JUSTIFICATION

Afin de permettre la production simultanée du document « Reddition de comptes financière 2016 » avec la production du rapport financier 2016, le Service des finances après analyse des délais et de la charge de travail imposée par ce document, demande de reporter la date du dépôt du rapport financier au bureau du greffier de la Ville du 31 mars au 24 avril 2017, au plus tard.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

N/A

DÉVELOPPEMENT DURABLE

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

N/A

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

N/A

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR** Le : 2017-02-21
Raoul CYR	Raoul CYR

Directeur - Comptabilité et informations financières

Tél : 514 872-2436
Télécop. : 514 872-8647

Directeur - Comptabilité et informations financières

Tél : 514 872-2436
Télécop. : 514 872-8647

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Raoul CYR
Directeur - Comptabilité et informations financières
Tél : 514 872-2436
Approuvé le : 2017-02-21

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves COURCHESNE
DIRECTEUR DU SERVICE DES FINANCES

Tél : 514 872-6630
Approuvé le : 2017-02-22

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 30.04

2017/03/30 17:00

(1)

Dossier # : 1174136001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 c) favoriser l'amélioration constante de la qualité des eaux riveraines, des sols de la ville et de l'air et promouvoir des mesures afin d'augmenter les îlots de fraîcheur
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Entériner l'engagement de l'agglomération de Montréal, auprès du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC), à déposer un plan de gestion des débordements d'égouts décrivant les mesures compensatoires globales à réaliser pour ne pas augmenter la fréquence des débordements observés sur l'ensemble de son territoire.

Il est recommandé :

1. d'entériner l'engagement de l'agglomération de Montréal, auprès du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC), à déposer, avant le 31 décembre 2020, un plan de gestion des débordements d'égouts décrivant les mesures compensatoires globales à réaliser pour ne pas augmenter la fréquence des débordements observés sur l'ensemble de son territoire;

2. assurer la réalisation des mesures complémentaires, décrites dans le plan de gestion des débordements d'égout, selon l'échéancier prévu et n'excédant pas 5 ans après l'approbation du plan par le MDDELCC.

3. de mandater le Service de l'eau aux fins des présentes.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-03-03 11:33

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1174136001**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 c) favoriser l'amélioration constante de la qualité des eaux riveraines, des sols de la ville et de l'air et promouvoir des mesures afin d'augmenter les îlots de fraîcheur
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Entériner l'engagement de l'agglomération de Montréal, auprès du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC), à déposer un plan de gestion des débordements d'égouts décrivant les mesures compensatoires globales à réaliser pour ne pas augmenter la fréquence des débordements observés sur l'ensemble de son territoire.

CONTENU

CONTEXTE

Depuis le 1er avril 2014, aucun projet d'extension de réseau d'égout susceptible de faire augmenter la fréquence des débordements d'égouts unitaires, domestiques ou pseudo-domestiques n'est autorisé en vertu l'article 32 de la Loi de la qualité de l'environnement (LQE) sans que le requérant ait prévu des mesures compensatoires qui assurent la non-augmentation des conditions de débordement.
La mise en place des mesures compensatoires requises dans le cadre d'un projet peut s'avérer difficile ou coûteuse particulièrement pour un redéveloppement dans des secteurs urbains de forte densité. Dans certains cas, ceci prolonge les délais pour l'obtention des autorisations relatives à un projet et les mesures de compensation peuvent ne pas être à l'avantage de la Ville en matière de contrôle du ruissellement. En alternative à cette approche, le MDDELCC offre la possibilité à la municipalité d'élaborer un plan de gestion des débordements où celle-ci s'engage à réaliser un ensemble de mesures compensatoires locales ou globales en lien avec les projets de développement et de redéveloppement pour un secteur donné ou pour tout son territoire.

L'Agglomération et le MDDELCC avaient déjà mis en application en 2000 une entente régissant la mise en œuvre d'un plan d'action et des interventions sur les réseaux pour s'assurer de la non-augmentation des débordements des réseaux unitaires. Suite à la nouvelle position du MDDELCC sur l'application des normes pancanadiennes de débordement des réseaux d'égout municipaux, des discussions ont eu lieu au sein d'un

comité DEEU/MDDELCC à propos des nouvelles dispositions. Les récents échanges ont mené au présent projet d'engagement de produire un plan de gestion des débordements.

Par ailleurs, dans ses objectifs définis dans le cadre de la Stratégie montréalaise de l'eau, la Ville de Montréal a déjà identifié l'établissement du principe zéro augmentation de débordement des réseaux pour les grands projets d'aménagement et de réaménagement. De même, la réalisation d'un plan directeur de drainage a été reconnue comme une nécessité. À cet effet, l'obtention de la résolution du conseil d'agglomération demandé par le MDDELLC ne constitue qu'une réaffirmation d'une de ces orientations stratégiques en termes de responsabilité environnementale.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas

DESCRIPTION

Le but de ce dossier est de soumettre une lettre d'engagement de l'agglomération de Montréal au MDDELCC confirmant notre intention de déposer un plan de gestion des débordements d'égouts décrivant les mesures compensatoires globales à réaliser pour ne pas augmenter la fréquence des débordements observés sur l'ensemble de son territoire. Pour l'essentiel, cet engagement comprendra les éléments suivants:

1. Production d'un rapport annuel de gestion des débordements;

2. Production d'un plan d'action;

3. Mise à jour des normes et des réglementations.

JUSTIFICATION

L'engagement de réalisation du plan de gestion des débordements d'égout s'inscrit dans la démarche du plan de l'eau où l'on désire continuer à améliorer la qualité de l'eau et redonner aux Montréalais l'accès aux berges. Il existe maintenant une sensibilité accrue vis-à-vis cette problématique ce qui justifie l'engagement de l'Agglomération en ce sens.

En vertu du Règlement sur les effluents des systèmes d'assainissement des eaux usées (RESEAU), le MDDELCC va prochainement émettre des attestations d'assainissement où l'obligation de ne pas augmenter les conditions de débordement sera clairement présente. Il vaut donc mieux pour l'Agglomération que les promoteurs de projet de développement lui soient directement redevables quant aux mesures compensatoires à mettre en place pour réduire les débordements d'égout liés à leur projet. L'engagement permettra d'établir une hiérarchisation en matière de gestion des débordements: le promoteur sera redevable envers l'Agglomération qui est redevable envers le MDDELCC.

Il existe actuellement un chevauchement entre les exigences que le MDDELCC imposent au promoteur et celles de l'Agglomération relatives à la gestion des débordements d'égout. L'engagement de l'Agglomération vise à l'éliminer. L'engagement de l'Agglomération permettra au MDDELCC de ne plus avoir à effectuer à la pièce, pour chaque projet de développement, des vérifications des mesures compensatoires mises en place pour éviter des débordements d'égout liés à l'accroissement des rejets sanitaires ou pluviaux. Les promoteurs pourront indiquer au MDDELCC que les mesures compensatoires prévues pour leur projet seront intégrées à un plan de gestion des débordements global pour l'agglomération.

Pour respecter l'engagement, l'Agglomération devra se munir d'une réglementation pour faire en sorte que les projets de développement sur son territoire intègrent des pratiques de gestion optimale (PGO) des eaux pluviales qui permettront à long terme d'atteindre les objectifs de débordement que le MDDELCC s'apprête à lui imposer. Ainsi, plutôt que de se référer au Guide de gestion des eaux pluviales du MDDELCC, peu adapté aux réalités montréalaises, le promoteur devra plutôt se référer aux exigences de l'Agglomération pleinement adaptées à son contexte territorial : secteur urbanisé avec une capacité d'infiltration des sols faible et une forte densité de population, desservie par un réseau d'égout unitaire se rejetant dans un réseau d'intercepteurs muni d'un système de gestion automatisée, lui-même raccordé à une station d'épuration ayant une capacité de traitement importante par temps de pluie.

L'engagement permettra de n'avoir qu'une seule autorité compétente et un seul niveau de vérification en matière de gestion des débordements et accélérera le traitement des demandes d'autorisation pour les travaux d'égout au MDDELCC. De plus, les projets de développement structurants impliquant une importante densification et pour lesquels il est difficile de compenser localement ne pourront plus être bloqués par le MDDELCC et pourront désormais être intégrés à l'intérieur de mesures compensatoires globales se qualifiant dans le cadre des programmes de subvention des infrastructures

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ne s'applique pas

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Pratiquer une gestion responsable des ressources.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Rappelons que depuis 2014, les exigences de la LQE ont empêchées les projets d'extension de réseau d'égout susceptible de faire augmenter la fréquence des débordements. Si le présent dossier n'obtient pas l'aval des instances, ont peut craindre un ralentissement, voire un arrêt du développement ou du redéveloppement à Montréal.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a aucune opération de communication en accord avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Mi février 2017 - Envoi d'une version préliminaire de la lettre d'engagement pour discussion avec le MDDELCC
Fin mars 2017 – Envoi de la lettre d'engagement au MDDELCC

D'ici fin mars 2017 – Résolution du conseil d'agglomération

D'ici fin 2020 – Production d'un plan de gestion des débordements couvrant la période de 2014 à 2025

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, règlements et encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Céline VAILLANCOURT, Service des infrastructures_voirie et transports

Lecture :

Céline VAILLANCOURT, 22 février 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Yves FAUCHER
Ingénieur

Tél : 514-280-4382
Télécop. : 514-280-4387

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-22

Alain CHARRON
chef de projet - gestion de l'eau

Tél : 514 280-9297
Télécop. : 514-280-4387

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Richard FONTAINE
Directeur(trice) du traitement des eaux usees
Tél : 514 280-3706
Approuvé le : 2017-03-01

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2017-03-03

Service de l'eau
1555, rue Carrie Derick
Montréal (Québec) H3C 6W2

Le 2 mars 2017

Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte aux changements climatiques
5199, rue Sherbrooke Est, Bureau 3860
Montréal, Québec
H1T 3X9

À l'attention de madame Hélène Proteau

OBJET : Lettre d'engagement
Plan de gestion des débordements
Agglomération de Montréal

Madame,

L'Agglomération de Montréal s'engage à faire parvenir au MDDELCC un plan de gestion des débordements d'ici le 1er avril 2020 (3 ans) qui sera constitué des éléments décrits à la suite. La production du plan de gestion est un engagement qui s'inscrit comme un des éléments majeurs d'une nouvelle entente régissant le processus des demandes d'autorisation sur le territoire de l'Agglomération de Montréal.

1. Production d'un rapport annuel de gestion des débordements

L'Agglomération de Montréal s'engage à produire chaque année un rapport d'analyse et de performance par bassin de drainage qui rend compte des situations de non-respect des exigences de débordement et de l'évolution des conditions de débits et de rejets. L'objectif est de produire une information utile et complémentaire pour les instances du MDDELCC afin de s'assurer de la rencontre des obligations et des engagements de l'Agglomération en ce qui a trait à l'exploitation de ses réseaux.

2. Production d'un plan d'action

L'Agglomération de de Montréal s'engage à produire un plan d'action qui sera mis à jour annuellement. Ce plan d'action fera une nomenclature des moyens pris par l'Agglomération pour respecter ses engagements et leur avancement. Pour faciliter le suivi par le MDDELCC, une attestation du Service de l'eau sera transmise avec chaque demande d'autorisation pour indiquer si le projet faisant l'objet de la demande s'inscrit ou non dans le plan de gestion des débordements.

Le plan d'action rendra compte des interventions à planifier et en cours de réalisation sur les réseaux sanitaires et unitaires dans un horizon de 5 ans et les orientations à partir desquelles celles-ci sont implantées.

3. Mise à jour des normes et des réglementations

L'Agglomération de Montréal s'engage à revoir ses normes et réglementations pour y intégrer des considérations relatives aux objectifs de débordements et au contrôle du ruissellement sur l'ensemble de son territoire. L'Agglomération de Montréal désire établir une réglementation qui favorise des aménagements de surface sur les lots privés et le domaine public et qui respecteront l'esprit des concepts de gestion durable des eaux pluviales tel qu'élaboré dans le guide de gestion pluviale du MDDELCC et les engagements de la stratégie pancanadienne de gestion des effluents urbains.

Veuillez agréer, Madame, l'expression de nos meilleurs sentiments.

Chantal Morissette
Directrice du Service de l'eau
Ville de Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 30.05

2017/03/30 17:00

(1)

Dossier # : 1160549001

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction , Division soutien technique et infrastructures - Gestion des matières résiduelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Autoriser le paiement des frais de parc de 1 446 707,10 $ à la Ville de Montréal-Est en vertu de son règlement no. 59-2016 pour le permis de lotissement de l'opération cadastrale sur l'immeuble constitué du lot no. 2402139 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, et appartenant à la Ville de Montréal.

Il est recommandé au conseil d'agglomération :
d'autoriser le paiement des frais de parc de 1 446 707,10 $ (toutes taxes comprises) à la Ville de Montréal-Est en vertu de son règlement no. 59-2016 pour le permis de lotissement liés à l'opération cadastrale sur l'immeuble constitué du lot no. 2402139 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, et appartenant à la Ville de Montréal.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2017-02-17 14:40

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1160549001**
Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction , Division soutien technique et infrastructures - Gestion des matières résiduelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Autoriser le paiement des frais de parc de 1 446 707,10 $ à la Ville de Montréal-Est en vertu de son règlement no. 59-2016 pour le permis de lotissement de l'opération cadastrale sur l'immeuble constitué du lot no. 2402139 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, et appartenant à la Ville de Montréal.

CONTENU

CONTEXTE

Le Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2010 - 2014 (Plan directeur ou PDGMR) a été adopté par le conseil d'agglomération le 27 août 2009. Il répond aux obligations et aux exigences du Plan métropolitain de gestion des matières résiduelles de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) adopté le 22 août 2006 et souscrit aux orientations et objectifs contenus dans la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles 1998-2008. De plus, le Plan directeur tient également compte de la récente Politique québécoise de gestion des matières résiduelles et de son plan d'action 2011-2015 (nouvelle Politique), adoptés par le gouvernement du Québec en mars 2011.
Un des grands objectifs de la nouvelle Politique est de bannir, d'ici 2020, l'enfouissement de la matière organique afin d'en valoriser 60 % et d'éliminer une seule matière résiduelle au Québec : le résidu ultime. Pour atteindre cet objectif, un programme de soutien financier a été développé pour la mise en place d'installations de traitement des matières organiques. Le programme s'adresse spécifiquement aux infrastructures de traitement des matières organiques par biométhanisation (digestion anaérobie) et par compostage. La matière organique inclut les matières végétales et animales provenant du secteur résidentiel et des secteurs industriel, commercial et institutionnel (ICI).

Le Plan directeur de l'agglomération établit que, pour atteindre ses objectifs, Montréal doit exploiter les infrastructures de traitement des matières organiques (résidus verts et alimentaires) (Action 5.5) ainsi qu'un centre pilote de prétraitement des ordures ménagères (Action 9.2). Les consultations publiques de 2011 ont menées à l'adoption du règlement RCG 11-014 permettant la construction sur le lot no. 2402139 appartenant à la Ville de Montréal de deux infrastructures de traitement prévues au PDGMR, c'est-à-dire le centre de biométhanisation et le centre pilote de prétraitement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG12 0325 (23 août 2012) Adopter, sans changement, le règlement intitulé « Règlement autorisant la construction et l'occupation à des fins de centre de traitement des matières organiques par biométhanisation en bâtiment fermé ainsi qu'à des fins de centre pilote de prétraitement des ordures ménagères en bâtiment fermé sur deux emplacements situés du côté nord du boulevard Métropolitain Est, à l'est de l'avenue Broadway Nord, sur le territoire de la ville de Montréal-Est ».

DESCRIPTION

Autoriser le paiement d'une contribution monétaire de 1 446 707,10 $ aux fins d'établissement, du maintien ou de l'amélioration des parcs, terrains de jeux ou d'espaces naturels et des frais afférents d'émission du permis de lotissement pour l'opération cadastrale sur l'immeuble constitué du lot no. 2402139 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.
Un extrait du procès verbal du conseil de la Ville de Montréal-Est, séance ordinaire du 18 janvier 2017 est en pièce jointe, autorisant l'émission du permis de lotissement conditionnellement au paiement de la contribution monétaire

JUSTIFICATION

Pour appliquer le règlement RCG 11-014 permettant la construction de deux infrastructures de traitement prévues au PDGMR, le terrain visé, d'usage d'agglomération et appartenant à la Ville de Montréal, doit être subdivisé. L'opération cadastrale nécessaire est sujette à l'application du règlement no. 59-2016 - *Règlement de lotissement* de la Ville de Montréal-Est imposant des frais de parc selon la section 2.2., d'une valeur de 10 % de l'évaluation municipale au moment du dépôt de la demande.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal de cette contribution monétaire de 1 446 707,10 $ sera assumé comme suit :
Un montant maximal de 1 446 707,10 $ sera financé par le règlement d’emprunt de compétence d’agglomération RCG 13-006 – « Règlement pour la réalisation des centres de traitement de la matière organique et un centre pilote de prétraitement».

Cette dépense sera assumée à 100 % par l’agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le paiement de frais de parc est utilisé aux fins d'établissement, du maintien ou de l'amélioration des parcs, terrains de jeux ou d'espaces naturels à Montréal-Est.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans le paiement des frais de parc, le terrain ne pourra être subdivisé et aucun permis de lotissement ne pourra être émis. La construction des infrastructures de traitement serait compromise.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue par rapport à cette demande de virement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Paiement des frais de parc et opération cadastrale dès que possible.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Aicha ZAMPALEGRE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Louis-Guy HÉNAULT, Service de la gestion et de la planification immobilière
Melissa Jessica KOUASSI, Service des finances

Lecture :

Melissa Jessica KOUASSI, 8 février 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jean J LACROIX
Ingénieur

Tél : 514 872-2092
Télécop. : 514 872-7685

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-07

Éric BLAIN
Chef de division- infrastructure et soutien technique - GMR

Tél : 514 872-3935
Télécop. : 514 872-7685

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Roger LACHANCE
Directeur
Tél : 514 872-7540
Approuvé le : 2017-02-17

MONTRÉAL-EST

11370, rue Notre-Dame, 5e étage
Montréal-Est (Québec) H1B 2W6

Facture diverse

No de dossier
44

Débiteur de la facture

VILLE DE MONTRÉAL
MONSIEUR LOUIS-GUY HÉNAULT
303 RUE NOTRE-DAME EST, 3E ÉTAGE
MONTRÉAL QC H2Y 3Y8

No facture	No contrôle
2017-000009	000021110

Date d'envoi	Date d'échéance
26 Janvier 2017	27 Février 2017

Taux d'intéret après échéance	Montant dû
7.000 % par an	**1 446 707.10 $**

Détail de la facture

Item	Description	Quantité	Unité de mesure	Prix	Montant
001	Frais de parc-10% de la valeur réelle du terrain, constitué du lot 2 402 139 du cadastre du Québec. Évaluation en décembre 2016 à 14 045 700$ X 1.03 (facteur comparatif 2016) = 14 467 071$ Conformément à la section 2.2 du règlement 59-2016 - Règlement de lotissement	0.100	Valeur du site	14 467 071 000	1 446 707.10

No d'enregistrement TPS :	81629-3146-RT0001
No d'enregistrement TVQ :	1211515763TQ0001

Total	Avant taxes	TPS	TVQ	Total
	1 446 707.10 $	0.00 $	0.00 $	**1 446 707.10 $**

Paiement accepté: argent comptant, carte de débit ou chèque à l'ordre de: Ville de Montréal-Est.

Détacher et joindre cette partie avec votre paiement. Merci.

MONTRÉAL-EST

11370 rue Notre-Dame 5e étage
Montréal-Est (Québec) H1B 2W6

No de dossier pour paiement	No contrôle
44	000021110-01

No facture	Date d'échéance
2017-000009	27 Février 2017

Montant dû	Montant versé
1 446 707.10 $	

Lieu du paiement

Ville de Montréal-Est
11370, rue Notre-Dame, 5e étage
Montréal-Est (Québec) H1B 2W6
514-645-7431
ou
Caisse Populaire Desjardins ou Banque Nationale du Canada

MONTRÉAL-EST

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE ORDINAIRE
DU CONSEIL DE LA VILLE DE MONTRÉAL-EST

SÉANCE ORDINAIRE DU 18 JANVIER 2017

OFFRE D'UNE CONTRIBUTION MONÉTAIRE DE 10 % DE LA VALEUR DU TERRAIN CONSTITUÉ DU LOT 2 402 139 DU CADASTRE DU QUÉBEC, CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE DE MONTRÉAL (PROPRIÉTÉ DE LA VILLE DE MONTRÉAL)

201701-008

4.5

Considérant que la Ville de Montréal souhaite procéder à une opération cadastrale afin de scinder leur propriété de Montréal-Est (projet d'usine de biométhanisation);

Considérant que notre réglementation exige, comme condition préalable à l'émission du permis de lotissement, que le demandeur nous cède 10% de la superficie du terrain faisant l'objet de l'opération cadastrale ou qu'elle nous remette 10% de sa valeur inscrite au rôle au moment du dépôt de la demande ou une combinaison de ces deux options dans les proportions que le conseil déterminera, sauf si une telle contribution a déjà été versée à la Ville pour ce terrain;

Considérant qu'aucune contribution n'a été versée à la Ville de Montréal-Est aux fins de favoriser l'établissement, le maintien et l'amélioration de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels pour le terrain faisant l'objet de la présente demande d'opération cadastrale, et ce, conformément à la réglementation d'urbanisme de la Ville de Montréal-Est;

Considérant que le terrain en question est situé au cœur d'une zone d'industries lourdes destinée à le demeurer et que l'aménagement d'un parc ou d'un espace naturel à cet endroit ne semble pas propice.

Il est proposé par monsieur le conseiller John Judd,
Appuyé par madame la conseillère Anne St-Laurent

Et résolu

D'autoriser l'émission du permis de lotissement pour l'immeuble constitué du lot 2 402 139 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, conditionnellement au paiement d'une contribution monétaire de 1 446 707.10$ aux fins de l'établissement, du maintien ou de l'amélioration de parcs, de terrains de jeux ou d'espaces naturels, et ce, conformément à la section 2.2 du règlement 59-2016 – *Règlement de lotissement.*

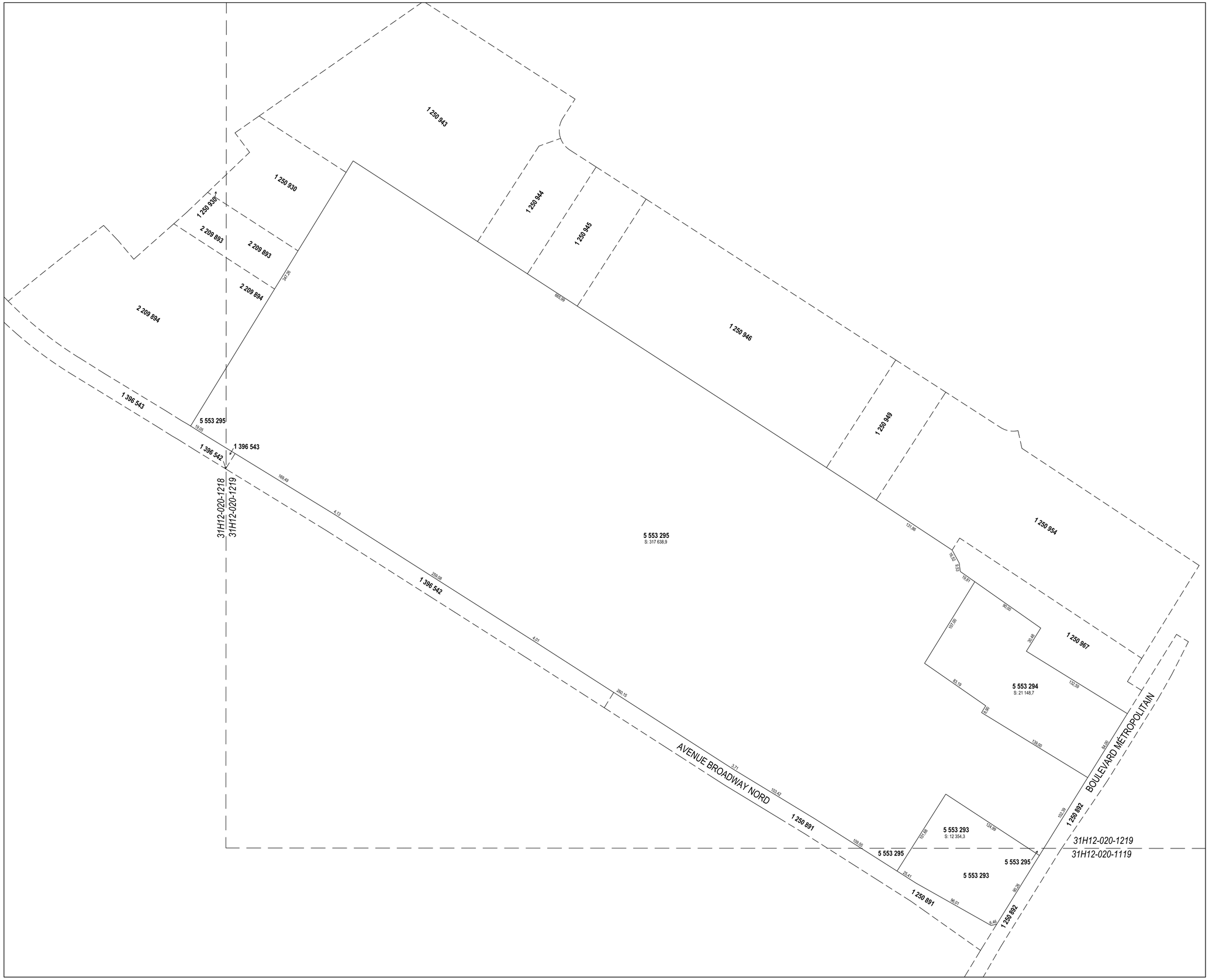
ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Certifié vrai extrait :

Le greffier,

Roch Sergerie, avocat

PLAN CADASTRAL



FEUILLET
1 DE 1

Un document joint complète ce plan cadastral.

Les mesures indiquées sur ce document sont exprimées en unités du système international.

DOSSIER: 1046427

Références au(x) feuillet(s) cartographique(s) :

31H12-020-1219

Projection : MTM

Fuseau : 8

Échelle : 1: 2000

PLAN CADASTRAL PARCELLAIRE
CADASTRE DU QUÉBEC

Circonscription foncière: Montréal

Municipalité(s): Montréal (Ville)

Lot(s) soumis à l'article 19 de la Loi sur le cadastre, (L.R.Q., c. C-1)

Fait conformément aux dispositions de l'article (des articles) 3043, al.1 C.c.Q.

Préparé à SAINT-EUSTACHE

Signé numériquement par: Alain Létourneau
a.-g. (Matricule 2269)

Minute: 16604 datée du 9 décembre 2016

Dossier a.-g.: 22293

Copie authentique de l'original, le

Pour le ministre

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1160549001

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction , Division soutien technique et infrastructures - Gestion des matières résiduelles
Objet :	Autoriser le paiement des frais de parc de 1 446 707,10 $ à la Ville de Montréal-Est en vertu de son règlement no. 59-2016 pour le permis de lotissement de l'opération cadastrale sur l'immeuble constitué du lot no. 2402139 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, et appartenant à la Ville de Montréal.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1166765051_Info_comptable.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Aicha ZAMPALEGRE
Préposée au budget
Tél : 514 872-7232

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-14

Claude BÉDARD
Chef de division
Tél :
(514) 280-4267
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 30.06

2017/03/30 17:00

(2)

Dossier # : 1160191009

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	-
Compétence d'agglomération :	Actes inhérents ou accessoires à une compétence d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Demander au ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du Territoire d'autoriser la Ville à conclure une entente de délégation en matière de développement local et régional avec Concertation régionale de Montréal / Réserver l'enveloppe budgétaire requise à la conclusion de l'entente

Il est recommandé :
- de demander au ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du Territoire d'autoriser la Ville à conclure une entente de délégation en matière de développement local et régional avec Concertation régionale de Montréal;

- de réserver l'enveloppe budgétaire requise à la conclusion de l'entente conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-03-16 07:49

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1160191009**
Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	-
Compétence d'agglomération :	Actes inhérents ou accessoires à une compétence d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Demander au ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du Territoire d'autoriser la Ville à conclure une entente de délégation en matière de développement local et régional avec Concertation régionale de Montréal / Réserver l'enveloppe budgétaire requise à la conclusion de l'entente

CONTENU

CONTEXTE

La *Loi concernant principalement la mise en oeuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 4 juin 2014 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2015-2016* (ci-après la Loi) a aboli les conférences régionales des élus ainsi que les centres locaux de développement. À compter d'avril 2015, les municipalités régionales de comté (MRC), dont l'agglomération de Montréal agissant à ce titre, ont reçu pleine compétence pour favoriser le développement local et régional sur leur territoire. Au même moment, le Fonds de développement des territoires (FDT) a été institué pour les soutenir dans ce rôle.
Pour mettre en oeuvre cette responsabilité, le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) a accordé une somme de 6,46 M$ pour l'année 2015-2016 et de 8,55 M$ pour l'année 2016-2017. Ces contributions ont fait l'objet d'une entente soumise aux instances en mai 2016 (dossier 1165175009). L'agglomération doit assurer la gestion de ce fonds et en demeure imputable. Un avenant viendra bientôt prolonger l'Entente FDT jusqu'au 31 mars 2020.

Conformément à l'article 126.4 de la Loi sur les compétences municipales (RLRQ, c. C-47.1), l'entente FDT précise que la Ville doit demander l'autorisation du ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire pour confier sa compétence en matière de développement local et régional à un organisme à but non lucratif (OBNL).

Le présent dossier vient donc proposer la transmission au MAMOT d'un projet d'entente de délégation de 3 ans à intervenir avec Concertation régionale de Montréal (ci-après Concertation Montréal), un organisme à but non lucratif créé dans la foulée de la disparition de la Conférence régionale des élus de Montréal enclenchée par la mise en oeuvre de la Loi.

Après l'approbation du MAMOT, l'entente sera de nouveau soumise au conseil d'agglomération pour l'approbation de sa version finale.

Cette entente de délégation ferait suite à une entente de contribution financière intervenue avec l'organisme en 2015 et échue depuis le 31 décembre dernier. Une avance de fonds a permis à Concertation Montréal d'amorcer la réalisation des mandats confiés dans le cadre du présent dossier.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG17 0019 - 26 janvier 2017 - Accorder une avance de fonds de 700 000 $, sur une contribution prévue de 6,3 millions $ à Concertation régionale de Montréal, à même le budget du Service du développement économique
CG16 0636 - 24 novembre 2016 - Autoriser l'augmentation du budget du Service du développement économique d'une somme de 2 085 681 $ en provenance du Fonds de développement des territoires / Autoriser un budget additionnel de dépenses équivalent su revenu additionnel attendu

CM16 1064 - 26 septembre 2016 - Accorder un contrat de services professionnels à Concertation régionale de Montréal pour la réalisation du projet #JEUNESSE375MTL dans le cadre du 375e anniversaire de la Ville de Montréal, pour une somme maximale de 300 000 $, taxes incluses

CG16 0343 - 19 mai 2016 - Approuver un projet d'entente entre la Ville de Montréal et le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire relatif au Fonds de développement des territoires

CG15 0783 - 17 décembre 2015 - Appuyer la cession de l'entente du Fonds régional d'investissement jeunesse (FRIJ) du comité de transition de la CRÉ de Montréal à l'organisme Concertation régionale de Montréal / Autoriser la prise en charge par l'agglomération de Montréal des différentes décisions en lien avec l'abolition de la CRÉ de Montréal

CG15 0423 - 18 juin 2015 - Accorder un soutien financier de 3 220 000 $ à l'organisme Concertation régionale de Montréal pour la période du 19 juin 2015 au 31 décembre 2016 pour favoriser et renforcer la concertation sur le territoire de l'agglomération

DESCRIPTION

Le projet d'entente précise les conditions et modalités du versement d'une somme de 6,3 M$ couvrant la période du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2019. Sept (7) mandats sont confiés à l'organisme en vertu de cette entente. Ces mandats, plus amplement détaillés à l'Annexe II de l'entente proposée, sont les suivants :
Mandat 1 – Concertation en enfance

▪ Appuyer et dynamiser la concertation régionale en petite enfance
▪ Assurer la coordination et l'animation des démarches concertées multisectorielles sur les transitions scolaires et sur les activités en saison estivale

Mandat 2 - Participation citoyenne des jeunes

▪ Animer la concertation du Forum jeunesse de l'île de Montréal
▪ Favoriser le participation citoyenne des jeunes
▪ Soutenir les conseils jeunesse d'arrondissement

Mandat 3 - Concertation en éducation

▪ Être un partenaire actif à la table de concertation des établissements post secondaires et du milieu concerné en matière d'accueil et d'intégration des étudiants internationaux
▪ Assurer une veille relative au sujet précité
▪ Collaborer aux efforts de la collectivité montréalaise en matière de rétention des étudiants étrangers

Mandat 4 - Mobilisation des organisations partenaires externes au Plan Montréal durable 2016-2020

▪ Soutenir la mobilisation de la collectivité (organisations partenaires externes) pour le Plan Montréal durable 2016-2020

Mandat 5 - Sensibilisation et mobilisation en matière de parité et d'équité

▪ Animer des carrefours d'acteurs montréalais qui traitent de parité et d'équité afin d'assurer une meilleure représentativité dans les lieux décisionnels ainsi que dans les différents aspects de la vie montréalaise
▪ Développer et tenir à jour une banque de candidatures en fonction de l'expertise, de l'origine et du genre
▪ Promouvoir les modèles de réussite

Mandat 6 – Appui aux saines habitudes de vie

▪ Gérer des fonds dans le cadre d'une Entente régionale multipartite convenue entre les partenaires financiers et relative à l'Instance régionale de concertation sur les saines habitudes de vie, soit la Table intersectorielle régionale sur les saines habitudes de vie

Mandat 7 - Conseil en concertation des grands enjeux de l'agglomération

▪ Répondre à des besoins ponctuels en faisant appel à l'expertise des différents collèges d'affinité de Concertation Montréal

À chacun de ces mandats sont associés des descriptions détaillées des responsabilités confiées, des attentes de la Ville et des budgets. Le budget annuel total pour l'ensemble des mandats confiés est de 2,1 M$. Toutefois, la répartition annuelle des versements fait à l'organisme varie en fonction de la disponibilité de la source budgétaire (le FDT), mais également vise à assurer l'organisme de la disponibilité des sommes requises pour réaliser les mandats.

La répartition annuelle de la somme est donc la suivante :

- 2 625 000 $ pour l'année 2017;
- 2 100 000 $ pour l'année 2018, et
- 1 575 000 $ pour l'année 2019.

Le versements se feraient à tous les quatre mois, pendant les trois années de l'entente. La somme obtenue par l'organisme à titre d'avance de fonds sera déduite des premiers versements. Quinze pour-cent (15 %) de la somme attribuée aux mandats 1 à 6 pourra être affecté à des activités d'administration générale de l'Organisme.

Aussi, les modalités de l'entente prévoient que des comités de suivi spécifiques à chacun des mandats seraient créées, sauf pour le mandat 6, à la demande du Directeur du Service du développement économique. Ils seraient formés de représentants de la Ville, de l'Organisme et, au besoin, de l'externe. Dans le cas du mandat 6, la Table intersectorielle régionale sur les saines habitudes de vie assumerait le même rôle.

JUSTIFICATION

Concertation régionale de Montréal est un OBNL créé à partir d'un noyau d'employés de la Conférence régionale des élus de Montréal dissoute en 2015. Son conseil d'administration est formé et fonctionne sur les mêmes bases que cette dernière, soit en collèges d'affinité selon secteurs liés au développement de Montréal. L'organisme possède l'expertise et la capacité d'agir pour chacun des mandats proposés.

L'entente sur le Fonds de développement des territoires précise que la Ville doit affecter la somme reçue « à toute mesure de développement local et régional ». « La mobilisation des communautés et le soutien à la réalisation de projets structurants pour améliorer les milieux de vie », qui constituent l'essentiel de l'entente proposée, sont parmi les mesures suggérées par l'Entente FDT. Des disponibilités annuelles de 2,1 M$ dans le FDT permettraient de financer les services de Concertation Montréal, et ce, conformément aux dispositions de l'Entente. Un avenant à l'Entente FDT, qui sera bientôt soumis aux instances, viendra assurer le financement de l'entente avec Concertation Montréal jusqu'à son échéance.

Le projet d'entente est le fruit d'une collaboration de plusieurs services municipaux qui ont établi les mandats offerts à Concertation Montréal. Ces derniers permettraient de répondre à des besoins importants, pour lesquels des ressources internes ne sont pas disponibles. Leur réalisation permettrait de, notamment, mettre en oeuvre certains aspects du Plan Montréal durable 2016-2020, de la Politique de l'enfant, de la Stratégie jeunesse, de la Politique pour une participation égalitaire des femmes et des hommes à la vie de Montréal et de la Politique du sport et de l'activité physique. Les services municipaux concernés par ces politiques et stratégie seraient appelés à piloter les comités qui seraient mis sur pied pour assurer le suivi de chacun des mandats.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les crédits de 6,3 M$ requis au versement de la contribution proviennent du Fonds de développement des territoires :

- Pour la première partie de l'année 2017, soit la fin de l'année financière gouvernementale 2016-2017, ils sont déjà prévus au budget du Service de développement économique.
- Pour les années financières du Gouvernement 2017-2018, 2018-2019 et 2019-2020, la disponibilité des crédits dépend du versement à la Ville par le Gouvernement du Québec d'une somme d'au moins 8,55 M$ via l'Entente FDT, Les versements seront conditionnels à la production par la Ville de la reddition de compte exigée par le MAMOT.

Tableau de la répartition de la somme et identifiant la source budgétaire

Année	Somme	Source budgétaire
2017	2,625 M$	▪ 525 000 $ du FDT – année budgétaire gouvernementale 2016 - 2017 ▪ 2,1 M$ du FDT - année budgétaire gouvernementale 2017 - 2018
2018	2,1 M$	▪ 2,1 M$ du FDT - année budgétaire gouvernementale 2018 - 2019
2019	1,575 M$	▪ 1,575 M$ du FDT - année budgétaire gouvernementale 2019 - 2020

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le mandat 4 a pour objet la mobilisation des organisations partenaires externes au Plan Montréal durable 2016-2020.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le présent dossier vise à répondre aux exigences de la Loi et permettre l'approbation par le MAMOT d'une entente de délégation entre la Ville et l'organisme Concertation régionale de Montréal financée par le Fonds de développement des territoires.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication est en préparation avec la collaboration du Service des communications. Les actions de communication qui se dérouleront dans le cadre de la mise en oeuvre de l'entente de délégation devront respecter les modalités de l'Entente FDT afin de, notamment, souligner la contribution du Gouvernement du Québec.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Printemps 2017 : approbation de l'entente de délégation entre la Ville et Concertation régionale de Montréal approuvée par le MAMOT

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Julie GODBOUT)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Julie DOYON)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Danielle LUSSIER, Direction générale
Johanne DEROME, Service de la diversité sociale et des sports
Patrice ALLARD, Service de la diversité sociale et des sports
Sylvie LEPAGE, Service de la diversité sociale et des sports
Natacha BEAUCHESNE, Direction générale
Johanne CÔTÉ-GALARNEAU, Direction générale
Arianne JUSTAFORT, Direction générale

Lecture :

Johanne CÔTÉ-GALARNEAU, 15 mars 2017
Arianne JUSTAFORT, 14 mars 2017
Danielle LUSSIER, 14 mars 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sylvie B BERTRAND
Conseillère en planification

Tél : 872-2374
Télécop. : 872-0049

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-17

Alain HOUDE
Directeur

Tél : 514 872-1908
Télécop. :

Nouveau mandat : #DG-DM-DEV-16-2120

Richard WILLIAMS A : serge.guerin, sylvianne.pilon 2016-11-07 08:59

Cc : dgdm

Bonjour,

Un **nouveau mandat** vous a été attribué dans la Base « Suivi des mandats - Direction générale, Demandes du maire ».

Pour en prendre connaissance, cliquer sur le lien en bas du courriel

Description sommaire : G-QC - Martin Coiteux - Addenda #1 à l'Entente relative au Fonds de développement des territoires
Date d'échéance : 2016-11-21

Lien vers le mandat :

Suivi des mandats

Mandat en cours

mandat #
DG-DM-DEV-16-2120

envoi : 2016-11-07 08:58

Objet :	G-QC - Martin Coiteux - Addenda #1 à l'Entente relative au Fonds de développement des t		
Inscription :	Provenance :	Direction générale, Demandes du maire	
	Émetteur :	Richard WILLIAMS	Date de
	Date d'inscription :	2016-11-07	Actions à p docume
	Date d'échéance :	2016-11-21	
	Date du document :	2016-10-26	
	Date reçue :	2016-11-07	
	Provenance de la demande :	Autre Autre : Québec	
	Objet (Rapport) :	Fonds de développement	
Assignations :	Groupe autorisé :	**_Mandats_Ser05_Aut** *Service du développement économique*	
	Directeur/directrice	Serge GUÉRIN Sylvianne PILON	
	Responsable du mandat :	Serge GUÉRIN Sylvianne PILON	
	Responsable(s) additionnel(s) :		
Rappel :	Automatique :	☒ Oui **activé** **pour le** 2016-11-22	
Aide :	ONGLETS: Détails - Description détaillée du mandat et pièces jointes - onglet modifiable par l'émetteur du mandat seule Commentaires - Liste des commentaires sans notification Suivi de réalisation - Résultats et ajout de tout document par le responsable du mandat Historique - Cheminement du mandat		

Québec

Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales
et de l'Occupation du territoire
Le ministre de la Sécurité publique
Le ministre responsable de la région de Montréal

Québec, le 26 octobre 2016

Monsieur Denis Coderre
Président
Conseil d'agglomération de Montréal
275, rue Notre-Dame Est
Bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Monsieur le Président,

C'est avec plaisir que je vous transmets par la présente deux exemplaires de l'Addenda #1 à l'Entente relative au Fonds de développement des territoires.

Par cet addenda, je donne suite à l'Accord de partenariat avec les municipalités, notamment en prolongeant l'Entente jusqu'au 31 mars 2020. L'agglomération pourra ainsi reporter les montants non utilisés d'une année à l'autre jusqu'en 2020 et bénéficiera d'une année supplémentaire pour dépenser les montants qui auront été engagés avant le 1er avril 2020.

Les montants qui vous sont réservés à chaque année à partir de l'enveloppe de base de 100 M$ du Fonds de développement des territoires y sont identifiés et il est précisé par ailleurs qu'une somme viendra s'ajouter en 2018 et en 2019 étant donné que l'enveloppe du Fonds sera alors majorée à 105 M$, puis à 115 M$.

Des assouplissements sont également introduits par cet addenda.

Ainsi, votre agglomération pourra, si elle le souhaite, financer des organismes des réseaux de l'éducation, ou encore des artistes professionnels ou des regroupements d'artistes professionnels dans le cadre d'ententes sectorielles de développement avec le Conseil des arts et des lettres du Québec.

Par ailleurs, l'annexe A a été revue pour réduire les exigences de reddition de comptes.

...2

Québec
Aile Chauveau, 4e étage
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamot.gouv.qc.ca
www.mamot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Je vous invite à retourner les deux exemplaires signés, après y avoir été autorisé par votre organisme, à M^me^ Manon Lecours, sous-ministre adjointe à la région métropolitaine, du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Vous pouvez aussi communiquer avec M^me^ Lecours pour toute information additionnelle.

Je vous souhaite, ainsi qu'à votre conseil et à votre équipe, le meilleur des succès dans vos projets de développement locaux et régionaux.

Le ministre,

MARTIN COITEUX

ADDENDA #1

ENTENTE RELATIVE AU
FONDS DE DÉVELOPPEMENT DES TERRITOIRES

ENTRE

Le **MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'OCCUPATION DU TERRITOIRE**, monsieur Martin Coiteux, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après appelé le « **MINISTRE** »,

ET

La **VILLE DE MONTRÉAL**, exerçant une compétence d'agglomération, personne morale de droit public légalement constituée, ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec) H2Y 1C6, représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil,

ci-après désignée l'« **ORGANISME** »,

ci-après conjointement désignés les « **PARTIES** »

ATTENDU QUE l'Accord de partenariat avec les municipalités, qui a été rendu public le 29 septembre 2015, prévoit notamment la reconduction du Fonds de développement des territoires, ci-après le « Fonds », pour une période de quatre ans, soit pour les années financières 2016-2017 à 2019-2020;

ATTENDU QUE, tenant compte de cet Accord, les **PARTIES** souhaitent modifier l'Entente relative au Fonds de développement des territoires;

Les PARTIES conviennent de ce qui suit :

SECTION 1 MODIFICATIONS À L'ENTENTE RELATIVE AU FONDS DE DÉVELOPPEMENT DES TERRITOIRES

1. *L'article 2 est remplacé par le suivant :*

2. a) Pour la période du 5 mai 2015 au 31 mars 2016, le **MINISTRE** délègue à l'**ORGANISME** la gestion d'une somme de 6 464 808 $ tirée du Fonds, selon les modalités suivantes :

i. les premiers 50 % de cette somme sont remis à l'**ORGANISME** dans les 30 jours de la signature de l'entente;

ii. un second versement correspondant à 30 % de la somme est effectué lorsque l'**ORGANISME** :

A. a complété, lorsque ces obligations s'appliquent à lui, les redditions de comptes 2014-2015 respectives du *Cadre de financement des activités des centres locaux de développement*, du *Programme d'aide aux municipalités régionales de comté* et du *Pacte rural 2014-2019*, à la satisfaction du **MINISTRE**;

B. a adopté ses priorités annuelles d'intervention suivant l'article 9;

iii. un troisième versement correspondant à 20 % de la somme est effectué lorsque l'**ORGANISME** a adopté la politique de soutien aux entreprises et la politique de soutien aux projets structurants pour améliorer les milieux de vie, prévues respectivement aux articles 10 et 12;

b) Pour chaque année financière subséquente jusqu'à l'année financière 2019-2020, le **MINISTRE** délègue à l'**ORGANISME** la gestion d'une somme de 8 550 489 $ tirée du Fonds, selon les modalités suivantes :

i. le premier versement correspondant à 25 % de la somme est remis à l'**ORGANISME** au plus tard le 30 avril;

ii. un second versement correspondant à 55 % de la somme est effectué lorsque l'**ORGANISME** :

A. adopte, dépose sur son site Web et transmet au **MINISTRE** ses priorités d'intervention annuelles suivant l'article 9;

B. a une politique de soutien aux entreprises et une politique de soutien aux projets structurants pour améliorer les milieux de vie en vigueur, tel que prévu respectivement aux articles 10 et 12;

iii. un troisième versement correspondant à 20 % de la somme est effectué lorsque l'**ORGANISME** :

A. adopte, dépose sur son site Web et transmet au **MINISTRE** son rapport d'activités suivant les articles 21 et 22;

B. saisit les données nécessaires aux fins d'évaluation de programme conformément à l'article 23;

c) Pour l'année financière 2018-2019, le **MINISTRE** partage entre les MRC, les municipalités dont le territoire n'est pas compris dans celui d'une MRC

ou d'une agglomération, et les agglomérations, une somme additionnelle de 5 M$ par rapport aux 100 M$ crédités à la création du Fonds. Pour l'année financière 2019 -2020, cette somme additionnelle est de 15 M$. Au plus tard le 31 octobre de l'année civile précédant ces années financières, le **MINISTRE** fait connaître à l'**ORGANISME** la part de la somme additionnelle qui sera ainsi ajoutée aux versements prévus à l'alinéa b). Celle-ci est partagée selon les paramètres suivants :

i. un montant uniforme par MRC, par municipalité dont le territoire n'est pas compris dans celui d'une MRC ou d'une agglomération ainsi que par municipalité exerçant une compétence d'agglomération, pour 40 %. Toutefois, dans le cadre de ce partage, la Ville de Montréal reçoit une part équivalente à six fois ce montant;

ii. un montant déterminé en fonction de la population, pour 30 %;

iii. un montant calculé selon l'indice de vitalité économique (IVE) en vigueur l'année précédente, pour 30 %.

d) Il est entendu qu'une année financière débute le 1er avril et se termine le 31 mars suivant.

e) Il est également entendu qu'un nouveau cycle annuel de versement des aides financières ne peut débuter que lorsque les obligations associées aux versements de l'année financière précédente ont été accomplies et que ces versements ont été effectués.

2. *L'article 8 est remplacé par le suivant :*

8. Au 31 mars des années 2016 à 2019 inclusivement, l'**ORGANISME** reporte à l'année suivante le solde, s'il en est, incluant les intérêts, des sommes reçues, ou réputées reçues, au titre du Fonds dont le **MINISTRE** lui a délégué la gestion.

Au terme de l'entente, soit le 31 mars 2020, l'**ORGANISME** dispose de 12 mois pour dépenser les sommes qui étaient engagées à cette date. L'**ORGANISME** rembourse ensuite, sans délai, au **MINISTRE**, les sommes reçues ou réputées reçues au titre du Fonds qu'il n'avait pas engagées au terme de l'entente et celles qu'il n'a pas dépensées dans les 12 mois suivants. Le remboursement inclut tous intérêts accumulés sur ces sommes pour la durée de l'entente.

3. *Le second alinéa de l'article 14 est remplacé par le suivant :*

Pour chaque année financière subséquente débutant le 1er avril 2016 et se terminant le 31 mars 2020, la fraction de la part du Fonds dont le **MINISTRE** délègue la gestion à l'**ORGANISME**, que ce dernier répartit suivant le premier alinéa, s'établit à 76 %.

4. *Les sous-alinéas vii et viii sont ajoutés à la suite du sous-alinéa vi de l'alinéa a) de l'article 15 et se lisent comme suit :*

vii. organismes des réseaux de l'éducation;
viii. artistes professionnels ou des regroupements d'artistes professionnels, dans le cadre d'ententes sectorielles de développement avec le Conseil des arts et des lettres du Québec.

5. *La mention « Autre condition » précédant l'article 16 est supprimée et l'article 16 est remplacé par le suivant :*

16. L'**ORGANISME** peut puiser sa contribution à une entente sectorielle de développement conclue suivant l'article 126.3 de la LCM à même la part du Fonds dont le **MINISTRE** lui délègue la gestion.

L'**ORGANISME** peut aussi employer les sommes tirées de la part du Fonds dont le **MINISTRE** lui délègue la gestion comme financement de contrepartie d'un projet bénéficiant d'une subvention tirée d'un programme gouvernemental et ce, à l'intérieur de la règle de cumul d'aide gouvernementale prévue, le cas échéant, dans ce programme. Si aucune règle de cumul n'est prévue, l'**ORGANISME** peut employer la part du Fonds dont le **MINISTRE** lui délègue la gestion pour assumer la totalité des dépenses non subventionnées par le programme gouvernemental.

6. *L'article 21 est remplacé par le suivant :*

21. Au plus tard le 28 octobre 2016, l'**ORGANISME** produit et adopte un rapport d'activités conforme aux exigences de l'annexe A et couvrant la période du 1er janvier 2015 au 31 mars 2016. Pour les années subséquentes, l'**ORGANISME** produit et adopte, au plus tard le 30 juin, un rapport couvrant chaque période de 12 mois à partir du 1er avril 2016 jusqu'au 31 mars 2020. Au plus tard le 30 juin 2021, l'**ORGANISME** produit et adopte une mise à jour du dernier rapport pour rendre compte des sommes dépensées dans les 12 mois suivant la fin de l'entente.

7. *L'article 23 est remplacé par le suivant :*

23. Au plus tard le 28 octobre 2016, l'**ORGANISME** saisit les données nécessaires aux fins d'évaluation de programme dans le formulaire électronique que le **MINISTRE** met à sa disposition et couvrant la période du 1er janvier 2015 au 31 mars 2016. Pour les années subséquentes, l'**ORGANISME** saisit, au plus tard le 30 juin, les données couvrant chaque période de 12 mois à partir du 1er avril 2016 jusqu'au 31 mars 2020. L'**ORGANISME** dispose ensuite de 15 mois suivant la fin de l'entente pour mettre à jour la dernière saisie de données, le cas échant, et l'adopter.

8. *L'article 46 est remplacé par le suivant :*

46. La présente entente entre en vigueur à la date de sa signature par les **PARTIES** et se termine le 31 mars 2020. Elle produit toutefois ses effets rétroactivement à partir du 5 mai 2015.

9. *L'annexe A est remplacée par la suivante :*

ANNEXE A

Rapport annuel d'activités (article 21)

Le rapport annuel d'activités produit par l'**ORGANISME** au bénéfice de la population de son territoire comprend trois sections, présentées ci-dessous. Il permet de faire état de l'utilisation des sommes en provenance du Fonds et des résultats atteints. L'**ORGANISME** détermine la façon de présenter l'information et peut y ajouter toute information qu'il juge pertinente.

Bilans :

- ✓ bilan des activités, par priorité d'intervention;
- ✓ le cas échéant, bilan de tout autre ensemble d'activités ayant requis plus de 5 % de l'aide financière reçue pour l'année et ayant bénéficié à une même clientèle, un même secteur d'activités ou un même secteur géographique;

- ✓ bilan financier :

  - montant équivalent à la part du Fonds dont le **MINISTRE** a délégué la gestion à **l'ORGANISME** et le solde reporté de l'année précédente, incluant les intérêts, le cas échéant;

  - ajout de toute somme reçue en cours d'année du comité de transition ou à la suite du partage de l'actif d'un centre local de développement, le cas échéant;

  - montants versés, montants engagés et soldes à verser, le cas échéant;

  - répartition de l'utilisation du Fonds et des montants utilisés par l'organisme ou versés à un bénéficiaire pour la réalisation de projets, en fonction :
    - ❖ des objets du Fonds mentionnés à l'article 4 de l'entente;
    - ❖ des priorités d'intervention;

  - montants consacrés aux dépenses d'administration admissibles telles que définies à l'annexe B;

  - montants consacrés à la concertation avec tout autre organisme bénéficiant directement du Fonds en vue de réaliser des projets ou actions en commun ou d'harmoniser les actions et projets respectifs.

Listes des interventions du Fonds, par priorité d'intervention :

- ✓ liste des contrats de service, des aides à des entreprises privées ou d'économie sociale, et des aides aux autres types de bénéficiaires, comprenant :

  - l'identification du bénéficiaire, le type de bénéficiaire et le type d'aide, le titre du contrat, du projet ou du mandat, l'objet du Fonds, les dates de début et de fin de l'intervention, le montant du Fonds engagé et versé par **l'ORGANISME** et la valeur totale de l'intervention;

- ✓ liste des ententes sectorielles de développement local et régional avec des ministères ou organismes du gouvernement financées par le Fonds, par priorité d'intervention, comprenant :

  - le titre, l'identification du principal ministère ou organisme partenaire, les dates de début et de fin de l'entente, le montant du Fonds engagé et versé par **l'ORGANISME** et la valeur totale de l'entente.

Délégation à un OBNL (article 36) :

- ✓ le cas échéant, identité de l'organisme délégataire, mandat et budget confiés, ainsi que raisons de la délégation.

Données nécessaires aux fins d'évaluation de programme (article 23)

Les données nécessaires aux fins d'évaluation de programme sont le bilan financier et les listes des interventions du Fonds mentionnés ci-haut. À ces données, s'ajoutent :

- ✓ le nombre de priorités d'intervention, et le secteur ou la clientèle que vise chaque priorité;

- ✓ un estimé du nombre total d'emplois créés ou maintenus par les projets d'entreprises, par les projets structurants pour améliorer les milieux de vie, et pour l'octroi de services-conseils aux entrepreneurs, aux entreprises, aux organismes ou aux communautés.

10. *Le présent addenda entre en vigueur à la date à laquelle la dernière des **PARTIES** appose sa signature.*

SECTION 2 SIGNATURES

EN FOI DE QUOI, les **PARTIES** reconnaissent avoir lu le présent addenda, en acceptent chacun des termes et y apposent leur signature.

LE MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'OCCUPATION DU TERRITOIRE, AGISSANT PAR :

Monsieur Marc Croteau, Sous-ministre	Date et lieu

L'ORGANISME:

Agissant par Me Yves Saindon, Greffier	Date et lieu

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1160191009

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction , -
Objet :	Demander au ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du Territoire d'autoriser la Ville à conclure une entente de délégation en matière de développement local et régional avec Concertation régionale de Montréal / Réserver l'enveloppe budgétaire requise à la conclusion de l'entente

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous visons quant à sa forme et à son contenu l'entente de délégation à intervenir entre la Ville de Montréal et Concertation régionale de Montréal, jointe ci-dessous.

Comme convenu avec le Service de développement économique, notre Direction n'a validé que les clauses contractuelles de l'entente de délégation, les annexes et les montants d'argent n'ont pas été vérifiés.

FICHIERS JOINTS

VF EntenteDélégation Concertation MTL.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie DOYON
Avocate
Tél : 514-872-6873

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-03-14

Marie-Andrée SIMARD
Notaire et chef de division
Tél : 514-872-2363
Division : Droit contractuel

ENTENTE DE DÉLÉGATION

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, dont l'adresse principale est le 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

(ci-après appelée la « **VILLE** »)

ET : **CONCERTATION RÉGIONALE DE MONTRÉAL**, personne morale légalement constituée en vertu de la partie III de la *Loi sur les compagnies*, dont la principale place d'affaires est au 1550, rue Metcalfe, bureau 810, Montréal, Québec, H3A 1X6, agissant et représentée par Marie-Eve Brunet, présidente, dûment autorisée aux fins des présentes, tel qu'elle le déclare;

(ci-après appelée l'« **ORGANISME** »)

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec a adopté la *Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 4 juin 2014 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2015-2016* (ci-après citée la « Loi ») et que cette loi vise, entre autres, à réorganiser le développement économique local et régional;

ATTENDU QUE la Loi confie à la VILLE le pouvoir de prendre toute mesure afin de favoriser le développement local et régional sur son territoire et qu'elle peut confier l'exercice de ces pouvoirs à des organismes à but non lucratif, après autorisation du ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire;

ATTENDU QU'une entente relative au Fonds de développement des territoires est intervenue entre le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et la VILLE (ci-après l'« Entente FDT »);

ATTENDU QUE l'ORGANISME désire participer à la mobilisation des communautés pour améliorer les milieux de vie de l'agglomération de Montréal;

ATTENDU QUE le conseil d'agglomération a adopté diverses politiques et plans d'action qui mettent en œuvre des mesures de développement local et régional, dont le Plan Montréal durable 2016-2020;

ATTENDU QUE le conseil municipal a adopté diverses politiques et plans d'action qui mettent en œuvre des mesures de développement local et régional, dont la Politique du sport et de l'activité physique et la Politique de l'enfant;

ATTENDU QUE l'ORGANISME a pour mission et expertise d'animer et de favoriser le développement par la concertation;

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19), (ci-après la « LCV ») et qu'elle a remis une copie de ladite politique à l'ORGANISME;

ATTENDU QU'EN vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires);

EN CONSÉQUENCE, les parties aux présentes conviennent de ce qui suit :

ARTICLE 1
PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante des présentes.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Entente, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

« **CA** » :	conseil d'administration de l'ORGANISME;
« **Directrice** » :	la directrice du Service de développement économique de la Ville de Montréal ou son représentant autorisé;
« **Directrice générale** » :	la directrice générale de l'ORGANISME;
« **Lobbyisme** » :	activité qui consiste en la communication, orale ou écrite, avec un titulaire de charges publiques en vue d'influencer ou pouvant raisonnablement être considérée par la personne qui l'initie, comme étant susceptible d'influencer une prise de décision;
« **Ministre** » :	le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire;
« **Service** » :	le Service du développement économique de la VILLE représenté par sa Directrice.

ARTICLE 3
ANNEXES

Les annexes suivantes font partie intégrante de la présente Entente et sont, le cas échéant, révisées à chaque année par les parties :

- Annexe I Entente FDT, laquelle comprend l'Annexe A et l'Annexe B;
- Annexe II – Objectifs et modalités des mandats accordés à l'ORGANISME;
- Annexe III – Rapport d'activités.

Le texte de la présente Entente prévaut sur toute disposition de l'une ou l'autre des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
OBJET

L'entente a pour objet la délégation à l'ORGANISME de l'exercice d'une partie de la compétence de la VILLE en matière de développement local et régional par des activités de concertation, de recherche et de gestion, dans le but d'améliorer les milieux de vie, notamment dans les domaines social et environnemental, et vise, à cette fin, à définir le rôle et les mandats de l'ORGANISME, leurs conditions et modalités de réalisation ainsi que la gestion des sommes qui lui sont versées.

ARTICLE 5
DURÉE DE L'ENTENTE

Les parties reconnaissent que, nonobstant sa date de signature, la présente Entente entre en vigueur le 1er janvier 2017 et, sous réserve d'autres dispositions de la présente Entente, elle prend fin le 31 décembre 2019.

ARTICLE 6
ENGAGEMENTS DE LA VILLE

Sous réserve de l'adoption des crédits à chaque année par l'Assemblée nationale, la VILLE s'engage à :

6.1 payer à l'ORGANISME, selon les conditions et modalités de la présente Entente, pendant la durée de celle-ci, les sommes indiquées au Tableau 1, lesquelles proviennent des contributions versées par le Ministre à la VILLE en vertu de l'Entente FDT. Ces sommes doivent servir à assumer les dépenses de fonctionnement (précisées à l'Annexe B de l'Annexe I) et la masse salariale nécessaire à la réalisation des mandats;

6.2 verser les sommes annuellement, comprenant toutes les taxes applicables, le cas échéant, selon les modalités précisées dans le Tableau 1_ci-après. Le dernier versement sera remis sous réserve de l'accomplissement de toutes obligations de l'ORGANISME prévues à la présente Entente.

Tableau 1 – Contributions financières

Année financière gouvernementale	Contribution (%)	Contribution Entente FDT	Contribution VILLE	Contribution Totale	Date de versement
2016-2017	100%	525 000 $	0 $	525 000 $	1er mai 2017
Total 2016-2017		**525 000 $**	**0 $**	**525 000 $**	
	25%	525 000 $	0 $	525 000 $	1er mai 2017
	25%	525 000 $	0 $	525 000 $	15 juil. 2017
	25%	525 000 $	0 $	525 000 $	15 oct. 2017
	25%	525 000 $	0 $	525 000 $	15 déc. 2017
Total 2017-2018	**100%**	**2 100 000 $**	**0 $**	**2 100 000 $**	
	25%	525 000 $	0 $	525 000 $	15 avr. 2018
	25%	525 000 $	0 $	525 000 $	15 juil. 2018
	25%	525 000 $	0 $	525 000 $	15 oct. 2018
	25%	525 000 $	0 $	525 000 $	15 déc. 2018
Total 2018-2019	**100%**	**2 100 000 $**	**0 $**	**2 100 000 $**	
	33%	525 000 $	0 $	525 000 $	15 avr. 2019
	33%	525 000 $	0 $	525 000 $	15 juil. 2019
	33%	525 000 $	0 $	525 000 $	15 oct. 2019
Total 2019-2020	**100%**	**1 575 000 $**	**0 $**	**1 575 000 $**	
Total 2016-2020		**6 300 000 $**	**0 $**	**6 300 000 $**	

6.3 soumettre à l'ORGANISME ses attentes, lesquelles sont élaborés dans un esprit de collaboration entre la VILLE et l'ORGANISME en tenant compte principalement :

- de la Loi;
- de l'Entente FDT;
- des politiques et plans d'action de la Ville.

6.4 transmettre à l'ORGANISME les instructions relatives aux modalités de présentation des données aux fins d'évaluation de programme en tenant compte des exigences du Ministre;

6.5 procéder, aux dates fixées par la Directrice, en concertation avec l'ORGANISME, à l'évaluation des résultats obtenus eu égard aux attentes;

6.6 compenser l' ORGANISME, le cas échéant, pour les sommes que ce dernier serait appelé à payer à titre de préavis de cessation d'emploi des personnes retenues de la Conférence régionale des élus pour faire partie de l'ORGANISME, incluant une indemnité compensatrice ou de départ, qu'ils pourraient ultérieurement recevoir ainsi que le paiement des vacances cumulées au 20 juin 2015, de même que la compensation pour l'assurance collective et pour le régime de retraite des employés municipaux du Québec; les sommes précédemment mentionnées seront calculées en fonction des conditions de travail existantes au 20 juin 2015.

ARTICLE 7
ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME LIÉS À L'ENTENTE FDT

L'ORGANISME s'engage à :

7.1 exercer le rôle et à exécuter les mandats, décrits plus amplement à l'Annexe II, que la VILLE lui confie dans le cadre de l'Entente FDT, à savoir :

Mandat 1 – Concertation en enfance;

Mandat 2 – Participation citoyenne des jeunes;

Mandat 3 – Concertation en éducation;

Mandat 4 – Mobilisation des organisations partenaires externes au Plan Montréal durable 2016-2020;

Mandat 5 – Sensibilisation et mobilisation en matière de parité et d'équité;

Mandat 6 – Appui aux saines habitudes de vie;

Mandat 7 – Conseil en concertation des grands enjeux de l'agglomération.

7.2 respecter les normes et encadrements précisés à l'Entente FDT, Annexe I, et qui s'inscrivent dans l'esprit de l'article 126.3 de la *Loi sur les compétences municipales,* (RLRQ, c. C-47.1, ci après la « LCM »);

7.3 utiliser les contributions reçues aux seules fins des activités et des mandats prévus à la présente Entente, selon les modalités prévues à l'Annexe II;

7.4 pour les mandats 1, 2, 3, 5, 6 et 7, décrits à l'Annexe II, affecter un maximum de 25 % des sommes réservées aux activités et aux projets à des frais associés à des activités de représentation, d'accueil et de réception;

7.5 pour le mandat 4, affecter un maximum de 100 % de la somme réservée aux événements/activités et un maximum de 25 % de la somme réservée aux projets et activités de communication à la réalisation d'activités de représentation, d'accueil et de réception, comme indiqué à la répartition budgétaire du mandat 4 décrit à l'Annexe II;

7.6 participer à tout comité de suivi auquel l'ORGANISME serait, dans le cadre de la présente Entente, convié par la Directrice;

7.7 transmettre à la Directrice le rapport annuel d'activités en conformité avec les modalités de l'Annexe III, selon le format convenu et en utilisant le logiciel déterminé par la VILLE.

ARTICLE 8
DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

8.1 L'exercice financier de l'ORGANISME débute le 1er janvier et se termine le 31 décembre.

8.2 L’ORGANISME tient les livres et les registres appropriés de toutes les opérations qu’il effectue et de tous les engagements qu’il prend à l’égard des contributions qu’il reçoit. À cet effet, il conserve les pièces justificatives relatives à ces opérations et engagements pendant une période de trois (3) ans.

8.3 L’ORGANISME s’assure que chaque dépense qu’il effectue à même les sommes qui lui sont consenties en vertu de la présente Entente, constitue une dépense admissible selon l’Annexe B de l’Annexe II.

8.4 L’ORGANISME fournit sans frais selon la forme et les modalités exigées, tout rapport, document et renseignement que la VILLE juge utile d’obtenir dans le cadre de l’application de la présente entente.

8.5 L’ORGANISME devra employer les sommes versées conformément aux conditions d’utilisation prévues dans l’Entente FDT, il ne pourra cependant utiliser ces sommes pour des fins de subvention ou toute forme d’aide financière à qui que ce soit.

8.6 L’ORGANISME adopte, maintient en vigueur et transmet sur demande de la Directrice, les politiques suivantes :

8.6.1 une politique relative aux conflits d’intérêts directs, indirects ou l’apparence de conflit, incluant un code d’éthique sur les responsabilités des administrateurs, dirigeants et employés eu égard à la gestion des affaires de l’ORGANISME. Cette politique prévoit notamment qu’aucune aide financière, sous quelque forme que ce soit, ne doit être consentie par celui-ci à un administrateur, un dirigeant ou un employé de l’ORGANISME relativement à l’utilisation des contributions reçues par celui-ci. Ladite politique établit aussi des règles concernant l’action politique partisane de ses employés;

8.6.2 une politique relative aux frais de déplacement et de représentation de ses administrateurs;

8.6.3 une politique ou une directive afin d’établir les niveaux d’approbation et d’autorisation, plus particulièrement à l’égard des dépenses;

8.6.4 une politique, des procédures ou des directives relatives à la rémunération des employés et de la directrice générale ainsi qu’aux frais de déplacement et de représentation de ses employés.

8.7 En vertu de l’article 126.4 al. 4 et 5 de la LCM, les articles 477.4 à 477.6 et 573 à 573.3.4 de la LCV s'appliquent à l'ORGANISME, compte tenu des adaptations nécessaires, et celui-ci est réputé être une municipalité locale pour l'application de l'un ou l'autre des règlements pris en vertu des articles 573.3.0.1 et 573.3.1.1 de la LCV.

Parmi les adaptations que requiert l'application du premier alinéa du présent article, les suivantes sont applicables : dans le cas où l'ORGANISME ne possède pas de site Internet, la mention et l'hyperlien visés au deuxième alinéa de l'article 477.6 de la LCV doivent être publiés dans tout autre site que l'ORGANISME détermine et il donne un avis public de l'adresse de ce site au moins une fois par année; cet avis doit être publié dans un journal diffusé sur le territoire de la municipalité que dessert l'ORGANISME.

8.8 L’ORGANISME garde l’entière autorité sur les responsabilités qui lui sont confiées en vertu de l’Entente. À cet égard, l’ORGANISME peut signer des ententes avec un ou des organismes, sous réserve que ces ententes n’aient pas pour effet de réduire les pouvoirs, le contrôle, l’autorité ou l’autonomie de l’ORGANISME lui-même ou de ses administrateurs dans la gestion de ses affaires.

8.9 L’ORGANISME s’assure que son personnel, ses administrateurs, ses bénévoles et toute autre personne agissant pour son compte respecte les règles qui régissent son statut corporatif ainsi que les politiques internes adoptées par son CA en vertu de l’article 8.6.

8.10 L’ORGANISME s’engage à tenir un minimum de quatre (4) réunions annuelles de son conseil d’administration.

8.11 L'ORGANISME exerce ses activités en conformité avec les lois, règlements et ordonnances en application au Québec.

8.12 Les sommes versées par la VILLE ne peuvent en aucun cas être utilisées pour payer les frais ou honoraires d'une firme ou personne procédant, pour le compte de l'ORGANISME, à des activités de Lobbyisme.

8.13 L'ORGANISME doit aviser la Directrice de toute modification à ses règlements généraux et lui remettre une copie de la version modifiée.

8.14 L'ORGANISME doit produire annuellement dans son rapport d'activités, une déclaration dans laquelle il confirme n'avoir octroyé, au cours de la période visée par cette déclaration, aucune aide financière en dérogation de la *Loi sur l'interdiction de subventions municipales* (RLRQ, c. I-15).

ARTICLE 9
INDEMNISATION ET ASSURANCES

9.1 L'ORGANISME s'engage en tout temps à tenir la VILLE indemne de toute réclamation et de tout dommage de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de ce qui fait l'objet de la présente Entente. L'ORGANISME s'engage à prendre fait et cause pour la VILLE dans toute action intentée contre cette dernière en raison des présentes ou de l'exercice des droits en découlant et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

9.2 L'ORGANISME s'engage à maintenir en vigueur, à ses frais, pendant toute la durée de la présente Entente ou de son renouvellement :

9.2.1 une police d'assurance responsabilité civile accordant par événement, une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000,00 $) pour les blessures corporelles et pour les dommages matériels et dans laquelle la VILLE est désignée comme co-assurée, et

9.2.2 une police d'assurance des administrateurs et dirigeants d'entité sans but lucratif et contre les erreurs et omissions, accordant une protection minimale de un million de dollars (1 000 000,00 $) par réclamation.

9.3 À la signature de l'entente, l'ORGANISME doit fournir à la VILLE une attestation des polices d'assurance émises à ces fins ou, à la demande de la Directrice, une copie certifiée de ces polices et lui fournir à chaque année, la preuve de leur renouvellement.

9.4 Chacune des polices d'assurance ci-avant mentionnées doit comporter un avenant stipulant qu'elle ne peut être modifiée ou annulée par l'ORGANISME sans un avis d'au moins trente (30) jours à la VILLE.

ARTICLE 10
PUBLICITÉ ET RELATIONS PUBLIQUES

10.1 L'ORGANISME utilise, en conformité avec l'article 10.3, les documents, logos, propositions et graphiques mis à sa disposition par la VILLE.

10.2 L'ORGANISME fait état de la contribution de la VILLE dans tous les outils promotionnels, les activités de communication, les publications imprimées ou électroniques et les communiqués relatifs à l'objet de la présente Entente conformément aux articles 27 et 28 de l'Entente FDT, Annexe I.

10.3 L'ORGANISME fait en sorte que la représentation de la VILLE soit assurée selon les politiques de cette dernière, lesquelles lui sont communiquées par la Directrice. À cet égard, l'ORGANISME avise cette dernière de la tenue de tout événement public, au moins quinze (15) jours avant sa date.

10.4 Les parties conviennent de se consulter afin de déterminer le calendrier des annonces publiques et des conférences de presse.

ARTICLE 11
DÉFAUT ET RÉSILIATION

11.1 Il y a défaut :

11.1.1 si l'ORGANISME n'observe pas quelque engagement ou obligation pris aux termes de la présente entente;

11.1.2 si l'ORGANISME fait à la VILLE une fausse déclaration, lui donne des renseignements trompeurs ou erronés ou s'il fait de fausses représentations;

11.1.3 si l'ORGANISME devient insolvable, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, fait toute proposition à ses créanciers, ou fait l'objet de toute procédure de faillite;

11.1.4 si les biens de l'ORGANISME ou une partie importante de ceux-ci font l'objet d'une prise de possession par un créancier, d'une mise sous séquestre ou font l'objet d'une saisie;

11.1.5 si l'ORGANISME perd son statut d'organisme à but non lucratif.

11.2 Dans les cas prévus au paragraphe 11.1.1, la Directrice avise, par écrit, l'ORGANISME du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. La Directrice peut retenir tout versement tant que l'ORGANISME n'ait pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'ORGANISME refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la VILLE pourra, à son entière discrétion, résilier la présente Entente. Dans l'éventualité d'une résiliation, la VILLE peut réclamer le remboursement total ou partiel des sommes alors versées, sauf quant aux sommes nécessaires pour honorer ses engagements irrévocables effectués avant la date de la réception de l'avis de résiliation, sans préjudice quant à ses autres droits et recours pour les dommages occasionnés par ce défaut. L'ORGANISME doit effectuer le remboursement demandé dans les cinq (5) jours de l'avis qui lui est adressé.

11.3 Dans les cas prévus aux paragraphes 11.1.2, 11.1.3, 11.1.4 et 11.1.5, la présente Entente est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

11.4 La VILLE peut, par avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours adressé par courrier recommandé à l'ORGANISME, mettre fin à la présente convention.

Dans un tel cas, l'ORGANISME doit remettre à la VILLE la portion non utilisée de la somme versée par cette dernière dans les cinq (5) jours d'une demande écrite de la Directrice à cet effet.

11.5 L'ORGANISME renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature à l'encontre de la VILLE en cas de résiliation en vertu du présent article.

ARTICLE 12
VÉRIFICATION

12.1 L'ORGANISME autorise le directeur du Service des finances de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'ORGANISME accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la VILLE, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Entente;

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 L'ORGANISME convient, s'il cesse d'exercer son mandat pendant la durée d'application de la présente Entente ou si la VILLE reprend à sa charge l'exercice des pouvoirs confiés à l'OBNL, de transférer après paiement des dettes et extinction du passif, ses biens et son actif attribuable aux sommes versées à l'ORGANISME pour l'exécution du présent mandat à la VILLE ou à un organisme autorisé par la VILLE à recevoir ce transfert d'actifs.

13.2 Advenant la résiliation ou le non-renouvellement de l'Entente, toute portion non engagée des contributions reçues de la VILLE par l'ORGANISME et dont il n'a pas besoin pour honorer ses engagements irrévocables pris avant la date de réception de l'avis de résiliation ou de non-renouvellement, doit être remboursée à la VILLE.

13.3 L'ORGANISME s'engage à collaborer à toute cueillette de données que ferait le Ministre pour évaluer la performance du FDT.

13.4 Les parties aux présentes déclarent qu'aucune des dispositions de la présente Entente ne peut être interprétée comme établissant une entreprise ou une coentreprise avec la VILLE. Rien dans la présente Entente n'est réputé autoriser l'ORGANISME à sous-traiter ou à contracter une obligation pour le compte de la VILLE.

13.5 L'ORGANISME accorde à la Directrice, pendant toute la durée de la présente entente, un statut d'observateur à son assemblée générale et à toutes les assemblées de son Conseil d'administration et l'ORGANISME doit aviser la Directrice de toute assemblée au moins cinq (5) jours à l'avance.

13.6 La présente Entente constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les parties.

13.7 Une disposition de la présente Entente jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.8 Le silence de l'une ou l'autre des parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.9 L'ORGANISME n'est pas le mandataire de la VILLE et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.10 Aucune modification aux termes de la présente Entente n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) parties.

13.11 La présente Entente est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.12 La présente Entente lie les parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.13 Les droits et obligations de l'une ou l'autre des parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre partie.

13.14 L'ORGANISME ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la VILLE en vertu de la présente Entente.

13.15 Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Entente est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

13.16 L'ORGANISME fait élection de domicile au :

1550, rue Metcalfe, bureau 810
Montréal, Québec H3A 1X6

et tout avis doit être adressé à l'attention de la Directrice générale.

Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la VILLE sa nouvelle adresse, l'ORGANISME fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

13.17 La VILLE fait élection de domicile au :

700, rue De La Gauchetière Ouest, 28e étage
Montréal, Québec H3B 5M2

et tout avis doit être adressé à l'attention de la Directrice.

13.18 La présente Entente peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le ..... e jour de 2017

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le ..... e jour de 2017

CONCERTATION RÉGIONALE DE MONTRÉAL

Par : _____
Marie-Eve Brunet, présidente

Cette entente a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le …… e jour de ……..…… 2017 (CG17…….).

ANNEXE I

ENTENTE RELATIVE AU FONDS DE DÉVELOPPEMENT DES TERRITOIRES

ENTRE

Le **MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'OCCUPATION DU TERRITOIRE**, représenté par monsieur Sylvain Boucher, sous-ministre, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après appelé le « **MINISTRE** »,

ET

La **VILLE DE MONTRÉAL**, exerçant une compétence d'agglomération, personne morale de droit public légalement constituée, ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec) H2Y 1C6, représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil,

ci-après appelée l'« **ORGANISME** »,

ci-après conjointement désignés les « **PARTIES** »

SECTION 1 OBJET DE L'ENTENTE ET CHAMP D'APPLICATION

1. Cette entente, conclue suivant les termes du premier alinéa de l'article 126.3 de la Loi sur les compétences municipales (RLRQ, chapitre C-47.1), ci-après « la LCM », concerne le rôle et les responsabilités de l'**ORGANISME** lorsque, dans l'exercice du pouvoir que lui confère l'article 126.2 de la LCM de prendre toute mesure afin de favoriser le développement local et régional sur son territoire, il emploie des sommes :

   a) reçues de la partie du Fonds de développement des territoires, institué par l'article 21.18 de la Loi sur le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (RLRQ, chapitre M-22.1), ci-après « le Fonds », dont le **MINISTRE** lui délègue la gestion en vertu de l'article 21.23.1 de cette loi;

   b) rendues disponibles, le cas échéant, à la suite de la liquidation de la conférence régionale des élus auparavant active sur son territoire, en application de l'article 283 du chapitre 8 des Lois de 2015. Ces sommes sont alors réputées reçues au titre du Fonds et s'ajoutent à la part de celui-ci dont le **MINISTRE** délègue la gestion à l'**ORGANISME**;

   c) rendues disponibles, le cas échéant, à la suite d'un partage d'actifs entre un centre local de développement et l'**ORGANISME**, à la fin d'une entente de délégation le liant à ce centre, en application de l'article 288 du chapitre 8 des Lois de 2015 et attribuables à une contribution du gouvernement du Québec. Ces sommes sont alors réputées reçues au titre du Fonds et s'ajoutent à la part de celui-ci dont le **MINISTRE** délègue la gestion à l'**ORGANISME**;

   d) tirées de ses revenus généraux conformément aux objets et aux conditions d'utilisation du Fonds tel qu'ils sont prévus à l'entente. Ces sommes ne sont toutefois pas réputées reçues au titre du Fonds dont le **MINISTRE** délègue la gestion à l'**ORGANISME**.

SECTION 2 ENGAGEMENTS DES PARTIES

Sous-section 2.1 Engagements du MINISTRE

<u>Engagements financiers</u>

2. a) Pour la période du 5 mai 2015 au 31 mars 2016, le **MINISTRE** délègue à l'**ORGANISME** la gestion d'une somme de 6 464 808 $ tirée du Fonds, selon les modalités suivantes :

   i. les premiers 50 % de cette somme sont remis à l'**ORGANISME** dans les 30 jours de la signature de l'entente;

   ii. un second versement correspondant à 30 % de la somme est effectué lorsque l'**ORGANISME** :

      A. a complété, lorsque ces obligations s'appliquent à lui, les redditions de comptes 2014-2015 respectives du *Cadre de financement des activités des centres locaux de développement*, du *Programme d'aide aux municipalités régionales de comté* et du *Pacte rural 2014-2019*, à la satisfaction du **MINISTRE**;

      B. a adopté ses priorités annuelles d'intervention suivant la clause 9;

   iii. un troisième versement correspondant à 20 % de la somme est effectué lorsque l'**ORGANISME** a adopté la politique de soutien aux entreprises et la politique de soutien aux projets structurants pour améliorer les milieux de vie, tel qu'elles sont respectivement prévues aux clauses 10 et 12.

b) Pour l'année financière débutant le 1er avril 2016 et se terminant le 31 mars 2017, le **MINISTRE** délègue à l'**ORGANISME** la gestion d'une somme de 8 550 489 $ tirée du Fonds, selon les modalités suivantes :

i. le premier versement correspondant à 25 % de la somme est remis à l'**ORGANISME** au plus tard le 30 avril;

ii. un second versement correspondant à 55 % de la somme est effectué lorsque l'**ORGANISME** :

A. adopte, dépose sur son site Web et transmet au **MINISTRE** ses priorités annuelles d'intervention suivant la clause 9;

B. a une politique de soutien aux entreprises et une politique de soutien aux projets structurants pour améliorer les milieux de vie en vigueur, tel qu'elles sont respectivement prévues aux clauses 10 et 12;

iii. un troisième versement correspondant à 20 % de la somme est effectué lorsque l'**ORGANISME** :

A. adopte, dépose sur son site Web et transmet au **MINISTRE** son rapport d'activités suivant les clauses 21 et 22;

B. saisit les données nécessaires aux fins d'évaluation de programme conformément à la clause 23;

c) Il est entendu que le cycle de versements prévu pour l'année financière débutant le 1er avril 2016 et se terminant le 31 mars 2017 ne peut s'amorcer que lorsque l'**ORGANISME** a rempli les obligations associées aux versements de l'année financière précédente et que ces versements ont été effectués.

Autres engagements

3. Le **MINISTRE** soutient l'**ORGANISME** dans la mise en œuvre de l'entente en :

a) jouant un rôle-conseil, à la demande de l'**ORGANISME**;

b) fournissant des données, des connaissances, des guides ou d'autres outils d'accompagnement;

c) facilitant les échanges entre l'**ORGANISME** et les membres de la conférence administrative régionale, notamment pour l'établissement d'ententes sectorielles de développement local et régional.

Sous-section 2.2 Engagements de l'ORGANISME

Rôle et responsabilités de l'**ORGANISME**

4. L'**ORGANISME** affecte la partie du Fonds que lui délègue le **MINISTRE** ainsi que les sommes réputées reçues à ce titre, au financement de toute mesure de développement local et régional que prend l'**ORGANISME** dans le cadre de la présente entente. Ces mesures peuvent porter notamment sur les objets suivants :

a) la réalisation de ses mandats au regard de la planification de l'aménagement et du développement de son territoire;

b) le soutien aux municipalités locales en expertise professionnelle ou pour établir des partages de services (domaines social, culturel, touristique, environnemental, technologique ou autre);

c) la promotion de l'entrepreneuriat, le soutien à l'entrepreneuriat et à l'entreprise;

d) la mobilisation des communautés et le soutien à la réalisation de projets structurants pour améliorer les milieux de vie, notamment dans les domaines social, culturel, économique et environnemental;

e) l'établissement, le financement et la mise en œuvre d'ententes sectorielles de développement local et régional avec des ministères ou organismes du gouvernement;

f) le soutien au développement rural, dans le territoire rural qu'il aura défini à cette fin.

Gestion du Fonds

5. L'**ORGANISME** assume la gestion de la partie du Fonds que lui délègue le **MINISTRE** et des sommes réputées reçues à ce titre en conformité avec les dispositions de la Loi sur le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (RLRQ, chapitre M-22.1) et celles de la présente entente.

6. L'**ORGANISME** peut, le cas échéant et conformément à la loi, charger son comité exécutif, un membre de ce comité ou son directeur général de la gestion de la partie du Fonds que lui délègue le **MINISTRE**.

7. L'**ORGANISME** peut confier à un comité qu'il constitue à cette fin et suivant les conditions et les modalités qu'il détermine, la sélection des bénéficiaires de toute mesure d'aide financière qu'il élabore dans le cadre de l'entente.

8. Au 31 mars 2016, l'**ORGANISME** reporte à l'année financière suivante le solde, s'il en est, incluant les intérêts, des sommes reçues, ou réputées reçues, au titre de la part du Fonds dont le **MINISTRE** lui délègue la gestion.

   Au terme de l'entente, soit le 31 mars 2017, l'**ORGANISME** dispose de 12 mois pour dépenser les sommes qui étaient engagées à cette date. L'**ORGANISME** rembourse ensuite, sans délai, au **MINISTRE**, les sommes reçues ou réputées reçues au titre du Fonds qu'il n'avait pas engagées au terme de l'entente et celles qu'il n'a pas dépensées dans les 12 mois suivants. Le remboursement inclut tous intérêts accumulés sur ces sommes pour la durée de l'entente.

Priorités annuelles d'intervention

9. L'**ORGANISME** établit et adopte annuellement ses priorités d'intervention en fonction des objets prévus à la clause 4. Il dépose celles-ci sur son site Web et les transmet au **MINISTRE**, à titre informatif.

Politique de soutien aux entreprises

10. L'**ORGANISME** adopte et maintient à jour une politique de soutien aux entreprises, incluant les entreprises d'économie sociale, qui :

    a) respecte les conditions d'utilisation du Fonds tel qu'elles sont détaillées aux clauses 15 et 16;

    b) précise son offre de services, ses programmes, ses critères d'analyse, ses seuils d'aide financière et ses règles de gouvernance;

    c) établit, s'il y a lieu, les règles s'appliquant au financement, dans les communautés mal desservies, de services de proximité des secteurs du commerce de détail ou de la restauration, ces derniers étant définis comme des services devant être utilisés quotidiennement par une part importante de la population environnante. Ces règles doivent notamment viser à éviter toute situation de concurrence déloyale.

11. L'**ORGANISME** dépose sa politique de soutien aux entreprises sur son site Web et la transmet au **MINISTRE**, à titre informatif.

Politique de soutien aux projets structurants pour améliorer les milieux de vie

12. L'**ORGANISME** adopte et maintient à jour une politique de soutien aux projets structurants pour améliorer les milieux de vie qui répond aux conditions prévues aux paragraphes a) à c) de la clause 10.

13. L'**ORGANISME** dépose sa politique de soutien aux projets structurants sur son site Web et la transmet au **MINISTRE**, à titre informatif.

Répartition du Fonds

14. Pour la période du 5 mai 2015 au 31 mars 2016, à l'exception de toutes sommes reçues, le cas échéant, en application de la clause 17, mais incluant les sommes reçues le cas échéant, en application de la clause 18, l'**ORGANISME** répartit la part du Fonds dont le **MINISTRE** lui délègue la gestion, entre les territoires prévus au premier alinéa de l'article 118.82.3 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001), dans les proportions et en fonction des critères socioéconomiques suivants :

a) un premier quart de cette part est réparti en fonction de la dynamique économique du territoire, laquelle se mesure au nombre d'établissements qui y sont présents. Ce nombre est établi à partir de la version disponible la plus récente du fichier du « Registre des emplacements » de Statistique Canada;

b) un second quart de cette part est réparti en fonction de l'activité économique du territoire, laquelle se mesure au nombre d'emplois qui y sont présents. Ce nombre est établi à partir de la compilation spéciale au lieu de travail de l'« Enquête nationale auprès des ménages 2011 » de Statistique Canada, ou à partir de la compilation spéciale au lieu de travail intégrée à la version la plus récente de cette enquête;

c) un troisième quart de cette part est réparti en fonction de l'importance du marché du travail dans la population habitant le territoire, laquelle se mesure au nombre total de personnes formant la population active. Ce nombre est établi à partir de l'« Enquête nationale auprès des ménages 2011 » de Statistique Canada, ou à partir de la version la plus récente de cette enquête;

d) un dernier quart de cette part est réparti en fonction de la vitalité du marché du travail dans la population habitant le territoire, laquelle se mesure au nombre de chômeurs. Ce nombre est établi à partir de l'« Enquête nationale auprès des ménages 2011 » de Statistique Canada, ou à partir de la version la plus récente de cette enquête.

Pour l'année financière débutant le 1er avril 2016 et se terminant le 31 mars 2017, la fraction de la part du Fonds dont le **MINISTRE** délègue la gestion à l'**ORGANISME** que ce dernier répartit suivant le premier alinéa s'établit à 76 %.

Conditions d'utilisation du Fonds

15. En lien avec ses priorités d'intervention pour l'année, l'**ORGANISME** utilise la partie du Fonds dont la gestion lui est déléguée par le **MINISTRE** conformément aux conditions suivantes :

a) les bénéficiaires admissibles à une aide technique ou à une subvention sont des :

i. organismes municipaux;

ii. conseils de bande des communautés autochtones;

iii. coopératives;

iv. organismes à but non lucratif;

v. entreprises, privées ou d'économie sociale, à l'exception des entreprises privées du secteur financier;

vi. personnes souhaitant démarrer une entreprise;

b) l'aide octroyée à une entreprise privée ne peut dépasser 50% du coût total du projet soutenu;

c) les dépenses admissibles sont :

i. toute dépense liée aux objets du Fonds, prévus à la clause 4, et encourue par l'**ORGANISME**, notamment pour l'administration de l'entente, tel que mentionné à l'annexe B, pour l'offre de services ou la réalisation de mandats ou de projets en régie interne, pour la mise en œuvre d'ententes sectorielles

de développement local et régional ou pour la concertation avec tout autre organisme bénéficiant directement du Fonds en vue de réaliser des projets ou actions en commun ou d'harmoniser les actions et projets respectifs;

ii. toute dépense liée à une mesure prise par l'**ORGANISME** en faveur d'un bénéficiaire admissible en conformité aux lois en vigueur, aux objets du Fonds et aux politiques de soutien aux entreprises et de soutien aux projets structurants pour améliorer les milieux de vie de l'**ORGANISME**;

iii. toute dépense liée à un projet de nature supraterritoriale, lequel est lié aux objets de l'entente et réalisé avec d'autres organismes bénéficiant directement du Fonds;

d) les dépenses non admissibles sont :

i. toute dépense liée à des projets déjà réalisés;

ii. toute dépense liée à des projets de soutien aux entreprises ou de soutien aux projets structurants qui ne serait pas conforme aux politiques de l'**ORGANISME**;

iii. toute dépense visant le déplacement d'une entreprise ou d'une partie de sa production à l'extérieur de la municipalité locale où elle est établie, à moins que cette municipalité n'y consente;

iv. toute dépense effectuée pour soutenir un projet dans le domaine du commerce de détail ou de la restauration, sauf pour offrir un service de proximité tel que défini au paragraphe c) de la clause 10;

v. toute forme de prêt;

vi. toute dépense d'administration qui n'est pas liée à l'administration de l'entente, tel que mentionné à l'annexe B.

Autre condition

16. Dans le respect des termes de l'entente, l'**ORGANISME** peut employer les sommes tirées de la part du Fonds dont le **MINISTRE** lui délègue la gestion comme financement de contrepartie d'un projet bénéficiant d'une subvention tirée d'un programme gouvernemental. L'emploi de ces sommes est toutefois limité par la règle de cumul d'aides gouvernementales prévue, le cas échéant, dans ce programme. Si aucune règle de cumul n'est prévue, l'**ORGANISME** peut employer la part du Fonds dont le **MINISTRE** lui délègue la gestion pour assumer la totalité des dépenses non subventionnées par le programme gouvernemental.

Sommes reçues à la suite de la liquidation de la CRÉ

17. Le cas échéant, toute somme reçue par l'**ORGANISME** en application de l'article 283 du chapitre 8 des Lois de 2015 est réputée être reçue au titre du Fonds, s'ajoute à la part de celui-ci dont la gestion est déléguée à l'**ORGANISME**, lequel l'emploie et en rend compte suivant les termes de l'entente.

Sommes reçues à la fin d'une entente de délégation entre l'**ORGANISME** et un CLD

18. Le cas échéant, toute somme reçue par l'**ORGANISME** en application de l'article 288 du chapitre 8 des Lois de 2015 et attribuable à une contribution du gouvernement du Québec est réputée être reçue au titre du Fonds, s'ajoute à la part de celui-ci dont la gestion est déléguée à l'**ORGANISME**, lequel l'emploie et en rend compte suivant les termes de l'entente.

Reddition de comptes

19. L'**ORGANISME** tient des comptes et des registres appropriés, précis et exacts à l'égard des sommes qui lui sont consenties dans le cadre de l'entente.

20. L'**ORGANISME** s'assure que chaque dépense qu'il effectue à même les sommes qui lui sont consenties par l'entente, constitue une dépense admissible suivant la

clause 15. Il conserve la preuve de cette justification et la rend disponible au **MINISTRE** à sa demande.

21. Au plus tard le 30 juin 2016, l'**ORGANISME** produit et adopte un rapport d'activités conforme aux exigences de l'annexe A et couvrant la période du 1er janvier 2015 au 31 mars 2016.

    Pour l'année financière suivante, l'**ORGANISME** produit et adopte, au plus tard le 30 juin 2017, un tel rapport, couvrant cette fois la période du 1er avril 2016 au 31 mars 2017. Au plus tard le 30 juin 2018, l'**ORGANISME** produit et adopte une mise à jour du dernier rapport pour rendre compte des sommes dépensées dans les 12 mois suivant la fin de l'entente.

22. L'**ORGANISME** dépose sans délai le rapport d'activités prévu à la clause 21, ainsi que sa mise à jour, sur son site Web et le transmet au **MINISTRE**, à titre informatif.

23. Au plus tard le 30 juin 2016, l'**ORGANISME** saisit les données nécessaires aux fins d'évaluation de programme dans le formulaire électronique que le **MINISTRE** met à sa disposition et couvrant la période du 1er janvier 2015 au 31 mars 2016.

    Pour l'année financière suivante, l'**ORGANISME** saisit, au plus tard le 30 juin 2017, les données couvrant cette fois la période du 1er avril 2016 au 31 mars 2017. L'**ORGANISME** dispose ensuite de 15 mois suivant la fin de l'entente pour mettre à jour, le cas échant, la dernière saisie de données.

24. L'**ORGANISME** collabore, le cas échéant, à toute autre cueillette de données que fait le **MINISTRE** pour évaluer la performance du Fonds.

25. L'**ORGANISME** rend accessibles au représentant du **MINISTRE** ou au Vérificateur général du Québec, aux fins de suivi ou de vérification, tous ses livres comptables et registres se rapportant à l'entente.

26. L'**ORGANISME** conserve les pièces justificatives originales et les registres afférents aux sommes consenties dans le cadre de l'entente pour une période de trois (3) ans suivant la fin de celle-ci.

Communications

27. L'**ORGANISME** informe le **MINISTRE**, par écrit, de toute activité de presse ou de relations publiques visant à faire connaître les projets soutenus dans le cadre de l'entente, au moins 10 jours avant la date d'une telle activité.

28. L'**ORGANISME** souligne la contribution du gouvernement du Québec, selon les spécifications techniques fournies par le **MINISTRE**, sur tous les communiqués ou documents d'information et lors de toute activité publique liés à l'entente.

Autres engagements

29. L'**ORGANISME** qui octroie une subvention conclut avec le bénéficiaire de celle-ci, une convention établissant les obligations de chacune des parties, y compris celle, pour le bénéficiaire, de collaborer à toute cueillette de données que ferait le **MINISTRE** pour évaluer la performance du Fonds.

30. L'**ORGANISME** assume seul toute responsabilité légale à l'égard des tiers et assume seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'application de l'entente.

31. L'**ORGANISME** tient indemne et prend fait et cause pour le **MINISTRE**, le gouvernement du Québec et ses représentants advenant toute réclamation pouvant découler de l'entente.

32. L'**ORGANISME** rembourse au **MINISTRE**, dans les trois (3) mois d'une demande en ce sens, tout montant reçu en vertu de l'entente qui serait supérieur aux montants auxquels il a droit.

33. L'**ORGANISME** respecte les règles d'adjudication des contrats qui lui sont applicables et s'assure du respect par ses membres des codes d'éthique et de

déontologie dont l'adoption est prévue à la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale (RLRQ, chapitre E-15.1.0.1).

SECTION 3 DÉROGATION À LA LOI SUR L'INTERDICTION DE SUBVENTIONS MUNICIPALES

34. Lorsqu'il prend une mesure de développement local et régional en conformité avec les objets et les conditions d'utilisation du Fonds, l'**ORGANISME** peut déroger à la Loi sur l'interdiction de subventions municipales (RLRQ, chapitre I-15). L'aide financière ainsi octroyée à un même bénéficiaire ne peut toutefois pas excéder 150 000 $ à tout moment à l'intérieur d'une période de 12 mois consécutifs.

35. Pour le calcul de la limite prévue à la clause 34, on ne tient pas compte de l'octroi d'un prêt consenti à même les sommes obtenues d'un fonds local de solidarité, et ce, jusqu'à concurrence de 100 000 $ pour la même période de référence de 12 mois, tel que prévu au quatrième alinéa de l'article 284 du chapitre 8 des Lois de 2015.

SECTION 4 DÉLÉGATION

36. L'**ORGANISME** qui souhaite confier l'exercice de sa compétence en matière de développement local et régional à un organisme à but non lucratif doit obtenir l'autorisation du **MINISTRE**, conformément à l'article 126.4 de la LCM. Lorsqu'il formule sa demande, l'**ORGANISME** transmet au **MINISTRE** :

a) la copie de la résolution de son conseil demandant l'autorisation de conclure l'entente de délégation;

b) un exemplaire de l'entente de délégation non signée.

37. L'autorisation de délégation obtenue du **MINISTRE** ne libère pas l'**ORGANISME** des obligations que lui impose la Loi, pas plus qu'elle ne le libère de celles auxquelles il souscrit dans la présente entente, notamment celles relatives à l'encadrement de la gestion du Fonds.

SECTION 5 MESURES TRANSITOIRES

38. Les dépenses admissibles au *Cadre de financement des activités des centres locaux de développement* que l'**ORGANISME** a réalisées du 1er janvier au 4 mai 2015, peuvent être remboursées à même la part du Fonds dont le **MINISTRE** lui délègue la gestion.

SECTION 6 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Sous-section 6.1 Disponibilité des crédits

39. Tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe, sur un crédit, un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement dans l'année financière au cours duquel il est pris, conformément aux dispositions de l'article 21 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

Sous-section 6.2 Défauts, recours et résiliation

40. L'**ORGANISME** est en défaut lorsqu'il ne respecte pas les lois et règlements qui lui sont applicables, lorsqu'il ne respecte pas l'un ou l'autre des engagements auxquels il souscrit en vertu de la présente entente, lorsqu'il fait une fausse déclaration, lorsqu'il commet une fraude ou lorsqu'il falsifie un document.

41. En cas de défaut de l'**ORGANISME**, ou si de l'avis du **MINISTRE** il y aura vraisemblablement un défaut, le **MINISTRE** en avise l'**ORGANISME** et peut se prévaloir, séparément ou cumulativement, des recours suivants :

a) exiger que l'**ORGANISME** remédie au défaut dans le délai qu'il fixe;

b) réviser le niveau des sommes prévues à l'entente;

c) suspendre le versement des sommes prévues à l'entente;

d) cesser le versement des sommes prévues à l'entente;

e) exiger, sans délai, le remboursement, total ou partiel, des sommes prévues à l'entente ayant fait l'objet de versements;

f) résilier l'entente.

42. L'entente peut être résiliée :

a) en tout temps pour un cas de défaut prévu à la clause 40;

b) pour des motifs d'intérêt public.

Sous-section 6.3 Modification

43. Toute modification à l'entente est convenue entre les **PARTIES** et est constatée par un écrit.

Sous-section 6.4 Mandataire

44. L'**ORGANISME** ne peut interpréter cette entente de façon à se croire habilité à agir à titre de mandataire du gouvernement du Québec.

Sous-section 6.5 Incessibilité

45. Les droits et obligations prévus à la présente entente ne peuvent être cédés, vendus ou autrement transportés, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite et préalable du **MINISTRE**.

Sous-section 6.6 Entrée en vigueur et durée

46. La présente entente entre en vigueur au moment de sa signature par les **PARTIES** et se termine le 31 mars 2017.

Elle produit toutefois ses effets rétroactivement à partir du 5 mai 2015.

47. Les obligations prévues aux clauses 19 à 26 ainsi que 29 à 33 subsistent pour une période de trois (3) ans suivant la fin de l'entente.

Les obligations prévues aux clauses 40 à 42 peuvent être appliquées pour une période de trois (3) ans suivant la fin de l'entente.

SECTION 7 REPRÉSENTANTS DES PARTIES

48. Le **MINISTRE**, aux fins de l'application de la présente entente, désigne la sous-ministre adjointe à la région métropolitaine du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire pour le représenter. Si un remplacement devient nécessaire, le **MINISTRE** en avise l'**ORGANISME** dans les meilleurs délais.

Madame Manon Lecours
Sous-ministre adjointe
Secrétariat à la Région métropolitaine
Tour-de-la-Bourse
2ième étage
800, rue du Square-Victoria, Bureau 2.00
C.P. 83
Montréal (Québec) H4Z 1B7 Canada

Téléphone : 514 873-8395
manon.lecours@mamot.gouv.qc.ca

49. De même, l'**ORGANISME** désigne son directeur général, pour le représenter. Si un remplacement devient nécessaire, l'**ORGANISME** en avise le **MINISTRE** dans les meilleurs délais.

Ville de Montréal
275 rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H2Y 1C6.

SECTION 9 SIGNATURES

EN FOI DE QUOI, les **PARTIES** reconnaissent avoir lu la présente entente et ses annexes, en acceptent chacun des termes et y apposent leur signature.

LE MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'OCCUPATION DU TERRITOIRE

_____ _____
Représenté par monsieur Sylvain Boucher Date et lieu
Sous-ministre

L'ORGANISME

_____ _____
Agissant par Me Yves Saindon Date et lieu
Greffier

ANNEXE A

Rapport annuel d'activités (clause 21)

Le rapport annuel d'activités produit par l'**ORGANISME** au bénéfice de la population de son territoire comprend trois sections, présentées ci-dessous. Il permet de faire état de l'utilisation des sommes en provenance du Fonds et des résultats atteints. L'**ORGANISME** détermine la façon de présenter l'information et peut y ajouter toute information qu'il juge pertinente.

Bilan :

- ✓ bilan des activités, par priorité d'intervention;

- ✓ le cas échéant, bilan de tout autre ensemble d'activités ayant requis plus de 5 % de l'aide financière reçue pour l'année et ayant bénéficié à une même clientèle, un même secteur d'activités ou un même secteur géographique;

- ✓ bilan financier :

    - montant équivalent à la part du Fonds dont le **MINISTRE** a délégué la gestion à l'**ORGANISME**;

    - le solde reporté de l'année précédente, le cas échéant, incluant les intérêts.

    - ajout de toute somme reçue en cours d'année du comité de transition ou à la suite du partage de l'actif d'un centre local de développement, le cas échéant;

    - montants versés, montants engagés et soldes à verser, le cas échéant;

    - répartition de l'utilisation du Fonds et des montants utilisés par l'organisme ou versés à un bénéficiaire pour la réalisation de projets, en fonction :
        - ❖ des objets du Fonds mentionnés à la clause 4 de l'entente;
        - ❖ des priorités d'intervention;

    - montants consacrés aux dépenses d'administration admissibles telles que définies à l'annexe B;

    - montants consacrés à la concertation avec tout autre organisme bénéficiant directement du Fonds en vue de réaliser des projets ou actions en commun ou d'harmoniser les actions et projets respectifs.

Listes des contrats de service, des aides et des ententes sectorielles de développement local et régional :

- ✓ liste des contrats de service, liste des aides à des entreprises privées, liste des aides à des entreprises d'économie sociale et liste des aides aux autres types de bénéficiaires, comprenant pour chaque contrat ou aide :

    - l'identification du bénéficiaire, le type d'aide, le début et la fin de l'engagement, le montant du Fonds versé par l'organisme et la valeur totale du contrat ou du projet pendant l'année, le montant à verser par l'organisme et la valeur totale prévus du contrat ou du projet pour chaque année à venir, le cas échéant, les contributions du ou des partenaires;

ANNEXE A
(suite)

- ✓ liste des ententes sectorielles de développement local et régional avec des ministères ou organismes du gouvernement, comprenant pour chaque entente :

    - l'identification du principal ministère ou organisme partenaire, l'objet, le début et la fin de l'entente, le montant du Fonds utilisé ou versé par l'organisme et la valeur totale du projet pendant l'année, le montant et la valeur prévus pour chaque année à venir, le cas échéant et les contributions du ou des partenaires.

Délégation à un OBNL (clause 36) :

- ✓ le cas échéant, identité de l'organisme délégataire, mandat et budget confiés, ainsi que raisons de la délégation.

Données nécessaires aux fins d'évaluation de programme (clause 23)

Les données nécessaires aux fins d'évaluation de programme sont le bilan financier et les listes des contrats de service, des aides et des ententes sectorielles de développement local et régional mentionnés ci-haut. À ces données, s'ajoutent :

- ✓ le nombre de priorités d'intervention, et le secteur ou la clientèle que vise chaque priorité;
- ✓ un estimé du nombre total d'emplois créés ou maintenus par les projets d'entreprises;
- ✓ un estimé du nombre d'emplois créés ou maintenus par les projets structurants pour améliorer les milieux de vie;
- ✓ un estimé du nombre de personnes/année ayant donné des services-conseils aux entrepreneurs désirant lancer une entreprise ainsi qu'aux entreprises existantes, et nombre d'entrepreneurs et d'entreprises ayant bénéficié de ces conseils;
- ✓ un estimé du nombre de personnes/année ayant donné du soutien aux communautés et groupes communautaires et nombre de communautés ou de groupes ainsi aidés.

ANNEXE B

Les dépenses suivantes constituent les dépenses d'administration admissibles lorsqu'elles sont liées à l'administration de l'entente :

- ✓ salaires et charges sociales, au prorata du temps consacrés si les employés assument d'autres tâches;
- ✓ frais de déplacement et de repas que nécessite un déplacement;
- ✓ honoraires professionnels;
- ✓ frais de poste ou de messagerie;
- ✓ frais liés aux activités de communications pour les consultations ou pour faire connaître les décisions prises par les autorités compétentes;
- ✓ location de salles;
- ✓ fournitures de bureau;
- ✓ télécommunications et site Web;
- ✓ frais de formation;
- ✓ assurances générales;
- ✓ cotisations, abonnements et promotion;
- ✓ frais bancaires et intérêts;
- ✓ loyer et entretien des locaux;
- ✓ amortissement des actifs immobiliers;
- ✓ frais de représentation.

Par « administration de l'entente », on entend :

- ✓ la réalisation des priorités d'intervention (article 9) et des politiques (articles 10 et 12), incluant le cas échéant les activités de consultation que l'**ORGANISME** juge requis de tenir sur son territoire;
- ✓ l'analyse des projets reçus, la prise de décision par les autorités compétentes et les activités de communication pour faire connaître ces décisions;
- ✓ la reddition de comptes (rapport d'activités et saisies des données nécessaires aux fins d'évaluation de programme).

ANNEXE II

OBJECTIFS ET MODALITÉS DES MANDATS ACCORDÉS À L'ORGANISME

Les mandats délégués à l'**ORGANISM**E et leurs exigences sont décrits à la présente annexe. Le cas échéant, ces mandats peuvent aussi faire l'objet d'exigences additionnelles convenues entre la VILLE et l'ORGANISME.

Mandat 1 – Concertation en enfance

Description sommaire du pouvoir délégué	**Concertation –Enfance et adolescence**
Description des attentes de la Ville envers Concertation Montréal	Par sa Politique de l'enfant, la Ville vise à soutenir les actions qui guident les enfants dans leur parcours éducatif vers l'autonomie et offrir un continuum de services qui répond à leurs besoins En collaborant avec Concertation Montréal, la Ville s'emploie ainsi à favoriser la mobilisation des acteurs tout en prônant la mise en commun de l'expertise et des ressources des intervenants, et ce avec l'aide des partenaires
1. Description détaillée de l'objet du mandat (la compétence déléguée)	
Le type de mandat proposé (art. 4 de FDT)	Le mandat s'inscrit dans le volet *Mobilisation des communautés et soutien à la réalisation des projets structurants pour améliorer les milieux de vie*
Le partage des responsabilités	
- Responsabilités de la Ville	▪ Effectuer les démarches et les liens avec les différentes instances municipales, politiques, corporatives et en arrondissement ▪ Participer aux comités de travail issus des démarches concertées
- Responsabilités de Concertation Montréal	▪ Appuyer et dynamiser la concertation régionale en petite enfance ▪ Assurer la coordination et l'animation des démarches concertées multisectorielles sur les transitions scolaires et sur les activités en saison estivale
Délimitation du mandat proposé	
Réalisations attendues	▪ Participer à la concertation régionale en matière de petite enfance ▪ Analyser les actions présentement en cours ou en développement sur l'île de Montréal sur les transitions scolaires et les activités en saison estivale et proposer des actions cohérentes et complémentaires au bénéfice de chaque réseau ▪ Assurer la promotion et la diffusion de l'information pertinente en matière de petite enfance à Montréal
Communautés et territoire visés	▪ Réseaux et organisations régionales engagées auprès des tout-petits (0-5 ans) ▪ Réseaux et organisations engagées auprès des jeunes de 0 à 17 ans ▪ Ville de Montréal
Domaine visé	Social
Typologie	Concertation
Politique ou plan d'action municipal appuyé	Politique de l'enfant et son plan d'action
	La Politique de l'enfant a pour objectif de développer le plein potentiel des jeunes (0-17 ans) montréalais. Plus précisément, elle vise à : ▪ Contribuer à la création d'environnements favorables au développement global de tous les enfants;

	▪ Offrir un continuum de services qui répond aux différents besoins des enfants, notamment en favorisant la découverte, l'apprentissage et l'épanouissement; ▪ Soutenir des actions qui guident les enfants dans leur parcours éducatif vers l'autonomie.
2. Modalités d'exercice des pouvoirs délégués	
Financement de la compétence déléguée	
Budget annuel total	130 000 $

Répartition budgétaire		
Nombre minimal de personne-année requise	**Somme maximale réservée à l'administration de Concertation Montréal**	**Somme minimale réservée aux activités et aux projets**
1	19 500 $	10 500 $

Influence de la Ville sur les travaux et actions	
Moyen utilisé	Comité de suivi
Paramètres de reddition de compte	▪ Rapport mi-année ▪ Rapport annuel ▪ Rapport final
Impacts attendus	
- Au niveau de la Ville ou de l'agglomération	▪ Intégration de la table de concertation régionale en petite enfance ▪ Promotion et diffusion de l'information pertinente sur les sujets touchant la petite enfance ▪ Consultation des acteurs provenant des réseaux et organisations en liens avec les deux démarches de concertation
Indicateurs de performance	
- Quantitatifs (objectifs et mesurables)	▪ Nombre de rencontres annuelles ▪ Liste des organisations impliquées dans la démarche ▪ Liste des recommandations formulées
- Qualitatifs	▪ Taux de participation des organisations ▪ Diffusion et promotion des actions ▪ Portée des actions concertées ▪ Diffusion des actions entreprises et des recommandations formulées et sensibilisation des acteurs du milieu

Volet 2 – Participation citoyenne des jeunes	
Description sommaire du pouvoir délégué	▪ Animer la concertation du Forum jeunesse de l'île de Montréal ▪ Favoriser le participation citoyenne des jeunes ▪ Soutenir les conseils jeunesse d'arrondissement
Description des attentes de la Ville envers Concertation Montréal	La Stratégie jeunesse montréalaise 2013-2017 vise à favoriser le renforcement d'une jeunesse engagée, adéquatement formée, physiquement et culturellement active, épanouie et reconnue dans son milieu de vie. En collaborant avec Concertation Montréal, la Ville s'emploie ainsi à connaître les besoins des jeunes et à soutenir leur engagement citoyen, et à répondre à ces besoins avec l'aide des partenaires. Concertation Montréal animera la concertation des organismes jeunesse de l'île de Montréal : le Forum jeunesse.
1. Description détaillée de l'objet du mandat (la compétence déléguée)	
Le type de mandat proposé (art. 4 de FDT)	Le mandat s'inscrit dans le *volet Mobilisation des communautés et soutien à la réalisation des projets structurants pour améliorer les milieux de vie.*
Le partage des responsabilités	
- Responsabilité de la Ville	▪ Effectuer les démarches ainsi qu'assurer les liens avec les différentes instances municipales, politiques, corporatives et d'arrondissement.
- Responsabilités de Concertation Montréal	▪ Animer la concertation des groupes et organisations jeunesse sur le territoire de l'agglomération ▪ Favoriser la prise en main, par les jeunes, de leur propre développement ▪ Assurer une veille sur les enjeux touchant la jeunesse ▪ Favoriser une culture de participation citoyenne et d'engagement démocratique chez les jeunes
Délimitation du mandat proposé	
Communauté et territoire visés	Jeunes de moins de 30 ans (avec différentes tranches d'âge selon les projets) de l'agglomération de Montréal
Domaine des initiatives souhaitées	Social
Typologie des initiatives attendues	Expertise en coordination, en formation et en concertation
Politique ou plan d'action municipal appuyé	▪ Stratégie d'action jeunesse ▪ Politique de l'enfant
	La Politique de l'enfant et son plan d'action a pour objectif de développer le plein potentiel des jeunes (0-17 ans) montréalais. La Stratégie jeunesse montréalaise 2013-2017 comprend un axe sur la gouvernance et l'engagement citoyen. Plus précisément, les orientations visent à : ▪ accentuer les moyens et les actions permettant aux jeunes de participer comme citoyens à l'espace public et de s'engager dans les organes consultatifs et décisionnels; ▪ promouvoir les actions d'engagement citoyen auprès des jeunes et souligner l'implication de ceux qui réalisent des projets importants par des activités de reconnaissance. Par son action, Concertation Montréal contribuera aux objectifs de la Ville en assurant : ▪ la coordination et la réalisation des formations *Prends ta place à l'école* et *Prends ta place dans ta communauté* aux élèves du primaire (2e cycle) et du secondaire; ▪ la mise en place et le soutien de conseils jeunesse d'arrondissements (CjA) au sein des 19 arrondissements de la Ville de Montréal sur un modèle s'inspirant de celui du Conseil

	jeunesse de Montréal (CjM).
2. Modalités d'exercice des pouvoirs délégués	
Financement de la compétence déléguée	
Budget annuel total	250 000 $

Répartition budgétaire		
Nombre minimal de personne-année requise	**Somme maximale réservée à l'administration de Concertation Montréal**	**Somme minimale réservée aux activités et aux projets**
2	46 500 $	63 500 $

Influence de la Ville sur les travaux et actions	
Moyen utilisé	Comité de suivi
Paramètres de reddition de compte	▪ Rapport mi-année ▪ Rapport annuel ▪ Rapport final
Impacts attendus	
- Au niveau local	▪ Consultation et concertation des jeunes ▪ Mobilisation des jeunes ▪ Accompagnement des jeunes des CjA dans leur prise de parole auprès de leur arrondissement ▪ 25 formations *Prends ta place* données dans les écoles et auprès des organismes montréalais
- Au niveau de la Ville ou de l'agglomération	▪ Amélioration de la concertation jeunesse ▪ Amélioration de la connaissance des enjeux jeunesse (en arrondissements, etc.) ▪ Meilleure participation des jeunes aux enjeux municipaux et de la collectivité montréalaise
Indicateurs de performance	
- Quantitatifs (objectifs et mesurables)	▪ Nombre de rencontre de concertation ▪ Nombre d'organismes jeunesse participants ▪ Nombre de CjA créés/an ▪ Nombre de formations offertes ▪ Nombre de commissions scolaires participantes ▪ Taux de participation des jeunes aux formations
- Qualitatifs	▪ Évaluation positive des jeunes et du personnel enseignant ▪ Éléments de discussion des participants, témoignant de leurs préoccupations et de leurs besoins ▪ Participation active des jeunes à la vie de l'arrondissement à travers l'élaboration de projets rassembleurs pour les jeunes ▪ Meilleure compréhension par les jeunes concernant les enjeux de la collectivité montréalaise

Mandat 3 – Concertation en éducation

Description sommaire du pouvoir délégué	Concertation en éducation
1. Description détaillée de l'objet du mandat (la compétence déléguée)	
Le type de mandat proposé (art. 4 de FDT)	Le mandat s'inscrit dans le volet Mobilisation des communautés et soutien à la réalisation des projets structurants pour améliorer les milieux de vie
Objectif :	▪ Favoriser l'établissement sur le territoire de l'agglomération de Montréal d'étudiants internationaux
Le partage des responsabilités	
- Responsabilités de la Ville	▪ Animer la concertation des acteurs de l'éducation et du savoir du niveau post-secondaire. ▪ Animer la communauté post-secondaire avec des projets de mobilisation de ces acteurs dans les domaines de la veille, de la valorisation, de la recherche et du transfert de connaissances.
- Responsabilités de Concertation Montréal	▪ Être un partenaire actif à la table de concertation des établissements postsecondaires et du milieu concerné en matière d'accueil et d'intégration des étudiants internationaux. ▪ Assurer une veille relative au sujet précité. ▪ Collaborer aux efforts de la collectivité montréalaise en matière de rétention des étudiants étrangers ▪ Collaborer aux efforts de la collectivité montréalaise en matière de persévérance scolaire
Délimitation du mandat proposé	
Communautés et territoire visés :	Étudiants internationaux inscrits dans les établissements postsecondaires de l'agglomération de Montréal
Domaines visés	▪ Accueil des étudiants internationaux
Politique et plan d'action municipal appuyés par la réalisation du mandat	▪ Stratégie jeunesse montréalaise 2013-2017
	▪ En concertant les acteurs susceptibles de poser des actions permettant d'assurer l'accueil des étudiants étrangers dans le but de favoriser l'intégration de cette jeunesse étudiante à la communauté montréalaise. ▪ En favorisant le rayonnement international de Montréal.
2. Modalités d'exercice des pouvoirs délégués	
Financement de la compétence déléguée	
Budget annuel total	335 000 $

Répartition budgétaire		
Nombre minimal de personne-année requise	**Somme maximale réservée à l'administration de Concertation Montréal**	**Somme minimale réservée aux activités et aux projets**
2	50 250 $	84 750 $

Influence de la Ville sur les travaux et actions	
Moyen utilisé	Comité de suivi
Paramètres de reddition de compte	
Impacts attendus	
Au niveau de l'agglomération	▪ Hausse de la rétention des étudiants internationaux ▪ Hausse des synergies entre les acteurs de l'éducation et leurs partenaires

	▪ Partage de l'information recueillie par la veille
Indicateurs de performance	
- Quantitatifs (objectifs et mesurables)	▪ Nombre de partenaires en matière d'attraction, d'accueil, de rétention et d'intégration des étudiants internationaux (moyenne annuelle) ▪ Nombre d'analyses et de positionnements relatifs au mandat ▪ Nombre d'initiatives proposées en matière d'attraction et d'accueil des étudiants internationaux ▪ Nombre de rapports de veille pertinents
- Qualitatifs	▪ Compréhension des enjeux ▪ Engagement des partenaires dans la concertation ▪ Engagement des partenaires dans la mise en œuvre des suggestions et des initiatives proposées ▪ Amélioration du partage des interventions avec le milieu ▪ Positionnement de l'agglomération face aux autres régions du monde

Mandat 4 – Mobilisation des organisations partenaires externes au Plan Montréal durable 2016-2020

Description sommaire du pouvoir délégué	**Soutien à la mobilisation de la collectivité (organisations partenaires externes) pour le Plan Montréal durable 2016-2020**
Description des attentes de la Ville envers Concertation Montréal	Le Plan Montréal durable 2016-2020 (Plan 2016-2020) repose sur la mobilisation et l'engagement de la collectivité et de l'administration municipale à travailler ensemble, côte à côte, pour faire de Montréal une métropole durable. En collaborant avec Concertation Montréal, la Ville souhaite augmenter le nombre, la mobilisation et l'engagement d'organisations partenaires externes, les outiller et les soutenir dans le but de multiplier les projets et actions de développement durable sur le territoire. La Ville de Montréal s'attend à ce que Concertation Montréal : 1- Suscite le développement et le dépôt de projets dans le cadre de la démarche Montréal durable de la plateforme Faire Montréal (cible : minimum 50 nouveaux projets). 2- Recrute de nouvelles organisations partenaires externes qui s'engagent à réaliser des actions du Plan Montréal durable 2016-2020 (cible : minimum 270 nouvelles organisations partenaires). 3- Offre un soutien à la mobilisation à l'ensemble des organisations partenaires externes du Plan. Pour remplir son mandat, la Ville de Montréal s'attend à ce que Concertation Montréal : o Mobilise les partenaires et la collectivité autour de la réalisation de projets et d'initiatives en lien avec les défis, cibles collectives, priorités et actions identifiés au Plan 2016-2020. o Accompagne les partenaires dans la mise en œuvre de leurs engagements (appui technique, formation, soutien financier, mentorat, communauté de pratique, etc.). o Favorise les collaborations, le réseautage entre partenaires et développe des partenariats (outils de dialogue et de réseautage). o Organise des événements et des activités et développe des outils de communication et d'information nécessaires et assure une visibilité des partenaires en lien avec leurs engagements. o Effectue la promotion du Plan 2016-2020 ainsi que celle de la démarche Montréal durable de la plateforme Faire Montréal. o Agit comme gestionnaire de communautés en animant les médias sociaux et/ou plateformes virtuelles diverses. o S'enquière des besoins des partenaires et de leur taux de satisfaction en regard des activités et outils proposés. o Effectue le suivi et la reddition de comptes. La Ville de Montréal s'attend également à ce que le processus de délégation soit transparent auprès des partenaires du Plan Montréal durable 2016-2020 et de la collectivité, pour ce faire les communications, événements et activités doivent : o Mettre à l'avant-plan la Ville de Montréal et le Plan Montréal durable 2016-2020. o Être à l'image de Montréal durable 2016-2020. o Être perçus comme une initiative de Montréal durable 2016-2020 et de la Ville de Montréal, organisés ou pilotés par Concertation Montréal à titre de mandataire pour le soutien à la mobilisation de la collectivité pour Montréal durable 2016-2020.

	Cette préséance de la Ville de Montréal doit être mise de l'avant lors des allocutions et des outils de communication développés ainsi que lors des contacts avec les partenaires. Les autres obligations en matière de communication/visibilité en lien avec le soutien financier du fonds s'appliquent.
1. Description détaillée de l'objet du mandat (la compétence déléguée)	
Le type de mandat proposé (art. 4 de FDT)	Le mandat s'inscrit dans le volet Mobilisation des communautés et soutien à la réalisation des projets structurants pour améliorer les milieux de vie s
Le partage des responsabilités	
- Responsabilités de la Ville	En général, la Ville de Montréal est responsable en ce qui concerne les mandats proposés de : o Effectuer les démarches et les liens avec les différentes instances municipales, politiques, corporatives et en arrondissement. o Définir les orientations pour la mise en œuvre du mandat. o Communiquer périodiquement au mandataire les besoins et priorités du Bureau du développement durable en lien avec la mobilisation des partenaires. o Contribuer à l'élaboration et approuver le plan de travail annuel proposé (livrables, échéancier, cibles). o Participer au comité de suivi. o Assurer la cohérence des réalisations du mandataire avec le plan de communication et les défis, cibles collectives, priorités et actions identifiés au Plan Montréal durable 2016-2020. o Coordonner les initiatives proposées avec les autres activités liées au Plan Montréal durable 2016-2020. o Approuver le contenu et la forme des outils de communication et d'information et des scénarios d'événements et contribuer à leur élaboration (contenu). o Déterminer les critères de diffusion pour les messages sur les réseaux sociaux. o Décider de l'emplacement des pages WEB développées (site web de la Ville ou autres). o Assurer les communications directes avec les organisations partenaires au Plan. o A le pouvoir décisionnel sur les questions de priorité d'intervention et d'échéancier. Plus spécifiquement, en lien avec le volet 1 du mandat – projets plateforme Faire Montréal, la Ville de Montréal est responsable : o D'arrimer le plan d'action proposé avec ceux des deux autres démarches de la plateforme Faire Montréal soit Je Fais Montréal et Montréal, ville intelligente et numérique. o De fournir une grille de critères pour les projets et de valider les projets qui pourront être déposés sur la plateforme. Plus spécifiquement, en lien avec le volet 2 du mandat – recrutement de nouvelles organisations partenaires externes, la Ville de Montréal est responsable de : o Collaborer à l'élaboration et d'approuver la stratégie de recrutement. o Approuver la liste des nouvelles organisations partenaires potentielles. o Arrimer les actions de recrutement avec celles effectuées préalablement par le Bureau du développement durable dans le cadre du renouvellement de l'engagement des partenaires du plan 2010-2015. Malgré la délégation des mandats, les responsabilités suivantes

	demeurent celles de la Ville de Montréal : o Siéger au comité de gouvernance de la plateforme Faire Montréal. o Renouveler l'engagement des 230 organisations partenaires du plan 2010-2015. o Organiser les deux rencontres annuelles des partenaires. o Organiser le Gala de reconnaissance en environnement et développement durable. o La Ville de Montréal demeure propriétaire de la liste des personnes ressources des organisations partenaires, incluant leurs coordonnées.
- Responsabilités de Concertation Montréal	La Ville de Montréal délègue à Concertation Montréal : o la responsabilité de susciter le développement et le dépôt d'au moins 50 projets dans le cadre de la démarche Montréal durable de la plateforme Faire Montréal; o le recrutement d'au moins 270 nouvelles organisations externes s'engageant au plan Montréal durable 2016-2020; o le soutien à la mobilisation des organisations partenaires au plan Montréal durable 2016-2020. En général, Concertation Montréal est responsable en ce qui concerne les mandats proposés de : o Coordonner le comité de suivi du mandat. o Réaliser le mandat en regard des orientations définies par la Ville de Montréal. o Proposer un plan de travail annuel comprenant des livrables, un échéancier, des cibles annuelles, etc. o D'élaborer et de faire approuver le contenu et la forme des différents outils (communication, information, etc.) et des scénarios d'événements. o Assurer la promotion du Plan 2016-2020 ainsi que celle de la démarche Montréal durable de la plateforme Faire Montréal auprès des publics cibles identifiés. o Assurer une visibilité de la démarche et des engagements et réalisations des partenaires notamment sur le WEB et les réseaux sociaux. o Développer des indicateurs et mettre en œuvre des actions pour évaluer les besoins et le taux de satisfaction des partenaires. o D'assurer un suivi et une reddition de comptes régulière auprès de la Ville de Montréal de l'état d'avancement du plan de travail. + autres outils de suivi indiqués à la présente convention. Plus spécifiquement, en lien avec le volet 1 du mandat – projets plateforme Faire Montréal, Concertation Montréal est responsable de : o Respecter la grille de critères fournie par la Ville de Montréal pour les projets qui pourront être déposés sur la plateforme. o Accompagner les partenaires (formation, soutien technique, financier et mentorat, etc.). – Définir le type d'accompagnement qui sera offert. o Développer des outils, programmes ou autres initiatives pour stimuler le dépôt de projets. o Organiser des événements d'émulation et de réseautage (min. 2 par année) pour stimuler l'émergence de projets collaboratifs de développement durable. o Assurer l'animation de la démarche Montréal durable sur la plateforme – agit à titre de Gestionnaire de la communauté, par

	exemple : ▪ Publication de nouvelles ▪ Publication d'appel à tous ▪ Mise à jour du suivi des projets ▪ Réponses aux questions des utilisateurs et citoyens. Plus spécifiquement, en lien avec le volet 2 du mandat – recrutement de nouvelles organisations partenaires, Concertation Montréal est responsable de : o Élaborer et mettre en œuvre une stratégie de recrutement de nouvelles organisations partenaires. o Élaborer une liste de nouvelles organisations partenaires potentielles et effectuer le démarchage auprès de celles-ci. o Développer un argumentaire avec les bénéfices pour les organisations externes à s'engager à Montréal durable 2016-2020 et des outils de promotion/démarchage. o Développer des ententes de collaboration/partenariats avec des têtes de réseaux pour inciter leurs membres/abonnés à devenir partenaires. o Organiser des activités ou participer à des événements pour faire connaître le Plan 2016-2020 et de recruter de nouvelles organisations partenaires (stands, etc.). Plus spécifiquement, en lien avec le volet 3 du mandat – soutien à la mobilisation des organisations partenaires, Concertation Montréal est responsable de : o Organiser des activités et événements (au minimum 2 par année) et développer des outils à l'intention des organisations partenaires du Plan 2016-2020 permettant : ▪ Formation ▪ Accompagnement (par exemple, banque d'heures de professionnels pour mise en œuvre) ▪ Réseautage ▪ Visibilité ▪ Maximiser la collaboration. o Parmi les outils à produire, Concertation Montréal devra développer des fiches d'information portant sur les actions du plan et les mettre à jour (au minimum 20 fiches, soit une par action) o Organiser des activités/développer des outils à l'intention des employés des organisations partenaires visant à faire connaître l'engagement de leur organisation au Plan 2016-2020.
Délimitation du mandat proposé	Le mandat vise les organisations partenaires externes actuels et potentiels du Plan Montréal durable 2016-2020 (OBNL, ICI, corps publics, associations, etc. de l'agglomération de Montréal).
Les activités du mandat concernent les domaines suivants : - social; - environnemental; - économique.	Développement durable (économie, environnement, social), selon les 4 priorités identifiées au Plan Montréal durable 2016-2020, soit : 1- Réduire les émissions de GES et la dépendance aux énergies fossiles 2- Verdir, augmenter la biodiversité et assurer la pérennité des ressources 3- Assurer l'accès à des quartiers durables, à échelle humaine et en santé 4- Faire la transition vers une économie verte, circulaire et responsable

Le mandat permettra de	○ Soutenir le développement de projets en développement durable (entrepreneuriat). ○ Développer des affaires et de partenariats (démarchage de nouveaux partenaires). ○ Mobiliser – Soutenir la mobilisation des partenaires pour la réalisation d'actions en développement durable – Formation, accompagnement, réseautage, promotion, collaboration. ○ Développer des outils de communication et d'information numériques et autres. ○ Organiser des événements et des activités. ○ Animer des médias sociaux, des communautés de pratique, etc. (gestion de communautés).
Politique ou plan d'action municipal appuyé	Plan Montréal durable 2016-2020
	La réalisation des mandats proposés appuie la mise en œuvre du Plan Montréal durable 2016-2020 qui repose sur la mobilisation et l'engagement de la collectivité et de l'administration municipale à travailler ensemble, côte à côte, pour accélérer la viabilité de la métropole. Dans le cadre du Plan Montréal durable 2016-2020, des cibles collectives émanant de divers exercices de planification à la Ville de Montréal ont été identifiées et ne pourront être atteintes qu'en combinant la contribution de la collectivité à celle de la Ville. Les mandats proposés répondent au volet Mobilisation du Plan et plus précisément aux actions 18 – Mobiliser les organisations, les citoyens et les employés et 19 – Faire connaître les bonnes pratiques et augmenter les initiatives de développement durable. Ces mandats visent aussi à assurer la mise en œuvre du Plan d'action des organisations partenaires.
2. Modalités d'exercice des pouvoirs délégués	
Financement de la compétence déléguée	
Budget annuel total	**650 000 $**

Répartition budgétaire

Nombre minimal de personne-année requise	Somme maximale réservée à l'administration de Concertation Montréal	Somme minimale réservée aux événements/activités (min. 4 par année)	Somme minimale réservée aux projets et activités de communication	Somme minimale réservée au développement d'outils, aux services et aux projets
2	97 500 $	70 000 $	92 500 $	190 000 $

Influence de la Ville sur les travaux et actions	
Moyen utilisé	Comité de suivi
Paramètres de reddition de compte de Concertation Montréal	○ Planification annuelle des activités comportant des livrables, un échéancier et des cibles (pour approbation par la Ville de Montréal) ○ Rapports semestriels et annuels ○ Rapport final
Impacts attendus	
Au niveau de l'agglomération	○ Augmenter la pénétration et l'impact du Plan Montréal durable 2016-2020 auprès de la collectivité ○ Stimuler le développement de projets collaboratifs de développement durable à Montréal en lien avec les 3 défis, les 4 priorités et les actions du Plan 2016-2020 ○ Contribuer à l'atteinte des cibles collectives de développement durable identifiées au Plan Montréal durable 2016-2020

	○ Outiller les organisations montréalaises dans la réalisation d'actions en développement durable en lien avec les 4 priorités du Plan ○ Favoriser le partenariat et les collaborations pour la réalisation d'initiatives en développement durable ○ Faire rayonner les initiatives de développement durable de la collectivité montréalaise aux niveaux local et régional ○ Mobiliser la collectivité à faire de Montréal une métropole durable en utilisant des outils technologiques innovants ○ Communiquer les résultats sur les réseaux sociaux ou autres plateformes
Indicateurs de performance	
- Quantitatifs (objectifs et mesurables)	**Les cibles précises pour ces indicateurs seront déterminées annuellement lors de l'élaboration de la planification annuelle, à moins d'indication contraire.** **Volet 1 : Développement – Projets plateforme Faire Montréal** ○ Nombre de nouveaux projets mis en ligne sur la plateforme Faire Montréal pour la démarche Montréal durable (min. 50 dans le cadre de l'entente) – Par catégories ○ Nombre d'événements et d'activités organisés, en lien avec la plateforme Faire Montréal (démarche Montréal durable) pour susciter l'émergence de projets collaboratifs (min.2/année) ○ Nombre d'organisations partenaires accompagnées (par type d'accompagnement) ○ Nombre d'outils développés ○ Nombre d'abonnés, d'appuis et de partenaires par projet déposé ○ Nombre de partenariats, connexions et/ou échanges créés avec et entre les partenaires ○ Gestionnaire de communauté : Nombre de nouvelles et d'appels à tous publiés, Nombre de questions/réponses des utilisateurs et citoyens, Nombre de projets mis à jour, etc. **Volet 2 - Recrutement de nouvelles organisations partenaires** ○ Nombre de nouvelles organisations partenaires externes engagées au Plan (min. 270 dans le cadre de l'entente) - Évolution mensuelle en nombre et % par catégories. ○ Nombre de nouveaux partenaires contactés (par catégories) ○ Nombre d'outils développés (argumentaire, etc.) ○ Nombre d'ententes/partenariats développés avec des têtes de réseaux ○ Nombre d'initiatives/activités de recrutement (stands, etc.) **Volet 3 – Soutien à la mobilisation des organisations partenaires** ○ Nombre d'activités/événements organisés pour soutenir la mobilisation ○ Nombre d'outils développés ○ Nombre de partenariats, connexions et/ou échanges créés avec et entre les partenaires **Communication :** ○ Nombre de relance sur les réseaux sociaux (Twitter, FB, etc.) ○ Nombre d'applications utilisées/développées ○ Nombre d'activités et d'outils de promotion et de communication développés

	○ Nombre de mentions dans les médias ○ Nombre d'abonnés/j'aime/ etc. sur les pages liées à Montréal durable 2016-2020 ○ Nombre de visiteurs sur le site ville.montreal.qc.ca/développement durable
- Qualitatifs	**Pour chacun des volets du mandat :** ○ Taux de satisfaction des partenaires (par catégories) - Identification des besoins des partenaires ○ Taux de participation des partenaires aux activités ○ Taux d'utilisation par les partenaires des outils développés ○ Taux de mise en œuvre/réalisation des engagements par les organisations partenaires ○ Taux de notoriété du Plan Montréal durable 2016-2020 auprès des organisations montréalaises ○ Taux de notoriété de l'engagement des organisations partenaires au Plan Montréal durable 2016-2020 auprès de leurs employés, clients, etc.

Mandat 5 : Sensibilisation et mobilisation en matière de parité et d'équité

Description sommaire du pouvoir délégué	**Parité / Équité**
1. Description détaillée de l'objet du mandat	
Le type de mandat proposé (art. 4 de FDT)	Le mandat s'inscrit dans le volet *Mobilisation des communautés et soutien à la réalisation des projets structurants pour améliorer les milieux de vie*
Le partage des responsabilités	
- Responsabilités de la Ville	▪ Effectuer les recommandations et / ou nominations de représentants sur différents comités/conseils placés sous sa compétence. ▪ Effectuer la sensibilisation des entreprises en matière d'employabilité de la diversité.
- Responsabilités de Concertation Montréal	▪ Animer des carrefours d'acteurs montréalais qui traitent de parité et d'équité afin d'assurer une meilleure représentativité dans les lieux décisionnels ainsi que dans les différents aspects de la vie montréalaise. ▪ Développer et tenir à jour une banque de candidatures en fonction de l'expertise, de l'origine et du genre. ▪ Promouvoir les modèles de réussite
Délimitation du mandat proposé	
- Réalisation de projets structurants, précisez et circonscrire les domaines visés :	Le développement d'une banque de candidatures permettra à la Ville de recevoir, sur demande, des recommandations de nominations liées aux diversités. Pour ce faire, et avoir des candidatures de calibre, le mandat demande d'animer des carrefours d'acteurs (y compris le Conseil interculturel, conseil jeunesse et conseil des Montréalaises) qui visent une plus grande diversité dans les organisations afin : ▪ d'accroître la participation des groupes sous-représentés dans les lieux décisionnels des organisations montréalaises ▪ de contribuer à l'émergence de candidatures provenant de ces diversités et à leur réussite, ▪ d'accroître les synergies visant la participation économique, sociale et démocratique des différentes communautés et populations à la vie montréalaise
La communauté et le territoire visés	▪ La population montréalaise ▪ L'ensemble des organisations (OBNL, ICI, corps publics, associations, sociétés municipales et paramunicipales, etc.) de l'agglomération de Montréal (partenaires potentiels)
Le domaine des projets souhaités	Social
La typologie des projets souhaités	Concertation
Politique ou plan d'action municipal appuyé	Politique pour une participation égalitaire des femmes et des hommes à la vie de Montréal
	Pour viser l'atteinte de l'égalité entre les femmes et les hommes, la Ville peut compter sur de nombreux partenaires avec qui elle collabore pour mener à bien son ambition. En réalisant son mandat et en menant des actions avec la collectivité montréalaise, complémentaires à celles incluses dans le Plan d'action 2015-2018 de la Politique, CMTL contribuera à augmenter la représentation de la diversité dans les organisations montréalaises.
2. Modalités d'exercice des pouvoirs délégués	

Financement de la compétence déléguée		
Budget annuel total	300 000 $	
Répartition budgétaire		
Nombre minimal de personne-année requise	**Somme maximale réservée à l'administration de Concertation Montréal**	**Somme minimale réservée aux activités et aux projets**
2	45 000 $	55 000 $

Influence de la Ville sur les travaux et actions	
Moyen utilisé	Comité de suivi
Paramètres de reddition de compte de Concertation Montréal	▪ Rapport mi-année ▪ Rapport annuel ▪ Rapport final
Impacts attendus	
Au niveau de l'agglomération	Contribuer à augmenter la représentativité de la diversité dans les lieux décisionnels montréalais ainsi que la parité, l'équité et la représentativité dans la société montréalaise
Indicateurs de performance	
- Quantitatifs (objectifs et mesurables)	▪ Nombre d'organisations rejointes pour une sensibilisation qui visent une plus grande diversité dans les organisations ▪ Nombre de candidatures provenant de ces diversités qui trouvent un lieu décisionnel grâce au travail de Concertation Montréal ▪ Nombre de personnes dans la banque de candidatures permettant à la Ville de recevoir, sur demande, des recommandations de nominations liées aux diversités ▪ Nombre de formations donné dans un objectif d'une plus grande diversité dans les organisations. ▪ Nombre de citoyens formés
- Qualitatifs	▪ Augmentation de la participation des groupes sous-représentés dans les lieux décisionnels des organisations montréalaises ▪ Nombre de modèles de réussite valorisés

Mandat 6 – Appui aux saines habitudes de vie

Description sommaire du pouvoir délégué	Gestionnaire des fonds dans le cadre d'une Entente régionale multipartite convenue entre les partenaires financiers et relative à l'Instance régionale de concertation sur les saines habitudes de vie, soit la Table intersectorielle régionale sur les saines habitudes de vie (TIR – SHV)
- Description des attentes de la Ville envers Concertation Montréal	1. Une gestion des fonds associés à l'Instance régionale de concertation sur les saines habitudes de vie. (TIR – SHV) 2. Une participation au « Comité de gestion » de l'Instance régionale de concertation sur les saines habitudes de vie. Ce Comité de gestion de l'entente multipartite est composé des partenaires financiers contribuant à l'Instance régionale de concertation sur les saines habitudes de vie (TIR - SHV) et signataires de l'Entente régionale s'y rattachant. 3. Obtention d'une approbation des partenaires financiers et membres du Comité de gestion autorisant Concertation Montréal à agir comme responsable de la gestion des fonds et employeur dans le cadre d'une Entente régionale multipartite. Dans ses responsabilités, Concertation Montréal doit travailler à la recherche de consensus avec les partenaires financiers dans les décisions de gestion relatives aux fonds et aux employés. Cette gestion collective ne doit cependant pas nuire à l'exercice des responsabilités juridiques qui incombent à Concertation Montréal. 4. Une transparence dans les suivis, rapports, audits et la reddition de comptes avec l'ensemble des partenaires est essentielle. 5. Une gouvernance collective est établie au sein de l'Instance régionale de concertation sur les saines habitudes de vie, depuis de nombreuses années. Le maintien de ce climat est exigé par les partenaires majeurs de cette instance. Cela implique une reconnaissance de l'expertise des partenaires ainsi qu'un respect des responsabilités respectives et de leurs contributions.
Description détaillée de l'objet du mandat (la compétence déléguée)	
Le type de mandat proposé (art. 4 de FDT)	Le mandat s'inscrit dans le volet « Soutien à la municipalité en expertise professionnelle ou pour établir des partages de services ».
Le partage des responsabilités	
- Responsabilités de la Ville (Service de la diversité sociale et des sports - SSDS)	▪ Partenaire, comme observateur avec droit de parole, de l'Entente régionale multipartite relative à l'Instance régionale de concertation sur les saines habitudes de vie, incluant ses deux mobilisations. ▪ Participant actif au comité de gestion de l'Entente régionale et aux chantiers de travail. La participation d'élus et du personnel administratif du SSDS et du Bureau du développement durable est effective. ▪ Responsable d'effectuer les démarches et les liens avec les différentes instances municipales, corporatives et en arrondissement. Les liens avec les instances politiques, au besoin. ▪ Répondant de ce volet auprès du Service du développement économique pour le suivi auprès du MAMOT. Dépôt des bilans et de la reddition de comptes à termes. Établissement des exigences pour la reddition de comptes demandées à Concertation Montréal. Pour ce volet, le personnel du SSDS a la responsabilité de recevoir les bilans et la reddition de comptes, pourra demander les correctifs, au besoin, et assurera la transmission des documents approuvés.
- Responsabilités de Concertation Montréal	▪ Gestion des fonds des différents partenaires de l'Entente régionale multipartite à convenir et de tout autre partenaire ou contribution financière souhaitant s'y joindre pour la promotion des saines habitudes de vie et de leurs mobilisations

	afin de répondre à la volonté des partenaires de réaliser une seule reddition de compte pour tous les bailleurs de fonds. ▪ Participer au comité de gestion de l'Entente régionale. Le principe de gestion collective s'applique à la gestion financière et administrative des contributions allouées par les partenaires ainsi qu'aux développements potentiels qui pourraient être convenus avec les partenaires en ce sens. Il en est de même pour les ressources humaines. La Ville demande à ce que Concertation Montréal établisse une gestion collective qui se traduit par le partage de responsabilités entre les partenaires, la transparence et la prise de décisions démocratiques (par exemple, la constitution de comités, le choix des lieux décisionnels, la mise en place de mécanismes de suivi, etc.) et ce, afin d'assurer une saine gestion. Cette approche est garante d'effets durables tout en répondant aux attentes des partenaires majeurs. ▪ Gestionnaire des ressources humaines – répartition des rôles et responsabilités : o Embauche, mandat, suivi et évaluation des contributions : Comité de gestion de l'entente et des ressources de coordination MPA et SAM o Gestion quotidienne en ressource humaine: paye, vacances, assurances etc. : C Mtl o Cas litiges : mécanismes à définir entre C Mtl et le comité de gestion de l'entente
Délimitation du mandat proposé	
Le territoire visé :	L'instance régionale de concertation sur les saines habitudes de vie couvre le territoire de l'Agglomération.
Les objectifs visés	La gestion des fonds regroupés dans le cadre de l'Entente multipartite
L'expertise ou le service recherché	Gestionnaire de fonds et des ressources humaines.
Politique ou plan d'action municipal appuyé	▪ Politique de développement social de la Ville de Montréal (en cours) ▪ Plan Montréal durable 2016-2020 ▪ Politique du sport et de l'activité physique (Montréal, Physiquement active) ▪ Politique de l'enfant
Informations complémentaires	Cette délégation de gestion des fonds, relative à l'Entente régionale multipartite sur les saines habitudes de vie, permet à la Ville de Montréal de concerter et d'agir de manière intégrée avec l'ensemble des partenaires montréalais concernés. Les partenaires financiers majeurs dont Fonds Québec en forme, le Ministère de l'Agriculture, des pêcheries et de l'Alimentation du Québec, la Direction régionale de santé publique de Montréal, souhaitent investir considérablement dans la mise en place d'actions et de projets structurants. Ils assureront le relais avec l'ensemble de leur réseau et les mobiliseront, du régional au local, sur l'ensemble du territoire montréalais et des villes liées. Tout en favorisant la consolidation de l'Instance régionale de concertation sur les saines habitudes de vie (et de ses deux mobilisations), cette initiative permet à la Ville de Montréal, tant les services centraux, les arrondissements que les villes liées, de maximiser son pouvoir d'action et ses investissements en joignant ses forces à celles de partenaires financiers majeurs et à plus de 300 partenaires provenant de tous les milieux et déjà engagés. L'impact et les bénéfices concrets de ces actions profiteront à toutes les citoyennes et tous les citoyens, prioritairement les plus démunis, les enfants et les familles, les populations immigrantes, etc. De manière durable, cette initiative permet d'atteindre plus efficacement les objectifs fixés en matière de sécurité alimentaire

	et de saine alimentation, le développement d'environnements favorables à un mode de vie physiquement actif et l'adoption de saines habitudes. De manière plus spécifique, l'implication des entreprises et du privé du secteur de l'alimentation et de l'agroalimentaire pourra être accrue par un travail sur l'ensemble du système alimentaire montréalais et l'implication du MAPAQ.
Modalités d'exercice des pouvoirs délégués	
Financement de la compétence déléguée	
- Budget ($)	▪ 150 000$ / an / 3 ans : ressources professionnelles, activités et projets (une répartition sera définie par le comité de gestion et en fonction de l'apport des autres partenaires financiers) ▪ D'autres ressources seront payées par d'autres partenaires financiers dans le cadre de l'entente régionale multipartite à venir.
Sources de financement :	Fonds de développement des territoires et financement multipartite provenant des Fonds Québec en forme, de Direction régionale de la santé publique, et autre contributeur, comme le MAPAQ

Répartition budgétaire		
Nombre minimal de personne-année requise	**Somme maximale réservée à l'administration de Concertation Montréal**	**Somme minimale réservée aux activités et aux projets**
À déterminer par le comité de gestion des fonds	0 $	150 000 $

Influence de la Ville sur les travaux et actions	
Moyens utilisés	▪ Nommer la Ville de Montréal et ses représentants comme membre observateur avec droit de parole du Comité de gestion de l'instance régionale ▪ Introduire les unités d'affaires de la Ville et des arrondissements aux travaux de MMS et de ses deux mobilisations MPA et C-SAM
Paramètres de reddition de compte de Concertation Montréal	
Indicateurs de performance	
- Quantitatif (objectifs et mesurables)	▪ Rapport financiers trimestriels des revenus et des dépenses du Comité de gestion de l'instance régionale par mobilisation et par projets. ▪ Rapport détaillé annuel des revenus et dépenses. ▪ Comptes rendus trimestriels des rencontres du Comité de gestion de l'instance régionale. ▪ Conseil et assistance au Comité de gestion de l'instance régionale dans ses démarches d'obtention de l'incorporation comme (OBNL), incluant les deux mobilisations. ▪ Informations nécessaires à la production du rapport d'audit annuel. ▪ Présence à toutes les rencontres du Comité de gestion multipartite de l'instance régionale (4 par année).
- Qualitatif	Qualité de la production des rapports et états financiers.
Modalité de partage de l'actif et du passif découlant de l'application de l'entente lorsque celle-ci prend fin	
- Détermination des actifs et des passifs	Les actifs qui pourraient être acquis durant la période de l'Entente, devront être remis à l'instance régionale sur les saines habitudes de vie, à la fin de la présent entente.

MONTRÉAL, MÉTROPOLE EN SANTÉ

Table intersectorielle régionale sur les saines habitudes de vie

Table intersectorielle régionale sur les saines habitudes de vie (TIR-SHV) de Montréal

Un mouvement collectif pour que tous les Montréalais puissent vivre dans des milieux de vie et des quartiers qui facilitent des choix santé en faveur des saines habitudes de vie

Depuis 2009, chaque région est invitée à former une instance régionale intersectorielle pour mobiliser les partenaires régionaux de différents secteurs en faveur des saines habitudes de vie. Ces tables reçoivent un soutien financier de Québec en Forme. À Montréal, une première table régionale a vu le jour en 2010.

Aujourd'hui, la TIR-SHV de Montréal, dénommée *Montréal, Métropole en santé* est coprésidée par la Ville de Montréal et la Direction régionale de santé publique.

Montréal, Métropole en santé s'appuie sur deux grandes mobilisations partenariales : Montréal physiquement active (MPA) et le Système alimentaire montréalais (SAM)

- Ensemble, MPA et SAM réunissent près de trois cents partenaires ;
- Et plus d'une centaine de partenaires directement impliqués dans des groupes de travail pour l'actualisation des actions structurantes ;
- Pour 2014-2016, c'est un soutien de 1,9 million $ de Québec en forme qui a servi de levier pour un plan d'action concerté appuyé par ses partenaires ;

Ce sont plus de cinquante projets concrets qui se déploient partout à travers la ville de Montréal portés par un collectif de partenaires qui ont tous le même objectif :

« Créer des milieux de vie et des quartiers qui facilitent des choix santé en faveur des saines habitudes de vie ».



SYSTÈME ALIMENTAIRE MONTRÉALAIS

MONTRÉAL PHYSIQUEMENT ACTIVE

Notre TIR-SHV : Montréal métropole en santé

MISSION

Montréal, Métropole en santé, accompagne, reconnait et soutient des mesures structurantes et durables issues des mobilisations intersectorielles afin de créer des environnements favorables aux saines habitudes de vie pour tous les Montréalais.

VISION

En 2025, *Montréal, Métropole en santé* est reconnue comme le réseau incontournable qui fait de Montréal une métropole innovante pour la création d'environnements favorables aux saines habitudes de vie.

VALEURS

Nous travaillons en misant sur des valeurs d'équité, de leadership partagé et de collaboration.

6 ORIENTATIONS STRATÉGIQUES :

- Mettre en commun les forces et expertises des acteurs des réseaux publics, privés et communautaires
- Maintenir les partenaires mobilisés dans l'élaboration de projets structurants et durables
- Accroitre la visibilité, la notoriété et le rayonnement des mobilisations par la promotion des initiatives porteuses de ses partenaires
- Développer des partenariats stratégiques et de nouvelles avenues de financement pour pérenniser les mobilisations et les actions intersectorielles
- Renforcer notre capacité à évaluer les retombées de leurs actions afin de soutenir une prise de décision éclairée
- Maintenir un maillage fort entre les mobilisations et avec les mobilisations locales pour une meilleure synergie et une cohérence dans nos actions

La ville : un acteur de premier PLAN

La Ville de Montréal a toujours été un acteur de premier plan au sein de la TIR-SHV et des mobilisations. Dès la première mouture de la table en 2010, la Ville était présente. Depuis 2014, la Ville de Montréal copréside la TIR-SHV avec la Direction régionale de santé publique.

MPA : La Ville de Montréal a animé le Sommet MPA en 2014, a adopté la Charte de Toronto et une politique de l'activité physique en 2015.

SAM : La Ville de Montréal a adopté le pacte de Milan pour l'alimentation et une résolution pour la mise en place d'un Conseil des Politiques alimentaires qui sera fusionné au SAM .

Cinq services de l'administration de la Ville de Montréal sont impliqués depuis 2013 à plusieurs niveaux dans les concertations SAM et MPA : diversité sociale et des sports, transport, grands parcs, aménagement et planification, développement durable

C'est aussi la participations actives de plusieurs directions d'arrondissements et leurs équipes à la concrétisation de projets favorisant un mode de vie sain.



LES MOBILISATIONS : AU CŒUR DE NOTRE ACTION

RÔLES DES MOBILISATIONS

- Espace de concertation régional et de maillage local (mobilisation, réseautage, plan d'action concerté intersectoriel)
- Expertise-conseil auprès des partenaires (transfert de connaissances, la formation et la mise en valeur des pratiques et initiatives porteuses)
- Incubateur d'initiatives structurantes issus des partenariats et levier financier régional
- Plaidoyer pour des politiques publiques favorables aux saines habitudes de vie dans une perspective de développement durable

MONTRÉAL PHYSIQUEMENT ACTIVE
MONTRÉAL, MÉTROPOLE EN SANTÉ

SYSTÈME ALIMENTAIRE MONTRÉALAIS
MONTRÉAL, MÉTROPOLE EN SANTÉ



DES ACTIONS CONCRÈTES

✱ Prendre soin de notre monde ✱ Parcours de ruelles vertes et actives ✱ Dépanneurs fraîcheurs ✱ Mon service de garde physiquement actif ✱ Approvisionnement alimentaire sain dans les institutions publiques (éducatif, santé, municipal) ✱ La K-Ravane des Jeux de la Rue ✱ Réseau régional sur l'approvisionnement alternatif ✱ Déclic Loisir : accessibilité au loisir pour les familles ✱ Parcs Actifs ✱ Marchés solidaires aux abords des stations de métro ✱ Certificat cycliste averti ✱ Trottibus ✱ Forum Montréal, métropole active et nourricière ✱ Réseau de recherche interuniversitaire sur le système alimentaire ✱ Gazelle et Potiron ✱ Jeux du Québec—offre alimentaire ✱ Cultiver Montréal ✱ MIDI-SAM

SYSTÈME ALIMENTAIRE MONTRÉALAIS

MONTRÉAL, MÉTROPOLE EN SANTÉ

VERS un conseil des politiques alimentaires : LE CONSEIL-SAM

HISTORIQUE

- Depuis 2000 : Comité Nourrir Montréal
- 2011 : Création du SAM - Vision SAM 2025
- 2013 : Consultation de la Ville de Montréal sur l'état de l'agriculture urbaine
- 2014 : Adhésion de la Ville de Montréal à la Vision SAM 2025
- 2014-2016 : Financement de QEF pour le plan d'action SAM 2014-201
- 2015 : Adhésion de la Ville de Montréal au Pacte international de politique de l'alimentation de Milan
- 2015 : Consultations publiques sur la pertinence de mettre en place un CPA
- Août 2016 : la Ville de Montréal annonce la création d'un CPA et met un groupe de travail en place pour faire des recommandations sur sa gouvernance

VISION

En 2025, tous les citoyennes et les citoyens de l'agglomération de Montréal ont accès à une saine alimentation diversifiée, de proximité et abordable dans une perspective de développement durable.

ORIENTATIONS DU SAM

1. Enrichir l'offre alimentaire montréalaise
2. Réduire l'empreinte écologique du système alimentaire
3. Favoriser l'accès à une saine alimentation
4. Promouvoir la saine alimentation
5. Renforcer le maillage régional



GOUVERNANCE

- À l'échelle de l'agglomération
- Jumelage SAM-CPA et comité d'agriculture urbaine
- Ancrage du SAM-CPA au sein de la mobilisation MMS
- Autonomie décisionnelle et indépendance d'action
- Place d'un élu
- Membership, rôle des membres et bailleurs de fonds (en discussion)

MONTRÉAL PHYSIQUEMENT ACTIVE
MONTRÉAL, MÉTROPOLE EN SANTÉ

Pour une métropole physiquement active

HISTORIQUE

En 2014, à l'initiative de la Ville de Montréal, le Sommet Montréal physiquement active réunit plus de 300 partenaires afin d'unir leurs forces pour combattre la sédentarité des montréalais. De cet événement émerge une Politique de l'activité physique, des orientations et des priorités d'action, basées sur la Charte de Toronto.

À ce jour, plus d'une centaine de partenaires participent à la concertation de *Montréal, physiquement active* et à l'avancement des comités de travail liés aux quatre axes. Grâce à un financement de Québec en forme, 18 projets terrains ont été soutenus dans le milieu entre 2014-2016.

VISION

En 2025, Montréal sera une métropole physiquement active, inclusive et accessible à tous, reconnue mondialement pour la qualité de son milieu de vie et son dynamisme sportif.

AXES D'INTERVENTION

1. Aménager des milieux de vie en faveur de l'activité physique;
2. Assurer des déplacements actifs et du plein air urbain;
3. Valoriser la pratique sportive et ses événements;
4. Promouvoir et communiquer un mode de vie physiquement actif.



Réflexion sur la pérennité

Québec en Forme finance depuis 2010 les activités de la TIR-SHV. Au printemps 2016, afin d'assurer la pérennité de ses actions, les partenaires de la TIR-SHV entament un chantier de travail pour réviser la gouverne et le financement de la TIR-SHV et de ses 2 mobilisations. Voici les principales recommandations :

- Que les deux mobilisations MPA et SAM puissent poursuivre leur travail conjointement via la TIR-SHV' *Montréal, métropole en santé* et soient donc regroupées sous une même instance de gouverne.
- Que le modèle de gouvernance privilégié garantisse l'autonomie scientifique et décisionnelle des mobilisations de partenaires, ainsi nous privilégions un rattachement à un organisme qui assumera le rôle de gestionnaire financier unique.
- Que la TIR-SHV diversifie ses sources de financement par le biais d'une entente multipartite signée d'ici mars 2017 pour soutenir la poursuite des actions de la TIR-SHV et de ses 2 mobilisations
- Qu'un comité de gestion des partenaires de l'entente soit mis sur pied pour entériner les plans d'actions et s'assurer d'une reddition de compte unifiée
- Que la Ville de Montréal nomme 1-2 représentants sur le comité de gestion de l'entente multipartite

TIR-SHV : BUDGET PRÉVISIONNEL

Table régionale—Montréal métropole en santé	Évaluation des besoins 2017-2019	Évaluation des besoins Après 2019
RESSOURCES HUMAINES		
Direction MMS et recherche de fonds (1 a-p.)	100 000	100 000
Agente de communication junior		50 000
Agente administrative (0,5 a-p.)		25 000
Coordonnateur MPA (1 a-p.)	80 000	80 000
Agent de développement MPA (1 a-p.)	70 000	70 000
Coordonnateur SAM (1 a-p.)	80 000	80 000
Agent de développement SAM (1 a-p.)	70 000	70 000
TOTAL RH	400 000	510 000
BUDGET DE FONCTIONNEMENT		
Soutien comités de MMS	5 000	5 000
Communication – évènements	30 000	30 000
Web	25 000	25 000
Fonctionnement– coordination MPA	15 000	20 000
Fonctionnement– coordination SAM	15 000	20 000
TOTAL FONCTIONNEMENT	90 000	100 000
FINANCEMENT PROJETS		
Projets transversaux	50 000	100 000
Projets MPA	300 000	500 000
Projets SAM	300 000	500 000
TOTAL PROJETS	650 000	1 100 000
RESSOURCES MATÉRIELLES ET FRAIS ADMINISTRATION (5%)		
Frais fixe : Estimation 12 000 $ par employé	60 000	85 000
GRAND TOTAL	1 200 000 $ / an	1 800 000 $ / an

Une entente multi-partite

FINANCEMENT



PARTENAIRES DE L'ENTENTE MULTIPARTITE

ORGANISATIONS	CONTRIBUTIONS POTENTIELLES	2017-2019 Budget annuel
MSSS	Politique gouvernementale prévention en santé	à venir
Québec en forme	Soutien à la TIR-SHV Montréal métropole en santé	601 000 $
Direction régionale de santé publique	Crédits de santé publique aux 2 mobilisations (50 000 $ par mobilisation)	100 000 $
MAPAQ	Soutien à la mobilisation coordination SAM	50 000 $
Ville de Montréal	Soutien MPA et CPA-SAM (Vie	À déterminer
CIUSSS	10 000 x 5 CIUSSS : 50K$	À déterminer
Universités	5 000 $ par Université : 20K$ potentiel	À déterminer
Commissions scolaires	10 000 x 5 CS : 50K$ potentiel	À déterminer
RCMM	25 K$	À déterminer
Autres ministères : MELS, MAMROT, MIDI		
TOTAL ENTENTE MULTIPARTITE		751 000 $ à ce jour

Des partenaires en action pour les saines habitudes de vie

• AlterGo	• Capsana
• Cardio Plein Air	• Centraide
• Centre de gestion des déplacements de DESTL	• Centre d'écologie urbaine de Montréal
• Centre Père Sablon	• Réseau des collèges de Montréal
• Coalition montréalaise des tables de quartiers	• Coalition québécoise sur la problématique du poids
• Comité en économie sociale de l'île de Montréal	• Commissions scolaires (5)
• Commissions sportives (3)	• Communauté métropolitaine de Montréal
• Concertation Montréal	• Conseil Canadien du Commerce de Détail
• Conseil des Industries Bioalimentaires de l'île de Montréal	• Conseil régional de l'environnement
• Corporation de gestion des marchés publics de Montréal	• Direction régionale de santé publique de Montréal
• Équiterre	• ESIM
• FADOQ	• Fillactive
• Groupe de travail en agriculture urbaine	• GUEPE
• Institut de Tourisme et d'hôtellerie du Québec	• MAPAQ SMTAM
• Marché Frontenac	• Ministère de l'Agriculture des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) - Direction régionale de Mtl-Laval-Lanaudière
• Moisson Montréal	• Option consommateurs
• Parc olympique de Montréal	• Québec en Forme
• RAP Jeunesse	• Recyc-Quebec
• Regroupement des CPE de l'île de Montréal	• Regroupement des éco-quartiers
• Regroupement des Magasins-Partage de l'île Montréal	• RSEQ Montréal
• Société canadienne du cancer – Division Québec	• Société de sauvetage
• Société de transport de l'île de Montréal	• Société du parc Jean-Drapeau
• Sport et loisir de l'île de Montréal	• Sports Montréal
• Table de concertation sur la faim et le développement social du Montréal métropolitain	• Union des producteurs agricoles
• Université de Montréal - Département de nutrition	• Universités montréalaises UQAM, UDM, McGill, Concordia, HEC, Polytechnique, ETS
• Vélo Québec	• Ville de Montréal- Division de la planification urbaine
• Ville de Montréal- Division du Développement Durable	• Ville de Montréal- Service de la diversité sociale et des sports
• Vivre en ville	• YMCA du Québec

Montréal Métropole en santé :

Un mouvement collectif pour que tous les Montréalais puissent vivre dans des milieux de vie et des quartiers qui facilitent des choix santé en faveur des saines habitudes de vie

Mandat 7 : Conseil en concertation des grands enjeux de l'agglomération

Description sommaire du pouvoir délégué	**Conseil en concertation des grands enjeux de l'agglomération**
1. Description détaillée de l'objet du mandat (la compétence déléguée)	
Le type de mandat proposé (art. 4 de FDT)	Le mandat s'inscrit dans le volet « Soutien à la municipalité en expertise professionnelle ou pour établir des partages de services ».
Délimitation du mandat proposé	Répondre aux demandes ponctuelles de la Directrice faisant appel à l'expertise des différents collèges d'affinité de Concertation Montréal.
Communauté et territoire visés	Agglomération de Montréal
Domaine des initiatives souhaitées	Social
Politique ou plan d'action municipal appuyé	Ensemble des domaines pour lesquels Concertation Montréal peut offrir de l'expertise
2. Modalités d'exercice des pouvoirs délégués	
Financement de la compétence déléguée	
Budget annuel total	225 000 $

Répartition budgétaire

Nombre minimal de personne-année requise	**Somme maximale réservée à l'administration de Concertation Montréal**	**Somme minimale réservée aux activités et aux projets**
1	33 750 $	91 250 $

Paramètres de reddition de compte	▪ Rapport annuel ▪ Rapport final
Impacts attendus	
- Au niveau de l'agglomération	▪ Une concertation multisectorielle renforcée ▪ Une circulation plus rapide de l'information, des connaissances et des connexions favorisant le développement de la métropole
Indicateurs de performance	
- Quantitatifs (objectifs et mesurables)	▪ Nombre de mandats reçus du maire ▪ Nombre de réponse (documents, etc.) produits en réponse aux mandats reçus ▪ Nombre de collèges d'affinités mobilisés
- Qualitatifs	▪ Pertinence et qualité des documents produits ▪ Renforcement des liens intersectoriels ▪ Renforcement des liens de concertation avec les élus municipaux

ANNEXE III

RAPPORT D'ACTIVITÉS

A) Périodicité

- Au plus tard le 30 mai 2017, l'Organisme produit et adopte un rapport d'activités conforme aux exigences qui suivent couvrant la période du 1er janvier au 31 mars 2017.

- Au plus tard le 30 mai 2018, l'Organisme produit et adopte un rapport d'activités conforme aux exigences qui suivent couvrant la période du 1er avril 2017 au 31 mars 2018.

- Au plus tard le 30 mai 2019, l'Organisme produit et adopte un rapport d'activités conforme aux exigences qui suivent couvrant la période du 1er avril 2018 au 31 mars 2019.

- Au plus tard le 30 mai 2019, l'Organisme produit et adopte un rapport d'activités conforme aux exigences qui suivent couvrant la période du 1er avril 2019 au 31 décembre 2020.

B) Contenu du rapport

Le rapport doit présenter, dans des sections distinctes une évaluation qualitative et une évaluation quantitative des mandats réalisés.

1. Évaluation qualitative

1.1. Analyse de l'atteinte des objectifs fixés pour chacun des mandats

1.2. Réalisations significatives

1.3. Gouvernance, respect des politiques et bonnes pratiques de gestion

- Conseil d'administration de l'Organisme
    - taux de participation des membres votants
    - parité Homme-Femme
    - nombre de réunions tenues

2. Évaluation quantitative

2.1. Suivi, par mandat, de la programmation budgétaire

2.1.1 Montants consacrés aux dépenses d'administration admissibles telles que définies à l'annexe B de l'Annexe II; les dépenses suivantes doivent apparaître distinctement dans le rapport :

- salaires et charges sociales par mandat, au prorata du temps consacrés si les employés assument d'autres tâches;
- horaires professionnels par mandat;
- frais reliés à la réalisation des activités et des projets, par mandat, excluant les salaires et les charges sociales;
- frais reliés aux projets et activités de communication, par mandat;
- télécommunications et site web;
- frais reliés à des activités de représentation, d'accueil et de réception, par mandat;
- frais reliés aux activités d'administration de l'ORGANISME;
- un estimé du nombre d'emplois créés ou maintenus par la mise en œuvre de l'entente

2.2. Analyse de l'atteinte des objectifs fixés pour chacun des mandats, tels que précisés à l'Annexe II ou décidés dans le cadre des travaux des comités de suivi.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1160191009

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction , -
Objet :	Demander au ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du Territoire d'autoriser la Ville à conclure une entente de délégation en matière de développement local et régional avec Concertation régionale de Montréal / Réserver l'enveloppe budgétaire requise à la conclusion de l'entente

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1160191009 Contrib. Concertation MTL 2017 à 2019.xls

2016 11-21 Lettre d'intention du ministre Entente FDT.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie GODBOUT
Préposée au budget
Tél : 514 872-0721

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-03-13

Pascal-Bernard DUCHARME
Chef de section
Tél : 514-872-2059
Division : Direction du conseil et du soutien financier - Pôle Développement

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.01

2017/03/30 17:00

(1)

Dossier # : 1161179018

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement établissant le Programme d'aide à l'accessibilité des commerces (PAAC) / Ajuster la base budgétaire du Service de 300 000 $ en 2018, 2019, 2020 et 2021 et de 100 000 $ en 2022, afin d'assurer la mise en œuvre du programme

Il est recommandé :
1.- d'adopter le règlement intitulé « Règlement établissant le Programme d'aide à l'accessibilité des commerces (PAAC) »;

2.- d'ajuster la base budgétaire du Service à compter de 2018 conformément aux informations financières inscrites au dossier.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2016-11-28 12:44

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1161179018**

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement établissant le Programme d'aide à l'accessibilité des commerces (PAAC) / Ajuster la base budgétaire du Service de 300 000 $ en 2018, 2019, 2020 et 2021 et de 100 000 $ en 2022, afin d'assurer la mise en œuvre du programme

CONTENU

CONTEXTE

Bien, qu'à ce jour, aucune étude ne nous permet de connaître l'état de la situation quant au nombre de commerces inaccessibles aux personnes à mobilité réduite sur l'île de Montréal, il est reconnu qu'ils constituent une limite importante à leur qualité de vie et à leur intégration à la société. Malgré le fait que les travaux visant à rendre les bâtiments ou leurs commodités sans obstacles soient déductibles d'impôt pour les entreprises, peu de ressources et de programmes sont actuellement disponibles pour soutenir le financement de travaux visant l'accès aux personnes handicapées. Actuellement, seules deux villes accordent du soutien financier à l'accessibilité universelle au Québec, soit Trois-Rivières et Victoriaville.
Le présent dossier décisionnel concerne donc l'adoption du règlement établissant le Programme d'aide à l'accessibilité des commerces (PAAC) qui permet la mise en oeuvre d'un nouveau programme d'aide visant à rendre les bâtiments commerciaux ou leurs commodités sans obstacles.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0437 (22 juin 2016) : adopter le Plan Montréal durable 2016-2020.

DESCRIPTION

Dans les deux villes citées précédemment, le programme est en vigueur depuis 2010. À Trois-Rivières, il ne s'applique que dans un quadrilatère restreint du centre-ville. Le programme y connaît un succès mitigé malgré un taux de subvention de 90 % (maximum 7 500 $). Ce résultat peut découler du fait que la grande majorité des constructions sont implantées directement sur le trottoir, ce qui limite grandement les interventions en vue de l'installation de rampes adaptées. À Victoriaville, malgré un taux de subvention moins généreux (50 % et maximum de 4 000 $), le programme s'applique sur l'ensemble de la municipalité et y connaît plus de succès.
Le programme d'aide, mis en oeuvre par le projet de règlement faisant l'objet du présent

dossier décisionnel, s'appliquerait sur l'ensemble de l'agglomération de Montréal. Il offrirait aux propriétaires de bâtiments commerciaux et aux commerçants, une subvention visant à corriger ou à amoindrir les obstacles qui limitent l'entrée et la sortie des établissements commerciaux ainsi qu'à réaliser des travaux d'aménagement pour à améliorer la circulation intérieure et l'accès aux divers appareils sanitaires.

Plus précisément, les travaux visant à rendre le bâtiment ou ses commodités sans obstacles énumérés ci-après seraient admissibles :

- le remplacement de porte donnant accès au bâtiment à partir de la voie publique et au local commercial;
- l'installation d'ouvre-porte électrique permettant l'accès au bâtiment à partir de la voie publique et au local commercial;
- l'installation de plan biseauté;
- l'installation de rampe ou de plateforme élévatrice;
- les travaux d'amélioration de la circulation intérieure tels que le nivellement de plancher, l'élargissement de porte et de salle d'essayage, l'installation d'ascenseur et de plateforme élévatrice;
- les travaux facilitant l'accès aux appareils sanitaires de salle de toilette dédié à la clientèle;
- le remplacement de W.-C.

Le programme propose une subvention égale à 75 % du coût des travaux admissibles, sans dépasser 10 000 $. Le propriétaire ou le locataire d'un bâtiment ou d'une partie de bâtiment affecté à des activités commerciales pourrait obtenir cette subvention, en compensation du coût des travaux admissibles, en présentant une demande à cet effet avant le 31 décembre 2020. Une fois son admissibilité confirmée, le requérant devra exécuter ses travaux dans les 12 mois suivants.

JUSTIFICATION

Le programme d'aide à l'accessibilité des commerces permettrait de favoriser une meilleure qualité de vie pour l'ensemble de nos citoyens, ce qui est une préoccupation constante dans l'agglomération de Montréal. Ainsi, il importe de ne pas marginaliser les personnes ayant des incapacités mais plutôt de valoriser leur rôle social et économique. Considérer les aînés et les personnes à mobilité réduite, reconnaître leur apport personnel et leur contribution au développement de notre communauté est le reflet d'un respect des différences et met l'emphase sur les capacités et le potentiel de chacun. Ainsi, l'optimisation de l'accessibilité des établissements de commerces et de services sur le territoire de l'agglomération constitue un enjeu afin d'offrir un milieu de vie inclusif pour l'ensemble de ses citoyens. La mise en oeuvre de ce programme permettrait de contribuer directement à la réalisation de l'action 12 du Plan Montréal durable 2016-2020 qui vise à rendre les bâtiments accessibles universellement, c'est-à-dire permettre à toute personne, quelles que soient ses capacités, l'utilisation identique ou similaire, autonome et simultanée des services offerts.

Le programme permettrait également d'actualiser le cadre bâti, qui répondait aux normes de conception sans obstacles du Code de construction du Québec ou de la réglementation en vigueur au moment de sa construction ou après avoir subit une transformation, mais qui ne répond plus aux normes de conception sans obstacles et à la réglementation applicable actuelles.

Cette responsabilité serait entièrement assumée par l'agglomération parce qu'elle concerne l'aide à l'entreprise qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le financement du programme nécessite un budget global de 1,6 M$. La distribution de versement des subventions est basée sur des prévisions de réalisation d'environ 40 projets par année. Le montant estimé des subventions versées serait de 300 000 $ par année de 2017 à 2021 et de 100 000 $ en 2022.
Le financement du programme serait assumé par l'agglomération de Montréal, ce qui occasionnerait un impact sur le cadre financier du Service.

- Pour 2017, le programme serait financé en puisant les 300 000 $ nécessaires dans l'enveloppe budgétaire associée au PR@M-Industrie. Si ceci devait amener un déficit de financement pour ce dernier, une demande de virement budgétaire en provenance du budget des dépenses contingentes d'agglomération serait déposée plus tard, en cours d'année 2017.
- Pour les années 2018 à 2021, un ajustement de 300 000 $ de la base budgétaire du Service du développement économique serait nécessaire.
- Pour 2022, un ajustement de 100 000 $ de la base budgétaire du Service devrait être prévu.

L'impact foncier découlant directement du programme devrait être marginal.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le Programme d'aide à l'accessibilité des commerces s'inscrit dans la priorité qui vise à assurer l'accès à des quartiers durables, à l'échelle humaine et en santé.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si le projet de règlement n'était pas adopté, ceci aurait pour effet de ne pas mettre en oeuvre ce programme permettant de contribuer directement à rendre les bâtiments accessibles universellement, c’est-à-dire permettre à toute personne, quelles que soient ses capacités, l’utilisation identique ou similaire, autonome et simultanée des services offerts.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication est en cours d’élaboration en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Mise en oeuvre du programme.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Christian DICAIRE)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Annie GERBEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Isabelle MERCILLE, Service des communications
François GONEAU, Service des communications

Lecture :

Isabelle MERCILLE, 17 novembre 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Alain MARTEL
Conseiller en développement économique

Tél : 514 872-8508
Télécop. : 514 872-0049

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-11-17

Alain HOUDE
Directeur

Tél : 514 872-1908
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Serge GUÉRIN
Directeur
Tél : 514 872-0068
Approuvé le : 2016-11-28

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1161179018

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Objet :	Adopter le Règlement établissant le Programme d'aide à l'accessibilité des commerces (PAAC) / Ajuster la base budgétaire du Service de 300 000 $ en 2018, 2019, 2020 et 2021 et de 100 000 $ en 2022, afin d'assurer la mise en œuvre du programme

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS



AG 1161179018 Règ. PAAC final.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Annie GERBEAU
Avocate
Tél : 514-872-3093

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-11-18

Annie GERBEAU
Avocate, chef de division
Tél : 514-872-3093
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
RCG 16-XXX

RÈGLEMENT ÉTABLISSANT LE PROGRAMME D'AIDE À L'ACCESSIBILITÉ DES COMMERCES (PAAC)

Vu les articles 82 à 90 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu le Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019);

À l'assemblée du _____ 2016, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

SECTION I
DÉFINITIONS

1. Dans le présent règlement, les mots suivants signifient :

« activités commerciales » : la vente au détail ou la location de produits ou de services;

« bâtiment » : un bâtiment affecté en totalité ou en partie à des activités commerciales dûment autorisées en vertu des règlements de zonage applicables;

« Code » : le Code de construction (RLRQ, chapitre B-1.1., r. 2);

« coût des travaux » : le coût des travaux calculé avant les taxes;

« directeur » : le directeur du Service du développement économique;

« professionnel autorisé » : un architecte, un ingénieur ou un technologue professionnel, membre en règle de son ordre professionnel;

« sans obstacles » : se dit, en parlant d'un bâtiment ou de ses commodités, pour indiquer que des personnes atteintes d'une incapacité physique ou sensorielle peuvent y avoir accès, y pénétrer ou les utiliser.

« travaux admissibles » : les travaux visant à rendre le bâtiment ou ses commodités sans obstacles, énumérés ci-après :

1° le remplacement de porte donnant accès au bâtiment à partir d'une voie publique autre qu'une ruelle;

2° l'installation d'ouvre-porte électrique permettant l'accès au bâtiment à partir d'une voie publique autre qu'une ruelle;

3° le remplacement de porte d'une entrée par local où un établissement exerce des activités commerciales;

4° l'installation d'ouvre-porte électrique d'une entrée par local où un établissement exerce des activités commerciales;

5° l'installation de plan biseauté;

6° l'installation de rampe ou de plateforme élévatrice;

7° les travaux d'amélioration de la circulation intérieure suivants :

a) le nivellement de plancher;

b) l'élargissement de porte et de salle d'essayage;

c) l'installation d'ascenseur et de plateforme élévatrice.

8° les travaux facilitant l'accès aux appareils sanitaires de salle de toilette dédiée à la clientèle qui suivent :

a) l'élargissement de cabine de W.-C.;

b) l'installation de barre d'appui;

c) l'installation de lavabo, de sèche-main ou de distributeur de papier à mains;

d) le remplacement de robinetterie;

e) le remplacement de W.-C. adapté.

SECTION II
APPLICATION

2. Le présent règlement permet la mise en place d'un programme de subvention pour l'adaptation d'un bâtiment, ou d'une partie de celui-ci, visant à corriger ou à amoindrir de façon permanente les obstacles qui limitent l'accès des personnes atteintes d'une incapacité physique ou sensorielle aux commerces et à leurs commodités.

3. Le présent règlement ne s'applique pas :

1° à un bâtiment appartenant à la Couronne du chef du Canada ou à l'un de ses mandataires, à la Couronne du chef du Québec ou à l'un de ses mandataires, à une commission scolaire, à un établissement visé par la Loi sur les services de santé et les services sociaux (RLRQ, chapitre S-4.2), à la Société de transport de Montréal ou à la Communauté métropolitaine de Montréal;

2° à un bâtiment qui ne répond pas aux normes de conception sans obstacles du Code ou de la réglementation en vigueur au moment de sa construction ou qui n'y répond pas après avoir subit une transformation pour laquelle le Code ou la réglementation en vigueur exigeaient une conception sans obstacles;

3° à un bâtiment ou à une partie de bâtiment affecté à des activités industrielles;

4° à des travaux visés par d'autres subventions ou par d'autres programmes de subvention de la Ville;

5° à des travaux consistant en de la réparation ou du remplacement de mobilier ou d'équipement utilisés aux fins de l'exercice des activités du requérant, qu'ils soient immobilisés ou non.

SECTION III
EXCLUSIONS

4. Aucune subvention n'est octroyée pour des travaux qui ont débutés avant la date à laquelle la demande de subvention est déclarée admissible.

5. Aucune subvention n'est octroyée pour des travaux si les conditions suivantes ne sont pas respectées :

1° lorsqu'aucun accès au bâtiment depuis une voie publique, autre qu'une ruelle, n'est conforme aux normes de conception sans obstacles du Code ou de la réglementation applicable, des travaux visant à rendre un tel accès au bâtiment conforme à ces normes doivent être prévus dans la demande de subvention et réalisés;

2° les travaux doivent être conformes au Code et à la réglementation applicable.

SECTION IV
DEMANDE DE SUBVENTION

6. Le propriétaire ou le locataire d'un bâtiment peut obtenir une subvention en compensation du coût des travaux admissibles en présentant une demande à cet effet. La demande doit être présentée au moyen du formulaire fourni par la Ville avant le 31 décembre 2020. Ce formulaire doit être accompagné des documents suivants :

1° si la demande est faite par le propriétaire :

a) un document établissant qu'il est le dernier propriétaire du bâtiment visé par la demande, selon l'inscription au Registre foncier du Québec;

b) un document établissant le mandat de toute personne agissant en son nom;

c) au moins une estimation, ventilée poste par poste, portant sur tous les travaux prévus;

d) un document signé par un professionnel autorisé confirmant que le bâtiment répondait aux normes de conception sans obstacles du Code ou de la réglementation en vigueur au moment de sa construction ou qu'il y répondait après avoir subit une transformation pour laquelle le Code ou la réglementation en vigueur exigeaient une conception sans obstacles.

2° si la demande est présentée par le locataire :

a) le bail attestant son statut de locataire d'une partie ou de la totalité du bâtiment visé par la demande;

b) un document attestant que le propriétaire de ce bâtiment consent aux travaux;

c) les documents décrits aux sous-paragraphes b), c) et d) du paragraphe 1.

Le propriétaire ou le locataire d'un bâtiment qui a présenté une demande de subvention déclarée admissible par le directeur, conformément à l'article 7, ne peut pas subséquemment présenter une autre demande ni obtenir une autre subvention en compensation du coût de travaux admissibles pour ce bâtiment.

Lorsqu'un bâtiment est détenu en copropriété divise le mot « propriétaire » peut désigner le Syndicat des copropriétaires.

SECTION V
ADMISSIBILITÉ DE LA DEMANDE

7. Dans les 40 jours ouvrables de la réception d'une demande de subvention conforme à l'article 6, le directeur déclare la demande admissible et en avise le propriétaire ou le locataire par écrit, en indiquant le coût des travaux admissibles, calculé avant taxes, qui sera pris en compte aux fins de la subvention.

SECTION VI
CONDITIONS

8. Le propriétaire ou le locataire dispose de 12 mois pour effectuer les travaux admissibles à compter de la date de l'avis d'admissibilité de la demande. Ces travaux doivent être entrepris au plus tard six mois après la date de l'avis d'admissibilité.

Les travaux doivent être exécutés par un entrepreneur détenant une licence appropriée de la Régie du bâtiment du Québec.

9. Lorsque les travaux sont terminés dans le délai fixé au premier alinéa de l'article 8, un propriétaire ou un locataire doit, pour obtenir la subvention demandée, transmettre au directeur :

1° une certification signée par un professionnel autorisé confirmant que les travaux sont terminés et qu'ils ont été effectués conformément aux normes de conception sans obstacles du Code et de la réglementation applicable;

2° les factures, reçus et autres pièces démontrant le coût des travaux et leur acquittement;

3° une copie de tout permis visant les travaux admissibles.

10. Lorsqu'un propriétaire ou un locataire s'est conformé aux articles 8 et 9, le directeur, après avoir constaté que les travaux ont été exécutés conformément au Code et à la réglementation applicable, approuve le versement de la subvention et en informe le propriétaire ou le locataire, selon le cas, au moyen d'un avis écrit.

SECTION VII
MONTANT DE LA SUBVENTION

11. Le montant maximal de subvention qui peut être versé en regard d'une demande de subvention est égal 75 % du coût des travaux admissibles approuvé par le directeur.

Lorsqu'il est constaté que le coût des travaux admissibles dépasse celui approuvé par le directeur, le montant de la subvention est calculé sur la base du coût des travaux approuvé, majoré du pourcentage de dépassement constaté, ce pourcentage ne pouvant excéder 10 %.

En aucun temps, le montant de la subvention ne peut excéder 10 000 $.

SECTION VIII
VERSEMENT DE LA SUBVENTION

12. À la suite de l'avis prévu à l'article 10, le montant total de la subvention est versé.

13. Si, au plus tard un an et trois mois après la date de l'avis prévu à l'article 7, le bénéficiaire n'a pas fourni tous les documents requis en vertu de l'article 9, il est déchu de son droit d'obtenir toute subvention demandée en vertu du présent règlement.

14. Le versement de toute subvention prévue au présent règlement est suspendu tant que le bénéficiaire est en défaut de :

1° payer quelque somme due à la Ville à titre de taxes et de tarifs municipaux ou de droits de mutation immobilière, sauf à l'égard de l'excédent résultant d'une opération de compensation effectuée conformément aux dispositions du Code civil;

2° rendre les travaux visés par le présent règlement conformes au Code et à la réglementation applicable dans le cas où ces travaux y dérogent.

Aucun intérêt ni aucune forme de compensation ne peuvent être réclamés à la Ville en compensation de cette suspension de paiement.

15. Toute fausse représentation, tentative de fraude ou fraude entraîne l'annulation de toute subvention prévue par le présent règlement. Dans un tel cas, toute somme versée en application du présent règlement, sous la forme d'une subvention, doit être remboursée au comptant à la Ville, avec intérêts et frais par le bénéficiaire.

16. Le directeur peut, à toute heure raisonnable, effectuer une inspection du bâtiment visé par une demande de subvention.

17. Le propriétaire ou le locataire d'un bâtiment visé par une demande de subvention ne peut s'opposer à une inspection de ce bâtiment, sous peine de l'annulation définitive de cette demande.

18. Lorsqu'un bâtiment ou une partie de celui-ci, pour lequel une demande de subvention a été déclarée admissible en vertu de l'article 7, change de

propriétaire ou de locataire avant que le versement de la subvention ne soit approuvé en vertu de l'article 10, le nouveau propriétaire ou le nouveau locataire peut bénéficier des mêmes droits que le propriétaire ou le locataire précédent, s'il assume les obligations découlant du présent règlement.

SECTION XI
DURÉE DU PROGRAMME

19. Le programme de subvention prévu au présent règlement prend fin à celle des dates suivantes qui survient la première :

1° la date à laquelle, selon un avis du trésorier de la Ville, les fonds affectés au programme sont épuisés;

2° le 30 juin 2022.

GDD1161179018

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1161179018

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Objet :	Adopter le Règlement établissant le Programme d'aide à l'accessibilité des commerces (PAAC) / Ajuster la base budgétaire du Service de 300 000 $ en 2018, 2019, 2020 et 2021 et de 100 000 $ en 2022, afin d'assurer la mise en œuvre du programme

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1161179018 - PAAC de 2017 à 2022.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Christian DICAIRE
Préposé budgétaire
Tél : 514 872-3752

co-auteur:
Paule Tanguay, préposée au budget
Conseil et soutien financier - PS Développement

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-11-28

Pascal-Bernard DUCHARME
Conseiller budgetaire
Tél : 514 872-2059

Division : Service des finances Div. Conseil Et Soutien Financier - Point Ser. Développement

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.02

2017/03/30 17:00

(1)

Dossier # : 1160390005

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 7,5 M$ afin de financer les travaux de rénovation de l'hôtel-de-ville", dépenses relevant de la compétence du Conseil d'agglomération

Il est recommandé :
Adopter un règlement d'emprunt intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 7,5 M$ afin de financer les travaux de rénovation de l'hôtel de ville"

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-01-26 10:18

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1160390005**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 7,5 M$ afin de financer les travaux de rénovation de l'hôtel-de-ville", dépenses relevant de la compétence du Conseil d'agglomération

CONTENU

CONTEXTE

Des travaux de rénovation majeurs sont à réaliser à l'hôtel-de-ville en 2017-2018-2019. Afin de commencer les plans et devis ainsi que les expertises requises, un règlement d'emprunt est requis afin de couvrir la proportion des dépenses qui relèvent de l'Agglomération

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 02120 26 février 2015 Adoption d'un règlement d'emprunt intitulé " Règlement autorisant un emprunt de 3 700 000$ afin de financer les travaux de rénovation de l'hôtel-de-ville de Montréal" pour les dépenses qui relèvent de la compétence du conseil d'agglomération

DESCRIPTION

Le présent sommaire a pour but d'obtenir le règlement d'emprunt permettant la réalisation des travaux de rénovation de l'hôtel-de-ville.
Les travaux prévus sont:
PRÉALABLE - Déplacement des occupants de l'hôtel-de-ville dans l'édifice Lucien-Saulnier et du Service des finances dans une autre location, pour la durée des travaux.
PHASE 1 - Mise aux normes des systèmes de protection et d'alarme incendie, des issues de secours, de l'accès universel. Mise à niveau des systèmes électromécaniques et des réseaux de télécommunication. Remplacement de fenêtres du sous-sol au 2e étage. Restauration du patrimoine intérieur de l'hôtel-de-ville. Ajouter des éléments de développement durable.
PHASE 2 - Maintien de l'actif par la réfection de la structure et de l'enveloppe du bâtiment. Restauration du patrimoine bâti extérieur de l'hôtel-de-ville. (Note : Les 2 phases incluent les coûts des honoraires et des travaux.)

JUSTIFICATION

Les principaux travaux visent la mise aux normes de l'édifice et la sécurité des occupants et des visiteurs.
Il faut aussi réduire l'indice de vétusté des systèmes électromécaniques afin d'atteindre une meilleure performance énergétique et de diminuer les coûts d'exploitation et d'entretien. La mise à niveau des réseaux électrique, informatique et téléphonique déstructurés optimiseront les opérations, les aménagements et l'entretien.
L'hôtel-de-ville est un édifice unique au Canada qui doit être mis en valeur et son patrimoine restauré suite à diverses interventions passées malheureuses. Plusieurs travaux de maçonnerie et de correction de problèmes structuraux sont nécessaires à court terme pour assurer la sécurité des usagers et la protection de l'actif.
Les travaux permettront de se conformer aux diverses politiques de la Ville tel que l'accessibilité universelle et le développement durable. Ce sera le premier bâtiment de la ville à être certifié LEED bâtiment existant ce qui exigera des changements dans les façons de faire de la Ville et ouvrira la voie au verdissement de tout le parc immobilier.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les sommes requises pour les travaux sont inscrites au PTI 2017-2019, projet 66034 (sans les sommes requises en ultérieur).
Le terme du projet de règlement d'emprunt ne devra pas excéder 20 ans.
Ce projet est de compétence mixte. Un sommaire similaire sera présenté pour un règlement d'emprunt concernant les dépenses relevant du Conseil municipal (1160390004)

L'obtention d'un règlement d'emprunt permettra de couvrir les dépenses de préparation des plans et devis de la phase 1 du projet et ainsi éviter le retard des débuts de travaux en 2018.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

n.a.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'obtention d'un règlement d'emprunt permettra de couvrir les dépenses de préparation des plans et devis de la phase 1 du projet et ainsi éviter le retard des débuts de travaux en 2018.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

n.a.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion Février 2017
Adoption du règlement mars 2017
Autorisation du Ministère des Affaires municipales et Occupation du territoire environ juin 2017

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Abdelkodous YAHYAOUI)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Nicolas DUFRESNE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Josée BONIN
Cadre sur mandats

Tél : 514-872-1103
Télécop. : 514 872-5279

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-12-20

Sylvie DESJARDINS
Directrice du bureau de projet et des services administratifs

Tél : 514 872-5493
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvie DESJARDINS
Directrice du bureau de projet et des services administratifs
Tél : 514 872-5493
Approuvé le : 2017-01-20

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI

Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2017-01-20

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1160390005

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , -
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 7,5 M$ afin de financer les travaux de rénovation de l'hôtel-de-ville", dépenses relevant de la compétence du Conseil d'agglomération

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

ND - 1160390005 - Réno Hôtel de Ville.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nicolas DUFRESNE
Avocat
Tél : 514-872-0128

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-01-19

Nicolas DUFRESNE
Avocat
Tél : 514-872-0128
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 7 500 000 $ AFIN DE FINANCER DES TRAVAUX DE RÉNOVATION DE L'HÔTEL-DE-VILLE

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Vu l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme d'immobilisations 2017-2019 de l'agglomération de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 7 500 000 $ est autorisé afin de financer des travaux de rénovation de l'hôtel-de-ville qui relèvent de la compétence du conseil d'agglomération.

2. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception, de confection de plans et devis et de surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux provenant de l'agglomération de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

_____

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1160390005

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , -
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 7,5 M$ afin de financer les travaux de rénovation de l'hôtel-de-ville", dépenses relevant de la compétence du Conseil d'agglomération

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1160390005 Règ. empr..pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Abdelkodous YAHYAOUI
Agent comptable analyste - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514 872 5885

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-01-04

Françoise TURGEON
Conseillère budgétaire

Tél : 514 872-1093
Division : Service des finances - Point de service HDV

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.03

2017/03/30 17:00

(1)

Dossier # : 1164207001

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Bureau de projets TI , Gestion du portefeuille
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 112 872 000 $ afin de financer l'acquisition de biens, de services techniques et de services professionnels en informatique, relevant de la compétence de l'agglomération, en vue de réaliser les projets inscrits à la programmation du PTI 2017-2019 du Service des technologies de l'information.

Il est recommandé :
d'adopter le Règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 112 872 000 $ afin de financer l'acquisition de biens, de services techniques et de services professionnels en informatique ».

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-01-31 13:35

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1164207001**

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Bureau de projets TI , Gestion du portefeuille
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 112 872 000 $ afin de financer l'acquisition de biens, de services techniques et de services professionnels en informatique, relevant de la compétence de l'agglomération, en vue de réaliser les projets inscrits à la programmation du PTI 2017-2019 du Service des technologies de l'information.

CONTENU

CONTEXTE

Le Service des technologies de l'information (Service des TI) de la Ville de Montréal (Ville) a pour mission d'assurer le maintien et soutenir la modernisation des services technologiques clés de la Ville et de soutenir les missions des unités de la Ville au niveau des initiatives de la ville intelligente et numérique, des autres initiatives citoyennes, ainsi que des projets de transformation organisationnelle. À cet effet, un plan de réalisation de projets d'envergure pour les trois (3) prochaines années a été déposé. Au total, ce plan comporte soixante-et-onze (71) projets qui se déclinent comme suit :

- 31 projets font l'objet des deux règlements d'emprunt (dossiers mixtes).
- 10 projets font uniquement l'objet du règlement d'emprunt d'agglomération;
- 22 projets font uniquement l'objet du règlement d'emprunt corporatif;
- 8 projets possèdent leurs règlements d'emprunt spécifiques: Ville intelligente et numérique, SERAM, Portail web de la Ville, Bureau de demain, Gestion des capacités des serveurs, Système de gestion des actifs municipaux, Système intégré de répartition Montréal et Gestion de l'évolution bureautique.

Pour l'objet de ce sommaire, 41 projets sont visés par le règlement d'emprunt d'agglomération. À noter que le détail de ces projets se trouve dans la présentation jointe. L'ensemble de ces projets se déclinent en fonction de trois (3) axes :

1. La Ville intelligente et numérique, qui est constituée notamment de:

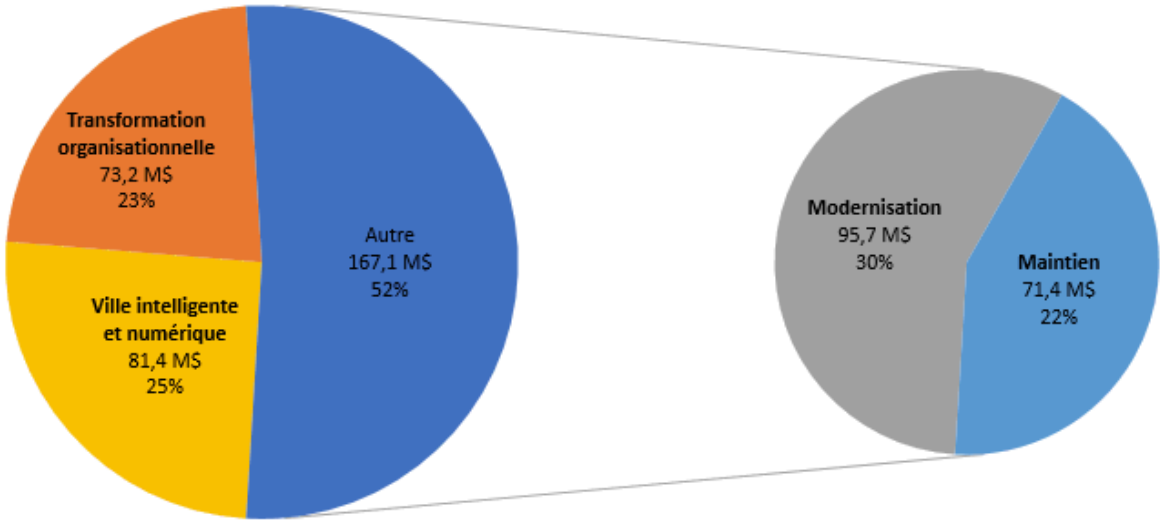
- Projets offrant des services numériques aux citoyens qui sont au centre même de la stratégie de la ville intelligente et numérique;
- Projets de mobilité urbaine prévoyant des outils et des applications numériques dont l'objectif sera de fournir des informations en temps réel sur l'état du réseau routier et du trafic de manière à faciliter les déplacements des citoyens sur le territoire de la Ville;
- Projets offrant des solutions de télécommunications modernes et performantes en soutien aux actifs et activités essentiels de la Ville.

2. La transformation organisationnelle, qui sera réalisée par l'entremise de projets d'implantation de systèmes informatiques plus modernes et plus efficients en appui aux chantiers de transformation organisationnelle de la Ville.

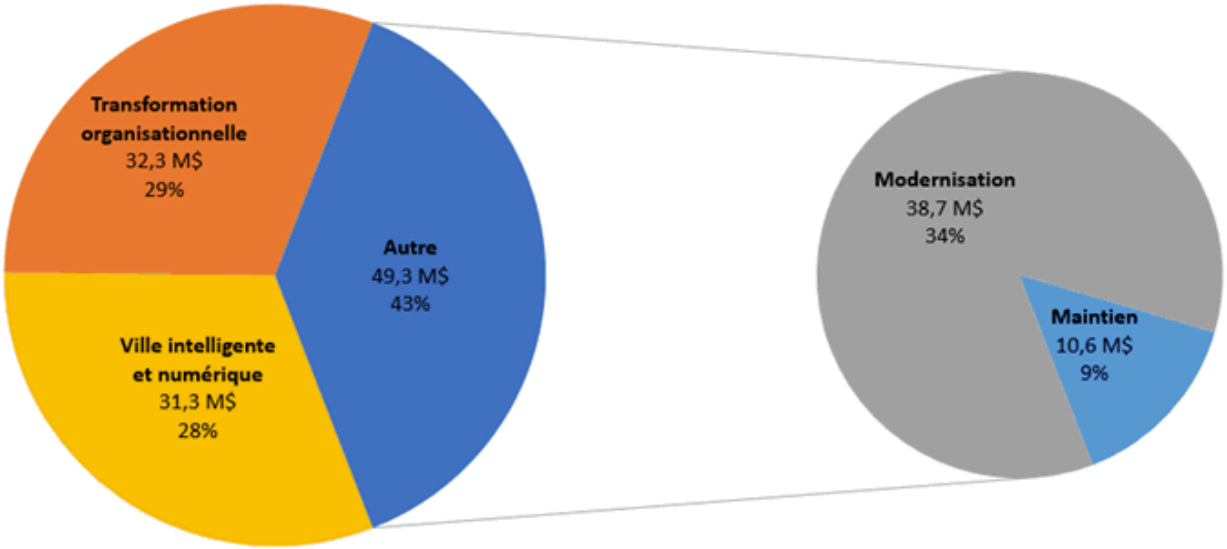
3. La modernisation et le maintien des actifs, qui est composé de:

- Projets de rehaussement, tant technologiques que fonctionnels, de plusieurs systèmes informatiques en appui aux activités administratives de la Ville et à la prestation de services aux citoyens;
- Projets de maintien (selon les volets d'efficacité, de sécurité et de performance) des infrastructures et de nombreux systèmes informatiques du parc applicatif de la Ville.

Voici la distribution budgétaire des 71 projets inscrits au Plan triennal d'immobilisations (PTI) :



Voici la distribution budgétaire des 41 projets visés par ce règlement d'emprunt :



Le présent dossier porte sur l'adoption d'un règlement d'emprunt totalisant 112 872 000 $ pour mettre en place de nouvelles infrastructures technologiques pour la mise à niveau et la modernisation du parc informatique de la Ville relevant de la compétence du conseil de l'agglomération. Ces interventions visent l'acquisition de biens, de services techniques et de services professionnels en informatique hautement spécialisés.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0304 – 24 novembre 2015 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 58 000 000 $ pour le financement de l'acquisition d'équipements et de services professionnels en informatique
CG13 0432 – 26 septembre 2013 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 40 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'équipements et de services professionnels en informatique.

DESCRIPTION

Le présent dossier a pour but de faire adopter un règlement d'emprunt de 112 872 000 $ pour le financement des projets de compétence de l'agglomération et de compétence mixte – volet agglomération inscrits à la programmation du PTI 2017-2019 du Service des TI. La clé de répartition en vigueur à l'adoption du PTI 2017-2019 est de 51,2% à l'agglomération et de 48,8% à la Ville centrale.
Les investissements dans les technologies de l'information constituent un moyen essentiel pour la Ville, si elle veut atteindre son objectif de devenir le chef de file mondialement reconnu parmi les villes intelligentes et numériques. L'obtention de ce règlement d'emprunt permettra l'acquisition de biens, de services techniques et de services professionnels en informatique hautement spécialisés de divers projets futurs et évitera ainsi leur financement par l'adoption de règlements d'emprunt à la pièce.

Les dépenses admissibles au règlement d'emprunt doivent respecter la politique de capitalisation des dépenses en immobilisations de la Ville de Montréal.

Le règlement d'emprunt touchant le volet Ville centrale est demandé via le GDD 1164207002.

JUSTIFICATION

L'autorisation du présent règlement d'emprunt permettra l'obtention des crédits nécessaires à la réalisation des projets d'immobilisation planifiés au PTI 2017-2019.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce règlement permettra de financer le volet agglomération d'un ensemble de projets en technologies de l'information totalisant un montant de 221 188 000 $. La portion relevant de la compétence de l'agglomération s'élève à 112 872 000 $. La liste de ces projets est jointe au présent dossier. Le règlement d'emprunt touchant le volet Ville centrale est demandé via un autre dossier décisionnel. Les travaux financés par ce règlement d'emprunt constituent des dépenses en immobilisations. La proportion allouée à l'acquisition de biens et services techniques est estimée à 35 % et celle allouée à l'acquisition de services professionnels et de main-d'œuvre capitalisable est d'environ 65%.

La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 5 ans conformément à la Politique de capitalisation et amortissement des dépenses en immobilisations approuvée par le conseil d'agglomération par la résolution CG07 0473.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'approbation de ce dossier permettra au Service des TI de réaliser les projets prévus au PTI 2017-2019.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion : 2017-02-23;
Adoption : 2017-03-30;
Approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mario PRIMARD)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Nicolas DUFRESNE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martine GÉLINAS
Conseillère en analyse et contrôle de gestion

Tél : 872-8275
Télécop. : 280-9109

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-11-21

Amirouche SELLAM
gestionnaire de projets majeurs - ti

Tél : 514-872-2199
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Christian C ROBIDOUX
Directeur du Bureau de projets

Tél : 514-234-6396
Approuvé le : 2016-11-29

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sylvain PERRAS
Directeur du service des technologies de l'information
Tél :
Approuvé le : 2017-01-27

Enveloppe PTI 2017-2019 Service des TI pour les projets n'ayant pas de règlement spécifique.
(en miller de dollars, au net)

		Compétence d'agglomération				Compétence de la Ville centrale				Total PTI 2017-2019			
Numéro investi	**Intitulé du projet**	**2017**	**2018**	**2019**	**Total**	**2017**	**2018**	**2019**	**Total**	**2017**	**2018**	**2019**	**Total**
09000	Chantier d'amélioration du réseau logistique et de la gestion des stocks	1 357	1 335	1 383	**4 075**	1 294	1 272	1 318	3 884	2 651	2 607	2 701	7 959
28020	Système de gestion des projets d'immobilisations	358	101	0	**459**	342	97	0	439	700	198	0	898
54444	Développement et mise en oeuvre des applications informatiques de la gestion des matières résiduelles	140	220	180	**540**	0	0	0	0	140	220	180	540
60090	Plateforme de gestion de projets et de portefeuilles TI	768	256	0	**1 024**	732	244	0	976	1 500	500	0	2 000
60110	Programme de sécurité et de continuité TI	973	1 075	1 151	**3 199**	927	1 025	1 097	3 049	1 900	2 100	2 248	6 248
61000	Modernisation des services TI	0	614	717	**1 331**	0	586	683	1 269	0	1 200	1 400	2 600
68088	Approvisionnement III	1 536	1 075	462	**3 073**	1 464	1 025	441	2 930	3 000	2 100	903	6 003
68092	Migration du système intégré Montréal (SIMON)	973	179	0	**1 152**	927	171	0	1 098	1 900	350	0	2 250
68111	Modernisation des télécommunications	3 178	3 383	3 866	**10 427**	3 029	3 225	3 685	9 939	6 207	6 608	7 551	20 366
68122	Gestion des services aux utilisateurs	154	0	0	**154**	146	0	0	146	300	0	0	300
68145	Outil de suivi et de contrôle des inventaires du matériel roulant	51	51	0	**102**	49	49	0	98	100	100	0	200
68255	Gestion des identités	717	768	614	**2 099**	683	732	586	2 001	1 400	1 500	1 200	4 100
68272	Cadenassage et SIGI mobile (système intégré de gestion des Immeubles)	185	0	0	**185**	177	0	0	177	362	0	0	362
68275	Modernisation des TI des systèmes des immeubles	0	0	0	**0**	130	400	710	1 240	130	400	710	1 240
68305	Modernisation des opérations policières	1 400	1 900	2 400	**5 700**	0	0	0	0	1 400	1 900	2 400	5 700
68420	Modernisation des systèmes de soutien aux opérations et à la préve ntion du SIM	350	600	950	**1 900**	0	0	0	0	350	600	950	1 900
69205	Modernisation de la plateforme géomatique	358	666	1 024	**2 048**	342	634	976	1 952	700	1 300	2 000	4 000
70015	Système de relève des compteurs d'eau	90	0	0	**90**	85	0	0	85	175	0	0	175
70025	Cour municipale numérique	1 400	2 800	2 800	**7 000**	0	0	0	0	1 400	2 800	2 800	7 000
70060	Système de gestion des structures routières (ponts et tunnels)	0	0	0	**0**	300	0	0	300	300	0	0	300
70170	Modernisation des applications de la gestion durable de l'eau	0	0	0	**0**	150	450	100	700	150	450	100	700
70175	Infrastructures et outils TI-Gestion de l'eau	1 000	1 000	1 000	**3 000**	0	0	0	0	1 000	1 000	1 000	3 000
70190	Présence numérique-Fondation	1 946	1 690	1 726	**5 362**	1 854	1 610	1 645	5 109	3 800	3 300	3 371	10 471
70250	Refonte des systèmes de gestion du processus décisionnel	666	410	410	**1 486**	634	390	390	1 414	1 300	800	800	2 900
70540	Intelligence d'affaires-Infrastructure et outils	1 229	1 280	512	**3 021**	1 171	1 220	488	2 879	2 400	2 500	1 000	5 900
70550	Gestion des règlements municipaux	0	0	0	**0**	1 400	1 400	446	3 246	1 400	1 400	446	3 246
70620	Numérisation des microfilms- Archives de Montréal	0	0	0	**0**	256	150	0	406	256	150	0	406
70750	Intelligence d'affaires-Finances	410	230	0	**640**	390	220	0	610	800	450	0	1 250
70850	Indicateurs de gestion institutionnels (gestion par activités)	179	256	461	**896**	171	244	439	854	350	500	900	1 750
71050	Modernisation des TI des projets du Service de la concertation des arrondissements	0	0	0	**0**	1 600	700	700	3 000	1 600	700	700	3 000
71350	Gestionnaire électronique de documents	563	1 331	1 303	**3 197**	537	1 269	1 241	3 047	1 100	2 600	2 544	6 244
71650	Amélioration des processus en évaluation foncière	1 300	2 100	1 600	**5 000**	0	0	0	0	1 300	2 100	1 600	5 000
71750	Refonte du système de gestion de la qualité de l'air et de l'eau (GAE)	700	900	525	**2 125**	0	0	0	0	700	900	525	2 125
71800	Modernisation des dossiers d'évaluation-Module de collecte de données économiques et d'éval. des immeubles à revenus	286	0	0	**286**	0	0	0	0	286	0	0	286
72080	Mise à niveau et modernisation des systèmes de répartition des int erventions d'urgence	2 800	2 900	1 114	**6 814**	0	0	0	0	2 800	2 900	1 114	6 814
72501	Robot de tri-Bibliothèques	0	0	0	**0**	0	600	200	800	0	600	200	800
72515	Système de gestion des loisirs municipaux	0	0	0	**0**	1 100	924	0	2 024	1 100	924	0	2 024
72660	Réforme des services d'accueil-Espace pour la vie	0	0	0	**0**	1 500	500	0	2 000	1 500	500	0	2 000
72710	Inspection des actifs du mobilier urbain	0	0	0	**0**	200	200	0	400	200	200	0	400
72730	Refonte des systèmes opérationnels de la culture, des sports et autres	0	0	0	**0**	300	0	0	300	300	0	0	300

73000	Recettes et encaissements	1 303	0	0	**1 303**		1 241	0	0	1 241		2 544	0	0	2 544
73100	Système budgétaire	205	256	2 970	**3 431**		195	244	2 830	3 269		400	500	5 800	6 700
74250	Système de gestion des ressources humaines	2 099	3 226	3 379	**8 704**		2 001	3 074	3 221	8 296		4 100	6 300	6 600	17 000
74550	Système de taxation	3 430	3 482	3 533	**10 445**		3 270	3 318	3 367	9 955		6 700	6 800	6 900	20 400
74650	Harmonisation des applications Oracle	205	0	0	**205**		195	0	0	195		400	0	0	400
74830	Tableaux de bord pour le déneigement	0	0	0	**0**		600	600	475	1 675		600	600	475	1 675
74840	Gestion des parcours génériques (suivi véhiculaire)	0	0	0	**0**		1 700	1 500	362	3 562		1 700	1 500	362	3 562
74850	Renseignement	1 200	500	0	**1 700**		0	0	0	0		1 200	500	0	1 700
74860	Geo-Trafic	0	0	0	**0**		350	0	0	350		350	0	0	350
74870	Gestion des interventions en arrondissement	0	0	0	**0**		450	400	150	1 000		450	400	150	1 000
74910	Paiement en ligne	0	0	0	**0**		300	550	0	850		300	550	0	850
74925	Assistant à la gestion des interventions dans les rues (AGIR)	0	0	0	**0**		1 800	2 400	2 100	6 300		1 800	2 400	2 100	6 300
74950	Réforme TI des régimes de retraite	307	128	128	**563**		293	122	122	537		600	250	250	1 100
74990	Infrastructures TI des projets en transport	0	0	0	**0**		700	1 100	1 200	3 000		700	1 100	1 200	3 000
75400	Tableaux de bord-Subventions à la propriété	0	0	0	**0**		500	200	0	700		500	200	0	700
75420	Plan d'action en salubrité - Module inspection	0	0	0	**0**		150	0	0	150		150	0	0	150
75511	Montréal 511	0	0	0	**0**		200	200	0	400		200	200	0	400
75550	Système de gestion des végétaux	0	0	0	**0**		400	400	0	800		400	400	0	800
78010	Mise en place du Wi-Fi à l'échelle de la ville	410	512	563	**1 485**		390	488	537	1 415		800	1 000	1 100	2 900
78021	Mise en place du centre d'opération réseau et du laboratoire d'int eropérabilité et de conformité	512	512	563	**1 587**		488	488	537	1 513		1 000	1 000	1 100	3 100
78032	Communications numériques	563	563	512	**1 638**		537	537	488	1 562		1 100	1 100	1 000	3 200
78043	Capacité, performance, outils et automatisation du réseau de téléc ommunications	614	870	1 280	**2 764**		586	830	1 220	2 636		1 200	1 700	2 500	5 400
78054	Robustesse du réseau de télécommunications	614	819	1 229	**2 662**		586	781	1 171	2 538		1 200	1 600	2 400	5 200
Total général		**36 529**	**37 988**	**38 355**	**112 872**		38 822	36 569	32 925	108 316		75 351	74 557	71 280	221 188

Service
des technologies
de l'information

Ville de Montréal

Règlements d'emprunt du Programme triennal d'immobilisations 2017-2019 Service des technologies de l'information

Sommaires décisionnels

1164207001 et 1164207002

Plan de la présentation

- Mission
- Contexte
- Axes majeurs du PTI
- Distributions des règlements d'emprunt par axe majeur
- Règlements d'emprunt du PTI 2017-2019 – projets
  - Axe 1. Ville intelligente et numérique
  - Axe 2. Transformation organisationnelle
  - Axe 3. Modernisation et maintien des actifs
- Règlements d'emprunt – liste des projets
- Impacts sur le budget de fonctionnement
- Annexes
- Adresse de l'unité d'affaires et le nom d'une personne-ressource

Mission

- Assurer le maintien et soutenir la modernisation des services technologiques clés de la Ville.
- Soutenir les missions des unités de la Ville au niveau des initiatives de la ville intelligente et numérique, des autres initiatives citoyens, ainsi que des projets de transformation organisationnelle.

Contexte

- Le Service des TI dispose d'un PTI global de 322 M$.

- Des 71 projets au Service des TI :
  - 10 projets font uniquement l'objet du règlement d'emprunt d'agglomération;
  - 22 projets font uniquement l'objet du règlement d'emprunt corporatif;
  - 31 projets font l'objet des deux règlements d'emprunt (dossiers mixtes);
  - 8 autres projets ont leur propre règlement d'emprunt et ne font pas l'objet des présents sommaires décisionnels:
    - Investissements-Ville intelligente et numérique;
    - SERAM système évolué de radiocommunication de l'agglomération de Montréal;
    - Remplacement du portail web de la Ville;
    - Bureau de demain;
    - Gestion des capacités des serveurs;
    - Système de gestion des actifs municipaux;
    - Système intégré de répartition Montréal;
    - Gestion de l'évolution bureautique.

- Les pages suivantes présentent les projets selon les trois axes majeurs du Service des TI.

Axes majeurs au PTI

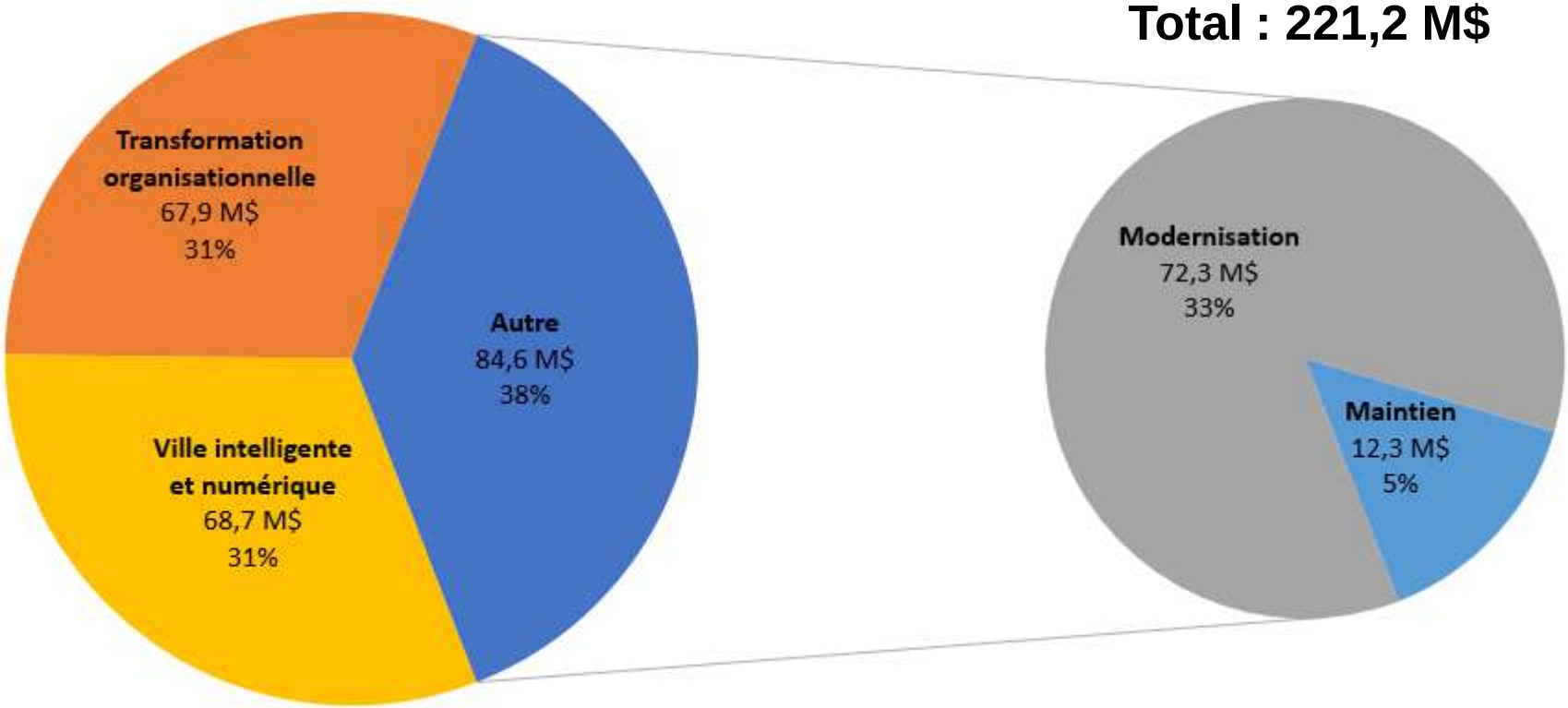
Projets regroupés selon trois axes prioritaires

Axe	Descriptif
1.Ville intelligente et numérique	Projets offrant des services numériques aux citoyens, au centre de la stratégie de la ville intelligente et numérique. Projets de mobilité urbaine prévoyant des outils et des applications numériques fournissant les informations en temps réel sur l'état du réseau routier et du trafic, de manière à faciliter les déplacements des citoyens sur le territoire de la Ville. Projets offrants des solutions de télécommunications modernes et performantes en soutien aux actifs et activités essentiels de la Ville.
2.Transformation organisationnelle	Projets d'implantation de systèmes informatiques plus modernes et plus efficients, en appui aux chantiers de transformation organisationnelle de la Ville.
3.Modernisation et maintien des actifs	Projets de rehaussement, tant technologique que fonctionnel, de plusieurs systèmes informatiques en appui aux activités administratives de la Ville et à la prestation de services aux citoyens. Projets de maintien (efficacité, sécurité & performance) des infrastructures et de nombreux systèmes informatiques du parc applicatif de la Ville.

Règlements d'emprunt du PTI 2017-2019
Distribution par axe majeur (1 de 3)

Distribution budgétaire des règlements d'emprunt du PTI 2017-2019 selon les trois axes prioritaires :

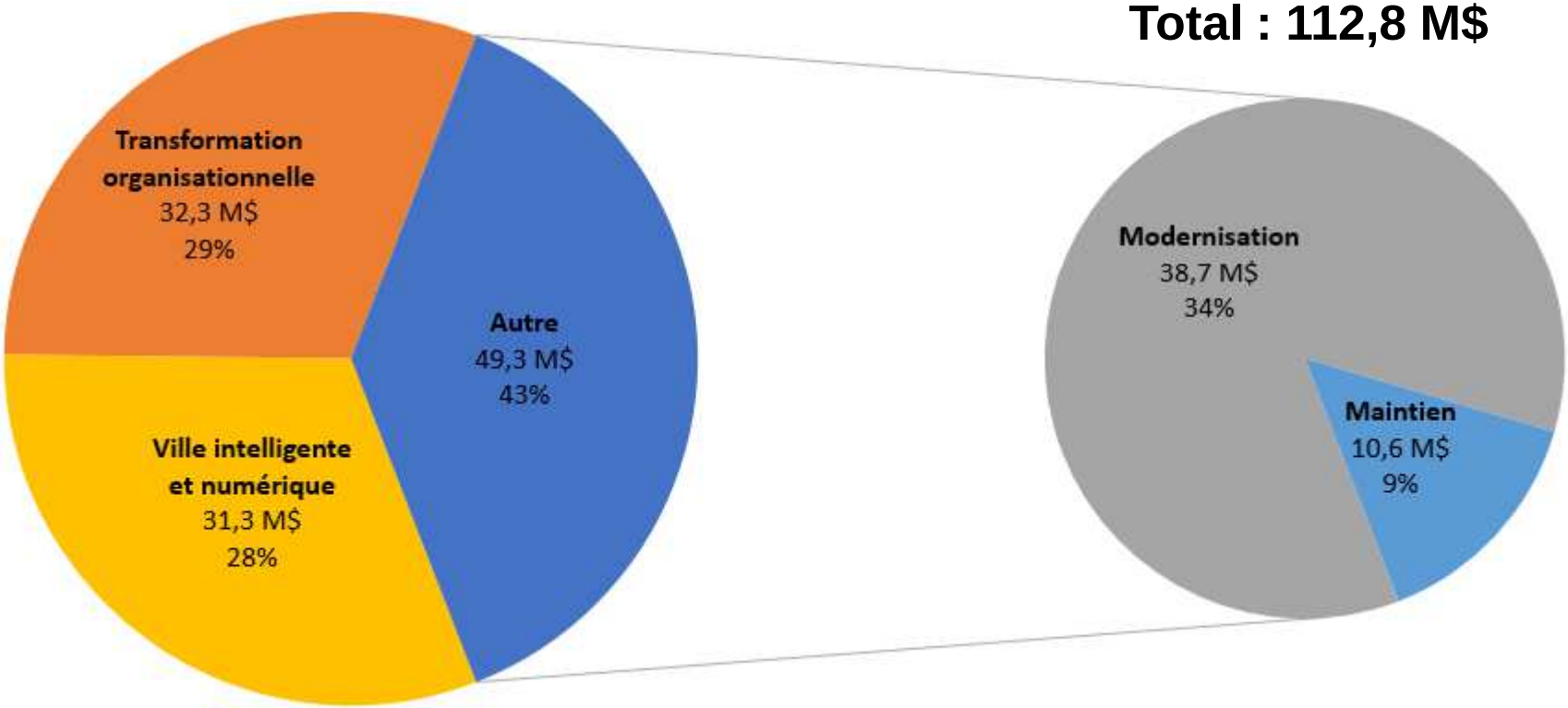
Total : 221,2 M$



Règlements d'emprunt du PTI 2017-2019
Distribution par axe majeur (2 de 3)

Distribution budgétaire du règlement d'emprunt de l'Agglomération (GDD 1164207001) selon les trois axes prioritaires :

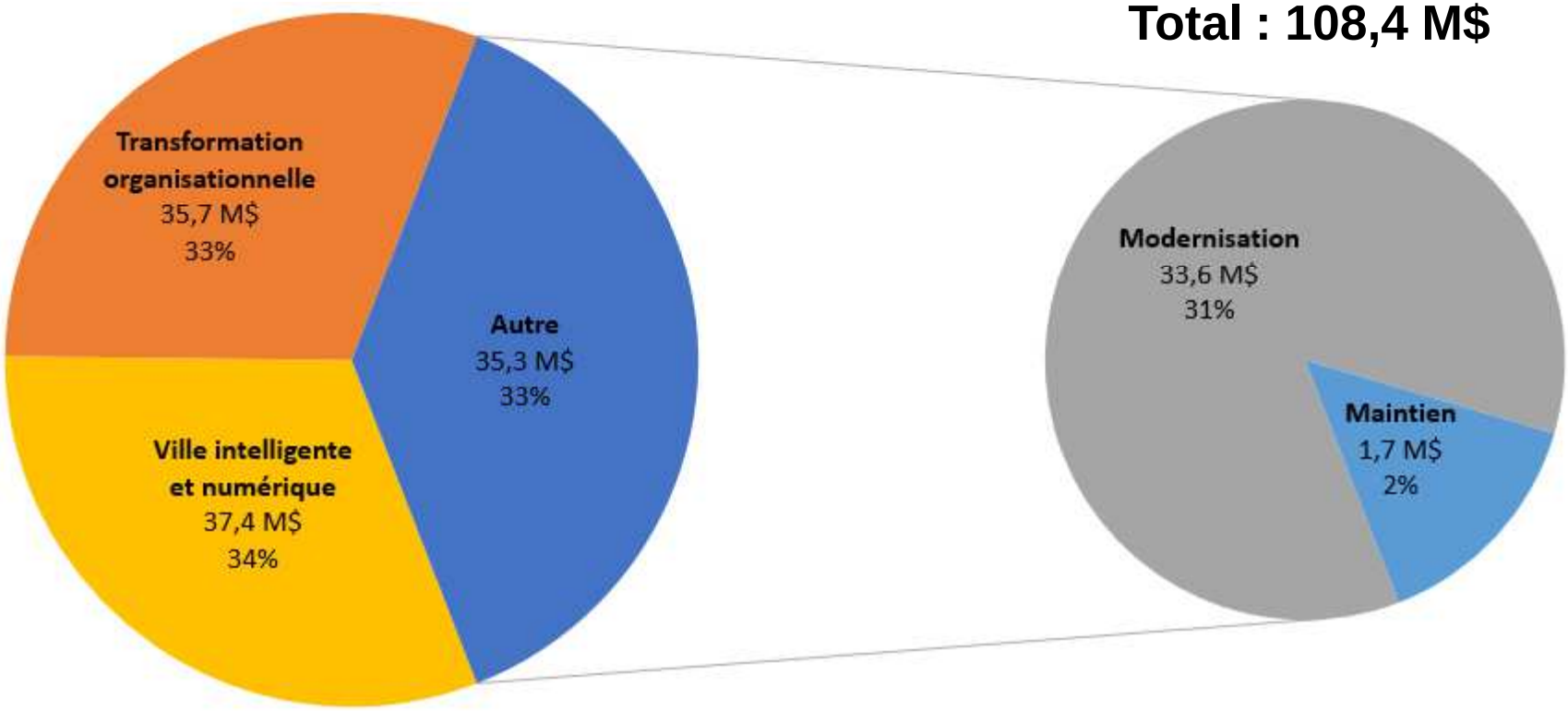
Total : 112,8 M$



Règlements d'emprunt du PTI 2017-2019
Distribution par axe majeur (3 de 3)

Distribution budgétaire du règlement d'emprunt de la Ville de Montréal (GDD 1164207002) selon les trois axes prioritaires :

Total : 108,4 M$



Règlements d'emprunt du PTI 2017-2019
Axe 1. Ville intelligente et numérique

Projets prioritaires liés à la ville intelligente et numérique

> **68,7 M$ (31,3 M$ Agglo / 37,4 M$ Corpo)** d'investissements pour soutenir la mise en œuvre du Plan d'action 2017-2019 ville intelligente et numérique.

Projet	Description	Total (M$)	Agglo	Corpo
68111 – Modernisation des télécommunications	Rehausser les équipements de télécommunications et l'infrastructure filaire pour l'ensemble des services de la Ville. Ceci inclut le déploiement d'un réseau de fibre optique d'utilité publique appartenant à la Ville, et permettant le développement d'un réseau de télécommunications multiservice à très grande vitesse.	20,4 (82,0)	10,4	10,0
70025 – Cour municipale et numérique	Réalisation d'une solution intégrée pour la Cour municipale, incluant un portail pour nos citoyens et partenaires, la modernisation des salles de cour, et une modélisation numérique des processus d'affaires afin d'obtenir une cour sans papier.	7,0 (11,4)	7,0	–
70190 – Présence numérique - Fondation	Mettre en place une fondation constituée d'un ensemble de services technologiques requis pour supporter les différentes solutions numériques, afin d'assurer l'accroissement de la présence numérique de la ville.	10,5 (14,0)	5,4	5,1

* Colonne Total (M$) : le montant entre parenthèses correspond au budget total du projet, incluant les investissements avant 2017 et après 2019.

Règlements d'emprunt du PTI 2017-2019
Axe 1. Ville intelligente et numérique

Projets prioritaires liés à la ville intelligente et numérique (suite)

Projet	Description	Total (M$)	Agglo	Corpo
72515 – Système de gestion des loisirs municipaux	Remplacer la plateforme utilisée depuis 2004 pour faire la gestion des loisirs municipaux afin de rehausser la qualité des services offerts aux citoyens en matière de loisirs. Ceci inclut une révision des processus de travail et de l'approche face aux exigences des citoyens.	2,0 (3,1)	–	2,0
72660 – Réforme des services d'accueil - Espace pour la vie	Refonte des équipements et du fonctionnement des services d'accueil d'Espace pour la vie. Ceci concerne l'achat de billets et l'impression, la grille tarifaire, la réservation de groupe et l'intelligence d'affaires. Le but d'offrir des espaces accueillants et technologiquement performants, répondant aux standards de qualité d'attraits internationaux.	2,0 (5,0)	–	2,0
74860 – Geo-Trafic	Développer une interface cartographique permettant de visualiser, en temps réel, l'état de la circulation sur le réseau artériel de la Ville.	0,4 (1,7)	–	0,4
75511 – Montréal 511	Implanter une plateforme d'information aux voyageurs sur l'état de la mobilité sur l'ensemble du territoire montréalais.	0,4 (0,6)	–	0,4

Règlements d'emprunt du PTI 2017-2019
Axe 1. Ville intelligente et numérique

Autres projets liés à la ville intelligente et numérique

Projet	Description	Total (M$)	Agglo	Corpo
70620 – Numérisation des microfilms des archives de Montréal	Numériser et rendre disponible sur le portail citoyen les microfiches, les microfilms et les documents papier des dossiers administratifs essentiels de la Ville couvrant la période de 1796 à 1989.	0,4 (1,2)	–	0,4
74830 – Tableaux de bord pour le déneigement	Présenter l'information sur les activités de déneigement de l'ensemble des arrondissements.	1,7 (1,9)	–	1,7
74840 – Gestion des parcours génériques (suivi véhiculaire)	Gérer et optimiser les parcours des véhicules impliqués dans les activités de déneigement et autres travaux.	3,6 (5,6)	–	3,6
74910 – Paiement en ligne	Permettre aux arrondissements et aux services centraux de vendre en ligne des produits et les autoprêts en bibliothèque.	0,9 (1,5)	–	0,9
74990 – Infrastructure TI des projets en transport	Mettre à niveau l'architecture technologique pour soutenir plusieurs aspects du transport (feux de circulation, éclairage, etc.).	3,0 (3,3)	–	3,0
78010 – Mise en place du Wi-Fi corporatif	Déployer des points d'accès Wi-Fi dans les édifices municipaux pour étendre la couverture sans-fil à l'ensemble des édifices.	2,9 (3,9)	1,5	1,4

Règlements d'emprunt du PTI 2017-2019
Axe 1. Ville intelligente et numérique

Autres projets liés à la ville intelligente et numérique (suite)

Projet	Description	Total (M$)	Agglo	Corpo
78021 – Mise en place du centre d'opération réseau et du laboratoire d'interopérabilité et de conformité	Mettre en place le centre d'opération réseau composé de deux salles ainsi qu'un laboratoire pour valider les interdépendances des technologies et valider la conformité des équipements.	3,1 (4,5)	1,6	1,5
78043 – Capacité, performance, outils et automatisation du réseau de télécommunications	Mettre en place l'automatisation de la gestion du réseau de télécommunications et les outils d'analyse de performance et de capacité du réseau.	5,4 (12,5)	2,8	2,6
78054 – Robustesse du réseau de télécommunications	Améliorer la robustesse du réseau : faire l'analyse des points de défaillance, mettre en place des plans de relève et améliorer la redondance des infrastructures.	5,2 (10,8)	2,7	2,5
Total pour les projets liés à la ville intelligente et numérique		**68,7**	**31,3**	**37,4**

Règlements d'emprunt du PTI 2017-2019
Axe 2. Transformation organisationnelle

Projets prioritaires de transformation organisationnelle

> **67,9 M$ (32,2 M$ Agglo / 35,7 M$ Corpo)** pour les chantiers de transformation organisationnelle afin que la Ville puisse s'appuyer sur des systèmes informatiques plus modernes et plus efficients.

Projet	Description	Total (M$)	Agglo	Corpo
09000 – Chantier d'amélioration du réseau logistique et de la gestion des stocks	Implanter des fonctionnalités reliées au réseau logistique et à la gestion des stocks pour répondre aux besoins des arrondissements et améliorer l'efficience.	8,0 (10,7)	4,1	3,9
60110 – Programme de sécurité et de continuité TI	Mettre en place des mécanismes de gestion des cyber-risques et de continuité des opérations, comme des plans de relève TI, des audits de sécurité, la surveillance d'installations.	6,2 (10,3)	3,2	3,0
61000 – Modernisation des services TI	Poursuivre la modernisation des pratiques du service autour des priorités suivantes : gestion documentaire, assurance qualité, centre de services, pratique de la gestion de projet et de portefeuille TI.	2,6 (6,2)	1,3	1,3
68088 – Approvisionnement III	Implantation des outils avancés d'achats et de paiements accélérés en ligne. Mise en place de la consommation par catalogue des ententes-cadres, des achats par carte et du renforcement de l'approche libre-service.	6,0 (10,0)	3,1	2,9

* Colonne Total (M$) : le montant entre parenthèses correspond au budget total du projet, incluant les investissements avant 2017 et après 2019.

Règlements d'emprunt du PTI 2017-2019
Axe 2. Transformation organisationnelle

Projets prioritaires de transformation organisationnelle (suite)

Projet	Description	Total (M$)	Agglo	Corpo
68255 – Gestion des identités	Implantation d'une solution de gestion des identités et des accès des employés aux ressources informationnelles et physiques de la Ville.	4,1 (6,8)	2,1	2,0
70540 – Intelligence d'affaires – Infrastructure et outils	Le projet vise à mettre en place de nouvelles solutions technologiques ainsi que de nouvelles façons de faire (accès aux données et diffusion de celles-ci, analyses prédictives, analyses prescriptives, etc.) afin de rejoindre l'élite en intelligence d'affaires et de faire de la Ville de Montréal l'une des meilleures villes intelligentes.	5,9 (6,5)	3,0	2,9
70850 – Indicateurs de gestion institutionnels (Gestion par activités)	Implanter un système de gestion par activités pour permettre d'identifier les coûts associés aux principales activités municipales et pour fournir aux gestionnaires un outil d'aide à la décision.	1,8 (5,5)	0,9	0,9
71350 – Gestionnaire électronique de documents (GED)	Acquérir une solution de gestion électronique de documents (GED) pour l'ensemble de la Ville. Déployer la solution pour cinq unités pilotes. Définir le système de GED comme système normalisé dans le catalogue applicatif du Service des technologies de l'information (STI) et le déployer dans les autres unités d'affaires de la Ville.	6,2 (9,2)	3,2	3,0

Règlements d'emprunt du PTI 2017-2019
Axe 2. Transformation organisationnelle

Projets prioritaires de transformation organisationnelle (suite)

Projet	Description	Total (M$)	Agglo	Corpo
74250 – Système de gestion des ressources humaines	Implanter un système de gestion des ressources humaines et de la paie pour l'ensemble de la Ville de Montréal incluant le Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) et le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM); de mettre à jour les systèmes KRONOS et EMPLOYEURD et d'acquérir des solutions intermédiaires pour la formation en ligne et la gestion de la relève.	17,0 (51,4)	8,7	8,3

Autres projets de transformation organisationnelle

60090 – Plateforme de gestion de projets et de portefeuilles TI	Mettre en place un outil de gestion de projets et de gestion de portefeuilles TI.	2,0 (2,6)	1,0	1,0
68122 – Gestion des services aux utilisateurs	Implanter une solution de gestion des services bureautiques pour tous les utilisateurs de la Ville, couvrant le catalogue des requêtes de service, la gestion des actifs bureautiques et des licences.	0,3 (0,7)	0,2	0,1
70250 – Refonte des systèmes de gestion du processus décisionnel	Remplacer les systèmes de gestion des dossiers décisionnels, des ordres du jour et des accès des instances.	2,9 (5,7)	1,5	1,4

Règlements d'emprunt du PTI 2017-2019
Axe 2. Transformation organisationnelle

Autres projets de transformation organisationnelle (suite)

Projet	Description	Total (M$)	Agglo	Corpo
70550 – Gestion des règlements municipaux	Mettre en place un système informatisé de gestion de règlements municipaux.	3,2 (3,7)	–	3,2
72501 – Robot de tri - Bibliothèques	Installer un robot de tri pour les documents qui transitent du Centre de services partagés vers les bibliothèques (et vice-versa).	0,8 (0,8)	–	0,8
72710 – Inspection des actifs du mobilier urbain	Bonification et apport de la mobilité lors de la gestion des actifs du mobilier urbain sur le territoire de la ville.	0,4 (0,8)	–	0,4
72730 – Refonte des systèmes opérationnels de la culture, des sports et autres	Modernisation des outils informatiques servant à soutenir les opérations de la Direction générale adjointe à la qualité de la vie.	0,3 (0,5)	–	0,3
75420 – Plan d'action en salubrité - module inspection	Système uniformisé de reddition de compte de la Direction de l'habitation et des arrondissements pour les dossiers de salubrité.	0,2 (0,5)	–	0,2
Total pour les projets de transformation organisationnelle		**67,9**	**32,2**	**35,7**

Règlements d'emprunt du PTI 2017-2019
Axe 3. Modernisation et maintien des actifs

Projets prioritaires de modernisation des actifs

> **72,3 M$ (38,7 M$ Agglo / 33,6 M$ Corpo)** pour moderniser plusieurs systèmes informatiques en appui aux activités administratives de la Ville et à la prestation de services aux citoyens qui nécessitent un rehaussement tant technologique que fonctionnel pour répondre aux exigences de saine gestion et de performance.

Projet	Description	Total (M$)	Agglo	Corpo
Pour les services institutionnels :				
70750 – Intelligence d'affaires finances	Moderniser le traitement des données financières et non financières par la mise en place de solutions en intelligence d'affaires.	1,3 (2,8)	0,7	0,6
73000 – Recettes et encaissements	Implanter un nouveau système unique de perception des recettes diverses pour l'ensemble des 19 arrondissements et certains services, afin d'harmoniser les processus d'affaires et le niveau de contrôle pour l'ensemble des unités administratives concernées.	2,5 (9,0)	1,3	1,2

* Colonne Total (M$) : le montant entre parenthèses correspond au budget total du projet, incluant les investissements avant 2017 et après 2019.

Règlements d'emprunt du PTI 2017-2019
Axe 3. Modernisation et maintien des actifs

Projets prioritaires de modernisation des actifs (suite)

Projet	Description	Total (M$)	Agglo	Corpo
Pour les services institutionnels (suite) :				
73100 – Système budgétaire	Implanter un nouveau système budgétaire permettant la planification, l'élaboration et la production du budget de fonctionnement, l'élaboration et le suivi du PTI, ainsi que la production des états financiers de la Ville.	6,7 (27,7)	3,4	3,3
74550 – Système de taxation	Acquérir un système intégré pour la taxation de la Ville permettant notamment la gestion du rôle d'imposition, la production de la facturation et la gestion de la perception.	20,4 (27,1)	10,4	10,0
Pour la gestion du territoire :				
69205 – Modernisation de la plateforme géomatique	Rehausser les environnements de la géomatique afin de consolider l'information à référence spatiale des différentes parties prenantes pour avoir une vision commune du territoire de la Ville de Montréal.	4,0 (4,7)	2,0	2,0
74925 – Assistant à la gestion des interventions dans les rues (AGIR)	Implanter une solution permettant de gérer les demandes et les émissions des consentements municipaux et de soutenir les arrondissements, par une meilleure information dans l'émission de permis d'occupation du domaine public.	6,3 (6,6)	–	6,3

Règlements d'emprunt du PTI 2017-2019
Axe 3. Modernisation et maintien des actifs

Autres projets de modernisation des actifs

Projet	Description	Total (M$)	Agglo	Corpo
28020 – Système de gestion des projets d'immobilisations	Implanter un système pour gérer le cycle de vie des projets d'immobilisation (appel d'offres, octroi de contrat et suivi des décomptes).	0,9 (5,4)	0,5	0,4
54444 – Développement et mise en œuvre des applications informatiques de la gestion des matières résiduelles	Moderniser et faire évoluer les applications informatiques de suivi des contrats d'opérations de traitement des matières résiduelles.	0,5 (1,1)	0,5	–
68092 – Migration du système intégré Montréal (SIMON)	Mettre à niveau le système intégré Montréal (SIMON) à la version la plus récente du progiciel EBS d'Oracle (version 12.2.5).	2,3 (2,3)	1,2	1,1
68145 – Outil de suivi et de contrôle des inventaires du matériel roulant	Mise en place d'un outil de suivi et contrôle des inventaires (codes à barre).	0,2 (0,3)	0,1	0,1
68272 – Cadenassage et SIGI mobile (système intégré de gestion des immeubles)	Implanter et déployer la solution mobile reliée à l'application de gestion de cadenassage.	0,4 (1,5)	0,2	0,2

Règlements d'emprunt du PTI 2017-2019
Axe 3. Modernisation et maintien des actifs

Autres projets de modernisation des actifs (autres)

Projet	Description	Total (M$)	Agglo	Corpo
68275 – Modernisation TI des systèmes des immeubles	Moderniser les applications informatiques afin d'optimiser la gestion et la planification immobilière (suivi du PTI, achats, mesures d'urgence, cartes d'identité, etc.).	1,2 (2,1)	–	1,2
68305 – Modernisation des opérations policières	Évolution du portefeuille applicatif du SPVM (gestion des mandats, des enquêtes, des évènements, bertillonnage, outils du patrouilleurs, caméras de surveillance, outils de communications, etc.).	5,7 (11,0)	5,7	–
68420 – Modernisation des systèmes de soutien aux opérations et à la prévention du SIM	Évolution du portefeuille applicatif du SIM (opération et prévention - mobilité, approvisionnement, événements spéciaux, effectifs pompier, temps supplémentaire, accident de travail, etc.)	1,9 (2,2)	1,9	–
70015 – Système de relève des compteurs d'eau	Mettre en place un système de relève permettant de lire les compteurs d'eau dans près 20 000 industries, commerces et institutions (ICI).	0,2 (0,9)	0,1	0,1
70060 – Système de gestion des structures routières (ponts et tunnels)	Implanter la solution de gestion des structures du Ministère des transports du Québec (MTQ).	0,3 (0,8)	–	0,3

Règlements d'emprunt du PTI 2017-2019
Axe 3. Modernisation et maintien des actifs

Autres projets de modernisation des actifs (autres)

Projet	Description	Total (M$)	Agglo	Corpo
70170 – Modernisation des applications de la gestion durable de l'eau	Automatiser des fonctions de gestion de l'eau : plan d'intervention de la voirie, bris d'aqueduc, gestion des fuites, gestion des statuts par la poste.	0,7 (0,9)	–	0,7
71050 – Modernisation TI des projets du Service de la concertation des arrondissements	Moderniser les systèmes à l'usage des arrondissements (quarts de travail de la voirie, permis de construction, vignettes de stationnement, permis animaliers, demandes de travaux reliées au 311).	3,0 (3,5)	–	3,0
71650 – Amélioration des processus en évaluation foncière	Faire évoluer l'application et les outils de gestion de l'évaluation municipale afin de rendre plus efficient le processus d'évaluation.	5,0 (5,5)	5,0	–
71750 – Refonte du système de gestion de la qualité de l'air et de l'eau (GAE)	Soutenir les activités reliées à l'application aux règlements relatifs à la pollution atmosphérique et aux rejets des eaux usées.	2,1 (2,9)	2,1	–
71800 – Modernisation des dossiers d'évaluation foncière	Moderniser l'application de gestion de l'évaluation municipale pour se conformer aux nouvelles règles d'évaluation foncière du Ministère des affaires municipales (MAMOT).	0,3 (6,9)	0,3	–

Règlements d'emprunt du PTI 2017-2019
Axe 3. Modernisation et maintien des actifs

Autres projets de modernisation des actifs (autres)

Projet	Description	Total (M$)	Agglo	Corpo
74850 – Renseignement	Remplacer le système de gestion du renseignement actuellement utilisé par la Division du renseignement du SPVM.	1,7 (5,1)	1,7	–
75400 – Tableaux de bord - subventions à la propriété	Développer une solution permettant aux citoyens de faire en ligne leurs demandes d'aide financière pour certains programmes de subvention.	0,7 (0,7)	–	0,7
75550 – Système de gestion des végétaux	Moderniser le système d'inventaire des arbres uniformisé pour l'ensemble des dix-neuf arrondissements.	0,8 (1,0)	–	0,8
78032 – Communications numériques	Remplacement des centres de contact client, mise à niveau de la téléphonie fixe, portail web pour la gestion de la téléphonie cellulaire et prise en charge de la webdiffusion.	3,2 (6,1)	1,6	1,6

Règlements d'emprunt du PTI 2017-2019
Axe 3. Modernisation et maintien des actifs

Projets de maintien des actifs

> **12,3 M$ (10,6 M$ Agglo / 1,7 M$ Corpo)** pour opérer des infrastructures et de nombreux systèmes informatiques qui nécessitent d'être maintenus dans un état de bon fonctionnement, afin de préserver leur efficacité, leur sécurité et leur performance, au bénéfice de l'ensemble des domaines d'affaires.

Projet	Description	Total (M$)	Agglo	Corpo
70175 – Infrastructures et outils TI pour la gestion de l'eau	Rehaussement de l'infrastructure informatique du Service de l'eau (capacité de traitement, archivage de données, etc.).	3,0 (3,8)	3,0	–
72080 – Mise à niveau et modernisation des systèmes de répartition des interventions d'urgence	Mettre à niveau le système de répartition actuel du SIM afin de maintenir la continuité des opérations jusqu'à l'implantation du nouveau RAO (projet Système intégré de répartition Montréal).	6,8 (8,8)	6,8	–
74650 – Harmonisation des applications Oracle	Mise à niveau majeure des applications et bases de données de technologie Oracle.	0,4 (6,3)	0,2	0,2

* Colonne Total (M$) : le montant entre parenthèses correspond au budget total du projet, incluant les investissements avant 2017 et après 2019.

Règlements d'emprunt du PTI 2017-2019
Axe 3. Modernisation et maintien des actifs

Projets de maintien des actifs (suite)

Projet	Description	Total (M$)	Agglo	Corpo
74870 – Gestion des interventions en arrondissement	Moderniser l'application de gestion des demandes des citoyens afin de permettre aux travaux publics de répondre plus adéquatement et plus rapidement aux demandes.	1,0 (1,0)	–	1,0
74950 – Réforme TI des régimes de retraite	Mettre à niveau le progiciel ARIEL pour se conformer à la loi sur les régimes de retraite du secteur municipal, et unifier la gestion des régimes de retraite.	1,1 (3,2)	0,6	0,5
Total pour les projets de modernisation et de maintien des actifs		**84,6**	**49,3**	**35,3**

Règlements d'emprunt – liste des projets (page 1 de 4)

63 projets sont financés par les règlements d'emprunt du PTI 2017-2019 du Service des TI

TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

Listes des projets

(en milliers de dollars)

N°	PROJET	Coûts fiches	PTI 2017-2019 (brut)				Source externe de financement	Ultérieur au PTI 2017-2019	Source externe de financement	Total projet net
		Avant 2017	2017	2018	2019	Total	2017-2019	2020 et +	2020 et +	
9000	Chantier d'amélioration du réseau logistique et de la gestion des stocks	1 038	2 651	2 607	2 701	7 959	0	1 660	0	10 657
28020	Système de gestion des projets d'immobilisations	4 465	700	198	0	898	0	0	0	5 363
54444	Développement et mise en oeuvre des applications informatiques de la gestion des matières résiduelles	584	140	220	180	540	0	0	0	1 124
60090	Plateforme de gestion de projets et de portefeuilles TI	635	1 500	500	0	2 000	0	0	0	2 635
60110	Programme de sécurité et de continuité TI	0	1 900	2 100	2 248	6 248	0	4 052	0	10 300
61000	Modernisation des services TI	0	0	1 200	1 400	2 600	0	3 648	0	6 248
68088	Approvisionnement III	4 060	3 000	2 100	903	6 003	0	0	0	10 063
68092	Migration du système intégré Montréal (SIMON)	0	1 900	350	0	2 250	0	0	0	2 250
68111	Modernisation des télécommunications	14 951	6 207	6 608	7 551	20 366	0	46 961	0	82 278
68122	Gestion des services aux utilisateurs	395	300	0	0	300	0	0	0	695
68145	Outil de suivi et de contrôle des inventaires du matériel roulant	100	100	100	0	200	0	0	0	300
68255	Gestion des identités	2 737	1 400	1 500	1 200	4 100	0	0	0	6 837
68272	Cadenassage et SIGI mobile (système intégré de gestion des Immeubles)	1 100	362	0	0	362	0	0	0	1 462

Règlements d'emprunt – liste des projets (page 2 de 4)

TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

Listes des projets

(en milliers de dollars)

N°	PROJET	Coûts fiches	PTI 2017-2019 (brut)				Source externe de financement	Ultérieur au PTI 2017-2019	Source externe de financement	Total projet net
		Avant 2017	2017	2018	2019	Total	2017-2019	2020 et +	2020 et +	
68275	Modernisation des TI des systèmes des immeubles	820	130	400	710	1 240	0	0	0	2 060
68305	Modernisation des opérations policières	1 700	1 400	1 900	2 400	5 700	0	3 600	0	11 000
68420	Modernisation des systèmes de soutien aux opérations et à la préve ntion du SIM	300	350	600	950	1 900	0	0	0	2 200
69205	Modernisation de la plateforme géomatique	700	700	1 300	2 000	4 000	0	0	0	4 700
70015	Système de relève des compteurs d'eau	683	175	0	0	175	0	0	0	858
70025	Cour municipale numérique	2 000	1 400	2 800	2 800	7 000	0	2 400	0	11 400
70060	Système de gestion des structures routières (ponts et tunnels)	473	300	0	0	300	0	0	0	773
70170	Modernisation des applications de la gestion durable de l'eau	200	150	450	100	700	0	0	0	900
70175	Infrastructures et outils TI-Gestion de l'eau	0	1 000	1 000	1 000	3 000	0	785	0	3 785
70190	Présence numérique-Fondation	3 529	3 800	3 300	3 371	10 471	0	0	0	14 000
70250	Refonte des systèmes de gestion du processus décisionnel	1 850	1 300	800	800	2 900	0	958	0	5 708
70540	Intelligence d'affaires-Infrastructure et outils	600	2 400	2 500	1 000	5 900	0	0	0	6 500
70550	Gestion des règlements municipaux	500	1 400	1 400	446	3 246	0	0	0	3 746
70620	Numérisation des microfilms- Archives de Montréal	794	256	150	0	406	0	0	0	1 200
70750	Intelligence d'affaires-Finances	1 514	800	450	0	1 250	0	0	0	2 764
70850	Indicateurs de gestion institutionnels (gestion par activités)	3 500	350	500	900	1 750	0	250	0	5 500
71050	Modernisation des TI des projets du Service de la concertation des arrondissements	500	1 600	700	700	3 000	0	0	0	3 500

Règlements d'emprunt – liste des projets (page 3 de 4)

TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

Listes des projets

(en milliers de dollars)

N°	PROJET	Coûts fiches	PTI 2017-2019 (brut)				Source externe de financement	Ultérieur au PTI 2017-2019	Source externe de financement	Total projet net
		Avant 2017	2017	2018	2019	Total	2017-2019	2020 et +	2020 et +	
71350	Gestionnaire électronique de documents	3 004	1 100	2 600	2 544	6 244	0	0	0	9 248
71650	Amélioration des processus en évaluation foncière	540	1 300	2 100	1 600	5 000	0	0	0	5 540
71750	Refonte du système de gestion de la qualité de l'air et de l'eau (GAE)	750	700	900	525	2 125	0	0	0	2 875
71800	Modernisation des dossiers d'évaluation-Module de collecte de données économiques et d'éval. des immeubles à	6 659	286	0	0	286	0	0	0	6 945
72080	Mise à niveau et modernisation des systèmes de répartition des int erventions	2 000	2 800	2 900	1 114	6 814	0	0	0	8 814
72501	Robot de tri-Bibliothèques	0	0	600	200	800	0	0	0	800
72515	Système de gestion des loisirs municipaux	1 076	1 100	924	0	2 024	0	0	0	3 100
72660	Réforme des services d'accueil-Espace pour la vie	3 000	1 500	500	0	2 000	0	0	0	5 000
72710	Inspection des actifs du mobilier urbain	350	200	200	0	400	0	0	0	750
72730	Refonte des systèmes opérationnels de la culture, des sports et au tres	200	300	0	0	300	0	0	0	500
73000	Recettes et encaissements	6 504	2 544	0	0	2 544	0	0	0	9 048
73100	Système budgétaire	5 517	400	500	5 800	6 700	0	15 495	0	27 712
74250	Système de gestion des ressources humaines	9 215	4 100	6 300	6 600	17 000	0	25 182	0	51 397
74550	Système de taxation	1 050	6 700	6 800	6 900	20 400	0	5 600	0	27 050
74650	Harmonisation des applications Oracle	5 887	400	0	0	400	0	0	0	6 287
74830	Tableaux de bord pour le déneigement	200	600	600	475	1 675	0	0	0	1 875

Règlements d'emprunt – liste des projets (page 4 de 4)

TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

Listes des projets

(en milliers de dollars)

N°	PROJET	Coûts fiches	PTI 2017-2019 (brut)				Source externe de financement	Ultérieur au PTI 2017-2019	Source externe de financement	Total projet net
		Avant 2017	2017	2018	2019	Total	2017-2019	2020 et +	2020 et +	
74840	Gestion des parcours génériques (suivi véhiculaire)	2 000	1 700	1 500	362	3 562	0	0	0	5 562
74850	Renseignement	3 433	1 200	500	0	1 700	0	0	0	5 133
74860	Geo-Trafic	1 340	350	0	0	350	0	0	0	1 690
74870	Gestion des interventions en	0	450	400	150	1 000	0	0	0	1 000
74910	Paiement en ligne	650	300	550	0	850	0	0	0	1 500
74925	Assistant à la gestion des interventions dans les rues (AGIR)	300	1 800	2 400	2 100	6 300	0	0	0	6 600
74950	Réforme TI des régimes de retraite	1 340	600	250	250	1 100	0	763	0	3 203
74990	Infrastructures TI des projets en transport	300	700	1 100	1 200	3 000	0	0	0	3 300
75400	Tableaux de bord-Subventions à la propriété	0	500	200	0	700	0	0	0	700
75420	Plan d'action en salubrité - Module	300	150	0	0	150	0	0	0	450
75511	Montréal 511	200	200	200	0	400	0	0	0	600
75550	Système de gestion des végétaux	200	400	400	0	800	0	0	0	1 000
78010	Mise en place du Wi-Fi à l'échelle de la ville	0	800	1 000	1 100	2 900	0	1 000	0	3 900
78021	Mise en place du centre d'opération réseau et du laboratoire d'int eropérabilité et de conformité	0	1 000	1 000	1 100	3 100	0	1 400	0	4 500
78032	Communications numériques	0	1 100	1 100	1 000	3 200	0	2 900	0	6 100
78043	Capacité, performance, outils et automatisation du réseau de téléc ommunications	0	1 200	1 700	2 500	5 400	0	7 100	0	12 500
78054	Robustesse du réseau de télécommunications	0	1 200	1 600	2 400	5 200	0	5 550	0	10 750
Total :		**105 743**	**81 402**	**80 611**	**77 337**	**221 188**	**0**	**129 304**	**0**	**456 235**

Impacts sur le budget de fonctionnement

Un projet a identifié des impacts sur le budget de fonctionnement :

- **74250 Système de gestion des ressources humaines – 4 585 k$**
  Les dépenses récurrentes pour 2017-2019 représentent les coûts de licences d'une solution en mode services (SaaS). Selon les fournisseurs retenus, les coûts pourraient varier de façon significative.

Autres impacts

Les coûts additionnels et les économies seront évalués dans le cadre de la réalisation des projets.

Annexes

- Règlements d'emprunt à la charge des contribuables
- Projets financés par le Conseil d'agglomération
- Projets financés par le Conseil municipal

Règlements d'emprunt à la charge des contribuables

Règlements d'emprunt du PTI 2017-2019 : 221,2 M$

- Au net, un montant de 221,2 M$ sera à la charge des contribuables.
- 108,3 M$ (48,97 %) des investissements prévus par le Service relèvent du conseil municipal.
- 112,9 M$ (51,03 %) relèvent du conseil d'agglomération.

TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

Règlements d'emprunt du PTI 2017-2019 à la charge des contribuables

(en milliers de dollars)

MODES DE FINANCEMENT	2017			2018			2019			2017-2019		
	Conseil municipal	Conseil agglomération	Total	Conseil municipal	Conseil agglomération	Total	Conseil municipal	Conseil agglomération	Total	Conseil municipal	Conseil agglomération	Total
Programmation déposée	38 822	36 529	75 351	36 569	37 988	74 557	32 925	38 355	71 280	108 316	112 872	221 188
Source de financement externe												
Transferts (subventions)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Contributions des promoteurs	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres revenus	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Montant à la charge des contribuables	38 822	36 529	75 351	36 569	37 988	74 557	32 925	38 355	71 280	108 316	112 872	221 188

Projets financés par le Conseil d'agglomération (page 1 de 2)

N°	PROJET	Compé-tence	Coûts fiches	PTI 2017-2019 (brut)				Source externe de financement	Ultérieur au PTI 2017-2019	Source externe de financement	Total projet net
			Avant 2017	2017	2018	2019	Total	2017-2019	2020 et +	2020 et +	
9000	Chantier d'amélioration du réseau logistique et de la gestion des stocks	A	531	1 357	1 335	1 383	4 075	0	850	0	5 456
28020	Système de gestion des projets d'immobilisations	A	2 286	358	101	0	459	0	0	0	2 745
54444	Développement et mise en oeuvre des applications informatiques de la gestion des matières résiduelles	A	584	140	220	180	540	0	0	0	1 124
60090	Plateforme de gestion de projets et de portefeuilles TI	A	325	768	256	0	1 024	0	0	0	1 349
60110	Programme de sécurité et de continuité TI	A	0	973	1 075	1 151	3 199	0	2 075	0	5 274
61000	Modernisation des services TI	A	0	0	614	717	1 331	0	1 868	0	3 199
68088	Approvisionnement III	A	2 079	1 536	1 075	462	3 073	0	0	0	5 152
68092	Migration du système intégré Montréal (SIMON)	A	0	973	179	0	1 152	0	0	0	1 152
68111	Modernisation des télécommunications	A	7 655	3 178	3 383	3 866	10 427	0	24 044	0	42 126
68122	Gestion des services aux utilisateurs	A	202	154	0	0	154	0	0	0	356
68145	Outil de suivi et de contrôle des inventaires du matériel roulant	A	51	51	51	0	102	0	0	0	153
68255	Gestion des identités	A	1 401	717	768	614	2 099	0	0	0	3 500
68272	Cadenassage et SIGI mobile (système intégré de gestion des Immeubles)	A	563	185	0	0	185	0	0	0	748
68305	Modernisation des opérations policières	A	1 700	1 400	1 900	2 400	5 700	0	3 600	0	11 000
68420	Modernisation des systèmes de soutien aux opérations et à la prévention du SIM	A	300	350	600	950	1 900	0	0	0	2 200
69205	Modernisation de la plateforme géomatique	A	358	358	666	1 024	2 048	0	0	0	2 406
70015	Système de relève des compteurs d'eau	A	350	90	0	0	90	0	0	0	440
70025	Cour municipale numérique	A	2 000	1 400	2 800	2 800	7 000	0	2 400	0	11 400
70175	Infrastructures et outils TI-Gestion de l'eau	A	0	1 000	1 000	1 000	3 000	0	785	0	3 785
70190	Présence numérique-Fondation	A	1 807	1 946	1 690	1 726	5 362	0	0	0	7 169
70250	Refonte des systèmes de gestion du processus décisionnel	A	947	666	410	410	1 486	0	490	0	2 923
70540	Intelligence d'affaires-Infrastructure et outils	A	307	1 229	1 280	512	3 021	0	0	0	3 328

Projets financés par le Conseil d'agglomération (page 2 de 2)

N°	PROJET	Compé-tence	Coûts fiches	PTI 2017-2019 (brut)				Source externe de financement	Ultérieur au PTI 2017-2019	Source externe de financement	Total projet net
			Avant 2017	2017	2018	2019	Total	2017-2019	2020 et +	2020 et +	
70750	Intelligence d'affaires-Finances	A	775	410	230	0	640	0	0	0	1 415
70850	Indicateurs de gestion institutionnels (gestion par activités)	A	1 792	179	256	461	896	0	128	0	2 816
71350	Gestionnaire électronique de documents	A	1 538	563	1 331	1 303	3 197	0	0	0	4 735
71650	Amélioration des processus en évaluation foncière	A	540	1 300	2 100	1 600	5 000	0	0	0	5 540
71750	Refonte du système de gestion de la qualité de l'air et de l'eau (GAE)	A	750	700	900	525	2 125	0	0	0	2 875
71800	Modernisation des dossiers d'évaluation-Module de collecte de données économiques et d'éval. des immeubles à revenus	A	6 659	286	0	0	286	0	0	0	6 945
72080	Mise à niveau et modernisation des systèmes de répartition des interventions d'urgence	A	2 000	2 800	2 900	1 114	6 814	0	0	0	8 814
73000	Recettes et encaissements	A	3 330	1 303	0	0	1 303	0	0	0	4 633
73100	Système budgétaire	A	2 825	205	256	2 970	3 431	0	7 933	0	14 189
74250	Système de gestion des ressources humaines	A	4 718	2 099	3 226	3 379	8 704	0	12 893	0	26 315
74550	Système de taxation	A	538	3 430	3 482	3 533	10 445	0	2 867	0	13 850
74650	Harmonisation des applications Oracle	A	3 014	205	0	0	205	0	0	0	3 219
74850	Renseignement	A	3 433	1 200	500	0	1 700	0	0	0	5 133
74950	Réforme TI des régimes de retraite	A	686	307	128	128	563	0	391	0	1 640
78010	Mise en place du Wi-Fi à l'échelle de la ville	A	0	410	512	563	1 485	0	512	0	1 997
78021	Mise en place du centre d'opération réseau et du laboratoire d'int eropérabilité et de conformité	A	0	512	512	563	1 587	0	717	0	2 304
78032	Communications numériques	A	0	563	563	512	1 638	0	1 485	0	3 123
78043	Capacité, performance, outils et automatisa-tion du réseau de télécommunications	A	0	614	870	1 280	2 764	0	3 635	0	6 399
78054	Robustesse du réseau de télécommunications	A	0	614	819	1 229	2 662	0	2 842	0	5 504
Total :			**56 044**	**38 546**	**40 006**	**40 374**	**112 872**	**0**	**69 515**	**0**	**238 431**

Projets financés par le Conseil municipal (page 1 de 2)

N°	PROJET	Compé-tence	Coûts fiches	PTI 2017-2019 (brut)				Source externe de financement	Ultérieur au PTI 2017-2019	Source externe de financement	Total projet net
			Avant 2017	2017	2018	2019	Total	2017-2019	2020 et +	2020 et +	
9000	Chantier d'amélioration du réseau logistique et de la gestion des stocks	M	507	1 294	1 272	1 318	3 884	0	810	0	5 201
28020	Système de gestion des projets d'immobilisations	M	2 179	342	97	0	439	0	0	0	2 618
60090	Plateforme de gestion de projets et de portefeuilles TI	M	310	732	244	0	976	0	0	0	1 286
60110	Programme de sécurité et de continuité TI	M	0	927	1 025	1 097	3 049	0	1 977	0	5 026
61000	Modernisation des services TI	M	0	0	586	683	1 269	0	1 780	0	3 049
68088	Approvisionnement III	M	1 981	1 464	1 025	441	2 930	0	0	0	4 911
68092	Migration du système intégré Montréal (SIMON)	M	0	927	171	0	1 098	0	0	0	1 098
68111	Modernisation des télécommunications	M	7 296	3 029	3 225	3 685	9 939	0	22 917	0	40 152
68122	Gestion des services aux utilisateurs	M	193	146	0	0	146	0	0	0	339
68145	Outil de suivi et de contrôle des inventaires du matériel roulant	M	49	49	49	0	98	0	0	0	147
68255	Gestion des identités	M	1 336	683	732	586	2 001	0	0	0	3 337
68272	Cadenassage et SIGI mobile (système intégré de gestion des Immeubles)	M	537	177	0	0	177	0	0	0	714
68275	Modernisation des TI des systèmes des immeubles	M	820	130	400	710	1 240	0	0	0	2 060
69205	Modernisation de la plateforme géomatique	M	342	342	634	976	1 952	0	0	0	2 294
70015	Système de relève des compteurs d'eau	M	333	85	0	0	85	0	0	0	418
70060	Système de gestion des structures routières (ponts et tunnels)	M	473	300	0	0	300	0	0	0	773
70170	Modernisation des applications de la gestion durable de l'eau	M	200	150	450	100	700	0	0	0	900
70190	Présence numérique-Fondation	M	1 722	1 854	1 610	1 645	5 109	0	0	0	6 831
70250	Refonte des systèmes de gestion du processus décisionnel	M	903	634	390	390	1 414	0	468	0	2 785
70540	Intelligence d'affaires-Infrastructure et outils	M	293	1 171	1 220	488	2 879	0	0	0	3 172
70550	Gestion des règlements municipaux	M	500	1 400	1 400	446	3 246	0	0	0	3 746
70620	Numérisation des microfilms- Archives de Montréal	M	794	256	150	0	406	0	0	0	1 200
70750	Intelligence d'affaires-Finances	M	739	390	220	0	610	0	0	0	1 349
70850	Indicateurs de gestion institutionnels (gestion par activités)	M	1 708	171	244	439	854	0	122	0	2 684
71050	Modernisation des TI des projets du Service de la concertation des arrondissements	M	500	1 600	700	700	3 000	0	0	0	3 500
71350	Gestionnaire électronique de documents	M	1 466	537	1 269	1 241	3 047	0	0	0	4 513

Projets financés par le Conseil municipal (page 2 de 2)

N°	PROJET	Compé-tence	Coûts fiches	PTI 2017-2019 (brut)				Source externe de financement	Ultérieur au PTI 2017-2019	Source externe de financement	Total projet net
			Avant 2017	2017	2018	2019	Total	2017-2019	2020 et +	2020 et +	
72501	Robot de tri-Bibliothèques	M	0	0	600	200	800	0	0	0	800
72515	Système de gestion des loisirs municipaux	M	1 076	1 100	924	0	2 024	0	0	0	3 100
72660	Réforme des services d'accueil-Espace pour la vie	M	3 000	1 500	500	0	2 000	0	0	0	5 000
72710	Inspection des actifs du mobilier urbain	M	350	200	200	0	400	0	0	0	750
72730	Refonte des systèmes opérationnels de la culture, des sports et au tres	M	200	300	0	0	300	0	0	0	500
73000	Recettes et encaissements	M	3 174	1 241	0	0	1 241	0	0	0	4 415
73100	Système budgétaire	M	2 692	195	244	2 830	3 269	0	7 562	0	13 523
74250	Système de gestion des ressources humaines	M	4 497	2 001	3 074	3 221	8 296	0	12 289	0	25 082
74550	Système de taxation	M	512	3 270	3 318	3 367	9 955	0	2 733	0	13 200
74650	Harmonisation des applications Oracle	M	2 873	195	0	0	195	0	0	0	3 068
74830	Tableaux de bord pour le déneigement	M	200	600	600	475	1 675	0	0	0	1 875
74840	Gestion des parcours génériques (suivi véhiculaire)	M	2 000	1 700	1 500	362	3 562	0	0	0	5 562
74860	Geo-Trafic	M	1 340	350	0	0	350	0	0	0	1 690
74870	Gestion des interventions en arrondissement	M	0	450	400	150	1 000	0	0	0	1 000
74910	Paiement en ligne	M	650	300	550	0	850	0	0	0	1 500
74925	Assistant à la gestion des interventions dans les rues (AGIR)	M	300	1 800	2 400	2 100	6 300	0	0	0	6 600
74950	Réforme TI des régimes de retraite	M	654	293	122	122	537	0	372	0	1 563
74990	Infrastructures TI des projets en transport	M	300	700	1 100	1 200	3 000	0	0	0	3 300
75400	Tableaux de bord-Subventions à la propriété	M	0	500	200	0	700	0	0	0	700
75420	Plan d'action en salubrité - Module inspection	M	300	150	0	0	150	0	0	0	450
75511	Montréal 511	M	200	200	200	0	400	0	0	0	600
75550	Système de gestion des végétaux	M	200	400	400	0	800	0	0	0	1 000
78010	Mise en place du Wi-Fi à l'échelle de la ville	M	0	390	488	537	1 415	0	488	0	1 903
78021	Mise en place du centre d'opération réseau et du laboratoire d'int eropérabilité et de conformité	M	0	488	488	537	1 513	0	683	0	2 196
78032	Communications numériques	M	0	537	537	488	1 562	0	1 415	0	2 977
78043	Capacité, performance, outils et automatisa-tion du réseau de télécommunications	M	0	586	830	1 220	2 636	0	3 465	0	6 101
78054	Robustesse du réseau de télécommunications	M	0	586	781	1 171	2 538	0	2 708	0	5 246
Total :			**49 699**	**40 839**	**38 587**	**34 944**	**108 316**	**0**	**59 789**	**0**	**217 804**

Adresse de l'unité d'affaires et personne-ressource

801 rue Brennan, 9e étage
Montréal (Québec)
H3C 0G4

Christian Chaput
Directeur du Bureau de projets
Service des technologies de l'information
514 234-6396
Christian Chaput@ville.montreal.qc.ca

FIN
DE LA
PRÉSENTATION

M E R C I

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1164207001

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Bureau de projets TI , Gestion du portefeuille
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 112 872 000 $ afin de financer l'acquisition de biens, de services techniques et de services professionnels en informatique, relevant de la compétence de l'agglomération, en vue de réaliser les projets inscrits à la programmation du PTI 2017-2019 du Service des technologies de l'information.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

ND - 1164207001 - équipements et services professionnels informatique.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nicolas DUFRESNE
Avocat
Tél : 514-872-0128

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-01-31

Nicolas DUFRESNE
Avocat
Tél : 514-872-0128
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 112 872 000 $ AFIN DE FINANCER L'ACQUISITION DE BIENS, DE SERVICES TECHNIQUES ET DE SERVICES PROFESSIONNELS EN INFORMATIQUE

Vu les articles 19 et 54 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de l'agglomération de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 112 872 000 $ est autorisé afin de financer l'acquisition de biens, de services techniques et de services professionnels en informatique.

2. Cet emprunt comprend les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 5 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux provenant de l'agglomération de Montréal, conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

_____

GDD1164207001

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1164207001

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Bureau de projets TI , Gestion du portefeuille
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 112 872 000 $ afin de financer l'acquisition de biens, de services techniques et de services professionnels en informatique, relevant de la compétence de l'agglomération, en vue de réaliser les projets inscrits à la programmation du PTI 2017-2019 du Service des technologies de l'information.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Virement crédit - GDD 1164207001.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mario PRIMARD
Agent comptable analyste
Tél : 514 868-4439

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-11-22

François FABIEN
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-7174
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.04

2017/03/30 17:00

(1)

Dossier # : 1163276001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Projets majeurs , Section Projets et Diagnostic - Conduites Principales
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 22 000 000 $ afin de financer les travaux de construction et de renouvellement de conduites primaires d'aqueduc.

Il est recommandé :
d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 22 000 000 $ afin de financer les travaux de construction et de renouvellement de conduites primaires d'aqueduc ».

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2017-01-27 16:45

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1163276001**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Projets majeurs , Section Projets et Diagnostic - Conduites Principales
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 22 000 000 $ afin de financer les travaux de construction et de renouvellement de conduites primaires d'aqueduc.

CONTENU

CONTEXTE

Par sa mission, la Direction de l'eau potable du Service de l'eau assure la distribution de l'eau potable sur tout le territoire de l'agglomération de Montréal. Pour ce faire, elle doit assurer une saine gestion des actifs : intervenir sur le réseau afin d'augmenter la fiabilité, assurer un renouvellement adéquat des actifs, réduire la quantité de perte en eau potable et les bris ainsi qu'améliorer l'état structurel du réseau. Il est donc requis de construire de nouvelles conduites en lien avec les besoins hydrauliques et de remplacer ou réhabiliter des conduites existantes.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0652 - 29 novembre 2016 - Adopter le Programme triennal d'immobilisations 2017-2019 de la Ville de Montréal (volet agglomération).
CG16 0216 - 24 mars 2016 - Adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 22 445 000 $ afin de financer les travaux de construction et réhabilitation de conduites primaires d'aqueduc ».

DESCRIPTION

Le présent dossier décisionnel vise à adopter un règlement d'emprunt de 22 000 000 $ afin de financer divers travaux de construction, de remplacement ou de réhabilitation de conduites primaires d'aqueduc, tels que la réhabilitation de la conduite primaire existante sur la rue Albanel et la construction d'une conduite primaire sur les rues Thimens et Martin. Ce règlement permettra aussi de financer différents travaux du programme "56088 - Conduite primaire d'aqueduc" prévus au programme triennal d'immobilisations 2017-2019 de l'agglomération de Montréal. Le montant du règlement demandé correspond au niveau de dépenses prévues de la première année du programme triennal.

L'ensemble de ces travaux est de compétence d'agglomération en vertu de la "Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations".

Certains de ces travaux bénéficieront de subventions dont les taux varient selon les programmes.

JUSTIFICATION

L'autorisation du présent projet de règlement d'emprunt est nécessaire pour financer les travaux de construction et de renouvellement des conduites primaires d'aqueduc. La Direction de l'eau potable doit réaliser ces travaux pour assurer en tout temps la distribution de l'eau potable sur le territoire de l'agglomération et s'assurer d'une saine gestion de ses actifs.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Il est important de souligner que ce règlement comporte des modalités spécifiques de remboursement. En effet, le règlement prévoit que des quotes-parts seront perçues de chacune des municipalités liées afin de pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt qui sera contracté pour les dépenses admissibles au Programme de transfert de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et contribution du gouvernement du Québec (TECQ) ou au volet grandes villes du Programme de subvention Fonds chantiers Canada-Québec (FCCQ). Les quotes-parts, établies sur la base des dépenses réelles, seront réparties entre les municipalités liées en proportion de leur potentiel fiscal respectif établi selon l'Arrêté de la ministre des Affaires municipales et des Régions en date du 26 novembre 2008, (2008) 140 G.O. II, 5967A. Ces quotes-parts seront assujetties aux mêmes modalités de paiement que celles de la quote-part générale.
Par ailleurs, le règlement prévoit que toute municipalité liée pourra, si elle le désire, s'exempter en tout ou en partie du paiement de la quote-part pour le reste du terme de l'emprunt en payant en un seul versement sa part du capital ou une partie de celui-ci. L'offre de paiement comptant sera faite aux municipalités liées à la suite du dépôt du rapport financier annuel de la Ville de Montréal. Les subventions TECQ ou FCCQ-GV ainsi que la réserve locale que la Ville de Montréal inscrit dans ces projets, tiennent lieu de paiement comptant pour celle-ci.

Pour les dépenses qui ne sont pas admissibles à ces programmes de subventions, le financement de l'emprunt proviendra des revenus généraux de l'agglomération de Montréal.

Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les travaux financés par ce règlement d'emprunt contribueront à la pratique d'une gestion responsable des ressources.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans ce règlement d'emprunt, il ne sera pas possible d'effectuer les travaux requis tels que la réhabilitation de la conduite primaire existante sur la rue Albanel et la construction d'une conduite primaire sur les rues Thimens et Martin.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ce dossier ne comporte aucun enjeu de communication, en accord avec le Service des communications

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion: Février 2017
Adoption: Mars 2017
Approbation du règlement d'emprunt par le ministre des Affaires Municipales et Occupation du Territoire

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Ghizlane KOULILA)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Sophie VOYER, Service des communications
Céline VAILLANCOURT, Service des infrastructures_voirie et transports

Lecture :

Céline VAILLANCOURT, 22 décembre 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jean-François DUBUC
Chef de section

Tél : 514 872-4647
Télécop. : 514 872-8353

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-12-22

Marie-Josée GIRARD
Chef de division - Projets Majeurs

Tél : 514 872-4631
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

André MARSAN
Directeur par intérim de la Direction de l'eau potable

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice

Tél : 514 872-5090
Approuvé le : 2017-01-27

Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2017-01-27

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1163276001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Projets majeurs , Section Projets et Diagnostic - Conduites Principales
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 22 000 000 $ afin de financer les travaux de construction et de renouvellement de conduites primaires d'aqueduc.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AML - 1163276001 - Conduites primaires d'aqueduc TECQ-FCCQ.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-01-24

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 22 000 000 $ AFIN DE FINANCER LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION ET DE RENOUVELLEMENT DE CONDUITES PRIMAIRES D'AQUEDUC

Vu les articles 19, 26, 118.80 et 118.81 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations qui sont prévues au programme triennal d'immobilisations de l'agglomération de Montréal;

À l'assemblée du 23 février 2017, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Aux fins du présent règlement le terme « potentiel fiscal » signifie le potentiel fiscal tel qu'établi par l'Arrêté de la ministre des Affaires municipales et des Régions concernant les règles permettant d'établir le potentiel fiscal des municipalités liées de l'agglomération de Montréal aux fins de la répartition des dépenses d'agglomération (2008) 140 G.O.II, 5967A.

2. Un emprunt de 22 000 000 $ afin de financer les travaux de construction et de renouvellement de conduites primaires d'aqueduc.

3. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

4. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

5. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles d'un emprunt contracté en vertu du présent règlement, il sera perçu, chaque année, relativement aux dépenses qui sont admissibles au Programme de transfert de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et contribution du gouvernement du Québec (TECQ) ou au volet grandes villes du Programme de subvention Fonds chantiers Canada-Québec, durant le terme de l'emprunt, une quote-part, de chaque municipalité liée, suffisante pour assurer le remboursement de l'emprunt relatif à ces dépenses. La quote-part est répartie entre les municipalités liées en proportion de leur potentiel fiscal respectif tel qu'établi pour l'exercice financier au cours duquel est faite l'offre de paiement comptant visée à l'article 7.

Cette quote-part sera prélevée de la manière et aux dates fixées pour le prélèvement de la quote-part générale.

6. Toute municipalité liée de qui est exigée une quote-part, en vertu de l'article 5, peut :

1° être exemptée de cette quote-part en payant, en un versement, la part du capital qui, à l'échéance de l'emprunt, aurait été fournie par cette quote-part;

2° être exemptée d'une partie de cette quote-part en payant, en un versement, une partie de la part du capital qui, à l'échéance de l'emprunt aurait été fournie par cette quote-part; le pourcentage d'exemption étant égal au pourcentage de la part du capital payée.

La part payable est calculée sur la base du potentiel fiscal tel qu'établi pour l'exercice financier au cours duquel est faite l'offre de paiement comptant visée à l'article 7.

Le paiement fait avant le terme mentionné à l'article 7 exempte la municipalité liée de cette quote-part ou d'une partie de celle-ci pour le reste du terme de l'emprunt, selon la part du capital qu'elle a payée en vertu du 1er alinéa.

Le montant de l'emprunt est réduit d'une somme égale à celle payée en vertu du présent article.

7. La Ville de Montréal transmet aux municipalités liées, suite au dépôt du rapport financier, une offre de paiement comptant basée sur le montant des dépenses nettes à financer faites en vertu du présent règlement au cours de l'exercice financier visé par le rapport.

Le paiement de la part du capital prévu à l'article 6 doit se faire en un versement unique au plus tard le 90e jour qui suit la transmission de l'offre de paiement comptant aux municipalités liées.

8. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt contracté en vertu du présent règlement relativement aux dépenses qui ne sont pas admissibles à l'un ou l'autre des programmes mentionnés à l'article 5, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux provenant de l'agglomération de Montréal, conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

GDD 1163276001

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1163276001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Projets majeurs , Section Projets et Diagnostic - Conduites Principales
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 22 000 000 $ afin de financer les travaux de construction et de renouvellement de conduites primaires d'aqueduc.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Information_comptable_DEP_1163276001.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ghizlane KOULILA
Préposée au budget
Conseil et soutien financier - PS EAU-Environnement
Tél : 514 872-8464

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-12-22

Leilatou DANKASSOUA
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 514 872-2648
Division : Service des finances. Conseil et soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.05

2017/03/30 17:00

(1)

Dossier # : 1177526001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement modifiant le « Règlement autorisant un emprunt de 35 000 000 $ afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention Lavigne situé dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville et son raccordement au système des intercepteurs » (RCG15-058) de sorte à augmenter l'emprunt de 16 000 000 $ pour un total de 51 000 000 $ et adopter une résolution visant à diminuer de 16 000 000 $ le «Règlement autorisant un emprunt de 53 800 000 $ afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention Rockfield situé dans l'arrondissement Lachine et son raccordement au système des intercepteurs» (RCG15-060) faisant passer son montant de 53 800 000 $ à 37 800 000 $.

Il est recommandé de:
adopter le «Règlement modifiant le «Règlement autorisant un emprunt de 35 000 000 $ afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention Lavigne situé dans l'arrondissement Ahuntsic-Cartierville et son raccordement au système des intercepteurs» (RCG 15-058)» portant le montant de l'emprunt à 51 000 000 $;

et

adopter la résolution
1. De modifier le titre du Règlement autorisant un emprunt de 53 800 000 $ afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention Rockfield situé dans l'arrondissement de Lachine et son raccordement au système des intercepteurs (RCG 15-060) par le remplacement du montant « 53 800 000 $ » par « 37 800 000$ ».

2. De modifier l'article 1 de ce règlement par le remplacement du montant de « 53 800 000 $ » par « 37 800 000$ ».

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-02-06 11:35

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1177526001**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement modifiant le « Règlement autorisant un emprunt de 35 000 000 $ afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention Lavigne situé dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville et son raccordement au système des intercepteurs » (RCG15-058) de sorte à augmenter l'emprunt de 16 000 000 $ pour un total de 51 000 000 $ et adopter une résolution visant à diminuer de 16 000 000 $ le «Règlement autorisant un emprunt de 53 800 000 $ afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention Rockfield situé dans l'arrondissement Lachine et son raccordement au système des intercepteurs» (RCG15-060) faisant passer son montant de 53 800 000 $ à 37 800 000 $.

CONTENU

CONTEXTE

La station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte (la Station) intercepte et traite près de 99,6 % des eaux usées produites sur le territoire de l'île de Montréal. Cependant, lors d'épisodes de très fortes précipitations et afin de soulager le réseau des intercepteurs, la Ville se voit dans l'obligation de déverser des eaux usées vers les milieux récepteurs. En 2001, le ministère des Affaires municipales et de la Métropole (MAM) a mis en place un programme de « Suivi des débordements ». Ce programme définit et encadre les exigences et objectifs de rejet et oblige la Ville de Montréal à mettre en place des mesures correctives visant l'atteinte de ces exigences.
Un ouvrage de rétention est une structure souterraine. Elle permet d'emmagasiner temporairement les eaux usées et pluviales lors de très fortes précipitations afin d'éviter leur déversement dans le milieu récepteur. Lorsque la pluie est terminée et que le réseau n'est plus engorgé, les eaux sont par la suite acheminées vers la Station pour y être traitées.

La Station a planifié la construction de cinq ouvrages de rétention importants. Le premier de ces ouvrages, le bassin de rétention Marc-Aurèle Fortin a déjà été construit. Ensuite, les bassins à construire sont: le bassin Rockfield dans l'arrondissement Lachine, le bassin Lavigne dans l'arrondissement 'Ahuntsic-Cartierville, le bassin Leduc dans l'arrondissement Saint-Laurent et le bassin William dans l'arrondissement Le Sud-Ouest..

Le bassin Rockfield est en cours de construction depuis octobre 2016 alors que l'appel d'offres public pour la construction du bassin Lavigne a été lancé en janvier 2017.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 00652 – 2 novembre 2016 – Adoption du programme triennal d'immobilisations 2017-2019 de la Ville de Montréal (volet agglomération) – 1163843006
CG15 0360 – 30 juillet 2015 – Adoption – Règlement autorisant un emprunt de 53 800 000 $ afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention Rockfield situé dans l'arrondissement de Lachine et son raccordement au système des intercepteurs – 1152839002

CG15 0323 – 22 mai 2015 – Adoption – Règlement autorisant un emprunt de 35 000 000 $ afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention Lavigne situé dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville et son raccordement au système des intercepteurs - 1152839005

DESCRIPTION

Le projet du bassin Lavigne consiste à construire un ouvrage de rétention d'un volume d'environ 23 000 m³ dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville. Le concept retenu pour le projet consiste à construire un bassin de rétention souterrain relié à l'intercepteur nord et au collecteur Gouin, en amont de la station de pompage Lavigne, par des conduites en tunnel. Cet ouvrage sera raccordé au système de contrôle intégré en temps réel des intercepteurs (CIDI) de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte. Le système CIDI est un système qui permet de contrôler en temps réel les intercepteurs à partir de la Station avec l'objectif de minimiser la fréquence et le nombre de surverses effectuées en temps de pluie à la rivière des Prairies et au fleuve Saint-Laurent.
La construction de l'ouvrage de rétention Lavigne permettra de réduire le volume d'eaux usées déversées dans la rivière des Prairies et, par conséquent, la quantité de polluants rejetés lors des épisodes de surverses, ce qui minimisera l'impact négatif sur la santé et l'environnement. L'ouvrage permettra également d'améliorer le niveau de service du collecteur Gouin en ce qui concerne les refoulements d'égout, et ceci pour des pluies jusqu'à récurrence de 10 ans.

Dans le cadre de la planification du projet du bassin Lavigne, les estimations originales du projet ont sous estimés certains éléments. Nous avons donc dû revoir les budget du projet. L'augmentation de ce règlement d'emprunt permettra de couvrir l'ensemble des coûts du projet, soit, les travaux de construction, les frais et honoraires d'études et de conception, la préparation des plans et devis, la surveillance des travaux et toutes les autres dépenses incidentes s'y rattachant.

Par ailleurs, dans le cas du projet du bassin Rockfield présentement en cours de construction, le contrat s'est avéré nettement moins coûteux que ce qui avait été prévu.

Ainsi, nous devons donc adopter dans un premier temps un règlement visant l'augmentation du règlement original du bassin Lavigne de 16 M$, ce dernier passant de 35 M$ à 51 M$. En contrepartie, le règlement d'emprunt pour le bassin Rockfield sera diminué d'un même 16 M$, passant de 53,8 M$ à 37,8 M$. Cette dernière modification fera l'objet d'une résolution dans le présent dossier.

JUSTIFICATION

Le règlement d'emprunt RCG15 058 au montant de 35 000 000 $ a été adopté sur la base d'une estimation de coûts préliminaire effectuée avant d'avoir complété les plans et devis associés au projet et sans référence récente à des travaux similaires d'excavation de tunnels.
Actuellement, les plans et devis de construction de la phase 1 du projet Lavigne sont

terminés à 98 %. L'estimation du coût du projet, basée sur des informations sur les coûts pratiqués sur le marché actuellement pour des projets similaires, a donc été révisée à 51 000 000 $.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les différents travaux sont prévus au programme triennal d'immobilisations 2017-2019 de la Ville de Montréal – volet agglomération. Le terme total de cet emprunt et ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.
Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne l'assainissement des eaux qui est une compétence d'agglomération en vertu de la « *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* ».

Le règlement d'emprunt devra être approuvé par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

Par ailleurs, ces coûts additionnels n'engendreront pas d'augmentation du coût total pour la construction des quatre bassins. En effet, le projet de construction du bassin Rockfield bénéficie d'une enveloppe budgétaire de 53 800 000 $ (CG15 0360 datée du 30 juillet 2015). Les dépenses totales prévues pour les travaux de génie civil associés à ce projet s'élèvent à 23 951 419,52 $ incluant taxes et contingences (CG16 0543 datée du 30 septembre 2016). En ajoutant le coût estimé pour compléter le projet du bassin Rockfield (construction du poste de pompage et travaux d'électricité et d'automatisation), il est prévu d'avoir un surplus d'au moins 16 000 000 $ dans le règlement total autorisé.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet financé par ce règlement d'emprunt contribuera à la pratique d'une gestion responsable des ressources.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si le présent règlement n'est pas approuvé, cela risque de retarder la réalisation du projet du bassin Lavigne dans le cas où la valeur de la plus basse soumission dépasserait le règlement autorisé de 35 000 000 $.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue relativement à l'adoption du règlement d'emprunt.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le règlement d'emprunt devra être approuvé par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Stéphanie SIMONEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Sophie GASCON, Service des finances

Lecture :

Sophie GASCON, 16 janvier 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sally DAGHER
Ingénieure - Administratrice de contrats

Tél : 5142804418
Télécop. : 5142804387

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-03

Richard FONTAINE
Directeur(trice) du traitement des eaux usees

Tél : 514 280-3706
Télécop. : 514 280-4387

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Richard FONTAINE
Directeur(trice) du traitement des eaux usees
Tél : 514 280-3706
Approuvé le : 2017-02-06

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2017-02-06

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1177526001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Objet :	Adopter le règlement modifiant le « Règlement autorisant un emprunt de 35 000 000 $ afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention Lavigne situé dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville et son raccordement au système des intercepteurs » (RCG15-058) de sorte à augmenter l'emprunt de 16 000 000 $ pour un total de 51 000 000 $ et adopter une résolution visant à diminuer de 16 000 000 $ le «Règlement autorisant un emprunt de 53 800 000 $ afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention Rockfield situé dans l'arrondissement Lachine et son raccordement au système des intercepteurs» (RCG15-060) faisant passer son montant de 53 800 000 $ à 37 800 000 $.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AML - 1177526001 - Règl modif Règl RCG 15-058.doc

AML - 1177526001 - Résolution modif Règl RCG 15-060.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-03

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

RÉSOLUTION MODIFIANT LE RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 53 800 000 $ AFIN DE FINANCER LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE L'OUVRAGE DE RÉTENTION ROCKFIELD SITUÉ DANS L'ARRONDISSEMENT DE LACHINE ET SON RACCORDEMENT AU SYSTÈME DES INTERCEPTEURS (RCG 15-060) AFIN DE RÉDUIRE LE MONTANT D'EMPRUNT INITIALEMENT AUTORISÉ

Vu les articles 544 et 564 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Il est résolu :

1. De modifier le titre du Règlement autorisant un emprunt de 53 800 000 $ afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention Rockfield situé dans l'arrondissement de Lachine et son raccordement au système des intercepteurs (RCG 15-060) par le remplacement du montant « 53 800 000 $ » par « 37 800 000$ ».

2. De modifier l'article 1 de ce règlement par le remplacement du montant de « 53 800 000 $ » par « 37 800 000$ ».

GDD1177526001

XX-XXX/1

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

ADOPTER LE RÈGLEMENT MODIFIANT LE « RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 35 000 000 $ AFIN DE FINANCER LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE L'OUVRAGE DE RÉTENTION LAVIGNE SITUÉ DANS L'ARRONDISSEMENT D'AHUNTSIC-CARTIERVILLE ET SON RACCORDEMENT AU SYSTÈME DES INTERCEPTEURS » (RCG 15-058)

Vu les articles 19 et 25 à 27.1 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal décrète :

1. Le titre du Règlement autorisant un emprunt de 35 000 000 $ afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention Lavigne situé dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville et son raccordement au système des intercepteurs (RCG 15-058) est modifié par le remplacement de « 35 000 000 $ » par « 51 000 000 $».

2. L'article 1 de ce règlement est modifié par le remplacement de « 35 000 000 $» par « 51 000 000 $».

_____

GDD 1177526001

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1177526001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Objet :	Adopter le règlement modifiant le « Règlement autorisant un emprunt de 35 000 000 $ afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention Lavigne situé dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville et son raccordement au système des intercepteurs » (RCG15-058) de sorte à augmenter l'emprunt de 16 000 000 $ pour un total de 51 000 000 $ et adopter une résolution visant à diminuer de 16 000 000 $ le «Règlement autorisant un emprunt de 53 800 000 $ afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention Rockfield situé dans l'arrondissement Lachine et son raccordement au système des intercepteurs» (RCG15-060) faisant passer son montant de 53 800 000 $ à 37 800 000 $.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

reglement emprunt GDD1177526001.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Stéphanie SIMONEAU
Préposée au budget

Tél : 514-280-4020

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-06

Louise B LAMARCHE
Conseillère en gestion des ressources financières - Chef d'équipe
Tél : 514 872-6538
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier - PS EAU et ENVIRONNEMENT

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 44.01

2017/03/30 17:00

(1)

Dossier # : 1162622011

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Planification urbaine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Approuver le document d'accompagnement du règlement RCG 14-029-1 modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (ajouter une dérogation à la plaine inondable dans le cadre du projet d'aménagement de la Plage de l'Est (lots 1 875 955, 2 159 487 et 2 159 488) situé sur le territoire de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles)

Il est recommandé d'approuver le document d'accompagnement du règlement RCG 14-029-1 modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal afin de signifier à l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles la modification qu'il devra apporter à son règlement de zonage, le tout conformément à l'article 53.11.4 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-03-02 08:45

Signataire : Benoit DAGENAIS

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1162622011**
Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Planification urbaine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Approuver le document d'accompagnement du règlement RCG 14-029-1 modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (ajouter une dérogation à la plaine inondable dans le cadre du projet d'aménagement de la Plage de l'Est (lots 1 875 955, 2 159 487 et 2 159 488) situé sur le territoire de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles)

CONTENU

CONTEXTE

Selon les modalités de l'article 53.11.4 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (LAU), le conseil d'agglomération doit adopter un document d'accompagnement comme suite à l'entrée en vigueur d'un règlement de modification au Schéma d'aménagement et de développement (Schéma), lorsqu'il y a obligation pour un arrondissement de modifier sa réglementation d'urbanisme pour se conformer au Schéma modifié.
Rappelons que l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles a demandé au conseil d'agglomération le 13 mai 2016 de modifier le Schéma pour permettre l'aménagement de la Plage de l'Est. En parallèle, il a entrepris des démarches auprès du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) pour soumettre le dossier aux fins d'analyse.

Le 22 juin 2016, le conseil d'agglomération a adopté le projet de règlement P-RCG 14-029-1 modifiant le Schéma et son document d'accompagnement prévus à la LAU, afin de donner suite à la demande de l'arrondissement auprès du MDDELCC.

Le 27 octobre 2016, le conseil d'agglomération a adopté le règlement RCG 14-029-1 suite à l'assemblée publique tenue le 21 septembre 2016 par la Commission sur le schéma d'aménagement et de développement de Montréal. Ce règlement a ensuite été soumis au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) pour avis, conformément à l'article 53.6 de la LAU.

Le 19 décembre 2016, le règlement RCG 14-029-1 est entré en vigueur, soit à la date la plus tardive entre la délivrance du certificat de conformité par la Communauté métropolitaine de Montréal (24 novembre 2016) et la signification le 19 décembre 2016 par le sous-ministre du MAMOT d'un avis favorable quant à la conformité du règlement aux orientations du gouvernement en matière d'aménagement, le tout conformément à l'article 53.11.14 de la LAU.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0589 - 2016-10-27 - Adoption du règlement RCG 14-029-1 modifiant le Schéma (sommaire décisionnel 1162622006).

- CG16 0443 - 2016-06-22 - Adoption du projet de règlement P-RCG 14-029-1 modifiant le Schéma (sommaire décisionnel 1162622006).

DESCRIPTION

La modification apportée au Schéma par le règlement RCG 14-029-1 consiste à ajouter une dérogation à la plaine inondable dans le secteur de Pointe-aux-Trembles en bordure du fleuve Saint-Laurent afin de permettre l'aménagement de la Plage de l'Est.
Le contenu du document d'accompagnement, qui fait l'objet du présent sommaire, mentionne que l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles doit modifier son règlement de zonage pour intégrer la dérogation à la plaine inondable permettant cet aménagement. La LAU stipule que l'arrondissement a six mois pour ce faire; si ce n'est pas fait à l'intérieur de ce délai, le conseil d'agglomération pourrait le faire à sa place.

JUSTIFICATION

Selon les dispositions de l'article 53.11.4 de la LAU, le conseil d'agglomération doit adopter un document d'accompagnement qui indique la nature des modifications que l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles doit apporter à sa réglementation d'urbanisme en conformité avec le Schéma modifié par le règlement RCG 14 -029-1. Étant donné l'ajustement technique qui a dû être fait uniquement dans le titre du règlement final sans changer son contenu par rapport au projet de règlement, le document d'accompagnement doit être adopté de nouveau pour refléter ce changement (voir le document joint à cet effet au présent sommaire décisionnel).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Sans objet.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Sans objet.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Éviter un manque quant au respect des modalités de la LAU.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est associée à la décision.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Transmission par le greffier du document d'accompagnement :

- aux arrondissements;
- aux municipalités reconstituées;
- aux municipalités régionales de comté dont le territoire est contigu à celui du territoire de l'agglomération de Montréal;
- à la Communauté métropolitaine de Montréal.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Claire MORISSETTE
Conseillère en planification

Tél : 514 872-7488
Télécop. : 514 872-1598

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-23

Monique TESSIER
Chef de division

Tél : 514-872-9688
Télécop. : 514 872-1458

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvain DUCAS
Directeur de l'urbanisme
Tél : 514 872-4185
Approuvé le : 2017-03-01

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2017-03-01

MODIFICATION À LA RÉGLEMENTATION D'URBANISME DE L'ARRONDISSEMENT DE RIVIÈRE-DES-PRAIRIES–POINTE-AUX-TREMBLES AUX FINS DE CONFORMITÉ AU SCHÉMA D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT MODIFIÉ DE L'AGGLOMATION DE MONTRÉAL

DOCUMENT D'ACCOMPAGNEMENT

RÈGLEMENT MODIFIANT LE SCHÉMA D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTRÉAL (RCG 14-029)

Le présent document accompagne le règlement numéro RCG 14-029-1 modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029), et précise que, dans le seul territoire de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, une modification doit être apportée à son règlement de zonage conformément au Schéma modifié afin d'y intégrer la dérogation aux normes relatives aux interventions à l'intérieur des plaines inondables afin de permettre les travaux d'aménagement de la plage de l'Est incluant entre autres du remblaiement des bases de piliers de la jetée empiétant dans la plaine inondable, dans la rive et dans le littoral sur une superficie totale d'environ 52,75 mètres carrés et l'installation de blocs de béton servant de mobilier sur la plage, le tout tel qu'illustré sur le plan intitulé « Projet : plage de l'Est – La débâcle – Plan concept » et ce, sur les lots 1 875 955, 2 159 487 et 2 159 488 du cadastre du Québec.

GDD 1162622011

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 44.02

2017/03/30 17:00

(1)

Dossier # : 1172622003

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Planification urbaine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Approuver le document d'accompagnement du règlement RCG 14-029-2 modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (ajouter une dérogation à la plaine inondable dans le cadre du projet d'aménagement de la Plage de Verdun (parties des lots 3 943 640, 1 619 416 et 1 619 415) situé sur le territoire de l'arrondissement de Verdun)

Il est recommandé d'approuver le document d'accompagnement du règlement RCG 14-029-2 modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal afin de signifier à l'arrondissement de Verdun la modification qu'il devra apporter à son Règlement de zonage, le tout conformément à l'article 53.11.4 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-03-03 16:50

Signataire : Benoit DAGENAIS

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1172622003**
Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Planification urbaine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Approuver le document d'accompagnement du règlement RCG 14-029-2 modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (ajouter une dérogation à la plaine inondable dans le cadre du projet d'aménagement de la Plage de Verdun (parties des lots 3 943 640, 1 619 416 et 1 619 415) situé sur le territoire de l'arrondissement de Verdun)

CONTENU

CONTEXTE

Selon les modalités de l'article 53.11.4 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (LAU), le conseil d'agglomération doit adopter un document d'accompagnement comme suite à l'entrée en vigueur d'un règlement de modification au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (Schéma), lorsqu'il y a obligation pour un arrondissement de modifier sa réglementation d'urbanisme pour se conformer au Schéma modifié.
Rappelons que l'arrondissement de Verdun a demandé au conseil d'agglomération, le 6 septembre 2016, de modifier le Schéma pour permettre l'aménagement de la Plage de Verdun. En parallèle, il a entrepris des démarches auprès notamment du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) pour soumettre le dossier aux fins d'analyse.

Le 29 septembre 2016, le conseil d'agglomération a adopté le projet de règlement P-RCG 14 -029-2 modifiant le Schéma et son document d'accompagnement prévus à la LAU, afin de donner suite à la demande de l'arrondissement auprès du MDDELCC.

Le 22 décembre 2016, le conseil d'agglomération a adopté le règlement RCG 14-029-2, avec changement, à la suite de l'assemblée publique tenue le 1er décembre 2016 par la Commission sur le schéma d'aménagement et de développement de Montréal. Des modifications ont été apportées à certaines composantes du concept, par exemple la réduction d'environ 30 mètres de la longueur de la plage pour la baignade et les mesures de compensation ont été revues (création d'herbiers aquatiques). Ce règlement, dont la teneur a été modifiée par rapport au projet de règlement, a ensuite été soumis au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) pour avis, conformément à l'article 53.6 de la LAU.

Le 1er mars 2017, le règlement RCG 14-029-2 est entré en vigueur, soit à la date la plus tardive entre la délivrance du certificat de conformité par la Communauté métropolitaine de Montréal (9 février 2017) et la signification le 1er mars 2017 par le sous-ministre du MAMOT d'un avis favorable quant à la conformité du règlement aux orientations du gouvernement en matière d'aménagement, le tout conformément à l'article 53.11.14 de la LAU.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0758 - 2016-12-22 - Adoption, avec changement, du règlement RCG 14-029-2 modifiant le Schéma (sommaire décisionnel 1162622007).

- CG16 0555 - 2016-09-29 - Adoption du projet de règlement P-RCG 14-029-2 modifiant le Schéma (sommaire décisionnel 1162622007).

DESCRIPTION

La modification apportée au Schéma par le règlement RCG 14-029-2 consiste à ajouter une dérogation à la plaine inondable dans l'arrondissement de Verdun, en bordure du fleuve Saint-Laurent, à l'arrière de l'Auditorium de Verdun situé dans l'axe de la rue de l'Église, afin de permettre l'aménagement de la plage de Verdun.
Le contenu du document d'accompagnement, qui fait l'objet du présent sommaire, mentionne que l'arrondissement de Verdun doit modifier son règlement de zonage pour intégrer la dérogation à la plaine inondable permettant cet aménagement. La LAU stipule que l'arrondissement a six mois pour le faire. Si ce n'était pas fait à l'intérieur de ce délai, le conseil d'agglomération pourrait le faire à la place de l'arrondissement.

JUSTIFICATION

Selon les dispositions de l'article 53.11.4 de la LAU, le conseil d'agglomération doit adopter un document d'accompagnement qui indique la nature des modifications que l'arrondissement de Verdun doit apporter à sa réglementation d'urbanisme en conformité avec le Schéma modifié par le règlement RCG 14-029-2.
Étant donné les modifications apportées au contenu final du règlement RCG 14-029-2, le document d'accompagnement doit être adopté de nouveau pour refléter ces changements (voir le document joint à cet effet au présent sommaire décisionnel).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Sans objet.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Sans objet.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Éviter un manque quant au respect des modalités de la LAU.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est associée à la décision.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Transmission par le greffier du document d'accompagnement :
- aux arrondissements;
- aux municipalités reconstituées;
- aux MRC (municipalités régionales de comté) dont le territoire est contigu à celui du territoire de l'agglomération de Montréal;
- à la Communauté métropolitaine de Montréal.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Claire MORISSETTE
Conseillère en planification

Tél : 514 872-7488
Télécop. : 514 872-1598

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-03-03

Monique TESSIER
Chef de division

Tél : 514-872-9688
Télécop. : 514 872-1458

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvain DUCAS
Directeur de l'urbanisme
Tél : 514 872-4185
Approuvé le : 2017-03-03

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2017-03-03

MODIFICATION À LA RÉGLEMENTATION D'URBANISME
DE L'ARRONDISSEMENT DE VERDUN
AUX FINS DE CONFORMITÉ
AU SCHÉMA D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT MODIFIÉ
DE L'AGGLOMATION DE MONTRÉAL

DOCUMENT D'ACCOMPAGNEMENT

RÈGLEMENT MODIFIANT LE SCHÉMA D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTRÉAL (RCG 14-029)

Le présent document accompagne le règlement numéro RCG 14-029-2 modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029), et précise que, dans le seul territoire de l'arrondissement de Verdun, une modification doit être apportée à son règlement de zonage conformément au Schéma modifié afin d'y intégrer la dérogation aux normes relatives aux interventions à l'intérieur des plaines inondables afin de permettre les travaux d'aménagement de la plage de Verdun incluant, entre autres, l'aménagement d'une digue de protection des courants et le remblaiement de la zone de baignade (empiètement dans la plaine inondable, la rive et le littoral sur une superficie totale d'environ 3 550 mètres carrés), de zones d'intervention en rive et en plaine inondable, incluant des plantations, le tout sur une superficie totale d'environ 4 555 mètres carrés (phases 1 et 2 du projet); l'enlèvement de blocs de béton et de surface asphaltée, vestiges de la période de remblai et de la création par remblai du site de l'ancienne marina, notamment aux fins de création d'alcôves et d'herbiers aquatiques, incluant des plantations et la renaturalisation de la rive, le tout tel qu'illustré sur le plan intitulé « Annexe F – Plage urbaine de Verdun – Plan de compensation », plan révisé en date du 2 décembre 2016, en lien avec la note explicative jointe en annexe G du règlement RCG 14-029-2. Des parties des lots 3 943 640, 1 619 416 et 1 619 415 du cadastre du Québec sont visées par la dérogation, et ce, tel qu'ils sont illustrés sur les cartes jointes en annexe E et F du règlement RCG 14-029-2.

GDD 1172622003

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 50.01

2017/03/30 17:00

(1)

Dossier # : 1163423001

Unité administrative responsable :	Service des communications , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Parc Jean-Drapeau
Projet :	-
Objet :	Approuver le protocole d'entente par lequel la Ville de Montréal prête les services de Mme Martine Primeau (matricule 139280000) à la Société du parc Jean-Drapeau pour une durée de trois ans à compter du 1er janvier 2017, afin de continuer les travaux entamés en 2016 lors de son assignation temporaire.

Il est recommandé:
1- d'approuver le protocole d'entente par lequel la Ville de Montréal (Service des communications) prête les services de Mme Martine Primeau (matricule 139280000) à la Société du parc Jean-Drapeau pour une durée maximale de trois ans à compter du 1er janvier 2017, afin de continuer les différents mandats entamés au cours de l'année 2016;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à part égale par la Ville de Montréal (Service des communications) et la Société du parc Jean-Drapeau.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-02-25 09:10

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1163423001**

Unité administrative responsable :	Service des communications , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Parc Jean-Drapeau
Projet :	-
Objet :	Approuver le protocole d'entente par lequel la Ville de Montréal prête les services de Mme Martine Primeau (matricule 139280000) à la Société du parc Jean-Drapeau pour une durée de trois ans à compter du 1er janvier 2017, afin de continuer les travaux entamés en 2016 lors de son assignation temporaire.

CONTENU

CONTEXTE

Afin de les aider à les accompagner dans l'élaboration d'un plan stratégique pour la Société du Parc Jean-Drapeau dans le projet «Hélène de Champlain», il avait été entendu, pour l'année 2016 d'assigner temporairement Mme Martine Primeau, cadre sur mandats au Service des communications à la Société du Parc Jean-Drapeau (SDPJD). Ces principaux mandats étaient de :

- Revoir les plans directeur du parc Jean-Drapeau afin d'en faire ressortir les convergences;
- Coordonner la mise en place du nouveau Plan directeur du PJD;
- Préparer une grille d'évaluation pour l'analyse de projets ad-hoc;
- Participer au développement des projets structurants de la SDPJD ainsi que préparer les demandes de partenariat.

Afin de poursuivre ces différents dossiers, il a été décidé entre les parties que Mme Primeau poursuivrait les mandats déjà amorcés pour l'année 2017.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

D'approuver le protocole d'entente par lequel la Ville de Montréal (le Service des communications) prête les services de Mme Martine Primeau (matricule 139280000) à la Société du parc Jean-Drapeau, aux termes et conditions du protocole, pour une durée de trois ans, soit du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2019 avec reconduction du protocole d'entente le cas échéant.

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'employée et son budget sera automatiquement transféré dans l'unité corporative des prêts d'employés avec remboursement (centre de responsabilité 202046, unité 60-08-62) pour la durée du prêt. Le revenu rattaché à ce prêt d'employé sera enregistré mensuellement au Service des ressources humaines.
Le remboursement du salaire de Mme Primeau se fera par versement mensuel provenant de la Société du parc Jean-Drapeau, équivalent à 50% du salaire de l'employé, majoré de 31,1 % , lequel fera l'objet d'une indexation annuelle, plus les taxes fédérales et provinciales sur les produits et services (TPS et TVQ).

Le rémunération annuelle de Mme Primeau est de 123 100 $. À ce montant, nous devons ajouter les charges sociales de 36 900 $ pour une rémunération globale de 160 000 $. Ce montant sera partagé à part égale, soit 80 000$ par la Société du parc Jean-Drapeau et le Service des communications.

En raison du coût défrayé par le Service, soit 80 000$ à l'avantage de la Société, ce dossier est considéré comme une subvention et ce, selon les encadrements de la Ville en regard aux prêt d'employés à un Organisme externe. Une subvention à l'égard de la Société du Parc Jean-Drapeau est de la compétence du Conseil d'agglomération.

Sur le plan budgétaire, ce dossier aura une incidence favorable sur le cadre financier de la Ville compte tenu des revenus additionnels d'approximativement 80 000 $ annuellement, et ce, jusqu'à la fin de l'entente (période indéterminée).

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Alpha OKAKESEMA)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Geneviève BLOM)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Ronald CYR, Société du Parc Jean-Drapeau
Céline MORELLON, Service des ressources humaines
Joanne PROVOST, Service des ressources humaines

Lecture :

Ronald CYR, 7 février 2017
Joanne PROVOST, 30 janvier 2017
Catherine BÉRUBÉ, 26 janvier 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Lyne TREMBLAY
Conseillère en ressources humaines - CRHA
Division des partenaires d'affaires en RH
Direction des partenaires d'affaires en ressources humaines
Service des ressources humaines

Tél : 872-4497
Télécop. : 872-0690

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-01-26

Louis BEAUCHAMP
Directeur de service
Service des communications

Tél : 514 872-3275
Télécop. : 514 872-8221

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1163423001

Unité administrative responsable :	Service des communications , Direction , -
Objet :	Approuver le protocole d'entente par lequel la Ville de Montréal prête les services de Mme Martine Primeau (matricule 139280000) à la Société du parc Jean-Drapeau pour une durée de trois ans à compter du 1er janvier 2017, afin de continuer les travaux entamés en 2016 lors de son assignation temporaire.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Il s'agit d'une matière qui relève de la compétence du conseil d'agglomération en raison de la subvention de plus de 50 000$ à la Société du Parc Jean-Drapeau.

FICHIERS JOINTS

Protocole prêt Martine Primeau.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Geneviève BLOM
Avocate
Tél : 514 872-2994

ENDOSSÉ PAR

Le : 2017-02-24

Véronique BELPAIRE
Avocate chef de division
Tél : 514 872-4222
Division : Division Droit public et législation

PROTOCOLE D'ENTENTE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est située au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée aux fins des présentes par Monsieur Yves Saindon, greffier dûment autorisé par la résolution CG06 0006;

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET : **SOCIÉTÉ DU PARC JEAN-DRAPEAU,** ayant son siège social au Pavillon du Canada au 1, Circuit Gilles Villeneuve, Montréal, Québec, H3C 1A9, agissant et représenté par Monsieur Ronald Cyr, directeur général;

Ci-après appelé la « **SDPJD** »

ET : **MARTINE PRIMEAU**, cadre en réaffectation au Service des communications;

Ci-après appelé l' « **EMPLOYÉE** »

ATTENDU que l'Organisme a manifesté le désir de bénéficier des services de l'Employée;

ATTENDU que la Ville entend répondre favorablement à cette demande et que l'Employée y consent;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante des présentes.

ARTICLE 2
DÉFINITION

Dans le présent protocole d'entente, à moins que le contexte n'indique un sens différent, « Directeur » ou « Directrice » signifie le Directeur du Service des communications ou son représentant.

GB 6/11

ARTICLE 3
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville s'engage à :

3.1 permettre à l'Employée d'occuper un poste de Conseillère principale projets spéciaux et développement stratégique au sein de l'Organisme;

3.2 sous réserve des paragraphes 4.4 et 5.4, verser à l'Employée son traitement périodique et lui consentir tous les avantages et droits qu'elle possède comme employée cadre de la Ville, en vertu des Conditions de travail des cadres de la Ville de Montréal;

3.3 réintégrer l'Employée au sein du personnel permanent de la Ville quand elle quittera l'Organisme, dans son poste ou celui qu'elle aurait obtenu durant son absence ou conformément aux règles de dotation concernant la réaffectation des fonctionnaires et employés permanents, étant entendu que toute entente particulière relative aux conditions de travail de l'Employée intervenue entre cette dernière et l'Organisme ne lie pas la Ville, ni pendant la durée du prêt ni à son échéance :

3.4 obtenir le remboursement convenu pour les services de l'Employée.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme s'engage à :

4.1 s'assurer que l'Employée remplisse les fonctions de Conseillère principale projets spéciaux et développement stratégique;

4.2 ce que l'Employée dans le cadre de ses fonctions agisse conformément au Code de conduite des employés de la Ville de Montréal, étant entendu que l'Employée n'est pas en situation de conflit d'intérêts du seul fait qu'elle agisse dans l'intérêt de l'Organisme;

4.3 prendre fait et cause pour l'Employée dans toute poursuite intentée contre cette dernière en raison de l'exécution de ses fonctions et la tenir indemne de tout jugement en capital, intérêts et frais, qui pourrait être prononcé contre elle;

4.4 défrayer tous les frais de déplacement ou autres dépenses encourus par l'Employée durant la période de prêt, ainsi que les heures supplémentaires effectuées par cette dernière, étant entendu que la Ville ne paiera à l'Employée aucune heure supplémentaire ou n'acceptera aucune demande de l'Employée visant du temps à compenser;

4.5 verser mensuellement à la Ville une portion du salaire de l'Employée établie à 50% du salaire annuel de base majoré du taux prévu au Règlement sur les tarifs de l'agglomération de Montréal applicable à chaque année, soit 31,1% pour l'année 2017. Ce salaire fera l'objet d'une indexation annuelle équivalente à l'augmentation économique consentie aux cadres de la Ville de Montréal. Les taxes fédérale et provinciale sur les produits et services (TPS et TVQ) s'appliquent à cette somme;

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE L'EMPLOYÉE

L'Employé s'engage à :

5.1 fournir à l'Organisme une prestation de services satisfaisante;

5.2 se conformer, en tout temps, au Code de conduite des employés de la Ville de Montréal, étant entendu que l'Employée n'est pas en situation de conflit d'intérêts du seul fait qu'elle agisse dans l'intérêt de l'Organisme;

5.3 prendre tous ses congés annuels durant la période de prêt, à moins d'obtenir l'autorisation du Directeur de l'unité d'affaires d'origine de les reporter en tout ou en partie;

5.4 renoncer, et elle y renonce par les présentes, à réclamer de la Ville toute somme ou temps compensé pour des heures supplémentaires effectuées pendant la période de prêt;

5.5 transmettre au Directeur les formulaires d'assiduité faisant état de toutes les absences et congés utilisés durant la période de prêt, dûment autorisés par son supérieur immédiat à l'Organisme.

ARTICLE 6
DURÉE

Sous réserve de l'article 7, le présent protocole d'entente prend effet le 1er janvier 2017 pour se terminer le 31 décembre 2019.

ARTICLE 7
RÉSILIATION

7.1 Chaque partie peut mettre fin au présent protocole d'entente en tout temps moyennant un préavis de trente (30) jours signifié aux autres parties par courrier recommandé.

7.2 Dans le cas d'une résiliation, l'Employée réintègre la Ville, selon les dispositions convenues à l'article 3.3 du présent protocole.

ARTICLE 8
DIVERS

8.1 Les obligations de la Ville à l'égard de l'Employée sont prévues aux présentes ainsi qu'aux Conditions de travail des cadres de la Ville de Montréal.

8.2 Malgré ce qui est prévu au Conditions de travail des cadres de la Ville de Montréal, l'Employée sera assujettie au Programme de gestion de la performance pendant la durée du prêt au même titre que tout autre cadre de la Ville de Montréal.

ARTICLE 9
CONDITIONS GÉNÉRALES

9.1 Élection de domicile

Aux fins des présentes, la Ville et l'Organisme élisent domicile à l'adresse indiquée à la première page du présent protocole d'entente ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

9.2 Incessibilité

Les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit des autres parties.

9.3 Modification

Aucune modification aux termes de ce protocole d'entente n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit de toutes les parties.

9.4 Validité

Une disposition du présent protocole d'entente jugée invalide par le tribunal, n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN TROIS (3) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2017

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon
Greffier de la ville

Le e jour de 2017

SOCIÉTÉ DU PARC JEAN-DRAPEAU

Par : _____
Ronald Cyr
Directeur général

Le e jour de 2017

_____
Martine Primeau

Cette convention a été approuvée par la résolution (Instances #1163423001 – CE_____).

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1163423001

Unité administrative responsable :	Service des communications , Direction , -
Objet :	Approuver le protocole d'entente par lequel la Ville de Montréal prête les services de Mme Martine Primeau (matricule 139280000) à la Société du parc Jean-Drapeau pour une durée de trois ans à compter du 1er janvier 2017, afin de continuer les travaux entamés en 2016 lors de son assignation temporaire.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1163423001 - Martine Primeau.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Alpha OKAKESEMA
Préposé au budget
Tél : 514 872-2598

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-07

Isabelle BESSETTE
Agente de gestion des ressources financieres
Tél : 514 872-2541
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier